



**HAL**  
open science

# Être historien sous un régime autoritaire : Pouvoir et savoir au Portugal (1926-1974)

Christophe Araujo

► **To cite this version:**

Christophe Araujo. Être historien sous un régime autoritaire : Pouvoir et savoir au Portugal (1926-1974). Histoire. CY Cergy Paris Université, 2021. Français. NNT : 2021CYUN1038 . tel-03633576

**HAL Id: tel-03633576**

**<https://theses.hal.science/tel-03633576v1>**

Submitted on 7 Apr 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## THÈSE DE DOCTORAT

Pour l'obtention du titre de  
DOCTEUR EN HISTOIRE  
Délivré par

CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ

École doctorale n° 628 : Arts, Humanités, Sciences Sociales

### ÊTRE HISTORIEN SOUS UN RÉGIME AUTORITAIRE POUVOIR ET SAVOIR AU PORTUGAL (1926-1974)

Présentée et soutenue publiquement par  
CHRISTOPHE ARAÚJO  
Le 24 novembre 2021

Préparée sous la direction de Messieurs  
PATRICK GARCIA  
&  
ANTÓNIO COSTA PINTO

Jury :

M. Olivier Dard, professeur à l'université Sorbonne Université  
M. Patrick Garcia, professeur à l'université CY Cergy Paris  
M<sup>me</sup> Frédérique Langué, directrice de recherche au CNRS (IHTP)  
M. Sérgio Campos Matos, professeur à l'université de Lisbonne  
M. António Costa Pinto, professeur à l'ISCTE, Institut universitaire de Lisbonne  
M<sup>me</sup> Maria da Graça dos Santos, professeure à l'université Paris Nanterre



*À ma mère,  
Maria Aldina da Conceição Ferreira Araújo,  
un nom si long pour une vie raccourcie par un funeste cancer,  
voici un petit bout d'histoire du pays que tu aimais tant.*



## Être historien sous un régime autoritaire. Pouvoir et savoir au Portugal (1926-1974)

**Résumé :** Entre deux coups d'État, le premier en 1926 et le second en 1974, la plus longue dictature européenne de la période contemporaine a détenu pendant quarante-huit années le pouvoir sans partage. Le champ d'action du régime autoritaire a été ample, affectant aussi bien le politique, l'économie, la société et la culture. Parmi l'ensemble des groupes sociaux liés à la sphère culturelle, tous sujets à une vigilance étatique aigüe, l'exemple des historiens permet de rendre compte de la façon dont le pouvoir a pris le contrôle du monde du savoir. Alors que la figure de l'historien était en pleine professionnalisation et s'identifiait toujours plus à l'obtention d'une chaire universitaire après cooptation par les pairs, le pouvoir s'est ajouté à la procédure. Utilisant des critères résolument politiques, le régime a altéré le fonctionnement de la communauté historique. Face à un pouvoir ferme, les historiens ont adopté une pluralité d'attitudes qu'il est possible d'analyser à travers deux postures proportionnellement dominantes : l'accommodement politique et l'opposition au pouvoir. L'étude successive des deux principaux positionnements permet de rendre compte d'écarts importants dans l'accès à un statut professionnel stable et au soutien financier gouvernemental pour entreprendre des recherches. D'un côté, les historiens accommodés ont bénéficié de nombreuses aménités comme un accès privilégié à l'Université, à des institutions soutenues par le régime et à des crédits pour accéder à la recherche. De l'autre, le contrôle de la police politique et de la censure a pu compliquer la pratique historique. Des choix historiographiques distincts ont aussi été opérés par chacun des groupes. Pour autant, la fragile communauté historique est restée unie par le goût de l'histoire et l'envie de l'écrire.

**Mots-clés :** historien ; historiographie ; histoire du Portugal ; Portugal ; pouvoir ; savoir ; dictature ; autoritarisme ; *Estado Novo* ; Salazar.

---

## Being an historian under an authoritarian regime. Power and knowledge in Portugal (1926-1974)

**Abstract:** Between two *coups d'état*, the first in 1926 and the second in 1974, Europe's longest-running dictatorship in Contemporary history held power for forty-eight years in an undivided manner. The scope of the authoritarian regime was wide, affecting politics, economy, society and culture. Among all the social groups linked to the cultural sphere, all subjects to an acute state vigilance, the example of historians is helpful to show how the power took control of the world of knowledge. While the figure of the historian was in the course of professionalization and was increasingly associated with a university chair after co-option by peers, power was added to the process. Clearly adopting a political criterion, the regime altered the modus operandi of the historical community. Faced with a firm power, historians adopted a plurality of attitudes that can be analysed through two proportionally dominant postures: political accommodation and opposition to power. United by the taste for history and the desire to write it, the successive study of the two main positions allows us to explain the differentiated positions within the fragile historical community in terms of access to a stable professional status, in terms of governmental financial support for research or, on the contrary, in terms of the obstacles to historical practice, and in terms of the historiographic choices made. On the one hand, accommodated historians benefited from many amenities such as privileged access to the

Portuguese university, to institutions supported by the regime, and to funds for research abroad and in the country. On the other hand, the control of the political police and censorship may have complicated historical practice.

**Keywords:** historians; historiography; history of Portugal; Portugal; power; knowledge; dictatorship; authoritarianism; Portuguese New State; Salazar.

---

### Ser historiador durante um regime autoritário. Poder e saber em Portugal (1926-1974)

**Resumo:** Entre dois golpes de Estado, o primeiro em 1926 e o segundo em 1974, a ditadura mais duradoura da Europa contemporânea manteve-se no poder sem reserva durante quarenta e oito anos. O campo de intervenção do regime autoritário era vasto, afetando quer a política, quer a economia, a sociedade e a cultura. Entre todos os grupos sociais ligados à esfera cultural, todos eles sujeitos a uma aguda vigilância estatal, o exemplo dos historiadores ilustra a maneira como o poder tomou o controlo do mundo do conhecimento. Enquanto a figura do historiador se encontrava em processo de profissionalização e cada vez mais identificada com a obtenção de uma cátedra universitária após cooptação pelos pares, o poder juntou-se ao processo. Adotando critérios nitidamente políticos, o regime alterou de facto o funcionamento da comunidade dos historiadores. Confrontados com um poder firme, os historiadores adotaram uma pluralidade de atitudes que podem ser analisadas através de duas posturas proporcionalmente dominantes: a acomodação política e a oposição ao poder. O estudo sucessivo das duas principais posições permite explicar as importantes diferenças no acesso a um estatuto profissional estável, no apoio financeiro do governo para desenvolver investigação e, também, nas distintas escolhas historiográficas que foram feitas por cada um dos grupos. No entanto, a frágil comunidade de historiadores manteve-se unida pelo gosto pela história e pelo desejo de a escrever.

**Palavras-chave:** historiador; historiografia; história de Portugal; Portugal; poder; saber; ditadura; autoritarismo; *Estado Novo*; Salazar.

## Remerciements

Un travail d'aussi longue haleine n'est jamais une entreprise solitaire. Je sais que l'énoncer est un *topos* des remerciements, mais faut-il être original pour être reconnaissant ? Je tiens avant tout et surtout à remercier vivement Patrick Garcia, qui m'a depuis le début fait confiance, appuyé dès les balbutiements de ma recherche, inclus dans ses projets, donné de belles opportunités, aidé pour les dossiers en tous genres, soutenu dans les moments clés de ce travail et surtout, surtout, relu attentivement. Ma plus grande et la plus sincère gratitude lui revient donc. Cette thèse lui doit beaucoup. Je tiens ensuite à remercier mon co-directeur de thèse António Costa Pinto qui a tout de suite accepté de me diriger et a su au cours de mes premiers voyages au Portugal mais aussi durant mon séjour dans ce pays, m'appuyer, et m'insérer au mieux au sein de l'Institut des sciences sociales de Lisbonne.

Je remercie vivement toutes les personnes qui m'ont relu. Sans vos yeux, combien de coquilles, de traductions hasardeuses et de maladroites seraient restées ? Un très grand merci à Jane Abad-Martinez, Matilde Barahona de Castro Mendes, Axel Barenboïm, Léa Barreau, Margo Bernelin, Jean-François Bonhoure, Marianne Brisville, Olivier Brisville-Fertin, Marie Donius, Alice Fellouhe, Alice Giraud, Adèle Mommeja, Charles Parisot, Jessica Plier, Joseph Roussiès, Claire Schlumberger, Laura Schmitt, Hervé Siou, Céline Vaz, Shakila Zamboulingame. Un vif merci à Édouard Bauducel pour le tableau des historiens.

Je tiens à remercier un certain nombre d'institutions qui ont rendu ce travail possible. Avant tout, l'université de Cergy-Pontoise devenue CY Cergy-Paris. Étant professeur au lycée et dans le même temps doctorant, ensuite au Portugal pendant deux ans puis de nouveau enseignant en parallèle, je n'ai jamais pu réellement m'investir dans la vie de l'université comme je l'aurais voulu, happé par l'enseignement secondaire. Pourtant, l'école doctorale a toujours financé mes voyages au Portugal, allégeant la charge financière de mes déplacements. Je remercie aussi chaleureusement la Casa de Velázquez qui a donné une tout autre dimension à mon travail en me permettant d'être au Portugal pour deux années, avec pour unique objectif de progresser dans mon doctorat. Sans les voyages à Madrid dans le cadre des formations des membres scientifiques, les rencontres enrichissantes dans ce lieu magnifique et les temps forts scientifiques, parmi lesquels l'organisation d'un colloque à Lisbonne, la recherche aurait été bien différente. Je tiens aussi à remercier l'ICS qui, dans le cadre d'un partenariat avec la



Casa de Velázquez, m'a donné l'accès à un confortable espace de travail avec toutes les aménités, dont le chauffage, dans un pays persuadé que son climat lui permet de s'en passer.

Il faut en outre mentionner les lieux de travail ainsi que toutes les personnes qui s'y rattachent et les font vivre. En premier lieu la bibliothèque de la Fondation Calouste Gulbenkian, éden et repère en plein Paris pour toute personne travaillant sur le monde lusophone. Ses employées, toujours professionnelles, m'ont beaucoup du début à la fin : *obrigado a todas* ! Ensuite, la bibliothèque de l'Institut de France où j'ai trouvé, grâce à l'indication de Maurice Aymard et aux facilités accordées par ses fonctionnaires, des informations insoupçonnées. Au Portugal, je me rappelle de l'accueil chaleureux dans les archives du Centre de documentation du 25 Avril à Coimbra, dirigées à l'époque par José Carlos Patrício qui connaissait si bien ce fonds mais aussi aux archives nationales de la Torre do Tombo, lieu presque confidentiel tant elles sont peu fréquentées, ce qui en fait un excellent espace de travail. Une attention particulière à l'archiviste Paulo Tremoceiro qui m'a plus d'une fois donné des précieux conseils. Enfin, la Bibliothèque nationale portugaise, épicerie de la recherche portugaise, où j'ai passé tant de temps à lire, écrire et à regarder l'intrigante tapisserie de Guilherme Camarinho : les personnes habituées sauront de quoi je parle.

Il y a enfin les personnes. Dans le cadre d'un travail scientifique, je commencerai par les chercheuses et chercheurs rencontrés au cours de ces huit années. En France, je dois souligner l'importance de ma rencontre avec Graça dos Santos à la fondation Calouste Gulbenkian, alors qu'une manifestation passait sous les fenêtres du boulevard de La Tour-Maubourg et que nous regardions un peu surpris le défilé. De fil en aiguille, au gré des conseils et des conversations, j'ai rencontré une scientifique formidable, toujours prête à médire sur ce pays que nous aimons et détestons tant. À l'IHTP, je remercie Frédérique Langue, Vincent Auzas mais aussi Christian Ingrao. Je dois aussi citer les anciens professeurs devenus des amis qui m'ont toujours encouragé : je pense à Claire Fredj et Robinson Baudry ; merci pour les souvenirs maintenant lointains du CAPES et de l'agrégation !

Au Portugal, j'ai aussi fait des rencontres très importantes. D'abord, dans le cadre de la promotion 2015 de la Casa de Velázquez, je remercie Michel Cahen, colocataire de bureau à l'ICS mais surtout bien plus, avec qui j'ai tant discuté et qui m'a bien souvent éclairé et conseillé. Te rencontrer fut une vraie joie. Je pense aussi à Nicolas Morales, directeur d'études de la section moderne et contemporaine, toujours enclin à m'écouter et à m'orienter. Ensuite, je remercie Sérgio Campos Matos qui a toujours accepté de me rencontrer avec une grande sympathie et m'a donné plusieurs fois l'occasion de me faire connaître au sein de la communauté scientifique portugaise en participant à ses séminaires mais aussi au *Dicionário de*

*Historiadores Portugueses. Um grande obrigado, Sérgio.* Enfin, les rencontres avec les scientifiques portugais ont été importantes : Miriam Halpern Pereira, Maria Beatriz Nizza da Silva, António Borges Coelho, José Tengarrinha, Manuel Villaverde Cabral, José Mattoso, Joaquim Romero Magalhães et Luís Reis Torgal pour les déjà retraités et retraitées, João Paulo Avelãs Nunes, António Manuel Hespanha, puis en Espagne, Rúben Pallol Triguero. Enfin, je dois signaler l'écoute attentive et les toujours fructueux échanges avec José Manuel Guedes Sousa, compagnon de route dans les thématiques et ami lisboète.

Maintenant, il y a toutes celles et ceux qui ont été fondamentaux à mon équilibre et qui m'ont écouté, aidé et encouragé dans cette longue et belle aventure. Je pense bien sûr à Claire, ma merveilleuse amie auto-promue muse, à raison, très certainement ; Margo, toujours là depuis tant d'années qui est maintenant devenue ma filleule (oui, vous lisez bien) ; Shakila, Rael, Axel, Claire et Édouard, la bande de Lyon soit Alice, Marine, Jane, Fabien, Marie, Olivier ; les collègues de Drancy – Matilde, Laura, Fabrice, Yasid, Elsa –, Benjamin (toujours au loin), Olivia, Aurélien, Christelle, Nour, Laure, Rui ; Jessica, Julien, Nizar, Walter, Jérémy, Pauline et tous les anciens de la filière ES du lycée Charles de Gaulle de Poissy. Une attention particulière aussi à Martine et Bernard, toujours inquiets de savoir si j'avancerais et à Françoise, tout aussi attentive et dans l'attente de la date de la soutenance. Une pensée enfin à Caroline et Élodie, dont je tairai le surnom, au 206 avenue Jean Jaurès soit Alice, Grégoire et Donia puis à mes anciens élèves dont certains sont devenus des amis comme Aysima, Ibrahima et Lucas.

Parmi les belles rencontres que j'ai faites au cours de mon séjour au Portugal, je remercie et salue des chercheuses devenues trop proches pour être mentionnées précédemment et qui ont su adoucir ma rancœur envers le Portugal notamment Alexandra Marques, rencontre inespérée, solaire voire météoritique de mon séjour à Lisbonne, mais aussi Luísa Sousa ainsi que Léa Barreau. À Madrid, à la Casa de Velázquez, j'ai admiré le travail de la talentueuse Mariado-Mar Rêgo, beaucoup échangé avec Marianne Brisville, Charles et Charlotte Parisot-Sillon, Hervé Siou, Joseph Roussiès et Aude Plagnard.

Une particulière attention pour ma famille, qui dans la tourmente de la mort de ma mère, s'est retrouvée aussi unie qu'elle est éclatée géographiquement entre mes deux mondes : en France, Carmélia, David, Caroline, Laura, Héléna et Fred ; au Portugal – mon père, mes tantes, mes cousines et les autres. Enfin, un dernier remerciement aux deux hommes qui ont jalonné cette thèse. Yiğit, nos chemins se sont séparés mais je n'oublie pas que tu as été là. *Last but not least*, mon très cher Fernando, que les recherches au Portugal m'ont agréablement fait apparaître, qui m'a suivi pour tenter l'aventure en France et a longuement compté la progression des chapitres en espérant voir enfin le terme de la thèse : *um destacado obrigado por tudo*.



## Avis aux lectrices et lecteurs

Cette thèse de doctorat a été rédigée après la tourmente de l'écriture inclusive en France, alimentée par toute une série de cris d'orfraie inondant de nombreuses tribunes dans les journaux et par la pragmatique sanction de l'Académie française, déplorant que « la langue française se trouve désormais en péril mortel, ce dont notre nation est dès aujourd'hui comptable devant les générations futures<sup>1</sup> ». À contresens, j'ai fait le choix d'essayer au mieux de ne pas trop limiter au genre masculin mon propos. Cependant, force est de constater qu'avec un groupe social composé à 96 % d'hommes, l'accord de majorité leur donne, encore une fois, un poids prépondérant. En conséquence, j'ai fait le choix de ne pas utiliser le point médian mais d'essayer aussi régulièrement que possible de neutraliser le propos ou bien d'être aussi inclusif que possible plus inclusif en utilisant les formes masculines et féminines. Mais les habitudes sont encore trop ancrées et déconstruire est plus facile à théoriser qu'à mettre en pratique, malgré beaucoup de bonne volonté. Il y aura donc peut-être des accords au « masculin qui l'emporte » oubliés et surtout une prépondérance de la mention « historien », sans « historienne ». Je m'en excuse auprès des lectrices et des lecteurs convaincus par cette nouvelle façon d'écrire. De plus, pour les accords, j'ai adopté l'accord de proximité : si la forme féminine est la plus proche dans la phrase, l'accord sera au féminin et non pas au masculin. Enfin, j'ai décidé de suivre l'accord orthographique de 1990 supprimant par exemple les accents circonflexes des « i » et des « u ». Parallèlement, le Portugal s'est agité autour de la suppression de l'accord orthographique voté en 1990<sup>2</sup>, harmonisant l'utilisation du portugais dans les différents pays lusophones<sup>3</sup>. Les débats passionnés et émus autour de la disparition de « c » et de « p » qui ne sont plus prononcés à l'oral m'ont semblé anecdotiques, quand on pratique quotidiennement la si complexe orthographe française. Je reprends et partage la réflexion d'Augusto da Costa Dias dans un ouvrage où il évoquait les débats parlementaires de 1821 autour de la liberté d'expression : « Dans l'essai introductif, l'orthographe et la ponctuation des textes des premières éditions des idéologues contre-révolutionnaires n'ont pas été modifiées. Ils appartiennent à un passé mort et doivent le

---

<sup>1</sup> Voir la déclaration de l'Académie française sur l'écriture dite « inclusive », adoptée à l'unanimité de ses membres dans la séance du jeudi 26 octobre 2017 : <http://academie-francaise.fr/actualites/declaration-de-lacademie-francaise-sur-lecriture-dite-inclusive> (consulté le 12 décembre 2020).

<sup>2</sup> L'accord a été signé à Lisbonne le 16 décembre 1990, par l'ensemble des pays de la lusophonie et avec comme membre observateur la Galice. Cependant tous les pays n'ont pas ratifié le document. Le Portugal l'a fait en premier. Voir ainsi la résolution n°26/91 prise le 4 juin 1991, ratifiée par le président de la République le 4 août 1991.

<sup>3</sup> Les Portugais et Portugaises ne représentent plus que 4% des personnes parlant portugais dans le monde.

rester en tant que tels<sup>4</sup> ». De fait, même en s'accrochant jusqu'au dernier souffle à la graphie que nous avons apprise, notre pratique de la langue périra avec nous. En conséquence, j'utiliserai les règles du nouvel accord orthographique quand j'écrirai en portugais. Cependant, j'ai fait le choix de tenir compte de l'orthographe utilisée dans les sources car une partie des premières générations d'historiens écrivait selon l'orthographe antérieure à la grande réforme de 1911<sup>5</sup>.

Lorsque nécessaire, j'ai mis entre parenthèses en portugais le terme traduit ou bien fait un court point de traduction pour expliquer certaines expressions. De plus, sauf mention du nom du traducteur, je suis l'auteur de toutes les traductions<sup>6</sup>. Il est possible que certaines erreurs se soient glissées. Je prie par avance le lecteur ou la lectrice de m'en excuser, mais ma maîtrise du portugais reste encore, parfois, à parfaire et il peut rester des incohérences et des calques linguistiques. Par exemple, j'ai fait le choix de ne pas traduire la ville de Coimbra par « Coïmbre » car je suis trop attaché à cette ville pour utiliser sa francisation, alors que j'utilise Lisbonne sans souci. De plus, j'ai respecté dans les citations traduites l'usage des majuscules, bien plus répandu en portugais qu'en français. Que les francophones ne soient pas surpris et s'habituent, tant bien que mal, à la vue de ces majuscules foisonnantes dans les notes de bas de page et dans les citations traduites. J'ai fait le choix de conserver les prénoms et noms des historiennes et historiens en entier pour éviter tous les homonymes et faciliter la réalisation de l'index. Pardon par avance des listes de noms quelque peu rébarbatives pour les non accoutumés aux nombreux noms portugais. Enfin toutes les mentions « n. » entre parenthèses sont des observations faites, par rapport à l'emploi d'un terme.

---

<sup>4</sup> Augusto da Costa DIAS, *Discursos sobre a Liberdade de Imprensa*, Lisbonne, Portugália, 1966.

<sup>5</sup> Voir le décret-loi du 12 septembre 1911. Il faut préciser que d'autres accords plus marginaux ont eu lieu. On peut notamment faire référence au premier accord orthographique rapprochant le portugais du Portugal et celui du Brésil, ce dernier n'ayant pas suivi la réforme orthographique de 1911. L'accord est scellé en 1945 par le décret-loi n°35 222.

<sup>6</sup> Les traductions s'appuient bien sûr sur des outils vitaux. Outre la consultation du dictionnaire de langue portugaise de *Porto Editora* ainsi que son dictionnaire en portugais/français, je dois mentionner l'outil en ligne *DeepL* très performant. Ces trois outils ont donc été de précieux alliés tout au long de la rédaction.

# Liste des abréviations et glossaire

## Abréviations

J'ai fait le choix de conserver l'acronyme en portugais. Lorsque les acronymes sont transparents, leur signification est directement traduite en français et le portugais est présent quand l'acronyme est inintelligible.

|       |  |
|-------|--|
| ANTT  | Archives nationales de la Torre do Tombo   |
| APH   | Académie portugaise d'histoire   |
| ACL   | <i>Academia das Ciências de Lisboa</i> / Académie des sciences de Lisbonne   |
| BNF   | Bibliothèque nationale de France   |
| BNP   | Bibliothèque nationale du Portugal   |
| CADC  | Centre académique de démocratie chrétienne   |
| CD25A | Centre de documentation 25 avril 1974  |
| CSL   | Cours supérieur de lettres   |
| CTT   | Courriers, télégraphes et téléphones (équivalent des PTT français)   |
| DGS   | Direction générale de sécurité   |
| FCG   | Fondation Calouste Gulbenkian  |
| FLUC  | Faculté de lettres de l'université de Coimbra  |
| FLUL  | Faculté de lettres de l'université de Lisbonne   |
| FLUP  | Faculté de lettres de l'université de Porto  |
| FPLN  | Front patriotique de libération nationale  |
| IAC   | <i>Instituto de Alta Cultura</i> (1936-1952) ou <i>Instituto para a Alta Cultura</i> (1952-1976) / Institut de haute culture puis Institut pour la haute culture |
| ICS   | <i>Instituto de Ciências Sociais</i> / Institut des sciences sociales  |
| ISCTE | <i>Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa</i> / Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise                                   |
| JEN   | <i>Junta de Educação Nacional</i> / Conseil d'éducation nationale  |
| LP    | Légion portugaise  |
| MP    | <i>Mocidade Portuguesa</i> / Jeunesse portugaise   |

|       |  |
|-------|--|
| MUD   | Mouvement d'unité démocratique                     |
| MUNAF | Mouvement d'unité nationale antifasciste           |
| NS    | National-syndicalisme                              |
| PCP   | Parti communiste portugais                         |
| PIDE  | Police internationale de défense de l'État         |
| PREC  | Processus révolutionnaire en cours                 |
| PRP   | Parti républicain portugais                        |
| PSP   | Parti socialiste portugais                         |
| PVDE  | Police de vigilance et de défense de l'État        |
| SEIT  | Secrétariat d'État de l'information et du tourisme |
| SNI   | Secrétariat national de l'information              |
| SPE   | Société portugaise des écrivains                   |
| SPN   | Secrétariat de la propagande nationale             |
| UN    | Union nationale                                    |

## Glossaire

**Dictature militaire** : période allant de 1926 à 1933 où les militaires ont un rôle politique prépondérant.

**Empire** : ensemble des territoires sous domination portugaise soit, au XX<sup>e</sup> siècle, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, l'Angola, le Mozambique, Timor-Est, l'Inde portugaise (Goa, Daman, Diu, Dadra et Nagar Haveli) et le comptoir de Macao en Chine.

**Estado Novo** : régime politique autoritaire en vigueur de 1933 à 1974.

**Génération de la Monarchie** : 1<sup>re</sup> génération d'historiens nés entre 1846 et 1869.

**Génération de la République** : 2<sup>e</sup> génération d'historiens nés entre 1870 et 1892.

**Génération de la transition autoritaire** : 3<sup>e</sup> génération d'historiens nés entre 1893 et 1909.

**Génération Oliveira Salazar** : 4<sup>e</sup> génération d'historiens nés entre 1910 et 1929.

**Génération de la guerre coloniale** : 5<sup>e</sup> génération d'historiens nés entre 1930 et 1944.

**Historien accommodé** : historienne ou historien ne s'étant pas opposé au pouvoir autoritaire.

**Historien en opposition** : historienne ou historien rattaché ou proche d'un groupe en opposition et ayant manifesté son rejet du pouvoir autoritaire.

**Historien organique** : historien « officiel », très proche du pouvoir autoritaire.

**Monarchie** : régime en vigueur de l'indépendance du Portugal au XII<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1910.

**Professeur auxiliaire** : charge qui correspondrait en France au titre de maître de conférences.

**Professeur cathédral** : du portugais *catedrático*, littéralement « professeur de chaire », l'équivalent en France serait le titre de professeur des universités.

**République** : régime politique entré en vigueur par renversement de la royauté et qui s'étend de 1910 et 1926.

**Situation** : terme employé par les défenseurs du régime autoritaire pour désigner le pouvoir en place.





# Introduction générale

« Et ils ne veulent pas que l'on fasse l'histoire des historiens. Ils veulent bien puiser l'indéfini du détail historique. Mais ils ne veulent pas eux, entrer en ligne de compte de cette indéfini du détail historique. Ils ne veulent pas être dans le rang historique. Ils sont comme si les médecins ne voulaient pas être malades et mourir »

Charles Péguy, *L'argent, suite*.<sup>1</sup>

Les historiens n'ont pas toujours été des individus peu enclins à se dépeindre comme les a décrits Charles Péguy au début du XX<sup>e</sup> siècle. Siegfried Kracauer a en effet remarqué :

« Les historiens de l'Antiquité faisaient habituellement précéder leurs récits d'une courte autobiographie – comme pour informer d'emblée le lecteur de la place où ils se situaient dans le temps et dans la société, tel un point d'Archimède d'où ils se préparaient à parcourir ensuite le passé<sup>2</sup> ».

Acte fondateur durant l'Antiquité, l'usage s'est perdu au XIX<sup>e</sup> siècle, période de basculement historiographique. Ainsi, Leopold von Ranke a illustré la recherche de l'effacement du moi du chercheur dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle : « Je voudrais éteindre en quelque sorte mon moi et laisser seulement parler les choses, et faire apparaître les forces puissantes<sup>3</sup> ». En effet, progressivement, les savants ont tenu à s'éclipser derrière leurs écrits, pour affirmer leurs « personnalités académiques », afin de mettre en avant leurs compétences comme le montre Herman Paul<sup>4</sup>. Plusieurs décennies après que Ranke a formulé ce souhait, les historiens ont intégré cette mise à distance de soi, apparue comme une nécessité afin de prétendre à une forme d'objectivité. Les résultats de la recherche que j'ai menée au Portugal montre qu'il en est de

---

<sup>1</sup> Cette citation, elle aussi en exergue du livre *Homo Academicus* de Pierre Bourdieu, est une réaction de Charles Péguy contre les intellectuels de la Sorbonne. Sont explicitement cités Ernest Lavisse, Charles Seignobos tout comme Charles Victor Langlois pour les historiens tout comme Gustave Lanson, qui est la principale cible du double essai, *L'argent et L'argent, suite*. Voir Charles PÉGUY, *L'argent, suite*, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1913, p. 63.

<sup>2</sup> Voir Siegfried KRACAUER, *L'histoire, Des avant-dernières choses*, traduit de l'anglais par Claude ORSONI, Paris, Stock, 2006, p. 55.

<sup>3</sup> Cette citation provient de l'œuvre *Englische Geschichte, vornehmlich im sechzehnten und siebzehnten Jahrhundert (1859–1869)*, Berlin, Duncker und Humboldt, 2002, tome 2, p.3. La citation et la traduction sont de Sabine Loriga (voir Sabine LORIGA, « Le moi de l'historien », dans *História da historiografia*, Ouro Preto, n° 10, décembre 2012, pp. 260-272).

<sup>4</sup> Je traduis la notion de « scholarly personae », développée notamment par Herman Paul dans ses différents travaux. À travers cette notion, il entend montrer comment la figure de l'historien se construit par l'appropriation, la revendication ou bien la reconnaissance de compétences, de qualités et de désirs (voir Herman PAUL, « What is a scholarly persona ? Ten theses on virtues, skills and desires », *History and Theory*, vol. 3, octobre 2014, pp. 348-371 ou bien plus récemment le livre qu'il a dirigé Herman PAUL (éd.), *How to be a historian : Scholarly personae in historical studies, 1800–2000*, Manchester, Manchester University Press, 2019).

même : les historiennes et historiens portugais écrivant durant le régime dictatorial n'ont pas été les plus diserts sur leur propre existence. Les obstacles initiaux ne m'ont pas pour autant découragé voire au contraire m'ont poussé à restituer leur histoire.

Sans prétendre faire une « égo-histoire<sup>5</sup> » ou bien une « auto-analyse<sup>6</sup> » afin d'objectiver mon parcours de relativement jeune chercheur, le choix de ce sujet a été motivé par un intérêt pour l'historiographie né au cours de la préparation du CAPES d'histoire-géographie, non démenti depuis, et par la volonté de mieux comprendre l'histoire du pays de mes parents. Le croisement entre ces deux aspects a abouti à l'étude ici soumise au titre de docteur en histoire soit l'analyse du groupe social formé par les historiennes et les historiens durant le régime autoritaire portugais<sup>7</sup>.

Afin de rendre compte de l'influence du pouvoir sur le monde du savoir, l'introduction entend d'abord caractériser la nature du régime portugais, par une étude des principaux termes employés pour désigner le pouvoir en place entre 1926 et 1974. Ensuite je présenterai les sources mobilisées pour étudier l'histoire des historiens et la démarche suivie au cours de la recherche pour enfin esquisser les principaux axes problématiques.

## 1) Salazarisme, fascisme, autoritarisme, dictature ? Trouver les bons mots

Parmi les systèmes politiques européens du XX<sup>e</sup> siècle, le Portugal a été un régime non démocratique durant la période allant de 1926 à 1974. Différents termes ont été utilisés pour le désigner aussi bien pendant cette période que postérieurement. Alors que de nombreux débats sémantiques ont agité et agitent encore le milieu scientifique, notamment les historiens et les politistes, comment caractériser le pouvoir qui s'est imposé au Portugal durant un demi-siècle ? En effet, plusieurs problèmes apparaissent rapidement quant à la nature du régime portugais. Les quelques subtils changements du régime complexifient l'unicité de la période : d'abord la Dictature militaire entre 1926 et 1933 ; puis *l'Estado Novo* à partir du 9 avril 1933 jusqu'au renversement du régime par la révolution des Œillets. Ensuite, il n'y a pas eu un unique dirigeant. Au commencement, différents généraux se sont partagés le pouvoir après le 28 mai 1926, et les divisions furent fortes entre eux. Le passage du gouvernement des militaires aux civils commença au début des années 1930, et deux dirigeants se sont imposés : António de Oliveira

---

<sup>5</sup> Pierre NORA (dir.), *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, 1987.

<sup>6</sup> Pierre BOURDIEU, *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004.

<sup>7</sup> Sur ce que j'entends par Portugal, voir le repère « Portugal, quelles frontières ? ».

Salazar puis Marcelo Caetano<sup>8</sup>. Enfin, la diversité des regards portés sur la nature du régime portugais a pu engendrer de vives tensions au sein du monde académique portugais comme ce fut le cas durant l'« été chaud » de 2012, signe que la dictature portugaise fait partie des passés qui ne passent pas<sup>9</sup>.

Le terme « salazarisme » a abondamment été mobilisé pour désigner le Portugal de 1926 à 1974. En effet, António de Oliveira Salazar a été une des clés de voute du régime autoritaire portugais. Il a été pendant plus de trente-six ans président du Conseil des ministres<sup>10</sup>, soit durant les trois quarts du régime autoritaire, et il a occupé, parfois en les cumulant, un grand nombre de fonctions ministérielles. Le faible nombre de biographies écrites par des historiens peut certes interroger, mais il n'en reste pas moins la personnalité centrale du régime<sup>11</sup>. De fait, la figure d'António de Oliveira Salazar a suscité de nombreuses tensions autour des interprétations possibles de son action tout comme sa capacité à rester autant de temps au pouvoir. Ainsi, les débats très nourris suivant la publication de la biographie de Salazar écrite par Filipe Ribeiro de Meneses<sup>12</sup> semblent avoir révélé les crispations encore fortes suscitées par le dictateur. Face à cette tendance, Victor Pereira et Nuno Domingos ont voulu contribuer à une approche moins centrée sur la personne de Salazar et davantage portée sur les structures sociales qui ont selon eux permis le fonctionnement du salazarisme :

« L'histoire de l'*Estado Novo* reproduit une vision élitiste qui avait été développée par la dictature elle-même. Une vision imposée de haut en bas, où le pouvoir omnipotent et omniscient du leader et les appareils institutionnels et juridiques du régime se projettent sur une population amorphe et apathique. (...) La projection sur la société d'une typologie politique du régime et de la volonté de son leader marginalisent des processus historiques et sociaux complexes, dont la logique structurale tend à disparaître sous la force d'une histoire nationalisée, otage des intentions idéologiques et des objectifs d'appareils

---

<sup>8</sup> On trouve de façon indistincte Marcelo Caetano et Marcello Caetano dans les sources et dans la bibliographie actuelle. Du fait de la réforme orthographique de 1911, ces doubles consonnes n'étaient plus d'usage durant la période étudiée. Né avant la réforme, son nom a donc été orthographié Marcello (c'est pourquoi sa notice biographique du dictionnaire Porto Editora, Infopédia, l'orthographe « Marcello », voir. [https://www.infopedia.pt/\\$marcello-caetano?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$marcello-caetano?uri=lingua-portuguesa), consulté le 14 avril 2021). Quand les sources ou bien quand les auteurs adoptent le double « ll », je conserverai l'orthographe utilisée. Mais je privilégierai sinon la graphie « Marcelo ». Par ailleurs, pour une étude sur cette période particulière de changement dans la continuité sans parvenir à de réelles évolutions ou inflexions voir Luís Reis TORRAL, *Marcello Caetano, Marcelismo e « Estado Social »*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2013.

<sup>9</sup> La polémique a été approfondie dans le point « l'été chaud de 2012 » du repère « polémiques historiographiques après le 25 avril 1974 ».

<sup>10</sup> António Oliveira Salazar a été Président de la République intérimaire seulement pendant quelques mois. Les trois présidents de la République furent tous issus du milieu militaire : Óscar Carmona président de 1926 à 1951, figure centrale du coup d'État de mai 1926 et appui indéfectible de Salazar ; Francisco Craveiro Lopes de 1951 à 1958 et Américo Thomas de 1958 à 1974.

<sup>11</sup> Voir le repère « António de Oliveira Salazar : portraits d'un dictateur ».

<sup>12</sup> Filipe Ribeiro de MENESES, *Salazar. Uma biografia política*, traduit de l'anglais au portugais par Teresa CASAL Lisbonne, publicações Dom Quixote, 2010.

institutionnels déterminés relevant de l'État, qui de façon plus claire représentent "l'idéologie du régime"<sup>13</sup>. »

Les auteurs, suivant le mouvement général de l'historiographie des régimes autoritaires ou totalitaires, ont ainsi cherché à renouveler une approche jusque-là jugée trop « salazaro-centrée », trop verticale, centrée sur les élites et sur le principal dirigeant de l'*Estado Novo*, notamment sur ses archives personnelles. Leur objectif a été d'identifier comment la société a réceptionné et intériorisé l'idéologie du régime et, dans le même temps, de souligner le rôle crucial d'une partie de la population dans le maintien de l'appareil d'État. Comme ils l'ont bien résumé : « Salazar est l'arbre qui cache la forêt de l'exercice du pouvoir durant la dictature. L'État portugais, progressivement tentaculaire, fonctionnait sans Salazar, comme cela est arrivée après l'accident qui l'a écarté du pouvoir<sup>14</sup> » soit après sa chute en 1968.

Ainsi, le terme de « salazarisme », au-delà du fait qu'il ne couvre pas entièrement les bornes chronologiques du régime autoritaire portugais<sup>15</sup>, a tendance à trop limiter le régime à la personne, certes centrale, de Salazar. En même temps, il faut préciser que « salazarisme » est d'un usage courant dans l'historiographie portugaise et au-delà du Portugal. Il a tendance, par extension, à désigner l'ensemble de la période autoritaire. Manuel Braga da Cruz justifie ainsi l'usage de salazarisme dans le titre de son ouvrage :

« La Dictature militaire n'a gagné son sens et sa pertinence politique qu'avec la direction que lui a donnée Salazar. Et le marcellisme, malgré ses velléités réformatrices, fut bien plus une continuité qu'une évolution. Dictature militaire et marcellisme ne sont pour cela rien de plus que des phases, extrêmes et opposées, d'un même régime : son apparition et son agonie<sup>16</sup> ».

Malgré la recevabilité des arguments de Manuel Braga da Cruz quant à l'empreinte d'António de Oliveira Salazar sur l'ensemble du régime portugais, je ne privilégierai pas au cours de ce travail de recherche l'emploi de « salazarisme » afin de prendre en compte la totalité de la période s'étendant entre 1926 et 1974 et de ne pas limiter le régime portugais à sa personne.

Un autre terme pour qualifier le régime autoritaire portugais est celui de fascisme. Ce terme et ses usages ont longuement été débattus. La notion de « fascisme » est née dans

---

<sup>13</sup> Nuno DOMINGOS, Victor PEREIRA, *O Estado Novo em questão*, Lisbonne, Edições 70, coleção "História e Sociedade", 2010, p. 12-13.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>15</sup> Rappelons que Salazar ne fait pas partie du gouvernement du 28 mai 1926 – sauf si l'on excepte la parenthèse de juin 1926 où, durant treize jours, il est nommé ministre des Finances avant de démissionner. Il entre de nouveau au gouvernement le 27 avril 1928, comme ministre des Finances. Enfin, à partir du 27 septembre 1968, il n'est plus président du Conseil et décède le 27 juillet 1970. Ce sont donc au total, quarante années passées dans les gouvernements successifs mais ce sont huit années où il ne joue pas un rôle particulier durant le régime autoritaire.

<sup>16</sup> Manuel Braga da CRUZ, *O Partido e o Estado no Salazarismo*, Lisbonne, Presença, 1988, p. 11.

l'entre-deux-guerres en Italie même si certains auteurs comme Zeev Sternhell ont estimé que les fondements idéologiques du terme sont perceptibles dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en France<sup>17</sup>. Dans le contexte particulier de la « défascisation », soit la tendance à vouloir relativiser le poids et la violence du fascisme italien, conduisant presque à dire que l'Italie fasciste ne l'a pas été, Emilio Gentile a avancé une définition dense du fascisme italien :

« Le fascisme est un phénomène politique moderne, nationaliste et révolutionnaire, antilibéral et antimarxiste, organisé en parti-milice (*partito miliza*), avec une conception totalitaire de la politique de l'État, avec une idéologie activiste et antithéorique, avec des fondements mythiques, virilistes et antihédonistes, sacralisée comme une religion laïque, qui affirme le primat absolu de la nation, entendue comme une communauté organique ethniquement homogène, hiérarchiquement organisée en un État corporatiste, avec une vocation belliqueuse à la politique de grandeur, de puissance et de conquête, visant à la création d'un ordre nouveau et d'une civilisation nouvelle<sup>18</sup>. »

Cependant, le terme de fascisme a rapidement quitté le giron italien et est devenu un concept pour juger d'autres régimes. Il a même été détourné pour être utilisé en politique, signe de la labilité du terme dans ses usages. Ainsi, Olivier Forlin a bien souligné que « le succès du terme “fascisme”, de l'apparition du phénomène politique dont il est issu jusqu'à aujourd'hui, tient pour une bonne part à l'usage polémique, à des fins politiques, qui en a été fait et qui continue, certes à un degré moindre qu'autrefois, à en être fait<sup>19</sup> ». Devenu invective politique, le fascisme a pu, en quelque sorte, perdre une partie de son caractère heuristique.

Or, son application à des réalités territoriales différentes de son berceau italien, interroge. Comme le rappelle bien Stanley Payne :

« Il est toujours important de répéter que – excepté l'Italie – le fascisme n'a jamais été une “chose” ou un objet empirique, et qu'il ne peut seulement être posé et exploité que comme un modèle ou un idéal-type comme le “fascisme” n'a jamais vraiment existé en tant qu'entité concrète. Ceci ne semble toujours pas complètement saisi par de nombreux commentateurs<sup>20</sup>. »

Le Portugal est justement l'illustration de la difficile adaptation du terme suivant le point de vue et la perspective adoptés. Il est possible de commencer par les positions de scientifiques étrangers au contexte historiographique portugais. Par exemple, Enzo Traverso estime que

---

<sup>17</sup> Voir Zeev STERNHELL, *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983. Ce livre a provoqué de vifs débats et une franche opposition de Serge Berstein notamment (voir Serge Berstein, « La France des années trente allergique au fascisme », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 2, avril 1984, pp. 83-94). Cet historien français affirmait le rôle prépondérant de la Première Guerre mondiale dans l'apparition de cette idéologie fasciste en insistant notamment sur la mobilisation des masses qui n'était pas du tout présente chez les penseurs de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>18</sup> Emilio GENTILE, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2004, pp. 16-17.

<sup>19</sup> Olivier FORLIN, *Le fascisme, Historiographie et enjeux mémoriels*, Paris, La Découverte, 2013, p. 7.

<sup>20</sup> On peut retrouver cette citation de l'avant-propos écrit par Stanley G. Payne dans António Costa PINTO (Ed.), *Rethinking the nature of fascism, Comparative Perspectives*, Londres, Palgrave MacMillan, 2011, p. VIII.

l'Espagne et l'Allemagne sont les deux autres pays qui peuvent être considérés comme fascistes, en sus de l'Italie, mais tout en précisant que le doute reste pour « la France de Vichy, les croix fléchées de Hongrie, la garde de fer de Roumanie, le salazarisme portugais » voire l'impérialisme japonais<sup>21</sup>. Michel Cahen considère que le Portugal a été un régime fasciste<sup>22</sup>. Pour l'historien spécialiste du Mozambique, si le Portugal n'a pas été dans ses colonies un État fasciste, cela ne signifie pas que la métropole ne l'était pas. De nombreux éléments corroborent l'idée que la dictature portugaise a bien été un fascisme : la nature même de l'État tout comme la restructuration des syndicats, les organisations paramilitaires et d'embrigadement de la jeunesse, tout comme l'intégration de l'Église dans le fonctionnement même de l'État. Il voit par ailleurs dans la réticence portugaise à employer le terme de fascisme la résurgence du sébastianisme soit le sentiment que le Portugal est toujours un peu à part de l'histoire européenne<sup>23</sup>. En contrepoint, Yves Léonard penche pour un régime qui serait plus proche de la famille des autoritarismes et des systèmes traditionalistes, qui a connu un coup de « badigeon à la romaine<sup>24</sup> » dans les années 1930 mais qui après la Seconde Guerre mondiale est devenu une « dictature assez banale<sup>25</sup> ».

Au Portugal, un long débat a divisé le monde académique depuis les années 1970. Pour certains, le Portugal a bien été un fascisme. Manuel de Lucena a défendu un tel positionnement : « Cependant, nous répéterons que le salazarisme, jusqu'à peu de temps, fut essentiellement un fascisme. *Un fascisme sans mouvement fasciste* : toutes les différences découlent de ce manque ou y aboutissent<sup>26</sup> ». Pour l'historien, il n'y a certes pas eu, comme en Italie ou bien en Allemagne, d'organes politiques de mobilisation massive des foules au Portugal, notamment au

---

<sup>21</sup> Voir Enzo TRAVERSO, « fascisme », dans Sylvie MESURE, Patrick SAVIDAN, (dir.), *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, 2006, pages 447-449.

<sup>22</sup> Michel CAHEN, « Salazarisme, fascisme et colonialisme. Problèmes d'interprétation en sciences sociales, ou le sébastianisme de l'exception », *Portuguese Studies Review* (Trent University, Canada), vol. XV, n° 1, 2008, pp. 87-113.

<sup>23</sup> Cet exceptionnalisme remonte à une période de perte d'autonomie au profit de l'union ibérique. L'âge d'or du XVI<sup>e</sup> siècle portugais a connu un retournement avec la disparition du roi Sébastien à la bataille de Ksar el Kébir en 1578, au Maroc. Quelques temps après, le royaume du Portugal, après la mort d'Henri, grand-oncle de Sébastien, sans héritier, se retrouvait sous la domination de Philippe II d'Espagne qui était le plus proche dans l'ordre de succession. La dynastie des Avis se terminait, mais restait une espérance populaire qu'un jour le roi Sébastien, reviendrait et rétablirait la gloire du pays. L'idée de son retour a donné naissance au mythe du sébastianisme (voir en français, Lucette VALENSI, *Fables de la mémoire. La glorieuse bataille des Trois Rois*, Paris, Seuil, 1992).

<sup>24</sup> L'expression est de René RÉMOND, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982, cité dans Yves LÉONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 2004, p.141. Par ailleurs cette synthèse en français est l'une des seules existantes sur la nature politique du gouvernement portugais.

<sup>25</sup> Yves LÉONARD, *ibid.*, p. 210.

<sup>26</sup> Voir Manuel de LUCENA, *A evolução do sistema corporativo português*, vol. I, *O Salazarismo*, Lisbonne, Perspectivas & Realidades, 1976, p. 38. Ce texte est issu de son mémoire « L'évolution du système corporatif portugais à travers les lois (1933-1971) », écrit en 1971, sous la direction de Gérard Lyon-Caen à l'Institut de Sciences Sociales du Travail. La version portugaise n'a été publiée qu'après la révolution des Œillets.

regard de la faiblesse du parti unique autorisé l'Union nationale<sup>27</sup>, ou bien dans des proportions bien plus réduites avec la Jeunesse portugaise (*Mocidade Portuguesa*) et la Légion portugaise (*Legião Portuguesa*). Malgré tout, le fascisme du régime portugais ne fait pas de doute pour l'auteur. Deux autres historiens portugais ont défendu au long de leur carrière un positionnement similaire. Luís Reis Torgal a ainsi affirmé dans sa dernière œuvre-somme : « Nous considérons l'*Estado Novo* comme un régime "fasciste", [...] il s'agit d'un "fascisme à la portugaise"<sup>28</sup>. » Ensuite, Fernando Rosas a parlé de fascisme voire même de totalitarisme pour le Portugal<sup>29</sup>. Dans son dernier livre, il a comparé le Portugal aux autres pays fascistes et a longuement présenté tout ce qui rapproche le Portugal des régimes italien, allemand et espagnol. Il défend notamment qu'« inventer un "violenciomètre", une espèce de mesure pour les degrés de violence qui fonctionne comme critère de distinction des régimes qui sont fascistes de ceux qui ne le sont pas<sup>30</sup> » est une erreur. Il a aussi critiqué les auteurs avançant que le régime portugais n'était pas fasciste car il n'était pas aussi violent que les régimes italiens ou bien allemands. Or, pour lui, ce n'est pas uniquement dans les chiffres de la répression que l'on doit chercher les signes du fascisme mais dans la violence, tant préventive que punitive<sup>31</sup>.

Pour d'autres chercheurs, le Portugal a été quelque chose entre la dictature et le fascisme. António Costa Pinto a souligné par exemple l'influence que le fascisme italien a pu jouer sur le régime autoritaire portugais, comme sur les autres régimes d'Europe méridionale et orientale, ainsi que l'emprunt de certaines caractéristiques au fascisme italien<sup>32</sup>. Pour autant il a récusé le terme de fascisme pour désigner le régime portugais, dans la mesure où le régime se serait surtout appuyé sur les organisations traditionnelles :

« L'*Estado Novo*, même durant "l'époque du fascisme" fut profondément conservateur et a davantage fait confiance dans les instruments d'encadrement traditionnels, comme l'Église et les élites de province, plutôt que dans les organisations de masse. Mais il n'a pas oublié pour autant de ménager ses intérêts dans le champ de ses relations avec la société, créant tout un appareil culturel de socialisation inspiré directement du fascisme. [...] Comme la majeure partie des régimes autoritaires de l'Europe du Sud et de l'Est, le salazarisme a souffert d'une influence décisive du fascisme italien, mais n'a connu ni la

---

<sup>27</sup> Voir le repère « Parti unique ».

<sup>28</sup> Luís Reis TORGAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 1, p. 364.

<sup>29</sup> Voir Fernando ROSAS, « O salazarismo e o homem novo : ensaio sobre o Estado Novo e a questão do totalitarismo », dans *Análise Social*, n° 157, 2001, pp. 1031-1054.

<sup>30</sup> Fernando ROSAS, *Salazar e os fascismos*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2019, p. 210.

<sup>31</sup> *Ibid.*, pp. 214-222.

<sup>32</sup> António Costa Pinto a publié de nombreux ouvrages où il tient cette position comme António Costa PINTO, *O Salazarismo e o fascismo europeu, problemas de interpretação nas ciências sociais*, Lisbonne, Estampa, 1992. Il s'est aussi intéressé aux comparaisons des régimes fascistes (voir António Costa PINTO (éd.), *Rethinking the nature of fascism, Comparative Perspectives*, Londres, Palgrave MacMillan, 2011) tout comme au légat autoritaire dans les anciennes dictatures (António Costa PINTO (org.), *A Sombra das Ditaduras, a Europa do Sul em Comparação*, Lisbonne, ICS, 2013).



spécificité du “mouvement” ni le virage plus totalisant de la seconde moitié des années 1930<sup>33</sup>. »

Pour terminer, nous pouvons nous appuyer sur le panorama dressé par Jorge Pais de Sena où il a résumé une bonne partie des positions des scientifiques portugais et internationaux sur la question du fascisme :

« Rappelons que, en termes synthétiques, cette communauté est divisée entre ceux comme Luís Reis Torgal, Fernando Rosas et Enzo Colotti qui considèrent l’*Estado Novo* comme une forme de fascisme générique et António Costa Pinto, Manuel Braga da Cruz, Stanley Payne, Ernst Nolte, Hannah Arendt et Emilio Gentile, qui le considèrent avant tout comme un régime autoritaire de caractère conservateur<sup>34</sup>. »

Ajoutons que si la communauté scientifique a émis parfois des réserves sur l’utilisation du terme de fascisme, les historiens ayant exercé durant le régime autoritaire tout comme certains acteurs politiques portugais de la période ont eu beaucoup moins de prudence sur l’utilisation du terme. Il est possible de s’appuyer ici sur l’ouvrage de Joaquim Barradas de Carvalho, réunissant toute une série d’articles écrits au Brésil dans le journal *Portugal Democrático* dans les années 1960 s’intitulant *O Obscurantismo Salazarista*<sup>35</sup>. Il y recourait en permanence le terme de fascisme pour désigner le régime autoritaire portugais. De même, lors de l’entretien que j’ai réalisé avec António Borges Coelho, celui-ci a utilisé avec régularité l’expression « au temps du fascisme<sup>36</sup> » pour se référer à la période autoritaire. Certes, l’usage du terme « fascisme » était le fait des opposants, le plus souvent liés au Parti communiste portugais qui privilégiaient le terme pour désigner le régime portugais, mais pas uniquement car les socialistes l’utilisaient aussi<sup>37</sup>. Il est aussi possible de mentionner l’expression forgée par l’écrivain espagnol Miguel de Unamuno en juillet 1935 pour désigner le régime portugais dirigé par le professeur d’économie de l’université de Coimbra : « Quoi de mieux que fascisme de chaire – pédagogique et doctrinaire – pour qualifier l’actuel régime politique portugais<sup>38</sup> ». Notons que

---

<sup>33</sup> Voir la préface de António Costa PINTO, « Portugal, Michael Mann, o Fascismo Europeu » dans Michael MANN, *Fascistas*, traduction portugaise par Marcelo FELIX, Lisbonne, Edições 70, 2011, pp. 9-27.

<sup>34</sup> Jorge Pais de SENA, *O Fascismo catedrático de Salazar, das Origens na I Guerra Mundial à intervenção militar na guerra civil de Espanha, 1914-1939*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2011, p. 453.

<sup>35</sup> Joaquim Barradas de CARVALHO, *O Obscurantismo salazarista*, Lisbonne, Seara Nova, 1974. À peine rentré au Portugal après le 25 avril 1974, Joaquim Barradas de Carvalho réunit les articles écrits dans *Portugal Democrático* dans cet ouvrage de dénonciation permanente des conséquences désastreuses sur la culture de la politique salazariste.

<sup>36</sup> Deux occurrences au cours de l’entretien António Borges Coelho, pages 2 et 3.

<sup>37</sup> On peut notamment penser au principal fondateur du Parti socialiste portugais, Mário Soares, qui dans son ouvrage *Le Portugal bâillonné* utilise constamment le terme de « fascisme » pour désigner le régime portugais. Voir Mário SOARES, *le Portugal bâillonné*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, trad. Édouard Bailly

<sup>38</sup> En espagnol : « *Y nada mejor que llamar fajismo catedrático – pedagógico y doctrinario – al que informa el actual régimen político portugués* » Cette référence est tirée de l’article « Nueva Vuelta a Portugal » dans Miguel de UNAMUNO, *Obras Completas : Paisajes y Ensayos*, vol. I, Madrid, Escelcier, 1966 p. 724.

l'expression « fascisme de chaire » pourrait s'appliquer aussi bien à António de Oliveira Salazar qu'à Marcelo Caetano, dans la mesure où les deux étaient des professeurs titulaires de l'université de Coimbra.

En conséquence, on constate des divergences notables autour du terme fascisme. Il faudrait distinguer un « fascisme vécu », éprouvé au quotidien par les opposants du régime autoritaire portugais ou par certains observateurs contemporains, d'un « fascisme analytique », théorisé a posteriori par la communauté scientifique, quitte à froisser les opposants et une partie de l'historiographie sur l'usage du terme pour le cas portugais. On pourrait aller plus loin en affirmant que le Portugal serait un fascisme dont certains ne voudraient pas dire le nom, par prudence face à la surenchère de l'horreur des régimes allemand et italien. Cependant, dans la mesure où ce travail de recherche s'est concentré sur l'étude des incidences dudit régime sur le milieu universitaire, je préférerais l'utilisation de la notion de « régime autoritaire ».

Face aux deux antipodes que sont les démocraties et les totalitarismes, en considérant les formes de régimes ayant existé au XX<sup>e</sup> siècle, Juan Linz a proposé un entre-deux avec le terme d'« autoritarisme » pour désigner toute une série de régimes ne rentrant pas complètement dans une de ces catégories. Ce terme est devenu paradigmatique et d'usage courant en sciences politiques tout comme en sciences sociales. La définition donnée par Juan Linz dans son article fondateur de 1964 permet de mieux saisir ce qu'il entendait par autoritarisme :

« Des systèmes politiques au “pluralisme limité”, politiquement non responsables, sans idéologie élaborée et directrice mais pourvus de mentalités spécifiques, sans mobilisation politique extensive ou intensive – excepté à certaines étapes de leur développement – et dans lesquels un leader ou, occasionnellement, un petit groupe exerce le pouvoir à l'intérieur de limites formellement mal définies mais, en fait, plutôt prévisibles<sup>39</sup> ».

La définition permet donc de différencier les systèmes autoritaires à la fois des démocraties pluralistes et du type idéal totalitaire « impliquant des frontières conceptuelles claires avec les communautés politiques démocratiques alors que celles-ci se révélaient en revanche plus floues vis-à-vis du totalitarisme<sup>40</sup> ». Les critères qui permettent de différencier l'autoritarisme du totalitarisme sont « l'exercice du pouvoir, son organisation, ses liens avec la société, la nature des systèmes de croyance qui le soutiennent, ainsi que le rôle des citoyens dans le processus

---

<sup>39</sup> Voir Juan José LINZ, « An Authoritarian Regime : The Case of Spain », dans E. ALLARDT, Y. LITTUNEN (éd.), *Cleavages, Ideologies, and Party Systems. Contributions to Comparative Political Sociology*, Helsinki, The Academic Bookstore, 1964, pp. 291-341. Pour la traduction, j'ai repris celle proposée dans son ouvrage traduit en français, voir Juan José LINZ, *Régimes totalitaires et autoritaires*, traduit de l'anglais par Mohammed-Saïd DARVICHE, William GENIEYS et Guy HERMET, Paris, Armand Colin, 2006.

<sup>40</sup> Juan José LINZ, *op. cit.*, 2006, p. 157.

politique<sup>41</sup> ». Quant à la notion centrale de sa définition, celle de « pluralisme limité », Juan Linz a expliqué :

« La limitation du pluralisme peut être légale ou de fait, mise en œuvre avec plus ou moins d'efficacité, réservée à des groupes strictement politiques ou étendue aux groupes d'intérêts aussi longtemps que demeurent des groupes non créés par l'État ou non dépendant de lui. [...] C'est le pouvoir central qui habilite en dernier ressort les groupes admis à exister et qui détermine les conditions de leur existence. [...] [Le parti unique constitue] une formation issue d'éléments divers plutôt que fondée sur un corps unique et discipliné. [...] Souvent créé depuis le sommet, *a posteriori* et à l'initiative d'une coterie déjà au pouvoir<sup>42</sup> ».

Ainsi, contrairement aux régimes totalitaires où le parti est créé pour prendre le pouvoir, il est une création postérieure pour unifier les différentes tendances qui sont proches du régime dans les gouvernements autoritaires<sup>43</sup>. Par ailleurs, aux yeux de Juan Linz, la dictature portugaise fait partie de la catégorie des « autoritarismes bureaucratique-militaires ».

Les critères de l'autoritarisme semblent plutôt bien s'adapter au régime portugais. Il n'y a pas eu de mobilisation massive de la population, il y a bien eu un leader identifié pendant la plus grande partie du régime autoritaire et une idéologie aux contours non définis préalablement dans la mesure où Salazar a été invité à participer au gouvernement et n'a pas été responsable de la mise en place du régime. En revanche, la question du « pluralisme limité » est plus épineuse. Elle supposerait une certaine liberté accordée à d'autres institutions, ou à des groupes. Politiquement, un seul parti, l'Union nationale, était représenté à l'Assemblée nationale malgré l'existence de plusieurs tendances en son sein, il n'y avait donc pas de pluralisme politique. L'Église et les militaires pourraient rentrer dans cette idée de pluralisme limité dans la mesure où ils ont pu jouer un certain rôle, justement limité<sup>44</sup>. De plus, il faut surtout considérer ce pluralisme limité en fonction des différentes périodes chronologiques du régime. Le pluralisme a existé du début du régime jusqu'à 1936, il a presque été inexistant du début de la guerre civile espagnole jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a fluctué en fonction des aléas et des crises de 1945 jusqu'à 1961, et il est de nouveau très restreint avec le déclenchement de la guerre coloniale<sup>45</sup>. En conséquence, du fait de la longue durée du régime portugais, cette notion clé de pluralisme limité semble parfois adaptée et, durant d'autres périodes, moins effective.

---

<sup>41</sup> Juan José LINZ, *op. cit.*, 2006, p. 158.

<sup>42</sup> Juan José LINZ, *op. cit.*, 2006, p. 159 à 161.

<sup>43</sup> La création du parti unique portugais suit ce processus. Voir le repère « Parti unique ».

<sup>44</sup> Voir le repère « État autoritaire et Église ».

<sup>45</sup> J'ai évoqué les périodes de fermeté et de relâchement du pouvoir dans un article, parlant de marées hautes et marées basses (voir Christophe ARAÚJO, « L'air de Paris rend libre ? L'exemple des historiens portugais dans la capitale française durant la dictature (1926-1974) », dans *Reflexos*, [revue en ligne], n° 004, « Paris-Lisbonne : un dialogue capital », mis en ligne en mai 2019).

Comme pour le fascisme<sup>46</sup>, la notion d'autoritarisme semble se heurter à certaines particularités portugaises. Certes, cela révèle surtout les problèmes récurrents qui apparaissent lorsqu'une définition se voulant générale est confrontée à la diversité des situations nationales ou locales. Mais il n'en reste pas moins qu'autoritarisme est le terme qui est le plus abondamment utilisé dans l'historiographie portugaise récente, et que nous employons largement.

Au côté de régime autoritaire, l'usage du terme « dictature » pour caractériser le régime portugais doit aussi être interrogé. Son utilisation apparaît pertinente. En effet, il s'agit d'un terme couramment utilisé pour désigner bon nombre de régimes des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles et le Portugal de 1926 à 1974 a souvent été assimilé à une dictature. L'histoire du terme remonte à l'Antiquité romaine et désignait une magistrature extraordinaire<sup>47</sup>. C'est à partir de la Révolution française, notamment sous la plume de Jean-Paul Marat en 1790, que le dictateur prend son sens actuel de « personne qui, s'étant emparée du pouvoir l'exerce sans contrôle<sup>48</sup> ». Le dictateur est donc la figure centrale de la dictature qui se caractérise par une « concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un individu, d'une assemblée, d'un parti ; organisation politique caractérisée par cette concentration du pouvoir<sup>49</sup> ». Contrairement à la durée limitée que supposait la magistrature antique, un dictateur au sens moderne a tendance à se maintenir au pouvoir tant qu'il n'est pas contesté par un contre-pouvoir, militaire ou civil quand ce ne sont pas des querelles au sein de l'élite dirigeante qui mettent à bas le régime.

Par ailleurs, si on peut distinguer des dictatures conservatrices et réactionnaires, « dont l'objet est la défense de l'ordre établi » et des dictatures révolutionnaires « fondées sur des projets tels que la construction du socialisme<sup>50</sup> », le Portugal se rattachait clairement aux dictatures conservatrices et réactionnaires, notamment par rapport à ce que représentait la République. Soulignons que la période initiale du régime portugais allant de 1926 à 1933, précédant

---

<sup>46</sup> Comme il a été dit, en tant que tel, il n'y a qu'un seul véritable fascisme, celui qui est apparu en Italie et qui est devenu à posteriori une notion qui décrirait une réalité plus générale.

<sup>47</sup> Voir Jean GAUDEMET, *Les institutions de l'Antiquité*, Paris, Éditions Montchrestien, 2002, pp. 173-174.

<sup>48</sup> Le dictateur était désigné par l'un des deux consuls après demande du Sénat romain, pour une durée de six mois maximum – même si cette durée a parfois été dépassée notamment par Jules César qui était devenu dictateur à vie, paradoxalement, quelques jours avant sa mort. Le dictateur disposait de tous les pouvoirs pour faire face à une crise grave provoquée par des dangers extérieurs ou des troubles de la cité et dans l'objectif de rétablir l'ordre. Voir l'entrée « dictateur » dans le dictionnaire d'Alain REY (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2006, Tome I, p. 1077.

<sup>49</sup> Entrée « dictature » dans Alain REY (dir.), *Dictionnaire culturel en langue française*, Paris, Le Robert, 2005, Tome 2, p. 41.

<sup>50</sup> Voir l'encadré « dictateur » écrit par Georges SOULIER dans Alain REY (dir.), *op.cit.*, p. 43.

la mise en place de l'*Estado Novo* est appelée a posteriori la Dictature militaire<sup>51</sup> car, de fait, les militaires, auteurs du coup d'État, occupaient les principales fonctions.

La période de la Dictature militaire a été caractérisée par de très nombreuses agitations et une forte instabilité. Paradoxalement, alors que les militaires avaient tendance à présenter la période républicaine comme celle d'une confusion politique générale, les querelles entre les chefs du coup d'État du 28 mai 1926 jusqu'à l'affirmation d'Óscar Carmona quand il est élu président de la République en 1928, puis les multiples tentatives de *revirinho*<sup>52</sup>, ont contribué à de nombreuses secousses politiques. Enfin, l'affirmation du rôle d'Oliveira Salazar, appuyé sans relâche par Óscar Carmona, a permis la stabilisation de la Dictature militaire au début de la décennie 1930 par la mise en place de l'*Estado Novo* et l'affaiblissement de la représentation des militaires dans les gouvernements.



Figure 1 : couverture du journal *Notícias ilustrado*, juillet 1932.

<sup>51</sup> Voir notamment l'article « Dictature militaire » sur le site Infopédia : [https://www.infopedia.pt/\\$ditadura-militar?uri=lingua-portuguesa/ditadura](https://www.infopedia.pt/$ditadura-militar?uri=lingua-portuguesa/ditadura), consulté le 30 mai 2021.

<sup>52</sup> Voir le repère « revirinho ».

António de Oliveira Salazar n'éprouvait aucune gêne avec le terme de dictateur et il se fit même fait appeler par ses partisans le « dictateur des Finances<sup>53</sup> ». Cette appellation fait référence à la période où il a pris en charge le ministère des Finances à partir du 27 avril 1928, où il a prononcé son annonceur : « Je sais très bien ce que je veux et où je vais ». Il a accepté de reprendre ce ministère qu'il avait déjà quitté en 1926, à la condition que tous les autres ministres acceptassent ses conditions. L'expression « dictateur des Finances », a été le titre d'un livre élogieux à l'égard de Salazar paru en 1930<sup>54</sup>. Elle s'est aussi retrouvée en couverture de la revue *Notícias Ilustrado* en juillet 1932 avec comme légende : « Le premier sourire d'Oliveira Salazar, le dictateur des Finances portugaises remercie les manifestations populaires depuis la fenêtre de son cabinet de Terreiro do Paço » [Figure 1]. Le photographe Denis Salgado a fait la mise au point sur Oliveira Salazar, arborant un sourire timide alors que la population en contrebas est floue, valorisant celui qui venait d'être nommé comme président du Conseil et qui entamait alors son mandat de trente-six ans.

Même à l'extérieur du Portugal, l'image de dictateur a été promue<sup>55</sup>. Par exemple, Paul Valéry, dans la préface à l'édition française de l'ouvrage des entretiens d'António Ferro avec Salazar, intitulée « note en guise de préambule sur l'idée de dictature », a donné la définition suivante de dictateur :

« Un dictateur peut donc être (et est assez souvent) un homme intimement contraint à s'emparer de ce pouvoir, – comme le spectateur d'un jeu trop mal joué se sent une fureur de bousculer l'incapable et de prendre sa place. Il s'installe et poursuit la concentration dans sa pensée de tous les éléments ou germes dictatoriaux qui étaient latents ou naissants dans une quantité de têtes. Il élimine ou isole tous ceux qui ne lui abandonnent point leur propre élément dictatorial. Il demeure seule volonté libre, seule pensée intégrale, seul possesseur de la plénitude de l'action, seul être jouissant de toutes les propriétés et prérogatives de l'esprit, en présence d'un nombre immense d'individus réduits indistinctement – quelle que soit leur valeur personnelle – à l'état de moyens ou de matière, – car il n'y a pas un autre nom pour toute chose que l'intelligence peut prendre pour son objet<sup>56</sup>. »

Ainsi, pour Paul Valéry, l'action de Salazar correspondait à l'idée qu'il se faisait d'un dictateur, celle d'un homme qui prend seul les décisions car il s'agit de l'unique personne véritablement

---

<sup>53</sup> Voir l'entrée « Dictature financière », écrite par José Maria Brandão de Brito et Maria Fernando Rollo, et la photographie qui l'accompagne dans Fernando ROSAS, José Maria Brandão de BRITO, (dir.), *op.cit.*, vol. I, pp. 271-273.

<sup>54</sup> Voir Leopoldo Nunes, *Ditador das Finanças*, Lisbonne, Ottosgrafica, 1930, analysé notamment par Heloisa de Jesus PAULO, « Salazar : a elaboração de uma imagem », dans *Revista de História das Ideias*, vol. 16, 1996, pp. 245-275.

<sup>55</sup> Pour l'exemple français, voir Olivier DARD, Ana Isabel SARDINHA-DESVIGNES, *Célébrer Salazar en France (1930-1974), Du philosalarisme au salazarisme français*, Paris, Peter Lang, 2018.

<sup>56</sup> Voir la préface de Paul Valéry dans António FERRO, *Salazar, le Portugal et son chef*, Paris, Bernard Grasset, 1934, trad. Fernando de CASTRO, pages 18 et 19.

libre d'un pays. Par ailleurs, la fascination de Paul Valéry pour António de Oliveira Salazar était certaine puisqu'il relevait que « les idées exposées dans ce livre par M. Salazar ou qui lui sont attribuées me semblent parfaitement sages » et témoignent « d'une réflexion profonde, élaborée par un esprit qui ressent la grandeur du devoir qu'il s'est assigné<sup>57</sup> ». De plus, les opposants au régime ont constamment qualifié Salazar de dictateur, y compris dans l'art : on peut penser au polyptique d'Eduardo Arroyo Rodríguez, au nom plus qu'évocateur, les *Quatre Dictateurs*, où Salazar est peint à côté de Mussolini, Hitler et Franco<sup>58</sup>. António de Oliveira Salazar est assimilé par les opposants et par ses soutiens comme étant un dictateur et par conséquent, le Portugal une dictature. Ainsi, l'utilisation des termes « dictature » et « dictateur » à l'égard du régime portugais et de son principal dirigeant se justifie.

\*

\* \*

Ainsi, j'utiliserai en priorité le terme de régime autoritaire, mais aussi le terme de dictature, pour parler du Portugal entre 1926 et 1974. L'utilisation de ces expressions renvoie à plusieurs caractéristiques de l'État portugais d'alors. Tout d'abord, l'usage de différents moyens de contrôle de la population par l'usage de la censure et par le biais d'une police politique, sur lesquels nous reviendrons plus précisément dans le cadre de cette recherche<sup>59</sup>. De plus, il a existé des structures d'encadrement de la jeunesse et une force paramilitaire, la Légion portugaise. Idéologiquement, ce régime autoritaire était de droite voire clairement proche d'une extrême-droite maurrassienne<sup>60</sup>, nationaliste et catholique. La ligne idéologique a par ailleurs été tracée dans un discours d'António de Oliveira Salazar resté célèbre, prononcé le 26 mai 1936, deux jours avant le dixième anniversaire du coup d'État ayant renversé la République : « Nous ne discutons pas de Dieu et de la vertu. Nous ne discutons pas de la Patrie et de son Histoire. Nous ne discutons pas de l'autorité et de son prestige. Nous ne discutons pas de la famille et de sa morale. Nous ne discutons pas de la gloire du travail et de son devoir<sup>61</sup> ». On

---

<sup>57</sup> Préface de Paul Valéry dans António FERRO, *op.cit.*, p. 10.

<sup>58</sup> Une analyse de ce tableau est faite dans le repère « António de Oliveira Salazar : portraits d'un dictateur ».

<sup>59</sup> Voir le III) du chapitre 1 pour une étude de deux principaux instruments de contrôle du pouvoir.

<sup>60</sup> Comme le précise Yves Léonard, António de Oliveira Salazar exprima « longtemps gratitude et admiration » vis-à-vis de Charles Maurras (Yves LÉONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 2004, p. 15).

<sup>61</sup> Ce discours de Salazar a donné le nom à un film-documentaire de 1975 sur le régime autoritaire portugais, *Deus, Pátria e Autoridade* de Rui Simões, qui au-delà d'une rhétorique marxiste très forte, fait témoigner des acteurs clés comme un ancien directeur de la PIDE et reprend le discours évoqué ainsi qu'un certain nombre de séquences de propagande du régime autoritaire. Pour le discours : António de Oliveira SALAZAR, *Discursos e notas políticas*, vol. II, 1934-1937, Coimbra, Coimbra Editora, 1945, p. 130.

retrouve dans cette anaphore l'essence idéologique du régime portugais soit une intransigeance sur la religion, le nationalisme, l'histoire, l'autorité, la famille et le travail. Une certaine proximité avec le « travail, famille, patrie » de la France de Vichy peut être relevée.

Ensuite, même si l'armée n'a pas eu un rôle aussi important qu'en Espagne, les présidents de la République ont été, durant toute la période, des militaires, séquelle notable du coup d'État du 28 mai 1926. De plus, le régime a été une dictature originellement militaire qui s'est transformée ensuite en dictature avec une apparence légale par la mise en place de l'*Estado Novo*.

## 2) Faire l'histoire des historiennes et des historiens portugais. Une histoire des intellectuels en régime autoritaire

Au sein de ce cadre politique spécifique, nous nous sommes donnés l'objectif d'appréhender le groupe social composé d'hommes et de femmes écrivant de l'histoire. Ceci nous a conduit à nous confronter, à travers l'exemple portugais, à l'histoire des intellectuels, à ses sources et à ses méthodes.

Néophyte de l'histoire de la dictature et encore plus de la production historiographique portugaise, mes premières recherches à la Bibliothèque nationale de France, au printemps et à l'été 2013 visaient à comprendre quels étaient les courants historiques dominants au Portugal durant le XX<sup>e</sup> siècle. Je n'avais aucune idée d'éventuelles ressemblances ou au contraire des dissemblances avec l'historiographie française, que j'avais comme cadre de référence<sup>62</sup>. J'ai rapidement pu constater que la littérature analysant la production historiographique durant le régime autoritaire était particulièrement restreinte car, comme l'a résumé António Henrique de Oliveira Marques, « les Portugais n'ont jamais été portés sur les élucubrations historiographiques<sup>63</sup> ». Après la chute de l'*Estado Novo*, les travaux historiographiques se sont multipliés avec un pic dans les années 1990<sup>64</sup>. La très grande partie de la littérature était – et reste – écrite en portugais, à quelques exceptions près<sup>65</sup>. Partant, j'ai présenté à Patrick Garcia, Powerpoint à

---

<sup>62</sup> Cette connaissance, acquise progressivement au cours des études de licence et d'histoire s'est renforcé lors des lectures dans le cadre du CAPES d'histoire-géographie (à cette époque : Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, *Les courants historiques en France, XIX<sup>e</sup> siècle, XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1999 mais aussi Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Les mots de l'historiens*, Toulouse, les presses universitaires du Mirail, 2005 et François DOSSE, *L'histoire*, Paris, Armand Colin, 2010).

<sup>63</sup> António Henrique de Oliveira MARQUES, *Antologia da historiografia portuguesa, das origens a Herculano*, Lisbonne, Publicações Europa-América, 1974, p. 7.

<sup>64</sup> Voir le point « histoire de l'historiographie portugaise » dans le repère « historiographies croisées ».

<sup>65</sup> En anglais, la revue *E-journal of Portuguese History* comprend quelques articles sur les historiens portugais. Il faut aussi signaler l'article écrit par Sérgio Campos Matos et Joana Gaspar Freitas dans l'atlas de l'historiographie



l'appui, les diverses orientations qui pouvaient devenir des objets de recherches doctorales. Plutôt que de risquer de m'égarer dans la masse inépuisable de l'histoire des concepts<sup>66</sup>, aussi petit que soit le Portugal, il m'a alors conseillé de me focaliser davantage sur les historiens plutôt que sur la seule production historiographique. Mon attention s'est alors portée sur les historiennes et historiens et je faisais mienne la remarque de Marc Bloch : « le bon historien, lui, ressemble à l'ogre de la légende. Là où il flaire la chair humaine, il sait que là est son gibier<sup>67</sup>. » À partir de ce moment, la traque des traces laissées par la communauté historique a été le principal moteur de ma recherche doctorale.

Toutefois, durant le même rendez-vous avec Patrick Garcia, ce dernier m'a demandé : « Quelles sont les archives ? ». Silence gêné et temps de réflexion. N'ayant utilisé, durant mon Master en histoire médiévale du haut Moyen Âge, que des sources imprimées ou bien numérisées, analyser les ouvrages écrits par les historiennes et les historiens me semblait amplement suffisant. Mais c'était oublier, comme l'a énoncé Michel de Certeau, qu'« "aller aux Archives" c'est l'énoncé d'une loi tacite de l'histoire<sup>68</sup> ». Je devais alors me plier à la loi, l'intérioriser et partir au Portugal pour découvrir les sources qui s'y trouvaient. Lors de mon premier séjour à Lisbonne en octobre 2013, j'ai été, pour la première fois, aux archives. J'ai commencé à plonger dans celles de la police politique, détenues par les Archives nationales de la Torre do Tombo (ANTT)<sup>69</sup>. Durant les premiers jours, j'ai clairement succombé au piège mis en évidence par Arlette Farge : « Être absorbée par l'archive au point de ne même plus savoir comment l'interroger<sup>70</sup> ». J'avais, comme Arlette Farge, pris goût à l'archive trop vite : tout semblait intéressant et révélait l'étendue du contrôle par le pouvoir autoritaire sur la production scientifique. Je recopiais alors frénétiquement beaucoup de documents des dossiers, car les photos étaient encore interdites. Leur dimension heuristique était certaine, car comme l'a rappelé Jean-François Bert, l'archive est bien souvent « l'indice de tout ce qui finalement peut documenter de manière plus ou moins évidente l'ensemble des pratiques effectives, des objets et des discours qui

---

(Sérgio Campos MATOS, Joana Gaspar de FREITAS, entrée « Portugal » dans Ilaria PORCIANI, Raphael LUTZ, *Atlas of european historiography, The making of a profession 1800-2005*, Londres, Palgrave Macmillan and European Science Foundation, 2010, pages 122-124). Fernando Rosas a aussi fait un bilan en français, maintenant quelque peu ancien : Fernando ROSAS, « Bilan sur l'historiographie des recherches sur l'État-Nouveau », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 62 (avril-juin 1999), pp. 51-60.

<sup>66</sup> En référence à la *Begriffsgeschichte* (l'histoire des concepts) allemande, dont le monumental lexique est la pièce maîtresse : voir Otto BRUNNER, Werner CONZE, Reinhart KOSELLECK, (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe : Historische Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Stuttgart, Klett-Cotta, 8 volumes, 1972-1997.

<sup>67</sup> Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou métier de l'historien*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 51.

<sup>68</sup> Michel de CERTEAU, *L'Écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975, p. 106.

<sup>69</sup> Pour un historique, voir le repère « archives de la police politique et de la censure ».

<sup>70</sup> Arlette FARGE, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, p. 87.

entourent et accompagnent la venue au jour des idées et des concepts scientifiques<sup>71</sup> ». Cependant, il fallait savoir raison garder, d'autant que des documents avaient été retirés et que les dossiers de la police politique réunissaient surtout ce qui intéressait cette institution. Je me rendais alors compte de l'importance des archives tout en comprenant bien l'observation de Paul Veyne « la connaissance historique est taillée sur le patron de documents mutilés<sup>72</sup> ». Entre ces premiers pas dans les archives portugaises et l'écriture de ce mémoire, s'est forgé une expérience des archives des intellectuels portugais au temps de la dictature de Salazar. Pour présenter l'ensemble des sources mobilisées au cours de cette recherche, je commencerai par évoquer les archives des opposants pour ensuite m'intéresser à celles utilisées pour étudier les historiens qui ne se sont pas opposés au pouvoir.

Les archives de la police politique ont été fondamentales pour appréhender les historiens en opposition au pouvoir autoritaire. Le zèle déployé par les agents de la police politique afin de surveiller l'activité des opposants permet d'avoir accès, à la fois, à des correspondances dont des originaux, des rapports, des coupures de journaux, des tracts politiques, des transcriptions de conversations téléphoniques et d'émissions de radio ainsi que des prospectus. De plus, la police politique contrôlait non seulement les personnes mais aussi les journaux, les associations et parfois les institutions. Dès que des activistes ou bien des prises de positions contestataires devenaient trop claires, la surveillance était enclenchée et les preuves consignées dans les dossiers. Au total, 28 dossiers de la PIDE/DGS – composés parfois de très nombreux sous-dossiers – ont été consultés<sup>73</sup>. Ils se répartissent en 17 dossiers individuels d'historiens<sup>74</sup>, 2 d'éditeurs<sup>75</sup> et 9 de journaux et institutions<sup>76</sup>. Plus décevantes, les archives de la censure ont occupé une place moindre dans le cadre de la recherche du fait de leur désorganisation et de la disparition d'une partie de la documentation<sup>77</sup> même si certains rapports de censeurs ont été récupérés par l'historien-collectionneur José Pacheco Pereira.

Le Centre de documentation 25 avril 1974 (CD25A) situé à Coimbra détient une documentation riche concernant surtout les différentes formes d'opposition au régime autoritaire

---

<sup>71</sup> Jean François BERT, *Qu'est-ce qu'une archive de chercheur ?*, Marseille, OpenEdition Press, 2014, p. 11.

<sup>72</sup> Paul VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971, p. 26.

<sup>73</sup> J'ai bien veillé à taper dans la base de données disponibles aux ANTT quelques noms d'historiens en adéquation avec le régime, mais les références ne sont pas apparues. La police politique avait donc ses cibles et ne s'embarassait pas toujours d'une surveillance fine des autres.

<sup>74</sup> Voir la section « police politique » des sources pour l'ensemble de la liste.

<sup>75</sup> Francisco Lyon de Castro, qui a dirigé la maison d'édition Europa-América et Bento de Jesus Caraça qui a dirigé la collection Biblioteca Cosmos.

<sup>76</sup> Plus précisément, les 4 institutions sont le *Grémio Literário*, l'Université populaire (*Universidade Popular*), la Fondation Calouste Gulbenkian et la Société portugaise des écrivains (SPE). Les cinq revues périodiques sont le journal *República*, les revues *O Tempo e o Modo*, *Vértice*, *O Diabo*, *Seara Nova*.

<sup>77</sup> Voir le point « archives de la censure » dans le repère « archives de la police politique et de la censure ».

dont les archives personnelles de deux historiens opposants, Fernando Piteira Santos et Flausino Torres. De la correspondance aux cartons de fiches en passant par les quittances des loyers, elles recèlent de précieuses informations et permettent d'avoir accès à une partie de l'existence de ces chercheurs dont la vie a été malmenée par le régime autoritaire. La Fondation Mário Soares et Maria Barroso a mis en ligne un projet intitulé « *Casa Comum* » (Maison commune). De nombreuses personnalités politiques et scientifiques voire des partis politiques ont donné à la fois des correspondances, des textes rédigés et d'autres documents de différentes natures. Les personnes et les institutions sont surtout liées aux groupes en opposition au pouvoir autoritaire. En France, j'ai pu analyser la correspondance de Fernand Braudel détenue par la bibliothèque de l'Institut de France.

Un certain nombre d'archives liées à des institutions publiques ont été consultées. J'ai parcouru les dossiers individuels des académiciens rattachés à l'Académie portugaise d'histoire ainsi qu'une partie de la production de l'Académie, notamment les « *Boletins* » (Bulletins) et les « *Anais* » (Annales). Ensuite, à l'Académie des sciences de Lisbonne ont été examinés quelques dossiers de membres de l'institution, même s'il faut admettre que leur apport a été plutôt limité dans le cadre de cette recherche. J'ai aussi été aux archives de l'Institut pour la haute culture, détenues actuellement à l'Institut Camões où les dossiers des historiens ayant obtenu des aides publiques sont consignés. Je dois concéder une certaine difficulté à accéder à la documentation de la Fondation Calouste Gulbenkian, de droit privé, car il est nécessaire d'avoir l'accord de la personne qui a obtenu une bourse ou bien, si elle est décédée, de ses descendants. Je ne suis donc parvenu à consulter qu'un seul dossier. Les archives universitaires ont aussi permis d'avoir accès à de nombreuses informations. Celles de l'université de Coimbra sont réunies dans un seul édifice et sont faciles d'accès, contrairement aux archives de l'université de Lisbonne où il est nécessaire d'obtenir une autorisation du recteur ou bien du vice-recteur pour pouvoir consulter les dossiers détenus au rectorat. Enfin, une bonne partie de celles de l'université de Porto sont consultables en ligne. Des correspondances publiées ont été exploitées notamment celles entre António de Oliveira Salazar et Alfredo Pimenta puis entre António José Saraiva et Óscar Lopes. Enfin, l'ensemble de la législation portugaise, disponible en ligne sur le site *Diário da República eletrónico*<sup>78</sup>, a permis d'accéder rapidement aux principales mesures juridiques prises par le pouvoir autoritaire.

---

<sup>78</sup> Je ne résiste pas à préciser qu'à chaque saisie de « dre », le visage du rappeur « Dr. Dre » est apparu au lieu du lien vers le Journal officiel portugais. Avec la proposition de la BNP Paribas pour la Bibliothèque nationale du Portugal (BNP), la recherche depuis un moteur de recherche en français peut parfois malmenner le ou la chercheuse.

Ensuite, les écrits des historiens portugais ont été abondamment mobilisés. Ils présentent certes des contraintes inhérentes à leur nature car ils ne permettent pas d'accéder à la même image de l'historien que celui atteint avec les correspondances et avec les autres sources mentionnées auparavant. Bien souvent, dans les articles et les ouvrages, les historiennes et les historiens apparaissent comme des experts dans l'art de dissimulation. En effet, l'œuvre une fois publiée, transformée en produit fini et concret, fait disparaître les échafaudages, les hésitations, les rouages de l'œuvre en somme. Elle met à distance, efface les empreintes éventuelles des mains des autrices et des auteurs au travail. Comme le rappelle Pierre Bourdieu, il y a quelque chose de trompeur dans les textes finis « où tout est fait pour faire disparaître toutes les traces de l'hésitation, de la nature en un mot, du brouillon<sup>79</sup> ». Certes, quelques historiennes et historiens ont été plus généreux que d'autres et n'ont pas hésité à livrer, en partie, les dessous de l'écriture de l'histoire, dans les avant-propos ou bien lors de confidences à la presse spécialisée, mais d'autres ont semblé hermétiques à toute confession. Pour autant, la production littéraire est une source majeure afin de rendre compte des choix historiographiques opérés par les historiens et, nous le verrons, elle est un indicateur clé des dissensions au sein de la communauté historienne.

Enfin, les entretiens réalisés avec deux historiennes et cinq historiens ayant écrit durant le régime autoritaire constituent la dernière source utilisée. Leur présence au sein du corpus rappelle par ailleurs que cette recherche doctorale s'ancre dans l'histoire du temps présent<sup>80</sup> notamment pour les autrices et les auteurs les plus jeunes. Il s'agit, en quelque sorte, d'une histoire toujours vivante<sup>81</sup>. La pratique de l'histoire orale n'est plus à interroger et fait partie de la boîte à outil de l'historienne ou de l'historien. Elle est, comme le remarque Florence Descamps « la méthode qui consiste pour un historien à faire un usage non négligeable, voire à parité avec la source écrite, de la source orale<sup>82</sup> ». Les entretiens ont été préparés à l'aide d'un

---

<sup>79</sup> Citation rapportée par Christophe CHARLE, *Homo Historicus. Réflexions sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 63 (extraite de Pierre BOURDIEU, Yvette DELSAUT, « entretiens sur l'esprit de la recherche » dans Yvette DELSAUT et Marie-Christine RIVIÈRE, *bibliographie des travaux de Pierre Bourdieu*, Pantin, Le Temps des Cerises, 2002, p. 193).

<sup>80</sup> Institutionnalisée en France à partir de la création de l'Institut d'histoire du temps présent à la fin des années 1970, dirigé alors par François Bédarida, l'histoire du temps présent est en effet marquée par « la possibilité de convoquer les témoins » comme le remarque Patrick Garcia. (Patrick GARCIA, « Histoire du temps présent », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 282-294).

<sup>81</sup> En conséquence, elle ne peut pas correspondre aux observations de Michel de Certeau sur le rapport aux morts à travers l'histoire : « le discours sur le passé a pour statut d'être le discours du mort. L'objet qui y circule n'est que l'absent, alors que son sens est d'être un langage entre le narrateur et ses lecteurs » (Michel de CERTEAU, *L'Écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975, p. 73).

<sup>82</sup> Florence DESCAMPS, « Histoire orale », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 391-398.

questionnaire, afin de cibler à la fois la formation suivie et la pratique en tant que telle de l'écriture de l'histoire, en affinant les questions par avance selon les détails biographiques déjà connus. Il est certain que la production puis l'exploitation de sources orales présentent des limites. D'une part, la question de la précision des informations, à cause de la faillibilité de la mémoire, est évidente. Comme l'a remarqué Miguel Cardina, « le travail sur la mémoire durant les entretiens se fonde sur la subjectivité de la personne qui narre et dans la subjectivité de qui, invitant à la narration, cherche à partir d'elle, à construire des sources qui lui permettent de produire une écriture de l'histoire donnée<sup>83</sup> ». Partant, les entretiens ont permis à la fois de croiser les informations déjà obtenues mais surtout d'obtenir d'autres détails, parfois plus personnels dans les parcours des historiens.

Les 7 entretiens ne représentent que 3,8% de l'ensemble du corpus des historiens (186 historiennes et historiens). Pendant mon séjour de deux ans à Lisbonne, je ne suis pas parvenu à rencontrer d'autres membres encore en vie de cette communauté, comme Fernando Amaro Monteiro qui était affaibli à la suite d'une hospitalisation, mais aussi Joaquim Veríssimo Serrão, déjà trop malade pour pouvoir entreprendre un entretien. Parfois, les circonstances ne se sont pas prêtées à un entretien formalisé ou cadré<sup>84</sup>. Avec deux entretiens, les historiennes peuvent apparaître surreprésentées par rapport à l'ensemble du corpus mais il n'était pas forcément question de chercher une représentativité – impossible avec une large majorité d'historiens déjà décédés – mais davantage d'interroger des actrices et des acteurs encore en vie<sup>85</sup>. Une analyse succincte des entretiens met en évidence des écarts. D'une part, un certain biais de genre est identifiable : les historiennes ont eu tendance à parler bien davantage que les historiens. En effet, les historiens ont répondu assez brièvement à certaines questions alors que les historiennes ont davantage développé et parlé plus aisément d'éléments personnels. Il y a aussi des écarts de personnalité indéniables. Par exemple, José Mattoso s'est excusé par avance de ne pas être un grand communicant et était quelque peu hésitant au tout début de l'entretien alors que nous étions chez lui. Même chez lui il a éprouvé du mal à dévoiler son intimité. À l'inverse, Manuel Villaverde Cabral m'a écouté quelques secondes présenter mon travail puis s'est mis à

---

<sup>83</sup> Miguel CARDINA, « Subjectividade e fontes orais na escrita da história », dans José NEVES, *Quem Faz a História. Ensaios sobre o Portugal Contemporâneo*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2016, pp. 33-40.

<sup>84</sup> Ainsi, j'ai rencontré Luís Reis Torgal le 18 février 2014, dans les anciens locaux du CEIS20 à Coimbra au tout début de cette recherche. Affable, il a appelé Sérgio Campos Matos au cours de la conversation et m'a passé le combiné pour me permettre de prévoir une rencontre à Lisbonne avec ce dernier. Au début de mon enquête, je n'avais pas encore un questionnaire établi et j'ai surtout demandé des conseils de méthode à Luís Reis Torgal sans me rendre compte que j'allais l'inclure dans la liste des historiennes et des historiens étudiés par la suite. Si j'ai posé quelques courtes questions sur son parcours d'étudiant, j'ai décidé de ne pas le compter parmi les entretiens menés, le format et le contenu de cette entrevue étant trop éloigné des entretiens retranscrits en annexes.

<sup>85</sup> Deux des historiens interrogés sont morts depuis la réalisation de cette collecte d'entretiens.

parler de façon continue et s'est arrêté après plus de quatre heures parce qu'il s'est rappelé qu'il devait nourrir ses chats. Il est parfois difficile de « s'imposer aux imposants<sup>86</sup> ». Quoi qu'il en soit, il en résulte des documents certes inégaux dans leur extension mais riches d'enseignements.

Il aurait sans doute été possible d'approfondir des fonds d'archives et d'en mobiliser d'autres<sup>87</sup>. Toutefois, comme le rappelle les auteurs de *L'Histoire de l'Histoire*, il faut prendre garde à ne pas tomber dans le piège de l'exhaustivité :

« L'historien de l'histoire ne doit pas penser qu'il peut analyser chaque auteur et chaque œuvre produite, tout aussi importante qu'elle soit. Cela fait partie du domaine de la recension critique et du débat historiographique qui, tristement mais de façon compréhensible, à un rôle peu significatif dans notre panorama scientifique et même journalistique spécialisé. Ce qu'il doit faire est chercher à décoder les tendances historiographiques, au niveau des méthodes, des thèmes, des domaines chronologiques abordés, et, surtout, des présupposés théorico-culturels<sup>88</sup> ».

En conséquence, le corpus réuni permet de rendre lisible la façon dont les historiennes et les historiens ont écrits de l'histoire et assumé une posture de chercheur au sein du régime autoritaire portugais.

Comment sélectionner, ordonner, confronter et interpréter les traces des historiennes et des historiens réunies ici ? Articulée à la bibliographie existante, le corpus de sources a pu prendre vie selon une démarche plurielle empruntant différentes pratiques méthodologiques rattachées à l'histoire des intellectuels. Je mobiliserai dans ce développement davantage l'expression « histoire des intellectuels » plutôt que celle d'« histoire intellectuelle<sup>89</sup> », dans la

---

<sup>86</sup> Hélène CHAMBOREDON, Fabienne PAVIS, Muriel SURDEZ, Laurent WILLEMEZ, « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », dans *Genèses*, n° 16, 1994, pp. 114-132.

<sup>87</sup> Je me suis par exemple interrogé sur la nécessité de consulter les archives d'António de Oliveira Salazar, consultables aux ANTT. Mais après avoir lu l'intégralité de sa correspondance avec Alfredo Pimenta et avoir parcouru l'ensemble de ses discours touchant l'histoire, j'ai estimé avoir déjà une intéressante documentation afin d'appréhender le regard porté par le dictateur. J'ai d'une certaine façon pris au pied de la lettre la mise en garde de Nuno Domingos et de Victor Pereira : « Ce point de vue découle également des sources choisies par les chercheurs et de leurs critères de sélection. L'ouverture et l'exploration croissante des archives António de Oliveira Salazar à la Torre do Tombo reproduisent la tendance à imposer un regard construit depuis le sommet et à couvrir ensuite toute la société. Ainsi, si cette archive est indispensable et la publication d'une partie de son contenu très utile, sa relative surévaluation tend à cacher plusieurs domaines de la pratique historiographique, comme l'histoire sociale. En raison de ce processus de concentration et de dissimulation, de nombreuses archives officielles sont mal explorées, mal inventoriées, non localisées, abandonnées ou même détruites. » (Nuno DOMINGOS, Victor PEREIRA, *O Estado Novo em questão*, Lisbonne, Edições 70, 2010, pages 13 et 14).

<sup>88</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 672.

<sup>89</sup> Dans le chapitre intitulé « Histoire intellectuelle et histoire des mentalités », Roger Chartier, constate que « le champ de l'histoire dite intellectuelle couvre, en fait, l'ensemble des formes de pensée et que son objet n'a pas plus de précision a priori que celui de l'histoire sociale ou économique » (Roger CHARTIER, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et incertitudes*, Paris, Albin Michel, 1998, pp. 29).

mesure où j'ai choisi de centrer l'analyse sur les actrices et les acteurs<sup>90</sup>. Détachée de l'histoire des idées<sup>91</sup>, l'histoire des intellectuels est apparue en France dans les années 1960. Les travaux se sont surtout multipliés dans les années 1980 notamment à la suite des recherches de Jean-François Sirinelli<sup>92</sup>, Roger Chartier, Christophe Charle<sup>93</sup> puis, durant les années 1990, à travers les publications, entre autres, de Michel Winock<sup>94</sup> ou bien de François Dosse<sup>95</sup>. Avec François Chaubet, j'entends ici ne pas limiter l'intellectuel à l'homme ou à la femme de savoir qui s'engage politiquement mais le considérer plus largement comme « l'homme de culture dont les productions littéraires, artistiques, savantes, mais aussi les activités politico-intellectuelles, ont un impact sur les façons de représenter, de penser le monde et de le vivre<sup>96</sup>. » Dans la mesure où l'histoire des intellectuels est « au croisement de l'histoire politique, sociale et culturelle<sup>97</sup> », je présenterai successivement les outils mobilisés en fonction de chacun de ces champs de l'histoire, pour affirmer la nécessité d'une histoire des historiens plus systématique.

La dimension politique de l'histoire des intellectuels a été la plus étudiée. Elle recoupe la définition la plus restrictive de l'intellectuel depuis l'Affaire Dreyfus<sup>98</sup> en s'intéressant tout particulièrement à la question de leur engagement. Les prises de position publiques par le biais de tribunes, les réseaux de sociabilité militante au sein de partis politiques et la contribution aux débats politiques en sont des illustrations. L'ensemble des prises de position des intellectuels relève à la fois du politique et de la politique selon la distinction mise en évidence par Jacques Rancière :

---

<sup>90</sup> Même si j'ai bien conscience que l'approche serait en contradiction avec les tendances historiographiques récentes. En effet, la notion d'« histoire des intellectuels » a préexisté dans les années 1980 avant d'être revendiquée comme une « histoire intellectuelle » par une partie des historiens de la culture durant les années 2000 comme l'illustrent François DOSSE, *La Marche des idées : histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2003 ou bien François CHAUBET, « Enjeu - Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle. Bilan provisoire et perspectives », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n° 101, pp. 179-190.

<sup>91</sup> L'histoire des idées a été très peu pratiquée par les historiens français, à quelques exceptions près comme Jean TOUCHARD (dir.), *Histoire des idées politiques*, Paris, PUF, 1959, 2 volumes. Domaine privilégié des philosophes, elle rappelle la forte rupture française entre la philosophie et l'histoire malgré quelques tentatives de rapprochement (voir François DOSSE, *L'Histoire*, Paris, Armand Colin, 1990).

<sup>92</sup> À la suite de la soutenance de sa thèse d'État, il a publié un article programmatique afin de défendre l'histoire des intellectuels : Jean-François SIRINELLI, « Le hasard ou la nécessité ? une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 9, janvier-mars 1986, pp. 97-108.

<sup>93</sup> Voir Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, les Éditions de Minuit, 1990.

<sup>94</sup> Michel WINOCK, *Le Siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997 et le dictionnaire dirigé avec Jacques Julliard (Jacques JULLIARD, Michel WINOCK (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 1996).

<sup>95</sup> Voir François DOSSE, *L'empire du sens, l'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 1995 et l'ensemble de ses travaux jusqu'à récemment dont François DOSSE, *La saga des intellectuels*, Paris, Gallimard, 2018, 2 volumes.

<sup>96</sup> François CHAUBET, « Enjeu - Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle. Bilan provisoire et perspectives », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n° 101, pp. 179-190.

<sup>97</sup> François DOSSE, « Histoire intellectuelle », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 378-390.

<sup>98</sup> Définie dans l'introduction du II) du chapitre 1, je ne reviens pas ici sur cette définition.

« Si *le* politique s'est imposé comme objet philosophique de pensée c'est sans doute que cet adjectif neutre signifiait commodément un écart avec le substantif de *la* politique, dans son sens ordinaire de la lutte des partis pour le pouvoir et l'exercice de ce pouvoir. Parler du politique et non de la politique, c'est indiquer qu'on parle des principes de la loi, du pouvoir et de la communauté et non de la cuisine gouvernementale<sup>99</sup>. »

Ainsi, une partie de la recherche s'est intéressée aussi bien aux prises de position des historiens vis-à-vis de la nature du régime autoritaire qu'aux réactions de la communauté historique aux décisions prises par les gouvernements successifs. En restreignant la focale de l'histoire des intellectuels à l'écriture de l'histoire et en faisant abstraction de leurs opinions citoyennes, la dimension politique transparait aussi dans les affirmations historiographiques de certains historiens, rappelant que « l'histoire peut être dite politique parce son auteur soumet son travail à des soubassements "idéologiques" (même s'il est loin de toujours les revendiquer). On parle alors d'une histoire "conservatrice", "marxiste", "de droite" ou "de gauche"<sup>100</sup> ». En effet, il y a eu, nous le verrons, des positionnements politiques affirmés ou sous-jacents dans les écrits des historiens, confirmant la potentielle portée politique de l'écriture de l'histoire. Le discours historique, mais aussi plus généralement les propos des historiens, ont donc pu investir le politique. Enfin, les ingérences du pouvoir autoritaire dans le champ<sup>101</sup> intellectuel ont incité à prendre en considération les diverses incidences du politique et de la politique dans le travail quotidien des historiens portugais, que ce soit par l'études des facilités ou bien au contraire des entraves à la pratique de la recherche historique à la production du savoir.

La dimension sociale de l'histoire des intellectuels est aussi présente dans cette recherche. L'histoire sociale est ici considérée comme « un domaine de l'histoire ou une sous-discipline historique dont les objets (groupes, identités, processus, mouvements...) ressortissent au "social" considéré comme instance spécifique distinguée de l'économique, du politique ou du culturel<sup>102</sup> ». Afin d'étudier les historiens comme un groupe social identifiable, il a été nécessaire de procéder à une délimitation stricte de l'échantillon considéré, tout en ayant bien conscience de la nécessaire « critique du substantialisme des catégories (c'est-à-dire de l'idée qu'elles reflètent des choses stabilisées)<sup>103</sup> ». Ainsi, alors que l'histoire s'institutionnalisait au sein de l'Université portugaise et que la qualité d'historien se professionnalisait, les nombreux écarts professionnels ont rappelé que l'exercice du métier d'enseignant du supérieur ne pouvait

---

<sup>99</sup> Jacques RANCIÈRE, *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 1998, p. 13.

<sup>100</sup> Nicolas MARIOT, Philippe OLIVERA, « Histoire politique en France », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 399-411.

<sup>101</sup> La notion de champ est définie dans l'introduction de la première partie.

<sup>102</sup> Christian DELACROIX, « Histoire sociale », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 420-435.

<sup>103</sup> *Ibid.*



pas constituer le seul critère. Il en résulte une certaine plasticité de la définition des personnes considérées comme des historiennes et des historiens en fonction des regards à la fois synchrone et diachronique des pairs, mais aussi des dynamiques en cours sur la période analysée. Influencé par les travaux sociologiques de Pierre Bourdieu et ceux de Christophe Charle sur le milieu académique<sup>104</sup> et en dépit des difficultés de définition, il en résulte une sociographie d'un milieu intellectuel donné, composé de 186 historiens. Grâce à une approche prosopographique, couramment mobilisée en histoire sociale, il a aussi été possible de mettre en évidence l'importance de la chronologie et des effets de générations. De même, la réalisation d'un tableau des historiens<sup>105</sup> a permis d'éviter le leurre rappelé par Christophe Charle :

« Quand on s'attaque à ses lointains prédécesseurs, le soupçon de complaisance et de célébration s'inscrit aussitôt en filigrane dans l'entreprise [...] toute entreprise biographique, qu'elle s'attaque aux illustres ou aux obscurs, doit se prémunir contre cette hagiographie inconsciente, l'histoire ouvrière n'y a d'ailleurs pas plus échappé que l'histoire des élites<sup>106</sup>. »

De fait, l'élaboration de données statistiques afin de décrire l'ensemble de la communauté a permis d'occulter des accointances pour certains scientifiques et d'élargir le propos à l'ensemble du groupe considéré, en systématisant l'analyse par des critères préalablement définis.

Enfin, cette recherche a intégré la dimension culturelle de l'histoire des intellectuels. L'histoire culturelle, soit le type d'histoire analysant la culture comme l'« ensemble des pratiques et des représentations d'un groupe<sup>107</sup> », a connu en France son essor durant les années 1980 à la suite des travaux précurseurs de Roger Chartier et de Pascal Ory, jusqu'à s'ancrer dans le paysage historiographique français<sup>108</sup>. Des noms importants de l'histoire culturelle française ont par ailleurs travaillé sur l'histoire des intellectuels comme Jean-François Sirinelli. Pour autant, « s'il est aussi parfois défendu que l'histoire culturelle est le fruit d'une forme de "retour du sujet"<sup>109</sup> », où les intellectuels auraient une place de choix, Vincent Duclert s'est inquiété de l'incapacité de l'histoire culturelle à analyser l'histoire des intellectuels : « la rencontre entre l'histoire des intellectuels et l'histoire culturelle n'a pas débouché sur un véritable

---

<sup>104</sup> Voir Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, Paris, les Éditions de Minuit, 1984.

<sup>105</sup> Voir le « tableau des historiennes et historiens » situé en annexes.

<sup>106</sup> Christophe CHARLE, *Homo Historicus. Réflexions sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, 2013, pages 104 et 105.

<sup>107</sup> Nicolas MARIOT, Philippe OLIVERA, « Histoire culturelle en France », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 184-194.

<sup>108</sup> Jean-Pierre RIOUX, Jean-François SIRINELLI (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris Seuil, 1997.

<sup>109</sup> Nicolas MARIOT, Philippe OLIVERA, « Histoire culturelle en France », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 184-194.

enrichissement de l'une par l'autre, surtout pour la période contemporaine<sup>110</sup> ». Pour cet historien, les historiens de la culture auraient eu tendance à délaissé l'histoire des intellectuels, du fait des difficultés à les appréhender selon une perspective culturelle. Il est rejoint sur ce point par François Chaubet qui revendique une histoire culturelle des pratiques intellectuelles comme un nécessaire entrecroisement de plusieurs tendances :

« À l'issue de ce bref panorama, qui voit la traditionnelle histoire des idées passer d'une histoire des *significations* à une histoire des intellectuels, celle-ci axée surtout sur une étude des *fonctions* (de la socialisation intellectuelle) et des *usages* (des différentes productions intellectuelles dans leur circulation), le plaidoyer en faveur d'une histoire intellectuelle vise donc à conjuguer ces trois types d'approche, sans craindre de multiplier les variations d'angles de prises de vue<sup>111</sup>. »

Partant, l'analyse conjointe des œuvres et des parcours biographiques de certains historiens a été privilégiée du fait de l'impossibilité de prétendre à l'exhaustivité, au regard du corpus. J'entends ici la biographie « en tant qu'objet d'histoire savante s'interrogeant sur l'action humaine dotée de sens, l'intentionnalité, la justification des acteurs, les traces mémorielles<sup>112</sup> ». Bien conscient des « usages de la biographie<sup>113</sup> » mais aussi de « l'illusion biographique » identifiée par Pierre Bourdieu soit des risques à analyser les parcours biographiques de façon linéaire<sup>114</sup>, il est pour autant possible avec François Dosse, de s'appuyer sur « l'émergence d'un soi, qui n'est plus moi du fait des altérations provenant de sa relation avec l'autre et de sa traversée du temps<sup>115</sup> ». Ainsi, c'est par l'inscription de l'œuvre d'historiens et de certains parcours au sein de réseaux de sociabilités interpersonnelles ou bien professionnelles qu'il est possible de rendre compte de l'élaboration d'une culture historique. J'entends dès lors, avec François Dosse, que « l'historien doit donc se transporter à l'intérieur de l'univers de signification de l'auteur dont il parle pour retrouver ce qui faisait sens pour lui<sup>116</sup> ». De plus, dans le cadre de l'étude de la portée culturelle des écrits des historiennes et des historiens, il faut prendre le pouls de leur production historique en reprenant la double analyse de Carl Schorske :

---

<sup>110</sup> Vincent DUCLERT, « Les intellectuels, un problème pour l'histoire culturelle », dans *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, n° 31, 2003, pp. 25-39.

<sup>111</sup> François CHAUBET, « Enjeu - Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle. Bilan provisoire et perspectives », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n° 101, pp. 179-190.

<sup>112</sup> François DOSSE, « Biographie, prosopographie », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 79-85.

<sup>113</sup> Giovanni LEVI, « Les usages de la biographie », dans *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, 44<sup>e</sup> année, n° 6, 1989, pp. 1325-1336.

<sup>114</sup> Pierre BOURDIEU, « L'Illusion biographique », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62, 1986, pp. 69-72.

<sup>115</sup> François DOSSE, *Le pari biographique. Écrire une vie*, Paris, La Découverte, 2011, p. 450.

<sup>116</sup> François DOSSE, « Histoire intellectuelle », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 378-390.

« L'historien cherche à situer et à interpréter l'œuvre dans le temps et à l'inscrire à la croisée de deux lignes de force : l'une verticale, diachronique, par laquelle il relie un texte ou un système de pensée à tout ce qui les a précédés dans une même branche d'activité culturelle – peinture, politique, etc. –, l'autre, horizontale, synchronique par laquelle l'historien établit une relation entre le contenu de l'objet intellectuel et ce qui se fait dans d'autres domaines à la même époque<sup>117</sup> ».

En conséquence, l'analyse de la portée et de la signification de certaines œuvres a permis de mettre en relation la production du savoir historique et le contexte particulier de leur émergence dans la chronologie du régime autoritaire.

Ce travail de recherche s'inscrit donc à la croisée des multiples facettes de l'histoire des intellectuels. Il se revendique aussi plus spécifiquement comme une histoire des historiennes et des historiens qui a encore une place restreinte en France. Depuis le travail précurseur de Charles-Olivier Carbonnel durant les années 1970<sup>118</sup>, les recherches focalisées sur les différentes communautés historiennes ont été peu nombreuses en France ou bien limitées aux manuels historiographiques<sup>119</sup>. Il faut signaler la thèse d'Yvan Gouesbier sur l'historiographie italienne d'une partie du XX<sup>e</sup> siècle restée quelque peu isolée dans les années 2000 et dont l'objet, par ailleurs très proche de celui de ma recherche doctorale, cherchait à savoir « ce que la politique fait à l'histoire<sup>120</sup> ». Toutefois, durant la décennie 2010, les travaux à la fois de recherche doctorale<sup>121</sup> mais aussi de chercheurs<sup>122</sup> se sont multipliés, marquant un nouveau chapitre de l'étude des historiens comme thématique de recherche à part entière. Certes insérée dans une focale à *portuguesa*<sup>123</sup>, l'étude n'en reste pas moins un regard français sur une communauté historienne donnée<sup>124</sup> et entend s'ancrer dans un nécessaire approfondissement des études des

---

<sup>117</sup> La traduction est tirée de Roger CHARTIER, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et incertitudes*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 70.

<sup>118</sup> Charles-Olivier CARBONNEL, *Histoire et historiens : une mutation idéologique des historiens français, 1865-1885*, Toulouse, Privat, 1976.

<sup>119</sup> Voir entre autres Jean EHRARD, Guy PALMADE, *L'histoire*, Paris, Armand Colin, 1965 ; Guy BOURDÉ, Hervé MARTIN, *Les écoles historiques*, Paris, Seuil, 1997 ; Charles-Olivier CARBONNEL, Jean WALCH (dir.), *Les sciences historiques de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Larousse, 1994 ; Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, *Les courants historiques en France, XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 2007 ; Jean-Maurice BIZIÈRE, Pierre VAYSSIÈRE, *Histoire et historiens*, Paris, Hachette, 2012 ; François DOSSE, *L'histoire*, Paris, Armand Colin, 2010.

<sup>120</sup> Yvan GOUESBIER, « La Maison de Sable » : Histoire et politique en Italie, de Benedetto Croce à Renzo de Felice, Rome, École française de Rome, 2007, p. 1.

<sup>121</sup> Il est notamment possible de penser à la thèse soutenue en 2021 par Jean-François BONHOURE, *Les historiens à l'épreuve du temps : la production historique éditée en France des années trente au début des années cinquante*, sous la direction de Pascal ORY, soutenue à l'université Paris I, 2021.

<sup>122</sup> Dont le principal projet, mentionné en chapeau introductif, est l'ANR *Histinéraires*. On peut également citer la publication de Yann POTIN, Jean-François SIRINELLI (dir.), *Généralisations historiennes, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2019.

<sup>123</sup> Je reprends ici une expression qui est assez régulièrement utilisée dans les sciences sociales portugaises, assimilable à la « spécificité française » du monde de la culture, ou bien à la *Sonderweg* (« voie particulière ») de Hans Ulrich Wehler pour le cas allemand. Toutefois, si chaque situation nationale permet d'identifier des particularismes, il faut cependant savoir les dépasser.

<sup>124</sup> L'accueil au Portugal a toujours été chaleureux et même plutôt enthousiaste pour les contacts avec la communauté universitaire, notamment lors de mon séjour prolongé. Il faut tout de même préciser que certains historiens

historiens et des historiennes sur leur propre communauté, quelle que soit la nature du régime politique où évoluent les scientifiques<sup>125</sup>.

### 3) Savoir et pouvoir durant la dictature portugaise. Une histoire tourmentée de la communauté historienne

J'ai parfois eu peur de faire une « thèse sans thèse » : cette fausse affirmation est l'expression d'une crainte qui a longtemps traversé le travail de recherche puis celui de la rédaction<sup>126</sup>. Et si tout ce qui avait été écrit n'était qu'une compilation compulsive d'informations, sans l'once d'une problématisation ? Inévitable dans la formation scolaire et universitaire française, j'ai pourtant longuement insisté auprès de mes élèves sur l'impérieuse nécessité de problématiser leurs compositions et de démontrer, tant bien que mal, quelque chose. Subitement, l'attente s'appliquait à mon propre travail, comme le malencontreux arroseur arrosé des prémices du cinéma<sup>127</sup>.

Pourquoi oublie-t-on le ou les problèmes ? Le principal facteur identifiable et responsable de cet oubli me semble être le temps. L'étirement sur plusieurs années d'un travail conséquent provoque presque irrémédiablement un éparpillement voire un émiettement de la pensée, entre trouvailles intellectuelles heureuses et égarements plus ou moins fertiles. De fait, l'écoulement du temps fragilise l'opération historiographique<sup>128</sup>. Le fil se perd parfois. Ainsi, si être historienne ou historien suppose de savoir penser la durée, l'écriture problématisée de

---

étrangers ont pu subir des critiques parfois virulentes à l'image de Sanjay Subrahmanyam (voir le point « Sanjay Subrahmanyam et Vasco de Gama » dans le repère « polémique historiographique de l'après 25 avril 1974 »). Il est aussi possible de penser à Filipe Ribeiro de Menezes, dont le nom cache difficilement son lien avec le Portugal mais qui s'est formé et travaille en Irlande. Lors de la publication de sa biographie de Salazar d'abord en anglais, des reproches lui ont été adressés. Il revendique cependant une certaine quiétude quand on lui a demandé si sa position extérieure au Portugal a pu être une aide dans l'écriture : « cela a aidé, oui. Parce que je suis loin et que je ne suis pas vu comme un rival ou bien quelqu'un qui est intéressé par un poste académique. J'écris sur l'histoire du Portugal, mais je suis loin du Portugal » (propos lors d'une interview d'Eurico de Barros, pour le journal *Diário de Notícias* datée du 18 septembre 2010 (<https://www.dn.pt/gente/o-regime-salazarista-nao-era-um-monolito--1665183.html>), consulté le 3 août 2021).

<sup>125</sup> Par ailleurs, un groupe informel de doctorantes et doctorants travaillant sur les historiennes et les historiens, animé par Edgar Lejeune et Vincent Heimendinger, s'est constitué et s'est réuni avec une certaine régularité entre 2019 et 2020 avant que le COVID-19 n'empêchât les réunions. Il est le signe d'une attention croissante à la communauté historienne comme objet d'étude.

<sup>126</sup> Je me souviens encore de mon cœur se serrant quand j'ai entendu ce rappel de Patrick Garcia, lors de l'un de ses séminaires d'Histinéraires à l'IHTP où il faisait référence à la tendance actuelle à ce que les thèses soient sans véritable thèse. Même s'il s'agissait d'une constatation qui ne m'était pas adressée, j'ai été saisi d'un grand moment de réflexion sur mon propre travail.

<sup>127</sup> Louis LUMIÈRE, *Arroseur arrosé*, Société Lumière, 1895, 49 secondes.

<sup>128</sup> Je reprends ici la notion de Michel de Certeau (voir Michel de CERTEAU, *L'Écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975, pages 77 à 142), historien majeur du XX<sup>e</sup> siècle (voir par exemple la biographie François DOSSE, *Michel de Certeau, le marcheur blessé*, Paris, La Découverte, 2002).

l'histoire induit de savoir penser dans la durée, et donc d'avoir constamment à l'esprit l'ensemble des questions qui ont agité la recherche. De plus, il me semble que la confusion sémantique du sujet de la thèse avec le sujet au sens philosophique, soit celui ou celle qui logiquement pense sur le « sujet », peut contribuer à un mélange des genres. On ne doit pas oublier que le sujet que l'on traite doit surtout être considéré comme un objet regardé avec distance et recul. En posant toute une série de questions, j'entends éloigner les pièges relevés par Henri-Irénée Marrou et Robin George Collingwood qui reprochaient à la méthode adoptée par les historiens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>129</sup> une survalorisation des sources notamment écrites :

« En un mot, il ne construit pas l'histoire, il la retrouve : Collingwood, qui ne ménage pas ses sarcasmes à une telle conception de la “connaissance historique préfabriquée, qu'il n'y aurait qu'à ingurgiter et recracher”, appelle cela “l'histoire faite avec des ciseaux et un pot de colle<sup>130</sup>”, *scissors and paste*<sup>131</sup>. »

Partant, la proposition de recherche est construite autour de deux axes problématiques. Je les présenterai successivement avant de proposer un plan.

Tout d'abord, s'interroger sur ce que signifie être historien durant un régime autoritaire suppose d'analyser la façon dont le pouvoir dictatorial s'est saisi du champ du savoir, auquel les historiens se rattachent. Par pouvoir, avec Catherine Colliot-Thélène, j'entends :

« La tradition politique des Modernes tend à identifier le « pouvoir » à l'État souverain. Abordé sous cet angle, le pouvoir apparaît indissociable de la domination, c'est-à-dire d'une relation dissymétrique entre des individus qui sont en position de commander et d'autres qui leur doivent obéissance. Cette relation, dans laquelle la domination des uns a pour contrepartie la sujétion des autres, peut être mise en question quant à sa source, à sa légitimité, à son mode d'exercice<sup>132</sup>. »

Ainsi, comme évoqué précédemment, l'accaparement du pouvoir par un coup d'État puis les modalités de sa pérennisation permettent de corroborer l'idée d'une volonté de domination émanant des détenteurs de la souveraineté afin de contrôler la société. L'État portugais, devenu une dictature, s'est approprié le « monopole de la violence physique légitime<sup>133</sup> » de l'État mis

---

<sup>129</sup> Les historiens Charles Langlois et Charles Seignobos, auteurs du « parfait manuel de l'érudit positiviste, notre vieux compagnon », étaient particulièrement visés par Henri-Irénée Marrou (Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, p. 49). Cependant, l'approche des historiens a depuis été reconsidérée. Voir Antoine PROST, « Charles Seignobos revisité », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 43, juillet-septembre 1994, pp. 100-118.

<sup>130</sup> La citation omet *history* : « *what I call scissors-and-paste history* », Robin George COLLINGWOOD, *The Idea of History*, New York-Oxford, Galaxy Books, 1956, p. 257.

<sup>131</sup> Henri-Irénée MARROU, *op. cit.*, p. 50.

<sup>132</sup> Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, « Pouvoir », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/pouvoir/>, consulté le 4 août 2021.

<sup>133</sup> Pour la référence, voir l'introduction du III) du chapitre 1.

en évidence par Max Weber. Par ailleurs, il semble difficile, dans le cadre d'un régime autoritaire, de considérer que les citoyens aient été librement impliqués dans les processus de décision et d'exercice du pouvoir comme l'a avancé Hannah Arendt. S'opposant à Max Weber, elle refusait « la réduction funeste du politique au domaine de la domination et elle propos[ait] de chercher dans l'isonomie, c'est-à-dire dans une organisation des égaux dans le cadre de la loi, le fondement d'un pouvoir ignorant la relation d'obéissance hiérarchique<sup>134</sup> ». Pourtant, malgré l'adhésion d'une vaste partie de la population au coup d'État, le suffrage censitaire, la nature du régime, mais aussi les inégalités civiques entre les Portugais et les populations colonisées sont autant d'éléments révélant que les conditions n'étaient pas présentes pour envisager l'isonomie entre les citoyennes et les citoyens.

En conséquence, l'enjeu est d'abord de voir comment le pouvoir autoritaire s'est emparé du champ du savoir. Le dictionnaire de l'Académie française définit le savoir comme l'« ensemble des connaissances acquises par l'étude dans un domaine donné » et par métonymie, « ce domaine lui-même ». De plus, avec Christian Jacob, l'idée que le savoir constitue un champ est structurante de la pensée contemporaine :

« Nous posons donc l'existence d'un champ d'activités et d'expériences constitutif des sociétés humaines, des groupes et des individus qui les composent : les frontières comme les découpages internes de ce champ, la hiérarchie, la formalisation et l'articulation de ses parties, les rapports de force qui peuvent les opposer sont des variables historiques et culturelles, non des universaux. Ce champ est configuré d'une manière spécifique par les milieux sociaux, les communautés, les lignes de démarcation tracées par l'âge, le sexe, la langue, le milieu naturel, les croyances religieuses, les statuts professionnels, ou tout simplement la part du hasard et de la nécessité qui conduit un individu à se situer dans une sphère de vie, de pensée et d'activité parmi un choix de possibles<sup>135</sup>. »

En interrogeant l'existence ou non du champ du savoir dans un cadre contraignant, l'objectif est de rendre compte de son fonctionnement et surtout de son degré d'autonomie par rapport au pouvoir. Gisèle Sapiro a mis en évidence l'autonomisation du champ littéraire par rapport au champ politique, malgré des interdépendances et des homologues durant le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>136</sup>. Dès lors, le champ littéraire « [avait] sa logique et ses règles propres par rapport aux pouvoirs politiques, économiques et religieux<sup>137</sup> ». De plus, l'autonomisation a favorisé « ce que le sociologue Andrew Abbott a appelé la “division du travail d'expertise”, permettant à des spécialistes qualifiés de revendiquer le monopole de la compétence dans un domaine défini, suivant

---

<sup>134</sup> Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, *op. cit.*

<sup>135</sup> Christian JACOB, *Qu'est-ce qu'un lieu de savoir*, Marseille, OpenEdition Press, 2014, partie « savoir et savoirs », paragraphe 5 [consultation en ligne].

<sup>136</sup> Voir l'introduction « champ littéraire et champ politique », de Gisèle SAPIRO, *Les écrivains et la politique en France, De l'affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie en France*, Paris, Seuil, 2018, pages 21 à 38.

<sup>137</sup> Gisèle SAPIRO, *op. cit.*, Paris, Seuil, 2018, p. 22

le modèle du droit<sup>138</sup> ». Ainsi, l'autonomisation permet la reconnaissance de compétences et de pratiques intériorisées, reconnues à la fois au sein du champ mais aussi par les autres champs. Au contraire, supposer l'accaparement du savoir par le pouvoir induit que le champ du savoir est hétéronome soit qu'il « reçoit d'un autre la loi à laquelle il obéit, mené par des forces ne dépendant pas de lui<sup>139</sup> ». En effet, en plus du rôle joué par l'État<sup>140</sup> dans le financement l'enseignement supérieur, la dictature a sciemment cherché à contrôler le champ du savoir. L'hétéronomie des milieux académiques face au pouvoir doit donc être questionnée notamment afin de percevoir si l'*Estado Novo* s'est ingéré dans la procédure de désignation des enseignants en fonction de positionnements politiques. En somme, le temps du pouvoir a-t-il contraint celui du savoir au point de compromettre son autonomie ? L'objectif est donc de savoir si l'historien a été saisi par son époque.

Le second axe problématique découle du premier. En déplaçant la focale du pouvoir au savoir, il apparaît nécessaire d'analyser les différentes réactions, adaptations ou remises en question de la communauté historienne face à l'action du pouvoir. Au-delà d'une approche verticale où le pouvoir dominerait le savoir, il est alors question de percevoir les interactions, les frictions ou les stratégies d'évitement des historiennes et des historiens dans un contexte autoritaire. D'abord, il faut inscrire l'irruption de la dictature au sein de dynamiques en cours dans le champ du savoir. En effet, le milieu du savoir européen était à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en plein changement comme l'a observé Javier Fernández Sebastián :

« En même temps que de nouveaux termes étaient inventés pour désigner des mouvements politiques tels que *le libéralisme, le conservatisme, le progressisme, le républicanisme et le socialisme*, des concepts de base tels que l'histoire, la société et l'État ont commencé à prendre une nouvelle vie. Cette transformation sémantique s'est accompagnée d'une nouvelle temporalité, c'est-à-dire d'une conception alternative du temps historique, ainsi que de la consolidation et de l'institutionnalisation progressives des sciences historiques, sociales et politiques<sup>141</sup> ».

L'histoire et avec elle l'historien ont connu de rapides et profondes transformations par l'intégration de la discipline historique au sein des universités mais aussi par la professionnalisation et donc par un rattachement de la figure de l'historien à la détention d'une chaire universitaire.

---

<sup>138</sup> Gisèle SAPIRO, *op. cit.*, p. 10 et 11. Pour le livre Andrew ABBOTT, *The System of Professions. An Essay on the Division of Expert Labor*, Chicago, The University Press of Chicago Press, 1988.

<sup>139</sup> <https://dictionnaire-academie.fr/article/A9H0611>, consulté le 4 août 2021.

<sup>140</sup> Par ailleurs, le pouvoir joue toujours un rôle primordial de nos jours, selon le modèle d'une large partie des universités européennes au contraire des plus prestigieuses universités états-uniennes.

<sup>141</sup> Javier Fernández SEBASTIÁN, « Historia, historiografía, historicidad. Conciencia histórica y cambio conceptual », dans *Europa del sur y América latina. Perspectivas historiográficas*, Manuel Suárez CORTINA (éd.), Madrid, Biblioteca Nueva, 2014, pp. 25-64.

La communauté historique voyait alors, progressivement, ses contours définis et les critères distinctifs s'affiner. Le Portugal a-t-il accompagné les différents changements à l'œuvre dans le reste de l'Europe malgré le contexte autoritaire ? Il sera donc nécessaire d'examiner le fonctionnement de la communauté historique et ses éventuelles adaptations à la nouvelle situation autoritaire.

Ensuite, il convient d'examiner les différentes réactions des historiennes et des historiens à la pression exercée par le pouvoir autoritaire. En fonction d'une prise de position claire face à la dictature y a-t-il eu des historiennes et des historiens attirés et d'autres a-titrés ? De plus, il convient de s'interroger s'il y a eu des situations professionnelles différentes en fonction du positionnement politique adopté par les scientifiques mais aussi de rendre compte de la façon dont les chercheuses et chercheurs ont perçu les entraves ou bien les encouragements du pouvoir dans le cadre de la recherche. En définitive, la pratique quotidienne de l'écriture de l'histoire a-t-elle été perturbée par l'ordre du jour politique ? Le second axe problématique vise à rendre compte de la pluralité des situations résultant de la pression exercée par le pouvoir autoritaire.

Étudier ce que signifie être un historien durant un régime autoritaire implique d'analyser le dialogue constant entre le champ du pouvoir et celui du savoir. La première partie entend examiner la façon dont le pouvoir a pris le contrôle du champ du savoir à travers l'exemple des historiens, afin de comprendre si l'autonomie du monde intellectuel a été ébranlée par la dictature. Par un jeu d'échelles, passant de l'ensemble du champ du savoir à la communauté historique puis à l'historien, j'entends mettre en lumière les différents procédés déployés par le pouvoir afin de saisir le milieu des historiens mais aussi les multiples réactions, prises de position ou absence de position de la communauté historique face au pouvoir.

La deuxième partie se penche sur les historiennes et les historiens ayant accepté le cadre autoritaire. L'objectif est d'y montrer le quotidien de la pratique historique. Qu'ils ou elles soient des universitaires ou bien des autodidactes, l'écriture de l'histoire a été encouragée et financièrement appuyée par le pouvoir. Le régime dictatorial a accompagné leur travail à l'image du fonctionnement scientifique d'un pays démocratique. Toutefois, les apparences étaient trompeuses car il fallait se plier à certains désidératas du régime. L'étude de parcours de scientifiques mais aussi de la production historiographique des historiennes et des historiens permettra de percevoir les traits caractéristiques d'une histoire sous surveillance.

La dernière partie met en évidence la situation inverse. Refuser le cadre autoritaire a engendré une série de difficultés ressenties dans le cœur de la pratique historique. En analysant



la façon dont le régime a cherché à limiter l'activité historique des opposants mais aussi à restreindre leur accès à l'enseignement supérieur, l'objectif est de mettre en évidence les épreuves mais aussi la capacité d'agir des historiennes et des historiens. Les difficultés éprouvées par les historiens en opposition se sont aussi caractérisées par une production historiographique sensiblement différente de la production des historiens acceptant le régime qu'il convient d'analyser.

**PREMIÈRE PARTIE**  
**LA SAISIE DU CHAMP DU SAVOIR**  
**PAR LE POUVOIR**



## Présentation de la première partie

Au moins, la langue portugaise est-elle plus franche que les autres. Cas probablement unique, elle n'a qu'un seul mot pour traduire « explorer » et « exploiter ». Louons-la donc. Avec elle, les masques tombent.  
René Pélissier<sup>1</sup>

Travailler sur des sources et plus généralement sur des ouvrages dans une autre langue que celle d'écriture confronte la chercheuse ou le chercheur à de nombreux questionnements lorsque vient le temps de traduire. Trouver le bon mot n'est pas toujours évident. Le français et le portugais sont deux langues latines, et les proximités sémantiques rendent souvent le travail moins complexe que s'il s'agissait de deux langues de différentes familles linguistiques, malgré le risque de procéder à des calques. Cependant, parfois des divergences entre les deux langues pointent et il en résulte des curiosités de traduction. René Pélissier, historien français qui a longuement analysé les colonisations ibériques en Afrique, a rappelé le double sens d'*explorar* en portugais dans son livre *Les campagnes coloniales du Portugal, 1844-1941*. Là où le français voit deux actions différentes – « explorer » et « exploiter » –, le portugais utilise un seul verbe. En ayant en perspective l'histoire coloniale du Portugal, la polysémie du verbe retient donc l'attention du lecteur français, pouvant susciter des quiproquos sur les desseins des colonisateurs et leurs conséquences sur les colonisés.

Cet étonnement qui a saisi René Pélissier, je l'ai ressenti avec trois verbes existant en portugais mais pas en français. Le premier est *possibilitar* qui serait littéralement « possibiliter » mais l'expression « rendre possible<sup>2</sup> » est davantage idiomatique. Le second est son antonyme, *impossibilitar* qui signifie « impossibiliter », verbe pour lequel une traduction correcte serait « rendre impossible<sup>3</sup> ». Le troisième enfin est *silenciar*, soit « silencier », qui veut dire « imposer le silence » ou « faire taire<sup>4</sup> ». Certes, tout comme l'observation de René Pélissier dans le cadre des études coloniales, ces considérations linguistiques et la stupeur engendrée sont marquées par le biais de la thématique de recherche et de la littérature consultée traitant du régime autoritaire portugais. En effet, il n'a pas fallu attendre la mise en place de la dictature pour que ces verbes existassent et il n'est pas question d'en faire l'indice d'une société qui par

---

<sup>1</sup> René PÉLISSIER, *Les campagnes coloniales du Portugal, 1844-1941*, Paris, Pygmalion, 2004, p. 312.

<sup>2</sup> Le dictionnaire portugais-français d'Infopédia, disponible en ligne retient cette traduction : <https://www.infopedia.pt/dicionarios/portugues-frances/possibilitar>, consulté le 17 avril 2021.

<sup>3</sup> <https://www.infopedia.pt/dicionarios/portugues-frances/impossibilitar>, consulté le 17 avril 2021.

<sup>4</sup> <https://www.infopedia.pt/dicionarios/portugues-frances/silenciar>, consulté le 17 avril 2021.

sa langue, confirme une prédisposition à l'autoritarisme. Cependant, la possibilité de caractériser une action par un mot spécifique a dû avoir un goût doux-amer pour les citoyennes et citoyens portugais. *Possibilitar, impossibilitar, silenciar*, sont en conséquence trois verbes qui dans le contexte autoritaire prennent un sens particulier : pour les uns, cela a été tout un champ de possibles qui s'est ouvert par l'acceptation du cadre autoritaire ; pour les autres, celles et ceux qui ont récusé le pouvoir, les impossibles se sont multipliés et il a parfois bien fallu se résoudre au silence. Ce sont trois termes, parmi bien d'autres, permettant de désigner l'action d'un pouvoir dictatorial qui entendait tout à la fois encourager, transformer, contrôler, punir une société qui venait de découvrir une démocratie naissante mais imparfaite avec le régime républicain<sup>5</sup>.

En prenant l'exemple des historiens exerçant durant le régime autoritaire, la notion de champ permet d'analyser les interactions entre le pouvoir et un groupe de savants. Notion créée par Pierre Bourdieu, le champ est défini par Delphine Dulong comme :

« Un espace structuré de positions structurantes, ou plus simplement, un espace d'activité à l'intérieur duquel les acteurs occupent des positions qualifiées de structurelles. Ce qualificatif signifie d'abord que ces positions existent indépendamment des individus qui les occupent et font partie de la structure du champ. C'est ainsi que, dans tout champ, existent des positions de pouvoir (ou dominantes) et des positions de candidats au pouvoir (dites positions dominées)<sup>6</sup>. »

Cet espace qui a son propre fonctionnement et ses tensions internes est en outre caractérisé par une autonomie au regard des autres champs comme le précise Pierre Bourdieu : « L'autonomie d'un champ est sa capacité interne à se doter soi-même d'un principe de différenciation et d'auto-organisation<sup>7</sup>. » Partant, il faut mesurer le degré d'autonomie du champ du savoir que je définis comme le monde social réunissant l'ensemble des personnes produisant du savoir, soit aussi bien les universitaires relevant du champ scientifique<sup>8</sup> que les écrivains au sens large,

---

<sup>5</sup> Paradoxalement, la République portugaise n'a pas rimé avec démocratie. En plus de maintenir l'interdiction du vote des femmes, elle a décidé d'exclure du droit de vote les personnes analphabètes. La décision a conduit à ce que plus des deux tiers de la population portugaise ne puissent pas voter. De plus, elle a abouti à une réduction du suffrage masculin par rapport à la période monarchique. Il a fallu attendre la révolution des Œillets pour que la première élection au suffrage universel masculin et féminin se produisît (Voir Miriam Halpern PEREIRA, « A Primeira República e o sufrágio em Portugal : o debate de 1911 em perspectiva diacrónica », dans *Historia Constitucional*, n° 15, 2014, pp. 509-527).

<sup>6</sup> Delphine DULONG, *La construction du champ politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 11.

<sup>7</sup> Pierre BOURDIEU, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992, p. 93, cité dans Paul DIRKX, « Champ », dans Anthony GLINOER, Denis SAINT-AMAND (org.), *Le lexique socius*, [en ligne], <http://ressources-socius.info/index.php/lexique/21-lexique/37-champ>, consulté en ligne le 17 avril 2021.

<sup>8</sup> Le champ scientifique est défini par Pierre Bourdieu comme un « système des relations objectives entre les positions acquises (dans les luttes antérieures), [il] est le lieu (c'est-à-dire l'espace de jeu) d'une lutte de concurrence qui a pour enjeu spécifique (n. : le soulignage est de l'auteur) le monopole de l'autorité scientifique inséparablement définie comme capacité technique et comme pouvoir social, ou si l'on préfère, le monopole de la compétence scientifique, entendue au sens de capacité de parler et d'agir légitimement (c'est-à-dire de manière

extérieurs à l'Université<sup>9</sup>. Dans un État démocratique, le champ universitaire, est autonome car la cooptation se fait par jugement des pairs<sup>10</sup>. L'autonomie du champ du savoir s'est ainsi renforcée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe occidentale par rapport au pouvoir politique. Pour le Portugal, c'est surtout avec la réforme universitaire républicaine que la séparation entamée durant la période monarchique s'est accélérée<sup>11</sup>.

Toutefois, l'irruption autoritaire au Portugal a rebattu les cartes. Le processus s'est alors enrayé et toute idée d'autonomisation du savoir semblait rapidement entrer en contradiction avec les principes du gouvernement, alors que le régime se renforçait graduellement. Ainsi, l'étanchéité du champ du savoir laissait place à une porosité. Son autonomie s'est corrodée, grignotée par l'action du pouvoir et de ses puissants instruments de contrôle. Le pouvoir autoritaire a voulu modifier le fonctionnement du champ du savoir. Par ailleurs, face à un pouvoir étatique conquérant, l'autonomie du champ du savoir était-elle encore possible ? Comment a procédé le pouvoir pour saisir le champ du savoir ? Comment le champ du savoir a réagi à l'intromission du pouvoir ? L'objectif de cette partie est justement de rendre compte de la modification de l'autonomie du monde du savoir et de ses conséquences. L'analyse se fait par rapprochement progressif, comme par un effet de zoom, qui permet de rendre compte de ce saisissement du champ du savoir.

En premier lieu, l'action du champ du pouvoir sera observée à l'échelle de l'ensemble du champ du savoir qui n'a volontairement pas été limitée aux historiens. En effet, le régime autoritaire a altéré le fonctionnement universitaire du pays et a redéfini la place des intellectuels dans l'espace public à l'aide de deux puissants instruments de contrôle : la police politique et la censure. Les universitaires, penseurs, savants et intellectuels faisant partie du champ du savoir ont été dès lors épiés et observés par le pouvoir. Rapidement, le temps du pouvoir est devenu celui du monde du savoir et cela pour l'ensemble de la période.

Ensuite, l'analyse se focalisera sur le groupe des historiens portugais. Là, l'objectif est de démontrer comment la lente institutionnalisation de l'histoire ainsi que l'association de l'historien à une fonction universitaire ont été transformées par l'action du pouvoir. Il en ressort un

---

autorisée et avec autorité) en matière de science, qui est socialement reconnue à un agent déterminé. » (Pierre BOURDIEU, « Le champ scientifique », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, *La production de l'idéologie dominante*, n° 2-3, juin 1976, pp. 88-104).

<sup>9</sup> C'est une définition que je propose.

<sup>10</sup> Par ailleurs le champ du savoir s'y distingue du champ politique. Le champ politique réunit l'ensemble des personnes qui investissent l'espace politique soit aussi bien les membres du gouvernement que les personnes dans l'opposition or « son autonomie, n'est que relative. [...] [L]e champ politique est beaucoup moins autonome que certains autres champs où les positions de pouvoirs dépendent exclusivement du soutien des pairs (comme par exemple le champ scientifique) » (Delphine DULONG, *op.cit.*, p. 12).

<sup>11</sup> Comme je le montrerai dans le I)1) du chapitre 2.

groupe de scientifiques, de cinq générations, unis par des écrits historiques mais caractérisés par des situations professionnelles variées. De plus, du fait de l'action du pouvoir, la fragile communauté historique peut être considérée comme divisée politiquement en deux grands groupes, numériquement représentatifs de l'essentiel du groupe social considéré.

Enfin, l'étendue de l'action du pouvoir sera observée en fonction des positionnements individuels des historiens. Face au pouvoir dictatorial, des choix ont été faits et il en a résulté un gradient d'attitudes. D'abord, une coopération enjouée de quelques historiens, par la participation active aux invitations du pouvoir. Ensuite, un accommodement oscillant entre tentative de préservation de l'autonomie, indifférence et compromission. Enfin, une résistance à l'action du pouvoir politique provoquant un risque de marginalisation.

# Chapitre 1 Le pouvoir et le champ du savoir : une prise de contrôle sûre et pérenne

Dans l'actuel Gouvernement, comme c'était le cas dans celui qui a immédiatement précédé, on trouve une représentation honorable de cette Université. Et dans les plus anciens gouvernements républicains, avec leurs diversités et leurs successives modalités, les Maîtres et les diplômés de cette école ont toujours cherché à bien servir le Portugal et la République. [...] Chez les professeurs républicains, comme chez ceux qui servaient auparavant le Portugal monarchique, il n'y a pas une seule façon de penser. [...] À l'Université de Coimbra, toutes les opinions ont leur place et, par leurs chemins différents, ont ensemble pour fin de servir l'Étude, la Science et le Portugal. Parce que la tolérance mutuelle et le respect pour la liberté d'autrui pour les opinions qui ne sont pas les nôtres, garantissent à tous, de manière efficace et profitable, la plus respectable et heureusement, la plus inaliénable de toutes les libertés qui est celle de la pensée !  
Fernando de Almeida Ribeiro, discours du 16 octobre 1926<sup>1</sup>

Fernando de Almeida Ribeiro, professeur de médecine de l'université de Coimbra a été élu recteur de cette université le 21 juin 1926. Óscar Carmona, alors président du Ministère<sup>2</sup> s'est rendu à Coimbra et a écouté le discours du recteur. Pour éviter toute méfiance du jeune pouvoir issu du coup d'État du 28 mai 1926, le recteur rappela l'objectif de l'Université<sup>3</sup> : « Servir le Portugal et la République ». Dans le contexte d'incertitude de la façon dont la Dictature militaire pouvait affecter le fonctionnement de l'Université, et surtout en présence du chef de gouvernement, ce discours joue sur deux plans bien distincts. D'un côté, Fernando de Almeida Ribeiro réaffirme la liberté de l'Université, conçue comme un espace de savoir pluriel éloigné des vicissitudes du pouvoir. C'est, en somme, affirmer la nécessité de l'autonomie universitaire. D'un autre côté, moins théorique et plus pragmatique, il entend souligner la contribution indirecte de l'Université dans la composition du gouvernement et l'intime liaison du monde du savoir avec le pouvoir.

---

<sup>1</sup> Luís Reis TORGAL, « O contexto político da extinção da imprensa da Universidade pelo Estado Novo », dans Fernando Taveira Da FONSECA (coord.) *et alii*, *Imprensa da Universidade de Coimbra, Uma história dentro da História*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2001, pages 95 et 96.

<sup>2</sup> De la mise en place de la Constitution républicaine en 1911 jusqu'à 1933, le chef du gouvernement s'intitulait « président du Ministère ». À partir de la mise en place de la Constitution de l'*Estado Novo* en 1933 et jusqu'à la fin de la dictature, il s'appela « président du Conseil » des ministres, renouant avec la désignation en vigueur sous la monarchie.

<sup>3</sup> Quand j'utilise la majuscule à « Université », c'est pour parler de l'ensemble des universités portugaises composant l'institution universitaire.



Cet exercice d'équilibriste est assez révélateur de l'espoir mêlé de crainte, face au gouvernement qui semble péniblement s'installer. Progressivement, le pouvoir s'implante et António de Oliveira Salazar devient le dirigeant incontesté au début des années 1930. Il précise au journaliste Henri Massis, en février 1938, quel est son objectif : « Ce que je me propose c'est de faire vivre le Portugal HABITUELLEMENT (n. : *sic* pour les majuscules)<sup>4</sup> ». Cette quiétude revendiquée, rythmée par un temps portugais qui serait différent du reste du monde, se conquiert. Elle exige d'éviter les tensions, d'oublier les conflits de la période républicaine une bonne fois pour toutes. Si tout le monde est d'accord, il n'y a plus de problème. Mais pour trouver l'harmonie, le pouvoir a dû forcer un peu, parfois sévir brutalement. Le monde du savoir, qui revendiquait son autonomie au début de la période autoritaire, sans forcément la déterminer complètement, a cédé aussi et est rentré dans le rang.

Ce chapitre établit l'histoire de la relation entre le pouvoir et le savoir à l'échelle du Portugal et donc le saisissement du second par le premier. Le propos ne se limite volontairement pas aux seuls historiens portugais. L'objectif est ainsi de décrire l'univers institutionnel et intellectuel dans lequel ils évoluent. Il souligne les écarts entre les projets des pouvoirs et leur mise en pratique. J'utilise le pluriel à « pouvoir » car j'évoquerai la période républicaine, la Dictature militaire et l'*Estado Novo*. Tout comme la façon dont les savants ont réagi à ce qui est devenu une immixtion puis une tutelle non dissimulée<sup>5</sup>. Il rappelle aussi l'importance de la chronologie des événements du régime autoritaire portugais dans la mesure où la puissance d'action du gouvernement connaît parfois des moments de contestation non dissimulée.

L'étude se focalisera d'abord sur l'action du pouvoir sur un haut lieu du savoir, l'Université afin de mettre en évidence la façon dont le gouvernement portugais s'est accaparé de l'institution. Ensuite, la place de l'intellectuel sera interrogée. Qu'il fût universitaire ou bien reconnu comme tel sans posséder de titre académique, le pouvoir a reconfiguré sa place au sein de la société. Enfin, le pouvoir autoritaire a exercé son contrôle sur le monde du savoir à l'aide d'outils puissants car pour faire vivre le Portugal « habituellement », il a bien fallu sévir.

---

<sup>4</sup> La citation est en français dans le texte référencé, langue qu'António de Oliveira Salazar maîtrisait. Il s'agit d'un extrait d'un livre consacré à différents dictateurs pour lesquels Henri Massis ne cachait pas son admiration (Henri MASSIS, « Salazar ou la dictature de l'intelligence », dans *Chefs*, Paris, Plon, 1939, p. 99).

<sup>5</sup> Dans ce chapitre, quand j'emploie le terme de « savants », j'englobe les universitaires tout comme celles et ceux dont l'autorité dans la maîtrise des connaissances relatives à un domaine n'est pas contestée, voire reconnue.

## **D) Pouvoir et Université : l'histoire d'une relation devenue dangereuse**

L'Université réunit une grande partie des personnes ayant un lien direct avec le savoir. En effet, les universitaires sont aussi des chercheurs et diffusent, en principe, des connaissances jugées et validées par leurs pairs. L'objectif est ici de relever les différentes altérations que le pouvoir politique a imposées et qui ont eu des conséquences sur le fonctionnement de l'Université au Portugal. L'histoire de l'Université au Portugal est ancienne et plutôt mouvementée<sup>6</sup>. À l'avènement du régime républicain, en 1910, il n'y a qu'une seule université dans tout le pays, située à Coimbra, une ville moyenne du centre du Portugal et sa première capitale historique<sup>7</sup>. La République<sup>8</sup> s'est rapidement attelée à donner un nouveau visage à l'Université portugaise afin d'accroître et de moderniser le paysage scientifique portugais, ce que le pouvoir autoritaire n'a pas remis en cause. Cependant, durant la dictature, le rôle du pouvoir politique ne s'est pas cantonné à agir sur le développement et le financement des institutions universitaires. Il a accentué vigoureusement le contrôle des scientifiques en poste et des personnes recrutées, réduisant donc l'autonomie du champ du savoir.

Pour percevoir l'influence du pouvoir sur le monde de l'Université, il faut d'abord présenter la géographie du savoir au Portugal modelée par les pouvoirs républicain et autoritaire. Ensuite, il faut analyser la façon dont le pouvoir politique autoritaire a saisi progressivement mais de façon ferme le monde universitaire.

### **1) Le paysage universitaire : structuration et restructuration de l'Université portugaise (1911-1974)**

L'organisation de la géographie des établissements de l'enseignement supérieur est le résultat de l'action du pouvoir politique et, parfois, du pouvoir religieux au fil de l'Histoire, et cela dans l'essentiel des États. Dès les premiers mois du régime républicain installé en octobre 1910, des mesures décisives vont enrichir la géographie des lieux de savoir au Portugal. Les

---

<sup>6</sup> Voir le repère « l'Université portugaise avant la République ».

<sup>7</sup> Coimbra est peu éloignée de l'océan et baignée par le plus long cours d'eau qui prend sa source au Portugal, le Mondego. La ville historique est située sur une colline dominant ce cours d'eau et a été la deuxième ville de résidence de la dynastie des Bragance, après Guimarães. Ainsi, quand le Portugal est reconnu par le traité de Zamora en 1143 comme un pays indépendant, Coimbra est devenue la capitale du royaume. Elle l'est restée jusqu'en 1255. Coimbra est le lieu de sépulture du premier roi du pays, Alphonse I<sup>er</sup> (proclamé roi en 1139 et mort en 1185) et de son fils Sanche (roi de 1185 à 1211) dans le monastère de Sainte-Croix. (Entrée « Coimbra » de l'*Encyclopædie universalis* : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/coimbra/>, consultée le 3 janvier 2021).

<sup>8</sup> Une présentation succincte du régime républicain est réalisée dans le repère « République (1910-1926) ».

lieux de savoir sont définis par Christian Jacob comme « les lieux successifs occupés par des acteurs individuels ou collectifs sur une carte institutionnelle, disciplinaire, politique<sup>9</sup> ».

Évoquer les lieux de savoir nous invite à regarder une carte. Simple au début du régime car limité à une seule université, le paysage universitaire du Portugal a connu, durant la période républicaine, d'importantes créations, motivant le choix de la borne chronologique de 1911 pour le présent développement. De plus, une fois la monarchie abolie, la jeune République a réorganisé l'Université portugaise afin de doter les grands centres urbains du pays en universités tout en ayant à cœur de réformer et de moderniser l'Université portugaise selon ses besoins. Ainsi, selon Rómulo de Carvalho, la République voulait une :

« Éducation républicaine<sup>10</sup> [...] intéressée par la création et la consolidation d'une nouvelle façon d'être Portugais, capable de purifier la Nation de tous les maux qui l'avaient maintenue et la maintenaient éloignée du progrès européen, sans force, sans courage, sans moyens pour la secouer de la somnolence dans laquelle elle était [plongée]<sup>11</sup>. »

Afin de mettre en œuvre ces projets, une série de mesures ont été prises et la précocité de ces lois en faveur d'une restructuration de l'enseignement supérieur atteste de l'importance de ce dernier pour le gouvernement en place. Dès le premier printemps républicain de 1911, alors que le gouvernement était provisoire, des décrets majeurs sont votés et appliqués, corroborant l'idée, comme le dit Maria Cândida Proença, que « l'enseignement supérieur fut un des secteurs éducatifs auquel la République a le plus prêté attention<sup>12</sup>. »

L'objectif est donc d'enclencher une nouvelle dynamique universitaire afin que le Portugal accompagne le mouvement européen de réorganisation des universités et de structuration des différentes sciences en cours depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Une des premières mesures symboliques fut de rendre laïque l'université par « l'extinction du culte religieux de la chapelle de l'Université de Coimbra et sa conversion en un musée le 21 janvier 1911<sup>13</sup> », rompant ainsi le lien multiséculaire entre l'Université et la religion catholique. L'article 1 du décret-loi du 21 janvier 1911 précise : « Est supprimé le culte religieux de la chapelle de l'Université de

---

<sup>9</sup> Christian JACOB, *Qu'est-ce qu'un lieu de savoir*, Marseille, OpenEdition Press, 2014, partie introduction, paragraphe 16 [consultation en ligne].

<sup>10</sup> Pour l'expression « éducation républicaine », Rómulo de Carvalho cite João de Barros qui a publié en 1916 un ouvrage *L'Éducation Républicaine*, développant une vision très nationaliste et un amour républicain de la patrie, qui n'était pas forcément partagé par tous les républicains.

<sup>11</sup> Rómulo de CARVALHO, *História do Ensino em Portugal, Desde a Fundação da Nacionalidade até ao fim do Regime de Salazar-Caetano*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2011, 5<sup>e</sup> édition, p. 651.

<sup>12</sup> Maria Cândida PROENÇA, « A Educação » dans Fernando ROSAS, et Maria Fernanda ROLLO (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisboa, Tinta-da-china, 2011, p. 180.

<sup>13</sup> Luís Reis TORRAL, « Universidade de Coimbra », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. III, pp. 1053-1060.

Coimbra » et il est décidé dans l'article 3 de transformer la chapelle en un musée afin d'en faire un monument national, en pleine conscience de ce que cette chapelle remaniée par le roi Manuel I<sup>er</sup> au tout début du XVI<sup>e</sup> siècle avait une haute valeur patrimoniale. Par ailleurs, le préambule du décret-loi expose clairement les motivations de la mesure : « Attendu que les sciences sont entrées définitivement dans la période de leur émancipation de tous les éléments étrangers à la raison, parce que c'est seulement de cette dernière qu'elles émanent et seulement d'elle qu'elles dépendent ». Dans ces lignes, le souhait d'ôter toute dimension religieuse à l'Université apparaît, décrivant la religion comme un « élément étranger » à la raison laissant transparaître par ailleurs le fort sentiment anticlérical qui anime les rédacteurs de la loi.

Quelques mois après cette première mesure symbolique, le décret du 22 mars 1911 annonçait un changement fondamental, sur lequel le gouvernement militaire de l'après 28 mai 1926 n'est pas revenu, en prenant la décision de créer d'autres universités au Portugal, en plus de celle Coimbra : « Dans le territoire de la République, en plus de l'Université de Coimbra déjà existante, sont créées en plus deux universités, une ayant pour siège Lisbonne et l'autre Porto<sup>14</sup> ». L'objectif était clairement de mettre fin au « monopole instructif et culturel » de Coimbra sur la production du savoir au Portugal<sup>15</sup>. Le gouvernement décidait donc de créer deux nouvelles universités au Portugal dans les deux plus grandes villes du pays, Lisbonne et Porto. En effet, alors que Coimbra comptait 62 000 habitants en 1911, Porto en dénombrait 191 000 et Lisbonne 430 000<sup>16</sup>. On constate donc à quel point la concentration de l'Université portugaise dans la ville de Coimbra ne faisait plus sens, tant l'écart de peuplement était fort, même si, seule une très faible partie de la population rejoignait l'enseignement supérieur au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Il faut cependant bien préciser qu'il ne s'agissait pas de créer *ex nihilo* des institutions supérieures dans les deux villes. En effet, chacune abritait déjà un certain nombre d'écoles supérieures et des instituts d'enseignement technique depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et qui furent intégrés dans les nouvelles structures universitaires. Par exemple, le Cours supérieur de lettres de Lisbonne (CSL) a formé bon nombre des historiens en fonction dans les universités portugaises des années 1910 et 1920 et servi de base à la faculté de lettres de l'université de Lisbonne (FLUL)<sup>17</sup>. En revanche, pour la ville de Porto, il n'existait aucune structure liée aux domaines

---

<sup>14</sup> Il s'agit de l'article I du décret du 22 mars 1911.

<sup>15</sup> Francisco Miguel ARAÚJO, Luís Alberto Marques ALVES, « Universidade do Porto », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, op. cit.*, vol. III, pp. 1060-1064.

<sup>16</sup> Il s'agit ici du nombre d'habitants du *Concelho* de ces villes, qui peut englober quelques communes de la banlieue (pour les statistiques, il est possible de consulter celles disponibles sur le site de l'Institut national de la statistique).

<sup>17</sup> Voir I)1 du chapitre 2.

des sciences humaines et sociales. La métropole disposait cependant d'une Académie polytechnique. Jorge Fernandes Alves montre notamment comment les universités portugaises créées en 1911 se sont fortement inspirées du modèle français, reprenant la dichotomie entre des facultés davantage tournées vers le grand public comme les facultés de sciences et de lettres, et en parallèle des facultés professionnelles comme la médecine et le droit<sup>18</sup>.

Les nouvelles universités portugaises ont vu leurs contours véritablement définis par la loi du 19 avril 1911<sup>19</sup>. À Coimbra, de nouvelles facultés ont été créées, surtout par fusion ou disparition des anciennes<sup>20</sup>. Par exemple, la faculté de sciences était le fruit de la fusion des facultés de mathématiques et de philosophie naturelle, la faculté de lettres de l'université de Coimbra (FLUC) remplaçait la faculté de théologie tout en intégrant les enseignants de cette dernière au sein de la nouvelle faculté ; enfin, la faculté de pharmacie, elle, regroupait des écoles déjà existantes<sup>21</sup>. L'organisation de l'université de Coimbra mise en place au début de la République n'a pas connu de changement durant toute la période du régime autoritaire portugais, si ce n'est lors de la création, à l'extrême fin de la période, en 1972, de la faculté d'économie. La réforme de 1911 est donc incontournable pour comprendre la structuration de l'université de Coimbra sous l'*Estado Novo*. Le décret-loi d'avril 1911 octroyait des facultés de lettres uniquement aux universités de Coimbra et de Lisbonne. Pour les professeurs, le décret actait leur nomination par le gouvernement après proposition de l'université, soit par concours, soit par promotion, tout comme les différents grades qu'ils peuvent occuper<sup>22</sup>. Il s'agit donc d'un décret clé.

Le décret ne prévoyait pas de création d'une faculté de lettres dans la ville de Porto, confirmant la spécialisation scientifique de cette ville. La situation fut corrigée quelques années plus tard dans la douleur, expliquant notamment pourquoi, durant une longue période de l'autoritarisme portugais, Porto n'eut pas de faculté de lettres. En effet, l'apparition de la faculté de lettres de l'université de Porto (FLUP) dans la troisième université du pays provoqua toute une polémique dans le milieu scientifique portugais. Ainsi, le ministre de l'Instruction nationale, Leonardo Coimbra, promulgua un décret qui décidait du transfert de la faculté de lettres de

---

<sup>18</sup> Jorge Fernandes ALVES, « Das Faculdades de Letras à FLUP (1919) », dans *História. Revista da FLUP*, Porto, IV Série. vol. 9, n° 1, 2019, pp. 3-49.

<sup>19</sup> Ce décret structure toute l'Université portugaise pour de nombreuses décennies.

<sup>20</sup> Je m'appuie ici sur l'article 3 de la deuxième section II du décret-loi du 19 avril 1911 qui présente la structure de « l'Université réformée de Coimbra ».

<sup>21</sup> Luís Reis TORRAL, « Universidade de Coimbra », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, ibid.*, vol. III, pp. 1053-1060, et aussi le site de l'université de Coimbra dans la rubrique « histoire de l'université ».

<sup>22</sup> Articles 40 et 41 de la section VIII « des Professeurs » du décret-loi. Pour ce qui concerne les grades des professeurs, ils sont évoqués dans le II)1) du chapitre 4.

l'université de Coimbra (FLUC) à Porto. Le décret n° 5770 du 10 mai 1919 stipule en préambule :

« Considérant les conditions de la ville de Porto, ville de plus grande activité que Coimbra, il convient que l'Université de Porto ait une Faculté de Lettres : considérant que la Faculté de Lettres de Coimbra ait orienté, bien que remarquablement, la culture de ses élèves de façon à donner une préférence à l'érudition livresque plutôt qu'aux spéculations originales de l'esprit moderne, cela se manifestant dans la philosophie des œuvres de ses principaux professeurs et élèves lauréats ainsi que par une orientation thomiste presque totale, selon un modèle ecclésiastique ».

Cette *translatio studii*, pour reprendre l'expression médiévale, est clairement présentée par les rédacteurs du texte de loi comme une sévère punition de la qualité de l'enseignement pratiqué à l'université de Coimbra. Elle a déclenché à Coimbra une vague de protestations de la part des enseignants et des étudiants choqués par la suppression. Comme le souligne Jorge Fernandes Alves, le transfert de faculté se produisait au moment du soulèvement monarchique de 1919 dans le Nord du pays. Elle donnait ainsi un certain élan aux républicains de la région septentrionale d'autant que Leonardo Coimbra était issu d'une petite commune septentrionale, entre Amarante et Guimarães, ce qui aurait pu aiguiller son choix<sup>23</sup>. L'affaire ne s'est terminée qu'à la suite de la chute du gouvernement, quand il est décidé par la loi du 27 août 1919 qu'il y aurait une faculté de lettres à Coimbra et une autre à Porto, cette dernière ayant pour recteur le ministre déchu, Leonardo Coimbra<sup>24</sup>. En conséquence, la faculté de lettres de Porto garda le « stigmatisme d'une école née au prix de l'extinction d'une autre, laissant sur elle une espèce de malédiction qui lui présageait une vie éphémère<sup>25</sup> ».

Ainsi, la vie de la FLUP fut de courte durée puisque son extinction pour des raisons financières planait déjà sous la République en 1923. La participation d'un certain nombre de ses membres au *revirvalho*<sup>26</sup> a parachevé l'identification de la FLUP à un foyer républicain<sup>27</sup>. En conséquence, sa fermeture fut actée le 12 avril 1928 par Alfredo de Magalhães, ministre de l'Instruction et alors recteur de l'université de Porto<sup>28</sup>. Les étudiants ayant commencé leur cursus ont pu le poursuivre jusqu'à la fermeture définitive de la faculté de lettres le 29 juillet 1931. Les enseignants quant à eux ont dû candidater dans les autres universités ou bien se résoudre à

---

<sup>23</sup> Jorge Fernandes ALVES, *op. cit.*

<sup>24</sup> Disposition prise par l'article 11 de la loi n° 861 du 27 août 1919 : « est créée dans l'Université de Porto une Faculté de Lettres, avec une structure de disciplines, groupes et sections analogues aux mêmes Facultés de Lettres de Lisbonne et de Coimbra ».

<sup>25</sup> Cândido dos SANTOS, *Universidade do Porto : Raízes e memória da instituição*, Porto, Reitoria da Universidade, 1996, p. 300.

<sup>26</sup> Voir le repère « Revirvalho ».

<sup>27</sup> Cândido dos SANTOS, *ibid.*

<sup>28</sup> Cândido dos SANTOS, *ibid.*, p. 302. Pour le décret : décret-loi n° 15 365 du 12 avril 1928.

aller enseigner dans le secondaire. S’achevait alors la courte aventure de la FLUP, « où dominait une pensée libre, démocratique et davantage portée sur les questions métaphysiques, contrastant avec le traditionnel conservatisme et formalisme de l’enseignement universitaire<sup>29</sup> » ; d’autant que l’université de Porto dans son ensemble était perçue comme une université « structurellement républicaine<sup>30</sup> ».

Il fallut attendre 1961 pour que le président de la République annonçât, à l’occasion du cinquantenaire de l’université de Porto, la réouverture d’une faculté de lettres, effective à partir de la rentrée de 1962. En effet, la réouverture d’une faculté faisait défaut à la deuxième ville du pays, d’autant qu’avec la démocratisation des études supérieures, la FLUC et la FLUL étaient arrivées à saturation. C’est pourquoi après maintes pressions de la part de la mairie, le pouvoir avait cédé face au nécessaire besoin d’une renaissance de la FLUP. La mesure fut ainsi actée par l’article 1 du décret-loi du 17 août 1961 : « Est créée la Faculté de Lettres de l’Université de Porto ». Le décret-loi signait donc le retour de la FLUP qui n’a depuis plus été remis en question.

À travers ces créations d’universités et leurs disparitions au gré des décisions ministérielles, le lien entre le pouvoir républicain et l’enseignement supérieur n’est que plus manifeste. On voit bien comment les gouvernements se montraient très attentifs dans le choix des personnels administratifs, faisant fi de l’autonomie de l’Université qui était pourtant un des « drapeaux de la République<sup>31</sup> », afin d’acter la modernisation de l’université portugaise. Si nous avons abordé le recrutement des professeurs, il en est de même pour les recteurs des différentes universités : le gouvernement proposait une liste de trois personnes pour le poste de recteur puis le sénat de l’université élisait le recteur<sup>32</sup>. Cela explique pourquoi une grande partie des recteurs des universités du pays eurent des fonctions dans les gouvernements successifs de la République. Allant plus loin encore dans l’ingérence, pour l’université de Porto, le recrutement des enseignants ne se faisait pas par concours mais sur proposition des professeurs de l’université, heurtant les traditions universitaires antérieures<sup>33</sup>.

---

<sup>29</sup> Francisco Miguel ARAÚJO, Luís Alberto Marques ALVES, « Faculdade de Letras do Porto » dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *ibid.*, vol. II, pp. 11-14.

<sup>30</sup> Ce sont les mots de Leonardo Coimbra que l’on peut trouver dans Francisco Miguel ARAÚJO, Luís Alberto Marques ALVES, « Faculdade de Letras do Porto », *ibid.*

<sup>31</sup> Je reprends ici Luís Reis TORRAL, « Universidade de Coimbra », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *ibid.*, vol. III, pp. 1053-1060.

<sup>32</sup> *Idem.*

<sup>33</sup> Cândido dos SANTOS, *ibid.*, p. 303.

L'action républicaine a donc été déterminante dans la restructuration de l'université portugaise et quand la Dictature militaire se met en place et que s'instaure durablement l'*Estado Novo*, l'héritage de la République dans le domaine de l'enseignement supérieur n'a pas été remis en cause sur le plan structurel de la triarchie universitaire du pays. Le régime autoritaire a complété l'offre de l'enseignement supérieur par fusion de structures existantes en donnant naissance à l'université technique de Lisbonne en 1930<sup>34</sup>. Mais il a fallu attendre les années 1960 pour voir une croissance de l'Université portugaise, vitale face à la massification de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, certaines créations ont été conduites sous la pression de la guerre coloniale qui pousse le gouvernement autoritaire à réagir.

En effet, si jusqu'à maintenant, nous nous sommes surtout concentrés sur le Portugal continental<sup>35</sup>, les territoires de l'empire portugais ont été négligés par les gouvernements successifs. Or, c'est seulement après le déclenchement de la guerre coloniale en 1961 que le pouvoir a senti l'urgent besoin d'agir<sup>36</sup>. Au-delà d'anéantir toute velléité d'indépendance des populations colonisées par une terrible répression armée, l'État investissait soudainement dans l'éducation impériale afin de montrer que la métropole s'ancrait dans ces territoires où elle avait jusque-là agi superficiellement. La démarche transparaissait clairement dans le préambule du décret-loi n° 44 530 du 21 août 1961 qui fonde les premières institutions d'enseignement supérieur, appelées études générales universitaires, dans deux des colonies africaines :

« Il a été opportunément rendu public que le Gouvernement entendait qu'était venu le moment d'instituer l'enseignement supérieur dans les provinces d'Angola et du Mozambique, couronnant ainsi les efforts extrêmement honorables menés dans le domaine de l'instruction. En prenant cette décision, la complexe problématique de l'enseignement dans les territoires en voie de développement est restée présente, où apparaissent les

---

<sup>34</sup> Le décret n° 19 081 du 2 décembre 1930 créant l'université technique entendait « conjuguer les écoles supérieures techniques plus directement, les unes avec les autres, dans l'objectif du développement économique collectif, et honorer les professions auxquelles elles préparent » soit agronomie, commerce, économie, médecine vétérinaire. Le préambule ajoute : « À côté des universités classiques, centre de haute culture et de la recherche scientifique, il est temps de former des universités techniques, enseignant comment il faut développer la vie économique, avec toutes les exigences matérielles de la civilisation moderne », en donnant les exemples de ce qui s'est fait dans d'autres parties du monde. L'influence des expériences universitaires étrangères était donc déterminante.

<sup>35</sup> Voir le repère « Portugal : quelles frontières ? »

<sup>36</sup> Pour un bilan concis de la guerre coloniale, il est possible de consulter César OLIVEIRA, « Guerra Colonial », Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, pp. 413-415. Il est par ailleurs intéressant de constater comment le *Dicionário de História do Estado Novo* montre comment la question de la guerre coloniale était encore assez occultée au Portugal au milieu des années 1990. L'entrée est en effet peu étendue, et plus courte que l'entrée de la guerre civile espagnole alors que le conflit a été bien plus étendu et a impliqué directement ces centaines de milliers de conscrits.



questions en relation avec le travail scolaire de base, pilier fondamental du portugaisisme<sup>37</sup> des peuples. Il n'est donc pas surprenant qu'il ait été prévu d'intensifier cette présence<sup>38</sup>. »

Les auteurs du décret présentaient donc l'année 1962, un an après le début de la guerre coloniale, comme étant le moment d'arrivée à maturité des colonies pour y fonder des institutions supérieures, tout en justifiant dans la suite du préambule que la crainte était forte jusque-là d'affaiblir l'Université portugaise, « uniquement et intimement liée à la définition et à la perpétuation de l'idée d'unité nationale ». L'enseignement supérieur ne pouvait donc pas être présent sur toutes les parties de l'empire car « ses diplômés en viendraient à se sentir socialement diminués par les circonstances, car aux titres obtenus une même dignité à ceux concédés par d'autres institutions d'enseignement supérieur ne serait pas reconnus<sup>39</sup> ». Le mépris à l'encontre des territoires colonisés est à peine voilé ici. Il semblait impensable aux auteurs du décret que l'Université ne fût pas sous la tutelle de la métropole, car les institutions d'enseignement supérieur créées en Afrique risquaient de n'avoir aucune valeur. En ce sens, le décret justifiait une dépendance directe de ces institutions à l'Université portugaise. De plus, les universitaires de la métropole portaient dans les colonies « dans ce difficile moment de la vie nationale, avec un sens véritable d'un noble sacrifice, pour [augmenter le prestige des universités métropolitaines] et de l'Université portugaise<sup>40</sup> ». La tutelle était donc aussi bien institutionnelle qu'humaine.

La dépendance vis-à-vis de la métropole n'a duré cependant que quelques temps et dès 1968, le décret n° 48 790 du ministre de l'Outre-mer prenait la décision de transformer les deux Études générales universitaires en université de Luanda pour l'Angola et en université de Lourenço Marques pour le Mozambique<sup>41</sup>, car « les nécessités des étudiants et les possibilités d'enseignement ont permis d'abandonner [la concentration sur certaines matières] et d'assurer l'intégrité des cours<sup>42</sup> ». Ainsi, au point culminant des affrontements, l'Empire portugais se

---

<sup>37</sup> Traduction du mot *portuguesismo* qui signifie une « façon spécifique d'être et de sentir, inhérente au caractère des Portugais », qui serait donc une façon d'exprimer le sentiment national portugais, proche du chauvinisme français. Définition trouvée dans « portuguesismo », *Dicionário de língua portuguesa*, Porto, Porto Editora, 2009.

<sup>38</sup> Décret-loi n° 44 530 du 21 août 1962.

<sup>39</sup> Toujours dans le préambule du décret précédent.

<sup>40</sup> Ce sont les mots de José Veiga Simão, directeur des Études générales du Mozambique jusqu'à ce qu'il occupe la charge de ministre de l'Éducation nationale en 1970, lors d'une conférence sur « l'enseignement supérieur ultramarin portugais » qui se tint le 13 septembre 1963.

Voir : <http://repositorium.sdum.uminho.pt/handle/1822/33500>, consulté le 11 janvier 2021.

<sup>41</sup> Lourenço Marques est un ancien explorateur portugais du XVI<sup>e</sup> siècle. Son nom a été donné à la ville au fond de la baie qui portait aussi son nom. Lourenço Marques était la plus grande ville du Mozambique. Rapidement après la décolonisation, la ville et la baie ont été débaptisées pour devenir Maputo, tout en restant la capitale de l'État.

<sup>42</sup> Préambule du décret-loi n° 48 790 du 13 décembre 1968.

retrouvait avec deux universités supplémentaires qui permettaient de « construire une communauté de frères<sup>43</sup> » comme le dit Joaquim Pinto Machado<sup>44</sup>.

Le ministre de l'Éducation nationale José Veiga Simão, un ancien recteur des Études générales du Mozambique, est à l'initiative d'une nouvelle étape dans l'extension du réseau des universités portugaises en reconnaissant par le décret-loi n° 307/71 l'université catholique portugaise, une université privée. Elle a été fondée en 1967, à la suite du décret de la Congrégation romaine de l'éducation catholique pris par le pape Paul VI intitulé « *Lusitanorum nobilissima gens*<sup>45</sup> », en commémoration du cinquantenaire de l'apparition de la Vierge à Fátima mentionnée deux fois dans le texte du décret. Le texte de fondation<sup>46</sup> insistait sur l'ancienneté des études théologiques à Coimbra et à Évora, disparues « du fait de l'iniquité du temps », sous-entendu par l'extinction de la faculté de théologie de l'université de Coimbra durant la Première République. Il apparaissait donc nécessaire de combler l'absence d'espace universitaire dédié à la théologie et la reconnaissance de l'université catholique portugaise par le pouvoir allait dans ce sens.

Mais José Veiga Simão a aussi enclenché la création de nouvelles universités. Face à la crise traversée par l'Université portugaise dans la décennie 1960, due à l'augmentation continue du nombre des étudiantes et étudiants, accroître le nombre de lieux de savoir portugais devenait vital. Le décret-loi n° 402/73 du 11 août 1973<sup>47</sup> a proposé alors la création de quatre nouvelles universités : une nouvelle à Lisbonne<sup>48</sup>, une à Aveiro<sup>49</sup>, une dans la région du Minho<sup>50</sup> et un

---

<sup>43</sup> Il dresse un rapide bilan de la création de l'université en Angola et la voit comme une institution qui a mis trop de temps à apparaître mais qui pour lui est un facteur de cohésion entre les différents peuples de cette province portugaise (Joaquim Pinto MACHADO, « Universidade de Luanda », dans *O Médico*, n° 1012, vol. LVIII, 1971, pp. 293-297).

<sup>44</sup> Professeur de médecine à l'université de Porto, il était à cette époque député de l'Assemblée nationale et appartenait à ce que l'on appelait alors l'« Aile libérale », réunissant des personnes de droite qui voulaient former une tendance plus ouverte au sein du parti unique.

<sup>45</sup> Décret du 13 octobre 1967.

<sup>46</sup> Pour le texte traduit en portugais : <https://www.ucp.pt/media/19/file>, consulté le 11 janvier 2021.

<sup>47</sup> Article 8 du décret-loi n° 402/73 du 11 août 1973.

<sup>48</sup> L'université nouvelle de Lisbonne a eu une difficile naissance et c'est seulement en 1977 qu'elle s'organise véritablement en optant pour une division en facultés après de nombreuses expérimentations (<http://www.unl.pt/nova/historia>, consulté le 11 janvier 2021).

<sup>49</sup> L'université d'Aveiro commence ses premiers cours en 1974 et ce sont des enseignements en télécommunication (<http://www.ua.pt/PageText.aspx?id=152>, consulté le 11 janvier 2021).

<sup>50</sup> L'université du Minho reçoit quant à elle ses premiers étudiants en 1975 et est donc aussi exclue de la période étudiée (<https://www.uminho.pt/PT/uminho/Informacao-Institucional/Paginas/Historia.aspx>, consulté le 11 janvier 2021).

Institut universitaire à Évora<sup>51</sup>. Cependant, les nouvelles universités n'apparaissent pas avant le 25 avril 1974<sup>52</sup> et ne seront donc pas incluses dans la présente recherche.

\*

\* \*

L'Université portugaise, institution pluriséculaire, a été réorganisée par la République. Le régime autoritaire a conservé la géographie républicaine du savoir autour de trois pôles urbains : Coimbra, Lisbonne et Porto. Le contrôle des lieux de savoir s'appuyait donc sur une géographie plutôt simple et facile à maîtriser que le pouvoir autoritaire n'a pas remise en cause. Par ailleurs, la communauté historique a pu exercer la fonction enseignante et bénéficier de l'aide publique au sein des trois universités, quoique de façon plus accidentée pour l'université de Porto comme nous l'avons vu. De plus, pendant la dernière décennie autoritaire, de nouvelles universités sont apparues dans les colonies pour tenter coûte que coûte de préserver l'Empire et d'autres ont été projetées sur le territoire métropolitain, qui ne voient cependant pas le jour avant le terme de la période étudiée.

Maintenant que les espaces du savoir sont clairement identifiés, il est question de voir comment le régime autoritaire a procédé pour surveiller le monde des scientifiques travaillant dans les universités portugaises.

## 2) Du flou initial aux coups de semonce : la prise de contrôle des universités par le pouvoir dictatorial (1926-1974)

Lieu de formation et de travail, l'Université portugaise a attiré tout particulièrement l'attention du pouvoir autoritaire. Institution théoriquement voulue comme celle de l'émancipation et de la pensée libre, l'étreinte du pouvoir s'y est resserrée progressivement mais fermement sur ces passeurs de savoir pour en faire ses propres passeurs. Faire apparaître la

---

<sup>51</sup> L'Institut universitaire d'Évora reprend les études supérieures d'Évora, créées pour former des ingénieurs de 1964 à 1973 et doit attendre 1979 pour devenir une université et voir apparaître des enseignements d'histoire ([http://www.uevora.pt/conhecer/a\\_universidade](http://www.uevora.pt/conhecer/a_universidade))

<sup>52</sup> Il est aussi possible de faire référence à deux instituts. Le premier est l'Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise (*Instituto Superior das Ciências do Trabalho e da Empresa*, ISCTE qui est aujourd'hui rattaché à l'université de Lisbonne) créé par le décret-loi n° 522-72 du 15 décembre 1972. (<https://www.iscte-iul.pt/conteudos/iscteiu/quem-somos/12/historia>, consulté le 11 janvier 2021). Il existe aussi l'ancêtre de l'ICS, le Cabinet de recherches sociales (*Gabinete de Investigações Sociais, GIS*), créé en 1962 (<https://www.ics.ulisboa.pt/cronologia>, consulté le 11 janvier 2021).

chronologie de cette prise de contrôle semble primordial pour saisir la progressive mais sûre emprise du politique sur le champ du savoir. Le pouvoir autoritaire agit lentement, souvent par à-coups, face à une situation jugée inacceptable et qu'il ne pouvait plus tolérer. Si l'action du pouvoir pouvait donner une impression d'hésitation, les conséquences étaient tout aussi redoutables pour toute pensée contestataire.

Une première période, celle du flou évoqué dans le titre de la sous-partie, correspond à la période 1926 à 1935. Ainsi, la rupture politique du 28 mai 1926 ne s'est pas directement fait ressentir dans le milieu universitaire. La dynamique réactionnaire qui a gagné le Portugal a épargné pendant quelques années une bonne partie de l'Université portugaise. Le Portugal est sur ce point différent du cas espagnol. En effet, l'implantation de la dictature de Franco s'est caractérisée par une rupture brutale avec l'élan de la jeune Seconde République espagnole. Pourtant, comme au Portugal, et même plus précocement, l'Espagne a suivi le mouvement européen de restructuration des universités de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. La mise en place en 1907 de l'Organisme pour l'approfondissement des études (*Junta para Ampliación de estudios*, JAE) qui octroyait des bourses d'études pour les chercheurs et les étudiants nécessitant un séjour à l'étranger avait ainsi rompu avec l'isolement dans lequel se trouvait le milieu scientifique espagnol<sup>53</sup>.

Mais la victoire franquiste, après les trois années d'une terrible guerre civile de 1936 à 1939, s'est concrétisée par une très rapide et méthodique épuration du corps enseignant pour punir celles et ceux qui n'avaient pas soutenu dès le début le soulèvement nationaliste, « les peines allant de la suspension temporaire à l'incarcération ou à la condamnation à mort, en passant par l'expulsion de la fonction publique ». Sur les 49 titulaires de chaire d'histoire en 1936, 20 ont gardé leur poste en 1939<sup>54</sup>. Dans ce contexte, beaucoup de scientifiques ont préféré fuir, craignant des représailles ou bien d'être exécutés. Les postes laissés vacants ont été attribués au compte-goutte à des chercheurs conservateurs qui ne s'étaient pas enthousiasmés pour la Seconde République espagnole afin de devenir les nouveaux hérauts d'une histoire nationaliste. Ainsi, le ministère de l'*Éducation nationale* (nouveau nom du ministère de l'Instruction publique, adopté pour l'occasion, à partir de 1938, dans les territoires perdus par la République) composait le jury de sélection des candidats aux chaires de professeur avec pour principal critère d'attribution le fait de n'avoir eu aucune sanction lors de l'épuration.

---

<sup>53</sup> Rubén PALLOL TRIGUERO, « Le renouvellement du corps des professeurs d'histoire pendant le premier franquisme », traduction de Eva TOBOUL TARDIEU, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 127, juillet-septembre 2015, pp. 101-115.

<sup>54</sup> Rubén PALLOL TRIGUERO, *ibid.*

L'alignement idéologique nécessaire pour prétendre aux postes universitaires pouvait aussi passer par l'appartenance au « Mouvement » (Phalange, Syndicat vertical, associations traditionnalistes, etc.) à l'Église catholique ou à des institutions proches et idéologiquement hors de soupçon comme l'Opus Dei. En effet, l'organisation religieuse réussit à avoir une influence notable sur le milieu scientifique. Pour cause, le Gouvernement national a créé quelques mois après la fin de la Guerre civile en 1939, le Conseil supérieur de la recherche scientifique (*Consejo Superior de Investigaciones Científicas*, CSIC), équivalent du Centre national de la recherche scientifique français pour remplacer la JAE<sup>55</sup>. Le CSIC, sous le patronat du chef de l'État, eut pour président le ministre de l'Éducation nationale, José Ibañez Martín<sup>56</sup>, et un secrétaire-général, José María Albareda qui a conservé sa fonction jusqu'à sa mort en mars 1966. Or, ce dernier avait connu le fondateur de l'Opus Dei, José María Escrivá de Balaguer en 1935 et, dès 1937, était entré dans l'Œuvre. La présence d'un membre opus-déiste à un poste aussi élevé a considérablement influencé le CSIC. Ainsi, une bonne partie des bourses de doctorat attribuées par le CSIC a été accordée à des membres de l'Opus Dei, tout comme des facilités pour la publication des travaux des chercheurs<sup>57</sup>, ceci permettant d'avoir de solides candidats pour intégrer les chaires universitaires et facilitant l'enracinement des proches de l'Œuvre parmi les cadres enseignants.

En somme, comme le rappelle Rubén Pallol Triguero, sous le premier franquisme « le contrôle politique sévère des institutions universitaires espagnoles rendait impossible la dissidence ou l'opposition idéologique<sup>58</sup> » et, donc, pour occuper un poste, il fallait défendre les préceptes idéologiques de la dictature. Soulignons cependant que dès les années 1950, comme l'a bien souligné Miquel Àngel Marín Gelabert, une forte innovation historiographique se produisit dans les milieux académiques espagnols par l'arrivée d'une nouvelle génération, après la saignée de la guerre civile<sup>59</sup>.

---

<sup>55</sup> La plupart des informations sont retirées du site du CSIC, dans la rubrique « historia del CSIC » (<https://www.csic.es/es/el-csic/sobre-el-csic/historia>, consulté le 23 janvier 2021).

<sup>56</sup> Ce dernier préside l'institution du 30 décembre 1939 jusqu'au 31 août 1978.

<sup>57</sup> Rubén PALLOL TRIGUERO « la Historia, la Historia del Arte, la Paleografía y la Geografía en la Universidad Nacional nacionalcatólica » dans Luis Enrique OTERO CARVAJAL (dir.), *La Universidad Nacionalcatólica, la Reacción antimoderna*, Madrid, Universidad Carlos III, 2014, pp. 535-685.

<sup>58</sup> Rubén PALLOL TRIGUERO, *ibid.*

<sup>59</sup> Miquel Àngel MARÍN GELABERT sur les historiens durant le franquisme et pour l'allusion : Miquel Àngel Marín GELABERT, *Los historiadores españoles en el franquismo 1948-1975, La historia local al servicio de la patria*, Zaragoza, Institución « Fernando el Católico » CSIC, 2004, p. 17. Ainsi, alors que les historiens acceptant le régime au Portugal restaient plutôt imperméables aux innovations historiographiques, (voir l'ensemble du chapitre 5), le tournant libéral du franquisme à la fin des années 1950, a permis l'émergence de nouvelles approches se distinguant d'une histoire événementielle et érudite comme elle pouvait se pratiquer depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

S'il parvient à une situation similaire d'homogénéisation idéologique du corps enseignant au bout de quelques années, le mode opératoire portugais marque moins subitement sa rupture avec la République qu'en Espagne. Certes, l'écart entre les deux pays de la péninsule Ibérique s'explique par la genèse différenciée des deux régimes autoritaires. D'un côté, un coup d'État, certes contesté par la manière forte avec les actions violentes du *revirinho*, mais qui a assis rapidement son pouvoir et est parvenu à maintenir l'ordre durant plusieurs décennies. De l'autre, une très violente et meurtrière guerre civile pour prendre le pouvoir. Il faut donc davantage insister sur l'écart dans le processus d'instauration des régimes autoritaires plutôt que sur les personnalités des deux figures centrales au profil distinct : Francisco Franco Bahamonde le militaire et *caudillo* de la nation espagnole « par la grâce de Dieu », éloigné du milieu universitaire ; António de Oliveira Salazar, le professeur d'économie de Coimbra, « simple » président du Ministère puis président du Conseil. La mise en place du régime au Portugal a provoqué certes beaucoup moins de morts qu'en Espagne, pouvant conforter quelques instants la tendance récurrente au Portugal à affirmer le « sébastianisme de l'exception » du cas portugais. Je reprends ici l'expression de Michel Cahen qui a insisté sur la trop fréquente tendance au Portugal à défendre « l'exception lusitanienne » faisant du Portugal un cas toujours un peu différent par rapport aux autres pays européens ayant connu un régime autoritaire dès avant la Seconde Guerre mondiale<sup>60</sup>. Cependant, comme nous allons le voir, la situation universitaire fut rapidement aussi contraignante au Portugal qu'en Espagne.

Durant la Dictature militaire, la situation du personnel enseignant portugais en place n'a pas semblé remise en cause. Ainsi, les mesures prises dès octobre 1926 dans le décret-loi n° 12 426 du 2 octobre 1926 eurent des conséquences marginales. Ce décret essayait de donner une unité à l'Université portugaise, en la voulant plus proche des canons européens comme souligné dans le préambule : « les Universités germaniques, dans ou en dehors de l'Allemagne, sont toutes taillées par un moule commun et caractéristique ». Pour les recteurs, élus pour cinq ans, l'article 5 précisait : « l'Assemblée générale de l'Université réalise l'élection du recteur et du vice-recteur. L'élection sera communiquée au Gouvernement avec une liste de trois noms, pour chacune des charges, auxquelles le gouvernement nommera respectivement un des élus ». Si la procédure changeait quelque peu par rapport à la République, le pouvoir ne faisait donc que poursuivre une pratique déjà en vigueur. Les professeurs en poste n'étaient pas remis en

---

<sup>60</sup> Michel CAHEN, « Salazarisme, fascisme et colonialisme. Problèmes d'interprétation en sciences sociales, ou le sébastianisme de l'exception », *Portuguese Studies Review* (Trent University, Canada), vol. XV, n° 1, 2008, pp. 87-113.

cause. Les altérations étaient donc minimes et l’irruption autoritaire ne semblait pas avoir de conséquences particulières sur le monde du savoir.

L’attention de la Dictature militaire s’est surtout portée sur l’enseignement primaire, cela afin de « démanteler l’œuvre éducative et civique de l’“école républicaine” plutôt que de modifier les structures et les institutions<sup>61</sup> ». Mais même dans le secteur du primaire<sup>62</sup>, ciblé par la Dictature militaire, la marque républicaine était profondément ancrée et les attaques ne se sont pas faites sans résistances. En effet, les changements voulus ont rencontré « certaines barrières dans la culture, la pédagogie des écoles et des corps de professeurs » formés durant la République<sup>63</sup>. Dans le milieu universitaire, il n’y a pas eu comme en Espagne, le besoin de montrer immédiatement son adhésion au nouveau régime. Une partie du corps enseignant a pu dès le coup d’État militaire faire le choix du régime par proximité idéologique. D’autres enseignants, notamment républicains, sont restés en place sans paraître inquiétés, exceptés ceux impliqués dans le *revirinho*. Enfin, d’autres plutôt républicains ont pu progressivement fait le choix de la « Situation<sup>64</sup> ». C’est le cas de Bissaya Barreto « républicain constituant puis salazariste, [qui a] accepté la proximité du nouveau régime avec une conception du fascisme<sup>65</sup>. » Professeur de médecine à l’université de Coimbra, franc-maçon et en même temps membre du Centre académique de démocratie chrétienne, il s’est très rapidement rapproché d’António de Oliveira Salazar quand celui-ci a pris le pouvoir<sup>66</sup>. Le symbole de cette proximité fut son enthousiasme et son implication dans la création du « Portugal des tout Petits » (*Portugal dos Pequenitos*) à Coimbra, créé en 1940 en pleine célébration du double centenaire du Portugal<sup>67</sup>.

---

<sup>61</sup> Maria Cândida PROENÇA, « Ministério da Instrução Pública/ da Educação Nacional », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 571-573.

<sup>62</sup> Les modifications provoquées par le régime autoritaire ont aussi touché l’éducation maternelle, supprimée en 1937, avec l’argument que les mères devaient s’occuper des enfants. Voir Paulo Drumond BRAGA, « O Estado Novo e a Educação Pré-escolar. Os debates parlamentares de 1938 », dans *Cadernos de Investigação Aplicada*, 2010, n° 4, pp. 13-31.

<sup>63</sup> Filomena Maria Moreira da SILVA, *Mandar e Obedecer : a representação da acção disciplinadora da escola no Estado Novo*, thèse de maîtrise de l’Universidade do Minho, soutenue en 2005, p. 39.

<sup>64</sup> L’expression est utilisée dans les sources par les partisans du régime pour décrire la situation politique, sous-entendu la Dictature militaire et l’*Estado Novo*. Dorénavant, je l’emploierai donc avec une majuscule pour me référer à cette façon de désigner le régime autoritaire.

<sup>65</sup> Luís Reis TORGAL, « Universidade de Coimbra », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, ibid.*, vol. III, pp. 1053-1060.

<sup>66</sup> Voir le repère « Droites républicaines » pour une présentation du CADC.

<sup>67</sup> Ce parc, équivalent portugais de France Miniature, est toujours en activité. Il est encore très fréquenté par les parents et leurs enfants. J’ai moi-même été le visiter jeune avec mes parents sans me rendre compte qu’il s’agissait d’un lieu de propagande impériale. Le site officiel, dont la tonalité nationaliste n’est pas du tout dissimulée, le présente comme « le portrait vivant de la portugalité et de la présence portugaise dans le monde, le Portugal des tout Petits est encore aujourd’hui une référence historique et pédagogique pour beaucoup de générations » avant de tempérer qu’il est un « espace de rapprochement des cultures et de croisements des peuples ». Cependant la page web a été modifiée en 2021 et remplacée par un texte plus neutre (<https://www.fbb.pt/pp/historial/>, consulté le 5 août 2021).

Mais la trompeuse continuité républicaine s'est vite érodée durant la Dictature militaire. Elle a d'abord concerné les postes de direction universitaire. Le décret-loi n° 16 623 daté du 10 mars 1929, légiférait sur le choix des recteurs. En effet, le gouvernement les choisissait désormais comme le précise l'article 2 : « Le recteur sera librement choisi par le Gouvernement parmi les professeurs de l'enseignement supérieur ou par les juges de Relation et du Suprême Tribunal de Justice ». Au-delà du contrôle des candidatures, une restructuration en profondeur est souhaitée par certains. Les choses se sont accélérées avec la mise en place de la Constitution de l'*Estado Novo*. Ainsi, dans un texte publié anonymement en 1934 par Vanguarda, intitulé *Le Problème Universitaire au Portugal*, l'auteur idéologiquement très à droite, défendait une vision sans détour de ce que le pouvoir en place devrait attendre de l'Université portugaise :

« Dans l'*Estado Novo*, il n'y a pas, et il ne peut pas y avoir deux opinions : État de tendance totalitaire, le Problème universitaire devra se subordonner, pour se résoudre, aux directives idéologiques qui inspirent l'*Estado Novo*. L'Université devra vivre intégrée dans l'*Estado Novo*, et non pas à la marge de l'État, étrangère à l'État, et quand Dieu le veut, ennemi de l'État. L'Université, en vivant intégrée dans l'*Estado Novo*, doit mettre ses activités, toutes ses forces, au service de l'État dans le domaine qui lui est propre. Dans l'atmosphère de l'*Estado Novo*, elle doit être nationaliste, et non internationaliste ; corporative et non libérale ; organique et non démocratique<sup>68</sup>. »

Si l'anonymat soulignait une certaine crainte de l'auteur, le souhait de mettre au pas l'Université, devint une réalité avec la fermeture des Presses universitaires de Coimbra. L'épisode a entamé une période de poussée réactionnaire à l'encontre de l'Université. Les puissantes et historiques presses universitaires, qui remontaient à l'époque du Marquis de Pombal, avaient à leur tête, au moment des faits, Joaquim de Carvalho, un républicain convaincu qui dirigeait cette instance depuis 1921. Docteur en philosophie à l'université de Coimbra, Joaquim de Carvalho fut aussi un historien de la culture et occupa, sous la République de nombreuses fonctions comme la direction de la bibliothèque générale de Coimbra et de la revue *Revista da Universidade*<sup>69</sup>.

Sa fonction n'avait pas été remise en cause par le coup d'État. Cependant, elle fut mise à mal par la publication attribuée aux Presses universitaires de Coimbra d'un poème au titre évocateur « la Malédiction (poème à Salazar) », écrit par Jaime Cortesão, l'historien opposant en exil, dans le journal clandestin *A Verdade (La Vérité)*<sup>70</sup>. Salazar y est comparé à un « pharisien »

---

<sup>68</sup> Citation reportée dans António da Costa Lobo VILELA, Luís Reis TORRAL, *Lobo Vilela e a polémica sobre a Universidade e o ensino nos inícios do Estado Novo*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2009, p. 19.

<sup>69</sup> Paul Archer de CARVALHO « Joaquim de Carvalho » dans le *Dicionário de historiadores portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>70</sup> De juillet 1933 à février 1934, 11 numéros du journal *A Verdade* ont été publiés. Il était dirigé par Armando Cortesão, le frère de Jaime Cortesão. Publié clandestinement entre Lisbonne, Madrid et Coimbra, c'est dans cette dernière ville qu'aurait été publié le n° 9 de janvier 1934, contenant le sulfureux poème « Malédiction ».



qui vole la foi aux croyants, à un « assassin » et à un « bourreau » ; le poème termine par : « maudite soit l'heure où tu es né / qui étouffe tout quand tu as surgi / que tes jours se perdent dans ta souffrance / qu'on te refuse les sources d'eau, la terre, le pain / les étoiles et la lumière – Maudit-sois-tu ! ». Outre l'utilisation du tutoiement, dans un milieu où rares sont les intellectuels qui osaient cette familiarité, il est possible d'imaginer, à travers la charge de Jaime Cortesão, la colère de Salazar à sa lecture.

Nous pouvons reprendre ici la logique développée par Thucydide dans son *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*. Dans le cadre de la guerre du Péloponnèse, celui-ci a distingué des causes prétextes qui motivaient l'affrontement entre Sparte et Athènes comme le refus de laisser aux marchands spartiates l'accès au marché de Mégare et une cause principale, restée non dite, soit la lutte pour l'hégémonie grecque entre les deux puissantes cités antiques<sup>71</sup>. Partant, si la publication du poème contre Oliveira Salazar était la cause prétexte, la cause principale poussant à la fermeture des Presses universitaires de Coimbra serait pour Luís Reis Torgal « une façon de neutraliser une institution ayant une grande production éditoriale et de presse, qui pouvait éventuellement échapper au contrôle de l'État<sup>72</sup> ». Quoi qu'il en soit, le 30 juin 1934, les Presses universitaires sont fermées et l'institution, accusée de rompre l'unité du pays, fut démantelée, une partie des biens allant dans locaux des Presses nationales de Lisbonne<sup>73</sup>.

Après cette première mesure répressive attaquant un des hauts lieux de la diffusion du savoir, une première « offensive<sup>74</sup> » de destitutions se produisit en 1935, soit seulement quelques mois après l'épisode des Presses universitaires de Coimbra. À la faveur du décret-loi n° 25 317 du 13 mai 1935, le président du Conseil, soit António de Oliveira Salazar, entendait mettre fin aux dissidences au sein de la fonction publique. Le décret-loi, s'appuyait dès le début de son préambule sur l'article 6 de la nouvelle Constitution en vigueur depuis le 11 avril 1933 :

« Il incombe à l'État de promouvoir l'unité morale et d'établir l'ordre juridique de la Nation, définissant et faisant respecter les droits et garanties résultant de la nature de la loi, en faveur des individus, des familles, des pouvoirs locaux et des corporations morales et économiques. »

---

<sup>71</sup> THUCYDIDE, *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*, traduction, Jacqueline de ROMILLY, Paris, Belles Lettres, 1963-1991.

<sup>72</sup> Luís Reis TORGAL dans, Fernando Taveira da FONSECA (coord.) et alii, *Imprensa da Universidade de Coimbra, Uma história dentro da História*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2001, p. 93.

<sup>73</sup> La page des Presses universitaires de Coimbra a développé un historique de cette institution, reprenant en partie l'ouvrage dirigé par Fernando Taveira da Fonseca. ([https://www.uc.pt/imprensa\\_uc/imprensa/historia](https://www.uc.pt/imprensa_uc/imprensa/historia), consulté le 12 janvier 2021).

<sup>74</sup> Je reprends ici le terme utilisé par les auteurs à propos de la purge de 1935/1936 dans Fernando ROSAS et Cristina SIZIFREDO, *Estado Novo e Universidade, A perseguição aos professores*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, p. 44, terme réemployé par les auteurs pour la série de destitutions de 1946/1947 (p. 49). Ce sont les deux plus massives vagues d'exclusions affectant le milieu enseignant pendant la période de l'*Estado Novo*.

Un autre article de la Constitution est mobilisé. Il s'agit de l'article 22 précisant : « Les fonctionnaires publics sont au service de la collectivité et non de n'importe quel parti ou organisation d'intérêt particulier, lui incombant d'observer et de faire respecter l'autorité de l'État ». La mobilisation des deux articles montre comment le texte constitutionnel de l'*Estado Novo* servait de base juridique pour entreprendre toute une série de lois répressives.

Le préambule du décret-loi du 13 mai 1935 insiste longuement sur la nécessité d'une exemplarité et d'une fonction publique disciplinée. Les fonctionnaires y sont sommés de « mettre leur activité au service de l'État et [de coopérer] avec dévouement permanent » tout en évitant de « perturber la vie de la Nation, soit dans l'exercice de ses fonctions, soit en dehors d'elles, constituant des noyaux de résistance contre l'État lui-même ». Si le décret met en avant les bons services d'un bon nombre de fonctionnaires, on perçoit une inquiétude : « Il est aussi vrai que dans le corps des fonctionnaires on trouve encore des résistantes hostilités aux principes consignés [dans la Constitution] ». En conséquence, face à la situation jugée désagréable, le décret poursuit : « L'État ne peut, sans abdiquer une part de son propre prestige et de sa défense, consentir à ce que se maintienne un tel état de fait, auquel il est urgent de mettre un terme ». L'objectif était donc de mettre fin à toutes les expressions d'opposition au sein de la fonction publique. Ce fut une véritable mise au pas. Les premiers articles du décret donnent clairement le ton :

« Article 1 : les fonctionnaires ou employés, civils ou militaires, qui ont révélé ou révèlent un esprit d'opposition aux principes fondamentaux de la Constitution Politique, ou qui ne donnent pas la garantie de coopérer dans la réalisation des fins supérieures de l'État seront mis à la retraite, s'ils y ont droit, ou exclus dans le cas contraire.

Article 2 : les individus qui se trouvent dans les conditions de l'article précédent ne pourront pas être nommés ou engagés pour quelque charge publique qui soit, ni admis à des concours pour ces postes. »

Les autres articles précisent que le Conseil des ministres, et lui seul, était en capacité d'appliquer les différentes sanctions. Le décret-loi n°25 317 fut à chaque fois utilisé lorsque le Conseil des ministres prenait la décision d'exclure un enseignant, et les documents de demande d'information auprès de la police politique portaient toujours le nom de ce décret pour enclencher une procédure de destitution. Son importance est donc majeure pour comprendre le contrôle du pouvoir autoritaire sur l'Université et plus globalement sur la fonction publique.

À l'abri du décret-loi n°25 317, le gouvernement a rendu publique le 16 mai 1935<sup>75</sup> la liste des personnes concernées par la première vague de purge des personnels de l'enseignement supérieur, mais aussi de militaires, d'enseignants du secondaire et de simples fonctionnaires. Au total 33 personnes ont été ainsi évincées. Pour le monde des lettres, l'historien Sílvio Lima fut notamment visé au terme d'une exclusion clairement perceptible comme une sanction. Ainsi, la publication du texte présenté au concours de professeur extraordinaire de Coimbra « L'amour Mystique – Notion et valeur de l'expérience Religieuse », contenait de nombreuses critiques à peine voilées de certaines des positions de Manuel Gonçalves Cerejeira, l'archevêque de Lisbonne<sup>76</sup>. Ce scientifique, de philosophe formation et auteur d'une série de livres sur l'histoire de la psychologie, n'a pu réintégrer l'université de Coimbra qu'en janvier 1942. Il a cependant, tout au long de sa vie, été suspecté de faire partie du Mouvement d'unité démocratique ou bien de soutenir les opposants, et ce n'est qu'après la révolution des Œillets, en 1975, qu'il obtint un poste de « cathédrique »<sup>77</sup>.

Quelques jours plus tard, la franc-maçonnerie était rendue illégale, ses membres susceptibles d'être poursuivis, et tout fonctionnaire devait faire le serment qu'il ne faisait pas partie d'une association secrète, du fait de l'article 3 de la loi n° 1 901 du 21 mai 1935. Le décret rendait obligatoire, dès son article 1, la publication par les représentants des « associations secrètes » d'une liste des statuts de ces associations et les membres de la franc-maçonnerie étaient susceptibles d'être jugés. De plus, l'article 3 précise :

« Personne ne peut être nommé à un poste public, civil ou militaire, de l'État ou des corps administratifs, sans avoir présenté un document authentifié, par écrit, devant le chef du service compétent, en déclarant, sur l'honneur, qu'il n'appartient pas, ni n'a jamais appartenu à quelconque association ou institution prévues dans l'article 2 »

On franchissait donc une nouvelle étape dans la surveillance et la nécessaire disciplinarisation des fonctionnaires.

Enfin, le contrôle se poursuit avec le décret-loi n° 27 003 du 14 septembre 1936 qui « sophistique et resserre les mailles du contrôle politique de l'accès aux charges publiques<sup>78</sup> ». Dès

---

<sup>75</sup> Publié dans le *Diário do Governo* du 16 mai 1935 et présentée comme une résolution du Conseil des Ministres, le texte se met à l'abri du décret du 13 mai « Usant de la compétence qui lui est conférée par l'article 4 du décret n° 25 317, le Conseil des ministres, lors des réunions du 14 du mois courant, a résolu [ce qui suit] ».

<sup>76</sup> Précisons que le texte fut publié par les Presses universitaires de Coimbra avec la date de 1935, mais datait nécessairement de 1934, car cette maison d'édition était déjà fermée. Paulo Archer de CARVALHO, « Sílvio Lima », dans *Dicionário de Historiadores portugueses, da Academia Real das Ciências ao final do Estado Novo*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>77</sup> Voir la note 4 de l'article de Fernando CATROGA, « A historiologia de Sílvio Lima », dans *Estudos em homenagem a João Francisco Marques*, Porto, Faculdade de Letras da Universidade do Porto, 2001, pp. 333-348.

<sup>78</sup> Fernando ROSAS, Cristina SIZIFREDO, *ibid.*, p. 46. Dans cet ouvrage, après un rapide résumé des différentes mesures, on trouve la liste de l'ensemble des professeurs qui ont été touchés par les différentes purges du pouvoir

son préambule, ce décret est présenté comme un outil de perfectionnement des lois en vigueur. Ainsi, il commence par : « Ayant pris en compte l'exécution et la meilleure efficacité des principes consignés dans le décret-loi n° 25 317 du 13 mai 1935 » puis il s'appuie sur un article de la Constitution pour justifier la mesure. Précisons que la disposition s'applique, selon l'article 1, à tous les postes de la fonction publique ou militaire, y compris dans le renouvellement d'un poste. De plus, selon l'article 4, tous les chefs de services qui ne signalent pas, alors qu'ils en ont la connaissance, un « fonctionnaire ou employé qui professe des idées subversives » seront exclus ou mis à la retraite. La délation était donc érigée en règle. Le décret-loi pose comme condition dans l'article 1, pour tout poste public, un document obligatoire avec signature authentifiée par l'autorité responsable du poste, attestant :

« Je déclare, sur mon honneur, que je suis intégré dans l'ordre social établi par la Constitution Politique de 1933, avec rejet actif du communisme et de toutes les idées subversives. »

À travers la déclaration, l'emphase sur le communisme était manifeste dans la mesure où il a été distingué des idées subversives. Le décret-loi est la conséquence de la pression de la guerre civile espagnole, commencée depuis quelques semaines de l'autre côté de la frontière. Le pouvoir portugais était en effet inquiet face à la menace de voir le camp républicain s'imposer en Espagne et l'a poussé à se radicaliser<sup>79</sup>. De 1936 au 25 avril 1974, cette déclaration devint obligatoire pour toute entrée dans la fonction publique portugaise. La nécessité d'une conformité à l'idéologie de l'*Estado Novo* devenait obligatoire et inconditionnelle à toute prise de fonction. Comme le résume bien Luís Reis Torgal « on peut dire que l'année 1936 est décisive en termes de politique de l'éducation du salazarisme et de l'extinction des libertés académiques qui subsistaient<sup>80</sup> ».

La seconde moitié de la décennie 1930 fut donc déterminante dans la mainmise du pouvoir sur le milieu universitaire par force de loi. L'accélération dans la production d'un appareil législatif contraignant afin d'encadrer le corps enseignant de l'enseignement primaire au supérieur, et plus généralement la fonction publique portugaise, se traduit aussi par un glissement

---

sur l'ensemble de la période autoritaire portugaise (pages 57 à 67) ainsi qu'une courte biographie de chacun de ces scientifiques.

<sup>79</sup> Pour un bilan plus général des conséquences de la guerre civile espagnole sur la politique du régime autoritaire il est possible de consulter César OLIVEIRA, « Guerra Civil Espanhola », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, pp. 410-413.

<sup>80</sup> Luís Reis TORGAL, dans Fernando Taveira da FONSECA (coord.) et alii, *Imprensa da Universidade de Coimbra, Uma história dentro da História*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2001, p. 119.

sémantique important. Ainsi, en 1936, le gouvernement fit le choix de modifier le nom du ministère en charge de l'enseignement. Précisons qu'il n'existait pas de ministère spécifique pour l'enseignement supérieur. En conséquence, le ministre de l'Éducation nationale était chargé de l'enseignement, du primaire du secondaire et du supérieur. António Faria Carneiro Pacheco, ministre nommé au début de l'année 1936 a transformé le ministère de l'Instruction publique en ministère de l'Éducation nationale (base I de la loi n° 1 941 du 11 avril 1936).

Il est intéressant de constater que dans le cadre d'un régime autoritaire, le débat entre « éducation » et « instruction » prend une autre dimension. En France, le débat remonte à la Révolution française, où s'opposaient d'un côté les partisans du terme « éducation », qui voyaient dans ce terme un véritable projet de société où l'État « modèle complètement l'esprit des futurs citoyens pour en faire des républicains dévoués » alors que de l'autre côté on trouvait les partisans de la notion d'« instruction » qui étaient favorables à une intervention davantage limitée « à l'acquisition des connaissances de base » et laissant l'éducation à la famille. Le terme « instruction » s'est imposé dès 1793, y compris dans la Déclaration des droits de l'Homme de la même année, et ce terme domine dans les dénominations officielles des ministères jusqu'à 1932, quand le ministère de l'Instruction publique devient celui de l'Éducation nationale. À partir de 1932, sauf pour la parenthèse de Vichy où « Instruction » refait surface et pendant les années de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing qui ôte la mention « nationale » dans une dynamique européenne, l'Éducation nationale est devenue la norme pour le ministère en charge de cette question<sup>81</sup>.

En Espagne, jusqu'au régime dictatorial, le ministère était celui de la « *Instrucción Pública* » avant de devenir en 1938, dans les territoires déjà arrachés à la Deuxième République par l'insurrection des militaires réactionnaires qui deviendrait le franquisme, la « *Educación nacional* ». On observe donc un changement similaire à celui opéré en France et au Portugal en passant de l'*instruction* à l'*éducation*. Cependant, dans le cadre de régimes autoritaires ayant tendance à vouloir englober l'ensemble de la société dans leur projet et tout particulièrement à encadrer étroitement la jeunesse, le terme « éducation » pouvait autrement prendre la dimension négative d'un endoctrinement d'État. Ainsi, à partir des années 1930, le professeur devenait un moule qui façonnait les âmes et inculquait du « dehors au dedans », par opposition aux méthodes précédentes où les élèves étaient des plantes et le professeur un jardinier et où il y avait

---

<sup>81</sup> Pierre-Eugène MULLER, « de l'instruction publique à l'éducation nationale », dans *Mots*, vol. 61, n° 1, 1999, pp. 149-156.

donc un mouvement de « dedans vers le dehors<sup>82</sup> ». En revanche, il est aussi intéressant de voir que les gouvernements, aussi bien en Espagne qu'au Portugal, ne sont pas revenus sur le terme « éducation », ôtant cependant l'adjectif « nationale », encore sous la dictature en Espagne en 1966 et tout de suite après le 25 avril 1974 au Portugal, par le décret-loi n° 203/74 du 15 mai 1974, instituant ministre de l'Éducation et de la Culture.

La loi n° 1941 du 11 avril 1936 fut importante et les autres dispositions de la loi dessinaient clairement de quoi la nouvelle Éducation nationale était le nom. Ainsi, elle est primordiale car elle fournit les bases de la réorganisation de ce ministère et de l'éducation en général pour tout le Portugal. De plus, de nombreuses dispositions sont restées en vigueur jusqu'à la fin du régime autoritaire. Outre la création du Conseil national de l'éducation<sup>83</sup>, la base VIII par exemple veut anticiper toute « surpopulation dans les lycées et les Universités » en favorisant la sélection et la répartition des élèves entre l'enseignement technique et général dans l'objectif d'éviter toute démocratisation de l'Université et le maintien d'une élite restreinte. La base IX souhaite complètement refondre les programmes scolaires et universitaires afin de « supprimer ce qui est inutile ou pédagogiquement dispensable » tandis que la base X institue les manuels uniques, sauf pour l'enseignement supérieur.

La loi jette aussi les fondements de la *Mocidade Portuguesa* (MP) dans la base XI, « une organisation nationale et prémilitaire qui stimule le développement intégral de sa (*n.* : la jeunesse) capacité physique, la formation du caractère et la dévotion à la Patrie et la place en condition de pouvoir concourir efficacement à sa défense ». L'impact de la guerre civile espagnole et la crainte d'une action armée du pays voisin transparaissent. Enfin, plus anecdotique mais symptomatique de l'idéologie du régime autoritaire portugais, la base XII rend obligatoire la formation de chorales dans les écoles et la présence d'une « collection de cantiques nationaux, exaltant les gloires portugaises, la dignité du travail et l'amour de la Patrie », à connaître pour les grandes occasions et les fêtes scolaires. La base XIII, elle, rend obligatoire la présence d'un crucifix « derrière et au-dessus de la chaise du professeur, comme symbole de l'éducation chrétienne instituée par la Constitution ».

On retrouve bien, dans cet acte fondateur du ministère de l'Éducation nationale, l'empreinte patriotique, chrétienne de l'idéologie de l'*Estado Novo* et les outils d'un contrôle étroit

---

<sup>82</sup> António de NÓVOA « Educação Nacional » dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, pp. 286-288 ; mais aussi le chapitre du même auteur : « A Educação Nacional » dans António Henrique de Oliveira MARQUES et Joel SERRÃO (dir.), *Nova História de Portugal*, vol. XI, *O Estado Novo (1930-1960)*, Lisbonne, Editorial Presença, 1992, pp. 456-515.

<sup>83</sup> Qui est développée dans le III)1) du chapitre 4.

de la jeunesse portugaise, aussi bien à l'école que dans l'embrigadement de la jeunesse avec la MP. Enfin, il faut relever une nouvelle insistance sur la sélection nécessaire et la collaboration des professeurs dans la base V de la loi :

« Dans la sélection du professorat de n'importe quel degré de l'enseignement, il faudra tenir compte, sans préjudice de la préparation scientifique, des exigences de son essentielle coopération dans la fonction éducative et la formation de l'esprit national. »

Les candidates et candidats étaient prévenus : l'adhésion à l'idéologie du régime était attendue et toute dissidence était sujette à une exclusion sans possible contestation légale du fait des différentes mesures prises en 1935 et 1936 afin de contrôler les fonctionnaires publics. Dans les années suivant la mise en place de l'*Estado Novo*, l'ambiguïté de la Dictature militaire s'est dissipée et le pouvoir a pris un ensemble de dispositions afin de contrôler le monde du savoir, de la primaire à l'université<sup>84</sup>.

Le durcissement accéléré du pouvoir lui garantit une stabilité qui ne fut mise à mal que durant les quelques moments de reflux d'autorité du pouvoir portugais, souvent liés à un contexte international défavorable. Ainsi, une nouvelle période d'épuration du corps enseignant s'est produite en 1947, quand la dynamique déstabilisatrice de l'après Seconde Guerre mondiale autour du Mouvement d'unité démocratique (MUD)<sup>85</sup> s'est épuisée et après l'échec d'un coup d'État contre le pouvoir en place le 10 avril 1947<sup>86</sup>. Sous couvert du décret-loi 25 317 du 13 mai 1935, 21 enseignants ont été exclus le 18 juin 1947. Contrairement à la première liste de 1935, dans la résolution du Conseil des ministres sont distingués d'un côté les militaires, de l'autre les professeurs en poste qui sont « mis à la retraite ou exclus s'ils n'ont pas le droit à la retraite » et enfin une mention spécifique pour les enseignants qui n'ont pas de poste officiel dont il est précisé que « les contrats sont immédiatement terminés ». Une partie des plus prestigieux enseignants sont visés, « essentiellement à cause de leurs idées et positions politiques,

---

<sup>84</sup> Comme l'a observé Adélia Carvalho Mineiro « le contrôle sur les agents de l'enseignement était encore plus fort que celui exercé sur le reste de la fonction publique » (Adélia Carvalho MINEIRO, *Valores e Ensino no Estado Novo, Análise dos Livros Únicos*, Lisbonne, Sílabo, 2007, p. 167).

<sup>85</sup> Le MUD surgit en octobre 1945 alors que le pouvoir est affaibli par la défaite de l'Axe. Il réunissait un ensemble de groupes de gauche prônant une nécessaire démocratisation du pays. Une section pour les plus jeunes, le MUD jeunesse est aussi créé. Affaibli dès 1947 par une vague de répression, le MUD est interdit en 1948. En plus de l'article de Fernando Costa (Fernando COSTA, « MUD », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 634-637), il est possible de consulter la longue entrée dans le dictionnaire Infopédia ([https://www.infopedia.pt/\\$movimento-de-unidade-democratica-\(mud\)](https://www.infopedia.pt/$movimento-de-unidade-democratica-(mud))), consulté le 23 janvier 2021).

<sup>86</sup> Cette date avait été fixée pour tenter un coup d'État mené par des officiers dissidents et des personnalités militaires et civiles de l'opposition, mais il a été démasqué par la police politique et une vague répressive s'ensuit (Fernando ROSAS, Cristina SIZIFREDO, *op. cit.*, p. 50).

sachant que la majorité n'avait même pas d'activité dans les rangs de l'opposition organisée<sup>87</sup> ». Les sciences sont particulièrement affectées et notamment les mathématiques.

Cette nouvelle purge fit date dans l'histoire de l'*Estado Novo*, demeurant sans équivalent dans l'histoire du régime. Ces fonctionnaires de l'État furent punis pour l'exemple puisque le pouvoir n'a par la suite procédé qu'à quelques révocations sporadiques, y compris lors de la crise universitaire de 1962<sup>88</sup>, et cela jusqu'à la fin du régime autoritaire. Mais au-delà des vagues de purge touchant un ensemble de personnes, Fernando Rosas et Cristina Sizifredo ont bien insisté sur trois autres types d'évictions, moins spectaculaires mais tout aussi dommageables, qui ont pu se produire durant l'ensemble de la période de l'*Estado Novo*. La première est celle des professeurs étant l'objet de révocations isolées de la part du ministre de l'Éducation nationale, jamais rendues publiques pour éviter tout ébruitement et dont les seules traces qui ont perduré sont les témoignages de solidarité des collègues. La deuxième forme d'éviction réunit les enseignants engagés pour une durée déterminée et n'ont pas vu leur contrat renouvelé ou ont été exclus, voire interdit de progresser dans la carrière universitaire après avoir été jugés incompatibles avec le régime par la police politique. La troisième concerne tous les hommes et les femmes qui ont terminé leurs licences mais ont été empêchés de poursuivre leurs études ou bien d'enseigner dans le supérieur<sup>89</sup>.

Certes, les vagues d'épuration sont numériquement faibles au regard de celles en Allemagne nazie. Dans ce pays, 2500 scientifiques ont été exclus parce qu'ils étaient juifs ou bien affiliés à des partis de gauche entre 1933 et 1945<sup>90</sup>. Même si le Portugal est un pays huit fois moins peuplés, en ne se limitant qu'à la population métropolitaine, les purges dans les milieux scientifiques furent bien plus importantes en Allemagne. Il ne faut pour autant pas relativiser les exclusions au Portugal. Elles ont été accompagnées comme énoncé auparavant de modalités plus pernicieuses pour écarter certains enseignants, qui ne passaient pas par un décret en Conseil des ministres mais par des procédés de la police politique. Moins visibles, elles furent pourtant tout aussi révélatrices d'une volonté de contrôler le corps enseignant.

Toutefois, l'intromission du pouvoir dans le monde du savoir ne s'est pas limitée au contrôle des enseignants et du personnel administratif. Les étudiantes et étudiants formaient le vivier des futurs universitaires ont été tout particulièrement surveillés par le pouvoir politique.

---

<sup>87</sup> Fernando ROSAS, Cristina SIZIFREDO, *ibid.*, p. 50.

<sup>88</sup> Nous verrons dans le chapitre 6 l'exemple de l'exclusion de Vitorino Magalhães Godinho.

<sup>89</sup> Je donnerai un certain nombre d'exemples notamment dans le I) du chapitre 6.

<sup>90</sup> Voir Mitchell G. ASH, « Scientific Changes in Germany 1933, 1945, 1990 : Towards a Comparison », dans *Minerva*, n° 37, 1999, pp. 329-354.



Cette attention particulière n'est pas spécifiquement portugaise, loin de là. Elle est généralisée à l'ensemble des structures universitaires dans le monde, et est ancienne. En effet, depuis les premières créations universitaires, les différents pouvoirs, qu'ils soient politiques ou religieux ont cherché, dès le Moyen Âge, à contrôler « la présence d'une masse de jeunes souvent déracinés [qui] posait aux autorités urbaines et politiques des problèmes d'encadrement, de surveillance, de police des mœurs et idée<sup>91</sup> ». L'éloignement des campus fut souvent la solution. En effet, en plus de profiter de terrains moins chers que dans le centre-ville, cela « a eu le grand mérite de tenir à distance une population composite, indisciplinée et contestataire<sup>92</sup> ». On peut, pour les exemples ibériques, penser aux créations des campus de l'université de Lisbonne dans la zone de Campo Grande et aux universités madrilènes où la Complutense s'est installée en périphérie immédiate du centre historique dans le parc de la Moncloa alors que l'université autonome de Madrid a pris possession d'un vaste espace en proche banlieue.

Le groupe des étudiants a connu une croissance continue. La tendance s'est amorcée dès la période républicaine : de l'année scolaire 1911-1912 à l'année 1925-1926, le nombre total d'étudiantes et étudiants dans l'enseignement supérieur est passé de 1212 à 4117 soit un effectif qui a plus que triplé<sup>93</sup>. Il faut souligner l'assez faible taux de féminisation de l'enseignement supérieur. Sur toute la période 1910-1926, seules 280 femmes soit seulement 7% de l'ensemble des effectifs étudiants sont à dénombrer<sup>94</sup>. Les chiffres du tout début de la période autoritaire sont révélateurs. L'ensemble des facultés de lettres du pays totalise 546 étudiantes et étudiants pour l'année scolaire 1927-1928 : 104 étudiants dans la FLUP ; 166 pour la FLUC, et 276 à la FLUL. Ils rappellent que l'accès à l'Université était extrêmement exceptionnel dans un pays majoritairement analphabète, où les études coutaient chères et les bourses étaient très peu nombreuses<sup>95</sup>.

---

<sup>91</sup> Élodie CUCCAROLO, Marlene GÉRARD, Claudio MONTONI, Manon POLETTI, *Intégration urbaine comparée de deux campus universitaires : Cergy et Paris Ouest-Nanterre la Défense, Projet de recherche commandité par le Plan Urbanisme Construction Architecture*, sous la direction de Pierre BERNARD et Hervé VIEILLARD-BARON, Université Paris-Nanterre, juin 2011, p. 14.

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>93</sup> Pour les chiffres, voir Maria Cândida PROENÇA « A educação » dans Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011, pp. 169-190.

<sup>94</sup> Les chiffres sont fournis par Rómulo de CARVALHO et cités par Luís Reis TORGAL, « Universidade de Coimbra », dans Maria Fernanda ROLLO (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. III, pp. 1053-1060.

<sup>95</sup> Francisco Miguel ARAÚJO, Luís Alberto Marques ALVES, « Faculdade de Letras do Porto » dans Maria Fernanda ROLLO (coord.) *et alii*, *ibid.*, vol. II, pp. 11-14.

Pendant la période de la Dictature militaire, le milieu étudiantin s'est mobilisé face à l'instauration du pouvoir autoritaire<sup>96</sup>. Les travaux de Cristina Faria ont justement insisté sur la contestation étudiante et notamment sur la violente répression pendant cette période<sup>97</sup>. L'installation de *l'Estado Novo* en 1933 a été un tournant majeur. Jusque-là, les représentants des associations étudiantes étaient élus et régulièrement de tendance républicaine. Les dirigeants de la principale association de l'université de Coimbra, l'Association académique de Coimbra, ont été durant toute la période autoritaire des hommes, d'où l'utilisation d'étudiants au masculin<sup>98</sup>. Créée en 1887, elle a été la principale organisation de représentation des étudiantes et étudiants de l'université de Coimbra<sup>99</sup>. Luís Reis Torgal précise que « dans les milieux étudiantins, ce sont les républicains qui gagnaient dans les luttes institutionnelles » comme pour la présidence de l'Association académique de Coimbra. Jusqu'en 1936, l'association étudiante envoyait des représentants de tendance républicaine dans les deux institutions où le corps étudiant avait des représentants, le Sénat et l'Assemblée de l'université<sup>100</sup>.

En novembre 1936 le pouvoir, guerre civile espagnole oblige, a altéré la procédure de désignation des représentants étudiants en supprimant les élections et en nommant directement les personnes. Dans le même texte de novembre 1936, les associations étudiantes ont été privées de représentation au sein des organes de décision des universités. Les étudiants ont ainsi été subitement amputés de leurs droits de représentations et de choisir librement leurs représentants. Le pouvoir en a en outre profité pour essayer d'intégrer les associations étudiantes dans le système corporatif, et avec un certain succès. Álvaro Garrido développe l'exemple de l'Association académique de Coimbra qui dans les années 1930 adopte une ligne en accord avec le gouvernement : « Encadrés par une Université qui a été mise au service de l'État et à la merci du gouvernement, les étudiants se sont peu agités<sup>101</sup> ». Le monde étudiant est donc entré dans la ligne du gouvernement à la fin des années 1930 et les années 1940 : c'était le temps des *Capas Negras*<sup>102</sup>.

---

<sup>96</sup> Pour un état des lieux de l'ensemble des mouvements étudiantins de la période, il est possible de consulter Marta Benamor DUARTE, « Movimentos Estudantis », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 640-645.

<sup>97</sup> Cristina FARIA, *As Lutas Estudantis contra a Ditadura Militar (1926-1932)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2000.

<sup>98</sup> Luís Reis TORRAL, « Universidade de Coimbra », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *op. cit.*, vol. III, pp. 1053-1060.

<sup>99</sup> Le site de cette association n'a malheureusement pas de section histoire, voir : <https://www.academica.pt/>, consulté le 13 janvier 2021.

<sup>100</sup> Luís Reis TORRAL dans, Fernando Taveira da FONSECA (coord.) *et alii*, *Imprensa da Universidade de Coimbra, Uma história dentro da História*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2001, p. 105.

<sup>101</sup> Álvaro Garrido « A Universidade e o Estado Novo : De "corporação orgânica" do regime a território de dissidência social », dans *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 81, juin 2008, pp. 133-153.

<sup>102</sup> Le film d'Armando de Miranda fut un immense succès au Portugal. Il parle d'une histoire d'amour entre un étudiant de droit de l'université de Coimbra et une paysanne. Tout au long du film, la conformité aux traditions

Mais une fois la Seconde Guerre mondiale terminée, le pouvoir ne parvint plus à orienter aussi facilement l'Association académique de Coimbra car la base se rapprochait des oppositions à l'*Estado Novo* en participant au MUD jeunesse même si la direction restait jusque dans les années 1950 proche du régime<sup>103</sup>. Le MUD Jeunesse s'est implanté dans les principales universités du pays comme à Coimbra. L'ouvrage d'Alberto Vilaça a réuni un ensemble de documents retraçant l'histoire du MUD Juvenil dans la ville de Coimbra, montrant notamment comment le mouvement s'est installé dans un ancien bâtiment d'une association étudiante en faveur de la République, le Centre républicain Académique, mais aussi de nombreux documents produits à cette époque<sup>104</sup>.

Une nouvelle période de mobilisation<sup>105</sup> s'est ouverte quand le gouvernement a souhaité limiter l'action des associations académiques en 1956<sup>106</sup> mais surtout quand une grande crise étudiante a traversé le Portugal en 1962 à la suite de l'interdiction de la journée de l'étudiant, sur fond de début de guerre coloniale<sup>107</sup>. La rupture du milieu étudiant avec le pouvoir s'est accentuée avec la crise. Il ne parvint pas à reprendre le contrôle, entre la défiance des étudiants mobilisables pour la guerre, l'influence des groupes de gauche radicale mais aussi des étudiants catholiques<sup>108</sup>. Une dernière grande mobilisation estudiantine se produisit avant la chute du régime en 1969, « la plus dure et la plus radicale » aboutissant à la démission du ministre de l'Éducation nationale et du recteur de l'université de Coimbra<sup>109</sup>. Les étudiantes et étudiants représentèrent donc, à partir des années 1960, de nouveau un groupe pouvant provoquer de vives contestations au pouvoir autoritaire, signe d'une résilience du champ du savoir face à la dictature.

---

n'est jamais questionnée. Les étudiants chantent le « chant universitaire » de Coimbra, portent le costume traditionnel des étudiants, composé d'une cape et d'une soutane (*capa e batina*), auquel le nom du film fait référence. L'idéalisation de la vie universitaire y est prégnante (Armando de MIRANDA, *Capas Negras*, 1947).

<sup>103</sup> Álvaro GARRIDO, *Movimento Estudantil e Crise do Estado Novo*, Coimbra, Minerva, 1996, pages 39 à 43.

<sup>104</sup> Alberto VILAÇA, *O MUD Juvenil em Coimbra, História e estórias*, Porto, Campo das Letras, 1998.

<sup>105</sup> Une thèse de doctorat aborde l'ensemble des mouvements étudiants sur la période allant de 1956 à 1974, mettant en lumière les motivations des étudiants. Voir Guya ACCORNERO, *Efervescência Estudantil. Estudantes, ação contenciosa e processo político no final do Estado Novo (1956-1974)*, sous la direction de Manuel Villaverde CABRAL, thèse soutenue à l'Institut des Sciences Sociales, 2009.

<sup>106</sup> Le décret-loi n° 40 900 du 12 décembre 1956 prévoyait un renforcement du contrôle sur les associations étudiantes mais un vaste mouvement est parvenu à bloquer l'application du décret pendant plusieurs années.

<sup>107</sup> Cette crise étudiante a plusieurs fois été étudiée. Un certain nombre de documents sont réunis dans le livre de João Pedro FERRO (org.) : *A Primavera que abalou o regime. A crise académica de 1962*, Lisbonne, Presença, 1996.

<sup>108</sup> Fernando Rosas a montré comment, à partir de 1958, l'Église catholique est rentrée dans une relation plutôt tendue avec le pouvoir (Fernando ROSAS, *L'Art de durer, le fascisme au Portugal*, traduction de Clara DOMINGUES, Paris, Les Éditions sociales, 2020, pages 237 à 244).

<sup>109</sup> Luís Reis TORRALBA, « A Universidade em Portugal em período de transição para a democracia e para o neoliberalismo », dans *Espacio, Tiempo y Educación*, n° 2 (2), 2015, pp. 155-171.

\*

\* \*

Au total, si la période républicaine a eu une incidence décisive dans la formation de la nouvelle carte universitaire du pays, le régime dictatorial a tardé à se pencher sur la question de l'enseignement supérieur, reléguée au second plan du fait des vicissitudes économiques de l'après Première Guerre mondiale. Cependant, à partir de la mise en place de l'*Estado Novo* en 1933, les idéologies opposées au pouvoir en place, jouissant jusque-là d'une certaine tolérance, furent attaquées graduellement et devinrent insupportables. Le pouvoir politique a donc opéré une prise en main progressive, mais ferme, sur le groupe social des universitaires afin de s'assurer un contrôle presque intégral du milieu académique.

Le pouvoir politique portugais, en tant que principal financeur de l'Université portugaise, a corrodé progressivement mais sûrement l'indépendance dont pouvait jouir la plupart des universités. Plus qu'un droit de regard, l'interférence concernait tout ce qui composait l'Université, des institutions aux hommes, était soumis à un potentiel contrôle du pouvoir. Mais la vigilance du pouvoir autoritaire ne s'est pas limitée uniquement à l'Université comme lieu de travail des savants. Elle a aussi redéfini la place des savants dans le corps social.

## II) De l'intellectuel dans la cité aux universitaires dans le rang. Vers un cantonnement du savoir par le pouvoir

Jusqu'ici, j'ai délibérément évité d'utiliser le terme d'intellectuel, non pas pour créer un effet de suspense, mais parce que je n'ai pas voulu pas le réserver aux seuls universitaires, car les exclus et celles et ceux n'ayant pas intégré l'Université font aussi partie des intellectuels portugais. Le terme est abondamment utilisé dans les sources. Par ailleurs, le dictionnaire de Porto Editora définit un intellectuel en portugais comme une « personne dont l'activité principale est liée à l'utilisation prépondérante de l'intellect » ou bien « personne de culture ». Ainsi, il n'y a aucune mention d'un lien ou d'une appartenance particulière à une institution d'enseignement supérieur.

Il est nécessaire de définir ce terme. Il est assez proche d'*intelligentsia*, dont l'utilisation est plus ancienne. Il remonte à la première moitié du XIX<sup>e</sup> en Russie et a été associé :

« À l'idée de l'élite qui se définit par le degré de formation et de compétence pour traiter le savoir érudit et la culture en général, par opposition aux élites par le sang ou à une position économique ; elle est aussi rattachée à l'idée d'un groupe, qui bénéficiant de capacités supérieures d'analyse et d'élaboration de propositions sociales, se constitue comme un protagoniste politique privilégié<sup>110</sup>. »

Mais la dimension élitiste n'est pas un critère retenu dans le sens actuel d'intellectuel. Le terme est né avec l'Affaire Dreyfus en France. Il viendrait d'une pétition réunissant plusieurs milliers de signataires pour soutenir Alfred Dreyfus, parue dans *l'Aurore* le 14 janvier 1898. Maurice Barrès en a parlé comme d'un « manifeste d'intellectuels<sup>111</sup> ». Christophe Charle précise à propos de cette pétition devenue manifeste qu'elle implique trois droits : le droit au scandale ; le droit de se liquer pour donner plus de force à sa protestation car « les “ intellectuels ” ne sont pas des individus singuliers, la notoriété isolée s'efface derrière l'affirmation d'une communauté politique et sociale globale, quel que soit par ailleurs le capital symbolique de chacun » ; le droit de revendiquer un pouvoir symbolique tiré de l'accumulation des titres que la plupart des signataires mentionnent à la suite de leur nom<sup>112</sup>. Assimilés au camp dreyfusard, comme l'a précisé Michel Winock, des écrivains, des médecins, des artistes, des universitaires, ont pris position et ont protesté dans un manifeste alors qu'ils n'ont pas spécifiquement de compétence

---

<sup>110</sup> Carlos Eduardo VIEIRA, « *Intelligentsia* e intelectuais ; sentidos, conceitos e possibilidades para a história intelectual », dans *Revista Brasileira de História da Educação*, Campinas, n° 16, 2008, p. 63-85.

<sup>111</sup> Maurice TOURNIER, « Les intellectuels, déjà, encore, toujours. À propos des Intellectuels des années trente et des Intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours », dans *Mots*, n° 37, *Rhétoriques du journalisme politique*, sous la direction de Josette LEFÈVRE et Erik NEVEU, décembre 1993, pp. 106-110.

<sup>112</sup> Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, les Éditions de Minuit, 1990, p. 8.

dans le domaine politique : « Ils s'attribuent du même coup une tâche impartie autrefois aux clercs d'Église, comme gardiens de la morale publique [...] au couchant de la chrétienté, condamnée à la défensive, les intellectuels s'emparent d'un magistère moral<sup>113</sup> ».

L'histoire des intellectuels a largement été étudiée pour le cas français<sup>114</sup>. Depuis le moment fondateur de l'Affaire Dreyfus, le terme est donc rattaché à un positionnement dans l'espace social par une personne ayant ou dont on reconnaît des compétences liées au monde de la connaissance. L'intellectuel est « entre deux types d'aspirations contradictoires, à savoir le désir de vérité et le souci de l'action<sup>115</sup> ». Lors de l'affirmation des intellectuels comme un groupe cohérent, ils ont pris position en défense de Dreyfus. Or comme l'observe Christophe Prochasson, évoquant son expérience de recteur académique et de conseiller du président de la République François Hollande, l'engagement peut aussi être l'expression d'une adhésion au pouvoir. Il essaie donc de montrer que l'on peut aussi bien être engagé, notamment en ayant été membre du Parti socialiste, et avoir l'oreille des puissants. S'il a servi le pouvoir, il refuse l'idée selon laquelle « l'engagement ne peut se manifester que contre les pouvoirs [et donc qu'il] ne peut se présenter autrement que sous la forme de l'affirmation d'une négation, l'affichage d'une opposition<sup>116</sup> ». En conséquence, il faut considérer l'intellectuel comme quelqu'un qui prend position mais pouvant être en faveur ou critiquer le pouvoir en place.

L'engagement intellectuel est un des aspects de la définition retenue par Louis Bodin. Pour lui, il y a trois dimensions : « l'intellectuel peut être défini par une profession ; il peut aussi être défini comme détenteur d'une certaine culture ; il peut enfin se définir lui-même ou être défini par autrui en fonction du rôle qu'il entend jouer dans la société et des valeurs dont il se porte garant ». Face à la plasticité des critères donnés par Louis Bodin, nous retiendrons le dernier, car il ne lie pas l'intellectuel à une profession déterminée et permet donc d'inclure une

---

<sup>113</sup> Michel WINOCK, « Les intellectuels dans le siècle » dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 2, avril 1984, pp. 3-14. Dans ce même article, il cite Jean-Paul Sartre voyant les intellectuels comme « une diversité d'hommes ayant acquis quelque notoriété par des travaux qui relèvent de l'intelligence [...] qui abusent de cette notoriété pour sortir de leur domaine et critiquer la société et les pouvoirs établis au nom d'une conception globale et dogmatique (vague, ou précise, moraliste ou marxiste) de l'homme » (Jean-Paul SARTRE, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, 1972, p. 13 cité dans Michel WINOCK, *op. cit.*). On perçoit chez Jean-Paul Sartre l'importance de la critique du pouvoir en place dans la définition de l'intellectuel.

<sup>114</sup> Sans se limiter à la période contemporaine (comme le devenu classique de Jacques LE GOFF, *Les intellectuels au Moyen Âge*, Paris, Seuil, 1957), les intellectuels du XIX<sup>e</sup> siècle (voir Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, les Éditions de Minuit, 1990) et ceux du XX<sup>e</sup> siècle ont été abondamment étudiés par Michel Winock (Michel WINOCK, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997) et Jean-François Sirinelli (Jean-François SIRINELLI, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1990) entre autres. Plus récemment, on peut détacher le double volume de François Dosse sur celles et ceux qu'il appelle les intellectuels prophétiques, de la période allant de 1944 à 1989 (François DOSSE, *La saga des intellectuels*, Paris, Gallimard, 2018, 2 volumes).

<sup>115</sup> Gérard NOIRIEL, *Dire la vérité au pouvoir : les intellectuels en question*, Marseille, Agone, 2010, p. 8.

<sup>116</sup> Christophe PROCHASSON, *Voyage d'un historien à l'intérieur de l'État*, Paris, Fayard, 2019, p. 205.

partie des intellectuels, opposants ou bien même des proches du régime, n'appartenant pas à l'Université durant la dictature<sup>117</sup>.

Pour montrer l'évolution de la place des intellectuels dans la société portugaise, il est nécessaire de revenir à la période républicaine, période d'électrification politique et d'affrontements idéologiques nombreux débordant sur le début de la dictature. Ensuite, une fois que la mainmise du pouvoir autoritaire s'affirme, l'intellectuel a vu sa liberté limitée : se positionner, est-ce s'aligner ? Dans une certaine mesure, oui.

## 1) L'intellectuel dans la cité (1910-1934)

Les bornes chronologiques choisies peuvent étonner. La période commence avec l'instauration de la République après le renversement de la Monarchie le 5 octobre 1910. Rejetée avec véhémence par les auteurs du coup d'État du 28 mai 1926, décrédibilisée voire diabolisée, la République a été une période « véritablement stupéfiante et décisive<sup>118</sup> » de l'histoire du Portugal. L'expérience républicaine portugaise a été un moment de polarisation de la vie politique et intellectuelle de ce pays, devenant pour ses défenseurs un cadre référentiel à approfondir ou bien, à l'inverse, pour ses détracteurs, le symbole de tout ce qu'il fallait réprover. Les positions des intellectuels, aussi opposées soient-elles, témoignaient d'une volonté de participer aux débats publics et de peser sur l'orientation à donner à l'espace démocratique en construction. La date butoir de 1934 est celle de la répression menée par le pouvoir autoritaire contre le groupe du National-syndicalisme de Rolão Preto, provoquant le terme du mouvement fasciste et scellant l'unité des tendances de la droite autour du pouvoir. Il s'agit donc l'extrême fin d'une période d'agitation politique, ouverte avec la République. Je présenterai d'abord la mobilisation intellectuelle durant la République, allant de la gauche à la droite, avant de voir les nouvelles formes de la mobilisation pendant la période de 1926 à 1934.

Durant la République, la gauche radicale a eu une audience politique faible au Portugal et les intellectuels ont été très faiblement rattachés à cette tendance. Ainsi, l'attraction du Parti communiste portugais (PCP) sur les intellectuels fut marginale lors de la décennie 1920<sup>119</sup>. Comme le souligne José Pacheco Pereira, étudiant les origines du PCP et mobilisant les

---

<sup>117</sup> Cité d'après le compte rendu de lecture Jean TOUCHARD, « Louis BODIN, *Les intellectuels* ». Dans *Revue française de science politique*, 14<sup>e</sup> année, n° 4, 1964. pp. 781-782. J'insisterai sur la professionnalisation en cours des historiens dans le chapitre 2.

<sup>118</sup> La Première République est ainsi décrite en quatrième de couverture de Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011.

<sup>119</sup> Pour une histoire de ce parti, voir le repère « communisme ».

catégories statistiques utilisées par ce parti, seuls 4,4% des membres du PCP et de la Jeunesse communiste étaient des intellectuels, soit seulement 6 personnes sur 134, alors que les ouvriers représentaient 72,3% et les employés 23,1%<sup>120</sup>. Le PCP a donc été aux origines surtout un parti – confidentiel – de prolétaires. Quant à la tendance socialiste, représentée par le Parti socialiste portugais créé en 1875, son audience était tout aussi faible et la seule figure importante était antérieure à la période républicaine<sup>121</sup>. Il s'agit de l'historien Joaquim Oliveira Martins, par ailleurs difficilement classable politiquement. En effet, il a à la fois appuyé le parti régénérateur, un parti conservateur de la Monarchie, été candidat pour le parti des ouvriers socialistes, puis sur une liste républicaine et enfin sur une liste progressiste. Comme le résume Sérgio Campos Matos « la multiplicité des points de vue qui émerge dans une réflexion théorique si diverse complexifie grandement la compréhension de son héritage<sup>122</sup> ». Il a écrit une importante *Histoire du Portugal*, entamée en 1879, composée de sept volumes et dont le dernier volume paraît en 1884<sup>123</sup>. En somme, le courant socialiste a été marginal durant la période républicaine.

Les intellectuels de gauche se retrouvaient surtout dans le républicanisme et son incarnation politique, le Parti républicain portugais (PRP)<sup>124</sup>. Le républicanisme attirait essentiellement des personnes issues de la classe moyenne en formation. Il s'agissait de « l'élite de la petite bourgeoisie urbaine, l'élite des professions libérales, des petits et moyens commerçants et des propriétaires, des intellectuels<sup>125</sup>. » Ainsi, parmi les intellectuels républicains de renom, se sont détachés Teófilo Braga, président du Ministère pendant la République, l'historien Duarte Leite, auteur de nombreux écrits sur les « Découvertes<sup>126</sup> » portugaises, ou encore Afonso Costa, professeur de droit à l'université de Coimbra avant de devenir le dirigeant du PRP et l'une de ses figures les plus marquantes. Le républicanisme regroupait l'essentiel des intellectuels de gauche et ses grandes tendances<sup>127</sup>.

---

<sup>120</sup> Voir le tableau 6 de l'article de José Pacheco PEREIRA, « Contribuição para a história do Partido Comunista Português na 1ª República (1921-1926) », dans *Análise Social*, Lisbonne, vol. XVII, n° 67-68, 1981, pp. 695-713.

<sup>121</sup> Pour un historique de ce courant de pensée, voir le repère « socialisme ».

<sup>122</sup> Sérgio Campos MATOS, « Oliveira Marques », fiche biographique disponible sur le site de l'Institut Camões à l'adresse suivante : [http://cvc.instituto-camoes.pt/seculo-xix/oliveira-martins.html#.WFcA5\\_krLIU](http://cvc.instituto-camoes.pt/seculo-xix/oliveira-martins.html#.WFcA5_krLIU), consulté le 12 janvier 2021.

<sup>123</sup> En complément de la notice biographique précédente : Joel SERRÃO, « MARTINS, Joaquim Pedro de Oliveira » dans Joel SERRÃO (dir.), *Dicionário de História de Portugal*, Lisbonne, Porto, Livraria Figueirinhas, 1965-1971, vol. 4, pp. 210-217.

<sup>124</sup> L'histoire de ce courant de pensée est présentée dans le repère « républicanisme ».

<sup>125</sup> Fernando Rosas « A crise do liberalismo oligárquico em Portugal », dans Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO, (coord.), *ibid.*, p. 18.

<sup>126</sup> Je précise dans l'introduction du chapitre 5 pourquoi je mets ce terme entre guillemets, privilégiant le terme de l'expansion portugaise voire d'impérialisme.

<sup>127</sup> À des fins historiographiques, on peut souligner la publication durant la période marcelliste de Joel SERRÃO, *Liberalismo, Socialismo, Republicanismo, Antologia de pensamento político português*, Lisbonne, Livros Horizonte, 1979 qui réunit une anthologie des principaux penseurs de ces mouvements politiques davantage liés à la gauche portugaise. Plus contemporain et pour avoir quelques portraits des principaux penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle et



Les tendances de droite ont été nombreuses et ont attiré un certain nombre d'intellectuels<sup>128</sup>. Les milieux catholiques avaient deux principales expressions politiques influentes où se sont illustrés deux intellectuels majeurs de la période autoritaire. La première, plus confidentielle, fut le Centre catholique portugais, mais auquel António de Oliveira Salazar a appartenu un temps. Il y a occupé une place majeure à partir de second congrès national de ce parti en 1922, et y a constitué une bonne partie du réseau qui le fit connaître au sein des milieux de la droite portugaise. Le Centre catholique portugais a disparu en 1934, une large partie de ses membres intégrant le parti unique<sup>129</sup>, l'Union nationale (UN)<sup>130</sup>. L'autre forme d'expression politique catholique fut le Centre académique de démocratie chrétienne (CADC), auquel ont appartenu António de Oliveira Salazar et Manuel Gonçalves Cerejeira. Ce dernier a été professeur d'histoire à l'université de Coimbra et patriarche de Lisbonne entre 1929 et 1971, soit le principal représentant de la hiérarchie catholique durant l'*Estado Novo*. Les intellectuels du CADC écrivaient abondamment dans la revue *Estudos Sociais* lancée dès 1905 et, quand surgit la République, elle devint un espace de protestation et d'opposition à la politique de laïcisation menée par le gouvernement. Avec deux figures majeures du régime autoritaire comme membres, le CADC fut donc un lieu clé de mobilisation intellectuelle.

En outre, en son sein, il faut souligner l'audience très grande d'un mouvement clairement de droite, l'Intégralisme lusitanien. Y gravitaient beaucoup de gens issus des « milieux universitaires, catholiques et monarchistes, de la vie littéraire et culturelle de Coimbra, auxquels se sont ralliés d'anciens républicains ou anarcho-syndicalistes comme António Sardinha », séduits notamment par les idées de Charles Maurras et de l'*Action française*<sup>131</sup>. Si les bases de ce groupe ont été au début principalement philosophiques et esthétiques, ayant donc une audience auprès des intellectuels réactionnaires, il a pris rapidement une dimension politique en créant sa propre revue, *Nation Portugaise* (« Nação Portuguesa ») en 1914, et revendiquant un programme fondé sur la restauration de la monarchie. Cette revue clé de l'Intégralisme portugais, a été publiée de 1914 à 1938, et réunissait les personnes voulant « une régénération civique et religieuse du Portugal, à réaliser dans les domaines de la philosophie, de la littérature et de l'art, de la sociologie, de l'éducation et de l'instruction<sup>132</sup> ». Dirigée par António Sardinha, jusqu'à

---

du début du XX<sup>e</sup> siècle, voir Ernesto Castro LEAL, (coord.), *Republicanismo, Socialismo, Democracia*, Lisbonne, Centro de História da Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa, 2010.

<sup>128</sup> Pour approfondir, voir le repère « droites républicaines ».

<sup>129</sup> Pour une courte analyse de l'UN et de ses autres noms, voir le repère « Parti unique ».

<sup>130</sup> Manuel Braga da CRUZ, « Centro Católico Português », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, pp. 141-142.

<sup>131</sup> Yves LÉONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 2004, p. 21.

<sup>132</sup> José Manuel QUINTAS, « Nação Portuguesa », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, op. cit.*, vol. III, pp. 11-13

sa mort en 1925, elle a ensuite été contrôlée, après le 28 mai 1926, par des penseurs proches du régime au point de devenir une sorte d'antenne des partisans de la droite réactionnaire où le jeune Marcelo Caetano s'est illustré parmi les principaux rédacteurs.

Les intellectuels, de gauche comme de droite, souhaitaient s'engager pendant la période républicaine. En effet, ils ont eu à cœur de participer à la vie politique, de légitimer ou de critiquer les décisions prises par les gouvernements républicains. Le contexte démocratique qui semblait s'enraciner a favorisé ce nouveau rôle comme l'avance Christophe Charle pour la France :

« La modification des rapports entre champ littéraire et champ du pouvoir, avec l'avènement durable de la démocratie parlementaire qui pose autrement les problèmes de l'engagement du fait de la professionnalisation de la politique. Elle aboutit à la naissance de la figure nouvelle de l'« intellectuel » dreyfusard qui prétend faire de la politique en dehors des cadres politiques traditionnels<sup>133</sup> ».

Ainsi, l'intellectuel portugais du début du XX<sup>e</sup> siècle était conscient – ou persuadé – qu'il devait jouer une fonction active dans la société. Au regard de l'effervescence intellectuelle agitant la période, certains considéraient qu'ils avaient un « rôle d'orientation voire directif dans la transformation de la société, prétendant même dans certains cas que les hommes politiques leur étaient entièrement subordonnés », témoignant de la haute estime qu'ils avaient d'eux-mêmes<sup>134</sup>. D'autres poussaient l'élitisme très loin comme le groupe *Orpheu*, dont faisait partie l'écrivain Fernando Pessoa, en cultivant un constant mépris du peuple<sup>135</sup>. Le besoin de s'engager était perceptible dans un autre projet. Des membres de Renaissance portugaise, un mouvement plutôt conservateur d'intellectuels favorables à la République, ont fait dissidence. Ce groupe se réunissait à la Bibliothèque nationale, alors dirigée par l'historien Jaime Cortesão. Avec des écrivains comme Raul Proença, ils ont décidé de fonder en 1921 une revue majeure de la République et de la longue période autoritaire : *Seara Nova*. Dès son premier éditorial, l'objectif d'intervention dans le domaine public était clair :

« *Seara Nova* représente l'effort de certains intellectuels, étrangers aux partis politiques mais pas à la vie politique, pour que s'érige, au-dessus du cirque misérable où se débattent les intérêts des inconfessables clientèles et des oligarques ploutocrates, une atmosphère plus pure où se font entendre les protestations des plus hautes consciences, et que se

---

<sup>133</sup> Christophe CHARLE, *Homo Historicus. Réflexions sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 67.

<sup>134</sup> António REIS, « Intellectuais e à República » dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, op. cit.*, vol. II, pp. 479-482.

<sup>135</sup> António REIS, *ibid.*

formulent et s'imposent, par une propagande large et profonde, les réformes nécessaires à la vie sociale<sup>136</sup>. »

L'éditorial était une critique virulente du régime et donc du fonctionnement politique de la République mais dans le même temps, il témoignait d'une volonté de réformer en profondeur la société. Les principes déjà formulés par le groupe Renaissance portugaise y étaient à nouveau défendus. Les intellectuels avaient bien, pour les auteurs, un rôle à jouer dans la société. Cependant ils sont allés plus loin, reprochant à l'élite sa posture désintéressée, l'accusant de se détourner de la fonction réelle de l'intellectuel avec des mots très durs :

« Renonçant à leur rôle directif, se séquestrant dans le formalisme et le cabotinisme littéraire, ne faisant pas du sacrifice leur plus grande joie et de dédier au bien général leur plus haut privilège – n'ayant même pas l'élégance morale de rester purs et désintéressés au milieu de la corruption et de la déliquescence des hautes couches de la société –, leur indifférence, leur misérable satisfaction d'eux-mêmes, leur scepticisme moral et leur vanité, leur manque de préoccupations humaines, et surtout, l'absolue incompréhension de leur véritable mission sociale, ont conduit à ce terrible résultat, que toutes les sphères de l'activité de la nation se sont senties atteintes du manque d'idéal, d'intelligence, de la capacité créatrice et de la sensibilité morale qui se révèlent dans son élite<sup>137</sup>. »

Des intellectuels reconnus de la période comme Câmara Reis, Aquilino Ribeiro, Raul Brandão et António Sérgio quand ce dernier est revenu du Brésil en 1923, ont répondu à l'appel de la « mission sociale » et ont montré ainsi un désir actif de participation à la vie de la cité républicaine. Par opposition aux autres groupes, *Seara Nova* revendiquait une proximité avec le peuple et se positionnait à la gauche radicale. Dans l'éditorial du numéro 22 d'avril 1923, le groupe *Seara Nova* se revendiquait clairement du socialisme, tout en se différenciant du communisme bolchévique, et définit une partie de son projet ainsi :

« Nous continuerons à être républicains de tendance socialiste – soit en acceptant le principe d'intervention de l'État dans la régulation des activités, pour mettre fin dans la mesure du possible à l'anarchie économique et établir progressivement une plus grande justice distributive compatible avec les conditions nécessaires de tout le travail collectif et les intérêts de la production – ce qui est le contraire du bolchévisme – car celui-ci n'admet aucun type de progressivité, ne cherche pas à réaliser, au fond, la justice distributive, et ne respecte pas non plus les conditions réelles de l'exercice des activités économiques ».

Leur objectif était donc de « créer un vaste mouvement dans l'opinion publique qui impose aux politiques et aux partis républicains des réformes institutionnelles, économiques et éducatives, à réaliser par des gouvernements stables et compétents », aboutissant à la participation de

---

<sup>136</sup> *Seara Nova*, n° 1, octobre 1921.

<sup>137</sup> *Ibid.*

certaines des membres de *Seara Nova* à des ministères, même si leurs nominations étaient de courte durée et peu efficaces<sup>138</sup>.

Cette intimation à participer politiquement a été critiquée à la même période. Ainsi, Julien Benda dans la *Trahison des Clercs* en 1927<sup>139</sup>, reprochait aux savants français leur implication trop forte dans la politique. Il souhaitait le retour des clercs, définis de la sorte :

« Les clercs, en désignant sous ce nom tous ceux dont l'activité, par essence, ne poursuit pas de fins pratiques, mais qui, demandant leur joie à l'exercice de l'art ou de la science ou de la spéculation métaphysique, bref à la possession d'un bien non temporel, disent en quelque manière " Mon royaume n'est pas de ce monde "[...] Or à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, se produit un changement capital : les clercs se mettent à faire le jeu des passions politiques ; ceux qui formaient un frein au réalisme des peuples s'en font les stimulants<sup>140</sup>. »

D'après Benda, les savants devaient quitter l'arène politique de la cité et n'être portés que par l'universel vers lequel ils se tournaient depuis plusieurs millénaires. La position de savants, « d'hommes qui combattent pour une vérité trouvée dans la sévérité du laboratoire<sup>141</sup> », ne devait pas les amener aux égarements en participant aux combats politiques, sauf en tant que « clercs guerroyant<sup>142</sup> », donc en affirmant leur position de savant et uniquement cela. Cependant, comme le remarque Rui Ramos, la période républicaine a bien été celle d'une trahison des clercs<sup>143</sup>. Mais, le coup d'État du 28 mai 1926 a changé sensiblement la donne pour les intellectuels.

Le *pronunciamento* du 28 mai 1926 fut une « transformation politique, sociale, économique et financière » du Portugal comme le précise le décret 26 612 du 20 mai 1936<sup>144</sup>. Le coup d'État a eu pour conséquence de repousser l'intégralité des groupes républicains et de gauche dans l'opposition et ils ne sont pas restés sans réagir. La lutte armée contre le pouvoir réunissait tous ceux qui voulaient retrouver une république démocratique, sans les faiblesses de la République disparue, pour retrouver les libertés fondamentales, spoliées par le régime militaire. La lutte a pris le nom de *revirvalho* et a agité le pays entre 1926 et 1931 : les clercs étaient armés.

---

<sup>138</sup> António REIS, « Seara Nova », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *op. cit.*, vol. III, pp. 761-764.

<sup>139</sup> Julien BENDA, *La Trahison des Clercs*, Paris, Bernard Grasset, 1977 (1<sup>ère</sup> édition en 1927).

<sup>140</sup> Julien BENDA, *ibid.*, pages 194 et 195.

<sup>141</sup> Julien BENDA, *ibid.*, p. 200.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> Rui Ramos intitule ainsi une partie du volume consacrée à la fin de la Monarchie et à la période républicaine qu'il a écrit de l'*Histoire du Portugal* dirigée par José Mattoso (Rui RAMOS (coord.), *História de Portugal*, vol. 6 : *A Segunda Fundação (1890-1926)*, Lisbonne, Editorial Estampa, 2001, pages 463 à 494).

<sup>144</sup> Le décret décidait par ailleurs qu'à l'occasion du dixième anniversaire du 28 mai 1936, cette date soit fériée pour que les Portugais pussent « s'associer aux manifestations festives qui du nord au sud du Portugal se réalisent annuellement en commémorant le début de la Révolution Nationale [...] événement de très grande importance de l'Histoire-Patrie ».

Ils avaient pour objectif de renverser le régime en place. De nombreux intellectuels, surtout d'anciens participants de *Seara Nova* comme Jaime Cortesão ou António Sérgio, y ont joué un rôle de premier plan. Mais l'échec du *revirvalho* en 1931 a conduit à la prison ou bien contraint à l'exil les intellectuels engagés. Une partie d'entre eux était alors hors de la cité ou réduits au silence social. Face à la répression, il a semblé préférable de laisser la politique aux politiciens et de ne plus se positionner, donnant raison à Julien Benda.

La droite a connu elle aussi un changement profond avec le coup d'État. L'unité entre les monarchistes de l'Intégralisme lusitanien, les catholiques et les républicains conservateurs a d'abord été limitée à un rejet en bloc du républicanisme. Par la suite, les différentes tendances de la droite se sont réunies progressivement autour de la mouvance incarnée par António de Oliveira Salazar. La procédure fut similaire : tenter d'intégrer les bases militantes dans le parti unique, l'UN, quitte à évincer ou faire taire les éléments les moins compatibles. Ainsi, les militants de l'Intégralisme lusitanien refusant de rejoindre l'UN et défendant le retour à la monarchie ont subi la censure<sup>145</sup>. La prise en main définitive du gouvernement par Salazar en 1932 a accéléré le processus et la tendance conservatrice et autoritaire de la droite s'est imposée.

Arrivé au ministère de l'Économie en 1928, António de Oliveira Salazar a dû faire face à l'influence des militaires républicains, toujours attachés à certaines valeurs. Le véritable tournant ne s'est produit qu'en 1932, quand il parvient à la fonction de président du Conseil<sup>146</sup>. Pour autant, la même année, le pouvoir a dû faire face à un débordement par la droite du fait de l'émergence du groupe fasciste, le National-syndicalisme (NS), créé en 1932 par Rolão Preto. Ce dernier faisait partie du noyau d'émigrés monarchistes fondateurs de l'Intégralisme lusitanien à Bruxelles, alors qu'il n'avait que 17 ans. Le NS n'a pas réussi à provoquer l'enthousiasme des intellectuels portugais à l'exception de « l'ultranationalisme de penchant darwiniste social proche du National-Syndicalisme symbolisé par Alfredo Pimenta<sup>147</sup> » soit les quelques auteurs philo-germanistes. Il a été interdit le 29 juillet 1934 par une note officielle d'António de Oliveira Salazar, considérant le parti comme « inspiré de certains modèles étrangers en partie par son idéologie et dans les processus d'action politique » soit comme les groupes paramilitaires

---

<sup>145</sup> José Manuel, QUINTAS, « Integralismo Lusitano », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, op. cit.*, vol. II, pp. 474-478.

<sup>146</sup> Pour aller plus loin, voir les magistrales pages du livre de Fernando Rosas sur la prise de pouvoir « pas à pas » d'António de Oliveira Salazar dans Fernando ROSAS, *L'Art de durer, le fascisme au Portugal*, traduction de Clara DOMINGUES, Paris, Les Éditions sociales, 2020, pp. 71-139. J'ai par ailleurs fait une recension critique de ce livre pour *la Vie des idées* (<https://laviedesidees.fr/Fernando-Rosas-art-durer-fascisme-Portugal.html>, dernière consultation le 30 juillet 2020.)

<sup>147</sup> João Paulo Avelãs NUNES, « o Estado, a historiografia, e outras ciências/tecnologias sociais », dans João Paulo Avelãs NUNES et Américo FREIRE (coord.), *Historiografias portuguesa e brasileira no século XX, Olhares cruzados*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2013, pp. 53- 80.

italiens et allemands, et agissant comme une milice<sup>148</sup>. La plupart des membres du NS ont rejoint l'UN<sup>149</sup> sauf les plus radicaux qui ont décidé de rejoindre l'opposition et ont même fraternisé avec l'opposition démocratique. En effet, il est possible de penser au parcours de Rolão Preto qui a appuyé toutes les candidatures aux élections présidentielles soutenues par les oppositions de gauche comme Norton de Matos en 1949 ou bien la candidature d'Humberto Delgado en 1958.

\*

\* \*

L'engagement des intellectuels dans la cité fut intense pendant la période républicaine. Les intellectuels se sont positionnés en faveur ou en défaveur de la République. Ce régime n'était pas seulement une idée mais avant tout une réalité à défendre ou à combattre et les positions prises eurent des ramifications au début de la période autoritaire et même au-delà. De plus, une fois que le coup d'État a eu lieu, un déplacement s'est produit. En effet, des opposants ont été contraints de prendre les armes. La gauche a vu sa place réduite et les tendances de droite ont rejoint progressivement la ligne politique incarnée par António de Oliveira Salazar.

En conséquence, une nouvelle façon de concevoir l'intellectuel et sa place dans l'espace public semblait s'installer dans la décennie 1930 au Portugal, tant pour ceux de gauche que pour ceux de droite.

## 2) Dans les clous du régime ou dans la semi-clandestinité ? Une redéfinition de la place de l'intellectuel (1932-1974)

La date de 1932 est volontairement choisie un peu avant la fin de la période mise en évidence dans la sous-partie précédente. L'objectif de ce chevauchement temporel est de montrer le glissement pour les intellectuels portugais lorsqu'António de Oliveira Salazar est devenu président du Ministère et dans le même temps que 1932 ne fut pas une coupure nette. Le *revitalho* s'est épuisé en 1931 et cette date aurait aussi pu être retenue, tout comme 1933, date du

---

<sup>148</sup> António Costa PINTO, *Os Camisas Azuis e Salazar, Rolão Preto e o fascismo em Portugal*, Lisbonne, Edições 70, 2015, p. 289.

<sup>149</sup> António Costa Pinto précise : « La grande majorité des militants et adhérents du National Syndicalisme ou qui l'ont abandonné au cours de la seconde moitié des années 1930 se sont intégrés, d'une façon ou d'une autre, au régime salazariste » soit en rejoignant les rangs de l'UN, sans pour autant marquer les institutions qu'ils ont intégrées d'une empreinte fasciste (António Costa PINTO, *ibid.*, p. 326).

référendum validant la Constitution de *l'Estado Novo*<sup>150</sup>. Le gouvernement de Salazar était un « autoritarisme conservateur<sup>151</sup> » de droite, intégrant les courants nationalistes, les monarchistes et les catholiques tout en parvenant à faire abdiquer ces tendances sur certains points. Par exemple, les intellectuels monarchistes ont abandonné progressivement leur objectif de restauration de la monarchie et les catholiques, tout comme la hiérarchie ecclésiastique et ont été tenus à une certaine distance tout au long de la période<sup>152</sup>.

Dans la matrice autoritaire, la place que le pouvoir pouvait assigner aux intellectuels interroge tout comme celle qu'eux-mêmes s'octroyaient. Ainsi, la décennie 1930 fut marquée par l'affirmation continue du pouvoir sur l'ensemble de la société. Le monde des savants était dès lors sous vigilance, comme nous l'avons vu à travers l'exemple de l'Université portugaise. À titre de comparaison, Christophe Charle présente la situation des milieux intellectuels soviétiques de la sorte :

« Les manipulations autoritaires dont a été victime le système universitaire russe puis soviétique, en fonction de considérations politiques, expliquent la perte d'autonomie et cette fonctionnalisation de l'intelligentsia, [...] Les " intellectuels " au sens français se sont donc trouvés marginalisés<sup>153</sup>. »

Dans le cas portugais, la gauche était aussi réduite au silence mais les intellectuels de droite ont-ils perdu leur autonomie ? Rapidement, le pouvoir n'étant plus contesté à droite<sup>154</sup>, ils semblaient n'avoir qu'une seule perspective, celle de ne rien dire et risquer de n'être plus audible ou bien devenir des intellectuels organiques c'est-à-dire organiquement liés au pouvoir. L'expression, forgée par Antonio Gramsci, sert à « exprimer une philosophie de la suprématie culturelle et idéologique qu'une nouvelle classe, un groupe social, un parti ou un régime prétend imposer<sup>155</sup> ». Elle correspond à la situation dans laquelle le pouvoir portugais se trouvait, après

---

<sup>150</sup> L'adoption de la nouvelle Constitution, dont le texte est paru dans le supplément du journal du gouvernement par le décret-loi n° 22 241, du 22 février. La proposition de constitution a été soumise au « plébiscite » comme désigné dans le décret-loi n° 22 229 du 21 février 1933, le 19 mars 1933. Le texte de la Constitution est paru le lendemain, le 22 février, dans le supplément du journal du gouvernement par le décret-loi n° 22 241. Elle est entrée en vigueur le 11 avril 1933, lorsque les résultats ont été publiés dans le journal du gouvernement où selon le décompte officiel sur les 1 330 258 électeurs « chefs de famille », 97,2 % auraient dit « oui » au projet, 0,5 % « non » ou bien le bulletin considéré comme nul et seulement 2,3 % se sont abstenus, le vote étant obligatoire. Les chiffres officiels doivent cependant être interrogés.

<sup>151</sup> Fernando ROSAS, *L'Art de durer, le fascisme au Portugal*, traduction de Clara DOMINGUES, Paris, Les Éditions sociales, 2020, p. 129.

<sup>152</sup> Voir le repère « État autoritaire et Église ».

<sup>153</sup> Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, les Éditions de Minuit, 1990, p. 229.

<sup>154</sup> Je fais référence à l'intégration du National-syndicalisme en 1934 et à l'éviction de ceux refusant l'intégration dans l'UN.

<sup>155</sup> Je reprends l'explication fournie par Luís Reis Torgal (Luís Reis TORRAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 2, p. 75), qui s'appuie sur le texte de Gramsci (Antonio GRAMSCI, « 1932, per la storia degli intellettuali », dans *Quaderni del carcere*, vol. 3, Quaderni 12-29 (1932-1935), Turin, Einaudi, 1975).

l'élimination des contestations possibles. Les intellectuels portugais sont-ils dès lors devenus des courroies de transmission de la pensée du pouvoir, des « ingénieurs de l'âme » comme le proposait Joseph Staline<sup>156</sup> ? Pour certains oui.

Le plus célèbre et le plus extrême des cas est António Ferro. D'abord républicain, il est séduit par Sidónio Pais, puis par le fascisme italien. Il a interviewé toute une série de dictateurs dans les années 1920, dont Mussolini et Mustapha Kemal<sup>157</sup>. Il s'est rapproché d'António de Oliveira Salazar et a réalisé cinq entretiens avec lui entre 1932 et 1933 pour le journal *Diário de Notícias*, « grand document de propagande sur le régime et son chef [et un] support inoxydable d'une certaine image du régime et de Salazar<sup>158</sup> ». Ces entretiens ont été traduits en espagnol, en anglais et en français<sup>159</sup>. Ils présentaient Salazar comme quelqu'un de réservé, distant, quelque peu énigmatique et intégralement dévoué à son pays. António Ferro a contribué à la construction de l'image désintéressée de Salazar et sa nomination comme directeur du Secrétariat de la propagande nationale (SPN) étaye son rôle actif dans le façonnage autoritaire de la culture portugaise.

Le SPN a été créé en 1933 par le décret-loi n° 23 054 du 25 septembre 1933. Le secrétariat était dans la dépendance directe du président du Conseil et donc d'António de Oliveira Salazar. Il a été transformé en « Secrétariat national de l'information (n. : abrégé SNI), culture populaire et tourisme » par le décret-loi n° 33 545 du 23 février 1944. Dans le contexte de chute du nazisme allemand, la disparition de la mention de « propagande » donnait l'impression, au moins à l'étranger, d'un changement et d'un aggiornamento. Il a changé de nouveau de nom avec Marcelo Caetano en devenant le Secrétariat d'État de l'information et du tourisme (SEIT) par le décret-loi n° 48 686 daté du 15 novembre 1968.

Le SPN est devenu l'incarnation de ce qu'António Ferro appelait la « politique de l'esprit ». L'objectif était de donner aux Portugaises et Portugais les moyens de devenir un peuple conscient de sa superbe, par une politique d'élévation de l'esprit, en cultivant le goût et l'intérêt pour le beau ainsi que pour l'art portugais. Il s'agissait d'une conquête du peuple à entreprendre où António Ferro se voyait lui-même comme le « metteur en scène<sup>160</sup> » orientant la nation

---

<sup>156</sup> La formule est utilisée dans le titre du livre de João Manuel Martins Madeira. Ce serait Staline qui aurait désigné de la sorte le rôle des écrivains en 1932 (João Manuel Martins MADEIRA, *Os « engenheiros de almas », O Partido Comunista e os intelectuais (dos anos trinta a inícios de sessenta)*, Lisbonne, Estampa, 1996, p. 13).

<sup>157</sup> Fernando ROSAS, *op. cit.*, p. 141.

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> António FERRO, *Salazar, le Portugal et son chef*, traduit en français par Fernando de CASTRO, Paris, Bernard Grasset, 1934, préface de Paul VALÉRY.

<sup>160</sup> Maria da Graça dos SANTOS, « “ Política do espírito ” : o bom gosto obrigatório para embelezar a realidade », dans *Media & Jornalismo*, n° 12, 2008, pp. 59-72.



portugaise vers cet objectif. À mi-chemin entre « Goebbels et Malraux<sup>161</sup> », son principal objectif était de transformer le peuple<sup>162</sup> et d'orienter la production culturelle<sup>163</sup>. Comme le souligne Luís Reis Torgal, toucher le peuple était donc central dans la pensée de António Ferro :

« Son grand objectif était de s'approcher de lui avec des "festivals" qui lui plairaient ou mieux qui l'intégrassent dans les valeurs du régime (des foires, comme la "Foire populaire" ou des défilés, comme les "Saints populaires"<sup>164</sup> ou les défilés nationalistes, comme les "défilés historiques") ou avec des concours qui valorisassent ce qui était considéré comme le plus singulier dans sa culture (la "Culture populaire", soulignée dans le nom complet du SNI) depuis le concours mentionné du "village le plus portugais du Portugal" jusqu'à la valorisation de la "maison portugaise", des groupes folkloriques<sup>165</sup> et des philharmoniques. »

Il fut remercié en 1949, ne parvenant plus à jouer un rôle moteur comme il l'avait fait jusqu'ici après la Seconde Guerre mondiale. Il a profondément marqué – à sa façon ! – la politique culturelle portugaise. Luís Reis Torgal l'a désigné comme le plus notable des intellectuels organiques<sup>166</sup>.

Les exemples d'intellectuels organiques peuvent être multipliés<sup>167</sup>. Mais il est important d'introduire une nuance à ce tableau pouvant paraître trop schématique, y compris pour les intellectuels idéologiquement proches du régime. Il ne faudrait pas présenter tous les savants comme dénués de sens critique et contraints à faire constamment l'éloge du pouvoir. Comme le remarque Rui Ramos :

« Les écrivains portugais ne se sont jamais vus obligés de composer des poèmes sur l'équilibre budgétaire ou des tableaux allégoriques du corporatisme. Jamais les écrivains, musiciens et artistes ont été obligés de se syndiquer, ni n'ont été sujets à des examens de conformisme idéologique comme en Union soviétique<sup>168</sup> ».

---

<sup>161</sup> Voir Maria da Graça dos SANTOS, *Le spectacle dénaturé, le théâtre portugais sous le règne de Salazar, 1933-1968*, Paris, CNRS, 2002.

<sup>162</sup> Luís Reis TORGAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 2, p. 79.

<sup>163</sup> Comme l'a remarqué António Costa Pinto : « C'est le SPN qui a coordonné et alimenté la presse du régime, qui a dirigé les services de censure, qui a organisé les manifestations de masse et alimenté les festivités destinées aux classes populaires, en étroite association avec l'appareil corporatif » (António Costa PINTO, « Le salazarisme et le fascisme portugais », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n° 62 (avril-juin 1999), pp. 15-25).

<sup>164</sup> À Lisbonne, elles se produisent lors de la Saint-Vincent, saint protecteur de la ville, avec une élection de la meilleure danse des quartiers historiques de la capitale. Cette célébration existe toujours et le 12 juin est un jour férié municipal.

<sup>165</sup> Les danses en costumes traditionnels régionaux sont toujours pratiquées dans les villages. Lors de la fête du village de ma mère, un soir est consacré au spectacle folklorique. Il s'agit d'une invention de la tradition, pour reprendre Eric Hobsbawm et Terence Range, opérée de toute pièce par le régime autoritaire et qui a donc survécu au 25 avril 1974.

<sup>166</sup> Luís Reis TORGAL, *op. cit.*, p. 81.

<sup>167</sup> Les quatre historiens organiques seront étudiés dans le I) du chapitre 3.

<sup>168</sup> Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, les Éditions de Minuit, 1990, p. 229.

Si la comparaison avec l'Union soviétique peut paraître discutable<sup>169</sup>, il n'en reste pas moins pertinent de relever l'absence de contrainte officielle. Il n'y avait pas d'obligation d'appartenir à l'UN, ou à une quelconque structure paraétatique pour devenir fonctionnaire. En revanche, en être pouvait permettre de se faire remarquer et d'obtenir des promotions, des distinctions honorifiques. Ce fut toute l'habileté de la politique menée par le gouvernement : se sentir obligé de faire sans y être contraint.

Beaucoup d'universitaires et de savants ne se sont pas sentis contraints de montrer leur adhésion au pouvoir mais l'Université portugaise représentait un terreau propice aux idées conservatrices. L'accord entre le pouvoir et le savoir était tacite comme l'a montré Cristina Faria dans son étude des mouvements étudiants durant les premières années de la dictature. Selon elle, l'Université était « un groupe extrêmement élitiste et conservateur [et] le corps enseignant dénombre, d'une façon générale, de grandes complicités et solidarités avec le régime qui se constituait » ; elle ajoute même que les professeurs d'université ont été « un des principaux pôles de recrutement du personnel politique dirigeant<sup>170</sup> ». Ainsi les enseignants étaient pour une bonne partie des ministres et occupaient les plus hauts postes de l'appareil d'État. António Costa Pinto montre que les universitaires occupaient 40 % des postes ministériels sur la période 1926-1945 et la forte présence d'universitaires dans les gouvernements successifs s'est vérifiée pendant toute la période autoritaire. Ainsi, alors que le nombre de militaires diminuait dans les années 1930, tout en restant important, le personnel universitaire, notamment les professeurs de droit, formaient le principal vivier de recrutement des ministres. Comme António Costa Pinto le relève, « le cas portugais illustrerait, dans les années trente et au cours des décennies suivantes, l'hypothèse de Ralf Dahrendorf selon laquelle “les études de droit étaient le véritable équivalent continental des *public schools* anglaises en tant que mode d'accession au pouvoir” ». Ainsi, le fort recrutement des ministres parmi les universitaires a été une des particularités du régime autoritaire portugais et il s'est vérifié jusqu'à la chute du pouvoir politique<sup>171</sup>.

Les deux présidents du Conseil, António de Oliveira Salazar et Marcelo Caetano, ont été des universitaires. Les promotions ministérielles d'universitaires, sans vouloir étendre la liste et en se limitant à quelques cas, ont été nombreuses. Prenons l'exemple de deux intellectuels. José Caeiro da Mata, professeur de droit à l'université de Lisbonne a été ministre des Affaires

---

<sup>169</sup> Mais Rui Ramos reste un historien de droite qui aime provoquer. Voir notamment le repère « polémiques historiographiques de l'après 25 avril 1974 » et notamment le point « l'été chaud de 2012 ».

<sup>170</sup> Cristina FARIA, *As Lutas Estudantis contra a Ditadura Militar (1926-1932)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2000, p. 59.

<sup>171</sup> António Costa PINTO, « L'Homme Nouveau salazariste. Élités et centres de socialisation politique dans l'État nouveau portugais » dans Marie-Anne MATARD-BONUCCI, Pierre MILZA (dir.), *L'homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945), entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004, pp. 109-123.

étrangères de 1933 à 1935 puis entre 1947 et 1950, mais aussi ministre de l'Éducation nationale de 1944 à 1947. Manuel Lopes de Almeida, professeur d'histoire à l'université de Coimbra, a été ministre de l'Éducation nationale entre 1961 et 1962. Une partie non négligeable des intellectuels portugais avaient fait le choix de la Situation, davantage par affinité idéologique que par pragmatisme et participaient même à la vie politique, en étant députés mais aussi au fonctionnement des institutions. Cependant, la proximité idéologique avec la dictature n'était pas pour autant le signe d'un abandon de l'autonomie intellectuelle. Comme l'exprime Luís Reis Torgal :

« Si des intellectuels (surtout des artistes) qui sans assumer une conscience politique salazariste, travaillèrent pour l'*Estado Novo*, si des "fonctionnaires" au service d'une "culture du régime", s'il y avait certains "intellectuels organiques" [...] au service du régime, indépendamment de leur valeur, malgré leur fonction, certains se sentirent "libres" (parce qu'ils travaillaient "librement" en faveur d'une cause)<sup>172</sup>. »

Le sentiment de liberté intellectuelle vécue par des intellectuels proches du régime ou bien n'ayant pas manifesté de réticences à travailler pour lui, infirme donc l'idée d'une homogénéité des intellectuels proches du régime. En somme, les clous du régime ont été posés puis les lignes ont été tracées par le pouvoir, libre aux intellectuels favorables au régime dictatorial de voir si les promotions en jeu valaient l'engagement sur la voie autoritaire.

Pour les intellectuels proches des différentes oppositions au régime autoritaire franchissant justement les lignes du régime, les possibilités d'intervention ont été réduites à peau de chagrin, mais elles ont existé. Paradoxalement, les intellectuels de gauche étaient perçus par le pouvoir autoritaire comme les intellectuels. Ainsi, Luís Reis Torgal nous rappelle :

« Il fut commun dans les régimes autoritaires/totalitaires d'appeler péjorativement "intellectuels" les "idéalistes de gauche" en les considérant comme faisant partie de groupes d'activistes qui avaient comme objectif d'attaquer les régimes "de gouvernement fort" au nom d'idéologies non nationalistes<sup>173</sup>. »

Le potentiel critique des intellectuels n'échappait pas à António de Oliveira Salazar et il se plaignait par ailleurs du fait qu'ils le fuyaient. Rui Ramos rapporte cette anecdote :

« En 1966, alors qu'il parlait avec Franco Nogueira (ministre des Affaires étrangères), le président du Conseil Oliveira Salazar se plaignait du fait qu'"il a toujours eu de grandes difficultés pour trouver des collaborateurs, car les intellectuels l'ont toujours fui". Parler

---

<sup>172</sup> Luís Reis TORGAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 2, p. 318.

<sup>173</sup> Luís Reis TORGAL, *op. cit.*, p. 71.

d'« intellectuels », c'était alors parler de l'opposition<sup>174</sup>. [...] l'« intellectuel » était, presque fatalement, un écrivain de l'opposition, avec une fiche à la police et des problèmes avec la censure. Il exerçait une profession libérale et travaillait dans des établissements privés, des journaux, des maisons d'édition<sup>175</sup> ».

L'histoire des intellectuels sur la période 1932 à 1974 a donc été celle d'une condition fragile sans être pour autant désespérée.

Après la défaite du *revirinho*, les intellectuels en opposition étaient en difficulté durant la décennie 1930. Quelques espaces de liberté subsistaient comme le journal *República*, mais les principaux leaders étaient en exil. La période de la Seconde Guerre mondiale a modifié les rapports de force. En effet, si le Portugal avait fait le choix de la neutralité<sup>176</sup>, tout en participant indirectement au conflit<sup>177</sup>, la victoire des Alliés fut perçue comme un moment de fragilisation du pouvoir. Elle a créé un appel d'air, permettant un retour des intellectuels de gauche dans l'espace public. Ainsi, les plateformes citoyennes du Mouvement d'unité antifasciste<sup>178</sup> (MUNAF) puis du MUD ont été le point de départ d'une renaissance des intellectuels en opposition se mobilisant pour demander des réformes, par des pétitions et des manifestations de solidarité envers les groupes opprimés. La fin de cette période de turbulence a été marquée par le soutien des intellectuels opposants à la candidature de Norton de Matos, un républicain colonialiste hostile au régime en 1949<sup>179</sup>. Mais le pouvoir a empêché sa candidature et la même année, le Portugal bénéficiait de l'appui occidental du fait de sa politique anti-communiste alors que la guerre froide commençait<sup>180</sup>. Mais quoi qu'il en soit, l'anesthésie des années 1930 était finie.

---

<sup>174</sup> Rui RAMOS « Intelectuais e Estado Novo » dans António BARRETO, Maria Filomena MÓNICA (coord.), *Dicionário de História de Portugal*, Porto, Livraria Figueirinhas, 1999-2000, supplément « F/O », vol. VIII, pp. 281-289.

<sup>175</sup> Rui RAMOS, *op. cit.*, p. 284.

<sup>176</sup> Cette neutralité a été particulièrement ambiguë. Si idéologiquement, le Portugal se sentait plus proche des forces de l'Axe, sentant le vent tourner à partir de 1943, il a permis aux Alliés l'accès aux aéroports des Açores, stratégiques notamment pour l'aviation états-unienne (Yves LÉONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 2004, p. 188). De plus, le Portugal fut un pays de transit, dans l'attente d'une traversée de l'Atlantique pour trouver refuge aux Etats-Unis (voir Patrick STRAUMANN, *Lisbonne, ville ouverte*, Paris, Chandeigne, 2018).

<sup>177</sup> Ainsi, le Portugal a subi les conséquences des pénuries tout en profitant du conflit, notamment par exporter du tungstène comme l'a très bien montré João Paulo Avelãs Nunes (voir João Paulo Avelãs NUNES, *O Estado Novo e o volfrâmio (1933-1947) : actividade mineira, « Grande Depressão » e Segunda Guerra Mundial*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2010).

<sup>178</sup> Le MUNAF a été une plateforme de l'opposition réunissant des communistes, des socialistes et des chrétiens créée en 1943 mais rapidement remplacée par le MUD en 1945. Toutes les tendances étaient marquées par une contestation du régime autoritaire (voir Fernando COSTA, « MUNAF », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 637-639.

<sup>179</sup> Pour une étude de cette élection présidentielle voyant pour la première fois une candidature alternative être proposée face à Óscar Carmona voir Heloísa PAULO, Helena Pinto JANEIRO (coord.), *Norton de Matos e as Eleições Presidenciais de 1949, 60 anos depois*, Lisbonne, Colibri/IHC-FCSH/UNL, 2010.

<sup>180</sup> L'année 1949 a notamment été marquée par la participation du Portugal à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), comme membre dès sa fondation. Sur cette question, on peut voir l'ouvrage d'António José Telo qui retrace les différentes étapes de l'intégration de l'OTAN et notamment les premières hésitations portugaises, malgré l'invitation insistante de l'Angleterre (António José TELO, *Portugal e à NATO, o reencontro da*

Les intellectuels de gauche ont par la suite tenté, entre vagues de répression et de remobilisation, de se positionner à chaque fois qu'ils en avaient l'opportunité.

À partir des années 1950, le PCP, parti constamment clandestin, a capté l'essentiel de celles et ceux qui critiquaient le pouvoir en place. Pour João Madeira, la croissance du PCP est marquée par la réorganisation du parti entre 1940 et 1941. Auparavant ce parti embryonnaire s'alliait avec les autres groupes en opposition. Après la mort de leader Bento Gonçalves au camp de concentration de Tarrafal en 1942, le PCP s'est stalinisé, influencé par Álvaro Cunhal. L'horizon est devenu celui d'un nécessaire soulèvement national<sup>181</sup>. À partir des années 1940, les intellectuels, notamment influencés par le courant du néo-réalisme, ont rejoint le parti. Le PCP a attiré toute une partie des intellectuels portugais voulant s'engager, et notamment « la génération la plus jeune de la petite bourgeoisie urbaine, estudiantine et intellectuelle, jacobine et philo-maçonnique, confrontée aux carrefours du temps et radicalisée face à ses impératifs, voulant agir contre le fascisme en rejoignant le Parti communiste<sup>182</sup> ».

Les intellectuels communistes ont pris le contrôle de nombreuses revues préexistantes mais en marxisant les lignes éditoriales. Les revues *Vértice* mais aussi *Seara Nova* en sont des exemples<sup>183</sup>. Les espaces d'expression ont donc été détournés au profit des intellectuels en opposition. Le pouvoir a laissé faire, afin de s'éviter des critiques internationales, tout en restant vigilant et en sanctionnant au besoin. Le PCP a alors été perçu comme le seul parti où s'organisait véritablement la résistance au pouvoir en place, malgré sa clandestinité et son nombre limité de militants du fait du contrôle constant exercé par la police politique. De plus, un membre du PCP, Mário Sacramento, a été à l'origine de l'organisation du Congrès républicain d'Aveiro en 1957, véritable forum des idées des oppositions et réunissant aussi bien des militants du PCP que des figures républicaines et d'autres plus proches d'une mouvance socialiste.

Les décennies 1960 et 1970 ont été marquées par de nouvelles étapes pour les intellectuels de gauche. Des groupes alternatifs au PCP – quand les intellectuels ne rompaient pas directement avec le PCP comme António José Saraiva ou bien Flausino Torres<sup>184</sup> – sont apparus

---

*tradição atlântica*, Lisbonne, Edições Cosmos, 1996, pages 62 à 64). Il est aussi possible de consulter le plus récent livre de Maria José Tiscar (voir Maria José TISCAR, *O Pacto Ibérico, a NATO e a Guerra Colonial*, Lisbonne, Imprensa Nacional – Casa da Moeda, 2014).

<sup>181</sup> João MADEIRA, *Os « Engenheiros de Almas », O Partido Comunista e os intelectuais (dos anos trinta a inícios de sessenta)*, Lisbonne, Estampa, 1996, p. 383 et suivantes.

<sup>182</sup> João MADEIRA, *História do Partido Comunista Português, das origens ao 25 de Abril 1974 (1921-1974)*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, p. 619.

<sup>183</sup> António REIS, « Seara Nova », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 890-893.

<sup>184</sup> Je reviendrai sur des départs du PCP et leurs conséquences dans le III)2) du chapitre 7.

et lui ont fait concurrence. Ils étaient surtout en exil, rappelant la difficulté voire l'impossibilité de manifester son opposition directe au pouvoir au Portugal. En plus des groupes armés luttant pour la décolonisation des territoires africains, le Front patriotique de libération nationale (FPLN) créé en exil à Prague puis basé à Alger, auquel a participé l'historien Fernando Piteira Santos, a été un exemple de l'engagement de militants non alignés sur la seule ligne du PCP. Les groupes critiques du PCP proches du maoïsme se sont multipliés chez les étudiants durant la guerre coloniale. Mário Soares a aussi essayé de restructurer un mouvement socialiste, ce qu'il est parvenu à faire avec la création du Parti socialiste en 1973 en Allemagne. Malgré la dispersion croissante des intellectuels de gauche, il y a eu des moments d'unité comme les deux autres congrès démocratiques à Aveiro, en 1969 puis en 1973. Ils ont été des moments importants auxquels participèrent de nombreux intellectuels, sur des thématiques actuelles et des conférences très politiques<sup>185</sup>. Les intellectuels de gauche ont donc eu une existence en semi-clandestinité. Malgré les contraintes économiques, les emprisonnements pour certains, les freins aux carrières, en cherchant à chaque fois les failles pour parvenir à se faire entendre, en tentant, pour voir jusqu'où le pouvoir laisserait faire, les intellectuels de gauche sont parvenus à exprimer leurs positionnements, au moins dans les cercles réduits des oppositions<sup>186</sup>.

\*

\* \*

D'un régime à l'autre, les intellectuels portugais ont connu une recomposition de leur place dans la cité. Du début de la République jusqu'au ralliement au pouvoir de l'ensemble des tendances de la droite, les intellectuels, de gauche comme de droite, ont activement participé au débat public et même à la vie de la cité. Mais avec la stabilisation et l'affirmation du pouvoir autoritaire, à partir de 1932, la participation à la vie publique a changé de nature. Elle n'était plus la conséquence du jeu des élections depuis 1926 ou des alliances entre les partis. Les intellectuels ne pouvaient plus « dire la vérité au pouvoir<sup>187</sup> » et ils devaient choisir entre

---

<sup>185</sup> João Arsénio NUNES, « Comunismo », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, ibid.*, vol. I, pp. 821-829.

<sup>186</sup> J'évoquerai dans le chapitre 6 la répression que le pouvoir autoritaire a pu exercer et dans le I) du chapitre 8 les espaces littéraires disponibles.

<sup>187</sup> Edward Saïd conclut sa conférence « dire la vérité au pouvoir » à la BBC ainsi : « Dire la vérité au pouvoir n'est pas de l'idéalisme à la Pangloss : c'est réfléchir soigneusement aux alternatives, choisir la meilleure et la défendre intelligemment et chaque fois qu'elle peut contribuer à susciter le changement qui s'impose. » Cette liberté de ton n'était pas envisageable dans le Portugal autoritaire (Edward SAÏD, *Des intellectuels et du pouvoir*, traduit par Paul CHEMLA, Paris, Seuil, 1996, p. 118).

« collaborer, subir ou résister<sup>188</sup> ». Ils pouvaient aussi manifester leur soutien au régime et parfois être nommés par le pouvoir à des charges importantes. Les savants en poste à l'Université avaient aussi la possibilité de ne pas prendre clairement position, évitant de se compromettre avec le pouvoir afin de conserver leur autonomie tout en se gardant d'afficher une quelconque hostilité pour ne pas porter préjudice à leur carrière. Pour les intellectuels en opposition, prendre position pouvait compromettre durablement leur existence. Mais des lieux d'expression sont apparus progressivement et même si leur audience était faible, par tâtonnements, des espaces instables leur ont permis d'exprimer leurs positionnements, sous le regard du pouvoir.

Cette étude de l'influence du pouvoir sur le monde du savoir, de l'universitaire en poste à l'intellectuel dans la cité, a laissé de côté jusqu'à maintenant la façon dont la dictature a procédé pour exercer concrètement sa pression sur le champ du savoir. Il est temps d'évoquer les mécanismes de contrôle adoptés par le pouvoir en place afin de garantir l'ordre qui lui seyait.

---

<sup>188</sup> Je reprends ici le titre de la troisième partie du livre de Sonia Combe illustrant les possibles positions des intellectuels en Allemagne de l'Est (Sonia COMBE, *Une société sous surveillance, Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 147).

### III) Une chronologie coercitive. Se donner les moyens de surveiller et punir le champ du savoir

Surveiller les personnes et les dires, punir les fautives et fautifs d'infractions sanctionnées pénalement : les deux verbes décrivent les étapes successives déployées par le pouvoir autoritaire afin d'assurer aussi bien le maintien de l'ordre que le respect de la loi fixée par l'État. Du point de vue de la force policière, la surveillance et la punition se succèdent et, dans le même temps, elles sont concomitantes puisque les prisonniers sont aussi bien punis que surveillés<sup>189</sup>. Elles relèvent, selon Max Weber, de la sophistication du « monopole de la violence physique légitime<sup>190</sup> » de l'État portugais pour s'assurer le contrôle de la population et elles sont les manifestations d'une violence politique. Cette dernière notion est définie par Philippe Braud dans un article, où il reprend la définition donnée par Harold Nieburg<sup>191</sup>, soit :

« Des actes de désorganisation, destruction, blessures, dont l'objet, le choix des cibles ou des victimes, les circonstances, l'exécution, et/ou les effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social<sup>192</sup>. »

Partant, comment procéder pour surveiller et punir les savants portugais sous couvert de la violence politique légitime détenue par l'État ? Tout d'abord, il faut préciser que la violence concerne l'ensemble des citoyennes et citoyens portugais. Elle s'est exercée par le biais de la police politique ou de la censure. Précisons que cette dernière s'exerçait bien moins sur les milieux défavorisés car une grande majorité de la population portugaise, surtout au début de la période, ne savait ni lire ni écrire<sup>193</sup>.

La décennie 1930 fut une nouvelle fois un moment clé pour le perfectionnement d'outils de contrôle et de répression parfois hérités de la période républicaine. Parmi les nouveautés, le régime portugais n'hésita pas à emprunter des moyens employés par d'autres États autoritaires comme le camp de concentration<sup>194</sup>. Il a ainsi construit son principal camp à Tarrafal, sur l'île

---

<sup>189</sup> C'est justement toute une partie de la démonstration de Michel Foucault, relevant comment le modèle du panoptique permet de surveiller les personnes enfermées sans se faire voir, par un procédé architectural précis (voir le chapitre « le panoptisme » dans Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, pages 228 à 264). Par ailleurs, l'établissement pénitentiaire de Lisbonne, construit dans le quartier de Campolide, suit ce modèle architectural et est toujours utilisé à des fins carcérales.

<sup>190</sup> Max WEBER, *Le savant et le politique*, traduit par Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, Paris, La Découverte, 2003, « La politique comme profession et vocation », p. 118.

<sup>191</sup> Harold L. NIEBURG, *Political Violence. The Behavioral Process*, New York, St Martin's Press, 1969, p. 13.

<sup>192</sup> Philippe BRAUD, « La violence politique : repères et problèmes », dans *Cultures & Conflits*, n° 09-10, printemps-été 1993.

<sup>193</sup> Voir le repère, « Portugal : une puissance pauvre ».

<sup>194</sup> Le recours aux camps de concentration, courant dans les États autoritaires, remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. D'abord mis en place par le pouvoir espagnol dans le cadre du soulèvement cubain, il est ensuite utilisé par les Britanniques lors de la guerre des Boers. Son utilisation s'est ensuite répandue durant la Première Guerre mondiale.



Santiago au Cap-Vert. Disposer de possessions coloniales lointaines et insulaires, permettait d'éloigner géographiquement les prisonniers et de rendre difficile toute tentative d'évasion. Son histoire s'est étendue de 1936 jusqu'à la fin de la dictature avec une coupure de quelques années.

Le camp de Tarrafal a accompagné en quelque sorte l'histoire de la répression du Portugal autoritaire. Il a été construit suite à l'article 1 du décret-loi n° 26 539 du 23 avril 1936. Le camp relevait, malgré sa situation géographique, du ministère de la Justice et non de celui des Colonies. Comme il est précisé dans le préambule du décret-loi, le choix de son emplacement est le fruit d'un processus de reconnaissance méticuleux par des experts, car il « réunit les conditions nécessaires à l'installation de cette colonie, d'un point de vue hygiénique, de surveillance ainsi que des ressources naturelles de communications indispensables à son bon fonctionnement ». L'article 2 définit son orientation spécifique pour les prisonniers politiques :

« La colonie pénale à laquelle se réfère l'article antérieur se destine aux prisonniers pour crimes politiques qui doivent purger la peine de l'exil ou qui, ayant été internés dans d'autres établissements carcéraux, se montrent réfractaires à la discipline de cet établissement ou des éléments pernicioeux pour les autres reclus. »

Le camp de concentration a réuni, entre autres, les principaux dirigeants du PCP des années 1930. Mais après la Seconde Guerre mondiale, et face aux critiques et pressions internationales, Tarrafal rappelait un peu trop le tropisme fasciste du régime portugais. Il fut donc fermé par le décret-loi n° 40 675 du 7 juillet 1956. L'article 7 est lapidaire : « est éteinte la colonie pénale du Cap Vert créée par le décret-loi n° 26 539 du 23 avril 1936 ». Cependant, il a été rouvert le 17 juin 1961 par l'ordonnance n° 18 539, alors que la guerre coloniale commençait, dans le but d'enfermer les militants en faveur de la décolonisation. Son activité n'a cessé que quand la guerre coloniale et le régime autoritaire et se sont terminés.

Très peu d'intellectuels y ont été emprisonnés, sauf ceux du PCP comme Bento Gonçalves, un des dirigeants, qui y est mort. Il existe un grand nombre de témoignages d'anciens détenus publiés mais les études récentes restent, quant à elles, assez peu nombreuses<sup>195</sup>. Elles se concentrent surtout sur les détenus du Portugal continental. L'histoire carcérale de la guerre coloniale et de la lutte pour la décolonisation est encore à faire. Dans l'ensemble, les savants

---

(Annette BECKER, « La genèse des camps de concentration : Cuba, la guerre des Boers, la grande guerre de 1896 aux années vingt », dans *Revue d'Histoire de la Shoah*, vol. 189, n° 2, 2008, pp. 101-129).

<sup>195</sup> Un master a été transformé en livre (voir José Manuel Soares TAVARES, *O Campo de Concentração do Tarrafal : a origem e o quotidiano (1936-1954)*, Lisbonne, Colibri, 2006) et une thèse de doctorat en sociologie a récemment été soutenue (voir Antónia Maria Gato PINTO, *Tarrafal : resistir como promessa, O poder de transformar uma experiência de opressão numa história de grandeza*, sous la direction de João Sedas NUNES, soutenue à l'université nouvelle de Lisbonne, 2019).

portugais ont plutôt été soumis à une surveillance moins extraordinaire et à une violence protéiforme adaptable en fonction des situations. La question de la violence du régime portugais a régulièrement provoqué des débats. De fait, son utilisation supposément plus contenue a été un argument régulièrement avancé pour en faire un État moins autoritaire, l'excluant d'office de la liste des pays fascistes. Pourtant, sa pratique courante, presque banalisée dans les colonies échappe souvent aux analyses. L'extension de la violence des puissances impériales européennes dans leurs territoires coloniaux a pourtant pu être, comme l'a relevé Enzo Traverso, en réfléchissant sur la violence nazie, « une première mise en pratique des potentialités exterminatrices du discours raciste moderne [soit] une guerre coloniale qui emprunte largement son idéologie et ses principes [...] à celles menées tout au long du XX<sup>e</sup> siècle par l'impérialisme classique<sup>196</sup> ». Les guerres coloniales, le maintien de l'ordre colonial mais aussi l'utilisation du travail forcé<sup>197</sup> doivent être rappelés. En effet, la violence dans la métropole était sans commune mesure à celle exercée dans les colonies, y compris en dehors des périodes de luttes indépendantistes entre 1961 et 1974. Enfin, durant la guerre coloniale, la violence a été poussée à son paroxysme.

Par ailleurs, le Portugal ne fut-il pas l'un des premiers pays à avoir aboli la peine de mort, soulignant un refus de la violence ? Après avoir été fortement limitée durant la période libérale de la Monarchie, la peine de mort a été abolie par l'ordre de guerre n° 8 daté du 16 mars 1911 et publié au Journal officiel de la République le 26 avril 1911. Dans l'article 3 de la première répartition, il est stipulé « est abolie, en absolu, la peine de mort ». L'abolition a ensuite été intégrée à la Constitution de la République publiée le 22 août 1911 à l'article 3, alinéa 22 : « En aucun cas on pourra établir la peine de mort, ni les peines corporelles perpétuelles ou de durée limitée ». Réintroduite pendant la Première Guerre mondiale uniquement pour des motifs de guerre, elle n'a plus été prononcée par un tribunal militaire depuis 1917, une condamnation pour trahison ayant été prononcée et exécutée sur le front, en France. Le régime autoritaire quant à lui n'est pas revenu sur cette mesure. Les quelques assassinats ciblés de la police politique n'ont jamais émané de décisions de la justice portugaise. L'élimination la plus tristement célèbre fut celle du candidat aux élections présidentielles de 1958, le général Humberto Delgado ainsi que de sa secrétaire Arajaryr Campos, le 13 février 1965 par les agents de la PIDE à

---

<sup>196</sup> Enzo TRAVERSO, *La violence nazie, une généalogie européenne*, Paris, La fabrique, 2002, pages 26 et 27.

<sup>197</sup> Une récente étude sur une période assez courte peut être mobilisée, il s'agit de José Pedro MONTEIRO, *Portugal e a questão do trabalho forçado, Um império sob escrutínio (1944-1962)*, Lisbonne, Edições 70, 2018.

proximité du village extrémègne de Villanueva del Forno soit tout près de la frontière luso-espagnole<sup>198</sup>.

Mais un auteur comme Fernando Rosas récuse l'argument du « violenciomètre<sup>199</sup> », et insiste sur la double nature de la violence à l'œuvre au Portugal. Pour lui, la violence est d'abord préventive « invisible et quotidienne<sup>200</sup> ». Il met en évidence trois piliers sur lesquels s'appuie ce type de violence : les organes de contrôle comme la censure, la police politique qui surveille et dispose d'un droit de regard sur les nominations des professeurs ; le système de l'ordre public formé par la Police de sécurité publique et la Garde nationale républicaine ; les appareils d'inculcation idéologique<sup>201</sup> permettant de contrôler les groupes sociaux<sup>202</sup>. Quand la violence préventive était insuffisante, elle devenait punitive. La violence punitive a été préférentiellement exercée par la police politique, aidée par la police et la gendarmerie ainsi que par l'organisation milicienne soit la Légion portugaise<sup>203</sup>.

La violence préventive a toujours été privilégiée par le pouvoir portugais. Elle s'appuyait sur la peur. J'utilise ici la notion de peur plutôt que celle de terreur ainsi définie par Hannah Arendt dans *Origines du totalitarisme* : « la terreur totale, l'essence du régime totalitaire, n'existe ni pour les hommes, ni contre eux. Elle est censée fournir aux forces de la nature ou de l'histoire un incomparable moyen d'accélérer leur mouvement ». Elle l'assimile à un cercle de fer qui veut faire de tous les hommes un seul homme. La terreur est un mouvement et non une action<sup>204</sup>. La peur est un sentiment, une émotion mais elle est aussi perçue par Corey Robin comme une idée politique<sup>205</sup>. Une politique de la peur caractérisait justement le Portugal, tout comme d'autres régimes autoritaires. C'est la peur, la crainte d'un danger encouru, qui tuait dans l'œuf les possibles contestations. En effet, la peur dissuadait, poussait à respecter la loi par la crainte de la sanction. Ainsi l'*Estado Novo* a préféré « tué beaucoup de choses avant

---

<sup>198</sup> Il est possible de consulter l'importante biographie écrite par le petit-fils d'Humberto Delgado, Frederico Delgado Rosa qui retrace l'ensemble de sa vie. Voir Frederico Delgado ROSA, *Humberto Delgado : biografia do general sem medo*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2008.

<sup>199</sup> Voir le I) de l'introduction générale.

<sup>200</sup> Fernando ROSAS, *Salazar e os fascismos*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2019, p. 26.

<sup>201</sup> Pour ce dernier pilier de violence préventive, les groupes encadrant la société sont en quelque sorte les micro-pouvoirs présentés par Michel Foucault : « ce pouvoir d'autre part ne s'applique pas purement et simplement, comme une obligation ou une interdiction, à ceux qui "ne l'ont pas" ; il les investit, passe par eux et à travers eux ; il prend appui sur eux, tout comme eux-mêmes, dans leur lutte contre lui, prennent appui à leur tour sur les prises qu'il exerce sur eux. Ce qui veut dire que ces relations descendent loin dans l'épaisseur de la société, qu'elles ne se localisent pas dans les relations de l'État aux citoyens ou à la frontière des classes et qu'elles ne se contentent pas de reproduire au niveau des individus, des corps, des gestes et des comportements, la forme générale de la loi ou du gouvernement » (Michel FOUCAULT, *op. cit.*, p. 35). Le pouvoir s'insinue donc dans l'ensemble de la société et n'est pas uniquement vertical, il mobilise aussi les citoyens qui deviennent à leur tour vecteur de pouvoir.

<sup>202</sup> Fernando ROSAS, *op. cit.*, pages 217 et 218.

<sup>203</sup> Fernando ROSAS, *op. cit.*, pages 207 à 222 et pour la citation p. 216.

<sup>204</sup> Yves Charles ZARKA, « Hannah Arendt et l'origine du mal », dans *Cités*, vol. 67, n° 3, 2016, pp. 3-16.

<sup>205</sup> Corey ROBIN, *La peur : histoire d'une idée politique*, Paris, Armand Colin, 2006.

leur naissance ou bien a même empêché qu'elles n'apparaissent<sup>206</sup> » cela afin d'éviter que l'ordre « dans les rues, l'ordre économique et social, l'ordre qu'on pensait devoir exister dans les esprits, ne coure le moindre risque<sup>207</sup> ».

Grâce à la violence préventive fruit d'une intimidation généralisée, la répression était moindre et les critiques internationales paraissaient déplacées. Or, quand le pas de trop était franchi, une pensée trop subversive exprimée, la violence devenait punitive. Elle s'abattait de façon privilégiée sur les opposants mais elle pouvait aussi toucher certaines voix discordantes de savants pourtant de droite. Elle fut la jauge du dicible ou du supportable et n'avait pas spécifiquement de parti. À nous maintenant de voir les deux outils de la violence dirigée, entre autres, contre le monde du savoir en étudiant successivement la police politique puis la censure.

## 1) Surveiller les personnes : la police politique de l'*Estado Novo* (1933-1974)

La police politique est définie comme un « appareil policier établi par le régime en place, spécialement chargé de la surveillance des opposants politiques et de la répression des délits d'opinion dans les régimes totalitaires<sup>208</sup> ». La création de la police politique portugaise s'insérait dans le mouvement de mise en place des différentes polices politiques qui se « [constituaient] dans le cadre des régimes autoritaires [...] dans le période l'Entre-deux-guerres, [...] dans des pays comme l'Italie, l'Allemagne, le Portugal, l'Espagne<sup>209</sup> », liste à laquelle on peut ajouter celles existant en Union des Républiques socialistes et soviétiques (URSS) et dans les pays satellites de l'URSS après la Seconde Guerre mondiale, notamment en Europe de l'Est<sup>210</sup>. Cette institution policière est donc un trait caractéristique des pays autoritaires et totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle. Les polices politiques n'hésitaient pas à partager régulièrement les informations avec

---

<sup>206</sup> Manuel de LUCENA, *O Regime Salazarista e a sua Evolução*, Matosinhos, Contemporânea Editora, Câmara Municipal de Matosinhos, 1995, p. 9.

<sup>207</sup> Manuel de LUCENA, *ibid.*, p. 7.

<sup>208</sup> Il s'agit de la définition du *Lexique de termes politiques* (Charles DEBBASCH, Yves DAUDET (dir.), *Lexique de termes politiques : États, Vie politique, Relations internationales*, Paris, Dalloz, 1978, p. 226). Des exemples sont fournis pour cette définition dont celui du Portugal : « la P.I.D.E. au Portugal jusqu'en 1974 ». Un complément de la définition précise « dans les autres régimes, il n'existe officiellement pas de police politique, mais une fonction politique peut être attribuée à certains services de police. »

<sup>209</sup> Maria da Conceição RIBEIRO, *A Polícia Política no Estado Novo, 1926-1945*, Lisbonne, Estampa, 1995, p. 15.

<sup>210</sup> Le ministère de la Sécurité d'État, mieux connu sous son abréviation, la « Stasi », en Allemagne de l'Est est la plus documentée en France, tant historiquement (voir notamment Sonia COMBE, *Une société sous surveillance. Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999) que dans la production cinématographique. Le film de Florian Henckel von DONNERSMARCK, *La Vie des autres* a notamment eu un grand succès, présentant les écoutes et les méthodes de la police politique est-allemande.

d'autres polices de renseignement, y compris avec les démocraties libérales d'Europe de l'Ouest<sup>211</sup> et d'autres régions du monde.

Son histoire a embrassé à traits un peu forcés toute la période autoritaire. En effet, elle a existé de 1933 à 1974 mais Maria da Conceição Ribeiro a analysé sa genèse et commence son étude dès 1926 rappelant que d'autres structures policières ont été créées durant la Dictature militaire avec des finalités proches de la police née en 1933<sup>212</sup>. La police politique serait donc bien un phénomène de l'ensemble de la période autoritaire. Elle a connu différents noms mais les changements cosmétiques n'ont pas modifié sa nature. Elle a d'abord été la Police de vigilance et de défense de l'État<sup>213</sup> (PVDE) entre 1933 et 1945 puis elle est devenue la Police internationale et de défense de l'État<sup>214</sup> (PIDE) entre 1945 et 1968 et enfin la Direction générale de sécurité<sup>215</sup> (DGS) entre 1968 et 1974. Elle disparut le 25 avril 1974, emportée par la révolution des Œillets<sup>216</sup>. Retracer l'histoire de la police politique, permet de mettre en évidence les grandes phases du régime autoritaire portugais.

Sa naissance fut intimement liée à celle de l'*Estado Novo*. Le pouvoir, en pleine phase de consolidation, a eu à souhait d'agir rapidement. Quelques mois après l'approbation par référendum de la constitution de l'*Estado Novo*, la police politique naissait. Par ailleurs, les changements de noms intervinrent à des moments clés de l'histoire du régime. Ainsi la fin de la Seconde Guerre mondiale a marqué le passage de la PVDE à la PIDE : l'insistance sur la dimension internationale dans son nom était une façon d'insérer le Portugal dans les enjeux du nouveau monde à construire. Dans le préambule du texte du décret-loi, cette « création » était revendiquée sur le modèle de la police britannique « vulgairement connue sous le nom Scotland Yard ». Dès lors, la légitimité de la police politique portugaise était donc fondée sur une apparente proximité avec l'organisation policière d'une démocratie libérale et l'alliée historique du Portugal depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. La finalité était donc d'en faire une « police judiciaire » (le terme est utilisé dès la première ligne du préambule), comme les autres, afin de faire oublier toute dimension autoritaire du régime portugais, alors que l'Allemagne venait de capituler. Ensuite,

---

<sup>211</sup> Un des premiers travaux publiés sur la PVDE est justement un article montrant les liens existants entre les renseignements de chaque État (voir Douglas L. WHEELER, « In the Service of Order : The Portuguese Political Police and the British, German and Spanish Intelligence, 1932-1945 », dans *Journal of Contemporary History*, Londres, Beverly Hills et New Delhi, vol. 18, 1983, pp. 1-25). Irene Flunser Pimentel montre que cette coopération entre les polices est aussi valable pour la période de la PIDE/DGS (voir Irene Flunser PIMENTEL, *A história da PIDE*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2007).

<sup>212</sup> Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, pages 51 à 78 pour les différentes structures qui ont existé durant la Dictature militaire.

<sup>213</sup> Par le décret-loi n° 29 992 du 29 août 1933.

<sup>214</sup> Par le décret-loi n° 35 046 du 22 octobre 1945.

<sup>215</sup> Par le décret-loi n° 49 401 du 24 novembre 1969.

<sup>216</sup> Par le décret-loi n° 171/74 du 25 avril 1974.

le passage de la PIDE à la DGS fut le signe d'une inflexion voulue par Marcelo Caetano, afin de montrer un changement, qui s'est avéré être un changement dans la continuité. Rétrospectivement, le terme qui est resté est celui de PIDE, soit la désignation de la police politique la plus longue. Parfois orthographié « pide », le terme désignait alors le personnel de la PIDE et est encore de nos jours un terme utilisé au Portugal pour désigner quelqu'un d'un peu trop intrusif. L'institution s'est donc faite homme et a laissé sa trace dans les mémoires portugaises.

La police politique a des finalités dont les contours sont bien définis quand elle fut créée en 1933 par le décret-loi n° 29 992 du 29 août 1933. Selon Maria de Conceição Ribeiro, son objectif premier était de proposer une « restructuration centralisatrice de l'appareil répressif, visant à s'adapter aux nouveaux impératifs de défense de " l'ordre ", en accord avec la définition que le régime entend lui donner<sup>217</sup> ». La PVDE était le fruit de la fusion de deux polices préexistantes : la Police de défense politique et sociale et la Police internationale portugaise, créée en 1928, chargée du contrôle des frontières et réorganisée à plusieurs reprises. Le préambule du décret insistait sur la nécessité de lier les deux polices, trouvant que la défense de l'intérieur du pays devait aller de pair avec la police aux frontières pour défendre le Portugal dans son ensemble<sup>218</sup>.

La centralisation policière passait par une dépendance directe au pouvoir. Dès l'article 1 du décret-loi, il est signalé que la PVDE est « directement subordonnée au Ministère de l'Intérieur et exerce son action dans tout le territoire de la République portugaise ». Par ailleurs, tout au long de son histoire qui s'étend jusqu'au dernier souffle du régime autoritaire, la police politique portugaise a été dans la dépendance directe du ministère de l'Intérieur. Irene Flunser Pimentel remarque que les personnes ayant occupé la fonction de ministre de l'Intérieur « ne furent jamais, selon la volonté de Salazar, des hommes forts et ils se sont montrés obéissants " au chef ". Bien sûr tout ce que la PIDE et la DGS faisaient dans le détail n'était pas su de Salazar, mais les grandes lignes d'agissement l'étaient<sup>219</sup> ». La police politique a parfois été liée à d'autres ministères mais elle le fut plus constamment au ministère de l'Intérieur. Ainsi, le décret-loi n° 35 046 du 22 octobre 1945 précisait que la PIDE était du ressort du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Justice. Le ministère de la Justice recevait certaines attributions, délimitées dès le préambule où il est affirmé que « l'exécution des condamnations pour délits dont les investigations incombent à la Police Internationale de Défense de l'État passe au

---

<sup>217</sup> Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 15.

<sup>218</sup> La trace des deux anciennes polices est perceptible dans le nom de la PVDE. Ainsi l'adjectif « vigilance » est une forme de rappel de la Police de défense politique et sociale et celui de « défense » évoque la Police internationale portugaise dont la fonction est de surveiller les frontières du pays.

<sup>219</sup> Irene Flunser PIMENTEL, *Os cinco pilares da PIDE*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2019, p. 394.

Ministère de la Justice, dans la mesure où il échoit au régime général ». L'objectif était donc de faire oublier l'arbitraire des décisions et des détentions de la PVDE, le jugement et l'application des peines des détenus politiques relevant à partir de cette date de la justice portugaise. Mais l'arrivée des détenus dans les tribunaux pouvait souvent prendre de longues années voire tout simplement ne pas se produire. La disposition, donnant une impression de légalité et de clarification des prérogatives de la police politique, était donc caduque dans les faits. Ensuite, par le décret-loi n° 49 401 du 24 novembre 1969, la DGS fut du ressort du ministère de l'Intérieur et de l'Outre-mer. L'inclusion de l'Outre-mer était un rappel du contexte de guerre coloniale. L'objectif était donc de donner davantage de pouvoir à la police politique dans les provinces ultramarines par la collaboration étroite des deux ministères sur les questions de défense afin d'éviter toute entrave aux procédures pénales engagées contre les indépendantistes.

La PIDE ne constituait donc pas un « État dans l'État » contrairement à ce qu'affirme Fernando Luso Soares, quelques mois après la chute du régime autoritaire<sup>220</sup>. L'idée a été réfutée par Maria da Conceição Ribeiro pour la PVDE<sup>221</sup> mais aussi par Irene Flunser Pimentel pour la PIDE/DGS<sup>222</sup>. En effet, les directeurs de la police politique s'entretenaient très régulièrement avec les ministres de l'Intérieur et les deux présidents du Conseil. La police politique était donc en étroite collaboration avec le régime et ses objectifs tout comme ses grandes lignes étaient définis par le pouvoir en place. L'alinéa 9 de l'article 4 du décret de création de la PVDE datant de 1933 insistait sur la dimension politique de la police politique qui doit « mener la répression contre le communisme, notamment pour ce qui touche aux liaisons entre les éléments portugais et les agitateurs étrangers. » La phobie du communisme fut une des principales priorités de la PVDE, en plus de contrôler les personnes entrant et sortant des frontières nationales. La neutralité politique de la police proclamée dans les régimes démocratiques est donc clairement niée. En conséquence, la PVDE était bien une police avec une visée politique<sup>223</sup>. Précisons que ces objectifs, définis lors de la création de la PVDE n'ont pas grandement changé jusqu'à la DGS.

La police politique disposait de larges prérogatives pouvant amener à parler d'un « système de justice politique<sup>224</sup> » : elle pouvait arrêter, enquêter, enfermer dans ses locaux. Ceux-ci, au nombre de 5456, étaient surtout concentrés à proximité des centres urbains mais

---

<sup>220</sup> Voir Fernando Luso SOARES, *PIDE/DGS, Um Estado dentro do Estado*, Lisbonne, Portugália Editora, 1975.

<sup>221</sup> Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 271.

<sup>222</sup> Irene Flunser PIMENTEL, *Os cinco pilares da PIDE*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2019, p. 394.

<sup>223</sup> Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 269.

<sup>224</sup> Manuel Braga da CRUZ, *O Partido e o Estado no Salazarismo*, Lisbonne, Presença, 1988, p. 85.

maillaient l'ensemble du territoire<sup>225</sup>. Elle gérait aussi quelques prisons de plus grande dimension. D'abord, la prison d'Aljube, de taille modeste mais en plein centre-ville de Lisbonne qui fut fermée en 1965 – elle est maintenant devenue le musée de la Résistance et de la Liberté. Ensuite, les services centraux de la police administraient deux grandes prisons, celle de Caxias en banlieue de Lisbonne et le fort de Peniche – qui est aussi en cours de transformation en musée. Enfin il y avait la prison de Porto. Il faut y ajouter le siège de la police politique où les prisonniers étaient interrogés avant d'être dispersés dans les différentes prisons énumérées<sup>226</sup>. Les prisonniers pouvaient être enfermés sans jugement et avec une durée modulable à la convenance de la police politique. Parfois, mais seulement dans un deuxième temps, elle pouvait les remettre au Tribunal militaire spécial, devenu le tribunal plénière<sup>227</sup>, pour juger les prisonniers politiques.

Le tribunal militaire spécial fut créé par l'article 13 du décret-loi n° 23 203 du 6 novembre 1933. Il était de la compétence du ministère de la Justice. En fonction de 1933 à 1945, son objectif était de punir, à côté des délits de droit commun, les délits politiques. Ils sont détaillés dans le texte de loi : les « crimes de rébellion » (article 1) incluant les attentats, les « offenses au prestige de la République », la fermeture d'usines (article 4), l'offense au drapeau et à l'hymne national (article 7), entre autres. Les structures judiciaires fonctionnaient en étroite collaboration avec la police politique même si quelques fois, les tribunaux rendirent, faute de preuve, des jugements différents de ceux escomptés. Mais ces exceptions ne firent que confirmer la règle d'une proximité très forte entre la PVDE et le tribunal militaire spécial car les tribunaux s'appuyaient sur les témoignages et les rapports réalisés par la police politique<sup>228</sup>. Après la disparition du Tribunal militaire spécial, par le décret-loi n° 35 044 du 20 octobre 1945 réorganisant la justice, les « tribunaux plénières » ont jugé les détenus politiques jusqu'en 1974.

La PVDE est restée une structure éprouvant quelques difficultés pour fonctionner. En effet, la faiblesse de ses moyens<sup>229</sup> a souvent donné une impression d'amateurisme<sup>230</sup>. La PIDE puis la DGS ont en revanche bénéficié d'une sophistication lente mais continue de l'appareil

---

<sup>225</sup> Voir les cartes 4 et 5 du second ensemble d'annexes sans pagination dans le livre d'Irene Flunser PIMENTEL, *A história da PIDE*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2007.

<sup>226</sup> Je n'ai pas réussi à trouver la date d'installation de la police politique dans cet édifice, il a été longuement et jusqu'à la fin du régime autoritaire situé rue António Maria Cardoso à Lisbonne.

<sup>227</sup> Voir Fernando ROSAS (coord) et alii, *Tribunais políticos : tribunais militares especiais e tribunais plenários durante a Ditadura e o Estado Novo*, Lisbonne, Temas e debates, 2009.

<sup>228</sup> Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 216

<sup>229</sup> Le nombre de fonctionnaires rattachés à la PVDE est très faible : entre 1932 et 1945, ils passent de 49 à 400 personnes. Même en y ajoutant le nombre d'informateurs qui reste mal défini, la PVDE dispose d'effectifs réduits (tableau n° 10 de Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 286).

<sup>230</sup> Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 271.



de surveillance et de sa capacité de répression<sup>231</sup> ainsi que d'une augmentation croissante de ses moyens, avec comme paroxysme financier et humain, la guerre coloniale. Elle surveillait méthodiquement les Portugais en s'appuyant sur un vaste réseau d'informateurs qui furent des yeux et des oreilles supplémentaires pour accomplir sa mission de protection des intérêts nationaux<sup>232</sup>.

Comment s'exerce la violence de la police politique ? La violence préventive de la police politique se faisait par une surveillance continue de la population. Les courriers, les télégrammes étaient interceptés, copiés voire parfois non distribués ; les appels téléphoniques pouvaient être écoutés et retranscrits, l'ensemble des articles mentionnant le nom de la personne sous surveillance étaient découpés et insérés dans les dossiers avec le nom de la personne souligné ou entouré en rouge, les documents saisis lors de perquisitions à domicile étaient confisqués et classés, les plaques d'immatriculation notées<sup>233</sup>. Plus spécifiquement pour les enseignants du public, les candidatures étaient envoyées à la police politique pour vérifier que le candidat n'avait rien à se reprocher. S'il ou elle se révèle proche d'un groupe de l'opposition, l'avis était défavorable et la candidature n'aboutissait pas.

La violence punitive fut aussi utilisée. La torture, jamais évoquée dans les rapports, fut abondamment rapportée par les témoignages des prisonniers. Trois méthodes ont été régulièrement utilisées. D'abord, le passage à tabac, avec le défaut qu'il laissait des traces physiques. Cette méthode était donc préférentiellement utilisée contre les personnes restant en prison afin d'éviter toute publicité aux pratiques. Ensuite, la torture de la « statue » où la personne interrogée devait rester debout avec les bras à l'horizontale pour ne pas voir la violence physique s'abattre sur elle. Enfin la torture du sommeil, où la personne interrogée était empêchée de dormir, de se rendre aux toilettes pour l'humilier, jusqu'à ce qu'elle cède d'épuisement ou de honte<sup>234</sup>. Toute la violence se déployait pour obtenir des informations ou des noms afin de

---

<sup>231</sup> J'entends par là qu'en plus de techniques simples mais discrètes, comme la vapeur d'eau pour ouvrir une enveloppe sans laisser de traces, la sophistication des moyens de surveillance des moyens de télécommunication – comme les écoutes – a bénéficié aux agents de la police politique. Souvent des échanges entre les différentes polices politiques ont facilité l'accès à de nouvelles techniques de contrôle de la population.

<sup>232</sup> Irene Flunser Pimentel remarque que le nombre de personnes travaillant au sein de la PIDE est resté, comme pour la PVDE, assez faible et qu'elle s'est surtout appuyée sur un dense réseau d'informateurs. Ce n'est qu'à partir de la guerre coloniale que ses effectifs croissent véritablement (Irene Flunser PIMENTEL, *Os cinco pilares da PIDE*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2019, p. 393).

<sup>233</sup> Je reprends ici uniquement les différents types de documents auxquels j'ai été confrontés lors de la consultation des archives de la PIDE. J'analyserai un certain nombre de dossiers dans le chapitre 6. L'objectif est ici uniquement d'évoquer les méthodes, de façon non exhaustive, utilisées par le pouvoir pour surveiller la population et donc, dans mon cas, les historiens.

<sup>234</sup> La torture du sommeil et de la statue sont surtout utilisées durant la période où la police politique était la PIDE (voir le livre Ana ARANHA, Carlos ADEMAR, *No limite da dor, a tortura nas prisões da PIDE*, Lisbonne, Parsifal, 2014). Auparavant, d'autres méthodes, plus brutales étaient utilisées. L'échange de pratiques avec les polices nazie

réduire l'influence d'un groupe de contestataires voire le faire chuter. La mort survenait parfois dans les prisons de la police politique, de nombreuses fois à Tarrafal. Mais, comme mentionné plus haut, les assassinats furent peu nombreux. Discrétion oblige, il était préférable de les éviter<sup>235</sup>.

Les savants portugais occupèrent une place modeste dans la liste des victimes de cette panoplie de violence savamment calculée et utilisée quotidiennement par les interrogateurs. Celles et ceux qui ont le plus écrit, témoigné sur la violence les marquant physiquement et psychologiquement, les figures sur lesquelles les travaux se sont multipliés<sup>236</sup>, n'en ont pas été les principales victimes<sup>237</sup>. Contenue contre les savants, la violence se libérait contre les plus pauvres. En effet, la violence déployée par la police politique envers les savants était bien plus retenue que contre les paysans et les ouvriers, bien plus systématiquement torturés. La position privilégiée des savants dans la hiérarchie sociale leur conférait un certain prestige aux yeux des interrogateurs. Qui plus est, les savants pouvaient parler et surtout écrire sur les pratiques endurées. Les paysans et les ouvriers eux ne disposaient pas de moyens de rendre publique la violence subie, d'autant que beaucoup étaient analphabètes. Les paroles s'envolent mais les écrits restent. Ces victimes, invisibilisées par un vide d'archives qui risque de ne jamais être comblé, rappellent pourtant l'étendue de la violence exercée par le pouvoir politique. La violence socialement sélective fut une constante durant le régime autoritaire, mais est-elle seulement l'apanage des dictatures ?

Le silence, la presque absence de témoignages<sup>238</sup> de tous les sans voix du Portugal continental ou des territoires colonisés, où les souffrances ont pu être encore plus fortes, n'est révélé

---

et italienne a abouti à un usage mêlant torture physique et psychologique pour obtenir des informations (Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 235).

<sup>235</sup> Pour la période de la PVDE, 31 personnes sont mortes, sans compter celles décédées à Tarrafal (Irene Flunser PIMENTEL, *A história da PIDE*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2007, p. 388).

<sup>236</sup> Le livre d'Irene Flunser Pimentel sur lesdits ennemis de Salazar se focalise sur les principales personnalités des groupes en opposition politique (Irene Flunser PIMENTEL, *Inimigos de Salazar*, Lisbonne, Clube do Autor, 2018).

<sup>237</sup> La notion de victimes est reprise d'un livre collectif retraçant l'ensemble des personnes qui ont subi les violences de la police politique (voir João MADEIRA (coord.), Luís FARINHA (co-auteur), Irene Flunser PIMENTEL (co-auteur), *Vítimas de Salazar, Estado Novo e violência política*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2007).

<sup>238</sup> Il faut ici mentionner le documentaire de Susana de Sousa Dias, appelé sobrement *48*, sorti en 2010 qui est un ensemble de témoignages de prisonniers de la police politique. Seules sont montrées des photographies prises par les agents de la PIDE, ou bien, quand elles ont disparu, un plan fixe sur une photographie. Les différents photographiés témoignent en voix off. Ils décrivent les souvenirs qu'ils ont du jour où le cliché a été pris. Alors que sur les photographies, les témoins ont un air plutôt neutre, les récits soulignent les heures d'interrogatoire, les coups et les différentes tortures pratiquées par les agents des forces de l'ordre. Soulignons que cette réalisatrice a produit en 2017 un nouveau documentaire, *Luz obscura* (lumière obscure), s'appuyant sur la seule photographie des archives de la PIDE où l'on voit un enfant sur les genoux de sa mère, mariée à l'un des principaux militants du PCP, Octávio Pato. Elle continue de traiter de la violence de la police politique au regard de l'histoire brisée de la famille Pato.

que par les chiffres des personnes emprisonnées. Pour la période de la PVDE, les données sont révélatrices de la structure sociale portugaise et valident la relative faiblesse des intellectuels dans le nombre de personnes incarcérées [Figure 2].

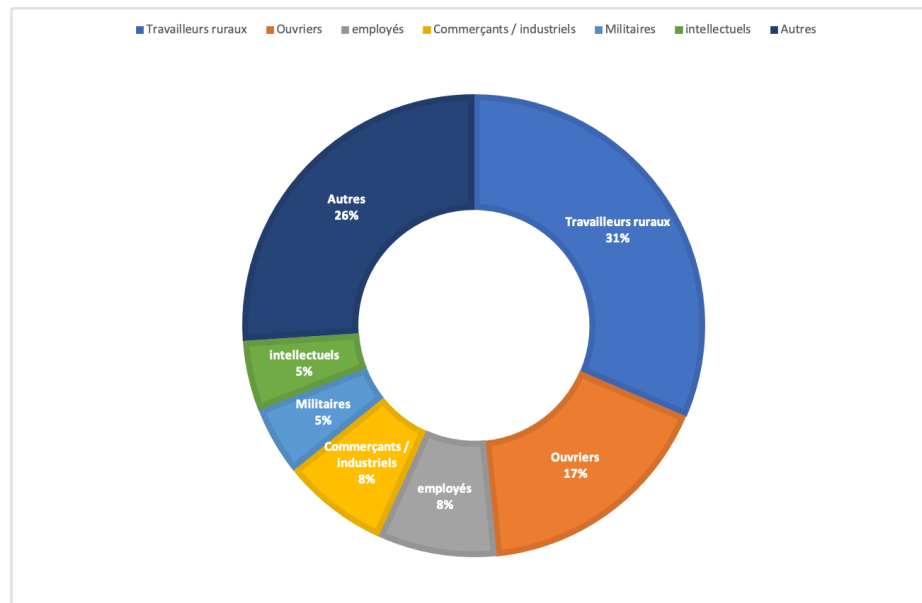


Figure 2 : Prisonniers politiques durant la période 1932-1945<sup>239</sup>.

En effet, les intellectuels emprisonnés par la PVDE ne dépassent pas les 5 %<sup>240</sup>. Dominent les travailleurs agricoles et les ouvriers, deux groupes qui atteignent près de 50 % des personnes incarcérées dans la mesure où ce sont les métiers les plus présents dans la société portugaise de cette période.

Pour la période de la PIDE/DGS, Irene Flunser Pimentel avance le chiffre de 19 708 incarcérations entre 1945 et 1974 pour un total de 12 385 prisonniers<sup>241</sup> qu'il est possible d'analyser par profession [Figure 3]. De nouveau la surreprésentation des ouvriers et des agriculteurs est frappante : les agriculteurs représentent 37 % des prisonniers, et les ouvriers 25 % des incarcérés. Les professions intellectuelles<sup>242</sup> ont de nouveau une faible représentativité car ces professions regroupent 11 % des prisonniers. Leur part a cependant augmenté par rapport à la

<sup>239</sup> Les chiffres du diagramme sont issus du tableau réalisé par Maria da Conceição Ribeiro, s'appuyant elle-même sur le livre *Presos Políticos no Regime Fascistas*. Il s'agit d'une série de parutions entre 1981 et 1987, du ressort de la Commission sur le livre noir du régime fasciste, en cinq volumes et s'étendant de 1932 à 1951 (tableau 25, dans Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 293).

<sup>240</sup> Précisons que ce chiffre cumule les étudiants, les professeurs, les journalistes, les médecins, les ingénieurs et les écrivains.

<sup>241</sup> De nombreux prisonniers ont été emprisonnés à plusieurs reprises, expliquant l'écart entre les deux chiffres (diagrammes 33 à 35 mais aussi les chiffres donnés dans le corps du texte d'Irene Flunser PIMENTEL, *op. cit.*, p. 419). Un pic d'emprisonnements est atteint l'année 1962, lors de la crise universitaire, avec plus de 2000 enfermements.

<sup>242</sup> Sont cumulés dans le chiffre des professions intellectuelles les avocats, les médecins, les ingénieurs, les professeurs, les étudiants, les journalistes et les écrivains.

période de la PVDE. Cette augmentation peut s'expliquer par la massification de l'enseignement supérieur, surtout au regard des proportions d'intellectuels incarcérés.

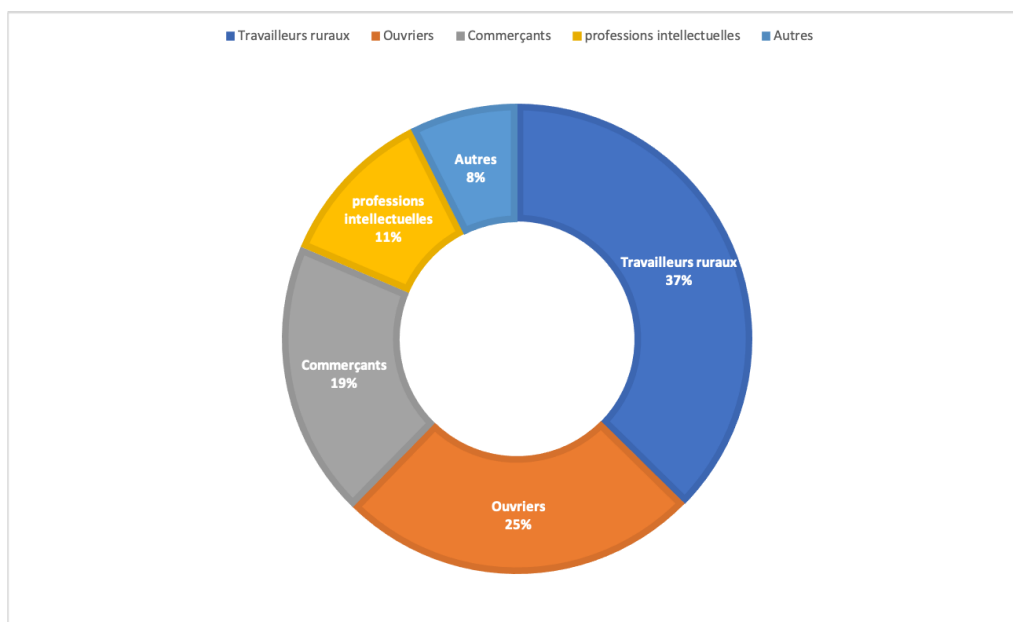


Figure 3 : Profession des prisonniers politiques sur la période 1945-1974<sup>243</sup>.

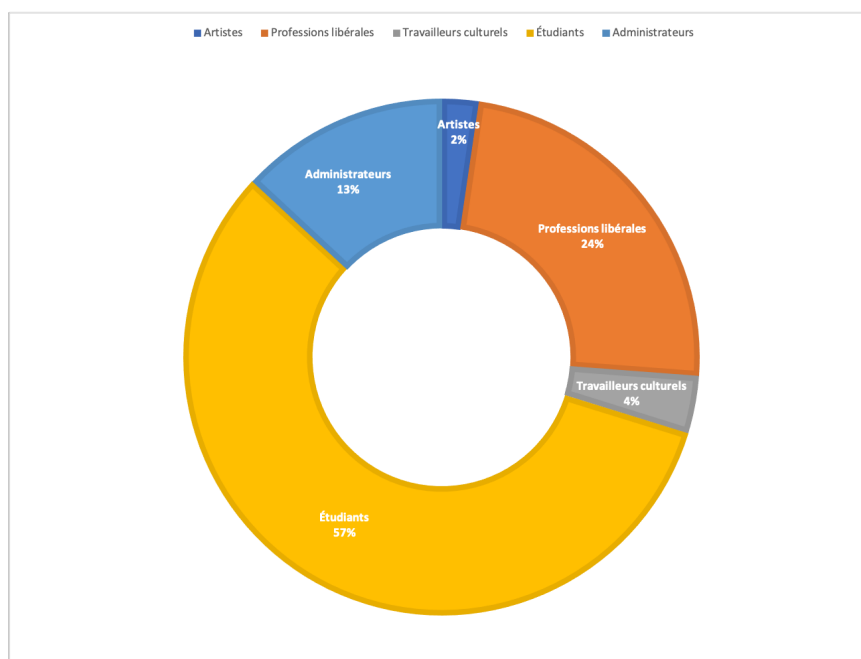


Figure 4 : Intellectuels emprisonnés sur la période 1945-1974<sup>244</sup>.

En effet, la moitié des prisonniers de la PIDE et de la DGS entrant dans la catégorie des intellectuels sont des étudiants [Figure 4]. Au total, les intellectuels furent donc tout au long de la

<sup>243</sup> Le diagramme est élaboré à partir des chiffres fournis par Irene Flunser Pimentel (Irene Flunser PIMENTEL, *op. cit.*, pages 426 et 427).

<sup>244</sup> Je m'appuie sur les chiffres fournis par Irene Flunser PIMENTEL, *ibid.*

période autoritaire un groupe minoritaire parmi les personnes incarcérées, à l'image de leur faiblesse numérique dans la société. Pour autant, ils n'ont pas échappé à la vigilance de la police politique.

\*

\* \*

La police politique portugaise a été plurielle dans ses désignations au long de la période autoritaire, mais son objectif est resté le même : surveiller les Portugaises et les Portugais afin d'éviter toute contestation, veiller aux propos pouvant être les indices d'idées subversives, notamment le communisme pour toute la période puis l'indépendantisme pour la période de la guerre coloniale ; punir par l'emprisonnement, sans garantie de jugement, punir par l'utilisation de la violence marquant les corps et les esprits. Elle était le plus efficace recours quand toutes les cartes de la violence préventive étaient épuisées, « l'ultime instance répressive du régime, comme l'instrument pacificateur le plus puissant, destiné à agir uniquement après avoir utilisé tous les moyens<sup>245</sup> ». La police politique fut donc bien « ce muscle permanent et omniprésent de la répression<sup>246</sup> » du pouvoir autoritaire portugais et le principal faisceau de la violence étatique. Faiblement représentés parmi la masse des réprimés, les savants ont malgré tout pu subir la violence du régime.

La violence sur les savants était exceptionnelle mais quand elle se produisait, elle était tout aussi redoutable. À la surveillance et aux sanctions prises par la police politique pour punir les auteurs de troubles, il faut ajouter un moyen complémentaire et tout aussi puissant afin de contrôler le groupe des savants. Ainsi, la censure des dires a battu son plein à leur rencontre durant la période autoritaire.

## 2) Surveiller les dires : la censure de la pensée discordante (1926-1974)

Au Portugal, la censure est du registre de la longue durée braudélienne<sup>247</sup> et donc faire son histoire revient à traverser les siècles. Elle remonte à l'implantation de l'Inquisition au

---

<sup>245</sup> Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 273.

<sup>246</sup> Fernando ROSAS, *L'Art de durer, le fascisme au Portugal*, traduction de Clara DOMINGUES, Paris, Les Éditions sociales, 2020, p. 307.

<sup>247</sup> Référence un peu facile, je le concède, mais face à l'histoire pluriséculaire de la censure au Portugal, nous sommes bien dans la permanence et l'immuable braudélien (Fernand BRAUDEL, « Histoire et Sciences sociales : La longue durée », dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 13<sup>e</sup> année, n° 4, 1958, pp. 725-753).

XVI<sup>e</sup> siècle et était intimement liée à la monarchie. Son utilisation fut variable à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, entrant en confrontation avec les exigences de liberté de parution. Ainsi, la reconnaissance de la liberté de la presse est datée de la Constitution libérale de 1822. Elle prévoyait dans son article premier que « toute personne peut imprimer, publier et vendre dans les États Portugais tous livres ou écrits sans censure préalable<sup>248</sup> ». Dès lors, la législation portugaise a oscillé entre liberté d'expression et censure avant parution, devenant « un véritable baromètre de l'idéologie politique des gouvernements qui se sont succédé<sup>249</sup> ». Pour le XX<sup>e</sup> siècle, Jacques Georgel précise que la censure à l'époque contemporaine s'est perfectionnée au fil des années et « a progressivement stérilisé l'expression de la pensée politique<sup>250</sup> ».

L'essentiel des dictatures ont usé de la censure comme le précise Antoon de Baets :

« Pour revenir à la situation générale, les effets de la censure de l'histoire sont mieux évalués dans son habitat naturel : la dictature. Sous un régime répressif, la communauté des historiens cesse d'agir par un contrôle honnête sur le caractère scientifique des travaux historiques. Des dizaines d'historiens sont obligés de détruire leurs propres écrits. Tout l'environnement est infecté, et la frontière entre la vérité et le mensonge est presque irrémédiablement brouillée. La censure de l'histoire affecte et empoisonne tout le climat professionnel : les qualifications deviennent sans importance et les jugements sont faussés. Les historiens sont terrorisés, les tiroirs autrefois remplis restent souvent vides. Tout cela laisse une empreinte sur les générations actuelles et futures d'historiens en tant que groupe social et professionnel. L'effet global de la censure sur la profession n'est pas la mort de l'histoire, mais l'illusion qu'elle est toujours vivante. En bref, l'effet principal est la stérilité<sup>251</sup>. »

Ainsi, la censure est rapidement devenue pour le régime autoritaire portugais un pilier du système répressif et l'a été jusqu'au dernier jour de la dictature, en avril 1974. Le cap du mois d'existence du régime dictatorial n'était pas encore franchi, que le gouvernement du général Gomes da Costa<sup>252</sup> l'a mis en place sans cadre légal. Ainsi, dès le 22 juin 1926, le second commandant de la Police de sécurité publique a envoyé une dépêche à tous les journaux indiquant qu'ils ne pouvaient être publiés sans contrôle préalable. La mesure s'est appliquée le 24 juin, et les journaux comportaient la mention : « Ce numéro a été approuvé par la Commission

---

<sup>248</sup> Marc, GRUAS, « Traduire en portugais sous Salazar ou la contrainte du crayon bleu – l'exemple des *Parents terribles* de Jean Cocteau », dans *Reflexos* [En ligne], n° 003, Mélanges offerts au Professeur Christophe Gonzalez.

<sup>249</sup> En fonction des résultats des élections, les libéraux voulaient la liberté d'expression et la libre parution alors que les conservateurs étaient davantage réfractaires et donc plutôt partisans d'une limitation de ces libertés (Graça Almeida RODRIGUES, *Breve história da censura literária em Portugal*, Amadora, Instituto de Cultura e Língua Portuguesa, 1980, p. 51 cité dans Marc, GRUAS, *op. cit.*).

<sup>250</sup> Jacques GEORGEL, *Le Salazarisme, histoire et bilan (1926-1974)*, Paris, Éditions Cujas, 1981, p. 265.

<sup>251</sup> Voir Antoon DE BAETS, « Censorship and History since 1945 », dans Axel SCHNEIDER et Daniel WOLF (éd.), *The Oxford History of Historical Writing, 1945 to the Present*, Oxford, Oxford University Press, 2011, pp.52-73.

<sup>252</sup> Ce gouvernement est le second de la Dictature militaire. Il est mis en place le 17 juin 1926 par renversement du gouvernement de José Mendes Cabeçada, un des généraux ayant rejoint le pronunciamiento du 28 mai 1926.

de Censure<sup>253</sup> ». Paradoxalement, le décret n° 11 938 du 5 juillet 1926 relevant du ministère de l'Intérieur, affirmait la liberté d'expression. Ainsi, le préambule de l'article 1 proclamait : « Chacun est autorisé à exprimer librement ses pensées par voie de presse, indépendamment de la caution ou de la censure et sans avoir besoin d'une autorisation ou d'une certification préalable ». Cependant, la formulation reprenait celle utilisée dans les différentes constitutions de la Monarchie libérale ou bien de la République comme le remarque José Barreto<sup>254</sup>. Ce décret a semé le doute pendant quelques jours puis la censure a de nouveau été confirmée par le nouveau gouvernement se mettant en place le 9 juillet. Un décret daté du 29 juillet 1926 affirmait de nouveau la liberté d'expression dans son premier article et pourtant les journaux « passent à avoir dans l'en-tête, un visa dans lequel est écrit “ approuvé par la commission de censure ”<sup>255</sup> ». En somme, depuis le mois de juillet 1926, la censure ne s'est plus jamais interrompue et s'exerçait sans véritable cadre légal.

Le paradoxe entre une liberté affirmée dans la loi et une censure agissant quotidiennement dans la pratique s'est retrouvée dans le décret n° 22 469 daté du 11 avril 1933, jour où la Constitution de l'*Estado Novo* entra en vigueur. Le texte de la Constitution évitait soigneusement d'employer le terme de censure. Cependant, il permettait tout un éventail de détournements, cela dès le jour de son application. Ainsi, à l'abri de la deuxième partie de l'alinéa 2 de l'article 108 de la Constitution, le décret du 11 avril 1933 donnait une existence légale à la censure. L'article premier affirmait que « la liberté de pensée est garantie pour toutes les productions graphiques, dans les termes de la loi de la presse et dans ceux de ce décret ». Pourtant, l'article 2 mentionnait pour la première fois dans un texte de loi l'existence de la censure : « Continuent à être sujettes à la censure préalable les publications et périodiques définies dans la loi de la presse, aussi bien que les feuilles volantes, affiches et autres publications, dans la mesure où elles abordent des sujets politiques ou sociaux ». Puis l'article 3 définissait les objectifs de la censure :

« La censure aura uniquement pour fin d'empêcher la perversion de l'opinion publique dans sa fonction de force sociale et devra être exercée de manière à la défendre de tous les facteurs qui la désorientent de la vérité, de la justice, de la morale, de la bonne administration, du bien commun et à éviter que ne soient attaqués les principes fondamentaux d'organisation de la société. »

---

<sup>253</sup> José BARRETO, « Censura », dans António BARRETO, Maria Filomena MÓNICA, (coord.), *Dicionário de História de Portugal*, Porto, Livraria Figueirinhas, 1999, vol. 7, pp. 275-284.

<sup>254</sup> José BARRETO, *op. cit.*

<sup>255</sup> Jorge Ramos do Ó, « censura », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, pp. 139-141.

Ainsi, la censure était censée agir pour le bien de toutes et de tous afin d'empêcher le détournement des citoyennes et citoyens induit par certains sujets politiques ou sociaux, extérieurs à la matrice idéologique du régime. Il s'agissait ici donc de prévenir pour éviter de guérir. La censure fut donc une thérapie préventive.

António de Oliveira Salazar l'affirmait quelques mois avant l'entrée en vigueur de ce texte dans un de ses entretiens avec António Ferro. Le dictateur précisait à António Ferro sa pensée :

« Notre presse, qui s'est considérablement améliorée, nous offre parfois, dans certains de ses organismes, la triste image d'un cloaque : intrigues, insultes, sous-entendus, attaques personnelles, provincialisme, faible intellectualité. Le journal est la nourriture spirituelle du peuple et doit être contrôlée, comme toute nourriture. Je comprends que cette surveillance irrite les journalistes, parce qu'elle n'est pas faite par eux, parce qu'ils se livrent dans cette surveillance à la censure, qui peut aussi être passionnée, parce qu'elle est humaine, et qui sera toujours synonyme d'oppression et de despotisme pour ceux qui écrivent<sup>256</sup>. »

La censure y est présentée comme un moindre mal, nécessaire pour protéger le peuple et le dictateur encourageait les journalistes à ne pas crier à la censure mais plutôt à se policer eux-mêmes, en quelque sorte. Il a tenu de nouveau un discours similaire au siège de la Propagande nationale en octobre 1926 : « politiquement, il n'existe que ce que le public sait qu'il existe<sup>257</sup>. »

Les objectifs de la censure ont été encore affinés avec le décret-loi n° 26 589 du 14 mai 1935. Le décret-loi est marqué par un contexte d'inquiétude du pouvoir portugais, alors que la situation commençait à se tendre en Espagne. Par ailleurs, le décret émanait du président du Conseil et non du ministère de l'Intérieur, signe que la décision était directement liée à António de Oliveira Salazar et entendait être identifiée comme telle. Ce décret-loi est introduit par un très long préambule remarquant :

« Certaines raisons d'ordre économique, d'ordre politique, d'ordre administratif justifient la nécessité de réguler, dans l'esprit de la Révolution Nationale, certains cas courants s'intéressant aux conditions de vie et au prestige de leur reconnaissance, soit, en conséquence, à la défense de l'opinion publique. [...] Il arrive parfois que certains organismes officiels fassent publier des annonces dans des journaux dont l'idéologie est opposée à celle de l'État et qui travaillent inlassablement pour détruire les principes fondamentaux de la Constitution politique. Avec ces parutions, non seulement ces organismes apportent une aide aux ennemis de la société et de l'État, tout comme ils obligent indirectement la lecture de tels organes, tous rivés sur la ligne de ces annonces. Aussi grande soit la tolérance des autorités face à ceux qui ne veulent pas prendre position dans les questions politiques ou de ceux qui adoptent des critères divergents de ceux de l'*Estado Novo*, il y a des limites qui ne peuvent pas être dépassées sans que le manque de logique ne ressorte de ceux qui les professent, le

---

<sup>256</sup> António FERRO, *Salazar - o Homem e a obra*, Lisbonne, Empresa Nacional de Publicidade, 1933, p. 48.

<sup>257</sup> Discours d'António de Oliveira Salazar au siège du secrétariat de la Propagande nationale, lors de son inauguration le 26 octobre 1933 (António de Oliveira SALAZAR, *Discursos (1928-1934)*, Coimbra, Coimbra Editora, 1961, p. 263.



désintérêt pour les doctrines qu'ils défendent et une condescendance inexcusable envers ceux qui cherchent à détruire leurs propres Institutions ».

Globalement confus, le préambule visait malgré tout à faciliter le travail des censeurs. Face à la multiplication des parutions contestataires, les articles suivants du décret entendaient limiter la taille des journaux. Il semble que les censeurs ne parvenaient plus à contrôler le flux des informations parvenant à la censure et c'est pourquoi ils demandaient une taille plus réduite, afin de pouvoir poursuivre leur action de surveillance des parutions.

La censure est dès lors devenue un trait caractéristique du régime et elle agissait tant pendant les périodes agitées<sup>258</sup> que pendant les périodes plus tranquilles. La nomination de Marcelo Caetano au poste de président du Conseil a donné l'impression que la censure connaissait peut-être ses dernières heures, car il avait multiplié les déclarations sur sa fin nécessaire. Mais, guerre coloniale oblige et l'exercice du pouvoir faisant, le texte de loi a tardé. Quand il est publié, le 5 novembre 1971, ce fut uniquement un énième changement de nom sans altération profonde. En effet, on passait de la « censure préalable » à l'« examen préalable ». Dans le chapitre II, base V, la liberté de la presse est délimitée de la sorte par l'article 1 : « La presse exerce la fonction sociale permettant l'expression de la pensée, la divulgation de connaissances et la diffusion d'informations, en tenant compte de l'intérêt collectif ». Le mot « liberté » n'est pas mentionné, contrairement aux anciens textes de loi. Le décret-loi mettait donc fin, tardivement à la fiction du respect de la liberté de la presse dans la loi mais pas dans les actes. Ensuite, dès l'article 3, la presse doit éviter les informations « dont la véracité n'a pas été contrôlée ou qui soient tendancieuses ou manifestement contraires aux intérêts nationaux ». La base XXII confirme l'élargissement des dispositions aux publications non périodiques, et donc aux livres : « l'éditeur de quelconques publications non périodiques, qui traitent de sujets de caractère politique, économique ou social doivent envoyer un exemplaire aux services d'information jusqu'à trois jours avant qu'elle ne soit mise en circulation ». L'ensemble de la production écrite était donc concerné par la censure. Elle aura entravé, pratiquement du début à la fin, le travail des journalistes et des écrivains portugais durant le régime autoritaire.

Comment est organisée la censure au Portugal entre 1926 et 1974 ? La Direction-générale de la censure était avant tout liée au gouvernement. Entre 1926 et 1944, elle était sous la

---

<sup>258</sup> Manuel Baiôa insiste notamment sur l'accélération du travail des censeurs quand la république espagnole est proclamée ou que la guerre civile espagnole éclate. De plus, son article s'intéresse justement à une période de relative accalmie pour montrer comment l'action de la censure ne faiblit aucunement. Manuel BAIÔA, « a Censura como factor de formação e consolidação do Salazarismo : o caso do noticiário sobre política internacional na imprensa (1933-1935) », dans *A Formação e a Consolidação Política do Salazarismo e do Franquismo*, Lisbonne, Edições Colibri, 2012, pp. 155-193.

tutelle du ministère de la Guerre, puis elle est passée sous celle de l'Intérieur. Elle entra ensuite, à partir de 1944 dans la dépendance du SNI, lui aussi sous la tutelle du président du Conseil<sup>259</sup>. Elle était donc encore plus proche et dépendante des sommets du pouvoir d'autant que la nomination de la personne en charge de la censure n'était pas de la compétence du directeur du SNI, à ce moment António Ferro, mais relevait du président du Conseil. En conséquence, « la censure et son action sont, à partir de ce moment, contrôlées de façon absolue par Salazar<sup>260</sup> ». La « complémentarité d'action<sup>261</sup> » de la propagande et de la censure soulignait la volonté de contrôler toute la production culturelle du pays, oscillant entre promotion de la ligne idéologique du gouvernement et la censure de toutes les idées considérées comme subversives.

Le premier texte révélant l'existence et l'organisation de la censure, jusque-là restée empirique, fut le décret-loi °22 469 du 11 avril 1933. Il atteste d'une centralisation de la Direction-générale de la Censure à Lisbonne avec deux commissions supplémentaires à Coimbra et Porto, puis 18 délégations réparties sur l'ensemble du territoire. L'article 4 précise que « la censure est exercée par des commissions nommées par le Gouvernement, ces fonctions peuvent être rémunérées ». L'article 5 établit la structuration de la censure : « Les commissions de censure restent subordonnées au Cabinet du Ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire de la Commission de Censure de Lisbonne, qui fonctionnera comme commission centrale ». Dans la pratique, les commissions de Coimbra et de Porto devaient surtout contrôler les journaux régionaux alors que le siège Lisbonne se concentrait sur la presse nationale. Aux trois commissions, s'ajoutaient des délégations réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain mais pas dans les colonies. Le siège de Lisbonne a changé à plusieurs reprises d'édifices mais est toujours resté dans le quartier du Bairro Alto ou bien à proximité. C'est là en effet que se trouvaient les sièges des journaux. Ainsi, les journalistes pouvaient facilement envoyer les épreuves des journaux pour relecture. Quelques noms de rue de ce quartier ont gardé le souvenir des journaux publiés comme la rue du Journal d'informations (*Rua do Diário de Notícias*) ou bien la rue du Siècle (*Rua do Século*)<sup>262</sup>.

---

<sup>259</sup> José BARRETO, *op. cit.*

<sup>260</sup> Cândido de AZEVEDO, *Mutiladas e Proibidas, Para a história da censura literária em Portugal nos tempos do Estado Novo*, Lisbonne, Caminho, 1997, p. 51.

<sup>261</sup> José Guilherme VICTORINO, « Propaganda e controlo mediático no primeiro Salazarismo : a complementaridade de actuação entre o SPN e o aparelho censório », dans *Media & Jornalismo* n° 23, vol. 12, n° 1 – automne/hiver, 2013, pp. 135-148.

<sup>262</sup> Devenu le principal quartier de la fête actuellement, de nombreux bâtiments y ont abrité les services de censure. Pour une géographie imagée des différents édifices que la censure a occupés au long de la période autoritaire voir Joaquim Cardoso GOMES, « Os censores do 25 de Abril : o pessoal político da censura à imprensa », dans *Jornalismo & Jornalistas*, n° 57, janvier/juin 2014, pp. 6-34.

Les censeurs étaient essentiellement des militaires en activité ou bien à la retraite. Les colonels et les sergents y étaient nombreux, parfois entre deux missions en Afrique<sup>263</sup>. La place des militaires fut prépondérante jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>264</sup>, date à partir de laquelle quelques civils ont été recrutés<sup>265</sup>. La censure avait son propre code couleur – qui reste réduit – : il allait du bleu au rouge. Le rouge était de mauvaise augure dans tous les cas car il était le signe d'une interdiction de diffusion. Le bleu pouvait être celui d'un « visa » de la censure signifiant que la circulation était autorisée, mais il pouvait aussi être le signe que des mots, passages ou articles entiers devaient être coupés. Par ailleurs, le « crayon bleu » est resté une métonymie de la censure renvoyant à l'action des censeurs, rayant et encadrant les espaces à remanier. Dans l'introduction de son livre sur la censure, José Pedro Castanheira explique très clairement la méthode employée par les censeurs :

« Un cachet bleu "Visa" signifiait une autorisation. Il n'en va pas de même si l'encre est rouge. Dans ce cas, les timbres pouvaient porter aussi bien la mention "partiellement autorisé", "retardé" ou "interdit". Le premier était synonyme d'une ou plusieurs coupes partielles, pouvant aller d'un seul mot à des paragraphes entiers. Le "retardé" était généralement appliqué aux matériaux soulevant des doutes auprès du censeur, de sorte qu'ils étaient soumis à une "considération supérieure" - et on ne savait jamais jusqu'à quel niveau politique ils pouvaient s'élever... Ce processus a presque toujours été une antichambre de l'interdiction. Enfin, le timbre "Interdit" - le plus redouté - signifiait une coupure totale. Les coupures prenaient la forme d'un trait sur un mot ou une phrase ou d'une croix de haut en bas sur un paragraphe ou même sur l'ensemble d'un texte. Ils étaient généralement réalisés avec un épais crayon bleu. Ainsi, dans le jargon, non seulement journalistique mais même populaire, la censure est devenue connue sous le nom de "crayon bleu", une expression qui a acquis une telle force et un tel sens que, quarante ans plus tard, elle persiste encore<sup>266</sup>. »

Le code couleur était surtout valable pour les publications périodiques, car pour les livres, un rapport était élaboré mais une mention en rouge était aussi le signe que le livre était interdit de circuler.

---

<sup>263</sup> José Pedro CASTANHEIRA, *O que a Censura cortou*, Lisbonne, Expresso, 2013, p. 13.

<sup>264</sup> Joaquim Cardoso GOMES, *Os Militares e a Censura, A Censura à Imprensa na Ditadura Militar e o Estado Novo (1926-1945)*, Lisbonne, Horizonte, 2006, p. 125.

<sup>265</sup> Les militaires sont restés très majoritaires mais quelques civils ont alors intégré la censure. Voir l'étude de Joaquim Cardoso Gomes sur les censeurs lorsque se produit le 25 avril 1974 : Joaquim Cardoso GOMES, « Os censores do 25 de Abril : o pessoal político da censura à imprensa », dans *Jornalismo & Jornalistas*, n° 57, janvier/juin 2014, pp. 6-34.

<sup>266</sup> José Pedro CASTANHEIRA, *O que a Censura cortou*, Lisbonne, Expresso, 2013, pages 13 et 14.

La censure concernait l'ensemble de la production culturelle portugaise<sup>267</sup> soit le théâtre<sup>268</sup>, la musique<sup>269</sup>, le cinéma<sup>270</sup>, la radio ou bien la télévision. En conséquence, l'ensemble de la population, qu'elle sût lire ou non, la subissait dans la mesure où même les supports oraux étaient concernés. Elle ne s'exerçait pas seulement sur les autrices et auteurs proches des secteurs des groupes en opposition mais ce fut « tout le flux d'information et toute pensée exprimée publiquement, incluant celles provenant de domaines du pouvoir et de secteurs alliés, [qui] passaient par le filtre de la censure<sup>271</sup> ». Elle traitait tout le monde avec la même rigidité et fut par ailleurs intraitable. Ainsi, António de Oliveira Salazar a lui-même vu certains de ses articles dans la journal catholique *Novidades* tronqués par la censure durant la Dictature militaire, quand il n'était pas encore président du Conseil<sup>272</sup>.

Alfredo Pimenta<sup>273</sup>, historien monarchiste et admirateur du nazisme s'en est plaint à plusieurs reprises auprès d'António de Oliveira Salazar. Dans une première lettre de 1937, il déplorait l'anonymat de la censure mais acceptait celle exercée par le président du Conseil, affirmant que c'est :

« L'intelligence qui doit être jugée par l'Inculture. Jugée et jugulée. Quand je sais que mes articles sont entre vos mains et sont censurés par votre excellence, je ne me donne pas la peine, parce que je reconnais votre droit à la censure. Mais je me révolte quand ils sont victimes, comme aujourd'hui, de l'agence de censure anonyme. »

Puis dans une autre lettre de 1940, il affirmait qu'António de Oliveira Salazar était un bien meilleur censeur que les militaires l'exerçant :

« Bien sûr, votre intervention ne fait que me rendre digne et me remonter le moral. Parce que votre excellence, par votre intelligence et votre culture, avez l'autorité pour le faire et d'une certaine manière, faites de moi un peu comme votre collaborateur - dans une collaboration où votre excellence ne m'imposez même pas votre pensée, et d'autant plus librement, comme je le sais d'avance, que vous retouchez à peine ma façon de l'exposer. Votre excellence le soumet ensuite à votre critique de la raison pratique. Il n'y a que vous, Votre excellence, en qui je reconnais le droit de le faire. »

---

<sup>267</sup> Comme le résume bien le titre du livre de Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999.

<sup>268</sup> Voir Maria da Graça dos SANTOS, *Le spectacle dénaturé, le théâtre portugais sous le règne de Salazar, 1933-1968*, Paris, CNRS, 2002.

<sup>269</sup> Voir Mário Vieira de CARVALHO, *A Música e a luta ideológica*, Lisbonne, Estampa, 1976.

<sup>270</sup> Voir notamment la thèse récemment soutenue d'Eurydice DA SILVA, *Filmer sous la contrainte : le cinéma portugais pendant l'État Nouveau de Salazar (1933-1974)*, thèse soutenue à l'université Paris-Nanterre, sous la direction de Maria da Graça dos SANTOS, octobre 2019. Un article un peu plus ancien de Luís Reis TORGAL aborde aussi le cinéma sous la dictature (Luís Reis TORGAL, « Cinema e propaganda no Estado Novo, A "conversão dos descrentes" », dans *Revista de História das Ideias*, vol. 18, 1996, pp. 277-337).

<sup>271</sup> José BARRETO, « Censura », dans António BARRETO, Maria Filomena MÓNICA, (coord.), *Dicionário de História de Portugal*, Porto, Livraria Figueirinhas, 1999, vol. 7, pp. 275-284.

<sup>272</sup> José BARRETO, *op. cit.*

<sup>273</sup> Une courte biographie de cet auteur est faite dans le D)1) du chapitre 5.

Pour autant, il ne voulait pas qu'Oliveira Salazar devînt un censeur mais plutôt qu'il lui permît de comprendre et d'éclairer ses erreurs. En quelque sorte, il semblait davantage accepter les critiques émises par António de Oliveira Salazar plutôt que les coupes de la censure comme le montre cette lettre :

« Je ne vous ai pas envoyé ma conférence (à Porto) et mon article pour que Votre excellence puisse se substituer à la censure. Votre excellence comprendra : je ne l'offense pas si je vous dis que j'ai dans votre intelligence et votre compréhension une confiance que je n'ai pas dans l'intelligence et la compréhension des autres. Et donc, ce que je prétends, c'est que votre excellence, en voyant et en comprenant mieux, vous évitiez les dégâts de l'insuffisance ou de l'incompréhension<sup>274</sup> ».

L'exemple d'Alfredo Pimenta permet donc de mettre en évidence comment un auteur proche du principal personnage politique du Portugal autoritaire n'échappait pas à la censure mais n'hésitait pas à s'en plaindre à António de Oliveira Salazar. La censure agissait donc contre toutes et tous, dans la mesure où les autrices et les auteurs se permettaient de faire des commentaires compromettant ou semblant compromettre l'ordre.

Elle touchait aussi les livres qui paraissaient et cela dès 1931<sup>275</sup>. Or, la censure des livres fut moins systématique que celle des périodiques. L'éditeur devait seulement fournir le titre du livre à la Direction-générale de la censure, et après analyse du titre, une procédure de lecture préventive pouvait être instaurée. Alors, la circulation dans tout le pays pouvait être autorisée ou tout simplement interdite. Cependant face à la difficulté de tout contrôler, António d'Oliveira Salazar a demandé, par le biais d'une circulaire du 21 février 1934, aux libraires de ne pas hésiter à signaler les livres subversifs pouvant circuler afin d'aider le travail de la censure, les invitant à être des « collaborateurs précieux<sup>276</sup> ». Comme le remarque Joaquim Cardoso Gomes, à côté de la censure préalable, pour les publications non périodiques, il existait :

« Un aspect répressif a posteriori, résultant de la supervision et de la collaboration avec la police politique et les autres forces de sécurité, auxquelles, comme dans d'autres cas, une action directe, au nom de l'État, reste engagée. [Les livres] étaient parfois interdits avant de circuler ou bien s'ils avaient échappé à la vigilance des censeurs, pouvaient ensuite être interdits à la vente<sup>277</sup>. »

---

<sup>274</sup> António de Oliveira SALAZAR, Alfredo PIMENTA (auteurs) ; Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, pages 22 et 23 pour les trois citations.

<sup>275</sup> Joaquim Cardoso GOMES, *Os Militares e a Censura, A Censura à Imprensa na Ditadura Militar e o Estado Novo (1926-1945)*, Lisbonne, Horizonte, 2006, p. 67.

<sup>276</sup> Cândido de AZEVEDO, *Mutiladas e Proibidas, Para a história da censura literária em Portugal nos tempos do Estado Novo*, Lisbonne, Caminho, 1997, pages 52 à 54.

<sup>277</sup> Ce sont des livres qui ont été pris par la Police internationale à la foire du livre de Lisbonne (Joaquim Cardoso GOMES, *op. cit.*, p. 127).

Dans cette censure a posteriori les fonctionnaires du SPN/SNI/SEIT jouaient un rôle important, en se rendant régulièrement dans les librairies<sup>278</sup>. L'histoire fut un secteur de la production culturelle dans l'ensemble peu concerné<sup>279</sup>. En effet, seuls quelques historiens ont vu certains de leurs livres interdits et ce furent surtout des ouvrages de témoignage<sup>280</sup>.

Face à cette situation de contrôle permanent, comment réagir ? Les journalistes longtemps en première ligne, ont dû faire preuve d'une grande capacité d'adaptation. Ils devaient agir rapidement pour combler les vides laissés par les censeurs. Nous pouvons nous appuyer sur le témoignage de Francisco Pinto Balsemão, directeur du journal *Expresso* dès 1973, un important journal de centre-droit. Il a exercé des fonctions politiques importantes car il a été Premier ministre au début des années 1980. Voici le récit d'expérience qu'il dresse de la censure de ce journal publié le samedi :

« Les interventions de la Censure, qui s'appelaient alors officiellement Examen préalable, étaient si fréquentes, si drastiques, si peu de temps avant la fermeture et parfois si inattendues (car elles s'appliquaient à du matériel apparemment inoffensif), que le vendredi soir, nous devions presque toujours réécrire plusieurs pages pour remplacer des nouvelles ou des articles qui avaient été coupés ou suspendus. Les suppressions peuvent être totales ou partielles. Lorsqu'elles étaient partielles, il fallait se demander si l'article journalistique méritait toujours d'être publié, ce qui n'était pas facile car, dans de nombreux cas, l'élimination de deux ou trois lignes ou d'un seul mot inversait ou déformait le sens de ce qui était censé être divulgué. Les suspensions duraient souvent jusqu'à ce que le sujet ne soit plus une nouvelle. Les coupures totales devaient être complétées parce que les blancs étaient interdits ; c'est-à-dire que si un sujet d'actualité, par exemple sur les forces armées, était coupé en entier ou suspendu, il fallait en trouver un autre, sur n'importe quel sujet, qui prenait la même place et le remettre à sa place. Le problème se compliquait lorsque les coupes faisaient la une des journaux, et c'était évidemment le cas dans la plupart des cas. Dans ces cas fréquents, nous bouchions les trous causés par la censure sur la première page avec des articles déjà lus par les censeurs et paginées sur la dernière ou la troisième, une tâche pas toujours facile, car les tailles des proses disponibles ne coïncidaient pas avec celles qui devaient être remplacées. Ensuite, il a fallu combler les trous créés sur la dernière et la troisième page. Là, les options étaient les suivantes : aller dans le tiroir pour chercher des sujets plus ou moins intemporels, déjà couverts par la censure, et les adapter à l'espace que nous devions occuper ; mettre une photo anodine ; mettre une des deux annonces prêtes à entrer dans différents formats et qui disait : "Expresso – Un journal pour savoir lire" et "Expresso – L'hebdomadaire de ceux qui savent lire" (les lecteurs se sont vite rendus compte que l'insertion de ces annonces signifiait qu'il y avait des coupures de la Censure)<sup>281</sup>. »

---

<sup>278</sup> Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999, p. 76.

<sup>279</sup> Je m'appuie pour cette affirmation sur la liste fournie par l'ouvrage collectif : COMISSÃO DO LIVRO NEGRO SOBRE O REGIME FASCISTA, *Livros proibidos no regime fascista*, Mem Martins, Europa-América, 1981.

<sup>280</sup> Comme *Le Portugal bâillonné* de Mário Soares (1972) ou bien *Revenir, pourquoi ?* (« Regressar para quê ? », 1970) de Victor de Sá.

<sup>281</sup> José Pedro CASTANHEIRA, *O que a Censura cortou*, Lisbonne, Expresso, 2013, p. 7. Il poursuit son témoignage en racontant comment les journalistes de l'époque, dont Marcelo Rebelo de Sousa, actuel président de la République depuis 2016, allaient parfois demander directement au directeur de l'Examen préalable, Mário Bento

De plus, le découragement de certains pouvaient alimenter une forme d'autocensure<sup>282</sup>, notamment guidée par la nécessité économique :

« Cette censure spontanée, exprimant le degré élevé d'intériorisation du système censitaire par les rédactions, était souvent une mesure d'anticipation du crayon bleu dictée par des raisons d'économie et d'efficacité, car les coupes entraînent toujours des coûts supplémentaires et parfois des retards dans la sortie des journaux, avec la perte de ventes qui en découle. Dans un grand quotidien, le total moyen des dépenses et des pertes dues à l'existence de la censure était estimé à 4 % des coûts d'impression<sup>283</sup>. »

La conscience de risquer à tout moment d'être censuré aboutissait à l'intériorisation de l'œil attentif de la censure. Les autrices et les auteurs avaient très bien conscience des lignes à ne pas franchir. Ils pouvaient parler de tout ce dont ils voulaient tant que cela ne touchait pas les chasses gardées du régime que sont la politique, l'économie et les sujets de société. Le Portugal était en quelque sorte « un pays virtuel<sup>284</sup> », où les tabous étaient nombreux.

\*

\* \*

La pratique censoriale a été du ressort de censeurs qui ont quadrillé l'ensemble du territoire métropolitain afin de contrôler la totalité de la production culturelle portugaise. La censure est « un phénomène psycho-politique ; d'un côté, elle s'appuie sur l'exercice d'un pouvoir politique, de l'autre sur un terrain psychologique<sup>285</sup> ». Le régime autoritaire s'est constamment appuyé sur elle, presque du premier jour jusqu'au tout dernier, afin de polir le discours des créateurs et créatrices de savoir au Portugal. Les censeurs ont été les vecteurs d'une police de la pensée portugaise, chargés de veiller à ce qu'elle ne débordât pas du cadre idéologique clairement délimité par le pouvoir autoritaire. Ils ont agi inlassablement. Les autrices et les auteurs avaient conscience de son action et qu'il était donc difficile de la contourner. Il fallait en conséquence s'adapter, parfois ruser en espérant qu'un censeur à moitié distrait laissât passer une phrase ou deux. Mais le plus souvent, la personne écrivant connaissait les limites et essayait de ne pas les franchir pour pouvoir écrire, malgré tout.

---

Martins Soares – qui tenait à être appelé Mário Bento pour éviter toute confusion possible avec Mário Soares – afin de ne pas tronquer leurs articles (*ibid.*, p. 9).

<sup>282</sup> Je reviendrai plus longuement sur des exemples d'autocensure dans le chapitre 6.

<sup>283</sup> José BARRETO, *op. cit.*

<sup>284</sup> Il s'agit du titre d'un chapitre du livre de Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999, pages 23 à 54.

<sup>285</sup> Maria da Graça dos SANTOS, « Le théâtre portugais et la censure au XX<sup>e</sup> siècle (1926-1974), Un théâtre sous surveillance », Paris, Centre Culturel Gulbenkian, *separata* du volume XXXIII des Arquivos do Centro Cultural Gulbenkian, 1994, pp. 445-527.

Les deux principaux instruments de contrôle à l'œuvre au Portugal ont donc été la police et la censure, agissant main dans la main<sup>286</sup>. Leur objectif était clair. D'abord, surveiller les universitaires, les intellectuels et les auteurs, au cas où, puis punir s'il le fallait, aussi bien les opposants que celles et ceux qui ne semblaient pas avoir pleinement intégré les règles. Elles voulaient toutes les deux imposer le cadre idéologique de la dictature et étouffer toute apparition d'une quelconque forme de contestation. La violence sur le corps et celle sur l'esprit devaient garantir une existence sans débordements ni affrontements pour que le Portugal vécût habituellement et les deux outils y ont continuellement travaillé. Seul un soulèvement armé au matin du 25 avril 1974 y mit fin.

---

<sup>286</sup> Joaquim Cardoso Gomes précise : « La demande de coopération de la police politique a été formulée par le Ministère de l'Intérieur dans la circulaire n° 199 du 17 février 1934 et, à la même date, le directeur du PVDE est prié "de fournir à la direction générale [DGSCI] les informations qu'elle demande pour l'organisation des relations mentionnées." » (Joaquim Cardoso GOMES, *Os Militares e a Censura, A Censura à Imprensa na Ditadura Militar e o Estado Novo (1926-1945)*, Lisbonne, Horizonte, 2006, p. 71).



Avec deux universitaires à la fonction de président du Conseil entre 1932 et 1974, António de Oliveira Salazar et Marcelo Caetano, le champ du savoir ne pouvait qu'être l'objet d'une attention particulière du pouvoir. L'Université a, de fait, très vite attiré l'attention des dirigeants portugais. Sa géographie marquée par la République a été globalement conservée par le régime autoritaire naissant. Ce dernier a même eu pour projet de l'étendre à la toute fin de la période, signe que le pouvoir voulait s'adapter à une société portugaise en pleine transformation. Le savoir s'étendait donc, mais toujours sous le regard du pouvoir, car après les hésitations des premières années, la décennie 1930 a été celle de l'affermissement du pouvoir et, en parallèle, de la prise en main de l'Université. Le contrôle des candidats, la possibilité d'exclure les universitaires en cas d'inadéquation avec l'idéologie de l'*Estado Novo* sont les signes d'une autonomie grandement limitée. Pourtant, si quelques mandarins ont dû quitter leur chaire pour rendre des comptes, un bon nombre d'universitaires s'y complaisaient.

Le monde du savoir n'est pas resté indifférent au bouleversement politique de 1926. Durant la décennie charnière de 1930, les intellectuels ayant pris pendant la période républicaine l'habitude de participer activement aux débats ont été contraints de choisir s'ils voulaient encore manifester leur avis. Ils pouvaient affirmer leur sympathie pour le pouvoir, faire le choix de s'opposer ou bien refuser d'être dans cette logique binaire en ne prenant plus position. Pour beaucoup, l'intellectuel engagé était dépassé, il fallait devenir des clercs et regarder ailleurs, parfois dans un attentisme complice avec le pouvoir. Pour d'autres, l'adhésion au régime s'est révélée parfois vectrice de promotions. Enfin, pour celles et ceux qui s'opposaient, les difficultés ont pu s'accumuler malgré quelques timides possibilités.

La prise en main du pouvoir sur le savoir s'est surtout appuyée sur deux puissants outils, la police politique et la censure. Elles furent les derniers recours du pouvoir quand tous ses moyens de persuasion et de contrôle social étaient épuisés. Leur fonction était claire : surveiller préventivement ; punir quand il le fallait. À la violence physique et psychologique de l'isolement carcéral, des procès politiques, de la torture, s'ajoutait la violence symbolique du crayon bleu tronquant les discours, interdisant la circulation des livres et de tant d'autres productions culturelles.

Le pouvoir autoritaire portugais a donc exercé une pression d'abord hésitante, puis de plus en plus ferme sur le monde du savoir à partir des années 1930. Elle ne s'est relâchée qu'épisodiquement. Le groupe historien s'est mu durant toute la période autoritaire dans ce cadre particulièrement contraignant. Il faut donc maintenant rendre compte de l'action du pouvoir sur la communauté historique.

## Chapitre 2 Pouvoir autoritaire et historiens : à la recherche de la fragile communauté

Nous avons parfois parlé d’“ordre des historiens”, faisant référence à un groupe plus ou moins défini. Mais sera-t-il possible de délimiter une activité qui oscille dangereusement entre l’art et la science, une “profession” qui, au moins en certaines situations, maintient en son sein certains amateurs qui, bien que dans certains cas, ont donné et continuent de donner des contributions intéressantes à ce savoir, ont constitué et constituent des groupes comparables aux faux médecins et aux faux avocats ? Sera-t-il possible de délimiter cet “ordre” quand jamais ne s’est établi une distinction claire entre ceux qui collectionnent et réunissent des documents et des données et ceux qui cherchent à interpréter complexe-ment la réalité historique, ou ceux qui déductivement l’expliquent comme si l’histoire était une simple théorie de la société ?

Luís Reis Torgal, Fernando Catroga, José Maria Amado Mendes<sup>1</sup>

Les cadres politique et culturel de la période allant de 1926 à 1974 ont été posés dans le chapitre antérieur. Les règles du jeu autoritaire ont été délimitées. Les universitaires dont il a été question dans le premier chapitre ont été considérés comme faisant partie intégrante du groupe plus ample des intellectuels qui pouvaient subir la censure et la pression de la police politique, quitte à être interdits d’accès à des fonctions universitaires par décision gouvernementale. En augmentant la focale, l’enjeu est ici de montrer dans quelle mesure le pouvoir autoritaire exerce une pression sur le milieu déterminé des historiens<sup>2</sup>.

En revanche, nous pouvons d’ores et déjà nous pencher sur la question de l’unité pouvant caractériser le groupe historien, question au cœur de ce chapitre. Le groupe historien peut d’abord être identifié comme tel par d’autres personnes mais aussi par d’autres groupes extérieurs. Il faut ajouter au regard extérieur celui de celles et ceux qui composent le groupe et permettent l’inclusion d’une ou d’un aspirant historien dans l’ensemble formé par les pairs. En conclusion de leur livre d’historiographie, les auteurs Luís Reis Torgal, Fernando Catroga et José Maria Amado Mendes font part de leur interrogation sur ce qu’ils appellent l’ordre des

---

<sup>1</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da história em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 672-673.

<sup>2</sup> Dans la mesure où l’enjeu de ce chapitre est d’interroger l’existence d’une communauté historienne et donc d’analyser les caractéristiques permettant de qualifier un historien, je ne reviendrai pas à ce stade sur la définition même du mot « historien » afin de privilégier son étude plus longue dans le corps du chapitre.

historiens. L'ordre est un groupe professionnel régulé et hiérarchisé, où il est possible d'exclure et de sanctionner pour des manquements. D'autres termes, au sens distinct, sont parfois évoqués pour désigner un collectif de personnes comme « communauté », « groupe » ou « profession ». Quels que soient les termes employés, les auteurs pointent la difficulté à délimiter de façon claire ce qu'ils désignent comme l'ordre des historiens, dans la mesure où ses contours se sont construits au fur et à mesure de la période qu'ils étudient, allant des travaux pionniers de l'historien Alexandre Herculano<sup>3</sup> durant la décennie 1840 jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Au terme d'ordre, je privilégierai celui de communauté. Plus qu'une corporation ordonnée – d'autant que je montrerai le désordre provoqué par l'action du pouvoir autoritaire – la recherche de ce que les historiennes et historiens partagent me semble plus indiqué. La communauté, dans le sens d'une communauté épistémique, est définie par Morgan Meyer et Susan Molyneux-Hodgson comme :

« Un collectif de personnes ayant une expertise dans un domaine donné, expertise qui se traduit notamment par des compétences reconnues et par une légitimité et une autorité en matière de production de connaissances. Ces communautés sont une force motrice cruciale pour la production, la discussion et la diffusion des connaissances scientifiques<sup>4</sup> ».

En s'appuyant sur le critère d'une expertise reconnue, il faut donc analyser les caractéristiques permettant d'identifier le groupe formé par les historiens. Mais, ici, la difficulté avec cette définition est que la communauté historique était encore en pleine structuration lorsque le coup d'État du 28 mai 1926 s'est produit. En conséquence, son fonctionnement n'était pas fermement établi car l'institutionnalisation de la discipline historique était récente : elle ne datait que de la réforme républicaine de 1911. Il faut donc interroger l'homogénéité de la communauté historique résultant de cette professionnalisation durant la période autoritaire.

De plus, une autre question se pose pour tenter de cerner le groupe des historiennes et historiens portugais : comment rendre compte d'une communauté de chercheurs à travers une telle épaisseur chronologique ? Avec pour cadre chronologique les quarante-huit années de la dictature et en prenant la date de naissance des historiens du groupe considéré, quatre-vingt-dix-neuf années d'écart séparent l'historien le plus âgé du plus jeune. Grâce un découpage en différentes générations, la perspective diachronique permettra de saisir les éléments d'unité du

---

<sup>3</sup> Pour ces auteurs, il est le point de départ à partir duquel « l'histoire s'est manifestée comme une aire du savoir sécularisé, c'est-à-dire, indépendante de la foi, bien que les thématiques religieuse et ecclésiastique fussent pour lui un important champ d'analyse » (Luís Reis TORRALBA, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *op. cit.*, p. 10).

<sup>4</sup> Morgan MEYER, et Susan MOLYNEUX-HODGSON, « “Communautés épistémiques” : une notion utile pour théoriser les collectifs en sciences ? », dans *Terrains & travaux*, vol. 18, n° 1, 2011, pp. 141-154.

groupe historique tout comme les évolutions au cours de la période. La mobilisation de la notion de génération est donc ici précieuse.

Le Trésor de la langue française définit la génération comme l'« ensemble de ceux qui vivent à une même époque et qui ont sensiblement le même âge<sup>5</sup> ». Elle a fait véritablement son irruption dans les sciences sociales avec le travail sociologique de Karl Mannheim<sup>6</sup>. Les historiens ont été assez divisés sur sa validité. Du côté des sceptiques, Lucien Febvre<sup>7</sup>, Jacques Le Goff<sup>8</sup>, Raoul Girardet<sup>9</sup> y voyaient surtout un artefact. D'autres y ont été plus nettement favorables. Marc Bloch avançait : « Cette communauté d'empreinte, venant d'une communauté d'âge, fait une génération<sup>10</sup> », Jean-Pierre Azéma a parlé d'une « clef<sup>11</sup> » et Yves Renouard en a donné une définition encore mobilisée aujourd'hui :

« Faisceau de classe d'âge, un ensemble d'hommes et de femmes dont les idées, les sentiments et les manières de vivre sont les mêmes et qui se présentent dans les mêmes conditions physiques, intellectuelles, morales aux faits et événements majeurs qui affectent la société dont ils sont un élément<sup>12</sup> ».

Cette définition mérite cependant d'être nuancée sur la question du partage des mêmes idées, sentiments et manières de vivre. Elle semble exagérée. En effet, comme Yann Potin et Jean-François Sirinelli l'ont observé récemment :

« Une “génération historique” se définit de façon horizontale, par ce qui la cimente, mais aussi par tout ce qui, en son sein, la divise, la cohésion pouvant se faire bien entendu par des débats et des controverses spécifiques à un moment donné. Une telle génération se repère aussi, naturellement, de façon verticale, par rapport à celles qui la bordent ou la débordent, en amont comme en aval<sup>13</sup> ».

---

<sup>5</sup> <https://www.le-tresor-de-la-langue.fr/definition/generation>, consulté le 26 décembre 2020.

<sup>6</sup> Article clé écrit en 1928, traduit en français seulement en 1990. Voir Karl MANNHEIM, *Le problème des générations*, traduit par Gérard MAUGER, Paris, Armand Colin, 2011.

<sup>7</sup> « Mieux vaut la laisser tomber » (Lucien FEBVRE, « Générations », dans *Bulletin du Centre International de Synthèse. Section de synthèse historique*, 7, juin 1929, tome XXI, n° 139-141, p. 37-43).

<sup>8</sup> Il se dit « méfiant à l'égard de l'usage de la notion de génération en histoire » cité dans Jacques LE GOFF, « L'appétit pour l'histoire », dans Pierre NORA, *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, 1987, p. 238.

<sup>9</sup> « Le fait d'être apparu en même temps sur la scène du monde ne signifie en aucune façon, pour les hommes d'une même classe d'âge, similitude d'attitude, de comportement, d'aspiration, d'acceptation du destin. Toute génération, dans le sens le plus élémentaire du terme se définit du même coup comme une réalité polymorphe, contenant et véhiculant à la fois des facteurs de continuité et des facteurs de changement. [...] La simple constatation de l'infinie diversité des respirations d'un siècle suffit à rendre illusoire toute tentative d'organiser selon un ordre régulier la masse disparate du temps de l'histoire » (Raoul GIRARDET, « Du concept de génération à la notion de contemporanéité » dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 30, n° 2, avril-juin 1983, pp. 257-270).

<sup>10</sup> Marc BLOCH, *Apologie pour l'Histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 152.

<sup>11</sup> Jean-Pierre AZÉMA, « La clef générationnelle », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 22, *Les générations*, avril-juin 1989, pp. 3-10.

<sup>12</sup> Yves RENOUARD, « La notion de génération en histoire », *Population*, n° 2, 1953, pp. 381-382.

<sup>13</sup> Yann POTIN, Jean-François SIRINELLI, (dir.), *op. cit.*, p. 14.

Ainsi, les tensions existent au sein d'une même génération et il ne faudrait pas en faire une unité parfaitement homogène. Les divergences politiques et économiques sont autant de critères alimentant les divisions au sein d'une génération. À mon sens, en plus de la question de son émergence, le fait d'avoir vécu des événements similaires doit être retenu : qu'ils soient positifs ou traumatiques, ils sont les moteurs d'un rapprochement entre témoins directs ou indirects des, devenant des marqueurs générationnels<sup>14</sup>. Ces événements, de tout ordre, peuvent être transmis aux générations ultérieures. C'est tout l'objet du livre *The Second Generation, Émigrés from Nazi Germany as historians*<sup>15</sup>, s'intéressant aux générations des fils et filles de réfugiés juifs pendant la période nazie. La « seconde génération », ainsi identifiée parce qu'elle héritait du trauma de l'exil, est née dans le III<sup>e</sup> Reich ou bien dans les territoires conquis par l'Allemagne nazie. Elle s'est cependant formée dans les pays d'accueil, distinguant les historiens la composant de ceux de la première génération, formés dans les pays de départ. En somme, « en tant que représentation, plus ou moins incorporée, la génération fonctionne comme moteur et rouage du fonctionnement des sociétés et des groupes sociaux<sup>16</sup> », à condition d'en montrer les éléments communs tout comme les divisions. À l'ensemble de définitions permettant de cerner le groupe historien, il faut en outre ajouter l'action du pouvoir, déjà mentionnée à plusieurs reprises.

L'objectif de ce chapitre est donc de mettre en lumière le rôle joué par le pouvoir autoritaire dans la délimitation de la communauté scientifique à travers l'exemple des historiens. Pour y parvenir, il convient tout d'abord de privilégier une analyse de l'action du pouvoir autoritaire pour définir l'historien dans la mesure où la discipline, récemment institutionnalisée, a été redéfinie par l'irruption du régime. Il faut ensuite faire émerger ce qui caractérise la communauté historique durant le régime autoritaire, aussi bien en suivant une approche générationnelle que dans son ensemble. Enfin, il est nécessaire de dresser le constat d'une division de la communauté historique, notamment accentuée par le pouvoir.

---

<sup>14</sup> Je me rappelle ainsi que mes collègues âgés de vingt ans de plus que moi étaient choqués de savoir que j'avais deux ans lorsque le mur de Berlin est tombé. De même, le fait d'avoir des élèves lycéens nés après le 11 septembre 2001 a aussi été le signe d'un décalage générationnel permanent.

<sup>15</sup> Voir Andreas W. DAUM, Hartmut LEHMANN, James J. SHEEHAN (éd.), *The Second Generation, Émigrés from Nazi Germany as historians*, New York, Berghahn Books, 2016.

<sup>16</sup> Yann POTIN, Jean-François SIRINELLI, (dir.), *Générationnelles, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2019, p. 9.

## I) Un pouvoir autoritaire qui redéfinit les attributs de l'historien

Qu'est-ce qu'être une historienne ou un historien au XX<sup>e</sup> siècle ? Les scientifiques ont beaucoup réfléchi sur l'histoire en tant que discipline, ses finalités, ses questionnements et ses quelques certitudes, mais la réflexion a régulièrement mis de côté celles et ceux qui l'écrivaient. Les historiennes et les historiens ont été les impensés, les seconds rôles de la réflexion historiographique du XX<sup>e</sup> siècle. En forçant grossièrement le trait, s'intéresser directement aux historiens induirait que l'histoire était une science<sup>17</sup> humaine, trop humaine<sup>18</sup> en somme. La réflexion théorique semblait plus attrayante que la banalité de l'observation des pratiques des historiens, au risque de rappeler qu'être historien était un métier comme les autres.

De fait, un rapide coup d'œil sur les titres de quelques classiques de la production historiographique française depuis la Seconde Guerre mondiale confirme l'idée d'une primauté de l'intérêt pour l'histoire en tant que discipline, par rapport à celles et ceux qui l'écrivent : *Apologie pour l'histoire ou Métier de l'historien*<sup>19</sup>, *De la connaissance historique*<sup>20</sup>, *Comment on écrit l'histoire*<sup>21</sup>, *L'écriture de l'histoire*<sup>22</sup>, *Douze leçons sur l'histoire*<sup>23</sup>. Le titre du livre de Marc Bloch semble contredire l'argumentation d'emblée. Pour cause, comme l'a relevé Jacques Le Goff, dans la préface à *Apologie pour l'histoire ou Métier de l'historien*, le sous-titre du livre de Marc Bloch sous-entendait de « définir l'historien comme un homme de métier, [de] rechercher ses pratiques de travail et ses objectifs scientifiques<sup>24</sup> ». Toutefois, dans son livre, Marc Bloch a décrit les attentes du métier, la façon dont il faut penser l'histoire, ce qui fait d'un historien un ou une scientifique sérieuse mais il n'a pas expliqué comment procéder pour devenir un « historien de profession<sup>25</sup> ». Ces absences sont le signe que le métier était déjà intégré

---

<sup>17</sup> Je concède éclipser dans ce travail le débat autour de l'histoire comme science, prenant pour acquis qu'elle a des pratiques et une « intention de vérité » suffisantes pour la considérer comme une discipline scientifique, comme évoqué par Roger Chartier dans sa réponse aux incertitudes venues du *linguistic turn* (Roger CHARTIER, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et incertitudes*, Paris, Albin Michel, 1998, p.123). En effet, l'histoire faisait face à des incertitudes quant à sa scientificité durant les années 1980, du fait des critiques émises, entre autres, par Paul Veyne de Hayden White (voir Hayden WHITE, *Metahistory, the historical imagination in nineteenth-century Europe*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1973). Si les doutes semblaient mettre l'histoire au bord de la falaise, Roger Chartier a réaffirmé que l'histoire était « récit et connaissance » (Roger CHARTIER, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et incertitudes*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 87) et donc un récit pas comme les autres puisqu'il « vise à produire du savoir vrai » (*ibid.*, p. 167).

<sup>18</sup> Pour paraphraser Friedrich NIETZSCHE, *Humain, trop humain*, Paris, Folio, 1987, 2 volumes.

<sup>19</sup> Marc BLOCH, Jacques LE GOFF (préface), *Apologie pour l'histoire ou métier de l'historien*, Paris, Armand Colin, 2002.

<sup>20</sup> Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954.

<sup>21</sup> Paul, VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971.

<sup>22</sup> Michel de CERTEAU, *L'Écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975.

<sup>23</sup> Antoine PROST, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996.

<sup>24</sup> Marc BLOCH, Jacques LE GOFF (préface), *op. cit.*, p. 9.

<sup>25</sup> Marc BLOCH, Jacques LE GOFF (préface), *op. cit.*, p. 46.

lorsqu'il a écrit ce livre, ses attendus étant tellement incorporés que les énoncer relevait de l'anecdote. En quelque sorte, il n'était plus nécessaire de justifier son appartenance à la famille des scientifiques de profession : l'historien en faisait déjà partie.

|                             | « Historien » | « Histoire, historique » |
|-----------------------------|---------------|--------------------------|
| Marc Bloch                  | 1             | 7                        |
| Henri-Irénée Marrou         | 1             | 8                        |
| Paul Veyne                  | 0             | 5                        |
| Michel de Certeau           | 1             | 12                       |
| Antoine Prost <sup>26</sup> | 4             | 36                       |

Figure 5: occurrence des termes dans la table des matières de cinq ouvrages historiographiques français.

Enfin, une analyse des termes employés dans la table des matières des ouvrages cités auparavant confirme bien l'attention privilégiée pour l'histoire par rapport à l'historien [Figure 5].

Certes, tous ces travaux évoquaient les historiens – moins les historiennes, mais ils sont sur ce point la marque de leur temps –, mais les scientifiques étaient très rarement au centre de l'intérêt<sup>27</sup>. Par ailleurs, la recherche s'insère dans « le grand troc muet qui a conduit le raisonnement historien des structures aux acteurs<sup>28</sup> ». En effet, mon attention se porte sur les historiens comme acteurs et non plus seulement à l'histoire. Après la domination de l'histoire du groupe et de la masse chiffrée du temps des *Annales*, je réponds affirmativement à la question : faut prendre les acteurs au sérieux<sup>29</sup> ? Au cours de la partie, j'établirai régulièrement un parallèle avec la France. C'est, j'en ai bien conscience, le choix de la commodité, ayant un accès bien plus rapide à la littérature française. Toutefois, la France a souvent été le modèle pour de nombreuses mesures législatives prises durant la République portugaise, notamment dans le domaine universitaire. De plus, elle a connu trente ans avant le Portugal la professionnalisation du métier historien et elle faisait donc partie des références pour les gouvernements républicains. Prendre ce pays en point de comparaison permet de mettre en lumière les critères de

<sup>26</sup> Précisons que la treizième leçon intitulée « comment l'histoire fait-elle l'historien ? » n'a pas été incluse lors de la parution de son livre. Cet élément aurait altéré quelque peu le décompte procédé. Voir Antoine PROST, « comment l'histoire fait-elle l'historien ? », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 65, janvier-mars 2000. pp. 3-12.

<sup>27</sup> Soulignons durant les années 1970 la thèse novatrice – et plutôt isolée dans le paysage historiographique français – de Charles-Olivier Carbonell sur les historiens de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (voir Charles-Olivier Carbonell, *Histoire et historiens : une mutation idéologique des historiens français, 1865-1885*, Toulouse, Privat, 1976).

<sup>28</sup> Christophe GRANGER (dir.), *À quoi pensent les historiens ? Faire de l'histoire au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Autrement, 2013, p. 17.

<sup>29</sup> Bernard LEPETIT, « L'histoire prend-elle les acteurs au sérieux ? » dans *Espaces Temps*, n° 59-61, *Le temps réfléchi. L'histoire au risque des historiens*, pp. 112-122.

convergence dans la définition du métier d'historien mais aussi d'identifier les écarts possibles. L'objectif de la partie est de rendre compte au mieux des caractéristiques définissant l'historien durant le régime autoritaire portugais mais aussi de se demander si la situation politique contraignante le distingue d'un historien exerçant dans un régime démocratique.

Je montrerai d'abord comment la définition de l'historien s'est enrichie par l'institutionnalisation de la profession. Puis il faudra identifier le rôle joué par le pouvoir autoritaire dans la redéfinition de celles et ceux qui pouvaient exercer la fonction historique, jusqu'à instituer de nouveaux critères de sélection.

## 1) De l'amateur au professeur : la naissance du métier d'historien au Portugal (fin XIX<sup>e</sup> siècle-1935)

En choisissant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme début de l'analyse, je souhaite inclure la période de formation des deux premières générations<sup>30</sup> d'historiens qui en avaient le nom mais pas le métier car un peu moins de la moitié n'ont pas pu être des historiens de profession sur l'ensemble de leur vie intellectuelle. J'entends ainsi montrer, après avoir défini l'historien, la principale transformation à l'œuvre à savoir la professionnalisation de l'historien comme un homme de science rémunéré à cet effet par des institutions publiques. Deux périodes successives seront étudiées : d'abord, celle allant des années 1880 à la réforme républicaine de 1911, puis la période de la professionnalisation entre 1911 et 1935.

Qu'est-ce qu'un historien ? Il est une personne qui écrit de l'histoire, cette science qui est selon Henri-Irénée Marrou « le résultat de l'effort, en un sens créateur, par lequel l'historien, le sujet connaissant, établit ce rapport entre le passé qu'il évoque et le présent qui est le sien<sup>31</sup> ». Il y a donc une appétence de l'historien pour le passé, pour l'étude des sources et l'envie d'écrire sur un temps révolu. Henri-Irénée Marrou précise bien dans la citation que l'histoire est un rapport entre le présent et le passé dont l'historien est l'opérateur. La reconstruction du passé est en effet située, dans un moment précis du fil de l'histoire, car comme l'a rappelé Benedetto Croce, « toute histoire digne de ce nom est contemporaine<sup>32</sup> ». L'historien est donc inscrit dans le temps, écrivant à un instant précis sur un passé révolu.

---

<sup>30</sup> Voir le II)1) de ce chapitre pour les différentes générations historiennes identifiées.

<sup>31</sup> Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, p. 51.

<sup>32</sup> Benedetto CROCE, *Contribution à ma propre critique*, traduction de l'italien par Jules CHAIX-RUY, Paris, Nagel, 1949, p. 110.



Il s'ancre aussi dans l'espace. Comme le rappelle Michel de Certeau, il écrit depuis un « lieu de production socio-économique, politique et culturel<sup>33</sup> ». L'histoire qu'il écrit est une « fabrication localisée<sup>34</sup> » insérée dans un système plus grand, national voire mondial. Un historien né en France, au Portugal ou ailleurs, a ainsi un bagage particulier qui le distingue des autres. Pour Henri-Irénée Marrou, l'historien est un être « engagé, qui par toutes les fibres de son être, s'enracine dans le milieu humain auquel il appartient – milieu social, politique, national, culturel –, qui l'a fait ce qu'il est et auquel tout ce qu'il fait retourne et profite<sup>35</sup> ». Il y a donc un mouvement de balancier entre le milieu et l'historien : l'historien, formé dans les structures universitaires de son pays rétribue, en quelque sorte, une fois en poste, ses concitoyens par la mise en récit de l'histoire. La double inscription, spatiale et temporelle, produit des conditions particulières qui jouent un rôle majeur dans l'acte d'écrire. En conséquence, l'historienne ou l'historien est un écrivain qui publie de l'histoire, fruit de son temps et de son histoire nationale.

Mais si depuis Hérodote, l'historien écrit de l'histoire, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la définition de l'historien s'est enrichie. Le dictionnaire Larousse définit l'historien comme un « spécialiste des sciences historiques ; auteur d'ouvrages historiques<sup>36</sup> ». La primauté est ici donnée à la spécialisation, plus qu'à l'acte d'écrire car l'historien a une formation et des compétences qui le distinguent des autres citoyens. L'apprentissage des compétences propres à l'histoire passe d'abord par des études, moment de « dressage régulier<sup>37</sup> ». Pour le cas français, l'apparition concrète du dressage s'est produite avec la création d'une licence d'histoire d'abord associée à la géographie en 1880<sup>38</sup> puis autonome à partir de 1907<sup>39</sup>. Elle implique ainsi une autonomisation de l'histoire dans le paysage académique. Les études d'histoire permettent « aux étudiants d'acquérir une culture disciplinaire spécifique, notamment par la maîtrise des sciences auxiliaires<sup>40</sup> » comme la paléographie, la diplomatique, la numismatique, cela afin de se familiariser avec les sources disponibles.

---

<sup>33</sup> Michel de CERTEAU, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, p. 79.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 95.

<sup>35</sup> Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, p. 267-268.

<sup>36</sup> Voir la définition en ligne : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/historien/40084>, consultée le 28 décembre 2020.

<sup>37</sup> Charles-Victor LANGLOIS, Charles SEIGNOBOS, *Introduction aux études historiques*, Paris, Éditions Kimé, 1992 cité dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, *Les courants historiques en France, XIX<sup>e</sup> siècle, XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 2007, p. 132.

<sup>38</sup> Patrick GARCIA, Jean LEDUC, *L'enseignement de l'histoire en France, de l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2003, p.102-103. Mes recherches pour trouver d'autres dates en Europe se sont révélées infructueuses.

<sup>39</sup> Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, *op. cit.*, p. 127.

<sup>40</sup> Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, *ibid.*

Les personnes voulant devenir historien suivent donc un cursus d'histoire et acquièrent un diplôme, dont l'obtention est sanctionnée par des professeurs, leur inculquant les méthodes de l'histoire. La parution de *l'Introduction aux études historiques* de Charles Langlois et Charles Seignobos a gravé les règles de l'histoire. La spécialisation de l'historien devient alors possible par les études d'histoire et suivre ce cursus devient une condition *sine qua non* pour devenir historien. Le dernier moment, parachevant et couronnant les acquis des études, est celui de la thèse d'histoire. Après la théorie vient la pratique. Comme le rappelle Patrick Garcia, le doctorat est « le maître ouvrage – le rite “initiatique” (Nora) – abondamment pourvu de notes, doté d'une bibliographie critique<sup>41</sup> ». La présence de l'appareil critique est vitale pour montrer que l'étudiante ou l'étudiant a assimilé les attendus d'un travail historique. Une fois soutenue devant le jury, l'impétrant obtient le titre de docteur en histoire, validé par celles et ceux qui sont devenus ses pairs. Le voilà historien.

Après avoir obtenu ce titre, la dernière étape qui s'est ajoutée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est la professionnalisation de l'historien. Outre l'appartenance à des sociétés savantes, l'accès à un métier rémunéré par l'obtention d'une chaire universitaire parachève la définition de l'historien et couronne sa carrière. Comme le rappelle Antoine Prost pour le cas français, « auparavant, il y avait des amateurs souvent de talent, parfois de génie, mais pas une profession, c'est-à-dire une collectivité organisée, avec ses règles, ses procédures de reconnaissance, ses carrières<sup>42</sup> ». En effet, jusqu'à la décennie 1880 pour le cas français, les historiens écrivaient sur leur temps libre et occupaient d'autres fonctions, parfois en lien avec l'histoire comme Jules Michelet qui a notamment été archiviste et enseignant au Collège de France<sup>43</sup>. La création d'un cursus d'histoire à l'Université a engendré une vague de recrutement de maîtres. Dès lors, être historien n'était plus seulement un hobby, mais c'était un métier. Comme le précise Gérard Noiriel, l'historien « est un “professionnel” de l'histoire, c'est-à-dire un individu pour qui la recherche historique est un métier, qui est par conséquent formé et rémunéré comme tel<sup>44</sup>. » La reconnaissance publique du statut de l'historien passe par une salarisation qui se fait pour l'essentiel dans des structures publiques de l'enseignement supérieur : les universités, les grandes écoles sont rapidement devenues les repères des historiens de profession.

---

<sup>41</sup> Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, *op. cit.*, p. 131.

<sup>42</sup> Antoine PROST, *Douze leçons d'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p. 33.

<sup>43</sup> Voir sa biographie écrite par Paul VIALLANEIX : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/jules-michelet/>, consulté le 29 décembre 2020.

<sup>44</sup> Gérard NOIRIEL, « Naissance du métier d'historien », dans *Genèses, Les voies de l'histoire*, sous la direction de Gérard NOIRIEL, n° 1, 1990, pp. 58-85.

Au fur et à mesure de cette définition de l'historien, il est possible de remarquer que l'on passe rapidement du singulier au pluriel. En effet, comme l'affirme Henri-Irénée Marrou, « l'historien n'avance pas seul à la rencontre du passé : il l'aborde en représentant de son groupe<sup>45</sup> ». Or, pour appartenir à ce groupe, il doit d'abord être jugé par ses pairs. Ainsi, à plusieurs moments clés mentionnés auparavant dans l'élaboration d'une carrière historienne, le regard critique des pairs est apparu sans être énoncé clairement. Les pairs, des personnes habilitées et considérées comme des historien, sont pourtant présents à chaque étape de l'historien en devenir : lors de la formation et la notation des étudiants, par le jugement des potentiels docteurs en histoire, par la lecture des travaux d'histoire sont. Les pairs jugent en fonction de leur position sociale d'historien et sanctionnent celles et ceux qui sont considérés comme aptes à être agrégés au groupe auquel ils appartiennent. Ce sont les pairs qui veillent à ce que les candidats historiens aient intégré l'habitus historien. Pierre Bourdieu définit l'habitus de la sorte :

« Pour comprendre ce que les gens font, [...] pour comprendre leurs pratiques, il faut reconstruire le capital de schèmes informationnels qui leur permet de produire des pensées et des pratiques sensées et réglées sans intention de sens et sans obéissance consciente à des règles explicitement posées comme telles<sup>46</sup> ».

Ainsi, l'historien intègre les pratiques et les règles implicites de la communauté historienne, par mimétisme et formation auprès de ses pairs : une démarche rigoureuse, la transparence et la possibilité de vérifier l'information par l'appareil des notes de bas de pages, la citation des pairs. Ces éléments composent les habitus attendus de l'historien, ils sont des prérequis pour intégrer la communauté historienne. En somme, le *modus vivendi* historien naît à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et caractérise encore les personnes considérées comme historiennes aujourd'hui.

Les pairs sont en quelque sorte la police régulatrice de l'appartenance au groupe historien et les gardiens de l'ordre du discours<sup>47</sup> historiographique tenu. En effet, pour qu'un « je » prétende être historien, il faut toujours l'approbation d'un « nous » collectif pour être pleinement considéré, reçu et lu comme tel. Michel de Certeau souligne que le regard des pairs « classe le “je” de l'historien dans le “nous” d'un travail collectif, ou qui habilite un locuteur à parler le discours historiographique ». Gare à celui ou à celle qui contrevient aux « lois (n. : *sic* pour l'italique) du milieu », au risque de voir par exemple un livre tomber « dans la catégorie d'une

---

<sup>45</sup> Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, p. 268.

<sup>46</sup> Pierre BOURDIEU, « Habitus, code et codification », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 64, septembre 1986, « De quel droit ? », pp. 40-44.

<sup>47</sup> Je paraphrase le titre du cours au collège de France de Michel Foucault (voir Michel FOUCAULT, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971).

“vulgarisation” qui considérée avec plus ou moins de sympathie, ne saurait définir une étude comme “historiographique”<sup>48</sup> ». Face à une potentielle déstabilisation de l’ordre historien, les personnes interviennent pour défendre et rétablir l’équilibre du groupe<sup>49</sup>. Ainsi, la « reconnaissance par les pairs et [la] légitimité académique ont historiquement participé de l’autonomie de la science, celle-ci se distinguant clairement du débat public et du questionnement citoyen “ordinaire”<sup>50</sup> ». Le détachement du reste de la société par la reconnaissance d’une compétence particulière, identifiée par Marion Lemoine-Schonne et Matthieu Leprince, est justement ce qui permet la formation d’un groupe social, d’une communauté à part qui a ses lieux de publication. En effet, les ouvrages collectifs et les revues sont autant de lieux où s’expriment le jugement des pairs et où se renforce la légitimité au sein du groupe. La reconnaissance pérennise aussi le fonctionnement du groupe car celle ou celui qui s’autoproclamerait historien perd rapidement tout crédit si les autres historiens ne le perçoivent aucunement de la sorte. Ainsi, la normalisation de la carrière historienne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a engendré une fixation des critères permettant d’identifier qui est historien ou ne l’est pas. Ils ont peu changé depuis. Les membres du groupe sont les garants de leur respect. Ainsi, chaque étape est franchie sous le regard des historiens déjà identifiés comme tels que ce soit pendant les études, lors de la soutenance de la thèse d’histoire ou bien lors du recrutement au sein d’un institut de l’enseignement supérieur.

Cependant, la conséquence de ce jugement est qu’un certain nombre d’historiennes et d’historiens sont écartés de la communauté historienne. Les candidates et les candidats qui n’offrent pas une garantie de rigueur jugée suffisante aux yeux des pairs sont exclus, tout comme les historiens dont les écrits soumis aux revues à comité de lecture dévient de la norme scientifique historienne. Dès lors, s’opère une éviction de toutes celles et ceux qui écrivent de l’histoire mais qui ne sont pas inclus dans le milieu académique ou bien se détachent des normes du groupe. Nombreux sont les historiens sans le titre, c’est-à-dire sans avoir suivi des études d’histoire ou bien sans la profession, cantonnés au rang d’amateurs ou de non professionnels par les inclus. Toutefois, dans la mesure où ils écrivent de l’histoire, ils peuvent être considérés comme tels par d’autres groupes extérieurs au champ académique des historiens universitaires,

---

<sup>48</sup> Michel de CERTEAU, *L’écriture de l’histoire*, Paris, Gallimard, p.87.

<sup>49</sup> Les polémiques sont souvent des moments de crise du groupe historien, où les questions de rigueur et de méthode sont de nouveau avancées pour critiquer le travail de la ou du déstabilisateur de l’ordre. La crise du milieu historien médiéviste en 2008 avec la parution d’*Aristote au Mont Saint-Michel* écrit par Sylvain Gouguenheim a engendré de nombreuses prises de position pour et surtout contre ce travail autour de la méthode de cet auteur. (Voir par exemple : Max LEJBOWICZ, « Retour sur l’affaire Gouguenheim », dans *Methodos* [En ligne], n° 13, 2013, consulté le 29 décembre 2020).

<sup>50</sup> Marion LEMOINE-SCHONNE, Matthieu LEPRINCE (dir.), *Être un chercheur reconnu ? Jugement des pairs, regard des publics, estime des proches*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 11.

voire parfois être reconnus par certains historiens inclus dans le groupe<sup>51</sup>. De plus, il peut être difficile de limiter la définition de l'historien au fait de devenir un professionnel de l'histoire et de suivre une carrière au sein de l'enseignement supérieur. En effet, y compris dans les pays démocratiques, il faut prendre en considération le critère essentiel de la rareté des postes universitaires qui peut exclure un certain nombre de candidats. Ayant suivi des études voire un doctorat et ayant donc le titre d'historienne ou historien, des personnes ne parviennent pas à intégrer un institut de l'enseignement supérieur, du fait de la sélectivité accrue. En conséquence, l'ensemble des historiens hors du champ universitaire, diplômés ou non selon les critères internes au milieu académique, mettent en lumière les limites du critère de la professionnalisation de la discipline historique comme élément discriminant de la définition de l'historien.

D'après l'exemple français, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'historienne ou l'historien n'est plus seulement une personne qui écrit de l'histoire par intérêt pour le passé. Régulièrement, pour le devenir, elle doit accomplir différentes étapes comme suivre des études d'histoire qui lui permettent d'acquérir les compétences attendues de l'historien et soutenir une thèse d'histoire. Elle est finalement reconnue et cooptée par des pairs, pouvant exercer la profession d'historien et être rémunérée en tant que tel si elle parvient à obtenir un poste. Partant, observons l'adaptabilité de ces critères de définition au Portugal.

Au Portugal, les deux premières générations d'historiens, réunissant les historiens nés entre 1846 et 1892, n'ont pas pu être des historiens répondant aux critères que je viens d'établir. En effet, l'histoire ne faisait pas l'objet d'un cursus autonome. Les lieux de formations de l'enseignement supérieur étaient peu nombreux et il est possible d'en détacher deux où l'histoire était enseignée, parmi d'autres disciplines. La première est l'Université portugaise. Comme je l'ai montré dans le premier chapitre, le réseau universitaire portugais n'en était pas un à la fin de la période monarchique car l'Université portugaise se limitait à l'université de Coimbra. Au sein de cette dernière, l'histoire était enseignée dans les facultés de théologie et de droit. Des enseignements d'histoire y existaient en lien avec les cursus proposés par ces deux facultés, mais les professeurs donnant des cours n'étaient pas spécialisés. António de Oliveira a énuméré les différentes disciplines se rapprochant plus ou moins de l'histoire dans lesquelles enseignaient les professeurs rattachés à l'université de Coimbra :

« Les matières de Géographie, Chronologie, Herméneutique et exégèse, Histoire (Sacrée et) Ecclésiastique, Liturgie ou bien la fréquentation obligatoire de certains cours de Droit,

---

<sup>51</sup> Un grand nombre d'historiens du groupe considéré sont dans cette situation comme je le montrerai dans le II de ce chapitre.

de Sociologie Générale, de Philosophie du Droit, de Droit ou même d'Anthropologie et de Géologie dans la Faculté de Philosophie, par la réforme de 1901, donnaient l'opportunité aux théologiens dévoués, de faire une carrière liée à la recherche et à l'enseignement dans la branche des sciences historiques<sup>52</sup>. »

Parmi l'ensemble de cours, les quelques enseignants choisis, reliés surtout à la faculté de théologie, n'avaient donc pas suivi un parcours particulier en histoire. Il y avait une attraction, voire une appétence pour l'histoire, mais elle restait noyée dans la masse des autres enseignements donnés. Il en était de même pour les étudiants. Il était impossible de suivre un cursus d'histoire comme il en existait en France depuis 1880. Ainsi, sans maîtres et sans élèves, pour reprendre le constat dressé par Gabriel Monod quant au milieu historien français des années 1870<sup>53</sup>, l'histoire n'était pas encore une discipline où il était possible d'envisager de construire une carrière.

Le Cours supérieur de lettres de Lisbonne (CSL) a été l'autre structure où des cours d'histoire se tenaient<sup>54</sup>. Le CSL a été fondé en 1858 sur décision royale par le roi Pierre V et ses activités ont véritablement commencé en 1861. Il fut actif jusqu'en 1911, date de la création de l'université de Lisbonne. Il a été marqué par une forte dépendance au pouvoir monarchique et a souffert d'un sous-investissement chronique, de l'absence de centre de recherche et d'un corps enseignant peu stable. Les cours se tenaient le soir et le samedi, car la plupart des étudiants travaillaient durant la journée<sup>55</sup>. Malgré cette précarité institutionnelle et personnelle pour les étudiants, le CSL a servi de support principal à la création de la faculté de lettres de l'université de Lisbonne (FLUL). De nombreux historiens du début du XX<sup>e</sup> siècle se sont formés dans cette institution, précisément 13 sur les 186 soit 7 %. Il fut un espace important d'enseignement d'histoire car il y a existé jusqu'à trois chaires d'histoire : histoire antique ; histoire médiévale et moderne ; histoire de la patrie<sup>56</sup>. Trois historiens retenus, tous de la première génération et donc morts après le coup d'État du 28 mai 1926 y ont enseigné ce qui en fit un modeste vivier.

---

<sup>52</sup> António de OLIVEIRA, « Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>53</sup> Je paraphrase la formule de Gabriel Monod à propos des historiens français de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : « Ils sont presque tous *autodidactes* ; ils n'ont point eu de maîtres et ils ne forment pas d'élèves » (Gabriel MONOD, « Introduction, Du progrès des études historiques en France depuis le XVI<sup>e</sup> siècle », dans *Revue historique*, n<sup>o</sup> 1, 1876, pp. 5-38).

<sup>54</sup> Sur cette institution, en plus de la thèse de João Luís Serrenho Frazão Couvaneiro, il est possible de consulter l'article de Sérgio Campos MATOS, « *O Curso Superior de Letras e a vulgarização histórica em Portugal em confronto (1858-1911)* », Coimbra, Actes du Congrès « História da Universidade » au 7<sup>e</sup> centenaire de sa Fondation, 5 au 9 mars 1990, 1911, vol. 1, pp. 367-388.

<sup>55</sup> João Luís Serrenho Frazão COUVANEIRO, *O Curso Superior de Letras (1861-1911), Nos primórdios das Ciências Humanas em Portugal*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, thèse soutenue à l'Université de Lisbonne, 2012, p. 263 et 264.

<sup>56</sup> Luís Reis TORRALBA, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Temas e Debates, e Autores, 1998, pp. 193-197 pour la partie portant sur le CSL.

Être historien n'était alors qu'une épithète qui s'ajoutait à d'autres compétences. L'absence de spécialisation dans un seul domaine et/ou une période sont caractéristiques. Prenons l'exemple de trois historiens appartenant à la première génération, en étudiant certaines de leurs notices biographiques : António Garcia Ribeiro de Vasconcelos, formé à l'université de Coimbra ; José Maria de Queirós Veloso, étudiant dans une institution supérieure et professeur au CSL ; Fortunato de Almeida Pereira de Andrade, surtout connu sous son nom d'auteur, Fortunato de Almeida, formé à l'université de Coimbra mais qui n'a pas enseigné dans le supérieur. La biographie d'António Garcia Ribeiro de Vasconcelos commence de la sorte :

« Docteur en Théologie (1886) et en Lettres (1916) par l'Université de Coimbra, prêtre séculier, "liturgiste, philologue, canoniste, archéologue et historien", selon la pierre lapidaire apposée en 1944 sur la maison où il est né, il fut une personnalité liée au diocèse et à l'Université de Coimbra, où il a exercé la fonction d'enseignant entre 1887 et 1930, d'abord dans la Faculté de Théologie et, après son extinction, dans la Faculté de Lettres, où il a fini sa carrière<sup>57</sup>. »

L'énumération des spécialisations d'António Garcia Ribeiro de Vasconcelos peut surprendre. Formé en théologie dans les années 1880, il devint professeur cathédral l'année après sa soutenance de thèse de doctorat en théologie, signe que les besoins de professeurs étaient importants. De surcroît, au cours de sa carrière, il a orienté ses travaux vers d'autres sciences dont l'histoire, par réel intérêt. L'auteur de la biographie, António de Oliveira, mentionne que ses travaux d'histoire ont été fortement liés à sa formation religieuse. Son premier écrit historique date de 1894 et s'intéressait à *l'Évolution du culte d'Isabelle d'Aragon*, et beaucoup d'autres ont suivi. L'histoire était donc un des domaines où il a écrit, parmi bien d'autres.

José Maria de Queirós Veloso s'est formé dans le Nord du Portugal en suivant un cursus de médecine à l'École de médecine de Porto, qui ne l'a cependant pas conduit à faire carrière dans son domaine de formation. Une de ses biographies le décrit comme « professeur de l'enseignement secondaire et supérieur, journaliste, politique et historiographe (n. : je traduis littéralement le mot *historiografo* car historien se dit en portugais *historiador*)<sup>58</sup> ». L'autrice ou l'auteur précise<sup>59</sup> l'ensemble des fonctions qu'il a occupées : après avoir été durant la décennie 1890, journaliste, sous-chef de la section de contrôle de la Carris<sup>60</sup>, professeur dans l'enseignement secondaire à Évora et directeur de la bibliothèque publique de cette ville, il a été durant la

---

<sup>57</sup> António de OLIVEIRA, « António Garcia Ribeiro de Vasconcelos », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>58</sup> Dans la biographie du *Dicionário de Autores Portugueses* l'ancienne graphie avec un « z » a été retenue pour l'entrée « José Maria de Queiroz Veloso ». Consultée le 23 décembre 2020 : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=6359>.

<sup>59</sup> Le nom de la personne qui a rédigé cette notice biographique n'est pas donné, d'où le doute sur le genre.

<sup>60</sup> Il s'agit de l'entreprise publique des transports urbains de la ville de Lisbonne.

décennie suivante enseignant puis directeur de l'École d'habilitation au magistère secondaire entre 1901 et 1911. Enfin, lorsque la FLUL est créée, il a occupé un poste de professeur cathédrique à 51 ans et y a enseigné jusqu'à la retraite, à l'âge de 70 ans. Sa vie professionnelle aux multiples facettes souligne bien l'absence de spécialisation à la fin de la Monarchie. L'histoire a pris une place croissante surtout à la fin de sa carrière car il a intégré l'Académie des sciences de Lisbonne ainsi que l'Académie portugaise d'histoire (APH). Ces appartenances ont été le signe d'une forte intégration aux réseaux lettrés portugais ainsi que d'une reconnaissance de la valeur de sa contribution à l'histoire par l'appartenance à l'APH.

Enfin, Fortunato de Almeida est l'illustration de l'historien dont l'importance dans le champ historiographique ne s'est pas transcrite par la position sociale occupée. Après avoir fréquenté le Séminaire de Viseu, il a fini par abandonner la carrière ecclésiastique et il s'est inscrit à l'université de Coimbra en droit. Une fois ses études achevées, il est devenu professeur d'histoire et de géographie dans l'enseignement secondaire, occupant un poste dans le lycée central de Coimbra où il a enseigné toute sa carrière<sup>61</sup>. Parallèlement il a écrit de l'histoire et rédigé deux œuvres majeures des années 1910 et 1920. D'abord, sa monumentale *Histoire de l'Église au Portugal*<sup>62</sup> écrite entre 1910 et 1922 et considérée par Luís Reis Torgal comme « la plus grande histoire de l'Église qui a été publiée au Portugal<sup>63</sup> ». Elle est encore considérée comme une œuvre de consultation et un siècle plus tard, elle fait toujours autorité en histoire religieuse. Fortunato de Almeida a aussi écrit une *Histoire du Portugal*<sup>64</sup> entre 1922 et 1929, un peu éclipsée par la publication de celle écrite collectivement sous la direction de Damião Peres quelques années plus tard, mais son histoire nationale a été l'une des dernières écrites de la main d'un seul auteur et d'une telle envergure pendant plusieurs décennies. Fortunato de Almeida a donc été un historien qui n'a pas fait carrière dans l'enseignement supérieur, mais ses différents travaux en ont fait l'un des grands noms du paysage historiographique portugais de la période républicaine. Son parcours montre que le lien entre l'enseignement supérieur et le fait d'être considéré comme un historien n'était pas systématique et encore moins pour les historiens les plus âgés du groupe considéré dans cette étude.

La curiosité pour l'histoire – mais pas seulement – caractérisait l'essentiel des historiens de la période monarchique. On n'était alors historien qu'à temps partiel. Écrire de l'histoire pouvait suffire pour être considéré comme un historien. Le jugement social jouait aussi un rôle

---

<sup>61</sup> Sérgio Ribeiro PINTO, « Fortunato de Almeida » dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>62</sup> Fortunato de ALMEIDA, *História da Igreja em Portugal*, Coimbra, Imprensa Académica, 1910-1922, 8 volumes.

<sup>63</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *op. cit.*, p. 239.

<sup>64</sup> Fortunato de ALMEIDA, *História de Portugal*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 1922-1929, 6 volumes.



important dans le fait d'être considéré en tant que tel, mais ce jugement était un regard d'autres personnes qui n'étaient elles-mêmes pas spécialisées en histoire. Cependant, la situation changea radicalement lors de l'irruption républicaine.

Comme en France, le régime républicain a joué un rôle déterminant dans la professionnalisation de l'histoire au Portugal. La République portugaise a été un bouleversement aux conséquences politiques et scientifiques. Quelques mois après le renversement de la Monarchie, différentes mesures législatives ont d'emblée créé le métier d'historien au Portugal. Je me focalise ici sur les grandes modifications provoquées lors de l'année 1911, qui ont eu un rôle définitif dans l'inscription de la profession historique au sein de l'Université portugaise. Je ne prétends pas à l'exhaustivité des nombreux changements durant la période 1911-1935, mais je mentionnerai les modifications notables.

La réforme universitaire du 19 avril 1911, lancée par le gouvernement provisoire de la République portugaise, a été le germe de l'institutionnalisation de la discipline historique. Elle a d'abord organisé la formation historique. La réforme s'est déroulée en deux temps et a concerné d'abord la licence puis le doctorat. Le titre de « licencié » a été supprimé par l'article 1 du décret daté du 21 janvier 1911 pour marquer la rupture avec le temps monarchique, du fait de son nom aux résonances médiévales, pour être remplacée par le *bacharelato* le 19 avril 1911. Son existence a cependant été relativement fugace car le *bacharelato* a disparu à son tour, abrogé par l'article 96 du décret n° 4554 du 6 juillet 1918, pour devenir de nouveau la licence. En conséquence, par commodité, je conserverai le terme de licence, tout en ayant conscience de l'existence du terme de *bacharelato* entre 1911 et 1918 pour désigner le premier diplôme de la formation universitaire au Portugal<sup>65</sup>.

Dans les deux facultés de lettres créées, le décret du 19 avril 1911 prévoyait la création d'une licence d'histoire associée d'abord à la géographie, à l'image de la première licence d'histoire et de géographie en France. Par exemple, l'université de Coimbra était dotée, par l'alinéa a) de l'article 3, d'une « Faculté de Lettres destinée à l'enseignement des sciences psychologiques, philologiques et historico-géographiques<sup>66</sup> », tout comme la nouvelle université de Lisbonne dans l'alinéa a) de l'article 4. Ce fut cependant un autre décret, daté du 9 mai 1911,

---

<sup>65</sup> Par ailleurs, bien que postérieur à la période de la sous-partie, le *bacharelato* a été réintroduit par l'article 4 du décret n° 48 627 daté du 12 octobre 1968. Il concernait les trois premières années de la licence. Si une personne décidait de poursuivre jusqu'au terme des cinq années, elle obtenait alors sa licence. Ce diplôme intermédiaire a été créé pour remédier aux besoins économiques croissants alors que la scolarisation était en plein développement.

<sup>66</sup> Il faut également souligner l'absence de toute référence à la théologie qui disparaissait ainsi de l'Université portugaise. L'enseignement religieux relevait alors des séminaires catholiques. Le tournant laïc amorcé par le gouvernement provisoire expliquait la disparition de l'enseignement religieux.

qui est venu éclaircir l'esquisse d'avril en précisant la structuration voulue pour les deux facultés de lettres. L'existence d'une licence de sciences historico-géographiques était confirmée par l'alinéa d) de l'article 2, et les cours de la licence d'histoire-géographie, déterminés par l'article 3, étaient dispensés par les professeurs relevant du quatrième groupe<sup>67</sup> des facultés de lettres. Les matières enseignées étaient les suivantes : histoire ancienne, médiévale, moderne et contemporaine ; histoire générale de la civilisation ; histoire du Portugal ; histoire des religions ; sciences auxiliaires de l'histoire (archéologie, épigraphie, numismatique, paléographie et diplomatique). Ainsi, une ou un étudiant qui suivait le cursus d'histoire-géographie avait, au long de son cursus, reçu des cours sur l'ensemble des périodes historiques – reprenant par ailleurs au Portugal les périodes chronologiques instituées en Sorbonne, signe à nouveau de cette influence très forte de la France –, ainsi que l'essentiel des sciences auxiliaires servant à former les futurs historiens. Le cadre de la formation des historiens était donc fermement établi.

Un dernier décret, daté du 19 août 1911, définissait les disciplines des quatre ans sur lesquels s'étalait la licence. Sur les 24 cours proposés aux étudiantes et étudiants<sup>68</sup>, 8 sont d'histoire, 5 de sciences annexes historiques, 5 de géographie dont un cours de cartographique, 2 cours de philologie, 1 de littérature portugaise, 1 d'ethnologie, 1 de philosophie et 1 d'esthétique comprenant l'histoire de l'art. Plus de la moitié du diplôme universitaire d'histoire-géographie était donc consacrée à l'histoire, en incluant les sciences annexes. Au cours de la période autoritaire, les principaux changements ont été la fin de l'association de l'histoire et de la géographie pour un nouveau cursus d'histoire-philosophie créé par le décret n° 17 063 du 3 juillet 1929. Cette situation a perduré jusqu'au décret n° 41 341 du 30 octobre 1957 qui a fait de l'histoire un cursus autonome. L'histoire fut donc « jumelée à d'autres disciplines pendant près de 50 ans<sup>69</sup> » soit de 1911 à 1957. Malgré le passage de l'histoire-géographie à l'histoire-philosophie puis à une mono-discipline, l'année 1911 a bien marqué une rupture clé dans la structuration de l'enseignement de l'histoire au Portugal par l'apparition d'un cursus institutionnalisé.

À la suite de la licence, l'étudiante ou l'étudiant pouvait obtenir un doctorat. Il se composait à la fois d'une série d'examens oraux et écrits dans les disciplines intitulées « histoire

---

<sup>67</sup> Le premier groupe était celui de philologie classique (latin et grec), le second de philologie romane (portugais, français et italien), le troisième de philologie germanique (mêlant l'anglais et l'allemand), le quatrième d'histoire donc, le cinquième de géographie et le sixième de philosophie.

<sup>68</sup> Le nombre de 25 cours a été avancé par Luís Reis Torgal car il a suivi l'article présentant le cursus conseillé par année, mais il y a doublon en philosophie en première et deuxième année, par rapport à la liste des cours qui est inscrite à l'article 6 (Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da história em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 484).

<sup>69</sup> Armando Luís de Carvalho HOMEM, « Os historiadores, esses desconhecidos », dans *Revista Portuguesa de História*, tome 29, 1994, pp. 33-53.

générale », « histoire du Portugal » et en « géographie » qu'il fallait valider, puis venait la présentation d'une dissertation s'appuyant sur un texte publié<sup>70</sup>. À la suite de la soutenance<sup>71</sup> de la dissertation, assimilable à une thèse française mais qui serait déjà parue, l'impétrant obtenait le titre de *docteur* comme le précise l'article 74 du décret du 19 août 1911. Il ou elle avait même une « carte de docteur » selon l'article 86 de ce décret, signe de la reconnaissance sociale du diplôme, dans un pays où les titres étaient et sont toujours très importants. Les étapes de la formation historique, la licence et le doctorat, ont donc été donc définies dès 1911. Dès lors, les réformes républicaines ont bien été déterminantes dans l'institutionnalisation de l'histoire comme discipline enseignée dans le supérieur et les conditions ont été valables pour toute la période autoritaire<sup>72</sup>.

L'année 1911 a aussi acté la professionnalisation des historiens. En effet, le décret du 19 août 1911, organisant la FLUL et la FLUC, a fixé les conditions pour devenir enseignant à l'Université. Il fallait d'abord avoir le titre de docteur pour pouvoir candidater à l'ensemble des postes pouvant être occupés – assistant, puis professeur extraordinaire, puis professeur ordinaire dans ce décret – (article 100), ne pas avoir de casier judiciaire et être en bonne santé (sections 3 et 5 de l'article 100). Il était donc nécessaire de jouir de l'ensemble de ses droits citoyens. Ensuite, il fallait candidater au concours public et passer devant un jury (article 102), composé de professeurs ayant les titres de professeurs ordinaires et extraordinaires (article 104) qui tranchaient par délibération avec un système de sphères blanches – signe d'approbation – et noires – signe de réprobation – entre les candidats<sup>73</sup>. Pour le titre de professeur extraordinaire, les candidats qui pouvaient être auditionnés étaient les assistants appartenant à la même section de la faculté de lettres (article 121) puis pour le titre de professeur ordinaire, seuls des professeurs extraordinaires pouvaient être auditionnés (article 126). Ainsi, les étapes de la carrière historique étaient balisées et pour progresser dans les degrés les plus élevés de la carrière, seuls des assistants d'histoire puis des professeurs extraordinaires d'histoire pouvaient être recrutés, engendrant donc une spécialisation – et une hiérarchisation – accrue du personnel enseignant.

---

<sup>70</sup> Voir la section d) de l'alinéa 4 de l'article 73 du décret du 19 août 1911 exigeant la « soutenance d'une dissertation ».

<sup>71</sup> Au Portugal, on parle de défense de la thèse (*defesa da tese*). Je le précise car je me suis approprié le verbe « défendre » au lieu de « soutenir » et parfois je l'utilise en français. J'espère ne pas avoir laissé quelques « défense de la thèse » au cours de ce texte. Sinon, les lectrices et lecteurs auront une explication.

<sup>72</sup> Les quelques changements qui se produisent seront présentés dans le II)1) du chapitre 4.

<sup>73</sup> Pour procéder à la nomination d'une personne, un vote était fait. Les membres du jury avaient une boule blanche et une boule noire : une boule blanche signifiant que le membre du jury était favorable et la boule noire le contraire. Une fois le vote fait, la personne qui obtenait le plus de boules blanches était nommée. Voir par exemple les résultats des nominations au CSL dans Luís Serrenho Frazão COUVANEIRO, *O Curso Superior de Letras (1861-1911), Nos primórdios das Ciências Humanas em Portugal*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, thèse soutenue à l'Université de Lisbonne, 2012, pages 321 à 326.

Par ailleurs, à chaque étape de la carrière, la sélection des candidats était opérée par un jury composé de professeurs des différentes universités. Le jugement des pairs était souverain, sans une quelconque ingérence du pouvoir républicain. La cooptation se faisait donc à l'intérieur du champ académique. En revanche, l'article 41 du décret du 19 août 1911 précise que les enseignants étaient nommés par le gouvernement. Le pouvoir décisionnaire est resté en vigueur aussi bien pendant la période républicaine que durant le régime dictatorial, comme nous le verrons. Cependant, les candidats retenus par le jury et proposés par les universités étaient sélectionnés. Pour preuve de l'autonomie y compris au début de la période autoritaire, Manuel Rodrigues Lapa, professeur à FLUL, a fait un récit de la sélection par les pairs en 1933, alors que deux décennies s'étaient écoulées depuis la création des facultés de lettres. Il se désolait de l'état de l'Université portugaise et critiquait le fonctionnement de la sélection des candidats :

« [La sélection des professeurs], problème des plus délicats de l'enseignement universitaire, n'obéit pas généralement aux normes les plus strictes d'impartialité. Les cours, d'une structure obsolète, ne font aucun sens ; la couarde et jésuite procédure des boules blanches et noires a donné les pires résultats ; les jurys choisissent les candidats qui leur conviennent et les écoles ont toujours les professeurs qu'ils méritent<sup>74</sup>. »

Si le chercheur exprimait son mécontentement quant à l'efficacité du processus de recrutement, rejetant par ailleurs l'héritage religieux du mode de désignation, il n'en reste pas moins qu'il ne faisait aucune mention d'une quelconque intervention étatique. L'année de la mise en place de la constitution de l'*Estado Novo*, le jugement des pairs – conforme ou fallacieux selon les points de vue – restait encore souverain dans la procédure de désignation des scientifiques.

Les canaux de sociabilité savante et de divulgation de l'histoire ont été les derniers éléments complétant la professionnalisation de l'histoire. Comme le précise Gérard Noiriel, ces espaces font exister la communauté scientifique :

« Le modèle des sciences physiques s'impose aussi dans l'organisation du travail. La recherche historique devient une entreprise collective, processus illustré par la multiplication des revues et des associations de spécialistes. L'analyse et la synthèse ne sont plus vues seulement comme les deux facettes de la tâche de l'historien, mais comme un moyen de conjuguer l'effort individuel et l'effort collectif. La synthèse apparaît désormais comme le moment où s'opère le rassemblement du savoir de toute la communauté savante. [...] On retrouve ici tous les facteurs que Thomas Kuhn (1962) a relevés pour caractériser l'émergence d'une communauté scientifique. « La création de journaux spécialisés, la fondation des sociétés de spécialistes et la revendication d'une

---

<sup>74</sup> Manuel Rodrigues LAPA, « A política do idioma e as universidades », dans *Seara Nova*, n° 341, Lisbonne, 1933, p. 67-76.

place spéciale dans l'ensemble des études sont généralement liées au moment où un groupe se trouve pour la première fois un paradigme unique<sup>75</sup>. »

Par exemple, sous l'action d'un historien, Fidelino de Figueiredo, la période républicaine a vu apparaître une association, la Société portugaise des études historiques, active de 1911 à 1928. Elle fut une des rares associations d'historiens ayant existé au Portugal. En effet, il n'y a pas eu, comme en France, une multiplication des associations d'historiens comme la Société d'histoire moderne créée en 1901 ou bien la Société d'histoire contemporaine<sup>76</sup>. Intimement liée à la société savante portugaise et espace de publication des membres de l'association, la revue d'histoire *Revista de história* a aussi été créée par Fidelino de Figueiredo en 1912. Elle reprenait le modèle de la *Revue de synthèse historique* d'Henri Berr<sup>77</sup>. La disparition de la revue en 1928 tout comme l'extinction de la Société portugaise des études historiques s'expliquent par le départ en exil de leur créateur, interrompant définitivement la dynamique enclenchée. Une autre revue, *Tombo Histórico e Genealógico de Portugal* apparaît et disparaît aux mêmes dates que la *Revista de História*. Elle est clairement orientée vers les sciences auxiliaires de l'histoire soit la généalogie et l'héraldique<sup>78</sup>. Complétées par d'autres revues importantes mais dépassant le cadre strict de l'histoire, comme *Seara Nova* ou bien *Biblos*, revue de la FLUC apparue en 1926, le paysage des revues scientifiques s'est enrichi pendant la période républicaine. L'histoire avait dès lors des élèves, des maîtres, des rites organisant une carrière et des lieux de parution des travaux historiques : l'historien de profession était né.

\*

\* \*

La définition de l'historien comme personne écrivant l'histoire s'est progressivement enrichie entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Être historien pouvait être un métier. À la suite des réformes entreprises par le gouvernement républicain, l'histoire s'est institutionnalisée et l'historien professionnalisé véritablement en 1911 au Portugal. Les étapes attendues pour devenir historien ont été fixées : d'abord des études en licence d'histoire-

---

<sup>75</sup> Gérard NOIRIEL, « Métier/communauté », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Historiographies, I, Concepts et débats*, Paris, Folio, 2010, pp. 518-528.

<sup>76</sup> Gérard NOIRIEL, « Naissance du métier d'historien », dans *Genèses, Les voies de l'histoire*, sous la direction de Gérard NOIRIEL, n° 1, 1990, pp. 58-85.

<sup>77</sup> Ricardo de BRITO, « Revista de História », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>78</sup> Tiago PINTO, « Tombo Histórico e Genealógico de Portugal », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

géographie/histoire-philosophie ; puis une thèse de doctorat scellant la reconnaissance et la rigueur de l'impétrant aux yeux de ses pairs ; enfin un poste rémunéré pour chercher et enseigner dans une des facultés de lettres du pays. De l'historien du dimanche animé par une passion au professionnel, l'histoire a pu progressivement rythmer le quotidien des historiens et induire une position sociale, sans pour autant signifier qu'il y avait toujours une systématique dans l'obtention d'un poste.

Si les critères établis par le régime républicain n'ont pas été remis en cause au début de la dictature, celle-ci s'est immiscée à partir de la décennie 1930 dans la procédure de désignation des historiens de profession car elle entendait avoir un droit de regard sur ses fonctionnaires. Elle avait recours à des moyens de plus en plus importants pour contrôler les personnes en poste ou bien celles et ceux souhaitant candidater, en faisant de la politique un nouveau critère. L'interférence a alors menacé l'autonomie encore fragile de l'Université et bouleversé la profession historique.

## 2) Un supplément de pouvoir : la redéfinition de l'historien par le régime autoritaire (1935-1974)

En détournant l'expression « un supplément d'âme » d'Henri Bergson<sup>79</sup>, l'enjeu est de montrer comment le pouvoir autoritaire a joué un rôle actif dans la sélection des personnes pouvant être reconnues en tant qu'historiennes au Portugal, se superposant aux critères précédemment énoncés et établis par la force de la loi. Dirigé par deux anciens universitaires, le régime dictatorial a voulu maintenir, tout au long de la période, la cohésion du groupe des historiens en poste et y est parvenu. L'année 1935 a été un tournant pour les historiens ou pour ceux souhaitant se diriger vers cette carrière. Elle a ouvert un nouveau temps qui ne s'est achevé qu'avec la Révolution du 25 avril 1974.

En effet, en 1935, le pouvoir autoritaire a mis fin à l'autonomie universitaire en vigueur depuis le 28 mai 1926. Par le biais de mesures législatives, il a procédé à une exclusion de certains membres de la communauté scientifique, en s'appuyant sur la Constitution de l'*Estado Novo*. Le décret-loi n° 25 317 du 13 mai 1935<sup>80</sup> a rendu possible l'exclusion de fonctionnaires pour non-coopération aux fins supérieures de l'État, par décision du Conseil des ministres. Les

---

<sup>79</sup> Henri BERGSON, *Les Deux Sources de la morale et de la religion*, Paris, PUF, 1984, p. 331.

<sup>80</sup> Voir le I)2) du chapitre 1.

conséquences pour les historiens occupant un poste étaient évidentes. Ainsi, ils<sup>81</sup> savaient qu'à partir de cette loi, toute incursion dans le champ politique, toute prise de position publique pouvaient conduire à une exclusion de la fonction publique. La loi a abouti à l'expulsion d'une trentaine de fonctionnaires et elle n'était pas seulement un avertissement pour l'exemple. Elle était une nouvelle donne à intégrer quand un historien entendait suivre la carrière universitaire.

La surveillance idéologique des historiens en poste et des candidats à l'enseignement supérieur s'est accentuée par la déclaration obligatoire de rejet du communisme comme le prévoyait le décret-loi n° 27 003 du 14 septembre 1936 pour toutes les prises de fonction – sauf pour celle de cathédrique<sup>82</sup>. Un individu pouvait certes mentir et je donnerai des exemples de personnes qui ont signé une telle déclaration tout en étant communistes<sup>83</sup>. Mais le pouvoir autoritaire n'était pas dupe et il entendait ainsi faire pression sur les signataires dissimulant leurs idées. En ce sens, la découverte par le pouvoir de l'inexactitude de la déclaration constituait une preuve à charge supplémentaire versée au dossier de la police politique, la sentence étant alors l'emprisonnement. Le champ du savoir académique était dès lors saisi par le pouvoir et la voix des historiens ne pouvait pas excéder le domaine de l'histoire. Financé par l'État, l'historien, l'universitaire, devait se cantonner à l'enseignement et la recherche et ne pas prendre position contre le pouvoir. Les commentaires politiques critiquant le pouvoir dictatorial étaient irrecevables et le décret-loi n° 25 317 faisait figure d'épée de Damoclès pour les professeurs qui étaient tentés d'être des objecteurs de conscience. Certes, les incursions dans le domaine politique étaient autorisées si une ou un historien entendait louer l'action du gouvernement autoritaire ou la politique menée par António de Oliveira Salazar. En somme, l'esprit critique de l'historien ne devait pas contester mais accompagner les fins supérieures de l'État.

Parallèlement au contrôle exercé par la censure politique, le pouvoir s'est réapproprié une prérogative héritée de la période républicaine concernant la sélection des candidats<sup>84</sup>. En effet, comme évoqué antérieurement, le gouvernement portugais était l'instance qui nommait l'ensemble des enseignants universitaires, des assistants jusqu'aux cathédriques depuis le décret du 19 août 1911. Le pouvoir autoritaire n'a donc pas eu besoin de modifier la loi, il était déjà le dernier maillon du processus de sélection. Mais jusqu'alors, le gouvernement républicain faisait confiance à l'autorité universitaire. À partir de la création de la PVDE et surtout à

---

<sup>81</sup> En 1935, aucune femme historienne n'est en poste à l'Université.

<sup>82</sup> Ce décret a aussi été présenté dans le I)2) chapitre 1.

<sup>83</sup> Notamment dans le III)1) du chapitre 6.

<sup>84</sup> Je ne suis pas parvenu à trouver une date précise du moment où les professeurs sont nommés par le gouvernement portugais mais elle remonte à la période de la monarchie et au minimum au XIX<sup>e</sup> siècle (voir par exemple le récit de démission daté de 1836 dans le lien suivant, consulté le 3 janvier 2021 : [https://www.uc.pt/org/historia\\_ciencia\\_na\\_uc/Textos/facmate/professores](https://www.uc.pt/org/historia_ciencia_na_uc/Textos/facmate/professores)).

partir du décret-loi n° 25 317 du 13 mai 1935, la police politique a régulièrement été chargée d'alerter le gouvernement sur la probité de telle ou tel candidat. Ainsi, quand les dossiers parvenaient à la présidence du Conseil ou au ministère de l'Éducation nationale, le pouvoir envoyait à la police politique un courrier l'interrogeant sur l'existence d'un dossier le concernant et si c'était le cas, lui demandait de produire un rapport détaillé des éléments prouvant une inadéquation politique<sup>85</sup>. En fonction de la réponse de la PVDE/PIDE/DGS le gouvernement nommait ou non le candidat.

Ainsi, après avoir été jugé par ses pairs, le pouvoir s'affirmait comme ultime instance pour nommer les historiens. Ses critères n'étaient pas scientifiques mais résolument politiques : l'État ne jugeait pas l'historien mais le citoyen. Les historiens qui avaient pu par le passé militer dans une structure contestataire comme le PCP ou le MUD risquaient de ne pas être retenus. Une nouvelle façon de concevoir la consécration de la carrière historique s'amorçait et se superposait au cloisonnement mis en évidence par Patrick Garcia :

« La professionnalisation des historiens résulte d'abord d'une opération de clôture, la définition d'une norme légitime marquant les contours d'une communauté savante qui garantisse la validité du savoir historique. Cette clôture s'effectue sur deux plans, l'organisation de la formation et la codification de la méthode<sup>86</sup> ».

En reprenant cette image, il est possible de dire qu'en plus de la clôture distinguant la communauté historique des autres sciences où l'accès était garanti par le jugement des pairs, un barbelé a été ajouté par le pouvoir. Aux qualités scientifiques actant l'intégration des normes scientifiques de la communauté, il fallait adjoindre une absence d'opposition politique, voire mieux, une conformité idéologique aux préceptes de la Constitution de l'*Estado Novo*.

Le supplément du pouvoir s'ajoutait donc à toutes les règles précédemment formulées pour entrer dans le métier. À partir de 1935, le pouvoir devint un rouage majeur, en sélectionnant et en excluant les historiens jugés en inadéquation avec la politique menée par le gouvernement. D'un pouvoir de nomination appuyé sur une procédure propre aux scientifiques, le pouvoir s'est transformé en une instance additionnelle de sanction. Il faut prendre la sanction aussi bien dans le sens d'un « acte par lequel un usage, un événement, une action sont entérinés, reçoivent une sorte de validation » dans la mesure où le pouvoir tranchait, mais aussi dans le

---

<sup>85</sup> Un exemple sera fourni dans le I)1) du chapitre 6.

<sup>86</sup> Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, *Les courants historiques en France, XIX<sup>e</sup> siècle, XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 2007, p. 125.



sens d'une « mesure répressive infligée par une autorité pour l'inexécution d'un ordre, l'inobservation d'un règlement, d'une loi<sup>87</sup> », car elle pouvait punir le candidat jugé inadéquat.

Les conséquences de l'ingérence du pouvoir ont été de plusieurs ordres et elles ont contribué à une redéfinition de la figure de l'historien. Il n'est pourtant pas question de parler d'un « historien nouveau<sup>88</sup> » durant le régime autoritaire. Au contraire, la période allant de 1935 à 1974 a été caractérisée par une poursuite continue de la professionnalisation ainsi que par une adéquation toujours plus forte aux critères mis en évidence auparavant. Ainsi, les historiens sont toujours plus nombreux à avoir été formés en histoire, et ils enseignaient dans des proportions grandissantes dans l'enseignement supérieur<sup>89</sup>. Le régime autoritaire ne semble donc pas avoir altéré les phénomènes amorcés durant la République. L'idée d'une redéfinition radicale de la profession d'historien pendant la dictature n'est pas pertinente. Cependant, en changeant de focale soit en passant de l'ensemble de la communauté historique aux trajectoires individuelles, des historiens opposés au régime autoritaire ont bien été proscrits de l'enseignement. Il y a donc eu de façon concomitante et paradoxale un processus d'exclusion et de professionnalisation. En reprenant les étapes d'une carrière historique et en analysant l'action du pouvoir autoritaire, il est possible d'expliquer la dualité qui a caractérisé la période autoritaire.

La première étape est la formation. Durant la période initiale du parcours d'un historien, le temps des études ne connaissait pas d'ingérence notable du pouvoir mais la police politique surveillait les étudiantes et les étudiants les plus turbulents, qui pouvaient être emprisonnés. Cependant, il n'y avait pas de restrictions précises pour entrer dans l'enseignement supérieur en raison d'une appartenance politique particulière. Par exemple, Álvaro Cunhal a soutenu sa thèse de licence de droit, alors qu'il avait été emprisonné en 1937 pour participation active au PCP<sup>90</sup> et António Borges Coelho s'est réinscrit en licence d'histoire durant l'année scolaire 1961-1962 alors qu'il était en prison et donnait comme adresse pour recevoir ses cours : « Prison-Hôpital de São João de Deus à Caxias<sup>91</sup> ». Les personnes souhaitant devenir historiennes

---

<sup>87</sup> Voir la définition de « sanction » dans le dictionnaire Larousse, consultée le 3 janvier 2021 : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/sanction/70812>.

<sup>88</sup> Il s'agit d'une référence à la notion d'homme nouveau, si présente dans les régimes totalitaires et autoritaires mais qui au Portugal a eu une place relativement marginale. Pietro Tessadori a par exemple comparé l'écart entre le Portugal et l'Italie sur la question (voir Pietro TESSADORI, *O Homem Novo do fascismo italiano e do Estado Novo português*, sous la direction d'António Costa PINTO et de Goffredo ADINOLFI, soutenue à l'université de Lisbonne (ICS), 2014).

<sup>89</sup> Cette affirmation sera chiffrée avec précision dans le II de ce chapitre.

<sup>90</sup> Voir sa biographie disponible en ligne, consultée le 31 décembre 2020 :

<http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9636>

<sup>91</sup> David SANTOS, (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras* Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, p. 32.

avaient donc la possibilité d'étudier sans subir de pression politique. Le principal obstacle était le coût important des études secondaires et supérieures<sup>92</sup>, qui excluait une partie notable de la population. En effet, les frais d'inscription à l'Université portugaise étaient de 1200 escudos par an en 1973 soit 253 euros actuels<sup>93</sup>. Ajoutant à cela toutes les autres dépenses dont le logement, le montant était rédhibitoire pour un très grand nombre de citoyennes et citoyens.

Réaliser des études supérieures apportait un certain prestige au Portugal. En effet, la formation suivie paraît importante chez les auteurs anonymes de l'*Annuaire des Écrivains* portugais, daté de 1941, qui recensait les études et l'activité de l'ensemble des autrices et auteurs par envoi d'une notice biographique :

« Nous avons voulu mentionner la *spécialité* à laquelle se dédient ceux qui sont, réellement, *spécialisés*. De ce point de vue, il est nécessaire d'éclairer qu'il ne s'agit pas de consigner les *spécialités* dans lesquelles ils ont écrits, mais l'activité *caractéristique* de l'écrivain, dans laquelle celui-ci est *spécialisé*. Quand il n'y a pas de *spécialisation*, il ne faut pas *spécialiser*, évidemment. Tout le monde ne l'a pas compris ainsi. Nous jugeons opportun de notifier le cursus et la profession ou la charge d'écrivain – bien qu'il apparaisse, souvent, un contraste qu'il faut apprécier, entre le cursus, la profession ou la charge et l'*activité intellectuelle*. Pour les formés en Droit ou en Médecine, nous avons mis *avocat* et *médecin*, important peu qu'ils exercent ou non la profession d'avocat ou de médecin. Pour les *ingénieurs*, même chose<sup>94</sup> ».

Dans l'extrait, la difficulté à faire rentrer dans des catégories simples certains auteurs est perceptible et la période de la formation apparaissait donc comme déterminante aux yeux des auteurs de l'annuaire. Leur insistance sur les études témoignait du rôle crucial de la formation dans la carrière des écrivains. Même si une personne ne poursuivait pas dans le domaine de sa formation universitaire, elle restait associée à sa discipline de formation. La spécialisation croissante par les études n'est pas propre au Portugal, comme le montre François Bédarida, pour le cas français, à propos de la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale : « L'apprentissage ne se fait plus sur le tas ou par la simple lecture du "Langlois-Seignobos", il remonte en

---

<sup>92</sup> Des bourses existaient et pour un bon nombre, elles étaient le seul moyen de financer les études.

<sup>93</sup> Le montant de 1200 escudos par année scolaire est fixé dans l'alinéa 3 de l'article 3 du décret-loi n° 418/73. Le nombre en euro de 2020 est obtenu à partir du convertisseur du site Pordata (voir <https://www.pordata.pt/Portugal>, consulté le 4 janvier 2021). Par ailleurs, le montant des frais d'inscription semble n'avoir pas connu de grande altération entre le début des années 1940 et 1973. Le décret-loi n° 31 658 du 21 novembre 1941 a multiplié par quatre les frais d'inscriptions et a fixé le montant de 1200 escudos dans son préambule – ce dernier est une très longue justification de l'augmentation des frais d'inscription de l'enseignement supérieur, les frais d'inscription étant trois fois moins élevés que ceux de l'enseignement secondaire et malgré l'augmentation, les frais restaient bien moindres « que dans l'ensemble des pays ». Le convertisseur en euro n'allant pas plus loin que l'année 1960, je suis dans l'incapacité de dire le montant que cette somme représentait en 1940. Quoi qu'il en soit, du fait de la forte dévaluation de l'escudo durant la guerre coloniale, cette somme devait être bien plus importante : en effet, rien que 1200 escudos en 1960 représentaient 533 euros de 2020 soit le double de la valeur de l'année 1973. Les études ont donc durant une vaste période représenté un coût important. Pour rappel le salaire minimum actuel est de 665 €, pour l'année 2021.

<sup>94</sup> *Anuário dos Escritores*, Porto, Empresa Industrial Gráfico do Pôrto, 1941, p. 5.

amont, il devient un passage obligé du cursus de formation, et le plus tôt possible<sup>95</sup>. » Ainsi, le passage par des études d'histoire était déterminant pour espérer devenir historien, aussi bien en France qu'au Portugal. Par ailleurs, l'absence d'ingérence du pouvoir autoritaire se constatait aussi pour le doctorat. Ce diplôme est resté durant la période autoritaire soumis aux mêmes conditions que pendant la République soit le passage des différentes épreuves puis la soutenance de l'ouvrage publié auparavant<sup>96</sup> devant un jury composé de professeurs. En conséquence, seuls les pairs faisaient autorité pour octroyer le diplôme<sup>97</sup>.

En revanche, comme évoqué précédemment, les choses se sont compliquées pour celles et ceux voulant enseigner. Qu'il s'agisse d'un poste d'assistant pour les titulaires d'une licence, ou d'un poste de niveau supérieur pour les titulaires d'un doctorat, le gouvernement disposait et usait de son pouvoir de sélection. Ainsi, au moment où la formation achevée pouvait aboutir à une carrière d'historien professionnel, le pouvoir, si besoin, a entravé la procédure. Comme le rappelle Miriam Halpern Pereira, il ne s'en est pas privé :

« La subordination politique de l'Université portugaise a conduit à l'exclusion des historiens non intégrés dans le système politique, leur carrière n'ayant aucune continuité sauf parfois accidentelle et ce furent de courts passages de rares jeunes historiens libéraux et socialistes par le corps enseignant universitaire<sup>98</sup> ».

Dès lors, pour celles et ceux interdits d'enseigner, un découplage s'est produit entre la position sociale désirée – devenir un historien professionnel – et la pratique historique. Formés en histoire, voire docteurs dans cette discipline, mais privés d'enseignement, il ne restait plus que l'écriture à ces historiens exclus. Ils étaient des historiens ayant le titre mais non la profession. Certes, une telle situation n'était pas propre au contexte autoritaire. Elle se produisait régulièrement, du fait de la rareté des postes, mais l'inadéquation entre le nombre de candidats et les postes relevait de logiques économiques et scientifiques. Dans la situation autoritaire, le blocage était d'ordre politique. En définitive, des historiens formés et reconnus par la communauté mais critiques du pouvoir, étaient dans l'impossibilité de faire carrière, marquant un retour à la situation des historiens non professionnels du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'exemple de José Tengarrinha permet d'illustrer cette situation. Lorsque je l'ai rencontré, il a résumé l'écart entre ses désirs et sa situation professionnelle ainsi :

---

<sup>95</sup> François BÉDARIDA (dir.), *L'histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995, p. 8.

<sup>96</sup> Et donc qui n'a pas suscité l'attention de la censure.

<sup>97</sup> Si jusqu'ici, je suppose implicitement que les historiens portugais se forment au Portugal, j'évoquerai dans le chapitre 6 la question de la non reconnaissance des doctorats obtenus à l'étranger.

<sup>98</sup> Miriam Halpern PEREIRA, *A História e as Ciências Sociais, Lição de Aposentação*, Lisbonne, ISCTE, 2005, p. 16.

« Je voulais enseigner, évidemment. Quand j'ai été emprisonné puis exclu de l'enseignement, je n'avais plus de choix. J'ai continué à travailler, à rechercher : j'ai passé ma vie à la Bibliothèque nationale et à chercher dans la Torre do Tombo et j'ai alors continué à faire des recherches, à écrire des livres<sup>99</sup> ».

Son exclusion politique de l'enseignement supérieur s'expliquait par son activité militante au sein du PCP qui lui a valu de faire ses études alors qu'il était emprisonné. Si le goût pour l'histoire était présent, il était impossible pour lui d'en faire sa profession. Dans une interview donnée au *Diário Popular*, il avait déjà précisé la dualité de sa situation professionnelle. Le journaliste décrivait la situation professionnelle de José Tengarrinha avant de lui poser des questions :

« Présentement, et déjà depuis quelques années, José Tengarrinha dirige le département des relations publiques de l'une des plus importantes agences portugaises de publicité. Malgré cette fonction, il se considère essentiellement comme un historien, bien qu'il ne puisse dédier à cette activité cent pour cent de son temps. [...] [Question du journaliste] Vous vivez exclusivement de votre profession d'écrivain ou bien celle-ci constitue une seconde profession ? Quelles seraient les raisons et les inconvénients – si vous en rencontrez – de cette situation ? Quelles sont les solutions pour les résoudre ? [Réponse de José Tengarrinha] [...] Nos écrivains doivent chercher leur subsistance dans d'autres activités qui épuisent et prennent la majeure partie de leur temps. Ce n'est qu'au coût de nombreux sacrifices (profitant des heures destinées au repos, et surtout, les fins de semaine) qu'il est possible d'écrire, étudier, chercher. À partir de là, l'œuvre qui résulte – tant de fois fragmentaire, dispersée, pressée – est très en deçà des réelles possibilités de nos écrivains. Concernant l'Histoire, les conséquences sont encore plus graves que pour les auteurs de fiction, car il est, de fait, impossible – en raison de l'incompatibilité des horaires – de mener ses recherches dans les archives et les bibliothèques. Il serait même, prétentieux, dans ces conditions, de parler de semi-professionnalisme, quand en vérité le régime est celui de l'amateurisme. Comme pourrai-je me considérer professionnellement comme écrivain quand c'est en dehors de l'activité littéraire que j'occupe la plus grande partie de mon temps et que j'assure la base économique de ma vie<sup>100</sup> ? » [9 octobre 1969]

Dans l'extrait, le décalage est grand entre le désir d'être considéré comme un historien, de se revendiquer comme tel et le fait de se consacrer entièrement à cette activité. Ce que sous-entendait José Tengarrinha, c'est qu'il ne pouvait pas, pour des raisons politiques, être un professionnel de l'histoire. En conséquence, cette privation fragilisait sa pratique historique. L'amateurisme des historiens du XIX<sup>e</sup> siècle revient même dans ses propos. Il s'agissait d'un retour forcé, contrarié, à une situation antérieure en raison de motivations politiques.

La situation conduit à redéfinir ce qu'impliquait être historien ou plutôt à en proposer une double définition. Pour les historiens qui ne s'opposaient pas au régime autoritaire, l'histoire restait la discipline que la République avait institutionnalisée et seule la question du nombre de postes disponibles modulait leur professionnalisation. En revanche, pour celles et

---

<sup>99</sup> Entretien avec José Tengarrinha, p. 5.

<sup>100</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3652, NT : 7287, feuille 280.

ceux qui refusaient ou contestaient le pouvoir autoritaire, être historien signifiait avoir suivi une formation d'historien mais aussi écrire de l'histoire, tout en étant dans l'impossibilité d'obtenir un poste à l'université pour les plus engagés politiquement<sup>101</sup>. Ils étaient donc des historiens réduits au plus petit des dénominateurs communs, l'écriture de l'histoire.

L'ingérence gouvernementale avait donc des conséquences perceptibles à l'échelle de la carrière individuelle mais également à l'échelle de la communauté historique. L'action du pouvoir brisait de futures carrières tout en amputant la profession d'une partie de ses potentiels membres. L'unité de la profession se trouvait ainsi brisée par l'ingérence étatique. Il n'était alors pas possible, dans le cas portugais, de considérer la communauté comme un ensemble homogène avec des normes partagées par l'ensemble de ses membres comme le fait Antoine Prost :

« Ce groupe [des historiens], lui-même diversifié, comprend essentiellement des professeurs et des chercheurs. Il est uni par une formation commune, un réseau d'associations et de revues, et la conscience nette de l'importance de l'histoire. Ce groupe partage des critères de jugement sur la production historique, sur ce qu'est un bon ou un mauvais livre d'histoire, sur ce qu'un historien doit faire ou ne pas faire. Il est uni par des normes communes, en dépit de prévisibles clivages internes. Bref, nous sommes en présence d'une profession, ou pourrait presque dire d'une corporation, tant les références au métier, à l'atelier, à l'établi circulent à l'intérieur du groupe<sup>102</sup>. »

En reprenant les différents critères énoncés par Antoine Prost, l'écriture de l'histoire et la formation impliquant l'intégration des pratiques ou normes communes étaient bien les dénominateurs communs d'une grande partie des historiens portugais de la période entre 1935 et 1974<sup>103</sup>. Il n'est en revanche pas possible de parler d'un groupe lié par un métier dans la mesure où une partie en était privée. Pourtant, dans la pratique, du fait de la formation en histoire partagée, il y avait bien l'acquisition des rudiments du métier soulignée par Jean Boutier et Dominique Julia : « Il n'y a pas d'histoire sans application rigoureuse des règles d'un métier. Ce rappel insistant – dont la compréhension n'est pas immédiate, car elle renvoie aussi bien à des principes formalisés qu'au non-dit de savoir-faire acquis sur le tas ou dans le travail d'« atelier »<sup>104</sup>. » En effet, l'essentiel des personnes ayant achevé une licence d'histoire avaient suivi les cours

---

<sup>101</sup> Je montrerai dans le I)1) du chapitre 7 que plus de la moitié des historiens en opposition ont enseigné dans l'enseignement supérieur. Ils sont chaque fois des historiens déjà en poste ou bien qui n'étaient pas des membres du PCP et donc plutôt proches de tendances socialiste ou républicaine.

<sup>102</sup> Antoine PROST, *Douze leçons d'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p. 33.

<sup>103</sup> Même si, je le montrerai dans le II), la proportion d'historiens ayant suivi des études d'histoire n'est pas si forte.

<sup>104</sup> Jean BOUTIER, Dominique JULIA (dir.), *Passés recomposés, Champs et chantiers de l'Histoire*, Paris, Autrement, 1995, p. 32.

théoriques et soutenu une thèse de licence devant un jury. Ils avaient donc déjà fait leurs preuves en produisant un travail historiographique.

En conséquence, le fonctionnement de la communauté historienne a été altéré. L'intervention du pouvoir minorait le poids de la reconnaissance par cooptation qui résultait du jugement des pairs. Le travail d'un jury pouvait être compromis par une application du décret-loi n° 25 317. Pire, ce travail pouvait être orienté car les professeurs membres des jurys avaient bien intégré la dimension politique fixée par le pouvoir. Les enseignants en poste pouvaient donc procéder eux-mêmes à une sorte de sélection des candidats compatibles avec les attentes du pouvoir. Comme le rappelle, Cristina Sizifredo et Fernando Rosas : « [les scientifiques] ont déjà été “naturellement sélectionnés” par les très restrictifs mécanismes d'entrée dans l'enseignement<sup>105</sup>. » De fait, le conservatisme du corps enseignant, déjà relevé<sup>106</sup>, aboutissait à une sympathie politique vis-à-vis du régime autoritaire. Sans en faire des courroies de transmission de la pensée autoritaire, la concordance politique des impétrants pouvait entrer en compte dans leur jugement. Dans l'entretien que j'ai eu avec Joaquim Romero Magalhães, au détour d'une anecdote au sujet de Salvador Dias Arnaut, professeur à l'université de Coimbra, l'entre-soi cultivé par les professeurs est perceptible. Alors que Joaquim Romero Magalhães évoque le choix de l'historien Vitorino Magalhães Godinho comme directeur de thèse officieux, il se rappelle :

« [Salvador Dias Arnaut] promenait son chien et passait son temps à raconter des histoires invraisemblables : comment étaient les cheveux de Inês de Castro, des choses du genre. Mais c'était une très bonne personne et je lui ai dit “je vous préviens que je vais faire la thèse avec Magalhães Godinho” et il m'a répondu “faites, faites, profitez-en !”. Cela s'est passé comme ça. J'étais un bon élève mais je n'étais pas un excellent élève. Il savait très bien que je n'allais pas être engagé comme enseignant à l'université, c'est pour cela que cela ne le préoccupait pas trop<sup>107</sup>. »

Ainsi, il est clair que si Salvador Dias Arnaut voulait que Joaquim Romero Magalhães poursuivît dans la carrière universitaire, il était inenvisageable qu'il fût dirigé, même en sous-main, par un historien démis deux fois de ses fonctions pour des raisons politiques. C'était une liberté accordée à Joaquim Romero Magalhães, dans la mesure où elle n'aurait aucune conséquence dans son parcours professionnel. Mais le transfert d'autorité sur les pairs ne correspondait pas pour autant à une application du principe de subsidiarité au bénéfice des professeurs. Le régime

---

<sup>105</sup> Fernando ROSAS, Cristina SIZIFREDO, *Estado Novo e Universidade, A perseguição aos professores*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, p. 42.

<sup>106</sup> Voir le II)2) du chapitre 1.

<sup>107</sup> Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, pages 3 et 4.

conservait le dernier mot. En conséquence, l'interférence politique aboutissait à ce que la légitimité se déplace des pairs vers le pouvoir.

Pourtant, ce transfert de légitimité est-il total, ou bien la communauté des pairs est-elle encore pour partie détentrice du pouvoir de consécration ? La légitimité appliquée au milieu scientifique, est définie par Marion Lemoine-Schonne et Matthieu Leprince de la sorte :

« La légitimité renvoie, quant à elle, au sentiment d'être conforme à ce qui est dicté ou considéré comme justifié par ledit milieu professionnel académique ou scientifique, au sentiment d'être reconnu comme appartenant de manière authentique à ce milieu ou à ce métier<sup>108</sup>. »

Il faut se demander, en suivant cette définition, si les personnes exclues par le pouvoir étaient déconsidérées par celles et ceux qui avaient un poste universitaire. Or, si une partie des historiens n'étaient plus légitimes aux yeux du pouvoir, ils pouvaient être considérés comme légitimes par le groupe scientifique du fait de la qualité de leurs travaux. Des tensions entre les inclus et les exclus de l'Université ont pu exister<sup>109</sup>. Mais il y avait aussi régulièrement une estime sincère vis-à-vis d'anciens élèves ou camarades de promotion. En outre, les invitations à ce que des historiens opposants au régime autoritaire participent à des œuvres collectives, comme dans l'*Histoire du Portugal* dirigée par Damião Peres<sup>110</sup>, étaient le signe de la reconnaissance de la légitimité scientifique des historiens exclus.

\*

\* \*

Définir l'historien par les attributs qui le caractérisaient durant le régime autoritaire nous a conduit à retracer la chronologie de sa professionnalisation au sein de l'enseignement supérieur portugais. Alors que l'histoire n'était pas une science à part entière au sein de l'Université, la réforme républicaine de 1911 a jeté les bases d'une nouvelle ère pour l'historien portugais. La condition de l'historien est passée de l'amateur qui écrivait de l'histoire durant son temps libre au tout début du XX<sup>e</sup> siècle, à celle d'un historien professionnel. Une formation en histoire puis l'obtention éventuelle d'un poste dans l'une des facultés de lettres du pays étaient des

---

<sup>108</sup> Marion LEMOINE-SCHONNE, Matthieu LEPRINCE (dir.), *Être un chercheur reconnu ? Jugement des pairs, regard des publics, estime des proches*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 14 et 15.

<sup>109</sup> Nous le verrons dans le III)2) de ce chapitre.

<sup>110</sup> Qui est analysé dans le I)2) du chapitre 5.

critères pour devenir historien. L'association de l'historien à l'universitaire s'établissait, progressivement.

Le régime autoritaire n'est pas revenu sur la dynamique créée par le régime républicain : la professionnalisation de l'histoire s'est poursuivie. En revanche, le pouvoir s'est immiscé dans la désignation des candidats. Il s'est ajouté au jugement des pairs et a eu le dernier mot. Aux critères scientifiques, il fallait ajouter l'acceptation de la situation politique par les candidats afin de devenir un historien titulaire d'un poste. Les opposants n'avaient pas droit de cité sur les estrades ou alors au prix d'un silence de rigueur, sinon leur carrière pouvait être bloquée par le pouvoir. Formés en historien, une partie des opposants ne pouvaient pas en faire leur métier et devaient se contenter d'écrire de l'histoire. La situation devenait dès lors duale, entre professionnalisation par acceptation de la situation politique et éviction de l'enseignement pour les plus engagés.

Il est donc difficile de donner une définition stable de l'historien exerçant durant le régime autoritaire. En plus de la professionnalisation de l'histoire en cours, notamment pour les historiens les plus âgés, le critère politique devait aussi entrer en ligne de compte. Malgré tout, il semble nécessaire de tenter de caractériser le groupe des personnes considérées comme des historiennes et historiens afin de saisir les éléments unissant la communauté historique.



## II) Chercher l'unité de la communauté historique. Proposition de prosopographie d'un groupe social en création

La prosopographie, ou biographie collective, est définie par Lawrence Stone comme « la recherche de caractéristiques communes d'un groupe d'acteurs en histoire au moyen d'une étude collective de leur vie<sup>111</sup> ». D'abord utilisée en histoire ancienne et médiévale, elle s'est ensuite épanouie en histoire moderne et contemporaine à partir des années 1960, malgré l'épineuse question de la surabondance des sources par comparaison avec les périodes plus anciennes. De plus, il faut « s'accommoder du fait que des informations très (trop) abondantes sont disponibles sur certains de ces membres, parfois jusqu'à des biographies sous forme de livres, quand pour d'autres, on connaît à peine leur nom<sup>112</sup> ». Les écarts d'informations entre les actrices et acteurs doivent donc être dépassés afin de faire émerger des éléments en commun. La prosopographie, qui suppose la définition de critères particuliers, est guidée par la question fondamentale de « l'équation initiale : combien d'individus croisés à combien de variables pour obtenir quelles conclusions nouvelles<sup>113</sup> ? » Il faut admettre que les questions deviennent parfois des doutes saisissant toute personne qui entreprend l'étude prosopographique d'un groupe déterminé. L'objectif des lignes qui suivent est de justifier les catégories d'analyse choisies, qui ne saurait masquer la part d'arbitraire inhérente à tout classement.

D'autant que, disons-le d'emblée, cette partie est un artefact méthodologique, nécessaire cependant pour analyser la communauté historique. Comme nous l'avons vu précédemment, la quête de ce qui permet de penser les historiens comme un groupe partageant des normes communes se heurte d'une part à l'écart de situation entre les historiens plus âgés et les plus jeunes, alors que la professionnalisation de l'histoire était en cours, d'autre part à l'action coercitive du pouvoir autoritaire, brisant l'unité et la cohérence du groupe. En première analyse, celui-ci ne s'apparente pas à une communauté de métier, fondée sur le partage régulier de pratiques et de normes, tant semblent l'emporter en son sein les facteurs de division. Toutefois, il me semble important d'essayer d'aborder ces 186 historiennes et historiens comme un seul groupe cohérent ayant travaillé durant la période autoritaire, faisant fi de la division politique

---

<sup>111</sup> La définition provient de son article paru en 1971 (Lawrence STONE, « Prosopography », dans *Daedalus*, vol. 100, 1971, n° 1, pp.46-79) ; la traduction est celle présente dans l'ouvrage de Christophe Charle (Christophe CHARLE, *Homo Historicus. Réflexions sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 94).

<sup>112</sup> Claire LEMERCIER, Emmanuelle PICARD, « Quelle approche prosopographique ? », dans Laurent ROLLET, Philippe NABONNAUD (dir.), *Les uns et les autres : biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2012, pp. 605-630.

<sup>113</sup> Christophe CHARLE, *op. cit.*, page 102.

qui fera l'objet de la troisième partie de ce chapitre, afin de mettre en évidence les éléments unifiant le groupe.

Pour éclairer le propos, un tableau des historiens sur la période étudiée est proposé en annexe<sup>114</sup>. L'essentiel des diagrammes présents au cours de la partie se fondent sur les données biographiques résumées dans ce tableau. Il est nécessaire d'insister sur les nombreuses difficultés rencontrées dans sa construction et sur ses limites. Les données biographiques sont issues de deux supports très différents : un dictionnaire et des productions universitaires. Le premier est le *Dictionnaire des historiens portugais* (DHP) dirigé par Sérgio Campos Matos<sup>115</sup>. Collaboratif, en langue portugaise – et encore en cours de réalisation, le projet mêle des entrées biographiques des historiens depuis la création de l'Académie royale des sciences en 1779 – qui devient par la suite l'Académie des sciences de Lisbonne<sup>116</sup> – jusqu'à la fin de l'*Estado Novo* ; des entrées thématiques ; une section décrivant les différentes institutions scientifiques portugaises ; enfin, une dernière s'intéressant aux historiens étrangers qui ont écrit sur le Portugal.

Miriam Halpern Pereira a critiqué cette ambitieuse entreprise en pointant l'exclusion des historiens de la période médiévale dont le père fondateur de l'historiographie portugaise au début du XV<sup>e</sup> siècle Fernão Lopes, ceux de la période moderne mais aussi des historiennes et historiens ayant commencé leur carrière à la fin du régime autoritaire, dont, entre autres, l'auteur de la critique<sup>117</sup>. Tout en reconnaissant un certain nombre d'oublis, Sérgio Campos Matos a répondu qu'une entreprise d'une telle dimension n'avait pas la prétention d'être exhaustive et qu'un nécessaire travail de sélection avait été opéré<sup>118</sup>.

Le DHP, auquel j'ai par ailleurs contribué<sup>119</sup>, est une formidable mine d'informations et constitue, de fait, la principale référence disponible pour des récentes notices biographiques sur les historiens portugais. En outre, il a facilité grandement le travail de sélection des personnes qui pouvaient ou non figurer dans la liste des historiens. Il m'a notamment été très utile pour tous les noms d'historiens qui n'ont pas enseigné dans une des universités portugaises. Nous l'avons vu, les personnes privées de l'enseignement dans le supérieur ne se limitaient pas aux

---

<sup>114</sup> Voir « tableau des historiennes et historiens ».

<sup>115</sup> Le *Dicionário de Historiadores Portugueses* est disponible en ligne uniquement pour le moment – même si une version papier est prévue – sur le site suivant : <http://dichp.bnportugal.pt/projecto.htm>

<sup>116</sup> Cette institution sera abordée dans le III)2) du chapitre 4.

<sup>117</sup> Voir la recension de Miriam Halpern PEREIRA, « Dicionário de Historiadores Portugueses – Da Academia Real das Ciências até ao final do Estado Novo », dans *Ler História*, Lisbonne, n° 62, 2012, pp. 193-197.

<sup>118</sup> Tout en réaffirmant la cohérence de la rupture du 25 avril 1974 comme tournant de l'historiographie portugaise, Sérgio Campos Matos a ajouté : « plus on approfondira la recherche qui est déjà en train de se faire dans les publications périodiques qui composent la liste du DHP, plus il y aura des noms absents ». Sérgio Campos MATOS, « Sobre o Dicionário de Historiadores Portugueses – Da Academia Real das Ciências até ao final do Estado Novo (1779-1974) » dans *Ler História*, Lisbonne, n° 63, 2012, pp. 207-212.

<sup>119</sup> Les entrées de Flausino Torres, Alexandre Lobato et Augusto Costa Dias sont en ligne.

opposants car les premiers historiens de la période étudiée n'étaient pas des universitaires<sup>120</sup>. Le tableau a été élaboré en grande partie durant l'été 2017. Dans la colonne « page active du DHP en septembre 2017 », je n'ai pas intégré les notices qui ont été depuis écrites ni les noms qui ont été ajoutés. Il m'a semblé qu'elle donnait à voir un instantané du DHP en cours d'élaboration, permettant en outre de repérer quels historiens ont suscité le plus d'engouement.

Afin de tendre vers l'exhaustivité, il s'est agi de compléter ensuite les données compilées par le DHP par la consultation de l'ensemble des publications liées aux universités portugaises. Citons en premier lieu les *Annuaire*s des universités : chacune d'elles en a produit, au rythme de parution parfois irrégulier<sup>121</sup>, où sont recensés le nombre d'étudiantes et étudiants ainsi que l'essentiel de l'activité universitaire. Plus intéressant pour nous, le nom des personnes qui ont enseigné dans la section histoire y est mentionné. J'ai donc cherché dans ces publications les noms des personnes recrutées en tant qu'assistantes ou assistants dans les trois universités portugaises, excluant de fait les monitrices et moniteurs de cours. En effet, ce grade est apparu à la fin de la période, notamment à l'université de Porto, et il m'est apparu trop marginal.

Je me suis aussi appuyé sur les résultats de programmes de recherche consacrés aux universitaires portugais dans le cadre des centenaires des universités de Lisbonne et Porto, disponibles en ligne. Il faut distinguer le projet de la mémoire de l'université de Porto<sup>122</sup> et celui de l'université de Lisbonne, *Memória*<sup>123</sup>. Les universités créées dans l'Empire, notamment celles d'Angola et du Mozambique, sont incluses dans le tableau, mais je dois concéder n'être pas certain d'être parvenu à l'exhaustivité, n'ayant pas identifié de publications liées aux institutions impériales pouvant m'orienter. En effet, les sites des universités ne sont pas toujours très complets et la possibilité d'accéder aux archives a été compliquée par l'éloignement géographique. Enfin, sont exclues des données toutes les structures universitaires en gestation à la toute fin de la période autoritaire<sup>124</sup>.

Le croisement de l'ensemble des informations aboutit à un tableau réunissant au total 186 historiennes et historiens. Les 186 scientifiques ont donc exercé la profession d'historien ou ont été considérés comme des historiens par leurs pairs, aussi bien leurs contemporains que

---

<sup>120</sup> Voir le I) de ce chapitre.

<sup>121</sup> Par exemple, les annuaires de l'Université de Coimbra n'ont pas toujours été publiés. Sont manquantes les années entre 1928 et 1937, 1943 et 1947 ainsi qu'entre 1967 et 1971.

<sup>122</sup> [https://sigarra.up.pt/up/pt/web\\_base.gera\\_pagina?p\\_pagina=1024015](https://sigarra.up.pt/up/pt/web_base.gera_pagina?p_pagina=1024015), consulté le 13 décembre 2020.

<sup>123</sup> [http://memoria.ul.pt/index.php/Faculdade\\_de\\_Letras\\_da\\_Universidade\\_de\\_Lisboa](http://memoria.ul.pt/index.php/Faculdade_de_Letras_da_Universidade_de_Lisboa), consulté le 13 décembre 2020.

<sup>124</sup> Les études supérieures d'Évora ont existé entre 1964 à 1974 mais il n'y a pas eu de cours d'histoire avant 1979 ; l'ISCTE n'a vu débiter les cours d'histoire contemporaine qu'en 1975 ; l'université nouvelle de Lisbonne a accueilli ses premiers étudiants seulement en 1977, l'université du Minho en 1975 ; enfin, l'université d'Aveiro a été consacrée surtout à des domaines innovants et n'a pas proposé de cours d'histoire.

d'autres historiens rétrospectivement. Le regard porté par les pairs a été choisi comme critère d'appartenance à la catégorie « historien », plutôt que le passage par une formation spécifique. La formation en histoire ou bien l'exercice dans une université ne m'ont pas paru suffisants car en conditionnant la collecte de données selon ces critères, les plus anciennes générations seraient éclipsées. La profession d'historien était encore trop peu stabilisée et changeante pour se limiter à ce fait. En effet, nous le verrons, si l'activité professionnelle se rattachait toujours plus à une chaire universitaire, elle n'a pas été la seule exercée, et les études ont été variées et non limitées au cursus d'histoire. Sont inclus les historiens morts après 1926 même s'ils n'étaient plus en activité professionnelle ; sont exclus, à l'inverse, les historiennes et historiens nés après 1944, qui avaient donc moins de trente ans lorsque se produit le 25 avril 1974. Cet âge me semble constituer un seuil pertinent comme repère du début effectif de la carrière quand on s'intéresse à des scientifiques. Il est celui d'une maturation intellectuelle et d'un âge où les publications se multiplient. Les génies précoces existent, mais ils sont des exceptions qui confirment la règle. De surcroît, j'ai bien conscience du caractère factice de la limite choisie, mais classer revient à faire des choix.

Les limites au tableau des historiens sont nombreuses. La première et non des moindres tient au fait que certaines données sont manquantes. Il a parfois été complexe de trouver des informations à propos d'historiens tombés dans l'oubli ou dont les notices biographiques sont trop vagues. Cependant, les quelques écarts, voire les erreurs, n'altèrent pas sensiblement les résultats obtenus. Lorsque les données recueillies m'ont paru manquer de fiabilité, j'ai parfois opté pour la constitution de catégories spécifiques ; *a minima*, j'ai renseigné le mode d'acquisition de ces données. J'ai aussi décidé de ne pas inclure toutes les personnes ayant intégré l'Académie Portugaise d'Histoire (APH), qui sera étudiée dans le chapitre 4<sup>125</sup>.

Alors que le tableau accompagne la professionnalisation progressive de l'histoire et l'identification d'une partie des historiens à l'occupation d'un poste à l'université, de nombreux cas limites peuvent apparaître, qui révèlent combien il est difficile de saisir exactement qui entre dans la catégorie des historiens durant la période autoritaire. Est-ce qu'être désigné par ses pairs suffisait ? Est-ce que c'est le souvenir qu'une personne a laissé dans le milieu culturel, voire national ? Je donnerai quatre exemples de cas limites. Je me suis interrogé sur le cas de José Hermano Saraiva : ancré dans la mémoire populaire du fait de ses émissions d'histoire des années 1980, il a été identifié par l'essentiel des Portugaises et Portugais de cette décennie

---

<sup>125</sup> Certaines nominations semblent en effet avoir été orientées par d'autres intérêts que ceux liés à la discipline historique. Très proche du pouvoir autoritaire, l'APH ne comptait pas seulement des historiens mais aussi des juristes et d'autres scientifiques de disciplines variées. J'en ai donc écarté un certain nombre.

comme un historien. Or, il est absent de la liste du DHP, bien qu'il ait suivi des études d'histoire-philosophie. Mais il a exercé le métier d'avocat puis a été ministre de l'Éducation nationale, restant éloigné de l'Université portugaise. Comme ses travaux en histoire se sont surtout multipliés durant les années 1970, j'ai fait le choix de ne pas l'inclure.

Le cas de José Idalino da Costa Brochado est une parfaite illustration des difficultés évoquées précédemment<sup>126</sup>. Malgré des ouvrages sur les « Découvertes<sup>127</sup> » et une production historiographique certaine, Luís Reis Torgal tranche :

« Par ailleurs, sa réputation officielle d'«historien» ne le crédite pas, à la lumière de nos concepts, d'être un «intellectuel», ni même un... historien. En vérité, on ne peut pas dire, au regard de ses œuvres, que Brochado puisse être considéré comme un scientifique d'histoire. Malgré l'appareil érudit qu'il prétend donner à certaines de ses œuvres, elles sont surtout guidées par des concepts idéologiques parfaitement clairs et cohérents. Pour cela, nous entendons que Costa Brochado, fut surtout, ce que nous avons appelé un «historiographe» au service du régime, de Salazar et de l'*Estado Novo*, même si son œuvre ne correspond pas directement à l'époque contemporaine au dictateur, mais se focalise plutôt sur les figures emblématiques de l'histoire du Portugal médiéval et moderne dont entend tirer profit le régime<sup>128</sup>. »

Considéré comme un historien durant le régime autoritaire, il ne l'est plus une fois que la démocratie s'est installée. Le regard rétrospectif des plus jeunes historiens a élagué des noms, en fonction de critères scientifiques et non plus par affinité politique. L'influence du jugement de pairs non contemporains et de la déconsidération de la valeur scientifique de certaines productions plus anciennes peut être déterminante. La légitimité à être désigné comme historien varie donc en fonction des périodes et des critères. J'ai malgré tout décidé de l'inclure dans le tableau, considérant qu'avoir été considéré comme un historien durant le régime autoritaire était un élément suffisant et aussi révélateur du regard du régime sur la fonction sociale de l'historien.

Sacuntala de Miranda présente encore un cas différent. Cette femme avait un profil d'opposante et a terminé sa thèse de licence d'histoire au Portugal mais, interdite d'enseigner dans le supérieur, elle a donné cours au Colégio Moderno, c'est-à-dire dans le secondaire, puis s'est exilée<sup>129</sup>. Elle n'est revenue au Portugal qu'après 1974, comme beaucoup d'opposants. Cependant, ses travaux d'histoire se sont multipliés après la révolution des Œillets. J'ai donc fait le choix de ne pas l'inclure. À l'inverse, des historiens figurant dans le DHP ne sont parfois

---

<sup>126</sup> Une biographie, issue d'une maîtrise dirigée par Luís Reis Torgal en 2001, est parue (voir João Tiago SOUSA, *Costa Brochado : um intelectual orgânico do Regime Salazarista*, Coimbra, Mar de Palavra, 2004).

<sup>127</sup> J'évoque dans l'introduction du chapitre 5 le débat autour de l'utilisation de ce terme, que je préfère employer avec des guillemets.

<sup>128</sup> Luís Reis TORGAL, « "A bem da Nação", Costa Brochado "político funcional" e "historiográfico" ao serviço do regime de Salazar », dans *Cultura*, vol. 22, 2006, pp. 87-113.

<sup>129</sup> Voir la biographie écrite par Miriam Halpern PEREIRA, « Historiadora e militante política », dans *Arquipélago História*, 2<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> XIII, 2009, pp. 11-17.

pas considérés par d'autres comme des historiens. C'est le cas de Sílvio Lima<sup>130</sup>, décrit par Fernando Catroga non pas comme « un historien mais [comme] un philosophe de penchant essayiste<sup>131</sup> ». Face à cette fluctuation des critères selon les points de vue, mais aussi du fait de l'évolution des critères d'appartenance à la discipline au cours de la période, ceux retenus pourraient être interrogés. Cependant j'en assume la sélection, d'autant que les cas limites permettent d'insister sur la plasticité de la définition de l'historien, notamment dans une période d'institutionnalisation de la discipline.

Face à l'ampleur chronologique et en reprenant la notion de génération définie en introduction, la mise en évidence de cinq générations historiennes permet de mieux rendre compte des différentes évolutions traversées par ce groupe. À la suite de l'étude par génération, il semble nécessaire d'envisager la communauté historique dans son ensemble afin de restituer les principales caractéristiques de la condition historique durant le régime autoritaire.

## 1) Un siècle de parcours historiques au fil du temps autoritaire : des effets de génération ?

Avec des dates de naissance comprises entre 1846 et 1944, quatre-vingt-dix-neuf années écoulées séparent les deux extrêmes du groupe formé par les 186 historiens en activité durant le régime autoritaire portugais. Pour essayer de rendre compte des trajectoires des historiens actifs durant la dictature, le prisme générationnel permet de distinguer les traits communs et les écarts qui traversent ce groupe social. En se focalisant sur les moments clés des carrières historiques, de la formation à l'exercice de la fonction enseignante, il s'agit ici de souligner l'affinement progressif des contours de ce qui devient une profession.

J'ai choisi de mettre en évidence cinq générations. Le découpage générationnel pourrait sembler arbitraire, comme le sont par ailleurs tous les découpages. Ainsi, comme le souligne Jacques Le Goff dans son ouvrage sur la question des divisions devenues classiques de l'histoire – pour renforcer son approche d'un long Moyen Âge –, « le découpage du temps est nécessaire à l'histoire<sup>132</sup> ». En nous appuyant sur l'acte fondateur de l'écriture de l'histoire qu'est la restitution du passé en diverses scissions et afin d'essayer de réduire la part d'incertitude du choix

---

<sup>130</sup> Paulo Archer de CARVALHO, « Sílvio Lima », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>131</sup> Fernando, CATROGA, « A historiologia de Sílvio Lima », dans *Estudos em homenagem a João Francisco Marques*, Porto, Faculdade de Letras da Universidade do Porto, 2001, pp. 333-348.

<sup>132</sup> Jacques LE GOFF, *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?*, Paris, Le Seuil, 2014, p. 12.

de la périodicité, il faut se demande quelle est la bonne métrique à adopter pour singulariser une génération : trente ans ? Vingt ans ? Dix ans ? Un an<sup>133</sup> ?

La durée de trente ans pourrait être proposée, comme l'a suggéré Lucien Febvre<sup>134</sup>. En effet, après l'avoir plutôt discréditée, Lucien Febvre voyait comme seule acceptation de la notion de génération celle de trois décennies par siècle, avec « une moyenne d'influences s'exerçant sur une moyenne d'individus ». On pourrait aussi proposer une vingtaine ou bien une dizaine d'années. Le livre *Génération historiques*, publié sous la direction de Yann Potin et Jean-François Sirinelli, illustre même à cet égard un double choix : quinze ans par génération jusqu'aux années 1850 puis dix ans pour les générations suivantes. Les auteurs ont justifié leur démarche comme « un relevé stratigraphique des générations historiques [...] selon des cohortes à intervalles réguliers de naissance », même s'ils ont bien conscience qu'il s'agit tout autant « d'éprouver la pertinence de la catégorie que l'impertinence de la démarche vis-à-vis d'autres formes de caractérisations englobantes<sup>135</sup> ». Sans vouloir tomber dans un écueil purement statistique à la métrique régulière comme c'est le cas de *Génération historiques*, j'ai choisi une solution à mi-chemin entre Lucien Febvre et ce dernier livre en prenant une période approchant de vingt ans avec quelques irrégularités pour la dernière car le 25 avril 1974 est la borne finale de l'étude.

La date qui a servi de césure majeure pour le découpage générationnel est celle de 1893. En effet, dix-huit ans plus tard, les quelques étudiantes et étudiants sont rentrés dans une Université bouleversée par la réforme républicaine et ils ont pu suivre un cursus d'histoire au sein des facultés de lettres nouvellement créées<sup>136</sup>. Elle aurait pu être avancée de quelques années car tous les historiens n'ont pas commencé leur cursus à dix-huit ans. Toutefois, j'ai préféré conserver cet âge comme rupture. C'est le triomphe des bons élèves, j'en ai bien conscience. Les autres découpages générationnels ont suivi ensuite. Comme mentionné en introduction de chapitre, les événements sont fondateurs pour comprendre les effets de génération. Par ailleurs,

---

<sup>133</sup> Je me permets de faire un clin d'œil ici au découpage générationnel fait par mes élèves de lycée, réduit à l'année civile. En effet, je les entends souvent parler des autres niveaux ou bien de leurs camarades en faisant référence à l'année : « lui c'est un 2001, il faut qu'il fasse gaffe pour son bac » m'a dit un jour un élève à propos d'un autre qui avait redoublé. Une autre fois, un élève constatait : « la génération 2003, on est maudit ! ». En effet, c'est celle qui a connu la réforme du collège de 2016, le nouveau bac entré en vigueur en 2019 puis la crise sanitaire. Enfin, le grand classique de la mise en garde des élèves qui en fin d'année jouent les grands sages alors qu'ils ou elles ont été odieuses toute l'année : « vous allez voir les 2003, c'est des fous ! ». Il est surprenant de voir à quel point l'année de naissance à ce jeune âge est un facteur déterminant et complètement intériorisé.

<sup>134</sup> Lucien FEBVRE, « Génération », dans *Bulletin du Centre International de Synthèse. Section de synthèse historique*, 7 juin 1929, tome XXI, n°139-141, p. 37-43.

<sup>135</sup> Yann POTIN, Jean-François SIRINELLI, (dir.), *Génération historiques, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2019, p. 13.

<sup>136</sup> Voir le I) du chapitre 1.

j'insisterai sur les événements marquants de chaque génération, qu'ils soient de portée politique ou bien d'un autre ordre. Il est donc possible de faire émerger cinq générations : la première réunit les personnes nées entre 1846 et 1869 ; la seconde entre 1870 et 1892 ; la troisième regroupe ceux nés entre 1893 et 1909 ; une quatrième entre 1910 et 1929 et la cinquième pour celles et ceux nés entre 1930 et 1944. Ce sont donc 24, puis 23, puis 17, puis 20 et enfin 15 années qui distinguent les générations du groupe des historiens durant le régime autoritaire.

La première génération réunit les historiens nés entre 1846 et 1869. Je l'appellerai la génération de la Monarchie. Elle réunit 30 historiens, tous des hommes, signe que les femmes étaient exclues de la pratique historique et plus généralement de l'accès à l'enseignement supérieur<sup>137</sup>. Le groupe doit être distingué par son âge avancé quand interviennent deux ruptures majeures. Ainsi, ils avaient entre 42 et 65 ans lorsqu'est entrée en vigueur la réforme universitaire républicaine de 1911, puis entre 57 et 80 ans quand a eu lieu le coup d'État du 28 mai 1926. Lors de ce dernier événement, certains ont déjà atteint l'âge de la retraite, variant au Portugal entre 65 et 70 ans selon les secteurs d'activité<sup>138</sup>. Pour les personnes en activité dans l'enseignement supérieur, l'âge de la retraite était atteint le jour des 70 ans. Par ailleurs, jusqu'à la chute de la dictature, cet âge a marqué la fin de carrière d'un professeur de l'enseignement supérieur. Bien qu'appartenant à la deuxième génération historique, Damião Peres né le 8 juillet 1889, en fournit une illustration : dans son dossier personnel de l'université de Coimbra, sur la page de garde qui retrace les différentes étapes de sa carrière, la date de sa retraite indiquée est le 8 juillet 1959<sup>139</sup>. Mais pour beaucoup d'historiens, cet âge avancé n'était pas nécessairement le signe d'une inactivité. Par exemple, le plus âgé du groupe historique, Adriano Antero de Sousa Pinto, passé à la postérité sous le nom d'Adriano Antero, a publié un an avant sa mort un livre, *Erros judiciários* (« Les erreurs judiciaires »), à l'âge de 87 ans. La poursuite de l'activité de recherche et de publication explique par ailleurs pourquoi je n'ai pas limité le groupe aux personnes encore en activité professionnelle au commencement du régime autoritaire.

---

<sup>137</sup> Développant un point sur les historiennes dans la deuxième sous-partie de cette partie, je me permets de ne pas développer davantage ici.

<sup>138</sup> Le mémoire d'Artur Luís Viegas Soares Pais montre notamment comment le régime républicain a tenté de mettre en place un système de retraite à l'échelle du pays à partir de 1919. Lorsqu'António de Oliveira Salazar est devenu ministre de l'Économie en 1928, ce système, mis en place avec difficulté, est remis en cause : il est finalement supprimé, puis remplacé en 1933 par un système de retraite par branche, où l'État n'intervenait que très marginalement (voir Artur Luís Viegas Soares PAIS, *A Protecção social pública na velhice em Portugal : evolução histórica de 1919 a 2008*, sous la direction de Manuela ARCANJO, mémoire soutenu à l'Université technique de Lisbonne, 2010).

<sup>139</sup> Archives de l'Université de Coimbra, Caixa 209, Damião António Peres.



La génération de la Monarchie s’est formée avant la réforme universitaire. Elle n’a donc pas pu suivre d’études d’histoire au Portugal. Il faut par ailleurs insister sur la diversité des cursus suivis par les historiens de cette génération [Figure 6].

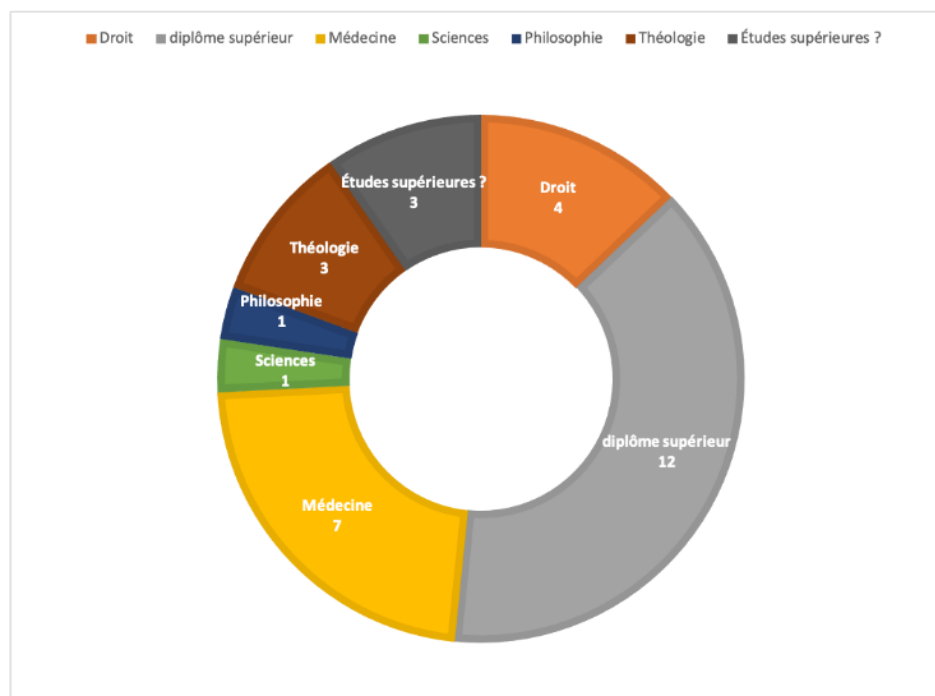


Figure 6 : diagramme des formations suivies par les historiens de la génération de la Monarchie (n=31)<sup>140</sup>.

La catégorie « diplôme supérieur » réunit les différentes formations proposées par les écoles d’enseignement supérieur de Porto et de Lisbonne ouvrant la voie à des carrières de médecins, de militaires, d’ingénieurs ou bien de professeurs par le biais du CSL. Elle représente près de la moitié des cursus recensés. En outre, l’importance du nombre d’historiens-médecins doit être soulignée et en ajoutant l’historien formé en sciences, la part des profils scientifiques dépasse le quart du groupe. Suivent des formations dispensées à l’Université comme le droit, la théologie, la philosophie. Il faut donc insister sur la variété des études choisies par les auteurs considérés comme des historiens et il ne semble pas y avoir un parcours d’études particulier pour devenir historien pour la génération de la Monarchie. Enfin pour trois cas – João Augusto Marques Gomes ; José Eduardo de Vasa César Alves de Noronha ; Francisco Manuel Alves dit Abbé de Baçal – je ne suis pas parvenu à rencontrer de mention explicite de la formation suivie : ils ont donc été inclus dans une catégorie libellée « études supérieures ? ». Le premier ne semble

<sup>140</sup> Francisco Manuel Alves dit Abade de Baçal ayant suivi un double cursus de médecine et de philosophie, le nombre total de formations est de 31 pour la génération de la Monarchie.

pas avoir suivi d'études<sup>141</sup>, le second a embrassé la carrière militaire tout en étant journaliste<sup>142</sup> et le dernier a fréquenté le séminaire São José de Bragança et a été ecclésiastique<sup>143</sup>. Dans la mesure où les autodidactes étaient encore nombreux dans différents domaines de la production littéraire et scientifique, il est possible, mais pas absolument certain, qu'ils n'aient pas fait d'études.

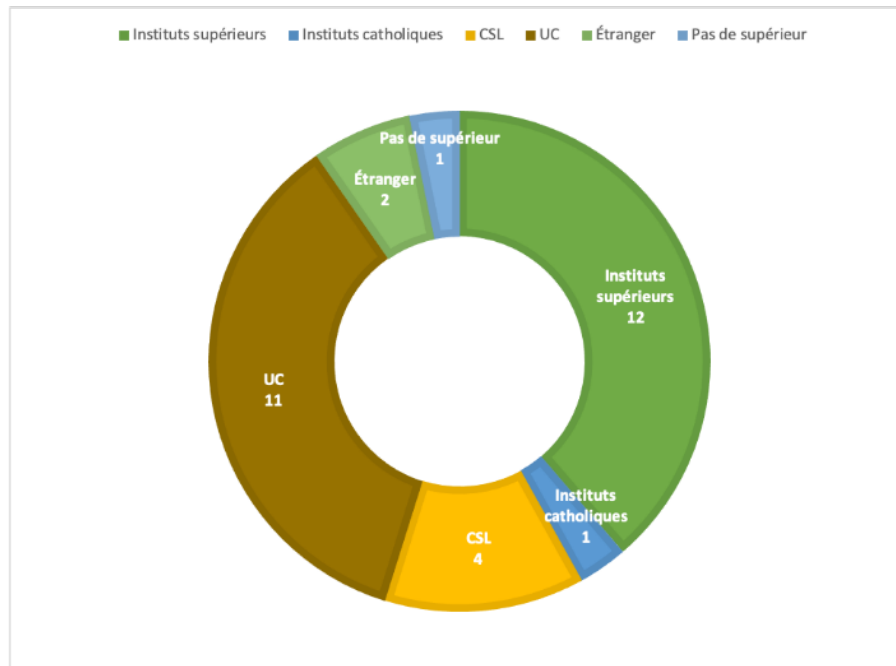


Figure 7 : diagramme des institutions supérieures fréquentées par la génération de la Monarchie (n=31).

Les lieux d'études fréquentés par les historiens de la génération de la Monarchie présentent une géographie divisée entre d'un côté le pôle de l'université de Coimbra, dépassant le tiers, et de l'autre les quelques centres de formations de l'enseignement supérieur, regroupant pour leur part plus de la moitié des cas documentés<sup>144</sup> [Figure 7]. Le CSL apparaît comme un lieu secondaire alors qu'il était un espace de formation et même d'exercice de la pratique enseignante des historiens pour les deux premières générations<sup>145</sup>. Les deux historiens ayant fait

<sup>141</sup> D'après la biographie du DHP, il ne semble pas avoir poursuivi après le lycée et il semble être devenu un historien de la ville d'Aveiro, guidé par ses propres intérêts (Daniel RAMALHO, « João Augusto Marques Gomes », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>142</sup> Voir sa biographie disponible sur le site du *Dicionário de Autores Portugueses* : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=10183>, consultée le 19 février 2021.

<sup>143</sup> Sa notice biographique ne fait même pas mention d'études secondaires particulières, le présente comme un père mais ne fournit pas d'autres éléments de formation. Voir la page du *Dicionário de Autores Portugueses* : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=6665>, consultée le 19 février 2021.

<sup>144</sup> En cumulant les instituts supérieurs, le CSL et les instituts religieux.

<sup>145</sup> Je l'ai justement distingué des instituts supérieurs dans le diagramme pour mesurer son importance, relative au sein de la génération.

des études à l'étranger sont Joaquim Bensaúde<sup>146</sup>, qui a étudié à Hanovre, et David Lopes qui, après avoir suivi des études au CSL, a fréquenté l'École pratique des hautes études à Paris<sup>147</sup>. Cependant, il faut préciser que leurs études n'ont pas été guidées par un intérêt particulier pour compléter un cursus d'histoire dans un institut supérieur étranger. De plus, la faible proportion des formations suivies à l'étranger peut s'expliquer par les coûts importants engendrés pour un séjour prolongé en dehors du Portugal. En conséquence, le Portugal continental réunissait l'essentiel des lieux de formation des historiens.

Les titulaires d'un doctorat sont minoritaires au sein de la génération de la Monarchie [Figure 8]. En effet, seul un tiers des historiens nés entre 1846 et 1869 ont obtenu le titre de docteur. Et pour cause, en dehors de l'enseignement à l'Université où il était nécessaire, les historiens exerçaient des métiers très variés où l'utilité d'un doctorat était relative. Ils ont pu être journalistes, avocats, hommes politiques, à l'instar de Duarte Leite, président du Ministère durant la période républicaine, ou bien professeur au lycée comme João Lopes Carneiro de Moura<sup>148</sup>. En outre, parmi les dix personnes ayant obtenu un doctorat, il faut préciser que pour la moitié, je ne suis pas parvenu à déterminer dans quelle discipline le titre a été obtenu. Prenons l'exemple de David Lopes : dans la rubrique nécrologique écrite au moment de sa mort par José Pedro Machado, il est fait mention de ses études, mais aucune précision n'est apportée quant à l'obtention d'un doctorat<sup>149</sup>. Est-ce qu'il a été promu au rang de docteur pour pouvoir enseigner au CSL ou bien à l'Université ? Cela est arrivé pour la deuxième génération d'historiens, notamment pour ceux ayant enseigné à l'université de Porto où une équivalence a été octroyée. Il est donc possible qu'une situation similaire se soit produite auparavant, mais cette hypothèse reste à confirmer. En effet, les historiens enseignant dans le supérieur ont forcément obtenu ce diplôme car il était nécessaire d'être docteur pour occuper un poste de cathédrique.

---

<sup>146</sup> Une courte biographie et son positionnement historiographique sont étudiés dans le I)1) du chapitre 5.

<sup>147</sup> Le double cursus de David Lopes explique par ailleurs que le diagramme compte 31 formations pour les 30 historiens. En outre, les doutes exprimés précédemment quant à l'obtention d'un diplôme supérieur ne sont pas retenus ici pour l'Abbé de Baçal et José Eduardo de Vasa César Alves de Noronha. Puisqu'ils sont passés par deux institutions d'enseignement – sans savoir quelle formation ils ont suivi – j'ai décidé de les inclure dans ce diagramme.

<sup>148</sup> Voir le tableau pour les différentes précisions sur les carrières suivies.

<sup>149</sup> José Pedro MACHADO, « Le professeur David Lopes (1867-1942) », dans *Bulletin Hispanique*, tome 45, n° 1, 1943, pp. 81-83.

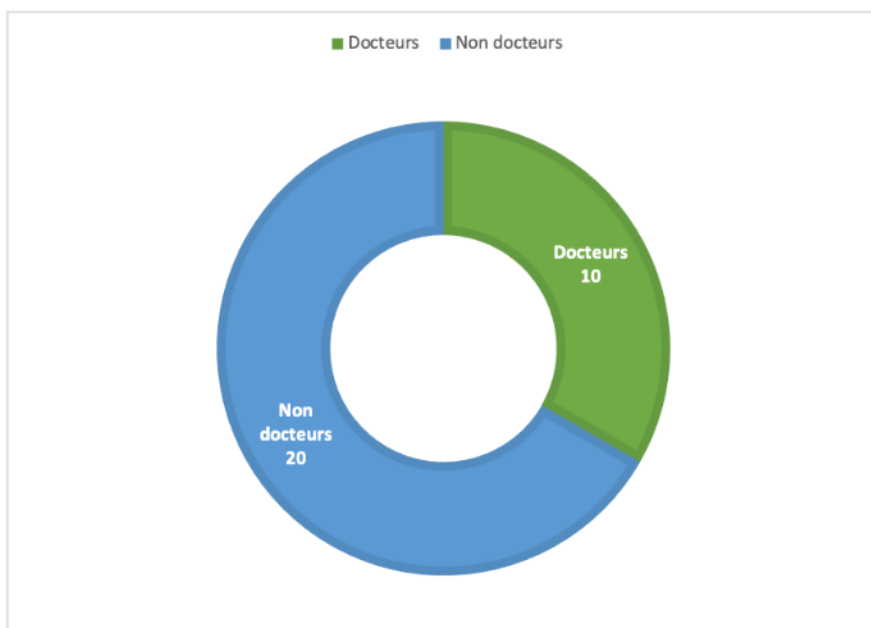


Figure 8 : diagramme des titulaires ou non d'un doctorat pour les historiens de la génération de la Monarchie (n=30).

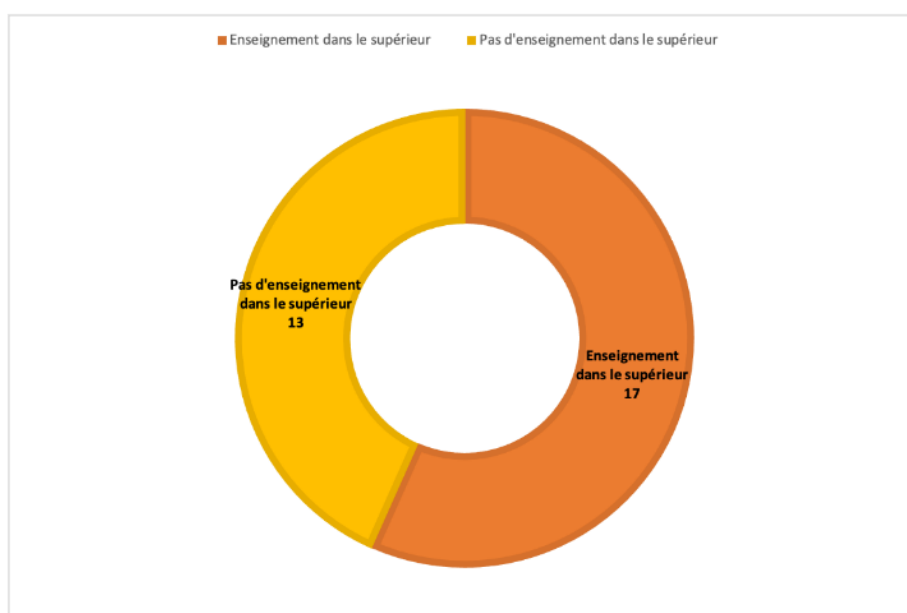


Figure 9 : diagramme du nombre d'historiens de la génération de la Monarchie ayant enseigné dans le supérieur (n=30).

Malgré la faible proportion de docteurs, la génération de la Monarchie a majoritairement enseigné dans le supérieur [Figure 9]. Précisons que parmi les 17 individus qui ont enseigné, 10 ont obtenu la fonction de professeur cathédrique et les 7 autres ont été chargés de cours [Figure 51]. Au regard des deux précédentes figures, il est possible de mettre en évidence la très forte corrélation entre les personnes qui ont obtenu le titre de docteur et le grade au sein de l'Université car tous les docteurs ont obtenu un poste de cathédrique. Il y a donc pour cette

génération une forme de systématique entre le titre de docteur et l'obtention d'une chaire en tant que cathédrique. L'étude des lieux d'enseignement des historiens nous permet d'identifier la géographie de l'enseignement supérieur du début du XX<sup>e</sup> siècle [Figure 10].

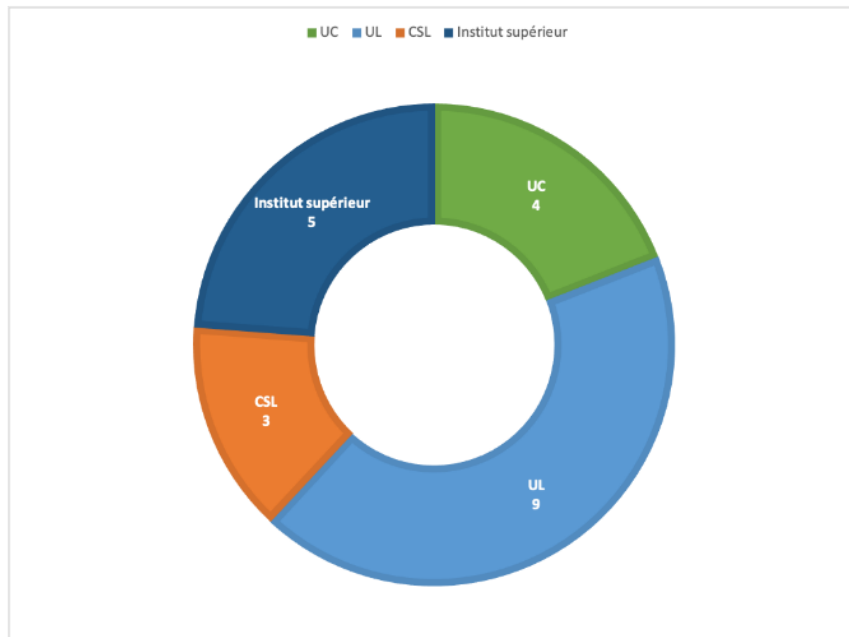


Figure 10 : diagramme des institutions supérieures d'exercice de la génération de la Monarchie (n=21)<sup>150</sup>.

L'importance de la capitale y apparaît. En cumulant l'ancêtre de la FLUL, le CSL, avec l'université de Lisbonne, il apparaît ainsi que les deux tiers des historiens y ont enseigné. L'absence de l'université de Porto s'explique par l'âge avancé des historiens de la génération de la Monarchie quand la FLUP a été créée en 1919<sup>151</sup>, la plupart des historiens en activité dans l'enseignement supérieur étant déjà en poste au sein de l'Université portugaise ou bien d'un institut supérieur. Justement, la deuxième génération s'est illustrée au sein de la FLUP et a participé à une lente recomposition du paysage de l'enseignement portugais, amorcée par la République.

La deuxième génération historique rassemble les historiens nés entre 1870 et 1892. Je l'appellerai la génération de la République. Elle est à nouveau exclusivement masculine. 39 historiens la composent, soit une cohorte légèrement plus nombreuse que la génération précédente. Lorsque la Monarchie est renversée, les historiens de cette génération avaient entre 18 et 40 ans. Ils étaient donc déjà tous adultes lorsque la République s'est mise en place et que la

<sup>150</sup> Le décalage entre le nombre de 17 historiens ayant enseigné dans le supérieur et les 21 lieux renseignés s'explique par les doubles lieux d'exercice de certains historiens : tous les historiens du CSL ont été intégrés à la FLUL et José Maria Rodrigues a même enseigné au CSL, à l'université de Coimbra puis à l'université de Lisbonne. Il est un exemple assez rare de circulation entre les différentes universités du pays.

<sup>151</sup> Voir le I)1) du chapitre 1 pour l'éphémère existence de la FLUP.

Première Guerre mondiale a éclaté. De même, ils avaient entre 34 et 56 ans lorsque se produisit le coup d'État du 28 mai 1926. Ils étaient donc encore tous en pleine activité professionnelle quand le Portugal a basculé dans la dictature. En conséquence, il s'agit d'une génération se situant à la charnière entre les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, qui a vécu pleinement les changements de régime portugais du premiers tiers du XX<sup>e</sup> siècle.

La génération de la République ne s'est pas distinguée de la précédente dans le choix des études effectués par les historiens [Figure 11]. Dans la continuité de la génération de la Monarchie, les diplômes relevant d'un institut de l'enseignement supérieur étaient toujours les plus suivis. Il n'y avait donc toujours aucune formation proposée rassemblant majoritairement les historiens, faute d'une quelconque institutionnalisation de l'histoire en tant que discipline universitaire. Le droit et la médecine attiraient encore en nombre ceux qui furent ensuite considérés comme des historiens, entre autres fonctions professionnelles. Il faut aussi souligner l'essor de la philologie tant germanique que romane dans le groupe des historiens. L'étude des langues aboutissait ainsi régulièrement à des travaux historiques.

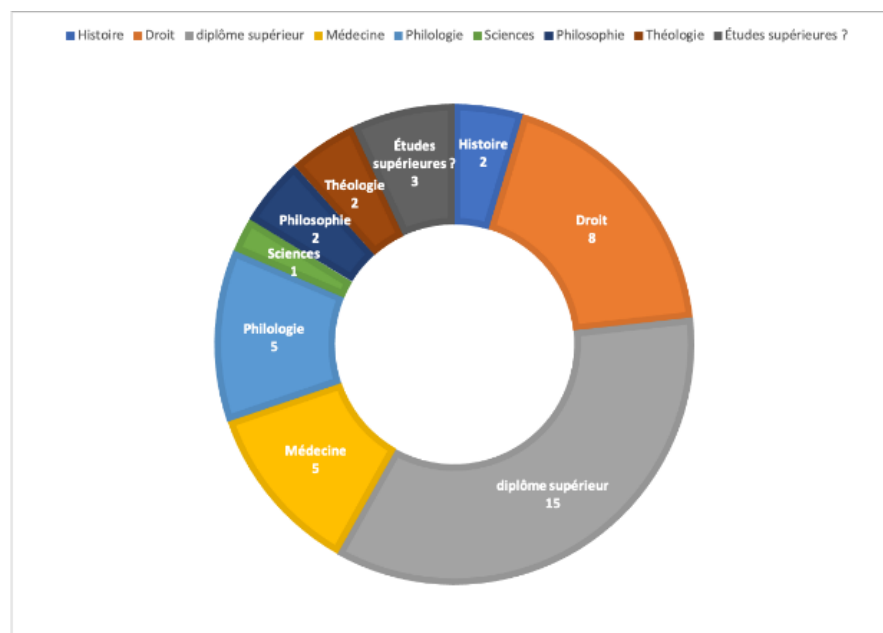


Figure 11 : diagramme des formations suivies par les historiens de la génération de la République (n=43) <sup>152</sup>.

Précisons que deux historiens, Manuel Gonçalves Cerejeira et Aarão Soeiro Moreira de Lacerda, ont suivi des études d'histoire. Ils sont nés en 1888 et 1890 et ils sont donc les plus jeunes de la génération de la République. Ainsi, ils ont pu commencer plus tardivement leurs études ou bien ont fait le choix de compléter leur formation par un autre diplôme plus proche

<sup>152</sup> L'écart avec le nombre d'historiens s'explique par les 4 ayant achevé un double cursus – Gustavo Adriano de Matos Sequeira ; Manuel Gonçalves Cerejeira ; Manuel Francisco do Estanco Louro et Joaquim de Carvalho.

de leurs souhaits. Leur situation rappelle la limite du choix de la date de 1893. Elle ne constituait pas forcément une rupture nette et, de plus, il faut préciser qu'il y a une porosité entre les âges extrêmes d'une génération avec les autres. Cependant, dans la mesure où ces limites sont prises en compte et énoncées, l'analyse par génération n'en reste pas moins porteuse de sens.

Les lieux d'études fréquentés par la génération de la République révèlent l'enrichissement de l'offre universitaire portugaise [Figure 12]. Tout d'abord, la part importante des instituts supérieurs se confirme : en cumulant les instituts supérieurs, les instituts catholiques et le CSL, la moitié est atteinte. Le poids du CSL est plus important que pour la génération précédente, signe que les personnes ayant un attrait pour les humanités n'hésitaient plus autant à suivre le cursus de la capitale. Le CSL s'est donc ancré dans le paysage de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Les deux universités de Lisbonne et Coimbra suivent et, additionnées, elles réunissent près de la moitié des cursus suivis. Chez les plus jeunes historiens de la génération de la République en particulier, l'essor de l'université de Lisbonne est certain, mais l'université de Coimbra attirait toujours, notamment pour les études juridiques, signe de son poids historique dans la cartographie universitaire portugaise. Enfin trois historiens n'ont pas suivi d'enseignement supérieur, soit une proportion légèrement supérieure à la génération précédente.

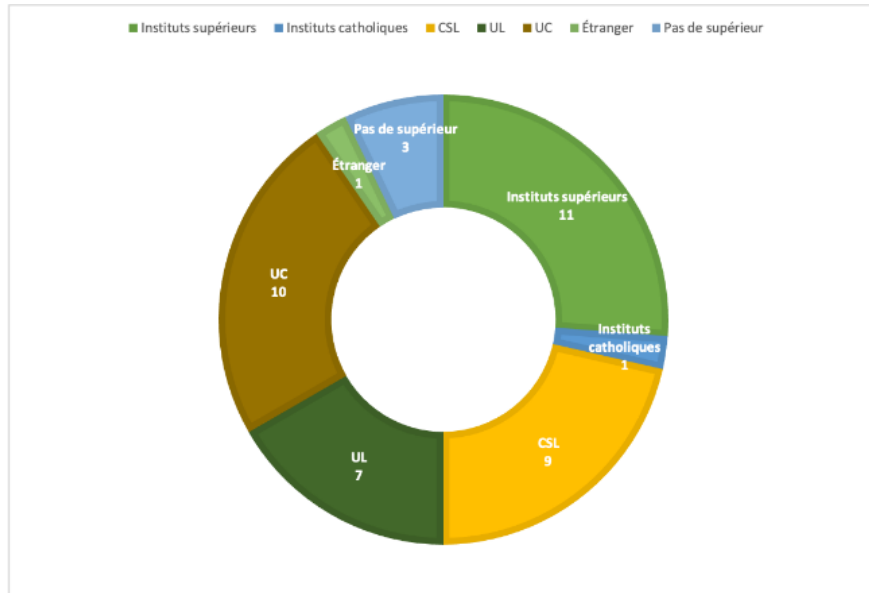


Figure 12 : diagramme des institutions supérieures fréquentées par la génération de la République (n=42)<sup>153</sup>.

<sup>153</sup> Dans la mesure où Joaquim de Carvalho a suivi ses deux cursus à l'Université de Coimbra, cela ôte une institution fréquentée par rapport aux 43 cursus analysés dans la Figure 11.

Il n'y a pas de grand changement dans l'accès au titre de docteur par rapport à la génération de la Monarchie. En effet, un gros tiers des historiens a obtenu un doctorat, quelle que soit la discipline [Figure 13].

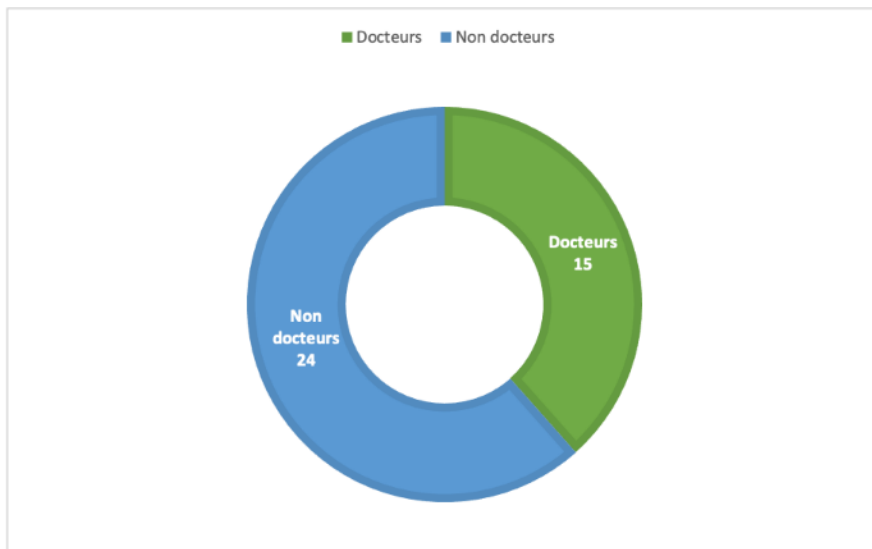


Figure 13 : diagramme des titulaires ou non d'un doctorat pour les historiens de la génération de la République (n=39).

Pour la génération de la République, la part des historiens enseignant dans l'enseignement supérieur se rapproche de la moitié. Ainsi, 19 historiens ont occupé un poste pérenne ou temporaire dans l'enseignement supérieur contre 20 historiens ayant exercé d'autres professions au cours de leur vie active [Figure 14].

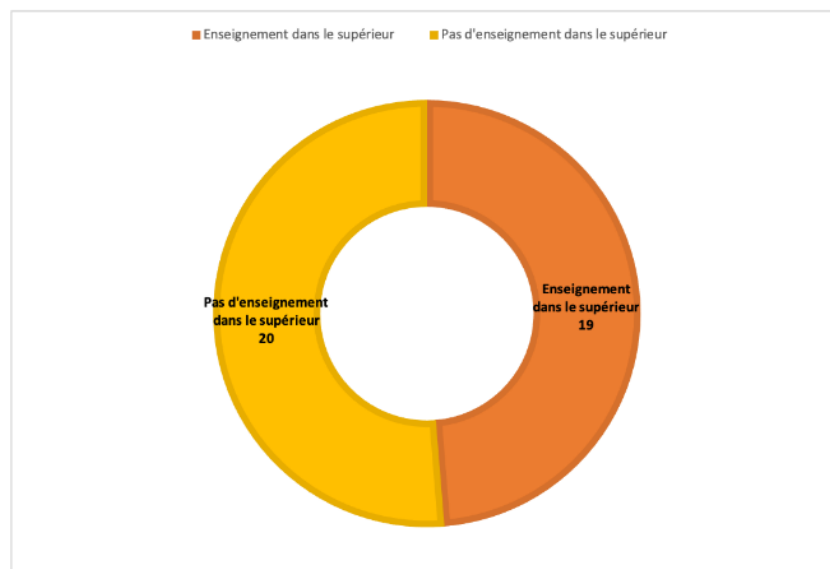


Figure 14 : diagramme du nombre d'historiens de la génération de la République enseignant dans le supérieur (n=39).

L'occupation d'une chaire universitaire n'était pas majoritaire pour les historiens nés entre 1870 et 1892, contrairement à la génération de la Monarchie. Le tableau général met en évidence que les historiens les plus âgés de la génération – soit ceux nés entre 1873 et 1885 – n'ont pas



occupé de postes à l'université au contraire des plus jeunes. On peut supposer que la fraction plus âgée de cette génération s'est située dans un entre-deux : ils étaient trop jeunes pour être recrutés dans les facultés de lettres des universités de Coimbra et Porto créées en 1911, n'étant pas prioritaires face aux historiens de la génération de la Monarchie, déjà en poste au CSL ou bien dans la faculté de théologie de Coimbra. De plus, ils étaient trop âgés lors de la création de la FLUP alors que les plus jeunes de la génération avaient déjà un doctorat et étaient donc plus susceptibles d'être recrutés. Ensuite, il faut souligner que la corrélation entre la possession d'un doctorat et l'acquisition d'un titre de professeur cathédral semblait moins systématique que pour la génération de la Monarchie [Figure 51]. En effet, ils sont 11 à avoir obtenu ce grade de l'enseignement supérieur pour 15 docteurs. Cependant, si l'on excepte trois cas de promotions au titre de docteur honoris causa – l'université de Coimbra a octroyé à Vergílio Correia le titre de docteur en lettres en 1935<sup>154</sup>, puis à Armando Cortesão en 1961<sup>155</sup> et à Rui Pinto de Azevedo en 1968<sup>156</sup> – José Gonçalo de Santa Rita est le seul docteur n'ayant pas occupé un poste de cathédral. Ainsi, la corrélation entre docteur et professeur cathédral restait donc encore une norme forte pour la génération de la République.

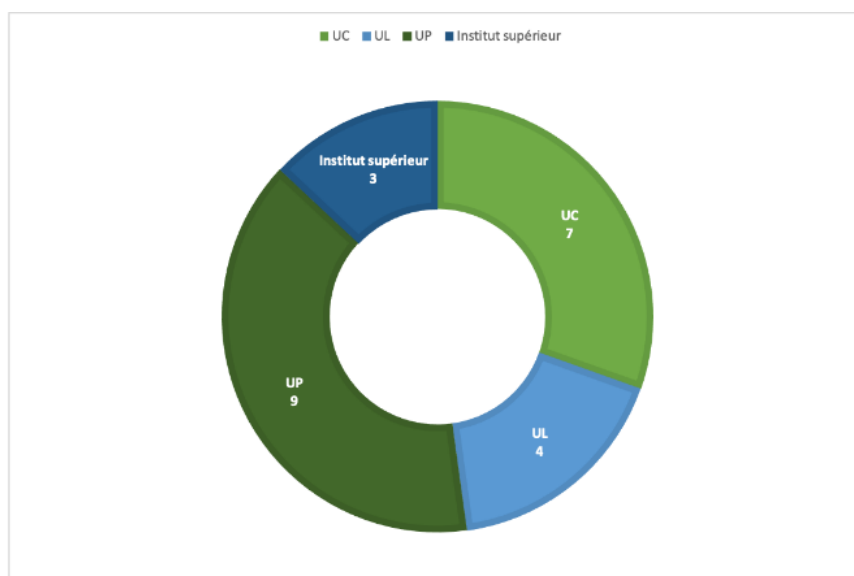


Figure 15 : diagramme des institutions supérieures d'exercice de la génération de la République (n=23)<sup>157</sup>.

<sup>154</sup> Inês Meira ARAÚJO, « Vergílio Correia », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>155</sup> Rui Silvestre de ANDRADE, « Armando Cortesão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>156</sup> Comme il est possible de le constater sur la page de l'Université de Coimbra : <https://www.uc.pt/en/sobre-nos/HonorisCausaDegrees>, consulté le 16 février 2021.

<sup>157</sup> Parmi les 19 historiens enseignant dans le supérieur, 4 historiens ont donné des cours dans deux établissements différents, expliquant le nombre de 23 institutions.

Les 23 lieux d'exercice des historiens enseignant dans le supérieur mettent en évidence la nouvelle carte universitaire issue de la réforme républicaine de 1911, puis de 1919 [Figure 15]. On constate en premier lieu que le poids de l'Université portugaise est devenu largement majoritaire, ce en quoi la génération de la République se distinguait de la précédente. De plus, aucun historien n'a enseigné au CSL dans la mesure où les postes étaient pourvus. Ils n'ont donc pu être recrutés que dans la jeune université de Lisbonne. Par ailleurs, l'essentiel des historiens recrutés dans les universités étaient les plus jeunes de la génération. Ainsi, la section de la cohorte née en 1886 et 1892 réunit 17 des 19 historiens de l'ensemble de la génération ayant obtenu un poste. Les lieux de recrutement confirment l'appel d'air créé par l'inauguration des jeunes facultés que sont la FLUC en 1911 et la FLUP en 1919. Le relatif retrait de la FLUL pourrait s'expliquer par le fait que les historiens de la génération de la Monarchie ont occupé l'essentiel des postes lors de sa création. Dans la mesure où le CSL a servi de base à la FLUL, les personnes déjà en poste dans le CSL ont donc été privilégiées pour intégrer la FLUL. La génération de la République est donc bien marquée par la rupture politique provoquée par la naissance du régime républicain, qui a engendré des opportunités de poste, notamment pour les plus jeunes historiens de la génération.

La troisième génération est composée des historiens nés entre 1893 et 1909. Je l'appellerai la génération de la transition autoritaire. 37 historiens la composent, mais si le groupe est très majoritairement masculin, une femme en fait partie<sup>158</sup>. Réunissant les personnes nées après la date clé de 1893, la génération de la transition autoritaire a eu la possibilité de suivre un cursus d'histoire – et de géographie puis de philosophie en 1929 – mais aussi bien d'autres nouveaux cursus annexes comme la philologie. Il s'agit donc de la génération du basculement progressif vers une institutionnalisation de l'histoire, puis vers une professionnalisation de personnes formées et diplômées en histoire. Ses membres ont obtenu des postes à l'Université entre les années 1920 et 1930 et comme le rappelle Sérgio Campos Matos :

« Jusqu'aux années 1930 du XX<sup>e</sup> siècle, les grands noms de l'historiographie portugaise n'étaient pas liés à l'Université. Ils étaient, en général, des hommes de la classe moyenne et laïque (le nombre d'ecclésiastiques diminue beaucoup à partir de la Révolution libérale). Certains avaient fait un cours d'enseignement supérieur, mais ils n'avaient aucun type de formation spécifique en Histoire. Ils étaient surtout des autodidactes et se dédiaient à une

---

<sup>158</sup> Virginia Rau est en effet la première femme historienne du groupe. Elle s'est formée et a exercé toute sa carrière au sein de la FLUL. Une biographie de l'historienne et l'étude de quelques-unes de ses œuvres est faite dans le II)2) du chapitre 5.

grande diversité de genres (histoire, essai, roman historique et drames historiques, poésie, discours)<sup>159</sup>. »

La rupture avec les deux premières générations était forte car la génération de la transition autoritaire a pu suivre les premiers cours de méthodologie historique et accéder à une véritable formation disciplinaire, prodiguée certes par des maîtres formés empiriquement à la pratique de l’histoire. Quoiqu’il en soit, il s’agissait d’une génération pionnière.

Parallèlement aux changements d’ordre universitaire, la troisième génération s’est épanouie durant une période politique agitée. Les plus âgés sont entrés dans l’enseignement supérieur au moment du basculement de la Monarchie vers la République et ont découvert une université organisée bien différemment. Les historiens ayant choisi la carrière universitaire sont entrés à l’Université portugaise à la charnière politique des années 1920. Les plus jeunes de la génération sont nés quand la République a surgi et ont grandi avec la Première Guerre mondiale. Quand le régime républicain a chuté en 1926, ils étaient sur le point d’entrer à l’université. Jeunes voire très jeunes lors du renversement républicain, ils étaient déjà actifs où allaient entrer dans la vie active quand la dictature s’est mise en place et s’est renforcée. Ils ont été, en quelque sorte, imprégnés par les changements de régime.

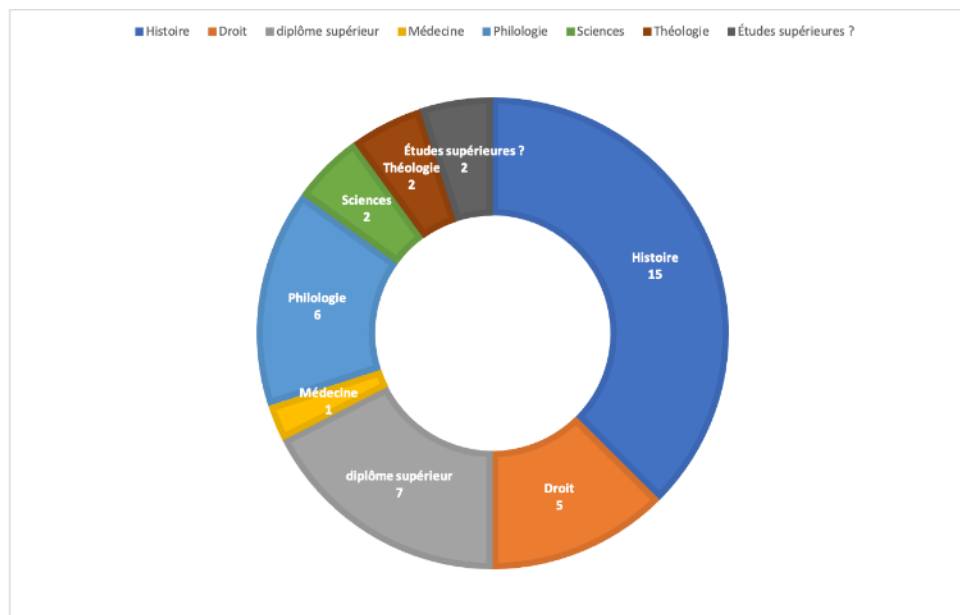


Figure 16 : diagramme des formations suivies par les historiens de la génération de la transition autoritaire (n=40)<sup>160</sup>.

<sup>159</sup> Sérgio Campos MATOS, « História e historiadores na I República », dans Maria Fernando Rollo (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. II, pp. 282-290.

<sup>160</sup> Signalons que deux historiens ont suivi un double cursus, expliquant la présence de 40 formations dans le diagramme : Mário Correia Teles de Araújo e Albuquerque en histoire-géographie puis en droit et Vitorino Nemésio en histoire-géographie et philologie romane. Deux incertitudes sont demeurées et sont indiquées par le point d’interrogation dans le diagramme : le cas du père António Brasília qui a fréquenté un séminaire – par ailleurs, un

La génération de la transition autoritaire se singularise de la génération de la République par le poids toujours croissant de l’histoire dans les formations complétées [Figure 16]. Celle-ci est en effet devenue la discipline la plus suivie par les historiens et elle représente plus du tiers des études de licence achevées. Les diplômes obtenus dans des écoles d’enseignement supérieur et le cursus de médecine, auparavant prisés des historiens, ont été les principales filières délaissées par la génération, au profit de filières présentes dans les universités portugaises. Ainsi, le droit et la philologie sont devenus les autres voies principalement suivies par les historiens, après l’histoire. Le changement est donc net par rapport aux générations antérieures.

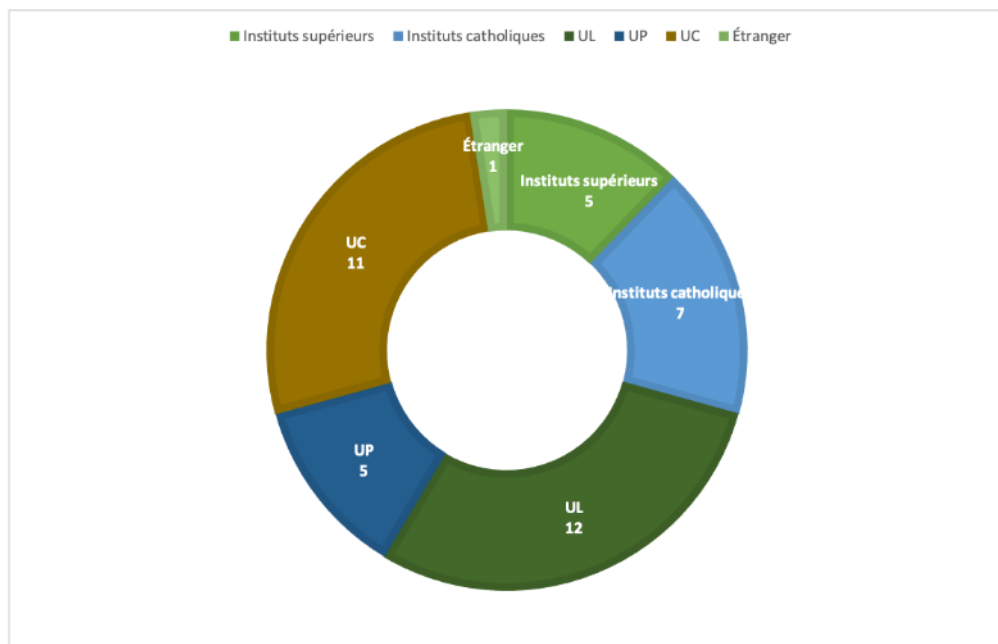


Figure 17 : diagramme des institutions supérieures fréquentées par la génération de la transition autoritaire (n=41)<sup>161</sup>.

En revanche, la génération de la transition autoritaire s’inscrit aussi dans une certaine forme de continuité vis-à-vis de la génération de la République en ce sens que la part prise par l’Université portugaise parmi dans les institutions supérieures fréquentées par les historiens a été toujours plus importante [Figure 17]. En effet, les trois quarts des formations ont été réalisées dans l’une des trois universités portugaises, confortant la surreprésentation de l’Université comme lieu majeur des études des historiens. Par ailleurs, elle a été la seule génération qui a pu

---

développement sur une de ses œuvres est réalisé dans le II)2) du chapitre 5 – et celui de Carlos Ferrão, journaliste qui semble avoir suivi une formation pour devenir professeur de l’enseignement primaire (Joaquim Romero MAGALHÃES, « Carlos Ferrão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.).

<sup>161</sup> Ce sont au total 41 lieux de formation dans la mesure où trois historiens ont suivi leur cursus dans deux institutions : Vitorino Nemésio à l’Université de Coimbra et de Lisbonne, Torquato Sousa Soares à l’Université de Coimbra puis à l’Université de Porto – voulant très certainement se rapprocher de sa famille étant natif de Porto – et Avelino de Jesus da Costa dont le double cursus s’explique pour avoir suivi une carrière religieuse, se formant d’abord à Rome, puis comme chercheur à l’Université de Coimbra.

se former dans la FLUP, lors de son éphémère existence entre 1919 et la fin de la décennie 1920<sup>162</sup>. Grâce à l'enrichissement de l'offre universitaire au Portugal, les jeunes étudiantes et étudiants avaient alors la possibilité de choisir entre deux universités, puis entre trois à partir de 1919. L'historique université de Coimbra a été dépassée par l'université de Lisbonne, signe que les étudiants n'ont pas été rétifs à l'idée d'entrer dans les nouvelles universités, d'autant que l'attractivité démographique de la capitale était certaine. Il n'y avait cependant pas encore, comme nous le verrons pour les autres générations, une corrélation forte entre le district d'origine et le lieu choisi pour ses études.

La progression de l'Université par rapport aux instituts supérieurs a été le signe que la réforme universitaire républicaine a su capter une large part des personnes souhaitant suivre une formation dans l'enseignement supérieur. De plus, la génération de la transition autoritaire a été marquée par le poids encore réel des formations suivies dans les instituts catholiques. Leur existence et leur place s'explique par la fermeture de la faculté de théologie de l'université de Coimbra, qui a conduit les personnes voulant suivre une formation religieuse à étudier à l'étranger ou bien à suivre un cursus dans l'un des séminaires existants au Portugal comme ceux de Braga, Singeverga ou Coimbra. L'importance des formations théologiques montre en outre que la carrière ecclésiastique restait une voie non négligeable pour les historiens : elle offrait souvent la possibilité de faire des études au Portugal, celles-ci étant prises en charge par l'institution.

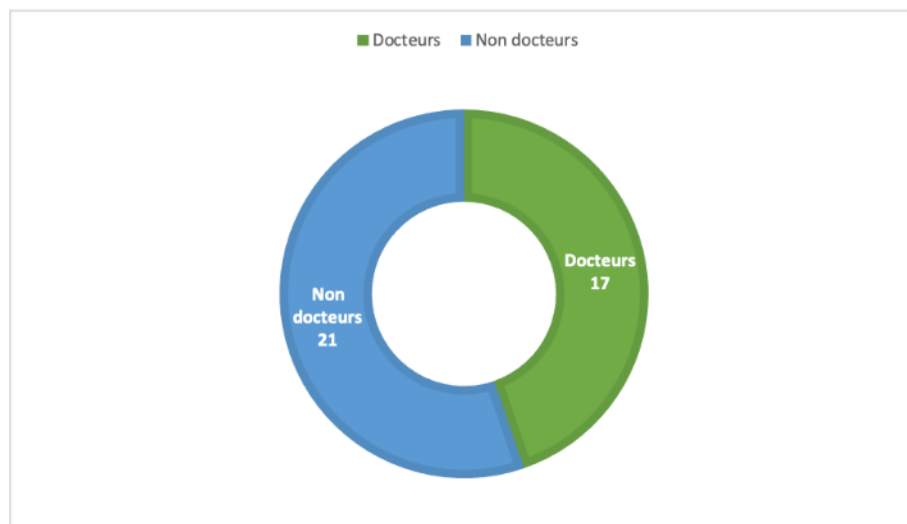


Figure 18 : diagramme des titulaires ou non d'un doctorat pour les historiens de la génération de la transition autoritaire(n=38).

<sup>162</sup> Voir le I)1) du chapitre 1.

À l'image des précédentes générations, une bonne partie des historiens de la génération de la transition autoritaire ont obtenu un doctorat, sans pour autant être majoritaires [Figure 18]. La part prise par les docteurs a légèrement progressé par rapport à la génération de la République. Par ailleurs, il faut souligner une nouvelle fois la forte corrélation entre l'obtention d'un doctorat et la position au sein des universités portugaises en tant que cathédrique : 15 des 17 docteurs recensés ont en effet atteint ce grade universitaire [Figure 51]. Les deux historiens n'étant pas devenus cathédriques sont Domingos Maurício, qui a obtenu son doctorat en théologie à l'université jésuite de Grenade avant de poursuivre une carrière ecclésiastique tout en écrivant de l'histoire, ainsi que Sílvio Lima, un historien en opposition. Il a vu sa carrière bloquée pour des motifs politiques. Leur singularité, d'un côté un choix de vie et de l'autre l'irruption de la sanction autoritaire, ne font ainsi que confirmer une adéquation forte entre le fait d'être titulaire d'un doctorat et le grade au sein de l'Université portugaise pour la génération de la transition autoritaire.

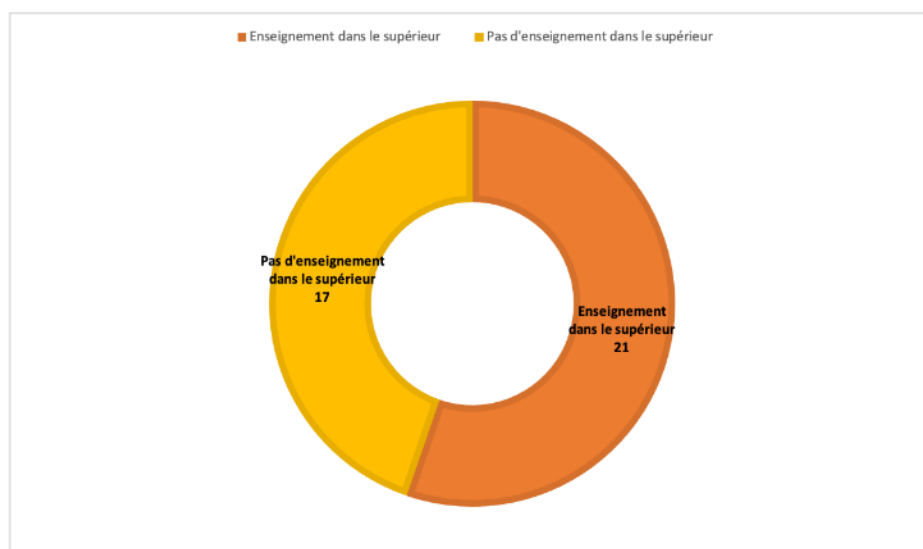


Figure 19 : diagramme du nombre d'historiens de la génération de la transition autoritaire enseignant dans le supérieur (n=38).

Les historiens de la génération de la transition autoritaire ont de nouveau majoritairement enseigné dans le supérieur [Figure 19]. En effet, après un reflux entre la génération de la Monarchie, et la génération de la République, la proportion est redevenue majoritaire au sein du groupe générationnel. L'enseignement dans le degré supérieur était donc la profession privilégiée et les 21 historiens concernés ont très majoritairement enseigné à l'Université [Figure 20]. La prédominance de l'Université comme cadre de l'activité enseignante, suivant une tendance amorcée sous la génération de la République, se trouvait ainsi confirmée. De plus, l'université de Coimbra est redevenue le principal lieu où les historiens enseignaient, devant l'université de

Lisbonne. La marginalisation de l'université de Porto s'explique par la fermeture de la FLUL qui en a fait un espace d'enseignement uniquement pour les plus âgés de la cohorte.

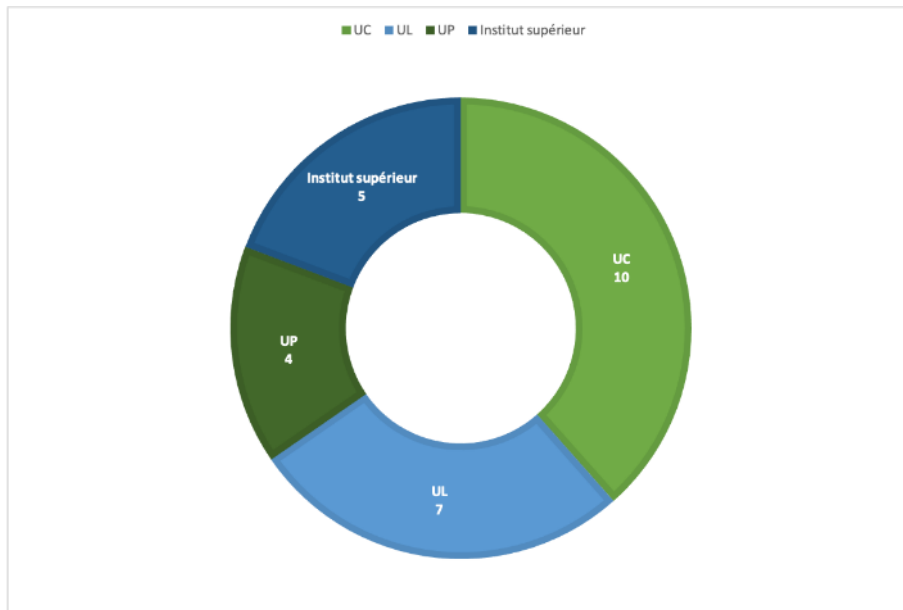


Figure 20 : diagramme des institutions supérieures d'exercice de la génération de la transition autoritaire (n=26)<sup>163</sup>.

La génération de la transition autoritaire a donc été marquée par le poids toujours croissant de l'Université, aussi bien dans la formation des historiens que dans leurs choix de carrière. Sa surreprésentation sur de multiples plans ne fait que confirmer son rôle devenu fondamental.

La quatrième génération rassemble les historiens nés entre 1910 et 1929. Je l'appellerai la génération Oliveira Salazar. Elle est composée de 56 historiens – dont 4 femmes – et est donc la plus importante numériquement. Les plus âgés ont mené leur cursus scolaire dans le primaire et le secondaire au moment de la période républicaine, mais lorsqu'ils entrent à l'université, le régime autoritaire était déjà installé. Pour les plus jeunes, la dictature voire l'*Estado Novo* marquent davantage leur formation scolaire. L'essentiel ou une bonne partie de la carrière de ces historiens s'est ainsi déroulée sous le régime autoritaire, auquel ils devaient d'occuper ou non un poste universitaire. C'est pourquoi le nom d'António de Oliveira Salazar lui est donné. Les plus âgés de la génération ont trente ans lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté et au moment de la grande exposition du monde portugais, qui s'est tenue à Lisbonne en 1940. Les plus jeunes ont quant à eux une dizaine d'années lors de ces deux événements marquants. Par

<sup>163</sup> Ce sont au total 26 institutions d'enseignement différentes. En effet, António Nogueira Gonçalves a exercé à la FLUC mais aussi dans le séminaire de Coimbra (Duarte Manuel FREITAS, « António Nogueira Gonçalves », dans *Dicionário Quem é Quem na Museologia Portuguesa*, Lisbonne, FCSH, 2019, pp. 140-142) ; Torquato Sousa Soares a enseigné à la FLUP, la FLUC mais aussi dans les Études générales de Luanda en Angola ; enfin, António Jorge Dias a donné des cours à la FLUL, à la FLUC puis à l'Institut supérieur des études ultramarines.

ailleurs, considérant le succès populaire de l'exposition, qui a attiré des millions de visiteurs, une bonne partie des historiens ont pu éventuellement s'y rendre. Soulignons que l'ensemble de la génération a connu la réforme universitaire du cursus qui instituait le lien entre l'histoire et la philosophie<sup>164</sup>.

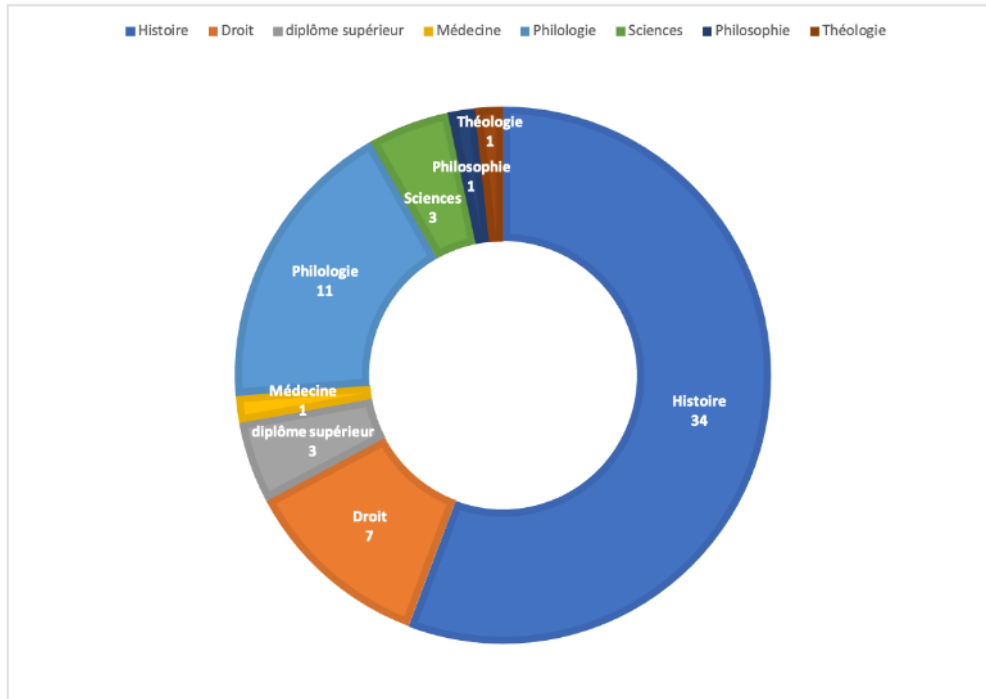


Figure 21 : diagramme des formations suivies par les historiens de la génération Oliveira Salazar (n=61)<sup>165</sup>.

Les historiens de la génération Oliveira Salazar illustrent le renforcement toujours croissant du poids de l'histoire parmi les cursus de l'enseignement supérieur [Figure 21]. Ainsi, elle est la première pour laquelle plus de la moitié des effectifs ont suivi une formation en histoire. La génération Oliveira Salazar est donc celle du basculement vers l'histoire au détriment des autres cursus, devenus secondaires. Par ailleurs, la philologie et le droit confirment leur rôle de vivier alternatif dans la formation des historiens. Les autres filières comme la médecine ou la théologie ont été marginalisées. Le choix opéré par les historiens de la génération Oliveira Salazar de privilégier l'histoire face aux autres disciplines confirme la lente spécialisation de la formation en histoire. Il a donc fallu attendre toute une génération pour que la réforme

<sup>164</sup> C'est aussi le cas pour António Borges Coelho qui reprend ses études alors qu'il est en prison. S'étant inscrit dans les années 1940 en histoire-philosophie, il termine ce double cursus alors que l'histoire est séparée de la philosophie. Il est le dernier de cette génération à obtenir sa licence d'histoire-philosophie alors qu'elle n'existe plus. Voir les développements sur le cas d'António Borges Coelho dans le II)2) chapitre du 6.

<sup>165</sup> Signalons que cinq historiens ont une double formation, ce qui explique le nombre de 61 cursus au total : Salvador Dias Arnaut formé en médecine et histoire-philosophie ; Óscar Lopes en philologie classique et en histoire-philosophie ; Armando Castro en droit et en sciences économiques et politiques ; Luís Manuel Rocha Ferrand de Almeida en droit et histoire-philosophie et enfin Mário Soares histoire-philosophie et en droit.



républicaine parvînt à modifier en profondeur les habitudes héritées des autres parcours générationnels.

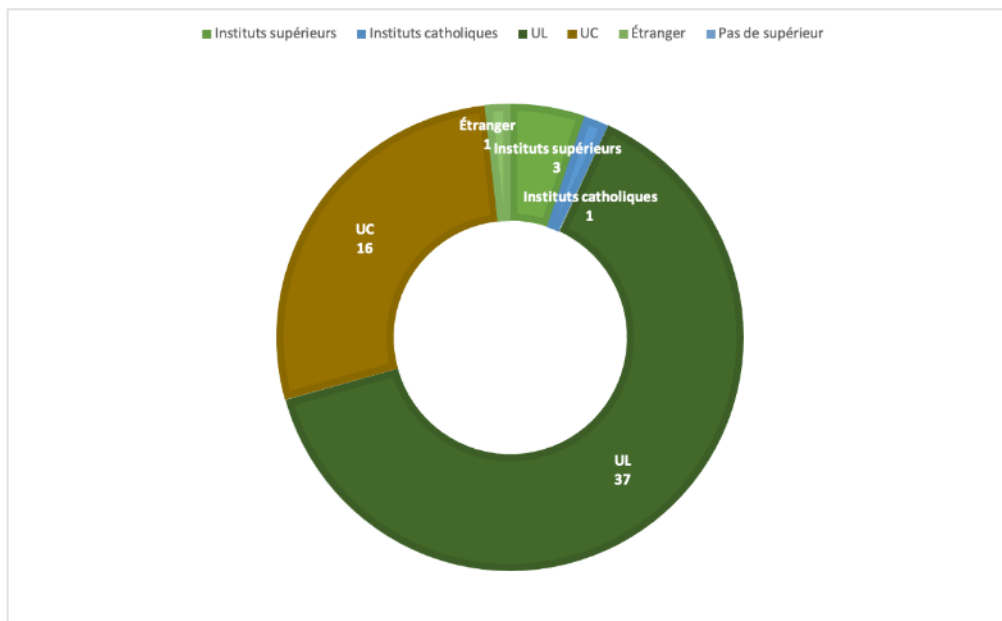


Figure 22 : diagramme des institutions supérieures fréquentées par la génération Oliveira Salazar (n=58)<sup>166</sup>.

Les lieux de formation fréquentés par les historiens de la génération Oliveira Salazar montrent une nouvelle fois la prédominance de l'Université et son rôle central dans la préparation des étudiantes et étudiants portugais [Figure 22]. L'extinction de la FLUP a conduit à sa disparition comme lieu de formation et a engendré une place toujours plus forte de l'université de Lisbonne. En effet, le nombre des historiens issus de cette institution est plus de deux fois supérieur à celui de leurs collègues diplômés de l'université historique de Coimbra. Par ailleurs, si cette dernière exerçait une plus grande attractivité sur les personnes nées dans les districts du nord du Portugal, il n'en demeure pas moins que certains historiens issus des zones septentrionales ont préféré se former à Lisbonne. Du fait du développement constant de l'agglomération de la capitale, bien plus peuplée et dynamique que la ville moyenne de Coimbra, l'université de Lisbonne est devenue un peu avant le mitan du XX<sup>e</sup> siècle l'épicentre de la formation historique.

La génération Oliveira Salazar a été contemporaine de la consécration du *cursus honorum* historien marqué par des études d'histoire et l'obtention d'un doctorat. En effet, la part des docteurs au sein de la cohorte le confirme [Figure 23]. Pour la première fois, le nombre de

<sup>166</sup> Sur les 56 historiens, deux ont fréquenté deux universités : Luís Guilherme Mendonça de Albuquerque et Óscar Lopes qui ont tous les deux été d'abord à la FLUL puis à la FLUC.

docteurs était nettement majoritaire. Ils sont par ailleurs autant de docteurs en histoire que dans les autres disciplines [Figure 47].

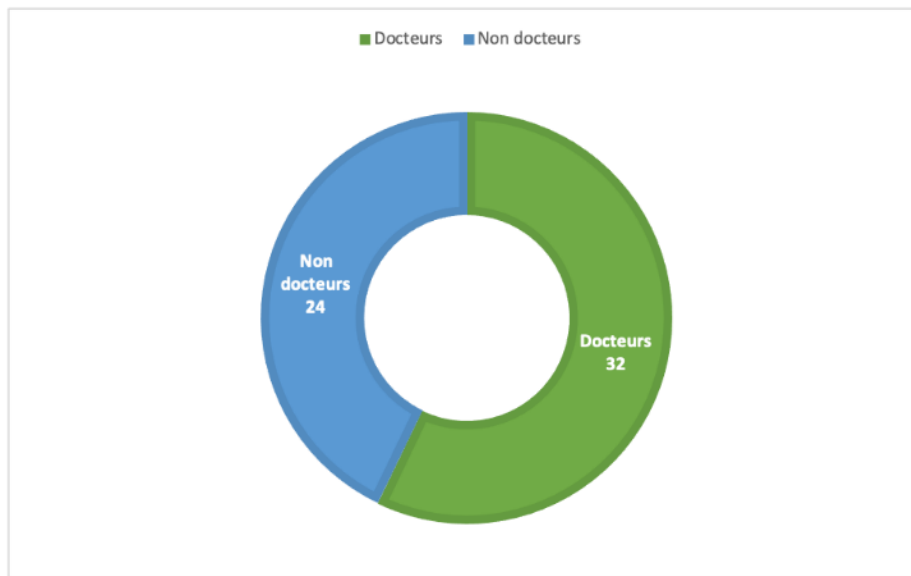


Figure 23 : diagramme des titulaires ou non d'un doctorat pour les historiens de la génération Oliveira Salazar (n=56).

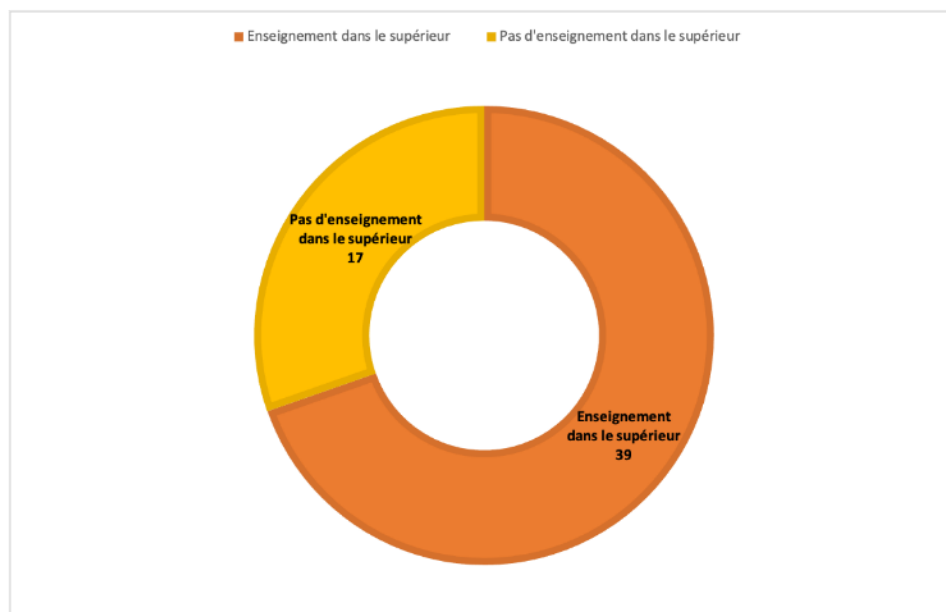


Figure 24 : diagramme du nombre d'historiens de la génération Oliveira Salazar enseignant dans le supérieur (n=56).

La proportion des historiens exerçant dans l'enseignement supérieur était tout aussi importante, puisqu'elle représente près des trois quarts des effectifs de la génération Oliveira Salazar [Figure 24]. Le résultat confirme donc la tendance amorcée par la génération de la transition autoritaire, faisant du métier de professeur universitaire la voie la plus suivie par les historiens portugais. Ceux qui ont exercé dans l'enseignement supérieur et qui possédaient un doctorat sont, pour beaucoup, devenus des professeurs cathédraux [Figure 51]. Au sein de ce

groupe, ils étaient 16 à occuper cette fonction, soit la moitié des historiens titulaires d'un doctorat. Il y avait donc une adéquation moins marquée qu'auparavant entre la possession de ce diplôme et le fait d'occuper le dernier grade de la carrière universitaire. Par ailleurs le grade le plus représenté dans l'échantillon était celui d'assistant. Cette dé-corrélation relative est le signe d'une concurrence plus forte entre les historiens, mais aussi d'un verrouillage politique puissant à leur égard<sup>167</sup>.

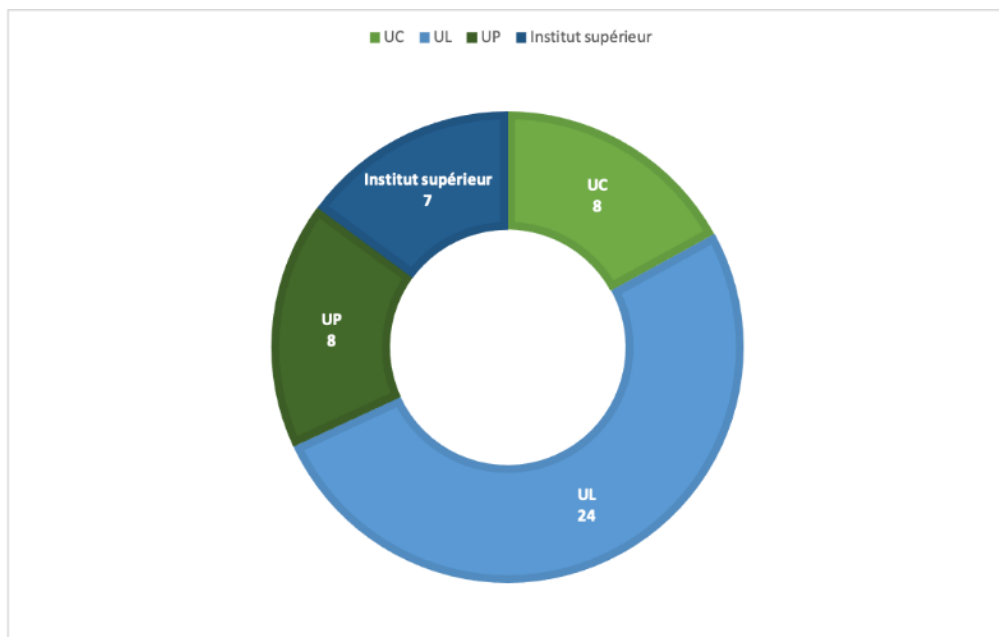


Figure 25 : diagramme des institutions supérieures d'exercice de la génération Oliveira Salazar (n=47)<sup>168</sup>.

En se penchant sur les lieux d'exercice des historiens, on constate une nouvelle fois la place centrale de l'Université portugaise [Figure 25]. À l'instar des études, l'université de Lisbonne était le lieu d'exercice principal des historiens portugais car la moitié y a enseigné. Le renouveau de la FLUP au tout début des années 1960 a aussi créé un appel d'air et elle est devenue un lieu d'exercice important de la génération Oliveira Salazar, à égalité avec l'université de Coimbra, dont la place se réduisait progressivement. La part croissante des instituts supérieurs par rapport à la génération précédente s'explique par la création dans les années 1960 de structures universitaires dans les colonies, où des professeurs ayant déjà une certaine expérience de l'enseignement ont été recrutés<sup>169</sup>. Mais il faut aussi prendre en compte les autres instituts ayant

<sup>167</sup> Voir le III)1) de ce chapitre.

<sup>168</sup> Signalons que 8 personnes ont exercé dans deux instituts supérieurs différents, d'où le nombre de 47 lieux d'exercice.

<sup>169</sup> Voir le I)1) du chapitre 1.

un lien toujours plus fort avec l’histoire ou bien l’histoire de l’art, offrant des postes aux historiens<sup>170</sup>.

La génération Oliveira Salazar a donc marqué l’institutionnalisation de l’histoire et la professionnalisation de l’historien dans le supérieur. Des études en histoire, un doctorat et l’enseignement dans le supérieur devenaient des éléments caractéristiques de l’historien. Cette observation pourrait sembler paradoxale dans la mesure où la cohorte correspond au groupe d’historiens faisant carrière durant l’*Estado Novo* et où la répression à l’encontre des historiens en opposition était forte. La génération suivante a par ailleurs confirmé les tendances qui se sont dessinées au fur et à mesure.

La cinquième génération est composée des historiens nés entre 1930 et 1944. Je l’appellerai la génération de la guerre coloniale. Elle réunit 23 personnes, dont 3 femmes, ce qui en fait la génération la moins importante numériquement. Il est possible de l’expliquer par le laps de temps plus court entre les deux extrême de la génération par rapport aux autres. Les plus âgés ont trente ans lorsqu’éclate la guerre coloniale tandis que les plus jeunes ont l’âge de faire partie des appelés pour aller combattre. Elle n’a connu que le régime autoritaire et a grandi avec António de Oliveira Salazar comme président du Conseil. Les plus âgés ont près de quarante ans quand il se retire du pouvoir à la suite de sa chute en 1968.

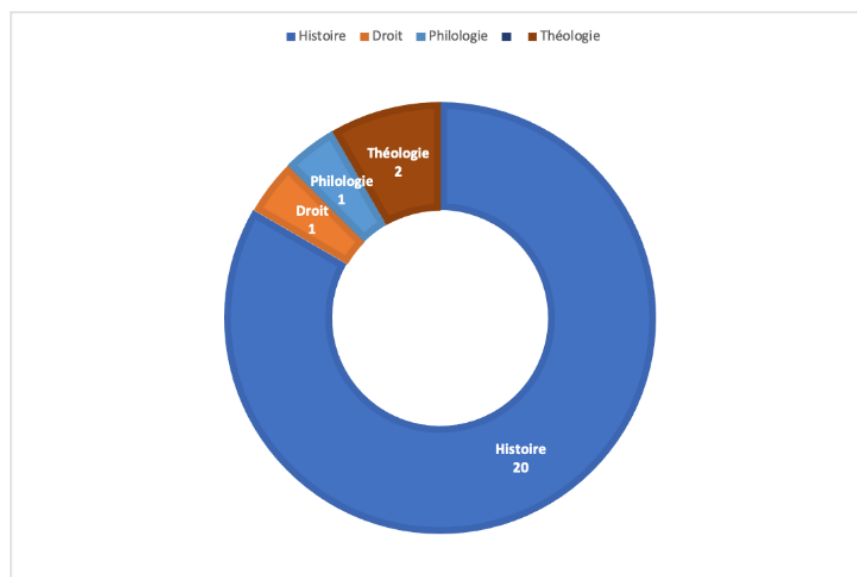


Figure 26 : diagramme des formations suivies par les historiens de la génération de la guerre coloniale (n=24)<sup>171</sup>.

<sup>170</sup> Tel est par exemple le cas de l’école des Beaux-Arts de Porto pour Flório Teles de Meneses e Vasconcelos, ou bien celui de l’Institut Supérieur des Études Ultramarines pour Luís de Matos et Vitorino Magalhães Godinho.

<sup>171</sup> José Mattoso s’est d’abord formé au séminaire de Singeverga en « philosophie et théologie » – j’ai par ailleurs fait le choix de n’inclure que la composante théologique dans le tableau – puis une licence d’histoire à l’université catholique de Louvain. Son double cursus explique le nombre de 24 formations.

La génération de la guerre coloniale est caractérisée par une grande homogénéité dans la formation choisie : l'histoire y est nettement majoritaire [Figure 26]. Ainsi, plus des trois quarts des historiens de la génération de la guerre coloniale ont suivi ce cursus. Les autres voies qui étaient auparavant des cursus secondaires relativement importants comme la philologie et le droit sont devenues marginales. Les formations proposées dans les domaines scientifiques ont par ailleurs disparu. La théologie, tout en restant très minoritaire, a été suivie par deux historiens ; encore faut-il préciser que l'un d'eux, José Mattoso, a suivi un double cursus : Alberto Ferreira de Almeida est ainsi le seul historien de cette génération n'ayant été formé qu'en théologie. Obtenir une licence en histoire était donc devenu un passage obligé afin d'être considéré comme un historien.

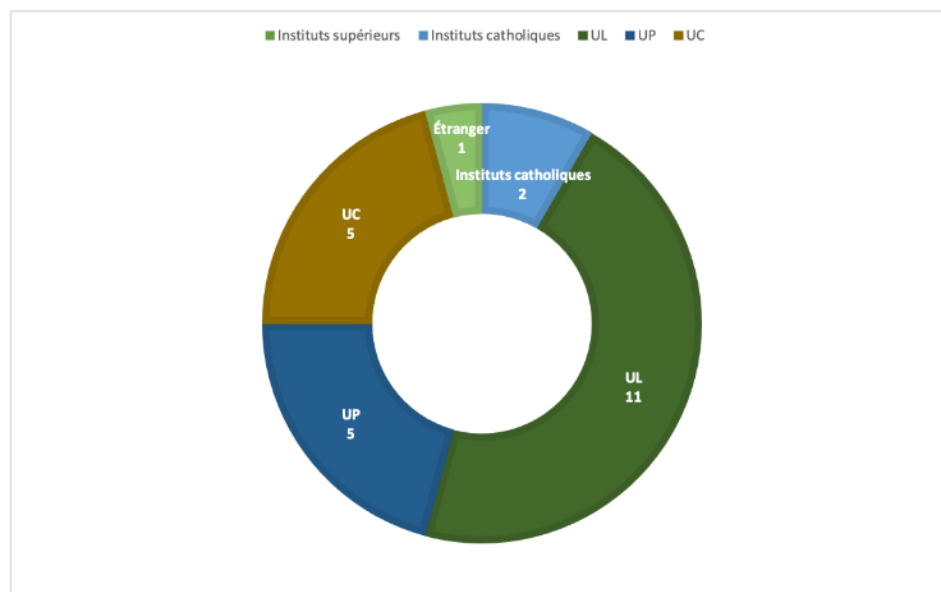


Figure 27 : diagramme des institutions supérieures fréquentées par la génération de la guerre coloniale (n=24).

La génération de la guerre coloniale confirme la place essentielle de l'Université dans la formation des historiens [Figure 27]. Par ailleurs, elle est la première dans laquelle les plus jeunes ne fréquentent plus d'autres instituts supérieurs publics. En conséquence, l'Université a complètement supplanté les instituts d'enseignement supérieur, à l'exception notable des deux historiens ayant suivi une formation dans un institut catholique. L'université de Lisbonne a consolidé son rôle d'institution prépondérante en réunissant la moitié de la cohorte, alors que l'université de Porto et l'Université de Coimbra faisaient presque jeu égal. L'origine géographique des historiens orientait le choix de leur université : celle de Lisbonne a attiré prioritairement – mais non exclusivement – les individus originaires des districts méridionaux, l'université de Coimbra ceux des districts centraux et l'université de Porto ceux des districts septentrionaux du Portugal. S'il s'agit de faire preuve de prudence dans l'interprétation de résultats

portant sur un échantillon statistiquement restreint, il me semble pourtant que ceux-ci confirment des tendances déjà esquissées au cours des périodes précédentes.

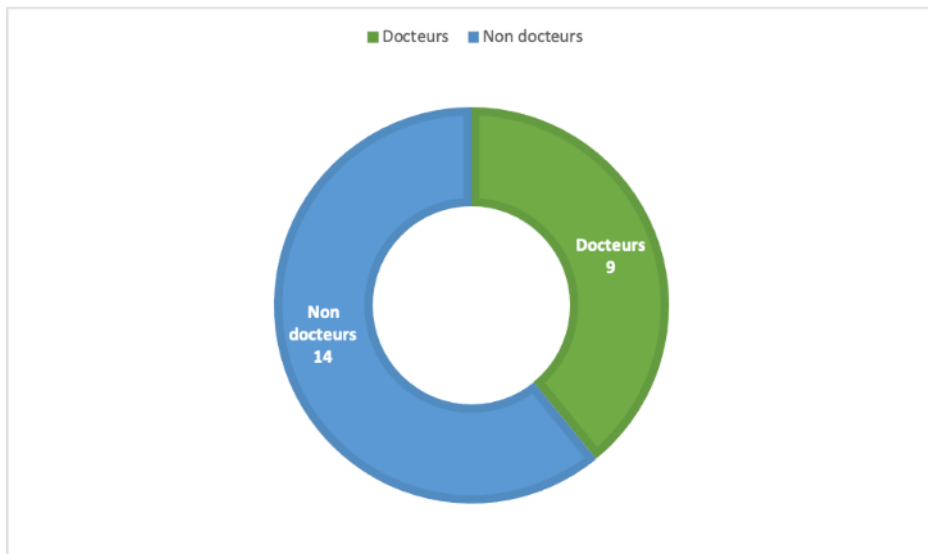


Figure 28 : diagramme des titulaires ou non d'un doctorat pour les historiens de la génération de la guerre coloniale (n=23).

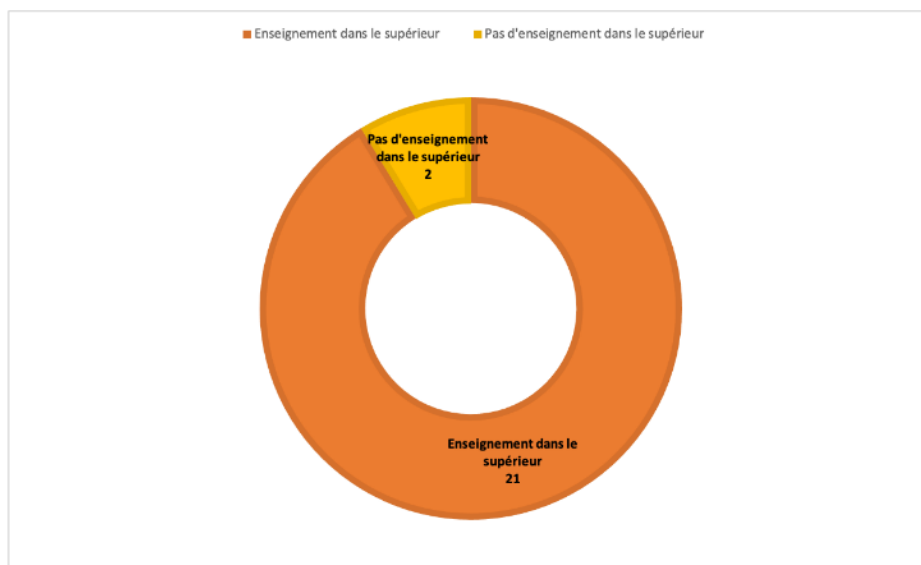


Figure 29 : diagramme du nombre d'historiens de la génération de la guerre coloniale enseignant dans le supérieur (n=23).

La génération de la guerre coloniale se distingue par une part assez faible de docteurs, ce qui s'explique par le choix de la borne chronologique de clôture retenue [Figure 28]. Les plus jeunes de la cinquième génération avaient en effet trente ans quand le 25 avril 1974 s'est produit. Certains d'entre eux, comme Luís Reis Torgal ou bien Joaquim Romero Magalhães, ont ainsi obtenu leur doctorat lorsque le Portugal était déjà une démocratie. En outre, il faut mettre en regard la relative jeunesse du groupe et le nombre d'historiens ayant exercé dans l'enseignement supérieur. En effet, la cohorte étudiée a très majoritairement enseigné dans ce degré [Figure 29]. La pratique enseignante était donc devenue une norme caractérisant les plus

jeunes historiens de l'ensemble des personnes considérées dans la recherche. Du fait de la jeunesse du groupe, il n'y a eu qu'un seul professeur cathédrique, Ruy Manuel Corte-Real de Albuquerque [Figure 51]. Deux historiens ont atteint le grade de professeurs auxiliaires – José Mattoso et Luís António de Oliveira Ramos – et le reste de la génération a surtout occupé la fonction de premier ou second assistant. Signalons que les deux personnes qui n'ont pas enseigné sont liées à l'opposition, ce qui explique qu'elles n'ont pas donné de cours au Portugal : José Manuel Tengarrinha était interdit d'enseigner et Maria Beatriz Nizza da Silva avait quant à elle émigré avec son mari pour fuir la guerre coloniale<sup>172</sup>.

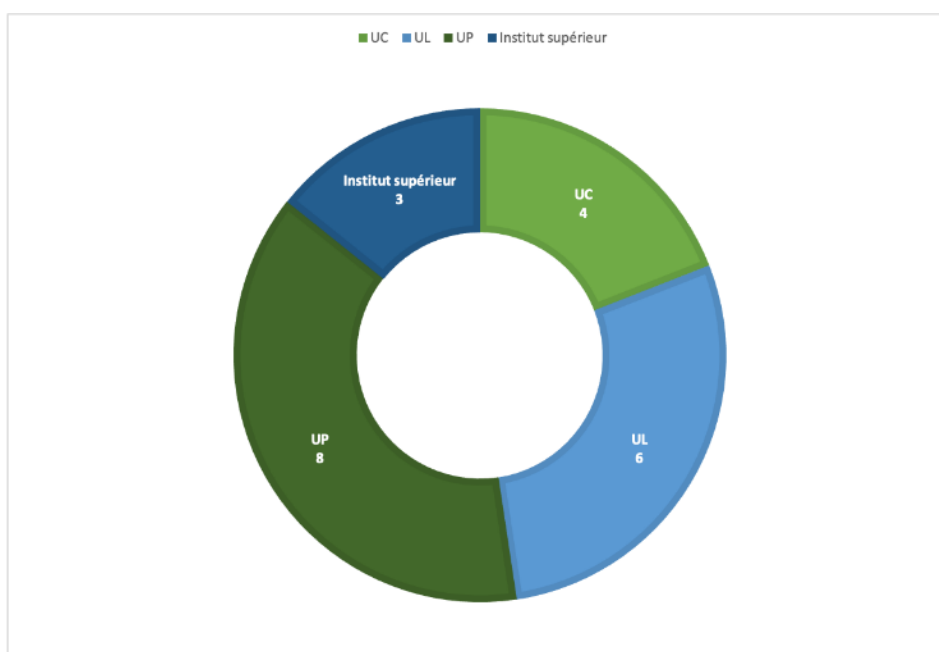


Figure 30 : diagramme des institutions supérieures d'exercice de la génération de la guerre coloniale(n=21).

Pour les 21 personnes de la génération de la guerre coloniale ayant enseigné, l'Université portugaise a garanti son rôle de pôle de recrutement essentiel [Figure 30]. Par ailleurs, la création de l'université de Porto a entraîné la création d'un certain nombre de postes d'enseignants et d'assistants, expliquant le rôle central de la plus jeune université comme lieu d'enseignement, au point de dépasser l'université de Lisbonne. Le déclin des recrutements au sein de l'université de Coimbra s'est poursuivi, poursuivant son retrait. Les instituts supérieurs ont offert la possibilité d'enseigner à des individus aux profils variés. En effet, deux opposants ont été recrutés en 1973 dans des établissements d'enseignement supérieur, soit Miriam Halpern Pereira à l'ISCTE<sup>173</sup> et João Bénard da Costa<sup>174</sup> à L'École supérieure de cinéma du

<sup>172</sup> Elle a cependant enseigné au Brésil (voir son entretien en annexe).

<sup>173</sup> Pour une présentation de cet institut supérieur, voir le I)1).

<sup>174</sup> [https://www.infopedia.pt/\\$joao-benard-da-costa](https://www.infopedia.pt/$joao-benard-da-costa), consulté le 19 février 2021.

conservatoire national, durant la période dite d'ouverture du marcellisme. Finalement, la génération de la guerre coloniale est marquée par l'adéquation toujours plus forte entre un profil type de l'historien formé en histoire, titulaire d'un doctorat et enseignant dans le supérieur et les choix opérés par les historiens.

\*

\* \*

La mise en évidence de différentes générations a permis de rendre compte de la richesse des profils des historiens actifs durant la période autoritaire portugaise. Les différentes cohortes que forment ces générations, analysées chronologiquement, permettent d'identifier les transformations des parcours historiques au fil de la dictature. Les choix de lieux de formation, l'intégration ou non de l'enseignement supérieur mais aussi l'influence des décisions politiques des régimes républicain puis autoritaire ont modelé les trajectoires des historiens. Au gré des générations, un parcours historique a pris forme. En effet, en évacuant la question politique, et aux regards des résultats obtenus par la lecture prosopographique proposée, des tendances lourdes confirment la lente progression de la professionnalisation et une forme de normalisation du parcours historique, par des étapes successives qui étaient attendues par le reste de la communauté.

Par ailleurs, en considérant maintenant l'ensemble du groupe des historiens, il est possible de voir comment la professionnalisation de l'histoire s'est construite lentement au cours de la période autoritaire. Penser le groupe historique dans son ensemble permet de montrer les éléments corroborant l'affinement de la figure historique dans un contexte autoritaire.

## 2) Des critères de convergence : penser la communauté historique durant le régime autoritaire

Les 186 historiennes et historiens composant le groupe arrêté partagent un certain nombre de caractéristiques sociologiques communes comme le lieu de naissance, le milieu social et le genre. Mais la profession historique se singularise aussi graduellement par une institutionnalisation en dépit de la situation politique contraignante pour l'essentiel du groupe historique. En analysant les données réunies, l'objectif est ici de montrer les principales tendances qui permettent de saisir le milieu historique en activité durant le régime autoritaire.



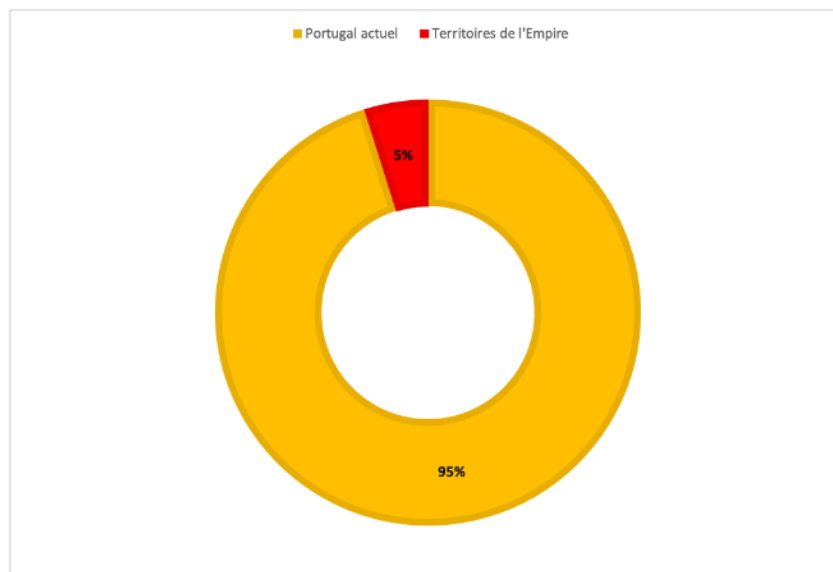


Figure 31 : diagramme du lieu de naissance des historiens portugais sur l'ensemble de la période autoritaire (n=186).

Tout d'abord, l'étude du lieu de naissance des historiens portugais actifs de 1926 à 1974 est révélatrice d'une géographie relativement simple car elles et ils sont tous nés au Portugal et dans les territoires colonisés [Figure 31]. Par ailleurs, la communauté scientifique est essentiellement issue du Portugal actuel<sup>175</sup> puisque que 95 % des membres y sont nés et, si on considère les colonies comme faisant partie des territoires portugais, ce qui était le cas durant le régime autoritaire, aucun historien n'est né à l'étranger. L'Empire qui occupait une place si importante dans l'esprit des historiens<sup>176</sup> était donc sous-représenté comme espace de naissance et de vie. Le fait que seuls 5 % des historiens recensés soient nés dans l'Empire peut s'expliquer par le fait que les colonies portugaises n'ont pas été des colonies de peuplement importantes avant les années 1950 et 1960, soit au-delà du terme de cette étude<sup>177</sup>. Cela révèle encore d'autres traits de la colonisation portugaise : en effet, du fait de l'absence de structures universitaires dans les territoires de l'Empire jusqu'à la fin des années 1960, habiter dans un territoire impérial impliquait pour les personnes souhaitant poursuivre dans l'enseignement supérieur de rejoindre la métropole. Peu de foyers étaient en capacité de payer les frais très importants supposés par un départ loin des colonies.

Un autre constat apparaît en creux, qui a trait à la couleur de peau des historiens. Sans avoir la possibilité d'ériger des statistiques précises à ce sujet dans la mesure où les historiens portugais ne se définissent pas comme blancs, noirs, asiatiques, au regard des photographies

<sup>175</sup> J'entends par Portugal actuel l'ensemble composé par le Portugal continental et ses îles atlantiques, soit les archipels des Açores et Madère.

<sup>176</sup> Voir notamment le chapitre 5 pour la place de l'Empire pour les historiens accommodés.

<sup>177</sup> Voir Cláudia CASTELO, *Passagens para África. O Povoamento de Angola e Moçambique com Naturais da Metrópole (1920-1974)*, Lisbonne, Edições Afrontamento, 2007.

que j'ai vues au cours de mes recherches, aucun ne semblait asiatique<sup>178</sup> et un seul métis<sup>179</sup>. Ainsi, les historiens nés dans le Portugal actuel et les quelques historiens provenant de l'Empire sont essentiellement blancs<sup>180</sup>. Les impériaux venaient donc de familles originaires du Portugal continental<sup>181</sup>. Bien qu'une part d'incertitude persiste, dans la mesure où un certain nombre d'historiens n'ont pas laissé de photo ou de portrait, il me paraît possible d'affirmer que les historiens portugais étaient dans l'extrême majorité blancs et nés dans le Portugal actuel.

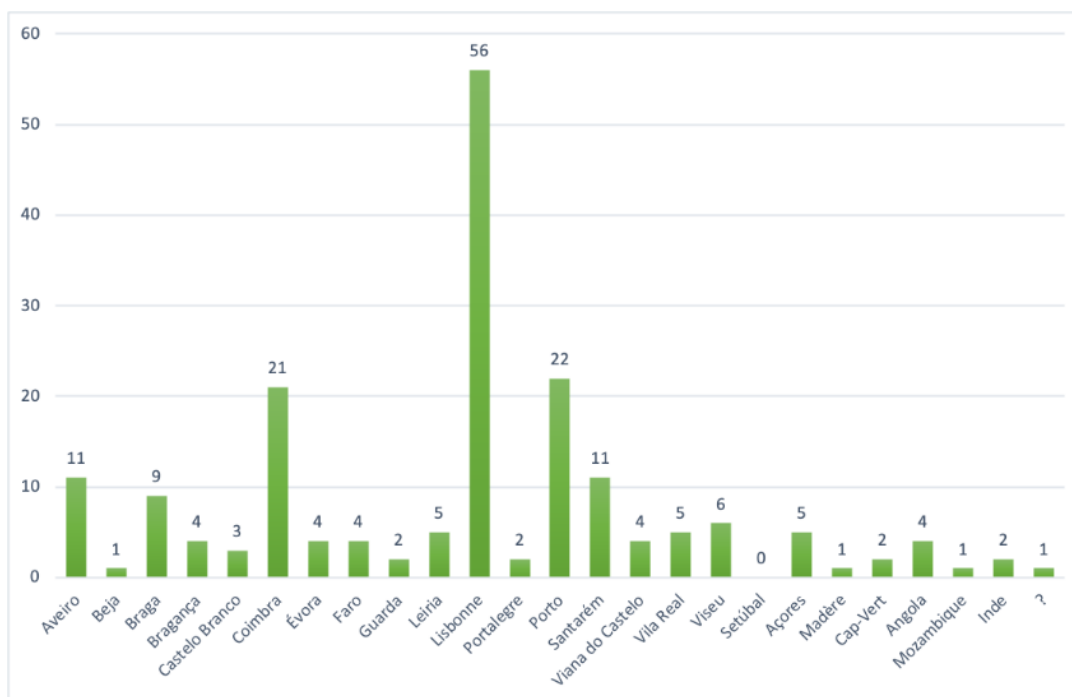


Figure 32 : diagramme des districts portugais ou territoires impériaux de naissance des historiens (n=186).

En adoptant le district<sup>182</sup> comme variable, la géographie des lieux de naissance des historiens se dessine [Figure 32]. Concernant les territoires impériaux, l'Angola est le mieux

<sup>178</sup> Sauf Pissurlencar Pandurang, membre correspondant de l'APH, mais je ne l'ai pas inclus dans ces statistiques car la notice biographique de son dossier de l'APH stipule qu'il est de nationalité indienne. Il n'était donc pas originaire du territoire anciennement portugais de Goa.

<sup>179</sup> Jorge de Alarcão, né à Coimbra, semble avoir une ou un ascendant noir.

<sup>180</sup> Alexandre Lobato au Mozambique ; Fernando Amaro Monteiro, Victor de Sá, Luís José de Pina Guimarães et Irisalva Moita ; António Sérgio ; Cristóvão de Magalhães Sepúlveda Aires ; Luís de Montalvor, António Carreira au Cap-Vert.

<sup>181</sup> Aucune ou aucun « Noir assimilé » ou descendant de « Noir assimilé » n'a été historien. Le statut d'assimilé désignait un intermédiaire entre les citoyens portugais, qui disposaient de l'ensemble de leurs droits sociaux, et ceux que le pouvoir désignait comme « indigènes », c'est-à-dire l'ensemble des individus issus des populations colonisées. Les assimilés étaient en conséquence des personnes indigènes considérées comme suffisamment au contact de la population et de la « civilisation » blanches – soit la plupart du temps des urbains parlant portugais et de confession catholique – pour que leurs enfants acquièrent la citoyenneté. Le statut, créé pendant la période républicaine en 1917, disparaissait l'année fatidique de 1961 (Voir Albert FARRÉ, « Assimilados, régulos, Homens Novos, moçambicanos genuínos : a persistência da exclusão em Moçambique », dans *Anuário Antropológico*, n° 2, 2015, pp. 199-229).

<sup>182</sup> Précisons que le district désigne au Portugal une circonscription territoriale qui est l'équivalent du département pour la France.

représenté dans l'échantillon considéré, ce qui s'explique certainement par le fait que cette colonie était celle où le peuplement blanc d'origine métropolitaine était le plus important parmi les territoires de l'Empire. L'absence de la Guinée Bissau et du Timor-Oriental doivent être signalés, et donc l'ensemble des territoires dominés par le Portugal n'étaient pas représentés parmi le groupe des historiens. Les archipels du Portugal actuel – les Açores et Madère – étaient faiblement représentés. Ainsi, avec 6 historiens, ils ne représentent pas plus de 3 % de l'ensemble. Le Portugal continental, soit le territoire inclus dans la péninsule Ibérique, était donc très majoritaire.

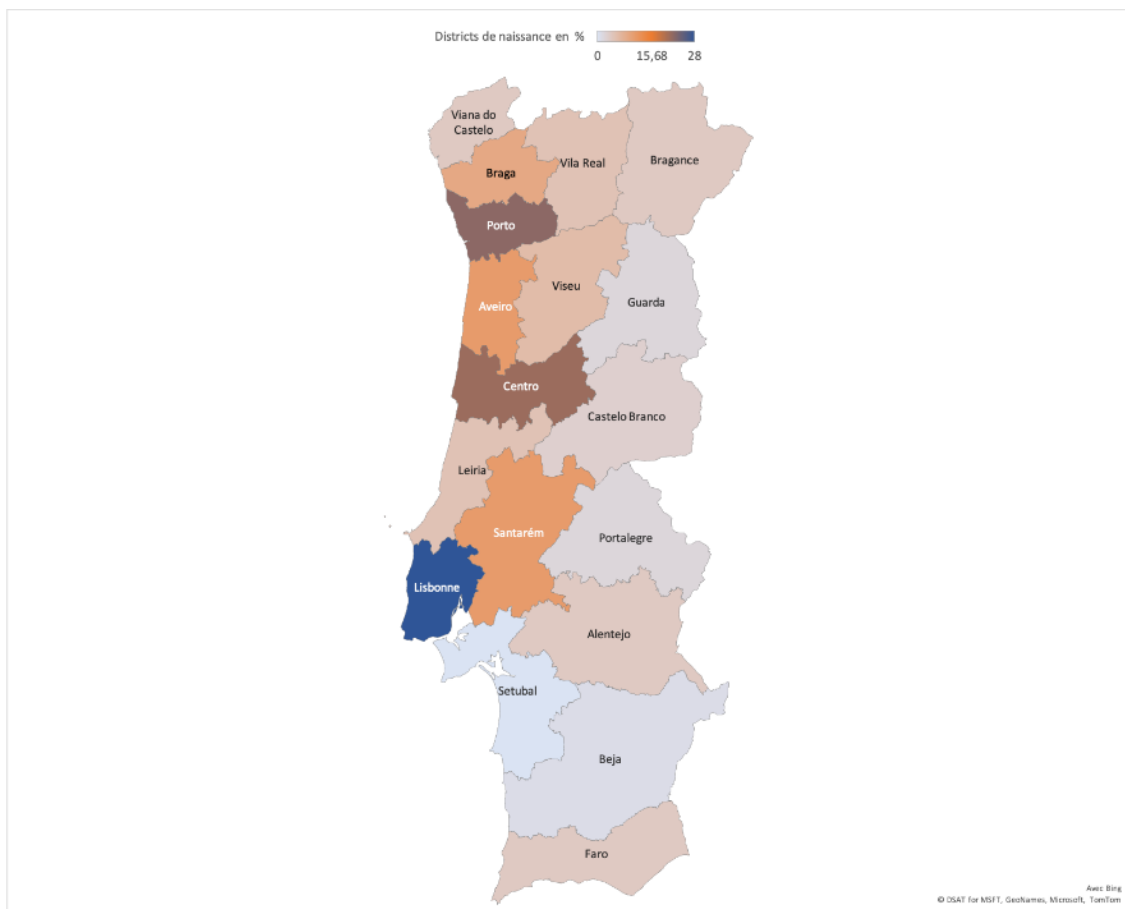


Figure 33 : carte des districts de naissance des historiens nés au Portugal actuel (hors Madère et Açores), exprimé en % (n=170)<sup>183</sup>.

La carte des lieux de naissance des historiens ne surprendra aucunement les lectrices et lecteurs portugais [Figure 33]. En effet, elle se rapproche fortement de la répartition actuelle de la population portugaise sur son territoire métropolitain. Ainsi, le principal district de naissance

<sup>183</sup> J'ai fait le choix de ne pas tenir compte de la personne dont le lieu de naissance n'a pas été identifié, des historiens nés dans l'Empire ainsi que de ceux nés dans les deux archipels. En effet, la carte, produite avec le logiciel Excel, respectait scrupuleusement l'échelle. En maintenant les deux archipels nord-atlantiques, la dimension atlantique du Portugal apparaissait très clairement, mais le Portugal continental était illisible par sa faible taille, sursignifiant ce que ce pays était et est, soit un très petit pays (pour la référence à peine voilée, voir la carte d'Henrique Galvão dans le repère « Portugal : quelles frontières ? »).

des historiens est celui de la capitale. Apparaissent ensuite clairement les deux autres grands centres urbains du Portugal : Porto et Coimbra. Or, les trois principales villes portugaises ont aussi une université<sup>184</sup>. Plus surprenante à première vue est l'absence de naissances enregistrées dans le district actuel de Setúbal, district s'étendant sur la rive sud de l'estuaire du Tage, désormais très peuplé du fait de l'étalement urbain de la capitale. Cependant, le développement suburbain s'est surtout développé à la fin de la période autoritaire. Ainsi, les villes de Barreiro, Almada et Setúbal étaient une zone très industrialisée. En conséquence, ce district était surtout peuplé par des ouvriers. Dans la mesure où les études secondaires et supérieures coûtaient cher, les filles et fils d'ouvriers étaient largement exclus du système universitaire et même de l'enseignement secondaire. Ce n'est qu'au cours des années 1960 que s'amorce au Portugal la lente massification de l'éducation.

À l'échelle du Portugal, la façade littorale de la moitié nord, proche des grands centres urbains, était la plus peuplée avec les districts d'Aveiro, Braga et Santarém. Ce qu'on appelle l'intérieur, soit toute la zone la plus proche de la frontière espagnole, tout comme les districts de Beja et Évora – qui sur la carte s'affiche comme Alentejo<sup>185</sup> – étaient et sont des zones de peuplement moins importantes. Ainsi, il y a une concordance entre les districts de naissance des historiens et la répartition géographique de la population portugaise, dont les principales caractéristiques se maintiennent depuis le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours. Au bout du compte, au regard des lieux de naissance, les historiens étaient majoritairement blancs, nés en métropole, dans les grands centres urbains et les districts proches du littoral atlantique.

Je dois faire le constat d'un échec dans la constitution du tableau des 186 historiennes et historiens : j'avais pour ambition d'identifier le milieu social d'origine des individus recensés, mais des difficultés sont rapidement apparues dans la collecte de ces données. Les notices biographiques du DHP précisent pourtant régulièrement le milieu social d'origine<sup>186</sup>. Cependant un certain nombre n'ont pas encore été écrites et donc je ne pouvais pas prétendre à l'exhaustivité sans me perdre dans les détails des autres notices biographiques, pas toujours explicites. Même lors des entretiens menés, les personnes issues de milieux favorisés ont pu manquer de clarté. Peut-être était-ce ma question qui manquait de précision mais, par exemple, Maria Nizza da Silva a répondu de la sorte à la question de son milieu social : « De mon côté, il n'y

---

<sup>184</sup> Voir le I)1) du chapitre 1.

<sup>185</sup> Malgré la saisie d'Évora dans le document Excel, c'est « Alentejo » qui apparaît, sûrement parce qu'une autre désignation de ce district est *Alentejo central*.

<sup>186</sup> C'est par ailleurs une des exigences expressément formulées dans le guide de rédaction d'une notice biographique.

avait pas de précédents d'intellectuels. Mes parents n'étaient pas des intellectuels. Du côté de mon mari, il y en avait<sup>187</sup>. » Peu après, elle a pourtant évoqué la boutique de meubles détenue par son grand-père, où travaillait son père, et le fait que sa mère avait aussi une boutique. Elle appartenait donc à la classe moyenne. Par ailleurs, il faut souligner qu'elle a tout de suite parlé du milieu intellectuel, très certainement parce qu'elle savait que je travaillais sur les historiens et qu'elle voulait montrer que son parcours d'intellectuelle était isolé dans sa famille.

D'autres personnes ont été claires sur leurs origines bourgeoises. Miriam Halpern Pereira a ainsi bien identifié son milieu privilégié :

« J'ai eu beaucoup de chance comme j'avais une certaine aisance pécuniaire, j'utilisais mon argent de poche pour acheter des livres et des disques. Il était facile de commander des livres de l'étranger dans les librairies, j'utilisais beaucoup la Librairie Sá da Costa, qui était à l'époque la meilleure. En parlant de mes origines familiales, mes parents étaient des personnes cultivées, qui lisaient beaucoup et qui avaient suivi l'enseignement secondaire. Ils ont eu une vie perturbée par la Première Guerre mondiale, mon père était médecin, mais son père est mort du fait de la grippe espagnole et comme il était le frère le plus âgé, il a dû remplacer son père. C'était des personnes qui lisaient beaucoup, qui avaient beaucoup de livres à la maison, les livres étaient très valorisés<sup>188</sup>. »

De même José Tengarrinha m'a précisé : « Mes parents étaient de la moyenne, haute bourgeoisie. Mais dès le début, j'ai montré beaucoup de rébellion contre la société stagnante de province, et j'ai eu besoin de me libérer de cette bourgeoisie de province<sup>189</sup>. » José Mattoso, pour sa part, s'est défini comme faisant partie de la classe moyenne supérieure, évoquant son père professeur du secondaire, adepte du régime et qui a écrit le manuel scolaire unique, alors que sa mère vivait entourée d'artistes<sup>190</sup>. En revanche, António Borges Coelho s'est présenté comme issu d'un milieu rural du nord du Portugal et a évoqué son origine sociale modeste :

« Je viens d'un milieu rural, mon père était câbleur, c'est lui qui a monté les lignes téléphoniques dans ma région et ma mère était fille d'un propriétaire terrien. Dans le Trás-os-Montes, une terre où il n'y avait pas de lumière électrique, pas de canalisation, pas d'eau potable, les femmes apportaient l'eau de la fontaine sur leur tête : ma première enfance fut ainsi<sup>191</sup>. »

En résumé, parmi les sept autrices et auteurs m'ayant accordé des entretiens, seul António Borges Coelho vient d'un milieu rural et populaire. Toutes et tous les autres sont issus de

---

<sup>187</sup> Entretien avec Maria Nizza da Silva, p. 10.

<sup>188</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 6.

<sup>189</sup> Entretien José Tengarrinha, p. 4.

<sup>190</sup> Entretien avec José Mattoso, p. 1.

<sup>191</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 3.

milieux relativement voire clairement privilégiés, ayant ainsi plus aisément disposé des ressources nécessaires à la poursuite de leurs études, comme c'était le cas pour de nombreux pays<sup>192</sup>.

En outre, pour les personnes décédées, les rubriques nécrologiques ne parlent pas spécifiquement du milieu social. C'est l'un des biais de la biographie des personnes célèbres : dire expressément que la personne vient d'un milieu social très privilégié relève parfois de l'anecdote dans la construction a posteriori de la personne rédigeant la biographie. Cependant, il me semble possible d'affirmer, considérant le coût que représentaient les études et surtout le très faible nombre de personnes qui atteignaient l'université au Portugal, que l'essentiel des historiens venait d'un milieu social privilégié. João Madeira a ainsi insisté sur la prépondérance des différentes « fractions de la bourgeoisie » parmi les étudiants : durant l'année 1952-1953, moins de 3 % des étudiantes et étudiants étaient des fils de travailleurs agricoles ou ouvriers<sup>193</sup>.

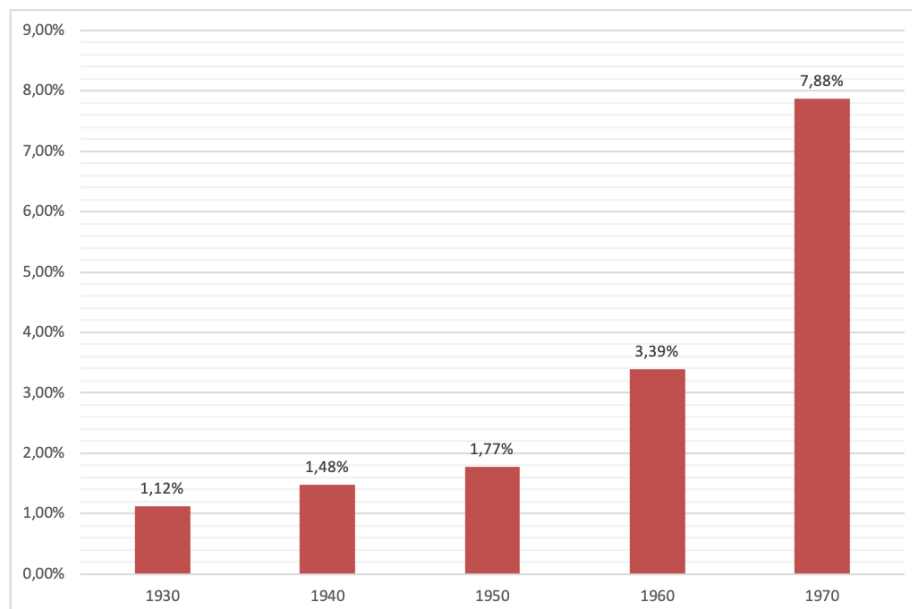


Figure 34 : diagramme de la part des étudiants dans la population âgée de 20 à 24 ans, entre 1930 et 1970 (intervalles de 10 ans)<sup>194</sup>.

<sup>192</sup> Sergio Miceli a par exemple développé le cas des intellectuels brésiliens des années 1920 aux années 1940 en rappelant : « La plupart des intellectuels de cette époque appartenaient, soit à des familles de “parents pauvres” de l’oligarchie, soit à des familles depuis longtemps spécialisées dans les charges politiques et culturelles les plus prestigieuses », le milieu social des intellectuels brésiliens est donc particulièrement privilégié sur la période étudiée (Sergio MICELI, *Les intellectuels et le pouvoir au Brésil (1920-1945)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1981, p. 14).

<sup>193</sup> João MADEIRA, Os « Engenheiros de Almas », *O Partido Comunista e os intelectuais (dos anos trinta a inícios de sessenta)*, Lisbonne, Estampa, 1996, p. 60.

<sup>194</sup> Ce diagramme a été réalisé à partir du croisement des informations de la population issus de Nuno VALÉRIO (coord.), *Estatísticas Históricas Portuguesas*, Lisbonne, Instituto Nacional de Estatística Portugal, 2001, page 55 et du nombre d’étudiantes et étudiants dans l’enseignement supérieur d’après l’article d’António NÓVOA, « Ensino superior » dans Fernando ROSAS et João Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. 1, pp. 305-307.

De plus, la sous-représentation des étudiants dans la population âgée de 20 à 24 ans montre à quel point les études étaient réservées à une minorité de la population [Figure 34]. Sur l'ensemble de la période autoritaire, la part des étudiants s'est faiblement accrue, pour ne dépasser les 7 % que vers 1970. L'idée selon laquelle l'accès à l'enseignement supérieur est le privilège d'une très faible partie de la population devient alors évidente, malgré une augmentation continue entre 1930 et 1970 et une accélération en 1960, confirmée en 1970. Il faut cependant garder à l'esprit que les pourcentages des deux dernières décennies ont été amplifiés du fait de l'émigration des jeunes vers l'Europe occidentale, réduisant le nombre de jeunes de la tranche d'âge dans les statistiques portugaises<sup>195</sup>. En effet, elle s'est massifiée durant la décennie 1960 [Figure 35].

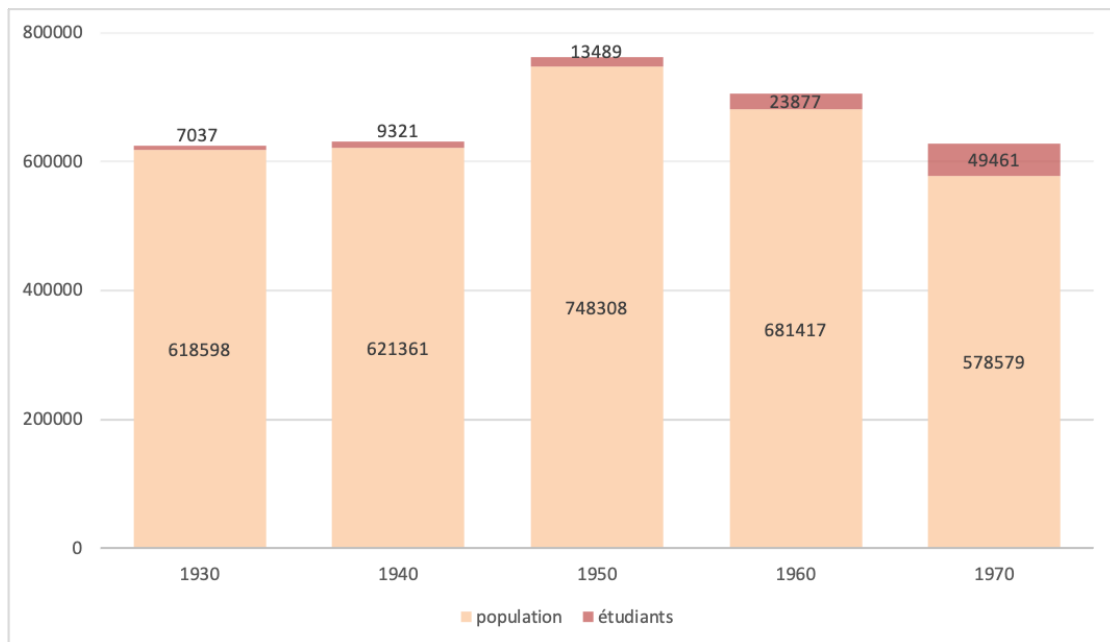


Figure 35 : Part des étudiants et de la population âgée de 20 à 24 ans n'étudiant pas, entre 1930 et 1970 (intervalles de 10 ans)

Ainsi, le nombre de jeunes pauvres émigrants a contribué à faire augmenter mécaniquement la proportion des étudiants même si l'augmentation du nombre de personnes faisant des études était certaine. Finalement, compte tenu du faible pourcentage des étudiants dans la population et malgré l'impossibilité d'établir des données précises pour le groupe considéré, les historiens venaient très certainement pour une très large partie d'entre eux de la classe moyenne ou bien d'un milieu social privilégié.

<sup>195</sup> Voir notamment le repère « Portugal : une puissance pauvre ».

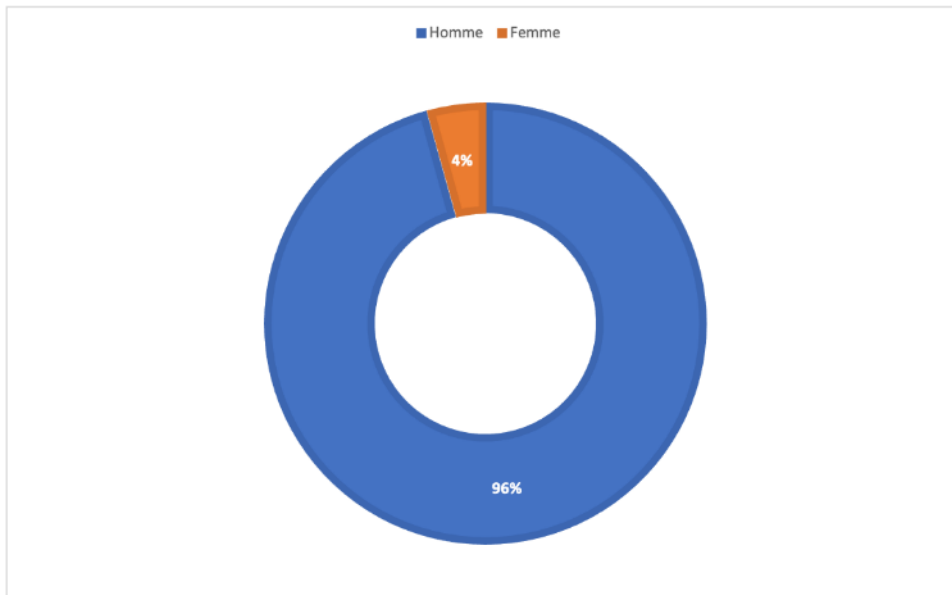


Figure 36 : diagramme de répartition par genre de l'ensemble de la communauté historique (n=186).

Au cours de la partie, l'utilisation « d'historien » sans la forme « historienne » pourrait apparaître comme une réminiscence de la règle du masculin l'emportant sur le féminin. Cependant, le poids écrasant des hommes caractérise le groupe des historiens portugais en exercice et donne raison, empiriquement, à la règle de grammaire française [Figure 36]. La surreprésentation des hommes dans le milieu historique est manifeste : sur l'ensemble de la période autoritaire, ils sont en effet 96 %. C'est une illustration de la place secondaire des femmes dans la société portugaise et d'un accès marginalisé à l'enseignement supérieur et aux fonctions enseignantes. Les femmes ont progressivement intégré l'enseignement supérieur et il y en avait un certain nombre dans les promotions étudiantes, mais la plupart ne poursuivaient pas dans la carrière universitaire voire tout simplement dans la carrière professionnelle, devenant femmes au foyer. En outre, les femmes devenues professeures dans le supérieur étaient régulièrement célibataires : tel est le cas d'un tiers des 19 docteurs recensées par Armando Luís de Carvalho Homem pour la période 1926-1960<sup>196</sup>. La première femme historienne du groupe étudié, Virgínia Rau, est par exemple restée célibataire toute sa vie. Devenir historienne ou se marier était une décision à prendre pour beaucoup de femmes.

<sup>196</sup> Armando Luís de Carvalho HOMEM, « Mulheres doutoras nas universidades portuguesas (1926-1960) » dans *Faces de Eva. Estudos sobre a Mulher*, Lisbonne, n° 39, juin 2018, pp. 75-92.



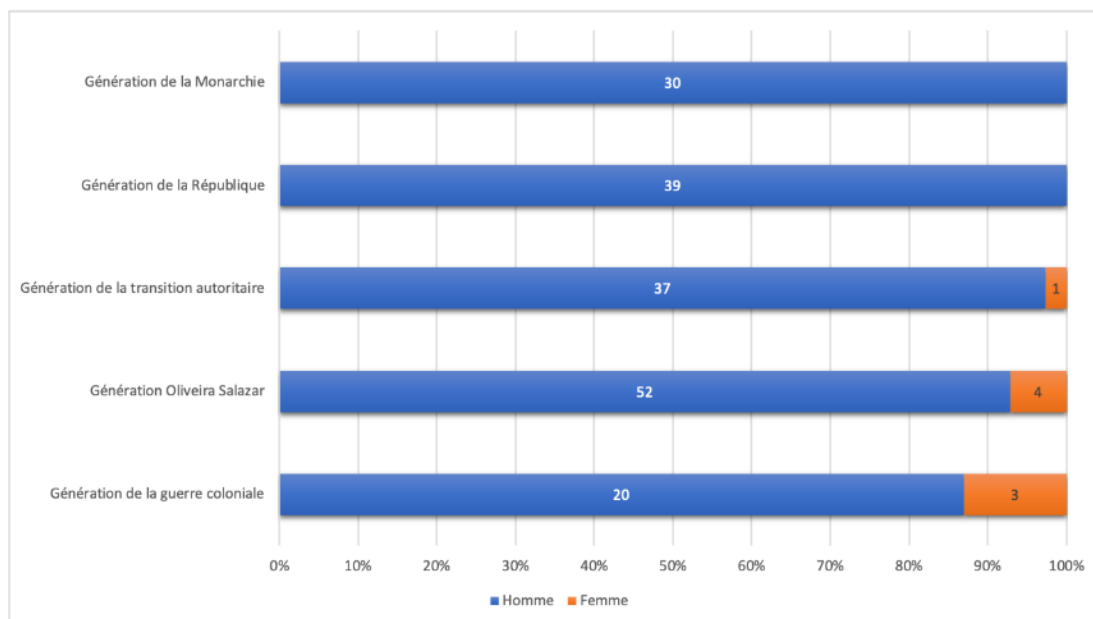


Figure 37 : diagramme de la répartition par genre et par génération de la communauté historique (n=186).

La féminisation de la profession historique est donc restée marginale, évoluant très lentement entre 1926 et 1974 [Figure 37]. Après deux premières générations totalement masculines, la progression a certes été continue mais très lente et, pour la génération de la guerre coloniale, la part des femmes parmi les historiens de la cohorte dépasse à peine un dixième. De plus, cette observation s'appuie sur un échantillon statistique trop restreint pour permettre d'y voir une nette tendance.

La présence écrasante des hommes dans la profession historique appelle ainsi quelques remarques concernant le rôle des femmes dans l'esprit de certains historiens. Au sein de cette communauté, dans la plupart des cas, des hommes parlaient à d'autres hommes. António José Saraiva, un historien de la génération Oliveira Salazar, opposant marqué à gauche, a vécu de longues années en exil. Alors qu'il vivait seul à l'étranger, sa femme étant restée au Portugal avec leurs enfants, il observait dans une lettre envoyée à son ami Óscar Lopes en janvier 1970 : « Le reste du temps, je le dédie à des tâches domestiques, laver le linge et à la cuisine, qui prennent beaucoup de temps. Au Portugal il n'y a pas encore ce problème – pour les hommes. Il est possible d'être un intellectuel pur<sup>197</sup> ». Sa réflexion, dans la dernière décennie de la période autoritaire, est révélatrice de la pérennité du rôle alloué aux femmes dans une pensée masculine. Les tâches domestiques étaient pour António José Saraiva une entrave au travail de réflexion. En les déléguant aux femmes, les hommes se libéraient ainsi du temps qu'ils pouvaient

<sup>197</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, p. 289.

consacrer au travail et à l'écriture. La réflexion, très genrée, d'un homme écrivant à un autre homme est ici isolée mais elle n'en est pas moins, il me semble, partagée et dans le même temps révélatrice d'une idéalisation de la fonction intellectuelle qui serait comme réservée aux hommes.

Les épouses des historiens sont certes parfois évoquées mais leur aide dans le travail de leur mari est régulièrement invisibilisée. L'invisibilisation est :

« Le fait de faire disparaître une femme de l'Histoire. Les mécanismes sont multiples : faire passer la femme au second plan, la faire disparaître complètement, minimiser son action, travestir sa vie, diminuer ou voler son travail, la cantonner à la femme ou la sœur de, l'auto-invisibilisation<sup>198</sup>. »

Ainsi, elles ont régulièrement apporté une aide dans la rédaction des manuscrits. La corvée de la dactylographie pouvait régulièrement leur incomber. Des historiens ont cependant évoqué leur rôle. Par exemple, Vitorino Magalhães Godinho a mentionné le travail de son épouse Maria Antonieta Magalhães Godinho, dans deux lettres différentes adressées à Fernand Braudel. Dans une première datée du 26 février 1957, il écrivait : « je reste presque tout le temps à la maison pour écrire, tandis que ma femme tape la 1<sup>re</sup> partie », et dans une autre datée du 16 avril 1958 : « Mollat vient de me restituer le manuscrit, dûment corrigé, de la seconde partie (les épices) de ma thèse principale. Avec six mois de retard, hélas. Ma femme a commencé tout de suite à la dactylographier<sup>199</sup> ». Maria Antonieta Magalhães Godinho a donc été d'une aide précieuse et s'est chargée de dactylographier la thèse d'État de son époux, qu'il était en train d'écrire et qu'il a soutenue en 1959<sup>200</sup>. Par ailleurs, Joaquim Romero Magalhães, dans une courte biographie écrite dans le cadre d'une exposition consacrée à Vitorino Magalhães Godinho à la BNP, a évoqué Maria Antonieta Magalhães Godinho et ce moment de leur vie : « Permettez-moi que je fasse référence au fait que Madame Maria Antonieta a été d'une aide précieuse pour son mari, et que je ne l'ai entendue se plaindre que de la dactylographie de sa thèse d'État, car Vitorino "était très exigeant"<sup>201</sup> ». Cette reconnaissance de dette, plutôt rare, du travail des épouses ou plus généralement des femmes dans les tâches moins prestigieuses mais pourtant fondamentales du métier de l'historien doit être soulignée.

---

<sup>198</sup> Cette définition est une citation d'une interview de Marguerite Nebelsztein du Collectif Georgette Sand, sur la page « invisibilisation » (<https://www.unine.ch/epicene/home/explorer/invisibilisation.html>, consulté le 19 décembre 2020).

<sup>199</sup> Vitorino Magalhães Godinho de Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, feuille 33 pour la lettre du 26 février 1957 et feuille 34 pour la lettre du 16 avril 1958.

<sup>200</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES, « Vitorino Magalhães Godinho », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>201</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES « Vitorino Magalhães Godinho : a memória de um mestre e de um amigo », lors de l'exposition consacrée Vitorino Magalhães Godinho en 2011 (téléchargeable sur : [http://www.bnportugal.pt/images/stories/agenda/2011/joaquim\\_magalhaes.pdf](http://www.bnportugal.pt/images/stories/agenda/2011/joaquim_magalhaes.pdf), consulté le 19 décembre 2020).

Un autre historien, José Sebastião da Silva Dias, a remercié vivement sa femme dans la préface de son livre : « Avant toute personne, ma femme – pour le soutien affectueux dans la vie et pour la collaboration très dévouée jusqu’au renoncement. Ce livre lui appartient, en effet, par le droit de l’effort et de l’affect. Pour cela même, il lui est dédié<sup>202</sup> ». L’attention appuyée de l’auteur et la reconnaissance de l’aide et du rôle important de son épouse méritent notre attention. Elle souligne cependant que c’est à la femme de faire des renoncements et qu’elle semble exister uniquement par le biais de la carrière de son mari. Enfin, la plupart du temps, l’absence de mention des épouses est à relever, comme si leur fonction d’auxiliaire était un attendu. Dans un milieu extrêmement masculin, l’évocation des femmes me permet de mentionner un autre impensé difficile à quantifier : celui d’une hétérosexualité comme norme régissant le milieu historien. Le fait est que l’homosexualité, qu’elle soit masculine ou féminine, était dissimulée et même réprimée durant l’*Estado Novo*<sup>203</sup>. Elle était très rarement revendiquée, faisant l’objet d’un tabou, et elle pouvait engendrer des persécutions : l’artiste Mário Cesariny ou bien le dramaturge Bernardo de Santareno en ont été de tristes exemples<sup>204</sup>. Ainsi, aucun des historiens du groupe étudié n’a affirmé clairement son homosexualité. La peur des représailles et le conservatisme de la société portugaise de cette période ont certainement dissuadé ceux qui, parmi ce groupe, étaient effectivement homosexuels<sup>205</sup>.

Après avoir situé les historiens au regard de leur lieu de naissance, de leur milieu social et de leur genre, il faut maintenant analyser les caractéristiques communes à la communauté durant la dictature. Je suivrai les jalons marquant le cursus d’un historien, à l’image de ce qui a été fait précédemment pour chacune des générations.

---

<sup>202</sup> José Sebastião da Silva DIAS, *A Política Cultural da Época de D João IV*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1969, vol. I, p. XVI.

<sup>203</sup> Voir pour la première période l’article Ana Clotilde CORREIA, « O Estado Novo e a repressão da homossexualidade, 1933-1943 », dans *Ler História*, n° 70, 2017, pp. 161-181.

<sup>204</sup> Fernando CUROPOS, « Homotextualités au Portugal : des mots sous silence », dans *Inverses*, n° 10, 2010, pp. 145-155.

<sup>205</sup> L’homosexualité d’António Henrique de Oliveira Marques est par exemple restée tabou. Connue dans le milieu académique, elle relève pourtant du non-dit. Lors de sa mort en 2007, la BNP a publié un petit fascicule dans lequel, au détour d’une phrase de Mário Soares, est mentionné le compagnon d’António Henrique de Oliveira Marques : « Quand je l’ai visité dans son très bel appartement, entouré de précieux livres, avec une vue unique sur le Tage et la mer de Paille (n. : terme pour désigner l’estuaire du Tage) en présence de son fidèle ami et collègue, le professeur João Alves Dias » (Manuela RÊGO (org.), *A. H. De Oliveira Marques, 1933-2007 : 50 anos de historiador, Exposição bibliográfica*, Lisbonne, BNP, 2007, p. 23). La périphrase de Mário Soares pour mentionner son partenaire de vie traduit sa pudeur quant à la vie intime d’António Henrique de Oliveira Marques. Il en est de même dix ans plus tard, lorsqu’une rue lui est attribuée en 2017 le long de la FLUL. Dans la biographie parue pour l’occasion, on ne trouve aucune évocation de son homosexualité. En revanche, à la toute fin de la fiche technique, on trouve un « remerciement à João Alves Dias » (Isménia NEVES, *Professor Oliveira Marques : Historiador, 1933-2007*, Lisbonne, Câmara Municipal de Lisboa, 2017, p. 16). Entre la pudeur et la gêne, il n’y a qu’un pas, y compris au XXI<sup>e</sup> siècle, quant à l’acceptation de l’homosexualité au Portugal.

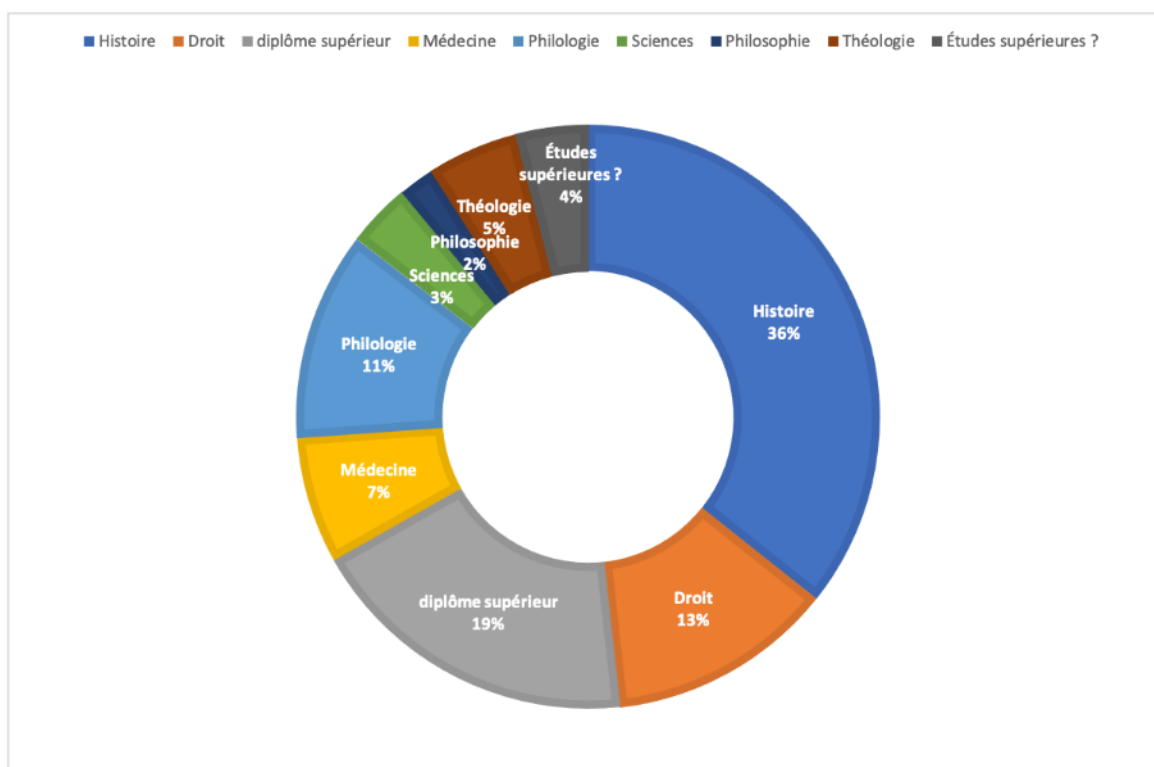


Figure 38 : diagramme des formations initiales supérieures suivies par l'ensemble de la communauté historique (n=199)<sup>206</sup>.

Il semble donc opportun de commencer par les formations d'enseignement supérieur choisies par les historiens [Figure 38]. Elles constituent en effet un moment primordial dans une carrière mais le diplôme ne fait pas l'historien. En effet, la diversité des formations suivies pourrait surprendre. En prenant en compte l'ensemble de la période autoritaire, seuls 36 % des historiennes et historiens ont suivi une licence d'histoire parmi les 199 formations suivies<sup>207</sup>.

En conséquence, les études d'histoire constituent un marqueur fort, mais non exclusif, de la communauté historique. Il est possible de l'expliquer par l'absence de cursus d'histoire à l'Université pour les deux premières générations. Ensuite, la part de l'histoire montre que jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, l'association entre des études d'histoire et le fait d'être considéré comme un historien était encore assez floue. L'historien était, plus qu'une personne ayant suivi un cursus d'histoire, une rédactrice ou un rédacteur de livres d'histoire, parfois parmi d'autres travaux scientifiques qui pouvaient paraître éloignées. Ainsi, 10 % des historiens avaient suivi une formation scientifique, en cumulant la médecine et les cursus scientifiques. Le droit, les différentes philologies –germaniques, romanes, classiques – et les instituts supérieurs de tout type représentaient au total 40 % des filières suivies. La professionnalisation de l'histoire

<sup>206</sup> Au total, 13 historiens ont en effet suivi un double cursus. Le diagramme se limite ici à l'obtention d'un diplôme n'excédant pas la licence ou la conclusion du cursus d'une institution supérieure, comme le séminaire catholique.

<sup>207</sup> Par le terme de licence d'histoire, j'entends le cursus suivi dans une des universités portugaises, aussi bien l'histoire-géographie, l'histoire-philosophie ou l'histoire selon les périodes d'études.

évoquée dans la première partie n'était dès lors pas systématique, même après que le cursus d'histoire ait été créé en 1911 : il faut donc insister sur la plasticité de la figure de l'historien. Mais la diversité des profils, allant des sciences humaines aux sciences naturelles, doit être confrontée à la progressive spécialisation disciplinaire.

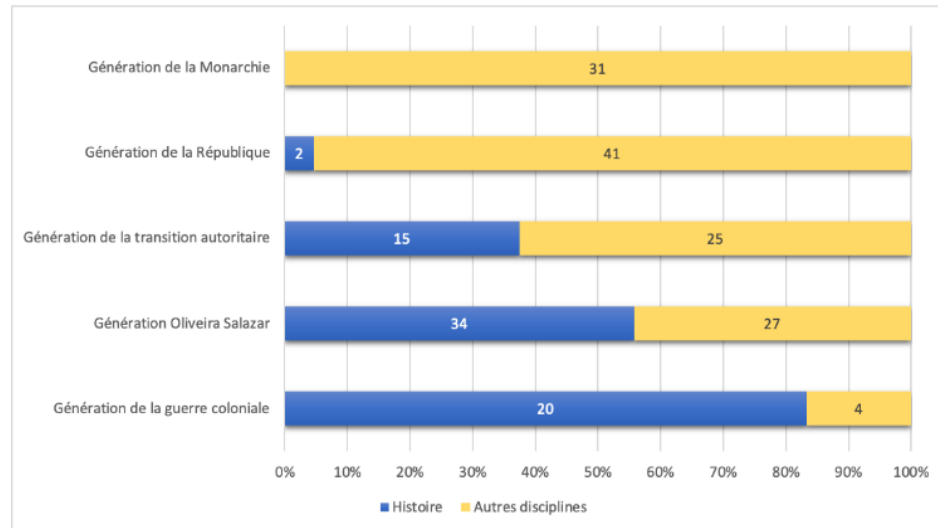


Figure 39 : diagramme représentant la part croissante de la licence d'histoire parmi les formations suivies au sein de la communauté historique, par génération (n=199).

Une approche diachronique, tenant compte des générations mises en évidence précédemment, révèle ainsi que l'histoire occupe une place de plus en plus importante [Figure 39]. Le cursus d'histoire, devenu majoritaire parmi les étudiantes et étudiants à partir de la génération Oliveira Salazar, a vu son importance croître constamment sur l'ensemble de la période. L'irruption du régime autoritaire n'a donc aucunement altéré la spécialisation disciplinaire croissante des études réalisées par les historiens. Il faut par ailleurs insister sur la rupture entraînée par la réforme républicaine : avec le développement d'un cursus d'histoire dédié au sein de l'Université portugaise, c'est-à-dire à partir de la génération de la transition autoritaire, les historiens de formation atteignent rapidement près de 40 % en une génération. Celle de la guerre coloniale voit quant à elle la part des études d'histoire dépasser les 80 % : ne pas avoir suivi un tel cursus devenait alors une exception. En conséquence, être historien durant un régime autoritaire impliquait, de plus en plus nettement au fil de la période étudiée, d'avoir suivi une licence d'histoire.

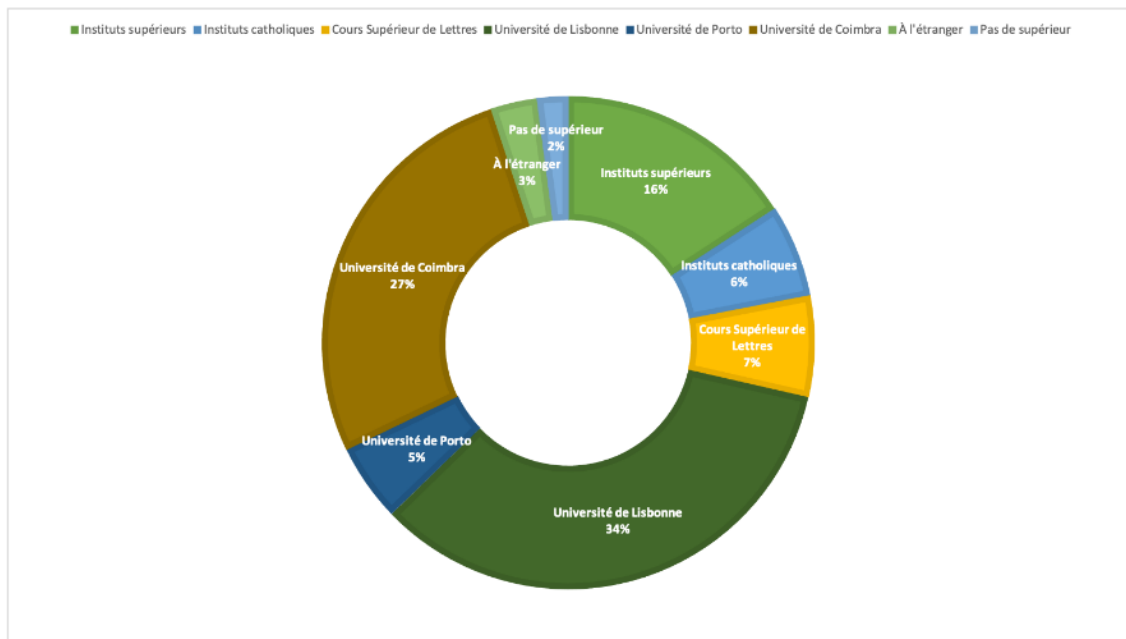


Figure 40 : diagramme des lieux d'obtention d'une licence de l'ensemble de la communauté historique (n=196)<sup>208</sup>.

On observe d'abord que seuls 2 % des historiens n'avaient pas fait d'études et les 4 historiens concernés – uniquement des hommes – faisaient partie des plus âgés du groupe. La fréquentation d'une institution de formation supérieure était donc une norme pour les 186 historiennes et historiens [Figure 40]. Ensuite, l'étude de la répartition des institutions d'enseignement supérieur fréquentées permet d'identifier le fonctionnement de l'enseignement supérieur portugais. En cumulant les trois établissements du pays, L'Université portugaise a formé les deux tiers des historiens portugais. La représentation plus restreinte de l'université de Porto s'explique par le fait que la FLUP soit restée fermée pendant plus de trente ans<sup>209</sup>. Les cursus réalisés à l'étranger sont très peu nombreux : leur part n'est que de 3 % et même en tenant compte des quelques personnes ayant fréquenté un institut catholique à l'étranger<sup>210</sup>, il apparaît que les historiennes et historiens portugais se sont essentiellement formés au Portugal, à plus de 95 %.

<sup>208</sup> 10 historiens ont fréquenté plusieurs institutions supérieures, expliquant le résultat de 196 lieux de formation.

<sup>209</sup> Voir le chapitre 1 pour l'histoire de cette institution.

<sup>210</sup> Pour les études réalisées dans des instituts catholiques, les nombres prennent en compte aussi bien les séminaires portugais que les autres institutions étrangères comme l'Université grégorienne. Voir le tableau général des historiens pour les quelques profils concernés.

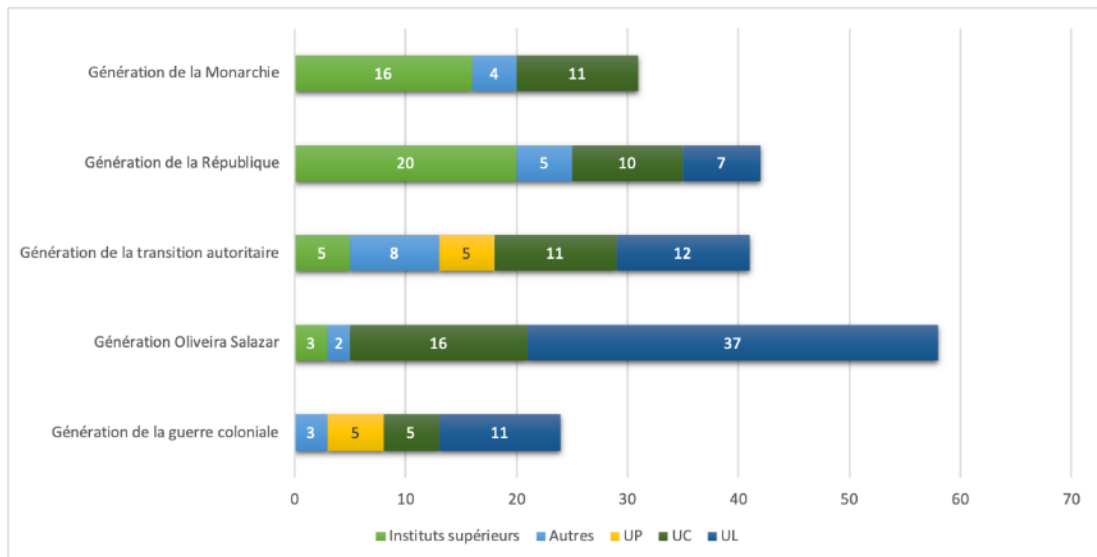


Figure 41 : diagramme des lieux de formation des historiens, par génération (n=196).

En affinant la visualisation de ces données par génération, il est possible de mettre en évidence les évolutions profondes que l'enseignement supérieur a connu [Figure 41]. Les différentes universités portugaises ont dépassé les instituts supérieurs à la suite de la réforme républicaine et l'on en mesure les effets à partir de la génération de la transition autoritaire. L'université de Coimbra a été dépassée progressivement par l'université de Lisbonne.

Considérée comme un ensemble et mise en regard des autres types d'institutions supérieures – écoles de commerce, de médecine ou militaires, instituts catholiques ou cours suivis à l'étranger –, l'Université voit constamment croître son importance [Figure 42]. C'est à nouveau la génération de la transition autoritaire qui paraît marquée par un essor net de l'attractivité de l'Université comme lieu de formation, celle-ci proposant à la fois des cursus en histoire et dans d'autres disciplines. À la fin de la période, l'Université était hégémonique, représentant à elle seule environ 90 % des formations suivies par les individus des deux dernières générations. Au terme de ce processus, l'Université portugaise est donc devenue le lieu incontournable de la formation des historiens durant la dictature.

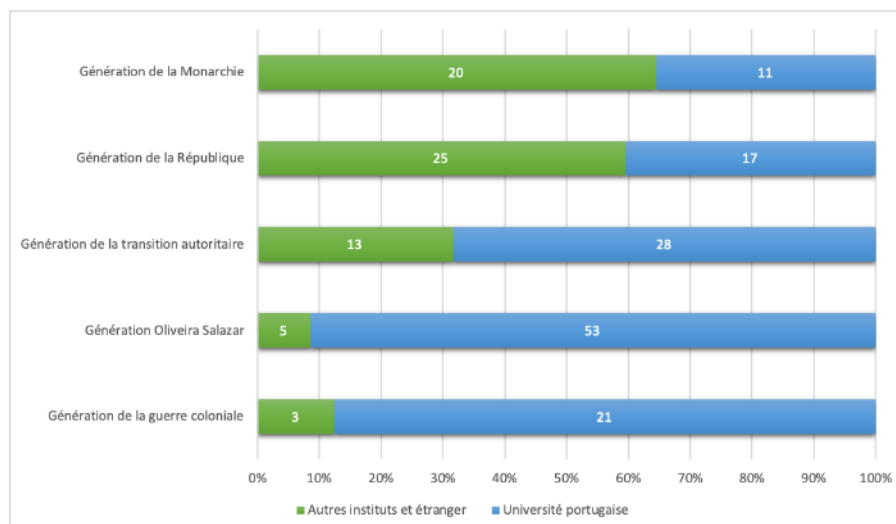


Figure 42 : diagramme de répartition des universités et des autres instituts supérieurs dans les formations suivies par les historiens, par génération (n=196).

Après l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle, l'obtention d'un doctorat pouvait marquer une nouvelle étape dans la carrière d'un historien car il était un sésame nécessaire pour occuper les derniers degrés de l'enseignement universitaire. 45 % des historiens étudiés, soit 83 personnes, ont obtenu un doctorat [Figure 43]. Les docteurs forment donc une importante minorité au sein du groupe des historiens, ce qui signifie que les historiens ont activement cherché à obtenir ce titre, notamment afin d'enseigner dans l'enseignement supérieur portugais durant la période autoritaire.

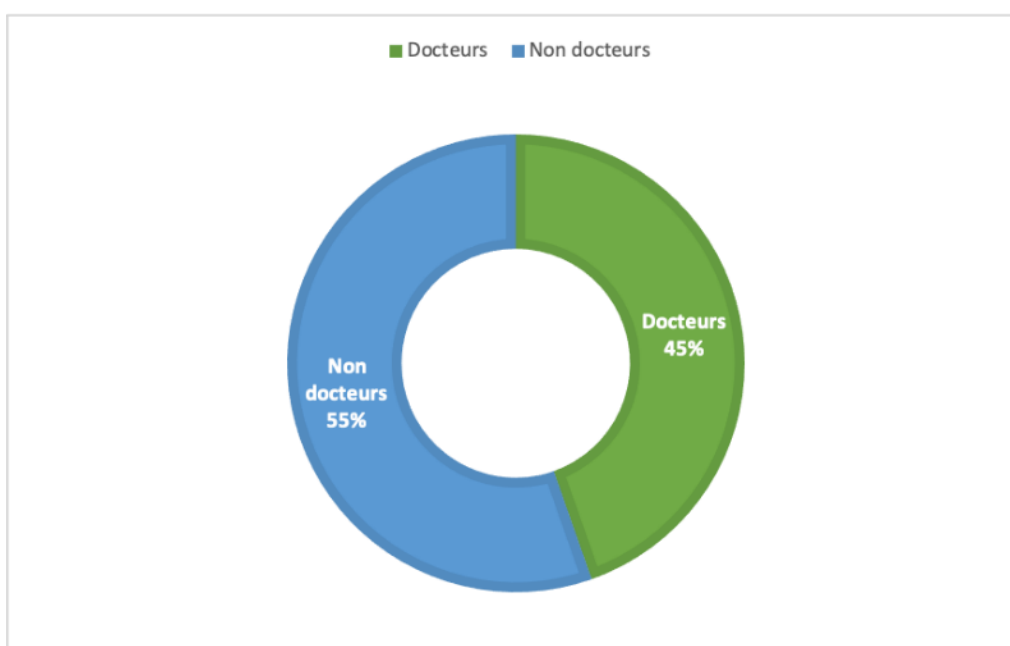


Figure 43 : diagramme de la proportion de docteurs sur l'ensemble de la communauté historique (n=186).



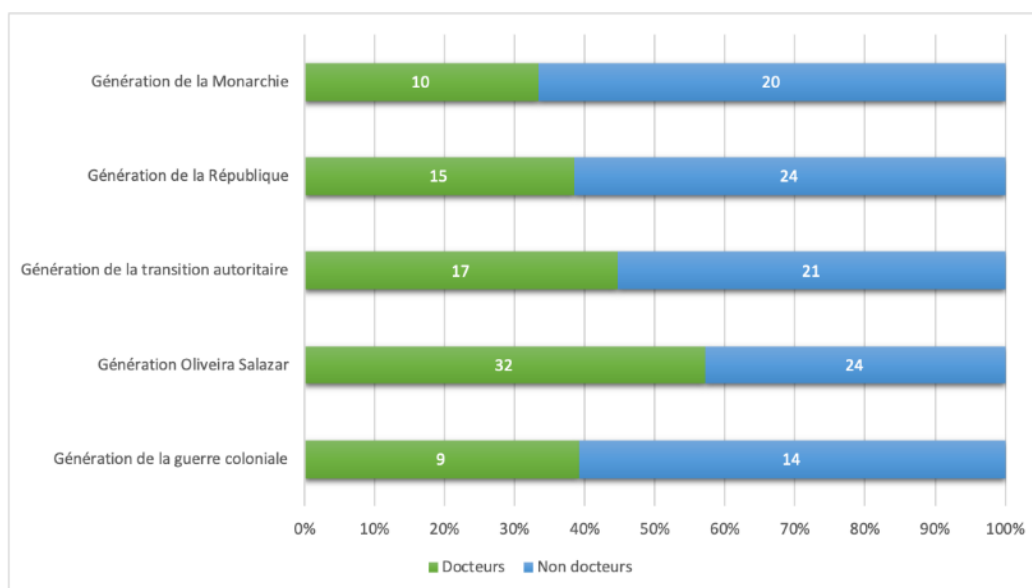


Figure 44 : diagramme de la proportion de docteurs sur l'ensemble de la communauté, par génération (n=186).

La visualisation des données recueillies par génération permet de mettre en évidence un accroissement progressif de la part des docteurs au sein de la communauté historique [Figure 44]. La génération de la Monarchie compte peu de docteurs dans ses rangs, en premier lieu parce que les doctorats n'étaient alors délivrés que par les facultés de théologie et de médecine. Le lien avec l'histoire n'était pas toujours manifeste, même si nous avons déjà souligné que les deux premières générations d'historiens avaient des activités professionnelles très variées et n'étaient pas exclusivement attirées par l'enseignement dans le supérieur. L'accélération s'est donc produite à partir de la génération de la République qui obtient, parfois tardivement, un doctorat, lequel était nécessaire pour occuper une chaire. L'attractivité du doctorat est ainsi croissante tout au long de la période, le nombre restreint de docteurs recensés pour la dernière génération s'expliquant par le jeune âge des individus concernés à la fin de la période considérée. Le titre de docteur est devenu le profil majoritaire avec la génération Oliveira Salazar et était alors une caractéristique forte des profils historiens, sans pour autant être complètement partagée par l'ensemble d'une génération.

Les historiens ont obtenu leur titre de docteur presque exclusivement à l'Université. L'étude des universités ayant octroyé le titre de docteurs aux historiens permet d'identifier la place majeure des universités de Lisbonne et de Coimbra [Figure 45]. Avec leurs facultés de lettres en activité durant toute la période autoritaire, elles ont su capter l'essentiel des doctorats. La fermeture de la FLUP explique le poids plus modeste de l'université de Porto. La mention « autre (Portugal) » inclut les deux personnes ayant obtenu un doctorat respectivement dans

une école de médecine – Abel Salazar – et à l’université de Lourenço Marques – Francisco de Sales Mascarenhas Loureiro ; s’y ajoutent les cinq docteurs de la génération de la Monarchie pour lesquels il n’a pas été possible de documenter les circonstances précises de l’obtention de leur diplôme. Dans ce cas, il n’en est pas moins assuré qu’ils l’avaient obtenu, fût-ce par promotion, puisque ces individus ont par la suite occupé des postes équivalents à celui de cathédrique. Il faut enfin relever qu’une proportion non négligeable a acquis le titre de docteur à l’étranger, que ce soit par intérêt pour certaines disciplines non enseignées au Portugal ou bien par volonté de se former à l’extérieur du Portugal.

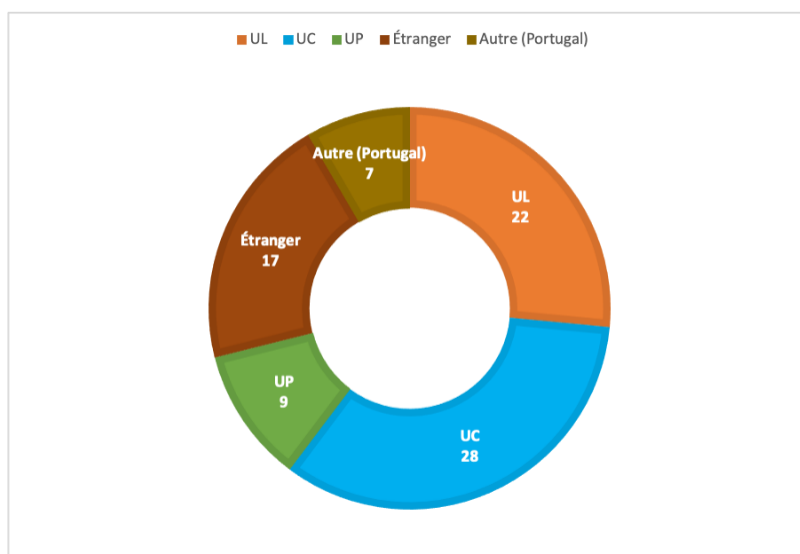


Figure 45 : diagramme de répartition des universités d’obtention du doctorat pour l’ensemble de la communauté historique (n=83).

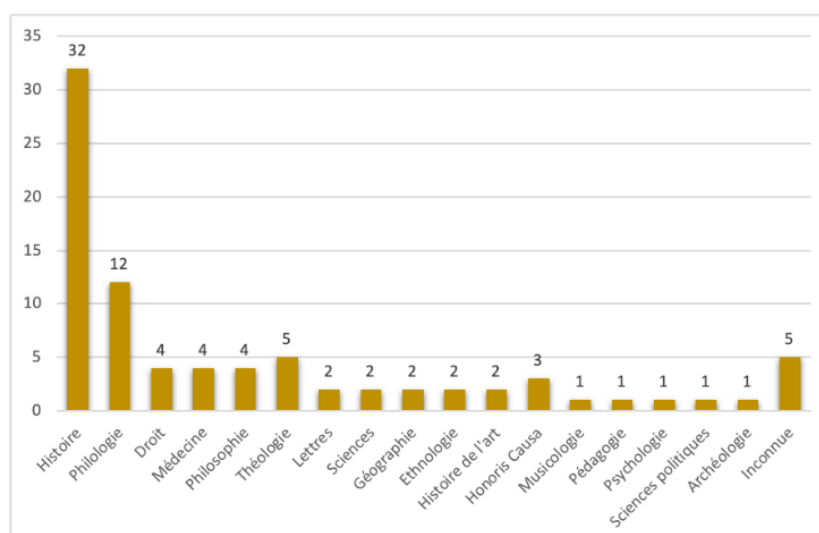


Figure 46 : Diagramme des disciplines de doctorat de l'ensemble des docteurs de la communauté historique (n=84)<sup>211</sup>.

<sup>211</sup> L’effectif est de 84 dans la mesure où António Garcia Ribeiro de Vasconcelos a obtenu deux doctorats, en théologie d’abord, puis en histoire une fois que la réforme universitaire est entrée en vigueur. La catégorie

La variété des disciplines de doctorat permet d’insister sur l’impossibilité d’établir une quelconque systématique entre l’historien et la détention d’un doctorat en histoire [Figure 46]. Cette discipline est certes la mieux représentée, avec 32 titulaires d’un doctorat d’histoire sur les 84 docteurs considérés. En rapportant le nombre à l’ensemble des 186 historiens, on constate néanmoins que seuls 18 % ont acquis un doctorat d’histoire. Cependant les sciences humaines ont bien été représentées, notamment la philologie classique ou romane, à quoi s’ajoute la théologie, puisque le groupe historien compte un certain nombre de prêtres.

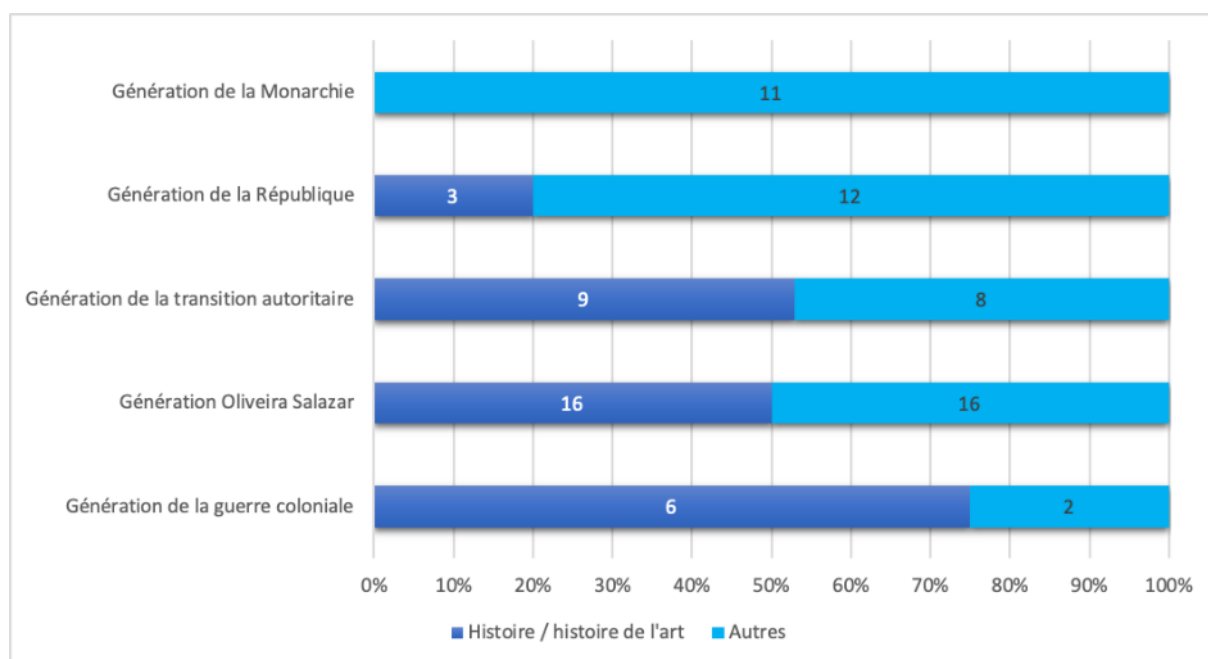


Figure 47 : Diagramme de répartition des doctorats d’histoire et d’autres disciplines, par génération (n=84).

La diversité des disciplines documentées ne doit pas pour autant masquer, nous l’avons vu, la spécialisation disciplinaire progressive du métier d’historien, qui se traduit par la part toujours plus forte des doctorats en histoire au gré des générations historiennes [Figure 47]. La rupture s’est amorcée à partir de la génération de la transition autoritaire, car les membres les plus âgés ont pu suivre un cursus d’histoire. Pour la génération de la guerre coloniale, la progression est encore plus nette : les docteurs, certes peu nombreux au sein du groupe étudié, sont très majoritairement titulaires d’un doctorat d’histoire. Le lien entre la détention de ce diplôme et le fait d’être considéré comme un historien s’est donc affermi au fur et à mesure et semble solide à la fin de la période.

---

« inconnue » réunit les cinq historiens dont la nature du doctorat obtenu n’a pas été identifiée pour la génération de la Monarchie.

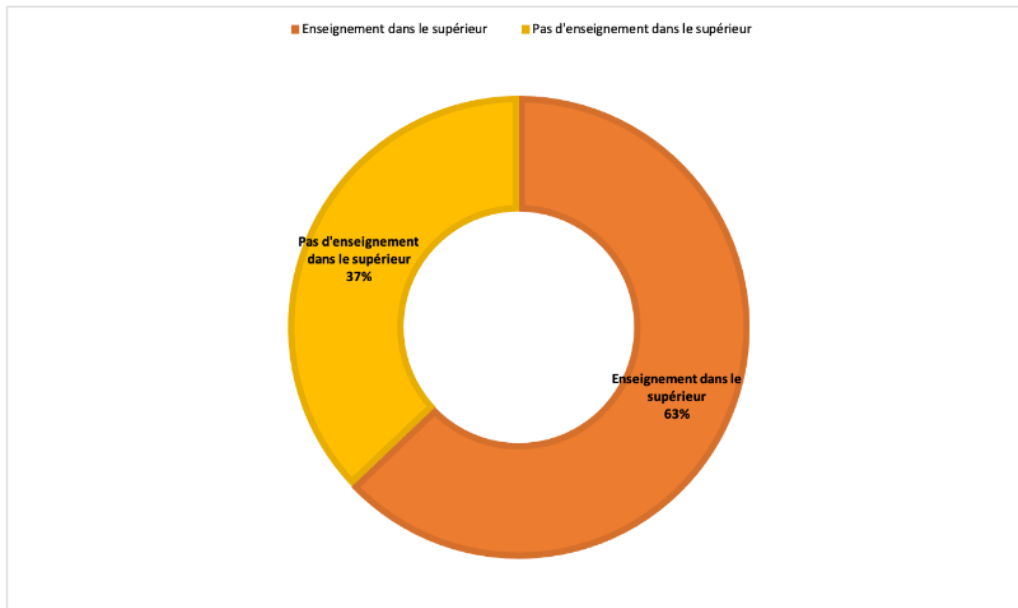


Figure 48 : Diagramme de la proportion d'historiens enseignant dans l'enseignement supérieur public (n=186).

Le lien entre le fait d'être considéré comme un historien ou une historienne et l'activité enseignante dans un institut d'enseignement supérieur public au Portugal était réel : 63 % des historiens, soit 117 d'entre eux, ont enseigné dans ce niveau scolaire [Figure 48]. S'il s'agissait donc là de la voie professionnelle la plus fréquemment empruntée, cela signifie, à l'inverse, que près de 40 % des historiens n'ont pas occupé un poste, même temporaire, en tant qu'enseignants. D'une génération à l'autre, l'enseignement dans le supérieur représente en général plus de la moitié des carrières documentées, à l'exception relative de la génération de la République [Figure 49]. Globalement stable au cours des trois premières générations (elle représente alors entre 49 % et 57 % des cas recensés), la part des historiens enseignant dans l'enseignement supérieur connaît un accroissement sensible sous la génération Oliveira Salazar et dépasse 90 % sous la génération de la guerre coloniale. Ces résultats traduisent ainsi la corrélation toujours plus forte entre la qualité d'historien et la pratique enseignante dans l'enseignement supérieur. Signalons qu'il n'existait pas au Portugal, contrairement à la France, un lien entre les concours de l'enseignement secondaire et ceux du supérieur. Cependant, l'enseignement secondaire pouvait être une voie de repli, notamment pour les historiens de l'opposition évincés du supérieur<sup>212</sup>.

<sup>212</sup> Voir le I)1) du chapitre 7.

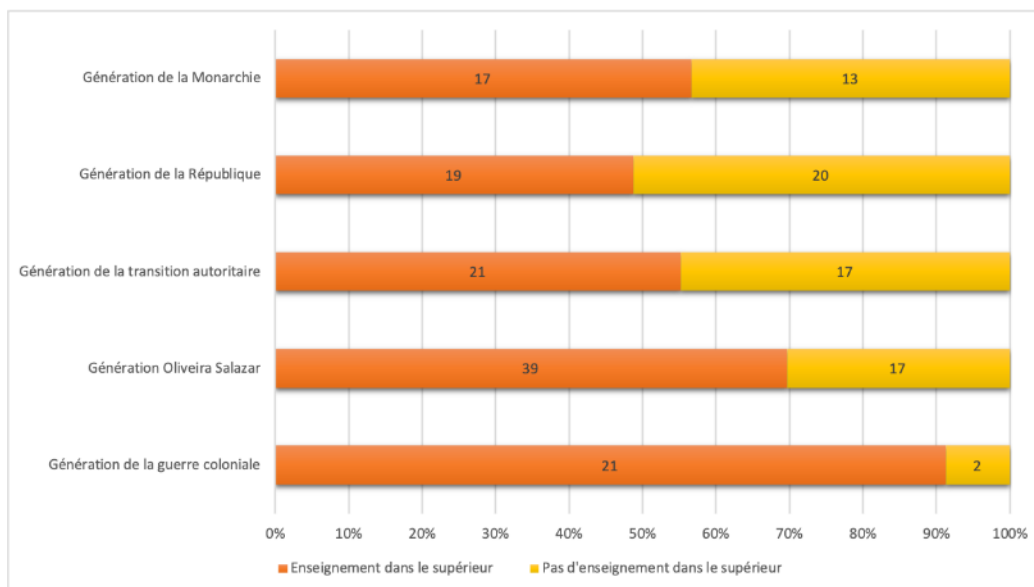


Figure 49 : diagramme de la proportion d'historiens enseignant dans le supérieur, par génération (n=186).

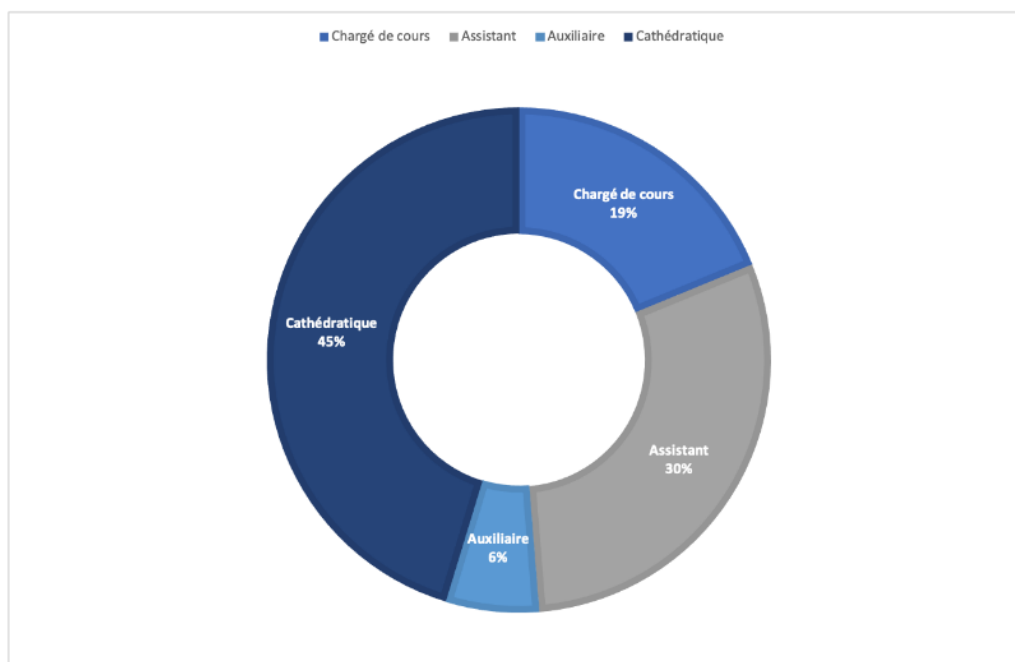


Figure 50 : diagramme du dernier grade occupé par les historiens enseignant dans le supérieur (n=117).

Pour autant, enseigner dans le supérieur n'induisait pas forcément une situation professionnelle stable. En effet, le diagramme du dernier grade occupé dans l'enseignement supérieur montre que les historiens ayant accédé à des postes stables représentent à peine plus de la moitié du groupe étudié (51 %) [Figure 50]. Des fonctions telles que chargé de cours ou assistant ne pouvant pas être occupées plusieurs années consécutives, il apparaît ainsi que la précarité professionnelle constituait un horizon commun à de nombreux historiens. Les grades d'auxiliaire et de cathédrique offraient à l'inverse la garantie de postes stables, sauf en cas de destitution par

le gouvernement<sup>213</sup>. Pour ce type de profil, les historiens cathédriques sont nettement surreprésentés dans l'échantillon étudié : c'est le signe que quand un scientifique parvenait à occuper un poste pérenne, gravir les échelons jusqu'au dernier se faisait presque systématiquement.

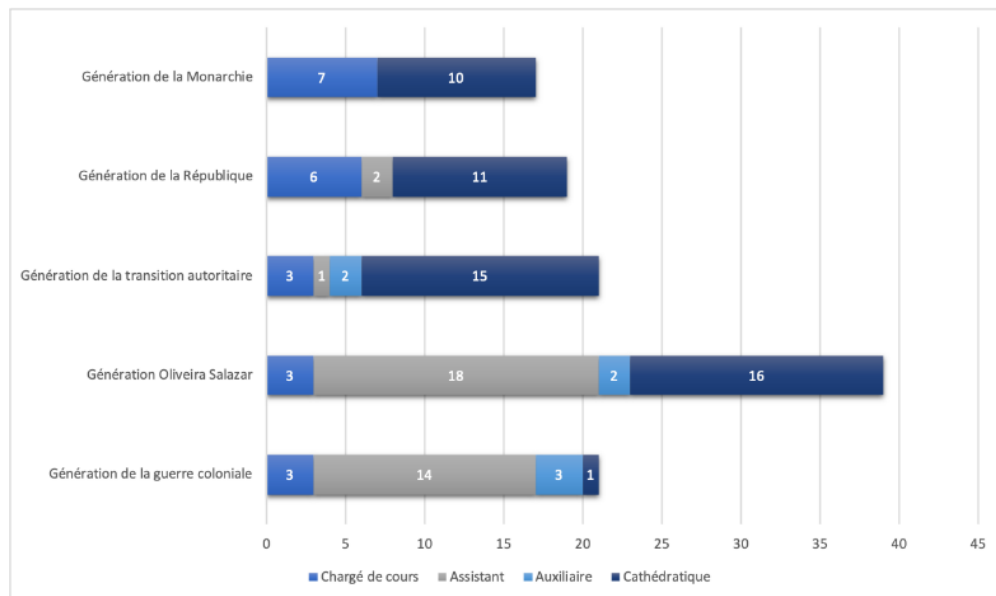


Figure 51 : diagramme des derniers postes occupés par les historiens dans l'enseignement supérieur, par génération (n=117).

L'approche par générations permet d'analyser les évolutions structurelles de l'enseignement supérieur au long de la période dictatoriale [Figure 51]. D'une part, la plus forte représentation des chargés de cours durant les deux premières générations résulte du fait que l'enseignement constituait très souvent un complément à une autre profession. Les historiens occupaient, quand un poste était disponible, des fonctions de chargés de cours dans les universités ou, plus fréquemment, dans les instituts d'enseignement supérieur qui octroyaient des diplômes plutôt généralistes. Malgré tout, le grade de cathédrique a été le plus occupé jusqu'à la génération Oliveira Salazar. Par ailleurs, la forte croissance du nombre d'assistants à partir de cette génération s'explique par l'augmentation des besoins en enseignants dans les universités. En effet, il fallait mettre des enseignants devant des étudiantes et étudiants dont les effectifs grandissaient, sans pour autant que le gouvernement ne se décidât à pérenniser des postes par manque de moyens et de réelle volonté. Les fonctions temporaires se sont donc multipliées pour faire face aux besoins pressants des décennies allant des années 1950 aux années 1970. Précisons que les données relatives à la génération de la guerre coloniale sont ici biaisées du fait du jeune âge des individus concernés lorsque se produit le 25 avril 1974 : ils et elles n'ont pas eu le temps d'occuper un poste pérenne dans les limites de la période étudiée.

<sup>213</sup> Pour les vagues de destitutions, voir le I)2) du chapitre 1.

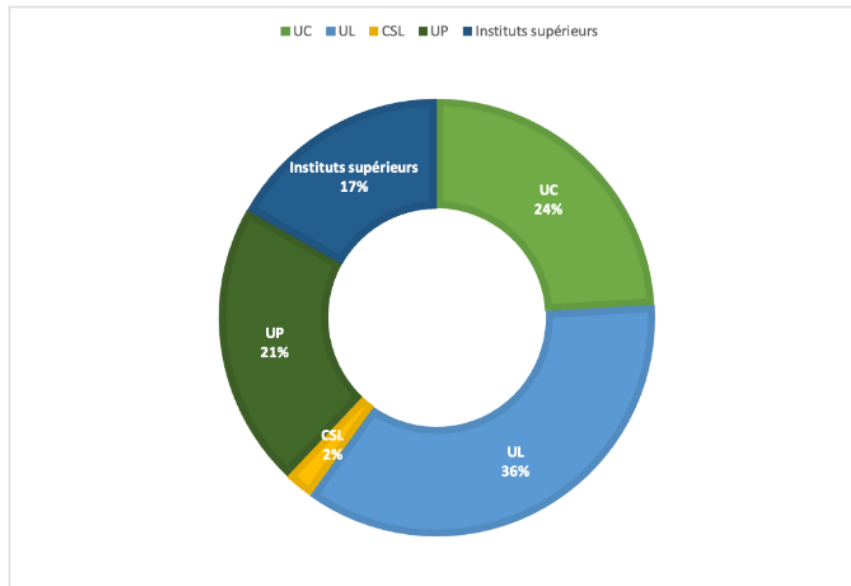


Figure 52 : diagramme des lieux d'exercice des historiens enseignant dans le supérieur (n=138)<sup>214</sup>.

Enfin, les institutions supérieures où les historiens ont enseigné mettent en relief l'importance de l'Université [Figure 52]. Celle de Lisbonne, en particulier, a recruté sur l'ensemble du régime autoritaire un nombre important d'historiens. En effet, additionnée à son ancêtre le CSL, elle constitue l'établissement de rattachement de 52 historiens, soit 38 % des scientifiques répertoriés. Comparativement, les universités de Coimbra et de Porto semblent en retrait, les effectifs cumulés pour ces deux institutions s'établissant à 62 individus (45 %). À elle seule, elle dépasse presque le cumul des deux autres universités de Coimbra et de Porto. En outre, plus de 80 % des historiens ayant enseigné dans le degré supérieur ont été rattachés à l'une des trois universités portugaises.

L'approche diachronique permet de saisir le poids de chaque université et des institutions supérieures [Figure 53]. Elle rappelle dans quelle mesure les institutions universitaires fondées par le régime républicain ont créé des opportunités d'enseignement pour les historiens, notamment la FLUL pour la génération de la Monarchie et la FLUP pour celle de la République. De plus, il est possible d'observer que le recrutement des professeurs a basculé de l'université de Coimbra à l'université de Lisbonne entre la génération de la transition autoritaire et la génération Oliveira Salazar. Le dépassement de l'université historique par celle de la capitale montre, à l'échelle du groupe historien, que le XX<sup>e</sup> siècle a mis fin à la particularité portugaise d'une capitale sans université et d'une ville de taille moyenne comme unique épicerie de la production intellectuelle.

<sup>214</sup> Le nombre tient compte des nombreux historiens ayant donné des cours dans plusieurs établissements parmi les 117 ayant enseigné dans l'enseignement supérieur de l'enseignement supérieur portugais.

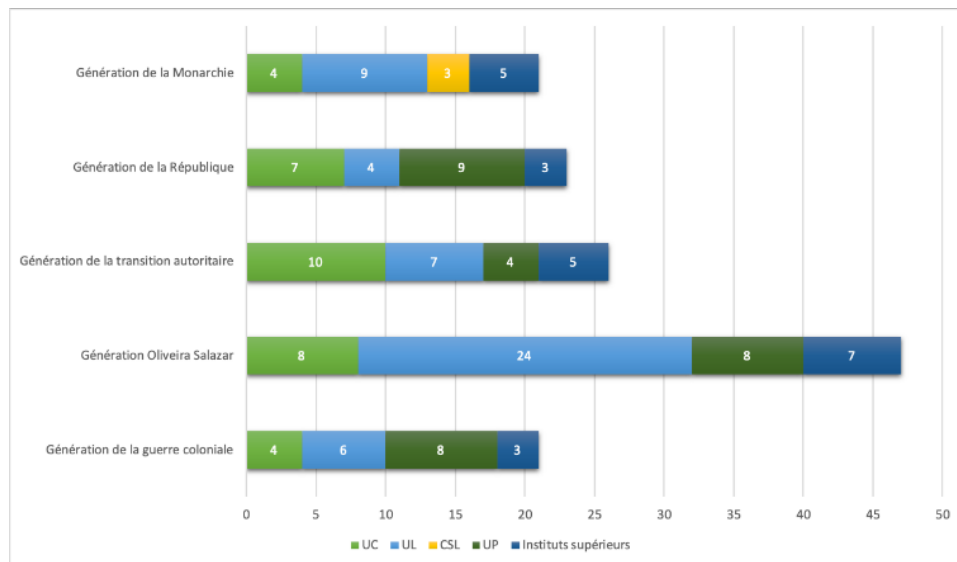


Figure 53 : diagramme des lieux d'exercice des historiens enseignant dans le supérieur, par génération (n=138).

\*

\* \*

Le groupe des 186 historiennes et historiens actifs durant le régime autoritaire portugais doit être analysé dans toute sa complexité pour en saisir les caractéristiques communes. L'éloignement pour un temps de la dimension politique dans l'analyse, permet de mettre en évidence ce qui contribue à l'unification du groupe historien. D'abord, une analyse diachronique restitue les écarts chronologiques au sein d'un groupe dont les âges extrêmes sont séparés par un siècle. En restituant les tendances propres à chaque génération, la progressive définition de la figure de l'historien s'est confirmée. Les contours du métier d'historien se sont affinés au fil du temps autoritaire.

Ensuite, en considérant le groupe historien dans son ensemble, des éléments communs se sont dégagés. Le portrait type de l'historien portugais était celui d'un homme blanc né au Portugal et issu d'un milieu social globalement privilégié. Son parcours typique était constitué d'une formation universitaire et d'une thèse en histoire puis de l'obtention d'une chaire dans l'une des trois universités. Mais si cette trajectoire idéale semble s'ériger très progressivement en norme, les nombreux écarts vis-à-vis de celle-ci enrichissent – ou complexifient selon le regard – le portrait de l'historien durant la dictature.

Enfin, après avoir décrit le groupe comme un ensemble unifié par l'existence de critères d'appartenance communs, il semble nécessaire de reconsidérer la communauté à travers le prisme des faits politiques. Certains éléments du tableau des historiens ne peuvent effectivement être compris qu'en employant une telle grille de lecture.



### III) Un pouvoir autoritaire qui divise les historiens : une impossible communauté historique ?

Quelles sont les conséquences de l'action du régime sur le groupe historien ? Que les historiens soient des universitaires ou non, le pouvoir dictatorial a agi sur la cohésion de la communauté historique. Il a exclu des historiens en poste et vérifiait l'adéquation idéologique des candidats. Pour celles et ceux qui n'étaient pas intégrés dans l'Université, la production écrite était contrôlée et les personnes surveillées<sup>215</sup>. L'action englobante du pouvoir politique a donc été un élément clé à prendre en compte en analysant le groupe historien évoluant durant le régime autoritaire. De plus, si le pouvoir a agi sur les historiens, les historiens réagissaient face à la dictature.

L'action contraignante d'un pouvoir et la réaction – ou non – de la communauté historique ne doit pas être perçue comme une caractéristique propre aux régimes autoritaires. En effet, l'intrusion du politique dans le champ du savoir n'épargne pas les régimes démocratiques. Là, l'indépendance scientifique doit aussi être régulièrement réaffirmée, voire défendue par les historiens<sup>216</sup>. Cependant, dans les régimes démocratiques, le pouvoir n'agit pas dans le processus de recrutement. Or, dans le cadre d'un régime autoritaire, le pouvoir agit aussi bien en aval qu'en amont, en accordant ou non la position d'historien rémunéré aux impétrantes et impétrants pour des motifs politiques. Mais surtout, dans les régimes autoritaires, le besoin de réagir et de prendre position est plus pressant du fait de l'action davantage contraignante du pouvoir. Les attitudes, allant de la franche adhésion, au rejet voire à la stratégie d'évitement, semblent avoir conduit à une division du groupe historien dans le cas portugais.

De prime abord, en pensant à l'échelle du groupe<sup>217</sup>, la division en deux blocs semble la plus à même de caractériser l'action du pouvoir sur la communauté historique. D'un côté, il y aurait celles et ceux qui acceptaient le pouvoir et de l'autre, les personnes qui le refusaient.

---

<sup>215</sup> Comme mis en évidence dans le III) du chapitre 1.

<sup>216</sup> Par exemple, en France, une série de lois mémorielles ont suscité des critiques de la communauté, illustrant les tensions entre le pouvoir et le savoir. Les quatre lois mémorielles sont : la loi Gayssot du 13 juillet 1990 punissant la négation des crimes contre l'humanité ; la loi du 29 janvier 2001 reconnaissant le génocide arménien ; la loi Taubira du 21 mai 2001 qui reconnaît la traite de l'esclavage comme un crime contre l'humanité ; enfin la loi du 23 février 2005 dont l'alinéa 2 de l'article 4 entendait mettre en valeur le « rôle positif de la présence française outre-mer notamment en Afrique du Nord », finalement abrogé. Les trois premières lois avaient pour objectif de reconnaître publiquement, à posteriori, la souffrance de plusieurs peuples ou groupes alors que la dernière voulait réhabiliter la politique coloniale du pouvoir. Chacune de ces lois a suscité une réaction voire une mobilisation d'une partie des historiens. Par exemple, la loi de 2005 a donné naissance au Comité de vigilance des usages publics de l'histoire en 2006 afin d'assurer une réponse aux ingérences étatiques et garantir un libre exercice de la profession historique. L'ensemble des mesures législatives ne fait que montrer qu'un pouvoir perçu comme démocratique peut parfois s'immiscer dans le libre exercice du travail historique, définissant par la force de la loi l'histoire et pouvant pénaliser certaines positions contradictoires à cette perspective.

<sup>217</sup> Nous verrons les choix individuels des historiens face au pouvoir dans le chapitre 3.

Cependant il est légitime de se demander pourquoi proposer une division de la communauté historique en deux ensembles au risque d'appauvrir la lecture. Aurai-je cédé à la l'interprétation biblique de Matthieu : « Qui n'est pas avec moi est contre moi » (12 :30) ? Ainsi, entre le rejet en bloc et l'adhésion totale au régime autoritaire, il a bien existé tout un ensemble de positions intermédiaires, d'indécisions, de non décision voire de changements de position au sein de la communauté, renvoyant à la notion de « zone grise » forgée par Primo Lévi à partir de son expérience concentrationnaire<sup>218</sup>. La zone grise permettrait d'éviter tout manichéisme, en distinguant trois ensembles : les historiens organiques défendant farouchement la politique menée par la dictature<sup>219</sup> ; les historiens s'accommodant de la nouvelle situation politique, ne s'opposant pas au régime, cultivant une certaine indifférence ou bien, plus régulièrement, le soutenant tacitement voire verbalisant leur adhésion aux principes du régime ; les historiens opposés et critiques du régime. Cependant, les historiens organiques ont été une très faible minorité au sein du groupe des historiens considérés. Au nombre de 4 pour un groupe de 186 personnes, ils ne représentaient que 2 % sur l'ensemble des historiens [Figure 54]. De plus, leur production historiographique a été complètement rejetée après la chute du régime autoritaire car trop fortement connotée à la défense du régime. Le fait même de ne pas les considérer comme des historiens a montré le rejet qu'ils suscitaient<sup>220</sup>. Tout en ayant bien conscience de la présence et du rôle des « historiens organiques », mais du fait de leur marginalité et de leur poids infime à l'échelle de l'ensemble du groupe, j'ai donc ici privilégié d'analyser les deux autres principaux groupes historiens, soit les « historiens accommodés » formant la zone grise et les « historiens en opposition ».

En quelque sorte, la situation autoritaire aurait produit les mêmes effets que les moments de crises académiques qui sont, d'après Pierre Bourdieu<sup>221</sup>, révélateurs des tensions au sein

---

<sup>218</sup> « Primo Lévi avait tenté de penser l'espace singulier, complexe et dense à la fois, qui sépare dans les camps de concentration nazis les bourreaux des victimes – cette “ zone ” d'incertitudes, chargée d'ambiguïtés et d'ombres qui met en difficulté le jugement tant ses catégories semblent y être brouillées, voire inadaptées. Primo Lévi l'a quasiment pensée comme une “ arme ” intellectuelle pour disqualifier tout jugement manichéen, en noir et en blanc, qui ne verrait dans l'univers d'oppression et de déshumanisation, que furent les camps nazis que des “ monstres ” ou des fous, d'un côté, et des victimes, de l'autre, séparés par une ligne nette que l'on pourrait facilement tracer, comme pour se rassurer. » (Philippe MESNARD, Yannis THANASSEKOS (dir.), *La zone grise : entre accommodation et collaboration*, Paris, Kimé, 2010, pp. 9-13 pour l'introduction des directeurs).

<sup>219</sup> Voir la définition dans le II)2) du chapitre 1.

<sup>220</sup> Je développerai dans la première partie du chapitre 3 le cas des historiens organiques.

<sup>221</sup> « En obligeant à organiser toutes les prises de position par référence à la position occupée dans un champ déterminé et à elle seule, la crise tend à substituer la *division en camps* clairement distincts (selon la logique de la guerre civile) à la distribution continue entre deux pôles et à toutes les appartenances multiples, partiellement contradictoires, que la séparation des espaces et des temps permet de concilier. En outre, en imposant de trancher en toutes choses à partir d'un principe de choix unique et en excluant ainsi les faux-fuyants et les échappatoires associés à la pluralité des cadres de référence, elle agit comme un *révélateur*, et décourage ou interdit les concessions plus souvent tacites qu'explicites (“ on laisse dire ”, “ on ferme les yeux ”), les compromis, les accommodements, voire les transactions et les compromissions qui rendent la coexistence tolérable ; en forçant à choisir et à

d'un milieu académique donné et fragmentent en deux groupes distincts les intellectuels<sup>222</sup>. Ainsi, l'installation du régime autoritaire portugais a provoqué une crise du monde du savoir qui s'est enracinée puis normalisée, en la pérennisant. La dictature a engendré une crise académique de faible intensité, larvée, mais au long cours, qui a duré quarante-huit ans, avec ses moments de tensions et d'accalmies.

La vision d'un groupe divisé schématiquement en deux blocs masque certes la grande diversité des positions individuelles, mais elle était cependant intériorisée par les historiens manifestant une position politique affirmée. Pour les historiennes et les historiens qui acceptaient le cadre autoritaire, les autres étaient « les opposants » (*opositores*) ou bien des personnes liées « à l'opposition » (*Oposição*) ; pour celles et ceux qui étaient opposés au pouvoir autoritaire, les premiers étaient des « historiens du régime » (*historiadores do regime*). Il paraît donc judicieux, de se réapproprier cette lecture des actrices et acteurs tout en questionnant sa pertinence.

En conséquence, je montrerai d'abord comment la séparation entre des « historiens accommodés » et des « historiens en opposition » offre un éclairage sur la situation de la communauté historique portugaise durant le régime autoritaire portugais. Ensuite, j'évaluerai la réalité de la division du groupe historien en interrogeant dans le même temps la supposée désunion de la communauté historique.

## 1) Une lecture politique de la communauté historique : des historiens accommodés face à des historiens en opposition

Le coup d'État du 28 mai 1926 et la mise en place du pouvoir dictatorial sont venus bousculer les divisions politiques préexistantes ainsi que les querelles intellectuelles de la période républicaine de la communauté historique portugaise. Partant, le régime autoritaire a provoqué une scission en son sein entre « historiens accommodés » et « historiens en opposition<sup>223</sup> ».

---

proclamer ses choix, en multipliant les situations où ne pas choisir est encore une manière de choisir, elle tranche dans le flou des relations plus ou moins consciemment entretenu envers et contre tous les facteurs de fission. » (Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, Paris, les Éditions de Minuit, 1984, p. 235).

<sup>222</sup> Tels que nous les avons définis dans le II) du chapitre 1.

<sup>223</sup> Les expressions « accommodés » et « en opposition » n'étaient pas employées à l'époque. Ce sont des constructions rétrospectives que je propose. Il s'agit pour moi de mettre en évidence la nature de la division provoquée par le régime autoritaire au sein du groupe historien.

Les historiens accommodés sont les historiennes et les historiens qui ont accepté le cadre autoritaire issu du coup d'État du 28 mai 1926. Dans cette catégorie, sont mêlés des attitudes allant de la sincère adhésion à l'idéologie du régime autoritaire à une posture de l'historien tenant à distance la politique voire d'une indifférence mais dont l'absence de critique peut être interprétée dans le sens d'une accointance idéologique. Du soutien du régime jusqu'au silence tacite<sup>224</sup>, ces historiens se sont accommodés de la situation autoritaire. Dans *La France à l'heure allemande, 1940-1944*<sup>225</sup>, Philippe Burrin définit l'accommodement comme le fait :

« D'embrasser toutes les formes de l'adaptation pour distinguer leur gradation et cerner les spécificités, pour ressaisir la diversité des comportements et la complexité des motifs, pour restituer la vaste zone grise qui est, en fait, la tache de couleur dominante sur le tableau des années noires<sup>226</sup> ».

En parlant d'accommodement, Philippe Burrin entendait dépasser une lecture de la France sous l'Occupation opposant les collaborateurs aux membres de la Résistance et rendre compte de l'attitude de la grande majorité de la population française, qui s'est retrouvée dans l'entre-deux feux de la Collaboration d'un côté et de la Résistance de l'autre. La notion d'accommodement comme celle de « zone grise », utilisée par Primo Lévi, désigne l'ensemble des positions médianes, situées entre les deux positions les plus extrêmes soit les historiens organiques et les historiens s'opposant au pouvoir.

Néanmoins, comme le souligne Philippe Burrin, « dans tous ces cas, l'accommodation s'articule nécessairement sur une connivence idéologique, aussi limitée ou faiblement éprouvée soit-elle ». Or, qu'ils fussent en situation d'historien professionnel, rattaché à l'une des universités du pays, ou qu'ils exerçassent un autre métier, les historiens portugais de la « zone grise » avaient accepté le régime dictatorial<sup>227</sup>. Même quand ils ont essayé de maintenir une certaine distance avec le pouvoir, l'absence de dossier de la police politique était l'indice d'une absence de rejet du régime autoritaire. Ce silence archivistique en dit long sur leur adhésion ou bien leur indifférence quant au régime. Qui ne dit mot consent ? Il semble que la formule désigne une large partie des historiens de la « zone grise » ou accommodés, quel que soit leur degré d'adhésion au régime, ou leur simple volonté de faire avec la situation autoritaire.

Les « historiens en opposition » ont ouvertement critiqué le pouvoir autoritaire et ont été proches des différentes nébuleuses politiques et citoyennes opposées au régime autoritaire.

---

<sup>224</sup> Voir le II) du chapitre 3.

<sup>225</sup> Philippe BURRIN, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995.

<sup>226</sup> Philippe BURRIN, *op. cit.*, p. 9.

<sup>227</sup> Je montrerai dans le II) du chapitre 3 les formes de cette acceptation.

Pourquoi dire historien en opposition et non pas « historien opposant » ou bien « historien de l'opposition » ? Les sources parlaient pourtant régulièrement de « l'opposition » ou bien de « l'opposition démocratique ». Ainsi, dans le rapport de censure du livre dirigé en 1969 par Serafim Ferreira et Arsénio Mota et intitulé *Pour un dossier de l'opposition démocratique* (« Para uma dossier da oposição democrática »), le censeur précisait : « Ce livre réunit les textes de ladite (n : *a chamada*) Opposition Démocratique à partir de 1949 jusqu'à la plateforme de São Pedro de Muel (n. : *sic* et non São Pedro de Moel), de juin 1969<sup>228</sup> ». D'un côté, les auteurs en opposition au pouvoir autoritaire utilisaient l'expression « opposition démocratique » dans le titre d'un livre pour caractériser les groupes en lutte contre le pouvoir autoritaire. De l'autre, le censeur, soit un acteur agissant pour le compte du pouvoir, la reprenait également, en la dépréciant certes par l'utilisation de l'adjectif « ladite ». De même, l'historiographie a tendance à présenter l'opposition comme unie<sup>229</sup>

Cependant, l'opposition n'apparaissait pas comme un bloc uni. Ainsi, entre les Républicains des premiers temps du régime autoritaire participant au *revirvalho*<sup>230</sup>, les mouvements proches d'un socialisme réformiste<sup>231</sup>, le PCP fortement aligné sur la ligne défendue par Moscou<sup>232</sup> et enfin les militants d'extrême-gauche impliqués dans les luttes décoloniales, les différences étaient considérables. Ainsi, la formulation « en opposition » apparaît plus à même de rendre compte de la richesse des oppositions au régime autoritaire qui toutes voulaient la fin de la dictature mais dont l'horizon politique de l'après divergeait.

Maintenant que les notions d'historiens accommodés et d'historiens en opposition sont définies, il convient de présenter les critères ayant déterminé le classement d'un historien dans une catégorie ou l'autre, ainsi que les nombreuses difficultés inhérentes à ce classement<sup>233</sup>. Et au préalable, il faut souligner que le rattachement d'un historien à une ou à une autre catégorie pouvait varier notamment parce que des historiens ont pu changer d'opinion politique au cours de leur vie. Ainsi, quatre historiens – Francisco José Rocha Martins, Armando Cortesão, Luís de Montalvor, Jorge Borges de Macedo – ont à un moment été opposants et à un autre proches

---

<sup>228</sup> Le livre est publié en 1969 et interdit de circulation le 13 avril 1970 par la Commission de censure après indication de la police politique. Pour le rapport : Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999, pages 606 et 607.

<sup>229</sup> Voir Irene Flunser PIMENTEL, *História da Oposição à Ditadura – 1926-1974*, Porto, Figueirinhas, 2014.

<sup>230</sup> Voir les repères « républicanisme » et « *revirvalho* ».

<sup>231</sup> Voir le repère « socialisme ».

<sup>232</sup> Voir le repère « communisme ».

<sup>233</sup> Ce point est fondamental et a longuement agité cette recherche doctorale. De fait, je ne souhaite pas agir en saint Pierre. Dans ce cas, comment catégoriser des personnes en fonction de leur appartenance politique, affichée ou supposée ? La crainte d'une erreur ou bien de résumer une personne à une position étant forte, il faut donc élucider le résultat du tableau et en pointer les doutes.

du régime. Leur labilité est le signe – certes marginal par rapport à l’ensemble du groupe étudié – de la difficulté à résumer une personne à une appartenance ou bien à une accointance politique sans l’inscrire dans son temps.

En outre, le classement proposé a été établi à l’aide de l’étude de biographies qui ne mentionnaient pas toujours explicitement le positionnement politique<sup>234</sup>. Dans tous les cas, il ne s’agit pas de considérer l’identité politique retenue ici comme une identité stable. En effet, au sens sociologique, l’identité « n’est pas une donnée intangible, elle est comprise comme une fiction qui a réussi en résultant d’un processus social de construction et d’imposition<sup>235</sup>. » Cette construction varie en fonction des groupes. Ainsi, si les historiennes et historiens ont pu se sentir proches de l’un des groupes d’opposition ou bien du régime autoritaire, il ne faut pas omettre les différentes tendances au sein de chaque groupe. Parfois, des changements de positionnement ont pu se produire, au cours des quarante-huit années, sans que les altérations ne soient perceptibles et verbalisées. En effet, il semble nécessaire d’avoir conscience de certains pièges de la lecture distante d’une vie car, comme l’identifie Annie Colovald :

« De telles certitudes font tomber le biographe dans différents pièges : l’“excès d’intelligibilité”, selon les mots de Jean-Claude Passeron, qui le pousse à comprendre trop vite et trop bien le cheminement qu’il retrace comme la personnalité de l’individu auquel il s’intéresse ; l’inclination, si l’on suit l’historien Paul Veyne, à confondre “l’aboutissement” et “le but”, les rationalisations d’aujourd’hui avec les représentations contemporaines d’hier et, ainsi, à conjuguer anachronisme et erreur de perception<sup>236</sup>. »

Ainsi, par « excès d’intelligibilité », des biais peuvent se produire, et ils dissimulent le cheminement intellectuel complexe d’un individu ou du groupe des biographiés. La catégorisation opérée s’inscrit dans une démarche prudente et assume d’afficher les doutes et incertitudes. Ainsi, dans le tableau général en annexe, et dans une grande partie des diagrammes qui suivent, j’ai laissé des points d’interrogation quand il semblait trop difficile de se prononcer avec suffisamment de certitude.

Les cas de quelques historiens permettent d’illustrer les hésitations que posent la catégorisation politique des individus. Prenons l’exemple de Julião Soares de Azevedo, historien de la génération Oliveira Salazar, mort en 1953 très jeune, à 33 ans. Il a écrit un livre d’histoire

---

<sup>234</sup> D’autant que, du fait de l’ampleur du nombre de personnes considérées, je n’ai pas été en capacité de procéder par moi-même à une vérification attentive de l’ensemble des archives de chacune et chacun composant ce groupe, quand des archives existent, ce qui n’est qu’assez peu le cas.

<sup>235</sup> Voir la partie écrite par Annie COLOVALD « identité, sociologie » : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/identite/>, consulté le 25 février 2021.

<sup>236</sup> Annie COLOVALD, « identité, sociologie », *ibid.*

économique, intitulé *Conditions économiques de la Révolution de 1820*<sup>237</sup>. Fortement influencé par les *Annales*, il était à la fois lecteur de portugais à Poitiers et a été soutenu financièrement par l'IAC. Sachant qu'il y avait un contrôle fort des personnes envoyées à l'étranger, il pourrait sembler qu'il soit un historien accommodé car le pouvoir a forcément été consulté pour savoir si un dossier de la PIDE existait<sup>238</sup>. Cependant, son livre traite du XIX<sup>e</sup> siècle – un siècle tabou pour les historiens accommodés<sup>239</sup> – et s'intéresse à une révolution libérale suivant une perspective d'histoire économique alors plus que marginale dans l'Université. Ces deux éléments sembleraient indiquer, au contraire, une affinité de lecture et d'interprétation partagée avec les historiens en opposition. Compte tenu de sa mort prématurée, il apparaît finalement difficile de percevoir clairement son positionnement et c'est pourquoi j'ai préféré ne pas trancher.

Ensuite, pour un ensemble d'historiens, il a également semblé nécessaire d'afficher dans le tableau l'incertitude quant à leur accommodement ou leur opposition du fait de doutes persistants. Par exemple, comment déterminer le positionnement de certains historiens ayant fait le choix de se retirer de toute activité politique au moment de la proclamation de la République ? Faut-il considérer la ligne politique défendue avant 1910 comme un indice de ce qu'un historien pouvait penser durant la période dictatoriale ? Ainsi, Fortunato de Almeida, historien de la première génération, a cessé toute activité militante catholique et s'est éloigné de l'activité politique à partir de 1910<sup>240</sup>. Faut-il du fait de ce militantisme passé, et donc de la proximité du régime autoritaire et du catholicisme dans les premières décennies<sup>241</sup>, en faire un historien accommodé ? Si je l'ai finalement considéré comme un historien accommodé, j'ai cependant signalé le doute existant quant à son positionnement par un point d'interrogation.

Parfois l'hésitation porte sur la façon de considérer certains parcours. Luís de Montalvor est un historien de la génération de la République. Pendant la période républicaine, il a soutenu le régime en place et a même été à l'initiative de la publication de *L'histoire du régime républicain*, une œuvre importante qui rendait un hommage appuyé au régime républicain alors que la Dictature militaire s'installait durablement<sup>242</sup>. Cependant, durant la décennie 1930, la maison d'édition qu'il dirigeait, Ática, a publié entre 1937 et 1940 *L'Histoire de l'Expansion*

---

<sup>237</sup> Julião Soares de AZEVEDO, *Condições económicas da Revolução de 1820*, Lisbonne, Empresa Contemporânea de Edições, 1944.

<sup>238</sup> Bien qu'il soit aussi possible d'envisager qu'il ait échappé à la vigilance du pouvoir autoritaire comme ce fut le cas de la candidature d'António José Saraiva dont l'exemple est développé dans le III)1) du chapitre 6.

<sup>239</sup> Voir l'introduction et plus généralement le chapitre 5 sur la question des choix de période opérés par les historiens accommodés.

<sup>240</sup> Sérgio Ribeiro PINTO, « Fortunato de Almeida », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>241</sup> Voir le repère « État autoritaire et Église ».

<sup>242</sup> Cette œuvre de 1930 est analysée dans le II)1) du chapitre 8.

*Portugaise dans le Monde*<sup>243</sup>, dirigée par deux historiens accommodés, António Baião, Manuel Múrias, et un en opposition modérée, Hernâni Cidade. La publication s’insérait dans le contexte des doubles commémorations du centenaire de la nation orchestrées par l’État ce qui en faisait une œuvre dont la portée peut être interrogée. Ainsi, un possible glissement politique durant la décennie 1930 n’est pas à exclure, d’où le choix de considérer Luís de Montalvor comme un exemple d’historien ayant eu les deux positions politiques successives, en signalant cependant qu’un doute subsiste.

Enfin, un dernier exemple est celui d’Alberto de Veiga Simões, un historien de la génération de la République. Diplomate, il a été ministre des Affaires étrangères durant la période républicaine. Il s’est fait plus discret politiquement après la mise en place du régime autoritaire en 1926. Il a poursuivi sa carrière diplomatique et a même été envoyé à Berlin par António de Oliveira Salazar, ce qui pourrait être interprété comme un indice d’accommodement. Mais, à l’instar d’Aristide de Sousa Mendes, il est destitué en 1940 car les autorités nazies voyaient d’un mauvais œil sa grande propension à accorder des passeports à des juifs<sup>244</sup>. Ayant vraisemblablement maintenu des liens avec de nombreux opposants durant le régime autoritaire, il était de plus un modèle pour Vitorino Magalhães Godinho, le plus connu des historiens en opposition<sup>245</sup>. Toutefois, son opposition n’ayant pas été si explicite durant le régime autoritaire, j’ai préféré signaler le doute persistant quant au positionnement politique de cette figure importante de l’historiographie portugaise.

Au côté des incertitudes sur l’interprétation des éléments de biographie personnelle et des trajectoires individuelles pour déterminer l’ancrage politique d’un historien, il s’avère que certains critères pouvant apparaître comme des indices évidents de celui-ci méritent d’être discutés. C’est le cas de l’enseignement dans le supérieur. Du fait du contrôle autoritaire dans ce degré, ne pas y avoir enseigné pouvait apparaître comme un indice important de possible opposition. Cependant, au cours de la période, on assiste à une association très progressive de l’histoire à un métier liant la recherche et l’enseignement. Ainsi, bon nombre d’historiens accommodés n’ont pas enseigné alors que des historiens en opposition ont régulièrement enseigné. Seuls les historiens liés au PCP ne sont jamais parvenus à entrer dans l’enseignement supérieur. Enfin, être titulaire du grade de « cathédrique » – le dernier échelon de la carrière

---

<sup>243</sup> Cette œuvre est analysée dans le I)2) du chapitre 5.

<sup>244</sup> Son rôle a été quelque peu oublié par rapport au premier diplomate comme le rappelle Diogo Ramada Curto dans un long article pour le journal *Expresso* disponible en ligne : <https://expresso.pt/cultura/2017-11-05-O-des-conhecido-Veiga-Simoès>, consulté le 25 février 2021.

<sup>245</sup> Lina Alves MADEIRA, « Veiga Simões », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.



historienne dans le supérieur – n’était pas non plus un indice suffisant d’accommodement au régime. En effet, des historiens en exercice avant 1935 pouvaient avoir obtenu ce grade et, même après la première vague d’épuration affectant des historiens, Vitorino Magalhães Godinho, Luís Filipe Lindley Cintra et Luís de Albuquerque ont été promus cathédraux. En somme, s’il y a bien des exclus de l’enseignement supérieur, il faut éviter toute généralisation du fait de la diversité des situations professionnelles du groupe étudié.

Au-delà des cas particuliers, il est cependant possible d’identifier avec une forte certitude l’affiliation de la très grande majorité des historiens étudiés à l’une ou l’autre des deux principales catégories proposées. D’une part, des critères indiquent une compromission certaine avec le régime autoritaire et confirment qu’une ou un historien était accommodé. Le fait d’avoir été député du parti unique à l’Assemblée nationale ou bien à la Chambre corporative<sup>246</sup>, voire d’avoir été ministre durant le régime autoritaire, étaient des signes forts d’une proximité avec le pouvoir. Un autre élément permettant de savoir si un historien a des affinités avec le pouvoir dictatorial est l’appartenance à l’Académie portugaise d’histoire, créée par le pouvoir, comme nous le verrons. La nomination directe par le gouvernement des académiciens puis, à partir de 1945, la cooptation par les académiciens qui avaient donc été désignés par le pouvoir, fait de l’Académie un milieu cultivant une proximité très forte avec le pouvoir<sup>247</sup>. Ainsi, à l’exception notable de Luís Filipe Lindley Cintra, tous les membres de l’APH peuvent être considérés comme accommodés.

Le classement dans le groupe des historiens en opposition s’est fondé sur l’appartenance à une des organisations politiques rejetant le pouvoir, notamment au PCP, sa principale expression durant le régime autoritaire. Y compris pour ceux qui l’ont quitté, la participation et l’activité militante au sein du PCP parti ont conduit à considérer ces historiens comme en opposition. Il en est de même pour les acteurs du *revirinho*, du MUD et MUD-Jeunesse, du FPLN, de ceux ayant soutenu les candidatures à l’élection présidentielle de Norton de Matos en 1949 et d’Humberto Delgado en 1958. Avoir déclaré sa solidarité avec les étudiants lors de la crise de 1962<sup>248</sup> ou bien le fait d’avoir pris position contre la guerre coloniale étaient aussi des indices d’une opposition claire, à un moment donné, contre le pouvoir autoritaire ; même s’il est évident que s’opposer au pouvoir autoritaire en 1926 n’était pas la même chose qu’en 1962 voire en 1969, lors de la dernière crise étudiante. Les luttes ont changé, les jeunes générations ne portaient plus les mêmes combats. Ainsi, les historiens républicains les plus âgés pouvaient se

---

<sup>246</sup> Voir le repère « L’idéologie du régime autoritaire : corporatisme, nationalisme et passé ».

<sup>247</sup> Voir notamment le I) du chapitre 4 qui développe le lien très fort de l’APH avec le pouvoir.

<sup>248</sup> Voir le I)2) du chapitre 1 pour la crise académique de 1962.

sentir en décalage par rapport aux jeunes impliqués dans le PCP ou bien dans d'autres groupuscules clandestins d'extrême-gauche à la fin de la période<sup>249</sup>. Enfin, la présence d'un dossier dans les archives de la police politique ou bien le fait de voir ses livres interdits de circulation ont été autant de critères permettant de classer un historien en opposition au régime dictatorial portugais.

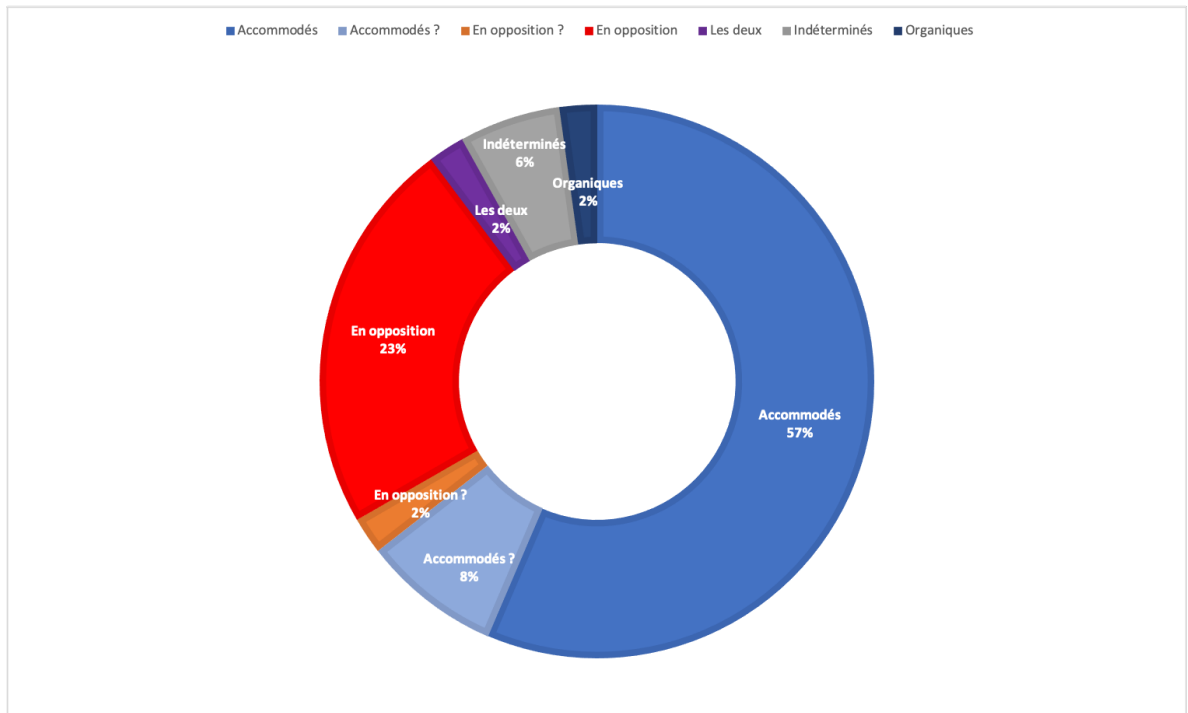


Figure 54 : diagramme du positionnement politique de la communauté historique (n=186).

En dépit de certaines difficultés, il est ainsi possible de présenter un panorama du positionnement politique des historiens durant la dictature permettant de mesurer la division de la communauté historique quant à l'adhésion ou bien au rejet du régime autoritaire [Figure 54]. Premièrement, le diagramme met en évidence le très faible poids des historiens organiques, réunissant les historiens officiels du pouvoir autoritaire. En effet, seuls quatre historiens entraient dans la catégorie : Caetano Maria de Abreu Beirão, João Ameal, António Rodrigues Cavalheiro et José Idalino da Costa Brochado<sup>250</sup>. Le positionnement d'adhésion complète au régime était donc infinitésimal au sein de la communauté. Ensuite, les historiens accommodés apparaissent majoritaires. En leur adjoignant les historiens dont il est possible de supposer l'accommodement, 65 % soit les deux tiers des historiens ont manifesté une position d'adhésion ou d'acceptation tacite du pouvoir autoritaire. Enfin, si on additionne les historiens dont le positionnement était indéterminé et ceux ayant adopté à des temps différents une opposition et une

<sup>249</sup> J'insiste notamment sur ces décalages générationnels dans le III)2) du chapitre 7.

<sup>250</sup> Ces historiens au profil bien particulier seront analysés dans le I) du chapitre 3.

adhésion, l'accommodement caractérise près des trois quarts de la communauté historienne<sup>251</sup>. Le diagramme permet de donc montrer comment la notion d'accommodement illustre le fait que la zone grise était bien majoritaire dans le régime autoritaire portugais, entre les positionnements extrêmes des historiens organiques et de ceux en opposition.

Les historiens en opposition apparaissent donc comme une minorité importante. Ils représentent un quart du groupe considéré. Le statut minoritaire de l'opposition peut s'expliquer d'une part par l'affinité d'une partie des historiens aux idées et valeurs véhiculées par le régime autoritaire. En effet, compte tenu de leur appartenance aux milieux les plus favorisés, ils étaient sans doute enclins à soutenir un régime conservateur, inquiets de ce qui était perçu comme la menace soviétique. Ensuite, manifester de façon ostensible son opposition était aussi courir le risque de voir se fermer de nombreuses portes, notamment pour celles et ceux qui entendaient suivre une carrière de fonctionnaire. Il y a donc pu y avoir une réelle peur de prendre position<sup>252</sup>, expliquant la proportion bien moindre des historiens en opposition face aux historiens accommodés. Il est cependant impossible de mesurer la part des historiens accommodés qui ont aurait choisi la voie du régime par crainte.

L'analyse de l'ensemble du groupe historien selon le découpage générationnel proposé dans la deuxième partie permet d'introduire une analyse diachronique des positionnements de la communauté historienne face au régime dictatorial [Figure 55].

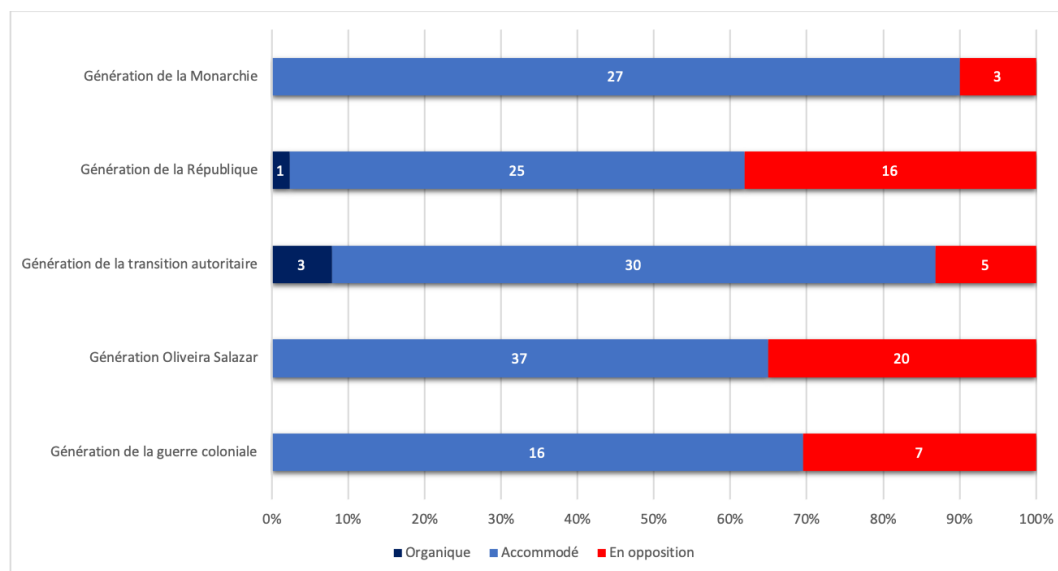


Figure 55 : diagramme du positionnement politique des historiens, par génération (n=190)<sup>253</sup>.

<sup>251</sup> Par ailleurs en cumulant ces catégories avec les historiens organiques, les historiens ayant été favorables ou bien n'ayant pas montré d'opposition réunissent 75 % du groupe considéré.

<sup>252</sup> Sur cette notion de peur, voir notamment l'introduction du III) du chapitre 1.

<sup>253</sup> Le nombre de 190 s'explique par le double positionnement de 4 historiens parmi les 190 au total. Pour simplifier la lecture, les historiens dont l'avis était incertain ont été ajoutés aux historiens accommodés.

Tout d’abord, pour chacune des générations, les historiens accommodés ont été majoritaires. Ensuite, il n’est pas possible d’identifier une évolution de longue période, que cela soit dans le sens d’une augmentation ou, au contraire, d’une diminution de la part des historiens accommodés ou en opposition dans l’ensemble du groupe. L’évolution erratique de la part de chacun des deux principaux groupes<sup>254</sup> par cohorte s’explique par des effets de générations forts. Pour cause, chaque génération a été marquée par des évènements de nature politique majeurs pouvant influencer les tendances des positionnements politiques des historiens, qu’il convient d’étudier.

En procédant à une analyse par génération, il est possible de montrer des tendances, des adéquations entre une génération et le contexte politique dans lequel elle évoluait, mais aussi de rendre compte des limites de l’exercice. Les difficultés à catégoriser le positionnement politique de la génération de la Monarchie s’explique par leur âge avancé quand le régime autoritaire se met en place [Figure 56]. Beaucoup d’historiens sont déjà relativement retirés de la vie littéraire et surtout politique dans les premières années de la dictature. Ainsi, pour un groupe composé de 30 historiens, il est possible d’identifier un positionnement clair face au pouvoir autoritaire pour seulement un peu plus d’un tiers d’entre eux, qu’il relève de l’accommodement ou bien de l’opposition.

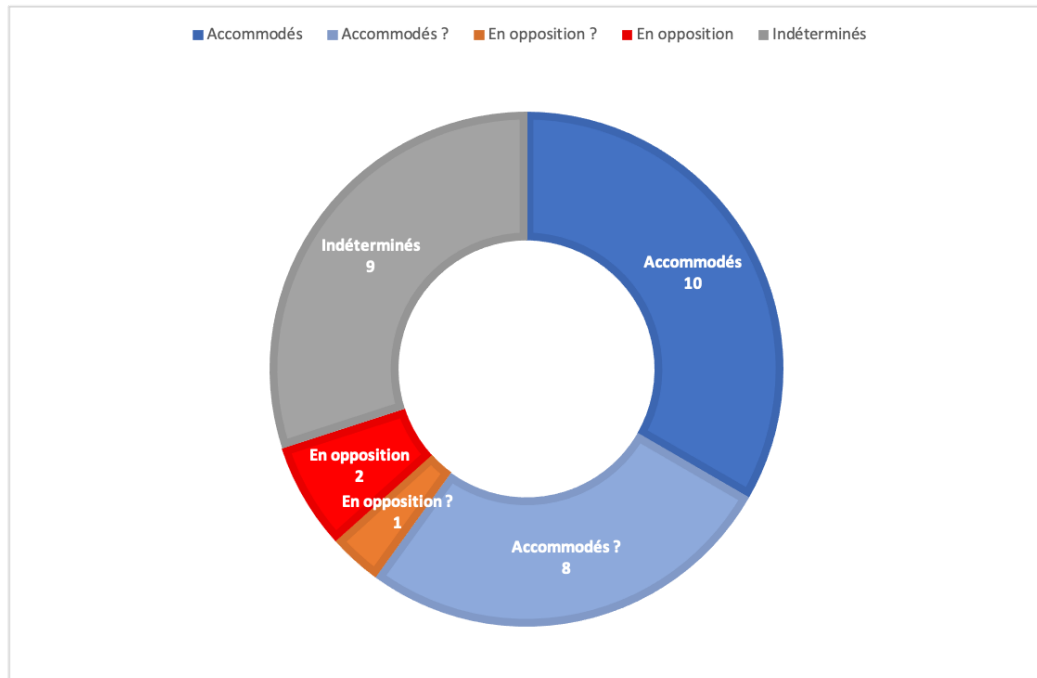


Figure 56 : diagramme du positionnement politique de la génération de la Monarchie (n=30).

<sup>254</sup> J’ai inclus dans ce diagramme les historiens organiques, malgré leur marginalité. Leur inclusion permet de confirmer l’idée que la zone grise a été constamment le positionnement majoritaire et que l’adhésion au service du pouvoir était une exception.

En adjoignant les historiens accommodés et ceux pour lequel on peut le supposer, l'accommodement est majoritaire au sein de cette cohorte. Par ailleurs, la catégorie des « indéterminés » correspond aux historiens ayant atteint l'âge de la retraite au début du régime autoritaire, car il me semblait difficile de dire s'ils avaient accepté ou non la nouvelle situation politique. Pour cette génération, j'ai préféré maintenir une partie des chercheurs dans une indétermination, d'autant qu'ils n'étaient pas rattachés à l'Université portugaise. Seuls ceux qui ont appartenu à l'APH – soit José Maria Rodrigues et José Leite de Vasconcelos – semblent pouvoir être considérés comme des historiens accommodés. Les historiens en opposition ont un très faible poids, même en ajoutant l'historien dont l'opposition est supposée. Il s'agit de trois figures politiques rattachées à la République : Duarte Leite a occupé la fonction de président du Ministère<sup>255</sup> entre 1912 et 1913<sup>256</sup> ; Agostinho José Fortes a été nommé député républicain et a milité, un temps, au PSP ; enfin João Lopes Carneiro de Moura a été un militant républicain de gauche à la fois durant la Monarchie et durant la République. En définitive, l'accommodement dominait donc clairement au sein de la génération de la Monarchie.

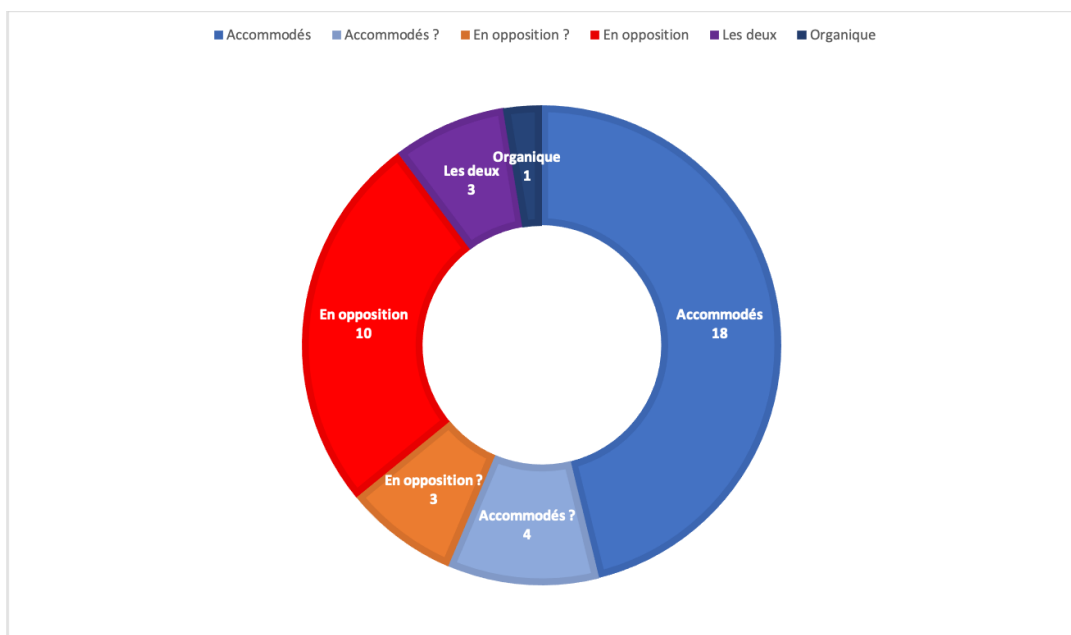


Figure 57 : diagramme du positionnement politique de la génération de la République (n=39).

Les positionnements politiques se sont affinés parmi les historiens de la génération de la République [Figure 57]. Au sein des historiens nés entre 1870 et 1892, il n'y a pas d'historiens pour lesquels il est impossible de se prononcer sur le positionnement politique. La cohorte

<sup>255</sup> Il s'agit de la fonction équivalent à Premier ministre en Portugal. Son nom est passé de président du Ministère à président du Conseil des ministres lorsque l'*Estado Novo* se met en place en 1933.

<sup>256</sup> Voir la notice biographique « Duarte Leite » du DAP en ligne, consultée le 26 février 2021 : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=6808>.

se démarque par un clivage politique plus tranché. L'accommodement est certes majoritaire mais l'opposition est aussi forte et réunit un tiers du sous-groupe. En effet, la génération de la République est celle où la proportion d'historiens en opposition est la plus forte. Ils se sont distingués par leur implication dans la vie politique durant la période républicaine et par l'engagement d'une bonne partie d'entre eux dans la défense du régime républicain notamment en participant ou bien en soutenant le *revirinho* face au régime issu du coup d'État du 28 mai 1926. Le groupe s'était donc fortement mobilisé durant la République et était habitué à prendre d'avantage position.

En outre, trois historiens sont caractérisés par un glissement idéologique : Francisco José Rocha Martins, militant monarchiste, a soutenu au début le régime autoritaire puis il a rejoint finalement les groupes en opposition en constatant que la cause monarchiste n'était pas défendue par les gouvernements successifs d'António de Oliveira Salazar ; Luís de Montalvor et Armando Cortesão qui ont basculé de l'opposition au soutien à la dictature. Les changements d'attitude étaient donc possibles, tout en étant dans le même temps le signe d'une affirmation claire du positionnement politique. Enfin, un historien organique, Caetano Beirão complète ce groupe et confirme l'idée d'une génération républicaine fortement engagée.

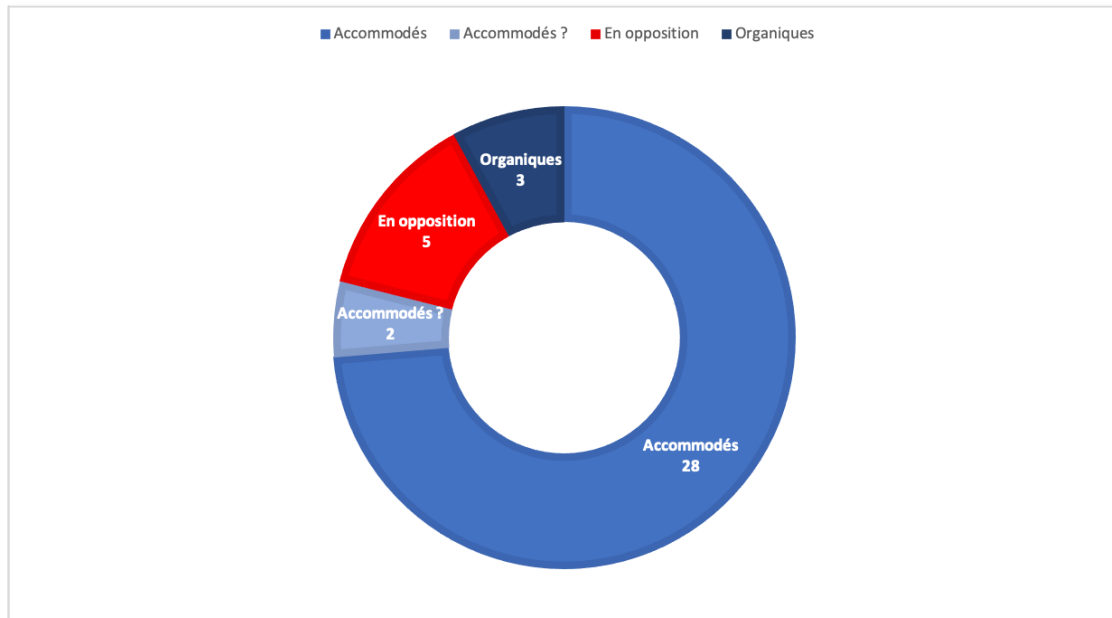


Figure 58 : diagramme du positionnement politique de la génération de la transition autoritaire (n=38).

La génération de la transition autoritaire est caractérisée par une prise de position à la fois plus homogène mais aussi par un nombre réduit d'historiens où subsisterait une hésitation dans le positionnement [Figure 58]. Ainsi, l'accommodement de la cohorte est largement

partagé et il s'agit de la génération qui en proportion s'est le plus accommodée à la nouvelle situation autoritaire. La présence de 3 des 4 historiens organiques – les générations suivantes n'en comptent plus aucun – confirme l'engouement et l'adhésion de la génération de la transition autoritaire. Réunissant les personnes nées entre 1892 et 1909, et donc jeunes voire très jeunes durant la période républicaine, ils ont donc pu être moins portés par l'idéal républicain et en constater peut-être davantage les faiblesses dont l'absence de stabilité du régime où les gouvernements avaient une très faible longévité. En outre, les plus jeunes du sous-groupe n'étaient pas encore adultes lorsque le régime autoritaire s'est affirmé. Marquée par la lassitude de la période républicaine, la génération de la transition autoritaire a donc largement adhéré au régime autoritaire qui s'affirmait pleinement dans la décennie 1930.

Dans un monde peinant à se remettre de la Première Guerre mondiale et en proie aux difficultés économiques, le régime dictatorial a pu apparaître comme un pis-aller ou bien au contraire comme une garantie de stabilité économique pour ce groupe social relativement privilégié. Alors que les pays d'Europe oscillaient entre démocraties et régimes autoritaires, le Portugal avait fait son choix et les quelques historiens qui se sont opposés ont été réprimés ou bien ont vu leur carrière entravée. En effet, parmi les cinq opposants, Sílvio Lima et Manuel Rodrigues Lapa, tous deux professeurs à l'Université, ont été exclus de leur fonction lors de la vague de 1935<sup>257</sup>, tandis que José Lopes de Oliveira<sup>258</sup>, Flausino Torres<sup>259</sup> et Rómulo de Carvalho<sup>260</sup> ne sont pas entrés à l'Université et sont restés professeurs dans le secondaire – Flausino Torres a même été interdit d'enseigner<sup>261</sup>. La troisième génération a donc été la plus attirée par le régime autoritaire portugais et où la division du groupe historien devenait franche avec une marginalisation des opposants par le pouvoir.

---

<sup>257</sup> Voir le I)2) du chapitre 1.

<sup>258</sup> Carolina T. RUFINO, « José Lopes de Oliveira », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>259</sup> Christophe ARAÚJO, « Flausino Torres », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>260</sup> Áurea ADÃO, « Rómulo de Carvalho », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dictionnaire en ligne dirigé par Sérgio Campos MATOS.

<sup>261</sup> Voir le I)2) du chapitre 7.

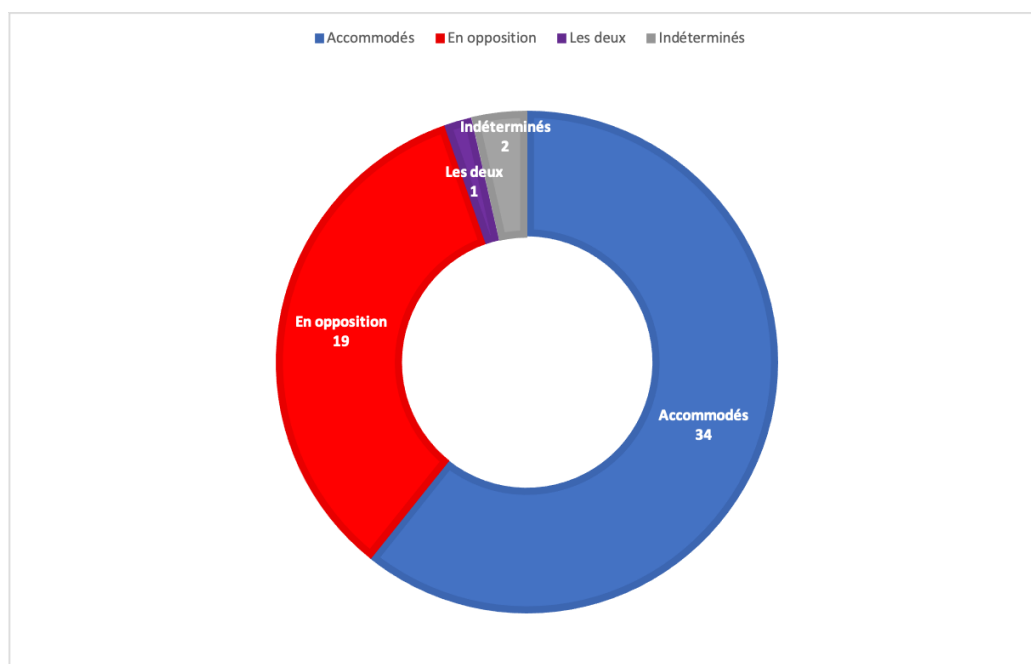


Figure 59 : diagramme du positionnement politique de la génération Oliveira Salazar (n=56).

La génération Oliveira Salazar a davantage paru sensible aux idées des groupes en opposition. Regroupant les historiens nés entre 1910 et 1930, la cohorte a été profondément marquée par la Guerre civile espagnole pour les plus âgés, et par la Seconde Guerre mondiale et le début de la Guerre froide, pour l'ensemble du groupe. L'ensemble des historiens était plutôt jeune lorsque le PCP s'est restructuré dans la clandestinité à partir de 1940 et est parvenu à unir les forces en opposition au régime notamment dans le cadre du MUD [Figure 59]. L'accommodement est toujours majoritaire mais les historiens en opposition représentent plus d'un tiers de la génération. Le poids croissant des opposants, notamment au regard de la génération de la transition autoritaire s'explique par la restructuration des groupes en opposition surtout après la Seconde Guerre mondiale, ayant donné une visibilité croissante à la possibilité de s'opposer au pouvoir, dans des structures certes rarement légalisées et donc le plus souvent clandestines. Le seul historien qui a partagé les deux positions est Jorge Borges de Macedo qui a d'abord été militant du PCP puis est devenu professeur d'université au terme de sa carrière<sup>262</sup>. Les deux personnes dont le positionnement politique est incertain sont Julião Soares de Azevedo<sup>263</sup> et l'historienne et musicologue Maria Augusta Barbosa, qui a fait ses études à Berlin et n'a

<sup>262</sup> Le double positionnement de l'historien Jorge Borges de Macedo fait que je développe sa situation à la fois dans la partie évoquant les historiens accommodés dans le III)2) du chapitre 5 mais aussi dans la partie développant les historiens en opposition dans le I)1) du chapitre 6.

<sup>263</sup> Comme expliqué en début de la sous-partie.



enseigné au Portugal qu'après le 25 avril 1974<sup>264</sup>. En conséquence, à l'exception de quelques cas où le doute reste, la génération qui a fait l'essentiel de sa carrière durant le régime autoritaire a été marquée par une forte bipolarisation entre des historiens accommodés majoritaires et une forte minorité d'historiens en opposition.

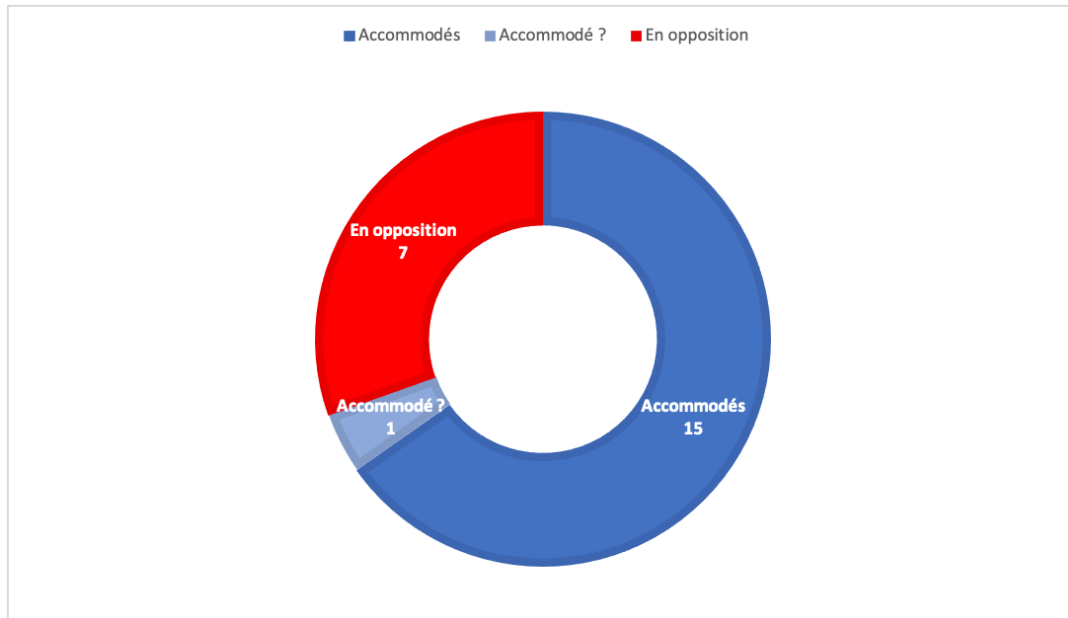


Figure 60 : diagramme du positionnement politique de la génération de la guerre coloniale (n=23).

Enfin, la génération de la guerre coloniale est caractérisée par une certaine continuité avec la précédente génération. Réunissant les historiens nés entre 1930 et 1945, elle présente une répartition des proportions assez proche avec près de deux tiers d'historiens accommodés et les historiens accommodés et un tiers d'historiens en opposition [Figure 60]. Il y a donc un maintien des rapports de force entre les deux groupes. Les opposants forment une minorité importante mais sont toujours très en-deçà des historiens accommodés. Il est à noter que comme pour la génération Oliveira Salazar, la cohorte ne dénombre aucun historien organique. Ainsi, dans les deux dernières générations historiennes, il était impossible de dénombrer des historiens mettant l'histoire au service de la défense du pouvoir. Sans être pour autant le signe d'une absence de soutien appuyé au régime de la part des historiens de la zone grise, l'accommodement et l'opposition étaient donc bien les deux principales tendances structurantes pour rendre

<sup>264</sup> Sa carrière à l'étranger ne semble pas liée à des motivations politiques et le peu d'informations trouvées sur son parcours font qu'il apparaît plus prudent de ne pas se prononcer sur son positionnement face au pouvoir autoritaire. Ainsi, sa biographie n'est pas active dans le DHP et son erratique entrée biographique en ligne (voir : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=10335>, consulté le 26 février 2021), tout comme les quelques rubriques nécrologiques trouvées lors de sa mort quelques jours après avoir eu cent ans ne m'ont pas permis de trouver d'informations particulière.

compte de la division politique de la communauté historique. Également, il faut relever une faible incertitude quant aux positions de chacun. En effet, les historiens de la génération sont nés durant le régime autoritaire, y ont étudié et ont commencé à travailler sous la dictature. Il est donc plus aisé de percevoir quel est le positionnement de chacune et chacun d'autant que comme ce sont pour la plupart des historiennes et des historiens qui ont fait carrière jusqu'au début des années 2000, le nombre de sources permettant d'identifier leur positionnement est plus évident.

\*

\* \*

Le groupe des historiens portugais ayant exercé durant le régime autoritaire a donc pris position face au pouvoir contraignant qui s'est mis en place en 1926. Deux postures dominantes ont caractérisé les historiens. D'un côté les historiens accommodés, majoritaires, ayant fait le choix d'accepter la nouvelle donne autoritaire par adhésion idéologique ou bien par pragmatisme. De l'autre, les historiens en opposition récusant la politique du pouvoir dictatorial et ayant rejoint ou manifesté un soutien aux structures politiques et citoyennes rejetant son action. L'étude des positionnements par génération révèle une chronologie intimement liée aux grands événements politiques et se traduit par un essor ou bien une réduction de la part des historiens en opposition, qui restent cependant toujours minoritaires face aux historiens accommodés.

Le clivage politique au sein du groupe historien a jusqu'ici été analysé comme une construction, établie à posteriori afin d'analyser les historiens portugais. Il semble nécessaire d'en percevoir maintenant la pertinence et donc d'interroger le vécu de la dualité par les historiens, afin de mettre en évidence la teneur de la division de la communauté historique.

## 2) Une division effective du groupe historien ?

La division politique entre des historiens en opposition au pouvoir autoritaire et des historiens accommodés au régime dictatorial était-elle effective dans le vécu du groupe historien ? Et, dans l'affirmative, quelles ont été ses conséquences sur la communauté historique ? La question de la porosité de la communauté historique aux enjeux politiques de la société portugaise doit être posée. L'objectif est donc ici de mesurer la pertinence de l'approche

politique d'un groupe de scientifiques et de mesurer l'effectivité de la division ou non du groupe historien durant le régime dictatorial.

D'autres historiens s'étant intéressés à la production historiographique de cette période n'ont pas accordé une importance déterminante au clivage interne aux historiens portugais. C'est le cas du livre *Histoire de l'Histoire au Portugal* dirigé par Luís Reis Torgal, José Amado Mendes et Fernando Catroga<sup>265</sup>. L'analyse de la période autoritaire est divisée en deux parties : « L'histoire en temps de “ dictature ” » et « La rénovation de l'historiographie portugaise<sup>266</sup> ». La première partie se limite presque exclusivement aux historiens rattachés à l'Université et aux historiens organiques, alors que la deuxième partie s'intéresse à la rénovation historiographique engendrée par les travaux d'historiens situés en dehors de l'Université mais aussi par quelques historiens universitaires<sup>267</sup>. Compte tenu de la perspective essentiellement historiographique du livre, le vécu de la communauté historique sous la dictature est peu abordée. Mais la focale de la pratique scientifique à l'aune du pouvoir politique dans un contexte de dictature me conduit à distinguer politiquement les historiens.

La division politique des historiens en deux groupes majoritaires éclipse la diversité des positionnements politiques. Les historiens accommodés sont en effet divisés entre monarchistes, fascistes, conservateurs, catholiques, pragmatiques, unis par le fait d'accepter le régime autoritaire en y trouvant un intérêt professionnel voire intellectuel. Les historiens en opposition regroupent des républicains, des socialistes, des communistes plus ou moins unis pour faire front face à l'ennemi commun qu'est le pouvoir autoritaire. Pourquoi donc opter pour une lecture duale ? La tendance à la simplification peut s'expliquer par ailleurs par le biais de l'homogénéité de l'exogroupe<sup>268</sup>. Ainsi, lorsqu'une personne appartient ou bien sent qu'elle appartient à un groupe, l'endogroupe, elle identifie bien les différences d'attitudes et de positionnements au sein de son groupe mais dans le regard porté sur l'exogroupe, soit le groupe auquel elle n'appartient pas, elle a tendance à en avoir une lecture plus schématique, percevant moins aisément les différences qui peuvent y exister. L'homogénéité de l'exogroupe engendre donc une essentialisation du groupe auquel une personne n'appartient pas.

---

<sup>265</sup> Ce livre qui fait référence il est un outil fondamental d'étude de la production historiographique portugaise et, partant, un instrument de première importance dans notre étude.

<sup>266</sup> Voir « A História em tempo de “ Ditadura ” » aux pages 241 et 276 et « A renovação da historiografia portuguesa » dans Luís Reis TORRAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da história em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996.

<sup>267</sup> Voir notamment les II)2) et III)2) du chapitre 5 pour cette rénovation au sein de l'Université portugaise.

<sup>268</sup> Markus Brauer et Bruno Chappe discutent de la pertinence de cette notion de psychologie sociale dans un article (Markus BRAUER, Bruno CHAPPE, « Les stéréotypes et la variabilité perçue dans les groupes : état des lieux et enjeux », dans *L'année psychologique*. 2008 vol. 108, n° 1, pp. 133-167).

Ainsi, Miriam Halpern Pereira, historienne en opposition de la génération de la guerre coloniale, a fait l'expérience de la dichotomie à la suite d'un incident survenu en classe<sup>269</sup> qui lui a fait comprendre qu'elle ne pouvait pas s'exprimer librement sur certains sujets :

« J'ai compris à cette époque qu'il y avait deux vérités, c'est devenu très clair, une vérité officielle, une vérité scientifique. Et donc moi, ayant déjà une vision politique, j'ai senti que Borges de Macedo, étant professeur de la faculté, n'allait pas me proposer de lire des auteurs qui ne lui conviendraient pas. Alors, je suis allée parler avec des économistes, de l'opposition bien sûr. Je concède que je ne me rappelle plus des noms mais c'était le groupe de la *Revista de economia*<sup>270</sup>. J'ai été parler aussi à Joel Serrão<sup>271</sup>, dont j'ai sûrement eu le contact par Abelaira<sup>272</sup> qui était ami avec lui. Il y avait donc des chemins qui s'établissaient, des réseaux non institutionnels, informels, et qui sont importants pour cette époque<sup>273</sup> ».

Dans ses propos, la dualité politique semblait déteindre sur la production scientifique et aboutir à une division entre une vérité officielle, celle du pouvoir, et la vérité scientifique, implicitement celle de l'opposition. À travers la recherche de voies alternatives, au sein de l'endogroupe des opposants auquel se rattachait Miriam Halpern Pereira, elle obtenait et entretenait des contacts avec d'autres personnes en opposition. Par ailleurs, il est intéressant de voir qu'elle parle de Jorge Borges de Macedo, comme un historien qui entendait restreindre les conseils de lecture. Historien de la génération de la transition autoritaire, il a été membre du PCP et proche de nombre d'historiens en opposition de sa génération mais il a basculé politiquement dans la décennie 1950, se rapprochant du pouvoir et devenant dès lors un historien accommodé. Pour Joaquim Romero Magalhães, qui faisait ses études à la FLUC, Borges de Macedo était aussi perçu comme « davantage dans le contrôle idéologique que les gens d'ici [de la FLUC], bien qu'étant un bien meilleur professeur<sup>274</sup> ». Le positionnement idéologique de certains professeurs, alignés sur la ligne politique du pouvoir, était donc clairement perçue et intériorisée par les personnes en opposition.

Pour les historiens accommodés, l'entre-soi et la position occupée au sein des universités, surtout pour les trois dernières générations considérées, en faisaient un groupe inclus dans la matrice idéologique du pouvoir. Le pouvoir leur accordait un travail, des financements, et une académie – l'APH. Ils occupaient des positions institutionnelles et étaient représentatifs de

---

<sup>269</sup> J'analyse cet incident dans le I)1) du chapitre 7.

<sup>270</sup> La portée de la revue sera évoquée dans le I)1) du chapitre 8.

<sup>271</sup> Historien en opposition de la génération de la transition autoritaire qui a notamment dirigé l'important *Dictionnaire de l'Histoire du Portugal*.

<sup>272</sup> Il s'agit d'Augusto Abelaira, qui a été enseignant dans l'enseignement secondaire pendant un certain temps et a été professeur de Miriam Halpern Pereira avant de devenir un auteur engagé à gauche. Il a eu un rôle important dans la revue *Seara Nova* comme nous le verrons dans la lettre écrite par Fernando Piteira Santos en 1971 analysée plus loin (pour une biographie d'Augusto Abelaira, voir celle de Infopédia : [https://www.infopedia.pt/\\$augusto-abelaira?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$augusto-abelaira?uri=lingua-portuguesa), consultée le 28 février 2021).

<sup>273</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 5.

<sup>274</sup> Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 4.

la culture légitimée par l'État. En revanche, pour le groupe des historiens en opposition, compte tenu de sa relative faiblesse et du contrôle exercé par le pouvoir en place, ne faut-il pas le considérer comme porteur d'une sous-culture voire d'une contre-culture ? La notion de sous-culture est définie par le dictionnaire Larousse comme l'« ensemble de valeurs, de normes et de comportements propres à un groupe social donné et manifestant un écart par rapport à la culture dominante<sup>275</sup> ». Le concept permet de « penser la fragmentation de nos sociétés et les tensions entre individualisation et mobilisation collective<sup>276</sup> » comme le souligne Virginie Milliot. Mais au regard de la défiance des historiens en opposition à l'égard du pouvoir, il est aussi possible de parler de contre-culture considérée comme « l'ensemble des manifestations culturelles hostiles ou étrangères aux formes de la culture dominante<sup>277</sup> ». Alain Touraine propose différentes formes d'expression de la contre-culture : nouvelle culture, le refus, culture parallèle, rupture culturelle, la contestation culturelle<sup>278</sup>. Les historiens en opposition portugais semblaient davantage relever de la culture parallèle. Unis par une pratique historique dont ils ne récusait pas les fondamentaux, ils voulaient en revanche avoir la possibilité de produire une histoire comme ils l'entendaient, ce que le pouvoir leur refuse doublement, en exerçant une censure éditoriale et en réprimant le militantisme d'opposition<sup>279</sup>.

Certains propos tenus par des historiens semblent conforter la réalité de la perception de la division entre des historiens accommodés et des historiens en opposition. Ainsi, il est possible de s'appuyer sur la lettre que l'historien José Caeiro da Mata a envoyé à Vitorino Magalhães Godinho le 27 janvier 1961 dans le cadre du cinq-centenaire de la mort d'Henri le Navigateur. José Caeiro da Mata était un juriste de formation qui a joué un rôle de premier plan dans la politique de l'*Estado Novo* dans la mesure où il a été ministre des Affaires étrangères à plusieurs reprises mais aussi ministre de l'Éducation nationale. Il n'était pas historien de formation mais il dirige l'APH entre 1945 et 1963 soit l'institution chargée des principales commémorations historiques organisées par le pouvoir. Il s'exprimait donc au nom des membres de l'APH et de la commission chargée des commémorations henriciennes. Vitorino Magalhães Godinho est en 1961 professeur à l'Institut supérieur des études ultramarines. S'il occupe une fonction de

---

<sup>275</sup> <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/sous-culture/73798>, définition consultée le 28 février 2021.

<sup>276</sup> Virginie MILLIOT, « anthropologies des cultures urbaines », dans *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 28 février 2021. Sur l'utilisation de ce concept, voir également Martin SASSEVILLE, *Critique épistémologique du concept de sous-culture*, sous la direction de Jean-François CÔTÉ, mémoire soutenu à l'Université du Québec à Montréal, 2007.

<sup>277</sup> <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/contre-culture/18749>, définition consultée le 28 février 2021.

<sup>278</sup> Alain TOURAINE, « contre-culture » dans *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 19 octobre 2020.

<sup>279</sup> Les historiographies novatrices des historiens en opposition sont étudiées dans le II) et le III) du chapitre 8.

professeur dans l'enseignement supérieur, il a cependant déjà été évincé de son poste en 1944 et était une figure de proue des historiens en opposition<sup>280</sup>. Une double lecture de l'histoire portugaise transparait :

« Docteur Victorino de Magalhães Godinho, Comme il vous a été communiqué, l'original de votre travail écrit pour la " Collection Henrienne " excède largement les limites proposées et a créé, pour cela, des difficultés budgétaires qu'il a fallu étudier, avec des retards inévitables en de telles circonstances. Entretemps, la Commission Exécutive, procédant à la lecture de l'original mentionné, a constaté que le travail de Son Excellence, sans aucun doute louable, a été dirigé dans un esprit bien différent de celui qui préside aux commémorations henriciennes, motif pour lequel nous sommes au regret de vous informer ne pas pouvoir l'inclure dans la " Collection Henrienne ". Cependant, cette Commission Exécutive se doit de le rémunérer pour le travail effectué, c'est pourquoi je remets justement à son Excellence un chèque de la Caisse Générale des Dépôts d'un montant de 15 000 escudos. Je profite de l'occasion pour présenter à son Excellence mes cordiales salutations, Pour le Bien de la Nation, Le Président de la Commission Exécutive, (signature)<sup>281</sup> ».

José Caeiro da Mata a donc refusé la contribution de Vitorino Magalhães Godinho du fait de son « esprit bien différent ». À travers cette formulation, Caeiro da Mata faisait référence à l'approche historiographique de Magalhães Godinho, soit une perspective économique et sociale de l'expansion portugaise engagée par Henri le Navigateur. Vitorino Magalhães Godinho était en effet fortement influencé par le courant des *Annales*. Son approche entrainait en contradiction avec l'approche du pouvoir qui restait très tournée sur la valorisation des grands personnages et Henri le Navigateur était une des principales fiertés de l'histoire portugaise, ayant été à l'origine de ce que beaucoup de Portugais considèrent comme l'âge d'or du Portugal. Il semblait donc y avoir une incompatibilité entre la vision d'un historien en opposition influencé par une école historiographique étrangère et perçue au Portugal comme à gauche<sup>282</sup> par rapport à la vision de l'historiographie accommodée dont l'APH était le principal symbole. Malgré tout, il est intéressant de voir le respect dont témoignait Caeiro da Mata envers Godinho et le fait que son travail, bien que non publié, soit rémunéré. Dans la mesure où Godinho possédait un statut de professeur équivalant à la position de cathédrique, il pourrait sembler malvenu que le travail effectué dans le cadre de la commémoration ne fût pas payé<sup>283</sup>.

De plus, le clivage politique traversant la communauté historienne pouvait être plus régulièrement perceptible à travers la voix de la sous-culture minoritaire des historiens en

---

<sup>280</sup> Cet épisode est mentionné dans le D1) du chapitre 6.

<sup>281</sup> Une reproduction de la lettre originale est présente dans Maria Teresa Magalhães GODINHO, David JUSTINO (coord.), *Vitorino Magalhães Godinho, 1918-2011, Une itinéraire sem ilusões nem desistência*, Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade de Lisboa, 2018, page 54.

<sup>282</sup> Même si, bien sûr, les historiens des *Annales* ne sont pas tous de gauche.

<sup>283</sup> La somme est importante, elle équivaut à 6635 euros de 2021 selon le convertisseur disponible sur le site de Pordata, consulté le 28 février 2021 : <https://www.pordata.pt/Portugal>.

opposition. C'est avant tout lié à la différence de statut. En effet, une partie des historiens en opposition exclus pour des motifs politiques avait tendance à percevoir les historiens accommodés comme les détenteurs de postes universitaires légitimés par le pouvoir. Il est possible de nous appuyer sur l'observation de Fernando Piteira Santos, historien de la génération de la transition autoritaire, à propos de l'une de ses publications retraçant le parcours de Jaime Cortesão dans le numéro 1512 de la revue de gauche *Seara Nova*<sup>284</sup>. Fernando Piteira Santos vivant alors en exil en Algérie, s'est focalisée sur la légende de l'article [Figure 61].



Figure 61 : image accompagnant l'article de Fernando Piteira Santos « Bilhete de parabéns em papel de tournassol ».

Elle dit : « Jaime Cortesão est revenu d'un long exil avec une carrière très remarquable d'historien ». Ainsi, Jaime Cortesão, historien de la génération de la République, opposant au régime autoritaire de la première heure dans la mesure où il a participé activement au *revirinho*, a vécu longuement en exil, en France puis au Brésil. Cependant, s'il a donné des cours au Brésil, il n'a jamais enseigné dans le supérieur au Portugal. Le mot « carrière » a donc fait réagir Fernando Piteira Santos et l'a poussé à écrire à la rédaction de *Seara Nova*. Il a envoyé une réponse intitulée « Jaime Cortesão, un exemple de non carriérisme » où il remarquait :

« Cher Augusto Abelaira, Je recours au Directeur et Éditeur de *Seara Nova* pour demander une explication, en deux lignes, car la phrase qui sert de légende à la photographie de Jaime Cortesão intercalée dans mon " Bilhete de parabéns em papel de tournassol " publié dans le numéro 1512 de *Seara Nova*, **est différente**<sup>285</sup> de celle qui se trouve dans le texte. J'ai

<sup>284</sup> Voir l'article de Fernando Piteira SANTOS, « Bilhete de parabéns em papel de tournassol », n° 1512 de *Seara Nova*, octobre 1971, pp. 15-17, disponible en ligne et consulté le 28 février 2021 : [http://ric.slni.pt/Seara\\_Nova/visualizador?id=09913.050.010&pag=63](http://ric.slni.pt/Seara_Nova/visualizador?id=09913.050.010&pag=63).

<sup>285</sup> Tous les passages en gras le sont dans l'article écrit par Fernando Piteira Santos, tout comme les majuscules et l'absence de majuscule pour le terme « carrière » qui est en gras. L'archiviste a mis en haut à gauche la mention « épreuves envoyées à la Censure le 27 décembre 1971 : dans le numéro 1515 de *Seara Nova* ». Cependant, après

écrit “ Jaime Cortesão... est revenu d’un long exil une œuvre très remarquable d’historien. ” **œuvre très remarquable** et non : **très remarquable carrière**. Le mot ne serait jamais sorti de ma plume. **carrière**. L’historien CORTESÃO Jaime fut un exemple clair de non carriérisme. Quant à la valorisation de son œuvre remarquable, il faut ajouter, à mon sens, le fait qu’elle se soit construite dans des circonstances adverses, le fait que ne lui soit pas accordée **une carrière d’historien**. Mais de Herculano à Vitorino Magalhães Godinho – et nous ne pouvons pas oublier un António Sérgio, un Jaime Cortesão, un Veiga Simões, un Duarte Leite –, ces historiens, selon nous, n’ont pas eu ce qui s’appelle une **carrière**. Je sais que vous trouverez justifiée la rectification que je sollicite. Qu’Auguste Abelaira croit en mes sentiments de ferme admiration et amitié, F. Piteira Santos<sup>286</sup>. » [27 décembre 1971]

Fernando Piteira Santos entendait donc insister sur l’exclusion du champ professionnel – soulignant ainsi le lien alors usuellement établi entre le fait d’être historien et l’occupation d’une chaire universitaire – de plusieurs historiens en opposition de la génération de la Monarchie à la génération de la transition autoritaire, dont Vitorino Magalhães Godinho qui a enseigné deux reprises à l’Université mais en a été exclu à chaque fois. La mention d’Alexandre Herculano peut sembler surprenante car lorsque l’auteur exerçait au XIX<sup>e</sup> siècle, il n’y avait pas d’enseignement de l’histoire à l’université de Coimbra. Elle établissait cependant une filiation entre plusieurs historiens en opposition avec ce père de l’histoire portugaise, dont l’héritage apparaît disputé entre les historiens accommodés et les historiens en opposition. Cette filiation visait aussi à montrer qu’il était possible d’être un grand historien en dehors de l’Université tout en insistant sur le contrôle exercé par le pouvoir sur l’accès aux postes universitaires.

Le discours des historiens en opposition tournait beaucoup autour de la frustration engendrée par la mise à l’écart de l’Université. Ainsi, Joaquim Barradas de Carvalho, historien de la génération Oliveira Salazar, dans une contribution envoyée à Alvaro José Pedrosa Curado de Seica Neves destinée à être lue au Congrès d’Aveiro de 1973<sup>287</sup>, évoquait le nombre important de scientifiques écartés :

« À cette liste de près d’une cinquantaine de noms, où nous trouvons les plus grands scientifiques et enseignants de la vie portugaise contemporaine, liste très certainement incomplète, nous devrions en ajouter une autre, celle-ci bien plus longue : celle de ceux qui ne sont jamais parvenus à être intégrés dans le corps enseignant des Universités portugaises. Nous rappelons parmi bien d’autres, et parmi ceux qui me viennent à l’esprit, les noms de : Fidelino de Figueiredo [...], Óscar Lopes [...], José-Augusto França [...], Vítor de Sá<sup>288</sup> ». [31 mars 1973]

---

vérification, l’article n’est ni dans le n° 1515 de janvier 1972 ni dans celui qui suit. Il ne semble pas que ce soit la censure qui ait écarté le texte car le document des archives comporte le tampon « vu » (*visado*) de la censure.

<sup>286</sup> Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : activité privée, SSC : collaboration Seara Nova, SR : textes de collaboration, dossier 6.

<sup>287</sup> Sur l’importance des congrès qui se sont tenus dans la ville d’Aveiro voir le II)2) du chapitre 1.

<sup>288</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuilles 34 à 48.



Ainsi, Joaquim Barradas de Carvalho mentionnait Fidelino de Figueiredo, un des historiens en opposition de la génération de la République, puis des historiens de sa génération. Il est par ailleurs intéressant de remarquer que dans la description qu'il a faite d'Óscar Lopes<sup>289</sup>, il le présentait comme un historien prestigieux. Il omet pourtant le nom d'António José Saraiva. Cependant, dans la mesure où Joaquim Barradas de Carvalho était lié au PCP et qu'António José Saraiva avait rompu avec le PCP en 1962, il semble que l'omission était volontaire.

Par ailleurs, l'action de désigner un groupe par telle ou telle appellation produit du sens au sein de chacun des groupes comme le remarque Pierre Bourdieu :

« Donner à un individu ou à un groupe le nom qu'il se donne (l'Empereur, la noblesse), c'est le *reconnaître*, l'accepter comme dominant, admettre son point de vue, accepter de prendre sur lui le point de vue de parfaite coïncidence qu'il prend sur lui-même ; mais on peut aussi lui donner un autre nom, le nom que lui donnent les autres et notamment ses ennemis et qu'il récuse comme insulte, calomnie, diffamation (l'Usurpateur). On peut enfin lui donner son nom *officiel*, conféré par une instance officielle, reconnue comme légitime, détenteur du monopole de la violence symbolique légitime<sup>290</sup> ».

Partant, désigner d'une certaine façon les historiens de l'exogroupe permet de renforcer l'unité de l'endogroupe, notamment en discréditant l'autre groupe. Joaquim Barradas de Carvalho, exilé d'abord en France puis au Brésil, est devenu le directeur d'un journal d'opposants appelé *Portugal Democrático*<sup>291</sup>. Il a restitué, avec beaucoup d'acuité la division de la communauté historienne. Dans un article intitulé « L'Obscurantisme Salazariste XIV » dans le n° 111 de *Portugal Democrático*, il divisait ainsi la production historiographique :

« Dans le dernier article de cette série nous avons rappelé les historiens et l'histoire du Portugal, à propos de la récente distribution à Rio de Janeiro, par les représentants officiels du Gouvernement de Salazar au Brésil, de 3500 exemplaires d'un résumé de l'*Histoire du Portugal* de João Ameal, soit la véritable histoire du Portugal pour de tels propagandistes de l'obscurantisme salazariste. Nous avons alors écrit, qu'aussi paradoxal que cela puisse paraître, il n'y aucune relation entre le Portugal *officiel* et le Portugal *réel*. Pour le Portugal officiel, le docteur João Ameal est un intellectuel qui " honore la Patrie ", " un remarquable écrivain et historien portugais ". Pour le Portugal réel, les intellectuels qui honorent la Patrie, les historiens portugais remarquables furent ou sont, Alexandre Herculano, Oliveira Marques, Duarte Leite, Veiga Simões, Jaime Cortesão, António Sergio, Vitorino Magalhães Godinho, et bien d'autres<sup>292</sup>... » [octobre 1966]

---

<sup>289</sup> Ôtée de la citation pour la raccourcir : « un des plus grands historiens de la Littérature et de la Culture Portugaises que nous n'avons jamais eus » (*ibid.*).

<sup>290</sup> Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, Paris, les Éditions de Minuit, 1984, p. 42.

<sup>291</sup> Tous les articles publiés sont réunis et publiés quelques mois après le 25 avril 1974 (voir Joaquim Barradas de CARVALHO, *O Obscurantismo salazarista*, Lisbonne, Seara Nova, 1974).

<sup>292</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P :79, NT : 6958, feuille 294, les italiques sont présents dans le texte de l'article.

Il désignait et opposait donc deux types d'historiens rattachés chacun à un type de Portugal. D'un côté, il y avait l'historien João Ameal relié au Portugal officiel. Le choix de cet historien n'était pas anodin. En effet, il avait une place à part dans le paysage historiographique car il faisait partie des quatre historiens organiques. En choisissant un des historiens les plus proches du régime, Joaquim Barradas de Carvalho ciblait une des figures majeures des historiens favorables au pouvoir. De plus, le parcours de João Ameal déviait de la figure de l'historien-type car il a suivi des études en droit et il ne faisait pas partie de l'Université<sup>293</sup>. L'auteur de l'article pourrait sembler viser uniquement les historiens organiques et donc ne pas critiquer les historiens accommodés mais il semble homogénéiser l'exogroupe en assimilant les historiens accommodés et les historiens organiques au même positionnement. De l'autre côté, il présente les historiens en opposition comme ceux rattachés au Portugal réel, à l'exception des deux premiers qui sont des historiens du XIX<sup>e</sup> siècle, leur conférant une importance scientifique de premier plan. La dualité de la production historiographique semble donc acquise pour Joaquim Barradas de Carvalho et les historiens en opposition semblaient bien être une contre-culture légitime car réelle par rapport à la culture du pouvoir.

Cependant, la position marginale d'une partie des historiens en opposition pouvait aussi devenir un atout qui les distinguait des historiens accommodés car par, la transgression des normes tacites du pouvoir, les historiens en opposition affirmaient leurs différences avec les historiens accommodés. Ainsi, malgré une liberté laissée aux historiens universitaires dans le traitement des périodes garantie par la loi<sup>294</sup>, dans la pratique, la plupart des historiens accommodés enseignant dans les universités ne faisaient pas d'incursion au-delà du XIX<sup>e</sup> siècle comme le rappelle José Tengarrinha :

« À la Faculté de Lettres, les cours qui étaient postérieurs au Marquis de Pombal, soit à la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, étaient suspects et étaient donc enseignés avec une grande prudence. Quant aux révolutions libérales du XIX<sup>e</sup> siècle, il ne fallait même pas y penser. C'était complètement ignoré. En conséquence, un étudiant sortait de l'Université sans rien savoir au-delà du XVIII<sup>e</sup> siècle. [...] Une des choses sur lesquels ils étaient implacables étaient les choix des cours. Cela bien sûr avant le 25 avril. Tous les cours qui s'approchaient de thèmes révolutionnaires, libéraux, étaient complètement exclus des cursus et des études universitaires d'histoire<sup>295</sup>. »

D'une part, le tri opéré par la police politique dans les candidatures évitait le recrutement de personnes qui auraient pu avoir une certaine audace dans le traitement des cours et, d'autre part,

---

<sup>293</sup> Une de ses œuvres est analysée dans le I)2) du chapitre 3.

<sup>294</sup> Je présenterai cet aspect dans le II)1) du chapitre 4, en étudiant les textes de loi organisant les programmes universitaires à l'échelle du pays.

<sup>295</sup> Entretien avec José Tengarrinha, p. 3.

en cas d'incursion sur ces thématiques sensibles, l'information aurait rapidement circulé, entraînant une application du décret-loi n° 25 317. Ainsi, les historiens en opposition ont joué, surtout à partir des années 1960, un rôle pionnier dans les recherches en histoire contemporaine, se distinguant dès lors des historiens accommodés, et attirant un lectorat avide de lectures sur des siècles jusque-là peu étudiés<sup>296</sup>. D'une certaine façon, malgré les souffrances, les freins et les difficultés économiques qu'elle supposait, la position marginale des historiens en opposition leur accordait une certaine liberté dans l'écriture de l'histoire qu'il est important de souligner.

Bien qu'appropriée par les historiens eux-mêmes, la division politique de la communauté historique doit être interrogée. En effet, comme nous l'avons vu, un certain nombre d'historiens en opposition ont enseigné dans l'une des universités portugaises et plusieurs historiens affichaient leur positionnement politique sans pour autant perdre leur poste, que l'on pense à Joaquim de Carvalho ou à Luís Filipe Lindley Cintra. Étaient-ils dès lors des historiens en demie opposition ? Est-ce qu'accepter de travailler dans l'Université, impliquait une entorse à ses convictions politiques ? Ils mettent en lumière la nécessité de ne pas schématiser le propos.

Les exemples de transfuges ont aussi été autant d'illustrations de la perméabilité entre les groupes. Armando Cortesão, historien de la génération de la République et frère de Jaime Cortesão, a vécu de nombreuses années en exil. Cependant, au cours des années 1950, son positionnement politique change à mesure que les menaces sur l'Empire se multipliaient<sup>297</sup>. Il a fini par se rapprocher du pouvoir avec la guerre coloniale et défendait la ligne autoritaire à la grande surprise d'autres historiens en opposition comme Joaquim Barradas de Carvalho. Dans un article intitulé « Le dernier colloque des études luso-brésiliennes » de *Semana Portuguesa*, daté du, il remarque :

« Le Dr. Armando Cortesão, maintenant chef de la dénommée “ délégation officielle ” fut un grand historien, il réalisa une grande œuvre scientifique, mais il l'a réalisée à la marge du salazarisme, contre le salazarisme, persécuté, exilé, durant une vingtaine d'années. Nous déplorons qu'il soit maintenant une caution du Salazarisme Obscurantiste. Mais le Dr. Armando Cortesão est une triste exception dans la vie intellectuelle portugaise des 40 dernières années, car les intellectuels portugais, les vrais intellectuels portugais, ont su vivre et mourir à la marge du salazarisme, ils ont su vivre et mourir contre le fascisme salazariste, ils ont su vivre et mourir en gardant leur dignité de citoyens et d'intellectuels

---

<sup>296</sup> Voir par exemple le livre de Luís António de Oliveira Ramos étudié dans le III)2) du chapitre 5 qui s'appuie copieusement sur une bibliographie d'historiens en opposition dans la mesure où c'est la seule qui existait sur le XIX<sup>e</sup> siècle (Luís António de Oliveira RAMOS, *O Cardeal Saraiva*, Porto, Faculdade de Letras, 1972).

<sup>297</sup> Rui Silvestre de ANDRADE, « Armando Cortesão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

libres, et non comme des citoyens et des intellectuels d'une patrie bâillonnée<sup>298</sup>. » [N° 188, 29 avril au 5 mai 1967]

Joaquim Barradas de Carvalho semblait embarrassé par la trajectoire d'Armando Cortesão mais ne retirait pas pour autant le prestige acquis par ce dernier comme historien. Pour lui, il n'était possible de devenir un grand historien qu'en étant en marge des institutions et en opposition politique. Il faut noter qu'il était lui-même dans cette position et que, par-là, il souhaitait aussi légitimer sa position dans le paysage historiographique portugais.

En outre, penser les divisions du groupe historien requiert de croiser le critère politique à d'autres, et notamment le critère générationnel. José Mattoso, historien de la génération de la guerre coloniale, l'a évoqué notamment lorsqu'il parlait de son hostilité au régime par son âge : « Il fallait être vraiment bête pour ne pas comprendre que le futur n'était pas dans la version du régime. Pour les personnes de mon âge, il devait y en avoir très peu qui appuyaient le régime<sup>299</sup> ». Son observation met en évidence un fort degré d'adhésion au régime chez les personnes plus âgées, ayant en quelque sorte accompagné le régime, alors que les plus jeunes historiens accommodés pouvaient être bien plus critiques voire éloignés tout simplement de la dimension politique.

En outre, au-delà des divisions internes au groupe des historiens, il existait aussi des éléments permettant de les unir. D'une part, les historiens se sont formés dans les mêmes universités et du fait de la faiblesse numérique du milieu historien, ils et elles se connaissaient. Ils fréquentaient ainsi les mêmes espaces de travail : les archives de la Torre do Tombo<sup>300</sup> tout comme les autres archives<sup>301</sup>, la Bibliothèque nationale et les principales bibliothèques municipales<sup>302</sup>. Mais, surtout, il est possible de constater une estime réciproque entre les historiens en opposition et les historiens accommodés, signe de l'appartenance à un même milieu social et intellectuel. L'existence de correspondances entre les deux groupes majoritaires montre que le clivage politique pouvait être dépassé.

---

<sup>298</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2) N°P :79, NT : 6958, feuille 282.

<sup>299</sup> Entretien avec José Mattoso, p. 8.

<sup>300</sup> Voir le repère « archives de la police politique et de la censure » et notamment l'introduction.

<sup>301</sup> Sérgio Campos Matos établit ainsi une chronologie des archives ouvertes qui s'accroissent surtout durant le XX<sup>e</sup> siècle : « Depuis l'implantation de la République, ont été créés diverses archives départementales dans les villes de province, les Archives Historiques Militaires (1911), les Archives Historiques d'Outre-mer (1931) et les archives des ministères. Ainsi, une grande masse documentaire était ainsi rendue disponible aux chercheurs. De nombreux archivistes et bibliothécaires ont contribué aux études d'histoire. Et divers historiens ont dirigé des bibliothèques et des archives » (Sérgio Campos MATOS, « História e historiadores na I República », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. II, pp. 282-290).

<sup>302</sup> Voir le repère « bibliothèques ».

Prenons l'exemple de Joaquim de Carvalho, un historien en opposition et dans le même temps professeur à l'université de Coimbra. Il a entretenu une correspondance avec plusieurs historiens accommodés, dont certains font partie d'une ligne très à droite. Il y a d'abord Joaquim Bensaúde, un historien de la génération de la Monarchie. Ce dernier écrit à Joaquim de Carvalho, alors directeur des Presses de l'université de Coimbra :

« Nous vivons dans une époque calamiteuse. L'œuvre destructrice de Humboldt s'est enracinée au Portugal ; domine en moi l'inconscient et bouillonnant souhait de la mettre à bas. L'entreprise dévastatrice dans l'histoire des découvertes (soit l'idée qu'elle nous venait de l'étranger), a pris au Portugal un aspect très grave. Le savoir de nos navigateurs a été détruit, les plus belles figures nationales sont discréditées<sup>303</sup>. » [6 février 1931]

Joaquim Bensaúde se lamentait donc à un historien en opposition de l'essor des positions d'Humboldt. Il s'inscrivait dans la ligne du Vicomte de Santarém qui critiquait déjà les positions de l'historien allemand alors que les tensions impériales étaient réactivées dans les années 1930<sup>304</sup>. En critiquant des positions d'historiens étrangers, il entendait ainsi rallier à son point de vue un historien de gauche. Joaquim de Carvalho a aussi entretenu une correspondance avec António Sardinha<sup>305</sup>, un intellectuel mort en 1925, figure majeure de l'Intégralisme lusitanien, un courant d'extrême droite dont l'importance est fortement perceptible dans les premières années du régime autoritaire<sup>306</sup>.

Enfin, Joaquim de Carvalho a beaucoup correspondu avec Alfredo Pimenta. L'échange épistolaire s'est étendu entre 1922 et 1936. Quand la correspondance a commencé, les deux auteurs ne se connaissaient pas personnellement, « à l'époque où les deux intellectuels s'inscrivent dans des terrains opposés de la barricade civile, politique, philosophique, religieuse et ils militent même (dans le cas de Carvalho, épisodiquement) dans d'inconciliables organisations politiques<sup>307</sup> ». Leur relation épistolaire s'est arrêtée après que Joaquim Bensaúde, membre de la commission des manuels scolaires de lycée, n'a pas soutenu le choix du livre d'Alfredo

---

<sup>303</sup> Cette lettre est citée dans l'article de João Marinho Dos SANTOS, « A docência e a investigação da história ultramarina na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra (1911-1974) », dans *Revista Portuguesa de História*, numéro 42, 2011, pp. 347-365.

<sup>304</sup> Cette querelle historiographique entre le Portugal et l'Allemagne sur la question des précurseurs des conquêtes est évoquée dans l'analyse de l'œuvre de Joaquim Bensaúde dans le I)1) du chapitre 5.

<sup>305</sup> Voir les quatre dernières lettres entre Joaquim de Carvalho et António Sardinha qui sont insérées à la toute fin du livre de la correspondance entre Joaquim de Carvalho et Alfredo Pimenta (Paulo Archer de CARVALHO (éd.), *Cartas de Joaquim de Carvalho a Alfredo Pimenta, 1922-1936*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2016, pages 267 à 280).

<sup>306</sup> Ce courant littéraire a été étudié dans le II)1) du chapitre 1 mais le sera aussi dans l'introduction du I) du chapitre 5.

<sup>307</sup> Comme l'observe Paulo Archer de Carvalho dans son introduction : Paulo Archer de CARVALHO (éd.), *op. cit.*, p. 15.

Pimenta<sup>308</sup>. Pour autant, lorsque la fermeture des Presses de l'université de Coimbra a été décidée, Alfredo Pimenta, semble avoir écrit un article dans la presse pour exprimer sa solidarité avec Joaquim de Carvalho comme le montre la lettre envoyée par ce dernier le 10 septembre 1934 le remerciant<sup>309</sup>. Pourtant, Alfredo Pimenta était un historien très lié au pouvoir et il entretenait une correspondance nourrie avec António de Oliveira Salazar<sup>310</sup>. La proximité entre l'historien et le dictateur était par ailleurs connue de Joaquim de Carvalho. En effet, à propos de la fermeture des Presses de l'université de Coimbra<sup>311</sup>, maison d'édition où Alfredo Pimenta était sur le point de publier un livre, Joaquim de Carvalho précise :

« Cher ami, Je ne me suis pas libéré des horreurs du déménagement ! Au milieu de la semaine prochaine je dormirai dans la nouvelle maison – Rue São Cristóvão. N'écrivez pas à Salazar. Il semble que se prépare quelque chose qui sauve la continuité intellectuelle des Presses. Attendons donc, une quinzaine de jours et ensuite nous verrons. Les Presses Nationales n'ont pas de liberté éditoriale, tant au regard du fonds des Presses de l'Université qu'en ce qui concerne les livres relevant de son initiative. Pour cela, votre lettre serait *bureaucratiquement* (n. : en italique) inutile : il n'y a pas moyen actuellement de lui donner suite. Dans ces conditions, elle serait pratiquement inutile et ce qu'il convient et est urgent, c'est la continuation de votre livre. Mon action est aujourd'hui nulle. Je suis dans la Commission, mais décorativement. Je déplore votre décision de ne pas aller à Fribourg. Vous faites mal. Vous sortiriez de l'armoire, et d'un autre côté vous donneriez au Pays la sensation que vous en sortez avec tous les honneurs. En plus, économiquement, ce serait à votre avantage et intellectuellement, vous ne pourriez que bénéficier de cette bouffée d'Europe. Mon ami (n. : formule détournée pour parler à Alfredo Pimenta) le sait mieux que moi, mais je ne le félicite pas. J'ai en tête, avec Duarte Leite et Hernâni Cidade comme associés dans la Direction, une *Histoire de la Culture portugaise*. Un grand livre, une publication en fascicules, en même temps pour gagner de l'argent mais aussi pour faire un travail utile. Quand la chose aura un éditeur et que les parties seront organisées, je vous en parlerai. La collaboration sera rémunérée et bien. Dans ces conditions seulement elle sortira. C'est, pour le moment, privé. (Signature)<sup>312</sup>. » [19 octobre 1934]

Ainsi, Joaquim de Carvalho ne semblait aucunement embarrassé de la proximité d'Alfredo Pimenta avec António de Oliveira Salazar et Alfredo Pimenta semblait même lui avoir suggéré de demander une faveur au président du Conseil afin de sauver les Presses de l'université de Coimbra. Sur des sujets bien différents, la proximité entre les deux historiens apparaissait évidente. En effet, Joaquim de Carvalho fait remarquer à Alfredo Pimenta qu'il aurait dû accepter de partir pour une intervention à l'étranger et lui parle d'une potentielle publication à laquelle il pourrait participer. Certes, la publication serait dirigée par trois historiens en opposition, mais

---

<sup>308</sup> Joaquim de Carvalho a critiqué les positions défendues par Alfredo Pimenta dans le livre *Éléments d'Histoire du Portugal* paru en 1934, ce qui avait tendu les rapports (Voir Paulo Archer de CARVALHO (éd.), *op. cit.*, p. 29). Par ailleurs, ce livre est étudié dans le I)1) du chapitre 5.

<sup>309</sup> Paulo Archer de CARVALHO (éd.), *op. cit.*, pages 250 à 252.

<sup>310</sup> Comme évoqué dans le III)1) du chapitre 1 mais aussi dans le II)1) du chapitre 3.

<sup>311</sup> Paulo Archer de CARVALHO (éd.), *op. cit.*, p. 250.

<sup>312</sup> Paulo Archer de CARVALHO (éd.), *op. cit.*, p. 259-260.

il ne semble aucunement éprouver d'hésitation quant à la participation d'Alfredo Pimenta, malgré ses positionnements politiques proches de l'extrême-droite. Si le projet n'a pas abouti pas<sup>313</sup>, il montre que les relations entre historiens portugais dépassaient les clivages politiques.

Par ailleurs Alfredo Pimenta avait aussi des contacts avec d'autres historiens en opposition comme lorsqu'il a remercié Armando Cortesão en 1936, pour la transcription d'une lettre. Ainsi, dans la conclusion de sa biographie de Jean III, une note de bas de page précise : « Les mots en Italique sont, dans le document, rayés d'après les informations, ce dont je lui suis très reconnaissant, de Monsieur Armando Cortezão<sup>314</sup> qui, à ma demande, a transcrit l'original du texte cité<sup>315</sup> ». Il n'hésitait donc pas à mentionner Armando Cortesão, alors à Londres en exil du fait de son opposition politique au régime.

Les exemples de ces correspondances peuvent être multipliés tout au long de la période autoritaire. Ceux évoqués jusqu'à maintenant se concentraient sur des historiens de la génération de la République qui avaient établi des relations avec d'autres historiens durant la République. Mais la question n'était pas limitée aux générations formées durant la Monarchie ou bien pendant la République. Ainsi, dans une note de bas de page d'un livre d'Alexandre Lobato, historien de la génération Oliveira Salazar, l'auteur remercie très courtoisement Vitorino Magalhães Godinho :

« Au moment où j'allais commencer à effectuer la recherche des livres de la Maison de la Monnaie autorisée par le Ministre des Finances, allait aussi être commencé un travail analogue mené par l'érudit historien Docteur Vitorino Magalhães Godinho, qui s'est très aimablement proposé de me compiler ce qu'il trouverait sur les entrées d'or de Sofala. Dans la lettre où il m'a aimablement communiqué les résultats, ce chercheur révèle que dans la Maison de la Monnaie, il n'existe que des livres de registre à partir de 1517. La recherche des éléments est restée réduite, en conséquence, à une période de 13 ans à peine. De cette façon il n'est pas possible de tirer au clair tout l'or de Sofala qui est arrivé à Lisbonne, mais il est justement prouvé que l'or du Mozambique ne parvenait pas au Royaume<sup>316</sup>. »

Il est intéressant de voir la façon dont Alexandre Lobato décrivait ici Vitorino Magalhães Godinho, multipliant les qualificatifs positifs à son égard. Bien sûr, il s'agissait d'un moment particulier dans la carrière de Vitorino Magalhães Godinho car il venait de rentrer au Portugal

---

<sup>313</sup> Selon le catalogue Porbase, aucune publication ne semble être parue avec le titre suggéré, ni les auteurs évoqués, et ce n'est pas non plus le cas dans la bibliographie de Joaquim de Carvalho.

<sup>314</sup> C'est l'ancienne graphie de Cortesão, en effet, bon nombre de « z » sont devenus des « s » avec la réforme orthographique de 1911, que beaucoup d'historiens de la première et deuxième génération n'utilisaient pas dans leur correspondance. Pour les altérations orthographiques autour du « s », voir les points 53 à 63 du décret-loi du 12 septembre 1911 altérant profondément l'orthographe.

<sup>315</sup> Alfredo PIMENTA, *D. João III*, Porto, Livraria Tavares Martins, 1936, p. 333.

<sup>316</sup> Alexandre Marques LOBATO, *A Expansão portuguesa em Moçambique de 1498 a 1530*, Livre III, *Aspectos e problemas da vida económica, de 1505 a 1530*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, collection « Estudos moçambicanos », 1960. p. 389.

après sa thèse de doctorat d'État en France et avait une confortable position au sein de l'Institut supérieur des études ultramarines. Qu'un historien accommodé, bien que financé par un ministère public mentionnât son nom n'était donc pas faire preuve d'audace. Mais Alexandre Lobato connaissait très bien le parcours politique de Vitorino Magalhães Godinho. Le respect qu'il avait à son égard dépasse donc les clivages idéologiques.

Les références aux travaux des uns et des autres étaient aussi des signes de ce dépassement des divisions. Ainsi, le livre d'António Borges Coelho, *Racines de l'expansion portugaise*, a rapidement été interdit de circulation en 1964<sup>317</sup>. Il avait eu une audience, certes ponctuelle, mais notable parmi les historiens accommodés. Comme le remarque João Madeira, malgré « le préjugé idéologique de l'élite académique de l'époque, complètement opposé au marxisme, parfois, dans certains cas, elle pouvait accepter et reconnaître la validité scientifiques des présupposés de l'école des Annales, par exemple<sup>318</sup> ». Il ajoute que Virgínia Rau avait ce livre dans sa bibliothèque personnelle alors que l'interdiction de sa circulation était en vigueur et qu'Alexandre Lobato considérait le livre comme un objet scientifique<sup>319</sup>. Ainsi, il pouvait y avoir une attention des historiens accommodés à ce que produisaient les historiens en opposition. Par exemple, dans l'introduction de son livre sur le sel, Virgínia Rau a cité 16 travaux historiques<sup>320</sup> : 13 sont des ouvrages étrangers, 3 sont d'auteurs portugais. Parmi ces trois références, il y a un livre d'António Sérgio, *Histoire du Portugal*, une recension critique de José Preto « face à l'incompréhension de certains lecteurs » du livre d'António Sérgio, et un livre de Jaime Cortesão, *Les Facteurs démocratiques dans la formation du Portugal*<sup>321</sup>. Ainsi, si l'on omet la recension critique du livre d'António Sérgio, aucun historien portugais accommodé n'a été cité par Virgínia Rau. Du fait du caractère pionnier de ses travaux d'histoire économique et sociale, elle ne pouvait que mobiliser les travaux des historiens en opposition. Enfin, José Tengarrinha précise qu'assistaient à son cycle de cours sur l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle « de nombreux historiens portugais, certains même de l'Université – mais peu nombreux – et enfin d'autres éloignés de l'Université<sup>322</sup> ». Sans en faire une généralisation, il y avait donc des historiens

---

<sup>317</sup> Voir le I)2) du chapitre 6 pour l'évocation de l'interdiction par la censure et l'interrogatoire qui s'en est suivi à au siège de la PIDE.

<sup>318</sup> Comme l'observe João Madeira qui retrace le parcours d'António Borges Coelho dans David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, p. 35.

<sup>319</sup> Idem.

<sup>320</sup> Virgínia RAU, *A Exploração e o Comércio do Sal de Setúbal, Estudo de História económica*, Lisbonne, [s.n.], 1951, introduction entre les pages 9 et 12.

<sup>321</sup> Ces deux livres sont analysés dans le II)1) du chapitre 8.

<sup>322</sup> Entretien avec José Tengarrinha, p. 7.



guidés par leur intérêt historique plutôt que par des considérations politiques et n'éprouvaient pas de gêne à aller écouter des opposants.

Inversement les historiens en opposition pouvaient aussi mettre en valeur les historiens accommodés. Ainsi, dans une lettre envoyée par Óscar Lopes à António José Saraiva, le premier constate :

« De plus, la périodisation devrait être revue en tenant en compte de celle de l'histoire économique de Magalhães Godinho dans les *Essais* de 1968, de la discussion du féodalisme par Armando Castro, Oliveira Marques, Virgínia Rau, des études de Jorge Borges de Macedo sur l'économie du XVIII<sup>e</sup> siècle, des données ethnographiques de Jorge Dias, historico-artistiques de José-Augusto França, des recherches diverses de linguistique. Il y a beaucoup de nouveaux travaux érudits, c'est nous qui n'avons pas le temps, et les universitaires ne font rien<sup>323</sup> » [6 septembre 1969].

Dans le tableau dressé par Óscar Lopes, les noms d'historiens accommodés et d'historiens en opposition se mêlent, signe du dépassement des clivages politiques et de la préoccupation première pour le travail scientifique réalisé.

Enfin, de nombreuses grandes publications collectives ont confirmé l'éloignement de la question politique et la focalisation de l'attention des historiens sur l'histoire. En effet, dans *L'Histoire du Portugal* de Damião Peres, *L'Histoire de l'Expansion Portugaise dans le Monde* dirigée par Hernâni Cidade, Manuel Múrias et António Baião<sup>324</sup>, ainsi que dans le *Dictionnaire d'Histoire du Portugal* dirigé par Joel Serrão<sup>325</sup>, les historiens accommodés et les historiens en opposition se retrouvent côte à côte. Au sujet de la première publication citée, António Borges Coelho remarque :

« Il y a eu une autre œuvre qui a eu une grande importance : l'Histoire du Portugal, dite de Barcelos, qui réunit naturellement des auteurs très différents, la majorité conservateurs mais certains d'une très grande qualité. Ainsi, le monde n'était pas noir et blanc, il est multicolore et heureusement<sup>326</sup>. »

Quand il s'agit d'écrire l'histoire du Portugal, les divisions politiques étaient dépassées, et il ne semblait pas y avoir de point de vue interdit. De même, dans la lettre envoyée par José Caeiro da Mata à Vitorino Magalhães Godinho pour l'informer de la non publication de son étude, évoquée précédemment, l'embarras du premier était palpable. Il est vraisemblable que le refus de publication émane de la Commission du cinq-centenaire de la mort d'Henri le Navigateur financée exclusivement par de l'argent public. Sans doute les membres de la commission

---

<sup>323</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, p. 224.

<sup>324</sup> Ces deux publications de référence sont étudiées dans le I)2) du chapitre 2.

<sup>325</sup> Cette œuvre sera étudiée dans le III)1) du chapitre 8.

<sup>326</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 3.

n'avaient pas voulu risquer de publier Vitorino Magalhães Godinho compte tenu que l'État finançait la publication.

Ainsi, l'estime réciproque des travaux des historiens accommodés et des historiens en opposition rappelle que les historiens étaient avant tout des historiens. Malgré les blocages politiques qui se traduisaient par l'éviction d'une partie des leurs, les historiens semblaient faire vivre la communauté en faisant fi du pouvoir autoritaire en quelque sorte. Bien sûr, certains historiens accommodés refusaient de lire ou de mentionner les travaux des historiens en opposition et inversement. Mais il faut se garder de généraliser ces attitudes. Les exemples précédemment cités montrent que le positionnement politique affiché par les historiens ne pouvait être la seule clé d'interprétation des comportements des historiens portugais durant la dictature. La fragile communauté historique existait donc.

\*

\* \*

La politique menée par le régime autoritaire portugais a-t-elle divisé le groupe historien selon des critères politiques ? La lecture que nous proposons dans cette partie et dans l'ensemble de cette recherche est celle d'une division du monde historien entre deux groupes majoritaires distinguant des historiens accommodés et des historiens en opposition, auquel il faut ajouter le très marginal groupe des historiens organiques. La communauté historique n'a en effet pas échappé à la nouvelle donne politique et les historiens ont dû choisir entre accepter la situation dictatoriale et refuser le régime autoritaire. En analysant à la fois l'ensemble du groupe mais aussi en reprenant le découpage par génération, il apparaît que les historiens accommodés ont été majoritaires sur l'ensemble de la dictature et que celui des historiens en opposition, minoritaire, a fluctué en fonction des événements marquant la période.

L'analyse de la pratique historique montre l'appropriation par les historiens de ce clivage politique et appuie l'idée d'une division effective du groupe. Celle-ci semble surtout avoir été ressentie par les historiens en opposition, du fait de leur position marginale. À l'écart de l'histoire institutionnelle, ils formaient une sous-culture dont le fondement a été le rejet du pouvoir autoritaire. Néanmoins, les échanges ou collaborations attestées entre les historiens des deux groupes montrent le dépassement des clivages politiques. Les passerelles entre historiens accommodés et historiens en opposition, rappellent que c'est le pouvoir qui a été à l'origine de la division de la communauté. Ainsi, si certains se l'approprièrent, d'autres l'ont dépassée, montrant que la pratique scientifique restait le centre de l'attention des historiens.

Le pouvoir autoritaire a eu une influence certaine dans la délimitation de la communauté historienne. À la suite de la réforme républicaine, le groupe historien était en pleine professionnalisation. Le fait d'être considéré comme un historien ne dépendait plus seulement de l'acte d'écrire de l'histoire mais il impliquait régulièrement un métier salarié après jugement et coopération des pairs. Mais, suite au coup d'État du 28 mai 1926, le pouvoir autoritaire s'est immiscé dans le processus de nomination des historiens, aboutissant à l'exclusion de certains qui aspiraient à devenir des historiens de profession. Pour les historiens rejetés par le pouvoir sur des fondements idéologiques et non scientifiques, un découplage s'est opéré entre une écriture de l'histoire autorisée mais contrôlée par la censure, et une pratique enseignante interdite par le pouvoir.

En conséquence, qui sont les historiens écrivant durant le régime autoritaire ? Si l'on exclut provisoirement la question de l'influence du pouvoir sur la communauté historienne, il est possible de dresser le portrait type suivant de l'étude du groupe des 186 historiennes et historiens de notre recherche : l'historien est un homme, né dans le Portugal continental, blanc et issu d'un milieu relativement privilégié. Cependant, en analysant le groupe par génération, il est possible de constater la progressivité de la professionnalisation de l'histoire durant le régime autoritaire et une adéquation toujours plus forte entre un cursus d'histoire, un doctorat et l'enseignement dans l'une des universités portugaises.

Enfin, la communauté historienne s'est scindée politiquement en trois ensembles dont deux ont été bien plus représentatifs. Les historiens accommodés ont été majoritaires sur l'ensemble de la période alors que le poids des historiens en opposition a fluctué selon les générations. La question politique a engendré une division qui a été appropriée par chaque sous-groupe et tout particulièrement par les historiens en opposition, du fait de leur position davantage marginale par rapport au pouvoir. Cependant, les deux grands groupes historiens n'étaient pas hermétiques et il y avait des communications qui s'établissaient, malgré la conscience des différences politiques, signe que ce fut surtout le pouvoir qui a contribué à diviser la communauté historienne.

Ce chapitre met en lumière toute la difficulté à appréhender un groupe social sur une durée aussi longue comme le fut le régime autoritaire portugais. Pour mieux restituer les divisions mises en évidence, il convient d'étudier l'action du pouvoir à l'échelle de l'individu. Par là, il s'agit de mieux rendre compte de la diversité des choix opérés par ces acteurs durant la dictature.

## Chapitre 3 À l'heure des choix : l'historien face au pouvoir

Les gens ont leur profession, cherchent à l'exercer le mieux possible, mais ils sont des citoyens qui choisissent, qui ont une opinion politique, qui interviennent et qui combattent. "Ah, mais l'impartialité". L'impartialité n'existe pas en Histoire. Point final, paragraphe. Les gens apportent à l'Histoire ce qui est leur manière d'être dans le monde, d'être dans la vie, d'être dans les choses. En conséquence, il n'y a pas d'Histoire objective. Ce qu'il y a, c'est une Histoire scientifiquement correcte. Mieux, ce qu'il y a c'est une Histoire faite en accord avec les modèles de la profession. Maintenant, une Histoire sans opinion, *il n'y en a pas*. Une histoire sans la projection de notre subjectivité comme entité culturelle, sociale, la projection de cela sur la manière dont on voit les choses, n'existe pas. Il existe une Histoire faite avec *rigueur* méthodologique et professionnelle. Mais l'Histoire ascétique échappant aux conflits sociopolitiques du monde, est une bêtise à laquelle l'historiographie conservatrice, surtout, recourt pour feindre l'écriture d'une Histoire impartiale. Fernando Rosas<sup>1</sup>

Afin d'analyser l'action du pouvoir autoritaire sur le champ du savoir, l'approche adoptée a été jusqu'à maintenant verticale et descendante. D'un côté, le pouvoir disposait des leviers financiers pour soutenir la recherche, permettre le fonctionnement de l'enseignement supérieur et payer les historiens de profession. Il jouissait en retour du monopole de la violence légitime, lui permettant de contrôler les opposants et plus généralement l'ensemble de la population. Le régime dictatorial, en surplomb, contrôlait la société. De l'autre côté, la communauté scientifique résistait, subissait ou bien collaborait avec le régime autoritaire<sup>2</sup>. De ce point de vue, il ne restait aux scientifiques plus qu'un choix réduit à faire une fois l'*Estado Novo* robustement instauré : accepter ou bien résister. Il est maintenant question de modifier la focale, et d'être au plus près des actrices et des acteurs afin d'observer les choix qui ont été opérés voire rendre compte de l'absence de choix. Nous éviterons ainsi de donner l'impression d'une apathie et d'une passivité de la part des historiennes et des historiens face au pouvoir. Il n'est donc plus ici question de considérer les historiens comme un groupe social cohérent en dépit des divisions politiques. Il s'agit davantage de les percevoir comme un ensemble de personnes faisant certes

---

<sup>1</sup> Helena Trindade LOPES, Luís TRINDADE, Francisco LOUÇÃ, Fernando ROSAS (co-auteurs), *História e Memória : "Última Lição" de Fernando Rosas*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2016, pages 128 et 129.

<sup>2</sup> Je reprends ici les trois catégories proposées par Sonia Combe dans le cadre de son analyse des attitudes adoptées par les intellectuels face à la surveillance de la Stasi. Voir Sonia COMBE, *Une société sous surveillance, Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999.

partie d'une communauté mais où chacune et chacun a ses propres convictions ou intérêts. Si la verticalité du pouvoir autoritaire s'exerçait toujours, il y avait cependant tout un spectre de réactions possibles face au régime tout comme un ensemble de considérations rattachées à la figure de l'historien au sein de la société.

Le rôle et la fonction de l'historien dans le cadre d'une société autoritaire doivent être questionnés. Alors que la professionnalisation de la discipline était en voie d'accélération lorsque le coup d'État du 28 mai 1926 s'est produit<sup>3</sup>, on observait une volonté toujours plus forte de se conformer au type idéal scientifique. D'après Weber, le type idéal est :

« Une construction intellectuelle obtenue par accentuation délibérée de certains traits de l'objet considéré. Cette création conceptuelle n'est pas sans lien avec la réalité observée mais elle en présente une version volontairement stylisée. Weber lui-même, et divers commentateurs à sa suite, mettent l'accent sur le "caractère fictionnel" de l'objet sélectivement construit de la sorte<sup>4</sup> ».

Partant, le type idéal de l'historien forgé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle serait celui d'une personne formée en histoire et titulaire d'un doctorat, ayant obtenu un poste universitaire et qui par ses écrits et son enseignement met en pratique la rigueur méthodique attendue par ses pairs. Ainsi, comme Herman Paul l'a souligné, les « personnalités académiques » cherchaient à correspondre au portrait idéal par l'appropriation des compétences idoines à la discipline, la revendication de qualités et de vertus inhérentes à la pratique historique mais aussi de désirs propres comme la reconnaissance sociale ou bien la progression dans la carrière universitaire jusqu'aux honneurs officiels. En effet, « le type de qualités que les historiens considèrent comme importantes pour ce qu'ils définissent comme une bonne interprétation de l'histoire nous en dit long sur le type d'historiens qu'ils veulent être<sup>5</sup> ». La mobilisation des adjectifs qualificatifs comme « rigoureux », « sérieux », « objectif », « impartial », « érudit », « scientifique » étaient en quelques sorte des prérequis pour se rapprocher de l'image idéalisée de la fonction et le signe d'une bonne intégration des normes et des rites du groupe. Par ailleurs, lors des hommages rendus aux historiens en fin de carrière ou bien postérieurs au trépas, les séries d'adjectifs se succédaient et étaient les signes d'une incarnation de la figure rêvée de l'historien, célébrée par les pairs ou bien par les disciples. Pour autant, s'approcher au plus près de l'idéal type supposait

---

<sup>3</sup> Même si une proportion non négligeable d'historiens restait en dehors de l'Université comme évoqué dans les I et II du chapitre 2.

<sup>4</sup> Jacques COENEN-HUTHER, « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », dans *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 3, 2003, pp. 531-547.

<sup>5</sup> Herman PAUL, « What is a scholarly persona ? Ten theses on virtues, skills and desires », *History and Theory*, vol. 53, octobre 2014, pp. 348-371.

depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une séparation nette du champ du savoir avec le reste du monde, afin d'éviter toute sorte d'interférence des univers politique ou religieux, entre autres.

Cependant, pouvait-on être seulement historien sous un régime autoritaire ? En effet, déjà dans les régimes démocratiques, l'image du sage isolé dans sa tour d'ivoire a rapidement été altérée par les attentes sociales à son égard et le rôle prêtée à la discipline elle-même comme l'a notamment montré Olivier Dumoulin. Ainsi, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la question nationale a habité la ligne d'horizon de l'historien devenu professionnel de l'histoire et au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'historien a multiplié les rôles, allant « du savant, du professeur, de l'expert » à « l'intellectuel dreyfusard », n'hésitant pas à s'engager à plusieurs occasions<sup>6</sup>. En conséquence, la connaissance historique dépassait largement le besoin d'assouvir une curiosité et la qualité d'historien était régulièrement mobilisée dans différents espaces sociaux. La figure de l'historien débordait de son pré-carré scientifique rattaché à l'Université et donc, comme l'a observé Hayden White, « aucun historien digne de ce nom n'est seulement un historien<sup>7</sup> ». De fait, l'écriture de l'histoire, liée à la morale, à la politique et à la religion, a été inscrite dans son temps et constitué parfois un moyen d'intervenir dans le temps présent. Si la question de la responsabilité éthique se pose toujours<sup>8</sup>, la participation ou non de l'historien à l'espace citoyen est centrale dans le cadre d'un régime contraignant comme celui du Portugal. Atteindre la figure idéale, pouvait pour des scientifiques relever de la simple utopie, ne serait-ce que par la sélection politique des candidats aux postes universitaires.

Dans l'extrait citée en exergue, Fernando Rosas a justement questionné le classique débat au sein du champ académique entre l'objectivité et la subjectivité. Quelle est la part du « moi » qui reste dans l'histoire écrite ? S'efface-t-il pour ne faire que ressusciter le passé ? Selon l'historien de l'*Estado Novo*, le citoyen est toujours visible dans ses travaux. La remarque est certes une observation générale, mais semble s'appliquer aux choix opérés par les historiens durant le régime autoritaire. L'objectif de ce chapitre est donc de mettre en évidence la tension présente tout au long du régime autoritaire entre la volonté d'incarner la figure du scientifique et l'affirmation du citoyen derrière celui ou celle qui tenait la plume.

---

<sup>6</sup> Olivier DUMOULIN, « Rôle social de l'historien », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 1223-1234. Voir aussi son ouvrage Olivier DUMOULIN, *Le rôle social de l'historien, De la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, 2003.

<sup>7</sup> Herman Paul s'est appuyé sur une citation extraite d'une recension critique de Hayden White de Louis J. Lekai, *Les moines blancs*, datée de 1959. Hayden White y observait comment le livre révélait des prises de position sur l'Église médiévale (Herman PAUL, « No historian of the name is only an historian », dans *Práticas da História*, n° 6, 2018, disponible en ligne, pp. 15-22).

<sup>8</sup> Voir par exemple l'article de Keith JENKINS, « Ethical responsibility and the historian : on the possible end of a history "of a certain kind" », dans *History and Theory, Theme Issue*, n° 43, décembre 2003, pp. 43-60.

Tout d'abord, l'analyse mettra en évidence les historiens organiques qui ont choisi de servir le pouvoir et de faire de l'histoire une arme politique. Ensuite, il faut identifier les formes de l'accommodement optés par la grande majorité des historiens, car au sein de la zone grise les différentes postures ont montré un tiraillement entre d'un côté l'attraction du pouvoir et de l'autre le souci de se rapprocher de la figure de l'historien scientifique. Enfin, la résistance politique d'une partie des historiens doit être interrogée, en la confrontant aux différentes formes de l'opposition au pouvoir.

## **D) L'historien au service du pouvoir. Faire le choix de coopérer pleinement avec le régime autoritaire**

Les historiens qui ont mis pleinement leur art au service du pouvoir ont été peu nombreux. Ils n'étaient que quatre : João Ameal<sup>9</sup>, Caetano Beirão, António Rodrigues Cavalheiro et Idalino da Costa Brochado. D'autres historiens auraient pu être ajoutés à la courte liste. Par exemple, lorsque Luís Reis Torgal a présenté João Ameal, Caetano Beirão et António Rodrigues Cavalheiro comme « trois historiens, liés entre eux, par leur formation et par des liens de collaboration et de considération », il a ajouté un quatrième, Alfredo Pimenta « aussi lié à eux, mais que nous détachons cependant », du fait de son positionnement critique à l'égard du régime<sup>10</sup>. Correspondant d'António de Oliveira Salazar et gravitant dans les sphères de l'extrême-droite portugaise, il a cependant toujours défendu son autonomie scientifique et entendu conserver une capacité de critiquer à sa guise le pouvoir. J'ai donc décidé de le considérer comme un historien accommodé. Il pourrait aussi paraître surprenant de classer Marcelo Caetano dans les historiens accommodés plutôt que parmi les historiens organiques alors qu'il a occupé la fonction de président du Conseil de 1968 à 1974. Toutefois, il a au cours de son parcours académique de juriste été un historien du droit reconnu par ses pairs et son intégration à l'Université portugaise le détache des profils des historiens organiques, comme nous le verrons. Par ailleurs, aux trois noms retenus par Luís Reis Torgal, j'ai ajouté à la liste Idalino da Costa Brochado. Le travail de João Tiago de Sousa a mis en avant son profil d'historien organique<sup>11</sup>, ce que son directeur de master, qui n'était autre que Luís Reis Torgal, a reconnu dans un article<sup>12</sup>.

La place de ces quatre historiens organiques au sein de la communauté historique doit être interrogée. Ils ne représentent que 2% de l'ensemble des historiens considérés<sup>13</sup>. Leur marginalité statistique est le froid révélateur de la réalité autoritaire portugaise. Le jeune doctorant de 2013 que j'étais s'attendait à trouver un essaim d'historiens farouchement conservateurs et

---

<sup>9</sup> Dont le nom entier est João Francisco de Barbosa Azevedo de Sande Aires de Campos, comte de Ameal. Le nom d'écrivain retenu était uniquement João Ameal.

<sup>10</sup> Dans son chapitre « l'histoire en temps de "dictature" », Luís Reis Torgal a développé un point sur « l'historiographie intégraliste et l'historiographie "de régime" » et plus précisément pour la citation Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 244.

<sup>11</sup> Voir João Tiago de SOUSA, *Costa Brochado : um intelectual orgânico do Regime Salazarista*, Coimbra, Mar da Palavra, 2004.

<sup>12</sup> Luís Reis TORGAL, « "A bem da Nação", Costa Brochado "político funcional" e "historiógrafo" ao serviço do regime de Salazar », dans *Cultura*, vol. 22, 2006, pp. 87-113.

<sup>13</sup> Les pourcentages sont calculés avec le nombre de 190 positionnements et non pas de 186, du fait des 4 historiens qui ont été à la fois des opposants et des historiens accommodés. Les pourcentages des historiens accommodés mais aussi des historiens en opposition suivent le même calcul tout au long du chapitre.



avides de se saisir de l'histoire du Portugal pour en proposer une relecture idéologiquement marquée. Le chercheur voulant obtenir le titre de docteur n'en compte finalement que quatre. Comment interpréter ce si faible nombre ? António de Oliveira Salazar se plaignait que les intellectuels le fuyaient et de fait les historiens ont semblé hésitants à prendre inconditionnellement position en sa faveur<sup>14</sup>. La qualité d'historien a par ailleurs régulièrement été récusée aux historiens organiques. Comme l'a remarqué Edward Saïd :

« Ce type de position professionnelle, où l'on est fondamentalement occupé à servir le pouvoir et à gagner ses faveurs, n'est absolument pas de nature à encourager l'exercice de l'esprit critique et relativement indépendant qui devrait constituer, de mon point de vue, la contribution de l'intellectuel<sup>15</sup>. »

L'engagement partisan des historiens était en conséquence perçu comme une marque indélébile, discréditant leurs écrits. En s'appuyant sur la liste des historiens proposés par le *Dictionnaire des historiens portugais*, il est intéressant de constater qu'Idalino da Costa Brochado n'est l'objet d'aucune entrée. De plus, les entrées de João Ameal et António Rodrigues Cavalheiro n'étaient pas actives en septembre 2017 et seule celle de Caetano Beirão était consultable<sup>16</sup>, révélant une forte réserve de la part des historiens pour leurs aînés les proches du pouvoir.

Les quatre historiens organiques s'insèrent dans une tradition ancienne d'enchevêtrements du pouvoir et de l'histoire, remontant au moins à l'Antiquité notamment avec Flavius Josèphe<sup>17</sup>. La tradition de l'historien officiel ou historiographe, intimement lié aux rois et aux puissants, a longuement perduré. Durant les régimes autoritaires et totalitaires qui se sont mis en place au XX<sup>e</sup> siècle, un grand nombre d'intellectuels se sont mis au service du pouvoir et ont participé intellectuellement voire physiquement à la défense du régime. Par exemple, pour le cas allemand, Christian Ingrao a dans son livre *Croire et détruire, Les intellectuels dans la machine de guerre SS* montré comment les intellectuels, unis par leur expérience traumatisante de la guerre, ont pu à la fois s'engager au sein du parti nazi dans les organes de répression mais aussi participer directement aux massacres de population sur le front de l'Est<sup>18</sup>.

L'enjeu est donc de présenter comment les parcours mais aussi leurs pratiques des historiens organiques ont révélé leur volonté d'écrire de l'histoire à des fins politiques, guidés par les enjeux du temps présent. D'abord, je montrerai comment le dialogue s'est noué entre le

---

<sup>14</sup> Voir la remarque d'António de Oliveira Salazar à Franco Nogueira, mentionnée dans le II(2) du chapitre 1.

<sup>15</sup> Edward SAÏD, *Des intellectuels et du pouvoir*, traduit par Paul CHEMLA, Paris, Seuil, 1996, p. 102.

<sup>16</sup> Depuis, les pages des trois historiens sont actives mais celle d'Idalino da Costa Brochado est toujours absente.

<sup>17</sup> Historien du I<sup>er</sup> siècle et protégé par les empereurs Vespasien et Titus, qu'il prenait à témoin dans ses écrits. (Voir Mireille HADAS-LEBEL, « Flavius Josèphe », dans *Encyclopædia Universalis* : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/flavius-josephe/>, consulté le 21 juillet 2021).

<sup>18</sup> Christian INGRAO, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2011.

pouvoir et ces historiens, dans une réciprocité signe d'une complicité assumée. Ensuite, j'analyserai leurs écrits pour saisir dans quelle mesure ils avaient un objectif de révision historique.

## 1) Un dialogue fructueux : des historiens partisans du régime et un savoir couronné par le pouvoir.

Les historiens organiques ont été en relation étroite avec le pouvoir autoritaire. Séduits par le coup d'État du 28 mai 1926, ils ont été fascinés par la figure volontairement énigmatique du président du Conseil, António de Oliveira Salazar et des défenseurs de la dictature jusqu'au bout voire jusqu'à leur dernier souffle<sup>19</sup>. En rétribution, les historiens organiques ont reçu toute une série d'honneurs et de distinctions publiques dans le domaine culturel, couronnant leurs travaux historiques d'un prestige reconnu officiellement.

Auparavant, il est nécessaire d'étudier les profils des quatre historiens organiques<sup>20</sup>. Premier élément, ils sont tous des hommes nés entre 1892 et 1908. Caetano Beirão fait partie des derniers historiens de la génération de la République et les trois autres appartiennent à la génération de la transition autoritaire. Sauf Idalino da Costa Brochado qui entrait à peine dans l'enseignement supérieur, ils ont donc tous les quatre connu la République et étudié durant ce régime. Tous jeunes durant l'expérience républicaine, elle semble avoir été pour eux un repoussoir au regard de leurs engagements politiques à la droite radicale de l'échiquier politique. En effet, idéologiquement, trois d'entre eux se sont revendiqués comme proches de l'Intégralisme lusitanien<sup>21</sup> soit Caetano Beirão, João Ameal et António Rodrigues Cavalheiro. Caetano Beirão était par exemple un des auteurs réguliers de la revue *Nação Portuguesa*<sup>22</sup>. Dans la mesure où Idalino da Costa Brochado était plus jeune que les autres, il n'a pas été porté par la dynamique insufflée par António Sardinha car il avait 19 ans lors de la mort de l'intellectuel phare du mouvement<sup>23</sup>. Il est par ailleurs intéressant de voir qu'aucun historien des générations Oliveira Salazar et de la guerre coloniale n'a voulu soutenir activement le pouvoir. Les générations de la République et surtout de la transition autoritaire ont ainsi accompagné l'affirmation

---

<sup>19</sup> Caetano Beirão est mort en 1968.

<sup>20</sup> Pour l'essentiel des informations retirées, se reporter au tableau des historiennes et historiens en annexes.

<sup>21</sup> Voir le repère « droites républicaines » pour une courte présentation du mouvement.

<sup>22</sup> La revue créée en 1914 et publiée jusqu'en 1938 a été dirigée par Alberto Monsaraz, António Sardinha et Manuel Múrias. Elle était la principale voie d'expression des défenseurs de l'Intégralisme lusitanien. D'autres historiens y ont écrit dont Marcelo Caetano ([https://www.infopedia.pt/\\$nacao-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$nacao-portuguesa), consulté le 21 juillet 2021).

<sup>23</sup> Une thèse sur António Sardinha été soutenue en français en 2019. Voir George GOMES, *António Sardinha, un penseur transnational de la contre-révolution (1913-1925)*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, soutenue à l'École pratique des hautes études, 2019.

idéologique du régime durant la décennie 1930, période où le Secrétariat de la propagande nationale (SPN) dirigé par António Ferro a été le plus actif<sup>24</sup>. Le pouvoir avait à ce moment-là besoin d'intellectuels fidèles et parallèlement les deux générations avaient été marquées, pour beaucoup défavorablement par l'expérience républicaine. Il y avait une sorte de recoupements des intérêts d'un côté et de l'autre. Les plus jeunes générations ont en revanche été moins portées à servir le pouvoir. De fait, les historiennes et historiens avaient grandi dans un cadre autoritaire où le pouvoir était fermement tenu et ancré dans l'univers mental des Portugaises et Portugais. Y compris pour les personnes favorables au régime, le besoin de le défendre paraissait moins pressant.

Le parcours des historiens organiques montre un certain écart avec le type idéal de l'historien. Ainsi, en termes d'études suivies, seul António Rodrigues Cavalheiro a suivi un cursus d'histoire-géographie. Les autres ont fait des études dans d'autres filières : Caetano Beirão et João Ameal ont étudié le droit à l'université de Coimbra ; Idalino da Costa Brochado s'est formé à l'école commerciale de Porto. Aucun de ces quatre historiens n'a obtenu un doctorat, quelle que soit la discipline. À l'exception d'António Rodrigues Cavalheiro, il y a donc un écart par rapport à l'historien supposément formé en histoire. Toutefois, les études d'histoire n'étaient pas encore dominantes parmi les historiens des générations auxquels ils appartiennent, ils n'étaient donc pas les seuls à avoir ce parcours<sup>25</sup>. Professionnellement, les quatre historiens n'ont pas détenu de poste à l'Université portugaise. João Ameal a donné des cours de littérature et d'histoire dans l'enseignement supérieur au sein d'un institut public en tant que chargé de cours<sup>26</sup>, mais la fonction enseignante n'a pas été sa seule activité professionnelle car il a aussi été journaliste et homme politique. Il en est de même pour António Rodrigues Cavalheiro qui a enseigné l'histoire maritime à l'École navale en tant que chargé de cours, tout en étant professeur d'histoire-géographie au lycée, archiviste ainsi que bibliothécaire à la mairie de Lisbonne<sup>27</sup>. Caetano Beirão et Idalino da Costa Brochado ont surtout été journalistes. En conséquence, si la moitié des historiens ont donné ponctuellement des cours, ils n'ont en tout cas pas été des historiens de profession, intégrés au sein de l'Université portugaise et cela malgré leur proximité forte avec le pouvoir.

---

<sup>24</sup> Voir le II)2) du chapitre 1.

<sup>25</sup> Voir le II)1) du chapitre 2.

<sup>26</sup> Il a été enseignant à l'Institut supérieur de sciences sociales et de politique ultramarine (João BRANCO, « João Ameal », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>27</sup> João BRANCO, « António Rodrigues Cavalheiro », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

Leur appartenance à l'Académie portugaise d'histoire (APH) mérite aussi d'être analysée. Les quatre l'ont intégré à différents moments. Caetano Beirão a eu un parcours accidenté au sein de l'institution. En effet, il a été nommé comme membre de la commission d'installation de l'APH à travers le décret n° 27 913 du 31 juillet 1937, ce qui était une reconnaissance publique de son expertise et une valorisation de sa qualité d'historien. Cependant, à sa demande, il a été remplacé le 25 août 1937 par Pedro Tovar de Lemos connu sous le nom de Conde de Tovar<sup>28</sup>. De plus, il n'a pas fait partie des académiciens fondateurs, mais il a été nommé une semaine après comme académicien titulaire<sup>29</sup>. Comme le pouvoir nommait directement les académiciens, il s'agissait très certainement d'une sanction de la part du gouvernement. Son absence de la liste des académiciens fondateurs et son intégration plus tardive étaient volontaires et elles s'expliquent par son incarcération de novembre 1937<sup>30</sup>. Par ailleurs, il a quitté son siège n° 28 en 1946 à la suite de l'expulsion d'Alfredo Pimenta de l'APH comme l'a rapporté Alfredo Pimenta dans une lettre envoyée à António de Oliveira Salazar :

« Mon recours contre la décision absurde et abominable de ces messieurs de la grande Académie – a pu jusqu'à maintenant, compter sur la chance d'avoir l'appui solidaire d'un homme qui vaut plus que tous les autres : Caetano Beirão, qui en signe de protestation a renoncé à son siège<sup>31</sup> ». [Sans datation]

João Ameal était membre correspondant depuis la création de l'APH mais il n'est devenu académicien titulaire qu'au début des années 1970 en obtenant le siège n° 30 et António Rodrigues Cavalheiro a lui obtenu le siège n° 5 à la mort de Manuel Múrias soit après 1960<sup>32</sup>. Enfin, Idalino da Costa Brochado a intégré l'APH en mars 1969, en remplacement de Miguel Augusto de Oliveira au siège n° 16, puis intègre le Conseil académique en 1972<sup>33</sup>. En conséquence, malgré le très fort lien entre le pouvoir autoritaire et l'APH, les dates d'intégration des différents historiens organiques montrent une nomination parfois tardive en tant que « titulaires », titre le plus convoité au sein de l'académie. Pour João Ameal, António Rodrigues Cavalheiro et Idalino da Costa Brochado, il est possible de l'expliquer par le fait que les académiciens désignaient leurs pairs à partir de 1945 et non plus le pouvoir directement<sup>34</sup>. Ainsi, il pourrait s'agir d'une

---

<sup>28</sup> Manuela MENDONÇA, « António de Vasconcelos – 1° Presidente da Academia Portuguesa da História (1937-1944) », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 42, 2011, pp. 263-298.

<sup>29</sup> *Boletim 1937-1938*, page 21 pour la liste des académiciens fondateurs d'après l'arrêté du 22 décembre 1937 et page 23 pour les académiciens titulaires nationaux d'après l'arrêté du 30 décembre.

<sup>30</sup> J'évoque cette incarcération quelques lignes plus loin.

<sup>31</sup> Lettre des archives Oliveira Salazar, d'après Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisboa, Verbo, 2008, p. 266.

<sup>32</sup> Je m'appuie sur les *Bulletins* de l'APH pour ces informations.

<sup>33</sup> Luís Reis TORGAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 2, p. 103.

<sup>34</sup> Comme je le montrerai dans le I)1) du chapitre 4.

certaine réticence de la part des académiciens titulaires à désigner des personnalités autres que des universitaires. Par ailleurs, elles sont le signe d'une relative absence ou bien d'une fragilité des réseaux entre les historiens organiques et les universitaires portugais. Ces derniers auraient donc privilégié de nommer leurs connaissances appartenant à l'Université ou bien à d'autres réseaux dans la mesure où il fallait que trois académiciens donnassent le même nom pour intégrer l'APH.

Enfin l'alignement idéologique des historiens organiques avec le pouvoir ne fait pas de doute. Ainsi, trois d'entre eux ont été députés à l'Assemblée nationale ou bien à la Chambre corporative au sein du parti unique, l'UN : Caetano Beirão a siégé entre 1949 et 1957<sup>35</sup> ; João Ameal entre 1942 et 1957 mais il a aussi participé aux travaux de la Chambre corporative entre 1957 et 1961<sup>36</sup> ; António Rodrigues Cavalheiro a été député entre 1942 et 1945 puis procureur à la Chambre corporative entre 1961 et 1965<sup>37</sup>. Caetano Beirão a même été sous-délégué au ministère Public. L'occupation de fonctions politiques était le signe de leur intégration à l'idéologie de l'*Estado Novo* mais aussi de leur volonté de participer activement au fonctionnement du régime autoritaire. Les différentes administrations étatiques les regardaient avec une certaine admiration. Par exemple, d'après sa fiche parlementaire, António Rodrigues Cavalheiro était considéré par la PIDE en 1949 comme « un des plus enthousiastes et ardents nationalistes de tous les temps<sup>38</sup> ». La confiance accordée aux historiens organiques s'est aussi traduite par l'obtention de fonctions d'encadrement des différentes commémorations historiques qui se sont déroulées au long de la période. Par exemple, Idalino da Costa Brochado a été secrétaire général de la Commission des commémorations du quatrième centenaire de la mort de São João de Deus en 1950 puis en 1958 et il a fait partie de la Commission exécutive des commémorations du cinq-centenaire de la mort d'Henri le Navigateur<sup>39</sup>.

Pour autant, le pouvoir autoritaire savait aussi punir le moindre écart de conduite comme lorsque Caetano Beirão a été incarcéré en 1937<sup>40</sup>. Cet emprisonnement pourrait surprendre pour

---

<sup>35</sup> D'après l'entrée « Caetano Beirão » disponible sur le site de l'Assemblée nationale, consultée le 22 juillet 2021 : [https://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/DeputadosAN\\_1935-1974/html/pdf/b/beirao\\_caetano\\_maria\\_de\\_abreu.pdf](https://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/DeputadosAN_1935-1974/html/pdf/b/beirao_caetano_maria_de_abreu.pdf).

<sup>36</sup> Selon l'entrée « João Ameal » disponible sur le site de l'Assemblée nationale, consultée le 22 juillet 2021 : [http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa/html/pdf/c/campos\\_joao\\_francisco\\_de\\_sande\\_barbosa.pdf](http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa/html/pdf/c/campos_joao_francisco_de_sande_barbosa.pdf).

<sup>37</sup> D'après l'entrée « António Rodrigues Cavalheiro » disponible sur le site de l'Assemblée nationale, consultée le 22 juillet 2021 : [https://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa/html/pdf/c/cavalheiro\\_antonio\\_rodrigues.pdf](https://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa/html/pdf/c/cavalheiro_antonio_rodrigues.pdf).

<sup>38</sup> D'après une des informations de sa fiche parlementaire.

<sup>39</sup> Luís Reis TORGAL, *op. cit.*, vol. 2, p. 105.

<sup>40</sup> Voir Filipe Ribeiro de MENESES (org.), *Paiva Couceiro, Diários, Correspondência, e Escritos Dispersos*, Lisbonne, Dom Quixote, 2011. Aucune version papier n'étant disponible en France, je n'ai pas pu consulter l'ouvrage.

une personnalité aussi proche du pouvoir. Cependant, il faisait suite à une multiplication d'indices en sa défaveur et António de Oliveira Salazar savait que Caetano Beirão, déçu de ne pas voir la restauration de la monarchie, critiquait le pouvoir<sup>41</sup>. Sa visite à Henrique de Paiva Couceiro alors incarcéré a été le geste de trop. Il s'agit d'un ancien militaire acteur de la colonisation et même gouverneur en Angola. Monarchiste convaincu, il a participé au soulèvement monarchiste de Porto de 1919 et à la suite de l'échec du renversement, il s'est exilé aux Açores. Autorisé à rentrer sur le continent par António de Oliveira Salazar, il est resté sous surveillance<sup>42</sup>. Cependant, une lettre qu'Henrique de Paiva Couceiro a envoyé au président du Conseil le 30 octobre 1937, critiquant la politique impériale portugaise<sup>43</sup> a provoqué la colère d'António de Oliveira Salazar et l'a conduit en prison. Caetano Beirão, lui aussi monarchiste convaincu, a tenu à rendre visite à son vieil ami Henrique de Paiva Couceiro. À la suite de ce geste perçu comme un affront, il a à son tour été incarcéré en novembre 1937. Par ailleurs, Alfredo Pimenta a tenté d'intervenir en faveur de Caetano Beirão, signe de la très grande proximité d'Alfredo Pimenta avec les historiens organiques. Ainsi, il a écrit au président du Conseil, pour plaider la cause de Caetano Beirão :

« Votre Excellence sait, aussi bien que moi, que Caetano Beirão est un nom consacré de la Science historique portugaise ; de plus, il a un caractère bien trempé, noble, droit. C'est un homme valeureux à choyer et à attirer et non un indésirable à maltraiter et à expulser. Pourquoi est-il emprisonné ? Tout le monde me dit que Paiva Couceiro a été incarcéré à cause d'une lettre. On me raconte tant de choses à propos de cette lettre, mais je n'ai pas la moindre idée de son contenu. Emprisonné à cause d'elle, il a eu, comme tous les prisonniers, des visites. Je n'ai pas été le visiter, parce que je méconnaissais le contenu de la lettre, et craignant que l'on donnât à ma visite une signification qu'elle n'avait pas, cela m'ennuyait d'avance d'avoir à donner des explications. Caetano Beirão n'a pas pensé ainsi, et mercredi il a été visiter Paiva : de sa visite, il a transité vers la prison. [...] Je suis certain que Votre Excellence, ne permettra pas, une seconde de plus, que, Caetano Beirão soit retiré aux siens, à son travail et à sa juste liberté<sup>44</sup>. » [Novembre 1937]

---

Cependant, depuis *Google books*, l'information peut être trouvée, mais il n'y a pas de pagination. Il est dans la deuxième section après la lettre datée du 7 février 1943 même si le corps du texte évoque bien l'emprisonnement de Caetano Beirão de 1937.

<sup>41</sup> En 1934, l'année où il a reçu le prix du SPN, Caetano Beirão a écrit à un autre monarchiste, António de Homem Melo, pour se plaindre que la dictature était encore plus républicaine que la République. Cependant, la lettre a été transférée à António de Oliveira Salazar. Bien qu'anonyme, les références au prix du SPN d'histoire ont rapidement permis au dictateur de connaître l'auteur de la lettre (Cristina PACHECO, « Os Integralistas no Secretariado de Propaganda Nacional », dans *CLIO – Revista do Centro de História da Universidade de Lisboa*, Lisbonne, vol. 2, 1997, pp. 137-152).

<sup>42</sup> [https://www.infopedia.pt/\\$henrique-de-paiva-couceiro](https://www.infopedia.pt/$henrique-de-paiva-couceiro), consulté le 22 juillet 2021.

<sup>43</sup> La lettre envoyée par Paiva Couceiro à António de Oliveira Salazar est disponible en ligne : <http://casa-comum.org/cc/visualizador?pasta=04526.044>, consultée le 27 avril 2021.

<sup>44</sup> Lettre des archives Oliveira Salazar, d'après Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, pages 54 et 55.

Solidaire, Alfredo Pimenta essayait donc d'insister sur la méprise de la situation pour plaider la cause de Caetano Beirão. Selon l'historien accommodé, Caetano Beirão avait simplement voulu soutenir un vieil ami et était injustement emprisonné. Or, à la fois son œuvre et son positionnement, politique montraient une adéquation certaine avec le régime. Par ailleurs, quelques mois auparavant, Caetano Beirão avait commencé à participer avec Alfredo Pimenta à une collection de « révision historique<sup>45</sup> » de l'éditeur Tavares Rodrigues. Ils étaient donc proches idéologiquement, étant tous les deux des tenants de la cause monarchique et leurs travaux historiques avaient des accointances certaines, expliquant la valorisation de la pratique historique de Caetano Beirão. La courte durée de l'emprisonnement montre que celui-ci fut surtout un avertissement. Par ailleurs son mécontentement fut temporaire. En effet, les fonctions électives occupées par Caetano Beirão durant la décennie 1940 et 1950 confirment son intégration au sein du régime. Toutefois, aussi forts qu'aient été les liens idéologiques entre les militants de la droite radicale et le pouvoir, émettre des critiques à la politique gouvernementale était une ligne à ne pas franchir et elle s'appliquait à toutes et à tous.

L'incarcération de Caetano Beirão fut un écart isolé dans les parcours sans faute des quatre historiens organiques au sein du régime autoritaire. Leur proximité avec le pouvoir était revendiquée à la fois par eux et par le gouvernement. Par exemple, après avoir rédigé ses discours politiques, Idalino da Costa Brochado demandait à António de Oliveira Salazar de relire ses textes pour en vérifier la bonne adéquation avec la ligne politique du régime comme l'a remarqué Luís Reis Torgal :

« Plus tard, à la fin des années 1950, en tant que membre de la Commission Exécutive de l'Union Nationale, il a donné différentes conférences idéologiques, toujours revues par Salazar lui-même (comme il l'a affirmé de façon simple et presque ingénue), qui insérait des changements et coupaient certaines phrases<sup>46</sup> ».

Par ailleurs, pendant la courte incarcération de Caetano Beirão, une lettre écrite par António de Oliveira Salazar à Alfredo Pimenta, révélait un jugement particulièrement intéressé du dictateur à l'égard de l'historien :

« Excellentissime Monsieur le Docteur, [...] Je sais que le Docteur Caetano Beirão est mon ennemi, tout comme je sais qu'il dit parfois des inconvenances politiques dangereuses et indignes de sa situation et de son intelligence. Mais cela n'est pas important et ne me conduit pas à déprécier sa valeur ou bien à tenir en moindre estime son œuvre. Au contraire, mon désir de Portugais et de dirigeant est que le Docteur Caetano Beirão conquière et gagne un grand nom et ait toujours de bonnes conditions pour réaliser une grande œuvre. J'ai déjà eu le plaisir et l'honneur de lui remettre un prix du SPN, bien que de faible valeur en termes

<sup>45</sup> Voir le I)1) du chapitre 5 pour l'évocation de la collection dans la préface de la biographie du roi Jean III.

<sup>46</sup> Luís Reis TORGAL, « "A bem da Nação", Costa Brochado "político funcional" e "historiográfico" ao serviço do regime de Salazar », dans *Cultura*, vol. 22, 2006, pp. 87-113.

de rémunération, je souhaite que ce prix soit une consécration de l'État à l'effort intellectuel en faveur du mérite et de la justice<sup>47</sup>. » [21 novembre 1937]

Ainsi, outre l'utilisation du titre de docteur en signe de distinction et de respect, d'usage courant au Portugal sans qu'il soit rattaché à un doctorat universitaire, António de Oliveira Salazar apparaissait à la fois sévère à l'égard de la visite de Caetano Beirão à Henrique de Paiva Couceiro tout en projetant sur lui des attentes particulières. D'une part, il faut rappeler que Caetano Beirão et António de Oliveira Salazar ont fréquenté le même cursus de droit à l'université de Coimbra et se connaissaient donc depuis leurs études<sup>48</sup>. Le président du Conseil voyait en Caetano Beirão un écrivain nationaliste et il entendait l'encourager financièrement. C'est pourquoi il a attribué le tout premier prix Alexandre Herculano du SPN pour son livre *D. Maria I* en 1934. Pour autant, António de Oliveira Salazar n'a pas cherché à déstabiliser l'organisation interne de l'Université portugaise en nommant des professeurs qui lui étaient favorables. C'est toute la subtilité du régime autoritaire portugais : laisser la procédure de sélection par un jury de pairs se dérouler mais intervenir par la suite, discrètement, sur le choix final en refusant les candidatures hostiles au pouvoir. S'il n'a pas incité la nomination de ceux qui le défendaient tels les historiens organiques, les récompenses publiques ont été un moyen de les encourager.

La mise en place de prix littéraires par le pouvoir autoritaire a été un moyen de récompenser les intellectuels qui avaient sciemment fait le choix de prendre la défense du pouvoir et de défendre les valeurs chrétiennes ainsi que l'exaltation de la nation portugaise. Leur instauration doit être rattachée à l'action d'António Ferro comme directeur du SPN. Peu après la création du SPN en 1933<sup>49</sup>, qui fonctionnait en harmonie avec les autres institutions culturelles au point de former « un système cohérent, monolithique, qui s'est consolidé » durant le mandat d'António Ferro<sup>50</sup>, l'idée de décerner des prix a vite surgi. Cette création sur des investissements publics et directement attribués par le SPN prenait à contrepoint la tendance qui s'était développée alors. Par exemple en France, comme l'a observé Gisèle Sapiro : « La logique de

---

<sup>47</sup> Lettre des archives Oliveira Salazar, d'après Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, p.55.

<sup>48</sup> António de Oliveira Salazar a été meilleur élève que lui : il a obtenu 19 sur 20 dans toutes les matières alors que Caetano Beirão a obtenu 12 de moyenne ce qui en faisait « un des plus mauvais étudiants » de l'année scolaire 1912-1913. (Zília Osório de CASTRO, « Caetano Beirão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>49</sup> Voir le II)2) du chapitre 1 mais aussi l'article de Jorge Ramos do Ó, « Secretariado da Propaganda Nacional (SPN)/ Secretariado Nacional da Informação, Cultura Popular e Turismo (SNI)/ Secretariado do Estado da Informação e Turismo (SEIT) », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 893-896.

<sup>50</sup> Jorge Ramos do Ó, *Os Anos de Ferro, O dispositivo cultural durante a « Política do Espírito », 1933-1949*, Lisbonne, Estampa, 1999, p. 127 et 128.



champ se caractérise par l'existence d'une pluralité d'instances spécifiques qui régulent la concurrence et les rapports de force, telles que les cénacles, revues, prix, pour les champs de production culturelle<sup>51</sup> ». Ainsi, les prix indépendants du champ du pouvoir s'étaient multipliés comme le prix Goncourt créé en 1902, le prix Femina en 1904 et le prix Théophraste Renaudot en 1925. Ils étaient devenus des facteurs de légitimation et de reconnaissance dans le champ de production littéraire durant le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Ils contribuaient à la distinction d'œuvres selon des critères propres à chaque instance octroyant les prix mais dont l'objectif était davantage de louer les qualités littéraires d'une œuvre que d'en relever la pertinence politique.

Au Portugal, les prix littéraires étaient très peu nombreux. Au tout début du régime autoritaire, il n'existait que le concours de littérature coloniale, créé le 12 janvier 1926, à la toute fin de la période républicaine. Dirigé jusqu'en 1932 par l'historien en opposition Armando Cortesão, il a par la suite été piloté par Armindo Monteiro, un des hommes politiques les plus proches d'António de Oliveira Salazar, signe d'un accaparement politique de l'institution<sup>52</sup>. Ensuite, la même année que la création du SPN, l'Académie des Sciences de Lisbonne (ACL) s'est mise à récompenser une œuvre de fiction ou de poésie par le prix Ricardo Malheiros à partir de 1933<sup>53</sup>. Les œuvres présentées étaient examinées par trois académiciens de la section de lettres qui rédigeaient un rapport, le présentaient ensuite à l'ensemble de la section de lettres de l'ACL et un vote secret départageait l'œuvre primée<sup>54</sup>. Il n'y avait donc ici pas d'interférence du pouvoir dans l'attribution de ce prix d'une valeur de 5 000 escudos. Dans la mesure, où il était « destiné à stimuler la culture et la production littéraire nationale », le gouvernement, qui finançait l'ACL, avait dû percevoir favorablement cette initiative de promotion des auteurs nationaux. Par ailleurs, son histoire met en évidence les évolutions du champ littéraire portugais tout au long de la dictature. Ainsi dans les années 1930 et 1940, alors que l'institution était présidée par Júlio Dantas, « exemple classique d'écrivain conformiste au service d'un régime qui l'a promu et avec lui s'est promu<sup>55</sup> », les livres primés récompensaient des auteurs plutôt alignés idéologiquement sur la ligne défendue par le régime autoritaire. Cependant, à partir des

---

<sup>51</sup> Gisèle SAPIRO, *Les écrivains et la politique en France, De l'affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie en France*, Paris, Seuil, 2018, p.35.

<sup>52</sup> Voir José Luís Lima GARCIA, « Propaganda no Estado Novo e os Concursos de Literatura Colonial, o concurso da Agência Geral das Colónias/Ultramar (1926-1974) », dans Luís Reis TORRALBA et Heloísa PAULO (coord.), *Estados autoritários e totalitários e suas representações*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 2008, pp. 131-143.

<sup>53</sup> Cette institution sera présentée dans le III)2) du chapitre 4.

<sup>54</sup> Voir le règlement du ministère de l'Instruction publique du 7 août 1933 établissant les conditions d'attribution du prix.

<sup>55</sup> Entrée biographique « Júlio Dantas » du *Dicionário de Autores Portugueses*, consultée le 27 juillet 2021 : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8840>.

années 1950 et surtout durant les décennies 1960 et 1970, les prix ont été attribués à des autrices et des auteurs liés aux mouvements littéraires comme le néo-réalisme et le surréalisme, soit des mouvements qui faisaient abstraction du pouvoir voire en contestaient certains aspects<sup>56</sup>. Enfin, entre 1961 et 1965, la Société portugaise des écrivains, soutenue financièrement par la Fondation Calouste Gulbenkian a attribué plusieurs prix à des auteurs qui étaient davantage critiques du pouvoir, jusqu'à provoquer sa fermeture<sup>57</sup>.

Au sein d'un nombre réduit de prix récompensant les œuvres littéraires, l'instauration de ceux du SPN entendaient enrichir le panorama. Cependant, les finalités politiques étaient évidentes comme le règlement des prix réservés aux Portugais le précisait dans la base II : « Les prix récompensent, pour chacun d'eux, le travail de plus grand mérite littéraire qui n'entre pas en contradiction, par son intention, ni avec l'esprit ni avec l'éthique de l'État Portugais<sup>58</sup> ». La nécessaire adéquation avec la ligne politique du régime autoritaire était donc clairement formulée et António Ferro, le directeur du SPN, n'éprouvait aucune gêne à défendre les intentions politiques des récompenses littéraires lors de son discours d'inauguration des prix :

« Nous ne sommes ni une académie des sciences ni un organisme exclusivement littéraire. Nous avons d'autres objectifs, qui ne sont pas incompatibles avec la finalité des institutions culturelles qui peuvent récompenser la libre production, mais ces objectifs sont audacieusement et franchement limités par des balises morales et spirituelles. En tant qu'écrivain, nous pouvons lire et admirer certaines œuvres littéraires non-conformistes, que nous considérons comme dissolvantes et dangereuses lorsqu'elles sont trop critiques. En tant que dirigeant d'un organisme qui fait partie de l'*Estado Novo*, nous ne pouvons ni accepter ni récompenser ces travaux. Nous n'avons peut-être pas la force de les éviter, mais nous ne ferons rien – et ne devrions rien faire – pour les encourager. Les protéger et les stimuler serait une trahison des principes que nous défendons et que nous défendrons. Les intentions largement constructives de nos prix sont donc facilement compréhensibles. Pour éviter d'être classé dans la catégorie des casse-têtes il suffira de rappeler aux candidats que le SPN est un organe de la Présidence du Conseil et que le Président du Conseil est Salazar<sup>59</sup> ». [21 février 1934]

Tout en se défendant d'interdire une quelconque œuvre qui serait critique du pouvoir, il rappelait que toute personne qui soumettait un ouvrage à un jury désigné directement par le SPN savait pertinemment que l'œuvre devait épouser la pensée politique autoritaire.

---

<sup>56</sup> Voir le chapitre 4 « Compromise and Autonomy in Consecration during the Estado Novo », de Margarida RENDEIRO, *The Literary Institution in Portugal since the Thirties : An Analysis under Special Consideration of the Publishing Market*, Berne, Peter Lang, 2010, pp. 89-118 (je remercie par ailleurs Isabelle Lacoue-Labarthe pour m'avoir permis de consulter l'ouvrage, qui n'était disponible en France que depuis l'université de Toulouse).

<sup>57</sup> *Idem*. Voir aussi le III)1) du chapitre 8 pour une présentation de l'action de la Société portugaise des écrivains notamment en faveur des historiens en opposition.

<sup>58</sup> Voir le Règlement des « prix littéraires » pour les auteurs ayant la nationalité portugaise, inséré dans António FERRO, *Prémios Literários (1934-1947)*, Lisbonne, Edições SNI, 1950, pp. 205-210.

<sup>59</sup> Citation extraite du chapitre « Politique de l'Esprit et sa définition », dans António FERRO, *Prémios Literários (1934-1947)*, Lisbonne, Edições SNI, 1950, pp. 17 à 36, pages 29 et 30 pour la citation.

Mais l'impression de tolérance qui se dégage du discours ne doit pas occulter l'action de la censure qui est tue ici, alors qu'elle ne se privait pas d'interdire la circulation des ouvrages contestataires. António Ferro confirmait l'idée que le SPN s'affirmait « comme un organisme dont l'action était persuasive, non imposée<sup>60</sup> », comme l'a remarqué Luís Reis Torgal, afin de séduire les intellectuels. Les prix étaient destinés à un type d'écrivains bien particuliers dont faisaient partie les historiens organiques et les récompenses avaient pour finalité une consécration à la fois pour les auteurs et pour le SPN comme l'a analysé Rui Pedro Pinto :

« D'abord, valoriser les œuvres et les auteurs primés, mais aussi l'institution du SPN qui, en les consacrant ambitionnait d'obtenir une autorité symbolique dans les champs, certifiant alors la dépendance mutuelle entre d'un côté le prestige et la démarche de l'institution et de l'autre la carrière des auteurs primés<sup>61</sup>. »

En tentant de faire du SPN une institution de promotion incontournable au sein du champ littéraire, le pouvoir dictatorial voulait se positionner comme un acteur de légitimation culturelle de premier plan.

Les choix des noms des prix du SPN ont montré le désir d'honorer les figures emblématiques de la littérature portugaise. Par exemple, parmi les 12 prix, celui récompensant le meilleur ouvrage en langue étrangère d'une œuvre portant sur le Portugal s'appelait « prix Camões » en hommage au grand nom de la littérature du XVI<sup>e</sup> siècle et avait une valeur de 20 000 escudos. De plus, de nombreux auteurs du XIX<sup>e</sup> siècle étaient mis en avant. Par exemple, le « prix Alexandre Herculano » récompensait le meilleur ouvrage d'histoire pour une valeur de 10 000 escudos et le « prix Ramalho Ortigão » récompensait le meilleur essai pour une valeur de 4000 escudos. Alexandre Herculano est le père de l'historiographie contemporaine et Ramalho Ortigão un des principaux écrivains de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>62</sup>. En faisant référence à ces auteurs reconnus et souvent transpartisans, le gouvernement entendait donner un crédit symbolique aux prix afin d'en amoindrir leur forte connotation politique. Par exemple, choisir Alexandre Herculano contribuait à donner au prix d'histoire une coloration scientifique puisqu'il avait été le premier historien à remettre en cause les miracles évoqués dans les sources de l'histoire du Portugal. Pourtant, en regardant de plus près, le prix récompensait des œuvres ayant « de solides critères patriotiques », et cherchant « l'évolution, l'analyse ou bien la

---

<sup>60</sup> Luís Reis TORGAL, « “Literatura oficial” no Estado Novo : os Prémios Literários do SPN/SNI », dans *Revista de História das Ideias*, vol. 20, 1999, pp. 401-420.

<sup>61</sup> Rui Pedro PINTO, *Prémios do Espírito, Um estudo sobre Prémios Literários do Secreteriado de Propaganda Nacional do Estado Novo*, Lisbonne, ICS, 2008, p. 70.

<sup>62</sup> Entrée « Ramalho Ortigão » sur le site d'Infopédia : [https://www.infopedia.pt/\\$ramalho-ortigao?uri=portugues-frances](https://www.infopedia.pt/$ramalho-ortigao?uri=portugues-frances), consulté le 27 juillet 2021.

rectification historique<sup>63</sup> ». La démarche de l'historien du XIX<sup>e</sup> siècle n'était donc pas au cœur des attentes qui devaient orienter les choix du jury.

En analysant les différents auteurs ayant reçu le prix Alexandre Herculano, on remarque la présence de trois des quatre historiens organiques<sup>64</sup>. Seul António Rodrigues Cavalheiro n'a pas eu ce prix, ni aucun autre prix du SPN par ailleurs. Les trois autres historiens organiques ont reçu leur récompense durant le premier tiers de l'existence du prix soit au moment où António Ferro dirigeait le SPN : Caetano Beirão en 1934 pour *Marie I<sup>re</sup>* ; João Ameal pour *Histoire du Portugal* en 1941<sup>65</sup> ; Idalino da Costa Brochado pour *Henri le Navigateur* en 1942<sup>66</sup>. L'attribution du premier prix Alexandre Herculano à l'œuvre de Caetano Beirão confirme la volonté de récompenser le travail de cet historien. Par ailleurs, le sous-titre de son livre, *Contribution pour la révision de l'histoire de son règne*<sup>67</sup>, confirme l'adéquation entre l'œuvre soumise au jury et les desseins du pouvoir. L'objectif était clairement d'apporter une lecture nationaliste où « Marie I<sup>re</sup>, “catholique intégrale” (selon les propos de l'auteur), surgit comme la reine du “retournement”, cherchant à transformer la situation politique, en opposition à l’“anti-traditionalisme pombalien”<sup>68</sup> ». Ainsi, Marie I<sup>re</sup> a démis le marquis de Pombal, le principal modernisateur de la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle qui a notamment reconstruit Lisbonne mais aussi exclu l'ordre des Jésuites<sup>69</sup>. Si l'on établit un parallèle entre le règne de restauration de l'ordre de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et les premières années de la dictature dont l'objectif principal était d'effacer les traces du libéralisme de la République, la visée politique de l'œuvre apparaît sous-jacente. Par ailleurs, João Ameal a aussi reçu le Prix Ramalho Ortigão de l'année 1934 pour le meilleur essai avec son livre *À la limite du Nouvel Âge*<sup>70</sup>. Il fait partie des quelques écrivains doublement récompensés par les prix du SPN.

---

<sup>63</sup> Propos d'António Ferro cité dans Margarida RENDEIRO, *The Literary Institution in Portugal since the Thirties : An Analysis under Special Consideration of the Publishing Market*, Berne, Peter Lang, 2010, p. 63.

<sup>64</sup> Pour la période 1934 à 1961, la liste est consultable dans SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO, *Exposição dos prémios do Secretariado Nacional da Informação, 32 anos de política do espírito, 1934-1966 : literatura, artes plásticas, música, teatro, cinema*, Lisbonne, SNI, 1966. Je tiens à remercier Hélder Carvalho pour l'envoi des photos du livre, introuvable en France.

<sup>65</sup> João AMEAL, *História de Portugal*, Lisbonne, Tavares Martins, 1940.

<sup>66</sup> Idalino da Costa Brochado, *Infante D. Henrique*, Lisbonne, Império, 1942. Par ailleurs, il a aussi reçu en 1943 pour son livre *Afonso de Albuquerque*, le prix d'histoire du concours de littérature coloniale (Luís Reis TORGAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 2, p.105)

<sup>67</sup> Caetano BEIRÃO, *D. Maria I, Subsídios para a revisão da história do seu reinado*, Lisbonne, Empresa Nacional de Publicidade, 1934.

<sup>68</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 247.

<sup>69</sup> Jean de PINS, « Pombal Sebastião José de Carvalho e Melo, marquis de (1699-1782) », dans *Encyclopædia Universalis* : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/pombal-sebastiao-jose-de-carvalho-e-melo-marquis-de/>, consultée le 27 juillet 2021.

<sup>70</sup> João AMEAL, *No Limiar da Idade Nova : Ensaio Contemporâneo*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 1934.

En prenant l'ensemble de la période allant de 1934 à 1961, et en le comparant aux autres prix, il est important de souligner la plus grande régularité dans l'attribution du prix Alexandre Herculano jusqu'à 1950<sup>71</sup> par rapport à d'autres catégories où durant plusieurs années consécutives, aucune œuvre n'a été primée. Tous les lauréats du prix d'histoire sont des hommes. Ensuite, le plus grand groupe réunit des auteurs qui n'ont pas été considérés comme faisant partie de la communauté historique dans le cadre de cette recherche [Figure 62].

|                                    | Historiens organiques | Historiens accommodés | Non considérés dans le groupe historien |
|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|---|
| Nombre de prix Alexandre Herculano | 3                     | 8 <sup>72</sup>       | 9 <sup>73</sup>                         |
| Dont des militaires de profession  |                       | 1 <sup>74</sup>       |   |
| Dont des prêtres                   |                       | 2 <sup>75</sup>       | 2 <sup>76</sup>                         |

Figure 62 : Auteurs<sup>77</sup> ayant reçu le prix Alexandre Herculano durant la période 1934-1961 (n=20<sup>78</sup>).

L'importance numérique de ces noms peu connus et pour beaucoup oubliés maintenant, confirme l'idée que les prix du SPN étaient attribués à des écrivains engagés politiquement mais qui étaient le plus régulièrement en dehors des universités. Sans disciples, ils n'ont pas marqué les plus jeunes générations. De plus, 4 prêtres et 1 militaire de carrière ont été primés, signe d'une valorisation de professions proches du régime autoritaire. Les historiens accommodés sont bien représentés mais quand on considère les 4 historiens organiques (2 % du corpus) par rapport aux 135 historiens accommodés (72 % du corpus), les historiens organiques

<sup>71</sup> En effet, un tournant s'enclenche après le départ d'António Ferro du SPN en 1949. Très régulier au début de la période, les prix sont devenus plus sporadiques : aucun prix Alexandre Herculano n'a été attribué en 1950, 1953, entre 1955 et 1959 puis en 1960. L'absence de prix met aussi en lumière un engouement moindre de la part des historiens à candidater aux prix du SPN.

<sup>72</sup> Queirós Veloso, prix de 1935 et 1946 ; José Leite de Vasconcelos, prix de 1936 ; Alfredo Pimenta, prix de 1937 ; Miguel de Oliveira, prix de 1940 ; Costa Veiga, prix de 1944 ; Salvador Dias Arnaut, prix de 1951 ; Joaquim Veríssimo Serrão, prix de 1954 ; Avelino de Jesus da Costa, prix de 1961.

<sup>73</sup> Serafim Leite, prix de 1938 ; Francisco Rodrigues, prix de 1939 ; Eduardo Couto Lupi, prix de 1943 ; Amadeu Cunha, prix de 1947 ; Pedro Batalha Reis, prix de 1947 ; Américo Cortês Pinto, prix de 1948 ; Durval Pires de Lima, prix de 1949 ; Miguel d'Almeida Paile, prix de 1952 ; Miguel de Almeida Trindade, prix de 1959.

<sup>74</sup> Le colonel Costa Veiga a reçu le prix de 1944 pour *Estudos de História Militar Portuguesa*.

<sup>75</sup> Miguel de Oliveira, prix de 1940 pour *História Eclesiástica de Portugal* ; Avelino de Jesus da Costa, prix de 1961 pour *O Bispo D. Pedro e a organização do Diocese de Braga*, (œuvre par ailleurs étudiée dans le III)1) du chapitre 5).

<sup>76</sup> Serafim Leite, prix de 1938 pour *História da Companhia de Jesus no Brasil* ; Francisco Rodrigues, prix de 1939 pour *História da Companhia de Jesus na Assistência de Portugal*.

<sup>77</sup> Seuls des hommes ont reçu le prix.

<sup>78</sup> Sur les 21 ouvrages primés durant la période, Queirós Veloso a reçu deux fois le prix Alexandre Herculano en 1935 et en 1946, d'où un total de 20 auteurs primés. Je me suis appuyé sur une parution du SNI pour établir ce tableau. Voir SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO, *Exposição dos prémios do Secretariado Nacional da Informação, 32 anos de política do espírito, 1934-1966 : literatura, artes plásticas, música, teatro, cinema*, Lisbonne, SNI, 1966.

apparaissent comme surreprésentés au sein des primés par rapport aux accommodés. En effet, en considérant les deux prix obtenus par Queirós Veloso, les historiens accommodés n'ont obtenu que trois fois plus de prix que les historiens organiques pour un groupe trente fois plus important. Les prix littéraires organisés par le SPN ont donc bien été un outil de valorisation de la production historiographique des historiens les plus proches du régime.

\*

\* \*

Les historiens organiques ont eu une place à part au sein de la communauté historienne dans la mesure où leurs parcours ne correspondaient pas au parcours disciplinaire de l'historien mis en place à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, malgré leur proximité idéologique avec le pouvoir, ils n'ont pas obtenu de postes pérennes à l'Université et ont même parfois tardé à être intégrés au sein d'institutions pourtant créées par le pouvoir comme l'APH. Pour autant, ils ont participé activement à la vie politique et culturelle du pays et la mise en place des prix du SPN a notamment permis d'accorder à leurs travaux une reconnaissance et une légitimité publiques.

Après avoir étudié l'intégration des historiens organiques au sein du régime autoritaire, il est maintenant question d'observer comment leurs écrits ont inscrit dans le paysage littéraire une écriture de l'histoire au service du pouvoir.

## 2) Parler la même langue que le pouvoir. Les historiens organiques et l'écriture de l'histoire comme arme politique

Au contraire des historiens accommodés qui ont écrit une histoire politique<sup>79</sup>, les historiens organiques se sont distingués par une écriture politique de l'histoire. Admiratifs du régime autoritaire, les quatre historiens ont cherché à défendre la ligne idéologique conservatrice de la dictature mais aussi à écrire voire à réécrire l'histoire selon une interprétation en adéquation avec le pouvoir politique. Il est donc question de mettre en avant les usages politiques de l'histoire dans l'espace public portugais<sup>80</sup>.

---

<sup>79</sup> Pour l'écriture de l'histoire dominante au sein des historiens accommodés, voir l'ensemble du chapitre 5.

<sup>80</sup> Sur la notion d'usages publics de l'histoire, que Patrick Garcia rapproche des « usages politiques » qui sont faits de l'histoire, voir Patrick GARCIA, « Usages publics de l'histoire », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 912-926.

Le pouvoir autoritaire avait un intérêt particulier à investir le passé à des fins politiques. En étudiant d'abord son discours historique, il est possible de comprendre dans quelle mesure le propos des historiens organiques s'insérait dans son interprétation du passé. Les discours du dictateur António de Oliveira Salazar nous permettent de saisir le regard que la principale figure du régime porte sur l'histoire nationale et la façon dont il a usé du passé<sup>81</sup>. L'ensemble de ses discours ont été publiés au fur et à mesure de sa carrière politique et les nombreuses rééditions attestent d'une diffusion importante de ses écrits<sup>82</sup>. Plusieurs d'entre eux ont directement évoqué l'histoire du Portugal notamment lors des commémorations comme lorsqu'il affirmait, à l'occasion du huit-centenaire de l'indépendance, avoir « foi dans le futur du Portugal et dans la continuité de son Histoire<sup>83</sup> ». Dès lors, il entendait insérer l'*Estado Novo* dans le cours de l'histoire du pays et son action politique était présentée comme la poursuite de ce que les aïeux avaient réalisé, suscitant l'engouement des monarchistes qui espéraient le retour de la monarchie, en vain<sup>84</sup>. Pour rendre compte de ce qu'António de Oliveira Salazar identifiait comme les fondamentaux de l'histoire du pays, il est possible de s'appuyer sur le discours appelé « l'esprit de la Révolution » prononcé lors du lancement d'un quartier de logements sociaux à Porto en 1934, alors que la ville se préparait à recevoir la même année une exposition coloniale :

« Le Portugal ne s'est pas fait ou bien unifié dans les temps modernes ni n'a pris sa forme avec l'idéal païen et antihumain en défiant une race ou un empire. Il s'est constitué, avec les limites qu'il a encore aujourd'hui en Ibérie, déjà durant les XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles avec d'immenses domaines en Afrique, en Asie, en Océanie et en Amérique durant les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, défendant la civilisation romano-chrétienne contre l'islamisme et dilatant celle-ci vers de nouveaux mondes. Cette victoire, transcendante pour l'humanité, nous l'avons réussie alors que les autres États d'Europe étaient engagés dans des luttes dynastiques, des schismes, des hérésies qui l'ensanglantaient. L'universalité de l'idée et de l'action dans le cadre de l'évolution catholique et européenne, orientée vers l'élévation matérielle et morale de l'espèce : voilà la caractéristique de l'histoire de notre Patrie. [...]

---

<sup>81</sup> Son importance a notamment été identifiée par Luís Reis Torgal (voir Luís Reis TORGAL, « Sobre a história do Estado Novo, Fontes, Bibliografia, Áreas de abordagem e problemas metodológicos », *Revista de História das Ideias*, vol. 14, 1992, pp. 529-554.)

<sup>82</sup> Durant la dictature, il y a eu au moins cinq éditions du premier volume des discours, paru en 1961. António de Oliveira SALAZAR, *Discursos e notas políticas*, vol. I, 1928-1934, vol. II, 1934-1937, vol. III, 1938-1943, vol. IV, 1943-1950, vol. V, 1951-1958, vol. VI, 1959-1966, Coimbra, Coimbra Editora, 1935 à 1967. Une nouvelle édition des discours est parue en 2015, toujours chez Coimbra Editora, réunissant les six volumes ainsi qu'un discours supplémentaire (António de Oliveira SALAZAR, *Discursos e notas políticas, 1928 a 1966*, Coimbra, Coimbra Editora, 2015). Par ailleurs, la maison d'édition est entrée en procédure de liquidation en 2020, confirmant la réduction du paysage éditorial à la suite de la fermeture de Europa-América (<https://observador.pt/2020/09/22/coimbra-editora-cessa-atividade-ate-ao-fim-do-mes/>, consulté le 29 juillet 2021).

<sup>83</sup> Discours intitulé « 800 ans d'indépendance » prononcé le 4 juin 1940 dans le château de Guimarães, première capitale du Portugal, lors de la « cérémonie commémorative de la fondation de la nationalité » (António de Oliveira SALAZAR, *Discursos e notas políticas*, vol. III, 1938-1943, Coimbra, Coimbra Editora, 1959, p.255)

<sup>84</sup> Ainsi, alors qu'Alfredo Pimenta voyait l'*Estado Novo* comme une étape transitoire vers le retour de la monarchie, António de Oliveira Salazar ne partageait pas ses positions. Voir par exemple l'analyse dans la préface dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, p. 26.

Malgré les erreurs et les contradictions anarchiques en cours depuis la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la substance féconde de la civilisation chrétienne revit dans le continent ainsi que le progrès général qui est dans l'essence de l'âme du Portugal. Dans les restes encore grandioses des anciennes découvertes et conquêtes, du fait de cette renaissance, le nouveau travail de notre labour politique s'est élargi vers l'évangélisation, l'administration tutélaire, la colonisation et les relations entre les possessions et la mère-Patrie. [...] Le Portugal et son Empire sont un corps territorial et politique, fait par l'histoire des siècles, sur le globe, pour assurer l'indépendance, l'expansion, l'activité économique et les échanges du premier peuple qui a cherché, par de durs travaux et sacrifices, sur les océans et dans les nouveaux mondes, le complément de son siège européen étriqué<sup>85</sup> ». [28 avril 1934]

Ainsi, António de Oliveira Salazar, n'oubliant pas de critiquer le XIX<sup>e</sup> siècle, justifiait la singularité portugaise au regard de son histoire. Tout d'abord, le poids des siècles en faisait une nation européenne ancienne au contraire de celles récemment unifiées. Il rappelait ainsi que le régime portugais n'avait pas la même histoire que deux autres régimes dictatoriaux car l'Allemagne et l'Italie avaient achevé leur processus d'unification seulement au XIX<sup>e</sup> siècle. La jeunesse des deux nations était un désavantage à ses yeux et expliquait certains errements politiques des totalitarismes. En effet, le dictateur critiquait certains aspects des régimes fasciste et nazi. Malgré des affinités idéologiques et une répulsion partagée pour le fonctionnement démocratique, le chef du gouvernement portugais avait auparavant déjà critiqué le régime fasciste de Mussolini, le désignant comme un « césarisme païen<sup>86</sup> », désireux de rompre avec les traditions chrétiennes auxquelles le Portugal autoritaire était fermement attaché. Il prenait aussi ses distances avec le racisme nazi à l'égard des juifs, auquel il opposait l'universalisme portugais. Cet universalisme était justement un autre trait caractéristique de l'histoire du Portugal. Il faut l'insérer dans le cadre de l'histoire du christianisme et du prosélytisme missionnaire. L'universalisme, porté par la défense et l'expansion de la foi chrétienne, aurait poussé, selon le dictateur, le Portugal à conquérir d'autres territoires sur différents continents à la fois dans le cadre de la lutte contre l'islam, fondamentale depuis la naissance du royaume en péninsule Ibérique, mais aussi dans le cadre du processus d'expansion coloniale amorcé par la prise de Ceuta<sup>87</sup>. Il n'évoquait aucunement les intérêts économiques de la conquête d'un empire. De plus, Le Portugal était pour le président du Conseil comme investi d'une mission depuis les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, au contraire des autres nations qui restaient rivées sur les agitations politiques et religieuses de ces siècles. Le royaume ibérique avait comme une longueur d'avance et une supériorité de vue,

---

<sup>85</sup> António de Oliveira SALAZAR, *Discursos e notas políticas*, vol. I, 1928-1934, Coimbra, Coimbra Editora, 1961, pages 328 à 329.

<sup>86</sup> Pour une analyse du discours du 26 mai 1934 où António de Oliveira Salazar qualifie l'État italien de la sorte, critiquant notamment le pouvoir de l'État, se référer à Yves LÉONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, p. 201.

<sup>87</sup> La question de la place de la religion dans les conquêtes impériales portugaises est évoquée dans le 1) et 2) du chapitre 5. De fait, les historiens accommodés lui ont longtemps accordé un rôle primordial.



dont l'Empire était une récompense historique. Souligner son ancienneté était à la fois un moyen d'affirmer l'indissolubilité de l'Empire mais aussi de prouver que la longue expérience coloniale induisait une solide capacité d'administration des territoires coloniaux.

Ensuite, dans le discours intitulé « les grandes certitudes de la Révolution nationale » prononcé à Braga<sup>88</sup>, l'histoire nationale a été considérée par António de Oliveira Salazar comme un donné intangible, un pilier du régime : « nous ne discutons pas de la Patrie et de son Histoire<sup>89</sup> ». L'histoire était alors mobilisée pour rappeler son rôle dans la formation de la nation portugaise et devenait une arme défensive sur la scène internationale :

« Nous ne discutons pas de la Patrie, c'est-à-dire, de la Nation dans son intégrité territoriale et morale, dans sa pleine indépendance, dans sa vocation historique. Il y en a des plus puissantes, des plus riches, parfois plus belles ; mais celle-ci est la nôtre, et jamais un fils dont le cœur est bien formé n'a voulu être le fils d'une autre mère. Nous laissons aux philosophes et aux historiens le divertissement de certaines rêvasseries sur la possibilité d'un amalgame (n. : *aglomeração* qui est employée ici de façon péjorative) de peuples et même les avantages matériels que d'autres possibilités que l'Histoire n'a pas fait ou a défait ; sur le terrain politique et social, pour nous, Portugais, qui sommes aujourd'hui vieux de huit siècles, il n'y a plus de procès qui puissent être refaits, des débats qui puissent être ouverts, des bouts de souveraineté ou de terre qui nous incombent que nous soyons disposés à rejeter par fatigue ou par scepticisme. Sans ressentiment, nous mettons le nationalisme portugais dans la base indestructible de l'*Estado Novo*. [...] Notre tendance universaliste a pu être désignée comme une vocation missionnaire, profondément humaine du peuple portugais, du fait de sa spiritualité et de son désintérêt<sup>90</sup>. » [26 mai 1936]

En préparant la célébration des dix ans du régime autoritaire, le pouvoir intimait au peuple d'être fier de son histoire. António de Oliveira Salazar distinguait une histoire intellectuelle d'une interprétation politique de l'histoire à laquelle il donnait davantage d'importance. En effet, il discréditait l'histoire écrite par les historiens, trop sujette à des questionnements rhétoriques et suspectée de donner un crédit à des théories dévalorisant l'indépendance nationale. On pourrait avancer qu'il visait notamment l'ibérisme du XIX<sup>e</sup> siècle qui avait encore quelques défenseurs au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>91</sup>. Ainsi, à une histoire fluctuante selon les interprétations des scientifiques et sujette aux débats, il préférait une histoire faite de masses de granit, incontestable et sûre de son déroulement, barrant tout discours alternatif et toute possibilité de la

---

<sup>88</sup> Déjà évoqué dans la conclusion du 1) de l'introduction.

<sup>89</sup> António de Oliveira SALAZAR, *Discursos e notas políticas*, vol. II, 1934-1937, Coimbra, Coimbra Editora, 1945, p. 130.

<sup>90</sup> António de Oliveira SALAZAR, *ibid.*, pages 131 et 132.

<sup>91</sup> L'ibérisme est un mouvement apparu au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, qui prônait une union politique entre le Portugal et le Portugal. Il s'est transformé progressivement en une valorisation culturelle et spirituelle de ce qui réunissait la péninsule Ibérique. Des historiens comme Joaquim Pedro de Oliveira Martins, António Sérgio, Fidelino de Figueiredo mais aussi, plus surprenant António Sardinha ou bien Fernando Pessoa se sont intéressés à ce mouvement. Pour un aperçu de l'histoire de l'ibérisme du XIX<sup>e</sup> siècle à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, voir Sérgio Campos MATOS, « Conceitos de iberismo em Portugal », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 28, 2007, pp. 169-193.

remettre en cause notamment pour ce qui concerne les possessions coloniales, fermement défendues pendant la Première Guerre mondiale contre les appétits allemands et britanniques.

Enfin, l'histoire pouvait aussi être invoquée à des fins politiques internes. Lors du discours intitulé « toujours le même miracle » déclamé au monastère de Batalha<sup>92</sup>, António de Oliveira Salazar réutilisait le passé pour prévenir toute dissension interne à la nation :

« Le cri de Ourique a de siècle en siècle retenti par monts et par vaux, pénétré dans les veines, réchauffé le sang de ce peuple, rendu cohérente sa masse, et est rebelle au travail de dissolution intérieure par lequel, de nos jours, plus que par des guerres de conquêtes, certains tentent de se soustraire aux nations et à son idéal collectif. Dans le long processus historique, dont Aljubarrota est précisément le plus bel acte et de la transcendance la plus élevée, nous pouvons voir avec une clarté diaphane la revendication de cette double indépendance – l'indépendance politique face à un pays étranger, l'indépendance morale à l'intérieur, soit une Nation libre qui se détermine librement par la réalisation de ses fins dans le concert des peuples ». [14 août 1936]

Quelques semaines à peine après le déclenchement de la guerre civile espagnole, le discours d'António de Oliveira Salazar mobilisait les références historiques dans un lieu symbolique. D'une part il faisait référence à la bataille d'Ourique de 1139 où Alphonse I<sup>er</sup> avait été acclamé roi, soit une étape déterminante de l'indépendance portugaise vis-à-vis du royaume de Galice. Il identifiait historiquement le ferment de l'unité du peuple dans une réaction contre une puissance étrangère et ajoutait que la cohésion portugaise était menacée par ceux qui la divisaient. Il serait possible de penser aux opposants et tout particulièrement aux partisans du communisme dont la lecture marxiste divisait la société en classes. Cette idéologie honnie par le pouvoir était en plus caractérisée par le rejet de l'impérialisme colonial. Ainsi, les communistes soutenaient les mouvements indépendantistes naissants ce qui risquait de fragiliser l'unité nationale et amoindrir la puissance portugaise dans le concert des nations. Par ailleurs, réaffirmer l'indépendance du Portugal était certes une allusion à la bataille d'Aljubarrota, à propos dans le lieu du discours, mais aussi une incitation à un sursaut patriotique face au risque de voir le Portugal succomber à la contagion républicaine de la guerre d'Espagne.

En somme le président du Conseil en poste pendant trente-six ans voyait l'histoire comme un réservoir où puiser à la fois les fondements du régime mais aussi les orientations à suivre. António de Oliveira Salazar présentait l'*Estado Novo* comme une poursuite du récit national, renouant avec fierté avec son passé de huit siècles après la parenthèse républicaine.

---

<sup>92</sup> Il s'agit d'un lieu symbolique de l'histoire du Portugal. En effet, peu après la victoire d'Aljubarrota en 1385 mettant fin à la crise dynastique contre la Castille et actant une nouvelle fois l'indépendance du Portugal, le roi Jean I<sup>er</sup> a ordonné la construction du monastère de Sainte-Marie de la Victoire plus connu sous le nom de « monastère de la Bataille » (*Batalha*) (<http://www.mosteirobatalha.gov.pt/pt/index.php?s=white&pid=172>, consulté le 6 août 2021).

Les historiens organiques ont accompagné la vision de l'histoire véhiculée par le pouvoir comme il est possible de le constater avec João Ameal, « l'historien du régime<sup>93</sup> » le plus reconnu publiquement. Son œuvre s'est partagée entre des ouvrages politiques de défense du régime où « tout pour lui terminait en la personne de Salazar<sup>94</sup> » et d'autres à dimension historique. Ses travaux sont marqués par des « principes ou valeurs qui justifient, pour Ameal, comme pour Maurras ou António Sardinha, par exemple, une nécessaire révision de l'Histoire<sup>95</sup> ». *L'Histoire du Portugal*<sup>96</sup> qu'il a écrit en 1940 s'inscrit justement dans une démarche de révision et réparation de l'histoire<sup>97</sup>. L'obtention du prix Alexandre Herculano du SPN en 1941 en est déjà un premier signe. Il s'agit d'une œuvre de vulgarisation historique comme le confirme l'absence de notes de bas de page. Une bibliographie est cependant présente<sup>98</sup>. *L'Histoire du Portugal* répondait à une commande. En effet, il avait été expressément demandé à João Ameal de rédiger une histoire sur le modèle de *l'Histoire de France* de Jacques Bainville<sup>99</sup>, auteur qui est par ailleurs cité dans la préface de l'œuvre à la page XIV<sup>100</sup>. La multiplication des éditions, sept au total, met en évidence le succès éditorial du livre<sup>101</sup>. Par ailleurs, une version résumée parue en 1946 a été traduite en français en 1949<sup>102</sup>. Le résumé et sa traduction ont été publiés aux éditions du SPN/SNI, signe d'un souhait du pouvoir de promouvoir João Ameal mais aussi d'une volonté de diffuser l'œuvre plus largement au sein de la société et à l'étranger<sup>103</sup>. Précisons qu'il émet une reconnaissance de dette envers Alfredo Pimenta et

<sup>93</sup> L'expression reprend le titre de la maîtrise d'Antonieta Maria da Silva PINTO, *João Ameal, o historiador do Regime*, sous la direction de Luís Reis TORGAL, mémoire soutenu à l'université de Coimbra, 1993.

<sup>94</sup> Luís Reis TORGAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 2, p. 86.

<sup>95</sup> Antonieta Maria da Silva PINTO, « João Ameal : O homem e a ideia de história », dans *Vértice*, vol. 62, septembre-octobre 1994, pp. 47-45.

<sup>96</sup> João AMEAL, *História de Portugal*, Lisbonne, Tavares Martins, 1940.

<sup>97</sup> Sur la page de titre à côté de la date de 1940, se trouve la mention « année dorée » (*Ano Aureo*), en référence aux célébrations du double centenaire de 1939-1940, alors que se tenait l'Exposition du monde portugais.

<sup>98</sup> Il est par ailleurs intéressant de souligner que l'historien a cité dans sa bibliographie António Sérgio, qui était pourtant un historien en opposition. L'alignement idéologique de João Ameal n'induisait donc pas le rejet de certaines lectures.

<sup>99</sup> Ana Isabel SARDINHA-DESVIGNES, « Jacques Bainville au temps de Salazar : traductions, lectures et usages », dans Olivier DARD et Michel GRUNEWALD (org.), *Jacques Bainville : profils et réceptions*, Berne, Peter Lang, 2010, pp. 209-229.

<sup>100</sup> Pour éviter la multiplication des notes, je mettrai directement dans le corps du texte la page de l'œuvre de João Ameal.

<sup>101</sup> Ana Isabel SARDINHA-DESVIGNES, *op. cit.*

<sup>102</sup> João AMEAL, *Bref résumé de l'histoire du Portugal*, traduit par Jean BAYLE, Lisbonne, SNI, 1949 (la version en portugais est parue aussi aux éditions du SPN en 1946). Composé de 101 pages, 17 pages sont consacrées aux actions d'António de Oliveira Salazar. La version résumée de son histoire est donc clairement à des fins de promotion de la politique de l'*Estado Novo*.

<sup>103</sup> Toutefois, il est possible de supposer une faible diffusion en France car il n'est consultable que dans quatre bibliothèques, d'après le catalogue du SUDOC.

António Sardinha, deux auteurs intégralistes (p. XV et XVI). Cependant, aucune personne directement liée au pouvoir n'est remerciée.

João Ameal inaugure la préface de son livre en s'interrogeant sur le sens de l'histoire qu'il écrivait :

« Qu'est-ce que l'Histoire ? Une science ? Un art ? Une éthique ? [...] Pour nous, l'Histoire n'est pas seulement la science, l'art ou l'éthique ; elle est les trois choses à la fois – et encore une chose supplémentaire. Évidemment, il est indispensable que les études historiques aient un ferme et honnête caractère scientifique : le premier objectif est de savoir ce qu'il s'est passé, si cela s'est passé et comment cela s'est passé. [...] L'Histoire est la vie. [...] L'Histoire nous a fait ; – maintenant nous la faisons. [...] Si nous nous risquions à une définition, je suggérerais celle-ci : l'Histoire constitue, pour le véritable historien, – un examen de conscience ». (p. IX et X)

João Ameal reprenait d'emblée les principaux questionnements du XIX<sup>e</sup> siècle quant à l'écriture de l'histoire. D'un côté, il y avait les pratiques anciennes comme le fait de puiser dans la discipline des modèles éthiques à l'image de l'« histoire maîtresse de vie » de Cicéron ou d'en faire un « art », une habilité innée dans la mise en récit louée par le même orateur de l'Antiquité ; de l'autre, un discours scientifique en affirmation depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle notamment chez Fustel de Coulanges, où l'historien impartial, influencé par les méthodes expérimentales, rend compte du passé. Par ailleurs, en questionnant la finalité de l'histoire et en montrant qu'il était au fait des principales interrogations sur son sens, il se positionnait comme un historien attentif aux débats et se sentait légitime de proposer sa propre vision. Il refusait de donc trancher et en ajoutant la vie, il se plaçait en quelque sorte du côté des acteurs et non des scientifiques qui revendiquaient une distance critique.

En effet, il affirmait que son histoire n'était pas faite de « choses mortes » (p. X) mais de « personnages, actions, choses vivantes » (p. XI). Ainsi, il se présentait comme étant un témoin direct de l'histoire écrite, s'imaginant être « dans les caravelles de l'Infant (n. : Henri le Navigateur) » ou « derrière les missionnaires, la Croix d'aplomb et le verbe fougueux », voire en observateur « [d]es grands Rois qui ont fait la Patrie » (p. XI). De l'admiration à l'éloge du passé médiéval et moderne, son cœur battant s'indignait devant « la chute des édifices traditionnels – défendus ici par des Monarques prévoyants – face aux souffles des idéologies de la révolte de la destruction » qui avaient conduit à la décadence, ciblant le XIX<sup>e</sup> siècle honni. Satisfait, il précisait que depuis peu, « la côte a de nouveau été gravie et les directions salvatrices sont revenues » soit depuis l'installation de la dictature (p. XI). Il concluait, vindicatif : « Pourquoi impose-t-on à l'historien l'obligation de s'enfermer dans une impassibilité absolue ? L'historien est un homme – un homme qui étudie, pondère, évoque, réfléchit, finit par voir et vivre

le passé » (p. XII). En conséquence, en soutenant que l'histoire était vivante, il entendait faire revivre le passé et refusait l'analyse froide ou bien la neutralité scientifique.

Par ailleurs, l'historien organique a longuement insisté, à l'image du gouvernement et des penseurs conservateurs portugais, sur sa profonde opposition à la vision des historiens du XIX<sup>e</sup> siècle, siècle de dévoiement comme quand il écrivait :

« Durant beaucoup de temps, on a écrit avec une passion contraire. [...] Avec une espèce de sadisme négativiste et démolisseur. [...] La vie d'une Nation qui devrait être expliquée à la lumière des Évangiles, des Itinéraires et des Chroniques – fut décrite à la lumière de la Déclaration des Droits de l'Homme et de la théorie du matérialisme historique. On a falsifié et corrompu le passé portugais ». (p. XIII)

L'opposition à la Révolution française et à la pensée marxiste est ici manifeste. Il était donc nécessaire de restaurer une vision nationaliste et d'extirper le Portugal des influences étrangères. Il reconnaissait cependant à Joaquim Pedro de Oliveira Martins, historien du siècle honni, des qualités voire « le succès » de son œuvre même si « le climat que l'œuvre reflétait était celui d'une époque de désespoir, d'ironie colérique, d'inversion des valeurs » (p. XV). Il espérait alors que surgirait « Un Oliveira Martins du Portugal renaissant ! » soit parfaitement intégré à la nouvelle phase nationaliste qui s'était ouverte avec la dictature (p. XV). Enfin il coupait court à toutes les critiques qui aurait pu lui reprocher son manque de rigueur ou bien son approche partisane en rappelant qu'il avait « l'intention de servir Dieu et la Patrie » (p. XVI).

Sans pouvoir être ici exhaustif, l'œuvre est dans son ensemble pétrie par un nationalisme constant. L'approche de la période contemporaine est éloquent à travers les titres de l'œuvre, ainsi à propos de la Révolution française, João Ameal résumait : « De mauvais vents viennent de France », comparant par ailleurs Bonaparte à Gengis Khan. (p.565). Le chapitre sur le XIX<sup>e</sup> siècle intitulé « Sous le signe de Caïn » puise dans la religion chrétienne une référence au fratricide pour souligner comment les tensions politiques du siècle étaient des crimes au sein d'une même famille, la nation portugaise. Les sous-parties sont aussi évocatrices : « Le Diable libéré », « Le Calvaire de la Légitimité », « La Patrie et les partis », « les Héros de l'Occupation », « Royauté et Démagogie ». Le XIX<sup>e</sup> siècle était donc présenté comme une période satanique, où la nation a été divisée par des partis politiques, argument régulièrement repris par les régimes autoritaires pour justifier le parti unique et où la monarchie a été en proie à des contestations jusqu'à son abolition. Il est à noter l'absence de la mention du terme « République » dans les titres, tant le rejet de João Ameal est profond et il préférait le passer sous silence.

Dans le dernier chapitre « Aujourd'hui et demain » et notamment à partir de la partie « La reconquête de l'ordre », le récit historique de João Ameal devient un écrit de

propagande<sup>104</sup>. Lorsqu'il faisait le récit du temps présent, la vision nationaliste de l'événement transparaît : « Le 28 mai 1926, une voix portugaise s'est élevée » (p.784). Toutefois, c'est surtout dans le portrait qu'il a dressé d'António de Oliveira Salazar que sa fascination pour le chef du gouvernement point. Le dictateur est décrit comme « une personnalité exceptionnelle », et comme le défenseur de « la nécessaire dictature du salut national » (p.787). Il fait de longues citations de discours de Salazar et ajoute : « Avec Salazar, le Portugal historique se réveille à nouveau et revient [...] Il est une figure dans la lignée des grands de l'Âge d'Or » (p. 796), puis face à la menace de la guerre civile espagnole António de Oliveira Salazar est « le paladin de l'honneur, et nous met dans le sillage de la Croisade » (p.797). L'avènement politique du dictateur relèverait presque de la parousie chrétienne tant l'enthousiasme de l'auteur est grand à l'égard du président du Conseil.

Il est aussi possible de s'appuyer sur un autre ouvrage de João Ameal écrit avec un deuxième historien organique, António Rodrigues Cavalheiro. Son titre indique une volonté de révision historique claire : *De Jean V à Michel I<sup>er</sup>, Erreurs de l'Histoire du Portugal*<sup>105</sup>. L'œuvre retrace l'histoire portugaise entre 1707 et 1834, marquée par les querelles entre l'absolutisme, les réformes des Lumières ainsi que les tensions entre les libéraux et les absolutistes durant le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. La première partie et la dernière ont été écrites par João Ameal et les deux intermédiaires par António Rodrigues Cavalheiro. Après avoir indiqué qu'ils reprenaient un projet inabouti d'António Sardinha, le maître à penser de l'Intégralisme lusitanien, les deux auteurs ont expliqué dans la préface intitulée « Quelques mots » l'intention de l'œuvre :

« Avant toute chose, il est opportun de rappeler – même si cela est bien connu de tous – que durant le XIX<sup>e</sup> siècle, après la longue période des guerres civiles, les représentants de la faction libérale victorieuse se livrèrent à une déformation systématique de notre Histoire. Les vaincus n'étaient pas seulement les soldats de D. Miguel mais surtout les principes fondamentaux de la Tradition portugaise, ses croyances, ses institutions, ses coutumes, ses vieilles gloires catholiques et monarchiques. Et l'offensive du libéralisme triomphant fut implacable ; elle fut – comme on dit maintenant – totalitaire. [...] Au final, il en résulté une version erronée du passé national, converti en une apologie tendancieuse des « réformateurs » étrangers (n. : le mot est *estrangeirados*, plus péjoratif que *estrangeiros*) de 1820, 1822, 1826 et 1834. [...] [Tous les problèmes de l'histoire], feront l'objet, si Dieu le veut, d'un ou plusieurs volumes, de modèle similaire à celui-ci, où nous chercherons à mettre en valeur les points névralgiques les plus discutés de l'Histoire du Portugal – et aider le public à voir clairement la vérité, qui pendant tant de temps lui a été occultée par la

---

<sup>104</sup> Pour une définition cadre de la propagande, voir Fabrice d'ALMEIDA, « Propagande, histoire d'un mot disgracié », dans *Mots. Les langages du politique*, juillet n° 69, 2002, pp. 137-148.

<sup>105</sup> João AMEAL, Rodrigues CAVALHEIRO, *de D. João V a D. Miguel, Erratas à História de Portugal*, Porto, Livraria Tavares Martins, 1939.

mauvaise foi ou la dénationalisation de tant de faux historiens des cent dernières années ».  
[p. XI à XV]

L'interprétation de l'histoire « des faux historiens » qu'il était nécessaire de corriger était donc une nouvelle fois celle du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Pour les auteurs, le libéralisme était l'idéologie de tous les maux et il était même comparé au totalitarisme afin de surprendre le lectorat tout en détournant un terme utilisé par les opposants à la dictature pour caractériser le régime. En désignant le libéralisme comme un totalitarisme, les deux historiens retournaient l'argumentaire des critiques du régime autoritaire contre eux. Précisons que les années évoquées étaient celles des mouvements libéraux, influencés par la charbonnerie et la franc-maçonnerie<sup>106</sup>, et qui se sont concrétisés dans les années 1820 par des luttes intenses en péninsule Ibérique<sup>107</sup>. De plus, alors que l'essentiel de la communauté historique voyait dans le siècle écoulé celui de la naissance d'une discipline ancrée dans des pratiques et des méthodes fixées et appliquées scrupuleusement, les historiens organiques l'observaient selon une perspective politique. L'influence d'idéologies venues de l'étranger aurait causé un dévoiement du cours de l'histoire portugaise et de sa mise en récit. Pour les auteurs, l'histoire des « vrais historiens » qu'ils incarnaient devait donc permettre de renationaliser le peuple portugais et lui montrant les errements de l'histoire afin de retrouver la bonne voie.

Quelques exemples permettent de corroborer la perspective nationaliste des auteurs au sein de l'œuvre. En effet, dans la partie écrite par António Rodrigues Cavalheiro, un chapitre est intitulé « Gomes Freire, mauvais Portugais et mauvais soldat » avec, entre autres, des sous-titres comme : « Comparé à Robespierre » ; « un soldat qui ne sait pas obéir et se taire ». Le discrédit du personnage historique, fervent partisan du libéralisme et soutien de Napoléon durant les invasions françaises du Portugal est entier. Dans le chapitre qui lui est consacré, Gomes Freire de Andrade est d'emblée discrédité :

« Gomes Freire de Andrade n'est pas né au Portugal. C'est un détail de la plus haute importance pour comprendre son exacte personnalité. Éduqué à Vienne dans un milieu franchement cosmopolite, où l'on réfléchissait à toutes les tendances déracineuses (n. : *desenraizadoras*) [...]. Par la ligne maternelle, un sang étranger s'était déjà infiltré, dont il ne s'est jamais libéré de son action néfaste ». (p.129)

Ainsi, la perspective nationaliste de l'histoire est clairement perceptible car tout ce qui venait de l'étranger était à rejeter et seule la pureté du sang portugais garantissait une bonne

---

<sup>106</sup> Sur la charbonnerie et la franc-maçonnerie au Portugal, voir le repère « République ».

<sup>107</sup> Pour l'Espagne, il est possible de consulter Irène CASTELLS OLIVAN, « Le libéralisme insurrectionnel espagnol (1814-1830) », dans *Annales historiques de la Révolution française*, n° 336, 2004, pp. 221-233 et pour le Portugal l'entrée « libéralisme » du dictionnaire Porto Editora : [https://www.infopedia.pt/\\$liberalismo-em-portugal?uri=portugues-frances/Liberalismo](https://www.infopedia.pt/$liberalismo-em-portugal?uri=portugues-frances/Liberalismo), consulté le 7 août 2021.

compréhension du sens de l'histoire du Portugal, enracinée dans la foi chrétienne et dans le respect de la tradition. Enfin, dans la dernière partie intitulée « fratricide » écrite par João Ameal, soulignant l'idée d'une guerre civile au Portugal, les sous-titres sont : « le véritable profil du roi Michel 1<sup>er</sup> » puis « la Terreur libérale ». En conséquence, en plus de rejeter l'idéologie libérale, João Ameal affirmait dresser le vrai portrait du roi, par opposition aux autres portraits écrits par les libéraux.

En somme, les historiens organiques ont participé à l'entreprise de valorisation du passé national dans le sillage de la rhétorique dictatoriale et le pouvoir l'attendait d'eux. Ainsi, dans un discours prononcé par António Ferro à la radio nationale intitulé « L'époque de Salazar », le directeur du SPN insistait :

« Ces écrivains qui servent le régime, ou bien qui feignent de l'ignorer, sont tous, au final, des aides, des appuis, même sans s'en rendre compte, en faveur de l'heure de la rénovation que nous sommes en train de vivre, pour notre indiscutable renaissance spirituelle, par l'impulsion exaltante de la nation en marche. [...] Quand on parle, par exemple, de groupes d'écrivains et d'artistes qui ont projeté, dans l'histoire, le siècle de Louis XIV, personne ne se préoccupe de savoir si certains d'entre eux étaient personnellement en faveur ou en défaveur du roi. À la marge ou au-dessus de leurs idées, ils ont finalement tous fait partie intégrante de cette époque et ont contribué, à travers les siècles, à la gloire de Louis XIV et de son règne<sup>108</sup> ». [27 avril 1943]

D'après António Ferro, le pouvoir comptait sur les historiens favorables au régime pour accroître le prestige de l'*Estado Novo*. Il prenait leur défense en avançant l'argument qu'à des siècles de distance, la réception dans l'imaginaire collectif des grands personnages historiques occultait le positionnement des auteurs pour ne conserver que le prestige, décrédibilisant la recherche d'une forme d'objectivité des écrivains. De plus, derrière l'exemple de la figure de Louis XIV mobilisée par António Ferro se cachait celle d'António de Oliveira Salazar et les historiens ne devaient donc pas rougir de chanter les louanges du chef du gouvernement portugais promis à un grand avenir, selon le directeur du SPN.

Si la majorité de la population ne savait toujours pas lire en 1930<sup>109</sup> et qu'il est donc difficile de rendre compte du degré de réception des écrits des historiens organiques au sein de la population, ils avaient dans tous les cas la ferme intention de défendre une certaine vision de l'histoire et d'encourager la fierté patriotique, rappelant l'imbrication entre le pouvoir et le savoir sur les questions nationales. Le nationalisme a été analysé par Eric Hobsbawm dans

---

<sup>108</sup> António FERRO, *Prémios Literários (1934-1947)*, Lisbonne, Edições SNI, 1950, pages 140 et 141.

<sup>109</sup> Voir la [Figure 92] du repère « Portugal : une puissance pauvre ».



*Nations et nationalismes depuis 1780*<sup>110</sup>. L'historien britannique a mis en évidence le caractère récent du nationalisme, daté de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et affirmé : « Ce ne sont pas les nations qui font les États et le nationalisme, c'est l'inverse<sup>111</sup> ». Les structures étatiques ont donc créé artificiellement des nations, notion par ailleurs floue, où les critères de convergence ont pu varier voire être inventés, que ce soit l'histoire, la langue, la religion. La réception et l'appropriation par les « personnes ordinaires » du concept de nation doivent par ailleurs être croisées avec d'autres formes d'identification et peuvent changer très rapidement notamment à travers la diffusion de travaux historiques s'appropriant la grille de lecture nationale<sup>112</sup>.

La question de la nation a été centrale dans l'historiographie contemporaine portugaise. Elle s'est focalisée sur les raisons de l'autonomisation d'une partie de la péninsule Ibérique, alors que les régionalismes basques et catalans ne sont pas parvenus à devenir des États indépendants. Inaltérable aux yeux du pouvoir, l'indépendance du Portugal a été perçue comme un accident politique par les historiens libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle, vision à laquelle se sont opposés les historiens organiques. Pour ces derniers, la nation était vitale. Toutefois, n'ont-ils pas eu un amour trop grand de la patrie ? Comme l'a remarqué Henri-Irénée Marrou, l'histoire peut devenir « un jeu de masques dans le magasin aux accessoires des comédiens de la Propagande<sup>113</sup> ». En effet, selon le point de vue, l'historienne ou l'historien peut, par la sélection qu'il fait des sources, tordre l'argumentation dans un sens ou dans l'autre<sup>114</sup>. La plasticité de chaque événement est révélée par les différentes interprétations de chacune ou chacun. Condamnée dans un discours d'António de Oliveira Salazar précédemment analysé, la pluralité et la richesse des interprétations est pourtant une caractéristique de l'écriture de l'histoire tant que l'objectif de véracité est conservé.

Pour autant, les historiens organiques étaient-ils dans le faux ? Lorsque Roger Chartier a mis en garde contre le relativisme ouvert par les questionnements de Hayden White, il remarquait : « abandonner cette intention de vérité, peut-être démesurée mais sûrement fondatrice,

---

<sup>110</sup> Eric HOBBSBAWM, *Nations and Nationalism since 1780, Programme, Myth, Reality*, Cambridge, University Press, 1990. Il a été traduit en français par Dominic Peters et publié chez Gallimard en 1992.

<sup>111</sup> « Nations do not make states and nationalism but the other way round », Eric HOBBSBAWM, *Nations and Nationalism since 1780, Programme, Myth, Reality*, Cambridge, University Press, 1990, p. 10.

<sup>112</sup> Eric HOBBSBAWM, *op. cit.*, p.11.

<sup>113</sup> Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, p.12.

<sup>114</sup> Il a donné un exemple permettant de saisir la variété des interprétations : « Ainsi sous Pétain : vouliez-vous exalter la soi-disant “ Révolution nationale ” (ou vous moquer sans danger du pouvoir : Thrasybule étant un nom qui prête à sourire) ? Il suffisait d'invoquer Thrasybule et le redressement d'Athènes après sa défaite de 404 ; honnir au contraire le régime hypocrite qui s'installait sous l'œil complaisant du vainqueur ? Alors nous parlions de la tyrannie des Trente et de l'infamie des “ oligarques ”. C'est rabaisser les rhéteurs de l'Antiquité (un recueil d'*exempla* à l'usage de l'orateur en mal de copie) : la facilité de l'opération la vide de tout sérieux ». Henri-Irénée MARROU, *op. cit.*, p.13.

serait laisser le champ libre à toutes les falsifications, à tous les faussaires qui, parce qu'ils trahissent la connaissance, blessent la mémoire. Aux historiens, en faisant leur métier d'être vigilants<sup>115</sup> ». Partant, il est nécessaire de se demander si les historiens organiques ont franchi la ligne rouge de l'intention de vérité fixée par l'historien. Comme nous l'avons vu, ils ne mettaient pas en question la scientificité de l'histoire et par ailleurs ils se revendiquaient comme des historiens malgré l'hostilité d'une partie des historiens à les considérer comme tels. Ils affirmaient employer les mêmes méthodes que les historiens de formation et la question de la vérité agitait leur travaux. Par exemple, dans *Erreurs de l'Histoire du Portugal*, João Ameal et António Rodrigues Cavalheiro insistaient sur leur objectif :

« Traiter de certaines *questions discutées* (n. : en italique) de notre passé à la lumière du plus ferme critère objectif et au service des plus claires intentions de rectification historique. [...] Nous sommes sincèrement persuadés qu'ainsi nous réalisons deux incontestables devoirs : honorer la mémoire et l'exemple de l'auteur d'*Au commencement était le verbe*<sup>116</sup> ; contribuer, à la mesure de nos moyens, au nécessaire rétablissement de la vérité, tant de fois cachée ou offensée. » (p. X)

Ainsi, l'objectivité fondatrice de l'écriture de l'histoire était ici convoquée afin de rectifier l'histoire au nom de la vérité<sup>117</sup>. Les deux historiens étaient donc persuadés d'écrire la vérité jusque-là dévoyée par les autres historiens influencées par des idées fausses. Pour eux, les fondements de l'histoire de la nation portugaise ne mentaient pas, contrairement aux idéologies pensées comme extérieures au Portugal tel le libéralisme. L'histoire qu'ils écrivaient reprenait en quelque sorte l'intention fondamentale de la démarche historique soit la recherche de la vérité, mais il s'agissait d'une vérité enserrée dans la nation et la tradition, qui n'étaient pas pour eux contestable. Ainsi, João Ameal, affirmait dans *Histoire du Portugal* :

« Si on nous accuse de nous être parfois prononcés avec une certaine véhémence, nous répondrions qu'il nous était impossible de rester indifférent à notre propre Histoire. Nous répondrions que nous avons toujours pris le parti du Portugal fort, grand et libre – contre ce que ou ceux qui minaient ses forces, lui compromettaient sa grandeur, lui diminuaient sa liberté. Comme critiquer – historien c'est juger. Au nom d'un point de vue personnel ? Non. Au nom de principes, supérieurs à celui qui écrit comme sur tout ce qu'il écrit – au nom des vérités universelles et éternelles dont les Portugais ont su être les apôtres insurpassables – au nom des lois et des équilibres politiques, de l'harmonie sociale, de la stabilité et de la joie collective, avec l'expérience qu'une longue vie en commun a définie. Ce n'est pas pour cela que nous nous sommes éloignés de la rigueur substantielle qui doit documenter les travaux historiques ». (p. XII)

---

<sup>115</sup> Roger CHARTIER, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et incertitudes*, Paris, Albin Michel, 1998, p.123.

<sup>116</sup> Il s'agit d'António Sardinha, leur livre était la concrétisation d'un projet comme mentionné auparavant.

<sup>117</sup> Les deux ouvrages de cette sous-partie ont été publiés aux éditions de la librairie « Tavares Martins » et font partie de la collection de révision historique lancée par Alfredo Pimenta (Alfredo PIMENTA, *D. João III*, Porto, Livraria Tavares Martins, 1936), œuvre analysée dans le I)1) du chapitre 5.

En conséquence, persuadé d'agir rigoureusement, les historiens organiques tout en se présentant comme objectifs n'hésitaient pas à juger l'histoire car ils considéraient qu'elle avait jusqu'à été jugée par les autres historiens. Ils proposaient une focale alternative pour percevoir la grandeur de la nation portugaise. Les historiens organiques entendaient donc participer à la quête de la vérité historique, en suivant leur propre méthode et selon des critères patriotiques, en adéquation avec la ligne politique défendue par le régime. Ils étaient donc caractérisés par l'imbrication de plusieurs de leurs facettes dans leur écriture à l'image de ce qu'António Maria da Silva Pinto a observé pour João Ameal :

« Ameal, plus qu'un historien, fut sans doute, un idéologue, un idéologue qui a fait de l'Histoire. Sa vie, sa doctrine, son histoire sont un ensemble homogène. On ne peut comprendre l'homme sans connaître le penseur ; on ne peut comprendre son Histoire sans tenir compte des valeurs qui ont guidé sa doctrine et sa vie publique. On ne peut cependant pas connaître le penseur, l'historien, l'homme public sans connaître l'époque qui l'a engendré. Il y a donc une cohérence entre les idées défendues par Ameal et sa façon d'écrire l'Histoire ou les récits de personnages et d'événements passés<sup>118</sup>. »

L'historien, le citoyen, l'idéologue se mêlaient dans leurs écrits. Le trop plein d'humanité et de vie a-t-il détourné les historiens organiques des fondements de l'histoire ? Sans doute, mais ils n'en restaient pas moins convaincus d'être des historiens.

Pour autant, les autres historiens ont porté un regard critique sur leurs œuvres. Les historiens en opposition ont perçu très défavorablement leurs travaux et ont pu prendre la plume pour tenter de lutter contre leurs arguments. Par exemple, Duarte Leite s'est fermement opposé à la vision qu'Idalino da Costa Brochado a développé dans son livre *Henri le Navigateur*<sup>119</sup> : la polémique n'a pas été « seulement historiographique, mais idéologique, car Duarte Leite avait été une des personnalités les plus importantes de la Première République et à cette époque l'historiographie était aussi une arme de combat, de la "Situation" et de l'"opposition"<sup>120</sup> ». Toutefois, force est de constater que la polémique s'est produite en partie dans la revue *Seara Nova*, une des principales revues de l'opposition. Quoiqu'électrique, le dialogue était donc possible. Mais le dédain pouvait aussi être exprimé. Par exemple, dans un article intitulé « l'obscurantisme Salazariste VI encore la recherche scientifique », Joaquim Barradas de Carvalho a dressé un portrait peu élogieux de João Ameal :

« Occupons-nous aujourd'hui d'un éminent historien salazariste : le Dr. João Ameal, auteur, parmi d'autres travaux, d'une Histoire du Portugal. Le Dr. João Ameal, au contraire

---

<sup>118</sup> Antonieta Maria da Silva PINTO, « Um Ideólogo no Estado Novo : João Ameal, Historiador », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 17, 1995, pp. 125-165.

<sup>119</sup> Idalino da Costa Brochado, *Infante D. Henrique*, Lisbonne, Império, 1942.

<sup>120</sup> Luís Reis TORRAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 2, p. 106.

de Vitorino Magalhães Godinho, n'est pas poursuivi par le régime salazariste. Il est bien au contraire, un protégé du régime. On se rappelle de lui car il a reçu, dans le "Diário das Noticias" du 18 décembre, de l'Amiral Américo Tomás, qui exerce actuellement la fonction de chef de l'État, une décoration au Secrétariat National de l'Information (SNI), et a été nommé au rang de Grand Officier de l'Ordre du Christ. Dans le sage organe officieux du Gouvernement salazariste, on peut trouver les mots d'un discours du Dr. Moreira Baptista, Secrétaire national de l'Information, où il qualifie le Dr. João Ameal d'historien qui "honore la Patrie", "car personne n'est étranger à son travail constructif, tenace, fécond et patriotique" [...] Le Dr. João Ameal est – comment ne pourrait-il pas en faire partie – membre de l'Académie Portugaise d'Histoire et son *Histoire du Portugal* obtint, on s'en serait douté, à l'unanimité, le prix Alexandre Herculano, donné par le SNI. Le Dr. João Ameal est, en compagnie de Costa Brochada, une espèce d'historien officiel du régime salazariste. Mais ne soyons pas trop surpris par les comiques bêtises de cet intellectuel qui "honore la patrie"<sup>121</sup> » [mars 1965]

Joaquim Barradas de Carvalho dressait un portrait à charge contre João Ameal. Tout au long de l'article, il cherchait à décrédibiliser le travail de João Ameal, mettant en avant l'ensemble des liens avec le pouvoir en évoquant l'APH, le SNI et les récompenses reçues comme le prix du SPN ainsi que le titre de « Grand Officier de l'Ordre du Christ ». L'ironie est régulièrement perceptible par l'utilisation d'adjectifs mélioratifs pour décrire les hommages publics reçus par l'historien. Alors que Vitorino Magalhães Godinho avait été exclu de l'université de Lisbonne, il entendait en faire l'exemple de l'historien diamétralement opposé en choisissant un historien organique « protégé du régime ». Cependant, en le désignant comme un historien, certes en ajoutant des adjectifs comme « salazariste » ou « officiel », il ne lui ôtait pas cette qualité.

De plus, les historiens accommodés ne s'appuient presque jamais sur les travaux des historiens organiques. Ainsi, en exceptant Alfredo Pimenta dont la proximité avec les historiens organiques a déjà été montrée, au regard des ouvrages consultés pour analyser la production historiographique des historiens accommodés, seule une mention a été trouvée<sup>122</sup>. Sans prétendre à l'exhaustivité, d'autres indices témoignent d'un enthousiasme modéré de la part des historiens accommodés. Par exemple, dans l'*Histoire du Portugal* de Damião Peres, alors que des historiens en opposition sont invités à contribuer, aucun nom d'historien organique n'est identifiable. Il en est de même pour l'*Histoire de l'Expansion Portugaise dans le Monde* où aucun des historiens organiques n'a été invité alors que plus de cinquante personnes ont été appelées à contribuer, qu'elles fussent liées aux groupes en opposition ou bien proches du régime. Il y avait donc comme une forme d'exclusion du champ scientifique aussi bien de la part des historiens en opposition que des historiens accommodés. Ainsi, alors que les historiens en

---

<sup>121</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P :79, NT : 6958, feuille 336, n° 92 de la revue *Portugal Democrático*.

<sup>122</sup> Le livre *Maria I* de Caetano Beirão est cité dans Luís António de Oliveira RAMOS, *O Cardeal Saraiva*, Porto, Faculdade de Letras, 1972, p. 328. Toutefois, certains n'ont pas de bibliographie apparente et je n'ai donc pas parcouru l'ensemble des pages, il est possible que d'autres citations aient été faites.

opposition étaient marginalisés par le pouvoir, il semble fondé d'affirmer que les historiens organiques aient été marginalisés par le reste de la communauté historique.

\*

\* \*

Les historiens organiques ont fait le choix de mettre leur savoir au service du pouvoir. Enthousiasmés par la rupture dictatoriale avec la République, ils ont participé activement à la vie politique du régime autoritaire. En rétribution de leur engagement, ils ont reçu des récompenses publiques comme les prix du SPN/SNI mais aussi participé à des célébrations publiques. Toutefois, leur faible nombre rappelle les réticences d'une partie du champ du savoir à soutenir sans condition la politique du gouvernement. De plus, ils s'écartaient du parcours des autres historiens et ils n'ont pas obtenu de postes pérennes au sein de l'Université portugaise.

Dans ce groupe restreint, la verticalité du pouvoir sur le savoir a été substituée par une horizontalité : un dialogue fructueux s'y est noué. En effet, le regard du pouvoir sur l'histoire et celui des historiens organiques étaient similaires. Elle devait exalter la nation indépendante et rendre les Portugaises et les Portugais fiers de leurs religion et des conquêtes impériales. Les historiens organiques ont donc eu le souci de rectifier le passé selon la grille de lecture du pouvoir, et de le débarrasser des idées libérales des historiens du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, ils ont été isolés au sein de la communauté historique. Marginaux au sein de la communauté historique, centraux pour l'*Estado Novo*, ils ont pâti de leur compromission tout en étant persuadés de défendre le pays qu'ils aimaient – trop peut-être.

Après avoir étudié les historiens au service du pouvoir, l'analyse des historiens accommodés permet de montrer les choix intermédiaires qu'ils ont incarnés. En effet, entre adhésion et distanciation, la recherche d'un point d'équilibre a été structurante dans le positionnement du groupe majoritaire au sein de la communauté historique.

## II) Faire avec. Le choix de l'acceptation et de l'accommodement

Les historiens accommodés sont au nombre de 135 scientifiques et représentent 71% de l'ensemble de la communauté historique considérée dans cette recherche. Ils correspondent à la zone grise, entre l'asservissement au pouvoir d'un côté et le rejet de l'autre. Ils ont accepté la nouvelle situation politique et s'en sont accommodés. Dès lors, les historiennes et les historiens accommodés ont poursuivi leur vie mais aussi leur travail et se sont adaptés aux nouvelles conditions fixées par le pouvoir autoritaire. Universitaires ou non, le groupe majoritaire a donc continué d'écrire de l'histoire, de chercher à publier et de diffuser le savoir historique. Est-ce pour autant une majorité silencieuse ? Dans la mesure où la notion d'accommodement, avec Sonia Combe, « nous semble s'opérer à partir de la question du *choix*<sup>123</sup> », il est primordial de mettre en évidence les différents choix effectués par le groupe majoritaire. Comme l'a remarqué Philippe Burrin dans le cadre du régime de Vichy : « personne ne fut dispensé d'un choix<sup>124</sup> ».

En effet, au sein des historiens accommodés, les tiraillements étaient constants et les choix quelque peu élastiques en fonction de la situation comme observé par Luc Rassin : « Entre l'emprise totalitaire qui vise au contrôle de toutes les sphères de la société et la révolte ouverte, il y a toute la *zone grise* des comportements quotidiens, de la vie de tous les jours, où se négocient constamment les adhésions, les accommodements et les refus<sup>125</sup> ». Ainsi, les formes d'opportunisme, l'affirmation de convictions profondément favorables au pouvoir, l'« accommodation de nécessité, de moindre mal, qui se paie souvent de compromis, dont il n'est pas toujours aisé de déterminer quand ils deviennent compromission<sup>126</sup> », les réactions de corps contre l'ingérence du pouvoir, voire le recours à des « stratégies d'évitement<sup>127</sup> » s'imbriquaient voire entraient en conflit dans le quotidien des historiennes et des historiens. De fait, nous le verrons, certaines et certains n'ont pas hésité à prendre la parole ou bien la plume pour défendre certains aspects de la dictature, régime qu'ils estimaient tout en revendiquant leur autonomie voire pouvant parfois être amenés à le critiquer. L'ampleur numérique du groupe et la variété des comportements individuels laissent donc place à une fluidité constante, à l'impossibilité de catégoriser et rend bancal toute taxinomie rigide.

---

<sup>123</sup> Sonia COMBE, « Usages et mésusages du concept de zone grise dans l'historiographie post-communiste de l'expérience soviétique » dans Philippe MESNARD et Yannis THANASSEKOS, *La zone grise entre accommodement et collaboration*, Paris, Kime, 2010, pp. 219-233.

<sup>124</sup> Philippe BURRIN, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995, p. 10.

<sup>125</sup> Luc RASSON, *l'Écrivain et le Dictateur*, Paris, Imago, 2008, p. 11 et 12.

<sup>126</sup> Philippe BURRIN, *op. cit.*, p. 8.

<sup>127</sup> Sonia Combe a observé l'évitement des intellectuels académiques en Allemagne de l'Est (Sonia COMBE, *Une société sous surveillance, Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 183).

Pour autant, comment les historiens accommodés ont-ils accepté la situation autoritaire ? Au-delà de leurs convictions politiques qui ont pu faciliter la coopération avec le régime, des pratiques quotidiennes ont pu faciliter l'accommodement. Empruntée au dogme islamique, la notion de « ketman » en perse ou « taqiya » en arabe, signifie « dissimulation » et a été diffusée en Europe par Arthur de Gobineau. Diplomate et homme politique au succès littéraire inégal, il est surtout connu pour ses *Essais sur l'inégalité des races humaines*. Il a cependant été un passeur de la culture perse en France car il maîtrisait la langue<sup>128</sup>. Il définissait le ketman de la sorte :

« Le Ketmân enorgueillit celui qui le met en pratique. Un croyant se hausse, par ce fait, en état permanent de supériorité sur celui qu'il trompe, et fût ce dernier un ministre ou un roi puissant, n'importe ; pour l'homme qui emploie le Ketmân à son égard, il est, avant tout, un misérable aveugle auquel on ferme la droite voie, qui ne la soupçonne pas ; tandis que vous, déguenillé et mourant de faim, tremblant extérieurement aux pieds de la force abusée, vos yeux sont plein de lumière ; vous marchez dans la clarté devant vos ennemis. C'est un être inintelligent que vous bafouez ; c'est une bête dangereuse que vous désarmez. Que de jouissances à la fois<sup>129</sup> ! »

Avec le « ketman », il y avait donc un partage entre le moi public et le moi privé. En société, l'essentiel étant de s'agenouiller devant la foi officielle, tout en se ménageant son jardin secret, afin de préserver ses propres valeurs. Dans le cadre de la réflexion sur les effets des régimes autoritaires et totalitaires sur la société, elle a été réinvestie par Miłosz Czesław. Ayant lui-même participé au processus, il « l'aborde sans jugement hâtif, considérant toujours la part de séduction, la part de contrainte, le désarroi, les tensions intérieures, les formes de résistances passives à l'œuvre dans l'instrumentalisation des écrivains polonais de son époque<sup>130</sup> ». Ainsi, dans son livre *La pensée captive* publié en 1953, il décrivait la situation des intellectuels dans les démocraties populaires, qu'il avait lui-même vécue. Il percevait le ketman comme l'unique possibilité d'une « réalisation de soi contre l'obstacle<sup>131</sup> ». Il est alors question de voir si les historiens accommodés ont eux aussi su dissimuler leurs intentions.

L'objectif de cette partie est donc de montrer l'étendue des attitudes intermédiaires. Tout d'abord, l'étude portera sur les manifestations de l'adhésion des historiens accommodés à la situation autoritaire, signe d'une acceptation et même d'une promotion de la politique

---

<sup>128</sup> Jean GAULMIER, « GOBINEAU, Joseph Arthur de (1816-1882) », dans *Encyclopædia Universalis* : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/joseph-arthur-de-gobineau/>, consulté le 8 août 2021.

<sup>129</sup> Arthur de GOBINEAU, *Les religions et les philosophes dans l'Asie centrale*, Paris, Didier et Compagnie, 1866, pages 15 et 16. Dans les pages suivantes, il a donné d'autres illustrations de la notion. J'ai respecté dans la citation la graphie mais dans le corps du texte, je reprendrai « ketman » sans majuscules ni accentuation.

<sup>130</sup> Alexandre DUCLOS, « Lecture critique de *La pensée captive* », dans *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], n° 17, Juillet 2010

<sup>131</sup> Czesław MIŁOSZ, *La pensée captive. Essai sur les logocraties populaires*, Paris, Gallimard, 1988, p.113.

gouvernementale. Ensuite, la recherche analysera les différentes pratiques corroborant l'idée d'un nécessairement distancement par rapport au pouvoir dictatorial.

## 1) Une coopération assumée : les formes de l'engagement des historiens accommodés

L'acceptation de la situation politique était un élément partagé par l'ensemble des historiens accommodés. Elle a pu devenir une complicité voire un engagement afin de défendre des convictions politiques qui s'alignaient avec celles du pouvoir. L'enjeu est dès lors de présenter les différentes manifestations de la complicité d'une partie des historiens, révélatrices des ramifications existantes entre le champ du savoir et le celui du pouvoir. Parfois ponctuelle, d'autres fois régulière, la coopération avec le régime autoritaire a pu faire partie du quotidien des historiens accommodés.

Des historiens accommodés n'ont pas caché leur soutien voire leur admiration envers le régime autoritaire. Leurs louanges à l'action du gouvernement n'étaient pas un déploiement habile du *ketman* mais davantage une sincère adhésion à la politique menée par le pouvoir. La correspondance d'Alfredo Pimenta avec António de Oliveira Salazar en est l'illustration. L'historien de la génération de la République était de quelques années plus âgées que le dictateur<sup>132</sup>. D'abord républicain de tendance nationaliste puis monarchiste de 1915 jusqu'à son dernier souffle en 1950, Alfredo Pimenta a été un des piliers de l'Intégralisme lusitanien et était particulièrement écouté dans les milieux de la droite conservatrice, comme évoqué précédemment. Sa correspondance avec António de Oliveira Salazar a été publiée et dans la préface, Manuel Braga da Cruz a relevé sa taille considérable :

« [Elle] est l'une des plus étendues parmi la correspondance privée connue de Salazar, révélant ainsi la considération et le respect accordés par le président du Conseil à Alfredo Pimenta, l'intellectuel brillant et irrévérencieux. Des sentiments que l'historien a également retournés au leader politique de l'*Estado Novo*, de manière encore plus catégorique<sup>133</sup>. »

Le dictateur et l'historien s'estimaient mutuellement et une analyse des formules de politesse employées le confirme. Ils ne se sont pour autant jamais tutoyés, mais l'usage était rarissime dans les milieux intellectuels portugais<sup>134</sup>. Au contraire, chaque lettre est une manifestation de la haute considération

---

<sup>132</sup> Une courte biographie de l'historien est faite dans le 1)1) du chapitre 5, lors de l'analyse de son œuvre.

<sup>133</sup> Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, p. 5.

<sup>134</sup> L'un des rares cas observé au cours de cette recherche est la correspondance entre Óscar Lopes et António José Saraiva, qui étaient tous les deux des historiens en opposition (voir Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004). Y compris au sein des historiens en



mutuelle par la multiplication dans les formules d'appel comme : « Excellentissime Monsieur le Docteur » de la part d'António de Oliveira Salazar dans chacune des lettres et : « Excellentissime Monsieur le Président du Conseil » pour Alfredo Pimenta. Le rappel constant des titres de chacun était une forme de reconnaissance de leur autorité symbolique. Il en est de même dans les formules de politesse qui multiplient les adjectifs et les formulations respectueuses. Par exemple António de Oliveira Salazar utilisait : « Avec toute la considération de Votre Excellence, Très attentif, Votre Obligé<sup>135</sup> », alors qu'Alfredo Pimenta disposait : « Très reconnaissant de Votre Excellence, le vain Ami et Admirateur<sup>136</sup> ». Dès lors, chaque échange offrait l'opportunité de rendre hommage au prestige de l'autre.

Certaines remarques mettent aussi en évidence leur proximité. Tout d'abord, Alfredo Pimenta révélait au dictateur les critiques quant à sa proximité : « On m'accuse, au coin des rues et dans les réunions politiques, de trois énormes crimes qui me conduiront à la violence ou à une balle dans la nuque, si Dieu ne me prend pas d'abord : celui d'être monarchiste ; celui d'être germanophile ; et celui d'être un ami de Votre Excellence<sup>137</sup> ! ». Pimenta se présentait comme tel et en soulignait – sans doute en les exagérant – les risques encourus. De plus, Alfredo Pimenta relevait l'unité de leurs destins notamment concernant la politique : « Serviteurs, tous les deux, de la Nation, Votre Excellence comme gouvernant, moi, comme endoctrineur politique<sup>138</sup> ». Ensuite, António de Oliveira Salazar se permettait aussi des observations : « Comme l'écriture de Votre Excellence est très mauvaise, ma secrétaire copie votre prose patiemment à la machine pour que je gagne du temps pour [la] lire<sup>139</sup> ». Il fallait être certain de l'admiration d'Alfredo Pimenta pour faire ce type de critique à une personnalité si haute en couleur et à-même de prendre la plume ou bien d'écrire des livres contre ceux qui le critiquaient. En retour, quand António de Oliveira Salazar l'a félicité pour un article critiquant un livre de l'historien en opposition António Sérgio<sup>140</sup>, Alfredo Pimenta exultait sans retenue :

« Votre Excellence, [...] aucun de vos éloges n'a jamais pénétré si profondément dans mon cœur : car s'il vient d'un Esprit élevé, il vient aussi de celui qui, pendant des années, a porté sur ses épaules les responsabilités et les devoirs du Chef suprême du Pays. Je vous baise les mains pour le bien que vous avez fait<sup>141</sup> ! » [2 avril 1941]

---

opposition, dont il aurait été envisageable que la camaraderie communiste favorisât le tutoiement, il restait très exceptionnel.

<sup>135</sup> Lettre du 21 novembre 1937 écrite par António de Oliveira Salazar à Alfredo Pimenta, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, p. 55. J'abrègerai dans les notes suivantes António de Oliveira Salazar par AOS et Alfredo Pimenta par AP.

<sup>136</sup> Lettre du 28 juin 1940 d'AP à AOS, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, pp. 109-110.

<sup>137</sup> Lettre du 19 avril 1948, d'AP à AOS, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, pp. 337-338.

<sup>138</sup> Lettre du 18 avril 1940, d'AP à AOS, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, pp. 103-104.

<sup>139</sup> Lettre du 18 septembre 1939 écrite par AOS à AP, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, p. 86.

<sup>140</sup> Il s'agit d'*Histoire du Portugal* publié en 1941, un des rares livres d'histoire qui a été interdit. Voir la [Figure 81] du chapitre 6.

<sup>141</sup> Lettre d'AP à AOS, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, pp. 138-139.

L'aval de l'homme fort du régime portugais était donc pour Alfredo Pimenta un motif d'immense joie et la reconnaissance d'une lutte conjointe contre les idées des opposants.

Outre les manifestations d'une estime réciproque, les remarques pouvaient aussi investir les domaines d'expertise de chacun. Il est par exemple possible de s'appuyer sur une lettre pour le moins surprenante où après avoir relu le manuscrit d'un livre d'Alfredo Pimenta, António de Oliveira Salazar remarquait :

« Il ne m'a pas semblé qu'on pouvait ou devait l'empêcher de circuler, mais pour moi personnellement, pour le gouvernement, pour le pays et pour Votre Excellence, j'aurais préféré : a) l'élimination de tous les passages ou références reflétant un soupçon d'hostilité qui vous éloigne du sérieux de l'historien (par exemple : plusieurs fois il est écrit - notre amie l'Angleterre, etc.) b) que, soit dans le Prologue, soit à la Fin, vous renforciez votre thèse selon laquelle il s'agit seulement d'un travail historique, réalisé uniquement pour élucider la vérité historique, en faisant référence au fait que, sous l'aspect politique, la question doit être considérée comme réglée [...]. C'est ce que j'ai voulu dire et demandé dans la lettre d'aujourd'hui annoncée dans ma carte, pensant que nous serions dans les temps pour des corrections et des ajouts aussi mineurs<sup>142</sup>. » [14 janvier 1941]

Le chef du gouvernement demandait donc à Alfredo Pimenta de ne pas oublier les fondamentaux de la méthode historique et d'être un historien plus rigoureux en s'abstenant de jugements hâtifs. Il lui conseillait de prendre garde à ne pas faire de considérations politiques et de se cantonner au champ de l'histoire. Par ailleurs la formulation « nous serions » montre l'implication du dictateur dans la relecture tout comme dans la publication du texte écrit par Alfredo Pimenta. Mais si le pouvoir pouvait conseiller le savoir, le savoir n'hésitait pas à le faire aussi. En effet, en retour Alfredo Pimenta se permettait de pointer les insuffisances du gouvernement et entendait influencer et encourager à davantage de fermeté dans les décisions prises par António de Oliveira Salazar. Par exemple, quelques semaines après le commencement de la guerre civile espagnole et alors que le gouvernement portugais se crispait, craignant une contagion révolutionnaire, Alfredo Pimenta poussait le dictateur à des réactions énergiques :

« Malheureusement, ce n'était rien de plus qu'un discours. Le repositionnement du Crucifix, qui dans l'Espagne dominée par l'armée, a été fait en 48 heures - avec toute la signification liturgique – dans notre cas, ce ne fut qu'un geste symbolique ! Le livre unique de l'histoire du Portugal ? Nous sommes à 15 jours de l'ouverture des classes, et rien n'a été décidé, car il semble qu'il n'y ait qu'un seul livre, le mien, et que de fortes influences se manifestent pour que ce livre ne soit pas adopté. Pour les livres de lecture, convenablement élaborés. Rien. Le personnel enseignant est pratiquement dans son intégralité, très mauvais. Et c'est à lui qu'est confiée la nouvelle formation de l'esprit de la Nation ? [...] Vous pouvez facilement voir les conséquences de la parution dans *Seara Nova* d'articles de Fernando de Campos ou de João Ameal, dans *República*, d'articles de Correia Marques ou de Manuel Múrias ; et dans tout le pays, dans les journaux communistes ou communisants, d'articles de saine doctrine par les journalistes du Secrétariat de la Propagande – signés ou non,

---

<sup>142</sup> Lettre d'AOS à AP, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, pp. 135-136.

comme on le souhaite. Le *Diário da Manhã* est excellent, *A Voz* est magnifique. Mais ce serait encore mieux voire admirable que tout ce qui est dit dans ces lignes de ces journaux le soit dans *Janeiro*, *República*, *Seara Nova*, et dans toutes les gazettes qui sont hostiles à nos doctrines<sup>143</sup>. » [Septembre 1936 ?]

Dans sa lettre, Alfredo Pimenta mêlait plusieurs aspects. D'une part, son militantisme catholique apparaissait. En effet, il s'insurgeait contre l'absence de cérémonial religieux dans le retour du crucifix dans la salle de classe, obligatoire depuis la disposition de la base XIII de la loi n° 1941 du 11 avril 1936, au contraire de ce qu'il se passait en Espagne. Malgré un « retour de Dieu<sup>144</sup> » dans le milieu scolaire, Alfredo Pimenta exigeait encore plus de symbolique, très certainement pour corriger l'action républicaine<sup>145</sup>. Ensuite, il s'inquiétait pour le choix de son livre de 1934<sup>146</sup> comme manuel scolaire, unique selon les dispositions de la base X de la même loi n° 1941. En valorisant son travail tout en dénigrant le niveau des enseignants, il devait très certainement espérer indirectement une action du président du Conseil auprès du ministre de l'Éducation nationale pour que son ouvrage fût sélectionné. Enfin, lui qui s'était tant plaint de l'action de la censure<sup>147</sup> voulait qu'elle s'appliquât davantage aux espaces littéraires où publiaient les intellectuels qui s'opposaient au pouvoir. Il souhaitait que l'ensemble des revues parues au Portugal soient uniquement écrites par des personnes soutenant vigoureusement l'action du régime autoritaire, comme les noms cités. En somme, il exigeait un verrouillage du champ du savoir par le pouvoir.

Y avait-il une forme d'opportunisme de la part d'Alfredo Pimenta décelable dans sa correspondance avec António de Oliveira Salazar ? Plusieurs éléments le confirment. D'une part, il a souvent mis en scène sa situation professionnelle. L'historien n'a jamais intégré l'Université et a surtout été un fonctionnaire aux archives nationales durant sa carrière mais aussi un contributeur régulier dans certains journaux. Alors que le journal *Diário de Notícias* connaît un changement de direction et que le directeur du SPN, António Ferro est nommé, Alfredo Pimenta, qui ne portait pas dans son cœur le directeur du SPN, s'inquiétait :

« Ma situation là-bas sera intenable. Mes honoraires de collaborateur du journal sont la seule base sérieuse pour le pain de cette maison, pour la tranquillité de cette maison. Je ne vous demande pas *ceci* ou *cela*. J'accomplis mon devoir d'information - parce qu'ainsi,

---

<sup>143</sup> Lettre écrite par AP à AOS, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, pp. 44 à 46.

<sup>144</sup> Vítor NETO, « Carneiro Pacheco e a Escola, O regresso de Deus », dans Luís Reis TORRAL, Maria Manuela Tavares RIBEIRO *et alii* (coord.), *Tempo e História, Ideias e Políticas, Estudos para Fernando Catroga*, Coimbra, Almedina, 2015.

<sup>145</sup> Sur la relation entre le pouvoir portugais et l'Église, voir le repère « État autoritaire et Église ».

<sup>146</sup> Il s'agit de l'œuvre analysée dans le I)1) du chapitre 5 : Alfredo PIMENTA, *Elementos de História de Portugal*, Lisbonne, Empresa Nacional de Publicidade, 1934. Plusieurs éditions ont suivi sa première parution mais son œuvre n'a pas été choisie (João BRANCO, « Alfredo Pimenta », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne)

<sup>147</sup> Voir les exemples fournis dans le III)2) du chapitre 1.

d'une certaine manière, je défends la paix de mon foyer et la tranquillité de ma vie. J'ai suffisamment souffert pour affronter de sang-froid la possibilité d'une autre saison de torture, de larmes et de désespoir<sup>148</sup> ». [1938, sans date]

Sa position était quelque peu ambiguë. En effet, alors qu'il verbalisait le fait de ne pas demander quelque chose au dictateur, il semblait en retour attendre un geste, une intervention du président du Conseil pour qu'il maintînt son train de vie. Son inimitié avec António Ferro était récente car il avait écrit un livre intitulé *Les prix littéraires de 1936 du SPN : observations discrètes*<sup>149</sup> critiquant l'orientation du prix Alexandre Herculano ayant attribué l'œuvre à José Leite de Vasconcelos... plutôt qu'à lui<sup>150</sup>. La mauvaise presse qu'il avait faite au SPN avait alors heurté son directeur.

Dans d'autres lettres, Alfredo Pimenta était moins ambigu et exprimait sa jalousie envers les autres intellectuels et hommes politiques alors que sa situation, à la suite des tensions avec António Ferro au *Diário de Notícias*, avait amoindri ses ressources :

« Je sais, tout le monde sait, que vous avez donné des situations magnifiques à vos amis. Je n'ai pas l'honneur d'être votre ami – et je n'aspire pas aux magnifiques situations dont bénéficient certains d'entre eux. Avec ma modestie bien connue et sincère, je considérerais comme une faveur exceptionnelle que vous vous occupiez de moi et que, dans les circonstances de ma vie, vous m'aidiez à récupérer les cent mille escudos que j'ai perdus par mois<sup>151</sup> ». [28 juin 1940]

Une nouvelle fois, plus d'un an après la première demande, il réclamait sans prétendre réclamer, une intervention en sa faveur. L'opportunisme semblait réel mais les faveurs ne venaient pas, provoquant son irritation : « Votre Excellence a ouvert les vannes à la Bêtise mauvaise et effrontée, à l'Ignorance impudente et à la Révolution la plus sanguinaire ! Je suis en train de me délecter des révélations. Et quelles révélations ! À la Radio Nationale, en train de gagner ce que je n'ai jamais gagné<sup>152</sup> ». Ainsi, il s'insurgeait d'entendre à la radio des personnalités reconnues comme opposées au régime, tout en remarquant que lui n'avait jamais reçu d'honneurs malgré sa fidélité constante. La consécration a dû attendre pour lui l'année 1949, lorsqu'il a été nommé à la direction des ANTT. Il n'a pas par ailleurs pas manqué de remercier António de Oliveira Salazar : « Je voulais remercier personnellement Votre Excellence pour tout ce que vous avez fait pour que cela se réalise. [...] Permettez-moi, Votre Excellence, que je lui transmette une

---

<sup>148</sup> Lettre d'AP à AOS, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, p. 68-69.

<sup>149</sup> Alfredo PIMENTA, *Os Prémios Literários de 1936 do SPN : reparos discretos*, Lisbonne, Beleza, 1937.

<sup>150</sup> Cristina PACHECO, « Os Integralistas no Secretariado de Propaganda Nacional », dans *CLIO – Revista do Centro de História da Universidade de Lisboa*, Lisbonne, vol. 2, 1997, pp. 137-152.

<sup>151</sup> Lettre d'AP à AOS, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, pp. 109-110.

<sup>152</sup> Lettre d'AP à AOS datée du 24 octobre 1945, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, pp. 228-230.

grande embrassade très amicale de reconnaissance inaltérable<sup>153</sup> », ce à quoi António de Oliveira Salazar a répondu le lendemain pour le féliciter et d'ajouter : « J'espère que vous êtes satisfait et que le nouvel endroit vous rendra la vie un peu plus facile, économiquement parlant, même si cela vous bouscule un peu plus dans vos obligations et vos emplois<sup>154</sup> ». Toutefois, emporté par la mort un an après, Alfredo Pimenta n'a pas pu profiter longuement de la faveur faite par António de Oliveira Salazar après tant d'années de vaines supplices.

Si tous les historiens accommodés n'avaient pas l'oreille du pouvoir comme pouvait l'avoir Alfredo Pimenta, ils ont pu investir l'espace public afin de défendre la politique du gouvernement. Torquato de Sousa Soares est l'illustration d'une mobilisation ponctuelle mais ferme dans la défense du pouvoir. Historien de la génération de la transition autoritaire, sa carrière, intimement liée à l'université de Coimbra, correspondrait à l'idéal type de l'historien formé en histoire, docteur ès lettres, et professeur universitaire jusqu'au titre de cathédrique<sup>155</sup>. « Historien scientifiquement honnête et homme intègre<sup>156</sup> », le pouvoir avait confiance en lui comme le montre l'invitation à enseigner dans les Études générales d'Angola entre 1965 et 1970, alors que le territoire était en pleine guerre coloniale. De même, Torquato de Sousa Soares avait aussi une attraction pour le régime à l'image de son empressement à tenir une conférence à Évora, dans le palais du roi Manuel, quelques temps avant son départ en Angola. Intitulée « Le Sens National de la Reconquête Chrétienne de Évora », elle a été déclamée en présence du président de la République, le militaire Américo Tomás. Torquato de Sousa Soares y a tenu un discours historique et patriotique :

« Permettez-moi, Votre Excellence, Monsieur le Président de la République, de prononcer mes premiers mots en guise d'hommage ému à la mémoire de Son Excellence Manuel Trindade Salgueiro, Archevêque prélat de ce noble Diocèse, qui nous a été récemment arraché. Submergé par une émotion indescriptible, je me souviens de sa figure la plus douce, qui reflétait de manière si expressive les vertus d'une âme entièrement et héroïquement dévouée au service de l'Église et de la Patrie. [...] La commémoration de la reconquête chrétienne de cette noble ville d'Évora me rappelle un sentiment - qui est une vertu première - auquel est liée toute notre geste de peuple fièrement indépendant : *le sentiment de fidélité* (n. : en italique). Ce n'est donc pas sans raison que la plus haute autorité de la planète l'a officiellement reconnu, en donnant au Portugal le titre de nation la plus loyale. [...] Évora, ville invaincue, mérite bien qu'on se souvienne d'elle et qu'on la vénère comme un merveilleux exemple de fidélité à sa vocation historique de sentinelle incorruptible de la communauté nationale. En effet, depuis ce jour lointain, que l'on peut voir à huit siècles de distance dans toute la grandeur de sa passionnante perspective

<sup>153</sup> Lettre d'AP à AOS datée du 21 janvier 1949, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, p. 375.

<sup>154</sup> Lettre d'AOS à AP datée du 22 janvier 1949, dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *op. cit.*, p. 376.

<sup>155</sup> L'historien étant étudié dans le II)1) du chapitre 5, je ne développerai pas son parcours ici.

<sup>156</sup> Armando MARTINS, « Torquato Brochado de Sousa Soares », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

historique, Évora n'a jamais été vaincue, sachant toujours remplir fièrement son devoir de ville portugaise et chrétienne ! Encouragés par son exemple, nous saurons aussi remplir notre devoir. Vous faites bien, Monsieur le Président de la République d'être venu aujourd'hui nous donner par votre présence – votre autorité – cette conviction inébranlable – et de la donner avec une telle simplicité, une telle fermeté<sup>157</sup> ! » [9 octobre 1965]

L'historien s'empresseait de rendre un hommage appuyé à la fois au président de la République mais aussi à l'archevêque défunt de la ville, en insistant à la fois sur la probité des deux personnalités et leur investissement patriotique. Le huit-centenaire de la conquête chrétienne d'Évora de 1165 par Alphonse I<sup>er</sup> a ici été mobilisée à des fins des politiques<sup>158</sup>. L'insistance sur le lien historique entre le Portugal et la religion chrétienne, dont l'obéissance à l'Église et donc à la papauté était un ferment, est manifeste. Ensuite, le Portugal est présenté comme une structure étatique qui s'est construite contre l'Islam et donc à travers un prisme religieux. Cependant, la dimension politique était occultée et notamment les luttes contre les pouvoirs chrétiens galicien et castillan. L'insistance sur la fidélité, par l'utilisation de l'italique, pouvait aussi être un moyen, en pleine guerre coloniale, de mettre en valeur les liens chrétiens qui unissaient le peuple colonisateur portugais et les peuples colonisés.

Torquato de Sousa Soares a aussi pris la défense des deux présidents du Conseil. En 1967, il a écrit un texte intitulé « La tradition historique portugaise dans la pensée politique de Salazar » pour saluer la pensée d'António de Oliveira Salazar, décrite comme : « En réalité, c'est la fidélité au même raisonnement qui constitue la marque authentique du caractère véritablement représentatif du Gouvernement de la Nation<sup>159</sup>. » Le gouvernement autoritaire était donc l'émanation de la nation pour l'historien, ne mentionnant pas l'impossibilité de créer des partis politiques voire simplement de voter, en l'absence du suffrage universel. Torquato de Sousa Soares a aussi pris la décision d'envoyer une lettre à l'évêque de Porto, António Ferreira Gomes. Évêque de Porto depuis 1952, il a été l'auteur d'une lettre clandestine rédigée en 1958 exigeant des réformes comme l'autorisation des partis politiques ce qui a provoqué l'ire d'António de Oliveira Salazar et a conduit à son exil contraint<sup>160</sup>. Il est rentré au Portugal et a repris ses fonctions seulement en 1969, après le remplacement d'António de Oliveira Salazar

---

<sup>157</sup> Torquato de Sousa SOARES, “Significado Nacional da Reconquista Cristã de Évora”, (Separata do “Boletim cultural da Junta Distrital de Évora”, n° 8, 1967), Évora, Gráfica Eborense, 1969.

<sup>158</sup> Voir l'entrée « Évora », de Porto Editora sur son site en ligne : [https://www.infopedia.pt/\\$evora?uri=portugues-frances/%C3%89vora](https://www.infopedia.pt/$evora?uri=portugues-frances/%C3%89vora), consultée le 9 août 2021.

<sup>159</sup> Torquato de Sousa SOARES, *A tradição histórica portuguesa no pensamento político de Salazar*, Coimbra, Comunidade Distrital, 1967, p. 8.

<sup>160</sup> António Ferreira Gomes était considéré par le Saint-Siège comme la personne la plus habilitée pour diriger un courant démocrate-chrétien au Portugal. Cependant, son éloignement forcé a bloqué la tentative et complexifié pour quelques temps les relations entre le Vatican et le Portugal (Yves LÉONARD, *Histoire du Portugal contemporain, de 1890 à nos jours*, Paris, Chandeigne, 2016, pp. 137-138).

par Marcelo Caetano<sup>161</sup>. Cependant, le prélat a continué de critiquer le régime dictatorial. L'intervention de Torquato de Sousa Soares s'insérait donc dans le cadre de la guerre coloniale dénoncée par l'évêque :

« Votre Révérendissime Excellence fait référence au témoignage de prêtres missionnaires “qui ont dit que des choses terribles se passent loin de nous, mais sous notre responsabilité politique”. [...] Et cela après que le président du Conseil, qui est un vrai chrétien, un véritable Homme de bien, ait reconnu sans doute la pratique d'excès de la part de certains éléments de notre armée (composée en partie d'indigènes, naturellement plus rebelles à une discipline stricte) ; et ait proclamé que ces faits seraient examinés et les responsables convenablement punis ! [...] Néanmoins, Votre Excellence ne recule pas devant l'évocation des “intérêts supérieurs” pour les ridiculiser, en demandant : “Mais supérieur à la Justice et à la Vérité ?”, “À l'ordre moral lui-même, à l'Évangile ?”, Comme si ces “intérêts supérieurs” n'étaient pas les plus hautes valeurs que nous, Portugais, avons servies, avec héroïsme et un dévouement sans pareil, tout au long de notre histoire ! Non, Monseigneur l'évêque de Porto : ces valeurs n'agrandissent en aucun cas notre Patrie, car elles sont à la base de son existence même – elles sont son fondement ! Nous sommes vraiment un Peuple dont la devise, depuis nos origines, a été de faire du christianisme et qui, malgré toutes les défections et toutes les déviations, a su le faire avec un dévouement et un héroïsme vraiment incroyables. S'agit-il, comme le dit Votre Excellence, *d'un état de perdition*<sup>162</sup> ? »  
[19 novembre 1973]

Ainsi, après plusieurs années passées dans les territoires coloniaux afin de défendre l'idée d'un Portugal impérial, les dénonciations d'actes violents commis par les militaires portugais dans le cadre de la guerre coloniale indignaient Torquato de Sousa Soares. Il accusait par ailleurs les soldats coloniaux d'être responsables de ces actes, pour disculper les soldats métropolitains témoignant de préjugés racistes à l'encontre des soldats africains. Il venait donc publiquement prendre la défense du président du Conseil, Marcelo Caetano, pour en faire un défenseur de la cause nationale et de la foi chrétienne. Il refusait en conséquence que la religion chrétienne fût mobilisée pour critiquer la répression des mouvements coloniaux car pour l'historien, le Portugal ne faisait que poursuivre son action historique portée par des valeurs chrétiennes.

Déjà apparente chez Torquato de Sousa Soares, la question de l'Empire a été l'un des principaux facteurs de l'implication des historiens accommodés dans le débat public. Il est possible de s'appuyer sur l'exemple d'Alexandre Lobato qui a fait de la défense de l'Empire un combat. En effet, cet historien de la génération Oliveira Salazar a activement participé à la

---

<sup>161</sup> Voir l'entrée « António Ferreira Gomes », du *Dicionário de Autores Portugueses*, disponible en ligne : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=11382>, consulté le 9 août 2021.

<sup>162</sup> Torquato de Sousa SOARES, *Carta Aberta ao Senhor Bispo do Porto*, Coimbra, Coimbra Editora, 1973, pages 1 à 4.

promotion de la politique impériale portugaise<sup>163</sup>. Il avait bien conscience du rôle que l'histoire pouvait jouer comme lorsqu'il observait à propos de la conférence de Berlin de 1884-1885 :

« S'il avait été possible de faire une révision critique honnête et vigoureuse de l'histoire du Mozambique il y a cent ans, peut-être que les solutions politiques au problème africain dans la seconde moitié du siècle dernier auraient été meilleures pour nous, parce que si elle est manipulée intelligemment, l'histoire est une arme politique<sup>164</sup>. »

Le rôle de l'histoire était donc pour lui évident. Dans le cadre du droit international, la science permettait par la mobilisation des sources d'affirmer la primauté et les titres de possession sur tel ou tel territoire conquis. Dès lors, il entendait s'investir pleinement pour éviter les erreurs du siècle passé et assurer la pérennité de l'Empire portugais du XX<sup>e</sup> siècle. Alexandre Lobato a notamment participé activement à ce qui a été appelé « La question de Goa », en réponse aux pressions de l'Union Indienne dirigée par Nehru pour récupérer les territoires indiens contrôlés par le Portugal – soit Goa, Daman, Diu, Dadra et Nagar Haveli – à partir de janvier 1953<sup>165</sup>. António de Oliveira Salazar a rapidement répondu aux réclamations indiennes dans un discours intitulé « Goa et l'Union indienne, aspects économique, politique et moral » :

« Comme le Premier-Ministre de l'Union indienne, Monsieur Nehru, malgré ses immenses préoccupations, peut se divertir quelques minutes par jour pour parler de Goa, qui n'est pas sienne, il ne trouvera pas surprenant, qu'au moins une fois par an, je m'occupe en public du petit État qui est nôtre, et fait partie de la Nation Portugaise par l'imposition de l'Histoire et la force du Droit<sup>166</sup>. » [12 avril 1954]

Si pour le dictateur, l'histoire semblait donner raison au Portugal, le contexte international était autre. En effet, à l'Organisation des Nations Unies, le discours était favorable à la rétrocession de l'ensemble des territoires sous domination portugaise et d'autres nationalités européennes. En conséquence, les joutes verbales gouvernementales ont rapidement pris une tournure juridique et le Portugal a entendu défendre sa cause en se fondant sur l'histoire. Partant, des équipes d'historiens financées par le gouvernement, se sont rendues dans les différentes enclaves portugaises en Inde afin de réunir l'ensemble des sources qui pourraient permettre de

---

<sup>163</sup> Le parcours d'Alexandre Lobato est présenté dans le II)2) du chapitre 5 et il est aussi possible de consulter Christophe ARAÚJO, « Alexandre Lobato », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>164</sup> Alexandre LOBATO, *A Expansão portuguesa em Moçambique de 1498 a 1530*, Livre I, *Descobrimento e ocupação da Costa, 1498-1508*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1954, p. 9. Par ailleurs l'ouvrage, publié directement par le ministère de l'Outre-mer établit : « cette publication a été autorisée par arrêté de Son Excellence le Ministre le 2 janvier 1954 » (p. 6), signe que les publications financées par les ministères étaient fortement surveillées par le gouvernement.

<sup>165</sup> José Medeira FERREIRA, « Estado Português da Índia », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, pp. 457-460.

<sup>166</sup> António de Oliveira SALAZAR, *Discursos e notas políticas*, vol. V, 1951-1958, Coimbra, Coimbra Editora, 1959, pp. 179-199.



plaider la cause du Portugal. Alexandre Lobato en a fait partie mais il a aussi participé à la délégation portugaise pour défendre le Portugal face à la l'Union indienne au Tribunal international de justice de La Haye<sup>167</sup>. L'engagement de l'historien était entier et il assumait avec une certaine fierté sa participation : « Aucun Portugais n'avait le droit, à cette époque, de ne pas consentir à un effort total pour défendre les infrastructures vivantes de la Nation, comme les provinces d'outre-mer. Encore moins un Mozambicain<sup>168</sup> ». Né à Lourenço Marques au Mozambique, la défense des droits considérés comme inaliénables des Portugais dépassait les questionnements de l'autonomie de la science et étaient pour lui un enjeu patriotique et affectif. Il a aussi insisté sur l'entraide des différents chercheurs partis dans les territoires coloniaux pour réunir la documentation :

« D'autres volumes, couvrant précisément les périodes historiques dont les faits ont été l'objet de sélection et d'appréciation par les juristes du Portugal et de l'Union indienne, permettront à la Nation de juger comment ses droits ont été présentés et défendus. De plus, je dirais de moi-même que j'ai essayé de correspondre à la confiance que j'ai reçue, mais il n'aurait pas été possible d'honorer la mission si ceux qui ont travaillé discrètement pour moi n'avaient pas aussi senti dans leur âme, très haut, le noble devoir de servir jusqu'au bout, comme si c'était le point d'honneur de chacun d'eux<sup>169</sup>. »

Dix ans après le procès perdu par le Portugal, il entendait rappeler que le travail des équipes de scientifiques avait été porté par un sentiment de devoir à accomplir et d'émulation. Une nouvelle fois, l'histoire était guidée par les intérêts de la nation, qui primaient sur toute interrogation quant à la recherche de l'objectivité scientifique. Fruits de leurs recherches, les différents documents réunis ont été pour l'historien des preuves indubitables de la probité de la démarche portugaise. Ainsi, un traité du XVIII<sup>e</sup> siècle entre la couronne portugaise et l'État marathe a servi de base au procès de La Haye, dont l'application semblait toujours valide pour l'historien :

« Je fais référence au traité du 17 décembre 1779. Ce traité, d'amitié et d'alliance entre l'État de l'Inde portugaise et la cour marathe de Pune, présente le curieux fait d'avoir été négocié par un hindou, Naraena Vital Dumó, que le capitaine général des Indes avait investi des délicates fonctions d'agent diplomatique permanent du Portugal auprès de cette cour. [...] C'est-à-dire que tant l'Union indienne et le Portugal étaient liés par un traité ne permettant pas que, sur leur territoire, des mouvements insurrectionnels soient organisés contre le voisin, les traités – comme le dit prophétiquement le traité – ne pouvant compter sur un soutien en dehors de leur propre pays, pas même avoir l'asile. [...] En plus d'avoir enfreint les règles du bon voisinage international, l'Union indienne a violé le contenu d'un traité

---

<sup>167</sup> Alexandre LOBATO, « Alexandre Marques Lobato, Curriculum », dans *Clio - Revista do Centro de História da Universidade de Lisboa*, Vol. 5, 1985.

<sup>168</sup> Alexandre LOBATO, *História do Presídio de Lourenço Marques*, Livre II, 1787-1799, Lisbonne, Junta de Investigação do Ultramar, Estudos Moçambicanos, 1960.

<sup>169</sup> Alexandre LOBATO, *Relações luso-maratas, 1658-1737*, Lisbonne, Centre de Estudos Históricos Ultramarinos, 1965, p. 15.

qu'elle est tenue de respecter, parce qu'elle est l'héritière des droits et des devoirs de ce sarkar<sup>170</sup> qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, a négocié avec les Portugais à Goa<sup>171</sup>. »

Aux yeux d'Alexandre Lobato, l'Union indienne ne pouvait pas contester la véracité du document et était tenue de respecter les conditions définies. En poussant les troupes indiennes et la populations des territoires sous le contrôle du Portugal à se soulever contre le colonisateur, les Indiens ne respectaient pas ce traité vieux de deux siècles. Pour le Portugal, l'impression d'une continuité de l'autorité souveraine indienne prévalait sur le combat qui prônait l'achèvement du processus de décolonisation amorcé en 1947 par la jeune Union indienne. La remise en cause de la présence portugaise en Inde ne pouvait pas être questionnée car la diplomatie donnait raison à la puissance coloniale.

Toutefois, Alexandre Lobato avait bien conscience de la recevabilité de l'argument de l'Union indienne que le Portugal avait conquis des territoires dans le sous-continent. Mais il rétorquait par un argumentaire pétri de lusotropicalisme pour justifier la présence portugaise en Inde<sup>172</sup>. En effet, il tendait à défendre le colonialisme portugais afin de relativiser toute forme de violence de la part des Portugais. Alexandre Lobato affirmait ainsi : « Nous ne nions pas que les Portugais ont mis le pied en Inde » puis rapidement, il présentait l'originalité du contact portugais. Pour lui, la puissance coloniale avait passé des contrats et respecté les adversaires, guidés par un message chrétien par ailleurs adressé aux autorités indiennes et donc « cette *attitude* est à la base et à l'origine de toute action portugaise en Orient, et en constitue la première condition ». Par ailleurs, il refusait de parler de colonialisme :

« Personne ne peut, en toute bonne foi, soutenir que le sens spirituel de ce message portugais contient une quelconque allusion au colonialisme, qui, au XV<sup>e</sup> siècle, n'avait pas encore été restauré, car il est mort avec la désintégration de l'Empire romain pour ne resurgir qu'au XVII<sup>e</sup> siècle, Elle a refait surface au XVII<sup>e</sup> siècle par le biais des Hollandais, des Anglais et des Français dans les luttes contre le Portugal et l'Espagne, et s'est rajeunie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au cours du siècle dernier dans les rivalités entre les grandes puissances européennes pour la possession de l'Asie et de l'Afrique, dont nous avons été des victimes reconnues<sup>173</sup> ».

Il n'était pas possible pour lui d'accuser le Portugal de colonialisme du fait de la portée religieuse de la colonisation portugaise. La vision d'Alexandre Lobato rejoignait ici les discours

---

<sup>170</sup> Il s'agit d'un terme employé en urdu, venu du perse, qui désigne une personne détentrice d'une position d'autorité, d'après le dictionnaire d'Oxford : <https://www.lexico.com/definition/sarkar>, consulté le 10 août 2021.

<sup>171</sup> Alexandre LOBATO, « Fundamentos da Presença de Portugal na Índia, Lisbonne », separata do n°3 de *Esmeraldo, Revista de Política e Humanismo do Comissariado Nacional da Mocidade de Portugal*, 1954, pages 136 à 138.

<sup>172</sup> Le mouvement est évoqué dans l'introduction du II) du chapitre 5 et analysé dans le II)2) de ce même chapitre.

<sup>173</sup> Alexandre Marques LOBATO, *Fundação do Estado da Índia em 1505, Livro comemorativo*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar Divisão de Publicações e Biblioteca, 1955, pages 11 à 15.

d'António de Oliveira Salazar sur l'importance fondamentale du christianisme et sur les motivations religieuses des conquêtes. Pour l'historien, le colonial, était « synonyme de brutal et despotique<sup>174</sup> » et il préférait faire porter aux autres nations européennes la réminiscence du colonialisme. Toutefois, son discours n'a pas résisté aux faits. À la suite de la conquête indienne de 1961, il n'est pas parvenu à cacher sa tristesse : « Et parce que l'État des Indes et l'ancienne Métropole sont dans le sang et dans l'âme l'un de l'autre, il y aura toujours en eux une présence réciproque. Personne à Goa ne peut imaginer ce que la Nation a souffert et souffre de la conquête injuste de Goa<sup>175</sup> ».

Pour autant, à la suite de la perte des territoires indiens, Alexandre Lobato n'a pas abandonné son combat et a au contraire activement focalisé son attention sur la défense de la présence portugaise en Afrique. Par exemple, il a écrit *António de Saldanha, His times and his achievements*, afin de renforcer les « bonnes relations » diplomatiques avec l'Afrique du Sud pour s'assurer un appui diplomatique du pays en Afrique australe<sup>176</sup>. Il a même été professeur à l'université de Lourenço Marques durant les années 1960 et 1970. Cependant, lorsque le régime autoritaire a chuté, il a dû se résoudre à suivre le cours de l'histoire portugaise et à retourner à Lisbonne, l'ancienne capitale d'un empire déchu.

Armando Cortesão est un autre historien qui a fait de la défense de l'Empire une question vitale. Il a eu un parcours particulier durant la dictature. Historien de la génération de la République, il a d'abord été en opposition au régime et s'est exilé avec son frère Jaime Cortesão, puis il a progressivement fait le choix de défendre le régime autoritaire, face à l'essor des mouvements indépendantistes<sup>177</sup>. L'historien qui avait passé l'essentiel de son activité de chercheur à étudier l'Empire ne parvenait pas à supporter l'idée de le voir s'éteindre. Il fait donc partie des quatre historiens qui ont changé de positionnement politique au cours de la période. Il a notamment eu, entre 1963 et 1964, une longue polémique par voie de presse avec Charles Boxer, un historien britannique exerçant au King's College de l'université de Londres. Les polémiques, analysées par Pierre Bourdieu, sont révélatrices des tensions internes au champ :

« Dans les polémiques, qui sont les temps forts d'une concurrence symbolique de tous les instants, la connaissance pratique du monde social, et tout spécialement des adversaires, obéit à un parti pris de *réduction* ; elle recourt à des étiquettes classificatoires qui désignent

---

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>175</sup> Alexandre LOBATO, *Pequena história da Índia Portuguesa*, Lisbonne, Separata da revista *Ultramar*, n° 7/8, 1962.

<sup>176</sup> Alexandre LOBATO, *António de Saldanha, His times and his achievements*, traduction par M. Freire de ANDRADE, Lisbonne, Centro de Estudos Históricos Ultramarinos, 1962, p. 7.

<sup>177</sup> Étudié dans le I)1) du chapitre 8, il est aussi possible de consulter Rui Silvestre de ANDRADE, « Armando Cortesão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

ou repèrent des groupes et des groupes de propriété syncrétiquement appréhendés et n'enferment pas la connaissance de leurs principes<sup>178</sup>. »

Partant, le récit établi par Joaquim Barradas de Carvalho dans l'article intitulé « L'Obscurantisme Salazariste (IV) », nous permet de comprendre les « réductions » procédées notamment par le camp portugais. La polémique s'est déclenchée à la suite de plusieurs éléments : une interview d'António de Oliveira Salazar dans la revue *Life* en 1962, la parution du décret abrogeant le statut de l'Indigénat<sup>179</sup> et une conférence d'Armando Castro à la Société de géographie de Lisbonne. Alors que la guerre coloniale avait commencé, les trois insistaient sur la rareté voire l'absence de violence coloniale ce que Charles Boxer a contesté d'abord dans une conférence aux États-Unis puis dans un livre paru en 1963<sup>180</sup>. Les positions d'Armando Cortesão et de Charles Boxer étaient diamétralement opposées comme le rapporte Joaquim Barradas de Carvalho :

« Le livre du professeur C.R. Boxer, qualifié d'«insidieux» dans la presse salazariste, est attaqué dans les articles du *Diário Popular* déjà cités, et le meilleur de l'argumentation du Docteur Armando Cortesão se trouve dans le passage suivant d'un de ses articles : «En fait, notre histoire ultramarine compte de nombreux cas de discrimination raciale et de nombreux abus et même des crimes perpétrés par les Portugais contre les indigènes de l'Outre-mer ; mais ce sont des cas exceptionnels et ils n'ont jamais été la conséquence d'une politique appliquée systématiquement, bien au contraire. Ces faits déplorables sont connus précisément parce que ceux qui les ont révélés les ont condamnés. [...] De quel droit, donc, le professeur Boxer peut-il affirmer, sur la base de son érudition, que les Portugais ont toujours pratiqué la discrimination raciale, simplement parce qu'au cours des cinq siècles de leur histoire ultramarine, il existe des cas nombreux mais isolés de persécution ou de préjugés raciaux qui, d'ailleurs, ont toujours été condamnés *in loco* et sans exception, à Lisbonne ?» [...] Au moment de l'incident avec le professeur C.R. Boxer, un «fauteur de troubles», M. Albertino Monteiro Crespo a écrit une lettre au *Diário Popular* dans laquelle il mettait en doute l'opportunité de l'intervention du Docteur Armando Cortesão et parmi d'autres justes considérations, il écrit : «Je ne crois pas que Monsieur le Docteur Armando Cortesão a rendu un service louable au Pays. Mais sans aucun doute à la Situation». Or, sans l'ombre d'un doute, M. Albertino Monteiro Crespo a tout à fait raison. Et nous trouvons profondément regrettable qu'un intellectuel, un homme de science de la trempe et de la responsabilité d'Armando Cortesão se soit laissé aliéner à ce point, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec un patriotisme authentique ou une véritable science<sup>181</sup>. »

---

<sup>178</sup> Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, Paris, les Éditions de Minuit, 1984, pages 26 et 27.

<sup>179</sup> Notamment le passage du préambule mentionnant : « Mais c'est surtout la mise en place du concept d'État, étranger aux territoires sur lesquels la souveraineté portugaise s'est étendue sans violence, qui a conduit à la lente formulation d'un ensemble de dispositions qui seront plus tard systématisées dans le statut des indigènes » (voir le décret-loi n° 43 893 du 6 septembre 1961 relevant du ministère de l'Outre-mer).

<sup>180</sup> Charles BOXER, *Race Relations in the Portuguese Colonial Empire (1450-1825)*, Oxford, Oxford University Press, 1963.

<sup>181</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 351, n° 90 de *Portugal Democrático*. Il faut préciser que la revue dirigée par Joaquim Barradas de Carvalho, militant du PCP, avait une ligne marxiste et donc fortement critique du régime autoritaire.

D'un côté, le pouvoir critiquait sévèrement les positions de Charles Boxer qui attaquait le mythe de l'absence de violence coloniale<sup>182</sup>. Par ailleurs, le fait qu'il soit étranger a dû aggraver les commentaires à son encontre. De l'autre, Armando Cortesão, sans récuser les violences au long de l'histoire pluricentenaire de l'Empire portugais, mobilisait son savoir pour les relativiser et insister au contraire sur leur dénonciation par les structures étatiques et coloniales. En se positionnant de la sorte, il s'alignait sur la vision du pouvoir autoritaire et donnait des arguments à la pérennité de l'Empire face aux critiques des mouvements indépendantistes qui insistaient justement sur la violence coloniale. En l'absence de violences, au contraire des autres nations colonisatrices, pourquoi rejeter la tutelle portugaise ? Pour Joaquim Barradas de Carvalho, Armando Cortesão, à travers un tel raisonnement s'éloignait de la science car il se mettait au service du régime autoritaire et perdait l'horizon de la recherche de la connaissance. Cependant, et surtout, il ne parvenait pas à accepter qu'un ancien opposant à la dictature se soit mis à défendre un régime sur la défensive quant à la question impériale. Tout comme le pouvoir, des historiens accommodés comme Alexandre Lobato et Armando Cortesão avaient à l'esprit et dans le cœur l'Empire et ils n'ont pas hésité à prendre sa défense.

Le pouvoir a aussi cherché à mobiliser la communauté historique dans le cadre de commémorations historiques. En retour, le pouvoir entendait mobiliser l'histoire colonisatrice portugaise à des fins de propagande et pour « renforcer leur propre domination en métropole<sup>183</sup> ». Une première exposition coloniale s'est tenue dans la ville de Porto en 1934<sup>184</sup>. Elle a notamment popularisé dans l'imaginaire portugais la carte d'Henrique Galvão « le Portugal n'est pas un petit pays<sup>185</sup> ». Elle a été comme une première répétition avant la grande Exposition du monde portugais de 1940 prévue dans la note officieuse du chef du gouvernement, publiée dans les journaux nationaux le 27 mars 1938 et intitulée « Commémorations centennaires ». Le président du Conseil a présenté le projet des commémorations de 1139 et 1140 dans le 2<sup>e</sup> point avec comme principal objectif de « donner au peuple un réconfortant de joie et de confiance en lui-même, à travers l'évocation de huit siècles de son Histoire – qui ont été simultanément huit

---

<sup>182</sup> L'impact de l'œuvre de Charles Boxer a été analysé par Diogo Ramada Curto dans un article retraçant la polémique avec Armando Castro mais aussi un autre historien accommodé, António da Silva Rego (Diogo Ramada CURTO, « The Debate on Race Relations in the Portuguese Empire and Charles R. Boxer's Position », dans *e-Journal of Portuguese History*, vol. 11, n° 1, 2013, [en ligne]).

<sup>183</sup> Nadia VARGAFTIG, *Des empires en carton, Les expositions coloniales au Portugal et en Italie (1918-1940)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2016, p. 275.

<sup>184</sup> Voir le chapitre V « L'ordre règne au Portugal » dans Nadia VARGAFTIG, *op. cit.*

<sup>185</sup> Voir la carte dans le repère « Portugal : quelles frontières ? ».

siècles de l'Histoire du monde, et de sa solide et éternelle indépendance<sup>186</sup> ». D'emblée, en plus de la continuelle revendication de l'indépendance du Portugal par rapport à son encombrant voisin, la dimension impériale apparaissait dans le discours du dictateur. À la suite de la proposition d'António de Oliveira Salazar, de très nombreux préparatifs et investissements ont été entrepris à la fois dans la capitale, par l'aménagement de l'espace de l'exposition dans le quartier de Belém à Lisbonne, mais aussi par des campagnes de restauration de châteaux<sup>187</sup> et des célébrations en province et au-delà tout au long de l'année<sup>188</sup>.

Les commémorations organisées par le pouvoir ont mobilisé activement les historiens<sup>189</sup>. Les historiens organiques, les historiens accommodés et même les historiens en opposition<sup>190</sup> ont pu participer aux grandes célébrations célébrant l'unité de la nation portugaise autour de son histoire et notamment de l'Empire. De nombreuses publications ont préparé les commémorations de 1940 comme les nombreux numéros intitulés « Revues des Centenaires » publiés par le SPN. Ils ont été dirigés par la Commission nationale des centenaires, pilotée par le directeur de l'ACL, Júlio Dantas. Au sein d'articles d'António Ferro et de membres du gouvernement, on trouve des contributions d'historiens accommodés, signe de leur investissement<sup>191</sup>. La presse a aussi saisi l'opportunité commémorative pour multiplier les publications. Par exemple, le journal *O Século*, un des plus importants de l'époque, a fait paraître des numéros

---

<sup>186</sup> António de Oliveira SALAZAR, *Discursos e notas políticas*, vol. III, 1938-1943, Coimbra, Coimbra Editora, 1959, pp. 41-58.

<sup>187</sup> Voir par exemple Ana Sofia Fernandes de ALMEIDA, *Intervenção contemporânea nos castelos em Portugal. Dois casos de Estudo, São Jorge e Pombal*, sous la direction de José António BANDEIRINHA et Luís Miguel CORREIA, mémoire soutenu à l'université de Coimbra, 2012.

<sup>188</sup> Voir notamment Margarida ACCIAIUOLI, *Exposições do Estado Novo, 1934-1940*, Lisbonne, Horizonte, 1998 mais aussi en français Yves LÉONARD, « Le Portugal et ses "sentinelles de pierre", l'exposition du monde portugais en 1940 », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n° 62 (avril-juin 1999), pp. 27-37.

<sup>189</sup> Les historiens appartenant à l'APH ont particulièrement été mobilisés et cela pour l'ensemble des commémorations (voir le I) du chapitre 4).

<sup>190</sup> À l'image de Jaime Cortesão, qui à peine sorti de prison a été faire un discours durant les célébrations de 1940 avant d'être expulsé du pays. Toutefois, sans parler de compromission, c'est surtout « une contribution et même une caution que cet intellectuel de renom offre au régime qu'il combat par ailleurs » (Nadia VARGAFTIG, *op. cit.*, p. 228). Sa communication intitulée « Théorie générale des découvertes portugaises », est incluse dans le volume III du Congrès du monde portugais (Jaime CORTESÃO, « Teoria geral dos descobrimentos portugueses », dans AA.VV., *Congresso do Mundo Português*, vol. III, *Congresso de História dos Descobrimientos e Colonização, I Secção : Descobrimientos marítimos*, Lisbonne, Comissão Executiva dos Centenários, 1940, pp. 11-47).

<sup>191</sup> Entre autres exemples multipliables, Manuel Múrias a écrit un article intitulé « Note sur l'histoire des domaines ultramarins de 1580 à 1640 – I- Conséquences immédiates » dans le n° 5 de la revue *Revista dos Centenários* parue le 31 mai 1939, ou bien Eduardo Brazão, « Certaines lettres de Jean IV » dans le n° 13 de la même revue, parue le 31 janvier 1940.

spéciaux<sup>192</sup>. Un premier de plus de 370 pages a été consacré à l'histoire du Portugal<sup>193</sup>. Y ont contribué au total 31 personnes et parmi les contributeurs, on compte 6 historiens, dont 5 accommodés<sup>194</sup> et un organique<sup>195</sup>, auxquels il est possible d'ajouter deux personnes appartenant à l'APH<sup>196</sup>. Au total, un quart des contributeurs étaient des historiens ou bien avaient un lien avec une institution liée à l'histoire<sup>197</sup>.

Le supplément dédié à l'Empire colonial portugais a été rédigé par plusieurs auteurs et richement illustré comme le montre sa couverture, où l'on trouve à la fois le globe terrestre, le blason du Portugal surmonté d'une croix chrétienne, une banderole avec au verso les couleurs du Portugal et une inscription : « Et s'il y avait eu davantage de monde, il y serait arrivé » ainsi que les dates commémorées en 1940 [Figure 63]. Dans les autres illustrations, l'imaginaire colonial transparait, où les édifices construits par les Portugais sont valorisés et les populations, notamment africaines, sont montrées dévêtues ou bien impliquées dans des scènes de chasse. Dans ce numéro, l'historien Manuel Múrias, dont le nom est mis en valeur car sa qualité de « Directeur des Archives Coloniales » est spécifiée ainsi que l'Agent général des colonies, Júlio Cayolla, ont été invités à contribuer<sup>198</sup>. Manuel Múrias y a écrit deux articles clairement politiques. En effet, le premier s'intitule « l'Empire Colonial Portugais défini par le Président Salazar » et le second « La pensée politique du Ministre des Colonies<sup>199</sup> ». Des illustrations sont présentes mais il y a une survalorisation d'António de Oliveira Salazar, dont le nom est mentionné dans le titre de l'article, et dont des photographies de manuscrits de deux de ses discours sont insérées. L'article sur le ministre des Colonies est uniquement accompagné d'une photo dans le corps du texte, où le ministre est accompagné d'autres personnes<sup>200</sup>. Les deux

---

<sup>192</sup> Fondé à la fin des années 1880, le journal a d'abord été un soutien du projet républicain puis du régime qui s'est installé en 1910. Cependant, au cours des années 1920, la ligne éditoriale a changé et le journal est devenu partisan d'un renversement de la République et donc favorable à une dictature. Jusqu'à la fin des années 1940, le journal a appuyé la politique du régime autoritaire et les nombreuses publications commémoratives parues allaient dans ce sens. A partir des années 1950, le journal est devenu plus critique du pouvoir en place et a disparu à la fin des années 1970. (Voir l'entrée « Empresa Pública Jornal O Século » sur le site des ANTT : <https://web.archive.org/web/20130614201550/http://digitarq.dgarq.gov.pt/details?id=1009215>, consulté le 8 août 2021).

<sup>193</sup> AA.VV., *O Século, Número extraordinário comemorativo do Duplo Centenário da Fundação e da Restauração de Portugal*, Lisbonne, Sociedade Nacional de Tipografia, 1940.

<sup>194</sup> José Maria de Queirós Veloso, Albino Maria Pereira Forjaz de Sampaio, Eduardo Brazão, Marcelo Caetano et Reynaldo dos Santos. Par ailleurs ce dernier, n'est pas dans la liste présente au début de l'ouvrage à la page 2 mais ajouté à proximité du « corrigenda », à la toute fin du numéro, p. 384.

<sup>195</sup> António Rodrigues Cavalheiro.

<sup>196</sup> Moises Amzalak et Luís Vieira de Castro. Leur appartenance à l'APH est par ailleurs mentionnée.

<sup>197</sup> Seuls des hommes ont contribué au numéro.

<sup>198</sup> AA.VV., *O Século, Suplemento dedicado ao Império Colonial Português e às comemorações nas Províncias Ultramarinas*, dos Centenários da Fundação e da Restauração de Portugal, Lisbonne, Sociedade Nacional de Tipografia, 1940, p. 81.

<sup>199</sup> AA.VV., *op. cit.*, le premier article est aux pages 5 et 6 et le second pages 7 et 8.

<sup>200</sup> Toutefois à la fin de l'article, son portrait couvre toute une page qui est hors pagination.

articles sont résumés en langue étrangère : d'abord en français puis en anglais. La présence de ces résumés montrent la volonté de diffuser les publications à un public le plus large possible.



Figure 63 : Couverture du supplément du journal *O Século* dédié à l'Empire colonial portugais, juin 1940.

Prévu dans le 9<sup>e</sup> point de la note officielle de 1937 et voulant notamment faire contribuer les scientifiques étrangers travaillant sur des thématiques liées au Portugal ou bien à son Empire, un « Congrès du monde portugais » s'est tenu en 1940, organisé par la Commission exécutive des commémorations. L'essentiel des communications des historiens ont été publiées dans l'immense publication parue dans la foulée de l'Exposition du monde portugais. L'œuvre en 19 volumes dénombre 13 volumes consacrées uniquement à l'histoire. La période couverte est ample puisqu'elle va de la préhistoire (volume I) à la période contemporaine (volume VIII), et a consacré plusieurs volumes spécifiques à l'histoire du Brésil (les volumes allant de IX à XI), puis deux autres à l'histoire de l'activité scientifique au Portugal (volumes XII et XIII). Chaque volume allant de 500 à 750 pages, l'importance scientifique de l'événement, ne serait-



ce que par les effectifs appelés à contribuer doit être relevée. En se focalisant sur le deuxième volume consacré au deuxième congrès d'histoire médiévale<sup>201</sup>, le poids des historiens accommodés est manifeste car 10 communications sur 34 ont été faites par certains d'entre eux<sup>202</sup>. Alors que le projet initial était d'accorder un poids conséquent aux scientifiques étrangers, seuls 13 communications en langue autre que le portugais sont relevées. Sans être certain de pouvoir identifier les scientifiques brésiliens, leur présence malgré tout conséquente mais moindre qu'initialement prévue pourrait s'expliquer par le conflit mondial qui a pu rendre les déplacements impossibles. Le fait que plusieurs scientifiques aient fait deux communications au sein du congrès pourrait être l'indice que des invités n'ont pas pu se rendre à Lisbonne et ont été remplacés au dernier moment.

\*

\* \*

Les historiens accommodés n'ont parfois pas dissimulé leurs affinités avec le pouvoir autoritaire. Si certains avaient l'oreille des puissants et dialoguaient directement avec son principal dirigeant, d'autres ont pu, parfois ponctuellement, parfois plus longuement, s'investir pleinement dans la défense du régime. L'un des principaux moteurs de l'investissement des historiens a été l'Empire. Qu'il fût célébré ou bien qu'il fût menacé par les vents contraires de l'irrésistible désir des peuples colonisés de se libérer du joug pluriséculaire portugais, l'Empire a accaparé l'attention des historiens accommodés. Il a été un élément agrégateur.

Toutefois, au-delà des manifestations d'une adhésion indéniable à la politique du gouvernement autoritaire, les historiens accommodés ont régulièrement cherché à trouver la bonne distance avec un pouvoir intrusif.

## 2) *Noli me tangere* ? Essayer de trouver la bonne distance avec le pouvoir autoritaire

Les historiennes et les historiens accommodés ont certes accepté la situation politique et l'ont soutenue en diverses occasions mais les scientifiques ont surtout cherché à exercer leurs

---

<sup>201</sup> AA.VV., *Congresso do Mundo Português*, vol. II, *Congresso de História Medieval*, Lisbonne, Comissão Executiva dos Centenários, 1940, pp. 741-742 pour la table des matières.

<sup>202</sup> Damião Peres, Miguel de Oliveira, Alfredo Pimenta, Augusto Botelho Costa Veiga, Torquato de Sousa Soares, Francisco Manuel Alves, Paulo Mêrea, Aarão de Lacerda, Artur de Magalhães Bastos. Ce sont donc 9 historiens au total mais Damião Peres a fait deux communications durant le congrès.

différentes activités professionnelles, en s'adaptant aux nouvelles pratiques exigées par le pouvoir autoritaire. Certains choix opérés mettent en évidence leur souhait de tenir à distance le pouvoir autoritaire voire de revendiquer leur autonomie scientifique de toute intrusion politique.

Les différentes formes d'adaptation à un cadre particulièrement contraignant sont autant de réactions possibles des individus qui subissent un conditionnement. Afin de se prémunir de toute ingérence du pouvoir, les historiens accommodés ont pu feindre de ne pas choisir entre l'asservissement et la révolte en privilégiant l'évitement. L'évitement est l'une des expressions possibles du « conditionnement opérant<sup>203</sup> ». Ainsi, la personne qui choisit d'éviter le conflit se prémunit de toute altercation. Les choix historiographiques des historiens accommodés illustrent une stratégie d'évitement pour contourner toute ingérence du pouvoir. Comme l'a observé Luís Reis Torgal :

« L'historiographie de l'Université, tout comme celles des Académies, ne fut pas de façon prédominante et ouvertement idéologique, en terme d'idéologie "intégraliste" ou salazariste. Elle le fut, cependant, dans la mesure où elle prenait une position qui s'affirmait "neutre" et s'inclinait thématiquement vers des domaines qui s'éloignaient de certains vellétés interprétatives considérées "hétérodoxes" évitant ainsi quelque ingérence des "écoles" qui aurait des idéologies sous-jacentes du type démolibéral<sup>204</sup> ou marxiste. D'où la moindre importance de l'histoire sociale (*latu sensu*) et des thématiques de l'histoire contemporaine<sup>205</sup> ».

Tout en ayant connaissance des innovations historiographiques qui se développaient aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale, les historiennes et historiens accommodés ont jusqu'au début des années 1960 rarement altéré leur façon d'écrire par conformisme à une écriture qui n'avait jusque-là pas attiré l'attention du pouvoir<sup>206</sup>. En évitant d'innover, les scientifiques étaient certains de ne pas être incommodés. En effet, si le pouvoir n'a jamais restreint les thématiques des scientifiques y compris celles enseignées, dans les faits, par prudence, les

---

<sup>203</sup> Formulé par Edward Thorndike mais surtout développé par Burrhus Skinner, le conditionnement opérant insiste sur la capacité d'agir d'un individu dans un cadre contraignant qui s'exerce sur lui : « Dans le conditionnement opérant, à la différence du conditionnement pavlovien, ou *respondent* (selon la terminologie de Skinner), il n'y a pas de liaison préétablie entre la réponse étudiée et le renforcement (ou stimulus inconditionnel de la situation pavlovienne). La relation est arbitraire, n'importe quelle action définie pouvant être liée à n'importe quel renforcement. De plus, la réponse est ici la condition du renforcement et, dans ce sens, le sujet agit sur son milieu, alors que, dans la procédure pavlovienne, il se borne à le subir en s'y adaptant, sans le modifier d'aucune sorte » (Marc RICHELLE, « Conditionnement », dans *Encyclopædia Universalis* : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/conditionnement/>, consulté le 12 août 2021).

<sup>204</sup> Terme régulièrement utilisé pour désigner une politique favorable à la démocratie libérale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il a été mobilisé abondamment par le régime autoritaire pour décrire la période républicaine, décrite comme celle de l'anarchie démolibérale à rejeter.

<sup>205</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, pages 264 et 265.

<sup>206</sup> Voir l'ensemble du chapitre 5 pour une présentation chronologique de l'histoire écrite par les historiens accommodés.

chercheuses et chercheurs se sont gardés de travailler sur l'histoire des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Les choix des thématiques de travail, très certainement guidées par des intérêts et des préférences, s'orientaient de façon privilégiée et presque systématique vers des siècles lointains, pour éviter toute censure<sup>207</sup>. Même quand de rares incursions dans les siècles les plus proches ont été faites, elles ont évité soigneusement la période la plus récente. Alors que l'*Histoire du Portugal* de João Ameal publiée en 1941 couvrait l'histoire du pays jusqu'à 1940, la grande *Histoire du Portugal*<sup>208</sup> dirigée par Damião Peres s'arrêtait en 1918 pour son septième volume et le supplément écrit par Damião Peres en 1954 ne couvrait que la période 1918 à 1933<sup>209</sup>. Par leurs choix, les historiens accommodés ne voulaient pas être accusés de faire de la politique ou bien que leur écriture fût assimilée à celle des historiens organiques.

En plus des choix historiographiques, il est possible de mettre en évidence au sein des choix individuels un décalage générationnel au sein des historiens accommodés. En effet, les générations de la Monarchie, de la République et de la transition autoritaire ont semblé davantage disposées à participer aux événements organisés par le pouvoir au contraire des générations Oliveira Salazar et de la guerre coloniale. Dans la mesure où les plus anciennes générations ont accompagné la phase d'affirmation du pouvoir autoritaire, elles ont plus régulièrement été impliquées et cherché d'elles-mêmes à être impliquées dans la défense du régime de l'*Estado Novo*, auquel elles croyaient. Pour les plus jeunes générations, la situation était différente. L'appartenance bien plus faible des historiens de la génération Oliveira Salazar à l'APH l'illustre<sup>210</sup>. De plus, le contexte était différent. La rupture de la Seconde Guerre mondiale et le renouveau de l'opposition ont pu favoriser au sein des historiens accommodés un discours davantage critique à l'égard du pouvoir autoritaire même si des contre-exemples existaient<sup>211</sup>. José Mattoso

---

<sup>207</sup> Voir l'exemple de la censure d'un article d'Alfredo Pimenta dans le I)2) du chapitre 6 comme illustration du risque encouru y compris pour les historiens accommodés.

<sup>208</sup> Cette œuvre est analysée dans le I)2) du chapitre 5.

<sup>209</sup> Par ailleurs, Damião Peres se justifiait dans l'avant-propos du fait de traiter la période récente : « Depuis cette date [de 1914], se sont écoulés quarante ans ; elle est déjà, pour quelques générations de Portugais (n. : avec une majuscule dans le texte, alors que normalement il n'y en a pas en portugais), antérieure au début de leur cycle de vie, ou, quand ce n'est pas le cas, représentative d'un passé en tout cas intégralement historique – passé qui, par ailleurs, avec comme début cette date, se prolonge dans un flux de successions qui s'enchainent, et sur lesquels tombent, ou commencent à tomber suffisamment, les cendres que le Temps tant de fois éteint ». Ainsi, dans la mesure où les événements étaient considérés par l'historien comme historiques et ne relevaient plus du temps présent, il estimait que la distance était suffisante pour éviter tout erreur d'interprétation. Il ne s'agissait plus de politique mais d'histoire pour lui (Damião PERES, *História de Portugal, Suplemento*, Barcelos, Edição Portucalese, 1954).

<sup>210</sup> Voir la [Figure 67] du chapitre 4.

<sup>211</sup> José Mattoso a par exemple jugé sévèrement l'analyse de Joaquim Veríssimo Serrão : « Bien sûr, j'ai compris que le problème du féodalisme était très significatif parce que pour les professeurs adeptes du régime, comme par exemple Joaquim Veríssimo Serrão, c'était un dogme : le féodalisme signifiait l'appropriation du pouvoir par une classe sociale. Pour l'*Estado Novo*, le pouvoir royal était au-dessus de toutes ces divisions sociales et économiques et était donc un pouvoir permanent et sacré » tout en considérant « cette conception extraterrestre ». Joaquim

a durant l'entretien que nous avons eu fait part des divergences entre les historiens les plus âgés et les plus jeunes au sein de l'Université. L'historien, fils de l'auteur du livre unique scolaire, fait partie de la génération de la guerre coloniale. Il a intégré l'ordre des bénédictins et a passé sa licence d'histoire à l'université catholique de Louvain puis y est retourné ensuite pour rédiger son doctorat qu'il a terminé en 1966<sup>212</sup>. Il a alors rejoint l'université de Lisbonne sur invitation de Virgínia Rau. Dans le cadre de ses fonctions enseignantes, il a remarqué : « [...] que dans mon domaine, il fallait être vraiment bête pour ne pas comprendre que le futur n'était pas dans la version du régime. Parmi les personnes de mon âge, il devait y en avoir très peu qui appuyaient le régime<sup>213</sup>. » Le fossé générationnel était donc pour lui une évidence.

Par ailleurs José Mattoso est l'illustration d'un accommodement critique du pouvoir. Il était aidé par ses thématiques sur la chrétienté médiévale : « Je n'étais pas limité parce que rien de tout ce que je faisais n'était suspect pour les politiques : c'était de l'histoire religieuse donc bon<sup>214</sup>... ». De plus, comme il l'a constaté, sa modération et la mise à distance du pouvoir a contribué à son maintien au sein de l'Université après le 25 avril 1974 :

« Les fractures étaient commandées par l'opposition politique. Il y avait d'un côté les partisans du régime, ceux qui ont été expulsés après le 25 avril comme Borges de Macedo. Dans la génération plus jeune, il y avait moi, Iria et José Ferro : nous sommes tous restés en place. À cette époque les problèmes de la recherche étaient très secondaires par rapport aux problèmes politiques<sup>215</sup>. »

Décrivant une Université dans l'ensemble politisée et à la fois plurielle, la plus jeune génération accommodée incarnait à ses yeux une attitude critique comme lorsqu'il a fait référence à la signature du décret n° 27 003 du 14 septembre 1936<sup>216</sup> : « Oui, j'ai dû le faire. J'ai trouvé cela ridicule. Comme je n'ai jamais été communiste, cela ne m'a pas vraiment coûté. Mais pour moi – et pour tous les autres collègues – c'était vraiment ridicule<sup>217</sup>. » Son comportement montre donc le ketman des historiens accommodés à l'œuvre. Ainsi, les personnes intégrant l'Université trouvaient absurde de signer la déclaration mais elles le faisaient pour se plier à la règle

---

Veríssimo Serrão était un des plus jeunes historiens de la génération Oliveira Salazar, mais il était très proche du régime et a été un correspondant de Marcelo Caetano (entretien avec José Mattoso, p. 6).

<sup>212</sup> Bernardo Vasconcelos e SOUSA, « José Mattoso », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>213</sup> Entretien avec José Mattoso, p. 8. Il souligne par ailleurs que lorsque s'est produit le 25 avril 1974, ce sont les professeurs les plus liés au régime comme Jorge Borges de Macedo et Joaquim Veríssimo Serrão qui ont été démis alors que lui et d'autres enseignants de son âge sont restés en place, signe d'une rupture générationnelle dans les recrutements à l'Université (entretien avec José Mattoso, p. 6).

<sup>214</sup> Entretien avec José Mattoso, p. 6.

<sup>215</sup> Entretien José Mattoso, p. 7.

<sup>216</sup> Voir le I)2) du chapitre 1.

<sup>217</sup> Entretien avec José Mattoso, p. 5.

tout en la déconsidérant. La désapprobation de la politique gouvernementale, même s'il fallait se plier à ses injonctions a donc caractérisé une partie des historiens accommodés.

Certains historiens ont pu vouloir se défendre face aux accusations de compromission. Alexandre Lobato a récusé d'être assimilé à un scientifique partisan à la suite d'accusation à la fin des années 1940 et donc quelques années avant son engagement pour défendre la cause portugaise devant le tribunal de La Haye<sup>218</sup>. Dans un texte daté de 1949, il a cherché à anticiper toute critique en présentant sa démarche comme rigoureuse :

« En histoire, aussi limitée soit-elle par les documents, un jugement de valeur prédomine toujours, et bien que les jugements et a priori soient exclus, il est impossible d'éviter l'expression d'un point de vue personnel. Mais c'est la tâche de l'historien, lorsqu'il procède avec une impartialité et une objectivité critiques<sup>219</sup>. »

Malgré la conscience d'un difficile effacement de soi formulée ici, son approche de l'histoire coloniale a suscité de nombreuses critiques de la part de José Rodrigues Júnior. Ce dernier est né à Lisbonne en 1902 et a accompagné ses parents au Mozambique. Il y a rejoint la franc-maçonnerie dans les années 1920 et a participé activement à un mouvement pacifiste. Du fait de son appartenance à la franc-maçonnerie, il a été forcé de se déplacer à l'intérieur du Mozambique. Ses différentes contributions dans les lignes de *Seara Nova* jusqu'au début des années 1950 en font un opposant au régime<sup>220</sup>. Alexandre Lobato, a répondu dans un premier texte aux critiques José Rodrigues Júnior :

« Dieu merci, j'ai eu de bons maîtres et je ne suis pas disposé à signer de mon nom des travaux qui ne satisfont pas à la probité historique. Je regarde tous les documents, je réfléchis à toutes les possibilités, j'étudie tous les détails, leur enchaînement logique et les impondérables de l'histoire qui obéissent de façon troublante à l'ordonnement de certains actes humains, et malgré toutes les précautions et toutes les réserves, combien de

---

<sup>218</sup> Par ailleurs, y compris dans le cadre de ses différentes missions au service du gouvernement, Alexandre Lobato a affirmé son autonomie : « Je dois à l'illustre Ministre et à l'illustre Avocat des preuves admirables de ma confiance, qui m'obligent à leur adresser ici un témoignage de profonde gratitude. J'ai non seulement bénéficié d'une totale liberté de recherche dans mon secteur, en maintenant jusqu'au bout l'indépendance totale de l'Histoire par rapport au Droit, mais aussi de la faculté d'organiser et de diriger librement le groupe de travail qui a effectué des recherches documentaires en Métropole et en Inde sous ma direction ». Bien conscient des éventuelles critiques quant à son investissement au service du régime alors qu'il voulait apparaître comme un chercheur sérieux, cette affirmation entendait amoindrir la portée de son engagement (Alexandre LOBATO, *Relações luso-maratas, 1658-1737*, Lisbonne, Centre de Estudos Históricos Ultramarinos, 1965, p. 15).

<sup>219</sup> Alexandre LOBATO, *História do Presídio de Lourenço Marques, 1782-1786*, Vol 1, Lisbonne, Estudos Moçambicanos, 1949, p. XII.

<sup>220</sup> D'après l'entrée « José Rodrigues Júnior », du *Dicionário de Autores Portugueses*, disponible en ligne : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9651>, consultée le 11 aout 2021. Toutefois, à partir des années 1950, soit peu de temps après avoir critiqué Alexandre Lobato, il s'est progressivement rapproché du pouvoir. En effet il est devenu un catholique pratiquant et a même participé aux activités du parti unique durant la période marcelliste. Après la décolonisation du Mozambique, il a décidé de retourner en métropole.

fois ne me suis-je pas trompé, et combien de fois ne suis-je pas arrivé à la fin avec la conscience de ne pas avoir trouvé une explication complète et vraie<sup>221</sup>. »

Formé en histoire-philosophie à l'université de Coimbra, il avait récemment achevé sa licence. Il n'acceptait donc pas que les critiques se focalisassent sur son manque de rigueur historique et malgré la conscience de la faillibilité du scientifique, il défendait ses conclusions. Ses années d'études lui avaient appris comment écrire de l'histoire et il refusait d'être accusé de malfaçon. Toutefois, c'est dans un texte suivant qu'il est possible de comprendre comment la dimension politique entrainait en ligne de compte dans les critiques formulées par José Rodrigues Júnior. Après avoir surtout axé sa défense sur la méthodologie, Alexandre Lobato constatait :

« J'ai déjà dit que je me suis senti très blessé par l'accusation injuste de Rodrigues Júnior de subordonner mon travail et mes études sur l'histoire du Mozambique à mes idées politiques. Maintenant, les gens qui me connaissent et ceux qui me lisent savent que je suis un nationaliste. Est-ce à cause d'intérêts personnels ? Je ne le pense pas, car ma modeste position de fonctionnaire mal payé n'a aucun rang politique. [...] Mon nationalisme politique n'a rien à voir avec l'histoire, car la vérité est que je ne déforme pas les documents, je n'en retire pas la saveur de vérité ou de mensonge qu'ils contiennent et j'ai l'habitude de laisser les hommes de chaque époque raconter les faits avec les idées avec lesquelles ils vivent. [...] La leçon que je tire de l'histoire, calmement, de manière réfléchie, ne se trouve pas dans mes ouvrages d'histoire, où elle n'aurait pas sa place, mais dans d'autres écrits, sans valeur je sais, mais ils sont mon témoignage de Portugais qui aime profondément son pays avec ses nombreuses vertus et ses immenses défauts. Là oui ; là, dans ces modestes écrits d'ordre personnel, là je fais de la politique, j'expose ma doctrine, je lutte vigoureusement, je suis inconditionnellement nationaliste, car je comprends que tout ce qui contribue à séparer le Portugal de ses territoires d'outre-mer doit être écrasé. [...] Cependant, je ne saurai jamais comment être si servile et si sectaire que je puisse défendre inconditionnellement tout ce que l'*Estado Novo* lui-même fait<sup>222</sup> ».

En conséquence, Alexandre Lobato a voulu, dans sa publication qui était une longue réponse aux critiques à son égard, séparer l'historien du citoyen. D'un côté il défendait une nouvelle fois sa méthodologie rigoureuse, réfutant toute déformation de la réalité historique ayant pour objet de défendre une vision politique particulière. Sa démarche était en adéquation avec les attendus d'un travail historique et dans ses analyses, il n'était pas un citoyen mais un historien attentif à reconstituer les faits passés. Son positionnement politique se fondait sur les leçons tirées de l'histoire mais uniquement a posteriori car selon lui, le temps de l'écriture de l'histoire était celui de la science et ne se recoupait pas avec ses jugements politiques. Enfin il montrait comment son nationalisme ne le conduisait pas à suivre aveuglément la politique gouvernementale. En se présentant comme n'étant pas au service du pouvoir voire en étant capable de le

---

<sup>221</sup> Alexandre LOBATO, *Sobre « Cultura Moçambicana », Reposição de um problema e resposta a um crítico*, Lisbonne, Estudos Moçambicanos, 1952, p. 110.

<sup>222</sup> Alexandre LOBATO, *Aspectos de Moçambique, No antigo regime colonial*, Lisbonne, Livraria Portugal, 1953, pages 45 à 47.

critiquer, il affirmait la distance entre le savoir historique et le pouvoir tout comme son positionnement politique en tant que citoyen. Il était certes fermement attaché à la défense de l'Empire mais tout aussi attentif au maintien d'une posture scientifique rigoureuse, même si ses compromissions des années 1950 ont clairement mis en lumière tous ses paradoxes.

Au-delà de la défense de la probité des scientifiques, plusieurs choix opérés par des historiens accommodés participèrent d'une réaction corporatiste mettant en avant la nécessité et la préservation de l'autonomie universitaire contre le pouvoir autoritaire. Certes à travers les différents discours tenus par les recteurs et par les représentants désignés par le gouvernement, l'Université, considérée comme une corporation, « a appuyé systématiquement » le pouvoir autoritaire<sup>223</sup>. De plus, les différentes facultés de lettres étaient caractérisées par un contrôle idéologique plus fort des enseignants, contrairement à la situation des facultés de droit où la pluralité des points de vue était patente, fait qui pourrait surprendre au regard du parcours d'António de Oliveira Salazar<sup>224</sup>. Toutefois le faible nombre de professeurs appartenant au parti unique interpelle. En effet, parmi les 135 historiens accommodés étudiés ici, seuls 9 historiens<sup>225</sup> ont adhéré à l'UN ou bien ont occupé une fonction politique comme député ou ministre, soit moins de 7 %<sup>226</sup>. Il est certain qu'un bon nombre d'historiens ont pu ne pas faire partie de l'UN et soutenir activement le pouvoir comme ce fut le cas, entre autres, d'Alexandre Lobato, Joaquim Veríssimo Serrão ou bien de Torquato de Sousa Soares. Cependant, l'empressement relatif des historiens accommodés à rejoindre le parti unique est révélateur d'une certaine modération de la part du corps enseignant mais aussi du fonctionnement du régime dans lequel l'adhésion au parti n'était pas requise pour faire carrière, contrairement aux pays socialistes ou à l'Allemagne nazie<sup>227</sup>. De plus, au fur et à mesure de la période, de nouveaux courants ont pu apparaître à partir de la décennie 1950 comme l'a montré Luís Reis Torgal avec « l'affirmation

---

<sup>223</sup> João Paulo Avelãs Nunes, « Historiografia e poder(es) : a Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra de 1911 e 1974 », dans *Vértice*, n° 62, septembre-octobre 1994, pp. 57-71.

<sup>224</sup> Cependant, João Paulo Avelãs Nunes suggère que « l'explication de cette apparente contradiction se trouve peut-être dans la prépondérance du discours selon lequel la formation des futures élites de l'État et de la "société civile" exigeait le contact des étudiants avec des lectures diverses de la réalité sous la tutelle des professeurs les mieux préparés. Quelque chose de similaire se serait produit dans les écoles supérieures d'économie » (João Paulo Avelãs Nunes, « O Estado, a historiografia e outras ciências/tecnologias sociais », *historiografias portuguesas e brasileiras no século XX. Olhares cruzados*, Coimbra, IUC, 2013, pp. 53-79).

<sup>225</sup> Dans le calcul, je n'ai pas fait de distinction entre les historiens accommodés appartenant à l'Université et ceux ayant suivi une autre carrière. Par ailleurs, y compris chez les historiens accommodés qui n'étaient pas intégrés au sein de l'Université, l'intégration de l'UN n'a pas été importante. Elle n'a donc pas été envisagée comme une valorisation individuelle et professionnelle par les historiens extérieurs à l'Universités.

<sup>226</sup> Voir le tableau en annexe des historiennes et des historiens. Il se peut qu'il y ait quelques oublis et surtout l'appartenance au parti unique a pu régulièrement être tue dans les différentes biographies des historiens. Le résultat pourrait donc être quelque peu supérieur à celui obtenu.

<sup>227</sup> Sur le poids modéré de l'embrigadement politique, voir le repère « parti unique ».

d'une jeunesse catholique, à l'image d'autres intellectuels et professeurs en faveur de la même cause, donc d'une ligne qui se présentait comme toujours plus indépendante du régime de Salazar, bien qu'elle maintînt, bien évidemment, des liaisons ponctuelles<sup>228</sup> ». L'alignement du sommet de l'Université avec le pouvoir n'était donc généralisable à l'ensemble de la corporation et les professeurs disposaient d'une autonomie relative.

D'autres instances ont montré une autonomie en certaines occasions comme lorsque la fermeture des Presses universitaires de Coimbra s'est produite en plein été 1934<sup>229</sup>. Comme son directeur, Joaquim de Carvalho, était enseignant à l'université de Coimbra, il faisait partie de la Congrégation de la faculté de lettres, structure réunissant tous les professeurs cathédriques selon les facultés. Joaquim de Carvalho, historien de la génération de la République, était connu pour être un historien en opposition au pouvoir autoritaire et qui ne se privait pas de le critiquer. Lors de la première réunion de la congrégation de l'année scolaire 1934-1935, les différents professeurs ont décidé :

« Avant de clore la session, l'ancien Directeur a déclaré qu'il souhaitait aborder une question qu'il considérait comme de la plus haute importance pour la Faculté. Il sait, de source sûre, que l'Excellentissime Ministre des Finances est disposé à apporter les ressources nécessaires à la poursuite de l'œuvre culturelle menée par le Docteur Joaquim de Carvalho au sein de la presse universitaire récemment disparue. Compte tenu de ces informations, il estime que la Faculté aurait tort de se désintéresser de la question de la poursuite de ces travaux, notamment en ce qui concerne les études humanistes, qui relève de sa responsabilité. Il a proposé la nomination immédiate d'une commission qui rédigerait un rapport à présenter à l'Excellentissime Président du Conseil des Ministres, afin d'obtenir que la Faculté se voie confier la tâche et le privilège de continuer de développer l'œuvre culturelle susmentionnée dont la valeur et la portée sont notoires<sup>230</sup>. » [19 octobre 1934]

Si l'ensemble des professeurs cathédriques réunis ne déploraient pas la fermeture des Presses universitaires de Coimbra et ne semblaient que constater les conséquences de la politique du pouvoir, ils entendaient ne pas perdre l'opportunité de proposer un projet alternatif afin de pallier les difficultés suscitées par sa suppression. Par ailleurs, les professeurs semblaient avoir de solides réseaux dans les plus hauts cercles du pouvoir car à cette date António de Oliveira Salazar était à la fois le ministre des Finances et le président du Conseil mentionnés. Leur proposition montrait leur réactivité collective et leur volonté de dépasser la sanction individuelle à l'encontre de l'historien Joaquim de Carvalho pour défendre l'université de Coimbra. Face aux atteintes à son prestige pluricentenaire, les professeurs parlaient d'une seule voie pour éviter

---

<sup>228</sup> Luís Reis TORRAL, *A Universidade e o Estado Novo, O caso de Coimbra*, Coimbra, Minerva, 1999, p. 230.

<sup>229</sup> Son extinction est abordée dans le I)2) du chapitre 1.

<sup>230</sup> Archives de l'université de Coimbra, AUC-IC-1°D 3-1-76, Année 1925-1936 vol. 2, feuilles 156 et 157.



notamment que le transfert aux Presses nationales de Lisbonne ne se soldât par une concentration de l'activité littéraire dans la capitale.

De plus, y compris dans les fonctions représentatives de l'Université où le contrôle du pouvoir s'exerçait très fortement, des situations ponctuelles ont révélé la volonté d'affirmer l'autonomie du champ du savoir face au pouvoir. Marcelo Caetano, qui appartient à la génération de la transition autoritaire, en est l'illustration. Ce juriste de formation a commencé sa carrière universitaire à l'université de Lisbonne dans la décennie 1930 jusqu'à devenir professeur cathédrique en 1939. Il a en parallèle de sa carrière universitaire et d'enseignant en sciences politiques écrit de nombreux ouvrages d'histoire et a aussi été invité par le gouvernement à devenir académicien fondateur de l'APH. Cependant, Marcelo Caetano est surtout connu pour les très nombreuses fonctions politiques qu'il a occupées. De fait, il a participé à l'élaboration de la Constitution de 1933, contribué en 1934 à la rédaction du Code administratif, été Commissaire nationale de la Jeunesse portugaise (MP), ministre des Colonies entre 1944 et 1947, ministre de la présidence du Conseil entre 1955 et 1958 et en parallèle président de la Chambre corporative puis président du Conseil entre 1968 et 1974<sup>231</sup>. Un temps numéro deux du gouvernement, il en a été écarté en 1958 avant d'être nommé comme recteur de l'université de Lisbonne en 1959. C'est dans le cadre de cette fonction qu'un épisode a révélé son refus de coopérer avec le pouvoir afin de défendre l'indépendance universitaire.

En effet, alors que la guerre coloniale avait déjà commencé, une grande crise universitaire a touché d'abord Lisbonne puis l'ensemble des universités portugaises<sup>232</sup>. Le ministre de l'Éducation nationale, Manuel Lopes de Almeida – qui était un historien de l'université de Coimbra – a demandé l'intervention de la police pour empêcher la tenue du « Jour de l'Étudiant » le 24 mars 1962. En réaction, Marcelo Caetano a une première fois présenté sa démission, étant en désaccord avec l'intervention policière au sein de l'Université. Conforté à son poste, le pouvoir a d'abord affirmé aux représentants étudiants que la journée pourrait se tenir pour finalement prévenir par voie de presse qu'elle n'aurait pas lieu. Marcelo Caetano a alors réagi dans une lettre écrite au ministre de l'Éducation nationale et transférée à António de Oliveira Salazar :

« Sans avoir reçu d'indication ou d'orientation [du gouvernement], je vois aujourd'hui dans les journaux que le Gouvernement a de nouveau interdit le Jour de l'Étudiant. Je ne nie pas, et je n'ai jamais nié, le droit dont dispose le Gouvernement d'interdire toute manifestation qui, selon ses informations, puisse perturber l'ordre public dont il est responsable. Mais je

---

<sup>231</sup> Ricardo de BRITO, « Marcelo José das Neves Alves Caetano », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>232</sup> La crise académique de 1962 est évoquée dans le I)2) du chapitre 1.

juge indispensable que le recteur d'une Université soit mis au courant de l'orientation suivie par le Gouvernement, laquelle, à mon avis, dans tous les cas et surtout dans les plus délicats, doit être ferme et sans équivoque. Autrement, celui qui doit exécuter la politique gouvernementale s'astreint à des situations et des attitudes qui dévalorisent ses fonctions exercées, et surtout, si celui qui les exerce est professeur, discréditent l'éducateur. Ce sont les raisons pour lesquelles j'insiste irrémédiablement à demander ma révocation, demandant comme dernière faveur sa rapide publication, qui s'ajoute aux autres attentions personnelles dont je vous suis redevable dans l'exercice de cette charge. À cette date, je donne le Gouvernement de l'Université à Monsieur le Vice-Recteur en raison de mon état de santé qui ne me permet pas de continuer à l'exercer. Pour le Bien de la Nation, le Recteur<sup>233</sup> » [5 avril 1962]

Sans remettre en question la nécessité de mettre fin au mouvement qui s'était amorcé, Marcelo Caetano a donc pris la décision de quitter ses fonctions par opposition de principe à la démarche gouvernementale. Il donnait plusieurs raisons. Les raisons de santé semblaient davantage un prétexte pour démissionner et organiser la succession. Elles devaient être un motif recevable établi par les textes régissant la fonction de recteur. Ensuite, il semblait blessé par l'absence de considération pour sa fonction représentative. Les multiples situations où il a été mis en porte-à-faux durant la crise étudiante ont remis en cause sa légitimité de représentant de l'université de Lisbonne. Alors qu'il souhaitait essayer de régler la crise en interne, l'immixtion du pouvoir vidait de sa substance sa fonction car il était réduit à accepter les ordres et contre-ordres successifs. Enfin, Marcelo Caetano rappelait à Manuel Lopes de Almeida qu'approuver l'utilisation de la violence entraînait en contradiction complète avec la fonction d'enseignant. Il avait certes quitté depuis plusieurs années l'enseignement universitaire mais il semblait malgré tout y être attaché. En effet, lorsqu'il était à la commission nationale de la MP, il avait voulu organiser l'institution comme « un éducateur de la MP<sup>234</sup> » et témoignait d'une sensibilité pour les questions pédagogiques. En refusant de rester recteur, il n'était plus en contradiction avec l'idée qu'il se faisait de l'Université, « un espace où les élèves et les professeurs vivaient ensemble avec un "seul esprit et la même finalité, où il n'existait qu'une seule classe, la classe universitaire<sup>235</sup>" ». Son attachement à l'autonomie de l'Université organisée en un corps, lui qui a tant écrit sur le corporatisme, était donc fort. La réponse d'António de Oliveira Salazar datée du 9 avril 1962 déplorait la situation : « Mais s'il vous plaît, pour l'amour de Dieu, ne prenez pas de décision pour le futur, parce que personne ne sait ce que la Nation peut exiger de vous au

---

<sup>233</sup> Lettre insérée dans Álvaro GARRIDO, *Movimento Estudantil e Crise do Estado Novo*, Coimbra, Minerva, 1996, pp. 275-277.

<sup>234</sup> Ricardo de BRITO, « Marcelo Caetano, Historiador e Professor » dans Sérgio Campos MATOS et Maria Isabel JOÃO (org.), *Historiografia e memórias (séculos XIX- XXI)*, Lisbonne, Centro de História da FLUL, 2012, pp. 307-329.

<sup>235</sup> Ricardo de BRITO, *op. cit.*, citant un texte de Marcelo Caetano de 1974 (Marcelo CAETANO, *Pela Universidade de Lisboa !, 1959-1962*, Lisbonne, IN-CM, 1974).

moment voulu et que les services passés s'imposent à vous<sup>236</sup> ». Rétrospectivement, la lettre du dictateur pouvait paraître visionnaire mais à la suite de la démission de Marcelo Caetano, son retrait politique a duré six ans avant que la Nation n'exigeât de fait son retour.

Jorge Borges de Macedo a aussi rencontré de l'hostilité en voulant restreindre le champ d'action du pouvoir. Candidat à la direction de la FLUL, son positionnement a été facteur de tension comme rapporté dans une lettre écrite par Orlando Coelho Ferreira :

« Cher professeur, Votre nomination en tant que Directeur de la Faculté a été boycottée par le Professeur Veríssimo Serrão. Mais l'affaire n'est pas terminée. Je pense qu'au fond, tout tourne autour du fait que la police soit ou non autorisée à entrer dans la faculté. Et je pense, comme vous, que les policiers ne devraient entrer que si le Directeur de la Faculté de Lettres, ou son remplaçant légitime, en donne l'autorisation. Les hommes de la "Démocratie Chrétienne" de la Faculté "en particulier le Père Manuel Antunes, SJ<sup>237</sup> et le Professeur Lindley Cintra" sont très attentifs au dossier et je crois que votre refus de prendre le poste créera des problèmes qui seront difficiles à résoudre. Votre étudiant dévoué<sup>238</sup>. » [16 janvier 1974]

Ainsi, la nomination de Jorge Borges de Macedo avait été bloquée par le Joaquim Veríssimo Serrão qui était à ce moment le recteur de l'université de Lisbonne<sup>239</sup>. Par ailleurs, ce dernier avait soutenu le régime autoritaire notamment dans un texte appelé *Aimer l'Université et servir le Pays* où il défendait la nécessité de l'ordre au sein de l'Université<sup>240</sup>. Son exclusion de l'Université après le 25 avril 1974 confirme qu'il a été perçu comme un proche du régime. Jorge Borges de Macedo défendait donc l'autonomie nécessaire de l'Université en refusant aux forces de l'ordre la possibilité d'entrer dans l'enceinte universitaire. Le recteur lui privilégiait la possibilité d'une intervention policière pour maintenir le déroulement « serein » de la vie

---

<sup>236</sup> D'après Álvaro GARRIDO, *op. cit.*, pp. 314-315.

<sup>237</sup> Je ne suis pas parvenu à trouver à quel nom correspondent ces lettres tout comme je n'ai trouvé aucune information sur l'auteur de la lettre.

<sup>238</sup> Dossier Jorge Borges de Macedo, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1151/47, NT : 2605, feuilles 1 à 3.

<sup>239</sup> Il est par ailleurs intéressant de constater que lors de l'éloge funèbre de Jorge Borges de Macedo à l'APH, Joaquim Veríssimo Serrão, qui a pendant plusieurs décennies dirigé l'académie, a donné une vision bien différente de celle de la lettre consignée dans les archives de la police politique : « Ces deux années ont été celles d'un travail permanent dans un département d'Histoire où, grâce à l'appréciation mutuelle de ses responsables, l'atmosphère de compréhension sans laquelle les travaux collectifs ne progressent pas s'est à nouveau fait sentir. Entre-temps, le 9 octobre 1973, j'ai été nommé doyen de l'université de Lisbonne et, dans l'exercice de mes fonctions, j'ai essayé, sans jamais le convaincre, de faire en sorte que le professeur Borges de Macedo acceptât la direction de la Faculté des Lettres. » Il passait donc complètement sous silence le motif du refus de Jorge Borges de Macedo mais aussi son boycott supposé (*Elogio do Professor Doutor Jorge Borges de Macedo (1921-1996)*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 2004, p. 134).

<sup>240</sup> « Comment les enseignants et les élèves peuvent-ils travailler dans un climat serein et fructueux si la division et la haine deviennent des germes quotidiens dans la vie de l'école ? Qui gagnera à la paralysie des classes, à l'irrespect du corps enseignant, aux sanctions disciplinaires, au manque de performance académique, à la frustration d'une année perdue, au découragement de tant de bonnes personnes qui ne demandent qu'à imposer leurs mérites et préparer leur avenir ? Qui profitera de l'inquiétude qui règne dans l'esprit de ceux qui veulent voir les Universités sans vie constructive ? [...] La mission des maîtres est d'enseigner, celle des étudiants d'étudier, et celle de tous, de savoir vivre ensemble. » (Joaquim Veríssimo SERRÃO, *Amar a Universidade e servir o País*, Lisbonne, Imprensa da Universidade de Lisbonne, 1973, pages 22 et 23).

universitaire. Ainsi, le monde académique avait traversé en 1969 une grande crise qui avait surpris le corps enseignant. Entre le maintien de l'ordre et la pérennité de l'autonomie, les deux visions des deux historiens s'opposaient. Jorge Borges de Macedo était vraisemblablement soutenu par certains de ses collègues dont l'historien Luís Filipe Lindley Cintra, qui était connu pour son opposition. Toutefois, la fermeté du recteur s'est imposée car le professeur de philosophie Délio Nobre Santos a été nommé pour occuper la direction de la FLUL, pour quelques semaines seulement car le 25 avril 1974 est vite survenu<sup>241</sup>.

Enfin, le regard des autres historiens, notamment à travers les biographies et les éloges funèbres, a pu parfois contribuer à construire rétrospectivement une image de neutralité à l'égard du pouvoir notamment pour les historiens accommodés qui ont été exclus après le 25 avril 1974. Par exemple, à deux reprises<sup>242</sup>, Jorge de Alarcão a fait un tel constat pour Salvador Dias Arnaut :

« Un autre trait définit notre personnalité honorée : sa non-implication dans la politique. Je ne dirais pas que c'est un mérite, mais c'est un choix légitime, et dans ce cas, cela démontre que son intérêt a toujours été et surtout la Faculté des Lettres où il a enseigné depuis 1952. Ses fonctions étaient uniquement de nature académique : représentant de ses pairs au Sénat de l'Université, directeur de l'Institut des Études Ultramarines, vice-directeur de la Faculté des Lettres. Cette position apolitique découle clairement d'un profond désir d'harmonie, exprimé sans équivoque et toujours sincère, que chacun apprécie en sa compagnie, de droite comme de gauche. Le désir d'harmonie découle de la franchise du cœur ; tout en s'exprimant au sein de la Faculté des Lettres, son objectif était le progrès de l'Université. Peu de personnes ont été aussi loyales et dévouées à l'institution. Ce dévouement à l'Université et aux traditions académiques se manifeste jusque dans le choix de sa propre résidence. J'ai toujours connu le Docteur Arnaut habitant la Couraça de Lisboa, tout près de l'Université, dans cette ancienne rue pavée qui longe la muraille médiévale de Coimbra. »

Le portrait dressé par Jorge de Alarcão insiste donc à plusieurs reprises sur le non engagement idéologique de Salvador Dias Arnaut. Il soutient que sa vie était entièrement consacrée à l'Université. Dans la mesure où il a été exclu de ses fonctions après le 25 avril 1974 car il était vice-recteur de la FLUC à ce moment-là, le biographe entendait rétablir l'image de son maître à penser, ternie par la révolution des Œillets. Son « triste éloignement<sup>243</sup> » semble de fait avoir

---

<sup>241</sup> [http://memoria.ul.pt/index.php/Santos, D%C3%A9lio\\_Nobre](http://memoria.ul.pt/index.php/Santos, D%C3%A9lio_Nobre), consulté le 12 août 2021.

<sup>242</sup> D'abord dans Jorge de ALARCÃO, « Doutor Salvador Dias Arnaut », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 31, 1996, pp. 1-11, puis dans Jorge de ALARCÃO, « Salvador Dias Arnaut », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne. Il s'agit du même texte dans les deux publications.

<sup>243</sup> Jorge de ALARCÃO, « Salvador Dias Arnaut », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne. Il est par ailleurs intéressant de constater que dans la première biographie que Jorge de Alarcão a écrite, l'auteur n'a pas mentionné la procédure d'éloignement subie par Salvador Dias Arnaut. En n'évoquant pas l'événement, il entendait ne pas ternir le portrait élogieux qu'il faisait de son ancien professeur.

été entraîné par les emportements du Processus révolutionnaire contre toute personne en situation de responsabilité, alors qu'il était un professeur moins impliqué dans la défense du régime que d'autres de ses collègues comme ont pu l'être Manuel Lopes de Almeida voire Torquato de Sousa Soares. Cependant son engagement à la direction de l'université de Coimbra, et le lien intime de la direction des universités avec le pouvoir avait été perçu comme une indélébile marque de compromission.

Il en est de même dans les biographies de Jorge Borges de Macedo. L'historien de la génération autoritaire a au cours des années 1950 arrêté son activité militante au PCP puis s'est rapproché du pouvoir autoritaire pour finalement intégrer l'université de Lisbonne<sup>244</sup>. Directeur du Centre d'histoire de l'université de Lisbonne, il a été contraint de quitter ses fonctions lorsque le 25 avril 1974 s'est produit. Son parcours de l'extrême-gauche à la droite catholique a contribué à ce que son profil d'ancien militant soit tu. Par exemple, l'historienne Maria do Rosário Themudo Barata, lors de son entrée à l'APH, n'a fait, dans son éloge de Jorge Borges de Macedo, aucune mention de son passé militant<sup>245</sup>. Toutefois, la même historienne a dans une autre biographie mentionné ce passé et son basculement idéologique :

« Il prend ensuite ses distances avec ces structures et, face à la guerre civile espagnole, au pacte germano-soviétique de 1939, à l'alignement persistant du PCP sur Moscou et à l'invasion de la Hongrie en 1956, [Jorge Borges de Macedo] cesse de faire partie de la résistance contre le régime, même s'il reste toujours indépendant et critique envers l'*Estado Novo*, prônant un changement qui garantirait une plus grande liberté et participation politique et un débat interne efficace<sup>246</sup>. »

Ainsi, l'historienne insistait sur son indépendance politique afin de minorer toute compromission de la part de Jorge Borges de Macedo envers le régime autoritaire au contraire de l'image qu'il avait dans les milieux en opposition voire au sein des historiens accommodés<sup>247</sup>. Joaquim Veríssimo Serrão a lui aussi défendu son ancien collègue Jorge Borges de Macedo :

« Sans aucune justification, ce travail fructueux a été brusquement interrompu lorsque le déluge de passions incontrôlées qui a suivi le 25 Avril a forcé le retrait du Maître qui est

---

<sup>244</sup> Son œuvre et son parcours sont étudiés dans le III)2) du chapitre 5.

<sup>245</sup> *Elogio do Professor Doutor Jorge Borges de Macedo (1921-1996)*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 2004, pages 20 à 38 pour son parcours avant le 25 avril 1974.

<sup>246</sup> Maria do Rosário Themudo BARATA, « Jorge Borges de Macedo » dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>247</sup> Voir notamment la citation de l'entretien de José Mattoso cité quelques pages auparavant pour un regard d'historien accommodé. Au sein des historiens en opposition, son positionnement ne faisait aucun doute comme l'a remarqué Miriam Halpern Pereira : « Et donc moi, ayant déjà une vision politique, j'ai senti que Borges de Macedo, étant professeur de la faculté, n'allait pas me proposer de lire des auteurs qui ne lui conviendraient pas » (entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 5) tout comme la description faite par Joaquim Romero Magalhães comme un scientifique clairement adepte du régime autoritaire : « C'est pour cela que je pense qu'à Lisbonne, Borges de Macedo était davantage dans le contrôle idéologique que les gens d'ici, bien qu'étant un bien meilleur professeur » (entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 4).

ici honoré. Favorisé par des ambitions folles et des haines mesquines, la purge de plusieurs professeurs d'université est une page noire dans les annales de nombreux établissements d'Enseignement Supérieur de notre Pays<sup>248</sup> ».

En faisant de la démission de Jorge Borges de Macedo une injustice, il souhaitait rétablir la probité de son collègue et le disculper de toute compromission politique. Par ailleurs, dans la mesure où il avait lui-même vécu la situation, il ne pouvait que déplorer l'expulsion de l'Université de son collègue. Il dénonçait les procédures d'exclusion durant le Processus révolutionnaire en cours, qui ont conduit à nommer de nombreux nouveaux professeurs qui ont par la suite été contestés sur le plan scientifique, et notamment par ceux qui avaient été expulsés.

\*

\* \*

Les historiennes et les historiens accommodés avaient certes accepté le pouvoir autoritaire mais ils ont diversement réagi. Un certain nombre a fait le choix de soutenir le gouvernement dont ils se sentaient proches idéologiquement. Ils pouvaient escompter ainsi obtenir des faveurs tout en soutenant la ligne politique défendue par le régime dictatorial. L'Empire a été le principal facteur de l'engagement des historiens accommodés car ils avaient, tout comme le pouvoir, la ferme volonté de le défendre face aux velléités indépendantistes. Leur participation active et enjouée aux commémorations organisées par l'*Estado Novo* sont aussi une preuve de leur sincère mais ponctuel engagement au service de l'État.

Cependant, les historiens accommodés ont régulièrement essayé de tenir le pouvoir à distance. Par leurs choix historiographiques ils ont évité toute confrontation avec les instruments de contrôle étatique. De plus, soucieux de défendre l'autonomie scientifique, qu'elle fût individuelle ou collective, différentes prises de position des historiens ont été autant de manifestation de leur volonté d'être autonomes ou bien de limiter l'intromission politique. Enfin, une rupture générationnelle pouvait s'observer entre les plus âgés du groupe, davantage enclins à se compromettre avec le pouvoir, par rapport aux plus jeunes, plus critiques.

L'accommodement a été le choix plus important numériquement mais il reste à mettre en évidence le deuxième plus important soit l'opposition au pouvoir autoritaire. L'étude de ce positionnement permet de mettre en évidence les formes possible de l'opposition au pouvoir d'une partie de la communauté historique.

---

<sup>248</sup> José BRISSOS (org.), *J. Borges de MACEDO, Itinerário de uma vida pública, cultural e científica*, Lisbonne, Colibri, 1991, p. 12.

### III) S'opposer : le choix de la difficulté ? Formes de la résistance au pouvoir autoritaire

Les historiennes et les historiens en opposition sont au nombre de 51 et représentent 27 % de l'ensemble des scientifiques considérés dans cette recherche. Ils forment une importante minorité, bien plus importante que les historiens organiques. Quelles sont leurs principales caractéristiques ? Socialement, la posture du refus du pouvoir n'a pas modifié leur situation. Ils étaient certes expressément en résistance et perçus comme tel par la dictature mais ils n'étaient pas des subalternes, en dépit des différentes difficultés rencontrées dans leur pratique quotidienne<sup>249</sup>. Ainsi, malgré les années passées en prison, les exils contraints ou volontaires, les réelles souffrances endurées par une grande partie d'entre eux, ils étaient insérés socialement et culturellement, bien davantage que la majorité de la population analphabète et rurale qui vivait de son maigre terrain ou bien qui a pris la décision d'émigrer pour survivre. Ensuite, économiquement, leur situation a pu varier sensiblement selon les cas. En effet, du fait de leur positionnement hostile à la dictature, ils risquaient d'être confrontés à un « resserrement des espaces possibles<sup>250</sup> » quant à leur avenir professionnel. Leurs projets de carrière devaient se conformer aux décisions de la police politique, produisant dès lors des écarts entre les envies et la réalité.

En dépit de la variété des situations individuelles, les historiens ont bien souvent maintenu leur opposition et participé activement à la lutte politique. Il est donc question de mesurer les conséquences concrètes de leur confrontation au pouvoir. Dès lors, il faut s'intéresser aux tactiques déployées par les historiennes et les historiens en opposition. Ainsi, avec Michel de Certeau, il est possible de distinguer d'un côté la stratégie du pouvoir et de l'autre les tactiques des actrices et acteurs. L'historien a défini la stratégie comme « le calcul (ou la manipulation) des rapports de force qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir (une entreprise, une armée, une cité, une institution scientifique) est isolable<sup>251</sup> ». Dans le cas présent, le régime autoritaire est isolable et est clairement identifié par l'ensemble des

---

<sup>249</sup> Il n'est donc pas possible de considérer la situation des historiennes et des historiens accommodés comme analogue à celle analysée par James C. Scott. En effet, s'ils étaient, comme l'ensemble des citoyens, dominés politiquement par le pouvoir, ils ne l'étaient pas socialement ni économiquement (voir James C. SCOTT, *La Domination et les arts de la résistance. Fragments d'un discours subalterne*, Paris, traduit par Olivier RUCHET, Éditions Amsterdam, 2019).

<sup>250</sup> La formulation a été utilisée par les autrices Catherine Leclercq et Julie Pagis pour annoncer l'article de Julien Misché sur les ouvriers permanents de la CGT (Catherine LECLERCQ, Julie PAGIS, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », dans *Sociétés contemporaines*, 2011, vol. 4, n° 84, pp. 5-23).

<sup>251</sup> Michel de CERTEAU, *L'invention du quotidien*, vol. 1, *arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, p. 59.

historiennes et des historiens. De plus, il a clairement fixé sa stratégie afin de contrôler le champ du savoir mais aussi de procéder à une surveillance active des opposants<sup>252</sup>. À l'opposé, Michel de Certeau a défini la tactique comme :

« L'action calculée que détermine l'absence d'un propre. Alors aucune délimitation de l'extériorité ne lui fournit la condition d'une autonomie. La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Aussi doit-elle jouer avec le terrain qui lui est imposé tel que l'organise la loi d'une force étrangère. [...]. Ce non-lieu lui permet sans doute la mobilité, mais dans une docilité aux aléas du temps, pour saisir au vol les possibilités qu'offre un instant. Il lui faut utiliser, vigilante les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire. Elle y braconne. Elle y crée des surprises. Il lui est possible d'être là où on ne l'attend pas. Elle est ruse. En somme c'est un art du faible<sup>253</sup> ».

Dès lors, les tactiques des historiennes et des historiens en opposition se sont déployées dans le cadre autoritaire et face à la stratégie du pouvoir. Elles concrétisent les failles et les faiblesses de la stratégie du pouvoir mais elles sont aussi parfois conditionnées voire restreintes en raison de la vigueur de la puissance dictatoriale. Quitte à échouer, l'enjeu est donc de rendre compte des tactiques développées par les opposants afin de déjouer et de contourner la stratégie étatique.

Les tactiques des historiennes et des historiens en opposition ont eu des conséquences directes dans leurs parcours. Or, comme l'ont souligné Catherine Leclercq et Julie Pagis, il est possible de parler d'incidences biographiques de l'engagement. Elles ont ainsi cherché à répondre à « la question des effets socio-biographiques de l'engagement, c'est-à-dire des façons dont l'engagement génère ou modifie des dispositions à agir, penser, percevoir – et se percevoir – en continuité ou en rupture avec les produits de socialisation antérieurs<sup>254</sup>. » Partant, il faudra se demander quelles ont été les incidences de l'engagement des historiennes et des historiens dans leur parcours d'opposants.

L'objectif de cette partie est de montrer la diversité des formes et des conséquences de l'opposition à la dictature. D'abord, l'analyse entend montrer comment les historiens en opposition ont appris et choisi de poursuivre leurs activités de recherches quitte à circonscrire leur opposition citoyenne. Ensuite, l'étude s'intéressera aux situations où le citoyen a pris le pas sur l'historien et où l'activité militante a pu devenir déterminante et structurante dans les choix de vie des historiens.

---

<sup>252</sup> Voir le I)2) du chapitre 1 pour le saisissement du champ du savoir par le pouvoir et l'ensemble du III) pour les instruments de contrôles déployés.

<sup>253</sup> Michel de CERTEAU, *op. cit.*, pages 60 et 61.

<sup>254</sup> Catherine LECLERCQ, Julie PAGIS, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », dans *Sociétés contemporaines*, 2011, vol. 4, n° 84, pp. 5-23.



## 1) L'historien-citoyen dans la mécanique autoritaire. Une résistance de basse intensité ?

Faire le choix de s'opposer notoirement au pouvoir autoritaire n'a pas forcément impliqué une mise au ban de la société. À l'image réelle mais quelque peu romancée de l'opposant combattant dans la clandestinité le régime politique rejeté, il est nécessaire d'opposer le quotidien de nombreux historiens et des historiennes qui, en dépit de leur opposition, ont continué de lire, apprendre, travailler et écrire sous le régime autoritaire. Il convient donc de mettre en évidence les tactiques révélant des adaptations et des compromis avec l'engagement citoyen. Au sein du dialogue entre l'historien et le citoyen, l'historien a donc régulièrement primé.

Le premier temps de compromis nécessaire a été celui de la formation scolaire, premier jalon essentiel pour devenir historien et citoyen. Si les historiennes et les historiens en opposition se sont formés presque intégralement au Portugal<sup>255</sup>, l'ensemble du groupe considéré n'est pas ici concerné. En effet, les historiennes et les historiens des générations Oliveira Salazar et de la guerre coloniale sont les seuls concernés par un temps d'apprentissage pendant le régime autoritaire<sup>256</sup>. Ils n'ont pu que « subir » ces années de formation, pour reprendre la formulation de Sonia Combe<sup>257</sup>. Subir peut être à la fois « supporter contre son gré » et dans le même temps « avoir une attitude passive<sup>258</sup> ». Il y a donc une dimension négative mais aussi une autre descriptive et comme nous allons le voir, les deux dimensions ont pu être vécues par les historiens en opposition.

Précisons que les études secondaires ont, semble-t-il, laissé un meilleur souvenir aux scientifiques en opposition. Est-ce un moyen de faire remonter le temps du réel apprentissage avant la fréquentation de l'enseignement supérieur pour discréditer leurs maîtres de l'Université ? Il semble plutôt que ce soit le résultat d'un contrôle idéologique moins drastique, qui a permis à des candidates et candidats empêchés d'accéder au supérieur, à l'image de Joel Serrão, d'enseigner longuement enseignant au lycée avant d'intégrer le supérieur durant la période

---

<sup>255</sup> À l'exception notable de José Freitas de Bragança qui est parti étudier à la Sorbonne à Paris pour faire des études de lettres modernes (n. : *filologia moderna* en portugais). Toutefois l'historien de l'art est né en 1892 et a étudié à Paris durant la décennie 1910 soit bien avant la mise en place du régime autoritaire (Francisco Miguel ARAÚJO, « José Freitas de Bragança », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>256</sup> Dans la mesure où les quatre historiens nés en 1908 et âgés de 18 ans en 1926 sont trois historiens accommodés et un historien organique (Idalino da Costa Brochado, Avelino de Jesus da Costa, Adriano de Gusmão, Mário Gonçalves Martins), seuls les deux dernières générations proposées dans la recherche sont concernées.

<sup>257</sup> Entre collaborer et résister, l'historienne a désigné le fait de « subir » comme une des attitudes intermédiaires possibles (voir Sonia COMBE, *Une société sous surveillance. Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999).

<sup>258</sup> <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/subir/75033>, consulté le 14 août 2021.

marcelliste<sup>259</sup>. Miriam Halpern Pereira a par exemple insisté sur sa professeure Maria Emília Cordeiro Ferreira, la belle-sœur de Vitorino Magalhães Godinho<sup>260</sup> et Luís Reis Torgal a précisé : « Je suis allé à l'école pendant l'*Estado Novo*, avec comme professeur d'Histoire Alberto Martins de Carvalho, qui a été, comme je l'ai déjà dit, celui qui m'a le plus influencé<sup>261</sup> ». Les professeurs ont été des personnalités marquantes, parfois en opposition au pouvoir<sup>262</sup>, et qui ont souvent pu susciter une vocation contribuant à leur valorisation parmi leurs souvenirs. Par ailleurs, des historiens accommodés ont aussi pu être favorablement impressionnés par leurs professeurs de l'enseignement secondaire<sup>263</sup>. Toutefois, l'ingérence du pouvoir et l'obligation de participer aux activités de la Jeunesse portugaise appelaient que ce degré d'enseignement n'était aucunement délaissé par le pouvoir et qu'au contraire il pouvait devenir un temps d'embrigadement comme l'a évoqué Maria Beatriz Nizza da Silva<sup>264</sup>.

La fréquentation des institutions supérieures et notamment l'Université a régulièrement été vécue comme un temps de souffrance et de profonde désillusion de l'apprentissage des méthodes pour être une historienne ou un historien. Les jeunes étudiantes et étudiants ont alors subi et rappelé leur désappointement au cours de témoignages. Elle concerne tout d'abord le contenu des cours et les limitations thématiques alors en vigueur. Ainsi, Luís Reis Torgal a observé : « À l'Université, j'ai eu une désillusion profonde, car j'avais le sentiment que l'Histoire que l'on m'enseignait n'était qu'un récit (et même une compilation d'anecdotes) qui ne m'aidait pas à interpréter le monde comme je le voulais<sup>265</sup>. » De même António Borges Coelho a lui

---

<sup>259</sup> José Manuel Guedes de SOUSA, « Joel Serrão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>260</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 3.

<sup>261</sup> Luís Reis TORGAL, *História... que história ?*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2015, p. 12.

<sup>262</sup> La belle-sœur de Vitorino Magalhães Godinho, comme expliqué par Miriam Halpern Pereira durant son entretien, elle a été exclue à cause de son engagement politique. Quant à Alberto Martins de Carvalho, je ne suis pas parvenu à trouver davantage d'informations si ce n'est qu'il a enseigné à l'université de Coimbra en 1930 et qu'il a été enseignant au lycée José Falcão de Coimbra que Luís Reis Torgal a dû fréquenté, (<https://www.uc.pt/org/historia-ciencia-na-uc/autores/CARVALHO-albertomartinsde>, consulté le 14 août 2021) mais aussi qu'une bibliothèque porte son nom dans la commune d'Arganil (<https://www.cm-arganil.pt/viver/espacos-culturais/biblioteca-alberto-martins-de-carvalho/>, consulté le 14 août 2021).

<sup>263</sup> Par exemple, José Mattoso a durant son entretien évoqué l'importance d'Avelino Cunhal, le père d'Álvaro Cunhal : « il voulait que les élèves – les adolescents n'est-ce pas – comprennent la raison des choses. Il commençait par demander : “Qu'est-ce qui a motivé la Première Guerre mondiale ?” ; l'élève devait alors dire ce dont il était capable et il guidait ensuite l'élève. Il donnait donc à l'élève l'occasion de comprendre l'histoire. L'objectif n'était pas de sanctionner, mais de comprendre. La majorité des professeurs d'histoire de l'enseignement secondaire au Portugal avait à peine confiance dans la mémorisation des faits » (entretien avec José Mattoso, p. 2).

<sup>264</sup> « C'était un bon établissement mais le point pénible était la Mocidade Portuguesa qui nous obligeait à faire des choses. Comme je détestais cela, la Mocidade Portuguesa donnait la possibilité de choisir et j'ai opté pour les danses folkloriques que j'ai trouvées amusantes. J'ai dansé toutes les danses du Portugal mais je fuyais les autres choses. Une participation à la Mocidade Portuguesa était obligatoire mais j'ai pris ce que je préférais : danser. Ces commandantes du régime étaient appelées les Gardiennes qui étaient – je ne dis pas *mégères* (n. : en français) – mais elles étaient tellement moches et désagréables ! » (Entretien avec Maria Beatriz Nizza da Silva, p. 11).

<sup>265</sup> Luís Reis TORGAL, *op. cit.*, p. 12.

remarqué : « À l'Université, l'histoire économique n'existait pas, l'histoire était politique, mais on n'abordait pas l'histoire contemporaine et on faisait une histoire militaire, celle des grands faits et des grands héros. L'État faisait de grandes commémorations historiques ». Certes le regard des historiens sur leurs études peut être une reconstruction a posteriori, au regard de l'histoire qu'ils ont écrite par la suite. Cependant, il n'en reste pas moins qu'ils déploraient la domination avérée de l'histoire politique alors professée mais aussi écrite par les historiens accommodés. Si parmi les plus jeunes générations, des historiens accommodés se sont appropriés ce courant historiographique, les historiens en opposition ont semblé ne pas y trouver d'intérêt<sup>266</sup>. Miriam Halpern Pereira a, en plus des limitations chronologiques, pointé les faiblesses méthodologiques : « La partie de l'histoire du Portugal était très mauvaise. Le cours était très basique et la bibliographie recommandée était mauvaise, il y avait bien mieux. [...] On n'étudiait pas l'histoire contemporaine. L'histoire du Portugal se terminait en 1640, on n'étudiait pas au-delà de cette date<sup>267</sup> ». L'absence de références bibliographiques actualisées étaient donc perçus comme un frein à l'apprentissage et le fait que l'enseignement à l'Université ne proposât pas de lectures récentes en prolongement confortait l'idée d'une faiblesse structurelle de l'Université et d'un manque d'investissement des enseignants. Enfin, Maria Beatriz Nizza da Silva se plaignait de l'enseignement de la philosophie qui a été jusqu'en 1957 associé au cursus d'histoire : « J'ai été à l'université de Lisbonne la dernière année où elle était liée à la philosophie : la philosophie était une horreur. L'histoire était intéressante mais pas totalement. [...] C'était si mauvais que cela ne valait même pas le coup d'être là-bas<sup>268</sup> ».

En réaction à la désillusion vécue au sein de l'Université, le repli sur le travail a pu apparaître la seule solution comme en témoigne Maria Beatriz Nizza da Silva : « Durant toute la période à l'Université, j'ai senti des limitations de perspectives et l'absence de personnes qualifiées en nombre avec qui parler et avec qui travailler. Je veux dire par là que je m'isolais à la Bibliothèque nationale et je faisais ma recherche<sup>269</sup> ». Vitorino Magalhães Godinho a fait un constat similaire : « nous avons [...] eu la chance de ne rien avoir appris à la Faculté, et de pouvoir nous préparer comme nous le souhaitions<sup>270</sup> », tout comme Joaquim Romero Magalhães qui a souligné l'importance de la bibliothèque de l'université de Coimbra :

---

<sup>266</sup> Pour des exemples d'historiens accommodés ayant écrit dans les dernières décennies une histoire politique, voire le III)1) du chapitre 5.

<sup>267</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 7.

<sup>268</sup> Entretien avec Maria Beatriz Nizza da Silva, p. 1.

<sup>269</sup> Entretien avec Maria Beatriz Nizza da Silva, p. 2.

<sup>270</sup> Vitorino Magalhães GODINHO, *A historiografia portuguesa do século XX, Ensaios IV, Humanismo científico e reflexão filosófica*, Lisbonne, Sá da Costa, 1971, p. XX.

« Cependant, la Faculté de Lettres avait une chose magnifique : la bibliothèque. Elle était excellente. À cette époque elle avait tout. Nous sommes en train de parler entre 1960 et 1965. Elle avait toutes les publications de l'École Pratique des Hautes Études. Beaucoup de collections et de tous les auteurs : Le Roy Ladurie, Chaunu et son *Séville et l'Atlantique*. Tout cela était dans la bibliothèque ».

Ainsi, la nécessité de travailler par soi-même pour apprendre a été plusieurs fois évoquée. Est-ce un moyen de valoriser leur parcours par rapport aux autres étudiants et aux lacunes méthodologiques des professeurs pour se distinguer ou bien la description d'une situation avérée ? Il semble que de fait les bibliothèques étaient bien peu fréquentées<sup>271</sup>, et surtout il faut percevoir l'isolement ressenti et vécu comme la manifestation d'une divergence d'intérêts entre les historiens en opposition et les historiens accommodés. Les historiens en opposition voulaient être au contact d'une bibliographie étrangère, notamment dominée par l'histoire économique et sociale française, pour rompre avec une production historiographique portugaise déconsidérée. Ils ont donc dû prendre des initiatives par eux-mêmes et chercher les informations qu'on ne leur donnait pas. Enfin, le temps des études durant le régime autoritaire a aussi pu être un temps de construction d'un réseau car comme l'a précisé Maria Beatriz Nizza da Silva, lorsqu'elle est revenue au Portugal dans les années 1990, ses anciens camarades et professeurs de l'université de Lisbonne l'ont invitée pour enseigner<sup>272</sup>.

Les récits des études ont aussi beaucoup insisté sur la qualité des enseignants qui transmettaient leurs connaissances et formaient les plus jeunes. Plutôt que d'évoquer des exemples à suivre, ils ont paru être davantage des figures repoussoirs. Selon Mário Soares les professeurs étaient trop influencés par le régime autoritaire et qui plus est de piètre qualité : « Les professeurs que je connus à la faculté de Lettres étaient presque tous médiocres, incompetents et indifférents à leur mission<sup>273</sup>. » Il faut cependant rappeler que son sévère jugement est extrait de *Le Portugal bâillonné*, un livre dénonçant le régime autoritaire alors qu'il était en exil en France. Militant politique de premier plan, il a pu quelque exagérer le portrait qu'il faisait de l'Université pour accabler le régime. José Tengarrinha a lui aussi évoqué un alignement idéologique tout en le pondérant : « Les professeurs, certains d'entre eux, étaient très liés au régime<sup>274</sup> ». Par ailleurs, il a précisé que son apparence physique rappelait sa situation de

---

<sup>271</sup> En parlant de la Bibliothèque nationale portugaise, Miriam Halpern Pereira constatait : « Quand je suis rentrée au Portugal, c'était d'une tristesse : il n'y avait personne. Seulement après le déjeuner, quelques personnes arrivaient. Encore aujourd'hui, la salle n'est jamais pleine, mais il y a plus de personnes : ce n'est pas le désert qu'elle a été, avec une salle énorme. » (Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 19)

<sup>272</sup> Entretien avec Maria Beatriz Nizza da Silva, p. 12.

<sup>273</sup> Mário SOARES, *le Portugal bâillonné*, trad. Édouard BAILBY, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 17.

<sup>274</sup> Entretien avec José Tengarrinha, pages 1 et 2.

prisonnier, ce qui a pu contribuer à un jugement défavorable de la part des professeurs qui l'évaluaient :

« De bons professeurs, j'en ai eu très peu. Le reste était des professeurs avec un niveau assez faible, très proches du régime et qui me persécutaient à l'Université, parce que je suis arrivé là-bas avec les cheveux rasés, comme il était de rigueur dans le régiment pénitentiaire dans lequel j'étais. On m'a demandé pourquoi et ensuite ils m'ont vu comme un dangereux rebelle, et donc certains m'ont persécuté. [...] C'était surtout aux oraux : ils me mettaient des mauvaises notes à ces examens. J'ai eu de grandes difficultés pour étudier<sup>275</sup> ».

António Borges Coelho a quant à lui été tout aussi modéré sur l'engagement politique des historiens accommodés : « Un professeur peut avoir une vision ultraréactionnaire, mais, comme il est professeur, il peut donner une vision différente<sup>276</sup> ». Sans forcément leur prêter d'intentions idéologiques dissimulées, la qualité n'était pas au rendez-vous comme l'a rappelé Joaquim Romero Magalhães non sans humour<sup>277</sup> mais avec sévérité :

« Le professeur d'histoire orientale, qui était au demeurant le même que celui de Préhistoire, et d'Antiquité grecque ainsi que d'histoire moderne et contemporaine. Ce type, une des questions qu'il faisait dans les examens : de quoi était composé le panier où était le serpent qui a tué Cléopâtre. Voilà. Et selon les années c'était un panier de roses ou bien de figues. Mais ça c'était pour vérifier que les étudiants étaient bien allés au cours. [...] Le reste était un désastre. Je ne vais pas vous dire que c'était un enseignement idéologiquement de droite à cette époque : c'était un enseignement qui n'avait aucune qualité, des étrangetés, ennuyeuses, des choses qui n'avaient aucun intérêt. Je ne sais pas s'ils avaient très conscience de l'idéologie du pouvoir. Ils étaient de très mauvais professeurs qui savaient bien peu de choses<sup>278</sup> ».

Outre le manque de spécialisation, qui résultait surtout d'un manque de professeurs de l'enseignement supérieur et aboutissait à la multiplication des cours donnés par les mêmes enseignants<sup>279</sup>, le contenu des cours semblait inapproprié et confirmait un gout du détail et une absence de réflexion. Cet exemple, très certainement quelque peu exagéré pour susciter l'adhésion de la lectrice ou du lecteur, illustre quoi qu'il en soit le décalage entre l'histoire-problème attirant les jeunes historiens en opposition et l'histoire événementielle et érudite enseignée par les historiens accommodés.

---

<sup>275</sup> Entretien avec José Tengarrinha p. 5.

<sup>276</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 2.

<sup>277</sup> Il a donné un autre exemple de questions posées aux examens : « Comment est mort Paul III... je ne sais plus. Bref, les papes de la Renaissance, les Borgia. Ce pape est mort de la sorte : il était très gourmand et donc il est mort d'une indigestion de melons. Ou bien ce fut un diable qui est sorti de sa bague qui l'a étranglé. (*Rires*). C'était cela qu'on nous demandait dans les examens. Un examen où j'étais en grosse difficulté pour répondre, mais une amie m'a soufflé la réponse : " Qui était l'amante de Laurent de Médicis ?" (*pause*) Histoire moderne et contemporaine ! » (Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 5).

<sup>278</sup> Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 2.

<sup>279</sup> Voir le II)2) du chapitre 4.

Un ensemble de professeurs a pu marquer, favorablement ou défavorablement les futures historiennes et les historiens et devenir des exemples ou contre-exemples pour eux. Miriam Halpern Pereira garde par exemple un mauvais souvenir de Virgínia Rau : « Quant à la faculté, avec qui j'ai appris ... (*pause*) Des noms connus avec qui je n'ai rien appris comme Virgínia Rau, absolument rien. Rien, zéro<sup>280</sup>. » Toutefois le constat varie en fonction des personnes. António Borges Coelho par exemple a précisé la présence à l'université de Lisbonne de bons professeurs « avec Jorge Borges de Macedo, avec Oliveira Marques qui étaient encore à Lisbonne et même Virgínia Rau, qui n'était pas une grande historienne mais qui savait indiquer les bons auteurs<sup>281</sup> ». Notons que parmi les trois noms d'historiens évoqués, António Henrique de Oliveira Marques était un historien en opposition, Jorge Borges de Macedo l'avait été et les trois s'inscrivaient dans l'histoire économique et sociale. Ce sont donc les professeurs innovants historiographiquement qui semblent l'avoir marqué et étaient ainsi valorisés. Maria Beatriz Nizza da Silva a aussi évoqué l'importance d'António Henrique de Oliveira Marques<sup>282</sup>. Mário Soares lui insistait sur le rayonnement de Vitorino Magalhães Godinho : « Un seul professeur avait l'étoffe d'un maître : Vitorino Magalhães Godinho. Personne ne s'y trompait et les étudiants lui vouaient un véritable culte<sup>283</sup> ». En plus d'être un historien en opposition, il produisait de l'histoire économique et sociale influencée par les *Annales* et se distinguait donc du reste du corps enseignant de l'université de Lisbonne. Luís Reis Torgal a détaché parmi ses professeurs d'histoire Sílvio Lima, un historien en opposition, Maria Helena da Rocha Pereira<sup>284</sup> et José Sebastião da Silva Dias<sup>285</sup>. En conséquence, parmi les quelques figures qui se sont dégagées des souvenirs des historiennes et historiens des générations Oliveira Salazar et de la guerre coloniale, la plupart du temps, les maîtres s'éloignaient d'une écriture de l'histoire politique et innovaient au regard de l'écriture des historiens accommodés<sup>286</sup>.

Parfois, plutôt que de subir le temps des études, le passage par l'enseignement supérieur a pu être un temps d'apprentissage du militantisme. Apprendre à être un historien et un citoyen se faisait de pair. Ce ne fut certes pas le cas de l'ensemble des historiennes et historiens en opposition. En effet, José Tengarrinha a plutôt souligné la peur régnant dans les universités : « Non, il y avait beaucoup de peur, en conséquence, toute manifestation de solidarité était très

<sup>280</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 3.

<sup>281</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 3.

<sup>282</sup> Entretien avec Maria Beatriz Nizza da Silva, p. 2.

<sup>283</sup> Mário SOARES, *le Portugal bâillonné*, trad. Édouard BAILBY, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 18.

<sup>284</sup> Par ailleurs, cette historienne a aussi été évoquée par Joaquim Romero Magalhães comme une professeure importante de ses études (entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 2).

<sup>285</sup> Luís Reis TORRAL, *História... que história ?*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2015, pages 12 et 13.

<sup>286</sup> Pour l'histoire culturelle écrite par José Sebastião da Silva Dias, voir le III)2) du chapitre 5.

rare<sup>287</sup> ». L'ambiance oppressante contribuait pour lui à ce qu'il n'y ait que très peu de solidarité entre les étudiantes et étudiants. De même Maria Beatriz Nizza da Silva a surtout été dans l'évitement : « Je fuyais toujours Miriam, parce qu'elle venait toujours avec des papiers à signer et des choses comme ça<sup>288</sup> ». Au reste elle a assuré : « Je n'ai jamais fait de politique, que ce soit au Portugal ou bien au Brésil parce que ma vocation était celle d'historienne et non de politicienne<sup>289</sup>. » Elle a donc clairement donné la priorité à l'historienne plutôt qu'à la citoyenne. D'autres en revanche y ont commencé leurs premiers combats politiques. Joaquim Romero Magalhães, qui a été président de l'Association académique de Coimbra<sup>290</sup>, a affirmé à propos des affrontements avec la direction de l'université de Coimbra : « Ce fut difficile, très difficile mais j'ai beaucoup appris à faire avec cette troupe, ces gens mauvais, de mauvaise foi<sup>291</sup> ». António Borges Coelho, après avoir rompu jeune avec la religion<sup>292</sup> a connu pendant ses études, avant et après sa longue incarcération, des périodes de grande lutte et d'opposition : « Je m'en rappelle très bien, si, mais par le biais de la contestation. Je suis passé par des périodes de grandes luttes dans l'Université. Je suis sorti de la prison en mai 1962. Je suis allé à l'Université en octobre<sup>293</sup> ». Ainsi, après avoir fréquenté l'université de Lisbonne pendant la période du MUD, lorsqu'il est retourné à l'Université, la crise académique de 1962 venait tout juste de se produire<sup>294</sup>. De même Miriam Halpern Pereira, a rendu sa thèse de licence en 1962 mais n'est pas allée au terme de la procédure : « Tant et si bien que je ne suis jamais parvenue à soutenir ma thèse, du fait de la grève de 1962. Solidaire, je ne me suis pas présentée aux examens de juin 1962, et ensuite en octobre je suis partie<sup>295</sup> ». La formation universitaire a donc pu être un des premiers temps de l'engagement citoyen des historiennes et des historiens en opposition.

Une fois les études achevées, la question de la profession exercée s'est alors posée. L'association toujours croissante de l'historien à l'enseignement a contribué à ce que beaucoup des historiennes et des historiens voulussent devenir professeur, idéalement à l'Université ou

---

<sup>287</sup> Entretien avec José Tengarrinha, p. 6.

<sup>288</sup> Entretien avec Maria Beatriz Nizza da Silva, p. 3.

<sup>289</sup> Entretien Maria Beatriz Nizza da Silva p. 7.

<sup>290</sup> Cette association a été présentée dans le I)2) du chapitre 1.

<sup>291</sup> Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 8.

<sup>292</sup> « Alors que j'étais au séminaire, j'avais des idées conservatrices, une fois sorti, plus du tout. J'ai compris qu'on m'avait trompé : j'étais d'une famille religieuse et ce sentiment religieux a fait de moi un rebelle » (entretien avec António Borges Coelho, p. 4).

<sup>293</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 5.

<sup>294</sup> David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, pages 18 à 33.

<sup>295</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 5.

bien dans l'enseignement secondaire. Toutefois, entre les désirs et la réalité, il y avait le heurt de la police politique où les actions militantes du citoyen étaient mises en balance avec le profil de l'historien. En effet, une ligne politique peut ici être marquée : l'appartenance au PCP a été rédhibitoire et le pouvoir a systématiquement exclu ses membres aussi bien du supérieur que du secondaire<sup>296</sup>. José Tengarrinha illustre justement le lien direct entre l'historien et le citoyen. Lui qui a participé au MUD Jeunesse mais aussi au PCP a affirmé : « j'ai toujours signé sous mon nom<sup>297</sup> », et donc a assumé son positionnement sans avoir peur que son nom soit entaché. De plus Il a décrit son activité scientifique comme liée à son positionnement politique :

« Ma relation était celle d'un opposant. Bien sûr que cela influence toujours. On ne peut pas faire une séparation claire entre la pensée historiographique et la vie des personnes. Quand j'ai choisi, disons appuyé au début par Soboul, l'études des classes inférieures, c'était bien sûr dans le cadre d'une position politique<sup>298</sup>. »

Toutefois, du fait de son passé militant, la PIDE a bloqué ses candidatures et José Tengarrinha n'a pas pu enseigner dans le supérieur et très peu dans l'enseignement secondaire.

Les opposants qui ont intégré l'enseignement supérieur ou bien parfois le secondaire ont davantage été liées aux groupes de tendances socialistes et républicaines, soit des tendances plus modérées. Leurs activités citoyennes et militantes étaient perçues comme moins nocives par le pouvoir autoritaire et face aux besoins de recrutement d'enseignants, la police politique a autorisé les candidates et candidats à prendre un poste. Au total, sur les 51 historiens en opposition, 26 ont enseigné dans l'enseignement supérieur soit tout juste un peu plus de la moitié du groupe considéré<sup>299</sup>. Les historiennes et les historiens sont donc majoritairement parvenus à enseigner dans le supérieur. De plus, si l'on incluait les personnes qui ont intégré l'enseignement supérieur après le 25 avril 1974, la proportion serait encore plus forte et confirme que l'enseignement était la voie professionnelle la plus recherchée<sup>300</sup>. Toutefois, comment concilier une opposition au pouvoir autoritaire, même modérée et l'exercice d'une profession fortement contrôlée et financée par le pouvoir ? Pour Edward Saïd, le fait de se conformer au pouvoir par intérêt professionnel risque d'amenuiser la portée revendicative de l'intellectuel engagé :

« L'intellectuel n'a que trop souvent tendance à esquiver ou tout simplement à rentrer dans le rang. Rien n'est plus répréhensible à mes yeux que cette disposition à fuir, cette désertion

---

<sup>296</sup> Voir le I)1) du chapitre 6 pour la liste des 11 historiens membres du PCP interdits d'enseigner.

<sup>297</sup> Entretien avec José Tengarrinha, p. 6.

<sup>298</sup> Entretien avec José Tengarrinha, p. 9.

<sup>299</sup> Voir la [Figure 84] du chapitre 7.

<sup>300</sup> Au moins 7 historiens ont intégré l'enseignement (Óscar Lopes, Armando Castro, Fernando Piteira Santos, Joaquim Barradas de Carvalho, José-Augusto França, António Borges Coelho, José Tengarrinha), sans compter ceux qui étaient trop âgés ou bien malades pour pouvoir l'intégrer (Flausino Torres, Rómulo de Carvalho, Augusto da Costa Dias) ou bien investi politiquement (Alvaro Cunhal, Mário Soares, Victor de Sá).



si caractéristique d'une position de principe difficile dont on sait pertinemment qu'elle est juste. Cette peur de paraître trop politique et revendicatif, ce besoin d'approbation de la part d'un tenant de l'autorité ; ce désir de maintenir une réputation d'objectivité et de modération dans l'espoir d'être sollicité, consulté ou de siéger dans quelque comité prestigieux, afin de se maintenir au sein du courant dominant, et de recevoir peut-être un jour un diplôme, un prix, une ambassade. Ce mode de pensée et de comportement est corrupteur par excellence ; et si quelque chose peut dénaturer, neutraliser et finalement tuer une vie intellectuelle passionnée, c'est l'intériorisation de telles pratiques<sup>301</sup>. »

Ainsi, en acceptant par souci de reconnaissance sociale et publique, l'intellectuel perdrait de son pouvoir contestataire. Cependant, la situation qu'il décrit s'applique à un contexte non contraignant et suppose que l'intellectuel a déjà les moyens de vivre en étant, comme Edward Saïd, en poste dans une université. Or, pour les historiennes et les historiens en opposition ayant enseigné dans le supérieur, il a semblé conciliable d'intégrer la fonction publique, de signer la déclaration obligatoire du décret n° 27 003 du 14 septembre 1936 affirmant qu'ils n'étaient pas communistes pour pouvoir occuper un poste. Y avait-il, une « opposition cathédrique<sup>302</sup> » possible ou bien accepter une charge d'enseignement voire un poste universitaire était-il une compromission pour obtenir un statut social ? Être un citoyen engagé contre le pouvoir et être un historien professionnel était-il un oxymore ? En analysant différentes situations, nous verrons que l'historien et le citoyen pouvaient coexister.

Des historiens ont parfois pris position face au pouvoir. Par exemple, lors de la première vague d'exclusion de fonctionnaires de 1935, Hernâni Cidade a décidé de soutenir son collègue Manuel Rodrigues Lapa lors du Conseil scolaire de la FLUL :

« Il ne sied pas au Conseil de la Faculté, pas plus qu'à aucun de ses enseignants, une autre attitude que celle de se conformer aux délibérations de l'État dans des affaires de nature politique, auxquelles le Conseil doit rester étranger [...]. Mais il estime avoir le devoir moral, en tant que professeur de philologie romane, de regretter que son groupe ne bénéficie plus de la collaboration du Docteur Rodrigues Lapa, un professeur aussi compétent et dévoué à l'enseignement [...]. Ces propos n'expriment pas la moindre réprobation contre la décision du gouvernement, dont il n'est pas habilité à connaître les motivations et donc encore moins à les discuter. Ils expriment seulement le sentiment de perte d'une collaboration très utile<sup>303</sup>. »

Hernâni Cidade illustre ici l'« opposition cathédrique ». Il était tout comme Manuel Rodrigues Lapa, un opposant reconnu<sup>304</sup>. D'un côté, il semblait se défendre de toute ingérence de

---

<sup>301</sup> Edward SAÏD, *Des intellectuels et du pouvoir*, traduit par Paul CHEMLA, Paris, Seuil, 1996, p. 116.

<sup>302</sup> Je reprends la formulation « fascisme cathédrique » de Miguel de Unamuno (voir le premier point de l'introduction générale pour la référence).

<sup>303</sup> Rita VELOSO, « Rodrigues Lapa, Professor da Faculdade de Letras de Lisboa », dans *Actas do XII Encontro da Associação Portuguesa de Linguística*, Lisbonne, vol. II, 1997, pp. 587-604.

<sup>304</sup> Le nom d'Hernâni Cidade devait à l'origine être inséré dans la liste des fonctionnaires exclus en application du décret mais l'intervention d'une personne a permis de retirer son nom (Augusto FITAS, « Um ciclo de conferências sobre a Junta de Educação Nacional e os seus prováveis efeitos premonitórios na aplicação do decreto-lei n° 25 317 », dans *Ciência e Política no Portugal dos anos 30, o Saneamento dos Professores Universitários em*

l'historien dans le champ politique, afin que sa prise de parole ne fût pas considérée comme celle d'un citoyen militant dans un contexte de répression avéré. Il multipliait par ailleurs les formules prudentes afin de modérer ses propos consignés par écrit et éviter qu'ils ne lui portassent préjudice. Malgré tout, il affirmait clairement sa solidarité et sa réprobation de voir un de ses collègues sanctionnés de la sorte. Être historien et ne pas abdiquer d'être citoyen relevait donc d'un exercice d'équilibriste parfois difficile à tenir en étant professeur.

Vitorino Magalhães Godinho illustre à la fois le désir de devenir enseignant dans le supérieur et dans le même temps de maintenir une posture critique vis-à-vis du pouvoir. Proche d'une tendance davantage socialiste, il a été un historien engagé et a par ailleurs affirmé : « Je doute de l'historien qui est entièrement dépassionné<sup>305</sup> ». Dès lors, il revendiquait une écriture de l'histoire qui pouvait être engagée. Il a été un « hérétique consacré » selon la formulation de Pierre Bourdieu<sup>306</sup>. Il a en effet occupé une place à part dans le paysage historiographique portugais mais aussi sur dans l'espace citoyen dans la mesure où il a été exclu deux fois de l'enseignement. Il a malgré tout poursuivi d'écrire, intégré le CNRS en France mais aussi été maître de conférences à l'université de Clermont-Ferrand. Il disposait d'une notoriété certaine au Portugal malgré son positionnement à gauche. Dans les milieux de l'opposition, sa renommée était réelle comme l'a décrit Joaquim Barradas de Carvalho : « Le plus grand historien vivant, qui a déjà payé pour son inébranlable courage civique en ayant été deux fois exclus de son poste de professeur à l'Université de Lisbonne<sup>307</sup> ». Mais son prestige dépassait les cercles des groupes en opposition car il était aussi reconnu par les historiens accommodés, ce qui a par ailleurs contribué à son deuxième recrutement. Toutefois, lorsqu'une situation pouvait devenir trop compromettante politiquement, il préférait l'éviter. Par exemple, dans une lettre adressée à Fernand Braudel, il a précisé comment il a choisi volontairement de retarder son arrivée au Portugal :

---

1935, colloque du 27 novembre 2015, pp. 317-335). Pour une biographie des historiens, voir Luís PRISTA, « Hernâni Cidade », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne, et João DONÍSIO, « Manuel Rodrigues Lapa », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>305</sup> Vitorino Magalhães GODINHO, *A historiografia portuguesa do século XX, Ensaios III, Teoria da História e Historiografia*, Lisbonne, Sá da Costa, 1971, p. 230.

<sup>306</sup> Pierre Bourdieu a défini ce terme ainsi : « Ceux qui occupent dans le champ des positions situées à l'opposé de celles des *lectores*, orientés en priorité vers la reproduction de la culture et du corps des reproducteurs, ont en commun de se consacrer en priorité à la recherche, bien qu'ils remplissent aussi des fonctions d'enseignement (mais plutôt dans des institutions marginales comme le Collège de France ou l'École des hautes études) [...] ils ont une notoriété qui, pour certains d'entre eux au moins, dépasse largement les frontières du champ universitaire » (Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, Paris, les Éditions de Minuit, 1984, p. 140).

<sup>307</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 294 : extrait d'un article intitulé « l'Obscurantisme Salazariste XIV » du n° 111 de *Portugal democrático* daté d'octobre 1966.

« Une chaire a été créée pour moi à l'Institut Supérieur d'Outremer de Lisbonne ; j'entre en fonction là-bas le 1<sup>er</sup> octobre, plusieurs raisons que je vous ai expliquées (dont les fameuses commémorations henriques de septembre, au cours desquelles l'histoire est utilisée par le gouvernement à des fins de propagande) me conseillant l'attitude prudente de ne pas entrer plus tôt<sup>308</sup> ». [22 juin 1960]

Prétextant un retour tardif, Vitorino Magalhães Godinho se déroba ainsi de toute éventuelle compromission et ne voulait pas être instrumentalisé. Dans la mesure où le pouvoir avait créé un poste pour lui, il ne voulait pas que sa position de professeur entre encore davantage en conflit avec sa posture citoyenne.

Les historiens en opposition ont régulièrement maintenu discrètement leur activité civique et la police politique surveillait activement les moindres signes qui auraient pu enclencher une procédure de destitution. Joaquim de Carvalho, historien de la génération de la République, a intégré l'université de Coimbra pendant la période républicaine et est resté en poste jusqu'à sa mort survenue avant la retraite<sup>309</sup>. Ancien membre de la franc-maçonnerie, disparue au Portugal en 1935, il était toujours épié et suspecté par la police politique de maintenir ses activités comme le note un agent de la police politique surnommé « Inácio » :

« Dr. Joaquim de Carvalho, cet anti-situationniste et franc-maçon, comme nous en avons connaissance, est au Brésil pour une mission que nous appelons "Culturelle", mais selon nos connaissances dans les milieux francs-maçons, son séjour là-bas est entièrement lié à l'action de la franc-maçonnerie. Il semble que cette "secte" suive avec un intérêt extraordinaire son activité dans ce pays, qu'elle se réjouisse du triomphe obtenu et qu'elle pense déjà à lui réserver une grande réception à son retour. Cette "secte" profite de tout et ne regarde en aucun cas ses dépenses<sup>310</sup>. » [12 juin 1953]

L'agent a réuni les informations qu'il a glanées, vraisemblablement grâce à des informateurs ou informatrices, pour établir l'ensemble des preuves que le voyage au Brésil de Joaquim de Carvalho avait un prétexte culturel mais qu'il avait pour finalité de développer des activités liées à la franc-maçonnerie. Les moindres mouvements d'un professeur cathédrique, y compris à l'étranger, étaient donc observés par les agents de la PIDE. Ainsi, aux yeux de la police politique, il ne pouvait pas y avoir de primauté de l'historien sur le citoyen qui était toujours là, en sommeil.

Parfois, l'historien prenait clairement le dessus sur le citoyen car l'envie d'enseigner était trop forte. Le départ du pouvoir précipité d'António de Oliveira Salazar a suscité beaucoup

---

<sup>308</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, Vitorino Magalhães Godinho, feuille 45, lettre manuscrite envoyée depuis Arcueil.

<sup>309</sup> Paulo Archer CARVALHO, « Joaquim de Carvalho », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>310</sup> Dossier Joaquim de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 646, NT : 10 390, feuille 114.

d'espoirs. Par exemple, António Henrique de Oliveira Marques a cru que le retrait du dictateur allait lui permettre de revenir au Portugal pour enseigner comme il l'a écrit :

« Ma chère Madame : Je viens de recevoir votre lettre du 26, avec les nouvelles que j'attendais depuis si longtemps. Je vous en suis très reconnaissant. En ces quatre jours, beaucoup de choses se sont passées dans ce pays. J'attends avec impatience de recevoir la copie du journal officiel contenant l'"exonération". J'ai l'intention de la faire encadrer, à côté d'une reproduction de la page correspondante au 5-7-1932<sup>311</sup>... J'ai déjà écrit au nouveau Président (n. : du Conseil), également parce que je devais le remercier pour les mots aimables qu'il a insérés à mon sujet dans la préface de sa thèse. Je sais que dans son discours d'investiture, il a fait appel à la coopération des opposants. Je le lui ai proposé sur le plan culturel (n. : souligné), bien sûr. Je sais très bien que c'est un fasciste, mais j'ai plus confiance en lui que dans le précédent... Il me connaît aussi, et sous plusieurs angles. S'il veut vraiment notre collaboration, il n'a pas d'autre choix que de la proposer. Même si rien ne se passe et que je suis obligé de poursuivre ma route ici (ou ailleurs), j'ai l'intention d'aller au Portugal pour l'été (si le Président du Conseil est le même...). Je suis également convaincu que tôt ou tard, il se souviendra de vous. Ce que nous devons faire, c'est ne pas attendre tout d'aujourd'hui à demain<sup>312</sup> ». [30 septembre 1968]

Ainsi, la séparation entre l'historien et le citoyen était nette ici. António Henrique de Oliveira Marques montrait un réel engouement à la suite du retrait du dictateur. Il ne se cachait pas d'avoir envoyé une lettre au nouveau président du Conseil qu'il connaissait bien, très certainement de l'époque où il était enseignant à l'université de Lisbonne et Marcelo Caetano son recteur. Il espérait pouvoir rentrer au Portugal et convoitait, comme il connaissait personnellement le nouveau président du Conseil, très certainement d'obtenir sa réintégration dans l'Université, qu'il avait dû quitter précipitamment. Sur le plan politique, il savait pertinemment que la nomination de Marcelo Caetano s'inscrivait dans une continuité politique en l'accablant du qualificatif de fasciste. Toutefois, il semblait beaucoup attendre professionnellement du changement politique. Le citoyen était ici prêt à s'accommoder dans l'espoir d'une chaire afin de mettre fin à son exil aux États-Unis.

Toutefois la réalité fut bien différente et António Henrique de Oliveira Marques a dû attendre le 25 avril 1974 pour pouvoir de nouveau enseigner. Vitorino Magalhães Godinho lui a par ailleurs fait remarquer en commentant le volume 2 d'*History of Portugal* qu'Oliveira Marques avait publié en anglais :

« Car avec le retard de publication, ses pages "Marcelistes" ont le goût amer des illusions... et le monde extérieur n'aura qu'une fausse idée de ces dernières années. Après tout, nous continuons de vivre sous le Salazarisme posthume, incapable de moderniser le pays même dans la simple voie du néo-capitalisme, et seulement avec de nombreux changements

---

<sup>311</sup> Il s'agit de la date de prise de fonction d'António de Oliveira Salazar comme président du Conseil.

<sup>312</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT : 7247, feuille 22 à 32. Copie d'une lettre manuscrite d'António Henrique de Oliveira Marques envoyée depuis les États-Unis à Maria Teresa Campos Rodrigues Andrade Mota.

d'acronymes... et la médiocrité à notre tête au lieu de la mordante autorité réactionnaire<sup>313</sup>. »  
[17 Mars 1973]

Emporté par l'espoir d'un changement réel, António Henrique de Oliveira Marques avait quelque peu anticipé la situation à venir et le décalage à quelques mois d'accord était abrupt. Au lieu d'un changement, la répression dans le champ du savoir continuait tout comme la guerre coloniale : l'historien et le citoyen étaient donc déçus.

\*

\* \*

En faisant le choix de se dresser contre le pouvoir, les historiennes et les historiens en opposition ont dû ménager à la fois leur envie de devenir ou de conserver leur poste de scientifiques et leur positionnement politique. Aussi bien pendant le temps de leur formation que dans l'exercice de la fonction d'enseignant dans le supérieur, des tactiques mêlant adaptations, évitements, opportunités mais aussi résistances ont montré que l'historien a bien régulièrement primé, sans pour autant que le citoyen ne disparût face à la stratégie du pouvoir.

Cependant, pour un certain nombre l'équilibre entre le citoyen et l'historien a été inverse. La nécessité d'agir avant tout en citoyen, ponctuellement ou bien plus régulièrement, rappelait leur viscéral rejet du pouvoir autoritaire.

## 2) L'entrée en résistance politique : le citoyen-historien

Les historiens<sup>314</sup> en opposition, en dépit de la répression continue, n'ont pas pour autant abdiqué de leur rejet du pouvoir autoritaire. En certaines opportunités, voire en consacrant l'essentiel de leur temps à la lutte politique contre le régime dictatorial, les historiens ont été des citoyens soucieux d'intervenir dans la sphère politique. Il est donc question de montrer quelles ont été les manifestations de leur activité citoyenne, parfois au détriment de leur activité intellectuelle mais avec l'objectif constant de ne pas abdiquer d'une participation civique qu'ils estimaient vitale.

---

<sup>313</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT :7247, feuilles 16 à 18. Copie d'une lettre dactylographiée envoyée depuis Royat lorsque Vitorino Magalhães Godinho enseignait à Clermont-Ferrand.

<sup>314</sup> Dans cette sous-partie, dans la mesure où seuls des historiens sont évoqués en illustration, je n'utiliserai pas la forme féminine.

La résistance des historiens en opposition a d'abord pu être culturelle. En tant qu'intellectuels, ils entendaient intervenir dans le domaine relevant de leur expertise et de même les Portugaises et Portugais attendaient d'eux une intervention en ce sens. En effet, un tract anonyme mais très certainement rédigés par des étudiantes et étudiants, a proposé l'organisation de tables rondes et compté sur la présence d'un certain nombre d'historiens en opposition :

« Tables rondes 1) L'Université dans un contexte national. [...] 4) Caractéristiques de l'enseignement. Impositions et subordinations idéologiques. Système d'enseignement : autoritarisme, hiérarchie, professorat, passivité. Liberté, frustration de la critique, formation intellectuelle indépendante et recherche individuelle et collective. Le conditionnement des mémoires de fin d'études. Atomisation et cloisonnement des sciences. [...] 5) L'Université, la nation et la recherche scientifique. Le problème des structures, du financement et des investissements. Propositions d'intervenants : Vitorino Magalhães Godinho [...] 6) Intervention des étudiants dans la vie universitaire [...] 7) Conjugaison de l'enseignement universitaire avec les autres niveaux d'enseignement. Goulot d'étranglement dans le passage à l'enseignement secondaire. Division en Lettres et Sciences. Méthodes d'enseignement. Le lien avec la pratique. L'enseignement des matières de base. Les arts dans l'enseignement. Propositions d'intervenants : Rui Grácio<sup>315</sup>, Joel Serrão [...] 9) L'enseignement des arts, de la littérature et des langues. Proposition : José-Augusto França [...] 13) Le personnel enseignant. Le recrutement. Formation. Le président. Inamovibilité à vie, sauf pour les "délits politiques". L'enseignant et l'activité de recherche. Intervenants proposés : [...] José Tengarrinha, António Borges Coelho, Augusto da Costa Dias<sup>316</sup> » [Date inconnue mais durant la décennie 1960<sup>317</sup>]

Alors que le milieu universitaire portugais faisait face à une importante augmentation du nombre d'étudiantes et étudiants durant la décennie 1960 et que les mouvements estudiantins se multipliaient, la question de la réforme universitaire agitait la société portugaise, et cela jusqu'au gouvernement<sup>318</sup>. Afin de répondre aux problèmes de l'ingérence du pouvoir dans le fonctionnement universitaire et de penser à une réforme complète de l'organisation universitaire, les étudiantes et étudiants n'ont suggéré que des noms d'opposants. Ces derniers semblaient les seuls à avoir une capacité d'innovation suffisante pour être une force de proposition. Il est certain que le tract a été rédigé par des groupes estudiantins de gauche, perceptibles à la

---

<sup>315</sup> Rui Grácio a suivi des études d'histoire-philosophie puis a enseigné au lycée français Charles Lepierre de Lisbonne. Il a ensuite multiplié les travaux dans les domaines des sciences de l'éducation et de la pédagogie, financés notamment par la Fondation Calouste Gulbenkian. Il est même devenu chef du département de pédagogie du Centre de recherche pédagogique de cette institution. Il a été un des membres fondateurs du Parti socialiste en 1973 et a occupé brièvement des fonctions politiques durant le PREC (voir la biographie de Rui Grácio du *Dicionário de Autores Portugueses* disponible en ligne : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9353>, consulté le 15 août 2021).

<sup>316</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 571/71, NT : 6417, feuille 20.

<sup>317</sup> Le document n'est pas daté. Cependant, il semble possible de proposer une date de rédaction dans les années 1960, entre 1962, année où José Augusto-França a terminé son doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en France et est retourné au Portugal (Raquel Henriques da SILVA, « José-Augusto França », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne) et 1970, l'année où Vitorino Magalhães Godinho est parti s'installer en Auvergne pour devenir maître de conférences. Comme les personnes qui ont rédigé le document avaient certainement l'intention que les participants fussent présents, la période 1962-1970 semble la plus plausible.

<sup>318</sup> Sur cette question voir le II)2) du chapitre 4.

fois dans les réclamations et dans les propositions d'intervention. Toutefois en faisant de Vitorino Magalhães Godinho, Joel Serrão, José-Augusto França, José Tengarrinha, Augusto da Costa Dias et António Borges Coelho des experts, il pouvait sembler y avoir un décalage. En effet, à l'exception de Vitorino Magalhães qui n'avaient fait que des passages brefs, les autres n'avaient pas enseigné à l'Université portugaise durant les années 1960. Par ailleurs, l'absence de professeurs opposants en poste au moment de la rédaction du tract est le signe d'un crédit plus important accordés aux écartés. N'ayant pas été imprégnés par l'esprit corporatiste, ils devaient être perçus comme plus à même d'imaginer une Université alternative.

Les historiens ont pu d'eux-mêmes faire une série de proposition dans le domaine culturel. Par exemple, António José Saraiva a écrit à Óscar Lopes suggérant quelques propositions de réformes :

« J'ai réfléchi ces derniers temps à nos problèmes nationaux. Il est nécessaire d'avoir des idées sur le Futur, et surtout sur les problèmes économiques. [...] h) Réforme universitaire, y compris la création d'un centre de recherche comme le CNRS français et d'un institut d'études avancées comme le Collège de France i) Enseignement obligatoire et gratuit ; enseignement gratuit à tous les niveaux<sup>319</sup> ». [22 décembre 1958]

Les deux historiens de la génération Oliveira Salazar appartenaient à cette date au PCP. António José Saraiva proposait de nombreuses réformes qui semblaient nécessaires pour améliorer le fonctionnement universitaire portugais. Il existait pourtant au Portugal un institut de recherche, l'Institut pour la haute culture. Toutefois, il ne faisait que financer les recherches pour des séjours d'une durée limitée et il ne proposait pas, contrairement au CNRS, des postes uniquement consacrés à la recherche. Il est par ailleurs intéressant de voir comment la France apparaissait comme le modèle universitaire à la fin des années 1950. Enfin, plus généralement il plaidait pour une élévation généralisée du niveau scolaire en prônant sa gratuité. En effet, au Portugal, l'école n'était obligatoire que pendant trois ans puis quatre ans à partir des années 1950. Le reste des études était payant ce qui excluait une vaste partie de la population. Il est certain que les propositions d'António José Saraiva n'étaient que des pensées, des propositions sans éventuelle application, mais elles révèlent son désir d'être un citoyen impliqué afin de résoudre les dysfonctionnements de la société et une force d'intervention dans le débat, non pas public car il serait inaudible pour le pouvoir, mais plutôt au sein des opposants.

Les activités militantes culturelles ont aussi pu être appuyées et encadrées par un parti politique contestataire. Par exemple, Manuel Villaverde Cabral, historien de la génération de la

---

<sup>319</sup> Lettre envoyée depuis Lisbonne extraite de Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, pages 56 et 57.

guerre coloniale a été présenté un film au Barreiro alors qu'il était un jeune militant du PCP. Cette ville de la banlieue sud de Lisbonne est située de l'autre côté de l'estuaire du Tage et a été une cité industrielle de premier plan du fait de l'implantation de la *Companhia União Fabril* en 1908, plus connue sous son acronyme CUF, un des plus puissants conglomérats industriels ibériques, développant des activités dans de nombreux secteurs<sup>320</sup>. Manuel Villaverde Cabral s'est remémoré les conditions de la projection :

« On faisait des séances dans les ciné-clubs avec des centaines de personnes. Une fois je suis allé présenter un film de Fellini, *Il Bidone* ; on était obligé de donner la présentation à la censure, qui la validait ou pas. Cela se passait au Barreiro, j'avais entre 18 et 20 ans, donc 1958, maximum 1960. Pour y aller il fallait prendre le bateau et le dernier partait de Lisbonne à 20h ; pour rentrer, c'était seulement le lendemain matin. Il n'y avait pas encore le pont. Barreiro était absolument tenu. Le lieutenant de la Garde Républicaine m'attendait en sortant du bateau avec mon discours approuvé par la censure à la main et il m'a dit : "Vous allez lire cela, sans rien ajouter". Il s'est posté devant moi au cinéma et il a suivi ma présentation avec le doigt. À Lisbonne, ce n'était pas comme ça : après la présentation, on discutait les films, etc. Là pas de questions, rien. J'ai dormi au Barreiro. Ça c'était 1960 au Portugal. C'était durax<sup>321</sup>. »

Le récit de la projection met en lumière à la fois l'investissement des plus jeunes militants afin de contribuer à un meilleur accès à la culture des classes populaires. Le cinéma était un art où il n'était pas nécessaire de savoir lire et était donc un des principaux moyens d'accès à la culture pour les citoyennes et les citoyens<sup>322</sup>. En effet, bon nombre de personnes ne pouvaient pas lire le journal clandestin du PCP, *Avante !* mais grâce à d'autres activités culturelles, le parti pouvait accroître son influence. Il est toutefois intéressant de voir comment le pouvoir surveillait étroitement la population ouvrière et tout en acceptant la diffusion d'un film, bloquait toute possible discussion. Les agissements culturels du PCP étaient donc fortement contraints malgré l'engagement de ses militants.

Ensuite António Borges Coelho a lui essayé de créer une bibliothèque dans sa ville natale : Murça. Historien de la génération Oliveira Salazar, il a commencé à avoir des contacts avec le PCP à partir de 1946 avant d'entrer à l'Université, alors qu'il vivait encore dans le Nord du Portugal<sup>323</sup>. Avec deux militants, il a créé une bibliothèque en 1948, dont l'activité a cessé en 1953 à la suite d'une procédure de la PIDE : « On trouve dans la ville de Murça, scellé par

---

<sup>320</sup> Voir par exemple le colloque du centenaire de l'implantation de la CUF au Barreiro : Miguel Figueira de FARIA, José Amado MENDES (coord.), *Actas do colóquio internacional Industrialização em Portugal no Século XX : o caso do Barreiro*, Lisbonne, EDIUAL, 2010.

<sup>321</sup> Entretien de Manuel Villaverde Cabral, p. 20.

<sup>322</sup> Toutefois, dans la mesure où il s'agit d'un film italien, il est légitime de se demander ce que les personnes retenaient. En effet le doublage des films était interdit (d'après l'article 13 de la loi n° 2027 du 18 février 1948) et même s'il s'agit d'une langue latine, l'ensemble du film n'a pas pu être intelligible pour l'audience.

<sup>323</sup> David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, p. 16.



cette Police, une bibliothèque appelée “Bibliothèque Populaire” composée pour la plupart de livres de caractère communiste ou communistant<sup>324</sup> ». António Borges Coelho a été invité à faire des déclarations durant un procès la même année mais il a refusé de répondre et de signer son acte de déclaration<sup>325</sup>. Toutefois, dans un document dérobé par la PIDE durant sa longue incarcération commencée en 1956, il évoque l’existence de la bibliothèque dans une lettre adressée à « Monsieur le Juge Président du 1<sup>er</sup> Juge Criminel de Porto » :

« En ce qui concerne l'accusation de crime de conspiration contre la sécurité de l'État que je dois affronter de la part de ce juge, je vous informe de ce qui suit. En 1948, moi et trois jeunes de ma région, avec le soutien de la population et des entités officielles, avons pris l'initiative d'organiser une bibliothèque populaire : dans cette entreprise, nous avons dépensé la plus grande énergie, réussissant à obtenir, grâce à un bal organisé dans la grande salle de la Mairie et à divers dons de particuliers, quelques centaines de livres. En 1953, la PIDE est venue à Murça, a fermé la bibliothèque et a volé tous les livres existants. D'un seul coup, ils ont réduit à néant les efforts de plusieurs années. Y avait-il des livres qui n'étaient pas autorisés ? Pas un seul. La bibliothèque travaillait-elle dans l'illégalité ? Non ! Elle n'était pas officialisée, mais ses organisateurs avaient préparé les bases de statuts en ce sens. Des difficultés de divers ordres ont rendu difficile sa soumission à approbation... Ainsi, au prétexte de cette “preuve” de la police, tous les organisateurs de bibliothèques, de clubs populaires, de groupes de célibataires, de randonneurs, d'associations académiques, de ciné-clubs seraient communistes [...]. Enfin, en fermant purement et simplement la bibliothèque et en réduisant à poussière les livres, sans chercher d'autre solution (par exemple, en donnant les livres à la Mairie), cela montre que la police n'avait qu'une seule préoccupation – anéantir, faire taire un ennemi – les livres<sup>326</sup>. »  
[juillet 1956<sup>327</sup>]

La colère d’António Borges Coelho était palpable. Il récusait toute arrière-pensée politique derrière le projet de la bibliothèque et prétendait même qu’elle avait été reconnue tacitement, ne serait-ce que par l’engouement suscité. Toutefois, il ne s’agissait que du prêt d’une salle de la part de la mairie à des jeunes natifs de la commune. Comme il le concède, la bibliothèque n’avait pas été validée officiellement, condition nécessaire et procédure sur laquelle beaucoup de projets d’associations ont buté<sup>328</sup>. De plus, comme l’a remarqué João Madeira, « l’idée s’inscrit bien dans la manière dont, à l’époque, l’influence du PCP s’exprimait culturellement, ce qui encourageait la dynamisation des collectivités populaires, notamment par l’organisation de conférences et de bibliothèques, comme dans le cas présent<sup>329</sup> ». Dans la mesure où António Borges

---

<sup>324</sup> Dossier António Borges Coelho, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PC, N°P : 41/53, NT : 3054, feuille 57. L’ensemble du dossier concerne la fermeture de la bibliothèque intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 1953.

<sup>325</sup> *Idem*, feuilles 134-135.

<sup>326</sup> Dossier António Borges Coelho, ANTT, PIDE/DGS, Série : GT, N°P : 411, NT : 1409, feuilles 20 à 26.

<sup>327</sup> Le document, original, est resté sans date précise mais il a été récupéré par la police politique en juillet 1956, très certainement dans sa cellule ou bien lors d’un transfert. En effet, l’incarcération d’António Borges Coelho a débuté le 3 juillet 1956. Son procès lui ne s’est achevé que le 2 juin 1957 (David SANTOS (coord.), *op. cit.*, pages 23 à 25).

<sup>328</sup> Voir l’exemple de la Société portugaise d’histoire et de civilisation dans le I)1) du chapitre 8.

<sup>329</sup> David SANTOS (coord.), *op. cit.*, p. 17.

Coelho s'était rapproché très peu de temps auparavant du PCP, sa défense semblait difficilement tenable et l'action et l'incitation du PCP était évidente. Il n'en pointait pas moins un réel souci de diffuser le savoir dans des localités éloignées des grands centres urbains où l'accès aux produits culturels était difficile. Elles participaient d'une volonté de rendre accessible la littérature ce qui n'a semble-t-il pas été du gout de la police politique.

Enfin, les historiens se sont beaucoup mobilisés contre la censure. Si elle pouvait relever de la simple constatation agacée, comme quand António José Saraiva se demandait dans une lettre envoyée à José Tengarrinha « Mais quand-est ce que termine cette Censure<sup>330</sup> ? », des luttes concrètes ont été entreprises. Ainsi, une tribune signée par 131 intellectuels portugais, dont António Sérgio, Jaime Cortesão et José-Augusto França, intitulée « Les intellectuels portugais contre la censure » et parue dans le journal *Nouvelles du Portugal*, réclamait :

« Les intellectuels portugais participent à la lutte pour la démocratie et pour une culture nationale et progressiste. Ils ont continuellement manifesté leur mécontentement à l'égard du régime de Salazar et de ses politiques réactionnaires et obscurantistes. Nous rendons public un document dans lequel ils prennent, une fois de plus, une position ferme de désapprobation contre la censure, cette ombre sinistre qui hante partout les écrivains portugais. Les signataires ont constaté au cours de la campagne électorale actuelle que les candidats de l'«Union Nationale» n'ont pas proposé de lutter pour l'abolition de la censure, dont l'existence est une honte pour eux tous et est très préjudiciable à leur activité<sup>331</sup> ». [Lisbonne, octobre 1957]

Les trois historiens, qui n'occupaient pas de postes à l'Université à cette époque, se mobilisaient pour exiger la fin de la censure, instituée depuis les premiers temps de la dictature. Dans la mesure où la tribune était signée dans une revue parue à l'étranger, ils avaient la certitude que la censure ne s'exercerait pas, et ils inséraient leur revendication dans un contexte plus général de lutte pour la démocratie. De plus, l'utilisation des guillemets pour désigner le parti unique était à la fois un moyen de critiquer son caractère national mais pouvait aussi être une façon de discréditer le pouvoir, en reprenant son usage courant des guillemets pour dénigrer les opposants. Enfin un plus grand nombre d'historiens en opposition ont signé une autre pétition lors de la réforme de la censure, devenue « Examen préalable<sup>332</sup> » en 1971. Armando Castro, Joel

---

<sup>330</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1326/51, NT : 2692, feuilles 64 et 65, lettre datée du 14 décembre 1959.

<sup>331</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 637. L'original est en français dans « Nouvelles du Portugal », n° 3 de février 1958, archivé dans le dossier de João Simões. Je ne suis pas parvenu à trouver s'il y avait un lien avec la revue « Nouvelles du Portugal révolutionnaire » organisé par le Comité français de solidarité avec le peuple portugais et les peuples sous domination coloniale portugaise mais il semble fortement probable qu'il y ait un lien direct entre les deux (<https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34377870z>, consulté le 15 août 2021).

<sup>332</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : E/GT, N°P : 3600, NT : 1493, feuille 28 à 30, pétition de mai 1971.

Serrão, José-Augusto França, José Tengarrinha, Manuel Rodrigues Lapa, Victor de Sá et Vitorino Magalhães Godinho se joignaient à bien d'autres intellectuels pour réclamer une nouvelle fois son abolition durant la période marcelliste. Toutefois, une nouvelle fois l'ensemble des signataires n'étaient pas des professeurs de l'enseignement supérieur en exercice au Portugal, signe d'une crainte de la part des opposants en poste<sup>333</sup>.

Les historiens accommodés ont agi dans le domaine culturel mais ils ont surtout été des citoyens actifs politiquement. Leur engagement s'est fait dans les quelques structures politiques, toutes illégales ou presque si l'on excepte le MUD qui est parvenu à avoir une existence éphémère<sup>334</sup>. Du fait de leur fragilité structurelle, leur espérance de vie était bien souvent très courte comme ce fut le cas du Bloc académique antifasciste créé en 1936 à Coimbra, auquel ont participé Fernando Piteira Santos et Armando Castro mais l'incarcération de Fernando Piteira Santos y a mis un terme en 1938<sup>335</sup>. Brisé par le pouvoir, il a disparu. Le PCP est la seule organisation à être parvenue à se maintenir presque sur l'ensemble de la période<sup>336</sup>. Les recrutements se faisaient le plus discrètement possible et des intermédiaires permettaient d'introduire un nouveau militant. Par exemple, Mário Soares a rappelé que Fernando Piteira Santos a été celui « qui me présenta, mieux, qui me rattacha – comme nous disions dans notre jargon politique – » à la cellule de Caldas da Rainha<sup>337</sup>.

Manuel Villaverde Cabral a livré un éclairant témoignage de son engagement au sein du PCP lors de son entretien. Il a notamment rappelé comment son histoire familiale a pu encourager son envie de s'engager. En effet, il a suivi les traces de son père, sympathisant communiste, de son grand-père franc-maçon<sup>338</sup> et de ses oncles qui ont fait partie du *revirinho*<sup>339</sup>. Comme il

---

<sup>333</sup> Joel Serrão l'intègre seulement en 1972, en devenant professeur à l'Institut supérieur d'économie (José Manuel Guedes de SOUSA, « Joel Serrão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne). Par ailleurs, l'inclusion du document dans l'un des dossiers de surveillance de Joel Serrão montre que la DGS avait bien consigné l'information. Toutefois, elle n'en a pas fait un élément rédhibitoire par rapport à son intégration dans l'enseignement supérieur.

<sup>334</sup> Son essor est surtout perceptible à partir des années 1940 (voir José NEVES, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, Cultura e História no Século XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011). Óscar Lopes a notamment insisté sur le contexte du milieu des années 1940, marqué par la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme période d'accélération des luttes dans une interview à la RTP datée du 14 mars 1974. Il présente son parcours militant à partir de 2'20 : <https://arquivos.rtp.pt/conteudos/oscar-lopes/>, consulté le 15 août 2021.

<sup>335</sup> Pour un historique de cette association politique éphémère voir João MADEIRA, « O Sector de Coimbra, Os intelectuais e o partido », dans *História*, n° 17, février 1996, pp. 50-63.

<sup>336</sup> Voir le repère « Communisme » pour un historique du PCP.

<sup>337</sup> Mário SOARES, *Le Portugal bâillonné*, trad. Édouard BAILBY, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 22. Par ailleurs, dans son livre, Mário Soares insiste sur l'importance de Jorge Borges de Macedo dans son intérêt pour la politique et son envie de s'engager. Lors de la sortie du livre, en français, ce dernier était professeur cathédrique à l'université de Lisbonne. Il n'a pas dû apprécier le rappel de son passé de militant communiste (Mário SOARES, *op. cit.*, p. 17).

<sup>338</sup> Entretien avec Manuel Villaverde Cabral, p. 3.

<sup>339</sup> *Ibid.*, p. 4 et pour le mouvement, voir le repère « Revirinho ».

l'a lui-même décrit, toute sa famille est passée de la gauche à l'extrême-gauche face au régime<sup>340</sup>. À la suite de la campagne d'Humberto Delgado de 1958, il a décidé de prendre contact avec le PCP<sup>341</sup>, et participe à des manifestations en 1962<sup>342</sup>. Il a alors appris le langage militant comme l'utilisation des bons termes pour ne pas attirer l'attention<sup>343</sup>, mais aussi les dangers lorsque quelqu'un parlait à la police, ce qui l'a par ailleurs contraint à partir en France<sup>344</sup>. À partir de son récit, il est possible de saisir à quel point le militantisme pouvait altérer les projets.

La participation des historiens au PCP a été parfois mouvementée au cours de la période. Ainsi, Mário Soares et Fernando Piteira Santos en ont été exclus car ils étaient trop alignés sur une ligne droitière aux yeux du parti, António Borges Coelho s'en est quelque peu éloigné lors de son incarcération au début des années 1960 notamment après avoir refusé de s'échapper de la prison de Peniche et António José Saraiva a rompu avec le parti en 1962. D'autres ont rompu lors d'événements clés à l'image de Manuel Villaverde Cabral et de Flausino Torres qui ont quitté le PCP après l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à Prague en 1968<sup>345</sup>. Le départ du PCP a pu être éprouvant pour certains et ce parti faisait lourdement payer chaque départ<sup>346</sup>. Flausino Torres a notamment été dans cette situation. En effet, un rapport de la DGS le décrivait comme étant bien différent après plusieurs années d'exil :

« Excellence, je voudrais informer Son Excellence que j'ai entendu dire à Tondela que le Dr Flausino Correia Torres, ancien professeur du collège Tomás Ribeiro, dans cette ville, a beaucoup changé, car on ne l'entend plus parler de politique, critiquer ou protester, comme il le faisait auparavant, et ce depuis un an et demi, c'est-à-dire depuis qu'il est arrivé de Tchécoslovaquie, où il semble être allé rendre visite à un fils ou une fille qui vit là-bas. À son retour de Tchécoslovaquie, il ne semble plus être le même, peut-être parce qu'il a vu de ses propres yeux comment les choses se passent là-bas, et non pas comme il pensait qu'elles se passaient<sup>347</sup>. » [16 mars 1972]

Flausino Torres avait été profondément heurté non pas par la vie en URSS qu'il appréciait mais par l'intervention soviétique alors qu'il enseignait à Prague et avait senti la population enthousiasmée par le Printemps de Prague. Il a alors quitté le PCP en 1968. Ostracisé par les membres

---

<sup>340</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>341</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>342</sup> *Ibid.*, p. 10. À noter dans son récit de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai l'astucieuse utilisation de peinture pour marquer les manifestations et pouvoir les identifier plus facilement lorsqu'ils s'éloignaient du cortège.

<sup>343</sup> *Ibid.*, pages 10 à 13.

<sup>344</sup> Il a échappé de justesse à l'emprisonnement et il a fait le choix de partir en France. Il y a appris sa dénonciation et que le parti, ne voulant pas ternir sa propre image, ne lui avait rien dit (entretien avec Manuel Villaverde Cabral, pages 11 et 12)

<sup>345</sup> C'est le cas de Manuel Villaverde Cabral : « Le moment décisif ça va être la Tchécoslovaquie » (entretien avec Manuel Villaverde Cabral, p. 8).

<sup>346</sup> Pour le cas d'António José Saraiva voir le III)2) du chapitre 7.

<sup>347</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 539, NT : 4424, feuille 11.

de ce parti et surveillé par la DGS, il semblait avoir perdu l'ardeur qui l'avait poussé à prendre le voie de l'exil en 1965 et conduit de Paris à Alger, puis à Bucarest et enfin Prague<sup>348</sup>. L'entrain pour lutter contre le régime autoritaire portugais était quelque peu émoussé par son harassant itinéraire de lutte et les déceptions éprouvées.

Le PCP n'avait pas le monopole de l'action au sein des historiens en opposition. Plusieurs d'entre eux étaient davantage proches d'une ligne socialiste ou républicaine notamment pour les historiens en opposition de la génération de la République. António Sérgio, Jaime Cortesão, Manuel Rodrigues Lapa et Hernâni Cidade étaient de ceux-là. Parmi les plus jeunes générations, après leur rupture avec le PCP, Fernando Piteira Santos, Mário Soares mais aussi António Henrique de Oliveira Marques, Vitorino Magalhães Godinho voire Joaquim Romero Magalhães ont été proches d'une ligne socialiste<sup>349</sup>. Les historiens de la génération de la République ont milité contre le régime autoritaire bien régulièrement jusqu'à leur dernier souffle, et ils ont pu, malgré un âge avancé être emprisonnés. En effet, Jaime Cortesão et António Sérgio pour les historiens mais aussi Humberto Delgado, Francisco Vieira de Almeida<sup>350</sup> et Mário de Azevedo Gomes<sup>351</sup> ont décidé d'inviter l'un des principaux députés travaillistes des années 1930 à 1960, l'Écossais Aneurin Bevan<sup>352</sup>. L'information ayant circulé dans la presse internationale, notamment dans un article du *Times*, La PIDE était furieuse de voir le Portugal offrir un espace à la cause travailliste, comme l'indiquait le nom du dossier : « Diffusion de nouvelles insultantes pour le gouvernement par le biais de pamphlets et leur reproduction dans la presse étrangère affectant le prestige de l'État<sup>353</sup> ». Une déclaration intitulée « la visite d'Aneurin Bevan », qui a conduit en prison les signataires mentionnés<sup>354</sup>, tentait d'éclairer l'affaire :

« Clarification. [...] M. Bevan ne venait pas ici pour traiter des affaires intérieures portugaises mais de questions d'intérêt universel. Dans tous les pays, il est d'usage de faire traduire par des interprètes les propos de tout orateur s'exprimant dans une langue non comprise par l'ensemble des participants, une pratique très courante dans les réunions internationales, qu'elles soient politiques, scientifiques, artistiques ou sportives, qui devrait être parfaitement connue du Gouvernement. L'anglais fait partie du programme des Départements de philologie germanique des Facultés de Lettres ; il est enseigné à des

---

<sup>348</sup> Christophe ARAÚJO, « Flausino Esteves Correia Torres », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>349</sup> Voir le repère « Socialisme » pour un historique de ce courant plutôt minoritaire pendant la dictature.

<sup>350</sup> Philosophe et professeur universitaire à l'université de Lisbonne, il fut un homme de culture important. D'abord militant monarchiste, il s'est rapproché du groupe *Seara Nova* durant la République et a été un critique du régime autoritaire (Carlos LEONE, « Francisco Vieira de Almeida » disponible en ligne sur le site de l'Instituto Camões : <http://cvc.instituto-camoes.pt/figuras/vieiradealmeida.html>, consulté le 15 aout 2021).

<sup>351</sup> Voir le III)2) du chapitre 7 pour une présentation de ce militant républicain.

<sup>352</sup> Roland MARX, « BEVAN Aneurin (1897-1960) », dans *Encyclopædia Universalis* : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/aneurin-bevan/>, consulté le 15 aout 2021.

<sup>353</sup> Dossier Jaime Cortesão, ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 987/58, NT : 5225, feuille hors pagination en couverture du dossier d'emprisonnement.

<sup>354</sup> À l'exception d'Humberto Delgado.

milliers de Portugais dans les écoles de commerce et dans les instituts britanniques au Portugal ; et l'on sait que de nombreux exemplaires de journaux de langue anglaise sont lus à Lisbonne et à Porto ; en revanche Mme Christine Garnier et les hitlériens venus rencontrer la MP, ainsi que tous les étrangers invités à enseigner le corporativisme, eux, se sont immiscés dans notre vie politique [...]. L'attitude du gouvernement dans cette affaire démontre une fois de plus son intention de maintenir le pays en dehors du mouvement général de la civilisation contemporaine et son infidélité à la Déclaration universelle des droits de l'homme (notamment l'article 19) adoptée par l'Organisation des Nations unies, dont le Portugal est membre<sup>355</sup>. » [11 novembre 1958]

Les organisateurs de la réunion ont fermement défendu la visite d'Aneurin Bevan. Ils minoraient la portée politique de la présentation du député travailliste et relativisaient le recours à des traducteurs. Leurs propos semblaient indiquer que le pouvoir craignait un double discours, très certainement par peur que des agents de la PIDE ne comprennent pas s'il y avait un décalage entre les propos tenus par le député et la traduction sur le moment. Ils mentionnaient Christine Garnier, la journaliste française qui a écrit *Vacances avec Salazar* et a été la maîtresse du dictateur, contribuant à véhiculer une image suave du dictateur<sup>356</sup>. En accusant Christine Garnier de faire de la politique interne, António de Oliveira Salazar était directement visé. Il en était de même lorsqu'ils pointaient les accointances fascistes de la MP durant les années 1930. Le régime était donc en contradiction avec ses agissements. Enfin, ils présentaient le Portugal comme un pays qui ne respectait pas les textes qu'il avait signés. La vigueur de leurs critiques était à la mesure de la déception de la campagne malheureuse d'Humberto Delgado à la présidence de la République et sa présence dans les signataires donnait au document une portée politique claire. Les historiens militants de tendance socialiste ont donc osé attaquer frontalement le régime autoritaire, quitte à prendre des risques évidents.

Quelles ont été les luttes menées par les historiens en opposition ? Elles ont été multiples. Elles ont pu être des critiques directes adressées au pouvoir, comme l'a fait Flausino Torres dans un article dans *República* où il dénonçait la politique forestière de l'État et où le chef de la répartition du SNI a répondu en s'adressant au directeur du journal le 5 novembre 1958<sup>357</sup>. Parfois des militants ont même réclamé la démission du dictateur :

« Votre Excellence le Professeur Docteur António Oliveira de Salazar, Les signataires, citoyens portugais âgés de plus de 25 ans, exerçant leur profession dans la ville de Lisbonne, considèrent qu'il est nécessaire à l'intérêt national d'affirmer que l'intransigeance obsessionnelle qui guide votre politique empêche la conciliation de la Famille Portugaise.

---

<sup>355</sup> Dossier Jaime Cortesão, ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 987/58, NT : 5225, feuille 3.

<sup>356</sup> Voir le repère « António de Oliveira Salazar : portraits d'un dictateur ».

<sup>357</sup> La lettre, dactylographiée et rédigée par António Polgado da Silveira est consultable dans le fonds Flausino Torres, CD25A, SC2 : Activité privée, SSC11 : Auteur littéraire, SR 2 : Textes de collaboration dans des publications périodiques, SSR6 : Article pour le journal *República*, feuille 18.

Par conséquent, ils suggèrent qu'à l'occasion de votre dernière leçon dans la ville de Coimbra, vous vous retiriez de la vie politique<sup>358</sup>. » [Avril 1959]

Signée par José Tengarrinha, la sollicitation montrait dans quelle mesure les citoyens pouvaient s'impliquaient dans la vie politique. La date du document correspond au moment où António de Oliveira Salazar a eu l'âge de 70 ans. En conséquence, il est retourné donner un dernier cours à l'université de Coimbra dont il était un ancien professeur d'économie pour marquer l'occasion. Les militants ont donc remarqué que dans la mesure où il avait atteint l'âge légal de la retraite dans le champ académique, il serait bon qu'il s'appliquât aussi dans l'exercice de sa fonction politique. L'appel n'a cependant pas été entendu.

Parfois, l'activité militante a pu continuer depuis l'étranger pour les intellectuels en exil comme a pu le faire Joaquim Barradas de Carvalho. Il a ainsi participé à plusieurs mobilisations comme à la manifestation de soutien des intellectuels qui s'identifiaient au combat des plus jeunes en remarquant : « Nous, universitaires et intellectuels, connaissons la longue histoire qui précède les événements dont nous sommes témoins aujourd'hui. Nous savons bien comment, depuis de nombreuses années, l'Université portugaise est persécutée dans sa propre essence<sup>359</sup> ». Signé depuis Paris, plusieurs historiens s'étaient joints à l'appel comme António José Saraiva, Eduardo Lourenço, Joaquim Barradas de Carvalho, José-Augusto França et Manuel Rodrigues Lapa soit uniquement des historiens qui n'exerçaient pas au sein de l'Université portugaise et pour beaucoup vivant à Paris. Joaquim Barradas de Carvalho a aussi signé l'appel à la libération de Mário Soares de l'île de São Tomé lancé par l'Unité démocratique portugaise du Brésil le 15 octobre 1968, alors qu'il vivait dans ce pays depuis quelques années<sup>360</sup>.

Enfin, l'importance de l'activité politique des historiens en opposition s'est aussi vérifiée par leur implication après le 25 avril 1974. Certains ont eu un rôle majeur. Ainsi, Álvaro Cunhal a été la figure de proue du PCP pendant des décennies, ministre éphémère pendant le Processus révolutionnaire en cours (PREC) et surtout de nombreuses fois député, Mário Soares a été le dirigeant du PS, député, président du Conseil et président de la République, José Tengarrinha a été le dirigeant du Mouvement démocratique portugais, un parti d'extrême-gauche mais aussi député. D'autres ont joué un rôle secondaire : Vitorino Magalhães a été un éphémère ministre de la Culture durant le PREC ; Victor de Sá et Óscar Lopes ont été députés élus pour le PCP ; Joaquim Romero Magalhães a participé à l'Assemblée constituante élue entre le 25 avril 1975 et le 25 avril 1976. En somme, ils ont tous occupé des fonctions dans les

---

<sup>358</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1326/51, NT : 2692, feuille 69.

<sup>359</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 422.

<sup>360</sup> *Ibid.*, feuille 226-227-228.

premières années de la démocratie portugaise, signe d'une vive activité citoyenne<sup>361</sup>. Toutefois, un certain nombre ont préféré se focaliser sur leur activité enseignante à l'image de l'infatigable militant Fernando Piteira Santos qui une fois rentré au Portugal n'a plus participé activement à la vie politique, tout en maintenant toute une série d'engagement notamment dans la lutte contre l'apartheid<sup>362</sup>.

Les conséquences de l'affirmation de la citoyenneté ont été nombreuses pour les historiens en opposition. La première a été de ne plus avoir le temps de se consacrer à l'histoire. António Borges Coelho a par exemple abandonné ses études pour devenir « fonctionnaire » du MUD Jeunesse puis du PCP ce qui l'a conduit en prison pour six années<sup>363</sup>. António Borges Coelho lui-même présentait son parcours comme peu commun : « L'ami vient me voir mais je suis tous sauf exemplaire de cela. D'abord parce que je n'ai pas collaboré au Dictionnaire car lors de sa première édition, j'étais dans la forteresse de Peniche et donc il était difficile de collaborer<sup>364</sup> ». Alors qu'un grand nombre d'historiens, en opposition mais aussi accommodés ont participé au *Dictionnaire d'histoire du Portugal* dirigé par Joel Serrão, António Borges Coelho a été empêché de contribuer du fait de son combat politique. Le fait qu'il évoque son absence du dictionnaire montre qu'il était en quelque sorte frustré de ne pas avoir fait partie de cette aventure éditoriale. L'éclipse de l'historien au profit du militant a aussi été décrite par Joaquim Barradas de Carvalho dans un article intitulé « L'Obscurantisme Salazariste XVI » :

Enfin, nous rappelons, entre autres, les cas de Fernando Piteira Santos et de Mário Soares qui, après nous avoir donné des travaux de réelle valeur scientifique, l'obscurantisme et l'oppression de Salazar les ont éloignés vers des tâches plus urgentes. Ils ont décidé d'essayer de faire l'histoire, au lieu de l'écrire. L'historien portugais, la "conscience de la Nation", comme l'a récemment appelé Vitorino Magalhães Godinho, ne s'est pas confortablement abstenu de ses obligations civiques. L'historien portugais de l'ère de Salazar a su se comporter selon les mots jadis écrits par Guyau "Celui qui n'agit pas comme il pense, pense incomplètement". Ou enfin, avec les mots écrits jadis par Lucien Fèbvre (n.: sic), l'un des plus grands, sinon le plus grand historien de notre temps : "Entre l'action et la pensée, il n'est pas de cloison"<sup>365</sup>. » [Octobre 1966]

---

<sup>361</sup> Victor de Sá a été élu député au début des années 1980, mais il a dû interrompre son mandat pour des raisons de santé (Gaspar Martins PEREIRA, Luís Alberto ALVES, « In Memoriam. Víctor de Sá (1921-2004) », *História, Revista da Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa*, vol. 5, 2004, pp. 9-11).

<sup>362</sup> CENTRO DE DOCUMENTAÇÃO DO 25 DE ABRIL (catalogue d'exposition), *Fernando Piteira Santos : português, cidadão do século XX*, Coimbra, CD25A, 2004, p. 20.

<sup>363</sup> Entretien avec António Borges Coelho, pages 3 et 4.

<sup>364</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>365</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P :79, NT : 6958, feuille 294, n° 111 de *Portugal Democrático*.



Ainsi, Joaquim Barradas de Carvalho montrait comment, l'action citoyenne de deux historiens, Fernando Piteira Santos et Mário Soares, les avait poussés à délaisser l'histoire pour combattre politiquement, le premier en exil à Alger et le second toujours au Portugal au moment de la rédaction de l'article. La multiplication des citations, notamment celle d'*Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction* de Jean-Marie Guyau, et de *Combats pour l'histoire* de Lucien Febvre puisait dans les références françaises des arguments en faveur de l'historien et plus largement de l'intellectuel engagé. Il faut en outre avoir à l'esprit la situation de Joaquim Barradas de Carvalho, militant du PCP qui ne voulait pas rentrer au Portugal et était parti au Brésil après plusieurs années en France. Il s'identifiait aux autres historiens de sa génération cités.

La mise en valeur du citoyen avait aussi des conséquences directes. Il y avait tout d'abord, l'emprisonnement. Plusieurs historiens ont fait de longs et/ou nombreux séjours. Par exemple, Victor de Sá a été huit fois emprisonné<sup>366</sup> et José Tengarrinha ne parvenait plus à se rappeler quand a eu lieu un moment déclencheur de sa vie : « Avant ma seconde prison. Seconde ou troisième. Je ne me rappelle plus. Il y en a eu tant<sup>367</sup> ». L'appartenance à une association politique était un motif régulièrement invoqué pour être incarcéré à l'image du chef d'accusation contre Fernando Piteira Santos qui stipule « Activités et organisation de l'association secrète et subversive qu'ils appellent le "Parti Communiste Portugais"<sup>368</sup> ». S'ajoutaient ensuite les nombreuses séances de tortures ainsi que les privations qui ont suivi notamment par José Tengarrinha : « J'ai ensuite été emprisonné, interrogé, torturé – très torturé – et après ma sortie de prison, ils m'ont expulsé de l'enseignement et retiré ma carte de journaliste<sup>369</sup>. ». De même, António Borges Coelho, après son incarcération de plus de six ans a rappelé : « je n'étais pas un "citoyen actif" : je ne pouvais pas avoir le permis de conduire, je ne pouvais pas enseigner, je devais aller à la police tous les mois, je ne pouvais pas sortir de Lisbonne *et cetera*. Cette situation était dramatique<sup>370</sup>. » Ainsi, tout était fait pour limiter les interactions sociales des anciens emprisonnés. Enfin, l'historien militant était surveillé et devait apprendre à vivre avec la sensation d'un regard constant de la police politique qui allait parfois jusqu'au terme de l'existence. En effet, l'enterrement de Joaquim de Carvalho a été abondamment observé par la

---

<sup>366</sup> En juin 1947, en novembre 1949, en février 1950, en décembre 1955, en juin 1958, en juin 1960, en avril 1962 et en janvier 1969 (Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 9095, NT : 3594, les feuilles 165 à 168 listent tous les procès qu'il a eus et la feuille 158 complète la liste pour son emprisonnement de 1969).

<sup>367</sup> Entretien avec José Tengarrinha, p. 10.

<sup>368</sup> Fonds Fernando Piteira Santos, ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 49/51, NT : 5054, feuille 1.

<sup>369</sup> Entretien de José Tengarrinha p. 2.

<sup>370</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 2.

police politique<sup>371</sup>. L'agent de la PIDE a relevé consciencieusement l'ensemble des personnes présentes le 30 octobre 1958, ou bien qui s'étaient fait représenter comme ce fut le cas d'António Sérgio et Jaime Cortesão ainsi que les noms des personnes qui avaient offerts des fleurs comme Humberto Delgado<sup>372</sup>.

L'autre conséquence pouvait être l'exil. Il a pu être contraint, comme lorsqu'une décision du Conseil des ministres, a voulu contraindre António Sérgio à quitter le pays le 10 décembre 1935 : « Vous devez abandonner le Pays pour un temps indéterminé, car il vous a été interdit de résider sur le territoire national<sup>373</sup> ». Finalement, malgré la signature d'António Sérgio présente sur le document, la mesure n'a pas été appliquée. Toutefois, elle restait une épée de Damoclès toujours présente. Ensuite l'exil a pu être non pas subi mais choisi afin de poursuivre l'activité militante depuis l'étranger. Fernando Piteira Santos est par exemple entré en clandestinité à la suite de l'échec du coup de Beja le 1<sup>er</sup> janvier 1962 et avant de partir en bateau pour le Maroc<sup>374</sup>. Arrivé en Algérie il a alors fondé le Front patriotique de libération nationale qui a été une véritable communauté politique en action<sup>375</sup>. Toutefois, les tensions politiques parmi les groupes de gauche étaient palpables comme l'a montré une émission de radio :

« Piteira Santos, diplômé d'Histoire et propriétaire, sanctionné en 1945 pour indiscipline au sein du parti, puis exclu du Parti Communiste Portugais, lorsqu'on a su exactement l'ampleur des déclarations qu'il avait faites à la Police – lors de son arrestation à cette date – quant à l'activité du Parti et de sa direction<sup>376</sup>. Il est ensuite devenu un militant de la bourgeoisie libérale, un dirigeant, et plus tard, pendant quelques années, il a semblé montrer la volonté d'effacer la tache de son passé en coopérant avec le Parti communiste portugais dans le cadre du FPLN. Ses ambitions personnelles ayant été frustrées, il emprunte à nouveau la voie de l'intrigue et de la provocation politique<sup>377</sup>. »

---

<sup>371</sup> Je préfère taire les détails désobligeants et voyeuristes qu'un agent de la PIDE a noté lors de la dégradation de l'état de santé de Joaquim de Carvalho pour le discréditer et se moquer de lui.

<sup>372</sup> Dossier Joaquim de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 646, NT : 10 390, feuille 7.

<sup>373</sup> Dossier António Sérgio, ANTT, PIDE/DGS, Série : SPS, N°P : 1619, NT : 4317, feuille 11.

<sup>374</sup> CENTRO DE DOCUMENTAÇÃO DO 25 DE ABRIL, *Fernando Piteira Santos : português, cidadão do século XX*, Coimbra, CD25A, 2004, pages 18 et 19.

<sup>375</sup> Voir Maria Antónia FIADEIRO, *Fernando Piteira Santos, Mestres, Amigos e Companheiros, Perfis Biográficos*, Lisbonne, Campo da Comunicação, 2010.

<sup>376</sup> Fernando Piteira Santos a bien lors de son arrestation donné des informations à la police politique. Toutefois, comme l'a montré José Pacheco Pereira, d'autres militants ont aussi donné des informations. Dans la mesure où il faisait partie des grandes figures du parti, son éviction est la conséquence non pas de ses révélations mais du virage à gauche du Comité central du PCP. Par ailleurs, ce parti a continuellement cherché à le discréditer afin d'amoindrir son rôle politique au sein des opposants (<https://estudossobrecomunismo.com/2004/04/22/lyon-de-castro-piteira-santos-a-ler-e-o-pcp/>, consulté le 13 août de 2021).

<sup>377</sup> Dossier Fernando Piteira Santos, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 720, NT : 7051, feuille 63, émission de *Rádio Portugal Livre* diffusée à 8h. Le site du PCP a mis en ligne quelques extraits de différentes émissions. La radio clandestine émettait depuis Bucarest : <https://www.pcp.pt/radio-portugal-livre-50-anos>, consulté le 13 août 2021

Le réquisitoire dressé contre Fernando Piteira Santos par la direction du PCP était dur. Dans la mesure où il avait quitté le PCP, la rancœur à son égard était poussée à son comble et le moindre aspect critiquable était énoncé : le fait qu'il fût un propriétaire, qu'il eût donné des informations – sans préciser qu'elles ont dû être communiquées sous la torture –, l'accusation de bourgeoisie, son ambition enfin. Alors que le PCP cultivait une politique de secret maximal, lorsqu'une personne était identifiée ou simplement dénoncée comme un traître, les militants oubliaient l'objectif de lutte contre le régime et ces révélations montraient les nombreuses tensions au sein de groupes en opposition profondément divisés.

\*

\* \*

L'engagement des historiennes et des historiens en opposition a bien eu des incidences dans leur parcours de scientifiques et de citoyens. Il a cependant été variable et l'équilibre entre l'historien et le citoyen a surtout été l'histoire d'un déséquilibre, où l'une des deux facettes a plus régulièrement pris le dessus. Les opposants ont d'abord été des historiens avant d'être des citoyens. Ils ont dû s'adapter à la situation autoritaire durant la période des études et s'acclimater à l'histoire qui leur était enseignée, parfois pour mieux la rejeter. Ensuite, des historiens sont parvenus à obtenir un poste dans l'enseignement supérieur où le maintien d'une position critique du pouvoir a été un tiraillement constant entre le désir de conserver sa profession et celui de contester la politique gouvernementale.

Cependant, le citoyen a pu prendre, ponctuellement ou régulièrement, le dessus sur l'historien. En effet, le besoin d'intervenir et de s'engager aussi bien dans le domaine culturel que politique, a montré qu'ils entendaient affirmer et affiner leurs critiques contre le pouvoir autoritaire. Les conséquences de leur engagement ont été multiples. Outre la prison, l'exil, l'histoire a pu être abandonnée au profit de la politique. La lutte contre le pouvoir devenait alors le cœur de leurs préoccupations et dépassait toutes les autres.

L'installation et la pérennisation de la dictature au Portugal a poussé les historiennes et les historiens à faire une série de choix qui ont mis en lumière et interrogé la place de la citoyenneté dans la démarche scientifique. Exacerbé par un contexte contraignant, la conscience, l'affirmation voire la négation du rôle social des historiens a pu avoir des conséquences sur leur pratiques historiographiques sans pour autant être systématiques.

Tout d'abord, une très faible proportion a fait le choix de se mettre pleinement au service du pouvoir. Les historiens organiques ont mêlé leur propre histoire à celle du régime, l'ont défendu à la fois politiquement mais aussi historiographiquement. S'ils ont régulièrement affirmé respecter les fondements de la discipline historique tels la véracité des faits et l'impartialité, leur marginalisation au sein de la communauté historique confirme une paradoxale opprobre scientifique alors que les louanges officielles se multipliaient.

Le choix principal a été de s'adapter à la situation politique. Les historiennes et les historiens se sont accommodés et ont pu assumer une forme de complicité avec le pouvoir. Ils partageaient et soutenaient publiquement la politique menée par le gouvernement, s'impliquaient personnellement, défendaient l'histoire de l'Empire face aux critiques et ont participé activement aux grandes commémorations organisées par le régime. Toutefois, l'accommodement a aussi pu se traduire par la nécessité d'une distance avec le pouvoir afin de préserver l'autonomie du travail scientifique en optant pour un évitement voire un repli sur l'histoire afin de ne pas avoir à choisir.

Enfin, une partie des historiennes et historiens ont fait le choix de s'opposer à la dictature. Cependant, rejeter le pouvoir n'impliquait pas forcément une rupture avec le régime mais davantage la recherche d'un équilibre entre l'envie d'être historien et un citoyen engagé. Parfois, l'historien l'a emporté sur le citoyen et des formes de compromis ont montré les adaptations nécessaires pour être, malgré tout, un scientifique. L'opposition au régime a cependant pu prendre une place prépondérante et avoir des conséquences déterminantes pour l'activité scientifique, justifiées par l'envie d'être une force de proposition face à un régime honni.



## Conclusion de la première partie

L'enjeu de cette partie a été de montrer comment le pouvoir a saisi le champ du savoir au point de compromettre l'autonomie des scientifiques portugais. La démarche suivie a été d'analyser les différents procédés déployés par la dictature, par échelles successives, afin de contrôler les savants mais aussi de mesurer quelles ont été les réactions de ces derniers face aux actions du régime autoritaire.

Tout d'abord, l'étude s'est focalisée sur les conséquences des décisions du pouvoir dans le quotidien des scientifiques portugais. Sans limiter la focale aux historiennes et aux historiens, l'objectif a été de montrer que l'action du régime autoritaire s'est répercutée à l'ensemble du champ du savoir. S'accaparant la géographie héritée de la République, le paysage universitaire n'a que très peu été modifié sauf à la fin de la période considérée, où plusieurs universités, notamment dans l'Empire, ont été créées. La pression du pouvoir s'est ressentie dans ces lieux de savoir notamment à partir de la décennie 1930 où des vagues d'exclusion ont rappelé la fragile autonomie de l'Université et sa dépendance directe au régime autoritaire. Toutefois, le champ du savoir ne se limitait pas uniquement à l'Université et les intellectuels ont souvent pris position face au régime autoritaire. Habités à une intervention citoyenne depuis la période républicaine, l'affermissement de la dictature, après quelques années hésitantes, a engendré une recomposition de l'espace d'intervention des intellectuels, qu'ils fussent favorables, indifférents ou opposés au régime. La censure et la police politique ont été les deux puissants instruments de contrôle qui ont de concert parachevé le contrôle de la production intellectuelle et activement surveillé l'activité politique des scientifiques portugais.

Ensuite, l'analyse s'est attachée à montrer comment l'action du régime a modifié le fonctionnement de la communauté historique. Actées par les réformes républicaines de 1911, l'institutionnalisation de la discipline et la professionnalisation de l'historien étaient récentes et encore balbutiantes lorsque le 28 mai 1926 s'est produit. L'association entre la qualité d'historien et la profession d'enseignant à l'université se renforçait progressivement. De même, à l'image des autres pays, la réforme a acté l'enracinement de la cooptation par les pairs, qui attendaient des candidates et candidats un parcours académique respectant certaines étapes. Cependant, l'irruption autoritaire a ajouté un critère politique à la procédure et a pu bloquer l'entrée dans l'enseignement supérieur des scientifiques jugés politiquement inadéquats. En procédant à un découpage en cinq générations, il a été possible de mettre en évidence dans

quelle mesure le processus de professionnalisation de l'historien s'est poursuivi à l'échelle du groupe, et comment le parcours académique des historiens s'est stabilisé. La communauté historienne active durant le régime autoritaire a été essentiellement masculine, née et formée au Portugal et a enseigné dans le supérieur. Toutefois, les nombreux écarts ont montré qu'il était difficile d'établir un parcours professionnel rigide et donc d'établir une norme stricte pour établir la qualité d'historien. Enfin, la communauté historienne a été divisée politiquement en trois groupes : des historiens organiques, des historiens accommodés et des historiens en opposition. Toutefois en raison de la marginalité numérique des historiens organiques par rapport à l'ensemble de la communauté, l'attention s'est focalisée sur les tensions entre les deux groupes majoritaires. L'accommodement a été une position dominante réunissant les trois quarts de la communauté alors que l'opposition a regroupé un quart des historiennes et historiens. Si les divisions politiques étaient perçues et parfois réappropriées par les historiens, de nombreux éléments ont rappelé que la communauté historienne était certes fragile et divisée par l'action du pouvoir mais qu'elle a malgré tout existé.

Enfin, l'enquête a affiné les différents positionnements pris par les historiennes et les historiens afin de montrer la façon dont ils ont réagi face au pouvoir autoritaire. Les historiens organiques se sont sciemment mis à son service. Malgré leur évidente proximité avec le régime et les récompenses publiques obtenues, ils ont été marginalisés par le reste de la communauté historienne. Les historiennes et les historiens accommodés ont accepté la nouvelle donne politique mais agi variablement. Certains ont pu faire le choix de soutenir plus ou moins ponctuellement le pouvoir, notamment lors des moments de crise ou bien durant les grandes commémorations. D'autres ont tenu à garder à distance le régime dictatorial afin de ne pas accroître la perte d'autonomie du champ du savoir et de ne pas se compromettre. Les historiennes et historiens qui se sont opposés au régime dictatorial ont dû faire face à la tension entre être historien et être citoyen et trouver l'équilibre entre les deux a pu être difficile. Pour une partie d'entre eux, l'historien a primé face au citoyen afin de préserver la carrière alors que pour d'autres, le citoyen a pris le dessus.

Après avoir mis en évidence l'ensemble des processus qui ont permis la saisie du champ du savoir, il semble nécessaire d'étudier successivement la situation professionnelle des historiens relevant des deux groupes les plus représentatifs de la communauté historienne. L'étude s'intéressera d'abord au groupe le plus important numériquement, celui des historiennes et des historiens accommodés.

**DEUXIÈME PARTIE**  
**ÊTRE UN HISTORIEN**  
**ACCOMMODÉ**





## Présentation de la deuxième partie

La vie universitaire, les publications, les revues, tout ce « train-train » professionnel pouvait continuer comme si de rien n'était – *sauf* que quelques collègues et étudiants avaient disparu, *sauf* que certains sujets (mais n'en avait-on pas trop parlé auparavant ?) étaient devenus tabous.  
Peter Schöttler<sup>1</sup>

L'Allemagne a été marquée par des expériences totalitaire<sup>2</sup> puis autoritaire au cours du xx<sup>e</sup> siècle : le nazisme entre 1933 et 1945 puis le communisme pour les territoires du nord-est entre 1945 et 1989. Les réactions de la société face aux deux pouvoirs contraignants successifs ont fait l'objet de nombreuses études. En conséquence, les milieux académiques se sont aussi positionnés au regard de la nouvelle donne politique. Le plus souvent, comme le remarque Sonia Combe pour les intellectuels est-allemands écrivant sous le communisme, ils ont révélé une capacité d'adaptation ou *Anpassungsfähigkeit*<sup>3</sup> dans le nouveau contexte politique. En analysant les différents positionnements des intellectuels, l'historienne a observé :

« Les intellectuels universitaires ne sont pas comme Karl Mannheim le dit des penseurs indépendants “sans attache”, [...] [ni des] des intellectuels “organiques” de la classe ouvrière ou *du* Parti, au sens gramscien du terme, [...] [mais plus fréquemment] des intellectuels *de* parti, responsables devant le Parti du savoir qu'ils transmettaient à l'université ou qu'ils produisaient à l'Académie, et ce n'est pas un hasard si, placés dans ces conditions de plus grande liberté, l'écrivain et l'artiste est-allemand en ont davantage usé que l'intellectuel institutionnel<sup>4</sup>. »

Les intellectuels en place et ceux recrutés se sont donc adaptés au pouvoir communiste et ont même adhéré à l'idéologie promue par le pouvoir et notamment par le parti communiste est-allemand, le SED, sans pour autant devenir des idéologues. L'acceptation du cadre politique particulièrement contraignant induisait pour les intellectuels de ne pas franchir les lignes tracées

---

<sup>1</sup> Peter SCHÖTTLER, « L'érudition... et après ? Les historiens allemands avant et après 1945 », dans *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 5, année 1991, pp. 172-185.

<sup>2</sup> J'emploie la notion de « totalitaire » pour désigner « une forme de pouvoir entièrement nouvelle, absolue, ayant pour principale caractéristique de tendre à la dissolution de la frontière entre l'État et la société, ce qui la distingue ainsi radicalement d'un système libéral ». Le totalitarisme caractérise les trois régimes qui ont connu le totalitarisme soit le fascisme italien, le nazisme allemand et le communisme soviétique de la période stalinienne (voir Brigitte STUDER, « totalitarisme », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 14 avril 2021).

<sup>3</sup> Ce terme a été utilisé dans l'histoire ouest-allemande afin d'analyser le comportement social sous le III<sup>e</sup> Reich que Sonia Combe mobilise pour la période communiste. Voir par exemple son utilisation dans le cadre d'un article sur les officiers de la Stasi : Sonia COMBE, « Figures de l'officier traitant à travers les archives de la Stasi », dans *Cultures & Conflits*, n° 53, 2004, pp. 99-112.

<sup>4</sup> Sonia COMBE, *Une société sous surveillance. Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999, pages 37 et 38.

par le pouvoir, s'accommodant « d'une situation qui niait leur vocation première et universelle<sup>5</sup> ». En outre, comme dans la situation autoritaire portugaise, au sein de la communauté historienne, différents profils pouvaient se dessiner. Sonia Combe a notamment distingué des historiens « raisonnables » – respectant la raison d'État – et des historiens officiels<sup>6</sup>. Ces historiens « raisonnables » se rapprochent de l'essentiel des historiens accommodés portugais, souhaitant conserver une autonomie relative tout en ne s'opposant pas voire en soutenant le nouveau pouvoir étatique.

Les historiens « raisonnables », ou accommodés comme je les désigne dans le cadre portugais, ont été des scientifiques pragmatiques. Est-ce de l'opportunisme pour ne pas perdre leur chaire universitaire ou bien y avait-il une sincère adhésion idéologique au régime se mettant en place ? Dans le cas portugais, l'alignement idéologique des intellectuels a déjà été montré<sup>7</sup>. Pour l'Allemagne nazie, le constat est similaire et les historiens ont volontiers mis en œuvre leur capacité d'adaptation. Passées la prise du pouvoir et les quelques purges des collègues indésirables aux yeux du gouvernement, ce que Peter Schöttler désigne comme le « train-train » du métier des historiens a repris<sup>8</sup>. Au Portugal comme en Allemagne, des exils et des exclusions de collègues se produisaient. Pourtant une fiction de normalité scientifique s'est poursuivie pour un grand nombre. L'objectif est donc de reconstituer la routine du travail des historiens accommodés qui ont fait le choix d'accepter ou bien de ne pas se positionner face à la situation autoritaire.

Dans les deux chapitres qui suivent, l'étude se focalisera sur 135 historiens<sup>9</sup> qui représentent près des trois quarts des scientifiques considérés. Il s'agit donc du quotidien d'une grande majorité d'entre eux. Pour comprendre ce qu'impliquait être un historien accommodé, il me semble opportun de reprendre les trois caractéristiques de l'opération historique mises en évidence par Michel de Certeau, soit « la combinaison d'un *lieu social*, de *pratiques* “scientifiques” et d'une *écriture*<sup>10</sup> », tout en les inscrivant dans le cadre d'un pouvoir autoritaire. En effet, aussi normales que soient les conditions de la pratique historique, il faut insérer la démarche scientifique dans la mécanique autoritaire où chaque étape était contrôlée et portait le sceau discret mais bien réel du pouvoir.

---

<sup>5</sup> Sonia COMBE, *op.cit.*, p. 38.

<sup>6</sup> Sonia COMBE, *op.cit.*, p. 108.

<sup>7</sup> Voir le II)2) du chapitre 1.

<sup>8</sup> Peter SCHÖTTLER, *op.cit.*

<sup>9</sup> Pour obtenir ce chiffre, je cumule les 105 historiens accommodés, les 15 historiens dont l'accommodement est interrogé, les 4 qui ont été à la fois accommodés et en opposition au cours de leur carrière et enfin les 11 indéterminés. (Voir les [Figure 54] et [Figure 55] du chapitre 2).

<sup>10</sup> Michel de CERTEAU, *l'Écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975, p. 79.

D'abord, la réflexion se focalisera sur la relation nouée entre le pouvoir et les historiens accommodés. Les lieux sociaux<sup>11</sup> de l'histoire ont permis et encouragé la pratique scientifique des historiens accommodés<sup>12</sup> qu'ils fussent directement créés par le régime dictatorial comme ce fut le cas de l'Académie portugaise d'histoire ou bien réappropriés, financés et contrôlés pour les universitaires rattachés aux universités portugaises. À l'heure de la professionnalisation progressive et continue de l'histoire, les conditions particulières de la pratique historique doivent être caractérisées à l'aune du pouvoir autoritaire.

Ensuite, l'histoire écrite par les historiens accommodés retiendra notre attention. La question de l'écriture<sup>13</sup> de l'histoire est essentielle dans l'analyse de la pratique historique : enlevez l'écriture, et voilà l'historien nu. Il s'agira de comprendre dans quelle mesure l'histoire écrite dans un régime autoritaire est marquée ou non par une idéologie particulière. En regardant les procédés d'écriture de l'histoire adoptés par les historiens accommodés, il est possible de rendre compte de caractéristiques particulières de cette production intellectuelle, faite sous le regard et parfois avec l'appui direct du pouvoir

---

<sup>11</sup> Michel de Certeau définit le lieu social comme « un lieu de production socio-économique, politique et culturel. Elle implique un milieu d'élaboration que circonscrivent des déterminations propres : une profession libérale, un poste d'observation ou d'enseignement, une catégorie de lettrés, etc. Elle est donc soumise à des contraintes, liée à des privilèges, enracinée dans une particularité. » (Michel de CERTEAU, *ibid.*).

<sup>12</sup> Si « “faire de l'histoire”, c'est une pratique » (Michel de CERTEAU, *op.cit.*, p. 95), dans ce chapitre, je ne prendrai pas le terme « pratique » au sens de techniques et de sciences annexes nécessaires pour agir en historien rigoureux comme le fait Michel de Certeau mais davantage comme l'exercice pratique, de moins en moins amateur et de plus en plus professionnel, du métier d'historien dans le Portugal autoritaire.

<sup>13</sup> Michel de Certeau définit l'écriture ainsi : « Le *writing*, ou la *construction d'une écriture* (au sens large d'une organisation de signifiants) est un passage à bien des égards étrange. Une transformation assure le transit depuis l'indéfini de la “recherche” à ce que Henri Irénée-Marrou appelle “la servitude” de l'écriture. “Servitude”, en effet, car la fondation d'un espace textuel entraîne une série de distorsions par rapport aux procédures de l'analyse. Avec le discours, semble s'imposer une loi contraire aux règles de la pratique. » (Michel de Certeau, *op.cit.*, p. 120).



## Chapitre 4 Le pouvoir et « ses » historiens

L'Université de Coimbra, temple séculaire voué à la patrie et ancienne école de formation de caractère a, dans l'urgence actuelle, des responsabilités spéciales. C'est pourquoi il lui incombe de lancer un cri d'alarme et de commencer sans tarder une campagne salutaire, une véritable campagne nationaliste. Il est impératif que les universitaires actuels soient portugais dans leurs idées, portugais dans leurs actions, des Portugais dans le camp (n. : *na ala*) de Salazar. Aristote a dit : "L'éducation doit être au service de l'État qui l'administre". Les étudiants du Portugal, du Portugal restauré, doivent être éduqués à l'école de la tradition et à l'ombre de la Croix. Pendant 18 siècles, quelqu'un a écrit et quelqu'un ici présent l'a transcrit, ce qu'il y a eu de mieux, de plus héroïque, de plus humble ou de plus élevé dans l'homme, c'est l'œuvre du christianisme ; et nous pouvons ajouter que les plus belles heures de notre histoire, nous en tant que Portugais, les avons vécues avec Dieu sur les lèvres, avec Dieu dans le cœur.

António Luís de Morais Sarmiento, recteur de l'université de Coimbra<sup>1</sup>.

Le recteur étant depuis 1926 désigné directement par le gouvernement<sup>2</sup>, sa parole était révélatrice de l'alignement idéologique imposé par le pouvoir autoritaire pour les hautes charges des principales institutions et corporations du pays<sup>3</sup>. Le régime en vigueur avait cependant eu la prudence de choisir comme recteur de l'université de Coimbra un professeur de médecine formé et exerçant *in situ*, très certainement afin d'éviter de froisser le corps professoral de toute accusation de nomination *ex situ*. Nommé en juin 1939, la mort d'António Luís de Morais Sarmiento en août 1941 a écourté son mandat<sup>4</sup>. Dans son discours de rentrée prononcé le 16 octobre 1940, le recteur apparaissait comme une courroie de transmission de la rhétorique du régime autoritaire et révélait l'appropriation de certains des piliers du régime, à l'image du lien ombilical entre la nation portugaise et la religion chrétienne. Cependant, il est nécessaire de relever la façon dont il enjoignait le corps professoral à rejoindre « le camp de Salazar ».

---

<sup>1</sup> « Rapport » lu par le recteur António Luís de Morais Sarmiento le 16 octobre 1940, *Anuário da Universidade de Coimbra*, année 1940-1941, page 29 et 30.

<sup>2</sup> Selon l'article 2 du décret-loi n° 16 623, modifiant l'article 5 du décret-loi n° 12 426 du 2 octobre 1926, les recteurs n'étaient plus élus par l'Assemblée générale de l'université mais « librement choisi par le Gouvernement parmi les professeurs de l'enseignement supérieur ou parmi les juges de Relation du Suprême Tribunal de Justice ». L'ingérence étatique dans la désignation de la personnalité représentant les universités portugaises était évidente.

<sup>3</sup> Sur la question du corporatisme, voir le repère « l'idéologie du régime autoritaire : corporatisme, nationalisme et passé ».

<sup>4</sup> D'après la biographie disponible sur le site de l'université de Coimbra : [https://www.uc.pt/org/historia/ciencia\\_na\\_uc/autores/SARMENTO\\_antonioluismorais](https://www.uc.pt/org/historia/ciencia_na_uc/autores/SARMENTO_antonioluismorais), consulté le 11 juillet 2021.

Alors que le monde se déchirait militairement et idéologiquement, que la guerre civile espagnole s'était achevée par une victoire du franquisme sur les forces républicaines et que la puissance des forces de l'Axe s'affirmait toujours davantage, il semblait vital pour le recteur que l'Université rejoignît sans réticence la voie tracée par le gouvernement portugais qui lui-même achevait sa consolidation. Son président du Conseil, António de Oliveira Salazar, n'était-il pas un ancien étudiant et professeur de l'université de Coimbra<sup>5</sup> ? Il fallait donc que l'Université fit corps avec le pouvoir sans la moindre réserve pour le bien de la nation.

La parole du recteur est certes celle d'un pair mais quelle était sa réception par le corps professoral ? En effet, l'adhésion des professeurs à la politique menée par le régime autoritaire pourrait ne pas être pleinement acquise si le recteur insistait tant, ou bien s'agissait-il d'un simple rappel ? Les enseignants avaient accueilli plutôt chaleureusement le coup d'État du 28 mai 1926 puis ils avaient poursuivi leurs activités. Cependant, à partir de la seconde moitié des années 1930, un tournant s'est amorcé et les universitaires se sont fortement impliqués dans le soutien au pouvoir comme l'a montré João Paulo Avelãs :

« Au fur et à mesure que l'*Estado Novo* s'est structuré tout au long de la dictature (et malgré quelques exceptions), l'université de Coimbra a commencé à adopter une attitude sensiblement différente dans sa relation avec le pouvoir politique. Nombre de ses enseignants ont assumé une participation active à la gestion des affaires publiques. La direction et la majorité du corps enseignant soutenaient systématiquement le régime fasciste ; ils collaboraient activement aux grandes initiatives publiques de commémoration "patriotique-historique" organisées par l'*Estado Novo* [...] ; ils ont publiquement loué et remercié l'action (en termes généraux et en matière de politique universitaire) des ministres successifs et des autres titulaires de postes politiques et ecclésiastiques ; ils ont réaffirmé leur solidarité institutionnelle et politico-idéologique dans les moments de "crise" ou de "célébration" (fin de la Seconde Guerre mondiale, tentatives militaires de renversement du régime, conflit avec l'Union indienne, guerres coloniales, attentats, situations de maladie ; anniversaires, inaugurations, commémorations, etc. ) ; ont participé (ou n'ont pas condamné et n'ont pas lutté de façon continue) à la répression et à la discrimination exercées sur les enseignants et les étudiants opposants<sup>6</sup> ».

En somme, pour l'historien, l'accumulation des exemples d'engagements concrets lui permet d'affirmer que le corps professoral s'était aligné sur la politique gouvernementale et avait donc, dans l'ensemble, rejoint le camp de Salazar. Le constat dressé pour l'université de Coimbra est

---

<sup>5</sup> Dans le discours d'ouverture de l'année scolaire 1963-1964 daté du 21 octobre 1963, un autre recteur de l'université de Coimbra, António Jorge Andrade de Gouveia, a tenu des propos élogieux à l'égard d'António de Oliveira Salazar : « Depuis 1928, date à laquelle le plus éminent Universitaire et Maître de cette université est entré au Gouvernement, nous nous sommes habitués à ce que les Gouvernements de la Nation affrontent et résolvent, quelles que soient les difficultés, les grandes questions de la Patrie, les problèmes de l'enseignement supérieur, les problèmes du développement scientifique et du remplacement et de l'expansion de l'élite » (*Anuário da Universidade de Coimbra*, année 1963-1964, p. 26).

<sup>6</sup> João Paulo Avelãs NUNES, « Historiografia e poder(es) : a Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra de 1911 e 1974 », dans *Vértice*, n° 62, septembre-octobre 1994, pp. 57-71.

par ailleurs généralisable à l'université de Lisbonne, à celle de Porto mais aussi aux universités créées dans les colonies.

Si les historiens totalement au service du pouvoir se comptaient sur les doigts d'une main, le pouvoir a-t-il essayé de faire des historiennes et des historiens accommodés, très majoritairement intégrés comme enseignants dans l'enseignement supérieur portugais, « ses » historiens ? Nous l'avons vu, les scientifiques n'avaient pas abdiqué de l'autonomie scientifique et les historiennes et historiens accommodés n'ont pas été de simples véhicules de l'idéologie du régime<sup>7</sup>. Cependant, en déplaçant le regard des historiens vers le pouvoir, il est question de montrer comment le pouvoir a financé, appuyé, encouragé et encadré la pratique des historiens accommodés tout en s'assurant leur adhésion au régime. En effet, l'attention du pouvoir s'est portée à la fois sur l'enseignement supérieur et, plus généralement, sur la recherche historique – donc sur les différents historiens qui n'appartenaient pas au corps professoral. Le lien entre le pouvoir et l'enseignement supérieur n'est certes pas limité aux régimes autoritaires comme l'ont rappelé Sérgio Campos Matos et Jorge Ramos do Ó :

« Les questions de l'autonomie universitaire traversent tous les régimes et révèlent la fragilité des institutions. L'interférence du pouvoir politique était plus visible pendant l'*Estado Novo*, particulièrement à travers la désignation du recteur par le Gouvernement, mais d'autres formes de contrôle, par la voie administrative, réglementaire ou financière sont toujours présentes dans la vie de l'Université<sup>8</sup> ».

Toutefois, les régimes dictatoriaux ont indubitablement accru la dépendance à l'égard du pouvoir politique par la pression exercée sur les universitaires. Les initiatives du pouvoir visaient-elles uniquement à la progression de la science ou bien avaient-elles aussi des arrière-pensées idéologiques ? Comment les historiens accommodés se sont-ils appropriés les cadres de la recherche délimités par l'État ? L'objectif de ce chapitre est de caractériser la nature de la relation nouée entre le pouvoir et les historiens accommodés.

Tout d'abord, l'analyse s'intéressera à la création de l'Académie portugaise d'histoire, institution dédiée à la science mais non dénuée d'intentions politiques. Ensuite, l'étude se focalisera sur la principale profession occupée par les historiens, celle d'enseignant dans le supérieur, pour révéler à la fois les conditions de l'exercice de la profession mais aussi les contraintes qui ont pu apparaître. Enfin, il sera question de présenter comment le pouvoir a encouragé la recherche des historiennes et historiens accommodés mais aussi contribué, directement ou indirectement à la diffusion de leurs travaux.

---

<sup>7</sup> Voir le II)2) du chapitre 3.

<sup>8</sup> Sérgio Campos MATOS et Jorge Ramos do Ó, *A Universidade de Lisboa nos Séculos XIX e XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, vol. I, p. 19.



## **D) Clio couronnée en Lusitanie. Une académie d'histoire créée par le pouvoir**

Lorsque le coup d'État du 28 mai 1926 se produit, le paysage académique portugais était relativement restreint. En effet, il n'existait que l'Académie des sciences de Lisbonne (ACL), fondée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et divisée entre classe de lettres et classe de sciences<sup>9</sup>. Le pouvoir autoritaire a pris la décision d'en régénérer deux autres tombées, en désuétude : l'Académie nationale des Beaux-Arts en 1932<sup>10</sup> et l'Académie portugaise d'histoire en 1936. Le régime dictatorial prenait donc la décision de restaurer une académie créée par le roi Jean V en 1720 mais dont les travaux avaient cessé en 1776 en raison d'une absence d'activité<sup>11</sup>, alors que l'Espagne avait une académie dédiée à la discipline historique depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. L'histoire était donc la seule discipline universitaire gratifiée d'une nouvelle académie.

Pourquoi le pouvoir a-t-il décidé de restaurer une académie oubliée ? Comme l'a remarqué Luís Reis Torgal, l'intérêt était double :

« La “refondation” de l'Académie durant l'ère de Salazar avait, évidemment, des motivations de nature scientifique. Cependant, il n'est pas difficile de lui trouver aussi des raisons de nature politico-culturelle. Il est possible de le vérifier quand on regarde bien ses statuts (qui pourtant ne révèlent pas un projet idéologique), par la procédure de son institutionnalisation et son évolution, par les initiatives qu'elle a prises en matière de célébrations historiques d'événements et même par la formation politique de ses membres. D'un autre côté, malgré son caractère laïque, des cérémonies liturgiques l'accompagnent, même aujourd'hui, et la symbolique de l'Académie trahissait la marque religieuse qui caractérisait le XVIII<sup>e</sup> siècle et qui ne s'est pas perdue du tout<sup>13</sup>. »

Pouvoir et science se sont imbriqués à travers le projet de création de l'APH mais aussi, comme nous le verrons, tout au long de son histoire tout au long du régime autoritaire. Toutefois, le lien entre le pouvoir et les académies est ancien. Depuis l'époque moderne<sup>14</sup>, l'ensemble des créations académiques a constamment sollicité et même attendu la reconnaissance officielle

---

<sup>9</sup> L'ACL est présentée dans le III)2) de ce chapitre.

<sup>10</sup> L'Académie des Beaux-Arts de Lisbonne a été créée en 1836, sous le règne de Marie II mais elle a perdu au cours du XIX<sup>e</sup> siècle son dynamisme (voir la très courte présentation sur le site de l'institution : <https://academiabelasartes.pt/academia/>, consulté le 17 août 2021). Le décret-loi n° 20 977 du 5 mars 1932 du ministère de l'Instruction publique l'a donc restaurée et elle est toujours en activité.

<sup>11</sup> Manuela MENDONÇA, « Academia Portuguesa da História I », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>12</sup> La Royale académie d'histoire a été créée en 1738 par le roi Philippe V et est toujours active (<https://www.rah.es/resumen-historico/>, consulté le 17 août 2021)

<sup>13</sup> Luís Reis TORGAL, « A história em tempo de “ditadura” », dans Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 251.

<sup>14</sup> La première académie moderne date de 1459 et a été créée à Florence (Gérard MICHAUX, « Naissance et développement des académies en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », dans *Mémoires de l'Académie Nationale de Metz*, Metz, Académie Nationale de Metz, 2007, pp. 73-86).

pour entrer en fonction<sup>15</sup>. La reconnaissance publique voire l'impulsion du pouvoir n'est donc pas un particularisme autoritaire. Il est cependant question de comprendre jusqu'à quel point, y a-t-il derrière le projet une idéologie connotée politiquement.

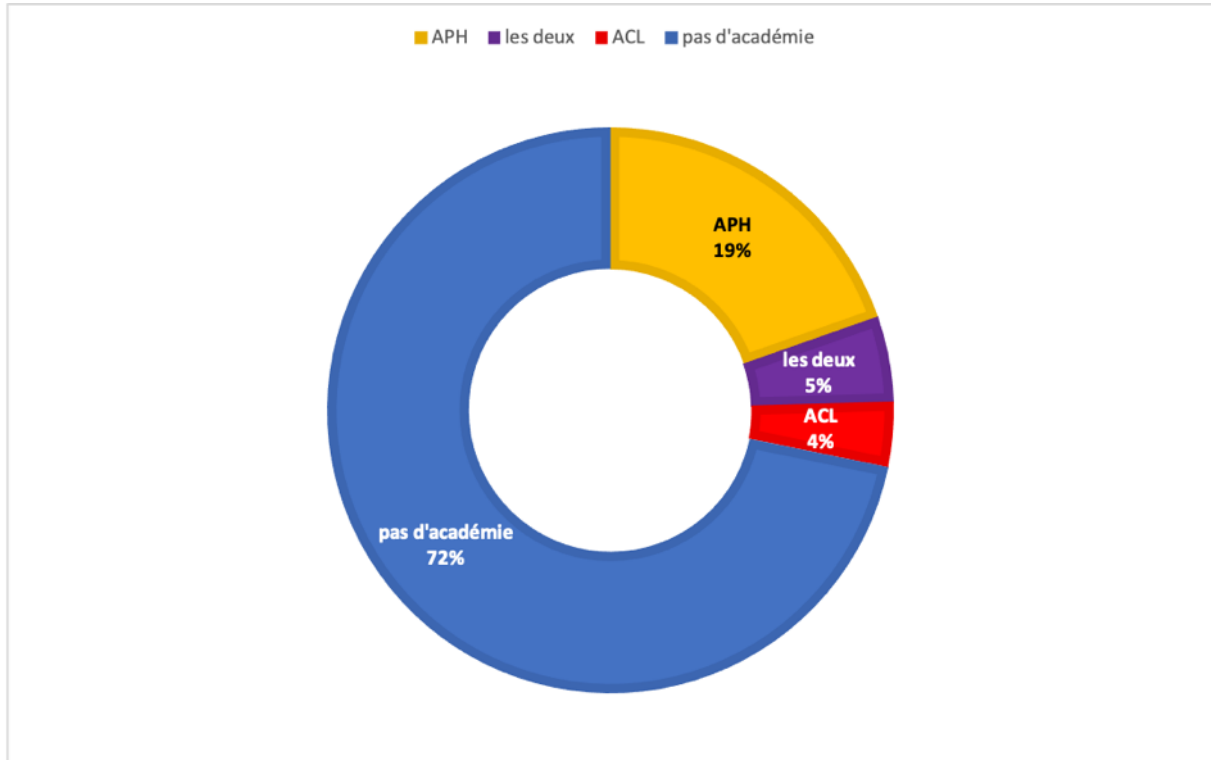


Figure 64 : appartenance ou non de l'ensemble des historiens des quatre premières générations aux académies liées à l'écriture et à la diffusion de l'histoire (n=163<sup>16</sup>).

En considérant l'ensemble des historiens des quatre premières générations, il est possible de constater que 24 % des historiens ont appartenu à l'APH [Figure 64]. Le titre d'académicien était donc attribué à une minorité. L'APH a été une institution conservatrice. Ainsi, sur l'ensemble de la période, seul Luís Filipe Lindley Cintra, historien en opposition de la génération Oliveira Salazar, a appartenu à l'APH. Outre les quatre historiens organiques qui y ont appartenu, l'APH a surtout été une institution réunissant des historiens accommodés mais aussi

<sup>15</sup> Par exemple, l'Académie française fut d'abord une réunion informelle chez Valentin Conrart à partir de 1629 comme rappelé par Jacques Véron (Jacques VÉRON, « L'Académie Française et la circulation des élites : une approche démographique. » dans *Population*, 40<sup>e</sup> année, n° 3, 1985, pp. 455-471). La signature des lettres patentes, rédigées en 1634, et signées par Louis XIII en 1635, puis son enregistrement au Parlement en 1637 a entériné la création de l'Académie. La date retenue a surtout été celle de la reconnaissance royale, signe de l'importance de la reconnaissance par le pouvoir (voir par exemple les bornes de l'ouvrage d'Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, *Des siècles d'immortalité : l'Académie française, 1635-...*, Paris, Fayard, 2011 mais aussi la date fournie sur le site de l'Académie française : <https://www.academie-francaise.fr/linstitution/lhistoire>, consulté le 17 aout 2021)

<sup>16</sup> Dans la mesure où les historiens de la génération de la guerre coloniale étaient encore assez jeunes pour beaucoup d'entre eux et que l'âge d'entrée à l'ACL ou bien à l'APH était assez tardif, j'ai préféré exclure cette génération de l'ensemble des graphiques afin de ne pas fausser les résultats.

d'autres intellectuels ayant un lien plus ou moins distant avec l'écriture de l'histoire mais qui étaient caractérisés par une adhésion au régime autoritaire manifeste. Il y avait donc un lien étroit entre les académiciens<sup>17</sup> et le pouvoir.

Malgré la présence de quelques intellectuels qui n'ont pas été considérés comme des historiens dans le cadre de cette recherche, l'APH n'a cependant pas été un institut de propagande comme a pu l'étudier Francesco Zavatti pour l'Institut d'histoire du Parti communiste roumain, actif entre 1951 et 1990 et où les historiens « au service du Parti étaient aussi au service de leurs intérêt<sup>18</sup> ». Nous le verrons, les objectifs initiaux orientés politiquement ont quelque peu laissé place à une histoire à l'image de la production des historiens accommodés, essentiellement événementielle et érudite mais sans l'objectif d'écrire une histoire à la gloire de *l'Estado Novo*. Pour autant, le lien institutionnel de l'APH avec le pouvoir était sans cesse rappelé par ses membres et sa direction. L'objectif est donc de montrer quelle a été la nature du lien entre le pouvoir et l'APH.

Tout d'abord, nous verrons comment la relation entre le pouvoir et l'APH, initialement excellente, s'est progressivement distendue tout au long de *l'Estado Novo* quitte à provoquer une perte de sens pour l'académie. Ensuite, l'analyse s'intéressera à la façon dont les historiens accommodés se sont appropriés le statut d'académicien et ont essayé de faire vivre une institution spécialisée en histoire et créée sur mesure par le pouvoir.

## 1) D'une antenne du pouvoir à la liberté conditionnelle : heurs et malheurs de l'APH (1936-1974)

Le gouvernement portugais a agi en démiurge avec la création de l'APH. Un temple pour l'histoire était consacré et donnait à la discipline une place particulière dans le paysage culturel national. Toutefois, il est nécessaire de caractériser les différentes intentions du gouvernement motivant cette décision mais aussi de mettre en évidence la chronologie de la relation nouée entre le pouvoir et l'institution, mêlant dépendance revendiquée par les académiciens et affirmation d'une autonomie<sup>19</sup>.

---

<sup>17</sup> Une seule femme, Virgínia Rau, a intégré l'APH, en 1955. J'utiliserai en conséquence la forme masculine tout au long de la partie.

<sup>18</sup> Francesco ZAVATTI, *Writing History in a Propaganda Institute, Political Power and Network Dynamics in Communist Romania*, Stockholm, Elanders, 2016, p. 326. Par ailleurs, je le remercie vivement de m'avoir envoyé une version numérique de son livre.

<sup>19</sup> Cette sous-partie reprend en grande partie les conclusions d'un article : Christophe ARAÚJO, « A Academia Portuguesa da História durante o Estado Novo (1937-1974), de uma recriação política a uma difícil existência como instituição autónoma », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 39, 2021, pp. 117-138.

La relation de l'APH avec le pouvoir a été filiale durant la période 1936 à 1945. La création de l'académie s'insère dans une période d'accélération des réformes structurants le champ du savoir. À mesure que la guerre devenait certaine en Espagne, l'année 1936 a été marquée par la transformation du ministère de l'Instruction publique en ministère de l'Éducation nationale et par la création du Conseil national d'éducation (JNE)<sup>20</sup>. Le ministre en fonction, António Carneiro Pacheco, a vivement participé aux diverses impulsions créatrices et dans le même temps contribué à l'alignement idéologique des nouvelles institutions avec la ligne politique défendue par le pouvoir. Par l'article 39 du décret-loi n° 26 611 du 19 mai 1936 qui fixait l'organisation de la JNE, la création de l'APH était actée :

« Sous l'égide du Chef de l'État et liée aux Archives Nationales de la Torre do Tombo, est fondée l'Académie Portugaise d'Histoire, rassemblement d'érudits spécialisés qui se dévouent à la recherche et à la reconstruction critique du passé, laquelle aura comme premier objectif de stimuler et de coordonner les efforts révisionnistes pour la réintégration de la vérité historique et d'enrichir la documentation des droits inaliénables du Portugal. »

À peine née, le patronage du pouvoir était manifeste et les principaux objectifs définis. L'APH avait donc pour fonction de réunir des personnalités dont le régime autoritaire reconnaissait l'expertise scientifique. Cependant, le terme « historien » n'a pas été employé et permettait ainsi une souplesse dans l'interprétation des personnes considérées comme des érudits spécialisés et en conséquence inclure des intellectuels ayant d'autres compétences valorisées par le gouvernement. De plus, les objectifs historiographiques fixés étaient influencés par une visée politique. En effet, la recherche devait être orientée dans le cadre d'une révision de l'histoire pour rétablir la vérité. Elle se rapprochait des attentes d'une partie des historiens organiques et de certains historiens accommodés qui voulaient faire table rase de l'interprétation de l'histoire héritée du XIX<sup>e</sup> siècle soit celle du libéralisme, rejeté de façon véhémente par le pouvoir autoritaire<sup>21</sup>.

Un an plus tard, le décret-loi n°27 913 du 31 juillet 1937 a validé les statuts structurant l'organisation de l'APH. Les quelques orientations fixées dans le décret fondateur de 1936 étaient une nouvelle fois affirmées dans les différents alinéas de l'article 2 :

« 1) Stimuler et coordonner les efforts qui concourent à la recherche, à la révision et à la rectification de l'histoire nationale, dans le noble sens de la contribution portugaise au progrès de la civilisation, ainsi qu'à l'enrichissement de la documentation des droits inaliénables du Portugal. [...] 3) Organiser et publier, de sa propre initiative ou sur indication du Gouvernement, des travaux concernant les problèmes historiques sur lesquels

---

<sup>20</sup> Voir la loi n° 1941 du 11 avril 1936. Le rôle du Conseil national d'éducation dans la recherche portugaise sera abordé dans le III)1) de ce chapitre.

<sup>21</sup> Voir le I)2) du chapitre 3 pour les écrits des historiens organiques et le I)1) du chapitre 5 pour les historiens accommodés dont la collection de révision historique lancée par Alfredo Pimenta.

il existe des différences d'interprétation, en cherchant à définir la vérité dans l'intérêt national. 4) Publier en langues portugaise et étrangères des œuvres de consultations qui facilitent la sûre connaissance de tout ce qui a trait à l'expansion civilisationnelle du Portugal dans le Monde. »

Déjà évoquée dans le décret fondant l'APH, la question des « droits inaliénables du Portugal » apparaissait de nouveau. Ainsi, après les mauvais souvenirs des tensions impériales de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et celles de la Première Guerre mondiale – qui ont par ailleurs poussé le Portugal à s'investir dans le conflit<sup>22</sup> – l'histoire était perçue par le gouvernement comme un moyen de défendre l'Empire. Grâce à elle, il était en effet possible de prouver et surtout de réfuter tout litige au nom des traités passés des décennies voire des siècles auparavant, mais aussi de se prémunir contre les mouvements anticoloniaux en plein essor. La nécessité de multiplier les publications faisait dès lors sens. Ensuite, les académiciens animant l'APH devaient chercher la vérité, fondement de la démarche historique, mais circonscrite aux limites de la défense de l'intérêt national ce qui supposait qu'il y avait pour le gouvernement une vérité propre à la nation portugaise. La question de la nation dépassait les enjeux de la science et la rectification de l'histoire avait pour finalité de valoriser le passé portugais pour servir l'intérêt du Pays. Par ailleurs, l'ensemble de ces arguments étaient directement puisés dans la vision de l'histoire défendue par le dictateur<sup>23</sup>. Enfin le gouvernement se donnait la possibilité d'indiquer à l'APH les recherches historiques à mener, signe de l'utilité de l'académie aux yeux du gouvernement mais aussi de son intention de la diriger à son profit.

Le rôle d'orientation du gouvernement était aussi manifeste dans l'article 5 des statuts stipulant que les personnes composant le Conseil académique, l'organe représentatif de l'APH, étaient nommées par le ministre de l'Éducation nationale pour trois ans<sup>24</sup>. Ensuite, le gouvernement disposait du contrôle des détenteurs du titre d'académicien en accord avec l'article 6, car la nomination « ne sera effective qu'après publication dans le *Journal Officiel*, avec autorisation du Ministre de l'Éducation Nationale ». En conséquence, des fonctions représentatives jusqu'aux académiciens, l'avis du ministre était indispensable. Enfin, d'après l'article 4, le président de la République était désigné comme le président d'honneur de l'APH et

---

<sup>22</sup> Voir le repère « République (1910-1926) ».

<sup>23</sup> Voir les discours d'António de Oliveira Salazar analysés dans le I)2) du chapitre 3.

<sup>24</sup> Le Conseil académique était composé d'un président, de deux vice-présidents, un secrétaire-général, un vice-secrétaire général, un censeur et un correcteur paléographe. Par ailleurs, lors de la réforme des statuts qui a eu lieu en 1945, la fonction de censeur a disparu, or comme l'a remarqué Luís Reis Torgal à son sujet : « Ainsi, la figure du "censeur" disparaissait (charge occupée par Manuel Múrias), propres aux académies et qui existent encore dans certaines institutions de ce type à l'étranger, qui a comme fonction de donner un avis sur les textes soumis à l'Académie pour publication. Il semble que l'on cherchait alors à éliminer un nom qui pouvait avoir des connotations répressives et "inquisitoriales" » (Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1996, p. 255).

symboliquement, par l'article 3, le siège de l'APH était fixé à Lisbonne, au palais de São Bento, où étaient situés les ANTT. Si la situation pouvait être perçue comme une commodité car les académiciens pouvaient ainsi se rendre très facilement aux principales archives du pays avant une session de l'APH, le bâtiment était aussi le lieu de résidence officiel du président du Conseil<sup>25</sup>. La proximité avec le pouvoir était dès lors aussi géographique.



Figure 65 : gravure réalisée en 1939 par Jaime Martins Barata, insérée dès le premier *Bulletin* de l'APH (1937-1938).

<sup>25</sup> Sur la localisation des ANTT, se reporter à l'introduction du repère « archives de la police politique et de la censure ».

Une fois les académiciens nommés par le gouvernement, les travaux de l'institution ont commencé à partir de 1938<sup>26</sup>. Toute l'activité de l'APH était consignée dans un *Bulletin* publié annuellement, reportant les décisions prises par le Conseil académique ainsi que les discussions des réunions des académiciens. Les communications et autres travaux présentés en session étaient publiés dans les *Annales*. L'organisation choisie pour les bulletins met en évidence la volonté d'application scrupuleuse des directives du pouvoir. Par ailleurs, après la page de titre du *Bulletin* de l'année 1937-1938, figurait une gravure chargée de symboliques nationalistes<sup>27</sup> et réalisée par Jaime Martins Barata<sup>28</sup> [Figure 65]. Deux anges tiennent d'une main une palme et de l'autre un étendard où est écrit le nom de l'APH, lequel unit les deux piliers. Le premier symbolise celui de l'Académie royale d'histoire portugaise, où l'on voit à la base un portrait de Jean V, et au sommet la médaille représentant l'institution de l'époque moderne. L'autre pilier représente l'APH restaurée et les deux faces de la nouvelle médaille. À la base de chaque pilier, la date de création de l'institution est indiquée. Ces deux piliers sont dominés par le blason du Portugal, entouré de deux cornes d'abondance. Les deux académies semblent ainsi tenir l'édifice de l'histoire nationale. Au milieu, l'artiste a représenté très certainement Clio, la muse de l'histoire, qui écrit avec une plume. Toutefois, contrairement à sa représentation devenue courante où Clio était coiffée d'une couronne de lauriers ainsi que d'une trompette et d'un livre<sup>29</sup>, elle tient ici une balance dans une main tout près d'un sablier, symbole de l'écoulement du temps. La balance pourrait figurer à la fois la recherche de l'équilibre entre le vrai et le faux mais aussi le souhait de rendre justice au passé, en lien avec l'orientation de l'APH fixée par le gouvernement. À côté du sablier, on peut observer une épée, une ancre de bateau, une chaîne brisée et, derrière elle, les créneaux d'un château et une croix. Nous avons ainsi tout un imaginaire de l'histoire du Portugal vu par un artiste proche du pouvoir : la chrétienté et la défense du pays contre les attaques étrangères sont évoquées avec le château, la croix et l'épée, l'ancre insiste sur l'expansion maritime portugaise, la chaîne brisée symbolise la libération, potentiellement celle de 1640 de la tutelle espagnole alors que les commémorations du double centenaire étaient

<sup>26</sup> Le gouvernement a nommé les 25 premiers académiciens titulaires fondateurs le 22 décembre 1937 et ensuite, le Conseil académique de l'APH a désigné les 5 autres académiciens nationaux ainsi que les 10 académiciens brésiliens arrivant ainsi à pourvoir les 40 sièges de l'APH. Le gouvernement a par ailleurs validé la liste proposée par le Conseil académique (voir Manuela MENDONÇA, « António de Vasconcelos – 1<sup>o</sup> Presidente da Academia Portuguesa da História (1937-1944) », dans *Revista Portuguesa de História*, n<sup>o</sup> 42, 2011, pp. 263-298).

<sup>27</sup> APH, *Boletim*, 1937-1938, p. 1.

<sup>28</sup> Professeur de mathématiques, Jaime Martins Barata a participé à la fois à l'Exposition du monde portugais de 1940 mais il a aussi été l'un des principaux artistes ayant contribué à la réalisation des timbres nationaux durant les années 1940 et 1950. Le succès de ses œuvres a fait qu'il a arrêté son activité enseignante ([https://www.infope-dia.pt/\\$jaime-martins-barata?uri=lingua-portuguesa](https://www.infope-dia.pt/$jaime-martins-barata?uri=lingua-portuguesa), consulté le 18 août 2021).

<sup>29</sup> Voir les tableaux de l'époque moderne *L'art de la peinture* de Johannes Vermeer ou bien *Les Muses Clio, Euterpe et Thalie* d'Eustache Le Sueur.

déjà prévues lors de la réalisation de la gravure, voire l'affranchissement de la domination arabe pour rappeler la lutte médiévale contre les musulmans.

Quelques pages plus loin, se trouvent deux photographies, chacune préservée par une fine feuille de protection. La première est celle du président de la République, Óscar Carmona, avec cette légende : « Le chef de l'État qui a promulgué le décret-loi n°26 611, du 19 mai 1936, fondant l'Académie Portugaise d'Histoire, premier Président d'honneur de la même institution scientifique<sup>30</sup> » et deux pages plus loin, une photographie d'António de Oliveira Salazar légendée de la sorte : « Le Professeur Docteur António de Oliveira Salazar, Président du Conseil des ministres qui, en vertu du décret-loi n°26 611 a décrété le 19 mai 1936, la fondation de l'Académie Portugaise d'Histoire<sup>31</sup> ». Il faut aller un peu plus loin, pour voir une photographie d'António Carneiro Pacheco avec la mention : « Professeur Docteur António Faria Carneiro Pacheco, Ministre de l'Éducation Nationale qui a rédigé le décret n°26 611, du 19 mai 1936, fondant l'Académie Portugaise d'Histoire<sup>32</sup> ». En rendant hommage à ces trois personnalités politiques, le lien avec le pouvoir était, dès les premières pages, une nouvelle fois patent et revendiqué. On trouve également une photographie du président de l'Académie, António Ribeiro de Vasconcelos, cependant les personnalités politiques étaient plus nombreuses et davantage valorisées que les académiciens récemment nommés<sup>33</sup>.

Dès l'année de son installation, l'APH s'est vue confier la tâche d'organiser la commémoration des centaires de la Fondation et de la Restauration de la Nationalité proposée par António de Oliveira Salazar. Trois jours après la parution de la note officielle du chef du gouvernement, le président de l'APH, António Garcia Ribeiro de Vasconcelos, s'est empressé d'envoyer une lettre au président du Conseil<sup>34</sup> :

« Je félicite Votre Excellence pour l'idée extrêmement brillante de célébrer solennellement le centenaire de la fondation et de la restauration du Portugal au cours des deux prochaines années, en 1939-1940, les deux événements judicieusement unis de la sorte par leur signification pour l'indépendance nationale. Le programme exposé est grandiose et extrêmement opportun, et tous les Portugais devraient serrer les rangs derrière le Gouvernement, en coopérant par tous les moyens, de manière efficace, à cette nouvelle entreprise vitale de l'*Estado Novo*. Comme je suis hautement certain de partager les pensées et les souhaits de mes collègues de l'Académie Portugaise d'Histoire, j'ose présenter à Votre

---

<sup>30</sup> APH, *Boletim*, 1937-1938, hors pagination après la page 11.

<sup>31</sup> *Ibid.* hors pagination après la page 13.

<sup>32</sup> *Ibid.*, hors pagination après la page 32.

<sup>33</sup> *Ibid.*, hors pagination après la page 15. Le choix de cet historien accommodé pour présider l'APH était le signe que le pouvoir ne voulait pas donner une trop forte connotation politique aux instances représentatives pour éviter toute critique. Toutefois, déjà âgé et affaibli, il a très peu participé aux travaux de l'APH (voir Manuela MENDONÇA, *op. cit.*).

<sup>34</sup> Voir le I)2) du chapitre 3 pour une évocation de la note officielle du 26 mars 1938 cadrant les commémorations et publiée le lendemain dans les principaux journaux du pays.



Excellence, nos félicitations et nos sincères vœux de coopération, notamment pour les publications historiques mentionnées dans le programme<sup>35</sup>. » [29 mars 1938]

En plus de l'enthousiasme manifeste du président de l'Académie à participer aux commémorations proposées par le président du Conseil, l'adhésion totale à la décision gouvernementale est à souligner. De surcroît, elle était aussi une opportunité à ne pas rater pour donner un élan à la jeune académie et ancrer dans le paysage culturel portugais l'APH, privilégiée ici plutôt que l'une des universités<sup>36</sup>.

L'APH a profité de nombreux événements d'actualité pour rappeler son lien avec le pouvoir et son attachement aux valeurs du régime. Ainsi, un texte a été présenté par les académiciens Alfredo Pimenta et Manuel Múrias, deux historiens connus pour leur lien avec l'Integralisme portugais, afin d'envoyer une lettre de condoléances au nonce apostolique :

« L'Académie Portugaise d'Histoire, qui ne peut ni ne doit oublier qu'elle appartient à une Nation traditionnellement et véritablement catholique, exprime sa profonde tristesse à l'occasion du décès du Souverain Pontife Pie XI, qui, en plus d'être le Chef Suprême de l'Église catholique, était un érudit renommé, en tant qu'historien, bibliothécaire et paléographe<sup>37</sup>. » [1<sup>er</sup> mars 1939]

Tout en rattachant la lettre à la qualité d'historien du pape afin de l'inscrire dans une certaine cohérence par rapport à l'APH, elle était surtout un témoignage du profond catholicisme des auteurs de la lettre et sa validation par le reste des académiciens, un signe d'une ferveur partagée. De plus, elle était un premier geste permettant d'affirmer son existence au Saint Siège et plus généralement à l'étranger. Ensuite, les académiciens ne manquaient pas l'occasion d'évoquer la façon dont les principaux dirigeants réagissaient à ses envois :

« Son Excellence [José Caeiro da Mata] a fait part de la satisfaction exprimée par Son Excellence le Président de la République en recevant les trois premiers volumes publiés par l'Académie Portugaise d'Histoire et la médaille commémorative de sa fondation, [...] ainsi que la manière exceptionnellement expressive dont le Président du Conseil des Ministres a reçu des exemplaires des mêmes volumes et la médaille, [...] le Ministre de l'Éducation Nationale a également eu des mots élogieux concernant l'activité de l'Académie<sup>38</sup>. » [4 septembre 1940]

Ainsi, les réactions du président d'honneur de l'APH, du chef du gouvernement et du ministre de l'Éducation nationale étaient évoquées avec beaucoup d'emphase afin que les académiciens

---

<sup>35</sup> APH, *Boletim*, 1937-1938, Actes du Conseil académique, p. 112.

<sup>36</sup> António Garcia Ribeiro de Vasconcelos, « monarchiste et prêtre catholique » était aligné sur la ligne idéologique du régime autoritaire (Luís Reis TORGAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 2, p. 103). En effet, cet historien de la génération de la Monarchie a été professeur de théologie à l'université de Coimbra avant la réforme républicaine (voir António de OLIVEIRA, « António Garcia Ribeiro de Vasconcelos », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>37</sup> APH, *Boletim*, 1939, Actes des sessions de l'Académie, p. 87.

<sup>38</sup> APH, *Boletim*, 1940, Actes des sessions du Conseil académique, p. 69.

se félicitassent de l'entrain du pouvoir dans la conduite des travaux de l'APH et donc dans la façon dont l'académie suivait les orientations que le pouvoir avait fixées. Le cap était bon.

Toujours dans une dynamique de soumission au pouvoir, le Conseil académique du 28 avril 1941 a pris la décision d'attribuer à António de Oliveira Salazar, à l'occasion de son cinquante-deuxième anniversaire, le titre de président d'honneur de l'APH, en soulignant : « Les membres du Conseil se sont félicités que l'Académie ait pour Président d'Honneur l'homme le plus remarquable du Portugal présent, dont la renommée et le prestige ont déjà franchi les frontières de nombreux pays<sup>39</sup> ». Dès lors, à côté du plus discret président de la République Óscar Carmona, les académiciens entendaient reconnaître au dictateur un titre honorifique identique à la mesure de son importance politique, presque pour corriger une injustice.

De même, dès qu'un événement politique concernait le Portugal et ses territoires coloniaux, les académiciens en profitaient pour féliciter le pouvoir de son action. Ainsi, en 1942, le Conseil académique du 22 juillet 1942 se réjouissait de l'administration directe de deux provinces du Mozambique jusque-là concédées à la Compagnie du Mozambique, et ajoutait : « Il salue en la personne de son éminent Président, Monsieur le Professeur António de Oliveira Salazar, le Gouvernail de la Nation, dont l'œuvre de résurgence nationale a rendu possible cette réintégration<sup>40</sup>. » Toutes les occasions étaient opportunes pour saluer la figure et l'action du Président du Conseil et notamment lorsqu'il s'agissait d'un territoire colonial, fierté et sujet d'étude de bon nombre d'historiens appartenant à l'APH.

Parallèlement, la proximité des académiciens avec le pouvoir s'observait également par l'obtention de postes majeurs au sein du gouvernement<sup>41</sup>. Par exemple, le Conseil académique du 3 juillet 1941 signalait que l'académicien José Caeiro da Mata, avait été nommé « Ministre Plénipotentiaire en France, auprès du gouvernement de Vichy, lui souhaitant un très bon voyage et tout le succès dans l'exercice de sa haute fonction<sup>42</sup> ». Il est certain que certains académiciens étaient des figures importantes de l'*Estado Novo* et cette promotion de José Caeiro da Mata l'illustre. Son parcours est perceptible dans la documentation de l'APH et chaque étape importante de sa carrière a été relatée comme lorsqu'il a reçu le titre de docteur *honoris causa* de l'université de Toulouse, dans la zone administrée par le gouvernement de Vichy, peu de temps

---

<sup>39</sup> APH, *Boletim*, 1941, Actes des sessions du Conseil académique, p. 89.

<sup>40</sup> APH, *Boletim*, 1942, Actes des sessions du Conseil académique, p. 81.

<sup>41</sup> Par ailleurs, Marcelo Caetano, le président du Conseil de 1968 à 1974 était un académicien fondateur de l'APH. Passé par l'Intégralisme lusitanien alors qu'il était encore jeune, sa nomination dès 1937 au sein de l'APH à l'âge de 31 ans, montre qu'il était fortement intégré dans les courants de la droite radicale (Ricardo de BRITO « Marcelo José das Neves Alves Caetano », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>42</sup> APH, *Boletim*, 1941, Actes des sessions du Conseil académique, p. 93.

après avoir pris ses nouvelles fonctions<sup>43</sup>. Le Conseil académique lui rend aussi hommage lorsqu'il est revenu de France en 1944 – au moment où le gouvernement de Vichy a quitté la France pour se réfugier à Sigmaringen – et quand il a obtenu le portefeuille de ministre de l'Éducation nationale en septembre de la même année<sup>44</sup>. De plus, la proximité avec le pouvoir a aussi concerné certaines structures créées par l'*Estado Novo*, même si ces connexions ont été infructueuses, comme lorsque le sous-directeur bibliothécaire de la Légion portugaise a demandé à l'Académie de lui envoyer des livres publiés, « une demande qui n'a pu être satisfaite<sup>45</sup> ».

La relation entre le pouvoir et l'APH a connu entre 1945 et 1974 une nouvelle étape, marquée par la conquête de l'autonomie de l'institution. Ainsi, l'APH a manifesté le besoin de s'émanciper quelque peu de la tutelle du pouvoir durant la décennie 1940. Dès l'année 1944, la recherche de l'autonomie était perceptible. Un mois après la nomination de José Caeiro da Mata au ministère de l'Éducation nationale, le Conseil académique du 9 octobre 1944 rapporte qu'il était envisagé de « donner à l'Académie le droit d'élire ses membres sans avoir besoin de l'approbation ministérielle<sup>46</sup> », comme promis par le nouveau ministre. La volonté de s'affranchir de la tutelle gouvernementale était acceptable pour le gouvernement car l'ensemble des académiciens avaient été nommés par le pouvoir et tous en étaient très proches et favorables à l'action du gouvernement. Il semblait donc peu plausible que l'APH devînt un espace de contestation et s'éloigne, au moins à court terme, de la ligne fixée par le pouvoir. De plus, les académiciens voyaient dans la nomination de l'un de leurs pairs au poste de ministre de l'Éducation nationale une opportunité à ne pas manquer.

En outre, dans le même Conseil académique, José Caeiro da Mata a fait référence à la recherche d'un nouveau siège pour l'APH et il « avait déjà indiqué certains bâtiments, qu'il n'aimait pas beaucoup, et il continuerait donc à s'occuper du dossier<sup>47</sup> ». La recherche d'une autonomie relative se manifestait donc dans la nécessaire modification de ses statuts mais aussi par la localisation de son siège, qui entendait symboliquement s'éloigner du palais de São Bento. La recherche de nouveaux locaux s'expliquait certes par le manque d'espace mais le fait de disposer d'un lieu à part permettait de mieux identifier l'APH au sein du paysage intellectuel portugais et de gagner en indépendance. De la parole, le gouvernement est passé aux actes et le

---

<sup>43</sup> APH, *Boletim*, 1942, Actes des sessions de l'Académie, session ordinaire du 11 mars 1942, p. 70. Quant à son séjour en France occupée, voir Mário Matos e LEMOS, « Caeiro da Mata em Vichy » dans *Clio : Revista do Centro de História da Universidade de Lisboa*, vol. 18/19, 2008-2009, pp. 311-364.

<sup>44</sup> APH, *Boletim*, 1944, Actes des sessions de l'Académie, session extraordinaire du 24 octobre 1944, p. 96.

<sup>45</sup> APH, *Boletim*, 1943, Actes des sessions du Conseil académique, session 29 octobre 1943, p. 62.

<sup>46</sup> APH, *Boletim*, 1944, Actes des sessions du Conseil académique, session du 9 octobre 1944, p. 75.

<sup>47</sup> *Idem*.

décret n° 10 932 du 16 avril 1945 a validé la modification des statuts de l'Académie. À partir de cette date, les académiciens se voyaient attribuer des numéros parmi les quarante places disponibles – dont trente pour les Portugais et dix pour les Brésiliens – selon l'article 2. La nomination des académiciens se faisait sur proposition de trois académiciens et après validation du Conseil académique, d'après l'article 4. De même, le Conseil académique était nommé à la suite d'un vote des académiciens, selon l'article 15. En conséquence, à partir de 1945, le ministre de l'Éducation nationale n'avait plus aucun rôle ni de droit de regard dans les nominations faites par les académiciens. José Caeiro da Mata avait tenu sa parole, et la gratitude de l'APH à son égard est évidente car dans le *Bulletin* de 1945, publié en 1946, sa photographie a été insérée et accompagnée d'un texte avec la mention : « Ministre de l'Éducation Nationale qui a remodelé les statuts de l'Académie Portugaise d'Histoire et publié son règlement intérieur, second Président de l'Académie Portugaise d'Histoire<sup>48</sup> ». Les modifications du statut devaient aussi être inscrites dans le contexte de l'approche de la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que le gouvernement cherchait un moyen d'assurer sa pérennité face à la déroute de l'Axe et qu'il avait, comme l'a montré Luís Reis Torgal, « l'intention de supprimer ce qui pourrait paraître avoir l'aspect d'une interférence du pouvoir politique dans la vie de l'Académie. Il serait possible de dire, [soutient cet historien], que nous détectons dans ce cas une certaine opération cosmétique qui a accompagné la stratégie de l'*Estado Novo*<sup>49</sup> ». Il y avait donc un intérêt réciproque pour le gouvernement et pour les académiciens dans l'obtention de l'autonomie.

Toutefois, l'autonomie nouvellement acquise ne signifiait aucunement un oubli du lien qui l'unissait quelques temps auparavant avec le pouvoir. Ainsi, les événements du temps présent étaient l'occasion de rappeler la fidélité au pouvoir comme lors de la séance qui s'est tenue le lendemain des vingt ans du coup d'État du 28 mai 1926 :

« Les justes hommages maintenant adressés à Leurs Excellences le Président de la République et le Président du Conseil des Ministres, à qui le Pays doit tant dans son orientation honnête et sage. M. le Président [de l'Académie] a déclaré que l'Académie se joint à de tels hommages, non seulement par devoir civique, mais aussi parce que leurs Excellences sont Présidents d'honneur de cette institution<sup>50</sup>. » [29 mai 1946]

Les académiciens se joignaient donc aux célébrations publiques organisées et soulignaient sans réserve l'action bénéfique du gouvernement. Toutefois, ils semblaient se justifier en rappelant que le titre honorifique des deux principales figures de l'État imposait un tel hommage, comme

---

<sup>48</sup> APH, *Boletim*, 1945, photographie hors pagination au début du volume.

<sup>49</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1996, p. 255.

<sup>50</sup> APH, *Boletim*, 1946, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale ordinaire, p. 101.

pour marquer quelque peu l'autonomie acquise. La position des académiciens semblait dès lors quelque peu ambiguë. En revanche, en termes de politique extérieure, il n'y avait aucune place à la mesure. Ainsi, les académiciens ont fait front derrière le gouvernement lorsque la politique internationale portugaise a été menacée, notamment lorsque Nehru a commencé à réclamer avec insistance la rétrocession des territoires indiens. L'historien José Maria de Queirós Veloso<sup>51</sup> a lu la lettre suivante qui a été ensuite acclamée par ses pairs :

« L'Assemblée générale de l'Académie Portugaise d'Histoire, dans sa première session ordinaire, postérieure aux déclarations de Nehru au Parlement de l'Union Indienne sur le territoire portugais de Goa, décide à l'unanimité de marquer sa véhémence protestation contre ces propos qui, outre qu'ils sont offensants pour notre souveraineté séculaire, révèlent la plus singulière et la plus profonde ignorance de l'histoire de l'Inde portugaise. Le Portugal n'a jamais considéré l'État des Indes comme une colonie, mais comme un prolongement de la métropole elle-même. Avec notre civilisation, nous leur avons apporté notre religion et notre langue ; et nous avons accordé aux indigènes les mêmes privilèges et les mêmes droits que les citoyens métropolitains<sup>52</sup>. » [8 mars 1950]

L'APH entendait alors prendre position face à ce qui était perçu comme une agression du gouvernement indien. Indépendante depuis quelques années de la puissance britannique, les territoires portugais échappaient encore à l'Union indienne. Alors que les pays asiatiques et africains accusaient les pays européens de colonialisme et que les mouvements indépendantistes croissaient en Afrique, les académiciens répondaient par l'argument du particularisme portugais. Ainsi, pour eux, l'expansion avait été non violente et les Portugais avaient systématiquement inclus les populations dominées. Elle est le signe que le lusotropicalisme était déjà approprié par les milieux intellectuels portugais et qu'il était mobilisé afin de distinguer l'impérialisme portugais des autres puissances européennes<sup>53</sup>.

De même, durant l'année tournant de 1961, les académiciens se sont empressés de manifester leur soutien à la politique menée par le gouvernement. Tout d'abord un vœu solennel a été exprimé le 27 janvier 1961 contre « l'acte pratiqué contre le navire portugais Santa Maria, qui a lésé l'entreprise propriétaire du navire, volé la vie et été attentatoire à la souveraineté nationale<sup>54</sup> ». Ainsi, les académiciens rejetaient avec vigueur le coup d'éclat du détournement du Santa Maria par Henrique Galvão, un ancien soutien du régime dans les années 1930 mais qui s'était progressivement éloigné jusqu'à devenir un opposant<sup>55</sup>. Quelques mois plus tard,

---

<sup>51</sup> Historien de la génération de la Monarchie, il a été professeur d'abord au Cours supérieur de lettres puis professeur à l'université de Lisbonne et même vice-recteur de cette université. Il a eu une carrière politique à la fin de la Monarchie mais aussi durant la République (Hugo DORES, « José Maria de Queirós Veloso », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>52</sup> APH, *Boletim*, 1950, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale ordinaire, p. 116.

<sup>53</sup> Sur ce mouvement, voir l'introduction du II) du chapitre 5.

<sup>54</sup> APH, *Boletim*, 1961, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale ordinaire, p. 83.

<sup>55</sup> Yves LÉONARD, *Histoire du Portugal contemporain, de 1890 à nos jours*, Paris, Chandeigne, 2016, p. 144.

alors que les premiers combats de la guerre coloniale touchaient l'Angola depuis février, le président de l'académie José Caeiro da Mata a lu une lettre déplorant la gravité de la situation :

« “Nous vivons une période d'anxiété naturelle et de surprises souvent douloureuses, mais nous vivons aussi une période de lutte héroïque qui nous apportera – nous sommes sur la bonne voie ! – une victoire bien méritée, décisive et totale. Dans le domaine militaire, c'est déjà fait. Nous savions d'avance que le Gouvernement, comme l'avait clairement déclaré Monsieur le Président du Conseil, remplirait inflexiblement son devoir et qu'il en serait de même pour tous les Portugais – les vrais Portugais. N'avons-nous pas de nombreux pays de notre côté ? La solidarité occidentale est-elle faible, voire déchirante ? Dans certains cas, existe-t-il des conditions internationales inexplicables qui ne nous favorisent pas ? Peu importe : nous saurons gagner jusqu'au bout. Cela ne signifie pas que nous n'apprécions pas la situation actuelle dans son exacte mesure. [...] Les prétendus et faux mouvements nationalistes qui, comme ceux du Congo belge, n'ont pas de buts nationaux ni spécifiques et sont l'œuvre d'organisations suspectes préparant la phase actuelle de la guerre, que Monsieur Khrouchtchev vient de qualifier de sacrée et dans laquelle les terroristes s'attaquent aussi à leurs frères de race ; toute cette abominable campagne de terreur créée et alimentée de l'extérieur, encouragée et exploitée par des professionnels de la subversion. [...] Comme l'a dit le Docteur Salazar, un décret de reconnaissance de la citoyenneté est fait en quelques minutes ; la citoyenneté prend des siècles à se faire. Lentement mais sans relâche, nous continuerons à améliorer la condition des peuples dans tout ce qui concerne l'économie, la santé, le logement, l'éducation, la culture. [...] Puisque le destin du Portugal est entre les mains de grands Portugais qui se sont tant dévoués à la patrie et l'ont couverte de prestige et de gloire – Monsieur le Président de la République et Monsieur le Président du Conseil – et qu'il est juste d'y ajouter le nom du Ministre des Territoires d'Outre-mer, nous pouvons affirmer une fois de plus notre confiance inébranlable dans l'avenir de la patrie. À Vos Excellences, je présente l'affirmation du soutien inconditionnel de l'Académie, tout comme les hommages les plus sincères et les plus chaleureux”. La brillante oraison a été très applaudie et Monsieur le professeur Damião Peres en a fait l'éloge, avec des mots expressifs, affirmant qu'il n'était pas possible d'inaugurer cette année<sup>56</sup> de façon plus noble<sup>57</sup>. » [20 octobre 1961]

L'alignement du président de l'APH et des académiciens sur les positions défendues par le gouvernement était entier. D'une part, l'utilisation continue du « nous » confirmait l'implication des académiciens. La guerre coloniale était aussi leur guerre et ils étaient solidaires malgré les vents contraires internationaux et le faible soutien des autres puissances occidentales. À l'image du gouvernement qui avait le communisme en horreur depuis ses premiers temps, elle rejetait sur l'URSS la faute et la responsabilité de division de la nation. La guerre ne pouvait être qu'influencée par l'étranger, elle ne pouvait pas être l'affirmation d'une volonté propre des peuples colonisés. De ce fait la lutte anticoloniale était totalement discréditée. Alors que les populations colonisées étaient qualifiées de « frères de race », quelques lignes avant, José Caeiro da Mata rappelait toutefois l'inégalité entre les populations blanches et les populations

---

<sup>56</sup> Si les publications de l'APH suivaient le calendrier civile dans ses premiers temps, depuis 1945, l'année académique correspondait au rythme universitaire, signe que l'essentiel des académiciens étaient des enseignants à l'Université.

<sup>57</sup> APH, *Boletim*, 1961, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale ordinaire, pages 115 et 116.

noires en induisant qu'elles n'étaient pas encore pleinement des citoyennes et des citoyens mais que l'œuvre civilisationnelle portugaise était en cours. Implicitement, l'argument revenait à dire que les efforts portugais n'avaient pas encore assez payé et que face à l'urgence du temps présent, il fallait au contraire insister sur l'importance de l'histoire et la nécessaire continuité de la politique impériale. L'académie envoyait donc à ses deux présidents d'honneur, auquel elle rajoutait le ministre de l'Outre-mer, un soutien inconditionnel.

Enfin, l'académie s'est félicitée le 25 octobre 1968 de la nomination de Marcelo Caetano à la présidence du Conseil, tout en proposant un vœu « de rétablissement à Monsieur le Professeur Docteur Oliveira Salazar<sup>58</sup> ». Cependant, la mort de l'un des présidents d'honneur de l'APH ne semble pas avoir été si marquante dans le cours de l'académie. Décédé le 27 juillet 1970, le Conseil académique n'a pas décidé d'une assemblée générale extraordinaire pour marquer l'occasion et a donc attendu le mois d'octobre, soit le calendrier habituel de la première session pour rappeler : « Avant l'ordre du jour, Monsieur le Président a évoqué avec émotion le Professeur Docteur António de Oliveira Salazar, Président d'Honneur de l'Académie, décédé pendant les vacances de l'académie, et a proposé un vœu de grandes condoléances pour la perte d'un Portugais aussi illustre<sup>59</sup> ». Le président de l'APH à cette date, Manuel Lopes de Almeida, professeur à l'université de Coimbra et ministre de l'Éducation nationale au début des années 1960, semblait justifier la lenteur de l'APH à faire parvenir ses condoléances. Si elles semblaient sincères, elles pouvaient manquer d'emphase par rapport aux décennies précédentes. Elles étaient le signe aussi que l'APH avait bien changé depuis et que les plus jeunes générations d'académiciens pouvaient être plus distantes avec le pouvoir que ne l'avaient été leurs aînés. Toutefois un autre élément a pu contribuer à la retenue de l'APH.

Tout au long de la période allant de 1945 à 1975, la recherche d'un siège a empoisonné la vie académique et a été le symbole de sa difficile autonomisation par rapport au pouvoir. L'Académie a connu ce que j'appellerais une interminable *translatio academici* depuis son siège initial au plus près du pouvoir à São Bento. En 1949, un édifice a été proposé à l'achat dans la « Rua dos Navegantes, qui est mis en vente et remplit les conditions nécessaires pour le logement de l'Académie ainsi que de tous ses services<sup>60</sup> », mais aucune procédure n'a abouti à quelque chose de concret. En 1950, un édifice appartenant à Champalimaud<sup>61</sup>, proposait :

---

<sup>58</sup> APH, *Boletim*, 1968, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale ordinaire, p. 103.

<sup>59</sup> APH, *Boletim*, 1970, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale ordinaire, p. 121.

<sup>60</sup> APH, *Boletim*, 1949, Actes des sessions du Conseil académique, session 25 janvier 1949, p. 97.

<sup>61</sup> António Champalimaud a été un industriel de premier plan durant le régime autoritaire. Détenteur de plusieurs banques et de nombreux groupes dans différents secteurs industriels, il était l'une des plus grandes fortunes du Portugal lorsque la révolution des Œillets s'est produite (voir son entrée biographique – plus qu'élogieuse – sur le site Infopédia de *Porto Editora* : <https://www.infopedia.pt/Santonio-champalimaud>, consulté le 19 août 2021).

« La location du premier étage du bâtiment numéro 167 de la Rua da Escola Politécnica. Monsieur le Président a dit que cet étage, bien qu'il ne réponde pas aux besoins de l'Académie, dispose de pièces qui permettent de l'installer correctement, il a donc été proposé de demander au Ministre de l'Éducation Nationale l'autorisation de la louer, étant donné que le loyer rentre dans le budget alloué à la location d'un siège<sup>62</sup> ». [20 décembre 1950]

Si les académiciens n'étaient vraisemblablement pas satisfaits de l'édifice, il semblait davantage profitable que de rester dans le palais de São Bento. Toutefois, l'APH ne désespérait pas de trouver une solution alternative et pérenne. Ainsi, en 1961, l'Académie a montré de l'intérêt pour le Palais Valmor, que l'université de Lisbonne était sur le point de quitter en raison de son transfert à Campo Grande, mais sans déboucher sur quoi que ce soit<sup>63</sup>. En 1964, soit près de vingt ans après l'autonomisation, le gouvernement a proposé d'installer l'APH dans une aile du palais de Queluz, une ancienne résidence royale située à une dizaine de kilomètres du centre de Lisbonne mais les académiciens ont refusé. L'un d'entre eux, dont le nom n'a pas été communiqué pour éviter tout problème, « a même admis que cela conduirait à l'extinction de l'Académie<sup>64</sup> ». En effet, une partie des académiciens habitaient dans le reste du Portugal et la centralité géographique était donc requise mais elle était aussi le signe de la haute estime que les académiciens avaient de leur fonction et entendaient disposer d'un édifice dans le centre de la capitale. En 1966, avec le transfert de la Bibliothèque nationale du Portugal à Campo Grande, les académiciens ont espéré récupérer le bâtiment du couvent de São Francisco, toujours sans succès<sup>65</sup>. Les académiciens voyaient donc les principales institutions culturelles de pays dotées d'édifices nouveaux mais eux ne parvenaient pas à en disposer d'un. La même année, le bâtiment de la Rua da Escola Politécnica a connu de sérieux dégâts :

« Le très mauvais état de conservation de l'immeuble où se trouve le siège de l'Académie a récemment subi de graves dommages, une partie du plafond de la salle des séances s'est effondré, ainsi que d'autres pièces, alors que continue de pénétrer, par le toit en raison du mauvais état de la plomberie de l'étage supérieur, une eau abondante, qui met en danger la bibliothèque de l'Institution et n'a pas permis après le premier avril à l'Académie de se réunir à nouveau. Le fait a été communiqué au Ministre de l'Éducation Nationale mais jusqu'à présent il n'y a pas eu de solution, même de nature provisoire. En ce qui concerne son siège, la situation de l'Académie est donc encore plus préoccupante<sup>66</sup>. » [1<sup>er</sup> avril 1966]

La situation semblait complètement bloquée. L'édifice qu'elle louait depuis seize années se dégradait et la chute du plafond contraignait à l'arrêt de l'APH : elle était symboliquement, proche de l'état de ruine et le gouvernement ne semblait pas s'en préoccuper. Cet événement a

---

<sup>62</sup> APH, *Boletim*, 1950, Actes des sessions du Conseil académique, p. 109.

<sup>63</sup> APH, *Boletim*, 1961, Actes des sessions du Conseil académique, session du 11 décembre 1961, p. 80.

<sup>64</sup> APH, *Boletim*, 1964, Actes des sessions du Conseil académique, session du 28 février 1964, p. 91.

<sup>65</sup> APH, *Boletim*, 1966, Actes des sessions du Conseil académique, session du 17 janvier 1966, p. 75.

<sup>66</sup> APH, *Boletim*, 1966, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale ordinaire, p. 97.



entraîné l'interruption des sessions de l'académie pendant un an. Lors de l'assemblée marquant la reprise, le désespoir des académiciens est manifeste :

« Celui qui a rétabli – parce qu'il l'a considéré nécessaire à la culture nationale – un organisme éteint au dix-huitième siècle, a déjà dépensé jusqu'à aujourd'hui plus de huit millions escudos en publications – en trente et un ans depuis la restauration de l'Institution – montre bien que [l'Académie] ne lui est pas indifférente et mérite les moyens dépensés. [...] Elle se débat, cependant, avec un sérieux problème qui se reflète dans sa vie, lui nuisant grandement : le manque d'un bâtiment propre ou loué où elle est installée en toute sécurité, l'espace nécessaire à son développement croissant, la dignité qui lui permet de recevoir ses membres étrangers et les délégations d'autres instituts culturels, tant du pays que de l'étranger, sans en avoir honte, ni rendre honteuses les Entités qui la supervisent. [...] Pleins de confiance, nous plaçons nos aspirations entre les mains compétentes du Gouvernement du Pays, et nous espérons les voir se réaliser très prochainement, afin que nous puissions honorablement les réaliser, comme il est de notre devoir en servant la Nation à l'un de ses plus hauts niveaux<sup>67</sup>. » [17 novembre 1967]

L'incompréhension des académiciens était patente : si les autorités avaient investi tant d'argent dans le fonctionnement de l'APH et pour ses publications, cela signifiait que l'Académie avait un sens, mais dans le même temps, pourquoi n'avait-elle pas encore de siège ? Les académiciens, trop soucieux de leur image, omettaient que le gouvernement continuait de percevoir l'APH pour ce qu'elle était originellement, une assemblée d'érudits qui devait défendre une vision particulière de l'histoire afin de soutenir sa politique. Le fossé était béant entre l'envie d'incarner le prestige d'une académie d'histoire restaurée et la finalité que le pouvoir, son unique contributeur, escomptait d'elle. Malgré tout, l'APH n'avait d'autres recours que d'attendre du pouvoir un geste, signe de sa dépendance extrême à la volonté de la puissance publique. Jusqu'en 1970, il n'y a eu aucune nouvelle, et le plafond d'une autre pièce s'est même effondré<sup>68</sup>. Par ailleurs, la ruine du bâtiment était parallèle à l'enlisement du Portugal dans la guerre coloniale. Ainsi, le manque d'intérêt du gouvernement pour l'Académie rappelait que le centre de l'intérêt du gouvernement était ailleurs, dans la guerre, véritable gouffre financier et principal poste de dépense de l'État. Pour autant, en 1970, le Palácio da Rosa a été évoqué comme un potentiel siège<sup>69</sup>, mais ce n'est qu'en 1974 que l'APH s'y est installé, gagnant enfin en stabilité après une si longue quête, alors que le régime allait vaciller quelques semaines après.

\*

\* \*

---

<sup>67</sup> APH, *Boletim*, 1967, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale ordinaire, p. 83.

<sup>68</sup> APH, *Boletim*, 1970, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale extraordinaire du 24 avril 1970, p. 110.

<sup>69</sup> APH, *Boletim*, 1970, Actes des sessions du Conseil académique, session du 16 octobre 1970, p. 96.

La création d'un temple pour l'histoire ne pouvait qu'enorgueillir les historiens de se voir ainsi distingués parmi les autres disciplines scientifiques. L'histoire, institutionnalisée au sein de l'Université par la République, était maintenant consacrée par l'*Estado Novo* en renouant avec le passé d'une ancienne académie. La relation entre les académiciens et le pouvoir a été celle d'une dépendance directe entre 1936 et 1945 puis d'une autonomie relative entre 1945 et 1974. L'APH a régulièrement fait part de son soutien sans faille au gouvernement, signe d'un alignement clair envers son unique contributeur mais elle a aussi cherché à devenir une institution à part dans le paysage scientifique.

Il est maintenant question de mettre en évidence le fonctionnement de l'APH, institution où les historiens accommodés se sont particulièrement illustrés et ont essayé de faire vivre la nouvelle académie.

## 2) Les académiciens au travail. Incarner la fonction et faire vivre l'APH

Les académiciens se sont appropriés le cadre institutionnel délimité par le pouvoir et ont essayé de faire vivre au mieux l'APH tout en ayant le souci de correspondre aux attentes du gouvernement. L'objectif est ici de mettre en évidence le profil des académiciens au long de la période autoritaire, de caractériser leur production historiographique et de mettre en évidence les principaux objectifs que les académiciens ont essayé de remplir, dans le cadre défini par les différents gouvernements de l'*Estado Novo*.

Il existait plusieurs types de titres au sein de l'APH, distinguant le rangs des académiciens. Entre 1937 et 1945, il en a existé quatre : les académiciens correspondants, premier degré honorifique ; les académiciens titulaires, second titre auquel se rattachaient les principaux privilèges académiques ; les académiciens surnuméraires, assimilés aux titulaires pour détacher les personnes de qualité ; les académiciens honoraires, une fois un certain âge franchi et qui permettait de jouir de certains bénéfices<sup>70</sup>. Durant cette première phase les académiciens ont été désignés ou bien validés par le ministre de l'Éducation nationale, à l'image de Marcelo Caetano qui a reçu une lettre le 29 avril 1938 lui spécifiant : « J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence, que Son Excellence le Ministre de l'Éducation Nationale, [...] a nommé Votre Excellence académicien titulaire et fondateur de la même Académie. [...] Pour le bien de

---

<sup>70</sup> Voir l'article 6 du décret-loi n°27 913 du 31 juillet 1937.

la Nation<sup>71</sup> ». Par la suite, le décret n° 10 932 du 16 avril 1945 a pris l'initiative de simplifier les différents titres en académiciens correspondants, académiciens de numéro, académiciens de mérite. Les nouveaux membres devaient être désignés par trois académiciens de numéro pour pouvoir devenir correspondant<sup>72</sup> mais aussi pour devenir académicien de numéro. Un rapport devait motiver la promotion. Une fois que la personne était acceptée par le Conseil académique, les candidats devaient envoyer un document écrit par lequel ils s'engageaient à respecter les statuts de 1945 à l'image de Panduronga Pissurlencar qui a envoyé une lettre confirmant : « Je déclare, dans les termes du paragraphe unique de l'article 5 du règlement interne de l'Académie Portugaise d'Histoire, que j'accepte la proposition d'être académicien et que je me soumetts aux prescriptions des statuts respectifs et au règlement interne<sup>73</sup> ». Les règles d'obtention du titre d'académicien permettaient donc que la cooptation fut quelque peu collégiale.

L'APH a rapidement tenu à encourager un fonctionnement corporatiste. L'organisation très cadrée et policée des sessions, la politesse de rigueur à chaque communication, les innombrables hommages et lettres envoyées aux académiciens progressant dans leur carrière universitaire ou bien promus à occuper certaines charges honorifiques ou politiques, sont autant de manifestations de l'esprit de corps académique. Toutefois, la nécessaire harmonie au sein de la corporation et le non-respect des règles de l'APH a pu conduire à l'exclusion de l'un de ses membres, Alfredo Pimenta. Historien accommodé, correspondant d'António de Oliveira Salazar<sup>74</sup> et partisan d'une révision de l'histoire selon une perspective nationaliste, il semblait correspondre en tout point au profil de l'académicien attendu par le gouvernement. La taille de son dossier aux archives de l'APH, bien plus fourni par rapport aux autres, montre que son passage à l'académie pour moins d'une décennie a été pour le moins remarqué. Toutefois une large partie du dossier est constituée de certaines de ses nombreuses communications et à toute la procédure suivie pour l'exclure. Dans l'univers policé, courtois et réglé de l'APH, auquel les académiciens voulaient donner une forme de solennité à la mesure de leurs ambitions, Alfredo

---

<sup>71</sup> Archives de l'APH, Dossier n° 107 : Marcelo Caetano. Les dossiers des académiciens ont connu une organisation fluctuante très certainement au gré des usages internes à l'APH. Parfois, un tampon a ajouté la date, parfois des numéros semblent indiquer une volonté d'organiser les dossiers, et parfois les feuilles volantes sont classées par ordre chronologique descendant mais sans précision. Par souci d'homogénéité et dans la mesure où les dossiers sont bien souvent assez peu conséquents – souvent moins de dix feuilles –, j'ai préféré ne pas mettre de numéro de feuille.

<sup>72</sup> En incluant les académiciens correspondants portugais, brésiliens et étrangers.

<sup>73</sup> Archives de l'APH, Dossier n° 147 : Panduronga Sacarama Sinsi PISSURLENCAR, lettre manuscrite du 5 novembre 1954. L'académicien correspondant a été directeur des archives historiques de l'État de l'Inde situé à Goa et sa promotion s'insérait dans le contexte de l'accroissement des tensions avec l'Union indienne. Elle était un moyen de valoriser des intellectuels indiens nés à Goa pour en faire un symbole de l'union entre le Portugal et son territoire colonisé.

<sup>74</sup> Voir notamment le II)1) du chapitre 3.

Pimenta dénotait car il avait la fâcheuse tendance à prendre la parole avant l'ordre du jour. Quatre occurrences ont été repérés dans les différents *Bulletins* : le 1<sup>er</sup> mars 1939 pour présenter les condoléances à la suite de la mort du pape Pie XI<sup>75</sup> ; le 15 mars 1939 soit la session suivante, pour critiquer un texte de Rui de Azevedo, un autre académicien présent ce jour-là<sup>76</sup> ; une troisième fois le 4 février 1942 pour discuter d'un texte d'António de Vasconcelos à propos d'une cathédrale mozarabe du XI<sup>e</sup> siècle et pointer une erreur de datation de la part de l'historien<sup>77</sup> ; le 12 mai 1943 pour parler une nouvelle fois du même texte d'António de Vasconcelos et apporter de nouvelles conclusions puis dans la foulée, il s'est mis à lire une communication de 11 pages dactylographiées intitulée « La découverte du Brésil » alors qu'elle n'était pas prévue à l'ordre du jour de la session et a donc dû retarder quelque peu ce qui était prévu<sup>78</sup>.

Il semble que les académiciens aient été lassés de ses habitudes et dans les nouveaux statuts de l'APH validés par le décret n° 10 932 du 16 avril 1945, il est évident que le premier alinéa de l'article 24 lui est réservé : « Les académiciens qui ne sont pas inscrits à l'ordre de la séance ne peuvent faire de communications avant la séance mais seulement traiter des questions urgentes après la lecture de l'ordre du jour, et ils ne peuvent pas prendre plus de quinze minutes ». Alfredo Pimenta a bien rapidement compris qu'il était visé par la disposition et s'en est plaint dans un ouvrage ce qui a provoqué la colère de l'APH au point que le Conseil académique a pris la décision de le révoquer :

« Le procès-verbal de la session précédente a été lu et approuvé à l'unanimité, puis le Conseil a pris connaissance de l'ouvrage *Moyen Âge (problèmes et solutions)* de l'académicien et Docteur Alfredo Pimenta, où à la page 382, note 1, l'auteur se réfère de façon méprisante au Conseil Académique, en déclarant qu'il ne collaborera plus avec l'Académie si la disposition prohibitive de faire des communications avant l'ordre du jour n'est pas révoquée pour les académiciens. Comme cette délibération du Conseil n'a pas été révoquée, mais au contraire confirmée par la loi, telle qu'elle est exprimée dans l'article 24 et son § 1 du Règlement intérieur et que, d'autre part, le même académicien n'a pas participé aux travaux de l'Académie pendant plus de trois années consécutives, ce qui selon l'article 14 des Statuts est considéré comme une renonciation à la qualité d'académicien, le Conseil a décidé à l'unanimité d'accepter sa renonciation et de l'en informer<sup>79</sup>. » [21 juin 1946]

La décision a été confirmée par une nouvelle réunion du Conseil académique du 6 novembre, qui a décidé unanimement de soumettre au vote des académiciens l'exclusion d'Alfredo

---

<sup>75</sup> APH, *Boletim*, 1939, Actes des sessions de l'Académie, p. 87. Évoquée dans la première sous-partie, le document manuscrit est par ailleurs consultable dans le dossier d'Alfredo Pimenta.

<sup>76</sup> APH, *Boletim*, 1939, Actes des sessions de l'Académie, p. 91.

<sup>77</sup> APH, *Boletim*, 1942, Actes des sessions de l'Académie, p. 68.

<sup>78</sup> APH, *Boletim*, 1943, Actes des sessions de l'Académie, p. 75. La communication est intégrée dans le dossier d'Alfredo Pimenta. Dactylographiée à l'encre bleue, de nombreuses corrections à la main avec un stylo noir très fin ont été ajoutées par Alfredo Pimenta et il a signé à la dernière page.

<sup>79</sup> APH, *Boletim*, 1946, Actes des sessions du Conseil académique, session du 21 juin 1946, p. 71.

Pimenta<sup>80</sup>. Le Conseil académique avait donc, à la faveur des statuts de l'Académie réussi à se séparer de l'un des académiciens peu précautionneux des normes intégrées rapidement par les membres. Alors qu'António de Oliveira Salazar en personne lui demandait « l'adoucissement » de certaines formulations à l'égard des académiciens attaqués dans une lettre du 23 juillet 1946<sup>81</sup>, Alfredo Pimenta a poursuivi en allant jusqu'au tribunal administratif et a finalement été réintégré par décision du ministre de l'Éducation nationale le 29 août 1947, rappelant par ailleurs le lien toujours fort avec le pouvoir dans l'organisation de l'APH<sup>82</sup>. Enfin, dans une autre publication intitulée *Pour l'histoire de l'Académie Portugaise d'Histoire*, il s'est défendu une nouvelle fois, apportant l'essentiel des arguments en sa faveur tout en critiquant vertement les membres du Conseil académique en cause dans son exclusion<sup>83</sup>, au point que le nouveau Conseil académique de l'APH désigné en 1948 s'en est offusqué<sup>84</sup>. Mort en 1950, l'affaire aura malgré tout secoué fortement le fonctionnement académique.

Quels sont les scientifiques qui ont intégré l'APH ? Ils sont presque exclusivement des hommes à l'exception notable de Virgínia Rau. Les historiens accommodés ont toujours été majoritaires, y compris lorsque le pouvoir dictatorial ne désignait plus directement les académiciens [Figure 66]. Ainsi, entre 1937<sup>85</sup> et 1957<sup>86</sup>, les proportions entre les historiens accommodés et les autres érudits, non considérés comme des historiens dans le cadre de cette recherche, sont restées dans l'ensemble assez stables, à dates fixes. Les académiciens non intégrés

---

<sup>80</sup> *Idem*, p. 73. Par ailleurs la page 51 du même bulletin est intitulée « Académiciens sortis » avec la mention « Alfredo Augusto Lopes Pimenta – Démission appliquée par délibération de l'assemblée des académiciens de numéro du 11 novembre 1946 ».

<sup>81</sup> Lettre d'António de Oliveira Salazar à Alfredo Pimenta dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, p. 268.

<sup>82</sup> Voir le court historique fait par Alfredo Pimenta dans le texte introductif « au lecteur » de Alfredo PIMENTA, *Para a história da Academia Portuguesa da História, com vinte e sete documentos*, Lisbonne, Alfredo Pimenta (édition de l'auteur), 1948, p. XI.

<sup>83</sup> Voir la note précédente pour la référence du livre.

<sup>84</sup> Dans une lettre d'Alfredo Pimenta à António de Oliveira Salazar, à la suite de la publication, il se justifiait à propos des offenses à l'ancien Conseil académique : « Je l'ai puni, comme il était de mon devoir, dans les pages de ce livre ». Toutefois, le nouveau Conseil académique a mal réagi à la publication, dont son second vice-président, « ce Marcelo Caetano, à qui Votre Excellence a donné des ailes et l'avez enrichi – bien qu'il soit intellectuellement un imposteur, moralement un petit garçon, et socialement ou politiquement un arriviste ». Le Conseil a de nouveau fait remonter une plainte au ministre de l'Éducation nationale (voir Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, p. 338-340).

<sup>85</sup> Les historiens accommodés de 1937 sont : Alfredo Pimenta, António Augusto Mendes Correia, António Baião, António Garcia Ribeiro de Vasconcelos, Carlos Malheiro Dias, Damião Peres, Francisco Rodrigues, Joaquim Bensaúde, José Leite de Vasconcelos, José Maria de Queirós Veloso, José Maria Rodrigues, Manuel Múrias, Manuel Paulo Merêa, Marcelo Caetano, Reinaldo dos Santos.

<sup>86</sup> Les historiens accommodés de 1967 sont : Manuel Lopes de Almeida, Joaquim Mendes dos Remédios, Torquato de Sousa Soares, Manuel Afonso do Paço, Luís Pina Guimarães, Damião Peres, Guilherme Braga da Cruz, Miguel Augusto de Oliveira, Virgínia Rau, António da Silva Rego, Gastão de Melo e Matos, Manuel Heleno, Rui Pinto de Azevedo. À noter que deux des sièges vacants de 1967 ont été occupés dans les années qui ont suivi par des historiens accommodés soit Joaquim Veríssimo Serrão et António Brásio. Entre les deux dates, seuls deux historiens accommodés ont été intégrés puis sont décédés avant 1967 : Domingos Maurício Gomes dos Santos et Augusto Botelho da Costa Veiga.

dans la recherche ont pu être des archivistes, des paléographes, des professeurs universitaires d'autres disciplines ou bien des hommes de lettres externes au monde universitaire et issus d'horizons très différents. Par ailleurs, les autres académiciens étaient souvent encore plus alignés sur la ligne politique que les historiens accommodés, à l'image des historiens organiques qui ont intégrés tardivement l'APH<sup>87</sup>.

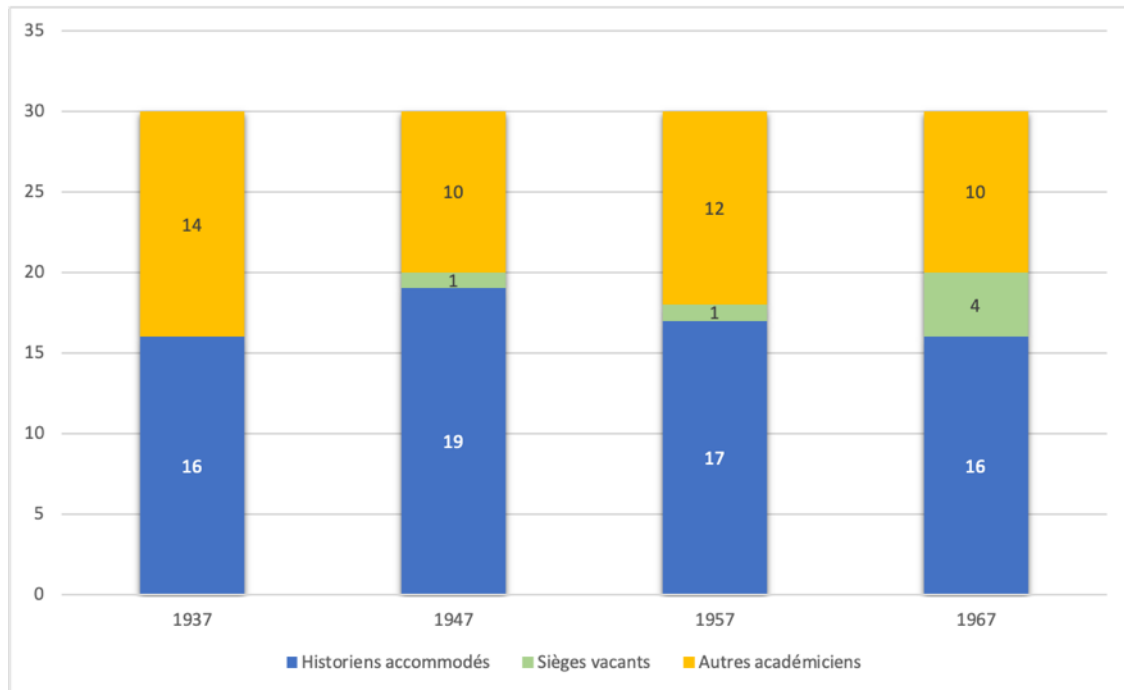


Figure 66 : place des historiens accommodés au sein des 30 sièges réservés aux académiciens portugais de l'APH, par décennie et selon un intervalle régulier.

Quel est le nombre d'historiens accommodés qui ont été des académiciens ? Seuls 35 historiens sur 119 ont appartenu à l'APH, soit 30 % des historiens accommodés des quatre premières générations considérées dans cette recherche [Figure 67]. Le résultat pourrait surprendre. Est-ce en raison du faible nombre de sièges proposés par l'académie et donc d'une sélectivité forte résultant de l'élitisme de ce corps nouvellement formé ou bien faut-il y voir un faible intérêt de la plupart des historiens à cette institution créée par le pouvoir et dont l'objectif revendiqué de révision historique aurait pu heurter des scientifiques attachés à leur autonomie ?

<sup>87</sup> Voir le I)1) du chapitre 3.

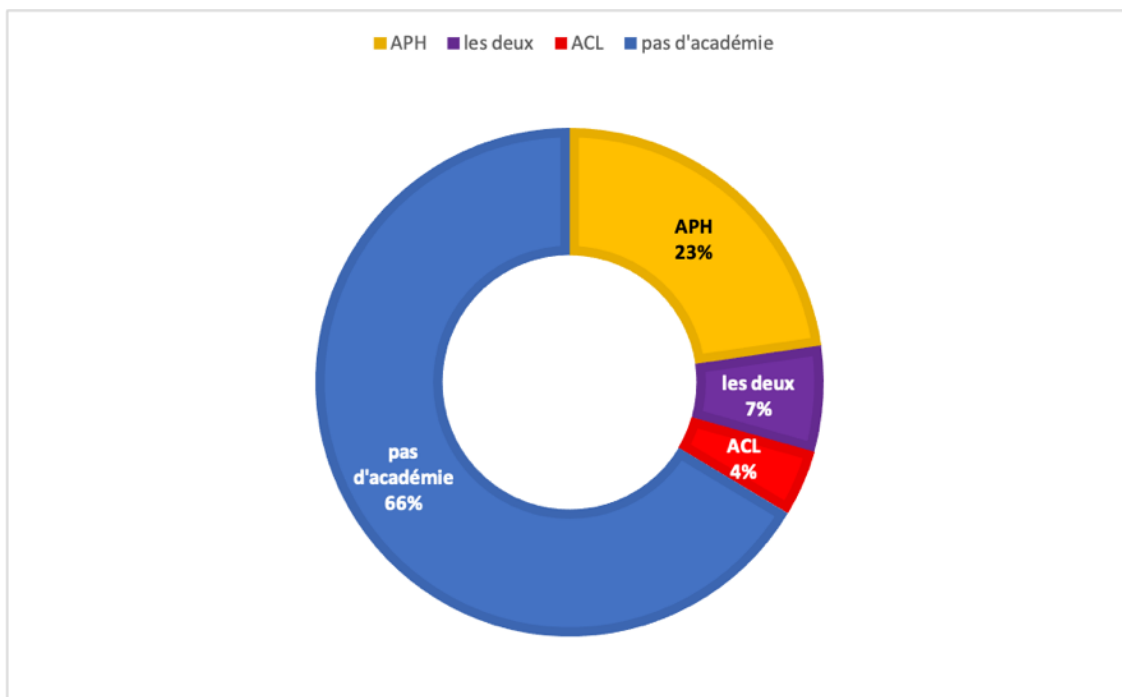


Figure 67 : appartenance ou non des historiens accommodés aux deux académies liées à l'écriture et à la diffusion de l'histoire (n=119<sup>88</sup>) .

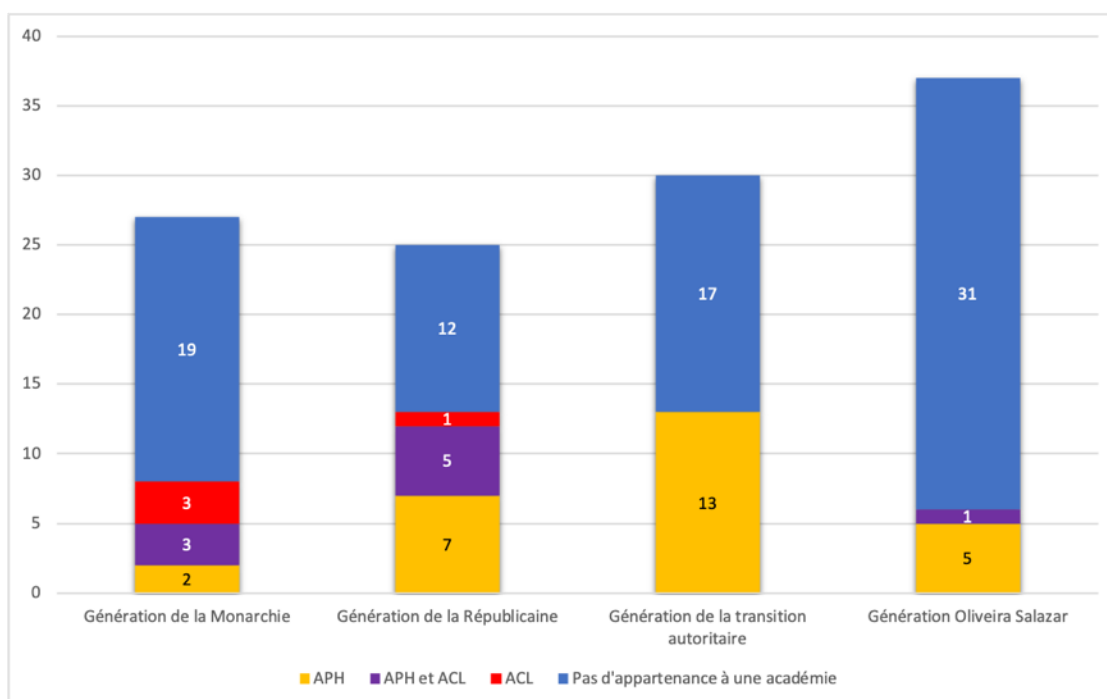


Figure 68 : Proportion des historiens accommodés appartenant à une des deux académies liées à l'histoire, au rang d'académique de numéro (n= 119).

<sup>88</sup> J'ai décidé de retirer les 16 historiens accommodés de la génération de la guerre coloniale car, du fait de leur jeune âge, aucun n'a appartenu à une académie avant le 25 avril 1974. Il faut préciser qu'au sein des opposants, seuls deux historiens ont appartenus à des académies : António Ferrão a fait partie de l'Académie des sciences de Lisbonne et Luís Filipe Lindley Cintra a fait partie de l'APH et de l'ACL. De plus, les quatre historiens organiques ont appartenu à l'APH.

Un affinage par génération permet de rendre compte de certaines tendances au fur et à mesure de la période autoritaire [Figure 68]. La génération de la Monarchie semble avoir été assez peu intégrée à l'APH. Cela s'explique par l'âge déjà avancé des historiens considérés au moment du coup d'État du 28 mai 1926, et par la mort d'un certain nombre d'entre eux avant la création de l'académie. En outre, 4 des 5 académiciens étaient enseignants dans le supérieur. En revanche, la génération de la République est caractérisée par une solide participation à l'APH puisque près de la moitié de la cohorte l'a intégrée. Par ailleurs, la moitié enseignait dans le supérieur et l'autre non. De même, au sein de la génération de la transition autoritaire, la proportion a été assez conséquente mais en léger recul. De plus, 8 académiciens sur 13 étaient enseignants dans le supérieur. En revanche, pour la génération Oliveira Salazar, la proportion diminue fortement par rapport aux deux autres générations précédentes et tous les académiciens étaient enseignants dans le supérieur. Étant nés entre 1910 et 1930, un certain nombre a pu ne pas avoir l'âge d'être académicien de numéro et être uniquement correspondant<sup>89</sup>. En les incluant, le nombre passerait 14 historiens sur 37 au total. Toutefois, il semble plutôt qu'il faille percevoir ce résultat comme un plus faible intérêt des historiens accommodés pour l'APH, alors qu'à l'âge où ils auraient pu l'intégrer, soit à la fin des années 1950 et durant la décennie 1960, elle rencontrait des difficultés financières et une perte de sens. De même, dans la mesure où la génération Oliveira Salazar se distinguait par l'exercice presque exclusif de la profession d'enseignant dans le niveau supérieur, il est possible de percevoir une forme de désintérêt pour l'APH, qui n'était plus forcément un moyen de distinction pour des personnes qui n'avaient pas de postes universitaires comme cela a pu être le cas pour les historiens de la génération de la République et de la transition autoritaire, même si les contre-exemples existent et que des professeurs universitaires ont pu être très désireux d'intégrer l'APH.

En considérant l'ensemble des académiciens et non plus uniquement les historiens accommodés y participant, il est possible de mesurer une implication très variable en fonction des profils. Des académiciens ont montré un réel engouement pour l'APH. Par exemple, malgré un passage haut en couleur, l'académicien de numéro Alfredo Pimenta a réalisé en cinq ans 4 communications prévues et 4 communications impromptues, soit beaucoup plus que certains en plusieurs décennies de présence<sup>90</sup>. De même l'académicien correspondant étranger Charles

---

<sup>89</sup> En 1972, parmi les historiens accommodés, 8 étaient correspondants : Avelino de Jesus da Costa, António Augusto Ferreira da Cruz, Francisco da Gama Caeiro, José Sebastião da Silva, Luís Manuel da Rocha Ferrand de Almeida, Mário Correia Teles de Araújo e Albuquerque, Mário Júlio Brito de Almeida e Costa et Salvador Dias Arnaut. Il y avait aussi un historien en opposition, Luís de Albuquerque. (APH, *Boletim*, 1972, p. 47 et 48)

<sup>90</sup> Dans son dossier académique, les communications avant l'ordre du jour évoquées auparavant ont été incluses : celle du 1<sup>er</sup> mars 1939 : « Notes critiques aux observations de Monsieur le Docteur Rui de Azevedo » ; celles du 4 février 1942 : « Sur l'existence de la cathédrale de Coimbra au XI<sup>e</sup> siècle », et les deux du 12 mai 1943 : « Deux



Ralph Boxer a réalisé deux communications les 26 mars 1965 et 9 juillet 1965, profitant très certainement d'un séjour au Portugal compte tenu du faible espacement entre les deux communications<sup>91</sup>. Il est par ailleurs intéressant de relever qu'elles ont eu lieu quelques temps après la polémique avec l'historien Armando Cortesão qui s'est produite entre 1963 et 1964<sup>92</sup>. Alors que ce dernier avait réclamé qu'il ne reçût plus aucun hommage ni distinction publique, les académiciens ne lui ont donc pas tenu rigueur malgré le retentissement de la polémique. Joaquim Bensaúde, académicien fondateur et historien de la génération de la Monarchie<sup>93</sup> a même exprimé un véritable entrain dans l'exercice de sa fonction comme en témoigne une lettre envoyée le 15 mai 1947 à António Machado de Faria où il parlait d'un voyage à Paris, et affirmait : « Mes démarches pour agrandir le bon nom de l'Académie ne manquent pas<sup>94</sup> ». Dans la mesure où il évoquait aussi les dépenses du voyage, on peut penser qu'il avait été envoyé à Paris en tant que représentant de l'APH. En effet, une large partie de ses travaux ont été écrits en français et il avait séjourné pendant quelques années à Paris. Il devait dès lors connaître des universitaires français et était donc une personne indiquée pour faire connaître l'APH. Enfin, à la fin de la période autoritaire, des académiciens appartenant aux plus jeunes générations ont pu vouloir rendre hommage à certains des académiciens fondateurs, signe d'une volonté de faire corps propre à l'académie. Par exemple, Jorge Borges de Macedo, qui a par ailleurs connu une rapide progression dans les différents niveaux de l'APH<sup>95</sup>, a voulu contribuer avec Joaquim Veríssimo Serrão et Fernando Castelo-Branco<sup>96</sup> à un hommage en l'honneur de Damião Peres. Les trois académiciens, nés durant la décennie 1920 soit celle de la génération Oliveira Salazar ont proposé dans une lettre datée du 22 juin 1973 la publication d'une collection d'études en son hommage rédigée par les académiciens volontaires, la réalisation d'un acte solennel pour la remise du livre à Damião Peres où il a été « fait un éloge de l'illustre Maître et Académicien », suivi

---

évêques de Coimbra en même temps, au XIII<sup>e</sup> siècle, ajout » puis « La découverte du Brésil ». Parmi les communications prévues : le 29 mars 1939 : « Le nom d'Henri 1<sup>er</sup> dans les documents médiévaux » ; le 17 mai 1939 : « Qui fut l'auteur de la Réponse Apologétique au poème intitulé Uruguay ? » ; le 2 février 1940 : « Nouvelles archéologiques de Diogo Kopke » ; le 24 mai 1942 : « Deux évêques de Coimbra en même temps, au XIII<sup>e</sup> siècle » (voir Archives de l'APH, dossier n° 8 : Alfredo Pimenta).

<sup>91</sup> Archives de l'APH, dossier n° 35 : Charles Ralph Boxer.

<sup>92</sup> Pour une évocation de la polémique entre l'historien britannique et l'historien portugais, voir le II)1) du chapitre 3.

<sup>93</sup> Voir sa biographie dans le I)1) du chapitre 5.

<sup>94</sup> Archives de l'APH, dossier n° 58 : Joaquim Bensaúde, lettre dactylographiée envoyée depuis Lisbonne.

<sup>95</sup> Il est devenu académicien correspondant le 21 mars 1969 puis académicien de numéro le 19 juin 1972 (Archives de l'APH, dossier n° 188 : Jorge Borges de Macedo).

<sup>96</sup> Fernando Castelo-Branco, né en 1926, a été un olisipographe reconnu et a dirigé notamment la Société de géographie de Lisbonne. J'ai trouvé très peu d'informations biographiques à son égard si ce n'est sur ce site : [https://www.goodreads.com/author/show/1161496.Fernando\\_Castelo\\_Branco](https://www.goodreads.com/author/show/1161496.Fernando_Castelo_Branco), consulté le 20 août 2021.

d'un repas à nouveau en son honneur<sup>97</sup>. Après des décennies d'existence, l'APH semblait avoir une histoire à valoriser.

En revanche certains académiciens ont été bien moins impliqués dans les travaux de l'APH. Par exemple, Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão, historien de la génération de la transition autoritaire et académicien surnuméraire depuis le 18 juin 1938 jusqu'à son élévation au titre d'académicien de mérite en 1975, n'a fait qu'une seule communication le 16 décembre 1945 en près de quarante ans<sup>98</sup>. De même, Manuel Lopes de Almeida, historien de la même génération et nommé académicien surnuméraire à la même date que l'historien précédent, n'a fait que deux communications à quatorze ans d'écart alors qu'il a pourtant été président du Conseil académique entre le 18 février 1966 et le 21 février 1969<sup>99</sup>. Leur investissement moindre peut s'expliquer par le fait que ces deux historiens étaient professeurs à la FLUC et n'avaient donc pas la possibilité de venir à toutes les réunions. Toutefois, leur implication semble modérée. Quant à la nomination de Manuel Lopes de Almeida à la tête de l'APH, elle pourrait être liée à l'importante carrière politique de l'historien qui a été ministre de l'Éducation nationale mais aussi par sa fonction de directeur de la Bibliothèque générale de l'université de Coimbra. Son prestige scientifique et politique en faisait une personnalité de premier plan.

Plusieurs rappels ou relances de la part du Conseil académique témoignent de la volonté de faire vivre l'APH mais dans le même temps d'un engouement plus que modéré de certains. Tout d'abord, son organisation attribuait dix sièges aux académiciens brésiliens dans un but de renforcer les liens entre les deux pays séparés par l'Atlantique. Toutefois, l'APH a pu se heurter à la difficulté de vaincre la distance. Le désinvestissement de Gilberto Freyre, le théoricien du lusotropicalisme, l'illustre. Ainsi, le gouvernement l'a nommé académicien surnuméraire pour les Brésiliens le 18 juin 1938, en même temps que les deux précédents historiens portugais. Une lettre lui a été envoyée le 5 juillet 1938 pour lui communiquer sa nomination. Une seconde lettre envoyée le 17 décembre 1938, lui demandait une photo et une biographie<sup>100</sup>. Dans une nouvelle relance, le secrétaire-général insistait :

« Il est de la plus grande utilité pour l'exécution des finalités de l'Académie et pour la création d'un esprit de rapprochement culturel des différents pays représentés en son sein

---

<sup>97</sup> Archives de l'APH, dossier n° 39 : Damião António Peres.

<sup>98</sup> Il s'agissait d'une « biographie du Docteur António de Vasconcelos » décédé en 1941 (Archives de l'APH, dossier n° 111 : Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão)

<sup>99</sup> La première communication sur « Jean V et son époque » a eu lieu le 6 juin 1951 et la seconde « Réponse à l'académicien Guilherme Braga da Cruz aux éloges du Père Francisco Rodrigues et du Père Carlos da Silva Toruca » le 25 juin 1965 (Archives de l'APH, dossier n° 104 : Manuel Lopes de Almeida).

<sup>100</sup> Il y a toutefois une contradiction car dans la lettre il est fait mention de sa nomination comme correspondant alors que sur sa fiche biographique au début du dossier, il est indiqué qu'il est devenu académicien correspondant seulement le 19 mars 1945.

par des historiens illustres, qu'il y ait des relations entre les académiciens et l'institution à laquelle ils appartiennent. Je viens, en conséquence, solliciter la gentillesse de Votre Excellence, afin de m'indiquer votre adresse et, quand cela sera possible, de m'envoyer quelconque travail historique, afin qu'il soit lu dans l'Académie. Profitant de l'occasion pour vous manifester ma plus haute considération. Pour le bien de la Nation<sup>101</sup> ». [22 juillet 1946]

Le désir de renforcer le rôle des académiciens brésiliens était patent. Si le conflit mondial avait provoqué « une complète interruption des communications », et paraissait une raison du silence de Gilberto Freyre, aucune réponse ne semble être parvenue et son dossier académique est resté vide. Son désintérêt semble le plus probable. Il était donc difficile de susciter une adhésion à la mesure des ambitions de certains académiciens. Plus proches, certains académiciens portugais ont aussi semblé modérément investis. Salvador Dias Arnaut, historien de la génération Oliveira Salazar n'a par exemple fait aucune communication durant la période autoritaire alors qu'il a été nommé académicien correspondant le 7 décembre 1962<sup>102</sup>. Une lettre envoyée par le secrétaire-général lui rappelait pourtant :

« Admis il y a plus de trois ans dans cette Académie, Votre Excellence n'a toujours pas contribué à la mission qui lui incombe avec une quelconque communication ou bien une étude publiée dans nos *Annales*. J'aurai un grand plaisir que Votre Excellence le fasse cette année académique et je vous demande la faveur de préparer, quelle qu'en soit la finalité, un travail pour qu'il soit lu en session ou bien inséré dans nos *Annales*, même court. Je présente à Votre Excellence mes plus sincères salutations, Pour le bien de la Nation<sup>103</sup> ». [28 janvier 1966]

Tout en rappelant les règles internes à l'académie afin d'exercer une légère pression sur l'historien, l'insistance du secrétaire sur la dimension du travail montre que l'APH souhaitait surtout encourager la production des académiciens. Par ailleurs, la multiplication des relances indiquait un essoufflement au sein de l'APH au cours des années 1960. En effet, une autre relance, a été faite l'année suivante à Mosés Bensabat Amzalak<sup>104</sup>. Désigné comme surnuméraire le 18 juin 1938, le secrétaire-général lui a demandé à trois reprises de faire l'éloge de José Caeiro da Mata. Après une première lettre le 3 juin 1964 puis une autre le 25 janvier 1966, une troisième a été envoyée :

« J'ai l'honneur de solliciter à Votre Excellence la faveur de me dire quand est-ce que vous pourrez venir dans cette Académie proférer l'éloge du Professeur Docteur José Caeiro da Mata, votre prédécesseur au siège n° 2, par élection le 15 février 1963. Il est donc

---

<sup>101</sup> Archives de l'APH, dossier n° 65 : Gilberto Freyre.

<sup>102</sup> L'historien est présenté dans le II)1) du chapitre 5.

<sup>103</sup> Archives de l'APH, dossier n° 174 : Salvador Manuel Dias dos Santos Arnaut.

<sup>104</sup> Mosés Bensabat Amzalak, né en 1892 et décédé en 1978, a été écrivain et économiste enseignant à l'université technique de Lisbonne. Il a écrit plusieurs contributions historiques et a fait partie des académiciens fondateurs de l'APH (<http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8762>, consulté le 20 août 2021).

nécessaire de remplir une déjà bien ancienne tradition académique, et parce que selon notre Règlement Interne, dans son article 9, le terme a déjà été dépassé de plus de quatre ans. Ce sera avec le plus grand plaisir que l'Académie verra son Votre Excellence prendre possession de la chaire pour laquelle elle l'a élu<sup>105</sup> » [11 octobre 1967]

Le secrétaire-général l'enjoignait donc à nouveau, rappelant l'article 9 des statuts de 1945, qui précisait qu'il fallait faire l'éloge dans une durée de six mois à la suite de l'élection. Mosés Bensabat Amzalak, habitait pourtant à Lisbonne – à moins d'un kilomètre du siège de l'APH d'après l'adresse d'envoi – et pouvait difficilement prétexter la distance pour venir à l'Académie. Toutefois, il a fallu que l'académie patientât encore car l'éloge n'a été fait qu'après le 25 avril 1974 et est paru en 1976<sup>106</sup>. L'envie de faire vivre l'académie se heurtait donc à l'inertie de certains de ses académiciens. En plus d'un engouement modéré chez ceux qui avaient été désignés par le gouvernement portugais durant la phase de 1937 à 1945, les plus jeunes académiciens pouvaient aussi être moins impliqués.

Les académiciens ont cherché à remplir plusieurs objectifs afin de faire de l'académie un espace historiographique à part entière dans le paysage culturel portugais. L'histoire et tout ce qui pouvait affecter cette discipline était au cœur de ses préoccupations. Si ses membres se sont constamment empressés de soutenir la politique menée par le gouvernement, lorsque des événements de nature politique affectaient les pays étrangers, ils se repositionnaient dans le champ du savoir. Par exemple, lors d'une session, António Baião a fait une déclaration à la suite de l'annonce de la victoire franquiste :

« Monsieur le Docteur António Baião, a fait référence à la fin de la guerre civile en Espagne, il s'est également félicité de ce fait, qui offre aux historiographes un environnement favorable au travail et, pour les sources de l'Histoire, une garantie de leur préservation. À cet égard, il a rappelé que les archives espagnoles contiennent des sources remarquables, dont certaines, comme celles de la Galice, n'ont commencé à être exploitées que récemment et que, notre histoire étant interdépendante de celle des Espagnols, toute destruction des archives espagnoles se répercute malheureusement sur le champ de nos recherches historiques<sup>107</sup>. » [29 mars 1939]

Alors qu'il aurait pu remarquer que la défaite des républicains était une bonne nouvelle aux yeux du gouvernement portugais, António Baião soulignait, pragmatique, les conséquences de la cessation des hostilités. En effet, les historiens portugais pouvaient de nouveau se rendre

---

<sup>105</sup> Archives de l'APH, Dossier n° 115 : Mosés Bensabat Amzalak.

<sup>106</sup> ACADEMIA PORTUGUESA DA HISTÓRIA, *Elogio do Professor Doutor José Caeiro da Mata*, Lisbonne, APH, 1976.

<sup>107</sup> APH, *Boletim*, 1939, Actes des sessions de l'Académie, pages 93 et 94.

aussi bien aux archives de Simancas<sup>108</sup> que dans les autres fonds détenus par le pays pour pouvoir poursuivre leurs travaux. Cette observation permet par ailleurs de voir à quel point l'historiographie portugaise était essentiellement focalisée sur les thématiques nationales. Comme l'a constaté António da Silva Rêgo : « Le Portugal est toujours en ligne de mire. C'est peut-être la plus grande constante dans les efforts de ce corps académique<sup>109</sup>. » En effet, le centre de l'attention était le Portugal, puis la Galice dont la langue est très proche du portugais et enfin le reste du territoire ibérique. De la même façon, lors d'une autre assemblée daté du 9 mai 1945, « se félicitant de la fin des hostilités en Europe, Monsieur le Président a souligné tout l'intérêt pour la conservation des sources, spécialement des manuscrits, pour l'histoire européenne et en particulier portugaise<sup>110</sup> ». La nouvelle de la capitulation allemande était perçue d'un point de vue historiographique mais révélait par l'insistance sur les manuscrits le tropisme des académiciens pour l'histoire médiévale et moderne et une nouvelle fois la focalisation sur le Portugal.

L'APH a joué un rôle important dans l'édition de sources. Comme l'a remarqué António da Silva Rêgo, il fut même son principal type de parutions :

« Tout au long de l'*Estado Novo*, l'Académie a publié plus de recueils de documents que tout autre type d'ouvrage historiographique. Ces compilations étaient généralement longues et ne comportaient que de courtes préfaces. D'autre part, l'Académie publiait également les *Annales*, qui contenaient des travaux originaux de savants. Cependant, ces ouvrages étaient aussi en partie composés de documents<sup>111</sup> ».

L'importance des médiévistes et des modernistes au sein de l'APH a contribué à une attention particulière de l'institution à l'édition de documents, travail qui poursuivait ainsi des collections s'inspirant des publications systématiques de sources allemandes<sup>112</sup>. Ainsi, dans un cours donné par l'académicien José Maria de Queirós Veloso a évoqué le travail de ses pairs :

« Le remarquable orientaliste, Père Georg Schurhammer, dans son exhaustif travail, *La Découverte du Japon par les Portugal en 1543*, écrit en allemand, traduit par le Père Francisco Rodrigues, illustre historien de la Compagnie de Jésus dans l'Assistance du Portugal (n. : souligné dans le texte), publié dans le tome 1 et de la 2<sup>e</sup> série des *Annales* de

---

<sup>108</sup> Pour un rapide historique de ce fonds d'archives fondamental pour la période moderne et le début de la période contemporaine espagnole voir son site officiel : <https://www.culturaydeporte.gob.es/cultura/areas/archivos/mc/archivos/ags/presentacion.html>, consulté 20 août 2021.

<sup>109</sup> António Renato Castelo Branco da Silva RÊGO, *History in Times of Fascism, Discipline and Practices of History during the Beginning of the Portuguese New State*, sous la direction de Herman PAUL, mémoire soutenu à l'université de Leiden, 2015, p. 46.

<sup>110</sup> APH, *Boletim*, 1945, Actes des sessions de l'Académie, Assemblée générale extraordinaire, p. 112.

<sup>111</sup> António da Silva RÊGO, « Academia Portuguesa da História, II », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>112</sup> L'ACL a commencé la publication des *Portugalica Historica Monumenta* en s'inspirant des *Monumenta Germaniae Historica* et du *Corpus Inscriptionum Latinarum* allemands.

l'Académie Portugaise d'Histoire, prouve que le premier voyage de Fernão Mendes Pinto au Japon doit être fixé en 1544<sup>113</sup>. » [11 juin 1949]

José Maria de Queirós Veloso mobilisait donc le travail de l'un de ses coreligionnaires ce qui nous permet de constater que le travail des académiciens pouvait aussi être celui de traductions de travaux qui intéressaient tout particulièrement le Portugal, notamment dans sa dimension impériale. De même, les académiciens ont été chargés de nombreuses publications comme Torquato de Sousa Soares à qui l'APH avait confié la publication d'une *Chronique de la Guinée*. Toutefois, ce dernier a quelque peu négligé cette publication comme en témoigne la lettre envoyée le 16 avril 1969 où le secrétaire-général précisait : « Notre Académie a attendu patiemment, mois après mois, l'arrivée de l'original de l'introduction et notes de la *Chronique de la Guinée*, qui a été confiée à Votre Excellence il y a plus de dix ans sans que jusqu'à maintenant elle ait eu la satisfaction de le recevoir<sup>114</sup> ». En dépit de la situation, la lettre montre qu'au long de la période, l'objectif de publication de documentation notamment inédite était une préoccupation majeure de l'institution. Elle a aussi pu publier les travaux inédits de certains académiciens à l'image d'Avelino de Jesus da Costa qui s'est vu attribuer un texte inédit d'Augusto Botelho da Costa Veiga pour le dactylographier. Ainsi, une lettre d'António Machado de Faria envoyée le 29 mai 1967, s'inquiétait du retard et craignait que la veuve de l'historien ne pût voir le texte publié, afin de convaincre Avelino de Jesus da Costa de ne pas oublier son travail. Ce dernier a répondu le lendemain depuis Coimbra qu'il était en train de le dactylographier malgré la mauvaise qualité du manuscrit<sup>115</sup>. Les académiciens étaient donc impliqués dans l'édition et la publication de nombreux types de documents.

Au-delà des éditions de sources, les différentes communications et publications consultables au sein des *Annales*<sup>116</sup> montrent des pratiques historiographiques peu innovantes. L'APH n'a jamais été une université parallèle malgré les objectifs initiaux de révision historique prévus par le gouvernement. Au contraire, l'histoire écrite était parallèle à celle de l'Université dans la mesure où les historiens accommodés composaient l'essentiel des académiciens<sup>117</sup>. Comme l'a

---

<sup>113</sup> Archives de l'ACL, dossier José Maria de Queirós Veloso.

<sup>114</sup> Archives de l'APH, dossier n° 134 : Torquato Brochado de Sousa Soares. Par ailleurs la lettre décrivait un document en état de dégradation avancé et conservé dans de très mauvaises conditions très certainement pour presser davantage l'historien à se mettre au travail de transcription.

<sup>115</sup> Archives de l'APH, dossier n° 175 : Avelino de Jesus da Costa.

<sup>116</sup> Je ne prétends pas à une étude systématique. Par ailleurs, aucune étude monographique n'a été entreprise pour l'ensemble de la période autoritaire et au-delà, notamment pour percevoir s'il y a eu des changements notables dans la pratique historiographique des académiciens dans les décennies qui ont suivi le 25 avril 1974. Enfin, une partie des tables des matières des *Annales* est consultable en ligne : <https://www.arqnet.pt/anais/v01.html>, consulté en ligne le 20 août 2021. La première page qui apparaît est justement le texte auquel José Maria de Queirós Veloso faisait allusion dans son cours.

<sup>117</sup> Voir l'ensemble du chapitre 5 pour l'histoire écrite par les historiens accommodés.

remarqué António da Silva Rêgo : « les travaux des académiciens portent essentiellement sur l'histoire diplomatique et politique, l'histoire médiévale, l'histoire des découvertes et de l'expansion portugaise, l'histoire militaire et religieuse<sup>118</sup> ». Ainsi, l'histoire événementielle et politique, a dominé au sein de l'APH. Des exceptions doivent cependant être détachées comme l'illustre l'intégration de l'historienne Virgínia Rau au sein de l'APH alors qu'elle écrivait de l'histoire économique et sociale. Par ailleurs, lors de l'une de ses communications alors qu'elle était membre correspondante, l'audience semble avoir été conquise : « Madame (n. : j'ai raccourci le *Senhora D.* pour *Senhora Dona*) Virgínia Rau s'est occupée du "Comte de Ericeira et les Manufactures du Royaume" [...]. Le travail de M<sup>me</sup> Virgínia Rau a mérité la plus grande considération de tous et le Président l'a remerciée pour sa contribution si précieuse à l'histoire économique du pays<sup>119</sup> ». La politesse était certes régulièrement de mise et chaque contribution était accompagnée de félicitations. Toutefois, elle met en évidence que l'APH n'était pas hermétique et pouvait reconnaître la valeur d'autres travaux, sans pour autant que l'orientation des travaux du restant des académiciens ne changeât de direction.

Mais outre les travaux des académiciens rythmant le quotidien, l'APH a d'abord et surtout été une véritable machine mémorielle. En effet, les académiciens ont bien souvent contribué et se sont vu confier un rôle directionnel dans les principales commémorations organisées par le pouvoir autoritaire, rappelant le lien intime entre l'institution et le régime. Quelques temps après sa création, le président du Conseil a mis à contribution l'APH dans le cadre du double centenaire<sup>120</sup>. Les académiciens nationaux et internationaux ont été appelés à contribution<sup>121</sup>. Ils ont par ailleurs pris très au sérieux leur tâche au point d'être inquiets face aux courtes échéances. Ainsi, lors de la session extraordinaire du 4 avril 1938, Manuel Múrias se montrait préoccupé et remarquait : « En 1940, nous ne serons même pas capables de sélectionner tout ce qui existe<sup>122</sup> », tandis qu'un autre académicien ajoutait :

« Il est urgent et de grand intérêt d'envoyer des chercheurs à Simancas, Séville (Archives des Indes et Colombiennes), à Paris (Bibliothèque nationale, Bibliothèque Sainte-

---

<sup>118</sup> António da Silva RÊGO, « Academia Portuguesa da História, II », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>119</sup> APH, *Boletim*, 1954, Actes des sessions de l'Académie, assemblée générale ordinaire du 19 mars 1954, p. 75.

<sup>120</sup> L'APH est ainsi la première institution sollicitée par le ministère de l'Éducation national dans le document, avec l'ACL et l'Académie national des Beaux-Arts (voir le document numérisé des archives Oliveira Salazar <https://digitalq.arquivos.pt/viewer?id=3892757>, consulté le 20 août 2021).

<sup>121</sup> Comme le montre la lettre envoyée par l'APH le 18 novembre 1938 à Charles Ralph Boxer afin de lui notifier que sa contribution aux commémorations de 1940 a « accepté, avec joie, sa collaboration » alors qu'il était à Hong Kong. (Archives de l'APH, dossier n° 35 : Charles Ralph Boxer).

<sup>122</sup> APH, *Boletim*, 1938, Actes des sessions de l'Académie, session extraordinaire, p. 186.

Geneviève et Archives du Ministère des Affaires étrangères), à Rome, à Londres (British Museum), pour obtenir des photocopies de tous les documents qui nous intéressent<sup>123</sup>. »

Les académiciens, voyaient donc dans les commémorations de 1940 une opportunité à ne pas rater pour que l'APH devînt une institution de premier plan dans la production historiographique. Cependant, l'acte de commémorer est devenu habituel. L'APH a ainsi participé au centenaire de la découverte de la Guinée de 1946, sur invitation du ministère des Colonies lui « remettant un mémoire qui indiquera les œuvres qui ont besoin d'une nouvelle édition et des manuscrits inédits, des documents et cartes géographiques qui doivent être publiés<sup>124</sup> ». Bien que le ministre eût ensuite exigé une édition critique, la commémoration s'assimilait à une œuvre de commande directement conçue par le pouvoir. Les académiciens en réponse ont proposé une liste d'œuvre et même demandé si le ministre était d'accord avec les académiciens proposés, signe que le pouvoir dirigeait véritablement l'organisation de la commémoration.

Au fil des décennies, les commémorations ont été de plus en plus axées sur l'expansion portugaise, ce qui confirmait la volonté du pouvoir d'ancrer l'idée que les territoires d'outre-mer faisaient partie de l'histoire du Portugal. Par exemple, en 1954, António de Oliveira Salazar a demandé à l'APH de préparer et d'organiser la commémoration du cinq-centenaire de la mort d'Henri le Navigateur, ce qui a réjoui le Conseil académique lors de la session du 16 juillet 1954 : « Le Président Caeiro da Mata s'est félicité que l'Académie ait reçu la place qui lui revient, étant donné qu'il s'agit d'une commémoration à caractère historique, et toutes les personnes présentes se sont associées à la satisfaction exprimée par le Président<sup>125</sup> ». La position centrale occupée dans les commémorations était donc perçue positivement par les membres de l'APH, qui y voyait une confirmation de son importance. Toutefois, au moment des commémorations, les académiciens ont été heurtés comme se lamentait José Maria Cordeiro de Sousa :

« Les membres de l'Académie d'Histoire, qui, en vertu de la loi organisant ces commémorations y jouent un rôle de guide, n'ont pas bénéficié d'une place privilégiée, comme ce fut le cas pour les chevaliers de l'Ordre de Malte et de l'Ordre du Saint Sépulcre, et ont été mêlés aux invités ordinaires<sup>126</sup>. » [11 mars 1960]

Le décalage entre la haute conscience d'eux-mêmes des académiciens et la façon dont ils ont été traités durant l'événement a provoqué leur colère. Pourtant, il n'était que le froid constat de la façon dont le pouvoir percevait les commémorations soit une valorisation de l'histoire portugaise pour défendre l'Empire plus qu'une valorisation de la science et de ses académiciens.

---

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 186 et 187.

<sup>124</sup> APH, *Boletim*, 1946, Actes des sessions du Conseil académique, session du 20 février 1946, p. 68.

<sup>125</sup> APH, *Boletim*, 1954, Actes des sessions du Conseil académique, session du 16 juillet 1954, p. 63.

<sup>126</sup> APH, *Boletim*, 1960, Actes des sessions de l'Académie, session ordinaire, p. 104.



Malgré tout, lorsque de nouvelles opportunités se sont profilées, l'APH a maintenu son implication comme durant le cinq-centenaire de la naissance de Pedro Álvares Cabral en 1968 et de Vasco de Gama en 1969. Par ailleurs pour cette commémoration, l'académicien et historien organique António Rodrigues Cavalheiro a durant le Conseil académique remarqué l'arrivée de l'anniversaire durant la session du 16 juin 1965<sup>127</sup> à la suite de quoi le secrétaire général, Damião Peres a envoyé directement au président du Conseil une lettre pour lui soumettre l'idée de la commémoration, par ailleurs été acceptée<sup>128</sup>.

Les commémorations ont donc joué un rôle majeur dans la vie de l'APH durant le régime autoritaire et cela s'est répercuté dans le budget de l'institution. Les dépenses allouées à son fonctionnement étaient globalement stables malgré quelques valorisations qui suivaient la hausse du niveau de vie et surtout avec l'inflation galopante à la fin de la période, due à la guerre coloniale. Les budgets étaient serrés comme le montre le fait que le 8 juin 1954, lorsque la « Real Academia de Belas Artes e Ciências Históricas de Toledo a demandé de l'aide pour faire venir au Portugal certains de ses membres, accompagnés de membres de leur famille », mais il n'a pas été possible de le faire<sup>129</sup>. Les largesses n'étaient donc pas possibles dans le fonctionnement quotidien de l'APH. Pourtant, lorsqu'une commémoration intervenait, le budget croissait fortement lors de l'événement et dans les années suivantes afin de publier les travaux réalisés comme l'illustre le budget de la première décennie de l'institution : le budget a été multiplié par 8 entre 1938 et 1939 [Figure 69]. Les publications liées au double centenaire de 1939 et 1940 n'étaient pas encore achevées que la commémoration de la découverte de la Guinée de 1947 a contribué à une nouvelle augmentation. De plus, la situation a été similaire durant la dernière décennie où les cinq-centenaires de la naissance de Diogo Cabral et de Vasco de Gama en 1968 et en 1969 ont doublé le budget lorsque l'on cumule les dépenses de personnel et de publication [Figure 70]. La progression du budget à la fin de la période s'explique par les nombreux achats en vue de l'installation de l'APH dans le Palácio da Rosa. Au total, il y avait donc une claire orientation de l'APH dans l'organisation et la publication de documents liés aux commémorations. Le pouvoir augmentait fortement son budget lorsqu'il s'agissait de

---

<sup>127</sup> APH, *Boletim*, 1965, Actes des sessions du Conseil académique, pages 105 et 106. Je concède avoir un doute sur la date car j'avais noté juin (*Junho*) et non pas juillet (*Julho*), mais la date ne correspond pas avec la référence donnée par João Paulo Avelãs Nunes.

<sup>128</sup> La lettre est dans l'annexe 6 de João Paulo Avelãs NUNES, *A História Económica e Social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : O historicismo neo-metódico : ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995, pp. 284-285. Par ailleurs je remercie João Paulo Avelãs Nunes de m'avoir envoyé un scan de son livre, qui n'est plus consultable en France.

<sup>129</sup> APH, *Boletim*, 1954, Actes des sessions du Conseil académique, p. 62.

célébrer l'histoire du Portugal, sans trop se soucier des desideratas des académiciens à faire de l'APH un lieu de savoir majeur du pays.

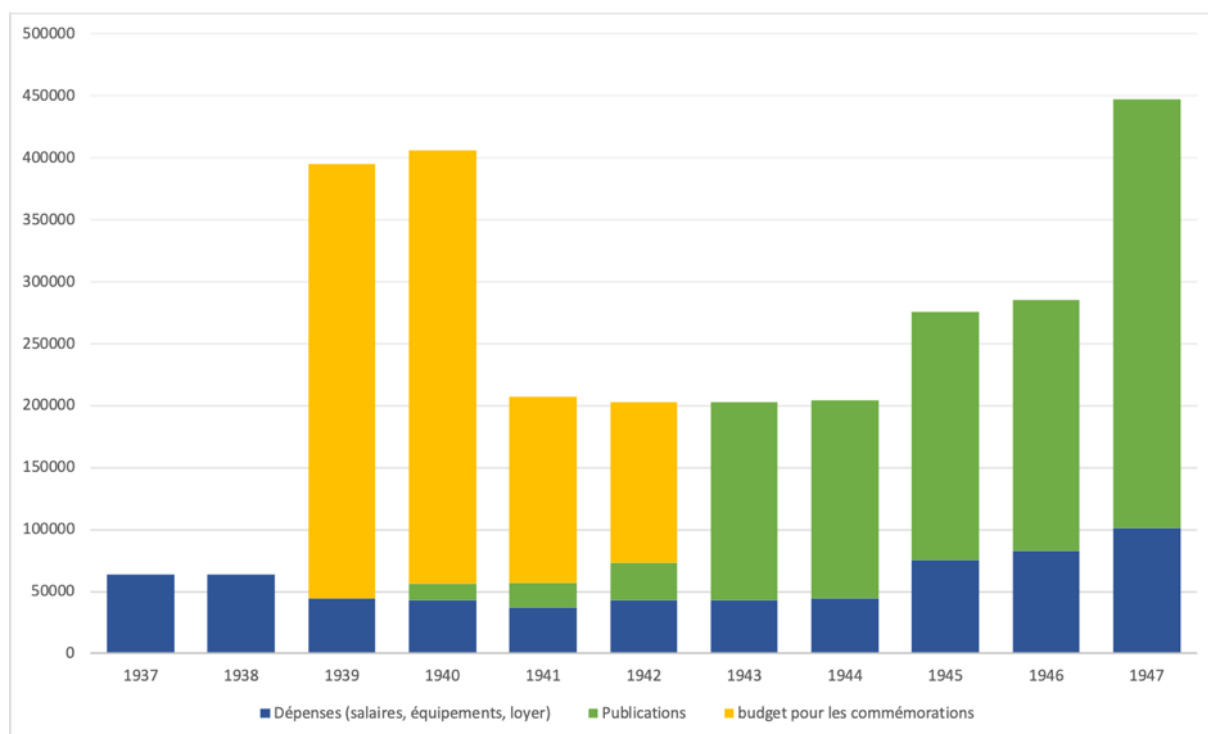


Figure 69 : budget annuel de l'APH durant la première décennie de son existence, d'après les *Bulletins*.

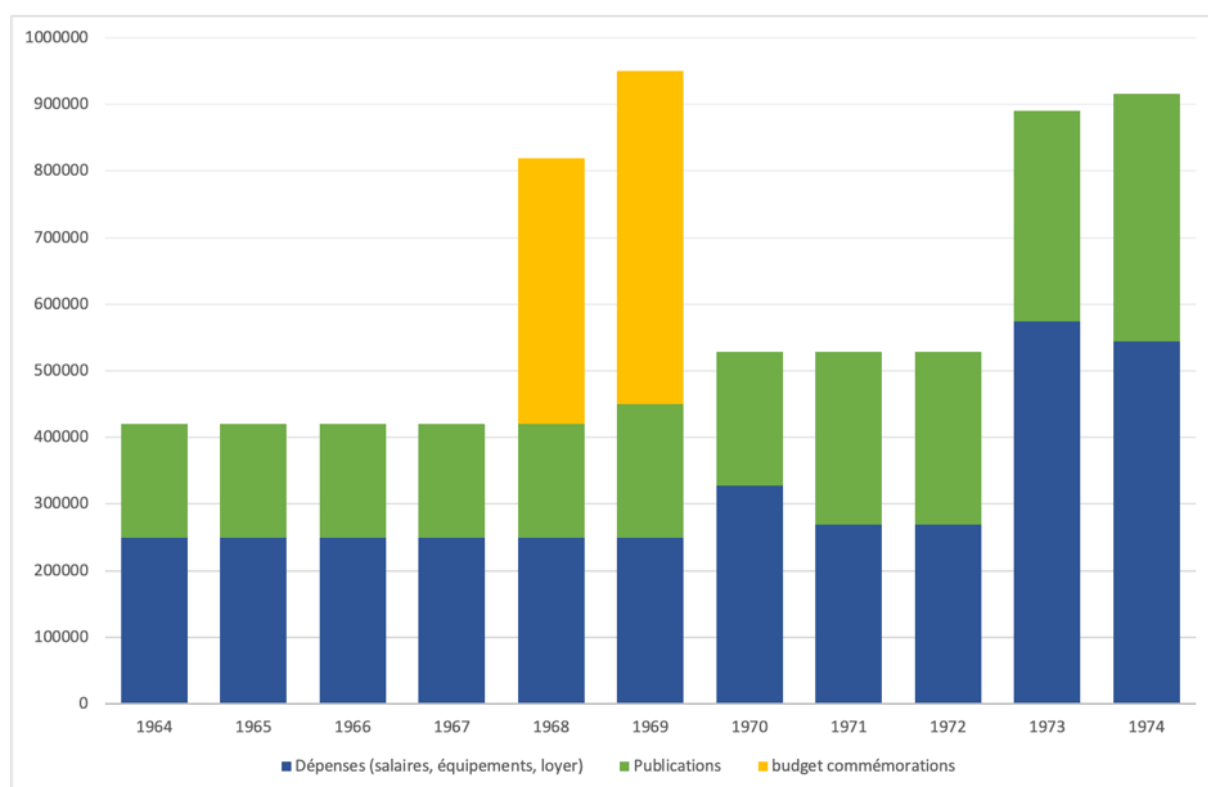


Figure 70 : budget annuel de l'APH durant la dernière décennie avant la révolution des Œillets, d'après les *Bulletins* de l'APH.

\*

\* \*

De sa genèse en 1936 jusqu'au renversement du pouvoir autoritaire le 25 avril 1974, l'APH a entretenu un lien filial avec le pouvoir. Créée par lui, elle est certes parvenue en 1945 à obtenir un fonctionnement autonome dans la mesure où les nominations n'étaient plus du ressort du gouvernement. Toutefois, elle restait financée uniquement par l'*Estado Novo* et a constamment témoigné de son soutien à la politique gouvernementale notamment dans la cadre de la lutte pour sauvegarder l'Empire. La quête d'un siège à part entière a été le symbole d'un tiraillement entre le désir d'individualiser l'académie dans le champ du savoir et son extrême dépendance à la volonté du régime autoritaire.

Les académiciens se sont appropriés l'espace accordé par le pouvoir. Ils ont rapidement développé un fonctionnement corporatiste, avec ses rites et son ordonnancement qu'il ne fallait pas perturber. Malgré un investissement très variable selon les académiciens, ses membres étaient surtout composés d'historiens accommodés et leur production historiographique a été caractérisée par l'édition de sources ou bien de travaux fortement liés à une histoire politique et événementielle. De plus, l'APH a été l'institution clé des différentes commémorations, durant lesquels le pouvoir démultipliait ses moyens financiers pour sceller sur le papier la grandeur de l'histoire du Portugal et de son Empire. Cependant, le financement erratique de l'institution a entravé ses ambitions pour devenir un haut lieu de l'histoire.

L'histoire de l'APH, effleurée ici reste encore à entreprendre de façon systématique par une étude monographique. Elle a été quelque peu négligée depuis le 25 avril 1974, portant la marque indélébile de son lien avec le pouvoir autoritaire<sup>130</sup>. Au contraire, l'Université, principal lieu de la pratique et de l'écriture de l'histoire, a suscité une abondante littérature.

---

<sup>130</sup> De nos jours, flâner dans ses couloirs transporte dans un autre temps. Bien que son siège actuel ne soit pas celui occupé à la fin de l'*Estado Novo*, dans la mesure où elle occupe maintenant le Palácio dos Lílases, les peintures des anciens présidents de l'Académie dans la salle d'honneur, le mobilier et les costumes des académiciens permettent de mesurer la volonté intacte d'incarner la fonction et de lui accorder un prestige. Signe de ce désintérêt constatable en France : j'ai été le premier à ouvrir les pages des *Anais* et de certains *Boletins* détenus depuis les années 1940 par la bibliothèque des études portugaises, brésiliennes et d'Afrique lusophone de la Sorbonne. Consultés en plein confinement, je remercie Madame Torrejon et son assistant Marco Passini pour leur amabilité et leur dévouement car en raison d'un problème en Sorbonne, j'ai dû consulter les documents assis sur un banc avec un couteau pour couper les pages encore liées.

## II) Profession : professeur. L'Université portugaise comme épice de la pratique historique

Contrairement aux académiciens de l'APH, les universitaires en exercice durant le régime autoritaire ont été bien plus étudiés par les historiennes et les historiens actifs depuis la démocratisation du Portugal. Davantage enclin à faire le portrait de leurs maîtres, qu'il fût positif ou négatif, les témoignages et les travaux étudiant leurs prédécesseurs ont été nombreux. Par extension, les différents pôles de l'Université portugaise ont été l'objet de plusieurs monographies, notamment dans le cadre des centennaires républicains<sup>131</sup>.

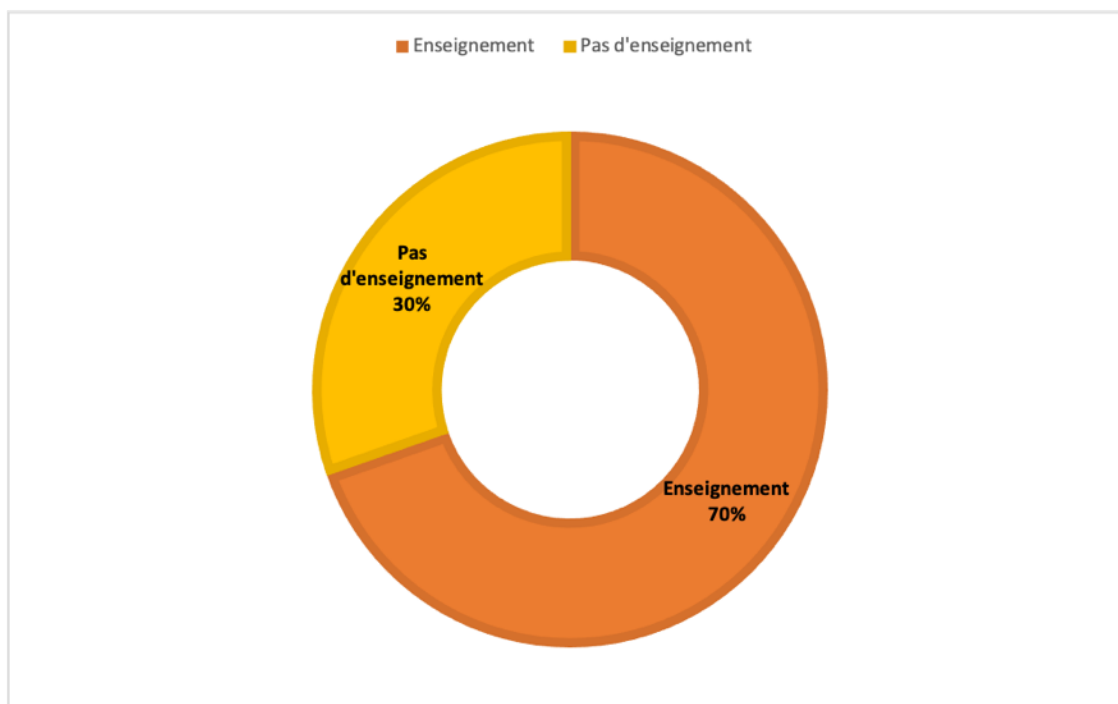


Figure 71 : diagramme des historiens accommodés ayant enseigné dans le supérieur public, sur l'ensemble de la période (n=135<sup>132</sup>).

<sup>131</sup> Dans le cadre des centennaires de la création des universités par la République, voir pour l'université de Lisbonne : Sérgio Campos MATOS, Jorge Ramos do Ó, *A Universidade de Lisboa nos Séculos XIX e XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, 2 volumes, et pour l'université de Porto : Francisco Miguel ARAÚJO, *Faculdade(s) de Letras do Porto (1919-1974), Da (re)criação à revolução*, Porto, Centro de Investigação Transdisciplinar Cultura, Espaço e Memória, 2019. Pour l'université de Coimbra, une étude de Luís Reis Torgal s'est focalisée sur une partie de la période autoritaire : voir Luís Reis TORGAL, *A Universidade e o Estado Novo, O caso de Coimbra 1926-1961*, Coimbra, Minerva, 1999. Il faut aussi ajouter les contributions de plusieurs masters comme Hugo Gonçalves DORES, *A História na Faculdade de Letras de Lisboa (1911-1930)*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, mémoire soutenu à la faculté de lettres de l'université de Lisbonne, 2008, mais aussi Tiago Alexandre Palaré Barros PINTO, *O Arquivo do Centro de História da FLUL, Memória institucional e catálogo (1954-1995)*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS et António Gil MATOS, mémoire soutenu à l'université de Lisbonne, 2012.

<sup>132</sup> Dans les graphiques de ce chapitre sont pris en compte les quatre historiens qui ont été à la fois en opposition et accommodés. Ils sont trois dans la génération républicaine (Francisco José Rocha Martins, Armando Cortesão, Luís de Montalvor) et un dans la génération Oliveira Salazar (Jorge Borges de Macedo). Deux ont enseigné (Armando Cortesão et Jorge Borges de Macedo) et deux autres non (Francisco José Rocha Martins et Luís de Montalvor).

L'enseignement dans le supérieur a été le métier le plus exercé par les historiens accommodés [Figure 71]. En effet, 70 % des historiens accommodés ont enseigné à l'Université ou bien dans un institut d'enseignement supérieur, que ce soit pour un contrat de courte durée ou bien pour y faire carrière. La pratique enseignante a donc été un marqueur professionnel fort au sein de cette catégorie. De même, si une personne ne présentait pas d'antinomie idéologique avec le régime, l'accès au supérieur était assez aisé.

Pour ceux<sup>133</sup> qui n'ont pas été enseignants, ils ont pu exercer un grand nombre de professions comme diplomates, journalistes, archivistes, bibliothécaires, professeurs dans le secondaire<sup>134</sup>. Ils avaient donc des professions très variées et un bon niveau de vie même s'il a parfois pu être perçu comme fragile à l'image d'Alfredo Pimenta qui confessait à António de Oliveira Salazar :

« Cher Monsieur, [...] L'année dernière, le journal *Diário de Notícias* m'a privé de 600 000 réis par mois. Je me suis endetté, mais j'ai pu m'en sortir grâce aux travaux supplémentaires qui m'ont été confiés : monographies historiques, mémoires pour le Congrès du monde portugais, etc. Maintenant, 500 000 de *Voz* ont disparu. Je me retrouve sans 1 100\$00<sup>135</sup> par mois – et c'est pour surmonter ce manque que je n'ai plus la force, parce que ce montant est au-delà de toutes mes possibilités. Frappant à la porte de mes 60 ans, ayant une vie de lutte et de travail persévérant et honnête comme peu d'autres – je ne me sens pas la force de résister, ni ne sais comment me sortir de cet embarras qui sera bientôt une catastrophe pour ma pauvre vie<sup>136</sup>... » [28 juin 1940]

Alfredo Pimenta se plaignait donc de difficultés financières en raison de sa situation professionnelle présentée comme précaire. Cependant, dans la mesure où il était archiviste dans le même temps, il semble qu'il y avait entre son ressenti et la réalité de sa situation économique un fossé. Elle était le signe d'un décalage avec le mode de vie d'autres personnes de son milieu social dont les professeurs universitaires qui étaient bien rémunérés et qu'il devait jalouser, estimant avoir autant de capital culturel qu'eux. En effet, dans la mesure où les historiens provenaient essentiellement de milieux favorisés, si un sentiment de déclassement pouvait être fondé, ils n'en restaient pas moins des personnes bien plus riches que l'essentiel de la

---

<sup>133</sup> Toutes les historiennes accommodées ont enseigné dans le supérieur.

<sup>134</sup> Voir la colonne « activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable » du tableau des historiennes et historiens situé en annexes.

<sup>135</sup> Dans cet extrait, Alfredo Pimenta mêle deux références monétaires portugaises ayant connu, comme António de Oliveira Salazar, un changement de devise. Le *real* était le nom de la monnaie à la fin de la Monarchie. Lors du passage à la République, le *real*, dont le nom était trop connoté à la royauté, a été remplacé par l'*escudo* dont le symbole était proche du dollar, mais avec deux barres. 1 *escudo* valait 1000 *réis*. En cumulant les deux premières sommes annoncées on obtient donc 1 100 000 réis soit la somme mentionnée de 1100 escudos.

<sup>136</sup> Lettre d'Alfredo Pimenta à António de Oliveira Salazar dans Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, pages 109 et 110.

population. Ne pas pouvoir assurer un train de vie à la hauteur de son rang social, réel ou fantasmé, frustrait Alfredo Pimenta.

Par ailleurs, la profession historique est devenue progressivement l'unique métier des historiens accommodés [Figure 72]. En effet, alors qu'au sein de la génération de la Monarchie et de celle de la République, seule la moitié des historiens accommodés enseignaient dans l'enseignement supérieur, une rupture s'amorce avec la génération de la transition autoritaire, liée à la réforme universitaire républicaine et à la possibilité de devenir professeur d'histoire au sein de l'Université<sup>137</sup>. Alors que les carrières s'ouvraient, le marché académique s'est mis à exister. La progression est constante pour les trois dernières générations et la totalité des historiennes et des historiens accommodés de la génération de la guerre coloniale ont enseigné dans le supérieur, signe d'une association entre le fait d'être perçu comme une ou un historien et la profession exercée de professeur. La profession d'enseignant a donc bien été, pour les historiens accommodés, le principal débouché professionnel. Dès lors, Il est question de se demander comment caractériser la profession d'universitaire dans le cadre autoritaire.

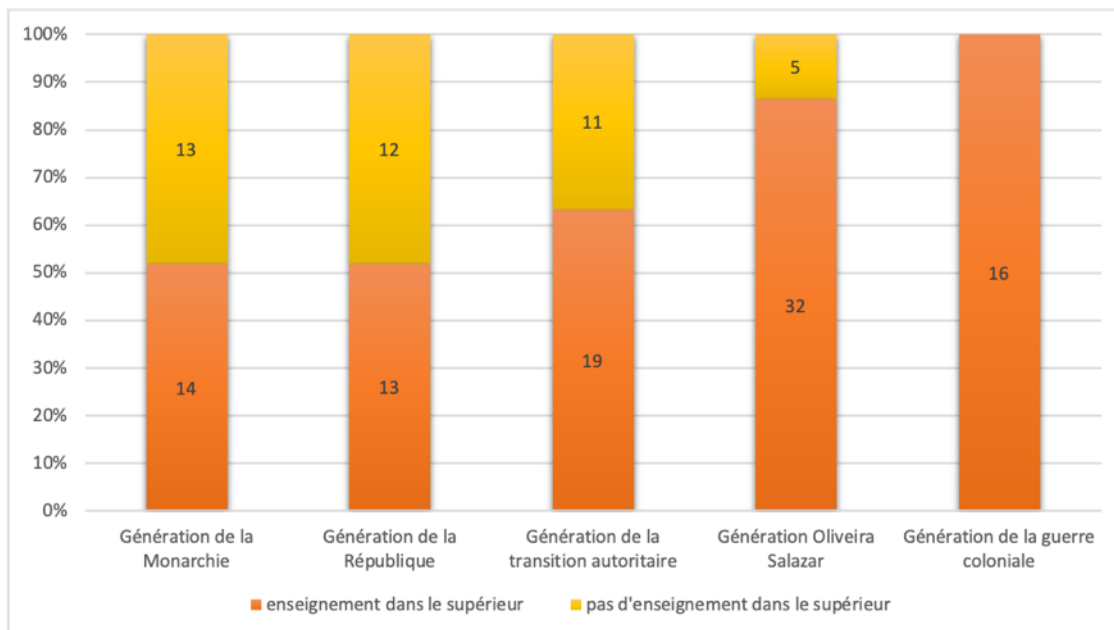


Figure 72 : nombre d'historiens accommodés ayant enseigné dans le supérieur public, par génération (n=135).

Tout d'abord, l'analyse entend montrer comment la fonction d'universitaire s'est exercée sous le regard du pouvoir dictatorial afin de déterminer les signes d'une ingérence étatique mais aussi d'une inertie propre au corps enseignant. Ensuite, les conditions de la pratique enseignante seront examinées afin de rendre compte du quotidien des universitaires durant le régime autoritaire.

<sup>137</sup> Voir le I)1) du chapitre 2.

## 1) Faire carrière sous l'œil du pouvoir

La façon dont le pouvoir autoritaire a pris le contrôle de l'Université portugaise a été présentée auparavant<sup>138</sup>. En ayant bien à l'esprit ce cadre contraignant, il est question ici de montrer comment la carrière des historiens accommodés s'est construite dans ce qui est devenu leur milieu de prédilection : l'Université portugaise. Elle a notamment suivi un *cursus honorum* bien précis, qui a quelque peu changé au cours du régime autoritaire, instaurant des relations hiérarchisées au sein d'un corps enseignant surveillé par le pouvoir et dont le fonctionnement révélait paradoxalement une volonté d'autonomie et une compromission évidente avec lui.

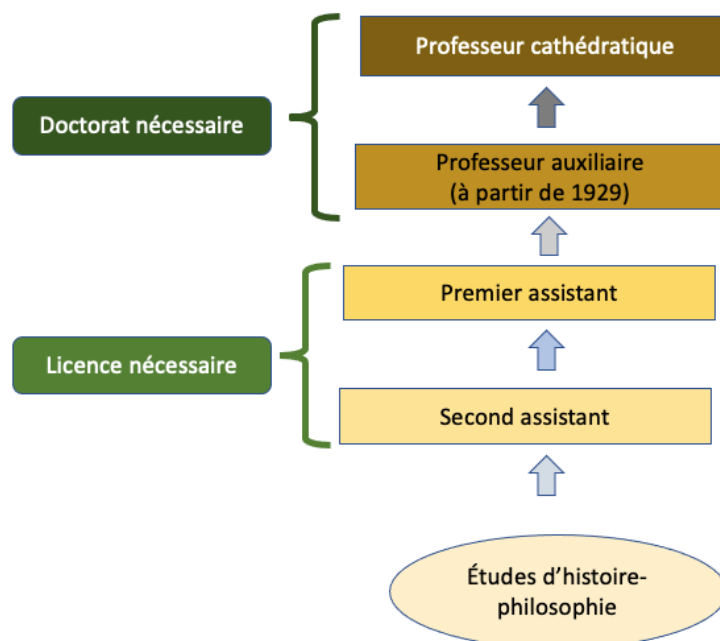


Figure 73 : cursus honorum au sein de l'Université de l'historien accommodé entre 1926-1941<sup>139</sup>.

Le déroulement de la carrière des universitaires portugais n'a que peu été modifié durant les premières années du régime autoritaire par rapport à celui forgé par la réforme républicaine, allant de postes temporaires à des postes pérennes<sup>140</sup> [Figure 73]. Seuls quelques changements

<sup>138</sup> Voir l'ensemble du I) du chapitre 1) tant pour la carte universitaire du pays que pour les mécanismes de contrôle des candidats aux postes universitaires.

<sup>139</sup> Ce graphique ne mentionne pas la situation en vigueur entre 1926 à 1930 pour les études car le cursus suivi par les étudiantes et les étudiants était celui d'histoire-géographie. De même, les assistants ne devaient plus obligatoirement avoir le titre de docteur pour être recrutés et pouvaient donc détenir uniquement une licence à partir de la réforme universitaire du 2 octobre 1926 (chapitre IV, article 64). La mesure s'est donc rapidement appliquée après le coup d'État du 28 mai 1926.

<sup>140</sup> Voir le I)1) du chapitre 2.

ponctuels sont intervenus. Ainsi, quelques semaines après le coup d'État du 28 mai 1926, l'un des premiers gouvernements de la Dictature militaire a pris la décision d'homogénéiser les différents titres en vigueur au sein des différentes universités<sup>141</sup>. Si les assistants, premier niveau de l'enseignement supérieur, restaient désignés de la sorte, un décret a notamment changé les titres des professeurs titulaires sans modifier leurs attributions : les « professeurs ordinaires » en vigueur durant la République redevaient des professeurs cathédraux<sup>142</sup>. Une réforme en 1929 a créé le titre de professeur auxiliaire, intermédiaire entre les assistants professeurs cathédraux, où l'obtention d'un doctorat était nécessaire tout comme le passage d'un concours public, à l'image des postes d'assistants et de cathédraux<sup>143</sup>.

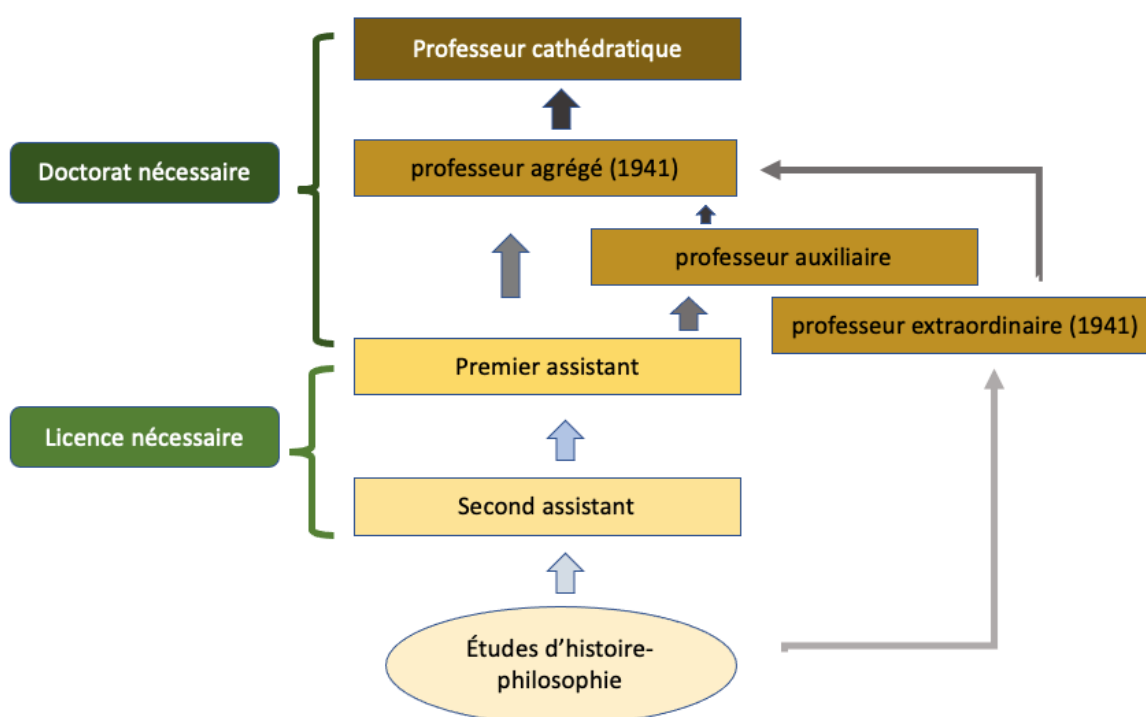


Figure 74 : cursus honorum au sein de l'Université entre 1941 et 1974<sup>144</sup>.

<sup>141</sup> Comme précisé dans le préambule du décret-loi, quant « au professeur, à son recrutement et à son accès, de lui et de ses assistants, il règne la plus grande discordance, qui va jusqu'à la controposition et à l'opposition flagrante » entre les universités. Les auteurs prenaient en point de comparaison, les universités allemandes « taillées par un moule commun et caractéristique ».

<sup>142</sup> Défini dans l'article 45 du décret n°12 426 du 2 octobre 1926. Par ailleurs, le titre de cathédraux reprenait « la désignation traditionnelle » de la période de la Monarchie, comme stipulé dans le préambule du même décret.

<sup>143</sup> Voir l'article 8 du décret n°16 623 du 18 mars 1929 qui remplace l'article 45 du décret n° 12 426 du 2 octobre 1926 : « L'enseignement est administré dans les Université par des professeurs cathédraux, des professeurs auxiliaires, assistants, professeurs pratiques de langues vivantes, professeurs engagés et professeurs et assistants libres ». Les dispositions précisant le recrutement des professeurs auxiliaires étaient définies dans l'article 15.

<sup>144</sup> Ce graphique ne mentionne pas le changement intervenu en 1957, lorsque l'histoire est devenue un cursus autonome jusqu'à la révolution des Œillets (voir le I)1) du chapitre 2).



À partir de 1941, de nombreux titres intermédiaires ont existé [Figure 74]. Le titre de « professeur agrégé » est devenu nécessaire quel que soit le statut pour devenir professeur cathédral. De plus, un autre titre intermédiaire s'est ajouté à celui de « professeur auxiliaire » soit celui de « professeur extraordinaire ». Les professeurs extraordinaires pouvaient aussi bien être titulaires d'une licence ou bien d'un doctorat<sup>145</sup>. Les professeurs extraordinaires et les professeurs auxiliaires étaient des titres intermédiaires, temporaires mais qui pouvaient être renouvelés sans limite au contraire des postes d'assistants. Enfin, alors que de 1926 à 1942, tous les enseignants des assistants aux cathédrales devaient passer un concours public, à partir de 1942, les seconds et premiers assistants ont été désignés directement par les universités, sur proposition des professeurs cathédrales en exercice au conseil de la faculté et après validation par le gouvernement<sup>146</sup>. Cette procédure de recrutement a donc fortement encouragé le localisme au sein des différentes universités et a accru le pouvoir des professeurs cathédrales sur les assistants. En effet, leur nomination et le renouvellement de leur contrat étaient du ressort des cathédrales. Par ailleurs à partir de 1942, l'obtention du titre de docteur permettait de passer automatiquement de second assistant à premier assistant<sup>147</sup>.

La carrière des historiennes et historiens intégrant l'Université durant le régime autoritaire suivait, si elle ne rencontrait pas de contretemps, un cursus jalonné par différentes étapes, gravies progressivement allant idéalement des études d'histoire<sup>148</sup> au titre de professeur cathédral. Elle pouvait être assez rapide à l'image de celle de Jorge Borges de Macedo qui a été second assistant entre le 6 février 1958 et le 5 février 1964 ; premier assistant entre le 6 juillet 1964 et le 19 janvier 1968 puis professeur cathédral à partir du 20 janvier 1968<sup>149</sup>. Il n'a donc pas eu au cours de sa carrière de postes intermédiaires mais il faut cependant préciser que ses deux postes d'assistants étaient « au-delà du cadre » (*além do quadro*) c'est-à-dire qu'ils

---

<sup>145</sup> Voir João Paulo Avelãs NUNES, *A História Económica e Social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : O historicismo neo-metódico : ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995, p. 241.

<sup>146</sup> Voir l'article 1<sup>er</sup> du décret-loi n° 31 932 du 20 mars 1942 : « Les assistants des établissements de l'enseignement supérieur sont recrutés indépendamment des concours d'épreuves publiques et exercent les respectives fonctions selon un contrat d'après les termes de l'article 6 du décret-loi n°31 658 ».

<sup>147</sup> Article 2 du même décret. Jorge Borges de Macedo a ainsi été nommé premier-assistant quelques jours après avoir obtenu son titre de docteur comme le montre une lettre du rectorat envoyée au ministère le 15 juin 1964 où il est mentionné que le Conseil scolaire de la FLUL a proposé le 9 juin 1964 son passage au titre de premier-assistant (Archives du rectorat de l'université de Lisbonne, dossier Jorge Borges de Macedo I (n° 10 292)). Une situation analogue a été constatée dans le dossier d'Avelino de Jesus da Costa, passé premier assistant le 11 janvier 1961 soit quelques temps après son doctorat présenté à la fin de l'année 1960 (Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 46 : Avelino de Jesus da Costa).

<sup>148</sup> Comme montré dans le II) du chapitre 2, les études en histoire ne sont devenues majoritaires que sur la toute fin de la période autoritaire.

<sup>149</sup> Archives du rectorat de l'université de Lisbonne, dossier Jorge Borges de Macedo I (n° 10 292), « note biographique » non numérotée. Il faut préciser que son poste de professeur cathédral est intitulé « nomination provisoire », en raison de son exclusion du corps enseignant à la suite du 25 avril 1974.

n'étaient pas prévus dans l'organisation interne de l'Université. Toutefois, du fait des très faibles changements organisationnels des universités, beaucoup de professeurs ont été recrutés de la sorte et la multiplication des postes intermédiaires a été le signe de la faible volonté de la part du pouvoir autoritaire de créer des postes pérennes. La solution choisie a donc été de multiplier les postes précaires ou renouvelables afin d'assurer l'enseignement aux étudiantes et étudiants sans pour autant renforcer le corps des enseignants titulaires.

La carrière de Salvador Dias Arnaut nous permet de rendre compte de la progression d'une carrière universitaire, moins rapide que celle de Jorge Borges de Macedo à l'université de Lisbonne<sup>150</sup>. Salvador Dias Arnaut, historien de la génération Oliveira Salazar, a eu un parcours centré sur l'université de Coimbra. Né en 1913 dans le district de Coimbra, il a d'abord suivi un cursus en médecine et a été médecin à partir de 1940 mais, parallèlement, il a commencé des études d'histoire-philosophie<sup>151</sup>. Il a terminé sa licence avec une thèse sur la Bataille de Trancoso en 1947<sup>152</sup>. Le 22 janvier 1952, un document de la FLUC mentionnait qu'il « réunit toutes les conditions » pour être nommé second assistant au-delà du cadre, ce qui se produit le 8 février 1952<sup>153</sup>. Nommé après 1942, il a donc été désigné par un professeur mais le nom de la personne qui l'a indiqué pour occuper le poste n'apparaît pas. Toutefois, il paraît s'agir de Damião Peres, Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão ou bien Manuel Lopes de Almeida car les professeurs cathédriques étaient peu nombreux. Le salaire d'un second assistant, tout comme celui de premier assistant, était de 4500\$00 soit l'équivalent de 2000 euros de 2021<sup>154</sup>. Il s'agissait donc pour le niveau de vie portugais, d'un bon salaire. Il devait fournir avec son premier contrat un extrait de casier judiciaire et passer une visite médicale dont un dépistage de la tuberculose effectué le 8 février 1852. En plus, chaque année de renouvellement de son contrat, durant le mois de juillet, il a dû signer la déclaration de rejet du communisme et

---

<sup>150</sup> À la fois, le parcours de Jorge Borges de Macedo n'a pas été aussi automatique que cela dans la mesure où durant la décennie 1940, étant un opposant, il a attendu plusieurs années après avoir terminé sa licence d'histoire-philosophie avant d'intégrer l'enseignement supérieur.

<sup>151</sup> Margarida Sobral NETO, « Salvador Dias Arnaut », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>152</sup> L'œuvre est étudiée dans le II)1) du chapitre 5.

<sup>153</sup> Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 14 : Salvador Dias Arnaut. Toutes les informations de la carrière de Salvador Dias Arnaut sont issues de ce dossier. Précisons que quand il a commencé sa carrière, il a, au tout début, continué de donner des cours dans une école d'infirmière de Coimbra comme en témoigne une demande faite en ce sens dans son dossier. Il a donc gardé pour quelques temps un lien avec la médecine avant de se consacrer uniquement à l'histoire.

<sup>154</sup> D'après l'outil disponible sur <https://www.pordata.pt/en/Portugal>, pour l'année 1960. L'outil ne permet pas de remonter davantage dans le temps avant cette date. Toutefois, la valeur devait être assez proche de ce montant. L'escudo a surtout perdu de sa valeur durant la décennie 1960, à cause de la guerre coloniale. Par exemple le même salaire en 1974 ne valait plus que 642 euros actuels. Quand il a été recruté en 1952, on peut supposer qu'au maximum il équivalait à une somme entre 2100 et 2200 euros actuels.

de non appartenance à une association secrète – soit la franc-maçonnerie<sup>155</sup>. Après plusieurs années d’enseignement, il a obtenu son doctorat avec la note de 19/20. Dès lors, le 21 décembre 1960, la FLUL a proposé au rectorat de le nommer en tant que premier assistant au-delà du cadre. Le 26 décembre 1960, il a signé une nouvelle fois la déclaration de rejet du communisme et de non appartenance à la franc-maçonnerie comme il obtenait un nouveau poste. Chaque nouvelle étape dans la carrière nécessitait la renouvellement de la lettre de rejet du communisme, y compris en cours d’année. Un contrat a été passé avec l’université de Coimbra le 6 janvier 1961 puis le ministère a validé par décret sa nomination le 24 janvier 1961. Comme précisé, le salaire restait le même. Le 5 mai 1968, il a été nommé professeur extraordinaire, mais la déclaration de rejet du communisme n’est pas présente dans le dossier<sup>156</sup>. Après le départ à la retraite de Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão, il a passé le concours pour devenir cathédrique et sa candidature a été acceptée. Son dossier a alors suivi la navette habituelle allant de la faculté de lettres au rectorat puis au ministère entre le 4 février 1971 et le 16 mars 1971, date où le ministère a accepté sa nomination. Après deux années de stage, son poste a été reconnu comme fixe le 28 mars 1973, à l’âge de soixante ans. Son salaire était alors de 14 950\$00 escudos soit l’équivalent de 3970 euros actuels.

Que retenir de ce parcours ? La carrière de professeur de Salvador Dias Arnaut a été assez lente par rapport à celle de Jorge Borges de Macedo qui a mis dix ans pour devenir cathédrique alors qu’il a fallu presque le double pour l’universitaire de Coimbra. Il a été près de seize années assistant et durant toutes ces années la surveillance du pouvoir a été constante. Elle était certes pour lui une formalité, n’ayant jamais été proche de l’opposition mais tous les fonctionnaires devaient se plier aux mêmes règles. Il a donc dû signer au moins seize fois la même déclaration de rejet du communisme et de non appartenance à la franc-maçonnerie. Chaque été, le même document était signé et inséré dans le dossier des enseignants : sur un papier bleu selon le format utilisé dans l’administration de la période autoritaire, la déclaration manuscrite devait comporter une signature, une reconnaissance de signature réalisée par un

---

<sup>155</sup> À chaque étape, les candidats doivent signer la déclaration de rejet du communisme mais aussi celle de non appartenance à une société secrète comme c’est le cas pour Avelino de Jesus da Costa qui le 19 février 1952 signe une feuille en deux exemplaires avec un timbre fiscal « Monsieur Avelino de Jesus da Costa, a déclaré, sur son honneur ne pas appartenir et qu’il n’a jamais appartenu à une association ou institution secrète définie dans l’article 2 de la loi n°1901 » (Archives de l’université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 46 : Avelino de Jesus da Costa). Comme cet historien est né en 1908 et que la loi est entrée en vigueur en 1935, il avait déjà un certain âge et aurait pu avoir appartenu à une loge maçonnique, ce qui explique la nécessité de la déclaration aux yeux du pouvoir.

<sup>156</sup> Il a dû y avoir une omission dans le dossier car dans le cas de Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão, se trouve la déclaration de rejet du communisme pour l’obtention du titre de professeur extraordinaire le 28 janvier 1942 (Archives de l’université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 24 : Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão).

fonctionnaire de l'université ainsi qu'un timbre fiscal. Entre l'envoi de la demande formulée par le rectorat et la validation opérée par le ministère, les dossiers passaient par la police politique afin de vérifier la probité du candidat. Il s'agissait de la même procédure administrative et policière qui se produisait à chaque renouvellement de contrat. L'accélération de sa fin de carrière a été facilitée par le départ à la retraite de deux professeurs cathédriques Manuel Lopes de Almeida puis Mário dos Remédios de Sousa Brandão car les deux historiens sont nés la même année, en 1900<sup>157</sup>. Enfin, le salaire des professeurs universitaires n'était pas négligeable. Pourtant, certains professeurs au début de la période se plaignaient de son faible niveau comme l'a noté Cristina Faria :

« Les salaires des enseignants de l'enseignement supérieur ont toujours été la cible des critiques de la plupart des intéressés et des détracteurs du système éducatif, qui voient dans la faible rémunération des enseignants l'une des causes des conditions inférieures dans lesquelles se développe l'enseignement "les obligeant à chercher dans d'autres lieux et d'autres occupations de leur intelligence, l'équilibre de leur budget"<sup>158</sup>. »

Toutefois, il me semble qu'à l'image des récriminations d'Alfredo Pimenta, il s'agissait avant tout d'une inadéquation entre le niveau social des personnes qui parvenaient à devenir enseignant dans le supérieur et les autres personnes de leurs milieux qui devaient avoir des salaires ou bien des revenus bien plus importants. En effet, les salaires d'assistants et surtout de cathédriques étaient très élevés par rapport au reste de la population<sup>159</sup>. Enfin, le statut social acquis à la fin de la carrière, conforté par les nombreux titres universitaires, en faisait des personnes perçues comme socialement élevées et respectées par le reste de la société<sup>160</sup>.

Si l'on fait abstraction de l'action du pouvoir autoritaire et que l'on suppose l'autonomie du champ du savoir et plus spécifiquement du champ universitaire, les enseignants du supérieur formaient un corps régit par différents de statuts. Quelles étaient les relations à l'intérieur du corps enseignant ? João Pedro Miller Guerra, un professeur de médecine de l'université de Lisbonne et député affilié à l'aile libérale du parti unique pendant la période marcelliste a décrit l'Université comme extrêmement hiérarchisée dans un livre intitulé *Les Universités*

---

<sup>157</sup> Signalons que l'historien Avelino de Jesus da Costa a connu une carrière presque parallèle à Salvador Dias Arnaut, entrant en fonction comme second assistant en 1952, devenant premier assistant en 1961, professeur extraordinaire en 1968 puis professeur cathédrique en janvier 1971 (Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 46 : Avelino de Jesus da Costa).

<sup>158</sup> Pour la citation, il s'agit d'un article du n° 142 de *Seara Nova*, 20/12/1928, écrit par Luís Simões Raposo « Reflexões sobre a Universidade de Évora (VI) » et pour l'ensemble de la citation : Cristina FARIA, *As Lutas Estudantis contra a Ditadura Militar (1926-1932)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2000, p.65.

<sup>159</sup> Par ailleurs, ils sont toujours actuellement à un niveau très élevé par rapport au salaire minimum portugais.

<sup>160</sup> À l'image des titres encore fortement ancrés dans les usages comme l'utilisation de « Professeur Docteur » pour désigner un cathédrique ou même « Professeur/Professeure » pour l'ensemble des personnels d'éducation.

*traditionnelles et la société moderne*<sup>161</sup>. Il a affirmé ses positions au cours des débats parlementaires au sujet de la création de nouvelles universités. Un article de la *República* en rend compte :

« Pour Miller Guerra, “l’organisation institutionnelle de nos universités, latino-napoléonienne et coïmbrienne (n. : *coimbrã*, relative à l’université de Coimbra par métonymie), unilatérale, rigide, dominée par la bureaucratie et les chaires à vie, ne tirerait pas grand bénéfice de l’autonomie, si ce n’est d’être plus facilement enfermée dans les murs des privilèges et des avantages”. Il est facile de découvrir dans l’Université, à côté des bavardages conservateurs et réactionnaires, fanatiquement attachés aux ombres du passé, une aile progressiste avec une ardente volonté de renouvellement<sup>162</sup> ». [20 avril 1971]

L’article tiré du journal réunissant toutes les formes d’opposition au pouvoir s’appuyait sur la vision modérée d’un député du parti unique afin de mettre en évidence les problèmes organisationnelles de l’université. Elle était accusée d’être trop structurée sur des modèles anciens. Il est intéressant de voir comment le modèle centralisé français était rattaché à la figure napoléonienne comme symbole de la verticalité. Par ailleurs, à la même époque en France, l’université de Paris était divisée en plusieurs pôles et de nombreuses universités ont suivi la voie. La tendance était donc à la fin de la concentration et le député portugais entendait suivre la dynamique amorcée à l’étranger. La rigide structuration de l’Université portugaise a engendré des tensions au sein du corps professoral qu’on peut analyser en reprenant les catégories d’analyse développées par Pierre Bourdieu :

« Un de ces invariants est en particulier la lutte que se livrent les acteurs du champ, de tout champ pour l’appropriation du capital spécifique au champ (lutte de pouvoir) mais aussi pour la définition des enjeux légitimes du champ, ce que Bourdieu appelle parfois la “table des valeurs” du champ (lutte de légitimité), les deux types de lutte étant liés entre eux. Pour Bourdieu donc, “dans tout champ, on trouvera une lutte”. C’est pourquoi le sociologue utilise souvent l’expression “champ de forces” – parfois au sens métaphorique de champ de forces électromagnétiques –, pour caractériser le mode de fonctionnement des champs. C’est de l’analyse de ces rapports de force entre agents au sein du champ que l’on peut déduire la manière dont les champs se structurent<sup>163</sup>. »

Partant, les luttes entre les professeurs cathédriques au sein des universités ont été l’illustration des tensions internes existant au sein du champ des professeurs. Joaquim Veríssimo Serrão a ainsi insisté sur les tensions entre les deux professeurs cathédriques de l’université de

---

<sup>161</sup> João Pedro Miller GUERRA, *As Universidades tradicionais e a sociedade moderna*, Lisbonne, Moraes Editores, 1970.

<sup>162</sup> Archives du CD25A, Coupures de presses « censure », article du journal *República*.

<sup>163</sup> Pierre MOUNIER, *Pierre Bourdieu, une introduction*, Paris, Pocket, 2001, pages 57 et 58.

Lisbonne quand il a commencé à exercer en tant qu'assistant à l'université de Lisbonne soit au début de 1961<sup>164</sup> :

« Entre les deux professeurs d'histoire, les relations étaient très tendues, tant au niveau personnel qu'au niveau de l'enseignement, ce qui se reflétait nécessairement dans le groupe des assistants et des étudiants des deux branches spécifiques de l'histoire. Je me souviens aujourd'hui, sans aucune amertume, que la professeure Virgínia Rau, sans consulter son collègue du département, m'a convoqué un jour dans le séminaire sous sa direction. Elle voulait que je m'occupasse de la bibliographie historique sur les Découvertes devant les enseignants et les étudiants de la 5<sup>e</sup> année. Ayant obtenu l'accord de mon professeur, je me suis rendu au Centre d'études historiques où j'ai traité le sujet proposé pendant une heure. Et il semble que je n'ai pas mal agi du tout, car on ne m'a plus jamais imposé ce genre de choses<sup>165</sup>. »

Le portrait que Joaquim Veríssimo Serrão a fait de ces deux professeurs est rétrospectif car l'extrait cité provient de l'éloge du professeur Jorge Borges de Macedo, datant de 2004. Au moment des faits narrés, il était premier assistant de Manuel Heleno, qui dirigeait à ce moment la FLUL. Les tensions entre les cathédriques semblaient donc se situer sur différents plans. Virgínia Rau était la seule cathédrique de l'ensemble de l'Université portugaise à s'inscrire dans le courant de l'histoire économique et sociale au début des années 1960. Toutefois les tensions ont pu être davantage d'ordre personnel que du domaine intellectuel. D'une part, comme Manuel Heleno dirigeait la FLUL, il est possible de supposer qu'il disposait d'un ascendant hiérarchique. Sans pouvoir percevoir ici des tensions de genre, l'historienne et l'historien appartenaient certes à la génération de la transition autoritaire mais ils avaient un écart d'âge important. Manuel Heleno fait partie des plus âgés de la cohorte, étant né en 1894, alors que Virgínia Rau, née en 1907, fait partie des plus jeunes. De plus, Virgínia Rau avait été l'assistante de Manuel Heleno dans les années 1940 et elle avait été surchargée par le travail que Manuel Heleno ne faisait pas : « Le peu d'investissement de Manuel Heleno était notoire dans ces tâches et la coordination, comme l'exigeait sa condition de cathédrique des différentes disciplines<sup>166</sup> ». Ainsi, il est possible qu'elle ait conservé une rancœur de ces années où elle avait dû faire le travail de Manuel Heleno. Parvenue au même grade que Manuel Heleno, elle devait chercher à s'affirmer et les tensions retombaient à nouveau sur les assistants. De surcroît, comme l'a remarqué José Mattoso durant son entretien, elle a connu une situation inverse avec

---

<sup>164</sup> L'œuvre des deux historiens sont analysées dans le chapitre 5 (voir le I)1) pour Manuel Heleno et le II)1) pour Virgínia Rau).

<sup>165</sup> *Elogio do Professor Doutor Jorge Borges de Macedo (1921-1996)*, Lisbonne, Academia Portuguesa de História, 2004, p. 130.

<sup>166</sup> Ana Ávila de MELO, João Luís CARDOSO, « Virgínia Rau. Uma medievalista na pré-história », dans *Estudos Arqueológicos de Oeiras*, n° 21, Oeiras, Câmara Municipal, 2014, pp. 511-546.

Jorge Borges de Macedo au tout début des années 1970, lorsque José Mattoso est devenu professeur auxiliaire en 1971<sup>167</sup> :

« Au Portugal, c'est Virgínia Rau qui m'a invité à donner des cours à l'Université. À cette époque, elle était déjà un peu marginalisée par le régime. La direction de l'Histoire était passée aux mains de Borges de Macedo. Je suis entré à la Faculté, quand les deux étaient en pleine lutte. Elle est morte peu après et Borges de Macedo est resté à la tête du département d'Histoire<sup>168</sup>. »

Alors que Virgínia Rau avait proposé au Conseil scolaire de recruter Jorge Borges de Macedo en 1957 comme second assistant, elle s'est vite trouvée en concurrence avec celui qu'elle avait invité. Les deux professaient une histoire économique et sociale et donc les tensions n'étaient pas tant d'ordre méthodologique mais Virgínia Rau était davantage centrée sur la période médiévale alors que Jorge Borges de Macedo plutôt sur la période moderne. Les rivalités entre cathédriques au sein d'une même université pouvaient donc être fortes.

Ensuite, les relations à l'intérieur du champ étaient marquées par des relations de domination entre les professeurs cathédriques et les assistants. En raison de la hiérarchie interne à l'Université, il était possible de distinguer, avec Alf Lüdtke :

« *En face* des dominants il y a en effet des dominés – les dominants se constituent en définissant les dominés et en disposant d'eux. Néanmoins, les dominants peuvent être pris dans des relations de dépendance. Et les dominés, de leur côté, ne sont pas seulement les destinataires passifs des mouvements des dominants. Ce qui saute aux yeux, ce sont surtout les inégalités et les contradictions *entre* dominants ainsi qu'*entre* dominés<sup>169</sup> ».

Ainsi, les cathédriques agissaient en dominants et les assistants étaient dominés mais il y avait tout un jeu de pouvoir qui pouvait se produire, où le fait de surcharger les assistants étaient aussi un moyen de les rendre vitaux et les cathédriques en étaient quelque peu redevables en les soutenant au fur et à mesure de leur carrière. De plus, les cathédriques étaient aussi épiés à la fois par le rectorat et par la police politique et il est possible d'imaginer que le pouvoir autoritaire aurait pu être contrarié de voir des mauvais recrutements se produire, exerçant une pression non directe mais insidieuse sur les cathédriques. Par exemple, c'est ce qu'il a dû se passer lors du recrutement de Vitorino Magalhães Godinho au tout début des années 1940. Invité par Manuel Heleno en tant que professeur extraordinaire, l'expérience a mal tourné face

---

<sup>167</sup> Il est par ailleurs intéressant de constater que José Mattoso n'a été ni second assistant ni premier assistant. Dans la mesure où il était docteur de l'université de Louvain, il a directement obtenu un poste considéré comme intermédiaire. Sa situation est une nouvelle fois le signe du pouvoir des professeurs cathédriques (Bernardo Vasconcelos e SOUSA, « José Mattoso », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>168</sup> Entretien avec José Mattoso, p. 4.

<sup>169</sup> Alf LÜDTKE, « La domination comme pratique sociale », dans *Sociétés contemporaines*, traduit par Alexandra OESER avec la collaboration de Fabien JOBARD, n° 99-100, 2015/3, pp. 17-63.

à la multiplication de plaintes contre le jeune professeur<sup>170</sup>. Les cathédraux du Conseil scolaire de la FLUL craignaient que l'affaire ne s'ébruitât trop et ils ont dû prendre la résolution d'engager une procédure contre lui, malgré un vote défavorable de Manuel Heleno<sup>171</sup>.

Cependant, les assistants étaient bien les dominés de l'Université. Ils devaient s'occuper des charges de cours déterminés par les professeurs cathédraux dans leur contrat mais ces derniers pouvaient aussi se décharger de certaines de leurs charges de cours pour remplir d'autres fonctions. Par exemple Salvador Dias Arnaut a été recruté pour son premier contrat de second assistant afin de donner deux cours « histoire du Portugal » et « histoire moderne et contemporaine ». Rapidement il a dû remplacer Manuel Lopes de Almeida dans son cours de « cours théorique d'histoire du Portugal » en août 1952, puis Damião Peres pour « Histoire des Découvertes » en janvier 1953 puis en décembre 1953, toujours pour Damião Peres, « Histoire des Découvertes » et « Colonisation portugaise ». Il est possible d'imaginer la surcharge de cours en pensant aux cursus qui étaient assez fréquentés. En somme comme l'a rapporté l'historien en opposition António Henrique de Oliveira Marques lorsqu'il a enseigné à l'université de Lisbonne :

« Mais en dehors des cours, de la présidence des jurys et des directions de thèse, le doctorat nous accordait peu d'autonomie. Les docteurs conservaient la dénomination d'"assistants" – premiers assistants – et tout le pouvoir et la capacité de décision restaient entre les mains des cathédraux. Ce sont eux qui administraient la Faculté, composaient le Conseil scolaire et qui élistaient leurs proches comme secrétaires. Le directeur était, bien sûr, l'un d'entre eux, mais à la suite d'une nomination gouvernementale. Ce sont également eux qui distribuaient le service d'enseignement, selon leurs convenances et leurs caprices, souvent au détriment de l'intérêt scientifique. Lorsque les cathédraux étaient particulièrement autoritaires et jaloux de leurs prérogatives jusqu'à l'exagération, les titulaires du doctorat pouvaient subir des humiliations et des vexations supérieures même à celles des seconds assistants. Ce n'est qu'avec le statut de professeur extraordinaire, qui exige une nouvelle thèse et de nouveaux examens publics, que l'on pouvait entrer dans le personnel permanent et obtenir enfin une indépendance relative<sup>172</sup>. »

Son témoignage n'est certes pas celui d'un historien accommodé. Cependant, ayant été contraint à la démission pour avoir soutenu les étudiants en 1962, et comme il se souvenait de cette période plusieurs décennies plus tard, il pouvait parler sans craindre. S'il a aussi pu exagérer afin de noircir le portrait de ses anciens collègues de la période dictatoriale, ses propos nous

---

<sup>170</sup> L'incident est rapporté dans le I)1) du chapitre 6.

<sup>171</sup> José Manuel Guedes de SOUSA, « Vitorino Magalhães Godinho – História, ensino e investigação nos anos 40 », dans Sérgio Campos MATOS, Maria Isabel JOÃO (org.), *Historiografia e memórias (séculos XIX- XXI)*, Lisbonne, Centro de História da FLUL, 2012, pp. 341-262.

<sup>172</sup> António Henrique de Oliveira MARQUES, « A Universidade do Estado Novo, Memórias de um percurso universitário (1950-1964) », dans *Congresso História da Universidade 7º Centenário, Universidades(s), História, memória, perspectivas*, Coimbra, Comissão organizadora do Congresso « História da Universidade », 1991, vol 5, pp. 431-442.



permettent de saisir le pouvoir détenu par les cathédraux sur les assistants, qu'ils fussent des seconds ou bien des premiers assistants. Le titre universitaire de docteur ne modifiait aucunement leur position dans la hiérarchie universitaire et ils restaient soumis aux cathédraux qui agissaient selon leur guise.

De même, les tensions et les luttes pouvaient être fortes lorsque des postes de cathédraux devenaient vacants ou étaient créés. Ainsi, Joaquim Veríssimo Serrão a décrit la situation à la suite du départ de Manuel Heleno et d'un autre professeur cathédral :

« L'année suivante (c'est-à-dire en 1965), alors que le professeur Manuel Heleno était déjà à la retraite, j'ai passé l'examen de professeur extraordinaire, ce qui m'a garanti le droit au titre de professeur agrégé. Entretemps, le professeur Borges de Macedo et le défunt collègue, le professeur Fernando de Almeida, qui faisait partie du groupe d'enseignants du professeur Manuel Heleno, ont également participé aux examens d'agrégation en 1966. Une situation quelque peu complexe s'est ainsi créée, puisqu'il y avait trois candidats pour deux postes vacants de professeur titulaire, même si j'étais plus âgé dans l'obtention du doctorat et dans le concours de professeur extraordinaire. [...] En renonçant à obtenir la chaire, j'ai laissé la voie libre aux deux collègues enseignants, dont l'un, le professeur Fernando de Almeida, était à six ans de sa retraite. Il n'y a eu aucune explication entre les trois collègues, même si je savais que les professeurs Borges de Macedo et Fernando de Almeida m'étaient reconnaissants pour le sacrifice que j'avais fait et pour ce qu'il représentait sur le plan personnel<sup>173</sup> »

Le départ de Joaquim Veríssimo Serrão à la direction du Centre culturel de la Fondation Calouste Gulbenkian a donc permis aux deux autres candidats de l'université d'obtenir les postes de cathédraux. S'il présentait l'image quelque peu idéalisée d'une université sans tensions directes entre jeunes pairs grâce à son sens du sacrifice, la situation induisait dans le même temps les nombreuses luttes qui devaient exister au sein des assistants et professeurs extraordinaires pour parvenir, après l'obtention du titre de professeur agrégé à un poste de cathédral. De plus, les années 1960 ont été une période de fermeture du marché académique, guerre coloniale oblige, ce qui a contribué à un engorgement en raison du nombre croissant de candidats. La façon dont Joaquim Veríssimo Serrão présentait les faits montre aussi l'importance du localisme. En effet, il lui semblait presque logique que les enseignants en exercice au sein de l'université de Lisbonne eussent les postes alors que les concours étaient publics et donc des candidats de l'université de Coimbra ou bien de Porto pouvaient candidater.

Au sein du champ universitaire, les tensions entre les universités pouvaient être vives et les réactions de corps se faire à l'échelle d'une université. José Mattoso en a parlé lors de son entretien. Comme il avait fait ses études à Louvain, il n'avait pas d'attache avec l'une des

---

<sup>173</sup> *Elogio do Professor Doutor Jorge Borges de Macedo (1921-1996)*, Lisbonne, Academia Portuguesa de História, 2004, pages 130 et 131.

universités portugaises. Si finalement, Virgínia Rau l'a invité à prendre un poste de professeur auxiliaire, il aurait aussi pu intégrer l'université de Coimbra :

« J'avais des contacts avec les enseignants de Coimbra. Particulièrement Torquato Soares. Je ne sais pas si cela vous intéresse beaucoup mais Torquato Soares avait beaucoup de considération pour moi – même s'il n'était pas d'accord avec mes idées – et il m'a proposé un poste d'assistant à l'Université de Coimbra. Mais j'avais publié à cette époque une recension critique sur un livre de Salvador Dias Arnaut, qui était sa thèse de doctorat et qui traitait de la crise de 1383. Cette critique a été considérée comme insultante par l'Université de Coimbra et donc la proposition de Torquato Soares a été rejetée<sup>174</sup> ».

Ainsi, le pouvoir d'un professeur cathédrique avait ses limites et la réaction corporatiste de l'université de Coimbra en soutien à son professeur critiqué sur le plan scientifique a engendré un blocage temporaire de la carrière universitaire de José Mattoso.

Toutefois, de nombreux éléments permettent aussi de montrer que le champ des historiens universitaires pouvait se traduire par une solidarité et une bonne entente. Tout n'était pas luttes et tensions au sein de l'Université et comme l'a remarqué Julien Gargani : « Le "marché" et la compétition permanente sont commodes pour décrire la production et la diffusion des énoncés scientifiques et de certaines pratiques entre les scientifiques. Néanmoins, il ne s'agit que d'un modèle : cela ne permet pas de décrire l'intégralité de ce qu'il se passe<sup>175</sup> ». Par exemple, la recréation de la FLUP a été perçue comme un événement louable dans les trois universités. Ainsi, en plus de la présence du ministre de l'Éducation, l'historien Manuel Lopes de Almeida, celle du recteur de l'université de Coimbra était tout un symbole, une « réconciliation, [...] la présence de Braga da Cruz montrait clairement que tout cela était du passé<sup>176</sup> ». En effet, la création de la FLUP en 1919 avait particulièrement compliqué les rapports entre la FLUP et la FLUC<sup>177</sup>. La présence du recteur de l'université de Coimbra scellait donc la fin des tensions républicaines. De même, la circulation des différents professeurs cathédriques lors des jurys de doctorat, d'assistants jusqu'en 1942, de professeurs extraordinaires, de professeurs agrégés puis de cathédriques faisait qu'ils se connaissaient bien. Ils formaient un « tout petit monde » comme au reste leurs collègues étrangers avant la massification des universités. Ainsi, Manuel Lopes de Almeida, nommé professeur cathédrique le 27 mars 1940 a été membre du jury de sept doctorats et d'un jury du concours public pour poste de professeur cathédrique et un poste de professeur extraordinaire – cela uniquement pour la section

---

<sup>174</sup> Entretien avec José Mattoso, page 6.

<sup>175</sup> Julien GARGANI, « De la convivialité entre scientifiques », dans *Revue du MAUSS*, n° 29, 2007/1, pp. 127-156.

<sup>176</sup> Armando Luís de Carvalho HOMEM, « Os 25 anos da Faculdade de Letras : passado e presente » dans *História, Revista da Faculdade de Letras da Universidade do Porto*, 1987, vol. 4, pp. 293-308.

<sup>177</sup> Voir le I)1) du chapitre 1.

histoire<sup>178</sup>. Si le nombre absolu pourrait ne pas paraître si important, il faut souligner le très faible nombre de personnes ayant obtenu un doctorat d'histoire au Portugal à cette période.

Enfin, au sein des universités, il pouvait aussi y avoir une bonne entente comme l'a précisé José Mattoso durant l'entretien pour la FLUL : « Oui l'ambiance était bonne. Virgínia Rau était comme la figure maternelle de notre petit groupe. Il y avait un peu un aspect casanier, mais en même temps avec une certaine exigence critique<sup>179</sup> ». Il en était de même durant l'avancée dans la carrière d'historien universitaire où les qualités des historiennes et historiens étaient mises en avant. Ainsi, lorsqu'Avelino de Jesus est devenu premier assistant, le conseil de la FLUC a déclaré : « L'assistant proposé est reconnu comme spécialiste, auteur d'une vaste bibliographie et a terminé récemment son doctorat avec la note de 19, ayant aussi durant six ans été second assistant de cette Faculté, où il a occupé ses fonctions avec beaucoup de compétence et de zèle<sup>180</sup> ». Le franchissement des étapes était donc perçu comme un moment permettant de valoriser la qualité du travail entrepris dans l'exercice des fonctions. Il en était de même lorsque des fonctions représentatives étaient occupées. Par exemple, lorsque Virgínia Rau a quitté la direction de la FLUL après quatre années, il est mentionné : « Louée pour la hauteur, la compétence, le zèle, la loyauté et l'esprit de sacrifice dont elle a fait preuve en permanence dans l'exercice de la fonction de directeur de la faculté de Lettres D° II Série n° 59 du 11 mars 1969<sup>181</sup> ». En conséquence, l'insertion dans la documentation du rectorat de l'université de l'avis émis par le gouvernement était le signe de l'importance de la parole publique dans le cursus universitaire, notamment par l'occupation de poste à responsabilité.

Le corps professoral auquel les historiens accommodés appartenaient a montré à de nombreuses reprises son attachement au pouvoir autoritaire. L'implication individuelle de

---

<sup>178</sup> Membre du jury de doctorat de Virgínia Rau à la FLUL le 23 novembre 1946 ; membre du jury de doctorat d'António Ferreira de Almeida à la FLUL le 13 août 1947 ; membre du jury de doctorat d'Artur Nobre de Gusmão à la FLUL le 31 août 1950 ; jury du concours de professeur cathédrique et de professeur extraordinaire à la FLUL le 10 décembre 1950, membre du jury de doctorat d'António Henrique de Oliveira Marques à la FLUL le 25 mai 1960, membre du jury de doctorat de Jorge Borges de Macedo à la FLUL le 20 février 1963, membre du jury de doctorat de Luís Ribeiro Soares à la FLUP le 4 mars 1964, membre du jury de doctorat d'Eduardo Alexandre Borges Nuno à la FLUL le 1<sup>er</sup> avril 1964 (Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 8 : Manuel Lopes de Almeida). Il a aussi été jury d'autres disciplines comme en ethnologie.

<sup>179</sup> Entretien avec José Mattoso, p. 5.

<sup>180</sup> Voir le contrat de premier assistant signé le 12 janvier 1961 avec un avis du conseil de la faculté daté du 20 décembre 1960 (Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 46 : Avelino de Jesus da Costa)

<sup>181</sup> Archives du rectorat de l'université de Lisbonne, dossier Virgínia Roberts Rau (non numéroté). Elle a par ailleurs, d'après le même document, occupé différentes fonctions comme : secrétaire de la FLUL (sans date précisée), directrice de l'Institut d'archéologie à partir de mars 1966, directrice de l'Institut historique Fernão Lopes à partir du 1<sup>er</sup> mars 1966, directrice de l'Institut historique Infante Henrique à partir du 2 mars 1966, membre du Conseil supérieur de l'IAC à partir de novembre 1966 et directrice de la FLUL entre 1964 et 1969.

certaines d'entre eux étaient évidente. Par exemple, Manuel Lopes de Almeida a tout au long de sa carrière exercé de très nombreuses fonctions politiques : il a été député à pendant six mandats<sup>182</sup>, chef du cabinet du ministère de l'Instruction publique entre 1934 et 1936, sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale entre 1940 et 1941 et dans le même temps directeur général de l'enseignement des Beaux-Arts, ministre de l'Éducation nationale entre 1961 et 1962 puis sous-secrétaire de trois sections de la JNE à partir de 1966<sup>183</sup>. Son profil est certes à part par rapport à beaucoup trop d'autres historiens qui n'ont pas occupé de postes politiques mais il illustre le fait que certains scientifiques n'ont éprouvé aucune hésitation à participer à l'action gouvernementale.

Plus régulièrement, c'est dans le cadre d'événements collectifs que les historiens parlaient d'une seule voix et que le soutien au régime autoritaire était formulé. D'une part, la parole collective pouvait moins compromettre les personnes et un mécanisme d'adhésion, ou au moins de non refus, devenait plus aisé car moins engageant. Participer à une réunion à connotation politique était moins compromettant qu'apposer sa signature à un document officiel. Cependant, régulièrement, les historiens n'ont pas hésité à s'engager et à se prononcer politiquement. En plus des témoignages de soutien de la part du Sénat universitaire à l'action politique notamment dans le cadre de la défense de l'Empire<sup>184</sup>, le conseil de la FLUC a multiplié les témoignages de soutien à la Dictature militaire. Par exemple, lorsque l'historien Joaquim Mendes dos Remédios a été désigné comme ministre de l'Instruction publique en juin 1926 soit seulement quelques jours après le coup d'État :

« [Le conseil] exprime sa satisfaction pour la preuve de confiance et le grand honneur que représente l'appel du Directeur de la Faculté de Lettres de Coimbra à aller diriger l'Instruction Publique – invitation qui a été faite comme un appel de la Nation – et propose les salutations les plus chaleureuses au Ministre actuel avec les meilleurs vœux que son passage au Ministère de l'Instruction soit considéré comme une période glorieuse pour l'histoire de l'Instruction Publique au Portugal et de notre Faculté. Le Conseil s'associe par acclamation à ces mots<sup>185</sup>. » [11 juin 1926]

---

<sup>182</sup> Il a été député entre 1938 et 1942 puis de façon ininterrompue entre 1949 et 1969 soit au total vingt-quatre années (voir sa fiche biographique parlementaire : [https://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/Deputado-sAN\\_1935-1974/html/pdf/a/almeida\\_manuel\\_lopes\\_de.pdf](https://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/Deputado-sAN_1935-1974/html/pdf/a/almeida_manuel_lopes_de.pdf), consultée le 23 août 2021).

<sup>183</sup> Voir son CV en première page. Les trois sous-sections de la JNE sont celles d'archéologie, de musique, bibliothèques et archives (Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 8 : Manuel Lopes de Almeida).

<sup>184</sup> Voir le texte du Sénat universitaire de l'université de Coimbra qui a soutenu le 19 décembre 1961 le gouvernement face « à la conquête par les armes du sol sacré de l'Inde portugaise » (cité en annexe 4 de João Paulo Avelãs Nunes, *A História Económica e Social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : O historicismo neo-metódico : ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995, pp. 282-283.)

<sup>185</sup> Archives de l'Université de Coimbra, SR : Actes des réunions de la faculté de lettres, AUC-IC-1°D 3-1-76, années 1925-1936, vol. 2, feuilles 21 et 22.

Le lien entre le savoir et le pouvoir était donc complètement assumé par l'instance universitaire et devenait même un fait à célébrer. La formulation « appel à la Nation » montre la façon dont le corps enseignant de l'université de Coimbra a vécu très favorablement la chute du régime républicain et a perçu la nomination de l'historien comme un élément valorisant l'université. Il est possible de l'envisager dans le cadre de la lutte entre les différentes universités, alors que les professeurs de l'université de Coimbra percevaient bien que l'université de Lisbonne était en plein essor. De même, le conseil a aussi célébré l'élection de l'historien Manuel Gonçalves Cerejeira au titre d'archevêque de Mytilène soit vice-vicaire de l'archevêque de Lisbonne<sup>186</sup>. En effet, le 5 mai 1928, le conseil a proposé « de consigner dans le procès-verbal la grande satisfaction ressentie par la Faculté à l'occasion de l'élévation de ce professeur à une position aussi élevée et de l'informer de cette résolution, exprimant en même temps le grand regret de la Faculté d'être privée d'une collaboration aussi distinguée et prestigieuse<sup>187</sup> ». La nomination de Manuel Gonçalves Cerejeira pourrait ne pas être politique. Toutefois, il a été une personnalité clé du régime autoritaire : proche d'António de Oliveira Salazar, et il a occupé pendant près de quarante ans la fonction d'archevêque de Lisbonne – principal titre religieux portugais<sup>188</sup>.

Enfin, les doctorats *honoris causa* ont montré les liens entre le champ du savoir et celui du pouvoir. Beaucoup étaient des consécration qui restaient dans le domaine scientifique à l'image d'un certain nombre prononcés par Torquato de Sousa Soares<sup>189</sup>. Leur attribution servait aussi à récompenser des historiens d'autres facultés<sup>190</sup>. Toutefois d'autres ont été bien plus

---

<sup>186</sup> La nomination peut être surprenante. Toutefois, il ne s'agit pas d'une nomination dans l'île des Cyclades, en plein territoire orthodoxe, mais d'un titre honorifique. Les territoires qui ont lors du Schisme entre les Églises d'Orient et d'Occident choisi de suivre le patriarche orthodoxe ont été symboliquement appropriés par l'Église d'Occident, devenant des sièges titulaires. C'est ainsi que le vicaire épiscopal du Patriarche de Lisbonne, était appelé archevêque de Mytilène. Manuel Gonçalves Cerejeira, nommé le 23 mars 1928, a conservé ce titre un peu plus d'un an car il a été nommé Patriarche de Lisbonne le 18 novembre 1929, fonction qu'il occupe jusqu'en 1971 (cette recherche a débouché sur un site catholique tenu par Gabriel Chow, un cadre de Google qui recense tous les diocèses au monde. Une petite notice chronologique est disponible sur Manuel Gonçalves Cerejeira : <http://www.gcatholic.org/dioceses/diocese/lisb0.htm>, consulté le 23 août 2021).

<sup>187</sup> Archives de l'Université de Coimbra, SR : Actes des réunions de la faculté de lettres, AUC-IC-1<sup>o</sup>D 3-1-76, années 1925-1936, vol. 2, feuilles 55 et 57.

<sup>188</sup> Voir le repère « État autoritaire et Église ».

<sup>189</sup> Torquato de Sousa Soares a ainsi prononcé les discours de docteurs *honoris causa* de Gilberto Freyre (Torquato de Sousa SOARES, *Discurso, Pronunciado na sala dos Capelos no acto de Doutoramento « Honoris Causa » de Gilberto Freyre no dia 18 de Novembro de 1962*, Coimbra, Imprensa de Coimbra, 1962), d'Albin Eduard Beau (Torquato de Sousa SOARES, *Discurso, proferido no dia 26 de Março de 1944, na cerimónia da imposição das insígnias ao Dr. Albin A. Eduard BEAU*, (Separata de "Biblos", vol. XX), Coimbra, 1945), d'Eugène Tisserand (Torquato de Sousa SOARES, *Discurso, no Doutoramento solene de sua Eminência o Cardeal Eugénio Tisserant pela Faculdade de Letras de Coimbra*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1957) et de Richard Pattee (Torquato de Sousa SOARES, *Discurso, Proferido no dia 10 de Julho de 1960 na cerimónia de imposição de insígnias doutorais ao Prof. Richard Pattee*, separata de *Biblos XXXVI*, Coimbra, 1961). Torquato de Sousa Soares avait ainsi un goût prononcé pour les discours (Armando MARTINS, « Torquato Brochado de Sousa Soares », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>190</sup> Ce fut le cas notamment de Paulo Merêa, professeur à la faculté de droit de l'université de Coimbra et historien du droit, promu car « jamais personne ne l'a autant mérité dans cette maison qu'il a tant honoré » (Rui de

politiques et notamment ceux attribués par l'université de Coimbra. Ainsi, la faculté de droit a décidé de donner le titre à Francisco Bahamonde Franco en 1949<sup>191</sup>. Après avoir rencontré António de Oliveira Salazar à Lisbonne, Manuel Gonçalves Cerejeira a été le parrain de Franco durant la cérémonie<sup>192</sup>. De même, António de Oliveira Salazar a reçu à l'université de Coimbra deux titres de docteur *honoris causa* : un premier au nom de l'université d'Oxford le 16 avril 1941<sup>193</sup>, un autre de la FLUC, le jour de ses soixante-dix ans et donc lorsqu'il a atteint l'âge de la retraite. Les trois professeurs historiens, Manuel Lopes de Almeida, Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão et Damião Peres, siégeant au conseil scolaire de la FLUC ont voté en faveur de l'octroi le 22 avril 1959<sup>194</sup>. Ils ont donc contribué sans hésitation à la reconnaissance honorifique du dictateur.

\*

\* \*

Les historiennes et historiens accommodés qui ont fait le choix d'exercer la profession de professeur de l'enseignement supérieur ont fait carrière dans une Université contrôlée par le pouvoir autoritaire. Après avoir occupé des postes temporaires, souvent pendant plusieurs années voire décennies, ils pouvaient convoiter un poste pérenne de cathédralique. Si des tensions au sein du corps enseignant ont pu être mises en évidence dans le champ académique, l'entente était régulièrement cordiale et elle l'était encore plus lorsqu'il s'agissait de louer de concert l'action du gouvernement.

---

Figueiredo MARCOS, « Laços entre a Faculdade de Letras e a Faculdade de Direito no Século XX », dans *Revista Portuguesa de História*, número 42, 2011, pp. 131-147). De même, Armando Cortesão a obtenu en 1961 le titre. Même si l'historien s'était à ce moment rapproché du pouvoir autoritaire, comme l'a observé Diogo Ramada Curto : « le geste de l'académie de Coimbra n'était pas celui d'une simple courroie de transmission du régime dictatorial » mais plutôt une reconnaissance de son travail dans le domaine de la cartographie de l'expansion maritime portugaise (Diogo Ramada CURTO, « A historiografia do império português na década de 1960: formas de institucionalização e projeções », dans *História da Historiografia*, Ouro Preto, n° 10, décembre, 2012, pp. 111-123).

<sup>191</sup> L'octroi du doctorat *honoris causa* a notamment été étudié par António Pedro VICENTE, « Franco em Portugal, o seu doutoramento *Honoris Causa* na Universidade de Coimbra – 1949 », dans *Revista de História das Ideias*, vol. 16, 1994, pp. 19-75.

<sup>192</sup> Álvaro GARRIDO, « A Universidade e o Estado Novo : De “corporação orgânica” do regime a território de dissidência social », dans *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 81, juin 2008, pp. 133-153.

<sup>193</sup> Une photo de l'événement est consultable en ligne où l'on voit António de Oliveira Salazar et à sa gauche, il me semble, José Caeiro da Mata (<https://digitarq.arquivos.pt/viewer?id=7592514>, consulté le 23 août 2021). Par ailleurs, Damião Peres a très certainement assisté à l'événement car dans son dossier de l'université de Coimbra, il a reçu l'invitation et il est demandé « costume : vêtements avec insignes » (Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 209 : Damião Peres)

<sup>194</sup> Cité en annexe 3 de João Paulo Avelãs NUNES, *A História Económica e Social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : O historicismo neo-metódico : ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995, pp. 280-281.

Une fois le déroulement de la carrière analysée, il est possible de nous intéresser maintenant à la pratique enseignante en analysant le fonctionnement de l'enseignement universitaire.

## 2) Enseigner dans le Portugal autoritaire : entre accommodements empiriques et contraintes manifestes

Une bonne partie du métier d'universitaire a été consacrée à la préparation des cours et à l'enseignement. Les programmes ont été définis par le pouvoir et les universités ont dû s'adapter pour trouver les professeurs afin de donner les différents cours qu'il était nécessaire de valider pour qu'une ou un étudiant obtînt son diplôme de licence. L'objectif est ici de montrer la façon dont le déroulement des cours a pu révéler une forme d'accommodement à la pression du pouvoir mais aussi de montrer que le corps enseignant a été tout au long de la période bien conscient de certains problèmes relatifs à l'enseignement supérieur.

Les Universités ont été les principaux lieux d'exercice des historiens enseignant dans le supérieur<sup>195</sup>. Les installations universitaires ont connu plusieurs décennies de sous-investissement pendant la Monarchie et la période républicaine et le régime dictatorial n'a pas cherché, pendant les premiers temps, à y remédier. Manuel Rodrigues Lapa, historien en opposition de la génération de la transition autoritaire, a dressé un portrait peu élogieux du couvent de Jésus où a siégé la FLUL jusqu'aux années 1960 :

« C'est la seule école du monde où l'on entre en descendant. Un escalier douteux et lugubre nous mène à un cloître de frères ; au-dessus des tombes monastiques, nous arrivons à un escalier indescriptible, sale et tortueux qui nous mène à trois ou quatre salles de classe ; le plafond menace de s'effondrer ; en hiver, il pleut dans le couloir comme dans la rue ; dans la pourriture catastrophique de tout cela, il y a déjà de la place pour les champignons. Au bout d'un autre couloir se trouvait la dernière classe des lieux ; c'est la plus spacieuse et la plus gaie et elle a cette vertu : elle répand un parfum de cheval ; et de temps en temps la voix du maître est interrompue par le braiment réconfortant d'un baudet. Voici donc le temple des sciences de l'esprit de l'Université de Lisbonne<sup>196</sup>. » [Mai 1933]

La FLUL a occupé le rez-de-chaussée du couvent dont l'accès se faisait par des escaliers descendants, du fait de la topographie du site sur le flan de l'une des collines de Lisbonne<sup>197</sup>. Ainsi, Manuel Rodrigues Lapa faisait de la particularité de l'édifice un symbole de

---

<sup>195</sup> La géographie de l'enseignement supérieur portugais a été présentée dans le I)1) du chapitre 1. En plus des universités, il est aussi possible d'ajouter les centres d'enseignement supérieur public (pour voir les différents types d'écoles possibles, voir le tableau des historiennes et historiens situé en annexes).

<sup>196</sup> Manuel Rodrigues LAPA, « A política do idioma e as universidades », dans *Seara Nova*, n° 341, Lisbonne, 1933, p.67-76 (p.70 pour la citation).

<sup>197</sup> Le site est actuellement occupé par l'Académie des sciences de Lisbonne dont le musée Maynense est situé dans l'ancienne partie de la FLUL, où l'on rentre donc toujours en descendant.

l'enseignement allant dans le sens contraire de l'élévation de l'esprit supposée par l'accès à l'éducation. Toute la description insistait lourdement sur les mauvaises conditions des installations et le manque d'entretien. La présence d'un baudet n'est pas une exagération de la part de l'historien pour comparer quelque professeur à un animal. Ils avaient une utilité médicale et pouvaient être installés ici en attendant d'aller à la faculté de sciences de l'université de Lisbonne, situé à quelques centaines de mètres<sup>198</sup>. La situation présentée dans les années 1930 a peu changé jusqu'aux années 1960 car les différentes descriptions insistaient sur la dégradation de l'édifice<sup>199</sup>. Plusieurs générations de jeunes étudiantes et étudiants ont donc connu cet édifice et pour les historiennes et historiens, seuls les plus jeunes de la génération de la guerre coloniale ont connu les nouvelles installations. En effet, le transfert de la FLUL dans le bâtiment de la Cité universitaire de Campo Grande a marqué un profond changement. La FLUC et plus généralement l'université de Coimbra ont aussi été remodelées. Lieu de formation d'António de Oliveira Salazar, l'université a subi une complète restructuration à la fin des années 1940 et surtout durant les années 1950. Le projet a été amplement promu comme l'une des grandes entreprises de l'*Estado Novo* et les choix architecturaux ainsi que les artistes mobilisés ont été des marqueurs forts de la geste édifiatrice du régime dictatorial<sup>200</sup>.

Différentes structures créées au fur et à mesure de la période autoritaire, où ont enseigné des historiennes et historiens, ont montré que le pouvoir a voulu laisser son empreinte sur les nouveaux lieux d'enseignement en investissant dans l'enseignement supérieur. Dans le Portugal continental, il y a d'abord eu la renaissance de la FLUP. Régénérée au début des années 1960, elle était comme l'a remarqué le recteur de l'université de Porto une « nécessité pour la ville de Porto et de sa région septentrionale, une vieille aspiration maintenant satisfaite, un complément précieux et un contrepoids au caractère essentiellement technique qui a été le sien<sup>201</sup> ». Par ailleurs, privée d'anciens élèves, la FLUP a surtout recruté des « professeur d'*Histoire* non formés à Porto mais de façon prédominante diplômés de la Faculté de Lettres de Lisbonne, où la recherche avait connu des avancées significatives depuis les

---

<sup>198</sup> En effet le sang des équidés, aussi bien des chevaux que des ânes, a été jusqu'aux années 1960 utilisé dans le cadre de la fabrication de traitements contre la diphtérie (Alexandra Isabel Gomes MARQUES, *O Instituto Bacteriológico Câmara Pestana : Ciência Médica e Cuidados de Saúde (1892-1930)*, sous la direction de Maria Fátima NUNES et José Pedro Sousa DIAS, soutenu à l'université d'Évora, 2020, pages 131 et 132).

<sup>199</sup> Voir notamment les évocations de Joaquim Barradas de Carvalho dans le I)1) du chapitre 7 ou bien celle moins critique d'António Henrique de Oliveira Marques dans le III)1) du même chapitre.

<sup>200</sup> Voir par exemple pour une illustration des changements provoqués : Susana CONSTANTINO, « Coimbra e o valor identitário da retórica do Estado Novo », dans *Dearq*, n° 21, 2017, pp. 64-76 : <https://www.redalyc.org/journal/3416/341653836007/html/>, consulté le 24 août 2021. Pour la chronologie des travaux et des ouvertures des nouveaux bâtiments des différentes facultés, il est possible de s'appuyer sur le site de l'université de Coimbra : [https://www.uc.pt/senado/Historia\\_UC/UC/copy2\\_of\\_index](https://www.uc.pt/senado/Historia_UC/UC/copy2_of_index), consulté le 24 août 2021.

<sup>201</sup> *Anuário Universidade do Porto*, Vol. XV- XVI, 1960-1962, vol. XV, p. 5.



années 1950<sup>202</sup> ». La création de l'ISCTE, insérée dans le cadre de la réforme de l'enseignement supérieur « qui a ouvert de nouvelles portes aux sciences sociales, économiques, du travail et de l'entreprise<sup>203</sup> » a aussi accueilli des cours d'histoire contemporaines. Enfin, les structures créées dans les colonies ont été un lieu d'exercice des historiens. Bien souvent, des historiens de métropole y sont partis pour enseigner comme cela a été le cas de Torquato de Sousa Soares en Angola. Le directeur de la FLUC a par ailleurs envoyé un courrier au recteur de l'université de Coimbra présentant la situation :

« J'ai l'honneur de vous informer que cette Faculté est pleinement consciente du sacrifice qu'elle fait en dispensant un de ses professeurs titulaires, mais elle estime que ce sacrifice est compensé par l'activité d'enseignement que ce professeur exercera en Angola, prolongement du Portugal. Dans ces conditions, je suis d'avis que l'absence du professeur TORQUATO DE SOUSA SOARES, en commission de service, ne présente aucun inconvénient. Je vous présente mes cordiales salutations. Pour le Bien de la Nation »  
[26 octobre 1965]

Dans les années 1960, il y a eu un transfert de certains professeurs, ici un cathédrique, envoyés dans les colonies alors que la guerre coloniale avait pressé le gouvernement à investir dans des infrastructures pour montrer au monde que les colonies n'étaient pas que des territoires subordonnés mais plutôt « le prolongement du Portugal ». L'enseignement devenait alors un outil dans la lutte contre les soulèvements armés coloniaux et les enseignants étaient mobilisés – et s'impliquaient avec entrain – sur le front de l'éducation. Cependant, elle créait une situation critiquée par Joaquim Pinto Machado, un député de l'aile libérale du parti unique :

« En effet, une proportion importante, quoique minoritaire, du personnel enseignant actuel est en commission de service et en poste itinérant [...]. L'abandon progressif des solutions provisoires d'urgence s'impose, d'autant plus que la situation gravement déficitaire du personnel enseignant dans les universités de Métropole ne leur permettra pas, je crois, d'apporter le soutien décisif qu'ils estiment devoir et vouloir apporter<sup>204</sup>. » [1971]

Le député pointait la situation paradoxale engendrée par la décision gouvernementale. En effet, la précipitation avec laquelle les Études générales puis les universités dans l'Empire avaient été créées ne répondaient pas voire aggravaient la situation de l'enseignement supérieur, privant les établissements universitaires de métropole. Plutôt que d'investir en recrutant du personnel, le choix de ne pas faire de dépenses supplémentaires rendait la situation de l'Université

---

<sup>202</sup> Armando Luís de Carvalho HOMEM, « A História que nos fez e a História que se faz : da primeira à segunda fase da Faculdade de Letras de Porto », dans *Revista de História*, Centro de História da Universidade do Porto, vol. XI, 1991, pp. 227-240.

<sup>203</sup> Discours de José Veiga Simão, ministre de l'Éducation nationale entre 1970 et 1974, extrait de Jorge Freitas BRANCO, Luísa Tiago de OLIVEIRA, Carlos Oliveira SANTOS, *ISCTE, 35 anos, nascido para inovar*, Lisbonne, ISCTE, 2007, p. 19.

<sup>204</sup> Joaquim Pinto MACHADO, « Universidade de Luanda », dans *O Médico*, n° 1012, vol. LVIII, 1971, pp. 293-297.

difficilement tenable. Les opérations promotionnelles de rénovation des universités avaient certes affirmé dans le paysage culturel les actions du gouvernement autoritaire, mais celles-ci restaient cosmétiques et en ne résolvait pas la question du déficit de professeurs. La politique éducative portugaise semblait vidée de sa substance.

Le pouvoir a déterminé les différents programmes que les universités devaient suivre. À la suite de la grande structuration universitaire républicaine<sup>205</sup>, il y a eu durant le régime autoritaire cinq réformes des facultés de lettres qui ont eu des conséquences directes sur les cursus d'histoire en 1926, 1929, 1930, 1957, puis 1968<sup>206</sup>. Leur nombre au début de la période montre l'importance des hésitations gouvernementales durant la Dictature militaire puis une relative stabilité à partir du renforcement du régime autoritaire des années 1930.

|                 | Réforme de 1930  | Réforme de 1957   |
|-----------------|--|---|
| Première année  | Histoire de l'antiquité orientale<br>Histoire de l'antiquité classique<br>Histoire de la philosophie antique<br>Géographie humaine<br>Psychologie générale<br>Épigraphie                               | Théorie de l'histoire<br>Préhistoire<br>Histoire de l'Antiquité orientale<br>Histoire de la civilisation grecque<br>Paléographie et diplomatique<br>Introduction à la philosophie |
| Deuxième année  | Histoire médiévale<br>Histoire du Portugal<br>Histoire de la philosophie médiévale<br>Logique et méthodologie<br>Paléographie et diplomatique  | Histoire de la civilisation romaine<br>Histoire de la culture classique<br>Archéologie<br>Histoire de l'Art<br>Épigraphie<br>Numismatique   |
| Troisième année | Histoire moderne et contemporaine<br>Histoire des découvertes et de la colonisation portugaise<br>Histoire générale de la philosophie moderne et contemporaine<br>Histoire générale de la civilisation | Histoire du Moyen Âge<br>Histoire de la culture médiévale<br>Histoire du Portugal I<br>Histoire de l'art portugais et ultramarin  |
| Quatrième année | Histoire de la philosophie au Portugal<br>Théorie de la connaissance<br>Psychologie expérimentale<br>Morale<br>Archéologie<br>Esthétique et histoire de l'art  | Histoire moderne et contemporaine<br>Histoire de la culture moderne<br>Histoire du Portugal II<br>Histoire de l'expansion portugaise<br>Histoire du Brésil                        |
| Cinquième année |  | Histoire de la culture portugaise<br>Histoire du christianisme  |

Figure 75 : Tableau des cursus de licence d'histoire-philosophie/histoire d'après les décrets respectifs<sup>207</sup>.

<sup>205</sup> Pour une analyse de l'enseignement de l'histoire à l'université durant la République, voir José Maria Amado MENDES, « A História na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : investigação e ensino (1911-1926) », Coimbra, Actes du Congrès « História da Universidade » au 7<sup>e</sup> centenaire de sa Fondation, 5 au 9 mars 1990, 1911, vol. 1, pp.477-498.

<sup>206</sup> Décret n°12 677 du 17 novembre 1926 ; décret n° 17 063 du 3 juillet 1929 ; décret n° 18 003 du 25 février 1930 ; décret-loi n° 41 341 du 30 octobre 1957 ; décret-loi n° 48 627 du 12 octobre 1968.

<sup>207</sup> Je n'ai pas spécifié les disciplines qui étaient semestrialisées et celles qui étaient annuelles. Il n'y avait pas de cinquième année de licence en 1930 car elle était consacrée à la rédaction de la thèse de licence. Après 1957, la rédaction de la thèse de licence, toujours nécessaire, explique le nombre réduit de cours en cinquième année.

L'histoire d'abord associée à la géographie jusqu'en 1930 a été liée à la philosophie à cette date jusqu'en 1957, puis son enseignement est devenu autonome. L'union avec la philosophie a été plus ou moins bien vécue par les historiens. Virgínia Rau y a vu un « mariage monstrueux<sup>208</sup> », alors que l'historien en opposition António Borges Coelho a trouvé qu'il s'agissait d'une plus-value des études portugaises : « Il y a une chose qui était très positive dans l'enseignement de l'histoire à l'Université, l'histoire était liée à la philosophie. Le cursus d'histoire que j'ai suivi était celui d'histoire-philosophie<sup>209</sup> ». Les années universitaires étaient divisées en semestres et les cours répartis entre des « cours théoriques » et des « cours pratiques », très proche du fonctionnement français alternant des cours magistraux et des travaux dirigés. Chaque année, il y avait un certain nombre de cours à valider, par le biais d'examens écrits et d'examens oraux.

Une comparaison de la réforme de 1930 et de celle de 1957 met en évidence une certaine continuité des cursus et donc des cours donnés par les professeurs [Figure 75]<sup>210</sup>. Les historiennes et les historiens pouvaient donner l'inflexion qu'ils souhaitaient, en raison des intitulés assez vagues. Quelques changements sémantiques doivent être mis en évidence comme le passage du cours « d'histoire des découvertes » à celui « d'histoire de l'expansion portugaise » afin d'accompagner le passage du ministère des Colonies à celui de l'Outre-mer. Elle est le signe que la notion de « découvertes » faisait déjà débat dès les années 1950<sup>211</sup>. De plus, l'introduction d'un cours d'« histoire du christianisme », retrouvait un intitulé ancien, celui d'« histoire des religions » encore présent dans la réforme de 1926 mais il ne permettait plus une approche comparée du fait religieux en raison de la focalisation sur le christianisme<sup>212</sup>. Au regard

---

<sup>208</sup> D'après Armando Luís de Carvalho HOMEM, « Revistas universitárias de História no Portugal do século XX », *Revista de História das Ideias*, Vol. 18, 1996, pp. 339-372.

<sup>209</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 1.

<sup>210</sup> Par ailleurs, la réforme de 1930 était aussi une rupture forte avec la République dans les intitulés proposés comme l'a analysé Hugo Gonçalves Dóres : « La nouvelle résolution législative, dans la lignée du rejet de l'étude de l'histoire la plus récente partagée par la Dictature militaire et l'*Estado Novo*, bloquait, dans les milieux universitaires, le développement normal de la recherche et de l'enseignement sur cette période historique, surtout à partir de la Révolution libérale, car elle pouvait rendre possibles des "activités subversives". Deux autres chaires souffriraient également du "zèle" du gouvernement à maintenir l'Université libre de tout enseignement qui ne correspondrait pas à l'idéologie du régime. En effet, le ministre de l'Instruction publique lui-même, Cordeiro Ramos, a défendu la mesure de suppression des chaires de Propédeutique Historique et d'Histoire des Religions, les jugeant "inutiles" et "la dernière, du moins à la Faculté de Lettres de Lisbonne, ne servait qu'au Prof. Agostinho Fortes pour faire de la propagande jacobine et irrégulière" » (Hugo Gonçalves DÓRES, *A História na Faculdade de Letras de Lisboa (1911-1930)*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, mémoire soutenu à la faculté de lettres de l'université de Lisbonne, 2008, p. 59 et 60). Par ailleurs, le ministre visait Agostinho José Fortes, un historien en opposition, de la génération de la Monarchie et l'accusait d'être un professeur partisan.

<sup>211</sup> Voir l'introduction du chapitre 5 sur ce point.

<sup>212</sup> Le cours « Histoire des religions » était proposé en troisième année du cursus d'histoire-géographie (voir le décret n° 12 677 du 17 novembre 1926). Par ailleurs, le retour de l'histoire religieuse montrait une certaine inflexion avec la position laïque de l'État. Comme l'a rapporté António Henrique de Oliveira Marques, le cours d'histoire du christianisme avait clairement une visée religieuse non sans ironie : « Je me souviens de la torture que représentaient pour moi les jurys de la chaire d'Histoire du Christianisme, où j'étais toujours président, peut-être parce que j'étais en bons termes avec le professeur respectif, le regretté Père Honorato Rosa. Il faut dire en

des intitulés proposés par les textes de lois, il est possible de constater que l'Antiquité et le Moyen Âge avaient aussi bien en 1930 et en 1957 un poids important. De même, les intitulés de cours méthodologiques des sciences auxiliaires de l'histoire gravitaient autour de ces périodes comme la numismatique, la paléographie et la diplomatique. L'histoire contemporaine n'apparaissait que dans un seul cours en 1930 et 1957 sans pour autant qu'il n'y ait de limitation chronologique apparente. Toutefois en liant l'histoire moderne et l'histoire contemporaine, il résultait une focalisation sur la période moderne et durant l'ensemble des entretiens, les historiennes et les historiens ont bien insisté sur le fait que les cours allaient rarement au-delà du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la Révolution française pour l'histoire générale<sup>213</sup>, et pour l'histoire du Portugal jusqu'à 1640 durant la première partie du régime autoritaire, puis sur la fin de la période, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle portugais<sup>214</sup>. En conséquence, pour échapper à toute critique de la part du pouvoir, les professeurs devaient éviter tout développement qui auraient pu paraître dangereux, d'autant que la période contemporaine était très peu étudiée par les historiennes et les historiens accommodés<sup>215</sup>.

Les professeurs en exercice appliquaient le programme fixé par le gouvernement et étaient rarement des spécialistes des périodes qu'ils enseignaient. Si la situation peut toujours se produire de nos jours dans les différentes cours prodigués dans les universités, elle était ici poussée à l'extrême car des chercheurs spécialisés en histoire moderne pouvaient se retrouver à donner des cours d'histoire ancienne voire de géographie ou de psychologie. Comme l'a remarqué Armando Luís de Carvalho Homem :

« Il est évident que la formation de véritables spécialistes dans notre historiographie universitaire est un processus récent qui, si on lui attribue une date élastique, ne dépasserait pas la Seconde Guerre mondiale. L'organisation du cursus en lui-même, d'ailleurs, ne favorisait pas cela. Pour beaucoup de personnes, le temps où les examens de licence et de doctorat comportaient des questions portant sur des sujets qui, dans leur immensité, constituaient la négation la plus complète de la spécialité n'est pas si loin. Ainsi, dans la

---

passant que cela n'était pas très scientifique et que le cours ressemblait plus à un catéchisme étendu qu'à autre chose. Le bon Père oubliait parfois sa position universitaire et posait les questions comme s'il était à la messe ou au confessionnal, se référant à "Jésus-Christ" comme "Notre Seigneur". De plus, les propositions de note n'avaient pas grand-chose à voir avec le faible niveau de la Faculté des Lettres de Lisbonne, et je me suis sentie obligé de diminuer la prolifération des dix-neuf, des dix-huit et des dix-sept que recevaient les filles appliquées et fines connaisseuses de tous les détails des Saints Évangiles ». António Henrique de Oliveira MARQUES, « A Universidade do Estado Novo, Memórias de um percurso universitário (1950-1964) », dans *Congresso História da Universidade 7º Centenário, Universidades(s), História, memória, perspectivas*, Coimbra, Comissão organizadora do Congresso « História da Universidade », 1991, vol 5, pp. 431- 442.

<sup>213</sup> Comme remarqué par António de Oliveira, la date de 1789 était rarement dépassée sauf à quelques rares exceptions, « elle fut tentée pour l'histoire générale » (voir António de OLIVEIRA, « Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, sous la direction de Sérgio Campos matos, en ligne).

<sup>214</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira p. 9 et p. 22 ; Entretien avec António Borges Coelho, p. 2 ; Joaquim Romero Magalhães, p. 5.

<sup>215</sup> Voir notamment le II)2) du chapitre 3 mais aussi l'ensemble du chapitre 5.

production bibliographique de certains membres de la communauté limitée des historiens de l'époque, on décèle souvent une "polygraphie" marquée, tant au niveau des thèmes que des époques<sup>216</sup>. »

Ainsi, les enseignants non spécialisés ont dominé durant la première partie de la période autoritaire et ils ne pouvaient que tenter de s'adapter aux intitulés très vastes des programmes. Les examens, privilégiant les connaissances sommatives, ne poussaient aucunement à l'analyse. Les exigences étaient donc très différentes de celles qui étaient attendues dans d'autres milieux universitaires et les professeurs devaient bien souvent s'adapter en flux tendus aux cours qu'ils devaient faire.

Quel type de cours les historiens accommodés donnaient-ils à l'Université ? L'étude des cours des professeurs est, selon les mots de Françoise Waquet, un « royaume inexploré » face à la sacralité de l'écrit et notamment en histoire<sup>217</sup>. En effet, bien régulièrement, les sources peuvent manquer car les notes de cours donnés n'ont pas été gardées systématiquement par les professeurs. Elles pouvaient être parfois publiées par des personnes tierces, comme il était d'usage à l'université de Coimbra avec les *sebentas*, des notes de cours prises par des étudiantes et étudiants des années précédentes et qui étaient ensuite vendues dactylographiées aux plus jeunes. Toutefois, certains ont été conservés. Il est possible de s'appuyer sur un cours de José Maria de Queirós Veloso, un historien de la génération de la Monarchie. Dix-huit ans après sa retraite, il est venu à la demande de ses anciens élèves du Cours supérieur de lettres donner à la FLUL une leçon intitulée « L'expansion portugaise ». En nous focalisant sur la période de la prise de Ceuta et ses conséquences, il est possible de percevoir la vision de l'historien :

« Après la conquête de Ceuta en 1415, le premier acte de l'expansion ultramarine – et cela devait être ainsi, car c'est de Ceuta que les Almoravides, les Almohades et les Mérinides étaient partis à la conquête de la Péninsule – cette tendance, cet attribut si particulier au peuple portugais, se projette et s'affirme avec une persistance et une audace toujours plus grande.[...] [Henri le Navigateur], cet illustre enfant, si Portugais jusque dans son aspect physique, a pris, alors que son père était encore en vie, la direction des Découvertes. Son génie entrepreneurial, dur, tenace, infatigable, s'est révélé dans les prodigieuses explorations atlantiques, avec une obstination, une pertinence, qu'aucun revers ou disgrâce familiale n'abattaient, certain de son plan, où la foi religieuse s'alliait à la politique de l'extension territoriale, peut-être avec le rêve d'atteindre le mystérieux Orient et approfondir les relations avec le peuple lointain du Prêtre Jean<sup>218</sup>. [...] Les marins non

---

<sup>216</sup> Armando Luís de Carvalho HOMEM, « A Idade Média nas universidades portuguesas (1911-1987), Legislação, ensino, investigação », dans *História, Revista da Faculdade de Letras da Universidade do Porto*, vol. X, 1993, pp. 351-364.

<sup>217</sup> Françoise WAQUET, « Parler. La disparition historiographique de la parole magistrale », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 135, décembre 2000, pp. 39-47.

<sup>218</sup> José Maria de Queirós Veloso fait ici référence à la recherche du légendaire royaume du prêtre Jean, qui était en fait le royaume du Négus d'Abyssinie. Ce dernier aurait proposé une alliance avec le Portugal en 1452 contre

seulement avaient le souci d'être agréables envers l'infant, mais aussi l'ardente et vive volonté de participer à cette entreprise absorbante, de prendre part directement à cette mission nationale afin de créer un Portugal plus grand, séparé de l'Espagne, centre d'un empire colonial. [...] Quand a commencé la colonisation des terres découvertes, nos armées n'ont pas conduit uniquement des soldats et des marins. Il y avait avec eux des membres des ordres religieux, destinés à l'évangélisation des païens, des commerçants, des ouvriers et des agriculteurs, qui étaient les premiers colons. [...] [Les marchands en Angola] armés à peine de leurs marchandises, avançaient vers l'est et le sud, jusqu'à ce qu'il y ait des groupements peuplés d'indigènes, et ils apportaient en premier lieu, par leur religion et leur langue, la nouvelle de notre civilisation. [...] Mais c'est dans la prodigieuse diffusion de la langue portugaise que notre expansion s'est le plus détachée. [...] Durant les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, notre langue étant la grande langue commerciale de l'océan Indien et des petites mers dépendantes du Pacifique occidental. [...] Langue admirable, merveilleux instrument, capable d'exprimer tous les sentiments et représenter toutes les idées, langue propre d'un peuple qui avait une mission universaliste à accomplir<sup>219</sup> ! » [11 juin 1949].

L'ensemble des arguments défendus par José Maria de Queirós Veloso dans ce cours étaient amplement partagés par une partie des historiens accommodés et il ne faisait que reprendre la plupart des idées défendues par beaucoup dont Joaquim Bensaúde<sup>220</sup>. En insistant sur le rôle primordial d'Henri le Navigateur, il valorisait l'action de l'élite portugaise. Le peuple ne faisait que suivre la direction fixée par l'infant. Outre le lyrisme de l'historien, à laquelle la leçon se prêtait pour capter l'attention de l'auditoire mais aussi susciter son adhésion, son cours était pétri par une vision nationaliste. Il donnait une primauté à la religion dans l'expansion impériale portugaise, ici présentée comme une juste réponse historique à la conquête de la péninsule Ibérique entreprise par les principales dynasties musulmanes. Il soulignait aussi le rôle des missionnaires et le besoin éprouvé par les Portugais d'évangéliser les peuples conquis. Son approche était aussi très proche de la vision d'António de Oliveira Salazar pour qui la dimension universaliste du Portugal, puisant dans le christianisme son fondement, était un trait caractéristique et distinctif qui permettait de justifier les conquêtes. Minorant toute forme de violence de la part des Portugais, José Maria de Queirós Veloso présentait donc à ses anciens élèves une histoire du Portugal idéalisée à travers l'étude de ce qui était perçu comme le grand moment de son histoire et l'illustration de son génie et de sa supériorité civilisationnelle. La conquête d'un Empire porté par l'un des personnages historiques les plus étudiés, Henri le Navigateur, offrait donc au professeur l'opportunité de saluer la grandeur du Portugal.

---

les puissances musulmanes. Le prétexte a souvent été invoqué par les sources médiévales et modernes comme une des motivations majeures de la conquête extra-européenne.

<sup>219</sup> Le cours dactylographié est inclus dans son dossier de l'ACL. Il doit s'agir de l'original car des rayures au crayon à papier sont visibles sur certaines feuilles. Archives de l'ACL, dossier José Maria de Queirós Veloso, sans numérotation. Les dossiers de l'ACL sont uniquement classés par nom d'académicien et ne comporte pas de numérotation particulière.

<sup>220</sup> Voir les nombreux exemples au long des I) et II) du chapitre 5. La notion de plan a notamment été l'une des principales de Joaquim Bensaúde.

Sans prétendre multiplier les extraits de cours trouvés, l'étude de la réception de la parole des historiens accommodés permet de rendre compte de la façon dont les historiens assumaient leur fonction enseignante. Les témoignages ont pu être élogieux et certains cadres se prêtaient davantage aux descriptions favorables. Par exemple, dans l'éloge funèbre de Damião Peres, Humberto Baquero Moreno a loué les qualités d'enseignant de l'historien :

« Damião Peres enseignait l'Histoire du Portugal et l'Histoire des Découvertes le mercredi matin. Les premières leçons ont fait une telle impression sur les 50 étudiants du cours que, comme les années précédentes, les collègues des autres Facultés sont venus en masse, prêts à écouter un cours d'histoire accessible à tous les niveaux. Il y avait une compétition pour les places ; beaucoup d'auditeurs étaient assis par deux sur les bancs individuels et d'autres étaient assis par terre, jusqu'à 300 personnes pouvaient tenir dans l'espace réservé pour seulement 100. Personne ne voulait manquer le grand "spectacle" dans lequel Damião Peres accomplissait le miracle d'occuper 45 minutes sans que les auditeurs, captivés par le charme de ses paroles, ne s'en aperçoivent. Un véritable "éblouissement", comme l'a écrit notre inoubliable Ruben Leitão, qui terminait à l'époque sa licence en littérature et savait recréer le tableau avec son admirable palette d'écrivain. Debout, une craie à la main pour noter les noms et les dates, sans notes ni indications, utilisant une carte pour localiser les lieux et les événements, avec un ton de voix, une clarté d'idées et une rigueur d'information qui nous ont enchantés, Damião Peres a parlé des origines du Portugal, des lignes d'expansion atlantique, de la découverte de Madère et des Açores, des grandes figures de notre histoire, comme le premier Alphonse, Henri le Navigateur et le navigateur portugais Gil Eanes<sup>221</sup> »[10 mars 1977]

L'historien qui avait dirigé la grande *Histoire du Portugal* des années 1920 et 1930<sup>222</sup> semblait, selon les propos de l'un de ses anciens élèves de l'université de Coimbra, un excellent orateur, capable de susciter un véritable engouement de la part des étudiants. Le contexte de l'éloge funèbre se prêtait aux louanges de la sorte. Il nous permet cependant de voir d'une part la façon dont pouvait se dérouler les cours avec une parole magistrale qui s'étendait de bout en bout sans aucune intervention des élèves mais aussi de l'histoire enseignée, fortement focalisée sur les grands personnes de l'histoire portugaise et donc centrée sur l'action des élites.

De même Salvador Dias Arnaut a aussi marqué plusieurs générations d'historiennes et historiens. Ainsi, António de Oliveira affirme : « Je me souviens bien, lorsque j'ai commencé à être son élève, de son "intimation" qui m'a servi de guide : "il faut tutoyer Fernão Lopes<sup>223</sup>"<sup>224</sup> ». De son côté, Jorge de Alarcão témoigne :

« L'histoire que le docteur Arnaut nous a enseignée était une histoire différente, plaisante. L'histoire des rois, sans doute, l'histoire de leurs batailles et de leurs errances, de leurs

---

<sup>221</sup> *Elogio do Prof. Doutor Damião Peres*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 1979, p. 300.

<sup>222</sup> Voir le I)2) du chapitre 5.

<sup>223</sup> Fernão Lopes est l'un des grands chroniqueurs de l'histoire du Portugal du début du XV<sup>e</sup> siècle, et serait l'équivalent portugais de Froissart.

<sup>224</sup> António de OLIVEIRA, « Jubilação Universitária do Doutor Salvador Dias Arnaut », dans *Revista Portuguesa de História*, n° XXII, 1985, pp. 201-206.

amours, de leurs désaccords avec les évêques. Tout le monde connaît l'intérêt du Dr Arnaut pour les amours de Pierre et d'Inês de Castro. [...] Parce que ce n'est pas seulement l'histoire des hommes, mais aussi l'histoire de la terre. Ses premiers travaux publiés, avant même qu'il ne soit diplômé en Lettres, sont des études sur cette région de Penela et d'Ansião<sup>225</sup> ».

Plus circonspect, Joaquim Romero Magalhães nous a dit lors de son entretien :

« J'ai choisi comme directeur de thèse – à cette époque, nous faisons une thèse à la fin de la licence – une personne avec qui je m'entendais très bien qui est le professeur Salvador Dias Arnaut. Ce n'était pas un très grand professeur mais c'était une excellente personne. Et il lisait très bien : il savait lire et il voyait très bien les choses. Mais il n'était pas très préoccupé par la recherche. Il promenait son chien et passait son temps à raconter des histoires invraisemblables : comment étaient les cheveux de Inês de Castro, des choses du genre. Mais c'était une très bonne personne<sup>226</sup> »

Les trois souvenirs des cours d'histoire de Salvador Dias Arnaut sont donc quelque peu contrastés, très certainement en fonction des différentes spécialités suivies par les historiens durant leur carrière mais ils insistent tous sur l'importance accordée par Salvador Dias Arnaut aux élites portugaises médiévales. Dans la mesure où Salvador Dias Arnaut était spécialisé en histoire médiévale, il tentait de transmettre sa passion aux plus jeunes générations, avec plus ou moins de succès.

Les témoignages ont insisté sur la grande variété des cours donnés par les mêmes enseignants, qui semblaient quelque peu perdus face à la masse de travail. Joaquim Romero Magalhães, a ainsi décrit défavorablement les cours de Torquato de Sousa Soares :

« Un professeur dont je me souviens pour de mauvaises raisons est celui d'histoire médiévale, Torquato de Sousa Soares. Il était à moitié fou. À moitié fou, non. Il était fou. Il donnait un cours et parlait, parlait, il racontait des histoire “quand j'ai été au Brésil, quand j'ai été à Rome, quand j'ai été à Paris”. Il donnait des bonnes bibliographies. Ça c'est vrai. Après, à nous de nous débrouiller... c'est comme ça que j'ai lu Marc Bloch ! Mais il était tellement fou qu'une fois, ici à la Faculté de Lettres, quand arrivait l'heure, arrivait un bedeau qui ouvrait la porte et disait “Monsieur le Docteur, il est l'heure” car il n'y avait pas de sonnerie. Et Torquato s'est tourné vers nous et nous a demandé “nous sommes dans un cours de quoi ? De quoi ?”. Il ne savait même pas de quoi il devait parler. Il y a certaines personnes qui disent que j'exagère. Mais cela est authentique : je n'exagère pas<sup>227</sup> ! »

Même si Joaquim Romero Magalhães se défendait d'exagérer, il semble que l'égarement de Torquato de Sousa Soares soit davantage lié au grand nombre de cours qu'il donnait plutôt qu'à un manque de préparation. Comme l'a remarqué João Gouveia Monteiro, rien que pour le cours d'« Histoire médiévale », ses différentes leçons allaient de l'Empire romain jusqu'au X<sup>e</sup> siècle

---

<sup>225</sup> Jorge de ALARCÃO, « Doutor Salvador Dias Arnaut », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 31, 1996, pp. 1-11.

<sup>226</sup> Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 3.

<sup>227</sup> Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 6.



voire parfois jusqu'à la guerre de Cent Ans, selon les années. Il donnait donc des cours allant du haut au bas Moyen Âge avec une certaine focalisation sur l'espace ibérique et gaulois sauf pour ses cours sur l'Islam<sup>228</sup>. En cumulant les autres cours qu'il devait donner, il se peut qu'il ait été effectivement égaré.

Par ailleurs, la situation de surcharge de cours avait forcément des conséquences sur la possibilité de faire de la recherche. Elle a été constante sur l'ensemble de la période autoritaire et a fortement empiété sur le temps disponible pour écrire. Ainsi, le Conseil de la FLUL qui s'est tenu le 21 octobre 1931 a relevé les difficultés éprouvées par Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão, alors professeur auxiliaire<sup>229</sup> : « Ayant vérifié l'impossibilité pour ces professeurs d'obtenir leur doctorat dans le délai légal, submergés qu'ils étaient par les cours qui leur avaient été confiés, le conseil a demandé à l'Excellentissime Ministre de l'Instruction une prolongation de ce délai<sup>230</sup> ». De même, plus de vingt-cinq ans plus tard, dans une lettre envoyée au président de l'IAC, Salvador Dias Arnaut a lui aussi insisté sur sa charge de cours :

« Cependant, étant donné qu'il a été chargé pendant de nombreuses années de différents cours, en l'absence de Damião Peres et de Manuel Lopes de Almeida<sup>231</sup>, il ne peut pas terminer ladite thèse dans le délai de son contrat d'assistant, qui se termine le 8 février 1958. Il espère toutefois obtenir son doctorat au cours de la présente année universitaire. Pour les raisons susmentionnées et parce qu'il a une famille à charge, il demande respectueusement que, dès l'expiration de son contrat d'enseignement, une bourse lui soit accordée au Portugal pour y terminer ses études, s'engageant à vous en informer dès qu'il reprendra ses fonctions d'enseignant<sup>232</sup>. » [19 décembre 1957]

Ses nombreux remplacements en raison des absences des professeurs cathédriques évoquées précédemment l'empêchaient donc de terminer son doctorat et sa seule solution était d'obtenir une bourse de recherche financée par l'IAC afin de pouvoir être déchargé de l'enseignement. Il est intéressant de voir comment la nécessité de la bourse était justifiée par le fait qu'il était père de famille. Elle rappelle qu'en raison de la précarité professionnelle assortie à la situation

---

<sup>228</sup> João Gouveia MONTEIRO, « O Ensino da História Medieval Europeia na Faculdade de Letras de Coimbra (1941-2011) e no Portugal de hoje », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 42, 2011, pp. 313-345.

<sup>229</sup> Si l'obtention du titre de docteur était logiquement nécessaire pour être professeur auxiliaire, l'article 21 du décret n°16 623 du 18 mars 1929 permettait la promotion par mérite de certains candidats. Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão devait donc être dans cette situation.

<sup>230</sup> Archives de l'Université de Coimbra, SR : Actes des réunions de la faculté de lettres, AUC-IC-1°D 3-1-76, années 1925-1936, vol. 2, feuilles 92 et 93.

<sup>231</sup> En raison de ses nombreuses fonctions politiques et représentatives, Manuel Lopes de Almeida n'était pas connu pour donner ses cours comme l'a observé Joaquim Romero Magalhães : « Dans le jury, il y avait l'ancien ministre de l'Éducation, Lopes de Almeida, qui était une personne enchanteresse mais qui ne donnait jamais cours. Il trouvait toujours une façon de ne pas faire cours. Il a été directeur de la bibliothèque générale et il y a fait un merveilleux travail. Mais pour les cours, il ne fallait pas compter sur lui, bien qu'il fût un excellent orateur. Il parlait très bien. Il ne m'a jamais fait pression. De temps en temps, il apparaissait dans les séminaires de licence. Il m'a donné des livres dont un d'un maître érudit fantastique, Robert Ricard, qu'il avait édité » (entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 4.)

<sup>232</sup> Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 14 : Salvador Dias Arnaut.

d'assistant, la fin d'un contrat pouvait fragiliser quelque peu la situation. Elle était aussi une façon d'attirer l'attention de l'IAC sur sa situation, où son zèle à assurer les cours entraînait en contradiction avec son désir de faire de la recherche quitte à se mettre en difficulté financière. Toutefois, il n'a soutenu sa thèse qu'en 1960 soit trois années après la demande, signe que les difficultés ont perduré<sup>233</sup>. Enfin, António Henrique de Oliveira Marques a aussi insisté sur sa surcharge : « Comme enseignant, j'avais beaucoup de travail. [...] Personne ne m'a déchargé d'un seul cours afin de préparer mon doctorat et ce n'était pas dans les usages de l'époque. Le jour même où j'ai obtenu mon doctorat, j'ai eu cours à la Faculté, malgré mes protestations ».

Sous-jacente depuis le début de la sous-partie, la question des difficultés économiques rencontrées par l'enseignement supérieur a été sur l'ensemble de la période un problème majeur. En effet, derrière l'importante charge de cours des historiens enseignants dans le supérieur portugais, la question du budget alloué à la recherche était omniprésente sans être verbalisée. Si la situation était héritée des régimes précédents, le pouvoir autoritaire n'a pas investi dans la création de postes et cela s'est ressenti dans la pratique quotidienne des enseignants. L'analyse de la première décennie du régime et de la dernière permet justement de mettre en évidence la continuité de la fragile condition enseignante. La situation à l'université de Coimbra entre 1926 et 1936 a été caractérisée par un manque constant de personnel. En effet, dès novembre 1926, le conseil de la FLUC constatait le manque d'investissement le 20 novembre 1926 : « Le Conseil a décidé que les cours suivants seront fermés pour la présente année scolaire en raison d'un manque de professeurs ou d'élèves (après s'être assuré que la fermeture temporaire ne signifie pas une perte d'année pour les élèves)<sup>234</sup> ». Face au constat d'une situation qui ne changeait pas, le conseil de la FLUC a même fait des propositions :

« António Vasconcelos a vigoureusement défendu une proposition afin d'obtenir du gouvernement l'autorisation de soumettre à un concours tous les postes vacants de professeur titulaire et d'assistant, auxquels pourront être admis toutes les personnes ayant un diplôme d'enseignement supérieur. Pour ce faire, ils devront passer des épreuves spéciales qui seront indiquées dans les conditions de ce concours<sup>235</sup>. » [28 janvier 1927]

La déclaration de l'historien et dirigeant de la FLUC montrait qu'il y avait une inadéquation entre les ambitions du gouvernement qui exigeait à la suite de la réforme d'octobre 1926 que

---

<sup>233</sup> Margarida Sobral NETO, « Salvador Dias Arnaut », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, sous la direction de Sérgio Campos matos, en ligne.

<sup>234</sup> Archives de l'Université de Coimbra, SR : Actes des réunions de la faculté de lettres, AUC-IC-1°D 3-1-76, années 1925-1936, vol. 2, feuilles 25 à 27.

<sup>235</sup> *Ibid.*, feuilles 28 et 29. Par ailleurs, pour l'anecdote, le Conseil fait état de l'installation de « la lumière électrique » dans l'université à ce moment-là.

l'ensemble des cathédraux fussent des docteurs, et le nombre de scientifiques ayant le grade de docteur. Tout en proposant de maintenir les épreuves des concours publics pour désigner les professeurs, ouvrir aux détenteurs d'une licence semblait la meilleure solution. Toutefois, sa demande n'a pas été suivie d'effet. Quelques années plus tard, le Conseil a demandé expressément le 18 mai 1934 au gouvernement le maintien de trois postes de cathédraux en histoire : « il est évident que la suppression d'un poste de professeur cathédraux présente de graves inconvénients, puisque le nombre de professeurs titulaires dans ce groupe sera réduit à deux, ce qui est en disproportion flagrante avec la charge d'enseignement correspondante<sup>236</sup> ». Bien conscients de la charge de travail qui se maintiendrait, les professeurs cathédraux de la FLUC ont donc pris l'initiative de défendre le statu quo. Enfin, le corps professoral a aussi dû s'adapter aux vagues d'exclusions de professeurs. Le Conseil de la FLUC a ainsi « déploré » l'existence de la lettre annonçant le départ forcé de Sílvio Lima puis face au manque de professeurs engendré, le directeur du Conseil a proposé :

« Prévoyant, dit-il, la possibilité de recourir à un professeur étranger, il a déjà écrit à la France et à la Belgique, et informera ses collègues du résultat de ces démarches en temps utile. En ce qui concerne cet aspect du problème, le Docteur Damião Peres a déclaré, sans vouloir causer le moindre embarras à l'ancien directeur dans la proposition de résolution de l'affaire, qu'il trouve regrettable que l'on doive recourir à la collaboration d'étrangers et s'est déclaré, sur le principe, contre le recours<sup>237</sup>. » [5 juin 1935]

La solution envisagée par le directeur de la FLUC montrait le cruel manque de personnel compétent et cela malgré la fermeture de la FLUP quelques années auparavant. Damião Peres, qui était lui-même venu de la FLUP et avait réussi à intégrer l'université de Coimbra semblait surpris par la proposition de recourir à des scientifiques étrangers. La nomination d'étrangers était-elle une stratégie pour éviter une ingérence politique du pouvoir au risque de provoquer un conflit diplomatique ? En tout cas, les vagues de destitutions avaient des conséquences directes dans la pratique des enseignants et les universités devaient trouver d'elles-mêmes des solutions palliatives et bien souvent précaires.

Les dernières années du régime autoritaire ont été marquées par une confrontation toujours plus grande aux problèmes liés au manque d'investissement financier du pouvoir. L'Université portugaise a connu durant les années 1960 un essor croissant du nombre de ses étudiants<sup>238</sup>. La situation était observable à Lisbonne. En effet, comme l'ont remarqué Sérgio Campos Matos et Jorge Ramos do Ó : « Le corps enseignant de l'université de Lisbonne était en

---

<sup>236</sup> *Ibid.*, feuilles 151 à 154.

<sup>237</sup> *Ibid.*, feuilles 179 et 180.

<sup>238</sup> Voir la [Figure 34] du II)2) du chapitre 2.

1955, plus petit que celui du coup d'État militaire du 28 mai, si bien que durant l'année 1968, on soit arrivé à la situation extrême d'un professeur pour 42 élèves<sup>239</sup> ». Plutôt que d'investir, le pouvoir s'est déresponsabilisé et a laissé les universités trouver des solutions<sup>240</sup>. Les professeurs étaient donc complètement surchargés et face à des effectifs pléthoriques<sup>241</sup>. Et cela avait forcément des conséquences comme l'ont remarqué trois historiens en opposition :

« Cette analyse nous permet de conclure que, bien que certains des enseignants de la Faculté des Lettres de Lisbonne n'atteignent pas le niveau intellectuel que l'on pourrait souhaiter, *l'une des principales raisons de leur faible productivité en tant que chercheurs et de la mauvaise qualité de leurs cours réside plutôt dans la charge d'enseignement à laquelle ils ont été contraints* (n. : en italique dans le texte). Un examen superficiel du nombre et du type de classes et de cours que ces professeurs ont été amenés à faire depuis leur entrée à la Faculté en tant qu'assistants suggère une vocation et une formation encyclopédique pour la quasi-totalité d'entre eux ! Comme ce n'est pas le cas, le résultat pratique se traduit par la superficialité des sujets traités et le vice répandu qu'il est légal et possible pour le professeur cathédratique ou extraordinaire, chaque fois que nécessaire, de lui octroyer n'importe quelle chaire de sa section<sup>242</sup>. »

Vitorino Magalhães Godinho, António José Saraiva, António Henrique de Oliveira Marques avaient tous les trois enseigné à la FLUL et parlaient donc en connaissance de cause. Malgré quelques critiques à l'égard de la qualité de l'enseignement des historiens accommodés, ils relevaient toutefois que les conditions n'étaient pas optimales et que le fonctionnement de la FLUL était responsable de la piètre qualité de l'enseignement. Même après le renversement du régime autoritaire, le regard des historiens sur leurs prédécesseurs était partagé : « Le fait est que les assistants de l'époque qui ont "pris les armes" étaient peu nombreux et travaillaient souvent dans des conditions véritablement héroïques, obligés de disperser leur enseignement, avec parfois plusieurs cours attitrés en simultanément<sup>243</sup> ». Le manque d'investissement dans

---

<sup>239</sup> Sérgio Campos MATOS, Jorge Ramos do Ó, *A Universidade de Lisboa nos Séculos XIX e XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, 2 volumes, p. 142.

<sup>240</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>241</sup> António Henrique de Oliveira Marques a évoqué ce problème : « Tout ce travail résulte de la rareté du personnel enseignant et de l'augmentation constante des étudiants. A la Faculté des Lettres, de 1957 à 1964, bien que le nombre d'enseignants soit passé de 39 à environ 64 (et très peu en plus en Histoire), le nombre d'étudiants est passé de 1760 à près de 2500, posant des problèmes d'enseignement et d'espace difficiles à résoudre. Comme il n'y avait pas de numerus clausus, les classes étaient énormes. En Paléographie, le nombre moyen d'étudiants inscrits était d'environ 150 et j'avais des classes de 170. ... Dans mes premières années d'enseignement, la rareté des photocopies était telle qu'un seul document servait pour quatre étudiants. ... Mes problèmes étaient insignifiants par rapport à ceux de mes collègues en Théorie de l'Histoire, par exemple, ou en Histoire Culturelle, qui étaient communs à tous les diplômés ! Les classes, surtout dans les premières années, dépassaient le demi-millier d'étudiants. » (António Henrique de Oliveira MARQUES, « A Universidade do Estado Novo, Memórias de um percurso universitário (1950-1964) », dans *Congresso História da Universidade 7º Centenário, Universidades(s), História, memória, perspectivas*, Coimbra, Comissão organizadora do Congresso « História da Universidade », 1991, vol 5, pp. 431-442).

<sup>242</sup> António Henrique de Oliveira MARQUES, António José SARAIVA, Vitorino Magalhães GODINHO, « A situação da Faculdade de Letras de Lisboa, alguns aspectos » dans *Ocidente*, vol. 78, 1970, pp. 209-219.

<sup>243</sup> Armando Luís de Carvalho HOMEM, Amélia Aguiar ANDRADE, Luís Carlos AMARAL, « Por onde vem o medievalismo em Portugal ? », dans *Revista de história económica e social*, vol. 22, Janeiro-Abril, 1988, pp. 115-138.

l'enseignement supérieur était donc l'une des principales causes des mauvaises conditions d'enseignement dont les historiens se plaignaient tant, auxquelles il fallait ajouter les limitations chronologiques imposées par le pouvoir.

À Coimbra, la situation n'avait pas changé par rapport à la première décennie du régime autoritaire et à l'image de ce qu'il se passait à Lisbonne, les professeurs étaient tout aussi surchargés. Alors que les professeurs cathédriques étaient occupés par d'autres fonctions, et que les seconds assistants paraissaient inexpérimentés, le Conseil de la FLUC a pris la décision de surcharger Avelino de Jesus da Costa :

« Le motif pour lequel le Conseil de cette Faculté demande l'autorisation pour le 1<sup>er</sup> assistant du groupe d'Histoire Dr. Avelino de Jesus da Costa d'enseigner les classes théoriques de quatre matières a été contraint par la particularité du groupe en question, en ce qui concerne la situation du personnel enseignant, et aussi pour des raisons pédagogiques. Une autre solution aurait de graves préjudices pour l'efficacité de l'enseignement voire de sérieux risques d'aggravation de la situation du groupe d'histoire. [...] Par conséquent, je demande à Votre Excellence d'accéder le plus rapidement possible à la demande d'autorisation du Dr. Avelino de Jesus da Costa pour enseigner les matières susmentionnées, car tout retard pourrait compromettre le bon déroulement du service ».  
[13 février 1961]

Sans autre solution et insistant sur la gravité de la situation du personnel enseignant, la FLUC a donc décidé de dépasser le nombre de cours qu'un assistant pouvait faire. Par ailleurs, le 17 août 1961, le ministère a demandé un éclaircissement sur le nombre de chaires occupées par Avelino de Jesus da Costa ce à quoi le rectorat a rétorqué avec le même argument : la situation était intenable au sein de l'université en raison du faible nombre de professeurs. En 1966, la situation n'a pas changé aussi bien pour ce dernier historien d'après une lettre du 13 janvier 1966 mais aussi pour Salvador Dias Arnaut. En effet, le conseil de la FLUC a une nouvelle fois fait une demande d'exception :

« J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Conseil de la Faculté des Lettres a décidé de demander l'autorisation pour que le premier assistant engagé au-delà du personnel permanent, le Dr. SALVADOR MANUEL DIAS DOS SANTOS ARNAUT, puisse enseigner le cours Histoire du Portugal I et II et le cours d'Histoire de l'Expansion portugaise. En raison de la pénurie actuelle de personnel enseignant dans le 4<sup>e</sup> groupe (histoire), ce premier assistant sera chargé de l'enseignement de trois matières. Dans ces conditions, je vous prie de bien vouloir accorder l'autorisation susmentionnée. »  
[7 septembre 1966]

Les situations exceptionnelles étaient donc devenues la norme car l'essentiel des assistants et des professeurs devaient faire bien davantage de cours que le cadre légal ne le permettait. Pourtant, malgré la possibilité de multiplier les exemples, le pouvoir n'a pas voulu investir. Déjà peu impliqué durant les premières décennies, la dictature investissait des sommes colossales

dans l'envoi des contingents sur le front de la guerre coloniale, au détriment de l'ensemble des autres dépenses. La défense des vestiges du passé valait bien plus pour le pouvoir que la possibilité de pouvoir l'enseigner.

\*

\* \*

L'essentiel des historiennes et des historiens accommodés ont été des professeurs au sein de l'Université. En dépit de nouveaux statuts d'enseignant créés pendant la période, leur carrière s'est construite par étapes progressives, allant des postes temporaires à des postes pérennes fortement convoités et très peu nombreux, ce qui a pu engendrer des tensions internes à la communauté des enseignants. Les professeurs ont été surveillés au long de leur parcours professionnel, afin d'éviter toute incursion dans le domaine politique contraire à la ligne du gouvernement, mais le plus régulièrement, les scientifiques ont soutenu le régime autoritaire.

Les historiens ont enseigné dans une Université qui a connu des transformations architecturales et s'est élargie à d'autres pôles au fur et à mesure de la période. Les programmes ont été définis par le pouvoir et ont été rigoureusement appliqués par les enseignants. Ils ne permettaient pas de développement conséquents sur la période contemporaine qui étaient par ailleurs soigneusement évitée par les professeurs. Toutefois, les conditions d'enseignement ont été souvent difficiles en raison d'un manque chronique d'investissements publics. Conscients des difficultés auxquels ils faisaient face, les historiennes et les historiens ont malgré tout essayé de faire tenir l'édifice.

Après avoir analysé la pratique enseignante, il est maintenant question d'observer la façon dont les historiennes et les historiens accommodés ont fait de la recherche et ont publié des travaux historiques.

### III) De l'idée au livre sur l'étagère. Chercher et publier dans le Portugal autoritaire

Les historiennes et les historiens accommodés ont été pour l'essentiel des enseignants mais ils ont tous été des chercheurs. Financés ou non, ils ont consulté des publications en tout genre, sillonné les archives, dépoussiéré des manuscrits et des chartes, froncé les sourcils pour essayer de comprendre ce que les mains de leurs aïeux avaient voulu écrire. Puis ils ont mis en mouvement la masse des notes accumulées et tenté d'approcher des maisons d'édition ou bien des revues pour voir leur travail dans les vitrines des librairies ou bien sur les étagères des bibliothèques et des particuliers curieux. Dès lors il est ici question de caractériser, avec Françoise Waquet, « la science en train de se faire, et de se faire dans sa matérialité même<sup>244</sup> ».

Pour y parvenir, il faut interroger les conditions de la recherche et de la publication des travaux afin de rendre compte d'une partie du quotidien de l'historien. Une partie seulement car le temps de la recherche était partagé avec l'enseignement pour les professeurs et pour les autres historiens accommodés, avec les différents métiers exercés. Cependant, outre l'enjeu de trouver du temps disponible, la question économique était fondamentale. Comme l'a remarqué Francesco Zavatti, « la lutte pour les ressources étant une histoire sans fin, la vérité historique et le professionnalisme sont à négocier, quel que soit le système politique sous lequel vivent les historiens<sup>245</sup>. » En conséquence, l'accès ou non à des financements pour pouvoir mener une recherche de bout en bout était un élément déterminant. Il semble en effet, avec David Edgerton, qu'il faille percevoir les conditions économiques comme un aspect fondamental de la recherche scientifique :

« Nous devons suivre l'argent vers une nouvelle histoire, vers une nouvelle carte. Il ne s'agit pas seulement d'étendre le champ de l'histoire des sciences à des aspects négligés de la recherche scientifique ; nous devons reconsidérer à la fois l'ensemble et les parties bien connues. Nous devons reconnaître l'ampleur et la variété de la "science" et la place centrale qu'occupe l'économie dans la plupart de ses activités. Malgré toutes les invocations de la "technoscience", de l'armée et de l'économie, nous supposons beaucoup trop facilement que la recherche universitaire est synonyme de science. Le problème risque de persister. La "science" est toujours implicitement définie par rapport à la recherche académique, et cette "science" a toujours des relations avec ce qui est considéré comme des extériorités économiques, publiques, sociétales, étatiques et militaires<sup>246</sup>. »

---

<sup>244</sup> Françoise WAQUET, *L'ordre matériel du savoir. Comment les savants travaillent, XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 10.

<sup>245</sup> Francesco ZAVATTI, *Writing History in a Propaganda Institute, Political Power and Network Dynamics in Communist Romania*, Stockholm, Elanders, 2016, p. 338.

<sup>246</sup> David EDGERTON, « Time, Money, and History », dans *Isis*, vol. 103, n° 2, 2012, pp. 316-327.

Le scientifique a plaidé pour une histoire des sciences attentive à la centralité de la question économique et de ses imbrications dans plusieurs domaines. En conséquence, dans le cadre de cette recherche, la question économique sera perçue à travers le prisme de ses liens avec la sphère politique.

La question des acteurs finançant la recherche portugaise s'est fortement posée au Portugal durant le XX<sup>e</sup> siècle. Dans un pays perçu comme en retard par rapport au reste de l'Europe, la République, dans son élan réformateur, s'est penchée sur la question du financement de la recherche mais la bourrasque de la Première Guerre mondiale a bloqué tout projet ambitieux. Le Portugal républicain a hésité à suivre le modèle états-unien où le financement des plus prestigieuses universités ne dépendait aucunement de l'argent public et s'appuyait donc sur l'investissement particulier. Comme l'a montré Ângela Salgueiro, des expériences en ce sens ont été menées à l'image de l'Institut de recherche scientifique Bento da Rocha Cabral, une fondation privée créée afin de financer des travaux en biologie<sup>247</sup>. En parallèle, le modèle espagnol de l'Organisme pour l'approfondissement des études (JAE) créé en 1907 et financé publiquement pour encourager la recherche donnait au Portugal un exemple d'un État au développement similaire capable d'investir de l'argent afin d'encourager la recherche scientifique<sup>248</sup>. Pour autant la République n'a finalement pas tranché et l'ensemble des projets sont restés lettre morte<sup>249</sup>.

Ensuite, les espaces de publication de la littérature scientifique étaient, à l'image de beaucoup d'autres pays, davantage liés à des fonds privés. Les quelques revues financées par l'Université et par les maisons de presses rattachées à l'État étaient minoritaires face aux maisons d'édition privées. Sans remettre en question leur existence, sauf pour les maisons d'édition publiant des autrices et des auteurs en opposition, elles étaient malgré tout sujettes à la censure. Enfin, le savoir pouvait aussi se diffuser autrement que par l'écrit, notamment dans le cadre de colloques voire par d'autres canaux. En somme, l'objectif de cette partie est de mettre en évidence la façon dont la recherche a pu être encouragée et soutenue au Portugal tout comme les modalités de la diffusion du savoir historique.

Tout d'abord, l'étude se focalisera sur les différents espaces ayant pu encourager la recherche des historiens au Portugal, où l'État autoritaire a joué un rôle moteur mais il n'a pas été le seul. Ensuite, l'analyse portera sur les différents moyens de diffusion de la connaissance historique utilisés par les historiens accommodés.

---

<sup>247</sup> Ângela Sofia Garcia SALGUEIRO, *Ciência e Universidade na I República*, sous la direction de Maria Fernando Rollo, thèse soutenue à l'université nouvelle de Lisbonne, 2015, p. 161.

<sup>248</sup> Voir le I)2) du chapitre 1.

<sup>249</sup> Pour une liste des différents projets républicains qui n'ont pas abouti, voir Ângela Sofia Garcia SALGUEIRO, *op. cit.*, pages 272 et 273.



## 1) Des aiguillons à la recherche du passé. Les soutiens à la pratique historienne

Malgré quelques entreprises collectives, la recherche historique a bien souvent été un acte solitaire, où les historiennes et les historiens, guidés par leurs propres intérêts, fréquentaient les lieux dédiés à la recherche pour pouvoir rendre compte des faits du passé. Toutefois, différentes structures ont joué un rôle clé en finançant les chercheurs voire en définissant des orientations à la recherche portugaise. L'étude de ces différents aiguillons permettra de mettre en évidence les conditions, les facilités mais aussi les conditionnements de la pratique scientifique durant le régime autoritaire.

Le paysage de la recherche portugaise a souvent pu être présenté comme fragile voire en décalage par rapport au reste de l'Europe occidentale. Des historiens portugais mais aussi des étrangers n'ont pu que constater les limitations de la recherche, notamment en raison d'installations et d'équipements peu propices à sa réalisation. En effet, le Portugal souffrait quelque peu d'un complexe d'infériorité, alimenté par un sous-investissement continu dans le domaine de la recherche ce qui conduisait à de mauvaises conditions de travail et au sentiment de retard par rapport aux autres pays. Alfredo Pimenta en a fait le triste constat auprès d'António de Oliveira Salazar en prenant la direction des archives nationales, les ANTT, déplorant :

« Excellentissime Monsieur le Président du Conseil, [...] Il est absolument nécessaire de regarder la Torre do Tombo en face, avec une parfaite compréhension du rôle qu'elle doit jouer en harmonie avec ses traditions dans la vie culturelle portugaise. Seul Votre Excellence, par sa position au sein du gouvernement et de l'administration, peut résoudre ce problème. Le problème de la Torre do Tombo : j'insiste. Car l'intégrer dans le problème plus large des bibliothèques et des archives revient à créer un nouveau désordre. La réforme de 1931 est à l'origine des difficultés dans lesquelles nous nous trouvons. Quand on réforme, comme Votre Excellence le sait mieux que moi, il faut prendre de la distance pour évaluer les conséquences. En 1931, ce critère n'a pas été adopté. Je peux sentir le résultat et Votre Excellence le constate. Est-ce que j'en demande beaucoup ? Ce n'est pas le cas. C'est le minimum dont a besoin cette maison. Une installation limitée et exigüe. Un manque absolu d'équipements hygiéniques pour le personnel. Des fonds limités pour l'essentiel. Votre Excellence me croirait-elle que j'aie déjà dû, dans l'année et demie de ma gestion, sortir de ma poche plusieurs centaines de milliers de réis pour ne pas interrompre les services ou pour faire face aux dépenses nécessaires ? Et Votre Excellence sait que je ne suis pas riche. Lorsque la Torre do Tombo était une institution à l'activité limitée, elle comptait beaucoup plus d'employés qu'aujourd'hui – avec d'énormes collections qui ont été introduites, avec des attributions abusives qui ont été créées, ce qui aggrave la situation du personnel. Laissez-moi vous donner un exemple. La salle de lecture n'avait autrefois que peu de lecteurs – certains érudits, d'autres curieux – aujourd'hui, depuis qu'on a eu la mauvaise idée de l'ouvrir aux étudiants de la Faculté des Lettres, il y a des jours où elle doit

recourir au système des gares, des théâtres ou des cinémas : afficher complet<sup>250</sup>. » [7 juillet 1949]

La situation décrite par Alfredo Pimenta nous permet de saisir l'état des archives nationales au milieu de la période autoritaire. Elle ne pouvait donc plus être uniquement le fait du dédain de la politique monarchique ou républicaine d'autant que la réforme mentionnée par l'historien était déjà du ressort du gouvernement autoritaire. En effet, il s'agit du décret n° 19 952 du 27 juin 1931, qui comme l'a observé Fernanda Ribeira a été « fortement influencé par l'idéologie de l'*Estado Novo* et s'est appliqué pendant plus de trente ans (jusqu'à 1965) mais il n'a rien ou très peu changé pour les Archives nationales<sup>251</sup> » dans la mesure où la réforme a repris celle qui avait organisé les ANTT en 1901. Pire, Alfredo Pimenta percevait cette réforme comme une source de problèmes et il insistait sur les difficultés organisationnelles mais aussi financières. S'il a pu exagérer quelque peu la situation en se mettant en scène comme mécène par la force des choses des ANTT, les conditions de la recherche n'étaient pas optimales, et les installations manquaient réellement d'espace. Alfredo Pimenta n'a par ailleurs pas évoqué ici l'absence de catalogue aux ANTT, qui était pourtant le symbole empirique des dysfonctionnements de l'institution<sup>252</sup>. Il a fallu attendre les années 1980 pour avoir un solide inventaire du fonds. De plus, il déplorait une forme de démocratisation de l'accès aux archives dans lequel pointait l'élitisme d'Alfredo Pimenta, qui était pourtant un signe positif de la diffusion de la recherche et d'un encouragement venu directement des professeurs des universités. Au total, il enjoignait le président du Conseil à agir pour soutenir le principal lieu de la recherche historique portugaise<sup>253</sup>. Cependant, au regard des témoignages des historiens de la génération de la guerre coloniale, le pouvoir n'avait toujours pas agi pour les ANTT entre les années 1960 et 1970<sup>254</sup>.

Les conditions de la recherche ont aussi été décrites par des historiens français qui ont travaillé pendant la période autoritaire sur le Portugal. Frédéric Mauro a réalisé un bilan de la

---

<sup>250</sup> Lettre d'Alfredo Pimenta à António de Oliveira Salazar, Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, pages 411 à 415.

<sup>251</sup> Fernanda RIBEIRO, « Arquivo Nacional da Torre do Tombo », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>252</sup> Voir le témoignage de Vitorino Magalhães Godinho dans le II)2) du chapitre 7.

<sup>253</sup> Quelques autres archives existaient comme les archives des différents districts portugais créées à partir de 1916, les archives historiques des différents ministères et enfin les Archives historiques coloniales devenues ensuite les Archives de l'Outre-mer (voir Fernanda RIBEIRO, *op. cit.*)

<sup>254</sup> Durant les entretiens, Joaquim Romero Magalhães a déploré : « Mais cet horaire ! De 11h à 16h ! À partir de 15h, on ne pouvait plus rien demander. » (Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, p. 9) De même, José Mattoso a remarqué : « Il y avait aussi un problème très typique de l'historiographie à cette époque : les archives étaient lamentables. L'accès aux documents était mauvais. Cela m'énervait beaucoup. Sans accès systématique aux informations, toute la recherche en est altérée. Les horaires des archives, la compétence des archivistes... Tout cela était lamentable ! » (Entretien avec José Mattoso, p. 9). Il y avait donc un constat partagé quant aux mauvaises conditions de la recherche aux archives nationales.

recherche portugaise dans la *Revue historique* en 1963<sup>255</sup>. L'historien, qui était alors enseignant d'histoire moderne à l'université de Toulouse avait déjà passé plusieurs années à travailler sur le Portugal atlantique et parlait donc en connaisseur<sup>256</sup>. Son constat était à la fois plein d'espoir mais dans le même temps critique sur plusieurs aspects de la recherche historique. Il constatait tout d'abord que « la recherche s'articule de façon assez variable à l'enseignement supérieur », évoquant les liens de la recherche avec les différents centres universitaires puis il présentait rapidement l'IAC comme jouant « le rôle à la fois de notre CNRS et de notre DGACT<sup>257</sup> ». Il relevait par ailleurs l'importance du Centre des études historiques ultramarines et des moyens publics alloués notamment dans le cadre des commémorations impériales où « l'on déploie un véritable luxe de moyens », tout en constatant : « une seule réserve : l'effort, pour des raisons que l'on devine, est beaucoup plus grand pour les provinces d'outre-mer que pour la métropole<sup>258</sup> ». En effet, à l'image de la situation décrite pour l'APH, lorsqu'il s'agissait de l'Empire, le pouvoir autoritaire déployait de nombreux moyens et invitait les chercheurs étrangers en cherchant à les impressionner favorablement afin de montrer toute l'importance qu'il accordait à ses possessions coloniales. La dimension politique entrainait donc clairement en considération dans la politique de la recherche développée par le gouvernement.

Albert Silbert a aussi dressé un constat quelque peu sévère de la recherche portugaise pendant les années 1950 et 1960. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale – où il a été emprisonné dans un camp de concentration parce que juif – il a contacté Fernand Braudel qui l'a fait rencontrer Vitorino Magalhães Godinho et il a commencé ses recherches d'histoire moderne sur le Portugal agraire<sup>259</sup>. Dans la première préface de son livre *Le Portugal*

---

<sup>255</sup> Frédéric MAURO, « L'histoire au Portugal », dans *Revue historique*, tome 229, 1963, pp. 433-442.

<sup>256</sup> José Damião Rodrigues « Frédéric Mauro », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>257</sup> Frédéric MAURO, *op. cit.*

<sup>258</sup> *Idem.* Par ailleurs, dans l'article, Frédéric Mauro observait ce qu'il appelle une science historique traditionnelle, « attachée à des vieilles habitudes intellectuelles [...] parfois jusqu'à la caricature ». Il précisait son propos en quatre points jugés critiques de la production historiographique portugaise : l'ignorance de la bibliographie étrangère ; un intérêt trop exclusif pour les problèmes nationaux ; une méconnaissance absolue des autres sciences sociales ; un goût exagéré de l'érudition pour l'érudition. Nous le verrons au cours du chapitre 5, le constat de Frédéric Mauro était plus que juste. Toutefois, il y avait aussi des points positifs comme relevé par José Maria Amado Mendes : « Il est évident que l'auteur a également noté des exceptions et même des signes de renouveau. Elles se trouvent dans les tentatives de mise à jour, déjà en cours à l'époque, notamment dans les branches de l'histoire économique et de la démographie historique. Dans le premier cas, les noms de Vitorino Magalhães Godinho, Jorge Borges de Macedo, Virgínia Rau, Joel Serrão et José Gentil da Silva sont mentionnés ; dans le second cas – la démographie historique – sont distingués les séminaires donnés à la Faculté des Lettres de Lisbonne. » (José Maria Amado MENDES, « A História Económica e Social nos últimos vinte anos », dans *Revista Portuguesa de História*, tome 29, 1994, pp. 1-32).

<sup>259</sup> Fátima Sá e Melo FERREIRA, « Albert Silbert », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

*méditerranéen à la fin de l'Ancien Régime, XVIII<sup>e</sup> – début du XIX<sup>e</sup> siècle, Contribution à l'histoire agraire comparée*, rédigée en 1965, il constatait quelque peu amer dans la préface :

« Les difficultés rencontrées tiennent par-dessus tout au contraste entre les ambitions que nous eûmes jadis et les moyens dont dispose la recherche historique au Portugal. [...] C'est vers le Portugal que, sur les conseils de Fernand Braudel, nous nous sommes finalement dirigés. Un tel choix avait le mérite de la nouveauté. Mais si le rôle de défricheur présente les avantages (ne donne-t-il pas droit à quelque indulgence ?), il a aussi ses inconvénients. L'insuffisance de la bibliographie fondamentale en est un, mais mineur. Le risque d'échec total est infiniment plus sérieux. Or c'est l'impression d'aller à un échec que nous avons eue à plusieurs reprises. La base documentaire dont nous rêvions se révélait en effet introuvable. Nous n'avons rencontré aucune source statistique, qui puisse servir à une étude complète de la propriété et de l'exploitation, aucune ne conduisant à une analyse scientifique du mouvement de la production, des revenus et même des prix, aucune qui permette un examen précis du paysage rural et de ses détails. C'est dire que l'application des méthodes rigoureuses de l'histoire économique, sociale et géographique, telle qu'elles se conçoivent et se pratiquent actuellement, nous est apparue impossible. Il faudra d'ailleurs un miracle pour qu'elle ne le soit plus un jour<sup>260</sup>. »

Albert Silbert partageait donc le constat de Frédéric Mauro sur les faiblesses des conditions de la recherche au Portugal. En raison du décalage entre le type de documentation qu'il escomptait trouver et les sources disponibles dans les archives et les bibliothèques<sup>261</sup>, il lui était impossible d'écrire une histoire économique, sociale et démographique comme pratiquée par ses collègues français. Alors que cette histoire était devenue en partie paradigmatique, il semblait d'une certaine façon contraint de pratiquer lui aussi une histoire non systématisée à l'image de celle écrite par les historiens portugais. L'inadaptation de la documentation aux nouveaux usages historiographiques l'avait donc forcé à faire quelques inflexions. Dans la mesure où le choix du Portugal comme objet d'étude était déjà distinctif, il semble qu'Albert Silbert éprouvait la crainte d'être en complet décalage avec la production historiographique française et tentait de s'expliquer sur le travail publié dans la préface. Le portrait de la recherche dressé par les historiens, qu'ils fussent portugais ou étrangers, a pu pointer les insuffisances portugaises mais il faut maintenant mettre en évidence les différentes ressources mobilisées par la puissance publique.

Le régime autoritaire a, malgré les défauts évidents énumérés, cherché à définir une politique scientifique. Projeté mais non réalisé par la République, la Dictature militaire a permis la naissance d'une structure financée sur fonds publics pour encourager la recherche nationale appelée le Conseil d'éducation nationale (JEN) créé par le décret n° 16 381 du 16 janvier 1929.

---

<sup>260</sup> Albert SILBERT, *Le Portugal Méditerranéen à la fin de l'Ancien Régime, XVIII<sup>e</sup> – début du XIX<sup>e</sup> siècle, Contribution à l'histoire agraire comparée*, Lisbonne, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1978, pages 9 et 10.

<sup>261</sup> Il a par ailleurs éprouvé une certaine difficulté à travailler aux ANTT en raison d'une antipathie du personnel alors qu'il trouvait les archives locales moins soumises aux pressions étatiques et plus amènes (Fátima Sá e Melo FERREIRA, *op. cit.*).

Le contexte de son apparition pourrait surprendre quelque peu, alors qu'António de Oliveira Salazar avait été nommé ministre de l'Économie et qu'il entendait réduire fortement les dépenses publiques. Toutefois, le Portugal connaissait une période d'agitation estudiantine et était perturbé par le *revirinho*<sup>262</sup>. La naissance du JEN fut donc, comme l'a défendu Augusto José dos Santos Fitas, « un moyen de faire taire (ou de pacifier) la contestation et de montrer comment le gouvernement dictatorial, même sans plans, se préoccupait de l'appui de la recherche<sup>263</sup> ». L'objectif du JEN était revendiqué dans son préambule : « Développer et améliorer la recherche scientifique pour que le Portugal reprenne le chemin traditionnel du professorat supérieur, envoyant ses étudiants dans les centres étrangers de la plus haute culture ». Sa finalité était donc bien, comme l'a défendu Quintino Lopes d'eupéaniser le Portugal par le biais de la création de l'institut scientifique<sup>264</sup>. Par ailleurs, Quintino Lopes a affirmé que le JEN a fonctionné de façon autonome sur le plan scientifique et sans liaison avec l'agenda politique<sup>265</sup>. Durant sa courte existence, entre 1929 et 1936, le JEN a distribué des bourses de plus ou moins longue durée de deux types : à l'extérieur du pays en reprenant le modèle du JAE espagnol afin d'acquiescer au contact des scientifiques étrangers les connaissances en cours, dans l'espoir que le retour au Portugal permît une application ; des bourses à l'intérieur du pays en suivant le modèle belge du Fonds national de la recherche scientifique. Ces dernières concernaient à la fois le Portugal continental mais aussi les territoires coloniaux. Les bourses allaient de quelques mois à plusieurs années et elles étaient renouvelables<sup>266</sup>. Les demandes n'étaient pas limitées à certaines catégories professionnelles mais par exemple, pour les bourses à l'intérieur du pays, 66 % des personnes qui ont obtenu des financements entre 1929 et 1936 étaient des universitaires<sup>267</sup>. Elle est le signe que les professeurs de l'enseignement supérieur ont été les principaux bénéficiaires des bourses.

---

<sup>262</sup> Voir le repère « revirinho » pour ce mouvement.

<sup>263</sup> Augusto José dos Santos FITAS, « A Junta de Educação Nacional e a Instalação da Investigação Científica em Portugal no período entre guerras », dans Augusto José dos Santos FITAS, João PRÍNCIPE, Maria de Fátima NUNES, Martha Cecília BUSTAMENTE (éd.), *A Atividade da Junta de Educação Nacional*, Lisbonne, Caleidoscópio, 2012, pp. 13-36.

<sup>264</sup> Quintino Manuel Junqueira LOPES, *A Europeização de Portugal entre guerras, A Junta de Educação Nacional e investigação científica em Portugal*, Casal de Cambra, Caleidoscópio, 2018.

<sup>265</sup> *Idem*, p. 16.

<sup>266</sup> Les rénovations étaient courantes. Ainsi, il y a eu au total 148 boursiers pour 303 bourses pour l'étranger sur l'ensemble de la période. Précisons que 21 % des boursiers étaient liés aux lettres soit l'un des plus importants contingents derrière la médecine (Augusto José dos Santos FITAS, « A “Junta de Educação Nacional” e o lançamento das primeiras iniciativas de um plano para investigação científica no país », dans Augusto José dos Santos FITAS, João PRÍNCIPE, Maria de Fátima NUNES, Martha Cecília BUSTAMENTE (éd.), *A Junta de Educação Nacional e a Investigação Científica em Portugal no Período entre Guerras*, Lisbonne, Caleidoscópio, 2013, pp. 49-72.)

<sup>267</sup> Voir le graphique 1 dans Quintino LOPES, « A Junta de Educação Nacional (1929/36) e as bolsas de estudo no país ; promoção científica num Portugal europeizado » dans Ângela SALGUEIRO, Maria de Fátima NUNES, Maria Fernanda ROLLO, Quintino LOPES (éd.), *Internacionalização da Ciência. Internacionalismo Científico*, Lisbonne, Caleidoscópio, 2014, pp. 53-63.

À partir de 1936, le régime autoritaire a pris la décision de réformer le JEN et d'en prendre le contrôle. En effet, la loi n° 1941 du 11 avril 1936 a créé le Conseil national de l'éducation, structure lâche qui comprenait l'ensemble de l'enseignement de la primaire à l'université. Par cette loi, le JEN a été transformé en Institut de haute culture (IAC) et intégré à la 7<sup>e</sup> section intitulée « haute culture » du Conseil national de l'éducation. L'autonomie administrative dont le JEN bénéficiait a été supprimée et les principaux représentants de l'IAC étaient directement nommés par le pouvoir<sup>268</sup>. Par ailleurs, le contrôle idéologique des boursiers était clairement assumé : « Organiser et concéder, au Portugal et à l'étranger, des bourses d'études aux diplômés dont la réputation morale et intellectuelle est avérée et qui donnent la garantie de leur coopération ultérieure avec l'État, pour le perfectionnement des méthodes éducationnelles et du développement de la culture<sup>269</sup> ». Ainsi, il était clair que les conditions d'accès aux bourses de l'IAC ne pouvaient pas être compatibles avec une quelconque preuve d'opposition à la « morale » et à l'idéologie de l'*Estado Novo*. En effet, les dossiers de l'IAC étaient soumis à la police politique et il était nécessaire de signer le document de rejet du communisme pour obtenir une bourse<sup>270</sup>. L'IAC a reconquis son autonomie par rapport au Conseil national d'éducation en 1952 tout en restant rattaché au ministère de l'Éducation nationale<sup>271</sup>. Il est alors devenu l'Institut pour la haute culture – ne modifiant pas son acronyme pour autant – mais comme l'a remarqué Maria Fernando Rollo : « Cependant, ce que l'IAC a gagné en autonomie administrative, ne s'est pas répercuté en termes de ressources et de capacité financière<sup>272</sup> ». Il est donc resté dans la dépendance du pouvoir jusqu'au terme de son activité en 1976<sup>273</sup>.

Les historiens accommodés ont bénéficié de nombreuses bourses de l'IAC. Sans prétendre à une exhaustivité sur l'ensemble de la période allant du JEN au terme de l'institut, il est possible de s'appuyer sur le parcours de quelques historiens pour rendre compte du

---

<sup>268</sup> Pour le JEN, les représentants de l'institution étaient aussi désignés par le gouvernement. Il y avait donc sur ce point une continuité.

<sup>269</sup> Alinéa 3 de l'article 22 du décret-loi n° 26 611 du 19 mai 1936.

<sup>270</sup> Voir l'exemple fourni dans le III)1) du chapitre 6.

<sup>271</sup> Par le décret-loi n° 38 680 du 17 mars 1952.

<sup>272</sup> Maria Fernanda ROLLO, Maria Inês QUEIROZ, Tiago BRANDÃO, Ângela SALGUEIRO, *Ciência, Cultura e língua em Portugal no século XX, Da Junta de Educação Nacional ao Instituto Camões*, Lisbonne, Instituto Camões e Imprensa Nacional da Casa de Moeda, 2012, p. 16.

<sup>273</sup> Jorge Ramos do Ó a montré que l'IAC bénéficiait d'un budget très proche de celui du SPN/SNI, l'organe de la propagande portugaise, signe que le pouvoir accordait tout autant d'importance à la recherche scientifique qu'à la promotion de l'*Estado Novo*. Au cours de la longue existence de l'IAC, le nombre de bourses a connu une lente progression : après 1945, ce sont près de 100 boursiers qui sont financés par l'IAC, un maximum est atteint en 1960 avec près de 400 bourses annuelles. Ensuite, durant la guerre coloniale, les restrictions budgétaires ont été certaines car il n'y avait plus que 200 boursiers en 1973. (Jorge Ramos do Ó, « Instituto de Alta Cultura », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. 1, pp. 482-483).

fonctionnement de l'institut de recherche créé par le pouvoir. António Augusto Mendes Correia<sup>274</sup> a bénéficié de plusieurs bourses du JEN<sup>275</sup>. L'historien de la génération de la République a notamment demandé le financement d'un voyage dans le cadre du premier congrès international des sciences anthropologiques organisé à Londres en 1934 :

« Excellentissime Monsieur le Président du Conseil de l'Éducation Nationale, [...] Étant donné que j'ai été désigné pour représenter non seulement la Faculté des Sciences et l'Institut que je dirige, mais aussi le Gouvernement, car je dois également représenter la Société Portugaise d'Anthropologie et d'Ethnologie en tant que son président respectif, j'ai l'honneur de demander une subvention pour ma mission au Conseil relevant de votre présidence illustre, car il n'y a pas d'autre budget qui puisse être utilisé à cette fin actuellement. [...] Je vous remercie par avance, ainsi que le Conseil, de l'attention que vous porterez à ma demande. Pour le bien de la Nation, (a) A.A. Mendes Corrêa, Professeur-Directeur de l'Institut d'Anthropologie de l'Université de Porto<sup>276</sup>. » [15 février 1934]

La demande formulée par António Augusto Mendes Correia montre la fonction du JEN et une partie de son champ d'action. Ainsi, l'université de Porto ne semblait pas contribuer aux déplacements de ses professeurs, y compris cathédraux. En effet, à partir de la création du JEN, les universités ont délégué au JEN le financement des frais liés aux voyages. Il est donc rapidement devenu le principal interlocuteur des universitaires afin de participer à la vie scientifique internationale. Dans son cas, l'historien insistait par ailleurs sur sa double représentation, universitaire et pour le compte du gouvernement, afin d'accélérer la procédure. L'utilisation des formules de politesses propres au régime était aussi le signe d'une appropriation par les scientifiques de la rhétorique idoine dans ce type de documentation.

Les historiens de l'université de Coimbra ont aussi à de nombreuses fois sollicités l'IAC. Avelino de Jesus da Costa a par exemple bénéficié de cinq bourses entre 1953 et 1966, lorsqu'il était second puis premier assistant à la FLUC [Figure 76]. Les cinq bourses ont inclus des voyages à l'étranger et les trois premières ont été financées dans le cadre de sa recherche doctorale. Leur durée a été de quelques jours pour un colloque à Bruxelles jusqu'à plusieurs mois, parfois en pleine année scolaire ce qui a pu compliquer les remplacements des cours dont il avait la charge. À chaque fois, la démarche suivait la même procédure : la personne qui souhaitait obtenir une bourse en faisait la demande à la direction de l'IAC, une commission prenait la décision et l'IAC avertissait directement l'université qu'une bourse avait été concédée à l'un

---

<sup>274</sup> Le parcours de l'historien est présenté dans le D1) du chapitre 5.

<sup>275</sup> Au total il a perçu cinq bourses : une demande de subvention courant entre 1930 et 1932 ; une très courte pour assister à un colloque à Bâle en 1933 ; une bourse à l'intérieur du pays de huit mois en 1933 ; celle de 1934 qui est ici analysée ; enfin, une bourse de dix mois en 1935. Je tiens à remercier Quintino Lopes pour l'envoi du catalogue des bourses octroyées par les différents instituts successifs du JEN/IAC/Institut Camões, facilitant amplement la recherche de ce grand fond d'archives.

<sup>276</sup> Archives JEN/IAC, dossier 0390/4 : António Augusto Esteves Mendes Correia, sans pagination.

de ses personnels. L'université devait alors prendre ses dispositions pour assurer le remplacement des boursiers. Une fois la mission achevée, un rapport devait être rédigé et envoyé à l'IAC.

| Motifs   | Lieu(x)                    | Année d'obtention de la bourse | Durée                             | Statut universitaire |
|--|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| Formation doctorale d'archivistique                    | École des chartes de Paris | 1953                           | 3 mois (septembre à novembre)     | Second assistant     |
| Séjour d'archives dans le cadre de son doctorat        | Paris, Rome, Vatican       | 1955                           | 3 mois (aout à octobre)           | Second assistant     |
| Recherches doctorales et commémoratives <sup>277</sup> | France et Espagne          | 1957                           | Sept mois (fin de l'année civile) | Second assistant     |
| Participation à un colloque et séjour bref à la BNF    | Bruxelles et Paris         | 1964                           | Quelques jours                    | Premier assistant    |
| Consultations muséographiques <sup>278</sup>           | Espagne et Italie          | 1966                           | Un mois                           | Premier assistant    |

Figure 76 : Liste des différentes bourses obtenues par Avelino de Jesus da Costa au cours de sa carrière à l'université de Coimbra<sup>279</sup>.

Les demandes étaient adressées par courrier et étaient assez courtes à l'image de la seconde bourse qu'il a obtenue :

« Ayant commencé mes travaux de recherche en 1953 à la Bibliothèque nationale et aux Archives de Paris pour ma thèse de doctorat - O PRIMITVO CENSUAL DA DIOCESE DE BRAGA E SUA ORGANIZAÇÃO PAROQUIAL DO SÉCULO XI, j'ai besoin de compléter mes recherches afin de terminer la thèse ainsi que les SUBSÍDIOS PARA UMA PATROLOGIA PORTUGUESA, que je suis en train de publier. Par conséquent, je demande à la Direction de l'Institut de Haute Culture de m'accorder une bourse de trois mois (aout à octobre 1955) pour effectuer les recherches indispensables à Paris, à Rome et au Vatican. Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération. Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées. Très attentif, vénérable et reconnaissant, (signature) » [9 janvier 1955]

Il s'agissait certes de sa seconde demande et l'IAC connaissait déjà son nom, ce qui pourrait expliquer la brièveté de la demande. Toutefois, sa lettre montre que les motifs pouvaient rester assez vagues et que l'institut de recherche faisait confiance y compris aux seconds assistants. Dans la mesure où ils avaient été recrutés par des professeurs cathédraux, il y avait d'une certaine façon une garantie sur le sérieux de la candidature et l'absence de dossier à la PIDE avait dû conforter le projet. Il n'y avait par ailleurs aucune exigence excédant un simple rapport de fin de mission. L'aide n'impliquait pas d'attentes en termes de résultats immédiats. Avelino

<sup>277</sup> Il a été mandaté par la Commission exécutive des commémorations du cinq-centenaire d'Henri le Navigateur pour participer à la recherche documentaire pour l'année 1960.

<sup>278</sup> Séjour programmé au Musée archéologique de Madrid et plusieurs musées italiens, non spécifiés.

<sup>279</sup> Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 46 : Avelino de Jesus da Costa.



de Jesus da Costa a soutenu sa thèse seulement à la fin de l'année 1960 et a même demandé une autre bourse à l'IAC. Toutefois à chaque voyage, le ministère de l'Éducation nationale envoyait une lettre au rectorat de l'université comme celle de la quatrième bourse de l'historien qui rappelait aux boursiers :

« Le docteur Avelino de Jesus Costa devra se présenter à la représentation diplomatique du Portugal à Bruxelles et rester à tout moment en contact avec la représentation respective. En outre, il devra envoyer à cette Direction Générale, en double exemplaire, dans les soixante jours suivant son retour au pays, un rapport de sa mission à l'étranger. »  
[18 août 1964]

Alors qu'il allait participer au cinquième congrès international des archives à Bruxelles, le ministère insistait bien sur la nécessité de se présenter aux autorités consulaires. Il y avait donc un contrôle des voyages à l'étranger afin d'avoir la garantie que les historiens, et plus généralement les scientifiques, se rendaient bien sur le lieu pour lequel ils avaient obtenu une bourse. Elle devait aussi être une façon d'exercer une pression pour faire sentir aux boursiers qu'ils pouvaient être surveillés. La vigilance diplomatique était une garantie supplémentaire à la consultation des dossiers de la police politique. Cependant, le contrôle n'était pas si strict car dans son rapport, Avelino de Jesus da Costa précisait qu'il en avait profité à l'aller et au retour pour fréquenter la BNF<sup>280</sup>.

Enfin, à l'université de Lisbonne, Virgínia Rau a bénéficié de plusieurs bourses de l'IAC<sup>281</sup>. L'un de ses dossiers permet notamment de montrer comment les rapports rédigés à la fin de la mission révélaient le nationalisme de l'historienne et la façon dont elle surveillait la parole des autres scientifiques durant ses voyages à l'étranger. Toutefois, elle pouvait avoir un intérêt à rédiger un rapport où elle se présentait comme au service du pouvoir. En effet, en agissant de la sorte, l'IAC ne pouvait être que davantage disposé à poursuivre de financer ses voyages et autres demandes de crédits. Par exemple, après avoir participé en 1965 à la fois au Congrès international d'histoire économique, puis au Congrès international de la science historique à Vienne, elle remarquait :

« Malgré<sup>282</sup> les tentatives des historiens qui se rangent dans le courant de l'histoire économique non marxiste (n. : souligné par l'historienne), les élections des personnes qui composent l'actuel Comité exécutif de l'Association montrent clairement la prédominance des professeurs ayant une formation marxiste. [...] Il me semble que le Portugal ne doit pas

---

<sup>280</sup> D'après le rapport contenu dans son dossier qu'il a rédigé le 16 décembre 1964. Par ailleurs, la date limite de rédaction du rapport était complètement dépassée, signe que les règles n'étaient pas si drastiques, en tout cas concernant les échéances.

<sup>281</sup> Au total quatre de durées extrêmement variées : une s'étendant de 1948 à 1963 ; une de 1948 à 1978 (elle est décédée en 1973) ; une de cinq mois en 1964, et une de quatre mois en 1973, l'année de sa mort.

<sup>282</sup> La première partie concerne le Congrès international de l'histoire économique.

manquer d'être attentif et présent au sein de l'Association Internationale d'Histoire Économique, car les thèmes sur lesquels portent ses activités nationales et culturelles se concentrent dans les secteurs internationaux les plus variés. [...] Il n'y a pas eu au cours des sessions du Congrès et des réunions de l'Association de note défavorable au Portugal ; au contraire, nos communications ont mérité les références les plus louables. [...] L'hypertrophie<sup>283</sup> est de plus en plus perceptible au fur et à mesure que prolifèrent l'historiographie et le monde universitaire dans les nouveaux pays d'Afrique et d'Asie. [...] Je vous informe également que dans toutes les sections du Congrès, et malgré des thèmes très sensibles (tels que : "décolonisation" ; "le problème des sources de l'histoire de l'Afrique noire jusqu'à (n. : *sic*) la colonisation"), rien n'a affecté la position du Portugal et son passé historique. Cependant, il me semble plus qu'opportun que le Portugal soit toujours représenté à ces congrès par une délégation de spécialistes qui confèrent prestige et dignité à la culture et à l'histoire portugaises et les défendent comme il se doit<sup>284</sup>. »  
[27 novembre 1965]

Le rapport scientifique prenait rapidement une tournure politique. L'historienne, qui avait été influencée durant son séjour en France par les travaux d'histoire économique et sociale, ne partageait aucunement la lecture marxiste de beaucoup de ses collègues étrangers. De fait, souligner le terme « non marxiste » était une façon pour elle de se défendre d'avoir participé à une réunion de marxistes et de justifier le fait qu'elle entendait incarner avec d'autres une voie parallèle afin d'éviter que le Portugal ne fût à l'écart de la production historiographique. Le contraste entre son intérêt pour l'histoire économique et la lecture marxiste, fortement connotée politiquement, était ici patent. De plus, le positionnement de Virgínia Rau s'observe dans la façon dont elle déconsidérait les pays récemment décolonisés car leur présence alourdissait les travaux du congrès. Accorder une place aux nouvelles nations et donc faire jeu égal avec les anciennes puissances coloniales et les pays riches engendrait, selon elle, davantage de problèmes organisationnels et n'avait pas de véritable intérêt scientifique. Enfin, son nationalisme était manifeste dans la façon dont elle rapportait qu'aucune critique de la guerre coloniale en cours n'avait été adressée. En mettant par écrit cela, elle assumait avoir été particulièrement vigilante quant aux propos tenus par ses collègues et qu'elle observait toute potentielle revendication politique. Histoire et temps présent étaient alors ici clairement imbriqués<sup>285</sup>.

<sup>283</sup> À partir d'ici, le rapport s'intéresse au Congrès international de la science historique de Vienne.

<sup>284</sup> Archives JEN/IAC, dossier 0841 /22 : Virgínia Roberts Rau.

<sup>285</sup> Plus anecdotique mais tout aussi révélateur des tensions internes aux pays ibériques, dans le rapport rédigé le 23 juin 1967 après un colloque sur « Les marchands étrangers dans la péninsule Ibérique aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles » organisé à Cologne, elle rapportait les critiques d'un collègue espagnol, Fernandez Basas, de l'université de Bilbao. Ce dernier avait affirmé qu'il s'agissait « d'un colloque d'hispanistes », et avait souligné la « supériorité sur le Portugal » de l'Espagne ne serait-ce que par la géographie. Face au retour des vieux démons des relations luso-espagnoles, Virgínia Rau insistait : « Je crois qu'il est de mon devoir de mentionner ce petit mais significatif détail, pour qu'à l'avenir l'IAC puisse prendre des mesures dans le sens qu'il y ait toujours une "défense" contre le "néo-impérialisme" espagnol, qui se manifeste par une toujours plus grande intensité » (Archives JEN/IAC, dossier 0841 /22 : Virgínia Roberts Rau). La moindre critique du Portugal était donc repérée par Virgínia Rau.

Cinq années plus tard, lorsque le congrès d'histoire économique s'est tenu à Leningrad et le congrès des sciences historiques à Moscou, Virgínia Rau a établi un rapport tout aussi précis sur les propos des autres scientifiques. Elle précisait que l'organisation avait été excellente « mais parfois trop directive (n. : *sic*) » cela afin de souligner l'autoritarisme soviétique et conforter quelque peu l'image que devait avoir le personnel de l'IAC du bloc soviétique. Elle remarquait aussi que le congrès de Moscou avait trop cherché à valoriser l'historiographie russe, accusant indirectement la propagande soviétique du congrès. « Durant toutes les sessions auxquelles j'ai pu assister, écrit-elle, il n'y a eu aucun débat ou allusion péjorative contre le Portugal ou contre sa culture. Bien au contraire, il y a toujours une manifestation d'intérêt et de cordialité personnelle ou scientifique (n. : *sic*) ». Une nouvelle fois, elle agissait en scientifique et en citoyenne défenseuse de la politique coloniale du régime autoritaire et plus généralement en gardienne de la nation portugaise.

L'IAC n'a pas seulement financé les voyages des historiennes et des historiens. En effet, il a aussi soutenu financièrement les premiers centres de recherche rattachés aux universités portugaises<sup>286</sup>. Par exemple, à l'université de Lisbonne, le premier centre de recherches d'histoire, le Centre d'études historiques et archéologiques, a été créé en 1952 et était au début lié à l'archéologie. La partie histoire était dirigée par Virgínia Rau. En 1958, un autre centre, le Centre d'études historiques a été créé et dirigé par la même historienne. Il a eu un rôle important pour la recherche historique :

« Le centre est devenu un pôle de stimulation de conceptions scientifiques qui n'avaient pas leur place dans l'enseignement et la recherche historiques des autres universités portugaises, en promouvant une politique de recherche innovante et cohérente dans les domaines de l'histoire économique, sociale et diplomatique, ainsi que des études pionnières en démographie historique<sup>287</sup>. »

La qualité des travaux du centre a par ailleurs été soulignée dans l'article de Frédéric Mauro, notamment en raison du prestige de sa directrice et de son aura internationale<sup>288</sup>. De plus, en raison de la notoriété de sa directrice, des financements à la fois de l'IAC mais aussi de la

---

<sup>286</sup> Si l'exemple de Lisbonne est ici développé, il a aussi existé à Coimbra l'Institut des études historiques, créé en 1932 et auquel le nom d'António de Vasconcelos a ensuite été ajouté (voir entre autres, António de OLIVEIRA, « Seis décadas de História na Faculdade de Letras de Coimbra (1911-1970) : um esboço das suas tendências », dans *Revista Portuguesa de História*, tome XLII (2011), pp. 11-60).

<sup>287</sup> Sérgio Campos MATOS et Jorge Ramos do Ó, *A Universidade de Lisboa nos Séculos XIX e XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, vol. II, p. 936.

<sup>288</sup> « À l'université de Lisbonne la chaire d'histoire du Portugal a été donnée à une économiste historienne, M<sup>lle</sup> Virgínia Rau, très en contact avec les historiens étrangers et au courant des méthodes modernes de recherche. [...] Mais le plus intéressant peut-être est qu'un de ces séminaires réunit des "groupes d'études sur la démographie historique", dont un travail, déjà, a été publié. Il s'agit de l'introduction au Portugal des méthodes de l'INED français, de MM. Henry et Fleury » (Frédéric MAURO, « L'histoire au Portugal », dans *Revue historique*, tome 229, 1963, pp. 433-442).

Fondation Calouste Gulbenkian (FCG) ont contribué à encourager les recherches menées dans le cadre de ces centres<sup>289</sup>. Les créations de centres se sont multipliées dans les deux dernières décennies du régime autoritaire au sein des autres universités et l'IAC a, à chaque fois, soutenu les projets portés par ces premiers laboratoires en sciences humaines.

En complément de l'IAC, la FCG a aussi joué au Portugal un rôle primordial dans le financement de la recherche<sup>290</sup>. À l'image de l'IAC, elle a donné des bourses de courtes et de longues durées, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Elle a pu agir en complément ou bien en remplacement des financements publics de l'IAC, même si elle a pu apparaître aux yeux du pouvoir comme une structure soutenant parfois les opposants au régime. L'exemple de Fernando Amaro Monteiro, historien de la génération de la guerre coloniale, permet de montrer la façon dont la FCG finançait la recherche historique parmi bien d'autres domaines<sup>291</sup>. Il a obtenu deux bourses de la fondation en 1963 et en 1970. Son profil se distingue des autres historiens accommodés car il n'avait pas de lien professionnel avec l'Université portugaise pour sa première bourse sollicitée et obtenue en 1963. Le rapport a été établi par Artur Nobre de Gusmão, un historien de la génération Oliveira Salazar et employé à la FCG :

Le dossier contient plusieurs propositions, dont l'une concerne l'attribution d'une bourse au Dr. Fernando Amaro Monteiro. Étant donné la complexité de ces propositions et le besoin indispensable de procéder à leur étude minutieuse, et étant donné l'urgence requise pour prendre une décision concernant la proposition de bourse, comme nous l'a informé le Dr. Victor Sá Machado<sup>292</sup>, cette proposition est isolée du groupe de propositions dans lequel elle est intégrée, pour donner notre prompt avis au Président. Il est clair que l'étude de l'influence arabe au Mozambique présente un intérêt énorme, un domaine de travail auquel le Dr. Fernando Amaro Monteiro souhaite se consacrer, avec l'aide de la bourse demandée à la Fondation Calouste Gulbenkian. [...] Mais le programme de travail auquel la subvention est destinée dépasse le domaine de l'archéologie pour s'étendre à d'autres domaines connexes, avec le même objectif de "déterminer l'étendue des recherches à effectuer en dehors du territoire portugais, etc...", à savoir à Zanzibar et Pemba. Nous regrettons de ne pas avoir de "curriculum" du Dr. Fernando Amaro Monteiro. Mais, en son absence, nous acceptons comme témoignage de sa capacité et de son mérite l'avis du Secrétaire du Gouvernement Général du Mozambique dans la mesure où la bourse est conçue pour lui pour le programme de recherche énoncé. La regrettable pénurie d'arabisants dans notre pays est bien connue, et nous avons toujours soutenu que c'est l'un des domaines dans lesquels la Fondation Calouste Gulbenkian pourrait entreprendre de toute urgence un

---

<sup>289</sup> Le Centre d'études historiques a notamment été étudié par Tiago Alexandre Palaré Barros PINTO, *O Arquivo do Centro de História da FLUL, Memória institucional e catálogo (1954-1995)*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS et António Gil MATOS, mémoire soutenu à l'université de Lisbonne, 2012.

<sup>290</sup> Développé dans le III)1) du chapitre 7, je serai ici très succinct.

<sup>291</sup> L'historien a son propre blog personnel qui permet de retracer son parcours professionnel : <http://amaromonteiro.pt/index.html>, consulté le 27 août 2021.

<sup>292</sup> Il ne s'agit de l'historien en opposition Victor de Sá mais d'un juriste qui occupé des fonctions importantes au sein de la FCG puis, durant la démocratie, il a été une personnalité politique de premier plan du parti de centre-droit le Centre démocratique-social ( une biographie est disponible sur le site de la FCG : <https://gulbenkian.pt/en/the-foundation/organisation/board-of-trustees/victor-sa-machado/>, consulté le 27 août 2021).

travail utile. [...] Par conséquent, nous sommes d'avis que la bourse demandée pour M. Fernando Amaro Monteiro devrait être accordée<sup>293</sup>. » [27 décembre 1963]

Le rapport d'Artur Nobre de Gusmão pointait quelques faiblesses dans le dossier de demande de bourse formulé par Fernando Amaro Monteiro. Toutefois, il avait de solides appuis car l'un des hauts placés de la FCG, Victor de Sá Machado, a pressé quelque peu la demande et le secrétaire général du Mozambique, soit l'une des plus importantes personnalités de la colonie en question, appuyait vivement la démarche. Ces soutiens ont clairement contribué à ce que la bourse lui soit accordée. De plus, Fernando Amaro Monteiro s'intéressait à un thème fortement délaissé dans l'historiographie portugaise et depuis les travaux de David Lopes au début du XX<sup>e</sup> siècle sur le Portugal arabe, les études islamiques étaient quelque peu délaissées. La FCG trouvait donc un intérêt à encourager les études délaissées jusque-là au Portugal, aussi bien au sein de l'Université qu'en dehors. Elle voulait jouer un rôle précurseur et innovant dans la production et l'orientation scientifiques portugaises. Il y avait donc à la fois un intérêt scientifique mais aussi une nécessité politique à l'attribution d'une bourse à Fernando Amaro Monteiro.

\*

\* \*

Les recherches des historiennes et des historiens accommodés pouvaient rencontrer des difficultés liées aux négligences du pouvoir autoritaire dans le financement et le fonctionnement des infrastructures vitales à leur travail. Toutefois, le régime dictatorial a encouragé la recherche en créant le JEN, devenu l'IAC, qui a financé des voyages à l'étranger ou bien au sein du Portugal. Les historiens ont pu bénéficier du soutien de cette institution pour se décharger de leurs enseignement et l'IAC a contribué aux travaux des centres de recherches historiques naissants. La FCG a complété le panorama des institutions qui soutenaient la recherche.

Il est maintenant question d'étudier les différents canaux que les scientifiques accommodés ont empruntés voire pris l'initiative de créer pour diffuser le fruit de leurs multiples recherches.

---

<sup>293</sup> Archives de la FCG, dossier Fernando Amaro Monteiro, SBA 14 225, Inf. n° 291/63.

## 2) Le savoir hors les murs ? Diffuser la recherche des historiens accommodés

Comment communiquer, publier et diffuser le fruit de son travail ? Les historiennes et les historiens accommodés ont disposé de plusieurs espaces pour rendre leurs travaux publics ainsi que de nombreux canaux afin de les diffuser. L'objectif est donc ici de mettre en évidence les différentes facilités dont ils ont pu bénéficier et la façon dont le pouvoir tout comme d'autres institutions ont encouragé la production historiographique.

Comme nous l'avons vu, l'Université a été au long de la période autoritaire l'épicentre de la pratique historique mais elle n'a pas été le seul espace. D'autres lieux ont permis de l'encourager, donnant par ailleurs à certains historiens qui n'étaient pas intégrés dans l'Université un moyen de se faire connaître au sein des milieux cultivés. En ce sens, le rôle des académies a été certain. En plus de l'APH qui a été analysée auparavant, l'Académie des sciences de Lisbonne (ACL) complétait le paysage académique et offrait à l'histoire une place distinguée au sein des différentes sciences. Elle a été créée en 1779 par approbation de la reine Marie I<sup>re</sup>, et s'est d'abord appelée l'Académie Royale des Sciences de Lisbonne. Financée par l'État et divisée au début entre section de « Sciences naturelles », « Sciences exactes » et « Littérature », elle a été au cours du XIX<sup>e</sup> siècle divisée entre « Classe de sciences » et « Classe de lettres » et n'a pas changé de fonctionnement depuis<sup>294</sup>. Les historiens étaient surtout recrutés dans la Classe de lettres, divisée en plusieurs sections. Au cours de la période autoritaire, deux sections historiques se sont succédé chronologiquement, celle d'« histoire et archéologie » puis celle de « sciences historiques et géographiques ». Lors de la dissolution des ordres religieux, elle s'est installée dans le Couvent de Jésus en 1834, et n'a plus bougé du premier étage de cet édifice<sup>295</sup>. Elle a donc partagé le même édifice que la FLUL pendant cinquante ans. Menacée au tout début de la période républicaine car perçue comme un symbole d'un autre temps<sup>296</sup>, les gouvernements successifs l'ont maintenue jusqu'à nos jours. Tout comme l'APH, son fonctionnement suit celui des autres académies européennes. En effet, les nominations se font par cooptation après indication par au moins deux académiciens membres de l'institution. Les membres

---

<sup>294</sup> José Luís CARDOSO, « Academia Real das Ciências de Lisboa, I », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>295</sup> Voir la section histoire du site officiel de l'ACL : <http://www.acad-ciencias.pt/academia/historia-da-academia-das-ciencias-de-lisboa>, consulté le 27 août 2021.

<sup>296</sup> Comme rapporté par le site de l'ACL, Teófilo Braga aurait menacé de la dissoudre au début de la République : « [L'Académie] a traversé des périodes brillantes tout comme de crises, notamment la politique néfaste de Teófilo Braga juste après la fin des années 1910 : très fâché de ne pas avoir été réélu comme vice-président, il a tenté de la détruire à la faveur d'une autre créée par lui, éliminant la Typographie – malgré ses services efficaces – transférant du personnel, diminuant les budgets, complexifiant l'administration » (*ibid.* pour la page internet).

sont d'abord des correspondants puis peuvent devenir des académiciens effectifs pour les citoyennes et citoyens portugais. Un statut de membre correspondant existe pour les autres nationalités.

L'ACL a eu une place modeste car moins de 10 % de l'ensemble des historiens accommodés y ont appartenu. Même en limitant aux quatre premières générations, seuls 13 sur 119 historiens accommodés ont fait partie de l'ACL<sup>297</sup> [Figure 67]. Parmi les académiciens, un peu moins de la moitié d'entre eux n'ont pas enseigné à l'Université ou bien ont seulement occupé des postes précaires comme chargés de cours [Figure 77]. L'ACL a été pour ces historiens un moyen de reconnaissance sociale et de distinction au sein du champ du savoir. Elle a surtout attiré les deux premières générations historiennes. Y a-t-il eu une forme de concurrence entre l'APH et l'ACL qui pourrait expliquer le faible attrait de l'ACL au sein des trois dernières générations historiennes ? L'historien organique, Idalino da Costa Brochado a émis cette idée en avançant : « L'Académie des Sciences était le bastion intellectuel de la Franc-maçonnerie et l'Académie d'Histoire avait été restaurée pour s'opposer à elle d'un point de vue politique<sup>298</sup> ». S'il est vrai que l'APH a attiré davantage d'historiens et beaucoup d'historiens de la génération de la transition autoritaire, elle a cependant moins attiré d'historiens de la génération Oliveira Salazar et de la génération de la guerre coloniale. En effet, plus la professionnalisation de l'historien progressait, plus l'Université accaparait de temps. Les historiens ont délaissé les académies, en raison de la surcharge de travail mais aussi, sûrement, faute d'intérêt pour elles. Le capital symbolique de l'Université suffisait. L'ACL offrait à la fois un beau cadre<sup>299</sup> pour faire des communications d'histoire durant les différentes sessions plénières mais elle pouvait aussi soutenir les publications des scientifiques qui l'avaient intégrée en tant que membres correspondants ou qu'académiques de numéro. Elle était cependant un espace de diffusion du savoir historique quelque peu intermittent en raison de son fonctionnement au fil des réunions et au milieu de bien d'autres disciplines représentées au sein de l'académie.

---

<sup>297</sup> Comme pour l'APH, aucune historienne ou historien de la génération de la guerre coloniale n'a intégré l'ACL pendant le régime autoritaire.

<sup>298</sup> Rapporté par Luís Reis Torgal, Idalino da Costa Brochado aurait tenu ces propos dans ses mémoires publiés déjà après la chute du régime autoritaire (voir Luís Reis TORGAL, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, vol. 2, p. 103).

<sup>299</sup> Voir les photos du « Salon noble » de l'ACL.

| Nom                            | Génération       | Entrée <sup>300</sup> | N° de chaire <sup>301</sup> | Universitaire |
|--------------------------------|------------------|-----------------------|-----------------------------|---------------|
| José Leite de Vasconcelos      | Monarchie        | 17 novembre 1910      | 21                          | Oui           |
| David de Melo Lopes            | Monarchie        | 3 mai 1915            | 24                          | Oui           |
| Fortunato de Almeida           | Monarchie        | 23 décembre 1915      | X                           | Non           |
| José Maria Rodrigues           | Monarchie        | 9 décembre 1920       | 25                          | Oui           |
| António Eduardo Simões Baião   | République       | 23 décembre 1920      | 26                          | Non           |
| Pedro Augusto Azevedo          | Monarchie        | 3 février 1928        | 10                          | Non           |
| Francisco António Correia      | République       | 28 février 1929       | 31                          | Non           |
| José Maria de Queirós Veloso   | Monarchie        | 14 novembre 1929      | 35                          | Oui           |
| António Augusto Mendes Correia | République       | 16 juin 1938          | 20                          | Oui           |
| Manuel Paulo Merêa             | République       | 27 mars 1942          | X                           | Oui           |
| Augusto Botelho da Costa Veiga | République       | 27 janvier 1955       | 27                          | Non           |
| Damião António Peres           | République       | 10 mai 1956           | 30                          | Oui           |
| Jacinto Prado Coelho           | Oliveira Salazar | 15 mars 1962          | 25                          | Oui           |

Figure 77 : Historiens accommodés ayant appartenu à l'ACL durant le régime autoritaire<sup>302</sup>.

L'entrain des historiens au sein de l'ACL est perceptible en consultant leurs dossiers. En effet, il est possible de rendre compte d'un décalage générationnel à travers l'exemple d'António Augusto Mendes Correia, historien de la génération de la République et Luís Filipe Lindley Cintra, un historien de la génération Oliveira Salazar<sup>303</sup>. Après avoir intégré l'ACL comme correspondant, António Augusto Mendes Correia est devenu académicien de numéro et a envoyé quelques semaines plus tard une lettre adressée au président Júlio Dantas :

« Comme je ne vais pas personnellement accomplir mon devoir de reconnaissance dans une session de l'Académie, je souhaite, par ce biais, exprimer à Votre Excellence et à

<sup>300</sup> Quand l'historien a obtenu le titre d'« académicien de numéro », la date indiquée est celle de son élévation à ce titre. Le cas contraire, il s'agit de la date de nomination en tant qu'« académicien correspondant ».

<sup>301</sup> Lorsque le numéro n'est pas indiqué, cela signifie que les académiciens n'ont été que correspondants et ne sont pas devenus des membres effectifs de l'ACL.

<sup>302</sup> Quelques autres scientifiques pourraient être ajoutés pour compléter le tableau des académiciens de l'ACL. Il y a tout d'abord deux historiens en opposition qui y ont appartenu : António Ferrão, historien de la génération de la République, qui l'a intégrée le 14 mai 1925 ; Luís Filipe Lindley Cintra, historien de la génération Oliveira Salazar, qui est devenu académicien le 7 juillet 1964. Enfin, quatre scientifiques n'ont pas été considérés comme des historiens mais ont été rattachés aux sections historiques : José Justino Teixeira Botelho, académicien depuis le 28 mai 1928 ; Possidónio Mateus Laranjo Coelho, académicien le 23 avril 1953 ; Vítor Manuel Braga Paixão le 22 décembre 1966 ; Manuel Maria Sarmiento Rodrigues le 11 décembre 1969 (d'après les informations disponibles aux archives de l'ACL).

<sup>303</sup> J'ai choisi de prendre l'un des deux historiens en opposition car pour beaucoup d'académiciens leurs dossiers sont très succincts et peu documentés. Le dossier de Jacinto Prado Coelho, le seul autre historien de la génération Oliveira Salazar l'illustre. Il m'a donc semblé que le profil de Luís Filipe Lindley Cintra, un opposant fortement intégré au sein de l'université de Lisbonne, permettait de rendre compte des modifications en cours au sein de l'ACL durant les années 1960. Ainsi après avoir été dirigée jusqu'aux années 1950 par Júlio Dantas, un intellectuel très proche du pouvoir, l'institution a progressivement marqué une nette distance avec le régime autoritaire (pour la chronologie de lien entre l'ACL et le pouvoir, voir le I)1) du chapitre 3).



l'illustre Corporation que Votre Excellence préside si brillamment, la plus profonde reconnaissance pour mon élévation en tant qu'Académique de numéro. Je ne me fais pas d'illusion sur l'ample marge de bienveillance de cette docte Compagnie, pour trouver en moi la qualité qui justifie l'attribution du grand honneur d'intégrer les effectifs de la Classe de Sciences illustre. Mais je m'efforcerai, pour correspondre à une si grande distinction, de prêter aux travaux académiques l'aide la plus dévouée et constante qu'il soit en ma possibilité. [...] Profondément fier de tant de preuves d'estime imméritée, je présente à Votre Excellence et à l'Académie les hommages de ma plus grande admiration et la manifestation de ma plus vive reconnaissance, pour le bien de la Nation, (signature)<sup>304</sup> » [15 juillet 1938]

Le courrier de l'historien était plein d'emphase et il se mettait quelque peu en scène en insistant sur le fait de ne pas mériter une telle distinction. Il semblait pourtant s'engager à participer aux travaux de l'ACL et témoignait à de nombreuses reprises de l'importance de l'académie à ses yeux, signe qu'elle était encore pour lui et les lettrés de son temps une institution prestigieuse. Par ailleurs, l'utilisation de la formule de politesse en usage dans les documents administratifs de *l'Estado Novo* rappelait que l'institution était financée par des fonds publics et qu'António Augusto Mendes Correia avait jugé opportun de l'utiliser ici.

La cooptation de Luís Filipe Lindley Cintra intervient près de trente ans plus tard. Il a été désigné par deux philologues renommés : Gustavo Cordeiro Ramos, professeur de philologie germanique à la FLUL et ministre de l'Instruction publique quatre fois entre 1928 et 1933<sup>305</sup> ; Francisco da Luz Rebelo Gonçalves, professeur cathédrique à l'université de Lisbonne puis à l'université de Coimbra<sup>306</sup>. Leur rapport rédigé le 15 mars 1962 était en préparation d'une session plénière de l'ACL pour l'élévation du jeune philologue<sup>307</sup>. Toutefois, la réponse de Luís Filipe Lindley Cintra est parvenue tardivement et montrait des hésitations :

« Avec un grand retard, pour lequel je présente à son Excellence et à la Classe de Lettres de l'Académie mes excuses, je vous demande de transmettre aux membres de ladite Classe mes remerciements sincères pour mon élection à l'unanimité comme académicien correspondant de la Section de Sciences Philologiques. Je dois confesser à Son Excellence que j'ai hésité un certain temps à accepter le résultat de cette élection. Car en intégrant une institution de traditions si éminentes, je vois non seulement un honneur, dont je ne sais pas si je suis digne alors que tant de scientifiques illustres de mon Pays, bien plus méritants que moi, ne l'ont pas encore reçue, mais aussi reconnaître un grave engagement : collaborer dans les lourdes tâches qui incombent à la Section Philologique de l'Académie. [...] Je crains aussi qu'avec le conditionnement présent, mon entrée dans la Section ne puisse en rien contribuer à la chute des obstacles qui a tant retardé et parfois, presque rendu inutiles

<sup>304</sup> Archives de l'ACL, dossier António Augusto Esteves Mendes Correia.

<sup>305</sup> D'après sa fiche parlementaire : [https://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa/html/pdf/r/ramos\\_gustavo\\_cordeiro.pdf](https://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa/html/pdf/r/ramos_gustavo_cordeiro.pdf), consultée le 27 août 2021.

<sup>306</sup> <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9951>, consulté le 27 août 2021.

<sup>307</sup> Il terminait de la sorte : « En conséquence, proposer au suffrage de nos éminents confrères au titre de membre correspondant de notre Académie Monsieur Luís Filipe Lindley Cintra l'idée que son élection soit approuvée durant la conférence des membres effectifs dont nous attendons une précieuse collaboration constitue pour nous un motif de joie particulière. » (Archives de l'ACL, dossier Luís Filipe Lindley Cintra).

les efforts réalisés depuis des dizaines d'années par les illustres philologues qui furent ou bien sont actuellement membres de cette association. Cependant, encouragé par l'espoir que ce conditionnement se transforme et que soient données à la Section de Sciences Philologiques les moyens dont elle manque pour atteindre ses objectifs, qui doivent continuer d'être les siens, j'ai considéré que je ne devais pas refuser ma collaboration à l'Académie qu'elle me propose si aimablement, dans tout ce qui sera à ma portée de mes possibilités et de ma préparation<sup>308</sup>. » [17 octobre 1962]

Le décalage avec la lettre d'António Augusto Mendes Correia est patent. Certes, il faisait lui aussi part d'une certaine humilité, signe qu'il s'agissait de l'un des topos des personnes distinguées par une promotion académique. Cependant, Luís Filipe Lindley Cintra semblait hésiter quant à la question du travail à accomplir mais aussi par rapport aux conditionnements qu'il évoquait. Connu comme opposant, il avait fait partie des professeurs qui s'étaient mobilisés pour défendre et soutenir les étudiants durant la grève universitaire de 1962<sup>309</sup>. Quelques mois après la répression du mouvement, il paraissait pour lui peu confortable d'accepter une nomination dans une académie soutenue par le pouvoir. Toutefois, la solution a été pour lui de transformer les institutions depuis l'intérieur plutôt que de refuser d'y participer. En dépit de cette acceptation en demi-teinte il est très rapidement devenu membre effectif, signe qu'il y avait des postes vacants et que ses travaux étaient reconnus<sup>310</sup>. Par ailleurs, l'ACL a conservé un certain prestige pour une partie des savants portugais. Par exemple, lorsque Damião Peres a été promu secrétaire-général de l'ACL en 1972, il a reçu huit courriers ou télégrammes de félicitations<sup>311</sup>. Y occuper des fonctions importantes était toujours perçu comme une distinction sociale non négligeable et cela malgré un déclin au sein de la communauté scientifique portugaise.

En plus de l'ACL, d'autres institutions antérieures au régime autoritaire ont aussi pu être des espaces de communication du savoir historique. Il y a tout d'abord eu la Société de géographie de Lisbonne. Créée en 1875, elle était une association privée et son objectif principal avait clairement une visée impériale car elle voulait améliorer les connaissances des territoires africains qui captaient de façon croissante l'attention des Européens à cette période. Elle a soutenu les efforts de scientifiques soucieux de cartographier les territoires afin de mieux

---

<sup>308</sup> Archives de l'ACL, dossier Luís Filipe Lindley Cintra.

<sup>309</sup> João DIONÍSIO, « Luís Filipe Lindley Cintra », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>310</sup> Le rapport de son passage à membre effectif établi le 25 juin 1964 louait ses qualités et sa dimension internationale : « Le professeur illustre, qui, nonobstant sa jeunesse, appartient déjà à différentes académies (Académie Royale d'Histoire de Madrid, Académie des Belles Lettres de Barcelone, Académie Portugaise d'Histoire), fut aussi élu membre de la *Hispanic Society*. Nous pensons donc, qu'il s'agit du moment opportun pour élever Monsieur Luís Filipe Lindley Cintra à la catégorie de membre effectif de notre Académie, à laquelle il viendra prêter une très utile et honorable collaboration. » (Archives de l'ACL, dossier Luís Filipe Lindley Cintra).

<sup>311</sup> Au sein de ces différentes félicitations, on trouve deux télégrammes d'historiens accommodés soit Joaquim Veríssimo Serrão et Jorge Borges de Macedo (Archives de l'ACL, dossier Damião António Peres). Dans la mesure où ils font partie des trois académiciens de l'APH qui ont voulu rendre un hommage à Damião Peres en 1973, ils étaient vraisemblablement tous les deux admiratifs de l'historien (voir le I)2 de ce chapitre).

affirmer, à terme, le contrôle politique des colonies. Malgré son caractère privé, la Société de géographie de Lisbonne a toutefois pu compter sur des financements publics dans le cadre de certaines célébrations publiques. Ainsi, comme l'a montré Nadia Vargaftig, elle avait « le monopole de l'organisation des expositions coloniales<sup>312</sup> », et a joué un rôle non négligeable dans la promotion de l'Empire durant l'ensemble de la période autoritaire. De même, la Société de géographie de Lisbonne a volontiers joué un rôle de coopération technico-scientifique sur les thématiques coloniales afin de documenter « la présence portugaise dans le monde depuis le XV<sup>e</sup> siècle<sup>313</sup> ». Par exemple, parmi les écrits des historiens accommodés publiés dans cette société, il est possible, entre autres, de distinguer *La Restauration et les colonies portugaises*<sup>314</sup> d'Eduardo Brazão en 1940 et *Comment le plan portugais des Indes a conduit à la découverte de l'Amérique : mémoire présenté au Congrès international de géographie de Lisbonne*<sup>315</sup> de Carlos Viega Gago Coutinho en 1949. En contribuant à historiciser l'Empire, la finalité du pouvoir était de continuer de le faire vivre dans le temps présent. En conséquence, comme l'a remarqué Luís Grosso Correia e Miguel Angel Silva :

« La Société de géographie de Lisbonne a mobilisé la connaissance historique comme dispositif formel pour légitimer la politique coloniale sur le plan rhétorique malgré son inefficacité sur le terrain. Ainsi, la nature colonialo-nationaliste de l'écriture de beaucoup d'études d'histoires soutenues par la Société de géographie de Lisbonne a épousé l'agenda politique de l'État portugais jusqu'à 1974<sup>316</sup> ».

Le rôle de la Société de géographie de Lisbonne dans la diffusion d'un savoir historique particulièrement orienté politiquement était donc manifeste. Enfin, le Grémio Literário a été un autre espace qui a pu donner à des historiens l'opportunité de diffuser ponctuellement le savoir historique. Le Grémio Literário est une institution bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle. Très élitiste, il a été créé en 1847 par la charte royale de Marie II et parmi les fondateurs, se détachait notamment le père de l'historiographie contemporaine portugaise, Alexandre Herculano<sup>317</sup>. Au gré des

---

<sup>312</sup> Nadia VARGAFTIG, *Des empires en carton, Les expositions coloniales au Portugal et en Italie (1918-1940)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2016, p. 43

<sup>313</sup> Luís Grosso Correia e Miguel Angel SILVA, « Sociedade Geográfica de Lisboa », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>314</sup> Eduardo BRAZÃO, *A Restauração e as colónias portuguesas*, Lisbonne, Sociedade de Geografia de Lisboa, 1940.

<sup>315</sup> Carlos Viega Gago COUTINHO, *De como o plano português da Índia levou ao descobrimento da América : memória apresentada ao Congresso Internacional de Geografia de Lisboa*, Lisbonne, SGL, 1949.

<sup>316</sup> Luís Grosso Correia e Miguel Angel SILVA, *op. cit.*

<sup>317</sup> D'abord itinérant mais toujours dans le quartier des lettres qu'est le Chiado, l'institution s'est ensuite fixée en 1875, dans le palais du Vicomte de Loures (voir la section « histoire » de : <http://www.gremioliterario.pt/historia.php>, et aussi la vidéo <https://vimeo.com/434041089>, (mot de passe : gremio), où le centre d'études du XIX<sup>e</sup> siècle est évoqué à 2'35, consulté le 28 août 2021).

cooptations et des invitations, des historiens ont pu y donner des conférences historiques<sup>318</sup>. Avec les académies et les espaces existants au début du régime autoritaire, les historiens accommodés disposaient donc d'un certain nombre de lieux autres que l'Université afin de communiquer voire de publier leurs travaux<sup>319</sup>.

Les revues créées par les différentes universités portugaises ont joué un rôle central dans la diffusion du savoir historique. Elles ont notamment contribué à faire de l'Université le lieu majeur de la production historiographique durant le régime autoritaire. Après quelques extinctions de revues dans les premiers temps du régime<sup>320</sup>, l'université de Coimbra a été à l'initiative de plusieurs créations de revues. Il existait déjà la revue *Biblos*, dont le premier numéro était paru en 1925 comme un bulletin de la faculté mais elle a été reliée directement à la FLUC à partir de 1927<sup>321</sup>. La revue embrassait différentes disciplines intégrées au sein de la FLUC et est passée d'une revue mensuelle à une revue annuelle à la fin des années 1930. Les principaux historiens de la FLUC y ont écrit. Ensuite, *Le Bulletin des études portugaises* a été une autre revue, publiée en français, lancée par l'université de Coimbra comme le confirme la page de titre « Publié par l'imprimerie de l'Université de Coimbre et l'Institut français en (n. : sic) Portugal depuis 1931<sup>322</sup> ». 47 numéros ont été publiés au total jusqu'en 1986-1987 avec une périodicité plutôt annuelle mais sans véritable continuité. Les domaines étaient variés : philologie et

---

<sup>318</sup> J'ai demandé à cette institution s'il était possible de consulter ses archives mais je n'ai jamais obtenu de réponse. En conséquence, je ne peux pas développer davantage ni présenter les historiens accommodés qui y ont appartenu.

<sup>319</sup> Par ailleurs, les historiens ont aussi pu essayer de transmettre le savoir historique par le biais de la radio, ce que Damião Peres a fait. Ainsi, les personnes qui étaient analphabètes pouvaient avoir un accès à l'histoire, certes drastiquement contrôlé car diffusé sur la seule chaîne de radio légale. Humberto Baquero Moreno a évoqué ses émissions : « Je rappelle à cet égard ses conférences sur *l'Histoire du Portugal*, données à la *Emissora Nacional*, qui ont été publiées en quatre volumes par Portucalense Editora. Dépouillé de tout appareil érudit, l'auteur a su mettre à la portée du grand public, dans un langage simple et accessible, quelques principes fondamentaux de notre histoire. Il convient de noter qu'il l'a fait sans manquer de respect, sans abdiquer pour autant la rigueur inhérente à l'essence même de la matière. Il a ainsi rendu un service pertinent à la culture portugaise en quittant la sphère universitaire ou strictement académique, pour pénétrer dans ce vaste terrain qu'est la nation portugaise. Cet historien a rempli avec la plus grande minutie la mission qui incombe au professeur d'université, montrant que l'Université n'est pas une institution fermée, installée dans une tour exubérante, mais un vecteur de culture, un moteur de la société et responsable du progrès technique et moral d'un peuple qui incarne une nation. » (Humberto Baquero MORENO, *Elogio do Prof. Doutor Damião Peres*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 1979, pages 19 et 20)

<sup>320</sup> Le début du XX<sup>e</sup> siècle a connu la multiplication de revues, à l'image de la revue *Arquivo Histórico Português*, existante entre 1903 et 1917. Elles ont parfois eu une existence éphémère pendant la République, alors que d'autres ont disparu très vite après le coup d'État du 28 mai 1926. Par exemple, la revue *Revista de Estudos Históricos* de la FLUP a eu une très courte existence entre 1924 et 1926 (Andreia da Silva ALMEIDA, « *Revista de Estudos Históricos* », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne) et, de même, la *Revista de História*, liée à la Société portugaise d'études historiques, créée en 1912 s'est éteinte avec le départ en exil de son directeur Fidelino de Figueiredo (Ricardo de BRITO, « *Revista de História* », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>321</sup> Álvaro MARTINHO, « *Biblos* », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>322</sup> *Bulletin des études portugaises*, tome 1.

littérature portugaise ; anthropologie et archéologie ; histoire ; histoire de l'art et géographie. Chaque numéro était composé de cinq articles écrits majoritairement par des Portugais et des Français. Si le premier tome<sup>323</sup> ne comporte pas d'éditorial énonçant les principales finalités de la revue, la quatrième de couverture indiquait : « [Le bulletin] publie : des articles originaux et inédits rédigés en français, des traductions d'articles portugais difficilement accessibles aux travailleurs étrangers, des comptes rendus analytiques et critiques des ouvrages récents intéressant la culture portugaise sous toutes ses formes ». Ainsi, à l'heure où le français était encore la principale langue étrangère apprise par les Portugaises et Portugais scolarisés, l'objectif était de mieux faire connaître la production portugaise. De nombreux historiens, portugais ou français y ont contribué.

La première revue uniquement dédiée à l'histoire créée à la FLUC a été la *Revista Portuguesa de História*. Financée par l'IAC, rattachée à l'Institut des études historiques António de Vasconcelos, elle était clairement liée à l'université de Coimbra<sup>324</sup>. Torquato de Sousa Soares a eu un rôle décisif dans le lancement de la revue<sup>325</sup>. Pensée pour être publiée annuellement, elle a pu manquer de régularité et cela tout au long de la période autoritaire<sup>326</sup>. Son premier tome est paru en 1941 et dans son éditorial, les historiens précisait :

« L'absence croissante d'une revue d'histoire portugaise a conduit le conseil d'administration de l'Institut d'Études Historiques António de Vasconcelos à promouvoir la publication d'un annuaire qui soit à la fois le témoignage vivant de son activité culturelle et la projection de cette activité dans tout le pays. Ainsi, existant essentiellement pour archiver la production du noyau de savants regroupés dans l'Institut, il n'exclut pas pour autant la contribution d'étrangers qui souhaitent travailler en harmonie avec ses méthodes de recherche et de critique historique. Et parce que le travail historique est, par nature, un travail de collaboration, la *Revista Portuguesa de História* cherchera également à se mettre en contact avec les différents pays d'Europe et d'Amérique, en faisant connaître, à travers leurs valeurs les plus représentatives, les résultats de leur activité scientifique – résultats

---

<sup>323</sup> Chaque tome était divisé en trois numéros publiés à intervalle régulier, en janvier, mai et novembre (voir la quatrième de couverture du premier tome).

<sup>324</sup> Maria Teresa Nobre VELOSO, « No septuagésimo aniversário da *Revista Portuguesa de História* – evocação », dans *Revista Portuguesa da História*, tome 42, 2011, pp. 389-390.

<sup>325</sup> Humberto Baquero Moreno a rappelé dans la préface de *Subsídios para o estudo da organização municipal da Cidade do Pôrto durante a Idade-Média* qu'« étant l'un des fondateurs de la "Revista Portuguesa da História" , publiée par la Faculté des Lettres de Coimbra, [Torquato de Sousa Soares] a grandement contribué par ses nombreux articles, notes et comptes rendus critiques, tout au long de quinze volumes publiés entre 1941 et 1977, à faire de cette revue l'une des principales publications du genre dans notre pays, avec un prestige et un retentissement remarquables à l'étranger » (Torquato Brochado de Sousa SOARES, *Subsídios para o estudo da organização municipal da Cidade do Pôrto durante a Idade-Média*, Lisbonne, Livraria Civilização, 1990, pages 3 et 4).

<sup>326</sup> Le tome II est paru en 1943 alors que le tome III seulement en 1947. En 1974, le tome XIV sortait. Il y avait donc davantage un intervalle de trois ans entre chaque tome. Par ailleurs, dans le tome III paru juste après la Seconde Guerre mondiale, deux articles d'histoire économique, écrit par Virgínia Rau et par Julião Soares de Azevedo étaient inclus, signe d'une ouverture modérée de la revue. Elle fut cependant assez éphémère car l'histoire politique a surtout dominé (voir Margarida Sobral NETO, « Revista Portuguesa da História », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

qui peuvent contribuer à donner de nouvelles orientations à l'historiographie nationale que notre revue cherche, avant tout, à promouvoir et à servir<sup>327</sup>. »

Le nécessaire dialogue entre la production historiographique portugaise et la production étrangère était d'emblée évoqué par les auteurs de l'éditorial. Si le centre de l'attention restait la production historiographique nationale – et surtout celle de Coimbra – comme l'induisait la place de l'adjectif « portugaise » dans le titre de la revue, l'éditorial montrait une ouverture des historiens de Coimbra à leurs homologues étrangers. Il est le signe que les historiens accommodés ne voulaient pas être en repli par rapport au reste de la communauté internationale, alors que la Seconde Guerre mondiale déchirait la planète<sup>328</sup>. Cependant, il est intéressant de voir que selon les auteurs, les contributions des autres historiens devaient s'accorder avec la production alors dominante dans l'historiographie portugaise soit l'histoire politique. Ainsi, comme l'a rappelé Armando Luís Carvalho Homem, si 48% des contributions provenaient d'historiens étrangers, plus de 80% des articles publiés dans la revue jusqu'aux années 1960 traitaient de l'histoire politique de l'époque médiévale et moderne, avec une exclusion des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles<sup>329</sup>. Il y avait donc une préférence historiographique affirmée et l'histoire économique et sociale n'était pas valorisée.

Après une décennie de succès scientifique avec le lancement de la *Revista Portuguesa de História*, les années 1950 ont été celle d'une « rétrogradation à Coimbra<sup>330</sup> » et l'université de Lisbonne a commencé à incarner l'innovation notamment autour de la figure de l'historienne Virgínia Rau. Toutefois, ce n'est qu'à partir de la décennie 1960 que des revues d'histoire voient le jour au sein de la FLUL. La première a été *Do Tempo e da História* dont le premier numéro est paru en 1965 et elle a été soutenue par l'IAC par le biais du Centre d'études historiques<sup>331</sup>. Virgínia Rau, alors directrice de la FLUL, était la directrice de la revue et le secrétaire de rédaction était Jorge Borges de Macedo. Ce dernier n'était pas encore professeur cathédra-tique mais il avait un poids croissant au sein du département d'histoire. Les deux historiens, liés pour leur intérêt pour l'histoire économique et sociale voulait innover dans le paysage éditorial portugais comme en témoigne la « Présentation » du volume I :

---

<sup>327</sup> *Revista Portuguesa de História*, tome I, p. 5.

<sup>328</sup> Comme l'a remarqué João Paulo Avelãs Nunes, la revue a « d'abord cherché à assurer la publication de comptes rendus critiques d'historiographies espagnole et française, italienne, belge, britannique et nord-américaine. » (João Paulo Avelãs NUNES, « O Estado, a historiografia e outras ciências/tecnologias sociais », dans *historiografias portuguesas e brasileiras no século XX. Olhares cruzados*, Coimbra, IUC, 2013, pp. 53-79).

<sup>329</sup> Armando Luís de Carvalho HOMEM, « Revistas universitárias de História no Portugal do século XX », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 18, 1996, pp. 339-372.

<sup>330</sup> António de OLIVEIRA, « As Histórias da minha Geração : Uma Perspectiva Historiográfica », *Estudos em Homenagem a Luís António de Oliveira Ramos*, 2004, Faculdade de Letras da Universidade do Porto, pp. 83-98.

<sup>331</sup> Tiago PINTO, « Do Tempo e da História », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

« Il n'est pas nécessaire de démontrer la nécessité qu'un Centre d'études dispose d'un organe propre où il peut présenter les conclusions qu'il tire de ses travaux en cours, où il peut aborder des sujets et établir des recherches. Il est également intéressant de disposer d'un outil de contact régulier avec le public éclairé et les universitaires, où l'on peut faire le point sur la bibliographie la plus récente, ou promouvoir l'analyse critique d'ouvrages sur lesquels il est vraiment important de formuler un jugement. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire de souligner l'avantage de disposer d'une publication qui accueille des travaux d'historiens nationaux et étrangers dont les méthodes, les problèmes et les conclusions intéressent la culture historique portugaise. [...] Le plan de recherche de ce Centre a été articulé en trois points fondamentaux : l'histoire des structures de la société portugaise (du culturel à l'administratif, officiel ou partiel), la démographie historique et l'histoire des relations internationales du Portugal<sup>332</sup>. »

En contrepoint au centre d'histoire de Coimbra qui avait une revue depuis plusieurs décennies, le Centre d'études historiques entendait avoir lui aussi une revue d'histoire qui serait la matérialisation des travaux réalisés au sein de la FLUL. Dès la présentation, l'orientation voulue épousait les principales tendances historiographiques en vigueur dans le reste de l'Europe en faisant le choix de promouvoir l'étude de la société, de la démographie et des relations internationales afin d'ouvrir le Portugal aux autres pratiques historiographiques. Les scientifiques étrangers ont en effet été un certain nombre à contribuer dans la revue et elle a contribué « à faire du département d'Histoire, jusqu'en 1974, un des espaces du prestige national et à l'étranger de la Faculté de Lettres de l'Université de Lisbonne<sup>333</sup> ». Toutefois, la focalisation sur les périodes médiévale et moderne ainsi que le faible nombre de numéros de la revue, seulement cinq en neuf ans, ont montré ses limites<sup>334</sup>.

Une autre revue d'histoire, dont l'existence a été précipitée par le temps présent, a été lancée par Joaquim Veríssimo Serrão et Jorge Borges de Macedo alors que les deux étaient professeurs cathédriques à la FLUL. Intitulée, *Portugalix Historica*, avec comme sous-titre « Revue d'Histoire et de Culture portugaises », il s'agissait d'une revue liée à l'Institut historique Henri le Navigateur de la FLUL, dirigé par Joaquim Veríssimo Serrão alors qu'il avait été nommé professeur cathédrique d'« histoire des Découvertes »<sup>335</sup>. Dans la « Présentation »

---

<sup>332</sup> « Apresentação », *Do Tempo e da História*, vol. I.

<sup>333</sup> José BRISSOS (org.), *J. Borges de MACEDO, Itinerário de uma vida pública, cultural e científica*, Lisbonne, Colibri, 1991, pages 11 et 12.

<sup>334</sup> Miriam Halpern Pereira a par exemple souligné : « L'Institut d'Histoire Fernão Lopes, créé en 1950-1960, dans la Faculté de Lettres, dont la production scientifique au long de quinze ans a été extrêmement faible, malgré les moyens disponibles (sont sortis à peine cinq numéros de la revue *Do Tempo e da História* en sept ans), et est resté comme une bibliothèque raisonnable d'auteurs nationaux classiques, malheureusement aujourd'hui aussi inaccessible aux chercheurs qu'avant 1974. Il faut comparer, par ailleurs, ce centre sclérosé avec l'œuvre notable, dans un autre domaine de recherche scientifique, avec le Centre d'Études Géographiques dirigé par Orlando Ribeiro dans la même Faculté ». (Miriam Halpern PEREIRA, « Breve reflexão acerca da historiografia portuguesa no século XX », dans *Ler História*, n° 21, 1991, pp. 5-15).

<sup>335</sup> Joaquim Veríssimo Serrão a pris la direction de l'*Instituto Histórico Infante Dom Henrique* en 1973 alors que Jorge Borges de Macedo a pris la direction de l'« Institut historique Fernão Lopes » à la suite de la mort de

du premier volume, les historiens précisait : « comme l'indique le sous-titre, elle vise à apporter une nouvelle vision – doctrinaire et problématique – des questions concernant l'histoire du Portugal en général et l'histoire de l'Expansion en particulier<sup>336</sup> ». La perspective nationaliste du principal auteur, Joaquim Veríssimo Serrão, transparait. Toutefois, la revue n'a sorti que deux volumes. Le deuxième, dont la présentation est datée du 30 mars 1974, est paru quelques semaines avant que les deux directeurs de la revue ne fussent exclus de l'Université. Malgré « l'accueil favorable des historiens nationaux et étrangers [...] dans l'objectif que soient mieux connues les valeurs qui définissent la présence de l'homme portugais dans le Monde<sup>337</sup> », le souffle d'avril a fait vaciller le projet éditorial de la FLUL centré sur l'Empire et mis un terme par ailleurs à la revue. Au total, sans pouvoir prétendre à l'exhaustivité de l'ensemble des revues historiques<sup>338</sup>, l'essentiel des parutions périodiques historiques où ont écrit les historiennes et les historiens accommodés, par ailleurs toutes soumises à la censure, ont donc été liées à l'Université portugaise.

Les colloques et la participation à des rencontres internationales ont aussi pu être un moyen de diffuser de l'histoire écrite au Portugal au-delà des frontières. Quel a été le degré d'ouverture internationale des historiennes et des historiens accommodés ? En nous intéressant à cet aspect, il est question de mesurer l'importance des relations avec les autres communautés de scientifiques. D'une part, les historiens étrangers étaient invités et venaient au Portugal<sup>339</sup>.

---

Virgínia Rau (*Elogio do Professor Doutor Jorge Borges de Macedo (1921-1996)*, Lisbonne, Academia Portuguesa de História, 2004, p. 133).

<sup>336</sup> « Apresentação », *Portugalíæ Historica*, vol. I, p. 6.

<sup>337</sup> « Apresentação », *Portugalíæ Historica*, vol. II, p. 7.

<sup>338</sup> Comme la revue soutenue par l'IAC et le SNP intitulée *Brasília* qui a cherché à resserrer les liens entre le Portugal et le Brésil pendant une décennie (Marcello Felisberto Morais de ASSUNÇÃO, « A historiografia portuguesa em tempos de "política do espírito" : o caso da revista *Brasília* do Instituto de Estudos Brasileiros da Universidade de Coimbra (1942-1949) », dans *Práticas de História*, n° 2, 2016, pp. 57-88).

<sup>339</sup> Par exemple, le Congrès international d'histoire des Découvertes s'est tenu à Lisbonne en 1960, dans le cadre du cinq-centenaire de la mort d'Henri le Navigateur et de nombreux historiens sont venus. Toutefois ces derniers n'hésitaient pas à poser des questions qui ont semblé désarçonner Virgínia Rau et Jorge Borges de Macedo : « Concernant l'intervention du Professeur Mauro, quant à l'existence d'esclaves noirs à Madère, la Professeure Virgínia Rau a répondu qu'elle n'était pas et ce n'était pas non plus l'intention des deux auteurs de la communication de nier l'existence des esclaves noirs ou d'autres pays dans l'Ile de Madère mais uniquement et simplement de calculer le stock, en densité, liée à l'activité sucrière. Le Professeur Halim, a demandé quelle était l'origine de cette population esclave à Madère ; la Professeure Virgínia Rau a précisé que de ce que l'on sait d'elle, on la pense comme venue d'Afrique ou des Canaries. Le Professeur Renouard, après avoir souligné que le problème, comme il a été exposé, l'a énormément intéressé, a demandé d'où venait la population de Madère, ce à quoi la Professeure Virgínia Rau a répondu qu'à Madère, on trouve surtout des habitants du Minho et de l'Algarve. Le professeur Verlinden est intervenu pour relever à quel point il serait intéressant d'étudier la différence entre la petite et la moyenne propriété des cannaies de Madère avec la grande propriété prépondérante aux Canaries ». L'insistance de certains participants sur les esclaves montre qu'il avait été quelque peu l'impensé de la production sucrière dans le cadre de la communication (Virgínia RAU, Jorge Borges de MACEDO, « O Açúcar na ilha da Madeira, Análise de um cálculo de produção dos fins do século XV », Lisbonne, Congresso Internacional de História dos Descobrimentos, 1961, Separata).



D'autre part, si l'écriture de l'histoire de l'essentiel des historiens accommodés a pu paraître quelque peu à l'écart du reste de la production de l'Europe occidentale, les historiens ont pourtant régulièrement cherché à participer aux grandes réunions. Ainsi, le Portugal a pris part au congrès fondateur qui a transformé le Congrès international d'Histoire comparée en Comité international des Sciences historiques lors de sa première session à Genève en 1926. Elle est devenue l'institution permanente qui se réunit toujours tous les cinq ans. Sans prétendre à l'exhaustivité, observons la liste des participants au X<sup>e</sup> congrès international de la science historique à Rome du 4 au 11 septembre 1955<sup>340</sup>. La délégation portugaise était réduite, seules six personnes la composaient<sup>341</sup> : « Maria de Lourdes Bartholo<sup>342</sup>, De Carvalbro<sup>343</sup> Sebastiao José, de Carvalbro<sup>344</sup>, Virginia Roberts Rau, Maria Mendes Leal<sup>345</sup>, Torquato Brochado de Souza Soares<sup>346</sup> ». En plus d'être relativement féminisée, la délégation était donc composée d'une historienne et d'un historien accommodés, tous les deux étant des personnalités scientifiques connues pour leur ouverture internationale par rapport à d'autres historiens.

En effet, en dehors des grandes rencontres internationales, des historiens ont pu avoir un parcours bien plus internationalisé que d'autres. Par exemple, à l'université de Coimbra, d'après leurs dossiers, aucune demande de prise en charge de voyage dans le cadre d'un colloque n'est à signaler pour Salvador Dias Arnaut<sup>347</sup> et Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão n'a fait qu'une seule demande mais le motif n'est pas connu et il a eu lieu seulement

---

<sup>340</sup> Je tiens à remercier Benjamin Lallier pour l'envoi du document disponible sur le site de la BNF ([https://data.bnf.fr/fr/13166820/congres\\_international\\_des\\_sciences\\_historiques/](https://data.bnf.fr/fr/13166820/congres_international_des_sciences_historiques/), consulté le 27 août 2021).

<sup>341</sup> La délégation portugaise peut être comparée à celle d'autres pays de poids démographique équivalent comme la Suède, la Suisse, la Hongrie et la Grèce. La délégation portugaise était numériquement assez proche de celle de la Grèce avec 4 délégués et celle de la Hongrie avec 5, mais bien inférieure aux 40 délégués de la Suède et aux 66 délégués de la délégation Suisse. L'absence d'étudiantes ou étudiants portugaises est à relever mais ce n'était pas le seul pays de ce cas. En effet, la Hongrie et la Grèce n'ont pas envoyé d'étudiantes ou étudiants, alors qu'ils sont 14 pour la délégation suédoise et 2 pour celle de Suisse. Le Portugal a donc été dans une situation proche de celle de pays de niveau de richesse comparable et l'importance des délégations suisse et suédoise ne fait que rappeler les écarts de richesse en vigueur.

<sup>342</sup> Identifiée comme une conservatrice de musée, Maria de Lourdes Coelho Bártholo est née en 1924 et a été étudiante en histoire-philosophie à l'université de Lisbonne – comme le confirme la lettre consultable qu'elle a envoyé à Abel Salazar le 15 novembre 1945 (voir le site des archives de Mário Soares, Casa Comum). Poursuivant sa carrière en histoire de l'art, elle a notamment été conservatrice du Musée national d'art contemporain du Chiado. (<http://www.museuartecontemporanea.gov.pt/pt/museu/historia>, consulté le 27 août 2021).

<sup>343</sup> N'ayant jamais vu cette orthographe de nom de famille, il me semble que le ou la secrétaire a fait une erreur en écrivant le nom qui doit plutôt être Carvalho.

<sup>344</sup> Un doute subsiste ici : l'absence de prénom pourrait laisser penser qu'il s'agit de l'épouse de Sebastião José de Carvalbro mais pour les autres délégations, la mention de Sinhora ou de Madame était présente pour évoquer les épouses d'historiens.

<sup>345</sup> Fille de de diplomate née en 1921 à Rome, elle a obtenu une licence en histoire-philosophie et a ensuite fait un doctorat en psychologie du développement à Londres, soutenu en 1975. Ses connaissances en italien ont pu expliquer sa présence au cours du congrès. (D'après une interview réalisée par Pedro Alves quelques mois avant son décès le 17 avril 2019 : <https://www.relacionalhistorica.pt/escola-rita-leal/maria-rita-mendes-leal/>, consulté le 27 août 2021).

<sup>346</sup> J'ai respecté la graphie employée dans le document italien.

<sup>347</sup> Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 14 : Salvador Dias Arnaut.

à quelques mois de la retraite<sup>348</sup>. Au contraire, Torquato de Sousa Soares, comme l'a montré Armando Martins « a contribué à ces contacts en voyageant lui-même en Espagne, en France, en Italie, au Brésil et en Argentine, en donnant des cours, en participant à des congrès, en prenant connaissance des thèses publiées sur place et en établissant des relations avec des historiens de ces pays ». Il y avait donc au sein d'une même université des profils très différents.

De même à l'université de Lisbonne, Virgínia Rau a été une figure très internationalisée. Elle a voyagé dans de nombreux pays : « à Berkeley en Californie, Yale, Leiden, Lille, Aix-Marseille, Toulouse, Bordeaux, Paris (Sorbonne), Aberdeen, Glasgow, Oxford, Exeter et Londres (King's College)<sup>349</sup> ». En plus de ses participations à des colloques, elle a contribué à l'organisation du colloque international d'histoire maritime et aux différents Comité internationaux des Sciences historiques<sup>350</sup>. Elle a aussi reçu le titre de docteur *honoris causa* de l'université de Toulouse en août 1967<sup>351</sup>. Toutefois, son ouverture restait toujours prudente et sélective comme l'a constaté José Mattoso :

« Sánchez-Albornoz et les médiévalistes espagnols étaient très appréciés et Sánchez-Albornoz était contre le régime et vigoureusement antifranquiste, tout comme Américo Castro. Il y avait de bonnes relations entre les Portugais et les Espagnols dans ce milieu académique. En revanche, avec les Français, il y avait une certaine méfiance. Oui, oui. Il est caractéristique par exemple que l'interlocuteur français de Virgínia Rau était Michel Mollat, qui était un auteur de droite. Il est venu à Lisbonne et a organisé un congrès sur la pauvreté. Au contraire, je crois que Virgínia Rau n'appréciait pas beaucoup Duby, elle le considérait un peu trop influencé par le marxisme. Elle avait aussi de bons contacts avec l'Italie<sup>352</sup>. »

La dimension politique entrainait donc toujours en ligne de compte dans les contacts internationaux de l'historienne, dans la mesure où l'histoire économique et sociale pouvait la rapprocher de marxistes, elle restait prudente.

\*

\* \*

---

<sup>348</sup> Il a formulé sa demande de sortie du territoire le 4 mars 1970 (Archives de l'université de Coimbra, SR : dossiers des professeurs, carton 24 : Mário Mendes dos Remédios de Sousa Brandão).

<sup>349</sup> <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8872>, consulté le 28 août 2021.

<sup>350</sup> Comandante Avelino Teixeira da MOTA, « A Obra da Prof. Doutora Virgínia Rau no Campo da História Marítima », Lisbonne, Centro de Estudos de Marinha, separata, 1974, p. 6, et pour les Comités internationaux des Sciences historiques, voir le III)1) de ce chapitre.

<sup>351</sup> Archives JEN/IAC, dossier 0841 /22 : Virgínia Roberts Rau.

<sup>352</sup> Entretien avec José Mattoso, p. 7.

La recherche au Portugal durant le régime autoritaire a souffert d'un investissement trop modeste et donc de conditions peu favorables. Pour autant, la création du JEN, devenu l'IAC, a donné naissance à une politique d'incitation à la recherche. L'IAC a notamment contribué au financement de plusieurs centres de recherches liés aux universités portugaises. Graduellement, l'Université portugaise est donc devenue le principal espace de la recherche historique. La FCG a quant à elle pu encourager financièrement d'autres profils mais les universitaires en ont aussi bénéficié.

La diffusion de la recherche a pu emprunter différentes voies. Tout d'abord, d'anciens espaces offraient déjà la possibilité de faire des communications ponctuelles à portée historique comme l'ACL mais aussi la Société de géographie de Lisbonne et plus marginalement le Grémio Literário. Ensuite, les centres universitaires ont créé des revues consacrées à l'histoire qui ont renforcé une nouvelle fois le rôle central de l'Université dans la production historiographique portugaise. Enfin, la participation aux colloques internationaux a montré une intégration très inégale au sein de la communauté internationale, car si quelques figures se sont distinguées par une grande ouverture, une grande partie des historiennes et historiens accommodés est restée au Portugal et les quelques noms qui ont franchi les frontières portugaises voire les Pyrénées ont été peu nombreux.

Le pouvoir autoritaire, détenteur à la fois de la légitimité politique mais aussi du levier financier, vital pour la recherche scientifique, a défini les cadres de la pratique des historiennes et des historiens accommodés. Ces derniers l'ont approprié et ont cherché, écrit, travaillé, publié à l'image de leurs contemporains des autres pays, mais toujours sans dépasser les limites fixées par la dictature et sans le contester frontalement.

Certains historiens se sont particulièrement investis dans l'académie d'histoire créée sur mesure par le pouvoir autoritaire. Ils ont participé activement aux travaux et à la vie de l'APH, qui n'a jamais caché son lien filial avec le régime dictatorial et a maintes fois soutenu la politique menée par le gouvernement. Toutefois, les académiciens se sont variablement impliqués dans la vie de l'institution et les contraintes budgétaires ont freiné leurs ambitions sauf lorsqu'ils étaient invités à participer aux commémorations organisées par le régime. L'APH, devenue autonome, est malgré tout restée constamment liée à l'*Estado Novo*.

Les historiennes et les historiens accommodés ont été très majoritairement des professeurs de l'enseignement supérieur. Ils ont construit leur parcours professionnel en acceptant d'être surveillés par le pouvoir afin d'exercer et n'ont pas hésité à louer son action. La carrière de l'historien se déroulait progressivement, par l'occupation de postes temporaires en espérant pouvoir devenir cathédrique au prix de certaines tensions dans le champ universitaire. De plus, l'enseignement suivait rigoureusement les programmes définis par le pouvoir. S'ils se sont dans l'ensemble impliqués dans leur métier, les difficultés économiques ont bien souvent pesé sur les conditions de la pratique enseignante, entrant même en conflit avec la recherche.

Le pouvoir a aussi eu un rôle décisif dans la délimitation et l'incitation à la recherche. Malgré un bilan dans l'ensemble défavorable, il a créé un institut spécialisé dans le financement public des investigations et donné pour la première fois au Portugal, la possibilité d'entreprendre des séjours à l'étranger ou bien dans le pays pour faire progresser la recherche nationale. Toutefois, elle impliquait en retour une évidente adéquation politique. Enfin, la diffusion du savoir historique a emprunté différents canaux, à la fois en dehors de l'Université mais aussi et surtout en son sein et notamment par le biais des revues et des colloques internationaux.

Après avoir analysé quelle a été la nature de la relation entre le pouvoir autoritaire et les historiens accommodés, il est nécessaire de mettre en évidence le type d'histoire qu'ils ont écrit durant la période afin de mesurer si le politique a pu avoir une influence notable sur l'écriture de l'histoire.



## Chapitre 5 Une histoire en vase clos ? Écrits d'historiens accommodés

La fonction centrale jouée par la conception du passé national dans l'idéologie de l'*Estado Novo* a provoqué une profonde asphyxie de la recherche scientifique dans le domaine de l'Histoire. Durant près d'un demi-siècle, une période où les historiographies européennes et américaines traversaient des transformations méthodologiques successives, acquérant des modèles scientifiques, le milieu historiographique portugais fut isolé des grands débats scientifiques en cours. [...] Au Portugal, pendant près d'un demi-siècle, la formation de la nationalité, la période médiévale, les Découvertes et la Restauration ont dominé en très grande majorité l'historiographie.

Miriam Halpern Pereira<sup>1</sup>

Saisir l'écriture des historiens accommodés entre 1926 et 1974 pourrait paraître simple tant la lecture proposée par Miriam Halpern Pereira est juste. En effet, pendant l'essentiel de la période autoritaire, ils ont écrit pratiquement sur les mêmes thématiques, les mêmes périodes et de la même façon. Pour la période la plus étudiée, la période médiévale, Stéphane Boisselier partage le constat d'une cyclicité des thématiques abordées durant le régime autoritaire : « Il n'en reste pas moins que l'information reste déséquilibrée, car, jusqu'en 1974, les historiens portugais ont eu tendance à revenir constamment sur les mêmes faits, tenus pour les "heures de gloire" du Portugal, et à laisser dans l'ombre des pans entiers de leur passé médiéval<sup>2</sup>. » Tout ce qui pouvait ennoblir la nation était donc sujet à d'amples développements historiographiques. Les publications historiques de tout ordre ont donc tourné *ad nauseam* autour de la naissance du royaume du Portugal, des vicissitudes de la monarchie portugaise – ses grands règnes, ses grandes batailles et ses personnages illustres – et surtout de l'expansion portugaise, fierté nationale, régulièrement décrite comme le temps des « Découvertes ».

Cette dernière notion doit être examinée. Employée encore couramment dans les années 1990, comme dans l'article de Miriam Halpern Pereira cité en exergue, elle est de moins en moins utilisée du fait de sa connotation européocentrique. Une polémique a agité le Portugal en 2018 autour d'un projet de musée, rappelant les débats autour du terme. Il était inclus dans le programme du Parti socialiste lors des élections municipales de la ville de Lisbonne, parti qui

---

<sup>1</sup> Miriam Halpern PEREIRA, « Breve reflexão acerca da historiografia portuguesa no século XX », dans *Ler História*, n° 21, 1991, pp. 5-15.

<sup>2</sup> Stéphane BOISSELIER, « Un regard de médiéviste français sur l'historiographie de la formation du Portugal », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 2, 2011, pp. 175-195.

a par ailleurs remporté les élections d'octobre 2017. Une pétition a alors réuni des chercheuses et chercheurs ayant travaillé sur ce sujet, préférant insister sur le terme d'expansion. En effet, pour les signataires, le musée ne pouvait pas s'appeler le « musée des Découvertes ». Pourquoi ? Car en utilisant ce terme, ce serait :

« Une autre manière de réduire la richesse et la complexité des faits historiques à un seul point de vue – le portugais. Ou bien de privilégier ce point de vue, l'imposant à d'autres qui ne le partagent pas. [...] Ce serait, également, recourir à une expression fréquemment utilisée durant l'État Nouveau pour célébrer le passé historique et qui convoque, pour cela même, un ensemble de valeurs qui ne sont pas compatibles avec le Portugal démocratique<sup>3</sup> »

En complet accord avec cette perspective, je parlerai donc de l'expansion portugaise.

Quel est le type d'histoire qu'écrivaient les historiens accommodés ? L'écriture était fortement influencée par l'historicisme allemand de Ranke et par l'école méthodique française du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. Gunter Scholtz définit l'historicisme en histoire ainsi :

« En historiographie, le terme désigne, depuis Friedrich Meinecke, les recherches historiques qui se sont développées au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et qui se concentrent sur l'individualité et l'évolution propre des cultures, des nations et des époques. Comme cette forme d'historiographie se focalise souvent sur leur propre État national, elle a fait l'objet de critiques émanant de l'histoire sociale plus récente<sup>5</sup> ».

Chez les historiens accommodés étudiés, la focalisation sur l'histoire du Portugal est évidente. Les milieux universitaires ont été très marqués par l'émergence de l'école méthodique française et de sa méthode de l'interprétation de l'histoire. Il faut ici souligner l'importance de la production historiographique française au Portugal car le français était la langue étrangère la plus régulièrement apprise jusqu'aux années 1960-1970. Elle a même été la langue d'écriture de quelques historiens au début de la période, notamment Joaquim Bensaúde. Puisant donc dans l'héritage allemand et français, l'écriture de l'histoire, décrite par Luís Reis Torgal comme « une histoire “documentaliste” et “narrative”<sup>6</sup> », a tant dominé durant la période autoritaire

---

<sup>3</sup> Édité par la journaliste Cristina Margato, le texte de la pétition est toujours en ligne sur le site de l'*Expresso* à l'adresse suivante : <https://expresso.pt/cultura/2018-04-12-A-controversia-sobre-um-Museu-que-ainda-nao-existe.-Descobertas-ou-Expansao->, dernière consultation le 20 novembre 2020).

<sup>4</sup> Patrick GARCIA, « Le moment méthodique », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, *Les courants historiques en France, XIX<sup>e</sup> siècle, XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 2007, pp. 96-199).

<sup>5</sup> Gunter SCHOLTZ, « Historicisme », *Encyclopædia Universalis*, consulté le 21 novembre 2020. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/historicisme/>. En portugais, on peut aussi se focaliser sur l'article de José d'Assunção Barros insistant davantage sur la genèse de ce mouvement (José D'Assunção BARROS, « Historicismo ; notas sobre um paradigma », dans *Antíteses*, vol. 5, n° 9, janvier/juillet, 2012, pp. 391-419.)

<sup>6</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 258.

que João Paulo Avelãs Nuno a parlé du paradigme de « l'historicisme-néo-méthodique<sup>7</sup> ». Ainsi, de 1926 à 1974 ce fut une histoire érudite, factuelle, événementielle fondée sur des documents, tournée exclusivement vers l'histoire nationale qui a dominé très largement le panorama historiographique portugais. Les historiens accommodés ont pu sembler – comme le pouvoir – « orgueilleusement seuls<sup>8</sup> » par rapport à une grande partie de l'Europe qui puisait dans les autres sciences sociales des outils d'interprétation et s'attelaient à développer de nouvelles approches historiographiques, notamment à travers une entrée par l'économie et la société. Toutefois, des exceptions, qui confirmaient certes la règle, doivent être soulignées. C'est pourquoi j'interroge dans le titre le fonctionnement en vase clos de l'écriture de l'histoire des historiens accommodés.

Pourquoi une telle continuité dans le choix des périodes et dans la façon d'écrire l'histoire durant l'essentiel de la période autoritaire ? Les historiens accommodés entendaient tout de même être pris au sérieux par leurs pairs, y compris à l'échelle internationale. Et ils l'ont été, sans aucun doute, comme l'ont montré les différentes invitations et les voyages réalisés. Cependant, leurs manières de concevoir et d'écrire était la garantie de ne pas attirer l'attention du pouvoir autoritaire. Car la politique et la société ne pouvaient pas être abordées sans risquer d'être censurées. Certes, la complaisance des historiens accommodés avec le pouvoir autoritaire en faisait des auteurs pas ou très exceptionnellement surveillés. Malgré tout, les siècles les plus proches chronologiquement, nommément les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ont été délaissés. Ils pouvaient trop facilement devenir sujets à débats politiques. Certes l'interdit tacite portant sur l'histoire contemporaine n'était absolument pas le propre de la situation portugaise. En France, par exemple, il a fallu attendre les années 1980 pour que l'histoire du temps présent ait droit de cité hors de l'enceinte de Sciences Po voire de l'université de Nanterre. Mais au Portugal, la disqualification concerne toute la période contemporaine entendue comme celle qui s'est ouverte

---

<sup>7</sup> João Paulo Avelãs Nunes a fait un important mémoire sur l'histoire économique et sociale à la FLUC de 1911 à 1974. Cependant, au fur et à mesure de son travail, il a surtout pu constater que l'histoire écrite dans l'université de Coimbra était surtout une histoire érudite, comme le montre la traduction du titre de son livre « L'histoire économique et sociale dans la Faculté de Lettres de l'Université de Coimbra, l'historicisme néo-méthodique : ascension et chute d'un paradigme historiographique ». Voir João Paulo Avelãs NUNES, *A História económica e social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : O historicismo neo-metódico : ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995).

<sup>8</sup> Cette expression est d'António de Oliveira Salazar : il l'a prononcée le 18 février 1965 pour caractériser la politique pratiquée par le gouvernement portugais pour défendre son empire et justifier la guerre coloniale. Alors que les autres pays européens reconnaissaient progressivement l'indépendance de leurs anciennes colonies, le gouvernement portugais s'entêtait et s'enorgueillissait de poursuivre la guerre coloniale, malgré l'écart grandissant avec les autres puissances européennes. L'impression portugaise d'une histoire différente du reste de l'Europe trouvait ici son exemple le plus concret (Luís Nuno RODRIGUES, « A 'Solidão' na Política Externa Portuguesa no Início da Década de 60 : O Caso dos Estados Unidos » dans Fernando MARTINS, (dir.), *Diplomacia & Guerra : Política externa e política de defesa em Portugal do final da monarquia ao marcelismo*, Évora, Publicações do Cidehus, 2001, [en ligne]).



avec la Révolution française, soit pour le Portugal depuis les réformes du marquis de Pombal. En contrepoint, l'histoire politique n'a pas connu au Portugal la remise en cause qui l'a affecté en France. L'autonomie de l'Université portugaise avait donc un prix : ne pas se faire remarquer et se réfugier dans l'étude d'un passé le plus lointain possible. Vivons heureux, vivons cachés ? De plus, si l'écriture de l'histoire érudite et événementielle, alors dominante, n'a pas incommodé le pouvoir quand il s'est installé en 1926, pourquoi changer ? L'irruption autoritaire n'a donc pas altéré l'écriture de l'histoire telle qu'elle se pratiquait, elle l'a plutôt pétrifiée, empêchant de se propager pour plusieurs décennies toute innovation venue des sciences sociales et de l'étranger.

De plus, à travers la question de l'écriture de l'histoire, il faut interroger le lien de l'histoire avec le pouvoir politique, manifeste durant toute la période. Il n'a effet pas fallu attendre le coup d'État du 28 mai 1926 pour que l'écriture de l'histoire fût influencée par le contexte politique, comme le constate José Mattoso :

« Notre historiographie fut trop marquée par des préoccupations dominantes [par rapport à l'historicisme], qui lui ont toujours donné un penchant démonstratif ou idéologique. Après avoir été au service du libéralisme, avec Herculano, elle a servi à analyser le problème de la décadence des peuples péninsulaires avec Oliveira Martins ou Costa Lobo, pour étayer les positions anticléricales ou d'apologétique chrétienne de plusieurs auteurs, et comme arsenal de l'idéologie nationaliste (n. : j'ai volontairement conservé le suffixe) à partir de 1926. On rencontre rarement des auteurs qui aspirent à une description neutre du passé historique, comme ce fut le cas, jusqu'à un certain point, avec Rebelo da Silva, Damião Peres, et dans une dimension plus ample et plus problématisante, avec Jaime Cortesão [...] »<sup>9</sup>.

Ainsi, depuis son tournant érudit au mitan du XIX<sup>e</sup> siècle, les historiens portugais avaient pour habitude d'écrire une histoire à forte portée politique et parfois idéologique. Pour les historiens accommodés de la période autoritaire, cette pratique se trouvait d'autant renforcée qu'ils étaient financés, parfois récompensés et encouragés à publier. Écrire l'histoire de la nation portugaise, permettait de s'attirer les bonnes grâces d'un régime patriotique. Le cadre nationaliste et conservateur était propice à l'exaltation du passé et favorisait aussi la révision du passé.

L'objectif de ce chapitre est, entre autres, de déceler les manifestations de l'adhésion à l'action et à l'idéologie du régime autoritaire. La démarche suivie est celle d'une étude de quelques ouvrages clés des historiens accommodés, en les inscrivant dans leur période d'écriture. L'enjeu n'est donc pas de faire une recension critique a posteriori ni un tableau trop général. Avec cette méthode, j'entends rendre intelligible ce que chaque œuvre dit de sa période d'écriture.

---

<sup>9</sup> José Mattoso, *A Escrita da História*, Lisbonne, Temas e Debates, 2019, p. 54.

Par ailleurs, je détacherai trois périodes d'écriture de l'histoire. Leurs scansion peuvent être interrogées<sup>10</sup>. Les historiens aiment périodiser et je concède que cet ordonnancement du temps permet de clarifier le propos, au milieu de cette polyphonie historique<sup>11</sup>. Les périodes que je propose pourraient donner l'impression que le temps de l'écriture de l'histoire était synchrone d'un temps marqué par le politique. Cela serait forcer le trait. Les historiens accommodés ont écrit avant et après les bornes chronologiques qui suivent. Elles n'ont à l'échelle individuelle de l'historien presque aucun sens, le parcours d'une vie scientifique étant par essence diachronique. Mais en concevant les historiens accommodés comme un groupe qui se structure au long de la période autoritaire, à travers les cinq générations mises en évidence dans le chapitre 2, des synchronies apparaissent.

Ainsi, il me semble, qu'en étant bien conscient des limites des bornes des périodes proposées, celles présentées dans les pages qui suivent sont pertinentes et permettent de souligner une nouvelle fois les effets de génération. Passons donc à l'étude des trois périodes que j'ai identifiées : 1926-1940, 1940-1960 et 1960-1974. Elles correspondent au plan de ce chapitre. La première est celle d'un temps hautement politique où les débats sont nombreux mais où domine l'exaltation de la nation et de l'Empire. La seconde période est caractérisée par un apaisement de l'écriture alors que la professionnalisation s'installe, tout en étant un temps d'approfondissement des connaissances de l'Empire. La dernière se distingue à la fois par une permanence de l'histoire événementielle et érudite mais aussi dans le même temps par une lente innovation perceptible dans l'écriture.

---

<sup>10</sup> João Paulo Avelãs Nunes a présenté une chronologie quelque peu différente pour la FLUC. La chronologie qu'il a dégagée commence en effet en 1911, date de la création de la FLUC et est composée de trois périodes : une première de résistance au pouvoir républicain et d'affirmation du positivisme (1911 à 1928-1930), une seconde d'épuration et de conformation du corps enseignant, de stabilisation d'un discours historiographique essentiellement historiciste et « néo-méthodique » (1930 à 1960) ; une troisième phase de progressive désagrégation du paradigme auparavant hégémonique (1960 à 1974). (João Paulo Avelãs NUNES, *op.cit.*, p. 16).

<sup>11</sup> À propos de la période en histoire, Jean Leduc cite Langlois et Seignobos qui « remarquent : "l'usage en est aussi ancien que l'histoire" » et qui définissent les périodes comme « des durées inégales, inaugurées, par des événements, ces derniers étant entendus au sens des faits qui introduisent un changement ». L'historien y recourt régulièrement et Jean Leduc relève qu'y compris pour décrire les historiens, des périodes apparaissent : « Ne peut-on identifier aussi des générations d'historiens français : "méthodiques", "annalistes", "nouveaux historiens" ? ». La périodisation n'est pas exempte de limites, elle est parfois critiquée pour introduire une coupure trop forte. Malgré tout, elles conservent pour Jean Leduc leur pertinence (Jean LEDUC, « période, périodisation », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 830-838).

## I) La nation dans le cœur : la production historiographique de 1926 à 1940

La période allant de 1926 à 1940 a été, d'un point de vue historiographique, scandée par un temps politique et mémoriel : à une extrémité, le coup d'État militaire du 28 mai 1926 ; à l'autre, l'Exposition du monde portugais de 1940, apothéose mémorielle et historique, suggérée et financée par le pouvoir, à laquelle les historiens accommodés et en opposition ont volontiers participé<sup>12</sup>. Le choix de l'année 1940 et non de la fin de la Seconde Guerre mondiale, semble plus pertinent. Le Portugal n'ayant pas participé au conflit mondial – même si quand le vent a commencé à tourner pour les pays de l'Axe, le gouvernement portugais a laissé les avions des Alliés se ravitailler aux Açores –, l'année 1945 fut avant tout celle d'un *aggiornamento* géopolitique. En adoptant un point de vue portugais et surtout historiographique, l'année 1940 a été un tournant plus important que la résonance planétaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Durant la période, le pouvoir est passé des militaires aux civils et l'*Estado Novo* s'est implanté durablement. Pour le pouvoir autoritaire en pleine affirmation, il fallait trouver un moyen de faire oublier la période républicaine, qui a divisé la nation dans des luttes idéologiques qui ne l'avaient, à ses yeux, menée nulle part. L'histoire fut un des ciments de la nation et la nation fut dans le même temps le ferment des historiens.

Écrire l'histoire de la nation a été la principale préoccupation des historiens accommodés. Sur ce point, le coup d'État militaire n'a provoqué aucune rupture. De plus, les thématiques choisies ne suivaient pas de consignes du pouvoir. Les historiens<sup>13</sup> accommodés écrivaient l'histoire de la nation portugaise sans injonction ni contrainte – ayant bien en tête la ligne rouge des domaines politique et social qui ne devaient pas être franchis car la censure veillait. En conséquence, les thèmes abordés par les historiens accommodés n'ont pas été perturbés par la nouvelle donne politique autoritaire. À l'image de la période républicaine, l'histoire érudite et événementielle dominait comme l'a observé Sérgio Campos Matos :

« Quelles grandes tendances peut-on distinguer dans l'historiographie portugaise de cette époque [des années 1920] ? A prédominé durant cette période une histoire positive, d'exigence documentaire, souvent tournée vers la biographie, le fait politique ou militaire ou les domaines comme la généalogie, l'héraldique, les institutions, le Droit, l'Art, la Littérature ou la Religion. [...] Un nationalisme historique et conservateur accentuant les qualités du peuple portugais, dans une lecture triomphaliste de ses réalisations et de ses

---

<sup>12</sup> Comme vu dans le chapitre 3.

<sup>13</sup> Durant la période 1926-1940, aucune historienne n'a écrit. Ceci explique pourquoi j'emploie exclusivement le masculin. Pour la période suivante, la très lente féminisation a timidement commencé avec comme principale figure Virgínia Rau.

possibilités. Dans cette perspective, l'opposition au régime républicain, au traditionalisme intégraliste procédait à une révision de la narrative libérale et républicaine, cherchant à réhabiliter le XVII<sup>e</sup> siècle (António Sardinha, Manuel Múrias)<sup>14</sup>. »

L'écriture de l'histoire de la nation s'insérait régulièrement dans la rhétorique conservatrice du régime dictatorial. Le mouvement de l'Intégralisme lusitanien en fut la parfaite illustration<sup>15</sup> : il a été celui qui « a assumé avec la plus grande force et signification le nationalisme historique<sup>16</sup> ». Mouvement ultraconservateur, défenseur farouche du catholicisme et de la monarchie, il a eu une existence fugace. Comme le montre António Costa Pinto : « En tant que mouvement intellectuel et politique, avec un minimum d'unité organique, l'Intégralisme lusitanien se maintient en activité entre 1914 (date du lancement de *La Nation Portugaise*) et 1922, quand sa Junte Centrale décrète son autodissolution<sup>17</sup> ». Le mouvement a poursuivi de publier pendant la décennie 1920. En revanche, dans les années 1930, l'heure était davantage au bilan mais son influence dans le paysage littéraire conservateur fut certaine. Armando Malheiro Silva a montré la pénétration de l'Intégralisme dans les institutions portugaises :

« Dans cette ligne il est possible de regrouper ce que nous désignons comme des “tactiques intégralistes” qui se moulent non seulement dans le champ de la confrontation politique à travers les actions de l'Intégralisme lusitanien (...), mais aussi dans l'enseignement et la diffusion de l'Histoire développée en temps dictatoriaux. L'influence de la vision historique intégraliste est visible dans les options opérées par des institutions de recherche (Académie Portugaise d'Histoire), de l'enseignement (les Facultés de Lettres de Coimbra et de Lisbonne), et de propagande (le Secrétariat de la Propagande Nationale) du régime salazariste. Des options thématiques intentionnellement dirigées vers les grandes périodes de la geste nationale – le Moyen Âge et les Découvertes- et adverses aux éventuelles “attaques” répulsives de la période contemporaine portugaise<sup>18</sup>. »

Les tenants de ce groupe voyaient dans la nation un horizon indépassable. Alfredo Pimenta défendait ainsi : « Dans l'Histoire du Portugal, est vrai tout ce qui ennoblit la Nation Portugaise ; est faux tout ce qui la déprime, la diminue, l'énerve ou bien la souille<sup>19</sup> ». Mais comme

---

<sup>14</sup> Sérgio Campos MATOS « História e historiadores na I República », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. II, pp. 282-290.

<sup>15</sup> Le mouvement est présenté dans le repère « Droites républicaines ».

<sup>16</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 243.

<sup>17</sup> António Costa Pinto, « A formação do integralismo lusitano (1907-17) », dans *Análise Social*, vol. 18 (n° 72-73-74), 1982-1983, pp. 1409-1410.

<sup>18</sup> Armando Malheiro SILVA, « historiografia sobre a I República », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. II, pp. 297-313.

<sup>19</sup> L'extrait provient de *Novos Estudos filosóficos e críticos* écrit en 1935 et cité dans Paulo Archer de CARVALHO, « Ao Princípio era o verbo : o eterno retorno e os mitos da historiografia integralista », dans *Revista de História de Ideias*, vol. 18 (1996), pp. 231-244. Par ailleurs, ce dernier article revient sur la fonction de l'histoire pour les principaux défenseurs de l'Intégralisme lusitanien : la critique de la démocratie, du libéralisme, de l'idéologie républicaine et même des réformes du Marquis de Pombal était une nécessité impérieuse.

nous allons le voir, la nation a été défendue par l'ensemble des historiens accommodés, quelle que fût leur proximité avec les courants proches du pouvoir.

La période 1926-1940 a été un moment de réflexion sur l'histoire de la nation pour une partie des historiens accommodés : certains historiens n'ont pas hésité à revoir certains aspects de l'histoire portugaise, profitant du contexte politique pour en donner une lecture résolument nationaliste. Mais la période n'a pas été dépourvue de débats historiographiques et de contradictions entre les historiens, qui se réunissaient volontiers autour de la nation et de l'Empire, sans pour autant céder à un discours univoque.

## 1) Repenser la nation : des (ré)visions de l'histoire du Portugal

Écrire l'histoire de son propre pays n'était pas une particularité du Portugal autoritaire. Elle est certes la conjonction d'une commodité – maîtrise de la langue, proximité des sources – et d'un intérêt pour son propre univers social. Mais l'histoire de la nation a surtout été encouragée par les États-nations qui entendaient en faire un instrument de cohésion nationale, voire de légitimation des États récemment unifiés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme l'Allemagne<sup>20</sup>. En conséquence, les historiens accommodés<sup>21</sup> ont très majoritairement voire presque uniquement écrit sur le Portugal. La mise en place de l'État autoritaire n'a pas marqué une rupture dans le champ historique, que les auteurs fussent des universitaires ou non. En effet, la nation était déjà au cœur des attentions historiennes et elle l'est restée. L'échelle de lecture nationale s'en est trouvée clairement confortée par la dictature. Toutefois, certains historiens accommodés ont pu avoir une lecture plus politique que d'autres.

Ainsi, les historiens accommodés écrivant en dehors des cadres universitaires et ayant manifesté leur adhésion au régime, étaient souvent proches de certains courants de pensée de la droite radicale et hostiles au parlementarisme républicain. Cette historiographie, sans être

---

<sup>20</sup> Gérard Noiriel rappelle ainsi comment des critères considérés comme objectifs tels la langue et la culture étaient des facteurs de cohésion nationale selon une vision allemande organiciste, face à une vision française qui fait du sentiment d'appartenance à une communauté comme le ferment de l'histoire nationale. Gérard NOIRIEL, « La question nationale comme objet de l'histoire sociale », dans *Genèses*, n° 4, *Le national*, sous la direction de Gérard NOIRIEL, 1991, pp. 72-94.

<sup>21</sup> Il en est de même pour les historiens en opposition, comme je le montrerai dans le chapitre 8. Comme le souligne Miriam Halpern Pereira en ouverture de son article en exergue de ce chapitre, jusqu'au début des années 1990 – et c'est encore dans l'ensemble la norme, il me semble –, il y a une « persistante influence ultranationaliste qui engendre une autre absence : celle d'études sur d'autres pays » (Miriam Halpern PEREIRA, « Breve reflexão acerca da historiografia portuguesa no século XX », dans *Ler História*, n° 21, 1991, pp. 5-15). Les études historiques au Portugal sont très fortement concentrées sur le Portugal et prennent en compte l'ancien empire colonial seulement depuis la fin des années 1990.

celle des historiens organiques directement rattachés directement au régime<sup>22</sup>, se distinguait à la fois par une rigueur historique certaine mais aussi par une interprétation parfois très libre et résolument orientée idéologiquement. Alfredo Pimenta en est l'illustration. Né en 1882, il fait partie de la génération de la République. Il n'a pas enseigné à l'université et a été un temps professeur dans le secondaire mais surtout archiviste aux Archives nationales de la Torre do Tombo. Il a occupé une place à part dans le paysage historiographique conservateur portugais sans pour autant être identifié comme un historien organique, malgré sa correspondance avec António de Oliveira Salazar et l'obtention du prix Alexandre Herculano du SPN de l'année 1937 pour son livre *Contributions à l'Histoire du Portugal (Textes et Jugements Critiques)*<sup>23</sup>. Dans ce livre, Alfredo Pimenta insistait dans le prologue sur le fait qu'il était portugais et qu'il écrivait l'histoire en tant que Portugais, en s'opposant à la démarche neutre d'Alexandre Herculano, signe de son nationalisme offensif que nous allons aborder<sup>24</sup>.

« Républicain pendant la Monarchie et Monarchiste pendant la République<sup>25</sup> », Alfredo Pimenta fut l'essence même de l'intellectuel conservateur. Une de ses notices biographiques insiste sur la façon dont il se mettait en scène comme intellectuel lisboète :

« Travailleur infatigable, il fut une figure marquante de l'époque, par l'originalité de ses propositions, qui passait aussi par sa façon de s'habiller : monocle, manteau noir, chapeau souple, gants blancs, canne, tenant sous le bras une poignée de livres, il descendait tous les après-midi le quartier du Chiado<sup>26</sup>, entrant dans les bibliothèques ayant sa préférence, comme, pendant un certain temps, Portugália, et étant mal regardé dans d'autres, comme Bertrand, où s'attroüpaient ses opposants<sup>27</sup>. »

Farouche antidémocrate, philo-germaniste dans les années 1930 voire admirateur d'Adolf Hitler, antisémite, favorable aux pays de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale, le fil de pensée de cet « enfant terrible<sup>28</sup> » peut parfois dérouter. Extrêmement cultivé, Alfredo Pimenta a écrit de nombreux livres d'histoire, participé à l'APH jusqu'à son expulsion<sup>29</sup>, dirigé les archives municipales de Guimarães pratiquement depuis leur création en 1932 jusqu'à sa mort en

---

<sup>22</sup> Voir les historiens dans le I) du chapitre 3.

<sup>23</sup> Alfredo PIMENTA, *Subsídios para a História de Portugal, (Textos e Juízos Críticos)*, Lisbonne, Europa, 1937.

<sup>24</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 249.

<sup>25</sup> D'après sa biographie du *Dicionário Cronológico de Autores Portugueses* disponible en ligne et consultée le 30 octobre 2020 :

<http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8652>

<sup>26</sup> Lorsqu'il sortait très certainement de son travail de conservateur aux ANTT, situées dans le palais de São Bento, à quelques minutes à pied du Chiado, Alfredo Pimenta avait donc le souci de se montrer aux autres comme un intellectuel, tant par les lieux fréquentés que dans sa façon de s'habiller, mais aussi dans le déroulement de ses journées.

<sup>27</sup> Biographie d'Alfredo Pimenta du *Dicionário Cronológico de Autores Portugueses (ibid.)*.

<sup>28</sup> L'expression est utilisée par Luís Reis Torgal, en français, pour le décrire (Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *op.cit.*, p. 244).

<sup>29</sup> Voir le I)2) du chapitre 4 pour le récit de cette expulsion de l'APH.

1950<sup>30</sup> et il a même été nommé directeur des ANTT, signe de sa reconnaissance publique. La qualité de son œuvre a été relevée par un certain nombre d'historiens accommodés et son nom est passé à la postérité. Ainsi, lors du centenaire de sa naissance, une cérémonie a été célébrée en son honneur dans la chapelle Notre-Dame de Madre Deus de Guimarães<sup>31</sup>, et son nom a été donné aux archives municipales de Guimarães.

La lecture de l'histoire du Portugal d'Alfredo Pimenta a été très liée aux faits et gestes des grands personnages<sup>32</sup> et il ne cachait que rarement ses positions politiques comme nous allons le voir dans *Éléments d'Histoire du Portugal*<sup>33</sup>. Ce livre a été écrit pour les professeurs et les élèves portugais de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire, appelé lycée à cette période<sup>34</sup>. En effet, le sous-titre du livre insistait sur l'adéquation au programme scolaire : « Élaboré pour une utilisation dans l'Enseignement Secondaire, absolument en accord avec le programme en vigueur<sup>35</sup> ». L'objectif d'accompagnement scolaire était évident. Dans la préface, il insistait sur le caractère scientifique de l'œuvre, en s'appuyant sur le décret-loi n° 21 103 qui définissait la place de l'enseignement de l'histoire dans l'enseignement portugais<sup>36</sup>. Il voulait que les élèves puissent « se familiariser avec les méthodes scientifiques, selon lesquelles, l'Histoire est, non pas une construction chimérique ou bien produite par la fantaisie ou le caprice de chacun, mais un ensemble de faits avérés, par le biais de sources positives. » (p. VII de la préface), corroborant son objectif de donner une rigoureuse méthode, puisant dans les écoles historiographiques françaises et allemandes. Plus loin dans la préface, il justifiait la densité de son livre en revendiquant sa visée élitiste. Ainsi, il cherchait surtout à écrire pour les meilleurs élèves, ne pouvant pas « sacrifier les intelligences supérieures aux médiocrités inertes » (p. IX). Le livre ne possède pas de conclusion, aspect assez courant durant la période d'écriture d'autant

---

<sup>30</sup> L'historique des archives municipales de Guimarães est consultable en ligne : <https://www.amap.pt/p/historia>, consulté le 31 octobre 2020

<sup>31</sup> Castro Xavier MONTEIRO, « No Centenário do nascimento de Alfredo Pimenta », dans *Boletim de Trabalhos Históricos*, Guimarães, vol. XXXIV, 1983, pp. 2-10.

<sup>32</sup> Son opposition à l'écriture d'António Sérgio l'illustre. Dans un texte intitulé « L'histoire du Portugal du Docteur António Sérgio », il s'opposait à une lecture trop intellectuelle et théorique de l'histoire. Pour lui, il fallait en rester aux faits et se contenter d'eux. La lecture d'Alfredo Pimenta était donc fortement attachée aux faits des grands hommes et il donnait une très faible importance à tout ce qui ne relevait pas de l'histoire politique alors qu'António Sérgio donnait une importance certaine aux faits économiques et sociaux (João BRANCO, « Alfredo Pimenta », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>33</sup> Alfredo PIMENTA, *Elementos de História de Portugal*, Lisbonne, Empresa Nacional de Publicidade, 1934.

<sup>34</sup> À la suite de la réforme de l'enseignement secondaire, par le décret-loi n° 18 779 du 26 août 1930, les niveaux de la 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> classe correspondaient, dans le système français actuel, aux niveaux de Première et de Terminale. Le programme de Première allait de l'apparition du Portugal jusqu'aux réformes initiées par le marquis de Pombal, et celui de Terminale commence avec le règne de Marie I<sup>re</sup>, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, couvrait l'ensemble du XIX<sup>e</sup> siècle et s'arrêtait à la fin de la Première Guerre mondiale (p. XIII à XV).

<sup>35</sup> Pour éviter la multiplication infinie des notes, dans les chapitres 5 et 8, je mettrai entre parenthèses dans le corps du texte les pages des citations courtes. À chaque paragraphe, ou ensemble de paragraphes, il s'agira donc du même livre, sauf mention lorsqu'au sein d'un même paragraphe plusieurs livres sont cités.

<sup>36</sup> Voir l'introduction du I) du chapitre 7.

que le caractère scolaire de l'œuvre ne s'y prêtait pas tant<sup>37</sup>. Le projet d'Alfredo Pimenta semblait indéniablement rigoureux.

Cependant, dès l'introduction, il assumait complètement son positionnement idéologique, affirmant voire défendant sa subjectivité :

« Sans vouloir soulever ici une nouvelle fois, après que tant d'autres ne l'ont fait ailleurs, le problème "en quoi consiste l'Histoire", je rappellerai ici qu'il y a des *faits* et des *interprétations*. Les faits sont indépendants d'un quelconque subjectivisme : *ils existent*. Comme *réalités*, l'homme qui les étudie n'a rien à faire d'autre que de chercher la preuve positive de leur existence. Les interprétations, elles, varient selon l'interprète – sa mentalité, sa culture, sa position sociale, son âge. Il n'y a pas une interprétation *ne varietur*, transcendante à nos esprits. Je veux dire : il n'y a pas une vérité modèle. Dans le champ des interprétations des phénomènes sociaux, toutes les vérités sont légitimes, toutes les conclusions possibles. J'ai *ma* vérité ; j'ai *ma* conclusion. Personne ne peut attendre de moi le sacrifice ingénu de substituer dans ce livre, ma vérité par ma non-vérité, ou par la vérité des autres. Parce que ce livre est le mien, il traduit, comme interprétation des faits historiques, l'idéologie qui informe mon esprit, qu'il accepte, dans laquelle il s'intègre. Si c'est ma vérité ou celle des autres qui s'adapte à l'intérêt national, et le sert, cela, seul le Futur distant pourra le dire » (p. VIII et IX).

Alfredo Pimenta, tout en ne récusant pas la scientificité de la démarche historique, appuyée sur des sources, revendiquait une interprétation bien à lui. Affirmée dès l'introduction, la subjectivité revendiquée par l'auteur se constate tout au long de l'ouvrage. La lecture de la crise de 1383-1385 l'illustre<sup>38</sup>. Le récit de cette crise est très détaillé et tourne exclusivement autour des nobles et des rois, signe de l'intérêt de l'auteur pour ces catégories de la population. Alfredo Pimenta a glissé quelques observations personnelles sur les grands hommes, insufflant une dimension théâtrale : Nuno Alvares « commence le cycle de ses prouesses, où se mêlaient l'amour terrien de la Patrie et l'amour mystique de Dieu » (p. 99) ; le maître d'Aviz – qui devint ensuite Jean I<sup>er</sup> – répond théâtralement à l'émissaire du roi Jean I<sup>er</sup> de Castille : « non ! non ! non ! non ! » (p. 100) ; les Cortes réunies à Coimbra, ont désigné Jean d'Aviz roi du Portugal

---

<sup>37</sup> Des chronologies centrées sur les principales figures du pouvoir, soit les rois et les présidents de la République sont présentes (pages 560 à 568).

<sup>38</sup> Comme cette crise sera abondamment traitée, aussi bien par les historiens accommodés que par les historiens en opposition, notamment autour des groupes sociaux qui ont soutenu le candidat portugais face au candidat castillan, je développe rapidement ici pour en comprendre les principaux enjeux. Le roi Ferdinand I<sup>er</sup> marie sa fille Éléonore avec le roi de Castille Jean I<sup>er</sup>, ce qui fait craindre à une partie de la population l'annexion du Portugal par la Castille. À la mort de Ferdinand I<sup>er</sup> en octobre 1383, une partie de la noblesse fait le choix de respecter la volonté de Ferdinand I<sup>er</sup> alors qu'une autre partie de la population choisit plusieurs autres demi-frères illégitimes de Ferdinand I<sup>er</sup> et progressivement, c'est l'un d'eux, Jean d'Aviz, qui reçoit l'appui de la noblesse et de la bourgeoisie. Il est désigné roi par une réunion des Cortes à Coimbra en avril 1385. Comme en Espagne, cette instance représentative des royaumes serait l'équivalent des États Généraux en France. Nuno Álvares Peirera, chef militaire respecté, qui l'appuie depuis le début de la crise, devient connétable après la réunion des Cortes à Coimbra. Deux batailles successives se produisent avec la Castille, une à Trancoso en mai et l'autre à Aljubarrota en août 1385. Les deux sont des défaites de la Castille. Jean I<sup>er</sup> de Castille est obligé de reconnaître Jean I<sup>er</sup> d'Aviz comme roi du Portugal. La dynastie d'Aviz remplace les Bragance et règne jusqu'en 1580 (Pour les informations sur Jean I<sup>er</sup>, voir notamment sa biographie, malgré quelques incohérences : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/jean-ier-le-grand/>, consulté le 2 novembre 2020.)



et « ne l'ont pas fait Roi : elles l'ont acclamé comme tel » (p. 106), l'auteur avançant ainsi que l'assemblée des nobles ne faisait aucunement le roi. En définitive, chaque occasion était bonne pour affirmer la légitimité monarchique de Jean I<sup>er</sup> par rapport au roi de Castille, signe d'une approche résolument partisane en faveur du Portugal et d'un fils pourtant illégitime du roi Pierre I<sup>er</sup>.

En évoquant le début de l'expansion portugaise, il était aussi clairement en faveur de la dimension religieuse de l'expansion : « Les chrétiens portugais, inspirés par un prosélytisme ardent, par un impérialisme chrétien, ont voulu servir les intérêts de leur Foi, les menant aux régions les plus éloignées du paganisme. » (p. 122). Aux historiens qui affirmaient la primauté économique comme António Sérgio, il répondait sèchement :

« Faire des Portugais du XV<sup>e</sup> siècle une bande de pirates insatisfaits et de trafiquants audacieux, c'est les déformer. [...] Voir les faits maritimes des Portugais avec une autre lumière que celle de l'expansion de la foi catholique, celle du *service de Dieu*, comme eux-mêmes le disaient, c'est la dénaturer de son intention primaire, c'est la réduire à des actes de piraterie et de trafic, très en adéquation avec l'esprit moderne, mercantiliste et païen, mais en absolue discordance avec les expressions formelles des textes de cette époque. » (p. 123 à 126)

Pour lui, les autres historiens interprétaient l'histoire des conquêtes à travers des critères contemporains, à une époque où le capitalisme était conquérant, alors que lui voyait une primauté chrétienne et médiévale à l'entreprise de conquête en se réfugiant derrière l'argument des sources. Son interprétation était donc pour lui la bonne, tout en se présentant comme quelqu'un qui parvenait à lire véritablement les sources historiques.

Il semble plutôt modéré pour la période du XX<sup>e</sup> siècle, alors que ce siècle était fortement critiqué par le pouvoir, marqué notamment par la chute de la monarchie et la période de la République. Après avoir évoqué sans excès l'assassinat du roi Charles I<sup>er</sup> et du prince Louis Philippe le 1<sup>er</sup> février 1908, il résumait le règne de Manuel II ainsi :

« Il a hérité d'un trône battu par toutes les tempêtes. Ce furent deux années d'entraînement général de la révolte républicaine, où les partis constitutionnels de la Monarchie ont fait tout ce qui était à leur portée pour accélérer la chute du régime traditionnel de la Nation – du régime qui l'a faite, l'a sustentée, l'a élevée, dans tous les aspects, parfois, aux plus hautes gloires » (p. 550).

Alfredo Pimenta établissait donc un lien intime entre la nation portugaise et la monarchie, cette dernière étant intrinsèquement liée aux grands moments glorieux de l'histoire de ce pays. Fervent monarchiste, il ne pouvait que souligner la blessure pour la nation provoquée par l'avènement d'un régime républicain. Mais il aurait pu être plus dramatique et il s'est contenté d'une énumération des faits voire même d'une critique limitée à l'égard de Manuel II, inactif face aux

signes avant-coureurs d'une révolte. Son approche de la période républicaine restait très factuelle, revenant uniquement sur la proclamation de la République le 5 octobre 1910 et passant directement à « la Grande Guerre ». Il mentionne cependant, dans un des sous-titres du chapitre, la République comme une période où régnait « l'anarchie politique ». Curieusement, il ne s'appesantissait pas tant que cela sur la période où Sidónio Pais fut président, ce qui aurait presque été un attendu, tant la politique autoritaire de ce président a été appréciée dans les milieux conservateurs (pages 551 à 558). Mais, dans la mesure où il était profondément attaché à la couronne portugaise, le développement rapide et se concentrant surtout sur la participation du Portugal à la Première Guerre mondiale était aussi une façon de discréditer le régime républicain. Ne pas en parler ou bien en parler bien peu, était aussi une stratégie d'écriture pour discréditer la République.

Dans un autre livre, Alfredo Pimenta portait encore plus loin son envie de revoir le passé portugais. Il a choisi de le faire dans une biographie du roi Jean III<sup>39</sup>. Dans le « Prologue », il s'opposait avec véhémence au père de l'histoire portugaise, Alexandre Herculano et au portrait qu'il avait fait de ce roi, l'accusant d'écrire une histoire partisane :

« Herculano s'est focalisé sur un des actes publics de Jean III : l'Inquisition portugaise. Mais son livre est le plus abominable des crimes, parce qu'il a tordu, déformé, envenimé les faits par son interprétation. Le Jean III qui surgit de ce pamphlet est une ignominie. Ce n'est pas intégralement faux : Herculano n'a pas inventé les faits ; mais il projette sur eux, non ce qu'ils contiennent, mais ce que sa passion exacerbée par un orgueil blessé a créé ou vu. Son *Histoire de l'origine de l'établissement de l'Inquisition au Portugal* est l'exemplaire le plus abouti de l'histoire subjective, et la preuve la plus éloquente des maléfices de celle-ci ; quand elle émane d'une vision unilatéraliste ou myope » (p. X du Prologue).

Il accusait donc Alexandre Herculano d'être subjectif – alors que dans les *Éléments de l'Histoire du Portugal* il affirmait qu'il avait sa propre vision de l'histoire ! – et de tordre l'interprétation de l'histoire par simple souci de critiquer l'Inquisition et donc la religion catholique selon une lecture libérale de l'histoire. Par opposition, Alfredo Pimenta présentait sa démarche comme uniquement appuyée sur les sources de la période, lui permettant :

« Des jugements très différents de ceux formulés jusqu'à maintenant, à l'ombre des canons consacrés. Fidèle à mon procédé pour faire de l'histoire, je cherche à servir la curiosité du lecteur intelligent, lui offrant, presque ligne à ligne, les sources primaires des faits narrés ou simplement annotés. Peu de gens concevront le travail que m'a donné l'élaboration de ce livre. Certaines erreurs passées de main en main, à travers le temps, et que j'ai rectifiées m'ont consommé des jours entiers, dans des recherches épuisant la patience, et défiant

---

<sup>39</sup> Alfredo PIMENTA, *D. João III*, Porto, Livraria Tavares Martins, 1936. Le livre est dédié à Álvaro Balthasar Alves, qui est un archiviste de la Torre do Tombo et donc collègue d'Alfredo Pimenta.

l'énergie de l'esprit. Mais aujourd'hui, je ne pense pas que tout ce temps a été gaspillé dans ce que j'ai entrepris » (p. XI).

En contre-point de l'interprétation d'Herculano jugée subjective, Alfredo Pimenta affirmait donc être absolument fidèle aux sources et corriger grâce à un labeur acharné et méticuleux les erreurs que comportaient les récits de ses prédécesseurs. Il s'estimait donc plus objectif que les autres historiens qui avaient jusqu'ici formulés des jugements dépréciatifs sur le règne de ce roi, comme s'ils avaient sacrifié les rudiments de la méthode en oubliant de lire attentivement les sources, aveuglés par le besoin de critiquer Jean III selon une lecture politique libérale.

Pourtant, il achevait le « Prologue » en précisant que le livre était publié dans le cadre d'une collection de « révision historique » qu'il dirigeait où écrivaient les historiens organiques affiliés directement au pouvoir autoritaire :

« La Librairie Tavares Martins, inaugurant cette section d'études historiques, [appelée] bibliothèque de révision historique, et me confiant sa direction, définit son intention de contribuer à la reformation de la mentalité portugaise, aujourd'hui plus que jamais nécessaire, dans le sens traditionnel et intégralement portugais. La Nation a bien mérité une telle collection et ne peut qu'accueillir avec une fière reconnaissance, la réhabilitation de ses figures et de ses gouvernants suprêmes tant de fois et si systématiquement calomniés par une Histoire tendancieuse. J'ai donné ma part à cette œuvre. J'ai cherché des collaborateurs à la hauteur de l'entreprise scientifique et patriotique : Monsieur Rodrigues Cavalheiro, qui s'est attaché, dans des travaux de valeur, à l'histoire de la période de la Restauration, étudiera Jean IV ; Monsieur Caetano Beirão, l'insigne historien de Marie I<sup>re</sup>, traitera d'Alphonse VI, Monsieur Manuel Múrias<sup>40</sup>, illustre directeur des Archives Historiques Coloniales, et critique notable de périodes historiques et littéraires de la vie portugaise, s'est chargé de Jean V, Monsieur João Ameal, essayiste de premier plan, étudiera Michel I<sup>er</sup>. Réformer l'Intelligence et les Sentiments est la grande œuvre à réaliser au Portugal. Cette collection est un instrument de cette œuvre » (p. XI et XII).

Quelques lignes après avoir accusé Alexandre Herculano d'être trop subjectif, Alfredo Pimenta soutenait la nécessité d'une collection affirmant le prestige des souverains trop de fois critiqués. Il assumait donc complètement l'orientation patriotique de la collection. Le choix des auteurs pour contribuer à la collection sont le signe d'une volonté de réinterpréter l'histoire. En effet, trois des auteurs mobilisés, João Ameal, Rodrigues Cavalheiro et Caetano Beirão, sont des historiens organiques<sup>41</sup> et Manuel Múrias, pourrait lui aussi être considéré comme un historien organique<sup>42</sup> tant il fut lié à l'Intégralisme lusitanien. Tout comme Alfredo Pimenta, les quatre historiens n'étaient pas en poste dans l'une des universités portugaises, mais à cette période, cela était encore courant. En revanche, leur lien avec le régime autoritaire était plus qu'évident.

---

<sup>40</sup> Manuel Múrias a appuyé le régime autoritaire et a été député de l'UN entre 1942 et 1957 (João BRANCO, « Manuel Múrias », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>41</sup> Voir le I) du chapitre 3.

<sup>42</sup> Même si dans le tableau général, je l'ai considéré comme un historien accommodé.

Le chapitre sur l’Inquisition portugaise souligne l’objectif de révision historique de la collection. Ainsi, Alfredo Pimenta entendait faire de l’action inquisitoriale un moment de défense de l’Église. Par ailleurs, cela lui permettait de dénigrer les Juifs. Il décrivait le judaïsme comme une religion invasive : « Le pire était que le judaïsme ne se limitait pas à exister : il prétendait dominer, et cherchait à conquérir du terrain, dans les domaines catholiques » (pages 168 et 169) puis plus loin « la peste israélite s’infiltrait dans l’organisme catholique, par tous les moyens et l’agitation populaire ne faiblissait pas » (p. 171). Pour lui, les Portugais n’auraient donc fait que réagir face au danger que représentaient les Juifs en implantant l’Inquisition au Portugal. Par ailleurs, comme dans les *Éléments sur l’Histoire du Portugal*<sup>43</sup>, il relativisait la violence de l’Inquisition en précisant qu’il n’y a eu que 30 morts entre 1536 et 1557 ce qui lui fait dire : « Il est donc là, le fanatisme sanguinaire de Jean III » et ajoutait, sur ces morts : « Je ne loue pas. Je vérifie. C’est ainsi. » (p. 217). Il faisait donc de sa propre version, étayée par une démarche scientifique de vérification des sources, une vérité historique. Il critiquait ensuite les autres interprétations des historiens à plusieurs reprises :

« Les historiens feuilletonesques, d’un côté, et les énergumènes de l’histoire, de l’autre, ont créé une terrible réputation à l’Inquisition catholique, convainquant le public ignorant et irréfléchi, que par son œuvre l’Esprit vivait enfermé et enchaîné, ne pouvait pas s’épancher, ni dans les coquetteries de la Beauté, ni dans les subtilités de la Spéculation philosophique, ni dans les méandres compliqués de l’Érudition, ni dans les recherches de la Science. Ce n’est, cependant, rien de plus faux. La Science était libre. Libre était l’Érudition. Libre était la spéculation philosophique. Libre était l’Art. Il n’était pas libre cependant de dénigrer la Foi, corrompre la théologie, envenimer les âmes semant en elle les erreurs et les malices – tout cela, à l’ombre d’une perverse liberté. [...] En outre, quand on suppose que l’Inquisition poursuivait l’Intelligence ou le Savoir, elle n’est que la victime de la même Histoire bâtarde et des non moins faux historiens » (p. 221-222).

Sans donner de noms, il évoquait très certainement, comme dans le « Prologue », les historiens libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle comme Alexandre Herculano qui avaient vivement critiqué l’Inquisition portugaise. Ce dernier a notamment questionné la place de la religion dans l’histoire du Portugal et il fut le premier historien remettant en question la réalité des miracles tout en écrivant une histoire dépassionnée<sup>44</sup>. Opposée à une lecture critique de l’histoire de l’Inquisition, Alfredo

---

<sup>43</sup> Dans les *Éléments*, il avait déjà relativisé le nombre de morts de l’Inquisition, cinq par an, que ce « n’est pas quelque chose à donner la chair de poule à quelqu’un » la comparant aux morts de la Terreur pendant la Révolution française, citant le chiffre de douze mille morts. (Alfredo PIMENTA, *Elementos de História de Portugal*, Lisbonne, Empresa Nacional de Publicidade, 1934, p. 248)

<sup>44</sup> De fait, Alexandre Herculano a été le premier historien à ne pas hésiter à remettre en question les miracles dans l’historiographie portugaise dont l’un des plus célèbres, le miracle d’Ourique. Selon la légende, lors de la bataille d’Ourique de 1139, le Christ serait apparu à celui qui allait devenir le roi Alphonse I<sup>er</sup>, affrontant alors les Almoravides. À la charge religieuse d’une victoire chrétienne contre une puissance musulmane, l’intervention divine renforçait ainsi dans le même temps la proclamation d’Alphonse I<sup>er</sup> comme roi du Portugal, le premier en l’espèce. Voir sa biographie en ligne, consultée le 18 octobre 2020 : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=6416>.

Pimenta poursuivait son œuvre de déconstruction méthodique de l'histoire libérale et sécularisée afin de défendre de l'institution catholique.

Critiquant la lecture des sources faite par les autres historiens, il entendait démontrer que ceux-ci avaient des visées politiques et cherchaient notamment à jeter le discrédit sur la monarchie et sur ce règne. Alfredo Pimenta, se réfugiait donc derrière les sources, oubliant volontairement de questionner l'origine sociale des rédacteurs des sources et leur proximité avec le roi Jean III. Il avait très certainement en tête l'action de la République portugaise qui avait pris de nombreuses mesures afin d'accélérer la sécularisation du Portugal. L'historien voyait en conséquence dans le rejet de Jean III une forme de complicité des historiens avec les critiques formulées à l'encontre de l'Église. Au total, Alfredo Pimenta, déversait toute une rhétorique notoirement antisémite – trahissant son attraction pour le nazisme durant la décennie 1930 – et défendait la nécessaire action de l'Inquisition pour défendre la religion chrétienne. Le catholicisme d'Alfredo Pimenta ne faisait aucun doute et son objectif de révision historique, au nom de l'objectivité des sources, semblait rempli<sup>45</sup>.

Revoir l'histoire de la nation, notamment par le prisme de la religion, a pu être une nécessité pour les historiens accommodés, afin de défendre leur lecture conservatrice de l'histoire. La dimension religieuse a justement été fortement défendue par un autre historien, Joaquim Bensaúde.

Né en 1859 dans une famille de juifs marocains<sup>46</sup> installés aux Açores, il a commencé à écrire de l'histoire dans la décennie 1890 tout en poursuivant son travail d'ingénieur. Il fait partie de la génération de la Monarchie. Ses travaux se sont centrés sur l'expansion portugaise

---

<sup>45</sup> Il participait au courant qui animait les milieux historiens conservateurs voulant disputer l'histoire aux libéraux. En France, par exemple, la *Revue des Questions historiques* fondée dans les années 1860 par, entre autres, des chartistes légitimistes et ultramontains a entendu faire de cette revue un espace de combat contre une approche libérale de l'histoire (Charles-Olivier CARBONNEL, *Histoire et historiens : une mutation idéologique des historiens français, 1865-1885*, Toulouse, Privat, 1976, pp. 325-399). Plus contemporains d'Alfredo Pimenta, des historiens comme Pierre Gaxotte ou bien Jacques Bainville, proches de l'Action française avaient aussi un objectif de révision conservatrice de l'histoire (Christian AMALVI, « Les conceptions de l'histoire selon l'Action française de 1910 à 1940 », dans Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT, *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, pp. 61-73). Si Alfredo Pimenta connaissait les travaux de Charles Maurras, aucune correspondance avec les historiens de l'Action française mentionnés n'a été trouvée sur le site des archives personnelles d'Alfredo Pimenta qui sont détenues par les archives municipales de la ville de Guimarães.

<sup>46</sup> Je précise cet élément confessionnel car les biographies évoquent régulièrement sa judéité tant la présence juive est sporadique au Portugal. Après l'expulsion des Juifs ou leur conversion forcée en 1498 – sauf pour les quelques villages où le culte a été conservé secrètement comme à Belmonte –, la présence juive pluricentenaire a disparu sous la contrainte, à la suite du mariage de Manuel I<sup>er</sup> avec la fille des Rois Catholiques. Du fait d'une immigration contemporaine, une petite communauté s'est reformée. Le grand-père de Joaquim Bensaúde a ainsi quitté le Maroc pour s'installer aux Açores. (Jorge Semedo de MATOS, « Joaquim Bensaúde », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

et il a souvent écrit en français. Son approche de la période a aussi été une des plus débattues car il n'a eu de cesse que d'affirmer la primauté de la religion sur l'économie dans l'expansion portugaise<sup>47</sup>. Par ailleurs, cette approche a été copieusement reprise par le pouvoir autoritaire. Dans plusieurs écrits en français, il a défendu ses principales prises de position, comme l'*Origine du plan des Indes, Études sur l'histoire des découvertes maritimes*, publié en 1930<sup>48</sup>. Par exemple, il récusait le biais hispaniste de l'histoire de l'expansion. Ainsi, il commença ce petit ouvrage en critiquant l'insistance d'Alexandre Humboldt sur Christophe Colomb et sa négligence des faits portugais sur la période :

« Colomb entra en action en 1492. Que trouve-t-on dans les 21 ans qui précèdent son œuvre ? On ne trouve rien. On s'est longuement arrêté à l'œuvre de l'Infant mort en 1460 et ensuite l'histoire nous a servi les miracles de Colomb. C'est là une immense lacune. Humboldt a donc totalement supprimé les progrès étonnants réalisés sous Jean II dont il cite à peine le nom. [...] Ce plan que nous allons étudier en détail, ces chapitres, ignorés des historiens, que nous avons énoncés, renversent de fond en comble les bases fragiles invoquées par le grand Humboldt. Ils sont les rochers sur lesquels les fantaisies colombiennes d'Humboldt viennent irrémédiablement se briser ». (p. 3 à 5).

Joaquim Bensaúde entendait ainsi montrer l'erreur des historiens étrangers qui valorisaient les explorateurs au service de la couronne d'Espagne et négligeaient en conséquence l'action portugaise. Sa critique s'insérait dans la ligne déjà ancienne des critiques portugaises adressées à Humboldt. En effet, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, les positions d'Alexandre von Humboldt ont été critiquées par le Second Vicomte de Santarém. De son nom entier Manuel Francisco de Barros e Sousa da Mesquita de Macedo de Leitão e Carvalhosa – qu'il vaut mieux donc appeler Second Vicomte de Santarém –, il rejetait les positions émises par Alexandre von Humboldt à savoir que les Portugais n'avaient fait que puiser dans les connaissances cartographiques développées par les Normands et par les Allemands pour mener à bien leurs conquêtes<sup>49</sup>.

Chez Bensaúde, les dirigeants portugais étaient pétris par un idéal chevaleresque et mus par le besoin d'en découdre avec les Arabes. La dimension religieuse était centrale, même s'il reconnaissait « on ébranlait ainsi le prestige de l'Islam et de plus, on anéantissait le commerce oriental florissant à Ceuta, où il avait atteint des proportions considérables » (p. 7). Pour lui,

---

<sup>47</sup> Je présenterai le contrepoint de son approche, qui est celle de Vitorino Magalhães Godinho dans le chapitre 8.

<sup>48</sup> Joaquim Bensaúde, *Origine du plan des Indes, Études sur l'histoire des découvertes maritimes*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 1929.

<sup>49</sup> Daniel Estudante Protásio, « 2<sup>o</sup> Visconde de Santarém » dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos Matos, en ligne. Cette thèse est par ailleurs développée au début de *Lacunes et Surprises de l'Histoire des Découvertes Maritimes*, où il dénonce la germanisation des découvertes scientifiques (Joaquim Bensaúde, *Lacunes et Surprises de l'Histoire des Découvertes Maritimes*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 1930, p. 255 – les notes qui suivent s'appuient en revanche sur le texte de Joaquim Bensaúde de 1929).

l'aspect économique relevait de la conséquence et n'était donc pas la cause de l'expansion portugaise. La religion primait comme il le soulignait dans le portrait d'Henri le Navigateur :

« L'infant D. Henrique<sup>50</sup> avait consacré sa perspicacité, son énergie, toute son action et toute son âme à une autre grande cause : arrêter et dissiper le flot grossissant de l'Islam qui, au XV<sup>e</sup> siècle, menaçait l'Europe et la chrétienté. Alors que les Turcs envahissaient la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et la Hongrie ; alors que l'empire romain d'Orient se déchirait par morceaux et que sa ruine s'achevait par la chute (n. :sic) de Constantinople (1453) ; alors que l'Occident se montrait totalement impuissant à enrayer le progrès des Turcs et à arrêter la catastrophe qui pesait sur l'Europe ; c'est D. Henrique, un enfant de la Péninsule, qui devant la vision du danger, faisait sortir, comme un éclair, de son cerveau tourmenté, la solution du grave problème : arriver par mer aux Indes, briser, écraser, anéantir le commerce arabe en Orient, la grande source de la puissance de l'Islam. [...] Voyant la chrétienté entière menacée, D. Henrique représentait au moment de la conception de son plan des Indes, la résultante de sept siècles de domination musulmane dans la Péninsule, en même temps qu'il manœuvrait pour arrêter un nouveau cataclysme en Occident. » (p. 18 et 19).

Pour l'auteur, l'expansion impériale portugaise n'était donc que la poursuite de la lutte entre les chrétiens et les musulmans inaugurée par la conquête de la péninsule Ibérique et face à la menace représentée par les Turcs, les Portugais étaient comme contraints d'agir afin d'affaiblir la puissance économique de l'ennemi mais uniquement dans une perspective de guerre des religions, soit la résurgence de la croisade. La conquête de l'Inde et l'exploitation économique des territoires le long de la route qui y menaient devait être considérées comme des récompenses de la lutte des Portugais contre l'ennemi musulman :

« Quant au résultat commercial, il était en somme, la récompense éphémère, mais bien méritée, d'un fait d'armes glorieux, accompli par ce petit peuple de héros qui se lança seul dans l'arène pour conquérir au bénéfice de l'Europe entière des bienfaits dont elle ne se rend plus compte de nos jours et dont les uns et les autres, à l'exception du Portugal lui-même, ont joui depuis cinq siècles » (p. 148).

En somme, ne niant pas l'importance de la dimension économique<sup>51</sup>, il n'en faisait que la conséquence d'une impulsion qui serait avant tout motivée par la foi d'Henri le Navigateur et par un plan de conquête pour défendre la foi chrétienne face à l'islam. Sa vision a été ouvertement critiquée par des historiens en opposition comme António Sérgio, insistant sur la dimension économique. D'autres soutenaient les positions de Joaquim Bensaúde comme nous l'avons vu avec Alfredo Pimenta et plus généralement, le pouvoir autoritaire entendait aussi mettre en avant la dimension religieuse de la conquête plutôt que la recherche et l'accaparement de nouvelles ressources, alors que la question des empires européens commençait à se poser dès les

---

<sup>50</sup> Écrit en français, j'ai conservé la formulation « infant D. Henrique », forme très proche de celle utilisée au Portugal soit *Infante Dom* (abrégé « D. ») *Henrique*. En France, il s'agit d'Henri le Navigateur.

<sup>51</sup> Il insistait par exemple beaucoup sur l'exploitation des mines d'or à proximité des comptoirs de « Mina », en français Elmina, dans la Golfe de Guinée qui a fourni d'immenses richesses aux Portugais (p. 142).

années 1930. Tout au long de sa vie, il a défendu la même position comme dans un de ses derniers livres écrit en 1942, à l'âge de 85 ans et publié aux éditions de l'Agence générale des colonies – donc grâce à de l'argent public – ; ouvrage dans lequel il affirmait une nouvelle fois la dimension religieuse, en parlant de « croisade » pour désigner l'action d'Henri le Navigateur. Le livre était une sorte de synthèse des positions historiographiques qu'il a défendus pendant des décennies<sup>52</sup>.

Mais il n'y a pas qu'en dehors de l'Université portugaise qu'une histoire conservatrice s'est écrite, et parfois, en son sein, des historiens ont pu livrer des travaux historiques engagés comme l'a illustré António Augusto Mendes Correia.

António Augusto Mendes Correia fait partie de la génération de la République. Né en 1888, formé pour devenir médecin mais peu attiré par ce métier, il est devenu professeur à l'Université de Porto en intégrant la Faculté de Sciences. Il s'est intéressé surtout à l'anthropologie mais il a fait diverses incursions en histoire, se penchant notamment sur l'archéologie préhistorique. Ses conclusions historiques ont été façonnées par les apports de l'anthropologie scientifique qui se développait au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Sa pensée est exposée dans un livre sciemment polémique publié en 1938 et intitulé *Les Racines du Portugal*<sup>53</sup>. Une courte bibliographie de trois pages l'accompagne. Elle comporte de nombreux livres en espagnol, français, allemand, anglais et italien (un seul ouvrage), montrant une ouverture certaine d'António Augusto Mendes Correia à la littérature étrangère. Il s'y opposait à un autre historien accommodé, Damião Peres, sur « l'énigme ibérique », aux résonances hautement politiques, qui agitait depuis un certain temps la communauté historique portugaise mais aussi espagnole à savoir : le peuple qui occupait la partie occidentale de la péninsule Ibérique était-il différent de celui du reste de la péninsule ? Dans l'éventualité d'une réponse affirmative, cela permettait d'expliquer l'existence d'un Portugal indépendant et le naturalisait.

La question était débattue depuis longtemps et les historiens libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle avaient, pour leur part, argumenté dans le sens de l'accident politique conduisant à l'autonomie d'un royaume qui n'avait pas spécifiquement de caractère distinctif. Tout le livre de Mendes Correia entendait au contraire montrer que le Portugal était bien une entité à part née d'une nation ancienne et d'un peuplement différent. Dès le premier chapitre, il s'opposait

---

<sup>52</sup> Joaquim BENSÁUDE, *A Cruzada do Infante D. Henrique*, Lisbonne, Agência Geral das Colónias, 1942.

<sup>53</sup> António Augusto Mendes CORREIA, *Raízes de Portugal, Portugal « ex-nihilo » ! Terra Independência, A Raça*, Lisbonne, Edição de « Ocidente », 1938.



frontalement à la position de Damião Peres, reprenant l'argumentation avancée déjà par l'historien du XIX<sup>e</sup> siècle Joaquim Pedro de Oliveira Martins soit que le Portugal s'était créé un peu par hasard, du fait de querelles politiques au début du XII<sup>e</sup> siècle. L'unité nationale s'était seulement ensuite formée autour du royaume créé. António Augusto Mendes Correia refusait de considérer la nation portugaise comme une création *ex-nihilo*. Il critiquait le livre *Comment est né le Portugal* de Damião Peres qui l'avait déçu. En effet, ce dernier réduisait la dimension géographique, préhistorique, protohistorique et le passé arabe pour faire quasiment de « la formation du Portugal un acte de la volonté d'Alphonse [I<sup>er</sup>] » (p. 11). Pour Mendes Correia, Damião Peres faisait du *Condado Portucalense*<sup>54</sup> « seulement le germe. Avant cela rien » (p. 12). En opposition, Mendes Correia voulait affirmer l'importance de tout ce qui précédait les vicissitudes politiques de la fin du XI<sup>e</sup> siècle. Il établissait un parallèle avec la vie humaine pour comprendre la naissance du Portugal :

« [À la fin du XI<sup>e</sup> siècle], ce processus formatif, cependant, a duré un peu plus qu'un quart de siècle. Il est certain que trois dizaines d'années sont bien plus que les neuf mois de la grossesse humaine. Mais la gestation d'une nation exige, sans aucun doute, une période incomparablement plus longue que l'embryogenèse humaine » (p. 13).

Avec cette image, il entendait critiquer le court terme défendu par Alexandre Herculano et de Joaquim Pedro de Oliveira Martins au XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, ils ont été les premiers à donner une vision bien différente du récit sur « nos ancêtres les Lusitaniens » :

« Je refuse, cependant, en l'état actuel de la science, de revenir à la doctrine de Herculano, selon laquelle il n'y avait rien de commun entre la vieille Lusitanie et le Portugal, comme nation moderne, ou bien à la thèse d'Oliveira Martins, qui lie la désintégration du Portugal de l'ensemble péninsulaire à un simple hasard » (p. 14).

Au contraire des deux historiens libéraux, il voyait dans la Lusitanie romaine, le Portugal en gestation :

« La Lusitanie comme capitale Mérida, est encore un artifice, un Portugal lointain d'arbitraire physiognomie continentale, province de l'Hispanie, né de l'impérialisme romain. Le Portugal ultérieur, avec comme capitale Lisbonne, est la réalisation définitive, éternelle, de notre vocation atlantique » (p. 21).

António Augusto Mendes Correia montrait donc comment le choix de la capitale de la Lusitanie était davantage lié à une volonté impériale exogène, celle de Rome qui voulait en faire une

---

<sup>54</sup> Le comté de Portugal, appelé *Condado portucalense* correspondait au territoire entre le Minho et le fleuve Douro, rattaché à la couronne asturo-léonaise à la suite de la conquête de Portucal, ancien nom de la ville de Porto, par Vimara Pons en 868. Ses frontières ont été assez fluctuantes, en fonction des progressions et des régressions territoriales contre les puissances musulmanes (voir la partie histoire de Cristina Clímaco, « Portugal », dans *Encyclopædia Universalis*, consulté le 26 juin 2021). Par ailleurs, le nom de la ville Portucal a donné ensuite au royaume son nom de Portugal.

région continentale alors que sa vocation « naturelle » semblait, depuis toujours, atlantique. La question de l'ouverture atlantique était aussi un des lieux communs de l'historiographie portugaise, qui voyait dans l'océan Atlantique la seule échappatoire pour le Portugal car une fois que les royaumes arabes ont disparu, il se retrouvait entouré d'abord par la Castille puis par l'Espagne. Poursuivant son objectif de distinction du Portugal, Mendes Correia affirmait même que le « Portugal existait déjà » (p. 21) avant l'action d'Alphonse I<sup>er</sup>. Pour étayer son propos, la bibliographie du livre montre une attention particulière au milieu, influencée par la géographie de l'époque. En effet, elle compte plusieurs noms de géographes comme Jean Brunhes mais surtout Friedrich Ratzel. En mobilisant ce dernier qui avait dans son *Anthropogeographie*, forgé la notion de *lebensraum*, Mendes Correia se rapprochait du déterminisme géographique voyant dans le milieu la clé de l'analyse géographique des sociétés.

Il n'hésitait pas non plus à employer le mot « race » pour réfléchir à l'apparition du Portugal. Même si dès les premières lignes du chapitre éponyme du livre, il précisait sa position, bien conscient des enjeux politiques de cette notion :

« J'ai été tenté de ne pas l'utiliser dans ce débat, pour qu'on ne m'appelle pas "raciste", terme qui aujourd'hui surgit pour beaucoup de personnes comme synonyme de matérialiste, athée, anti-chrétien, ennemi de l'humanité. Mais comme je ne suis rien de tout cela, cela ne me plait pas de le paraître à des personnes de bonne foi. Qui ne veut pas être le loup, ne porte pas sa peau. [...] Je ne peux refuser scientifiquement de reconnaître que la race est une réalité et un des facteurs qui interviennent dans le cours de l'histoire et dans la vie des peuples, étant dans le concert des nations la fonction, la partie, de tel facteur. Nier cette affirmation, nier même qu'il existe une certaine hiérarchie des nations et des peuples, liés avec des différences raciales, est nier l'évidence » (p. 45).

Il donnait même un exemple pour refuser l'égalitarisme entre les races de ceux qui « feignent ne pas connaître les écarts de races dans tous les continents et apparentent sur le même niveau mental, économique et social les Parisiens et... les Papous de Nouvelle-Guinée » (p. 46). S'appropriant la notion de race et abondant dans le sens d'une hiérarchie des races, il s'appuyait sur les méthodes de l'époque en prenant l'indice céphalique « qui est un caractère biologique stable » pour affirmer que « primitif ou secondaire, il est en vérité, un fait biologique qui nous isole, nous détache, de l'Espagne » (p. 65). Il mobilisait donc les fondements de l'anthropologie sociale pour en faire un argument irréfutable et un nouvel argument, physiologique cette fois, permettant de distinguer les Portugais du reste des peuples de la péninsule Ibérique. Il terminait le pamphlet proposant un grand nombre d'éléments pour définir le caractère portugais en insistant : « Nous sommes portugais et libres [...] d'un instinct profond, héréditaire, de particularités lointaines et permanentes de la terre et de notre patrimoine génotypique » (p. 74).

António Augusto Mendes Correia refusait donc de faire du Portugal un pays apparu au XI<sup>e</sup> siècle et entendait faire remonter son histoire bien en amont. Ses analyses géographiques, sa connaissance de la préhistoire et son appétence pour les théories en vogue de l'anthropologie ont certainement guidé ses considérations et lui fournissaient des arguments confortant son analyse qui naturalisait le Portugal. Manuel Heleno, plus jeune et lié à l'Université portugaise, partageait certaines visions d'António Augusto Mendes Correia.

Manuel Heleno fait partie de la génération de la transition autoritaire soit la première ayant suivi un cursus d'histoire dans l'Université portugaise jusqu'à devenir enseignant. Né en 1894, après un court passage en droit, il a suivi une licence d'histoire-géographie<sup>55</sup> à l'université de Lisbonne. Professeur de l'enseignement secondaire et en parallèle assistant à l'université de Lisbonne, il a aussi intégré le Musée ethnologique portugais, situé dans le monastère des Hiéronymites<sup>56</sup>. Progressant dans la carrière universitaire jusqu'à devenir cathédrique en 1933, il a aussi occupé la fonction de directeur du Musée ethnologique portugais. Comme António Augusto Mendes Correia, Manuel Heleno défendait l'existence d'une nation portugaise préexistante à la formation politique du Portugal, affirmant qu'elle remontait à la Préhistoire :

« Dans une entrevue avec le *Diário de Notícias*, le 28 mars 1932, [Manuel Heleno] fait allusion aux fouilles de Ciborro, Montemor-o-Novo et Carenque, affirmant que “la nationalité portugaise comme agrégat humain, possédant une unité morale, est définie, parfaitement, depuis les temps de la pierre polie”<sup>57</sup> ».

S'intéressant à la fois à la Préhistoire et à la période de l'expansion portugaise, il a défendu sa thèse de doctorat sur le thème de l'esclavage au Portugal, publiée sous le nom *Les Esclaves au Portugal*<sup>58</sup>. Une bibliographie accompagne le livre avec l'énumération des nombreuses sources consultées dans la Torre do Tombo. Les livres consultés sont essentiellement en portugais, sauf quelques livres en français et espagnols, moins de cinq en anglais et un seul en italien. Le livre est dédié « à mon illustre Maître, Monsieur le Docteur Leite de Vasconcellos, archéologue, philologue et ethnographe, parmi les plus grands sur terre ». Il rendait ainsi hommage à l'historien José Leite de Vasconcelos, professeur à l'université de Lisbonne et directeur

---

<sup>55</sup> Comme évoqué dans le D1) du chapitre 2, Manuel Heleno a donc obtenu un *bacharelato*, au moment où le premier diplôme de l'enseignement supérieur s'appelait ainsi, durant la décennie 1910.

<sup>56</sup> D'abord intitulé *Museu Etnográfico Português* entre 1895 et 1897, puis *Museu Etnológico Português* entre 1897 et 1929, il a ensuite porté le nom de son fondateur José Leite de Vasconcelos et est maintenant le Musée national d'archéologie (voir la présentation historique faite sur le site du musée : <http://www.museunacionalarqueologia.gov.pt/?p=301>, consultée le 27 juin 2021).

<sup>57</sup> Carlos Manuel VALENTIM, « Manuel Heleno », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>58</sup> Manuel HELENO, *Os Escravos em Portugal*, Lisbonne, Tipografia da Empresa do Anuário Comercial, 1933.

du musée ethnologique de Lisbonne, que Manuel Heleno a remplacé en 1929<sup>59</sup>. Manuel Heleno a été le premier à s'intéresser au thème de l'esclavage au Portugal comme le remarque Jorge Fonseca tout en précisant que l'adhésion de Manuel Heleno à la rhétorique du régime ne faisait pas véritablement de doute<sup>60</sup>.

La thèse qu'il présentait s'inscrivait dans une logique de défense de la politique expansionniste portugaise et Manuel Heleno entendait répondre aux critiques internationales qui faisaient du Portugal l'initiateur du commerce d'esclaves. Dès les premiers mots de l'ouvrage, la dimension politique de son travail apparaît : « Au service de certaines nations envieuses de nos colonies en Afrique, différents auteurs ont cherché à détruire l'action du Portugal en faveur de la civilisation, et, en conséquence, de ses droits historiques » (p. 7). Alors que la Première Guerre mondiale avait révélé l'appétit d'abord de l'Empire allemand mais aussi du Royaume-Uni quant aux colonies d'Afrique australe, le Portugal a entrepris une défense de ses positions. L'ouvrage de Manuel Heleno s'insérait justement dans ce contexte de tensions impériales. Les accusations internationales tournaient autour de trois points : les Portugais auraient créé l'esclavage moderne ; ils ont maintenu « [l]es indigènes africains dans cette situation » ; enfin, « dégénérés par le croisement avec les esclaves, ils n'ont plus de capacités colonisatrices » (p. 8). Sur ce dernier point, l'historien s'attaquait à une parution allemande, *Die Deutschen Kolonien* publiée en 1913 qui avançait l'argument selon lequel il y aurait eu trop de métissage pour que les Portugais parvinssent à conserver leur empire, afin de justifier le droit supérieur des Allemands à conquérir les territoires coloniaux portugais. De même, le Français Albert Demangeon parlait de la population lisboète comme une population de « mulâtres, nègres et métis » tout comme un auteur états-unien qui dénigrait les Méditerranéens en disant qu'ils sont plus ou moins mêlés de sang nègre (pour les citations, pages 15 à 17). La croyance en une hiérarchisation ethnique et le racisme endémique de la décennie 1930 transparaissaient clairement. Or, le racialisme, complètement approprié par le pouvoir autoritaire portugais à l'encontre des populations colonisées devenait un piège pour le Portugal. En effet, appliquée aux Européens, la population portugaise était discréditée par les autres puissances au sein de la hiérarchie des populations blanches car accusée de s'être abâtardie avec les populations colonisées. L'objectif de la thèse de doctorat de Manuel Heleno était de revenir sur ces différents points afin de défendre le Portugal, son histoire et sa politique.

---

<sup>59</sup> João Paulo SILVESTRE, « José Leite de Vasconcelos », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>60</sup> Jorge FONSECA, « A historiografia sobre os escravos em Portugal », dans *Cultura*, vol. 33, 2014, pp. 191-218.

Dans le premier chapitre, il a défini le terme esclave, montrant qu'au Portugal, le terme employé était surtout celui de « maure », soulignant l'importance de la période arabe dans la construction de l'identité portugaise mais aussi rappelant les pratiques à l'égard des captifs musulmans. Le terme « esclave » n'aurait été employé qu'après 1461 (p. 46) soit près de deux siècles après que les dernières puissances furent évincées du territoire portugais. Manuel Heleno, sans nier la pratique de l'esclavage portugais, se permettait cependant de critiquer davantage les Arabes : « la cruauté des Sarrazins, leur mépris pour les chrétiens, traitement qu'encore aujourd'hui ils réservent aux Noirs qu'ils réduisent en esclavage. » (p. 127) La violence semblait donc pencher davantage du côté des Arabes et elle se poursuivait pour cet auteur jusqu'à l'époque d'écriture. En contrepoint, il relativisait la position de l'Église catholique sur l'esclavage :

« Acceptant l'organisation des États, l'Église romaine n'a pas combattu directement l'esclavage, mais fondant sa doctrine sur le sentiment de la dignité humaine et dans la charité, elle a influencé indirectement sur l'esclavage, notamment sur le sort de l'esclave qui était un être humain malheureux. Ne pouvant pas modifier les conditions économiques de l'époque, elle s'adapte à l'esclavage, mais elle provoque de nombreuses libérations, cherche à améliorer la situation de ces malheureux et évitant que les libres ne retombent dedans. [...] Interdisant, sous peine d'excommunication, que les guerres entre les chrétiens ne soient une source d'esclavage, l'Église a donné un profond coup d'arrêt à cette institution. Elle avait certes des esclaves, mais elle ne pouvait pas l'éviter à une époque où la fortune publique était constituée par eux. » (p. 168-169).

Manuel Heleno trouvait donc de nombreux éléments pour dédouaner le positionnement de l'Église sur l'esclavage. Il la disculpait même d'avoir des esclaves, présenté comme une nécessité économique pour tenir en quelque sorte son rang, faisant de l'adage « à Rome fait comme les Romains » un argument imparable. Les arguments de l'auteur s'inséraient donc dans une rhétorique de défense du christianisme, religion profondément ancrée au Portugal, tout en rejetant l'essentiel de la violence sur une altérité bien plus coupable, ici les puissances médiévales musulmanes.

Dans la conclusion, il insistait sur la continuité de l'esclavage dans la péninsule Ibérique depuis l'Antiquité refusant d'en faire « une création des Portugais » comme l'ont fait certains auteurs (p. 179). Ainsi, les Portugais n'auraient fait que poursuivre une pratique déjà ancienne. De plus, il citait Marc Bloch pour rappeler que les républiques italiennes dont Venise avaient un commerce développé des esclaves, dédouanant le Portugal une nouvelle fois. Il avançait ensuite que « ce ne sont pas les Portugais qui ont institué la traite des Noirs » (p. 180) insistant sur le fait que ce commerce existait en Afrique et que les Arabes péninsulaires – soient ceux présents en péninsule Ibérique – le pratiquaient. Il affirme une nouvelle fois, et en italique :

« Les Portugais n'ont ni créé l'esclavage moderne, ni ne l'ont introduit en Afrique » et argumentait encore en ce sens dans les derniers mots du texte :

« En guerre contre les maures, ils ont assujetti les Azenègues, parents de ceux-ci, à la dure loi en vigueur, mais dès qu'ils sont arrivés au pays des Jalofos<sup>61</sup>, ils ont mis de côté la violence et ont cherché à commercer et à le convertir pacifiquement. *Les accusations qui nous sont faites dans ce sens n'ont donc aucun fondement* (n. : en italique dans le texte) » (p. 181).

Dans l'argument final, Manuel Heleno affirmait que face à une population sous la domination du royaume marocain que les Portugais assimilaient à des Arabes, le traitement réservé était celui d'une réduction en esclavage alors que quand les Portugais entraient en contact avec les Wolofs, peuple noir, la violence n'était pas pratiquée et seule la conversion à la religion et les échanges comptaient. Il était donc pour lui injuste et historiquement faux d'accabler les Portugais d'esclavagisme à l'égard des Noirs. Il est par ailleurs intéressant de voir comment dans sa dernière phrase, Manuel Heleno utilisait le pronom « nous », ancrant son propos dans un point de vue portugais face aux autres pays. De plus, l'ancrage portugais des positions de l'auteur était déjà affirmé dans l'introduction, où Manuel Heleno parle de l'auteur John H. Harris comme « notre ennemi » (p. 14). Manuel Heleno entendait donc, à travers cette thèse, remettre en question les critiques sur l'origine de l'esclavage des Noirs, omettant complètement de parler de l'importante traite portugaise, deuxième nationalité après les Britanniques dans cet effroyable commerce<sup>62</sup>. Il est donc possible de constater comment un historien intégré au sein de l'Université portugaise pouvait soutenir une thèse avec des convictions et positions politiques évidentes, mettant en évidence l'absence de rejet d'une écriture de l'histoire nationaliste de la part de l'institution universitaire et témoignait d'une certaine accointance entre le monde universitaire et celui du pouvoir autoritaire.

\*

\* \*

---

<sup>61</sup> Les Azenègues est le terme employé au Portugal pour désigner une population berbère du Maroc et les Jalofos sont les Wolofs, dont le royaume était encore puissant au moment des premières expéditions portugaises (Georges BOISVERT, « La dénomination de l'Autre africain au XV<sup>e</sup> siècle dans les récits des découvertes portugaises », dans *L'Homme*, n° 153, 2000, pp. 165-172)

<sup>62</sup> Valentim ALEXANDRE, « Portugal e a Abolição do Tráfico de Escravos (1834-1851) », dans *Análise Social*, n° 111 (2°), 1991, pp. 293-333. En français, les travaux d'António de Almeida Mendes doivent être signalés (par exemple : António de Almeida MENDES, « Le Portugal et l'Atlantique », dans *Rives méditerranéennes*, n° 53, 2016, pp. 139-157).

L'écriture de l'histoire de certains historiens accommodés durant la période 1926 à 1940 – qu'elle se fit en dehors de l'Université ou bien qu'elle fût l'œuvre d'historiens qui y appartenaient – a épousé volontiers le virage nationaliste et conservateur du régime autoritaire portugais. Elle répondait aux critiques anciennes formulées par les historiens libéraux ou bien par les autres gouvernements européens quant aux questions impériales. Si le respect des critères scientifiques était indubitable, l'interprétation des sources était parfois sujette à caution du fait d'un biais politique prononcé. Qu'elles fussent le fait d'auteurs étrangers ou nationaux, les critiques à l'encontre de l'histoire du Portugal ou l'histoire mettant en doute l'unité de la nation portugaise n'avaient que trop peu leur place.

Il n'a certes pas fallu attendre le coup d'État militaire pour que les historiens portugais parlent presque exclusivement de l'histoire du Portugal, mais, encore plus à partir de 1926, il y avait chez les historiens accommodés un besoin de louer la nation, ses grands hommes et ses grands faits. La conquête impériale en était une occasion majeure.

## 2) Chanter collectivement la nation et l'Empire

La formation de l'histoire comme une science dotée d'une méthode stricte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas altéré une tendance ancienne : les historiens portugais écrivaient l'histoire de la nation et de l'Empire. Ils avaient une attention particulière pour la formation du Portugal, ses moments clés mais aussi pour la conquête d'un empire, période faste de l'histoire portugaise<sup>63</sup>. Leur attention se concentrait sur la geste conquérante, soit la période allant du début XV<sup>e</sup> siècle au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. La consolidation moderne et contemporaine de l'Empire voire son effritement par la perte du Brésil en 1823 ont été moins décrits. Conquérir un empire était vraisemblablement plus attrayant que l'administrer et le faire vivre. Deux grandes entreprises collectives se sont données pour objectif de réunir l'ensemble des historiens, et donc pas seulement accommodés, pour chanter les hauts faits des Portugais. Elles furent le signe que l'ensemble de la communauté historique avait la nation dans le cœur.

La première grande œuvre collective a été dirigée par Damião Peres. Né en 1889, il fait partie de la génération de la République. Formé au CSL, il a été professeur de l'enseignement

---

<sup>63</sup> La thèse de Rui Ramos, pour obtenir le grade de professeur auxiliaire, embrasse toute la période de l'historiographie portugaise contemporaine. Elle commence donc dans les années 1840, moment où Alexandre Herculano commence à publier ses travaux historiques, et s'achève à la fin du régime autoritaire. L'historien a montré toute l'importance du thème de l'expansion ultramarine dans la production historiographique et sa forte liaison avec le temps politique (voir Rui RAMOS, *Tristes Conquistas : A Expansão ultramarina na historiografia contemporânea (c.1840- c.1970)*, Lisbonne, Dissertation présentée pour les épreuves de chercheur auxiliaire de l'ICS, 1997).

secondaire et a intégré l'université de Porto lorsqu'elle a été créée en 1919. Quand elle a fermé définitivement en 1930, il a candidaté à l'université de Coimbra et l'a intégrée alors qu'il avait déjà commencé en 1928 la grande collection de *l'Histoire du Portugal*, souvent présentée comme « celle de Barcelos », du fait de son lieu d'édition<sup>64</sup>. Cette grande entreprise, richement illustrée par Eleutério Cerdeiro, a profondément marqué l'historiographie du début du régime. D'abord publiée en fascicules, son édition monumentale est devenue un des classiques de la production historiographique portugaise. Dans l'éloge funèbre rendu par l'Académie des Sciences de Lisbonne à Damião Peres, l'historien Joaquim Veríssimo Serrão, retraçant le parcours de l'historien défunt, a évoqué son œuvre phare :

« Si l'œuvre peut être contestée aujourd'hui sur certains aspects méthodologiques et par le manque de support documentaire, rendons-lui justice en la considérant comme un outil indispensable, beaucoup de ses études étant encore définitives, pour qui prétend comprendre les grandes lignes de force de l'histoire de notre Pays. Un grand souffle de ferveur patriotique inonde les pages de cette publication où on cherchait à trouver les origines lointaines de la Patrie. Critiquant la thèse éminemment politique de Herculano, selon laquelle l'État d'Alphonse I<sup>er</sup> était le produit du hasard qui avait conduit à la victoire de la Reconquête chrétienne dans le nord-ouest péninsulaire, Damião Peres plongeait dans les siècles de l'histoire obscure avec l'apparition de l'homme portugais<sup>65</sup>. »

L'édition s'est étalée sur plusieurs années avec un premier volume paru en 1928 et le septième en 1935<sup>66</sup>. Un volume d'annexes appelé « Indices » a complété l'œuvre en 1937 et Damião Peres a écrit un supplément en 1954<sup>67</sup> – un deuxième supplément, écrit par Franco Nogueira, est paru après le 25 avril 1974. La toute dernière page du volume « Indices » contient un court récit, entièrement écrit en majuscules, de la première étape de la grande entreprise éditoriale. Le parcours éditorial y est retracé, du premier fascicule en juin 1928, commencé symboliquement à la date du huitième centenaire de « la Fondation de la Nationalité » soit la bataille de São Mamede<sup>68</sup> jusqu'à son terme en novembre 1938<sup>69</sup>. Les auteurs concluaient :

---

<sup>64</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES, « Damião Peres », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>65</sup> Joaquim Veríssimo SERRÃO, *Elogio histórico de Damião Peres*, Lisbonne, Memórias da Academia das Ciências de Lisboa, 1978, pp. 296-297.

<sup>66</sup> Le volume I est une longue introduction géographique et historique de l'Antiquité au Moyen Âge central, le volume II traite de la période 1128-1411, les volumes III et IV de la période 1411-1557, le volume V la période 1640-1815 et le volume VII la période 1816-1918.

<sup>67</sup> Ce supplément est le seul, pendant la période autoritaire, écrit par un seul auteur, qui n'est autre que Damião Peres (Damião PERES, *História de Portugal, Suplemento*, Barcelos, Edição Portucalense, 1954).

<sup>68</sup> Elle a opposé celui qui est devenu Alphonse I<sup>er</sup> et sa mère Thérèse, alliée au comte de Galice, pour la mainmise du Comté de Portugal dans le giron galicien. Elle a souvent été perçue comme la première étape décisive dans le processus de l'indépendance du Portugal.

<sup>69</sup> Je ne suis pas parvenu à expliquer l'écart entre la date de 1937 de la page de titre du volume « Indices » et la date de 1938 fournie dans l'historique, à la toute dernière page du même volume.



« L'entreprise éditoriale, consciente d'avoir honoré le compromis passé avec ses Excellentissimes signataires, ressent la satisfaction, arrivé à l'aube de l'année 1939, alors que se glorifie la Patrie et, officiellement, se célèbre le 8<sup>ème</sup> centenaire de la Fondation du Portugal<sup>70</sup>, ayant ainsi, aussi, contribué, à une si noble et patriotique commémoration<sup>71</sup> ».

De plus, il est possible de relever dans les pages de titre des volumes qui sont postérieurs à l'année 1935 que de nombreux éloges officiels couronnent la publication. Ainsi, dans celle du volume « Indices », est précisé : « Profusément illustrée et comptant la collaboration des plus éminents historiens et artistes portugais », puis : « Louée par le Ministère de l'Instruction Publique par arrêté du 5 juillet 1934<sup>72</sup> et récompensée par des prix honorifiques lors de la Grande Exposition du Nord de Portugal en 1933 et dans la Première Exposition Coloniale Portugaise de 1934. » Ainsi, bien que le pouvoir ne soit pas à l'initiative de l'œuvre collective, la multiplication des récompenses publiques témoignaient de la reconnaissance officielle de son importance et de sa valeur.

Chaque volume a été divisé en différentes thématiques, se répétant pour chaque période : « politique », « économie », « culture » puis « histoire ultramarine<sup>73</sup> » ou les trois thématiques étaient étudiées à l'échelle impériale [Figure 78]. Comme le montre le graphique, l'histoire politique réunit la grande majorité des pages (53 %), suivie de la culture (21 %) puis de l'histoire ultramarine (18 %), et en dernier lieu de l'histoire économique et sociale (8 %). La domination de l'histoire politique est à l'image de l'histoire écrite à cette période, se concentrant sur les monarques et les grands hommes de l'histoire du Portugal. Elle donne aussi une idée du type d'histoire que le public attendait, notamment dans le cadre de grandes collections à vocation populaire, malgré le très fort taux d'analphabétisme dans les années 1930<sup>74</sup>. Si l'histoire politique était majoritaire, l'attention portée aux autres thématiques montre que Damião Peres n'avait pas pour autant négligé les autres domaines de l'histoire portugaise.

---

<sup>70</sup> En effet, l'année 1939 correspondait au huitième centenaire d'une autre date importante dans le processus d'autonomisation ibérique du Portugal soit la bataille d'Ourique où Alphonse I<sup>er</sup> a été acclamé roi par ses soldats après sa victoire contre les Almoravides.

<sup>71</sup> Damião PERES (dir.), *História de Portugal, Indices*, Barcelos, Edição Portucalense, 1954, p. 1432.

<sup>72</sup> Je ne suis pas parvenu à trouver cet arrêté du ministère de l'Instruction publique malgré un mail envoyé au ministère.

<sup>73</sup> L'Empire est abordé dans une partie à part intitulée « Découvertes et conquêtes » dans le volume III puis dans l'ensemble des autres volumes, il traité dans la partie « domaine ultramarin ».

<sup>74</sup> Près de 62 % des Portugaises et Portugais de plus de sept ans ne savaient pas lire en 1930 (voir la [Figure 92] dans le repère « Portugal, une puissance pauvre »).

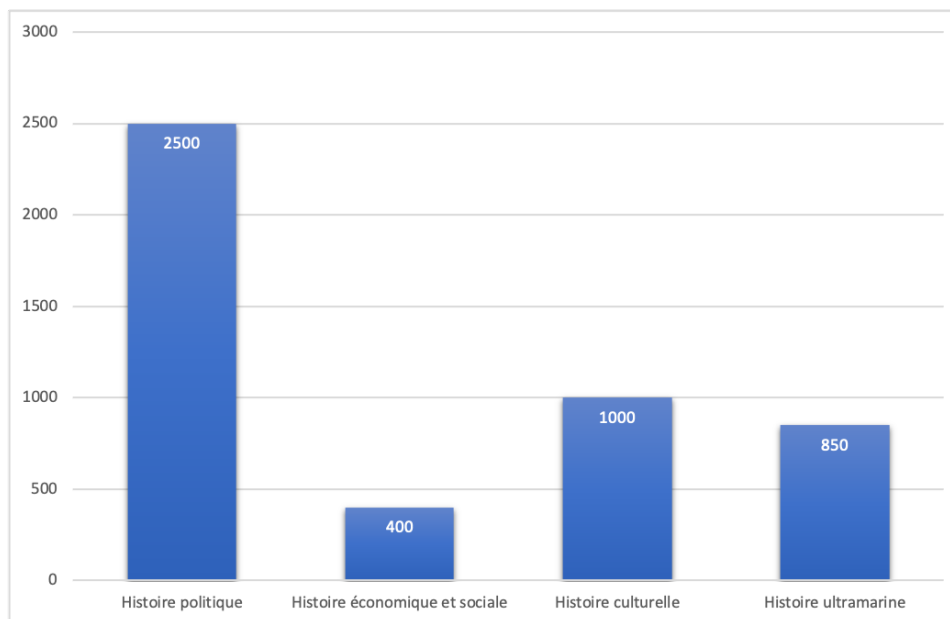


Figure 78 : Traitement en extension par type d'histoire dans l'*Histoire du Portugal* pour les sept premiers volumes<sup>75</sup>.

Ensuite, l'analyse de l'extension des différentes périodes permet aussi de mettre en évidence l'attrait particulier pour certains moments de l'histoire du Portugal [Figure 79]

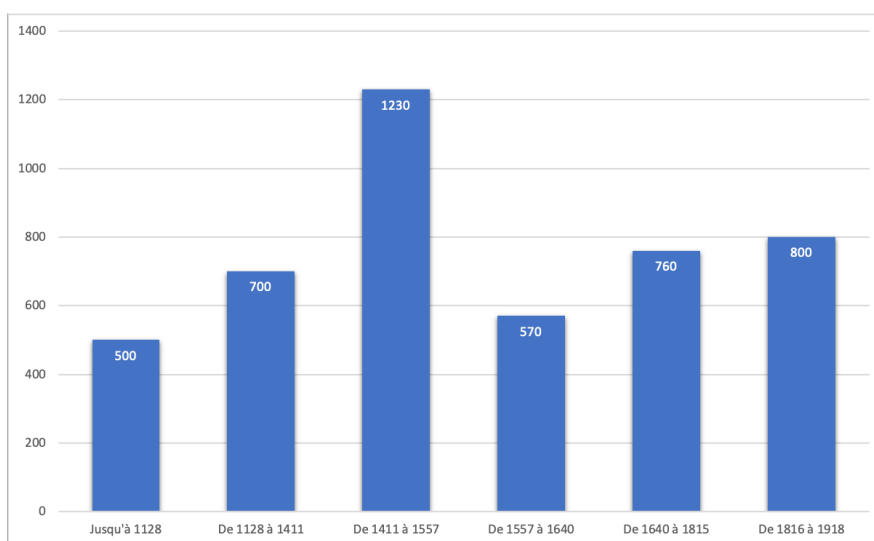


Figure 79 : Traitement en extension des périodes *Histoire du Portugal* de Damião Peres (pour les sept premiers volumes)<sup>76</sup>.

La période la plus développée est celle de l'expansion portugaise, soit la période 1411-1557, avec deux volumes soit 27 % de l'ensemble. L'âge d'or portugais a donc une place particulière dans ce travail collectif. Cependant, les autres périodes étudiées ont un traitement dans

<sup>75</sup> Le diagramme, comme le suivant, sont tous les deux repris de Luís Reis TORRAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 271.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 270. Pour ce diagramme, j'ai modifié la dernière période, ayant choisi de retirer les deux autres suppléments qui ont été rédigés après les années 1930, par souci de clarté.

l'ensemble équivalent<sup>77</sup>. Par ailleurs, fait notable, la période contemporaine était aussi abordée et même davantage que chacune des autres périodes mises en évidence. En reprenant les découpages traditionnels de l'histoire, les périodes moderne et médiévale dominant certes mais il n'y a pas non plus de silence sur la période contemporaine.

*L'Histoire du Portugal* a été une entreprise collective si on excepte les suppléments écrits en 1954 et en 1981. Plusieurs auteurs ont contribué à chaque volume et au total, près de vingt historiens y ont participé. Il est important de souligner que des auteurs liés à l'opposition républicaine étaient présents parmi les contributeurs comme Jaime Cortesão<sup>78</sup> et de Joaquim de Carvalho<sup>79</sup>. Ils étaient certes en faible nombre, mais ils illustrent le fait que lorsqu'il s'agit d'écrire l'histoire de la nation, les différends politiques étaient mis de côté.

Les personnes conviées à contribuer à l'ouvrage collectif avaient toutes écrit auparavant des travaux dans les domaines qui leur incombaient. Les historiens étaient donc invités en tant que spécialistes, et non au regard de considérations politiques : David Lopes a écrit sur la période islamique<sup>80</sup>, Mendes Correia sur la préhistoire, Lúcio de Azevedo sur l'économie<sup>81</sup> et Jaime Cortesão sur la période de l'expansion portugaise. Luís Reis Torgal a mis en évidence une certaine prépondérance des professeurs de la FLUP, où Damião Peres avait enseigné, mais aussi de plusieurs professeurs de l'université de Lisbonne et de l'université de Coimbra<sup>82</sup>. Si

---

<sup>77</sup> La période jusqu'à 1128 totalise 11 % du total, 1557 à 1640 : 12 % ; 1128 à 1411 : 15 % ; 1640 à 1815 : 17 % ; 1815 à 1918 : 18 %.

<sup>78</sup> Jaime Cortesão a une contribution importante. Ainsi, pour les deux volumes III et IV, traitant de la période 1411-1557, il a rédigé la partie « découvertes et conquêtes » et la partie « domaine ultramarin » du volume III, la partie « domaine ultramarin » conjointement avec David Lopes et une partie aussi de la section « culture » du volume IV. Pour le volume V, consacré à la période 1557-1640, il a écrit une partie de la section « domaine ultramarin », partagée encore une fois avec David Lopes, puis une partie de la section « assistance et culture ». Dans le volume VI qui traite de la période 1640-1815, il a rédigé la partie « domaine ultramarin », cette fois-ci seul. Il est donc l'un des plus importants contributeurs de *L'Histoire du Portugal* alors qu'il était en exil en France.

<sup>79</sup> Joaquim de Carvalho a contribué dans le volume V, dans une partie de la section « assistance et culture » puis dans le volume VII consacré à la période allant de 1815 à 1918, dans une partie de la section « histoire politique ». Comme le signale Luís Reis Torgal, João de Barros est un autre auteur, pas identifié comme un historien mais plutôt comme un poète, mais qui faisait partie des militants républicains. Il a rédigé une partie de la section « culture et assistance » du volume VII (Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *op.cit.*, p. 269)

<sup>80</sup> Formé au CSL, il a enseigné comme professeur de français puis à partir de 1914 comme professeur d'arabe. Il fut l'un des rares auteurs portugais à avoir appris cette langue mais aussi à avoir écrit de nombreux travaux sur la période islamique. Il a aussi dirigé une édition des œuvres d'Alexandre Herculano. (Voir sa biographie sur : [https://www.infopedia.pt/\\$david-lobes?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$david-lobes?uri=lingua-portuguesa), consulté le 3 novembre 2020).

<sup>81</sup> Par exemple, Lúcio de Azevedo est celui qui a écrit la partie économique des volumes II, III et V soit la période allant de 1128 à 1640 – les sections économiques des périodes postérieures étant écrites par Damião Peres. Il a été l'auteur d'une importante série de livres publiés en 1929, *Épocas de Portugal Económico : Esboço de História* (Maria do Rosário Themudo BARATA, « Lúcio de Azevedo », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne). Il a été l'un des rares auteurs à avoir écrit de l'histoire économique et comme le relève Miriam Halpern Pereira, « la première et unique histoire économique des origines au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, écrite jusqu'à aujourd'hui (Miriam Halpern PEREIRA, « Breve reflexão acerca da historiografia portuguesa no século XX », dans *Ler História*, n° 21, 1991, pp. 5-15).

<sup>82</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *ibid.*

d'autres érudits ont été conviés, les contributeurs étaient essentiellement des historiens, non formés en histoire certes comme beaucoup à cette époque, mais l'abondance de leurs travaux fournissait une référence solide quant à leur sérieux. L'absence de bibliographie générale et la très faible présence de notes de bas de page, sauf pour quelques exceptions est à relever. Mais du fait des nombreuses illustrations présentes et du public visé, les limitations ont pu être d'ordre éditorial, d'autant que la portée de vulgarisation scientifique de l'œuvre était certaine<sup>83</sup>. Parfois, des éléments de culture populaire voire légendaires ont été introduits : ainsi, dans le récit de la bataille d'Aljubarrota, une photographie de deux jeunes filles portant les restes de « la pelle avec laquelle, selon la tradition, Brites de Almeida, la “boulangère de Aljubarrota” a tué, après la bataille, sept Castellans en fuite<sup>84</sup> » est présente. La légende avait donc sa place dans cette histoire de la nation portugaise.

Dès les premières pages du premier volume, la tonalité nationaliste était donnée. Le premier volume, a été dédié « À la mémoire de nos Plus Grands ». L'exergue choisie est une citation des *Lusiades*, le grand poème épique de Camões, l'un des plus célèbres auteurs portugais<sup>85</sup> : « Celle-ci est l'heureuse patrie, mon aimée ». L'évocation de cet auteur et de son œuvre patriotique célébrant la conquête de l'Empire insistait d'emblée sur l'importance de la période de l'expansion ultramarine. Le prologue est accompagné de dessins à l'encre, où abondent les symboles religieux et les preux chevaliers, s'ouvrant ainsi :

« Le Portugal, nation indépendante, surgit au début du XII<sup>e</sup> siècle. En près de trois siècles, il élargit par la conquête son territoire dans la Péninsule et organise complètement tous les éléments de sa vie. [...] Avant que ne s'établisse l'indépendance portugaise, qui devait ainsi apparaître si clairement, des générations successives avaient habité, depuis des aires lointaines, ce morceau de terre qui fut plus tard le berceau de la nationalité portugaise. Notre plus grand historien, Alexandre Herculano, s'est soulevé contre la tradition qui prétendait trouver dans ces générations celles qui, lors du XII<sup>e</sup> siècle, ont réalisé l'indépendance portugaise – niant toute affinité entre ces lointains peuples et les Portugais. Aujourd'hui pourtant, il est impossible d'accepter sans restriction la thèse d'Herculano. En effet, dans les dernières décennies, les connaissances scientifiques, s'élargissant considérablement, sont venues montrer que, par ses types ethniques, ses habitudes, par certaines de ses institutions, les Portugais du XII<sup>e</sup> siècle sont de légitimes représentants de ces anciennes générations si jalouses de leur autonomie<sup>86</sup>. »

---

<sup>83</sup> En France, ce fut aussi le cas pour l'*Histoire de France* d'Ernest Lavisse où se trouvaient des indications bibliographiques en début de chapitre mais pas de notes de bas de page (voir Pierre NORA, « Lavisse, instituteur national, le “Petit Lavisse”, évangile de la République », dans *Les Lieux de mémoire*, tome I, *La République*, Paris, Gallimard, 1997, pp. 239-275).

<sup>84</sup> Damião PERES (dir.), *História de Portugal*, vol. II, Barcelos, Edição Portucalense, 1929, p. 391.

<sup>85</sup> Publiée en 1572, Luís de Camões entend dans les *Lusiades* – soit « les Lusitaniens » – glorifier le voyage de Vasco de Gama jusqu'en Inde en mêlant la légende et la description de ce voyage, le tout dans une ferveur patriotique certaine. Le livre est dédié au roi Sébastien (voir la fiche de lecture de Bernard SESÉ « Les Lusiades » disponible en ligne <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/les-lusiades/> : consulté le 6 novembre 2020).

<sup>86</sup> Damião PERES (dir.), *História de Portugal*, vol. I, Barcelos, Edição Portucalense, 1928, préface pages 9 à 11.

Ainsi, le texte dénote de l'univers visuel des gravures car il prend rapidement la tournure d'un débat historiographique autour de la question de la préexistence ou non de conditions expliquant l'indépendance portugaise, rappelant qu'il s'agit d'un travail d'historiens et pas d'un écrit de propagande. La thèse d'Alexandre Herculano défendant l'absence de lien entre les Lusitaniens et les Portugais y est remise en question. Selon l'auteur du prologue, il y a une continuité entre les Lusitaniens et les Portugais. Les Portugais sont les héritiers directs des Lusitaniens. Le fil de l'Antiquité au Moyen Âge existe dans l'ouest de la péninsule Ibérique. Mais après être revenu sur ce curieux point historiographique dans une collection d'une telle ampleur, le discours se termine sur des éloges, qui prend tout son sens du fait de la commémoration du huitième centenaire de São Mamede :

« Et ce parcours va s'étendre au cours des siècles. D'abord s'établit et s'affirme l'indépendance. Ensuite, dans les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, les Portugais découvrent depuis la moitié du monde l'autre moitié qu'ils méconnaissaient, dans de successifs traits d'audace, ils arrachent aux océans le secret de ses îles... Plus tard, quand l'organisme national entre en décadence, un certain nombre d'actes dévots et héroïques individuels illuminent les ténèbres, montrant bien que l'âme de la Patrie est immortelle. Dans les pages qui vont suivre sera écrite l'histoire d'un grand Peuple, d'une grande Nation ; simplement l'Histoire du Portugal<sup>87</sup> »

La dimension nationaliste de l'œuvre surgit à nouveau à la toute fin et entre alors en résonance avec l'iconographie accompagnant le texte où l'âme du Portugal semble briller constamment dans les heurts et malheurs du pays.

Toutefois, il ne faudrait pas faire de *l'Histoire du Portugal* un pensum nationaliste. La rigueur et la prudence historiographique formulées dans le prologue transparaissent à de nombreux endroits. Par exemple, dans la partie « Comté du Portugal » (*Condado Portucalense*) du volume I, écrite par Manoel Ramos, professeur de l'université de Lisbonne, les éléments du débat sur le lieu de la bataille de São Mamede ont été présentés et l'auteur a précisé que l'événement « nous est parvenu, comme beaucoup d'autres, si intimement liés aux légendes et aux traditions qu'il serait encore aujourd'hui prématuré de tenter de le décrire dans ses dynamiques et épisodes<sup>88</sup>. » L'auteur relativisait même l'importance de la victoire dans la formation de la nation, citant *La Cité Antique* de Fustel de Coulanges sur le nécessaire et le fortuit et concluant : « Pour condenser notre pensée, nous dirions que la victoire de São Mamede fut un épisode qui a accéléré l'apparition de l'État portugais, avec davantage d'efficacité qu'un malheur ne l'aurait retardé<sup>89</sup> ». L'événement commémoré dans le cadre de la publication était donc interrogé

---

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>88</sup> Damião PERES (dir.), *História de Portugal*, vol. I, Barcelos, Edição Portucalense, 1928, p. 502.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 504.

historiographiquement par un des auteurs de l'œuvre. Dans le même volume, David Lopes, l'historien arabisant, a donné une vision positive de la civilisation islamique. Il précisait ainsi : « Malgré l'état de guerre permanent entre les deux races, les influences mutuelles furent grandes et cet état de guerre les a même facilitées, parce que le contact se faisait ainsi, par la contrainte », évoquant le rôle des prisonniers dans les transferts d'informations, les mariages qui avaient lieu entre chrétiens et musulmans y compris dans les familles nobles. En insistant sur les échanges et les contacts plutôt que d'insister sur la guerre religieuse entre les deux peuples, David Lopes introduisait en conséquence une lecture nuancée de l'histoire de la période islamique portugais. Il concluait même en rappelant que « les hommes sont moins sauvages que la littérature le fait croire ; et quand on vit l'un à côté de l'autre, cela n'en fera pas des frères, mais certainement créera des habitudes de bonne convivialité<sup>90</sup> ». Critiquant le biais de certaines sources pétries par l'importance de la guerre péninsulaire et les exagérations volontaires d'auteurs pour l'essentiel appartenant au clergé, il opposait une société qui savait coexister. Les contributions pouvaient donc être tout particulièrement pondérées.

Cependant, les moments sombres de l'histoire du Portugal révélaient parfois, sous le vernis du sérieux des auteurs, la dimension patriotique de l'œuvre. Ainsi, l'aventure malheureuse du roi Sébastien décrite comme une catastrophe dans la partie « Histoire politique » du volume V, par José Maria Queiroz Veloso<sup>91</sup> l'illustre. Ce moment clé de l'histoire du Portugal aboutit à ce que Philippe II d'Espagne fût le plus sérieux prétendant au trône après la mort de Sébastien, étant l'oncle du roi défunt. Après un court interrègne, Philippe II d'Espagne devint en 1580 Philippe I<sup>er</sup> de Portugal, scellant la domination des Habsbourg – au Portugal, les historiens parlent de la dynastie philippine – pour soixante ans. En se penchant sur les titres des différents chapitres traitant le règne du roi Sébastien et sa fin précipitée en 1578, une course à la catastrophe est décrite, témoignant d'une approche résolument partisane<sup>92</sup>.

Resituer *l'Histoire du Portugal* de Barcelos est donc primordial. Comme le constate Luís Reis Torgal, aucun historien organique du régime n'y a écrit et elle doit être considérée « comme une œuvre d'historiographie “universitaire”, “professionnelle”, “érudite” [...]. Une

---

<sup>90</sup> Pour l'ensemble des citations voir : Damião PERES (dir.), *ibid.*, p. 422.

<sup>91</sup> Historien de la génération de la Monarchie et médecin de formation, il est devenu professeur au CSL puis quand celui-ci devient la FLUL, il a pris la direction de la faculté, enseignant en histoire jusqu'à sa retraite en 1930 (Hugo DORES, « José Maria Queiroz Veloso », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>92</sup> Les voici : chapitre VI « Les malheureux mariages de Sébastien » (p. 71), chapitre VII « Le premier séjour d'Afrique » (p. 81), chapitre VIII « L'obstination du roi » (p. 93), Chapitre IX « La course vers l'abîme » (p. 107), chapitre X « la veille de la catastrophe » (p. 120), Chapitre XV (n. :sic dans l'édition, au lieu de XI) « Alcácer-Quibir » (p. 139), chapitre XII « Les premières conséquences de la catastrophe » (p. 163). Damião PERES (dir.), *História de Portugal*, vol. III, Barcelos, Portucalense Editora, 1933.

œuvre de référence fondamentale réalisée “en temps de Dictature”, mais influencée par elle seulement de façon indirecte<sup>93</sup> ». *L’Histoire du Portugal* dirigée par Damião Peres a donc été une œuvre clé célébrant la nation, offrant une rare unité historiographique en invitant des historiens en opposition tout en étant marquée par un patriotisme fort. Mais il n’y a pas que le Portugal continental qui a provoqué de grandes collections historiographiques, l’Empire est aussi sur toutes les lèvres.

L’Empire a lui aussi permis de réunir la communauté historique. En effet, l’accord des historiens autour des bienfaits de la conquête et de l’exploitation coloniale était unanime durant la période allant de 1926 à 1940. Quel que soit leur positionnement politique, les historiens ont fait front derrière le gouvernement quant à l’inaliénabilité de l’Empire, face aux convoitises à peine dissimulées des autres puissances européennes. En effet, la défense des possessions coloniales avait précipité le Portugal dans la Première Guerre mondiale, démarche populaire au sein de la population<sup>94</sup> mais après le conflit, les tensions persistaient. C’est donc dans un contexte tout à fait particulier, celui d’un empire en danger, que *l’Histoire de l’Expansion Portugaise dans le Monde*<sup>95</sup> une œuvre collective importante, a vu le jour.

Véritable pendant à *l’Histoire du Portugal* de Barcelos, la publication se compose de trois volumes en grand format, publiés en 1937, 1939 et 1940. Elle a été dirigée par trois historiens de la génération de la République : António Baião, directeur des archives de la Torre do Tombo, Hernâni Cidade, professeur à la FLUL et Manuel Múrias, directeur des Archives historiques coloniales. Plus de cinquante personnes de toutes les sensibilités politiques et de toutes les formations y ont écrit. On dénombre à la fois des historiens très proches du régime comme Manuel Múrias ou João de Castro Osório, des républicains comme Jaime Cortesão, Joaquim de Carvalho et Norton de Matos, des historiens de formation comme Damião Peres ou Torquato Sousa Soares, d’autres scientifiques comme celui qui n’est alors qu’un juriste, Marcelo Caetano, l’anthropologue et historien António Augusto Mendes Correia, mais aussi des militaires et des ecclésiastiques<sup>96</sup>. Une nouvelle fois, quand il s’agissait d’écrire l’histoire du Portugal et

---

<sup>93</sup> Luís Reis TORRAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *op.cit.*, pages 270 et 272.

<sup>94</sup> Dès 1914, des combats ont eu lieu entre les possessions portugaises et allemandes, en Angola et dans le nord du Mozambique, alors que l’Allemagne voulait s’approprier ces territoires. Il a cependant fallu attendre l’année 1916 pour que l’Allemagne puis l’Autriche-Hongrie ne déclarent la guerre au Portugal (Yves LÉONARD, *Histoire du Portugal contemporain, de 1890 à nos jours*, Paris, Chandeigne, 2016, pages 53 à 56).

<sup>95</sup> António BAIÃO, Hernâni CIDADE, Manuel MÚRIAS (dir.), *História da Expansão Portuguesa no Mundo*, Lisbonne, Editorial Ática, 1937-1940, 3 volumes. La publication a été réalisée dans la maison d’édition dirigée par Luís de Montalvor, par ailleurs directeur artistique de l’œuvre. Précisons que *L’histoire du régime républicain au Portugal*, une autre publication importante est parue quelques années auparavant dans la même maison d’édition, développée dans le II)1) du chapitre 8.

<sup>96</sup> Luís Reis TORRAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *op.cit.*, p. 274.

encore plus de l'Empire, les historiens de tous les bords répondaient par l'affirmative. Comme pour l'*Histoire du Portugal* de Barcelos, les notes de bas de page sont peu présentes, mais il y en a davantage. Les illustrations sont moins nombreuses et surtout situées à la fin des chapitres, aboutissant à des contributions dont le texte est continu. Il n'y a pas de préface ni d'avant-propos.

Il ne s'agissait pas d'une œuvre de propagande et au contraire, des débats historiographiques y ont pris place. La question des motivations de la conquête, centrale dans le débat historiographique portugais, était présente. Les visions religieuse et économique ont été exposées à différents endroits, dans le même volume. Ainsi, le chapitre sur la conquête de Ceuta, écrit par David Lopes<sup>97</sup>, penche pour une motivation surtout centrée sur la lutte contre l'islam :

« Dans la cité a commencé la vie qu'il y a toujours dans les autres lieux d'Afrique. Nos gens vivaient dedans comme une île battue par les vagues, parfois adverses, de la mer : c'était la guerre de tous les jours contre le chrétien infidèle et intrusif, comme de notre part la guerre contre les maures ennemis de la foi du Christ, en tant de lieux sur Terre, et pour nous et les autres peuples péninsulaires, ennemi séculier depuis la perte de l'Hispanie<sup>98</sup>. »

David Lopes rejoignait ainsi la position de Joaquim Bensaúde. Pour lui, la prise de la ville de Ceuta était la conséquence d'une lutte pour l'expansion de la foi, s'inscrivant dans l'histoire pluricentenaire du combat des chrétiens de la péninsule Ibérique et se déplaçant sur l'autre rive de la Méditerranée. Il récusait par ailleurs la vision de l'historien en opposition António Sérgio qui se centrait sur l'économie :

« Pour l'auteur, l'administrateur fut à peine un instrument de la bourgeoisie commerciale de Lisbonne, de caractère cosmopolite, qui voulait créer de nouveaux marchés. Cette nouvelle donne renforce la thèse utilitariste et complète son argument. Le financier officiel pouvait hésiter, parce que la Nation était encore en convalescence de la grande crise qui l'avait épuisée<sup>99</sup>, mais les forces vives devaient savoir gagner de l'argent, et si elles insistaient, cela valait la peine de tenter l'entreprise. La conclusion est logique mais elle est erronée. Supposant que Ceuta était, en réalité un grand comptoir, ce que nous ne croyons pas, comme nous l'avons vu, sa conquête a fait cesser le courant qui amenait à elle les marchandises de l'Orient et qui les écoulait – c'était à prévoir, parce que la ville est devenue confinée dans ses murs<sup>100</sup>. »

Le questionnement et la confrontation des interprétations autour des motivations de la conquête avaient donc toute leur place dans l'œuvre. Elle n'entendait donc pas proposer une vision

---

<sup>97</sup> Voir le chapitre I de la première partie « expansion au Maroc » : David LOPES, « A conquista de Ceuta. A sua importância política e económica », dans António BAIÃO, Hernâni CIDADE, Manuel MÚRIAS (dir.), *História da Expansão Portuguesa no Mundo*, Lisbonne, Editorial Ática, 1937, pp. 131-136.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 132-133.

<sup>99</sup> Il est ici fait référence implicitement à la crise dynastique de 1383-1385, évoquée lors de l'analyse de l'œuvre d'Alfredo Pimenta.

<sup>100</sup> *ibid.*, p. 136



univoque des événements et offrait un espace au débat historiographique. À l’opposé, dans le même volume, Alberto da Veiga Simões<sup>101</sup> a écrit un texte critiquant la position de Bensaúde sur le personnage d’Henri le Navigateur<sup>102</sup>. Il a fait ainsi tout un développement pour critiquer la dimension religieuse de la conquête :

« Ces portraits d’Henri le Navigateur ont conduit à *personnifier* en lui toute la vie organique d’un pays, qui durant un demi-siècle serait resté en extase, remplaçant l’évolution nationale par sa volonté-medium. De là à l’isoler de la période et de faire de lui [...] un croisé posthume, un agent suprême de la chrétienté médiévale, une et œcuménique, contre l’islamiste, appliqué à l’étrangler, il n’y a pas à faire un grand chemin<sup>103</sup> ».

Veiga Simões critiquait le fait d’assimiler l’expansion portugaise à une croisade encouragée par Henri le Navigateur comme la transposition erronée d’une lecture médiévale sur le Portugal du début du XV<sup>e</sup> siècle. Or, pour lui, c’était omettre la modernité de la société portugaise qui n’était plus dans une perspective religieuse. Il refusait enfin de faire des Portugais des agents suivant les ordres de la famille royale. Il ajoutait que « la caractérisation de l’Infant comme [imprégné d’un] *esprit de croisade* est certainement séductrice et facile : mais il ne correspond en rien à la réalité. [...] Le musulman, au terme du Moyen Âge, n’est pas une finalité religieuse : *c’était un obstacle politique* » (p. 335). Ainsi, pour l’historien, il ne fallait pas négliger le glissement du religieux au politique entre la période médiévale et la période moderne et, par l’utilisation des italiques, il souhaitait insister sur ses arguments face à la vision de Joaquim Bensaúde. Enfin, pour Veiga Simões, la dimension économique de la conquête répondait aux intérêts des « classes » – le terme est employé ainsi – marchandes. L’auteur souscrivait donc pleinement à l’approche d’António Sérgio et la défendait. La liberté de ton de l’œuvre était une nouvelle fois confirmée et la dimension polyphonique acceptée par ses directeurs.

Par exemple, il est possible de s’appuyer sur un autre exemple de débat historiographique. Ainsi Damião Peres a critiqué Jaime Cortesão, un des co-auteurs, quant à sa théorie du secret. Selon Jaime Cortesão, les rois avaient tenu à garder secret les explorations portugaises

---

<sup>101</sup> Cet historien de la génération de la République a été un homme politique de la République puis a fait une carrière diplomatique. Son opposition au pouvoir autoritaire est incertaine, sans qu’il ait pourtant manifesté une franche adhésion au régime dictatorial. Présent notamment en Allemagne entre 1933 et 1940, il a vu le nazisme à l’œuvre. Il a été exclu de ses fonctions pour avoir donné des informations aux Français en 1940. Alberto da Veiga Simões a publié de très nombreux travaux sur l’expansion portugaise et sa lecture fondée sur l’économie en a fait quelque’un d’admiré notamment par l’historien en opposition Vitorino Magalhães Godinho (Lina Alves MADEIRA, « Alberto da Veiga Simões », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>102</sup> Il nomme explicitement Joaquim Bensaúde dans la deuxième partie du volume I (Alberto da Veiga SIMÕES, « O Infante D. Henrique. O seu tempo e a sua acção », dans António BAIÃO, Hernâni CIDADE, Manuel MÚRIAS (dir.), *op.cit.*, p. 330).

<sup>103</sup> Alberto da Veiga SIMÕES, « O Infante D. Henrique. O seu tempo e a sua acção », *op.cit.*, p. 319).

pour que les Espagnols et les autres puissances ne fussent pas au courant. Or Damião Peres, dans le chapitre II du volume II a démontré justement que ce secret n’existait pas et concluait :

« À la suite de tout ce qui vient d’être exposé, il faut conclure qu’il n’y a pas eu de politique du secret, systématiquement organisée et poursuivie durant le siècle d’or des Découvertes, bien qu’il faille admettre que le pouvoir politique, à certaines périodes, et en des degrés divers, selon les circonstances, se soit efforcé de garder secrets les éléments vitaux de l’œuvre nationale de l’expansion portugaise<sup>104</sup>. »

Si la discrétion était bien parfois de rigueur, Damião Peres nuançait ainsi la thèse de Jaime Cortesão d’une politique royale du secret qui aurait permis aux Portugais de conserver leur avance dans la conquête coloniale. En somme, des visions contradictoires avaient toute leur place au sein même de l’*Histoire de l’Expansion Portugaise dans le Monde*.

Cependant, il faut souligner que pour la période contemporaine, le débat historiographique s’effaçait et la propagande était plus évidente. Ainsi, le chapitre VII du volume III a été écrit par Armindo Monteiro, ministre des Colonies entre 1931 et 1935 puis ministre des Affaires étrangères entre 1935 et 1936 et enfin ambassadeur. L’auteur avait donc joué des fonctions politiques et impériales de premier plan. En lui attribuant cette partie, le champ de l’histoire était clairement abandonné à celui de la politique et ce n’est pas en tant qu’historien qu’il s’exprimait<sup>105</sup>. Il s’intéressait à l’empire colonial dans l’Entre-deux-guerres, – signe que l’article a été rédigé au moins à la fin de l’année 1939 pour avoir un tel titre<sup>106</sup>. Les nombreuses photos accompagnant le texte montraient un discours univoque des actions du gouvernement portugais dans les colonies africaines, entre constructions de grands bâtiments, ponts, routes, et même églises. L’auteur concluait : « Nous nous sentons d’actifs ouvriers de l’Empire, modeleurs de civilisation ; avec nos mains nous allons construire en Afrique des formes nouvelles du Portugal. Le génie de la Nation est revenu faire de l’Empire une prodigieuse réalité<sup>107</sup> ». Ainsi, plus le traitement chronologique se rapprochait de la période d’écriture, moins la rigueur et le débat avaient droit de cité. L’histoire du temps présent, devenait alors un terrain glissant, notamment sur la question impériale.

\*

---

<sup>104</sup> Damião PERES, « Política do sigilo », dans António BAIÃO, Hernâni CIDADE, Manuel MÚRIAS (dir.), *História da Expansão Portuguesa no Mundo*, Lisbonne, Editorial Ática, 1939, pages 17-21.

<sup>105</sup> Voir sa biographie qui est résumé d’un livre par l’auteur Pedro Aires de Olivera : [http://www.fmsoares.pt/aeb/biblioteca/indices\\_resumos/resumos/008259.htm](http://www.fmsoares.pt/aeb/biblioteca/indices_resumos/resumos/008259.htm), consulté le 4 novembre

<sup>106</sup> Armindo MONTEIRO, « As grandes directrizes da governação ultramarina portuguesa no período que decorreu entre as duas guerras mundiais », dans António BAIÃO, Hernâni CIDADE, Manuel MÚRIAS (dir.), *História da Expansão Portuguesa no Mundo*, Lisbonne, Editorial Ática, 1940, pp. 431-454.

<sup>107</sup> Armindo MONTEIRO, *op.cit.*, p. 454.

Saisir la production historiographique des historiens accommodés de la période entre 1926 et 1940 nous invite à penser la question centrale de la nation. L'histoire du Portugal était au cœur de l'écriture historique de cette période. Sans parler d'une adéquation parfaite avec le temps autoritaire, car les historiens n'ont pas attendu le coup d'État militaire pour débattre ou exposer une vision conservatrice de l'histoire, le temps politique semblait s'y prêter encore davantage et ne faisait aucunement sourciller la censure. Certains historiens ont donc exposé une lecture conservatrice voire proposé une relecture de l'histoire portugaise, défendant le christianisme, les rois critiqués par les auteurs libéraux et défendant l'histoire et la politique portugaises.

Écrire l'histoire de la nation c'était aussi la louer dans de grandes entreprises éditoriales réunissant de nombreux historiens, y compris en opposition, sans pour autant exiger de se mettre au diapason. Ainsi, les débats avaient leur place dans l'écriture historique de cette période. Même l'Empire, fondement essentiel de l'histoire portugaise, déjà vieux de cinq siècles quand le coup d'État militaire du 28 mai 1926 s'est produit, a suscité des débats historiques. Sans qu'il fût question de le mettre en cause, les différentes interprétations témoignaient d'une richesse et d'une confrontation des points de vue salutaire. Cette réunion de la communauté historique, unanime autour de l'empire et de la nation, est à souligner.

La période qui a suivi est celle d'un relatif apaisement, voire d'une sorte d'assoupissement par rapport à l'électrique décennie 1930. Alors que le régime autoritaire se stabilisait et que les historiens accommodés occupaient l'essentiel des postes de l'Université portugaise, l'écriture de l'histoire s'est progressivement coupée du reste de la production historiographique européenne et s'est enfermée, en partie dans l'érudition.

## II) Une histoire politique de la nation ? Le temps des historiens de profession (1940 à 1960)

La période entre 1940 et 1960 a été bornée par deux grandes commémorations : l'Exposition du monde portugais et le cinq-centenaire de la mort d'Henri le Navigateur. Les historiens accommodés ont participé avec entrain à ces célébrations promues et organisées par le pouvoir. Mais une fois que « l'empire en carton<sup>108</sup> » a été replié et que les publications ont rejoint les rayons des librairies et des bibliothèques, les historiens ont retrouvé leur chaire. En effet, la période considérée a été celle de l'affirmation de l'historien professionnel, alors que les historiens de la génération de la transition autoritaire mais plus encore de la génération Oliveira Salazar ont majoritairement enseigné dans le supérieur<sup>109</sup>. Les historiens accommodés se sont donc formés en histoire et en géographie ou en philosophie selon leur âge et ont intégré des postes des universités et les centres d'enseignement supérieur. Pour ceux n'ayant pas de postes dans le supérieur, ils avaient au moins une place dans les institutions reconnues par le pouvoir, l'APH ou bien l'Académie des sciences de Lisbonne.

L'histoire écrite par ces historiens était dans la continuité de celle des générations précédentes soit une histoire érudite, politique et consacrée à la nation ou l'Empire. Les travaux en cours n'ayant pas encore épuisé les archives portugaises, les éditions de sources continuaient de paraître. Les polémiques se sont faites plus rares à mesure que les débats étaient des historiens bien installés dans les postes universitaires. Sans parler d'une coupure, un regard sur la période donne l'impression d'une histoire peu sensible à ce qui se produisait au-delà des collines de Coimbra et de Lisbonne. Ainsi, l'historien portugais restait sur ses hauteurs sans pourtant percevoir de celles-ci les horizons qui s'ouvraient ailleurs<sup>110</sup>. Les périodes dominantes ont été le Moyen Âge et la période moderne alors que la période contemporaine était une *terra nullius* comme l'a constaté Miriam Halpern Pereira :

« Le rétrécissement thématique de l'Histoire universitaire est visible à travers la *Revista Portuguesa de História* de l'Université de Coimbra, la principale revue à cette période :

---

<sup>108</sup> Je reprends ici le beau titre de Nadia Vargaftig qui compare les commémorations impériales italiennes et portugaises (Nadia VARGAFTIG, *Des empires en carton, Les expositions coloniales au Portugal et en Italie (1918-1940)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2016).

<sup>109</sup> Voir la [Figure 72] du chapitre 4.

<sup>110</sup> L'Université de Coimbra était située à l'emplacement de l'ancien palais royal, sur la colline qui domine le Mondego à plus de 100 mètres. La FLUL était installée dans le Couvent de Jésus, actuel siège de l'Académie des sciences de Lisbonne, situé à 52 mètres d'altitude sur la colline du Bairro Alto dominant l'estuaire du Tage (<https://pt-br.topographic-map.com/maps/gnji/Portugal/>, consulté le 13 novembre 2020).

entre 1940 et 1960, 60 % des articles touchent la période médiévale, 20 % sont sur l'histoire de l'expansion, aucun article sur le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècles<sup>111</sup> ».

Des changements ont été, malgré tout, perceptibles. En effet, le milieu des historiens accommodés s'intéressant notamment à l'Empire s'est approprié la théorie du lusotropicalisme, défendue par Gilberto Freyre. Né en 1900 à Recife, dans l'État de Pernambouc, ce Brésilien a grandi dans un milieu privilégié et est parti faire ses études aux États-Unis. À la fin de sa formation, entre 1922 et 1923, il a réalisé un tour d'Europe et est passé quelques temps au Portugal, fréquentant le milieu intellectuel et vaguement bohème de Coimbra. Parti en exil en 1930, du fait du coup d'État de Getúlio Vargas, il a écrit durant son séjour contraint partagé entre l'Amérique et l'Europe *Casa Grande e Senzela* (1933), rapidement devenu un grand succès. Par exemple, sa traduction française est préfacée par Lucien Febvre. Identifié comme un sociologue mais aussi comme un historien, ses travaux ont fait sensation dans les milieux intellectuels portugais, surtout après la parution de *Le Monde que le Portugais a créé* (« O Mundo que o português criou ») où il a peaufiné l'idée de l'adaptabilité portugaise dans les territoires conquis. Jamais rattaché à une université pendant une longue période, il a vécu l'essentiel de sa vie comme écrivain<sup>112</sup>. Pour Gilberto Freyre, les Portugais auraient eu une capacité à se mélanger aux populations locales dans les territoires conquis, sans recours constant à la violence. Cláudia Castelo a précisé que le lusotropicalisme :

« Présuppose que le peuple portugais a une manière particulière, spécifique, de se mettre en relation avec les autres peuples, cultures et espaces physiques, et cette manière le distingue et l'individualise dans l'ensemble de l'humanité. Cette "manière" est généralement qualifiée avec des adjectifs qui impliquent une valorisation positive "tolérante", "plastique", "humaine", "fraternelle", "chrétienne"<sup>113</sup> ».

D'abord méfiant car le pouvoir autoritaire voyait d'un mauvais œil la valorisation du métissage, un glissement s'est produit au début de la décennie 1950 et la dictature s'est intéressée tout particulièrement à cette théorie comme l'a rappelé Yves Léonard<sup>114</sup>. Gilberto Freyre a même été invité à voyager dans les territoires de l'Empire pour en vérifier la pertinence. Cependant son appropriation est partielle car, comme le montre Cláudia Castelo, le pouvoir autoritaire omettait volontairement certains aspects de la pensée de Freyre :

---

<sup>111</sup> Miriam Halpern PEREIRA, « Breve reflexão acerca da historiografia portuguesa no século XX », dans *Ler História*, n° 21, 1991, pp. 5-15.

<sup>112</sup> Fábio FRANZINI, « Gilberto Freyre », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>113</sup> Cláudia CASTELO, « O modo português de estar no mundo ». *O lusotropicalismo e a ideologia colonial portuguesa (1933-1961)*, Porto, Afrontamento, 1999, p. 13.

<sup>114</sup> Yves Léonard a bien montré comment le régime est passé d'une méfiance de cette théorie pour finalement en faire une doctrine à partir des années 1950 et cela jusqu'à la fin du régime (Yves LÉONARD, « Salazarisme et lusotropicalisme, histoire d'une appropriation », dans *Lusotopie*, 1997 pp. 211-226).

« De fait, les principales idées de Freyre sur le peuple portugais – absence de sentiments racistes ; capacité d'empathie en relation avec les autres peuples ; profonde fraternité chrétienne – sont appropriées dans les années 50-60 par le discours officiel. Mais le lusotropicalisme n'est pas seulement cela. Ses aspects "dénationalisateurs" sont volontairement oubliés. À savoir : la valorisation des différentes contributions – africaine, amérindienne, orientale, européenne – à la civilisation commune – luso-tropicale – ; la nation de "l'unité de sentiment et de culture" qui se superposerait aux questions de souveraineté et qui pourrait fleurir au sein d'une entité transnationale et supranationale, une fédération culturelle avec de la place pour plus de deux États<sup>115</sup> »

Ainsi, le pouvoir récusait l'horizontalité culturelle induite par le lusotropicalisme de Gilberto Freyre, préférant une verticalité descendante où le Portugal serait au sommet et peu sensible aux cultures des peuples colonisées. Bien accueillie dans le milieu des historiens accommodés, elle l'a aussi été chez les historiens opposants âgés car la « visite de Freyre est un des moments où se révèle l'harmonie du régime et de "l'opposition démocratique" autour du nationalisme portugais, de l'intégrité de la "nation pluri-continentale portugaise" et de la vocation historique du pays<sup>116</sup> ». Le lusotropicalisme est donc devenu un puissant outil intellectuel pour justifier l'empire pluriséculaire portugais alors que les luttes pour la décolonisation se multipliaient à la surface du globe.

Durant la période allant de 1940 à 1960, les historiens n'ont pas modifié les objets abordés soit l'histoire de la nation et l'histoire de l'Empire. L'enjeu est ici de saisir les lentes inflexions, sans pouvoir parler d'un changement de paradigme d'écriture, tant celle-ci est restée dominée par le tropisme de l'histoire événementielle. Pour l'histoire de l'Empire, le souci de combler les lacunes des connaissances historiographiques des territoires colonisés cachait régulièrement une perspective plus politique. Le savoir était un outil du pouvoir, face aux risques de déstabilisation et des envies d'indépendance de certaines et certains militants indépendantistes.

## 1) Une « histoire immobile » de la nation ? La lente évolution de l'écriture des historiens accommodés

La formule d'Emmanuel Leroy Ladurie<sup>117</sup> est ici reprise pour l'image véhiculée. L'impression d'immobilité peut ainsi décrire l'écriture des historiens accommodés. En effet, ils ont

---

<sup>115</sup> Cláudia CASTELO, *op.cit.*, p. 139.

<sup>116</sup> Cláudia CASTELO, *op.cit.*, p. 138.

<sup>117</sup> Il s'agit du titre de son cours au Collège de France de 1973 sur la démographie française, où il entendait montrer que la France avait atteint un plafond de population, ne progressant que très lentement entre 17 millions et 20 millions de personnes sur la période 1300-1320 et 1720-1730 – soit entre la famine de 1315, et la banqueroute de Law en 1720. L'écriture de l'histoire d'Emmanuel Le Roy Ladurie s'appuyait sur les méthodes des différentes sciences sociales « dont elle a pris leurs vêtements » comme il le disait dans la conclusion. Nous sommes donc bien loin de la production historiographique du Portugal autoritaire durant la période s'étendant de 1940 à 1960

paru peu sensibles aux nouveaux souffles historiographiques qui se sont développés en Europe et d'autres régions du monde. Enfermée dans une écriture de l'histoire événementielle, l'histoire rédigée par les historiens accommodés a délaissé le domaine de la revendication politique qu'elle avait pu emprunter quelque peu durant la décennie 1930. Cependant, tout en gardant la nation au cœur de la réflexion historique, il ne faudrait pas grossir le trait car des inflexions historiographiques sont apparues. L'objectif est ici de présenter un tableau synthétique de l'écriture de la nation des historiens accommodés sur deux décennies, avec ses permanences et ses timides innovations.

Le courant dominant la production historiographique au Portugal restait l'histoire de tendance érudite, tournée vers la sphère politique et Salvador Dias Arnaut en fut une des principales illustrations. Né en 1913, il fait partie de la génération Oliveira Salazar et a réalisé l'ensemble de ses études en histoire-philosophie puis son doctorat d'histoire à l'université de Coimbra. Il y a été professeur jusqu'à sa retraite, après le 25 avril 1974. Le goût de Salvador Dias Arnaut « pour l'histoire locale et régionale, mis en évidence par la précieuse collection de monographies locales qu'il possède<sup>118</sup> » était donc certains. Son livre *La Bataille de Trancoso*<sup>119</sup> est issu de la publication de sa thèse de licence et en est l'illustration. Rééditée en 1951<sup>120</sup>, elle a obtenu le prix « Alexandre Herculano » du SPN de l'année 1951. La reconnaissance par le pouvoir autoritaire en faisait une œuvre de premier plan. La liste des sources utilisées<sup>121</sup> est courte et la bibliographie très majoritairement composée de titres en langue portugaise. Pour les auteurs étrangers cités<sup>122</sup>, un certain nombre sont des auteurs de siècles antérieurs au XX<sup>e</sup> siècle et il y a assez peu d'historiens contemporains<sup>123</sup>. Dans l'introduction, Salvador Dias

---

(Emmanuel LE ROY LADURIE, « L'histoire immobile », dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 29<sup>e</sup> année, n° 3, 1974. pp. 673-692).

<sup>118</sup> António de OLIVEIRA, « Jubilação Universitária do Doutor Salvador Dias Arnaut », dans *Revista Portuguesa de História*, n° XXII, 1985, pp. 201-206). (Jorge de Alarcão, « Doutor Salvador Dias Arnaut », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 31, 1996, pp. 1-11.

<sup>119</sup> Salvador Dias ARNAUT, *A Batalha de Trancoso*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1947. C'est ce livre qui dans les notes qui suivent sera mentionné.

<sup>120</sup> Salvador Dias ARNAUT, *A Batalha de Trancoso*, Barcelos, Companhia Editora do Minho, 1951.

<sup>121</sup> Elle se limite à trois lieux d'archives : les Archives nationales de la Torre do Tombo, la Bibliothèque nationale de Lisbonne et la Bibliothèque générale de l'Université de Coimbra. 9 manuscrits ont été consultés : 6 aux ANTT, 2 à la BN et 1 à la bibliothèque de Coimbra.

<sup>122</sup> Du fait de la thématique – une bataille entre l'armée portugaise et l'armée castillane – les livres les plus nombreux, en langue autre que le portugais, sont en espagnol. 13 sont écrits par des auteurs espagnols, allant du XVII<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle. Ensuite, 4 livres de deux auteurs d'expression anglaise – Aubrey Fitz Gerald Bell, un auteur anglais et Peter Edward Russel, un Néozélandais – sont référencés dont trois ont été traduits en portugais. En français, 2 livres sont cités : un livre de Froissart et un autre d'Édouard Perroy. Enfin, un auteur néerlandais du XVIII<sup>e</sup> siècle et écrivant en latin, Thomas Rymer est cité ainsi que l'historien allemand Henrich – qui est mentionné dans la bibliographie avec le prénom Henrique – Schaefer (Salvador Dias ARNAUT, *op.cit.*, pages 239-242).

<sup>123</sup> À l'exception de Peter Edward Russel, Aubrey Fitz Gerald Bell et d'Édouard Perroy. Quelques livres en espagnol sont des rééditions annotées par des auteurs contemporains dont deux de l'historien Juan de Mata Carriazo parus dans la décennie 1940.

Arnaut, insistait sur l'enjeu de son sujet : « La bataille de Trancoso s'inscrit dans la guerre que le Portugal a livrée à la Castille à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle pour maintenir son indépendance » (p. 7). L'introduction confirmait la perspective de l'auteur, peu dissimulée avec un tel titre de livre, d'une « histoire bataille ». Il a fait dans les premières pages le récit de la crise de 1383-1385 tout en se permettant quelques observations partisans et nationalistes. Ainsi, il a évoqué « l'étrange traité » (p. 7) de succession du roi Ferdinand ; il a parlé du peuple portugais comme d'un « défenseur de l'indépendance » (p. 7) et quand il a évoqué l'affirmation de Jean d'Aviz dans la lutte contre la Castille, il concluait : « Ce fut le premier pas vers la défense de la liberté » (p. 9). Le point de vue est clairement nationaliste.

Son investigation du détail le plus précis possible est perceptible. Une carte topographique avec les emplacements des troupes portugaises et espagnoles ainsi que les positions des forces castillanes est présente à la page 119. À la page 122 – en page hors texte – se trouve une photographie actuelle du lieu accompagnée de la légende « il est probable que la bataille se soit engagée dans ces terrains ». Le souhait de retrouver le lieu exact était donc fort chez cet auteur. La seconde partie du livre illustre ce souci de la précision. Il y a exposé la méthode qu'il comptait suivre pour donner la date de la bataille et se demandait « comment, en oubliant toutes ces opinions, y compris la nôtre, allons-nous traiter le problème de la date de la bataille ? Quelle est la méthode ? D'abord la fixation des sources » (p. 146). La démarche se voulait résolument scientifique et objective, en insistant sur l'éloignement de tout a priori. Après avoir recensé les sources fiables, il a commencé son enquête concernant la date juste. Plus, loin dans le chapitre II, il a exposé son enquête, pas-à-pas : « Conclusion à tirer : *la bataille de Trancoso s'est produite entre le 6 mai et le 9 juillet.* (n. : les italiques sont de l'auteur). Mais à quel moment de cette période ? » (p. 215) avant de prendre en compte le temps que l'information puisse parvenir du champ de bataille à l'endroit où est le roi, à Guimarães : « Il est possible d'ajouter, à la conclusion antérieure, que la bataille s'est produite *probablement entre le 21 mai et le 8 juin* » (p. 215). L'enquête se resserre, en affinant encore, pour conclure : « En somme : *la bataille de Trancoso a eu lieu, en 1385, entre le 6 mai et le 8 juin ; voire plus étroitement, à la fin de Mai ou au début de Juin (avant le 8) ; très probablement dans les premiers huit jours de juin* » (p. 217). Sans parvenir à fixer une date précise, dans l'impossibilité d'affiner davantage, il avançait malgré tout une période resserrée qui lui semblait la plus pertinente. Son objectif fixé au début du chapitre était atteint et son exactitude historique révélatrice d'une histoire événementielle et érudite, où une enquête de soixante pages a permis d'obtenir le résultat trouvé.

En somme, Salvador Dias Arnaut a réalisé un travail très sérieux, caractérisé par l'abondance des notes de bas de page, les citations de sources très longues, attestant de la rigueur



méthodologique de son travail. Dans un compte-rendu de lecture de la version de 1951, Yves Renouard semblait être convaincu par la démonstration de Salvador Dias Arnaut :

« Mais la modestie relative des chiffres, des cartes et plans de bataille, son étude des actes royaux de l'année et celle de la vitesse des communications rendent admissibles ses conclusions : la bataille se serait déroulée en gros comme l'a racontée Fernão Lopes, au jour qu'il indique (fin mai ou début juin 1385). La véracité générale du grand chroniqueur national portugais sort donc renforcée de l'épreuve très précise à laquelle a été soumis son récit dans ce cas particulier. [...] M. Dias Arnaut ne se préoccupe nullement de comparer cette bataille à d'autres de la même époque : il ne cite ni Delbrück, ni Oman, ni M. Ferdinand Lot dont les ouvrages fondamentaux d'histoire militaire auraient pu l'aider à le faire<sup>124</sup> ».

Son travail était loué malgré quelques critiques centrées notamment autour de la méconnaissance, ou bien peut-être de l'oubli volontaire, de la consultation de la bibliographie étrangère à des fins comparatives. Le travail louable réalisé par Salvador Dias Arnaut souffrait donc d'une focale trop centrée sur le Portugal et était le symbole d'une histoire indéniablement rigoureuse, locale et nationale mais ne cherchant aucunement à dépasser ces échelles. Sa méthode était à l'image de la production historiographique des historiens accommodés, stricte et scientifique mais dépassant rarement les frontières portugaises et aux antipodes de l'écriture de l'histoire influencée par les sciences sociales pratiquée au-delà de la frontière portugaise et surtout des Pyrénées. En conséquence, au tournant des années 1950, la pérennité du paradigme méthodique était certaine.

Torquato de Sousa Soares, un autre historien de l'université de Coimbra, a révélé une attraction ambivalente pour la production historiographique étrangère. Il fait partie de la génération de la transition autoritaire. Né en 1903 dans la ville de Porto, il a fait ses études d'histoire-géographie jusqu'en 1924 dans l'éphémère Université de Porto. Il est alors devenu professeur assistant puis professeur auxiliaire de 1927 à 1930, moment où la faculté de lettres de cette université ferma. Obtenant une bourse, il est parti en Espagne et s'est lié d'amitié avec Claudio Sánchez-Albornoz. Il intègre l'université de Coimbra après avoir présenté sa thèse de doctorat et il est resté en fonction jusqu'à sa retraite en 1973, à l'exception d'un séjour de deux années à l'université de São Paulo entre 1957 et 1959 auquel s'ajoutent les cinq ans où il est professeur aux Études générales d'Angola entre 1965 et 1970. Il a fait partie des membres fondateurs de la *Revista de História de Portugal* de l'université de Coimbra, membre de l'APH ainsi que de

---

<sup>124</sup> Yves RENOARD, « Salvador Dias Arnaut, *A batalha de Trancoso* » dans *Bulletin Hispanique*, tome 54, n° 2, 1952, pp. 228-229.

l'Académie royale d'histoire espagnole et de la Société de géographie de Lisbonne<sup>125</sup>. Décrit par Armando Martins comme « bien intégré dans *l'Estado Novo* » et « partisan de l'école méthodique », son parcours en fait un parfait exemple de l'historicisme néo-méthodique dominant à la FLUC<sup>126</sup>.

Torquato de Sousa Soares a montré l'oscillation entre innovation et tradition traversant le monde historien des années 1940 aux années 1960 par certains aspects de son parcours, plutôt que dans sa production historiographique. En effet, sa thèse de doctorat défendue à l'université de Coimbra s'inscrivait dans le genre de l'histoire locale. Elle a été consacrée à l'organisation municipale de la ville de Porto pendant le Moyen Âge, en pleine adéquation avec une histoire centrée sur les documents. Assez courte et écrite en grands caractères, elle dépassait à peine les 190 pages<sup>127</sup>. Dédiée « à l'éminent médiévaliste, le Professeur Docteur Paulo Merêa, Maître qui sait l'être avec une singulière grandeur » (p. 9), le cadre national voire la perspective nationaliste y est présente. Ainsi, il n'hésitait pas à parler de « notre ville » (p. 19) pour évoquer la ville de Porto, poursuivant un trait caractéristique d'écriture déjà mis en évidence pour la période précédente.

Ses trois thématiques de prédilection au long de sa carrière ont été : les institutions municipales portugaises ; la formation du Portugal<sup>128</sup> et le peuplement du territoire portugais<sup>129</sup>. Sa principale œuvre à cheval sur la décennie 1940 et 1950 fut *L'Histoire de l'Administration Publique au Portugal du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, la « Bible » du médiéviste selon les mots de Virgínia Rau<sup>130</sup>. Torquato de Sousa Soares entendait ainsi poursuivre le travail d'un « historien majeur du tournant du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles » Henrique da Gama Barros<sup>131</sup>. Il a donc enrichi de sept

---

<sup>125</sup> Armando MARTINS, « Torquato Brochado de Sousa Soares », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne. Par ailleurs dans un article José Mattoso insiste sur la qualité de certains de ses travaux sur la formation du Portugal (José MATTOSO, « história nacional e nacionalismo », dans *Prelo*, n° 9, 1985, pp. 9-16, d'après José MATTOSO, *A Escrita da História*, Lisbonne, Temas e Debates, 2019, p. 261).

<sup>126</sup> Pour les citations et l'observations voir la biographie d'Armando Martins (*idem*).

<sup>127</sup> Torquato de Sousa SOARES, *Subsídios para o Estudo da Organização Municipal da Cidade do Porto durante a Idade Média*, Lisbonne, Livraria Civilização, 1990 (réédition de sa thèse défendue et publiée en 1935 à Barcelos chez Companhia Editorial do Minho).

<sup>128</sup> Voir par exemple Torquato de Sousa SOARES, « A Presúria de Portugale (Porto) em 868. Seu significado Nacional », Porto, Publicações da Câmara Municipal do Porto, 1967, pages 14-15.

<sup>129</sup> Torquato de Sousa SOARES, *Formação do espírito nacional Português*, Coimbra, Coimbra Editora, 1949.

<sup>130</sup> Expression d'après la biographie d'Henrique Gama Barros d'Armando Luís de Carvalho Homem (voir note suivante).

<sup>131</sup> Henrique da Gama Barros est né 1832 et est mort en 1925. Juriste de formation, après des études à l'université de Coimbra, il a été quelque temps avocat puis a surtout occupé des fonctions administratives au Portugal. Il se définissait lui-même comme un juriste historien et a commencé ses travaux sur l'histoire de l'administration à partir des années 1860. Le premier volume de son *Histoire de l'administration* paraissait en 1885 et le quatrième volume en 1922, soit quelques années avant sa mort. Il a laissé le cinquième volume bien avancé mais inachevé. Il s'agit d'une œuvre de référence et selon le biographie, Armando Luís de Carvalho Homem, les médiévistes y ont encore recours, au moins pour voir ce qu'Henrique Gama Barros a pu dire ou ne pas dire sur tel ou tel document

volumes cette grande somme qui en comptait onze<sup>132</sup>. Sa production historiographique était fortement marquée idéologiquement et était notamment profondément religieuse comme il l'écrivait lui-même :

« Le Portugal étant peut-être le seul pays d'Europe dont les fils sont, simultanément, des paroissiens et des *fiis de l'Église*. Sur cette base, sur cette réserve d'énergies morales se forme l'esprit national du Portugal, l'âme de cette nation qui nonobstant son énorme diversité géographique, maintient une unité si impressionnante, qu'elle ne peut être forgée que par une profonde solidarité spirituelle. Quelle autre nation pourrait nous dépasser dans la force de ce sentiment ? [...] Que ce sentiment soit notre sentiment. Et tirons de notre Histoire la grande et consolatrice leçon : ce fut pour avoir réussi à concrétiser un idéal profondément humain et en conséquence profondément chrétien – idéal qui caractérise si fortement le sentiment national portugais – que le petit noyau portugais a pu se transformer en une grande et glorieuse nation<sup>133</sup> ! »

Pour Torquato de Sousa Soares, l'existence du Portugal était indissoluble de la religion chrétienne et elle fut un ferment de l'unité nationale portugaise. Par ailleurs il faut préciser que sa « position nationaliste radicale » semblait se renforcer dans les années 1960, notamment à partir de son séjour en Angola en pleine guerre coloniale<sup>134</sup>.

Si l'essentiel de la production historiographique de Torquato de Sousa Soares se rattachait à une histoire politique et érudite peu originale par rapport aux autres historiens accommodés, il a montré dès les années 1940 une ouverture, une véritable curiosité dans ses lectures et dont il rendait compte. Initiateur des cours d'été de l'université de Coimbra, il y a invité des professeurs étrangers. Il a aussi écrit quelques textes soulignant une attention particulière à ce qu'il se passait en dehors de la colline de Coimbra et des horizons portugais. Il écrivit ainsi tout un article pour montrer l'importance de l'œuvre d'Henri Pirenne :

« Injustement oublié parmi nous, le *bora*<sup>135</sup> du grand Historien belge mérite cependant d'être lu et médité par tous ceux qui se consacrent à l'étude de notre économie médiévale, et en particulier à nos institutions municipales. Réellement, les travaux de l'insigne Maître de l'Université de Gand sur le régime urbain du Moyen Âge – des travaux si riches en suggestions et en enseignements – ont pour nous en particulier un intérêt car ils se réfèrent spécialement aux cités flamandes avec lesquelles nous avons été, par l'intermédiaire de nos comptoirs commerciaux, en contact très étroit. [...] Réagissant au critère excessivement juridique qui a guidé les historiens précédent, PIRENNE (n. :*sic*) a construit sa théorie en

---

(Armando Luís de Carvalho HOMEM, « Henrique Gama Barros », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>132</sup> Torquato de Sousa SOARES, *História da Administração Pública em Portugal nos séculos XII a XV*, Lisbonne, Livaria Sá da Costa, 1945-1954, 11 volumes.

<sup>133</sup> Torquato de Sousa SOARES, *Formação do espírito nacional Português*, Coimbra, Coimbra Editora, 1949, pages 28 à 30.

<sup>134</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 262.

<sup>135</sup> Torquato de Sousa Soares fait ici référence au vent du nord-est qui touche l'Adriatique et compare donc l'historien belge à ce vent, comme la Belgique est au nord-est du Portugal.

cherchant à la fonder sur des solides fondamentaux de nature sociale et économique. Il faut conclure qu'il a réussi admirablement<sup>136</sup>. »

Sa curiosité pour l'histoire économique et sociale était donc manifeste, d'autant qu'elle était l'œuvre d'un historien étranger et les multiples louanges à l'égard de l'historien belge corroborent la sincérité de son intérêt. De plus, toujours dans une dynamique d'ouverture, son récit de l'invitation de Charles Verlinden est à relever. Elle se faisait dans le cadre particulier de l'Exposition du monde portugais de 1940 et grâce à l'appui de l'IAC :

« Il y a longtemps que notre Université pensait mettre en marche la venue d'un spécialiste étranger pour enseigner un cours d'Histoire Économique. L'idée est venue de Monsieur le Professeur Docteur Paulo Merêa, qui déjà en 1939, a rappelé l'opportunité de la concrétiser. Les commémorations centennaires de l'année suivante ont donné une excellente opportunité pour cela. Nous avons alors suggéré à l'IAC et à la Commission organisatrice des Congrès du Monde Portugais l'opportunité d'envoyer une invitation au Professeur Charles Verlinden, de l'Université de Gand, non seulement pour prendre part aux travaux du Congrès, mais aussi pour inaugurer les études d'Histoire Économique dans notre université. [...] Après une conférence sur le thème *L'Histoire, une science et un art* (n. : en français dans le texte), le Professeur Verlinden a commencé un petit cours d'initiation à l'Histoire Économique, en six leçons, qui ont eu une affluence encourageante des étudiants et des professeurs. [...] bien qu'il s'agisse d'un petit cours d'initiation, ce n'est pas pour cela que l'intérêt n'en fut pas moins exceptionnel, et le fait d'être le premier cours d'Histoire Économique qui se réalise dans notre Faculté de Lettres le relève. Les leçons du Professeur Charles Verlinden furent, réellement, d'une clarté et même d'une élégance aussi impressionnantes qu'il est sûr qu'elles ont eu une grande densité et une notable rigueur scientifique<sup>137</sup>. »

Ainsi, insistant sur la dimension innovante de l'événement scientifique, la présence de professeurs de la FLUC lors des cours d'été témoignait d'un certain engouement pour venir écouter Charles Verlinden. Le fait que l'IAC ait financé l'événement doit aussi être relevée et montrait que les historiens de Coimbra avaient convaincu l'institution fortement liée au pouvoir de subventionner la tenue du petit séminaire. Par ailleurs, la venue de Charles Verlinden pour un deuxième cours confirmait le dynamisme créé au sein de la FLUC, prenant cette fois la forme d'un séminaire où ont participé deux étudiants qui devinrent ensuite professeurs, Salvador Dias Arnaut et Luís Manuel Ferrand de Almeida<sup>138</sup>.

Outre cet enthousiasme à retranscrire la vie de son université, Torquato de Sousa Soares a rendu un vibrant hommage à Marc Bloch après sa mort, montrant l'intérêt qu'il portait pour ses travaux tout comme pour son action citoyenne :

---

<sup>136</sup> Torquato de Sousa SOARES, *Henri Pirenne, e o problema da origem das instituições municipais*, Coimbra, Coimbra Editora, 1939, pages 5 à 7.

<sup>137</sup> Torquato de Sousa SOARES, *Um Curso de História Económica*, Coimbra, Coimbra Editora, 1948, pages 5 à 9.

<sup>138</sup> Torquato de Sousa SOARES, *Mais um Curso de História Económica regido pelo Prof. Charles Verlinden*, Coimbra, Coimbra Editora, 1950, page 5.

« Plus que n’importe quel autre historien contemporain, Marc Bloch paraît destiné à exercer une action très féconde dans notre formation d’apprenant d’histoire. De fait, ce Juif considérait que le Christianisme élargissait la tradition des prophètes hébreux ; ce Français qui se sentait lié à l’héritage spirituel de sa patrie, et qui, pour cette raison, se considérait incapable d’en concevoir une autre où il pourrait respirer à son aise [...]. Assassiné le 16 juillet 1944 par un ennemi implacable, qui n’a pas su respecter sa condition de prisonnier, Marc Bloch avait 58 ans et a laissé une œuvre qui, sans être extraordinairement vaste, ouvre, comme une lueur, de nouvelles perspectives à l’Histoire, substituant le vieux concept de *science du passé* par celui de *science de l’homme* ou mieux, des *hommes* – des hommes dans le temps – science qui ne décompose pas l’homme en fonctions séparés, mais qui se place entièrement en lui. C’est pour cela que l’histoire évolue comme un homme, et comme elle est ingénieuse, est active. De fait, poursuit Lucien Febvre, l’Histoire – l’Histoire de Bloch – ne laisse jamais l’historien passif, comme serviteur inconscient du document. Non : c’est l’esprit qui cherche, c’est l’esprit qui guide – l’esprit qui court entre les faits comme le feu dans la brousse. Marc Bloch a laissé une brève étude de méthodologie historique qui, étant le reflet de sa vision d’historien, est en grande partie un programme de travail pour les jeunes historiens<sup>139</sup>[...]. Réellement, l’action des *Annales* est une action d’apostolat, comme toute l’action véritablement professorale. C’est dans ce climat, qu’implique l’esprit de sacrifice qui va jusqu’au renoncement, que se développe toute l’activité mentale de Marc Bloch. Combien de difficultés et combien d’incompréhension devine-t-on qu’il a fallu vaincre à travers une marche sûre, mais épuisante, pour réussir une œuvre intensément vécue<sup>140</sup> ! ».

L’hommage rendu à Marc Bloch était empreint de respect pour son travail et pour sa vie. En effet, l’admiration de Torquato de Sousa Soares se portait d’abord sur l’engagement militant de Marc Bloch durant la Seconde Guerre mondiale, notamment son attachement au sentiment patriotique – mêlé à sa judéité – qui semble avoir impressionné l’historien portugais. Ensuite, l’importance de la production historiographique de Marc Bloch est maintes fois répétées. Par exemple, il a parlé de *La Société féodale* comme d’une « œuvre véritablement magistrale ». Cependant, malgré l’enthousiasme dont il semble témoigner dans ses récits et dans ses recensions critiques « il n’est pas un partisan des *Annales*<sup>141</sup> » et malgré les éloges faits, son écriture s’inscrivait dans une veine historiciste. C’est tout le paradoxe de Torquato de Sousa Soares qui semblait lire et manifester un réel intérêt pour la production historiographique venue de l’étranger mais qui dans le même temps ne s’en inspirait pas pour ses propres travaux. Il y voyait de séduisants outils intellectuels sans pour autant les saisir comme si la crainte de se démarquer de la production historiographique portugaise avait surpassé son intérêt. Ce n’est donc pas à Coimbra mais à Lisbonne qu’il faut chercher les premiers pas de l’histoire économique et sociale.

---

<sup>139</sup> Il fait ici référence à l’*Apologie pour l’Histoire ou Métier d’Historien*.

<sup>140</sup> Torquato de Sousa SOARES, *Marc Bloch*, Coimbra, FLUC Instituto de Estudos Históricos Doutor António de Vasconcelos, 1947, pages 5 et 8.

<sup>141</sup> Armando MARTINS, « Torquato Brochado de Sousa Soares », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

Virgínia Rau est une historienne de la génération de la transition autoritaire. Né en 1907, elle a fait l'ensemble de sa carrière à l'université de Lisbonne et a été une pionnière dans l'introduction de l'histoire économique et sociale. Cet avant-gardisme s'explique par un séjour en France durant ses études. Elle a évoqué son séjour à l'étranger dans le *curriculum vitae* qu'elle écrit en 1968 pour l'IAC<sup>142</sup>. Alors qu'elle était inscrite en première année d'histoire-géographie en 1927-1928, elle est partie sans avoir terminé son année et racontait :

« S'étant absentée du Portugal, au printemps 1928, elle a interrompu son cours sans, pour autant, avoir abandonné l'étude, et elle a profité de ses séjours en dehors du Pays, notamment en France et en Allemagne, pour fréquenter divers cours durant les vacances ou bien pour les étrangers et commencer des recherches historiques dans des bibliothèques et des archives. À l'été 1939, elle a travaillé à la Bibliothèque Nationale de Paris, afin de recueillir des éléments pour l'élaboration d'une biographie sur Catherine de Bragançe, fille de Jean IV, son travail étant coupé par la déclaration de guerre. »

Les motivations de son séjour en France sont restées inexplicées. Pour autant, elle en a fait un élément à valoriser dans son cursus professionnel et de fait, la décennie passée à l'étranger lui a permis d'être au contact de toute une production historiographique innovante. Son rôle dans l'introduction de l'histoire économique et sociale au Portugal a été majeur :

« Dans le domaine de l'histoire économique et sociale, il faut détacher la contribution de Virgínia Rau et de ses travaux dédiés aux activités économiques et sociales du Moyen Âge et de la Moderne. L'introduction de problématiques que l'historienne aurait assimilé durant son séjour à Paris (1929-1939), à une période d'affirmation du groupe des *Annales* et de l'importance de l'œuvre de Lucien Febvre et de Marc Bloch, fut déterminante pour modifier la prédominance de l'historiographie de nature érudite qui datait du début de la faculté. L'importance et le prestige de ses travaux se sont traduits par les innombrables contacts avec des historiens européens et états-uniens, étant de nombreuses fois invitée à intervenir académiquement et incitant la venue de certains de ces auteurs au Portugal<sup>143</sup> ».

En contrepoint des autres historiens accommodés restés majoritairement dans des sociabilités et des réseaux portugais, Virgínia Rau se distinguait par son ouverture internationale. Ainsi, les archives de Fernand Braudel montrent que ce dernier avait connaissance de son nom, signe d'une certaine audience internationale de ses travaux d'histoire économique. Par exemple, dans une lettre écrite par Frédéric Mauro à Fernand Braudel, datée du 30 septembre 1960, et envoyée depuis Toulouse, il disait : « Bien cher Maître, Ci-joint le compte rendu d'un travail portugais. Pouvez-vous le publier dans les *Annales* ? Cela ferait plaisir à Virginia Rau. Très

---

<sup>142</sup> L'extrait qui suit est issu de l'article : Ana Ávila de MELO, João Luís CARDOSO, « Virgínia Rau. Uma medievalista na pré-história », dans *Estudos Arqueológicos de Oeiras*, n° 21, Oeiras, Câmara Municipal, 2014, pp. 511-546.

<sup>143</sup> Sérgio Campos MATOS, Jorge Ramos do Ó, *A Universidade de Lisboa nos Séculos XIX e XX*, vol. II, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, p. 932.

respectueusement à vous, (signature)<sup>144</sup> ». Cependant son rôle a été quelque peu oublié voire sujet à une « *damnatio memoriae*<sup>145</sup> », très certainement du fait de sa proximité très forte avec le pouvoir autoritaire<sup>146</sup>.

Rentrée au Portugal du fait du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, elle a alors décidé de reprendre ses études en histoire-philosophie tout en publiant une biographie sur Catherine de Bragançe parue en 1941<sup>147</sup>. Elle a soutenu sa thèse de licence en 1943 et Manuel Heleno lui a proposé de devenir assistante de l'université de Lisbonne. Devenue docteure en 1947 et professeure auxiliaire en 1952, elle a rapidement obtenu le grade de cathédrique. Ses travaux se sont concentrés sur la période médiévale mais elle s'est permise des incursions dans des périodes jusque-là peu étudiées comme l'a montré son travail de 1963 sur la banque au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>148</sup>. Elle a fait toute sa carrière à l'université de Lisbonne et y a exercé des fonctions importantes. En effet, elle a dirigé la FLUL entre 1964 et 1969, et fut la première femme à occuper cette fonction. Elle est morte prématurément en 1973, alors qu'elle n'était pas encore retraitée<sup>149</sup>.

La publication de sa thèse de licence, *Contribution à l'Étude des Foires Médiévales*<sup>150</sup>, a confirmé son attrait pour la littérature étrangère, si l'on analyse la bibliographie (pages 173-177). La première page énumère les sources consultées, qui sont toutes aux ANTT. Dans la section « livres publiés », se trouvent les références bibliographiques. Sur les 75 titres cités, 34 sont écrits en langue autre que le portugais soit près de la moitié des livres ; les auteurs étrangers, qui sont parfois cités pour plusieurs travaux, sont au nombre de 7 Français, 7 Espagnols, 4 Allemands, 4 Italiens, 1 Britannique et 1 Belge. Les livres vont du XVII<sup>e</sup> siècle à des livres publiés en 1942 pour deux titres : *Cambridge Economic History of Europe* de Joseph Calmette et *Moneta Credito Banche attraverso i tempi* de Gennaro Mondaini. Le travail de Virgínia Rau s'appuyait donc sur une historiographie très récente et largement composée de titres étrangers datant de la décennie 1930. L'ouverture internationale de ce travail était donc certaine.

Les premiers mots du livre l'ancrent tout de suite dans l'histoire économique : « Les foires sont un des aspects les plus importants de l'organisation économique du Moyen Âge [...]

---

<sup>144</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, Frédéric Mauro, feuille 6.

<sup>145</sup> Retraçant le parcours de cette historienne, l'expression est utilisée par les auteurs suivants (Voir Ana Ávila de MELO, João Luís CARDOSO, *op.cit.*).

<sup>146</sup> En novembre 2020, aucune personne n'a encore écrit la biographie de Virgínia Rau pour le *Dicionário de Historiadores Portugueses*.

<sup>147</sup> Virgínia RAU, *D. Catarina de Bragança, rainha de Inglaterra*, Coimbra, O Instituto, 1941.

<sup>148</sup> Virgínia RAU, *Elementos para a história bancária de Portugal (1797-1820)*, Lisbonne, Centro de Estudos Históricos, 1963).

<sup>149</sup> Voir sa biographie en ligne du Centre d'Histoire de la FLUL : <http://www.centrodehistoria-flul.com/virginia-rau.html>, consulté le 9 novembre 2020.

<sup>150</sup> Virgínia RAU, *Subsídios para o Estudo das Feiras Medievais Portuguesas*, Lisbonne, Bertrand, 1943.

Elles représentent le point de contact entre le producteur et le consommateur » (p.9) puis quelques lignes plus loin elle a fait référence aux autres pays européens, soulignant son attention aux autres contextes étatiques :

« Contemporaines du commerce errant, de l'activité commerciale exercée par les *regatões*, "colporteurs" (n. : en français), ou "*piepowders*", comme les désignait le droit anglais si suggestif, elles sont, avant tout, un phénomène économique qui se manifeste quand la nécessité d'échanger des produits impose non seulement un lieu déterminé pour se réaliser mais aussi une date régulière » (p. 9).

Elle a évoqué les foires de Champagne, notamment leur importance dans la mise en contact entre l'Europe du Nord et celle du Sud (p. 12), puis les foires italiennes, britanniques, allemandes, de Flandre (p. 13) et de Castille et Léon (p. 14). En définitive, elle a inscrit sa réflexion dans un espace continental, tout en relevant la faiblesse des foires portugaises par comparaison avec les autres foires :

« Au Portugal, le cadre était différent, je dirais même plus timide, et nous ne pouvons pas étendre aux foires portugaises certaines affirmations faites quant aux foires françaises ou flamandes. Sa situation géographique, à l'extrême sud-ouest de l'Europe, est en elle-même suffisante pour montrer que la différence doit être grande entre l'importance des unes et des autres. Les foires portugaises, mettaient en lien, fortement, la côte du Portugal avec l'"hinterland" luso-léonien ou luso-castillan, sa sphère d'influence était limitée par la position excentrée par rapport aux autres voies commerciales de cette période, et par la petite surface territoriale qu'elles pouvaient approvisionner.[...] Nous ne représentions pas une grande zone de production, non plus de transit terrestre, nous étions seulement une zone de consommation relativement peu importante, du fait de sa petite taille et de sa faible population. » (pages 14-15)

Adoptant, comme bien d'autres, les formulations situant son propos dans un cadre portugais par l'usage du « nous », elle justifiait donc son travail sur les foires en l'insérant dans une dynamique européenne.

Elle a procédé ensuite, dans la première partie de son ouvrage, à une longue liste des créations des différentes foires et de leur autorisation au long des différents règnes de la monarchie portugaise. Commençant au début du XII<sup>e</sup> siècle, par la foire de Ponte de Lima en 1125 – durant le règne de Thérèse, soit la mère d'Alphonse I<sup>er</sup> – son étude s'achevait en 1467, durant le règne d'Alphonse V. Après cette présentation chronologique, qui a depuis fait l'objet de critiques<sup>151</sup>, elle a procédé à des analyses plutôt succinctes et ses conclusions insistaient sur la particularité portugaise par rapport aux autres situations européennes :

---

<sup>151</sup> Par exemple, dans son dense mémoire de Master, Paulo Alexandre Morgado Cunha a remarqué que la date butoir choisie pour terminer son étude « est étrange » car à de nombreuses reprises, dans l'explication du texte, elle a dépassé le règne d'Alphonse V et a prolongé parfois ses analyses jusqu'au règne de Manuel I<sup>er</sup> soit au début du XVI<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi ce jeune chercheur propose de prolonger la période chronologique en allant jusqu'à 1521 (voir Paulo Alexandre Morgado CUNHA, *As Feiras no Portugal Medieval (1125-1521) : Evolução*,



« En tentant d'intégrer le Portugal dans l'Europe médiévale, nous trouvons des caractères dont la formation ne permettent pas d'établir un synchronisme entre [les marchands portugais] et ceux qui agissent au-delà des Pyrénées. Né tardivement du bloc asturo-léonais sous l'action de forces différentes et dans des conditions environnementales spéciales, le Portugal était destiné être représenté sur la carte féodale – comme l'appelle Marc Bloch – par un tracé très léger et espacé. Constitué en un État indépendant quand la société médiévale souffrait de profondes transformations, il n'a connu que de façon imparfaite et à l'état embryonnaire la structure sociale qui s'appelle le Féodalisme. [...] Les foires, entre nous, leur création et leur développement, rendent encore plus saillant l'aspect particulier de la vie économique et sociale dans l'espace péninsulaire qu'est la nation portugaise. Elles n'ont jamais été comparables en importance à leurs sœurs étrangères (p. 147) ».

Elle cédait en quelque sorte à une tendance de l'époque affirmant que le Portugal n'a connu que faiblement le féodalisme. Cette description s'insère dans une culture de l'exception très en vogue au Portugal crédité d'avoir évité une bonne partie des phénomènes qui se produisaient en Europe. Ainsi, y compris en adoptant une perspective d'histoire économique et sociale, Virgínia Rau succombait à certains travers de l'historiographie portugaise.

L'ensemble de ses travaux postérieurs<sup>152</sup> s'inséraient tous dans une histoire économique et sociale profondément influencée par l'histoire des *Annales*, sans partager la lecture politique d'un bonne partie des historiens de ce mouvement, situés davantage à gauche qu'à droite. De plus, sa production historiographique ne se limite pas à la période médiévale. Par exemple, le livre *Études sur l'histoire économique et social de l'Ancien Régime* a révélé l'envie de se pencher sur la période moderne à travers une nouvelle approche historiographique, comme le rappelle, dans l'introduction à la réédition de ce travail, José Manuel Garcia :

« Parmi les contributions les plus notables qui sont parus au Portugal, au regard de réalités si complexes, on compte la dizaine et demie de travaux de Virgínia Rau ici réunis. Ils sont de grande importance, non seulement par les sujets abordés mais aussi parce qu'ils esquissent les directions des multiples recherches à réaliser avec un esprit critique et de modernes prérequis scientifiques<sup>153</sup> ».

---

*Organização e Articulação*, sous la direction de Luís Miguel Ribeiro de Oliveira DUARTE, soutenu à la Faculté de Lettres de l'Université de Porto, 2019).

<sup>152</sup> Sur la période 1940-1960, il y a par exemple le livre *L'Exploration et le commerce du Sel à Setúbal* qui s'est concentré sur la période moderne, montrant que les intérêts de Virgínia Rau évoluaient et n'étaient pas cantonnés à la période médiévale (Virgínia RAU, *A Exploração e o comércio do Sal de Setúbal, Estudo de História económica*, Lisbonne, [s.n.], 1951. Aucun des catalogues, portugais ou français ne sont parvenus à identifier la maison d'édition. Cette absence est assez courante au Portugal jusqu'aux années 1930. Parfois la date fait aussi défaut. Il faut parfois redoubler d'astuce pour parvenir à trouver mais dans ce cas, je n'y suis pas parvenu. La seule information supplémentaire qu'il est possible de trouver est que la publication a été subventionnée par l'IAC, au verso de la page de titre). Elle s'est aussi intéressée à l'histoire maritime, signe d'une ouverture constante à de nouvelles thématiques (voir Comandante Avelino Teixeira da MOTA, « A Obra da Prof. Doutora Virgínia Rau no Campo da História Marítima », Lisbonne, Centro de Estudos de Marinha, separata, 1974.)

<sup>153</sup> Virgínia RAU, *Estudos sobre história económica e social do Antigo Regime*, Lisbonne, Presença, 1984, p. 7.

Le travail de Virgínia Rau montrait donc qu'il n'y avait pas forcément une incompatibilité entre un proximité politique avec le pouvoir autoritaire et une attention aux nouvelles pratiques historiographiques venues de France et des pays anglo-saxons.

\*

\* \*

Pendant la période 1940 à 1960, l'essentiel de l'écriture de l'histoire au Portugal est resté nationale. S'exprimant majoritairement depuis les deux universités en activité, la pratique des historiens accommodés s'ancrait toujours autant dans une histoire érudite, centrée sur l'histoire politique et les questionnements tournaient régulièrement autour des thématiques nationales, à travers une perspective nationaliste. Pourtant, les historiens universitaires portugais avaient bien conscience que les manières de faire de l'histoire étaient en plein changement ailleurs et quelques rares figures se sont intéressées à l'histoire économique et sociale.

La nation restait donc au cœur de l'attention historique, mais la question de l'Empire est devenue brûlante d'autant qu'il était important de mieux le connaître, dans un contexte international où guettait la désagrégation progressive des grands empires.

## 2) Approfondir les connaissances de l'Empire pour le défendre

La période 1940-1960 a été bornée par deux démonstrations commémoratives qui touchaient l'Empire soit l'Exposition du monde portugais de 1940 et le cinq-centenaire de la mort d'Henri le Navigateur. L'époque a aussi été caractérisée par la réappropriation par le pouvoir autoritaire du lusotropicalisme de Gilberto Freyre, face aux pressions internationales quant à l'Empire. Arme politique pour le pouvoir mais aussi un outil intellectuel pour les historiens, le lusotropicalisme a connu alors son moment faste. Certains historiens accommodés entendaient par leurs travaux parfaire les connaissances de l'Empire et le régime dictatorial a financé un bon nombre de publications. L'Empire valait bien la dépense des deniers publics, mais des contreparties étaient en quelque sorte attendues du pouvoir.

Cette période a été marquée par une dynamique internationale de lutte pour la décolonisation. Après la Seconde Guerre mondiale, à l'Est comme à l'Ouest, les deux grandes puissances soutenaient les revendications indépendantistes des colonies. Dans ce contexte relativement hostile, le Portugal entendait historiquement mais aussi sémantiquement, affirmer le lien

indélébile qui unissait la métropole avec ses colonies. Ainsi, un changement sémantique important s'est produit : l'Empire colonial est devenu l'Outre-mer. Les modifications ont eu lieu en 1951. À ce moment, l'Union indienne avait déjà obtenu son indépendance mais Goa restait encore portugaise et les mouvements indépendantistes se développaient progressivement en Afrique. Par le changement de Constitution du 11 juin 1951, dans la loi n° 2048, le titre VII s'est penché sur l'Empire, appelé « L'outre-mer portugais ». L'article 133 du chapitre 1 « principes généraux » de ce titre était éloquent :

« Il est de l'essence organique de la Nation Portugaise de jouer la fonction historique de coloniser les terres des Découvertes sous sa souveraineté et de communiquer et de diffuser parmi les populations ici existantes les bénéfices de sa civilisation, exerçant aussi son influence morale qui est sous la tutelle du Patronage de l'Orient »

L'inaltérabilité politique et religieuse de la domination portugaise était ici affirmée. C'est l'article 134 qui a procédé au changement de nom : « Les territoires ultramarins du Portugal [...] sont désignés génériquement comme "provinces" et ont une organisation politico-administrative en accord avec la situation géographique et aux conditions du milieu social. » Signalons que ce changement de désignation ne concerne pas les principales et principaux concernés. En effet, les populations vivant dans les colonies continuent d'être désignées comme des « indigènes ». Le changement de nom a affecté aussi le ministère chargé de ces territoires. Le ministère des Colonies, créé au tout début de la République en 1911 devenait le ministère de l'Outre-mer quelques jours après les modifications de la Constitution<sup>154</sup>. Il faut signaler que les deux textes ont été signés par le président de la République de l'époque, António de Oliveira Salazar, qui a occupé entre le 18 avril 1951 et le 9 août 1951 cette fonction, après la mort d'Óscar Carmona et en attendant la nomination d'Américo Thomaz.

Le lien avec l'Empire était aussi un lien affectif car certains historiens y sont nés ou bien y ont passé une partie de leur vie<sup>155</sup>. Alexandre Lobato est un de ces historiens fils de l'Empire. Né en 1915, il fait partie de la génération Oliveira Salazar. Fortement attaché à son lieu d'origine, il évoquait dans l'un de ses livres son lien avec la ville de Lourenço Marques<sup>156</sup>, parlant d'un « exil – 24 ans d'absence<sup>157</sup> – » lorsqu'il est retourné pour la première fois au Mozambique. En effet, il avait dû se rendre au Portugal pour suivre des études d'abord de droit puis

---

<sup>154</sup> Le décret-loi n° 38 300 du 15 juin 1951 institue ce changement sémantique.

<sup>155</sup> Voir les données du chapitre 2.

<sup>156</sup> Il s'agit de la capitale actuelle du Mozambique appelée depuis l'indépendance Maputo.

<sup>157</sup> Alexandre LOBATO, *Quatro Estudos e uma evocação para a história de Lourenço Marques*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar, coleção « Estudos Moçambicanos », 1961, p. 11. Par ailleurs, dans un des quatre essais qui compose ce recueil, appelé « La ville des Acacia rouges », il se souvient de son enfance et décrit sa vie dans « le groupe blanc » de « cette tranquille petite ville jetée dans ce coin d'Afrique » (pages 151-152).

rapidement, s'inscrire en histoire-philosophie à la FLUC. Il a terminé sa licence en 1949 et a occupé différentes fonctions dont celle de rédacteur pour le SNI puis bibliothécaire du Ministère de l'Outre-mer. Son intégration dans le régime autoritaire était certaine car il a notamment été député entre 1961 et 1965<sup>158</sup>. Les postes qu'il a occupés étaient régulièrement tournés vers l'Empire : inspecteur de l'enseignement du ministère de l'Outre-mer à partir de 1960, il a été professeur à l'université de Lourenço Marques entre 1968 et 1973 et y repris ses fonctions jusqu'en 1977, alors que l'université s'appelle Eduardo Mondlane. Il a en outre dirigé les Archives historiques du Mozambique. Rentré à Lisbonne en 1977, il y est mort en 1985<sup>159</sup>. Sa vie et son parcours ont donc suivi l'histoire récente de l'Empire portugais jusqu'à son terme, par le retour en métropole des colons<sup>160</sup>.

L'essentiel de sa production historiographique s'est focalisé sur sa terre natale qu'il entendait mieux connaître et dont il se proposait de faire l'histoire. Alors qu'il n'a pas encore terminé sa licence d'histoire, il a déjà publié une *Histoire de la fondation de Lourenço Marques* en 1948<sup>161</sup>. Ce livre inaugurait une nouvelle collection d'études mozambicaines, dont la préface mettait en évidence le faible nombre de publications existantes sur la colonie et plus généralement sur l'ensemble des colonies portugaises. Pour pallier le manque constaté, les auteurs lançaient justement un appel à contribution afin de créer un noyau d'érudits mozambicains :

« L'initiative nous paraît utile car il existe déjà dans cette Colonie un grand groupe de personnes qui aime étudier et savoir, et il lutte avec le manque d'éléments de travail, parce que la bibliographie mozambicaine, en plus d'être insuffisante, n'est pas d'accès facile. [...] Nous ne connaissons pas un nombre suffisant de personnes capables de collaborer dans notre entreprise, avec le sens que nous entendons lui donner. Mais il y a certainement beaucoup de savants méritants, capables de nous aider, voire même envisager que la Colonie mozambicaine pourra fournir un groupe de chercheurs de mérite » (pages VII et VIII).

Mais à la nécessité d'un approfondissement des savoirs historiques pour mieux connaître un bout de l'Empire formulé dans la préface, l'introduction répondait par une approche bien différente. En effet, Alexandre Lobato évoquait avec insistance sur l'importance vitale des colonies pour le Portugal et le besoin d'histoire devenait soudainement politique. L'appropriation du lusotropicalisme y était certaine notamment quand il soulignait qu'« aucun autre peuple n'a

---

<sup>158</sup> Dans le chapitre 3, nous avons montré son engagement en 1955 pour défendre les droits des Portugais à La Haya face aux revendications indiennes.

<sup>159</sup> Pour ces éléments biographiques, voir son CV écrit au moment de sa mort dans un hommage rendu par la revue *Clio* (« Alexandre Marques Lobato, Curriculum », *Clio - Revista do Centro de História da Universidade de Lisboa*, vol. 5, 1985 (separata) ; à noter qu'il n'y a pas d'auteur ou autrice mentionnée).

<sup>160</sup> Christophe ARAÚJO, « Alexandre Lobato », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>161</sup> Alexandre LOBATO, *História da Fundação de Lourenço Marques*, Lisbonne, Edições da Revista « Lusitânia », coleção Estudos Moçambicanos, 1948.

donné aussi tôt à sa politique cette caractéristique universelle qui fait du Portugal la Nation colonisatrice par excellence » (p. XII-XIII). La réussite de la colonisation portugaise lui permettait d'affirmer l'impossibilité de séparer le Portugal de ses colonies. Un an après l'indépendance de l'Inde, la menace existait il constatait : « le Portugal ne peut cesser de considérer les Colonies comme ses prolongements naturels, en lui intégrées. [...] Les Colonies ne sont pas considérées et n'ont jamais été considérées séparément, la Nation est un bloc politique » (p. XIII). Toutefois, après sa défense de l'inaliénabilité de l'Empire, la fin de l'introduction délaissait la dimension politique pour adopter une posture davantage historique.

L'année suivante, dans l'*Histoire de la Forteresse de Lourenço Marques*<sup>162</sup>, il poursuivait son travail de recherche sur la ville de Lourenço Marques. Le livre est préfacé par Marcelo Caetano, à ce moment professeur de droit à l'université de Coimbra, qui insistait sur la rigueur historique de Lobato :

« Dans ces essais, se sont détachées des qualités qui distinguent le chercheur, et dans notre Pays, s'il y a un certain nombre de personnes qui écrivent de l'histoire, très peu savent bien l'écrire. Pour être historien, il faut des capacités intellectuelles et morales peu communes. L'intelligence du passé, servie par une imagination reconstructrice des faits, des ambiances, des situations des personnalités d'autrefois, ne suffit pas : il faut la probité scrupuleuse qui seulement fonde les certitudes sur les documents, après les avoir examinés avec toute la rigueur scientifique, mais il faut aussi que dans l'exposition abonde toujours les affirmations avec l'indication des sources respectives. Cet amour fidèle du document, cet esprit critique qui soumet la preuve à l'examen externe et interne pour séparer le témoignage, quand cela est possible, des préjugés et des intentions de qui les a écrits ; cet attachement à ce qui s'est produit, cette humble ignorance de ce que les sources ne permettent pas de certifier, tout en restituant et vivifiant nonobstant le passé comme pouvoir évocateur, sans réduire à la simple compilation de témoignages – c'est ce que nous trouvons chez Alexandre Lobato » (p. VII-VIII).

Marcelo Caetano, laudateur, attribuait donc à Alexandre Lobato un ensemble de qualités attendues de l'historien. Elles étaient certes rattachables à une définition de l'historien très proche de celle fournie par Charles Langlois et Charles Seignobos – évidente par la mention de la critique interne et externe – démontrant une nouvelle fois que le paradigme méthodique restait l'horizon partagé et l'idéal à incarner pour les historiens accommodés.

Toujours dans un objectif de doter l'histoire mozambicaine de monographies, il s'est lancé dans un projet en trois volumes : *L'Expansion portugaise au Mozambique de 1498 à 1530*<sup>163</sup>. Le dernier volume était un ouvrage d'histoire économique et sociale des forteresses de

---

<sup>162</sup> Voir Alexandre LOBATO, *História do Presídio de Lourenço Marques, 1782-1786, Vol 1*, Lisbonne, Estudos Moçambicanos, 1949.

<sup>163</sup> Alexandre LOBATO, *A Expansão portuguesa em Moçambique de 1498 a 1530*, Livre I, *Descobrimto e ocupação da Costa, 1498-1508*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, coleção « Estudos moçambicanos », 1954. Le volume II paraît la même année alors que le volume III paraît en 1960.

Sofala et Mozambique, très différent de l'histoire écrite par Alexandre Lobato jusque-là. Il s'intéressait aux prix, aux marchandises et s'insérait donc résolument dans une histoire proche de celles des *Annales*. Il faisait figure de pionnier dans ce domaine et identifiait les différentes difficultés auxquelles il a dû faire face : « De cette façon, j'ai été privé de supports bibliographiques, aussi bien nationaux qu'étrangers. Il n'y a pas encore de travail digne d'être relevé sur l'action économique du Portugal au Mozambique, et le peu qui a été écrit dans le domaine est épisodique et fragmenté<sup>164</sup>. »

Dans le premier volume, après la page de titre, se trouve l'autorisation de publication du pouvoir dans la mesure où l'agence générale de l'Outre-mer, rattachée au ministère idoine, finançait l'édition : « Cette publication a été autorisée par dépêche de Son Excellence le Ministre le 2 janvier 1954 ». La proximité avec le pouvoir se confirmait dans les remerciements adressés au ministre des Colonies, le commandant Sarmento Rodrigues, qui « a pleine conscience que nous avons un patrimoine à défendre et que l'expansion portugaise dans le Monde est le meilleur titre du Portugal dans l'histoire de la civilisation » (p. 13). D'emblée, dans la préface, il insistait sur la nécessité de l'histoire coloniale pour le Portugal :

« Il ne me semble pas facile de restituer la vérité à l'histoire déformée et incomprise de l'action portugaise au Mozambique, mais je suis certain qu'un sérieux effort dans ce sens s'impose dans l'historiographie nationale. Nous sommes bien trop sujets à ce que notre histoire soit faite par d'autres, étrangers à la psychologie de la race, étrangers à la nature du peuple, insuffisamment préparés dans le processus de formation de la nationalité, de sa culture et de son idéologie sociale et morale. Dès lors le danger est évident de présenter des conclusions erronées par incompréhension de la manière spéciale que le Portugais a eue et a en s'installant en dehors de la Métropole, en vivant avec des peuples étrangers et les convertissant au système de la vie qu'il utilise. Pour différentes raisons, et pour commencer par ce que j'aime passionnément la vieille terre mozambicaine, je ne serai pas la personne la mieux indiquée pour supporter ce fardeau, et je ne promets pas d'y arriver un jour. Si je me présente avec cette tentative de révision, je dirais plutôt, de reconstruction critique de l'histoire du Mozambique sur de solides racines dans les sources documentaires, c'est seulement parce que je sens la nécessité et l'urgence d'ouvrir des chemins, d'extraire l'historiographie mozambicaine du marasme où elle se trouve. Ainsi, il rendra possible le surgissement de travaux monographiques comblant les lacunes, éclaircissant les obscurités et corrigeant les erreurs qu'ici et là doivent se trouver à chaque page des volumes de cette œuvre, avec le temps, le progrès de l'historiographie, les découvertes de nouvelles sources, et même sa meilleure interprétation<sup>165</sup>. »

Le positionnement paradoxal d'Alexandre Lobato transparaisait. En effet, d'un côté il insistait sur la rigueur de sa méthode scientifique, afin de montrer qu'il s'était bien approprié les

---

<sup>164</sup> Alexandre LOBATO, *Aspectos e problemas da vida económica, de 1505 a 1530*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, coleção « Estudos moçambicanos », 1960, p. 11.

<sup>165</sup> Alexandre LOBATO, *A Expansão portuguesa em Moçambique de 1498 a 1530, Livro I, Descobrimto e ocupação da Costa, 1498-1508*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, coleção « Estudos moçambicanos », 1954, pages 7 et 8.

rudiments de la démarche historique, corrigeant par ailleurs le terme « révision » par « reconstruction » car il était bien conscient que son travail risquerait de paraître trop politique pour un écrit se présentant comme scientifique. Il voulait surtout apparaître comme un initiateur de travaux historiques impériaux, laissant à d'autres la possibilité de poursuivre le travail. Cependant, d'un autre côté, l'intérêt politique de son ouvrage était à peine voilée car il voulait combler les lacunes de l'histoire coloniale pour occuper un espace historiographique et surtout éviter que d'« autres » historiens, sous-entendant des historiens d'autres puissances coloniales<sup>166</sup>, ne se missent à écrire dessus. Il discréditait donc toute concurrence historiographique impériale, accusant les historiens d'autres pays de ne pas être en capacité de comprendre la colonisation portugaise et discréditait toute tentative de saisir le génie colonial portugais, dans une stratégie de différenciation portugaise complètement assumée.

En outre, à nouveau, les idées du lusotropicalisme étaient revendiquées comme moyen de défense face aux mouvements anticoloniaux et aux éventuelles critiques :

« À cette heure où l'anticolonialisme atteint son sommet et qu'autour de lui se tisse la monstrueuse toile de l'injustice et de la calomnie, ce n'est pas un mal pour un peuple d'esprit universel et de vocation œcuménique de mettre les idées et les faits à leur place, de mettre à jour la vérité, et de montrer, en le prouvant, comme fut humaine et digne la présence du Portugal dans cette zone africaine, tentant d'un côté d'inculquer à l'homme noir de nouveaux concepts d'ordre moral et social, respectant d'un autre côté les traditions, les us, les coutumes et les institutions sociales et politiques natives dans la mesure où elles ne s'opposaient pas aux fondamentaux de la morale chrétienne ou étaient susceptibles de coexister jusqu'à leur disparition définitive. Je suis convaincu que l'histoire du Mozambique est la plus belle et fertile leçon du système colonial portugais. [...] À la fin, on ne pourra pas s'empêcher de penser qu'au milieu d'un monde d'appétits et de profits, nos agissements avec de si faibles moyens, en personnes, matériel et argent, revêtent des aspects miraculeux, inexplicables, si nous ne recourons pas à une solution d'ordre psychologique. Si aujourd'hui, en dehors de nos frontières, on commence à croire dans la vocation œcuménique des Portugais, qui est une façon d'être indéfinissable, caractérisée par une perspective et une action par simple présence, par une communication facile et une compréhension fine, familière et fraternelle avec les plus diverses mentalités sociales, par un sens de l'adaptation, de l'improvisation et de l'accommodation, qui nous donne la sympathie du non civilisé et la possibilité non seulement d'obtenir sa compréhension, mais aussi sa soumission à nos objectifs. Qu'il en fût toujours ainsi, l'Histoire le prouve, et de façon éloquente au Mozambique » (p. 9 à 11).

Toute la rhétorique de la spécificité portugaise et des traits du lusotropicalisme apparaissent ici : l'universalisme, le pacifisme des méthodes et donc l'inutilité de parler de violences coloniales, l'adaptabilité, la tolérance vis-à-vis des modes de vie des populations colonisées – dans l'attente de leur disparition et surtout de leur adéquation aux valeurs chrétiennes. La colonisation portugaise n'avait, à en croire l'historien, aucun défaut et seules des qualités, qui

---

<sup>166</sup> Je me trompe peut-être mais il me semble difficilement concevable qu'Alexandre Lobato fasse référence ici aux historiens des territoires colonisés, tant le mépris à l'égard des peuples colonisés était fort.

plus est supérieures par rapport aux autres colonisations européennes. À mesure que le gouvernement portugais mettait en avant la spécificité portugaise et louait le génie colonisateur de la nation, l'idée de l'indépendance paraissait ridicule à Alexandre Lobato car les peuples colonisés étaient, pour lui, dans une servitude volontaire irréversible et adhéraient aux principes supérieurs culturellement des Blancs portugais. L'Empire ne semblait que douceur et colonisateurs et colonisés en tiraient un mutuel profit.

Enfin, dans son livre *Sociologie politique de l'expansion et autres essais*<sup>167</sup>, publié en 1957, Alexandre Lobato a poussé à son paroxysme sa vision de l'Empire et de la colonisation portugaise. Elle était, pour lui, singulière : « En effet, notre manière d'entrer en contact avec d'autres peuples, avec honnêteté, probité et respect, pour eux et pour nous, a donné au colonialisme portugais des caractéristiques propres. » (p. 8). Afin de renforcer cette position, il donnait l'exemple du respect avec lequel les Portugais traitaient les peuples, tout en affirmant le sentiment de supériorité et le mépris à l'égard des colonisés : « il est curieux, et même important, de noter que les Portugais appellent toujours roi un quelconque stupide chef noir, tout aussi sauvage soit-il » (p. 14). L'action des Portugais se résumait au commerce, à la propagation de la foi et plus généralement à l'œuvre civilisatrice portugaise :

« La présence portugaise ne fut pas passive et très tôt les capitaines, intendants, négociants et missionnaires ont inculqué dans l'âme noire le respect de certains principes du style européen quant aux libertés individuelles, aux droits d'évangélisation, et la foi dans l'exécution des contrats. Il paraît que cette action civilisatrice doit beaucoup à trois facteurs : la franchise des Portugais, qui dans leurs contrats d'affaires payaient le juste prix local des marchandises ; l'action évangélisatrice des missionnaires, qui se présentaient comme les porteurs d'un nouvel ordre moral, de contenu remarquable ; la sociabilité des Portugais en milieu indigène. Je ne sais pas lequel des trois facteurs fut autrefois le plus significatif dans la civilisation du noir, ou mieux, dans l'adoucissement de la barbarie noire » (p. 15).

La hiérarchisation des peuples, entre des Blancs supérieurs et des Noirs inférieurs, était évidente dans son argumentation et les populations colonisées n'étaient que les récepteurs passifs de la civilisation et des pratiques européennes. La verticalité des apports civilisationnels portugais ne pouvait pas être remise en cause. En effet, le Portugais « s'intègre dans les habitudes et les idées du milieu, avec la vertu de ne pas perdre pour autant, comme bon chrétien qu'il est, la supériorité de la vision de son portugaisisme<sup>168</sup> [...] le colon est le trait épais unissant le

---

<sup>167</sup> Alexandre LOBATO, *Sociologia política da expansão e outros ensaios*, Lisbonne, Revista do Gabinete de Estudos Ultramarinos, Centro de Estudos Políticos e sociais da Junta de Investigadores do Ultramar, 1957. Par ailleurs, il est intéressant de relever la mention de la sociologie dans le titre, dans un pays où il a fallu attendre le 25 avril 1974 pour que cette science humaine puisse être enseignée et étudiée dans l'Université portugaise.

<sup>168</sup> Ce mot est défini dans le dictionnaire Infopédia comme « la façon spécifique d'être et de sentir, inhérente à la nature des Portugais ». (<https://www.infopedia.pt/dicionarios/lingua-portuguesa/portuguesismo>, consulté le 12 novembre 2020).



Portugal et la savane » (p. 16). L'opposition entre la civilisation blanche et la barbarie noire était donc filée dans la pensée d'Alexandre Lobato. Enfin, tous les peuples de l'Empire pouvaient s'intégrer, à la seule condition de devenir chrétien :

« Je veux dire que les sujets englobés dans la souveraineté portugais – blancs, noirs, jaunes, mulâtres (n. : *pardos*, littéralement marron clair), métis – jouissaient de la même protection des lois et du roi, première justice de la Nation, à condition du moment qu'il en fasse effectivement partie. Comment ? À partir du moment où ils devenaient chrétiens. La pleine citoyenneté portugaise était marquée par cette condition fondamentale : être chrétien. Ce fut sur cette base de l'ordre moral que s'est fondée toute l'action ultramarine du Portugal » (p. 18).

L'intégration et l'assimilation ne pouvaient pas se faire à tout prix et la foi chrétienne était un indispensable prérequis. Elle rappelait par ailleurs le poids des missionnaires dans la colonisation, notamment africaine, et le soutien actif de l'Église catholique à la colonisation. Il concluait ce texte par une défense de l'Empire dont l'importance est indispensable à la survie du Portugal : « Nous sommes donc l'unique peuple d'Europe qui aime vraiment l'outre-mer, qui ne comprend pas l'existence, ne trouve pas le sens de la vie sans lui. Amputé des provinces que nous avons en dehors de l'Europe, ce n'est pas romantiquement que nous restons dans le monde comme un vieux fatigué qui a perdu tous ses fils » (p. 22-23). L'Outre-mer « est la garantie que le Portugal continue. Il a devant lui le chemin du futur, parce qu'il est la chair de notre chair » (p. 23). À travers ces deux citations, l'assimilation de l'Empire à un enfant, rappelait d'une part la supériorité implicite du Portugal, assimilé au père, géniteur et détenteur de l'autorité, mais il sous-entendait aussi qu'il était le seul moyen de pérenniser le Portugal, au risque de perdre toute audibilité dans la concurrence internationale. La famille impériale portugaise ne pouvait donc pas être séparée.

Dans les nombreux écrits historiques d'Alexandre Lobato, l'Empire était central. Pour lui, il fallait mieux connaître ces territoires pour comprendre le solide lien qui ne pouvait pas rompre et qui unissait la métropole et ses possessions. La nation portugaise n'était pas qu'euro-péenne, elle était surtout impériale. Ses travaux historiques étaient rigoureux d'un point de vue méthodologique mais parfois, ils glissaient dans le champ politique, Alexandre Lobato ne pouvant pas supporter les critiques à l'encontre de l'Empire. Étudier l'empire était donc vital pour rappeler l'histoire et le sens d'un monde pluricentenaire, qui risquait de vaciller à tout moment dans le contexte de la décolonisation.

D'autres auteurs ont davantage ciblé l'édition de documents pour étudier et rappeler le lien entre la métropole et les colonies. Comme Alexandre Lobato, le prêtre António da Silva

Rego a passé une bonne partie de sa vie à naviguer entre différents points de l'Empire portugais. Il appartient à la génération de la transition autoritaire. Né en 1905 à Famalicão, il est parti jeune au Séminaire Saint-Joseph de Macao où un cousin y était recteur et il est entré en 1926 dans les ordres. Prêtre à Singapour entre 1928 et 1938, il y développe son intérêt pour le Patronat d'Orient<sup>169</sup>. Il est envoyé à l'université de Louvain en « Sciences historiques » et il a terminé sa licence en 1942 alors que la Belgique est occupée par l'Allemagne nazie. Il s'est établi à Lisbonne et a intégré l'École supérieure coloniale sur invitation de Marcelo Caetano, à ce moment ministre des Colonies. Il y fit toute sa carrière d'historien, et cela jusqu'à sa retraite<sup>170</sup>. Il a occupé parallèlement des fonctions politiques en étant procureur dans la Chambre corporative de façon ininterrompue entre 1953 et 1974, signe d'une adhésion évidente au régime<sup>171</sup>. L'ensemble de sa production historiographique s'est centrée sur l'Empire et il s'insérait dans une histoire résolument « érudite et scientifique » voire « documentaliste<sup>172</sup> » avec pour objectif de contribuer à l'édition de la documentation concernant l'Empire.

Son œuvre *Documentation pour l'Histoire des Missions du Patronage Portugais de l'Orient*<sup>173</sup> est le reflet de ce désir d'accroître les connaissances historiques sur l'Empire. La publication de cette grande série de documents s'est étendue sur 12 volumes. L'éditeur n'était autre que l'État et António da Silva Rego disposait de sa bienveillance et de son regard approuvateur, comme il est possible de le constater dans le Volume I, après la page de titre, avec la mention suivante : « Cette publication a été autorisée par dépêche de Son Excellence le Ministre des Colonies, le 24 octobre 1943 ». Le premier volume réunit 203 documents annotés et accompagnés d'explication pour les abréviations et certains éléments des documents. Il s'agit donc d'une édition critique. L'objectif est délimité dans l'introduction :

---

<sup>169</sup> Le patronat d'Orient est le droit de juridiction que l'Église a concédé au Portugal dans les terres d'Orient, tant portugaises qu'étrangères à la souveraineté de Lisbonne. Cette institution s'est développée et a accompagné l'expansion portugaise dès le XV<sup>e</sup> siècle ([https://www.infopedia.pt/\\$padroado-ultramarino-portugues](https://www.infopedia.pt/$padroado-ultramarino-portugues), consulté le 13 novembre 2020).

<sup>170</sup> Pour l'ensemble des données biographiques énumérées précédemment voir sa notice consultable en ligne sur : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=11345>, consulté le 11 novembre 2020.

<sup>171</sup> [http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa%5Chtml/pdf/r/regu\\_antnio\\_da\\_silva.pdf](http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa%5Chtml/pdf/r/regu_antnio_da_silva.pdf), consulté et téléchargé le 11 novembre 2020.

<sup>172</sup> Judite Antonieta Gonçalves de FREITAS, « Perspectivas Históricas da obra de António da Silva Rego », dans *Revista da Faculdade de Ciências Humanas e Sociais*, n° 3, pp. 79-88.

<sup>173</sup> António da Silva REGO, *Documentos para a História das Missões do Padroado Português do Oriente*, Lisbonne, Agência Geral das Colónias, 1947-1958, 12 volumes. Dans ce travail, je n'ai consulté que le premier volume, publié en 1947, centré sur la documentation de l'Inde sur la période 1499-1522. Le contexte d'écriture du premier volume est celui du conflit mondial qui semble avoir ralenti le travail d'António Silva Rego car il a terminé de rédiger l'introduction le 1<sup>er</sup> juillet 1945 précisant : « Les circonstances anormales de la guerre nous ont empêché d'effectuer des recherches dans des archives étrangères, où nous suspectons cependant qu'il ne sera pas possible d'y trouver des éléments intéressants qu'au-delà des dates précédemment citées [soit 1542] » (p. VI et VII).

« Le volume maintenant présenté au public inaugure la publication de tous les documents relatifs à l'histoire des missions portugaises orientales, existantes dans les archives nationales et étrangères. Nous prétendons étudier l'action missionnaire et sociale des Portugais en Orient, car il est impossible de tenter de les séparer. L'« Histoire du Patronage Portugais en Orient » dont le premier volume doit paraître rapidement, entend narrer la geste merveilleuse que les Portugais ont su écrire depuis les jours radieux de 1498, quand ils sont entrés dans le port de Calicut, jusqu'à nos jours, à travers les aléas de la politique, des vicissitudes infinies et d'obstacles indicibles<sup>174</sup>. »

António da Silva Rego voulait identifier les documents du passé portugais en Inde. Mais cette approche qui semble purement historique et religieuse, malgré les éloges formulés à l'égard des Portugais, avait aussi une portée politique. Ainsi, le rôle du gouvernement était une nouvelle fois souligné dans la préface : « Cette monumentale étude, dans laquelle s'est courageusement lancée l'Agence Générale des Colonies ». De surcroît, António Silva Rego identifiait la double intention non dissimulée de l'agence contrôlée par l'État portugais. D'abord, elle permettait de donner aux chercheuses et chercheurs étrangers ou portugais l'accès à des sources sur lesquelles ils pouvaient fonder leurs travaux. Elle montrait l'importante documentation détenue dans les archives portugaises et facilitait le travail de recherche historique. Mais dans le même temps, les sources peuvent être compilées pour être mobilisées, au cas où :

« La finalité que nous nous proposons est cependant plus vaste, et c'est elle qui a poussé l'Agence Générale des Colonies à entreprendre la publication des documents. Grâce à eux, les savants nationaux et étrangers pourront – sans sortir de leurs territoires – élaborer des études sur l'action missionnaire et sociale des Portugais en Orient. On sait, par triste expérience, que l'ignorance de notre documentation – si vaste et si importante – a donné l'occasion à ce que notre passé historique ait été faussement apprécié. Nous verrons aussi au fur et à mesure de ces volumes que nos historiens ont été guidés par des informations étrangères erronées, alors que nous possédons dans les archives de Lisbonne la preuve contraire à ces assertions » (p. VII).

Le pouvoir autoritaire, par le biais de l'Agence générale des Colonies puis de l'Outre-mer avait donc comme finalité de réunir l'ensemble des documents à des fins politiques afin de faire valoir la primauté historique de la souveraineté portugaise sur ces territoires. La liste des remerciements d'António da Silva Rego est révélatrice de ce lien politique :

« Il faut distinguer en premier lieu la prestigieuse Agence Générale des Colonies qui en elle-même résume l'initiative et l'enthousiasme pour cette œuvre non seulement de Son Excellence le Président du Conseil, le Docteur António de Oliveira Salazar, tout comme les deux Ministres des Colonies, les Docteurs Francisco Machado et Marcelo Caetano. Mes mots de remerciements ne valent rien, mais la reconnaissance du Patronage Portugais de l'Orient vaut quelque chose. À Monsieur l'Agent Général des Colonies, Júlio Cayolla, qui a suivi mes travaux avec un véritable dévouement et un intérêt que jamais je ne pourrai oublier. À l'Institut pour la Haute Culture, mon remerciement sensible pour sa

---

<sup>174</sup> António da Silva REGO, *op.cit.*, 1947, vol. I, p. V).

collaboration avec l'Agence Générale des Colonies, me concédant toutes les facilités inhérentes à la qualité de boursier [...]. » (p. XIV).

Le parrainage du pouvoir était évident dans cette énumération de noms allant du président du Conseil aux différents représentants des institutions coloniales mais aussi des institutions publiques le finançant. Il s'agirait presque d'une histoire de commande, de la part du pouvoir.

António da Silva Rego écrivait donc d'un point de vue portugais et n'était aucunement indisposé à l'idée de défendre les intérêts du Portugal. Il l'a fait par ailleurs à plusieurs reprises au long de sa carrière notamment après 1960. Par exemple, dans les années 1960, Victor Barros a montré qu'António da Silva Rego a, dans le cadre d'un cours sur la « découverte » du Cap-Vert, donné une prépondérance au navigateur portugais Diogo Gomes affirmant que « le découvreur aurait été le Portugais Diogo Gomes, tandis que Da Noli aurait été le premier à donner la nouvelle à la Cours portugaise<sup>175</sup> ». Il mettait donc en seconde position le Génois Antonio de Noli, pourtant au service du roi portugais.

António Brásio est un autre historien ecclésiastique qui s'est lancé dans une édition de documents touchant la partie africaine de l'Empire. Les informations à son encontre ne sont pas nombreuses. Né à Penela en 1906, il fait partie de la génération de la transition autoritaire. Entré au séminaire de Coimbra, il est devenu prêtre en 1932 et une fois ordonné, il a voyagé en Angola et au Cap-Vert. Membre de la Congrégation du Saint-Esprit<sup>176</sup>, il fut professeur dans différents séminaires dont celui de Godim, dans le Nord du Portugal. Il ne semble pas avoir suivi une licence d'histoire-philosophie ce qui en fait un profil quelque peu différent des autres historiens de la période, où le cursus en histoire commençait à devenir majoritaire. Cependant, ses différents travaux le liaient fortement à l'histoire tout comme ses appartenances institutionnelles : membre de l'APH et de l'ACL, il a par ailleurs appartenu au Centre d'études historiques ultramarines et au Centre d'histoire ecclésiastique. Il a dirigé la revue *Portugal em África* et a contribué notamment dans le *Dictionnaire d'Histoire du Portugal* de Joel Serrão<sup>177</sup>. L'histoire

---

<sup>175</sup> Victor BARROS, « A escrita da história da “descoberta” de Cabo Verde. Fabulário crono- gráfico, história oficial ou fabricação do consentimento? », dans *Práticas da História, Journal on Theory, Historiography and Uses of the Past*, n° 5, 2017, pp. 75-113.

<sup>176</sup> La Congrégation du Saint-Esprit a été créée en France en 1703, et a pris rapidement une dimension missionnaire au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est à partir du XIX<sup>e</sup> siècle qu'elle s'est développée surtout en Afrique et qu'elle a fusionné avec une autre congrégation pour devenir la Congrégation du Saint-Esprit et de l'Immaculée Cœur de Marie (Pour l'histoire de la congrégation, je me suis appuyé sur les informations contenues sur son site : <https://spiritan-roma.org/fr/timeline/>, consulté le 11 novembre 2020). Par ailleurs, le premier volume écrit par António Brásio est dédié « À la vénérable mémoire du Père Francisco Maria Paulo Libermann, I<sup>er</sup> Général de la Congrégation de l'Esprit Saint et de l'Immaculée Cœur de Marie, “Créateur du Moderne Apostolat Africain”, au I<sup>er</sup> centenaire de sa mort (2 février 1952) ».

<sup>177</sup> Pour l'ensemble de ces éléments biographiques, voir la notice en ligne (consultée le 11 novembre 2020) : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8995>

qu'il écrivait le rattachait donc fortement à l'histoire de l'Église et de l'Afrique impériale portugaise.

Tout comme le père António Silva Rego, il a dirigé une grande collection d'éditions de sources, les *Monumenta Missionaria Africana*<sup>178</sup>. Publiée par l'Agence général de l'Outre-mer, version actualisée de l'Agence générale Coloniale dont le nom a changé en 1951, l'édition a aussi reçu l'autorisation du pouvoir : « Cette publication a été autorisée par dépêche de Son Excellence le Ministre de l'Outre-mer, le 30 décembre 1951 ». Il affirmait dans l'introduction vouloir restituer les documents comme ils étaient, qu'ils fussent en faveur ou bien en défaveur de l'action des missionnaires :

« Nous n'occulterons pas ces erreurs, aussi douloureuses puissent-elles être, pour les individus ou les institutions, certains que les savants sauront les comprendre généreusement, les interpréter sans provocation, respectant leur propre intelligence [...] Un document qui ait eu une postérité ou jaillit une lumière sur les succès apostoliques modestes et éclatants ; un document qui soit la réponse claire aux insuccès énervants ou de faillites retentissantes, nous les arracherons des nécropoles poussiéreuses et vermineuses des archives, sans que nous ne retenions des complaisances de quelconque ordre, quel qu'il soit, espérons secondaire » (p. XIII)

La démarche suivie par António Brásio était donc rigoureuse, présentant aussi bien les heurs que les malheurs de l'histoire coloniale. Présentant ensuite les normes d'édition, il finissait par remercier les soutiens obtenus, qui paraissaient avoir été peu nombreux. Seul le gouvernement portugais a donné son soutien, notamment en finançant cette collection :

« Et arrivé à ce point, nous voulons montrer notre plus grande gratitude à ceux qui ont rendu possible la publication de cette (n. : mis au singulier dans le texte) *Monumenta Missionaria Africana*. Naturellement, vient en tout premier lieu et l'Agence Générale de l'Outre-mer, car sans son affection et son insurpassable sympathie, tout ce travail resterait sans effet, ou serait fragmenté en des études parcellaires, évidemment sans l'intérêt d'une œuvre collective. Vient ensuite Son Excellence le Président du Conseil, le Docteur António de Oliveira Salazar, Son Excellence le Ministre de l'Outre-mer, Commandant M.M. Sarmiento Rodrigues, qui ont eu l'incomparable bonté de donner un certain mérite à cette initiative, rendant possible sa concrétisation, que par ces mots, si ce travail vaut quelque chose, tout leur soit dû. [...] Par la volonté de Dieu, nous pensons offrir le travail qui suit aux savants mais il est le fruit exclusif de notre travail personnel. Nous ne pouvons pas remercier, en conséquence, quelconque institut de la culture pour la minime aide financière ou incitation morale ; la modestie de notre position nous donne au moins l'intime consolation de ne rien devoir pour ce travail si ce n'est notre propre sacrifice, qui est un

---

<sup>178</sup> António BRÁSIO, *Monumenta Missionaria Africana*, vol. I, *África Ocidental (1471-1531)*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1952. António Brásio a dirigé l'édition des volumes suivants jusqu'au volume XI. Le volume XII et les suivants sont maintenant édités par l'APH. Le dernier volume, le XV, date de 1988. Je ne suis pas parvenu à voir si d'autres volumes sont prévus mais tenant compte du temps écoulé depuis la parution du dernier volume, le projet semble interrompu.

orgueil légitime, sauf l'unique et généreuse compréhension et incitation du Ministère de l'Outre-mer » (p. XXIV-XXV).

Comme António da Silva Rego, António Brásio remerciait les principaux membres du gouvernement. N'étant pas rattaché à une université, il n'avait pas obtenu d'autre aide. C'était aussi le signe que le pouvoir pouvait parfois avoir davantage d'intérêt à publier des sources que des institutions universitaires – qui sont certes financées par l'État mais dont les moyens sont régulièrement insuffisants. L'intervention directe du pouvoir était le signe des bénéfiques politiques qu'il entendait en tirer, dans le cadre de contestations internationales ou bien pour prévenir, plutôt que guérir, les luttes contre l'indépendance par la force de l'histoire.

Cette œuvre d'une vie, encore en cours à sa mort bien après la chute de l'Empire après la révolution des Œillets, a donc marqué une nouvelle étape dans le nécessaire accroissement des connaissances impériales. Elles permettaient indéniablement d'avoir des documents sur lesquels s'appuyer pour écrire l'histoire car « pas de documents, pas d'histoire<sup>179</sup> » mais aussi, bien souvent, de fournir des preuves d'une présence historique qu'il semblait de plus en plus important d'affirmer, dans un contexte international qui sonne la fin des empires. En effet, l'ancienneté d'une présence pouvait être un atout non négligeable.

\*

\* \*

L'écriture des historiens accommodés de la période allant de 1940 à 1960 est sensiblement restée la même que celle de la période précédente. Le pouvoir autoritaire a altéré le cours de l'histoire mais pas celui de l'écriture de l'histoire qui est restée une histoire érudite, tournée vers l'histoire politique, et conservant un fort penchant nationaliste. Les débats autour de l'histoire de la nation étaient moins véhéments, l'entre-soi des historiens accommodés se développaient à mesure que l'histoire se professionnalisait et se circonscrivait toujours plus à l'Université portugaise. De plus, ces historiens avaient bien conscience qu'ailleurs les tendances

---

<sup>179</sup> Pour reprendre la citation devenue classique de Seignobos et Langois « L'histoire se fait avec des documents. Les documents sont les traces qu'ont laissées les pensées et les actes des hommes d'autrefois. Parmi les pensées et les actes des hommes, il en est très peu qui laissent des traces visibles, et ces traces, lorsqu'il s'en produit, sont rarement durables : il suffit d'un accident pour les effacer. Or, toute pensée et tout acte qui n'a pas laissé de traces, directes ou indirectes, ou dont les traces visibles ont disparu, est perdu pour l'histoire : c'est comme s'il n'avait jamais existé. Faute de documents, l'histoire d'immenses périodes du passé de l'humanité est à jamais inconnaisable. Car rien ne supplée aux documents : pas de documents, pas d'histoire. » (Charles-Victor LANGLOIS, Charles SEIGNOBOS, *Introduction aux études historiques*, Paris, Éditions Kimé, 1992, p. 29).

historiographiques se modifiaient et l'influence de l'historiographie française voire anglo-saxonne se faisait sentir, modérément, chez certains historiens.

L'Empire était un enjeu davantage crucial, par rapport à la période antérieure, au fur à mesure que le contexte international tendait les relations entre une métropole accrochée à ses possessions et les vellétés indépendantistes qui pointaient dans les colonies. Devenu dans les années 1950, l'Outre-mer, le pouvoir se mettait à financer abondamment des travaux d'historiens accommodés sur ces territoires colonisés alors que paradoxalement, l'Empire se craquait. Faire l'histoire de l'Empire, c'était permettre d'en montrer toute l'épaisseur chronologique et réaffirmer le caractère indissoluble des liens historiques entre les colonies – devenues provinces ultramarines – et la métropole.

La période allant de 1960 à 1974 a ouvert une nouvelle page de l'histoire du Portugal. Les luttes des colonisés pour leur indépendance ont fait trembler l'édifice impérial jusqu'à faire chuter le régime autoritaire, marquant des générations de jeunes portugais enrôlés dans l'engrenage d'une guerre qui voulait faire mentir le sens de l'histoire impériale européenne des années 1960. Le Portugal n'est-il pas à part ? Les historiens accommodés étaient, dans ce contexte, partagés entre le souhait de ne rien changer alors que d'autres entendaient rénover certaines approches historiographiques.

### III) Le changement dans la continuité ou la continuité dans le changement ? Le tournant de la période 1960-1974

Pour le régime autoritaire portugais, la période entre 1960 et 1974 a davantage été une rupture que ne l'était celle allant de 1940 à 1960. Elle est marquée politiquement et humainement par le début de la guerre coloniale en 1961, dont le terme n'intervint qu'après le 25 avril 1974. Les historiens accommodés, fervents soutiens du régime durant ce conflit<sup>180</sup>, se sont impliqués à divers degrés. Les plus jeunes sont allés combattre sur un des différents fronts armés tandis qu'une partie des plus âgés ont été mis à contribution pour occuper des postes dans les institutions créées précipitamment et devenues des universités à la fin de la décennie 1960.

La lectrice ou le lecteur pourrait être surpris de ne pas voir une sous-partie sur l'Empire, à une époque où son actualité était bien plus brûlante dans l'agenda politique, davantage que pour les autres périodes mises en évidence auparavant. De plus, des productions historiographiques importantes sur l'Empire sont alors parues comme la série de publications qui faisait suite aux commémorations du cinq-centenaire de la mort d'Henri le Navigateur<sup>181</sup>. Ensuite, les historiens poursuivaient de l'étudier<sup>182</sup>. L'Empire occupait, il est certain, une place importante dans le milieu universitaire durant la décennie 1960 comme l'a montré Diogo Ramada Curto<sup>183</sup>. Mais cette histoire restait proche de celle écrite auparavant, rivée sur la fin du Moyen Âge<sup>184</sup> et ne se penchant qu'épisodiquement sur le colonialisme des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. En effet, l'étude du colonialisme est longtemps restée un tabou historiographique et a surtout été du ressort d'historiens étrangers à l'exception de quelques textes d'historiens parmi lesquels *Portugal et*

---

<sup>180</sup> Comme évoqué dans le I)2) du chapitre 3.

<sup>181</sup> Armando CORTESÃO et Avelino Teixeira da MOTA, *Portugaliae Monumenta Cartographica*, Lisbonne, Comissão Executiva das Comemorações do V Centenário da Morte do Infante D. Henrique, 1960-1973 ; *Monumenta Henricina*, Coimbra, Comissão Executiva das Comemorações do V Centenário da Morte do Infante D. Henrique, 1960, 15 volumes.

<sup>182</sup> António Carreira en est l'illustration. Le nom de cet historien m'a été indiqué par Michel Cahen, lors de mon séjour au Portugal. António Carreira était lui aussi un fils de l'Empire car il est né en 1905 à Fogo, une des îles du Cap-Vert. Il est parti à l'âge de onze ans en Guinée-Bissau puis il s'est rendu à Lisbonne pour faire une partie de ses études. Ensuite, il a passé l'essentiel de sa carrière en Guinée-Bissau en tant que fonctionnaire. Son activité historique n'a commencé qu'une fois à la retraite, soit après 1954. L'essentiel de ses travaux portait sur l'histoire du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau et ses écrits étaient à cheval entre l'histoire et l'ethnologie, du fait de ses connaissances de plusieurs langues guinéennes, notamment le peul, le mandingue et le manjaque. Il a donné quelques cours à l'Université déjà après le 25 avril 1974. (João Lopes FILHO, *António Carreira, Etnógrafo e Historiador*, Praia (Cap-Vert), Fundação João Lopes, 2015, pour les données biographiques p. 19 à 22 et p. 67 à 69).

<sup>183</sup> Diogo Ramada CURTO, « A historiografia do império português na década de 1960 : formas de institucionalização e projeções », dans *História da Historiografia*, Ouro Preto, n° 10, décembre, 2012, pp. 111-123.

<sup>184</sup> Isabel Castro HENRIQUES, « Colonialismo e História », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.



*l'Internationalisation des Problèmes Africains*, écrit par Marcelo Caetano alors qu'il était président du Conseil et paru en 1971<sup>185</sup>.

Les nouvelles pratiques développées au sein des universités portugaises méritent cependant un développement plus important, tant elles ont marqué une rupture par rapport l'histoire érudite et événementielle dominante jusqu'ici, inaugurant une nouvelle ère et précipitant en conséquence la lente fin du paradigme néo-méthodique identifié par João Paulo Avelãs Nunes<sup>186</sup>. C'est pourquoi, comme suggéré dans le titre de la partie, j'ai préféré insister sur la dualité de la période. J'utilise la formule de Jacques Le Goff<sup>187</sup> car il y avait une coexistence de l'ancien et du nouveau entre 1960 et 1974. D'une part, on observe une continuité historique dans le changement politique, alors que l'Empire était en plein questionnement et que la guerre coloniale marquait une rupture majeure, l'écriture de l'histoire semblant rester immuablement tournée vers les riches heures de l'histoire nationale. De l'autre, un changement historique dans la continuité politique s'amorçait. Tandis que le fonctionnement de l'Université portugaise n'était aucunement altéré et que les candidats étaient toujours aussi contrôlés, lentement, de nouvelles pratiques d'écritures s'immisçaient dans le paysage historiographique portugais.

Dans les deux sous-parties qui suivent, j'ai fait le choix de me limiter à trois historiens accommodés venus des trois différentes universités du pays. Avec la renaissance de la faculté de lettres de l'université de Porto, les trois grands centres urbains du pays avaient chacun une faculté de lettres, mettant fin à l'étrange situation où la deuxième plus grande ville du pays en était privée. Je présenterai donc successivement les deux faces de la dualité évoquée dans les trois principales universités métropolitaines.

## 1) On ne change pas une écriture qui gagne ? La poursuite d'une histoire érudite

---

<sup>185</sup> Voir en complément de l'article de Isabel Castro Henriques celui de Fernando Tavares PIMENTA, « Perspectivas da historiografia colonial portuguesa (Século XX) », dans *Outros Combates pela História*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2010, pp. 143-158.

<sup>186</sup> Évoquée dans le titre de son livre, la chute du paradigme néo-méthodique correspond, selon cet auteur, à la période 1960-1974 : « Une troisième phase de progressive désagrégation du paradigme auparavant hégémonique, avec une croissante ouverture a de nouveaux courants historiographiques, bien que lente, notamment à l'histoire institutionnelle et politique classique, à l'histoire économique et sociale classique et à la *nouvelle histoire* (n. : en français) » (João Paulo Avelãs NUNES, *A História Económica e Social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : O historicismo neo-metódico : ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995, p. 15).

<sup>187</sup> L'objectif de ce court article est de souligner la reconnaissance de dette que Fernand Braudel a auprès d'historiens plus âgés tout en soulignant la nouveauté de son regard. Par ailleurs, Jacques Le Goff reprenait le slogan de la campagne pompidolienne de 1969 (Jacques LE GOFF, « Le changement dans la continuité », dans *Espaces-Temps*, n° 34-35, 1986, pp. 20-22).

Entre 1960 et 1974, l'essentiel des historiens qui débutaient leur carrière ou bien la poursuivaient, appartenait à la génération Oliveira Salazar et à celle de la guerre coloniale. Les historiens accommodés étaient alors essentiellement des professeurs enseignant dans le supérieur et la période marquait l'avènement de la professionnalisation de l'historien et la normalisation du *cursus honorum* du professeur. Une partie d'entre eux ont pu ne pas éprouver la nécessité de modifier leur approche historiographique. Formés par des historiens érudits, en bonnes et bons élèves, ils choisirent aussi cette écriture de l'histoire fondée sur l'étude rigoureuse des documents. Les historiens étudiés dans la sous-partie, s'illustrant tout particulièrement durant la décennie 1960, étaient relativement âgés : plus de cinquante ans pour Avelino de Jesus da Costa et António Cruz, la quarantaine pour Joaquim Veríssimo Serrão. Mais l'âge n'était pas forcément significatif. Il faut davantage considérer le choix d'écriture comme l'expression de la sincère conviction que l'histoire s'écrivait ainsi, sans pour autant contester les autres formes d'écriture et allant même, parfois, jusqu'à en emprunter quelques très rares éléments.

L'université de Coimbra, connue pour le conservatisme de son corps enseignant n'échappait pas à ce constat, notamment à travers l'exemple du père Avelino de Jesus da Costa. Né en 1908, il fait partie des derniers de la génération de la transition autoritaire. Originaire d'un petit village du Nord du Portugal, il a intégré le séminaire de théologie de Braga avant d'aller mener des études de théologie à la faculté de théologie grégorienne à Rome. À son retour au Portugal, il a été ordonné et est devenu chanoine de la cathédrale de Braga. Il a terminé sa licence d'histoire-philosophie et présenté un thèse de licence sur les calendriers médiévaux portugais en 1951, puis il a intégré la FLUC en tant que second assistant. À partir de là, il a fait l'ensemble de sa carrière à l'université de Coimbra<sup>188</sup>. Fermement attaché à la ville de Braga<sup>189</sup>, sa thèse de doctorat s'intitulait *L'Évêque Dom Pedro et l'organisation du diocèse de Braga*<sup>190</sup>. Une incertitude plane sur la date exacte de la soutenance, qui oscille entre 1959 et 1960<sup>191</sup>. Quoi

---

<sup>188</sup> Pour l'ensemble de ces données biographiques, voir sa courte notice, consultée en ligne le 16 novembre 2020 : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9643>

<sup>189</sup> Comme le montre la publication en 1965 du *Liber Fidei*, un cartulaire du XIII<sup>e</sup> siècle réunissant des documents allant du VI<sup>e</sup> siècle au XIII<sup>e</sup> siècle présentés par l'évêque de Braga, face à celui de Saint-Jacques de Compostelle, sur fond de tension entre les royaumes du Portugal et de Léon (Maria José Azevedo SANTOS, « *Liber Fidei Sanctae Bracarensis Ecclesiae*. Edición crítica por el padre Avelino de Jesus da Costa », dans *Ad Limina*, vol. 8, n° 8, Saint-Jacques de Compostelle, 2017, pp. 209-211).

<sup>190</sup> Avelino de Jesus da COSTA, *O Bispo D. Pedro e a Organização do Diocese de Braga*, Coimbra, Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra, Instituto de História António de Vasconcelos, 1959, deux volumes.

<sup>191</sup> Je me suis livré à un exercice de micro-histoire érudite. En effet, la date indiquée dans la page de titre est de 1959. Or, dans la recension critique qu'il écrit, José Mattoso donne l'année 1959 tout en précisant « paru en 1960 » (José MATTOSO, « Avelino de Jesus da Costa, *O Bispo D. Pedro e a Organização do Diocese de Braga* », dans

qu'il en soit, les recensions critiques de ce livre datent de 1962<sup>192</sup>. De plus, il a obtenu le prix Alexandre Herculano de l'année 1961, qui n'avait pas été attribué pour l'année 1960. Il s'agit donc du prix récompensant les travaux historiques parus les années 1960 et 1961. La reconnaissance par le SNI en faisait une œuvre appréciée par le jury de cette institution du pouvoir autoritaire.

L'importance de la religion dans le parcours intellectuel d'Avelino de Jesus da Costa se ressent clairement à plusieurs reprises, à commencer par les personnes évoquées. Sa thèse de doctorat est ainsi dédiée à « l'Excellentissime et Révérendissime Monsieur António Bento Martins Júnior, vénérable primat archevêque, de Braga, avec l'hommage d'un dévouement filial et d'une éternelle reconnaissance, j'offre et je lui dédie ». De plus, dans la préface, il a insisté sur le rôle de l'historien Pierre David, « chanoine et Docteur », dans la genèse de son projet de recherche doctorale<sup>193</sup>. Ensuite, le reste des remerciements sont adressés à ses collègues de l'université de Coimbra comme Damião Peres, Manuel Lopes de Almeida, Mário Brandão, Torquato de Sousa Soares, le directeur de la FLUC João da Providência e Costa, le secrétaire de la revue *Biblos*, éditée par la FLUC. La bibliographie mentionne assez peu d'auteurs étrangers, si ce n'est des auteurs d'histoire ecclésiastique ou bien quelques auteurs espagnols. Aucun

---

*Revue d'histoire ecclésiastique*, vol. 57, n° 1, 1962, pp. 170-173). Enfin, sur le site du catalogue de la BNP, c'est d'abord la date de 1960 qui apparaît puis, quand on arrive sur la page en ligne du livre, c'est celle de 1959. De plus, certaines biographiques, comme celle du *Dicionário Cronológico de Autores Portugueses*, donnent la date de 1959 comme année de l'obtention de son doctorat. Cependant, sur le site de l'université de Coimbra, la date de la soutenance est celle du 16 décembre 1960 (<https://estudogeral.sib.uc.pt/handle/10316/681>, consulté le 16 novembre 2020). Pour insister sur ce flou, le même auteur, Pio G. Alves de Sousa, a donné deux dates différentes à quelques années d'écart dans la même revue. En 1995, dans le n° 4 de l'*Anuario de Historia de la Iglesia*, dans un « hommage au Professeur Avelino de Jesus da Costa », retraçant le parcours de ce dernier, il donne la date de 1959 pour son doctorat (Pio G. Alves de SOUSA, « Homenagem al Prof. Avelino de Jesus da Costa » dans *Anuario de Historia de la Iglesia*, n° 4, 1995, pp. 499-501 – au passage, le titre mélange le portugais et l'espagnol, car le pronom « al » n'existe pas en portugais alors que tout le texte est en portugais). En revanche, quelques années plus tard, le même auteur, dans la rubrique nécrologique d'Avelino de Jesus da Costa, évoque une thèse publiée en 1959 mais défendue le 16 décembre 1960 (Pio G. Alves de SOUSA, « Avelino de Jesus da Costa, in memoriam (1908-2000) », dans *Anuario de Historia de la Iglesia*, n° 12, 2003, pp. 445-447). La doute reste entier – et la vacuité du doute certaine.

<sup>192</sup> Que ce soit celle de José Mattoso ou bien celle de Ricardo García-Villoslada (Ricardo GARCÍA-VILLOSLADA, « O Bispo D. Pedro e a organização do diocese de Braga », dans *Gregorianum*, vol. 43, n° 1, 1962, pp. 154-157).

<sup>193</sup> Le parcours de Pierre David est particulièrement intéressant. Né en 1882 près de Grenoble, il y a suivi des études d'histoire et de littérature provençale avant d'aller en Sorbonne. Il est entré au séminaire de théologie de Grenoble en 1903 et à la suite de la loi de séparation de l'Église et de l'État, il est parti à l'université grégorienne à Rome pour terminer ses études. Ordonné prêtre, il a poursuivi de nouveau des études en Sorbonne. Mobilisé pendant la Première Guerre mondiale, il est parti à Cracovie et y est resté vingt ans. Alors qu'il est en séjour en France, la Pologne est envahie par l'armée nazie et il s'est retrouvé dans l'impossibilité de récupérer sa bibliothèque, ce qu'il a tenté de faire une nouvelle fois après la guerre, mais sans succès. Mobilisé par l'administration de Vichy, il est engagé dans la censure française mais ses positions pro-Alliés sont sues et, face au risque d'être envoyé dans un camp de concentration, le Maréchal Pétain en personne lui a conseillé de partir aux États-Unis ou bien dans une université portugaise. Il a alors décidé de partir à l'université de Coimbra où il est reçu. Il y passe quinze ans, enseignant de nombreux cours et s'intégrant dans le milieu enseignant de Coimbra. (Margarida Garcez VENTURA, « Pierre David », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

nom d'historien en opposition n'apparaît mais, en histoire économique et sociale, les travaux de Virgínia Rau sont évoqués.

La religion s'observe par le choix du sujet. Sa thèse est une œuvre d'histoire religieuse, qui lui a pris une dizaine d'années. La principale source sur laquelle il s'appuie est le recensement ordonné par l'évêque de Braga à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, lui permettant de lister les nombreuses paroisses existantes – 573 – dans le diocèse. Cependant, la dimension économique n'était pas absente. Ainsi, Avelino de Jesus da Costa a insisté à plusieurs reprises dans ce travail sur l'organisation administrative et économique : « la valeur et la portée de cette organisation paroissiale, administrative et économique dépend, en grande partie de la période » (p. 2) ; mais il se réfère aussi à la transcription de documents postérieurs du XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles « pour documenter l'évolution économique opérée dans le diocèse, depuis la moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, avec l'augmentation successive de nouvelles prestations, sa conversion en argent et correspondant à l'actualisation de la monnaie. » Il montrait ainsi vouloir dépasser l'horizon du censier de la fin du XI<sup>e</sup> siècle et enrichir l'analyse par la confrontation à d'autres sources.

Son étude fut aussi une contribution à une querelle historiographique ibérique. Ainsi, le cœur de la problématique du livre est son opposition à la théorie du dépeuplement (n. : *ermamento*), position défendue par Alexandre Herculano au XIX<sup>e</sup> siècle puis par l'historien espagnol Claudio Sánchez-Albornoz. Celui-ci résumait sa position ainsi : après la conquête septentrionale de la péninsule Ibérique, le royaume des Asturies aurait créé un véritable glacis au VIII<sup>e</sup> siècle autour de son royaume, complètement dépeuplé, le « désert du Douro », qui aurait permis à ce royaume septentrional d'assurer sa pérennité. Lentement, au fur et à mesure que les royaumes chrétiens de la péninsule s'étendaient vers le sud, un repeuplement aurait été entrepris par ces puissances<sup>194</sup>. Cette théorie, qui a depuis été remise en cause et n'est plus d'actualité, a divisé les historiens contemporains portugais d'Avelino de Jesus da Costa. Ainsi, son collègue et ami Torquato de Sousa Soares y adhéra<sup>195</sup> tandis qu'Avelino de Jesus da Costa y était fermement hostile. Il s'est opposé à deux reprises dans le livre à la théorie du dépeuplement dans le corps du texte : dans le chapitre 1 de la première partie, il affirmait tout de suite son désaccord

---

<sup>194</sup> Henri TERRASSE, « Claudio Sánchez-Albornoz, *Despoblación y repoblación del valle del Duero* », dans *Bulletin Hispanique*, tome 70, n° 1-2, 1968, pp. 140-146.

<sup>195</sup> Maria Helena da Cruz Coelho a évoqué ce débat entre les deux historiens : « Ainsi, dans la Salle des *Capelos*, s'opposaient le Professeur Docteur Torquato de Sousa Soares, comme juge et le Professeur Docteur Avelino, comme impétrant, lors de ses épreuves pour professeur extraordinaire, discutant du thème du dépeuplement total ou partiel, pleurant les arguments d'un côté et de l'autre, ce fut le jugé qui, péremptoirement, a affirmé sur les théories en débat : "Bien, Monsieur le Professeur reste sur sa position mais moi je reste sur la mienne" » (Maria Helena da Cruz COELHO, « Doutor Cónego Avelino de Jesus da Costa o Professor, o Mestre », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 25, 1990, pp. 309-317).

comme le montre le sous-titre « Braga et ses contours du VIII<sup>e</sup> siècle au XI<sup>e</sup> siècle, n'a pas souffert de dépeuplement total ni sa ruine » (p. 7) et dans le chapitre 9 qui fait plus de 70 pages.

Avelino de Jesus da Cota mentionnait quelques incursions dans d'autres sciences pour étayer son propos. Il a ainsi évoqué : « la Philologie, l'Anthroponomie, l'Hagionomie et la Toponymie ont trouvé dans ce travail une riche source pour son étude » (p. 4). Mais il ne semble pas puiser des idées dans les autres sciences sociales qui auraient pu nourrir son propos. Le travail s'inscrivait donc pleinement dans la permanence de l'histoire érudite, délaissant certes, quelque peu, la perspective nationaliste pour écrire une histoire religieuse médiévale inscrite dans le débat historiographique en cours. Au début de la décennie 1960, le classicisme de l'université de Coimbra semblait avoir encore de beaux jours devant lui.

La recréation de la FLUP aurait pu créer une nouvelle dynamique pour l'Université portugaise mais seules des personnes proches du régime y ont été recrutées<sup>196</sup>. Quatre historiens accommodés ont été nommés : António Cruz, José António Ferreira de Almeida, Carlos Eduardo Soveral et Sérgio da Silva Pinto. Carlos Eduardo Soveral et António Cruz ont été destitués après le 25 avril 1974, signe de leur proximité politique avec le pouvoir. De plus, Carlos Eduardo Soveral n'était pas un inconnu. En effet, il a remporté le prix Ramalho Ortigão du SNI – soit le prix du meilleur essai – pour son livre *Nostalgia de Hesiodo* en 1960 et il a été sous-secrétaire du ministère de l'Éducation nationale<sup>197</sup>. Son souvenir comme historien est en revanche effacé<sup>198</sup>.

Moins lié à la politique que Carlos Eduardo Soveral, António Cruz est davantage associé à sa fonction d'historien. Né en 1911, il fait partie de la génération Oliveira Salazar. Il a suivi une formation de droit puis s'est inscrit en histoire-philosophie à la FLUC. Il a achevé sa licence en 1938 et a d'abord travaillé à la bibliothèque de l'université de Coimbra auprès de Manuel

---

<sup>196</sup> Comme nous le verrons dans le chapitre 6, les historiens en opposition qui ont candidaté ont vu leur dossier retirés de la commission d'installation.

<sup>197</sup> Un article du *Monde*, daté du 4 mai 1961, mentionne sa nomination à cette fonction, charge qu'il a quittée en décembre 1962 pour devenir professeur à la FLUP (voir [https://www.lemonde.fr/archives/article/1961/05/05/le-dr-salazar-acheve-de-remanier-son-cabinet\\_2278640\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1961/05/05/le-dr-salazar-acheve-de-remanier-son-cabinet_2278640_1819218.html), consulté le 17 novembre 2020).

<sup>198</sup> Tout comme Sérgio da Silva Pinto, Carlos Eduardo Soveral est absent de la liste du *Dicionário de Historiadores Portugueses*, soit la moitié des nommés à l'université de Porto. Il n'a pas non plus de fiche biographique dans le *Dicionário Cronológico de Autores Portugueses*. Après ce passage à l'université de Porto, il est ensuite parti comme professeur à l'université de Lourenço Marques et a occupé des hautes fonctions. Quand le 25 avril 1974 s'est produit, il a décidé de s'exiler pendant onze ans en Afrique du Sud, où il a travaillé comme fonctionnaire des courriers à Pretoria. En tant qu'auteur, Carlos Eduardo Soveral a été quelque peu oublié voire « parfois proscrit des actuels milieux cultivés et académiques ». (José ALMEIDA, « Carlos Eduardo Soveral e o Brasil, prolegómenos para uma antropologia cultural da expansão portuguesa », communication du colloque *Errâncias de um imaginário, entre Brasil, Cabo Verde e Portugal*, Porto, Universidade do Porto, Faculdade de Letras, 2015, pp. 254-265).

Lopes de Almeida avant de s'installer à Porto, où il a dirigé d'abord les Archives municipales entre 1939 et 1948 et ensuite la Bibliothèque publique municipale entre 1948 et 1975. Intégrant la FLUP dès 1962, il y a présenté son doctorat en 1964, puis il a passé les épreuves pour devenir professeur extraordinaire, en 1967, devenant professeur cathédral en 1968. Il a ensuite occupé la fonction de directeur de la FLUP entre 1970 et 1974 avant d'être limogé de ses fonctions. Son souvenir n'est pas passé à la postérité puisqu'il est décrit comme « un auteur oublié et même tu (n. : *silenciado*)<sup>199</sup> ». Les thématiques auxquelles il s'est intéressé l'associent sans surprise à une histoire centrée sur le Portugal. Sa thèse de doctorat s'est par exemple penchée sur le monastère de Sainte-Croix à Coimbra. Il a écrit de nombreux ouvrages d'histoire locale et régionale comme un livre dirigé avec Damião Peres sur l'histoire de Porto<sup>200</sup> ainsi qu'un livre d'histoire locale économique et sociale<sup>201</sup>.

Son passé d'archiviste et sa spécialisation en paléographie en faisaient un éditeur de sources comme c'est le cas de *Papiers de la Révolution de 1640*<sup>202</sup>. L'œuvre en deux volumes est une édition de sources d'une période-clé, celle de l'indépendance après soixante années de domination espagnole. L'introduction au corpus documentaire réédité mentionne de nombreuses sources, surtout en espagnol et sans traduction. Quelques historiens ont aussi été cités, comme Manuel Lopes de Almeida, proche d'António Cruz. Il a procédé à une longue présentation appelée « certaines notes sur les papiers polémiques et apologétiques de la Restauration » dans le volume I, paru en 1967. Le parti pris nationaliste de l'auteur est certain : Philippe IV d'Espagne y est par ailleurs désigné comme « le monarque usurpateur » (p. XI). Le point de vue est résolument portugais et hostile aux Espagnols :

« De la part des auteurs castillans, nous le répétons, il n'y a pas, dans aucun des pamphlets publiés dans les premiers mois après la Restauration, d'arguments nouveaux ou différents de ceux qui avaient été présentés durant la querelle de succession, en 1580. Ayant servi, alors, pour soutenir les prétentions de Philippe II, il les utilisait alors dans l'objectif de déclarer que son petit-fils était en possession de droits. Et tout de suite, les auteurs portugais ont donné la réplique aussi en ne manquant pas, à cette fin, de faire valoir les *Allégations* de droit offertes, en 1579, de la part de la Duchesse D. Catherine, en opposition à la doctrine appuyée par les Castillans, et imprimées cette année. » (p. XVIII).

---

<sup>199</sup> Armando Carvalho HOMEM, « António Cruz », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>200</sup> Damião PERES et António CRUZ (direction), *História da Cidade do Porto*, Porto, Portucalense Editora, 1962 à 1965, 3 volumes.

<sup>201</sup> Il s'agit du texte accompagnant ses épreuves pour devenir professeur extraordinaire « *Certaines observations sur la vie économique et sociale de la ville de Porto à la veille de Ksar el Kébir* » (António CRUZ, *Algumas observações sobre a vida económica e social da cidade do Porto nas vésperas de Alcácer Quibir*, Porto, Biblioteca Pública Municipal, 1967).

<sup>202</sup> António CRUZ, *Papéis da Restauração*, Porto, Faculdade de Letras da Universidade do Porto, 1967 et 1969, 2 volumes. Pour le terme de « papiers » il explique que c'est la façon dont ces documents étaient désignés au XVII<sup>e</sup> siècle selon l'historien Manuel Lopes de Almeida (p. LI)

António Cruz se référait ici à Catherine de Bragançe, fille du roi Manuel I<sup>er</sup> et donc tante du roi Sébastien, qui fut un temps une des prétendantes à la couronne afin d'éviter que Philippe II d'Espagne ne soit proclamé roi du Portugal. Par ailleurs, c'est le petit-fils de Catherine de Bragançe, Jean IV, qui est devenu roi du Portugal en 1640, permettant de nouer une continuité monarchique portugaise en tant qu'arrière-petit-fils du roi Manuel I<sup>er</sup>. Plus loin António Cruz écrivait :

« António Pais Viegas montre une connaissance parfaite de la doctrine soutenue en 1580 et toujours défendue par nos juristes, quand elle a été réanimée, même, durant l'usurpation, par les doctrinaires espagnols qui ont favorisé, involontairement, avec leurs commentaires sur l'origine de la délégation du pouvoir, la cause de la restitution du trône portugais à un roi naturel » (p. XX).

António Cruz adoptait alors une posture résolument portugaise à travers les termes employés pour désigner la couronne espagnole et le positionnement de son propos, parlant notamment de « nos juristes » ou bien « de notre ambassade » (p. XXXII) auprès de la monarchie britannique.

Après avoir présenté l'ensemble des textes parus, il précisait dans quel contexte paraissait l'édition. Ainsi, une opportunité mémorielle justifiait la parution. En effet, le grand moment aurait pu être 1940, date commémorée durant l'Exposition du monde portugais mais António Cruz venait à peine de terminer sa licence d'histoire-philosophie lors du tricentenaire de l'événement. Cependant, il précisait : « Doit être commémoré la prochaine année, comme on peut le penser, le troisième centenaire de la paix avec la Castille et, ainsi, de la fin des campagnes de la Restauration qui se sont prolongées pendant vingt-sept ans et sont venues consolider la restitution du trône de Portugal à un roi portugais » (p. XLVI). En outre, il inscrivait l'événement dans un discours très nationaliste :

« Nous avons devant nous la célébration d'une date de la plus haute signification historique qui ne doit jamais être oubliée : elle donne l'opportunité d'évoquer cet événement, elle procure aussi beaucoup de possibilités pour chercher les causes et les conséquences d'un événement et mieux juger le comportement de l'homme portugais. C'est le cas du centenaire qui approche et qui servira, nous l'espérons, pour étudier de nouveau la période de la Restauration. Il y a en cause, dans le thème de cette étude, tout ce qui a été ignoré ou détourné – et ainsi l'histoire falsifiée de notre XVII<sup>e</sup> siècle (n. : *Seiscentismo*). Il importera de réagir contre les préjugés de tant de personnes qui dévalorisent la tâche de cette recherche, se permettant de dissenter sur cette période à la lumière de convenance ou d'accord avec une orientation qui a toujours dévalorisé la vérité scientifique, pour arriver à peine à l'élaboration de thèses sans fondement ».

António Cruz ne donnait ici aucun nom quant aux critiques évoquées. Serait-il cependant envisageable de penser à l'article « Restauration » écrit par Vitorino Magalhães Godinho dans le *Dicionário de História de Portugal* paru entre 1966 et 1968 ? Il est l'un des rares auteurs qui pourrait soulever l'indignation d'António Cruz au regard de la bibliographie présentée par

António Manuel Hespanha<sup>203</sup>. Il est aussi possible de penser aux critiques d'Oliveira Martins comme évoqué plus loin dans le texte (p. L) et plus généralement aux historiens libéraux de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

António Cruz remerciait surtout les professeurs de l'université de Coimbra dont Manuel Lopes de Almeida, « véritable Maître, qui a créé des disciples et les a poussés à suivre la tâche commencée il y a maintenant plus de trente ans » (p. XLVII), dont il rappelait les études sur la période<sup>204</sup>. Il évoquait d'autres travaux « qui sont liés par un même objectif, celui de révéler l'authenticité du XVII<sup>e</sup> siècle portugais », tous rédigés par des historiens accommodés – à l'exception de Joaquim de Carvalho – comme Manuel Lopes de Almeida, Virgínia Rau, Paulo Meirêa (p. XLVII-XLVIII). Évoquant les publications faites par l'APH et celles issues du Congrès du monde portugais de 1940, il insistait sur les « séries archivistiques à explorer ». Son travail était donc un complément aux parutions et il entendait récuser l'idée d'une période de décadence qui « a dominé le siècle passé, quand nous la comparons par l'échelle, des goûts, des passions et préjugés politiques de l'historiographie libérale » citant explicitement Oliveira Martins (p. L). Cet historien avait parlé de la Restauration comme d'une surprise et d'un acte gratuit, marquant une inflexion dans le récit patriotique et les louanges à l'égard des Portugais insurgés contre la monarchie philippine. Au contraire, António Cruz faisait des Portugais de l'après 1<sup>er</sup> décembre 1640 des hommes « dominés par la foi dans les destinées de la Patrie [...] et ce fut ainsi que la victoire, incombant au Portugal, a couronné les sacrifices des Portugais ». Le patriotisme historique d'António Cruz ne faisait donc pas de doute. La présentation du second volume, paru en 1969, remerciait le ministère de l'Éducation nationale pour avoir financé le travail (p. XVII), révélant donc le soutien du pouvoir autoritaire dans la démarche commémorative de la parution dirigée par António Cruz.

L'édition montrait à quel point l'écriture de l'histoire ne semblait pas avoir changé à la fin des années 1960. Elle restait un instrument permettant de critiquer la période libérale et de valoriser l'action portugaise à l'occasion de l'anniversaire de la Restauration de 1640, un des événements majeurs de l'histoire portugaise. De plus, l'attention toute particulière des historiens aux hauts faits des Portugais, collective dans le cadre de la Restauration, pouvait se restreindre à l'étude de certains personnages clé de l'histoire nationale.

---

<sup>203</sup> António Manuel HESPANHA, « Os Áustrias em Portugal. Balanço historiográfico », dans *Lusotopie*, n° 5, 1998, pp. 145-155.

<sup>204</sup> Il termine par ailleurs cette longue présentation par un nouvel hommage à Manuel Lopes de Almeida et tient à remercier « les Docteurs Oliveira Ramos et Vieira de Carvalho, assistants » de la FLUP dans la correction (p. 51).



À l'université de Lisbonne, l'historien Joaquim Veríssimo Serrão illustre bien la tendance aux louanges adressées à certains personnages. Décédé durant l'été 2020, l'historien a joué un rôle de premier plan jusqu'au 25 avril 1974. Il fait partie de la génération Oliveira Salazar. Né en 1925 à Santarém, ville où il est décédé, Joaquim Veríssimo Serrão a d'abord commencé des études en droit à l'université de Coimbra puis s'est rapidement orienté vers une licence en histoire-philosophie à FLUC, qu'il a achevée en 1948. Il est alors parti en tant que lecteur de portugais à Toulouse, poste qu'il a occupé de 1950 à 1960. Il a obtenu un doctorat à l'université de Toulouse pour sa thèse sur l'Infante Maria, fille du roi Manuel I<sup>er</sup> et des problèmes liés à son héritage en France<sup>205</sup>. Il a aussi soutenu un doctorat au Portugal à l'université de Coimbra en 1957 sur un des candidats au trône lors de la crise de succession de 1580<sup>206</sup>. Il a finalement été engagé par la FLUL comme assistant en 1961 avant de devenir professeur extraordinaire en 1965. De 1967 à 1972, il a dirigé le centre culturel de Paris de la Fondation Calouste Gulbenkian. À son retour au Portugal, il a été nommé professeur cathédrique puis recteur de l'Université de Lisbonne, poste qu'il a été contraint de quitter après le 25 avril 1974<sup>207</sup>. Sur le plan littéraire, son œuvre a été reconnue par le pouvoir en obtenant notamment le prix Alexandre Herculano de l'année 1954 – prix qui récompensait les livres parus en 1953 et 1954 – pour son ouvrage *Les Portugais dans les études de Toulouse* (« Portugueses no estudo de Toulouse »).

Spécialiste du XVI<sup>e</sup> siècle, son livre *António de Gouveia et son temps (1510-1566)* permet d'illustrer son attachement à une histoire érudite<sup>208</sup>. La biographie suit un plan conventionnel allant de la naissance à la mort de l'humaniste. António de Gouveia a grandi dans une famille de grands penseurs de l'humanisme<sup>209</sup>. Dans l'introduction, les remerciements ont été

---

<sup>205</sup> Joaquim Veríssimo SERRÃO, *A Infante Dona Maria de Portugal e a Sua Fortuna no Sul da França (1521-1577)*, Lisbonne, Álvaro Pinto, 1955.

<sup>206</sup> Joaquim Veríssimo SERRÃO, *O Reinado de D. António, Prior do Crato*, Coimbra, IAC, 1956, 1<sup>er</sup> volume mais le second n'est jamais paru.

<sup>207</sup> Pour sa biographie, voir le site de la fondation Joaquim Veríssimo Serrão qui accueille à Santarém sa bibliothèque : <http://cijvs.cm-santarem.pt/index.php/cijvs1/j-verissimo-serrao>, consulté le 17 novembre 2020, ainsi que la rubrique nécrologique parue le 1<sup>er</sup> août 2020 après sa mort par dans *Público* et écrite par Manuel Moura : <https://www.publico.pt/2020/08/01/culturaipilon/noticia/morreu-historiador-joaquim-verissimo-serrao-autor-historia-portugal-editorial-verbo-1926691>, consulté le 17 novembre 2020).

<sup>208</sup> Joaquim Veríssimo SERRÃO, *António de Gouveia e o seu tempo (1510-1566)*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1966.

<sup>209</sup> Son oncle, Diogo de Gouveia, a dirigé le collège Sainte-Barbe de Paris et a joué un rôle de premier plan auprès de Jean III dans l'implantation des Jésuites au Portugal, ayant accueilli Inácio de Loyola durant ses années parisiennes. Le frère d'António de Gouveia, André de Gouveia est davantage connu au Portugal. Il a d'abord dirigé le Collège de Guyenne à Bordeaux puis a dirigé le collège Sainte-Barbe à Paris. Il a été accusé de sympathie pour le luthéranisme. Il est rentré au Portugal pour occuper une fonction à Coimbra mais il est mort rapidement. Son nom a été choisi pour la Maison du Portugal de la Cité Universitaire ([https://www.infopedia.pt/\\$andre-de-gouveia?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$andre-de-gouveia?uri=lingua-portuguesa), consulté le 18 novembre 2020). En outre, sa fiche biographique du site Infopédia est plus étendue que celle d'António de Gouveia. Il en est de même sur wikipedia en portugais alors que, quand on

placés en note de bas de page et correspondent à la première note de bas de page après la mention « Introduction ». Sont remerciés des collègues comme Guilherme Braga da Cruz, un historien du droit qui lui a donné l'opportunité de publier son travail ; José de Azeredo Perdigão, directeur de la Fondation Calouste Gulbenkian qui a financé deux bourses pour ce travail ; Manuel Lopes de Almeida ; quelques collègues de l'université de Lisbonne et les différentes personnes rattachées aux lieux qu'il a dû fréquenter dans le cadre de ses recherches (p. 9). Joaquim Veríssimo Serrão avait donc une attention envers ses collègues, l'institution privée qui l'a financé et le personnel des lieux de travail fréquentés. Ses remerciements s'éloignaient donc quelque peu d'un certain nombre d'ouvrages qui avaient mentionnés une institution publique ou bien directement le pouvoir et étaient identiques à bien d'autres remerciements de travaux académiques.

Il précisait que la publication intervenait « l'année où le Monde latin célèbre le quatrième centenaire de la mort d'António de Gouveia où l'on rend hommage à un portugais d'origine qui fut une figure majeure de l'Humanisme du XVI<sup>e</sup> siècle » (p. 9-10). Elle s'insérait donc dans le cadre d'une commémoration. Né au Portugal, António de Gouveia s'est formé à Paris, au collège Sainte-Barbe, dirigé par son oncle entre 1527 et 1534. Il a ensuite passé l'essentiel de sa vie dans le royaume de France en tant que juriste et il mourut finalement dans la péninsule Italienne, après y avoir séjourné quatre années. Malgré une vie passée essentiellement à l'étranger, Joaquim Veríssimo Serrão soulignait l'importance du Portugal pour António de Gouveia :

« L'Humanisme portugais a gagné avec lui une des principales figures de l'Europe de ce temps. Non proprement par les racines lusitaniennes de son message, qu'on aperçoit peu dans l'ensemble de son œuvre, mais par la vision de l'humanisme global liée à son nom, considérant l'étude de la Culture antique dans différents domaines de la Pensée. Le nom d'*Antonius Goveanus*, ajoutant le désignatif de *Lusitanus*, qui le rattachait à son origine nationale, fait de lui un jalon de l'Humanisme portugais dans le Culture européenne du XVI<sup>e</sup> siècle » (p. 13)

La biographie prend souvent des accents d'histoire érudite, à l'image du long développement consacré par l'historien à la date de naissance d'António de Gouveia. Après 8 pages, il donnait la date approximative de 1510, retenue pour le titre du livre alors que la communauté scientifique portugaise retenait davantage celle de 1505. Il motivait son choix par de nombreuses références parmi lesquelles le recours au procès d'Inquisition de l'un de ses frères. Son souci du détail l'a aussi conduit à s'interroger sur l'appartenance ou non à la religion protestante. Ainsi, Joaquim Veríssimo Serrão a évoqué dans le chapitre X la supposée proximité

---

consulte les entrées en français, c'est l'inverse : António de Gouveia est davantage développé, signe d'un intérêt plus grand de la part des internautes français ayant écrits ces entrées.

d'António de Gouveia avec le luthéranisme. À propos d'une accusation de Jean Calvin le désignant comme un athée, Joaquim Veríssimo Serrão s'inquiétait : « À quoi attribuer cette grave accusation de Calvin ? Notre juriste aurait-il goûté l'Évangile à une date antérieure ? » (p. 306). Il avançait qu'il n'était pas athée car c'était davantage une insulte, citant notamment Lucien Febvre *Le problème de l'incroyance au XVI<sup>e</sup> siècle. La religion de Rabelais*. Joaquim Veríssimo Serrão a montré qu'António de Gouveia avait bien été un sympathisant de la réforme et un critique de l'Église catholique mais surtout pas un athée (p. 309). Il s'interrogeait quelque peu sur la sincérité de son retour au catholicisme, malgré la mention par un document de sa fréquentation de la messe en Italie, et constatait « qu'il devient impossible pour l'historien de pénétrer dans le monde psychologique, le plus intime et réel, des personnes sur qui il se penche, quand il ne possède pas d'éléments de preuves concrets pour juger de la *forma mentis* de ces personnages » (p.315). Cependant, ce questionnement salutaire est balayé quelques pages plus loin, refusant d'en faire « un calviniste caché, pendant les vingt-cinq ans de la fin de sa vie ». Il le présentait finalement comme un « catholique serein, mais non inflexible, adepte d'une liberté religieuse qui donne à chaque homme un droit de choisir sa croyance » (p. 317). Il semblait donc difficile à Joaquim Veríssimo Serrão de concéder qu'un Portugais puisse être réformé et privilégiait une posture proche de celle d'Érasme.

Dans le chapitre XI, le dernier, il évoquait le choix de l'Italie de façon quelque peu romancée, comme celle d'un parcours logique pour un humaniste :

« Troquant alors la région du Dauphiné par la voisine Savoie, cela pouvait correspondre à l'attraction de l'Italie, le berceau par excellence des idées de l'Humanisme, qu'il n'avait jamais visité durant sa vie de maître itinérant. Il manquait à António de Gouveia ce voyage que les autres humanistes avaient réussi à réaliser dans leurs années de jeunesse. L'admirateur du monde classique qu'était Gouveia, n'avait pas eu cette formation. Mais il allait, enfin, connaître l'Italie culturelle, se rapprochant de la fascination de Rome et des Écoles fameuses où l'on buvait le suc de la vieille tradition classique. Il pourrait revoir ses anciens collègues de Paris et d'autres Universités françaises et saluer de nouveaux amis par la voie d'amis communs, voyant l'appel de l'Italie comme l'heure bénie dans sa carrière d'humaniste. C'était en vérité, un nouveau chapitre de sa vie et, par triste coïncidence, le dernier » (p. 319).

Il a aussi cherché à fixer la date exacte de la mort (entre les pages 333 et 337), parlant non pas de 1565 mais de 1566, année où – triste sort – il meurt d'une indigestion de melons à Turin. Il n'est pas parvenu à trouver l'église de Turin où il est enterré (p. 336). En exposant la vie de ses descendants, une dimension nationaliste réapparaissait. D'abord, il a mentionné, interloqué, l'oubli « un siècle plus tard après sa fixation, du pays natal de son fondateur » (p. 338) dans une biographie familiale. Il constatait ensuite que ce ne fut qu'au XIX<sup>e</sup> siècle que l'origine portugaise a ressurgi. Les dernières lignes de ce texte sont empreintes de nationalisme :

« Ainsi s'est maintenu, au long de quatre-cents ans, le nom de famille en différentes lignes de descendance italienne, ce beau pays recevant le plus grand don d'António de Gouveia : le prolongement de son nom et de ceux qui ont reçu le sang portugais qui coulait dans leurs veines. Quant à son œuvre, d'inspiration latine et d'empreinte française, elle est devenue européenne dans sa projection, consolidant le patrimoine de la Culture et auréolant son auteur d'une réputation historique que les siècles ont conservée. Tel fut le legs d'António de Gouveia – poète latin, juriste et maître en Droit – qui justement s'élève en cette année votive de son quatrième centenaire, pour honorer la Culture portugaise » (p. 339).

La biographie réalisée par Joaquim Veríssimo Serrão révélait donc son réel souci de dépeindre un portrait le plus proche possible d'António de Gouveia. L'érudition était cependant corsetée par une lecture nationaliste d'un personnage important de la Renaissance portugaise puisque l'historien éprouvait le besoin de rattacher le parcours international de l'humanisme à son pays d'origine.

\*

\* \*

Pour une partie des historiens accommodés, la période allant de 1960 à 1974 a notamment été caractérisée par la pérennité d'une écriture scientifique, rigoureuse mais – à défaut de n'être que nationale – volontiers inscrite dans une perspective nationaliste. Narrer les origines du Portugal par le prisme de l'histoire religieuse, éditer les sources de grands événements nationaux, chanter la vie de grands personnages, sont des exemples parmi tant d'autres de la continuité de la pratique historiographique méthodique et érudite. Le refus de changement pouvait apparaître, plus qu'un refuge face aux vicissitudes de la guerre coloniale, un moyen d'affirmer qu'une partie des universitaires portugais ne ressentait pas le besoin d'altérer des usages éprouvés par le temps.

La conviction sincère de la pertinence de cette forme d'écriture, ne peut pas être déniée à ces historiens. Elle était le symbole de leur temps, révolu depuis. Cependant, des bruissements venus des mêmes universités qui ont financé et publié ces ouvrages ont été autant de signaux que quelque chose était en train de changer dans l'Université du Portugal autoritaire.

## 2) L'envie de voir plus loin : des ruptures dans l'écriture de l'histoire

Les historiens en opposition n'avaient pas le monopole de l'innovation historiographique<sup>210</sup>. Des historiens accommodés – certes rares – ont pu faire preuve d'une attention

---

<sup>210</sup> Comme nous le verrons dans le chapitre 8.

particulière aux nouvelles façons d'écrire. Ils ont éprouvé le besoin de faire des pas de côté par rapport à l'histoire événementielle et érudite qui dominait jusque-là dans les sphères universitaires. Que ce soit dans le choix des thématiques ou bien dans la façon d'aborder l'histoire, l'Université portugaise n'était pas unanimement hermétique à tout ce qui venait de l'extérieur. La tendance, déjà amorcée durant les décennies 1940 et 1950, a donc poursuivi son cours, et cela dans les trois centres universitaires du Portugal autoritaire.

L'université de Lisbonne comptait déjà sur les travaux de Virgínia Rau comme élément clé d'une première – et isolée – reconnaissance universitaire de l'histoire économique et sociale. Jorge Borges de Macedo l'a éclipsée progressivement pour devenir l'historien incarnant le mieux cette tendance historiographique au Portugal. L'historien a eu un parcours atypique. Son passé de militant communiste explique pourquoi je le considère aussi bien parmi les historiens en opposition que dans les rangs des historiens accommodés. Jorge Borges de Macedo est né en 1921 à Lisbonne. Il fait partie de la génération Oliveira Salazar. Il est entré en histoire-philosophie à l'université de Lisbonne où il a fini sa licence en 1944. Alors qu'il était militant du PCP, son activité s'est tournée vers l'enseignement technique et secondaire avant de se rapprocher progressivement du pouvoir. Il a notamment enseigné au Collège moderne jusqu'en 1953, espace où beaucoup d'opposants se retrouvaient pour enseigner<sup>211</sup>. Il a alors commencé un nouveau travail dans l'équivalent portugais de la Poste comme vérificateur du courrier. L'année 1953 semble être l'année charnière de son tournant politique et de son rapprochement progressif avec la Situation.

Parvenant à entrer à l'université de Lisbonne en 1958 après quelques péripéties<sup>212</sup>, Jorge Borges de Macedo a soutenu sa thèse de doctorat en 1964, est devenu professeur auxiliaire en 1967, puis cathédrique en 1969 dans la même université. Il a finalement dirigé finalement la FLUL à partir de 1972 et est démis de ses fonctions lorsque le 25 avril 1974 a eu lieu. Il n'a pu réintégrer l'enseignement supérieur qu'en 1980<sup>213</sup>. Son fort lien avec l'université de Lisbonne est bien résumé le 16 décembre 1991 par Joaquim Veríssimo Serrão, lors d'un discours prononcé durant le dernier cours de Jorge Borges de Macedo avant sa retraite<sup>214</sup>. Joaquim Veríssimo Serrão soulignait : « Le maître maintenant à la retraite va rester comme des plus grands

---

<sup>211</sup> Voir le I)1) du chapitre 7.

<sup>212</sup> Voir I)1) du chapitre 6.

<sup>213</sup> Maria do Rosário Themudo BARATA, « Jorge Borges de Macedo » dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>214</sup> Au Portugal, le dernier cours d'une ou d'un professeur universitaire donne lieu à tout un cérémonial avec des discours de présentation et un public de collègues nombreux. Les journaux font même mention de ce qui devient un événement.

historiens portugais de notre temps, et non moins, comme l'un des grands noms de l'Université de Lisbonne<sup>215</sup> ».

La décennie 1940 fut celle de sa formation et de sa rencontre avec Vitorino Magalhães Godinho, un des professeurs à l'université de Lisbonne et un des passeurs de l'histoire économique et sociale au Portugal. Les premiers travaux d'histoire de Jorge Borges de Macedo s'inséraient dans cette tendance historiographique. Sa thèse de licence soutenue en 1944 a été sèchement notée car il a obtenu la note de 12. Elle s'avère dont plutôt décevante en comparaison de celles obtenues par d'autres historiens qui obtenaient régulièrement des 18 et 19. Elle montre combien cette étude avait laissé circonspect le jury, et notamment José António Ferreira de Almeida<sup>216</sup>, qui, accoutumé aux travaux d'histoire érudite, a dû être désarçonné par ce travail d'histoire économique. Pourtant, quelques mois auparavant, la thèse de licence de Virgínia Rau avait obtenu la note de 16<sup>217</sup>, signe que son jury n'avait pas été si hermétique à la nouveauté.

La thèse de licence a été publiée en 1951 sous le titre *La Situation économique au temps de Pombal – certains aspects*<sup>218</sup>. Elle avait pour net objectif de faire une incursion dans un domaine peu étudié et de remettre en question l'histoire érudite. Jorge Borges de Macedo y est particulièrement offensif. Bien conscient que le livre est antérieur à la période allant de 1960 à 1974, il permet cependant de comprendre la démarche intellectuelle de Jorge Borges de Macedo, qui, s'il change de bord politique, ne change pas de façon de faire de l'histoire. Il a montré à plusieurs reprises dans quelle mesure son travail entendait renouveler l'approche de la période étudiée et contester la façon dont elle avait été appréhendée jusque-là. Le livre, dédié à son père, comportait une exergue programmatique : « Nous cherchons l'histoire de la société et nous laissons un peu les individus » (p. 7), qui est une citation d'Alexandre Herculano. Sa démarche s'insérait donc pleinement dans une analyse des structures sociétales et économiques et voulait s'éloigner des acteurs. Il y remerciait également João Martins da Silva Marques et Vitorino Magalhães Godinho. Le premier était conservateur puis directeur des ANTT<sup>219</sup> et le second était son ancien maître (p. 25). Dans cette même introduction, un passage justifie son

---

<sup>215</sup> Joaquim Veríssimo SERRÃO (org. et alii), *Estudos em Homenagem a Jorge Borges de Macedo*, Lisbonne, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1992, p. 8

<sup>216</sup> Maria do Rosário Themudo BARATA, *op.cit.*, p. 22 pour l'évocation de sa note.

<sup>217</sup> Ana Ávila de MELO, João Luís CARDOSO, « Virgínia Rau. Uma medievalista na pré-história », dans *Estudos Arqueológicos de Oeiras*, n° 21, Oeiras, Câmara Municipal, 2014, pp. 511-546.

<sup>218</sup> Jorge Borges de, MACEDO, *A Situação económica no tempo de Pombal, alguns aspectos*, Porto, Livraria Portuguesa, 1951. J'ai trouvé pour ce livre, plusieurs fois la date de 1950, qui correspondrait très certainement à une première édition (comme par exemple dans Luís Reis TORRAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p.297) bien que l'ensemble des catalogues de Porbase, Sudoc et de la bibliothèque de la FCG donnent la date de 1951. Erreur plusieurs fois recopiée ou multiples éditions ? L'édition que j'ai consultée est en tout cas celle de 1951.

<sup>219</sup> Voir <https://digitarq.arquivos.pt/details?id=4217289> consulté le 21 novembre 2020

approche de la période pombaline par l'économie. Le jeune auteur s'opposait frontalement à l'histoire érudite :

« En commençant l'analyse de l'époque pombaline, l'auteur s'est posé la question du sens qu'il devait suivre, et il lui a paru, dans la bibliographie de la période chronologique en question, que peu de fois fut abordé l'aspect économique. Ce travail est simplement un début et ne prétend pas présenter des certitudes mais des probabilités, qui sont les veines – nous le disons ainsi – de la recherche ; travail à confirmer, travail à réformer. Et même dans l'histoire comme celle de cette période où nombreux sont les points obscurs et variés, les points ignorés, il est naturel qu'il y ait des positions simultanément justes ou simultanément fausses. Seul le débat, appuyé sur une large consultation des archives, pourra l'éclairer. L'auteur déplore que ce livre ne puisse pas être davantage appuyé sur des travaux érudits. Il a fait le choix de griffonner une légère attaque à l'érudition. En effet, les érudits ont contribué sans conviction et sans intervention et cherché comme s'ils étaient des collectionneurs. À côté de l'érudition d'incontestables maîtres, prolifèrent les maniaques du détail intangible qui traitent le fait historique comme s'il était un "donné élémentaire". Ces érudits, à côté de ceux qui le sont avec le sens de la responsabilité de présenter une hypothèse de travail, facilitent la décadence de la recherche historique érudite au niveau du détail pittoresque. C'est pour cela que la recherche de beaucoup de documents est vaine, et beaucoup de recherches surabondent dans un inutile effort intellectuel qui mériterait une destinée plus méritoire, une plus utile application » (p. 18 à 20).

L'historien critiquait vertement les historiens accommodés et notamment l'histoire événementielle et érudite. L'histoire méthodique semblait avoir atteint ses limites, se perdant dans les détails. Il était nécessaire de changer de focale et d'avoir une nouvelle approche. C'est pourquoi il entendait développer les travaux d'histoire économique qui faisaient cruellement défaut. Son appel à une rénovation de l'approche historiographique a été rapidement remarqué dans les années 1950. Leur qualité a retenu l'attention de Virgínia Rau – leurs affinités d'approches étant certaines – et de Manuel Heleno qui l'ont proposé pour un recrutement comme assistant à l'université de Lisbonne. La reconnaissance institutionnelle de son travail arrivait alors.

Il a publié en 1963 le texte de sa thèse de doctorat *Problèmes d'histoire de l'industrie portugaise au XVIII<sup>e</sup> siècle*<sup>220</sup> l'année antérieure à la soutenance en juin 1964. La posture était tout autre que lors de la publication de sa thèse de licence. En effet, il n'était plus sur la défensive et n'a pas eu à attendre plusieurs années pour pouvoir la publier. Ici, comme il était d'usage à cette période, elle a précédé le passage de l'impétrant devant le jury, sa position d'assistant à l'université de Lisbonne lui assurant une facilité pour publier. Choisir le camp de pouvoir autoritaire procurait certains avantages. Il est aussi possible d'identifier son insertion dans le milieu académique portugais dans les remerciements adressés dans la préface. Ainsi, les personnes

---

<sup>220</sup> Jorge Borges de MACEDO, *Problemas de história da indústria portuguesa no século XVIII*, Lisbonne, Associação Industrial Portuguesa, Estudos de Economia Aplicada, 1963. Cette thèse est par ailleurs dédiée à sa mère.

liées aux universités portugaises et les institutions étaient abondamment citées. Le contraste avec sa thèse de licence était donc saisissant. Il remerciait en premier lieu Virgínia Rau :

« Cette étude doit beaucoup aux suggestions, aux informations bibliographiques et archivistiques de la Professeure Docteure Virgínia Rau, qui au-delà de cela, a appelé à la vigilance de l'auteur par l'importance du thème, abordé, de façon complémentaire, dans l'élaboration et l'interprétation de l'histoire du port de Lisbonne au XVIII<sup>e</sup> siècle. [...] Mais au remerciement d'ordre scientifique ainsi exprimé, je ne peux pas oublier d'ajouter aussi la nécessaire stimulation personnelle, la bonne volonté jamais démentie ainsi que la bonne compréhension avec laquelle la Professeure Virgínia Rau nous a toujours distingué, toutes les nombreuses fois où il a fallu avoir recours à son aide. » (p. 14).

Ensuite, étaient cités le géographe Orlando Ribeiro, Manuel Lopes de Almeida de l'université de Coimbra et Manuel Heleno qui était alors sur le point de partir à la retraite mais encore directeur de la FLUL tout comme Maria de Lourdes Belchior qui a relu le manuscrit. Il remerciait aussi les différentes personnes liées aux archives et aux bibliothèques. Dans les institutions citées, il évoquait le Centre d'études historiques de la FLUL, soulignant son orientation nouvelle vers l'histoire démographique, signe des inflexions en cours à l'université de Lisbonne et la direction de l'Association industrielle portugaise : « Nos plus sincères remerciements pour la compréhension très élevée et la confiance qu'ils nous ont accordé en acceptant de promouvoir la publication de ce travail » (pages 14 et 15). En revanche, aucun nom d'historien en opposition n'était évoqué, même s'ils ont été régulièrement cités dans les notes de bas de page et dans l'abondante bibliographie. En quelques années, les remerciements adressés étaient donc devenus bien plus conventionnels.

Jorge Borges de Macedo a présenté l'objectif de son travail de recherche :

« Ce présent travail a comme finalité d'analyser les conditions de l'équipement industriel portugais au XVIII<sup>e</sup> siècle, celles qui permettent de mieux connaître son évolution, dans ce qui concerne, en particulier, l'impact de l'importation étrangère. Il fut élaboré en liaison directe avec une étude sur le port de Lisbonne où l'analyse du mouvement de ce dernier impose la connaissance de l'hinterland, pour l'exacte définition de sa nature. [...]. Dans quelles conditions concrètes s'est développée la vie industrielle portugaise et comment s'est réalisé, réellement, la concurrence externe, surtout l'anglaise, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ? » (p. 11 et 12).

Sa recherche doctorale était en conséquence complètement intégrée dans une démarche d'histoire économique portugaise. Il formulait même une problématique, usage très peu courant dans les autres travaux étudiés et donc très certainement influencé par la méthodologie française de l'histoire des *Annales*. De plus, il insérait son travail dans une dynamique européenne d'histoire économique :



« Il y aura peu d'événements qui présentent une meilleure opportunité pour l'étude de l'action des nouvelles techniques productives sur les autres économies. L'étude de ce problème ne fut pas insensible à la programmation de la Première conférence Internationale d'Histoire Économique réalisée en août 1960 à Stockholm, en établissant comme un des deux thèmes les travaux de l'«industrialisation comme facteur de croissance économique depuis 1700». Dans le même sens, durant le X<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques réalisé à Rome (1954) la même question nous apparaît aussi comme un des grands thèmes de l'étude pour l'histoire moderne. Il est évident que sans une connaissance exacte de ces conditions, et du déroulement de ces événements des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, nous ne parviendrons pas à comprendre le XIX<sup>e</sup> siècle, ni même l'histoire contemporaine. » (p. 12).

Aux études très focalisées sur le Portugal et mobilisant essentiellement des travaux d'historiens portugais, il adoptait une perspective résolument différente et il valorisait l'importance des colloques internationaux fréquentés, donnant une ampleur géographique certaine à son étude. De plus, il suggérait même le besoin d'étudier les siècles dont l'étude était un tabou, soit les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Son envie d'ouvrir de nouveaux horizons historiographiques et de combler les zones d'ombre de l'histoire portugaise était donc certaine. Il insistait en outre sur la nécessité d'étudier le XVIII<sup>e</sup> siècle portugais de façon plus systématique : « Pour sortir d'une telle situation, scientifiquement inacceptable, des études deviennent nécessaires sur les conditions structurelles de la société portugaise du XVIII<sup>e</sup> siècle, au sein desquelles se développent les événements politiques et les processus de transformation » (p. 13). Il revendiquait alors la nécessité de passer au second plan la dimension politique de l'histoire, déjà abondamment traitée, pour s'attacher à la fois aux questions économiques mais aussi sociales, voulant ouvrir de nouveaux chantiers.

La thèse a été une étape importante dans la carrière professionnelle de Jorge Borges de Macedo<sup>221</sup> et ses autres travaux de la décennie 1960 tout comme ceux des décennies postérieures ont été tout aussi considérables. Il faut signaler que l'importance de Jorge Borges de Macedo se constatait aussi dans son rôle de passeur. En effet, il a traduit de nombreux ouvrages tout au long de sa vie<sup>222</sup> mais aussi réédité la principale œuvre d'histoire économique portugaise

---

<sup>221</sup> Les témoignages, y compris après le 25 avril 1974, abondent dans le sens d'une œuvre importante. José Brissos par exemple relève son rôle : « La dissertation *Problemas de História da Indústria Portuguesa no Século XVIII*, présentée en 1964 pour l'obtention du titre de docteur en Lettres, constitue un autre titre fondamental de la bibliographie de l'auteur. Dans ce livre, il prouve les structures qui justifient de nombreux aspects de la vie économique et sociale, tant à la périphérie maritime comme à l'intérieur du Royaume, depuis le règne de Pierre II jusqu'à Marie I<sup>re</sup> (José BRISSOS (org.), *J. Borges de MACEDO, Itinerário de uma vida pública, cultural e científica*, Lisbonne, Colibri, 1991, p. 16), tout comme l'observe Álvaro Ferreira da Silva : « Une étude qui a marqué profondément la compréhension de l'industrie portugaise au XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle » (Álvaro Ferreira da SILVA, «História Económica», dans António BARRETO, Maria Filomena MÓNICA (coord.), *Dicionário de História de Portugal*, vol. VIII, Supl. F/O, Lisbonne, Livraria Figueirinhas, 1999, pp. 180-184).

<sup>222</sup> Les traductions réalisées par Jorge Borges de Macedo se sont notamment concentrées sur des historiens d'expression anglaise ou française. Il a par exemple traduit deux ouvrages de l'archéologue marxiste australien Vere Gordon Childe (Vere Gordon CHILDE, *O Homem faz-se a si próprio*, traduit par Jorge Borges de MACEDO et Vitorino Magalhães GODINHO, Lisbonne, Biblioteca Cosmos, 1947 ; Vere Gordon CHILDE, *Introdução à*

écrite par João Lúcio de Azevedo. Comme rappelé dans l'avant-propos, la réédition de cette œuvre avait pour objectif, aux yeux de Jorge Borges de Macedo, « de mettre à portée du public en général et des étudiants de l'ISCEF en particulier un des plus importants travaux d'histoire économique du Portugal, écrit par João Lúcio de Azevedo<sup>223</sup> ». En plus de permettre l'accès en langue portugaise de travaux étrangers, il entendait valoriser les travaux d'historiens quelques peu oubliés car isolés. Mais, outre l'histoire économique portée par l'université de Lisbonne et notamment dans la décennie 1960 et 1970 par Jorge Borges de Macedo, l'histoire de la culture a aussi connu des développements à l'université de Coimbra.

José Sebastião da Silva Dias, fortement lié à l'université de Coimbra, a posé les jalons d'une approche novatrice de l'histoire de la culture portugaise depuis la FLUL. Né en 1916, il fait partie de la génération Oliveira Salazar. Il n'a pas fait d'études d'histoire-philosophie comme la plupart de ses collègues de la section histoire de sa génération mais a terminé sa licence en droit à l'université de Coimbra en 1941. Durant ses années d'études, il a dirigé le CADC pendant deux années scolaires, signe de son militantisme catholique<sup>224</sup>. De fait, le catholicisme a joué un rôle important dans sa pensée mais il a suivi une ligne ouverte et progressiste. Il s'est même revendiqué comme un catholique de gauche dans les années 1940. À la suite de ses études, il est parti travailler à Lisbonne dans des secteurs professionnels variés. Il fut ainsi inspecteur pour la Police Judiciaire, ce qui l'éloignait quelque peu du parcours académique classique. Parallèlement, durant la décennie 1950, il a commencé à écrire de l'histoire culturelle dans certaines revues et ses contributions ont abouti à ce que, lors de la réforme des facultés des lettres portugaises en 1957, il a été invité comme chargé de cours d'Histoire de la culture portugaise en 1958. Il a obtenu, en 1961, la fonction de cathédralique « au-delà du cadre », n'étant donc pas titulaire d'un poste à l'université de Coimbra mais faisant « office de ». Il a cependant obtenu un poste pérenne en 1970 et a terminé sa carrière à l'université de Coimbra

---

*Arqueologia*, traduit Jorge Borges de MACEDO, Lisbonne, Europa-América, coleção « Saber », 1961) un livre de l'historien belge François-Louis Ganshof (François-Louis GANSHOF, *Que é o Feudalismo ?*, traduit par Jorge Borges de MACEDO, Lisbonne, Europa América, 1959). Sans vouloir être exhaustif, Maria do Rosário Thamudo Barata elle-même dans son éloge ne donnant pas tous les auteurs mais énumère une longue liste : « Gordon Childe, T.S. Ashton, W.W. Tarn, Ernest Barker, Georges Clark, Geoffrey Brunn, Lucien Fèbvre (n. : sic), C. Arambourg, FL. Ganshof, P. Ducassé, Daniel Mouret, Paul Vaucher etc. Plus tard il promouvra et orientera d'autres traductions, comme *l'Histoire Universelle* de l'historien suédois Carl Grimberg » (Maria do Rosário Themudo BARATA, « *Elogio do Professor Doutor Jorge Borges de Macedo (1921-1996)*, Lisbonne, Academia Portuguesa de História, 2004, p. 28).

<sup>223</sup> Jorge Borges de MACEDO (éd.), João Lúcio de AZEVEDO, *Elementos para a história económica de Portugal (séculos XII a XVII)*, Lisbonne, Gabinete de Investigações económicas do Instituto Superior de Ciências Económicas e Financeiras, 1967, avis pour le lecteur hors pagination.

<sup>224</sup> Voir le repère « Droites républicaines » pour une présentation du CADC.

dans les années 1980<sup>225</sup>. Son parcours d'auteur a été clairement reconnu par le pouvoir autoritaire. Ainsi, il a obtenu deux prix du SPN : le prix António Enes<sup>226</sup> en 1943 pour son livre *Scandale de la Vérité* (« Escândalo da Verdade ») ; le prix Anselmo de Andrade<sup>227</sup> en 1945 pour *Le Problème de l'Europe* (« O Problema da Europa »). À l'université de Coimbra, il a créé en 1961, pour les cinquièmes années de licence, un séminaire de « culture portugaise » où il enseigne un cours intitulé « le libéralisme et la contre-révolution au XIX<sup>e</sup> siècle ». Pour la première à l'Université, il poussait les plus jeunes à lire la production historiographique étrangère tout en rejetant, pour sa part, le marxisme comme grille de lecture<sup>228</sup>. Il a par ailleurs réussi à faire école en marquant toute une génération d'étudiantes et étudiants depuis les années 1960 jusqu'à sa retraite<sup>229</sup>.

Son livre *La Politique Culturelle de l'époque de Jean III*<sup>230</sup> est le texte qu'il a présenté pour obtenir le titre de professeur agrégé du VI<sup>e</sup> groupe – soit celui de philosophie<sup>231</sup> ce qui constitue, à nouveau, un écart au *cursus honorum* de l'historien. L'œuvre, étendue, est composée de 999 pages de texte. Le plan, divisant l'essai en dix chapitres, est très détaillé ce qui facilite la recherche d'une information précise<sup>232</sup>. Il n'y a pas de conclusion et l'introduction est un « prologue ». Les sources et la bibliographie sont placées à la suite du prologue, une pratique assez courante au Portugal. Les sources sont nombreuses – plus de huit pages, réparties entre les ANTT, la BNP et les bibliothèques universitaires de Coimbra, deux archives en Espagne, deux à Paris et celles du Vatican. La bibliographie fait 46 pages soit près de 920 références : sans visée exhaustive, de très nombreux livres en français, en espagnol et en italien sont cités, avec un plus grand nombre de titres français.

---

<sup>225</sup> Luís Reis TORGAL, « José Sebastião da Silva Dias » dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>226</sup> Ce prix récompense « la meilleure œuvre de journalisme, de doctrine ou de polémique portugais ».

<sup>227</sup> Le prix Anselmo de Andrade récompense la meilleure œuvre portugaise de doctrine politique ou économique.

<sup>228</sup> Jorge Amados MENDES, dans Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 304.

<sup>229</sup> Luís Reis Torgal fait partie de ses anciens étudiants qui le considèrent comme un professeur majeur dans leur parcours universitaire à Coimbra : son témoignage insiste sur son importance, avec d'autres, lors du centenaire de sa mort (voir la vidéo disponible, où témoignent Manuela Taveres Ribeiro, Fernando Catroga, Luís Reis Torgal et João Paulo Avelãs Nunes : <https://www.youtube.com/watch?v=V1L51WjNac4>, consulté le 19 novembre 2020).

<sup>230</sup> José Sebastião da Silva DIAS, *A Política Cultural da Época de D. João IV*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1969, 2 volumes. Ce livre est dédié à sa femme « collaboratrice, amie et compagne ».

<sup>231</sup> Malgré la réforme de 1957 qui a séparé l'enseignement de l'histoire de celui de la philosophie, il est intéressant de constater que ce professeur donnant de nombreux cours d'histoire a fait le choix de présenter son dossier pour le VI<sup>e</sup> groupe, et non le IV<sup>e</sup> qui correspondait à celui d'histoire, signe que les passerelles existaient encore entre les deux disciplines.

<sup>232</sup> Dans le prologue, José Sebastião da Silva annonçait que l'œuvre se composerait de 14 chapitres : « Le premier volume sort maintenant avec les dix chapitres initiaux. Nous espérons que le second, avec le reste du sujet, puisse paraître à la fin de l'année prochaine, en effet il est prêt à la rédaction dans sa presque intégralité » (page XV). Cependant, ce deuxième volume, comprenant les derniers chapitres et les documents supplémentaires n'est jamais paru.

Le prologue explique son approche de l'histoire :

« C'est un livre de plus de lecture difficile que nous mettons devant les yeux du lecteur. Nous aimerions lui offrir un texte de pure ou de presque pure synthèse. Mais cela ne peut pas l'être encore une fois. Cela ne pourrait pas l'être sans que nous forcions les limites que le sens des responsabilités impose à l'homme de science. Et ce fut précisément une œuvre de science que nous avons voulu mettre à jour. Deux chemins d'exposition se sont présentés praticables : le chemin monographique et le chemin systématique. Si l'histoire, comme science, fut à peine, pour nous, le récit des événements (chronique) ou la description du passé (historiographie), nous aurions choisi, sans doute, le premier schéma. Avec celui-ci nous simplifierions, extraordinairement, notre travail – et il nous resterait une marge plus grande pour parsemer la narration avec les grâces du bon goût littéraire. L'autre voie est de grande complexité architecturale. Elle nous a obligé à reprendre, dans des chapitres différents, la même donnée et le même phénomène, et même parfois, occasionnellement, à répéter des textes ou des idées. Elle nous a semblé, cependant, l'unique réponse adéquate à la vision dialectique de la connaissance historique. Plus qu'une collection d'informations et un enchaînement de faits, l'histoire surgit à nos yeux comme une interprétation de l'homme et de la vie. C'est à partir de la découverte objective des structures et de ses connexions, signifiées ou senties, que le dialogue de l'historien avec la réalité historique devient possible » (p. XIII).

José Sebastião da Silva Dias exposait donc d'emblée la méthodologie suivie, et prenait une distance certaine avec les « événements » en sous-entendant par là qu'il ne voulait pas se contenter d'eux mais, au contraire, être dans une analyse approfondie de la complexité de la période historique choisie. Il cherchait donc clairement à dépasser l'histoire événementielle. Par ailleurs, il révélait aux lectrices et lecteurs ses préoccupations « ce qui ne se produit pas toujours avec beaucoup de nos historiens<sup>233</sup> ». Tout comme Jorge Borges de Macedo, il a insisté sur la nécessaire problématisation :

« La connaissance historique nous paraît uniquement valide comme connaissance *a posteriori*, complétée par les résultats de l'induction et les conclusions de l'inférence. Il faut cependant partir, pour la recherche, avec des problèmes – mais sans équations et thèses préconçues. Il manque un historien là où manque un homme avec des problèmes (n. : *falta um historiador quando falta um homem com problemas*) » (p. XIV-XV).

Plus conventionnel, il a remercié ensuite le vice-recteur de l'université de Coimbra, Arnaldo de Miranda e Barbosa, ainsi que l'IAC pour son appui financier et les différentes personnes travaillant dans les bibliothèques et les archives fréquentées, entre Lisbonne et Coimbra, rappelant son insertion de la milieu académique portugais.

L'originalité de la démarche de José Sebastião da Silva Dias était d'inscrire la culture portugaise dans la culture européenne. Tout le premier chapitre, intitulé « Le contexte idéologique européen », commence justement par présenter l'humanisme et la pensée dans les autres pays européens. La description du milieu portugais n'intervient qu'à partir du chapitre II, et

---

<sup>233</sup> Luís Reis TORRAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *op.cit.*, p. 308.

occupe, certes, l'essentiel du livre. Toutefois, il convient de souligner cette ouverture aux autres pays adoptée par l'approche de l'auteur. Il parle même, dans la conclusion du long chapitre X – il fait plus de 110 pages – intitulé « La réaction à la conjoncture idéologique du XVI<sup>e</sup> siècle » d'un « désir d'européaniser culturellement le pays et d'affiner par le ton de la Réforme Catholique et de la Contre-Réforme l'idéologie de ses hommes » (p. 997). L'inscription européenne et le souhait de dépasser le cadre portugais était donc évident dans sa démarche. Toutefois, il parle de « notre état de la culture » (p. 998), se plaçant donc toujours selon un point de vue portugais tout en déplorant la victoire des idées contre-réformistes :

« Les intellectuels de formation européenne ou d'option humaniste se sont vus rapidement, après 1550 et surtout depuis 1560, comme des poissons hors de l'eau. Ils ont drastiquement perdu la bataille dans la lutte contre la médiocrité et la passion. Leurs adversaires appartenaient en grand nombre, à la classe des hommes obscurs – mais des hommes obscurs avec une idéologie ayant des contours et des contenus bien définis, des hommes d'une forte volonté et concentrés dans les organismes de contrôle idéologique et politique de la réalité nationale. Les idées aussi s'étranglent – pour le moins provisoirement. L'histoire ne s'est pas arrêtée ici – et la vie ne s'est pas arrêtée. Ni l'histoire et ni la vie ne se développent avec des séquences rectilignes, des schémas abstraits. Avec le temps, les hommes changent et les structures ainsi que les concepts se transforment. D'autres courants de sensibilité ou de pensée, d'autres courants d'action ou de réaction des gouvernements, viennent d'au-dessus et se projettent dans les réalités nationales. Nous le verrons plus tard ». (p. 998 et 999).

Il se permettait ainsi de critiquer certains auteurs catholiques de l'époque et s'éloignait clairement de l'approche historiographique des années 1930 qui louait l'Église catholique et défendait l'Inquisition.

De plus, l'œuvre mettait au second plan l'action du roi Jean III. La culture prenait presque toujours le pas sur l'action politique. Dans le plan détaillé, seules six mentions du roi Jean III sont identifiées : pour trois occurrences, il s'agit de : « à l'époque de Jean III » (p. XXVII et XXVIII donc deux fois), « au temps de Manuel I<sup>er</sup> et Jean III (p. XXIII) et enfin « la cour de Jean III » (p. XXII). Ces quatre mentions du roi servent donc à dater ou situer le propos. Deux mentions parlent explicitement de ce roi : « L'intérêt de Jean III pour les problèmes de l'enseignement » (p. XXIV) et « la personnalité de Jean III » (p. XXVI), portrait du monarque qui n'arrive qu'à la page 721 et s'arrête rapidement, à la page 725. Même lorsqu'il évoque une des actions majeures du souverain dans le champ culturel, soit le transfert définitif de l'Université dans la ville de Coimbra, le titre du chapitre VII est « L'Université nouvelle, siège et ordonnancement institutionnel ». Ce cantonnement du roi au second rang est donc d'autant plus révélateur qu'il s'avère surprenant pour la période.

La réception de l'œuvre fut enthousiaste<sup>234</sup>. Quelques années après, la parution de l'autre grand livre sur les *Découvertes et la Problématique culturelle du XVII<sup>e</sup> siècle* a fait de José Sebastião da Silva Dias un des grands noms de l'histoire culturelle de la fin de la période autoritaire. Après l'université de Lisbonne et de Coimbra, la jeune université de la ville de Porto voit certains de ses membres élargir les champs d'étude.

Luís António de Oliveira Ramos a été l'illustration de l'historien qui s'est accommodé de la Situation alors que, dans sa jeunesse, il était en opposition au régime autoritaire<sup>235</sup>. Né en 1939, il fait partie de la cinquième génération d'historiens. Après des études d'histoire-philosophie à l'université de Lisbonne, où a il terminé sa licence en 1961, il est engagé comme assistant à la FLUL avant d'être recruté en 1963 à l'université de Porto où il a passé tout le reste de sa carrière<sup>236</sup>. Il est entré en politique en devenant député élu de Braga du parti unique, entre 1969 et 1974<sup>237</sup>. Il a défendu sa thèse de doctorat en 1972 sur le Cardinal Saraiva, qui constitue une des « premières thèses de doctorat sur une figure libérale du Portugal<sup>238</sup> ». En effet, il s'est intéressé à Francisco de São Luís Saraiva, surnommé le Cardinal Saraiva, né à Ponte de Lima en 1766<sup>239</sup>, recteur de l'université de Coimbra, évêque de la même ville, directeur des ANTT,

---

<sup>234</sup> Dans une courte recension critique, José Honório Rodrigues souligne la qualité du travail de José Sebastião da Silva en précisant qu'il « réalise une œuvre véritablement fantastique, un exemple incomparable, de la plus pure, de la plus parfaite érudition » parlant « d'une œuvre d'une grande complexité architecturale, une interprétation de la réalité historique dans sa structure et ses connexions ». (José Honório RODRIGUES, « José Sebastião da Silva Dias, *A política cultural da época de D. João III* » dans *Revista de História*, vol. XLVII, octobre-décembre, 1973, cité dans *Revista de História das Ideias*, vol. 8, 1986, Coimbra, pp. 678-679 – je ne cite ici que la partie consacrée à l'œuvre et non pas celle sur les « Découvertes » et la culture qui est aussi abordée par l'auteur) .

<sup>235</sup> Voir la lettre écrite par António Henrique de Oliveira Marques à Mário de Azevedo Gomes dans le III)2) du chapitre 7.

<sup>236</sup> Une biographie est disponible sur le site Infopédia ([https://www.infopedia.pt/\\$luis-a.-de-oliveira-ramos](https://www.infopedia.pt/$luis-a.-de-oliveira-ramos), consulté le 18 novembre 2020) mais aussi sur le site présentant les différents recteurs de l'université de Porto ([https://sigarra.up.pt/up/pt/web\\_base.gera\\_pagina?p\\_pagina=reitores%20da%20u.porto%20-%20lu%20c3%ads%20ant%20b3nio%20de%20oliveira%20ramos](https://sigarra.up.pt/up/pt/web_base.gera_pagina?p_pagina=reitores%20da%20u.porto%20-%20lu%20c3%ads%20ant%20b3nio%20de%20oliveira%20ramos), consulté le 18 novembre 2020).

<sup>237</sup> La dimension politique de son parcours n'apparaît dans aucune des biographies liées à des institutions universitaires portugaises. Sans prétendre à un oubli volontaire, dans la mesure où l'activité parlementaire durant la dictature restait consultative, Luís António de Oliveira Ramos a pu se faire discret sur cette participation politique. La fiche parlementaire est disponible en ligne, dernière consultation le 18 novembre 2020 :

[http://app.parlamento.pt/publicacoesonline/deputadosan\\_1935-1974/html/pdf/r/ramos\\_luis\\_antonio\\_de\\_oliveira.pdf](http://app.parlamento.pt/publicacoesonline/deputadosan_1935-1974/html/pdf/r/ramos_luis_antonio_de_oliveira.pdf))

<sup>238</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *op.cit.*, p. 263.

<sup>239</sup> La naissance du Cardeal Saraiva à Ponte de Lima aboutit à ce qu'un journal local de la petite ville s'appelle « Cardeal Saraiva », journal publié depuis février 1910. Le site de présentation du journal évoque le choix de ce nom : « Personnalité qui était de la ville de Ponte de Lima, il s'est distingué dans la hiérarchie religieuse sous le nom de Cardinal Saraiva. De fait c'était alors une figure notable de la hiérarchie religieuse oubliée dans sa terre natale », tout en précisant quelques lignes plus loin « Bien que son titre puisse le suggérer, cet organe de communication sociale n'a aucun lien avec une quelconque croyance religieuse et s'engage dans une information indépendante et plurielle » (voir le site du journal : <https://cardealsaraiva.com/breve-historial/>, consulté le 18 novembre 2020).

membre de l'ACL et même ministre<sup>240</sup>. Ses écrits, dont certains concernaient l'histoire, sont marqués par le libéralisme. En s'attachant à cette figure du XIX<sup>e</sup> siècle, Luís António de Oliveira Ramos faisait donc une incursion rare dans un siècle proscrit car considéré comme celui du libéralisme, d'autant que son objet d'étude était un libéral convaincu, alors même que le libéralisme était rejeté avec véhémence par le pouvoir et associé aux travers de la démocratie par le terme péjoratif de « démolibéralisme ». L'originalité de son choix est dès lors significative en comparaison de la production historiographique des universitaires.

L'ouvrage issu de sa thèse de doctorat s'appelle *Le Cardinal Saraiva*<sup>241</sup>. En se penchant sur la bibliographie et ses plus de 230 titres cités<sup>242</sup>, les noms d'auteurs étrangers – surtout français<sup>243</sup> – dépassent les 20 titres tandis qu'au moins 13 historiens en opposition<sup>244</sup> sont évoqués par leurs ouvrages, parfois récents. Cela montre non seulement que Luís António de Oliveira Ramos n'a opéré aucune forme de cloisonnement, mais aussi que les auteurs opposants étaient les précurseurs et les rares à s'être penchés sur le trop peu connu XIX<sup>e</sup> siècle portugais.

Le plan choisi par Luís António de Oliveira Ramos suit l'ordre chronologique de la vie du Cardinal Saraiva. Il n'y a pas de conclusion, le livre s'achevant lorsque le Cardinal Saraiva a quitté la fonction de directeur des ANTT. La fin abrupte s'explique par la non publication du second volume de la thèse. Il remercie à la fin de la préface António Cruz qui « nous a accompagné depuis le début avec son amitié, son bon conseil et avec l'expérience de son savoir, jamais refusée », puis il ajoute qu'il a été nommé directeur de cette thèse en cours, du fait d'un

---

<sup>240</sup> Voir la biographie qui est faite du Cardinal Saraiva, dont l'entrée ne fournit que ce nom et ne donne pas son état civil : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=7370>, consulté le 18 novembre 2020 sur le *Dicionário Cronológico de Autores Portugueses*.

<sup>241</sup> Luís António de Oliveira RAMOS, *O Cardeal Saraiva*, Porto, Faculdade de Letras, 1972. Le livre est dédié « À ma femme ». Bien que la mention « Volume I » soit présente sur la page de titre, supposant la parution d'un deuxième volume, le second semble n'être jamais sorti, dans la mesure où il n'est pas trouvable sur le catalogue Porbase ni sur le Sudoc. Dans la préface, il a annoncé la publication d'un autre volume mais les incertitudes semblent planer dessus : « Pour un volume ultérieur, à préparer dès que les circonstances le permettront, reste à faire l'étude des autres facettes de l'œuvre du Frère Francisco de São Luís, à la tête desquels figurera, nous l'espérons ainsi, une considération étendue de son profil politique. Par ailleurs, des éléments éclairants du même se profilent dans la biographie rédigée » (deuxième page de la préface, qui est hors pagination).

<sup>242</sup> Je concède n'avoir pas compté avec précision les livres : ayant à peu près une quinzaine de livres par page de bibliographie, j'ai donc obtenu ce chiffre approximatif.

<sup>243</sup> Plus d'une vingtaine de livres étrangers sont cités : Roger Aubert, Marc Bloch, Maurice Crouzet, Jean Delumeau, Michel Devèze, Jean Ehrard, Augustin Fliche, René Gonnard, Harald Höfding, Ernest Labrousse, Georges Lefebvre, Henri-Irénée Marrou, Daniel Mornet, Roland Mousnier, Marcel Prélot, António Eiras Roel, Ludovicus Jacobus Rogier, Robert Schnerb, Albert Silbert (3 livres), Don René Presper Tassin, René Taveneaux, Jean Touchard.

<sup>244</sup> Comme historiens en opposition sont cités : Luís de Albuquerque, Joaquim de Carvalho, Armando Castro, Jaime Cortesão, Óscar Lopes, António José Saraiva, Victor de Sá, Fernando Piteira Santos, António Sérgio, Joel Serrão, José Tengarrinha.

changement législatif. Il remercie également l'IAC pour le financement et les personnels des archives, bibliothèques et ses collègues de la FLUP<sup>245</sup>.

Dans la préface au livre, Luís António de Oliveira Ramos a précisé le cheminement et l'objectif de ce travail :

« Fruit d'une longue recherche conduite sous les auspices de la Faculté de Lettres de Porto, cette présente dissertation vise, d'un côté, à montrer les jalons fondamentaux de l'existence du cardinal D. Fr. Francisco de S.Luis Saraiva, et de l'autre, à éclairer les facettes pertinentes de son activité et pensée sur le plan ecclésiastique dans les domaines de l'histoire. Ainsi, une fois posées les bases de la biographie de ce bénédictin, nous analysons les caractéristiques des travaux d'exégèse sacrée qu'il a faits, le contenu des points essentiels de son idéologie (n. : *ideário*, mot qui pourrait aussi signifier l'ensemble de sa pensée) morale et religieuse et de ses concepts autour de l'éducation et des devoirs du clergé, pour ensuite énoncer les normes qu'il a formulées sur la façon d'écrire l'histoire puis définir et peser, de façon critique, la nature de sa production dans les champs de l'historiographie ecclésiastique et profane. [...] Les conditions techniques limitatrices rencontrées au cours de cette recherche ont influencé la structure de ce travail, la plus importante ayant été le difficile accès à certains fonds documentaires, et les exigences en vigueur dans l'organisation scolaire. » (Première page de la préface, hors pagination)

Le faible nombre de personnes travaillant sur la période et le manque d'intérêt des autres historiens accommodés pour cette même période, en faisaient un précurseur, position qui semble l'avoir mis en difficulté quant à la recherche d'informations. Il s'agirait moins de freins à la consultation des archives que d'une difficulté à connaître la localisation de ces archives, d'autant qu'elles documentent un siècle très peu étudié à cette période pourtant tardive du régime autoritaire. En revanche, dans le corps du texte, la perspective de l'auteur reste celle d'une histoire érudite, rigoureuse, marquée par un grand nombre de notes de bas de page et des courtes conclusions de chapitres. Toutefois, les observations nationalistes, qui ont pu jusque-là ponctuer les autres travaux, sont absentes. Il s'agit donc d'une thèse d'histoire qui ne glisse pas dans le champ politique, comme d'autres historiens avaient pu le faire.

\*

\* \*

Au regard de la production écrite des historiens accommodés, la période allant de 1960 à 1974 a été une époque duale. D'un côté, la permanence d'une histoire érudite ne semblait pas perdre de son importance, à l'image de l'histoire écrite depuis les premiers temps du régime autoritaire – voire depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les mêmes objets de recherche, les mêmes

---

<sup>245</sup> La préface est hors pagination, d'où l'absence de mention de page, mais elle ne fait que trois pages.



personnages attiraient en nombre les historiens. De nouvelles idées étaient formulées, des positions revisitées, mais des perspectives résolument nationalistes restaient parfois perceptibles.

Parallèlement, au sein de l'Université portugaise, un désir de renouveler l'écriture de l'histoire a pu se concrétiser, en adoptant plusieurs formes. Le Portugal est certes resté le centre de l'attention historique mais des inflexions doivent être relevées. Il y a d'abord eu le souhait de modifier les pratiques en s'intéressant à l'histoire économique et sociale, en s'appuyant donc sur les pratiques héritées des autres sciences sociales. Ensuite, une attention portée à l'histoire de la culture a pu être formulée, dans une perspective nationale qui mettait néanmoins la politique en retrait. Enfin, l'innovation s'est concrétisée par des incursions dans des siècles jusqu'ici jamais étudiés dans le milieu universitaire. En conséquence, des modifications étaient lentement perceptibles au sein de l'Université portugaise.

La production historiographique des historiens accommodés n'a pas été guidée par le régime autoritaire. Aucun ordre venu des principaux lieux du pouvoir de Lisbonne ne les a contraints à rédiger un type d'histoire en particulier. L'acte d'écrire était libre, certes uniquement si les règles du jeu autoritaire étaient acceptées, ce qu'ils ont fait. Cela a abouti à une pétrification de l'écriture de l'histoire qui est restée, pendant l'essentiel de la période, une histoire événementielle, centrée sur l'étude minutieuse des sources.

La période allant de 1926 à 1940 a été le moment de l'affirmation d'une relecture nationale de l'histoire. Les historiens portugais n'ont certes pas attendu le 28 mai 1926 pour s'intéresser à l'histoire du Portugal, mais une lecture nationaliste s'est développée après les remarques formulées par les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle. Face aux critiques internationales, la défense de l'histoire du Portugal a été un enjeu clé de la période. Elle fut aussi un temps d'affrontements entre des historiens qui n'étaient pas encore tous professionnels, et certains peu courtois vis-à-vis des autres quant au regard porté sur le passé portugais. Certes unis dans la défense de l'histoire nationale, les querelles d'interprétations pouvaient être vives.

Entre 1940 et 1960, l'écriture des historiens accommodés est restée profondément érudite tout en étant moins marquée par l'affrontement comme elle avait pu l'être durant la période précédente. L'écriture était moins nerveuse au fur et à mesure que la professionnalisation et que l'instauration d'un *cursus honorum* historien devenaient normatifs. Critiquer ses pairs n'était pas de bon goût. Quelques rares innovations étaient perceptibles dans l'écriture de l'histoire mais de façon encore très marginale. De plus, des historiens accommodés, souvent proches du pouvoir autoritaire, ont eu à cœur d'écrire l'histoire de l'Empire afin de renforcer son lien à la métropole.

La dernière période, qui s'étend entre 1960 et 1974 a été duale. Alors qu'une partie de la production historiographique poursuivait une lecture et une écriture de l'histoire toujours tournée vers l'histoire érudite et événementielle, des historiens n'ont pas hésité, au sein même des universités portugaises, à altérer leurs pratiques d'écriture, révélant une attention particulière portée aux nouvelles formes d'écriture et de réflexion sur l'histoire du Portugal venues de l'étranger.

Les parcours et positionnement des historiens accommodés se révèlent enfin d'autant plus significatifs si l'on confronte leur évolution aux différentes formes d'écriture des historiens en opposition. Les écarts observables dans l'écriture se sont progressivement resserrés, en particulier à la fin des années 1960 et durant la décennie 1970, jusqu'à établir une convergence. Le processus ne s'est cependant pas opéré sans turbulences ni recompositions, provoquées par le 25 avril 1974 et secouant bon nombre d'historiens accommodés.



## Conclusion de la deuxième partie

L'objectif de cette partie a été de montrer quel a été le quotidien des historiens qui s'étaient accommodés de la situation politique autoritaire. Sans s'être pleinement mis au service du gouvernement comme l'ont été les historiens organiques, le groupe numériquement majoritaire des historiens accommodés a certes été pluriel dans son soutien au régime mais il a dans l'ensemble été caractérisé par une pratique quotidienne de l'histoire qui a pu bénéficier de certaines facilités.

Tout d'abord, les avantages tirés de l'acceptation du cadre dictatorial étaient certains. D'une part, une partie des historiens a pu intégrer l'Académie portugaise d'histoire, créée ou plutôt réactivée par le pouvoir. D'abord dans la dépendance directe du gouvernement, les académiciens ont gagné leur autonomie sans pour autant disposer d'un budget octroyé par l'État à la mesure de leurs ambitions. Les historiens ont été plus ou moins investis dans leur fonction et l'intérêt semble progressivement s'être émoussé, alors que l'institution était devenue une machine mémorielle au service du pouvoir dans l'objectif de chanter les louanges d'un Empire sur la défensive. Ensuite, les historiens accommodés ont très majoritairement intégré l'Université portugaise. La carrière des universitaires a connu plusieurs modifications au cours du régime autoritaire sans pour autant que le nombre de postes fixes augmentât ce qui a contribué à créer des tensions internes et des relations de pouvoirs fortes entre les historiens titulaires et les précaires. L'enseignement délivré par les historiens dans le cadre universitaire s'est fait dans le respect scrupuleux des programmes définis par le pouvoir. Toutefois, les conditions d'exercice du métier d'enseignant ont été difficiles en raison d'un sous-investissement continu dans le domaine de l'éducation et malgré les récriminations, leur situation ne s'est pas améliorée. Enfin, la production historiographique des historiens accommodés a bénéficié de conditions avantageuses. D'une part, la recherche historique a été encouragée par un institut public qui a financé la recherche au Portugal et à l'étranger, mais aussi par un soutien à d'autres structures comme les centres de recherche universitaires. Enfin de nombreux lieux ont permis aux historiens accommodés de diffuser et de communiquer leurs travaux et certains ont participé à des colloques, montrant que des historiennes et des historiens accommodés étaient insérés dans un réseau international. Toutefois, pour beaucoup, le Portugal a été le seul horizon pour exposer leurs travaux historiques.

Les historiennes et les historiens accommodés se sont distingués par une écriture de l'histoire qui a peu évolué sur l'ensemble de la période. Alors qu'une partie de l'Europe connaissait un renouveau historiographique par l'ouverture de la discipline aux autres sciences sociales, l'écriture des historiens accommodés s'est pétrifiée dans une écriture de l'histoire événementielle et politique, à l'image de celle écrite depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, au contraire de ce qu'avait remarqué Benedetto Croce, pour qui « qu'on le veuille ou non, toute histoire digne de ce nom est contemporaine<sup>1</sup> », les historiens portugais ont semblé fuir le temps présent et ne pas accompagner les nouvelles pratiques. De plus, le Portugal a été constamment le cœur de leur attention et leurs études ont soigneusement évité d'aborder les siècles les plus récents afin d'éviter d'être accusés par le régime de ne plus faire de l'histoire mais de la politique. Durant la période allant de 1926 à 1940, les historiens ont été portés par la volonté de défendre l'histoire du Portugal et notamment celle de son Empire. De grandes collections ont été de véritables entreprises de célébration de la nation portugaise et de son passé. Entre 1940 et 1960, malgré quelques rares travaux précurseurs, l'histoire écrite par les historiens accommodés n'a pas connu de grand changement par rapport à la période précédente et plusieurs d'entre eux ont tenu à défendre fermement l'Empire alors que les critiques à son égard devenaient de plus en plus nombreuses. Enfin, entre 1960 et 1974, l'histoire des historiens accommodés a été marquée par un attrait croissant pour l'histoire économique et sociale voire pour l'histoire de la culture, même si l'essentiel de la production restait, comme aux premiers temps, une histoire événementielle, focalisée sur la politique et sur les périodes médiévales et modernes.

Après avoir présenté les différentes caractéristiques de la pratique des historiennes et des historiens accommodés, il est maintenant question d'étudier quelles ont été les conditions de celles et ceux en opposition, afin de mettre en évidence les nombreux écarts entre les deux groupes majoritaires de la communauté historique.

---

<sup>1</sup> Benedetto CROCE, *Contribution à ma propre critique*, traduction de l'italien par Jules CHAIX-RUY, Paris, Nagel, 1949, p. 110.

**TROISIÈME PARTIE**  
**ÊTRE UN HISTORIEN EN**  
**OPPOSITION**



## Présentation de la troisième partie

En soulignant le statut d'*outsider* de l'intellectuel, je songeais au sentiment d'extrême impuissance généré par l'écrasant réseau des pouvoirs sociaux – les médias, l'État, les grandes firmes, etc. – qui excluent en bloc toute possibilité de changement. Décider délibérément de ne pas appartenir à ces pouvoirs signifie, à bien des égards, ne plus être en mesure d'induire quelque changement que ce soit et même parfois, hélas, d'en être réduit au seul rôle de témoin des drames qui sans cela serait tus.

Edward Saïd<sup>1</sup>

Faire le choix de s'opposer au pouvoir dans un régime autoritaire équivaut à une mise à l'écart. Pour les scientifiques, elle peut aller de l'interdiction d'exercer au sein des institutions universitaires à la surveillance des écrits, voire jusqu'à l'emprisonnement pour les plus engagés politiquement. Quelles que soient les conséquences pratiques de leur opposition sur leur carrière, ces intellectuels se retrouvent dans une situation d'impuissance face au pouvoir comme l'a remarqué Edward Saïd. Ainsi, il y a une dissonance entre la capacité d'agir limitée de l'intellectuel, dans la mesure où il est en position d'*outsider*, et les possibles mécanismes répressifs sur lesquels le pouvoir politique en place fonde son autorité.

Pour autant, peut-on considérer les historiens portugais en opposition comme des *outsiders* ? Tout dépend de la signification accordée. Howard Becker a par exemple utilisé ce terme pour définir une figure sociale particulière :

« Quand un individu est supposé avoir transgressé une norme en vigueur, il peut se faire qu'il soit perçu comme un type particulier d'individu, auquel on ne peut faire confiance pour vivre selon les normes sur lesquelles s'accorde le groupe. Cet individu est considéré comme *étranger* au groupe [*outsider*]. Mais l'individu qui est ainsi étiqueté comme étranger peut voir les choses autrement. Il se peut qu'il n'accepte pas la norme selon laquelle on le juge ou qu'il dénie à ceux qui le jugent la compétence ou la légitimité pour le faire. Il en découle un deuxième sens du terme : le transgresseur peut estimer que ses juges sont *étrangers* à son univers<sup>2</sup>. »

La double perception que Howard Becker met en évidence semble donc s'appliquer à la situation des personnes en opposition au régime dictatorial. Ainsi, le pouvoir percevait, surveillait, contraignait voire punissait les opposants en les considérant comme des citoyens potentiellement dangereux. Les opposants, eux, combattaient et rejetaient la représentativité du

---

<sup>1</sup> Edward SAÏD, *Des intellectuels et du pouvoir*, traduit par Paul CHEMLA, Paris, Seuil, 1996, p. 16.

<sup>2</sup> Howard BECKER, *Outsiders, Études de sociologie de la déviance*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean-Michel CHAPOULIE et Jean-Pierre BRIAND, Paris, Éditions Métailié, 1985, p. 25.



gouvernement dans la mesure où ils entendaient renverser le pouvoir pour mettre en place un autre régime. Ils contestaient la légitimité de la norme étatique et assumaient le fait d'être des *outsiders* de façon positive, sans se soucier du pouvoir qui les définissait comme *outsiders*.

Cependant, si les historiens en opposition semblent être des *outsiders*, ils ne l'ont été qu'en partie. En effet, sur le plan politique, ils ont été mis à l'écart : divers pans de leur vie et notamment de leur activité scientifique ont été affectés par leur positionnement. Toutefois, socialement, les historiens en opposition étaient issus pour l'essentiel de milieux favorisés ou de la classe moyenne comme l'ensemble du groupe des historiens étudiés<sup>3</sup>. Une grande homogénéité sociale caractérisait les historiens accommodés et les historiens en opposition. En conséquence, ils pouvaient ressentir leur éviction ou leur impossibilité d'exercer dans le cadre universitaires comme une forme de déclassement, de relégation, mais ils n'en restaient pas moins très éloignés de la déviance par rapport à une norme sociale comme analysée par Howard Becker. Il s'agissait surtout d'un écart à une norme politique. En outre, leurs travaux connaissaient des succès éditoriaux, signes d'une certaine audience dans l'espace culturel portugais. Par ailleurs, ce sentiment d'être en décalage par rapport au reste de la société n'était pas l'apanage des scientifiques en opposition. « Je me sens exilé dans mon propre pays » : cette phrase concédée par le médecin Egas Moniz a été abondamment reprise par des opposants durant le régime autoritaire<sup>4</sup>. Elle a pourtant été prononcée par un prix Nobel de médecine, qui a eu une longue carrière de professeur de médecine enseignant entre l'université de Coimbra et celle de Lisbonne entre 1902 et 1944, et qui s'était accommodé de la situation politique<sup>5</sup>. En conséquence, selon le regard porté, qu'il soit politique, académique, ou limité au domaine culturel, les historiens en opposition ont été inclus ou exclus, entre autres domaines, du champ du savoir.

Il faut en outre insister sur la diversité des profils des historiens en opposition et le degré de tolérance du pouvoir à leur égard. Ainsi, certains étaient des professeurs d'université et n'ont pas été expulsés par le pouvoir autoritaire, d'autres sont parvenus à enseigner dans l'enseignement supérieur ou bien dans l'enseignement secondaire tandis que d'autres étaient interdits d'enseigner. Les différentes formes d'opposition ont provoqué une multitude de réactions. Il est donc nécessaire d'insister sur la diversité des situations, même si l'ensemble du groupe a

---

<sup>3</sup> Voir le II)2) du chapitre 2.

<sup>4</sup> Cette citation est souvent reprise dans le journal *Portugal Democrático* dirigé par l'historien Joaquim Barradas de Carvalho (Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 358, dans le n° 86 de *Portugal Democrático* de Septembre 1964 accompagné d'une photo de Egas Moniz)

<sup>5</sup> Voir sa biographique en ligne sur le site Infopédia : [https://www.infopedia.pt/\\$egas-moniz-\(medico\)](https://www.infopedia.pt/$egas-moniz-(medico)), consultée le 23 avril 2021.

connu un « resserrement de l'espace des possibles<sup>6</sup> ». L'objectif est ici de montrer quelles sont les conséquences de l'opposition au pouvoir autoritaire dans le quotidien des historiens.

L'étude se focalise sur les 51 historiennes et historiens en opposition<sup>7</sup> qui représentent un peu plus du quart de l'ensemble du groupe considéré dans ce travail de recherche. Il s'agit certes d'une minorité par rapport aux historiens accommodés, mais c'est à travers l'analyse de ce sous-groupe que la face sombre du régime autoritaire transparait. De fait, les trajectoires des historiens en opposition permettent de montrer l'ampleur de l'action contraignante du pouvoir sur la pratique scientifique. Les trois caractéristiques de l'opération historiographique définies par Michel de Certeau ont toutes été ralenties voire entravées par l'action du pouvoir : intégrer un des lieux sociaux de l'histoire devenait complexe et par conséquent la possibilité de faire carrière aussi ; la pratique était régulièrement surveillée par la police politique ; l'écriture était contrôlée par la censure, amenuisant l'audience des historiens. Et il leur a fallu bien des concessions, des renoncements pour pouvoir faire œuvre d'historien. Si en paraphrasant Pierre Bourdieu, il est bon de rappeler que « l'histoire un sport de combat<sup>8</sup> », être historien pouvait aussi l'être.

L'analyse se focalisera tout d'abord sur les mécanismes de contrôle déployés par le pouvoir à l'encontre des historiens en opposition. Surveillés activement, ces derniers ont vu leur carrière étroitement contrôlée par la police politique et leurs écrits minutieusement examinés par la censure. À chaque moment de la pratique historique, des obstacles se sont dressés. Face à ces blocages, les historiens en opposition ont cherché et parfois réussi à contourner le pouvoir dictatorial, preuve que celui-ci n'était pas en capacité de tout contrôler.

Ensuite, l'attention se portera sur les choix que les historiens en opposition ont dû faire afin de pouvoir devenir ou être historien, malgré tout. En prenant la décision de rester au Portugal, la question du métier se posait. Pour celles et ceux qui ont voulu intégrer l'enseignement, que ce soit à l'Université ou bien dans l'enseignement secondaire, il fallait endurer les pressions venues de toutes parts. Parfois même, une précarité professionnelle pouvait caractériser le parcours de certains historiens. Partir a pu être envisagé comme une alternative où des possibilités

---

<sup>6</sup> Voir Catherine LECLERCQ, Julie, PAGIS, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », dans *Sociétés contemporaines*, 2011, vol. 4, n° 84, pp. 5-23.

<sup>7</sup> Ce chiffre est obtenu en additionnant les 43 historiens en opposition, les 4 historiens dont l'opposition est interrogée mais aussi les 4 historiens qui ont été à la fois en opposition et accommodés (voir [Figure 54] et [Figure 55]). Par ailleurs, en raison du double positionnement de ces 4 historiens, – additionnés aux 4 historiens organiques et aux 135 historiens accommodés fourni dans l'introduction de la deuxième partie – le nombre total d'historiens est de 190. Que la lectrice ou le lecteur ne s'étonne pas de cette surreprésentation par rapport au chiffre de 186 fourni dans le chapitre 2.

<sup>8</sup> Joseph CONFAVREUX, Carine EFF, Philippe MANGEOT, « L'histoire est un sport de combat. Entretien avec Gérard Noiriel », dans *Vacarme*, vol. 32, n° 3, 2005, pp. 6-14. Par ailleurs, il s'agit d'un détournement d'une formule de Pierre Bourdieu dans le documentaire *La sociologie est un sport de combat* réalisé par Pierre Carles en 2001.

de carrière s'ouvraient tout en préservant un lien avec le Portugal. Éclatée géographiquement, l'existence d'une sous-communauté scellant une solidarité propre aux historiens en opposition doit donc aussi être interrogée.

Enfin, la réflexion se concentrera sur la production écrite des historiens en opposition. Ils rencontraient tout d'abord une multitude de difficultés à être publiés et de nombreuses pressions existent sur les maisons d'édition. Ensuite, l'objectif est de montrer comment l'écriture de l'histoire a été au cours de la période autoritaire marquée par une volonté de rompre avec celle qui était rédigée par les historiens accommodés. L'attraction pour les courants historiques venus de l'étranger et notamment l'historiographie française, devenait le signe distinctif d'une écriture de l'histoire parallèle qui se heurtait parfois à l'écriture et aux interprétations proposées par les historiens accommodés.

## Chapitre 6 Le pouvoir et « ces » historiens

Tel est le piège de ces archives qui nous régaler de récit de vie au point que l'on finirait par ne plus s'interroger sur la plume policière qui les a rédigés. Les dossiers de la Stasi montrent ce que l'homme a fait de lui-même dans un système donné, mais ils montrent surtout ce que ce système a pu faire de l'homme.

Sonia Combe<sup>1</sup>

Dans le chapitre 4, la relation privilégiée se nouant entre le pouvoir autoritaire et les historiens accommodés a été abordée. Pour les historiennes et les historiens en opposition auxquels ce chapitre est consacré, la relation avec le pouvoir fut tout autre. En effet, certains positionnements politiques trop explicitement affichés dans leurs écrits ou sur la place publique, comme leur adhésion à certains partis politiques, ont conduit le pouvoir à adopter une attitude diamétralement opposée. Ils ont été montrés, comme pointés du doigt par le régime. Ils furent épiés préventivement et parfois sanctionnés par des yeux vigilants, surveillant les actes et relisant toute la production intellectuelle. Ce contrôle attentif est celui d'un pouvoir qui a identifié « ses » opposants. Aux privilèges des historiens accommodés s'opposaient la répression qui s'abattait sur les historiens en opposition. Il y avait donc, en quelque sorte, d'un côté la carotte et de l'autre le bâton.

Afin de saisir l'étendue de la surveillance exercée par le pouvoir, le chercheur dispose des archives des deux puissants instruments de contrôle : la police politique et la censure<sup>2</sup>. Leur histoire permet de comprendre qu'elles sont partielles et il faut donc composer avec les pertes certainement irréversibles qui se sont produites<sup>3</sup>. Malgré tout, contrairement à d'autres archives de régimes autoritaires détruites, le Portugal a réussi à conserver la majeure partie des fonds des instruments répressifs autoritaires. À l'échelle de la péninsule Ibérique, cela représente un avantage certain pour la recherche. En effet, la longue transition en Espagne a permis à la police politique franquiste de détruire méthodiquement et tranquillement toutes les preuves accumulées. Les révolutions ont du bon.

Aux vicissitudes de la vie archivistique, s'ajoute le fait que les fonds peuvent devenir une chausse-trappe à déjouer. C'est le piège mis en évidence par Sonia Combe dans la citation

---

<sup>1</sup> Sonia COMBE, *Une société sous surveillance, Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 38.

<sup>2</sup> Les principaux outils de contrôle, la police politique et la censure, ont été présentés dans la troisième partie du chapitre 1.

<sup>3</sup> Voir le repère « Archives ».

en exergue quant aux archives de la police politique est-allemande. En effet, la chercheuse pointe le risque de ne plus interroger les documents que le ou la chercheuse lit, oubliant ce qu'ils révèlent du système répressif qui les a produits. La mise en garde nous conduit donc à redoubler de vigilance<sup>4</sup>. Dès lors, l'enjeu de ce chapitre est de mesurer le caractère systématique du contrôle exercé par le pouvoir politique à l'aide de ses principaux instruments de contrôle préventif et punitif, sur le groupe des historiens en opposition.

Cette focale ne doit pas faire oublier que le poids des professions intellectuelles reste dans l'ensemble faible par rapport à certaines professions comme les agriculteurs et les ouvriers qui ont subi la répression du pouvoir en place, à l'image de leur poids dans la structure sociale<sup>5</sup>. Et même parmi les intellectuels emprisonnés, João Madeira a bien souligné la diversité des profils des personnes incarcérées [Figure 80].

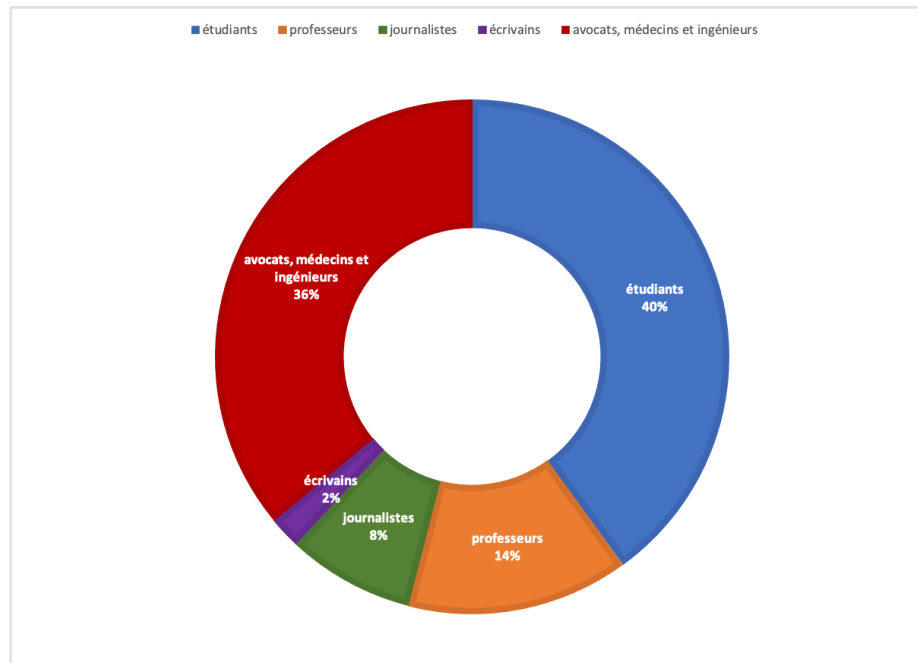


Figure 80 : diagramme du pourcentage de personnes diplômées emprisonnées entre 1932 et 1960<sup>6</sup>.

Les étudiants ainsi que les professions libérales ont été les deux groupes réunissant le plus grand nombre d'incarcérations entre les années 1930 et les années 1960. Les professeurs y sont bien moins importants. Par ailleurs, Du fait d'une relative instabilité professionnelle, et des

<sup>4</sup> Rétrospectivement, je me rends compte que j'ai pu être dans une relative fascination par ce que je lisais dans les archives de la PIDE/DGS. Toutes les informations récoltées me donnaient en quelque sorte le tournis et j'en oubliais presque quel était le regard qu'il fallait porter sur cette documentation et sur les producteurs des documents devenus ensuite des archives consultables.

<sup>5</sup> Comme montré dans le III) du chapitre 1.

<sup>6</sup> D'après le diagramme de João MADEIRA, *Os « engenheiros de almas », O Partido Comunista e os intelectuais (dos anos trinta a inícios de sessenta)*, Lisbonne, Estampa, 1996, p. 71. Signalons que le diagramme s'appuie sur les travaux de la Commission du livre noir du fascisme qui a produit d'importantes statistiques encore régulièrement mobilisées par des chercheuses et chercheurs sur la période de l'*Estado Novo*.

différences d'âge entre les générations, les historiens en opposition ont pu faire partie de l'ensemble des catégories présentées dans le diagramme dans la mesure où ils pouvaient être étudiants, professeurs mais aussi journalistes voire avocats au moment de leur emprisonnement. Quoi qu'il en soit, les 51 historiens en opposition identifiés sont une infime partie du nombre des victimes de la répression portugaise. Cependant, cet échantillon modeste est l'arbre qui cache la forêt répressive et révèle à une échelle réduite la violence exercée par les mécanismes de répression mis en place par le régime dictatorial.

Pour conduire l'étude, j'ai essayé d'étudier de façon exhaustive l'ensemble des archives disponibles sur les historiens dans les différentes sections des services centraux ainsi que les délégations de la PIDE/DGS<sup>7</sup>. Les archives de la censure souffrent de nombreuses lacunes, ainsi je m'appuierai en priorité sur les rapports publiés avant leur disparition ou bien disponibles en ligne<sup>8</sup>. L'enjeu est de savoir comment la surveillance exercée par les institutions coercitives a entravé l'activité intellectuelle des historiens en opposition.

La première partie du chapitre analyse le contrôle effectif du pouvoir politique sur le groupe des historiens en opposition. Elle fait le récit d'un contrôle méthodique pendant plusieurs décennies. La deuxième partie s'intéresse aux conséquences de cette surveillance sur leur travail. Enfin, la dernière partie délimite les nombreuses failles existantes dans le système répressif élaboré par le pouvoir autoritaire, permettant de mettre en lumière les stratégies déployées par les historiens en opposition pour déjouer l'oppressant système dictatorial.

---

<sup>7</sup> Je précise l'organisation des archives de la PIDE/DGS en début de la section « sources » (voir annexes). La lectrice et le lecteur pourront ainsi comprendre une partie des sigles utilisés dans la composition des dossiers. Le catalogue des archives de la police politique fonctionne par saisie du nom de la personne ou bien des personnes collectives dont on souhaite connaître l'existence d'un ou de plusieurs dossiers, ou alors constater leur inexistence.

<sup>8</sup> La Commission du livre noir sur le régime fasciste est la première à avoir établi une liste des ouvrages non périodiques qui ont été censurés durant le régime (voir COMISSÃO DO LIVRO NEGRO SOBRE O REGIME FASCISTA, *Livros proibidos no regime fascista*, Mem Martins, Europa-América, 1981). Partant de cette liste dans l'ensemble exhaustive, Cândido de Azevedo l'a reprise et l'a enrichie des rapports des censeurs qu'il a consultés pour un certain nombre d'entre eux (Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999, pages 585 à 655). Ayant consulté les deux, c'est sur le livre de Cândido de Azevedo que je m'appuie ici.

## **D) Filtrer l'accès : un pouvoir autoritaire sur ses gardes face aux historiens en opposition**

La dictature a contrôlé l'Université portugaise et surveillé l'ensemble de la production intellectuelle du pays<sup>9</sup>. Les historiens en opposition n'y ont pas échappé. À la consultation des archives des instruments de contrôle, l'impression d'une surveillance permanente, exprimée par les historiens en opposition dans les témoignages recueillis ou bien lus, devient palpable. De fait, les rapports accumulés méthodiquement par les agents de la police politique, les rapports écrits par les censeurs attestent d'une vigilance étatique massive. Par leur extension à l'ensemble des domaines de la vie publique et privée, les consulter glace parfois le sang du lecteur. Les archives révèlent le banal quotidien de fonctionnaires ainsi que la routine autoritaire. Les institutions de surveillance étaient surtout composées d'hommes<sup>10</sup>. En effet, les femmes étant généralement peu nombreuses parmi les fonctionnaires de police<sup>11</sup>. Les fonctionnaires avaient la certitude d'accomplir scrupuleusement leur travail de défense de la Situation. Nombreux furent les agents et militaires zélés, multipliant les rapports et informations. Ce processus cumulatif ne s'est achevé que quand le régime est tombé. La consultation des dossiers donne le sentiment d'une société portugaise orwellienne<sup>12</sup>.

En quoi consistent ces dossiers ? Pour la police politique ils sont composites. Toutes les informations glanées sur les différents supports disponibles sont autant de preuves à charge contre la personne surveillée, considérée comme mal intentionnée. Les dossiers, parfois très volumineux, s'étirent sur plusieurs années et attestent d'un travail méticuleux d'observation de

---

<sup>9</sup> Voir le chapitre 1 pour une approche globale.

<sup>10</sup> Dans les rangs de la police politique, quelques femmes étaient présentes mais occupaient surtout des fonctions de dactylographes, secrétaires ou bien standardistes. Leur nombre croît notamment à partir du déclenchement de la guerre coloniale, comme certains agents sont convoqués sur les différents fronts. Seule une femme est connue comme ayant eu des responsabilités et a même torturé : Madalena Oliveira connue comme la « pida Leninha » (voir l'interview donnée par Irene Flunser Pimentel lors de la sortie de son livre *Os cinco pilares da PIDE : tao-brutais-como-os-homens* consulté le 18 septembre 2020).

<sup>11</sup> Plus généralement, les femmes sont peu nombreuses dans les institutions sécuritaires du pays. La Police de sécurité publique en est l'exemple. Elle ne fait pas partie de la police politique – même si certains agents y sont recrutés au long de la période. Les quelques femmes qui ont intégré la PSP n'ont aucune opportunité de progression dans la carrière. C'est uniquement à la toute fin de la période autoritaire, quand Marcelo Caetano est au pouvoir, que les femmes ont la possibilité de rejoindre une école de formation de la police en 1972 (chapitre 7 de Susana DURÃO « A vez das mulheres na polícia portuguesa (1970-2015) », dans Gonçalo Rocha GONÇALVES, Susana DURÃO (org), *Polícia e Polícias em Portugal, Perspetivas históricas*, Lisbonne, Mundo Social, 2017, pp. 137-160).

<sup>12</sup> Classique des classiques de la littérature d'anticipation du XX<sup>e</sup> siècle, les archives de la police politique donnent parfois le sentiment que cette fiction de George Orwell a bien pu exister (George ORWELL, *1984*, Paris, Gallimard, 2018). Le Portugal n'est toutefois pas le seul cas et la liste des pays peut facilement s'étendre.

la police politique<sup>13</sup>. Ils sont ponctués de rapports écrits, couchés sur des feuilles bleues épaisses et aux lignes fines<sup>14</sup>, rédigés avec soin par les agents de la police politique, parfois dactylographiés<sup>15</sup>. Ils sont souvent paraphés, dans la marge ou bien dans la partie supérieure, par la main de supérieurs pressés. Le message est souvent court mais la décision peut avoir de lourdes conséquences. À ces rapports, s'ajoutent tous les autres éléments : lettres parfois copiées, parfois originales<sup>16</sup>, coupures de presse, pétitions, appels téléphoniques, conversations et émissions de radio retranscrites. Les rapports de la censure sont plus régulièrement dactylographiés. Ils sont eux aussi paraphés par les supérieurs donnant leur avis sur l'autorisation ou non de circulation de l'œuvre quand il s'agit des publications non périodiques. Pour les publications périodiques, les épreuves sont directement rayées par les agents de la censure ou bien portent simplement le tampon interdisant la circulation de l'article incriminé.

L'objectif est ici de se focaliser sur l'action vigoureuse du pouvoir autoritaire dans des moments marquants du parcours historique. D'abord, nous étudierons l'accès ou le maintien dans la carrière universitaire institutionnelle car l'État dictatorial a cherché à filtrer scrupuleusement la recevabilité de telle ou tel candidat à une fonction d'utilité publique. Ensuite, nous verrons le filtrage à l'œuvre quant aux publications de livres écrits par des historiens en opposition, le pouvoir s'arrogeant un droit de regard sur la circulation de certains travaux ou bien au contraire édictant l'interdiction de livres jugés dangereux.

---

<sup>13</sup> Les dossiers feuilletés vont des documents les plus récents aux plus anciens : les agents de la police politique devaient se contenter de glisser les documents au fur et à mesure que de nouveaux éléments s'ajoutaient aux dossiers individuels ou bien collectifs. Les archivistes des ANTT ont tenté de reprendre l'organisation mise en œuvre par la police politique, afin de ne pas en altérer l'organisation de plus de 20 000 dossiers collectés au fil des années (voir la section « organisation » : <http://digitarq.arquivos.pt/details?id=4279956>, consulté le 17 septembre 2020).

<sup>14</sup> Ce type de feuille se retrouve aussi dans les dossiers individuels des universités. Ce papier bien épais devait être celui des documents officiels.

<sup>15</sup> La finesse des feuilles dactylographiées est souvent le signe que le rapport était en plusieurs exemplaires et que les copies ont dû être envoyées aux supérieurs ou bien à d'autres instances voire être glissées dans d'autres dossiers quand d'autres noms se trouvent sur un document.

<sup>16</sup> Quand la personne est morte avant l'ouverture des archives de la police politique, il est toujours déstabilisant de savoir que le ou la chercheuse a entre les mains un document qui n'est jamais parvenu à son ou sa destinataire. Mais les vivants ont aussi pu se rendre compte du zèle des agents de la PIDE. C'est le cas de Miriam Halpern Pereira qui rapporte comment en consultant son propre dossier dans les archives, elle s'est rendue compte qu'une lettre qu'elle avait envoyée à son mari, listant les produits dont elle avait besoin – comme des couches pour les enfants – a dû être assimilée à un message codé et ne lui est donc jamais parvenue (entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 16).



## 1) Bloquer les carrières historiennes : la police politique à l'œuvre

Les 25 historiens en opposition qui sont parvenus à entrer dans les rangs de l'Université portugaise, ou bien qui ont su conserver leur poste malgré les vagues d'épuration, n'étaient pas des maîtres dans l'art de la dissimulation<sup>17</sup>. En effet, le pouvoir autoritaire avait bien conscience de leur adéquation politique plus que relative. Mais s'il y avait un réel besoin de recruter du personnel pour garantir un nombre suffisant d'enseignants dans l'Université portugaise, le pouvoir retenait les moins virulents politiquement et les gardaient tout particulièrement à l'œil. L'exercice du métier d'enseignant se faisait alors sous surveillance active. La fonction de la police politique<sup>18</sup> était de surveiller la probité des candidats et de signaler, si besoin, au ministre idoine une utilisation du décret-loi n° 25 317 du 13 mai 1935<sup>19</sup>. L'objectif est ici de délimiter le capacité de nuisance de l'institution policière dans l'accès à la fonction enseignante ainsi que les freins à la carrière qu'elle peut engendrer pour celles et ceux identifiés comme en opposition. Entraver la carrière d'un côté, tenter de faire carrière de l'autre : face à des visées diamétralement opposées, les interactions entre la police politique et ces historiens ont forcément été électriques.

Les historiens en opposition avaient bien conscience de ces freins. Il est possible de s'appuyer sur le constat d'António José Saraiva dans la lettre qu'il a adressée au ministre de l'Intérieur, à propos de l'interdiction d'intervenir dans une conférence qui lui a été formulée :

« Je sais, Monsieur le Ministre, qu'il est possible d'expulser de l'enseignement officiel pour le simple fait de manifester des opinions qui ne coïncident pas avec celle du parti gouvernant, un professeur considéré comme apte et exécuteur ; et pour le même motif, lui refuser l'accès à l'enseignement privé ou au concours pour une chaire universitaire<sup>20</sup> »  
[1<sup>er</sup> décembre 1956]

António José Saraiva évoque ici, indirectement, sa propre situation. En effet, une interdiction d'enseigner dans l'ensemble des niveaux a été prononcée à son égard. Le délit d'opinion semble avoir été le principal motif de sa mise au ban. Comme pour António José Saraiva, une bonne partie des historiens en opposition s'est vue interdire l'accès à la carrière universitaire. Ils sont au nombre de 11, au minimum, sur les 51 soit un peu moins d'un cinquième du groupe<sup>21</sup>. Leur

---

<sup>17</sup> Pour le chiffre, voir la [Figure 84] du chapitre 7.

<sup>18</sup> L'histoire de ce service de police presque aussi vieux que le régime a été brossée à grands traits dans le III)1) du chapitre 1.

<sup>19</sup> Le contenu de ce décret-loi a été analysé dans le I)2) du chapitre 1.

<sup>20</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 12 056, NT : 4604, feuilles 24 à 29.

<sup>21</sup> Un certain nombre d'historiennes ou historiens ont pu m'échapper. Pour autant, dans la liste que j'ai élaborée, je pense être exhaustif.

appartenance politique au PCP a été le facteur discriminant<sup>22</sup>. Un certain nombre ont ensuite quitté ce parti sans pour autant que l'interdiction d'enseignement ne soit levée. Par exemple, Fernando Piteira Santos ou Mário Soares ont été exclus dans les années 1950, mais aussi de Flausino Torres qui s'est éloigné du PCP alors qu'il était à Prague en 1968 et assistait impuissant à l'entrée des chars soviétiques dans la ville<sup>23</sup>. Les historiens communistes ont donc été aux yeux du pouvoir marqués par l'appartenance au principal parti d'opposition et l'opprobre est restée en vigueur jusqu'à la fin du régime.

Les rapports de la police politique insistaient à de nombreuses reprises sur cette appartenance, toujours en désignant entre guillemets le PCP, signe à la fois du mépris des fonctionnaires de police et de son statut illégal au Portugal. Par exemple, un rapport rédigé par la police politique précise que Victor de Sá faisait partie « de l'organisation secrète et subversive qui s'intitule "parti communiste portugais"<sup>24</sup> ». Parfois, la police politique faisait de façon détournée allusion à la non adéquation aux idées de la Situation, comme dans les dossiers « bulletins d'informations », sorte de carte d'identité de la personne, regroupant différentes informations d'état civil ainsi qu'une photographie. Les mentions de la rubrique « information » indiquaient la méfiance sans détour de la police politique. Ainsi, un bulletin de Joaquim Barradas de Carvalho, précise : « Il se trouve actuellement en France, en service officiel. Moralement et politiquement, rien à dire en sa défaveur » avant un ajout au verso : « Il n'offre pas de garantie de coopération dans la réalisation des fins supérieures de l'État<sup>25</sup> » [12 février 1962]. De la même façon, le bulletin de Flausino Torres spécifie : « Moralement, c'est une personne convenable. Politiquement, il n'est pas adepte de la doctrine de l'État<sup>26</sup> » [19 février 1952]. Ces courtes informations permettaient de cataloguer rapidement les opposants et donc d'orienter l'agent en cas d'arrestation.

Bien qu'ayant conscience du contrôle exercé sur eux, des historiens mis à l'index ont parfois tenté de devenir enseignants de l'Université. La réouverture de la FLUP a abouti à la création de quatre postes, pour lesquels les candidatures étaient officiellement publiques.

---

<sup>22</sup> Álvaro Cunhal, António Borges Coelho, Armando Castro, Augusto Costa Dias, Fernando Piteira Santos, Flausino Torres, Joaquim Barradas de Carvalho, José Tengarrinha, Mário Soares, Óscar Lopes, Victor de Sá.

<sup>23</sup> Il a par ailleurs tenu un journal durant ce moment si particulier. Le document original, un grand cahier, est consultable dans ses archives personnelles au CD25A : son petit-fils, Paulo Nuno Torres Bento, en a fait une publication donnant une rare lecture de cet événement historique par un militant du PCP, qui y vit une blessure militante très grande (voir Flausino TORRES, Paulo Nuno Torres BENTO (édition), Fernando ROSAS (préface), *Diário da Batalha de Praga, Socialismo e Humanismo*, Porto, Afrontamento, 2007).

<sup>24</sup> Ce rapport est sans date mais il est dans le dossier de l'un des procès de Victor de Sá qui a lieu en 1949, il doit donc être de cette année, ou d'une année proche (Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 1149/49, NT : 5034, feuille 46).

<sup>25</sup> Dossier, Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : Bol, N°P : 103 099, NT : 8033.

<sup>26</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, Série : Bol, N°P : 141 631, NT : 8070.

Certains historiens en opposition ont tenté leur chance en envoyant un dossier de candidature comme Joaquim Barradas de Carvalho mais aussi Joel Serrão. La police politique a alors procédé à son habituel examen, passant au crible les candidats à la demande du secrétariat de la présidence du Conseil. Ainsi, le secrétariat de la présidence du Conseil a demandé à la PIDE le 29 janvier 1962 des informations sur Carvalho<sup>27</sup>. La note n° 769-S.R. datée du et signée par le directeur portant la mention « confidentiel » a vite abouti à un avis négatif. Le rapport confidentiel précise :

« Le Licencié Joaquim Manuel Godinho Braga Barradas de Carvalho, candidat au concours documentaire pour le recrutement d'un chargé de cours de la Faculté de Lettres de l'Université de Porto, [fut] un des signataires [d'une pétition] dans lequel, durant la campagne électorale d'octobre 1957, des opposants se sont manifestés contre la censure. Ce document a par la suite été publié en France. [L'introduction de ce document est alors citée] "les Intellectuels portugais prennent part au combat pour la démocratie et pour une culture nationale et progressiste. Ils ont continument fait preuve de leur mécontentement contre le régime Salazariste et sa politique réactionnaire et obscurantiste". [...] En novembre 1958, il a signé avec d'autres personnes, connues pour être des opposants contre les mesures de sécurité auxquelles était sujet Álvaro Cunhal. [...] Durant la préparation de sa thèse d'histoire, il a eu de fréquents contacts avec d'éminents éléments du "parti communiste français"<sup>28</sup>. » [6 février 1962]

Sont encore listées d'autres pétitions que Joaquim Barradas de Carvalho a signé. Ainsi, l'ensemble des éléments contenus dans les dossiers de la PIDE sont énumérés afin de montrer l'irrecevabilité de sa candidature du fait de ses trop nombreuses activités politiques et de sa proximité avec le PCP et aux opposants au régime dictatorial.

Il en a été de même pour Joel Serrão. Sa candidature a suivi le même parcours que celle de Joaquim Barradas de Carvalho par l'envoi d'une demande d'information « en application du décret-loi n° 25 317 » du secrétariat de la présidence du Conseil le 26 février 1962. La réponse de la police politique souligne qu'il a signé des nombreuses pétitions mais aussi :

« En 1948, il continuait d'être considéré comme contestataire, non seulement par ses contacts intimes qu'il maintenait avec de nombreux individus notoirement gauchistes, mais aussi parce qu'il apparaît qu'il faisait durant les cours, alors qu'il était stagiaire de philosophie, des dissertations contre la religion, utilisant des concepts clairement communistes. [...] Il écrit pour la revue "Seara Nova", dont la tendance politique est bien connue et dont les collaborateurs respectifs peuvent être considérés comme des éléments politiques contestataires<sup>29</sup> ». [9 mars 1962]

---

<sup>27</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2) N°P : 79 NT : 6958, feuille 578.

<sup>28</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2) N°P : 79 NT : 6958, feuille 575.

<sup>29</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 683/46, NT : 2578, feuille 42 pour la demande du secrétariat et feuille 41 pour la réponse du la PIDE.

Ainsi, les propos tenus, les réseaux de Joel Serrão mais aussi les lieux où il écrivait sont autant d'indices d'une inadéquation idéologique de sa candidature. Sa candidature semblait donc inopportune d'un point de vue politique.

Lorsque Joaquim Barradas de Carvalho tente de comprendre quels ont été les critères qui ont pu conduire à écarter sa candidature, il lui est notifié que son dossier a tout simplement disparu. Il évoque cet épisode dans le second article de sa série sur « l'obscurantisme salazariste, encore les cadres universitaires » du n° 86 de *Portugal Democrático*, paru en septembre 1964 :

« Pour terminer ce bref article, rappelons-nous d'un cas récent, et peu connu, dont l'auteur de ces lignes fut l'un des protagonistes. En 1961, par un décret publié dans le *Diário do Governo*, fut recréé (après avoir été supprimée il y a quelques années : manière sommaire et expéditive de démettre des Professeurs d'Université), la Faculté de Lettres de Porto, lançant une campagne de recrutement. Une Commission de Professeurs nommés par ledit Ministère de l'Éducation nationale fut chargée de juger les candidats sur la base de leur CV. Cela a donné lieu à un étrange incident. Trois dossiers ont disparu avant d'arriver dans les mains de la commission des Professeurs. Le mien, celui de Joel Serrão et celui de Bénard da Costa. Rejet de nos dossiers ? Il paraît que non. Mieux : certainement pas. A la lecture de la fiche de la PIDE, un fonctionnaire de l'Éducation Nationale a résolu purement et simplement de dissimuler nos dossiers. Pour le régime politique en vigueur, il était bien vu de nous faire disparaître, comme si la commission des professeurs n'était pas déjà nommée par lui-même, qu'elle était honnête et objective... Et pour terminer cet incident rocambolesque, rappelons que parmi les nominations comme chargés du cours de la Faculté de Lettres de l'Université de Porto, il y eut une auto-nomination, celle du sous-secrétaire à l'Éducation nationale à la date du concours<sup>30</sup>. »

L'avis négatif de la PIDE a donc prévalu et le zèle d'un fonctionnaire a abouti à ce que la commission examinatrice ne reçoive pas les dossiers des candidats opposants. La procédure semblait pourtant se dérouler sereinement, par cooptation des pairs et sans interférence étatique. Mais cette fiction de normalité dissimule l'action discrète et pourtant déterminante de la PIDE contre les historiens en opposition<sup>31</sup>.

Une autre façon de bloquer l'accès à l'Université a été de ne pas reconnaître les diplômes universitaires des étudiantes et étudiants portugais partis à l'étranger. Cette situation inconfortable est arrivée à Victor de Sá à son retour de France. Demandant la reconnaissance de son doctorat de troisième cycle obtenu en 1969 à l'université de Paris, le ministre de l'Éducation nationale, José Vega Simão a argué dans une lettre adressée à Victor de Sá le 7 juin 1971 que

---

<sup>30</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P :79, NT : 6958, feuille 358. Signalons que ce sous-secrétaire est Carlos Eduardo Soveral évoqué dans le III)1) du chapitre 5.

<sup>31</sup> Malgré la déconvenue de 1962, Joel Serrão est parvenu à obtenir un poste ultérieurement, durant la période marcelliste (voir chapitre 7).

« pour la France, l'équivalence est seulement concédée aux doctorats d'État<sup>32</sup> ». Victor de Sá a répondu une très longue lettre pour déplorer la situation, où les motivations semblaient davantage politiques à ses yeux. Il s'y réfère au texte du décret n° 118/70 du 19 mars 1970 du ministère de l'Éducation nationale, donnant la possibilité d'obtenir l'équivalence de diplômes universitaires étrangers, par la réunion d'une commission qui juge des travaux réalisés par l'impétrant. Il semble que le ministre a refusé de la convoquer. En conséquence, Victor de Sá rappelle :

« Étant donné que le doctorat fut obtenu à Paris après un stage de cinq ans, financé par une prestigieuse institution qui a donné à la Culture nationale les plus notables services, la caritative Fondation Calouste Gulbenkian<sup>33</sup>, on peut avoir un doute légitime sur le profit que le Pays fait d'un tel investissement. [...] Le chercheur s'est penché sur une période de l'histoire portugaise contemporaine, qui au Portugal n'a pas été sujette à une recherche scientifique systématique, comme celle de l'installation du libéralisme. [...] Les refus [de bourses étatiques] que le requérant a systématiquement reçu pour toutes les tentatives afin de mettre au profit du Pays ses aptitudes, sont facilement compréhensibles – le requérant les a en tout cas toujours comprises ainsi – car elles s'insèrent dans la discrimination politique en vigueur depuis de nombreuses années au Portugal. Mais maintenant, son Excellence mentionne dans sa lettre le suivant, en déclarant avec solennité que “tant que je serai Ministre, jamais la concession d'un diplôme académique ne sera conditionnée par des opinions politiques” (lettre du 7 du mois présent). [...] Mais l'appareil d'État, tel qu'il fonctionne, est-il apte ou non, particulièrement en ce moment où on parle tant de professeurs et de chercheurs, à intégrer aux services du pays tous les Portugais qui en réalité sont habilités et qui sont – par d'évidentes preuves fournies – capables de remplir certaines de ces carences<sup>34</sup> ? » [19 juin 1971].

Victor de Sá mettait donc le pouvoir face à ses contradictions. Ce dernier, bien conscient et déplorant officiellement le manque de professeurs au début des années 1970, refusait pourtant sciemment de recruter des personnes alors que les besoins étaient réels. Il semblait privilégier un corps enseignant en sous-effectif chronique mais en adéquation idéologique plutôt que de risquer de recruter des opposants. La dimension politique de la décision gouvernementale était pour Victor de Sá évidente et primait sur la qualité scientifique de son parcours à l'étranger. En effet, l'appartenance politique de l'historien au PCP, n'a pas encouragé le ministère à réunir la commission de reconnaissance de son diplôme obtenu en France<sup>35</sup>. Par conséquent, en empêchant activement l'accès à l'Université de candidats jugés sulfureux, le pouvoir autoritaire

---

<sup>32</sup> Cette lettre de José Veiga Simão est datée du 7 juin 1971 (Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 9095, NT : 3594, feuille 41, pour la lettre du ministre de l'Éducation nationale du 7 juin 1971).

<sup>33</sup> Je précise dans le III)1) du chapitre 7 le rôle de cette institution dans le financement de la recherche au Portugal.

<sup>34</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 9095, NT : 3594, feuille 49-50 pour la lettre envoyée par Victor de Sá au ministre de l'Éducation nationale.

<sup>35</sup> Toutefois, la question de la reconnaissance des doctorats a été un enjeu important pour les doctorantes et doctorants revenus au Portugal, y compris après le 25 avril 1974. Certains ont dû batailler pendant plusieurs années pour parvenir à voir leur doctorat reconnu : Miriam Halpern Pereira évoque ce long parcours mené pour reconnaître sa thèse de 3<sup>ème</sup> cycle (entretien avec Miriam Halpern Pereira, pages 8 et 9).

établissait un cordon sanitaire idéologique et les agents de la police politique veillaient au filtrage idéologique des enseignants universitaires<sup>36</sup>.

Pour d'autres historiens en opposition ayant conservé leur chaire ou bien entrés comme enseignants à l'Université, leur carrière a pu être soudainement interrompue. Pour les plus anciennes générations, cette interruption a parfois duré quelques années comme Sílvio Lima exclu lors de la vague d'épuration de 1935. Il a réintégré l'université de Coimbra à la suite de l'intervention du ministre de l'Éducation nationale et professeur de droit à Coimbra, Mário de Figueiredo, mais le statut de professeur cathédrique lui a été refusé tout au long de sa carrière<sup>37</sup>. D'autres fois, la révocation signait définitivement la fin de la carrière au sein de l'Université portugaise. Abel Salazar, professeur d'histologie et d'embryologie à l'université de Porto a été évincé lors de la première vague d'épuration de 1935 et ne la réintégra pas<sup>38</sup> tout comme Manuel Rodrigues Lapa, professeur à l'université de Lisbonne, démis la même année<sup>39</sup>.

Les historiens destitués de la quatrième et cinquième générations ont dû attendre la fin du régime autoritaire pour réintégrer le personnel enseignant portugais. Ainsi, António Henrique de Oliveira Marques, Vitorino Magalhães Godinho et António José Saraiva ont été dans ce cas. Signalons que la situation d'António José Saraiva était à part. En effet, il a quitté la fonction d'assistant à la FLUL en 1942-1943, du fait d'un désaccord pédagogique avec le professeur cathédrique, Manuel Heleno. Rejoignant le PCP dans la seconde partie de la décennie 1940, il a milité de plus en plus au sein de ce parti jusqu'à son emprisonnement en 1949. À partir de là, il ne pouvait plus rejoindre l'enseignement supérieur car la police politique lui en a interdit l'accès<sup>40</sup>.

Les motivations des exclusions ont donc été politiques. Chaque écart de ces enseignants était consigné dans les dossiers de la police politique. C'est ainsi que lorsque se produisit la crise universitaire de 1962, la PIDE s'empressa de noter les noms des professeurs fraternisant avec les étudiantes et étudiants mobilisés. Ainsi, dans un des dossiers d'António Henrique de Oliveira Marques, un rapport précise pour la FLUL les auteurs de trouble :

---

<sup>36</sup> Dans le chapitre 7, je montrerai que cette interdiction d'enseigner pouvait concerner tous les degrés du système scolaire portugais.

<sup>37</sup> C'est seulement après le 25 avril 1974, alors qu'il était déjà retraité pour raison de santé, qu'il reçut le titre de professeur cathédrique (Voir sa biographie <https://www.instituto-camoes.pt/activity/centro-virtual/bases-tematicas/figuras-da-cultura-portuguesa/silvio-lima>, consultée le 28 septembre 2020).

<sup>38</sup> Il ne réintègre plus l'Université jusqu'à sa mort. (Voir la courte biographie disponible sur ce site : <https://www.instituto-camoes.pt/activity/centro-virtual/bases-tematicas/figuras-da-cultura-portuguesa/abel-salazar>, consultée le 28 septembre 2020).

<sup>39</sup> Voir sa biographie : <http://cvc.instituto-camoes.pt/hlp/biografias/mrlapa.html>, consultée le 28 septembre 2020.

<sup>40</sup> Voir sa biographie dans Luís Ramalhosa GUERREIRO, « António José Saraiva », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

« Excellentissime Monsieur, [...] Les professeurs de la Faculté de Lettres qui se sont solidarisés avec les étudiants grévistes sont les Docteurs Joaquim Veríssimo Serrão, António Henrique Rodrigo Oliveira Marques ; Maria de Lourdes Belchior Pontes ; Jacinto de Almeida do Prado Coelho et Luís Filipe Lindley Cintra, les deux premiers avec enthousiasme et sont un peu “rougisants” (n. : *vermelhuscos*). Les professeurs de la Faculté de Lettres qui se sont distingués en s’opposant aux grévistes sont le Docteur Vitorino Nemésio et la Docteure Virgínia Robertes (n. : *sic*) Rau. Le chef de la brigade, Carvalho de Almeida<sup>41</sup>. » [7 aout 1962]

Les noms consignés dans les rapports évitaient tout oubli quelques semaines après l’épuisement du mouvement estudiantin. António Henrique de Oliveira Marques a ainsi été empêché de passer l’examen pour devenir professeur extraordinaire et finalement, face à l’isolement dans lequel il se trouvait à la FLUL, il a décidé de démissionner :

« Et dès que le mouvement étudiant a montré des signes de faiblesse, les collègues et les supérieurs ont pris leurs dispositions pour mettre en place des représailles à l’encontre des quelques enseignants qui avaient ouvertement fraternisé avec les grévistes. J’ai été l’une des principales victimes. Immédiatement, ils ont suspendu les épreuves pour que je puisse devenir professeur extraordinaire, épreuves que je n’ai par ailleurs jamais passées. Ils m’ont retiré l’enseignement de la chaire du Moyen Âge, ne me gardant que dans une chaire “inoffensive”, celle de la paléographie. Certains collègues ont cessé de me parler ou ont commencé à me traiter froidement. Et ils ont mis en place une immense cabale qui a fini par me forcer à démissionner en novembre 1964<sup>42</sup>. »

À la vigilance de la police politique, s’ajoutait donc les attitudes des collègues qui mettaient à l’écart un enseignant ayant manifesté ses opinions politiques non conformes, très certainement pour éviter de passer aux yeux des autres pairs pour quelqu’un qui dialoguait avec un opposant ou bien par conviction politique.

Le cas de Vitorino Magalhães Godinho est doublement exemplaire. Il a ainsi à deux reprises quitté la fonction d’enseignant de l’Université portugaise. Alors qu’il était professeur extraordinaire à la FLUL, après invitation de Manuel Heleno, depuis 1942, il a été contraint de quitter ses fonctions en 1944. Des propos qu’il aurait tenu dans un cours de religion égyptienne, présentant les drames d’Osiris comme étant aussi vrais que le « Christ sur la croix » ont entraîné une plainte de la part des élèves au Patriarcat qui a fait suivre au conseil de l’Université<sup>43</sup>. Lors du renouvellement de son contrat, une mention supplémentaire précisait que ses cours

---

<sup>41</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT : 7247, feuille 56. Au passage, la présence de Joaquim Veríssimo Serrão est surprenante rétrospectivement, lui qui devint durant cette décennie très conservateur et le resta jusqu’à sa récente mort en juillet 2020.

<sup>42</sup> Voir António Henrique de Oliveira MARQUES « A Universidade do Estado Novo, Memórias de um percurso universitário (1950-1964) », dans Congresso de História da Universidade 7º Centenário, *Universidades(s), História, memória, perspectivas*, Coimbra, Comissão organizadora do Congresso « História da Universidade », 1991, pp. 431-442, Volume 5.

<sup>43</sup> Voir José Manuel Guedes SOUSA, « Vitorino Magalhães Godinho – História, ensino e investigação nos anos 40 », dans Sérgio Campos MATOS, Maria Isabel JOÃO (org.), *Historiografia e memórias (séculos XIX-XXI)*, Lisbonne, Centro de História da FLUL, 2012, pp. 341-362.

pouvaient être contrôlés par d'autres professeurs. Furieux de cette inégalité de traitement, il précisa n'accepter de signer que si tous les professeurs extraordinaires avaient un contrat similaire. Face à son refus, le Conseil scolaire lui retira son contrat :

« Le conseil de Faculté n'abdique pas du droit, et aussi du devoir, d'assister et de s'informer par voie directe de toutes les manifestations et activités enseignantes des professeurs qu'il engage. Considérant, cependant, que le contractant Licencié Vitorino Barbosa de Magalhães Godinho refuse obstinément de reconnaître la légitimité de l'assistance des professeurs cathédraux à ses cours magistraux et aux travaux pratiques, [le Conseil] décide de retirer le contrat qui lui est proposé. Pour le bien de la Nation<sup>44</sup> ». [26 janvier 1944]

Il se retrouvait donc privé de poste en janvier 1944 provoquant l'ire d'une partie des étudiantes et étudiants<sup>45</sup>.

La situation se reproduisit à nouveau en 1962. Alors que la crise universitaire battait son plein, il décida d'envoyer une lettre le 13 mai 1962 au directeur intérimaire de l'Institut supérieur des études ultramarines, le prêtre et historien António da Silva Rego afin de réunir le conseil de l'Institut pour voter une motion. La lettre montrait un évident soutien aux étudiants et affirmait aussi la nécessité de défendre l'autonomie de l'Université portugaise face au pouvoir. Silva Rego s'empressa de la transférer au ministre de l'Éducation nationale<sup>46</sup>. Un procès d'exclusion fut commencé et aboutit. Comme l'observe Vitorino Magalhães Godinho : « J'ai eu l'honneur d'être le seul professeur cathédraux exclus de mes fonctions<sup>47</sup> ». En effet, parmi les professeurs ayant manifesté leur solidarité envers les étudiantes et étudiants durant la crise de 1962, il fut le seul avec un si haut grade à perdre son poste. En appel Vitorino Magalhães Godinho obtint sa réintégration, mais il fut le jour même, une nouvelle fois exclu dans le même décret qui le réintérait<sup>48</sup>. Ainsi, plusieurs historiens ont été sanctionnés pour avoir manifesté leur hostilité au pouvoir, brisant alors leur carrière académique. Le pouvoir tolérait donc l'intégration de quelques opposants dans les rangs de l'Université, mais sûrement pas pour y être des agitateurs de conscience.

---

<sup>44</sup> Maria Teresa Magalhães GODINHO, David JUSTINO (coord.), *Vitorino Magalhães Godinho, 1918-2011, Um itinerário sem ilusões nem desistência*, Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade de Lisboa, 2018, p. 25.

<sup>45</sup> C'est par ailleurs Mário Soares qui serait un des principaux leaders de ce mouvement de soutien. (Voir Maria Teresa Magalhães GODINHO, David JUSTINO (coord.), *op. cit.*, p. 22).

<sup>46</sup> Voir la biographie écrite par Joaquim Romero MAGALHÃES, « Vitorino Magalhães Godinho », *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>47</sup> Voir la préface de la deuxième édition de Vitorino Magalhães GODINHO, *A Expansão Quatrocentista Portuguesa*, Lisbonne, Dom Quixote, 2008.

<sup>48</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES, « Vitorino Magalhães Godinho », *op. cit.*



Enfin, pour d'autres historiens en opposition, un blocage ou bien un ralentissement de la carrière a été opéré par le pouvoir. Trois personnes ont été dans ce cas : Joaquim de Carvalho, Luís de Albuquerque et enfin Jorge Borges de Macedo. Joaquim de Carvalho n'a jamais caché son positionnement politique à gauche. Faisant partie de la génération républicaine, il était déjà en poste quand survint le 28 mai 1926 et l'est resté mais il a constamment été surveillé par la police politique, jusqu'à son enterrement<sup>49</sup>. Une des principales sanctions à son égard n'a pas concerné la progression dans les échelons de la carrière universitaire mais a affecté durablement sa fonction de directeur des Presses universitaires de Coimbra, par décision du ministre des Finances et président du Conseil, António de Oliveira Salazar. En effet, au milieu du budget de l'État présenté le 30 juin 1934 pour l'année 1934-1935, l'article 38 du décret-loi n° 24 214 annonce qu'« à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1934, sont considérés éteints les services de la Presse universitaire de Coimbra ». Le décret ajoute que les directeurs de la Presse nationale et de la Presse universitaire de Coimbra, soit Joaquim de Carvalho, devaient rédiger un rapport avant le fin du mois de juillet pour régler la question des employés tout comme celle du matériel et des travaux<sup>50</sup>. Le gouvernement savait donc sévir quand il le fallait<sup>51</sup>. Sa carrière universitaire se poursuivit jusqu'à son terme, mais la retrait de cette charge honorifique doit être perçu comme une punition. En effet, comme le précise Paulo Archer Carvalho, le pouvoir lui « a volé beaucoup<sup>52</sup> » car en plus de la direction de la Presse universitaire, celle de la Bibliothèque générale de Coimbra lui a été ôtée, tout comme sa place dans le comité d'édition de la revue intitulée *Revista da Universidade*. En quelque sorte, le pouvoir tolérait que Joaquim de Carvalho restât en poste mais toute charge honorifique qui aurait pu être assimilée à une valorisation lui était systématiquement refusée.

Luís de Albuquerque a lui vu sa carrière bloquée à plusieurs moments. Il fait partie de la génération Oliveira Salazar. Alors qu'il était premier assistant à la faculté de sciences de l'université de Coimbra, il a été élu président de l'Association académique de Coimbra mais il a été empêché d'occuper cette fonction du fait de ses positions politiques<sup>53</sup>. Ensuite, ce fut la validation de son doctorat qui mit beaucoup de temps. Terminée bien avant et déjà publiée comme il est de rigueur au Portugal, la soutenance de sa thèse n'a été validée par l'Université

---

<sup>49</sup> Voir le III)2) du chapitre 3.

<sup>50</sup> Le décret-loi n° 24 440 du 29 août 1934, s'appuyant sur le rapport fourni en juillet comme sollicité par le décret d'extinction, précisait les différentes dispositions comme l'envoi du matériel de la Presse universitaire de Coimbra à la Presse nationale, dont le siège est à Lisbonne.

<sup>51</sup> Les motifs de l'extinction de la Presse universitaire de Coimbra ont été présentés dans le I)2) du chapitre 1.

<sup>52</sup> Voir Paulo Archer CARVALHO, « Joaquim de Carvalho », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>53</sup> Isabel PEREIRA, Alfredo Pinheiro MARQUES, Ana Paula CARDOSO (coord.), *Luís de Albuquerque, o Homem e a Obra*, Figueira da Foz, serviços culturais da Câmara Municipal, 1993, p. 179.

qu'en 1959, après l'intervention de l'un de ses amis historiens, Manuel Lopes de Almeida. Ce dernier, historien à l'université de Coimbra et soutien manifeste du régime comme il a été ministre de l'Éducation nationale entre 1961 et 1962, s'est porté garant de Luís de Albuquerque devant la PIDE. Luís de Albuquerque, a ainsi pu devenir docteur<sup>54</sup>. Il parvint dans les années 1960 à occuper la fonction de professeur extraordinaire puis de cathédrique en 1966. L'ascension dans les différents degrés du *cursus honorum* universitaire de l'université de Coimbra a été plus sereine, même si la PIDE veillait toujours.

Ainsi, avant sa nomination à la fonction de cathédrique, le secrétariat du président du Conseil a envoyé par prudence une lettre à la PIDE, avec pour référence le numéro 2598. En haut, en rouge, la mention « confidentiel » complète le document. L'objet de la lettre est plus que clair : « Sujet : application du décret-loi n° 25 317 ». Le secrétariat demandait donc confirmation ou infirmation de ses doutes :

« J'ai l'honneur de vous demander de fournir des informations, aussi détaillées et urgentes que possible, sur le Dr. Luís Guilherme Mendonça de Albuquerque, qui a demandé à être admis au concours afin de pourvoir un poste de professeur titulaire à la Faculté des Sciences de l'Université de Coimbra. En temps utile, ce service de police a informé la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et des Beaux-Arts que l'intéressé n'offrait aucune garantie de coopération dans la réalisation des objectifs supérieurs de l'État. Pour le bien de la Nation, le secrétaire-général<sup>55</sup> ». [5 aout 1965].

La réponse de la police politique parvint le 16 aout 1965, et faisait référence à sa participation au MUD en 1945, à la présidence de l'Association académique de Coimbra au titre de « la faction gauchiste », à sa collaboration dans la revue *Vértice*, mais aussi : « Pendant les événements de l'année scolaire 1961/1962, [le fait qu']il fut un des professeurs qui a le plus appuyé la faction gauchiste<sup>56</sup> ». Cependant, malgré l'ensemble de ces éléments compromettants politiquement, il obtint tout de même la fonction de cathédrique. Faute de candidats et face au cruel besoin de professeurs dans les années 1960, le pouvoir a préféré feindre oublier tous ces éléments à charge et donc retenir surtout le prestige de Luís de Albuquerque comme professeur de mathématiques, enseignant l'histoire et participant activement aux travaux dirigés par Armando Cortesão sur la cartographie de la période de l'expansion portugaise<sup>57</sup>.

Pourtant, quelques années plus tard, alors qu'il était professeur à l'université de Lourenço Marques, au Mozambique, sa promotion à la fonction de recteur de l'université a été bloquée.

---

<sup>54</sup> Voir la biographie écrite par Francisco Contente DOMINGUES, « Luís de Albuquerque », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>55</sup> Dossier Luís de Albuquerque, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 59/47, NT : 2589, feuille 40.

<sup>56</sup> Dossier Luís de Albuquerque, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 59/47, NT : 2589, feuille 39.

<sup>57</sup> Armando CORTESÃO, *História da Cartografia Portuguesa*, Coimbra, Junta de Investigação do Ultramar, 1969-1970, 2 volumes.

Le rapport secret adressé au Directeur Provincial de la délégation de la DGS dans la Province ultramarine du Mozambique, reprend les mêmes faits qui avaient été listés pour sa nomination comme professeur cathédrique depuis 1945 avec un ajout :

« En 1967, il est un des signataires d'un manifeste, daté du 6 novembre de cette année, adressé à l'Assemblée Nationale, où il est revendiqué une "loi de la presse", "l'extinction de la censure" et que " la confiscation des livres, soit faite uniquement par le biais d'un arrêt relevant d'une autorité compétente"<sup>58</sup> ». [29 décembre 1969]

Tous ces faits, listés par des tirets successifs, ont dû convaincre l'université de ne pas choisir Luís de Albuquerque comme recteur. Choisir un scientifique, opposant notoire, dans un territoire qui était en pleine guerre de décolonisation, engendrerait très certainement un manque de lisibilité pour les partisans du régime autoritaire. Cette fois le rapport de la DGS, qui n'oubliait rien, a été déterminant. La décision de ne pas le choisir comme recteur a suscité la colère de certains groupes étudiants. Ainsi, la feuille d'information n° 461-CI (2) de la police politique sur l'Association académique du Mozambique, rapporte que l'association :

« Manifeste sa colère quant à la nomination du Professeur Docteur CRESPO au poste de Recteur de l'Université de Lourenço Marques. Dans la matinée de ce jour, il y a eu un appel au boycottage des cours. L'effervescence était grande et la DGS a été accusée pour la non nomination du Professeur Docteur LUÍS ALBUQUERQUE pour le poste de Recteur de cette Université<sup>59</sup>. » [11 avril 1970]

Une annexe jointe à ce rapport confirme la mobilisation par un communiqué réalisé par l'Association académique du Mozambique le 6 avril 1970. Elle précise qu'une assemblée générale organisée par l'association « a considéré, à la majorité absolue, que le professeur Luís de Albuquerque était le plus capable pour occuper cette charge, dans le moment critique que l'Université traverse ». Mais cette mobilisation n'a rien changé rien car le pouvoir avait toujours le dernier mot.

Les deux historiens évoqués n'ont jamais cherché à dissimuler leurs positions politiques, quitte à être entravés à certains moments de leur parcours académique. Le cas de Jorge Borges de Macedo montre comment le passé colle à la peau. Faisant partie de la génération de la transition autoritaire, Militant communiste dans sa jeunesse, son passage par la prison durant quelques mois en 1950 l'a profondément marqué. En sortant, il a progressivement fait le choix de la Situation. Il a ainsi été de 1953 à 1957 examinateur des Courriers, télégraphes et téléphones (CTT)<sup>60</sup>, poste qui devait très certainement consister à vérifier le courrier circulant dans

---

<sup>58</sup> Dossier Luís de Albuquerque, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), NP : 9676, NT : 7569, feuille 69.

<sup>59</sup> Dossier Luís de Albuquerque, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 9676, NT : 7569, feuille 8 et annexe 1.

<sup>60</sup> Voir Maria do Rosário Themudo BARATA, « Jorge Borges de Macedo » dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

le pays, pour le compte du pouvoir. Le passage du principal parti politique d'opposition à un travail de surveillance du courrier semble montrer la sincérité de sa mue politique. Mais les traces des vieux dossiers de la police politique étaient là et son début de carrière a été particulièrement difficile.

Ainsi, alors que Virgínia Rau a proposé son nom en octobre 1957 au conseil de l'université de Lisbonne pour occuper la fonction de second assistant, les ennuis ont rapidement commencé pour lui. En effet, la police politique a bloqué son recrutement. Il s'y est opposé en envoyant une lettre au ministre de la Justice et à la PIDE, et deux témoignages sont venus compléter son dossier. Deux de ses collègues, le docteur<sup>61</sup> Leandro de Carvalho Correia et l'ingénieur Luís Albuquerque Couto dos Santos, directeur du Courrier (n. : *Correio-Mor*), sont venus apporter leur soutien au candidat malheureux. Ils se sont prononcés pour une révision de la sentence de la PIDE, insistant :

« Son activité a toujours été essentiellement scientifique et professionnelle et depuis plusieurs années, elle l'est exclusivement. Le signataire [Jorge Borges de Macedo] a cherché la cause de cet avis défavorable de la P.I.D.E., finissant par considérer que cela ne pouvait provenir que du fait d'avoir accepté la charge de membre suppléant de la Direction de la Coopérative des Travailleurs du Portugal au début de 1956<sup>62</sup> ».

La raison principale semblait donc être la participation de Jorge Borges de Macedo à la Coopérative des travailleurs du Portugal (*Cooperativa dos trabalhadores de Portugal*), une institution où de nombreux opposants s'exprimaient<sup>63</sup>. La PIDE s'est alors décidée à interroger le candidat malheureux. Cependant, après avoir fourni son état civil, l'interrogé est rapidement remonté dans le temps en évoquant ses activités au sein du PCP, bien conscient qu'il s'agissait du point particulier sur lequel la PIDE entendait avoir des informations complémentaires, plus que sa participation à la Coopération des travailleurs du Portugal :

« Ces activités politiques ont commencé à la fin des années 1940, prenant la forme de conversations politiques sur des questions internationales mais rarement nationales. Par ailleurs, les activités politiques étaient faibles du fait de son activité scolaire. [...] Son activité professionnelle et les responsabilités familiales ont suspendu en 1947 presque complètement son activité politique qu'il a reprise en 1948, parlant à un de ses collègues intimement lié à la candidature du général Norton de Matos pour le mouvement national démocratique auquel il a participé jusqu'à fin 1954. [...] Il a été emprisonné en 1950 et quelques mois après il a complètement abandonné l'activité politique même s'il a signé une demande d'amnistie et une motion contre l'entrée du Portugal dans l'OTAN. Il perçoit actuellement ces prises de position comme étant mal analysées et loin de ses préoccupations

---

<sup>61</sup> Le titre de docteur au Portugal était et est donné bien plus généreusement qu'en France. Une personne ayant une licence pouvait être considérée et appelée par le titre de docteur.

<sup>62</sup> Dossier Jorge Borges de Macedo, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1151/47, NT : 2605, feuille 26 pour sa lettre manuscrite et 25 pour les témoignages, non datés.

<sup>63</sup> Cette association est présentée dans le III)1) du chapitre 7.

culturelles et professionnelles qui l'absorbent sans cesse. Depuis ce moment, il n'a exercé aucune activité politique, conservant une totale indépendance et ne doutant pas qu'il continuera de la faire<sup>64</sup>. » [Déclaration du 13 janvier 1958]

Confirmant avoir été proche du PCP, il minore son action militante et l'ensemble des éléments montrant un positionnement à gauche sont mentionnés mais toujours relativisés pour convaincre les agents de la PIDE. Il ajoute même, dans la suite de son témoignage à la PIDE, concernant son poste de suppléant à la Coopérative des Travailleurs du Portugal, assimilée à une structure d'opposition, que c'est justement parce qu'il a émis des critiques sur l'orientation politique de certaines réunions qu'il n'a pas voulu être titulaire, précisant en outre qu'il ne l'a jamais été et restant donc suppléant. La culture semblait en conséquence jouer dans la vie de Jorge Borges de Macedo un rôle primordial, cantonnant la politique à des errements de sa jeunesse.

La PIDE a été convaincue. Elle a décidé finalement de modifier son jugement dans le rapport de la Section réservée daté du 15 janvier 1958 qui reprenait l'essentiel de sa défense et la confrontait aux différents éléments de son passé communiste contenus dans son dossier. L'avis final « confidentiel » a été prononcé le 17 janvier 1958 par le directeur, actant la révision et l'actualisation de l'information sur le « Licencié Jorge Borges de Macedo », à la suite de ses déclarations du 13 janvier. L'avis concluait à la fois sur ses activités politiques communistes passées et sur sa fonction dans la Coopérative des travailleurs du Portugal : « Cette Police n'a plus de doutes à rectifier l'information antérieurement formulée pour celle d'«actuellement, rien à signaler en sa défaveur<sup>65</sup>» ». Ces quelques mots, remplaçant l'avis négatif, ont mis fin instantanément au blocage et lui ont ouvert l'accès à l'Université.

Il a ensuite progressé dans la carrière universitaire sans difficultés. Alors qu'il était déjà professeur cathédrique, son appartenance au PCP refit surface – à propos – avant un voyage pour Moscou au Congrès mondial des sciences historiques. Du fait de la destination, une demande est formulée par la DGS le 20 mars 1970 : « Nous sollicitons que cette Division soit informée de ce qui peut être dit sur Jorge Borges de Macedo, professeur cathédrique de la Faculté de Lettres de l'Université de Lisbonne ». Une nouvelle fois apparaissait dans la réponse parvenue le 24 mars 1970 : « Mentionné dans les actes du procès-criminel n° 1879/63 1<sup>ère</sup> Div. Par António Alves Redol qui l'indique comme un “membre” du “p.c.p.” qui au moins en 1946,

---

<sup>64</sup> Dossier Jorge Borges de Macedo, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1151/47, NT : 2605, feuilles 18-19 pour l'ensemble du rapport.

<sup>65</sup> Dossier Jorge Borges de Macedo, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1151/47, NT : 2605, feuilles 16-17 pour le rapport de la Section réservée et la feuille 13 pour le rapport final.

était intégré dans le “secteur intellectuel” de Lisbonne<sup>66</sup> ». Mais l'évocation du passé lié au PCP n'a pas suffi à alerter la DGS qui a alors laissé Jorge Borges de Macedo prendre l'avion. Après plus de douze ans passés au sein de la FLUL comme enseignant, le doute ne semblait plus possible quant à la probité de Jorge Borges de Macedo et la nature du voyage était historique et peu plausiblement politique.

\*

\* \*

Ainsi, le pouvoir ne voulait surtout pas que la dernière étape de la formation de la jeunesse portugaise soit celle d'une éventuelle rencontre avec une ou un scientifique qui auraient des propos d'opposant politique. C'est pourquoi il a redoublé d'effort dans le contrôle des candidats mais aussi des historiens en poste. L'efficacité de ce contrôle du personnel enseignant à l'Université était certaine<sup>67</sup>. Au regard de ce constat, qui devait réjouir le pouvoir autoritaire, rompre l'harmonie obtenue était à éviter à tout prix. Parfois déjà titulaires d'une chaire, parfois intégrés malgré la pleine conscience des positions adverses de certains, le régime portugais savait se montrer ferme au moindre franchissement des limites qu'il fixait. La police politique, aidée par d'autres professeurs et parfois par le public étudiant, veillaient de concert à ce que les historiens en opposition ne soient que des savants transmettant leurs connaissances et non des propagateurs d'idées séditionnelles.

À une pratique enseignante sous étroite surveillance, l'état du pouvoir dictatorial portugais s'est aussi exercé sur l'autre étape fondamentale de l'opération historiographique qu'est l'écriture. Contrôler, entre autres, les livres des historiens a été une nécessité vitale pour garantir une production culturelle en adéquation avec les idées du pouvoir en place.

## 2) Interdire des livres d'histoire : la police du verbe en action

L'efficace structuration de la censure a permis de contrôler l'ensemble de la production culturelle et les écrits des historiens portugais n'y ont pas échappé<sup>68</sup>. D'une part, les articles qui

---

<sup>66</sup> Dossier Jorge Borges de Macedo, ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 2580, NT : 1477, feuilles 4 à 6.

<sup>67</sup> Miriam Halpern Pereira insiste sur le filtrage très fort des professeurs dans les universités et remarque que quand elle commence ses études à la fin des années 1950, trente années d'épuration se sont écoulées (entretien avec Miriam Halpern Pereira, pages 23 et 24).

<sup>68</sup> Voir le III)2) du chapitre 1.

paraissaient dans des revues historiques ou culturelles devaient tous avoir été relus par les censeurs. Les livres quant à eux pouvaient subir une interdiction de circulation, le plus souvent après parution car seul le titre devait être transmis à la censure. En focalisant notre attention sur les livres écrits par des historiens en opposition, l'analyse peut prétendre à l'exhaustivité de la surveillance étatique du fait du nombre réduit d'ouvrages interdits<sup>69</sup>.

Précisons que les publications périodiques ont enduré une pression continue. Les archives de la revue *O Tempo e o Modo*, lancée en 1963, illustrent la systématisme de la censure et l'importance des coupes. Chaque page des épreuves comporte le tampon « vu » (n. : *visado*) au centre, avec au-dessus « services de la censure » et en dessous « commission de censure ». Les tampons rouges « autorisés avec des coupes », ou bien simplement « coupé » jalonnent les épreuves. Le trait de crayon bleu plus ou moins épais semble montrer l'état d'énerverment dans lequel était le censeur à la lecture de ce qu'il lisait. Un dossier regroupant les articles de cette revue coupés ou bien retirés par la censure est disponible en ligne et sa consultation permet d'avoir une image de la façon dont les censeurs agissaient<sup>70</sup>.

Pour les livres, la pratique censoriale relève des « autres publications », qui à l'abri de l'article 2 du décret-loi n° 22 469 du 11 avril 1933, « continuent d'être sujettes à censure avant parution [...] les autres publications, dans la mesure où elles touchent des sujets de nature politique ou sociale ». La formulation « nature politique et sociale » était suffisamment ample pour pouvoir embrasser l'ensemble des domaines scientifiques. Ainsi, sans être forcément l'émanation d'un parti politique clandestin, un livre d'histoire, un roman, pouvaient rapidement entrer dans cette catégorie. Les censeurs devaient de déterminer si un livre entrait ou non dans la catégorie « politique et sociale ». Soulignons, que régulièrement, la police politique a signalé à la censure les titres de certains livres qui lui avaient échappé comme *Sociétés Primitives* d'Antonino de Sousa et Flausino Torres, mais aussi de *l'Histoire de la littérature portugaise* d'António José Saraiva et Óscar Lopes<sup>71</sup>.

Les livres écrits par des historiens et interdits par décision de la Direction générale de la censure sont au nombre de quinze, pouvant paraître faible pour une période de quarante-huit années. J'ai exclu les livres d'histoire écrits avant la période autoritaire et interdits de circuler comme le livre de Manuel Borges Grainha *Histoire de la franc-maçonnerie au Portugal 1735-*

---

<sup>69</sup> Les publications périodiques historiques étaient systématiquement contrôlées par la censure pour obtenir le visa de parution. Leur étude pourrait faire l'objet d'une monographie tant elles mettent en lumière le contrôle de la production culturelle. Elles seront évoquées au fur et à mesure des différents chapitres 6, 7 et 8 sans pour autant faire l'objet d'un développement conséquent.

<sup>70</sup> Voir le site de la Fondation Mário Soares « Casa Comum », consulté le 17 septembre 2020 : [http://casa-comum.org/cc/arquivos?set=e\\_985#e\\_995](http://casa-comum.org/cc/arquivos?set=e_985#e_995).

<sup>71</sup> Voir infra pour les liens permettant de lire la mention « P.I.D.E » sur les rapports des censeurs.

1912, dont la première édition date de 1912<sup>72</sup>, d'autant que l'auteur est mort en 1925 et est donc exclu des historiens considérés dans ce travail. Par ailleurs, j'ai exclu le livre *Questions sur le mouvement ouvrier portugais et la Révolution russe de 1917* de José Pacheco Pereira paru et interdit en 1971<sup>73</sup>. En effet, l'historien est né après la date butoir de 1945 fixée pour cette recherche.

Les quinze livres ont tous été écrits par des historiens qui avaient clairement manifesté leur opposition au régime portugais. En revanche, aucun historien accommodé n'a connu d'interdiction de l'un de ses livres. Cependant, il faut préciser que des articles écrits dans des revues culturelles ou historiques par des historiens accommodés ont pu subir des coupes ou bien des interdictions de publication. L'exemple d'Alfredo Pimenta<sup>74</sup> peut être avancé. Sur le site *Ephemerera*, il est possible de consulter un rapport dactylographié d'une brochure (*folheto*) écrite par Alfredo Pimenta en 1942 et vue par un censeur le 24 juillet 1942, précisant au début du rapport : « Brochure destinée, comme l'auteur lui-même l'affirme, à interpréter et à expliquer aux personnes moins éclairées le discours prononcé par Monsieur le Président du Conseil le jeudi 25 juin 1942<sup>75</sup> ». Le censeur présente ensuite les différents points énumérés par Alfredo Pimenta, où ce dernier analyse les combats de la Seconde Guerre mondiale en cours, ponctuant d'observations personnelles la politique menée lorsqu'il décrit l'alliance de la Grande-Bretagne avec la « Russie soviétique, notre ennemie ». Après avoir décrit chaque point d'Alfredo Pimenta, le censeur ajoute : « Estimé malséant », « Paraît inopportun et malséant ». En haut à gauche, une mention manuscrite précise : « Interdit, l'original a été rendu le 1/08/942<sup>76</sup> »<sup>77</sup>. Ainsi, les positions conservatrices voire radicales ne l'ont pas exempté de la censure, malgré la proximité idéologique d'Alfredo Pimenta avec la dictature. Un historien correspondant d'António de Oliveira Salazar pouvait donc aussi voir certains articles censurés.

---

<sup>72</sup> Manuel Borges GRAINHA, *História da Maçonaria em Portugal* cité dans Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano*, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro, Lisbonne, Caminho, 1999, pages 614 et 615.

<sup>73</sup> José Pacheco PEREIRA, *Questões sobre o movimento operário português e a Revolução russa de 1917*, cité dans Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, p. 632. À noter que tous les « *op. cit.* » suivant le nom de Cândido de Azevedo dans les prochaines notes de la sous-partie feront référence à ce livre, sauf mention de l'autre ouvrage écrit par l'auteur.

<sup>74</sup> Cet historien au parcours si particulier est présenté dans le chapitre 5 et j'ai déjà évoqué le fait qu'il se plaignait de la censure à António de Oliveira Salazar dans le III)2) du chapitre 1.

<sup>75</sup> Voir <https://ephemerajpp.com/2011/12/01/censura-portugal-e-a-guerra-por-alfredo-pimenta-24-de-julho-de-1942/>, consulté le 19 septembre 2020.

<sup>76</sup> L'usage est courant dans les sources portugaises de ne pas mettre le 1 devant les années du second millénaire après Jésus-Christ.

<sup>77</sup> Elle est suivie d'une mention que je ne suis pas parvenu à déchiffrer mais qui semble être un mot et la signature du supérieur de la censure.



Quinze ouvrages<sup>78</sup> écrits par des historiens en opposition ont été interdits durant le régime autoritaire et de potentielles, mais rares, nouvelles autorisations de circulation ont pu être prononcées [Figure 81]. Les livres historiques sont au nombre de neuf. Les six autres sont davantage des livres de réflexion et d'actualité politique, entrant clairement dans la catégorie « politique et sociale » et donc directement susceptibles d'être interdits de circuler. C'est le cas des deux livres de Mário Soares, celui de Victor de Sá, celui qu'Óscar Lopes a écrit seul et le livre qu'il a écrit avec Francisco Pereira de Moura et Luís Filipe Lindley Cintra. En revanche pour le « dictionnaire critique » d'António José Saraiva, l'interdiction est plus surprenante et relève surtout de la sanction arbitraire contre cet auteur. Certains auteurs ont été particulièrement visés : António José Saraiva a vu trois de ses livres interdits ; Óscar Lopes, Mário Soares et José Lopes de Oliveira deux. En se limitant aux neuf livres d'histoire, les périodes historiques du Portugal indépendant – du Moyen Âge à la période contemporaine – sont toutes couvertes. J'entends par là qu'aucun livre traitant de l'Antiquité et de la période du Moyen Âge antérieure à la reconnaissance de l'indépendance du Portugal au XII<sup>e</sup> siècle, n'a été affecté par une interdiction de circulation. Les périodes sont inégalement représentées car la période médiévale compte un seul livre<sup>79</sup>, la période moderne aussi un seul<sup>80</sup>, la période contemporaine quatre<sup>81</sup>, et les ouvrages restants, plus généraux, sont au nombre de trois<sup>82</sup>. La période contemporaine a donc été en conséquence la plus affectée par une interdiction de circulation, les censeurs considérant très certainement que l'histoire pouvait bien plus rapidement être assimilée à de la politique pour les deux derniers siècles.

---

<sup>78</sup> Pour cette liste, je me suis contenté de mettre le titre et la date d'interdiction afin de ne pas alourdir les références en donnant le lieu d'édition et la maison d'édition. Suivent les titres en portugais, à l'exception de celui de Mário Soares qui est en français : Armando de CASTRO, *Inquérito nacional* ; Armando de CASTRO, Francisco Pereira de MOURA, Luís Filipe Lindley CINTRA, *Presos políticos, documentos de 1970-1971* ; António Borges COELHO, *Raízes da expansão portuguesa* ; Óscar LOPES, *A revolta de ontem nas palavras de hoje* ; José Lopes de OLIVEIRA, *História da República portuguesa* ; José Lopes de OLIVEIRA, *As causas próximas da Revolução de Cinco de Outubro* ; Victor de SÁ, *Regressar, para quê ?* ; Fernando Piteira SANTOS, *Geografia económica da Revolução de 1820* ; António José SARAIVA, *Dicionário crítico de algumas ideias e palavras correntes* ; António José SARAIVA et Óscar LOPES, *História da literatura portuguesa* ; António José SARAIVA, *A Inquisição portuguesa* ; António SÉRGIO, *História de Portugal* ; Mário SOARES, *Escritos políticos* ; Mário SOARES, *Le Portugal bâillonné* ; Antonino de SOUSA et Flausino TORRES, *Sociedades Primitivas*.

<sup>79</sup> António Borges Coelho *Les racines de l'expansion portugaise*. Ce livre se concentre sur le début du XV<sup>e</sup> siècle et insiste sur les motivations de l'expansion portugaise, amorcée par la prise de Ceuta en 1415 et les premières conquêtes le long de la côte marocaine.

<sup>80</sup> António José Saraiva, *L'Inquisition portugaise*.

<sup>81</sup> Armando Castro, *Enquête nationale* (livre qui s'intéresse à l'histoire de la création du Syndicat national des ouvriers du savon, des engrais et des offices relatifs) ; José Lopes de Oliveira, *Histoire de la République portugaise* ; José Lopes de Oliveira, *Les causes proches de la Révolution du 5 Octobre* ; Fernando Piteira Santos, *Géographie économique de la Révolution de 1820*.

<sup>82</sup> Antonino de Sousa et Flausino Torres, *Sociétés primitives* ; António Sérgio, *Histoire du Portugal* ; António José Saraiva et Óscar Lopes, *Histoire de la littérature portugaise*.

| Auteur(s)   | Titre   | Date d'interdiction        | Nouvelle autorisation après censure |
|---|---|----------------------------|-------------------------------------|
| Armando de Castro   | <i>Enquête nationale</i> <sup>83</sup>                  | 1941                       | Non autorisé                        |
| Armando de Castro, Francisco Pereira de Moura, Luís Filipe Lindley Cintra | <i>Prisonniers politiques, documents de 1970-1971</i>   | Minimum 1972 <sup>84</sup> | Non autorisé                        |
| António Borges Coelho   | <i>Les racines de l'expansion portugaise</i>            | 1964                       | Non autorisé                        |
| Óscar Lopes   | <i>La révolte d'hier dans les mots d'aujourd'hui</i>    | 1972                       | Non autorisé                        |
| José Lopes de Oliveira  | <i>Histoire de la République portugaise</i>             | 1940                       | Non autorisé                        |
| José Lopes de Oliveira  | <i>Les causes proches de la Révolution du 5 Octobre</i> | 1946                       | Non autorisé                        |
| Victor de Sá  | <i>Revenir, pourquoi ?</i>                              | 1970                       | Non autorisé                        |
| Fernando Piteira Santos   | <i>Géographie économique de la Révolution de 1820</i>   | 1966                       | Non autorisé                        |
| António José Saraiva  | <i>Dictionnaire critique de certaines idées et mots</i> | 1961                       | 1971                                |
| António José Saraiva et Óscar Lopes                                       | <i>Histoire de la littérature portugaise</i>            | 1966                       | 1967                                |
| António José Saraiva  | <i>L'Inquisition portugaise</i>                         | 1965                       | 1969                                |
| António Sérgio  | <i>Histoire du Portugal</i>                             | 1941                       | Non autorisé                        |
| Mário Soares  | <i>Écrits politiques</i>                                | 1969                       | Non autorisé                        |
| Mário Soares  | <i>Le Portugal bâillonné</i>                            | 1973 <sup>85</sup>         | Non autorisé                        |
| Antonino de Sousa, Flausino Torres  | <i>Sociétés primitives</i>                              | 1952                       | Non autorisé                        |

Figure 81 : Tableau récapitulatif des ouvrages écrits par des historiens en opposition interdits durant le régime autoritaire.

Quels ont été les critères avancés par les censeurs pour interdire la circulation d'un livre d'histoire ? Pour les livres de « nature politique et sociale », les auteurs avaient bien conscience que ces publications attireraient inévitablement l'attention des censeurs et la probabilité d'être censuré était forte. Malgré tout, certains ont tenté. Le livre de Victor de Sá, *Revenir, pourquoi ?* illustre le positionnement assumé de l'auteur. Il y retrace les différentes difficultés éprouvées depuis son retour comme la non-reconnaissance de son doctorat, le refus d'une bourse de l'IAC et l'interdiction d'enseigner, le mettant dans une précarité professionnelle<sup>86</sup>. Le livre a été distribué pour lecture le 3 avril 1970. Le censeur, le lieutenant-colonel António E. Paranhos Teixeira, a rendu le rapport n° 8378 le 6 avril 1970, donc très rapidement après la parution. Il est sans équivoque et désigne le livre dans son premier point comme « une diatribe contre le

<sup>83</sup> Pour ce premier livre d'Armando de Castro, un léger doute subsiste car dans la liste fournie par Cândido de Azevedo, il n'y a écrit que « A. de Castro » mais il me semble, notamment au regard de la thématique de ce livre d'histoire, qu'il s'agit bien d'Armando de Castro (Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, p. 597).

<sup>84</sup> Aucune date précise d'interdiction n'a été trouvée mais il est possible de supposer au minimum l'année 1972, à voir le titre du livre.

<sup>85</sup> La version française a été interdite de circuler peut-être dès 1973, année de sa parution en France, mais un doute subsiste sur la date effective de l'interdiction. Cependant, dans la mesure où l'auteur était l'un des principaux opposants au pouvoir, l'interdiction a dû être formulée très rapidement.

<sup>86</sup> Voir la biographie de Luís Alberto ALVES, « Vítor de Sá », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

Gouvernement de la Nation qu'il accuse de tous les maux ». Dans le deuxième point, il souligne que Victor de Sá rappelle régulièrement son statut de boursier de la Fondation Calouste (FCG) Gulbenkian en France. Or la FCG est devenue dans les années 1960 une fondation apportant un soutien financier à beaucoup d'opposants et a donc été considérée par la dictature comme un repère de gauchistes<sup>87</sup>. Son évocation dans le rapport corrobore la méfiance vis-à-vis de cette institution d'autant que Victor de Sá était membre du PCP.

Dans les points suivants du rapport, le censeur multiplie les références aux critiques formulées par Victor de Sá comme les interrogatoires de la police politique et plus généralement la déconsidération des intellectuels portugais par le pouvoir. Dans le cinquième point, le censeur déplore les références « qui doivent être considérées tendancieuses à la “Révolution de Mai” en France » appelant les étudiants portugais à se soulever donc comme en Mai 68. Outre des références à sa candidature aux élections de 1969, le censeur termine dans son point 8 : « Notre avis est que le livre en cause doit être interdit et interdit à la vente au public, pour des raisons d'inconvenances politiques » (n. : le passage est souligné dans le rapport). En haut à droite, la mention manuscrite et en rouge : « Urgent, interdit, le 6 avril 1970 », montre que les supérieurs ont été convaincus par les arguments du censeur et n'ont pas tardé pour interdire la distribution de ce livre puisqu'elle est datée du jour de remise du rapport. Une autre mention manuscrite, cette fois en noir, signale que le livre a été envoyé et photocopié le 17 avril 1970. Un autre avis daté du 17 mai 1970 complète ce rapport. Manuscrit, il a dû être de la main d'un supérieur. Il ne fait que confirmer « l'avis d'interdiction de circulation », du fait du « caractère dissolvant de l'œuvre, par la démagogie qui caractérise beaucoup de ses thèmes, par les lâches attaques contre le régime et par la manière de se référer à la culture de notre pays, ne perdant jamais l'opportunité de la trainer dans la boue (n. : *pôr de rastos*) ». Le document porte aussi la mention « interdit »<sup>88</sup>. Les deux rapports rédigés à quelques semaines d'intervalle étaient donc univoques. Face aux critiques frontales adressées au régime autoritaire et notamment à sa politique culturelle, il était inenvisageable d'autoriser la circulation du livre de Victor de Sá, certes docteur diplômé de la Sorbonne mais dont le positionnement politique était irrecevable au Portugal.

Pour les livres d'histoire, les motivations apportées par les censeurs étaient multiples. À travers les rapports qu'ils rédigent, ces supports permettent de saisir dans quelle mesure des écrits historiques pouvaient devenir un danger pour l'opinion publique aux yeux des censeurs,

---

<sup>87</sup> Voir le III)1) du chapitre 7.

<sup>88</sup> Voir le rapport en ligne : <https://ephemerajpp.com/2011/12/02/censura-relatorio-no-8738-6-de-abril-de-1970-documentos-anexos-relativo-a-regressar-para-que-de-victor-sa/>, consulté le 19 septembre 2020.

nécessitant donc une impérieuse interdiction de circulation. La première des motivations concernait le contenu de l'œuvre. Ainsi le rapport de censure du livre de Armando de Castro *Enquête nationale*<sup>89</sup> note :

« Quand le livre se réfère aux relations entre les ouvriers et les patrons, il accuse ces derniers de violations des horaires et de pénuries de salaires. [...] Ces passages ne me paraissent pas corrects, et ils représentent, au final, presque l'intégralité du livre, car ils rappellent la vieille propagande prolétarienne malséante ».

Le censeur n'a donc pas osé écrire le terme communiste, bien que les arguments de l'auteur du livre relèvent clairement d'une grille de lecture marxiste et de ce fait son attention. Il a terminé son rapport en disant : « Je juge que la publication ne doit pas être permise, à moins qu'elle ne soit profondément mutilée ». L'avis a été suivi à la lettre car le livre a été interdit de circuler le 18 juillet 1941.

Parfois, les censeurs semblaient outrés par les ouvrages qu'ils devaient lire comme l'illustre le livre d'Antonino Sousa et de Flausino Torres<sup>90</sup>. Le rapport n° 4824 de Luís Deslandres du 20 septembre 1952 commence en disant :

« Il s'agit d'une œuvre pseudo-scientifique, à part quelques passages, une de plus parmi les nombreux intellectuels qui tentent de pervertir et de démoraliser ceux qui les lisent. [...] En effet "Sociétés primitives" est une pseudo étude des usages et coutumes des tribus retardées du Brésil, de l'Océanie etc., qui conduisent en ligne droite à la justification des doctrines anti-chrétiennes du communisme. Si ce n'était pas le cas, les auteurs ne s'attarderaient pas autant sur les descriptions de certaines habitudes comme l'homosexualité et la prostitution qui sont caractéristiques de ces tribus. »

Le livre abordait donc des sujets tabous dans la société portugaise ce que le censeur assimilait à un livre de propagande communiste, idéologie que le pouvoir avait en horreur. Le censeur a donc été heurté, pensant lire un ouvrage scientifique. Il est par ailleurs intéressant de voir que la critique du censeur interrogeait le livre et sa place dans le domaine scientifique, signe d'une attention particulière au contenu du livre et lui permettant, selon ses critères, de discréditer la rigueur scientifique du travail des auteurs. Ainsi, après avoir abondamment critiqué le contenu du livre, le rapporteur a conclu par un lapidaire : « Le livre est absolument malséant ». Un simple « interdit » manuscrit, accompagné de la signature du supérieur et du cachet rouge, a conforté l'avis du censeur.

---

<sup>89</sup> Pour ce rapport : Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, p. 597.

<sup>90</sup> Le rapport des censeurs est détenu par José Pacheco Pereira et il a bien sa propre page mais il n'est plus consultable en ligne. Plus surprenant, le site internet suivant (<https://in-libris.com/products/sociedades-primitivas>, consulté le 19 septembre 2020) a mis en ligne le rapport original qui y est donc consultable, en citant le site Ephemera comme source (voir <https://ephemerajpp.com/2012/03/19/censura-relatorio-no-824-20-de-setembro-de-1952-relativo-a-sociedades-primitivas-de-antonino-de-sousa-flausino-torres/#comment-24349>, consulté le 19 septembre 2020). Ce rapport est aussi dans le livre de Cândido de Azevedo (Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, p. 649-650).

L'histoire du livre d'António Borges Coelho *Les racines de l'expansion portugaise*, paru en 1964<sup>91</sup>, et interdit de circuler à partir du 31 juillet 1964 atteste de la farouche opposition suscitée par les idées d'un livre. Traitant d'un des thèmes les plus abordés par l'historiographie portugaise, le contenu de ce livre d'histoire de l'impérialisme portugais a lui aussi heurté le censeur. Le rapport détaille les motivations de l'interdiction :

« A. (n. : António) propage l'idée que l'initiative de l'expansion portugaise en Outre-mer n'est pas du ressort d'Henri le navigateur (noblesse), ni de la moyenne bourgeoisie, mais de la haute bourgeoisie maritime et agricole. Pour confirmer son affirmation, il utilise des transcriptions de nos chroniqueurs, dans les passages les moins glorieux – et seulement dans ceux-là – pour parler de l'action portugaise. Il présente une opposition entre la bourgeoisie et la noblesse, à laquelle il attribue un rôle feutré dans l'entreprise de Ceuta. Il cite des actes de piraterie commis par des Portugais, des incompétences de commandement, des désertions vers l'ennemi, etc., etc. Il affirme que de simples soldats, après avoir commis des vols audacieux, se sont transformés en bourgeois, et dans bien d'autres passages qui révèlent une intense démagogie, il accuse les soldats portugais de pratiquer l'esclavage et d'autres négoce peu honnêtes. Il termine en disant que la supériorité militaire des Portugais venait seulement de la qualité de ses armements. Parce qu'il s'agit d'un écrit subversif et dénué de sérieux, je pense qu'il faut interdire sa circulation dans le pays<sup>92</sup>. »

Les attaques au prestige de l'armée portugaise et l'insistance sur la convoitise des Portugais sont autant de positions historiographiques qui semblaient, aux yeux du censeur, discréditer la rigueur du travail d'António Borges Coelho. Ce dernier pourtant ne faisait que reprendre les positions déjà affirmées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais aussi par António Sérgio<sup>93</sup>. Toutefois, le censeur n'a fait aucune référence au découpage de la société portugaise en différentes classes opposées, pourtant révélateur d'une approche marxiste de l'auteur du livre ce qui aurait tout aussi bien pu être un élément critiquable, selon le point de vue du pouvoir.

Mais l'histoire de l'interdiction du livre ne s'arrête pas là car António Borges Coelho a aussi dû rendre des comptes à la police politique. Ainsi, il a été convoqué le lendemain du rapport émis par le censeur, afin de répondre aux questions des agents de la PIDE<sup>94</sup>. La censure a rapidement dû informer la PIDE de l'absolue nécessité d'interroger l'auteur de ce livre contestataire. Il pourrait, il me semble, à lui seul résumer l'ensemble des enjeux de ce chapitre voire

---

<sup>91</sup> Pour l'anecdote, lors de mon entretien avec lui, António Borges Coelho m'a donné un des exemplaires de l'édition originale, interdite de circuler. Outre l'émotion de recevoir de l'auteur un exemplaire d'un livre interdit par la censure, j'ai constaté qu'à la page suivante de la gentille dédicace qu'il m'a faite, se trouvait une autre dédicace, mais elle datée du 11 juin 1964, adressée à Isaurita, « compagne exemplaire des temps difficiles ». Il s'agit de sa femme décédée en 2019.

<sup>92</sup> Signalons que le rapport écrit par le censeur du livre interdisant la circulation de ce livre a disparu. Il est heureusement consultable dans le livre de Cândido de Azevedo (Cândido de AZEVEDO, *Mutiladas e Proibidas, Para a história da censura literária em Portugal nos tempos do Estado Novo*, Lisbonne, Caminho, 1997, p. 176). José Pacheco Pereira ne semble pas avoir réussi à mettre la main dessus.

<sup>93</sup> Voir le I) du chapitre 5 pour les critiques des historiens accommodés quant aux positions centrées sur l'économie.

<sup>94</sup> Dossier António Borges Coelho, ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 411, NT : 1409, feuilles 8 à 11.

de cette partie de recherche doctorale. C'est pourquoi je fais le choix de le mettre en intégralité.

Les majuscules sont présentes dans le rapport et marquent le début des paragraphes :

« Au sujet de la procédure et étant invité à préciser s'il est l'auteur du livre intitulé "Les racines de l'expansion portugaise" et, dans le cas affirmatif, quelle maison d'édition et le nombre d'exemplaires publiés, il a déclaré : - Que oui, c'est l'auteur. - Quant à la maison d'édition, il s'agit de PRELO EDITORIAL, LIMITADA et il n'est pas sûr que plus de mille exemplaires aient été publiés. ET POURQUOI, dans la publication en cause, le déclarant déforme certaines des pages les plus brillantes de notre Histoire, en détournant avec sacrilège les faits et en classant comme "vautours" des hommes qui ont été des héros et des saints, il est invité à clarifier et à concrétiser les raisons de sa démarche ; à cela il déclare, dictant - son livre ne se réfère qu'au XV<sup>e</sup> siècle. L'auteur considère ce siècle comme le plus brillant de l'histoire portugaise. - Il a déjà déclaré à plusieurs reprises, oralement et par écrit, que la structure sociale du XV<sup>e</sup> siècle était peut-être la plus avancée de toute l'Europe. - En ce qui concerne les problèmes moraux du XV<sup>e</sup> siècle, cela ne suppose pas, je le dis, qu'ils soient mis sur le même pied que ceux du XX<sup>e</sup> siècle. - Le nom "vautours" pourrait tant désigner la bourgeoisie portugaise que n'importe quelle autre bourgeoisie européenne. ET POURQUOI la même publication contient des déclarations fausses, clairement biaisées ou grossièrement déformées, dans le but évident d'atteindre la Patrie dans son patrimoine historique, il est invité à clarifier et à concrétiser les raisons de sa démarche et aussi sur quelles bases il se donne le droit et l'autorité de l'adopter, à cela il a déclaré ; - L'intention de l'auteur en écrivant le livre était d'écrire de l'histoire et n'avait pas d'autre intention que d'écrire de l'histoire scientifique. ET POURQUOI, toujours dans le même livre, il nie implicitement la justice de la cause que nous défendons par rapport aux Territoires d'Outre-mer, certainement parce qu'il ne considère pas comme des "vautours" ceux qui ont l'intention de nous voler des morceaux de la Patrie, qui, dans le pays, n'est admise que par le "parti communiste portugais", il est invité à clarifier et à préciser comment, quand et dans quelles circonstances il a "rétabli" ses "contacts" avec cette "organisation" illégale, après avoir obtenu une libération conditionnelle ; à cela il a déclaré et dicté : - Je n'appartiens à aucun "parti communiste portugais" ni à aucune "organisation politique" et depuis qu'il est sorti de prison, il n'a plus eu d'activité politique, donc il n'a pas eu de "contacts" avec le "parti communiste portugais". ET POURQUOI, dans le même ouvrage, il défend la thèse selon laquelle le but des découvertes était le vol, le pillage et la conquête de richesses ainsi que de grâces honorifiques, thèse qui est absolument opposée à celle que le Gouvernement de la Nation défend dans les aréopages internationaux, ce qui constitue une véritable trahison, il est invité à clarifier et à concrétiser les raisons de sa démarche ; à cela il déclare : - L'auteur est convaincu que le motif principal des actes humains est l'intérêt, bien qu'il soit loin d'être le seul. - Quant aux thèses défendues par le gouvernement, l'auteur du livre leur est étrangères, et il ne les connaît d'ailleurs pas parfaitement, n'ayant pas l'intention de les mettre en cause ni de les défendre. ET POURQUOI, selon la publication susmentionnée, il ne s'agirait que du premier cahier, qui sera par conséquent suivi par d'autres, il est invité à préciser si, en fait, il a l'intention de publier les suivants ; pour cela, il déclare : - Le cahier est unique. - Le fait qu'il soit numéro un est dû au fait qu'il s'agisse du premier titre de cette collection. - L'auteur n'a pas d'autre travail sur l'expansion portugaise. ET ÉTANT EN PLUS invité à préciser comment, quand et dans quelles circonstances il a "repris" les "contacts" avec le "parti communiste portugais" et quelles activités il a développé depuis lors, il a déclaré et dicté : - Qu'il n'a pas et n'a pas eu de "contacts" avec le "parti communiste portugais". Il n'a plus fait de déclaration. Après avoir lu ses déclarations, il les a trouvées en accord, il les ratifie et va les signer<sup>95</sup>. » [1<sup>er</sup> aout 1964]

---

<sup>95</sup> Il faut signaler qu'il n'y a pas la signature d'António Borges Coelho sur le rapport.

Le pouvoir, incarné ici par l'agent de la police politique, entrainait en collision avec la vision d'un historien qui assumait son positionnement historiographique et n'entendait pas être influencé par la manière officielle de voir et de comprendre l'histoire. Ce rapport est l'illustration de l'interface impossible entre deux mondes qui semblaient ne pas parler la même langue. D'un côté, la police politique affirmait la vision défendue par l'État concernant l'histoire de l'expansion portugaise soit une glorification des actions des hommes du XV<sup>e</sup> siècle. La PIDE insinuait aussi à de nombreuses reprises que les positions défendues par l'historien ne pouvaient être que l'expression d'une vision communiste, notamment en insistant à plusieurs reprises sur ses anciens liens avec le PCP<sup>96</sup>. De l'autre côté, António Borges Coelho, seul et soumis aux deux instruments de contrôle étatique en l'espace de deux jours, se défendait en affirmant que son seul objectif était d'écrire une histoire scientifique et rien d'autre. Au discours officiel s'opposaient les arguments scientifiquement motivés et fondés sur la mobilisation des sources. Ce dialogue de sourds révèle deux visions inconciliables entre d'un côté la ligne idéologique d'un régime sur la défensive car en pleine guerre contre les mouvements indépendantistes des colonies africaines<sup>97</sup>, et celle d'un historien qui n'hésitait pas, arguant de sa rigueur scientifique et de sa liberté, à revoir l'histoire impériale selon une perspective économique.

Le nom de l'auteur était aussi un motif pouvant provoquer l'interdiction de circulation d'un livre. La réputation de la personne précédant la teneur de sa pensée, le simple nom jouait souvent sur l'appréciation des censeurs. Ainsi, le rapport n° 5269 du livre d'António Sérgio, *Introduction géographico-sociologique à l'histoire du Portugal*, certes autorisé le 10 décembre 1954, commence de la sorte : « Le même António Sérgio de toujours, ni meilleur ni pire de ce à quoi nous sommes habitués de lire, et à autoriser, dans la presse quotidienne. [...] On voit bien que l'auteur a des tendances clairement socialistes bien que, pour moi, non communistes ». Les craintes du censeur à la vue du nom de António Sérgio paraissaient donc se confirmer à la lecture du livre<sup>98</sup>.

---

<sup>96</sup> António Borges Coelho a fait le choix de ne pas fuguer avec les dix autres membres du PCP, lors de l'évasion de Peniche du 3 janvier 1960.

<sup>97</sup> António Borges Coelho a évoqué lors de son entretien ce contexte particulier tout comme la tentative de dialogue entre la vision du pouvoir et celle défendue par l'auteur dans son œuvre (entretien avec António Borges Coelho, page 8).

<sup>98</sup> Rapport en ligne : <https://ephemerajpp.com/2010/11/06/censura-%E2%80%93-despachos-da-direccao-dos-servicos-da-censura-relativos-a-livros-de-antonio-sergio/>, consulté le 20 septembre 2020. Pour le livre d'António Sérgio, *Introdução geográfico-sociológica à História de Portugal* (Lisbonne ?, 1954) je ne suis pas parvenu à trouver l'édition originale, ni sur le site de la BNP, ni sur le site PORBASE, équivalent du SUDOC français, ni sur les sites de revente en ligne. (Voir <http://porbase.bnportugal.pt/ipac20/ipac.jsp?profile=>, consulté le 20 septembre 2020).

Conscients de l'activité politique ou bien du positionnement à gauche de certains historiens, les censeurs pouvaient redoubler de vigilance et de sévérité. António José Saraiva a illustré ce phénomène, d'autant qu'il détient le triste record du nombre de livres interdits pour un historien. Sa situation fut ubuesque car les trois livres interdits de circuler ont finalement tous obtenu, quelques années après l'interdiction, la possibilité de circuler de nouveau. Le *Dictionnaire critique de certaines idées et mots courants* a été interdit de circuler le 17 janvier 1961, interdiction confirmée le 2 juillet 1969 ; il ne fut autorisé de circuler que le 21 juillet 1971<sup>99</sup>. Pour *L'Inquisition portugaise*, l'interdiction de sa 3<sup>ème</sup> édition se produisit le 20 juillet 1965 ; le livre a finalement été autorisé de circuler le 2 juillet 1969<sup>100</sup>. Enfin, pour *Histoire de la littérature portugaise*, écrit avec Óscar Lopes, l'interdiction de circulation rendue le 26 janvier 1966 fut levée le 2 mai 1967<sup>101</sup>.

Les rapports des censeurs revenaient sur sa réputation d'opposant à de nombreuses reprises. Pour le *Dictionnaire critique de certaines idées et mots courants*, le censeur José Brandão Pereira de Mello a avancé dans le deuxième paragraphe du rapport n° 6754 du 17 janvier 1961 : « Tout au long de l'ouvrage, on retrouve l'idéologie politique bien connue de l'auteur, dans des passages, quand ce n'est pas dans des chapitres entiers, qui me paraissent peu opportuns et de circulation préjudiciable ». Par ailleurs le même censeur a écrit le rapport n° 7603 de *L'Inquisition portugaise*, le 20 juillet 1965 mais constatant que le livre circulait depuis plusieurs années il ne lui a pas paru opportun de l'interdire de circuler. Le directeur des Services de censure, António Martinha, a dû trancher : « Je juge que dans le moment que nous traversons il est préférable d'interdire cette œuvre, en tenant particulièrement compte de l'idéologie politique de l'Auteur ». Ainsi, le contexte de la guerre coloniale a incité à ne pas laisser circuler les livres critiquant l'histoire du Portugal, d'autant plus quand il s'agissait d'un historien de gauche. Une nouvelle fois, pour l'*Histoire de la littérature portugaise*, dans le rapport n° 7682 du 20 décembre 1965 le censeur commençait son rapport par : « Le livre en question reflète, en absolu, la bien connue position idéologique de l'Auteur ». En conséquence, dans les trois rapports des censeurs, la pensée politique d'António José Saraiva était mentionnée, alors qu'il avait rompu de manière formelle avec le PCP en 1962. Cette appartenance le poursuivit

---

<sup>99</sup> Rapport en ligne : <https://ephemerajpp.com/2011/12/05/censura-relatorio-no-6764-17-de-janeiro-de-1956-no-8564-2-de-julho-de-1962-no-9089-27-de-julho-de-1971-e-outros-documentos-avulsos-relativos-a-dicionario-critico-de-antonio-jose-sar/>, consulté le 20 septembre 2020).

<sup>100</sup> Cândido de Azevedo, *op. cit.*, p. 644-645 car sur le site de *Ephemer*, seule une partie des rapports est disponible.

<sup>101</sup> Rapport en ligne : <https://ephemerajpp.com/2011/12/10/censura-relatorio-no-7682-20-de-dezembro-de-1965-relatorio-no-8057-2-de-maio-de-1967-relativos-a-historia-da-literatura-portuguesa-de-antonio-jose-saraiva/>, consulté le 20 septembre 2020.



donc jusqu'au terme du régime<sup>102</sup>. Le positionnement politique réel ou supposé des auteurs a donc bien été un critère suffisant pour interdire la circulation de certains livres.

La violence de l'acte censorial était certaine. Voir des mois de travail et d'écriture, dérobés aux lectrices et lecteurs était une épreuve individuelle et collective car elle mettait l'écrivain et la maison d'édition dans le même embarras. Une fois l'interdiction prononcée, ils devenaient spectateurs d'une chasse aux livres. Soustraits des vitrines et des étagères des librairies, les livres proscrits n'avaient plus le droit de cité<sup>103</sup>. La censure pouvait compter sur la police politique pour saisir l'ensemble des livres anathèmes. La courte histoire du livre *Histoire de la République portugaise* de José Lopes de Oliveira<sup>104</sup> en est l'illustration. Le rapport fourni par la police politique à la censure détaille la façon dont s'opérait la traque aux exemplaires. L'interdiction prononcée le 2 mai 1940, la police politique s'est activée et est parvenue à saisir 2126 spécimens, 1106 fascicules, 15 409 feuilles volantes et 9 couvertures. Le rapport se termine par : « la destruction des exemplaires cités [a été] effectuée par le feu<sup>105</sup> ». Ainsi, au nom du bien de l'opinion publique, le Portugal renouait avec les autodafés<sup>106</sup>.

Il faut cependant reconnaître que la violence de la censure n'était pas toujours aveugle. Les censeurs semblaient avoir parfois mené une véritable réflexion sur le livre qu'ils jugeaient. D'une part, cela montre que la lecture était souvent minutieuse mais aussi qu'il n'y a pas d'obstination idéologique absolument systématique. Par exemple, malgré les nombreuses interdictions de circulation prononcées à son égard, les censeurs ont reconnu des qualités à António José Saraiva. Le rapport de juillet 1965 sur l'*Inquisition portugaise* stipule : « Cette histoire du Dr. António José Saraiva sera à peine une vision sous un angle nouveau, peut-être plus objective et plus ample, mais influencée par l'idéologie politique de l'auteur ». Ainsi, la reconnaissance d'une objectivité du travail d'António José Saraiva tout comme de la nouveauté de son approche sont des qualités scientifiques reconnues par le censeur. De même, dans le rapport du 12 juillet 1971, conduisant à l'autorisation de circulation du *Dictionnaire critique de certaines*

---

<sup>102</sup> Voir Luís Ramalhosa GUERREIRO, « António José Saraiva », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>103</sup> Toutefois, les livres achetés avant la parution de l'interdiction de circulation ne sont pas restitués par les particuliers. Ce sont uniquement les librairies qui doivent les retirer de la vente.

<sup>104</sup> Cet historien, profondément républicain, a même dirigé le Parti républicain portugais en 1925, soit peu de temps avant qu'il ne disparaisse. Opposant de tous les jours au régime autoritaire portugais, il a copieusement écrit tout au long de sa vie pour marquer son attachement à un modèle véritablement républicain. (Voir Carolina T. RUFINO, « José Lopes de Oliveira », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>105</sup> Pour le rapport voir Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, pp. 630-631.

<sup>106</sup> Mot portugais qui signifie « acte de foi ».

*idées et mots courants*, le 21 juillet 1971<sup>107</sup>, le censeur constate : « Dans tous les alinéas on remarque la connue idéologie gauchiste de l'auteur, mais la vérité est qu'elle est toujours présentée d'une façon suave et intellectualisée. [...] Cela dit, on ne peut pas considérer que ce livre soit subversif et destructeur des structures sociales ». Après quelques années d'interdiction, l'approche de l'auteur semblait donc davantage acceptable aux yeux du censeur.

Il en est de même pour le livre autorisé d'António Sérgio, *Introduction géographico-sociologique à l'histoire du Portugal*<sup>108</sup>. L'auteur du rapport n° 5269 remarque : « Le travail est intéressant, on peut même dire qu'il est précieux d'un point de vue culturel ». La reconnaissance d'un travail pourtant effectué par un opposant a conduit le censeur à parler de travail rigoureux et il a bien mesuré l'apport pour le pays, signe qu'il n'y avait pas d'obstination de la censure. Enfin, pour le livre d'Armando Castro *Ce qu'est l'inflation, pourquoi les prix montent*<sup>109</sup>, le censeur Dr. Lima de Carvalho, dans son rapport n° 8955 du 9 mars 1971, pondère : « Malgré cette position et ce contexte socialiste dans lequel le Dr. Armando de Castro pense et écrit, il s'agit d'une œuvre scientifique qui a déjà eu une grande diffusion<sup>110</sup> ». L'utilisation du terme « scientifique » légitimait le travail de l'historien Armando Castro, pourtant clairement identifié comme un communiste. Précisons que les appréciations positives étaient surtout présentes dans les rapports de livres autorisés, mais elles doivent être relevées. Dans la machinerie autoritaire, quelques faibles lueurs jaillissaient parfois. La reconnaissance d'une objectivité et du caractère scientifique de livres écrits par des historiens identifiés comme des opposants était le signe qu'il y avait une réelle réflexion de la part de certains censeurs. Cependant elles sont de rares exceptions qui confirment la règle d'une implacable défiance systématisée à l'encontre des historiens en opposition.

\*

\* \*

Le pouvoir portugais a contraint les historiens en opposition à jouer le jeu autoritaire. Afin de les contrôler, il s'est appuyé sur la police politique et de la censure, les deux gardiennes du temple dictatorial. La police politique était chargée du filtrage des candidatures à des postes

---

<sup>107</sup> Le supérieur motive son avis par une mention manuscrite disant : « Les erreurs du livre ne justifient pas que soit maintenue son interdiction ». Voir plus haut pour le rapport disponible en ligne.

<sup>108</sup> Voir plus haut pour la référence.

<sup>109</sup> Armando CASTRO, *O que é a inflação, Porque sobem os preços*, 1971.

<sup>110</sup> Le rapport est disponible en ligne (<https://ephemerajpp.com/2010/11/08/censura-%e2%80%93-despachos-da-direccao-dos-servicos-da-censura-relativos-a-livros-de-armando-de-castro/>, consulté le 20 septembre 2020)

universitaires mais aussi de la surveillance de ceux en place. Elle cumulait dans ses dossiers tous les indices d'une inadéquation idéologique, signe du danger de certains profils qu'il valait mieux écarter ou bien démettre de leurs fonctions en cas de non-conformité. Le moindre écart était consigné et pouvait être lourd de conséquence. Ensuite, le filtrage concernait la production culturelle et notamment les livres écrits par des historiens en opposition. Le contenu des livres était contrôlé par les censeurs et une interdiction de circulation pouvait être prononcée contre un ouvrage jugé dangereux de mettre entre les mains des citoyennes et des citoyens.

Mais la surveillance policière et la censure ne se limitaient pas à des actions ponctuelles de parasitage des temps forts des symboles de la « carrière » universitaire. Le contrôle autoritaire se faisait au quotidien et a affecté l'ensemble des moments constitutifs de la production et de la diffusion du savoir historique. L'historien en opposition était une cible sur qui l'action du pouvoir pouvait agir à tout moment. En déplaçant maintenant le regard des instruments répressifs vers celles et ceux qui subissaient leurs actions, il est possible de saisir les lourdes entraves du pouvoir sur le travail des historiens.

## II) L'efficacité de l'entrave autoritaire : une activité historique au ralenti et consciente des limites

Les agents de la police politique et de la censure avaient pour objectif principal de surveiller les opposants « pour le Bien de la Nation ». L'expression « pour le Bien de la Nation » (*a Bem da Nação*) a été la formule usuelle qui terminait pratiquement tous les documents administratifs durant le régime autoritaire. Tous les fonctionnaires et notamment les agents de la police politique l'utilisaient abondamment. Elle a marqué les esprits et est devenue une métonymie pour désigner la politique menée par les gouvernants et partisans de l'*Estado Novo*, comme le montre le titre de plusieurs travaux historiques reprenant cette formule<sup>111</sup>. Par ailleurs, la formule, ancrée dans les us administratifs, a semblé durer quelques temps après le 25 avril 1974 [Figure 82] :

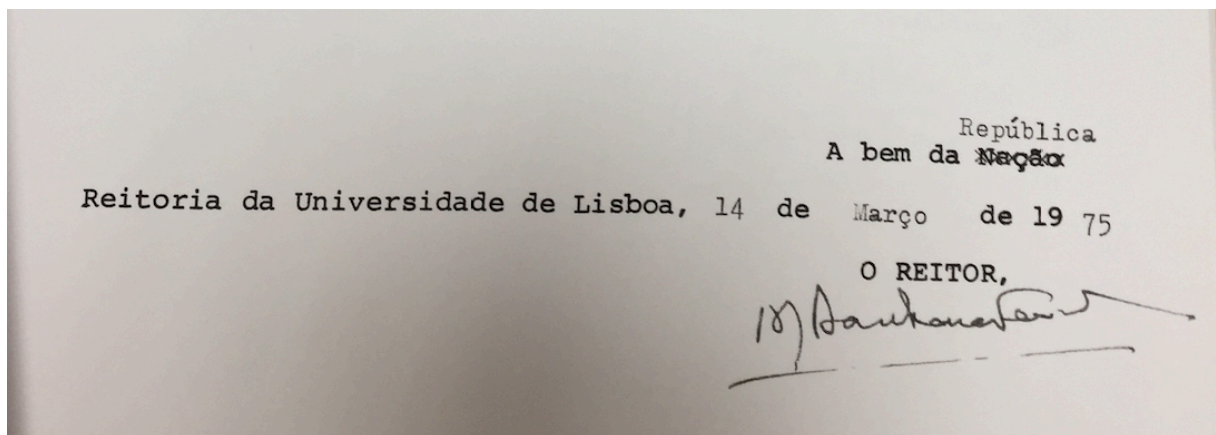


Figure 82 : photographie du dossier de Joaquim Barradas de Carvalho, lettre du 14 mars 1975.

Ainsi, la lettre datée du 14 mars 1975 où Joaquim Barradas de Carvalho a obtenu le titre de professeur cathédrique assimilé se termine par « *A bem da Nação* ». Mais des croix ont été ajoutées sur « *Nação* » et juste au-dessus est écrit « *República* ». La personne, ou peut-être une autre, relisant le document, s'est corrigée face à cet automatisme d'un autre temps.

La vigilance du pouvoir a affecté les moments-clés du parcours des scientifiques opposés à la politique du régime dictatorial comme précisé auparavant. Mais elle s'est surtout immiscée, de façon moins spectaculaire mais tout aussi retorse, dans la banalité du quotidien de l'historien. Pour les historiens en opposition, la présence du pouvoir s'est inscrite ponctuellement dans les lieux de travail fréquentés. Ces derniers étaient pour beaucoup situés dans la capitale

---

<sup>111</sup> Voir Francisco Carlos Palomanes MARTINHO, *A Bem da Nação : o sindicalismo português entre a tradição e a modernidade (1933-1947)*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2002 ; mais aussi le livre issu d'une thèse de doctorat, Maria Cândida CADAVEZ, *A Bem da Nação : As representações turísticas no Estado Novo entre 1933 e 1940*, Lisbonne, Edições 70, 2017.

portugaise : les Archives nationales, la Bibliothèque nationale, mais aussi l'ensemble des archives ministérielles – plus ou moins ouvertes au public – s'y trouvaient. À travers le pays, d'autres bibliothèques et archives pouvaient être consultées par les historiens, notamment les bibliothèques municipales et celles liées aux universités, soit surtout celle de Coimbra<sup>112</sup>. Les agissements de la police politique se constataient surtout dans les autorisations ou interdictions de mouvements des historiens, mais aussi dans la surveillance active des communications des historiens en opposition. La relecture attentive des censeurs, elle, complétait le quadrillage des travaux produits par les historiens en opposition.

La censure agit à l'échelle individuelle car elle a « pour effet d'interdire aux désirs refoulés, c'est-à-dire inconscients, et aux formations qui en dérivent, le passage au système préconscient<sup>113</sup> ». Mais il y a aussi une dimension collective dans la censure. Elle est donc double, comme l'a bien montré par Sigmund Freud. Ainsi, alors qu'il expliquait le mécanisme de la censure des rêves, il a précisé les conséquences de la censure pour l'auteur qui « ayant prévu que certains passages se heurteront à un veto de la censure, les a au préalable atténués, légèrement modifiés, ou s'est contenté d'effleurer ou de désigner par des allusions ce qu'il avait, pour ainsi dire, au bout de sa plume<sup>114</sup>. » Le rêve individuel se heurte au regard du groupe et reste parfois lettre morte, poussant à abdiquer de certaines positions ou propositions.

Conscient du risque de jugement collectif, l'auteur ou l'autrice procède parfois à l'autocensure par la crainte de la sanction. Comme le remarque Laurent Martin, l'autocensure est :

« Un problème immense et difficile mais auquel on ne peut échapper dès lors que l'on s'attache à décrire et à comprendre les mécanismes qui empêchent la pensée, la parole ou l'action, ou orientent celles-ci dans telle ou telle direction. [...] La censure personnelle de pensées ou d'actes jugés répréhensibles est directement liée à la surveillance qu'exercent les diverses instances de la société sur chacun des individus<sup>115</sup>. »

La dimension collective est en effet primordiale dans l'autocensure. D'abord, elle peut surgir quand l'autrice ou l'auteur envisage le jugement que ses pairs pourraient porter sur son travail. Des coupes peuvent alors être faites pour ne pas heurter la cohésion du groupe. Par ailleurs, dans le cadre d'un régime autoritaire, il faut ajouter l'existence d'une censure active des publications par injonction gouvernementale. La conscience de la censure instituée contribue donc à une autocensure par anticipation de ce qui risque d'être coupé par les censeurs. Plutôt que de

---

<sup>112</sup> Voir le repère « Bibliothèques ».

<sup>113</sup> Voir Jean-Claude SEMPÉ, « censure, psychanalyse », dans *Encyclopædia universalis*, en ligne.

<sup>114</sup> Sigmund FREUD, *Introduction à la psychanalyse*, traduit de l'allemand par Samuel JANKÉLÉVITCH, Paris, Éditions Payot, 1971, p. 124.

<sup>115</sup> Voir Laurent MARTIN, « Penser les censures dans l'histoire », dans *Sociétés & Représentations*, vol. 21, n° 1, 2006, pp. 331-345.

subir la violence de l'acte censorial, l'autrice ou l'auteur doit avoir un temps d'avance. En somme, Cândido de Azevedo observe pour le Portugal autoritaire que :

« Sans que les personnes n'en aient parfois pleine conscience, [l'autocensure] atrophiait la créativité de l'esprit critique, tendait à mouler les mentalités au niveau du possible, du permis ou bien du politiquement correct dans le champ d'un régime fortement répressif comme l'était l'*Estado Novo*<sup>116</sup> ».

Difficile à mesurer, les effets de la censure et de l'autocensure sur la production culturelle ont très certainement été dévastateurs et cela sur l'ensemble de la période. Comment les historiens en opposition ont vécu le travail sous contrôle, tout en ayant conscience de ce regard insistant du pouvoir autoritaire ?

Pour répondre à cette question, il est possible de recourir d'abord aux témoignages des historiens en opposition afin de mesurer les répercussions du contrôle étatique sur les différentes étapes du travail et de la production scientifiques. Ensuite, il faut se demander dans quelle mesure leur activité a pu paraître si limitée et précaire qu'ils ont pu céder au découragement et à l'autocensure.

## 1) Travailler sous surveillance : une routine historique contrariée

Pour celles et ceux qui étaient proches de groupes d'opposants, être historien pouvait relever du défi. En effet, déjà privés d'étudiantes et d'étudiants pour la moitié d'entre eux, les historiens en opposition devaient composer avec les interférences régulières du pouvoir dans ce qui leur restait accessible du métier d'historien soit la recherche, l'écriture et la diffusion de leurs travaux. Car le pouvoir ne se privait pas d'agir afin d'interférer dans la consultation des archives, dans la possibilité de communiquer les recherches à un public curieux comme dans la simple possibilité de socialiser avec d'autres historiens, voire parfois d'interdire certaines façons de faire ou idées qui ne lui semblaient pas opportunes.

Les historiens en opposition ont vu les premières étapes de la pratique historique entravée par le pouvoir, soit la consultation des sources et de la bibliographie existante sur le sujet qu'il ou elle avait choisi d'approfondir. Dès les prolégomènes fondateurs du travail historique, le pouvoir était sur ses gardes. Il était capable de surveiller la consultation de fonds d'archives qui pouvaient paraître suspects. C'est le cas d'António Henrique de Oliveira Marques qui a adressé à un archiviste soviétique une demande d'existence d'un fonds. La réponse d'un

---

<sup>116</sup> Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999, p. 80.

fonctionnaire russe G. Belov, dactylographiée, en russe et traduite en portugais, a été consignée dans l'un de ses dossiers de la PIDE. Pourtant, elle était la plus anodine qui soit :

« Monsieur Oliveira Marques, en réponse à votre lettre, je vous que communique que dans les archives du Gouvernement Soviétique, il n'existe pas de documents sur les relations des cités de la mer Baltique avec le Portugal pendant le période des Siècles moyens<sup>117</sup>. Respectueusement, le chef général de la Division des Archives du Gouvernement Soviétique<sup>118</sup>. » [Non datée]

En conséquence, la suspicion du danger potentiel d'un courrier provenant de l'étranger, et surtout d'un pays communiste, a semblé l'emporter face à son contenu inoffensif, pourtant traduit en portugais. Craignant sûrement que la partie du message en russe ne dissimule quelque message codé à l'historien de gauche, les fonctionnaires de la PIDE ont préféré ajouter, dans le doute, le document au dossier d'António Henrique de Oliveira Marques.

Parfois, la consultation des archives a été entravée. Par exemple, Vitorino Magalhães Godinho s'est plaint à Fernand Braudel de la non-communication de documents dont il connaissait l'existence. Dans une lettre écrite de Lisbonne, Vitorino Magalhães Godinho fait remarquer à Fernand Braudel :

« Et ce qui est beaucoup plus grave, c'est qu'on refuse de communiquer les registres qui m'intéressaient le plus – les comptes des facteurs d'Andalousie, celles des facteurs du blé, les comptes des boulangeries etc. ; on prétend même qu'ils n'y sont pas, et pourtant un routier des Archives Nationales publié en 1922 les cite sans équivoque<sup>119</sup> ! » [9 septembre 1951]

Ce refus de communication était-il mu par la volonté de nuire à un historien déjà identifié comme un opposant ou bien était-ce le résultat de la désorganisation chronique des archives, voire tout simplement l'effet de la mauvaise volonté de l'archiviste ? Le doute reste entier. Miriam Halpern Pereira a aussi été empêchée de consulter un fonds d'archives en France. Dans l'entretien que j'ai eu avec elle, elle évoque l'épisode. Alors qu'elle a achevé sa thèse de doctorat et est recrutée au CNRS, elle s'est rendue à l'ambassade portugaise à Paris pour obtenir une autorisation de consultation des archives<sup>120</sup>. Un fonctionnaire affable l'a accueillie mais au moment où il s'est éclipsé pour passer un coup de téléphone, Miriam Halpern Pereira a vite

---

<sup>117</sup> Le terme employé est *Séculos médios* : j'imagine que la traduction en portugais est approximative et que G. Belov voulait parler du Moyen Âge.

<sup>118</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT :7247, feuilles 79 à 83.

<sup>119</sup> Fonds Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, dossier Vitorino Magalhães Godinho, feuille 13, lettre manuscrite.

<sup>120</sup> Il était vraisemblablement nécessaire d'obtenir une accréditation de l'ambassade pour qu'un citoyen étranger obtint l'autorisation de consulter un document du quai d'Orsay. Je ne suis pas parvenu à obtenir davantage d'informations sur les tenants et les aboutissants de la démarche mais peut-être que dans le contexte de guerre froide, la peur de l'espionnage expliquait ces formalités.

compris qu'il était parti appeler la DGS. Cette dernière a dû bloquer la consultation du document au vu de ses dossiers d'opposante ainsi que de ceux de son époux, militant lui aussi fiché. La réponse a été catégorique et elle n'a pas pu obtenir la lettre lui permettant la consultation les archives françaises<sup>121</sup>.

Dans les deux cas, le doute est présent : était-ce une motivation politique qui a bloqué ces démarches de consultation ou bien plutôt une tout autre raison ? Justement, l'absence de raison évidente était redoutable pour l'activité historique. En effet, face au flou entretenu par la dictature, l'action pouvait devenir hésitante : fallait-il s'évertuer à tenter face à des décisions arbitraires ou bien plutôt se décourager pour éviter de ressentir de la frustration en étant éconduit ? Certaines et certains ont fait le premier choix. Joel Serrão a ainsi été interdit de sortie du territoire en 1964, comme nous le verrons plus loin. Il a découvert à ses dépens en 1970, une fois à la frontière, que sa sortie du territoire était toujours d'actualité comme le confirme la lettre d'un agent de la DGS au directeur de l'institution. L'agent rapporte que Joel Serrão :

« Professeur au lycée Passos Manuel [...], est interdit de sortir du territoire par la frontière de Marvão-Beirã, le 26 de ce mois, et l'agent qui lui a communiqué cette interdiction lui a déclaré que seule la DGS pouvait éclairer les raisons de cette interdiction. Il est demandé à votre Excellence si elle souhaite l'informer des raisons qui ont poussé la DGS à lui interdire la sortie du territoire, durant les vacances de Noël, qu'il souhaitait consacrer à la réalisation de recherches historiques dans la Bibliothèque nationale de Madrid. Il demande l'acceptation de sortie. » [29 décembre 1970]

La réponse est parvenue le jour même avec comme objet « annulation », précisant « que l'interdiction de sortie de territoire publiée dans le O.S. 338/64, concernant Joel Justino Baptista Serrão (Proc° SR- CI (2)) [est] sans effets<sup>122</sup> ». Du fait de sa réclamation, Joel Serrão disposait alors de la possibilité de se rendre à Madrid pour pouvoir conduire ses recherches. Il faut préciser qu'en 1970, le grand succès du *Dictionnaire de l'histoire du Portugal* qu'il a dirigé a peut-être pu jouer en sa faveur, créditant ce voyage à Madrid d'une finalité culturelle et non politique.

Parfois, des historiens ont tenté mais ne sont pas parvenus à voyager. António José Saraiva a ainsi été interdit de sortir du territoire alors qu'il souhaitait faire des recherches à l'étranger. Il n'a pas hésité à envoyer une lettre au ministère de l'Intérieur, s'indignant de l'interdiction de franchir les frontières qu'il subissait ainsi que du retrait de son passeport :

« Le signataire est écrivain mais aussi chercheur et a conscience qu'en tant que tel, il a rendu certains services à la Nation [...] sans l'aide d'institutions officielles et d'échange international, il a poursuivi son travail, encouragé par l'accueil public et par certaines autorités nationales et mondiales, [comme l'Académie des Sciences de Lisbonne, Marcel

<sup>121</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 20.

<sup>122</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 683/46, NT : 2578, feuille 12 pour la transmission de la demande de Joel Serrão et feuille 7 pour la réponse de la police politique.



Bataillon, Menéndez Pidal]. Il a besoin de fréquenter des bibliothèques et des centres culturels étrangers et d'entrer en contact personnel avec des savants de différents pays. [...] L'impossibilité de sortie du Portugal, cause pour cela d'incalculables dommages dans sa vie professionnelle, dommages qui affectent la recherche scientifique du pays. [...]. [Disposant de ses droits civiques], la détention de son passeport est une exception arbitraire, une discrimination qui ne peut pas avoir quelconque fondement légal dans la communauté nationale à laquelle il appartient. Alors que ses livres courent le monde, lui-même se sent enfermé dans les frontières du Pays pour lequel il travaille à la mesure de ses forces afin d'augmenter son prestige<sup>123</sup> ». [31 mars 1955]

António José Saraiva a donc axé son argumentation sur la portée internationale de son œuvre, présentant l'entrave du pouvoir comme une malencontreuse limitation au prestige national. Empruntant sciemment la rhétorique patriotique du pouvoir afin de convaincre le ministre, il mettait en évidence l'importance de sa production intellectuelle dans le rayonnement culturel du pays. C'est pourquoi il réclamait la restitution de son passeport et la levée de l'interdiction de sortie du territoire. Mais la PIDE n'a pas oublié sa proximité avec le PCP et sa réclamation fut peine perdue. Par ailleurs, le passeport en question est toujours contenu dans un autre dossier de la PIDE<sup>124</sup>. Ce fut une confiscation pour la postérité.

À l'entrave physique, par l'interdiction de voyager, il faut ajouter celle de l'accès aux livres. Ainsi, les ouvrages reçus par les historiens en opposition faisaient l'objet d'une surveillance particulière de la police politique. C'est le cas notamment de Joaquim de Carvalho, dont les livres reçus de l'étranger ont retenu tout particulièrement l'attention des agents de la PIDE à deux reprises. Les lettres relèvent du « service de vérification », en charge d'identifier les expéditeurs et vérifiant le contenu des courriers ou bien des colis reçus afin de ne rien laisser passer par inadvertance. La première précise qu'il a :

« Reçu “ Machiavel et l'État ” (n. : *Machiavel e o Estado*), de l'auteur Abelardo F. Montenegro, publié par la Société Brésilienne de Sociologie, 157, Fortaleza Ceará. Le papier qui l'enveloppait ne comporte pas d'expéditeur, et le sceau des courriers est illisible du fait des deux timbres brésiliens dessus. » [20 septembre 1957]

L'agent semblait donc dans l'embarras de ne pas pouvoir dire qui a envoyé le livre, ce qui aurait pu être un indice d'une personne ou d'une institution ayant une orientation politique claire voire d'une potentielle dangerosité<sup>125</sup>. La seconde lettre a été écrite quelques jours après et précise :

« À l'information de son Excellence, je me dois de vous informer qu'à cette date, a été reçu par Joaquim de Carvalho (n. : suit l'adresse) un exemplaire de la revue “D'HISTOIRE DES SCIENCES ET DE LEURS APLICATIONS(n. :*sic*)”, publication trimestrielle du “Centre

---

<sup>123</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PC, N°P : 69/49, NT : 3009, feuille 232. Précisons que le rapport est daté du 1<sup>er</sup> avril 1955 et qu'il s'agit d'une copie de la lettre.

<sup>124</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 2982, NT : 7242, feuille 602.

<sup>125</sup> Dossier Joaquim de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 646, NT : 10 390, feuille 37.

International de Synthèse” dont le fondateur (n. : il y a une faute de frappe dans le document, l’agent a écrit “funadador”) et le Directeur est : HENRI BERR, cette présente publication est un ensemble des extraits des numéros Avril-Juin de 1957<sup>126</sup> ». [23 septembre 1947]

En conséquence, l’arrivée des livres de l’étranger suscitait une vigilance accrue et même redoublée quand le destinataire était un opposant. J’imagine que beaucoup d’agents ne connaissaient pas les langues étrangères et pensaient devoir consigner tous les noms d’auteurs étrangers qu’ils trouvaient, par prudence. La moisson ne semble cependant pas avoir été des plus convaincantes car ce numéro de la revue dirigée par Henri Berr ne semblait guère représenter un danger politique.

La vigilance à l’encontre des livres concernait aussi les livres publiés au Portugal et le pouvoir pouvait tenter de ralentir la consultation. Miriam Halpern Pereira a ainsi constaté que son livre paru en 1971 n’était toujours pas dans le catalogue de la BNP après plusieurs années, alors que cette institution publique devait légalement posséder un exemplaire de tous les livres parus au Portugal, sauf ceux interdits de circuler. Lire son travail pionnier sur le XIX<sup>e</sup> siècle dans la plus grande bibliothèque du pays pouvait sans doute, aux yeux d’un fonctionnaire soudainement négligent, attendre un peu<sup>127</sup>. Le contrôle des lectures a été systématique et drastique pour les historiens incarcérés et chaque livre pouvait devenir une preuve à charge pour la police politique, même si elles étaient parfois plus que modestes. Par exemple, António Borges Coelho a été arrêté le 3 janvier 1956 après avoir été dénoncé par son propriétaire chez qui il louait une chambre et s’avérait être un informateur de la PIDE. Il a d’abord été incarcéré à la prison d’Aljube, puis en mai 1956 il est parti à Caxias. Son jugement a eu lieu en juin 1957 à Porto. Il fut ensuite envoyé au fort de Peniche le 1<sup>er</sup> octobre 1957. Il obtint la liberté conditionnelle seulement le 21 mai 1962, après être passé par les trois principales prisons de la police politique durant ces six années d’emprisonnement<sup>128</sup>. Lors de sa période de captivité, les « articles » possédés par António Borges Coelho ont été méticuleusement consignés dans un rapport de la délégation de Porto, lors de son transfert de Caxias pour le fort de Peniche. Sont énumérés, entre autres biens :

---

<sup>126</sup> Dossier Joaquim de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 646, NT : 10 390, feuille 36.

<sup>127</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 12 pour le récit de l’anecdote. Le livre issu de sa thèse de doctorat s’intitule « Libre-échange et développement économique : le Portugal dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle » (*Livre-câmbio e desenvolvimento económico : Portugal na segunda metade do século XIX*, Lisbonne, Cosmos, 1971). Il sera par ailleurs analysé dans le chapitre 8.

<sup>128</sup> Voir David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, pages 23 à 27, informations qu’il est possible de croiser avec celles de son dossier de la police politique (dossier António Borges Coelho, ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 411, NT : 1409, feuille 15).

« Une boîte de livres : “Histoire de la littérature portugaise” d’António José Saraiva et Óscar Lopes, “Dictionnaire anglais-portugais” d’Eduardo Pinheiro, “Poesias” d’Álvaro de Campos, “Terra Fria” de Ferreira de Castro, “Les Maias” volumes I et II d’Eça de Queiroz, “Un seuls (n. : sic) poème” de Claude Roy, “Discours du Congrès” d’Almeida Garrett, “Problèmes fondamentaux du Portugal” d’Ezequiel Campos, “L’œuvre de José Régio” d’Óscar Lopes, “Constitution politique de la République portugaise” d’Afonso Rodrigues Queiró, “Vértice”, 13 volumes, “Folhas de Erva ” de Walt Whitman, “II Congresso da Indústria Portuguesa” brochure d’Armando de Castro. Un petit dossier avec diverses notes, un petit dossier avec du papier vierge, un bloc de papier à lettres par avion et quatre enveloppes (même mode de transport) et un bloc pour les rendez-vous<sup>129</sup>. » [2 octobre 1957]

En somme, António Borges Coelho transportait avec lui de quoi écrire, quelques livres d’actualité, des classiques de la littérature portugaise et française. D’après les critères de la PIDE, les publications les plus compromettantes étaient les numéros d’une revue clairement de gauche, *Vértice*<sup>130</sup>, et les écrits de trois historiens, tous les trois communistes, António José Saraiva, Óscar Lopes et Armando Castro. Par ailleurs, l’attrait d’António Borges Coelho pour l’histoire s’est renforcé en prison, ses lectures montraient un intérêt prononcé pour les écrits des autres historiens en opposition et la PIDE l’avait bien relevé.

Le travail des historiens en opposition a été particulièrement surveillé voire ralenti. Mais le régime autoritaire a aussi redoublé de vigilance quant à la possibilité de communiquer sur les travaux laborieusement réalisés. Cette activité, assimilable à l’enseignement universitaire et refusée à un bon nombre d’historiens en opposition, a été particulièrement contrôlée voire interdite par le pouvoir. En effet, le pouvoir dictatorial craignait que certaines conférences tenues par des opposants ne permissent des prises de position sur l’actualité portugaise et ne contribuassent à agiter les esprits. La possible interdiction concernait prioritairement les conférences, colloques et séminaires se tenant au Portugal.

L’organisation d’un tel évènement scientifique suivait un cheminement précis. Une fois le nom de la communication donné par l’institution qui accueillait la conférence, une demande d’autorisation était déposée auprès du ministère de l’Intérieur qui s’empressait d’en informer la police politique. L’avis émis par cette dernière orientait la décision quant à la tenue de la conférence mais, en dernier ressort, le ministère statuait. Tout pouvait aller très vite donc. Alors qu’une conférence d’António José Saraiva était sur le point de se tenir, le Gouverneur civil du district Porto, représentant du ministère de l’Intérieur dans cet échelon administratif, a envoyé au sous-directeur de la PIDE la demande suivante :

---

<sup>129</sup> Dossier António Borges Coelho, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, Délégation de Porto, N°P : 19 196, NT : 3760, feuille 97.

<sup>130</sup> Elle sera présentée dans le I) du chapitre 8.

« Pour la connaissance de votre Excellence, je vous informe que, par mon ordonnance de cette date, j'ai autorisé la réalisation de la conférence de Monsieur António José Saraiva, qui se tiendra au "Clube Fenianos Portuenses" aujourd'hui, vers 21h30, sur le thème "Moyens et Agents de la Culture". » [17 avril 1956]

La réponse de la délégation de la PIDE de Porto police est arrivée le jour même, soulignant que :

« Le Docteur António José Saraiva mentionnée dans la dépêche est déclaré ennemi de l'*Estado Novo*, a toujours développé des activités politiques et maintenu des contacts avec l'organisation communiste. Il a été emprisonné par cette Police, de mars à juillet 1949, ayant été remis au Tribunal. Au regard de ces antécédents, et au regard du thème de la conférence, qui donne de la marge pour qu'il puisse s'étendre, par des concepts et des idées, il faut craindre que cela ne constitue un moyen habile de propagande pernicieuse. Pour le bien de la Nation<sup>131</sup>. »

La PIDE craignait donc que la conférence ne soit un prétexte pour qu'António José Saraiva ne puisse parler de l'actualité politique en exprimant clairement une vision de gauche. Cependant, malgré la mise en garde de la PIDE, énumérant les éléments à charge, la conférence a tout de même eu lieu.

Malgré ce contre-exemple, l'interdiction a été régulièrement prononcée. António José Saraiva a eu la désagréable expérience de l'annulation d'une conférence sur le thème « théâtre et société » dans le Cercle d'initiation théâtrale de l'Académie de Coimbra. L'autorisation avait pourtant été obtenue pour le 28 novembre 1956, et la conférence été annoncée dans la presse, à la radio et par affichage public. Mais la PIDE en a décidé autrement. Il a alors envoyé une lettre au ministre de l'Intérieur le 1<sup>er</sup> décembre 1956 pour faire part de son mécontentement face à l'annulation de sa conférence. Il évoque dans cette lettre qu'il la vit comme « un élément de plus d'une longue prison », énumérant l'interdiction d'enseigner dans l'Université portugaise, le retrait de son passeport, et concluant, amer, que « la PIDE veut porter préjudice à mon activité culturelle ». Il se demande ensuite quelles seront les conséquences de sa lettre, constatant qu'il « est possible que plus aucune conférence ne soit autorisée tant que Votre Excellence gouvernera et que soient trouvés des moyens plus subtils et indirects pour que la PIDE n'ait pas à montrer son visage pour m'empêcher de parler en public<sup>132</sup> ». Bien conscient de l'affront que pouvait représenter sa lettre adressée directement au ministre de l'Intérieur, il entendait dénoncer la violence de la privation de moyen de communiquer dans l'espace public, alors qu'il ne pouvait déjà pas enseigner. Malgré ses plaintes adressées au sommet de l'État, il était bien

---

<sup>131</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 128 : pour l'autorisation du ministère de l'Intérieur, feuille 135 pour le rapport de la PIDE.

<sup>132</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 12 056, NT : 4604, feuilles 24 à 29.

conscient qu'il était dans une position fragile où le pouvoir avait le dernier mot et avait la capacité de réduire à portion congrue son audience.

De plus, la capacité de nuisance de la police politique pouvait prendre une autre forme. Ainsi, le public pouvait être retenu voire empêché de se rendre à une conférence comme ce fut le cas pour José Tengarrinha en 1967. L'action coup de poing est rapportée par *Portugal Democrático*, dans le n° 117, daté de mai 1967 dans un article intitulé « la haine de la culture », énumérant les différents moyens déployés par la PIDE pour limiter la production culturelle des opposants comme :

« La censure préventive à la presse et la prison des intellectuels, la dissolution de la Société portugaise des écrivains<sup>133</sup>, la saisie des livres et revues, la fermeture des maisons éditoriales, d'autres mesures ont été prises contre la culture nationale, dernièrement, par les autorités fascistes. [...] Une conférence a été réalisée [à Santarém], où la PIDE et la PSP ont réalisé une nouvelle opération "stop" fouillant toutes les voitures à l'entrée de la ville<sup>134</sup> ».

L'objectif était clairement de ralentir l'arrivée de personnes qui auraient pu venir de Lisbonne, comme Santarém n'est pas à grande distance de la capitale. La PIDE pouvait alors en profiter, par la même occasion, pour arrêter certaines personnes recherchées et provoquer le retard voire l'absence d'une partie du public, sapant en quelque sorte l'organisation de la conférence.

L'action de la police politique ne se limitait pas à émettre des jugements sur l'autorisation ou l'interdiction des communications. Quand elles se tenaient, des agents s'infiltraient dans les réunions et s'empressaient de prendre des notes de ce qui était dit et des éléments qui pouvaient être retenus contre les historiens en opposition. Ainsi, lors d'un colloque auquel ont participé Óscar Lopes et António José Saraiva le 30 août 1969, le rapport de la police précise que celui-ci « s'est déroulé normalement et sans enregistrer aucun incident ». Mais l'écho de l'évènement scientifique dans la presse a éveillé une nouvelle fois l'attention de l'agent de la DGS qui a pris des notes lors de la conférence. Sur une coupure de presse du journal *O Primeiro de Janeiro*, l'article intitulé « le retour d'António José Saraiva au Portugal », l'agent a souligné deux passages, indiqués en italique :

« À cette occasion, l'écrivain Prof. Óscar Lopes a prononcé quelques mots faisant allusion à la reconnaissance particulière d'António José Saraiva pour la ville de Porto ainsi que pour sa vie culturelle, *une ville dans laquelle il a même pensé à s'établir, en reprenant, si possible, sa mission d'enseignant, après avoir terminé les études entreprises à la Sorbonne (Centre National de Recherche Scientifique)* sur le prêtre António Vieira et le baroque, afin

---

<sup>133</sup> Cette société ainsi que sa disparition est développée dans le III)1) du chapitre 7.

<sup>134</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3652, NT : 7287, feuille 737.

d'établir un axe et une révision de la culture au Portugal. Le Dr. António José Saraiva a remercié les mots d'Oscar Lopes et *a accentué son désir de venir vivre à Porto, s'il peut le faire*<sup>135</sup>. » [31/8/1969]

Plus que la conférence, l'intention d'António José Saraiva de venir s'installer de nouveau au Portugal a retenu l'attention de la police politique. Comme il vivait depuis plusieurs années à l'étranger, la DGS percevait ce retour potentiel comme une nuisance en puissance et elle était donc particulièrement vigilante sur les intentions de l'historien exilé.

Les personnes venant écouter les historiens en opposition étaient particulièrement surveillées. C'est le cas d'une conférence de Joel Serrão dans le cadre d'un colloque organisé par le Centre œcuménique de la réconciliation à Buarcos, qui s'est tenu du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 1972<sup>136</sup>. L'historien a fait une communication sur « l'émigration comme facteur, dans une politique de développement ». À la feuille 17, l'agent qui a écrit le rapport le 12 décembre 1972, João de Gama Dias Pacheco, conclut que les conversations pouvaient être classées comme « subversives » en argumentant que « la façon dont ils discutaient, les idées manifestées par la majorité des participants, nous poussent à conclure au caractère hautement nocif de son activité pour les intérêts légitimes du Portugal ». Ainsi, aux propos tenus par Joel Serrão s'ajoutaient les vivats de celles et ceux qui assistaient à cette présentation. Pour la police politique, cette collusion, qui plus est organisée par une institution religieuse semblait à la limite du supportable. Par ailleurs, toutes les plaques d'immatriculation ont été relevées méthodiquement par des agents de la police politique à la feuille 16, pouvant mener à d'éventuelles recherches si les participantes et participants n'avaient pas été identifiés. Un opposant attirant des opposants, autant faire un tir groupé.

Les agents de la police politique redoublaient d'attention quant aux propos tenus par les intervenants. Parfois ils semblaient constater que les historiens parlaient d'histoire comme pour la conférence d'Armando Castro sur l'évolution du féodalisme vers le capitalisme. Le rapport de l'agent de la PIDE décrit le colloque réalisé le 27 mars 1965 à la Coopérative des travailleurs du Portugal, un espace connu pour donner la parole à des opposants politiques<sup>137</sup>. L'agent de la brigade SR a noté :

« En présence d'environ 80 personnes, la majorité étant des étudiants, s'est tenu dans cette coopérative un nouveau colloque dont le thème est "l'évolution du Féodalisme vers le Capitalisme" et a été présentée par le Docteur Armando de Castro. [...] L'orateur a

---

<sup>135</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 30 pour le rapport du colloque et feuille 38 pour l'article « O Primeiro de Janeiro ».

<sup>136</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 38 041, NT : 4875, feuilles 1 à 17 pour l'ensemble du rapport.

<sup>137</sup> Comme déjà évoqué auparavant, une présentation de cet espace est faite dans le III)1) du chapitre 7.

commencé sa présentation, faisant référence aux début du féodalisme, à ses origines et aux pays où il s'est le plus développé, soit l'Europe occidentale. Ensuite, dans ses considérations sur l'évolution du féodalisme pour arriver au capitalisme, il s'est servi d'un pays modèle, l'Angleterre, soulignant qu'il fut le premier où le capitalisme a remplacé le féodalisme. [...] L'orateur a terminé son exposé vers 23h15, se rendant disponible pour répondre à des questions sur le thème exposé, toutes de caractère historique<sup>138</sup> ». [29 mars 1965]

Alors que l'agent était à l'affût de paroles investissant le terrain politique et économique, ce qui paraissait possible au vu du thème de la conférence, le contenu du rapport présente le déroulement d'une conférence d'histoire ou un historien parle d'histoire et répond à des questions à « caractère historique ». Bien qu'il n'y ait aucun élément particulier à retenir pour la PIDE, qui sait si l'agent en a, malgré tout retenu quelque chose ?

D'autres fois, des écarts ont été relevés entre le titre et le contenu de la conférence. Ainsi, un agent s'est insurgé de voir que la conférence sur l'esclavage prononcée par José Tengarrinha abordait l'actualité. Le rapport a été rédigé après la conférence à la Coopérative des Travailleurs portugais, où l'agent a relevé la présence de 130 personnes. Cette quantification de l'affluence, comme pour la conférence d'Armando Castro, montre que les agents entendaient mesurer l'influence potentielle des scientifiques en opposition. Alors qu'il commence le récit de la conférence, il précise :

« La tendance séditeuse de ses conclusions étaient claires et la satisfaction avec laquelle il les faisait évidente. Il me revient de dire que ses talents oratoires sont très, très mauvais, il n'était pas rare que Tengarrinha ait besoin de recourir à des éléments écrits. Il était même commun de l'entendre revenir sur son cheminement intellectuel qu'il parcourait, parce que de nombreuses fois il se répétait ou bien laissait des phrases incomplètes. [...] Les mots qu'il a utilisés pour désigner les premiers temps de l'Église n'étaient pas du tout honorables, et il a tiré des conclusions dépréciatives envers la religion. Certaines de ses paroles, quand il évoquait ce sujet, ont provoqué des rires dans la salle. Il a ensuite abordé l'esclavage et l'épopée des découvertes portugaises. Il a parlé du prosélytisme qui aurait agité les Portugais d'une si grande œuvre. Il a dit sa conviction que ce fut la propagation de la foi qui aurait poussé nos ancêtres dans cette œuvre de si grande valeur. Ses mots, cependant, s'accompagnaient de beaucoup d'ironie. [...] Il n'a pas hésité à souiller la figure d'Henri le Navigateur. [...] Il a fait ensuite l'apologie de l'égalité entre les hommes, parce que tous les hommes sont des frères, manifestant le souhait de voir arriver le jour où il y aurait de la paix et de la justice sociale, et il a terminé sa conférence sur ces mots<sup>139</sup>. »  
[17 avril 1964]

L'irritation de l'agent transparait dans le rapport. Il dénigre les qualités d'orateur de José Tengarrinha pour discréditer sa parole et le présenter comme un esprit confus, mu uniquement par le souhait de critiquer l'histoire nationale et l'Église. Il est profondément outré de la façon dont José Tengarrinha traite de l'expansion portugaise en attaquant une des grandes figures des

---

<sup>138</sup> Dossier Armando Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 569/46, NT :2568, feuille 8.

<sup>139</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1326/51, NT : 2692, feuilles 41 et 42.

conquêtes du XV<sup>e</sup> siècle. L'agent note aussi la façon dont José Tengarrinha a essayé de profiter du thème de l'esclavagisme pour faire l'apologie de l'égalité entre les hommes, idée à laquelle ne souscrit pas l'agent et qui pourrait faire penser à l'idéologie communiste honnie par le régime. Il se désole par ailleurs de l'adhésion du public. En somme, cet agent semble avoir passé un mauvais moment et son mépris à l'égard du style et des propos de José Tengarrinha sonne comme une revanche à postériori.

De plus, toujours dans l'objectif de nuire aux historiens en opposition, la police politique a pu empêcher les scientifiques portugais de faire connaître leurs travaux à l'étranger et d'échanger avec d'autres chercheurs en leur interdisant de sortir du territoire. Une telle mésaventure est arrivée à Joel Serrão qui a dû se faire à l'idée de ne pas participer à un colloque en Italie. Dans une lettre datée du 3 décembre 1964, signée par l'inspecteur-adjoint de la PIDE dont l'objet est « interdiction », il est mentionné que « la sortie du territoire national reste interdite à Joel Justino Baptista Serrão, écrivain, né le 12/12/919, à Santo António, Funchal, fils de João Baptista Serrão et de Cristina Lume Baptista, (Proc. SR-CI-2)<sup>140</sup> ». Il s'agissait de sa première notification d'interdiction de sortie, levée seulement en 1970, comme vu précédemment.

Quelles ont été les motivations de cette interdiction de sortie ? Les raisons du blocage ont été consignées dans son dossier. Un rapport de 1964, présente en effet Joel Serrão comme un « élément pré-communiste » écrivant pour la revue *Seara Nova* soit une revue de gauche<sup>141</sup>. Ces faits ont dû prévaloir lorsqu'il a été invité à participer à un colloque en Italie organisé par la « Communauté européenne des écrivains » (Comunità Europea Degli Scrittori) et que la PIDE a refusé de lui accorder le droit de sortir du territoire. De plus, nous nous apercevons qu'il n'a pas été le seul concerné car une mention manuscrite « interdiction de sortie » est apposée près des trois noms : « F. Fafe, Sophia (2 décembre 1964), Joel Serrão<sup>142</sup> ». Le prénom « Sophia » renvoyait à une grande écrivaine portugaise, connue pour son opposition au régime autoritaire, Sophia de Mello Breyner Andresen<sup>143</sup>. « F. Fafe » est José Fernandes Fafe, un diplomate et écrivain portugais qui était aussi un opposant au régime autoritaire<sup>144</sup>. D'autres éléments contenus dans le dossier de la PIDE permettent de comprendre pourquoi les trois noms ont été mentionnés. En effet, une lettre écrite en français par Giancarlo Vigorelli nous apprend que Joel

---

<sup>140</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N<sup>o</sup>P<sup>o</sup> : 683/46, NT : 2578, feuille 18.

<sup>141</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N<sup>o</sup>P<sup>o</sup> : 683/46, NT : 2578, feuille 31.

<sup>142</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N<sup>o</sup>P<sup>o</sup> : 683/46, NT : 2578, feuille 19.

<sup>143</sup> Voir sa biographie écrite par Clara ROCHA, « Sophia de Mello Breyner Andresen », <http://cvc.instituto-camoes.pt/seculo-xx/sophia-de-mello-breyner-andresen-53148.html>, consulté le 29 septembre 2020.

<sup>144</sup> Une courte biographie est consultable sur le site du dictionnaire Porto Editora : [https://www.infopedia.pt/\\$jose-fernandes-fafe](https://www.infopedia.pt/$jose-fernandes-fafe), consulté le 29 septembre 2020.



Serrão avait fait la proposition de se faire remplacer par José Fernandes Fafe dont le nom est souligné en rouge par un agent de la police politique. Joel Serrão avait aussi indiqué visiblement le nom de Sophia de Mello Breyner Andresen car Giancarlo Vigorelli dit :

« Je serai heureux d'inviter aussi le poète Sophia de Mello Breyner Andresen (n : nom souligné par l'agent), car notre réunion de Taormina aura lieu en coïncidence avec un grand prix de poésie, qui sera assigné à Anna Achmatova et à Mario Luzi : par conséquent la présence d'un poète portugais sera très appréciée<sup>145</sup> ». [20 novembre 1964]

Ainsi, nous pouvons retracer la chronologie de cette micro-enquête. Face au refus de sortie du territoire de Joel Serrão à cause de son positionnement politique à gauche, ce dernier a donné les noms de José Fernandes Fafe et Sophia de Mello Breyner Andresen à l'organisateur du colloque. Mais la PIDE, ayant intercepté le courrier, s'est empressée de prononcer une interdiction de sortie de territoire pour tous les trois. Visiblement, les agents de la PIDE n'ont pas apprécié la tentative de contournement de l'interdiction de voyage. En somme, que ce soit au Portugal ou à l'étranger, les historiens en opposition n'accédaient à l'espace public et scientifique que si la police politique le décidait.

Enfin, le pouvoir autoritaire n'hésitait pas à surveiller voire à empêcher les contacts des historiens en opposition avec leurs connaissances. Le rapport fait à Porto, le 14 décembre 1960 intitulé sobrement « information » est particulièrement surprenant. Il s'agit d'une conversation transcrite entre Victor de Sá (VDS) et Óscar Lopes (OL). Le rapport établit que ce jour-là, le « Docteur Victor de Sá, qui se trouvait dans la librairie *Divulgação*, a eu la suivante conversation avec le Docteurs Óscar Lopes » à propos de la venue de António José Saraiva :

« VDS : “Cela fait plusieurs mois que j'ai envie de parler à mon ami. Comme le Docteur José Saraiva vient à Porto samedi et que je voulais aussi lui parler, je propose que nous nous rencontrions”, OL : “J'étais aussi très intéressé de parler à mon ami, mais pour le dîner, je ne sais pas si ce sera possible par manque de temps. Vous savez que José Saraiva est une personne qui s'organise à la dernière minute. Je lui ai dit de venir le plus vite possible, mais je ne sais pas quand il le fera. Il a de nouveau obtenu une bourse et passera Noël en France”. VdS : “Une bourse française !” OL : “Tout à fait ! Je vous appellerai vendredi pour vous dire ce qui se passe”, VdS : “très bien”<sup>146</sup> ».

Voilà donc une banale conversation consignée dans un rapport de la police politique. Mais dans la mesure où elle concernait trois historiens, tous membres du PCP à cette époque, l'agent de la PIDE rapportait tous ces éléments avec le plus vif intérêt car l'échange donnait des

---

<sup>145</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P° : 683/46, NT : 2578, feuilles 20 et 21.

<sup>146</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 79.

informations importantes sur le retour d'António José Saraiva et les relations que ce dernier souhaitait entretenir à Porto.

Parfois les lettres étaient confisquées pour empêcher la sociabilité et la convivialité historiennes. L'abondance des originaux restés dans les dossiers de la police politique atteste de cela. C'est ainsi que l'original de la lettre envoyée par António Henrique de Oliveira Marques à António José Saraiva, qui vit alors à Paris, est conservée dans un dossier :

« Mon cher Professeur, je dois passer à Paris entre le 30 de ce mois et le 2 septembre. J'aimerais bien vous rendre visite. Êtes-vous à Paris à ce moment-là ? Où pourrai-je vous chercher ? Je vous demande de me répondre par la Poste restante, Grande Poste, Rue du Louvre, Paris 1<sup>er</sup>, parce que je ne sais pas encore où je vais séjourner. Y aurait-il des amis communs qui voudraient me voir ? Je vous demande de les prévenir dans ce cas<sup>147</sup>. »  
[25 aout 1964]

La langue portugaise a un mot qui résume le fait de ne pas parvenir à retrouver une personne alors qu'un rendez-vous a été fixé : *desencontro*. Il s'agit donc ici un *desencontro* organisé sciemment par la police politique, afin de couper António José Saraiva de possibles contacts avec un historien plus jeune et lui aussi opposant.

Les historiens partis à l'étranger ont suscité une attention particulière de la police politique et sa capacité de nuisance dépassait alors les frontières. Quand elle pouvait et surtout voulait nuire, elle savait comment procéder. Ainsi, lorsque Flausino Torres est devenu professeur en Tchécoslovaquie, il a essuyé un refus quand il a cherché à régulariser sa situation auprès de l'ambassade portugaise à Vienne :

« Étant sorti du Portugal, en 1962, sans passeport, ayant été engagé comme Professeur externe de l'Université caroline de Prague (Tchécoslovaquie), j'ai décidé d'accepter ce poste. Je suis donc en train d'enseigner la Littérature Portugaise et la Culture Portugaise, dans cette Université. Souhaitant régulariser ma situation, je demande que me soit concédé un Passeport<sup>148</sup> » [11 mars 1969]

Mais la réponse fut catégorique car à la demande copiée par l'ambassade et envoyée à la PIDE, une mention manuscrite avec un simple « non ! » est apposée, très certainement par un des directeurs de la police politique. Un agent de la PIDE a renvoyé une lettre justificative du refus prononcé par le supérieur hiérarchique<sup>149</sup>. Flausino Torres, parti en exil clandestinement, était donc sanctionné et privé de papiers afin de compliquer son séjour en Tchécoslovaquie et surtout l'empêcher de revenir au Portugal.

---

<sup>147</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT :7247, feuilles 54 et 55.

<sup>148</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 6449, NT : 7439, feuille 48, lettre manuscrite.

<sup>149</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 6449, NT : 7439, feuilles 44 et 45 pour la justification et pour la mention manuscrite.

La police politique pouvait aussi ralentir les démarches comme lorsque l'épouse d'António Henrique de Oliveira Marque ne parvint pas à obtenir son passeport pour le rejoindre. António Henrique de Oliveira Marques écrivit à sa femme le 22 août 1966, depuis Gainesville aux États-Unis : « Je suis préoccupé avec cette histoire de la PIDE. C'est bien ennuyeux qu'ils se rappellent que j'existe. Pourvu qu'ils ne t'embrouillent plus et qu'ils te donnent le passeport rapidement<sup>150</sup> ». La présence de l'original est donc le signe que son épouse ne reçut jamais la lettre évoquant l'action de la police politique. Pour d'autres, le retour au Portugal se fit sous étroite surveillance comme les consignes strictes données à la PIDE lorsque Manuel Villaverde Cabral revint. Ainsi, la circulaire confidentielle du chef de la PIDE précisait que :

« Dès qu'est constatée l'entrée dans le Pays du national Manuel Villaverde Cabral et de sa femme [...] il faudra les passer personnellement en revue ainsi que leur bagage, avec la collaboration des autorités douanières. Si de cette recherche résulte des documents d'intérêt pour cette Police, ils devront être détenus et transférés vers cette Direction. Si rien d'intéressant n'est trouvé, ils pourront suivre vers leur destination, cependant, ils devront communiquer par courrier leur entrée et lieu où ils vont résider<sup>151</sup>. » [6 juin 1964]

Les contacts et les mouvements des historiens en opposition se faisaient donc sous étroite surveillance et notamment lorsque des militants revenaient de l'étranger, afin de contrôler l'entrée de toute documentation susceptible d'être de nature politique.

\*

\* \*

Le pouvoir autoritaire a constamment cherché à entraver le b.a.-ba de la pratique historique, pratique déjà amputée de l'enseignement que la moitié des historiens en opposition ne pouvait même pas exercer. Consulter des archives, lire des livres peut rendre suspect aux yeux des agents de la police politique. Parler à un public curieux d'entendre le fruit de leur travail se faisait aussi sous étroite surveillance policière quand cela n'était pas interdit. Enfin, les contacts et les mouvements des historiens en opposition étaient tout particulièrement contrôlés voire empêchés.

La notion de liberté était en quelque sorte une abstraction pour les historiens en opposition. La pression persistante et soutenue du pouvoir politique sur la pratique historique des

---

<sup>150</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT :7247, feuilles 46 à 49, lettre manuscrite, dont l'original est conservé par la PIDE.

<sup>151</sup> Dossier Manuel Villaverde Cabral, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 1784, NT : 7131, feuille 47.

opposants a produit ses effets. En conséquence, l'impression que leurs travaux n'étaient pas ce qu'ils auraient aimé écrire est palpable.

## 2) Les conséquences du contrôle : une histoire au gout amer

La pratique du métier historien par celles et ceux en opposition était non seulement rarement exercée à plein temps mais elle devait en plus tenir compte des multiples entraves énumérées, ayant d'importantes conséquences sur l'écriture de l'histoire. L'objectif est ici de mesurer la façon dont les historiens en opposition ont enduré le contrôle du régime dictatorial portugais et quelles ont été les adaptations adoptées, comme pis-aller. Ces acclimatations pouvaient être à la fois le signe d'une résignation de leur part, face à la virulence d'un pouvoir qui entendait amenuiser au maximum l'expression de leur mécontentement. Elle était aussi une accommodation aux rouages coercitifs en essayant de composer avec la censure à laquelle ils pouvaient de toute façon difficilement échapper en écrivant et publiant au Portugal.

La démoralisation, voire l'abdication, semblaient être les premières réactions des historiens en opposition face à l'étendue du pouvoir autoritaire portugais. Ils ont pu être abattu en ressentant dans leur quotidien cette lancinante pression étatique. Par exemple, Fernando Piteira Santos, le cœur lourd, exprimait un sentiment de mort sociale à Francisco Lyon de Castro<sup>152</sup> :

« Mon cher Lyon de Castro, si le sort des lettres perdues, des papiers égarés, des textes qui aspiraient à voir le jour et qui vont mourir dans les détours et les contournements des grands voyages interrompus, était au moins le fleuve mortel de l'oubli, il y aurait de l'espace pour se laisser envahir par le découragement sans se tourmenter dans le doute. Ce ne serait pas si mauvais. Mais d'année en année, les pertes successives, les silences inexplicables, les égarements et les désillusions successives, et en conséquence l'espoir en vain, puis le vain désespoir, nous amènent à renoncer à l'écriture et à dévaloriser, avec une intime blessure, les signes de vie que nous pouvons envoyer à ceux que nous chérissons le plus<sup>153</sup>. »  
[14 mars 1973]

---

<sup>152</sup> Fernando Piteira Santos a fui le Portugal après l'assaut raté de la caserne de Beja qui a eu lieu dans la nuit de 31 décembre 1961 au 1<sup>er</sup> janvier 1962 : drôle de réveillon pour le pouvoir. Il est ensuite entré dans la clandestinité et a décidé de partir d'abord pour la France puis en Algérie (voir la chronologie de sa vie dans le catalogue d'une exposition itinérante entre 2004 et 2005, qui se trouve dans CENTRO DE DOCUMENTAÇÃO DO 25 DE ABRIL, *Fernando Piteira Santos : português, cidadão do século XX*, Coimbra, CD25A, 2004, pages 17 à 21 ; exposition qui reprend le titre d'un recueil de textes de Fernando Piteira Santos édité par la nièce de cet auteur : voir Maria António FIADEIRO, *Fernando Piteira Santos : português, cidadão do século XX*, Porto, Campo de Letras, 2003). Il fut alors un des membres actifs du Front populaire de libération nationale (FPLN) et resta jusqu'au 25 avril 1974 en Algérie, année où le pouvoir algérien décida d'interrompre l'émission de radio *Voix de la Révolution* en janvier 1974 (Susana Maria Santos MARTINS, *Exilados portugueses em Argel, A FPLN das origens à rutura com Humberto Delgado (1960-1965)*, thèse sous la direction de Fernando ROSAS, soutenue à l'université nouvelle de Lisbonne, 2013, pages 483-484).

<sup>153</sup> Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : activité privée, SSC : Europa- América, SR : Correspondance III (1955-1978 Europa-América), dossier 43, lettre dactylographiée.

Dans cette amère confession de Fernando Piteira Santos, transparait l'insupportable isolement provoqué par la saisie du courrier. Il ne semblait plus supporter le passage au peigne-fin des correspondances qui le privait de contacts avec le Portugal, alors qu'il vivait depuis plusieurs années en exil en Algérie. L'action de la DGS portait donc les fruits escomptés par le pouvoir : punir les opposants jusqu'à provoquer chez ces derniers un sentiment de détresse.

L'impression d'abdiquer se renforçait drastiquement avec l'emprisonnement, qu'une bonne partie des historiens en opposition a connu. Les plus vieilles générations militantes ont connu plusieurs incarcérations comme ce fut le cas d'António Sérgio et de Jaime Cortesão. Pour les plus jeunes générations militantes passées par les rangs du PCP, sur les 11 historiens énumérés dans la première partie du chapitre, 10 ont séjourné en prison : Álvaro Cunhal, António Borges Coelho, Augusto Costa Dias, Fernando Piteira Santos, Flausino Torres, Joaquim Barradas de Carvalho, José Tengarrinha, Mário Soares, Óscar Lopes et Victor de Sá. Seul Armando Castro n'a pas été emprisonné. L'incarcération provoquait une rupture personnelle et des pressions sur la famille et Flausino Torres illustre cette situation. Son épouse Fernanda Torres a pointé la pression sociale dans leur ville de résidence, Tondela :

« Chéri, [...] voilà de quoi il s'agit : le père Artur est allé chez mes élèves pour dire à leurs parents que s'ils continuaient ici, on leur reprocherait le fait que tu sois en prison, que s'ils voulaient, il leur trouverait un professeur. Ilda a tout de suite dit que si je ne garantissais pas la réussite du garçon, elle le retirerait. Bien sûr, ce n'est pas à moi qu'elle l'a dit mais aux voisins ; mais si elle vient et le dit, il est évident qu'elle prendra le garçon et le Père Artur sera content. [...] Que dois-je faire ? Je ne sais pas si je puise le courage de continuer à correspondre aux aimables salutations que ce type dégoûtant m'adresse lorsqu'il passe par là. Je ne pense pas le voir à partir de maintenant, mais ce n'est pas suffisant. [...] As-tu reçu le livre que je t'ai envoyé ? J'ai essayé d'écrire à Lisbonne aujourd'hui pour savoir ce qui s'oppose à la publication de tes livres. Mais une chose : puisque tu ne peux pas faire l'introduction d'O. (n. : Oliveira) Martins maintenant, quelqu'un d'autre ne pourrait-il pas le faire pour que la publication ne soit pas trop retardée ? Si tu acceptes la suggestion, qui pourrait le faire, selon toi ? Dès que tu la reçois, parle-moi de cela. As-tu déjà l'autorisation de la lire ? Salutations des amis, des voisins et des parents. De tes enfants et de ta femme, beaucoup de bisous et beaucoup de nostalgie et de souhaits d'un retour rapide, (signature)<sup>154</sup>. » [3 décembre 1962]

Ainsi, l'appartenance de Flausino Torres au PCP et son emprisonnement avaient des répercussions familiales. En effet, le prêtre du village, proche du régime dictatorial, essayait d'empêcher la venue des élèves aux cours particuliers de Fernanda Torres, afin d'éviter qu'ils ne soient influencés, profitant de l'incarcération de Flausino Torres pour tenter de convaincre les élèves de ne plus s'y rendre. De plus, les publications et projets en cours de Flausino Torres étaient

---

<sup>154</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, SC, Série : PC, N°P : 1666/62, NT : 5486, feuille 33, lettre manuscrite, originale.

forcément à l'arrêt et sa femme lui a même conseillé de confier certains textes à d'autres personnes face à la situation. Ses projets étaient repoussés voire voués à ne jamais aboutir.

Parmi les documents perquisitionnés par la police politique et contenus dans le dossier de son emprisonnement commencé en novembre 1962, l'un d'eux, considéré comme un « courrier suspicieux », est une demande d'intervention formulée par la Coopérative des travailleurs du Portugal. D'autres historiens, tous liés à l'opposition, comme Joel Serrão et Vítor de Sá ont été conviés :

« Nous connaissons certains livres de son Excellence, nous avons suivi les articles publiés dans le journal "República", le Dr. Rogério Fernandes nous a également parlé avec éloge du Docteur Flausino Torres. Ainsi est né dans notre esprit le désir de rencontrer son Excellence personnellement, tout comme la curiosité de l'entendre lors d'un colloque dans notre Coopérative. Le problème de la distance s'est posé ici puisque vous vivez à Tondela, cependant, vu la possibilité de venir à Lisbonne, nous serions à tout moment très honorés si vous nous faisiez le plaisir de présider un colloque au siège de notre Coopérative. [...] Notre Commission culturelle est composée de jeunes gens, désireux d'apprendre, de discuter des problèmes à la lumière de l'honnêteté et de la clairvoyance, car c'est dans le cadre de nos activités, que la Commission, entend diffuser dans la mesure du possible, cette envie, à tous ceux qui souhaitent prendre conscience des réalités et en même temps créent de nouveau quelque chose d'utile<sup>155</sup> ». [18 août 1962]

La mention du journal *República* montre d'emblée que la Coopérative des travailleurs portugais était proche de la gauche portugaise. Cette invitation était une opportunité pour Flausino Torres de communiquer ses travaux, lui qui était interdit d'enseigner dans le supérieur et dans l'enseignement secondaire<sup>156</sup>. Enjoué, il a pu participer et sa communication sur « les aspects de l'agriculture portugaise » a fait salle comble. La PIDE était présente et elle a noté que Flausino Torres a, face à l'entrain des auditeurs, proposé que l'ensemble des présents viennent à Tondela pour changer du cadre lisboète<sup>157</sup>. Ce voyage n'a très certainement jamais pu se produire. Flausino Torres a été enfermé dans la prison d'Aljube quelques semaines plus tard et a pris, une fois libéré, le chemin de l'exil. L'enthousiasme de Flausino Torres, qui avait enfin la possibilité de diffuser ses travaux historiographiques et de formuler des projets a connu un coup d'arrêt net du fait de son emprisonnement. L'activité politique avait donc d'irréremédiables conséquences sur le parcours scientifique des historiens en opposition. Les sacrifices des historiens en opposition ont été nombreux dans des carrières déjà instables.

---

<sup>155</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, SC, Série : PC, N°P : 1666/62, NT : 5486, feuille 6.

<sup>156</sup> Je traiterai cette interdiction dans le D1) du chapitre 7.

<sup>157</sup> Pour l'ensemble des informations, voir Paulo Torres BENTO, *Flausino Torres (1906-1974), Documentos e Fragmentos Biográficos de um Intelectual Antifascista*, Lisbonne, Edições Afrontamento, 2006, pages 159 à 161.

Cependant, le désespoir n'était pas entier pour autant. Certains, accoutumés à la répression, vivaient avec une certaine indifférence la pression du pouvoir, ne se laissant plus intimider comme ce fut le cas d'António Borges Coelho. Quand il était en prison, ce dernier semblait à bout. Ainsi, dans une longue lettre envoyée au directeur de la PIDE, António Borges Coelho demande sa libération conditionnelle :

« Depuis longtemps, le centre de mes intérêts s'est déplacé vers ma vie personnelle et familiale, en abandonnant les activités politiques. Le fait que je n'aie pas participé, directement ou indirectement, à l'évasion des prisonniers à Peniche en janvier 1960 est un indice, dans la froide rudesse des faits<sup>158</sup>. Je me suis également inscrit cette année en 2<sup>ème</sup> année du cours de sciences historiques et philosophiques. Mon principal objectif est de parvenir à une base économique plus solide pour le foyer, que huit ans de séparation incitent davantage à reconstruire et à bâtir. Je souhaite vivre à Lisbonne, car c'est là que vit et travaille mon épouse. C'est également là que je pourrai poursuivre les études que j'ai reprises et que je trouverai plus facilement un emploi adéquat. Avec mes qualifications littéraires (1<sup>re</sup> année du cours de sciences historiques et philosophiques), et par la pratique pendant des années de travail de bureau mais aussi de rédaction publicitaire, il ne me sera pas difficile de trouver un stage adapté. En outre, je compte, dans un premier temps, sur l'aide de ma femme, de mes parents, de ma belle-famille, de mes sœurs et de mes beaux-frères. C'est par ailleurs cette aide qui m'a permis de m'inscrire à l'année scolaire en cours. [...] C'est donc à la suite de ce que j'ai exposé et invoquant le contexte festif qui s'approche que je viens solliciter à votre Excellence si elle daigne me concéder la liberté conditionnelle<sup>159</sup> ». [12 décembre 1961]

Il insistait donc auprès du directeur de la PIDE sur la fin de son activité militante, émoussée par plusieurs années d'enfermement dans différentes prisons et par son éloignement des principaux membres du PCP. António Borges Coelho voyait dans l'activité intellectuelle un refuge, faisant de ses études le centre de ses préoccupations et repoussant à la marge et au passé son combat politique. Cependant, était-il sincère ou bien était-il surtout dans l'argumentation pour obtenir sa libération, en évoquant l'importance de sa famille, mais aussi un contexte religieux comme pour montrer son attachement à certains fondements du régime dictatorial ?

Car une fois qu'il fut en liberté conditionnelle, un « transfert d'énergie militante<sup>160</sup> » se produisit. Ainsi, il est passé de l'action politique à l'écriture de l'histoire, ce qui provoqua l'ire

---

<sup>158</sup> L'évasion de plusieurs militants communistes de premier plan, dont Álvaro Cunhal du fort de Peniche le 3 janvier 1960 a été un des coups de maître du PCP. António Borges Coelho a refusé de participer à cette évasion.

<sup>159</sup> Dossier António Borges Coelho, ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, Délégation de Porto, N°P : 38/56, NT : 5120, feuille 181, lettre manuscrite.

<sup>160</sup> Cette heureuse expression est forgée par Michelle Perrot à propos de Jean Maitron. Elle qualifie le passage de son action militante à une activité intellectuelle qui reste engagée. Ainsi, Jean Maitron délaisse son activité de militant au Parti communiste français après le pacte germano-soviétique de 1939, préférant se dédier à l'écriture de l'histoire. (Voir Michelle PERROT, « Les vies ouvrières » dans Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire, Les France*, Paris, Gallimard, 1997, pp. 3937-3971 cité dans Olivier DUMOULIN, *Le rôle social de l'historien*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 308). Jean Maitron commence alors un immense projet, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* souvent désigné comme « le Maitron », composé de 44 volumes et publié entre 1964 et 1997 (l'immense entreprise collective est maintenant disponible en ligne : <https://maitron.fr/>, site consulté le 3 octobre 2020).

du pouvoir à plusieurs reprises. Après l'interdiction de *Racines de l'expansion portugaise* en 1964 déjà évoquée, il a publié un autre livre sur la *Révolution de 1383*<sup>161</sup>, l'année suivante, s'appuyant notamment sur une partie de ses recherches réalisées pendant sa longue incarcération. Après la parution de son livre, la police politique l'a convoqué et enfermé plusieurs heures. Comme António Borges Coelho, le dit lui-même : « C'était un avertissement<sup>162</sup> », qui ne l'a pas intimidé pour autant :

« La PIDE m'a enfermé dans une cellule blindée et on m'a fait attendre pendant plusieurs heures sans me dire pourquoi. Comme je devais aller régulièrement à la PIDE, j'ai poiroté pendant cinq heures, enfermé. Ensuite, la porte s'est ouverte et je suis sorti. Mais je n'ai pas arrêté d'écrire pour autant<sup>163</sup>. »

Dans la mesure où il a continué d'écrire des livres novateurs et contraires à l'idéologie du régime<sup>164</sup>, la pression que la PIDE entendait exercer sur lui ne semble pas avoir eu de conséquences sur son écriture.

La censure était pour les historiens en opposition un terrible outil répressif qui mutilait des textes longuement travaillés et devaient être remaniés parfois dans l'urgence. Elle compliquait la vie des revues perçues par le pouvoir comme les antennes des différentes oppositions au régime politique. Et aucun style d'écriture historique n'y échappait comme le remarque Antoon de Baets :

« Tous les genres historiques sont touchés, même si beaucoup pensent que certains d'entre eux sont plus susceptibles d'être censurés que d'autres. En particulier, les éditions de sources (même si c'est un domaine sûr pour certains), les généalogies, biographies, mémoires, nécrologies, chroniques, chronologies, annales, cartes, photographies, bibliographies, dictionnaires historiques, encyclopédies, statistiques, index, documents numériques et manuels d'histoire ont été mentionnés comme vulnérables. Mais aucun genre n'est vraiment sûr, même pas le plus indépendant du système. Tous les domaines entrent dans le champ de la censure, non seulement l'histoire politique ou militaire, mais aussi l'histoire économique, sociale et culturelle<sup>165</sup>. »

---

<sup>161</sup> *A Revolução de 1383* paraît chez Portugália, maison d'édition alors dirigée par l'historien Augusto Costa Dias. Elle a permis la publication de nombreux historiens en opposition (voir la biographie que j'ai écrite : Christophe ARAÚJO, « Augusto Costa Dias », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>162</sup> António Augusto Marques de ALMEIDA, « notas biográficas de António Borges Coelho » dans António Dias FARINHA (et alii), *Uma vida em História. Estudos de Homenagem a António Borges Coelho*, Lisbonne, Caminho, 2001, p. 16 cité dans David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, p. 34.

<sup>163</sup> Entretien avec António Borges Coelho, page 6.

<sup>164</sup> Comme António Borges COELHO, *Portugal na Espanha árabe*, Lisbonne, Seara Nova, première édition de 1972 à 1974, 4 volumes.

<sup>165</sup> Voir Antoon DE BAETS, « Censorship and History since 1945 », dans Axel SCHNEIDER et Daniel WOOLF (éd.), *The Oxford History of Historical Writing, 1945 to the Present*, Oxford, Oxford University Press, 2011, pp. 52-73.



Cette observation, certes générale, s'applique cependant au Portugal autoritaire. Le contrôle de l'ensemble de la production historiographique portugaise devait être pensé à travers le prisme de la censure. Les coupes de la censure donnaient aussi beaucoup de soucis aux éditeurs des revues et des livres<sup>166</sup> qui devaient agir rapidement pour combler les trous provoqués par les paragraphes ou articles supprimés.

Les éditeurs étaient aussi contraints parfois de lire entre les lignes pour comprendre ce que les censeurs attendaient comme modifications comme le constatait Jaime Cortesão Casimiro<sup>167</sup> dans une lettre envoyée à António José Saraiva :

« Cher ami, j'ai reçu votre carte du 17, tout comme, antérieurement, l'article sur le livre de Lopes de Oliveira. Le M. (n. : Monde) littéraire, est presque interdit de sortir par la Censure qui prend une position ambiguë, n'utilisant pas le terme de suspension ou de quelque chose de similaire, mais refusant les épreuves pourtant vues et parlant bien peu concrètement comme il est d'usage, d'attitudes politiques et sociales exprimées dans les "derniers numéros", etc... Je suppose qu'ils veulent nous intimider et nous faire abandonner la partie sans se compromettre beaucoup. J'essaie de régler le cas et j'ai espoir de le résoudre avant la fin du mois. [...] Salutations cordiales de, (signature)<sup>168</sup> » [19 mai 1948]

Jaime Cortesão Casimiro avait bien saisi le jeu des censeurs, qui, sans véritablement le dire, faisaient tout pour que les autrices et auteurs prissent la décision d'abandonner leur publication. Les éditeurs devaient se débrouiller pour comprendre le sens des coupes et tenter tant bien que mal de s'adapter car il était impossible de laisser un espace vide.

La stratégie portugaise était celle du flou organisé, du non explicite. Par le manque de frontalité, les détours et les vagues périphrases, le pouvoir prenait toujours en dernier recours la décision d'autoriser ou non une publication, épuisant les éditeurs et les auteurs, jusqu'à les faire céder. En effet, comme le précise Cândido de Azevedo : « La censure avant parution, tout comme la censure à posteriori, menottait littéralement le journaliste, le penseur, l'écrivain, le metteur en scène, le réalisateur ou l'artiste, parce que cela le confrontait en permanence à la question, "est-ce qu'ils vont me permettre cela<sup>169</sup> ?" ». L'entretien d'un doute permanent permettait d'entretenir une forme de pression sans qu'elle ne prenne les traits d'une violence manifeste et ostensible.

L'action de la censure a affecté le travail des historiens en opposition. Elle était un paramètre supplémentaire à prendre en compte, lorsqu'un texte était envoyé à une revue. En plus

---

<sup>166</sup> Je présente le rôle des maisons d'édition publiant les historiens en opposition dans le I) du chapitre 8.

<sup>167</sup> Jaime Cortesão Casimiro, neveu de Jaime Cortesão, directeur de la revue à l'existence éphémère *Monde littéraire* (« Mundo Literário »).

<sup>168</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 173, lettre manuscrite.

<sup>169</sup> Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999, p. 67.

de se demander si un article allait être retenu, il fallait donc se demander s’il pouvait être publié. Fernando Piteira Santos, dans une lettre adressée au directeur de la revue *Seara Nova*, Vasco Martins, va droit au but en demandant :

« Cher Vasco Martins, Si pour quelconque raison, la publication du court “commentaire de lecture” n’intéresse pas *Seara Nova*, qui vient en annexe, je vous demande de me le communiquer pour lui donner une autre destination. S’il est refusé à l’examen préalable, faites-moi, aussi, signe. Je pourrais écrire des commentaires (de ce genre ou bien analytiques, selon les cas) de livres politiques, ou d’économie, de sociologie, dans la mesure où vous m’envoyez les volumes et l’indication de les commenter. Et c’est tout. Salutations cordiales à tous les seariens (n. : *seareiros*), avec une accolade, du camarade et proche ami, (signature)<sup>170</sup> ». [19 janvier 1974]

Aux critères scientifiques ou éditoriaux qui sont propres à une revue à comité de lecture ou bien de rédaction, il fallait donc ajouter la potentielle action censoriale du pouvoir dictatorial.

Quoi qu’il en soit, la censure ne laissait jamais indifférent les historiens en opposition. Parfois ils manifestaient de la joie en apprenant qu’un texte n’était pas censuré. Quelques jours avant la lettre précédente, Fernando Piteira Santos a écrit à Vasco Martins, se félicitant :

« Cher Vasco Martins, en ces premiers jours de 1974, pour vous et pour les vôtres, pour “Seara” et pour les “seariens”, je vous envoie mes sincères vœux. Cela ne vaut pas le peine de dire lesquels. De santé bien sûr. Et de tout le reste, aussi. Je vous remercie pour votre lettre d’octobre, de votre rapidité et de votre intérêt. J’ai reçu “Seara” avec l’article publié. Je n’ai pas trouvé de coupures (n. : *sic*) comme Vasco Martins a eu la gentillesse de l’annoncer à mon grand soulagement, mais j’ai trouvé des coquilles (n. : *sic*). Moindre mal (n. : *do mal o menos*)<sup>171</sup>. » [5 janvier 1974]

L’ironie de la lettre est palpable. D’une part, en présentant ses vœux, la formulation évasive pouvait laisser entendre que Fernando Piteira Santos souhaitait, parmi de nombreuses possibilités, des vœux de changement politique. Ensuite, Fernando Piteira Santos préférait trouver des fautes d’orthographe dans le passage à la dactylographie plutôt que de voir son article mutilé. À la violence de l’acte censorial, les coquilles laissées par le personnel de la revue lui semblaient préférables. Pour d’autres, c’était une colère non dissimulée qui saisissait les auteurs face à l’action du crayon bleu. Victor de Sá, dans une lettre écrite à Câmara Reis, directeur de *Seara Nova*, déplore :

« Mon Excellentissime ami, Monsieur le Docteur, par ce courrier suivent les épreuves de la revue. J’ai été déçu par la lettre de la censure quant au frontispice. Et surtout préoccupé pour la deuxième partie. Celle-ci ne peut pas passer par la Censure, car, alors, certainement, le travail sera écartelé de telle sorte qu’il ne pourra pas paraître. J’entends : dans la seconde partie, j’ai fait une telle économie de littérature, tout ce que j’ai écrit est si essentiel, que

---

<sup>170</sup> Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SCC : Collaborateur de *Seara Nova*, SR : Correspondência I (1922-1977), feuilles 1 à 10.

<sup>171</sup> *Idem*.

n'importe quelle coupe trompera l'intelligence de ma thèse. Si *Seara* ne peut se dispenser de présenter la seconde partie du *separata* à la censure, alors, le travail sortira comme une édition d'auteur – et sera imprimé sous mon exclusive responsabilité. Aller à la censure au préalable serait mettre la corde autour du cou pour qu'ils rendent inutilisable mon travail. Je demande donc à son Excellence, qu'elle oriente les travaux de façon à me préserver de davantage de coupes – qui compromettraient maintenant l'intégrité de ma pensée. J'ai confiance dans le jugement de l'Excellent ami. Avec une forte accolade, je me retire<sup>172</sup>. »  
[27 novembre 1959]

Victor de Sá, épuisé par les coupes incessantes, n'était donc plus prêt à faire des concessions. Il préférait faire paraître son texte dans une édition à part, avec certes une visibilité moindre que si son texte était inséré dans la revue *Seara Nova* et courir le risque de l'interdiction de circulation plutôt que d'accepter la censure de son raisonnement qu'il assimilait à une mort intellectuelle.

La censure se constatait aussi par le décalage entre un texte résultant de communications réalisées librement dans un pays étranger et leur adaptation au contexte portugais. António Henrique de Oliveira Marques en a fait les frais à travers un article novateur sur l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle portugais. Le parcours de ce texte fut long car il a mis plus de trois ans avant de parvenir à une publication au Portugal<sup>173</sup>. Il est possible de mesurer l'étendue des coupes subies en mettant en regard la copie dactylographiée envoyée à Mário Soares<sup>174</sup> et le texte publié chez *Ocidente*. Sans prétendre à l'exhaustivité, tant le texte est dense et les coupes nombreuses, en voici quelques exemples. Déjà, toute l'introduction qui faisait un point sur le relatif vide historiographique, intitulé « problème général : nécessité d'une étude », « problème général : l'accès aux sources », donc une présentation des deux piliers du travail d'écriture de l'histoire, ont disparu dans le texte portugais. De nombreuses tournures de phrases sont adoucies voire tout simplement supprimées. Ainsi dans le scan 7 de *Casa Comum*, António Henrique de Oliveira Marques écrit : « Fut instituée officiellement une Dictature qui était en vigueur de 1926 à 1933. Lui a succédé le Corporatisme ou *Estado Novo* du Dr. Oliveira Salazar, forme portugaise du fascisme ». Cette phrase est remplacée dans la version publiée par « finalement, le 28 mai 1926, un nouveau et plus vaste mouvement militaire a abouti à la chute de la République parlementaire » (p. 255).

---

<sup>172</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 463/46, NT : 2567, feuilles 59 et 60.

<sup>173</sup> Envoyé au Portugal vraisemblablement vers 1966 à Mário Sottomayor Cardia comme je le montrerai, il est finalement publié en 1969 (voir António Henrique de Oliveira MARQUES, « Portugal no Século XX, Problemas de história portuguesa, 1900-1930 », dans *Ocidente*, Lisbonne, vol. 76, 1969, pp. 256-272).

<sup>174</sup> Le texte envoyé à Mário Soares, très long n'est pas complet : il manque la conclusion. Mais cette version devait être très proche de celle envoyée à Mário Sottomayor Cardia.

Voir <http://casacomum.org/cc/visualizador?pasta=00033.003>, consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

Des aspects qui auraient pu susciter la controverse comme une critique des apparitions de Fátima sont enlevées. En effet, António Henrique de Oliveira Marques avait un regard très critique sur les apparitions de Fátima qui transparait dans la version initiale dans laquelle il les contextualise : « Il est symptomatique que les apparitions de Fátima aient eu lieu précisément en 1917, quand le laïcisme paraissait plus triomphant que jamais et que le progrès de la déchristianisation menaçait les fondements mêmes de la religiosité portugaise ». La mise en contexte était assortie d'une note de bas de page éclairant le point de vue adopté pour lire le phénomène : « La position d'historien ne peut pas, évidemment, coïncider avec celle du croyant. Sur les apparitions de Fátima, voir surtout le livre de Tomás de Fonseca, *Na Cova dos Leões*, Lisbonne, 1958 ». Cette phrase ainsi que la note ont été supprimées dans la version publiée car trop critique de la ferveur portugaise autour de l'apparition de la Vierge.

Dans le même registre, toute une description de l'université de Coimbra faite dans le texte dactylographié est abondamment élaguée dans le texte publié [Figure 83]. En conséquence, l'évocation de deux figures majeures du régime n'était donc pas imaginable dans un article sur le Portugal contemporain, même si António de Oliveira Salazar et Manuel Gonçalves Cerejeira se sont bien formés à l'université de Coimbra. De plus, l'histoire de l'université ne semblait pas dépasser 1926 dans le texte publié.

| Texte dactylographié (scan 9)   | Texte publié (page 255)   |
|---|---|
| L'Université de Coimbra, (en particulier son personnel enseignant) a presque toujours été hostile à tous les courants progressistes. Durant la 1 <sup>ère</sup> République (1910-26), elle se trouve en permanence dans l'opposition conservatrice et monarchiste. Les gouvernements républicains se sont montrés hostiles à son égard à plusieurs reprises, mais ils n'ont jamais eu la force de mener à bien leurs objectifs. Il est symptomatique que la réaction antirépublicaine et fasciste postérieure à 1926 ait trouvé ses plus fervents et constants partisans à l'Université de Coimbra. Salazar, membre du gouvernement depuis 1928, était l'un des membres les plus actifs du corps enseignant de Coimbra. Le cardinal Cerejeira, qui préside aux destinées de l'Église portugaise depuis 1930, était professeur d'histoire dans la même université. | L'Université de Coimbra (en particulier son corps enseignant), pendant la 1 <sup>ère</sup> République (1910-26), était en permanence dans l'opposition conservatrice et monarchiste. Les gouvernements républicains se sont montrés hostiles à son égard à plusieurs reprises, mais ils n'ont jamais eu la force de mener à bien leurs objectifs. |

Figure 83 : tableau comparatif entre la première version et celle publiée d'un texte d'António Henrique de Oliveira Marques.

Il en est de même pour le terme « fascisme » : dans le texte publié, à la page 258, en parlant de la concession du monopole de la production de tabac à une entreprise française, António Henrique de Oliveira Marques observe que « cela a peut-être eu une influence sur la révolution conservatrice du 28 mai 1926 qui a aboli le régime parlementaire ». La mention « et ouvert la voie au fascisme » que l'on trouve dans le texte dactylographié (scan 13 et 14), quant à elle, a

disparu. Pour désigner le régime, le mot fascisme a systématiquement été supprimé. En conséquence, à la version à charge envoyée à Mário Soares, critiquant aussi bien la nature du régime que le fonctionnement du pays, le texte publié était débarrassé de l'ensemble des critiques adressées à la dictature. En conséquence, dans le Portugal autoritaire, pour paraître dans une publication périodique, il fallait savoir faire des concessions et adoucir nettement son propos.

Face à l'intraitable censure, comment écrire ? Dans un article du numéro de septembre 1965 de *Portugal Democrático*, intitulé « L'obscurantisme Salazariste – XI Encore les Écrivains », Joaquim Barradas de Carvalho résumait la situation censoriale au Portugal :

« Jusqu'à maintenant, la censure préventive touchait surtout la presse, mais pas les livres qui sortaient sous la responsabilité des auteurs et des éditeurs, ce qui menait à l'existence d'une censure préventive, mais non de droit : les auteurs s'autocensuraient par peur des représailles et de la saisie des livres, car cela pouvait entraîner des problèmes de nature économique, mais aussi d'une autre nature, sur l'Édition, ses directeurs ou Propriétaires<sup>175</sup> ».

La censure d'une publication périodique était donc une chasse à la ligne voire au mot de trop. Celui ou celle qui écrivait avait bien souvent conscience des propos risquant d'être griffonnés de bleu, voire tamponnés de rouge, signe de l'interdiction de publication. Par dépit, les historiens en opposition ont pu parfois demander aux personnes qui relisaient les textes de ne pas hésiter à couper préventivement des passages. En soumettant à la lecture son ambitieux article sur le Portugal du XX<sup>e</sup> siècle évoqué précédemment, António Henrique de Oliveira Marques a écrit depuis Gainesville en Floride, à Mário Sottomayor Cardia, directeur de *Seara Nova* pour lui préciser :

« Quant à la collaboration pour *Seara*, je ne l'oublie pas. J'ai un article prêt, qui sortira ici en anglais mais que, évidemment, j'aimerais publier en portugais aussi. Il s'intitule "Le Portugal dans le XX<sup>e</sup> siècle – problèmes d'histoire portugaise 1900-1930". Ce fut le thème de conférence que j'ai faite en mars dans différentes universités du Nord. Je ne sais pas si ce sera "publiable" mais vous – ou autrui... – couperez ce que vous jugerez convenable<sup>176</sup> ». [21 octobre 1966]

Outre la référence à autrui qui faisait allusion à l'office des censeurs, en choisissant d'aborder le XX<sup>e</sup> siècle, António Henrique de Oliveira Marques avait bien conscience du risque important de censure qui planait sur le texte. En conséquence il soumettait au jugement de ses pairs sa recevabilité ou non et leur octroyait la fonction de censeurs préventifs. La détention de l'original

---

<sup>175</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 320.

<sup>176</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT : 7247, feuilles 44 et 45. Il s'agit de l'original.

de la lettre par la police politique est par ailleurs une preuve de la vigilance du pouvoir quant à la parution du texte et la longue durée pour parvenir à le publier – quatre ans – en est une autre.

Les historiens ont même pu endosser la fonction de censeur comme ce fut le cas pour Fernando Piteira Santos, lorsqu’il travaillait pour la maison d’édition Europa-América. Le poète Egito Gonçalves a demandé à Fernando Piteira Santos :

« Ami et camarade, [...] J’ai déjà envoyé à José Terra, mes réponses pour “Ler”. Je ne sais pas si telle ou telle phrase de ton ironique, n’ira pas remuer les nerfs de la Censure. J’attire votre attention sur le fait, que je vous donne les pleins pouvoirs, si besoin, de modifier ou de supprimer ce que le “crayon bleu” souhaite, évitant de longues consultations qui en résulteraient. J’espère, cependant, qu’il n’y ait pas de nouvelles en ce sens<sup>177</sup>. » [Septembre 1952]

L’historien était donc soudainement devenu censeur à titre préventif, avec les pleins pouvoirs octroyés par l’auteur, afin d’éviter que le processus éditorial ne prît encore plus de retard. Le constat était régulièrement le même : les auteurs préféraient la censure horizontale de leurs pairs à la censure verticale du pouvoir. Mais le regard des homologues pouvait devenir une forme de censure interne comme l’observe António José Saraiva, dans une lettre écrite à son indéfectible ami Óscar Lopes<sup>178</sup> :

« Cela pose un problème : il y a déjà au Portugal certaines personnes qui luttent contre la censure. Sont-ils vraiment contre le principe de la censure, ou sont-ils seulement contre la censure exercée par les autres ? Un Français, membre du PCF, m’a dit que la censure était légitime lorsqu’elle était exercée par la classe ouvrière. Or, comme tu le sais, ce n’est jamais la classe ouvrière qui exerce la censure, mais quelqu’un se charge de déterminer ce que la classe ouvrière doit savoir ou non. La classe ouvrière reste donc entre les mains de ces “représentants” de la classe ouvrière, sans aucune possibilité de les contrôler, car ils fournissent le matériel sur lequel ils doivent juger. La censure est en réalité l’instrument de pouvoir le plus puissant et le plus inexpugnable. C’est pourquoi je suis contre. Mais je t’avoue mon invincible répugnance à collaborer dans ce domaine avec des gens qui l’acceptent en Tchécoslovaquie<sup>179</sup> et ailleurs. J’ai le sentiment d’aider ceux qui n’hésiteront pas demain à utiliser la censure contre toi et contre moi<sup>180</sup> ». [1<sup>er</sup> décembre 1969, lettre envoyée depuis Paris]

---

<sup>177</sup> Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SCC : Europa-América, SR : Correspondance I Europa-América (1950-1952), feuille 7. Pour la petite histoire, je n’étais pas parvenu à déchiffrer la signature de l’auteur de la lettre, ayant mis dans mes notes de lecture un très vague « Pouça Cruz » pour le nom de famille. Une nouvelle lecture m’a fait permis de voir « Egito » et tâtonnant avec ce prénom /nom peu commun au Portugal sur le catalogue de la BNP, je suis finalement parvenu à retrouver le nom de José Egito de Oliveira Gonçalves, dont la signature est visible sur sa page Wikipédia portugaise. En somme, la fin d’un mystère résolu six ans plus tard... et des talents de paléographie à parfaire ([https://pt.wikipedia.org/wiki/Egito\\_Gon%C3%A7alves](https://pt.wikipedia.org/wiki/Egito_Gon%C3%A7alves), consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2020).

<sup>178</sup> Toujours militant au PCP, Óscar Lopes est un des rares à maintenir un contact épistolaire avec António José Saraiva, après la rupture d’António José Saraiva avec le PCP en 1962.

<sup>179</sup> Il fait référence à la répression du Printemps de Prague de 1968.

<sup>180</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, p. 266.

Quelques années plus tard, António José Saraiva faisait observer de façon plus globale à Óscar Lopes :

« Ton conseil de ne pas m’impliquer dans des polémiques et articles provocateurs est celui d’un ami. Mais je me demande si ce ne serait pas accepter une forme de censure. Il y a au Portugal deux censures, mais l’une est encore pire que l’autre. Je suis contre les deux. Et surtout, je défends le droit des minorités de s’exprimer. La pire des dictatures est celles des majorités, parce que contre elle, il y a seulement la défense de l’héroïsme<sup>181</sup> ». [16 février 1973, lettre envoyée depuis Amsterdam].

À travers les deux citations pointait la question de la censure interne aux opposants et plus précisément celle exercée au sein du PCP, parti qu’il connaissait le mieux mais qu’il avait quitté en 1962. Ainsi, depuis son retrait, António José Saraiva subissait une double censure, une provenant du pouvoir qui s’exerçait en continu et une autre qui était faite par les militants du PCP. En quittant le parti, il a été ostracisé par ses anciens camarades et ses écrits ont donc été rejetés par les militants, lui permettant de parler de la double censure. Il soulignait par ailleurs la position paradoxale du PCP qui dénonçait la censure du régime autoritaire mais la défendait quand elle était pratiquée par les régimes socialistes. L’alignement très fort du PCP sur la ligne de Moscou y était pour quelque chose.

Parfois, les historiens en opposition passaient eux-mêmes à l’action en s’autocensurant, aussi bien dans les publications périodiques que dans les livres. L’autocensure reste la plus difficile à mesurer dans la mesure où nous avons le plus souvent accès au mieux aux épreuves dactylographiées et donc déjà soumise à un affinement préalable. Pourtant, elle était lourde de conséquence comme le remarquait Raul Rego : « On peut ainsi dire que la Censure la plus violente et la plus efficiente est celle qui ne s’exerce pas directement. Encore mieux dit : la principale censure est celle qui s’exerce seulement parce qu’existe la Censure<sup>182</sup> ». Les autrices et auteurs faisaient donc délibérément le choix de ne pas soumettre certaines parties dont ils savaient pertinemment qu’elles ne seraient pas autorisées.

Parfois les historiens semblaient ne pas parvenir à le dire explicitement tant le procédé était un arrache-cœur. Par exemple dans un article du *Diário de Lisboa*, intitulé « “Histoire de la Presse Périodique Portugaise” de José Tengarrinha », le journaliste observait :

« [...] Dans une “explication” d’ouverture, après avoir précisé les origines circonstanciées de son travail, José Tengarrinha nous éclaire “nous ne sommes pas allés au-delà de l’implantation de la République car nous considérons qu’il n’y a pas les conditions pour une analyse pondérée et sérieuse de notre journalisme depuis lors”. Peut-être que le critère

---

<sup>181</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *op. cit.*, pages 346 et 347.

<sup>182</sup> Mário Dionísio fait cette déclaration dans le journal *República*, le 21 octobre 1969 (Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999, p. 81).

est discutable. [...] L'objectif a [cependant] été magistralement rempli. Le livre de José Tengarrinha assumera non seulement la première place dans l'historiographie sur la Presse nationale publiée à ce jour et aura une place de choix dans l'historiographie générale qui est en train d'ouvrir de nouveaux chemins pour l'analyse critique et constructive du passé national<sup>183</sup> ». [3 février 1966]

José Tengarrinha arguait alors de ne pas avoir assez de distance chronologique pour procéder à une rigoureuse analyse. Il est intéressant de voir que le journaliste interrogeait la justification fournie par José Tengarrinha pour ne pas traiter la période la plus récente. Pourtant, quelques années plus tard, José Tengarrinha a concédé avoir agi par prudence dans le journal *Diário Popular*, dans un article intitulé « José Tengarrinha : avant le problème du livre il est important de résoudre celui de la recherche ». Après avoir énuméré les restrictions faites aux thèmes d'histoire récente mais aussi plus ancienne en donnant l'exemple des *Racines de l'expansion portugaise* d'António Borges Coelho, il ajoute :

« Dans le contexte de mon expérience personnelle, je peux citer, entre autres, le fait que la publication de mon travail sur les Débuts de la pensée Socialiste au Portugal (résultat d'une longue recherche sur certains penseurs portugais de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) n'a pas semblé possible, et n'a été pas inclus, par mesure de prudence, dans *l'Histoire de la presse périodique portugaise* tout le chapitre consacré à notre journalisme après 1910, qui a été partiellement publié en Allemagne, à l'invitation de l'Université de Westphalie<sup>184</sup>. » [9 octobre 1969]

La véritable raison pour ne pas traiter la période de la République portugaise était donc la crainte d'une interdiction de circulation de son livre. Il a donc fallu plusieurs années, et peut-être l'impression d'ouverture de la période marcelliste, pour que José Tengarrinha fournisse sa motivation profonde. En conséquence, il a préféré s'autocensurer et ne pas faire ce développement contemporain au Portugal, s'autorisant cependant de réutiliser le travail réuni dans le cadre d'une publication étrangère. La pression dictatoriale était donc réelle pour lui.

Parfois, des corrections ponctuelles, mais peut-être salvatrices, ont été faites par les autrices et les auteurs. Par exemple, dans le brouillon d'un article daté de 1947 sur Silvestre Pinheiro Ferreira, un homme politique et philosophe du début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>185</sup>, Fernando Piteira Santos a procédé à quelques corrections ponctuelles. Elles ne sont pas seulement des coquilles ou scories de style et certaines sont le signe d'une précaution de l'auteur. Le dossier va des notes prises, en passant par le brouillon, jusqu'à la version dactylographiée. Dès lors, il est possible de suivre toutes les étapes d'écriture de l'article. D'abord, le dossier contient des notes

---

<sup>183</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3652, NT : 7287, feuille 805.

<sup>184</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3652, NT : 7287, feuille 280.

<sup>185</sup> Voir sa notice sur le catalogue de la BNF ([https://data.bnf.fr/fr/12534620/silvestre\\_pinheiro\\_ferreira/](https://data.bnf.fr/fr/12534620/silvestre_pinheiro_ferreira/), consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2020).



prises au crayon à papier. Sur la feuille 15/4, il noté les sources qu'il pouvait consulter, les journaux comme « *Revista Panorama, Revista Universal, Jornal de Comércio, Comércio do Porto* » mais aussi la bibliographie comme les ouvrages « *A desmoralização e o século, As fábricas nacionais são uma história, Contos do Serão, O preso, esboço do estado das cadeias em Portugal e de alguns dos seus mistérios* ». La feuille 15-1 est la version manuscrite, écrite sur des feuilles de brouillon, avec de nombreuses ratures.

Penchons-nous sur les rayures. À la page 4, les mentions : « Les bourgeois, les négociants » sont rayées et remplacées par un simple : « Les commerçants ». À la même page, sur un « v » d'ajout de mot, « bourgeois » complète « révolutionnaires » mais finalement cet ajout de « bourgeois » est rayé. À la page 6, dans la phrase : « Après sa mort, s'accroît parmi nous l'influence de Kant, plus tard arriveront jusqu'à nous ("jusqu'à nous" est finalement rayé) au Portugal, Hegel et ("Proudhon" est ajouté au-dessus puis rayé) Hartman, Spencer et Comte ». Parfois une phrase entière est supprimée comme à la page 11 : « Dans sa vie d'apôtre de la réforme des institutions l'*Encyclopédie* est une possibilité d'action supplémentaire ». Suivent ensuite les versions dactylographiées, où les quelques corrections faites au stylo sont surtout des corrections de coquilles. À l'étape du brouillon, le mot « bourgeois », l'auteur anarchiste Proudhon et l'allusion à l'action, qui pourrait devenir politique, ont donc été écartées<sup>186</sup>. Cet exemple est l'illustration des très nombreux passages qui ont été supprimés ou jamais écrits par craintes de coupes de la censure.

\*

\* \*

Le régime autoritaire s'est appuyé sur la police politique et la censure pour contrôler les activités scientifiques des historiens en opposition. Leur pratique historique s'est donc faite sous une surveillance active et leur routine a été fortement altérée par l'action du pouvoir dictatorial qui agissait constamment. Consulter une archive, lire des livres, faire une communication, parler à d'autres historiens pouvait devenir une activité suspecte. Si le pouvoir n'a pas interdit explicitement l'activité scientifique des historiens en opposition, tout a été mis en œuvre pour contrôler le résultat de ce labeur réalisé sous la contrainte.

Face à la pression du pouvoir, les historiens pouvaient ressentir une forme de défaitisme et avoir envie d'abandonner du fait de la multiplication des entraves à l'exercice serein d'une

---

<sup>186</sup> Voir Fonds de Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SSC : Collaborateur de *Seara Nova*, SR : textes divers, dossier 15.

passion qui pouvait rarement devenir une profession. Contraints de s'adapter au contrôle étatique, la censure et l'autocensure étaient des pis-aller pour écrire, malgré tout, de l'histoire et tenter de publier des travaux régulièrement innovants.

L'œil du pouvoir, toujours ouvert sur les historiens en opposition et sur leurs écrits, n'était cependant pas omniscient. Aussi autoritaire que fût la dictature portugaise L'impossibilité de tout contrôler a donc laissé un champ certes obstrué mais pas verrouillé. Ils ont su se saisir de certaines opportunités, lorsque la machine autoritaire s'enrayait ou que la garde était baissée.

### III) Trouver et exploiter les failles du système : formes de résistances à la vigilance autoritaire

Si le contrôle des opposants a pu paraître presque total, la machine s'est enrayée parfois et les faiblesses, bien souvent perceptibles, ont été autant de signaux que le pouvoir autoritaire n'était pas infaillible, ce que l'ensemble des groupes en opposition ont rapidement perçus. En reprenant la terminologie développée par Michel de Certeau, face à la stratégie du pouvoir il faut déceler les tactiques des historiens en opposition pour contourner la vigilance dictatoriale<sup>187</sup>. Elles étaient réduites, mais possibles. Je mobiliserai cependant dans cette partie, une autre définition de la notion de stratégie. Discutée dans le livre *On ne peut pas tout réduire à des stratégies*, la notion est interrogée par les auteurs Dinah Ribard et Nicolas Schapira :

« [Elle] permet souvent à l'historien de percevoir des contraintes autrement cachées (par exemple les contraintes proprement sociales au cœur d'institutions englobantes comme les ordres religieux), des contextes invisibles, révélés lorsque l'on suit des acteurs dans les lieux qu'ils investissent et qu'ils mettent en contact par leurs activités<sup>188</sup> ».

Pour le régime autoritaire portugais, les contraintes étaient dans l'ensemble identifiables et non dissimulées. Les stratégies déployées par les auteurs permettaient donc de relever encore davantage la réalité des contraintes et le champ de leurs actions. Justement, Gisèle Sapiro rappelle :

« La stratégie se définit par rapport à des règles qui circonscrivent l'espace des possibles. Elle ne prend donc sens que par rapport à un système de contraintes. Mais la notion de stratégie restitue une marge de manœuvre, c'est-à-dire de liberté, aux agents par rapport aux structures sociales<sup>189</sup> »

L'objectif est donc de montrer ici l'étendue de la liberté conquise par les historiens en opposition dans l'étroit carcan autoritaire. En mobilisant la notion de stratégie pour relever la marge de liberté, une autre notion peut être utilisée. Il s'agit de l'« *agency* », la « capacité d'agir » parfois traduite « agentivité »<sup>190</sup>, définie par Judith Butler dans ses travaux pionniers sur le

---

<sup>187</sup> Voir le chapitre 3, pour ces notions de stratégies et de tactiques selon la définition de Michel de Certeau.

<sup>188</sup> Voir Dinah RIBARD, Nicolas SCHAPIRA, « Introduction », dans *On ne peut pas tout réduire à des stratégies. Pratiques d'écriture et trajectoires sociales*. Paris, Presses Universitaires de France, 2013, pp. 5-21.

<sup>189</sup> Voir Gisèle SAPIRO, « Stratégies d'écriture et responsabilité auctoriale », dans Nicolas SCHAPIRA (éd.), *On ne peut pas tout réduire à des stratégies. Pratiques d'écriture et trajectoires sociales*. Paris, Presses Universitaires de France, 2013, pp. 163-182.

<sup>190</sup> La traductrice de Judith Butler, Cynthia Kraus, définit ainsi l'*agency* : « Après discussion avec Judith Butler, je traduis la notion d'«agency» par «capacité d'agir» (et «political agency» par «capacité d'agir en politique»). Cette notion, qui tente d'articuler notre marge de manœuvre, notre pouvoir de résister au pouvoir, a été rendue diversement ailleurs : Charlotte Nordmann la traduit par «puissance d'agir». Dominique Masson attire notre attention sur ses multiples sens «le concept *agency* est difficilement traduisible en français. Non seulement il connote à la fois les notions de «capacité d'action» et cette «action» elle-même, mais il se réfère aussi à l'intentionnalité de

genre. Face à la contrainte du pouvoir, les historiens en opposition devaient donc faire usage de leur « capacité d’agir » pour déployer des stratégies de contournement.

Dans l’objectif de dévoiler les stratégies et la capacité d’agir employées par les historiens en opposition face aux deux instruments que sont la police politique et la censure, nous verrons d’abord comment les écrivains sont parvenus à échapper au contrôle de la police politique. Ensuite, l’analyse se focalisera sur les failles de la censure et sur les procédés mobilisés par les historiens afin de lui échapper.

## 1) Ruser pour contourner le contrôle du pouvoir

Le pouvoir autoritaire portugais avait pour objectif de réduire tout espace de contestation. Mais aussi nombreuses soient les personnes ayant donné des informations à la police politique, les effectifs assez restreints d’agents ne permettaient pas d’établir un contrôle total des millions de Portugaises et Portugais. Les groupes en opposition disposaient en conséquence d’une marge de manœuvre, bien que faible, et variable selon les périodes. Par la recherche d’interstices, les historiens en opposition ont pu accéder à ce qui leur était d’atteinte difficile ou bien tout simplement interdit.

Tout d’abord, de multiples actions échappaient à la vigilance du pouvoir et confirmaient l’idée que le contrôle n’était pas absolu. Comme le résume António Borges Coelho : « Il était impossible de tout contrôler, même dans la prison on arrivait à faire entrer des choses. Tout cela malgré un grand contrôle aux frontières<sup>191</sup> ». Ainsi, malgré les très nombreux postes de la douane portugaise et l’équivalent du côté espagnol afin de contrôler la *raia*<sup>192</sup>, les moyens ne suffisaient pas. L’histoire ancienne de la contrebande<sup>193</sup> et l’importante émigration portugaise<sup>194</sup>, rappellent la porosité d’une frontière pourtant activement surveillée. Et même aux postes frontières, les agents n’avaient pas le temps de contrôler tout ce que transportaient celles et ceux qui rentraient de voyage, le plus souvent en train ou bien qui envoyaient des

---

l’acteur ou de l’actrice, au sens des identités et des représentations qui colorent l’action en lui donnant sens et direction. Lorsqu’il est théoriquement important de maintenir la polysémie originale du terme, je conserve l’appellation en anglais”. [...] » (Judith BUTLER, *Trouble dans le genre, Le féminisme et la subversion de l’identité*, traduit de l’anglais par Cynthia KRAUS, Paris, La Découverte, 2004, p. 21-22). Pour l’utilisation du terme « agentivité », surtout mobilisé par les Québécois et dans les études féministes, voir Jacques GUILHAUMOU, « Autour du concept d’agentivité », dans *Rives méditerranéennes*, 2012, n° 41, pp. 25-34.

<sup>191</sup> Entretien avec António Borges Coelho, page 11.

<sup>192</sup> Terme employé pour désigner la longue frontière entre le Portugal et l’Espagne.

<sup>193</sup> Voir Dulce FREIRE, Eduarda ROVISCO, Inês FONSECA (coord.), *Contrabando na Fronteira Luso-Espanhola, Práticas, memórias e patrimónios*, Lisbonne, Edições Nelson de Matos, 2009.

<sup>194</sup> Voir pour l’exemple de l’émigration en France, Victor PEREIRA, *La Dictature de Salazar face à l’émigration. L’État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

marchandises par bateau. Ajoutant à cela les arrivées par avion qui se développaient lentement, notamment à partir des années 1960<sup>195</sup>, les fronts à contrôler se sont multipliés pour le pouvoir. De plus, António Borges Coelho rappelle :

« Les livres arrivaient avec les personnes qui allaient à Paris et revenaient, ils venaient dans les bagages en prenant des risques. Une grande partie n'était pas très risquée car les policiers ne les connaissaient pas et tant que n'apparaissaient pas ces quelques mots clés : Marx ou autres. On les vendait dans les librairies en dessous du manteau (n. : littéralement, sous le tapis). [...] J'avais un ami à moi qui était officier de la marine qui m'a apporté une malle entière de livres d'Italie, cela avant ma prison. Quand j'ai été emprisonné, ma femme a gardé la malle chez une amie à elle. L'amie en question, quand elle a su que j'étais en prison, a été voir le boulanger et lui a demandé de brûler les livres<sup>196</sup>. »

La maîtrise de toutes les langues étant impossible, les douaniers ne pouvaient se fier qu'aux mots transparents ou bien aux livres d'auteurs facilement identifiables car communistes et dont les noms étaient certainement répétés par les supérieurs. Par ailleurs, à travers l'anecdote du boulanger, transparait la capacité d'agir pour faire disparaître les preuves compromettantes. En outre, sans que cela ne prenne forcément des aspects clandestins, de nombreuses revues entraient au Portugal comme le rappelle José Tengarrinha. Il recevait les *Annales*, *Économies*, *Sociétés*, *Civilisations*, avant d'ajouter que les numéros d'autres revues au nom trop révolutionnaire n'arrivaient pas<sup>197</sup>.

Ensuite, il faut identifier ce qui échappait à la vigilance du pouvoir. Les livres, même interdits par la Commission de censure, continuaient régulièrement de circuler. Par exemple, *Racines de l'expansion portugaise* d'António Borges Coelho a été vendu clandestinement en texte photocopié<sup>198</sup>. Plus surprenant encore, le pouvoir ne se rendait parfois pas compte qu'il donnait des bourses d'études à des militants communistes. Le blocage et le contrôle méticuleux de chaque candidature n'étaient pas exempt de failles. António José Saraiva est ainsi parvenu à obtenir une bourse de l'IAC en 1945 alors qu'il militait depuis 1944 au PCP, introduit dans le parti par son grand ami Óscar Lopes<sup>199</sup>.

Son dossier de candidature concernait un poste de lecteur de portugais en Espagne<sup>200</sup>. Il a commencé ses démarches en juillet 1945. Dans un premier document, daté du 16 juillet 1945, sur papier officiel de l'État avec timbre fiscal, António José Saraiva formule sa demande alors

---

<sup>195</sup> Voir Eva MILHEIRO, Jorge Pacheco dos SANTOS, « O turismo em Portugal : que passado ? Que futuro ? », dans *Aprender*, décembre 2005, « Turismo e desenvolvimento », pp. 119-125.

<sup>196</sup> Entretien avec António Borges Coelho page 10.

<sup>197</sup> Entretien avec José Tengarrinha, pages 9.

<sup>198</sup> David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010. p. 49.

<sup>199</sup> Voir Luís Ramalhosa GUERREIRO, « António José Saraiva », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>200</sup> Archives de l'Institut Camões, 0512/0512.10, dossier António José Saraiva.

qu'il était professeur au lycée Gonçalo Velho. Il répondait au concours pour lecteurs ouvert au public et publié au *Journal du Gouvernement* le 9 juillet. Il émet une préférence pour « le lectorat de Saint-Jacques-de-Compostelle et demande à Son Excellence si elle daigne l'admettre au concours pour le lectorat référencé » avant qu'un ajout à la main ne précise « ou dans n'importe quel autre en Espagne, selon une lettre de l'intéressé datée du 28 juillet 1945 ». Au verso du document, le proviseur de l'établissement note : « José Saraiva, directeur du lycée Passos Manuel, à Lisbonne : j'atteste que sont vraies les déclarations relatives à l'âge, le lieu de naissance, la filiation et la résidence faite dans cette présente demande par le professeur António José Saraiva, en service dans ce lycée ». Il s'agit d'une lettre de recommandation du père d'António José Saraiva, José Leonardo Venâncio Saraiva<sup>201</sup>. Sa fonction de directeur de lycée, signe d'une position sociale élevée et d'un accommodement au régime, a dû conforter la commission de l'IAC du sérieux de la candidature d'António José Saraiva.

Dans une autre lettre qui accompagne le dossier d'António José Saraiva, datée du 18 juillet 1945, son père attestait qu'il était bien en activité dans le lycée et qu'António José Saraiva « a montré beaucoup de Zèle, Compétence et Assiduité, ce qui fait que son service a été noté comme très bon ». Malgré la proximité familiale évidente de l'appui, l'avis de José Saraiva a semblé conforter l'IAC. En effet, l'IAC a accusé réception de sa demande le 18 août 1945 et a commencé les démarches. D'abord, António José Saraiva a rédigé et signé sur un document officiel sa déclaration de conformité idéologique : « Je déclare sur mon honneur que je suis intégré dans l'ordre social établi par la Constitution Politique de 1933, avec un actif rejet du Communisme et de toutes les idées subversives, Lisbonne, le 18 août 1945, (signature)<sup>202</sup> ». António José Saraiva, qui faisait pourtant déjà partie du PCP, a donc signé ce document. Le plus surprenant n'était pas tant qu'il le fit mais plutôt que le pouvoir lui donnât l'opportunité de le signer. Ensuite, la candidature était envoyée à la PIDE et elle n'a pas été bloquée. En conséquence, La PIDE pouvait mettre un certain temps avant d'obtenir des informations cruciales. Avec sa demande Saraiva fournissait un plan de travail pour le lectorat avec cinq auteurs : Luís de Camões ; Almeida Garrett ; Antero de Quental ; Eça de Queiroz ; Miguel Torga.

Il est intéressant de voir qu'il proposait comme auteur à étudier un contemporain qui plus est Miguel Torga, médecin et écrivain. Ce dernier avait déjà en 1945 fait de la prison pendant plusieurs mois, mais après la parution d'un livre interdit de circuler, il a été incarcéré à nouveau. Il y critiquait les horreurs des dictateurs et notamment de la guerre civile en Espagne

---

<sup>201</sup> Voir : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9101>, consulté le 6 octobre 2020.

<sup>202</sup> Il s'agit du décret-loi n° 27 003 du 14 septembre 1936, présenté dans le I)2) du chapitre 1.

dans un livre intitulé *Le Quatrième jour* (« O Quarto Dia »)<sup>203</sup>. António José Saraiva semblait assumer une certaine originalité dans les choix d’auteurs malgré un nom pouvant attirer l’attention du pouvoir. Il obtint finalement en mai 1946 une bourse dans le but de « se spécialiser en littérature hispanique ». Ainsi, malgré la multiplication des garde-fous pour essayer de filtrer au maximum l’accès au financement public, avec succès la plupart du temps, le pouvoir n’arrivait donc pas à tout maîtriser et la mobilisation de certains réseaux, comme le fait d’appartenir à une famille bien intégrée dans le cas d’António José Saraiva, pouvaient déjouer l’attention des fonctionnaires.

Face aux faiblesses apparentes du régime, les historiens en opposition ont donc cherché à contourner le pouvoir. Ils devaient parfois être ingénieux afin de ne pas susciter une recrudescence de vigilance de la part du pouvoir. Par exemple, Miriam Halpern Pereira, voulant travailler sur la période de la République portugaise, au tout début de la décennie 1960, a dû s’adresser à la professeure Virgínia Rau, « qui faisait la pluie et le beau temps » dans le département d’histoire de la FLUL. Cette dernière a refusé, ne voyant pas d’un bon œil qu’une personne traitât une période aussi proche chronologiquement. Toutefois, Miriam Halpern Pereira a ensuite demandé à travailler sur le XIX<sup>e</sup> siècle ce que Virgínia Rau a accepté, lui recommandant de s’adresser directement à Jorge Borges de Macedo<sup>204</sup>. Elle a donc pu, après négociation, réaliser une recherche sur la période contemporaine dans le cadre de sa thèse de licence.

Le besoin de contourner le pouvoir touchait aussi des moments importants de la vie personnelle des historiens en opposition. Lors de l’entretien que j’ai eu avec Maria Beatriz Nizza da Silva, elle est revenue sur les stratégies déployées pour que son mari parvînt à quitter le Portugal afin d’échapper au service militaire et à l’envoi dans les colonies car la guerre coloniale avait commencé. Elle a souligné la créativité qu’il a fallu mettre en œuvre pour parvenir à leurs fins : traverser illégalement la frontière, falsifier un passeport, faire une excursion de groupe pour passer la frontière franco-espagnole<sup>205</sup> puis contourner la vigilance des fonctionnaires portugais du consulat de Paris en y allant au bon moment<sup>206</sup>. Leur capacité d’agir a donc

---

<sup>203</sup> Récemment est sorti en français un livre sur son théâtre (Graça Dos SANTOS, *Miguel Torga, le dialogue inassouvi, Essai d’analyse de son écriture dramatique*, Bruxelles, Peter Lang, 2018). Voir en outre la biographie en ligne de cet auteur, consultée le 6 octobre 2020 :

<http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9646>.

<sup>204</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, pages 22.

<sup>205</sup> Alors que son époux part à pied et passe la frontière franco-espagnole dans un groupe d’excursion, elle part en France avec l’autorisation signée de son mari (entretien avec Maria Nizza da Silva entretien page 3).

<sup>206</sup> L’heure du déjeuner a été privilégiée comme cela le personnel était moins attentif. Il ne s’est pas rendu compte de la falsification du visa de sortie du territoire de son mari (entretien avec Maria Nizza da Silva, page 4).

permis à son époux d'échapper à la conscription et de partir pour le Brésil pour y trouver refuge afin de commencer leur carrière académique à São Paulo.

Pour échapper au pouvoir, les historiennes et les historiens en opposition devaient en conséquence redoubler d'ingéniosité, afin de trouver ce dont ils avaient besoin. Parfois, il était nécessaire de se rendre à l'étranger pour accéder aux sources ou bien à la bibliographie manquante au Portugal. Mais le régime autoritaire avait bien conscience de cela et les séjours à l'étranger des chercheurs étaient particulièrement surveillés. Ainsi, Joaquim Barradas de Carvalho a rapporté comment les organisateurs ont voulu que la parole se libérât dans le cadre d'un colloque aux États-Unis, sans succès. Le compte-rendu réalisé dans le n° 188 de *Semana Portuguesa*, a pour titre « le dernier colloque des études luso-brésiliennes ». Le récit du colloque est particulièrement révélateur :

« S'est tenu il y a quelques mois aux États-Unis un colloque d'études luso-brésiliennes. Le Portugal de Salazar a envoyé, comme de coutume, une "délégation officielle". Le Portugal fut, encore une fois, l'unique pays à envoyer une "délégation officielle". Des autres pays restants, il y avait des délégués. Des délégués libres de penser, libres d'exposer, ce que leur conscience d'intellectuels libres leur dictait librement. Selon les informations de participants d'autres pays, qui ne peuvent pas être accusés de partialité, les membres de la délégation portugaise n'avaient pas ce privilège : la liberté. Il paraît qu'il était même difficile de parler avec l'un d'entre eux sans qu'il ne soit entouré par d'autres délégués de la délégation officielle. Le comportement de cette délégation officielle fut si étrange que les organisateurs états-uniens du colloque se sont empressés d'éclairer, lors de la cession d'ouverture, qu'il n'y aurait pas d'enregistreur dans la salle. À bon entendeur, un demi-mot suffit ; ceci voulait dire que les congressistes portugais pourraient parler comme bon leur semblait, ils pourraient parler librement, puisqu'ils ne courraient pas le risque d'être mis en prison le lendemain, à Lisbonne, et sans possibilité de nier ce qui avait été affirmé dans les sessions du colloque. Mais même comme cela, il ne fut pas possible de libérer de la peur les congressistes les moins contrôlés par le Salazarisme. Ils devaient avoir leurs raisons. Un exemple suffira pour comprendre. À un moment, lors d'une session, un congressiste étranger propose comme sujet du prochain colloque le thème de l'histoire des idées, le directeur de la bibliothèque municipale de Porto, se lève et dit que si l'histoire des idées est introduite, ce serait introduire la politique dans le colloque (!!!...). Le Docteur Armando Cortesão, chef de la délégation officielle portugaise est directement intervenu pour marquer son désaccord avec cette remarque du salazariste de Porto<sup>207</sup> » [numéro du 29 avril au 5 mai 1967]

Le pouvoir pouvait donc préventivement déployer des moyens à l'étranger pour éviter toute liberté de ton dans un pays démocratique, loin du champ d'action théorique des instruments de contrôle, en envoyant des personnes fidèles qui endossaient en quelque sorte la fonction de la police politique. Ainsi, la capacité d'agir des scientifiques était limitée car la dictature tenait absolument à ce que les courts séjours à l'étranger n'offrissent pas la possibilité de voir les langues se délier. Précisons que l'historien Armando Cortesão était un ancien opposant qui

---

<sup>207</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 282.



s'était progressivement rapproché du pouvoir du fait de son opposition à la décolonisation, à la fin des années 1950. Le basculement de cet historien respecté a heurté une partie de l'opposition. Joaquim Barradas de Carvalho, en démarquant Armando Cortesão des autres délégués proches du régime, semblait vouloir signifier qu'il était, certes, le représentant de la délégation officielle, mais qu'il restait une personnalité à part et capable de se distinguer des scientifiques trop proches du régime. Il semble surtout qu'il était difficile pour Joaquim Barradas de Carvalho d'accepter le changement de positionnement politique de l'ancien opposant de la seconde génération des historiens portugais.

Le séjour à l'étranger devenait véritablement libérateur quand il s'ancrait dans la durée. En effet, les historiennes et historiens restés plusieurs années à l'étranger ont eu le temps de tirer pleinement profit de l'éloignement du Portugal<sup>208</sup>. Mais parfois, les voyages à l'étranger effectués dans le cadre des loisirs, pouvaient aussi donner des opportunités. Ils pouvaient mettre la main sur certains livres dont l'accès était impossible au Portugal. Par exemple, Miriam Halpern Pereira a acheté un livre sur Marx en anglais dans une librairie à Madrid et est parvenue à le faire entrer<sup>209</sup>, signe qu'à la fin des années 1950, le régime franquiste était moins strict dans le contrôle de la production culturelle que la dictature portugaise.

Souvent, il n'était pas nécessaire d'aller si loin pour accéder à des livres qui étaient pourtant interdits de circuler au Portugal. Il fallait, connaître les bons lieux et les bonnes personnes afin de mettre la main dessus. Miriam Halpern Pereira a ainsi évoqué le rôle de librairies qui étaient pourtant très proches de l'université de Lisbonne. Ainsi, en entrant en contact avec un des libraires, Manuel de Brito, il était possible d'accéder à certains livres qui circulaient peu :

« Au milieu des années 1950, quand je suis arrivée à la Faculté, il y avait des moyens pour arriver aux choses qui étaient interdites, il était possible d'acheter des livres : parfois même très près des universités, il n'était pas nécessaire de beaucoup chercher, ils étaient là, à portée de main. Il fallait uniquement avoir des contacts. Par exemple, la *Livraria Escolar*, qui est, je crois, aujourd'hui une boutique de mode ou bien une pharmacie, était à proximité de la Faculté de Sciences, à cette époque dans la rue da Escola Politécnica<sup>210</sup>. Il suffisait de connaître Manuel de Brito, qui est devenu un grand libraire et un marchand d'art, et à cette époque il était encore employé dans la librairie. Il existait un couloir à l'intérieur qui regroupait des livres interdits, essentiellement de la littérature marxiste, objet de la plus grande vigilance. Mais pas seulement. Beaucoup des livres marxistes et autres, interdits ou

---

<sup>208</sup> Je développe dans le II) du chapitre 7 cet aspect.

<sup>209</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 7.

<sup>210</sup> Donc avant le transfert dans l'université de Lisbonne dans le campus de Campo Grande.

non, arrivaient en version espagnole par le biais du Fonds de la Culture du Mexique, une grande maison éditoriale de qualité<sup>211</sup>. »

En conséquence, des livres recherchés et notamment des ouvrages marxistes pouvaient être trouvés en fréquentant des instituts étrangers. Le pouvoir pouvait plus difficilement contrôler les livres disponibles à la consultation au risque de créer un différend diplomatique<sup>212</sup>. En plus de l'institut évoqué par l'historienne, l'Institut français ou bien l'Institut britannique jouaient une fonction similaire.

Enfin, pour contourner le contrôle du pouvoir, il était possible de compter sur des personnes tierces. Elles pouvaient notamment être sollicitées pour acheminer le courrier. En effet, bien conscients qu'une bonne partie des lettres échangées étaient confisquées, les historiens en opposition n'hésitaient pas à utiliser des adresses de personnes en qui ils avaient confiance et qui servaient dès lors de boîtes aux lettres sûres. Par exemple, alors qu'il est à Lisbonne, Vitorino Magalhães Godinho ajoute dans une lettre dactylographiée datée du 5 octobre 1965, un post-scriptum manuscrit demandant à Fernand Braudel : « PS : ayez, la gentillesse d'envoyer une copie de votre réponse à Monsieur Francisco Mendes, Laboratoire de Géologie, 5 rue Kessler, Clermont-Ferrand, qui me la fera parvenir (précaution utile au cas où votre lettre s'égarerait en chemin)<sup>213</sup> ». Bien au fait des disparitions successives, l'évocation d'une potentielle perte était une périphrase pour induire la confiscation du courrier. La copie à une personne scientifique vivant en France permettait de ne pas passer par les CTT portugais et évitait ainsi tout risque de rétention et de perte définitive du courrier.

Le procédé a été d'usage courant durant toute la période autoritaire portugaise. Dans une copie dactylographiée par un agent de la police, Flausino Torres écrit à Carvalhão Duarte, directeur du journal *República*, pour l'avertir :

---

<sup>211</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 1. Par ailleurs, Manuel de Brito a ouvert, lorsque l'université a été transférée à Campo Grande, une librairie-galerie, « Livraria e Galeria 111 », située au 111 du Campo Grande. Miriam Halpern Pereira a ajouté à propos de cette nouvelle bibliothèque : Quand la Faculté a été transférée au Campo Grande, Manuel de Brito ouvrit la *Livraria 111*, qui existait encore il y a peu sous le nom de *Livraria Lácio*, où il y avait une cave. C'était une véritable seconde bibliothèque. À cette époque, je ne vivais déjà plus au Portugal, car je suis parti au début des années 1960. Cette librairie a été visitée de nombreuses fois par la PIDE, mais je crois qu'elle est restée ouverte jusqu'au 25 avril » (entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 2).

<sup>212</sup> Ce sont surtout les livres communistes qui étaient interdits, en plus des principaux noms liés à la gauche mondiale, tout comme les livres pornographiques ou bien pour les livres circulant dans les colonies, ceux ayant un discours favorable à la décolonisation (voir l'intéressant article qui se penche sur la censure dans les colonies portugaises de Daniel MELO, « A censura salazarista e as colónias : um exemplo de abrangência », dans *Revista de História da Sociedade e da Cultura*, n° 16, 2016, pp. 475-496).

<sup>213</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, dossier Vitorino Magalhães Godinho, feuille 52.

« En ce qui concerne mes petits articles, comme j'ai peur qu'ils se "déroutent", je vais faire le possible pour qu'ils m'arrivent en main propre. Mais le prochain envoi (n. :sic pour le soulignage) ne pourra avoir lieu avant la première quinzaine de février. Et il faudra ensuite que cela passe par la machine à écrire. Que de travail. Que des difficultés. Joignez mes pensées distantes à tous nos amis ; et pour vous une grande embrassade, de votre reconnaissant, (signature)<sup>214</sup> » [15 janvier 1966]

Ainsi, pour ne pas perdre le contact avec le Portugal, surtout avec un des principaux journaux de l'opposition, Flausino Torres entendait bien poursuivre son activité littéraire. Il a donc essayé de trouver un moyen pour que le journal lui parvînt. Les groupes en opposition savaient pertinemment que le contrôle dictatorial existait et envisageaient régulièrement une solution de recours quand les destinataires étaient des personnes actives politiquement. Ainsi, un exemple dans les archives personnelles de Fernando Piteira Santos illustre ces procédés. En effet, dans le cadre d'un numéro spécial de *O Tempo e o Modo* consacré à l'historien António Sérgio, Fernando Piteira Santos reçut un appel à contribution. Une carte de visite de la revue accompagnait la lettre. Un message au recto dit au stylo bleu : « Avec une embrassade, ici suit (via Paris) cette invitation que j'aimerais beaucoup que vous acceptiez » avec la signature de João Bénard da Costa et au stylo noir écrit « retournez s'il-vous-plait » accompagné d'une flèche, pour bien signifier à Fernando Piteira Santos de retourner la carte de visite. Au dos il est écrit :

« Pour une meilleure sécurité, il serait profitable de m'envoyer votre réponse : Helena Vaz da Silva – Maison du Portugal, 17 blvd Jourdain, Paris 14. Je travaille pour TM (n. : abréviation de *o Tempo e o Modo*) et je suis à Paris cette année. Si vous voulez me contacter pour quelconque motif, je suis disponible au (n. : suit le numéro de téléphone). Nous comptons vraiment (n. : *sic* pour le soulignage) sur votre collaboration, avec mes cordiales salutations, (signature)<sup>215</sup> » [17 janvier 1969]

En conséquence, pour être sûr que le courrier parvînt, João Bénard da Costa avait remis à Helena Vaz da Silva l'invitation ainsi que la carte de visite qui ont ensuite été transférées à Fernando Piteira Santos depuis la France, évitant le passage par les CTT. Helena Vaz da Silva était donc l'intermédiaire permettant à Fernando Piteira Santos de participer au numéro spécial, lui qui était un proche d'António Sérgio. Les personnes de confiance jouaient donc un rôle fondamental dans la sécurisation de la transmission des informations.

Enfin, les contacts des historiens en opposition pouvaient leur fournir une aide précieuse ou bien exercer une influence déterminante dans leur formation intellectuelle. Des informations alternatives pouvaient provenir parfois des enseignants. Ainsi, les professeurs de lycée ont pu

---

<sup>214</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, SC, Série : CI (2), N°P : 6449, NT : 7439, feuilles 60 et 61. Je précise que la mention « copie » figure sur le document.

<sup>215</sup> Archives de Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SSC : Sujets personnels (1913-1996), SR : Correspondance, feuille 186.

jouer un rôle majeur en donnant une tout autre vision que celle que le pouvoir autoritaire entendait transmettre aux plus jeunes générations. Miriam Halpern Pereira a mentionné lors de son entretien, les enseignants qui l'ont marquée durant le secondaire. Certains lui ont ainsi parlé de Marx mais aussi de Bloch et de Febvre. Sa professeure, Maria Emília Cordeiro Ferreira, belle-sœur de Vitorino Magalhães Godinho, disait à sa classe de ne pas lire le livre unique de Mattoso, père de l'historien José Mattoso. Sa professeure donnait un éclairage différent sur la période des « Découvertes » tout en ne pouvant pas dépasser le cadre du programme par exemple en traitant les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles qui étaient des siècles interdits car trop récents et risquant d'offrir la possibilité aux enseignants de faire de la politique<sup>216</sup>. Ainsi, tout en respectant les bornes chronologiques du programme pour éviter les reproches, ils pouvaient éclairer selon un autre angle l'histoire du Portugal.

La famille proche pouvait aussi jouer un rôle important. En effet, empêcher de consulter des ouvrages à la bibliothèque universitaire de Coimbra, Augusto Costa Dias a demandé à son épouse de s'y rendre pour lui. Comme elle a utilisé son nom de jeune fille, elle est parvenue à accéder aux livres, permettant ainsi à son mari d'achever son travail<sup>217</sup>. Parfois, la famille pouvait intervenir pour faire jouer les connaissances. José Hermano Saraiva a envoyé par exemple une lettre au directeur la PIDE de la délégation de Porto pour demander la libération de son frère António José Saraiva en 1949. Malgré leurs divergences politiques, les deux frères ont toujours été très proches<sup>218</sup> et la lettre en témoigne :

« Mon bon ami, pardon de vous voler quelques minutes avec cette lettre. C'est la fin de semaine et c'est déjà la troisième semaine de détention de mon frère. Nous sommes pratiquement aux vacances de Pâques, qu'il devait passer à Lisbonne. N'y a-t-il pas une possibilité d'accélérer les choses, dans le sens de sa remise en liberté ? Je vous demande cela parce que j'aimerais éviter le plus possible que l'information de ce qui lui est arrivé soit révélée ici. Je suis certain que mon frère n'est pas une personne taillée pour la politique, et si à Viana, une certaine légèreté a pu le compromettre, cela ne se reproduira pas. C'est pour cela qu'il y a tout un avantage à ce que la nouvelle de son incarcération ne soit pas notifiée, pour qu'il ne soit pas perçu comme un politique invétéré, actif, etc. Comme vous le savez, quand se forme une telle atmosphère autour d'une personne, il est très difficile de la défaire ; et il arrive même que les gens finissent par devenir ce que tous les autres disent que nous sommes, bien que dans la réalité nous ne le soyons pas. Et comme disait Huxley dans "Contrepoint", ce n'est pas nous qui faisons la vie, mais la vie qui nous fait. [...] D'autre part, je vous assure une nouvelle fois : mon Frère António est simplement un intellectuel, qui ne sait rien de ce monde, et si une responsabilité lui a été trouvée, cela ne peut être lié qu'à son ingénuité quasi infantile, en quoi seulement peuvent croire ceux qui

---

<sup>216</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 3.

<sup>217</sup> Voir l'article biographique que j'ai écrit : Christophe ARAÚJO, « Augusto Costa Dias », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>218</sup> Ana VEIGAS, Carla LOURENÇO, Carlos CAETANO, João BARATA (auteurs), *Dossiê temático-pedagógico sobre a figura e a obra de António José Saraiva (1917-1993)*, Lisbonne, Ministère de l'Éducation et de la Science, Direction-générale de l'Éducation, 2014, p. 41.

le connaissent bien. Croyez-moi : je reste avec lui. Vous n'aurez plus jamais à vous préoccuper de lui, et j'assume la pleine responsabilité de cette garantie que je suis en train de vous donner. Je vous demande donc, mon ami, encore une fois votre sympathie pour ce cas : faites le possible pour qu'il puisse passer Pâques avec ses enfants. Je vous serai, si vous y parvenez, profondément reconnaissant. De celui qui lui doit déjà tant et signe, (signature)<sup>219</sup> ». [Avril 1949<sup>220</sup>]

Cette intervention de José Hermano Saraiva montre donc comment une personne favorable au régime autoritaire<sup>221</sup> entendait défendre un de ses frères emprisonnés pour activité politique au PCP. Il en faisait un intellectuel égaré et immature qui s'était retrouvé au mauvais endroit au mauvais moment mais qui n'était pas capable de faire beaucoup de mal et donc de nuire à la dictature. Insistant sur de potentielles mauvaises fréquentations, il garantissait au directeur qu'il remettrait son frère dans le droit chemin, avançant même des gages de succès. Sa position d'avocat reconnu et sa proximité avec le régime était des arguments supplémentaires pouvant convaincre le directeur de la délégation de Porto d'accélérer la procédure, quitte à solliciter une entrave à la procédure – arbitraire – de la PIDE pour le libérer. Il insistait aussi à deux reprises sur le contexte religieux pour que la fête pascale soit un moment de réunion familiale. En effet, la fête de Pâques était, et est toujours, un moment important de l'année au Portugal. Évoquer la famille et la religion chrétienne était un moyen supplémentaire de rappeler l'intégration d'António José Saraiva. Sorti de prison en 1949, l'intervention de son frère fut donc fructueuse.

\*

\* \*

L'imperfection du contrôle du pouvoir a rapidement été comprise par les historiennes et historiens en opposition. De fait, le régime ne parvenait pas à contrôler tout ce qui entrait sur son territoire et, à l'intérieur du Portugal, la circulation de nombreux biens culturels proscrits se produisait aussi. Face aux faiblesses apparentes, contourner l'action du pouvoir devenait envisageable, l'essentiel étant de rester le plus discret possible. Par ailleurs, se sachant observés, les historiens en opposition ont pu recourir à des personnes tierces afin de transmettre un courrier ou bien pour consulter des documents. C'est dans un faisceau de solutions parfois bricolées que les historiennes et historiens en opposition mobilisaient leur capacité d'action pour parvenir à leurs fins.

---

<sup>219</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PC, N°P : 69/49, NT : 3009, feuille 145.

<sup>220</sup> La lettre n'est certes pas datée mais sur le timbre de l'enveloppe, on peut voir la date d'avril 1949.

<sup>221</sup> José Hermano Saraiva a même été ministre de l'Éducation nationale entre 1968 et 1970.

Le police politique ne parvenait donc pas à tout maîtriser. De plus, malgré l'aide d'autres instruments de contrôle, la censure ne pouvait elle aussi que constater certaines de ses faiblesses, permettant aux historiens en opposition de contourner son action.

## 2) Quand les armes se retournent : La subversion par l'écrit

Aussi puissantes et efficaces que fussent la police politique et la censure, et malgré les renforts d'autres institutions qui étaient toutes autant de « chiens de garde<sup>222</sup> » du régime, le contrôle de la production culturelle portugaise n'était pas absolu. Face à ces faiblesses apparentes, les historiens en opposition ont tenté de le déjouer, avec le soutien des revues et des maisons d'édition leur offrant une audibilité<sup>223</sup>. En reprenant la notion de stratégie définie en introduction de partie, l'objectif est ici de déceler la marge de manœuvre existante et d'analyser quels ont été les moyens utilisés pour contourner voire détourner les instruments répressifs du régime autoritaire, afin de les mettre en défaut.

Il faut d'abord insister sur la faillibilité du système censitaire portugais pour mieux percevoir les contournements possibles par les historiens en opposition. Une première faiblesse était inscrite dans le texte de loi fixant le fonctionnement de la censure. Le décret-loi n° 22 469 du 11 avril 1933, établissant le périmètre d'action de la censure, permettait un champ de possibles aux libraires et aux éditeurs « car les textes ne laissaient pas forcément transparaître clairement qu'il s'agissait de matière de *caractère politique et social*, ou parce que le titre du livre n'était pas, souvent, suffisamment indicatif<sup>224</sup> ». En effet, dans la mesure où pour les productions culturelles non périodiques, les éditeurs ne devaient fournir que le titre du livre, les auteurs et les éditeurs pouvaient facilement trouver un titre assez évasif pour ne pas attirer l'attention des censeurs. Certains textes au titre vague leur échappaient et ce n'était souvent qu'après

---

<sup>222</sup> Je reprends davantage l'utilisation de la notion faite par Serge Halimi que par Paul Nizan. Paul Nizan, auteur, essayiste, romancier et journaliste marxiste s'attaquait dans son livre *Les chiens de garde* publié en 1932 aux philosophes de son temps, qu'il considérait comme trop bourgeois et dont les préoccupations étaient trop éloignées de la société. Nizan veut donc montrer qu'ils étaient dans le faux car « il ne s'agit pas de connaître le monde mais de le transformer, que la philosophie seule n'a jamais sauvé personne » (voir Jacqueline LEINER, « NIZAN PAUL - (1905-1940) », dans *Encyclopædia Universalis* [en ligne]). Serge Halimi a écrit un livre actualisant le livre de Paul Nizan, intitulé *Les nouveaux chiens de garde*, publié en 1997 et adapté en documentaire. Serge Halimi s'attaquait à la collusion des médias avec les différents pouvoirs politiques et économiques. Les premiers n'étaient donc plus dans une posture de critiques et adoptaient le discours des dominants. Ainsi, dans le cadre du pouvoir autoritaire portugais, les chiens de garde complétant l'action de la police politique et de la censure ont été les organes successifs de la propagande, les SPN/SNI/SEIT, la police de l'État (la PSP), la LP mais aussi l'ensemble des associations corporatives. Ensemble, ils étaient autant de forces qui pouvaient aiguiller la nécessité de sanctionner certains individus contestataires.

<sup>223</sup> Sur ces points, voir le I) du chapitre 8.

<sup>224</sup> Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999, p. 492.

indication de la police politique ou bien d'un libraire zélé qu'une interdiction de circulation pouvait être prononcée.

Ensuite, il est possible de mentionner les directives de la Direction de la censure, parfois élaborées de « façon douteuse et contradictoire », et auxquelles il faut ajouter :

« La possibilité de pressions et de réactions des entités ou d'institutions de l'État qui n'avaient pas directement de lien avec la censure, mais qui se manifestaient aussi dans ce domaine, faisant des censeurs des victimes, eux aussi, de la “**peur**” (n. : sic) dont parlait José Régio<sup>225</sup> ».

Comme le remarque Cândido de Azevedo, les censeurs pouvaient donc être à leur tour soumis à des pressions, venues des supérieurs mais aussi d'autres institutions du pouvoir, notamment lorsque des textes contestataires circulaient, signe que le travail n'avait pas été fait assez rigoureusement. Une censure qui ne censure pas assez était très certainement un comble que la Direction générale de la censure avait du mal à assumer. Révélant les faiblesses de cet instrument de contrôle et donc en quelque sorte les limites de la puissance d'action du pouvoir autoritaire, les censeurs se retrouvaient alors en première ligne des critiques. Essentiellement composés de militaires, la discipline imputée à cette profession quant au respect des ordres supérieurs était perçue comme un avantage certain pour une tâche aussi fastidieuse que la relecture de toute la production culturelle<sup>226</sup>. Mais coincés entre la volonté de faire consciencieusement leur travail, en fonction des directives fixées par le pouvoir, et le zèle de certains thuriféraires qui entendaient censurer bien davantage pour défendre le régime et protéger l'opinion publique, les censeurs se retrouvaient parfois dans une position délicate.

Bien lire n'était pas toujours une mince affaire, surtout quand étaient soumis à la lecture des écrits scientifiques éloignés de l'univers social et intellectuel des censeurs, ne serait-ce que chronologiquement pour les travaux des historiens en opposition. Les censeurs pouvaient donc être désarçonnés par certains textes ou ne pas en percevoir la nocivité pour le régime. Ainsi, dans le journal *Diário da Manhã*, un article intitulé « Marxisme insinuant », signé de B. de O. s'indignait :

« Dans le dernier numéro de “Brotéria”, le Dr. António de Magalhães se réfère à deux livres récents, destinés aux étudiants des écoles portugaises et les deux sont de claire tendance

---

<sup>225</sup> Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, pages 66 et 67.

<sup>226</sup> En choisissant de conforter les militaires qui s'occupaient de la censure depuis 1926 dans leur fonction de censeurs, António de Oliveira Salazar entendait d'une part éviter que le SPN d'António Ferro ne devînt trop puissant (Joaquim Cardoso GOMES, *Os Militares e a Censura, A Censura à Imprensa na Ditadura Militar e o Estado Novo (1926-1945)*, Lisbonne, Horizonte, 2006, p. 127), tout en s'appuyant sur une structure sociale dont l'éthique était de suivre « la fixation de sa mission » du pouvoir qui représentait la société (João FREIRE, « Militares e intervenção política : Correntes ideológicas e contextos de época », dans *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 86, Septembre 2009, pp. 3-23).

marxiste, bien qu'habilement présentés : l'« Histoire de la Littérature Portugaise » de António José Saraiva et Óscar Lopes et le « Petit Manuel de Philosophie » de Magalhães Vilhena. Ces deux livres ont été conseillés, dans des lycées, par des professeurs de l'enseignement officiel à des jeunes du troisième cycle<sup>227</sup>. » [12 août 1957]

La personne, restée anonyme, s'insurgeait de la diffusion de deux livres d'auteurs liés au marxisme, tout en relevant leur habileté. Magalhães Vilhena tout comme António José Saraiva et Óscar Lopes, étaient tous les trois proches du PCP<sup>228</sup>. Ainsi, grâce à la finesse d'esprit des auteurs, les livres parvenaient à échapper à la vigilance des censeurs. L'article était une sorte d'appel à une réaction si ce n'est à un sursaut de la part de la censure pour limiter voire interdire la circulation des écrits d'auteurs communistes. Voir des citoyens se plaindre dans la presse quotidienne de la circulation de livres en inadéquation avec l'idéologie du régime devait être désagréable pour les censeurs et le risque de voir les instances hiérarchiques supérieures en alerte presque certain.

S'appuyant sur des hommes aléatoirement formés pour relire la production culturelle, les autrices et les auteurs parvenaient régulièrement à passer à travers les mailles du filet quitte à être rattrapés par la suite au terme de lectures plus assurées. Mais les livres ayant déjà circulé pendant un laps de temps parfois important, le « mal » était fait. Ainsi, l'interdiction du livre *Géographie économique de la Révolution de 1820* (« Geografia económica da Revolução de 1820 ») de Fernando Piteira Santos, paru en 1962, fut tardive. En effet, la PIDE a indiqué la référence bibliographique à la censure, signe que le livre avait complètement échappé à la vigilance des censeurs. Le capitaine José Brandão Pereira de Mello, censeur, avait émis des doutes en l'analysant en octobre 1965 notamment car la fin du livre lui semblait « négativiste et non constructive » mais il se demandait si les raisons étaient suffisantes pour interdire le livre. En revanche, le deuxième avis, rédigé par le censeur Joaquim Palhares en février 1966, faisait la proposition d'interdiction « bien que tardive » car « cette publication factieuse date de la fin de 1962 ou de 1963 ». L'interdiction de circulation a donc été prononcée le 5 février 1966 mais le livre a pu circuler pendant plusieurs années sans restriction<sup>229</sup>.

Il en est de même pour *L'histoire de la littérature portugaise* (« História da Literatura Portuguesa ») d'António José Saraiva, qui a été interdit seulement au bout de sa 7<sup>e</sup> édition. Le rapport n° 7682 du censeur C. Costa Guerra de Oliveira est daté du 20 décembre 1965. L'indication de lecture a été formulée par la PIDE. Le censeur constatait que le livre reflète « la

---

<sup>227</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 756/47, NT : 2599-2600, Pasta 4 : 2600, feuille 198.

<sup>228</sup> Voir la biographie de ce philosophe : [https://www.infopedia.pt/\\$vasco-de-magalhaes-vilhena](https://www.infopedia.pt/$vasco-de-magalhaes-vilhena), consultée le 5 octobre 2020.

<sup>229</sup> Le rapport de censure est disponible dans Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, p. 643.



connue position politique de l'auteur » et qu'António José Saraiva « a toujours pour visée de valoriser les “mouvements collectifs” au détriment des Grandes Figures de notre Histoire ». Le censeur motivait l'affirmation en donnant plusieurs exemples dont celui du roi Jean I<sup>er</sup> qui est décrit « comme un homme hésitant et pusillanime (n. : souligné dans le rapport) ; en contrepartie, le grand promoteur de la Résistance, est le peuple de Lisbonne ». Cette lecture de l'histoire insistant sur les groupes et non sur les élites semblait heurter le censeur. Ce dernier concluait son rapport en disant :

« S'il s'agissait d'une première édition de l'œuvre en appréciation, nous n'hésiterions pas à proposer une interdiction immédiate de circulation dans le Pays, d'autant plus grave qu'il nous semble que ce livre est utilisé à des fins didactiques dans nos Universités. Cependant, le livre en est déjà à sa 7<sup>ème</sup> édition !!! Vaudrait-il la peine de le confisquer et de prendre encore davantage de décisions drastiques quant à sa diffusion ? C'est ce problème qui se présente à nous et qui sera résolu par les autorités supérieures. Regardant les futures générations, je considérerais d'un haut intérêt national de les libérer de cette pédagogie subversive, déjà que cela n'a pas toujours été possible pour les générations qui les ont précédées... le lecteur (signature)<sup>230</sup> ».

Le censeur était donc profondément choqué que le livre eût pu circuler aussi facilement sans avoir été interdit de circulation, d'autant qu'au regard du nombre d'éditions, il a déjà dû être tiré en de très nombreux exemplaires. Était-ce à la fois une manière pour le censeur de rattraper le temps perdu, en feignant l'indignation, d'autant que le livre a été indiqué par la police politique et que la PIDE attendait très certainement une interdiction de circulation ? Elle fut proclamée comme précisé sur la première page du rapport avec la mention manuscrite en vert « interdit » et un tampon donnant la date du 26 janvier 1966. Mais l'interdiction a été levée par le rapport n° 8057, le 2 mai 1967. Le livre aura été interdit un peu plus d'une année, malgré l'effroi manifesté par le censeur à l'origine de l'interdiction de circulation.

Ces deux exemples de lenteur dans l'interdiction de livres, les deux signalés par la PIDE, soulignent la difficulté éprouvée par les censeurs face à l'ampleur de la tâche qui leur incombait. Entre la lecture de la presse périodique et des nombreux livres qui paraissaient, la tâche de la censure était énorme. En conséquence, certains livres lui échappaient et parvenaient à circuler plusieurs mois voire années. La censure, même si elle essayait de rattraper le tir, ne pouvait donc que constater l'impossibilité de contrôler l'ensemble de la production et de lire attentivement tout ce qui paraissait. Malgré le texte de loi établissant les orientations de la censure, les censeurs faisaient face à un flou quant à leur application. Les brèches étaient parfois béantes et

---

<sup>230</sup> Voir le rapport disponible en ligne : <https://ephemerajpp.com/2011/12/10/censura-relatorio-no-7682-20-de-dezembro-de-1965-relatorio-no-8057-2-de-maio-de-1967-relativos-a-historia-da-literatura-portuguesa-de-antonio-jose-saraiva/#jp-carousel-50531>, consulté le 5 octobre 2020.

évidentes. Ainsi, les censeurs qui tiraient profit régulièrement de l'indécision législative pour soustraire au public le travail des historiens en opposition pouvaient aussi en être victime.

D'autant que les historiens en opposition n'ont pas hésité à profiter de ces quelques failles pour essayer d'écrire le plus possible. La censure était alors une arme à double tranchant : un qui coupait les textes mais aussi un autre qui pouvait se retourner contre le censeur du fait de la réactivité et de l'ingéniosité des autrices et auteurs, déjouant l'action censurelle. Comme le remarque Antoon de Baets : « La censure peut avoir des effets positifs non désirés [...] si elle n'est pas généralisée, elle constitue une incitation indirecte à la créativité et à la critique » et comme les tabous attirent la curiosité, la « censure se retourne contre elle<sup>231</sup> ». Par exemple, Flausino Torres utilise les notes de bas de page de ses livres pour livrer certaines analyses marxistes en « comptant sur une moindre attention de la part des censeurs<sup>232</sup> ». Les espaces à la marge, écrit en plus petit et pouvant décourager la lecture du censeur, devenaient alors un espace central pour les autrices et les auteurs.

Conscientes de la pression du pouvoir, les autrices et auteurs pouvaient aussi adopter un adoucissement stratégique du propos comme évoqué par António Borges Coelho après les mésaventures qui ont suivi la parution de son livre *Racines de l'expansion portugaise*. Sa modération l'était uniquement dans le style, mais ses écrits n'en avaient pas moins une charge contestataire évidente par les thématiques abordées<sup>233</sup>. Soigner la forme pour en faire oublier quelque peu le contenu était le signe de la capacité d'agir de l'auteur. Ensuite, afin d'écrire sans susciter la vigilance du pouvoir, l'utilisation des pseudonymes était aussi un moyen courant pour éviter l'effet d'attente à la vue du nom d'un historien contestataire. Par ailleurs, y recourir était ordinaire dans les publications périodiques notamment<sup>234</sup>, même si parfois la police

---

<sup>231</sup> Antoon de BAETS, « Censorship and History since 1945 », dans Axel SCHNEIDER et Daniel WOOLF (édit.), *The Oxford History of Historical Writing, 1945 to the Present*, Oxford, Oxford University Press, 2011, pp. 52-73.

<sup>232</sup> La réflexion de Paulo Torres Bento, petit-fils de l'historien et auteur de la biographie de Flausino Torres, s'applique aux trois livres de divulgation scientifiques écrits par Flausino Torres dans la collection Bibliothèque Cosmos : *Les Civilisations Primitives* (« Civilizações Primitivas ») publié en 1943 et interdit comme évoqué auparavant, *Les Religions Primitives* (« Religiões Primitivas ») en 1944, et *Le Monde méditerranéen du XII<sup>e</sup> siècle avant J.-C. jusqu'au III<sup>e</sup> siècle après J.-C.* (« O Mundo Mediterrânico do séc. XII a.C. ao séc. III d.C. ») en 1945. Malgré les thématiques très distantes chronologiquement, Flausino Torres adoptait une grille de lecture marxiste et saisissait justement le maximum d'espaces disponibles, comme les introductions, les conclusions et les notes de bas de page (Paulo Torres BENTO, *Flausino Torres (1906-1974), Documentos e Fragmentos Biográficos de um Intelectual Antifascista*, Lisbonne, Edições Afrontamento, 2006, p. 67).

<sup>233</sup> António Borges Coelho ne parle pas pour autant d'autocensure mais plutôt d'un style moins incisif que celui de *Les Racines de l'expansion portugaise* (entretien avec António Borges Coelho, page 8).

<sup>234</sup> Dans les archives personnelles de Flausino Torres, il est possible de trouver les différents surnoms qu'il utilise pour le journal « Independência de Águeda », il a ainsi comme surnom José Aguiar, João C. Lazerdo et enfin un autre prête-nom, António d'Almeida (Fonds Flausino Torres, CD25A, SC 1 : Activité publique, SSSC 11 : Activité littéraire, SR 2 : Textes de collaboration dans des publications périodiques, SSR4 : Articles pour le journal « Independência de Águeda »).

politique parvenait à identifier les auteurs derrière les pseudonymes<sup>235</sup>. Des détournements pouvaient aussi concerner des noms mobilisés dans le corps du texte et qui auraient tout de suite fait bondir le censeur. Par exemple, deux livres de Joseph Staline, *Matérialisme historique* et *Matérialisme dialectique*, sont traduits et parviennent à circuler au Portugal à travers le nom de José Vasco Salinas<sup>236</sup>.

La censure n'était pas la seule institution à qui les historiens en opposition jouaient des tours. Parfois, en manipulant malicieusement les mots, ils parvenaient à ne pas attirer l'attention du pouvoir. Joel Serrão est ainsi parvenu à faire une conférence traitant de l'actualité avec un titre de communication relativement vague et cela sous le regard médusé de l'agent de la police politique surveillant la conférence. Dans son rapport, l'agent Fernando José Waldeman do Canto e Silva<sup>237</sup> se plaignait :

« Bien que le titre de la conférence se réfère au “peuple portugais du siècle passé”, il fut en réalité question de critiquer la façon de vivre actuelle du peuple portugais, où l'orateur a considéré que la “classe dominée” et de “niveau économique et intellectuel très bas”, comme il est possible de l'apprécier dans la coupure du reportage du journal *O Setubalense*. Une fois le discours terminé, le colloque a continué, durant lequel il a été interpellé sur “le problème de l'émigration”, l'orateur a affirmé que celle-ci ne se terminerai jamais tant qu'une grande refonte ne serait pas entreprise. [...] cette affirmation a été très applaudie par l'assistance, qui était entièrement constituée d'“éléments” opposants<sup>238</sup> ». [26 mai 1968]

Ainsi, Joel Serrão a profité d'une conférence dont le titre évoquait le siècle passé, pouvant donc donner l'impression qu'il s'agissait d'un développement sur le XIX<sup>e</sup> siècle, alors qu'en pratique, la conférence couvrait le siècle écoulé, soit le XX<sup>e</sup> siècle. En jouant sur les mots, il est parvenu à ne pas attirer l'attention de la PIDE, évitant une interdiction de la conférence.

Les historiennes et les historiens en opposition, bien conscients de l'ensemble des mécanismes de contrôle auxquels ils étaient soumis ont donc parfois cherché, par l'écrit, à les contourner frontalement. Cela pouvait être le cas dans les lettres que les historiens ont envoyé aux membres du gouvernement ou bien directement aux responsables de la police politique. Dans ces courriers, ils reprenaient la terminologie du pouvoir, montrant une bonne

---

<sup>235</sup> Ainsi, la PIDE a enquêté pour savoir qui était la personne appelée « Álvaro de Sampaio » écrivant dans *Vértice*, et finalement un agent est parvenu à trouver qu'il s'agissait de Luís de Albuquerque en 1951 (Dossier Luís de Albuquerque, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 59/47, NT : 2589, feuille 85).

<sup>236</sup> Le prénom reste le même « José » pour « Joseph » mais le nom de famille est complètement adapté au contexte portugais avec quelques similitudes, excepté le retrait du « t ». Luís Augusto Chaves da Costa DIAS, *O « Vértice » de uma renovação cultural, Imprensa periódica na formação do Neo-Realismo (1930-1945)*, sous la direction de Luís Manuel Reis TORGAL et de António Pedro Couta da Rocha PITA, soutenue à l'université de Coimbra, 2011, p. 180.

<sup>237</sup> Il évoque les propos tenus le 11 mai 1968 par Joel Serrão, qui s'est exprimé au club du camping de Setúbal, avec comme titre « Le peuple portugais dans le dernier siècle ».

<sup>238</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 3600, NT : 1493, feuille 52.

compréhension des codes et usages du régime dictatorial. Ainsi, Vítor de Sá a envoyé une lettre au ministre de l'Éducation nationale, Francisco de Paula Leite Pinto. Il déplorait l'interdiction d'enseigner dans l'Enseignement technique qui lui avait été notifiée :

« En outre, Excellence, le signataire, à qui les messieurs locaux de la Situation imputent les idées les plus diverses [...] est un penseur responsable qui honnêtement et avec les visées les plus patriotiques a cherché à analyser les problèmes culturels du Pays, dont il a donné un témoignage public et serein dans différents articles et opuscules, dont les plus récents ont été offerts à son Excellence, [...] ce dont Votre Excellence a aimablement, accusé réception. [...] Dans de sereines et lucides paroles, Son Excellence, dans son discours d'il y a huit jours à Famalicão, a affirmé – très justement – que l'urgente tâche culturelle qu'il faut développer dans notre Pays ne peut pas être l'œuvre exclusive du Gouvernement, mais qu'elle doit compter sur la collaboration de tous les Portugais. Cela fait vingt ans que le signataire pense ainsi, comme il l'a aussi proclamé par son action pratique. [...] Il est Portugais<sup>239</sup> de loi, aussi bon que les meilleurs. [...] Le signataire reste dans l'attente de Votre Excellence, pour le bien de l'Éducation Nationale, que Justice lui soit faite par le Ministre qui le dirige supérieurement. Pour le bien de la Nation<sup>240</sup> ».  
[4 octobre 1959]

Même s'il en appelait à l'action du ministre de l'Éducation nationale auprès d'António de Oliveira Salazar, il n'obtint pas gain de cause et son interdiction d'enseigner ne fut pas levée. Cependant, le plus intéressant est dans la façon dont Vítor de Sá formulait sa lettre en reprenant la rhétorique de l'*Estado Novo* avec les termes « Situation », « patriotiques », « Portugais » afin d'argumenter et de convaincre du sérieux de l'historien. De plus, il terminait sa lettre par « pour le bien de la Nation » soit la formule utilisée par les fonctionnaires du régime autoritaire. Vítor de Sá voulait prouver qu'il avait très bien intégré la rhétorique d'un pouvoir autoritaire qui l'empêchait d'enseigner et entendait montrer qu'il savait parodier la rhétorique d'un candidat de l'Éducation nationale en se présentant comme un bon patriote. António José Saraiva a fait de même dans sa lettre envoyée au ministre l'Intérieur le 31 mars 1955 qu'il termine avec « pour le Bien de la Nation<sup>241</sup> ». La réappropriation des formules employées par l'administration autoritaire, confirmait un réinvestissement intéressé du discours du pouvoir pour tenter d'en tirer profit, malgré leur positionnement politique adverse. Les historiens en opposition savaient et entendaient donc jouer avec les codes du régime.

Dans d'autres situations, le contrôle subi par les historiens était clairement évoqué, à dessein. Ainsi, Fernando Piteira Santos, dans une lettre envoyée adressée à Raúl Rego, journaliste du *Diário de Lisboa*, évoquait à deux reprises l'action du contrôle des courriers :

---

<sup>239</sup> J'ai conservé la majuscule utilisée par l'auteur car elle est une insistance sur le patriotisme. En effet, en portugais, le nom Portugais/Portugaise ne prend pas de majuscule. En mettre une est donc une emphase sur la nationalité.

<sup>240</sup> Dossier Vítor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 463/46, NT : 2567, feuilles 77 à 82.

<sup>241</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PC, N°P : 69/49, NT : 3009, feuille 232.

« Mon cher Raúl Rego. Il y a plusieurs mois, tout comme aujourd'hui, je ressentais durement la distance avec la terre et la séparation des amis, et j'ai écrit à Joaquim Bastos évoquant un éventuel retour dans les colonnes de "República". Lui demandant son avis, je suggérais, naturellement, une sorte de sondage. [...] Je n'ai rien reçu de Joaquim Bastos et je n'ai même pas eu un signe que la lettre ne lui soit parvenue en main propre. Tout se perd dans cette nouvelle "mer des Indes". [...] Si, comme je l'espère, cette carte parvient à sa destination, je serais reconnaissant de recevoir deux lignes. Je n'ai pas peur d'être déçu. Je cherche à vaincre une séparation, mais je me ferai à elle<sup>242</sup> ». [21 juin 1969]

D'une part, la lettre est une copie, signe que la DGS a voulu conserver une preuve dans ses dossiers mais qu'elle n'a pas non plus désiré garder l'original face à la multiplication des références à la perte des courriers. Fernando Piteira Santos, comme beaucoup, avait bien conscience de ce contrôle. Ainsi, en multipliant les références au détournement des courriers, il savait que les agents des CTT ou de la DGS lisant le courrier, ne souhaiteraient pas lui donner en confirmant la réalité de la rétention des lettres. Les agents étaient comme contraints d'envoyer l'original, même s'ils faisaient une photocopie par prudence. António José Saraiva lui, en plus d'évoquer les vérifications du courrier, a décidé d'ajouter un accusé de réception à la lettre manuscrite adressée à son fils António. Envoyée depuis Paris, le 25 février 1963, António José Saraiva demandait :

« Mon Cher António, [...], J'ai écrit il y a quelques temps à Lyon de Castro pour m'envoyer mille escudos. Aujourd'hui je vais à la banque et je ne passe pas par le courrier car dernièrement, il y a eu des irrégularités depuis et vers le Portugal pour plusieurs personnes que je connais. Il y a beaucoup de retard dans la correspondance qui arrive, des chèques falsifiés en chemin, beaucoup de lettres sont ouvertes ostensiblement, il y en a beaucoup qui n'arrivent pas au Portugal, celle-ci est avec accusé de réception<sup>243</sup> ».

Bien au fait de la surveillance de la PIDE, António José Saraiva a donc demandé un accusé de réception pour avoir la confirmation que le courrier parvînt, malgré le surcote engendré. La lettre dans le dossier de la PIDE n'était qu'une copie : c'était en quelque sorte une petite victoire dans la mesure où le courrier était bien parvenu à son destinataire.

L'écrit est devenu en quelque sorte la principale arme à disposition des historiens en opposition, les poussant ou bien à agir ou bien à résister. Face à la situation contraignante dans laquelle ils étaient, plutôt que de rester dans une sorte de tétanie, elle pouvait les inciter à réagir. Par exemple, António Sérgio a envoyé une lettre à Fernando Piteira Santos, insistant :

« De mon côté, je considère détestable l'action politique, je la sens contraire à ma façon d'être, et je suis entré, forcé, dans son arène, le jour malheureux où la Censure à la Presse,

---

<sup>242</sup> Dossier Fernando Piteira Santos, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N° : 720, NT : 7051, feuilles 215 à 220, lettre manuscrite.

<sup>243</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 2982, NT : 7242, feuille 453-454.

m'expulsant de mon champ naturel d'activité (qui est le champ de la doctrine et de la littérature des idées), m'a contraint aux luttes de la politique, pour conquérir la liberté du mot et de la plume. Je répète : pour conquérir la liberté du mot et de la plume<sup>244</sup> ». [1949]

António Sérgio était donc devenu militant par la force des choses. Rappelons que l'historien de la seconde génération a été un des militants du *revirinho* et a vécu plusieurs années en exil à Paris, entre 1926 et 1933. Alors qu'il semblait vouloir privilégier une posture de clerc pour reprendre la formule de Julien Benda, acculé par la dictature, il a pris la décision de faire de l'écrit une arme contre le pouvoir afin de défendre la liberté scientifique.

L'écrit pouvait aussi être un moyen de contourner la violence du régime autoritaire. Durant sa longue captivité, António Borges Coelho a développé son goût pour l'histoire et a commencé une partie de ses travaux sur la révolution de 1383 durant son incarcération, qu'il a réinvesti pour écrire son deuxième livre :

« L'autre livre que j'ai publié fut la *Révolution de 1383*. Une partie de la recherche a été faite dans la forteresse de Peniche et avec l'histoire médiévale, l'entrée de sources et de livres dans la prison était plus simple que pour l'histoire contemporaine. Une seule œuvre entrait à la fois. Si une œuvre était en deux volumes, il fallait que je travaille sur le premier et c'est seulement après l'avoir rendu que je pouvais avoir le deuxième volume<sup>245</sup> ».

Après en avoir obtenu l'autorisation des geôliers, António Borges Coelho a pu consulter les chroniques de Fernão Lopes, les quatre volumes de l'*Histoire de l'Administration Publique au Portugal du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle* d'Henrique Gama Barros, la *Préface à la Chronique de Jean I<sup>er</sup>* d'António Sérgio, entre autres livres consultés. Et comme António Borges Coelho l'écrit : « Finalement, le règlement qui ne me permettait que l'entrée d'un livre à la fois, a fini par devenir un avantage, car cela m'a obligé à prendre des notes exhaustives de l'information de chaque volume<sup>246</sup> ». La stricte règle, certes contraignante pour les volumes en plusieurs ouvrages, en devenait une force selon lui et ne faisait que corroborer sa détermination à approfondir son travail.

En outre, dans ce contexte carcéral bien particulier, il a avec d'autres détenus formé pendant quelques mois un petit groupe d'histoire<sup>247</sup> et a même pu lire *Les Luites de classe au Portugal à la fin du Moyen Âge* d'Álvaro Cunhal, alors qu'il venait d'écrire son manuscrit en

---

<sup>244</sup> Voir Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SSC : Sujets personnels, SR : Correspondance, feuille sans numérotation après la 36, lettre dactylographiée, datation incertaine.

<sup>245</sup> Entretien avec António Borges Coelho, pages 2 et 3.

<sup>246</sup> David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, p. 28.

<sup>247</sup> « À Peniche, durant un court moment, il y a eu un groupe qui s'est consacré à la recherche historique, et dans ce groupe, il y avait Álvaro Cunhal qui a publié un livre, *Les Luites de classe au Moyen Âge*. ». Le vrai titre du livre de Álvaro Cunhal est *Les Luites de classe au Portugal à la fin du Moyen Âge* (entretien avec António Borges Coelho, page 3).

prison. Le texte circulait sans que les surveillants ne s'en rendissent compte et sa lecture a de son propre aveu profondément influencé António Borges Coelho. En effet, dans le pavillon C du fort de Peniche, ce groupe de personnes intéressées par l'histoire était composé par António Borges Coelho, Carlos Costa qui voulait travailler sur la culture des *castra* – les fortifications préromaines répandues en péninsule Ibérique – et Francisco Martins Rodrigues, dont les intérêts se tournaient vers le roi Sébastien et le sébastianisme. Álvaro Cunhal y participait aussi. Comme l'observe João Madeira, auteur de la biographie d'António Borges Coelho « son souhait d'écrire, de faire de la recherche, de suivre des études et de développer des études croît en lui, germant dans ce contexte adverse<sup>248</sup> ». L'incarcération d'António Borges Coelho a donc eu une importance déterminante dans le choix de reprendre ses études et de se consacrer à l'histoire.

De même, Mário Soares entendait tirer profit de son envoi en prison sur l'île de São Tomé pour demander des conseils de lectures et quelques pistes de travail à Vitorino Magalhães Godinho, afin d'écrire sur l'île où il est déporté :

« Mon cher Mário, nous avons été émus d'avoir de vos nouvelles directement depuis ces lointaines haltes où nous ne pouvons pas croire que votre séjour se prolonge, car rien ne justifie la mesure de déportation que vous avez subie. [...] Je trouve excellent votre projet de vous lancer sur l'étude de l'économie et de la sociologie de l'île dans une perspective historique. La thèse du regretté Tenreiro, qui n'a même pas bénéficié de son changement d'étiquette, est intéressante, mais en revanche, avec des ouvertures historiques, économiques et sociologiques sans caractère géographique. Ce qu'il faut maintenant c'est prendre São Tomé depuis le début ou au moins depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle et voir sa structure et son évolution jusqu'à nos jours ; une telle histoire économique et sociale de l'île, vue dans le cadre atlantique en général, les relations avec l'Angola et le golfe de Guinée ainsi que la métropole, tout particulièrement, peut éclairer les aspects et les conditions fondamentales du processus colonial. [...] En plus des livres que Maria de Jesus vous a envoyés, je vais préparer un autre colis que la Librairie vous expédiera<sup>249</sup>. Nous nous rappelons tous à tout moment des Amis chers, perdus dans cette île que Jean III a colonisée avec les Juifs expulsés de la métropole (dans mes travaux historiques, j'ai dernièrement eu à faire avec l'île de São Tomé à propos du maïs, de l'économie de subsistance et du sucre)<sup>250</sup>. » [30 avril 1968]

La lettre nous montre comment dans un contexte carcéral éprouvant, Mário Soares entendait dépasser sa situation personnelle pour nouer une conversation historiographique avec Vitorino Magalhães Godinho, l'historien le plus proche du courant des *Annales* et le plus renommé au Portugal, afin d'esquisser un projet d'études d'histoire économique et sociale. Précisons que la

---

<sup>248</sup> David SANTOS (coord.), *op. cit.*, p. 29.

<sup>249</sup> Vitorino Magalhães Godinho travaille en 1968 pour une maison d'édition, à la suite de son expulsion de l'enseignement de 1962 et avant d'obtenir un poste à Clermont-Ferrand.

<sup>250</sup> Dossier Vitorino Magalhães Godinho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 507, NT :1190, feuilles 58 à 60, lettre manuscrite et photocopiée par la PIDE.

déportation était devenue peu courante depuis la fermeture du camp de concentration de Tarrafal pour les prisonniers politiques du Portugal métropolitain, mais dans la mesure où Mário Soares était un opposant de premier plan, son cas était exceptionnel et il était donc envoyé sur une autre île encore plus éloignée de la métropole. Malgré tout, il voulait transformer son incarcération en opportunité pour écrire sur le système colonial portugais et très certainement le dénoncer.

\*

\* \*

Dès la naissance des instruments de contrôle et par le renforcement de structures de vigilance préexistantes, les opposantes et les opposants ont cherché les failles du système coercitif en place. Une fois que les quelques faiblesses ont été comprises et assimilées par les historiens en opposition, ils ont essayé de contourner l'attention de l'État policier qui ne parvenait pas à tout maîtriser. Les biens culturels interdits pouvaient être trouvés, en cherchant quelque peu. Il était alors possible de compter sur un ensemble de réseaux de solidarité, afin de faire circuler, sous le manteau, ou bien en passant par des personnes tierces, les biens culturels, n'attirant pas toujours l'attention des fonctionnaires chargés de garder un œil sur les historiens en opposition.

Le détournement de la vigilance du pouvoir pouvait aussi se faire avec la principale arme des scientifiques : l'écriture. Habiles dans le maniement des mots, et tirant profit de certaines déficiences de l'appareil censitaire, ils sont parvenus parfois à ne pas attirer l'attention de la censure voire de la police politique. Ces voies de recours pouvaient devenir des succès, parfois elles échouaient, mais régulièrement, ils tentaient pour voir si le pouvoir parvenait à suivre.



Dans l'objectif de contrôler les historiens en opposition, le régime pour « marcher sur ses deux jambes<sup>251</sup> », s'est appuyé sur deux instruments principaux : la police politique et la censure. Elles ont été les deux faces d'une même monnaie, qui ont travaillé ensemble et ont nui avec constance à la pratique scientifique des scientifiques opposants. La police politique et la censure ont été les mains et les yeux du pouvoir autoritaire en action, surveillant aussi bien les personnes que les propos tenus.

Ainsi, les deux entités étatiques ont agi lors des moments-clés de la vie d'un historien. La police politique s'est attelée au contrôle des candidats et des quelques professeurs en poste dans les universités portugaises, n'hésitant pas à provoquer la destitution des plus problématiques. La censure a prononcé l'interdiction de circulation des livres considérés comme séditeux et donc dangereux pour l'opinion publique. L'interférence du pouvoir s'est aussi constatée dans le quotidien des historiens en opposition. Leur travail a été pollué par l'action de ces outils répressifs invasifs. L'objectif était de ne pas laisser le moindre répit, que ce soit dans le contrôle des mouvements, dans le cadre de la communication des travaux mais aussi dans les articles écrits dans les publications périodiques. Cependant, la capacité de nuisance n'était pas infailible et les historiens en opposition ont saisi la moindre opportunité pour se réapproprier une routine et faire avec le contrôle dictatorial. Parvenant à ruser pour accéder aux livres et à contourner l'attention du pouvoir, les historiennes et historiens en opposition sont parvenus, parfois, à atteindre leur objectif en sapant l'autorité du régime portugais. Ces stratégies multiples ont donc montré leur capacité d'agir.

Le régime autoritaire s'est fixé pour objectif de garder autant que possible un œil sur les historiens proches des différents groupes en opposition. Il a tout mis en œuvre pour que leur travail se fasse sous un contrôle continu et lorsqu'ils allaient trop loin, le régime voulait intervenir le plus rapidement possible. En conséquence, en se penchant sur leurs conditions professionnelles, force est de constater que le régime autoritaire a su malmener ce groupe certes pluriel, mais uni par un attrait pour l'histoire, une relative instabilité économique et surtout une détestation du pouvoir.

---

<sup>251</sup> Je reprends cette expression utilisée par le régime communiste chinois alors qu'il est dirigé par Mao pour désigner les binômes que sont « l'agriculture et l'industrie, l'industrie lourde et l'industrie légère, la production des biens de consommation et celles des biens d'équipement » : en somme, être toujours en capacité sur deux fronts afin d'éviter de trop miser sur un seul secteur. (Voir pour une rétrospective datée Tche-hao TSIEN, « Les trois révolutions de la Chine : bilan de 28 ans d'édification socialiste », dans *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 8, 1977, n° 4. « L'Asie socialiste », sous la direction de Georges H. MOND, pp. 35-73.

## Chapitre 7 Être historien, par tous les moyens

Malheureusement, je n'ai eu aucun appui, non seulement en termes de direction ou de recherche, mais pas d'appuis basiques matériels non plus ni de bibliothèques etc... J'ai dû travailler, isolé, quand j'avais besoin d'un livre je devais l'acheter, je n'avais même pas accès aux bibliothèques universitaires... Je me déplaçais à mes frais, je restais dans des hôtels à Lisbonne durant quelques jours pour faire de la recherche. Je me rappelle, la première fois que j'ai fait un microfilm de documents, par manque de connaissances techniques, je suis arrivé à la maison, je l'ai développé et tout était trop clair. Je me suis dit : d'ici quelques mois je retourne à Lisbonne à la Torre do Tombo pour faire de nouveau ces microfilms, parce que ces documents m'intéressent...  
Armando Castro<sup>1</sup>

Les historiens en opposition avaient conscience des entraves à l'activité scientifique imposées par les instruments de contrôle du pouvoir autoritaire. La pratique historique en était altérée, gênée par ce contrôle incessant. Malgré tout, certaines et certains sont restés fidèles à leur ambition. Être historien tout en maintenant une opposition à la politique du pouvoir n'a pas été une mince affaire. Pour celles et ceux le désirant ardemment, il a fallu s'adapter sur le plan professionnel et personnel mais aussi accepter de faire des sacrifices. Le témoignage d'Armando Castro illustre l'isolement dans lequel pouvait se trouver un historien hors du système universitaire, faisant alors de la recherche sans aucune aide financière. Il était un historien du dimanche, et encore<sup>2</sup>. Seul son intérêt intellectuel le poussait à poursuivre sa recherche et à écrire. Malgré l'erreur commise, n'ayant pas eu de formation pour faire un microfilm, son envie l'a poussé à retourner aux archives nationales, en dépit des surcoûts. Le goût des archives<sup>3</sup> et l'aiguillon de la recherche surpassaient les contraintes économiques.

Justement, dans ce chapitre il est question de l'élan dans l'adversité du pouvoir. Faire le choix de l'histoire pouvait devenir risqué quand une personne était opposée à l'action du gouvernement autoritaire. Le parcours tout tracé, allant des études d'histoire à la chaire universitaire était une gageure. L'apprentissage des règles du métier ne suffisait pas, il fallait prendre

---

<sup>1</sup> António ALMODOVAR, Augusto Santos SILVA, « Entrevista ao Prof. Armando Castro », dans *Cadernos de Ciências Sociais*, Porto, vol. 8-9, 1990, pp. 5-29.

<sup>2</sup> Je détourne ici le titre de l'entretien entre Michel Winock et Philippe Ariès (Philippe ARIÈS, Michel WINOCK (collab.), *Un historien du dimanche*, Paris, Seuil, 1980). Philippe Ariès se décrit comme un historien du dimanche, car après avoir échoué à l'agrégation d'histoire, pendant de nombreuses années, il a exercé une tout autre fonction, celle de chef de service de documentation à l'Institut de recherche coloniale entre 1943 et 1979. Il intègre une structure universitaire française, l'EHESS, seulement en 1977, soit à l'âge de 64 ans. (Hervé KEMPF, « Philippe Ariès (1914-1984) », dans *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 20 octobre 2020).

<sup>3</sup> Voir Arlette FARGE, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989.

en compte le « supplément de pouvoir »<sup>4</sup> du régime autoritaire portugais. Marc Bloch a bien décrit ces lois du métier qu'il ne pouvait respecter, à regret, en raison du contexte d'écriture de *l'Apologie pour l'histoire ou métier de l'historien*. Dans une note concluant l'introduction, il écrivait :

« Peut-être ne sera-t-il pas inutile que j'ajoute encore un mot d'excuse, les circonstances de ma vie présente, l'impossibilité où je suis d'atteindre aucune grande bibliothèque, la perte de mes propres livres font que je dois me fier beaucoup à mes notes et à mon acquis. Les lectures complémentaires, les vérifications qu'appelleraient les lois mêmes du métier dont je me propose de décrire les pratiques me demeurent trop souvent interdites. Me sera-t-il donné, un jour, de combler ces lacunes ? Jamais entièrement, je le crains. Je ne puis, là-dessus, que solliciter l'indulgence, je dirais "plaider coupable", si ce n'était prendre sur moi, plus qu'il n'est légitime, les fautes de la destinée<sup>5</sup>. »

En relisant ses notes, devenues par la suite le livre qui nous est parvenu, la crainte du manque de rigueur a saisi Marc Bloch, au regard des critères scientifiques de l'écriture de l'histoire. L'écrit était pour lui incomplet car dans la semi-clandestinité où il se trouvait, il n'avait pas de livres à portée de main. Ce manquement aux lois du métier le gênait et il s'en excusait, anticipant toute possible critique quant à l'imprécision de son propos. La situation des historiens en opposition était bien moins dramatique que celle de Marc Bloch, mais elle s'en rapprochait, face à l'entrave du pouvoir qui limitait l'acte d'écrire de l'histoire. En conséquence, face à cette immixtion du politique dans le champ du savoir, comment parvenir à être historien ?

Les solutions n'étaient pas légions pour être, malgré tout historienne ou historien. D'abord, pour celles et ceux qui décidaient de rester, différents parcours existaient. Si certaines et certains réussissaient à obtenir un poste à l'université, un bon nombre parvenait à enseigner dans le secondaire. D'autres ont été contraints de faire des métiers qui avaient peu voire aucun lien avec l'histoire. Ensuite, certaines et certains ont fait le choix de l'exil pour les études, parfois avec l'aide d'une bourse ou sans soutien. L'éloignement du Portugal pesait parfois et malgré ses défauts, l'attachement des historiens exilés au pays laissé était fort. Enfin, malgré la dispersion géographique, résister collectivement au pouvoir autoritaire était une nécessité. Faire groupe permettait de tenir et de s'entraider. Ainsi, la sociabilité des historiens en opposition doit donc être mise en évidence.

---

<sup>4</sup> Je reprends l'expression formulée dans le I) chapitre 2.

<sup>5</sup> Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou métier de l'historien*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 47.

## I) Rester : les multiples métiers des historiens en opposition

Faire le choix de rester au Portugal a pu paraître une nécessité pour les historiens portugais. Il y a eu, parfois, derrière le mot « rester » une dimension militante. José Tengarrinha la revendiquait. Alors qu'une opportunité de bourse semblait se profiler en France, il a pris sa décision en lisant Marc Bloch à Paris :

« Il y a un livre qui m'a profondément marqué et qui m'a décidé sur le sort de ma vie. Ce fut Marc Bloch, *Le Métier de l'historien*. J'étais hésitant. J'ai acheté le livre chez Gibert Jeune, je me suis assis à un café en face, *La Source*, – il existe toujours ? – je l'ai commencé et je l'ai dévoré. J'étais déjà dans une phase bien avancée dans la préparation pré-doctorale et Soboul me disait que si je voulais, je pouvais être son élève et être lié à la Sorbonne. J'étais donc hésitant : le Portugal avec le fascisme, avec l'impossibilité d'avancer ou bien rester en France, dans ces conditions. Quand je me suis assis dans ce café, *La Source*, je me suis mis à le lire et c'est ça qui m'a fait changer d'idée. Marc Bloch qui a été fusillé avec sa femme<sup>6</sup> m'a fait comprendre que c'est dans son pays que nous devons combattre et que nous devons être pour vaincre. Ce fut pour moi un exemple de courage. Cela m'a fait changer d'idée : c'est au Portugal que je dois rester et lutter et tenter de changer ce régime, avec toutes les difficultés pour y arriver. C'est ce livre qui m'a décidé<sup>7</sup>. »

José Tengarrinha, alors que la possibilité de faire des études à l'étranger se profilait, a donc fait le choix militant de rentrer et de rester pour lutter avec les siens contre le régime portugais. Armando Castro a insisté lui aussi sur ce besoin de rester au Portugal pour continuer le combat, dans une interview. À la question « vous n'avez jamais pensé à émigrer, dans les années 40, 50 ? », il répond :

« Je n'ai jamais pensé émigrer pour la simple raison que j'ai toujours compris que, même si cela était difficile, il fallait se battre ici. Il est clair que je n'ai pas eu les mêmes problèmes que les jeunes des années 1960 avec la guerre coloniale. Je n'avais pas l'âge, à cette époque, d'être appelé sous les drapeaux<sup>8</sup>, et c'est uniquement cela qui aurait pu me faire me poser la question<sup>9</sup>. »

Il y avait aussi une dimension moins politique, peut-être moins noble à énoncer qui serait la vie de famille. Une fois qu'une ou un historien avait commencé à construire sa vie, aussi perturbée soit-elle par les limitations mises en œuvre par le pouvoir autoritaire, partir pouvait sembler difficile car tout un ensemble de paramètres, personnels et professionnels, devaient être

---

<sup>6</sup> La femme de Marc Bloch n'a pas été fusillée en même temps que Marc Bloch. Elle est cependant décédée seulement quelques semaines à Lyon (voir <http://www.ajpn.org/personne-Marc-Bloch-1644.html>, consulté le 26 avril 2021)

<sup>7</sup> Entretien avec José Tengarrinha page 10.

<sup>8</sup> Il concédait ainsi comprendre le départ des plus jeunes qui avaient préféré fuir la guerre coloniale et soulignait le fossé générationnel. Malgré les difficultés qu'il avait dû affronter, il s'estimait relativement privilégié face au choix que les plus jeunes avaient à faire.

<sup>9</sup> António ALMODOVAR, Augusto Santos SILVA, « Entrevista ao Prof. Armando Castro », dans *Cadernos de Ciências Sociais*, Porto, vol. 8-9, 1990, pp. 5-29.

prendre en compte. Rester, malgré tout, pouvait être la solution la moins dommageable. Cependant, vivre au Portugal signifiait accepter, tant bien que mal, de poursuivre la pratique historique sous la contrainte du pouvoir autoritaire. Le métier d'historien, mêlant recherche, écriture et enseignement à l'université était un objectif relevant parfois de l'illusion. Face au contrôle drastique des postes dans l'enseignement supérieur par le pouvoir, le risque de voir les historiens en opposition devenir des « intellectuels frustrés<sup>10</sup> » était réel. Ainsi, il n'y avait pas de place pour tout le monde, et certains n'étaient pas les bienvenus. Même pour celles et ceux qui avaient intégré l'université, la frustration était palpable tant leur fragile posture d'équilibriste, entre une conviction politique et l'envie d'être professeur à l'Université, produisait une tension.

Le régime autoritaire contrôlait l'ensemble des degrés scolaires et fixait les programmes, du primaire<sup>11</sup> à l'Université incluse. Le contenu de l'enseignement de l'histoire était donc défini par le pouvoir qui entendait marquer les programmes de son empreinte idéologique. Sans prétendre à l'exhaustivité, il est possible de prendre l'exemple du décret-loi n° 21 103 du 7 avril 1932. Dans son préambule, l'histoire était ainsi présentée :

« L'Histoire du Portugal, au-delà des connaissances générales, a pour fonction, dans son domaine, de former les Portugais ; et c'est pour cela que son action doit être éminemment nationalisatrice (n. : *nacionalizadora*). Jusqu'à présent, à cause de circonstances connues, l'enseignement de l'Histoire du Portugal a été négatif et défaitiste. Mauvaise fut la graine qui a lancé dans l'esprit de la jeunesse scolarisée l'œuvre historique de certains écrivains, plus artistes et philosophes que critiques et historiens, ne faisant rien de plus que de dégouter les Portugais d'être portugais. La Dictature Nationale, inspirée par des principes opposés à ceux qui, jusqu'à son arrivée, déterminaient les gouvernants, entendait que c'est à l'État qu'il revient de fixer les normes auxquelles doivent obéir l'enseignement de l'Histoire. Il y a une partie purement d'exposition et donc inaltérable, où sont indiqués les faits, les dates, les noms ; mais il y a aussi une partie critique – et c'est la fonction de l'historien. À tel historien, telle attitude. En l'absence d'un jugement infaillible de ces attitudes qui sont purement subjectives, l'État, sans s'arroger la détention d'une vérité

---

<sup>10</sup> Je reprends cette formulation de Roger Chartier, utilisée dans le titre de l'article « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVII<sup>e</sup> siècle ». Il s'attache à montrer « quels sont les effets sur une population intellectuelle donnée – et sur la société où elle s'insère – de l'instauration d'un état de déséquilibre entre le nombre des positions sociales ouvertes aux gradués universitaires et le nombre (supérieur) de ces derniers », voyant dans l'analyse qu'il fait la possibilité de faire un rapprochement avec la situation du XX<sup>e</sup> siècle français. Elle est cependant généralisable à de nombreux pays (Roger CHARTIER, « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 37<sup>e</sup> année, n° 2, 1982, pp. 389-400).

<sup>11</sup> Même si sa place a été fortement réduite, car elle n'était plus une discipline enseignée à part entière, à la suite du décret n° 27 279 du 24 novembre 1936. Le décret donnait la priorité à la lecture, l'écriture et les mathématiques pour les quatre niveaux de classe de l'école primaire. Signalons que l'école primaire – soit trois puis quatre années – n'est devenue obligatoire qu'à partir de 1956 pour les garçons. Elle a été obligatoire pour les filles à partir de 1960 (d'après les éléments fournis par le ministère de l'Éducation portugais, dans la section « Portugal » de la *Oficina de Educación Iberoamericana*, le document « Brève évolution historique du système éducatif » est téléchargeable depuis ce lien : <https://www.oei.es/historico/quipu/portugal/index.html#sis>, consulté le 10 octobre 2020).

absolue, peut et doit définir la vérité nationale – c'est-à-dire, la vérité qui convient à la Nation ».

D'une part, la loi dénigrait l'enseignement de l'histoire de la période républicaine, période de tous les maux pour le régime autoritaire mis en place le 28 mai 1926. En conséquence, l'État présentait une vision uniquement positive de l'histoire, avec comme objectif, l'adhésion des Portugais à leur propre histoire. Il faut reconnaître au ministre rédigeant la loi, Gustavo Cordeiro Ramos, un certain souci des questions épistémologiques et des différentes interprétations de l'histoire selon les historiens. Cependant, c'était pour mieux asseoir, sur fond de relativisme, la soumission de l'historiographie aux intérêts de la nation, et surtout la supériorité de l'État par rapport au subjectivisme des historiens. À la vérité scientifique, instable, mobile, révisable il opposait la vérité nationale. Et les historiens, trop subjectifs, devaient être guidés par l'État. L'article 3 du décret délimitait le sillon d'une vision nécessairement nationaliste et surtout laudatrice :

« Doit être l'objet d'une justification et d'une glorification tout ce qui a été fait, à travers les huit siècles de l'Histoire de Portugal, dans le sens de renforcer les facteurs suivants de la vie sociale : *la famille*, comme cellule familiale ; *la foi*, comme stimulus de l'expansion portugaise par la mer et par les continents et élément de l'unité et de la solidarité nationale ; le *Principe de l'autorité*, comme élément indispensable du progrès général ; la *Fermeté du Gouvernement*, épine dorsale de la vie politique du Pays ; le *Respect de la hiérarchie*, condition basique de la coopération des valeurs ; et la *Culture littéraire et scientifique*. »

L'histoire devait donc s'insérer dans la matrice conservatrice du pouvoir, et la nation se réunir autour de certaines valeurs<sup>12</sup>. Enfin l'article 4 condamnait tout discours alternatif : « Tout ce qui au contraire, est élément de dissolution nationale, d'affaiblissement dans la confiance du futur, manque de reconnaissance des efforts des ancêtres, doit être objet de censure ». L'histoire devait donc être méliorative : hors de la nation, point de salut. Le quadrillage idéologique autoritaire imprégnait en conséquence le milieu scolaire et être professeur impliquait de devoir s'adapter. Si la personne refusait, elle devait alors trouver une autre activité professionnelle.

La partie entend montrer les différents parcours professionnels possibles pour les historiens en opposition. L'enseignement, voie presque naturelle de la fin des études d'histoire, devenait régulièrement un point d'interrogation, entre la possibilité de l'intégrer et la réalité d'un métier dans un cadre autoritaire. Pour les proscrits de l'enseignement, il a fallu trouver un métier, pour subvenir à ses besoins. La pratique historique, limitée à la recherche et à l'écriture, s'insérait dans une instabilité professionnelle et occupaient, quand cela était possible, les temps

---

<sup>12</sup> Voir le repère « L'idéologie du régime autoritaire : corporatisme, nationalisme et passé » mais aussi le discours du 28 mai 1936 qui a repris les principales idées formulées ici et cité en introduction.

libres. Écrire ou survivre devenait parfois un choix trop douloureux à assumer. L'objectif est donc ici de saisir ce que rester au Portugal implique en termes de concessions et parfois de souffrances pour être malgré tout une ou un historien.

## 1) Enseigner coûte que coûte

Pour beaucoup d'historiennes et historiens, même en étant des opposants politiques au régime autoritaire, devenir enseignant restait une vocation à transformer en profession. Elle en est parfois restée au simple souhait, tant les freins du pouvoir ont été nombreux pour interdire le métier d'enseignant. Pourtant, l'histoire étant présente du primaire au supérieur, il y avait donc un réel besoin d'enseignants et parfois, le pouvoir a dû se résoudre à accepter certaines candidatures, en sachant pertinemment qu'il avait à faire à des opposants. De ce fait ceux-ci étaient tout particulièrement surveillés<sup>13</sup>.

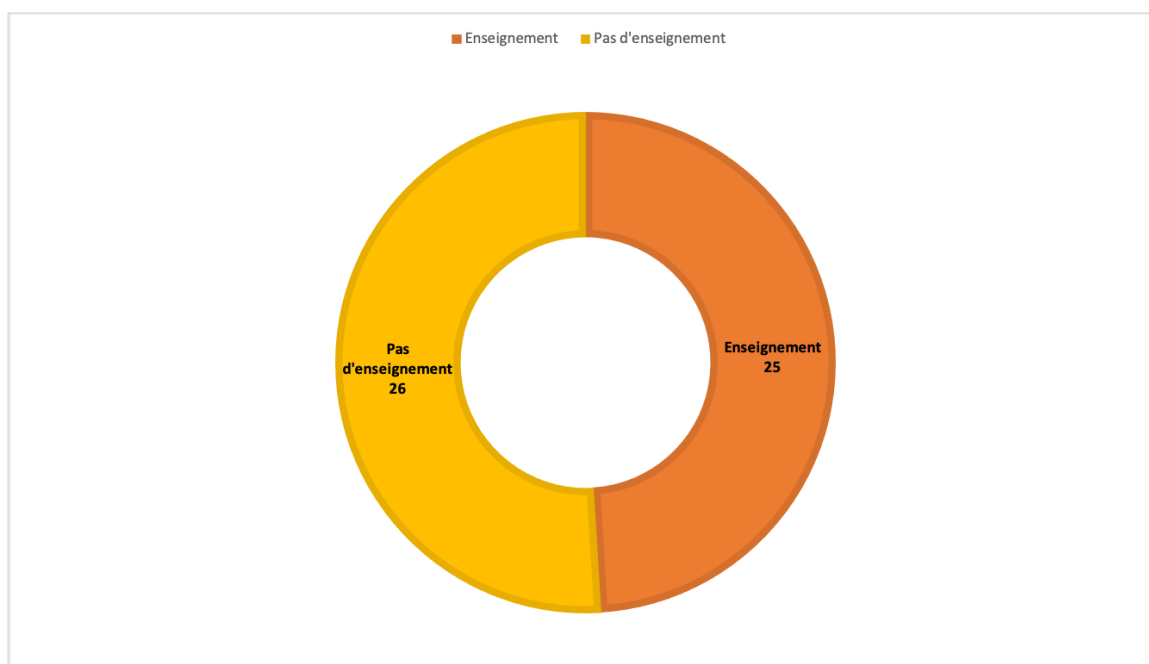


Figure 84 : part des historiens en opposition enseignant dans le supérieur public sur l'ensemble de la période (n=51)<sup>14</sup>.

Dans le système scolaire portugais, l'enseignement supérieur a été le plus recherché par les historiennes et historiens. En plus des universités où l'histoire était enseignée comme discipline,

<sup>13</sup> Sur cette surveillance active du pouvoir, voir le III)1) du chapitre 6.

<sup>14</sup> Comme dans les [Figure 71] et [Figure 72] concernant les historiens accommodés, sont pris en compte les quatre historiens qui ont été à la fois en opposition et accommodés. Ils sont trois dans la génération républicaine (Francisco José Rocha Martins ; Armando Cortesão ; José Gonçalo de Santa Rita) et un dans la génération Oliveira Salazar (Jorge Borges de Macedo). Deux ont enseigné (Armando Cortesão et Jorge Borges de Macedo) et deux autres non (Francisco José Rocha Martins ; José Gonçalo de Santa Rita).

il faut ajouter les universités techniques<sup>15</sup>. Ainsi, sur l'ensemble de la période, 25 historiens en opposition sur 51 au total ont enseigné dans l'enseignement supérieur public soit près de la moitié du sous-groupe considéré [Figure 84]. En affinant par génération, si l'on exclue les historiens de la génération de la Monarchie réunissant les historiens les plus âgés, la proportion d'historiens en opposition enseignant dans le supérieur a été majoritaire pour les trois générations centrales [Figure 85]. Les effectifs par génération sont certes très réduits et pourraient ne pas être forcément significatifs mais il semble nécessaire d'insister sur l'idée que l'enseignement dans le supérieur des opposants au régime n'étaient pas si rare.

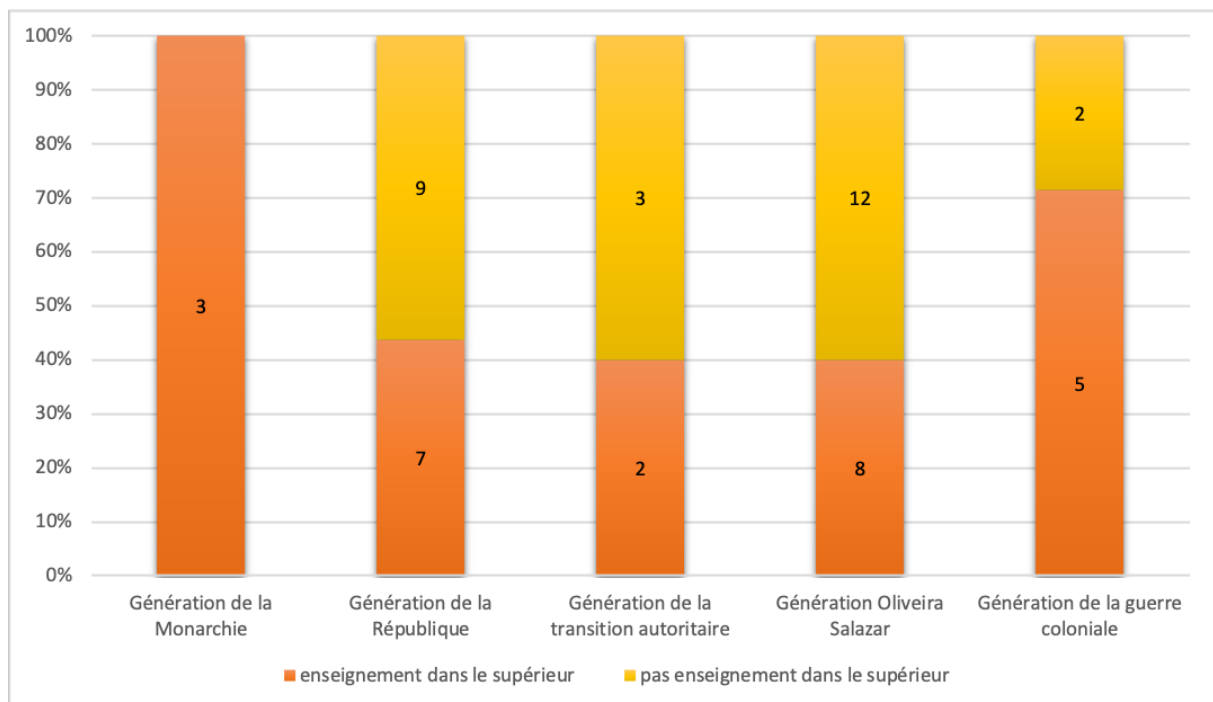


Figure 85 : nombre d'historiens en opposition enseignant dans le supérieur public, par génération (n=51).

Ils ont occupé tous les statuts possibles<sup>16</sup> : second-assistant et premier-assistant<sup>17</sup>, professeur auxiliaire et professeur cathédrique pour les plus anciens<sup>18</sup> et auxquels il faut ajouter Luís de Albuquerque, Luís Filipe Lindley Cintra et Vitorino Magalhães Godinho dans les années 1960. Ce dernier a obtenu le plus haut rang de la hiérarchie universitaire quand il a été

<sup>15</sup> J'ai fait le choix de ne pas considérer les personnes qui avaient enseigné dans des instituts d'enseignement supérieur privés, car, dans la mesure où ils ne relevaient pas de l'État, le contrôle du pouvoir y était moins fort. Nous verrons l'exemple d'Armando Castro, qui a donné quelques cours ponctuels dans des écoles supérieures non reconnues par l'État.

<sup>16</sup> Voir le développement de II)1) dans le chapitre 4 présentant les différents postes universitaires. Pour les personnes dont j'ai un doute sur le statut exact, car il faut parfois ajouter le statut de professeur « au-delà du cadre universitaire », je ne les ai pas incluses dans les listes suivantes, expliquant l'absence de certains.

<sup>17</sup> Par exemple pour António Henrique de Oliveira Marques, António José Saraiva et Luís Reis Torgal.

<sup>18</sup> Notamment, entre autres, Joaquim de Carvalho, Manuel Rodrigues Lapa et Abel Salazar.



invité par le ministre de l'Outre-mer, Adriano Moreira, pour occuper la fonction de cathédra-  
tique à l'Institut supérieur des études ultramarines<sup>19</sup>. Alors que Vitorino Magalhães Godinho  
avait soutenu sa thèse d'État et pouvait continuer sa carrière en France, il a préféré revenir au  
Portugal, non sans hésitation. Il n'a occupé sa charge qu'entre 1960 à 1962. Un certain nombre  
d'historiens de la génération Oliveira Salazar et de la guerre coloniale sont entrés dans l'ensei-  
gnement supérieur durant la période marcelliste, quand les postes se sont multipliés dans de  
nombreux instituts d'enseignement supérieur du fait de la massification des études<sup>20</sup>. L'ensei-  
gnement supérieur était soumis à une sélection sévère et certains ont été démis de leurs fonc-  
tions<sup>21</sup>. D'autres ont occupé un poste quelques mois ou années et enfin quelques-uns sont restés  
en poste jusqu'à leur retraite. C'est ainsi qu'António José Saraiva n'a enseigné que quelques  
mois alors que Joaquim de Carvalho a passé l'ensemble de sa carrière à l'université, jusqu'à sa  
retraite. Les démissions n'étaient pas toujours définitives. Ainsi, Sílvio Lima, après avoir été  
démis en 1935 lors de la première vague d'épuration, a réintégré l'université de Coimbra, où il  
est resté en fonction jusqu'à la retraite.

En mettant de côté les exclusions qui ont pu se produire, être professeur dans l'ensei-  
gnement supérieur a été pour un certain nombre d'historiens un moment enrichissant. Vitorino  
Magalhães Godinho, historien de la génération Oliveira Salazar, s'est beaucoup investi quand  
il a été recruté par l'université de Lisbonne comme professeur extraordinaire entre 1941 et 1944.  
Il a donné un grand nombre de cours<sup>22</sup> et dans le cadre des cours d'« Histoire des Découvertes »,  
il a estimé que les étudiants devaient être au contact des sources :

« Il surgit alors l'idée de publier *Les Documents sur l'Expansion Portugaise*, que [Vitorino  
Magalhães Godinho] considérait comme essentielles pour la compréhension de l'évolution

---

<sup>19</sup> L'institut était au début de la décennie 1960 en pleine reconfiguration, du fait de l'actualité politique rythmée  
par les luttes pour la décolonisation. Ainsi, il formait les principaux administrateurs de l'Empire portugais. Il passe  
de la dépendance du ministère de l'Outre-mer à celle du ministère de l'Intérieur par le décret-loi n° 38 858 du 14  
août 1961, cela quelques mois après le déclenchement de la guerre coloniale : l'objectif est clairement d'en faire  
un institut relevant de l'enseignement supérieur portugais et non plus une antenne distincte du reste des institutions  
supérieures. (Maria Teresa Magalhães GODINHO, David JUSTINO, (coord.), *Vitorino Magalhães Godinho, 1918-  
2011, Um itinerário sem ilusões nem desistência*, Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Univer-  
sidade de Lisboa, 2018, p. 51).

<sup>20</sup> Joel Serrão entre à l'Institut supérieur d'économie à partir de 1972 (José Manuel Guedes SOUSA, « Joel Serrão »,  
dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne) ; Joaquim Romero  
Magalhães intègre la Faculté d'Économie de l'université de Coimbra en 1973 (entretien avec Joaquim Romero  
Magalhães) ; Miriam Halpern Pereira commence à enseigner à l'ISCTE en 1973 (entretien avec Miriam Halpern  
Pereira). Par ailleurs, la massification des études est évoquée dans le II)2) du chapitre 4.

<sup>21</sup> Voir le I)1) du chapitre 6 pour les différents historiens en opposition qui ont perdu leur poste pour des raisons  
politiques.

<sup>22</sup> Antiquité orientale, Antiquité classique, Histoire médiévale, Histoire moderne et contemporaine, Histoire de la  
civilisation, Numismatique, Cours pratique d'Histoire des Découvertes et de la colonisation, Cours théorique de  
l'évolution de la navigation (Maria Teresa Magalhães GODINHO, David JUSTINO, (coord.), *Vitorino Magalhães  
Godinho, 1918-2011, Um itinerário sem ilusões nem desistência*, Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Hu-  
manas da Universidade de Lisboa, 2018, p. 21)

de la culture portugaise. Il s'agissait de "mettre le lecteur devant les sources, à travers les notes et les commentaires, l'obliger à penser, à réfléchir. C'était au fond, mettre en pratique une nouvelle conception historiographique que j'ai gardée au long de ma vie : nous devons amener les autres à réfléchir par eux-mêmes et leur fournir les éléments d'administration de la preuve<sup>23</sup>." »

Par ailleurs, c'est durant ces années « qu'il a pu se lancer dans une Histoire Globale par la découverte des *Annales*, des œuvres d'Henri Pirenne, Marc Bloch, Lucien Febvre<sup>24</sup> ». Le temps de l'enseignement, malgré son issue malheureuse, fut donc un moment important dans la vie intellectuelle et professionnelle de Vitorino Magalhães Godinho tant dans la réflexion sur le travail d'enseignant que pour ses propres recherches et lectures.

Après son exclusion, une partie de ses étudiants lui a demandé de poursuivre les cours dans une autre institution privée, signe qu'il a fait école – à part... – avec ses disciples. Le témoignage de Joaquim Barradas de Carvalho, le confirme :

« Licencié avec un très bon classement en Histoire-philosophie par l'Université de Lisbonne en 1939, et invité à rester dans les instances éducatives de cette même université en qualité de Professeur engagé en 1941, provoquant dès lors une sorte de perturbation sismique dans le vieil édifice de l'Arco de Jesus, dans cette même Université dont le Professeur Manuel Rodrigues Lapa, quelques années auparavant, avait dit que c'était l'unique école du monde où l'en entrain en descendant<sup>25</sup>. Les eaux mornes, le cimetière qu'était l'Université de Lisbonne subit un séisme et pour que le vieil édifice tienne encore il fut nécessaire, deux ans après, d'expulser l'incommod Professeur qu'était Vitorino Magalhães Godinho. Il avait l'audace de préparer des cours, d'apparaître devant les élèves avec une bibliographie actualisée, il avait l'extrême audace de faire des recherches scientifiques, de publier les résultats de celles-ci, et crime maximal : il a eu l'idée de créer un Centres d'études (historiques et philosophiques) en collaboration avec les élèves et cherchait à faire des recherches historiques et philosophiques. Le scandale fut tel que le Conseil de la Faculté a pensé que ce Professeur devrait être contrôlé dans ses cours par le cathédrique d'Histoire, pour vérifier qu'il n'exposait pas des contenus démoniaques. Ne se soumettant pas à cette imposition policière, Vitorino Magalhães Godinho a quitté le vieil édifice de l'Arco de Jesus, le laissant retourner à son sommeil séculaire. Alors, ses élèves ont organisé un cours privé qui fonctionna durant deux ans à la Société de Géographie de Lisbonne<sup>26</sup> [parmi eux :] Joel Serrão, José Gentil da Silva, Jorge de Macedo, Artur Gusmão, Maria Margarida Brandão, le propre auteur de ces lignes ainsi que Mário Soares<sup>27</sup>. »

---

<sup>23</sup> Maria Teresa Magalhães GODINHO, David JUSTINO, (coord.), *Vitorino Magalhães Godinho, 1918-2011, Um itinerário sem ilusões nem desistência*, Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade de Lisboa, 2018, p. 21.

<sup>24</sup> *Idem*.

<sup>25</sup> Citation de Manuel Rodrigues Lapa déjà évoquée dans le chapitre 4.

<sup>26</sup> Joaquim Barradas de Carvalho se trompe dans le lieu où se sont tenus les cours, car ils ont eu lieu à l'Ateneu Comercial de Lisbonne et non pas à la Société de Géographie de Lisbonne (Joaquim Romero MAGALHÃES, « Vitorino Magalhães Godinho », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>27</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P :79, NT : 6958, feuille 330. L'article intitulé « L'obscurantisme Salazariste (VII), encore une fois, la recherche scientifique au Portugal », est extrait du n° 95 de *Portugal Democrático* et daté de mai 1965.

Malgré les exagérations et certaines envolées lyriques de Joaquim Barradas de Carvalho, filant les métaphores quant à la déstabilisation provoquée par Vitorino Magalhães Godinho, ce dernier avait apporté, pour lui, une véritable nouveauté notamment en s'appuyant sur des travaux historiographiques récents venus de France et dans le rapport entretenu avec les étudiants, rompant la barrière entre les professeurs et les étudiants. Justement, la nouveauté insufflée par le jeune professeur avait déstabilisé l'Université au point d'entreprendre la décision de ne pas renouveler son contrat. Par ailleurs, l'ensemble des noms cités est composé d'historiens ou étudiants en opposition<sup>28</sup>. Ainsi, son court passage a profondément marqué une génération d'historiens.

La capacité d'innovation des historiens en opposition était également perceptible chez António Henrique de Oliveira Marques, un historien de la génération de la guerre coloniale. Enseignant entre 1957 et 1964 à l'université de Lisbonne, il a rappelé quels ont été ses objectifs d'innovation dans l'organisation des cours et des contenus, mettant en avant ce qu'il a entrepris jusqu'à ce qu'il ne quitte sous la contrainte l'université :

« J'ai eu l'honneur d'être le premier professeur à introduire, dans la Faculté de Lettres de Lisbonne, un enseignement sérieux de la Paléographie, dépassant la période médiévale et insistant sur les siècles difficiles que sont le XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup>. De plus, dans les cours d'Histoire Médiévale, j'ai tenté d'élargir le champ des disciplines enseignées et d'inclure, par exemple les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, jamais étudiés. Je me limitais à une bibliographie accessible et non excessivement vaste. Dans les deux dernières années où je donnais le cours d'Histoire Médiévale, j'ai décidé de consacrer chaque année à une période différente. Ainsi, j'ai enseigné le Haut Moyen Âge la première année, et la deuxième, le Bas Moyen Âge, en étant attentif, dans les deux cas, à faire des cours de synthèse sur l'époque qui n'était pas traitée en profondeur. J'ai aussi mis fin à la distinction entre les cours théoriques et les cours pratiques, les transformant en des cours mixtes ou mieux, des cours sans les limites de chaque format, car le document et le débat faisaient suite à l'exposé, se complétant mutuellement<sup>29</sup>. »

Certes, António Henrique de Oliveira Marques se mettait en avant dans son témoignage du début des années 1990, insistant sur les ruptures méthodologiques introduites par rapport à ses collègues. Ainsi, il pouvait se distinguer de ceux qui étaient pour beaucoup des historiens accommodés. En quelque sorte, il valorisait son passage à l'Université afin de souligner à quel point son retrait de l'université de Lisbonne fut une perte pour l'institution. Cependant, l'originalité de sa pratique enseignante a été ressentie car Maria Nizza da Silva l'a évoquée lors de son entretien :

---

<sup>28</sup> En effet, au début des années 1940, Jorge Borges de Macedo, était encore proche du PCP.

<sup>29</sup> António Henrique de Oliveira MARQUES « A Universidade do Estado Novo, Memórias de um percurso universitário (1950-1964), dans Congresso de História da Universidade 7<sup>o</sup> Centenário, *Universidades(s), História, memória, perspectivas*, Coimbra, Comissão organizadora do Congresso « História da Universidade », 1991, pp. 431- 442, Volume 5.

« Oliveira Marques nous envoyait à la Torre do Tombo pour étudier la paléographie. C'était un excellent historien, je l'ai même invité au Brésil pour faire un cours à São Paulo. À ce moment-là, il n'était déjà plus médiéviste car il travaillait sur la République. Nous sommes toujours restés amis et il était un pionnier : alors qu'il venait de rentrer d'Allemagne, il avait d'autres idées que les historiens portugais. Borges de Macedo était très bon mais il n'apportait pas ce renouvellement qu'Oliveira Marques incarnait. De fait, il a initié ici quelque chose : il a dit "nous allons programmer un séminaire". Nous nous demandions "mais qu'est-ce que c'est un séminaire ?", personne ne savait ce que c'était. Nous avions cette habitude : le professeur faisait son cours, il n'y avait pas de discussion, il n'y avait rien et ensuite on faisait un examen. Oliveira Marques a introduit ces séminaires de discussion avec un thème : les effets de la Peste Noire au Portugal. Ce fut un travail de recherche collective et il y a même eu après une publication. Ce fut donc un souffle nouveau, dans ce marasme complet. Oliveira venait avec des idées neuves d'Allemagne et a donc donné une très bonne impulsion, il parlait beaucoup avec nous<sup>30</sup>. »

Ayant été une de ses étudiantes, elle a insisté ici sur le décalage de l'historien par rapport au reste du corps enseignant, tout en précisant que l'innovation qu'il apportait venait de son séjour en Allemagne. En valorisant ce qui venait de l'étranger, elle a mis en avant le décalage entre le format d'interactions possibles au sein d'une salle de cours proposé par António Henrique de Oliveira Marques et l'hermétisme du reste du milieu universitaire portugais, caractérisé par des cours sans participation des étudiantes et étudiants, selon la distinction en portugais entre ceux qui enseignent, les *docentes* et celles et ceux qui apprennent, les *discentes*<sup>31</sup>. L'innovation portée par l'historien en opposition semblait donc réelle, du moins aux yeux d'une historienne elle aussi en opposition.

Toutefois, en rejoignant l'enseignement supérieur, il fallait composer avec les incursions du pouvoir autoritaire. Miriam Halpern Pereira, historienne de la génération de la guerre coloniale, a mal vécu sa courte expérience de l'enseignement durant le régime autoritaire :

« J'ai commencé à donner des cours durant le marcellisme, les trois premiers mois furent terribles pour moi : j'étais sur le point de démissionner, pour m'en aller et abandonner l'enseignement universitaire parce qu'il y avait des tensions énormes entre les élèves et les professeurs. Je m'identifiais aux étudiants, et en conséquence c'était une situation insupportable. Ce n'était pas la confrontation personnelle avec les élèves, même si j'ai eu une prise à partie désagréable, à la limite de ce qui est acceptable, mais cela ne m'a pas beaucoup dérangé<sup>32</sup>. Le problème était le contexte institutionnel : c'étaient les réunions auxquelles je devais assister. C'était une situation de conflit interne que je ne voulais pas prolonger. Le 25 avril a représenté pour moi, comme pour beaucoup de gens en conflit

---

<sup>30</sup> Entretien Maria Nizza da Silva, page 2.

<sup>31</sup> La racine latine de ces deux mots est clairement perceptible avec les verbes *doceo* (enseigner, instruire) et *disco* (apprendre). Voir le dictionnaire Gaffiot en ligne : <https://www.lexilogos.com/latin/gaffiot.php>, consulté le 12 octobre 2020.

<sup>32</sup> Dans une interview, elle revient sur les tensions survenues : les étudiantes et étudiants voulaient qu'elle parlât du XX<sup>e</sup> siècle ce que le programme interdisait. (« Entrevista com Miriam Halpern Pereira » (pp. 170-180), dans Jorge Freitas BRANCO, Luísa Tiago de OLIVEIRA, Carlos Oliveira SANTOS, *ISCTE, 35 anos, nascido para inovar*, Lisbonne, ISCTE, 2007.

interne, une libération aussi au point de vue personnel. Ce fut finalement un phénomène collectif<sup>33</sup>. »

La fonction de professeure longuement convoitée par Miriam Halpern Pereira entrainait donc en conflit avec son positionnement politique. Elle se sentait en contradiction complète avec ses combats politiques. Par ailleurs, en pointant les désaccords et en rejetant ses collègues, elle les associait clairement au pouvoir, insistant indirectement sur la compromission du corps enseignant avec la dictature, d'autant qu'elle était une jeune docteure et enseignante, ce qui pouvait expliquer sa compréhension et sa proximité avec les idées des étudiantes et étudiants.

Pour d'autres, prendre la posture de l'éloignement de la politique semble avoir été la moins dommageable. Joaquim Romero Magalhães faisait cours dans son coin et se tenait éloigné de la direction, qui devait être au courant de ses positions de gauche :

« Quand je suis entré, l'ambiance était différente, le directeur était un républicain qui ne m'a jamais dit de faire ceci ou cela, J'ai toujours fait les choses comme je l'ai voulu. J'ai donc commencé à donner cours en octobre 1973 et le 25 avril est vite arrivé. J'ai de bons souvenirs du Docteur Eduardo Correia. Parce que, comme je l'ai dit, j'ai toujours fait ce que je voulais. Mais je ne me suis jamais approché de ces personnes qui dirigeaient. N'est-ce pas ? C'est pourquoi, je ne me suis jamais senti ligoté idéologiquement. Et ils savaient : j'ai été président du Théâtre des Étudiants et président de l'Association Académique, pour une liste de gauche. Les professeurs ne m'ont jamais causé des ennuis, ils n'y prêtaient pas attention. Ils se contentaient d'enseigner ces bêtises<sup>34</sup>. »

Historiens de la génération de la guerre coloniale, il a intégré l'université de Coimbra peu après la création de la faculté d'économie. Pour lui, la solution fut de faire son travail sans trop se rapprocher de ses collègues et de sa direction, qui avaient bien conscience de son positionnement politique, prévenus par la DGS. En conséquence, il est possible d'imaginer que s'il maintenait une certaine distance avec ses collègues, ces derniers devaient en faire de même.

Il est intéressant de constater que les historiens en opposition ont systématiquement évoqué la distance avec les autres collègues. Ainsi, cette précision marquait à la fois le fossé entre eux et les collègues accommodés, mais aussi une réalité dans la pratique quotidienne du métier. À l'inverse, tous insistaient sur la proximité avec les étudiantes et étudiants, rappelant que la transmission et le dialogue étaient les fondements de la profession.

L'enseignement dans les autres degrés scolaires pouvait constituer une solution de repli pour une partie de ceux qui régulièrement n'ont pas pu intégrer l'université ou seulement de façon sporadique. Au moins 12 historiens en opposition ont été professeurs de l'enseignement

---

<sup>33</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 11.

<sup>34</sup> Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, pages 4 et 5.

secondaire et primaire et certains ont pu effectuer de longues carrières<sup>35</sup>. Joel Serrão a ainsi enseigné dans le primaire et dans le secondaire pendant 24 ans à Funchal<sup>36</sup>, à Viseu, à Setúbal et à Lisbonne au lycée Passos Manuel, entre 1954 et 1972<sup>37</sup>.

Les établissements qui ont accueilli des historiens en opposition pouvaient relever du public ou bien du privé. L'avantage du privé était qu'il n'y avait pas un contrôle politique aussi fort si la directrice ou le directeur de l'école était peu regardant voire proche des groupes en opposition. À Lisbonne, il faut souligner le rôle du Collège moderne<sup>38</sup>, fondé en 1936 par le père de Mário Soares, João Lopes Soares<sup>39</sup> où un certain nombre d'historiens en opposition ont enseigné. Entre autres, Mário Soares, Álvaro Cunhal Jorge Borges de Macedo y ont enseigné<sup>40</sup>.

Les situations des historiens ayant enseigné dans ces degrés de l'enseignement étaient variables. Certains entendaient poursuivre leurs travaux scientifiques durant le temps libre. Par exemple, Joaquim Romero Magalhães avait un poste fixe et disposait de temps pour faire ses recherches :

« Quand j'étais enseignant dans le Secondaire, j'ai commencé à publier des articles. J'ai fait mes premiers pas dans *Seara Nova* sur les mutins de 1637. Comme j'étais professeur de lycée à Porto, j'allais à la bibliothèque municipale qui était superbe et comme j'avais un jour de libre par semaine, j'y allais régulièrement. Ce furent de belles années<sup>41</sup>. »

António José Saraiva est aussi parvenu à poursuivre ses travaux historiques mais son temps était compté et son budget limité. Ainsi, dans une lettre manuscrite de Luís Barbosa écrite à António José Saraiva, le premier précise :

« J'ai parlé hier avec la propriétaire de l'appartement où j'ai une chambre ; elle demande par jour 38 escudos<sup>42</sup>. Si cela vous convient, il suffit de m'écrire une lettre pour que je vienne vous chercher à la gare. Je pense que pour quelques jours, vous ne serez pas dans de mauvaises conditions, bien qu'il soit clair que dans cette maison, les choses se déroulent

---

<sup>35</sup> Flausino Torres, António Borges Coelho, Mário Soares, Álvaro Cunhal, António José Saraiva, Joel Serrão, Joaquim Romero Magalhães, Maria Nizza da Silva, José Tengarrinha, Óscar Lopes, Victor de Sá, José Lopes de Oliveira.

<sup>36</sup> Il est né sur l'île de Madère et ses archives ont été transférés au fonds régional. Son traitement étant encore en cours lors de mes principales recherches, je ne suis pas parvenu à m'y rendre pour les consulter.

<sup>37</sup> José Manuel Guedes SOUSA, « Joel Serrão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>38</sup> J'ai tenté d'entrer en contact avec le Collège moderne pour savoir s'il existait des archives consultables mais je n'ai jamais obtenu de réponse.

<sup>39</sup> Voir sa biographie sur le site de la Fondation Mário Soares ([http://casacomum.org/cc/arquivos?set=e\\_974](http://casacomum.org/cc/arquivos?set=e_974), consulté le 9 octobre 2020).

<sup>40</sup> Jorge Borges de Macedo a donné des cours entre 1949 et 1953 comme professeur d'histoire et de philosophie avant de se rapprocher du pouvoir en entrant aux CTT (Maria do Rosário Themudo BARATA, « Jorge Borges de Macedo » dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>41</sup> Entretien avec Joaquim Romero Magalhães, page 5.

<sup>42</sup> Je ne suis pas parvenu à obtenir la valeur de la somme indiquée car l'outil en ligne de PORDATA ne permet pas d'obtenir des sommes en escudos antérieures à 1960.

dans le “régime familial<sup>43</sup>”, qui à Coimbra est courant dans les maisons particulières qui reçoivent des hôtes<sup>44</sup>. » [9 décembre 1947]

Alors qu’il était à ce moment professeur au lycée Gonçalo Velho de Viana do Castelo<sup>45</sup>, et au regard de la date de rédaction de la lettre, António José Saraiva semblait vouloir profiter des vacances de fin d’année pour se rendre à Coimbra, très certainement pour consulter les fonds de la bibliothèque générale de l’université de la ville. Sur la lettre, António José Saraiva a ajouté au crayon à papier des calculs en posant des multiplications et en comparant la valeur totale pour 6, 7 et 8 jours. La précision des montants et les calculs entrepris par le chercheur rappellent que les historiens en opposition se déplaçaient à leur frais pour leurs recherches.

Des historiens ont régulièrement eu des statuts temporaires dans l’enseignement secondaire. Maria Nizza da Silva a insisté sur le faible salaire qu’elle recevait en tant que vacataire, et sur le fait de s’être sentie perdue face à des élèves si jeunes<sup>46</sup>. António Borges Coelho avait un statut extrêmement précaire dans les établissements : « Je ne pouvais pas enseigner mais les directeurs de certains collèges me laissaient enseigner et même faire ce que je voulais. Mais c’était de l’histoire dans le secondaire, de l’histoire et de la philosophie pour les lycées. Je n’ai pas toujours facilement trouvé du travail<sup>47</sup>. ». En effet, il a donné des cours dans des collèges, seul espace où les responsables l’engageaient alors qu’il n’avait pas réussi à obtenir de vacances dans des lycées privés<sup>48</sup>. Flausino Torres lui a décidé de passer de l’enseignement public à l’enseignement privé en fondant une école chez lui afin de contourner l’interdiction d’enseignement qui lui a été signifiée<sup>49</sup>. En conséquence, plus l’engagement politique des historiens en opposition était manifeste, plus le pouvoir fragilisait la possibilité d’enseigner.

L’enseignement dans le secondaire<sup>50</sup> était plus libre que dans le supérieur. José Tengarinha l’a remarqué : « Oui, oui, bien sûr. Cela dépendait beaucoup du directeur de l’école aussi.

---

<sup>43</sup> Je ne suis pas parvenu à trouver le sens de ce terme de « *regime familiar* ». Peut-être que cela signifiait qu’il y avait des horaires particuliers à respecter ? Simple supposition.

<sup>44</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 163. Cette lettre a été confisquée par la PIDE en 1949 lors de l’incarcération d’António José Saraiva évoquée dans le chapitre 6, dans la mesure où les ajouts à la main d’António José Saraiva montrent qu’il l’a bien reçue.

<sup>45</sup> Luís Ramalhosa GUERREIRO, « António José Saraiva », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>46</sup> Voir l’entretien de Maria Nizza da Silva, page 2, où elle rapporte que les périodes de vacances n’étaient pas payées, ce à quoi s’ajoute son manque de préparation pour enseigner à des jeunes filles de 9 ans.

<sup>47</sup> Entretien avec António Borges Coelho, page 6.

<sup>48</sup> David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, p. 37.

<sup>49</sup> Christophe ARAÚJO, « Flausino Torres », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>50</sup> L’enseignement primaire est ici exclu car l’histoire y occupe une place relative particulièrement pendant une grande partie du régime. Si en 1927, le régime autoritaire par le décret n° 13 619, dans l’article 4, a maintenu l’enseignement de « l’histoire du Portugal » dans la 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classe de primaire, à partir de 1936, avec le décret-loi

Parce qu'à l'école où j'ai été professeur, le directeur était un libéral. Je n'ai donné des cours que pendant un an<sup>51</sup> ». Cependant, il ne faut pas en faire un espace de totale liberté car le pouvoir gardait constamment un œil attentif sur les professeurs. Ainsi, les directeurs des établissements étaient vigilants et n'hésitaient pas à intervenir pour démettre un professeur si jamais il ou elle tenait des propos critiquant le régime. Des cours de lycée pouvaient ainsi faire l'objet de rapport de la police politique, en particulier quand les enseignants étaient identifiés comme des opposants. Un agent de la PIDE, dans le rapport n° 2313 du 2 juin 1948<sup>52</sup>, a noté les propos choquants de Joel Serrão : « Il apparaît que : Joel Serrão, stagiaire de philosophe, s'est amusé durant les cours en faisant des dissertations contre la Religion, façonnant des concepts clairement communistes. Il est ami d'Alves Redol<sup>53</sup>, Agostinho da Silva<sup>54</sup> et Bento Caraça<sup>55</sup> ». On peut supposer que les propos critiques à l'égard de la religion chrétienne et sa supposée attraction pour le communisme ont pu être rapportés par un ou une élève. Cependant, les accusations étaient renforcées, aux yeux de l'agent de la PIDE par ses connaissances. En effet, le policier rappelait les relations connues de la police politique, en énumérant les noms de personnes reconnues comme étant proches du PCP pour inclure Joel Serrão dans les réseaux d'opposants et conforter l'idée qu'il était communiste.

Les professeurs du secondaire étaient donc eux aussi soumis à la peur du pouvoir, devant craindre pour leur poste. Miriam Halpern Pereira s'est souvenue d'une anecdote en ce sens :

« Un d'eux, qui a ensuite eu une carrière diplomatique, a fini consul à Londres. Il m'a interrogé sur les Découvertes : j'ai présenté la version que j'avais apprise avec Emília

---

n° 27 278, l'histoire est devenue une discipline secondaire (Vanda Maria de Bragança SERRÃO, *O Ensino durante o Estado Novo em Portugal : O papel do professor*, mémoire soutenu à l'université de Lisbonne sous la direction de Miguel Maria Santos Corrêa MONTEIRO, 2019, p.25). Ainsi, le mot « histoire » n'apparaissait plus dans le décret-loi de 1936 contrairement à celui de 1927, faisant partie de l'enseignement de la langue portugaise, et limité aux « faits patriotiques ». Il n'en reste pas moins que dans les classes de 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> du primaire, l'histoire était enseignée, sans véritable changement du contenu mais avec une portée davantage idéologique (Maria Glória SOLE, « A História nos manuais escolares do ensino primário em Portugal : representações sociais e a construção de identidade(s) », dans *Historia y Memoria de la Educación*, n° 6, 2017, pp. 89-127).

<sup>51</sup> Entretien avec José Tengarrinha, page 6.

<sup>52</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 683/46, NT : 2578, feuille 82.

<sup>53</sup> Alves Redol est un écrivain qui s'est longuement opposé au pouvoir autoritaire portugais. Militant du PCP, il a été emprisonné à deux reprises, une fois en 1944 et une autre fois en 1963 (voir sa biographie téléchargeable sur le site des bibliothèques municipales de Lisbonne, Hemeroteca. Elle est téléchargeable depuis ce lien : <http://hemerotecadigital.cm-lisboa.pt/EFEMERIDES/AlvesRedol/AlvesRedol.htm>, consulté le 8 octobre 2020).

<sup>54</sup> Agostinho da Silva est un philologue, professeur à l'université de Lisbonne qui a refusé de signer la déclaration de non appartenance à une organisation secrète à la suite de la loi n° 1901 de 1935. Il a dû quitter ses fonctions et a émigré au Brésil (biographie du dictionnaire Porto Editora : [https://www.infopedia.pt/\\$agostinho-da-silva](https://www.infopedia.pt/$agostinho-da-silva), consulté le 8 octobre 2020).

<sup>55</sup> Bento de Jesus Caraça était un professeur de mathématiques de l'université de Lisbonne. Membre du PCP, il a dirigé la collection Bibliothèque Cosmos (voir chapitre 8). Il mourut prématurément mais son importance pour la culture portugaise fut grande (voir sa biographie chronologique sur le site de la Fondation Mário Soares : [http://www.fmsoares.pt/iniciativas/ilustra\\_iniciativas/2001/000171/CDROM/ohomem/biografia/index.htm](http://www.fmsoares.pt/iniciativas/ilustra_iniciativas/2001/000171/CDROM/ohomem/biografia/index.htm), consulté le 8 octobre 2020).



Cordeiro Ferreira, soit celle de [Vitorino] Magalhães Godinho : elle était sa belle-sœur. J'ai récité ce que je connaissais, ce que j'avais appris. Soudainement, il m'a interrompue et il m'a dit de m'asseoir. J'étais en état de choc, j'étais une bonne élève et je n'étais pas habituée à ces situations. À la fin des cours, dans le lycée D. João de Castro, nous rentrions tous en bus pour le centre de la ville. Le professeur s'est assis à côté de moi. Il m'a dit "vous savez, Madame avait totalement raison, seulement, je ne pouvais pas le reconnaître publiquement parce que ce n'est pas la version, officielle, si vous voulez, vous pouvez lire..." et il m'a ensuite donné un certain nombre de livres dont je n'avais jamais entendu parler<sup>56</sup>. »

La pression autoritaire était ainsi palpable au sein de l'enseignement. La peur généralisée saisissait les professeurs, ils ne pouvaient pas exprimer certaines positions historiographiques en contradiction avec le régime, en particulier concernant l'expansion portugaise, sujet majeur pour le pouvoir. Discrètement, elles pouvaient être audibles mais la vigilance était de rigueur face aux risques de répétitions. En effet, les élèves pouvaient dénoncer et compliquer la situation professionnelle de leurs professeurs. Flausino Torres en a fait l'amère expérience. Ainsi, une information rédigée par un agent de la PIDE de la délégation de Coimbra, précisait le motif de son exclusion :

« Le Directeur de cet établissement d'enseignement, le Docteur Teófilo da Cruz, ayant vérifié que le Docteur Flausino Esteves Correia Torres était suspect dans la façon de faire ses cours, s'est résolu à le substituer, pour le motif exposé mais aussi parce que de nombreux élèves sont venus le voir, se plaignant du fait que le maître, par son orientation intellectuelle et pédagogique créait de sérieux doutes sur de nombreux problèmes historiques et des thèses philosophiques<sup>57</sup>. » [22 juin 1955]

Les élèves sont donc allés dénoncer leur enseignant, ce dernier devait se permettre quelques digressions peu en adéquation avec les idées du régime autoritaire. De plus, si les élèves se plaignaient à la direction, les parents étaient possiblement informés. Le directeur de l'école a donc très certainement préféré couper court pour éviter tout problème. À la pression et au contrôle du pouvoir, il fallait donc ajouter une nécessaire modération des propos tenus devant une classe par prudence voire une forme d'autocensure vitale afin de préserver son emploi. Ainsi, le contrôle exercé par les organisations policières se doublait d'une surveillance émanant de la population elle-même.

De plus, les enseignants devaient prendre garde à respecter à la lettre le programme, afin de ne pas compromettre leur carrière par des écarts et surtout éviter tout soupçon. Ils pouvaient très certainement donner quelques inflexions dans le déroulé des cours mais ils avaient bien conscience que les élèves risquaient répéter le soir ce qu'ils ou elles disaient. Un certain nombre de notes de cours de Flausino Torres sont conservées dans ses archives et montrent à quel point

---

<sup>56</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 5.

<sup>57</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 15 612, NT : 3698, feuille 49.

l'historien proche du PCP suivait rigoureusement le programme. Ainsi, au tout début de sa carrière, il s'est contenté de reprendre un récit d'histoire politique médiévale pour ses élèves de 4<sup>e</sup> classe du secondaire, équivalent à la classe de Première dans le système scolaire français. Prenons ses notes du cours, écrites sur des petites feuilles qu'il devait avoir en classe<sup>58</sup> :

« Les monarchies d'Espagne<sup>59</sup> : la réaction néo-gothique commence en 712 (Casiandaga-Pelagio) ; foyer des Asturies et foyer des Pyrénées (Charlemagne conquiert jusqu'à l'Èbre, la Navarre et l'Aragon), Navarre (elle ne peut pas s'élargir, absorbée par la France, l'Aragon etc...) ; l'Aragon (progrès vers l'est, annexe la Provence, Montpellier, les Baléares, Valence) Fernando d'Aragon, Isabelle la Catholique. Foyer des Asturies : 1<sup>re</sup> Reconquête du Douro (757). Royaume d'Oviedo ; les musulmans sont contraints de se fixer. 2<sup>de</sup> Reconquête du Mondego (Castille et Léon) ; Fernando Magno : conquête de Coimbra (1064) ; 3<sup>e</sup> conquête du Tage : Alphonse VI Zalaca, Tolède. Le Condado Portucalense - en 1093 est fondé le comté de Lisbonne, Santarém et Sintra, confié à Suciro Mendes sous la dépendance de Raymond de Galice : en 1097 est déjà constitué le Condado Portucalense (divise la Galice au Vouga avec Henrique, Uruaca et Tereza). Interdiction de la sortie des chevaliers espagnols à la croisade. Influence des ordres militaires religieux dans la reconquête. Les civilisations primitives de ces monarchies d'Espagne. Influences franques et de Cordoue, apportées par les chevaliers étrangers<sup>60</sup> ». » [15 avril 1934]

Le déroulé d'événements et de personnages montrent que le cours se focalisait sur un récit factuel, une histoire politique tournée vers les grands faits des royaumes ibériques depuis le haut Moyen Âge jusqu'à l'indépendance portugaise. Le programme d'histoire ne laissait pas beaucoup de place à l'originalité et Flausino Torres s'était conformé à énoncer ce qui devait être connu en donnant une importance aux grands personnages, sans donner une quelconque tonalité novatrice à son approche.

De même, quelques années plus tard, alors qu'il était professeur dans la Cité scolaire d'Estoril, dans la banlieue de Lisbonne, des contrôles d'élèves – qu'il n'a donc pas rendus... – révélaient son souci de ne pas faire d'incursions dans le terrain politique. La classe n'est pas spécifiée, mais si l'on juge l'écriture de l'élève en question, António de Pádua Santos, je pense qu'il s'agit d'un lycéen ou bien d'un élève à la fin du collège, en comparant au système français. La question posée était : « Décrivez la Révolution du 28 Mai 1926 au Portugal, en faisant référence à l'État dans lequel se trouvait le pays, les personnages principaux qui ont guidé la Révolution et l'œuvre réalisée ». La formulation de la question montre que Flausino Torres entendait respecter le programme car elle induisait un traitement élogieux de l'action d'António de Oliveira Salazar. L'élève a répondu :

---

<sup>58</sup> Elles sont prises sur des feuilles de petites tailles, de 10 cm sur 15 cm, rarement dactylographiées et donc surtout manuscrites et écrites au stylo noir.

<sup>59</sup> Tous les passages soulignés le sont aussi sur ses notes.

<sup>60</sup> Fonds Flausino Torres, CD25A, SC 2 : Activité privée, SSC3 : Professeur, SR2 : Notes pour les cours (1932-1937), feuille 55.

« Le Portugal, qui avant la Grande Guerre était en déficit avec l'Angleterre, avec la Grande Guerre, ce déficit s'est accru de façon effrayante. Jadis les dirigeants de la Nation portugaise, n'ont pas réprimandé les Anglais pour ce qui concerne la dette. Des hommes divers comme Sidónio Pais<sup>61</sup> sont apparus, qui voulaient mettre fin au déficit, mais qui n'ont pas pu le faire parce qu'ils ont été assassinés. Le 29 mai 1926, le général Gomes da Costa, à la tête d'un bataillon, quitte Braga et se rend à Lisbonne. Il arrive à Lisbonne avec les garnisons des cartels qui ont rejoint sa cause. Il entre à Lisbonne sans tirer et proclame la Dictature militaire. Il invite le professeur de la faculté de droit de Coimbra, M. le Dr. Oliveira de Salazar, à reprendre le portefeuille des finances, ce dernier vient à Lisbonne mais, comme il y a eu plusieurs désaccords entre les ministères, il décide de se retirer à nouveau. À la demande du général Gomes da Costa, il retourne à Lisbonne, à condition que tous les ministères soient subordonnés au département des finances. Il<sup>62</sup> crée la contribution<sup>63</sup> de 1933 qui est semi-rigide, doctrinaire et écrite, semi-rigide parce que bien qu'elle ait une date limite pour le renouvellement, elle peut être faite avant la durée selon les besoins du peuple, doctrinaire : parce qu'elle a des finalités et obéit à certaines règles, écrite parce qu'elle a été préparée d'un seul coup. Au cours de la première année de référence du département des finances par M. le Dr. Oliveira Salazar, il n'y avait plus de déficit [les deux derniers mots sont illisibles]<sup>64</sup> ». [28 mars 1944]

En se limitant à la pertinence de la réponse de l'élève à la question, la première partie est réussie. Il a dressé un portrait laudatif d'Oliveira Salazar et les acteurs politiques cités sont très peu nombreux. Ainsi, seul Oliveira Salazar est cité et il n'y a par exemple aucune mention du président de la République Óscar Carmona. En conséquence, sur une période aussi proche chronologiquement, il n'était pas le plus opportun pour le professeur de faire un développement contestataire car le renvoi aurait été instantané. Flausino Torres s'est donc plié aux exigences de sa fonction en reprenant la rhétorique du gouvernement qui semblait parfaitement assimilée par l'élève.

\*

\* \*

L'enseignement pouvait paraître la profession la plus indiquée pour les historiennes et historiens en opposition. Cependant, le métier s'exerçait sous surveillance active du pouvoir, aussi bien dans l'enseignement supérieur que dans l'enseignement secondaire. L'enseignement de l'histoire était un sujet pris au sérieux par le régime autoritaire portugais. Celles et ceux qui ont pu travailler en tant qu'enseignants ont oscillé entre respect pointilleux du programme et

---

<sup>61</sup> C'est le seul personnage politique de la période républicaine qui est évoqué. Ce militaire a contrôlé le pays pendant quelques mois et a voulu jeter les bases d'un régime présidentiel et dictatorial pendant la Première Guerre mondiale mais il a finalement été assassiné. António de Oliveira Salazar avait une très grande estime pour Sidónio Pais au point de l'avoir fait entrer dans le Panthéon portugais (voir João MEDINA, *O « Presidente-Rei » Sidónio Pais*, Lisbonne, Horizonte, 2010).

<sup>62</sup> À partir d'ici, la réponse devient très confuse. Un manque de temps certainement.

<sup>63</sup> L'élève ne s'est pas relu et a mélangé « contribution » et « constitution ».

<sup>64</sup> Fonds Flausino Torres, CD25A, SC2 : Activité privée, SSC 3 : Professeur, SR 6 : devoirs écrits, feuille 20.

désir d'innover, notamment dans l'enseignement supérieur. Leur passage, parfois rapide, dans les salles de classe où les amphithéâtres, a souvent laissé des traces dans les mémoires des étudiantes et étudiants mais aussi dans les dossiers de la police politique.

Souvent, la porte de l'enseignement s'est fermée pour les historiens en opposition. Sanctionnés pour des prises de position ou tout simplement interdits d'entrer en fonction pour éviter le contact avec les plus jeunes, les historiens ont donc dû trouver une autre profession. Empêchés d'accéder au principal débouché professionnel de la communauté historique, il a bien fallu trouver un autre métier pour être, malgré tout, historien.

## 2) Quand les portes de l'enseignement se ferment : historien recherche profession

L'impossibilité d'enseigner a été une réalité pour un bon nombre d'historiens en opposition. Leurs perspectives ont dû évoluer face au veto du régime autoritaire. Les historiens<sup>65</sup> en opposition auraient préféré garder l'histoire au centre de leur attention mais elle est devenue une activité périphérique par la force des choses. La question qui se pose ici est celle de la place qu'une personne pouvait encore accorder à l'histoire sans que cela ne se traduise par une fragilisation de sa situation économique. Les solutions envisagées par les historiens relégués ont été multiples mais surtout subies.

Il faut avant tout revenir sur l'interdiction d'enseigner émise par le régime autoritaire. En plus de l'enseignement supérieur public<sup>66</sup>, l'ensemble des degrés de l'enseignement pouvaient être concernés. La liste des personnes interdites d'enseigner dans tous les niveaux d'enseignement croise celle des historiens qui n'ont pas pu exercer dans le supérieur [Figure 84]. Par exemple, en nous limitant à la génération Oliveira Salazar, 12 historiens ont été interdits d'enseigner dans le supérieur soit la moitié de ceux en opposition<sup>67</sup>. Il faut même ajouter António José Saraiva qui a certes enseigné comme assistant mais a rapidement été exclu de l'enseignement supérieur puis de l'enseignement secondaire, public et privé, lui faisant dire qu'il avait été « purgé à 100 %<sup>68</sup> ». De nombreux historiens de la génération de la République

---

<sup>65</sup> Dans cette sous-partie, aucune historienne n'étant concernée, je n'utiliserai que le masculin.

<sup>66</sup> Voir le D1) du chapitre 6.

<sup>67</sup> Álvaro Cunhal, António Borges Coelho, Armando Castro, Augusto da Costa Dias, Fernando Piteira Santos, Joaquim Barradas de Carvalho, Mário Soares, Óscar Lopes, Victor de Sá, Jorge de Sena, José-Augusto França et José Gentil da Silva.

<sup>68</sup> Ce sont les mots, à 1'23, du journaliste Fernando Assis Pacheco, lorsqu'il présente António José Saraiva, qui passe alors pour la première fois à la télévision portugaise. Fernando Assis Pacheco précise qu'avant que

ont aussi été exclus de l'enseignement supérieur, du fait de leur opposition dès les premiers temps au régime autoritaire comme José Lopes de Oliveira, Fidelino de Figueiredo, Jaime Cortesão et António Sérgio.

Flausino Torres, historien de la génération de la transition autoritaire, n'a jamais pu intégrer l'enseignement supérieur et a été aussi exclu de l'enseignement secondaire. Il a donc décidé de donner des cours particuliers chez lui avec son épouse avant et après son exil qui s'est étendu de 1963 à 1970. Le couple a été constamment surveillé comme le confirme le rapport envoyé à la délégation de Coimbra où l'agent s'alarmait :

« Excellentissime Monsieur, [...] Dans la résidence du Professeur, Flausino Esteves Correia Torres, situé dans la Quinta de Fojo – Tondela, il existe une École d'Enseignement Privée "Secondaire", qui accepte des étudiants des deux sexes. Certains élèves de la ville de Tondela qui fréquentent ces cours, y sont parfois transportés en taxi. Alors que le Professeur Flausino Torres est déjà en train d'enseigner à nouveau, dans le canton de Tondela du district de Viseu, les suivants "commentaires" sont faits : (n. : la suite du texte est écrite en rouge) "Alors le Professeur Flausino est déjà en train d'exercer son action "politique" dans le milieu étudiant ? Quand il était Professeur au Collège Tomás Ribeiro de Tondela, en donnant des cours de sciences, il passait des heures à expliquer la "géographie" des pays "satellites", faisant croire aux élèves que seulement en RUSSIE existent de bonnes choses. Maintenant, avec les cours donnés par lui et sa femme, dans sa résidence, mieux que jamais, il peut influencer la jeunesse<sup>69</sup>" (n. : fin du passage en rouge). Il est aussi mentionné que certains élèves qui fréquentent les cours de Flausino et de son épouse, sont des élèves qui ont déjà fréquenté un grand nombre de Lycées et de Collèges, ne parvenant à rien faire dans les études, et, maintenant qu'ils sont dans cette école, ils peuvent apprendre très rapidement mais, en matière "communiste" et non de cours de lycée<sup>70</sup> ». [31 janvier 1972]

L'agent de la police politique de Lisbonne pointait la reprise de l'activité professorale de Flausino Torres dans un cadre privé. Rentré de Tchécoslovaquie en 1970, il ne militait plus au PCP qu'il avait quitté en 1968 à la suite de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie. La DGS avait connaissance de la rupture politique mais le sentiment qu'il restait un enseignant pouvant influencer les élèves durant ses cours particuliers n'en demeurait pas moins très fort. Malgré le dédain exprimé par l'agent à l'égard des élèves de Flausino Torres dans l'objectif de discréditer toute légitimité à l'historien, le passé communiste méritait une attention particulière de la police quant aux cours particuliers : Prudence était mère de sureté pour la DGS.

---

l'interview ne commence, il a parlé avec António José Saraiva et que l'expression a été utilisée par ce dernier dans une conversation privée (voir : <https://arquivos.rtp.pt/conteudos/antonio-jose-saraiva/>, consulté le 30 septembre 2020).

<sup>69</sup> Il est intéressant de voir comment l'agent a procédé pour attirer l'attention des supérieurs de la DGS, que ce soit en mettant en rouge le passage parlant du passé communiste de l'auteur mais aussi en utilisant les majuscules. La multiplication des guillemets doit aussi être perçue comme une façon de dénigrer tout ce que se rattache sémantiquement au communisme et à son application soviétique.

<sup>70</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 539, NT : 4424, feuilles 12-13.

Parfois l'évocation de la mise à l'écart de l'enseignement relevait de l'euphémisme. Par exemple, un agent de la PIDE rapportait les propos introductifs d'une conférence de José Tengarrinha en notant :

« [José Tengarrinha] a été présenté par un membre de la commission culturelle de [la Coopérative des Travailleurs du Portugal] qui a fait [son] éloge faisant référence aux circonstances particulières de sa fonction de professeur de l'enseignement technique, fonction qu'il ne peut plus exercer pour des raisons étrangères à sa volonté<sup>71</sup> ». [17 avril 1964]

La litote utilisée pour notifier au public qu'il était interdit d'enseigner par décision du pouvoir rappelait que certains historiens en opposition étaient écartés de tout type d'enseignement. Ainsi, le plus souvent, les historiens ne pouvaient qu'exprimer leur incompréhension face à une décision toujours motivée de façon confuse par le pouvoir mais dont les conséquences étaient certaines.

Malgré la situation, les historiens mis au ban résistaient. Armando Castro en fut l'illustration. Dans une interview, il mentionne les quelques cours qu'il a réussi à donner avant le 25 avril 1974, interrompant pour quelques mois l'exercice de son métier d'avocat. Il a caractérisé les très courtes périodes d'enseignement comme des « interrègnes ». Après avoir donné deux cours d'économie portugaise à l'Institut supérieur des sciences économiques et financières, il a été invité, concédant ne plus se rappeler par qui, à donner des cours dans un institut supérieur privé, l'Institut supérieur de psychologie appliquée, appartenant aux congrégations religieuses. Cependant, la reconnaissance de cet institut par l'État lui a causé du tort :

« J'ai été là-bas trois ans à faire un cours d'Introduction aux Sciences Humaines. Ensuite, comme l'Institut a voulu être reconnu publiquement pour avoir le statut de cursus supérieur, j'ai dû donner mon CV et le programme a été approuvé, mais en août 1972 j'ai reçu une notification du Secrétariat d'État de l'Enseignement Supérieur, disant que l'autorisation pour devenir professeur de l'Enseignement Supérieur ne m'était pas donnée parce que... je n'étais pas habitué à donner des cours de langue vivante. Objectivement, c'était vrai, mais ce n'était pas vraiment le sujet pour le cours donné. J'ai répondu en disant que, comme ils avaient les éléments et l'organisation du cours, cela ne porterait aucunement préjudices aux étudiants, et qu'il y avait dû avoir une confusion. Des mois plus tard, j'ai reçu une autre notification du Ministre de l'Éducation, disant qu'il y avait eu un avis défavorable de la PIDE/DGS. Toutefois, comme à cette époque il y avait une disposition légale, du temps de Marcelo, selon laquelle cet avis de la police politique n'était nécessaire que pour les fonctionnaires publics, j'ai envoyé une autre lettre, appelant à prendre en compte cet aspect. Des mois plus tard, on m'a répondu du disant "la PIDE/DGS ne s'est pas prononcée sur votre position politique, mais sur votre manque de moralité". J'ai fait un recours au

---

<sup>71</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1326/51, NT : 2692, feuille 41.

Tribunal Suprême Administratif, car cela n'était pas vrai. La PIDE, avec ses fonctions spécifiques, s'était prononcée sur des aspects politiques<sup>72</sup>. »

Ainsi, l'enseignement privé pouvait apparaître comme un espace de relative liberté, mais à partir du moment où une Institution demandait une reconnaissance de l'État, le pouvoir se mêlait des différentes nominations. Armando Castro s'est donc vu refuser le poste. La multiplication des prétextes dissimulait les motivations politiques. Il est par ailleurs intéressant de voir que si la police politique est mentionnée par les autorités compétentes, il y avait toujours une forme de déresponsabilisation et l'avis de la police politique semblait faire jurisprudence, devenant incontestable. Son éviction se produisit en 1972, soit en pleine période marcelliste pourtant perçue comme une période de timide ouverture du régime. Pour un grand nombre d'opposants et de militants d'extrême-gauche, l'ouverture n'a donc été que de façade et les mêmes vieux procédés ont été utilisés pour les sanctionner.

Victor de Sá a lui aussi eu une mauvaise surprise. Il a appris par télégramme l'impossibilité d'enseigner comme précisé dans un rapport de la PIDE :

« En 1959, il fut, par concours, nommé professeur de l'École de commerce de Braga, nomination qui fut, cependant, annulée par télégraphe 24 heures après. Par décision du Conseil des Ministres, il fut empêché, à la même époque, de prendre une quelconque fonction publique<sup>73</sup>. [Non daté]

Il a réagi, écrivant au Conseil des ministres à la fin de l'année 1959. Il entendait comprendre pourquoi un obstacle s'était élevé :

« Excellences, le 2 octobre, le requérant a reçu à son domicile une notification de la Direction Générale de l'Enseignement Technique Professionnelle, datée de la veille, le 1<sup>er</sup> octobre, lui demandant de se présenter dans un délai de trois jours à l'École Industrielle et Commerciale de Braga, où il était placé comme professeur provisoire, ayant été habilité par concours public et ayant été admis, comme consultable dans le *Journal du Gouvernement* du 10 septembre. [...] Le jour suivant, le 3 octobre, le Directeur de l'École lui a communiqué oralement qu'il avait reçu tôt le matin un appel téléphonique du Directeur Général l'informant que la nomination était caduque, car il y avait eu une erreur, il n'a pas spécifié la nature de l'erreur et n'a pas fait référence à la notification du Conseil des Ministres. [...] Le 14 octobre, le requérant a reçu à son domicile cinq circulaires de la Direction Générale de l'Enseignement au lycée, une datée du 10 et les autres du 12 octobre, le consultant pour savoir s'il acceptait de prendre fonction jusqu'à la fin de l'année scolaire dans un quelconque lycée de Chaves, Portalegre, Horta, Ponta Delgada et Funchal, ce à quoi il a répondu le jour même, qu'il ne pouvait pas être sujet à une valse et contre-valse de nominations de non-nominations, et qu'il entendait ne pas prendre une décision sans

---

<sup>72</sup> António ALMODOVAR, Augusto Santos SILVA, « Entrevista ao Prof. Armando Castro », dans *Cadernos de Ciências Sociais*, Porto, vol. 8-9, 1990, pp. 5-29.

<sup>73</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 9095, NT : 3594, feuille 105.

que Son Excellence le Ministre ne se prononce sur la réclamation présentée en temps voulu<sup>74</sup>. »

Ainsi, Victor de Sá se plaignait de la façon dont sa candidature, pourtant validée, a été malmenée. Les propositions compensatoires entraient en contradiction totale avec la notification d'interdiction d'enseignement. Elles étaient par ailleurs une provocation dans la mesure où les postes proposés se situaient dans des zones très périphériques du Portugal continental (Chaves, Portalegre) ou bien aux Açores (Horta, Ponta Delgada) et à Madère (Funchal), établissements très certainement peu demandés car éloignés des grands centres urbains. Sachant qu'il vivait depuis de nombreuses années à Braga et était à ce moment-là âgé de 38 ans et avait déjà une famille, le pouvoir savait pertinemment qu'il ne prendrait pas un poste au pied levé, alors que l'année scolaire était déjà entamée. Ce refus dédouanait astucieusement le pouvoir qui pouvait ainsi arguer qu'il avait tout de même formulé une proposition, cela lui permettait d'affirmer que Victor de Sá n'était pas si déterminé à enseigner. Ayant toutes les cartes en main, de la sanction de la police politique à la proposition de poste, le régime autoritaire était toujours gagnant.

L'impossibilité d'enseigner mettait certains historiens en opposition dans une situation économique précaire. Privés de revenus quand la notification de l'interdit d'enseignement tombait, l'argent venait à manquer, alors l'écriture de l'histoire devenait secondaire. L'exemple de Flausino Torres illustre le bouleversement du changement de situation professionnelle et les difficultés financières endurées par l'interdiction d'enseignement. Ainsi, dans une feuille d'information de la sous-délégation de la PIDE, un agent consignait :

« Le Dr. FLAUSINO TORRES qui passe pour être publiquement reconnu comme étant un démocrate, est considéré par des personnes qui le connaissent de près comme un militant d'extrême-gauche. Présentement, il fait face à des difficultés économiques, mais malgré tout il a préféré être renvoyé de la fonction d'enseignant du Collège Tomaz Ribeiro de Tondela, plutôt que de s'abstenir d'activités politiques, comme il lui avait été demandé par le directeur du collège mentionné<sup>75</sup> ». [2 février 1962]

Par ailleurs, face à l'impossibilité d'enseigner, que faire ? L'écriture de l'histoire n'était pas une activité qui, à elle seule, rapportait des revenus suffisants pour vivre<sup>76</sup>. António Borges

---

<sup>74</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 463/46, NT : 2567, feuilles 71 et 72.

<sup>75</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 539, NT : 4424, feuille 61.

<sup>76</sup> Cette observation ne s'applique pas qu'au Portugal autoritaire, elle est une constante sauf pour les quelques succès éditoriaux inespérés. En se penchant sur l'exemple français, Valérie Tesnière rappelle qu'outre l'exception phare, « daté[e] et isolé[e] » d'Emmanuel Leroy Ladurie, *Montaillou, village occitan*, et ses 203 540 lectrices et lecteurs en 1998, les biographies historiques parviennent à se vendre le mieux. De plus, La moitié des livres d'histoire en France ne dépassent pas les 1 191 volumes et les livres qui excèdent la centaine de milliers d'exemplaires



Coelho a donné un exemple très concret de ce que lui a rapporté son livre *La Révolution de 1383*, publié en 1965. Dans une interview parue le 27 septembre 1973, dans le *Journal de Lisbonne*, intitulée « Borges Coelho “Ni découragement, ni abandon” », il remarque :

« Avec les livres sous forme d’essai, je n’ai jamais eu de difficulté pour les publier, mais j’estime que cela ne me suffit pas pour dire que je me considérais comme satisfait. Il faudrait peut-être envisager le problème d’un autre angle : la rentabilité de l’activité d’auteur. Je vous donne un exemple *La Révolution de 1383*, un de mes premiers livres de structure historique que j’ai publiés, a impliqué un investissement théorique de près de sept ans de travail. Le livre a été publié et il m’a rapporté sept mille<sup>77</sup> (n. : *sete contos*) escudos de droit (*rives*), soit une moyenne de mille par an<sup>78</sup>. »

Avec un revenu par an équivalent à 211€ actuels, l’activité d’écrivain n’était effectivement pas des plus rémunératrices. Écrire de l’histoire relevait du loisir et non du gagne-pain. António Borges Coelho, comme beaucoup d’autres historiens, était obligé de trouver des compléments de salaire afin de ne pas vivre dans une trop grande précarité.

Les droits d’auteur d’un livre d’histoire pouvaient certes être négociés pour tenter de tirer des revenus un peu plus importants. Alors qu’António José Saraiva était sur le point de sortir *L’Inquisition et les Nouveaux Chrétiens*, il a demandé à Óscar Lopes quelles étaient les conditions d’édition chez Inova, où ce dernier travaillait en les comparant aux conditions proposées par Europa-América :

« Je suis d’accord avec les conditions proposées, mais pour ce qui concerne le pourcentage, Europa-América me paie habituellement 12 %. Nous pourrions trouver un accord qui je suis sûr plaira à l’éditeur. Il me paie à 10 % jusqu’à 2 000 exemplaires vendus, 15 % pour les suivants. C’est une formule utilisée chez América. D’un autre côté, ce contrat sera uniquement valable pour la 1<sup>re</sup> édition. J’attends donc un projet de contrat ou un simple lettre. Il est important que figure dans le texte le délai de parution du livre (jusqu’à la fin de l’année)<sup>79</sup>. » [Paris, juillet 1968]

La mise en concurrence des maisons d’édition restait le privilège d’un auteur qui connaissait un certain succès à la fin des années 1960. Toutefois, la marge était relativement faible, d’autant qu’il fallait prendre en compte les risques pris par certaines maisons d’édition en faisant paraître

---

sont rares (Valérie TESNIÈRE, « La production éditoriale en histoire », dans Valérie TESNIÈRE (éd.), *Histoire en bibliothèque*. Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, « Bibliothèques », 2009, pp. 67-99).

<sup>77</sup> En utilisant le convertisseur disponible sur le site PORDATA – équivalent de l’INSEE –, il est possible de faire une conversion avec la valeur actuelle de l’euro (2020) : 7000 escudos de 1973 équivalent à 1478€ euros actuellement, soit par année 211€. En sachant que le salaire minimum actuel au Portugal est de 635 euros en 2020, les revenus tirés sont très faibles (Voir le convertisseur disponible sur la page d’accueil, tout en bas : <https://www.pordata.pt/PortugalHome.aspx>, consulté le 8 octobre 2020)

<sup>78</sup> Dossier António Borges Coelho, ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 411, NT : 1409, feuille 2.

<sup>79</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, pages 182 et 183.

les livres d'opposants. En effet, en plus des contraintes budgétaires, les pressions de la police politique et les interdictions de circulation de livres engendraient des coûts supplémentaires.

L'instabilité financière était courante pour beaucoup d'historiens en opposition. À la moindre mauvaise surprise, les ressources manquaient. António José Saraiva l'illustre. Le pouvoir a « décrété [son] total et définitif éloignement de l'enseignement public et privé<sup>80</sup> » à la suite de son incarcération de 1949 pour activités politiques au sein du PCP. Vivant de petits travaux intellectuels, il a dû avoir recours à l'aide de ses parents à 41 ans comme il le concède à Óscar Lopes :

« Mon Cher, J'étais dans l'attente de tes nouvelles et j'ai décidé de t'écrire sans les attendre. Comme si je n'avais pas déjà assez de problèmes, d'autres ont surgi et m'ont donné beaucoup de tracas. Mon partenaire de la Guilde du Livre, ratant un rendez-vous, a refusé de me payer le fascicule que je lui ai rendu le jour convenu (le dernier jour de février, date qu'il avait fixée). Sur cet argent reposait ma vie, et je comptais sur cet argent pour couvrir la charge des deux mois de dépenses passées. Cela m'a mis dans une situation impossible. J'ai dû accepter l'aide de mes parents et demander une petite avance d'argent pour un travail prévu chez Sá da Costa<sup>81</sup> ». [23 mars 1958]

Le moindre imprévu provoquait donc des difficultés et chaque rentrée d'argent était importante lorsqu'un historien décidait de maintenir l'activité intellectuelle à tout prix. L'inquiétude, les tracas financiers agitaient l'existence de nombreux historiens en opposition. Ainsi, il fallait parfois solliciter l'aide familiale. À l'inverse, certains historiens en opposition venaient de milieux sociaux très privilégiés et n'étaient pas confrontés à ces problématiques. Par exemple, Joaquim Barradas de Carvalho provenait d'une riche famille de l'Alentejo et n'a pas rencontré de difficultés financières malgré son engagement au PCP<sup>82</sup>. De plus, comme déjà évoqué, l'essentiel des historiens provenait de milieux favorisés<sup>83</sup>. En conséquence, leur perception de la fragilité de leur situation financière et leur insistance sur les difficultés à travers leurs discours doivent être observées au regard de leurs attentes et de leurs habitudes de confort de vie, bien plus élevées qu'une très large partie de la population portugaise, pauvre, rurale et sans accès aux biens de première nécessité<sup>84</sup>.

Privé d'enseignement, des historiens ont voulu exercer une profession qui restait liée à l'écrit. Un certain nombre d'entre eux étaient employés dans des maisons d'édition, leur

---

<sup>80</sup> Luís Ramalhosa GUERREIRO, « António José Saraiva », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>81</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *op. cit.*, p. 46.

<sup>82</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES, « Joaquim Barradas de Carvalho », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>83</sup> Voir le II)2) du chapitre 2.

<sup>84</sup> Voir le repère « Portugal : une puissance pauvre ».

permettant de rester liés au milieu culturel portugais. Par exemple, Vitorino Magalhães Godinho, après ses deux expulsions à dix-huit ans d'écart, s'est mis à travailler au Portugal dans plusieurs maisons d'édition et a même dirigé quelques collections. Après l'expulsion de 1944, il est devenu directeur de la collection « La marche de l'humanité » (*a marcha da Humanidade*) lancée par les Éditions Cosmos puis après celle de 1962, il a travaillé à la fois pour Sá da Costa et Cosmos où il a repris la collection « La marche de l'humanité » et s'est chargé de l'édition portugaise de la collection « Destins du Monde », dirigée par Febvre-Braudel<sup>85</sup>. Il résumait sa nouvelle vie subie à Fernand Braudel dans une lettre datée du 2 novembre 1964 : « Au point de vue moral, nous essayons de tenir malgré la bourrasque. Je gagne ma vie en travaillant pour des maisons d'édition<sup>86</sup>. » L'économie de mots révélait néanmoins son amertume. En effet, il avait décidé de quitter une carrière pratiquement garantie en France pour enseigner au Portugal mais après son expulsion de 1962, il s'est retrouvé hors-circuit et proscrit de l'enseignement.

Augusto da Costa Dias a occupé une fonction importante dans la mesure où il était directeur littéraire chez Portugália Editora entre 1959 et 1968<sup>87</sup>. Fernando Piteira Santos a été pendant de nombreuses années employé chez Europa-América en tant que traducteur et auteur de nombreuses préfaces, avant de fuir le Portugal<sup>88</sup>. En tant qu'employés dans des maisons d'édition, les historiens proposaient régulièrement à des amis de faire des traductions, signe d'une solidarité certaine face à leur instabilité financière. Les traductions pouvaient être un moyen d'avoir quelques rentrées d'argent tout en conservant un pied dans le domaine de la culture. Vitorino Magalhães Godinho, a ainsi fait une proposition à António José Saraiva :

« Cher Saraiva, Je suis rentré il y a quelques jours de Paris, et je suis en train de reprendre la direction de "la marche de l'Humanité". Je vous écris pour vous demander si vous accepteriez de traduire et annoter "La Pensée européenne au XVIII<sup>e</sup> siècle" de Paul Hazard (édition Boivin) que nous publierons à la suite de "La Crise de Conscience européenne 1680-1715" du même auteur, traduction que j'ai proposée à Óscar. Pour la traduction et l'annotation, le prix est de quatre mille escudos, donnés au moment où le livre est mis en vente, et on vous donne cinq exemplaires<sup>89</sup>. » [23 aout 1947]

Ainsi, alors qu'il commençait à percevoir sa bourse de recherche du CNRS, Vitorino Magalhães Godinho a gardé une fonction au sein de la maison d'édition où il travaillait. En consultant le

---

<sup>85</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES, « Vitorino Magalhães Godinho », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>86</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, dossier Vitorino Magalhães Godinho, feuille 49.

<sup>87</sup> Christophe ARAÚJO, « Augusto da Costa Dias », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>88</sup> CENTRO DE DOCUMENTAÇÃO DO 25 DE ABRIL, *Fernando Piteira Santos : português, cidadão do século XX*, Coimbra, CD25A, 2004, pages 18 et 19.

<sup>89</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N<sup>o</sup>P : 14 667, NT : 3683, feuille 151. Il s'agit d'une des lettres confisquées par la PIDE lors de la rétention de ce dernier en 1949.

catalogue de PORBASE, Óscar Lopes a bien traduit *La Crise de Conscience européenne 1680-1715*, paru en 1948 chez « *Edições Cosmos* », mais António José Saraiva ne semble pas avoir accepté la proposition pour *La pensée européenne au XVII<sup>e</sup> siècle*. En effet, la traduction la plus ancienne date de 1974 et a été faite par Carlos Grifo Babo chez « *Presença* ».

Fernando Piteira Santos a lui aussi proposé à António José Saraiva des traductions. Dans une lettre dactylographiée écrite par Fernando Piteira Santos et adressée à António José Saraiva, celui-là précise :

« Cher ami, Un de ces jours je répondrai à votre lettre. Cependant pour aujourd'hui je vais vous parler d'un travail : Voulez-vous traduire un petit volume (n. : *volumito*) pour une collection de vulgarisation que Europa-América va lancer ? Nous sommes au début, nous avons des droits d'auteur à honorer et les prix des traductions sont modestes. Nous payons 500 escudos par volume de la collection *Que sais-je ?*, l'original dactylographié et une copie. Cela vous intéresse-t-il ? Si oui, dites-le-moi par retour de courrier. Je me disais que vous pourriez traduire le n° 47 de *Que sais-je ?*, *Les Grandes Philosophies*. Avez-vous ce volume ? Voulez-vous que je vous l'envoie ? Salutations affectueuses, (signature)<sup>90</sup> ». [21 février 1949]

António José Saraiva ne semble pas l'avoir acceptée car sa traduction n'est pas disponible sur le catalogue de PORBASE. Cependant, cette proposition est le signe de la solidarité existant entre les historiens en opposition, où les réseaux opposants sont activés pour donner du travail aux personnes proches.

Les traductions entreprises par les historiens en opposition restaient liées à l'histoire malgré quelques incursions originales possibles mais sporadiques comme chez Augusto da Costa Dias. Dans les trois traductions qu'il a faites, deux concernent l'histoire *La Vie quotidienne au temps de la Révolution française* de Jean Robiquet en 1962 et *La Vie quotidienne au temps de Louis XIV* de Georges Mongrédien en 1963. Ces deux livres ont été publiés aux Éditions du Brésil. Le troisième est un livre d'actualité politique portant sur le conflit israélo-palestinien. Il s'agit d'une traduction de *Palestine, liberté ou la mort* d'Ania Francos de 1970 et publié chez Seara Nova<sup>91</sup>. L'univers de l'édition offrait donc quelques possibilités pour les historiens en opposition.

Ensuite, on distingue d'autres métiers liés à une pratique écrite mais s'éloignant progressivement de l'histoire. La première profession pouvant être relevée est celle de journaliste. José Tengarrinha a par exemple commencé tôt cette activité, alors qu'il était encore étudiant.

---

<sup>90</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 175.

<sup>91</sup> Je reprends ici le développement fait dans la biographie d'Augusto da Costa Dias que j'ai écrite, voir auparavant pour la référence.

Cela lui a permis de financer ses études dans la mesure où son père, mécontent qu'il ne suivît pas la voie souhaitée, avait refusé de l'aider. Il a poursuivi l'activité en parallèle à celle d'enseignant dans le secondaire mais une fois que l'enseignement lui a été interdit, il s'est consacré uniquement à l'activité journalistique<sup>92</sup>. António Borges Coelho a aussi été journaliste pour plusieurs journaux dont le journal *Capital*<sup>93</sup>. Il a cependant décidé d'arrêter car : « les seules choses originales qui restaient à faire dans ce métier était de suivre les policiers et les voleurs, car tout le reste venait déjà cuisiné par les ministères et il ne restait que les informations émanant d'autres agences de presse<sup>94</sup>. » Alors que la profession de journaliste aurait pu paraître une activité professionnelle intéressante, la déception d'António Borges Coelho rappelle l'importance de la censure, notamment durant la guerre coloniale où elle s'exerçait sans discontinuer afin de contrôler les informations diffusées.

Une autre activité a capté un certain nombre d'historiens même si cela ne semblait pas leur secteur de prédilection : les agences de publicité. Ils y ont été recrutés pour leur habileté dans le maniement des mots et leur créativité comme le remarque José Tengarrinha :

« J'ai ainsi précairement, très précairement, tenu jusqu'à ce que j'aie travaillé pour une agence de publicité où allaient souvent les persécutés, les écrivains, les journalistes et les poètes. Ils étaient engagés par les agences de publicité du fait de leur préparation littéraire et de leur créativité. De fait, j'ai travaillé là-bas quelques années avec un salaire très bas, mais réussissant à tenir et en même temps je continuais mes études historiques<sup>95</sup>. »

Augusto da Costa Dias a lui aussi travaillé pour l'agence de publicité Latina-Thompson entre 1968 et le 25 avril 1974<sup>96</sup>. Cette activité professionnelle pourrait surprendre pour des militants communistes mais face aux difficultés financières traversées, la publicité paraissait une alternative recevable. Armando Castro, lui, a maintenu son activité d'avocat durant l'ensemble de la période dictatoriale. Il n'aimait cependant aucunement ce métier et l'exercer a été une véritable souffrance pour lui. Dans une interview, alors qu'une question sur la fin de ses études en sciences juridiques et politiques lui était posée, quand l'intervieweur a mentionné son activité d'avocat, Armando Castro coupe en ajoutant « forcé » puis a ajouté :

---

<sup>92</sup> Évoqué dans son entretien, (entretien avec José Tengarrinha page 2), José Tengarrinha a été journaliste professionnel pour le journal *República* à partir de 1953 et il a occupé la fonction de chef de rédaction du *Diário ilustrado* jusqu'en 1962 (voir la rubrique nécrologique écrite par Viriato Soromenho Marques dans le journal *Diário de Notícias* : <https://www.dn.pt/opiniao/opiniao-dn/viriato-soromenho-marques/jose-manuel-tengarrinha-1932-2018-o-homem-que-amava-a-verdade-e-nao-sabia-odiar-9532400.html>, consulté le 10 octobre 2020).

<sup>93</sup> Entretien avec António Borges Coelho, page 6. Il a été dans cette rédaction entre février 1968 et décembre 1969 (David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, p. 37).

<sup>94</sup> Entretien avec António Borges Coelho, page 10).

<sup>95</sup> Entretien de José Tengarrinha, page 2.

<sup>96</sup> Christophe ARAÚJO, « Augusto da Costa Dias », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

« Je veux dire la chose suivante : j'ai exercé la profession d'avocat, comme j'aurai pu exercer n'importe quelle autre, absolument *à contre-cœur* (n. : en français et écrit ainsi dans le texte) parce que je partageais l'exercice de cette profession, afin d'avoir le minimum indispensable pour subsister, avec ma recherche. [À la question s'il aimait ce métier il répond] ah mais je n'aimais pas du tout ! (*Rires*)... Par ailleurs si j'avais été secrétaire dans un bureau d'avocat, cela aurait été la même chose. Ce que je voulais c'était du temps pour me consacrer à la recherche. J'ai vécu 31 ans comme une crucifixion quotidienne ; je travaillais le minimum indispensable pour assurer ma subsistance et celle de ma famille, pour avoir du temps libre pour la recherche qui était à ma charge. Je n'avais même pas accès aux bibliothèques des Facultés. C'est seulement à la fin de la période marcelliste que, par l'intermédiaire d'un professeur, j'ai réussi à y avoir accès. Même pour faire des recherches aux Archives Historiques, je me déplaçais à ma charge : je microfilmait les documents avec une petite Leika et une lampe survoltée que j'apportais. Après je rentrais, je développais et passais tout cela en taille postale, parce que sinon c'était très volumineux, et je lisais tous les documents avec une loupe<sup>97</sup> ».

Le bilan de trente années comme avocat était donc décevant pour lui. Son existence d'équilibre, entre l'angoisse de manquer de temps pour se consacrer à la recherche qui le passionnait et de l'autre côté « la crainte d'avoir des difficultés pour payer le loyer » était entière. Cette profession valorisée dans la société portugaise ne l'était pas du tout à ses yeux car elle n'était qu'une voie de secours et surtout une entrave à son activité scientifique. De plus, sa pratique semblait l'éloigner encore plus du milieu universitaire, alors que bien d'autres professions donnaient la possibilité de conserver des liens avec le monde du savoir, comme par exemple bibliothécaire ou archiviste.

À tous ces métiers, il faut ajouter tous ceux occupés, parfois rapidement, mais permettant aux historiens en opposition d'avoir le minimum pour subvenir à leurs besoins. António Borges Coelho a précisé ainsi qu'il a occupé une trentaine de postes : « C'était très compliqué. J'ai eu une vingtaine ou une trentaine d'emplois. C'était prise de fonction et sortie rapidement. Je vivais fondamentalement de traductions et de cours particuliers. J'ai ainsi organisé ma vie<sup>98</sup> ». Précisions cependant que l'énumération ou bien la mention d'autres emplois éloignés du champ du savoir est régulièrement absente des notices biographiques, peut-être par omission des auteurs ou bien parce que les personnes concernées n'ont pas voulu en parler. Il y a donc très certainement tout un ensemble de petits métiers qui n'ont été mentionnés par les acteurs, leur permettant de se maintenir financièrement et, parfois, d'écrire de l'histoire.

\*

\* \*

---

<sup>97</sup> António ALMODOVAR, Augusto Santos SILVA, « Entrevista ao Prof. Armando Castro », dans *Cadernos de Ciências Sociais*, Porto, vol. 8-9, 1990, pp. 5-29.

<sup>98</sup> Entretien avec António Borges Coelho, page 7.

Pour les historiennes et historiens en opposition, rester au Portugal impliquait de travailler en s'adaptant autant que possible au contexte autoritaire. Une fois les études d'histoire terminées, l'enseignement semblait être la voie la plus indiquée. Elle l'a été pour les quelques historiens qui ont pu enseigner dans l'enseignement supérieur. D'autres ont parfois été professeurs de l'enseignement secondaire voire primaire. Cependant, à tous les degrés d'enseignement, la surveillance du pouvoir était active. La police politique pouvait empêcher une personne d'obtenir un poste voire inciter un professeur à la démission.

L'impossibilité d'enseigner a constitué une réalité pour un certain nombre d'historiens. Ils ont donc dû trouver une autre activité professionnelle, par défaut. Souvent, cette autre activité était liée au monde du livre comme l'édition ou bien la traduction. Ils ont aussi pu pratiquer une activité liée à l'écrit comme le journalisme. Toutefois, bien d'autres métiers ont pu être exercés. L'objectif était avant tout d'avoir les conditions matérielles pour vivre décemment et, si possible, disposer de temps pour pouvoir faire des recherches et écrire de l'histoire. Le temps pouvait alors manquer pour écrire l'histoire.

Par ailleurs, la situation d'un grand nombre de scientifiques portugais restait instable et elle pouvait vaciller à tout instant par une simple lettre ou un appel téléphonique. L'exil pouvait apparaître comme une solution profitable pour certains historiens en opposition. Sans forcément se détourner complètement du pays quitté, l'espoir de ressentir la liberté au-delà des frontières était devenu une nécessité.

## II) Partir : Les historiens en opposition et les chemins de l'exil

Le départ des historiens de leur territoire est une histoire ancienne. Pascal Payen, qui s'est intéressé aux historiens sans-cité de l'Antiquité grecque, a analysé le regard porté par Plutarque sur Thucydide fuyant Athènes pour avoir échoué devant Amphipolis, et a observé que :

« L'exil conduit à l'écriture. L'exil et l'écriture deviennent les deux conditions de possibilité d'un savoir de type nouveau qui organise le va-et-vient entre le *hic et nunc* de l'enquêteur et le passé qu'il convoque dans le geste d'écriture. [...] L'exil est la pierre angulaire de l'identité intellectuelle de l'historien de langue grecque<sup>99</sup> ».

Il faut ajouter l'exemple d'Hérodote qui a lui aussi écrit loin d'Halicarnasse, sa cité d'origine, après s'être exilé pour fuir le tyran local. Les deux premiers historiens de l'histoire occidentale étaient donc des exilés. En conséquence, il y a dans l'éloignement géographique, dans le déracinement lié à l'exil, quelque chose de constitutif de la discipline historique.

L'acte de départ, de gré ou de force, doit être interrogé. Ainsi, les historiens en opposition portugais ont-ils été contraints de partir ou bien était-ce un choix libre ? Faut-il parler d'exil ou bien de migration pour caractériser le départ des historiens portugais<sup>100</sup> ? La migration est définie comme un « déplacement volontaire d'individus ou de populations d'un pays dans un autre ou d'une région dans une autre, pour des raisons économiques, politiques ou culturelles<sup>101</sup> ». L'exil, lui, relève de la contrainte. Il existe depuis l'Antiquité :

« En tant qu'éloignement forcé au-delà des frontières de la cité ou de l'empire, l'exil était alors une peine spécifique, inférieure seulement à la peine de mort, et qui continue à être pratiquée pendant le Moyen âge et jusqu'à l'époque moderne. S'il disparaît ensuite en tant que mesure juridique d'expulsion, il n'en continue pas moins d'exister dans la réalité<sup>102</sup> ».

---

<sup>99</sup> Pascal PAYEN, « Les historiens grecs, entre la cité et l'exil », dans *Incidenza dell'Antico*, né 8, 2010, pp. 11-37.

<sup>100</sup> De fait, dans le cadre de l'organisation d'un colloque à Lisbonne en mai 2018 intitulé « Faire de l'histoire sous des régimes dictatoriaux », le titre de l'intervention de Miriam Halpern Pereira « témoignage d'une historienne en exil durant l'*Estado Novo* » a provoqué quelques difficultés. Après avoir envoyé à l'ensemble des participants et participantes le programme, j'ai reçu un mail de Miriam Halpern Pereira me demandant de l'appeler rapidement. Une fois en liaison téléphonique avec elle, elle me confessa qu'elle était emb t e par le terme « exil », se considérant comme une  migr e qui avait suivi son mari, qui lui avait dû s'exiler du fait de son activité politique, lors de son long séjour en France. Elle me demanda donc s'il était possible de changer le titre, mais il fut trop tard pour modifier le programme et nous d mes faire avec.

<sup>101</sup> Voir la définition donnée par le dictionnaire Larousse de « migration », consultée le 13 octobre 2020 : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/migration/51399>.

<sup>102</sup> Geneviève DREYFUS-ARMAND, Bruno GROppo, « Objectifs de la journée d'études "Exilés et réfugiés politiques dans la France du XX  s cle" », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, né 44 intitulé « Exilés et réfugiés politiques dans la France du XX  s cle » sous la direction de René Girault, 1996, pp. 6-8.



Il a une dimension politique claire, quelle que soit la langue<sup>103</sup>. Il y a parfois une imbrication des aspects politiques et économiques, y compris pour l'émigration portugaise des années 1960 :

« Il est difficile de distinguer nettement émigration “politique” – dont relève “l'exil” – et émigration “économique”. En réalité, les deux phénomènes sont souvent liés et se recourent au moins partiellement. [...] Même remarque pour les nombreux jeunes Portugais venus en France dans les années 1960 pour ne pas servir dans une armée engagée dans des guerres coloniales ; d'ailleurs, la majeure partie des militants portugais a préféré [...] se fondre dans l'immigration économique plutôt que de revendiquer des statuts de réfugiés politiques qui auraient permis de les retrouver dans cette catégorie statistique<sup>104</sup> ».

Toutefois, la dimension politique est revenue de façon lancinante dans les témoignages et les biographies des historiens en opposition. Que ce soit dans l'exil forcé après le coup d'État du 28 mai 1926, l'impossibilité d'enseigner prononcée par la police politique, le refus de participer à la guerre coloniale, le politique embrassait l'ensemble des trajectoires migrantes des historiens en opposition. Le terme le plus approprié semble donc celui d'exil, y compris pour les deux femmes historiennes, Maria Nizza da Silva et Miriam Halpern Pereira, sorties librement du pays pour accompagner leur mari qui ne voulaient pas combattre pendant la guerre coloniale et avaient une activité politique intense. Si elles pouvaient rentrer librement au Portugal contrairement à leurs maris, par leur histoire familiale, elles vivaient en exil.

Le phénomène de l'exil portugais pendant le régime autoritaire a déjà été étudié<sup>105</sup>. Il s'insère dans le mouvement des historiens, et plus généralement des intellectuels – voire tout simplement des hommes et des femmes – fuyant des régimes dictatoriaux en multiplication au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Beaucoup des vagues de départs contraints ont fait l'objet de recherches notamment les mouvements résultants de l'installation du régime nazi en Allemagne puis dans les territoires annexés<sup>106</sup>. Les personnes sont parties et se sont fixées aux États-Unis<sup>107</sup>, au

---

<sup>103</sup> Le terme anglais *exiled* a pour synonyme le mot français *émigré*. L'origine de cette utilisation vient du départ de la noblesse pour fuir la Révolution française et le terme est resté. La définition d'*émigré* donnée par le dictionnaire de Cambridge est « une personne qui doit quitter son pays de façon permanente, usuellement pour des raisons politiques ». C'est donc bien la dimension politique qui est retenue principalement. (<https://dictionary.cambridge.org/fr/dictionnaire/anglais/emigre?q=%C3%A9migr%C3%A9>, consulté le 13 octobre 2020). En revanche en portugais, le mot *exílio* est défini comme l'« acte ou effet de s'exiler, s'expatrier ; sortie volontaire ou forcée de sa patrie ; bannissement », la dimension contrainte n'est donc pas la seule qui est retenue, même si elle prime (voir <https://www.infopedia.pt/dicionarios/lingua-portuguesa/ex%C3%ADlio>, consulté le 14 octobre 2020).

<sup>104</sup> Geneviève DREYFUS-ARMAND, Bruno GROppo, *op. cit.*

<sup>105</sup> Voir l'ouvrage collectif *Le temps de l'exil portugais (1926-1974), France, Espagne, Afrique du Nord*, Paris, Éditions Riveneuve, 2017.

<sup>106</sup> C'est le cas des philosophes du Cercle de Vienne, dont beaucoup de membres étaient juifs et sont, partis surtout aux États-Unis après l'*Anschluss* (Anastasios BRENNER, « Le positivisme logique : le cas du Cercle de Vienne », dans *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, vol. 67, n° 2, 2011, pp. 119-133).

<sup>107</sup> Principale terre d'accueil des scientifiques, les États-Unis ont accueilli aussi bien des scientifiques déjà formés que la seconde génération, plus jeune et formée aux États-Unis (voir Andreas W. DAUM, Hartmut LEHMANN,

Royaume-Uni<sup>108</sup> ou bien en Israël<sup>109</sup> après avoir transité pour un certain nombre d'entre elles par la France voire le Portugal. Souvent, les migrants et les exilés apportaient de nouveaux savoirs avec eux et ont pu avoir une influence dans le pays d'accueil. Ainsi, Mitchell G. Ash a insisté sur la dynamique créée par le départ d'Allemagne d'un grand nombre de scientifiques<sup>110</sup>.

Étudier l'exil invite aussi à penser ses conséquences pour les individus qui l'endurent. Alexis Nuselovici parle de l'exil comme d'une expérience exilique, « qui est une condition et une conscience », où l'exilé est « à la fois, et non pas successivement, émigrant et immigrant. Il ne cesse de l'être, revendiquant et impliquant deux territorialités<sup>111</sup> ». J'insisterai, justement sur ce mouvement d'entre deux, liant le pays délaissé et le pays d'accueil. Toutefois, la personne émigrant ou fuyant n'est pas pour autant un trait d'union entre les deux territoires. Au contraire, l'émigration la met dans une situation un peu à part. De nombreux penseurs insistent sur cette position d'entre-deux comme Edward Saïd<sup>112</sup> mais aussi Siegfried Kracauer<sup>113</sup>. Elle provoque une « double absence » comme l'a formulée Abdelmalek Sayed<sup>114</sup>. Jamais

---

James J. SHEEHAN (éd.), *The Second Generation, Émigrés from Nazi Germany as historians*, New York, Berghahn Books, 2016).

<sup>108</sup> Voir Peter ALTER (éd.), *Out of the Third Reich, Refugee Historians in Post-War Britain*, Londres, I.B. Tauris, 1998. Ce livre est un ensemble de témoignages d'historiens qui reviennent sur leur parcours. Beaucoup sont arrivés au Royaume-Uni alors qu'ils étaient jeunes. Parmi ces « Britanniques du continent » (*Continental Britons*), on compte notamment Eric Hobsbawm. Voir le livre : Marion BERGHAN, *Continental Britons : German Jewish-Refugees from Nazi Germany*, New York-Oxford, Berghahn Books, 1984.

<sup>109</sup> Notamment le chapitre 2 de « The tensions of Historical Wissenschaft, The Émigré Historians and the Making of German Cultural History » de Steven E. Aschheim, *Beyond the Border, The German-Jewish Legacy Abroad*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2007, pp. 45-80.

<sup>110</sup> Mitchell G. ASH, « Forced Migrations and Scientific Change After 1933. Step toward a New Approach », dans Roberto SCAZZIERI, Raffaella SIMILI (éd.), *The Migration of Ideas*, Sagamore Beach, Watson Publishing International LLC, 2008, pp. 161-178.

<sup>111</sup> Alexis NUSELOVICI (NOUSS), « Étudier l'exil », dans *Fondation Maison des Sciences de l'Homme- Position Paper*, n° 9, septembre 2013, sans pagination.

<sup>112</sup> « La condition de l'exil est exemplaire du statut de l'intellectuel, en tant qu'*outsider* : ne jamais être pleinement en phase, se sentir toujours extérieur au monde sécurisant et familier des indigènes, bref, s'efforcer d'éviter et même honnir les pièges de l'adaptation et du bien-être national. Métaphysiquement parlant, l'exil est pour l'intellectuel un état d'inquiétude, un mouvement où, constamment déstabilisé, il déstabilise les autres. Pas plus qu'il ne lui est possible de revenir en arrière et de retrouver la stabilité de son "chez-soi", il ne peut davantage, hélas, se reconnaître pleinement dans son nouveau pays » (chapitre « L'exil intellectuel : expatriés et marginaux » dans Edward SAÏD, *Des intellectuels et du pouvoir*, traduit par Paul Chemla, Paris, Seuil, 1996, p. 69).

<sup>113</sup> « La vie elle-même crée quelquefois de tels palimpsestes. Je pense à l'exilé qui a dû quitter son pays à l'âge adulte ou l'a fait de son plein gré. Lorsqu'il s'établit quelque part, toutes ses appartenances, ses attentes et ses aspirations qui constituent une part si importante de son être se trouvent automatiquement coupées de leurs racines. Toute son histoire est éclatée, son moi "naturel" est repoussé à l'arrière-plan de son esprit. Bien entendu, les efforts indispensables pour faire face aux défis d'un environnement étranger affecteront sa façon de voir, toute son organisation mentale. Mais comme le moi qu'il était continue de couvrir sous la personne qu'il est en train de devenir, son identité doit rester à l'état fluide ; et il est probable qu'il n'appartiendra jamais pleinement à la communauté dont en un sens il fait désormais partie. (Les membres de celle-ci, quant à eux, auront aussi du mal à le considérer comme un des leurs). En fait, il a cessé d'"appartenir". Où vit-il donc ? dans le quasi-vide de l'exterritorialité, ce même *no man's land* où pénétrait Marcel au moment où il aperçut sa grand-mère » (Siegfried KRACAUER, *L'histoire, Des avant-dernières choses*, traduit de l'anglais par Claude ORSONI, Paris, Stock, 2006, pages 144 et 145).

<sup>114</sup> Voir Abdelmalek SAYAD, *La double absence, Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.

pleinement parti, jamais totalement intégré dans le pays d'accueil, l'expérience de l'exil est un pas de côté continu.

Il est donc nécessaire de nous intéresser au départ des historiens en opposition durant la dictature portugaise à travers les récits et le vécu de l'éloignement contraint. Après avoir présenté les desseins de ce départ, il faut voir comment l'exil s'est orienté vers certains pays du fait de l'existence de réseaux. Partir ne signifiait pas forcément rester dans un seul pays et des opportunités ont été régulièrement saisies. Enfin, l'instabilité migratoire rappelle que le regard des historiens en opposition se posait toujours sur le Portugal. Il pouvait être sévère, constatant les faiblesses du monde académique quitté ainsi que les freins existants. Pour autant, les historiens voulaient maintenir le lien avec leur mère-patrie.

## 1) Partir pour faire souche ? Parcours historiens à l'étranger

Partir. Et ensuite : que faire ? Les historiennes et les historiens en opposition qui ont fait le choix – ou bien qui ne l'ont pas eu – de quitter le Portugal ont voulu poursuivre leurs activités intellectuelles soit pour devenir historien, en poursuivant les études à l'étranger, soit pour en faire leur métier, enfin, véritablement. Partir n'était pas anodin. Il faut donc révéler les principaux facteurs qui ont pu encourager ou faciliter ce départ au loin. La reconnaissance par un État du statut auquel ils aspiraient, était un soulagement individuel mais aussi collectif. Les groupes d'opposants, voyant un des leurs gratifié, jubilaient.

Il est nécessaire d'établir d'abord la chronologie des départs. Elle permet de comprendre les principales causes de la fuite du Portugal et de mettre en évidence les personnes parties. Trois périodes peuvent être distinguées pour décrire l'exil du régime dictatorial. Une première période s'étend de 1926 à 1945. Elle correspond à la période d'affermissement progressif du régime et d'une répression méthodique contre l'opposition. Les historiens qui ont fait le choix de résister à la mise en place de l'État autoritaire, en participant aux différentes tentatives de renversement du régime ont été contraints à l'exil. Cette période concerne surtout des historiens de la génération de la République. Jaime et Armando Cortesão, Raul Proença, António Sérgio, Fidelino de Figueiredo étaient dans ce cas. Ainsi, un peu moins d'un tiers des historiens en opposition de cette génération ont dû s'exiler. S'ils restaient sur le territoire, l'emprisonnement était certain. Ils ont parfois été expulsés *manu militari*. Jaime Cortesão a par exemple été contraint de revenir au Portugal en 1940, quand la France a été envahie par l'armée nazie et que l'Espagne était déjà une dictature consolidée. Emprisonné dès son arrivée, il a été libéré, a fait

un discours lors de l'Exposition du monde portugais puis fut expulsé à la frontière portugaise, partant ensuite au Brésil<sup>115</sup>. Les départs des historiens de cette période étaient donc clairement subis et avaient une motivation politique évidente : punir les opposants<sup>116</sup>.

Une seconde période de départ s'étend de 1945 à 1961. L'exil des scientifiques à cette époque a été décrit par Fernando Rosas et Cristina Sizifredo :

« La persécution politique de ces éléments par le régime qui considérait la liberté d'opinion et d'expression, et donc la liberté scientifique, comme incompatibles avec la sécurité de l'État, a eu de néfastes et durables conséquences pour le développement scientifique au Portugal. Beaucoup de chercheurs et d'enseignants poursuivis pour leurs convictions politiques – et dans certains cas pour ce que la police politique considérait comme étant leurs convictions politiques – ont été forcés à l'exil dans différents pays d'Europe et d'Amérique latine<sup>117</sup>. »

Il s'agissait donc d'un temps de départ contraint mais pas toujours forcé comme ce fut le cas pour la première période. Les historiens partant entre 1945 et 1961 sont essentiellement des historiens de la génération Oliveira Salazar. En effet, 9 historiens, soit près de la moitié des historiens en opposition de la cohorte, sont partis à ce moment : Vitorino Magalhães Godinho, José Gentil da Silva, Álvaro Cunhal, António José Saraiva, Joaquim Barradas de Carvalho<sup>118</sup>, Victor de Sá<sup>119</sup>, Jorge de Sena<sup>120</sup>, Eduardo Lourenço<sup>121</sup> et José-Augusto França<sup>122</sup>. En retranchant Álvaro Cunhal qui s'est exilé pour des raisons clairement politiques, le départ des autres historiens était surtout envisagé comme une nécessité pour pouvoir être pleinement scientifique. Il est possible de nous appuyer sur le témoignage d'António José Saraiva dans un entretien accordé au journal *Vida Mundial* :

« Cette situation m'a obligé à vivre de publications. C'est à ce moment que j'ai lancé "*História da Cultura em Portugal*". La situation est devenue cependant très difficile. Tant que j'ai pu, j'ai continué mon activité de recherche scientifique jusqu'au moment où cela

---

<sup>115</sup> Cette surprenante année 1940 pour Jaime Cortesão est développée par Joaquim Romero MAGALHÃES, « Jaime Cortesão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>116</sup> La période a notamment été étudiée par Cristina Clímaco, qui s'est intéressée justement à l'exil portugais durant la période charnière de l'affirmation du régime autoritaire (voir Cristina CLÍMACO, *Republicanos, Anarquistas e Comunistas no exílio (1927-1936)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2017).

<sup>117</sup> Fernando ROSAS, Cristina SIZIFREDO, *Estado Novo e Universidade, A perseguição aos professores*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, p. 13.

<sup>118</sup> Guido Fabiano Pinheiro QUEIROZ, *Os Espelhos de Barradas de Carvalho : Crônica Política e Historiografia de um exilado*, mémoire soutenu à l'université pontificale catholique de Rio de Janeiro, sous la direction de Antonio Edmilson Martins RODRIGUES et de Francisco José Calazans FALCON, 2008.

<sup>119</sup> Joaquim da Silva Gomes, *Victor de Sá, Em livro aberto*, Braga, Edições Bom Jesus, 2014.

<sup>120</sup> Jorge de Sena a profité d'un colloque au Brésil en 1958 pour partir. Un poste lui a été proposé dans la ville d'Assis, à l'université. Il est ensuite parti aux États-Unis et y est resté jusqu'à sa mort. Paulo Rodrigues FERREIRA, « Jorge de Sena », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>121</sup> Onésimo Teotónio ALMEIDA, « Eduardo de Faria Lourenço », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>122</sup> Raquel Henriques da SILVA, « José-Augusto França », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

m'est devenu impossible. L'opportunité du CNRS m'est alors apparue, en France, et j'ai accepté. J'ai trouvé là-bas les possibilités de recherches qui me manquaient au Portugal, aussi bien pour des raisons d'ordre institutionnel que des raisons d'ordre politique. Je pense que mon cas est généralisable. Il y a, entre nous, une impossibilité de faire de la recherche à grande échelle. Il est possible que cette situation se soit un peu modifiée, notamment avec le soutien de la Fondation Calouste Gulbenkian et du fait de la nécessité de créer un certain nombre de laboratoires financés par l'État. Mais la situation du chercheur dans les Sciences Humaines me paraît encore, extrêmement précaire et par conséquent, l'émigration des travailleurs intellectuel continue et continuera<sup>123</sup> ». [10 octobre 1969]

António José Saraiva percevait son départ du Portugal comme un mal nécessaire pour pouvoir vivre décentement de son activité intellectuelle. Il pointait davantage les insuffisances de structures de financement de la recherche portugaise plutôt que les blocages politiques, évoqués, mais rapidement. Si culture et politique s'imbriquaient, la primauté était donnée aux mauvaises conditions de la recherche au Portugal, d'autant qu'il pouvait les comparer à la situation française où il s'était exilé.

Une troisième période s'étend de 1961 à 1974. Cette période mélange les générations et les causes de départ. Pour les plus jeunes historiens de la génération de la guerre coloniale, le départ était motivé par ce conflit et par le refus de prendre les armes pour une cause jugée injuste ; pour les historiennes, il s'agissait de suivre leur époux. Ont été dans cette situation Miriam Halpern Pereira, Maria Nizza da Silva et Manuel Villaverde Cabral. Pour les trois historiens, le départ a permis la poursuite de leurs études<sup>124</sup>. D'autres historiens, trop âgés pour être appelés, sont partis malgré tout pour fuir le Portugal à la suite d'un emprisonnement ou d'une action politique : c'est le cas de Fernando Piteira Santos, Mário Soares mais aussi de Flausino Torres. Les départs pour ces derniers mais aussi pour les plus jeunes se sont faits dans l'illégalité, et indirectement pour les épouses comme évoqué pour Miriam Halpern Pereira et Maria Nizza da Silva. Les frontières étaient traversées en faisant « le saut<sup>125</sup> » pour reprendre l'expression utilisée pendant cette période<sup>126</sup>. Deux autres cas sont à distinguer : António Henrique de Oliveira Marques et Vitorino Magalhães Godinho. Ils sont tous les deux partis pour prendre un poste universitaire. Vitorino Magalhães Godinho émigre pour la seconde fois afin de devenir maître de conférences à l'université de Clermont-Ferrand, ne pouvant plus enseigner au Portugal depuis 1962. António Henrique de Oliveira Marques a décidé de partir après avoir

---

<sup>123</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 2982, NT : 7242, feuille 100.

<sup>124</sup> Pour Maria Nizza da Silva et Miriam Halpern Pereira, l'objectif était d'obtenir le titre de docteur (voir les deux entretiens que j'ai eus avec elles). Manuel Villaverde Cabral a repris ses études de lettres à la Sorbonne en 1968 avant de commencer un doctorat en histoire dans la même université, achevé en 1979 (biographie sur sa page de l'ICS : <https://www.ics.ulisboa.pt/en/pessoa/manuel-villaverde-cabral>, consulté le 15 octobre 2020).

<sup>125</sup> Pour une évocation de ce franchissement de la frontière, voir l'entretien de Manuel Villaverde Cabral, p. 7.

<sup>126</sup> Un film français insiste sur ce départ en franchissant la frontière illégalement, qui a été la méthode de la plupart des migrants économiques et politiques portugais (Voir Christian de CHALONGE, *Le Saut (O Salto)*, Les artistes associés, 1967, 88 minutes).

quitté l'université de Lisbonne en 1964 et émigra vers les États-Unis. En somme, pour l'ensemble des périodes de départ, la contrainte du pouvoir est toujours là, dans un coin, directement ou indirectement.

La géographie des pays d'arrivée est assez variée. Elle a été premièrement et principalement européenne. La France a été un point d'arrivée majeur, puis suivirent des séjours plus ou moins longs en Allemagne<sup>127</sup>, au Royaume-Uni<sup>128</sup>, en Belgique et en Tchécoslovaquie. Ensuite, l'Amérique a été choisie comme destination, notamment le Brésil, faisant dire à Heloisa Paulo qu'il y a existé une colonie portugaise<sup>129</sup>, mais aussi les États-Unis. Il faut ajouter en Afrique l'Algérie, terre d'accueil du FPLN, où ont milité Fernando Piteira Santos et Flausino Torres. Dans l'ensemble, ces pays ont soutenu activement les historiens en opposition en leur donnant de bonnes conditions de travail et en regardant avec une certaine bienveillance leur activité politique, régulièrement maintenue par les historiens les plus militants<sup>130</sup>.

Après la rapide présentation des causes et des lieux de l'exil portugais, il faut ajouter maintenant les facteurs facilitant voire encourageant le départ des historiens en opposition. Ils sont en effet rarement partis sans projet défini. L'existence de certains réseaux et de connaissances sur place a facilité le départ. En France, quelques figures ont joué un rôle important. Fernand Braudel a notamment soutenu activement plusieurs historiens portugais. Sa correspondance avec António José Saraiva, Vitorino Magalhães Godinho et Joaquim Barradas de Carvalho met en évidence l'influence qu'il a pu avoir dans l'obtention de certains postes ou bien le renouvellement de contrats au CNRS. Ainsi, dans le réseau français d'António José Saraiva, Fernand Braudel a occupé une place centrale et ce dernier l'a toujours soutenu, malgré les tensions qu'António José Saraiva a eues avec d'autres chercheurs. Dans une lettre adressée à Óscar Lopes, António José Saraiva a détaché l'importance de Fernand Braudel :

« Braudel-historien (n. : traduction littérale d'une formulation surprenante adoptée par António José Saraiva « *o Braudel historiador* ») m'a proposé de nouveau au CNRS. Cette

---

<sup>127</sup> Comme l'année passée par António Henrique de Oliveira Marques à l'université de Würzburg.

<sup>128</sup> Manuel Villaverde Cabral y a vécu quelques années dans les années 1970 et y a préparé son doctorat (entretien avec Manuel Villaverde Cabral, page 26).

<sup>129</sup> Voir Heloísa PAULO, *Aqui também é Portugal : a colónia portuguesa do Brasil e o Salazarismo*, Coimbra, Quarteto, 2000. Dans ses travaux, elle revient notamment sur les décennies 1950 et 1960, caractérisées par l'accueil de très nombreux exilés et émigrés politiques. Elle insiste cependant sur les dissensions politiques existantes, car le PCP avait des prétentions hégémoniques pour organiser la lutte mais il était contesté, tout comme la nécessité de s'adapter au coup d'État militaire de 1964 (notamment Heloísa PAULO, « O exílio português no Brasil nas décadas de cinquenta e sessenta », dans *Cadernos Ceru*, vol. 23, n° 3, pp. 33-50).

<sup>130</sup> Conseillé par Peter Schöttler, lors d'un colloque en Allemagne, je me suis rendu aux archives de la Préfecture de police de Paris pour voir si les historiens portugais avaient fait l'objet d'une surveillance particulière des Renseignements généraux. Cependant, en parcourant avec insistance le catalogue des archives, je n'ai trouvé aucun nom d'historien qui ait fait l'objet d'une surveillance active de la police française.

situation provisoire ne me plait pas, arrivé pratiquement à cinquante ans. Mais les circonstances au Brésil sont confuses. De toute façon mon nouveau contrat ne commencerait qu'en octobre, et jusque-là je recourrai à l'argent de *Littérature* (n. : *Histoire de la littérature*) dès que l'Éditeur reçoit l'original. J'ai donné comme thème de travail au CNRS "Croyance et Incroyance au XVI<sup>e</sup> siècle (le cas de la Péninsule Ibérique). Contribution à la définition d'une civilisation baroque" (n. : thème en français dans la lettre), une embrassade de Saraiva PS : Bataillon s'est complètement désintéressé de ma personne. Je crois que c'est la punition pour avoir polémique avec Révah, si protégé par lui qu'il a hérité de la charge de Professeur au Collège de France (!). Finalement, le féodalisme survit, avec ses patrons et ses clients, liés par des liens de protection et de fidélité personnelle. L'enseignement supérieur français est l'exemple de cela<sup>131</sup> ». [1<sup>er</sup> mars 1966]

Dans la lettre, se dessine une cartographie de l'étroit réseau français de Saraiva. Alors qu'il souhaitait partir au Brésil, la situation politique postérieure au coup d'État du 31 mars 1964 l'a contraint à rester en France et c'est pourquoi il a accepté la proposition de Fernand Braudel de rester au CNRS. António José Saraiva a eu une querelle avec Israël Révah autour des Nouveaux chrétiens au Portugal ce qui a abouti aussi à des tensions avec Marcel Bataillon, un hispaniste influent notamment après la Seconde Guerre mondiale et titulaire d'une chaire au Collège de France. Le milieu des scientifiques travaillant sur les questions portugaises voire ibériques étant restreint, se faire des ennemis complexifiait rapidement les relations dans ce petit réseau.

Fernand Braudel a aussi soutenu Joaquim Barradas de Carvalho, notamment quand ce dernier est parti au Brésil et s'est retrouvé très rapidement coincé par le coup d'État. Bien conscient que la situation devenait compliquée au Brésil avec un contrôle des militaires de plus en plus fort sur l'Université, Fernand Braudel lui a envoyé le 21 septembre 1964, l'information d'un poste proposé au CNRS par télégramme : « BARRADAS CARVALHO UNIVERSIDADE CAIX POSTAL 8105 SÃO PAULO BRESIL POSEZ CANDIDATURE CNRS COMMISSION 27 PAR AVION AMITIÉS BRAUDEL<sup>132</sup> ». Joaquim Barradas de Carvalho a très rapidement envoyé sa candidature puis remercié vivement Fernand Braudel :

« Nous sommes restés très émus, ma femme et moi, quand nous avons reçu votre télégramme, ne serait-ce que de constater, une fois de plus, votre bonté et aussi que c'est toujours, finalement, vers la France qu'il faut se tourner si l'on veut penser, ou même tout simplement vivre, librement<sup>133</sup> ». [24 septembre 1964]

---

<sup>131</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, page p. 142.

<sup>132</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, Joaquim Barradas de Carvalho, feuille 10 : le télégramme.

<sup>133</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, Joaquim Barradas de Carvalho, feuille 12 : la lettre de candidature envoyée au CNRS et feuille 13 : lettre de remerciement.

Cependant, sa candidature fut un insuccès et Joaquim Barradas de Carvalho est resté au Brésil. Plus tard, il a rappelé l'intervention de Braudel et c'est vers lui qu'il s'est tourné pour espérer obtenir un poste et fuir le Brésil :

« Je commence par vous souhaiter, ainsi qu'à votre famille une bonne santé et une heureuse année nouvelle. Je n'ai pas oublié tout ce que vous avez fait pour moi à la fin 63 pour que je ne vienne pas au Brésil. Et je n'oublierez (n. : *sic*) jamais un télégramme que vous m'avez envoyé en 64, en pleine chasse aux sorcières, pour que je revienne à Paris, au CNRS. Or nous sommes à nouveau dans une situation semblable à celle de 64 et même, je le crains, plus défavorable. [...] Il y a une situation nouvelle au Portugal. Mais la permanence de la guerre coloniale en Angola, en Guinée, au Mozambique, empêche un processus accéléré de libéralisation. Mon retour à Lisbonne, en conséquence ne sera pas pour demain. Peut-être pour après-demain mais sait-on jamais... [...] qu'est-ce que Vous, cher Monsieur Braudel, une fois de plus, pourriez faire pour moi ? Il y aurait une possibilité au CNRS ? À L'école des Hautes Études<sup>134</sup> ? ». [27 février 1969]

Alors que la situation universitaire était compliquée par la dictature au Brésil, l'arrivée au pouvoir de Marcelo Caetano ne semblait pas garantir une amélioration des conditions pour les opposants d'autant que la guerre coloniale se poursuivait. Joaquim Barradas de Carvalho espérait pouvoir saisir une opportunité universitaire en France, seul refuge apparent entre les deux situations autoritaires qu'il subissait ou avait fuies. Bien que la demande soit restée sans suite, elle montre le rôle central joué par Fernand Braudel dans l'historiographie européenne et notamment pour les Portugais en France.

D'autres personnes ont pu jouer un rôle important. Ainsi, le directeur de l'Institut français de Lisbonne, Pierre Hourcade<sup>135</sup>, a appuyé la candidature de Vitorino Magalhães Godinho auprès de Lucien Febvre<sup>136</sup>. Si les deux historiens avaient déjà échangé<sup>137</sup>, le soutien de Pierre Hourcade a permis à Vitorino Magalhães Godinho d'obtenir une première bourse aboutissant à son départ pour Paris en 1947. Albert Silbert a aussi tenu un rôle important pour plusieurs personnes<sup>138</sup>. Son action a été relevée par Miriam Halpern Pereira<sup>139</sup> mais aussi par Victor de Sá.

---

<sup>134</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, Joaquim Barradas de Carvalho, feuille 14 pour la lettre de 1969.

<sup>135</sup> Voir sa biographie dans la section des historiens étrangers ayant écrit sur l'histoire du Portugal de Marie-Hélène PIWNIK, « Pierre Hourcade », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>136</sup> Vitorino Magalhães GODINHO, *Do Ofício e da Cidadania, Combates por uma civilização da dignidade*, Lisbonne, Edições Távola Redonda, 1989, p. 50.

<sup>137</sup> Vitorino Magalhães Godinho écrit à Lucien Febvre le 20 janvier 1946 et ce dernier lui répond le 20 février 1946 (il est possible de consulter ces lettres via Maria Teresa Magalhães GODINHO, David JUSTINO (coord.), *Vitorino Magalhães Godinho, 1918-2011, Um itinerário sem ilusões nem desistência*, Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade de Lisboa, 2018, pages 38 à 39 pour la lettre de Vitorino Magalhães Godinho et pages 40 et 41 pour la réponse de Lucien Febvre).

<sup>138</sup> Aspect notamment souligné dans la biographie écrite par Fátima Sá e Melo FERREIRA, « Albert Silbert », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>139</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 13.



Albert Silbert a par ailleurs envoyé la lettre à Vitorino Magalhães Godinho pour lui indiquer le poste de maître de conférences de Clermont-Ferrand, occupé entre 1970 et 1974<sup>140</sup>. Au final, le réseau français a conduit à ce qu'« un petit groupe de jeunes historiens se forme à Paris » comme l'a observé l'historien Frédéric Mauro dans son article présentant l'Université portugaise en 1963<sup>141</sup>.

De plus, bien d'autres réseaux existaient. Si l'Espagne voisine s'est fermée à partir de 1936 et n'a pas été un pays où les historiens portugais ont eu une très grande activité historique<sup>142</sup>, le Brésil était l'autre principale terre d'accueil, du fait de la proximité de la langue. Une partie des historiens y sont donc partis. Jaime Cortesão s'y est réfugié après son départ forcé en 1940 et y a enseigné plusieurs années avant de rentrer au Portugal en 1957, à l'âge de 73 ans ; Jorge de Sena y a commencé sa longue vie en exil, Fidelino de Figueiredo y a vécu de nombreuses années<sup>143</sup> et Maria Nizza da Silva aussi. Comme le beau-père de cette dernière, Adolfo Casimiro Monteiro, y vivait déjà, elle a pu bénéficier de son réseau incluant notamment l'historien brésilien Sérgio Buarque de Holanda<sup>144</sup>. Malgré le contexte hostile avec le coup d'État au Brésil le 31 mars 1964, elle est parvenue à être recrutée comme assistante à l'université et a même achevé sa carrière au Brésil<sup>145</sup>. Elle a en outre rencontré au Brésil Joaquim Baradas de Carvalho, après que ce dernier a quitté Paris en 1963 et s'est installé à São Paulo.

La Tchécoslovaquie a aussi joué un rôle important. Elle a en effet accueilli de nombreuses réunions et certains sommets du PCP dans la mesure où le siège des organisations internationales communistes s'y trouvaient<sup>146</sup>. Flausino Torres a enseigné au département de

---

<sup>140</sup> La lettre d'invitation, envoyée par Albert Silbert le 11 juin 1970 est consultable – malgré un scan de très mauvaise qualité – dans Maria Teresa Magalhães GODINHO, David JUSTINO (coord.), *op. cit.*, p. 47.

<sup>141</sup> La note explicative qui accompagne cette phrase fait référence à Vitorino Magalhães Godinho, Joaquim Baradas de Carvalho, Julião Soares de Azevedo (ce dernier est mort brutalement à l'âge de 33 ans), Luís Matos, Joaquim Veríssimo Serrão avec comme précision pour ce dernier « spécialiste d'histoire culturelle, a travaillé à Toulouse ». Frédéric MAURO, « L'histoire au Portugal », *Revue historique*, Tome 229, 1963, pp. 433-442.

<sup>142</sup> À l'exception notable de Fidelino de Figueiredo, professeur de philosophie à l'université de Madrid entre 1929 et 1931 soit avant la période de la République espagnole (Hélder CORREIA, « Fidelino de Figueiredo », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

<sup>143</sup> Fidelino de Figueiredo est un des historiens dont la carrière a été la plus internationale car il a aussi enseigné à l'université de Mexico, à Berkeley, à São Paulo ainsi qu'à Rio de Janeiro. Il a vécu au Brésil un peu plus d'une décennie jusqu'en 1951, année où un problème de santé l'a poussé à rentrer au Portugal, à une période où les retours des anciens opposants au régime étaient tolérés. Les sachant âgés, le pouvoir les a très certainement vus comme moins offensifs et donc dangereux pour la dictature (pour les données biographiques voir Hélder CORREIA, *op. cit.*).

<sup>144</sup> Entretien avec Maria Nizza da Silva, p. 5.

<sup>145</sup> *Idem.*

<sup>146</sup> Le texte de Linda Kunderátová évoque les relations luso-tchécoslovaques mais aussi la fonction aussi bien politique qu'intellectuelle jouée par la Tchécoslovaquie pour les opposants au régime autoritaire portugais (Linda KUNDERÁTOVÁ, « Os contactos da oposição portuguesa antisalazarista com a Checoslováquia entre 1933-1974. Contribuição para o estudo das relações luso-checas », <http://www.cd25a.uc.pt/index.php?r=site/page&view=itempage&p=1922>, consulté le 13 octobre 2020)

philologie romane de l'université Charles de Prague. Il y a donc donné ses premiers et uniques cours dans une université publique. Sa demande de passeport pour pouvoir rentrer au Portugal est accompagnée d'une description du poste de lecteur qu'il y occupe :

« Je déclare par la présente que Monsieur le Professeur Docteur Flausino Torres travaille à la Faculté de Lettres de l'Université Caroline de Prague comme lecteur externe, ayant cinq heures hebdomadaires de cours de langue et littérature portugaises et préparant, pour les élèves de la Faculté, un manuel sur l'Histoire du Portugal, (signature), le Chef du Département des Études Romanes de la Faculté de Lettres<sup>147</sup>. »

La solidarité communiste a donc permis à ce dernier d'être, enfin, professeur. Toutefois, profondément meurtri par la répression du Printemps de Prague de 1968, il a décidé de rompre avec le PCP et de rentrer au Portugal en juin 1970, mettant fin à son expérience d'enseignant.

Enfin, les relations tissées par les Portugais opposants constituaient un réseau de solidarité important. Vitorino Magalhães Godinho, dès 1947, a donné des indications de contact à António José Saraiva dans une lettre non datée<sup>148</sup>, l'encourageant à venir s'installer en France :

« Cher António Saraiva, que votre enfant, votre épouse et vous-même soyez en pleine santé, est mon souhait. Je pense que vous faites bien de chercher une bourse pour un stage à Paris. Je peux pousser la chose ici. Voici quelles sont les principales indications<sup>149</sup>.[...] Ne croyez pas ce que la presse portugaise et les milieux du "bien"<sup>150</sup> disent de la France. La France se reconstruit rapidement et avec sécurité. Le niveau de vie est particulièrement bon, en comparaison au portugais. La mortalité infantile, qui avec l'Occupation est montée à 24‰ est déjà en dessous de 6‰. Si le touriste n'a pas de lait (n. : c'est une expression « *turista não tem leite* »), la vérité est que le lait ne manque à aucun enfant et il n'y aucun enfant malade. La misère est très rare. Elle est en train de construire une des plus puissantes centrales hydroélectriques du monde. [...] Le peuple montre une admirable discipline civique (sans police) et une conscience politique. On mange beaucoup mieux ici et moins cher qu'au Portugal<sup>151</sup>. »

Vitorino Magalhães Godinho, en plus de paraître très bien intégré dans les réseaux scientifiques français au point d'être en capacité de pouvoir appuyer une éventuelle candidature d'António José Saraiva, a fait un portrait élogieux et attractif de la France. Que ce soit en termes de conditions de vie ou bien de puissance technologique, elle semble dans les propos de Godinho un pays développé et sûr, dans l'objectif de déconstruire tous les a priori mais aussi de dissiper les doutes d'António José Saraiva. Cependant, Le départ n'est intervenu que quelques années plus

---

<sup>147</sup> Dossier Flausino Torres, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 6449, NT : 7439, feuille 50.

<sup>148</sup> Confisquée par la PIDE lors de l'emprisonnement d'António José Saraiva, elle n'est pas datée. Elle doit être de 1947, car elle est située entre deux lettres de Vitorino Magalhães Godinho datées de 1946 et de 1947 et c'est en 1947 que Vitorino Magalhães Godinho part en France.

<sup>149</sup> Suivent alors tous les noms et le poste occupé par Febvre, Labrousse, Morazé, Braudel, Coornaert, Koyré.

<sup>150</sup> Formulation pour décrédibiliser le discours du pouvoir voulant contenir toute émigration.

<sup>151</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 159.

tard. En effet, António José Saraiva, qui a pourtant lourdement insisté sur les souffrances provoquées par l'éloignement du Portugal, a incité Óscar Lopes à partir lui aussi afin qu'il eût une carrière plus intéressante que celle qu'il avait au Portugal :

« Enfin si tu es professeur quelque part dans le monde, tu auras du temps pour faire murir des idées en dehors de ce cycle d'actions et de réactions dans lequel, que nous le voulions ou non, nous sommes compromis à l'intérieur du Portugal. Tu n'as pas encore donné tout ce que tu peux donner comme créateur d'idées parce que tu as été obligé de te disperser dans les petites conférences, les commémorations, les contacts... Mais il faut choisir : et, pour diverses raisons, je n'hésiterais pas. Au fond, je sens que tu ne rentres pas à l'intérieur du Portugal (n. : drôle de formulation « *não cabes dentro de Portugal* ») et que pour te réaliser tu as besoin d'une dimension bien plus grande<sup>152</sup>. » [Octobre 1967 ? Datation incertaine]

António José Saraiva tentait donc de convaincre Óscar Lopes que l'exil pouvait être libérateur. Alors que le premier était à Paris depuis plusieurs années, il essayait de lui montrer que les bénéfices du départ étaient supérieurs aux préjudices. Il lui rappelait par exemple sa condition de professeur de l'enseignement secondaire et son réseau limité. En effet, membre actif du PCP<sup>153</sup>, Óscar Lopes avait une audience limitée aux cercles érudits réunissant les opposants ou bien aux commémorations comme le 5 octobre, anniversaire de la proclamation de la République voire au 1<sup>er</sup> mai. Il semblait donc important qu'Óscar Lopes quittât le Portugal afin d'avoir une carrière d'universitaire et une position d'intellectuel moins précaire et ponctuelle. En somme, nombreuses ont été les connaissances facilitant le départ à l'étranger et rassurant les historiens en opposition sur les conditions une fois sur place. De plus, même pour ceux qui ont dû partir dans la précipitation, les réseaux politiques ont régulièrement pu constituer un filet de sécurité dans les territoires d'accueil.

Par ailleurs, prendre le chemin de l'exil ne sous-entendait pas que les historiens en opposition voulaient rester dans un endroit déterminé. En effet, les différents mouvements des historiens ont montré qu'ils n'avaient pas forcément une volonté de s'enraciner dans le pays où ils étaient arrivés. La tentation du retour pouvait être grande. De plus, plusieurs personnes parties à l'étranger sont rentrées au Portugal avant le 25 avril 1974. Miriam Halpern Pereira a intégré le CNRS après avoir soutenu sa thèse<sup>154</sup>, puis a finalement décidé de rentrer au Portugal. Elle est parvenue à rentrer dans le jeune ISCTE. António Henrique de Oliveira Marques est rentré lui aussi au Portugal, sans pour autant pouvoir intégrer l'Université. Vitorino Magalhães

---

<sup>152</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, p. 170.

<sup>153</sup> António José Saraiva a rompu avec ce parti en 1962.

<sup>154</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 15.

Godinho est quant à lui rentré entre 1961 et 1970. En revanche, après la date du 25 avril 1974, il est possible de parler de retour généralisé. Parmi tous les historiens énumérés, partis après 1945 et encore vivants après le 25 avril 1974, seuls Maria Nizza da Silva, José Gentil da Silva<sup>155</sup> et Jorge de Sena ne sont pas rentrés au Portugal. En conséquence, les départs des historiens portugais étaient clairement politiques et ils n’attendaient que la fin du régime pour rentrer – une fin qui s’est fait attendre, certes.

En effet, partir dans un autre pays n’était pas toujours évident. Il y avait d’une part, à l’exception du Brésil, les problèmes linguistiques. Écrire dans une autre langue, même latine, était toujours une épreuve comme l’a concédé Vitorino Magalhães Godinho à Fernand Braudel dans une lettre écrite le 26 février 1957 : « Mais ce n’est pas commode d’écrire dans la langue que Lucien Febvre et Marc Bloch utilisaient et que vous utilisez – le Français (n. : *sic*) est plus difficile qu’on ne le croie, même pour qui écrit convenablement la langue de Camões, Antero<sup>156</sup> et Graciliano<sup>157</sup> ! » Ensuite, la question de l’enseignement en langue étrangère pouvait susciter des craintes. António Henrique de Oliveira Marques a évoqué à Vitorino Magalhães Godinho ses premiers pas un peu hésitants lors de ses cours aux États-Unis, à Auburn :

« Les cours se déroulent très bien. J’ai par contre un travail fou pour les préparer, soit, transposer en anglais le matériel que j’ai en portugais. Avec un peu plus de pratique, j’espère pouvoir modifier le système et parler avec plus d’improvisation, mais jusqu’à maintenant je n’y arrive pas. Malgré tout, je constate une grande amélioration ces deux semaines de cours. Je m’aventure au-delà des notes et je me permets des monologues en me promenant dans la salle... Les élèves me semblent intéressés et attentifs. Je n’en ai que 8 dans le cours d’Histoire Médiévale Générale, et 20 de plus dans le cours d’Histoire Byzantine et Islamique. Ils sont très disciplinés, corrects et plus ordonnés que les Portugais, même si parfois, ils adoptent certaines positions qui paraîtraient mal élevées au Portugal<sup>159</sup>. »

La barrière de la langue a donc déstabilisé quelque peu António Henrique de Oliveira Marques mais le simple fait de pouvoir enseigner après avoir été évincé de l’Université portugaise semble compenser les efforts nécessaires. Par ailleurs, il est intéressant de voir comment le fait d’enseigner à l’étranger confrontait les historiens à d’autres formes de cours et à des publics bien différents. Ainsi, en mentionnant une attitude qui pourrait paraître mal élevée au Portugal,

---

<sup>155</sup> Dont la trace se perd complètement une fois qu’il obtient un poste à Nice.

<sup>156</sup> Antero de Quental a été un grand écrivain de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ([https://www.infopedia.pt/\\$antero-de-quental?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$antero-de-quental?uri=lingua-portuguesa), consulté le 23 octobre 2020).

<sup>157</sup> Graciliano Ramos fut un écrivain brésilien de la première moitié de XX<sup>e</sup> siècle ([https://www.infopedia.pt/\\$graciliano-ramos?uri=antropomimia/Graciliano](https://www.infopedia.pt/$graciliano-ramos?uri=antropomimia/Graciliano), consulté le 23 octobre 2020).

<sup>158</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l’Institut, Correspondance MS 8510, Vitorino Magalhães Godinho, feuille 33.

<sup>159</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N<sup>o</sup>P : 3045, NT : 7247, feuilles 68 à 69. L’original et la copie sont dans les archives de la PIDE. Vitorino Magalhães Godinho ne l’a donc jamais lue durant la dictature.

il faisait très certainement référence à la participation bien plus active des étudiantes et étudiants états-uniens dans les salles de cours, alors qu'au Portugal, la verticalité du savoir primait et que les étudiants étaient peu invités à prendre la parole.

La vie dans un autre pays transformait donc les historiens en observateurs attentifs. Par exemple, Vitorino Magalhães Godinho s'est à son tour confié à António Henrique de Oliveira Marques sur la situation du monde universitaire français après la crise de Mai 68, ressentant encore des tensions quelques années après, alors qu'il était maître de conférences à l'université de Clermont-Ferrand :

« L'ambiance dans le professorat est excellente, très sympathique ; mais il est incontestable qu'il y a une crise de l'enseignement, accentuée par la désorientation des jeunes, tiraillés entre un pro-fascisme gouvernemental et un gauchisme incapable de tracer des routes pour l'avenir<sup>160</sup> ». [17 mars 1973]

Plus courantes, les difficultés d'intégration étaient clairement formulées par certains. António José Saraiva a ainsi beaucoup souffert en France. D'abord son âge avancé, semblait être un frein à son intégration. Dans l'entretien donné au journal *Vida Mundial*, il a retracé et analysé sa propre situation :

« Un chercheur portugais qui est, par exemple, en France à faire des recherches sur des choses portugaises a un point de vue très inconfortable, parce que, au lieu d'être en train de prendre conscience de la culture nationale, il est en train de l'étudier presque ethnographiquement, comme s'il étudie une tribu australienne. Il la voit, de l'extérieur, avec le même regard que l'étranger la voit. Intellectuellement, l'intégration est très difficile. Il est clair qu'après, il y a d'autres aspects de cette intégration, comme l'intégration sociale, qui me paraît impossible, tout du moins, à partir d'un certain âge. Évidemment qu'il y a des Portugais très jeunes qui s'intègrent dans la société française, qui se marient en France, etc... Cependant, à partir d'un certain âge où l'homme est déjà formé et commence sa vie intellectuelle, l'intégration est, pour mon cas, impossible<sup>161</sup>. » [Octobre 1969]

Ainsi, à cause de l'extériorité géographique induite par son exil, son travail d'historien de la culture semblait faussé. En plus des conséquences sur ses travaux de chercheur, il insistait sur sa vie à l'étranger et notamment sur son isolement, qu'il imputait à son âge et à la plus difficile adaptabilité quand une personne part tard. On retrouve ici l'idée de la position d'entre-deux évoquée en introduction de la partie, où la personne qui a quitté son pays ne se retrouve ni pleinement dans un pays ni pleinement dans l'autre. Les difficultés rencontrées pour s'intégrer l'ont rendu particulièrement amer vis-à-vis des Français comme lorsqu'il écrit à Óscar Lopes en mars 1969 : « Tu ne conçois pas à quel point j'étais content d'être en dehors de France et

---

<sup>160</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT :7247, feuilles 16 à 18, lettre dactylographiée envoyée depuis Royat, une commune de la banlieue de Clermont-Ferrand.

<sup>161</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 2982, NT :7242, feuille 100.

loin des Français, ces gens durs, guerriers, fermés et hostiles. Je les cerne de moins en moins : je suis toujours plus étranger en France<sup>162</sup> ». Cette observation rejoint donc le regard porté par Kracauer sur la condition de celui qui s'exile à l'âge adulte : l'intégration ne peut jamais être complète.

En conséquence, lorsque des opportunités se sont présentées, les historiens en opposition n'ont pas hésité pas à les saisir, signe qu'ils n'étaient pas toujours attachés au lieu où ils étaient. Par exemple, Joaquim Barradas de Carvalho a franchi le pas après mure réflexion, estimant que le meilleur choix de carrière à faire pour lui était de partir au Brésil et non pas de rester en France<sup>163</sup>. Cependant, quelques années plus tard, il semblait regretter son choix comme lorsqu'il a observé dans une lettre envoyée à Fernand Braudel depuis São Paulo :

« En fait l'Europe me manque, Paris surtout. Est-ce d'être à São Paulo – le Chicago de l'Amérique Latine – et non à Rio, à Recife ou à Bahia ? Est-ce que je suis irrémédiablement européen ? Je ne sais pas. La vérité, c'est que, malgré de bons amis ici, malgré la langue portugaise, la tradition portugaise, je me sens réellement exilé pour la première fois. Le Brésil, c'est très sympathique, c'est la même langue, c'est l'homme "cordial" de Sergio Buarque de Holanda mais c'est loin, très loin. J'ai vécu pratiquement à Paris entre 1950 et 1963, c'est-à-dire, entre mes 30 et 43 ans. Ce furent des années décisives "les meilleures années de notre vie". Ça vous marque. Je passe souvent à la Librairie Française et je regarde avec émotion les livres qui arrivent de Paris... Les documents, les faits, me viennent de Lisbonne, mais les idées, à moi, comme à tout intellectuel portugais depuis 1640, me viennent de Paris<sup>164</sup> » [31 décembre 1964]

Alors qu'il avait une bonne situation car il était professeur à l'université de São Paulo, une des plus prestigieuses du Brésil, Joaquim Barradas de Carvalho semblait quelque peu nostalgique de ce qu'il avait quitté et de l'éloignement géographique du Portugal et de la France. Pensant avoir fait le bon choix mais surpris par le coup d'État de 1964, il regrettait sa vie parisienne et se rendait bien compte de ce qu'il avait perdu en termes de proximité avec un des hauts lieux du savoir européen mais aussi, très certainement, de liberté.

António José Saraiva a aussi longuement hésité dans son parcours et a voulu plusieurs fois changer de pays. D'abord, il a rêvé d'un poste en Allemagne évoqué dans une lettre envoyée à Óscar Lopes :

« J'étais déjà arrivé à ta conclusion en ce qui concerne le départ au Brésil. J'ai finalement décidé d'aller à l'Université de Humboldt. À Paris, je suis un travailleur solitaire, sans relation avec le milieu. À Berlin, je serai un professeur de l'Université avec des étudiants

---

<sup>162</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, pages 195 et 196.

<sup>163</sup> Tiago BRANDÃO, « Migração científica no quadro do Estado Novo. O caso de Joaquim Barradas de Carvalho », dans *Seara Nova*, n° 1718, 2011, pp. 42-45.

<sup>164</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, Joaquim Barradas de Carvalho, feuille 10 : le télégramme, feuille 14.

et des collègues. J'aurai la possibilité de faire traduire un ou plusieurs de mes livres (et des tiens). Je ne sais pas si tu le sais mais le milieu parisien est antipathique et a tendance à repousser l'étranger<sup>165</sup>. » [Paris, été 1961]

Insatisfait de son poste au CNRS qui le privait de cours, il n'est cependant pas parvenu à obtenir la chaire et est resté en France pendant encore de nombreuses années. Quelques temps plus tard, dans une lettre envoyée depuis Paris à son confident habituel, il se demandait :

« Vais-je ou non au Brésil ? J'ai une proposition de chaire à São José do Rio Preto (une ville de 70-90 mille habitants) dans l'État de São Paulo, à huit heures de train de la capitale, avec tous les privilèges de fonctionnaire d'État brésilien, dont la retraite. Avantages : j'ai un point d'arrêt, des élèves, une activité enseignante, des gens autour de moi, et peut-être de l'argent pour payer une secrétaire qui me range les papiers. Désavantages : je suis loin des centres civilisés, avec peu de moyens de recherche ; rendant impossible de voir les enfants et de leur envoyer de l'argent régulièrement<sup>166</sup>. » [Octobre 1964 ?]

Ainsi, il se demandait s'il devait privilégier la stabilité financière ou bien l'accès à la culture en convoitant un poste dans une des grandes métropoles brésiliennes. Il est intéressant de voir comment le confort matériel passait dans l'esprit d'un historien de cette période par le fait d'avoir une secrétaire, qui pourrait donc taper les courriers et les tapuscrits. Outre la dimension genrée évidente, embaucher une secrétaire semblait un habitus du milieu académique donnant une certaine idée du niveau de vie espéré et de la conquête d'un confort pour se consacrer à la recherche historique. Finalement, alors que sa situation se précarisait en France, il a accepté un poste à Amsterdam, comme il l'écrit à Óscar Lopes :

« En ce qui me concerne, j'ai été invité à concourir à une chaire d'études portugaises de l'Université d'Amsterdam, qui s'est libérée à la suite de la mort de Marcus Jong. C'est la sécurité absolue (n. : souligné dans la lettre). Cette place est pour moi, effective, et dans ces pays civilisés et libéraux il n'y a pas à craindre les imprévus des coups d'État, des dictatures partisans, des purges, des censures, etc...etc...<sup>167</sup> » [janvier 1970 ?]

Il s'enthousiasmait donc à la nouvelle de ce poste avançant la stabilité du régime néerlandais par rapport à l'instabilité politique d'autres pays. Il évoquait très certainement le Brésil et le poste qui lui avait été proposé mais qu'il avait finalement décliné. Cependant, il ne parvint pas à se sentir intégré dans son nouveau pays d'accueil et des jalousies sont apparues comme il le remarque :

« Sous-jacent à cela, il y a des choses plus générales, comme le racisme, immanent à tous les peuples. Les Hollandais ont un comportement de garçons vertueux qui n'assument pas leur racisme inconscient, qu'ils condamnent par principe. Ils m'acceptent, évidemment,

---

<sup>165</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, p. 64.

<sup>166</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *ibid.*, p. 106.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 283.

comme collaborateur de l'Université. Mais la situation de professeur d'université ici (comme en Allemagne) est bien trop respectée pour qu'un étranger puisse l'occuper sans problème. [...] Petit pays, mais vieille nation, avec un sentiment impérial caché sous des couches de discours démocratique et libéral<sup>168</sup> ». [Paris, 24 décembre 1973]

Une nouvelle fois, son intégration professionnelle semblait compliquée par sa situation d'étranger occupant un poste important et par le rejet qu'il ressentait. Enfin, Fernando Piteira Santos a aussi été confronté au dilemme de trouver une terre d'accueil. Alors que l'Algérie ne voulait plus accueillir le FPLN sur son territoire, il s'est confié à son ami Francisco Lyon de Castro et a avoué ne pas trop savoir où partir dans une lettre envoyée le 19 janvier 1974. Il hésitait en effet à partir au Brésil car sa belle-mère était encore au Portugal. Il ne voulait pas se rendre dans les pays où la langue serait une barrière comme l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre ou la Suède et pensait que la Belgique pourrait être la meilleure solution, tout en se demandant : « mais qu'y faire ? je ne suis pas en condition de me lancer dans une double aventure, celle d'aggraver ma situation financière et celle de me créer des problèmes personnels. Bien sûr je vivrai avec une base minimum et je serai discret politiquement<sup>169</sup> ». Alors que sa situation se fragilisait en Algérie, il semble donc douter de la meilleure destination possible. Heureusement pour lui, quelques mois plus tard, le 25 avril 1974 lui a permis de revenir au Portugal sans risquer de sanction du fait de son engagement politique.

\*

\* \*

L'exil a pu constituer l'unique solution pour certains historiens en opposition. Il s'est fait sous la contrainte pour ceux qui ont voulu éviter l'emprisonnement au Portugal, fuir le service militaire ou bien pour saisir une opportunité qui permettrait de ne plus se sentir limité par le pouvoir autoritaire portugais. Le choix de l'émigration ne se faisait pas à l'aveugle. Souvent des connaissances, des réseaux politiques ou scientifiques s'activaient pour permettre un accueil dans les meilleures conditions. Des facilitateurs ont donc joué un rôle important dans ce mouvement migratoire. L'objectif n'était pas forcément de rester dans le même pays. En effet, d'autres départs ont suivi en fonction des opportunités et le retour presque généralisé au Portugal lorsque le régime autoritaire a chuté le confirme.

---

<sup>168</sup> *Ibid.*, pages 373 et 374. Il a écrit la lettre depuis Paris car il y était pour passer Noël avec sa famille.

<sup>169</sup> Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SSC : Europa-América, SR : Correspondance III, 1955-1978 Europa-América, feuille 45.



Ce Portugal qu'ils ont quitté n'a donc jamais été entièrement délaissé. L'exil était fait de champs et de contre-champs. De fait, les historiens en opposition ont regardé le Portugal, constatant ses faiblesses par rapport au pays d'accueil mais espérant malgré tout garder un lien particulier avec le pays délaissé.

## 2) Retours d'expérience : regarder le Portugal avec des yeux étrangers

« Peuple émigré avant de le devenir, de gré ou de force, si adaptable, si souple, si discret au milieu des autres, toujours prêt, en apparence, à échanger son identité pour celle de l'autre, il n'a en réalité jamais quitté son port d'attache. Je veux dire sa vraie patrie, celle de son rêve endormi, mais jamais éteint au fond de son être<sup>170</sup> ».

La citation d'Eduardo Lourenço – bien qu'elle penche un peu trop pour le « bon immigré » portugais dans sa première partie<sup>171</sup> – résume la double absence évoquée en introduction de partie. Émigré d'un côté, immigré de l'autre, que ce soit sous la contrainte de l'exil politique ou bien pour des raisons économiques. La dimension économique, fondamentale pour comprendre le phénomène migratoire portugais du XX<sup>e</sup> siècle, n'a pas concerné les historiens en opposition. Issus pour la plupart de milieux sociaux favorisés, les motivations étaient davantage politiques, mêlées à des opportunités académiques à l'étranger. Par ailleurs, des tensions pouvaient exister entre les migrants économiques et les exilés politiques, qui se superposaient aux différences de classes sociales comme Miriam Halpern Pereira l'a observé :

« Dans les années 1960, l'émigration économique a commencé à croître rapidement en France. Nous sommes allés vivre à Antony, notre concierge était portugaise, une famille de l'Algarve qui était toute partie en France. Comme à l'école apparaissaient des fils d'émigrés, ayant treize ans dans des classes qui n'avaient que dix ans, pour apprendre le français, j'expliquais à mon fils que passés deux mois, ils iraient dans des classes de leur âge. Je lui expliquais que nous aussi, nous étions des émigrés, qu'il ne fallait pas être prétentieux et ne pas se distinguer. Cela a abouti à une grande dispute avec un de ses amis, dont les parents lui avaient dit que nous n'étions pas des migrants économiques, non pas parce qu'ils nous connaissaient, mais sûrement par rapport à notre apparence, car nous devions déjà avoir la

---

<sup>170</sup> Eduardo LOURENÇO, *Mythologie de la Saudade*, traduit du portugais para Annie de FARIA, Paris, Chandeigne, 1997, p. 11.

<sup>171</sup> Marie-Christine Volovitch-Tavares a montré que l'adaptabilité des Portugais en France butait par exemple sur la question de la religion. Bien que catholiques, des spécificités ont été conservées. Ainsi, dans certaines églises le culte est encore en portugais et il faut ajouter la résistance de certains parents à ce que le catéchisme se fasse en français. De plus, elle a observé le lien très fort que les Portugaises et Portugais conservent avec l'église de leur village (Marie-Christine VOLOVITCH-TAVARES, « Les incertitudes et les contradictions d'une "bonne intégration" », dans *Cahiers de la Méditerranée*, n° 78, 2009, pp. 158-176). Mon histoire familiale l'illustre. J'ai été baptisé, comme mon frère et ma sœur au Portugal, dans l'église où mes parents se sont mariés à São Lourenço do Bairro, et tous les dimanches où j'allais à la messe, nous mettions une bougie devant la statue de Notre-Dame de Fátima de l'église de Triel-sur-Seine, que la petite communauté portugaise de la ville a installée. Le Portugal était toujours un peu là.

même manière de nous habiller, de nous comporter sans que nous ne nous en rendions compte<sup>172</sup>. Mon fils était furieux. J'ai dû les séparer<sup>173</sup> ».

Ainsi, les Portugaises et Portugais se sont retrouvés à regarder le pays qu'ils avaient quitté, au loin. En se focalisant sur les historiens en opposition, leur regard sur le Portugal a engendré une prise de conscience des nombreuses limitations vécues, et dans le même temps, à un attachement presque indéfectible à leur pays, comme le remarque Eduardo Lourenço.

En effet, les historiennes et historiens ayant fait le choix ou subi le départ du Portugal ont réalisé l'ampleur du fossé existant entre le milieu académique délaissé et celui qu'ils rencontraient à l'étranger. Le sentiment de devoir rattraper un temps considéré comme perdu au Portugal a pu se développer. Alors qu'elle commençait sa thèse de troisième cycle, Miriam Halpern Pereira a exprimé son ressenti :

« On n'étudiait pas l'histoire contemporaine. L'histoire du Portugal se terminait en 1640, on n'étudiait pas au-delà de cette date. Pour l'histoire générale, on allait jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mes connaissances bibliographiques sur l'histoire européenne étaient limitées. J'en ai seulement eu une meilleure connaissance une fois en France. Braudel était connu, mais c'était pour l'histoire moderne, les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, mais seulement les livres les plus généraux. Pas ses textes de méthodologie historique, qui étaient les plus importants. Quand je suis arrivée en France, au début j'ai trouvé que je ne connaissais rien. C'était exagéré, mais j'ai réellement eu à lire beaucoup. J'ai rempli notre petite maison avec des livres et là-bas les bibliothèques étaient là pour m'aider<sup>174</sup>. »

Elle fut donc prise d'une frénésie de lectures pour avoir le sentiment d'être à jour et de combler les lacunes en histoire contemporaine, d'autant qu'elle souhaitait travailler sur le XIX<sup>e</sup> siècle justement parce qu'il s'agissait d'une période très peu étudiée au Portugal. Son témoignage permet aussi de relever l'accès bien plus rapide aux ouvrages dont elle avait besoin en France. Le décalage existant entre le Portugal et les pays d'immigration était aussi perceptible dans les conditions matérielles de travail. En parlant de la Bibliothèque nationale de France, Miriam Halpern Pereira s'est souvenue :

« Les catalogues : on pouvait avoir accès à tous les catalogues, on disposait d'un très bon appui, les bibliothécaires étaient assis dans la salle, visibles et toujours disposés à aider et à expliquer où étaient les choses. Il y avait de nombreux catalogues que l'on devait consulter : ils étaient par époque, ce qui était laborieux, mais ils étaient accessibles. Les conditions de travail étaient bonnes. J'étais un rat de bibliothèque depuis mes dix-sept ans. Les bibliothèques sont des lieux extraordinaires parce qu'on y trouve tout selon dont on a besoin. Il y avait beaucoup de choses qui étaient disponibles dans la salle. Le problème était qu'il y avait beaucoup de monde y compris dans celles accessibles seulement pour les docteurs et il fallait une lettre du directeur de thèse pour pouvoir obtenir la carte annuelle et gratuite. Si on arrivait après 9h30, il n'y avait déjà plus de place et il fallait donc prendre un ticket.

---

<sup>172</sup> Elle estimait qu'ils étaient davantage assimilés aux Français qu'aux Portugais.

<sup>173</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 15.

<sup>174</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, pages 8.

Mais cela ne servait pas à grand-chose d'attendre. Il valait mieux revenir après le déjeuner. Les gens qui étaient en licence allaient à la bibliothèque de la Sorbonne et à Sainte-Genève, qui étaient toutes les deux excellentes. Quand je suis rentrée au Portugal, c'était d'une tristesse : il n'y avait personne. Seulement après le déjeuner, quelques personnes arrivaient<sup>175</sup>. »

Ainsi, elle n'a pu que constater les différences entre la France et le Portugal. D'une part, l'accès à l'information était plus aisé en France, dans la mesure où le catalogue au Portugal restait entre les mains des fonctionnaires, entraînant une forme de dépendance au bon vouloir de ces derniers. Les différents témoignages ont tous corroboré l'amabilité des fonctionnaires mais le dispositif était en quelque sorte une entrave à la possibilité de connaître l'étendue du fond. Ensuite, l'écart de fréquentation entre les deux pays met en évidence la forte fréquentation et presque la concurrence entre les individus pour entrer dans les bibliothèques en France, signe d'un dynamisme évident, alors qu'au Portugal, l'atmosphère était toute autre et semblait montrer un engouement modéré. De plus, Miriam Halpern Pereira a souligné la qualité des scientifiques rencontrés dans le pays d'accueil par rapport au Portugal. Lors de son entretien, elle a indiqué qu'aucun professeur ne semble l'avoir influencée au Portugal, alors qu'elle a énuméré de nombreux historiens français qui ont eu un rôle important dans sa formation intellectuelle comme Pierre Vilar, son directeur de thèse, Fernand Braudel et Ernest Labrousse<sup>176</sup>.

Victor de Sá a fait un constat similaire quant aux excellentes conditions de travail en France. Dans un entretien intitulé « Il y a eu au Portugal avant Proudhon quelque chose comme un pré-proudhonisme – a dit Vítor (n. : écrit en portugais) de Sá à la Radiodiffusion française » avec le journaliste Costa Camelo du journal *Jornal de Notícias*, Victor de Sá a décrit sa façon de travailler en France :

« Je travaille à l'Institut des études portugaises et brésiliennes, sous la direction de mon directeur de thèse le professeur Léon Bourdon<sup>177</sup>. Je fréquente aussi beaucoup la Bibliothèque nationale et, dernièrement, le Centre Culturel Portugais que la Fondation Calouste Gulbenkian a ouvert à Paris : sa précieuse bibliothèque a complété les ressources à consulter qui me manquaient. J'ai eu à Paris, laissez-moi vous le dire, une facilité de consultation bibliographique sur des thèmes portugais comme je n'en ai jamais eu quand j'étais au Portugal. [En parlant de Léon Bourdon, Albert Silbert et Colette Callier-Boisvert<sup>178</sup>] et je vous dis que c'est avec des spécialistes comme eux et bien d'autres que nous les Portugais, nous atteignons vraiment les problématiques les plus fécondes de notre culture. Leur pénétration critique et l'absence de préjugés mentaux constituent des auxiliaires extrêmement puissants

---

<sup>175</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 19.

<sup>176</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, pages 10.

<sup>177</sup> Il doit s'agir de la bibliothèque des études portugaises, brésiliennes et d'Afrique lusophone car Léon Bourdon était titulaire de la chaire des études portugaises à la Sorbonne (<https://editionschandeigne.fr/traducteur/leon-bourdon/>, consulté le 25 octobre 2020).

<sup>178</sup> Il s'agit des professeurs universitaires français travaillant sur le Portugal, signe d'un réseau surtout tourné vers le Portugal.

pour nous diriger plus sûrement dans les chemins de la recherche. Je suis venu en France pour apprendre et pour travailler. J'ai travaillé et j'ai beaucoup appris<sup>179</sup> ». [29 juillet 1965]

Victor de Sá mettait donc en relief ses nouvelles conditions de travail et malgré l'éloignement du Portugal, il ne semblait pas manquer d'accès aux sources dont il avait besoin car les nombreuses bibliothèques tout comme celle de la Fondation Calouste Gulbenkian<sup>180</sup> semblaient lui suffire pour travailler. De plus, les professeurs intéressés par les problématiques portugaises étaient fortement valorisés dans ses propos. Implicitement, en vantant leur ouverture d'esprit et leur capacité à diriger « vraiment » et « plus sûrement » des recherches, il visait les lacunes des professeurs portugais qui n'étaient pas capables, selon lui, d'une identique profondeur d'analyse. Le décalage matériel et intellectuel était évident et tout semblait plus simple et davantage stimulant en France pour cet historien.

Partir pouvait donc devenir une opportunité à saisir pour poursuivre ou tout simplement construire sa carrière. Le départ d'António José Saraiva en France est par exemple mentionné dans le principal journal des opposants à la dictature, *República*. Dans un article, le journal informait les lecteurs que « notre cher ami et illustre collaborateur » António José Saraiva était à Paris, nommé en tant qu'attaché de la section d'histoire moderne du CNRS et qu'il travaillait sous la direction du :

« Prof. Fernand Brandel (n. : *sic*), figure majeure dans le domaine intellectuel français. [...] pouvant maintenant disposer de nouvelles et plus vastes possibilités de recherche et d'étude, le Dr. António José Saraiva continuera d'honorer, au loin, la culture et les lettres portugaises, contribuant ainsi à un plus grand prestige de notre Pays<sup>181</sup>. » [8 février 1961]

Les opposants avaient donc bien conscience du sens à accorder aux départs des principaux scientifiques du pays. Il s'agissait certes d'une perte pour le pays laissé mais en le présentant comme une information positive, le ou la journaliste entendait souligner un double bénéfice. En effet, pour António José Saraiva, il allait disposer de meilleures conditions scientifiques en ne subissant plus la censure et pouvant même enseigner. Plus généralement, la culture portugaise pouvait ainsi rayonner autrement que par l'image d'un pays dictatorial. L'historien devenait, malgré lui, ambassadeur du savoir portugais et d'un regard alternatif à la production scientifique promue par le pouvoir dictatorial.

---

<sup>179</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 9095, NT : 3594, feuille 221 pour la coupure de presse.

<sup>180</sup> La bibliothèque du Centre culturel portugais à Paris venait tout juste d'ouvrir car elle a été inaugurée le 3 mai 1965. (<https://gulbenkian.pt/paris/fondation/qui-sommes-nous/>, consulté le 25 octobre 2020). Elle est toujours actuellement une des plus importantes bibliothèques portugaises en France.

<sup>181</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 72.

En contre-point aux récits mélioratifs de l'étranger, les historiennes et historiens en opposition ont pointé et énuméré les faiblesses portugaises. Les lieux de travail historien apparaissaient négligés au Portugal, notamment après avoir pris ses habitudes à l'étranger. Ils révélaient le très faible investissement consacré par le gouvernement portugais à la culture et au monde universitaire en général. Par exemple, écrivant à Fernand Braudel le 1<sup>er</sup> août 1950 depuis Lisbonne, Vitorino Magalhães Godinho se plaignait : « À la Torre do Tombo<sup>182</sup> les conditions de travail sont devenues pires : on ne peut même plus écrire à l'encre ! toujours le même horaire – de 11h15 à 15h45, pas de catalogues ; des documents soustraits à la lecture ; etc...<sup>183</sup> » et dans une autre lettre, le constat était similaire :

« J'ai fait d'abord la Misericorde d'Almada – de l'autre côté du Tage, en face de Lisbonne. Les archives en état lamentable – les livres par terre ou sur des lits, au soleil et à la poussière et à l'humidité. [...] À la Torre do Tombo il est presque impossible de travailler et il n'y a pas que les horaires, absurdes, trop courts. On ne vous communique que 3 documents à la fois, au maximum<sup>184</sup> ! ». [9 septembre 1951]

Le fonctionnement des principales archives portugaises semblait limiter le travail de l'historien et l'irriter par la même occasion, lui qui était sûrement habitué aux conditions de la recherche en France. De plus, les moyens de conservation d'archives plus confidentielles que les archives nationales le choquaient, comme si elles révélaient un manque de soin voire tout simplement une absence de connaissance des procédures archivistiques à suivre afin de permettre la conservation de la fragile documentation conservée.

Victor de Sá a aussi identifié le sous-équipement des bibliothèques portugaises. Il a écrit à José Barbosa, un ami proche<sup>185</sup> travaillant à la Bibliothèque générale de l'université de Coimbra<sup>186</sup> se plaignant :

« Je déplore l'abandon, l'épuisement – ou le déplaisir ? – dans nos bibliothèques envers des documents si précieux et ces collections de journaux uniques. J'en arrive à me convaincre – et peut-être que cela ne m'éloigne pas de la vérité – qu'il y a eu le dessein, à travers les générations, de faire disparaître tout ce qui déplaît (ou qui supposément déplairait) aux intérêts idéologiques des classes dirigeantes de notre pays. Ce qui, en plus d'être

---

<sup>182</sup> Voir l'introduction du repère « Archives de la police politique et de la censure » pour une courte présentation des archives nationales portugaises.

<sup>183</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, dossier Vitorino Magalhães Godinho, feuille 7.

<sup>184</sup> Voir *idem*, feuille 13.

<sup>185</sup> Ils étaient proches car Victor de Sá le tutoie, pratique très rare dans le monde très codifié des scientifiques portugais du milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>186</sup> La lettre est adressée à la Bibliothèque générale mais elle n'est pas datée. Elle est certainement de la décennie 1960 car, d'une part, cette bibliothèque est restructurée à ce moment-là, et ensuite, il s'agit de la décennie où Victor de Sá a vécu en France.

criminel, est une attitude provinciale<sup>187</sup>, car on ne considère pas la possibilité – qui dans beaucoup de cas se confirme – de conserver en dehors du pays des collections et des revues qui se détruisent ou qu'on laisse se détruire. C'est le cas par exemple de la revue "O Pensamento Social" (n. : La Pensée Sociale), qui compte 4 ou 5 numéros dans les bibliothèques portugaises, alors qu'ici à Paris, et dans d'autres capitales, on en trouve 40 et plus ! Cela serait un sujet de thèse<sup>188</sup> ».

Il constatait la non conservation de la documentation, qu'elle fût consciente ou inconsciente, et remarquait que la pratique était ancienne, donc pas seulement imputables à la dictature. Du fait de son exil, il faisait le constat que la non préservation de la documentation par intérêt ou dédain était dans tous les cas plus que dommageable, privant les historiens de sources, sous-entendant aussi que les bibliothèques étrangères étaient davantage consciencieuses dans la préservation de la documentation rare.

Enfin, l'Université portugaise était régulièrement critiquée. António Henrique de Oliveira Marques, a comparé l'université d'Alabama, située à Auburn, où il exerçait à l'Université portugaise dans une lettre écrite à Vitorino Magalhães Godinho :

« En général, [les étudiants de l'Université d'Alabama] ont peu voire aucune préparation dans les langues étrangères, mais je ne les crois pas plus retardés que la faune inepte avec laquelle j'ai été en contact pendant sept ans. L'Université, n'est pas bonne, au moins pour ce qui concerne l'Histoire, mais elle n'est pas non plus totalement mauvaise. Je la comparerai à l'Université de Coimbra... bien que les professeurs d'ici soient bien plus ouverts, dépoussiérés, cultivés et travailleurs que les Torcatos (n. : *sic*) ou les Lopes de Almeida<sup>189</sup>...<sup>190</sup> » [6 octobre 1965]

Il semblait donc valoriser l'université de Lisbonne. Rappelons qu'António Henrique de Oliveira Marques s'est formé à l'université de Lisbonne et y a enseigné pendant la durée mentionnée dans la lettre. Par ailleurs, l'université de Lisbonne était réputée comme plus ouverte que l'université de Coimbra, cette dernière étant très tournée vers les études classiques et surtout bien plus conservatrice politiquement. Sans entrer dans un éloge béat de l'université états-unienne où il exerçait, il en faisait un espace de bien plus grande ouverture que l'université de Coimbra. L'université états-unienne lui permettait d'entretenir la rivalité entre l'université de Lisbonne et l'université de Coimbra, discréditant fortement le corps enseignant de Coimbra en mentionnant deux de ses enseignants, tous les deux historiens accommodés et très proches du régime et

---

<sup>187</sup> En portugais, le terme est aussi employé comme en français pour distinguer la capitale du reste du pays, qui serait supposément arriéré.

<sup>188</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 709, NT : 1446, feuilles 39 à 43.

<sup>189</sup> Armando MARTINS, « Torquato Sousa Soares », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>190</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT : 7247, feuilles 68 à 69. La lettre est manuscrite. L'original et la copie sont dans le dossier de la PIDE.

donc des symboles d'une université très à droite : Torquato Sousa Soares<sup>191</sup> et Manuel Lopes de Almeida<sup>192</sup>.

Par ailleurs, Maria Nizza da Silva a remarqué qu'elle n'avait jamais vu de professeurs étrangers au Portugal quand elle était étudiante. Elle s'est rendue compte de cela une fois qu'elle s'est installée au Brésil :

« Mon exil fut réellement une bonne chose dans la mesure où j'ai commencé à vivre intellectuellement sérieusement. Le Brésil, en cet aspect, donnait une stimulation, une ouverture, qu'il n'y avait pas au Portugal. [...] Il y avait beaucoup de gens qui venaient à São Paulo à cette période. Je ne me rappelle pas avoir entendu un professeur étranger venir parler au Portugal. Jamais. Je ne m'en rappelle pas en tout cas. On n'invitait pas les professeurs étrangers, il y avait très peu de convivialité, il n'y avait rien. Tous ceux que j'ai connus étaient fantastiques. Il y avait beaucoup de Français parce que l'Université de São Paulo a été créée par tout un groupe de Français, Lévi-Strauss, Monbeig et tous ces gens : mais les contacts étaient très variés parce que chaque faculté avait ses propres intérêts. Donc par rapport à mon exil, ce qui a commencé à me faire écrire, à produire, c'est le Brésil. Il m'a motivée pour tout. [...] C'était un contexte très différent de l'atmosphère suffocante de l'*Estado Novo* au Portugal. Pour moi, c'est seulement une fois arrivée au Brésil que j'ai compris que j'étais ici sans perspective, sans notion des choses. Donc pour moi, l'exil au Brésil fut une très bonne chose<sup>193</sup>. »

Le point de vue de l'historienne sur l'isolement intellectuel dans lequel était le Portugal pourrait paraître exagéré. En effet, des historiens étrangers venaient au Portugal notamment lors des cours d'été<sup>194</sup>. Cependant, les candidats des cours d'été étaient sélectionnés par les professeurs portugais. De plus, Maria Nizza da Silva a quitté le Portugal après avoir obtenu sa licence d'histoire et cela nous montre que les jeunes étudiantes et étudiants n'étaient pas invités à venir écouter les colloques internationaux mais aussi que les professeurs étrangers ne faisaient pas d'interventions dans les cours. Les plus jeunes ne pouvaient donc pas entrer en contact avec les scientifiques étrangers, comme s'ils devaient être préservés de l'extérieur et que les étudiants ne devaient interagir qu'avec des historiens portugais et donc adoubés par le pouvoir.

Victor de Sá a abondé dans le sens d'une impossibilité de travailler au Portugal. Après avoir terminé sa thèse de troisième cycle, il a décidé de rentrer. Il a participé à une conférence intitulée « Roman d'une aventure intellectuelle – mémoire de certaines lassitudes en France dans l'élaboration d'une thèse sur la crise du libéralisme et les premières manifestations de la

---

<sup>191</sup> Évoqué dans le chapitre 5, il est aussi possible de voir sa biographie écrite par Armando MARTINS, « Torquato Sousa Soares », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>192</sup> Qui était ministre de l'Éducation nationale au moment où la lettre a été écrite. Maria de Fátima REIS, « Manuel Lopes de Almeida », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>193</sup> Entretien Maria Nizza da Silva, pages 8 et 9.

<sup>194</sup> J'ai déjà évoqué dans le II)1) du chapitre 5 l'exemple des cours d'été où intervenaient des professeurs étrangers.

pensée socialiste » qui s'est tenue dans l'Ateneu de Coimbra<sup>195</sup> où il a inscrit sa recherche doctorale dans :

« Une expérience d'intervention active dans la lutte politique, [où] le peuple portugais était un peuple à la recherche de son propre destin, détourné de lui-même, un peuple dramatiquement engagé (n. : l'agent fait ici une faute de frappe en écrivant *snvolvido* au lieu de *envolvido*) dans une guerre coloniale, alors qu'il est lui-même un peuple colonisé. [...] Il était impossible de réussir son travail dans son propre Pays, au regard de la distorsion des faits et des concepts historiques, tendancieusement utilisés par le pouvoir<sup>196</sup>. » [30 mai 1970]

Le départ du Portugal lui aurait permis de se libérer de la colonisation mentale entreprise par le pouvoir dictatorial sur les scientifiques portugais et de prendre conscience de l'état de la société dans laquelle il vivait. L'exil, qui plus est en France et donc dans un pays reconnu au Portugal comme riche et supérieur, devait donc être perçu positivement et lui conférait une position de surplomb. Il faut alors analyser ce discours comme une façon de créditer son parcours à l'étranger d'une légitimité pour critiquer le pouvoir, même si en retournant au Portugal, il savait pertinemment qu'il risquait d'éprouver des difficultés, en maintenant son positionnement politique, pour valoriser professionnellement son diplôme.

Toutefois, partir ne signifiait pas quitter définitivement le Portugal. Un lien fort était maintenu avec le pays d'origine des historiens et historiennes en opposition ayant pris la décision de franchir les frontières pour travailler. Le lien était d'abord thématique. En effet, les Portugais partis à l'étranger ont mené des recherches qui se concentraient toutes sur le Portugal ou bien sur les territoires colonisés par le Portugal. Vitorino Magalhães Godinho a fait sa thèse d'État sur les « Prix et Monnaies au Portugal (1750-1850) », Victor de Sá sur « La Crise du Libéralisme et les premières manifestations des idées socialistes au Portugal (1820-1852) », il en va de même pour la thèse de Miriam Halpern Pereira sur le libre-échange durant le XIX<sup>e</sup> siècle ainsi que de l'ensemble des travaux d'António José Saraiva entre 1961 et 1974<sup>197</sup>. De plus, les thématiques liées au Portugal impliquaient des retours nécessaires au pays d'origine – pour celles et ceux qui pouvaient rentrer au Portugal sans risquer d'être emprisonnés ou bien d'être envoyés combattre la guérilla dans les colonies. Miriam Halpern Pereira y est ainsi

---

<sup>195</sup> Je m'appuie sur un rapport d'un agent de la DGS qui surveille ses propos et note les noms des personnes identifiées (référence note suivante).

<sup>196</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 10 982, NT : 4593, feuilles 17 et 18.

<sup>197</sup> Luís Ramalhosa GUERREIRO, « António José Saraiva », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.



retournée plusieurs fois pour se rendre à la Bibliothèque nationale ou bien dans quelques dépôts d'archives afin de récolter des informations pour son travail de doctorat<sup>198</sup>.

Pour ceux qui sont obligés de rester à l'étranger, ils ne peuvent que constater les conséquences de l'éloignement pour leurs recherches. Alors qu'il est en Algérie, Flausino Torres concède dans une lettre à son épouse qu'il aimerait ainsi avoir toute sa bibliothèque :

« N'oublie pas aussi de prendre quelques livres : les manuels de langue portugaise ; de grammaire, de philologie, dictionnaires, *História da Literatura* d'Oscar Lopes (qu'on ne trouve pas ici), Mendes dos Remédios, Joaquim Ferreira<sup>199</sup> etc... Et aussi ces livres qui sont sur l'étagère, derrière la Rose, qui traitent du Portugal du XIX<sup>e</sup> siècle (Basílio Teles etc...) tout comme *História da República* édité chez Século<sup>200</sup>, sur l'étagère derrière le salon de séjour. Tout comme les livres d'Armando Cortesão. Enfin, j'ai besoin de toute ma bibliothèque mais dans cette terre de Maures (n. : *moiros*), ce n'est pas possible<sup>201</sup> ! » [24 avril 1966]

Il est intéressant de voir qu'il souhaitait surtout des ouvrages d'historiens, dans l'ensemble contemporains à l'exception de l'écrivain Basílio Teles, une figure importante de de la République<sup>202</sup>. Cependant, il ne pouvait que constater l'impossibilité de tout avoir à portée de main et l'absence des livres entravait son travail d'historien exilé depuis son refuge algérien.

António José Saraiva a lui demandé à son fils António des livres qui était à son domicile à Lisbonne :

« J'aimerais te demander une faveur : j'ai reçu une proposition pour une traduction espagnole de mon livre sur l'Inquisition. J'ai besoin de relire et actualiser le texte. Je te serais reconnaissant si tu m'envoyais les trois volumes d'António Baião intitulés, si je ne me trompe pas *Episódio da Inquisição* mais envoie la dernière édition (n. : souligné ainsi). Père (n. : j'utilise « père » pour traduire *o Pai*) avait ce livre (3 volumes) dans la bibliothèque. Pour aujourd'hui c'est tout. J'ai maintenant beaucoup de travail et c'est tant mieux. Envoie des nouvelles de la famille. Embrassade de, (signature)<sup>203</sup>. » [19 octobre 1962]

En contradiction avec un des témoignages antérieurs de Víctor de Sá qui louait la bonne dotation des bibliothèques parisiennes en ouvrages de langue portugaise, il semble qu'António José Saraiva ne soit pas parvenu à trouver les livres dont il avait besoin à Paris, nécessitant d'envoyer

---

<sup>198</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, pages 16 et 17.

<sup>199</sup> Un doute subsiste sur l'identité de la personne. Il aurait pu s'agir de Joaquim Ferreira Gomes, mais il semble être encore trop jeune pour avoir publié des ouvrages notables à ce moment (<http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8600>, consulté le 25 octobre 2020).

<sup>200</sup> Écrite par Carlos Ferrão dans le cadre du cinquantenaire de la proclamation de la République (Joaquim Romero MAGALHÃES, « Carlos Ferrão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>201</sup> Fonds Flausino Torres, CD25A, SC 2 : Activité privée, SSC 8 : exilé en Algérie, SR 1 correspondance, feuille 8.

<sup>202</sup> <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=10071>, consulté le 25 octobre 2020.

<sup>203</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 2982, NT : 7242, feuilles 459 et 460.

certaines de ses textes. Toutefois, vaincre la distance n'était pas toujours facile. António José Saraiva a concédé à Óscar Lopes qu'il ne se sentait plus actualisé « sur la bibliographie portugaise sortie ces dernières années, ce qui n'est pas rien<sup>204</sup> ». En conséquence, l'exil pouvait entraîner des difficultés à suivre les parutions historiographiques les plus récentes.

Malgré la distance, le lien avec le Portugal pouvait aussi être lié à des habitudes trop ancrées pour être défaites. Alors qu'António Henrique de Oliveira Marques venait d'arriver comme professeur à l'université de Gainesville<sup>205</sup>, il écrivit à Mário Cardia le 21 octobre 1966<sup>206</sup> : « Le ms. portugais a été envoyé à Lisbonne pour être dactylographié (parce que je n'ai pas encore de machine avec un clavier national et je ne sais pas écrire sur un autre), cela fait déjà 6 mois, et il n'est pas encore arrivé<sup>207</sup> ! ». Parti depuis trois ans du Portugal, il ne parvenait pas à écrire sur un autre clavier que le clavier portugais, signe que les habitudes avaient bien du mal à se défaire – d'autant qu'à cette époque, la moindre faute de frappe était visible sur un tapuscrit. Le lien avec le Portugal était aussi éditorial. Dans la mesure où les travaux des historiens exilés étaient centrés sur le Portugal – même si les textes étaient parfois écrits dans d'autres langues comme le français, l'anglais voire l'espagnol – l'objectif était surtout de publier en portugais et de façon privilégiée au Portugal plutôt qu'au Brésil.

Toutefois, l'éloignement du pays pouvait mettre certains auteurs hors des circuits éditoriaux. António José Saraiva a mis en évidence auprès d'Óscar Lopes les difficultés qu'il pouvait avoir à publier au Portugal après plusieurs années passées en France :

« Cette proposition éditoriale m'intéresse. J'ai un livre sur *L'Inquisition et les Chrétiens Nouveaux* (très différent de mon opus limité sur *l'Inquisition*) que j'aimerais éditer le plus vite possible. Et peut-être un livre d'essais, sous la forme de mélanges. Dis-moi si l'un d'eux t'intéresse. Mes relations sont mauvaises avec Europa-América. *Seara Nova* refuse mes articles, *o Tempo e o Modo* ne m'a obstinément (malgré les suggestions de tierces personnes en ce sens) jamais invité. Au point que, à part le *Comércio do Porto*, je n'ai pas d'éditeur au Portugal. Étrange sort d'un auteur à succès (n. : en français dans le texte)<sup>208</sup>. »

L'isolement éditorial dans lequel se trouvait António José Saraiva lui pesait. Vivant mal son départ du Portugal pour travailler en France, il était peiné de constater l'impossibilité de publier

---

<sup>204</sup> Voir la lettre qu'il envoie à Óscar Lopes dont la date, incertaine, serait proche du premier semestre 1965 dans Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, page 128).

<sup>205</sup> Armando Luís de Carvalho HOMEM, « António Henrique de Oliveira Marques (1933-2007) : Historiography and Citizenship », dans *e-Journal of Portuguese History*, vol. 5, n° 2, hiver 2007, pp. 1-9, [en ligne].

<sup>206</sup> Il s'agit de l'original de la lettre manuscrite et qui est dans le dossier de la PIDE. Par ailleurs, au regard du nombre de lettres originales confisquées d'António Henrique de Oliveira Marques, la police politique a joué des tours à cet historien, en rendant bien complexe sa communication atlantique.

<sup>207</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT :7247, feuilles 44 et 45.

<sup>208</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *op. cit.*, page 180 (la lettre envoyée depuis Paris est de datation incertaine mais date probablement de juin 1968 en raison du livre auquel il est fait référence).

dans les maisons d'édition et les revues proches des groupes en opposition. Il tentait donc de publier chez Inova, où travaillait Óscar Lopes, loin des canaux habituels des historiens en opposition. L'ostracisme éditorial qu'il ressentait pouvait être la conséquence de sa rupture avec le PCP, provoquant un double isolement, soit aussi bien dans les maisons d'édition proches du pouvoir que dans celles de l'opposition qui ne voulaient pas publier des textes d'un historien en inadéquation avec la ligne du PCP.

Fernando Piteira Santos a lui envoyé plusieurs lettres pour sonder les journaux qui accepteraient sa contribution. Conscient que son nom attirait tout de suite l'attention de la police politique, il s'adressait au directeur du journal *República*, Raul Rego, s'enquérant :

« Cher Raul Rego, Seulement pour vous montrer que vient de loin, et non en réaction à des faits récents, mon intérêt pour participer au dialogue (comme tout le monde l'appelle) des Portugais qui parlent les uns envers les autres (j'écris envers et non avec). Je ne sais pas si quelconque journal acceptera la collaboration d'un exilé qui coïncide avec la dangerosité attribuée (généreusement) par les adversaires et l'inconfort qui réprime (sans générosité) les amis. Cependant, de toute façon, je ne voudrais pas apparaître (si cela était viable) dans d'autres colonnes, sans avoir sondé les amis de *República*. Je lui dois mon attention. Si mon nom, et mes proses, ne sont pas indésirables, j'accepterai de collaborer alternativement dans *República* et dans d'autres journaux<sup>209</sup> ». [21 juin 1969]

Sentant que le lien avec le Portugal se perdait, il émettait clairement l'envie d'écrire pour un journal qui lui permettrait d'avoir un contact avec le public portugais proche de l'opposition, sept années après son départ clandestin. Raul Rego a accepté sa collaboration et dès l'année 1970, Fernando Piteira Santos a publié dans les colonnes de *República*<sup>210</sup>. À l'inverse, quand un livre écrit au Portugal était un succès, cela n'était pas sans provoquer une certaine joie. António José Saraiva a semblé rassuré de voir qu'il n'a pas été oublié au Portugal. Ainsi, quand paraît *L'Inquisition et les Nouveaux Chrétiens*, quatre éditions<sup>211</sup> se sont succédées en quelques mois. Il confessait, soulagé et jubilatoire à Óscar Lopes : « Ce succès de vente signifie peu, évidemment, sur la qualité du livre. Cela me montre toutefois que je n'ai pas été oublié au Portugal ce qui suscite chez moi une joie insurpassable<sup>212</sup>. »

---

<sup>209</sup> Dossier Fernando Piteira Santos, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 720, NT : 7051, feuilles 215 à 220, à noter que les passages soulignés le sont aussi dans la lettre de Fernando Piteira Santos.

<sup>210</sup> Comme le montre la lettre de Francisco Lyon de Castro envoyée à Fernando Piteira Santos où il parle de la parution d'un article dans le journal *República*, malgré les nombreuses coupes subies (Dossier Fernando Piteira Santos, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 720, NT : 7051, feuilles 140 à 142).

<sup>211</sup> La seule modification entre ces éditions fut la correction des coquilles dans la seconde édition.

<sup>212</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *op. cit.*, page 198. La datation incertaine mais elle est sûrement autour d'avril 1969.

Le lien avec le Portugal, enfin, pouvait être sentimental. Le souhait de revenir au Portugal, était la plupart du temps exprimé<sup>213</sup>. Cependant, l'accueil réservé aux historiens en opposition a parfois été spécial. En effet, quand Victor de Sá est rentré après avoir soutenu sa thèse, à peine sorti de l'avion, il a été emprisonné et interrogé par la DGS :

« Depuis les premiers moments de son séjour à Paris, le déclarant a constaté le grand fossé dans le niveau de connaissances et de méthodes de travail qui distingue la culture universitaire française de la culture universitaire portugaise, et c'est pour cela que depuis le début, le déclarant a concentré toute son attention, toute son énergie et tout son temps pour combler les lacunes de sa formation intellectuelle et pour recueillir tous les éléments nécessaires à l'élaboration de son travail, de façon à pouvoir répondre à la fois à la confiance et à l'appui que lui ont donné le Conseil d'Administration et le Conseil Scientifique de la Fondation Calouste Gulbenkian, mais aussi de ce professeur français évoqué (Léon Bourdon). [...] Le déclarant considère ses sacrifices et même ses privations compensés, précisément parce qu'il a montré dans un haut Institut Scientifique de renommée mondiale, que les Portugais ne sont pas inférieurs, en ce qui concerne leur capacité intellectuelle, aux peuples de niveau culturel plus élevé et au niveau civilisationnel avancé. Ayant rempli cette mission, le déclarant est immédiatement revenu à la Patrie avec le sentiment de devoir accompli, et bien accompli. Par ailleurs, les circonstances de sa réception par cette police et la forme qu'elle prend ne peut que représenter une profonde blessure pour le déclarant<sup>214</sup>. »  
[14 janvier 1969]

L'agent de la DGS rapportait le décalage entre la France et le Portugal évoqué par Victor de Sá. Ainsi, face à un agent de la DGS, il plaçait son séjour doctoral dans un registre patriotique, très certainement pour convaincre la police politique de le libérer rapidement. Cependant, il semblait surpris d'être félicité de la sorte pour son titre de docteur et soulignait, non sans ironie, l'ingratitude du pouvoir quant à sa contribution au prestige du Portugal à l'étranger après avoir tant travaillé pour combler ce qu'il avait ressenti comme un retard par rapport à la France.

Malgré tout, et en ayant bien conscience de ce qui les attendait, l'envie de rentrer au Portugal pouvait être ressentie comme une nécessité face à la difficulté de s'intégrer dans le pays d'accueil car le pays quitté manquait. António José Saraiva s'est confié à plusieurs reprises à Óscar Lopes sur son expérience d'exil et sur sa difficulté à être loin du Portugal notamment quand il écrivit :

« Un autre problème qui continue de m'affliger est celui de la solitude morale et physique. [...] Je ne suis pas un ratiocineur solitaire. J'aime vivre et parler au milieu des gens. Évidemment que ce n'est pas à Paris que je me sens le plus engagé. Ce ne le sera pas non plus au Brésil, sauf si j'arrête de penser au Portugal, ce qui me paraît impossible. Jusqu'à

---

<sup>213</sup> Sauf pour Maria Nizza da Silva qui tout au long de son entretien a bien insisté sur son refus de revenir au Portugal, considérant que sa vie était maintenant au Brésil.

<sup>214</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 9095, NT : 3594, feuilles 158 et 159.

maintenant, je souffre de tous les désavantages d'être loin du Portugal, sans en échange avoir une autre voie d'intégration<sup>215</sup>. » [23 mars 1964]

Mais aussi dans une autre lettre :

« Mon Cher, j'espère que c'est la dernière année à Paris, mais je ne sais pas si je pourrai revenir à la Patrie. [...]. Ainsi, je ne peux pas attendre des décennies, ni même quelques années pour faire ma vie. Qu'on me donne une chaire à Porto, avec les enfants à proximité, des cours, des élèves, des gens, du confort humain. Je n'ai pas été fait pour cette vie de gitan, bien que je ne la renie pas, parce qu'elle m'a appris beaucoup de choses et qu'elle a repoussé probablement mon vieillissement. J'en tire des conclusions et du coup je penche pour une solution au Brésil, qui risque d'être définitive<sup>216</sup>. » [6 juillet 1963]

En somme, l'isolement social dans lequel il se trouvait lui faisait irrémédiablement penser au Portugal. Sa situation à l'étranger lui rappelait que la liberté pouvait avoir un goût amer, et que l'exil l'éloignait de ses proches. Il prenait pleinement conscience des nombreux sacrifices endurés pour être un scientifique à temps plein sans la pression du pouvoir. Imaginant la vie qu'il aurait pu avoir s'il ne s'était pas opposé, la souffrance ressentie paraissait excéder toute compensation. Ces confessions, écrites dans ses premiers mois d'exil doivent être considérés au regard des dates de son exil. En effet, il n'est parti de France qu'en 1970 et n'a pu rentrer au Portugal qu'après le 25 avril 1974. Les désillusions se sont donc éternisées.

\*

\* \*

Quitter le Portugal autoritaire. Pour certains historiens en opposition ce fut une nécessité, pour éviter d'être emprisonnés en raison de leur activité politique militante ou bien d'être piégés par l'engrenage de la guerre coloniale. Pour d'autres ce fut le désir d'être une historienne ou un historien sans l'entrave du pouvoir. Toujours le pouvoir. Il a été l'aiguillon qui a poussé les historiennes et historiens à franchir les frontières. Le départ, quand il n'était pas contraint, pouvait avoir pour objectif de faire une thèse de doctorat pour les plus jeunes et pour les historiens déjà formés, d'intégrer l'Université ou bien des équipes de recherches. Les destinations n'étaient pas forcément définitives et les opportunités ont pu se multiplier.

L'exil ne signifiait pas l'oubli du Portugal, bien au contraire. Le départ à l'étranger est devenu un moyen de comprendre les contraintes et les faiblesses du travail historien dans le Portugal autoritaire. Dans le même temps, les historiennes et historiens portugais en opposition

---

<sup>215</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *op. cit.*, p. 93.

<sup>216</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *op. cit.*, pages 68 et 69.

partis ont gardé le Portugal comme thématique de recherche et ont conservé un lien fort avec le pays. Le Portugal n'était donc jamais très loin pour ces scientifiques et le retour de la plupart d'entre eux, avant ou juste après le 25 avril 1974 le confirme.

Durant le régime autoritaire, les liens des historiens en opposition en étaient forts avec celles et ceux restés au Portugal. Face à l'adversité d'un pouvoir autoritaire qui sanctionnait les plus engagés, le réflexe a été de se réunir et de tenter de faire groupe, malgré la distance géographique. Du fait de la division de la communauté historique largement causée par le pouvoir, une sous-communauté semble s'être formée.

### III) Faire groupe dans l'adversité : sociabilités d'historiens en opposition

Du fait du contrôle du pouvoir, et de ses attaques, il a pu paraître nécessaire aux historiens en opposition de se structurer. Former un groupe et s'y sentir inclus, était une nécessité pour résister. Un groupe social est caractérisé, selon George Balandier et François Chazel, par l'adhésion à des normes et des valeurs ainsi que par la participation à un même système d'activités<sup>217</sup>. D'après Georges Gurvitch, les auteurs précisent que Georges Gurvitch conçoit le groupe social comme « une unité sociale *réelle*, “observable directement, perceptible du dehors” » et ajoutent :

« Et Gurvitch lui confère une qualité concrète tellement accentuée qu'il mentionne le fait que les groupes “ont souvent à leur disposition une quantité d'objets matériels dont la signification peut être tantôt économique et technique, tantôt simplement symbolique”. Il voit également en ceux-ci le cadre de relations sociales où “les forces centripètes l'emportent sur les forces centrifuges” ; ce qui revient à dire que l'intégration et la solidarité l'emportent sur l'autonomie des membres et que l'“unité doit prévaloir sur la pluralité”<sup>218</sup>. »

Le double regard du dedans et du dehors tout comme la question de l'unité primant sur l'autonomie, s'appliquaient bien au groupe formé par les historiens en opposition. En effet, le pouvoir autoritaire percevait les opposants comme un groupe uni, assimilé à l'opposition démocratique en inadéquation avec les idées du régime. Les historiens en opposition savaient quant à eux qu'ils formaient un groupe à part, par défaut. Leurs interlocuteurs, leurs interlocutrices, partageaient une situation de marginalisation politique et parfois professionnelle voulue et organisée par le pouvoir<sup>219</sup> tout comme une souffrance, face à l'impossibilité de vivre leur condition d'historien comme ils l'auraient souhaité.

Le groupe ne dépendait pas d'une structure formelle, il ne disposait pas d'un lieu de réunion et n'avait rien de bien concret pour le pouvoir. Pour les historiens en opposition, il existait, par nécessité, sans contenu juridique ou associatif<sup>220</sup>. C'était un groupe de fait,

---

<sup>217</sup> « Si le groupe se différencie d'une simple collection de personnes, ce ne peut être que par une ou plusieurs relations(s) établie(s) entre celles-ci. La liaison se constitue par l'adhésion à des normes et à des valeurs (groupe confessionnel, par exemple), la participation conjointe à un même système d'activités (groupe de travail), l'établissement d'un mode de “communication” donnant aux membres du groupe la capacité d'exercer une influence réciproque (association de savants ou de techniciens). » (Georges BALANDIER, François CHAZEL, « groupe social », dans *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 19 octobre 2020).

<sup>218</sup> *Idem*.

<sup>219</sup> Leur position était marginale d'un point de vue politique et professionnel mais pas d'un point de vue économique et social, et encore moins culturel. Ainsi, une grande partie des historiens en opposition, venaient de milieux sociaux favorisés. Leur situation personnelle était parfois précaire mais rarement marginale ou subalterne.

<sup>220</sup> Comme l'expérience malheureuse de légalisation des statuts de la Société portugaise d'histoire et de civilisation, qui aurait pu devenir une structure réunissant les historiens en opposition : voir le I)1) du chapitre 8..

empirique, sans cotisation ni carte de membre. Du fait de sa fragilité, pour faire exister le groupe, il fallait le faire vivre. Cela passait notamment et presque uniquement par une sociabilité historique. La notion de sociabilité a été décrite par Henri Leuwers comme :

« L'analyse de l'aptitude à vivre ensemble, mesurée par l'étude de la vie associative ou de l'ensemble des relations sociales ; la sociabilité devenait le révélateur des "mentalités" de groupes ou le marqueur des transformations sociales à l'œuvre en une période donnée. [...] Il ne s'agit pas, bien évidemment, de prétendre à un renouveau complet de la notion même si les inflexions problématiques se lisent dans les mots, l'étude des "formes" ou des "lieux" de sociabilité laissant souvent la place à celle de ses "pratiques", de ses "réseaux" ou de ses "espaces"<sup>221</sup>. » »

Mobilisée pour la première fois par Maurice Agulhon dans sa thèse complémentaire défendue en 1966, *Pénitents et francs-maçons de l'ancienne Provence. Essai sur la sociabilité, elle est depuis continuellement mobilisée par les historiens. Évoquer l'existence d'une sociabilité des historiens en opposition, c'est justement chercher les quelques espaces où la rencontre devenait possible*. La question est donc de comprendre comment ce groupe social privé d'espace officiel, contrôlé par le pouvoir, a pu exister, et comment une sociabilité d'historiens opposants au pouvoir autoritaire a pu se maintenir.

Tout d'abord, il faut chercher les lieux d'expression possibles pour les historiens en opposition à la dictature. En mettant en lumière les quelques espaces existants, le groupe deviendrait tangible. Ensuite, il faut insister sur les liens entretenus par les historiens en opposition, attestant d'une sociabilité historique spécifique et de leur envie de faire groupe face au pouvoir.

## 1) Investir les espaces restants : les lieux de respiration des historiens en opposition

Les historiens en opposition disposaient d'un certain nombre de points d'appui où il était possible d'entretenir une sociabilité intellectuelle. Des oreilles et des yeux indiscrets pouvaient aussi s'y glisser mais les agents de la police politique tout comme les informatrices et informateurs ne parvenaient pas à déceler tous les éléments jugés subversifs. Ces lieux ont donc eu une importance fondamentale dans la formation ou bien l'entretien des liens entre les historiens en opposition, et plus généralement, entre les opposants au régime politique.

---

<sup>221</sup> Hervé LEUWERS, « Pratiques, réseaux et espaces de sociabilité au temps de la Révolution française », dans Jean-Clément MARTIN, *La Révolution à l'œuvre : Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, pp. 41-55.



Tout d'abord, certains espaces ont vu leur fonction détournée à d'autres fins, façon des plus habiles de conserver une discrétion de rigueur. En effet, toute institution reconnue par l'État pouvait être plus facilement identifiée comme un repaire d'opposants et donc contrôlée. C'est pourquoi les espaces informels offraient une plasticité bien plus grande. Miriam Halpern Pereira a parlé de « communautés informelles, qui étaient des espaces de liberté et avaient des règles pour pouvoir survivre<sup>222</sup>. » Les cafés étaient souvent évoqués comme des lieux hybrides car leur fréquentation, profondément ancrée dans la culture portugaise, commençait dès les études. Ceux autour de la FLUL, quand la faculté était dans le centre historique, étaient investis par les étudiantes et étudiants, comme l'a rappelé António Henrique de Oliveira Marques :

« Comme les professeurs étaient souvent absents et que les horaires étaient contraignants, et en plus aucunement dans l'intérêt des étudiants, il y avait de nombreux moments de convivialité. On parlait beaucoup dans les couloirs et dans le patio de la Faculté, mais aussi dans les cafés et pâtisseries et dans la rue aussi. Je me rappelle des cafés Chiado, Brasileira (du Rossio et du Chiado), Abis, Paládio, Portugal et Chave de Ouro, la pâtisserie Bijou près de la Faculté, et de beaucoup d'autres, selon les goûts de chacun et des itinéraires individuels. Il faut rappeler que dans la Faculté, il n'y avait pas l'ombre d'un bar et encore moins d'une cantine ou bien d'un restaurant. C'est pour cela que les cafés avaient un rôle de formation des jeunes à cette époque. On y étudiait – même si cela n'a jamais été mon cas –, on y discutait et on apprenait. Comme espace de convivialité, c'était extrêmement utile. On parlait de tout, de la politique, et des questions sociales, de l'art, de la haute philosophie, du féminisme etc... Cette convivialité permettait des solidarités variées, notamment dans les commémorations de la fin d'année. On maintenait certaines traditions saines, ludiques, parfois culturelles, mais très différentes du ridicule, réactionnaire, peu élégant et tant de fois offensif bizutage<sup>223</sup>. »

Les cafés pouvaient donc à la fois être des lieux de formation, de discussion et d'apprentissage, alors que la faculté de lettres ne proposait aucun espace de convivialité. Ainsi, António Henrique de Oliveira Marques critiquait l'université de Lisbonne, dont le fonctionnement était favorable aux professeurs et hermétique à l'idée d'en faire un espace de vie. La faculté était uniquement un lieu de transmission de connaissances et empêchant les étudiantes et étudiants de se réunir, peut-être par crainte que des mouvements estudiantins ne décident d'occuper les lieux. En outre, l'historien en profitait pour dénigrer le bizutage (*praxe*), très ancré dans certaines universités notamment à Coimbra et qui perdure encore maintenant. Soulignant aussi le rôle des cafés, Miriam Halpern Pereira a parlé du café Cister comme d'« une meilleure université que l'Université », où les personnes parlaient de livres de cinéma et d'actualité<sup>224</sup>.

---

<sup>222</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 25.

<sup>223</sup> António Henrique de Oliveira MARQUES « A Universidade do Estado Novo, Memórias de um percurso universitário (1950-1964), dans Congresso de História da Universidade 7º Centenário, *Universidades(s), História, memória, perspectivas*, Coimbra, Comissão organizadora do Congresso « História da Universidade », 1991, pp. 431- 442, Volume 5.

<sup>224</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 23.

Les moments fugaces dans les cafés<sup>225</sup> devenaient parfois des *tertúlias* régulières, entendues comme réunions d'intellectuels pour échanger des idées<sup>226</sup>. Elles se faisaient le plus régulièrement dans les cafés ou bien parfois au domicile de l'un d'entre eux. Cette habitude a commencé dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et a pris de l'importance à partir du XX<sup>e</sup> siècle<sup>227</sup>. Cependant, le pouvoir politique avait bien conscience de ce qu'il se passait et les cafés fréquentés par de nombreux opposants étaient identifiés et surveillés comme le café Chiado. Dans le bulletin d'information de la police politique daté du 21 janvier 1947, la case « information » de Joel Serrão précise : « C'est un élément politiquement très suspect, il fréquente assidument le café "Chiado", où il est vu avec d'autres éléments douteux et où il a signé une pétition de l'opposition<sup>228</sup> ». Le détournement des cafés en lieux de l'opposition avait donc ses limites. Il faut aussi ajouter toutes les rencontres informelles chez les uns et les autres. Les invitations et repas impromptus ont été assez peu évoqués dans les sources mais ces moments de partage avaient une importance fondamentale pour renforcer les liens. La surveillance du pouvoir – qui respectait pieusement la propriété privée – s'arrêtait au pas de la porte. En conséquence, les déjeuners et diners devenaient des moments privilégiés pour fraterniser.

Des associations existantes ont aussi pu être investies par les historiens en opposition. La Coopérative des travailleurs du Portugal, qui a existé de 1940 à 1972, en était un exemple<sup>229</sup>. Elle n'a pas fait l'objet d'une étude particulière et son histoire reste à faire. Pourtant de nombreux historiens y ont présenté leurs travaux aux adhérents de l'association. Activement surveillée par le pouvoir, elle n'en était pas moins un espace de liberté qu'il faut évoquer<sup>230</sup>. D'autres associations ont sollicité des historiens en opposition pour venir parler de leurs recherches. Par exemple, c'est le cas de l'Association des étudiants de l'Institut supérieur

---

<sup>225</sup> Un mémoire de master a recensé les principaux cafés où les penseurs se retrouvaient à Porto comme le Café Majestic, a Brasileira, Café Guarany, Café Imperial et le Café Palladium, parmi d'autres (voir Nuno Fernando Ferreira MENDES, *Cafés históricos do Porto, Na demanda de um património ignoto*, sous la direction de Luís Alberto Esteves dos Santos CASIMIRO, mémoire soutenu à l'université de Porto, 2012).

<sup>226</sup> Lors d'un entretien avec le fils d'Óscar Lopes à la Casa da Música de Porto, Sérgio Lopes m'a dit, en se rappelant des propos de son père, que les moments les plus importants étaient les *tertúlias* pour la sociabilité historique.

<sup>227</sup> Les cafés ont commencé à se développer dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, et son utilisation comme espace de sociabilité littéraire et politique débute surtout au XIX<sup>e</sup> siècle. Voir notamment Maria do Rosário PIMENTEL, « Espaços com História na Lisboa dos séculos XVIII e XIX. Do Martinho ao Nicola », dans *RiCOGNIZIONI. Rivista di lingue, letteratura e cultura moderne*, vol. 1, 2014 (1), pp. 253-261.

<sup>228</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : Bol, N<sup>o</sup>P : 103 099, NT : 8033, feuille 13.

<sup>229</sup> Le site Ephemera détient un exemplaire des statuts de cette association. La date de validation de ses statuts est le 6 avril 1940 (voir <https://ephemerajpp.com/2010/12/26/cooperativa-dos-trabalhadores-de-portugal/>, consulté le 30 septembre 2020). Pour la date de fin j'ai utilisé celle fournie sur le site des ANTT, cependant comme la date donnée pour la création n'est pas la bonne, je ne saurais dire si elle correspond à sa fin réelle. (<https://digitarq.arquivos.pt/details?id=4327460> consulté le 30 septembre 2020).

<sup>230</sup> Voir notamment les différentes conférences d'historiens en opposition organisées dans le cadre de cette association et évoquées dans le chapitre 6.

technologique. Un cycle de conférences organisé par l'association s'est tenu entre le 30 novembre et le 16 décembre 1967 sur le thème : « L'évolution sociale. Cycle de conférences sur les grandes étapes de l'histoire ». José Tengarrinha, Augusto da Costa Dias et Alberto Ferreira y ont été invités. Les trois sont appelés « Docteurs », même s'ils n'ont pas le diplôme universitaire adéquat, mais il s'agit d'une forme de reconnaissance honorifique de leurs compétences d'autant qu'une personne ayant une licence pouvait être appelée de la sorte. José Tengarrinha a parlé en premier de « la communauté primitive et de l'esclavagisme », Augusto da Costa Dias de « la formation idéologique du féodalisme » et Alberto Ferreira<sup>231</sup> de « la formation idéologique du capitalisme ». Une dernière date a été ajoutée avec le nom d'Armando Castro sur « le développement économique et social après le XIX<sup>e</sup> siècle, brève comparaison ». Pour cette dernière conférence, le fascicule présentait la conférence d'Armando Castro, commençant en 1848 et allant jusqu'à la Première Guerre mondiale<sup>232</sup>. Un débat final était prévu avec l'ensemble des conférenciers. Le cycle de conférences avait donc une programmation ambitieuse en traitant de thématiques peu abordées dans l'historiographie et notamment en s'intéressant aux XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles. Les titres annonçaient des développements originaux par rapport à l'histoire politique enseignée à l'Université et avaient très certainement une approche critique. En somme, la conférence était une porte ouverte aux opposants et réunissait trois historiens en opposition et un journaliste. Enfin, l'Institut français de Lisbonne créé en 1937, et dont le premier directeur est Léon Bourdon, a permis d'accéder à une bibliothèque où le pouvoir n'avait pas de droit de regard<sup>233</sup>.

En outre, les opposants ont essayé de réactiver d'autres espaces comme l'Université populaire portugaise. Cette association, créée pendant la République en 1919 s'est éteinte en 1950, et non 1933 comme parfois mentionné<sup>234</sup>. Son activité s'est cependant réduite très fortement à partir de la décennie 1930, malgré la participation de figures de renom comme Bento de Jesus Caraça et l'entrain de l'un de ses principaux fondateurs, António Augusto Ferreira de Macedo. En dépit des difficultés rencontrées par l'Université populaire lors de la consolidation

---

<sup>231</sup> Alberto Ferreira est formé en histoire et devient écrivain et journaliste. Il a écrit pour *Seara Nova* et *Vértice* et a donc été lui aussi un opposant (voir sa biographie sur : [https://www.infopedia.pt/\\$alberto-ferreira?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$alberto-ferreira?uri=lingua-portuguesa), consulté le 16 octobre 2020).

<sup>232</sup> Le fascicule est dans un dossier de la PIDE. Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3652, NT : 7287, feuilles 642 et 643.

<sup>233</sup> Alain BOURDON, « Aux Origines de l'Institut français au Portugal. Les relations culturelles entre la France et le Portugal au début du XX<sup>e</sup> siècle », dans Jacqueline PENJON, Pierre RIVAS, *Lisbonne : Atelier du lusitanisme français*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2005, pp. 43-53.

<sup>234</sup> Voir la reprise d'un article de *Vida Mundial* daté du 3 avril 1970 dans le mémoire de Filomena BANDEIRA, « A Universidade Popular Portuguesa nos anos 20, os intelectuais e a educação do povo : entre a Salvação da República e a Revolução Social », mémoire sous la direction de Fernando ROSAS, soutenu à l'université nouvelle de Lisbonne, 1994, vol. 2, p. 157.

du régime autoritaire, une création d'antenne a été tentée à Porto. Elle a suscité une surveillance accrue de la police politique<sup>235</sup>. Plusieurs signataires – dont l'historien Armando Castro – ont envoyé une demande de création au Gouverneur civil de Porto (feuille 9) :

« Les soussignés, considérant que l'absence d'un organisme d'éducation et de culture, assistant l'enseignement officiel, est une lacune pour les aspirations culturelles de notre ville ; considérant qu'à Lisbonne fonctionne une Université Populaire, nous ne nous expliquons pas l'absence d'un organisme similaire dans cette ville ; considérant que dans beaucoup de pays européens, notamment en Suède, en Suisse, en Allemagne, des organismes similaires existent depuis longtemps et avec de bons résultats. Considérant encore, qu'en s'occupant de la réalisation de cette aspiration, ils sont des interprètes de la Politique de Paix de l'Esprit et du Gouvernement de la nation, viennent requérir à son excellence s'il digne autoriser, à l'abri de la loi du 14 février 1907 une délégation de l'Université Populaire Portugaise, afin de pouvoir, pour le moment, fonctionner en régime d'organisation. Le siège de cette université est à Lisbonne et elle a ses statuts approuvés par l'Assemblée générale du 24 août 1919. Elle a été considérée "d'utilité nationale" par le décret-loi n° 5781 du 10 mai 1919, ayant été louée par arrêté du Ministre de l'Instruction publique le 16 avril 1923. »

La demande, à grands renforts de textes de lois rappelant qu'Armando Castro était un avocat tout comme éventuellement d'autres signataires, reprenait les codes et les formulations de rigueur du pouvoir autoritaire. En effet, en parlant de « Politique de Paix et de l'Esprit », la référence au directeur du SPN, António Ferro et à sa « politique de l'esprit » étaient évidentes<sup>236</sup> et montrait la volonté des auteurs de convaincre les autorités municipales. Le Gouverneur civil, un peu désarçonné, s'est empressé de demander des informations à la délégation de la PVDE située à Porto (feuille 8) le 31 mars 1944. La délégation a paru à son tour embêtée. Elle a préparé une lettre (feuille 6) mais en rouge en bas est écrit « il faut attendre la réponse de Lisbonne. Seulement après, la lettre sera envoyée ». Voici la teneur de la lettre préparée, dans l'attente :

« Il faut admettre que les signataires sont animés par les meilleures intentions comme soutenir la "Politique de la Paix et de l'Esprit du Gouvernement de la Nation", bien qu'il n'y en a pas parmi eux qui, par des actes, actions, ou autres attitudes, aient démontré vraiment un intérêt pour les Institutions et par les principes formulés, bien au contraire, le premier des signataires, a exercé la direction d'une "loge" locale dans l'Association Secrète, vulgairement appelée "Franc-Maçonnerie" ».

La police politique a donc cerné l'identité des signataires, en constatant des engagements passés et notamment l'appartenance de l'un d'eux au Grand Orient lusitanien interdit depuis 1935. La PVDE a bien vite compris que sous un argumentaire épousant la rhétorique du pouvoir, les signataires avaient très certainement d'autres visées comme de créer un espace pour les

---

<sup>235</sup> Dossier Universidade Popular Portuguesa, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, CI (2), N°P : 12 316, NT : 3648. Les feuilles du dossier sont indiquées au fur et à mesure.

<sup>236</sup> Voir le II)2) du chapitre 1 pour une présentation d'António Ferro et du SPN.

opposants. Deux lettres de Lisbonne ont suivi, une le 16 octobre (feuille 5) et l'autre le 20 octobre (feuille 4). La première attestait qu'il n'existait pas d'association avec ce nom reconnu par le ministère de l'Éducation nationale. La seconde a ajouté : « il s'agit d'une Association existant depuis très longtemps, qui se dit d'instruction, et qui a dû être autorisée à fonctionner par autorisation du Gouverneur Civil de Lisbonne ». La méconnaissance de l'Université populaire portugaise, y compris de la part des agents de la PVDE du siège de Lisbonne, atteste donc de sa faiblesse de l'Université populaire durant la Seconde Guerre mondiale et donc du déclin de l'institution. Cependant, comme l'institution avait obtenu durant le régime républicain une autorisation et que la dictature entretenait l'idée d'une continuité politique entre la République et le régime autoritaire, les signataires entendaient profiter de l'oubli dans lequel avait sombré l'association pour réinvestir une association tombée certes en désuétude mais légale. Cependant, l'absence de document corroborant son existence à Porto montre que le projet n'a pas abouti. Bien que les historiens fussent éconduits, leur volonté de réappropriation d'anciennes structures de réflexion – et de contestation – révélait la dynamique animant certains opposants.

Il faut aussi insister sur le rôle fondamental de la Fondation Calouste Gulbenkian (FCG). En plus des espaces mis en évidence, la création de la FCG fut déterminante pour les historiens en opposition. Le testament de Calouste Sarkis Gulbenkian<sup>237</sup> signé le 18 juin 1953 fixait les cadres de la fondation : José de Azeredo Perdigão<sup>238</sup> et Kevork Loris Essayan – le gendre de Calouste Sarkis Gulbenkian – ont été désignés comme exécuteurs testamentaires. La reconnaissance officielle de la fondation est intervenue le 18 juillet 1956 par le décret-loi n° 40 572. Le gouvernement insistait dans le préambule du décret-loi sur la générosité de Calouste Sarkis Gulbenkian :

« Nous sommes en face d'un bel exemple de compréhension de la fonction sociale de la richesse, qui s'oppose à l'égoïsme qui paraît conquérir le Monde et qui tend à sacrifier l'idée supérieure selon laquelle la fortune a des devoirs dans l'ordre moral, ce qui ne doit pas être oublié ni décliner. Personne ne l'aura compris aussi clairement que ce grand créateur de richesse que fut Calouste Sarkis Gulbenkian. »

---

<sup>237</sup> Né dans l'Empire ottoman et issu d'une famille arménienne, il a fait fortune grâce à l'extraction pétrolière. Vivant entre Londres et Paris, il s'est réfugié en avril 1942 au Portugal et s'est installé dans un hôtel de Lisbonne. Il meurt dans la capitale portugaise en 1955 (voir sa biographie en français sur le site de la Fondation Calouste Gulbenkian, délégation en France : <https://gulbenkian.pt/paris/fondation/le-fondateur/chronologie/>, consulté le 16 octobre 2020).

<sup>238</sup> Juriste et directeur administratif de la fondation Calouste Gulbenkian pendant 37 ans soit de 1956 à 1993, date de sa mort. Voir sa biographie : [https://www.infopedia.pt/\\$jose-de-azeredo-perdigao?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$jose-de-azeredo-perdigao?uri=lingua-portuguesa), consulté le 16 octobre 2020 ; il est aussi possible de consulter la chronologie de sa vie dans : *José de Azeredo Perdigão, Um destino raro*, Lisbonne, Fondation Calouste Gulbenkian, 2016, pages 64 à 67.

Dans l'article 1<sup>er</sup>, la FCG était définie comme une « fondation privée d'utilité publique générale, ayant pour siège Lisbonne, perpétuelle et dotée de personnalité juridique, qui sera régie par des statuts annexes au présent diplôme ». Le caractère privé de la fondation, reconnu dans la loi, arrangeait le pouvoir qui ainsi n'avait pas besoin de s'engager financièrement et profitait de la manne pétrolière sur laquelle reposait la FCG mais parallèlement, la nature de la fondation s'est retournée contre l'État portugais. En effet, très rapidement, la fondation est devenue, selon Rui Ramos « une espèce de ministère de la culture parallèle<sup>239</sup> », car elle a fourni un nombre important de bourses aux artistes, aux musiciens et aux scientifiques.

Les bourses de la FCG ont constitué une aide importante pour les étudiants et étudiantes portugaises. La FCG a fourni des bourses qui pouvaient aller de quelques mois jusqu'à plusieurs années : elle a octroyé sur la période 1956-1974 un total de 20 863 bourses<sup>240</sup>. Différents types de bourses ont été proposés<sup>241</sup>. Une liste des bourses de longue durée m'a été communiquée<sup>242</sup>, même si j'ai constaté qu'elle ne contenait pas celle reçue par José Tengarrinha<sup>243</sup> ni celle de Joaquim Barradas de Carvalho. Dans les domaines liés à l'histoire, la philosophie et l'histoire de l'art, 37 bourses de longue durée ont été accordées<sup>244</sup> et 8 concernent la recherche en

---

<sup>239</sup> Rui RAMOS « Intelectuais e Estado Novo », dans António BARRETO, Maria Filomena MÓNICA (coord.), *Dicionário de História de Portugal*, Porto, Livraria Figueirinhas, 1999-2000, vol. 8, supplément « F/O », pp. 281 à 289.

<sup>240</sup> Les domaines concernés sont les sciences humaines, la musique, la santé, les sciences naturelles, les arts performatifs et l'ingénierie. 11 537 bourses ont été allouées pour les sciences humaines et sociales soit 55,3 % du total des bourses.

<sup>241</sup> Il y a d'abord les bourses de post-graduation de longue durée (1957), les bourses de spécialisation dans le pays (1961), les bourses de spécialisation à l'étranger (1962), les bourses de perfectionnement artistique à l'étranger (1966), les bourses de licence ou régime spécial (1966), les bourses de recherche en culture portugaise (1969), les bourses de recherche en culture lusophone (1969), les bourses de courte durée (1971), les aides pour voyage et stages (1971).

<sup>242</sup> Les chiffres qui m'ont été communiqués par la Fondation Gulbenkian ne m'ont pas permis d'exploiter les bourses de courte durée, car les bourses d'histoire sont au nombre de 2. Elles ont dû être régulièrement intégrées dans les données plus générales des sciences humaines et sociales, ce qui rend ces données difficilement exploitables.

<sup>243</sup> Elle a peut-être été dans une autre catégorie qu'histoire-philosophie ce qui pourrait expliquer son absence. Ainsi, José Tengarrinha a eu une bourse de la fondation entre 1963 et 1966, où il a pu mener ses recherches sur le XIX<sup>e</sup> siècle. L'information de cette bourse de la FCG est donnée dans une coupure de presse du *Diário de Notícias*, édition de Funchal (Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1326/51, NT : 2692, feuille 47) mais aussi dans la rubrique nécrologique du *Diário de Notícias* : <https://www.dn.pt/opiniao/opiniao-dn/viriato-soromenho-marques/jose-manuel-tengarrinha-1932-2018-o-homem-que-amava-a-verdade-e-nao-sabia-odiar-9532400.html>, consulté le 14 octobre 2020.

<sup>244</sup> La liste qui m'a été communiquée par la Fondation Gulbenkian concerne les boursiers d'histoire-philosophie entre 1957 et 1968 et à partir de 1968, seulement d'histoire. L'histoire de l'art est aussi comprise dans cette liste. Ce sont au total 37 personnes qui ont bénéficié d'une bourse dans les domaines énumérés précédemment. 35 sont des Portugaises et Portugais, deux sont étrangers : Cecilia Tse de Almeida, de nationalité chinoise et une de « nationalité inconnue » mais qui s'avère être indubitablement française : il s'agit de Léon Bourdon (1900-1994), qui a dirigé l'Institut français de Lisbonne et qui fut professeur de portugais à l'université de Poitiers. Il a obtenu une « aide pour voyage et stages » pour se rendre au Brésil en 1971.

histoire<sup>245</sup>. Pour les historiens en opposition, comme Victor de Sá, elles ont été un moyen de compléter voire parfois de remplacer certaines bourses accordées par les crédits publics. Les opposants ont ainsi pu trouver un moyen d'obtenir une bourse, jusque-là refusée par le pouvoir.

Avec son rôle de premier plan, la FCG a dû ménager le pouvoir politique et dans le même temps elle a entendu apporter son soutien sans considérations politiques. Rui Ramos a par ailleurs rappelé que José de Azeredo Perdigão avait soutenu une liste du MUD en 1945 et avait pu, à un moment de sa vie, être en opposition au pouvoir dictatorial<sup>246</sup>. La police politique surveillait activement les bourses données aux opposants. L'échange épistolaire entre José de Azeredo Perdigão, directeur de la FCG, et le directeur de la PIDE autour de la candidature d'António José Saraiva présentée en 1958 a mis en évidence le souhait initial de conformité de la FCG :

« Excellentissime Monsieur le Directeur, avec mes cordiales salutations je me permets de soumettre à la haute considération de Votre Excellence ce qui suit concernant le Dr. António José Saraiva, professeur de lycée et 1<sup>er</sup> Assistant de la Faculté de Lettres de l'Université de Lisbonne l'année 1942-1943. À l'étude de son "curriculum vitae", il apparaît que l'œuvre produite est réellement, d'un point de vue intellectuel, d'une valeur nationale. L'Académie des Sciences de Lisbonne lui a concédé le prix Albino Sousa Cruz en 1946. Le Dr. António José Saraiva nous demande la concession d'une bourse d'études pour les suivantes finalités "poursuivre des recherches déjà commencées sous divers aspects de la culture portugaise et de la religion du XVIII<sup>e</sup> siècle dans les nations péninsulaires. Sa conviction est que son travail s'améliorera substantiellement avec la fréquentation des cours du Professeur Koyré (Science et religion au XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment) à l'École des Hautes Études de Paris, et sous la direction du Professeur Marcel Bataillon du Collège de France. Il ajoute que le milieu universitaire de Paris offre des conditions exceptionnelles propices à son travail, pour diverses raisons et entre elles la possibilité de consulter dans les bibliothèques françaises des éléments inexistant dans notre Pays et essentiels aux recherches auxquelles il se dédie". Nous avons appris que cet Assistant de la Faculté de Lettres a été démis de sa charge dans les termes de l'application de la loi n° 25 317 du 13 mai 1935. Cette circonstance provoque une grande préoccupation quant à l'avantage, sur le plan national de faciliter le départ à l'étranger du Docteur António José Saraiva. Les informations obtenues à son sujet sont à son avantage, d'autant qu'il nous a été assuré que celui-ci a coupé tous ses liens qui ont déterminé l'application de la loi

---

<sup>245</sup> Le nombre de boursiers en histoire est de 8, soit un cinquième, et la première bourse est allouée en 1963 seulement. Carlos Eduardo Bastos de Soveral ; Joaquim Victor Baptista Gomes de Sá, Maria Beatriz Marques Nizza da Silva, José Hermano Saraiva, António Manuel Dias Farinha, Fernando Amaro Monteiro, Léon Bourdon, José Mário de Paiva Cumbre. Les espaces géographiques d'études étaient assez divers : 2 sur Portugal continental et 1 sur le Mozambique, 2 au sujet du Brésil, 1 sur l'Italie, 1 sur la France et 1 au sujet de la Tunisie. 6 des bourses accordées sont de longue durée, 1 bourse de recherche en culture lusophone et une aide de courte durée pour une aide au voyage. Un quart était des historiens proches de l'opposition : Maria Nizza da Silva et Victor de Sá. La condition pour consulter les dossiers des boursiers et boursières est d'obtenir l'autorisation des personnes concernées ou bien d'obtenir des descendants cette autorisation. Il aurait été tout particulièrement intéressant de consulter le dossier de Victor de Sá mais face à ces obstacles, je n'en ai pas eu la possibilité. De même, j'aurais voulu obtenir l'autorisation de Maria Beatriz Nizza da Silva mais elle était déjà rentrée au Brésil quand j'ai eu connaissance de ces complexes conditions, et malgré une relance de mail, le fils de Maria Beatriz Nizza da Silva n'a pas donné suite. J'ai développé en revanche dans le chapitre 4 le dossier de Fernando Amaro Monteiro qui n'était pas un opposant au régime.

<sup>246</sup> Rui RAMOS « Intelectuais e Estado Novo », *op. cit.*

évoquée et une des raisons pour lesquelles il entend s'absenter pour aller à l'étranger est justement d'empêcher tout contact avec des personnes et des institutions avec lesquelles autrefois il était en contact. Dans ce sens, et le député José Saraiva assurant que le Ministère de l'Éducation Nationale<sup>247</sup> ne manifesterait aucune opposition au départ pour l'étranger de son ancien fonctionnaire, nous serions très reconnaissants si Votre Excellence, pour nous orienter, avait la gentillesse de nous donner l'information qu'il juge opportune<sup>248</sup> ». [20 juin 1958]

José Azeredo Perdigão mettait en balance la qualité scientifique du dossier d'António José Saraiva avec son passé militant et son expulsion de l'Université auprès du directeur de la police politique du passé de militant de ce candidat et notamment de son expulsion de l'université de Lisbonne<sup>249</sup>. La prudence du directeur de la FCG montre que la fondation ne souhaitait pas entrer en conflit avec le pouvoir autoritaire, seulement quelques années après sa création et semblait même vouloir coopérer avec la PIDE interrogeant le profit pour la nation d'un départ à l'étranger. De plus, en demandant des éclaircissements à la PIDE, la FCG savait pertinemment que si la police politique émettait un avis défavorable, elle serait contrainte de suivre l'avis. Elle octroyait donc à la PIDE le dernier mot quant à la candidature, préférant se déresponsabiliser de toute décision. En effet, une mention manuscrite du directeur de la PIDE demandait de répondre qu'António José Saraiva était :

« Toujours fidèle aux doctrines communistes et à ses principes subversifs. Sa proximité avec les Portugais en France sera extrêmement dangereuse pour la formation de ces jeunes. Il y a encore quelques semaines, le docteur A.J. Saraiva collaborait activement avec un journal cryptocommuniste et ce n'est pas vrai qu'il s'est repenti de ses principes et des contacts qu'il a maintenus ». [30 juillet 1958]

Aux yeux de la PIDE, la dangerosité d'António José Saraiva était évidente et sa proximité avec le PCP maintes fois corroborée. En conséquence, elle coupait court aux arguments de l'historien qui n'a donc pas obtenu de bourse de la FCG et a dû attendre une bourse française pour partir en 1961.

Les premières années de son existence se sont écoulées en harmonie avec le pouvoir autoritaire. José de Azeredo Perdigão a ainsi reçu du président de la République une des plus importantes distinctions honorifiques portugaises, la grand-croix de l'ordre de Saint-Jacques de

---

<sup>247</sup> Il s'agit de José Hermano Saraiva, le frère d'António José Saraiva qui lui avait déjà apporté son soutien notamment pour le faire sortir de prison en 1949 (voir le III)1) chapitre 6). En 1958, José Hermano Saraiva était député de l'UN et donc parfaitement intégré dans le régime autoritaire. Mentionner le nom de son frère était donc un argument en la faveur d'António José Saraiva.

<sup>248</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 756/47, NT : 2599-2600 (Pasta 4 : 2600), feuilles 154 et 155.

<sup>249</sup> Même si le départ de l'université de Lisbonne s'explique non pas par l'application du décret 25 317 mais par un désaccord avec le professeur cathédrique Manuel Heleno (Luís Ramalhosa GUERREIRO, « António José Saraiva », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).



l'Épée<sup>250</sup>. De plus, le président du Conseil, António de Oliveira Salazar, a visité les bibliothèques itinérantes de la FCG comme l'évoquait un article du *Diário de Notícias* intitulé : « Les bibliothèques itinérantes de la Fondation Gulbenkian ont été visitées par le Président du Conseil ». Il y était notamment rapporté :

« Très intéressé par tous les détails de cette grande œuvre, Monsieur le Président du Conseil, à qui a été présenté une carte avec les indications explicatives sur les centres de rayonnement des bibliothèques itinérantes, a manifesté ses meilleures impressions sur la valeur et l'utilité de cette belle entreprise<sup>251</sup> ». [22 mai 1958]

La fondation a même été perçue comme un allié de l'État en 1960 dans un article du *Diário de Notícias* intitulé « La Fondation Gulbenkian et l'Outremer », où le journaliste relevait :

« Sur cet aspect, à travers ses agissements, comme dans d'autres, la Fondation Gulbenkian ne fait rien de plus que de compléter l'œuvre de l'État, suivant l'orientation fixée par lui comme suprême définisseur des intérêts nationaux ; mais ses possibilités financières, appliquées naturellement dans des domaines plus restreints que ceux de l'État, influenceront favorablement la résolution de l'un de nos défis les plus pressants<sup>252</sup>. » [3 août 1960]

La FCG semblait donc être en symbiose parfaite avec le pouvoir et poursuivait la ligne politique autoritaire, en participant au financement de bourses accordées aux Portugais afin de défendre et de promouvoir l'Empire portugais.

Toutefois, la FCG, est devenue, à partir de la décennie 1960, l'institution vers laquelle les opposants se tournaient exclusivement, sachant que les crédits publics ne leur étaient pas destinés. Les boursiers devaient rédiger un rapport des activités afin de montrer comment le boursier ou la boursière entendait réinvestir professionnellement l'aide perçue au Portugal. Les arguments des boursiers ont montré une utilisation bien différente de l'argent de la FCG. Par exemple, Joaquim Barradas de Carvalho justifiait à Duarte de Castro de la FCG son impossibilité d'en profiter personnellement au Portugal<sup>253</sup>. En effet, s'il avait bénéficié de la bourse, le régime portugais avait écarté son dossier de candidature à un poste à l'université de Porto<sup>254</sup> et concluait : « Prenant en compte ce fait, je ne pense pas rentrer au Portugal tant que ce sera la PIDE qui admet ou exclut des Professeurs de l'Université ». Il expliquait ensuite comment, du

---

<sup>250</sup> Voir la coupure de presse de l'article du *Diário de Lisboa* datée du 23 juillet 1959 mentionnant la réception de la « *Grã-Cruz de Santiago de Espada* des mains du Chef de l'État ». (Dossier Fondation Calouste Gulbenkian, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3549, NT : 7275, feuille 208).

<sup>251</sup> Dossier Fondation Calouste Gulbenkian, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3549, NT : 7275, feuille 277.

<sup>252</sup> Dossier Fondation Calouste Gulbenkian, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3549, NT : 7275, feuilles 193-194.

<sup>253</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuilles 416 à 420. La lettre est datée du 21 octobre 1963 et expédiée depuis Paris.

<sup>254</sup> Évoqué dans le I)1) du chapitre 6.

fait de l'impossibilité de rentrer au Portugal pour travailler, il avait accepté la proposition de Fernand Braudel, appuyée par Léon Bourdon, d'intégrer le CNRS tout en précisant qu'il n'entendait pas arrêter de collaborer avec la Fondation, « collaboration que je poursuivrai par ailleurs avec le plus grand plaisir, car je n'oublie pas la reconnaissance de dette que j'ai envers la Fondation, l'unique institution de mon Pays qui jusqu'aujourd'hui m'a aidé ». Ainsi, Joaquim Barradas de Carvalho montrait comment pour les opposants, la FCG s'était substituée à l'État portugais. Si la FCG voulait que le Portugal tirât profit des recherches menées à l'étranger, les opposants voyaient surtout la possibilité d'être financés pour travailler. En effet, en accordant à des opposants des bourses de recherche, elle permettait à des chercheurs de mener des recherches à l'étranger et de s'affranchir du contrôle idéologique du pouvoir. La FCG est donc devenue l'interlocutrice principale de l'opposition.

Le pouvoir a très vite pris conscience du rôle de refuge que la FCG commençait à jouer. La FCG était en effet surveillée pour toutes ces bourses données aux opposants politiques. L'existence d'un dossier de la FCG dans les archives de la police politique montre la méfiance de cet instrument de contrôle vis-à-vis de l'institution. Dans une première note d'information datée du 17 février 1960, la police politique indiquait que la FCG « ne protège ou n'aide que les individus qui militent à l'extrême gauche<sup>255</sup> ». Une autre information, intitulée « La Fondation Calouste Gulbenkian et la concession de "bourses d'études" », comportant le tampon « secret » en rouge en haut à droite, a été envoyée au président du Conseil, au ministère de l'Intérieur, de la Défense nationale et de la Marine, signalant :

« Depuis un moment, les Services de Cette Police ont signalé qu'un grand pourcentage des "bourses d'études" concédées par la "Fondation Gulbenkian" se destinent à des individus non seulement opposés aux actuelles institutions mais aussi de tendance notoirement communistes, au point qu'il semble que pour bénéficier de l'aide de cette "Fondation", c'est la condition, si ce n'est la principale, pour le moins d'un certain poids, que d'être politiquement de tendance gauchiste. Il en a été constaté de même pour certains de ses employés, spécialement ceux qui sont directement liés aux bibliothèques itinérantes. [...] L'énumération de différents cas serait, en plus de fastidieuse, incomplète, du fait du manque d'éléments autour des "bourses d'études" concédées, car il n'existe pas, du moins à la connaissance de cette Police, de quelconque contrôle sur leur attribution. [...] Cela est à déplorer, et encore plus maintenant, du fait de la campagne contre le Portugal développée par une coalition internationale, de majorité communiste et pré-communiste. [...] Dans ces conditions, il se vérifie que les individus indiqués dans des informations antérieures ont été couverts par la "Fondation Gulbenkian". Nous devons donc admettre que nous pouvons conclure qu'elle représente ou va représenter le bastion de l'opposition au Portugal<sup>256</sup> ». [1961]

---

<sup>255</sup> Dossier Fondation Calouste Gulbenkian, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3549, NT : 7275, feuille 200.

<sup>256</sup> *Idem*, feuille 168.

L'impossibilité de contrôler l'attribution des bourses d'études que la fondation donnait, irritait donc au plus haut point la PIDE. Les limites de la nature de la FCG, fondation privée, devenaient évidentes car le champ de l'action de l'État s'arrêtait aux portes de la FCG et la PIDE était dans l'impossibilité de connaître précisément et de consulter les dossiers de bourses octroyés. Furieuse de voir son omniscience limitée, elle souhaitait surtout, par la répétition des références au communisme supposé des personnes financées par la FCG, attirer l'attention d'António de Oliveira Salazar, principal destinataire du courrier et interlocuteur régulier de la PIDE, afin de lui donner l'impression que la FCG devenait un État dans l'État. Il y avait cependant une exagération notoire de la part de la PIDE. Obsédée par la lutte contre le communisme et la défense du Portugal alors que la guerre coloniale venait tout juste de commencer, toutes les personnes recevant une bourse n'étaient pas des opposants.

En effet, La FCG faisait aussi intervenir des personnalités de tous les bords politiques y compris en pleine guerre coloniale. Par exemple, une coupure de presse du journal *Diário de Notícias* du 31 mai 1962<sup>257</sup> rapporte que Pierre Goemare a donné une conférence dans l'auditorium de la FCG. Cet écrivain belge ayant vécu quelques années au Portugal rappelait son amitié pour António Ferro, signe d'une proximité avec l'ancien directeur de la propagande portugaise et figure de premier plan des premiers temps de l'*Estado Novo*. Ensuite, il a salué l'action du président du Conseil « face au projet d'invasion de la Péninsule durant la Seconde Guerre mondiale » et contesté ensuite :

« La campagne contre le Portugal à cause de ses provinces ultramarines et l'attitude injuste assumée par certaines nations. Il a critiqué Nehru pour son agression inique contre Goa, contre les Portugais, montrant comment le disciple avait renié le maître, Gandhi l'apôtre de la non-violence. »

L'intervention de Pierre Goemare, défenseur des possessions coloniales portugaises et de la ligne politique du gouvernement autoritaire portugais montre que la FCG laissait toutes les voix s'exprimer et pas uniquement les opposants de gauche, contrairement à ce qu'avancait la PIDE.

La FCG, ne limitait pas son champ d'action à des bourses. Elle a appuyé des structures qui ont fait frémir le pouvoir politique. Ainsi, elle a soutenu financièrement la Société portugaise des écrivains (SPE), une association liée aux groupes d'opposition. Ses statuts ont été

---

<sup>257</sup> *Idem*, feuille 154.

validés le 4 juillet 1956<sup>258</sup>. Son premier président a été Aquilino Ribeiro<sup>259</sup> et Jaime Cortesão fut aussi un de ses présidents. Elle réunissait les auteurs portugais et comptait un certain nombre d'historiens opposants parmi ses membres. Fernando Piteira Santos a, par exemple, été trésorier de la SPE. Elle est rapidement surveillée par la police politique comme le montrent les photographies des convives prises en 1957 par un agent de la police politique lors d'un repas à la Casa do Alentejo. Le rapport faisait état de la surveillance d'un « déjeuner de fraternisation des écrivains réalisée hier dans la “Casa do Alentejo” dans cette ville de mars 1957 ». Le plus surprenant est la série de photographies accompagnant le rapport, où des numéros sont apposés sur les clichés avec au dos le nom des personnes identifiées<sup>260</sup>.

Les différents prix distribués par la SPE recevaient le soutien financier de la FCG. Dans les archives personnelles de Fernando Piteira Santos, un document montre la convention établie entre la FCG et la SPE. Pour les historiens récompensés, le prix défini par l'article 1 était appelé « Oliveira Martins ». L'article 2 fixait le montant qui était de 25 000 escudos soit, l'équivalent de 11 000 euros actuels en prenant comme année de référence 1960. La somme était donc importante<sup>261</sup>.

La SPE est aussi devenue une structure vers laquelle les opposants se tournaient en cas de problème. Ainsi, la famille de Flausino Torres a écrit à la SPE<sup>262</sup> lorsqu'il a été incarcéré dans la prison d'Aljube :

« Il est enfermé en permanence dans une cellule de 1,5 m, presque sans lumière. Il souffre d'une grave maladie. Il n'a pas un livre, un stylo, un bout de papier si ce n'est quand il a le privilège de pouvoir écrire deux fois par semaine à sa famille, durant quelques minutes, trop courtes. Il ne sait pas de quoi il est accusé – mais il semble victime d'une haine non méritée et gratuite. [...] D'un autre côté, au-delà de sa situation personnelle, c'est l'écrivain qui est en train d'être violenté dans sa liberté, dans son droit légitime de poursuivre, même dans la prison, son travail. Et ce membre de notre famille n'est pas prisonnier depuis sept jours, mais depuis sept semaines. Notre appel, Docteur Ferreira de Castro<sup>263</sup>, a pour objectif que la Société Portugaise des Écrivains demande qu'il soit permis au Docteur Flausino Torres, comme il est juste et légal, de recevoir des livres d'études. Dans un pays où tous les hommes doivent lutter pour les droits les plus élémentaires, nous demandons à la

---

<sup>258</sup> Voir la page de présentation sur le site des ANTT (<https://digitarq.arquivos.pt/details?id=4334624>, consulté le 16 octobre 2020)

<sup>259</sup> Figure du républicanisme portugais, il s'est notamment exilé entre 1927 et 1933 du Portugal pour des raisons politiques (voir sa biographie : [https://www.infopedia.pt/\\$aquilino-ribeiro?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$aquilino-ribeiro?uri=lingua-portuguesa), consulté le 19 octobre 2020). Sa nomination à la tête de la SPE montre que cette association regroupait majoritairement des opposants.

<sup>260</sup> Dossier SPE, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 461/54, NT 2742, feuilles 149 à 158.

<sup>261</sup> Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SSC : Société portugaise des écrivains, SR : Documentation diverse 1958 ? -1961, dossier 15.

<sup>262</sup> La lettre est sans date mais elle est très certainement écrite au tout début de l'année 1963, comme il est fait référence aux deux mois d'emprisonnement de Flausino Torres, incarcération qui débute en novembre 1962.

<sup>263</sup> Il s'agit de José Maria Ferreira de Castro, qui était à ce moment directeur de la SPE ([https://www.infopedia.pt/\\$ferreira-de-castro?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$ferreira-de-castro?uri=lingua-portuguesa), consulté le 26 octobre 2020).

Société Portugaise des Écrivains qu'elle fasse, encore une fois, un effort pour la défense des droits des écrivains portugais<sup>264</sup> ».

Ainsi, quelques années après sa naissance, la SPE était une structure importante au point que les proches d'opposants s'adressaient à elle pour faire pression sur le pouvoir et permettre à Flausino Torres d'écrire. Dans la mesure où la SPE avait un statut légal et réunissait de prestigieux signataires, elle pouvait essayer de jouer ce rôle. Elle a aussi envoyé une lettre au ministre de l'Intérieur pour soutenir Victor de Sá :

« A été porté à notre connaissance, à travers une douloureuse et émouvante lettre de la femme du Dr. Victor de Sá, que notre très cher membre se trouve dans les prisons préventives de la PIDE de Porto, depuis le 29 juin passé. Cette dame nous a aussi fait part des recherches faites par cette police politique au domicile et dans l'établissement de cet écrivain et libraire, concluant qu'il n'y avait rien de censurable ou d'interdit et qui confirmât des suspicions existantes contre le Dr. Victor de Sá, et que cet emprisonnement n'aurait été motivé que par la remise à un ami d'un document à caractère politique qui circulait dans le Pays. Ainsi, nous venons avec la ferme conviction de faire notre devoir et de donner à nos membres l'appui moral et une protection, et sollicitons de Votre Excellence pour ce cas, sa plus grande attention et compréhension, d'autant que la femme de Dr. Victor de Sá nous dit que les investigations sont déjà terminées. Avec nos cordiales salutations, nous soussignés, (signature du président au nom de la SPE)<sup>265</sup> ». [1<sup>er</sup> novembre 1960]

La SPE entendait donc soutenir ses membres en pointant les failles de la procédure en cours contre Victor de Sá et défendre les auteurs portugais des abus du pouvoir autoritaire, notamment afin de faire pression pour que la procédure judiciaire ne s'enlisât pas, dans la mesure où la PIDE avait la mauvaise habitude de laisser en prison les opposants et de tarder à enclencher les procès. Elle s'est donc transformée rapidement après sa création en un groupe de pression pour défendre ses sociétaires qui étaient régulièrement des opposants.

Cependant, en 1965, l'attribution du prix de la meilleure nouvelle à *Luuanda* de Luan-dino Vieira, un auteur angolais emprisonné au camp de Tarrafal a provoqué l'ire de la PIDE et du pouvoir. En pleine guerre coloniale, la récompense a été perçue comme un soutien de la SPE à un auteur favorable à l'indépendance. En conséquence, à peine quelques jours après l'attribution du prix, la SPE a été dissoute par décision ministérielle. Sa disparition brutale a déclenché une vague d'indignation dans le pays et de la part des exilés politiques portugais. D'abord, le FPLN a fait part de sa sidération dans une longue lettre écrite en français, intitulée « Une vague de terreur fasciste contre la culture portugaise ». Il rappelle :

« Le prétexte a été l'attribution du Grand Prix de la Nouvelle de la Société des Écrivains au livre "Luuanda", de l'écrivain Luandino Vieira, pseudonyme du patriote angolais

---

<sup>264</sup> Fonds Flausino Torres, CD25A, SC2 : Activité privée, SSC6 : Prisonnier de la PIDE, SR 1 : Correspondance, dossier 4.

<sup>265</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N° : 1149/49, NT : 5034, feuille 29.

António Graça, lequel, en ayant été arrêté par la PIDE, se trouve aujourd'hui dans le camp de concentration de Tarrafal, dans les îles du Cap Vert. Quelques jours après, des groupes fascistes et d'agents de la PIDE ont saccagé le siège de la Société Portugaise des Écrivains. Le Ministre de l'Éducation Nationale a décrété sa dissolution. La PIDE interrogeait ou arrêtait les écrivains Gaspar Simões, Fernando Botelho, Augusto Abelaira, Manuel da Fonseca et Alexandre Pinheiro Torres, membres du Jury qu'avait consacré l'œuvre de l'écrivain angolais. [...] Dans plusieurs pays, les écrivains et les intellectuels (n. : *sic*) démocrates manifestent leur indignation et leur protestation contre les mesures arbitraires dont les intellectuels portugais sont victime (n. : *sic*). Des écrivains célèbres du Brésil, d'Italie, de la France, de l'Angleterre, de la Tchécoslovaquie, de la Belgique, de la Hongrie et d'autres pays se solidarisent avec les écrivains portugais. La Communauté Européenne des Écrivains proteste<sup>266</sup>. » [Juillet 1965]

En effet, l'indignation et l'incompréhension sont exprimées par de nombreux auteurs de plusieurs pays à la suite de cette décision. Par exemple le journal *Le Monde* dans son numéro du 23 et 25 mai 1965 parle de la dissolution de la SPE, mais aussi le *New York Times* et enfin Sir Bertrand Russel, Graham Greene, J. B. Priestly et Sir Julian Huxley ont appelé le gouvernement portugais à la modération<sup>267</sup>. Pareille indignation dans le journal dirigé par Joaquim Barradas de Carvalho depuis São Paulo. Dans l'article de *Portugal Democrático* intitulé « L'Obscurantisme Salazariste – XI Encore les Écrivains », il rapportait la disparition de la SPE en ces termes :

« Quelques centaines, pas beaucoup, d'écrivains "armés-jusqu'aux-dents-avec-des-stylos-à-encre-permanente<sup>268</sup>", font trembler le "solide" édifice salazariste ! Il semble ne pas y avoir eu, de mémoire, une vague de répression comme celle que sont en train de vivre les courageux intellectuels portugais dans la malheureusement longue histoire de l'obscurantisme salazariste<sup>269</sup>. » [Septembre 1965]

Par ailleurs, du fait de la disparition de la SPE, Armando Castro n'a pas reçu son prix attribué. En effet, quelques jours avant, il avait été récompensé du Grand prix national de l'essai, sa seule récompense pendant le régime autoritaire. Il a envoyé une lettre au directeur de la SPE, Jacinto Prado Coelho, pour savoir s'il pouvait recevoir le prix, sans succès :

« Avec les insolites circonstances qui se sont produites et ont affecté le processus normal qui devait avoir lieu, j'aimerais savoir si Votre Excellence pouvait m'indiquer quand est-ce que je pourrai m'adresser Monsieur le Docteur pour recevoir le prix avec lequel j'ai été distingué<sup>270</sup>. » [6 juin 1965]

---

<sup>266</sup> Fonds Flausino Torres, CD25A, SC2 : Activité privée, SSC8 : Exilé en Algérie, SR : Documents divers (PCP/FPLN).

<sup>267</sup> Cláudia Pinto RIBEIRO, « Do texto ao contexto : Luanda e a extinção da Sociedade Portuguesa de Escritores », dans Francisco TOPA, Elsa PEREIRA, (coord.), *De Luanda a Luandino : Veredas*, Porto, CITCEM, 2015, pp. 43-54.

<sup>268</sup> Joaquim Barradas de Carvalho mobilise l'expression utilisée par Jorge Reis, dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation nationale Galvão Teles, à la suite de la disparition de la SPE.

<sup>269</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 320.

<sup>270</sup> Dossier SPE, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 232, NT : 1179, feuille 257.

La présence de la lettre originale est le signe que la police politique a récupéré ce document et qu'Armando Castro n'a certainement pas reçu son prix. Une nouvelle association, l'Association portugaise des écrivains, a été créée après un long processus. L'idée a été lancée à la fin de l'année 1969, en pleine période marcelliste, mais il a fallu attendre 1973 pour qu'elle parvînt à faire valider ses statuts qui n'avaient connu que de légères modifications par rapport à la version de 1969<sup>271</sup>. Le pouvoir a dû volontairement ralentir la reconnaissance de cette nouvelle institution réunissant les auteurs portugais, échaudé par le souvenir de la SPE.

Enfin, un dernier exemple reprend plusieurs idées évoquées dans la sous-partie. Un « Centre d'études du XIX<sup>e</sup> siècle » a existé entre 1969 et 1974 au Grémio Literário avec le soutien financier de la FCG<sup>272</sup>. Du fait de son image « très bourgeoise » et conservatrice<sup>273</sup>, José Tengarrinha, Joel Serrão et José-Augusto França ont pu y donner des conférences, comme dans une « seconde université », bien qu'évidemment sous surveillance de la police politique<sup>274</sup>. Les conférences, non rémunérées, ont donné l'opportunité à ces historiens de parler d'une période encore méconnue. José Tengarrinha a insisté dans son entretien sur son importance : « Nous avons réussi à rénover les idées reçues sur le XIX<sup>e</sup> siècle » avant de se corriger et de préciser : « C'était davantage remplir d'idées (n. : *encher de ideias*) parce que les étudiants de l'Université n'étudiaient pas le XIX<sup>e</sup> siècle, jugé subversif<sup>275</sup>. » Le succès a été certain. La presse en parlait. Ainsi, dans un article de *República*, intitulé « José Tengarrinha, Joel Serrão et José-Augusto França, proféreront demain une conférence au Grémio Literário », il est rapporté :

« Le “Centre d'Études du XIX<sup>e</sup> siècle” du Grémio Literário va organiser au siège de cette Association Culturelle un cycle de conférences et des séminaires consacrés à l'étude des problèmes socio-culturels du XIX<sup>e</sup> siècle au Portugal. Les Docteurs José Tengarrinha, Joel Serrão et José-Augusto França, vont réaliser chacun une série de près de huit conférences à partir de demain jusqu'à mai 1971. Ces historiens étudieront des domaines de leurs spécialités respectives de la période allant de 1780 à 1850<sup>276</sup>. » [11 novembre 1970]

L'engouement était donc certain, non seulement pour les personnes en opposition mais aussi pour certaines personnes curieuses d'apprendre. Joaquim Romero Magalhães a précisé avoir

---

<sup>271</sup> Dans un article de *República*, daté du 14 avril 1973, intitulé « Une longue attente de huit ans – L'Association Portugaise des Écrivains a une existence légale depuis hier », l'article décrit le processus qui cette fois se fait sans aucune autre aide financière, donc sans la contribution financière de la FCG. Une autre feuille de ce dossier montre le premier jet des statuts qui n'ont pratiquement pas été modifiés entre 1969 et 1973. (Dossier SPE, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 232, NT : 1179, feuille 32 pour l'article de *República*, feuille 87 pour les statuts de 1969).

<sup>272</sup> <https://www.dn.pt/opiniao/opiniao-dn/viriato-soromenho-marques/jose-manuel-tengarrinha-1932-2018-o-ho-mem-que-amava-a-verdade-e-nao-sabia-odiar-9532400.html>, consulté le 14 octobre 2020.

<sup>273</sup> L'institution est présentée dans le III)2) du chapitre 4.

<sup>274</sup> Entretien de José Tengarrinha page 7.

<sup>275</sup> Entretien avec José Tengarrinha page 2.

<sup>276</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3652, NT : 7287, feuille 104.

assisté à ces cours alors qu'il était professeur à Coimbra, le voyage ayant même été financé par la faculté d'économie où il enseignait<sup>277</sup>. Ce cycle de conférence a donc eu un rayonnement certain, signe qu'il répondait à une attente, au grand dam du pouvoir autoritaire.

\*

\* \*

Les historiens en opposition ont donc su investir différents espaces pour pouvoir se retrouver et communiquer entre eux. Cela passait avant tout par des lieux dont la fonction était détournée : les cafés, notamment, donnaient des opportunités de conversation et d'entretien des amitiés. En outre, toute une série d'associations ont aussi été investies par les historiens en opposition et sont devenues des lieux de diffusion de leurs travaux historiques. En outre, la Fondation Calouste Gulbenkian a eu un rôle déterminant. Essayant d'abord d'entretenir un dialogue avec le pouvoir, elle est devenue rapidement une institution refuge vers laquelle se sont tournés les historiens rejetés par le régime autoritaire. Son soutien financier allait au-delà de l'action de la fondation elle-même car elle a soutenu de nombreuses entreprises culturelles, révélant son important champ d'action.

De plus, outre les lieux, nécessaires à la rencontre des personnes, les liens unissant les historiens en opposition ont permis de former un groupe réunissant les rejetés des institutions du pouvoir autoritaire.

## 2) Établir et maintenir une sociabilité pour faire groupe(s)

Ayant pris possession des quelques espaces disponibles, il restait à faire groupe. Les historiens en opposition avaient en partage un rejet de la politique du pouvoir autoritaire et de l'idéologie véhiculée par ses thuriféraires, qu'ils soient hommes politiques ou scientifiques. Le lien entre une convergence politique et l'attrait pour l'histoire n'allait pas forcément de soi, mais il est vite devenu un facteur de ralliement entre les historiens en opposition. Par ailleurs la dimension politique permettait de reconnaître les siens.

L'appartenance à des réseaux politiques a donc été un facteur important de cohésion du groupe des historiens en opposition. Il est possible de distinguer différentes générations. Tout

---

<sup>277</sup> Entretien avec Joaquim Romero Magalhães page 9.



d'abord, il faut insister sur les difficultés des historiens en opposition pour former un groupe uni du fait de l'exil des historiens de la génération de la République qui a résisté activement au pouvoir autoritaire. En raison du départ contraint en exil, il n'y avait pas de véritable groupe d'historiens et opposants politiques à la fin des années 1920 et au début des années 1930, tant ils étaient dispersés géographiquement. Il faut attendre le tournant de la Seconde Guerre mondiale pour voir l'amorce d'un groupe d'opposants se former au Portugal. Une nouvelle génération militante apparaissait. Elle a participé à la fois à la restructuration du PCP en 1940-1941 et a souhaité fortement se mobiliser. Désignée par Fernando Piteira Santos comme « la génération qui est née alors que l'Europe brûlait [touchée par les] effets de la crise du générale du capitalisme, de la Guerre Civile Espagnole et de l'ascension du fascisme<sup>278</sup> », elle réunissait surtout des historiens de la génération de la transition autoritaire et tout particulièrement des historiens de la génération Oliveira Salazar et donc nés entre 1910 et 1929.

Cette génération a été influencée par un nouveau mouvement littéraire, le néo-réalisme<sup>279</sup>, tout comme par l'envie d'un nouvel engagement qui se caractérisait par la participation active au MUNAF puis au MUD et au MUD Jeunesse. La décennie 1940 a donc été déterminante pour toute une partie des opposants au régime autoritaire. Malgré le regain du pouvoir autoritaire à la fin de la décennie, le PCP était à partir de ce moment la principale structure qui réunissait les historiens en opposition<sup>280</sup>. Il fut le principal réseau structuré politiquement et permit la formation d'une certaine sociabilité. Il ne fut cependant pas le seul car certains historiens, s'ils pouvaient éprouver une certaine sympathie pour le PCP, voulaient néanmoins conserver une certaine autonomie malgré une opposition claire au pouvoir autoritaire. Par exemple, Vitorino Magalhães Godinho mais aussi d'António Henrique de Oliveira Marques n'ont jamais appartenu au PCP et étaient plus proches d'une tendance socialiste. Parfois, les liens se faisaient dans des structures moins organisées, par le biais de certains réseaux et connaissances de connaissance.

---

<sup>278</sup> La citation de Fernando Piteira Santos provient de João MADEIRA, *Os « Engenheiros de Almas », O Partido Comunista e os intelectuais (dos anos trinta a inícios de sessenta)*, Lisbonne, Estampa, 1996, p. 381.

<sup>279</sup> Ce mouvement est étudié dans le chapitre II)2) du chapitre 8. João Madeira en parle comme d'un mouvement qui prenait appui sur « les grands vides laissés par une culture libérale pratiquement inexistante et par une culture officielle qui sombre au début de la décennie quarante par manque de vigueur et de pouvoir de séduction sur les générations plus jeunes. [...] Sa sédimentation s'est faite sur le mépris que le régime a voué aux arts, aux lettres et à l'instruction en général. Il a pris une dimension de projet de transformation global, contournant les écueils de la censure et contribuant à fonder, dans l'imaginaire de l'intellectualité démocratique, l'URSS comme référentiel positif, propulseur du progrès et du développement, qui s'est particulièrement renforcé dans l'après-guerre. » (João MADEIRA, *op. cit.*, p. 382).

<sup>280</sup> Voir notamment José NEVES, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, Cultura e História no Século XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011.

Miriam Halpern Pereira a insisté ainsi sur l'importance des réseaux informels qui lui ont permis de rencontrer de nombreux scientifiques en opposition comme Joel Serrão<sup>281</sup>.

Les années 1960 ont été une nouvelle étape politique. La guerre coloniale et l'émergence de nombreux courants critiquant le PCP ont encouragé la multiplication de groupes politiques intégrés par certains historiens. Le FPLN, créé le 28 décembre 1962 à Rome et vite installé à Alger l'illustre. Ainsi, Fernando Piteira Santos et Flausino Torres y ont activement participé<sup>282</sup>. Malgré la multiplication des réseaux de l'opposition au pouvoir dictatorial, il y avait une prudence quand de nouvelles personnes étaient introduites. Par exemple, la lettre écrite par António Henrique de Oliveira Marques à Mário de Azevedo Gomes<sup>283</sup> le confirme :

« Monsieur le Professeur Azevedo Gomes, Je viens expliquer par courrier, la demande que je vous ai faite il y a quelques jours, par téléphone. J'aimerais beaucoup, non seulement avoir l'opportunité de parler davantage avec vous, mais aussi vous présenter un de mes élèves appelé Luís António de Oliveira Ramos, en chemin pour la licence, qu'il soutiendra probablement, en juillet 1961. C'est un garçon très intelligent et cultivé, fils du Recteur du Lycée de Braga et historien de la littérature Feliciano Ramos, et désigné, au moins idéalement (je vous demande en revanche, de ne pas mentionner cette idée) comme futur assistant de notre section d'histoire<sup>284</sup>. Politiquement, il se juge très proche de nous : c'est un républicain convaincu, et il se place consciemment dans l'opposition. Il n'est pas encore, pleinement formé, et il craint (comme je le croyais à son âge) une révolution radicale encore plus violente. Il se déclare catholique, si bien que son catholicisme soit assez libéral et suffisamment "de gauche" pour le mettre en opposition avec les sphères cléricales. Je suis, par ailleurs, convaincu que, sur ce point, il évoluera aussi beaucoup avec le temps<sup>285</sup>. »

Luís António de Oliveira Ramos, apparaissait aux yeux d'António Henrique de Oliveira Marques, comme un opposant politique. De nombreux éléments montrent qu'Oliveira Marques restait prudent sur son engagement à gauche, notamment à cause de la foi du jeune étudiant. L'hésitation met en évidence la peur de se tromper ou bien d'être floué par une personne infiltrée, pouvant altérer profondément le fonctionnement d'un réseau d'opposants. Cependant, il semblait croire l'étudiant et voulait en conséquence le présenter à Mário de Azevedo Gomes, une importante figure républicaine, pour le faire connaître des cercles des opposants de gauche modérée. S'il a bien intégré la FLUL, Luís António de Oliveira Ramos a cependant rapidement

---

<sup>281</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, page 5.

<sup>282</sup> Pour l'histoire de ce groupe, voir notamment la thèse de Susana Maria Santos MARTINS, *Exilados portugueses em Argel, A FPLN das origens à rutura com Humberto Delgado (1960-1965)*, thèse sous la direction de Fernando ROSAS, soutenue à l'université nouvelle de Lisbonne, 2013.

<sup>283</sup> Mário de Azevedo Gomes, un opposant historique au régime dictatorial (voir sa courte biographie dans le *Dicionário Cronológico de Autores Portugueses* disponible en ligne : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8200>, consulté le 17 octobre 2020).

<sup>284</sup> Il semble vouloir en faire un futur assistant afin d'augmenter le nombre de personnes enseignantes opposées à la politique du pouvoir dictatorial. Il a par ailleurs bien été premier assistant à la FLUL.

<sup>285</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT : 7247, feuilles 64 à 66. Il s'agit d'une copie, l'original étant donc parvenu. La lettre n'est pas datée, mais elle doit être du premier semestre de 1961 au regard de son contenu.

changé de positionnement politique. En effet, il est devenu professeur à la FLUP<sup>286</sup> et a été député pendant le régime autoritaire pour l'UN<sup>287</sup>.

Au sein d'un groupe social vertical comme celui des historiens<sup>288</sup>, il y avait nécessairement des figures paternelles<sup>289</sup>. Les historiens en opposition en ont trouvé. Ils n'étaient pas tous des professeurs d'université ni forcément des opposants politiques. La figure tutélaire d'Alexandre Herculano en est l'illustration. Actif au mitan du XIX<sup>e</sup> siècle, il a bouleversé l'écriture de l'histoire portugaise, l'extirpant de son amateurisme en amorçant une histoire rigoureuse à travers sa monumentale *Histoire du Portugal*. Fortement influencé par Augustin Thierry, il a fondé la recherche historique moderne portugaise, et historiens accommodés et historiens en opposition se sont revendiqués comme ses héritiers<sup>290</sup>.

Toutefois, les historiens en opposition ont surtout considéré comme autorités des personnes qui alliaient une pratique historienne à une activité citoyenne importante. António Sérgio et Jaime Cortesão sont les deux figures qui reviennent le plus souvent pour les historiens de la génération de la transition autoritaire et de la génération Oliveira Salazar. Ainsi, Mário Soares dédicace son livre *Le Portugal Bâillonné*, aux personnes suivantes : « À la mémoire de : António Sérgio, Bento de Jesus Caraça, Jaime Cortesão, Manuel Mendes, Maria Isabel Aboim Inglês, Mário de Azevedo Gomes, Modèles de civisme et amis très chers. » Sont donc honorés les deux historiens en question mais aussi Bento de Jesus Caraça, tout comme Mário de Azevedo Gomes, déjà évoqué<sup>291</sup>. Ces deux historiens, opposants historiques de la génération de la République, ont quitté le Portugal par opposition au régime qui se mettait en place. Ils ont été

---

<sup>286</sup> Évoqué dans le III)2) du chapitre 5, il est devenu professeur d'histoire à l'université de Porto pour finir, après le 25 avril 1974, professeur cathédral et enfin recteur de l'université de Porto (voir la page de présentation sur le site de cette université, consulté le 17 octobre 2020 :

[https://sigarra.up.pt/up/pt/web\\_base.gera\\_pagina?p\\_pagina=reitores%20da%20u.porto%20-%20lu%3%ads%20ant%3%b3nio%20de%20oliveira%20ramos](https://sigarra.up.pt/up/pt/web_base.gera_pagina?p_pagina=reitores%20da%20u.porto%20-%20lu%3%ads%20ant%3%b3nio%20de%20oliveira%20ramos).

<sup>287</sup> Son mandat s'étend de 1969 à 1973 (voir [http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/DeputadosAN\\_1935-1974/html/pdf/r/ramos\\_luis\\_antonio\\_de\\_oliveira.pdf](http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/DeputadosAN_1935-1974/html/pdf/r/ramos_luis_antonio_de_oliveira.pdf), consulté le 27 avril 2021). Du fait de ce basculement politique entre le début de sa vie d'adulte et le début de sa carrière universitaire, je ne l'ai pas considéré comme un historien ayant été à la fois en opposition et accommodé mais uniquement comme un historien accommodé. En effet, mis à part cette lettre, très peu d'éléments montrent une activité militante d'opposant.

<sup>288</sup> Notamment parce que le principal métier, celui de professeur, était caractérisé par des maîtres et des disciples.

<sup>289</sup> Les figures maternelles ne sont pas présentes chez les historiens en opposition. Les femmes étant peu nombreuses dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, à l'exception de Carolina Michaëlis, morte en 1925 (Ana Luísa PAZ « Carolina Michaëlis de Vasconselos » », dans *Dicionário de Historiadoras Portuguesas*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne) et de Virgínia Rau, une historienne proche du régime autoritaire qui n'a donc pas joué ce rôle pour les historiens en opposition, même si certains lui reconnaissent des qualités certaines.

<sup>290</sup> J'entretiens aussi un lien particulier avec lui car lors de mon premier séjour au Portugal dans le cadre de cette recherche doctorale, en octobre 2013, alors que j'attendais le train à Porto, je me suis promené et à quelques centaines de mètres de la gare de São Bento, je suis tombé sur la maison natale d'Alexandre Herculano. Je me suis dit que c'était un signe, historique, à propos.

<sup>291</sup> Voir Mário SOARES, *le Portugal bâillonné*, trad. Édouard BAILBY, Paris, Calmann-Lévy, 1972.

auréolés par leur longue lutte et leur activité politique. Lorsqu'António Sérgio est mort en 1969, Joaquim Barradas de Carvalho n'a pas tari d'éloges à son égard dans le n° 138 de *Portugal Democrático* :

« Il fut alors, dans les années qui suivirent, un grand maître pour la jeunesse portugaise. Par l'exemple, par la parole et par le verbe. [...] Il fut un des plus grands, parmi les plus grands penseurs de la Culture portugaise de tous les temps. Son œuvre culturelle est immense par sa qualité et sa répercussion. L'essayiste António Sérgio est le plus grand essayiste de l'histoire de la Culture portugaise. [...] Nous pouvons peut-être dire, sans grande exagération, que l'interprétation globale de l'Histoire du Portugal, l'explication du Portugal dans sa complexité, a connu jusqu'à aujourd'hui deux grandes ruptures claires, bien marquées. La première est liée au passage de la *Chronique à l'Histoire-Science* (n. : en italique dans le texte) avec l'œuvre d'Alexandre Herculano. La seconde est liée à la découverte, par António Sérgio, de l'importance de la côte portugaise, des ports, des découvertes maritimes, d'un genre de vie national fondé sur une bourgeoisie commerciale et cosmopolite. C'est ainsi qu'il est possible d'affirmer qu'il existe une histoire scientifique de la société portugaise pré-António Sérgio, et qu'il existe une histoire scientifique de la société portugaise post-António Sérgio<sup>292</sup> ». [Mars 1969]

Joaquim Barradas de Carvalho faisait donc d'António Sérgio une des figures les plus marquantes de l'historiographie portugaise. Afin d'accentuer l'importance d'António Sérgio, il n'évoque aucun autre nom d'historien à part Alexandre Herculano. Il en faisait donc le second plus grand nom de l'historiographie portugaise, oubliant de nombreux grands noms d'historiens de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle comme Lúcio de Azevedo alors qu'il fut un des premiers historiens à traiter l'histoire du Portugal selon une perspective économique. Pour les historiens en opposition, il était donc un historien très important.

Jaime Cortesão est l'autre grand nom dont la mémoire est honorée par les historiens en opposition. Il était lui aussi un historien de la génération de la République qui avait fui dans les premiers temps de la dictature et son activité de militant exilé à Paris puis au Brésil lui a donné une aura et un prestige de premier plan. Par exemple, dans un livre en hommage peu de temps après la mort de Jaime Cortesão survenue en 1960, Óscar Lopes affirmait :

« Pour ce qui concerne l'organisateur [Óscar Lopes], on remarque principalement la reconnaissance d'une dette spirituelle où sa voix se fonde à d'autres voix échelonnées entre les quarante et les trente ans, les voix par exemple de Piteira Santos, Vitorino Magalhães Godinho, António José Saraiva, Vasco Magalhães Vilhena, Joel Serrão, Urbano Tavares Rodrigues, David Mourão-Ferreira, Montezuma de Carvalho<sup>293</sup>. »

Óscar Lopes insistait donc sur l'importance de Jaime Cortesão pour toute la génération née entre la fin des années 1910 et le début des années 1930, soit la génération Oliveira Salazar. Même s'il n'avait pas pu donner de cours car il n'a jamais pu enseigner au Portugal, ses travaux

<sup>292</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P :79, NT : 6958, feuille 212.

<sup>293</sup> Óscar LOPES (coord.), *Jaime Cortesão*, Lisbonne, Arcádia, coleção « a Obra e o homem », 1962, p. 47.

sur l'expansion portugaise à l'époque moderne étaient très connus. De plus, son importance dépassait les divisions politiques entre communistes et socialistes existant au sein de cette génération d'historiens. Jaime Cortesão permettait, en quelque sorte d'unir et de réaliser des ponts entre les intellectuels.

Toutefois, un choc générationnel a aussi pu se produire. Quand les plus jeunes générations ont observé les figures majeures de l'historiographie à travers le prisme de la lutte décoloniale, elles ont critiqué Jaime Cortesão, mort juste avant le déclenchement de la guerre coloniale, car en plus de l'étudier, il défendait véhément l'empire portugais. Ces critiques étaient irrecevables pour les plus anciennes générations. Par exemple, Fernando Piteira Santos et écrit à Vasco Martins, directeur de *Seara Nova*, déplorant :

« Cher Vasco Martins, [...] Dans le "Comércio de Funchal", se trouve un dossier qui maltraite Jaime Cortesão. Cela me surprend et je m'interroge. Même avec le maitre Mao comme pilote<sup>294</sup>, il n'y aurait pas un autre sujet de réclamation ? *Seara* – j'imagine, moi – devrait réagir. Réagir avec une sérénité exemplaire, un rigoureux esprit critique, mais implacablement. Bien sûr, c'est vous qui savez. Moi, de loin, je me limite à m'irriter et à m'attrister. Au nom d'une orthodoxie mal digérée, se pratique un militantisme culturel (et national)<sup>295</sup>. » [5 janvier 1974]

S'il faut parfois tuer le père pour exister – car cet acte « peut être générateur de culture<sup>296</sup> » – c'en est trop pour Fernando Piteira Santos. Voir les plus jeunes générations attaquer une des grandes figures démocratiques du pays au nom de son engagement pour l'empire lui était insupportable et le fossé entre la génération Oliveira Salazar et la génération de la guerre coloniale était palpable.

Enfin, pour les historiens qui ont commencé à écrire dans les années 1960, Vitorino Magalhães Godinho incarnait une figure tutélaire, comme décrite par António Borges Coelho :

« Il nous apprenait à lire un texte et c'était un homme ayant des idées de gauche, en conséquence il ne méprisait pas le peuple alors que certains hommes de droite ont un très grand mépris du peuple car pour eux seule l'élite, seuls les chefs peuvent faire avancer l'histoire. [...] C'est le premier grand introducteur de l'histoire économique au Portugal, c'est un historien avec un très grand prestige en dehors du Portugal et je pense qu'il fut d'un point de vue de l'histoire celui qui a eu une grande influence. Non pas que j'ai été un de ses disciples mais je l'ai respecté et jusqu'à sa mort il fut un grand homme<sup>297</sup>. »

---

<sup>294</sup> Ce journal apparu dans les années 1960 a de fait été une revue où écrivaient des situationnistes, des révisionnistes mais surtout des maoïstes : voir l'article paru dans *Público*, intitulé « Vicente e o Comércio de Funchal », daté du 12 septembre 2020, écrit par l'historien José Pacheco Pereira et qui est sur le site suivant : <https://estatuadesal.com/2020/09/12/vicente-e-o-comercio-do-funchal/>, consulté le 17 octobre 2020.

<sup>295</sup> Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SSC : collaborateur de *Seara Nova* SR : Correspondance I (1922-1977) Dossier 1-9.

<sup>296</sup> Susanne KACIREK, « La question du meurtre du père originaire entre Freud et Jung », dans *Topique*, vol. 79, n° 2, 2002, pp. 191-205.

<sup>297</sup> Entretien avec António Borges Coelho, page 5.

Vitorino Magalhães Godinho apparaissait en effet comme un homme de combat, exclu à deux reprises de l'enseignement supérieur à cause de motifs politiques, suscitant donc une forte sympathie y compris chez des historiens de tendance communiste. En conséquence, au fur et à mesure des différentes générations d'historiens en opposition, les maîtres ont certes changé, mais les plus jeunes chercheurs trouvaient notamment chez des historiens en opposition une source d'inspiration et de militantisme.

Appartenir à un groupe, le faire exister, passait surtout par l'expression d'une véritable solidarité. Le groupe devenait tangible notamment lorsque des ennuis frappaient l'un de ses membres. Quand Vitorino Magalhães Godinho a été exclu de l'Université portugaise lors de la crise de 1962, il a reçu de nombreuses manifestations de solidarité. Par exemple, António José Saraiva s'est empressé de lui écrire depuis Paris pour lui dire<sup>298</sup> :

« Cher Vitorino Godinho, Je veux vous manifester toute ma solidarité dans ce moment que vous traversez et, je me permets d'ajouter cela, pour avoir eu une attitude courageuse et exemplaire. Je crois que cette attitude n'a pas été assumée en vain et que les sacrifices qu'elle transporte ne seront pas inutiles, parce que, notre Pays, à mon jugement, est en train de traverser un moment décisif où les prises de position et les preuves de caractère ont une grande force projection, au présent et dans le futur. Une embrassade de l'ami reconnaissant, (signature)<sup>299</sup>. » [Lettre du 31 août 1962]

Apprenant la nouvelle de la destitution de Vitorino Magalhães Godinho de l'Institut supérieur des études ultramarines, António José Saraiva, qui a préféré s'exiler pour pouvoir travailler, était bien conscient de l'épreuve traversée. Il tenait donc à soutenir Vitorino Magalhães Godinho en lui assurant qu'à l'avenir, dans l'éventualité d'un renversement de régime les Portugais se souviendraient de ce qu'il avait fait et son acte serait valorisé.

Le souvenir des moments difficiles permettait de montrer l'appui envers les historiens rejetés de l'institution universitaire. Le journal *República* a rappelé ainsi les souffrances passées d'António Henrique de Oliveira Marques dans un article intitulé « Pour l'étude des élections au Portugal par le Professeur António Henrique de Oliveira Marques » :

« António Henrique de Oliveira Marques, grand médiévaliste, érudit et divulgateur, chercheur, avec des œuvres comme *La Hanse et le Portugal au Moyen Âge*, qui est déjà traduite en anglais, tout comme son *Histoire du Portugal* dont est paru seulement le premier volume, fut professeur de la Faculté de Lettres de Lisbonne, et a enseigné depuis dans des Universités états-uniennes. Le professeur Oliveira Marques, démocrate dont la position politique n'a jamais laissé de doute à personne, s'est dédié dernièrement à l'Histoire Contemporaine, avec un livre sur *Afonso Costa*, et sur *l'Histoire de la République Portugaise*, à paraître prochainement. Son éloignement de l'enseignement supérieur peut

<sup>298</sup> L'original étant dans le dossier de la PIDE, la lettre n'est donc pas parvenue à son destinataire.

<sup>299</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 2982, NT : 7242, feuilles 461 et 462.

être considéré comme symptomatique, entre nous, de l'indifférence aux réelles valeurs scientifiques, et davantage d'une recherche de complaisance disciplinaire ou politique<sup>300</sup>. »  
[7 avril 1973]

Le ou la journaliste rédigeant l'article entendait rappeler le parcours accidenté d'António Henrique de Oliveira Marques au sein de l'Université portugaise. Le contraste entre sa production historiographique, reconnue et même en partie traduite en anglais, et son absence de poste au sein de l'Université portugaise rappelait l'importance de l'adéquation politique face aux critères scientifiques. Le soutien ici exprimé par le journal *República*, principal lieu d'expression d'un grand nombre de groupes en opposition au régime autoritaire, tentait de compenser en quelque sorte l'absence de reconnaissance officielle de l'historien. La solidarité interne au groupe des historiens opposition s'insérait dans un ensemble plus large, réunissant les opposants au pouvoir dictatorial et donc dépassant le champ de la discipline historique.

De plus, l'unité au sein du groupe des historiens en opposition se constatait par les échanges de politesse, très certainement sincères, que s'adressaient les historiens quand l'un ou l'autre publiait un nouvel ouvrage. Par exemple António Sérgio a écrit à António José Saraiva pour le féliciter :

« Cher Ami, Merci beaucoup pour avoir offert si aimablement un exemplaire de *Pour l'histoire de la culture au Portugal*. J'ai lu votre livre avec une parfaite considération et grandissime satisfaction ; je vous félicite très chaleureusement pour ce livre : comme cela nous met à des kilomètres au-dessus des célèbres et fécondes critiques du journalisme national ! Une grande et très sincère embrassade de félicitation de votre dévoué, (signature)<sup>301</sup> ». [16 septembre 1946]

Face à la pluie d'éloges de la part de l'une des plus grandes figures intellectuelles de l'époque, on peut imaginer la joie d'António José Saraiva à sa lecture, alors qu'il n'a pas encore trente ans. La démonstration d'attention ne se situait pas forcément dans le domaine intellectuel. Elle pouvait être un témoignage d'affection particulière pour un autre historien comme lorsqu'António José Saraiva a écrit depuis Paris, à Joel Serrão :

« Mon cher Joel, Les dernières informations que j'ai de vous font référence à votre participation comme témoin dans le jugement de mon fils António. C'est un événement de plus qui cimente une amitié capitale que, de mon point de vue, le temps n'a fait que renforcer. Je vous suis très reconnaissant. Je vous imagine en train de finir les vacances à Sesimbra, mais totalement absorbé par le travail titanesque du *Dictionnaire*<sup>302</sup>, entre autres. C'est la dernière image que j'ai de vous, d'autant que cela fait plusieurs années que nous

---

<sup>300</sup> Dossier António Henrique de Oliveira Marques, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT : 7247, feuilles 7 et 8.

<sup>301</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT 3683, feuille 172. L'original est dans les dossiers de la police politique mais c'est parce qu'il fait partie de l'ensemble des lettres qui ont été confisquées lors de l'emprisonnement d'António José Saraiva en 1949.

<sup>302</sup> Il fait référence à sa contribution au *Dicionário de História de Portugal* que Joel Serrão dirige.

n'avons pas échangé même par courrier. Je me sens, du reste, en faute vis-à-vis vous, faute qui va devoir être compensée par le travail que vous attendez de moi. Je suis toujours à Paris, avec les valises prêtes pour embarquer à Brasília. De là-bas, je vous écrirai pour vous donner mes impressions et mes possibilités de collaboration. Comment va votre femme ? Et Cecília ? Et mon filleul Jorge ? Souvenirs de vous tous et une embrassade. De votre très ami et reconnaissant, (signature)<sup>303</sup> ». [28 septembre 1965]

L'intervention de Joel Serrão lors du procès du fils d'António José Saraiva a ému ce dernier. Alors que leur relation semblait quelque peu distante, notamment à la suite du départ d'António José Saraiva à Paris, Joel Serrão n'a pas hésité à témoigner. Même s'ils se vouvoient – mais le tutoiement était plutôt rarissime dans le milieu intellectuel –, António José Saraiva semblait pourtant avoir été relativement proche de Joel Serrão dans la mesure où il a été choisi comme parrain du fils de Joel Serrão. Malgré la distance géographique, la solidarité interne aux historiens en opposition prenait donc des formes très concrètes.

L'expression de la solidarité et de l'entente au sein d'un groupe pouvait aussi passer par des moments de convivialité qui permettaient de rendre concrète l'unité. Par exemple, un repas a été organisé dans la ville de Porto en hommage à Armando Castro. Rapporté dans l'article du journal *República* intitulé « L'hommage à Monsieur le Docteur Armando Castro, auteur d'une monumentale étude sur "L'Évolution Économique du Portugal du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle" a pris un remarquable sens culturel », Óscar Lopes a pris la parole :

« Et maintenant : cet hommage était depuis longtemps dû à un homme qui, sans l'aide d'aucune bourse officielle ou privée, et sans l'aide d'une sinécure, d'une chaire ou bien d'une charge de cours (qui pour beaucoup, sert de sinécure), est en train de contribuer, à la charge de son propre effort et de son sacrifice, à la rénovation des méthodes et perspectives de notre recherche historique. Armando Castro publie depuis 1945 une série de travaux tendant à une formulation véritablement scientifique des concepts économiques fondamentaux ; il a produit d'importantes monographies sur les problèmes économiques actuels portugais, et, avec un réel sens humain que le contact avec les grands problèmes actuels réveille, il a publié de notables études sur l'histoire sociale et économique portugaise du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, est devenu un des plus remarquables collaborateurs du "Dictionnaire d'Histoire du Portugal", et finalement, comme résultat d'un méticuleux, infatigable et inconnu travail depuis plus de dix ans, il est en train de publier une monumentale étude sur "L'Évolution Économique du Portugal du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle", en sept parties, dont sont déjà parus les trois premiers parties ou volumes<sup>304</sup> ». [7 octobre 1965]

Óscar Lopes, lui aussi originaire de la ville de Porto, rendait donc un hommage appuyé à un autre historien de Porto, Armando Castro. Au-delà de témoigner de son admiration pour le parcours de cet autodidacte, privé de l'enseignement en raison de son appartenance au PCP, il

---

<sup>303</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N<sup>o</sup>P : 2982, NT : 7242, feuille 299. Il s'agit d'une lettre manuscrite. S'agissant de l'original dans le dossier de la PIDE, la lettre n'est pas parvenue à Joel Serrão et ce dernier n'a donc pas pu lire ce témoignage de reconnaissance.

<sup>304</sup> Dossier Armando Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N<sup>o</sup>P : 3340, NT : 7260, feuilles 77 à 79.



affichait son soutien à l'historien, d'autant que le repas intervenait quelques mois après l'obtention du prix de la regrettée SPE qu'il n'avait pas reçu. L'hommage était en quelque sorte une compensation à la violence symbolique de la non réception du prix, seule reconnaissance publique<sup>305</sup> d'Armando Castro.

La solidarité s'incarnait aussi par des pétitions pour soutenir les structures précaires de publication des opposants. Joaquim Barradas de Carvalho a par exemple demandé à António José Saraiva de soutenir la revue *Vértice*, en difficulté :

« Mon cher António José Saraiva, [...] *Vértice* est en train de souffrir d'une grande offensive de la Censure – pour le prochain numéro, on nous a déjà coupé 34 pages, un préjudice de plus de 1500 escudos, une perte de temps, [mot illisible] et bon original abimé. Nous avons besoin de plus de souscripteurs<sup>306</sup>. »

Joaquim Barradas de Carvalho mobilisait donc ses contacts d'opposants pour essayer de faire face aux difficultés rencontrées par la revue de gauche *Vértice* et de permettre à la revue de tenir contre l'action de la censure et ses effets économiques.

Parfois, les manifestations d'attention au sein du groupe ont été intimement liées à l'activité historique. Ainsi, les historiens en opposition portugais envoyaient des lettres pour demander des services afin d'aider à trouver un poste quelque part à un ami historien éprouvant des difficultés. Vitorino Magalhães Godinho a demandé à deux reprises à Fernand Braudel d'intervenir pour un poste. Une première fois, ce fut pour un poste de lecteur de portugais à l'université de Toulouse en faveur Joel Serrão :

« Cher Ami, Le poste de lecteur de portugais à Toulouse est vacant (n. : *sic*). Le seul candidat qui se soit présenté à l'*Instituto para a Alta Cultura* n'a pas été retenu du fait que M. Bourdon avait déclaré préférer un philologue. Le philologue invité par l'IAC n'a pas accepté, pour des raisons matérielles. Donc Joel Serrão reste seul en camp (n. : calque de Vitorino Magalhães Godinho, « en lice » serait le sens), mais il faut convaincre Bourdon à accepter (et à communiquer à Lisbonne son acceptation), un historien philosophe. Le choix du lecteur appartient à l'IAC, mais doit être agréé par le conseil de la Faculté de Lettres, c'est-à-dire par le professeur français en place. Joel SERRÃO est agrégé de l'Université, Histoire et Philosophie, actuellement attaché au lycée de Setúbal. Il a été l'un de mes meilleurs élèves à la Fac (n. : *sic*) des Lettres de Lisbonne. Il a déjà publié les études suivantes : “As condições sociais da Revolução de 1383” (vous avez chez vous cette brochure), “O trigo das ilhas nos séculos XV e XVI” – Article dans une revue locale de Madère, dont je vous ai proposé de publier un résumé dans les “Annales”, “Em torno da economia madeirense de 1580 a 1640” – Publié dans la même revue. C'est lui qui a découvert les registres de la douane de Madère de 1581 à 1587 et qui en prépare le texte et

---

<sup>305</sup> J'entends « publique » ici non pas au sens de reconnaissance de la part du régime autoritaire mais plutôt d'une reconnaissance de la part du public portugais, représenté par les membres de la SPE.

<sup>306</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 160. La lettre originale est sans date mais elle date sûrement de la fin de l'année 1947 ou du début de l'année 1948, car elle est entre deux lettres de novembre 1947 et de mai 1948 dans le dossier de la PIDE. Elle est écrite sur une feuille de la revue *Vértice* avec le nom de la revue en en-tête.

les tableaux pour notre Laboratoire de Recherches Historiques. Il a déjà commencé des recherches sur un problème d'histoire culturelle dont la portée politique a été considérable : l'idée de la décadence de la pensée portugaise, surtout au XIX<sup>e</sup> siècle. C'est vraiment un sujet central de l'histoire du Portugal. Joel Serrão est de plus très au courant de la littérature portugaise (bonne recommandation pour un lecteur), il a même publié des articles sur des problèmes littéraires, en particulier sur la poésie moderne, très appréciés. Puis-je vous demander d'intervenir en sa faveur auprès de Bourdon, pour que celui-ci intervienne discrètement à Lisbonne ?<sup>307</sup> ». [13 novembre 1950]

Afin de convaincre Fernand Braudel d'intervenir auprès de Léon Bourdon, en plus de rappeler ses travaux d'histoire économique, Vitorino Magalhães Godinho a inventé le titre d'agrégé de l'université que Joel Serrão n'a pas, mais dont l'évocation de l'« agrégation » pouvait plaire à un historien français et accroître le sérieux de la candidature de Joel Serrão. En effet, ce dernier avait obtenu une licence d'histoire-philosophie, comme l'essentiel des historiens de l'époque. L'objectif était donc uniquement de valoriser son ancien élève, lorsque Vitorino Magalhães a enseigné au début des années 1940 à la FLUL. Toutefois, Joel Serrão n'a pas obtenu le poste<sup>308</sup>.

Vitorino Magalhães Godinho a récidivé une décennie plus tard pour demander à Fernand Braudel s'il n'y avait pas la possibilité de donner un poste, même temporaire à António José Saraiva. Un échange épistolaire en témoigne. Dans une première lettre, Vitorino Magalhães Godinho introduisait António José Saraiva, vantant ses mérites :

« Nous avons à Paris, grâce à une bourse du Collège de France, António Saraiva, docteur ès lettres, un des meilleurs spécialistes de l'histoire de la culture portugaise ; il a publié de nombreux travaux dont quelques-uns fort remarquables. [...] Étant donné ses titres et ses mérites, ne serait-il pas possible de le prendre au CNRS<sup>309</sup> ? » [9 janvier 1960]

Quelques semaines plus tard, Vitorino Magalhães Godinho envoyé depuis son domicile d'Arcueil une lettre de remerciements à Fernand Braudel :

« J'ai vu Saraiva, tout rayonnant, puisque vous lui avez trouvé les moyens de rester à Paris jusqu'à la fin de l'année scolaire, grâce aux fonds de la 6<sup>ème</sup> section<sup>310</sup>, et probablement de revenir l'année prochaine avec une allocation du CNRS. Permettez-moi de vous remercier très chaleureusement et très sincèrement, c'est un excellent service que vous rendez à la culture portugaise et au rayonnement français là-bas<sup>311</sup> ». [10 mars 1960]

---

<sup>307</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, dossier Vitorino Magalhães Godinho, feuille 10.

<sup>308</sup> José Manuel Guedes de SOUSA, « Joel Serrão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos Matos, en ligne.

<sup>309</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, dossier Vitorino Magalhães Godinho, feuille 41, pour la lettre du 9 janvier 1960.

<sup>310</sup> Fernand Braudel avait donc intégré António José Saraiva dans la 6<sup>e</sup> section « sciences économiques et sociales » de l'École pratique des hautes études, qu'il dirigeait alors.

<sup>311</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, dossier Vitorino Magalhães Godinho, feuille 42 pour celle du 10 mars 1960.

Vitorino Magalhães Godinho est donc cette fois parvenu à aider un historien en opposition à obtenir un poste pour qu'il restât en France, n'oubliant pas l'intérêt que pouvait représenter pour les deux pays une telle nomination. Il s'agissait par ailleurs du début du séjour français de dix ans d'António José Saraiva, déjà longuement évoqué. Joaquim Barradas de Carvalho en fit de même, pour demander à Fernand Braudel un poste pour Mário Soares :

« Cher Monsieur Braudel, Je commence par m'excuser de vous déranger, encore une fois. Je souhaite que vous et toute votre famille soyez en bonne santé. En deux mots. Je viens vous rappeler le cas de mon ami Mário Soares, le seul exilé du gouvernement Marcelo Caetano<sup>312</sup>. Il a déposé son dossier au CNRS commission d'Histoire Moderne, en vue de finir une thèse de 3<sup>e</sup> Cycle sur l'intervention du Portugal dans la Guerre de 14-18 d'après les documents d'archives diplomatiques françaises, italiennes et anglaises. Est-ce que je peux toujours espérer que vous ferez pour lui... ce que vous pouvez ? Merci d'avance. Je sais bien que ni vous, ni F. Mauro, n'appartenez plus à la Commission. Frédéric Mauro m'a promis d'intervenir auprès de François Chevalier. Pourriez-vous faire de même auprès de quelqu'un ou de quelques-uns de vos amis qui appartiennent à la Commission ? Je vous remercie encore une fois avec ma très fidèle amitié et ma très vieille admiration, (signature)<sup>313</sup> ». [5 mai 1971]

Fernand Braudel n'a certes pas pu faire grand-chose, mais les réseaux portugais se sont rapidement activés et Mário Soares a réussi à donner des cours à l'université de Vincennes. Au sein des opposants au régime politique, et malgré les divergences car Joaquim Barradas de Carvalho était au PCP alors que Mário Soares avait été évincé et incarnait une ligne socialiste, la solidarité était réelle.

Enfin, au sein du groupe, des conseils étaient donnés aux uns et autres. Par exemple, Vitorino Magalhães Godinho déconseille vivement à António José Saraiva d'écrire dans un journal qu'il considérait d'extrême-droite :

« Cher Saraiva, Je me suis informé autour du journal de Coimbra "O País" : en aucune façon vous ne devez collaborer avec celui-ci, car ce Monsieur Simão Portugal paraît être une figure qui entend justement obtenir la collaboration d'une demi-douzaine de noms démocratiques pour garantir la vente de son journal fasciste<sup>314</sup>. » [21 novembre 1946]

Adverti, António José Saraiva s'est donc abstenu de contribuer pour ce journal. Il y avait ainsi comme une forme de contrôle des espaces de publication au sein des opposants pour éviter que leur posture politique ne se perdît au prétexte de vouloir publier. La vigilance des uns et des autres évitait ainsi tout faux pas.

---

<sup>312</sup> Ce dernier s'était exilé en France à la suite de son emprisonnement sur l'île de São Tomé et se trouvait en recherche d'une activité intellectuelle, bien qu'il officiât en tant qu'avocat aussi à Paris.

<sup>313</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, dossier Joaquim Barradas de Carvalho, feuille 20.

<sup>314</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT 3683, feuille 149.

Toutefois parfois l'unité se perdait, le groupe s'atomisait, ses membres se disputaient. En effet, il peut paraître difficile de parler d'un seul groupe d'historiens opposants. Des recompositions doivent être mises en évidence, sous peine d'en faire une présentation trop schématique. Parfois, ce furent de simples querelles politiques. António Sérgio a envoyé une lettre à Fernando Piteira Santos le 27 février 1947, pour exprimer son mécontentement d'être résumé à « une étiquette (n. : la traduction littérale de *pequena gaveta* aurait été petit tiroir) socialiste<sup>315</sup> », terminant sa lettre en disant : « En somme : je ne suis pas une unité d'un troupeau socialiste ou d'un quelconque autre troupeau, mais exclusivement votre António Sérgio (son nom est sa signature)<sup>316</sup> ». Les débats politiques pouvaient donc conduire à des disputes. Fernando Piteira Santos incarnait une tendance davantage socialiste après être passé par le PCP et croyait pouvoir considérer António Sérgio comme un socialiste dans la mesure où il n'avait jamais été communiste, mais vraisemblablement il s'était trompé. Certains enfin ont finalement décidé de faire le choix de la Situation comme ce fut le cas de Jorge Borges de Macedo et d'Armando Castro. Sans parler du passage au camp de l'adversaire, identifié comme une trahison, il y avait des querelles qui émergeaient et qui pouvaient entraîner des ruptures.

Elles avaient souvent des motivations politiques. Pour les historiens de la vieille garde républicaine, rattachée à la génération de la République, les mouvements en faveur de la décolonisation étaient un non-sens. Jaime Cortesão est mort avant le déclenchement de la guerre coloniale mais il était un ardent défenseur de l'unité de l'Empire. Son frère s'est justement rapproché du pouvoir lorsque la fin d'un empire pluricentenaire devenait tangible, ce qu'il considérait comme quelque chose d'impensable. De plus, les désaccords pouvaient aussi être liés à des ruptures politiques. Quand António José Saraiva s'est séparé du PCP en 1962, il s'est retrouvé dans une situation de triple éloignement : un éloignement géographique du Portugal ; un éloignement de l'Université et plus généralement de l'enseignement qui lui était interdit par le pouvoir ; un éloignement de la base militante du PCP qui le percevait alors comme le traître. Isolé, les communistes lui ont tourné le dos. Pire, comme il le rapportait à Óscar Lopes<sup>317</sup>, des pétitions circulaient contre lui :

« C'est pour cela que je suis seul. Le PC n'est pas venu en masse à ma conférence (mais cela n'a pas fait défaut) ; le FAP (n. : Front d'action populaire et antifasciste) est apparu,

---

<sup>315</sup> Rappelons que le mouvement socialiste a eu une incidence assez faible au Portugal et que son véritable essor sur la scène politique ne date véritablement que de l'après 25 avril 1974. Voir le repère « socialisme ».

<sup>316</sup> Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SSC : Sujets personnels (1913-1996), SR : Correspondance, dossier 32.

<sup>317</sup> La datation de la lettre est incertaine mais elle est certainement de 1965.

mais il a fait un scandale et certains d'entre eux sont sortis de la conférence, invitant l'assistance à partir avec eux. Peu de gens sont sortis au final. (Au fait : tu sais que dans ma conférence de l'année dernière, des gens du PC ont fait circuler une pétition demandant que cette conférence ne se tienne pas ? Je connais des gens qui ont signé (et d'autres à qui on a demandé de signer)). Tu peux donc voir ma situation. Toutefois je me sens stimulé et conforté dans l'idée de continuer ma campagne pour libérer les personnes de l'aliénation idéologique, que je considère, aujourd'hui, comme le principal ennemi d'une action pratique et efficace<sup>318</sup>. »

Ainsi, les groupes d'extrême-gauche exerçaient une forte pression sur les militants exilés ou immigrés en France pendant ses conférences pour ne pas écouter celui qui était perçu comme un social-traitre. Les luttes idéologiques entre les opposants apparaissaient évidentes. Cependant, António José Saraiva n'entendait pas céder et se sentait au contraire conforté dans son positionnement et son refus de céder face au PCP. Par ailleurs, en faisant ces confidences, il entendait montrer à Óscar Lopes, militant au PCP, l'hostilité à son égard et en quelque sorte tenter de lui faire comprendre la violence du parti en pointant son fonctionnement défaillant. En effet, les militants communistes donnaient l'impression d'être aveuglés et de suivre en quelque sorte les consignes sans être à même de les interroger. Flausino Torres, alors en France et militant du PCP, s'est moqué des personnes qui soutenaient António José Saraiva et révélait comment le parti avait organisé son ostracisme. Dans une lettre écrite par « Amélia<sup>319</sup> », il racontait :

« Chérie, [...] le 5 octobre<sup>320</sup>, il y a eu deux réunions : une, où la figure principale fut A.J. Saraiva, autour de qui est concentrée aujourd'hui toute la canaille provocatrice, même s'il y a encore du monde... ont assisté 60 individus. Une autre, où près de 400 se sont réunis et qui est représentative des véritables forces démocratiques du pays. Une note triste : Maria Lamas<sup>321</sup> a assisté au groupe de António José Saraiva ! Dans quel état de désorientation vit-elle<sup>322</sup> ! » [25 décembre 1965]

Il distinguait donc deux réunions. Celle où António José Saraiva était la figure principale, où les personnes assistant à cette réunion étaient discréditées et apparaissaient comme des adversaires du PCP et de la ligne juste aux yeux de Flausino Torres. L'autre, celle des véritables

---

<sup>318</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, p. 137.

<sup>319</sup> Une note des archivistes précise qu'il s'agissait du nom de la mère de Flausino Torres et donc très certainement d'un prête-nom pour pouvoir échapper à la PIDE alors qu'il était exilé à Paris. En effet, Flausino Torres est l'auteur de la lettre, facilement identifiable du fait de son écriture. On ne sait pas à qui était destiné ce courrier. Il n'a en tout cas pas été envoyé à moins qu'il ne fût envoyé à sa femme, sinon il ne serait pas dans ses archives.

<sup>320</sup> Flausino Torres fait le récit d'une des célébrations du 5 octobre à Paris soit de la commémoration du 5 octobre 1910 installant la République au Portugal.

<sup>321</sup> Maria Lamas est une écrivaine qui a vécu une longue période en exil et notamment durant les années 1960. Elle est connue pour avoir appuyé activement les Portugais exilés à Paris notamment chez elle (voir sa biographie : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=13424>, consultée le 27 avril 2021).

<sup>322</sup> Fonds Flausino Torres, CD25A, SC2 : Activité privée, SSC7 : Exilé en France, SSR 1 : Correspondance, dossier 2.

forces démocratiques réunissant les militants du PCP et les sympathisants du parti majoritaire de l'opposition au régime autoritaire portugais. L'emphase sur les chiffres des personnes présentes, où la réunion du PCP avait attiré bien davantage d'auditrices et auditeurs, était comme une justification empirique de la popularité et de l'adhésion à la ligne incarnée par le parti communiste. Les divergences au sein de la gauche apparaissaient clairement ici et notamment l'idée que le PCP se considérait comme l'unique incarnation de l'opposition au pouvoir et le détenteur de la véritable solution pour le Portugal. Rétrospectivement, les critiques virulentes à l'encontre d'António José Saraiva ont dû paraître embarrassantes pour Flausino Torres car il a rompu en 1968 avec le PCP, parti qui suivait la ligne de Moscou, alors qu'il assistait incrédule à l'arrivée des chars soviétiques en Tchécoslovaquie. Lui qui se moquait du révisionniste António José Saraiva se retrouvait dans une situation similaire quelques années plus tard<sup>323</sup>.

Le double isolement, d'un côté du pouvoir, de l'autre du PCP, était une grande souffrance pour les historiens dans cette situation. Amer, António José Saraiva discréditait toute la production historiographique contemporaine en écrivant à Óscar Lopes<sup>324</sup> :

« Tu fais les louanges de l'historiographie marxiste en incluant une série d'historiens qui ne sont pas marxistes : Cintra est un disciple de Pidal<sup>325</sup> ; Oliveira Marques est un simple positiviste, Virgínia Rau<sup>326</sup> *idem*. Godinho me paraît être un homme en dehors des réalités, mais il faut que je le lise pour me faire un avis. Toutefois, si on l'enlève lui, et nous deux (toute modestie à part), il me semble qu'il n'y a rien dans l'historiographie portugaise des trente dernières années de comparable. Je ne dis pas de même pour Herculano<sup>327</sup>, Gama Barros, Costa Lobo, Leite de Vasconcelos et même Lúcio de Azevedo<sup>328</sup>. En les lisant, on apprend beaucoup de choses qu'il n'y pas chez Armando Castro et d'autres. Bien qu'étant aux antipodes idéologiques de Lúcio de Azevedo, je ne connais pas d'autres auteurs sur qui je peux me baser pour le XVII<sup>e</sup> siècle (et c'est parce que j'ai pris conscience de cela tardivement que je lui ai prêté hommage dans *L'Inquisition et les Chrétiens Nouveaux*)<sup>329</sup>. »  
[Septembre 1969]

António José Saraiva se réfugiait davantage dans le passé que dans les historiens du temps présent notamment en valorisant des historiens du début du XX<sup>e</sup> siècle comme Gama Barros et Costa Lobo mais aussi deux historiens de la génération de la Monarchie soit Lúcio de Azevedo et Leite de Vasconcelos, deux historiens accommodés. Ne voyant pas de grandes figures se

---

<sup>323</sup> Christophe ARAÚJO, « Flausino Torres », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>324</sup> Quelques rares militants maintiennent le lien. Ainsi, seul Óscar Lopes, infailible militant du PCP jusqu'au dernier souffle, ne rompt pas avec António José Saraiva.

<sup>325</sup> Il parlait de Luís Lindley Cintra, professeur à l'université de Lisbonne, comme d'un héritier de l'historien espagnol Ramón Menéndez Pidal.

<sup>326</sup> Virgínia Rau, historienne de l'université de Lisbonne, écrivant de l'histoire économique et sociale, n'a jamais été de gauche et António José Saraiva voyait donc juste.

<sup>327</sup> Alexandre Herculano, le principal historien du XIX<sup>e</sup> siècle portugais comme évoqué auparavant.

<sup>328</sup> Ce sont plusieurs grands historiens du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>329</sup> Leonor Curado NEVES (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004, pages 238 et 239.

détacher dans le paysage historiographique portugais à l'exception de Vitorino Magalhães Godinho, il se distinguait des historiens contemporains comme pour éloigner ceux qui avaient pu le critiquer. Ainsi, parfois, le rejet commun du pouvoir autoritaire ne suffisait plus à gommer les différences. Le groupe, toujours poreux et acceptant de nouveaux et nouvelles arrivantes, était aussi sujet à des instabilités et n'était pas toujours uni.

\*

\* \*

Faire groupe était une nécessité pour les historiens en opposition. Face à un pouvoir autoritaire qui empêchait l'existence d'une sociabilité historique professionnelle et institutionnelle, il fallait se réorganiser avec les laissés pour compte. D'abord, il a fallu trouver des espaces. En investissant les cafés et les associations existantes, une sociabilité pouvait s'entretenir. Ensuite, la Fondation Calouste Gulbenkian a joué un rôle majeur pour les historiens en opposition. Cette fondation privée avait ses propres critères d'attribution de bourses qui échappaient au pouvoir : les historiens en opposition ont donc pu postuler et régulièrement obtenu des bourses, laissant le pouvoir pantois. Par ailleurs, la FCG a soutenu d'autres projets et institutions aussi fréquentées par les historiens en opposition. Le pouvoir surveillait certes tous ces espaces, mais beaucoup d'éléments lui échappaient. Les historiens parvenaient ainsi à trouver des lieux de nécessaire respiration.

Les historiens en opposition pouvaient alors faire groupe. Ils s'appuyaient sur des réseaux politiques structurés, existants ou bien créés sous le régime autoritaire. Privés d'écoles, ils reconnaissaient leurs propres maîtres en identifiant des figures tutélaires. La solidarité entre les historiens en opposition s'exprimait de multiples façons et permettait de renforcer les liens face à un pouvoir honni de toutes et tous. Cependant, il n'agissait pas d'un groupe monolithique et des tensions internes pouvaient apparaître parfois au grand jour. L'ennemi commun que représentait le pouvoir autoritaire était connu mais il n'empêchait pas certaines scissions idéologiques.

Être historien aurait pu induire un banal choix de vie. Une passion, un goût pour l'histoire, conduisant à des études puis, parfois, à une chaire. Les voilà historienne ou historien de profession, reconnus par les pairs et par une institution publique. L'histoire fournissait un métier, un gagne-pain comme les autres. Toutefois, dans le cadre d'un régime autoritaire, les choses se sont gâtées, des paramètres sont entrés en ligne de compte quand il ou elle rejetait la politique menée par le pouvoir. Choisir d'être historien tout en se maintenant en opposition politique, impliquait d'accepter de faire des sacrifices personnels et professionnels.

Rester au Portugal et être historien en opposition nécessitait de faire une série de choix. Vouloir allier une pratique scientifique à une expérience de l'enseignement pouvait être risqué. Le pouvoir surveillait activement les enseignants et cela à tous les niveaux d'enseignement. Il fallait se faire discret sinon les écarts pouvaient rapidement être des preuves à charge et l'exclusion risquait de se produire. Quand elle était prononcée ou bien quand les portes de l'enseignement restaient désespérément fermées, il devenait alors indispensable de trouver une autre voie, pour vivre. L'histoire nourrissait l'esprit, difficilement une famille. Les métiers du livre ou tout simplement les métiers possibles permettaient, dans le temps libre restant, de poursuivre une activité historique. L'équilibre était souvent fragile à trouver.

Partir du Portugal pouvait devenir le choix alternatif. L'entrave du pouvoir était alors bien moins forte. Être historien et rejeter l'action du gouvernement portugais n'étaient plus si incompatibles. Les différences avec le pays quitté devenaient évidentes ; les entraves, des stigmates d'une activité historique émoussée mais passée. Toutefois, la liberté pouvait avoir un goût amer. Le Portugal revenait toujours dans l'esprit des historiens en opposition, et le désir de retour, bien que parfois impossible, était vif. Malgré les faiblesses du Portugal et une action gouvernementale honnie, y garder des attaches semblait nécessaire, au cas où.

Qu'ils fussent au Portugal ou à l'étranger, face à l'adversité du pouvoir, il a fallu faire corps. La sociabilité opposante se structurait dans quelques institutions souvent sur le fil de l'interdiction, tolérées mais activement surveillées par le pouvoir. Ces espaces de respiration, formels ou informels, permettaient aux historiens en opposition d'être reconnus, le temps de quelques heures, et d'avoir la stature d'une ou d'un historien. Faire sécession impliquait de trouver ses maîtres et de se parler, mais parfois les dissensions pouvaient aussi semer une déunion, dans l'entente fragilement trouvée face au pouvoir dictatorial.

Être historien et en opposition était une position parfois difficile à tenir. Une profession souvent impossible, une condition parfois bancal. Malgré tout, ils ont écrit. Penchons-nous sur leurs écrits, pour savoir si être historien en opposition signifiait regarder le passé, et écrire l'histoire, d'une façon particulière.





## Chapitre 8 Un passé dans le présent. Écrits d'historiens en opposition, contre vents et marées

Vous faites... une thèse d'histoire de l'histoire ! Nous sommes pleinement dans l'histoire. Bien sûr, c'est "beau" parce que, d'une part, cela explique comment nous avons fait, d'autre part, comment l'histoire a été choisie par notre génération. Pour nous, les exilés, la "bête", la préoccupation, la question initiale était la politique : pourquoi cette m... fasciste nous conduit à nous retrouver ici, en exil ? Il fallait donc revenir aux causes !

Manuel Villaverde Cabral<sup>1</sup>

Les historiennes et les historiens, qu'ils fussent des historiens organiques, des accommodés ou bien des historiens en opposition avaient tous pour trait d'union l'écriture de l'histoire. Au-delà des divisions politiques, elle restait le plus petit dénominateur commun de la communauté historique. Cependant, encore fallait-il qu'il y eût quelque chose de commun entre les écrits produits par les historiens proches ou bien non hostiles au régime dictatorial et les historiens le rejetant explicitement. Or, nous allons le voir, la coupure politique de la communauté historique a surtout été une coupure historiographique, avec des divergences profondes observables. En effet, d'un côté, l'écriture des historiens organiques et des historiens accommodés n'a pas connu de profondes modifications au cours de la période autoritaire. Durant « la longue nuit de l'*Estado Novo*<sup>2</sup> », elle est restée, à quelques exceptions près, une histoire événementielle, érudite et focalisée sur le Portugal à l'instar de l'histoire écrite à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle dans d'autres pays européens comme la France et l'Allemagne. L'essentiel des historiens organiques et accommodés ont donc été dans l'ensemble indifférents au dialogue avec les sciences sociales contrairement à ce qu'il se passait dans l'Europe du Nord-Ouest et aux États-Unis<sup>3</sup>. De l'autre côté, les historiennes et les historiens en opposition ont été attentifs aux nouvelles pratiques historiographiques en développement à partir du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Ils les ont appropriées afin de rénover les approches de l'histoire du Portugal. Par leur ouverture aux apports contemporains et leur attention aux nouvelles méthodologies venus de l'étranger, ils ont donc écrit sur le passé en harmonie avec le temps présent, au contraire des historiens accommodés et des historiens organiques.

---

<sup>1</sup> Entretien avec Manuel Villaverde Cabral, p. 28.

<sup>2</sup> Francisco FALCON, « Historiografia Portuguesa Contemporânea. Um ensaio histórico-interpretativo », dans *Estudos Históricos*, Rio de Janeiro, n° 1, 1988, pp. 79-99.

<sup>3</sup> Comme observé tout au long du chapitre 5.

Au-delà du type d'histoire écrite par les historiens en opposition, il faut aussi s'interroger sur les conditions d'écriture d'une histoire rénovée. L'acte d'écrire l'histoire recèle de nombreux obstacles, quel que soit le type de régime politique sous lequel travaille l'historien, comme l'a bien identifié Henri-Irénée Marrou : « la nécessité (ou le devoir) d'écrire est ressentie comme une servitude douloureuse : la recherche est de soi indéfinie, la vérité historique n'est jamais définitive, elle reste toujours en devenir ; l'exprimer c'est la figer<sup>4</sup> ». Cependant, en plus des questionnements communs à tout historien, ceux en opposition avaient un espace des possibles réduit du fait de l'action du pouvoir autoritaire. La question « où publier ? » qu'une ou scientifique pouvait régulièrement se poser devenait bien souvent « comment parvenir à publier ? ». En effet, en plus d'une situation professionnelle régulièrement instable dans laquelle ils travaillaient, une série de pas de côté ont dû être réalisés par les historiens en opposition afin de parvenir à publier. L'étude des chemins de traverse est donc nécessaire.

Enfin, l'histoire écrite, aussi rigoureuse fût-elle, a pu devenir un outil de contestation du pouvoir dictatorial et surtout du discours historique qu'il véhiculait et défendu par certains historiens accommodés ou organiques. Elle a été un acte militant comme l'a rappelé Manuel Villaverde Cabral lors de son entretien<sup>5</sup>. Les approches des historiens en opposition étaient donc dirigées contre le pouvoir. Selon José Maria Amado Mendes, il est possible d'observer une forme d'alignement entre un positionnement politique et une historiographie non-alignée : « on constate donc une histoire généralement positionnée “en dehors” ou “contre” l'historiographie du régime, où beaucoup d'idées et des mythes diffusés par cette dernière sont réfutés<sup>6</sup>. » Par ailleurs, l'envie de proposer des lectures alternatives du pouvoir pourrait expliquer une autre caractéristique de l'écriture des historiens en opposition : la focalisation presque exclusive de leurs travaux sur le Portugal<sup>7</sup>. À l'image des historiens organiques et accommodés, les historiennes et historiens en opposition ont centré leur attention sur l'histoire de leur pays, tout en souhaitant la revisiter.

L'enjeu du chapitre est donc de mettre en lumière les principales caractéristiques de l'histoire écrite par les historiens en opposition. Comme pour le chapitre 5, il m'était impossible

---

<sup>4</sup> Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, p. 269.

<sup>5</sup> Voir la citation en exercice du chapitre.

<sup>6</sup> Voir le chapitre rédigé par José Amado Mendes et intitulé « la rénovation de l'historiographie portugaise » dans Luís Reis TORRALBA, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 277.

<sup>7</sup> À l'exception notable de José Gentil da Silva qui a rédigé une thèse sur la banque et le crédit en Italie sous la direction de Fernand Braudel. Cependant, comme l'a remarqué Joaquim Romero Magalhães, José Gentil da Silva « a enseigné à l'université de Nice et a très peu voire pas du tout participé à l'histoire dans son pays d'origine » (Joaquim Romero MAGALHÃES, « Annales », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne).

de saisir l'ensemble des écrits des historiens sur quarante-huit années. Il s'agit davantage de rendre compte, par quelques lectures, de ce qu'ils écrivaient en inscrivant leurs œuvres dans leur contexte de production. Ce sont des photographies, des instantanés, avec bien sûr toutes les limites inhérentes à l'exercice pour que l'exemple puisse devenir une généralité. Elles révèlent en tout cas les tendances propres aux générations d'historiens en opposition tout comme les ruptures qu'un écrit pouvait alors provoquer dans le champ du savoir.

Au sein des ouvrages analysés, la lectrice ou le lecteur pourra s'étonner de ne pas voir l'ensemble des générations couvertes et surtout la surreprésentation de trois générations<sup>8</sup>. Cependant, les effectifs des historiens en opposition sont plus importants au sein de la génération de la République, de la génération Oliveira Salazar et de la génération de la guerre coloniale. Cumulées, elles totalisent 43 historiens des 51 en opposition soit les huit dixièmes du groupe considéré dans le cadre de cette troisième partie<sup>9</sup>. En conséquence, elles sont les trois générations les plus étudiées au cours du chapitre.

Il convient tout d'abord d'analyser les difficultés rencontrées par les historiens en opposition pour diffuser leurs travaux en étudiant les espaces de publication possible. Du fait de leur étroitesse et de la surveillance active du pouvoir, il est apparu nécessaire de mettre en évidence les principaux lieux rendant visibles les opposants. Ensuite, il s'agit de caractériser l'histoire écrite par les historiens en opposition entre 1926 et 1960, période où ils ont écrit majoritairement en marge de la production historiographique nationale. Enfin, la période allant de 1960 à 1974 a été marquée par une audience croissante des historiens en opposition, dont les écrits ont cherché à rénover l'histoire du Portugal.

---

<sup>8</sup> Il n'y a aucun ouvrage d'historiens de la génération de la Monarchie, 4 de la génération de la République (Armando Cortesão, Jaime Cortesão, António Sérgio, Fidelino de Figueiredo), 1 seul de la génération de la transition autoritaire (Flausino Torres), 8 de la génération Oliveira Salazar (Vitorino Magalhães Godinho, Mário Soares, Joaquim Barradas de Carvalho, Álvaro Cunhal, Fernando Piteira Santos, António Borges Coelho, Armando Castro, Victor de Sá) et 3 de la génération de la guerre coloniale (António Henrique de Oliveira Marques, José Tengarrinha, Miriam Halpern Pereira).

<sup>9</sup> Il est possible de se rapporter à la [Figure 85] du chapitre 7.

## I) Où écrire ? Des espaces littéraires étriqués (1926-1974)

Lorsque le coup d'État du 28 mai 1926 s'est produit, le paysage littéraire portugais était limité. Au terme du régime autoritaire il avait certes connu des modifications mais sans pour autant que le champ de l'édition eût été complètement bouleversé, notamment en raison des limitations et de la censure qui ont restreint drastiquement toute innovation contraire aux principes de la dictature. Il était divisé entre des structures publiques d'encadrement de la production littéraire et d'autres privées. En plus des publications universitaires<sup>10</sup>, et de celles des ministères<sup>11</sup>, la Presse nationale a joué un certain rôle. Créée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle a connu un véritable essor à partir de la République, mais « l'*Estado Novo*, bien qu'il ait incorporé du matériel provenant d'autres imprimeries d'État, l'a empêché d'exercer une activité d'édition normale, la réservant uniquement à la production qui, en raison de ses caractéristiques, ne pouvait être réalisée par des entreprises privées<sup>12</sup> ». Ainsi, la Presse nationale s'est focalisée sur l'édition de grandes collections à l'occasion des commémorations ou bien de rapports publics. En complément, les publications publiques comptaient aussi les parutions de la BNP, de l'ACL, de l'APH et de l'académie des Beaux-Arts.

Le marché des maisons d'édition privées s'est formé lui aussi véritablement à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle tout en restant, y compris tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, fortement concentré « dans l'axe historique Braga-Porto-Coimbra-Lisbonne, qui reste immobile comme une espèce de collègue des élus pour le commerce des livres<sup>13</sup> ». De surcroît, en plus de la très forte concentration des lieux d'édition dans les grands centres urbains du pays, les entreprises étaient modestes comme l'a constaté Margarida Rendeiro :

« Le fait que les maisons d'édition portugaises soient des entreprises de petite taille, confrontées à des problèmes qui mettent en jeu leur survie sur le terrain, les a dissuadées d'engager du personnel spécialisé et de faire fonctionner toute une structure susceptible de développer le commerce du livre à l'intérieur et à l'extérieur du pays<sup>14</sup>. »

En conséquence, les maisons d'édition fonctionnaient avec peu d'effectifs, et bien souvent elles ont eu une espérance de vie éphémère, où certaines figures ont su porter des projets ambitieux

---

<sup>10</sup> Voir le III)2) du chapitre 4.

<sup>11</sup> Par exemple, l'Agence coloniale devenue ensuite l'Agence de l'outre-mer, a édité de nombreux livres comme les volumes étudiés dans le cadre du chapitre 5.

<sup>12</sup> André MORGADO, « Editores », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>13</sup> Nuno MEDEIROS, « Os mundos da edição em Portugal o Estado Novo » dans *Estudos do Século XX*, n° 9, 2009, pp. 231-249.

<sup>14</sup> Margarida RENDEIRO, *The Literary Institution in Portugal since the Thirties : An Analysis under Special Consideration of the Publishing Market*, Berne, Peter Lang, 2010, p. 92.

puis après leur décès ou leur départ, elles ont disparu ou bien été en difficulté<sup>15</sup>. De plus, l'*Estado Novo* a tenté de les intégrer au système corporatiste par la création de l'« Assemblée nationale des éditeurs et libraires » en 1934, sans pour autant parvenir à y attirer l'ensemble des maisons d'édition portugaises ni à vassaliser celles intégrées dans la structure<sup>16</sup>. Par exemple, comme l'a montré Nuno Medeiros, l'Assemblée nationale des éditeurs et libraires a tenté de lancer un prix en 1941 mais il n'a eu qu'une édition et ce n'est qu'en s'unissant à la Société portugaise des écrivains, structure fortement soutenue par les opposants, qu'elle est parvenue à proposer la remise du prix Camilo Castelo Branco<sup>17</sup>. C'est donc davantage en dehors des structures soutenues par l'*Estado Novo* que les éditeurs sont parvenus à développer leur activité.

La production culturelle portugaise a donc été au long du régime autoritaire relativement réduite car l'espace littéraire était contraint. La notion d'espace littéraire a été proposée par Maurice Blanchot dans un livre de 1955<sup>18</sup>. Selon lui, la littérature doit « avoir lieu » c'est-à-dire qu'elle doit disposer d'un espace pour exister et être reçue en tant que tel dans la société comme l'a rappelé Xavier Garnier :

« La littérature est de l'ordre de l'événementiel, elle est un phénomène qui se produit ; elle est indissociable d'un espace où un tel événement est en mesure de se produire. Pour que la littérature « ait lieu », il faut qu'un espace soit là pour l'accueillir, que j'appellerai, [...] son espace vital. L'espace littéraire serait en quelque sorte la condition de la littérature, il lui permettrait d'émerger de tel ou tel texte et de trouver un lieu<sup>19</sup>. »

Partant, en nous focalisant ici sur les opposants, la question de savoir si l'espace littéraire a pu « avoir lieu » est centrale. L'objectif est donc ici de délimiter l'étendue de l'espace littéraire des historiens en opposition au sein du régime autoritaire.

L'analyse portera d'abord sur les revues périodiques portugaises, qui ont joué un rôle important dans la diffusion du savoir historique, malgré les pressions endurées. Ensuite, par l'étude de quelques maisons d'édition qui ont publié de l'histoire, il sera question de rendre compte des différentes limitations et possibilités de l'existence d'un espace littéraire.

---

<sup>15</sup> Entre autres, Ática, la maison d'édition créée par Luís de Montalvor, historien de la génération de la République, a connu une période faste durant la décennie 1930 mais après le décès accidentel de l'historien en 1947, elle s'est maintenue, tout en perdant de sa vigueur (André MORGADO, *op. cit.*).

<sup>16</sup> L'association a été créée le 3 décembre 1934 à la suite du décret-loi n° 24 715 en transformation l'Association de la classe des libraires du Portugal née en 1927 (Nuno MEDEIROS, « Editores e Estado Novo : o lugar do Grémio Nacional dos Editores e Livreiros », dans *Análise Social*, vol. XVIII, n° 4, 2008, pp. 795-815).

<sup>17</sup> Nuno MEDEIROS, « A edição de livros como formulação do mundo : ideias e casos », dans *Revista Brasileira de História da Mídia*, vol. 4, n° 2, juillet-décembre 2015, pp. 31-42. Par ailleurs, l'épisode de la fermeture de la SPE a été évoquée dans le III)2) du chapitre 7.

<sup>18</sup> Maurice BLANCHOT, *L'espace littéraire*, Paris, Gallimard, 1955.

<sup>19</sup> Xavier GARNIER, « La littérature et son espace de vie » dans Pierre ZOBBERMAN et Xavier GARNIER, *Qu'est-ce qu'un espace littéraire ?* Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 2006. pp. 17-29.

## 1) Un élargissement des possibles ? Résistances, succès et échecs des publications périodiques (1926-1974)

L'histoire fait certes partie des disciplines où le livre a une place majeure, mais les publications périodiques sont un moyen d'être au contact de l'histoire qui s'écrit. L'observation est tout aussi valable pour la communauté historienne et notamment pour celles et ceux qui étaient opposés au régime autoritaire. Que ce soit dans le cadre de leur participation citoyenne ou bien au nom de leur expertise scientifique, écrire dans les journaux et les revues leur a permis d'être plus proche du public. L'enjeu est de montrer, à travers l'étude successive des apparitions de revues à l'existence plus ou moins longue, comment l'espace littéraire des historiens en opposition s'est enrichi sous l'œil du pouvoir.

La première période s'étend de 1926 à 1940. Elle a été un temps de difficulté pour les opposants et s'est détachée par le très faible nombre de revues créées. En effet, la mise en place de la censure a d'emblée bouleversé la donne pour les périodiques, car elle s'est tout particulièrement appliquée à eux et cela durant toute la période autoritaire<sup>20</sup>. Au fur et à mesure que le régime autoritaire se renforçait, les espaces littéraires de l'opposition étaient fragilisés et se réduisaient. Luís de Câmara Reis, journaliste et écrivain qui a participé au groupe fondateur de *Seara Nova*, a décrit la situation des intellectuels durant les années 1930 :

« Les meilleurs esprits [...] se sont focalisés sur une vie intérieure douloureuse, ils luttèrent dans l'angoisse des problèmes de l'existence familiale, nationale ou plus largement humaine, ils cherchaient à voir clair dans le concept de démocratie, paradoxalement partagé aussi bien chez les partisans de la ploutocratie que chez ceux en faveur de la dictature de classe, ils affrontaient une renaissance catholique qui allait sûrement vers le fanatisme et le dogmatisme le plus grossier. C'est dans un milieu assimilable à une enceinte entourée de flammes qu'ils ont dû faire le choix inévitable d'une carrière, qu'ils ont fondé un foyer, qu'ils se sont instruits et ont éduqué leurs enfants, qu'ils ont choisi leurs amitiés, qu'ils se sont isolés dans un cénobitisme politique, un scepticisme triste, ou regroupés dans l'un des nombreux partis, sectes ou noyaux d'action. En politique et en philosophie, ils ont dû essayer de discerner l'ivraie du blé, l'éphémère de ce qui va persister<sup>21</sup>. »

Dans ce texte Câmara Reis soulevait les difficultés des opposants. Il insistait sur un nécessaire repli face à la violence du régime qui s'abattait sur eux et la nécessité de s'organiser dans la clandestinité ou bien de faire des choix pour continuer de vivre tout en restant alerte. Par ailleurs, s'il prétendait que les « meilleurs esprits » étaient en souffrance, il sous-entendait que l'ensemble des opposants en faisaient partie. Ces derniers apparaissaient alors comme

---

<sup>20</sup> Voir le III) du chapitre 1.

<sup>21</sup> António da Costa Lobo VILELA, Luís Reis TORRAL, *Lobo Vilela e a polémica sobre a Universidade e o ensino nos inícios do Estado Novo*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2009, pages 31 et 32.

clairvoyants quant à la politique menée par le gouvernement, et Câmara Reis jetait le discrédit sur celles et ceux qui se compromettaient avec le pouvoir.

Au regard de la période difficile, quels ont été les espaces de publication des opposants ? Ils étaient réduits et les publications se sont surtout concentrées dans des périodiques qui avaient été créés pendant la République à l'exception du *Diabo* et de *Sol Nascente*<sup>22</sup>. Par ailleurs, les périodiques qui se sont maintenus après 1926 ont eu une extrême longévité car ils ont paru tout au long de la période autoritaire. Parmi les journaux quotidiens, il faut distinguer le *Diário de Lisboa* et *República*. Nous nous appuyons ici sur l'exemple de *República*. Le journal a été créé par António José de Almeida<sup>23</sup> en janvier 1911<sup>24</sup>. Dès les premiers temps du régime autoritaire, il a été l'un des principaux repères littéraires des opposants au régime. Mário Soares a par ailleurs insisté sur l'importance de ce journal : « Ce fut à cette époque que je publiais mes premiers articles dans *República*, qui était en quelque sorte, de par la censure, le porte-parole bâillonné de l'opposition<sup>25</sup> ». Par ailleurs, *República* était même diffusée à l'étranger<sup>26</sup>.

Grâce à ses nombreux signataires, le journal est parvenu à paraître tout au long de la période. Ils pouvaient notamment participer aux financements des équipements comme des rotatives à l'image d'António José Saraiva<sup>27</sup> ou bien de l'éditeur Bento de Jesus Caraça<sup>28</sup>. Le journal a parfois été en difficultés comme le montre la lettre envoyée par l'un de ses principaux rédacteurs, Jaime Carvalhão Duarte aux abonnés :

« Il ne fait aucun doute que nous avons rencontré d'immenses difficultés, mais grâce au dévouement de nos coreligionnaires, depuis plus d'un demi-siècle, *República* a une

---

<sup>22</sup> L'historien Armando Castro a notamment rappelé leur importance. La revue *O Diabo* a été créée en juin 1934 et *Sol Nascente* a été créée en janvier 1937. Cette dernière a disparu en 1940 en raison de la trop forte pression du pouvoir et *O Diabo* à la fin de la décennie 1940 (voir une conférence de 1983 d'Armando CASTRO, « Para a história do pensamento marxista em Portugal », qui est maintenant disponible en ligne : [https://www.ocomuneiro.com/paginas\\_m\\_armandocastro\\_para\\_a\\_historia\\_1983.html#\\_ftn\\*](https://www.ocomuneiro.com/paginas_m_armandocastro_para_a_historia_1983.html#_ftn*), consulté le 30 août 2021).

<sup>23</sup> Né en 1866 et décédé en 1929, il a d'abord été médecin puis homme politique au début du XX<sup>e</sup> siècle. Combattant républicain, il s'est rapproché des mouvements conservateurs une fois que le régime s'est imposé en 1910. Il a été élu président de la République entre 1919 et 1923. (D'après sa biographie du *Dicionário de Autores Portugueses* : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=6652>, consultée le 30 août 2021).

<sup>24</sup> <http://www.fmsoares.pt/aeb/crono/id?id=00811>, consulté le 30 août 2021.

<sup>25</sup> Mário SOARES, *Le Portugal bâillonné*, trad. Édouard BAILBY, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 25.

<sup>26</sup> Par exemple, la CFDT a envoyé une lettre datée du 4 juin 1973 pour demander qu'on envoyât *República* pour les travailleurs portugais (dossier journal « República », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 5311, NT : 7389, feuilles 61 à 64). En outre, la bibliothèque de Prague a demandé s'il était possible de s'abonner seulement pour le « supplément Arts et Lettres » du jeudi (dossier journal « República », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 5311, NT : 7389, feuilles 54 à 55). Par ailleurs, l'original est détenu par la PIDE, la demande n'est donc pas parvenue.

<sup>27</sup> Le journal a mentionné le 5 février 1961 la somme de 100\$00 escudos donnée soit l'équivalent de 45 euros de 2021 (Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683, feuille 71).

<sup>28</sup> Le journal a rappelé le 20 février 1961 la somme de 150\$00 escudos qu'il avait donnée. Il s'agit d'un article « en la mémoire de ce Républicain » car il est mort en 1948 (Dossier Bento de Jesus Caraça, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 4164, NT : 3531, feuille 1).



présence permanente sur la scène nationale. Les difficultés s'accroissent. Tous les démocrates qui le peuvent doivent s'abonner à *República*, car ce journal n'appartient qu'aux démocrates. Et surtout, parce que bien que chacun conserve ses propres opinions ou manières de voir, nous sommes unis dans la communion dans laquelle nous vivons les mêmes aspirations à la Liberté. C'est pourquoi nous vous demandons et vous remercions de vous abonner à notre journal, toujours au service du Portugal, afin qu'il ne cesse de porter chaque jour notre espoir et notre certitude d'aujourd'hui et de toujours, jusqu'aux coins les plus reculés du pays, la lumière vive de la confiance en la République, en la Liberté et en la Démocratie<sup>29</sup>. » [9 février 1972]

Alors que les gauches étaient toujours plus divisées dans les années 1960, depuis l'apparition de mouvements maoïstes qui critiquaient notamment le PCP, le directeur de *República* cherchait à rappeler le vieux combat du journal pour unir les opposants dans la vitale défense de la démocratie. C'est pourquoi il demandait aux abonnés et aux anciens abonnés de participer à l'effort financier pour maintenir en vie le journal, bastion de l'opposition depuis les premiers jours du régime autoritaire.

Les historiens en opposition ont pu écrire des articles historiques ou bien d'intervention citoyenne, être interviewés par le journal et les événements qui les concernaient étaient reportés dans les différents numéros<sup>30</sup>. Ce fut ainsi le cas d'un repas en hommage à Victor de Sá :

« Le déjeuner d'hommage qui a eu lieu hier au *Grande Hotel do Parque*, dans la station balnéaire de Bom Jesus do Monte, a pris des proportions extraordinaires pour notre courageux collaborateur M. Victor de Sá, brillant écrivain, journaliste, considéré comme un libraire et un éditeur de cette ville et récemment récompensé par un doctorat en histoire-philosophie à l'université de Coimbra. Le Dr. Victor de Sá est un républicain aux convictions fermes et à la forte personnalité qui a aujourd'hui réuni autour de lui certaines des figures les plus distinguées de la vie intellectuelle portugaise, qui ont salué le citoyen exemplaire, le chef de famille modèle, la conduite louable, le penseur de grande envergure, le patriote acharné, le combattant intransigeant et l'infatigable diffuseur de doctrine et de culture<sup>31</sup>. » [16 novembre 1959]

L'emphase avec laquelle la ou le journaliste décrivait le dynamisme de la cérémonie et du repas voulait montrer la solidarité à l'égard d'un historien déjà plusieurs fois incarcéré et donner au lecteur l'impression d'une unanimité contre le régime afin de susciter l'espoir et l'adhésion au combat pour la démocratie. Toutefois, emporté par un certain lyrisme et le désir de faire un portrait élogieux de Victor de Sá, à la fois sur le plan culturel, civique et personnel, il y avait des exagérations car Victor de Sá venait tout juste d'achever sa licence en histoire-philosophie à l'université de Coimbra. Il n'a obtenu un doctorat en France qu'à la fin de la décennie 1960<sup>32</sup>.

---

<sup>29</sup> Dossier journal « República », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 382 ; NT : 1184, feuille 98.

<sup>30</sup> Voir dans les chapitre 6 et 7 les nombreuses références à des articles de *República* en illustration.

<sup>31</sup> Dossier Victor de Sá, ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 10 982, NT : 4593, feuille 35. L'article est intitulé « À Braga, durant le repas en hommage à Monsieur le Docteur Victor de Sá ».

<sup>32</sup> Luís Alberto ALVES, « Victor de Sá », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

Quoi qu'il en soit, le journal exprimait un moment de communion entre les opposants autour de la figure de l'historien. De même, des historiens ont pu être approchés pour contribuer au journal comme cela a été le cas pour António José Saraiva. Raul Rego, directeur du journal depuis 1971 lui a ainsi écrit le 14 mai 1973 : « Le Dr. António José Saraiva ne serait-il pas disposé à rejoindre les rangs de nos collaborateurs distingués et dévoués ? Je pensais depuis longtemps à vous écrire et Lyon de Castro<sup>33</sup> m'a récemment donné le feu vert pour cette lettre. Ce serait un grand plaisir pour moi de vous compter dans nos pages<sup>34</sup> ». Malgré les difficultés rencontrées, le journal n'a donc cessé d'accorder une place aux historiens en opposition.

*República* a été constamment surveillé par la police politique et le fait d'écrire des articles dans ce journal était perçue comme une preuve d'opposition au régime. Surtout, les très nombreuses coupures de presse alimentant les dossiers de la police politique montrent que le journal était attentivement lu par les agents. Il a parfois été suspendu comme durant la guerre coloniale comme rapporté le 26 janvier 1961 par un autre journal où ont écrits des opposants *O Comércio do Porto* : « Le journal *República* a été suspendu pour trois jours, [...] la peine imposée a pour origine l'attitude prise par ce journal dans l'affaire du paquebot *Santa Maria*<sup>35</sup> ». Ainsi, la couverture de certains événements hautement politiques était particulièrement surveillée mais aussi les tentatives d'élargir la diffusion du journal dans le pays<sup>36</sup>. De plus, les pressions constantes ont conduit Carvalhão Duarte à écrire au directeur de la PIDE pour s'en indigner :

« Dans certaines régions du pays, des amis et des lecteurs de *República* ont été convoqués en présence d'agents de la PIDE en poste sur place, pour être soumis à des interrogatoires poussés. Et, de plus, on leur demande s'ils ont lu *República*, s'ils ont donné de l'argent pour de nouvelles rotatives, combien ils ont donné, pourquoi ils l'ont donné, etc... Comme vous pouvez facilement le comprendre, ce fait contribue à instiller de la crainte voire de la peur dans les esprit des plus timorés<sup>37</sup>. » [27 mai 1963]

---

<sup>33</sup> Francisco Lyon de Castro, éditeur que nous verrons dans la sous-partie suivante.

<sup>34</sup> Dossier António José Saraiva, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 2982, NT : 7242, feuilles 8 et 9.

<sup>35</sup> Dossier journal « República », ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 5454, NT : 3549, feuille 177. Le détournement du *Santa Maria* a été évoqué dans le I)1) du chapitre 4.

<sup>36</sup> Le journal a tenté de développer son audience dans des zones moins urbanisées. Il était cependant activement surveillé voire entravé par la police politique. Par exemple, une lettre originale à propos de la vente du journal à Coruche, une petite ville du district de Santarém, a été confisquée le 24 octobre 1972 : « Le vendeur de la ville est vieux, stupide et ivre. Il a déjà vendu des "Républiques" (n. : accordé au pluriel dans l'original) [...] Notre correspondant à Coruche va essayer de trouver un jeune homme intéressé par la vente. A Couço, il y a trois cafés. L'un des propriétaires ne veut que chanter du fado, les deux autres ne veulent pas de journaux. » Si les informations n'étaient pas les plus engageantes dans le cas de la ville de Coruche, la DGS était plus que vigilante pour éviter une trop grande diffusion de *República* (Dossier journal « República », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 382 ; NT : 1184, feuilles 66 à 72).

<sup>37</sup> Dossier journal « República », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 382, NT : 1184, feuille 185.

Le directeur du journal déplorait et s'offusquait des pressions subies par les personnes qui vendaient le journal. La PIDE voulait donc réduire l'influence du journal et cherchait à intimider les personnes dans les régions quelques peu éloignées des grands centres urbains. Dans ces derniers espaces, du fait de la bonne audience du journal, les groupes en opposition se seraient rapidement mobilisés face à une pression ou bien à une injustice. Le journal *República* a donc joué un rôle majeur comme porte-voix quotidien des différentes oppositions à la dictature sur l'ensemble de la période.

*Seara Nova* a été une revue trimestrielle créée en 1921 par un groupe de huit hommes qui se réunissait à la Bibliothèque nationale de Lisbonne. Parmi les fondateurs, on dénombre trois historiens : Jaime Cortesão, Raul Proença et António Sérgio, qui sont tous les trois de la génération de la République<sup>38</sup>. La revue a été « une référence centrale de l'histoire de la culture portugaise du XX<sup>e</sup> siècle<sup>39</sup> ». Elle a joué à un rôle majeur pour l'ensemble des écrivains portugais, accueillant non seulement des historiens mais aussi bien d'autres scientifiques et intellectuels opposés au régime. Durant les premières décennies du régime autoritaire, elle a été l'une des seules interfaces pour les opposants. Comme pour le journal *República*, elle a conservé tout au long de la période dictatoriale au sein des milieux en opposition un rôle important et est restée une revue de premier plan. Le fait d'écrire dans les colonnes était perçu par la police politique comme un signe manifeste de rejet du régime. Par exemple, dans la rubrique « information » des bulletins de Joel Serrão, il est noté à trois reprises qu'il « a collaboré en signant des articles dans “*Seara Nova*” et est lié à António José Saraiva », puis : « il a été collaborateur de “*Seara Nova*” », et enfin : « reconnu comme une personne maline et intelligente, politiquement il est connu comme un élément suspect, on dit, qu'il a été collaborateur du journal “*Seara Nova*”<sup>40</sup> ». À trois moments différents, les agents de la PIDE ont insisté sur cette appartenance comme un signe d'engagement politique manifeste.

De même, la revue *Seara Nova* a été plusieurs fois visitée violemment par la PIDE. Après une première incursion à la suite de l'extinction de la SPE<sup>41</sup>, une autre irruption de la PIDE s'est produite après la traduction d'un livre sur la guerre du Vietnam. La police politique est

---

<sup>38</sup> L'année du centenaire a abouti à de nombreuses publications. (<http://searanova.publ.pt/um-seculo/criacao/>, consulté le 30 août 2021). De plus, la création de la revue a été évoquée dans le II)1) du chapitre 1.

<sup>39</sup> José de SOUSA, « *Seara Nova* », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>40</sup> Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : Bol., N°P : 103 099, NT : 8033, feuilles 4, 5 et 7.

<sup>41</sup> Voir le témoignage de José Tengarrinha dans l'article « O assalto da PIDE à *Seara Nova* », dans le n°1719 du printemps 2012 où il décrit la violence avec laquelle la PIDE s'est introduite dans le siège, menaçant les employés d'emprisonnement et jetant au sol de nombreuses feuilles et autres outils vitaux pour le fonctionnement de la revue (<http://arquivo.searanova.publ.pt/pt/1719/90anosSearaNova/316/O-assalto-da-PIDE-%C3%A0-Seara-Nova.htm>, consulté le 30 août 2021).

intervenue au siège de la revue comme rapporté dans un article intitulé « des vandales dans “*Seara Nova*” » de *Portugal Democrático* :

« La police portugaise (PIDE) a perquisitionné aujourd'hui les locaux de la revue *Seara Nova*, considérée comme la plus importante revue culturelle de l'opposition au Portugal. Sept policiers, en civil, ont envahi les lieux, causant des dégradations estimées à plus de 3500 dollars. Les stocks du magazine, conservés dans cinq pièces, ont été saisis ou détruits. La police a saisi une centaine d'exemplaires du livre de Wilfred Burchett “Bombs over Hanoi” traduit par *Seara Nova*, qui avait été interdit en février dernier<sup>42</sup>. »

Reconnue internationalement comme la principale revue réunissant les opposants au régime autoritaire, la violence à son encontre était rapportée dans le prestigieux *New York Times*. Les faits racontés nous permettent de comprendre la façon dont la police politique procédait en dégradant le plus possible les locaux afin d'accroître les difficultés financières vécues par les revues qui n'étaient subventionnées que par les abonnés. À cette pression, s'ajoutait la pression de la censure, qui faisait augmenter les coûts de publication<sup>43</sup> et provoquait de nombreux retards « que la censure a maintenant l'habitude de provoquer<sup>44</sup> ». Au total, dans les premiers temps du régime, l'espace littéraire des opposants s'est fortement concentré sur les revues déjà existantes. Toutefois, elles ont réussi à incarner, aussi bien dans les premiers temps du régime que durant le reste de la période, des repères pour les historiens et plus généralement les intellectuels en opposition.

La période allant de 1940 à 1960 a été marquée par de nouvelles tentatives pour enrichir le panorama des lieux où les opposants pouvaient s'exprimer. La période de la Seconde Guerre mondiale et des années suivantes a en effet semblé ouvrir une brèche et les auteurs se sont empressés de s'y engouffrer, mais elle s'est vite refermée. En effet, plusieurs revues ont vu le jour comme *Mundo Literário* dirigé par Jaime Cortesão Casimiro, le neveu de Jaime Cortesão, sans parvenir à passer le cap de la troisième année, en raison des difficultés économiques et des

---

<sup>42</sup> Dossier « *Seara Nova* », ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 2886, NT : 2370, feuille 2. Le journal *Portugal Democrático*, dirigé par l'historien Joaquim Barradas de Carvalho, avait dans son n° 131 de juillet et août 1968 repris un article du *New York Times* du 25 juin 1968, ce qui explique l'évocation du montant en dollars.

<sup>43</sup> Un rapport de la DGS a été établi lorsque se produit le cinquantenaire de la revue. José Tengarrinha, alors rédacteur régulier de la revue, répondait aux critiques sur l'augmentation du coût de la revue justifiant : « De nombreux numéros étaient plus chers en termes de coûts rédactionnels plutôt qu'en termes de prix à payer pour les vendre à leurs abonnés, car parfois quelques numéros étaient inutilisables parce que la CENSURE (n. : les majuscules sont de l'agent) coupait certaines phrases et devaient ensuite être réécrits à nouveau, puisque le sens des sujets était nul et non avvenu. » (Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3652, NT : 7287, feuilles 58 à 60).

<sup>44</sup> Archives du CD25A, fonds Fernando Piteira Santos, SC : Activité privée, SSC : Collaborateur *Seara Nova*, feuilles 1-4.

abondantes coupes subies<sup>45</sup>. D'autres ont eu une durée plus longue comme la *Revista de Economia*, créée en 1948 et active jusqu'en 1964<sup>46</sup>. Évoquée durant son entretien par Miriam Halpern Pereira<sup>47</sup>, la revue a eu une certaine importance et elle a clairement été perçue par des personnes proches du pouvoir comme un repère d'opposants<sup>48</sup>. Vitorino Magalhães a par ailleurs souligné l'importance de la revue notamment pour la publication de travaux d'histoire économique hétérodoxes<sup>49</sup>. En somme, comme l'a remarqué Adolfo Casais Monteiro dans un article de *República* :

« Quand quelqu'un veut lancer une revue littéraire, la Censure exige – illégalement – une caution, un document de telle ou telle nature... et surtout, que le directeur, en plus d'être docteur (!!!) mérite la confiance des autorités publiques. [...] La règle est que la fécondité littéraire et artistique d'un pays est liée à la prolifération de petites revues, certaines vont de l'avant, d'autres disparaissent rapidement, et qu'il faut avoir des contacts. Mais si les jeunes poètes ne sont pas docteurs, n'ont pas eu d'argent en caution ils ne méritent pas, comme c'est probable, la confiance politique nécessaire ? Alors, à cause de cela, il ne devrait pas y avoir d'activité littéraire<sup>50</sup>. » [9 octobre 1953]

Comme Adolfo Casais Monteiro l'a évoqué, les obstacles étaient nombreux pour pouvoir créer une revue et ils empêchaient justement toute créativité au Portugal. Lui qui avait participé à la revue *Mundo Literário*, ne pouvait que constater le caractère éphémère de la plupart des revues. Par ailleurs, Adolfo Casais Monteiro est parti un an après son article vivre au Brésil, seule solution pour lui afin de parvenir à produire<sup>51</sup>.

Les projets pouvaient avoir de réelles difficultés à exister comme ce fut le cas de la Société portugaise d'histoire et de civilisation qui prétendait à termes avoir son propre réseau de publication. Elle aurait été la seule revue d'histoire en dehors de l'Université. Alors que Vitorino Magalhães Godinho vivait à Paris, il a rejoint l'Association pour l'histoire de la

---

<sup>45</sup> Des historiens en opposition ont participé à la revue comme, entre autres, Jorge de Sena, Joel Serrão, Rómulo de Carvalho, António José Saraiva. Voir la fiche de présentation réalisée par Helena ROLDÃO, « Mundo Literário : semanário de crítica e informação literária, científica e artística (Lisboa, 1946-1948) », Lisbonne, Bibliotecas municipais de Lisboa, 2014, disponible en ligne : <http://hemerotecadigital.cm-lisboa.pt/>, consulté le 30 août 2021.

<sup>46</sup> Pour les dates, je me réfère au premier numéro consulté, paru le 1<sup>er</sup> mars 1948 d'après l'éditorial (*Revista de Economia*, vol. I, fascicule I, 1948), et la date de fin est visible sur la page de Porbase.

<sup>47</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 5.

<sup>48</sup> Par exemple, une lettre d'Armando Gonçalves Pereira, professeur cathédrique de l'université technique de Lisbonne a été envoyée au ministre de l'Éducation nationale puis transférée à António de Oliveira Salazar. L'auteur décrivait la *Revista de Economia* dirigée en secret par « des ennemis de l'État et des communistes actifs [...] ». Il apparaît indispensable de faire cesser la publication [...] et il serait intéressant de chercher d'où viennent les fonds » (cité dans João Paulo Avelãs NUNES, *A História Económica e Social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : O historicismo neo-metódico : ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995, p. 279).

<sup>49</sup> Vitorino Magalhães GODINHO, *Do Ofício e da Cidadania, Combates por uma civilização da dignidade*, Lisbonne, Edições Távola Redonda, 1989, pages 58 à 60.

<sup>50</sup> Archives du CD25A, Coupures de presses, « Censura ».

<sup>51</sup> [https://www.infopedia.pt/\\$adolfo-casais-monteiro?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$adolfo-casais-monteiro?uri=lingua-portuguesa), consulté le 30 août 2021. Par ailleurs, il s'agit du beau-père de Maria Nizza da Silva, qu'elle a évoqué dans son entretien.

civilisation – Association Marc Bloch, et voulait contribuer à l’internationalisation de l’histoire économique et sociale de la revue des *Annales*<sup>52</sup>. En février 1947, il a envoyé à un certain nombre de ses connaissances portugaises une invitation à rejoindre le projet d’association, dont l’objectif était de créer une bibliothèque, des plans de recherches et « de publier une revue où apparaîtront les travaux de ses membres, projets d’études, travaux étrangers et recensions de livres<sup>53</sup> ». L’idée était donc de « lancer les bases d’un centre d’études qui assumait une dimension scientifique institutionnelle, bénéficiant d’atouts qu’il ne fallait pas sous-estimer<sup>54</sup> », comme l’envoi de livres et de revues gratuitement depuis Paris mais aussi d’obtenir des bourses d’étude. Après de nombreux échanges enthousiastes, une première réunion a eu lieu le 3 avril 1948<sup>55</sup> avec comme secrétaire Jorge Borges de Macedo<sup>56</sup>. Sur la liste des 17 personnes présentées comme membres de l’association<sup>57</sup>, 9 étaient des historiens en opposition<sup>58</sup>, accommodés<sup>59</sup> et 5 non considérés comme des historiens dans ce travail<sup>60</sup>. Plusieurs réunions ont eu lieu dans les locaux du Syndicat des acteurs du commerce<sup>61</sup>. Cependant, comme l’illustrent de nombreuses lettres reçues par Jorge Borges de Macedo, beaucoup d’inquiétudes tournaient autour de la nécessaire reconnaissance officielle de l’association ce qu’elle n’est pas parvenue à obtenir en raison d’un blocage du pouvoir. Pourtant, dans une lettre envoyée par Vitorino Magalhães Godinho à Fernand Braudel, il donnait l’impression qu’elle fonctionnait :

« J’ai fait une conférence à l’Institut français sur l’histoire économique et l’économie politique, suivie de discussion. Salle comble. L’article sur le même sujet a été déjà remis à

---

<sup>52</sup> José Manuel Guedes de SOUSA, « Sociedade Portuguesa de História da Civilização », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>53</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 646.

<sup>54</sup> José NEVES, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, Cultura e História no Século XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011, p. 312.

<sup>55</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 646. La lettre de Vitorino Magalhães Godinho est insérée dans le rapport rédigé par Jorge Borges de Macedo début avril 1948.

<sup>56</sup> Un très grand nombre de lettres échangées entre les membres de la SPHC sont réunies dans le dossier de Jorge Borges de Macedo du fait de son statut de secrétaire. Lorsqu’il a été incarcéré en 1950, vraisemblablement, la PIDE a confisqué l’ensemble de la documentation (Dossier Jorge Borges de Macedo, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1151/47, NT : 2605, feuille 68 à 144)

<sup>57</sup> Dossier Joaquim Barradas de Carvalho, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958, feuille 643.

<sup>58</sup> António José Saraiva, Armando Castro, Jaime Cortesão, Joaquim Barradas de Carvalho, Joel Serrão, Jorge Borges de Macedo, José Gentil da Silva, Óscar Lopes, Vitorino Magalhães Godinho. À l’exception de Jaime Cortesão, historien de la génération de la République, ils faisaient tous partie de la génération Oliveira Salazar et étaient donc tous plutôt jeunes à ce moment. Par ailleurs Jorge Borges de Macedo était encore un opposant.

<sup>59</sup> Manuel Heleno, Artur Nobre de Gusmão, Mário Tavares Chicó. Manuel Heleno était professeur cathédrique et était connu pour ses positions nationalistes mais son intégration à la liste est certainement liée au fait qu’il avait invité Vitorino Magalhães Godinho à enseigner au début des années 1940 et qu’il l’avait soutenu lors de son expulsion (voir le III)1) du chapitre 4).

<sup>60</sup> Alfredo Fernando Martins, Fernando de Pinto Loureiro, Henrique de Barros, Henrique de Veiga Simões, Rui dos Santos Grácio.

<sup>61</sup> Miriam Halpern PEREIRA, « Marc Bloch e a historiografia portuguesa », dans *Ler História*, n° 9, 1986, pp. 123-125.

la *Revista de Economia*, on aura les tirages à part d'ici 2 ou 3 semaines. Ma conférence a inauguré tout un cycle qui durera toute l'année, les orateurs étant tous des membres du groupe Marc Bloch. L'Institut nous a offert de publier un bulletin, on a déjà commencé la préparation du 1<sup>er</sup> numéro de ce "Bulletin d'Histoire de la Civilisation", on aimerait quelques mots de vous ou de Labrousse ou de Lucien Febvre en guise, nous en reparlerons<sup>62</sup>. » [4 novembre 1951]

Ainsi, l'activité de la société semblait se poursuivre et Vitorino Magalhães Godinho insistait sur le dynamisme du groupe ainsi que sur sa réception afin de montrer que le public portugais était avide de nouvelles pratiques historiographiques. Par ailleurs, le lien avec la France était manifeste au regard de la liste des historiens français qu'il souhaitait faire participer au projet. Toutefois, malgré le soutien de l'Institut français au Portugal alors dirigé par Pierre Hourcade, seul un numéro intitulé *Bulletin d'études historiques*, selon un titre différent de celui annoncé par Vitorino Magalhães, est paru en 1953, année où la Société portugaise d'histoire et de civilisation semble avoir cessé d'exister même informellement<sup>63</sup>. Pour autant, aucune mention n'était faite de la Société portugaise d'histoire et de civilisation dans la publication<sup>64</sup>. Il s'agissait donc bien d'un projet éphémère d'internationalisation de la recherche et à terme d'une revue d'histoire économique et sociale sur le modèle français, empêché par le pouvoir.

La revue *Vértice* a connu un parcours plus heureux que le projet global de la Société portugaise d'histoire et de civilisation. Créée en 1942 à Coimbra, par Carmo Vaz et Raul Gomes, elle se présentait comme une « Revue de culture et art »<sup>65</sup>. Toutefois, elle a connu un changement de ligne éditoriale en 1945 et de nombreux jeunes intellectuels lui ont donné une orientation néoréaliste<sup>66</sup>. À partir de cette date, elle est devenue une revue clairement marquée à gauche, notamment du fait la participation de militants du PCP, qui ont investi ce nouvel espace littéraire après la disparitions en 1940 de *Sol Nascente*. L'histoire avait une place particulière au sein de la revue et les historiens en opposition ont été nombreux à y écrire. En effet,

---

<sup>62</sup> Fonds Fernand Braudel, Bibliothèque de l'Institut, Correspondance MS 8510, dossier Vitorino Magalhães Godinho, feuille 14, lettre manuscrite envoyée depuis Lisbonne.

<sup>63</sup> José BRISSOS (org.), J. Borges de MACEDO, *Itinerário de uma vida pública, cultural e científica*, Lisbonne, Colibri, 1991, p. 21.

<sup>64</sup> José Manuel Guedes de SOUSA, « Sociedade Portuguesa de História da Civilização », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>65</sup> Clara Crabee ROCHA, « Vértice », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 1004-1005.

<sup>66</sup> José Manuel Guedes de SOUSA, « Vértice », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

au total, 14 des 51 historiens en opposition y ont participé, soit plus du quart du groupe<sup>67</sup>. De plus, ils appartenait pour l'essentiel à la génération Oliveira Salazar<sup>68</sup>.

Le pouvoir a très rapidement pris conscience qu'il s'agissait d'une revue critique de son action. La PIDE a même été mise en garde par la Légion portugaise dans un rapport envoyé en 1949 précisant : « La revue *Vértice*, organe des communistes de Coimbra [...]. Comme nous l'avons vu, la presse locale est servie par ces gens qui tentent de mettre en exécution ces canons littéraires qui étaient en vogue au temps des libertés<sup>69</sup> ». L'affiliation politique des principales plumes de la revue était donc sue à la fois des instruments de contrôle et des structures d'encadrement de la société. Pourtant, elle est parvenue à publier tout au long du régime autoritaire et, ne serait-ce qu'au regard des rapports de la PIDE, elle avait une diffusion large notamment dans l'Empire<sup>70</sup> mais aussi au Kenya<sup>71</sup>, en URSS<sup>72</sup> et en Tchécoslovaquie<sup>73</sup>. À la fin de la période, la DGS s'en étonnait dans un rapport du n° 336-337 de janvier 1972 :

« Appréciation générale : Une simple comparaison avec *Seara Nova* et *Capa e Batina* suffirait à montrer que les trois magazines sont de la même espèce, avec une orientation identique sur toutes les questions fondamentales. Il est curieux de constater que la nouvelle orientation, c'est-à-dire la radicalisation de *Seara Nova* et de *Vértice*, a eu lieu dans des circonstances identiques : à *Seara Nova*, avec une sorte de “coup de Prague” contre le Dr. Rogério Fernandes et, à *Vértice*, contre le Dr. Mário Braga. Ces trois magazines doivent être contrôlés, directement ou indirectement, par le PC. [...] 10. Journal : C'est la partie la plus virulente du magazine, imprimée en feuilles jaunes. Aucun journal extrémiste, dans aucun pays du monde où la liberté de la presse est totale, n'en dit plus qu'ici. Il est curieux

---

<sup>67</sup> Luís de Albuquerque, Armando Castro, Victor de Sá, Óscar Lopes, António José Saraiva, Joel Serrão, Fernando Piteira Santos, Jorge Borges de Macedo, Joaquim Barradas de Carvalho, Mário Soares, Vitorino Magalhães Godinho, Augusto da Costa Dias, Flausino Torres, Miriam Halpern Pereira. Par ailleurs, je remercie vivement José Manuel Guedes de Sousa pour l'envoi de cet important travail qu'il a réalisé sur la revue *Vértice*, où il a repris l'ensemble des auteurs des numéros parus ce qui m'a permis de faire cette liste.

<sup>68</sup> À deux exceptions car Flausino Torres est de la génération de la transition autoritaire et Miriam Halpern Pereira appartient à la génération de la guerre coloniale.

<sup>69</sup> Dossier « *Vértice* », ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 2886, NT : 2374, feuilles 30 à 36.

<sup>70</sup> La section de la PIDE au Mozambique s'inquiétait le 8 septembre 1952 que des « résidents de cette Province, connu pour être adeptes des idées subversives, reçoivent avec régularité la revue *Vértice* de Coimbra ». Ils ne saisissaient pas trop quelle était l'orientation de la revue et demandaient des informations aux services centraux, signe que les communications entre les services de la PIDE étaient encore assez lâches avant la guerre coloniale (Dossier « *Vértice* », ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 2886, NT : 2374, feuilles 20 et 21).

<sup>71</sup> Une lettre du ministère des Affaires étrangères, datée du 29 novembre 1955, s'inquiétait de voir la revue parvenir dans des institutions culturelles au Kenya et le consulat se demandait « jusqu'à quel point le mouvement séparatiste à des contacts avec l'opposition au Portugal ». À ce moment-là, le Kenya était encore une colonie britannique et donc il y avait très certainement des échanges avec les services secrets britanniques (Dossier « *Vértice* », ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 2886, NT : 2374, feuille 19).

<sup>72</sup> Une bibliothèque russe – la « Gossoudarstvennaïa ordena groudovogo krasnogo znameni poublichnaïa biblioteka » – a écrit, en français, à *Vértice* pour proposer d'envoyer à partir de 1971 une revue russe appelée *Teatr* et « au (n. : *sic*) titre d'échange nous aimerions beaucoup de recevoir régulièrement votre revue “*Vértice*” ». La lettre est non datée mais d'après les faits, elle est du second semestre de 1970 (Dossier « *Vértice* », ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 2886, NT : 2374, feuilles 6 et 7).

<sup>73</sup> Il s'agit d'une lettre de Jan O. Fischer, un professeur de la section d'études romanes de l'université Charles de Prague qui envoie une lettre en français le 25 janvier 1967 pour demander si *Vértice* peut faire un compte-rendu d'un ouvrage sur l'Histoire de la littérature française des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles où *Vértice* est désigné « comme une excellente revue » (Dossier « *Vértice* », ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 2886, NT : 2374, feuilles 8 et 9).



de voir apparaître ici un article sur le soi-disant “mouvement des groupes d'étude” des enseignants du secondaire. Le ministre de l'éducation, comme dans les tracts de la crise de Coimbra, est toujours désigné par le MEN<sup>74</sup>. » [Mars 1972 ?]

Ainsi, la DGS s'insurgeait de voir des revues notoirement de gauche, critiquant ou discréditant les fonctionnaires publiques, continuer d'être publiées. Elle remarquait aussi le fait, avéré, que de nombreuses lignes éditoriales de revues anciennes comme *Seara Nova* et plus récentes pour *Vértice* aient vu, par l'arrivée de nouvelles générations, des écrivains plus radicaux investir des anciens titres. Le tournant évoqué pour *Seara Nova* est intervenu quand Rogério Fernandes a été remplacé par Augusto Abelaira en 1959, un ancien militant du MUD<sup>75</sup>. En revanche, l'influence de PC sur *Seara Nova* était une exagération de la part de l'agent de la DGS tout comme le fait de dire qu'il s'agissait de la revue la plus révolutionnaire. Offusqué, il devait vouloir attirer l'attention des supérieurs. Cependant, malgré le constat défavorable, la revue a continué de publier bien au-delà du 25 avril 1974.

Une autre période de création de périodiques s'est ouverte au début des années 1960. En plus des changements de lignes éditoriales des revues et journaux créées précédemment, de nouvelles publications ont mis en lumière une volonté d'innovation toujours plus forte au sein des milieux intellectuels et donc d'élargissement de l'espace littéraire. À l'image des autres périodes, les revues n'étaient pas limitées à l'histoire. Les quelques créations de revues historiques ont été liées aux différents centres universitaires<sup>76</sup>. Comment expliquer qu'aucune revue d'histoire en dehors de l'Université n'ait vu le jour ? Outre la possibilité de trouver un public régulier dans un pays à l'espace littéraire culturel limité, la question du financement de la revue était centrale. Il fallait pouvoir supporter les surcoûts engendrés par la censure et assurer la viabilité d'un périodique. C'est pourquoi les historiennes et les historiens ont préféré jouer collectif. En plus de partager un rejet du pouvoir avec les autres citoyennes et citoyens engagés contre la dictature, la solidarité permettait de mutualiser les efforts pour résister durablement.

La revue *Análise Social*, créée en 1963, a eu une grande importance dans la rénovation du paysage culturel portugais et notamment par son ouverture aux sciences sociales, dont l'audience était faible et limitée jusqu'aux années 1960 à l'université technique de Lisbonne. *Análise Social* a été le projet d'Adérito Sedas Nunes, un jeune économiste et professeur lié au

---

<sup>74</sup> Dossier « Vértice », ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 2886, NT : 2374, feuille 2.

<sup>75</sup> José de SOUSA, « Seara Nova », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>76</sup> Voir le III)2) du chapitre 4 pour l'étude des revues historiques.

Cabinet de recherches sociale<sup>77</sup>. La revue a rapidement reçu un accueil très favorable y compris du régime comme l'a rapporté Adérito Sedas Nunes : « les gens du Régime nous ont accueillis avec une certaine espérance ; ils considéraient que nous étions du “sang dans la branchie”, irrévéréncieux, mais intelligents, compétents et surtout avec une “bonne formation”<sup>78</sup> », c'est-à-dire des jeunes catholiques<sup>79</sup>. Elle est cependant rapidement devenue un espace de critique du pouvoir autoritaire et des personnalités politiques ont pu y participer notamment des membres rattachés à l'Aile libérale du parti unique comme João Pedro Miller Guerra<sup>80</sup>. Ainsi, plusieurs numéros ont été consacrés à la crise de l'enseignement supérieur notamment tous les numéros de l'année 1968<sup>81</sup>. Les opposants ont maintes fois souligné son importance comme Miriam Halpern Pereira durant son entretien :

« Je suis rentrée en Octobre 1972 et ce fut durant l'été 1973 qu'Adérito Sedas Nunes est apparu chez moi. Un samedi, soudainement, sans prévenir. Je le connaissais vaguement, je ne pense pas qu'il faisait partie de mes relations mais c'était une personne comme ça : je ne sais même pas comment est-ce qu'il a eu mon adresse. C'était une personnalité très spéciale, marquante. Déjà à Paris, il était venu parler pour me demander un article pour *Análise Social*. C'était une personne courageuse. Il a dû obtenir mon contact par José Carlos Ferreira de Almeida, qui étudiait alors en sociologie et de qui j'étais très proche. Mon premier article fut le premier chapitre de ma thèse, un travail de démographie du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce fut le premier à paraître au Portugal. Il est resté un classique durant très longtemps, et sa publication a été à l'initiative de Sedas Nunes. Je ne me serais jamais rappelé de contacter *Análise Social*<sup>82</sup>. »

À travers ce témoignage, il est possible de constater qu'Adérito Sedas Nunes était particulièrement désireux de publier des travaux novateurs, à l'image du travail d'histoire économique portant sur un siècle jusque-là négligé, le XIX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, la revue a surtout accueilli des économistes, des sociologues – même si la sociologie n'était pas encore enseignée – et des politologues. En effet, avant le 25 avril 1974, seuls l'article de Miriam Halpern Pereira<sup>83</sup> et un autre de Joel Serrão<sup>84</sup> ont été publiés. Si aucun historien accommodé n'y a publié, y compris

---

<sup>77</sup> Manuel Braga da CRUZ, « *Análise Social* », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, pp. 49-50.

<sup>78</sup> Adérito Sedas NUNES, « Histórias, uma história e a História – sobre as origens das modernas Ciências Sociais em Portugal », dans *Análise social*, n° 100, 1988, pp. 11-55. À travers cet article, Adérito Sedas Nunes a retracé l'ensemble du parcours ayant abouti à la création de la revue et a montré la façon dont la direction de la revue est parvenue à durer autant de temps.

<sup>79</sup> Il avait notamment été directeur de la Jeunesse universitaire catholique en 1953 (Maria Filomena MÓNICA (org.), *Adérito Sedas Nunes, Antologia Sociológica*, Lisbonne, ICS, 2000, p. 395).

<sup>80</sup> Son parcours a été évoqué dans le II)1) du chapitre 4.

<sup>81</sup> João Pedro Miller GUERRA, Adérito Sedas NUNES, « A crise da Universidade em Portugal : reflexões e sugestões », dans *Análise Social*, Lisbonne, Vol. VII, 1969 (n° 25-26), pp. 5-49.

<sup>82</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 10.

<sup>83</sup> Miriam Halpern PEREIRA, « Demografia e desenvolvimento em Portugal na segunda metade do século XIX », dans *Análise Social*, vol. VII, 1969 (n° 25-26), pp. 85-117.

<sup>84</sup> Joel SERRÃO, « Conspecto histórico da emigração portuguesa », dans *Análise Social*, vol. III, 1970 (n° 32), pp. 597-617.

parmi les historiennes et historiens en opposition, leur proportion était faible. Elle ne fait cependant que rappeler l'absence de revue d'histoire en dehors des canaux universitaires.

La revue *O Tempo e o Modo* a aussi été créée en 1963. Le noyau fondateur était composé de catholiques critiques dans la lancée du concile de Vatican II et dans la continuité de la lettre de l'évêque de Porto de 1958 qui avait marqué la rupture d'une partie des catholiques pratiquants avec le pouvoir<sup>85</sup>. Rapidement, elle est devenue une revue mêlant littérature, cinéma, art, histoire et textes de réflexion politique. De nombreux textes d'intellectuels, de cinéastes et d'artistes étrangers étaient présents. La revue avait donc une dimension internationale. Elle a très rapidement été perçue par la PIDE comme une revue contestataire car dès le 8 février 1963, celle-ci remarquait : « Ils disent qu'il s'agit d'une revue de "catholiques progressistes" mais à la vue des collaborateurs annoncés dans ses premiers numéros, certains sont connus comme excessivement progressistes, touchant les limites du communisme. [...] Elle exige une observation attentive<sup>86</sup> ». Par ailleurs, dans le cadre d'un rapport non daté rédigé à la suite de la parution du numéro 100, soit celui d'octobre-novembre 1973, il était affirmé : « Ils ont un mérite : celui de ne pas cacher leurs idées et intentions : du communisme pur et révolutionnaire<sup>87</sup> ». La police politique s'offusquait donc continuellement de sa parution même si la censure s'exerçait drastiquement et engendrait des retards<sup>88</sup>.

Dans la mesure où près d'un cinquième des historiens en opposition y ont écrit, elle a été un espace important pour eux<sup>89</sup>. Ils étaient même directement invités à y publier comme le montre une lettre écrite par João Bénard da Costa à Mário Soares :

« Mon cher Mário Soares, Une fois de plus, je viens vous inviter à participer à *O Tempo e o Modo* et, cette fois-ci, j'espère que vous ne perdrez pas l'opportunité, car le sujet doit vous intéresser. Nous pensons préparer un numéro sur la 1<sup>re</sup> République, qui comprendra

---

<sup>85</sup> Voir la présentation de la revue sur le site de la *Hemeroteca* de la ville de Lisbonne : <http://hemerotecadigital.cm-lisboa.pt/EFEMERIDES/OTempoeoModo/OTempoeoModo.htm>, consulté le 31 août 2021.

<sup>86</sup> Revue « *O Tempo e o Modo* », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N<sup>o</sup>P : 211, NT : 1176, feuilles 160-161.

<sup>87</sup> Il s'agit d'une mention manuscrite au stylo violet sur le rapport. Elle comporte par ailleurs deux fautes d'accentuation : « *Têm um merito* (sic) : *o de não esconderem as ideias e intenções : comunismo puro, revolucionario* (sic) » (revue « *O Tempo e o Modo* », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N<sup>o</sup>P : 211, NT : 1176, feuille 48).

<sup>88</sup> Comme le montre une lettre envoyée le 31 décembre 1971 aux abonnés d'*O Tempo e o Modo* où l'un des rédacteurs, Marcelo Curado Correia Ribeiro, insiste sur le retard de la parution du n<sup>o</sup> 90 à cause des nombreuses coupes de la censure (revue « *O Tempo e o Modo* », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N<sup>o</sup>P : 211, NT : 1176, feuilles 12 à 14).

<sup>89</sup> Sur la période 1963 à 1974, ont été identifiés : Mário Soares, Vitorino Magalhães Godinho, João Bénard da Costa (qui fait partie des membres fondateurs de la revue), Eduardo Lourenço, José-Augusto França, Joel Serrão, Jorge de Sena, Luís Filipe Lindley Cintra, António Henrique de Oliveira Marques, Fernando Piteira Santos et António José Saraiva. En revanche, dans les dernières années, très peu de textes ont été signés. Il est donc possible que des historiens y aient participé sans pour autant pouvoir les identifier. L'ensemble des numéros a été numérisé : [http://ric.slhi.pt/O\\_Tempo\\_e\\_o\\_Modo/?fbclid=IwAR3ddb55KbzzHdDLuRMh6KkpYLa8BeTi-dOJcysHIRWkiN40uu5ow83V8CaA](http://ric.slhi.pt/O_Tempo_e_o_Modo/?fbclid=IwAR3ddb55KbzzHdDLuRMh6KkpYLa8BeTi-dOJcysHIRWkiN40uu5ow83V8CaA), consulté le 31 août 2021.

un essai que nous a promis Oliveira Marques<sup>90</sup> [...]. J'aimerais beaucoup pouvoir compter sur vous et je laisse le sujet à votre discrétion. Comme je suis conscient de vos contraintes de temps, je pense que vous pourriez tirer parti de quelque chose d'ancien, que vous modifieriez et mettriez à jour pour la publication. Mais n'arrêtez pas d'écrire. L'article peut compter entre 10 et 15 pages dactylographiées et doit être soumis avant le 20 mars<sup>91</sup>. » [23 janvier 1967]

Ainsi, l'expertise des historiens était mobilisée pour contribuer dans les colonnes de la revue. Ils étaient même attendus, au regard des nombreuses insistances de João Bénard da Costa à participer : il y avait donc une attente particulière. Par ailleurs, au regard du parcours militant de Mário Soares, le positionnement de la revue était clairement critique par rapport à la politique menée par le régime autoritaire. Toutefois, les contributions de certains historiens marqués politiquement ont tout de suite suscité l'attention de la police politique à l'image de la contribution de Fernando Piteira Santos dans le cadre d'un hommage à António Sérgio où un agent à tout de suite qualifié l'historien de « communiste » du FPLN dans un rapport du 1<sup>er</sup> août 1969<sup>92</sup>. Bien qu'il ait rompu depuis plusieurs décennies avec le PCP, son activité au sein du FPLN suscitait une particulière méfiance de la police. La revue a donc été continuellement surveillée, mais s'est maintenue, y compris après la révolution des Œillets.

\*

\* \*

Les publications périodiques ont donc connu au cours de la période une histoire relativement mouvementée. Ainsi, la chronologie de l'espace littéraire disponible pour les opposants a été celle d'une succession de tentatives de créations de revues, qui ont parfois tenu, d'autres fois disparu. Pour l'essentiel généralistes, les journaux et les revues ont permis à un certain nombre d'historiennes et historiens en opposition de contribuer à diffuser leurs travaux et de rendre compte de leurs différentes activités intellectuelles mais aussi citoyennes.

La condition des maisons d'édition publiant des ouvrages d'opposants a aussi été un indice des difficultés que les historiennes et les historiens en opposition pouvaient rencontrer pour faire connaître leurs travaux.

---

<sup>90</sup> Il fait référence à António Henrique de Oliveira Marques. Il s'agit sûrement du texte sur l'histoire de la République qui a été analysé dans le II)2) du chapitre 6 et qu'il a mis un certain temps avant de le publier au Portugal.

<sup>91</sup> Revue « O Tempo e o Modo », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 211, NT : 1176, feuille 151. Il s'agit d'une copie de la lettre faite par la PIDE.

<sup>92</sup> Revue « O Tempo e o Modo », ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 211, NT : 1176, feuille 95.

## 2) Publier à tout prix. Les éditeurs et les historiens en opposition face au régime autoritaire

Ce titre au masculin est le constat d'une absence de femmes à la direction des maisons d'édition durant la période du régime autoritaire. Le Portugal a donc lui aussi, pour reprendre François Dosse, eu ses « hommes de l'ombre<sup>93</sup> ». De même un seul livre de Miriam Halpern Pereira est paru avant 1974<sup>94</sup>. À travers l'étude de quelques maisons d'édition ayant publié des ouvrages d'historiens en opposition, l'enjeu est ici de mettre en évidence les différentes incitations, pressions et résistances face au pouvoir autoritaire.

Les difficultés des maisons d'édition qui acceptaient de publier des auteurs clairement identifiés comme des opposants ont été importantes, nous le verrons. José Tengarrinha en a donné un aperçu dans un entretien donné au *Diário Popular*<sup>95</sup> intitulé « José Tengarrinha : avant le problème du livre, il faut résoudre celui de la recherche », où il constatait les principales difficultés rencontrées par les historiens de la décennie 1960 :

« Je crois qu'il est impossible de traiter de façon satisfaisante la question de la publication des ouvrages d'histoire, comme de toute autre branche de la science, par des voies exclusivement commerciales. En effet, à côté des essais – qui, s'adressant à un public plus large et qui continueront de trouver un débouché relativement facile chez nos éditeurs commerciaux – il faut assurer la publication d'ouvrages fondamentaux destinés à un nombre plus restreint de chercheurs. On appréciera l'importance du problème si l'on sait combien ces travaux sont indispensables pour sortir notre recherche historique du retard dans lequel elle se trouve actuellement. Quel éditeur commercial portugais entreprendrait la publication d'ouvrages tels que, par exemple, *Le Portugal méditerranéen à la fin de l'Ancien Régime* d'Albert Silbert ou *Prix et monnaies au Portugal* de Vitorino Magalhães Godinho (tous deux du Centre de Recherche Historique de l'École des Hautes Études de la Sorbonne<sup>96</sup>) ? ou des tableaux et séries sur le commerce, l'industrie, les salaires et tant d'autres aspects de notre histoire économique et sociale dont la méconnaissance rend difficile, voire impossible, une étude véritablement scientifique de notre Histoire ? Une telle limitation, outre qu'elle empêchera la publication de certains ouvrages importants, contribuera à créer un certain désintérêt pour ces études fondamentales chez nos historiens, qui sont souvent obligés d'adapter leur travail à des exigences commerciales, étrangères ou même contraires aux exigences scientifiques. La question est encore plus aiguë en ce qui concerne les nouveaux chercheurs. Combien se sont définitivement éloignés des études historiques parce qu'ils n'ont pas eu le stimulus de la publication de leurs premiers travaux ? [...] Combien de mémoires de fin d'études présentés par les finalistes des cours d'histoire de nos universités (qui pourrissent dans les caves de nos facultés), méritaient d'être divulgués, car ils constituaient des contributions valables pour l'éclaircissement de plusieurs aspects de notre histoire ? [...] Pendant combien de temps encore le chercheur en histoire portugais devra-t-il parcourir ses chemins individuellement

---

<sup>93</sup> François DOSSE, *Les hommes de l'ombre. Portraits d'éditeurs*, Paris, Éditions Perrin, 2014.

<sup>94</sup> En conséquence j'utiliserai le masculin au cours de la sous-partie.

<sup>95</sup> Le journal *Diário Popular* a été créé en 1942 et a cessé de paraître en 1991 (<http://hemerotecadigital.cm-lisboa.pt/ArquivoNewsletter/2011/N81/Newsletter81.htm>, consulté le 31 août 2021).

<sup>96</sup> José Tengarrinha a ici mélangé l'EHESS et l'université de la Sorbonne. Très certainement que mentionner la Sorbonne, dont la renommée était internationale, permettait de frapper le lecteur.

ou en solitaire – selon l'expression amère de Joel Serrão – avec tous les risques et les limites qui en découlent nécessairement<sup>97</sup> ? » [9 octobre 1969]

José Tengarrinha pointait ici le principal problème de la recherche portugaise soit celui de la possibilité de publier des travaux innovants, à l'instar de l'histoire économique et sociale pratiquée alors dans les autres pays. Il passait certes sous silence une partie des travaux des historiens accommodés de la FLUL dont Virgínia Rau et Jorge Borges de Macedo qui écrivaient et publiaient de l'histoire économique et sociale, alors qu'il évoquait positivement deux autres historiens en opposition soit Joel Serrão et Vitorino Magalhães Godinho. Toutefois, Virgínia Rau et Jorge Borges de Macedo étaient des cas relativement isolés dans la production historiographique des savants liés à l'Université et surtout, dans la mesure où ils étaient intégrés au champ académique, ils avaient des canaux pour diffuser leurs travaux et pouvaient bénéficier du soutien de l'IAC et de leur centre de recherches en raison de leur statut professionnel. De même, les historiens accommodés en dehors de l'Université et les historiens organiques disposaient de connaissances dans les milieux éditoriaux et surtout l'histoire qu'ils écrivaient était essentiellement événementielle, ce qui ne risquait pas de provoquer une action de la censure. De plus, l'histoire politique avait une certaine audience au Portugal. À travers l'exemple de la situation française, il entendait montrer que les historiens, français ou étrangers, avaient la possibilité d'être soutenus directement par l'État, notamment pour publier des travaux qui risquaient de ne pas connaître une très large diffusion s'il n'y avait pas une attente du public. Ainsi, au Portugal, la situation était bien plus compliquée pour les historiens innovants qui permettaient pourtant de combler le « retard » du Portugal par rapport au reste de la production historiographique. Par ailleurs, implicitement, il induisait que les historiens en opposition étaient ceux qui innovaient. Privés de financement public, il ne restait aux historiens innovants que le recours à des maisons d'édition qui devaient faire face à la question de la rentabilité financière pour survivre. Ainsi, tout écart à la production historiographique regardée comme légitime (l'histoire événementielle) semblait mener à l'échec commercial, risque que beaucoup de maisons d'édition ne voulaient pas prendre. Les historiens devaient donc se plier aux contraintes éditoriales et ne pas écrire l'histoire qu'ils souhaitaient pour pouvoir être malgré tout publiés. Cependant, comme nous allons le voir, des possibilités ont existé et certains éditeurs ont fait le choix de prendre des risques.

Au sein des différentes maisons d'édition qui ont accueilli des historiens en opposition, j'en ai choisi trois : *Edições Cosmos*, *Portugais Editora* et *Publicações Europa-América*. Il y

---

<sup>97</sup> Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3652, NT : 7287, feuille 280.

en a eu d'autres comme *Livros Horizonte* dirigée par Rogério de Moura mais les trois premières ont été portées par des intellectuels engagés à gauche voire à l'extrême-gauche et ont publié de nombreux historiens en opposition. *Edições Cosmos* est une maison d'édition créée en 1938<sup>98</sup>. Elle a existé durant l'ensemble du régime autoritaire et a plusieurs fois attiré l'attention de la police politique<sup>99</sup>. La maison d'édition a rapidement lancé une collection appelée *Biblioteca Cosmos* en 1940, dont le premier livre est paru en 1941 et le dernier en 1948, à la suite de la mort de son directeur<sup>100</sup>. Au total, 114 livres sont parus<sup>101</sup>, divisés en sept sections : « Sciences et Techniques », « Arts et Lettres », « Philosophie et Religions », « Peuples et Civilisations », « Biographies », « Épopées humaines », « Problèmes de notre temps »<sup>102</sup>. La collection a connu un immense succès avec au total « 793 500 exemplaires, avec une moyenne de 6960 exemplaires par titre<sup>103</sup> ». À l'échelle du Portugal, elle fut l'un des plus grands succès éditoriaux du XX<sup>e</sup> siècle pour une collection. La *Biblioteca Cosmos* a marqué plusieurs générations de Portugaises et Portugais et elle était l'équivalent portugais de la collection « Que sais-je » soit des œuvres courtes de divulgations mais confiées à des auteurs plus ou moins reconnus.

La *Biblioteca Cosmos* est un projet qui a été intimement lié à son directeur Bento de Jesus Caraça<sup>104</sup>. Né en 1901, il a été nommé assistant de l'Institut supérieur du commerce de

---

<sup>98</sup> La naissance d'*Edições Cosmos* s'inscrit dans une période de création de plusieurs maisons d'édition entre la fin des années 1930. Elle est créée formellement en 1938 à la suite de l'entrée au capital de l'entreprise de plusieurs personnes : António Duarte Costa, Manuel Fróis Figueiredo et surtout en 1939 Manuel Rodrigues de Oliveira (Nuno, MEDEIROS, *Edição e Editores, O Mundo do Livro em Portugal 1940-1970*, Lisbonne, ICS, 2010, p. 138). Précisons que Manuel Rodrigues de Oliveira avait été emprisonné en même temps que Bento Gonçalves, leader du PCP des années 1930, dans la prison de Angra do Heroísmo aux Açores. Bento Gonçalves a eu une influence déterminante sur le parcours politique de Manuel Rodrigues de Oliveira et notamment dans la façon d'envisager les *Edições Cosmos*. Ce dernier a invité Bento de Jesus Caraça à diriger la collection *Biblioteca Cosmos*. Comme il l'a résumé « j'ai eu deux Bento importants dans ma vie, tous les deux cruciaux dans mon parcours au sein de Cosmos, Bento Gonçalves et Bento de Jesus Caraça. Le premier m'a enthousiasmé à l'idée de faire la maison d'édition, le deuxième fut l'ouvrier engagé qui lui a donné forme » (<http://bibliotecacosmos.com/BibCosmos.html>, consulté le 31 août 2021).

<sup>99</sup> La maison d'édition était surveillée par la PIDE comme le montre une lettre interceptée par la police politique sans date mais très certainement de la fin de l'année 1951 ou bien de 1952 qui était adressée à Joel Serrão pour expliquer les modalités d'une nouvelle collection « Panorama de la pensée philosophique », dirigée notamment par Vitorino Magalhães Godinho et par Joel Serrão avec Alfredo Fernando Martins (Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 683/46, NT : 2578, feuille 66).

<sup>100</sup> Voir le site de la fondation Bento de Jesus Caraça qui présente le projet de la *Biblioteca Cosmos* (<http://bibliotecacosmos.com/BibCosmos.html>, consulté le 31 août 2021).

<sup>101</sup> Plusieurs numéros avaient une double numérotation ce qui fait que les numéros des volumes de la revue se sont arrêtés au n° 144/145.

<sup>102</sup> José Moreira de ARAÚJO, *Biblioteca Cosmos, um projecto cultural do Prof. Bento de Jesus Caraça*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2001, p. 7. Chaque collection avait une couleur différente. Il est possible de consulter les différents numéros de la collection sur le site de l'association Bento de Jesus Caraça : <http://www.bibliotecaacosmos.com/Cosmos.html>, consulté le 31 août 2021.

<sup>103</sup> André MORGADO, « Editores », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>104</sup> Les informations qui suivent sont tirées de la biographie rédigée sur le site de la « Fondation Bento de Jesus Caraça » : [https://www.associacaobentodejesuscaraca.pt/?post\\_type=bio\\_entry](https://www.associacaobentodejesuscaraca.pt/?post_type=bio_entry), consulté le 31 août 2021. J'ai par ailleurs rencontré son fils, João Manuel Gaspar Caraça, lorsqu'il était directeur de la délégation française de la

Lisbonne en 1924, professeur extraordinaire en 1927, puis cathédralique en 1929. Il a été exclu de l'enseignement en 1946 en raison de ses différents engagements notamment au sein du MUD<sup>105</sup>. Citoyen actif, en plus de son engagement dans le MUD, il a participé au projet de l'université populaire portugaise<sup>106</sup> et il a aussi été membre du PCP<sup>107</sup>. Il a été décrit comme « l'une des plus importantes figures de la culture portugaise des décennies 1930 et 1940<sup>108</sup> ». Son nom a été indissociable du projet de la *Biblioteca Cosmos*. Avec sa mort : « *Biblioteca Cosmos* termine abruptement "Parce que nous ne voulons pas continuer avec une autre personne une œuvre qui a été créée par le Professeur Bento de Jesus Caraça !" <sup>109</sup> ». Il a dans tous les cas profondément marqué la décennie 1940<sup>110</sup>.

Dans la note de présentation insérée dans le premier opus, Bento de Jesus Caraça avait défini objectifs de la collection :

« Quel est le but de la *Biblioteca Cosmos* ? Nous pouvons résumer ses objectifs en ces quelques mots : donner au plus grand nombre autant de culture générale que possible, rendre accessible à tous ce que les conditions matérielles de la vie et les nécessités professionnelles de la spécialisation rendent toujours difficile, et parfois même impossible, à acquérir [...]. Lorsque nous parlons de rendre accessible, nous l'entendons de deux manières : par le prix des volumes, qui sera le plus bas possible, et par la manière de traiter les problèmes, qui sera simple, concise, dans un langage à la portée de tous. La synthèse de ces deux exigences sera recherchée : un maximum de simplicité dans la manière de s'exprimer, un maximum de rigueur dans la manière d'exposer. [...] À l'opinion fréquemment répandue selon laquelle la marche de la civilisation et le progrès de la culture sont l'œuvre exclusive des élites, nous opposons qu'ils sont le produit de l'action de tous les hommes, qu'il existe un courant, profond et unique, auquel tous participent, limitant les élites, quand elles le sont, à donner une structure intellectuelle au corps organique auquel elles participent. Nous voyons les élites, non pas comme des causes exclusives du progrès, mais comme des travailleurs plus ou moins puissants, œuvrant dans des champs d'action plus ou moins étendus, dans un processus d'évolution qui les conditionne et leur trace les moules dans lesquels leur action peut utilement s'inscrire. Il en résulte que la culture ne doit

---

Fondation Calouste Gulbenkian, qui l'a très peu connu car Bento de Jesus Caraça est mort quand il avait deux ans. Lors de l'entretien, il a surtout insisté sur son rôle culturel.

<sup>105</sup> <http://www.fmsoares.pt/aeb/crono/id?id=040243>, consulté le 31 août 2021.

<sup>106</sup> L'Université populaire portugaise a été évoquée dans le III) du chapitre 7.

<sup>107</sup> Il est par ailleurs intéressant de voir que dans sa biographie sur le site de sa fondation, son engagement au PCP n'est pas évoqué ou alors par la litote : « Il s'est engagé avec d'autres intellectuels portugais dans les luttes pour la liberté et la paix. Il a soutenu plusieurs organisations clandestines à une époque de privations, de crises internes et de mécontentement latent ». De même son emprisonnement n'y est pas évoqué. En revanche sa participation est clairement mentionnée sur le site du musée Aljube tout comme son incarcération (<https://www.museudoaljube.pt/2021/06/25/bento-de-jesus-caraca/>, consulté le 31 août 2021).

<sup>108</sup> Voir sa biographie sur le *Dicionário de Autores Portugueses* : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugueses/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9284>, consulté le 31 août 2021.

<sup>109</sup> José Moreira de ARAÚJO, *Biblioteca Cosmos, um projecto cultural do Prof. Bento de Jesus Caraça*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2001, p. 26.

<sup>110</sup> Ses archives ont été données à la Fondation Mário Soares par son fils et sont donc consultables en ligne : [http://casacomum.org/cc/arquivos?set=e\\_2201#!e\\_2201](http://casacomum.org/cc/arquivos?set=e_2201#!e_2201), consulté le 31 août 2021.



pas être le monopole d'une classe ou d'un groupe, et que l'homme ordinaire, en tant que participant à l'œuvre unique, a le droit de voir la culture mise à sa portée<sup>111</sup>. » [Mai 1941]

La *Biblioteca Cosmos* cherchait à la fois à diffuser au public la connaissance scientifique grâce à un prix modeste mais aussi à vulgariser la science, tout en restant exigeant. Alors qu'en 1940 encore près de la moitié des Portugaises et des Portugais ne savaient pas lire<sup>112</sup>, et que beaucoup n'avaient fait que l'école primaire, l'accès au savoir et donc au livre était extrêmement élitiste. La démarche de Bento de Jesus Caraça s'inscrivait dans une volonté de rendre la culture la plus accessible possible aux personnes lettrées mais qui n'avaient pas les moyens de s'acheter des livres. Le rejet de l'élitisme était par ailleurs clair lorsque Bento de Jesus Caraça minorait le rôle des élites. S'il ne limitait pas son propos à l'histoire, celle qui était jusque-là écrite se focalisait beaucoup trop pour lui sur les grands personnages historiques comme les rois et la noblesse. L'enjeu était donc de mettre en lumière les acteurs oubliés de l'histoire. Par ailleurs, en utilisant le mot de « classe » pour désigner le privilège de l'élite portugaise, il montrait une analyse, si ce n'est pas marxiste, au moins influencée par la lecture de la société proposée par Karl Marx. Au regard du succès éditorial des différents numéros de *Biblioteca Cosmos*, il est possible de dire que son projet a été un réel succès.

La collection n'était certes pas limitée à l'histoire mais sept livres ont été écrits par quatre historiens en opposition : Abel Salazar<sup>113</sup>, Flausino Torres<sup>114</sup>, Rómulo de Carvalho<sup>115</sup> et Armando Castro<sup>116</sup>. Un seul avait été professeur à l'université mais il avait été exclu durant la vague d'épuration de 1935, alors que les trois autres n'étaient pas des universitaires et ne l'ont pas été durant le régime autoritaire. De plus, parmi les livres qui ont été annoncés mais que la mort de Bento de Jesus Caraça n'a pas permis de paraître on comptait plusieurs ouvrages d'histoire<sup>117</sup>. En effet, au moins six livres d'historiens considérés dans cette recherche étaient prévus : deux de Vitorino Magalhães Godinho<sup>118</sup>, un de Flausino Torres<sup>119</sup>, un de Jorge Borges de

---

<sup>111</sup> Il s'agit de la présentation écrite par Bento de Jesus Caraça insérée dans le premier volume, consultable sur le site de l'Association Bento de Jesus Caraça dans la section « Apresentação da Biblioteca Cosmos pelo Prof. Bento de Jesus Caraça » (<http://bibliotecacosmos.com/>, consulté le 31 août 2021).

<sup>112</sup> Voir la [Figure 92] du repère « Portugal : une puissance pauvre ? »

<sup>113</sup> Abel SALAZAR, *A Crise na Europa*, Lisbonne, Biblioteca Cosmos, n° 31, 1942.

<sup>114</sup> Flausino TORRES, *Civilizações Primitivas*, Lisbonne, Biblioteca Cosmos, n° 46/47, 1943 ; Flausino TORRES, *Religiões Primitivas*, Lisbonne, Biblioteca Cosmos, n° 56/57, 1944 ; Flausino TORRES, *O Mundo Mediterrânico do séc. XII a.C. ao séc. III d.C.*, Lisbonne, Biblioteca Cosmos, n° 94/95, 1945.

<sup>115</sup> Rómulo de CARVALHO, *A Ciência Hermética*, Lisbonne, Biblioteca Cosmos, n° 118, 1947 ; Rómulo de CARVALHO, *O Embalsamento Egípcio*, Lisbonne, Biblioteca Cosmos, n° 142/143, 1948.

<sup>116</sup> Armando CASTRO, *Introdução ao Estudo da Economia Portuguesa (fim do Século XVIII a Princípios de Século XX)*, Lisbonne, Biblioteca Cosmos, n° 130/131, 1947.

<sup>117</sup> La liste est consultable ici : <http://bibliotecacosmos.com/Faltas.html>, le 31 août 2021.

<sup>118</sup> Vitorino Magalhães Godinho, *A Desagregação do Mundo Mediterrânico e as Origens da Europa : Sec. III a IX* ; Vitorino Magalhães Godinho, *O Próximo Oriente Antigo*.

<sup>119</sup> Flausino Torres, *Religiões Primitivas (vol. II)*.

Macedo<sup>120</sup>, un d'António Sérgio<sup>121</sup> et un de Fernando Piteira Santos<sup>122</sup>. Bento de Jesus Caraça, en tant que directeur de la collection, répondait personnellement aux personnes qui contribuaient. Par exemple, il a échangé plusieurs lettres avec Flausino Torres notamment en 1943 où il est possible de voir son implication dans le processus de rédaction, de relecture mais aussi de publication :

« Je viens de terminer la lecture de votre volume, qui est en général très bien, et je voudrais discuter avec vous de certains détails ; pourriez-vous venir chez moi après-demain, dimanche, dans la matinée ? Dans le cas contraire, veuillez me faire savoir, par écrit ou par téléphone, comment vous joindre. Salutations cordiales de, Bento Jesus Caraça<sup>123</sup> »  
[12 mars 1943]

Ainsi, il tenait à s'entretenir directement avec l'auteur du livre, très certainement pour le volume *Religiões Primitivas* qui est paru en 1944. Dans une lettre non datée précisément mais de 1943, Flausino Torres fait le bilan de nombreuses recherches notamment sur l'Égypte antique, en donnant les pages et les auteurs, et il concluait : « il y a en conséquence beaucoup d'énergie à dépenser dans cette étude. Comment remédier à cela ? Il ne serait pas possible avec des retouches de profiter de tout cet effort ? Mon analyse n'a pas été minutieuse parce que je n'ai pas tant de moyens de contrôler toutes les dates, noms et événements<sup>124</sup> ». Il semble que Flausino Torres, à la suite de la conversation avec Bento de Jesus Caraça, ait fait de nombreuses recherches pour modifier le manuscrit mais il semblait encore quelque peu inquiet quant à la publication de l'ouvrage. Une lettre de Bento de Jesus Caraça de juin 1943 montre que le travail semble avoir porté ses fruits : « Je ne vous ai pas encore écrit au sujet de la rémunération de votre travail parce que je suis dans des négociations laborieuses avec les éditeurs au sujet de la situation des auteurs et je ne voudrais pas, en étant payé avant, ne pas vous faire bénéficier des nouvelles modalités que je souhaite. Les choses sont en bonne voie<sup>125</sup> ». Ainsi, le livre était sur le point de paraître et la lettre nous permet de mettre en évidence les relations entre les auteurs et les éditeurs, ou la question des droits d'auteurs et le pourcentage qui pourrait être perçu en fonction du nombre de livres vendus variait. Il est possible de supposer qu'à la vue du succès

---

<sup>120</sup> Jorge Borges de Macedo, *A Economia Urbana e a Desagregação do Feudalismo*.

<sup>121</sup> António Sérgio, *Luís de Camões*.

<sup>122</sup> Fernando Piteira Santos, *A Formação do Capitalismo Comercial : século XIV a XVIII*.

<sup>123</sup> Fonds Flausino Torres, CD25A, SC2 : Activité privée ; SSC11 : Auteur littéraire, SR : Correspondance, feuille 10.

<sup>124</sup> Fondation Mário Soares, Fonds : Documentos Bento de Jesus Caraça. La lettre, sans date, va de la page 67 à 69. Dans la mesure où les recherches de Flausino Torres sont focalisées sur l'Égypte antique, il s'agit forcément du volume *Religiões Primitivas*. Voir le <http://casacomum.org/cc/visualizador?pasta=04419.004#!67>, consulté le 31 août 2021.

<sup>125</sup> Fonds Flausino Torres, CD25A, SC2 : Activité privée ; SSC11 : Auteur littéraire, SR : Correspondance, feuille 11.

de la collection, des auteurs se soient empressés de faire pression pour augmenter les droits d'auteurs qui devaient être relativement faibles au regard du prix de chacun des livres. La collection *Biblioteca Cosmos* a donc permis à des historiens qui n'étaient pas ou plus intégrés au sein de l'Université de contribuer à un projet éditorial majeur.

*Portugália* a été une autre maison d'édition importante pour les historiens en opposition. Elle a été créée en 1942 par trois sociétaires Raul Dias, Pedro de Andrade et surtout Joaquim Agostinho Fernandes, davantage connu sous le nom Agostinho Fernandes, un entrepreneur à succès dans le domaine de la pêche et des conserveries qui a aussi été un important mécène et collectionneur d'art<sup>126</sup>. Les deux autres avaient repris ou bien dirigeaient deux librairies appelées *Livraria Portugália*, une à Lisbonne et une autre à Porto qui ont fermé dans les années 1950<sup>127</sup>. Cependant, le mécène Agostinho Fernandes a poursuivi l'activité et a détenu la totalité du capital à partir de 1958. La maison d'édition a connu un regain de popularité sous l'action de deux directeurs littéraires qui étaient aussi des historiens : Jorge de Sena entre 1956 et 1959, année de son exil pour le Brésil ; Augusto da Costa Dias entre 1959 et 1968<sup>128</sup>. Les bonnes relations d'Agostinho Fernando avec le régime ont permis que le choix de ces deux historiens ne suscitât de récrimination du pouvoir. Pourtant, les deux étaient reconnus comme des opposants et notamment Augusto da Costa Dias qui était un militant du PCP depuis qu'il avait vingt ans. Agostinho Fernando a donc su maintenir son activité éditoriale sans être trop incommodé par les pressions de la police politique<sup>129</sup>.

Augusto da Costa Dias, historien de la génération Oliveira Salazar, a terminé sa licence d'histoire-philosophie en 1954. Travaillant à la fois dans une entreprise familiale et empêché d'enseigner en raison de son activité militante, il est devenu un « promoteur de culture<sup>130</sup> » dans les années 1960 car il a mis en avant de nombreux historiens et d'autres auteurs au sein de *Portugália Editora*. En effet, il a permis « avec certains titres fondamentaux une rénovation de

---

<sup>126</sup> Daniel MELO, « Semblanza de Portugália Editora (Lisboa, 1942–c. de 2010) », dans *Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes - Portal Editores y Editoriales Iberoamericanos (siglos XIX-XXI)*, 2018, consultable en ligne sur : <http://www.cervantesvirtual.com/obra/-portugalia-editora-lisboa-1942-c-de-2010-semblanza-928682>.

<sup>127</sup> Nuno, MEDEIROS, *Edição e Editores, O Mundo do Livro em Portugal 1940-1970*, Lisbonne, ICS, 2010, pages 241 et 242.

<sup>128</sup> Christophe ARAÚJO, « Augusto da Costa Dias », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>129</sup> D'après l'article « L'industriel qui aimait les livres » de Luís Miguel Queirós dans le journal *Público* : <https://www.publico.pt/2000/04/10/jornal/o-industrial-que-gostava-de-livros-142452>, consulté le 2 septembre 2021.

<sup>130</sup> L'expression « *fomentador de cultura* » est de son fils, Luís Augusto Chaves da Costa Dias, avec qui j'ai eu un entretien dans le cadre de la biographie d'Augusto da Costa Dias que j'ai rédigée pour le *Dicionário de Historiadores Portugueses*.

l'historiographie portugaise publiée dans les années 1960, comme Joel Serrão, Armando Castro, Victor de Sá ou Oliveira Marques<sup>131</sup> ». Comme l'a remarqué José Tengarrinha dans son entretien :

« Ma relation avec la maison d'édition Portugália était très forte. On y trouvait un ensemble d'auteurs, qui étaient opposés au régime et qui travaillaient surtout sur le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle a une collection de livres publiés notables. C'est chez eux que j'ai publié l'œuvre sur Estevão et sur l'histoire de la presse portugaise. D'autres auteurs s'y sont révélés ou, au moins, ont pu y publier, ce qui était très difficile. Les maisons d'édition avaient peur, car certains auteurs étaient notoirement reconnus de l'opposition. [...] À la fois, c'était une culture élitiste, elle n'avait pas une grande volonté d'éducation du peuple, donc c'était un groupe élargi d'intellectuels qui se réunissait chez Portugália, mais qui ne menaçait pas le régime<sup>132</sup>. »

Pour l'historien, le rôle de *Portugália Editora* a été important car il a permis à des historiens en opposition et éloignés des milieux universitaires de pouvoir publier des travaux innovants. Toutefois, comme il l'a remarqué, la surveillance des opposants était davantage focalisée sur leurs activités militantes de citoyens politisés plutôt que sur les livres qui paraissaient. Le faible nombre de livres d'histoire qui ont été interdits pendant quarante-huit ans corrobore cette idée. De plus, dans la mesure où l'accès au livre était rare et en tenant compte du fort pourcentage d'analphabètes, les ouvrages n'étaient pas perçus comme des objets si dangereux<sup>133</sup>.

Cependant, malgré les faibles chiffres de la censure pour l'histoire, António Borges Coelho a rappelé l'importance de la peur des éditeurs :

« Chez Portugalia, où était un de mes amis, j'ai voulu publier mon livre, mais comme le premier a été interdit<sup>134</sup>, il a eu peur. Un jour, j'ai appelé et j'ai dit que j'avais trouvé une autre maison d'édition et que s'il ne le publiait pas, j'irai solliciter l'autre. Et de fait, il l'a finalement publié. J'étais à cette époque en train de traduire un texte pour cette autre maison d'édition qui a ensuite publié mon livre sur Alexandre Herculano. Il était donc un peu sous pression. Ceci pour vous donner l'idée que les livres n'allaient pas directement à la censure, mais ce qui est évident c'est qu'ensuite la censure punissait ces maisons d'édition en interdisant la diffusion des livres. Mais de façon générale, la grande masse des maisons d'édition – masse non, parce qu'elles étaient peu nombreuses – était progressiste et était ouverte à publier des choses. Bien sûr, dans un langage modéré<sup>135</sup>. »

Ainsi, pour apaiser les craintes des maisons d'édition il était nécessaire que les auteurs fussent modérés car la peur les saisissait régulièrement. En effet, une interdiction de circulation risquait d'entacher leur image et surtout avoir des conséquences financières possiblement désastreuses.

---

<sup>131</sup> Voir David SANTOS (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010, p.34.

<sup>132</sup> Entretien avec José Tengarrinha, pages 6 et 8.

<sup>133</sup> Voir le I)2) du chapitre 6.

<sup>134</sup> António Borges COELHO, *Raízes da expansão portuguesa*, Lisbonne, Prelo, 1964.

<sup>135</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 7.

Malgré tout, António Borges Coelho pointait l'envie des maisons d'édition de publier et si elles acceptaient de le faire, c'est qu'elles devaient voir qu'il y avait un marché à conquérir au sein de la population cultivée portugaise et qu'une partie souhaitait découvrir un histoire différente de celle enseignée et écrite par l'essentiel des historiens accommodés.

| Auteur                               | Génération             | Titre   | Année |
|--------------------------------------|------------------------|---|-------|
| José Tengarrinha                     | Guerre coloniale       | <i>Œuvre politique, José Estevão</i> (Obra Política, José Estevão)  | 1962  |
| Joel Serrão                          | Oliveira Salazar       | <i>Sujets du XIX<sup>e</sup> siècle : pour une histoire du Portugal du siècle passé</i> (Temas oitocentistas : para a História de Portugal no Século passado)                               | 1962  |
| Augusto da Costa Dias                | Oliveira Salazar       | <i>La crise de conscience petite-bourgeoise : Le nationalisme littéraire de la génération de 1890</i> (A crise de consciência pequeno-burguesa : O Nacionalismo literário da Geração de 90) | 1962  |
| Victor de Sá                         | Oliveira Salazar       | <i>Perspectives du XIX<sup>e</sup> siècle</i> (Perspectivas do século XIX)  | 1964  |
| Armando Castro                       | Oliveira Salazar       | <i>L'évolution économique du Portugal du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle</i> (A Evolução Económica de Portugal dos Séculos XII a XV)  | 1964  |
| Victor de Sá                         | Oliveira Salazar       | <i>Notes sur l'histoire du socialisme au Portugal</i> (Notas para a História do Socialismo em Portugal)   | 1964  |
| António Henrique de Oliveira Marques | Guerre coloniale       | <i>Essais d'histoire médiévale portugaise</i> (Ensaio de História Medieval portuguesa)  | 1965  |
| José Tengarrinha                     | Guerre coloniale       | <i>Histoire de la presse périodique portugaise</i> (História da Imprensa periódica portuguesa)  | 1965  |
| António Borges Coelho                | Oliveira Salazar       | <i>La Révolution de 1383 : tentative de caractérisation, importance historique</i> (A Revolução de 1383 : Tentativa de caracterização, importância histórica)                               | 1965  |
| Augusto da Costa Dias                | Oliveira Salazar       | <i>Discours sur le libérté de la presse dans la premier parlement portugais, 1821</i> (Discursos sobre o liberalismo de imprensa no primeiro parlamento português, 1821)                    | 1966  |
| Flausino Torres                      | Transition autoritaire | <i>Notes de la génération 1870</i> (Notas acerca da Geração de 70)  | 1967  |

Figure 86 : livres d'histoire écrits lorsqu'Augusto da Costa Dias était directeur littéraire de *Portugália Editora* (1959-1968)<sup>136</sup>.

Lorsqu'Augusto da Costa Dias a été le directeur littéraire de *Portugália Editora*, 11 livres d'histoire écrits par 8 historiens, tous en opposition et appartenant aux plus jeunes générations, sont parus [Figure 86]. À l'exception des livres d'António Henrique de Oliveira Marques, d'Armando Castro et d'António Borges Coelho qui traitaient du Moyen Âge, tous les autres livres évoquaient l'histoire contemporaine portugaise. Au regard de la production historiographique portugaise dominante chez les historiens accommodés où les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles étaient tabous, le désir d'innover du directeur littéraire était manifeste. De plus, il y avait une volonté de mettre

<sup>136</sup> D'après le catalogue Porbase.

en valeur des historiens qui se trouvaient, à l'exception d'António Henrique de Oliveira Marques, en dehors de l'Université<sup>137</sup>. À la fois, il s'agissait pratiquement des seuls qui osaient traiter de ces thématiques, dans la mesure où le fait qu'ils fussent extérieurs à l'Université faisait qu'ils courraient peu de risques professionnels, sauf celui non négligeable de voir le livre être censuré. Le désir d'innover a donc été l'une des caractéristiques fortes de la direction d'Augusto da Costa Dias et *Portugália Editora* a marqué le paysage éditorial portugais.

Enfin, *Publicações Europa-América* a été une autre maison d'édition majeure de la seconde moitié du régime autoritaire mais aussi du XX<sup>e</sup> siècle. Elle a été créée par Francisco Lyon de Castro et son frère Adelino en 1945 mais comme l'a remarqué Nuno Medeiros : « c'est Francisco qui a véritablement construit et fait émerger un empire qui s'étendra à différentes maisons d'édition, un réseau de librairies, une entreprise de graphisme et une typographie à grande échelle<sup>138</sup> ». Francisco Lyon de Castro est né en 1914 et est devenu militant communiste dès l'âge de 19 ans<sup>139</sup>. Après plusieurs incarcérations, il s'est exilé en Espagne puis en France. Il a affirmé dans un entretien que ces années d'exil ont été déterminantes quant à son désir de devenir éditeur : « Ma présence dans ces pays, mais surtout en Espagne, m'a donné une idée beaucoup plus claire de l'importance pour le progrès des peuples de la lecture, de la littérature, et de la Culture en général,<sup>140</sup> ». Après être entré en contact avec le PCF, il rentre de France et travaille pour la Croix Rouge jusqu'à son emprisonnement à la fin de l'année 1935 et il est condamné à quatre ans d'exil en étant emprisonné aux Açores, à Angra do Heroísmo<sup>141</sup>. Lorsqu'il a appris la nouvelle du pacte germano-soviétique, heurté, il a arrêté de militer pour le PCP<sup>142</sup>. À son retour à Lisbonne, il a décidé, après avoir travaillé dans l'entreprise familiale de

---

<sup>137</sup> Même si au moment de la parution de son livre, il avait quitté l'enseignement à l'université de Lisbonne (voir le D1) du chapitre 7).

<sup>138</sup> Nuno MEDEIROS, *Edição e Editores, O Mundo do Livro em Portugal 1940-1970*, Lisbonne, ICS, 2010, p. 176.

<sup>139</sup> L'information était connue de la PVDE car dans un interrogatoire daté du 16 décembre 1934, alors qu'il était imprimeur-typographe, l'agent a noté : « après un certain temps de sociabilité, [quelqu'un] a fini par l'inviter à rejoindre le Parti Communiste Portugais, invitation que l'interrogé a acceptée » (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : SPS, N°P : 1705, NT : 4321, feuille 1).

<sup>140</sup> Cândido de AZEVEDO, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999, p. 526. L'ensemble de son témoignage s'étend de la page 526 à 544.

<sup>141</sup> Les informations de son exil sont consultables dans un rapport du 14 février 1936 (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : SPS, N°P : 1705, NT : 4321, feuilles 54 et 55). Sa peine a été prononcée le 1<sup>er</sup> août 1936 : « Toutefois, compte tenu de sa bonne conduite antérieure, le condamne à la peine de QUATRE ANS D'EXIL (n. : sic pour les majuscules) pour un lieu choisi par le gouvernement, à une amende de huit mille escudos et également à la perte de ses droits politiques pendant dix ans ». Il est possible d'imaginer que grâce à son bon comportement, il a évité d'être envoyé au camp de concentration de Tarrafal qui venait tout juste d'ouvrir au Cap-Vert (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : SPS, N°P : 1705, NT : 4321, feuille 57).

<sup>142</sup> Voir la biographie de Francisco Lyon de Castro disponible sur Infopédia : [https://www.infopedia.pt/\\$francisco-lyon-de-castro](https://www.infopedia.pt/$francisco-lyon-de-castro), consulté le 2 septembre 2021.

créer *Publicações Europa-América*, avec pour objectif de faire venir des journaux et des livres progressistes, « d'où le nom d'Europe-Amérique<sup>143</sup> ».

Jusqu'à la fin des années 1950, la maison d'édition a fonctionné et même lancé des initiatives culturelles comme la création du journal *Ler* en 1952 qui a contribué à donner un espace à de nombreux intellectuels dont des communistes ou bien des sympathisants<sup>144</sup>. La publication du livre *Cellule 2455 couloir de la mort* de Caryl Chessman en 1959 a été un immense succès car plus de 100 000 exemplaires ont été vendus ce qui lui a permis d'avoir de nouvelles installations en banlieue de Lisbonne, à Mem Martins<sup>145</sup>, suscitant les interrogations de la PIDE<sup>146</sup>. L'historien Fernando Piteira Santos a travaillé pendant plusieurs années pour *Publicações Europa-América*, jusqu'à son départ en exil et par ailleurs sa présence a contribué à la pression continue de la PIDE<sup>147</sup>. Ce fait nous rappelle que pour les historiens en opposition, le fait de travailler dans une maison d'édition était l'un des recours pour ceux qui étaient empêchés d'enseigner. Enfin, de nombreux échanges avec les pays communistes ont existé<sup>148</sup>.

La police politique a régulièrement harcelé la maison d'édition, en raison du passé communiste de Francisco Lyon de Castro. D'abord, en février 1956, une première incursion de la PIDE a provoqué la saisie d'ouvrages considérés comme communistes et il a été contraint de les détruire<sup>149</sup>. Ensuite, en 1959, le livre d'Alves Redol *Barca de Sete Lemos* a été interdit de circuler parce qu'il ne l'avait pas préalablement soumis à la censure<sup>150</sup>. En 1963, un agent a

---

<sup>143</sup> Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, pages 528 et 529.

<sup>144</sup> João MADEIRA, *Os « Engenheiros de Almas », O Partido Comunista e os intelectuais (dos anos trinta a inícios de sessenta)*, Lisbonne, Estampa, 1996, p. 286.

<sup>145</sup> Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, p. 535.

<sup>146</sup> Un rapport de la PIDE en plus de signaler qu'il publiait « les livres du communiste Fernando Piteira Santos », remarquait : « Cette société construit des installations grandioses dont on a du mal à comprendre comment elles s'intègrent dans le secteur d'activité des libraires portugais. Toutefois, ses liens avec l'Allemagne de l'Est sont une réponse à ces faits. » Il était donc accusé par la PIDE de recevoir de l'argent directement venu des pays communistes, niant complètement le succès d'Europa-América (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 720, NT : 7051, feuille 478).

<sup>147</sup> Outre la nombreuse correspondance qu'il est possible de consulter dans les archives de Fernando Piteira Santos, où il est possible de voir qu'ils se tutoyaient (Fonds Fernando Piteira Santos, CD25A, SC : Activité privée, SSC : Europa-América), un rapport de la PIDE précisait : « Il était un ami personnel et patron de Fernando Piteira Santos » (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : E/GT, N°P : 4115, NT : 1501, feuille 2).

<sup>148</sup> Ainsi, la lettre originale de la demande du livre d'António José Saraiva et d'Oscar Lopes « Pour l'histoire de la culture au Portugal » formulée par une bibliothèque de Prague a été retenue par la PIDE (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 164, NT : 6970, feuilles 122-123). De plus, une commande auprès d'une librairie moscovite a été formulée le 19 novembre 1971 par *Publicações Europa-América* (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 164, NT : 6970, feuilles 4 et 5).

<sup>149</sup> L'ensemble des livres confisqués est dans un rapport du 9 février 1956 (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 55/56, NT : 5122, feuille 93) et Francisco Lyon de Castro a dû témoigner à la PIDE le 22 février 1956, affirmant qu'il « avait déchiré les œuvres en question, brûlé d'autres, y compris certaines de sa bibliothèque personnelle » (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 55/56, NT : 5122, feuilles 172 et 173).

<sup>150</sup> Margarida RENDEIRO, *The Literary Institution in Portugal since the Thirties : An Analysis under Special Consideration of the Publishing Market*, Berne, Peter Lang, 2010, p. 98.

surcharge de la mention manuscrite « publications communistes ?<sup>151</sup> » une coupure de presse présentant l'inauguration d'un nouveau lieu culturel. C'est surtout après avoir défendu la liberté de la presse le 28 juin 1965 au congrès de l'Union internationale des Éditeurs à Washington, que le « siège a été pris d'assaut par la police politique, la PIDE, qui a confisqué 73 000 livres qui étaient là-bas » et 23 livres ont été interdits par la censure dans la foulée<sup>152</sup>. L'affaire a eu un écho international notamment en France<sup>153</sup>. À de nombreuses reprises, Francisco Lyon De Castro s'est insurgé contre les décisions de la PIDE à l'image de la lettre qu'il a envoyée après l'interdiction du *Dictionnaire critique de certaines idées et mots courants* de l'historien António José Saraiva. Alors que l'interdiction de circulation avait été prononcée le 17 janvier 1961, Francisco Lyon de Castro a envoyé une lettre au directeur de la censure afin de demander des éclaircissements sur la visite impromptue de la PIDE pour confisquer les livres :

« Nous n'avons pas reçu de copie de l'acte de confiscation. Nous n'avons pas reçu non plus de de copie de l'ordre de confiscation. Nous n'avons reçu aucune notification ou nouvelle de démarches policières de confiscation fondée sur une décision, prise par qui de droit, ni des Services de Censure, ni de l'Assemblée Nationale des Éditeurs et Libraires. Intrigués par ces faits, mais parce que nous savons que la confiscation d'un livre d'un tel niveau et de ce genre était injustifiée, même par la voie officielle, nous venons respectueusement solliciter Votre Excellence si elle veut bien nous informer si les démarches policières ont été sur l'ordre des Services de votre Direction, s'il s'étend à toutes les librairies du Pays, et si, effectivement, le Dictionnaire critique était confisqué<sup>154</sup> ». [15 février 1961]

Il est d'une part possible de saisir le blocage volontaire de l'information par les instruments de contrôle. L'information restait en interne. Ainsi, les saisies d'ouvrages pouvaient se faire sans que les maisons d'édition ne fussent informées. L'objectif était justement d'agir rapidement pour éviter que les libraires, ayant l'information, ne dissimulassent les livres pour les vendre ensuite clandestinement. Toutefois, habitué aux procédures d'interdiction de circulation, Francisco Lyon de Castro réclamait auprès de la Censure les documents nécessaires et rappelait les différentes démarches qui auraient dû être entreprises pour agir en toute légalité et donc confronter le pouvoir au nom respect de ses propres lois. Tout en déplorant la confiscation du livre

---

<sup>151</sup> La mention manuscrite et au stylo rouge accompagne un article du 12 mai 1963 (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 164, NT : 6970, feuille 77).

<sup>152</sup> Cândido de AZEVEDO, *op. cit.*, p. 535.

<sup>153</sup> Un article du *Monde* daté du 28-29 août 1966 intitulé « Nouvelles mesures de saisie contre les éditions "EA" » s'inquiétait que Publicações Europa-América « serait menacé par le gouvernement de Lisbonne d'une suppression pure et simple de sa maison [...]. Rappelons les saisies faites précédemment, notamment d'ouvrages on ne peut plus classiques comme l'*Histoire de la littérature portugaise* ou des ouvrages historiques et économiques. » Le journal évoquait donc les saisies des livres d'António José Saraiva qui vivait à ce moment-là en France (Dossier Francisco Lyon de Castro, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 164, NT : 6970, feuille 51).

<sup>154</sup> La lettre est en ligne sur le site de José Pacheco Pereira : <https://ephemerajpp.com/2011/12/05/censura-relatorio-no-6764-17-de-janeiro-de-1956-no-8564-2-de-julho-de-1962-no-9089-27-de-julho-de-1971-c-outros-documentos-avulsos-relativos-a-dicionario-critico-de-antonio-jose-sar/#jp-carousel-50213>, consulté le 2 août 2021.



de l'historien António José Saraiva, il ne pouvait qu'essayer d'obtenir les informations officielles pour les notifier à l'auteur. Il y avait de la part de Francisco Lyon de Castro une certaine résignation mais il entendait poursuivre son activité malgré tout.

\*

\* \*

L'espace littéraire des historiens en opposition était bien plus faible que celui des historiens accommodés. Ces derniers bénéficiaient du levier financier du pouvoir alors que les opposants subissaient constamment la censure et les pressions de la police politique. Les publications périodiques, qu'elles fussent des journaux ou bien des revues, ont connu au cours de l'histoire du régime autoritaire un processus de destruction créatrice et de nombreuses recompositions au sein des lignes éditoriales. Sans être spécialisées dans l'histoire, plusieurs revues ont permis à des historiens en opposition de publier des articles et de se faire connaître auprès du public lettré portugais.

Les maisons d'édition portugaises ont aussi pu subir des pressions et surtout ressentir une peur diffuse mais omniprésente quant aux conséquences de l'éventuelle interdiction de circulation d'un livre. Malgré tout, quelques-unes ont pris le risque de publier des historiens en opposition et, plus largement, les autrices et les auteurs mis à l'index. Elles ont voulu proposer une approche alternative aux canons de l'écriture de l'histoire alors dominante mais aussi valoriser des travaux historiques qui se distinguaient par le traitement d'aspects peu connus de l'histoire du Portugal.

Après avoir mis en évidence les différents lieux où les historiens ont réussi à diffuser leurs travaux historiques, il est maintenant question de nous intéresser à l'histoire qu'ils ont écrite au cours de la période autoritaire.

## II) Une écriture sous influence ? Une historiographie en plein bouleversement (1926-1960)

La période allant de 1926 à 1960 est ample et couvre plusieurs générations historiennes. Au contraire de l'écriture de l'histoire des historiens accommodés qui est restée une histoire essentiellement événementielle, comme l'a montré Sérgio Campos Matos, on trouvait chez les historiens en opposition actifs durant la transition entre la République et la Dictature militaire :

« Une exigence de synthèse qui résiste au positivisme et prolonge les réflexions d'Oliveira Martins : en diverses directions, les travaux de Fidelino de Figueiredo, d'António Sérgio, de Jaime Cortesão et de Veiga Simões sont représentatifs de cette ouverture à la problématisation aussi suscitée par d'autres sciences sociales comme la Géographie, la Sociologie et l'Économie<sup>155</sup>. »

Ainsi, il y avait chez les historiens en opposition<sup>156</sup> une écriture qui s'éloignait progressivement de l'érudition et qui proposait des lectures quelque peu différentes, influencées par des croisements avec d'autres disciplines. La décennie 1930 a ensuite été marquée par l'apparition du néoréalisme, un mouvement littéraire qui a participé à la recomposition de l'espace littéraire portugais et contribué à des ouvertures thématiques déterminantes. Le néoréalisme, comme l'a désigné Armando Castro, a surtout été un mouvement littéraire lié à la ville de Coimbra qui est apparu et a gagné en vigueur après le déclenchement de la guerre civile espagnole<sup>157</sup>. En effet, la ville étudiante a été « le grand centre du néo-réalisme<sup>158</sup> » et les revues *O Diabo* et *Sol Nascente* ont été les principaux espaces où ont publié les auteurs de ce courant. Le mouvement s'est fortement appuyé sur le marxisme et avait, selon João Madeira l'objectif « d'éteindre l'analphabétisme et d'étudier les réalités nationales, de chercher “des solutions portugaises aux problèmes portugais<sup>159</sup>”, du point de vue économique et social<sup>160</sup> ». Quel a été l'apport du néoréalisme à l'histoire ? Dans la mesure où le mouvement prétendait se pencher sur les problèmes de la société et notamment sur le sort des populations les plus pauvres, il pouvait de prime abord

---

<sup>155</sup> Sérgio Campos MATOS « História e historiadores na I República », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, Volume II, pp. 282-290.

<sup>156</sup> Dans la mesure où aucune historienne en opposition n'a écrit durant la période, je n'utiliserai que le masculin.

<sup>157</sup> « Je dois dire que j'ai appartenu, à Coimbra, à la génération liée à ce mouvement, surtout littéraire, dit néoréaliste. » (António ALMODOVAR, Augusto Santos SILVA, « Entrevista ao Prof. Armando Castro », dans *Cadernos de Ciências Sociais*, Porto, vol. 8-9, 1990).

<sup>158</sup> Luís Augusto Chaves da Costa DIAS, *O « Vértice » de uma renovação cultural, Imprensa periódica na formação do Neo-Realismo (1930-1945)*, sous la direction de Luís Manuel Reis TORRAL et d'António Pedro Couta da Rocha PITA, soutenue à l'université de Coimbra, 2011, p. 203.

<sup>159</sup> João Madeira cite un article écrit par l'historien Fernando Piteira Santos dans *Sol Nascente*.

<sup>160</sup> João Madeira « Os novos remexedores da História », dans David SANTOS (coord.), *“Batalha pelo Conteúdo” : uma Exposição para um novo Museu*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira e Museu do Neo-Realismo, 2007, pp. 304-331.

n'avoir qu'un faible intérêt pour l'histoire, une science éloignée des questionnements et des problèmes du temps présent. Toutefois, il a incité une bonne partie des jeunes, qui « provenaient de milieux de la bourgeoisie républicaine ou en étaient directement issus<sup>161</sup> », à s'intéresser à de nouvelles façons d'approcher le passé et de mettre en lumière les oubliés de l'histoire. L'histoire économique et sociale en développement dans d'autres pays a donc permis de lier le désir d'agir dans le temps présent afin de rendre visible une partie des oubliés de l'histoire et le néoréalisme a en quelque sorte contribué au changement de paradigme historiographique au Portugal.

L'influence de l'histoire économique et sociale française s'est fortement ressentie au sein des historiens en opposition, notamment à partir de la décennie 1940. Elle a été incarnée par les « *Annales*<sup>162</sup> », notion couramment employée pour désigner trois phénomènes, identifiés par Peter Schöttler :

« 1/ une revue scientifique de grande réputation fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre et qui continue à exister ; 2/ une “école” ou plus exactement un groupe et un réseau d'historiens français ou francophones ; et 3/ un mouvement très large et hétérogène qui sous l'impulsion de la revue a profondément renouvelé, surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, notre façon de penser et d'écrire l'histoire<sup>163</sup> ».

Les trois phénomènes ont eu une importance majeure pour l'historiographie portugaise. Tout d'abord, les *Annales* parvenaient dans les grands centres de recherches. En effet, elle était consultable à la BNP dès les années 1930 et à Coimbra, les premiers numéros étaient reçus par l'Institut des études françaises mais en 1935, à la demande de la faculté de lettres, l'abonnement a été interrompu<sup>164</sup>. L'interruption doit-elle être interprétée comme une réaction au danger intellectuel venu de l'étranger que représentait la revue ou bien simplement perçue comme conséquence d'un désintérêt des lectrices et lecteurs ? Il y avait très certainement un peu des deux. Quoi qu'il en soit, dans deux des trois principales villes portugaises, il était possible de consulter la revue, mais encore fallait avoir connaissance de son existence. Ensuite, un certain nombre d'historiens en opposition ont côtoyé, durant leur exil, de grandes figures de la revue des

---

<sup>161</sup> João Arsénio NUNES, « Comunismo », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) et alii, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, pp. 821-829.

<sup>162</sup> Pour une étude approfondie du mouvement historiographique il est possible de consulter deux ouvrages : François DOSSE, *L'histoire en miettes, des Annales à la Nouvelle Histoire*, Paris, La Découverte, 2010 et André BURGUIÈRE, *L'École des Annales : une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.

<sup>163</sup> Peter SCHÖTTLER, « Annales », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENS-TADT, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Éditions Gallimard, 2010, pp. 33-41.

<sup>164</sup> Cependant, il était toujours possible de consulter la revue à la faculté de droit qui l'a reçue de façon continue depuis 1929. Signe d'un changement interne à la FLUC, l'abonnement aux *Annales* a été repris à partir de 1961 (João Paulo Avelãs NUNES, *A História Económica e Social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : O historicismo neo-metódico : ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995, p. 51).

*Annales* et notamment Fernand Braudel<sup>165</sup>. Le désir de Vitorino Magalhães Godinho de créer une antenne de l'Association Marc Bloch à Lisbonne en a été l'exemple<sup>166</sup>. Enfin, la diffusion des nouvelles méthodes venues des *Annales*, y compris parmi certains historiens accommodés surtout à partir de la décennie 1960, a permis de mettre en valeur l'importance du mouvement historiographique français au Portugal, notamment dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>167</sup>.

Pour autant, il ne faut pas oublier que l'histoire économique est antérieure aux *Annales* et qu'elle avait déjà pu attirer l'attention de certains historiens au Portugal. Comme l'a mis en évidence José Amado Mendes, trois phases d'écriture d'histoire économique peuvent être détachées : une première s'étendant de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; une seconde se concentrant sur le premiers tiers du XX<sup>e</sup> siècle ; une dernière entre 1940 et 1974<sup>168</sup>. Les deux dernières phases ont concerné les historiens considérés dans cette recherche. La troisième période a certes été tout particulièrement marquée par les courants des *Annales* comme évoqué mais, des historiens accommodés comme João Lúcio de Azevedo ou en opposition comme António Sérgio se sont distingués au sein de la deuxième phase. L'histoire économique avait donc une place, timide certes et peu liée à la dimension sociale, mais elle existait dès les premiers temps du régime autoritaire. De plus, les travaux d'histoire économique d'auteurs anglo-saxons étaient connus au Portugal alors qu'ils étaient souvent ignorés en France comme l'a remarqué Miriam Halpern Pereira :

« Quand je suis arrivée en France, où j'ai étudié et fait mon doctorat, je suis restée admirative de la grande ignorance des livres anglais que je connaissais, grâce aux livres de la bibliothèque de l'Institut britannique et aussi parce que je les avais achetés. Je voyageais beaucoup, et cela me donnait un certain avantage. Je me rappelle par exemple, un auteur anglais, marxiste, Paul A. Baran qui fut traduit en français au milieu des années 1960. Je le connaissais déjà. Ou bien Sweezy, je le connaissais déjà parfaitement. Il y avait de nombreux moyens, pour une personne qui voulait s'informer de réussir, malgré le dense conditionnement institutionnel existant au Portugal<sup>169</sup>. »

Il y avait donc une appétence pour des travaux étrangers y compris pour des historiens et économistes marxistes comme Paul Sweezy<sup>170</sup>. En conséquence, l'historiographie française a été

---

<sup>165</sup> Comme vu dans le II)1) du chapitre 7.

<sup>166</sup> Évoquée dans le I)1) de ce chapitre.

<sup>167</sup> Pour une approche globale de la réception des *Annales* au Portugal, voir l'article Joaquim Romero MAGALHÃES, « Annales », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne et pour une approche focalisée sur la FLUC et notamment sur la tardive progression de l'histoire économique et sociale au sein de l'université de Coimbra, voir João Paulo Avelãs NUNES, *op.cit.*

<sup>168</sup> José Amado MENDES, « História económica », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>169</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 2.

<sup>170</sup> Sans auteur attribué, « SWEEZY PAUL M. - (1910-2004) », dans *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 8 juillet 2021.

importante, notamment pour les dernières générations historiennes, mais elle n'a pas été la seule lue par les historiens portugais.

L'objectif de cette partie est de mettre en évidence le basculement historiographique qui s'est produit au sein des historiens en opposition. Tout d'abord, l'analyse entend mettre en évidence l'histoire écrite par les historiens en opposition des premières générations durant la période 1926-1940 afin de voir si elle s'est distinguée de celle des historiens accommodés. Ensuite, l'étude mettra en évidence les principaux changements intervenus entre 1940 et 1960 dans le paysage réduit des historiens en opposition, signes d'une attention constante aux productions historiographiques étrangères.

## 1) Nation et histoire de 1926 à 1940. Une histoire alignée sur la production des historiens accommodés ?

Entre les premiers tirs des militaires insurgés du 28 mai 1926 et l'Exposition du monde portugais de 1940, les historiens opposants au régime autoritaire ont été saisis par le temps présent. Cependant, le temps politique a-t-il eu des conséquences sur l'histoire écrite par les historiens qui se sont opposés au régime autoritaire ? Alors que la situation personnelle de beaucoup d'entre eux les a conduits à l'exil, ils ont continué à travailler et écrire de l'histoire. Au cours de cette sous-partie, nous nous appuyerons sur quatre historiens appartenant à la génération de la République – Armando Cortesão, Jaime Cortesão, Fidelino de Figueiredo et António Sérgio – ainsi que sur un ouvrage collectif. Les quatre historiens ont tous fait le choix de l'exil dans les premières années de la Dictature militaire mais le départ à l'étranger n'a pas forcément d'influence sur le type d'histoire qu'ils ont écrit.

Armando Cortesão est le plus jeune de ces quatre historiens. Formé dans une école d'agronomie, sportif de haut niveau au point de participer aux Jeux olympiques de Stockholm en 1912, il s'est illustré par de nombreux travaux de cartographie et d'histoire de la science<sup>171</sup>. Historien en opposition dans les premiers temps du régime, il est parti avec son frère Jaime Cortesão en exil d'abord en Espagne puis lorsque la guerre civile s'est déclenchée il a surtout vécu à Londres. Ce n'est que durant les années 1950 qu'il s'est rapproché du pouvoir autoritaire puisqu'il est devenu professeur de cartographie à l'université de Coimbra. Tout au long de sa carrière, il a été l'illustration que l'écriture de l'histoire des historiens en opposition n'était pas

---

<sup>171</sup> Rui Silvestre de Andrade « Armando Cortesão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

toujours différente de celle des historiens accommodés à l'image de son livre *Cartographie et cartographes portugais des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles*, une œuvre en deux volumes qui dépasse les 800 pages<sup>172</sup>. La dédicace du livre insiste sur sa situation politique d'exilé : « À la Patrie chérie et distante, que nous avons toujours cherché à bien servir » et à la page XXXVII du premier volume il évoque sa démission « pour motifs politiques » de l'administration coloniale. En revanche, ce sont les seuls éléments politiques décelables car le reste de l'ouvrage est un travail d'extrême érudition dont témoigne notamment les multiples citations en allemand, en français, en anglais et en espagnol. Elles montrent qu'Armando Cortesão maîtrisaient plusieurs langues mais aussi qu'il supposait que les lectrices et les lecteurs partageaient cette aptitude. Les notes de bas de page extrêmement longues et détaillées sont aussi à rapprocher de nombreux travaux d'historiens accommodés et donc d'une historiographie événementielle et érudite. Le sommaire fait 11 pages et est très précis. De nombreuses figures montrent des copies des documents d'archives voire des comparatifs de différentes signatures d'une même personne appelé Lopo Homem, attestant de fines connaissances en paléographie (vol I, p. 363). Ces différents éléments corroborent l'idée qu'il s'agit d'une œuvre qui est à l'image de celle de beaucoup d'autres historiens accommodés, une écriture influencée par l'historiographie méthodique allemande et française de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>173</sup>.

C'est dans ce cadre qu'il a adopté une posture résolument portugaise et nationaliste. Par exemple dans l'introduction, il évoque :

« Portugal, nation jeune, vigoureuse, depuis toujours tournée vers la virile et saine vie de la mer, située dans l'extrême sud-ouest de l'Europe, en face de ce mystérieux Océan que les fantaisies humaines peuplaient des plus fantastiques légendes, était à la fin du Moyen Âge dans des circonstances exceptionnelles pour commencer la grande Entreprise des Découvertes des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, incontestablement la phase la plus remarquable et brillante de l'Histoire et de la Géographie. L'Europe avait besoin de dévoiler le mystérieux Atlantique, et pour y parvenir, il fallait, en plus d'un peuple fort de navigateurs, connaître la façon dont ils pouvaient s'orienter en haute mer. L'honneur de réaliser cette tâche a incombé aux Portugais. Entre la centaine de milliers de ses fils dédiés à l'Entreprise des Découvertes, on compte des astres de la première grandeur, d'authentiques gloires de l'Humanité [...]. L'importance des découvertes dans l'histoire de l'Humanité n'a pas toujours été considérée avec la justice due. On attribue généralement à la découverte colombienne de l'Amérique une place primordiale, quand, pour nous cela ne doit pas être ainsi. » (p. XXX, vol. I)

L'emphase et le lyrisme d'Armando Cortesão lorsqu'il évoquait le moment de l'expansion portugaise mettaient en évidence sa fascination pour le sujet qu'il traitait mais aussi le sentiment

---

<sup>172</sup> Armando CORTESÃO, *Cartografia e cartógrafos portugueses dos séculos XV e XVI*, Lisbonne, Seara Nova, 1935, 2 volumes.

<sup>173</sup> Voir l'introduction du chapitre 5.

patriotique qui l'agitait. Il partageait la vision que beaucoup d'autres historiens accommodés avaient soit celle d'un destin propre aux Portugais, et dont l'histoire en faisait le peuple élu de l'Europe pour commencer les conquêtes impériales. Il entendait dans son livre minorer l'importance de Christophe Colomb, et donc de la couronne espagnole, pour rappeler l'importance historique du Portugal dans la geste impériale européenne, par fierté patriotique et pour rappeler que le Portugal fut un temps le plus grand empire, ce qu'il n'était plus au moment de la rédaction de l'ouvrage. Il a décrit Henri le Navigateur comme « une âme d'une trempe exceptionnel, un des plus grands historiens de tous les temps » (p. XXXI, vol. I). Ce portrait élogieux est représentatif de la façon dont il traitait les grands personnages de l'histoire et de la place prépondérante qu'il accordait à leur action. En revanche, lorsqu'il évoquait les causes des conquêtes, facteurs de nombreuses tensions entre les historiens, il ne prenait pas position et affirmait, comme son frère Jaime Cortesão qu'il y avait une alliance entre les intérêts économiques et religieux (idem)<sup>174</sup>.

Toujours dans une perspective nationaliste, il remarquait pour Pedro Margalho, un cosmographe du XV<sup>e</sup> siècle né au Portugal à Elvas, formé à Paris et qui exerçait en tant que professeur à l'université de Salamanque<sup>175</sup> :

« Éduqué loin de la patrie, il n'était pas au courant des derniers événements de la science géographique portugaise, il faisait d'abord ressentir ses écrits du milieu universitaire de Salamanque, où il vivait tout imbus des intérêts espagnols et des vieilles conceptions ptolémaïques que nos navigations étaient en train de détruire. [...] Les idées de Margalho étaient fausses, et contenaient des absurdités comme celles que nous venons de présenter, qui ont dû être repérées dès l'époque de sa publication, mais comme elles étaient écrites par un Portugais, bien qu'absent du milieu patriotique, et servant les intérêts espagnols, cela a suffi que pour Fernando Colombo les retiennent. » (Pages 79-80, vol. I)

L'analyse d'Armando Cortesão était ici clairement nationaliste et s'inscrivait dans le cadre des luttes ibériques pour la suprématie maritime du XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Ainsi, il voyait dans l'éloignement du Portugal de Pedro Margalho l'explication de ses erreurs, affirmant ainsi la supériorité de la science portugaise sur celle de l'Espagne. Par ailleurs, il faisait de sa naissance au Portugal un gage de confiance puisque ce serait sur cette qualité que se serait fondé Colomb pour le croire. À plusieurs siècles de distance, les tensions ibériques réapparaissaient donc sous la plume d'Armando Cortesão. De même, il a écrit tout un chapitre intitulé « le problème de l'origine de Christophe Colomb » (pp. 187-231, vol. I), dans lequel est posé la question de

---

<sup>174</sup> Les débats autour des causes de la conquête impériale ont été évoqués dans le I) du chapitre 5 notamment à travers la confrontation entre la vision de Joaquim Bensaúde et celle d'Alberto Veiga Simões.

<sup>175</sup> Voir l'entrée biographique « Pedro Margalho » disponible sur Infopédia : [https://www.infopedia.pt/\\$pedro-margalho?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$pedro-margalho?uri=lingua-portuguesa), consultée le 3 septembre 2021.

l'origine du navigateur qui donnait un certain crédit à l'idée qu'il aurait pu être portugais. Prudemment il le faisait en citant « l'avis et [...] la révélation extraordinaire de l'un des plus grands colombistes espagnols en faveur de l'origine portugaise de Christophe Colomb » (p. 231, vol. I).

Enfin dans les derniers mots de la conclusion, il rendait un hommage appuyé au Vicomte de Santarém, historien important du XIX<sup>e</sup> siècle qui était aussi une référence pour Joaquim Bensaúde et qui avait critiqué les positions de Humboldt<sup>176</sup>. Il le décrivait comme : « le créateur des études d'Histoire et de Cartographie, devant être sans exagération considéré comme le plus grand cartographe du monde entier, [...] en respect pour la mémoire de cet Homme, qui fut un grand sage, de grande valeur morale, un grand patriote, un grand Portugais (n. : avec une majuscule dans le texte alors qu'en portugais il n'y en a pas) ! » (p. 404, vol. II). L'emphase avec laquelle il décrivait le Vicomte de Santarém était un hommage appuyé à un défenseur de la cause portugaise face aux autres nations européennes. De plus, il se plaçait comme l'un de ses héritiers afin de montrer qu'il entendait lui aussi s'affirmer comme un scientifique portugais qui défendait les positions et le prestige du passé portugais à l'aide d'une rigoureuse maîtrise des sources. L'histoire d'Armando Cortesão ne s'éloignait donc aucunement de l'histoire écrite par les historiens accommodés et son exil ne semble aucunement avoir modifié ses positions.

Jaime Cortesão est le frère aîné d'Armando Cortesão. Formé en médecine, il a très peu exercé en tant que médecin et est devenu professeur dans l'enseignement secondaire durant la décennie 1910<sup>177</sup>. Son activité littéraire dans les différentes revues culturelles s'est mêlée à une activité politique intense pendant la République où il a notamment été député et a combattu en tant que volontaire pendant la Première Guerre mondiale alors qu'il avait l'immunité parlementaire<sup>178</sup>. Durant la décennie 1920 il a été directeur de la BNP, période où il a fondé la revue *Seara Nova* avec d'autres auteurs. Jaime Cortesão a rapidement quitté le Portugal non sans avoir participé aux combats à la suite du coup d'État du 28 mai 1926<sup>179</sup>. Durant son exil, il a écrit *Les facteurs démocratiques de la formation du Portugal*<sup>180</sup>, un texte de 1930 inséré dans l'ouvrage collectif *Histoire du régime républicain* qui sera brièvement analysé à la fin de cette

---

<sup>176</sup> Voir le D1) du chapitre 5.

<sup>177</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES, « Jaime Cortesão », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>178</sup> [https://www.infopedia.pt/\\$jaime-cortesao?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$jaime-cortesao?uri=lingua-portuguesa), consulté le 4 septembre 2021.

<sup>179</sup> Voir l'entrée « Jaime Cortesão » du *Dicionário de Autores Portugueses* : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8679>, consulté le 4 septembre 2021.

<sup>180</sup> Jaime CORTESÃO, *Os Factores Democráticos na Formação de Portugal*, Lisbonne, Horizonte, 1978 (1963 pour la première édition).



sous-partie. Une nouvelle édition de son texte est parue en 1963, complétée par d'autres articles et interventions, quelques années après sa mort dont Vitorino Magalhães a fait la préface. Dans cette préface intitulée « Présence de Jaime Cortesão dans l'Historiographie portugaise », l'auteur a montré l'influence des travaux de Jean Brunhes, Camille Vallaux et Henri Pirenne (p. XIII) dans le travail de Jaime Cortesão. En effet, en l'absence de bibliographie, une étude des notes de bas de page montre la variété de ses lectures. Ainsi, en plus des 26 ouvrages portugais, 15 ouvrages en langue française sont mentionnés dont deux de Jean Bruhnes et trois livres d'Henri Pirenne ainsi que 23 autres ouvrages étrangers dont des livres en anglais, en espagnol, en allemand, en suédois et italien. Il y avait donc davantage de livres étrangers cités que d'ouvrages en portugais. Par ailleurs, au sein des 25 sources mentionnées, deux ont été consultées à la BNF alors qu'il était à Paris. En conséquence, la bibliographie de l'ouvrage montre une importante connaissance de la littérature étrangère, ce qui distingue Jaime Cortesão de beaucoup d'autres historiens accommodés.

Toutefois, comme l'a remarqué Vitorino Magalhães Godinho, Jaime Cortesão était certes un lecteur d'autres historiographies mais malgré sa présence à Paris au moment de l'apparition des *Annales*, il n'a pas été influencé par les travaux des historiens français de ce groupe. Si Vitorino Magalhães Godinho relevait l'influence des historiens portugais du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle comme Gama Barros, Costa Lobo, Alberto de Sampaio (p. XXI) il constatait :

« Pour tout cela, on attendrait la rencontre de l'historien portugais et des *Annales d'histoire économique et sociale* que Lucien Febvre et Marc Bloch ont fondées en 1929 – la revue qui devait renouveler par ses fondements tout le mouvement des sciences humaines. Plus tard, le groupe des *Annales* reconnaîtra Cortesão comme l'un des siens. Un jour j'ai discuté avec Braudel des mérites et démérites comparés de l'historiographie portugaise et espagnole dans le deuxième quart de notre siècle ; et si l'Espagne l'emportait collectivement, Braudel rétorquait : “Mais le Portugal a Cortesão”. Cependant, la rencontre n'a pas eu lieu. Sans doute en raison d'une circonstance secondaire : le départ de l'écrivain portugais pour l'Espagne. C'est aussi parce qu'en 1929-1931, les *Annales* n'avaient pas encore gagné l'audience dont elles bénéficieront plus tard. Nombreuses ont été les réserves, de toutes parts, à l'égard de cette entreprise ambitieuse. [...] Avec un tel *desencontro*<sup>181</sup>, qui ne l'est que partiellement, apparaît toute la figure de Jaime Cortesão. » (pages XXIV-XXV)

Ainsi, la figure tutélaire des historiens de la génération Oliveira Salazar<sup>182</sup>, n'a pas été influencée par l'histoire des *Annales* et la relative déception de Vitorino Magalhães Godinho est perceptible. Lui qui a été le héraut de l'histoire économique et sociale, semblait concéder à demi-mot que l'un des principaux historiens en opposition a résisté à cette histoire, cherchant des

---

<sup>181</sup> Le terme, expliqué dans le II)1) du chapitre 6, est l'antonyme d'une rencontre.

<sup>182</sup> Voir le III)2) du chapitre 7.

explications dans le départ rapide pour l'Espagne et affirmant même que Fernand Braudel connaissait l'importance de Jaime Cortesão, signe de son adoubement théorique par la figure centrale des *Annales* après la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, si Jaime Cortesão a valorisé l'importance de l'économie dans les conquêtes portugaises, il est resté attaché à une écriture de l'histoire où les facteurs politiques avaient toute leur importance. Malgré l'ouverture aux questionnements étrangers et à la problématisation, jusqu'à son dernier ouvrage paru en 1960, il n'a pas été sensible à l'histoire économique et sociale. En conséquence, son écriture se distinguait quelque peu des historiens accommodés tout en conservant certaines similarités.

Le regard de Jaime Cortesão sur l'histoire du Portugal est influencé par une lecture de la société en classes sociales comme lorsqu'il a évoqué : « Le développement de nouvelles classes urbaines, qui ont pour conséquence, entre autres, de donner une importance notable aux contingents militaires » (p. 127), « comment les classes populaires étaient craintes et possédaient alors une forte conscience de leurs droits et des devoirs de citoyens » (p. 128), et « le genre de la vie nationale commence à se généraliser à toutes les classes » (p. 129). L'utilisation de la notion de classe et de conscience de classe révélait chez Jaime Cortesão une acceptation de la lecture de la société selon les catégories marxistes. Il y avait donc bien chez Jaime Cortesão une ouverture à d'autres formes d'interprétation de la société que celle d'une histoire uniquement guidée par les élites.

L'objectif de l'ouvrage de Jaime Cortesão était de montrer que la formation de la nation est un processus de longue durée qui n'atteint sa « majorité politique et sa pleine expression nationale » qu'avec la révolution de 1383-1385 d'où sa théorie des facteurs démocratiques de l'histoire du Portugal<sup>183</sup>. Cependant, le nationalisme de Jaime Cortesão est aussi perceptible à travers son œuvre notamment dans les dernières lignes de l'ouvrage :

« Ainsi, à travers les âges et un mouvement continu de transformation, on voit la population de l'Ouest de la Péninsule prendre progressivement possession du territoire, évoluer pour former une nation et s'organiser en un État indépendant. Ce fut d'abord une masse fluide, dont les Lusitaniens formèrent un premier noyau organisateur ; puis les Romains la dotèrent d'une colonne vertébrale et d'une organisation qui lui donnèrent une consistance et une ébauche d'unité ; enfin, dans la période dite galico-musulmane, elle commença à balbutier son propre verbe et à tenter les envolées de sa vocation maritime. Mais ce n'est qu'au début du XII<sup>e</sup> siècle que les conditions politiques et économiques de la péninsule et de l'Europe obligent la Nation, encore incertaine de son destin, à se tourner vers la mer. Le peuple occupe toute la côte et crée le type de vie nationale ; la Nation s'organise en fonction de la mer et, par cet effort de masse, le Portugal commence à vivre sa propre vie. Le peuple a établi la langue portugaise et, par un mouvement de solidarité étonnant, a créé les nouvelles bases du droit et du développement du commerce maritime, donnant au Portugal, depuis le

---

<sup>183</sup> Sérgio Campos MATOS, « História e identidade nacional, A formação de Portugal na historiografia contemporânea », in *Lusotopie*, 2002, pp. 123-139.

XIV<sup>e</sup> siècle, une place de choix parmi les nations maritimes. Le peuple négocie encore, par l'intermédiaire de ses meilleurs représentants, le premier traité commercial avec l'Angleterre et jette les bases de l'alliance anglaise. Sa mission et son destin dans l'histoire étaient fixés ; pour les réaliser, il fallait unifier la Nation, la purifier des éléments subversifs et concentrer toutes ses énergies sur la mission maritime. L'invasion de l'étranger est venue aider ce travail de purification. Le peuple a libéré le Portugal, non seulement de l'étranger, mais aussi de la tutelle des classes oligarchiques pendant la période dorée de son histoire ; et il a imprimé ses tendances à la politique nationale. » (pages 156 et 157)

L'originalité de l'argumentation de Jaime Cortesão était dans la valorisation du peuple et de la nation par rapport à la monarchie. Si dans les années 1910, comme l'a remarqué Jorge Amado Mendes, il « s'intéressait aux "grandes figures de l'histoire" » il semble avoir évolué rapidement<sup>184</sup>. Ainsi, ce n'est pas la cour mais le peuple qui a envoyé des représentants pour négocier un traité avec l'Angleterre, le vieil allié du Portugal et c'est le peuple qui s'est insurgé contre la Castille. Il voyait, au contraire d'Alexandre Herculano, déjà chez les Lusitaniens des premiers jalons de l'indépendance mais dont les apports successifs avaient contribué à autonomiser les Portugais du reste de la péninsule et notamment la vocation maritime. L'ensemble des éléments qui pouvaient unir la patrie avaient permis la naissance de la nation contre la Castille. Par rapport à d'autres historiens qui voyaient dans le XII<sup>e</sup> siècle la naissance de la nation, il faisait donc de la crise de 1383-1385 la véritable rupture. Toutefois, en évoquant le « destin » et la « mission » à propos de l'expansion portugaise, il y avait clairement ici de la part de Jaime Cortesão une fascination pour la période des conquêtes et du passé glorieux du Portugal et aucune remise en question de son passé impérial. S'il faisait du peuple le centre de son attention, sa perspective nationaliste était encore très présente dans la lecture qu'il proposait de l'histoire et notamment autour de la question impériale.

Fidelino de Figueiredo est une figure à part parmi les autres historiens en opposition. Il a suivi le cursus d'histoire-géographie du Cours supérieur de lettres qu'il a terminé en 1910, soit avant que cette structure ne devînt la FLUL. Professeur au lycée depuis 1911, il a gravité dans les hautes sphères intellectuelles portugaises et a obtenu deux fois la direction de la Bibliothèque nationale en 1918 et en 1927. Politiquement, il s'est positionné à droite et s'est présenté aux élections municipales de Lisbonne pour le parti de l'Union républicaine<sup>185</sup>. Durant la décennie 1920, il s'est rapproché de la droite radicale qui était opposée au modèle républicain

---

<sup>184</sup> Luís Reis TORRAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 285.

<sup>185</sup> Le parti de l'Union républicaine était une ancienne tendance du PRP, conservatrice qui a appuyé Sidónio Pais, voir Manuel BAIÓA, « A Primeira República Portuguesa (1910-1926) : partidos e sistema político », dans *Arbor, Ciencia, Pensamiento y Cultura*, n°190 (766), a114, [en ligne].

et souhaitait un chef charismatique. D'abord enthousiaste après le coup d'État du 28 mai 1926, il a déchanté face aux difficultés des militaires et a décidé de prendre les armes lors du « Coup des Fifis » qui a échoué<sup>186</sup>. Fait prisonnier, il aurait dû être déporté en Angola mais il est parvenu à s'échapper et s'est réfugié en Espagne. Commence une vie en exil qui ne s'est terminée que pour des raisons de santé en 1951<sup>187</sup>. Cependant, le fait qu'il ait reçu certaines distinctions comme celle du « Grand Office de Santiago de l'Épée » en 1957, montre que son opposition au régime a été oubliée, d'autant qu'António de Oliveira Salazar n'était pas au gouvernement au moment de la tentative de soulèvement de Fidelino de Figueiredo, et qu'Oscar Carmona, qui pourrait, lui, encore se souvenir de cette révolte, est mort l'année de son retour au Portugal<sup>188</sup>.

L'œuvre de Fidelino de Figueiredo a été marquante et cela dès les années 1910. Comme l'a remarqué Helder Correia : « Il n'a pas été un historien érudit » et il s'est donc distingué des historiens accommodés dont il pouvait être politiquement proche. Son œuvre historiographique s'est surtout focalisée sur une histoire de la littérature portugaise en réaction à celle de Teófilo Braga<sup>189</sup>. Sa courte œuvre *L'épique portugaise au XVI<sup>e</sup> siècle*<sup>190</sup>, parue en 1932 a été la traduction d'un cours qu'il a donné à Madrid à l'université centrale durant l'année scolaire 1930-1931 (p. 12). À l'image des autres historiens, il étudiait et valorisait l'histoire nationale. Ainsi, en évoquant l'expansion portugaise il remarquait :

« Les Portugais des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles ont élevé la vie humaine à la plus grande hauteur, ils lui ont donné de nouvelles perspectives et de nouveaux intérêts. Ces hommes multimodaux, navigateurs et guerriers, politiques et poètes, géographes et chroniqueurs, aventuriers et apôtres, ont constitué un instant suprême de la personnalité. C'est l'apport nouveau, que la critique future, une critique profonde, comme exercée par un Proust de l'histoire, a dû juger notre phase héroïque. Le monde a été ébloui et les Portugais, croissant subitement, sont entrés dans un état d'orgueil qui a mythifié ces accomplissements et créé l'atmosphère de l'épopée. » (p. 21)

Fidelino de Figueiredo voyait dans les actes des Portugais les germes d'un style littéraire qui a gagné en vigueur durant le XVI<sup>e</sup> siècle, aussi bien avec Camões qu'avec Jerónimo Corte-Real

---

<sup>186</sup> Le 12 août 1927, Fidelino de Figueiredo et de Filomeno da Câmara de Melo Cabral – dont les deux prénoms commençant par « Fi » a donné le nom à cette tentative de renversement – ont essayé de faire un faux document qui plaçait Filomeno da Câmara de Melo Cabral comme Président. Ils ont été appuyés par António Ferro et Henrique Galvão (David Miguel LARANJO, « A política externa portuguesa na Ditadura Militar : as relações com Espanha (1926-1930) », mémoire sous la direction de Filomeno da Câmara de Melo Cabral, soutenu à l'ISCTE, 2008, pages 14 et 15).

<sup>187</sup> Le parcours de Fidelino de Figueiredo en exil est présenté dans le II)1) du chapitre 7.

<sup>188</sup> Helder CORREIA, « Fidelino de Figueiredo », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>189</sup> Voir sa biographie sur le *Dicionário de Autores Portugueses* : consulté le <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8864>, consulté le 4 septembre 2021.

<sup>190</sup> Fidelino FIGUEIREDO, *A épica portuguesa no século XVI*, Lisbonne, Edições Pátria Gaia, 1932.

pour le Portugal mais aussi en Espagne<sup>191</sup>. Par ailleurs, une nouvelle fois, le passé portugais était valorisé par l'auteur et notamment la période de l'expansion. Il est possible de remarquer qu'il y avait une véritable fascination générationnelle pour la conquête de l'Empire, à laquelle s'intéressaient aussi bien les historiens accommodés que les historiens en opposition.

De même Fidelino de Figueiredo développait une approche nationaliste et déterministe. Ainsi, il observait :

« Avant la langue, il y a une autre réalité, l'âme, l'esprit national qui la crée, la travaille et l'idéalise, comme l'objet qui est antérieur à son image dans le miroir. [...] Il faut rappeler que la littérature est l'élaboration artistique d'une langue par un esprit national continu et nécessaire de l'expression, mais aussi ne pas dévaloriser les contributions en langues étrangères, quand elles représentent davantage l'intromission d'un esprit national dans une autre littérature plutôt que l'assimilation de caractères étrangers par l'autre littérature, en les incorporant à sa propre tradition. Même en écrivant en castillan, Gil Vicente, Sá de Miranda, Camões, Faria e Sousa sont toujours typiquement portugais ».

Son interrogation portait sur les circulations ibériques du XVI<sup>e</sup> siècle car plusieurs auteurs portugais avaient fait le choix d'écrire directement en espagnol. En effet, les circulations entre les deux pays étaient fortes et l'union des deux couronnes en 1580 avait renforcé leurs liens. Toutefois, pour Fidelino de Figueiredo, la nation d'origine restait le marqueur déterminant dans le parcours des intellectuels de la période. Il y avait donc bien dans sa pensée une importance primordiale accordée à la nation et sa situation en exil n'a dû que le conforter dans son positionnement.

António Sérgio, est né en Inde et est issu d'une famille de l'aristocratie libérale. Son père était militaire, gouverneur des Indes au moment de sa naissance. Il a suivi des études à l'École polytechnique et à l'école navale<sup>192</sup>. Après avoir échoué à un concours pour devenir assistant à la FLUL en 1912, il n'a plus jamais essayé d'enseigner dans le supérieur. Il a malgré tout eu une intense activité littéraire dès les années 1910 et surtout dans les années 1920, contribuant notamment à la fondation de la revue *Seara Nova*<sup>193</sup>. Il a même été ministre de l'Instruction publique entre 1923 et 1924, seulement pour quelques mois. Il a été l'un des premiers historiens en opposition qui s'est mis à publier après le coup d'État, mais sa production a

---

<sup>191</sup> Sur Jerónimo Corte-Real, voir l'analyse d'Aude PLAGNARD, *Une épopée ibérique, Alonso de Ercilla et Jerónimo Corte-Real*, Madrid, Casa de Velázquez, 2019.

<sup>192</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES « António Sérgio », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>193</sup> Voir notamment : João MEDINA, Sérgio Campos MATOS, António VENTURA, *Estudos sobre António Sérgio*, Lisbonne, Instituto Nacional de Investigação científica, 1988

drastiquement ralenti une fois que son exil a commencé en 1927, à la suite d'un coup d'État raté<sup>194</sup>. Après plusieurs années passées à Paris, où il a effectué divers métiers tout en poursuivant son activité de militant politique, il est rentré au Portugal en 1933<sup>195</sup>. Le parcours d'António Sérgio durant l'essentiel du régime autoritaire a été celui d'un opposant, vénéré par les plus jeunes générations d'historiens notamment ceux composant la génération Oliveira Salazar<sup>196</sup>, et perçu comme un intellectuel dangereux par le régime comme l'a montré l'interdiction de son livre *Histoire du Portugal, Introduction géographique* en 1941. Par ailleurs, António de Oliveira Salazar s'est félicité auprès d'Alfredo Pimenta des critiques qu'il a faites au livre interdit de circuler<sup>197</sup>.

Il a durant son exil publié deux livres en anglais et en espagnol qui ont été la traduction de son livre daté de 1923 appelé *Ébauche de l'histoire du Portugal*<sup>198</sup> (« Bosquejo da História de Portugal »). La version anglaise reprenait le titre portugais, *Sketch of the History of Portugal*<sup>199</sup>, alors que la version espagnole intitulée *Historia de Portugal*<sup>200</sup> n'avait plus la mention « ébauche ». Pour autant, les deux textes suivaient de près le texte de 1923<sup>201</sup>. Par ailleurs, la version espagnole a fait l'objet de deux recensions critiques dans le *Bulletin Hispanique* en 1930. L'une a été rédigée par Georges le Gentil<sup>202</sup> et l'autre par Gonzalo de Reparaz fils<sup>203</sup>. Les

---

<sup>194</sup> Fernando CATROGA, Aurélio VELOSO, « António Sérgio : cartas do exílio a Joaquim de Carvalho (1927-1933), dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, n° 5 : « António Sérgio », pp. 951-1016.

<sup>195</sup> Voir sa biographie du *Dicionário de Autores Portugueses*, <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=8671>, consulté le 3 septembre 2021.

<sup>196</sup> Voir le III)2) du chapitre 7.

<sup>197</sup> Ainsi, António de Oliveira Salazar a écrit le 20 mars 1941 à Alfredo Pimenta : « Je suppose même que l'Histoire d'A. Sérgio avait encore besoin, pour l'honneur de l'intelligence portugaise, d'être disséquée plus longuement que Votre Excellence n'a pu le faire dans votre feuillet. J'avais l'impression qu'il s'agissait d'une brochure de propagande socialiste que l'auteur, en raison des difficultés de publication, a embarquée dans une caricature d'histoire. Que Dieu vous accorde la santé pour continuer à travailler pour la Nation, qui malgré tout va beaucoup mieux que certains Portugais voudraient nous le faire croire. Encore une fois, un grand merci à Votre Excellence » ce à quoi a répondu Alfredo Pimenta le 2 avril 1941 que le livre d'António Sérgio était un « prétexte à une propagande marxiste ou bien perçu comme telle » (Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, pages 137 à 139).

<sup>198</sup> António SÉRGIO, *Bosquejo de História de Portugal*, Lisbonne, Biblioteca Nacional, 1923.

<sup>199</sup> António SÉRGIO, *Sketch of the History of Portugal*, traduction en anglais de Constantino José dos SANTOS, Lisbonne, Seara Nova, 1928.

<sup>200</sup> António SÉRGIO, *Historia de Portugal*, traduit en espagnol de Juan MONEVA Y PUYOL, Barcelone-Buenos Aires, Editorial Labor, 1929.

<sup>201</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES, *op. cit.*

<sup>202</sup> Georges Le Gentil a notamment insisté sur la modernité de l'auteur : « Le besoin d'une histoire critique du Portugal se faisait depuis longtemps sentir. On ne pouvait se fier à la synthèse prématurée d'Oliveira Martins. Elle apparaît, en plus d'un chapitre, comme un réquisitoire. L'auteur lui-même avait jugé indispensable, vers la fin de sa carrière, d'y apporter maint correctif. Depuis, l'érudition s'était confinée, par prudence, dans les tâches restreintes. Mais, de ce grand travail dispersé ou fragmentaires, les conclusions n'étaient pas encore passées dans le domaine commun. [...] L'histoire de M. António Sérgio est objective sans être impersonnelle ». (Georges LE GENTIL, « António Sérgio de Sousa, *Historia de Portugal* », dans *Bulletin Hispanique*, tome 32, n° 3, 1930. pp. 291-295).

<sup>203</sup> « Dans cet excellent petit manuel, M. Antonio Sergio développe, avec la concision et la clarté qui lui sont propres, ses idées très modernes et très originales sur l'histoire du Portugal. Sans se perdre dans une multitude de

deux hispanistes ont insisté sur l'approche novatrice d'António Sérgio par rapport aux autres écrits des historiens portugais et notamment son intérêt pour l'histoire économique tout comme son rejet d'une histoire focalisée sur les grands personnages de l'histoire portugaise. Il y avait donc chez les hispanistes français une conscience du décalage de l'approche d'António Sérgio par rapport au reste de la production des historiens accommodés, qu'ils fussent intégrés à l'université ou non.

La version espagnole est courte dans la mesure où elle fait moins de 200 pages. Il n'y a pas d'introduction, ni de conclusion, ni de bibliographie et seul un indice est présent. Les notes de bas de pages sont peu présentes et dans l'ensemble courtes. Dans un prologue, le traducteur Juan Moneva y Puyol a retracé les origines sociales et le parcours politique d'António Sérgio, et a notamment insisté sur son opposition à la dictature (p. 9<sup>204</sup>). Il a présenté António Sérgio comme un « sociologue, un politique et un historiologue (n. : *historiólogo*<sup>205</sup>) » (p. 10), n'utilisant pas ici le terme « historien » pour le décrire, notamment afin de souligner l'importance de la théorie dans la pensée d'António Sérgio. Plus loin, il le décrit comme un « sociologue et un économiste » (p. 11) puis comme un « historien » (p. 12). À travers les multiples qualificatifs, il avait bien conscience de l'exceptionnalité d'António Sérgio dans le paysage littéraire et historiographique portugais par rapport aux autres historiens qui à cette période n'étaient encore que très peu à s'être formés en histoire. Toutefois Juan Moneva y Puyol a rappelé plusieurs positions fortes d'António Sérgio :

« Il suit Herculano en pensant qu'il n'y a pas eu de continuité historique entre les Lusitaniens et les Portugais ; il ironise contre ceux qui font de la race un thème rhétorique et considèrent qu'il est approprié de ne pas être d'accord, sans raison valable, derrière [Herculano] le grand historien national, et contre les "historiens modernes, facilement audacieux avec la plus sur le papier" »

Contrairement à la vision d'António Augusto Mendes Correia qui écrivait à la même époque, António Sérgio<sup>206</sup> réfutait l'idée selon laquelle les Lusitaniens étaient les ancêtres directs des

---

faits épisodiques, M. Sérgio sut les grandes lignes de l'histoire du Portugal, qu'il divise en trois époques distinctes : l'organisation de la métropole, l'expansion maritime et coloniale, et les tentatives de réforme métropolitaine. Le grand mérite de M. Sérgio est de ne pas se départir d'une méthode strictement scientifique et rationnelle tout au long de son livre. Point de louanges lyriques des grands faits et des grands hommes, mais une critique sereine et juste [...]. Ainsi, l'ouvrage de M. Sérgio, basé sur les faits économiques, a non seulement un grand mérite scientifique, mais aussi éducatif, – et c'est là une tendance qui apparaît dans tous ses travaux. » Par ailleurs Gonzalo de Reparaz évoquait une traduction française projetée par Léon Bourdon. Cependant, au regard du catalogue du SUDOC et de la BNF, le projet n'a pas abouti (Gonzalo de REPARAZ (fils), « Antonio Sergio de Sousa, *Historia de Portugal* », dans *Bulletin Hispanique*, tome 32, n° 4, 1930. pp. 428-432).

<sup>204</sup> Comme dans le chapitre 5, pour éviter les très nombreuses répétitions, sauf lorsqu'il y a une mention contraire, les pages font référence au livre qui est analysé.

<sup>205</sup> Il s'agit d'un néologisme dans la mesure où dans le dictionnaire de la Real Academia de Española, il est inexistant (<https://dle.rae.es/histori%C3%B3logo?m=form>, consulté le 3 septembre 2021).

<sup>206</sup> Voir le I)1) du chapitre 1.

Portugais, idée à laquelle Jaime Cortesão semblait lui donner un certain crédit. De plus, son rejet de la notion de « race » en faisait aussi un historien qui se différenciail d'António Augusto Mendes Correia qui revendiquait son usage.

L'ouvrage est construit en trois parties et certains chapitres montrent l'importance de l'économie chez António Sérgio comme le chapitre 4 « Révolution de 1383-1385. Domination de l'activité des transports et de la bourgeoisie commerciale maritime ». Le titre de la seconde partie « expansion maritime et coloniale » utilisait sans ambages le terme « coloniale » avec deux chapitres parlant d'exploitation : « l'exploitation du commerce africain et la recherche de la route des Indes », « l'exploitation du commerce en Orient » (p. 5). Tout au long des chapitres, certaines de ses formulations corroborent l'originalité de ses analyses. Par exemple, il a valorisé l'héritage musulman. Il écrivait ainsi : « En 711 se produit le fait appelé "invasion arabe" qui est l'occupation de la majeure partie de la péninsule la Péninsule par des musulmans venus d'Afrique, parmi lesquels il est possible de supposer que très peu venaient d'Arabie » et quelques lignes plus loin il parlait de « civilisation brillante » pour désigner la coexistence avec les chrétiens non convertis (p. 21). Il entendait en quelque sorte circonscier les faits, en mettant des guillemets pour montrer qu'il ne s'appropriait pas la notion d'invasion et il valorisait la période qui était souvent critiquée ou tout simplement négligée par les autres historiens, par réflexe nationaliste et religieux contre les musulmans.

Par ailleurs, il voyait dans l'indépendance du Portugal non pas une preuve de l'existence d'une nation unie mais plutôt un peuple lié au commerce : « La situation des ports, en nombre supérieur, à ceux qui existent aujourd'hui, fut le facteur géographique le plus puissant pour l'indépendance du Portugal » (p. 27). Rejetant l'idée qu'il y ait eu un sentiment national déjà présent et qui ait encouragé l'indépendance, il voyait dans le commerce le puissant ferment de l'indépendance. Une nouvelle fois il s'opposait à la vision des historiens accommodés. Il n'hésitait pas non plus à utiliser le terme de « classe sociale » pour décrire la société médiévale (p. 27), et parlait de la révolution de 1383-1385, l'un des moments de l'histoire portugaise les plus commentés comme d'une « révolution bourgeoise » de Porto et de Lisbonne (p. 49) contre la noblesse qualifiée page 50 de « rurale » qui avait fait le choix de la Castille. Les tensions entre les classes étaient donc bien plus crédibles qu'un réflexe nationaliste partagé par l'ensemble de la population et guidé par la noblesse comme chez Alfredo Pimenta ou bien par le peuple chez Jaime Cortesão. Par ailleurs António Sérgio a présenté la révolution de 1383-1385 comme le moment où le Portugal s'est éloigné « du mouvement scientifique et philosophique du reste de l'Europe [...]. La coïncidence illogique entre une grande activité commerciale et maritime et l'absolutisme prosélyte d'une monarchie fanatique, poursuivant les hérétiques et



les juifs » (p. 54). António Sérgio était donc très critique envers l'histoire du Portugal et notamment envers les persécutions à l'encontre des minorités durant le XVI<sup>e</sup> siècle. Plutôt que de valoriser la monarchie, il la critiquait frontalement et relevait les moments sombres de l'histoire du Portugal.

Cependant, António Sérgio a valorisé le siècle de l'expansion maritime et a fait des commerçants des « calculateurs méthodiques, dotés d'une intelligence politique froide, d'une vision lucide, très précise des objectifs vers lesquels ils tendaient » (p. 59). On retrouve ici l'idée selon laquelle autour de la question de l'Empire, les historiens de la génération de la République partageaient l'admiration des historiens accommodés pour la période des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles<sup>207</sup>. Par ailleurs, dans le dernier paragraphe du livre, António Sérgio affirmait :

« Je n'ai pas voulu écrire une histoire avec des louanges de patriote, ni moins de nationaliste : parce que je crois que l'Histoire doit être un instrument d'éducation humaniste [...] cela pour un Portugais, citoyen d'un peuple qui dans l'Histoire du monde a été, par essence, navigateur, et qu'étant d'origine cosmopolite, a eu pour mission d'englober la Terre et de se mettre en contact avec toutes les races. [...] Les Portugais ont eu un caractère universaliste par leur action dans le monde physique. »

La position d'António Sérgio était quelque peu paradoxale et montrait toutes les contradictions de cette génération d'historiens qui voyaient dans le passé impérial du Portugal un âge d'or perdu. Ils partageaient donc avec les historiens accommodés et organiques la fascination pour cette période tout en valorisant l'héritage des populations juives et musulmanes. Par ailleurs, lui qui avait défendu un usage précautionneux du terme de race, l'utilisait ici. Il y avait donc dans la pensée d'António Sérgio de nombreux indices qu'il n'échappait pas à la période d'écriture de son ouvrage, aussi novatrice que soit son approche.

Enfin, le livre *L'Histoire du régime républicain au Portugal*, paru en 1930 et dirigé par Luís de Montalvor a eu une importance certaine au cours de la période étudiée<sup>208</sup>. Luís de Montalvor est issu d'une famille aristocratique mais il a défendu le régime républicain. Son activité littéraire l'a lié à l'avant-garde littéraire portugaise et il a fait partie des fondateurs de la revue *Orpheu*, à laquelle a notamment participé Fernando Pessoa. Il a été éditeur et a fondé deux maisons d'édition : une première pendant la période républicaine en 1916 appelée Centauro et une seconde Ática en 1930 où il a publié le livre étudié<sup>209</sup>. Le livre est « à la fois un hommage

---

<sup>207</sup> Voir par exemple la participation de Jaime Cortesão à l'Exposition du monde portugais de 1940 présentée dans le II)1) du chapitre 3.

<sup>208</sup> Luís de MONTALVOR (dir.), *História do Regimen Republicano em Portugal*, Lisbonne, Editorial Ática, 1930.

<sup>209</sup> Nuno Bessa MOREIRA, « Luís Montalvor », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

et un adieu nostalgique<sup>210</sup> » mais aussi « une apologie et une défense du régime déchu<sup>211</sup> ». Ainsi, après la page de titre, se trouve la statue de la République en pleine page, protégée par une feuille transparente avec pour légende : « La statue de la République existante dans la salle des députés du Palais du Congrès. Sculpture de Anjos Teixeira ». La patrimonialisation de l'héritage de la République récemment disparue était alors manifeste. Un « avis au lecteur » suivait. Non signé, il a dû être écrit par Luís de Montalvor :

« L'histoire du régime en vigueur est à faire. 20 années sont passés, depuis que le régime républicain s'est installé au Portugal, et dans cet espace de temps, il n'y a pas eu, jusqu'à maintenant, une esquisse coordonnée et définitive de ce qu'a été la politique portugaise, pendant la durée de l'État Républicain. [...] Au Régime on impute tous les défauts, tous les préjugés, toute la supposée série des injures dont a souffert la nation portugaise. Dans cette tactique préméditée de l'ennemi, [la République] cherchait pourtant un seul but, utilisant les hommes pour y parvenir : la Démocratie. Non seulement les maux se répartissent, mais les biens aussi ; – car à elle, que le veulent ou non ceux du crédo adverse, à elle nous devons tout le bénéfice gagné des libertés communes dont on bénéficie, des influences spirituelles, d'une réalité de perfection sociale – œuvre qu'il est inutile de démeriter ou nier. Pour cette démocratie là se fera l'histoire, avec la dignité des procédures, mettant la pensée dans les hauts desseins de la Liberté et de la Patrie Portugaise. » (pages 6 à 8)

L'auteur rappelait que la Dictature militaire et ensuite l'*Estado Novo* ont agi comme s'il s'agissait de la poursuite de la République, tout en critiquant le régime de la période 1910-1926. L'ouvrage était présenté comme une nécessaire histoire du temps présent, assez peu commune dans le paysage historiographique portugais, davantage rivé sur la période médiévale et moderne. Elle apparaissait comme une lutte contre l'oubli et implicitement contre le rejet que la République a suscité et que la Dictature militaire alimentait. Sans nommer le nom des adversaires, l'objectif de défense du régime et de l'ensemble de ses apports pour les Portugaises et Portugais était évident.

Par ailleurs, les contributeurs étaient tous des républicains convaincus. Le livre est divisé en 9 contributions réalisés par 8 auteurs dont 5 historiens considérés dans cette étude. Agostinho José Fortes et Francisco Reis Santos appartenaient à la génération de la Monarchie puis Jaime Cortesão<sup>212</sup>, Joaquim de Carvalho et José Lopes de Oliveira – ce dernier a écrit deux différentes contributions – à la génération de la République. Les quatre autres personnes qui ont contribué étaient des militants républicains : le colonel Manuel Maria Coelho, une des

---

<sup>210</sup> José Miguel SARDICA, « The Memory of the Portuguese First Republic throughout the Twentieth Century », dans *e-JPH*, vol. 9, n° 1, été 2011, [en ligne].

<sup>211</sup> Luís Reis TORRALBA, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996, p. 273.

<sup>212</sup> Il s'agit du texte qui a été analysé dans la sous-partie.

figures de la tentative de renversement démocratique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>213</sup>, Artur Luz de Almeida, fondateur de la Charbonnerie au Portugal et député à plusieurs reprises durant la République<sup>214</sup> et Afonso Bourbon de Meneses, un journaliste républicain qui était lié aux mouvements insurrectionnels de 1910<sup>215</sup>. Divisé en trois parties, la première intitulée « Histoire des idées républicaines au Portugal » étudiait ce qui était assimilé par les auteurs à la République jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Le texte de Jaime Cortesão faisait remonter les origines de la République au Moyen Âge. Les deuxième et troisième parties analysaient le mouvement républicain puis la République à l'œuvre. L'œuvre prenait dans les deux dernières parties parfois l'allure d'une histoire au quotidien et était très détaillée sur les moindres événements de la chronologie républicaine, confortant l'idée qu'il s'agissait d'un moyen de lutter contre l'oubli et de valoriser des acteurs qui étaient toujours vivants mais au second plan en raison de l'essor du régime autoritaire.

\*

\* \*

L'histoire écrite par les historiens des deux premières générations et notamment ceux de la génération de la République avait de nombreuses similitudes avec celle écrite par les historiens accommodés. Focalisés uniquement sur l'histoire du Portugal, ils ne remettaient aucunement en question l'Empire, et son histoire était régulièrement l'occasion de louer la grandeur de l'histoire du Portugal. Cependant, si des historiens en opposition écrivaient une histoire événementielle et érudite, d'autres se sont distingués par une sensibilité quelque peu différentes et par une volonté de remettre en question certains aspects de l'histoire portugaise.

Cependant, la période allant de 1940 à 1960 a été celle d'une rupture plus nette avec la production des historiens accommodés et l'histoire qu'ont écrit les historiens en opposition a alors été sensiblement différente du reste de la production de la communauté historique portugaise.

---

<sup>213</sup> [https://www.infopedia.pt/\\$manuel-maria-coelho](https://www.infopedia.pt/$manuel-maria-coelho), consulté le 4 septembre 2021.

<sup>214</sup> [https://www.infopedia.pt/\\$artur-augusto-duarte-da-luz-de-almeida](https://www.infopedia.pt/$artur-augusto-duarte-da-luz-de-almeida), consulté le 4 septembre 2021.

<sup>215</sup> Luís Reis TORRALBA, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *op. cit.*, p. 273.

## 2) Ouvrir de nouveaux horizons (1940-1960)

L'influence de l'histoire économique et sociale est devenue patente à partir de la décennie 1940. L'ensemble des historiens en opposition se sont appropriés une nouvelle façon d'écrire, comme pour se distinguer du reste de la production et ne pas être assimilés à une histoire événementielle soutenue par le régime autoritaire. L'envie de proposer des visions alternatives à celle du reste de la communauté a donc marqué la période.

Vitorino Magalhães Godinho a partagé avec Virgínia Rau un rôle de précurseur dans l'introduction de l'histoire économique et sociale. Si Virgínia Rau a incarné l'institutionnalisation de cette façon d'écrire l'histoire, le parcours accidenté de l'historien en opposition en a fait, au contraire, un symbole de l'arbitraire autoritaire. Cet historien a été exclu, puis une fois reconnu internationalement, convoité par le pouvoir et rejeté derechef. Tout au long de sa carrière, il a conservé son positionnement politique d'opposant au régime<sup>216</sup>. Son père militaire de formation a été ministre des Affaires étrangères pendant la République et était un démocrate convaincu, engagement qu'il a transmis à Vitorino Magalhães Godinho et à son frère, l'avocat José Magalhães Godinho<sup>217</sup>. Toutefois, l'historien était de gauche mais il n'a jamais été communiste et comme il aimait l'affirmer : « le Parti Communiste Portugais n'a pas exercé sur moi une influence. L'expérience soviétique, au lieu de m'attirer m'inquiétait<sup>218</sup> ». Il ajoutait que le *Capital* de Marx avait été « l'une des œuvres de base de ma formation et peut-être l'œuvre qui m'a incité à ne jamais entrer dans le Parti Communiste Portugais<sup>219</sup> ». Il aimait donc se distinguer des historiens plus jeunes de la génération Oliveira Salazar qui avait rejoint en nombre le PCP durant les années 1940. Formé en histoire-philosophie à Lisbonne, il a d'abord été professeur dans l'enseignement secondaire avant d'être invité par Manuel Heleno, cathédrique de la FLUL, à enseigner à l'université de Lisbonne au tout début des années 1940. Quelques années avant de devenir professeur, il a commencé à lire de l'histoire économique et sociale :

« Pendant mes études universitaires, j'ai découvert les *Annales d'Histoire économique et sociale*, qui étaient disponibles à la Bibliothèque nationale, mais je ne sais pas si elles avaient d'autres lecteurs. J'ai eu la chance de trouver *Le Problème de l'incroyance au XVII<sup>e</sup> siècle* de Lucien Febvre en librairie, et je me souviens de l'étonnement des Français,

---

<sup>216</sup> Ses multiples expulsions ont été évoquées dans le D1) du chapitre 6.

<sup>217</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES, « De Victorini Magalhães Godinho Vita, Scriptis et in adversis animi fortitudine » dans *Estudos e ensaios, em homenagem a Vitorino Magalhães Godinho*, Lisbonne, Livraria Sá da Costa, 1988, pp. 1-16.

<sup>218</sup> Vitorino Magalhães GODINHO, *Do Ofício e da Cidadania, Combates por uma civilização da dignidade*, Lisbonne, Edições Távola Redonda, 1989, p. 40.

<sup>219</sup> Vitorino Magalhães GODINHO, *op. cit.*, p. 48.

lorsque je me suis installé en France, de voir que je connaissais une œuvre à laquelle, à cause de l'occupation, ils n'avaient pas eu accès. Et j'ai également acquis les deux volumes du *Capital* de Marx dans l'édition anglaise de Seligman. Les années 1936-1941 ont été des années d'intense préparation en tant qu'autodidacte<sup>220</sup>. »

Au-delà d'une certaine mise en scène rétrospective de Vitorino Magalhães Godinho de ses années de jeunesse, il est intéressant de voir que des ouvrages français étaient disponibles à la vente et surtout qu'un livre de Marx, certes en anglais, pouvait être acheté. Il y avait donc la possibilité d'accéder à la culture, en parvenant à trouver les bons lieux pour les acheter. Vitorino Magalhães Godinho a plusieurs fois insisté sur son apprentissage en autodidacte afin de montrer le décalage entre ce qu'il avait appris à l'Université et le reste de la production historiographique. Il s'agissait d'un moyen aussi de se distinguer et de valoriser son parcours. Cependant, au regard des autres témoignages des historiens en opposition par rapport à l'enseignement des historiens accommodés intégrés dans les universités du pays, il ne semblait pas exagérer la méconnaissance des *Annales*, pourtant disponibles.

Toutefois, s'il ne semblait pas avoir eu de maîtres au sein des universitaires, dans d'autres témoignages, il a reconnu l'importance d'autres figures de l'historiographie :

« J'ai aussi eu la chance de trouver, en autodidacte, quelques ouvrages importants, qui m'ont fait suivre la voie des premiers regards qui avaient été indiqués précédemment par António Sérgio et Newton de Macedo<sup>221</sup> (qui m'ont amené à étudier Mommsen). Je ne peux pas non plus ignorer, toujours durant cette période, le contact très étroit avec le groupe Café Portugal, notamment avec Duarte Leite, mon maître en Histoire des Découvertes (avec Jaime Cortesão, alors en exil)<sup>222</sup>. »

L'ensemble des personnes qu'il citait comme ses figures tutélaires étaient toutes des personnes qui étaient liées à l'opposition. Il y établissait donc implicitement un lien entre le positionnement politique et les personnes qui l'ont influencé sur le plan historiographique. Comme l'a remarqué Diogo Ramada Curto « dans l'organisation de tous les plans d'ensemble, Godinho a expliqué ses filiations intellectuelles, avec Sérgio, Cortesão, Veiga Simões ou Duarte Leite, ou comme il a pris soin de le faire à l'égard des historiens français et d'autres qu'il appréciait

---

<sup>220</sup> Vitorino Magalhães GODINHO, *A crise da História e as suas novas directrizes*, Lisbonne, Imprensa Nacional-Casa da Moeda, 3<sup>e</sup> édition, 2013 (Première en 1947), pages 7 et 8.

<sup>221</sup> Francisco Romano Newton de Macedo a été un intellectuel et professeur de l'université de Porto durant la République. Il a notamment été chargé de cours d'histoire mais aussi de philosophie. Lorsque la FLUP a fermé, il est parti quelques temps à Paris puis il est rentré au Portugal pour être enseignant au lycée. Opposant au régime autoritaire, il a cependant été exclu de l'enseignement public et a dû se contenter de donner des cours particulier (voir sa biographie sur le site de l'université de Porto : [https://sigarra.up.pt/up/pt/WEB\\_BASE.GERA\\_PAGINA?p\\_pagina=docentes%20e%20estudantes%20da%20primeira%20flup%20-%20francisco%20newton%20de%20macedo](https://sigarra.up.pt/up/pt/WEB_BASE.GERA_PAGINA?p_pagina=docentes%20e%20estudantes%20da%20primeira%20flup%20-%20francisco%20newton%20de%20macedo), consulté le 4 septembre 2021).

<sup>222</sup> Vitorino Magalhães GODINHO, *Do Ofício e da Cidadania, Combates por uma civilização da dignidade*, Lisbonne, Edições Távola Redonda, 1989, p. 40.

tant<sup>223</sup> ». Ainsi, si le moment de ses études semble ne pas avoir été un temps de filiation avec ses professeurs, il a malgré tout trouvé en dehors de l'Université des maîtres au Portugal mais aussi en France, avec Lucien Febvre et Fernand Braudel qu'il a connus personnellement.

La décennie a été primordiale pour lui sur le plan historiographique car ce sont les années où il a commencé à publier ses premiers travaux mais aussi sur le plan civique en raison de ses multiples engagements notamment après son éviction de l'Université<sup>224</sup>. Son livre *Doutes et problèmes autour de certaines thèses d'histoire de l'expansion* est paru en 1943 et est l'un de ses premiers ouvrages<sup>225</sup>. Vitorino Magalhães Godinho a alors 25 ans. Il est une réponse directe au livre de Joaquim Bensaúde *La croisade d'Henri le Navigateur*, paru en 1942<sup>226</sup>. Joaquim Bensaúde était, comme déjà évoqué, le défenseur de la dimension religieuse des conquêtes<sup>227</sup>. Dans son texte, Vitorino Magalhães reprend successivement les différents arguments de Joaquim Bensaúde et les conteste méthodiquement. En arrière-plan, nous allons le voir, il y avait clairement deux visions contradictoires entre un historien de gauche et un historien de droite. Comme se l'est demandé Rui Ramos : « N'y aurait-il pas dans l'éloge de Salazar à Bensaúde, et justement de la *Croisade d'Henri le Navigateur* quelque chose [...] [qui aurait] probablement à voir avec la sévérité de Magalhães Godinho<sup>228</sup> ? » La question de la réappropriation par le pouvoir de la vision religieuse de la conquête pouvait en effet hérisser les historiens en opposition qui voyaient davantage dans les appétits commerciaux le véritable moteur des expéditions. Toutefois, comme l'a rappelé António Borges Coelho durant l'entretien : « Magalhães Godinho n'a pas attaqué Bensaúde, c'est une analyse qu'il a faite, une analyse des matériaux et son but n'était pas de faire à proprement dit une attaque<sup>229</sup> ». Toutefois, au regard du parcours d'António Borges Coelho, il est certain qu'il soutenait la vision économique face à celle de la religion comme il l'a par ailleurs fait dans *Racines de l'expansion portugaise*.

Dès la première page, la raison de la publication est éclaircie par Vitorino Magalhães Godinho : « Nous avons présenté une critique des thèses de Bensaúde dans la *Revue de la*

---

<sup>223</sup> Diogo Ramada CURTO, « Vitorino Magalhães Godinho e a questão da escravatura », dans *Práticas de História*, n° 8, 2019, pp. 258-272.

<sup>224</sup> Voir notamment le travail de José Manuel Guedes de SOUSA, *Vitorino Magalhães Godinho, história e cidadania nos anos 40*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, mémoire soutenu à l'université de Lisbonne, 2012.

<sup>225</sup> Vitorino Magalhães GODINHO, *Dúvidas e problemas à cerca de algumas teses de história da expansão*, Lisbonne, Gazeta de Filosofia, 1943.

<sup>226</sup> Joaquim Bensaúde, *A Cruzada do Infante D. Henrique*, Lisbonne, Agência Geral das Colónias, 1942.

<sup>227</sup> Voir le I)1) du chapitre 5.

<sup>228</sup> Rui RAMOS, *Tristes Conquistas : A Expansão ultramarina na historiografia contemporânea (c.1840- c.1970)*, Lisbonne, dissertation pour le poste de chercheur auxiliaire à l'Institut des sciences sociales (ICS) de l'université de Lisbonne, 1997, p. 24.

<sup>229</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 8.

*Faculté de Lettres de Lisbonne.* Comme elle a été perdue et que nous n'en avons pas de copie, nous avons repris le travail et l'avons largement développé, et avons décidé de le publier sous forme de brochure ». Cette citation est placée en note de bas de page à la suite du titre. Elle sous-entendait, sans l'écrire explicitement, que la FLUL, lieu où il exerçait en tant que professeur extraordinaire, avait préféré ne pas publier son texte pour ne pas s'attirer les mauvaises grâces du pouvoir et avait argué l'avoir perdu. En effet, le publier aurait permis à Vitorino Magalhães Godinho de disposer d'un espace soutenu financièrement par l'État afin de critiquer les positions défendues par Joaquim Bensaúde, un membre de l'APH soutenu par le pouvoir.

D'emblée, Vitorino Magalhães Godinho critiquait le nationalisme de l'historien de la génération de la Monarchie mais aussi celui du Vicomte de Santarém, l'un des principaux historiens du XIX<sup>e</sup> siècle de l'expansion portugais :

« L'empreinte d'une nécessaire propagande patriotique a été liée à l'histoire de l'expansion portugaise : défense des gloires nationales, exaltation de la projection du Portugal dans l'histoire de la civilisation mondiale et, dans un mouvement offensif, discrédit des grands exploits étrangers par rapport à la préparation portugaise. Les Portugais ne se seraient pas limités à achever le tour de l'Afrique, à pénétrer en Extrême-Orient, à trouver l'Australie pour la première fois, à faire le tour du monde, car ils auraient encore découvert le continent américain dans ses trois sections ; La navigation astronomique – baptisée science nautique – aurait été générée au Portugal, ainsi que l'esprit d'observation et d'expérience qui caractérise la pensée moderne, et même l'idée du doute méthodique et celle de la gravitation universelle y auraient même émergé ; les Découvertes auraient renouvelé la littérature, auraient été le grand facteur d'émergence du capitalisme et auraient sauvé l'Europe du danger turc. L'historiographie étrangère sur l'expansion des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles semble justifier l'empreinte de la propagande féroce imputée à l'historiographie portugaise par le vicomte de Santarém et Joaquim Bensaúde. » (p. 1 et 2).

L'ironie de Vitorino Magalhães à l'encontre de la vision de Joaquim Bensaúde était palpable. Ses critiques étaient par ailleurs davantage adressées contre l'historien qui venait de publier son ouvrage que contre l'historien du siècle passé qui avait pour lui d'avoir écrit à une époque bien différente, tout en ayant une vision aussi nationaliste. Par un processus d'énumération, il montrait l'absurdité de tout ce qui était prêté aux Portugais qui seraient la source de tout y compris d'avoir influencé Descartes par l'allusion au discours méthodique. Il y avait chez Vitorino Magalhães Godinho une volonté manifeste de critiquer le nationalisme des auteurs des anciennes générations. De plus, il voulait contextualiser le processus d'expansion portugaise à sa juste valeur. Ainsi, à travers des critères contemporains et déconnectés d'une lecture nationaliste, il ne voulait insérer la période de l'expansion dans une concurrence historique entre les puissances européennes. Valoriser le Portugal n'était pas son objectif.

À plusieurs reprises, il a directement critiqué Joaquim Bensaúde et l'a accusé d'être trop partisan. Il l'a ainsi décrit comme un « paladin acharné des splendeurs de la tradition portugaise

contre ceux qui veulent la dénigrer » (p. 4). Plus loin, il englobait la pensée de Joaquim Bensaúde dans un ensemble uni par une même idéologie : « Il est surprenant que ni Bensaúde ni les historiens de sa tendance n'aient examiné avec une patiente minutie les sources des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles pour révéler les idées de l'époque » (p. 8) Ensuite il évoquait « Les historiens qui soutiennent la thèse dite de l'esprit de croisade » ajoutant avec insistance entre parenthèses : « (je ne sais pas vraiment pourquoi) » (p. 28). Vitorino Magalhães Godinho divisait ainsi la communauté historique en deux groupes distincts, d'un côté les historiens partisans et nationalistes que Joaquim Bensaúde symbolisait et de l'autre, implicitement, des historiens détachés de la question nationale et qui seraient des historiens rigoureux, non aveuglés par la défense de la patrie.

En effet, en plus de critiquer l'idéologie qui sous-tendrait la pensée de Joaquim Bensaúde, Vitorino Magalhães Godinho pointait différentes failles dans la démarche et la méthode de l'historien de la génération de la Monarchie. Ainsi, il n'a eu de cesse de critiquer sa méthode de travail qui « échappe aux exigences les plus élémentaires du fondement historique » (p. 4) mais aussi de dénoncer les biais de l'historien :

« Bien qu'il répète que l'histoire de l'expansion doit être élaborée avec la rigueur d'une méthode de recherche des plus modernes, il souligne contradictoirement que l'objectif fondamental réside dans la reconstruction historique et urgente des gloires maritimes nationales. L'ensemble du livre est déformé par cet objectif extra-historique. » (p. 3)

Il l'accusait donc d'avoir une lecture qui était contraire aux principes de l'histoire. Vitorino Magalhães Godinho montrait les faiblesses de l'argumentation de Bensaúde et en quoi le propos de Joaquim Bensaúde était déconnecté de la production historiographique moderne comme lorsqu'il remarquait que ses lectures manquaient « d'études réellement faites selon les normes de l'historiographie contemporaine de sources déjà publiées ou à publier » (p. 4) et que « le travail de l'historien ne s'arrête pas à la lecture et la transcription des sources, il commence alors (ce que ne signifie pas que le travail de lire et de transcrire soit moins méritoire » (idem). Ainsi, il considérait que le travail d'érudition et de restitution des sources avait déjà été fait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle et qu'il était temps de ne plus se fonder uniquement sur le travail de recherche mais plutôt de passer à la systématisation des études. Enfin, il parlait d'une « bibliographie très inégale » qui citait un manuel de lycée mais « aucune [œuvre] d'histoire économique » et énumérait les noms absents dont les travaux des historiens de l'opposition António Sérgio, Veiga Simões, Duarte Leite, Jaime Cortesão mais aussi David Lopes pour les historiens accommodés (p. 4 et 5). En conséquence, Joaquim Bensaúde avait une lecture trop orientée et ignorait ou feignait d'ignorer les travaux récents.



En plus de mettre en évidence les faiblesses de l'argumentation de Joaquim Bensaúde, Vitorino Magalhães Godinho s'est efforcé de proposer de nouvelles méthodes d'analyse de l'histoire de l'expansion portugaise. Au contraire de Joaquim Bensaúde, il dévalorisait le rôle des grands personnages :

« Sans Luther, la Réforme aurait éclot, sans Muhammad, l'expansion arabe se serait produite, Alexandre n'a fait que poursuivre la formation de l'impérialisme grec. Notons donc : a) l'initiative des grands personnages n'explique pas, et n'a qu'un intérêt limité pour expliquer, les grands mouvements sociaux ; b) les transformations sociales s'expliquent par des causes sociales. D'autre part, nous devons garder à l'esprit que : a) les raisons conscientes du comportement d'un individu ne sont pas les causes du comportement de cet individu ; b) les raisons conscientes ne font guère plus que refléter l'environnement socioculturel, les idées de l'époque. [...] Nous n'avons pas l'intention d'éliminer l'individu de l'histoire, ni même de nier la valeur de l'analyse des géants de la pensée et de l'action, ainsi que – il ne faut pas l'oublier – des figures les plus effacées. » (p. 6 et 7)

À travers l'argumentation de Vitorino Magalhães Godinho, l'influence des *Annales* est clairement perceptible. En effet, ce courant historiographique plaçait les acteurs, et notamment les grands personnages de l'histoire au second plan comme lorsqu'il relativisait l'importance de Luther, Muhammad et Alexandre. Ils n'étaient pour lui que la manifestation de tendances qui les dépassaient et le résultat de transformations sociales plus amples. Tout en se défendant d'éliminer l'individu, il valorisait une lecture qui analysait l'ensemble de la société, contrairement à la focalisation excessive sur les grands personnages de Joaquim Bensaúde et des autres historiens accommodés. Enfin, il entendait être une force de proposition en avançant la nécessaire « réalisation des synthèses savantes et historiques selon les méthodes et orientations modernes de l'historiographie, en s'inspirant principalement des orientations de la sociologie et aussi de la psychologie historique » (p. 31). Une nouvelle fois l'influence des *Annales* était perceptible et notamment le nécessaire dialogue avec les autres sciences sociales afin d'enrichir les conclusions tirées. Il y avait donc bien chez Vitorino Magalhães Godinho, comme l'a observé João Marinho dos Santos une « importance accordée aux conjonctures et aux structures et moins aux événements ; mais aussi à l'inventivité de la lecture de documents originaux<sup>230</sup> ».

La portée de l'œuvre de Vitorino Magalhães Godinho a été certaine et dès ses premières parutions, il a été perçu comme un danger par les historiens qui étaient proches du pouvoir. Le fait que la FLUL n'ait pas voulu publier l'article était déjà un signe annonciateur. Par exemple, Alfredo Pimenta, a envoyé une lettre à António de Oliveira Salazar pour déplorer l'audience qu'il était en train d'acquérir :

---

<sup>230</sup> João Marinho Dos SANTOS, « A docência e a investigação da história ultramarina na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra (1911-1974) », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 42, 2011, pp. 347-365.

« Autre chose : il y a quelques jours, j'ai reçu le dernier numéro de *Biblos*, le magazine de la Faculté de Lettres de Coimbra. J'attire votre attention sur l'article de la page 509, écrit par Sílvio Lima, sur un certain Vitorino Magalhães Godinho, écrivain-exposant du plus néfaste doctrinarisme. Il s'agit d'un professeur de la Faculté de Lettres de Lisbonne, qui a écrit un livre plein de poison – des documents sur l'expansion portugaise, scientifiquement nuls, doctrinalement faux et coupable (n. : il utilise ici le terme *pecaminoso*, un terme utilisé par la religion catholique pour dire rempli de pêchés). Eh bien, ce Sílvio Lima l'exalte tellement qu'on peut y voir la camaraderie idéologique des deux célèbres pionniers du matérialisme historique<sup>231</sup>. » [1943]

L'historien accommodé envoyait au président du Conseil une telle lettre pour le mettre en garde. D'une part, elle permettait de rappeler que lui-même qui défendait bec et ongle le régime autoritaire n'avait pas de poste à l'Université alors que le jeune écrivain qui écrivait, selon lui, des horreurs était enseignant à la FLUL. Les éloges de Sílvio, un historien en opposition qui a été démis lors de la vague de 1935, confirmait qu'il y avait pour Alfredo Pimenta un danger dans la pensée de Vitorino Magalhães Godinho qu'il accusait par ailleurs d'être communiste. Les exagérations d'Alfredo Pimenta avaient pour but de frapper l'attention d'António de Oliveira Salazar en évoquant un risque de contagion communiste au sein de l'Université. En conséquence, dès ses premiers pas, Vitorino Magalhães Godinho a été défavorablement perçu par le régime.

Au contraire, au sein des historiens en opposition, Vitorino Magalhães Godinho avait une grande importance comme l'a précisé António Borges Coelho :

« J'ai lu dans la prison trois volumes qui étaient des documents sur l'expansion portugaise. Remarquez que c'est une œuvre qui édite des sources mais quelle est l'influence de cet ouvrage car c'est le seul que j'ai lu de lui dans la prison ? C'est qu'il a repris ces documents des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, mais en plus du texte, il ajoutait des notes de bas de page<sup>232</sup>. »

Le travail de Vitorino Magalhães a donc eu une influence importante sur les plus jeunes historiens de la génération Oliveira Salazar mais aussi de la génération de la guerre coloniale<sup>233</sup>. Il y avait bien alors une confrontation entre d'un côté la méfiance réelle du pouvoir à l'égard de Vitorino Magalhães Godinho qui avait frontalement critiqué les positions défendues par le régime, et de l'autre côté le soutien des historiens en opposition qui voyaient en lui un historien remettant en question la vision du pouvoir mais aussi proposant des analyses et une méthodologie innovante afin de renouveler la production historiographique en accord avec ce qu'il se faisait à l'étranger.

---

<sup>231</sup> La lettre est non datée mais elle est incluse entre une lettre de juin 1943 et une d'octobre de la même année. Voir Manuel Braga da CRUZ (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008, pp. 186-187.

<sup>232</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 4.

<sup>233</sup> Évoqué notamment dans le III)2) du chapitre 5.

Mário Soares est un ancien élève de Vitorino Magalhães Godinho. L'historien de la génération Oliveira Salazar est surtout connu pour son parcours politique d'opposant puis de figure incontournable du Parti socialiste portugais durant la démocratie. Avant de délaisser l'histoire pour devenir militant à plein temps, il a cependant suivi une licence d'histoire-philosophie au début des années 1940<sup>234</sup>. En plus de ses articles dans les revues scientifiques portugaises comme *Seara Nova*, il a publié sa thèse de licence intitulée *Les idées politiques et sociales de Teófilo Braga* en 1950<sup>235</sup>. Teófilo Braga est un historien et homme de culture actif à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, qui a été l'un des « principaux représentants de la génération de 1870<sup>236</sup> », réunissant de nombreux auteurs formés à Coimbra qui ont introduit le naturalisme au Portugal. Très actif, il a écrit une histoire de la littérature portugaise ainsi que du théâtre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais il a aussi été un homme politique important, militant au PRP, président du Gouvernement provisoire à la suite du 5 octobre 1910 puis président de la République en 1915<sup>237</sup>.

Le choix de sujet de licence fait par Mário Soares était particulièrement audacieux car il s'intéressait à une figure du XIX<sup>e</sup> siècle, une période dans l'ensemble méconnue et surtout délaissée par les historiens accommodés. Son envie d'innover s'est confrontée à une certaine résistance comme il l'indique en avant-propos :

« Le présent travail a d'abord été présenté comme mémoire pour l'obtention du diplôme en Histoire-philosophie à la Faculté de Lettres de Lisbonne, sous le titre "Teófilo Braga – une tentative de déterminer sa pensée politique". Malgré l'accueil qu'il y a reçu – vraiment décourageant en d'autres circonstances – l'auteur a pensé qu'il ne serait pas du tout inutile de lui donner une plus grande publicité. Bien qu'il considère que son travail ne soit qu'une première tentative, non définitive, d'un plan d'étude plus général – qui était de déterminer les courants idéologiques qui ont préparé l'avènement de la République – il pense que le présent et modeste volume, avec ses limites, peut être d'une certaine utilité pour le public intéressé par ces questions. Même s'il aurait été possible d'insérer quelques ajouts utiles, il y avait un souci, qui a été maintenu jusqu'à la fin, que la présente publication soit (à l'exception de quelques modifications purement formelles) une reproduction exacte de la thèse qu'il a présentée et discutée en juillet dernier à la Faculté de Lettres. »

La publication de la thèse de licence de Mário Soares était ici présentée comme une revanche contre le mauvais accueil qu'elle avait reçu à l'Université. Méjugé par ses professeurs qui lui ont donné malgré tout son diplôme, il préférerait soumettre au jugement du grand public la

---

<sup>234</sup> Voir le III)2) du chapitre 3 sur son choix d'abandonner l'histoire.

<sup>235</sup> Mário SOARES, *As ideias políticas e sociais de Teófilo Braga*, Lisbonne, Centro bibliográfico, 1950.

<sup>236</sup> Voir la biographie de Teófilo Braga sur le site Infopédia : [https://www.infopedia.pt/\\$teofilo-braga?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$teofilo-braga?uri=lingua-portuguesa), consulté le 5 septembre 2021.

<sup>237</sup> D'après sa biographie du *Dicionário de Autores Portugueses* consultée le 5 septembre 2021 : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=7287>,

pertinence de son travail. En effet, le fait de ne pas vouloir changer certains détails étaient comme soumettre à nouveau sa thèse de licence au jury populaire, ou plutôt à un public cultivé, qui serait capable d'apprécier son travail sans préjugés. Il avait alors la volonté de prouver qu'il y avait un possible intérêt à étudier une figure centrale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de la période républicaine au contraire de ce que ses professeurs d'histoire avaient dû lui dire.

Le choix de Vitorino Magalhães Godinho, son ancien professeur, pour faire la préface du livre allait dans ce sens. En choisissant l'historien qui avait été exclu de l'enseignement, il recherchait la caution d'une légitimité extérieure à l'Université. Par ailleurs, Vitorino Magalhães Godinho y rendait un hommage appuyé à ses figures tutélaires de la génération de la République<sup>238</sup>, mais il valorisait aussi les plus jeunes, pratiquement tous de l'opposition à ce moment : « Óscar Lopes, Jorge [Borges] de Macedo, Fernando Martins, António [José] Saraiva, Luiz de Matos, Fernando Piteira Santos, Artur [Nobre de] Gusmão, [Joaquim] Barradas de Carvalho, Joel Serrão, Pires da Silva, entre autres » (p. XXIV). Parmi tous ces noms, on retrouvait bon nombre de jeunes qui avaient été invités à participer au projet de la Société portugaise d'histoire et de civilisation et pour beaucoup des élèves de Vitorino Magalhães Godinho. De même, plus loin il mettait en évidence toutes les absences de la production portugaise :

« Tant de problèmes causés par notre passé et auxquels nous sommes aveugles ! Où se trouve l'histoire de la population portugaise ? L'histoire de la communication interne ? La géographie historique du Portugal ? Que savons-nous de l'agriculture, des classes rurales et de la vie agraire aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ? Quelles étaient les classes sociales au cours de ces siècles ? Y a-t-il, au moins, un manuel ou un traité sur le développement de nos institutions et de notre droit, même dans les modèles traditionnels ? Une bibliographie de l'histoire du Portugal, un inventaire des sources ? Où sont les monographies sur les œuvres de nos penseurs, poètes, artistes, par exemple Oliveira Martins ou Basílio Teles ou Félix Nogueira ? Il est nécessaire de commencer, de continuer, il est nécessaire d'avoir beaucoup de personnes pour travailler avec affection, finesse, clairvoyance et préparation solide dans nos choses, sans sottises ni folies. Ni le passé, ni le présent, ni l'avenir du Portugal ne peuvent être le monopole d'un groupe, même s'il se considère providentiellement destiné, avec une intuition miraculeuse et infaillible, à les définir et s'arroge tous les pouvoirs pour les façonner. » (p. XXV)

Vitorino Magalhães Godinho profitait de la préface pour en lancer un véritable manifeste en faveur de l'histoire économique et sociale et plus largement, préconisait de combler toutes les lacunes de l'histoire. En effet, alors qu'il présentait une œuvre sur une personnalité importante de l'histoire contemporaine, il en faisait une tribune historiographique. Si l'attrait de Vitorino Magalhães Godinho pour la période moderne était perceptible, par la place quelque peu

---

<sup>238</sup> Il évoquait les mêmes historiens en opposition comme António Sérgio, Jaime Cortesão, Duarte Leite et Alberto da Veiga Simões (p. XXIV)

secondaire qu'il accordait aux travaux portant sur les autres siècles, il invitait à un travail sur plusieurs figures de l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle, sans pour autant évoquer le XX<sup>e</sup> siècle. La préface est donc devenue un lieu pour défendre son ancien élève contre « le monopole d'un groupe ». Il sous-entendait par ce terme l'histoire écrite par les historiens proches du pouvoir et plus généralement. Face aux manques et aux non-dits de l'histoire écrite par les historiens accommodés, il incitait les plus jeunes à proposer une histoire alternative, à l'image de ce qu'il se faisait dans d'autres pays.

Mário Soares lui-même insistait sur les différentes difficultés qui s'étaient présentées à lui en réalisant ses recherches :

« Cependant, conscient des limites qui se présentaient (l'absence d'une histoire économique politique et sociale du XIX<sup>e</sup> siècle, le manque de monographies sur les principaux personnages et événements, la rareté des études sur les mouvements scientifiques, philosophiques et littéraires qui ont agité le siècle et ont eu des répercussions au Portugal), ainsi que des limites résultant de mes propres mérites, j'ai essayé, dans la mesure du possible, d'éviter de m'empêtrer dans ces problèmes complexes et de viser une portée plus modeste. » (p. 10)

Le travail de Mário Soares apparaissait comme isolé face aux lacunes de l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle portugais et sur les nombreux problèmes méthodologiques qui s'étaient posés dans le cadre de sa recherche et notamment l'accès aux sources. Ses paroles entraient en écho avec les principaux obstacles rencontrés par les historiennes et les historiens qui ont écrit dans les années 1960 et confirmaient l'idée selon laquelle les conditions n'étaient pas réunies, volontairement ou non, pour pouvoir travailler sur la période contemporaine<sup>239</sup>.

Joaquim Barradas de Carvalho est un autre historien en opposition qui a partagé les complications éprouvées par Mário Soares quant à la recherche sur le XIX<sup>e</sup> siècle. Historien de la génération Oliveira Salazar, il a aussi été l'un des élèves de Vitorino Magalhães Godinho et à l'image de Mário Soares, il a voulu travailler sur le XIX<sup>e</sup> siècle. Issu d'une famille aristocratique, elle lui a permis de ne pas être dans le besoin malgré l'impossibilité d'enseigner prononcée à son égard car il était militant du PCP<sup>240</sup>. Son livre *Les idées politiques et sociales d'Alexandre Herculano* paru en 1949 était comme pour Mário Soares issu de sa thèse de licence<sup>241</sup>. Il s'agissait d'un travail sur le père de l'historiographie contemporaine portugaise du XIX<sup>e</sup> siècle et figure du libéralisme portugais. La bibliographie recense essentiellement des

---

<sup>239</sup> Voir le témoignage de Miriam Halpern Pereira sur l'accès aux sources dans son entretien de la pages 16 à 18.

<sup>240</sup> Carlos Guilherme MOTA, « Joaquim Barradas de Carvalho », *Revistas avançadas*, vol. 8, n° 22, septembre/décembre, 1994, pp. 289-295.

<sup>241</sup> Joaquim Barradas de CARVALHO, *As ideias políticas e sociais de Alexandre Herculano*, Lisbonne, Tipografia Garcia e Carvalho, 1949.

historiens portugais sans survalorisation des historiens en opposition<sup>242</sup>. Dans l'introduction il a lui aussi relevé les faiblesses de l'histoire de ce siècle :

« Notre objectif, depuis plusieurs années déjà, a été de donner *une explication des idées politiques et sociales d'Alexandre Herculano* (n. : tous les italiques sont de l'auteur), c'est-à-dire, établir non seulement un exposé des idées de Herculano, mais aussi chercher, par les relations de Herculano avec la vie de son temps, la *nécessité* de ces idées, dans une tentative d'éloignement du *contingent*, de *l'arbitraire*, qui s'unit presque à ce qui est *individuel* dans l'explication de l'histoire. Mais rapidement, nous avons vu l'impossibilité d'une telle tâche. L'état des études historiques au Portugal, et tout particulièrement pour ce qui concerne notre cas, le XIX<sup>e</sup> siècle, est désespérant. Où est l'histoire et sociale de notre XIX<sup>e</sup> siècle ? Et même, où est l'histoire politique de notre XIX<sup>e</sup> siècle qui établit avec sécurité et discernement les différents courants politiques de cette époque ? Que savons-nous sur les classes sociales de cette époque de l'histoire ? Que savons-nous, au-delà de *l'événementiel* (n. : en français dans le texte), sur les révolutions libérales du XIX<sup>e</sup> siècle ? » (pages 15 et 16)

Il faisait le constat d'une absence presque totale d'études sur le XIX<sup>e</sup> siècle. Il éludait certes le volume VII de l'*Histoire du Portugal*, la grande œuvre dirigée par Damião Peres, paru en 1935 et qui traitait de la période 1816-1918. Il avait cependant été écrit par des historiens qui n'étaient pas des contemporanéistes. De plus, depuis près de quinze ans, les études faisaient cruellement défaut. Les périodes médiévales et modernes étaient survalorisées et le discrédit du siècle du libéralisme par le régime autoritaire en avait fait un siècle anathème. Comme il le remarquait, même l'histoire politique, pourtant prisée par les historiens accommodés, avait été délaissée. Son ouvrage était donc aussi un encouragement à poursuivre les études délaissées. Son étude tentait par ailleurs d'analyser des courants politiques rejetés comme le confirment les chapitres intitulés : « Le socialisme et la question sociale » et : « le libéralisme et la démocratie ». Il osait donc historiciser des courants de pensée qui étaient perçus comme des dangers pour le régime autoritaire. Toutefois, Joaquim Barradas de Carvalho a lui-même délaissé le XIX<sup>e</sup> siècle car pour sa thèse de doctorat sous la direction de Fernand Braudel, il a fait des recherches sur Duarte Pacheco Pereira, un auteur du XV<sup>e</sup> siècle<sup>243</sup>. Il avait donc formulé un vœu pieu quant à la nécessité d'une étude systématisée du XIX<sup>e</sup> siècle et pris la décision de délaisser ce siècle.

Álvaro Cunhal est une autre personnalité politique de premier plan au Portugal et ses écrits historiques ont régulièrement été mésestimés voire sont méconnus. Il complète le

---

<sup>242</sup> Sur l'ensemble de la bibliographie, qui compte plus de 120 titres, seuls 5 noms étrangers ont été identifiés (Georges le Gentil, Gerd Moser, Johan Döllinger et deux livres d'Eduard Beau). Toutefois, elle est sélective car limitée aux auteurs qui ont parlé d'Alexandre Herculano. En effet, l'introduction commence par une citation d'Henri Lefebvre, un philosophe marxiste, signe que l'auteur a utilisé bien d'autres références étrangères.

<sup>243</sup> Joaquim Romero MAGALHÃES, « Joaquim Barradas de Carvalho », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

panorama relativement exceptionnel où plusieurs personnalités politiques de premier plan ont été des historiens reconnus : Marcelo Caetano, président du Conseil ; Mário Soares, l'un des principaux dirigeants socialistes ; Álvaro Cunhal leader difficilement contesté du PCP. Ce dernier a été très jeune militant du PCP. Il s'est formé en droit à l'université de Lisbonne et a soutenu une thèse de licence sur l'avortement en 1940<sup>244</sup>. S'il ne semblait pas avoir d'attraction particulière pour l'histoire, comme l'a remarqué Luís Andrade « ce sont les vicissitudes propres à la lutte clandestine, notamment la prison durant la décennie 1950, qui ont permis de réunir les conditions conduisant le dirigeant communiste à un travail de recherche régulier et varié<sup>245</sup> ». Durant sa longue incarcération jusqu'à son évasion en 1961, il a commencé à développer des travaux historiographiques avec un petit groupe auquel a participé António Borges Coelho<sup>246</sup>. L'ouvrage issu de ces travaux s'intitule *Les luttes de classes au Portugal à la fin du Moyen Âge*<sup>247</sup>.

L'histoire de ce texte est révélatrice de ses conditions d'écriture. Le manuscrit a circulé en prison et António Borges Coelho a même consulté le manuscrit à Peniche<sup>248</sup>. Une fois qu'il s'est échappé de prison, le manuscrit a circulé clandestinement dans les années 1960 au sein des dirigeants du PCP et il est paru en France dans les *Cahiers du centre d'études et de recherches marxistes*<sup>249</sup>. Il a fallu attendre 1975 pour qu'il paraisse au Portugal. Les jugements à son égard ont été très partagés. António Borges Coelho l'a favorablement reçu : « C'était un livre original. Très souvent, comme il n'était pas un historien professionnel, il a été critiqué : c'est un livre qui apparaît au cours d'une décennie où les marxistes débattaient beaucoup sur la transition entre le féodalisme et le capitalisme, avec des historiens de différents pays<sup>250</sup> ». Dans la mesure où il avait été proche d'Álvaro Cunhal, son jugement pouvait être davantage bienveillant. En revanche, d'autres historiens plus jeunes ont été plus sévères comme José Pacheco Pereira qui a affirmé : « Empêché d'écrire des textes explicitement politiques et d'intervenir dans la direction du PCP, Cunhal se tourne vers l'histoire comme subterfuge pour écrire

---

<sup>244</sup> <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9636>, consulté le 5 septembre 2021.

<sup>245</sup> Luís ANDRADE, « Álvaro Cunhal », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>246</sup> Le groupe des historiens en prison a été étudié dans le III)2) du chapitre 6.

<sup>247</sup> Álvaro CUNHAL, *As Lutas de Classes em Portugal nos fins da Idade Média*, Lisbonne, Caminho, 1997 (3<sup>e</sup> édition, première en 1975).

<sup>248</sup> David SANTOS, (coord.), « *Batalha pelo Conteúdo* » : *uma Exposição para um novo Museu*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira e Museu do Neo-Realismo, 2007, p. 29.

<sup>249</sup> José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal – Uma Biografia Política*, vol. 3, *o Prisioneiro (1949-1960)*, Lisbonne, Temas e Debates, 2005, p. 200.

<sup>250</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 3.

sur l'actualité<sup>251</sup> », alors que José Mattoso a parlé d'« impureté scientifique » pour les travaux des historiens communistes<sup>252</sup>. José Neves a lui défendu le travail d'historien du dirigeant du PCP en montrant qu'il n'y avait pas forcément de biais dans son raisonnement<sup>253</sup>.

Face aux divergences de point de vue, qui suivre ? L'ouvrage d'Álvaro Cunhal s'appuie sur des sources médiévales et utilise des notes de bas de page, signe d'une méthode qui reprenait les codes scientifiques alors en usage. Toutefois, comme l'a observé José Pacheco Pereira : « Cunhal avait une bibliographie peu abondante, avec Fernão Lopes comme sources primaires et Sérgio, Herculano, Gama Barros, Rebelo da Silva, Costa Lobo, Cortesão et Joel Serrão comme sources secondaires<sup>254</sup> ». Son travail était donc fondé sur une documentation peu étendue. De même, il est indéniable que l'interprétation marxiste de l'histoire a structuré l'interprétation historique proposée par Álvaro Cunhal dans son texte. En effet, la terminologie d'Álvaro Cunhal était résolument marxiste. Les termes « bourgeoisie », « lutte des classes », « révolution », abondent dans l'ensemble du texte pour décrire le Portugal du XIV<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, il s'est à plusieurs reprises opposé à la lecture de l'histoire faite par les autres historiens. Il a critiqué par exemple Alexandre Herculano, Henrique de Gama Barros et Jaime Cortesão, les qualifiant d'« historiens bourgeois [qui] ne voient [...] pas [que] la libération du servage [est] liée à l'évolution des forces productives, [qui] n'admettent pas qu'elle soit une nécessité de l'évolution de la production et une conséquence de la lutte des classes » (p. 16). Il mettait donc à la fois les historiens libéraux mais aussi l'historien en opposition dans la catégorie des historiens bourgeois. Par ailleurs, il ne citait pas d'historiens accommodés, signe que son objectif était surtout de discréditer la parole des historiens appréciés au sein de certains groupes d'opposants. Pour lui, leur interprétation était erronée :

« Au lieu d'essayer de découvrir la réalité sociale qui se cache derrière les informations très précieuses de Fernão Lopes et derrière ses nombreuses évaluations subjectives, au lieu d'essayer de reconstituer les grandes lignes des événements historiques et de déterminer le sens des faits fondamentaux, ils s'enlisent dans les détails et les explications simplistes. Telles sont les limites de l'historiographie bourgeoise. [...] On pourrait multiplier les citations montrant combien les historiens bourgeois, dans leur ensemble, sont incapables d'interpréter la politique contradictoire du règne de Ferdinand. » (pages 78 puis 81)

Selon Álvaro Cunhal, les historiens, aveuglés par leurs principes bourgeois, n'avaient pas été capables de comprendre le véritable sens de l'histoire alors qu'une grille de lecture marxiste lui

---

<sup>251</sup> José Pacheco PEREIRA, *op. cit.*, p. 198.

<sup>252</sup> Cité par José NEVES, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, Cultura e História no Século XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011, p. 313.

<sup>253</sup> José NEVES, *op. cit.*, p.313 à 315.

<sup>254</sup> José Pacheco PEREIRA, *op. cit.*, p. 201.



permettait de saisir le véritable sens. Il y avait donc un sentiment évident de supériorité de l'interprétation marxiste par rapport à toute autre proposition historiographique. De plus, il observait :

« En occultant le caractère de classe du mouvement révolutionnaire et insurrectionnel de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les historiens bourgeois se sont systématiquement efforcés de le présenter comme une lutte commune de toutes les classes. Il est si grossier de présenter une époque de crise et de lutte armée entre les classes comme un moment particulier de collaboration et d'harmonie entre elles, que la mystification devient claire en elle-même. Il est néanmoins utile de l'examiner de plus près, car c'est ainsi que les limites de la "science" historique bourgeoise en général et que les falsifications des "historiens" fascistes en particulier deviennent évidentes. [...] En présentant la grande lutte nationale du XIV<sup>e</sup> siècle comme une lutte de toutes les classes contre l'étranger, les historiens portugais de nos jours dénaturent et dissimulent son caractère essentiel : cette lutte nationale était en même temps et fondamentalement une révolution de classes contre d'autres classes, une révolution de la bourgeoisie et de ses alliés contre la noblesse territoriale. » (pages 99-100 puis 104)

Contrairement à ce qu'avait pu affirmer Jaime Cortesão en parlant d'un sursaut national ou bien António Sérgio en évoquant une la prise de conscience de la vocation maritime du Portugal, pour Álvaro Cunhal, le sursaut patriotique portugais contre le risque d'une domination castillane sur le Portugal était un leurre car il négligeait les tensions existantes au sein de la société portugaise. Au-delà la question de l'affirmation de la bourgeoisie dans les enjeux de pouvoir, Álvaro Cunhal mettait sur le même plan ceux qu'il appelait les historiens fascistes soit les historiens accommodés et les historiens organiques, et les historiens bourgeois dont de nombreux historiens en opposition. On retrouvait ici la logique « classe contre classe » des années 1920. En effet, après la décennie 1940 où l'union avec l'ensemble des forces de gauche était envisageable, au moment de l'écriture de ce texte, le contexte de guerre froide avait encouragé un recentrage du PCP sur une ligne très à gauche qui rejetait les alliances avec d'autres forces de gauche<sup>255</sup>. Le discrédit sur l'ensemble de l'historiographie qui n'avait pas une lecture marxiste était en quelque sorte l'illustration de cette nouvelle ligne politique incarnée par celui qui n'était pas le secrétaire général officiel mais qui de fait était la tête pensante du PCP. Álvaro Cunhal faisait à travers ce livre œuvre d'historien. Partial ou juste, il contribuait en tout cas à la construction de sa légitimité en tant que dirigeant communiste par un écrit historique qui reprenait les codes d'un discours scientifique.

\*

\* \*

---

<sup>255</sup> Voir notamment les éléments de contexte fournis par José Pacheco Pereira dans deux articles disponibles sur son blog : <https://estudossobrecomunismo.com/2004/04/22/lyon-de-castro-piteira-santos-a-ler-e-o-pcp/>, consulté le 5 septembre 2021.

La période allant de 1926 à 1960 a été marquée par une profonde modification de l'écriture de l'histoire des historiens en opposition. De 1926 à 1940, les historiens de la génération de la République ont écrit une histoire qui se distinguait timidement encore de celle des historiens accommodés. L'érudition était encore la norme, malgré l'affirmation toujours plus forte de la nécessité de problématiser, de s'ouvrir à la bibliographie étrangère et de présenter des analyses novatrices. De plus leur attachement viscéral à l'Empire et à la nation les rapprochait des historiens accommodés.

À partir de la décennie 1940, l'écriture de l'histoire a connu de profonds changements et la rupture générationnelle a été nette avec celle de la République. Les historiens en opposition de la génération Oliveira Salazar ont, à la suite de Vitorino Magalhães Godinho, adopté l'histoire économique et sociale mais aussi tenté des incursions dans des siècles délaissés jusque-là comme le XIX<sup>e</sup> siècle. Une histoire marxiste a même vu le jour. En innovant par rapport au reste de la communauté historique, ils ont adopté les méthodes contemporaines développées par les autres historiographies et se sont distingués nettement des historiens accommodés, qu'ils critiquaient.

La période allant de 1960 à 1974 s'est inscrite dans la continuité de la période précédente et les historiens ont poursuivi les travaux pionniers de la période précédente afin de mettre en lumière des aspects mésestimés de l'histoire du Portugal, qui restait le centre de leur attention.

### III) Les présents de l'histoire. L'écriture engagée des historiens en opposition (1960 à 1974)

La période entre 1960 et 1974 s'est inscrite dans la continuité de la période précédente. En effet, les historiens en opposition ont continué de proposer un autre regard historiographique par rapport à l'historiographie universitaire et ont exclusivement produit de l'histoire économique et sociale<sup>256</sup>. Elle était devenue paradigmatique pour eux. Toutefois, si au long de la partie j'insisterai sur les différences entre l'histoire écrite par les historiens accommodés et celle des historiens en opposition, l'aventure éditoriale du *Dictionnaire de l'histoire du Portugal* dirigée par Joel Serrão a montré que les clivages politiques pouvaient être dépassés. Elle était un moment de concorde, où des visions antagonistes cohabitaient dans un même ouvrage sans chercher à contester frontalement les autres approches, à l'image de l'*Histoire du Portugal* dirigée par Damião Peres et l'*Histoire de l'Expansion Portugaise dans le Monde* dirigée par Manuel Múrias, Hernâni Cidade et António Baião à la fin des années 1920 et des années 1930<sup>257</sup>. Avec le *Dictionnaire de l'histoire du Portugal*, l'histoire de la nation réunissait une bonne partie des tendances politiques. Joel Serrão était à ce moment professeur au lycée à Lisbonne mais il a souhaité inviter à la fois des personnes extérieures à l'Université mais aussi des professeurs cathédraux. L'œuvre est d'abord parue en fascicules au tout début de 1961<sup>258</sup>. L'accueil a tout de suite été très encourageant<sup>259</sup>. Elle a ensuite été publiée en quatre volumes chez *Iniciativas Editora* entre 1963 et 1971.

La préface du *Dictionnaire de l'histoire du Portugal* indiquait l'objectif de l'œuvre tout comme la recherche d'une contribution la plus ample possible de la communauté historique :

« En planifiant (pendant environ deux ans) et en réalisant, avec un retard désespérant mais indispensable, le *Dictionnaire de l'histoire du Portugal*, deux buts parallèles ont toujours été en vue : d'une part, fournir au lecteur un instrument d'information fiable ; d'autre part, ouvrir des voies de recherche nécessaires à de nouvelles synthèses sur des aspects et des

---

<sup>256</sup> Cependant, comme évoqué dans le III)2) du chapitre 5, les historiens accommodés se sont aussi mis plus régulièrement à écrire de l'histoire économique et sociale à cette période.

<sup>257</sup> Analysées dans le I)2) du chapitre 5.

<sup>258</sup> Augusto da Costa Dias a fait une recension critique des trois premiers fascicules qui sont parus en 1961 dans *Seara Nova*. Il a insisté sur l'importance de l'œuvre « L'édition en fascicules du *Dictionnaire de l'histoire du Portugal* est l'un des plus grands événements culturels des derniers temps dans un pays où l'historiographie, sauf exceptions, constitue – dirai-je – un réservoir cynégétique pour les amateurs du métier et les professionnels apologetiques ». (Augusto da Costa DIAS, « Problemas de História de Portugal », dans *Seara Nova*, n° 1391-1392, septembre-octobre 1961, pp. 215-217). Par ailleurs, au cours de l'article, Augusto da Costa Dias était très encourageant pour les articles écrits par les historiens en opposition alors que pour l'article de Jorge Borges de Macedo, qui à ce moment s'était rapproché du régime, il l'était bien moins et critiquait son article sur l'absolutisme.

<sup>259</sup> Comme l'article du *Diário de Lisboa* du 9 février 1961 qui parlait d'une œuvre « dont nous voulons souligner l'importance » et dont « la qualité et le nombre de collaborateurs du "Dictionnaire de l'Histoire du Portugal" nous permet d'espérer une œuvre consistante d'une extrême utilité » (Dossier Joel Serrão, ANTT, PIDE/DGS Série : SR, N°P : 683/46 NT : 2578, feuille 46).

problèmes de l'histoire du Portugal peu ou mal étudiés. L'objectivité des informations historiques rassemblées et ordonnées ici est garantie non seulement par la compétence des spécialistes et des professeurs (portugais et étrangers) qui nous ont fait l'honneur de leur précieuse collaboration, mais aussi par l'étude attentive de toutes les critiques et suggestions qui, en cours de publication, nous sont communiquées, et dont il a été tenu compte chaque fois qu'il était juste de le faire. [...] Le *Dictionnaire de l'histoire du Portugal* a été conçu, et réalisé, dans le but d'inclure : I - Institutions politiques, juridiques et économiques ; II - Thèmes de l'histoire économique, sociale et technique ; III - Les grands mouvements culturels, idéologiques et religieux ; IV - Biographies de personnalités politiques, culturelles, militaires et religieuses ; V - Articles généraux sur l'art, la littérature, la linguistique, les sciences et la philosophie portugaises ; VI - Articles généraux sur des thèmes d'archéologie, de diplomatie, de numismatique et de paléographie ; VII - Partis politiques ; VIII - Guerres, batailles et traités de paix ; IX - Nouvelles biographiques d'historiens portugais ; [...] Il est également souligné que, à quelques exceptions près, les thèmes inclus dans cet ouvrage sont étudiés dans une perspective temporelle qui s'arrête à la fin du premier quart du siècle actuel<sup>260</sup>. Dépasser ce cadre chronologique aurait les inconvénients de l'historisation d'événements contemporains, soumis à des perspectives plus subjectives, un danger (n. : *um perigo*) que, comme on le sait, Fustel de Coulanges dénonçait déjà. »

La formulation « spécialistes et professeurs » permettait d'englober à la fois les professeurs universitaires mais aussi toutes les autres personnes qui n'étaient pas en poste à l'Université mais conduisaient des recherches historiques, à commencer par le directeur de la publication<sup>261</sup>. Dans les différentes thématiques projetées, le thème II montrait le souhait d'intégrer l'histoire économique et sociale, au milieu d'autres dimensions plus conventionnelles qui permettaient, entre autres, aux historiens accommodés d'avoir envie de participer au projet<sup>262</sup>. L'histoire économique et sociale était donc insérée au milieu d'approches plus habituelles de l'historiographie portugaise. De même, afin d'éviter tout problème de censure, Joel Serrão a pris la décision de s'arrêter au premier quart du XX<sup>e</sup> siècle soit un an avant le coup d'État du 28 mai 1926. Plus que le danger de ne pas savoir conserver une posture d'historien, il y avait surtout la volonté d'échapper à la censure. Cette borne finale permettait traiter la période républicaine tout en évitant le régime autoritaire. Il rappelait même aux différents contributeurs qu'il excluait des textes tout développement contemporains<sup>263</sup>.

<sup>260</sup> La seule exception concerne les historiens portugais qui seraient morts après le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>261</sup> Ainsi António Borges Coelho a mentionné cette œuvre durant l'entretien : « La plus grande geste et résultat productif, dans le sens créateur, est dans le *Dictionnaire d'Histoire du Portugal* (n : de Joel Serrão). Beaucoup des collaborateurs ne sont pas des professeurs de l'Université. Ils ne sont même pas des chercheurs au sens moderne, ce sont des professeurs de lycée. » (Entretien avec António Borges Coelho, p. 2). Cependant, l'étude des contributeurs et contributeurs montre qu'il avait quelque peu exagéré le poids des professeurs de lycée.

<sup>262</sup> J'ai coupé le passage pour éviter une trop longue citation mais à la suite de l'exposé des différents axes, Joel Serrão précise qu'il entendait surtout insister sur les trois premiers. Il y avait donc une volonté claire de valoriser l'histoire économique et sociale de l'histoire du Portugal.

<sup>263</sup> Ainsi, dans une lettre de Joel Serrão adressée à Mário Soares le 19 janvier 1961, il lui précisait : « Mon cher Mário Soares, Je vous remercie pour vos deux articles que je viens d'étudier. "Système bicaméral" : par ma faute, j'ai omis de vous prévenir que le *Dictionnaire de l'histoire du Portugal* se termine en 1926, j'ai donc coupé dans votre article ce qui dépassait cette date. J'ai également supprimé certaines références à des pays étrangers, qui me semblaient inutiles. L'article, tel qu'il est, sera dactylographié [...] ». Il est intéressant de voir que dans sa

|  | Historiens organiques | Historiens accommodés | Historiens en opposition | Historiens non considérés |
|--|-----------------------|-----------------------|--------------------------|---------------------------|
| Intégrés à l'Université <sup>264</sup> | 0                     | 12                    | 3                        | 30                        |
| Professeurs dans le secondaire         | 0                     | 0                     | 3                        | 13                        |
| Autres professions                     | 0                     | 3                     | 8                        | 28                        |
| Total                                  | 0                     | 15                    | 14                       | 71                        |

Figure 87 : Contributrices et contributeurs du *Dictionnaire d'histoire du Portugal* dirigé par Joel Serrão pour l'édition allant de 1963 à 1971<sup>265</sup>.

Le *Dictionnaire de l'histoire du Portugal* a compté 100 contributrices et contributeurs [Figure 87]. Aucun des historiens organiques n'a été convié à y participer, signe de leur marginalisation au sein de la communauté historienne<sup>266</sup>. L'équilibre entre les historiens accommodés et les historiens en opposition doit être relevé. Le nombre de personnes qui ont été invitées à contribuer témoigne de l'ouverture effective de l'entreprise de Joel Serrão. Près des trois quarts des contributrices et contributeurs ne sont pas considérés dans cette étude. Ils ont été des universitaires relevant d'autres disciplines que l'histoire, des professeurs du secondaire, des académiciens de l'APH, des bibliothécaires, archivistes ou directeurs de musée. La diversité professionnelle des contributeurs faisait la richesse de cette entreprise originale et marquante de la décennie.

Cependant, la concorde au sein de la communauté historienne, ou plutôt la possibilité de juxtaposer leurs textes, s'est limitée à l'œuvre de Joel Serrão et de nombreux autres indices ont révélé des positionnements historiographiques antagonistes. L'objectif de cette partie est de montrer la persistance des écarts historiographiques entre les historiens accommodés et les historiens en opposition durant la période 1960-1974. Tout d'abord, l'analyse entend montrer comment les historiens en opposition ont cherché à critiquer la vision historiographique dominante afin de proposer une perspective alternative. Ensuite, l'étude mettra en évidence la volonté toujours croissante d'approfondir les domaines délaissés de l'historiographie portugaise.

correspondance, Joel Serrão évoquait explicitement la date de 1926. (Archives Mário Soares, dossier Mário Soares, Pasta n° 2532/Activités de Mário Soares / Production intellectuelle / Dictionnaire d'Histoire du Portugal / scan pages 5 à 7).

<sup>264</sup> Pour les trois premières catégories, je n'ai considéré que les historiennes et historiens intégrés dans l'enseignement supérieur portugais. Pour la dernière catégorie, qui comprend les professeurs étrangers, le critère portugais n'est plus le seul. Les personnes considérées pouvaient occuper des postes temporaires mais aussi définitifs.

<sup>265</sup> Il s'agit d'une photographie des professions occupées par les contributrices et contributeurs au moment de la parution du premier volume soit en 1963. On dénombre 15 femmes, pour beaucoup professeures dans l'enseignement secondaire. 16 étrangers ont participé, venant pour beaucoup d'Europe mais aussi du Brésil. Ils étaient des professeurs, des directeurs de musées ou bien d'archives.

<sup>266</sup> Voir le I) du chapitre 3.

## 1) L'histoire contre l'histoire. Critiquer et proposer des lectures historiographiques alternatives

Y a-t-il eu une confrontation des lectures entre d'un côté une histoire écrite par les historiens en opposition selon les critères développés au-delà des frontières portugaises, et de l'autre une l'histoire événementielle et érudite écrite par les historiens accommodés ? La sous-partie entend répondre par l'affirmative à cette question. Les historiens en opposition ont en effet cherché à questionner l'approche et proposer des lectures et des conclusions sensiblement différentes de celles des historiens accommodés.

Armando Castro est un historien de la génération Oliveira Salazar actif dès les années 1940. Il n'a pas suivi un cursus d'histoire-philosophe mais il s'est formé à la fois en droit et en sciences politico-économiques au tout début des années 1940<sup>267</sup>. Son parcours en droit l'a conduit à exercer la profession d'avocat durant pratiquement l'ensemble du régime autoritaire<sup>268</sup>. En raison de son engagement au PCP depuis 1938, soit à l'âge de 21 ans alors qu'il était encore étudiant à l'université de Coimbra, il n'a jamais pu enseigner dans le supérieur public<sup>269</sup>. En effet, il a « consacré sa vie à la recherche de manière militante et engagée » dit une notice biographique<sup>270</sup>. Il a été profondément influencé par le marxisme et a cherché à l'appliquer à l'histoire du Portugal. L'œuvre d'Armando Castro a été pionnière et quelque peu décalée par rapport au reste de la production des historiens en opposition, très certainement en raison de sa formation en économie et surtout par une lecture marxiste de l'économie portugaise. Cependant, les autres historiens en opposition ont reconnu son travail comme Óscar Lopes, lui-même, militant au PCP dans le paratexte de présentation de *Essais sur la Culture et l'Histoire* soulignait : « Nous constatons que les meilleurs vulgarisateurs, à la fois accessibles et solides par les résultats de leurs recherches, des plus récentes, se comptent généralement parmi ceux qui ont réellement contribué à la science, en tant que spécialistes méthodiques et créateurs talentueux<sup>271</sup>. »

---

<sup>267</sup> Voir sa biographie dans le *Dicionário de Autores Portugueses*, consultée le 7 septembre 2021 : <http://livro.dglab.gov.pt/sites/DGLB/Portugues/autores/Paginas/PesquisaAutores1.aspx?AutorId=9031>,

<sup>268</sup> Voir le I)2) du chapitre 7.

<sup>269</sup> Carlos BASTIEN, « Armando Castro », dans Fernando ROSAS et José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, p. 135.

<sup>270</sup> Carlos BASTIEN, José Luís CARDOSO, « Em memória de Armando Castro (1918-1999) », dans *Ler História*, Lisbonne, n° 37, 1999, pp. 213-219.

<sup>271</sup> Armando CASTRO, *Ensaio Sobre Cultura e História*, Porto, Editorial Inova, Coleção « Civilização Portuguesa », 1969.

De même, Armando Castro a aussi eu le souhait de se distinguer du reste de la production historiographique en faisant de l'histoire comparée, ce qui était une innovation par rapport à un certain nombre ses homologues, qu'ils fussent des historiennes et historiens accommodés ou bien des historiens en opposition, tous essentiellement centrés sur le Portugal. Dans l'introduction du *Portugal dans l'Europe de son temps* il revendiquait cette posture en ces termes : « Comme le titre l'indique, il s'agit d'une étude d'histoire socio-économique comparée, prenant le Portugal comme centre de référence, à partir duquel une comparaison générale est tentée avec le monde de son époque ou plutôt – pour être précis – avec les pays de l'Europe médiévale<sup>272</sup>. » Son regard novateur et embrassant une échelle plus vaste que le Portugal et la péninsule Ibérique est à relever dans le paysage historiographique portugais, tant focalisé sur l'histoire du Portugal. Cependant, ses travaux n'ont jamais été traduits et ils n'ont donc été que très peu diffusés à l'étranger. Son approche comparatiste est restée méconnue. De plus, il avait une relation relativement distante avec les *Annales* comme il l'a affirmé dans un entretien :

« Je ne nie pas l'apport de l'école des *Annales*, ni même, d'un point de vue historique, son anti-positivisme. Mais je ne me considère pas vraiment comme un adepte de l'école des *Annales*. Je prends évidemment, comme j'essaie de prendre dans toutes les tendances, ce que je considère comme valable, mais les catégories de base avec lesquelles l'école des *Annales* travaille ne sont pas les miennes<sup>273</sup>. »

Ainsi, Armando Castro, né la même année que Vitorino Magalhães Godinho, avait trouvé dans le marxisme un cadre théorique plus séduisant que celui des *Annales*. Certes, il reconnaissait à ce mouvement l'avantage de se différencier fortement de l'histoire positiviste, sous-entendu l'histoire événementielle et érudite, qui était pour lui à combattre et dont il fallait se séparer. Cependant, il s'insérait davantage dans la lignée des historiens marxistes, à l'image d'Álvaro Cunhal, mais sans pour autant avoir une approche aussi partisane que ce dernier. Armando Castro a donc eu une posture peu conventionnelle par rapport au reste des historiens en opposition.

Son ouvrage *L'Évolution économique du Portugal, du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*<sup>274</sup> paru chez Portugália en 1964 a été une étape importante de sa production historiographique. Elle était le résultat d'un processus intellectuel particulier qu'il a lui-même présenté :

---

<sup>272</sup> Armando CASTRO, *Portugal na Europa do seu Tempo, História socio-económica medieval comparada*, Lisbonne, Seara Nova, 1970, p. 9.

<sup>273</sup> António ALMODOVAR, Augusto Santos SILVA, « Entrevista ao Professor Armando Castro », dans *Cadernos de Ciências Sociais*, Porto, vol. 8-9, 1990, pp. 5-29.

<sup>274</sup> Armando CASTRO, *A Evolução económica de Portugal, dos séculos XII a XV*, Lisbonne, Portugália Editora, 1964.

« J'ai examiné le XIX<sup>e</sup> siècle, mais à un certain moment, pour comprendre le XIX<sup>e</sup> siècle lui-même, j'ai dû revenir au processus de transformation du système par rapport au mode de production féodal dominant. J'ai d'abord pensé faire une simple étude du dernier siècle avant le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, mais j'ai vu que je devais creuser davantage et je me suis donc lancé précisément dans l'étude de l'histoire économique médiévale, qui m'a occupé pendant de nombreuses années. Il y avait aussi une circonstance sociale. À cette période des années 1950, la répression était assez violente, les conditions politiques étaient difficiles, et je pense qu'il était plus clair d'affirmer la spécificité de la théorisation marxiste dans les conditions concrètes de ces premières années de notre pays en termes de théorie économique-historique qu'en termes de théorie économique abstraite<sup>275</sup>. »

Ainsi, à l'image de bien d'autres historiens de sa génération, il éprouvait donc le besoin de travailler sur le XIX<sup>e</sup> siècle, ce qu'il a par ailleurs fait au tout début des années 1970 par un travail sur l'industrialisation de ce siècle<sup>276</sup>. Mais dans le cadre de son cheminement intellectuel, il a préféré remonter à la genèse du Portugal. De plus, il avait compris que s'il proposait une lecture marxiste d'un siècle dont l'histoire était activement surveillée par le pouvoir, il y avait de bonnes chances que son livre fût interdit par la commission de censure. Il a donc privilégié de remonter au Moyen Âge, où les censeurs risquaient moins de percevoir des implications contemporaines et la lecture marxiste de l'historien. Toutefois, il a bien poursuivi ses travaux durant la période marcelliste comme il l'avait annoncé en 1964<sup>277</sup>. Le changement de président du Conseil mais aussi son envie de poursuivre son travail de recherche qu'il menait en autodidacte l'a encouragé à poursuivre. Son livre de 1964 a donc été un premier jalon important et comme l'a montré Carlos Bastien :

« Armando Castro a cherché à construire un modèle des lois fondamentales d'organisation, de fonctionnement et de reproduction du mode de production féodal. Ce modèle, qui a été développé tout au long des années 1950 et 1960, est apparu dans sa formulation la plus élaborée dans le cadre d'une étude qui contient également une vaste digression épistémologique et, surtout, une description détaillée de la formation socio-économique portugaise du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, qui constitue la référence empirique de la construction théorique proposée<sup>278</sup>. »

Il s'agissait donc d'une lecture originale de la question de la féodalité, à propos de laquelle l'historiographie portugaise du début du XX<sup>e</sup> siècle s'était affrontée pour savoir si le Portugal

---

<sup>275</sup> « Entrevista com Armando Castro por António Mendonça, Carlos Bastien, Elivan Ribeiro », dans *Vértice*, juillet 1988, n° 4 de l'année, pp. 93-105.

<sup>276</sup> Armando CASTRO, *A Revolução Industrial em Portugal no século XIX*, Lisbonne, Dom Quixote, 1971.

<sup>277</sup> En effet, à la fin de la préface de *L'Évolution économique du Portugal, du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, il a présenté son travail comme la première étape d'un plan en « trois ou quatre étapes ». Ensuite, il voulait s'intéresser à l'économie portugaise de la prise de Ceuta jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. La troisième étape voulait « comprendr[e] spécialement les transformations observées jusqu'à l'installation du système économique capitaliste ». Enfin la quatrième étape voulait étudier l'évolution économique « jusqu'à nos jours » (p. 23 pour l'ensemble des citations). Pour la dernière étape, il a fallu attendre 1973 pour voir paraître *A economia Portuguesa do Século XX (1900-1925)* chez Edições 70.

<sup>278</sup> Carlos BASTIEN, « A obra económica de Armando Castro », Instituto Superior de Economia e de Gestão, GHES Documento de Trabalho/Working Paper n° 19-2001, [en ligne].



avait ou non échappé à la féodalité. À travers une étude de l'économie, validant l'hypothèse d'une féodalité portugaise et s'éloignant fortement de l'histoire événementielle, il a montré la façon dont le Portugal s'est adapté à ce nouveau mode de production.

Le livre se distingue tout d'abord par une dédicace originale : « Aux paysans du Portugal, qui, tout au long des siècles, ont fertilisé la terre portugaise avec leur sueur et l'ont défendue avec leur sang, dont ils ont tiré la subsistance de dizaines de générations, princes ou poètes, nobles ou artistes, intellectuels ou bourgeois. Je leur dédie ce livre. » Cette dédicace porte la marque de l'engagement politique mais aussi scientifique de l'historien qui entend être celui des ignorés de l'histoire et des sans-voix. Dans la préface, l'auteur insistait sur le caractère pionnier de son travail :

« L'augmentation du nombre d'historiens qui, conscients de l'importance de l'histoire économique du Portugal pour la clarification de l'histoire générale, ont effectué des recherches et élucidé certaines facettes de l'activité économique nationale à des périodes particulières, est un fait positif et élucider certaines facettes de l'activité économique nationale à des périodes spécifiques enrichit les connaissances accumulées ; mais, à quelques exceptions près, il existe une limite qui diminue la portée de la plupart de ces efforts. Cette situation quelque peu décourageante est en partie due au fait que certains de ces spécialistes n'ont pas de formation en économie ; ces derniers, à leur tour, n'entreprennent pas de telles études ou, lorsqu'ils le font, il ne s'agit que d'analyses descriptives ou détaillées, sans cette vision de la relation scientifique qui, malgré la grande quantité de travaux de recherche inachevés, est déjà parfaitement réalisable. » (p. 19 et 20)

Ainsi, il s'inscrivait dans la généalogie des historiens qui travaillaient sur l'histoire économique et se réjouissait de la multiplication des travaux en ce domaine. Son observation était le signe que l'histoire économique avait déjà gagné une certaine force dans le paysage historiographique portugais. Toutefois, il s'en distinguait afin de valoriser son propre parcours qui lui permettait d'avoir les outils nécessaires à une étude économique plus approfondie. Elle était aussi un moyen de justifier sa qualité d'historien quelque peu eu décalage avec la figure de l'historien devenue la norme, où le passage par la licence d'histoire était un attendu. En conséquence, Armando Castro s'affirmait comme un pionnier, en capacité de proposer une lecture novatrice.

Par ailleurs, il soulignait l'importance de l'histoire économique pour pouvoir rendre compte de l'histoire du peuple portugais :

« L'affirmation que seule l'analyse de notre histoire économique, sur la base que nous proposons, peut être utile pour expliquer la vie du Peuple Portugais à travers les siècles, au moins dans ses lignes principales et fondamentales, doit résulter du travail que nous présentons. [...] Dans quelle mesure la position contemporaine de notre pays, au siècle de la conquête du Cosmos, de la domination de l'énergie intra-atomique, peut s'expliquer sur la base de relations économiques et sociales de caractère historique auxquelles le Peuple Portugais, aux traditions si entreprenantes et à la capacité de réalisation égale à toute autre, est encore lié. » (p. 21)

La démarche qu'il suivait entraînait en écho avec la dédicace. En effet, il voulait approcher l'histoire du peuple portugais. Cette envie rappelait son engagement militant communiste. Pour lui, en raison des silences des documents médiévaux qui étaient surtout centrés sur les élites, la compréhension de la vie des plus humbles n'était possible que par l'histoire économique. Elle avait une portée heuristique qu'il était impossible d'atteindre en conservant l'approche propre à l'histoire événementielle en raison de la nature des sources. Enfin, il montrait que son travail avait une importance pour comprendre le temps présent et assurer au Portugal une place dans la concurrence internationale. Il y avait ici une volonté de flatter la fierté nationale car l'idée sous-jacente était de lutter contre l'idée que le Portugal était un pays en décadence. Au contraire, il le présentait comme un pays européen qui avait accompagné les différents bouleversements économiques mondiaux. Le parcours et l'œuvre d'Armando Castro ont donc été à part par rapport aux autres historiens en opposition. Toutefois, l'histoire économique était pour lui le moyen de faire parler les oubliés de l'histoire que les historiens accommodés avaient délaissés au profit des élites.

António Borges Coelho est un autre historien de la génération Oliveira Salazar qui a revendiqué l'influence de Marx dans sa pensée historique. Formé en histoire-philosophie, il a achevé seulement au début des années 1960 son cursus car il a arrêté ses études en raison de ses différents combats militants au sein du MUD et du PCP. Son incarcération l'a conduit à se tourner vers l'histoire<sup>279</sup>. Les années 1960 ont marqué le commencement de ses travaux historiques, rédigés lorsqu'il disposait de temps parmi les multiples métiers qu'il a occupés car il a été interdit d'enseignement. Concentrées sur les périodes médiévales et modernes, ses publications durant le régime autoritaire ont été nombreuses. En effet, il a publié cinq ouvrages originaux, traduit un livre de Leibniz, organisé et fait la préface de deux sources médiévales mais aussi commencé une série appelée *Portugal dans l'Espagne arabe* parue entre 1972 et 1975<sup>280</sup>. Cette dernière œuvre doit être détachée de sa bibliographie car António Borges Coelho, bien que ne parlant ni ne lisant l'arabe, avait la volonté explicite de valoriser l'héritage musulman dans l'histoire du Portugal, fortement dénigré par une vaste partie de l'historiographie. Le livre a suscité un réel intérêt parmi le public cultivé<sup>281</sup>. En revanche, António Borges Coelho a

---

<sup>279</sup> Voir le II)2) du chapitre 6 pour l'évocation de son intérêt pour l'histoire pendant son incarcération.

<sup>280</sup> António Borges COELHO, *Portugal na Espanha árabe*, Lisbonne, Seara Nova, 1972-1974, 4 volumes.

<sup>281</sup> Dans un article de *O Século* daté du 18 novembre 1973, le journaliste Fernando Madureiro constatait : « Dans les recherches que Borges Coelho a menées dans les trois volumes de "Le Portugal en Espagne arabe" déjà publiés, il affirme que l'Islam péninsulaire a été le transmetteur vers l'Europe des techniques agricoles et artisanales et des rudiments de la culture scientifique, qui ont modifié la phase finale du Moyen Âge européen. D'autre part, l'auteur soutient que le rôle de l'Islam au Portugal a été sous-estimé, et qu'il n'y a pas eu de rupture radicale avec

évoqué durant l'entretien que nous avons eu<sup>282</sup> mais aussi dans d'autres interviews les tensions qu'il a eues avec Virgínia Rau à ce propos :

« Je ne voulais pas spécialement l'évoquer. Un jour, à la fin d'un cours, j'ai demandé à la professeure Virgínia Rau ce qu'il restait du passé musulman. Elle m'a répondu : "il n'y a rien". Je travaillais déjà sur "Le Portugal dans l'Espagne arabe" et je lui ai dit "pourtant, ce ne sont pas les textes qui manquent". Elle a expédié la conversation avec un : "il y a beaucoup de confusion dans votre esprit". Plus tard, elle est venue me voir dans le couloir et m'a demandé : "C'est vous le Maure ?" Il y a eu d'autres choses que je ne veux pas raconter parce que le professeur Virgínia Rau est bien plus que ces histoires. A mon avis, elle a été un peu oubliée<sup>283</sup>. »

Le dialogue reconstitué par António Borges Coelho nous permet de voir la confrontation de deux points de vue diamétralement opposés. D'un côté, la professeure cathédrique de droite qui rejetait en bloc tout héritage musulman et de l'autre le jeune militant d'extrême-gauche qui voulait montrer que les cinq siècles de présence musulmane dans la partie occidentale de la péninsule Ibérique avaient forcément compté. Il y avait une exagération évidente de la part de Virgínia Rau car elle devait connaître les travaux de David Lopes, un arabisant reconnu du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle qui avait insisté sur l'héritage musulman<sup>284</sup>. Il semble qu'il y avait inconsciemment – ou bien très consciemment – une volonté de rejeter l'islam pour valoriser uniquement le passé chrétien et par ailleurs, l'usage du terme *Reconquista* allait dans le sens d'une vision centrée sur le christianisme. L'expression « Maure » était clairement péjorative. Elle est encore parfois utilisée dans le nord du Portugal pour désigner les habitants du sud, comme pour rappeler qu'ils ne faisaient pas partie du berceau septentrional du Portugal et que la puissance musulmane y était restée plus longtemps, mais aussi que les populations arabes étaient restées durant une bonne partie du Moyen Âge centrale et du bas Moyen Âge dans l'Alentejo et l'Algarve. S'il ne veut pas trop discréditer la parole de Virgínia Rau dont il rappelle qu'elle a été une historienne importante et s'était distinguée du reste des historiens

---

la Reconquista, principalement au sud du Mondego, entre chrétiens et musulmans, surtout dans les domaines de l'agriculture et de l'artisanat, ainsi que dans la vie urbaine. » Ainsi, la démarche d'António Borges Coelho avait clairement pour objectif de redonner du crédit à l'héritage musulman y compris dans les siècles postérieurs à la présence musulmane afin de modifier le regard sur la période allant des VIII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècles (Dossier António Borges Coelho, ANTT, PIDE/DGS, Série : GT, N<sup>o</sup>P : 411, NT : 1409, feuille 1).

<sup>282</sup> « Ceci a provoqué une certaine polémique à l'Université parce que la professeure d'histoire médiévale affirmait qu'il n'y avait pas de vestiges arabes au Portugal. Ils sont restés cinq cents ans mais elle attestait qu'il n'y avait pas de vestiges. Nous avons alors eu une discussion et je lui ai dit qu'il y avait des milliers de pages qui se référaient au Portugal. En conséquence ce livre a eu un certain impact et a influencé l'archéologie parce que l'archéologie était à la recherche de ce qui était romain et ils faisaient table rase de ce qu'ils trouvaient au milieu » (Entretien avec António Borges Coelho, p. 7).

<sup>283</sup> António Borges COELHO, *Historiador em discurso directo*, Mértola, Câmara Municipal de Mértola, 2003, pages 33 et 34.

<sup>284</sup> Voir notamment le I)2) du chapitre 5 pour une évocation de la pensée de David Lopes notamment présente dans l'*Histoire du Portugal* dirigée par Damião Peres.

accommodés par les thématique qu'elle traitait, ce souvenir est néanmoins le signe qu'il y avait des interprétations de l'histoire complètement opposées autour de l'héritage laissé par la présence musulmane au Portugal.

Justement son texte *Racines de l'expansion portugaise* a été l'illustration d'une opposition directe à la vision de l'Empire défendue par le pouvoir et par l'essentiel des historiens accommodés. Paru en 1964, il a été interdit dès le 31 juillet 1964<sup>285</sup>. Alors que la guerre coloniale était déjà élargie à l'ensemble des colonies et que les conscrits partaient au front pour garantir la pérennité de l'Empire, le premier livre de l'ancien militant communiste a été perçu comme une provocation. Il s'était certes éloigné du PCP et avait décidé de ne pas participer à la fuite de la prison de Peniche du 3 janvier 1960, pour autant, il était resté attaché au marxisme comme il l'a rappelé durant l'entretien :

« Je suis connu pour être un historien marxiste. Très bien ! J'ai lu Marx, j'ai lu les auteurs marxistes et il y en a beaucoup que je considère majeurs comme Eric Hobsbawm qui est pour moi un grand historien contemporain marxiste. Mais j'ai aussi lu d'autres auteurs. Bien sûr, je pense que Marx a révolutionné la pensée surtout quand on pense que la première édition du *Capital* n'a eu que cinq cents exemplaires mais son œuvre fut une révolution que même ses ennemis ont utilisée dans le champ social et politique. C'est une œuvre très importante mais pas la seule<sup>286</sup>. »

Sans nier l'importance de Marx et du marxisme dans sa pensée, il la relativisait malgré tout en évoquant d'autres lectures. Plus de cinquante ans après la parution et dans un autre contexte historiographique et politique, le regard rétrospectif qu'il portait sur ses premiers livres pouvait chercher à minorer l'influence du marxisme dans ses interprétations. Toutefois, la question posée sur la quatrième de couverture de *Racines de l'expansion portugaise* : « Quelle est la classe qui a effectivement emmené le Portugal à l'expansion ? » s'inscrit bien dans une lecture marxiste.

Le livre est court : 93 pages avec la table des matières. Il n'y a pas de bibliographie et les notes de bas de pages sont peu nombreuses tout comme les auteurs cités. Aucun historien accommodé n'est cité, pour les historiens en opposition seuls Vitorino Magalhães Godinho est plusieurs fois mentionnés et António Sérgio deux fois. Ce sont ensuite des auteurs antérieurs à la période comme António Maria de Costa Lobo et Henrique de Gama Barros qui sont cités. Enfin, João Martins da Silva Marques, un ancien directeur des ANTT, décédé en 1960 est cité

---

<sup>285</sup> Pour une évocation de l'interdiction de l'ouvrage ainsi que de l'interrogatoire qui a suivi à la PIDE, voir le I)2) du chapitre 6.

<sup>286</sup> Entretien avec António Borges Coelho, p. 4.

plusieurs fois<sup>287</sup>. Il ne mentionne donc aucun des historiens qui auraient pu défendre la cause religieuse de la conquête et notamment Joaquim Bensaúde. En faisant le choix de les ignorer, et en ne mentionnant que des auteurs ou bien actifs avant le début du régime autoritaire ou bien des historiens en opposition, António Borges Coelho n'accordait aucun crédit à la vision et aux travaux des historiens accommodés.

À l'image de Vitorino Magalhães Godinho qui avait critiqué l'idée d'une conquête strictement motivée par la religion et sans prendre en compte d'autres paramètres comme l'économie, António Borges Coelho a rapidement avancé l'argument de l'économie comme moteur de l'expansion. Ainsi, de nombreux passages vont dans ce sens : « La surprise de Ceuta n'est pas absurde, ni contradictoire. Le commerce et la piraterie sont les deux tranchants de l'épée qui va marquer le chemin de l'ascension de la bourgeoisie » (p. 17) ; « ce qui va le plus réveiller sa convoitise est l'or, le petit or brillant qui avec les épices, les esclaves et les teintures pour l'industrie textile font partie de moteurs majeurs de l'intérêt » (p. 74) ; « Dans le pillage de Ceuta, les conquistadors vont se remplir les mains d'or, mais le courant qui venait du Soudan s'est rétracté vers l'intérieur de Belamarim » (p. 75) ; « Ceuta conquise, la piraterie dans le Déroit est devenue une activité des plus lucratives » (p. 77). En somme à travers ces différents extraits, le vocabulaire employé, parfois dépréciatif comme « pillage » et « piraterie », insistait sur la convoitise des Portugais. Alors que les termes dépréciatifs avaient été davantage mobilisés contre les puissances musulmanes, et que, jusque-là, aussi bien les historiens accommodés que les historiens en opposition avaient loué les actes de leurs aïeux dans un réflexe patriotique, António Borges Coelho au contraire insistait sur les actes violents des Portugais. Quelques mois après la polémique entre Charles Boxer et Armando Cortesão, le fait qu'un historien portugais évoquât la violence de la colonisation a donc pu heurter une partie de la communauté historique<sup>288</sup>. Elle rappelait les fractures générationnelles, où les plus jeunes scientifiques portaient un regard différent sur le passé colonial portugais.

Les motivations religieuses étaient fortement minorées : « Sans doute, la foi chrétienne a fonctionné comme un important armement idéologique dans l'entreprise de l'expansion portugaise. La possibilité de créer un ou plusieurs évêchés, monastères et des bénéfices ecclésiastiques a fonctionné comme une incitation, surtout plus tard » (p. 70). Ainsi, à peine la dimension religieuse était-elle mentionnée qu'il la liait aux intérêts politique et économique de l'Église

---

<sup>287</sup> Né en 1894, il est décédé en 1960. Il a dirigé les ANTT entre 1934 et 1950 puis après la mort d'Alfredo Pimenta, entre 1951 et 1960 soit jusqu'à sa mort. (Voir son entrée biographique sur le site des ANTT : <https://digitalq.arquivos.pt/details?id=4217289>, consultée le 7 septembre 2021).

<sup>288</sup> La polémique est évoquée dans le II)1) du chapitre 3.

dans le soutien à la conquête d'un empire. Par ailleurs, la sous-partie : « Le service de Dieu ou l'idéal de croisade » ne fait qu'une demie page, ce qui traduit bien la faible place qu'il accordait à la religion comme moteur de la conquête. Ainsi, si la dimension religieuse était encore parfois admise par les historiens en opposition de la génération de la République à l'image des historiens accommodés, l'historien de la génération Oliveira Salazar voyait dans l'économie le principal « moteur » (p.77) de la conquête.

De plus, l'historien proposait une lecture divisant la société en classes, et surtout, par rapport aux faits narrés, opposant la bourgeoisie et la noblesse. Il reprenait ici une partie de l'argumentation d'António Sérgio qui avait mis en évidence les différences d'intérêts entre les deux groupes sociaux. Pour António Borges Coelho, la bourgeoisie a été la classe qui a tiré le plus de profit de la conquête par rapport à la noblesse :

« Au long du XIV<sup>e</sup> siècle, une classe connaît une ascension à la vitesse d'un météore – la bourgeoisie des champs et celle du commerce terrestre et maritime. Cette classe jeune se détache du monde populaire des vilains ; avec une voracité implacable, elle spolie les propriétaires ruraux les plus faibles, elle les exploite par le travail salarié [...]. Ce groupe jeune et vorace fait courir la société à un rythme auquel elle n'était pas habituée, et quand les seigneurs veulent lui emboîter le pas, la bourgeoisie, alliée à la classe populaire des métayers, propriétaires, rentiers, serfs et salariés, l'emportent à Lisbonne et à Aljubarrota sur les vieux barons féodaux. [...] Le ventre des bourgeois, un ventre neuf et robuste, brûle d'impatience "Plus ! Plus ! Plus" » (pages 77 et 78)

Ainsi, la lecture d'António Borges Coelho était assez proche de celle d'Álvaro Cunhal sur le rôle joué par la bourgeoisie à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle et au début du XV<sup>e</sup> siècle. Il mobilisait de nombreux termes marxistes comme « spolier », « classe », ou bien la métaphore du « ventre des bourgeois » et de leur « voracité ». À travers les images employées, António Borges Coelho voulait frapper le lecteur pour le convaincre de l'avidité du nouveau groupe qui était apparu. En quelque sorte il transposait au Moyen Âge ce qu'il s'est produit au XIX<sup>e</sup> siècle avec le remplacement de la noblesse terrienne par la bourgeoisie industrielle. De même, il prêtait à la classe bourgeoise une conscience de classe quand il disait : « la reconnaissance des seigneurs de leur existence comme classe était ce qui les intéressait soit le respect de leurs biens, de leurs privilèges, et donc de leur expansion économique, sociale, militaire et politique » (p. 88, par ailleurs tout le texte est en italique, signe qu'il s'agit d'une conclusion importante). La noblesse avait elle-même sa propre conscience et s'opposait à la bourgeoisie pour défendre ses intérêts : « Beaucoup des actes de la noblesse de cette époque cachaient un énorme NON face à toutes les initiatives qui conduisaient à l'agrandissement de la richesses bourgeoise » (p. 92). Classe contre classe, chacune ayant conscience d'elle-même, la bourgeoisie et la noblesse étaient donc pour l'historien dans une lutte pour influencer le roi et s'accaparer les richesses. L'interprétation

d'António Borges Coelho était donc caractérisée par une grille de lecture marxiste, mobilisée tout au long de son texte, pour rendre compte de la façon dont la conquête impériale a été commencée et surtout pour affirmer la primauté de l'économie sur la religion, au contraire de ce que les historiens accommodés affirmaient.

António Henrique de Oliveira Marques a lui aussi cherché à proposer une lecture du Moyen Âge différente de celle des historiens accommodés. L'historien de la génération Oliveira Salazar s'est formé en histoire-philosophie et après un séjour en Allemagne à la fin des années 1950, il a été invité par Virginia Rau à devenir assistant. Après avoir obtenu son doctorat, étudiant la relation entre la Hanse et le Portugal au Moyen Âge<sup>289</sup>, il a préféré quitter l'enseignement à la suite de son soutien aux étudiantes et étudiants durant la crise académique de 1962<sup>290</sup>. En effet, alors qu'il était premier assistant et avait déjà publié la dissertation nécessaire pour présenter sa candidature dans le cadre du concours pour devenir professeur extraordinaire, sa carrière a été bloquée à partir de 1962 par le pouvoir et il a démissionné en novembre 1964<sup>291</sup>. Il a alors décidé d'émigrer aux États-Unis et n'est rentré au Portugal qu'au début des années 1970. Son parcours intellectuel durant les années 1960 et 1970 a montré son double intérêt pour l'histoire médiévale et pour l'histoire contemporaine, et tout particulièrement l'histoire de la Première République<sup>292</sup>. Il a par exemple publié un *Guide de l'étudiant en histoire médiévale portugaise*, sur le modèle de *l'Initiation aux Études d'Histoire du Moyen Âge* de Louis Halphen<sup>293</sup>. Par ailleurs, dans la préface, l'historien saisissait l'opportunité pour appeler à une nécessaire modernisation des études historiques au Portugal :

« Il y a cent ans, par exemple, la discussion du miracle d'Ourique était considérée comme un sujet très important dans l'histoire du Portugal, mais l'analyse du comportement des prix ou des salaires après la peste noire de 1348 était complètement négligée. Aujourd'hui, il peut être considéré comme pure chinoiserie (n. : *bizantinice*, littéralement venant de Byzance) de chercher à savoir si Egas Moniz s'est rendu ou non chez l'empereur d'Espagne avec une corde au cou, alors que l'existence de formes précapitalistes dans les entreprises

---

<sup>289</sup> António Henrique de Oliveira MARQUES, *Hansa e Portugal na Idade Média*, Lisbonne, Tipografia Albano dos Anjos Tomás, 1959.

<sup>290</sup> Comme évoqué dans le I)1) du chapitre 7.

<sup>291</sup> Maria Helena da Cruz COELHO, « António Henrique de Oliveira Marques », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>292</sup> Avec par exemple António Henrique de Oliveira MARQUES, *História da Ia República*, Lisbonne, Iniciativas Editoras, 1973 ; mais aussi un livre sur l'histoire du Portugal paru d'abord en anglais (António Henrique de Oliveira MARQUES, *History of Portugal*, Londres-New York, Columbia University Press, 1972), puis au Portugal (António Henrique de Oliveira MARQUES, *História de Portugal, Desde os tempos mais remotos até ao Governo do Sr. Marcelo Caetano*, Lisbonne, Ágora, 1972) où le livre est par ailleurs dédié à deux historiens en opposition, António José Saraiva et Vitorino Magalhães Godinho. De plus, la période chronologique couverte allait jusqu'au temps présent, fait extrêmement rare dans l'historiographie portugaise.

<sup>293</sup> Comme mentionné dans la préface : António Henrique de Oliveira MARQUES, *Guia do estudante de história medieval portuguesa*, Lisbonne, Edições Cosmos, 1964, p. 9.

commerciales des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles est sérieusement discutée. [...] La nécessité d'initier un étudiant aux questions modernes qui préoccupent les historiens du monde civilisé est d'autant plus impérieuse que les archaïsmes traditionnels de notre culture continuent de peser sur l'historiographie portugaise. Malgré ce qui a été dit, il y a encore ceux qui discutent *sérieusement* (n. : en italique) du problème du miracle d'Ourique, ou qui concentrent leurs efforts sur la découverte de la date exacte d'une bataille (heure, jour et mois). Et malgré ce qui a été dit aussi, il y a encore ceux qui, très *sérieusement*, dédaignent d'affronter des problèmes tels que le comportement des prix et des salaires ou les formes capitalistes du Moyen Âge. C'est dans cette persistance d'une mentalité depuis longtemps dépassée à l'étranger que réside la principale tragédie de la culture portugaise, et dans le cas précis qui nous occupe, le retard spectaculaire de notre historiographie. » (pages 9 et 10)

Le médiéviste montrait une évidente appétence pour l'histoire économique et sociale et dénigrant l'histoire érudite et événementielle encore pratiquée par les historiens accommodés. Il sous-entendait par ailleurs que depuis un siècle, l'historiographie portugaise n'avait pas changé car en évoquant les interrogations quant à la réalité du miracle d'Ourique, il faisait référence à la remise en question des travaux d'Alexandre Herculano. Si à l'époque de cet historien, les questions économiques et sociales n'étaient pas encore développées, pour António Henrique de Oliveira Marques, il y avait eu comme une stagnation des questionnements historiographiques. Lorsqu'il mentionnait l'histoire bataille de façon ironique, il est possible qu'il fit référence, entre autres, à l'ouvrage de Salvador Dias Arnaut sur la bataille de Trancoso<sup>294</sup>. Il exagérait cependant, occultant notamment les travaux de Virgínia Rau pour la période médiévale, afin de convaincre les étudiantes et les étudiants de mener des recherches innovantes pour que le Portugal rejoignît de concert l'histoire écrite dans les autres pays, sous-entendant les pays riches.

De même dans *La société médiévale portugaise*, parue en 1962, il a cherché à moderniser l'approche de la période médiévale. Qualifiée de « Bible » par Maria Helena da Cruz Coelho, l'ouvrage a connu six éditions jusqu'en 2010 et a été traduit en anglais<sup>295</sup>. Le livre est dédié à « à la mémoire de Jaime Cortesão », décédé en 1960. Il rendait donc un hommage appuyé à l'historien en opposition. Le paratexte insiste sur l'envie de l'auteur de dépasser plusieurs problèmes inhérents à l'histoire médiévale portugaise :

« L'auteur est convaincu que l'histoire érudite et scientifique n'est d'aucune façon incompatible avec l'histoire de divulgation pour le grand public. Ce livre entend illustrer justement ce point de vue. Avec une base rigoureuse sur la documentation de l'époque – bien que la plupart des études antérieures manquaient en grande partie – il a cherché à reconstituer et à rendre vivant aux yeux du lecteur commun, non initié aux méandres de la recherche historique, la société médiévale portugaise, dans certaines de ses facettes les plus importantes. Rejetant en bloc l'histoire anecdotique avec laquelle on alimente normalement les amateurs et les simples curieux, il a tenté de faire une œuvre de référence, sérieuse et documentée, pourvue de notes et d'éléments bibliographiques. Mais il a aussi

<sup>294</sup> Étudiée dans le II)1) du chapitre 5.

<sup>295</sup> Maria Helena da Cruz COELHO, *op. cit.*



essayé de lui donner du mouvement et de la couleur, la présentation par le prisme des actions quotidiennes, qui rende cette société, pour les “ laïcs ” de nos jours, humaine, compréhensible, historique en somme. »

António Henrique de Oliveira Marques se positionnait en contrepoint d’une histoire événementielle et « anecdotique » afin de rendre compte de la vie quotidienne de la société portugaise, à l’image de ce que les auteurs étrangers produisaient. Il entendait donc faire de son livre une œuvre de divulgation pour le public cultivé portugais afin de diffuser plus largement les quelques travaux en cours tout en apportant des éléments scientifiques comme le soulignait la référence explicite aux notes de bas de page et à la bibliographie. De nombreux éléments de présentation du texte confirmaient le désir d’en faire une œuvre de divulgation : les 136 illustrations qui jalonnent le texte ; la taille du livre – un peu plus de 200 pages – en fait un livre synthétique avec dix chapitres dans l’ensemble courts<sup>296</sup> ; les notes de bas de pages sont placées à la fin du texte pour ne pas alourdir la présentation ; régulièrement, António Henrique de Oliveira Marques identifie les écarts entre les temps médiévaux et le temps présent : « Le café, le thé et le chocolat étaient méconnus » (p. 16), « il n’y avait pas d’habits nuptiaux comme on les connaît aujourd’hui » (p. 121) afin que la lectrice ou le lecteur se rende compte des différences.

Des orientations bibliographiques sont suggérées pour chaque thème, accompagné d’un court point historiographique ainsi que d’une bibliographie commentée. Régulièrement, António Henrique de Oliveira Marques commence par faire un constat défavorable : « Il n’existe pas d’études sur l’alimentation portugaise, aussi bien des temps médiévaux que modernes », (p. 251) ; « Il n’existe pas d’histoire de l’hygiène au Portugal » (p. 258) ; « Une histoire de l’Amour au Portugal, aussi bien au Moyen Âge que pour les temps modernes, n’existe pas », (p. 260). Pour chaque chapitre il dressait le même constat, celui d’une insuffisance des études sur la société portugaise et renvoyait aux études en allemand, français, espagnol ou en anglais. Ces références mettaient en évidence l’importance des lectures de l’auteur et le nécessaire travail à accomplir.

Dans la préface de 1962, l’historien insistait sur le caractère pionnier de son travail :

« Ce livre cherche à apporter quelque chose de nouveau. Le sujet – les aspects de la société médiévale portugaise dans sa vie quotidienne – n’a jamais attiré l’attention des historiens, sauf Costa Lobo dans certaines de ses pages de *l’Histoire de la Société au Portugal* au XV<sup>e</sup> siècle, faisant référence aux revenus individuels. C’est donc un travail pionnier, avec tous les avantages et les désavantages que l’ouverture de chemins apporte, de l’inexpérience et des incertitudes devant des difficultés imprévisibles ». (p. XVII)

---

<sup>296</sup> Les dix thèmes sont les suivants : I la table ; II les habits ; III la maison ; IV l’hygiène et la santé ; V L’affection ; VI le travail ; VII la croyance ; VIII la culture ; IX les distractions ; X la mort.

Une nouvelle fois, un historien en opposition prenait comme rare ouvrage de référence celui d'un historien actif avant le régime autoritaire. Les travaux des historiens accommodés contemporains étaient donc clairement dévalués par l'auteur et il présentait son travail comme novateur, afin de s'affirmer dans le paysage historiographique portugais et mieux se distinguer. Par ailleurs, la nouveauté recherchée par l'auteur était visible dans les différents sujets traités et il n'hésitait pas à évoquer des thèmes comme la prostitution (pages 126 et 127), l'homosexualité qui « ne suscitait pas la peur du pestiféré » ou bien la masturbation (p.129) soit des thématiques qui pouvaient être jugées répréhensibles dans une société portugaise encore empreinte de catholicisme. Son œuvre a marqué les années 1960 et 1970 et son intégration dans l'Université ainsi que sa nomination à la direction de la BNP à la suite de la révolution des Œillets sont autant de signes de son importance dans le champ du savoir.

\*

\* \*

Entre 1960 et 1974, la production historiographique des historiens en opposition a cherché à poursuivre la dynamique amorcée durant la période précédente. L'histoire qu'ils ont écrite s'est notamment distinguée par des critiques directement adressées à celle des historiens accommodés, jugée déconnectée de la production historiographique contemporaine. Les historiens ont alors proposé des lectures alternatives, insistant notamment sur l'importance de développer l'histoire économique et sociale au détriment de l'histoire politique.

En plus de proposer une autre histoire à celle des historiens accommodés et organiques, les historiens en opposition ont aussi cherché à focaliser leur attention sur les nombreuses zones restées dans l'ombre de l'histoire portugaise.

## 2) Comblent les blancs de l'histoire du Portugal. Les historiens en opposition à la recherche des temps oubliés

En rupture avec les travaux d'historiens précurseurs de la période précédente, qui avaient délaissé l'histoire contemporaine durant les années 1950, plusieurs historiens en opposition actifs entre 1960 et 1974 ont voulu écrire sur l'histoire contemporaine et lever le tabou des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Par l'étude successive de quelques profils d'historiens et d'une

historienne, l'enjeu est ici de montrer comment l'histoire des temps plus récents a connu un essor constant jusqu'à la fin de la période.

Flausino Torres est un historien de la génération de la transition autoritaire. Il a suivi le cursus d'histoire-géographie à la fin des années 1920 à l'université de Coimbra puis il est devenu enseignant. Le rythme de ses publications d'ouvrages a connu deux périodes importantes. Tout d'abord dans les années 1940, il a publié trois livres de vulgarisation écrits pour la *Biblioteca Cosmos*, évoqués précédemment. Puis il a fallu attendre les années 1960 pour voir paraître de nouveaux ouvrages de sa plume. À ce moment-là, il a déjà un âge assez avancé, ayant plus de soixante ans. Entre temps, durant les années 1950, il a été professeur au collège, incarcéré puis est parti en Europe de l'Est pour finalement de devenir professeur en Tchécoslovaquie<sup>297</sup>. Dans ce pays, alors qu'il enseignait à l'université de Prague, il a rédigé un manuel pour ses élèves qui a ensuite été publié au Portugal en 1970 intitulé *Portugal, une perspective de son histoire*<sup>298</sup>. Il s'agit d'un rapide résumé de l'histoire du pays pour les étudiantes et les étudiants tchécoslovaques, comme le remarque l'avertissement aux lecteurs, il a été rédigé « loin des sources, à des milliers de kilomètres des bibliothèques portugaises, disposant d'une bibliographie réduite, Flausino Torres n'a pas pu produire un travail innovant » (p. 5). Son œuvre était surtout un résumé de l'histoire, qui s'étend certes jusqu'au temps présent mais où il n'a pas été en mesure d'approfondir tant que cela son argumentation.

En revanche, dans son *Histoire contemporaine du peuple portugais*, qu'il a commencé de publier alors qu'il était à Prague, il ne semble pas avoir autant éprouvé le besoin d'être au contact d'une bibliographie portugaise. Cette œuvre, publiée entre 1969 et 1971 en trois volumes, était particulièrement innovante. Il y portait explicitement son attention sur la période contemporaine. Son œuvre faisait partie des premiers travaux historiques couvrant l'histoire récente, avec, entre autres, Joel Serrão et ses recherches sur l'émigration, Armando Castro mais aussi António Henrique de Oliveira Marques. Mais l'histoire récente a connu son véritable essor seulement après le 25 avril 1974, période où, comme l'a remarqué João Bonifácio Serra, « l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle est véritablement entrée dans l'histoire, avec les exigences scientifiques qui étaient entretemps devenues son apanage en Europe<sup>299</sup> ». En outre Flausino Torres entendait faire l'histoire du peuple. L'historien, militant communiste pendant plusieurs décennies jusqu'en 1968, avait pour objectif d'étudier les personnes oubliées de l'histoire. Dans le

---

<sup>297</sup> Christophe ARAÚJO, « Flausino Torres », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>298</sup> Flausino TORRES, *Portugal, uma perspectiva da sua história*, Porto, Afrontamento, 1975, pour la 3<sup>e</sup> édition.

<sup>299</sup> João Bonifácio SERRA, « Os estudos sobre o século XX na historiografia portuguesa do Pós-Guerra », dans *Penélope*, n° 5, 1991, pp. 111-150.

préambule du premier volume, il insistait sur ce point et son analyse marxiste de la société était clairement perceptible :

« Une “Histoire contemporaine du peuple portugais” est difficile à écrire. Et pour plusieurs raisons : d'abord, parce que le contemporain s'étend jusqu'à nos jours, comme l'indique le mot lui-même. Un temps encore brumeux, obscur [...]. Mais il y a une deuxième raison, plus forte, qui rend difficile l'écriture d'une histoire contemporaine de notre peuple. C'est parce qu'elle ne peut être écrite que par ceux qui contribuent à la relever, à changer les conditions dans lesquelles elle se trouve. [...] Dans toute société et à toute époque, il existe une classe qui bénéficie de tous les avantages de la situation actuelle, tout comme dans une ville, il existe une demi-douzaine, mais seulement une demi-douzaine, d'immeubles dont les terrasses permettent de voir toute la ville. En bas, il y a la grande masse de la population qui, pour ceux qui la voient depuis les hautes terrasses, n'a pas d'histoire – il est même écrit qu'elle n'a pas d'histoire – parce qu'elle n'a pas de volonté, parce qu'elle n'a pas de culture, parce qu'elle n'a pas les conditions nécessaires pour gouverner. [...] Écrire l'histoire, c'est faire l'histoire. On ne peut pas l'écrire aujourd'hui – nous parlons surtout de l'histoire de nos jours – en se nourrissant simplement de la poussière des archives. [...] L'historien de l'élite, l'historien de la vision supérieure des événements, voit les choses de haut en bas, comme un dieu, et les dieux voient tout *sub specie aeternitatis*. Sans doute, l'historien (excusez l'expression !) l'historien bourgeois procède-t-il réellement de cette manière. » (pages 6 et 7)

Flausino Torres relevait les différents obstacles à l'écriture de l'histoire contemporaine du peuple. Pour lui, plus que la question de la distance qui pouvait inquiéter quelque peu les historiens, personne n'avait eu la sincère volonté de s'intéresser à la majorité de la population. L'histoire des catégories les plus humbles était donc sciemment ignorée. Il reprenait une grille d'interprétation marxiste pour diviser la société entre une classe privilégiée qui avait sa propre histoire et le reste de la société qui était évacué de l'histoire. Par ailleurs, pour lui l'histoire a été écrite par des bourgeois qui ne s'intéressaient qu'aux intérêts des plus fortunés. La classe des historiens bourgeois faisait donc l'histoire des bourgeois. En contrepoint d'une lecture « du haut vers le bas », Flausino Torres voulait proposer une histoire vue d'en bas, à l'image de l'histoire de la classe ouvrière analysée par Edward Palmer Thompson dans *La formation de la classe ouvrière* parue en 1963<sup>300</sup>. Il insistait notamment sur l'idée qu'écrire l'histoire ne pouvait pas se limiter à la fréquentation et à la consultation des archives, trop souvent silencieuses quant aux populations les plus humbles. Au contraire, il préconisait de chercher d'autres sources pour accéder à l'histoire du peuple, sans pour autant proposer de solutions concrètes.

L'écriture de l'histoire était pour Flausino Torres un acte militant comme il l'affirmait plus loin dans le préambule :

« De tout ce qui vient d'être dit, il faut au moins conclure une chose : l'écrivain, mais aussi le chroniqueur des événements, doit prendre position sur la barricade, quelle que soit

---

<sup>300</sup> Edward Palmer Thompson, *La Formation de la classe ouvrière*, traduit par Gilles DAUVÉ, Mireille GOLAS-ZEWSKI et Marie-Noëlle THIBAUD, Paris, Seuil, 1988.

l'époque à laquelle il vit. Et la nôtre ne fait pas exception. S'il ne le fait pas, il ne peut pas écrire l'histoire du peuple. Il écrira l'histoire de la Noblesse ou de la Bourgeoisie, ou celle d'une simple partie de la Bourgeoisie. Même s'il insiste et recourt à toutes les attitudes pour se prétendre objectif, scientifique... il n'y parviendra pas ; il ne sera pas non plus un historien. [...] L'histoire a toujours été une arme de combat pour un parti. Cela est connu depuis Thucydide. Et notre fragile ÉBAUCHE ne sera qu'une pioche, celle qui sert à abattre les vieux bâtiments corrodés, mais avec laquelle on pose aussi les fondations des murs d'un nouvel édifice, la maison d'un homme nouveau. Une pioche parmi tant d'autres. » (p. 8)

La posture adoptée par Flausino Torres était résolument engagée. En faisant l'histoire du peuple, il assumait donc de prendre parti pour lui. L'histoire était ici revendiquée comme une arme politique et faire l'histoire des dominés était une façon de prendre position contre le reste de la production historiographique qui ne faisait que défendre les intérêts de la classe dominante alors que lui voulait défendre la cause des prolétaires. Par l'évocation de l'homme nouveau, il y avait une référence évidente au projet de transformation sociétal du communisme. Alors qu'il écrivait au moment où il avait quitté le PCP, l'importance du marxisme dans sa pensée était intacte et il entendait écrire une histoire fortement imprégnée des thèses du matérialisme historique. L'œuvre de Flausino Torres était donc à la fois novatrice par son intérêt pour le peuple et pour l'histoire la plus récente du XX<sup>e</sup> siècle et dans le même temps partisane et assumée comme telle. Cet ouvrage a été le dernier car il est décédé peu de temps après le 25 avril 1974. Il a marqué le début des années 1970 mais il a ensuite été quelque peu oublié, tout comme l'a été Flausino Torres.

Les autres historiens en opposition ont surtout écrit sur le XIX<sup>e</sup> siècle portugais. Fernando Piteira Santos en fait partie. L'historien de la génération Oliveira Salazar a suivi ses études d'histoire-philosophie à l'université de Lisbonne au cours des années 1930 et durant la même décennie il a rejoint le PCP dont il a été exclu à la fin des années 1940. Après avoir travaillé pendant plus d'une décennie pour *Publicações Europa-América*, il part en exil à partir de 1962 d'abord en France puis en Algérie<sup>301</sup>. Son activité littéraire s'est surtout concentrée dans les revues et les journaux de l'opposition<sup>302</sup>. Il n'a publié durant le régime autoritaire que trois livres : *Les grandes doctrines économiques* en 1951 sous le pseudonyme de Arthur

---

<sup>301</sup> Son parcours a été évoqué dans le II) du chapitre 7 mais aussi dans le III)2) du chapitre 3. Pour sa biographie voir : CENTRO DE DOCUMENTAÇÃO DO 25 DE ABRIL (catalogue d'exposition), *Fernando Piteira Santos : português, cidadão do século XX*, Coimbra, CD25A, 2004.

<sup>302</sup> Il a notamment contribué durant le régime autoritaire dans *O Diabo, Ler* (le journal publié par *Publicações Europa-América*), *Portugal Democrático, República, Seara Nova, Sol Nascente, O Tempo e o Modo, Vértice, A Voz do Operário* soit pratiquement l'ensemble des publications périodiques évoquées dans le I)1) de ce chapitre. D'après la « bibliographie active » de CENTRO DE DOCUMENTAÇÃO DO 25 DE ABRIL (catalogue d'exposition), *op.cit.*, pp. 24-39.

Taylor<sup>303</sup>, *La pensée épistémologique de Émile Meyerson* en 1961<sup>304</sup> et *Géographie et économique de la Révolution de 1820* en 1962<sup>305</sup>, paru l'année où il a quitté le Portugal.

Ce dernier livre a été interdit de circuler par la Censure seulement en 1966 et après indication de la PIDE<sup>306</sup>. Il pourrait paraître surprenant que l'ouvrage d'un opposant qui avait pourtant participé à une tentative de coup d'État ait vu son livre portant sur le XIX<sup>e</sup> siècle interdit seulement après plusieurs années mais cela montre que les instruments de contrôle n'étaient pas infaillibles. La première édition dénombrait 2500 exemplaires et la seconde édition, parue qu'en 1975, 3000 exemplaires. Le livre est dédié à Vitorino Magalhães Godinho « avec beaucoup de souvenirs ». Une nouvelle fois, un historien en opposition dédiait son ouvrage à un autre historien en opposition. Le thème du livre est la révolution libérale de 1820, l'un des premiers moments de tension au Portugal dans les longues luttes entre les partisans de l'absolutisme et ceux d'une monarchie constitutionnelle<sup>307</sup>. En synergie avec l'Italie et l'Espagne, le Portugal s'est soulevé non pas contre la monarchie, qui était encore installée au Brésil, mais plutôt contre la présence britannique qui s'éternisait. La révolution a donné les bases d'un système censitaire et représentatif mais aussi encouragé l'indépendance du Brésil en 1822.

Le livre dénombre 140 pages de texte. Il comporte une introduction, mais pas de conclusion. Des « notes complémentaires » sont incluses à la fin. On y trouve de nombreux tableaux de chiffres que ce soit sur le porto ou bien des quantités de marchandises échangées, quelques détails biographiques sur des personnages cités dans le texte mais aussi des sources comme un poème d'Almeida Garrett. Le nombre de notes de bas de page est assez réduit : 24 pour l'introduction, 67 pour le développement. 30 auteurs, tous des hommes, sont cités : 11 sont portugais et 19 sont étrangers. Parmi les 11 portugais, 4 sont des historiens en opposition<sup>308</sup>, 5 des historiens accommodés<sup>309</sup>, 1 est indéterminé<sup>310</sup> et 2 autres sont des historiens du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>311</sup>. Au sein des 19 historiens étrangers, 15 sont des philosophes ou bien des historiens français et 4 sont d'autres nationalités<sup>312</sup>. Il y a donc dans la bibliographie mobilisée un

---

<sup>303</sup> Fernando Piteira SANTOS, *As grandes doutrinas económicas*, Mem Martins, Europa América, 1951.

<sup>304</sup> Fernando Piteira SANTOS, *O pensamento epistemológico de Émile Meyerson*, Lisbonne, Edições da Revista Filosofia, 1961.

<sup>305</sup> Fernando Piteira SANTOS, *Geografia e economia da Revolução de 1820*, Lisbonne, Europa-América, 1975 (2<sup>e</sup> édition).

<sup>306</sup> Voir le I)2) du chapitre 7.

<sup>307</sup> Le Parlement portugais a sur son site une section « histoire du Parlement » qui retrace très précisément la chronologie du pronúnciamiento de 1820 (<https://www.parlamento.pt/Parlamento/Paginas/A-Revolucao-Liberal-1820.aspx>, consulté le 8 septembre 2021).

<sup>308</sup> Vitorino Magalhães Godinho, Joel Serrão, Joaquim de Carvalho, Jaime Cortesão.

<sup>309</sup> Damião Peres, Orlando Ribeiro, Manuel Paulo Merêa, Francisco Lopes Vieira de Almeida, Pedro de Azevedo.

<sup>310</sup> Il s'agit de Julião Soares de Azevedo.

<sup>311</sup> Luís Augusto Rebelo da Silva, Joaquim Pedro de Oliveira Martins.

<sup>312</sup> Un Soviétique, un États-Unien, un Britannique et un Allemand – Karl Marx.

équilibre entre les historiens accommodés et les historiens en opposition et pour les ouvrages étrangers, l'attrait de Fernando Piteira Santos pour la production littéraire française est évident. Quelques grands noms d'auteurs marxistes sont cités comme Karl Marx et Louis Althusser ainsi que l'historien Pierre Vilar. Des figures de l'histoire économique et sociale française comme Fernand Braudel, Marc Bloch ou Charles Morazé sont aussi mentionnés. Au regard des références citées mais aussi des nombreux graphiques et tableaux qui viennent étayer le propos, l'intérêt de Fernando Piteira Santos pour ce courant historiographique est indéniable. Par ailleurs, le titre du livre confirme son attrait pour cette écriture de l'histoire.

Dans la préface, Fernando Piteira Santos a évoqué les principales difficultés qu'il a rencontrées alors qu'il a commencé ses recherches aux alentours de 1950 :

« Ce n'est pas le long et patient travail de passage de ma prose barbare à l'émeri qui a retardé la publication. L'auteur avait l'intention, l'espoir, de donner d'autres dimensions à son étude. Il voulait utiliser les pierres apprêtées pour ériger un noble édifice. Comme dans de nombreuses autres entreprises, son destin lui a été défavorable. [...] Onze années d'activité dispersée par de multiples voies ; des voies du hasard parfois, des sollicitations pressentes pour d'autres. L'auteur n'a pourtant pas désisté du premier projet primitif de ce travail. Durant les années passées à inventorier les sources, il a recensé des éléments de recherche, parcouru la presse de l'époque, glané avec la ténacité et l'adresse d'un paysan pauvre sur les champs moissonnés de riches laboureurs et détecté des filons occultes. Un travail ardu et ingrat, sans suivi méthodique ; une œuvre de la grâce des heures libres. Ces recherches d'amateur, menées à terme à la marge des occupations quotidiennes, dans les brèves et irréguliers intervalles d'autres tâches, n'ont pas pu aller aussi loin que voulu, autant que possible. » (pages 7 et 8)

La confiance de Fernando Piteira Santos permet de percevoir les nombreuses entraves que l'auteur a rencontré. Dans la poésie qui se dégage de sa prose, l'amertume de sa situation personnelle transparaissait. En effet, il constatait le décalage entre le projet du livre et le temps dont il disposait véritablement en raison de ses diverses occupations professionnelles chez *Publicações Europa-América*. Par ailleurs, en révélant aux lectrices et aux lecteurs les obstacles rencontrés, il utilisait une formule de modeste convenue.

Tant par les références bibliographiques dans les notes de bas de page que dans sa préface, Fernando Piteira Santos revendiquait l'influence des *Annales* dans la lecture du XIX<sup>e</sup> siècle qu'il exposait dans ce livre :

« Si le passé est un donné qui ne changera pas, la connaissance du passé est susceptible de modification, d'une plus grande ouverture, d'un approfondissement plus radical, d'un progrès. Les résultats de la recherche, les données scientifiquement établies, sont de nouveaux matériaux de construction. L'historien... il ne s'agit pas à proprement dit ici d'une besogne "classique" de l'historien ou d'une besogne de "l'historien classique". La réalité historique, la réalité économique, la réalité sociale, sont une seule et même réalité, "celle de la société en action" – pour reprendre une expression de Georges Gurvitch que nous trouvons heureuse. [...] Parallèlement, simplement : Géographie et Économie de

la Révolution de 1820. De la “Révolution de 1820” et non du “Portugal en 1820” – le lecteur est prié de ne pas oublier. Nous étudions la géographie dans son lien avec le processus révolutionnaire de 1820 – dans son aspect économique et social, dans son aspect politique et militaire, dans son aspect politique et électoral. Nous étudions l'économie en fonction des objectifs et des exigences de la bourgeoisie commerciale. C'est “dans” la Révolution que nous nous plaçons. Au-delà d'une révolution (une des crises de croissance de la société portugaise), notre sujet est l'homme, les hommes – leur activité totale. Dans ce cadre restreint du XIX<sup>e</sup> siècle et du Portugal, nous voyons des hommes agir, innover, créer de nouvelles institutions, transformer la société et la nation, construire un nouveau Portugal. » (pages 9 puis 11)

Fernando Piteira Santos entendait ainsi se distinguer de l'« historien classique » par son interprétation. Par historien classique, il sous-entendait l'historien accommodé et son interprétation de l'histoire limitée à la dimension politique. Or par son approche, croisant à la fois économie et société mais aussi par sa situation professionnelle qui faisait qu'il ne pouvait pas intégrer l'Université, il était professionnellement et intellectuellement aux antipodes de l'historien classique. De plus, la démarche de Fernando Piteira Santos était originale par sa volonté de ne pas limiter le processus révolutionnaire au Portugal, contrairement à la presque totalité de l'historiographie de cette époque exclusivement centrée sur le Portugal, qu'elle émanât aussi bien d'historiennes et d'historiens accommodés qu'en opposition. Le Portugal était certes l'un des principaux points d'entrée de l'analyse, et « Portugal » était le dernier mot de la préface. De plus, il n'y avait qu'une seule référence bibliographique en espagnol et aucune en italien, signe que le cœur de son attention restait le Portugal. En raison de son parcours militant et de son exil en Algérie, Fernando Piteira Santos n'a pas pu reprendre ses travaux sur le XIX<sup>e</sup> siècle et son quatrième livre n'est paru qu'une fois rentré au Portugal.

Victor de Sá est un historien de la génération Oliveira Salazar. Jeune, il a un temps voulu devenir missionnaire avant de changer d'avis une fois entré au séminaire<sup>313</sup>. Après ses études secondaires, il a décidé d'ouvrir une librairie dans la ville de Braga, où il vivait à l'âge de 21 ans. Il a commencé à militer pour le PCP dans les années 1940. Bien qu'il ait déjà écrit dans les revues *Vértice* et *Seara Nova*, il a commencé ses études en histoire-philosophie seulement durant la décennie 1950. En raison de l'une de ses multiples incarcérations en 1958, il n'a pu soutenir sa thèse de licence intitulée « Amorim Viana, sa vie et son œuvre » qu'en 1959<sup>314</sup>. Il avait décidé d'étudier la figure d'un philosophe et mathématicien du XIX<sup>e</sup> siècle : Son intérêt

---

<sup>313</sup> Henrique Barreto NUNES, « Victor de Sá : um Homem na História », dans Centro de História da Universidade do Porto (org.), *Estudos de História Contemporânea portuguesa*, Lisbonne, Horizonte, 1991.

<sup>314</sup> Luís Alberto ALVES, « Vítor de Sá », dans *Dicionário de Historiadores Portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.



pour ce siècle était donc déjà présent dès la fin de ses études<sup>315</sup>. Empêché d'enseigner<sup>316</sup>, il a candidaté et obtenu en avril 1962 pour une bourse de la Fondation Calouste Gulbenkian, récemment créée, puis il est parti à Paris dès 1963. Sa thèse de doctorat, dirigée par Léon Bourdon, a étudié le mouvement libéral et l'essor du socialisme au Portugal a été soutenue en France en janvier 1969. Le livre *La crise du libéralisme et les premières manifestations des idées socialistes au Portugal (1820-1852)*, paru en décembre 1969 aux éditions de Seara Nova est la traduction en portugais de sa thèse de 3<sup>e</sup> cycle<sup>317</sup>. La rapidité avec laquelle elle a été traduite et publiée souligne qu'il y avait un réel engouement pour son travail au Portugal.

La présentation de l'ouvrage montre le peu de changements qu'il y a eu entre le texte en français défendu en Sorbonne et celui publié au Portugal. L'ouvrage compte une introduction mais n'a pas de conclusion apparente. Les index ont été réalisés par Augusto da Costa Dias et ont donc été ajoutés ou pour le moins adaptés. La bibliographie est importante : elle fait près de 20 pages et 179 auteurs sont mentionnés. De plus, pour un grand nombre d'auteurs, plusieurs titres sont mentionnés. Elle dépasse amplement les 350 références. Elle mêle cependant les sources et les travaux de contemporains. Il y a au total 47 références d'auteurs étrangers, dont 38 français, 5 anglo-saxons et 4 allemands. Les auteurs étrangers représentent donc près du tiers des références, une proportion importante par rapport à bien d'autres travaux. Cette ouverture rappelle que son travail a été réalisé en France. Parmi les historiens en activité ou au moins actifs durant le régime autoritaire, seuls 3 sont des historiens accommodés<sup>318</sup>, alors que 12 historiens en opposition sont mentionnés<sup>319</sup> et auxquels il est possible d'ajouter Julião Soares de Azevedo. Aucun historien organique n'est cité. L'écart par rapport à l'œuvre analysée par Fernando Piteira Santos peut s'expliquer par la multiplication des travaux sur le XIX<sup>e</sup> siècle au cours de la décennie 1960.

Le livre est dédié à son directeur de thèse, Léon Bourdon et à la Fondation Calouste Gulbenkian<sup>320</sup>. Comme Victor de Sá l'a affirmé dans la préface, son projet de recherche était

---

<sup>315</sup> [https://www.infopedia.pt/\\$amorim-viana?uri=lingua-portuguesa](https://www.infopedia.pt/$amorim-viana?uri=lingua-portuguesa), consulté le 8 septembre 2021.

<sup>316</sup> Comme évoqué dans le I)2) du chapitre 7.

<sup>317</sup> Victor de Sá, *A Crise do Liberalismo e as primeiras manifestações das ideias socialistas em Portugal (1820-1852)*, Lisbonne, Seara Nova, 1969.

<sup>318</sup> Fortunato de Almeida, Jorge Borges de Macedo qui était à ce moment cathédrique et n'était plus un opposant et Marcelo Caetano.

<sup>319</sup> Luís de Albuquerque, Joaquim Barradas de Carvalho, Joaquim de Carvalho, Armando Castro, José-Augusto França, Vitorino Magalhães Godinho, Victor de Sá, António José Saraiva, António Sérgio, Joel Serrão, José Tengarrinha, Flausino Torres.

<sup>320</sup> Par ailleurs sont remerciées à la page 23 plusieurs personnes liées à la FCG comme José de Azeredo Perdigão, le directeur de la fondation mais aussi le personnel du Centre culturel portugais à Paris dont António Coimbra Martins et l'historien accommodé Joaquim Veríssimo Serrão qui a dirigé le centre dans la seconde partie des années 1960.

de mesurer l'influence du proudhonisme au Portugal, mais au fur et à mesure de ses recherches, il a élargi sa recherche à d'autres auteurs, des Français pour beaucoup<sup>321</sup>. Son étude était une des premières embrassant une période ample du XIX<sup>e</sup> siècle :

« Ma première hypothèse s'est révélée féconde. Non pas que j'ai pu confirmer son exactitude – je dois le reconnaître en toute honnêteté – mais par le chemin qu'elle m'a fait parcourir et par les perspectives qu'elle m'a ouvertes. En effet, à mesure, que j'avais dans les phases de cette étude, je prenais conscience de la nécessité d'une analyse approfondie de la société portugaise à l'époque du libéralisme, de ses caractéristiques et de ses contradictions, des causes, en somme, qui ont rendu possible l'influence des premières idées socialistes, au moins pour certains secteurs. » (pages 20 et 21)

L'histoire écrite par Victor de Sá privilégiait donc l'étude de la société portugaise et délaissait quelque peu l'économie. Par ailleurs, par rapport aux autres travaux des historiens en opposition, l'économie n'a pas été aussi importante dans son travail car seuls quatre tableaux statistiques sont présents. Sa démarche était de montrer une société portugaise ouverte aux nouvelles façons de penser la société et donc de mettre en évidence que le Portugal, bien qu'en décalage par rapport au reste de l'Europe dans le processus d'industrialisation, accompagnait les transformations économiques et sociales à l'œuvre. Il insistait par ailleurs : « Nous avons dû lutter contre la tendance à envisager les problèmes idéologiques d'un point de vue littéral, avec un rejet de l'analyse sociologique » (p. 49), identifiant la faiblesse des études sociologiques au Portugal lorsqu'il a écrit l'ouvrage, situation qu'il déplorait.

Autre aspect à relever : l'analyse de Victor de Sá est empreinte de marxisme. En effet, l'influence de cette idéologie est perceptible dans le découpage de la société retenu. Ainsi, il a mentionné : « L'époque de la transition de la société portugaise de l'Ancien Régime jusqu'à la société moderne bourgeoise et capitaliste » (p. 34), « l'esprit de classe des historiens bourgeois du libéralisme », (p.52), un chapitre est intitulé : « Positions de petits-bourgeois face au problème de la propriété : Alexandre Herculano e Oliveira Marreca » (p. 239), « Après la Révolution de Février, signal du réveil de la classe ouvrière, la bourgeoisie a cherché par tous les moyens à la soumettre à l'ordre qui lui convenait » (p. 339), et enfin le texte terminait sur une mention postérieure à la période chronologique étudiée : « La classe ouvrière a attendu

---

<sup>321</sup> « J'ai ainsi esquissé et délimité le cadre de mon étude. Dans ce cadre, j'ai cherché les vestiges d'une influence proudhonienne suspectée, plongeant dans l'œuvre des écrivains portugais qui, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, s'étaient vivement intéressés aux problèmes sociaux. J'ai rapidement compris que d'autres penseurs socialistes ou socialistes, en plus de Proudhon, avaient exercés sur eux leur influence. Je pense, par exemple, à Louis Blanc, Saint-Simon, Fourier, Robert Owen ou les chrétiens-sociaux comme Lamennais, Pierre Leroux ou Buchez. Peu à peu, le plan de mon travail s'est dessiné. Si au début j'ai eu l'intention d'étudier simplement l'influence du *proudhonisme au Portugal* (n. : les italiques sont de l'auteur), j'ai compris à un certain moment que je devais étudier de préférence *les conditions historiques et les premières manifestations de la pensée socialiste au Portugal*, pour arriver finalement au sujet plus précis de ma thèse, *la crise du libéralisme et les premières manifestations des idées socialistes au Portugal (1820-1852)*. » (pages 19 et 20)

inutilement une amélioration effective de sa condition, et c'est seulement après la Commune de Paris (1871) que les idées socialistes ont connu un nouvel essor et que l'on a assisté ici à la création des premiers partis socialistes ouvriers » (p. 374). En somme, le vocabulaire marxiste irrigue l'ouvrage et le marxisme a fourni une grille de lecture à Victor de Sá pour restituer l'histoire des germes de l'idéologie socialiste au Portugal. Malgré la rapidité avec laquelle il a publié sa thèse, le retour au Portugal de l'auteur a été compliqué et il n'a pas pu intégrer l'enseignement supérieur qu'après le 25 avril 1974, signe qu'il y avait un décalage entre les intérêts des éditeurs, les attentes du public et le tamis du pouvoir.

José Tengarrinha est un autre historien de la génération de la guerre coloniale qui a longuement milité au PCP puis dans le parti politique qu'il a créé, le Mouvement démocratique portugais. Après des études en histoire-philosophie alors qu'il avait déjà été incarcéré, il a surtout exercé en tant que journaliste mais il a travaillé dans une agence de publicité<sup>322</sup>. Il a rapidement eu le souhait d'écrire sur des thèmes peu étudiés comme il l'a affirmé à plusieurs reprises pendant le régime autoritaire<sup>323</sup> mais aussi durant l'entretien que j'ai eu avec lui : « Entretiens, j'ai publié des études sur la sociologie de la littérature, des travaux sur différents thèmes comme la nature sociopolitique, le mouvement ouvrier, que des thèmes qui n'étaient pas étudiés à l'Université<sup>324</sup> », puis : « Cela me rappelle la question dans le *Métier de l'historien* (n. : dit en français) "papa, à quoi ça sert l'histoire ?". C'est comme ça que le livre commence. Cela avait clairement un sens militant. Mais l'objectif était surtout d'ouvrir des chemins qui étaient étroits et imposés par l'historiographie officielle<sup>325</sup>. » Il s'est donc affirmé comme faisant partie des auteurs qui voulaient combler les thématiques qui n'avaient jusque-là pas été étudiées et de fait son œuvre a été pionnière.

L'historien a insisté sur les nombreux courants de pensée qui l'ont influencé historiographiquement :

« Oui, marxiste, oui. Dès que j'ai commencé à travailler, à lire, à étudier. J'ai une grande collection de livres français, surtout de l'école des *Annales*, qui m'ont donné la base fondamentale. Bien sûr que cette école avait une grande inspiration marxiste. Je n'ai jamais été proche de l'historiographie anglo-saxonne qui était pour moi positiviste. L'école des

---

<sup>322</sup> Voir l'évocation dans le 1)2) du chapitre 7.

<sup>323</sup> Par exemple, dans un article du *Diário Popular* daté du 9 octobre 1969, intitulé : « José Tengarrinha : avant le problème du livre, il est important de résoudre celui de la recherche » il précisait : « Lorsque j'ai commencé mes études, je me suis rendu compte que le XIX<sup>e</sup> siècle était une période mal connue, autour de laquelle s'était établie toute une série d'idées totalement fausses, d'autant plus exigeantes qu'il est certain que la compréhension de la société portugaise du XIX<sup>e</sup> siècle est indispensable à une compréhension profonde de notre société actuelle. » (Dossier José Tengarrinha, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N<sup>o</sup>P : 3652, NT : 7287, feuille 280).

<sup>324</sup> Entretien José Tengarrinha, p. 3.

<sup>325</sup> Entretien avec José Tengarrinha p. 9.

*Annales* fut une véritable découverte. Surtout ce livre. Enfin, plusieurs livres mais Soboul et Labrousse ont pour moi été fondamentaux<sup>326</sup>. »

Il est intéressant de voir le lien qu'il établissait fort entre le marxisme et l'école des *Annales*, or les principales figures des *Annales* ne se réclamaient pas du marxisme et à de rares exceptions n'étaient pas communistes ou ne l'avaient pas été très longtemps. De plus, une nouvelle fois, un historien en opposition soulignait l'importance du courant historiographique français. Elle est par ailleurs visible dans son ouvrage *Histoire de la presse périodique au Portugal* paru en 1965 dans la maison d'édition Portugália<sup>327</sup>.

Dans une note explicative, il a précisé que le livre est le résultat du beaucoup trop long article « presse » qu'il avait écrit pour le *Dictionnaire d'Histoire du Portugal* dirigé par Joel Serrão (p. 13). Ce dernier lui avait alors conseillé de le développer et d'en faire un livre, ce qu'il a fait. Le livre fait plus de 330 pages dont 240 de texte. Il n'a ni introduction ni conclusion apparente. Cependant la préface assez longue pourrait être considérée comme une introduction. De longues notes explicatives sur des points précis sont insérées à la suite du texte. La bibliographie fait plus de vingt pages et est limitée à la presse portugaise, ce qui fait qu'il y a très peu d'auteurs étrangers. Au total, plus de 200 auteurs sont cités et plusieurs noms ont plusieurs titres. Elle mêle à la fois les sources consultées et les travaux des historiens actifs pendant le régime autoritaire. Parmi les historiens contemporains, aucun historien organique n'est cité, 3 historiens en opposition<sup>328</sup> et 7 historiens accommodés sont mentionnés<sup>329</sup>. L'objectif du livre était d'analyser le rôle de la presse de son apparition durant la période moderne à la proclamation de la République<sup>330</sup>. José Tengarrinha a mis en évidence trois périodes dans l'introduction, qui ont un traitement inégal : la première allant de 1641 à 1820 ne fait que 30 pages ; la seconde de 1820 à 1875 totalise 140 pages ; celle entre 1875 à la période contemporaine réunit 60 pages. La préférence accordée par l'historien au XIX<sup>e</sup> siècle est patente, d'autant qu'il s'agit de la période de croissance de la presse périodique. Toutefois, alors que dans la note explicative il disait qu'il ne traiterait pas la période postérieure à 1910, il consacre tout de même quelques pages à la période républicaine et même à la dictature pour évoquer le retour de la censure au Portugal. Cependant, dans les six pages, il s'est contenté de citer longuement

---

<sup>326</sup> Voir l'entretien avec José Tengarrinha pages 9 et 10.

<sup>327</sup> José TENGARRINHA, *História da Imprensa periódica em Portugal*, Lisbonne, Portugália, 1965.

<sup>328</sup> Joaquim de Carvalho, Victor de Sá et José Tengarrinha lui-même.

<sup>329</sup> António Ferrão, Albino Maria Forjaz de Sampaio, Luís José de Pina Guimarães, José Maria de Queirós Veloso, Alfredo Pimenta, José Leite de Vasconcelos, Joaquim Mendes dos Remédios.

<sup>330</sup> Dans le II)2) du chapitre 6 j'ai déjà évoqué les questionnements d'un journalisme quant à la date butoir et la justification de José Tengarrinha, qui avait en fait craint d'écrire sur la période républicaine et la dictature. En raison de la peur d'une censure de son œuvre, il avait décidé de ne pas développer de façon conséquente au-delà (pour la note explicative, voir la page 13 de l'ouvrage).

les différents textes de loi ayant eu des conséquences pour la presse périodique, sans véritablement prolonger la réflexion.

Dans la préface, José Tengarrinha insistait sur l'importance de la presse afin de comprendre la culture portugaise et sur l'absence de véritables travaux historiques sur ce sujet :

« Considéré généralement comme dans l'entourage (n. : *a latere*) de la littérature, ou bien comme l'un de ses genres mineurs, le journalisme n'a pas occupé nos chercheurs, historiens ou littéraires, bien que de temps à autres ils attestent de la nécessité d'avoir recours à elle. Il a une si faible audience qu'il n'a même pas eu droit à une mention dans nos histoires générales ou de la littérature : alors que certaines l'oublient complètement, d'autres lui dédient une demi-douzaine de lignes brèves et en général mais documentées. Les plaintes de l'absence d'un travail de ce type viennent de loin. » ( pages 16 et 17)

Le désir de combler un vide historiographique était manifeste alors que la place du journalisme et des publications périodiques était déconsidérée, notamment par rapport à l'objet sacré qu'est le livre. L'objectif de José Tengarrinha était justement de valoriser d'une part un thème déconsidéré par l'historiographie mais aussi plus généralement par le monde de la culture portugais dont il avait fait son métier pendant plusieurs années. De plus, à la toute fin du texte, il soulignait l'importance de l'histoire du journalisme pour « l'histoire de notre culture » (p. 248). La dimension culturelle de son approche était patente. Par ailleurs, on peut remarquer l'utilisation de « notre », marquant l'ancrage portugais de la perspective adoptée par José Tengarrinha. Elle rappelle que les historiens en opposition écrivaient certes une histoire différente d'une grande partie de la communauté, mais dont l'échelle de prédilection restait le national.

Toujours dans une dynamique d'approfondir les travaux et face au constat des lacunes de la production sur le sujet, il a proposé un plan de travail détaillé ainsi que des pistes de prolongement à entreprendre pour poursuivre l'étude de la presse périodique : « On ne pourrait pas douter de sa plus grande utilité, car il constituerait un sûr et stimulant *guide* ou *itinéraire* pour les nombreux et féconds sondages que le journalisme offre » (p. 23). Il y avait donc clairement une volonté de tracer des lignes directrices pour approfondir un sujet d'étude méconnu<sup>331</sup>. Il voulait surtout susciter la réflexion plutôt que de faire une somme définitive comme lorsqu'il disait : « Notre intention relève davantage de *l'essai* que de *l'érudition*. Les faits, dates et noms des périodiques indiqués sont à peine ceux qui nous paraissent indispensables pour illustrer nos idées. » (p. 24). José Tengarrinha se présentait donc comme un historien de la culture portugaise dont l'œuvre a cherché à éclairer des aspects méconnus du passé portugais. Toutefois, son œuvre est restée sans suite pendant la période autoritaire et l'historien lui-même

---

<sup>331</sup> Il a par ailleurs développé des points originaux comme en témoigne un passage sur l'importance du papier comme matériau mais aussi de son prix, dont la baisse continue a fortement contribué à la diffusion de la presse périodique (pages 165 et 166).

n'a pas publié d'autres travaux conséquents sur ce thème, par manque de temps et en raison de son engagement politique, jusqu'aux derniers jours du régime car il a fait partie des prisonniers politiques libérés juste après le 25 avril 1974.

Miriam Halpern Pereira est une historienne de la génération de la guerre coloniale. Elle a suivi le cursus d'histoire-philosophie à la fin des années 1950, dans les toutes dernières années d'existence du cursus jumelé. Après la crise étudiante de 1962 elle est partie en France en suivant son époux, Carlos da Veiga Simões, un militant opposé au régime autoritaire<sup>332</sup>. Elle était par ailleurs elle aussi engagée contre le régime autoritaire et d'autant plus surveillée en raison de l'activité politique de son conjoint qui avait été incarcéré plusieurs fois<sup>333</sup>. En France, elle s'est inscrite en thèse de 3<sup>e</sup> cycle sous la direction de Pierre Vilar, car Vitorino Magalhães Godinho lui a conseillé de le préférer à Ernest Labrousse, qui avait trop d'étudiants sous sa direction<sup>334</sup>. Elle a soutenu sa thèse en mars 1969<sup>335</sup>. Elle a ensuite été recrutée au CNRS avant de retourner au Portugal en 1972 puis elle a occupé un poste à l'ISCTE, qui venait d'être créé récemment<sup>336</sup>.

Le livre qui est tiré de sa thèse de doctorat, *Libre échange et développement économique, le Portugal dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, a été publié en 1971 dans la collection « La Marche de l'Humanité », à cette période dirigée par Vitorino Magalhães Godinho soit quelques temps avant le départ de ce dernier pour Clermont-Ferrand<sup>337</sup>. L'ensemble de l'ouvrage fait 440 pages et totalise 360 pages de texte. Il comprend une introduction et une conclusion ainsi que de nombreuses pages annexes. Des cartes, des graphiques et surtout un grand nombre de tableaux statistiques sont présents à la fin. Ils rappellent que le travail de Miriam

---

<sup>332</sup> Il est décédé en 2018 : <https://www.dn.pt/pais/morreu-o-jornalista-carlos-veiga-pereira-aos-91-anos-10381347.html>, consulté le 9 septembre 2021.

<sup>333</sup> Il a été emprisonné deux fois en mars et avril 1952 puis en avril 1962 soit quelques temps avant son départ pour Paris (voir son dossier d'emprisonnement disponible en ligne : <https://digitarq.arquivos.pt/viewer?id=4301201>, consulté le 9 septembre 2021).

<sup>334</sup> Entretien avec Miriam Halpern Pereira, p. 10.

<sup>335</sup> Ainsi, son époux a envoyé une lettre à Renato Boaventura, directeur du *Diário de Lisboa* le 5 mars 1963 pour donner l'information de la soutenance de thèse de Miriam Halpern Pereira où il nommait les différents membres du jury soit Albert Silbert, Léon Bourdon et Pierre Vilar. Son jury était donc composé de deux lusistes et d'un hispaniste. Les différents membres du jury ont souligné la qualité du travail présenté et surtout sa rigueur dans l'application des méthodes de l'histoire économique et démographique. Ainsi Pierre Vilar a « a longuement parlé, avec des mots très élogieux, des chapitres consacrés à l'évolution démographique du Portugal au XIX<sup>e</sup> siècle, au secteur commercial de l'agriculture portugaise, au commerce extérieur, à la revue de Maria da Fonte et à la critique des différents projets de réforme agraire. » Il s'agissait donc clairement d'un travail d'histoire économique appliquant les critères scientifiques de l'époque (Dossier journal *República*, ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 382 ; NT : 1184, feuilles 110 à 115).

<sup>336</sup> Voir le I)1) du chapitre 7.

<sup>337</sup> Miriam Halpern PEREIRA, *Livre Câmbio e Desenvolvimento Económico, Portugal na segunda metade do século XIX*, Lisbonne, Edições Cosmos, 1971.

Halpern Pereira s'insère dans une perspective d'histoire économique mais aussi d'histoire démographique. Ces éléments font au total 60 pages soit près de 15 % de l'ouvrage. La bibliographie fait 20 pages et contrairement à beaucoup d'autres ouvrages analysés, les sources et les études sont distinguées. 141 noms d'auteurs sont mentionnés et quelques auteurs ont plusieurs titres. 34 auteurs sont étrangers soit près d'un quart des titres référencés. 33 d'entre eux le sont dans la catégorie intitulée « histoire économique et méthodologie » où aucun nom portugais n'est présent. Miriam Halpern Pereira faisait donc le constat d'une absence d'études méthodologiques portugaises et accordait uniquement aux auteurs étrangers un crédit en la matière. Parmi les 34 livres étrangers, 18 sont d'auteurs français, 8 d'auteurs anglo-saxons, 4 d'Espagnols, 2 d'Allemands (Marx et Engels) et 1 Russe (Kondratiev). Si les études françaises étaient majoritaires, l'importance des ouvrages anglo-saxons était à relever<sup>338</sup>. Parmi les historiens portugais actifs pendant le régime autoritaire, 4 sont accommodés<sup>339</sup> et 7 en opposition<sup>340</sup>. Une nouvelle fois, aucun historien organique n'était cité. Le poids plus important des historiens en opposition s'expliquait par leur intérêt plus prononcé pour le XIX<sup>e</sup> siècle que celui des historiens accommodés<sup>341</sup>.

Dans la préface, elle insistait sur l'opportunité qu'avait représenté pour elle son départ du Portugal :

« Comme cela est arrivé à tant d'autres chercheurs portugais, ma carrière aurait pu terminer à peine avait-elle commencé. En tout cas, si j'étais restée au Portugal. Ma sortie du pays en 1962 m'a occasionné des difficultés, comme pour tant d'autres étudiants émigrés, mais elle m'a aussi procuré une opportunité unique d'élargissement des connaissances, tant par la lecture dans des bibliothèques d'études actualisées que par la fréquentation de cours de spécialisation inexistantes au Portugal. » (p. 7)

Elle évoquait donc l'importance de son départ en raison de l'écart entre la situation des études historiques en France et celle du Portugal. Encouragée par certains de ses réseaux et connaissances portugaises, elle a donc pu entrer en contact avec les professeurs français et commencer sa recherche doctorale. En parlant de bibliothèques actualisées, elle faisait référence au fait

---

<sup>338</sup> Durant son entretien elle avait évoqué l'importance de ses lectures en anglais comme évoqué en introduction du II) de ce chapitre.

<sup>339</sup> Damião Peres, Orlando Ribeiro, Jorge Borges de Macedo, Luís de Montalvor.

<sup>340</sup> Armando Castro, Vitorino Magalhães Godinho, José Tengarrinha, Fernando Piteira Santos, Joaquim Barradas de Carvalho, Victor de Sá, António Sérgio.

<sup>341</sup> Toutefois, la façon dont Miriam Halpern Pereira parlait de certains chercheurs permet de voir un respect différencié. Ainsi, elle mentionne Albert Silbert comme : « le Professeur Albert Silbert » deux fois dans la même page alors que la page précédente, Orlando Ribeiro, le géographe et historien accommodé, est cité tel quel sans aucun titre (p. 53). Il était pourtant professeur cathédral à l'université de Lisbonne. Vitorino Magalhães Godinho est mentionné dans la préface « Prof. Magalhães Godinho » (p.8) et dans la conclusion (p.358) mais aussi dans une note de bas de page « Le Docteur V.M. Godinho a montré, justement, la notable augmentation démographique ». Elle usait donc de davantage d'emphase pour l'historien en opposition par rapport à Orlando Ribeiro.

qu'elle pouvait avoir à disposition de nombreux outils afin de mieux appliquer les méthodes de l'histoire économique. En effet, dans l'introduction, elle insistait sur les nombreux obstacles qui ont pu se dresser devant elle :

« Les œuvres de Magalhães Godinho et d'Armando Castro, et d'autres de caractère plus général, m'ont fait comprendre le rôle essentiel que l'analyse économique joue dans la intelligence de l'Histoire. [...] Un problème méthodologique fondamental a été à l'origine de multiples difficultés dans le déroulement de mon travail : ce fut la nécessité de la quantification. Il peut paraître surprenant que j'ai régulièrement heurté sur le manque d'éléments statistiques dans un travail qui correspond à une période si récente. S'il ne manquait pas d'économistes et de statisticiens compétents au XIX<sup>e</sup> siècle, l'œuvre qu'ils ont commencée a rarement été continuée. Comment apprécier la valeur des textes, tant de fois contradictoires, en l'absence d'éléments statistiques ? En recourant à la méthode de la critique des textes, utilisée dans l'histoire des idées. La comparaison des appréciations et des attitudes diverses permettra de compléter l'analyse statistique ainsi qu'une meilleure interprétation réciproque. » (pages 11 puis 20 et 21)

L'influence des historiens en opposition de la génération Oliveira Salazar était donc soulignée par Miriam Halpern Pereira. Leurs travaux d'histoire économique ont bien joué un rôle pionnier et ont su susciter d'autres travaux d'autant que le choix de Pierre Vilar comme directeur de thèse induisait une attraction pour l'histoire économique. Toutefois, comme elle le précisait, les outils disponibles au Portugal étaient quelques peu limités et elle a donc dû trouver d'autres biais pour faire face aux insuffisances pointées, par rapport aux travaux d'autres pays où les statistiques étaient plus solides. Son travail a été l'un des travaux marquants du début des années 1970 et son recrutement assez rapide au Portugal à la fin de la période marcelliste a été le signe d'un intérêt toujours plus présent pour l'histoire économique.

\*

\* \*

L'histoire écrite par les historiens en opposition a, durant la période allant de 1960 à 1974, été marquée par une volonté de poursuivre et d'approfondir l'œuvre de la période précédente. Tout d'abord, les historiens ont cherché à proposer une lecture de l'histoire qui s'opposait frontalement à la vision des historiens accommodés. Ainsi, ils ont affirmé la primauté de l'histoire économique et sociale face à une histoire événementielle et érudite jugée complètement dépassée et en décalage avec le reste de la production historiographique.

Ensuite, les historiens en opposition ont cherché à combler les nombreux vides de l'histoire du Portugal notamment par l'étude approfondie du XIX<sup>e</sup> siècle et plus marginalement le XX<sup>e</sup> siècle. Les plus jeunes générations ont donc voulu éclairer ces siècles délaissés pendant des



décennies au profit de l'histoire médiévale et moderne par une lecture centrée sur l'économie et la société. Progressivement, l'histoire de la période contemporaine n'était plus le trait discontinu qu'elle avait été auparavant. Toutefois de nombreux aspects étaient encore à approfondir, ce que les années 1970 et 1980 n'ont pas manqué de faire, une fois la démocratie instaurée.

L'enjeu de ce chapitre a été de savoir s'il a existé au cours de la période autoritaire des éléments distinguant les historiens en opposition du reste de la communauté, tant dans les modalités de la diffusion du savoir historique que dans son contenu.

La première différence notable a impliqué la possibilité de disposer d'un espace littéraire. Alors que les historiens organiques et accommodés jouissaient de nombreux lieux voire de financements publics pour pouvoir publier, les historiens en opposition ont investi des espaces étriqués et surveillés. Il n'a pas existé au cours de la période une revue d'histoire spécifique où ils pouvaient écrire et se lire mutuellement. Les historiens en opposition ont donc investi les espaces existants ou bien en ont créé d'autres au cours de la période. De même, les maisons d'édition ont parfois été hésitantes à l'idée de publier des travaux innovants. Toutefois, la demande du public a pu encourager certaines à prendre le risque.

Progressivement au cours du régime autoritaire, les historiens en opposition se sont distingués des historiens accommodés, et les divisions politiques se sont concrétisées dans le domaine historiographique. Ainsi, durant la période 1926 à 1940, l'histoire écrite par les opposants a pu être similaire à celle des historiens accommodés ou alors si elle s'en est distinguée sur certains points de vue, la communauté s'est retrouvée autour de la question de l'Empire, unanimement salué par les historiens de la génération de la République. La rupture s'est véritablement amorcée entre 1940 et 1960, lorsque les plus jeunes historiens en opposition se sont mis à écrire de l'histoire économique et sociale, en suivant ce qu'il se faisait dans d'autres pays riches dont la France. Ils se sont mis à écrire un passé au présent. De plus, quelques incursions dans la période contemporaine honnie par le régime ont aussi été tentées.

La période qui s'étend de 1960 à 1974 a approfondi la rupture amorcée durant la période précédente, par une lecture qui s'opposait directement à celle des historiens accommodés. En proposant une autre approche de l'histoire, les débats historiographiques ont pu être âpres entre chaque camp. Enfin les historiens en opposition ont multiplié les travaux sur la période contemporaine afin que l'histoire des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ne soit plus un tabou. Les historiens en opposition ont donc assumé et même revendiqué un rôle de précurseurs.

Sur l'ensemble du régime autoritaire, le Portugal a été constamment au cœur de l'attention des historiens en opposition. Ils n'ont donc pas échappé à la tendance observable pour le reste de la communauté historique : une écriture de l'histoire exclusivement centrée sur le Portugal. Est-ce qu'elle résultait d'une lutte entre opposants et accommodés sur le sens de l'histoire de ce pays ? D'un puissant sentiment national ? De coûts engendrés par des recherches à l'étranger difficilement supportables ? Il devait y avoir un peu de tout cela.



## Conclusion de la troisième partie

Faire le choix de s'opposer au régime autoritaire était-il annonciateur d'une série de difficultés qu'il allait falloir affronter pour pouvoir être, malgré tout, historienne ou historien ? L'objectif de cette partie a été de répondre à cette question.

Les instruments de contrôle ont complexifié la pratique des historiens en opposition. La police politique avait une capacité de nuisance évidente, dans la mesure où elle pouvait bloquer l'accès à la carrière universitaire si un candidat avait un dossier indiquant une inadéquation politique ou bien entraver la progression de celles et ceux qui avaient déjà intégré l'Université. Quant à la censure, elle contrôlait drastiquement les publications périodiques et elle a pu interdire les livres qu'elle jugeait trop dangereux politiquement. En raison de l'action de ces instruments, l'activité des historiennes et historiens en opposition a pu être limitée voire fortement freinée. En effet, la police politique surveillait activement les correspondances et a pu les empêcher de communiquer leurs travaux. Certains, quelque peu découragés, ont préféré s'autocensurer ou bien censurer leurs homologues plutôt que de voir les travaux interdits de circuler. Toutefois, ils ne se sont pas pour autant tous découragés et beaucoup ont cherché à contourner l'action du régime autoritaire en mobilisant leur capacité d'agir afin de parvenir à mener leurs recherches jusqu'à leur terme et les publier.

Au regard des conditions adverses, la question de la profession exercée pouvait se poser. En effet, certains ont fait le choix de rester au Portugal et ont essayé d'intégrer l'Université. Seuls ceux qui étaient les moins engagés politiquement et n'appartenaient pas au PCP ont pu y entrer. Cependant, plusieurs personnes ont été poussées à la démission voire expulsées en raison de leur engagement trop prononcé. Lorsque les portes de l'Université sont restées closes, l'enseignement dans le secondaire a pu être une voie de secours mais parfois ils ont dû occuper d'autres fonctions et travailler dans des maisons d'édition, être journalistes ou bien exercer d'autres travaux alimentaires. Celles et ceux qui ont fait le choix de partir ont pu trouver à l'étranger une opportunité, à la fois pour leurs études ou bien pour exercer dans l'enseignement supérieur. Toutefois, malgré la distance, ils ont continué d'étudier l'histoire du Portugal et espéraient y retourner. Enfin, les historiens en opposition ont cherché à former un sous-groupe. Sans véritable lieu de réunion, il a existé grâce aux réseaux et aux formes de sociabilité des opposants qui se soutenaient face à l'adversité du pouvoir. Par ailleurs, des institutions comme la Fondation Calouste Gulbenkian ont pu jouer un rôle important dans le soutien à la recherche

des opposants. De plus, en se reconnaissant des maîtres, les historiens en opposition ont pu se solidariser et s'encourager à poursuivre leurs travaux.

L'analyse du type d'histoire écrite par les historiennes et les historiens en opposition a aussi été au cœur de la réflexion. D'une part, il a été question de s'interroger sur les espaces littéraires disponibles. En tenant compte de la pression exercée par le pouvoir autoritaire et notamment de la censure, publier a pu devenir une autre source de soucis pour les historiens. Ils ont tout d'abord écrit dans les périodiques, aussi bien dans les journaux que dans les revues. Peu nombreuses au début de la période autoritaire, les publications ont augmenté progressivement et ont permis de disposer d'une dizaine de lieux possibles. Faire paraître des travaux plus importants sous la forme de livres a aussi pu être difficile, face aux pressions pesant sur les maisons d'édition. En effet, elles pouvaient éprouver des réticences à l'idée de publier des livres d'opposants mais certaines ont décidé de prendre le risque. En termes d'écriture, au contraire des historiens accommodés, la période a été marquée par une histoire toujours plus en adéquation aux nouvelles problématiques et méthodes en développement à l'étranger. Durant la période allant de 1926 à 1940, l'histoire qu'ils ont écrite était ou bien similaire aux historiens accommodés ou bien si elle s'en distinguait quelque peu, les historiens en opposition rejoignaient ces derniers sur la défense de l'Empire. Les changements se sont amorcés entre 1940 et 1960, quand l'histoire économique et sociale a commencé à se diffuser dans les cercles des historiens en opposition qui se sont rapidement appropriés les nouvelles méthodes d'analyse du passé au croisement des sciences sociales. La période allant de 1960 à 1974 a été, dans la continuité de la période précédente, marquée par une volonté de proposer une autre lecture de l'histoire et de traiter les périodes négligées comme l'histoire contemporaine.

## Conclusion générale

Leo Strauss arrive à la conclusion – valable à mes yeux – que, contrairement à ce que pense Collingwood, l'historien *ne conserve pas* son identité dans cette démarche : “Il entreprend un voyage dont il ne connaît pas la fin. L'homme qui retrouve les rivages de son époque à peu de chances d'être exactement le même que celui qui les a quittés”. D'ailleurs, il a également peu de chance de retourner à son point de départ.

Siegfried Kracauer<sup>1</sup>

Arrivé au terme de cette aventure qui aurait dû durer selon les critères officiels trois ans, mais qui finalement en aura duré huit, les mots de Siegfried Kracauer ne peuvent que résonner. La recherche doctorale aura de fait été un voyage intellectuel dans un univers historique que j'ai appris à connaître tout comme un voyage physique entre des allers et retours plus ou moins longs au Portugal. Une thèse au long cours rythmée par une série de questionnements, de remises en question, mais dont le fil conducteur a été continuellement de se demander qu'est-ce qu'être historienne ou historien durant le régime autoritaire portugais. Pour y répondre, deux axes problématiques ont été proposés afin de rendre compte de la relation entre le pouvoir et le savoir à travers l'exemple de la communauté historique. Partant, après les avoir repris successivement, je proposerai quelques pistes de prolongements de la réflexion.

### 1. Un pouvoir qui saisit le savoir ? Le régime autoritaire et les scientifiques portugais

Le premier axe problématique a cherché à comprendre si le temps du pouvoir a contraint celui du savoir au point de compromettre son autonomie. Lorsque le régime autoritaire s'est mis en place, il a pu sembler, de prime abord, que l'autonomie du champ de savoir et notamment de l'Université ne serait pas compromise. La vie universitaire et culturelle du pays a continué son cours malgré une première adaptation nécessaire, en raison de la mise en place, dès les premiers mois du régime, de la censure des publications périodiques. N'était-elle pas qu'un moindre mal pour marquer une distance avec les « excès » de la période républicaine ? Les scientifiques, dans l'ensemble favorable au coup d'État, se sont alors accoutumés.

---

<sup>1</sup> Siegfried KRACAUER, *L'histoire, Des avant-dernières choses*, traduit de l'anglais par Claude ORSONI, Paris, Stock, 2006, p. 153.

Cependant, la décennie 1930 a été marquée par un renforcement continu du régime et à partir de l'application de la constitution de *l'Estado Novo* en 1933, les signes d'interférences du pouvoir se sont multipliés et accélérés brutalement. D'une part, à partir de 1935, un contrôle politique systématique des candidatures s'est ajouté en dernière instance à la cooptation par les pairs. La police politique, restructurée en 1933 à partir d'anciennes polices actives pendant la Dictature militaire, a alors activement surveillé l'ensemble de la société et les scientifiques n'y ont pas échappé. Au moindre indice d'une incompatibilité politique avec les principes du régime autoritaire, un dossier était constitué et l'ensemble des éléments réunis étaient autant de preuves à charge pour entraver les carrières des personnes montrant des signes d'inadéquation. De plus, les candidates et candidats à des postes de l'enseignement supérieur devaient depuis 1936 signer une déclaration de rejet du communisme et de conformité idéologique à *l'Estado Novo*. Ainsi, le pouvoir s'était immiscé dans le champ du savoir, tant en contrôlant l'accès et l'exercice de la profession d'enseignant du supérieur, profession toujours plus assimilée à la qualité d'historien.

Toutefois, au-delà de l'action de la puissance publique restreignant l'activité des scientifiques, le régime autoritaire a aussi été à l'origine d'un encouragement à poursuivre les recherches scientifiques. En effet, lorsque le coup d'État du 28 mai 1926 s'est produit, le gouvernement dictatorial n'a pas remis intégralement en question les réformes universitaires républicaines, préférant façonner le monde universitaire à sa guise. Il a créé une structure publique de soutien à la recherche avec la mise en place du JEN/IAC qui a octroyé aux scientifiques des bourses d'études à l'intérieur du pays mais aussi à l'étranger. De plus il a restauré l'Académie portugaise d'histoire et le Secrétariat de la propagande nationale a multiplié les prix littéraires pour encourager la production historiographique. Cependant, toutes ces structures ont été idéologiquement marquées du sceau du régime autoritaire : la probité politique des candidatures à l'IAC était activement examinée ; il en était de même pour les académiciens ; les prix du SPN/SPNI ne récompensaient que des œuvres qui s'inséraient dans la ligne idéologique du gouvernement. Les récompenses de l'État n'étaient pas uniquement scientifiques, elles étaient politiquement motivées. De plus, l'action du pouvoir autoritaire en faveur du champ du savoir a manqué d'ambition. Sur l'ensemble de la période l'augmentation du niveau d'éducation en métropole a été faible et dans l'Empire seule la population blanche et aisée en a bénéficié. Une grande partie de la population métropolitaine, et l'essentiel de celle des colonies, n'a aucunement bénéficié de ces investissements. Seuls les groupes sociaux les plus privilégiés en ont récolté les maigres fruits. Ainsi, malgré une rapide croissance de la population estudiantine durant les années 1960, les moyens n'ont pas augmenté car l'économie était orientée presque

essentiellement vers la guerre coloniale. L'éducation a été le parent pauvre de la politique gouvernementale autoritaire.

En définitive et au regard des conditions présentées, est-ce que le champ du savoir avait perdu son autonomie en raison de l'action du pouvoir autoritaire ? En bonne partie oui. Malgré des gages qui donnaient l'impression d'une autonomie toujours préservée en façade comme la procédure de cooptation encore actée par les pairs et par des concours publics, elle n'était qu'une fiction de normalité scientifique. En effet, les nombreuses interférences du pouvoir ne trompaient pas et le régime autoritaire avait le dernier mot et décidait véritablement. Par ailleurs, si le régime autoritaire n'a pas été aussi contraignant que d'autres régimes dictatoriaux ou totalitaires, où l'intégration au parti unique et les manifestations de soutien et obéissance au régime étaient nécessaires pour exercer, la généralisation de la peur, l'impression que le pouvoir pouvait à tout moment agir, a annihilé bien des initiatives et contribué à la mise au pas de la communauté historique. Cette dernière avait la possibilité d'agir comme si elle était autonome, mais tout ce qui débordait du cadre défini par le pouvoir pouvait conduire à des sanctions. Des structures ont pu apparaître comme une alternative à l'action du régime à l'image de la Fondation Calouste Gulbenkian, mais elle a agi sous surveillance continue du pouvoir et ce dernier a tout fait pour éviter qu'elle ne devînt une structure concurrente de l'État, et donc échappant au contrôle du régime autoritaire.

## 2. Le savoir face au pouvoir. La communauté historique à l'épreuve du temps autoritaire

Le second axe problématique a cherché à interroger la façon dont les historiennes et les historiens portugais ont réagi à la pression du pouvoir, par l'étude de leurs positionnements ou non positionnements politiques mais aussi par l'analyse de leurs pratiques quotidiennes de l'histoire à l'heure autoritaire. Ils ont tout d'abord eu une réaction à dimension politique, qui a rappelé qu'ils étaient des citoyens et des citoyennes. Trois attitudes majoritaires ont été mises en évidence. D'une part, les historiens organiques ont fait allégeance au pouvoir et ont pris la décision de mettre l'histoire qu'ils écrivaient au service du régime autoritaire. Toutefois, cette attitude a été très marginale car seuls 4 historiens sur les 186 considérés dans cette étude se sont impliqués corps et âme au profit de la dictature. De même, leur situation a été paradoxale car ils ont été fortement intégrés politiquement, en étant députés et en recevant des distinctions publiques, mais le reste de la communauté historique les a tenus à distance et ils n'ont pas



occupé de fonctions importantes dans le champ du savoir et notamment au sein de l'Université. Ils ont donc été scientifiquement marginalisés. Les deux autres réactions sont plus représentatives, ce qui a expliqué que je me sois attardé bien plus longuement sur elles, afin de saisir la façon dont l'action du pouvoir a influencé leur pratique. Tout d'abord, les trois quarts des historiennes et des historiens se sont accommodés de la situation politique. Au sein d'un groupe aussi important, il y a eu des attitudes différentes, allant de la compromission, régulière ou ponctuelle, jusqu'à la volonté de tenir à distance le pouvoir afin de préserver ce qu'il restait d'autonomie scientifique, en passant par l'indifférence voire une stratégie d'évitement. Enfin, le dernier groupe réunit l'ensemble des personnes qui ont manifesté leur opposition à la politique du régime autoritaire. Il représente un peu moins d'un quart de l'ensemble de la communauté historique. Il n'était lui aussi pas univoque et a rappelé qu'il n'existait pas une seule façon de s'opposer au régime. Certains ont privilégié leur carrière historique tout en maintenant un soutien parfois actif aux différents groupes en opposition alors que d'autres ont fait le choix d'être des militants à temps plein, quitte à compromettre toute possibilité de carrière en raison de la pression du pouvoir.

Ces différentes attitudes politiques ont-elles abouti à des situations professionnelles différentes et à des pratiques variées en fonction des positionnements ? La richesse du groupe considéré et des situations individuelles a pu complexifier tout portrait type. En considérant l'ensemble de la communauté historique, une analyse par générations successives a permis de montrer comment, en dépit de la situation politique contraignante, des processus ont poursuivi leur cheminement. Ainsi, au fur et à mesure, la carrière des historiens a été toujours plus associée à la pratique enseignante dans le supérieur et être historienne ou historien a impliqué de suivre des études d'histoire puis un doctorat dans cette même discipline. À l'image du reste de l'Europe, la professionnalisation de la discipline et la stabilisation d'un cursus honorum de l'historien n'ont pas été entravées par le régime autoritaire. Toutefois, en changeant la focale et en regardant plus finement, des écarts de situation ont été constatés en fonction des deux principaux positionnements de la communauté. En effet, les historiennes et les historiens accommodés ont bien plus intégré l'Université, notamment de façon quasi systématique pour les dernières générations, et ils ont pu bénéficier du soutien de l'État tant dans leurs recherches grâce au JEN/IAC mais aussi intégrer l'APH et fréquenter d'autres institutions liées à l'histoire et soutenues par le régime. En revanche, pour les historiennes et les historiens en opposition, l'action des instruments de contrôle a régulièrement entravé leur pratique et la censure et la police politique ont agi de concert pour limiter les espaces de diffusion du savoir voire restreindre le travail des historiens. Si la moitié des historiens en opposition ont enseigné dans le supérieur,

plusieurs d'entre eux ont dû quitter l'enseignement et ceux qui ont été cathédraux étaient déjà en poste en 1926, quand ils n'ont pas perdu leur poste au cours des différentes vagues d'épuration. De plus, les départs à l'étranger ont été bien plus nombreux, et le choix de l'exil fut l'une des solutions pour pouvoir être historien. C'est donc dans les interstices d'une indéniable professionnalisation de l'histoire que les conséquences de l'action du pouvoir sont perceptibles.

De plus, l'écriture a été un autre élément distinguant les historiens accommodés et les historiens en opposition. Paradoxalement, alors que l'écriture de l'histoire était ce qui unissait la communauté, quel que fût le positionnement de chacune et de chacun, elle a aussi été le signe le plus évident d'écarts entre les deux groupes majoritaires. Certes, quelques exemples ont permis de montrer que toute systématisation rigide était impossible car certains historiens accommodés ont écrit une histoire économique et sociale voire culturelle. Toutefois, au fur et à mesure de la période et notamment à partir des années 1940, deux façons d'écrire l'histoire se sont distinguées. D'un côté, l'histoire écrite par les historiens accommodés s'est pétrifiée. Ainsi, l'histoire événementielle, érudite, centrée sur les grands personnages de l'histoire et les riches heures du passé portugais a largement dominé tout au long de la période. Du premier jour au crépuscule du régime autoritaire, leur histoire a été en vase clos et peu poreuse aux changements historiographiques en cours dans les autres pays. De l'autre côté, les historiens en opposition ont écrit une histoire attentive aux nouveaux courants historiographiques. Leur écriture du passé s'est faite en accord avec le présent. En effet, l'histoire économique et sociale, notamment française, a suscité un réel intérêt de leur part et elle est devenue le signe distinctif par rapport aux historiennes et historiens accommodés, comme pour mieux marquer leur différence du reste de la production historiographique. De même, les historiens en opposition n'ont pas hésité à écrire sur les siècles les plus proches alors que les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles étaient soigneusement évités par les historiens accommodés pour éviter de devoir rendre compte politiquement de leurs recherches.

Au regard des divisions énumérées, il pourrait être légitime de se demander si la communauté historique a existé durant la dictature. En effet, les divisions politiques ont pu contribuer à la perception d'une scission et d'irréconciliables façons de rendre compte du passé portugais. Pourtant, malgré sa fragilité, la communauté historique a bien existé. D'une part, les divisions politiques ne se sont pas forcément transposées sur le plan scientifique. Des correspondances, des sympathies, une estime réciproque et une reconnaissance des qualités scientifiques mutuelles ont dépassé les tensions autour de la politique gouvernementale. Certes, parfois, des inimitiés et des tensions ont ravivé les lignes de fractures politiques, mais sans pour

autant qu'un groupe nie la qualité d'historien à l'autre groupe. Par ailleurs, les historiens organiques ont presque fait l'unanimité contre eux. De plus, il y avait une communauté de pratiques autour des fondements de la discipline qui n'ont aucunement été remis en cause comme l'usage des sources, de l'appareil scientifique attendu dans toute production et des citations des travaux des uns et des autres. Les codes de la recherche historique étaient appropriés par l'ensemble de la communauté. Certes, en termes de méthode et d'écriture, les écarts pouvaient être sensibles. Toutefois, y compris dans l'écriture de l'histoire, quelques rapprochements entre l'histoire écrite par les historiens en opposition et les historiens accommodés ont été perceptibles notamment à partir des années 1960. Il y a alors eu une lente convergence historiographique, en dépit du maintien des divisions politiques. En somme, les mots d'Henri-Irénée Marrou s'appliquent à la communauté historienne :

« Un être engagé qui, par toutes les fibres de son être, s'enracine dans le milieu humain auquel il appartient – milieu social, politique, national, culturel –, qui l'a fait ce qu'il est et auquel tout ce qu'il fait retourne et profite. L'historien n'avance pas seul à la rencontre du passé : il l'aborde en représentant de son groupe<sup>2</sup> ».

Être historienne et historien durant la régime autoritaire a bien impliqué de faire groupe, malgré les pressions du pouvoir. C'est donc surtout ce dernier qui a empêché les opposants d'exercer la profession d'enseignant, à laquelle on associait toujours plus les historiennes et les historiens. Le pouvoir a donc divisé la communauté historienne entre ceux qui l'acceptaient qu'il fallait récompenser et ceux qui le refusaient dont il convenait de les surveiller voire de les punir.

### 3. Rhizomes

Mettre un point final à un travail de recherche historique, est un acte de soulagement individuel pour la personne qui peut, enfin, se satisfaire d'avoir terminé ce à quoi elle s'est attelée. Toutefois, une conclusion, plus qu'un point final, est surtout faite de points de suspension. À peine fini, le travail est daté et trouvera – osons ici le futur – des remises en cause, des prolongements et des dépassements à la fois personnels ou bien, peut-être, collectifs. J'emprunte la notion de rhizome à Gilles Deleuze et à Félix Guattari<sup>3</sup> qui après l'avoir mobilisée dans un premier livre<sup>4</sup>, l'ont réinvestie dans l'introduction de leur œuvre clé *Capitalisme et*

---

<sup>2</sup> Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, pages 267 et 268.

<sup>3</sup> L'histoire de cette fructueuse collaboration a été faite par François Dosse : François DOSSE, *Gilles Deleuze et Félix Guattari. Biographie croisée*, Paris, La Découverte, 2007.

<sup>4</sup> Voir Gilles DELEUZE, Félix GUATTARI, *Rhizome : introduction*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1976.

*schizophrénie 2. Mille Plateaux*<sup>5</sup>. Insatisfaits de la construction d'un savoir arborescent<sup>6</sup> et hiérarchisé<sup>7</sup> caractérisant la pensée occidentale ils ont proposé de raisonner à l'image du rhizome car il pousse à l'horizontal pour donner naissance à une autre plante :

« Contre les systèmes centrés (même polycentrés), à communication hiérarchique et liaisons préétablies, le rhizome est un système acentré, non hiérarchique et non signifiant, sans Général, sans mémoire organisatrice ou automate central, uniquement défini par une circulation d'états<sup>8</sup> ».

Partant, la pensée par rhizomes paraît pertinente car elle permet de voir cette conclusion non pas comme d'éventuels prolongements de « ma » thèse mais davantage comme des points d'accroches, des rencontres envisageables avec d'autres thématiques qui ont pu ou bien peut-être seront développées par d'autres.

Un des premiers rhizomes est la suite chronologique de l'étude qui s'achève. Il concerne le monde d'après. Ainsi, il serait intéressant de voir au-delà du régime autoritaire et donc de rendre compte des bouleversements provoqués par la révolution des Œillets dans le milieu scientifique portugais. Pendant un temps, il fut même envisagé d'inclure la période postérieure au 25 avril 1974 dans l'étude. Cependant, je me suis rapidement rendu compte que cela romprait l'unicité de la période autoritaire car les années 1974 et 1975 ont été marquées par une activité et des changements si rapides pour les milieux universitaires qu'il valait mieux se restreindre chronologiquement. Pour autant, le Processus révolutionnaire en cours (PREC) a été déterminant pour la carrière de bon nombre d'historiennes et historiens en opposition qui ont rapidement intégré l'Université<sup>9</sup> ou au contraire qui en ont été exclus, car accusés d'avoir été trop proches du régime<sup>10</sup>. J'ai par ailleurs déjà entrepris une très rapide incursion dans l'après

---

<sup>5</sup> Œuvre dont on a surtout gardé le sous-titre « mille plateaux » pour le différencier du premier volume de « l'anti-Œdipe ». Voir Gilles DELEUZE, Félix GUATTARI, *Capitalisme et Schizophrénie 2, Mille Plateaux*, Paris, les Éditions de Minuit, 1980.

<sup>6</sup> « La pensée n'est pas arborescente, et le cerveau n'est pas une matière enracinée ni ramifiée » (Gilles DELEUZE, Félix GUATTARI, *op. cit.*, p. 24).

<sup>7</sup> « La loi du livre, c'est celle de la réflexion, le Un qui devient deux. [...] Nous nous trouvons devant la pensée la plus classique et la plus réfléchie, la plus vieille, la plus fatiguée » (Gilles DELEUZE, Félix GUATTARI, *op. cit.*, p. 12).

<sup>8</sup> Gilles DELEUZE, Félix GUATTARI, *op. cit.*, p. 32.

<sup>9</sup> Par exemple, parmi les personnes interviewées, José Tengarrinha et António Borges Coelho ont intégré l'Université très rapidement après la chute du régime autoritaire.

<sup>10</sup> Ce fut plus généralement un mouvement plus vaste de purge qui aurait concerné plusieurs milliers de personnes comme l'a observé Fernando Rosas : « Les anciens ministres et dirigeants, les chefs du parti unique, les responsables de la répression et de l'appareil de justice politique et de propagande, les informateurs et les collaborateurs de la police politique, c'est-à-dire les hauts fonctionnaires (et quelques petits fonctionnaires), les juges, les patrons et les cadres supérieurs, les recteurs, les enseignants, les directeurs de journaux, les militaires, les conseillers municipaux (ils seront environ 12 000 en février 1975), ont été purgés dans des centaines d'assemblées de masse auxquelles participent des milliers de citoyens dans les ministères, les entreprises, les écoles, les journaux et les stations de radio, les paroisses et les quartiers » (Fernando ROSAS, « Memória da violência e violência da

25 avril 1974 lors d'une communication<sup>11</sup>, en insistant sur la fenêtre d'opportunité<sup>12</sup> créée par la révolution des Œillets<sup>13</sup>. Faire l'histoire du nouveau paradigme qui s'est ouvert en 1974, au sens où l'entendait Thomas Kuhn dans son *Structure des révolutions scientifiques*<sup>14</sup>, mériterait d'analyser à la fois les ruptures historiographiques qui se sont alors produites notamment avec l'inflation des études sur la période contemporaine<sup>15</sup>, mais aussi les conséquences sur le plan professionnel pour les historiens de la communauté scientifique portugaise.

Un autre rhizome serait de questionner la mémoire du passé autoritaire. Dans une démarche de pardon voire d'oubli<sup>16</sup>, le regard s'est porté vers le futur, altérant le régime d'historicité en vigueur<sup>17</sup>. Les colonies sont devenues indépendantes, le Portugal s'est tourné vers la Communauté économique européenne après tant de décennies à regarder au-delà de l'Atlantique et la démocratisation s'est à partir de novembre 1975 produite sans remise en cause profonde. Toutefois, la longue histoire autoritaire a été balayée en façade seulement. En effet, dans l'espace public, la toponymie n'a que peu changé et les points de cristallisation n'ont concerné

---

memória », dans *Estado, Regimes e Revoluções ; Estudos em homenagem a Manuel de Lucena*, Lisbonne, Imprensa do Instituto de Ciências Sociais, 2012, pp. 371-386).

<sup>11</sup> La communication s'intitulait « Historiens marginaux, historiens marginalisés ? Regards rétrospectifs de l'opposition à l'*Estado Novo* portugais » dans le cadre du colloque que j'ai organisé à Lisbonne en mai 2017.

<sup>12</sup> La notion de fenêtre d'opportunité a été forgée par John Kingdon (voir John KINGDON, *Agendas, Alternatives, and Public Politics*, Boston, Little Brown, 1984). Elle désigne un moment où se croisent des problèmes, des solutions et des orientations. Ainsi, le problème était la marginalisation d'une partie des historiens, la solution leur intégration dans le milieu universitaire et l'orientation la nouvelle situation politique, car le PREC entendait modifier complètement la donne. L'intégration des historiens marginalisés est alors entrée dans l'agenda des décisionnaires. La fugacité de cette fenêtre peut être réelle « lorsque les acteurs ne réussissent pas à passer à l'action, lorsque les événements qui ont provoqué l'ouverture de la fenêtre ne sont plus d'actualité ou tout simplement lorsqu'il n'y a pas d'alternative disponible » (Pauline ROUVINET, « Fenêtre d'opportunité » dans *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, pp. 265-272.). Par exemple, certains historiens ne sont pas parvenus à obtenir des postes universitaires aussi rapidement que les autres comme Joaquim Barradas de Carvalho.

<sup>13</sup> Il y a encore de nombreuses recherches à faire sur la période du PREC et notamment sur les destitutions de professeurs. Ce fut notamment le cas pour Jorge Borges de Macedo, qui a quitté ses fonctions en 1974 et ne parvient à les réintégrer seulement qu'en 1980 (voir sa biographie sur le site de l'Institut Camões : Carlos LEONE <http://cvc.instituto-camoes.pt/seculo-xx/borges-de-macedo.html>, consulté le 8 août 2021).

<sup>14</sup> Thomas KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, traduction de l'anglais par Laure MEYER, Paris, Flammarion, 2008.

<sup>15</sup> Déjà développé mais non de manière approfondie et limitée chronologiquement dans Luís Reis TORRAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da história em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996.

<sup>16</sup> Par exemple, les agents de la PIDE/DGS n'ont pas été jugés durant les premières années de la démocratie. Irene Flunser Pimentel a distingué trois phases de condamnation des anciens agents de la police politique. Une première entre avril 1974 et mars 1975 où plus de mille agents ont été détenus mais dans le même temps une bonne partie, aidés par certains militaires, se sont échappés et sont partis à l'étranger. Dans un deuxième temps, la loi n° 8 de 1975 a prévu les sanctions à l'encontre des anciens agents de la police politique et des informateurs. Enfin dans une troisième phase, commencée en novembre 1975 et qui s'est étendue jusqu'à janvier 1977, des altérations à la loi n° 8 de 1975 ont permis de libérer plus de mille agents de la police politique. Ainsi, en 1982, sur les 6215 procès contre des agents, seuls 1089 ont abouti à des peines de prison, de courte durée, le reste des procès ayant été archivés (Irene Flunser PIMENTEL, « A polícia política do Estado Novo português – PIDE/DGS, História, justiça e memória », dans *Acervo*, Rio de Janeiro, vol. 24, n° 1, pp. 139-156).

<sup>17</sup> Voir François HARTOG, *Régimes d'historicité, Présentisme et expérience du temps*, Paris, Le Seuil, 2003.

qu'António de Oliveira Salazar<sup>18</sup>. Ainsi, il existe toujours une rue au nom de Manuel Gonçalves Cerejeira à Lisbonne appelée « avenue Cardinal Cerejeira » (*Alameda Cardeal Cerejeira*), ou bien une rue du « docteur Marcelo Caetano » à Agualva-Cacém dans la banlieue de Lisbonne. Quant aux lieux les plus connotés, comme l'espace de l'Exposition du monde portugais de 1940, beaucoup portent encore les mêmes noms comme la « place de l'Empire » située devant le monastère des Hiéronymites à Belém. La page de la période autoritaire a été tournée sans besoin d'inscrire dans des lieux symboliques les souvenirs douloureux de son passé. En effet, les espaces occupés par les principaux instruments de contrôle, comme les sièges de la censure dans le Bairro Alto de Lisbonne<sup>19</sup> ou bien de la police politique sont presque invisibles de nos jours<sup>20</sup>. D'un autre côté, depuis la démocratisation du pays, les noms des principaux opposants ont été bien plus régulièrement attribués à des édifices, par exemple l'aéroport de Lisbonne qui s'appelle maintenant Humberto Delgado. Au sein de cette mémoire du régime autoritaire, les historiennes et les historiens ont aussi une place de choix. Ainsi, les noms d'historiens accommodés ou bien en opposition mais surtout professeurs des universités sont devenus des toponymes fréquents. Par exemple, dans le quartier de Telheiras construit dans les années 1970 à Lisbonne, la rue « Professeure Virgínia Rau » croise la rue du « Professeur Hernâni Cidade » et quelques rues plus loin la rue du « Professeur Damião Peres » rejoint la rue du « Professeur Queiroz Veloso<sup>21</sup> ». Les villes de naissance de certains historiens ont aussi pu leur rendre hommage, comme c'est le cas de la « rue Docteur Flausino Torres » à Tondela<sup>22</sup>. Encore récemment, la rue qui longe les ANTT et la FLUL est devenue en 2017 « rue Professeur António Henrique de Oliveira Marques<sup>23</sup> ». Il serait donc intéressant d'analyser comment les

---

<sup>18</sup> De nombreuses questions ont surgi autour de Santa Comba Dão, lieu de naissance du dictateur où il est aussi enterré (voir le repère « la tombe d'António de Oliveira Salazar : une mémoire pétrifiée »). Ensuite, une polémique s'est produite autour de la construction d'un musée dans la commune de naissance d'António de Oliveira Salazar (voir le point « "Musée Salazar" et place de la PIDE dans la société » dans le repère « polémiques historiographiques dans l'après 25 avril 1974 »). Enfin, un barrage de l'Alentejo construit en 1949 appelé « barrage Salazar » est aussi devenu un plus neutre « barrage do Pego do Altar ». António de Oliveira Salazar a par ailleurs prononcé un discours lors de l'inauguration du barrage chargé de connotations historique (voir António de Oliveira SALAZAR, *Discursos e notas políticas*, vol. IV, 1943-1950, Coimbra, Coimbra Editora, 1951, pp. 397-400).

<sup>19</sup> Afin d'identifier les principaux lieux de la censure voir par exemple Joaquim Cardoso GOMES, « Os censores do 25 de Abril : o pessoal político da censura à imprensa », dans *Jornalismo & Jornalistas*, n° 57, janvier/juin 2014, pp. 6-34.

<sup>20</sup> Il est possible de consulter l'article intitulé « la nouvelle vie des lieux liés à l'*Estado Novo* », écrit par Marco Alves le 21 janvier 2017 : <https://www.sabado.pt/portugal/detalhe/a-vida-nova-dos-predios-emblematicos-do-estado-novo>, consulté le 31 juillet 2021.

<sup>21</sup> L'ancienne graphie de son nom a été conservée, et non celle de Queirós Veloso.

<sup>22</sup> Christophe ARAÚJO, « Flausino Torres », dans *Dicionário de Historiadores portugueses*, dirigé par Sérgio Campos MATOS, en ligne.

<sup>23</sup> Isménia NEVES, *Professor Oliveira Marques : Historiador, 1933-2007*, Lisbonne, Câmara Municipal de Lisboa, 2017.

municipalités ont cherché à ancrer dans l'espace public et donc dans la mémoire collective<sup>24</sup> certains noms d'historiens, pouvant signifier à la fois une reconnaissance de l'action scientifique mais aussi de leur action citoyenne.

Enfin, un dernier rhizome serait une analyse comparative plus fine de la production historiographique portugaise avec les autres productions des régimes autoritaires, totalitaires ou fascistes. Des travaux récents ont justement cherché à dépasser les approches nationales des travaux historiographiques notamment au sein du bloc de l'Est<sup>25</sup>. Par ailleurs, j'avais un temps escompté de mettre en parallèle les historiographies espagnole et portugaise dans le cadre de cette recherche. En effet, les deux pays ont eu une histoire concomitante voire régulièrement synchronique au cours de l'histoire et le XX<sup>e</sup> siècle n'y a pas échappé dans la mesure où ils ont connu de longues expériences autoritaires dont le terme n'a été séparé que de quelques mois. Des recherches ont été réalisées et il est apparu que, malgré une proximité géographique évidente, le Portugal et l'Espagne se sont bien régulièrement tournés le dos. Les circulations au sein du milieu académique sont certaines mais le cadre national est resté la référence aussi bien pendant la dictature que lors de la démocratisation des pays ibériques<sup>26</sup>, à quelques

---

<sup>24</sup> Comme le rappelle Antoine Prost, cette mémoire collective s'inscrit, entre autres dans les lieux de mémoire mis en évidence par Pierre Nora. Mais ce ne sont pas les seuls espaces de manifestation d'une mémoire collective et pour cet auteur, les historiennes et historiens doivent s'y intéresser, en tentant de dépasser l'appréhension qu'une partie de la communauté historique a pu éprouver vis-à-vis de la mémoire (voir Antoine PROST, « Mémoire collective », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Historiographies II, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pages 779 à 791).

<sup>25</sup> Une analyse de la production historiographique dans les pays d'Europe de l'Est est parue il y a peu en italien. Elle est organisée en trois parties, une première intitulée « contrôle, compromission et résistance », une seconde « historiographie en confrontation » mettant en lumière les circulations à la fois au sein du bloc de l'Est mais aussi avec les pays d'Europe occidentale et une dernière s'intéressant à « l'usage public de l'histoire ». Voir Stefano SANTORO, Francesco ZAVATTI (dir.), *Clio nei socialismi reali : Il mestiere di storico nei regimi comunisti dell'Europa orientale*, Milan, Unicopli, 2020.

<sup>26</sup> L'exemple portugais ayant été développé dans le point « histoire de l'historiographie portugaise » du repère « historiographies croisées », je donne ici quelques exemples de travaux sur l'écriture de l'histoire en Espagne durant le franquisme. Durant la transition démographique, un premier travail est paru, établissant un bilan des principaux courants historiographiques en Espagne écrits par plusieurs auteurs (AA. VV., « Corrientes historiográficas en la España contemporánea » publié dans *Once ensayos sobre la Historia*, Madrid, Fundación Juan March, 1976, pp. 215-247. Je précise que le sigle « AA.VV. » signifie « plusieurs auteurs »). À l'image de ce qu'il s'est passé au Portugal, les travaux étudiant l'écriture de l'histoire se sont surtout multipliés à la fin des années 1990 mais plus particulièrement au début des années 2000. Ils ont pu embrasser l'ensemble du siècle (voir José María JOVER ZAMORA, *Historiadores españoles de nuestro siglo*, Madrid, Real Academia de la Historia, 1999 ; mais aussi José ANDRÉS-GALLEGO (coord.) ; José María BLAZQUEZ ; Emilio MITRE ; Fernando SÁNCHEZ MARCOS ; José Manuel CUENCA TORIBIO, *Historia de la historiografía española*, Madrid, Encuentro, 2003) ou bien se focaliser sur la période dictatoriale (Comme Luis Enrique OTERO CARVAJAL (dir.), *La Universidad Nacionalcatólica, la Reacción antimoderna*, Madrid, Universidad Carlos III, 2014 ; Miquel Àngel MARÍN GELABERT, *Los historiadores españoles en el franquismo 1948-1975, La historia local al servicio de la patria*, Zaragoza, Institución « Fernando el Católico » CSIC, 2004 voire Gonzalo PASAMAR ALZURIA, « La profesión de historiador en la España franquista », dans *Lecturas de la Historia, Nueve reflexiones sobre Historia de la Historiografía*, Zaragoza, Institución « Fernando el Católico », 2001, pp. 151-166).

exceptions près<sup>27</sup>. Par ailleurs, à la suite d'une conversation avec Michel Cahen à la Casa de Velázquez, la focalisation sur le Portugal a semblé plus raisonnable, cédant à mon tour au cadre national, sans pour autant perdre la perspective d'une comparaison à systématiser ultérieurement.

Des trois rhizomes proposés ici, il est difficile de savoir quel est l'intérêt potentiel qu'ils pourront susciter. Ils prendront les directions qu'ils voudront ou bien seront tout autre. Dans tous les cas, le relais est passé.

Savoir finir est un enjeu de taille : mais comment ? Je demanderai plutôt avec qui ? Encore un homme ? Les classiques de l'historiographie sont encore très genrés. Un historien français ou portugais ? Le monde est immense, le champ des possibles presque infini mais ce sera un historien français. Tout simplement parce que c'est la langue qui agite mon esprit, même si plusieurs années à lire en portugais m'ont conduit à ne plus en savoir véritablement quel était mon latin. Au départ, je voulais clore avec une citation de Lucien, découverte durant la préparation des cours magistraux d'historiographie donnés à l'université CY Cergy-Paris<sup>28</sup>. Alors que le nombre de pages approximativement écrites dépassait difficilement la cinquantaine, elle me paraissait à la mesure de mes ambitions et surtout comme une mise en garde d'une position à suivre. Cependant, trois ans plus tard, cette maxime me semble un peu trop prétentieuse pour clore une longue aventure doctorale.

J'aurais pu convoquer une autre lecture majeure. En effet, Michel de Certeau aura été le choc des débuts de la recherche. J'en garde un souvenir lumineux au sens propre et au figuré. Après une journée aux archives du Centre 25 Avril, durant les vacances de février ou avril 2014, *L'écriture de l'histoire* était ma lecture du train, lors des allers-retours entre la maison de mes parents à Pedralva et Coimbra. Les trente minutes entre Curia, la gare la plus proche et la ville universitaire, ont été l'occasion de souligner l'ouvrage avec peu de délicatesse, au gré des oscillations du train. Un soir, je me suis assis dans le train à la gare de Coimbra-A. J'ai sorti, à peine installé, le livre pour bien faire comprendre à mon voisinage que je lisais en français par

---

<sup>27</sup> Voir par exemple Sérgio Campos MATOS, David MOTA, "Portuguese and Spanish historiographies – proximity and distance" (em colaboração com David Mota), *The Contested Nation. Ethnicity, Class, Religion and Gender in National Histories* (éd. Stefan BERGER et Chris LORENZ), Londres, Palgrave MacMillan, 2010, pp. 339-366.

<sup>28</sup> Lucien est un auteur du II<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ. La citation était la suivante : « En résumé n'oublie pas, et je me plais à la répéter, que tu ne dois point écrire en vue du moment présent, pour être loué, honoré de tes contemporains ; fixe, au contraire, tes regards sur les siècles à venir ; écris pour la postérité ; demande-lui le prix de tes travaux et fais-la dire de toi "C'était un homme indépendant, plein de franchise, ennemi de la flatterie et de la servilité ; la vérité chez lui brille de toutes parts". Quiconque a des sentiments élevés doit placer ses suffrages au-dessus des espérances passagères du temps présent ? » Elle est un extrait de son traité « Comment il faut écrire l'histoire » écrit vers 160 après J.-C. dont on peut trouver l'extrait dans Charles-Olivier CARBONNEL, et Jean WALCH, (dir.), *Les sciences historiques de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Larousse, 1994, p.44.



souci de distinction – ou bien pour que les voisines et les voisins épuisés par leur journée et peu concernés comprennent la raison de mon accent quand le contrôleur passerait, au choix. Le train s'est élançé et a commencé son trajet en longeant le Mondego. Je regardais le coucher du soleil et ses reflets sur l'eau plutôt que l'affreux *Forum*, un centre commercial construit sur la colline face au centre-ville, où une structure métallique essaie de rappeler la tour de l'université de Coimbra. J'ai bien conscience qu'un soleil couchant aide toujours à enjoliver une scène, mais reprenant la lecture, l'émotion m'a saisi. Je ne sais plus qu'est-ce qui a provoqué cet émoi, si c'est l'évocation de la distance avec les morts ou bien si ce sont les sublimes lignes du chapitre « l'opération historiographique ». Quand je lis quelque chose de très fort, je m'arrête et je ferme le livre ou le document en ligne – je suis résolument un historien du XXI<sup>e</sup> siècle – comme si quelque chose de très sérieux venait de se produire. Je suis alors persuadé d'avoir compris quelque chose d'important, peut-être trop persuadé. J'attends un peu, puis je reprends la lecture satisfait, passé le choc. Michel de Certeau m'a plusieurs fois provoqué une telle situation.

Aussi, pour éviter tout bouquet final avec Michel de Certeau qui pourrait faire un four, au risque d'être moi-même déçu, je vais plutôt privilégier une leçon d'humilité d'Henri-Irénée Marrou, un autre auteur fort, redécouvert sur la fin de ce parcours de thèse. Elle est en quelque sorte le contrepoint à la citation de Lucien, quelque peu pompeuse. Pourquoi lui ? Car Henri-Irénée Marrou c'est aussi Patrick<sup>29</sup> et l'étrange équation qu'il écrivit au tableau en 2010 ( $h=p/P$ ) dans une salle du bâtiment T à l'université de Nanterre, pendant les premiers cours d'historiographie de préparation au CAPES d'histoire-géographie. Il s'agit donc d'un retour aux sources de l'étincelle historiographique, ferment de cette recherche et d'une rencontre déterminante. Une décennie plus tard, le souvenir est toujours vif. Ainsi, Henri-Irénée Marrou rappelait :

« L'histoire est un combat de l'esprit, une aventure et, comme toutes les équipées humaines, ne connaît jamais que des succès partiels, tout relatifs, hors de proportion avec l'ambition initiale ; comme de toute bagarre engagée avec les profondeurs déroutantes de l'être, l'homme en revient avec un sentiment aigu de ses limites, de sa faiblesse, de son humilité<sup>30</sup> ».

On m'a souvent dit que la thèse est une succession de renoncements. Maintenant pleinement conscient des limites de l'exercice, de ce qu'elle n'a pas pu être, je sais très bien qu'elle ne changera pas le monde. Cependant, elle m'aura permis de comprendre un infime bout de son histoire mais aussi de mon histoire.

Paris, le 11 septembre 2021

---

<sup>29</sup> Je me permets ici la fin de la fiction : le vouvoiement avec mon directeur de thèse a disparu à mi-parcours.

<sup>30</sup> Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, p.52.

## THÈSE DE DOCTORAT

Pour l'obtention du titre de  
DOCTEUR EN HISTOIRE

Délivré par

CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ

École doctorale n° 628 : Arts, Humanités, Sciences Sociales

### ÊTRE HISTORIEN SOUS UN RÉGIME AUTORITAIRE POUVOIR ET SAVOIR AU PORTUGAL (1926-1974)

Présentée et soutenue publiquement par

CHRISTOPHE ARAÚJO

Le 24 novembre 2021

Préparée sous la direction de Messieurs

PATRICK GARCIA

&

ANTÓNIO COSTA PINTO

Jury :

M. Olivier Dard, professeur à l'université Sorbonne Université

M. Patrick Garcia, professeur à l'université CY Cergy Paris

M<sup>me</sup> Frédérique Langue, directrice de recherche au CNRS (IHTP)

M. Sérgio Campos Matos, professeur à l'université de Lisbonne

M. António Costa Pinto, professeur à l'Institut des Sciences Sociales – université de Lisbonne

M<sup>me</sup> Maria da Graça dos Santos, professeure à l'université Paris Nanterre



# **ANNEXES**



# REPÈRES

## António de Oliveira Salazar : portraits d'un dictateur

La courte présentation faite ici ne prétend pas à l'exhaustivité des biographes d'António de Oliveira Salazar mais cherche uniquement à présenter la variété de la production culturelle s'intéressant au dictateur depuis qu'il a intégré le gouvernement portugais en 1928 à nos jours. De son vivant, les portraits étaient peu nuancés. Par exemple, en langue française, en plus de l'introduction de Paul Valéry aux entretiens accordés par Salazar à António Ferro<sup>1</sup>, il est possible de faire référence à la journaliste Christine Garnier, qui s'est rendue plusieurs fois au Portugal pour rencontrer le dictateur. Devenue son amante, elle a livré dans *Vacances avec Salazar* un récit correspondant parfaitement à l'image que souhaitait véhiculer Salazar aussi bien au Portugal qu'à l'extérieur : un homme secret, éloigné des outrances des autres dictateurs, humble et vivant sobrement, loin des ors de son bureau, éprouvant régulièrement le besoin de se ressourcer dans son village natal et de se prélasser dans son jardin<sup>2</sup>. Mais au-delà des portraits favorables au dictateur, certains ont été moins élogieux.

Une peinture d'Eduardo Arroyo Rodríguez l'illustre [Figure 88]. Son polyptique représente de gauche à droite Francisco Franco, Benito Mussolini, Adolf Hitler, António de Oliveira Salazar. À l'époque où il a peint cette série, Salazar et Franco étaient encore vivants et se sont maintenus au pouvoir après la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais le fait de les représenter avec Mussolini et Hitler renforce leur image de chefs autoritaires. Les traits de chacun des personnages représentés sont volontairement effacés, mais on peut facilement identifier chaque pays grâce à l'arrière-plan où on retrouve les couleurs des drapeaux. Les entrailles de chacun des dictateurs sont visibles – même s'il est possible de se demander si ce sont les leurs ou bien celles des victimes de leur répression. Elles semblent comme exposées. Des signes distinctifs

---

<sup>1</sup> Voir la préface de Paul Valéry dans António FERRO, *Salazar, le Portugal et son chef*, Paris, Bernard Grasset, 1934, trad. Fernando de CASTRO.

<sup>2</sup> Christine GARNIER, *Vacances avec Salazar*, Paris, Grasset, 1952. Ce livre a notamment été étudié par Marc Gruas (Marc GRUAS, « Vacances avec Salazar de Christophe Garnier ou La mise en scène du pouvoir », dans Journée d'études "Dictatures, censures et répression dans les mondes lusophones, XXe et XXIe siècles", disponible en ligne, consulté le 16 avril 2021 : [https://www.canal-u.tv/video/universite\\_toulouse\\_ii\\_le\\_mirail/vacances\\_avec\\_salazar\\_de\\_christine\\_garnier\\_ou\\_la\\_mise\\_en\\_scene\\_du\\_pouvoir\\_marc\\_gruas.8897](https://www.canal-u.tv/video/universite_toulouse_ii_le_mirail/vacances_avec_salazar_de_christine_garnier_ou_la_mise_en_scene_du_pouvoir_marc_gruas.8897)) mais aussi dans le livre d'Olivier Dard et Ana Isabel SARDINHA-DESIGNES (voir notamment l'« intermède » de la première partie d'Olivier DARD, Ana Isabel SARDINHA-DESIGNES, *Célébrer Salazar en France (1930-1974), Du philosalarisme au salazarisme français*, Paris, Peter Lang, 2018, pp. 179-198.)

permettent de distinguer les dictateurs. Par exemple, pour Hitler un brassard avec le sigle SS mais aussi des barbelés sur le visage, évoquant clairement les camps de concentration et/ou d'extermination.



Figure 88 : Eduardo Arroyo Rodríguez, *Cuatro Dictadores*, Madrid, Musée Reina Arte Sofia, 1963<sup>3</sup>.

Salazar porte dans la main un livre avec un portrait. Il s'agit de Luís de Camões, le grand poète du *XVII<sup>e</sup>* siècle, chanteur de l'épopée des grandes explorations dans son œuvre *Les Lusitades*, reconnaissable aisément à sa couronne de laurier<sup>4</sup> et surtout à la tache blanche sur son œil droit car il était borgne. Le représenter, alors que la guerre coloniale avait déjà débuté, pouvait être une manière d'évoquer la difficile décolonisation alors que l'un des textes les plus valorisés de la littérature portugaise chante les conquêtes extra-péninsulaires. On peut aussi voir une croix qui se détache, plantée sur un cœur, soulignant le poids du christianisme dans le régime autoritaire portugais. Enfin, précisons qu'il est le seul qui n'est pas en tenue militaire mais en costume. En effet, on remarque une cravate, une chemise et une veste, rappelant qu'il n'est pas issu des rangs de l'armée et n'a pas voulu prendre une posture martiale.

Après qu'António de Oliveira Salazar a quitté le pouvoir en 1968, les portraits du dictateur ont été de plusieurs ordres. D'abord il y a les livres biographiques davantage destinés au grand public, dont le succès éditorial est le signe de l'intérêt des Portugaises et Portugais pour leur ancien dirigeant. Les détails les plus infimes font encore tourner à plein régime les rotatives des maisons d'édition portugaises. Sans aucune exhaustivité, il est possible de lire : « Salazar

<sup>3</sup> Eduardo ARROYO RODRÍGUEZ, *Cuatro Dictadores*, huile sur toile, polyptique, 235 cm × 560 cm, 1963.

<sup>4</sup> Sa renommée est telle qu'il est régulièrement représenté avec ce signe de sagesse distinguant les poètes, notamment sur la statue qui est sur la place éponyme à Lisbonne.

vu par ses proches<sup>5</sup> » ; « Les Histoires secrètes de l'attentat contre Salazar<sup>6</sup> » ; « Les Masques de Salazar<sup>7</sup> » ; « La Dernière domestique de Salazar<sup>8</sup> » voire Salazar devenir un personnage de roman avec « Les Fils de Salazar<sup>9</sup> ». Ces portraits de Salazar sont écrits par des auteurs qui ne sont pas des scientifiques. D'autres publications sont tout de même plus rigoureuses comme celle parue pour le cinquantenaire de la chute de Salazar en 1968 même si certains titres de chapitres, comme le chapitre 2 intitulé « les mystérieuses piqûres de l'infirmier Merco » révèlent un penchant trop prononcé pour le sensationnalisme<sup>10</sup>. Notons que les ouvrages de divulgation historique ont tendance à « explorer des sentiments diffus de nostalgie<sup>11</sup> » ainsi qu'une tenace admiration pour António de Oliveira Salazar.

Le milieu scientifique portugais a été hésitant quant à l'écriture d'une biographie du dictateur, laissant aux défenseurs du dictateur l'écriture de sa vie. Ainsi, un ancien diplomate, Alberto Franco Nogueira, a écrit une volumineuse biographie de Salazar. Ancien ministre des Affaires étrangères durant l'*Estado Novo* de 1961 à 1968, il a même été, pendant un temps, très en vue pour succéder à António de Oliveira Salazar. Véritable thuriféraire du régime, il a composé sa biographie en exil en Grande-Bretagne, après le 25 avril 1974. Elle est certes très partisane mais extrêmement documentée comme il avait eu accès aux archives de l'intéressé<sup>12</sup>. Les premiers travaux d'historiens portugais ont donc dû attendre les années 1990. Fernando Rosas a par exemple écrit dans le *Dicionário de História do Estado Novo*, une longue entrée sur Salazar<sup>13</sup>. Mais c'est seulement à partir du tout début des années 2000 que les publications biographiques sur Salazar ont commencé à paraître. Par ailleurs, très régulièrement, elles n'étaient pas uniquement centrées sur Salazar. Elles le liaient à une autre problématique qu'elle soit économique, politique ou sociale. Malgré tout, il faut souligner la très longue entrée « Salazar » dans le supplément *Dicionário de História de Portugal*<sup>14</sup>. Enfin, on peut signaler

---

<sup>5</sup> Jaime Nogueira PINTO, *Salazar Visto pelos Seus Próprios*, Lisbonne, Bertrand Editora, 2016.

<sup>6</sup> Valdemar CRUZ, *Histórias Secretas do Atentado a Salazar*, Lisbonne, Temas e Debates, 2013.

<sup>7</sup> Fernando DACOSTA, *Máscaras de Salazar*, Alfragide, BIS, 2016.

<sup>8</sup> Miguel CARVALHO, *A Última Criada de Salazar*, Lisbonne, Oficina do Livro, 2013.

<sup>9</sup> António Breda CARVALHO, *Os Filhos de Salazar*, Estoril, Saida de Emergência, 2016

<sup>10</sup> José Pedro CASTANHEIRA, António CAEIRO, Natal VAZ, *A Queda de Salazar, o princípio do fim da Ditadura*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2018.

<sup>11</sup> Nuno DOMINGOS, Victor PEREIRA, *O Estado Novo em questão*, Lisbonne, Edições 70, 2010, p. 7.

<sup>12</sup> Voir Alberto Franco NOGUEIRA, *Salazar*, Coimbra, Atlântide, 6 volumes, 1977-1985. Pour davantage d'éléments biographiques sur Alberto Franco Nogueira, il est possible de consulter :

[http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa%5Chtml/pdf/n/nogueira\\_alberto\\_marciano\\_gorjao\\_franco.pdf](http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa%5Chtml/pdf/n/nogueira_alberto_marciano_gorjao_franco.pdf), consulté le 16 avril 2021.

<sup>13</sup> Fernando ROSAS, « Salazar », dans Fernando ROSAS, José Maria Brandão de BRITO, (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 861-876.

<sup>14</sup> Manuel de LUCENA et António BARRETO, « Salazar », dans António BARRETO, Maria Filomena MÓNICA (coord.), *Dicionário de História de Portugal*, vol. 9 (supplément P/Z), Porto, Livraria Figueirinhas, 2000, pp. 283-390.



l'ouvrage davantage centré sur l'image de Salazar à travers la presse et dont l'auteur a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une biographie à proprement parler<sup>15</sup>.

La biographie de Filipe Ribeiro Meneses a été un jalon important. Elle est publiée d'abord en langue anglaise en 2009 puis traduite en portugais l'année suivante. Comme l'auteur le note, il a été le second biographe de Salazar après Nogueira. En effet, si peu de scientifiques ont voulu se pencher sur l'épineuse tâche, notamment au Portugal, ce serait parce que :

« Après quarante-huit ans de régime autoritaire, une étude biographique du dictateur était hors de question : quelconque signe d'empathie ou de tentative de contextualiser et de "comprendre" Salazar serait une insulte aux victimes. [...] Personne n'a encore abordé la figure la plus logique : Salazar lui-même<sup>16</sup>. »

Le livre a été inégalement reçu au Portugal. Loué par une partie de la presse<sup>17</sup>, Filipe Ribeiro de Meneses a été accusé par une partie des historiens de relativiser l'action de Salazar et de dresser une biographie trop lisse de lui, n'utilisant par exemple que quelques fois le terme de dictateur pour qualifier Salazar et il a été critiqué pour avoir minimisé de nombreux aspects du régime. L'auteur a en outre été formé en Irlande au Trinity College de Dublin et c'est en anglais qu'il publie en 2009 son ouvrage. Il est traduit en 2010 en portugais, contribuant à percevoir le livre comme l'approche d'un Portugais allogène. Luís Reis Torgal a par exemple insisté sur le choix de cette langue afin de critiquer la survalorisation de l'anglais – oubliant que c'est la langue de formation de Filipe de Ribeiro Meneses<sup>18</sup>.

Depuis cet ouvrage, peu d'autres biographies sont parues. Certains historiens expriment toujours des réticences à s'essayer à la biographie d'António de Oliveira Salazar. Ainsi,

---

<sup>15</sup> Voir Helena MATOS, *Salazar*, vol. 1 : *A Construção do Mito (1928-1933)* ; vol. 2 : *A Propaganda (1933-1938)*, Lisbonne, Temas e Debate, 2003-2004.

<sup>16</sup> Filipe Ribeiro de MENESES, *Salazar. Uma biografia política*, traduit de l'anglais au portugais par Teresa CASAL, Lisbonne, publicações Dom Quixote, 2010, p. 13.

<sup>17</sup> Voir par exemple l'article de Manuel Carvalho dans *Público* daté du 21 décembre 2021 qui a fait de Filipe Ribeiro de Meneses une des dix figures de l'année 2010, soulignant, entre autres, son écriture novatrice en parlant d'une « fluidité narrative qui le rapproche bien davantage du style de l'historiographie anglo-saxonne que de l'histoire analytique et conceptuelle d'inspiration marxiste ou des *Annales*<sup>17</sup> ». L'article est disponible en ligne : <https://www.publico.pt/2010/12/21/politica/noticia/filipe-ribeiro-de-meneses-o-historiador-de-sapaixonado-1471969>, consulté le 17 avril 2021.

<sup>18</sup> On sent surtout que Luís Reis Torgal est un peu vexé de voir Filipe Ribeiro de Meneses recevoir toutes les louanges de la presse portugaise alors qu'il a « passé des années en étudiant parcimonieusement le régime de Salazar ». Lors de l'écriture de cet article, il était sûrement amer de voir le peu d'audience de son excellent *Estado Novo, Estados Novos* dans son pays alors que Filipe Ribeiro de Meneses recevait tous les honneurs de la presse. Outre la question d'égo, toute l'ambiguïté portugaise autour de la figure de António de Oliveira Salazar surgissait ici, dans la mesure où un ouvrage faisant le bilan de plusieurs décennies de recherches et d'encadrements a été éclipsé par une biographie de Salazar d'un auteur peu connu au Portugal (Luís Reis TORGAL, « O Estado Novo na historiografia : uma perspectiva crítica » dans Sérgio Campos MATOS et Maria Isabel JOÃO, dans *Historia e memórias (séculos XIX-XXI)*, Lisbonne, Centro de história da FLUL, 2012, pp. 213-247).

Fernando Rosas, dans son œuvre intitulée *Salazar et le pouvoir. L'Art de savoir durer* a précisé que son livre :

« N'est pas, et ne veut pas être, une biographie d'Oliveira Salazar, ni même une tentative de biographie partielle. Les rares ouvrages biographiques, universitaires ou non, sur ce dictateur à la longévité remarquable tombent, presque inmanquablement, dans l'apologie laudatrice, à la manière d'une histoire complaisante à l'égard du régime. [...] Pour ces raisons, mais surtout, je l'admets, du fait de mes faiblesses personnelles, je ne suis pas un adepte du genre, étant entendu que de magnifiques biographies sont sorties de la plume d'historiens comme Ian Kershaw, Paul Preston, Pierre Milza, pour ne citer que quelques-uns de ceux qui ont écrit sur les dictateurs de l'époque des fascismes<sup>19</sup>».

De nouveau la question de la crainte que la biographie ne se transformât en panégyrique apparaissait de nouveau. En outre, le passé de militant opposé à la dictature de Fernando Rosas doit aussi contribuer à son aversion pour l'exercice.

Enfin, au-delà des frontières portugaises, de récentes parutions montrent un nouvel intérêt pour la figure du dictateur portugais. On peut notamment penser au récent livre sur la réception de l'idéologie et de la pratique du pouvoir par Salazar dans les cercles de la droite et de l'extrême droite française, à travers une fine analyse des passeurs et observateurs français de la dictature portugaise<sup>20</sup>. Encore plus récemment, une étude des relations entre António de Oliveira Salazar, Pétain et de Gaulle est parue<sup>21</sup> tout comme une biographie en anglais, parue récemment<sup>22</sup>.

## Archives de la police politique et de la censure

Les Archives nationales de la Torre do Tombo (ANTT) tirent leur nom de l'emplacement des archives de la monarchie qui étaient entreposées dans une des tours du château de Lisbonne, depuis 1378. La tour s'est effondrée lors du grand tremblement de terre du 1<sup>er</sup>

---

<sup>19</sup> Pour la citation : Fernando ROSAS, *L'Art de durer, le fascisme au Portugal*, traduction de Clara DOMINGUES, Paris, Les Éditions sociales, 2020, pages 15 et 16. Lorsque le livre a été traduit en français, j'ai écrit une recension critique pour *La Vie des idées*. J'ajoute ici un élément de réflexion que je n'ai pas inclus dans la recension en ligne. En effet, j'ai été surpris par le choix du titre. Une traduction littérale aurait été « Salazar et le pouvoir. L'art de savoir durer » (*Salazar E O Poder. A Arte De Saber Durar*). Or dans la traduction, le nom d'António de Oliveira Salazar a été supprimé. Après avoir échangé avec la traductrice, la logique éditoriale d'une maison d'édition engagée à gauche l'a emporté sur la rigoureuse traduction, estimant que l'inclusion du terme « fascisme » serait plus vendeur. Fernando Rosas a validé le titre, d'autant qu'il a longuement défendu au cours de sa carrière l'idée que le Portugal fut un pays fasciste.

<sup>20</sup> Olivier DARD, Ana Isabel SARDINHA-DESVIGNES, *Célébrer Salazar en France (1930-1974), Du philosalazarisme au salazarisme français*, Paris, Peter Lang, 2018.

<sup>21</sup> Patrick GAUTRAT, Yves LÉONARD (Préface), *Pétain, Salazar, de Gaulle : affinités, ambiguïtés, illusions : les relations franco-portugaises (1940-1944)*, Paris, Chandeigne, 2019.

<sup>22</sup> Tom GALLAGHER, *Salazar, The Dictator Who Refused to Die*, Londres, C. Hurst & Co Publishers Ltd, 2020.

novembre 1755. Les documents récupérés dans les décombres ont alors été transférés dans le monastère de São Bento. Les archives n'ont été ouvertes au public qu'à partir de 1901 et elles sont devenues les « Archives nationales de la Torre do Tombo » par le décret du 18 mars 1911<sup>23</sup>. Désignées de nouveau en 1931 « Archives générales » – pour une fois que l'adjectif *national* était supprimé et non ajouté à un sigle durant le régime autoritaire – avant de redevenir en 1992 Archives Nationales/Torre do Tombo. Durant toute la période autoritaire, les documents des archives ont été détenus dans le même édifice où elles ont été transférées à la suite du tremblement de terre de 1755. L'inauguration d'un nouveau bâtiment dans la zone de Campo Grande durant les années 1990 a mis fin à deux siècles de présence archivistique à São Bento<sup>24</sup>.

## 1) Une courte histoire des archives de la PVDE/PIDE/DGS

La DGS n'a pas eu le temps de détruire beaucoup de documents dans la matinée du 25 avril 1974. Le Mouvement des forces armées a interrompu l'incinération hâtive de l'ensemble des dossiers, patiemment réunis au long de l'histoire de la police politique. L'essentiel des archives de la police politique a ainsi pu être conservé grâce au coup d'État. Conscients de leur importance, les militaires se sont emparés des archives. Mises sous la tutelle d'un Service de coordination de l'extinction de la PIDE/DGS et de la LP, créée par ordonnance le 7 juin 1974 et dont le règlement est fixé le 28 juin 1974<sup>25</sup>, le service a cependant commis des erreurs<sup>26</sup>. Elles s'ajoutaient aux soustractions qui avaient déjà été faites par les agents eux-mêmes<sup>27</sup>, aboutissant à la soustraction de certaines archives. La plus connue et la plus mystérieuse disparition est l'expédition – ou non – de certaines archives de la police politique à Moscou, avec

---

<sup>23</sup> Ainsi, dans l'article 24 du décret, est ajouté l'adjectif « national » aux archives de la Torre do Tombo, définissant pour la première fois des horaires de consultation des archives entre 10h et 16h (article 43)

<sup>24</sup> <http://antt.dglab.gov.pt/inicio/identificacao-institucional/6-2/>, consulté le 4 octobre 2020.

<sup>25</sup> Sur le site des ANTT, on trouve à la fois le mois de juin (<https://digitarq.arquivos.pt/details?id=4313519> consulté le 17 septembre 2020) et celui de juillet (<https://digitarq.arquivos.pt/details?id=4279956> <https://digitarq.arquivos.pt/details?id=4313519> consulté le 17 septembre 2020) pour la mise en place de ce service.

<sup>26</sup> Le site des ANTT déplore : « En ce qui concerne l'intégrité des archives, il convient de noter les effets négatifs de la destruction et de la suppression de dossiers effectuées par la PIDE/DGS elle-même, mais aussi la destruction et la déviation qui a eu lieu entre 1974 et 1990, le démembrement de certaines séries de dossiers, effectués par le Service de coordination et d'extinction de la PIDE/DGS et de la Légion portugaise ». (Voir <https://digitarq.arquivos.pt/details?id=4279956>, consulté le 17 septembre 2020). Aux destructions volontaires déjà réalisées pendant la période autoritaire par la police politique elle-même, il faut donc ajouter les maladroites de la commission.

<sup>27</sup> Un ancien agent de la PIDE a récemment tenté de vendre en ligne un fonds photographique et une série de documents. La police, prévenue, est intervenue et a pu prendre les documents avant qu'ils ne soient vendus (<https://expresso.pt/sociedade/2020-04-23-PJ-apreende-documentos-da-extinta-PIDE-DGS-em-casa-de-um-particular-em-Gaia>, consulté en ligne le 4 septembre 2020).

l'aide de militants du PCP en 1974/1975. Les documents envoyés concerneraient des informations échangées par la police politique portugaise avec d'autres polices d'information du bloc occidental, permettant aux soviétiques d'identifier un espion. La sortie du livre d'un ancien général-major du Comité pour la sécurité d'État soviétique (mieux connu sous son sigle KGB) en 1994, Oleg Kalouguine, a confirmé, entre autres, le transfert d'archives de la police politique récupérées par des agents KGB. Ses affirmations ont eu d'importants retentissements au Portugal, car si des rumeurs tenaces d'envoi existaient déjà au Portugal, la corroboration d'un ancien agent russe aussi haut placé a conduit l'État portugais à demander par voie diplomatique la confirmation de l'existence des archives et, si elles existaient, leur renvoi au Portugal. Cependant, l'État russe a affirmé à cette époque ne pas détenir de telles archives. Le PCP nie la même année toute implication, conservant la même ligne depuis et parlant de vieux mensonges. Pourtant, d'anciens membres du PCP affirment avoir été informés de l'envoi. Depuis, des historiennes et historiens ont demandé en 2013 au gouvernement portugais de formuler une nouvelle fois la demande à la Russie pour demander le retour de ces hypothétiques documents<sup>28</sup>.

De plus, par la loi 4/91 du 17 janvier 1991, le transfert effectif aux ANTT a garanti une meilleure conservation du fonds. L'article 2 régissait le transfert vers les archives nationales dans son premier alinéa : « Les archives des anciennes PIDE/DGS et LP sont intégrées dans les Archives nationales de la Torre do Tombo, et il incombe à cette entité de prendre les mesures nécessaires à leur transfert, sa conservation, organisation, inventaire et description ». L'alinéa 2 de l'article 2 a permis la récupération de l'ensemble des documents. Ainsi, « tous les ensembles documentaires qui, par leur nature, intègrent les archives dont il est fait référence dans l'article antérieur et qui se trouvent dispersés aux soins d'autres entités doivent être remis aux Archives nationales de la Torre do Tombo dans un délai de 90 jours à compter de l'entrée en vigueur de cette loi ». C'est notamment à l'abri de ce dernier article que les documents retrouvés graduellement, détenus par d'anciens agents ou d'autres personnes peu scrupuleuses, ont pu être récupérés et envoyés aux Archives nationales de la Torre do Tombo. Enfin, malgré les sollicitations des historiens pour que les archives soient consultables au plus vite, le premier alinéa de l'article 3 précisait : « La consultation publique des archives des éteintes PIDE/DGS et LP ne pourra seulement être réalisée qu'à partir du 25 avril 1994 », soit vingt ans passés l'extinction de ces organes. L'alinéa 2 de l'article 3 restait relativement évasif sur la protection

---

<sup>28</sup> De nombreux témoignages datant de 1994 sont disponibles sur le site des archives de la Radio-télévisée portugaise. Pour un bilan de l'affaire toujours irrésolue, il est possible de consulter cet article : <https://www.pu-blico.pt/2013/09/06/jornal/historiadores-defendem-devolucao-dos-arquivos-da-pide-levados-para-moscovo-2705459> consulté le 17 septembre 2020.

des données personnelles établissant que « les dispositions du numéro antérieur [définissant le 25 avril 1994 comme date de consultation légale] ne porte pas préjudice aux dispositions constitutionnelles et générales de droit en respect de la protection du droit à la renommée et à la vie privée personnelle et familiale des citoyens ».

## 2) Règles de consultation

Les règles de consultation ont été définies dans les années 1990, peu de temps avant l'ouverture. Pour les archives des deux présidents du Conseil, la durée était de vingt-cinq ans après leur mort<sup>29</sup>. Pour le reste des dossiers des archives de la PIDE/DGS, la durée variait<sup>30</sup>. Le décret-loi n° 16/1993 du 23 janvier 1993 a défini « la pierre angulaire d'une politique archivistique nationale coordonnée » comme avancé dans son préambule. Concernant la durée de consultation, c'est dans le titre III « gestion nationale des archives », chapitre III « communication et conservation », que l'article 17 donnait les échéances de consultation. Dans le deuxième alinéa, il est précisé :

« Ne sont pas communicables les documents qui contiennent des données personnelles de caractère judiciaire, policier et clinique, tout comme ceux qui contiennent des données personnelles qui ne soient pas publiques, ou de quelconque nature qui puisse affecter la sécurité des personnes, leur honneur et leur image propre, à moins que ces données personnelles puissent être ôtées des documents qui les contiennent, sans risque de facile identification, s'il y a un consentement unanime des titulaires des intérêts légitimes à sauvegarder ou bien une fois passés 50 années après la date de la mort de la personne visée par les documents, et si cette date n'est pas connue, une fois révolues 75 années après la date du document ».

Puis l'alinéa 3 précise :

« Les données sensibles concernant les personnes collectives, définies comme telles par la loi, bénéficient de la protection prévue dans l'alinéa précédent, pouvant être communiqués une fois 50 années passées après la date d'extinction de l'entité collective, si jamais la loi ne définit pas une durée plus courte ».

Concrètement, pour les archives de la PIDE/DGS, face à l'impressionnante quantité de documents réunis et à l'impossibilité pour les fonctionnaires de vérifier l'ensemble des documents, les réclamations ont été surtout du ressort des personnes surveillées concernées. Si elles étaient

---

<sup>29</sup> À l'abri du décret-loi n° 279/91 du 19 août 1991, les archives de ces deux personnalités politiques – passant par l'alinéa 1 de l'article 1, de la BNP aux ANTT – sont par l'alinéa 1 de l'article 3, « ouvertes à la consultation publique [...] jamais avant la fin d'une durée de 25 années après la mort des titulaires », ce qui signifie pour le fonds de António de Oliveira Salazar, l'année 1995 et pour Marcelo Caetano, l'année 2005.

<sup>30</sup> Le site des ANTT insiste, dans la rubrique « accès restreint » sur le complexe processus de retrait des informations personnelles (<https://digitalq.arquivos.pt/details?id=4279956>, consulté le 17 septembre 2020).

toujours vivantes au moment de l'ouverture des archives le 26 avril 1994, elles ont pu demander le retrait à la consultation. Dans le cas où une personne souhaite consulter les documents avant la fin de la période, il faut faire une demande auprès de la personne ou bien de ses descendants pour pouvoir consulter les fonds. En outre, les personnes qui sont explicitement citées avaient le droit de demander le retrait à la consultation publique de certaines lettres. Ainsi, de nombreux documents n'étaient donc pas consultables quand j'ai dépouillé les archives. Quelques altérations salvatrices sont intervenues récemment. L'article 44 de la loi n° 26 du 22 août 2016 a apporté des modifications importantes aux délais de consultation définis par l'article 17 du décret de 22 janvier 1993. Ainsi, les délais passent tous de 50 à 30 ans, sauf pour les documents dont la date de mort n'est pas connue, qui passent de 75 ans à 40 ans, rendant mécaniquement beaucoup de documentation consultable.

### 3) Les archives de la censure

Les archives de la censure ont connu un processus similaire à celui de la police politique. Sa mauvaise gestion dans les premières années de la période démocratique a conduit à de nombreuses disparitions de documents. Comme le relève le site officiel des ANTT, « une partie » des archives de la direction des services de censure a d'abord intégré la Bibliothèque nationale en 1975 avant d'être transférées aux ANTT en avril 1997. Les archives des délégations de Setúbal, Funchal (Madère) et Angra do Heroísmo (Açores), qui étaient conservées avec les archives de la police politique ont été transférées à la Torre do Tombo dès 1992<sup>31</sup>. Cependant, beaucoup de fichiers ont été dispersés et même pire, certains documents, pourtant référencés dans le livre *Cândido* de Azevedo<sup>32</sup> ont disparu. Ils ont tout simplement été volés par des personnes peu scrupuleuses qui ont dû se servir et cela a échappé au contrôle des fonctionnaires... L'accélération du transfert de la BNP aux ANTT a permis de mieux protéger les documents. De plus, un certain nombre de rapports de la censure ont été récupérés par José Pacheco Pereira et ont été digitalisés dans le cadre de l'immense fonds d'archives personnelles qu'il s'est constitué. Cet historien et collectionneur inlassable a ainsi permis de mettre la main sur certains rapports de censeurs qui avaient pu être dispersés, ou bien tout simplement volés<sup>33</sup>.

---

<sup>31</sup> <https://digitarq.arquivos.pt/details?id=4326865>, consulté le 17 septembre 2020.

<sup>32</sup> Voir Cândido de AZEVEDO, *Mutiladas e Proibidas, Para a história da censura literária em Portugal nos tempos do Estado Novo*, Lisbonne, Caminho, 1997.

<sup>33</sup> Voir son projet en ligne : <https://ephemerajpp.com/> consulté le 17 septembre 2020.

# Bibliothèques

## 1) La Bibliothèque nationale

Les origines de la Bibliothèque nationale du Portugal remontent à la Bibliothèque royale (*Real biblioteca*) fondée le 29 février 1798 dans la tour occidentale de la place du Commerce de Lisbonne. En 1834, face au manque d'espace de l'édifice, la Monarchie libérale a décidé de la transférer au couvent Saint-François, situé dans le quartier de Chiado. Elle est alors désignée comme la Bibliothèque nationale de Lisbonne, en complément d'autres bibliothèques, dont celle d'Évora. Elle a récupéré alors de nombreux ouvrages, au fur et à mesure de l'extinction des congrégations religieuses. À son tour manquant d'espace dans le couvent de Saint-François, un nouvel édifice fut projeté dans la Cité universitaire en construction, en 1958. Le transfert s'est produit en 1969. Le bâtiment a été inauguré par le président Américo Tomás, en présence notamment du ministre de l'Éducation nationale, José Hermano Saraiva, et l'édifice a même été béni par le cardinal Manuel Gonçalves Cerejeira<sup>34</sup>. La BNP occupe toujours les mêmes lieux depuis<sup>35</sup>.

## 2) Bibliothèques portugaises majeures

La bibliothèque de l'université de Coimbra est la seconde plus importante bibliothèque du pays et la plus ancienne. La bibliothèque joanine, construite sous le règne de Jean V au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, concentre les ouvrages anciens alors que la Bibliothèque générale, ouverte en 1962 lors de la restructuration architecturale complète de l'université, réunit une grande partie des fonds<sup>36</sup>. Les bibliothèques publiques des principales grandes villes ont aussi une histoire ancienne et sont des lieux de travail importants comme la Bibliothèque publique d'Évora, disposant d'un fonds bibliographique conséquent et existant depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>37</sup> tout comme celle de Porto dont la création date aussi du début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>38</sup>.

---

<sup>34</sup> Voir la vidéo disponible dans les archives télévisées (la première partie de la vidéo n'est pas sonorisée, seuls deux discours le sont : <https://arquivos.rtp.pt/conteudos/inauguracao-da-biblioteca-nacional/>, consulté le 4 octobre 2020).

<sup>35</sup> Pour l'ensemble des données historiques, voir la section « histoire » disponible sur le site de la BNP : [http://www.bnportugal.gov.pt/index.php?option=com\\_content&view=article&id=82&Itemid=90&lang=pt](http://www.bnportugal.gov.pt/index.php?option=com_content&view=article&id=82&Itemid=90&lang=pt) consulté le 4 octobre 2020.

<sup>36</sup> <https://www.uc.pt/bguc/BibliotecaGeral/Historia>, consulté le 4 octobre 2020.

<sup>37</sup> <http://www.bpe.pt/A-Biblioteca/Info#Sobre>, consulté le 4 octobre 2020.

<sup>38</sup> <https://bmp.cm-porto.pt/bpmp>, consulté le 4 octobre 2020.

# Communisme

## 1) 1910-1940 : un mouvement politique peu répandu

Le communisme a connu à l'échelle européenne une ascension notable, galvanisé par « la grande vague d'espoir apporté par la révolution socialiste soviétique » d'Octobre 1917<sup>39</sup>. Au Portugal, elle fut plus modérée mais concomitante aux autres pays européens et les Portugais se sont mis à suivre ce qui se passait à Moscou<sup>40</sup>. Dans la situation presque explosive de l'après Première Guerre mondiale, les ouvriers prirent conscience des incapacités chroniques d'un « mouvement ouvrier contrôlé par les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, impuissants, du fait de sa tendance antipolitique, pour se constituer en alternative au pouvoir<sup>41</sup> ». La création d'un parti communiste se faisait alors pressante.

Une commission organisatrice s'est tenue le 6 mars 1921 et a réuni aussi bien des socialistes déçus, des partisans de la ligue maximaliste, quelques anarchistes et des syndicalistes sans pour autant réussir à attirer en son sein l'ensemble de la mouvance anarcho-syndicaliste. Le Parti communiste portugais (PCP), a réuni assez rapidement un millier de millier de membres, a eu son propre journal, *O Comunista*, à partir d'octobre 1921, et a rejoint l'Internationale dès 1922<sup>42</sup>. Cependant, outre l'incapacité à avoir une ferme emprise sur les syndicalistes, la création d'une Jeunesse Communiste, plus radicale, a favorisé des tensions avec le PCP, non résolues lors du premier congrès du PCP en 1923. Face aux différentes menaces de coup d'État de la droite, le parti parvint à s'allier avec les syndicalistes de la Confédération générale des travailleurs portugais en 1924, et a tenu son deuxième congrès le 29 mai 1926, soit le lendemain du coup d'État militaire sans prendre la pleine mesure du succès de ce renversement, malgré tout désigné par le congrès comme un-mouvement fasciste.

En définitive, le PCP a pu jouir lors de ses premières années d'une certaine dynamique, d'autant qu'il pouvait tirer profit du traumatisme de l'épisode dictatorial de Sidónio Pais entre 1917 et 1918 et des fragilités du PRP. Mais ses difficultés internes et sa résistance à toute

---

<sup>39</sup> João MADEIRA, *História do Partido Comunista Português, das origens ao 25 de Abril 1974*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, p. 605.

<sup>40</sup> Par ailleurs, Lénine s'était aussi intéressé au Portugal dans ses écrits, notamment pour saluer le double régicide de 1908, tout en soulignant son échec à renverser la monarchie (LÉNINE, *Œuvres complètes*, Paris, Éditions Sociales, 1976, p. 497), mais aussi pour critiquer le 5 octobre 1910 perçu comme une révolution de la bourgeoisie (voir LÉNINE, *L'État et la Révolution*, dans *Obras escolhidas em Seis Volumes*, vol. 3, Lisbonne, Avante, Moscovo, 1983.)

<sup>41</sup> João MADEIRA, *op. cit.*, p. 605.

<sup>42</sup> João MADEIRA, « Partido Comunista Português » dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. III, pp. 162-165.



bolchévisation l'ont isolé du reste des autres partis communistes européens. Comme le souligne José Neves, « dans les années 1920, le PCP n'a pas la même dimension que les autres partis communistes européens<sup>43</sup> » soit un parti de masse et mobilisateur. De plus, le PCP a fait le choix de ne pas participer aux mouvements du *revirinho*, s'alignant sur la politique de « classe contre classe » définie en 1928 par le VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste<sup>44</sup>. Cela lui a valu d'être exclu de l'Internationale communiste en 1938, car il était suspecté d'être infiltré par des agents du gouvernement portugais<sup>45</sup>. En outre, dans les premières années du régime autoritaire, le PCP fut un parti extrêmement marginal du fait de la répression exercée par le pouvoir en place<sup>46</sup>. La plupart des leaders ont été emprisonnés à Tarrafal, le camp de concentration du Cap-Vert.

## 2) 1940-1974 : un parti structurant l'opposition à la dictature

En 1941-1942, la réorganisation du PCP par les militants emprisonnés a changé la donne. Sur le modèle des fronts républicains qui se façonnaient dans les autres pays européens, le PCP a fait le choix de renouer avec les autres partis de l'opposition. La priorité était focalisée sur la lutte antifasciste, et non plus de l'action révolutionnaire de masse. Dans un contexte de tensions idéologiques liées à la Guerre froide et alors que les fronts républicains n'étaient déjà plus d'actualité, le PCP a repris une ligne autonome tout en acceptant l'arrivée d'autres opposants dans les structures du MUNAF et du MUD qu'il dirigeait. Malgré les accusations de dérive droitière par les tenants d'une ligne stalinienne opposée à tout compromis avec les autres partis, les années 1940 furent celles de la diffusion du communisme qui est alors devenu un mouvement « populaire<sup>47</sup> », engrangeant un certain nombre de sympathisants. En effet, Le PCP était perçu comme le seul parti où s'organisait véritablement la résistance à *l'Estado Novo*, tout en restant un parti clandestin avec un nombre limité de militants du fait du contrôle constant exercé par la police politique.

---

<sup>43</sup> José NEVES, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, Cultura e História no Século XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011 (1<sup>re</sup> édition en 2008), p. 16.

<sup>44</sup> João Arsénio NUNES « Comunismo », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. I, pp. 821-829.

<sup>45</sup> João MADEIRA, *História do Partido Comunista Português, das origens ao 25 de Abril 1974 (1921-1974)*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, p. 608.

<sup>46</sup> Seuls un peu plus de cinquante membres faisaient partie du PCP à Lisbonne et pas plus de vingt à Porto. Le PCP fut donc clairement au début de la période autoritaire un parti extrêmement réduit (João MADEIRA, « Partido Comunista Português » dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, op. cit.*, vol. III, pp. 162-166).

<sup>47</sup> José Neves utilise le critère de la popularité du PCP comme justification des bornes chronologiques choisies pour sa thèse de doctorat afin de souligner la rupture des années 1940 dans l'enclenchement d'une dynamique favorable au PCP et, à l'échelle internationale, par les changements en cours comme la fin de l'Internationale communiste et le déclenchement de la Guerre froide. José NEVES, *op. cit.*, p. 16.

Les années 1960 furent celles d'un nouveau tournant pour le PCP. Tout d'abord, l'évasion en 1961 de la prison de Peniche d'une partie des cadres du parti a fait grand bruit et a abouti à la nomination d'Álvaro Cunhal comme secrétaire général du PCP. Ce dernier a défini le programme *Vers la Victoire* lors du VI<sup>e</sup> Congrès du PCP en 1964. Mais ce fut aussi la période où de nouveaux partis à gauche sont apparus comme le Front populaire de libération nationale dont le siège était à Alger et d'autres mouvements d'extrême-gauche, souvent prochinois ou albanais comme le Front d'action populaire. Le relatif éparpillement de la gauche portugaise n'a pour autant pas atteint le prestige du PCP qui a poursuivi jusqu'au 25 avril 1974 le pilotage des différentes formes d'opposition à l'*Estado Novo*.

## Droites républicaines

Les milieux catholiques se sont fortement mobilisés face à la République. L'Église avait déjà dû faire face à un effritement de certaines de ses prérogatives durant la Monarchie constitutionnelle du XIX<sup>e</sup> siècle comme la dissolution des ordres religieux, dont les biens avaient été nationalisés puis revendus aux particuliers en 1834<sup>48</sup>, provoquant la colère de la hiérarchie catholique. Mais l'instauration de la République et la rapidité avec laquelle elle s'est attaquée à la question religieuse a brisé tout espoir de sympathie de l'Église envers les républicains. La loi de séparation de l'Église et de l'État du 20 avril 1911 a profondément choqué les milieux catholiques<sup>49</sup>. D'abord sonnés, les catholiques se sont structurés autour d'un parti politique, le Centre catholique portugais, créé en août 1917, au sein duquel António de Oliveira Salazar est élu député aux élections législatives de 1921. Son audience est cependant restée très limitée mais des personnalités influentes y ont siégé.

Un groupe a davantage attiré les militants catholiques. En effet, le Centre académique de démocratie chrétienne (CADC) s'est affirmé comme force de proposition dans l'opposition à la République. Créé sous la Monarchie, en 1901 à Coimbra, encore unique université du pays, le CADC s'offusquait de la perte du « quasi-monopole de légitimation de la "sphère politique" et des relations socio-culturelles, de la prestation de services dans des aires comme l'éducation,

---

<sup>48</sup> Décret signé le 28 mai par le roi qui entre en vigueur à partir du 30 mai 1834.

<sup>49</sup> Décret-loi du 20 avril 1911 à l'initiative du ministère de la Justice dont la loi s'intitule sobrement « séparation de l'État et des églises ». Il est intéressant de relever la minuscule à « église » dans le décret, soulignant l'anticléricalisme des rédacteurs de la loi.

la santé et l'assistance sociale<sup>50</sup> » de l'Église au profit d'un État gagné par une idéologie volontiers plus sécularisée. S'ajoutait à la peur de l'effacement sur la place publique, le développement continu d'un sentiment antireligieux et un anticléricalisme assumé par une partie des partisans républicains. Le parti a même été attaqué frontalement car le siège du CADC a été brûlé en février 1911 par des militants antireligieux et n'a rouvert qu'en décembre 1912, témoignant des tensions entre républicains et chrétiens<sup>51</sup>. Cependant, sa réouverture a été caractérisée par l'entrée d'une série de nouveaux membres, recrutés pour l'essentiel au sein des milieux intellectuels de Coimbra, galvanisés par le traumatisme de l'attaque et ayant à cœur la défense de la liberté religieuse et de la place de l'Église dans la société. Le CADC s'est alors transformé en plateforme de la droite chrétienne portugaise où s'est aussi exprimé un mouvement clairement de droite, l'Intégralisme lusitanien.

Parmi les différentes mouvances de droite voire d'extrême droite, l'Intégralisme lusitanien a été pour la période républicaine un groupe important. Il réunissait des monarchistes et des catholiques. L'expression a été inventée par Luís de Almeida Braga dans la revue *Alma Portuguesa* (l'Âme portugaise) en 1913, publiée en Belgique par un groupe de catholiques monarchistes exilés pour réagir à un autre groupe favorable à la République, *Renascença Portuguesa* (Renaissance portugaise)<sup>52</sup>. Pour les tenants de l'Intégralisme, la République était le signe de la dégénérescence de la nation portugaise et seul un retour à l'intégralité de l'esprit catholique pouvait sauver le Portugal. Lors de sa première réunion politique à la Ligue navale portugaise en 1915, le meeting a vite tourné à la cacophonie du fait de la destruction des installations par des opposants. Malgré un lancement hésitant, son engagement s'est surtout caractérisé par le soutien à toutes les tentatives de pronunciamiento cherchant à renverser la République en place y compris celui du 26 mai 1926.

---

<sup>50</sup> Article de João Paulo Avelãs NUNES, « Centro Académico de Democracia Cristã de Coimbra » dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013., vol. I, pp. 613-616.

<sup>51</sup> Jorge SEABRA, António Rafael AMARO, João Paulo Avelãs NUNES, *O CADC de Coimbra, a Democracia Cristã e os inícios do Estado Novo (1905-1934)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2000 (1<sup>re</sup> édition 1993). p. 79.

<sup>52</sup> La Renaissance Portugaise voyait dans la République le moyen de restaurer la nation portugaise à condition que l'État se sépare une bonne fois pour toute de l'Église catholique. Voir l'article de José Manuel QUINTAS, « Integralismo Lusitano », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *op. cit.*, vol. II, pp. 474-478. Ce même auteur a publié l'ouvrage de référence sur la question de l'Intégralisme lusitanien dans José Manuel QUINTAS, *Filhos de Ramires – As origens do Integralismo Lusitano*, Lisbonne, Nova Ática, 2005.

## État autoritaire et Église

La relation entre l'Église catholique et l'État n'a pas été si évidente qu'elle ne le paraissait. Pourtant, un régime de droite traditionaliste pouvait induire une forte proximité idéologique et encore plus au regard du parcours politique d'António de Oliveira Salazar dans les milieux catholiques et du fait de la proximité personnelle entre le dictateur et le cardinal de Lisbonne, Manuel Gonçalves Cerejeira, son ancien colocataire à Coimbra. Dès les premières années du régime autoritaire portugais, l'Église, alors en plein concile au moment du 28 mai 1926, a choisi la frange la plus à droite des insurgés militaires et s'est ralliée rapidement à António de Oliveira Salazar dès sa nomination au ministère de l'Économie<sup>53</sup>. La hiérarchie catholique a régulièrement été invitée dans les grandes commémorations du pouvoir en place et a tenu dans l'ensemble un discours élogieux sur l'*Estado Novo*. Mais, contrairement à l'Espagne, les milieux anticléricaux n'ont pas été éliminés. En effet, les idées antireligieuses de la République avaient encore une certaine audience au sein des élites civiles et militaires des années 1930. Le gouvernement devait donc composer avec des personnes plutôt hostiles à l'Église et il ne pouvait pas se mettre à dos leur appui. De plus, le refus de toute compensation financière pour les différentes spoliations, tant celles de la Monarchie constitutionnelle que de la République, annonçait une certaine défiance de l'État. La signature d'un nouveau Concordat entre l'Église et l'*Estado Novo* en 1940 a entériné le respect mutuel mais aussi la distance respective maintenue entre les deux entités. L'État refusait le financement de la religion catholique et en compensation la liberté religieuse était garantie à l'Église tout comme l'existence de l'enseignement privé.

Mais l'État autoritaire a toujours pris garde de ne pas donner à l'Église un rôle politique trop important. En revanche, cette dernière savait bien qu'elle avait tout intérêt à soutenir le régime autoritaire plutôt que de se rapprocher des différentes oppositions, moins favorables à la cause ecclésiastique. La relation entre l'État et la religion catholique au Portugal était donc dissymétrique<sup>54</sup>. La thèse de l'historienne portugaise Paula Alexandra Fernandes Borges dos Santos est venue cependant remettre en question cette approche. Pour elle, il faut dépasser la vision d'une soumission complète de l'Église à l'État, et parler plutôt d'une indépendance issue du Concordat de 1940, convenant bien à l'Église qui conservait ainsi le monopole de la

---

<sup>53</sup> Pour une bonne compréhension de la position de l'Église durant cette période, voir Arnaldo MADUREIRA, *A Igreja Católica na Origem do Estado Novo*, Lisbonne, Livros Horizonte, 2006.

<sup>54</sup> Duncan SIMPSON, « A Igreja Católica e o Estado Novo », *Locus : Revista de História*, vol. 18, n° 1, 2012, pp. 89-110.

croissance au Portugal, même si elle ne parvenait plus à réinvestir d'anciennes prérogatives perdues, notamment son influence dans le champ scolaire. Malgré un contrôle étatique, l'Église catholique jouissait donc d'une forme de « traitement préférentiel<sup>55</sup> ». Enfin, l'année 1958 a marqué un tournant, à la suite de l'opposition de l'évêque de Porto à la politique menée par le gouvernement, et la relation entre l'Église et l'État s'est alors progressivement dégradée<sup>56</sup>.

Les rénovations historiographiques autour de cette question ont été nombreuses depuis le travail précurseur de Manuel Braga da Cruz dans les années 1990<sup>57</sup>. Ainsi, il faut ajouter, entre autres, la thèse publiée par Duncan Simpson<sup>58</sup> ou bien, pour les francophones, une thèse soutenue en 2015 par Cécile Gonçalves, s'intéressant justement à la relation entre l'*Estado Novo* et l'Église catholique portugaise<sup>59</sup>.

## Historiographies croisées

### 1) Histoire de l'historiographie portugaise

L'étude de la production historiographique portugaise par des historiens de la période contemporaine est récente. Un des premiers travaux à se distinguer a été le court article de Fidelino de Figueiredo sur l'historiographie portugaise du XX<sup>e</sup> siècle, paru en 1954<sup>60</sup>. Il est remonté à Alexandre Herculano, précurseur des travaux historiques contemporains au Portugal au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, puis a progressé jusqu'aux historiens contemporains tout en se permettant des considérations sur le pouvoir autoritaire et sur les historiens. En effet, dans la mesure où le texte était publié au Brésil, il n'y avait aucun risque de censure. Ensuite, Joaquim Veríssimo Serrão a produit un livre dans la décennie 1960 présenté par l'auteur comme « de pure divulgation<sup>61</sup> ». L'ouvrage s'arrêtait juste avant 1926 mais il annonçait un travail plus ambitieux est à venir. En effet, il a commencé à publier entre 1972 et 1974 une série d'ouvrages

---

<sup>55</sup> Paula Alexandra Fernandes Borges dos SANTOS, *A Política religiosa do Estado Novo (1933-1974) : Estado, leis, governação e interesses religiosos*, thèse sous la direction de Fernando ROSAS, soutenue en novembre 2012, p. 472.

<sup>56</sup> João Almeida MIGUEL, *A Oposição Católica ao Estado Novo, 1958-1974*, Lisbonne, Nelson de Matos, 2008.

<sup>57</sup> Manuel Braga da CRUZ, *O Estado Novo e a Igreja Católica*, Lisbonne, Bizâncio, 1998.

<sup>58</sup> Voir Duncan SIMPSON, *A Igreja Católica e o Estado Novo Salazarista*, Lisbonne, Edições 70, 2014.

<sup>59</sup> Voir Cécile GONÇALVES, *Estado Novo salazarista et « sortie de religion »*, thèse sous la direction de Marcel GAUCHET, soutenue en 2015.

<sup>60</sup> Fidelino de FIGUEIREDO, *Historiografia portuguesa do século XX*, São Paulo, Separata da Revista de História n° 20, 1954, pp. 333-349.

<sup>61</sup> Joaquim Veríssimo SERRÃO, *História breve da historiografia portuguesa*, Lisbonne, Verbo, 1962, p. 15.

composée de trois volumes<sup>62</sup>. Il a cependant dû abandonner le projet d'un quatrième volume prévoyant d'étudier la production contemporaine de 1820 à 1950, très certainement à cause de son éviction de l'université de Lisbonne après la révolution des Œillets.

À peine le régime renversé, le nombre de publications s'est multiplié. António de Oliveira Marques a fait paraître une anthologie en deux volumes<sup>63</sup> et un colloque s'est tenu à l'Académie portugaise d'histoire lors du centenaire de la mort d'Alexandre Herculano<sup>64</sup>. Dans la décennie 1980, en plus d'un ouvrage marxiste anecdotique de Carlos Debrito<sup>65</sup>, une nouvelle parution d'António Henrique de Oliveira Marques doit être détachée. Il y insistait notamment sur la figure de Jaime Cortesão et sur la violence de la censure alors que pointait dans la société portugaise de cette période une « idéalisation de l'Eldorado salazariste<sup>66</sup> ». La décennie de 1990 est marquée par les cinq-centenaires des « Découvertes » et trois livres ont été publiés dans ce cadre commémoratif<sup>67</sup> mais aussi par un bilan, consultable en français<sup>68</sup>. En plus d'une tentative de comparaison de la production historiographique portugaise avec le Brésil<sup>69</sup>, le livre collectif de Fernando Catroga, José Maria Amado Mendes et de Luís Reis Torgal a marqué une étape décisive. De fait, leur « histoire de l'Histoire » est encore à ce jour le principal bilan de la production historiographique portugaise réalisé et un travail incontournable<sup>70</sup>. Il faut enfin ajouter, pour la décennie 2010, le dictionnaire en ligne des historiens portugais, projet porté par Sérgio Campos Matos, encore en cours de rédaction.

## 2) Histoire de l'historiographie française sur le Portugal

---

<sup>62</sup> Joaquim Veríssimo SERRÃO, *A historiografia portuguesa*, Lisbonne, Verbo, 1972-1974, 3 volumes.

<sup>63</sup> António Henrique de Oliveira MARQUES, *Antologia da historiografia portuguesa, das origens a Herculano* (I), *de Herculano aos nossos dias* (II) Lisbonne, Publicações Europa-América, 1974-1975.

<sup>64</sup> Actes d'un colloque de l'Académie portugaise d'histoire, *A historiografia portuguesa de Herculano a 1950*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 1978.

<sup>65</sup> Carlos DEBRITO, *Historiografia maliciosa e crítica da miséria em Portugal*, Lisbonne, Antígona, 1983.

<sup>66</sup> António Henrique de Oliveira MARQUES, *Ensaio de historiografia portuguesa*, Lisbonne, Palas Editores, 1988, p. 9.

<sup>67</sup> Alfredo Pinheiro MARQUES, *A Historiografia dos Descobrimentos e expansão portuguesa*, Coimbra, Livraria Minerva, 1991 ; Artur Teodoro de MATOS, Luís Filipe F. Reis THOMAZ, (dir.), *Vinte anos de historiografia ultramarina portuguesa*, Lisbonne, Comissão Nacional para as Comemorações dos Descobrimentos portugueses, 1993 ; João Marinho Dos SANTOS, José Manuel Azevedo e SILVA, *A Historiografia dos Descobrimentos, Através da correspondência entre alguns dos seus vultos*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2004.

<sup>68</sup> Fernando ROSAS, « Bilan sur l'historiographie des recherches sur l'État-Nouveau », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 62 (avril-juin 1999), pp. 51-60.

<sup>69</sup> José Jobson ARUDA, José Manuel TENGARRINHA, *Historiografia Luso-Brasileira Contemporânea*, São Paulo, EDUSC, 1999.

<sup>70</sup> Luís Reis TORGAL, José Maria Amado MENDES, Fernando CATROGA, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores e Autores, 1996.

Les francophones portent un regard ancien sur l'histoire du Portugal. Trois historiens se sont penchés sur le Portugal durant le XIX<sup>e</sup> siècle. En premier lieu Alphonse Rabbe<sup>71</sup>, ensuite Ferdinand Denis<sup>72</sup> et enfin Romuald Giedroyc<sup>73</sup>. Les écrits historiques de ce siècle sur le Portugal ont donc été des initiatives individuelles. Le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle est lui caractérisé par l'ouverture des centres d'études portugaises, multipliant alors les travaux et les chaires universitaires liées au Portugal. Quelques précurseurs peuvent être mis en lumière. À Paris, Georges Le Gentil a eu une action déterminante. Hispaniste de formation<sup>74</sup>, il a découvert le Portugal durant la Première Guerre mondiale, relevant par ailleurs que l'Espagne « nous cache si souvent le Portugal<sup>75</sup> ». Il a inauguré en 1919 le premier centre d'études portugaises puis brésiliennes en 1922. L'Université de Rennes a ensuite emboîté le pas parisien en 1921, puis dans les décennies suivantes Toulouse, Bordeaux et Poitiers ont eu des pôles lusophones<sup>76</sup>. Ces centres ont permis de développer les études en civilisation portugaise.

L'attention des historiens français sur le Portugal est plutôt modeste<sup>77</sup>. Ainsi, dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle il est possible de détacher, entre autres, Lucette Valensi, Albert

---

<sup>71</sup> Alphonse RABBE, *Résumé de l'histoire du Portugal, depuis les premiers temps de la monarchie jusqu'en 1823*, Paris, Lecointe et Durey, 1824.

<sup>72</sup> Deux livres de cet auteur traitant du Portugal doivent être signalés. Le premier s'insère dans une collection au titre évocateur « l'Univers pittoresque, histoire et description de tous les peuples, de leurs religions, mœurs, coutumes et industrie etc... » (voir Ferdinand DENIS, *Portugal*, Paris, Firmin Didot Frères, 1846). Le second est la version remaniée en portugais de son livre par une société anonyme d'hommes de lettres portugais. L'œuvre paraît dépassée car comme le souligne l'historien Manuel Pinheiro Chagas dans la préface, « il nous suffit de dire que *Portugal pittoresque* est antérieur à *História de Portugal* » (p. 12), faisant référence au travail de Alexandre Herculano (voir Ferdinand DENIS, *História de Portugal, Desde os tempos mais remotos até á actualidade, escripta segundo o plano de F. Diniz, por uma sociedade de Lettras*, Lisbonne, Typographia Franco-Portugueza, 1900).

<sup>73</sup> L'œuvre du Prince Romuald Giedroyc, auteur russe très conservateur, est surtout un pamphlet monarchique. Elle est éclairante cependant pour l'histoire politique du XIX<sup>e</sup> siècle portugais. Voir Romuald GIEDROYC, *Résumé de l'histoire du Portugal au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Librairie d'Aymot, 1875.

<sup>74</sup> La nécrologie de Marcel Bataillon fournit l'ensemble des éléments biographiques (Marcel BATAILLON, « Georges Le Gentil (1875-1953) », dans *Bulletin Hispanique*, tome 56, n° 1-2, 1954, pp. 5-13). C'est par ailleurs durant la Première Guerre mondiale que l'immigration portugaise débute en France (voir Marie-Christine VOLOVITCH-TAVARES, *100 ans d'histoire des Portugais en France*, Neuilly-sur-Seine, Lafont, 2016).

<sup>75</sup> Durant la Première Guerre mondiale, alors que Georges le Gentil était au front, une délégation dont il fait partie a été envoyée au Portugal pour recruter des ouvriers pour l'industrie française. Le premier contact avec ce pays détermina une partie de son orientation scientifique. Georges BOISVERT, « Georges le Gentil et la création de l'Institut d'études portugaises et brésiliennes de la Sorbonne », actes du colloque « l'Enseignement et l'expansion de la littérature portugais en France » du 21 et 23 novembre 1985, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1986, pp. 37-45.

<sup>76</sup> Pour un état des lieux approfondi voir Jacqueline PENJON, « Naissance de l'enseignement du portugais », dans *Reflexos* [En ligne], n° 004, Enseigner le portugais comme langue étrangère dans le monde – Bilans, enjeux et perspectives, mis à jour le : 07/05/2019.

<sup>77</sup> L'existence d'une éphémère Société Française d'Histoire du Portugal, qui aurait existé de 1987 à 1990 et a publié deux ouvrages avec le soutien de la Fondation Calouste Gulbenkian est à relever.

Silbert, Frédéric Mauro, Albert-Alain Bourdon<sup>78</sup>, Yves Bottineau<sup>79</sup>, Jacques Labourdette<sup>80</sup> et Jacques Marcadé<sup>81</sup> et Stéphane Boisselier<sup>82</sup>. Parmi les historiens et historiennes travaillant sur le Portugal du XX<sup>e</sup> siècle contemporain doivent être détachés Jacques Georgel<sup>83</sup>, Yves Léonard<sup>84</sup>, Victor Pereira<sup>85</sup>, Nadia Vargaftig<sup>86</sup>, Marie-Christine Volovitch-Tavares, René Pélissier, Michel Cahen surtout pour l’Afrique lusophone tout comme Armelle Enders pour une de ses incursions hors du Brésil<sup>87</sup>.

## L’idéologie du régime autoritaire : corporatisme, nationalisme et passé

Le régime autoritaire portugais était selon Jacques Marcadé une « fiction démocratique<sup>88</sup> », du fait du maintien des élections et des institutions issues de la période républicaine. L’étude des caractéristiques idéologiques du régime permet de montrer en quoi la dictature a bel et bien été une fiction. Tout d’abord, la dictature a tenté de remodeler la société portugaise, surtout à partir de la mise en place de la nouvelle constitution en 1933<sup>89</sup>, après d’après négociations<sup>90</sup>, en essayant d’adopter une des composantes des régimes autoritaires : le

---

<sup>78</sup> Auteur d’une œuvre de divulgation sur le Portugal (voir Albert-Alain BOURDON, Yves LÉONARD (épilogue), *Histoire du Portugal*, Paris, Chandeigne, 2012, 4<sup>e</sup> édition (1<sup>re</sup> édition : Paris, PUF, 1970)).

<sup>79</sup> Yves Bottineau, professeur d’histoire de l’art, a abordé très rapidement l’*Estado Novo* peu après la fin du régime (voir Yves BOTTINEAU, *Le Portugal et sa vocation maritime, Histoire et Civilisation d’une Nation*, Paris, E. de Boccard, 1977, pp. 355 à 375 pour les pages sur l’*Estado Novo*).

<sup>80</sup> Jean-François LABOURDETTE, *Histoire du Portugal*, Paris, PUF, 1995. Un certain nombre de pages sont consacrées au régime autoritaire (des pages 562 à 609).

<sup>81</sup> Jacques, MARCADÉ, *Le Portugal au XX<sup>e</sup> siècle, 1910-1985*, Paris, PUF, 1988.

<sup>82</sup> Voir par exemple Stéphane BOISSELIER, Bernardo Vasconcelos e SOUSA, « Pour un bilan de l’historiographie sur le Moyen Âge portugais au XX<sup>e</sup> siècle », dans *Cahiers de civilisation médiévale*. 49<sup>e</sup> année (n° 195), juillet-septembre 2006, La médiévistique au XX<sup>e</sup> siècle, pp. 213-256.

<sup>83</sup> Juriste et historien, il est l’un des premiers à s’être intéressé à la période autoritaire portugaise en France. Voir son livre Jacques GEORGEL, *Le Salazarisme, histoire et bilan (1926-1974)*, Paris, Éditions Cujas, 1981.

<sup>84</sup> Voir Yves LÉONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996 ou bien plus récemment une approche davantage centrée sur le long XX<sup>e</sup> siècle, Yves LÉONARD, *Histoire du Portugal contemporain, de 1890 à nos jours*, Paris, Chandeigne, 2016.

<sup>85</sup> Victor PEREIRA, *La dictature de Salazar, face à l’émigration. L’État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Science Po, 2012.

<sup>86</sup> Nadia VARGAFTIG, *Des empires en carton, Les expositions coloniales au Portugal et en Italie (1918-1940)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2016.

<sup>87</sup> Armelle ENDERS, *Histoire de l’Afrique Lusophone*, Paris, Chandeigne, 1994.

<sup>88</sup> Jacques MARCADÉ, *Le Portugal au XX<sup>e</sup> siècle, 1910-1985*, Paris, PUF, 1988, p. 33.

<sup>89</sup> Pour approfondir sur la genèse de la constitution en vigueur jusqu’à la fin du régime autoritaire, l’ouvrage d’António de Araújo est à consulter (António de ARAÚJO, *A Lei de Salazar*, Lisbonne, Tenacitas, 2008).

<sup>90</sup> L’élaboration de la constitution, altérant celle de 1911, mise en place par le régime républicain, a duré près de trois ans. Contrairement aux autres textes constitutionnels conçus par les assemblées représentatives, le président du Ministère Domingos de Oliveira et le ministre de l’Économie António de Oliveira Salazar ont mobilisé un cabinet pour la rédiger. Salazar a joué un rôle de premier plan, veillant continuellement aux travaux commencés en 1930 jusqu’à l’adoption du texte définitif en 1933. Les hésitations ont été le signe des tensions entre les



corporatisme<sup>91</sup>. Souhaité comme un facteur organisationnel et structurant, *l'Estado Novo*, comme l'a montré Manuel de Lucena, a été « tendanciellement organiciste, soit, porteur d'une volonté et d'une certaine capacité de structurer les corps intermédiaires de la société en obédience à une certaine articulation avec l'État<sup>92</sup> ». Cependant, comme Manuel de Lucena le rappelle, le corporatisme de *l'Estado Novo* a échoué dans une grande partie de ses objectifs de restructuration de la société dans sa globalité. La création d'une Chambre corporative, voulue comme conseillère de l'Assemblée nationale<sup>93</sup> mais aussi de lieux d'encadrement du milieu rural comme les Maisons du peuple (*Casas do Povo*) ainsi que le Syndicat national ne sont pas parvenus à organiser la société en corporation. Pourtant, le corporatisme était en pleine expansion dans les régimes autoritaires européens et américains<sup>94</sup>. Mais il ne faut pas pour autant nier son importance dans le fonctionnement du régime autoritaire en place car comme le rappelle Fernando Rosas, « le corporatisme en tant que régime de direction économique se révèle comme une permanence essentielle de la durabilité de *l'Estado Novo* et de la reproduction de l'ordre établi<sup>95</sup> » soit par le maintien d'une bourgeoisie économique dominante, alliée au gouvernement et favorable à une organisation corporative de l'économie.

Chère aux dictatures de droite, la problématique nationaliste a aussi été au cœur de l'idéologie du régime. Comme le souligne Luís Trindade, le nationalisme est « une formation culturelle qui supprime les traces de sa construction parce qu'il consiste à se faire passer pour la nature des choses<sup>96</sup> ». Or pour le cas portugais, le nationalisme du XX<sup>e</sup> siècle a été « une image superficielle, constante, et immobile de la société portugaise et du peuple portugais,

---

différentes tendances conservatrices au pouvoir. Voir l'éclairant article de Paula Borges SANTOS, « Na gênese da Constituição Política de 1933 : o ideário corporativo e a estrutura econômico-social do autoritarismo português », dans *Estudos Históricos*, Rio de Janeiro, vol. 31, n° 64, mai-août 2018, pp. 173-196.

<sup>91</sup> Afin de comprendre l'importance du corporatisme dans l'idéologie du régime autoritaire portugais, voir la synthèse toujours d'actualité de José Maria Brandão de BRITO, « Corporativismo », dans Fernando ROSAS, José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, pp. 216-224.

<sup>92</sup> Voir la conférence que Manuel de Lucena a donnée à Matosinhos dans le cadre du vingtième anniversaire de la Révolution des Œillets (Manuel de LUCENA, *O Regime Salazarista e a sua Evolução*, Matosinhos, Contemporânea Editora, Câmara Municipal de Matosinhos, 1995, p. 12). On doit aussi relever un autre ouvrage clé du même auteur publié dans les années 1970 et qui éclaire rigoureusement la question du corporatisme au Portugal : Manuel de LUCENA, *A evolução do sistema corporativo português*, Lisbonne, Perspectivas & Realidades, 1976, 2 volumes (le premier se concentrant sur le salazarisme et le second sur Marcelo Caetano).

<sup>93</sup> Manuel de LUCENA, *O Regime Salazarista e a sua Evolução*, Matosinhos, Contemporânea Editora, Câmara Municipal de Matosinhos, 1995, p. 22.

<sup>94</sup> Un essai de comparaison entre le Brésil et le Portugal a ainsi été mené, révélant outre des liens idéologiques, la vigueur du corporatisme (António Costa PINTO, Francisco Carlos Palomanes MARTINHO (org.), *O Corporativismo em Português, Estado, Política e Sociedade no Salazarismo e no Varguismo*, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2008).

<sup>95</sup> Fernando ROSAS, *Salazar e o Poder, a Arte de Saber Durar*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2012, p. 309.

<sup>96</sup> Luís TRINDADE, *O Estranho Caso do Nacionalismo Português, o Salazarismo entre literatura e política*, Lisbonne, Imprensa do Instituto de Ciências Sociais, 2008, p. 13.

image qui a annulé n'importe quel projet pluriel et transformateur à l'intérieur de la société, annulant ainsi la liberté politique et les conditions de la démocratie<sup>97</sup> ». Le régime autoritaire entendait donc réunir la nation, idéalisée et supposée inaltérée, en la poussant à se focaliser sur son histoire et son lien au catholicisme. La ferveur patriotique était le facteur de l'apaisement d'une société agitée, divisée par les ruptures introduites par la République et influencée par des idéologies venues de l'extérieur, comme le communisme. Le nationalisme du régime autoritaire a en conséquence tenté de faire table rase de toutes les aspérités et dissensions de la société portugaise en proposant comme cadre référentiel la nation. L'*Estado Novo* voulait immobiliser dans le temps la nation portugaise. Cependant, comme l'a montré Manuel Loff dans le cadre d'une comparaison avec l'Espagne, la nation portugaise était intimement liée au reste du monde et le Portugal a été en quelque sorte rattrapé par le temps présent :

« Avec deux expériences historiques tant sujettes à l'évolution de la vie internationale, depuis leur origine (comme c'est le cas pour le franquisme) jusqu'à leur consolidation (pour les deux cas) et à leur chute (cas du salazarisme), il ne nous semble pas possible qu'elles ne soient entendues sans l'examen de ses éléments constitutifs avec ses expressions vers l'extérieur, soit, sa *pensée internationale* et son *action extérieure*<sup>98</sup>. »

En effet, les colonies ont donné une envergure mondiale au Portugal et lui ont permis de rester dans la concurrence européenne, mais elles ont aussi précipité la chute du régime autoritaire. Le nationalisme portugais promu par le régime autoritaire s'est donc heurté à sa propre histoire.

Enfin, le rapport du pouvoir autoritaire au temps était aussi révélateur de son idéologie. Si l'on utilise le concept de régime d'historicité forgé par François Hartog<sup>99</sup>, le Portugal était davantage à contre-courant des dynamiques en cours dans les principales démocraties occidentales : l'horizon d'attente d'une vie meilleure n'était pas à voir au-delà, dans une hypothétique amélioration future mais plutôt à trouver dans le champs d'expérience qui avait déjà existé et fait ses preuves<sup>100</sup>, celui d'un Portugal qui vit au rythme des saisons et des récoltes. La fascination pour une vie rurale, pieuse et modeste est devenue le cadre de référence mis en avant

---

<sup>97</sup> Luís TRINDADE, *ibid.*, p. 324.

<sup>98</sup> Manuel LOFF, *Salazarismo e Franquismo na época de Hitler*, Porto, Campos das Letras, 1996, p. 15.

<sup>99</sup> Sous cette notion de régime d'historicité, François Hartog entend la façon dont une société donnée considère les trois catégories du temps, le passé, le présent et le futur et leur articulation en fonction des différentes périodes de l'histoire. Voir François HARTOG, *Régimes d'historicité, Présentisme et expérience du temps*, Paris, Le Seuil, 2003.

<sup>100</sup> Je réutilise ici les notions centrales de la réflexion de Reinhart Koselleck, a utilisé dans *Le Futur passé*, ces deux notions. Il les définit dans le dernier chapitre 5 de la troisième partie de cet ouvrage. Le champ d'expérience désigne la façon dont un groupe social considère son passé, cette notion s'appliquant à travers les époques ; l'horizon d'attente est la façon dont un groupe du envisage ou envisageait son futur. Ces deux notions mettent donc en évidence, à travers l'histoire, la relation entre le présent, avec les deux autres catégories du temps, le passé et le futur. Voir Reinhart KOSELLECK, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, traduit de l'allemand par Jochen HÖCK et Marie-Claire HÖCK, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1990.

par les gouvernements successifs. Le régime en place avait ainsi en horreur, « plus que le diable sur la croix<sup>101</sup> », toutes les sources de changement et de possible contestation du modèle politique. . Un État nouveau qui s'appuie sur un passé idéalisé : voilà la proposition que le régime a eu à cœur de forger tout au long de son histoire. Pourtant, il y a bien eu au sein du régime une tension entre un passéisme rempli de *saudade*<sup>102</sup>, et une prétention de modernité. Il est possible de prendre pour exemple les nombreux travaux de modernisation menés par le pouvoir, comme la transformation complète de la ville haute de Coimbra (*Alta de Coimbra*), où les nouveaux édifices de l'université de Coimbra ont complètement transformé le quartier historique, mais aussi les transformations successives de Lisbonne. Ainsi, la ville a connu de profondes altérations par la construction des nouveaux quartiers emblématiques marqués par architecture innovante comme celui d'Alvalade et de la place d'Areiro<sup>103</sup>, tout comme la construction par l'ingénieur Duarte José Pacheco d'un viaduc pour faire passer la première autoroute du pays. Il y avait en quelque sorte un équilibre précaire que le régime autoritaire entendait maintenir entre modernité et passé, au prix de certaines contradictions<sup>104</sup>.

---

<sup>101</sup> Je reprends ici les propos de Manuel de Lucena : « « Déjà que je trouve [le régime] un des régimes les plus minutieusement despotiques de notre temps qui a exercé une répression systématiques, de caractère surtout préventif, usant et abusant des amples pouvoirs discrétionnaires que ses lois ont généreusement donné aux pouvoirs constitutifs. J'ai l'habitude de dire que Salazar avait plus peur de la liberté politique que du diable en croix ». (Manuel de LUCENA, *O Regime Salazarista e a sua Evolução*, Matosinhos, Contemporânea Editora, Câmara Municipal de Matosinhos, 1995, p. 8).

<sup>102</sup> Terme que les Portugais aiment à qualifier d'intraduisible, mais il se rapprocherait de la nostalgie et de la mélancolie si on prend la définition du *Dicionário de língua portuguesa* : « mélancolie causée par le souvenir d'un bien duquel on est privé ; blessure ressentie par l'absence ou la disparition de personnes, choses, états ou actions ; tristesse ; nostalgie ». Ce terme a donné ensuite le terme « saudosismo », un courant littéraire du mouvement « Renaissance portugaise » qui s'appuyait sur le sentiment de mélancolie. L'auteur Eduardo Lourenço a écrit un livre sur cette notion importante dans l'imaginaire portugais (voir Eduardo LOURENÇO, *Mythologie de la Saudade*, Paris, Chandeigne, 1997).

<sup>103</sup> Le documentaire « Lisboa de Hoje e de Amanhã » réalisé par un des cinéastes fétiches du régime, António Lopes Ribeiro, illustre complètement cette aporie propre au régime. Rythmé par les commentaires du réalisateur en voix-off, avec une diction si lyrique et posée, caractéristique des années 1940, il soulignait la vétusté des quartiers historiques de la capitale, impliquant la destructions de certains bâtiments autour de la place Martim Moniz afin d'assurer la nécessaire croissance de la ville. Par opposition, les quartiers au nord-est de la capitale étaient loués pour leur modernité, insistant notamment sur leur financement privé. Dans certaines séquences, le réalisateur insistait sur la séparation à l'école entre les filles et les garçons mais aussi sur les valeurs portugaises, et tous les travaux sont présentés au son de la guitare caractéristique du *fado*. Les grandes réalisations de cette décennie sont filmées, comme le viaduc de Duarte Pacheco, la gare maritime da Rocha do Conde de Óbidos dans le quartier d'Alcântara endroit d'où beaucoup de conscrits sont partis lors des guerres coloniales –, la Fontaine lumineuse dominant la place de Alameda Afonso Henriques, l'aéroport de la ville ainsi que le grand parc urbain de Monsanto. Voir António Lopes RIBEIRO, *Lisboa de Hoje e de Amanhã*, 1948, 40 minutes.

<sup>104</sup> Quoi qu'il en soit, l'équilibre s'est bien traduit par une volonté de réduire toute opposition à portion congrue. L'ouvrage de Fernando Rosas sur Lisbonne le montre bien. Il a essayé de réunir les principales manifestations révolutionnaires dans la capitale à travers l'histoire contemporaine. Les moments de tensions ont été très nombreux durant la période républicaine puis après 25 avril 1974, mais durant la longue période autoritaire, on en dénombre très peu. Voir Fernando ROSAS, *Lisboa Revolucionária, Roteiro dos confrontos armados no século XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2007.

## Parti unique

La création d'un parti unique actait la recomposition de l'offre politique à la suite de la chute de la République. L'Union nationale (UN) a été mise en place en 1930 alors que Salazar, principal orfèvre de cette plateforme, était encore ministre de l'Économie. Elle est devenue l'Action nationale populaire à partir de 1970, durant le mandat de Marcelo Caetano et a disparu avec la chute du régime autoritaire. Dans le parti unique, différentes tendances de la droite portugaise, parfois antagonistes avant le 28 mai 1926, coexistaient. En effet, une partie des généraux républicains de tendance conservatrice tout comme « l'ensemble des intégralistes et monarchistes, [Salazar] neutralisant les “maîtres” de l'Intégralisme qui refusaient la “salazar-chie<sup>105</sup>” » sont parvenus à s'entendre autour des idées de la démocratie chrétienne du CADC. En conséquence, différentes tendances ont pu s'affirmer timidement selon les périodes mais toujours dans le cadre de l'UN : une monarchiste<sup>106</sup>, une autre plus conservatrice nationaliste, une catholique et enfin une tendance plutôt libérale qui est apparue à la fin de la période autoritaire<sup>107</sup>.

Sans être contraints d'exercer de fonction administrative, tous les hauts fonctionnaires y compris bon nombre d'universitaires – et donc des historiens – ont fait partie de l'UN. De plus, le contrôle était encore plus fort au fur et à mesure que les fonctions administratives étaient moins prestigieuses. L'appartenance au parti unique facilitait le filtrage des candidats aux fonctions publiques. L'UN a donc favorisé l'embrigadement d'une partie de la fonction publique portugaise. Le parti unique avait l'avantage de vider la représentation politique et d'empêcher toute contestation en dehors de l'UN. Si le régime autoritaire a eu à cœur de ne pas être assimilé, comme les autres régimes dictatoriaux, à un régime *de* parti unique, le régime portugais a indéniablement été un régime *avec* un parti unique. Malgré la tolérance officielle du multipartisme et l'absence de tout rôle prédéfini dans la Constitution, l'UN fut dans les faits le seul parti représenté à l'Assemblée nationale<sup>108</sup>. Il avait la prétention de ne pas avoir une véritable fonction d'orientation de la vie politique. Il était davantage pensé comme un outil de

---

<sup>105</sup> Fernando ROSAS, *Salazar e o Poder, a Arte de Saber Durar*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2012, p. 72.

<sup>106</sup> Les nostalgiques de la monarchie étaient assez nombreux et Salazar lui-même était un monarchiste de cœur. C'est pourquoi une partie de la droite monarchiste s'est ralliée à l'UN et avait même un groupe relativement autonome, la Cause Monarchiste, qui a pu être parfois à la limite de l'opposition interne (voir l'article de Manuel Braga da CRUZ « os Monárquicos e o Estado Novo de Salazar », publié une première fois dans *Ler História*, n° 6, 1985, pp. 61-83 puis dans un ouvrage réunissant une série d'articles du même auteur (Manuel Braga da CRUZ, *Monárquicos e Republicanos no Estado Novo*, Lisbonne, Publicações Dom Quixote, 1986, pp. 183-213).

<sup>107</sup> Il s'agit de l'Aile libérale (*Ala liberal*) où Francisco de Sá Carneiro a joué un rôle très important.

<sup>108</sup> Cette subtile distinction a été relevée par Manuel Braga da Cruz dans sa thèse de doctorat sur l'Union nationale. Manuel Braga da CRUZ, *O Partido e o Estado no Salazarismo*, Lisbonne, Presença, 1988, p. 251.

collaboration civique et non de participation politique<sup>109</sup>, le pouvoir craignant plus que tout un fonctionnement assimilable à la démocratie parlementaire. Pour autant, le parti unique avait un rôle important dans le régime en exerçant le monopole de l'activité parlementaire et de la représentation politique de l'*Estado Novo*.

## Polémiques historiographiques de l'après 25 avril 1974

Sans vouloir énumérer l'ensemble des polémiques historiographiques qui se sont produites depuis le renversement du régime dictatorial, l'objectif est ici d'en présenter quelques-unes ayant marqué le débat au sein de la communauté scientifique et dans l'espace public. Elles ont été révélatrices des tensions suscitées par le passé autoritaire portugais.

### 1) Sanjay Subrahmanyam et Vasco de Gama

L'ouvrage *Vasco de Gama, Légende et tribulations du vice-roi des Indes* de Sanjay Subrahmanyam a provoqué lors de sa sortie au Portugal, de nombreuses incompréhensions. Sa version portugaise, parue l'année du cinq-centenaire de l'arrivée de Vasco de Gama à Calicut, a été publiée par une Commission spéciale dans le cadre de cette célébration<sup>110</sup>. Il a évoqué, dans la préface à l'édition française, les critiques reçues<sup>111</sup>. Il avait été mis en garde par Jean Aubin et António Coimbra Martins, directeur du centre culturel de la Fondation Calouste Gulbenkian à Paris, que « [s]a biographie de Gama serait peut-être mal reçue au Portugal<sup>112</sup> ». Après un déchainement de la presse à la suite d'une conférence donnée à la Société de géographie de Lisbonne en juillet 1997, les historiens portugais ont pris le relais, y compris « les historiens "de gauche" [qui] n'hésitaient plus à rallier les historiens les plus compromis dans le régime de Salazar pour clamer leur patriotisme et défendre Gama contre cette odieuse attaque indienne<sup>113</sup> ». La Commission soutenant la publication a même reçu des lettres de protestations de la famille Gama et Sanjay Subrahmanyam a été qualifié par un historien d'« ennemi du

---

<sup>109</sup> Manuel Braga da CRUZ, *ibid.*

<sup>110</sup> Voir Sanjay SUBRAHMANYAM, *A Carreira e a Lenda de Vasco da Gama*, traduit en portugais par Pedro Miguel CATALÃO, Lisbonne, Commission Nationale pour les Commémorations des Découvertes Portugaises, 1998.

<sup>111</sup> Sanjay SUBRAHMANYAM, *Vasco de Gama, Légende et tribulations du vice-roi des Indes*, traduit par Myriam DENNEHY, Paris, Alma, 2012.

<sup>112</sup> Sanjay SUBRAHMANYAM, *op. cit.*, p. 14.

<sup>113</sup> Sanjay SUBRAHMANYAM, *op. cit.*, p. 16.

Portugal<sup>114</sup> ». Alors qu'une biographie écrite par une historienne française et une autre par un historien portugais n'ont provoqué aucun remous, l'auteur observe : « Il semblait donc que le problème tenait davantage à l'identité de l'auteur qu'à son propos<sup>115</sup> ». En effet, le fait d'être indien rappelait très certainement la perte de l'Empire au tournant des années 1950 et 1960. En conséquence, le regard d'un historien d'un pays considéré comme pauvre et anciennement dominé en partie par le Portugal a dû réveiller des réflexes impériaux au Portugal, décrédibilisant la parole de Sanjay Subrahmanyam par le simple fait de ne pas être européen.

## 2) L'été chaud de 2012

L'expression rappelle le « *Verão Quente* » de 1975, une période où l'agitation politique et sociale instiguée aussi bien par des groupes de droite conservatrice que de la gauche radicale, a fait craindre une guerre civile au Portugal. Mais, après le succès remporté par les partis modérés aux élections législatives constituantes du 25 avril 1975 et au refus du PCP de participer à la tentative de coup d'État du 25 novembre 1975, la démocratisation sans révolution s'est installée<sup>116</sup>. La polémique historiographique a agité la communauté historique portugaise durant les mois d'août et de septembre 2012, surtout par le biais de la presse. Elle concernait une histoire du Portugal dirigée par Rui Ramos<sup>117</sup> et notamment la partie contemporaine rédigée par ce dernier. Rui Ramos est un historien qui n'a jamais dissimulé ses idées de droite. Déjà lors de sa sortie en 2009, les critiques les plus nombreuses concernaient la partie rédigée par Rui Ramos, notamment la façon dont il a présenté la période républicaine mais aussi la dictature. Les choses se sont emballées après un article de Manuel Loff en 2012.

Historien se revendiquant de la gauche radicale, il a accusé Rui Ramos de « pur révisionnisme historiographique politique et idéologiquement motivé » dans le journal *Público*. Après une réponse de Rui Ramos, d'autres scientifiques sont intervenus, parfois avec des attaques personnelles, le débat quittant alors le champ historique et confirmant les profondes divisions du monde académique portugais autour de la question du régime autoritaire<sup>118</sup>. Luís

---

<sup>114</sup> *Idem*.

<sup>115</sup> Sanjay SUBRAHMANYAM, *op. cit.*, p. 17.

<sup>116</sup> Yves LÉONARD, *Histoire du Portugal contemporain, de 1890 à nos jours*, Paris, Chandeigne, 2016, pages 180 à 183.

<sup>117</sup> Rui RAMOS (coord.), Bernardo Vasconcelos e SOUSA, Nuno Gonçalo MONTEIRO, *História de Portugal*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2009.

<sup>118</sup> Pour une chronologie complète de cette crise interne au monde scientifique et des principaux participants et participantes voir Filipe Ribeiro de MENESES, « Slander, Ideological Differences, or Academic Debate ? The "Verão Quente" of 2012 and the State of Portuguese Historiography », dans *e-journal of Portuguese History* [en ligne], vol. 10, n° 1, 2012, pp. 62-77.

Reis Torgal a résumé l'affaire comme l'une « des rares polémiques qui a surgi dernièrement sur l'historiographie de l'*Estado Novo*, bien que ce ne fut pas une polémique scientifique mais plutôt une polémique journalistique avec la présence d'historiens ». Il a recentré les critiques sur le manque de recherches entreprises par Rui Ramos sur la période et sur des considérations davantage idéologiques de la part de cet auteur<sup>119</sup>.

### 3) « Musée Salazar » et place de la PIDE dans la société

Deux autres polémiques ont récemment agité le monde historien portugais. Tout d'abord, en août 2019, la nouvelle de la création d'un Centre interprétatif de l'*Estado Novo*, voté par la municipalité de Santa Comba Dão et appuyée par le CEIS20, un centre de l'université de Coimbra, a rappelé les divisions de la société portugaise autour de la mémoire du régime autoritaire. D'une part, une première pétition appelée « musée de Salazar, non<sup>120</sup> » a circulé à partir du 12 août 2019 – je l'ai par ailleurs signée. En réponse, une autre pétition appelée « Musée Salazar, oui<sup>121</sup> » a été créée quelques jours après. D'autres ont suivi, dont une plus ancienne a été relancée, réclamant le retour à la désignation du « pont 25 avril » en « pont Salazar<sup>122</sup> », premier nom donné au pont sur le Tage à Lisbonne. Une réponse de la mairie de Santa Comba Dão est parue le 24 août pour démentir le nom choisi pour le musée, rappelant qu'il s'agissait d'un centre interprétatif et sûrement pas d'un musée en l'honneur du dictateur<sup>123</sup>. Le même jour, Luís Reis Torgal, historien appartenant au CEIS20 a défendu l'existence du centre interprétatif en évinçant toute accusation de centre nostalgique<sup>124</sup>. Cependant, comme l'a judicieusement remarqué Miriam Halpern Pereira le 26 septembre 2019, une fois le débat quelque peu retombé, choisir comme espace muséographique un lieu collé à la maison où est né António de Oliveira Salazar risquait de transformer le musée en un lieu de pèlerinage des nostalgiques du

---

<sup>119</sup> Luís Reis TORGAL, « O Estado Novo na historiografia : uma perspectiva crítica » dans Sérgio Campos MATOS, Maria Isabel JOÃO, *Historia e memórias (séculos XIX-XXI)*, Lisbonne, Centro de História da FLUL, 2012, pp. 213-247.

<sup>120</sup> <https://peticaopublica.com/psign.aspx?pi=PT94050>, consulté le 7 juin 2021. Le texte de la pétition a été supprimé depuis mais il est possible de voir le nombre de signataires qui approchait les 18 000 au moment de la fermeture de la censure.

<sup>121</sup> <https://peticaopublica.com/pview.aspx?pi=PT94080>, consulté le 7 juin 2021. La pétition est toujours en ligne et a réuni plus de 11 000 signataires.

<sup>122</sup> <https://peticaopublica.com/?pi=AOS>, consulté le 7 juin 2021. Lancée en 2016, elle a regagné un soudain intérêt pendant la polémique.

<sup>123</sup> Un article du journal *Observador* évoque le communiqué de la commune : <https://observador.pt/2019/08/24/camara-de-santa-comba-dao-diz-que-centro-interpretativo-do-estado-novo-nao-e-museu-salazar/>, consulté le 7 juin 2021.

<sup>124</sup> <https://www.publico.pt/2019/09/11/politica/opiniaoproposito-alegado-museu-salazar-historia-documentos-1885839>, consulté le 7 juin 2021.

régime<sup>125</sup>. En conséquence, l'existence d'un musée sur l'*Estado Novo* semblait pertinente, mais aucunement dans l'unique rue portugaise s'appelant « rue Docteur Oliveira Salazar », sise à Santa Comba Dão.

Ensuite, en février 2021, une nouvelle polémique a surgi à la suite de la parution d'un article de Duncan Simpson, historien anglais ayant analysé la relation entre l'Église et l'*Estado Novo* et travaillant actuellement sur la PIDE. Publié dans *Público* le 14 février 2021, l'article intitulé « les Portugais ont-ils été victimes ou complices de la PIDE ? », montre toute l'ambivalence d'une partie de la population vis-à-vis de la police politique, pointant les formes de compromission et surtout d'adaptation des Portugaises et Portugais à la donne autoritaire et voulant interroger la mémoire antifasciste de la PIDE qu'il percevait chez des historiens comme Fernando Rosas et Irene Flunser Pimentel<sup>126</sup>. Cependant, une partie des historiens, souvent de gauche, se sont empressés de critiquer sa vision notamment Luísa Tiago de Oliveira le 17 février<sup>127</sup>, Luís Farinha le 20 février<sup>128</sup>, Luís Reis Torgal<sup>129</sup> quelques jours après et enfin Irene Flunser Pimentel le 17 février dans un article véhément où elle accuse Duncan Simpson de lui avoir volé son travail<sup>130</sup>. Une réponse de Duncan Simpson le 2 mars est venue défendre l'impartialité de son travail et répondre aux différentes critiques<sup>131</sup>.

Une nouvelle fois, une controverse académique débordait dans les médias portugais et l'ensemble des polémiques énumérées rappelle l'actualité toujours brûlante du régime autoritaire.

## Portugal : quelles frontières ?

Qu'est-ce que le Portugal ? Un pays de forme rectangulaire formé au XII<sup>e</sup> siècle à l'extrémité sud-ouest de l'Europe, dont la frontière terrestre n'a pratiquement pas changé depuis le traité d'Alcanizes en 1297, en faisant une des plus anciennes du continent européen. En effet,

---

<sup>125</sup> <https://www.publico.pt/2019/09/26/politica/opiniao/memoria-sitios-historia-proposito-estado-novo-museologia-1887248>, consulté le 7 juin 2021.

<sup>126</sup> <https://www.publico.pt/2021/02/14/politica/noticia/portugueses-vitimas-cumplices-pide-1949847>, consulté le 7 juin 2021.

<sup>127</sup> <https://www.publico.pt/2021/02/17/opiniao/noticia/falsa-questao-1950960>, consulté le 7 juin 2021.

<sup>128</sup> <https://www.publico.pt/2021/02/20/opiniao/noticia/portugueses-vitimas-cumplices-pide-1951303>, consulté le 7 juin 2021.

<sup>129</sup> <https://www.publico.pt/2021/02/24/opiniao/noticia/portugueses-vitimas-cumplices-pide-carta-aberta-duncan-simpson-1951836>, consulté le 7 juin 2021.

<sup>130</sup> <https://www.publico.pt/2021/02/21/politica/noticia/carrascos-vitimas-cumplices-passividade-caso-pide-1951278>, consulté le 7 juin 2021.

<sup>131</sup> <https://www.publico.pt/2021/03/02/opiniao/noticia/portugueses-pide-respostas-1952657>, consulté le 7 juin 2021.



les contours du Portugal, ont subi des modifications très marginales. Ainsi, le village de San Felices de Gallegos est passé du côté espagnol au début du XIV<sup>e</sup> siècle, Ermisende est, lui, devenu espagnol en 1640. Plus épineuse est la question d'Olivença (en portugais) ou Olivenza (en espagnol), petite région annexée par l'Espagne après la guerre des Oranges de 1801 et restée sous administration espagnole malgré la disposition 105 du traité de Vienne de 1815, sommant la couronne espagnole de rendre Olivença « pour assurer entre les deux Royaumes de la Péninsule, cette bonne harmonie complète et stable ». Le différend frontalier dure toujours<sup>132</sup> et le Portugal considère actuellement Olivença comme un territoire portugais administrativement gouverné par l'Espagne<sup>133</sup>.

Mais le Portugal a été le cœur métropolitain d'un empire pluri-continentale<sup>134</sup>. L'Empire a été amorcé par la prise de Ceuta en 1415 avant de conquérir, puis de posséder durablement des territoires en Amérique, en Afrique et en Asie et il s'est achevée brutalement quelques mois après le 25 avril 1974. Entre 1926 et 1974, la géographie de l'Empire n'a pas beaucoup changé à l'exception des possessions portugaises en Inde. De fait, les localités de Nagar Haveli et Dadra, situées à la frontière entre le Gujarat et le Maharashtra, ont été annexées par l'Union indienne en 1954, puis en 1961 les derniers territoires de Diu, Daman et surtout Goa ont été définitivement conquis. La façon de nommer l'Empire a connu un changement important durant la période autoritaire. En effet, les colonies de « l'empire colonial portugais<sup>135</sup> », sont devenues en 1951 « les provinces ultramarines<sup>136</sup> ». Dans le contexte de l'après Seconde Guerre mondiale, le changement sémantique apparaissait comme une réponse aux crispations

---

<sup>132</sup> Quand on franchit le pont sur le Guadiana, construit intégralement par le Portugal, pour remplacer le pont d'Ajuda détruit au XVII<sup>e</sup> siècle, aucun panneau n'indique que l'on est en Espagne, comme s'il s'agissait d'une continuité territoriale alors que du côté espagnol, quand on approche du pont, il y a un panneau annonçant l'arrivée au Portugal.

<sup>133</sup> L'héritage portugais se voit dans l'architecture manuéline de l'église Sainte-Marie-Madeleine ainsi que dans les monuments civils comme la porte de l'actuelle mairie. La mairie met aujourd'hui en avant cet héritage. Ainsi, le nom des anciennes rues du temps de la domination portugaise a été apposé en dessous des noms actuels, la *calçada portuguesa* – le pavement des trottoirs en calcaire blanc et noir et même des passages piétons – a été installée, la langue portugaise, après des temps difficiles sous le régime de Franco où l'usage du portugais s'était perdu entre les générations est de nouveau promue. Enfin certains citoyens ont même obtenu la double nationalité. Signalons que durant l'*Estado Novo*, un groupe de soutien à la « question d'Olivença », appelé le Groupe des amis de Olivença, a été créé en 1938 et est encore aujourd'hui animé par certains fervents défenseurs de la cause portugaise d'Olivença. J'ai tenté, après m'être rendu à Olivença pour mieux comprendre la fausse-vraie tension autour de la région, d'entrer en contact avec ce groupe semblant très réactionnaire. J'ai reçu un premier retour mais, après avoir présenté l'objet de ma recherche, je n'ai plus eu de réponse. Pour approfondir cette question, voir la page consultable notamment en français et très documentée : <http://olivenca.org/>

<sup>134</sup> Parfois au cours de cette recherche, la lectrice ou le lecteur pourra avoir l'impression que l'étude porte uniquement sur le Portugal dans ses frontières actuelles. De fait, dans le cadre des recherches menées, les sources consultées ont été géographiquement restreintes au Portugal continental. Mais j'ai tenté de prendre en compte au maximum l'échelle impériale.

<sup>135</sup> Comme désigné dans l'article 3 du Titre 1 de l'Acte colonial, extrait du décret-loi n° 18 570 du 8 juillet 1930.

<sup>136</sup> Voir l'article 134 du changement constitutionnel du 11 juin 1951, d'après la loi n° 2048.

croissantes dans les colonies européennes. La substitution du terme « colonial » pour l'appellation moins connotée de « provinces ultramarines » montrait le désir de faire du lien entre l'Empire et la métropole quelque chose de différent, comme une continuité du Portugal au-delà des océans. Par ailleurs, les Portugais ont été encouragés à s'installer dans les colonies afin d'augmenter la présence blanche.

Il ne faut pas oublier que l'histoire politique, culturelle et économique portugaise a été celle d'une lutte acharnée pour la pérennité de l'Empire, le Portugal refusant de redevenir un petit pays européen périphérique. Cet aspect a caractérisé l'ensemble de la période autoritaire et s'insérait dans la continuité de la politique monarchique mais aussi républicaine<sup>137</sup>. Parmi les différentes productions valorisant l'Empire par le biais des expositions coloniales, la carte d'Henrique Galvão a marqué les esprits à travers le procédé cartographique de superposition des colonies portugaises sur la carte de l'Europe pour rappeler aux Portugaises et Portugais que le Portugal pouvait être perçu comme un grand pays [Figure 89]. Toutefois, à la veille de la révolution des Œillets du 25 avril 1974, l'empire était à son crépuscule. En un an, un radical changement s'est opéré, mettant fin à cinq siècles d'acquisitions et de progressives pertes impériales. En effet, les territoires africains, auxquels le régime s'était accroché jusqu'à sa perte, devinrent des États indépendants. Le Portugal était alors contraint de retrouver son berceau géographique, exceptés les deux archipels atlantiques des Açores et Madère, anciennes colonies de peuplement portugais et restées dans le giron métropolitain. Le Portugal était de nouveau ibérique, avec son encombrant voisin espagnol, toujours redouté et dans le même temps respecté<sup>138</sup>. Il est devenu résolument européen au point de chercher rapidement à rejoindre le principal projet économique et politique en cours dans le continent en adhérant en 1986 à la Communauté économique européenne<sup>139</sup>.

---

<sup>137</sup> Valentim Alexandre montre comment la défense de l'Empire portugais a été au cœur des préoccupations à la fois du régime républicain mais aussi de la Dictature militaire face aux convoitises allemande, italienne et sud-africaine mais aussi comment les relations entre la métropole et les colonies étaient en plein questionnement. À l'autonomie relative de la minorité blanche colonisatrice qui a prévalu pendant la République, quitte à fermer les yeux sur le travail forcé critiqué par la Société des nations, le contrôle a été progressivement renforcé sous la Dictature militaire. Même si des critiques ont été émises à cette emprise de la métropole, l'Acte colonial de 1930, alors que António de Oliveira Salazar occupe le poste de ministre des Colonies, scelle politiquement et économiquement l'union de l'empire à Lisbonne. (Valentim ALEXANDRE, « Ideologia, economia e política : a questão colonial na implantação do Estado Novo », dans *Análise social*, vol. 28, n° 123-124, 1993, pp. 1117-1136).

<sup>138</sup> Plus que l'Espagne dans son ensemble, il convient de préciser que lorsque l'on regarde l'histoire du Portugal depuis son origine, c'est surtout celle d'une lutte continue contre l'expansion de la Castille. Lutte qui s'est aussi transformée en alliances dynastiques répétées entre les deux royaumes.

<sup>139</sup> Ce souhait s'est même manifesté par un titre d'un groupe de rock portugais du nom de GNR en 1981 qui chantait « Je veux voir le Portugal dans la CEE » (GRN, « Portugal na CEE », single, EMI, 1981).



Figure 89 : « Le Portugal n'est pas un petit pays », carte produite par Henrique Galvão, 1936<sup>140</sup>.

## Portugal : une puissance pauvre

Le Portugal du XX<sup>e</sup> siècle a hérité des traumatismes du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils ont été nombreux comme les invasions napoléoniennes, la perte du Brésil ainsi que les luttes politiques entre les monarchistes libéraux et les absolutistes. Dans le milieu intellectuel portugais, ils ont provoqué un sentiment de décadence dont un des hérauts principaux fut Antero de Quental. Il a prononcé le 27 mai 1871 au Casino Lisbonense un discours devenu célèbre, au titre révélateur : « Causes de la décadence des peuples péninsulaires durant les trois derniers siècles<sup>141</sup> ». Antero de Quental reprenait une partie des thèses avancées dès les années 1850 par Alexandre Herculano, le père de l'historiographie moderne portugaise, selon lesquelles les deux pays de la péninsule Ibérique seraient entrés en décadence<sup>142</sup>. Cette thématique a aussi été développée par l'historien

<sup>140</sup> Je remercie la BNP pour m'avoir envoyé une version en très haute résolution de la carte d'Henrique Galvão.

<sup>141</sup> Voir Antero de QUENTAL, *Causas da Decadência dos Povos Peninsulares nos três últimos Séculos : discurso pronunciado na noite de 27 de Maio de 1871 na sala do Casino Lisbonense*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2010.

<sup>142</sup> Les trois motifs avancés par Antero de Quental furent : la Contre-Réforme et la mise en place de l'Inquisition ainsi que l'expulsion des juifs et des musulmans ; le centralisme politique amorcé par la monarchie absolue qui aurait réduit à néant les libertés médiévales et la possibilité de l'essor de la bourgeoisie ; enfin le système de développement économique fondé sur la rapine dans les colonies plutôt que sur l'essor d'une véritable industrie.

Oliveira Martins et est restée très présente dans la pensée de l'intelligentsia de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, le sentiment de retard par rapport à l'Europe centrale s'est maintenu durant le XX<sup>e</sup> siècle, notamment parce que le Portugal a connu une industrialisation plus tardive. Mais ce sentiment qui traverse le XX<sup>e</sup> siècle était-il fondé ? En analysant plusieurs critères, sans prétendre à l'exhaustivité, il est possible de percevoir des éléments identifiants un développement partiel et dans le même temps un certain rattrapage au fur et à mesure de la période autoritaire, tout en restant en décalage par rapport aux grandes puissances d'Europe centrale.

Un premier signe d'un développement inégalitaire au Portugal a été la forte émigration portugaise. Elle s'est accélérée à la fin de la période autoritaire<sup>143</sup>, confirmant qu'une partie de la population était à la recherche d'une vie meilleure en dehors du pays. Par exemple, la baisse de la population du Portugal continental entre 1960 et 1970 s'explique par la très forte émigration de la population quittant notamment les régions septentrionales et rurales au mitan du XX<sup>e</sup> siècle pour rejoindre la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg [Figure 90].

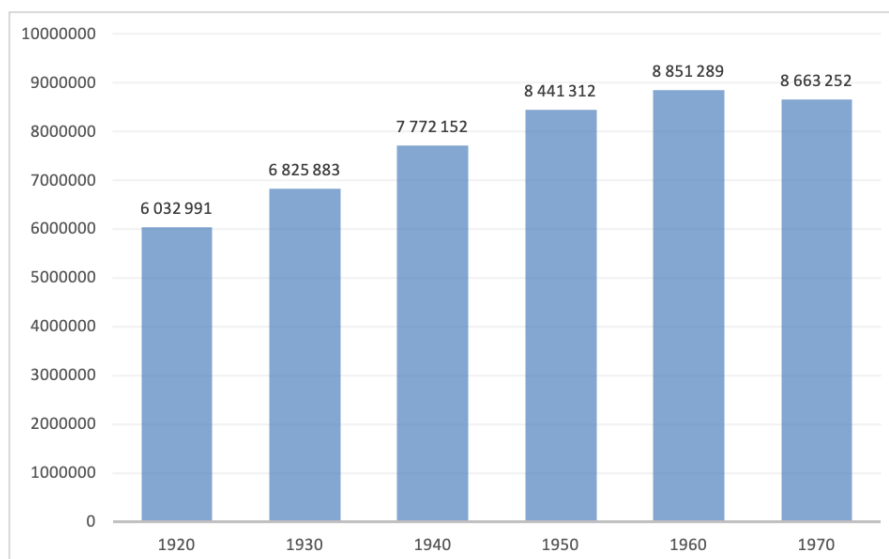


Figure 90 : Population du Portugal continental aux dates des recensements décennaux entre 1920 et 1970<sup>144</sup>.

La mortalité infantile est un autre critère témoignant d'un développement économique décalé par rapport au reste de l'Europe. Le taux a connu une baisse continue pendant la dictature, le nombre d'enfants morts avant l'âge d'un an ayant été divisé par trois entre 1920 et 1970 [Figure 91]. Cependant, en le comparant à la mortalité infantile française, les chiffres portugais

<sup>143</sup> Voir pour l'exemple de l'émigration portugaise en France, Victor PEREIRA, *La Dictature de Salazar face à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

<sup>144</sup> Nuno VALÉRIO (coord.), *Estatísticas Históricas Portuguesas*, Lisbonne, Instituto Nacional de Estatística, 2001, p. 51.

sont constamment supérieurs aux français sur la même période, illustrant le fossé par rapport à un pays européen plus riche et disposant d'un meilleur accès aux soins<sup>145</sup>.

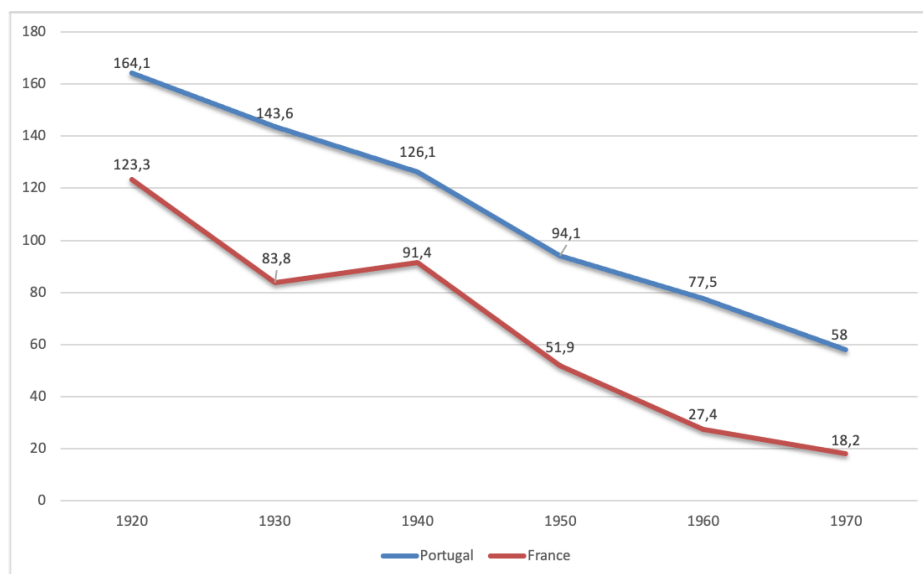


Figure 91 : Taux de mortalité infantile en ‰ pour le Portugal métropolitain et la France entre 1920 et 1970<sup>146</sup>.

Ensuite, le très important taux d'analphabétisme a été un indicateur de la faible attention des pouvoirs publics à la question de la scolarisation des Portugaises et Portugais, sans parler de l'accès à l'école dans les territoires de l'Empire. Au début de la décennie où s'implante le régime autoritaire, les deux tiers de la population portugaise ne savaient pas lire [Figure 92]. Le pourcentage était donc extrêmement élevé par rapport à d'autres pays comme en France où, déjà lors du recensement de 1911, seuls 10% des Français étaient analphabètes<sup>147</sup>. Le pourcentage a certes diminué constamment sur l'ensemble de la période. Cependant, dans la décennie où la Révolution des Œillets s'est produite, près d'un quart de la population était encore analphabète<sup>148</sup>.

La lente alphabétisation du pays a donc été un élément marquant du développement très partiel du Portugal<sup>149</sup>. Ainsi, les pourcentages étaient très élevés et ce ne fut que pendant la décennie 1940 que la majorité de la population portugaise a su lire. En conséquence, et comme l'a observé Rui Ramos pour la fin de la période républicaine :

<sup>145</sup> Pour les données statistiques françaises, voir le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3560308>, consulté le 31 mai 2021.

<sup>146</sup> Nuno VALÉRIO (coord.), *op. cit.*, p. 480-481.

<sup>147</sup> Le chiffre fourni ne prend pas en compte les femmes (Gabriel DÉSSERT, « Réflexions sur les progrès de l'alphabétisation dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Historical Social Research*, n°34, 1985, pp. 44-59).

<sup>148</sup> Voir Maria Cândida PROENÇA, « Analfabetismo », dans Fernando ROSAS, José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. I, pp. 46-48.

<sup>149</sup> Maria Manuela RODRIGUES, « analfabetismo e alfabetização », dans Maria Fernando ROLLO, (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. I, pp. 106-114.

« 75% des Portugais étaient analphabètes. Ils n'ont jamais lu les journaux, les livres, les documents que les historiens lisent pour faire l'histoire du temps où ils vivaient. Cette histoire était sans doute, l'histoire des élites politiques et intellectuelles, des fils de famille imprégnés par la responsabilité et le confort, presque tous formés dans les écoles supérieures des grandes villes, loin des agriculteurs et journaliers analphabètes qui constituaient la majorité de la population<sup>150</sup> ».

L'historien a donc identifié un élément majeur à prendre en considération dans le cadre de cette recherche. Dans la mesure où une grande partie de la population ne savait pas lire, les écrits des historiens étaient des œuvres qui n'atteignaient qu'une très faible partie de la population.

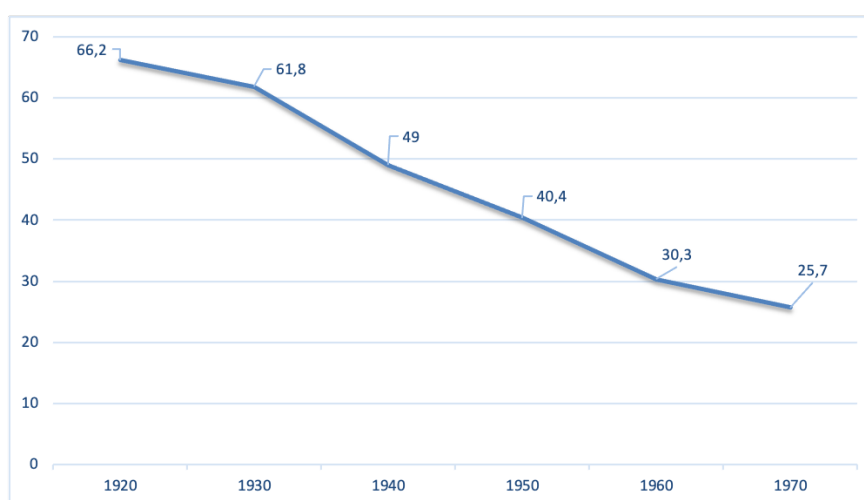


Figure 92 : Taux d'analphabétisme au Portugal pour la population au-dessus de l'âge de 7 ans entre 1920 et 1970<sup>151</sup>.

De plus, l'urbanisation montre que le Portugal est resté tout au long de la période un pays majoritairement rural [Figure 93]. Ainsi, entre 1920 et 1970, la population urbaine est passée d'un quart à moins d'un tiers. Pour comparaison, rappelons qu'en France, dès 1936, 53% de la population vivait en ville et en 1968 le taux d'urbanisation était de 70%<sup>152</sup>. Le décalage était donc très important car le taux d'urbanisation français était doublement supérieur à celui du Portugal et cela sur l'ensemble de la période.

<sup>150</sup> Rui RAMOS, précité, p. 600.

<sup>151</sup> Voir les chiffres consultables sur le site de l'Institut national de la statistique : [https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine\\_main](https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine_main), consulté le 31 mai 2021.

<sup>152</sup> Jean-Michel CHAVOUET et Jean Christophe FANOUILLET, « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », dans *INSEE Première*, n°707, avril 2000, sans pagination.

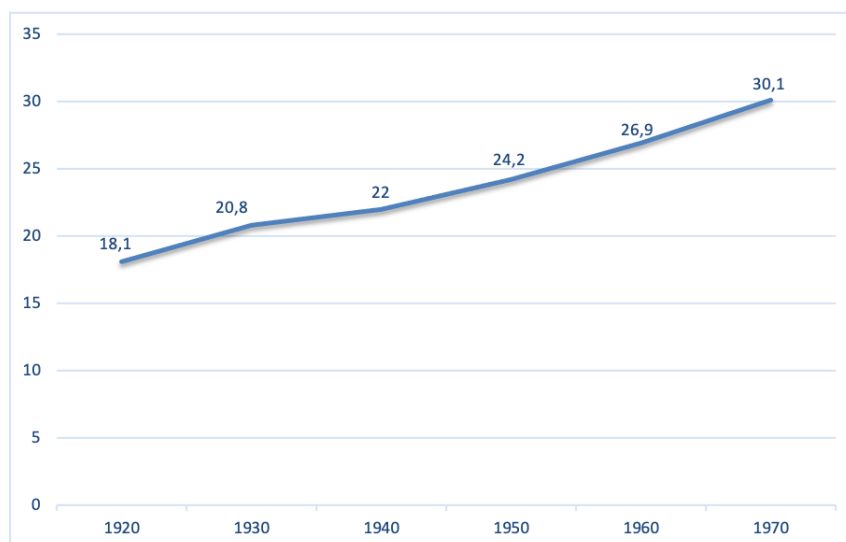


Figure 93 : Taux d'urbanisation du Portugal continental entre 1920 et 1970<sup>153</sup>.

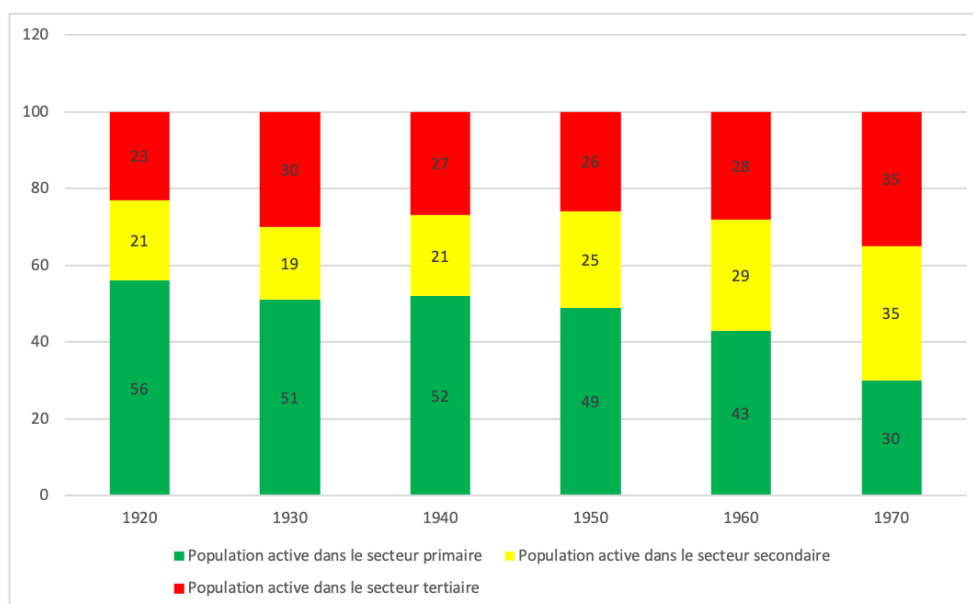


Figure 94 : Répartition de la population active du Portugal métropolitain par secteur entre 1920 et 1970<sup>154</sup>.

Enfin, la structure de la population active est aussi un élément qui témoigne d'un développement hésitant. Au début de la période autoritaire, la majorité de la population travaillait dans le secteur primaire [Figure 94]. Cependant, tout au long de la période, le secteur primaire a vu sa part diminuer pour devenir inférieure à un tiers. Les secteurs secondaire et tertiaire ont

<sup>153</sup> Pour les chiffres : Maria Luís Rocha PINTO, Teresa RODRIGUES, « urbanização », dans Fernando ROSAS, José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, "Dicionário do Estado Novo", pp. 997-999.

<sup>154</sup> António REIS (dir.), *Portugal Contemporâneo (1820-1992)*, Lisbonne, Alfa, 1990-1993 et les chiffres disponibles en ligne sur PORDATA.

connu une progression lente mais continue pour parvenir à un tiers chacun en 1970. Rural au début de la période, le Portugal est devenu un pays où les deux autres secteurs sont devenus importants dans la structure de l'économie. Les transformations de la population active portugaise permettent donc de rappeler que le Portugal a suivi la tendance européenne à l'industrialisation et à la tertiarisation de leur économie au cours de la période, avec un rythme plus lent que d'autres pays.

## Républicanisme

Le républicanisme a été un courant intimement lié à la création en 1883 du Parti républicain portugais (PRP)<sup>155</sup>. Parfois, la date de 1876 a été retenue pour la création du PRP mais comme le souligne Fernando Rosas :

« On a pour habitude d'attribuer la date de 1876 pour la fondation du PRP, à propos d'un diner, réalisé à Lisbonne, commémorant la consolidation définitive de la République française, avec la démission de Mac-Mahon. À ce repas, a été annoncée la création du Centre Démocratique Républicain de Lisbonne. En réalité, le processus d'unification des différents centres régionaux et factions républicaines se vérifie seulement au premier congrès du PRP, durant l'été 1883 ».

Partant, la date de 1883 semble plus pertinente. L'apparition d'un parti républicain, dans un pays « essentiellement rural, peu développé, avec de hauts pourcentages d'analphabétisme, surtout chez les femmes et en dehors des centres urbains<sup>156</sup> » pourrait surprendre. Cependant, les grands centres urbains commençaient timidement à s'industrialiser, comme Lisbonne, la Rive sud du Tage (*Margem Sul*)<sup>157</sup> et Porto. Ces villes ont été les principaux noyaux d'expression du républicanisme. Les républicains se pensaient en représentants du peuple, souhaitaient réformer une société perçue comme archaïque et voulaient moraliser l'administration et régénérer la patrie pour atteindre le développement et le progrès<sup>158</sup>.

Le mouvement a réellement pris son essor quand le PRP s'est doté d'un programme politique début janvier 1891 et surtout après la tentative manquée de renversement de la Monarchie, quelques jours plus tard, le 31 janvier 1891 à Porto. Le mouvement n'était pas

---

<sup>155</sup> Fernando ROSAS, « A crise do liberalismo oligárquico em Portugal », dans Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO, (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011, p. 26.

<sup>156</sup> Maria Alice SAMARA, « O Republicanismo », dans Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO, (coord.), *op. cit.*, p. 62.

<sup>157</sup> C'est le nom utilisé pour désigner la rive gauche de l'estuaire du Tage allant jusqu'à Setúbal. On lui donne aussi le nom de péninsule de Setúbal.

<sup>158</sup> Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO, (coord.), *op. cit.*, pp. 574-575.



monolithique et s'apparentait davantage à une « galaxie<sup>159</sup> » réunissant des associations féministes, des membres de la Charbonnerie, des Francs-Maçons<sup>160</sup>, des membres du PRP, tous unis par l'« anathème contre [...] la Monarchie et l'Église<sup>161</sup> ». En termes de positionnement idéologique, le républicanisme a été caractérisé par une double tendance : une proche des idées socialistes, voire anarchistes ; une autre plus proche du libéralisme, représentation politique dans la monarchie constitutionnelle du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>162</sup>.

La tendance la plus à gauche et révolutionnaire s'imposa par la force en 1910, la révolution étant « justifiée par la croissante politique d'évidement des idées libérales et civiques du libéralisme, notamment autour de la question religieuse et de la désastreuse gestion financière de la chose publique<sup>163</sup> ». Mais une fois au pouvoir, la dualité a de nouveau surgi au sein du parti. Après la Première Guerre mondiale et la fin de l'épisode de Sidónio Pais, une tendance plus à gauche est apparue au sein du républicanisme, dans un pays déstabilisé par les conséquences du conflit. Elle est devenue concrète avec la création du Parti républicain de la gauche démocratique (*Partido Republicano de Esquerda Democrática*) en 1925 qui s'est opposé à la ligne centriste du PRP. Il a pris pour référence les origines du républicanisme et donc le programme de 1891, trouvant que l'esprit démocratique s'était éloigné des objectifs de la République, reproduisant le fonctionnement oligarchique de la Monarchie constitutionnelle<sup>164</sup>.

---

<sup>159</sup> Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO, (coord.), *ibid.*

<sup>160</sup> Les loges maçonniques ont joué un rôle non négligeable dans l'affirmation du républicanisme et la préparation du soulèvement de 1910, notamment en créant de nombreux centres républicains dans les villes du pays durant la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle. Les loges étaient réunies autour du Grand Orient Lusitanien Uni. Malgré une certaine proximité idéologique, la Charbonnerie portugaise recrutait dans des milieux sociaux moins élevés que les francs-maçons. La franc-maçonnerie a été un des lieux privilégiés de réunion pour les députés et les acteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle de la Première République (António LOPES, « Maçonaria e República », dans Maria Fernando ROLLO, (coord.) *et alii*, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. II, pp. 731-740). Soulignons que l'interdiction de la franc-maçonnerie le 21 mai 1935 a annihilé jusqu'au 25 avril 1974 toute action. Je ne parlerai donc que marginalement de l'influence de la franc-maçonnerie dans le milieu historien même si d'éminents historiens de l'opposition, comme António Henrique de Oliveira Marques, étaient francs-maçons et ont pu, mais seulement, après la période autoritaire, publier sur la question de la franc-maçonnerie portugaise (voir António Henrique de Oliveira MARQUES, *A Maçonaria e o Estado Novo*, Lisbonne, Dom Quixote, 1975 ou bien António H. de Oliveira MARQUES, *História da Maçonaria em Portugal*, Lisbonne, Presença, 1997).

<sup>161</sup> Fernando CATROGA, « O Republicanismo português (Cultura, história e política) », *Revista da Faculdade de Letras – HISTÓRIA* –, Porto, III Série, vol. 11, 2010, pp. 95-119.

<sup>162</sup> Pour les résultats aux élections durant la Monarchie, voir Fernando CATROGA, *O Republicanismo em Portugal. Da formação ao 5 de Outubro de 1910*, Lisbonne, Editorial Notícias, 2000, pp. 63-67.

<sup>163</sup> Article de Paulo Archer de CARVALHO, « Republicanismo, republicanização e secularização », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *op. cit.*, vol. III, pp. 625-644.

<sup>164</sup> Ana Catarina PINTO, « A transformação política da República : o bloco radical », dans Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO, (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011, pp. 456-460.

## République (1910-1926)

Lors du renversement de la Monarchie libérale par la proclamation unilatérale de la République le 5 octobre 1910, le Portugal était l'un des rares pays européens à s'affranchir de la monarchie, suivant le modèle de la France. Mais, comme le rappelle Rui Ramos, « alors que la III<sup>e</sup> République française, quand elle débute, durant la décennie 1870, a eu des gouvernements et des parlements où les partisans des anciennes dynasties régnantes étaient majoritaires », le Portugal était à part<sup>165</sup>. En effet, dès les premiers jours de la République, la vie politique a été dominée par un parti, le Parti républicain portugais (PRP). Ainsi, selon la formule de José Relvas, qui a proclamé la République, « le pays est pour tous, mais l'État est pour les Républicains », sous-entendant le PRP<sup>166</sup>. De fait, très rapidement après la chute du roi Manuel II, les républicains ont dominé la vie politique et administrative du pays. Les libéraux<sup>167</sup> et les monarchiques ont été évincés du pouvoir. Les républicains du PRP ont eu à cœur de rompre avec la monarchie par le biais de nombreuses mesures symboliques contre le passé. D'abord, il y a eu l'abandon du drapeau bleu et blanc pour celui aux couleurs du PRP, le vert et le rouge, auquel a été ajoutée une sphère armillaire, symbole du roi Manuel I<sup>er</sup> et l'écusson du Portugal. Ensuite, l'hymne national anti-anglais de 1890, *A Portuguesa* (La Portugaise), composé par Alfredo Keil en pleines tensions coloniales en Afrique, a été adopté. De plus, une nouvelle monnaie l'*escudo* a remplacé le *real* pour marquer une coupure sémantique avec la monarchie<sup>168</sup>. Enfin, la République portugaise a aussi suivi la France sur la question de la séparation de l'Église et de l'État votée le 20 avril 1911<sup>169</sup>.

---

<sup>165</sup> Rui RAMOS, (coord.), Bernardo Vasconcelos e SOUSA, Nuno Gonçalo MONTEIRO, *História de Portugal*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2009, p. 577.

<sup>166</sup> José RELVAS, *Memórias Políticas*, Lisbonne, 1978, vol. I, pp. 96-107. Il est par ailleurs intéressant de voir que les mémoires de cette haute figure du républicanisme portugais n'ont été publiées qu'après la fin du régime autoritaire portugais.

<sup>167</sup> Le libéralisme a connu au Portugal un âge d'or tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment à partir de la révolte libérale de 1820 touchant l'ensemble de la péninsule Ibérique et l'Italie. Jusqu'en 1852, l'histoire politique portugaise, a oscillé entre résurgence autoritaire de l'absolutisme et aspirations bourgeoises à une monarchie libérale limitée par l'existence d'une charte (voir sur cette complexe période l'ouvrage de référence de Victor de SÁ, *A Crise do Liberalismo e as primeiras manifestações das ideias socialistas em Portugal (1820-1852)*, Lisbonne, Seara Nova, 1969). À partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les libéralismes économique et politique participent au « rotativisme », soit l'alternance au pouvoir entre un parti conservateur (Parti régénérateur) et un autre plus libéral (Parti historique). Le libéralisme était donc au moment du soulèvement d'octobre 1910 associé aux échecs imputés à la monarchie par les républicains. Marginalisé durant la République, le libéralisme a été critiqué tout au long du régime autoritaire portugais, notamment parce qu'il était, comme le régime républicain, le symbole des tensions sociales provoquées par les partis politiques.

<sup>168</sup> Rui RAMOS, (coord.), Bernardo Vasconcelos e SOUSA, Nuno Gonçalo MONTEIRO, *op. cit.*, p. 577.

<sup>169</sup> Cette loi reprenait la séparation de l'Église et de l'État en vigueur en France a connu une importante révision le 22 février 1918 par le décret n°3 856. Le Premier ministre Sidónio Pais – devenu président de la République peu après en avril 1918 jusqu'à son assassinat en décembre 1918 –, a tenu à revenir sur les aspects les plus contestés par l'Église. Le retour au pouvoir du PRP après la mort de Sidónio Pais n'est pas parvenu à modifier une

Sans trop insister sur la chronologie, très dense et largement étudiée<sup>170</sup> des premières années de la République, l'entrée en guerre du Portugal dans la Première Guerre mondiale en 1916 a eu une influence déterminante sur la vie de la République. Les raisons de la participation portugaise au conflit ont été multiples. D'une part, il lui était primordial de s'engager car l'Allemagne lorgnait sur ses possessions coloniales, d'autant que des négociations secrètes entre le Royaume-Uni et l'Allemagne en 1912 et 1913 avaient conclu à un partage des possessions portugaises. S'investir dans la guerre était donc un moyen de renouer diplomatiquement avec le Royaume-Uni, puissance avec laquelle le Portugal était en froid depuis la crise de l'Ultimatum de 1890, tout en assurant la défense de ses colonies. Mais c'était aussi un moyen de rentrer dans le concert des nations, d'autant que l'Espagne trouvait bien encombrante l'existence d'une République à ses portes et que le gouvernement portugais craignait une intervention espagnole<sup>171</sup>.

La vie politique portugaise a aussi été chamboulée pendant le conflit mondial. En effet, elle a sérieusement remis en question l'hégémonie du PRP, aboutissant à un renversement militaire violent mené par Sidónio Pais, en décembre 1917. L'arrivée au pouvoir de Sidónio Pais a été perçue comme une des premières dictatures modernes européennes. De fait, il a d'abord pris le pouvoir à la suite d'un coup d'État, puis il a été légitimé par son élection à la présidence de la République, même si le PRP et les autres partis avaient boycotté les élections face à l'autoritarisme de sa politique. Instaurant un culte de la personnalité, Fernando Pessoa, lui a donné même le nom de « Président-roi ». Il s'est appuyé au début sur les milieux catholiques, ralliés par les modifications apportées à la loi de séparation de l'Église et de l'État. Mais le durcissement de ses positions a engendré une multiplication des grèves et une contestation de plus en plus forte, surtout après la signature de l'armistice jusqu'à son assassinat en décembre 1918<sup>172</sup>. Cette parenthèse autoritaire de droite appelée la « Nouvelle République » a tragiquement fini, contribuant dans les milieux traditionalistes et réactionnaires à attiser l'attente d'un nouvel homme providentiel.

---

nouvelle fois les décisions de Sidónio Pais. Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011, p. 574-575.

<sup>170</sup> Il est possible de souligner, entre autres, les travaux précurseurs d'António Henrique de Oliveira Marques, médiéviste de formation, puis contemporainiste. Voir António H. de Oliveira MARQUES, *Guia de história da 1ª República portuguesa*, Lisbonne, Estampa, 1981.

<sup>171</sup> Pour l'ensemble de ces raisons, voir Nuno Severiano TEIXEIRA, « La participation du Portugal à la Grande Guerre », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, année 1999, n° 62, pp. 5-14.

<sup>172</sup> Signalons qu'António de Oliveira Salazar avait une grande admiration pour Sidónio Pais au point de le faire entrer au Panthéon portugais, d'abord au monastère des Hiéronymites, puis ensuite dans l'église de Santa Engrácia devenue Panthéon national après la fin des travaux en 1966.

Le retour à la « Vieille République » du PRP, a été marqué par l'apparition de formations aussi bien à gauche qu'à droite, contestant la domination du PRP. La situation politique, couplée à une économie fragilisée, a abouti à la multiplication des tentatives de renversements de la République jusqu'au *pronunciamento* du 28 mai 1926. Pour autant il ne faut pas limiter l'instabilité politique portugaise des années 1920 aux conséquences de la Première Guerre mondiale. António Reis a ainsi essayé de nuancer la tendance à accorder un rôle prépondérant aux conséquences économiques dans la chute de la République. Pour lui, le poids de facteurs politico-culturels ne doit pas être mésestimé quant à la fin du régime républicain<sup>173</sup>. Par ailleurs, la bourgeoisie, principal soutien de la République, s'est finalement lassée des instabilités politique et économique de ce régime et a laissé faire, quand le soulèvement militaire s'est produit. Le monde paysan, extrêmement majoritaire dans le Portugal des années 1920, n'avait lui jamais vu le régime républicain d'un bon œil et ne s'est donc pas mobilisé, d'autant que l'essentiel des paysans, sauf les quelques lettrés, ne pouvaient pas voter.

## Revirinho

Après une courte période de tétanie, les milieux de gauche et les libéraux se sont mis à réagir face à la Dictature militaire. Au-delà des querelles entre les partis politiques héritées de la République et de ce qu'il reste du PRP, la nécessité de l'action a agité une partie de ceux qui étaient devenus des opposants. À leur tour, ils furent tentés de se soulever par la force contre les militaires. L'agrégat d'opposants en armes est appelé le *revirinho* et le mouvement de soulèvement en tant que tel, le *revirinhismo*. Il peut être traduit comme « mouvement pour le retournement », du verbe *revirar* qui signifie retourner<sup>174</sup>. Il réunissait en quelque sorte tous ceux voulant retrouver une république démocratique, sans les faiblesses de celle qu'ils avaient connue et qui venait de disparaître, pour retrouver les libertés fondamentales spoliées par le régime

---

<sup>173</sup> Ainsi, il a listé sept autres motifs : le manque graduel de légitimité et de représentativité en faisait de la République un régime d'urbains où le suffrage devenu censitaire en 1913 excluait davantage de citoyens que durant la Monarchie libérale ; le maintien d'une oligarchie financière et la réorganisation du camp conservateur ; l'émergence du poids des militaires à la fin de la Première Guerre mondiale et leur immixtion dans la vie politique et les institutions du pays ; la perte de confiance des élites dans le républicanisme et l'émergence de nouveaux mouvements intellectuels ; le vide idéologique des élites républicaines au pouvoir pour faire face à la réorganisation de l'opposition conservatrice ; l'absence d'organe de presse républicain alors que les conservateurs avaient leurs moyens de diffusion ; la propagation du syndrome dictatorial comme solution remède au républicanisme (António REIS dans Fernando ROSAS, Maria Fernanda ROLLO (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011, pp. 569-582).

<sup>174</sup> Sur le *revirinhismo*, la principale synthèse a été écrite par Luís FARINHA, *O Revirinho. Revoltas Republicanas contra a Ditadura e o Estado Novo, 1926-1940*, Lisbonne, Estampa, 1998.

militaire. Le mouvement s'est étiré de 1927 à la fin des années 1930 et a eu deux principaux coups d'éclats : un premier, dès le début, en février 1927 et un autre en 1931<sup>175</sup>.

Le premier a commencé le 3 février 1297 à Porto et a été dirigé par le général Sousa Dias, l'historien Jaime Cortesão et le capitaine Sarmento Pimentel. La révolte s'est étendue à Lisbonne le 5 février. Cependant, dès le 7 février, face à la force des troupes loyalistes, les principaux chefs se sont rendus et ont été soit emprisonnés, soit déportés dans les territoires de l'Empire, soit tout simplement poussés à s'exiler. À la suite du soulèvement, le PCP et la Confédération générale du travail ont été interdits<sup>176</sup>. Le mouvement a cherché un nouveau souffle en renforçant sa structuration. Comme l'a bien montré Cristina Clímaco<sup>177</sup>, les différentes tendances du *revirvalho* se sont réunies à Paris dans une structure unifiée, la Ligue de Paris, regroupant des anciens du PRP, comme Afonso Costa, des anciens de *Seara Nova* et d'autres partis de gauche qui s'est dotée d'un programme écrit par António Sérgio, alors en exil dans la capitale française<sup>178</sup>. L'objectif de cette nébuleuse de politiques et d'intellectuels était de mettre en place une nouvelle assemblée constituante et de renverser le régime en place, par la force si nécessaire. Mais la dispersion géographique des principaux leaders du *revirvalho* a ralenti tout effort.

Le second soulèvement majeur s'est produit en 1931. Il a commencé à Madère, où un groupe de *revirvalhos* déportés en 1927 a proclamé un État insurrectionnel, mais ils ne sont pas parvenus pas à mobiliser le Portugal continental, malgré l'espoir suscité dans les milieux républicains par la proclamation de la République espagnole. L'insurrection s'est étendue dans les différentes zones où avaient été déportés les *revirvalhos*, soit aux Açores, au Cap-Vert, et en Guinée. Cependant l'envoi d'une force militaire a brisé complètement le mouvement. À partir de là, les quelques nouvelles tentatives de soulèvement ont toutes été écrasées et le *revirvalho* a disparu à la fin des années 1930. Pour Rui Ramos, l'insuccès du *revirvalhismo* a surtout « uni la dictature, donné raison aux plus durs qui voulaient une coupure plus nette avec le régime précédent, [créant] impasse politique qui a permis la survie et l'établissement de l'*Estado*

---

<sup>175</sup> Pour l'ensemble de la trame de cette double tentative, voir l'article de Luís FARINHA, « revirvalhismo », dans Fernando ROSAS, José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 832-834.

<sup>176</sup> Fernando ROSAS, *L'Art de durer, le fascisme au Portugal*, Paris, Les Éditions sociales, 2020, p. 37.

<sup>177</sup> L'ouvrage de Cristina Clímaco, qui reprend sa thèse de doctorat sur l'exil des opposants portugais durant la période 1927-1936, souligne les deux moments de l'exil politique : un premier à Paris jusqu'à 1931 et ensuite un temps davantage espagnol du fait de la proximité géographique et de la possibilité de franchir la frontière dans une Espagne républicaine. Voir Cristina CLÍMACO, *Republicanos, Anarquistas e Comunistas no exílio (1927-1936)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2017.

<sup>178</sup> Pour approfondir sur l'action d'António Sérgio dans la structuration de cette opposition, Cristina CLÍMACO, *ibid.*, pp. 140-153.

*Novo*<sup>179</sup> ». Il propose une lecture différente de celle de Luís Farinha, voyant surtout dans le *revirvalho* des partisans d'un retour de la démocratie face à la dictature en place.

## Socialisme

### 1) 1910-1945 : Un mouvement constamment marginal

Les premières manifestations du socialisme au Portugal remontent à la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le mouvement s'est doté de son propre parti, le Parti socialiste portugais (PSP), le 10 janvier 1875. Cependant, comme dans bon nombre de pays européens, le PSP a été très rapidement divisé entre les partisans du réformisme et donc du légalisme par la participation aux élections de la Monarchie libérale et les socialistes tenants d'un marxisme rigoureux, favorables à une prise du pouvoir par l'action violente. L'aporie n'a été dépassée qu'en 1908, année du régicide, avec le choix du réformisme, lorsque le PSP a entrepris des négociations avec le roi Manuel II, lui valant durant la République des reproches de la part des républicains de gauche<sup>180</sup>. Le PSP n'est pas parvenu à attirer un très grand nombre de voix aux élections jalonnant la Première République, handicapé par le compromis passé avec la Monarchie honnie, minoritaire face au poids écrasant du PRP tout en ne parvenant pas à attirer les milieux ouvriers, davantage séduits par l'anarchisme et le communisme naissant. Comme le souligne Susana Martins, le socialisme restait un « mouvement de nature urbaine, ses partisans se trouvaient dans un axe Lisbonne-Coimbra-Porto, ne réussissant jamais à pénétrer véritablement dans le pays rural ; même dans les zones urbaines, son influence était restreinte et atteignait particulièrement les artisans et les ouvriers qualifiés<sup>181</sup> ». Coincé entre des groupes politiques et syndicaux plus revendicatifs et le pouvoir en place, le socialisme a donc éprouvé tout au long de la République de sincères difficultés pour se faire entendre, malgré l'existence de certaines revues où il diffusait ses idées comme le journal *O Protesto*.

Le PSP a fait le choix de ne pas participer au *revirvalho* de février 1927 et a continué de publier son journal *O Protesto*, interdit seulement pendant deux semaines, durant la

---

<sup>179</sup> Voir la recension critique de l'ouvrage de Luís Farinha sur le *revirvalho*, faite par Rui RAMOS, « O Fim da República », dans *Análise Social*, vol. XXXIV, n° 153, 2000, pp. 1059-1082.

<sup>180</sup> António REIS, « Partido socialista português », dans Maria Fernando ROLLO *et alii* (coord.), *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, vol. III, pp. 196-197.

<sup>181</sup> Susana MARTINS, « Socialismo », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii*, *op. cit.*, pp. 882-888.

dictature<sup>182</sup>. Il a même obtenu temporairement la possibilité de créer un parti, l'Action républicano-socialiste en 1931, réunissant des anciens du PRP et du PSP, dans le vague espoir de se présenter aux élections municipales de 1932. Le pouvoir en profitait ainsi pour couper court à toute envie des militants socialistes de rejoindre le *revirvalho*<sup>183</sup>. Cependant, le nouveau parti socialiste n'a pas réussi à se faire entendre et il a disparu progressivement de l'espace politique ne conservant plus qu'une activité culturelle et une timide coopération avec d'autres mouvements d'opposition<sup>184</sup>. La fin des années 1930 et le début de la Seconde Guerre mondiale furent des années noires pour les opposants, ne pouvant plus trouver refuge ni en Espagne, du fait de la victoire franquiste, ni en France, du fait de l'invasion allemande. Les anciens militants républicains et socialistes ont été emprisonnés ou bien de nouveaux poussés à l'exil comme notamment au Brésil.

## 2) 1945-1974 : des recompositions multiples

La victoire des Alliés laissait espérer une potentielle ouverture et une grande partie des opposants socialistes ont rejoint les rangs du MUNAF et du MUD, surtout pilotés par le PCP. À partir des années 1950, une nouvelle génération, n'ayant pas connu la République et peu convaincue par la radicalité promue par le PCP, a tenté de réorganiser un mouvement incarnant une opposition modérée, qualifiée par l'historien Fernando Rosas d'« opposition de droite ». Le Directoire démocrate-social créé en 1949<sup>185</sup> est parvenu à attirer un groupe socialiste dans les années 1950, la Résistance républicaine et socialiste dirigée par des exclus du PCP comme Mário Soares et l'historien Fernando Piteira Santos<sup>186</sup>. Le Directoire démocrate-social réunissait donc à la fois les anciens républicains encore vivants comme António Sérgio, Jaime Cortesão, des républicains conservateurs et une tendance plus proche de la social-démocratie.

Mais le groupe s'est divisé sur la question coloniale, car les anciens républicains n'arrivaient pas à concevoir la fin de l'Empire. La tendance socialiste, a fait le choix de créer l'Action socialiste portugaise en 1964 à Genève<sup>187</sup>. Toutefois son audience restait modeste et

---

<sup>182</sup> Susana MARTINS, « Socialismo », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, ibid.*

<sup>183</sup> Fernando ROSAS, « Oposição republicana », dans Fernando ROSAS, José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol II, pp. 695-698.

<sup>184</sup> António REIS, « Partido socialista português », dans Maria Fernando ROLLO (coord.) *et alii, op. cit.*, vol. III, pp. 196-197.

<sup>185</sup> Voir <http://www.fmsoares.pt/aeb/crono/id?id=040892>, consulté le 17 mai 2021.

<sup>186</sup> Fernando ROSAS, « Oposição republicana », dans Fernando ROSAS, José Maria Brandão de BRITO (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. II, pp. 695-698.

<sup>187</sup> L'ouvrage de Susana Martins sur les socialistes durant l'*Estado Novo* développe longuement la création de l'ASP, en déroulant l'historique de ce qui est devenu le PS, étudiant le profil sociologique des militants notamment. On y voit aussi qu'une bonne partie des militantes et militants était à l'étranger : 44% des socialistes étaient en exil (mais leur nombre était assez faible, seulement 190). Pour aller plus loin, voir Susana MARTINS, *Socialistas*

réduite à mesure que l'influence des groupes d'extrême-gauche et du PCP s'intensifiait. Une nouvelle dynamique s'est enclenchée avec la transformation de l'Action socialiste portugaise en Parti socialiste en 1973, lors d'un congrès en Allemagne avec les membres exilés de l'Action socialiste portugaise. Le parti revendiquait l'héritage républicain. Après le 25 avril 1974, le Parti socialiste a réussi à capitaliser une assise politique conséquente et est devenu le principal parti de la gauche, dépassant amplement les voix du PCP.

## La tombe d'António de Oliveira Salazar : une mémoire pétrifiée

Le hameau de Vimieiro appartient à la commune de Santa Comba Dão, petite ville du district de Viseu, dans le centre du Portugal. Il regroupe la maison de naissance de Salazar ainsi que sa tombe. Profitant d'un passage dans la région, qui n'est pas si loin de la région de mes parents<sup>188</sup>, j'y ai fait un crochet avec une partie de ma famille en février 2018. La rue de la maison où António de Oliveira Salazar est né porte son nom. C'est la seule rue homonyme au Portugal et je n'en ai trouvé que deux autres : dans une ville de la banlieue de São Paulo, Tabuão da Serra, au milieu de rues aux noms de papes et de dates de l'histoire brésilienne ; une autre dans une ville de l'État de Rio de Janeiro, Teresópolis<sup>189</sup>. On trouve une seule place qui porte plus sobrement le nom de Doutor Salazar, dans la commune de Santa Comba Dão, à proximité de la mairie de la localité de Vimieiro (à deux kilomètres de là). Les lieux de mémoire rattachés à la figure centrale de l'*Estado Novo* restent donc circonscris au village natal de Salazar. Pour tout le reste<sup>190</sup>, le Portugal de l'après régime autoritaire a fait table rase de la toponymie évoquant le dirigeant, dont le symbolique premier pont sur l'estuaire du Tage, passant très rapidement à la fin du régime de « pont Salazar » à « pont du 25 avril ». La rupture avec la mémoire toponymique autoritaire a pu être parfois sensationnelle. Ainsi, dans la ville

---

na *Oposição ao Estado Novo, Um estudo sobre o movimento socialista português de 1926 a 1974*, Cruz Quebrada, Casa das Letras, 2005.

<sup>188</sup> Une proximité géographique qui au début de la recherche m'a fait à un moment craindre un lien de parenté, quand j'ai découvert que mon grand-père paternel s'appelait António de Oliveira Araújo. Elle a vite été dissipée.

<sup>189</sup> Du moins je n'ai pas trouvé sur Google Maps d'autres lieux qui porteraient ce nom en saisissant « António de Oliveira Salazar », voire « António de Oliveira Salazar » sur ce moteur de recherche.

<sup>190</sup> On peut souligner ici l'étrange exception, comme me l'a plusieurs fois fait remarquer Graça dos Santos, de la spatule utilisée pour cuisiner que certains continuent d'appeler un « Salazar ». Servant à râper et donc à éviter tout gâchis, comme l'a fait l'économiste Salazar en permettant un équilibre des finances, voilà un objet qui est dans toutes les cuisines portugaises et qui symboliserait la politique de l'homme d'État. Au passage, si comme le disait le proverbe que ma mère disait souvent, « qui râpe va au ciel » (*quem raspa vai para o céu*), Salazar se serait assuré une bonne place dans l'au-delà.



de Santa Comba Dão – encore celle-ci –, une statue érigée en l’honneur du célèbre natif de la localité a d’abord littéralement perdu la tête en février 1975 avant d’être dynamitée en 1978<sup>191</sup>.

La maison, décrite par Christine Garnier dans son *Vacances avec Salazar*<sup>192</sup> est à l’abandon depuis un certain nombre d’années. Une plaque, visible sur la photo que j’ai prise, a été posée par un ou une – ou bien même un groupe – nostalgique [Figure 95 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**]. Des projets de musée Salazar sont à l’étude depuis de nombreuses années, mais les sempiternelles querelles d’héritages qui minent tant le Portugal ont pour le moment eu raison du projet, malgré un certain engouement de la part du maire de la commune de Santa Comba Dão. Une intense polémique autour de la création d’un musée interprétatif de *l’Estado Novo* dans la maison photographiée a eu lieu en 2018. Face à l’émotion suscitée, notamment du fait du lieu qui est bien trop marqué par António de Oliveira Salazar, le projet a été repoussé<sup>193</sup>.

À quelques centaines de mètres, se trouve le cimetière où Salazar est enterré. Rapidement, après avoir franchi l’entrée, on aperçoit sur la gauche une série de plaques et des fleurs, parfois fraîches [Figure 96]. Les épitaphes photographiées sont posées sur le mur du cimetière, faisant face à la tombe de Salazar, que l’on ne peut identifier que par la présence de ses initiales « AOS » gravées à même le granit, au milieu de toute une série de tombes identiques avec en bas-relief une croix de grande dimension. On peut voir sur ce blog<sup>194</sup> qu’en 2012 il y avait d’autres plaques le long de deux autres qui sont toujours présentes. Aussi, sur la tombe, une épitaphe qui permettait d’identifier encore plus rapidement la tombe a été enlevée, très certainement pour correspondre au souhait de sobriété énoncé – et mis en scène – par Oliveira Salazar.

Les tensions autour de ce lieu sont nombreuses entre les nostalgiques qui viennent fleurir la tombe ou bien les incondtionnels qui laissent des épitaphes et ceux qui viennent la dégrader, comme en 2011, où une ou plusieurs personnes non identifiées ont tagué « Salazar, petit Antoine ruraloïde<sup>195</sup> » (*Salazar toninho ruraloide*) sur les deux plaques faisant face à la

---

<sup>191</sup> Je reprends l’article, non signé, publié le 25 mars 2012, par un journal qui est davantage connu pour documenter les faits divers nationaux, le *Correio da Manhã* : <http://www.cmjournal.pt/mais-cm/domingo/detalhe/os-sinais-de-salazar-em-santa-comba>, consulté le 16 avril 2021).

<sup>192</sup> Voir Christine GARNIER, *Vacances avec Salazar*, Paris, Grasset, 1952.

<sup>193</sup> Voir le repère « Polémiques historiographiques de l’après 25 avril 1974 ».

<sup>194</sup> <http://oculpado.blogspot.pt/2012/02/campa-de-salazar.html>

<sup>195</sup> L’expression « *toninho* », qui est le diminutif affectueux d’António par l’adjonction du suffixe « *-inho* », prend ici une dimension dépréciative, en ajoutant l’adjectif « ruraloïde ». Cette référence au monde rural est aussi une critique. C’est un sentiment que l’on retrouve assez régulièrement, notamment à Lisbonne : la sensation que le pays est encore et toujours un pays majoritairement rural et par extension en retard par rapport au reste du monde.

tombe. Le discours des épitaphes, aussi bien celle de la maison natale que celles face à la tombe, renforce ce trait de caractère loué par les partisans de Salazar : celui d'un gouvernant extrêmement doué, intégralement dévoué à sa cause, qui n'aurait jamais cédé à la tentation des spoliations et continuellement humble. Soulignons qu'aucun nom n'est présent sur les plaques et qu'il est difficile d'identifier les potentiels autrices ou auteurs, si ce n'est que ce sont des partisans nostalgiques du régime. Aussi, si le nom de la mairie n'y figure jamais, celle-ci n'a pas manifesté le souhait de les retirer. La nostalgie du régime autoritaire se constate aussi chez certaines personnes d'âge avancé qui utilisent une formulation sans équivoque « au bon temps de Salazar » (*neste bom tempo de Salazar*). Quoi qu'il en soit, António de Oliveira Salazar continue encore aujourd'hui de cristalliser autour de sa personne – jusqu'à son tombeau – les tensions mémorielles du régime autoritaire portugais.



Figure 95 : Plaque posée sur la maison natale de Salazar, rue du Docteur António de Oliveira Salazar, Vimieiro, commune de Santa Comba Dão (photographie de février 2018)

Transcription de la figure :

« Ici naquit le 25 /04/1889

Le DOCTEUR OLIVEIRA SALAZAR

Un Monsieur qui gouverna et ne vola rien »

---

Dans la mesure où la droite conservatrice au pouvoir, pilotée par Oliveira Salazar, a clairement idéalisé le monde rural, comme déjà énoncé, renvoyer Salazar à cet espace géographique et mental conservateur voire –osons le dire pour reprendre la pensée de ceux qui ont tagué ces épitaphes – arriéré, fait sens.



Figure 96 : Épitaphes posées en face de la tombe d'António de Oliveira Salazar (photographie de février 2018)

Première plaque de marbre blanc :

*« L'homme le plus puissant du Portugal du XX<sup>e</sup> siècle et le plus modeste, sans égal.  
Il naquit humble, humble il grandit, il vécut humble et humble il mourut.  
Médiocre est le peuple qui, avec lui, n'apprit rien. »*

Seconde plaque juste en dessous :

*« Nous devons pleurer les morts si les vivants ne le méritèrent pas.  
DR. OLIVEIRA SALAZAR  
Se tromper est le propre des hommes mais, jusqu'à maintenant, il fut le meilleur homme  
d'État et le plus honnête des gouvernants du Portugal »*

## **L'Université portugaise avant la République**

La création de l'Université trouve son origine dans la bulle pontificale « *Scientiae thesaurus mirabilis* » de Nicolas IV en 1290, sollicitée par le roi Denis. Elle permettait au Portugal d'intégrer le mouvement européen de création d'universités en Europe au XIII<sup>e</sup> siècle, faisant de l'Université portugaise une des plus anciennes universités du continent. Au gré des décisions royales, le siège de l'unique université portugaise – signe qu'il s'agit d'un petit royaume – a connu une histoire tourmentée. Si le roi a fait le choix, au début, de l'installer à Lisbonne, là

où se trouvait la cour depuis 1255, le même roi a finalement décidé en 1308 de déplacer l'université à Coimbra, autre ville de résidence royale et ancienne capitale. L'histoire de l'Université portugaise a été marquée par une « période de migration<sup>196</sup> » entre la capitale et Coimbra : de retour à Lisbonne en 1338, elle est retournée à Coimbra en 1354, puis de nouveau à Lisbonne en 1377 pour une longue période avant de s'installer définitivement à Coimbra en 1537. L'Université s'est progressivement fixée autour de deux noyaux à Coimbra : le premier autour de l'ancien palais du roi, d'où son nom de Palais des Écoles (*Paço das Escolas*) ; le second le long de la rue Sofia où toute une série de collèges se sont implantés aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles<sup>197</sup>.

Il est par ailleurs intéressant de voir comment l'affrontement sur la ville de l'implantation de l'Université portugaise peut encore susciter encore des oppositions. Sur le site internet de l'université de Coimbra, si le va-et-vient entre Coimbra et Lisbonne est précisé – et je me suis appuyé dessus pour faire l'historique –, l'autrice ou l'auteur de la fiche en profite pour rattacher clairement l'histoire de l'Université à la ville en disant : « Depuis sa fondation et jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, l'université de Coimbra a consolidé sa position comme centre de formation de l'élite d'un empire où le Soleil ne se couchait jamais<sup>198</sup> ». Le site de l'université de Lisbonne, lui, en plus de fournir une date différente pour la naissance de l'Université, car la date retenue est celle de 1290, fait tout simplement abstraction du va-et-vient : « Ce fut en effet, à Lisbonne qu'en 1288 est née la première Université portugaise, transférée plus tard, en 1537, à Coimbra<sup>199</sup> ».

Une seconde université a existé au Portugal avec la création de l'université d'Évora en 1559, à l'initiative du frère du roi Jean III, le cardinal Henri, alors régent du royaume durant la minorité du roi Sébastien. Elle a été confiée aux Jésuites. Cette université a disparu après deux siècles d'existence lorsque l'ordre des Jésuites a été chassé en 1759, laissant de nouveau à Coimbra le monopole du savoir académique. Il est ici intéressant de voir aussi comment le site de l'université d'Évora<sup>200</sup> présente le choix de cette ville comme le plus indiquée pour « une autre université qui desserve le sud du pays » alors qu'en tant que tel, la capitale aurait tout aussi bien pu faire office de siège de la deuxième université d'autant qu'elle avait déjà accueilli l'Université pendant une longue durée. Il faudrait surtout lier l'implantation du collège

---

<sup>196</sup> Voir la section histoire de l'université de Coimbra : <https://www.uc.pt/sobrenos/historia/>, consultée le 3 janvier 2021.

<sup>197</sup> Ce sont ces deux ensembles, la ville haute (la *Alta*) et la rue Sofia dans la vallée du Mondego, qui ont été classés en 2013 au patrimoine mondial de l'UNESCO. Pour d'autres informations sur la construction de l'université voir <http://whc.unesco.org/fr/list/1387>, consulté le 3 janvier mars 2021.

<sup>198</sup> [http://www.uc.pt/sobrenos/historia/marcoshistoricos\\_xii\\_xvi/](http://www.uc.pt/sobrenos/historia/marcoshistoricos_xii_xvi/), consulté le 3 janvier 2021.

<sup>199</sup> <https://www.ulisboa.pt/info/historia>, consulté le 3 janvier 2021.

<sup>200</sup> [http://www.uevora.pt/conhecer/a\\_universidade](http://www.uevora.pt/conhecer/a_universidade), consulté le 3 janvier 2021.

jésuite à Évora, à l'initiative du cardinal Henri, alors archevêque d'Évora et régent. Le cardinal a attendu la mort du roi Jean III, opposé à la naissance d'une deuxième université au Portugal, pour demander au pape d'octroyer le titre d'Université à un collège. En outre, il ne faut pas oublier, qu'en pleine contre-Réforme tridentine, Évora était une des villes d'implantation de l'Inquisition où les Jésuites voulaient jouer un rôle de premier plan dans la formation des prélats<sup>201</sup>.

---

<sup>201</sup> Teresa Maria Rodrigues da Fonseca ROSA, *História da Universidade Teológica de Évora, Séculos XVI a XVIII*, Lisbonne, Instituto da Educação de Lisboa, 2013, surtout de la page 23 à 41.

## **Tableau des historiennes et historiens**

## Génération de la Monarchie (historiens nés entre 1846 et 1869)

| <i>Apelido, prénoms et noms, genre</i>                               | <b>Ville de naissance (DISTRICT)</b> | <b>Institut(s) de formation</b>               | <b>Études supérieures</b> | <b>Université et discipline de doctorat avant 1974</b> | <b>Enseignement sup. public (Portugal)</b> | <b>Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974</b> | <b>Dernier grade avant le 25 avril 1974</b> | <b>Positionnement politique</b> | <b>Page active DHP</b> | <b>Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable</b>  | <b>Académies fréquentées</b> |
|--|--------------------------------------|---|---------------------------|--|--|--|---|---------------------------------|------------------------|---|------------------------------|
| <b>PINTO, Adriano Antero de Sousa (1846-1934)</b> ♂                  | Resende (VI-SEU)                     | UC  | Droit                     | ?  | ✓  | Institut industriel de Porto                   | Chargé de cours                             | Indéterminé                     | ✗                      | Avocat, auteur d'un important ouvrage d'histoire économique   | ✗                            |
| <b>VASCONSELOS, Joaquim António da Fonseca de (1849-1936)</b> ♂      | Porto (PORTO)                        | UC  | Diplôme supérieur         | Pas de doctorat  | ✗  |  |   | Indéterminé                     | ✗                      | Fondateur de l'histoire de l'art au Portugal, professeur de langue au lycée central de Porto, mari de l'historienne Carolina Michaëlis de Vasconcelos | ✗                            |
| <b>EÇA, Vicente Maria de Moura Coutinho Almeida d' (1852-1929)</b> ♂ | Aveiro (AVEIRO)                      | École navale                                  | Diplôme supérieur         | ?  | ✓  | École navale                                   |   | Indéterminé                     | ✗                      | Directeur de l'École supérieure coloniale   | ✗                            |
| <b>GOMES, João Augusto Marques (1853-1931)</b> ♂                     | Aveiro (AVEIRO)                      | Pas d'études supérieures                      | ?                         | Pas de doctorat  | ✗  |  |   | Indéterminé                     | ✓                      | Carrière administrative, journaliste, histoire locale   | ✗                            |
| <b>AIRES, Cristóvão de Magalhães Sepúlveda (1854-1930)</b> ♂         | Ribandás (Goa) (INDE)                | CSL   | Diplôme supérieur         | Pas de doctorat  | ✗  |  |   | Indéterminé                     | ✓                      | Journaliste   | ✗                            |
| <b>AZEVEDO, João Lúcio de (1855-1933)</b> ♂                          | Sintra (LISBONNE)                    | Institut industriel et commercial de Lisbonne | Diplôme supérieur         | ?  | ✗  |  |   | Indéterminé                     | ✓                      | Libraire, pionnier de l'histoire économique   | ✗                            |
| <b>RODRIGUES, José Maria (1857-1942)</b> ♂                           | Cerdal-Valença (VIANA DO CASTELO)    | UC  | Théologie                 | UC (théologie)   | ✓  | UC, CSL, FLUL                                  | Cathédrique                                 | Accommodé                       | ✗                      | Fonction à l'IAC  | APH<br>ACL                   |








| <i>Apelido, prénoms et noms, genre</i>                            | <i>Ville de naissance (DISTRICT)</i>  | <i>Institut(s) de formation</i>       | <i>Études supérieures</i> | <i>Université et discipline de doctorat avant 1974</i> | <i>Enseignement sup. public (Portugal)</i> | <i>Lieux d' exercice avant le 25 avril 1974</i>   | <i>Dernier grade avant le 25 avril 1974</i> | <i>Positionnement politique</i> | <i>Page active DHP</i> | <i>Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable</i> | <i>Académies fréquentées</i> |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|--|--|---|---|---------------------------------|------------------------|--|------------------------------|
| <b>JORGE, Ricardo de Almeida (1858-1939)</b> ♂                    | Porto (PORTO)                         | École médico-chirurgicale de Porto    | Médecine                  | ?  | ✓  | École médico-chirurgicale de Porto et de Lisbonne | Chargé de cours                             | Indéterminé                     | ✗                      |  | ✗                            |
| <b>VASCONSELOS, José Leite de (1858-1941)</b> ♂                   | Ucanha - Tarouca (VI-SEU)             | École de médecine de Porto            | Médecine                  | Université de Paris (philologie)                       | ✓  | FLUL  | Cathédrique ?                               | Accommodé                       | ✓                      |  | APH<br>ACL                   |
| <b>VIANA (DA SILVA CARVALHO), António José (1858-1931)</b> ♂      | Lisbonne (LISBONNE)                   | UC                                    | Droit                     | Pas de doctorat  | ✗  |   |   | Indéterminé                     | ✓                      | Vie professionnelle liée à l'Université                                    | ✗                            |
| <b>BENSAÚDE, Joaquim (1859-1952)</b> ♂                            | Ponta Delgada (AÇORES)                | École technique supérieure de Hanovre | Diplôme supérieur         | ?  | ✗  |   |   | Accommodé                       | ✓                      |  | APH                          |
| <b>NORONHA, José Eduardo de Vasa César Alves de (1859-1948)</b> ♂ | Lisbonne (LISBONNE)                   | Formation militaire                   | ?                         | ?  | ✗  |   |   | Accommodé ?                     | ✗                      | Journaliste et écrivain surtout  | ✗                            |
| <b>CRISTO, Francisco Manuel Homem (1860-1943)</b> ♂               | Aveiro (AVEIRO)                       | Académie militaire                    | Diplôme supérieur         | Doctorat ? Discipline inconnue                         | ✓  | FLUP  | Cathédrique                                 | Accommodé ?                     | abs.                   | Militant du PRP, intense activité politique durant la République           | ✗                            |
| <b>VASCONSELOS, António Garcia Ribeiro de (1860-1941)</b> ♂       | São Paio de Gramaços (COIMBRA)        | UC                                    | Théologie                 | UC (théologie et histoire)                             | ✓  | FLUC  | Cathédrique                                 | Accommodé                       | ✓                      |  | APH                          |
| <b>VELOSO, José Maria de Queirós (1860-1952)</b> ♂                | Barcelos (BRAGA)                      | École de médecine de Porto            | Médecine                  | Doctorat ? Discipline inconnue                         | ✓  | CSL, FLUL   | Cathédrique ?                               | Accommodé                       | ✓                      |  | APH<br>ACL                   |
| <b>RAMOS, Manuel Maria de Oliveira (1862-1931)</b> ♂              | Santa Maria da Válega - Ovar (AVEIRO) | UC                                    | Mathématiques             | Doctorat ? Discipline inconnue                         | ✓  | FLUL  | Cathédrique                                 | Accommodé ?                     | ✓                      |  | ✗                            |








| <i>Apelido, prénoms et noms, genre</i>                           | <b>Ville de naissance (DISTRICT)</b> | <b>Institut(s) de formation</b>               | <b>Études supérieures</b> | <b>Université et discipline de doctorat avant 1974</b> | <b>Enseignement sup. public (Portugal)</b> | <b>Lieux d' exercice avant le 25 avril 1974</b> | <b>Dernier grade avant le 25 avril 1974</b> | <b>Positionnement politique</b> | <b>Page active DHP</b> | <b>Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable</b>                                  | <b>Académies fréquentées</b> |
|--|--------------------------------------|---|---------------------------|--|--|---|---|---------------------------------|------------------------|---|------------------------------|
| <b>RIBEIRO, Victor Maximiano (1862-1930)</b> ♂                   | Lisbonne (LISBONNE)                  | Institut industriel et commercial de Lisbonne | Commerce                  | ?  | ✗  |   |   | Accommodé ?                     | ✓                      | Écrivain et journaliste   | ✗                            |
| <b>SANTOS, Francisco de Paula Reis (1862-1942)</b> ♂             | Lisbonne (LISBONNE)                  | École polytechnique de Lisbonne               | Médecine                  | ?  | ✓  | FLUL  | Chargé de cours                             | Accommodé ?                     | ✗                      |   | ✗                            |
| <b>LEITE (PERREIRA DA SILVA), Duarte (1864-1950)</b> ♂           | Porto (PORTO)                        | UC  | Médecine et philosophie   | ?  | ✓  | Académie polytechnique de Porto                 |   | En opposition                   | ✗                      | Premier Ministre, Ambassadeur au Brésil   | ✗                            |
| <b>BAÇAL, Francisco Manuel Alves dit Abade de, (1865-1947)</b> ♂ | Baçal (BRAGANÇA)                     | Séminaire São José (Bragança)                 | ?                         | ?  | ✗  |   |   | Accommodé                       | ✗                      | Autodidacte   | ✗                            |
| <b>BARREIRA (JÚNIOR), João Baptista (1866-1961)</b> ♂            | Chaves (VILA REAL)                   | École de médecine de Porto                    | Médecine                  | ?  | ✓  | FLUL  | Chargé de cours                             | Accommodé ?                     | ✗                      | Membre du PRP   | ✗                            |
| <b>LOPES, David de Melo (1867-1942)</b> ♂                        | Moita, Sertão (CASTELO BRANCO)       | CSL et EPHE (Paris)                           | Diplôme supérieur         | Doctorat ? Discipline inconnue                         | ✓  | CSL, FLUL                                       | Cathédrique ?                               | Accommodé ?                     | ✗                      | Spécialiste parlant l'arabe   | ACL                          |
| <b>REMÉDIOS, Joaquim Mendes dos (1867-1932)</b> ♂                | Nisa (PORTALEGRE)                    | UC  | Théologie                 | UC (théologie)   | ✓  | Faculté de théologie puis lettres de Coimbra    | Cathédrique                                 | Accommodé                       | ✗                      | Ministre pendant un mois au tout début de la Dictature militaire  | ✗                            |
| <b>MOURA, João Lopes Carneiro de (1868-1944)</b> ♂               | Montalegre (VILA REAL)               | UC  | Droit                     | ?  | ✓  | École supérieure coloniale                      | Chargé de cours                             | En opposition ?                 | ✗                      | Enseignement au lycée, militant républicain de gauche à la fin de la Monarchie et au début de la République | ✗                            |

| <i>Apelido, prénoms et noms, genre</i>                           | <i>Ville de naissance (DISTRICT)</i> | <i>Institut(s) de formation</i>                 | <i>Études supérieures</i> | <i>Université et discipline de doctorat avant 1974</i> | <i>Enseignement sup. public (Portugal)</i> | <i>Lieux d' exercice avant le 25 avril 1974</i> | <i>Dernier grade avant le 25 avril 1974</i> | <i>Positionnement politique</i> | <i>Page active DHP</i> | <i>Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable</i>   | <i>Académies fréquentées</i> |
|--|--------------------------------------|---|---------------------------|--|--|---|---|---------------------------------|------------------------|--|------------------------------|
| <b>SILVA, João Serras e (1868-1956)</b> ♂                        | Sardoal (SANTARÉM)                   | UC  | Médecine                  | UC (médecine)  | ✓  | FMUC (faculté de médecine)                      | Cathédrique                                 | Accommodé                       | ✓                      | Militant au CADC, membre de la Chambre corporative   | ✗                            |
| <b>ANDRADE, Fortunato de Almeida Pereira de (1869-1933)</b> ♂    | Coimbra (COIMBRA)                    | UC  | Droit                     | ?  | ✗  |   |   | Accommodé ?                     | ✗                      | Professeur secondaire  | ACL                          |
| <b>AZEVEDO, Pedro Augusto de São Bartolomeu de (1869-1928)</b> ♂ | Santarém (SANTARÉM)                  | Cours supérieur de bibliothécaire et archiviste | Diplôme supérieur         | ?  | ✗  |   |   | Accommodé                       | ✓                      | Archiviste   | ACL                          |
| <b>COUTINHO, Carlos Viegas Gago (1869-1959)</b> ♂                | Lisbonne (LISBONNE)                  | École polytechnique                             | Ingénieur de la marine    | ?  | ✗  |   |   | Accommodé                       | ✓                      | Pilote de la première traversée de l'Atlantique depuis Lisbonne, fonctions rattachées à des ministères durant la Dictature militaire | ✗                            |
| <b>FORTES, Agostinho José (1869-1940)</b> ♂                      | Mourão (ÉVORA)                       | CSL   | Diplôme supérieur         | Doctorat ? Discipline inconnue                         | ✓  | FLUL  | Cathédrique                                 | En opposition                   | ✓                      | Militant républicain   | ✗                            |
| <b>SEVERO (DE FONSECA E COSTA), Ricardo (1869-1940)</b> ♂        | Lisbonne (LISBONNE)                  | Académie Polytechnique de Porto                 | Ingénierie civile         | ?  | ✗  |   |   | Indéterminé                     | ✓                      | Ingénieur, intérêt pour l'archéologie, Émigre au Brésil en 1908  | ✗                            |

## Génération de la République (historiens nés entre 1870 et 1892)

| Apelido, prénoms et noms, genre  | Ville de naissance (DISTRICT)     | Institut(s) de formation                    | Études supérieures | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d' exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable   | Académies fréquentées |
|--|-----------------------------------|---|--------------------|---|-------------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>RODRIGUES, Francisco (Padre) (1873-1956)</b>     | Mata, Torres Novas (SANTARÉM)     | Université grégorienne                      | Théologie          | ?   | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✗               | Jésuite et historien de l'ordre des Jésuites  | APH                   |
| <b>DIAS, Carlos Malheiro (1875-1941)</b>            | Porto (PORTO)                     | CSL   | Diplôme supérieur  | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✓               |   | APH                   |
| <b>LEITÃO, Joaquim (1875-1956)</b>                   | Porto (PORTO)                     | École de médecine de Lisbonne puis de Porto | Médecine           | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✗               | Carrière administrative surtout, militant monarchiste durant la République  | ✗                     |
| <b>CORREIA, Francisco António (1877-1938)</b>       | Foz do Sabor, Moncorvo (BRAGANÇA) | Cours supérieur de commerce                 | Diplôme supérieur  | ?   | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✗               | Diplomate   | ACL                   |
| <b>BAIÃO, António Eduardo Simões (1878-1961)</b>  | Ferreira do Zêzere (SANTARÉM)     | UC  | Droit              | ?   | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✗               | Directeur des Archives nationales de la Torre do Tombo pendant plus de 40 ans   | APH<br>ACL            |
| <b>MARTINS, Francisco José Rocha (1879-1952)</b>  | Lisbonne (LISBONNE)               | CSL (inachevé ?)                            | Diplôme supérieur  | ?   | ✗                                   |  |                                      | Les deux                 | ✓               | Journaliste et écrivain autodidacte, militant monarchiste, il soutient la Dictature militaire puis se rapproche des groupes en opposition | ✗                     |
| <b>SANTOS, Reinaldo dos (1880-1970)</b>           | Vila Franca de Xira (LISBONNE)    | UL  | Médecine           | UL (médecine)                                   | ✓                                   | FMUL                                     | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |   | APH                   |

| Apelido, prénoms et noms, genre   | Ville de naissance (DISTRICT)   | Institut(s) de formation                      | Études supérieures                                   | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable | Académies fréquentées |
|---|---------------------------------|---|--|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>SEQUEIRA, Gustavo Adriano de Matos (1880-1962)</b>  | Lisbonne (LISBONNE)             | Collège militaire et CSL                      | Diplôme supérieur                                    | ?   | ✗                                   |   |                                      | Accommodé                | ✗               | Journaliste et carrière administrative                              | APH                   |
| <b>OLIVEIRA, José Lopes de (1881-1971)</b>             | Vale de Ações, Mortágua (VISEU) | UC  | Droit  | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✗               | Enseignant dans le secondaire                                       | ✗                     |
| <b>VEIGA, Augusto Botelho da Costa (1881-1965)</b>     | Torres Vedras (LISBONNE)        | École polytechnique puis École de l'armée     | Diplôme supérieur                                    | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | École de l'armée                        | Chargé de cours                      | Accommodé                | ✗               | Directeur de la BN de 1928 à 1950                                   | APH<br>ACL            |
| <b>PIMENTA, Alfredo Augusto Lopes (1882-1950)</b>      | Guimarães (BRAGA)               | UC  | Droit  | ?   | ✗                                   |   |                                      | Accommodé                | ✗               | Directeur des Archives nationales de la Torre do Tombo              | APH                   |
| <b>SÉRGIO, António (1883-1969)</b>                     | Daman (INDE)                    | École polytechnique de Lisbonne               | Études militaires                                    | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✓               | Écrivain  | ✗                     |
| <b>CORTESÃO, Jaime Zuzarte (1884-1960)</b>           | Ançã (COIMBRA)                  | UL  | Médecine, droit (abandon)                            | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |
| <b>FERRÃO, António (1884-1961)</b>                   | Lisbonne (LISBONNE)             | CSL et FLUL                                   | Cursus général et diplomatique, Sciences historiques | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | En opposition ?          | ✗               | Bibliothécaire  | ACL                   |
| <b>PROENÇA, Raul Sangreman (1884-1941)</b>           | Caldas da Rainha (LEIRIA)       | Institut industriel et commercial de Lisbonne | Sciences économiques et financières                  | ?   | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✗               |   | ✗                     |

| Apelido, prénoms et noms, genre                              | Ville de naissance (DISTRICT)   | Institut(s) de formation        | Études supérieures               | Université et discipline de doctorat avant 1974  | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable   | Académies fréquentées |
|--|---------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|--|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>SAMPAIO, Albino Maria Pereira Forjaz de (1884-1949)</b> ♂ | Lisbonne (LISBONNE)             | Autodidacte ?                   | ?                                | ?  | ✗                                   |   |                                      | Accommodé ?              | ✗               | Journaliste, écrivain, historien de la littérature  | ✗                     |
| <b>RIBEIRO, Ângelo Pinto (1886-1936)</b> ♂                   | Angra do Heroísmo (AÇORES)      | FLUL                            | Philologie germanique            | UP (philologie germanique par attribution)   | ✓                                   | FLUP                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               |   | ✗                     |
| <b>CIDADE, Hernâni António (1887-1975)</b> ♂                 | Redondo (ÉVORA)                 | CSL                             | Diplôme supérieur                | UP (lettres - philologie romane par attribution)                                       | ✓                                   | FLUP, FLUL                              | Cathédrique                          | En opposition ?          | ✗               |   | ✗                     |
| <b>SOARES, Ernesto Leandro Rodrigues (1887-1966)</b> ♂       | Mafra (LISBONNE)                | Autodidacte ?                   | ?                                | Pas de doctorat  | ✗                                   |   |                                      | Accommodé ?              | ✗               | Histoire de la gravure  | ✗                     |
| <b>ALMEIDA, Francisco Lopes Vieira de (1888-1962)</b> ♂      | Castelo Branco (CASTELO BRANCO) | CSL                             | Philosophie                      | UL ?   | ✓                                   | FLUL                                    | Cathédrique                          | En opposition            | ✗               |   | ✗                     |
| <b>CEREJEIRA, Manuel Gonçalves (1888-1977)</b> ♂             | Lousado (BRAGA)                 | UC                              | Théologie et histoire-géographie | UC (histoire)  | ✓                                   | FLUC                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>CHAVES (LOPES), Luís Rufino (1888-1975)</b> ♂             | Chaves (VILA REAL)              | UC                              | Mathématiques                    | ?  | ✓                                   | Institut portugais d'archéologie        | Chargé de cours ?                    | Accommodé                | ✗               | Conservateur du musée d'Éthologie, militant monarchiste pendant la République, forte proximité avec l' <i>Estado Novo</i> | ✗                     |
| <b>CORREIA, António Augusto Esteves Mendes (1888-1960)</b> ♂ | Porto (PORTO)                   | Académie polytechnique de Porto | Médecine                         | UP (Sciences historico-naturelles) / docteur en sciences géographiques par attribution | ✓                                   | FLUP                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               |   | APH<br>ACL            |

| Apelido, prénoms et noms, genre                         | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation           | Études supérieures                 | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable              | Académies fréquentées |
|---|-------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|--|-----------------------|
| <b>CORREIA (PINTO DA FONSECA), Vergílio (1888-1944)</b> | Régua (VILA REAL)             | UC                                 | Droit                              | UC (lettres) par docteur honoris causa          | ✓                                   | FLUC                                    | Chargé de cours                      | Accommodé ?              | ✓               |  | ✗                     |
| <b>FIGUEIREDO, Fidelino de Sousa (1888-1967)</b>        | Lisbonne (LISBONNE)           | CSL                                | Sciences historiques-géographiques | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUP, École normale de Lisbonne         | Chargé de cours                      | En opposition            | ✓               |  | ✗                     |
| <b>SIMÕES, Alberto da Veiga (1888-1954)</b>             | Arganil (COIMBRA)             | UC                                 | Droit                              | ?   | ✗                                   |   |                                      | En opposition ?          | ✗               | Avocat, homme politique (ministre pendant la République), journaliste, diplomate | ✗                     |
| <b>AZEVEDO, Rui Pinto de (1889-1976)</b>                | Benavente (SANTARÉM)          | CSL                                | Philologie germanique              | UC (promotion par honoris causa en 1968)        | ✓                                   | UC                                      | Chargé de cours                      | Accommodé                | ✗               | Professeur au lycée Camões de Lisbonne   | APH                   |
| <b>MERÊA, Manuel Paulo (1889-1977)</b>                  | Lisbonne (LISBONNE)           | UC                                 | Droit                              | UC (droit)                                      | ✓                                   | FDUL, FLUL                              | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |  | APH<br>ACL            |
| <b>PERES, Damião António (1889-1976)</b>                | Lisbonne (LISBONNE)           | CSL                                | Diplôme supérieur                  | UP (histoire) par attribution                   | ✓                                   | FLUP, FLUC                              | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               |  | APH<br>ACL            |
| <b>SALAZAR, Abel de Lima (1889-1946)</b>                | Guimarães (BRAGA)             | École médico-chirurgicale de Porto | Médecine                           | École médico-chirurgicale (médecine)            | ✓                                   | FMUP                                    | Cathédrique                          | En opposition            | ✗               | Exclu de ses fonctions universitaires lors de la purge de 1935                   | ✗                     |
| <b>LACERDA, Aarão Soeiro Moreira de (1890-1947)</b>     | Porto (PORTO)                 | UC                                 | Histoire-philosophie               | UP (histoire) par attribution                   | ✓                                   | FLUP, FLUC                              | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               |  | ✗                     |

| Apelido, prénoms et noms, genre   | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation            | Études supérieures         | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable               | Académies fréquentées |
|---|-------------------------------|-------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>LOURO, Manuel Francisco do Estanco (1890-1953)</b> ♂                                     | São Brás do Alportel (FARO)   | UL                                  | Philologie romane et droit | Thèse défendue mais non obtenue                 | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✓               | Sa thèse d'histoire locale n'est pas approuvée, il s'éloigne du milieu académique | ✗                     |
| <b>MATOS, Gastão de Melo (1890-1971)</b> ♂  | Aveiro (AVEIRO)               | École militaire ?                   | Artillerie et État-Major   | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | Accommodé                | ✓               |   | APH                   |
| <b>CORTESÃO, Armando Frederico Zuzarte (1891-1977)</b> ♂                                    | Coimbra (COIMBRA)             | École supérieure d'agronomie        | Agronomie                  | UC (Honoris Causa en 1961)                      | ✗                                   | FCUC                                    | Chargé de cours                      | Les deux                 | ✓               |   | ✗                     |
| <b>MONTALVOR (Pseudonyme Luís de Montalvor), Luís Filipe Saldanha da Gama (1891-1947)</b> ♂ | Silva Ramos (CAP-VERT)        | Pas d'études supérieures apparentes | ?                          | ?   | ✗                                   |   |                                      | Les deux ?               | ✓               | Activité littéraire et historiographique (surtout années 1930)                    | ✗                     |
| <b>RITA, José Gonçalo de Santa (1891-1967)</b> ♂  | Lisbonne (LISBONNE)           | UL ?                                | Géographie ?               | UL géographique                                 | ✓                                   | École supérieure coloniale              | Chargé de cours                      | Accommodé ?              | ✗               |   | ✗                     |
| <b>BEIRÃO, Caetano Maria de Abreu (1892-1968)</b> ♂   | Lisbonne (LISBONNE)           | UC                                  | Droit                      | ?   | ✗                                   |   |                                      | Organique                | ✓               | Député de l'UN.   | APH                   |
| <b>BRAGANÇA, José Freitas de (1892-1982)</b> ♂  | Porto (PORTO)                 | Sorbonne                            | Philologie moderne         | ?   | ✓                                   | FLUP                                    | Assistant                            | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |
| <b>CARVALHO, Joaquim de (1892-1958)</b> ♂   | Figueira da Foz (COIMBRA)     | UC                                  | Droit et philosophie       | UC (philosophie)                                | ✓                                   | FLUC                                    | Cathédrique                          | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |

## Génération de la transition autoritaire (historiens nés entre 1893 et 1909)

| Apelido, prénoms et noms, genre                            | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation      | Études supérieures  | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d' exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu' universitaire ou élément biographique remarquable            | Académies fréquentées |
|--|-------------------------------|-------------------------------|---------------------|---|-------------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>BASTO, Artur de Magalhães (1894-1960)</b> ♂             | Porto (PORTO)                 | FDUL                          | Droit               | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUP                                     | Auxiliaire provisoire                | Accommodé                | ✓               | Professeur dans le secondaire à la suite de la fermeture de la FLUP, archiviste | ✗                     |
| <b>HELENO JÚNIOR, Manuel Domingues (1894-1970)</b> ♂       | Monte Real (LEIRIA)           | UL                            | Histoire-géographie | UL (histoire)                                   | ✓                                   | FLUL                                     | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               |   | APH                   |
| <b>PAÇO, Manuel Afonso do (1895-1968)</b> ♂                | Outeiro (VIANA DO CASTELO)    | UL                            | Philologie romane   | ?   | ✓                                   | École militaire                          |                                      | Accommodé                | ✗               | Militaire, missions archéologiques  | APH                   |
| <b>MAURÍCIO (GOMES DOS SANTOS), Domingos (1896-1978)</b> ♂ | Penafita, Matosinhos (PORTO)  | Université jésuite de Grenade | Théologie ?         | Université grégorienne de Rome (théologie)      | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✓               | Cours bénévoles dans le cadre de la Compagnie de Jésus                          | APH                   |
| <b>NOBRE, Augusto Ferreira (1896-1930)</b> ♂               | Porto ? (PORTO)               | UP                            | Biologie ?          | UP (histoire) par attribution                   | ✓                                   | FLUP                                     | Cathédrique                          | Accommodé ?              | abs.            |   | ✗                     |
| <b>LAPA, Manuel Rodrigues (1897-1989)</b> ♂                | Anadia (AVEIRO)               | UL                            | Philologie romane   | UL (philologie romane)                          | ✓                                   | FLUL                                     | Cathédrique                          | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |
| <b>OLIVEIRA, Miguel Augusto de (padre) (1897-1968)</b> ♂   | Válega (AVEIRO)               | Séminaire de Porto            | Théologie           | ?   | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✗               | Journaliste et écrivain, cours dans des séminaires catholiques                  | APH                   |



| Apelido, prénoms et noms, genre                                      | Ville de naissance (DISTRICT)      | Institut(s) de formation           | Études supérieures           | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable                      | Académies fréquentées |
|--|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|--|-----------------------|
| <b>SANTOS, Luís Reis (1898-1967)</b><br>♂                            | Turcifal, Torres Vedras (LISBONNE) | Institut Mainini (Paris)           | Histoire de l'art ?          | ?   | ✓                                   | FLUC                                    | Chargé de cours                      | Accommodé                | abs.            | Directeur du musée Machado de Castro à Coimbra   | ✗                     |
| <b>ALBUQUERQUE, Mário Correia Teles de Araújo e (1898-1975)</b><br>♂ | Viseu (VI-SEU)                     | UC                                 | Histoire-géographie et droit | UL (histoire)                                   | ✓                                   | FLUL                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               | Député à plusieurs reprises durant l' <i>Estado Novo</i>                                 | ✗                     |
| <b>FERRÃO, Carlos (1898-1979)</b><br>♂                               | Lisbonne (LISBONNE)                | UL ?                               | ?                            | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✓               | Enseignement dans le primaire (Casa Pia), journaliste au <i>Diário de Lisboa</i>         | ✗                     |
| <b>RIBEIRO, Mário de Sampaio (1898-1966)</b><br>♂                    | Lisbonne (LISBONNE)                | Conservatoire national de Lisbonne | Musique                      | ?   | ✗                                   |   |                                      | Accommodé                | ✗               | Fonctionnaire, musicologue, archéologie, activités politiques (Chambre corporative), APH | ✗                     |
| <b>ALMEIDA, Manuel Lopes de (1900-1980)</b><br>♂                     | Benavente (SANTARÉM)               | UC                                 | Histoire-géographie          | UC (histoire)                                   | ✓                                   | FLUC                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               | Membre de l'UN et Ministre de l'Éducation nationale                                      | APH                   |
| <b>BRANDÃO, Mário Mendes dos Remédios de Sousa (1900-1995)</b><br>♂  | Coimbra (COIMBRA)                  | UC                                 | Histoire-géographie          | UC (histoire)                                   | ✓                                   | FLUC                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |  | APH                   |
| <b>MÚRIAS (JÚNIOR), Manuel Maria (1900-1960)</b><br>♂                | Carrazeda de Ansiães (BRAGANÇA)    | UL                                 | Philologie romane            | ?   | ✗                                   |   |                                      | Accommodé                | ✗               | Enseignant dans le secondaire  | APH                   |
| <b>GONÇALVES, António Nogueira (1901-1998)</b><br>♂                  | Sorgaçosa, Arganil (COIMBRA)       | Séminaire de Coimbra               | Histoire de l'art ?          | ?   | ✓                                   | FLUC, séminaire de Coimbra              | Chargé de cours                      | Accommodé                | abs.            | Prêtre, étude de l'art roman   | ✗                     |

| Apelido, prénoms et noms, genre   | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation  | Études supérieures                       | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974                             | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable | Académies fréquentées |
|---|-------------------------------|---------------------------|--|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>NEMÉSIO, Vitorino (1901-1978)</b> ♂  | Praia da Vitória (AÇORES)     | UC et UL                  | Histoire-géographie et philologie romane | UL (lettres)                                    | ✓                                   | FLUL  | Cathédration                         | Accommodé                | ✗               |   | ✗                     |
| <b>PINA (GUIMARÃES), Luís José de (1901-1972)</b> ♂   | Luanda (ANGOLA)               | UP                        | Médecine                                 | UP (médecine)                                   | ✓                                   | FLUP  | Cathédration                         | Accommodé                | ✓               | Membre de l'UN, histoire de la médecine                             | ✗                     |
| <b>AMEAL (Comte de), João Francisco de Barbosa Azevedo de Sande Aires de Campos (1902-1982)</b> ♂ | Coimbra (COIMBRA)             | UC                        | Droit                                    | ?   | ✓                                   | Institut supérieur de sciences sociales et de politique ultramarine |                                      | Organique                | ✗               | Écrivain, député de l'UN  | APH                   |
| <b>CAVALHEIRO, António Rodrigues (1902-1984)</b> ♂  | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                        | Histoire-géographie                      | ?   | ✓                                   | École navale  | Chargé de cours                      | Organique                | ✗               | Député sous l' <i>Estado Novo</i> , enseignant dans le secondaire   | APH                   |
| <b>DÓRIA, António Álvaro da Silva (1902-1990)</b> ♂   | Porto (PORTO)                 | Cours général de commerce | Diplôme supérieur                        | ?   | ✗                                   |   |                                      | Accommodé ?              | ✓               | Autodidacte, enseignement technique                                 | ✗                     |
| <b>PIMPÃO, Álvaro Júlio da Costa (1902-1984)</b> ♂  | Coimbra (COIMBRA)             | UC                        | Philologie romane                        | UC (philologie romane)                          | ✓                                   | FLUC  | Cathédration                         | Accommodé                | ✗               |   | ✗                     |
| <b>SOARES, Torquato Brochado de Sousa (1903-1988)</b> ♂   | Porto (PORTO)                 | UC puis UP                | Histoire-géographie                      | UC (histoire)                                   | ✓                                   | FLUP, FLUC et Luanda  | Cathédration                         | Accommodé                | ✓               |   | APH                   |
| <b>LIMA, Sílvio Vieira Mendes (1904-1993)</b> ♂   | Coimbra (COIMBRA)             | UC                        | Histoire-géographie                      | UC (psychologie)                                | ✓                                   | FLUC  | Auxiliaire ?                         | En opposition            | ✓               | Exclu puis toléré en 1943 au sein de l'Université                   | ✗                     |

| Apelido, prénoms et noms, genre                            | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation                   | Études supérieures   | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable | Académies fréquentées |
|--|-------------------------------|--|----------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>CARREIRA, António Barbosa (1905-1988)</b> ♂             | São Filipe (CAP-VERT)         | Institut supérieur des études ultramarines |                      | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | Accommodé                | abs.            | Autodidacte   | ✗                     |
| <b>CHICÓ, Mário Tavares (1905-1966)</b> ♂                  | Beja (BEJA)                   | UL   | Histoire-philosophie | ?   | ✓                                   | FLUL                                    | Assistant ?                          | Accommodé                | ✗               |   | ✗                     |
| <b>REGO, António da Silva (1905-1986)</b> ♂                | Joane, Famação (BRAGA)        | Université catholique de Louvain           | Sciences historiques | UC (histoire)                                   | ✓                                   | École supérieure coloniale              | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |   | APH                   |
| <b>BRÁSIO, António (padre) (1906-1985)</b> ♂               | Penela (COIMBRA)              | Séminaire ?                                | ?                    | ?   | ✗                                   |   |                                      | Accommodé                | ✗               | Prêtre de la communauté de l'Esprit Saint                           | APH                   |
| <b>CAETANO, Marcelo José das Neves Alves (1906-1980)</b> ♂ | Lisbonne (LISBONNE)           | UL   | Droit                | UC (sciences politico-économiques)              | ✓                                   | FDUC (faculté de droit)                 | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               | Premier Ministre après António Oliveira Salazar                     | APH                   |
| <b>CARVALHO, Rómulo Vasco da Gama de (1906-1997)</b> ♂     | Lisbonne (LISBONNE)           | UP   | Physique-chimie      | ?   | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✗               | Enseignant dans le secondaire                                       | ✗                     |
| <b>TORRES, Flausino Esteves Correia (1906-1974)</b> ♂      | Almeida (GUARDA)              | UC   | Histoire-géographie  | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✓               | Enseignant dans le secondaire, enseigne dans le supérieur à Prague  | ✗                     |
| <b>BRAZÃO, Eduardo (1907-1987)</b> ♂                       | Lisbonne (LISBONNE)           | UC   | Droit                | ?   | ✗                                   |   |                                      | Accommodé                | ✓               | Carrière diplomatique   | APH                   |

| Apelido, prénoms et noms, genre                          | Ville de naissance (DISTRICT)             | Institut(s) de formation                            | Études supérieures    | Université et discipline de doctorat avant 1974        | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974                | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable  | Académies fréquentées |
|--|---|---|-----------------------|--|-------------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|--|-----------------------|
| <b>DIAS, António Jorge (1907-1973)</b> ♂                 | Porto (PORTO)                             | UC  | Philologie germanique | Université de Munich (ethnologie) et FLUL (ethnologie) | ✓                                   | FLUL, FLUC, Institut supérieur des études ultramarines | Cathédrique de l'ISEU                | Accommodé                | ✓               | Dirige la Mission des études des minorités ethniques de l'Outre-mer portugais, dirige le musée d'Ethnologie de l'Outre-mer | ✗                     |
| <b>RAU, Virgínia Roberts (1907-1973)</b> ♀               | Lisbonne (LISBONNE)                       | UL  | Histoire-philosophie  | UL (histoire)  | ✓                                   | FLUL   | Cathédrique                          | Accommodée               | ✗               |  | APH                   |
| <b>SIMÕES, João Miguel dos Santos (1907-1972)</b> ♂      | Lisbonne (LISBONNE)                       | École supérieure de filature et tissage de Mulhouse | Ingénierie textile    | ?  | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✗               | Spécialiste des azulejos, directeur du musée de l'Azulejo  | ✗                     |
| <b>BROCHADO, Idalino Ferreira da Costa (1908-1994)</b> ♂ | Vilarinho (Santo Tirso) (PORTO)           | École commerciale de Porto                          | Diplôme supérieur     | Pas de doctorat  | ✗                                   |  |                                      | Organique                | abs.            |  | APH                   |
| <b>COSTA, Avelino de Jesus da (1908-2000)</b> ♂          | Barral, Ponte de Barca (VIANA DO CASTELO) | Université grégorienne de Rome puis UC              | Histoire-philosophie  | UC histoire  | ✓                                   | FLUC   | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |  | ✗                     |
| <b>GUSMÃO, Adriano de (1908-1993)</b> ♂                  | Lisbonne (LISBONNE)                       | UL  | Histoire-philosophie  | ?  | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✗               |  | ✗                     |
| <b>MARTINS, Mário Gonçalves (1908-1990)</b> ♂            | Zibreira, Torres Novas (SANTARÉM)         | Collège des missions ultramarines                   | Diplôme supérieur     | ?  | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✗               | Jésuite, spécialisé en histoire médiévale  | ✗                     |

## Génération Oliveira Salazar (historiens nés entre 1910 et 1929)

| Apelido, prénoms et noms, genre                        | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation    | Études supérieures   | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974    | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable | Académies fréquentées |
|--|-------------------------------|-----------------------------|----------------------|---|-------------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>AZEVEDO, Rafael Ávila de (1911-1985)</b> ♂          | Angra do Heroísmo (AÇORES)    | UL ?                        | Philologie           | Montpellier (pédagogie)                         | ✓                                   | FLUP                                       | Assistant ?                          | Accommodé                | ✗               | Député durant l' <i>Estado Novo</i>                                 | ✗                     |
| <b>CRUZ, António Augusto Ferreira da (1911-1989)</b> ♂ | Porto (PORTO)                 | UC                          | Histoire-philosophie | UP (histoire)                                   | ✓                                   | FLUP                                       | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               |   | ✗                     |
| <b>MATOS, Luís de (1911-1996)</b> ♂                    | Abrantes (SANTARÉM)           | UL                          | Philologie classique | Sorbonne (doctorat d'État en histoire ?)        | ✓                                   | Institut supérieur des études ultramarines | Professeur ordinaire                 | Accommodé                | ✗               | Bibliothécaire de la Fondation Gulbenkian                           | ✗                     |
| <b>OLIVEIRA, Américo Lopes de (1911-2003)</b> ♂        | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                          | Physique-chimie      | ?   | ✗                                   |  |                                      | Accommodé                | ✗               | Auteur d'histoire locale  | ✗                     |
| <b>RIBEIRO, Orlando da Cunha (1911-1997)</b> ♂         | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                          | Histoire-géographie  | UL (géographie)                                 | ✓                                   | FLUC, FLUL                                 | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |   | ✗                     |
| <b>BARBOSA, Maria Augusta (1912-2012)</b> ♀            | Lisbonne (LISBONNE)           | Université Humboldt, Berlin | Musicologie          | Université de Cologne musicologie               | ✗                                   |  |                                      | Indéterminé              | ✗               |   | ✗                     |
| <b>GUERREIRO, Manuel Viegas (1912-1997)</b> ♂          | Querença, Loulé (FARO)        | UL                          | Philologie classique | UL (ethnologie)                                 | ✓                                   | FLUL                                       | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               |   | ✗                     |

| Apelido, prénoms et noms, genre                        | Ville de naissance (DISTRICT)        | Institut(s) de formation | Études supérieures               | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable | Académies fréquentées |
|--|--------------------------------------|--------------------------|----------------------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>ALMEIDA, José António Ferreira de (1913-1981)</b> ♂ | Lisbonne (LISBONNE)                  | UL                       | Histoire-philosophie             | UL (histoire)                                   | ✓                                   | FLUL, FLUP                              | Assistant                            | Accommodé                | abs.            | Bibliothécaire de profession  | ✗                     |
| <b>ARNAUT, Salvador Dias (1913-1995)</b> ♂             | Penela (COIMBRA)                     | UC                       | Médecine et histoire-philosophie | UC (histoire)                                   | ✓                                   | FLUC                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               |   | ✗                     |
| <b>CUNHAL, Álvaro (1913-2005)</b> ♂                    | Coimbra (COIMBRA)                    | UL                       | Droit                            | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✗               |   | ✗                     |
| <b>ANDRADE, António Alberto Banha de (1915-1982)</b> ♂ | Montemor-o-Novo (ÉVORA)              | UL                       | Histoire-philosophie             | UL (philologie)                                 | ✓                                   | UL                                      | Chargé de cours                      | Accommodé                | ✗               | Professeur de lycée   | ✗                     |
| <b>LOBATO, Alexandre Marques (1915-1985)</b> ♂         | Lourenço Marques (MOZAMBIQUE)        | UC                       | Histoire-philosophie             | ?   | ✓                                   | Lourenço Marques                        | Assistant                            | Accommodé                | ✓               |   | ✗                     |
| <b>PINTO, Sérgio Augusto da Silva (1915-1970)</b> ♂    | Braga (BRAGA)                        | UC                       | Histoire-philosophie             | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUP                                    | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>CRUZ, Guilherme Braga da (1916-1977)</b> ♂          | Braga (BRAGA)                        | UC                       | Histoire-philosophie             | UC (droit)                                      | ✓                                   | FDUC                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |   | APH                   |
| <b>DIAS, José Sebastião da Silva (1916-1994)</b> ♂     | Arcos de Valdevez (VIANA DO CASTELO) | UC                       | Droit                            | UC (philosophie)                                | ✓                                   | UC                                      | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               |   | ✗                     |

| Apelido, prénoms et noms, genre                              | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation                      | Études supérieures                           | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974  | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable | Académies fréquentées |
|--|-------------------------------|---|--|---|-------------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>ALBUQUERQUE, Luís Guilherme Mendonça de (1917-1992)</b> ♂ | Lisbonne (LISBONNE)           | UL et UC                                      | Mathématiques                                | UC (mathématiques)                              | ✓                                   | FCUC (faculté de sciences)   | Cathédrique                          | En opposition            | ✗               |   | ✗                     |
| <b>LOPES, Óscar (1917-2013)</b> ♂                            | Matosinhos (PORTO)            | UL et UC                                      | Philologie classique et histoire-philosophie | ?   | ✗                                   |  |                                      | En opposition            | ✗               | Enseignant dans le secondaire                                       | ✗                     |
| <b>SARAIVA, António José (1917-1993)</b> ♂                   | Leiria (LEIRIA)               | UL  | Philologie romane                            | FLUL (philologie romane)                        | ✓                                   | FLUL   | Assistant                            | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |
| <b>ANTUNES, Manuel (padre) (1918-1985)</b> ♂                 | Sertã (CASTELO BRANCO)        | Institut supérieur Miguel de Carvalho (Braga) | Philosophie                                  | Université de Grenade (théologie)               | ✓                                   | FLUC   | Assistant ? Chargé de cours          | Accommodé                | ✗               | Prêtre  | ✗                     |
| <b>CASTRO, Armando Fernandes de Morais e (1918-1999)</b> ♂   | Porto (PORTO)                 | UC  | Droit, sciences économiques et politiques    | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |  |                                      | En opposition            | ✗               | Avocat, enseigne dans un institut supérieur privé                   | ✗                     |
| <b>GODINHO, Vitorino Barbosa de Magalhães (1918-2011)</b> ♂  | Lisbonne (LISBONNE)           | UL  | Histoire-philosophie                         | CNRS (histoire)                                 | ✓                                   | UL, Institut supérieur des études ultramarines, université de Clermont-Ferrand | Cathédrique                          | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |
| <b>SANTOS, Fernando Piteira (1918-1992)</b> ♂                | Amadora (LISBONNE)            | UL  | Histoire-philosophie                         | ?   | ✗                                   |  |                                      | En opposition            | ✗               | Travail pour la maison d'édition Europa-América                     | ✗                     |
| <b>DIAS, Augusto da Costa (1919-1976)</b> ♂                  | Trouxemil, Arganil (COIMBRA)  | UL  | Histoire-philosophie                         | ?   | ✗                                   |  |                                      | En opposition            | ✗               | Éditeur   | ✗                     |

| Apelido, prénoms et noms, genre   | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation | Études supérieures   | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable                           | Académies fréquentées |
|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>LOUREIRO, Francisco de Sales Mascarenhas (1919-2000)</b> ♂                           | Santar, Nelas (VISEU)         | UC                       | Histoire-philosophie | Lourenço Marques (histoire)                     | ✓                                   | Lourenço Marques                        | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>SENA, Jorge Cândido Alves Rodrigues Telles Gril Raposo de Abreu de (1919-1978)</b> ♂ | Lisbonne (LISBONNE)           | UP                       | Ingénierie civile    | ?   | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✗               | Araraquara (Brésil), université du Wisconsin puis Santa Barbara, surtout connu comme écrivain | ✗                     |
| <b>SERRÃO, Joel Justino Baptista (1919-2008)</b> ♂                                      | Funchal (MADÈRE)              | UL                       | Histoire-philosophie | ?   | ✓                                   | FLUL                                    | Chargé de cours                      | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |
| <b>AZEVEDO, Julião Soares de (1920-1953)</b> ♂  | Pico (AÇORES)                 | UL                       | Histoire-philosophie | ?   | ✗                                   |   |                                      | Indéterminé              | ✗               | Professeur de lycée/ lecteur de portugais à Poitiers et à Paris                               | ✗                     |
| <b>CARVALHO, Joaquim Manuel Godinho Braga Barradas de (1920-1980)</b> ♂                 | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Histoire-philosophie | Paris-Sorbonne (histoire)                       | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |
| <b>COELHO, Jacinto de Almeida de Prado (1920-1984)</b> ♂                                | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Philologie romane    | UL (philologie) ?                               | ✓                                   | FLUL                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |   | ACL                   |
| <b>GUSMÃO, Artur Nobre de (1920-2001)</b> ♂   | Mourão (ÉVORA)                | UL                       | Histoire-philosophie | Sorbonne (histoire de l'art)                    | ✓                                   | FLUL                                    | Assistant ?                          | Accommodé                | ✗               |   | ✗                     |
| <b>LEITÃO, Ruben Andresen (1920-1975)</b> ♂   | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Histoire-philosophie | ?   | ✗                                   |   |                                      | Accommodé                | ✓               | Lecteur de portugais au King's College, carrière administrative                               | APH                   |



| Apelido, prénoms et noms, genre   | Ville de naissance (DISTRICT)                   | Institut(s) de formation     | Études supérieures  | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974        | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable                   | Académies fréquentées |
|---|---|------------------------------|---|---|-------------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>MARTINS, José Vitorino de Pina (1920-2010)</b>            | Penalva de Alva, Oliveira do Hospital (COIMBRA) | UL                           | Philologie romane   | Paris III (histoire)                            | ✓                                   | FLUL   | Assistant                            | Accommodé                | ✗               | Directeur du Centre culturel à Paris de la FCG à la suite de Joaquim Veríssimo Serrão | ✗                     |
| <b>MOTA, Avelino Teixeira da (1920-1982)</b>                 | Lisbonne (LISBONNE)                             | UL (un an) puis École Navale | Sciences (matières nécessaires pour entrer dans l'école navale) | ?   | ✓                                   | École navale, FLUL                             | Assistant                            | Accommodé                | ✓               |   | APH                   |
| <b>ROSA, José Honorato (1920-1968)</b>                       | Óbidos (LEIRIA)                                 | Séminaire Cristo Rei         | Théologie   | ?   | ✓                                   | FLUL   | Assistant ?                          | Accommodé                | ✗               |   | ✗                     |
| <b>SOVERAL, Carlos Eduardo Bastos de (1920-2007)</b>         | Lisbonne (LISBONNE)                             | UL                           | Histoire-philosophie  | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUP, Études générales de Lourenço Marques     | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>VASCONSELOS, Flório Teles de Meneses e (1920-2005)</b>  | Porto (PORTO)                                   | UL                           | Histoire-philosophie  | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUP, École supérieure des Beaux-Arts de Porto | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>MACEDO, Jorge Borges de (1921-1996)</b>                 | Lisbonne (LISBONNE)                             | UL                           | Histoire-philosophie  | UL (histoire)                                   | ✓                                   | FLUL   | Cathédrique                          | Les deux                 | ✓               |   | APH                   |
| <b>SÁ, Joaquim Victor Baptista Gomes de (1921-2002)</b>    | Cuima (ANGOLA)                                  | UC                           | Histoire-philosophie  | Paris-Sorbonne (histoire)                       | ✗                                   |  |                                      | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |
| <b>SANTOS, Manuel Farinha dos (1921-2001)</b>              | Lisbonne (LISBONNE)                             | UL                           | Histoire-philosophie  | ?   | ✓                                   | FLUL   | Assistant                            | Accommodé                | ✗               | Mission pour le ministère de l'Outre-mer, spécialité en archéologie                   | ✗                     |









| Apelido, prénoms et noms, genre                                       | Ville de naissance (DISTRICT)           | Institut(s) de formation | Études supérieures            | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974        | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable | Académies fréquentées |
|---|---|--------------------------|-------------------------------|---|-------------------------------------|---|---|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>ALMEIDA, Luís Manuel Rocha Ferrand de (1922-2006)</b> ♂            | Coimbra (COIMBRA)                       | UC                       | Droit et histoire-philosophie | UC (histoire)                                   | ✓                                   | FLUC                                    | Second assistant                            | Accommodé                | ✓               |   | ✗                     |
| <b>FRANÇA, José Augusto Rodrigues (1922-)</b> ♂                       | Tomar (SANTARÉM)                        | UL                       | Histoire-philosophie          | Université de Paris IV (histoire de l'art)      | ✗                                   |   |   | En opposition            | ✗               |   | ✗                     |
| <b>SILVA, José Gentil da (1922- ?)</b> ♂                              | ? (?)                                   | UL ?                     | Histoire-philosophie ?        | EHESS (histoire)                                | ✗                                   |   |   | En opposition            | ✗               |   | ✗                     |
| <b>BELCHIOR (PONTES), Maria de Lurdes (1923-1998)</b> ♀               | Lisbonne (LISBONNE)                     | UL                       | Philologie romane             | UL (philologie)                                 | ✓                                   | FLUP, FLUL                              | Cathédrique                                 | Accommodé                | ✗               | Fonction à l'ambassade portugaise au Brésil, directrice de l'IAC    | ✗                     |
| <b>LOURENÇO (DE FARIA), Eduardo (1923-2020)</b> ♂                     | São Pedro de Rio Seco, Almeida (GUARDA) | UC                       | Histoire-philosophie          | ?   | ✓                                   | FLUL, université de Nice                | Assistant à Lisbonne, maître de conférences | En opposition            | ✓               |   | ✗                     |
| <b>OLEIRO, João Manuel Bairrão de Oliveira da Silva (1923-2000)</b> ♂ | Abrantes (SANTARÉM)                     | UC                       | Histoire-philosophie ?        | ?   | ✓                                   | FLUL                                    | Assistant                                   | Accommodé                | abs.            | Fondateur du musée de Conimbriga                                    | ✗                     |
| <b>MOITA, Irisalva (1924-2009)</b> ♀                                  | Sá da Bandeira (ANGOLA)                 | UL                       | Histoire-philosophie          | ?   | ✗                                   |   |   | Accommodé                | ✗               | Olisipographe, archéologie et directrice de musées de Lisbonne      | ✗                     |
| <b>NUNES, Eduardo Alexandre Borges (1924-2008)</b> ♂                  | Vinhais (BRAGANÇA)                      | UL                       | Histoire-philosophie          | UL (histoire)                                   | ✓                                   | FLUL                                    | Assistant ?                                 | Accommodé                | ✓               | Doctorat sur l'Italie médiévale                                     | ✗                     |

| Apelido, prénoms et noms, genre                      | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation | Études supérieures            | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable                    | Académies fréquentées |
|--|-------------------------------|--------------------------|-------------------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|--|-----------------------|
| <b>SOARES, Mário (1924-2017)</b> ♂                   | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Histoire-philosophie et droit | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✗               | Homme politique, leader socialiste, chargé de cours à Vincennes, Paris IV et Rennes II | ✗                     |
| <b>CINTRA, Luís Filipe Lindley (1925-1991)</b> ♂     | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Philologie romane             | UL (philologie)                                 | ✓                                   | FLUL                                    | Cathédrique                          | En opposition            | ✗               | Boursier de l'IAC  | APH<br>ACL            |
| <b>PEREIRA, Maria Helena da Rocha (1925-2017)</b> ♀  | Porto (PORTO)                 | UC                       | Philologie classique          | UC (philologie)                                 | ✓                                   | FLUL                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | abs.            | Histoire de la culture grecque classique   | ✗                     |
| <b>SERRÃO, Joaquim Veríssimo (1925-2020)</b> ♂       | Santarém (SANTARÉM)           | UL                       | Histoire-philosophie          | UL (histoire)                                   | ✓                                   | FLUL                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |  | APH                   |
| <b>COSTA, Mário Júlio Brito de Almeida (1927-)</b> ♂ | Vagos (AVEIRO)                | UC                       | Droit                         | UC (droit)                                      | ✓                                   | FDUC                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✓               | Ministre de la Justice et directeur de la Chambre corporative                          | ✗                     |
| <b>FERREIRA, David Mourão (1927-1996)</b> ♂          | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Philologie-langues romanes    | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUL                                    | Auxiliaire                           | En opposition            | ✗               | Membre du MUD Juvenil, auteur régulier de <i>Seara Nova</i>                            | ✗                     |
| <b>CAEIRO, Francisco da Gama (1928-1994)</b> ♂       | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Histoire-philosophie          | UL (philosophie)                                | ✓                                   | FLUL                                    | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               |  | ✗                     |
| <b>COELHO, António Borges (1928-)</b> ♂              | Murça (VILA REAL)             | UL                       | Histoire-philosophie          | Pas de doctorat avant 1974                      | ✗                                   |   |                                      | En opposition            | ✓               |  | ✗                     |
| <b>SILVA, Jorge Henrique Pais da (1929-1977)</b> ♂   | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Histoire-philosophie          | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUL, FLUP                              | Assistant                            | Accommodé                | ✗               | Professeur au lycée, directeur de l'école des Beaux-Arts                               | ✗                     |

## Génération de la guerre coloniale (historiens nés entre 1930 et 1944)

| Apelido, prénoms et noms, genre  | Ville de naissance (DISTRICT)        | Institut(s) de formation                         | Études supérieures       | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d' exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable     | Académies fréquentées |
|--|--------------------------------------|--|--------------------------|---|-------------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>OLIVEIRA, António de (1931-2021)</b>                             | Mosteiro de Fráguas, Tondela (VISEU) | UC   | Histoire-philosophie ?   | UC (histoire)                                   | ✓                                   | FLUL                                     | Extraordinaire                       | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>TENGARRINHA, José Manuel (1932-2018)</b>                         | Portimão (FARO)                      | UL   | Histoire-philosophie ?   | Pas de doctorat                                 | ✗                                   |  |                                      | En opposition            | abs.            |   | ✗                     |
| <b>ALBUQUERQUE, Ruy Manuel Corte-Real de (1933-2007)</b>            | Queluz (LISBONNE)                    | UL   | Droit                    | UL (droit)                                      | ✓                                   | FDUL                                     | Cathédrique                          | Accommodé                | ✗               | Fils de Mário Correia Teles de Araújo e Albuquerque, historien du droit | ✗                     |
| <b>MARQUES, António Henrique Rodrigo de Oliveira (1933-2007)</b>  | Estoril (LISBONNE)                   | UL   | Histoire-philosophie ?   | UL  | ✓                                   | FLUL                                     | Assistant                            | En opposition            | ✗               |   | ✗                     |
| <b>MATTOSO, José João da Conceição Gonçalves (1933-)</b>          | Leiria (LEIRIA)                      | Séminaire de Singeverga et université de Louvain | Philosophie et théologie | Université de Louvain (histoire)                | ✓                                   | FLUL                                     | Auxiliaire                           | Accommodé ?              | ✓               |   | ✗                     |
| <b>QUEIRÓS, Francisco Alberto Fortunato (1933-2008)</b>           | Portalegre (PORTALEGRE)              | UP   | Histoire                 | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUP                                     | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>SANTOS, Eugénio Francisco dos (1934-1996)</b>                  | Santa Maria da Feira (AVEIRO)        | UP   | Histoire                 | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUP                                     | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |

| Apelido, prénoms et noms, genre                               | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation       | Études supérieures     | Université et discipline de doctorat avant 1974   | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974                 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable                               | Académies fréquentées |
|---|-------------------------------|--------------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>SANTOS, Cândido Augusto Dias dos (1934- ?)</b> ♂           | Vila Nova de Gaia (PORTO)     | UP                             | Histoire               | Pas de doctorat                                   | ✓                                   | FLUP  | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>SILVA, Jorge Nogueira Lobo de Alarcão e (1934-)</b> ♂      | Coimbra (COIMBRA)             | UC                             | Histoire-philosophie ? | Doctorat en préhistoire et en archéologie         | ✓                                   | FLUC  | Assistant                            | Accommodé                | abs.            | Directeur du musée Machado de Castro de Coimbra, directeur de l'Institut d'archéologie de la FLUC | ✗                     |
| <b>COSTA, João Pedro Bénard da (1935-2009)</b> ♂              | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                             | Histoire-philosophie ? | ?   | ✓                                   | École supérieure de cinéma et du conservatoire national | Chargé de cours                      | En opposition            | ✓               | Interdit d'enseigner dans le secondaire, enseigne au Collège moderne                              | ✗                     |
| <b>MONTEIRO, Fernando Amaro (1935-)</b> ♂                     | Luanda (ANGOLA)               | UL                             | Histoire-philosophie ? | Doctorat en France, non reconnu avant le 25 avril | ✓                                   | Université de Lourenço Marques                          | Chargé de cours                      | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>CARDOSO, Carlos Alfredo Resende dos Santos (1936- ?)</b> ♂ | Oliveira de Azeméis (AVEIRO)  | UL                             | Histoire-philosophie ? | Pas de doctorat                                   | ✓                                   | FLUP  | Assistant (second)                   | Accommodé                | abs.            |   | APH                   |
| <b>RODRIGUES, Manuel Augusto (padre) (1936-2016)</b> ♂        | Espinho, Penela (COIMBRA)     | Université grégorienne de Rome | Théologie              | ?   | ✓                                   | FLUL  | Assistant ?                          | Accommodé                | abs.            | Professeur d'histoire du christianisme  | ✗                     |
| <b>ALMEIDA, Carlos Alberto Ferreira de (1937-1996)</b> ♂      | Santa Maria da Feira (AVEIRO) | UP                             | Histoire               | Pas de doctorat                                   | ✓                                   | FLUP  | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>PEREIRA, Miriam Halpern (1937-)</b> ♀                      | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                             | Histoire-philosophie ? | Université de Paris (histoire)                    | ✓                                   | ISCTE   | Chargée de cours ?                   | En opposition            | abs.            |   | ✗                     |

| <i>Apelido, prénoms et noms, genre</i>   | Ville de naissance (DISTRICT) | Institut(s) de formation | Études supérieures     | Université et discipline de doctorat avant 1974 | Enseignement sup. public (Portugal) | Lieux d'exercice avant le 25 avril 1974 | Dernier grade avant le 25 avril 1974 | Positionnement politique | Page active DHP | Activité autre qu'universitaire ou élément biographique remarquable | Académies fréquentées |
|--|-------------------------------|--------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|-----------------|---|-----------------------|
| <b>CARVALHO, José Vieira de (1938-2002)</b>                   | Maia (PORTO)                  | UL                       | Histoire-philosophie ? | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUP                                    | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>CASTRO, Aníbal Pinto de (1938-2010)</b>                    | Cernache (COIMBRA)            | UC                       | Philologie romane      | UC (philologie)                                 | ✓                                   | FLUC ?                                  | Assistant ?                          | Accommodé                | ✗               |   | ✗                     |
| <b>GASPAR, Maria José Lagos Trindade Barbosa (1938-1980)</b>  | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Histoire-philosophie ? | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUL                                    | Assistante                           | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>SILVA, Maria Beatriz Nizza da (1938-)</b>                  | Lisbonne (LISBONNE)           | UL                       | Histoire-philosophie ? | Pas de doctorat                                 | ✗                                   | Enseignement à l'étranger               |                                      | En opposition            | abs.            | Carrière au Brésil  | ✗                     |
| <b>RAMOS, Luís António de Oliveira (1939-)</b>                | Braga (BRAGA)                 | UL                       | Histoire-philosophie ? | UP (histoire)                                   | ✓                                   | FLUP                                    | Auxiliaire                           | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |
| <b>MAGALHÃES, Joaquim Romero (1942-2018)</b>                | Loulé (FARO)                  | UC                       | Histoire               | Pas de doctorat avant 1974                      | ✓                                   | FEUC (faculté d'économie)               | Assistant                            | En opposition            | abs.            |   | ✗                     |
| <b>TORGAL, Luís Manuel Soares dos Reis (1942-)</b>          | Coimbra (COIMBRA)             | UC                       | Histoire               | Pas de doctorat avant 1974                      | ✓                                   | FLUC                                    | Assistant                            | En opposition            | abs.            |   | ✗                     |
| <b>OLIVEIRA, Aurélio de Araújo (1944-)</b>                  | Vila Verde (BRAGA)            | UP                       | Histoire               | Pas de doctorat                                 | ✓                                   | FLUP                                    | Assistant                            | Accommodé                | abs.            |   | ✗                     |



## Entretien avec António Borges Coelho (4/11/2015)

*Cet entretien s'est tenu dans son appartement de la banlieue ouest de Lisbonne, à Paredes. Il s'était excusé au téléphone de ne plus pouvoir venir vers Lisbonne et il m'a tout de suite donné son adresse. Entouré d'innombrables livres, il prend un stylo et une petite fiche et me demande de me présenter ainsi que de préciser mon université et mon directeur de thèse. Une fois les informations recueillies, l'entretien commence.*

**António Borges Coelho :** Je suppose que l'ami a déjà réuni du matériel. Je ne vois pas la recherche historique comme un combat politique. La recherche scientifique prétend, à travers l'observation des sources, arriver à un résultat crédible par la majorité et non pas seulement par un secteur, qu'il soit proche ou distant. Mais il est évident que tout historien est influencé par les idées, par sa naissance ; son milieu social l'affecte. Et s'il n'a pas conscience de cette influence, le rendu final de ce qu'il écrit va être profondément affecté de plusieurs manières. La première, de l'infinité des faits : en laissant tomber les plus significatifs, l'historien est face, surtout pour l'époque contemporaine, devant l'infini de l'information. La première qualité de l'historien est de recueillir ces informations, les calibrer, mesurer leur importance pour les événements décisifs et ensuite, tenter de comprendre. C'est ensuite dans la phase de compréhension et d'analyse que l'historien doit être le plus vigilant avec lui-même. Parce que malheureusement l'histoire, ou mieux l'historien, a été au long de sa propre histoire au service du pouvoir.

On doit commencer par l'enseignement. Comment était l'enseignement de l'histoire. Il y a une chose qui était très positive dans l'enseignement de l'histoire à l'Université, l'histoire était liée à la philosophie. Le cursus d'histoire que j'ai suivi était celui d'histoire-philosophie. Leibniz disait, et je pense qu'il avait raison, que la connaissance liée aux humanités avait deux continents qui étaient la philosophie et l'histoire. La philosophie tournée vers l'étude générale et l'histoire tournée vers l'histoire particulière. On entre ici déjà dans l'historiographie actuelle, qui parfois, est trop conceptuelle et fermée. Les gens ne viennent pas dans les cours d'histoire, ce sont des concepts et nous avons éprouvé des difficultés dans les discours historiques à voir les personnes et il y a eu une période pratiquement jusqu'à aujourd'hui où l'histoire politique a été reléguée au second plan<sup>1</sup>. L'histoire fut dominée, en prenant l'exemple des sciences naturelles, par l'idée que les processus historiques n'étaient pas déterminés par les hommes. Nous

---

<sup>1</sup> Page 1.



étions sujets à l'économie, aux lois économiques, et les volontés des groupes des individus eux-mêmes étaient complètement sous-estimées. Ceci est toujours en train d'apporter un coefficient d'incertitude parce que l'action politique est le résultat d'une confrontation entre certaines forces. L'action finale résulte de ces forces politiques et sociales.

Retournons à l'enseignement de l'histoire au temps du fascisme, parce que je suis déjà en train de m'éloigner : l'histoire du Portugal que j'ai étudiée était un cursus qui s'arrêtait à l'invasion de la péninsule Ibérique. L'enseignement de l'histoire, arrivait à la Révolution française mais on ne rentrait jamais dans son histoire. En conséquence, on restait à la pré-Révolution française. C'était une histoire limitée, patriotique, celle des héros du peuple, on ne faisait aucune analyse critique. Les héros étaient au-delà de quelconque analyse ou critique personnelle. En ce qui concerne l'enseignement, les professeurs avaient un rôle décisif. Un professeur peut avoir une vision ultraréactionnaire, mais, comme il est professeur, il peut donner une vision différente. Dans l'Université de cette époque, il y a eu des professeurs avec un certain mérite, on ne peut pas le nier. La plus grande geste et résultat productif, dans le sens créateur, est dans le *Dictionnaire d'Histoire du Portugal* (n : de Joel Serrão). Beaucoup des collaborateurs ne sont pas des professeurs de l'Université. Ils ne sont même pas des chercheurs au sens moderne, ce sont des professeurs de lycée. À l'Université, l'histoire économique n'existait pas, l'histoire était politique, mais on n'abordait pas l'histoire contemporaine et on faisait une histoire militaire, celle des grands faits et des grands héros. L'État faisait de grandes commémorations historiques, surtout pour ce qui touchait les Découvertes. L'ami vient me voir mais je suis tout sauf exemplaire de cela. D'abord parce que je n'ai pas collaboré dans le Dictionnaire car lors de sa première édition, j'étais dans la forteresse de Peniche et donc il était difficile de collaborer. Il est évident que j'ai suivi le cours d'histoire-philosophie, mais quand j'ai terminé mon cursus, j'avais deux livres publiés que je ne rejette pas du tout, et bien au contraire. Le premier fut les *Racines de l'Expansion portugaise*, qui fut interdit par la PIDE et on m'a menacé de m'enlever ma liberté conditionnelle, en conséquence je travaillais de façon limitée, je n'étais pas un « citoyen actif » : je ne pouvais pas avoir le permis de conduire, je ne pouvais pas enseigner, je devais aller à la police tous les mois, je ne pouvais pas sortir de Lisbonne *et cetera*. Cette situation était dramatique. L'autre livre que j'ai publié fut la *Révolution de 1383*<sup>2</sup>. Une partie de la recherche a été faite dans la forteresse de Peniche et avec l'histoire médiévale, l'entrée de sources et de livres dans la prison était plus simple que pour l'histoire contemporaine. Une seule œuvre entrait à la fois. Si une œuvre était en deux volumes, il fallait que je travaille sur le

---

<sup>2</sup> Page 2.

premier et c'est seulement après l'avoir rendu que je pouvais avoir le deuxième volume. À Peniche, durant un court moment, il y a eu un groupe qui s'est consacré à la recherche historique, et dans ce groupe, il y avait Álvaro Cunhal qui a publié un livre, *Les Luttes de classe au Moyen Âge*. Ce livre a eu pour principale source l'œuvre de Gama Barros. C'était un livre original. Très souvent, comme il n'était pas un historien professionnel, il a été critiqué : c'est un livre qui apparaît au cours d'une décennie où les marxistes débattaient beaucoup sur la transition entre le féodalisme et le capitalisme, avec des historiens de différents pays.

Au temps du fascisme, il y a eu une autre œuvre qui a eu une grande importance : l'*Histoire du Portugal*, dite de Barcelos, qui réunit naturellement des auteurs très différents, la majorité conservateurs mais certains d'une très grande qualité. Ainsi, le monde n'était pas noir et blanc, il est multicolore et heureusement. Au XX<sup>e</sup> siècle, il y a eu des historiens notables surtout dans la publication des sources. On embrasse ainsi un grand éventail d'artisans. Je travaille encore comme un artisan. Aujourd'hui, l'Université travaille en groupe. Le groupe est fondamental pour le recueil de l'information, mais ce travail est fait par des individus. Dans le domaine de l'histoire, nous avons des chercheurs qui publient des sources, nous avons des historiens de toutes les sciences, l'histoire se lie à tout. Tout à une histoire. Nous devons élargir le monde de l'information et au maximum les domaines. Mais il est certain que l'ami a des questions à me faire, car je suis en train de naviguer et il est très compliqué de naviguer sans appui écrit, parce que je parle, je communique mais je ne vais pas toujours à la rigueur extrême.

**Christophe Araújo : Si on revient à votre formation et à votre jeunesse, quel est votre milieu social ?**

ABC : Je viens d'un milieu rural, mon père était câbleur, c'est lui qui a monté les lignes téléphoniques dans ma région et ma mère était fille d'un propriétaire terrien. Dans le Trás-os-Montes (n. : cette région du nord du Portugal signifie littéralement Derrière-les-Monts) ; une terre où il n'y avait pas de lumière électrique, pas de canalisation, pas d'eau potable, les femmes apportaient l'eau de la fontaine sur leur tête. Ma première enfance fut ainsi. Lors de l'enseignement secondaire, j'ai été cinq années durant dans un séminaire franciscain. Après avoir été expulsé du séminaire, je me suis présenté comme volontaire au lycée puis je me suis inscrit en droit sans aucun argent et sans aide<sup>3</sup>. Après le droit, je me suis inscrit en histoire-philosophie. Et à la fin de la première année, j'ai abandonné les études et j'ai été fonctionnaire politique du MUD Juvenil durant deux ans et j'ai ensuite été fonctionnaire du Parti Communiste pendant six

---

<sup>3</sup> Page 3.

mois. J'ai ensuite été jugé et condamné à deux ans et neuf mois de prison et j'ai été enfermé pendant près de six années et demie.

**CA : Lorsque vous vous êtes inscrit à l'Université, souhaitiez- vous suivre davantage en histoire ou bien en philosophie ?**

**ABC :** Ce sont deux amours si vous voulez, mais l'amour pour l'histoire vient de plus loin. Les premiers textes que j'ai lus d'histoire, encore enfant, je devais avoir dix ans, furent une *Anthologie* de Fernão Lopes publiée chez un éditeur de l'opposition, Seara Nova, par un grand professeur qui était Rodrigues Lapa. Cela a laissé en moi une petite bête. Ensuite, à l'Université, avant d'interrompre mon cursus, ce fut la philosophie et surtout la philosophie grecque. Plus tard, ce fut la philosophie moderne, celle de Spinoza et de Leibniz et qui m'ont profondément intéressé. Ma thèse de licence fut sur Leibniz. Mais j'ai toujours vu les deux sciences comme très proches. Ainsi, étudier la philosophie sans intégrer, sans auteur dans son époque et dans son groupe social est une absurdité. Ceci est par ailleurs une leçon de Spinoza qui nous enseigne comment lire et analyser la Bible.

Vous commencez à percevoir mon groupe social. Alors que j'étais au séminaire, j'avais des idées conservatrices, une fois sorti, plus du tout. J'ai compris qu'on m'avait trompé : j'étais d'une famille religieuse et ce sentiment religieux a fait de moi un rebelle. Je suis connu pour être un historien marxiste. Très bien ! J'ai lu Marx, j'ai lu les auteurs marxistes et il y en a beaucoup que je considère majeurs comme Eric Hobsbawm qui est pour moi un grand historien contemporain marxiste. Mais j'ai aussi lu d'autres auteurs. Bien sûr, je pense que Marx a révolutionné la pensée surtout quand on pense que la première édition du *Capital* n'a eu que cinq cents exemplaires mais son œuvre fut une révolution que même ses ennemis ont utilisée dans le champ social et politique. C'est une œuvre très importante mais pas la seule. La pensée philosophique ne s'est pas terminée avec Marx. Elle n'est pas terminée aujourd'hui ni demain et même Marx est le résultat d'un cheminement philosophique que l'humanité a produit. Je souhaite rappeler, que d'un point de vue pratique, l'auteur qui a eu sur moi une influence très grande est Vitorino Magalhães Godinho. J'ai lu dans la prison trois volumes qui étaient des documents sur l'expansion portugaise. Remarquez que c'est une œuvre qui édite des sources<sup>4</sup>. Mais quelle fut l'influence de cette œuvre car c'est le seul que j'ai lu de lui dans la prison ? C'est qu'il a repris ces documents des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, mais en plus du texte, il ajoutait des notes de bas de page. C'est un texte qui du point de vue méthodologique est fondamental. Il

---

<sup>4</sup> Page 4.

nous apprenait à lire un texte et c'était un homme ayant des idées de gauche, en conséquence il ne méprisait pas le peuple alors que certains hommes de droite ont un très grand mépris du peuple car pour eux, seule l'élite, seuls les chefs peuvent faire avancer l'histoire. Il est clair qu'il peut y avoir certains individus qui ont un rôle importantissime dans l'histoire, mais il faut observer le corps social dans son ensemble. Après les autres livres de Magalhães Godinho, surtout les *Essais sur l'histoire du Portugal* – qui sont un ensemble d'articles publiés dans le *Dictionnaire d'histoire du Portugal* – sont fondamentaux. C'est le premier grand introducteur de l'histoire économique au Portugal, c'est un historien avec un très grand prestige en dehors du Portugal et je pense qu'il fut d'un point de vue de l'histoire celui qui a eu une grande influence. Non pas que j'ai été un de ses disciples mais je l'ai respecté et jusqu'à sa mort il fut un grand homme. Mais tous les historiens que j'ai lus m'ont influencé, il n'est pas le seul. Nous sommes profondément influencés par ce que nous lisons, influencés aussi bien dans le sens positif que négatif. C'est le processus de la vie de la recherche.

**CA : Retournons à vos études, qu'avez-vous appris à l'Université ?**

**ABC :** J'ai appris un certain nombre de choses parce que j'ai eu deux grands professeurs de philosophie. Un de philosophie grecque et un professeur espagnol Oswaldo Market qui était un professeur de philosophie moderne. Il nous a appris à lire les philosophes. C'était un homme conservateur mais il n'avait pas peur de lire les philosophes et il incitait les élèves à les lire : c'était une vulgate pour que les étudiants ne plongent pas dans le message et l'époque parce qu'ils naissent dans une époque déterminée, qui n'est déjà plus la même langue qu'aujourd'hui. En histoire, j'ai eu des professeurs qui m'ont marqué mais c'est davantage par désaccord. Il y en a peut-être un que j'ai considéré, qui était pratiquement de mon âge et qui m'a appris la paléographie. Mais c'est le seul dans ce panorama. De nombreux auteurs m'ont influencé, des auteurs médiévaux. Il y en a deux que j'ai lus profondément : Fernão Lopes et João de Álvares. Et bien sûr Alexandre Herculano.

**CA : Donc, vous ne gardez pas un grand souvenir de votre passage par l'Université<sup>5</sup> ?**

**ABC :** Je m'en rappelle très bien, si, mais par le biais de la contestation. Je suis passé par des périodes de grandes luttes dans l'Université. Je suis sorti de la prison en mai 1962. Je suis allé à l'Université en octobre. J'ai eu ma licence en 1965 ou en 1966, je ne m'en rappelle plus mais j'ai défendu ma thèse de licence en 1967. Une semaine d'examens, de cours d'histoire et de

---

<sup>5</sup> Page 5.

philosophie d'autant que mon cursus n'existait plus, il n'y avait déjà plus que l'histoire mais j'ai encore eu les deux. J'ai eu comme examen histoire du Portugal, histoire de la philosophie et je ne me rappelle plus des autres cours. Ensuite, il y a eu l'analyse de mon travail sur Leibniz, l'homme de la théorie de la science. J'ai publié un livre qui fut le résultat de ma thèse de licence. L'Université, oui Monsieur, elle m'a surtout marqué après la sortie de prison. Le *Diabo* arrivait chez les étudiants.

**CA : Quand avez-vous commencé à écrire de l'histoire ?**

**ABC :** Dès que je suis sorti de la prison. Le premier texte, j'étais encore en prison. Ce fut un texte sur l'île de Madère. Mais j'ai véritablement commencé à écrire en 1962-1963 : le premier livre que j'ai publié est sorti en 1964. C'était les *Racines de l'expansion. La Révolution de 1383*, il est sorti en 1965. J'ai publié un livre sur Alexandre Herculano en 1965 aussi.

**CA : Avez-vous réussi à publier ces travaux facilement ?**

**ABC :** Je les ai tous publiés et tous dans différentes maisons d'édition. Le premier a été vendu sous le manteau et il a ensuite été republié clandestinement. Il a été ronéoté à l'Université avant le 25 avril et aussi par un étudiant à Bruxelles. Pour la *Révolution*, la PIDE m'a enfermé dans une cellule blindée et on m'a fait attendre pendant plusieurs heures sans me dire pourquoi. Comme je devais aller régulièrement à la PIDE, j'ai poiroté pendant cinq heures, enfermé. Ensuite, la porte s'est ouverte et je suis sorti. Mais je n'ai pas arrêté d'écrire pour autant.

**CA : Avez-vous eu la possibilité d'enseigner ?**

**ABC :** Je ne pouvais pas enseigner mais les directeurs de certains collèges me laissaient enseigner et même faire ce que je voulais. Mais c'était de l'histoire dans le secondaire, de l'histoire et de la philosophie pour les lycées. Je n'ai pas toujours facilement trouvé du travail. Les places n'étaient pas toutes ouvertes. J'ai aussi été journaliste en 1968 pour un journal qui venait d'être fondé, le journal *Capital* qui n'existe plus aujourd'hui. Et j'ai collaboré dans différents journaux et revues<sup>6</sup>.

**CA : Dans cette mesure, comment décririez-vous votre situation matérielle ?**

**ABC :** C'était très compliqué. J'ai eu une vingtaine ou une trentaine d'emplois. C'était prise de fonction et sortie rapidement. Je vivais fondamentalement de traductions et de cours

---

<sup>6</sup> Page 6.

particuliers. J'ai ainsi organisé ma vie. J'ai ensuite enseigné à l'Université parce qu'une assemblée de professeurs et d'élèves, juste après le 25 avril, m'ont proposé sur une liste indicative pour devenir enseignant. J'avais déjà publié une collection en quatre volumes qui je pense a eu une certaine influence : *Le Portugal dans l'Espagne arabe*. Ceci a provoqué une certaine polémique à l'Université parce que la professeure d'histoire médiévale affirmait qu'il n'y avait pas de vestiges arabes au Portugal. Ils sont restés cinq cents ans mais elle attestait qu'il n'y avait pas de vestiges. Nous avons alors eu une discussion et je lui ai dit qu'il y avait des milliers de pages qui se référaient au Portugal. En conséquence ce livre a eu un certain impact et a influencé l'archéologie parce que l'archéologie était à la recherche de ce qui était romain et ils faisaient table rase de ce qu'ils trouvaient au milieu. Aujourd'hui non, il y a maintenant un grand développement traitant des vastes vestiges et des nombreux restes du passé islamique. J'avais avant publié un livre avec un titre agressif *Communes ou Conseils ?* avec pour base un ensemble de documents chrétiens médiévaux. C'était une analyse des conseils et de la création de ces derniers. Je crois que c'est un livre réussi.

**CA : Pour la publication de vos livres, avez-vous eu une maison d'édition préférée ?**

**ABC :** Les maisons d'édition avaient une vie extrêmement difficile. J'ai eu trois premières maisons d'édition. Prelo fut celle qui a édité mon premier livre, *les Racines*, Portugália est la seconde maison d'édition qui a publié de nombreux auteurs comme Armando Castro et enfin c'est Seara Nova qui a publié *Portugal dans l'Espagne arabe*. Il y a ensuite eu une autre maison d'édition majeure qui est encore aujourd'hui ma principale maison d'édition. Cette maison n'a plus vraiment d'autonomie. De nos jours, les maisons d'édition et les librairies sont en train de disparaître.

**CA : Pourriez-vous me décrire les pressions que pouvaient subir les maisons d'édition ?**

**ABC :** Chez Portugália, où était un de mes amis, j'ai voulu publier mon livre, mais comme le premier a été interdit, la maison d'édition a eu peur. Un jour, j'ai appelé et j'ai dit que j'avais trouvé une autre maison d'édition et que s'il ne le publiait pas, j'irai solliciter l'autre. Et de fait, il l'a finalement publié. J'étais à cette époque en train de traduire un texte pour cette autre maison d'édition qui a ensuite publié mon livre sur Alexandre Herculano<sup>7</sup>. Il était donc un peu sous pression. Ceci pour vous donner l'idée que les livres n'allaient pas directement à la censure, mais ce qui est évident c'est qu'ensuite la censure punissait ces maisons d'édition en

---

<sup>7</sup> Page 7.

interdisant la diffusion des livres. Mais de façon générale, la grande masse des maisons d'édition – masse non, parce qu'elles étaient peu nombreuses – était progressiste et était ouverte à publier des choses. Bien sûr, dans un langage modéré.

**CA : Avez-vous dans votre écriture, ressenti cette pression ou vous êtes-vous autocensuré ?**

**ABC :** J'ai senti des pressions quand on a interdit mon premier livre. Pour ce qui concerne le langage, je ne changerais aucune ligne. Le langage peut être, le terme est un peu fort, séditieux, plus agressif ou bien plus engagé. Le second livre et le troisième, n'ont pas le même langage que le premier. Non pas que le langage du premier livre, les *Racines*, soit agressif. Le gouvernement pensait que je voulais contrarier ses thèses. Nous étions dans une période où la guerre coloniale était à l'horizon et était vive. Mais le livre ne parle pas de la guerre coloniale. Il parlait des racines économiques de l'expansion. Pour eux, il n'y avait pas de raisons économiques. Ils ont été en Orient voler des tonnes, attaquer des navires et des villes. Mais tout cela n'avait rien à voir, même si on en restait qu'au XX<sup>e</sup> siècle. Les vagabonds allaient là-bas parce qu'ils étaient des héros et allaient répandre la foi. C'était cette idée que défendaient nos auteurs conservateurs et qui vibrait dans beaucoup d'écoles. Mon livre n'avait d'aucune façon cette vision, c'était donc un pavé dans la mare.

**CA : C'était d'une certaine forme, une reprise de l'attaque qui avait opposé Magalhães Godinho avec Joaquim Bensaúde dans son *Doutes et problèmes à propos de certaines thèses de l'histoire de l'expansion* ?**

**ABC :** Magalhães Godinho n'a pas attaqué Bensaúde, c'est une analyse qu'il a faite, une analyse des matériaux et son but n'était pas de faire à proprement dit une attaque. Il a d'autres livres qui montrent que ce n'était pas une attaque. Mes livres ne sont pas des attaques. Aucun d'eux. Ils usent un langage et de temps en temps leurs conclusions mordent, ferment, et sont alors perçues comme des attaques<sup>8</sup>.

**CA : Mais comme il y avait un risque que votre livre soit perçu comme une attaque, votre maison d'édition ne vous a pas demandé de couper certains passages ?**

**ABC :** Quand j'ai fait mon doctorat, sur l'Inquisition à Évora – cette thèse a été publiée et je crois que c'est un des livres les plus originaux que j'ai écrit – un des membres du jury m'a

---

<sup>8</sup> Page 8.

proposé de repousser la défense de la thèse. J'ai dit que chacun devait assumer ses responsabilités, moi les miennes et vous les vôtres. Il est clair que beaucoup de personnes étaient venues pour voir s'ils allaient me refuser le grade de docteur ou non. Bien sûr, à cette époque, l'idée selon laquelle l'Inquisition avait été bénéfique au Portugal et avait permis d'éviter les guerres de religion dominait. Même s'il y avait eu un certain livre de António Baião, écrit encore pendant la période républicaine, mais qui a vécu durant la dictature et qui fut directeur de la Torre do Tombo, avait publié un *Épisodes dramatiques de l'Inquisition portugaise*. C'est un livre qui montrait les victimes de l'Inquisition portugaise. C'est un livre qui a un langage très fort, car il démasquait tout ce qui touchait à l'Église et qui était d'une lecture difficile. Mais avec les maisons d'édition, je n'ai jamais eu cela, ils m'ont laissé une liberté totale.

**CA : Et quelle appréciation porteriez-vous sur les bibliothèques et les archives qui permettaient aux historiens de travailler ?**

**ABC :** Avec les difficultés de l'époque, mais pas seulement celles-là, il y avait des fonctionnaires qui cherchaient et m'aidaient parce qu'ils connaissaient les archives et il y en a d'autres dont il fallait que je me cache. Imaginez la Bibliothèque nationale, où il y a eu des gens qui m'ont appuyé mais il y a aussi eu des gens, quand ils ont su que je travaillais sur l'Inquisition et qui savaient qu'il y avait un procès qui était dans un codex qui avait toute une série d'autres noms, je mettais toujours le nom le plus anodin, le moins connu pour éviter les ennuis. Parce que sinon le codex aurait été examiné et ne pourrait pas être rendu public et ainsi de suite. Des choses de la sorte, j'en ai eu plusieurs. Mais j'ai toujours réussi à cacher le tout et à avoir ce que je voulais. Et j'ai passé un certain nombre d'années à travailler dans les archives. Tout cela était le fait d'un fonctionnaire conservateur et catholique. Il savait que je pouvais nuire. Mais cela était très sporadique, le principal problème est qu'il y avait très peu d'argent pour organiser tout cela. La plupart de ces fonctionnaires étaient très dévoués aux archives et ils ont fait un travail notable de conservation de l'archive.

J'ai davantage fréquenté les archives de la Torre do Tombo mais aussi celles d'Évora. Il y avait aussi les archives de l'Académie des Sciences. Celles où j'ai le moins travaillé et qui sont pourtant très riches sont celles du palais de Ajuda<sup>9</sup>.

**CA : Avez- vous toujours vécu à Lisbonne ?**

---

<sup>9</sup> Page 9.



**ABC :** Oui. J'ai été à Paris en vacances, j'avais à cette époque publié le livre de Leibniz et une traduction de Spinoza, le *Traité sur la réforme de l'entendement* et aussi une anthologie de Leibniz. C'est à cette époque que j'ai abandonné le journal parce que je sentais que je devais me concentrer sur la recherche et j'ai refusé de faire la couverture de la guerre coloniale. Les seules choses originales qui restaient à faire dans ce métier était de suivre les policiers et les voleurs, car tout le reste venait déjà cuisiné par les ministères et il ne restait que les informations parvenues par d'autres agences de presse.

**CA : Au Portugal, aviez-vous des contacts avec d'autres historiens ? Quelles étaient vos relations avec d'autres groupes de chercheurs ou d'intellectuels ?**

**ABC :** J'ai toujours été un homme assez solitaire mais j'en avais oui. Avec Armando Castro, Magalhães Vilhena qui était un homme de l'histoire de la philosophie, Magalhães Godinho mais nous avons eu un désaccord, avec Joel Serrão et José Tengarrinha. Je m'entendais bien avec eux tous. Ce n'était pas véritablement une école même si Armando Castro était volontairement un historien marxiste, un homme avec des textes fondamentaux pour l'histoire médiévale et qui était un économiste qui écrivait de l'histoire. L'école des Annales a eu une grande influence, notamment la collection « Faire de l'Histoire » et Fernand Braudel.

**CA : L'accès à cette littérature était facile ?**

**ABC :** Dans les années 1960, il y avait une forte émigration et ainsi, l'entrée clandestine de tout ce qui se publiait en France. Un auteur qui à cette époque était très lu était Althusser. Je préférais lire les gens qui étaient davantage liés à l'histoire et à la philosophie. Les livres arrivaient avec les personnes qui allaient à Paris et revenaient, ils venaient dans les bagages en prenant des risques. Une grande partie n'était pas très risquée car les policiers ne les connaissaient pas et tant que n'apparaissaient pas ces quelques mots clés : Marx ou autres. On les vendait dans les librairies en dessous du tapis. J'avais un ami à moi qui était officier de la marine qui m'a apporté une malle entière de livres d'Italie, cela avant ma prison<sup>10</sup>. Quand j'ai été emprisonné, ma femme a gardé la malle chez une amie à elle. L'amie en question, quand elle a su que j'étais en prison, est allée voir le boulanger et lui a demandé de brûler les livres (*rires*). Le courant anglo-saxon avait un poids peu important, c'était le courant français qui était dominant mais je trouvais étrange qu'il n'y avait rien en Italie. J'ai tenté.

---

<sup>10</sup> Page 10.

Seulement les livres les plus récents ne sortaient pas. Il y avait certains professeurs qui tentaient de faire venir les livres les plus récents. Il était impossible de tout contrôler, même dans la prison on arrivait à faire entrer des choses. Tout cela malgré un grand contrôle aux frontières.

**CA : Étiez-vous lié à d'autres auteurs que des historiens ?**

**ABC :** J'étais lié à tous les auteurs qui luttait contre le fascisme, tous. Il y a eu des rencontres et j'y ai participé. Il y a eu un repas de la maison d'édition Presença où j'ai publié Alexandre Herculano et je fus traducteur. Il y avait des réunions et d'autres non pas pour parler d'histoire mais de la dictature et de la guerre. Il y avait une grande solidarité. Je n'ai jamais été attaqué. Il y a eu au moment du centenaire de 1383 une série d'articles misérables de l'*Expresso* qui m'attaquaient mais aussi par des maoïstes du MRPP. Mais les professeurs ont réagi en bloc<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Page 11.



## Entretien avec Joaquim Romero Magalhães (17/02/2017)

*Conseillé par Sérgio Campos Matos, j'ai profité d'un séjour dans ma famille pour rencontrer Joaquim Romero Magalhães à Coimbra. Économiste de métier mais historien de formation, originaire de l'Algarve, il a toujours vécu à Coimbra depuis ses études. Joaquim Romero Magalhães était de ces personnes qui sans vous connaître vous conduisent en vous attrapant le bras, marquant tout de suite une proximité. Il m'a reçu dans l'un de ses bureaux, qui était en fait un petit appartement – sous-entendu un deux-pièces – dont une pièce était remplie de livres dont beaucoup en français. Il est décédé le 24 décembre 2018.*

**Christophe Araújo :** L'objet des entretiens que je réalise est d'avoir, à travers les expériences personnelles de celles et ceux qui ont étudié et écrit de l'histoire avant 1974, une radiographie du milieu universitaire et ce qu'était être historien durant l'*Estado Novo*, que ce soit pour les historiens proches idéologiquement du régime et ceux de l'opposition.

**Joaquim Romero Magalhães :** Je dois vous confesser que je ne me suis jamais beaucoup intéressé à l'historiographie, c'est Sérgio Campos Matos qui m'a poussé à faire quelques notices biographiques du *Dictionnaire des historiens portugais*. J'ai comme tout le monde étudié de l'histoire dans le secondaire. J'ai eu de bons professeurs au lycée. Des professeurs qui n'étaient pas – comment dirais-je – intellectuellement sujets à l'*Estado Novo*. C'étaient des gens que je connaissais bien car mon père était professeur de lycée et était un républicain historique. Et ensuite, je suis allé à l'université de Coimbra. Je ne voulais pas vraiment être professeur mais j'ai quand même été un bon professeur. J'ai voulu faire du droit. Mais j'ai trouvé cela insupportablement ennuyeux de telle façon que je suis passé à la Faculté de Lettres parce que je voulais rester à Coimbra.

Je suis de l'Algarve. Mon père était professeur à Faro, je suis *fareense* de passage disons. Je suis venu ici et je suis resté ici pour le théâtre. J'adorais le théâtre. Je faisais partie d'un groupe qui était très prestigieux et nous représentions surtout Gil Vicente et les auteurs grecs<sup>1</sup>. Nous avons aussi fait quelques auteurs modernes, comme Federico García Lorca, mais nous étions un groupe de théâtre un peu traditionnel.

---

<sup>1</sup> Page 1.

J'ai donc été à la Faculté de Lettres. La Faculté de Lettres était un véritable désastre. Parmi les professeurs, il y en avait deux qui étaient bons. Un qui avait la chaire de théorie de l'histoire, mais qui était une chaire mal nommée. C'était un grand maître qui venait de la philosophie, Sílvio Lima et celui de philosophie qui était Miranda de Barbosa, un excellent professeur. Le reste était du pire que vous pouvez imaginer. Mais du pire ! Seulement pour vous donner un exemple. Le professeur d'histoire orientale, qui était au demeurant le même que celui de Pré-histoire, et d'Antiquité grecque ainsi que d'histoire moderne et contemporaine. Ce type, une des questions qu'il faisait dans les examens : de quoi était composé le panier où était le serpent qui a tué Cléopâtre. Voilà. Et selon les années c'était un panier de roses ou bien de figues. Mais ça c'était pour vérifier que les étudiants étaient bien allés au cours.

Il y avait quelques autres bons professeurs. J'ai eu un grand professeur d'histoire de la culture grecque, Maria Helena da Rocha Pereira ; j'ai eu un excellent professeur d'histoire du Brésilien, un Brésilien par ailleurs, Guilhermino César. C'était un excellent professeur. Mais pas beaucoup plus. Le reste était un désastre.

Je ne vais pas vous dire que c'était un enseignement idéologiquement de droite à cette époque : c'était un enseignement qui n'avait aucune qualité, des étrangetés, ennuyeuses, des choses qui n'avaient aucun intérêt. Je ne sais pas s'ils avaient très conscience de l'idéologie du pouvoir. Ils étaient de très mauvais professeurs qui savaient bien peu de choses.

Cependant, la Faculté de Lettres avait une chose magnifique : la bibliothèque. Elle était excellente. À cette époque elle avait tout. Nous sommes en train de parler entre 1960 et 1965. Elle avait toutes les publications de l'École Pratique des Hautes Études. Beaucoup de collections et de tous les auteurs : Le Roy Ladurie, Chaunu et son *Séville et l'Atlantique*. Tout cela était dans la bibliothèque. Mais notez qu'à la fin du cours j'ai décidé de faire quelque chose de sérieux. J'ai donc rencontré Vitorino Magalhães Godinho. Cela a complètement changé ma vie. J'ai eu une conversation avec lui, où il m'a envoyé lire quelques livres. Pour certains, je ne connaissais même pas les auteurs et je ne savais même pas comment s'écrivaient leurs noms. Je me souviens que le seul que je connaissais et que j'avais lu était *La Société Médiévale* de Marc Bloch. Rien de plus. Je l'avais lu parce que j'aimais lire, non pas parce que les professeurs voulaient qu'on le lise. J'ai demandé à la Faculté – j'étais déjà en cinquième année – *La Méditerranée* de Braudel et j'ai eu le livre pendant un an à la maison parce que personne n'en a eu besoin à la Faculté<sup>2</sup>. Nous sommes en 1965. Aujourd'hui, les élèves pourraient dire qu'ils n'ont jamais lu Braudel. C'est dommage, c'est une bêtise, mais de nos jours cela n'a pas la même signification.

---

<sup>2</sup> Page 2.

Donc, vous voyez, le désintérêt était complet. Mais les choses étaient là. Les *Annales* y étaient, les revues espagnoles qui sortaient à cette période des choses fabuleuses, surtout celles qui étaient liées à l'école de Jaume Vicens i Vives. En conséquence, l'accès était possible. Ils ne limitaient rien. Mon professeur brésilien, Guilhermino César, citait et même demandait de lire, par exemple, Caio Prado Junior, un marxiste Brésilien. Ils ne se préoccupaient pas du tout cela. On pouvait lire sans aucun problème. Après, bien sûr la sélection pour l'enseignement était faite en fonction de ce qu'ils voulaient, avec des gens qui leur convenaient. N'est-ce pas ? Mais une fois que l'on enlève cela, la formation en pâtissait parce qu'ils ne voulaient rien. Ils n'exigeaient rien et ne prétendaient pas à ce que nous sachions quelque chose. Mais comme je vous l'ai dit, j'ai commencé à travailler avec Magalhães Godinho, et là les choses ont complètement changé de cours. Ma formation fut celle-là.

Elle a donc été en grande partie autodidacte. J'ai voulu étudier et surtout j'ai été dirigé par Magalhães Godinho et là fut ma chance. Parce que jusque-là, la Faculté ne m'a pas intéressé. Mais je pense que peut-être à Lisbonne il y avait une meilleure qualité. Avec Jorge Borges de Macedo, avec Oliveira Marques qui étaient encore à Lisbonne et même Virgínia Rau, qui n'était pas une grande historienne mais qui savait indiquer les bons auteurs. Il y avait la possibilité de faire de la géographie humaine avec Orlando Ribeiro. Il y avait donc des choses plus sympathiques. Mais ici nous avons le théâtre et j'ai été président de l'Association des Étudiants. Je me suis donc dédié à d'autres choses qu'aux études d'histoire à proprement dit à cette époque.

**CA : Vous avez signalé que vous avez été dirigé par Magalhães Godinho ici, mais comment est-ce possible<sup>3</sup> ?**

**JRM :** Notez. J'ai choisi comme directeur de thèse – à cette époque, nous faisons une thèse à la fin de la licence – une personne avec qui je m'entendais très bien qui est le professeur Salvador Dias Arnaut. Ce n'était pas un très grand professeur mais c'était une excellente personne. Et il lisait très bien : il savait lire et il voyait très bien les choses<sup>4</sup>. Mais il n'était pas très préoccupé par la recherche. Il promenait son chien et passait son temps à raconter des histoires invraisemblables : comment étaient les cheveux de Inês de Castro, des choses du genre. Mais c'était une très bonne personne et je lui ai dit : « Je vous préviens que je vais faire la thèse avec Magalhães Godinho » et il m'a répondu : « Faites, faites, profitez-en ! ». Cela s'est passé comme ça. J'étais un bon élève mais je n'étais pas un excellent élève. Il savait très bien que je n'allais pas être engagé comme enseignant à l'Université, c'est pour cela que cela ne le

---

<sup>3</sup> Il n'était plus professeur au Portugal ni en France.

<sup>4</sup> Page 3.

préoccupait pas trop. Nous étions indifférents. Il n'y avait pas, mieux dit, je n'ai jamais senti quelconque contrôle idéologique. Jamais. J'ai toujours fait ce qui me plaisait. Je ne peux pas me plaindre de ce côté-là. Mais je me plains du manque de qualité. Cela oui ! C'est pour cela que je pense qu'à Lisbonne, Borges de Macedo était davantage dans le contrôle idéologique que les gens d'ici, bien qu'étant un bien meilleur professeur. Cela sans aucune hésitation.

**CA : Comme Magalhães Godinho n'était plus dans les cadres enseignants, comment s'est passée votre soutenance de thèse de licence ?**

**JRM :** En effet, il avait été expulsé. Mais il n'y a pas eu de problème. Godinho n'est pas venu. Dans le jury, il y avait l'ancien ministre de l'Éducation, Lopes de Almeida, qui était une personne enchanteresse mais qui ne donnait jamais cours. Il trouvait toujours une façon de ne pas faire cours. Il a été directeur de la bibliothèque générale et il y a fait un merveilleux travail. Mais pour les cours, il ne fallait pas compter sur lui, bien qu'il fût un excellent orateur. Il parlait très bien. Il ne m'a jamais fait pression. De temps en temps, il apparaissait dans les séminaires de licence. Il m'a donné des livres dont un d'un maître érudit fantastique, Robert Ricard, qu'il avait édité.

Après la licence, j'ai été dans l'enseignement secondaire. J'ai été professeur d'histoire et de philosophie. J'ai dû faire le stage dans ces deux matières même si je n'ai pas enseigné la philosophie. J'ai été par ailleurs assez bon dans cette discipline. J'ai été stagiaire à Porto, et j'ai fait le service militaire entre les deux. En 1973, a ouvert ici la Faculté d'Économie. Et à cette époque, le directeur était une personne spéciale, un homme de l'opposition mais proche du ministère, c'était Veiga Torres et il a essayé de faire venir Godinho ici. C'est ici que je suis entré comme assistant de Godinho. J'ai toujours été dirigé par lui. J'ai fait mon doctorat avec lui. Je lui dois beaucoup, toute ma carrière. Il a vraiment été mon grand maître<sup>5</sup>.

**CA : Vous êtes donc devenu professeur à l'Université en 1973. C'était encore l'Estado Novo : comment était l'ambiance ?**

**JMR :** Oui et je suis resté ici jusqu'à la fin. Comme j'ai eu la chaire, je suis resté. C'était bien mais c'est fini. Quand je suis entré, l'ambiance était différente, le directeur était un républicain qui ne m'a jamais dit de faire ceci ou cela, J'ai toujours fait les choses comme je l'ai voulu. J'ai donc commencé à donner cours en octobre 1973 et le 25 avril est vite arrivé. J'ai de bons souvenirs du Docteur Eduardo Correia. Parce que, comme je l'ai dit, j'ai toujours fait ce que je

---

<sup>5</sup> Page 4.

voulais. Mais je ne me suis jamais approché de ces personnes qui dirigeaient. N'est-ce pas ? De plus, je ne me suis jamais senti ligoté idéologiquement. Et ils savaient : j'ai été président du Théâtre des Étudiants et président de l'Association Académique, pour une liste de gauche. Les professeurs ne m'ont jamais causé des ennuis, ils n'y prêtaient pas attention. Ils se contentaient d'enseigner ces bêtises. Cela me fait penser à l'histoire moderne et contemporaine. Il fallait que nous nous rappelions des papes. Nicolas... je ne me rappelle même plus. Paul je ne sais pas combien. Comment est mort Paul III... je ne sais plus. Bref, les papes de la Renaissance, les Borgia. Ce pape est mort de la sorte : il était très gourmand et donc il est mort d'une indigestion de melons. Ou bien ce fut un diable qui est sorti de sa bague et qui l'a étranglé. (*Rires*). C'était cela qu'on nous demandait dans les examens. Un examen où j'étais en grosse difficulté pour répondre, mais une amie m'a soufflé la réponse : « Qui était l'amante de Laurent de Médicis ? » (*pause*) Histoire moderne et contemporaine ! Et sur l'histoire contemporaine, il n'y avait rien.

**CA : Votre thèse de licence était sur l'histoire moderne n'est-ce pas ?**

**JMR :** Oui, je suis moderniste. C'est seulement après, à la fin de ma carrière que j'ai commencé à publier sur la République. Mais seulement à la fin de mon parcours académique. J'ai toujours été moderniste. Ma thèse de licence a été sur l'Algarve économique. Ils ne m'ont rien dit, du tout, et ils m'ont même donné une bonne note.

**CA : Et quand vous étiez en train de donner des cours au lycée, avez- vous continué à écrire de l'histoire ?**

**JMR :** Quand j'étais enseignant dans le Secondaire, j'ai commencé à publier des articles. J'ai fait mes premiers pas dans *Seara Nova* sur les mutins de 1637<sup>6</sup>. Comme j'étais professeur de lycée à Porto, j'allais à la bibliothèque municipale qui était superbe et comme j'avais un jour de libre par semaine, j'y allais régulièrement. Ce furent de belles années.

**CA : Comment décririez-vous le climat entre les professeurs et les étudiants à l'Université ?**

**JMR :** Les professeurs ici, n'étaient pas... voyons : certains de ces incompetents étaient un peu distants. Ce professeur d'histoire contemporaine, et d'histoire orientale, et d'histoire grecque et de Préhistoire, qui donnait tous les cours, je n'ai jamais parlé avec lui. Après les autres, en général étaient des personnes agréables. Arnaut était une excellente personne avec qui on

---

<sup>6</sup> Page 5.



pouvait parler. Il y en avait d'autres très sympathiques. Mais d'autres étaient très austères. Un professeur dont je me souviens pour de mauvaises raisons est celui d'histoire médiévale, Torquato de Sousa Soares. Il était à moitié fou. À moitié fou, non. Il était fou. Il donnait un cours et parlait, parlait, il racontait des histoires : « Quand j'ai été au Brésil, quand j'ai été à Rome, quand j'ai été à Paris ». Il donnait des bonnes bibliographies. Ça c'est vrai. Après, à nous de nous débrouiller... c'est comme ça que j'ai lu Marc Bloch ! Mais il était tellement fou qu'une fois, ici à la Faculté de Lettres, quand arrivait l'heure, arrivait un bedeau qui ouvrait la porte et disait : « Monsieur le Docteur, il est l'heure » car il n'y avait pas de sonnerie. Et Torquato s'est tourné vers nous et nous a demandé : « Nous sommes dans un cours de quoi ? De quoi ? ». Il ne savait même pas de quoi il devait parler. Il y a certaines personnes qui disent que j'exagère. Mais cela est authentique : je n'exagère pas !

Après, par le biais de Godinho, j'ai connu des personnes fantastiques, dont des Français. J'ai connu Frédéric Mauro, Albert Silbert aussi : ce dernier très bien même, et je suis resté ami avec Silbert. J'allais beaucoup à Paris quand j'étais dans les échanges Erasmus. J'ai aussi été donner des cours à l'École Pratique deux fois. Silbert fut un de mes grands amis de Paris. Je l'ai connu chez Godinho. Mauro je l'ai aussi connu relativement bien, et d'autres. Des personnes enchanteresses comme Luís de Matos, qui fut le directeur de la Bibliothèque Gulbenkian et qui a écrit un livre sur les Portugais en France, lui qui fut lecteur à la Sorbonne durant les années de la Seconde Guerre mondiale et a beaucoup lu sur les Découvertes à partir des sources latines. J'ai aussi bien connu Barradas de Carvalho. Quand il était déjà rentré à Lisbonne, comme pour Luís de Matos. Une personne très intéressante mais qui n'était pas dans l'Académie est António Carreira. Il a beaucoup travaillé sur ce qui relevait de la Guinée et du Cap Vert<sup>7</sup>.

J'ai aussi été très ami avec Luís Ferrand de Almeida. Il était un excellent chercheur mais pas un grand professeur car il était une personne très timide et il éprouvait certaines difficultés à dépasser la barrière avec les élèves. Mais il fut un grand chercheur et il était une excellente personne. Après est arrivée du sang neuf qui n'avait rien à voir avec ces gens âgés et cela a beaucoup changé, et de quelle façon !

**CA : Avez-vous une idée de pourquoi est-ce que vous avez étudié de l'histoire ?**

**JMR :** Moi ?

**CA :** Oui.

---

<sup>7</sup> Page 6.

**JMR :** Non (*rires*) Pourquoi j'ai été en histoire ? Je le sais très bien. J'ai été en droit mais ce que j'aimais vraiment, c'était la littérature. Simplement, je pouvais passer directement du droit à l'histoire sans faire aucun examen et redoubler. Pour la littérature, j'étais obligé de redoubler et j'ai trouvé ça trop pénible. C'est donc pour cela que j'ai été en histoire. C'est seulement après que j'ai commencé à aimer. Il y a certains auteurs qui vous marquent : en plus de Godinho, celui qui m'a marqué est Braudel. Sans aucun doute. Je pense même que j'ai tout de Braudel. Même un livre pour lequel vous (*note : les Français*) n'avez pas accordé beaucoup d'importance mais qui je pense est très important qui est *l'Identité de la France*.

**CA :** C'est un livre qui est encore, parfois étudié dans nos cursus.

**JMR :** Oui mais c'est surtout le grand livre sur le capitalisme qui est étudié. J'ai la première édition d'Armand Colin qui m'a coûté une immense somme. Quelle folie !

**CA :** **Retournons à vos conditions d'études, travailliez-vous ou bien vos parents vous aidaient-ils ?**

**JMR :** Mon père s'est occupé de tout. Et jusqu'au bout de la formation. Mon père ne gagnait pas beaucoup. Il était professeur de lycée, avec tous les échelons possibles mais le salaire était faible. Tous l'étaient à cette époque. Mais c'était supérieur à ce qu'il fallait pour obtenir la bourse. Je n'ai pas eu le droit à une bourse d'étude du fait du salaire de mon père. C'est pour cela que mon père a tout payé.

**CA :** **À cette époque, les frais d'inscription étaient-ils élevés<sup>8</sup> ?**

**JMR :** Non, non. Ils étaient bas. C'était 1 100 escudos par an. C'était peu significatif. Cela correspondait à un mois de séjour approximativement. Rien de plus que ça. J'ai habité dans une république. Durant quatre ans, jusqu'à ce que je me brouille avec certaines personnes.

**CA :** **Comment était l'ambiance dans votre république ?**

**JMR :** Elle était agréable. Très agréable. Nous étions tous opposants. Certains davantage liés au Parti Communiste qui était – disons – la grande force souterraine, d'autres moins. Je n'ai jamais été communiste. J'étais socialiste et je suis socialiste. Donc il y avait ces petites différences. À l'époque, on ne le sentait pas trop parce que l'objectif était l'ennemi en vue.

---

<sup>8</sup> Page 7.

**CA : Pouvez-vous nous parler de votre expérience en tant que directeur de l'Association Académique ?**

**JMR :** Ce fut très décevant. Parce que là, le contrôle politique était énorme. Le recteur était toujours derrière nous. Nous avons été menacés, poursuivis par des procès disciplinaires qui n'ont rien donné. Ce fut difficile, très difficile mais j'ai beaucoup appris à faire avec cette troupe, ces gens mauvais, de mauvais fois.

**CA : Vous n'aviez pas de représentation au Sénat Universitaire c'est ça ?**

**JMR :** Nous avons essayé. Parce que dans la législation républicaine, il y avait une place pour l'Association Académique dans le Sénat universitaire, or cette législation était toujours en vigueur mais ne s'appliquait pas. Nous avons essayé de nommer un représentant, un avocat qui était déjà à la retraite. Mais cela n'a jamais été accepté. Par ailleurs, l'Assemblée Générale de l'Université ne s'est jamais réunie durant toutes ces années. Ce sont les professeurs les responsables de cette situation. Parce que la majorité des professeurs étaient des laquais de l'*Estado Novo*. Sans aucun doute. En 1962, il y a eu un mouvement académique très important. Nous étions contre la politique du gouvernement : ils ont fermé l'Association Académique qui était encore dans la Alta et donc nous avons décidé de rentrer par la force. Nous nous y sommes installés. Nous avons été emprisonnés. On savait très bien que cela allait arriver. Alors que nous attendions que la police vienne nous chercher, il n'y a eu que trois professeurs qui sont venus nous voir. Trois ! Vous voyez un peu la situation. Il s'agissait de Paulo Quintela, Fernando Martins e Luís de Albuquerque<sup>9</sup>.

**CA : Quand vous commencé à écrire de l'histoire, aviez-vous des contacts avec d'autres historiens ?**

**JMR :** J'ai écrit un article et je ne savais pas où le publier. J'avais beaucoup d'attachement à *Seara Nova* depuis toujours. Mon père était abonné à *Seara Nova*, à *Vértice* et à *República*. C'était un opposant silencieux, mais un opposant. J'ai alors écrit à José Tengarrinha qui avait été élève de mon père au lycée et je lui ai donc demandé où est-ce que je pouvais publier un article. Maintenant je le tutoie mais à l'époque je pense que je le vouvoyais encore.

Il l'a tout de suite publié. Le directeur à cette époque était Augusto Abelaira. J'ai connu Joel Serrão et José-Augusto França. À cette époque Tengarrinha n'était pas professeur universitaire. Il y avait déjà avant 1973 un groupe d'études sur le XIX<sup>e</sup> au Grémio Literário de Lisbonne.

---

<sup>9</sup> Page 8.

**CA :** Oui, en effet, quand j'ai rencontré José Manuel Tengarrinha, il m'a parlé de ce cycle de conférences. Êtes-vous parvenu à assister à une de ces conférences ?

**JMR :** Oui, oui, j'y ai été. Comme j'étais déjà à l'Université et que le directeur nous incitait et nous demandait même d'y aller et il faisait tout pour : il payait le voyage et le séjour. Ces choses qui sont très importantes. Je me souviens avoir été au Grémio Literário à Lisbonne. Après, quand Godinho est revenu, avec sa *Revue d'Histoire économique et sociale*, chez Sá da Costa, cette collection verte. Quelqu'un appelait cela *les petites Annales du Professeur Godinho* (note : dit en français). Il faisait des réunions où apparaissaient Oliveira Marques, Carreira et dans ces réunions il y avait une vraie convivialité entre historiens qui a ensuite permis de créer l'Association portugaise d'histoire économie et sociale, qui fut fondée ici à Coimbra par nous, à la suite de ces réunions. J'ai connu Oliveira Marques dans un endroit où beaucoup de gens se rencontraient, à la Torre do Tombo. Il y avait 20 places et souvent il fallait attendre dehors et c'est comme ça que je l'ai connu. C'est un peu après que j'ai eu de meilleures relations avec lui et avec d'autres.

**CA : Profitez-vous de vos voyages à Lisbonne pour fréquenter d'autres archives ?**

**JMR :** Si on enlève la Bibliothèque Nationale, parce que la bibliothèque de Coimbra suffisait, même s'il y a des choses qui ne sont que dans la BN, il fallait de toute façon aller à Lisbonne. La Torre do Tombo était encore dans le palais de São Bento<sup>10</sup>. J'y ai eu beaucoup d'amis, notamment Pereira da Costa, qui fut directeur, sa femme qui fut une grande historienne, Maria Clara Pereira da Costa – une personne fantastique – et d'autres archivistes qui étaient là-bas comme Maria Francisca Andrade. C'était une paléographe fantastique, je n'ai jamais vu quelqu'un qui avait une telle facilité pour lire toutes les écritures. Il suffisait d'arriver à côté d'elle et de demander : « Qu'est-ce que vous lisez là ? ». C'était une ambiance très agréable. Il y avait une majorité de femmes et il paraît qu'elles ne s'entendaient pas très bien. Mais elles facilitaient la vie des lecteurs. Mais cet horaire ! De 11h à 16h ! À partir de 15h, on ne pouvait plus rien demander. C'est Pereira da Costa qui a préparé le nouveau bâtiment.

**CA : Vous n'avez jamais eu accès à une bourse ?**

**JMR :** Non et je n'en ai jamais sollicité. De nos jours, avec les projets de recherche, il faut chercher de l'argent. Mais moi je n'ai jamais fait ça. J'ai fait mes choses dans mon coin.

---

<sup>10</sup> Page 9.

**CA : Comment était votre situation financière à cette époque ?**

**JMR :** Je gagnais peu, mais cela suffisait. Ma femme travaillait aussi et nous n'avons eu que deux enfants. Nos salaires nous suffisaient. J'ai eu de la chance parce que l'Université a toujours payé mes déplacements. Ils nous payaient même le train en Première classe. Maintenant ils ne payent plus mais ce n'est pas grave. C'était comme ça. J'ai eu une dispense de cours pour écrire ma thèse de doctorat. Je ne me plains pas de la Faculté de Lettres, de la qualité de l'enseignement oui, mais pas des facilités. Ils nous laissaient demander beaucoup de choses. Je n'ai jamais eu de difficultés<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Page 10.

## Entretien avec José Mattoso (08/03/2017)

*Malgré les difficultés pour avoir son contact, une fois que j'ai réussi à obtenir son mail par le biais de l'un de ses disciples, Bernardo Vasconcelos e Sousa – qui était le propriétaire du dernier appartement que j'ai occupé à Lisbonne –, j'ai rapidement pu rencontrer José Mattoso, grand maître de l'histoire médiévale portugaise. Il m'a reçu dans son agréable appartement avec vue sur mer, à São Pedro de Estoril. D'abord un peu circonspect, me demandant si j'avais déjà écrit quelque chose, je lui ai donné mon plan de thèse et il a simplement remarqué que pour cela il fallait 1000 pages ! Un peu inquiet, confessant ne pas être un grand communicant, le flottement du début s'est rapidement estompé et l'entretien a pu commencer.*

### **Christophe Araújo : Quel est votre milieu social ?**

**José Mattoso :** Je suis né à Leiria, en 1933. Mon père était professeur dans l'enseignement secondaire. Il a écrit un manuel d'histoire qui a été adopté pendant longtemps comme livre scolaire unique. Il était d'une famille catholique, avec de nombreux prêtres. Ma mère était de Leiria, issue d'un milieu artistique ; son frère était un peintre célèbre. Il n'y avait ensuite que des filles. Quoi d'autre... j'ai eu un bon professeur d'histoire qui était Avelino Cunhal, le père de Álvaro Cunhal. Je me suis alors beaucoup intéressé à l'histoire médiévale. Au début, faire de la recherche en histoire ne m'intéressait pas. Mais le fait d'être devenu moine bénédictin m'a conduit à m'intéresser à l'histoire. De plus, mon père s'intéressait beaucoup à l'histoire. Même si mon père était très adepte du régime, c'était une personne qui voulait s'informer et, pour donner un exemple, il avait la revue des *Annales*, depuis le début, à Leiria, dans la maison, et il savait quel type de livres il lisait. Il s'intéressait aussi à l'ethnographie.

### **CA : Si on revient au temps de votre enseignement secondaire, comment trouviez-vous l'enseignement ?**

**JM :** À ce moment, j'étais davantage tourné vers les arts, car c'était le milieu de ma mère. Ce n'est qu'après, déjà au monastère, que je me suis intéressé à l'histoire<sup>1</sup>. Mon jugement sur l'intérêt ou non des professeurs n'est venu qu'à Louvain. Comme moine, j'ai en effet été envoyé par mes supérieurs pour étudier l'histoire à Louvain. Ce n'est que là que je me suis senti apte

---

<sup>1</sup> Page 1.

pour porter un jugement sur mes professeurs. Opinion sur l'intérêt et la rigueur qui était nécessaire à la recherche historique.

J'ai compris que cela avait été très positif pour moi d'avoir un professeur comme Avelino Cunhal et je m'en étais déjà rendu compte quand il était mon professeur. Mais du reste, je n'ai pas eu de prédilection particulière pour mes professeurs, sauf pour ceux de Louvain.

**CA : Qu'est-ce que le professeur Avelino Cunhal avait de plus que les autres et lui donnait donc une plus-value ?**

**JM :** C'est très simple : il voulait que les élèves – les adolescents n'est-ce pas – comprennent la raison des choses. Il commençait par demander : « Qu'est-ce qui a motivé la Première Guerre mondiale ? » ; l'élève devait alors dire ce dont il était capable et il guidait ensuite l'élève. Il donnait donc à l'élève l'occasion de comprendre l'histoire. L'objectif n'était pas de sanctionner, mais de comprendre. La majorité des professeurs d'histoire de l'enseignement secondaire au Portugal avait à peine confiance dans la mémorisation des faits.

**CA : Quand vous êtes arrivé à Louvain, comment vous êtes-vous senti ? Étiez-vous le seul Portugais ?**

**JM :** J'ai été très impressionné par des professeurs qui montraient une interprétation de la réalité. Je pense au professeur Michaut, d'Antiquité classique, au professeur Rivet aussi, qui était professeur en histoire contemporaine. Bien sûr Génicot, qui fut mon directeur de thèse, ainsi que le professeur Roger Robert, qui donnait des cours d'histoire ecclésiastique.

En histoire, il n'y avait pas d'autres étudiants portugais. Mais je ne me suis pas senti isolé. Bien au contraire. Il y avait un club d'histoire réunissant les élèves et des professeurs. Beaucoup de professeurs étrangers venaient pour des conférences et dinaient avec nous. C'était un club d'histoire qui était dirigé surtout par le professeur Génicot. J'ai un excellent souvenir de ces années.

**CA : Aviez-vous une bourse d'études ? Combien d'années êtes-vous resté à Louvain ?**

**JM :** Non, c'était mon ordre qui payait les dépenses et j'ai moi-même fait quelques travaux pour pouvoir subvenir à mes besoins. Des petits jobs : laver la vaisselle, faire des fiches pour un professeur qui enseignait le portugais en linguistique<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Page 2.

Je suis resté là-bas trois ans. J'y suis ensuite retourné pour mon doctorat. Trois années pour la licence, je ne me rappelle plus très bien de l'année. Je suis ensuite retourné au monastère durant quatre ou cinq ans et je suis alors retourné à Louvain, mais cela n'a pas duré une année. J'avais réuni tous les matériaux au Portugal et j'ai surtout fait la rédaction en Belgique.

**CA : Quand vous êtes revenus au monastère, y avait-il d'autres moines qui s'intéressaient à l'histoire ?**

**JM :** Au monastère, non. Mais j'ai eu des contacts avec les monastères de Montserrat, en Catalogne. Avec les monastères belges comme celui de Mont-César à Louvain, où j'habitais. À Bruges aussi. J'ai eu beaucoup de contacts avec l'Espagne, parce qu'à cette époque il y avait un moine à Montserrat, Garcia Colombás, qui organisait des semaines d'études monastiques et donc se réunissaient chaque année des auteurs de différents monastères. Il s'agissait de réunions thématiques. C'est pendant ces réunions que j'ai rencontré le professeur Díaz y Díaz, professeur de l'université de Saint-Jacques-de-Compostelle. C'était un professeur excellent et qui avait un sens critique très intéressant. J'ai aussi connu D. Justo Pérez de Urbel, qui était très partisan du régime franquiste.

Mes modèles étaient surtout Génicot et Roger Robert, en histoire de l'Église contemporaine. Il a un livre sur le pape Pie IX qui est définitif.

**CA : Durant ces rencontres, toutes les périodes étaient-elles représentées ou bien y avait-il des périodes privilégiées ?**

**JM :** Il y avait des intervenants de toutes les époques. Je dois dire qu'il s'agissait de réunions exigeantes du point de vue historiographique, mais qui représentaient une version progressiste. Elles se tenaient un peu avant le concile de Vatican II. Sans militance, mais avec un intérêt pour la rénovation intellectuelle de l'Église.

Dans tout cela, je n'ai pas encore parlé de Duby, mais bien sûr, avec tout son talent littéraire et aussi avec une problématique surtout tournée vers l'histoire économique et sociale, il était pour moi un modèle. Je dois vous confier que Génicot contestait un peu Duby, car il était de formation germanique<sup>3</sup>.

**CA : Durant votre formation, avez-vous été influencé par l'historiographie française ? Et parmi les historiens portugais, pourriez-vous me donner des noms ?**

---

<sup>3</sup> Page 3.



**JM :** Pour l'historiographie française, bien sûr. L'École des Annales surtout. Braudel, Duby, Le Goff. Je m'intéressais aussi à l'anthropologie et donc Bourdieu est pour moi important.

Pour le Portugal, laissez-moi réfléchir à mon ressenti à l'époque... Bon, mon étude n'avait pas de précédent, notamment dans l'histoire monastique. Pour comprendre les bénédictins, il fallait lire les chroniques du XVII<sup>e</sup> siècle, qui étaient remplies de fantaisies. Maintenant, parmi les historiens portugais, Rui de Azevedo, qui a publié beaucoup de documents sur le XII<sup>e</sup> siècle. J'étais aussi très ami de Torquato Soares. C'était une excellente personne, sérieuse et rigoureuse, mais avec une problématique que je ne pouvais pas accepter. Il a travaillé sur les origines du Portugal. Maintenant, d'autres auteurs... j'étais contemporain de Oliveira Marques : nous étions ensemble au lycée. Quand il a sorti *L'Histoire de l'agriculture*, je suis resté fasciné par toute la construction qu'il a présentée et surtout par sa capacité à donner des réponses aux questions. Des questions qui n'existaient pas avant dans l'historiographie portugaise. Vitorino Magalhães Godinho aussi, tout comme Joel Serrão. Pour ce qui concerne l'historiographie ecclésiastique, il y avait Miguel de Oliveira. J'ai beaucoup utilisé Fortunato de Almeida, mais j'ai rapidement compris que, bien qu'il ait réuni de nombreux matériaux, il n'était pas médiéviste et donc... L'histoire de l'Église était un domaine très faible et autodidacte.

Il y avait aussi un problème très typique de l'historiographie à cette époque : les archives étaient lamentables. L'accès aux documents était mauvais. Cela m'énervait beaucoup. Sans accès systématique aux informations, toute la recherche en est altérée. Les horaires des archives, la compétence des archivistes... Tout cela était lamentable ! En outre, les historiens du régime insistaient beaucoup sur les gloires nationales du passé.

Je pense notamment à l'ambiance de l'Académie portugaise d'histoire, dont j'ai été membre. Il y avait, disons, une espèce de problème d'« orthodoxie » : pour beaucoup, au Portugal, il n'y avait pas eu de féodalisme. Mais pour moi, c'était évident. J'ai donc fait une conférence à l'Académie pour montrer qu'il y avait bien eu féodalisme. L'ambiance était très formelle, très baroque, mais j'ai eu quelques amis là-bas.

Au Portugal, c'est Virgínia Rau qui m'a invité à donner des cours à l'Université. À cette époque, elle était déjà un peu marginalisée par le régime. La direction de l'Histoire était passée aux mains de Borges de Macedo<sup>4</sup>. Je suis entré à la Faculté, quand les deux étaient en pleine lutte. Elle est morte peu après et Borges de Macedo est resté à la tête du département d'Histoire. Mais avec le 25 avril, il a été expulsé et n'a retrouvé l'enseignement que quelques années après.

---

<sup>4</sup> Page 4.

**CA : Comment êtes-vous rentré en contact avec Virgínia Rau ?**

**JM :** Je ne me rappelle plus très bien, peut-être était-ce par le biais de Torquato Soares qui m'avait demandé le texte de mon mémoire de licence pour la *Revista de História*. Je ne me rappelle plus si c'était le texte inédit ou bien déjà publié. Mais Virgínia Rau a beaucoup aimé ma thèse de licence et m'a invité comme professeur-auxiliaire avec contrat à la faculté de Lettres en 1971.

**CA : Vous avez donc dû signer le serment de rejet du communisme ? Comment vous êtes-vous senti ?**

**JM :** (*rires*) Oui, j'ai dû le faire. J'ai trouvé cela ridicule. Comme je n'ai jamais été communiste, cela ne m'a pas vraiment couté. Mais pour moi – et pour tous les autres collègues – c'était vraiment ridicule.

**CA : De ces années d'enseignement de la fin de l'Estado Novo, quels souvenirs avez-vous de l'ambiance avec les élèves ?**

**JM :** L'ambiance était excellente. J'ai eu à cette époque des amis qui le sont encore aujourd'hui. Mon disciple et ami, Luís Krug, qui est déjà mort, je l'ai rencontré à cette époque. Il a été mon assistant à l'université nouvelle de Lisbonne. Nous avons une grande amitié. J'avais comme modèle le club de Louvain : celui d'une convivialité entre les élèves et les professeurs. Cela ne veut pas me dire qu'on ne me contestait pas à l'époque. Je me rappelle d'une personne qui m'a contesté d'une façon très violente, pendant un cours, c'est Maria de Fátima Bonifácio, qui est professeur à l'ISCTE. Mais après, nous sommes devenus bons amis.

**CA : Et l'ambiance entre les enseignants était-elle bonne ?**

**JM :** Oui l'ambiance était bonne. Virgínia Rau était comme la figure maternelle de notre petit groupe. Il y avait un peu un aspect casanier, mais en même temps avec une certaine exigence critique. Virgínia Rau était une historienne qui n'était pas géniale du point de vue de la problématique, mais elle avait un bon jugement critique.

**CA : À ce moment, vous aviez déjà écrit dans différentes revues ou bien des livres. Vous êtes-vous senti limité dans ce que vous écriviez<sup>5</sup> ?**

---

<sup>5</sup> Page 5.

**JM :** Je n'étais pas limité, parce que rien de tout ce que je faisais n'était suspect pour les politiques : c'était de l'histoire religieuse, donc bon... Bien sûr, j'ai compris que le problème du féodalisme était très significatif, parce que pour les professeurs adeptes du régime, comme par exemple Joaquim Veríssimo Serrão, c'était un dogme : le féodalisme signifiait l'appropriation du pouvoir par une classe sociale. Pour l'*Estado Novo*, le pouvoir royal était au-dessus de toutes ces divisions sociales et économiques et était donc un pouvoir permanent et sacré.

**CA :** Cela vous dérangeait-il ?

**JM :** Non, mais je trouvais un peu ridicule cette conception extraterrestre. Pour les historiens du droit, surtout ceux de l'université de Coimbra, c'était un terme très important. En plus, Herculano, le patriarche de l'Histoire du Portugal, avait écrit un article considérant cette thèse comme définitivement résolue.

**CA :** Quand vous étiez professeur, vos contacts étaient-ils surtout avec les professeurs de Lisbonne ou bien aviez-vous aussi des liens avec ceux de Coimbra ?

**JM :** J'avais des contacts avec les enseignants de Coimbra. Particulièrement Torquato Soares. Je ne sais pas si cela vous intéresse beaucoup, mais Torquato Soares avait beaucoup de considération pour moi – même s'il n'était pas d'accord avec mes idées – et il m'a proposé un poste d'assistant à l'université de Coimbra. Mais j'avais publié à cette époque une recension critique sur un livre de Salvador Dias Arnaut, qui était sa thèse de doctorat et qui traitait de la crise de 1383. Cette critique a été considérée comme insultante par l'université de Coimbra et donc la proposition de Torquato Soares a été refusée.

**CA :** C'est très intéressant pour moi !

**JM :** Comme j'étais encore au monastère à cette époque, je ne m'en suis pas plus fait que cela. Je suis entré à la Faculté en 1971, alors que j'étais encore moine, mais j'ai demandé le statut de laïc, qui m'a été concédé en 1972. Après le 25 avril, j'ai continué à donner des cours, mais en 1976, si je ne me trompe pas, j'ai demandé une année sabbatique, et c'est à cette époque que j'ai préparé l'édition du *Livro de Linhagens* du Comte D. Pedro écrit aux alentours de 1340<sup>6</sup>. Le texte avait été publié dans une édition très mauvaise dans les *Portugaliae Monumenta Historica*, une collection de sources médiévales de l'Histoire du Portugal, initialement dirigée par Herculano. J'ai fait une édition critique qui m'a permis d'avoir une vision plus vaste et plus sûre de la noblesse du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>6</sup> Page 6.

**CA : Quand vous étiez à l'université de Lisbonne, y avait-il une sociabilité seulement entre historiens ou bien aussi avec des chercheurs d'autres disciplines ?**

**JM :** Les fractures étaient commandées par l'opposition politique. Il y avait d'un côté les partisans du régime, ceux qui ont été expulsés après le 25 avril comme Borges de Macedo. Dans la génération plus jeune, il y avait moi, Iria et José Ferro : nous sommes tous restés en place. À cette époque les problèmes de la recherche étaient très secondaires par rapport aux problèmes politiques.

**CA : Est-ce que vous avez incité les élèves à suivre votre parcours en allant étudier à l'étranger ? Et d'une façon plus générale, quelle était la vision du corps enseignant par rapport à ce qui se faisait à l'étranger ?**

**JM :** Pour ce qui concerne le Moyen Âge, les relations étaient surtout avec les médiévistes. Sánchez Albornoz et les médiévistes espagnols étaient très appréciés et Sánchez Albornoz était contre le régime et vigoureusement antifranquiste, tout comme Américo Castro. Il y avait de bonnes relations entre les Portugais et les Espagnols dans ce milieu académique. En revanche, avec les Français, il y avait une certaine méfiance. Oui, oui. Il est caractéristique, par exemple, que l'interlocuteur français de Virgínia Rau était Michel Mollat, qui était un auteur de droite. Il est venu à Lisbonne et a organisé un congrès sur la pauvreté. Au contraire, je crois que Virgínia Rau n'appréciait pas beaucoup Duby, elle le considérait un peu trop influencé par le marxisme. Elle avait aussi de bons contacts avec l'Italie.

**CA : Avez-vous réussi à garder des contacts avec les professeurs de Louvain ?**

**JM :** Je n'ai jamais été trop mêlé aux problématiques bureaucratiques et je n'avais personne qui puisse m'appuyer pour inviter des professeurs étrangers. J'aurais aimé inviter Génicot et c'est un de mes regrets de ne pas avoir eu la possibilité de l'inviter. Mais nous avons invité Duby plus tard, déjà après le 25 avril, et nous avons déjà la possibilité d'inviter des professeurs étrangers<sup>7</sup>.

**CA : Durant ces années, êtes-vous resté au Portugal ou bien êtes-vous allé dans d'autres pays ?**

---

<sup>7</sup> Page 7.

**JM :** J'ai fait quelques voyages en France, car je suis intervenu dans le séminaire de Jacques Heers sur le Bas Moyen Âge, et j'ai aussi participé à une séance du séminaire de Jacques Le Goff. En Espagne, j'ai été très ami de Fernando García de Cortázar, qui était la version espagnole de Duby. Je suis aussi allé de nombreuses fois à Saint-Jacques-de-Compostelle.

**CA :** N'avez-vous jamais rencontré de difficultés pour publier vos travaux ?

**JM :** Au contraire, j'ai eu des facilités pour publier. Aussi bien à l'Académie d'Histoire comme ils étaient des partisans du régime. Virgínia Rau m'offrait aussi régulièrement des pages et bien sûr, en étant à l'Université, cela facilitait.

**CA :** Avez-vous eu des difficultés économiques ?

**JM :** J'ai rencontré des difficultés pour avoir la bourse de la Fondation Gulbenkian pour financer mon doctorat. C'était la seule institution à laquelle je pouvais avoir recours et j'ai donc candidaté. Ils m'ont donné une très faible somme, mais au moins ils m'ont donné cette bourse. Ma thèse a été publiée par l'université de Louvain, en français, et ce fut Roger Robert qui a trouvé le financement, dans un faible tirage et il a rapidement été épuisé. Après, disons, avec le succès que j'ai eu, la Gulbenkian m'a toujours appuyé, mais j'essayais d'avoir le moins possible recours à ces institutions.

**CA :** Durant toute cette période de l'*Estado Novo*, comment vous sentiez-vous face au régime ?

**JM :** (*rires*) Je dirais que dans mon domaine, il fallait être vraiment bête pour ne pas comprendre que le futur n'était pas dans la version du régime. Parmi les personnes de mon âge, il devait y en avoir très peu qui appuyaient le régime. J'ai entretemps eu beaucoup de chance avec l'appui que j'ai reçu du « Círculo de Leitores » qui a publié mon *Histoire du Portugal* en entier. Le premier volume fut publié en 1991. L'éditeur Bertrand a voulu faire une réédition annotée de l'*Histoire du Portugal* de Alexandre Herculano et ils ont fait cette proposition à Oliveira Marques, mais il était déjà en train de préparer sa *Nouvelle Histoire du Portugal* et c'est donc à moi qu'est revenu d'en faire les notes<sup>8</sup>. C'est cela qui a abouti à la proposition du « Círculo de Leitores ». Au début, je me suis senti un peu embarrassé avec Oliveira Marques qui faisait lui aussi une *Histoire du Portugal*, mais je me suis rapidement rendu compte que nos styles et nos conceptions historiographiques étaient très différentes.

---

<sup>8</sup> Page 8.

**CA : Et comment avez-vous vécu le 25 avril ?**

**JM :** Le régime était pourri. Pour nous, qui étions en histoire, nous ne le ressentions pas trop, mais il était évident que cette moisissure pénétrait dans tous les secteurs. Après le 25 avril, il y a eu une rénovation du corps enseignant. Il y a eu beaucoup de contestations et de nouveaux professeurs, dont beaucoup d'une qualité problématique, problématique dans le sens scientifique. Mais pour cela, il vaut mieux parler avec António Costa Pinto<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> Page 9.



## Entretien avec José Tengarrinha (12/05/2016)

*J'ai joint José Tengarrinha en octobre 2015 par téléphone. Un peu intimidé, dans un portugais qui en situation de stress devenait toujours hésitant, je lui ai parlé de ma recherche. Il a d'abord eu un rire en répétant : "Être historien sous la dictature !" Devant subir une intervention chirurgicale, il m'a demandé de bien le recontacter plus tard : « Si jamais je survis ». Je l'ai rencontré dans sa maison de la banlieue ouest, de Lisbonne, à São João de Estoril. Nous avons parlé de l'actualité brésilienne puisqu'il avait fondé à la fin des années 1960 le Mouvement démocratique portugais (MDP), alors proche du Mouvement démocratique brésilien, devenu par la suite le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), parti au pouvoir au moment de l'entretien. J'ai ensuite commencé l'entretien.*

**Christophe Araújo : Pourriez-vous résumer votre parcours durant l'Estado Novo ?**

**José Tengarrinha :** Je suis né à Portimão, dans l'Algarve, en 1932. J'ai fréquenté le lycée local, jusqu'à la troisième année, puis ai ensuite été à Faro, où j'ai été jusqu'à la 7<sup>e</sup> année du lycée. J'ai déménagé à Lisbonne, où j'ai changé de voie parce que je m'acheminais vers une formation technique : mon père voulait que je sois ingénieur. Je n'avais aucune vocation pour être ingénieur, mais bien plus pour les Lettres ; je me suis alors inscrit à la faculté de lettres, dont le cursus était en histoire-philosophie. J'ai travaillé en même temps que mes études, parce que mon père m'a refusé toute aide, étant donné que je n'avais pas suivi ses prescriptions. J'ai donc travaillé comme journaliste en même temps que mes études. J'ai terminé le cursus ; j'ai eu de très bons résultats dans les cours que j'aimais et des résultats raisonnables dans ceux que je n'aimais pas, même plutôt dans la moyenne basse. Quand je n'aimais pas un cours, une discipline, je ne travaillais pas beaucoup, mais, dans celles qui me plaisaient, les professeurs étaient très mauvais. Les professeurs, certains d'entre eux, étaient très liés au régime. À cette époque, j'ai été poursuivi par la PIDE et j'ai été exclu du corps des officiers miliciens : j'étais soldat dans la compagnie disciplinaire de Pena de Moncorvo et j'ai été emprisonné pendant deux ans. Mais ils me laissent aller à Lisbonne passer les examens, où j'étais inscrit depuis la première année<sup>1</sup>. Tout cela dans de mauvaises conditions : j'étais dans une caserne. C'est seulement une fois la lumière éteinte et le signal de silence sonné que je prenais les livres et que je

---

<sup>1</sup> Page 1.



mettais à étudier pour les examens dans ma cellule, éclairé par une bougie. C'est comme cela que j'ai fait mon cursus.

Ensuite, j'ai repris une carrière de journaliste jusqu'à ce que je sois de nouveau emprisonné par la PIDE. J'ai été emprisonné plusieurs fois. Mon second emprisonnement fut en décembre 1961. J'étais alors professeur, après avoir terminé mon cursus, déjà licencié et journaliste en même temps que j'enseignais à l'école secondaire Veiga Beirão. J'ai ensuite été emprisonné, interrogé, torturé – très torturé – et, après ma sortie de prison, ils m'ont radié de l'enseignement et retiré ma carte de journaliste. J'ai connu des difficultés à ce moment pour survivre, mais j'ai travaillé comme collaborateur pour une maison d'édition, où j'ai fait des traductions. C'est comme cela que j'ai tenu. Ils m'ont proposé d'écrire sur José de Estevão, dont le centenaire de la mort allait être commémoré. J'ai donc écrit mon premier livre : *José Estevão, l'homme et l'œuvre*, qui vient d'être réédité par l'Assemblée de la République. C'était un grand auteur romantique portugais. Dans cette même maison d'édition, j'ai écrit mon premier livre d'histoire sur *l'Histoire de la Presse portugaise*. J'ai ainsi précairement, très précairement tenu, jusqu'à ce que j'aie travaillé pour une agence de publicité où allaient souvent les persécutés, les écrivains, les journalistes et les poètes. Ils étaient engagés par les agences de publicité du fait de leur préparation littéraire et de leur créativité. De fait, j'ai travaillé là-bas quelques années avec un salaire très bas, mais en réussissant à tenir, et en même temps je continuais mes études historiques.

Il était bien sûr impossible d'entrer à l'Université et en plus j'avais été mis à la porte de l'enseignement secondaire. Mais j'ai fait partie d'une organisation, ou d'un groupe, qui s'appelait « Études sur le XIX<sup>e</sup> siècle », qui était appuyé par une organisation très bourgeoise, de la haute bourgeoisie : le *Grémio Literário*. Nous étions trois : moi, Joel Serrão et José-Augusto França. Nous dirigions cela, car nous étions des spécialistes du XIX<sup>e</sup> siècle, et ils nous ont invité à diriger ce cercle d'études du XIX<sup>e</sup> siècle. Et c'est là que nous avons organisé des colloques qui étaient très intéressants, parce que c'était une sorte d'université parallèle. Je veux dire par là : tous les étudiants d'histoire qui étaient mécontents de la façon dont l'histoire était enseignée venaient s'y inscrire et, donc, cela a duré pendant quatre ans, quatre ou cinq ans. Avec un grand succès. Sans rien gagner, sans être payés, mais avec une satisfaction personnelle et en faisant ce que nous aimions faire, à savoir enseigner l'histoire, ce que nous ne pouvions pas faire<sup>2</sup>. C'était vers 1965. Cette organisation est un club restreint de la haute bourgeoisie, qui avait une tradition venue du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce club a été fondé par Almeida Garrett et José Estevão. C'est

---

<sup>2</sup> Page 2.

pour cela, comme il datait du XIX<sup>e</sup> siècle et qu'il était un centre de la pensée et de scientifiques, qu'ils nous ont proposé de diriger ce groupe. Ce fut ainsi et ce fut très bon, parce que nous avons donné différents colloques où nous avons réussi à rénover les idées reçues sur le XIX<sup>e</sup> siècle. Rénover les idées n'est pas une expression correcte. C'était davantage remplir d'idées, parce que les étudiants de l'Université n'étudiaient pas le XIX<sup>e</sup> siècle, jugé subversif. À la Faculté de Lettres, les cours qui étaient postérieurs au Marquis de Pombal, soit à la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, étaient suspects et étaient donc enseignés avec une grande prudence. Quant aux révolutions libérales du XIX<sup>e</sup> siècle, il ne fallait même pas y penser. C'était complètement ignoré. En conséquence, un étudiant sortait de l'Université sans rien savoir au-delà du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Entretemps, j'ai publié des études sur la sociologie de la littérature, des travaux sur différents thèmes comme la nature sociopolitique, le mouvement ouvrier ; que des thèmes qui n'étaient pas étudiés à l'Université. Une des choses sur lesquels ils étaient implacables étaient les choix des cours. Cela bien sûr avant le 25 avril. Tous les cours qui s'approchaient de thèmes révolutionnaires, libéraux, étaient complètement exclus des cursus et des études universitaires d'histoire.

J'ai publié des ouvrages qui ont eu un certain succès. Après le 25 avril, comme j'avais déjà participé à différentes organisations, comme le PCP et le MDP, les étudiants en assemblée générale ont décidé de m'inviter pour être professeur à la Faculté de Lettres. C'est quelque chose qui m'a rendu très fier : être entré à l'Université non par invitation mais par la décision unanime d'une grande assemblée d'étudiants réunis à l'Université. Notre première intention, à tous ceux qui avaient été écartés, était de rénover les études et d'introduire de nouveaux cursus. Parce que l'historiographie se concentrait surtout sur l'époque moderne et tout particulièrement sur les Découvertes, où il y avait une grande exaltation, un grand éloge de l'action prosélyte pour répandre la foi qui était, pour eux, la principale raison de l'expansion portugaise. Nous avons donc voulu rénover complètement les études en allant jusqu'à l'actualité. C'est ainsi qu'a été créée la chaire d'Histoire contemporaine, où j'ai été professeur jusqu'à la fin de ma présence à la faculté de lettres, qui commençait au XVIII<sup>e</sup> siècle. De fait, dans la tradition de l'historiographie française, la période commençait après la Révolution française. Je me suis consacré à la période des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. De même, ma thèse de doctorat était sur les luttes agraires de la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. On était en 1980, plus ou moins.

---

<sup>3</sup> Page 3.

J'ai écrit différents livres qui ont été traduits et j'ai donné des conférences à l'étranger. C'a été une vie intensément consacrée à l'Université. Mais en même temps, je n'ai pas laissé l'action politique, parce que j'ai été président du MDP. Je n'ai jamais arrêté d'avoir un rôle politique en même temps que l'enseignement. J'ai été élu député de l'Assemblée constituante et j'ai même été nommé député honoraire, parce que j'étais lié à l'élaboration de la Constitution portugaise. Quand est apparue la question de faire mon doctorat, j'ai d'abord vérifié si ce n'était pas incompatible avec la politique. Je me suis alors dédié à l'Université. J'ai réussi même, pendant un temps, à faire les deux en même temps, parce que la Torre do Tombo était dans la partie basse de l'Assemblée de la République. Il suffisait de descendre aux archives et on me prévenait quand il fallait aller voter. C'est ainsi que j'ai fait une grande partie de ma recherche. J'ai ensuite passé les concours, passant par toutes les phases nécessaires pour arriver à professeur *catedrático*. Bien sûr, à cette époque il n'y avait plus les restrictions passées sur les thèmes, j'ai donc pu travailler sur le mouvement ouvrier qui me plaisait beaucoup. En ce moment même, je suis en train de travailler sur un thème qui est complètement inédit au Portugal, qui est la formation de la classe ouvrière au Portugal. Il était déjà possible de faire des séminaires, de faire des cours, j'ai été invité à l'université de São Paulo où j'ai donné des cours sur le mouvement social. Entretemps, j'ai publié de nombreux livres. Le dernier grand livre que j'ai publié fut un livre de mille pages : la *Nouvelle Histoire de la Presse portugaise*, éditée par le « cercle des lecteurs » chez Bertrand.

**CA : Si on revient à votre milieu social, vos parents avaient-ils fait des études ?**

**JT :** Mes parents étaient de la moyenne, haute bourgeoisie. Mais dès le début, j'ai montré beaucoup de rébellion avec la société stagnante de province et j'ai eu besoin de me libérer de cette bourgeoisie de province.

**CA : Avez-vous une explication sur le choix de l'histoire ?**

**JT :** Tout simplement parce que j'aimais beaucoup lire de l'histoire. Mon père avait une bibliothèque correcte. J'ai lu tout Tolstoï traduit et beaucoup de livres d'histoire. Depuis mes 14 ans, j'ai toujours eu un lien avec l'histoire et donc l'histoire a été mon choix naturel. Mon père, comme je l'ai dit, voulait que je sois ingénieur, parce qu'à cette époque c'était valorisant. J'ai donc obéi, au début, mais ensuite ai refusé et suis allé à la faculté de lettres<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Page 4.

**CA : Aviez-vous une idée de ce que vous vouliez faire une fois votre cursus terminé ?**

**JT :** Non, je n'avais pas d'idée concrète. Je voulais enseigner, évidemment. Quand j'ai été emprisonné et après exclu de l'enseignement, je n'avais plus de choix. J'ai continué à travailler, à rechercher : j'ai passé ma vie à la Bibliothèque nationale et à chercher dans la Torre do Tombo et j'ai alors continué à faire des recherches, à écrire des livres. J'ai gagné à cette époque un prix littéraire, pour mon livre sur António Rodrigues Sampaio, un journaliste romantique du XIX<sup>e</sup> siècle. Le prix était de l'Association des écrivains de Porto.

**CA : Quel a été le sujet de votre mémoire de licence ?**

**JT :** Ce fut précisément sur António Rodrigues Sampaio. Elle est restée reprographiée, mais elle a été publiée en différentes parties dans le journal *Diário de Lisboa*, qui avait à cette époque une grande importance culturelle. C'est par le biais de ces publications que j'ai obtenu le prix.

**CA : Quand avez-vous commencé à écrire de l'histoire et à quel niveau universitaire vous êtes-vous arrêté avant le 25 avril ?**

**JT :** J'ai commencé à écrire de l'histoire à partir de la deuxième moitié des années 1950, parfois en publiant des articles et des petits essais. J'ai terminé ma maîtrise en 1957.

**CA : Quel souvenir gardez-vous de la période où vous étiez étudiant à l'Université ?**

**JT :** De bons professeurs, j'en ai eu très peu. Le reste était des professeurs avec un niveau assez faible, très proches du régime et qui me persécutaient à l'Université, parce que je suis arrivé là-bas avec les cheveux rasés, comme il était de rigueur dans le régiment pénitentiaire dans lequel j'étais. On m'a demandé pourquoi et ensuite ils m'ont vu comme un dangereux rebelle, et donc certains m'ont persécuté.

**CA : De quelle façon ?**

**JT :** C'était surtout aux oraux : ils me mettaient des mauvaises notes à ces examens. J'ai eu de grandes difficultés pour étudier.

**CA : Vous avez parlé de professeurs que vous pourriez sauver, lesquels<sup>5</sup> ?**

---

<sup>5</sup> Page 5.

**JT :** Il y avait Virginia Rau, qui était une enseignante plus ouverte, et le Professeur Almeida, qui était enseignant d'histoire médiévale. Ce furent des années troublées et difficiles, parce qu'étudier dans ces conditions était très compliqué.

**CA : Sentiez-vous une forme de solidarité entre les étudiants ?**

**JT :** Non, il y avait beaucoup de peur, en conséquence, toute manifestation de solidarité était très rare. J'ai eu du soutien de la part de mes élèves, quand j'étais dans cette école, Veiga Beirão, un peu avant d'être démis. Quand j'ai été emprisonné, les élèves ont fait une grande manifestation exigeant ma libération. Le Chiado était complètement peint : « Libérez Tengarrinha », « Ils prennent les meilleurs », etc.

**CA : Il y avait donc une plus grande liberté dans l'enseignement secondaire ?**

**JT :** Oui, oui, bien sûr. Cela dépendait beaucoup du directeur de l'école aussi. Parce qu'à l'école où j'ai été professeur, le directeur était un libéral. Je n'ai donné des cours que pendant un an.

**CA : Où avez-vous préférentiellement écrit de l'histoire ?**

**JT :** Ma relation avec la maison d'édition Portugália était très forte. On y trouvait un ensemble d'auteurs, qui étaient opposés au régime et qui travaillaient surtout sur le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle a une collection de livres publiés notables. C'est chez eux que j'ai publié l'œuvre sur Estevão et sur l'histoire de la presse portugaise. D'autres auteurs s'y sont révélés ou, au moins, ont pu y publier, ce qui était très difficile. Les maisons d'édition avaient peur, car certains auteurs étaient notoirement reconnus de l'opposition.

J'ai aussi fait partie de la commission de rédaction de *Seara Nova* et j'ai écrit normalement des articles, des essais, certains expurgés par la censure. Mais j'ai toujours signé sous mon nom.

**CA : Sur ces limitations ressenties, était-ce davantage le fait des maisons d'édition ou bien était-ce une forme d'autocensure ?**

**JT :** Bien sûr qu'il y avait de l'autocensure, il y avait des choses que l'on savait que l'on ne pourrait pas les publier ou bien que le livre allait être interdit. Certains livres de cette collection Portugália, qui a été très importante parce qu'elle a réussi à publier des séries sur des thèmes qui étaient interdits à l'Université et un ou deux furent même saisis<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Page 6.

**CA : Pensez-vous que cette marge de liberté était liée au fait que les censeurs n'avaient pas assez de connaissances ?**

**JT :** Oui, bien sûr, de nombreuses fois c'était cela. À la fois, c'était une culture élitiste, elle n'avait pas une grande volonté d'éducation du peuple, donc c'était un groupe élargi d'intellectuels qui se réunissait chez Portugália, mais qui ne menaçait pas le régime. C'est pour cela qu'il n'y en a eu qu'un ou deux qui ont été saisis par la PIDE, comme par exemple le livre *Tabacos*<sup>7</sup>, et d'autres que nous avions prévus mais dont nous savions qu'ils allaient probablement être interdits.

**CA : Aviez-vous préférentiellement des contacts avec les historiens ?**

**JT :** Je n'avais pas de contacts avec tous, même si, avec l'organisation de ce centre du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux historiens portugais, certains même de l'Université – mais peu nombreux – et enfin d'autres éloignés de l'Université venaient. Ce groupe très large formait une seconde Université.

**CA : Comment fonctionnait ce groupe ?**

**JT :** Le conseil de direction, auquel j'appartenais, se réunissait tous les quinze jours pour organiser, proposer des thèmes, inviter des personnes et ensuite nous avions des réunions mensuelles où tout le monde venait et nous parlions ouvertement des thèmes des prochains congrès et colloques. Les cours avaient lieu dans le *Grémio Literário*, un très bel endroit avec toutes les marques de la culture romantique et bourgeoise. Almeida Garrett et Alexandre Herculano y sont venus.

**CA : N'y a-t-il jamais eu de pression de la PIDE ou bien un certain contrôle ?**

**JT :** Il y en a eu, il y en a eu, mais la direction a su se maintenir. Comme il s'agissait de personnes de la situation, du régime, la PIDE a toléré, dirons-nous, l'existence et le fonctionnement. La tradition de ce *Grémio Literário* était une tradition romantique, liée de fait à ses principaux créateurs et donc ce centre d'études du XIX<sup>e</sup> siècle était adéquat à l'atmosphère et à la réalité de cet endroit où tout était romantique, des escaliers aux salles. Un romantisme pur<sup>8</sup>.

**CA : Comment jugiez-vous votre situation matérielle avant le 25 avril ?**

---

<sup>7</sup> Très certainement le livre de Raul Esteves dos Santos, directeur de *Voz do Operário* qui a écrit un livre sur le tabacs, son influence sur la vie de la Nation (« *Tabacos : sua influência na vida da Nação* »).

<sup>8</sup> Page 7.

**JT :** Ma situation était très précaire. J'étais liée à une agence de publicité où existait une fonction de directeur des relations publiques. Donc cela me donnait suffisamment pour survivre, en y ajoutant mes collaborations littéraires.

**CA :** Est-ce que les historiens qui participaient à ce cercle littéraire avaient une situation similaire ?

**JT :** Certains, peu nombreux, une demi-douzaine, étaient liés à l'Université. D'autres étaient dans la même situation. J'avais été renvoyé de l'enseignement, je n'avais pas d'entrée à l'université, il existait des *métiers* (n. : en français) divers. Beaucoup ont émigré en France.

**CA :** Avez-vous eu des contacts avec des chercheurs étrangers ?

**JT :** Oui. Le début de ma thèse de doctorat a été fait sous la direction du grand historien de la Révolution française qu'était Albert Soboul. Il a été mon premier grand maître. Il a donné des cours que j'ai suivis à la Sorbonne. J'ai travaillé beaucoup de temps avec lui. Sa grande thèse sur les Sans-Culottes était sur les classes humbles. C'est un professeur que j'ai voulu rencontrer et qui m'a accueilli les bras ouverts et m'a aiguillé sur les mouvements ouvriers.

**CA :** Vous êtes-vous inscrit à la Sorbonne ?

**JT :** Non, il s'agissait de contacts informels. Je me suis inscrit en fait, mais il me laissait une très grande liberté dans les conversations avec lui. Cela, c'était plus ou moins dans les années 1950.

**CA :** Quelle était la différence entre les milieux universitaires français et portugais ?

**JT :** C'était la liberté. Là-bas on pouvait parler librement, étudier librement. Choisir les thèmes que l'on voulait et les discussions dans les séminaires étaient toujours très intéressantes. Dans la préface de ma thèse, je fais un éloge de Soboul.

**CA :** Comment décririez-vous les conditions de travail au Portugal, dans l'accès aux sources<sup>9</sup> ?

**JT :** On pouvait consulter tout ce que nous voulions consulter sans aucune restriction. Les thèmes de travail, eux par contre, étaient limités. C'est cet apprentissage avec Soboul qui m'a

---

<sup>9</sup> Page 8.

conduit vers l'étude des mouvements populaires, aussi bien les mouvement agraires, paysans ou ouvriers.

**CA : Quels sont les grands historiens qui vous ont influencé ?**

**JT :** Il est clair qu'à cette époque, dans ma formation, ils étaient surtout étrangers. Au-delà de Soboul, Labrousse a eu une grande influence. Je n'ai pas connu Braudel. Labrousse était une référence fondamentale, mais même toute cette école des *Annales*.

**CA : Qui était bien connue au Portugal ?**

**JT :** On avait connaissance de son existence, mais à l'Université non, parce qu'ils étaient considérés comme très révolutionnaires. J'ai été abonné aux *Annales*.

**CA : La revue arrivait ?**

**JT :** Il n'y avait pas de restrictions. Si elle venait par le courrier, elle arrivait. Si c'était une revue révolutionnaire, en revanche, elle n'arrivait pas.

**CA : Quelle était votre relation avec le régime et comment a-t-elle influencé votre écriture ?**

**JT :** Ma relation était celle d'un opposant. Bien sûr que cela influence toujours. On ne peut pas faire une séparation claire entre la pensée historiographique et la vie des personnes. Quand j'ai choisi, disons appuyé au début par Soboul, l'études des classes inférieures, c'était bien sûr dans le cadre d'une position politique.

**CA : Pour vous, écrire de l'histoire doit avoir une utilité politique ?**

**JT :** Cela me rappelle la question dans le *Métier de l'historien* (n. : dit en français) « papa, à quoi ça sert l'histoire ? ». C'est comme ça que le livre commence. Cela avait clairement un sens militant. Mais l'objectif était surtout d'ouvrir des chemins qui étaient étroits et imposés par l'historiographie officielle.

**CA : À quoi sert l'histoire alors<sup>10</sup> ?**

**JT :** (*rires*) L'Histoire sert à comprendre d'une façon rationnelle le passé comme un mouvement permanent, dont la compréhension des dynamiques est fondamentale pour connaître le

---

<sup>10</sup> Page 9.



mouvement des sociétés. Bien sûr, il y avait tous ceux qui avaient une vision statique et passiviste. Pour moi, la séduction de l'étude de l'histoire était de trouver et de comprendre les dynamiques des sociétés, comprendre quelque chose sur les racines de l'évolution sociale qui s'étendait au-delà de la période que nous étudions. Je crois que ma formation politique doit beaucoup à l'étude de l'histoire que j'ai faite. Pour comprendre les sociétés, leurs dynamiques, comment se transforment les sociétés, les rythmes différents de l'évolution de la société, dans ma vision, faite de continuités et de ruptures, mais se transformant et comprenant les lois de cette transformation. De là le rôle important que j'attribue et que j'ai toujours attribué aux classes basses comme moteurs des changements. Quand je fais l'étude de la décadence du mouvement seigneurial, bien sûr que je fais l'étude de ceux qui se sont soulevés contre cela et qui ont aidé sa chute.

**CA : C'est donc une lecture clairement marxiste.**

**JT :** Oui, marxiste, oui. Dès que j'ai commencé à travailler, à lire, à étudier. J'ai une grande collection de livres français, surtout de l'école des *Annales*, qui m'ont donné la base fondamentale. Bien sûr que cette école avait une grande inspiration marxiste. Je n'ai jamais été proche de l'historiographie anglo-saxonne qui était pour moi positiviste. L'école des *Annales* fut une véritable découverte. Surtout ce livre. Enfin, plusieurs livres, mais Soboul et Labrousse ont pour moi été fondamentaux. Il y a un livre qui m'a profondément marqué et qui m'a décidé sur le sort de ma vie. Ce fut Marc Bloch, *Le Métier de l'historien*. J'étais hésitant. J'ai acheté le livre chez Gibert Jeune, je me suis assis à un café en face, *La Source*, –il existe toujours ? –, je l'ai commencé et je l'ai dévoré. J'étais déjà dans une phase bien avancée dans la préparation prédoctorale et Soboul me disait que si je voulais, je pouvais être son élève et être lié à la Sorbonne. J'étais donc hésitant : le Portugal avec le fascisme, avec l'impossibilité d'avancer ou bien rester en France, dans ces conditions. Quand je me suis assis dans ce café, *La Source*, je me suis mis à le lire et c'est ça qui m'a fait changer d'idées. Marc Bloch qui a été fusillé avec sa femme m'a fait comprendre que c'est dans son pays que nous devons combattre et que nous devons être pour vaincre. Ce fut pour moi un exemple de courage. Cela m'a fait changer d'idée : c'est au Portugal que je dois rester et lutter et tenter de changer ce régime, avec toutes les difficultés pour y arriver. C'est ce livre qui m'a décidé<sup>11</sup>.

**CA : Aviez-vous déjà été emprisonné à ce moment ?**

---

<sup>11</sup> Page 10.

**JT** : J'avais déjà été emprisonné, j'étais poursuivi. Cela, c'était vers la fin des années 1950 et au début des années 1960. Avant mon second emprisonnement. Deuxième ou troisième. Je ne me rappelle plus. Il y en a eu tant (*rires*)<sup>12</sup>.

*Cet historien est décédé le 29 juin 2018. Un certain nombre de personnalités, dont le Premier ministre actuel, lui ont rendu hommage et souligné son long combat « d'antifasciste » et d'infatigable historien de la presse portugaise. Pour une évocation de la part d'un historien, voir celle de Luís Reis Torgal sur le site du journal Público daté du 2 juillet 2018.*

*(<https://www.publico.pt/2018/07/05/politica/opiniao/homenagem-a-jose-manuel-tengarrinha-1836802>)*

---

<sup>12</sup> Page 11.



## Entretien avec Manuel Villaverde Cabral (15/02/2017)

*Il y a des réputations qui précèdent une personne. J'avais beaucoup entendu parler de Manuel Villaverde Cabral et surtout littéralement beaucoup entendu Manuel Villaverde Cabral parler – car il a le verbe fort – dans les couloirs de l'ICS. Lors d'un repas des chercheurs, Michel Cahen me l'a présenté et Manuel Villaverde Cabral m'a dit que si je voulais il pouvait me raconter son expérience car il avait suivi une formation d'histoire. Par ailleurs, je me suis rendu compte, en sortant de l'entretien, qu'il était l'oncle par alliance de l'une de mes collègues du lycée Eugène Delacroix de Drancy, Laura Schmitt. Je connaissais Manuel sans le connaître.*

*Quoi qu'il en soit, je ne m'attendais sûrement pas en franchissant la porte de son bureau à un entretien-fleuve aussi dense : 4h25 ! Il s'agit plus du récit d'un parcours individuel, n'ayant fait de mon côté que rebondir sur quelques questions quand les noms lui échappaient. Dans la richesse des digressions et sans jamais perdre le cap, il s'est livré à un exposé si intense que j'ai préféré me faire discret et écouter. Commencé en français – qu'il maîtrise parfaitement – afin de m'éviter un travail de traduction, mais terminé en portugais, les passages en portugais sont en italique dans l'entretien. J'ai conservé le passage aussi du tutoiement français au vouvoiement/tutoiement portugais et gardé les expressions en anglais telles quelles.*

**Christophe Araújo :** L'objet de la thèse que je mène est d'étudier les historiens sous la dictature, aussi bien les opposants que ceux du régime et donc voir comment, pour ces deux situations cela se passe. Pour ceux du régime, les financements, les bourses et aides qu'ils obtiennent. Pour les opposants, comme vous, comment arrivaient-ils à écrire de l'histoire et quelle était leur situation financière. Et donc comment est-ce que cela s'est passé pour vous ?

**Manuel Villaverde Cabral :** Je suis parti du Portugal en 1963. Je travaillais déjà. J'avais été à l'Université pour faire des choses complètement différentes, donc ce n'était pas ce que je voulais faire. Aussi parce que j'étais jeune et que je voulais tout faire<sup>1</sup>. En '63 j'étais au Parti communiste. À la suite des manifestations, enfin, des mouvements qui se sont succédé après la candidature de Delgado en 1958 – où j'avais 18 ans – j'ai participé, comme pouvait y participer un jeune de l'époque ; après, j'ai cherché à m'engager davantage et à la fin j'ai établi un contact

---

<sup>1</sup> Page 1.

avec le Parti communiste. Ce n'était pas évident mais j'ai réussi à le faire à travers le groupe d'amis qui se rencontraient dans le train de banlieue de la Côte du Soleil.

Moi, j'appartenais à des milieux de gauche de toute façon. Mon père avait été aussi sympathisant du Parti Communiste ; après, quand il s'est marié et a eu des enfants, il s'est un peu replié, mais pas sur le plan des idées. C'était un ingénieur agronome qui travaillait pour l'État portugais. J'ai suivi une voie familiale de résistance. Même au début de la dictature, toute la famille était républicaine et j'ai cette théorie qui devrait être exploitée – personnellement je ne le ferai plus ! Mais voilà un filon : la dictature qui se consolide à partir des années 1930, voit Salazar arriver comme ministre des finances – mais vous connaissez tout cela – en 1928 ; il avait déjà été en 1926 ministre mais très vite les militaires ont écarté les « cathos » et donc il avait été chassé. Il était très actif au Centre Catholique qui existait depuis 1917. Aujourd'hui, si on se pose la question, son idéologie c'est Maurras ; il a certainement lu Maurras. En revanche, on ne le voit pas le citer. S'il avait une bibliothèque, elle n'existe plus depuis le 25 avril. J'ai été directeur de la Bibliothèque Nationale (1985-1991) et j'ai eu à ma garde ses archives, au dernier étage, qui à l'époque était encore vide. Le chef du cabinet du gouvernement Soares, qui à l'époque était Premier ministre, Alfredo Barroso, s'est rendu compte que c'était dangereux, parce qu'il y avait des gens qui piochaient dans les archives de Salazar : il a tout pris et nous en a donné la garde, en attendant de bâtir le nouveau bâtiment là (n. : est montré le bâtiment de la Torre do Tombo que l'on voit depuis l'ICS, tout comme la Bibliothèque Nationale). J'ai assisté, quelques années plus tard, à la pose de la première pierre par ailleurs. Et donc, je peux dire que dans ses archives, il n'y a pas de livres ; ni livres ni pratiquement d'autres objets personnels. Il devait les avoir ailleurs. Quelqu'un s'en est peut-être emparé. On n'en sait pas plus. Une bibliothèque Salazar, ça n'existe pas. Je ne sais pas où elle est. Est-ce que la famille l'aurait ramenée ? Il y a maintenant un litige sur un *espólio* – comment vous appelez ça en français ?

**CA :** un fonds

**MVC :** Le fonds. Ah, il y a un fonds d'objets et de documents dans sa petite ville natale à Santa Comba Dão. Il y a un membre de la famille qui en est le propriétaire et qui essaie de vendre à la Mairie locale mais c'est trop cher. On ne parle jamais de ses livres. Mais son inspiration c'est Maurras. Au sens où celui-ci, pour beaucoup d'auteurs et je suis d'accord, correspond à une forme de fascisme<sup>2</sup>. Maintenant on parle de fascisme au pluriel, pour résoudre enfin ce problème insoluble : est-ce que le régime était fasciste ou non ? Il l'était assez, mais il n'était pas identique à l'italien, à l'allemand beaucoup moins, plus proche de l'espagnol, mais celui-ci était

---

<sup>2</sup> Page 2.

tenu par les militaires à l'origine, comme le Portugais. Il y a pas mal de littérature que tu connais déjà certainement. Il y a quelqu'un qui a écrit avec António Costa Pinto, Goffredo Adinolfi, qui a très bien résumé la situation : est-ce que c'était fasciste, est-ce que ce n'était pas fasciste ? Bon, on ne va pas rester comme ça avec cette question quasiment métaphysique, et il parle maintenant au pluriel comme d'autres historiens qui disent des « fascismes » ! Au Portugal, c'est une forme plus ou moins bénigne. Je vais te donner un exemple. Lorsqu'il s'est emparé des pleins pouvoirs, Salazar a commencé à construire l'État corporatiste. Il s'est inspiré des institutions italiennes. Mais tout cela était bien plus international. Si on recule jusqu'à 1870, 1890 etc., il y a des auteurs qui ont des idées qui vont déjà dans ce sens-là. Par exemple la question du Statut du Travail National. Toujours national à la fin : *Statut du Travail National* et pas *Statut National du Travail*. Il y a là une syntaxe très intéressante. La propagande, on fait un travail là-dessus avec ma femme. Elle a un grand projet sur l'usage de la photo dans la propagande du régime. Ils allaient apprendre cela en URSS. Il y a des différences évidemment mais il y a aussi des points communs sur le plan esthétique, comme le photomontage. C'était le Secrétariat de la Propagande Nationale. Moi au début je disais *le Secrétariat National de Propagande*, mais c'était *Secrétariat de la Propagande Nationale*. Et puis je faisais la blague qu'António Ferro s'occupait de la propagande et Salazar du *national*. Celui-ci disait en quoi consistait cette question nationale, ce qui est une vision très maurrassienne. Voyons ce qui s'est passé avec la famille Cabral : j'ai cette petite théorie, qui est susceptible d'être exploitée, il faut voir ce que cela donne à la Bibliothèque Nationale et à la Torre do Tombo... Il y a eu beaucoup de familles de classe moyenne, de professions libérales ou qui travaillaient pour l'État, comme mon grand-père qui était médecin de la Marine, et était donc à la fois médecin et fonctionnaire. Mon père a essayé de travailler dans le secteur privé mais il n'a pas aimé et il a préféré faire sa carrière d'ingénieur agronome (pas agricole mais agronome au sens français) dans l'État. Il appartenait à une classe moyenne éduquée, libérale, non catholique ; mon grand-père était franc-maçon, mon père non, il préférait le Parti Communiste, et moi aussi je préférais. La Maçonnerie a surtout été intéressante au début. Mais ces groupes sociaux ont été poussés vers la gauche, beaucoup d'eux, par la dictature<sup>3</sup>. C'est-à-dire que Salazar les a poussés dans leurs retranchements. Ou, pour certains, inversement, il les a cooptés, il n'y avait pas de marge de négociation ou alors très peu. Certains sont allés du côté de Salazar. Costa Pinto a étudié cela.

**CA :** les *Chemises bleues*

---

<sup>3</sup> Page 3.

**MVC :** Beaucoup de ces « récupérations » ont eu lieu surtout au niveau provincial. Moins dans la grande ville. En province il n’y avait pas beaucoup d’alternative et beaucoup sont devenus maires ou présidents de certaines administrations, du district, c’est la préfecture française. Dans les deux grandes villes, à Lisbonne et Porto, il y a des groupes qui sont poussés vers la gauche. On les a poussés dans leurs retranchements. Moi j’ai deux oncles, un frère de mon père et l’autre marié à une de mes tantes qui ont été déportés à Timor en 1931. Ce n’est pas Salazar qui s’en est occupé personnellement. Ce sont encore les militaires. Les militaires ont écrasé les insurgés et les ont mis dans un bateau. Ils se sont réveillés à Timor et après, au temps de la guerre mondiale, on a commencé à les relâcher. Le futur mari de ma tante, lui, s’était enfui plus tôt. Il est passé du côté des Hollandais qui l’ont mis à Jakarta et puis il a attendu de l’autre côté de la frontière portugaise pendant la guerre d’Espagne, à Salamanque. Enfin, une histoire formidable ! Et plus tard il est parti au Mozambique.

C’est très intéressant. En Afrique, il y avait deux types d’émigration d’origine métropolitaine. Mon oncle n’avait pas de diplômes mais il avait des relations. Lui et sa famille se sont exilés au Mozambique. En Angola, en revanche, on n’avait pas la permission d’y aller si on ne produisait pas un document du curé du village en disant qu’on allait à la messe tous les dimanches. En revanche, pas de colonisation terrienne ou très peu au Mozambique. Le Mozambique avait été donné en morceaux, depuis la monarchie, à ce que l’on appelait les compagnies *royales*. Beaucoup étaient étrangères et certaines portugaises comme celle du Zambèze pour laquelle mon oncle a travaillé et il a fait une excellente carrière.

Des gens, surtout pendant la guerre d’Espagne, qui se demandaient alors : devons-nous être résistants, militants communistes et antifascistes, puis prendre les armes contre le régime ? C’étaient ceux que l’on appelle... [on a un mot pour cela : quand tu vieillis la mémoire te fuit, mais c’est comme ça] Ah, le *revirinho*. *Tu as déjà entendu parler de cela ?* (n. : j’acquiesce) C’étaient ceux qui étaient contre le régime et qui cherchent délibérément le recours aux armes contre la dictature. Ce qui était plutôt dur car l’armée était très bien tenue par Salazar avec au-dessus de lui Carmona, qui a eu un rôle fondamental. On lui prêtait très peu d’attention parce qu’effectivement il ne foutait rien mais c’est lui qui disait aux militaires : le Docteur Salazar est absolument excellent, donc faites ce qu’il dit<sup>4</sup>. J’ai même les preuves des documents britanniques où Chamberlain, ministre des affaires étrangères – Austin Chamberlain – explique à Primo de Rivera cela en lui reportant : « Non, non tout va très bien au Portugal, on n’a pas à s’inquiéter parce que le général Carmona soutient notre homme ». Les Anglais adoraient

---

<sup>4</sup> Page 4.

Salazar, et parfois ils disaient « il est trop bon pour le Portugal, il ne va pas résister ». Il y a plein de bouquins là-dessus, comme ceux de Milza, selon qui, Chamberlain a rencontré Mussolini à Roma dès 1924 et il lui a donné plus de la moitié de ce que Mussolini voulait dans des traités internationaux signés en 1925, comme il l'a d'ailleurs fait en Espagne en 1929 pendant la dictature du général Primo de Rivera, notamment concernant le Portugal...

Pour revenir à nos moutons, c'est une famille de gauche, poussée à l'extrême-gauche, qui à un moment se partage entre ceux qui n'excluaient pas la lutte armée (ce qui va être important plus tard) et ceux pour qui au contraire, c'était le Parti, et avec mon père on n'était pas pour la lutte armée, mon oncle un peu, et il s'est retrouvé au Mozambique. Il y a un type qui a été une espèce de rival de Salazar. Qu'est-ce que je dis, de Cunhal ! Parce que Cunhal avait déjà beaucoup de pouvoir avant d'être secrétaire-général. Il a été secrétaire-général sur le tard parce qu'il y avait une théorie et qui a été remise à la mode – après le doctorat tu dois faire un truc sur le Parti Communiste portugais parce que c'est unique au monde, un parti qui a encore 10 % des voix et qui a maintenant repris l'idée pré-Cunhal selon laquelle la direction doit venir directement de la classe ouvrière – et donc Cunhal ne pouvait pas. Mais comme il était quand même plus intelligent que les autres, un jour, on lui a donné le secrétariat général dans les années 1940.

**CA** : c'est un peu plus tard, dans les années 1960, après l'évasion de Peniche, non ?

**MVC** : Oui, oui c'est ça, quand il sort il est déjà secrétaire-général mais on ne sait jamais quand est-ce qu'il s'est nommé. Il s'est peut-être nommé rétrospectivement ou quelque chose comme ça.

Pour ne pas me perdre. J'appartiens à une de ces familles, qui n'était pas riche du tout. Le peu qu'on aurait pu hériter était de mon grand-père. Mais ils étaient trop nombreux donc il ne restait pas grand-chose et c'est comme ça que j'ai été élevé. Je me souviens gamin, de l'élection de 1949, lorsque Norton de Matos se présente, naturellement on le considère comme un républicain plutôt conservateur, il venait par ailleurs d'une grande famille du nord du Portugal et était un ancien ministre des colonies. C'est quelqu'un qui a été important pour l'histoire de l'Angola. La première expérience politique que j'ai faite, j'étais encore au lycée, et je suis allé tout seul à Lisbonne en sortant. Nous habitions à Oeiras, sur la voie ferrée qui va jusqu'à Estoril-Cascais et on devait venir à Lisbonne au lycée le plus près : celui qui était le plus près de la mer, donc le lycée Dom João de Castro, celui qui est au-dessus d'Alcântara<sup>5</sup>. Les directeurs des lycées – je crois que vous les appelez comme ça, les directeurs des lycées ? – étaient très réactionnaires. Enfin, comme tous les postes avec un minimum de responsabilité, de pouvoir disons, la chaîne

---

<sup>5</sup> Page 5.



était vraiment sans faille. C'était impossible autrement et s'ils découvraient qu'il y avait une erreur dans la chaîne, il la corrigeait aussitôt que possible. En revanche, ceux qui étaient connus comme des opposants n'étaient pas promus, jamais mon père ne serait directeur d'un département. Mon père travaillait dans la partie technoscientifique, dans le domaine administratif au sens où il faisait le contrôle des plantes, et il avait un collègue qui était un peu entomologiste, Amílcar Cabral. Ils ont travaillé dans la même *Répartition des Services Phytopathologiques*, c'est-à-dire, qui s'occupe de la santé des plantes. Mon père ne s'occupait pas tant des plantes portugaises que de celles qu'on importait pour s'assurer qu'elles ne portaient pas des maladies. On essayait d'importer des plantes tandis que Amílcar Cabral travaillait sur des insectes de Guinée. Parce que la CUF dépendait beaucoup des produits – surtout pour les oléagineux – de la Guinée et le Portugal avait un investissement scientifique pour étudier les palmiers qui étaient importants. Il a fait cela jusqu'à ce qu'il disparaisse.

Moi j'ai deux expériences : je rentre au lycée et après je rentre aux Beaux-Arts pour faire architecture. Je t'épargne les détails. C'était vraiment merdique et moi je grandissais, je voulais être indépendant de mon père et j'ai décidé de travailler. D'abord il m'a trouvé un job horrible. Horrible mais inoubliable à la Fédération nationale des producteurs de blé qui était une des branches principales de la corporation de l'agriculture, mais qui était faite plutôt de bas en haut, *bottom/up*. A propos, tu sais qui était le président de la coopération de l'agriculture en France sous Pétain ? Le père d'Emmanuel Le Roy Ladurie !

**CA :** Ah bon ?

**MVC :** Oui, c'est dans les livres. C'était dans un grand livre d'une Américaine sur l'agriculture et la droite française, appelée Suzanne *Berger* – en réalité Berger écrit à la française mais prononcé à l'anglaise – et elle parle de Monsieur Le Roy Ladurie, je ne me rappelle plus de son prénom. J'ai bien connu Emmanuel quand il était directeur de la Bibliothèque nationale et je mangeais avec lui et son petit-fils. Mais je n'ai jamais osé lui demander comment s'appelait son père. C'était à ne pas effleurer. Il était d'ailleurs plutôt hautain mais on avait de bons rapports.

Rapidement : j'ai donné une grande interview si tu veux mais ça c'est plus l'Histoire à Guya Accornero. À l'époque il ne s'agissait pas du futur historien mais plutôt ce qu'un jeune bourgeois de vingt ans, adhérent du Parti Communiste à partir de 1958, pouvait faire contre la dictature. Très peu, évidemment, parce que si on faisait davantage, on risquait des problèmes<sup>6</sup>. Mais il y avait les réseaux des cinéclubs. Moi j'ai créé un cinéclub à l'intérieur des Pompiers

---

<sup>6</sup> Page 6.

Volontaires d'Oeiras. C'était dans mon bled et c'était une grande organisation. Un jour je dis au fonctionnaire du parti – non, à mon contrôleur : c'était le mot qui était utilisé, mon supérieur et celui qui contrôlait mes activités dans le parti, c'était le contrôleur – *o controleiro* – j'ai aussi été contrôleur d'autres. On avait une organisation parallèle du gouvernement. D'ailleurs, cette idée a été développée une fois par un de mes copains des *Cahiers de Circonstance* et Cunhal a écrit contre lui, José Gil – qui est maintenant un philosophe connu. Cunhal était furieux car il avait dit que le gouvernement et le parti « *étaient homologues* » – homologues – et Cunhal a publié un livre contre nous et contre tous les gauchistes. Tu dois vraiment lire ce livre car cela fait partie du paysage. Il s'appelle ... *Le Radicalisme petit-bourgeois de façade socialiste* publié après 1968. C'est un peu à l'image du livre sur le gauchisme de Lénine. Voilà. Il l'a écrit parce qu'on était très nombreux, des petits groupes, des groupuscules, surtout en France et en Belgique, et lui s'est donné la peine de faire un bouquin dont le PCP en a même fait deux tirages en « papier bible » en 1970 et '71 ; et répétée tout de suite en '74. Un livre donc contre nous, les gauchistes d'alors, et ça c'est aussi de l'histoire. Le parti avait alors déjà perdu le contrôle sur la production intellectuelle en peu de temps depuis le début des années Soixante. Des personnes un peu plus âgées sont restées jusqu'au bout, comme le père de l'actuel Premier ministre qui s'est fait enterrer – comme mon frère – entouré d'un drapeau rouge. Très bien, compliments ! Mais ils n'ont pas bougé ; ils ont dû y penser mille fois mais sont restés près de leurs origines, disons. Alors que les plus jeunes ont subi la guerre coloniale, laquelle a mis deux ou trois ans à être intériorisée par la jeunesse universitaire car le gouvernement avait notamment besoin d'officiers, surtout de médecins, et a donc dû attendre quelques années avant de les faire rentrer à l'armée. La guerre éclate en 1961 et ils ont laissé les étudiants terminer les licences. Et cela a mis quelque temps à se faire sentir. C'est à ce moment-là que s'est mis en marche un mouvement de refus du service militaire, les « insoumis », qui est parallèle et influencé par l'émigration clandestine, utilisant les mêmes méthodes *pour faire le saut*. Tu connais l'expression ? Et tu parlais, surtout en France. Moi je suis arrivé en 1963.

Un de mes grands amis, encore aujourd'hui, qui s'appelle Fernando Medeiros et que tu dois aussi interviewer, il est à la retraite – comme nous tous – dans le bled natal de sa femme près de Poitiers, était arrivé deux jours avant. On s'est rencontré au café : « tu es portugais ? Oui je suis portugais ! » Lui était encore plus jeune que moi. Le lendemain, je l'ai emmené au cinéma. Le pauvre il était seul<sup>7</sup>. Son frère était en prison au Portugal et puis il était parti en Belgique. C'était un arrivage tous les jours ! Je parle là des insoumis, des paysans, qui ne voulaient pas

---

<sup>7</sup> Page 7.

faire la guerre, auxquels se joignaient les étudiants. Les frères Medeiros en plus avaient vécu au Mozambique ; ils étaient contre le colonialisme et ils ne voulaient pas participer à cela. Et cela a commencé en 1963, 1964, 1965... C'était notre levée disons. Ici à l'ICS, après le 25 avril, on était plusieurs : moi, António Barreto, le frère de Barreto, José ; Manuel de Lucena qui a déserté. C'était un catholique. Barreto était communiste, comme moi et il s'en est éloigné peu de temps après moi. Le moment décisif ça va être la Tchécoslovaquie. On ne se connaissait pas à l'époque mais j'ai correspondu avec là-dessus. Il avait créé un groupe avec d'autres universitaires qui s'appelait *Polémique, Polémica*. Il y avait aussi Valentim Alexandre, l'historien du Brésil, qui fait partie des historiens de l'exil eu qui nous a rejoint aussi à l'ICS. António Barreto, António est plus sociologue. Toujours en Suisse, Medeiros Ferreira, décédé récemment, est aussi important à cause surtout de ses travaux sur les militaires. Tu connais ? Manuel de Lucena est un historien, un historien avec une vision très juridique. Il a inventé dans son grand livre une expression pour le régime de Salazar à laquelle je souscris « Fascisme sans mouvement fasciste ».

**CA :** oui, oui, bien sûr.

**MVC :** J'ai eu cette polémique avec Costa Pinto. Lui, il est plutôt du côté américano-universitaire, souvent conservateur du point de vue académique. Je ne suis pas en train de dire que ce soit son cas. Moi je suis en train de dire que c'était plutôt des divergences académiques. Une distinction universitaire à la manière de Bourdieu... il fallait se distinguer les uns des autres pour avancer. Je devais pendant un moment diriger sa thèse mais il a décidé de partir à Florence et il l'a faite avec Stuart Woolf, mais il a subi l'influence de l'école anglo-saxonne, notamment Stanley Payne, qui est politiquement très conservateur encore qu'il nous ait beaucoup soutenus ici à l'ICS. Moi je l'ai bien connu, j'ai été à Madison, Wisconsin, à son invitation. Il m'a emmené à une campagne présidentielle nord-américaine en 1988, je crois, on était encore dans les primaires. C'était un sénateur du Delaware, Du Pont de Nemours, un républicain d'origine française lointaine. Stanley Payne était un républicain, pas au sens de Donald Trump, mais un républicain de la droite traditionnelle américaine. Juan Linz aussi était conservateur : il avait été franquiste quand il était jeune, peut-être dans la Phalange. Et plus tard, il est devenu un grand universitaire et un monsieur absolument charmant (un jour il m'a écrit une lettre en poussant un candidat à l'ICS et je lui ai fait la faveur de ne pas répondre : il n'aurait jamais fait ça aux Etats-Unis mais comme il était dans la péninsule Ibérique...)<sup>8</sup>. Sinon, il était absolument charmant et il a inventé le concept, qui à mon avis est inapplicable au Portugal dans les termes

---

<sup>8</sup> Page 8.

où il essayait de l'appliquer en Espagne, le soi-disant « pluralisme limité » : il y avait l'armée, il y avait l'Église et puis il y avait Franco et la Phalange... C'est vrai que le pouvoir en Espagne était plus partagé mais au point de le qualifier de pluralisme, je trouve que c'est une grosse exagération. Au Portugal, oui, c'est vrai que le régime dépendait de l'armée mais Salazar a réussi à faire de façon à ce que l'armée dépende du pouvoir ; quant à l'Église elle a toujours été tenue en main. Avec l'Action Catholique, il a été très ferme : « vous faites de l'action religieuse mais vous ne faites pas de politique ». C'est seulement après le Concile Vatican-II (1962-65), qu'apparaissent alors les Jeunesses Ouvrières, Universitaires, etc., mais à ce moment-là Salazar rendrait l'âme bientôt. Et même Caetano, lorsqu'il a été mis devant les exigences de Sá Carneiro qui avait ce groupe dont tu as entendu parler...

**CA :** *L'aile libérale*

**MVC :** L'« Aile Libérale » oui. Sá Carneiro, je lui tire mon chapeau, je ne l'ai pas personnellement rencontré. Je n'avais pas de sympathie politique pour lui et encore moins idéologique. C'est un fils ou neveu de ministre, qui vient complètement de l'intérieur du régime mais qui a choisi la corde juste pour savoir si ça tenait ou ça brisait. Et cela a brisé, même avec Caetano et cela en 1972 ou '73. Il a dit, en tant que député, la *Ala liberal* n'avait pas d'entité à part, ils étaient juste une douzaine au sein du parti du régime dont Francisco Balsemão, le directeur de l'*Expresso*, qui a d'ailleurs suivi Sá Carneiro lorsque celui-ci a demandé la permission de visiter les prisons politiques afin de rendre compte de ce qu'il se passait. À l'époque il y en avait une centaine de prisonniers au maximum ; pas plus, on y tuait très rarement ; il faut reconnaître cela. On ne parlait pas d'un abattoir. Mais Caetano a dit « non » et donc Sá Carneiro a quitté le régime sur la question de la liberté qui est la pierre de touche ! Pauvres ou riches au Portugal il y en a toujours eu il continue d'y en avoir... Les pauvres portugais sont plus riches que les pauvres de Bulgarie et plus pauvres que ceux de la France, cela depuis toujours, ce n'est pas nouveau non plus. En revanche, Sá Carneiro a visé juste sur le fait que le régime serait renversé pas longtemps après !

Moi, je participe à la campagne Delgado comme un jeune de 18 ans bientôt, mais il y avait un petit groupe de relations plus âgés qui nous ont mobilisés, moi et mon petit frère de 16 ans, plus jeune encore que moi. C'était notre baptême antifasciste. Nous avons surtout collé des affiches et écrit des slogans sur les murs des villages autour d'Oeiras<sup>9</sup>. L'une des sorties a failli mal se terminer car la police avait barré un passage à niveau vers 2 ou 3 heures du matin, mais la voiture conduite par des amis plus âgés a réussi à s'échapper pendant que la police tirait des

---

<sup>9</sup> Page 9.

coups de feu (en l'air certainement). C'est à la suite de la campagne Delgado que vers la fin de l'année j'ai adhéré au PCP où j'ai commencé à participer en tant que « sympathisant ».

En '61 au cours des pseudo-élections législatives auxquelles seul le parti unique participait au vote, j'ai déjà eu un petit rôle avec le grade de « militant » dans ma ville, surtout dans les deux ou trois usines qu'il y avait alors, notamment une grosse boîte métallurgique (Fundição de Oeiras). Il y avait donc une classe ouvrière ainsi qu'une masse populaire et nous avions un petit réseau avec d'autres adversaires de la dictature. L'opposition se présentait aux élections mais la veille de la votation les candidats se retiraient en dénonçant le manque de liberté ; pendant la période électorale, on avait une marge quand-même. Il y avait un siège à Lisbonne où j'ai connu beaucoup de gens et j'ai appris beaucoup de choses, c'était intéressant ! À la suite de l'agitation électorale qui s'est terminée le 11 novembre avec de violente charges de police, il a commencé à y avoir des grèves et des tentatives de mouvements d'étudiants. Surtout dans les chantiers navals et *les gars qui chargent*, ha ! les dockers – qui sont encore aujourd'hui une race, que des hommes, syndiqués à 120%, qui gagnent bien leur vie et qui boivent beaucoup, un groupe extraordinaire – bien sûr à l'époque on les soutenait. Et en 1962 le mouvement des étudiants contre la guerre s'est répandu d'une façon plus ou moins explicite. Un soir, ils se sont tous enfermés dans la cantine de la Cité universitaire. Ils ont tous été arrêtés dont mon cousin João Carlos, qui était de gauche, comme son père : on était tous de gauche – au sens qu'on était tous contre Salazar. La police a fait le tri des étudiants mais c'est là que le PCP monte – moi je n'étais pas trop mêlé à cela – surtout dans la « Marge Sud » du Tage. Il y a un livre remarquable d'une femme géographe, Maria Alfreda Cruz, sorti en 1973, qui voulait en faire une thèse mais on ne l'a pas accepté. Elle n'a pas fait carrière, elle devait être au PCP. Elle n'a jamais pu soutenir sa thèse : *La Marge Sud de l'estuaire du Tage*. Son directeur, un grand géographe nommé Orlando Ribeiro, était néanmoins très proche du régime. Après le 25 avril, il s'est révélé. Avant, il s'occupait de géographie et il a écrit l'un des meilleurs livres sur le Portugal – pour ta culture de fond : pour comprendre les ressemblances et les différences ! – c'était *Portugal – la Méditerranée et l'Atlantique* (1<sup>ère</sup> édition 1945).

Bref, la PCP a donc organisé une manif<sup>9</sup>, le 1<sup>er</sup> mai, il y a eu un ou deux morts. Pas beaucoup mais très dur. Moi, ils m'ont pris mais pas arrêté. Ils m'ont quand même cogné dessus, c'était au Rossio<sup>10</sup>. Je n'ai pas réussi à fuir pendant que la police de choc lançait des jets d'encre bleue (n. : il fait le bruit de spray), alors on était marqué et après ils allaient *derrière nous, tous marqués de bleu et ils m'ont donné des coups au Rossio, dans le coin de l'ancien tabac Havanaï...*

---

<sup>10</sup> Page 10.

C'était un succès. Après Delgado, c'était le deuxième grand succès de l'opposition : il y avait beaucoup de monde, du « peuple », des gens qui ne partaient pas tout de suite, il fallait leur tirer dessus. Cela a été très important. Le parti communiste ne le dit jamais mais je l'ai appris cela à mes frais – la rue c'est la meilleure école – mais quand le parti ouvre, évidemment la police y entre plus facilement. C'est ce qui s'est passé. Je me souviens, on était en train d'organiser quelque chose avec les ouvriers de l'industrie de la poudre et mon contrôleur, qui s'inquiétait « qu'est-ce qui se passe ? », le pauvre ne savait pas exactement ce qui se passait ! Les responsables du parti étaient enfermés pour ne pas être vus par la police et c'était nous qui faisons le travail. Moi et certains beaucoup plus emportés que moi, mais c'était nous qui courrions d'un côté à l'autre, qui parlions et qui sur le champ devions prendre des décisions. Il n'y avait pas de portable à l'époque. Le parti communiste, tout content, a essayé de faire la même chose l'année suivante mais là la police était déjà préparée, donc on n'a même pas pu se rassembler car ils tenaient les coins de rue de la Baixa. Les ouvriers venaient de Trafaria, de Cacilhas ou de Barreiro.

Une fois, plus tard, quand je militais dans les cinéclubs, j'ai parlé dans la « cellule » (on n'utilisait jamais le mot cellule, ni le mot camarade pour ne rien laisser échapper dans une conversation : on disait *les amis, les organismes*) de la « question culturelle » en reproduisant les critiques que les jeunes intellectuels mes amis, membres du parti ou pas, faisaient. On trouvait que ce que l'on faisait c'était très faible du point de vue culturel, c'était un néo-réalisme chaque fois plus désuet. Il y en a eu en France, en Italie. C'était le réalisme-socialiste appliqué aux pays non communistes et à plus forte raison dans les dictatures. Après le 1<sup>er</sup> mai '62 la police a commencé à faire des arrestations. Il y a eu plusieurs cas de gens qui ont trop parlé sous la « question » et la police politique (PIDE) avait dû procéder en fonction des aveux. Elle a dû identifier en 62-63 beaucoup de petites proies, comme moi-même, mais alors la PIDE nous suivait jusqu'à ce qu'on l'amène à quelqu'un plus important. Alors, la police pouvait continuer et arrêter ou pas le militant plus important...

En l'occurrence, d'après ce que j'ai appris plus tard, quand on était en exil, c'est un dirigeant nommé Rogério de Carvalho – un membre du comité central alors à la tête du « secteur intellectuel » - qui a décidé de mon sort. Le PCP pouvait soit nous informer sur ce qui se passait avec ceux qui avaient été arrêtés, soit ne rien nous dire pour que l'on ne connaisse pas la situation du parti<sup>11</sup>... C'est ainsi que la PIDE est arrivée un jour plus haut dans la chaîne qu'elle pouvait et du coup elle a arrêté tout le monde *en dessous dans l'échelle*, en prenant autant de

---

<sup>11</sup> Page 11.

gens qu'ils réussissaient d'un coup. C'est ce qui nous est arrivé le 12 novembre 1963. Dans notre cas, on était cinq, sauf que j'ai échappé. Par une série de coïncidences incroyables, ils m'ont raté et j'ai réussi à me tailler de la maison d'édition dont je venais de prendre la charge. J'ai rencontré mon beau-père, qui était un architecte connu et qui possédait une voiture, ce qui nous permettait de rouler tout le temps ; dans sa voiture, on parlait. Il me demandait : « Qu'est-ce que tu vas faire ? » ; j'ai répondu « je pourrais contacter le parti et passer à la clandestinité mais honnêtement je n'ai pas très envie de devenir un 'clandestin' ». Et d'ailleurs si le parti ne m'en a jamais parlé, ils savent pourquoi, et peut-être ils ont raison. Ils sont bons psychologues. Et comme ça nous sommes d'accord. Le parti ne veut rien savoir de moi et moi je ne veux rien savoir du parti...

En France, en revanche, l'arrivée des dizaines et des dizaines, bientôt des centaines voire des milliers au bout de plus de dix ans, de jeunes « politisés », comme nous les appelions, beaucoup d'entre eux avec une certaine expérience militante au Portugal, a fait que, à la faveur de la « liberté de parole » que l'on avait en France, nous avons fini par apprendre énormément sur les mouvements d'opposition à la dictature, en particulier le « PC » et des organisations affiliées, en somme, on en savait davantage sur l'opposition parce qu'on en parlait plus librement, qu'au Portugal-même. Dans « le parti », j'ai été surtout lié à deux secteurs : les cinéclubs [voir mon interview à Christel Henri publiée en annexe de sa thèse sur l'influence du cinéma néo-réaliste italien au Portugal, éd. Gulbenkian, 2006] dont j'ai été le « contrôleur » avant ma fuite, et le secteur des journalistes que j'ai aussi « contrôlé » pendant une période avant que le PC me mette en « quarantaine » ; on avait même obtenu une petite victoire en faisant élire un « ami », Mário Ventura, à la direction du syndicat corporatif...

Je n'ai jamais raconté cette histoire, donc tu vas la garder pour toi si ça ne te dérange pas. Alors, on causait beaucoup dans les cafés autour de la Place du Luxembourg. J'ai habité d'abord rue Cujas où il y avait plusieurs hôtels. Celui où j'ai passé deux ou trois mois avec ma femme existe encore : c'est l'Excelsior. Il s'est un peu amélioré mais je n'irai pas là maintenant ; à l'époque en revanche je devais me contenter de ce que je pouvais payer. Je parlais donc avec un copain qui venait d'arriver et qui apparemment avait eu une position importante dans « l'organisation » et on se met à causer des « pseudonymes » qui nous étaient attribués par le parti. Il n'y avait pas de protagonisme ni de distinction bourdieusienne, on était tous des « héros »<sup>12</sup>. Au début je me suis appelé « Mateus », je ne sais pas pourquoi et un jour ils ont changé, ils m'ont appelé « Castro ». Tout le monde me disait : Haha, tu t'es fait appeler Castro à cause de Fidel ; mais

---

<sup>12</sup> Page 12.

non, c'est le parti qui a choisi. Du coup, il me dit : « Alors, c'est toi " Castro " » ?! Parce qu'un jour on a parlé avec Rogério de Carvalho de ton cas et il a décidé que l'on ne te le dise pas que tu avais été dénoncé et de te tailler, parce que cela aurait fait mauvaise publicité pour le parti en admettant que quelqu'un plus haut placé n'avait pas résisté aux mauvais traitements et avait « tout donné » à la PIDE.

Les quatre autres qui ont été arrêtés le même jour, quand ils ont été appelés devant les flics, ils ont été immédiatement confrontés aux aveux des camarades qui nous avaient « donné ». La PIDE connaissait nos « pseudos », combien d'argent on donnait au parti, enfin tous les détails, etc... Dans mon cas, ce n'est pas tout à fait exact que mon ami « V » avait tout dit aux flics. En effet, j'ai vu là-bas (il pointe du doigt le bâtiment de la Torre do Tombo où sont les archives de la PIDE), la déclaration faite à mon sujet par la personne qui m'a dénoncé. Elle montre qu'il n'a pas tout dit, il a limité les dégâts. Je ne lui en ai jamais voulu personnellement car j'ai eu la chance de ne jamais être arrêté... sauf 17 heures à Beaujon en Mai 68, mais ça c'était un plaisir par rapport à la PIDE, « V » a donc réduit les frais, disons. Selon la PIDE, il avait dit : « Oui je le connais depuis 1962 », ce qui était faux parce que j'étais au « parti » depuis 1958 et il le savait depuis le début car c'est lui que m'a mis en rapport direct avec l'« organisation » et qui s'occupait des ciné-clubs dont j'allais m'en occuper bientôt. Après, à Paris, les flics portugais ont continué de me suivre, comme d'ailleurs les autres copains ! Dans les archives de Lisbonne, il y a des choses sur Paris ; ils nous suivaient, mais moi je m'en foutais. J'avais d'ailleurs tort car j'ai perdu un excellent job quand on m'a appelé chez les RG pour un poste à l'OCDE auquel j'avais postulé parce qu'il y avait beaucoup de « fuites ». On disait alors que celles-ci étaient organisées par Castoriadis qui y travaillait à l'époque...

Donc j'ai eu de la chance. En quittant le Portugal je n'ai commis aucun crime. Je suis sorti par une frontière qui en principe n'était pas surveillée et en effet elle ne l'était pas. Je suis passé en Espagne, où j'ai vu des camarades qui m'ont dit : « D'accord, si tu veux on fait comme les émigrés, mais c'est plus dangereux ». Ils m'ont aussi demandé si j'avais eu une fonction très importante dans le PC. J'avais quand même une certaine position. Ils m'avaient mis en quarantaine. Je m'en suis aperçu à rebours. Je ne participais plus à des réunions et j'écrivais pour l'*Avante* mais ils n'ont jamais rien publié parce qu'ils m'ont demandé quelque chose sur Cuba – c'est peut-être parce que je m'appelais Castro ! – et peut-être je n'ai pas écrit ce que je devais<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> Page 13.



Pour avancer pour la période qui t'intéresse. On se retrouve là-bas. Évidemment la parole est libre. Beaucoup d'expériences fragmentées qui d'un coup se regroupent. C'est parce que le Portugal a été pendant un bon moment avec le Parti communiste avec le plus de fonctionnaires clandestins par tête d'habitant. C'était une grande organisation qui, évidemment, risquait beaucoup lorsqu'elle devait s'ouvrir, quand il y avait des actions de rues *et cetera*. Ou bien on le faisait ou on ne le faisait ; la plupart du temps on ne faisait rien. Les réunions avaient deux sujets : *organisation et ressources*, recrutements/écartements et levée de fonds. Il y avait deux catégories, *sympathisant* et *militant*. Moi j'ai été *sympathisant* pendant un an ou deux, je ramassais du fric, et distribuait des pamphlets. La première réunion où j'ai participé après la période probatoire, on a décidé de l'écartement de quelqu'un parce qu'il exerçait une mauvaise influence sur quelqu'un d'autre. Évidemment j'ai voté avec la majorité, l'unanimité même, en général c'était toujours à l'unanimité. Il fallait que ce soit une question vraiment très très peu importante pour que l'on puisse se permettre de voter contre. Un jour j'ai raconté ça en public et la personne concernée était là : elle a nié... Mais ils mentent car j'étais là et j'ai bien entendu que l'on voulait éviter qu'un « ami » soit influencé par un autre de la tendance « révisionniste ». Le mot n'existait pas encore. Tu es familiarisé avec ce langage historique, voire préhistorique ?

**CA :** Oui bien sûr !

**MVC :** Très bien. Et donc il influençait celui qui était plus sympa et que le parti voulait garder. Et c'est d'ailleurs à celui-ci, qui s'est exilé un peu plus tard à Paris, que j'ai fini par présenter ma démission. J'étais très formel. J'avais été son contrôleur ; à Paris, c'était lui mon contrôleur. Donc, je lui ai donné l'occasion de défendre son point de vue. Je crois qu'il était déjà malade à cette époque ; il est décédé pas longtemps après, le pauvre. Donc j'ai dit que je ne paierai plus la cotisation mensuelle et que je savais que l'autre avait dit quand ils ont été pris.

Pour revenir à Paris 1963, 1964. Cette mise en commun de nos expériences fragmentées a été extrêmement importante. Cela nous a permis de mieux comprendre les choses que chacun connaissait. Entretemps, il y a le conflit sino-soviétique qui devenait majeur. Aujourd'hui je suis plus cynique, je dis : si vous devez quitter le parti communiste, quittez-le à gauche, après vous pouvez retourner à droite, c'est plus honorable, comme ça ils t'appellent gauchiste et pas vendu à la bourgeoisie et au capitalisme. Et c'est ce que nous avons fait. Cela a été amplifié par une grosse faute du Parti communiste, qui non content, a perdu le contrôle culturel<sup>14</sup>. Cela a changé : la littérature, la peinture, le néo-réalisme était fini ! Moi j'ai écrit un bel article en 1968, je crois, en disant, « mort au néo-réalisme » ! Ce n'était pas écrit comme ça mais c'était l'idée. J'avais

---

<sup>14</sup> Page 14.

soulevé la question mais ils ne voulaient pas en savoir. Pourtant, il y avait plein de jeunes pour qui le Parti communiste c'était très bien du point de vue politique mais pas sur le plan culturel : le néo-réalisme dans l'art, la peinture, le cinéma, la littérature, c'était désuet ! On se croirait dans les années 1930. Une fois, encore au Portugal, j'ai proposé dans une réunion du parti, au nom d'un groupe de « jeunes intellos », la création d'un bulletin culturel ; ils m'ont répondu : « oui un jour on parlera de cela, c'est une très bonne idée » ; ils ne disaient jamais non. Tu vas me donner ça [l'interview], je vais raconter mon expérience personnelle et la donner à mes enfants pour qu'ils ne rigolent pas. Et par chance, la personne qui m'écoute mérite que je lui raconte des histoires vraies. Tu peux avoir mauvaise mémoire, des fois je peux me tromper de personnes mais je ne mens pas, je trouve que la vérité est beaucoup plus drôle, beaucoup plus intéressante !

J'ai participé à la création du mouvement marxiste-léniniste. Expression que j'ai rarement utilisée parce que je trouvais que c'était un peu l'imitation du stalinisme, le léninisme. Mais enfin c'était comme ça. Moi j'avais 25 ans, en 1965 et j'avais passé cinq ou six ans au PC ; j'étais donc un « vieux bolchévique ». Nous avons comme leader connu Francisco Martins Rodrigues, qui était un type formidable et qui fait partie de mes modèles historiques, pour écrire de l'histoire. Il a eu une grosse polémique idéologique avec Cunhal, il était le seul à la hauteur. Son frère était un peintre, dessinateur humoristique assez angoissé qui s'est tué un jour. La sœur avait une maladie mentale quelconque, un autre frère qui devait être écrivain surréaliste a tout arrêté parce qu'il a compris que c'était une maladie contagieuse chez eux... Son frère était extraordinaire, o Chico, pseudonyme : *Campos*, il est l'un des dix « fonctionnaires » du parti qui se sont échappés de la prison de Peniche ensemble avec Cunhal au début 1961. Il y a des livres où on parle de dix prisonniers qui se sont échappés et après quand tu comptes il n'y a que neuf noms. Tu vois, le parti communiste est indécrottable, dès qu'il peut *fauter*, faire une bêtise, il le fait. O Chico, c'est le seul, c'est par ailleurs raconté, dans les mémoires, par quelqu'un qui a adhéré au PSD après le 25 avril – carrément... – oui, parce que lui, il a été au dernier congrès du PCP avant le 25 avril, où il a parlé à Kiev. Il a discuté avec Cunhal, qui a dit au président « *laisse le parler, tu ne réponds pas mais laisse-le parler* ». Il pose ses critiques et puis il est amené à être écarté. Il est enfermé et il se taille de prison, entraîne un autre avec lui. Il avait les moyens, il avait de l'argent<sup>15</sup>. Il a donné une bonne partie de son argent au PC ; il s'appelait José Augusto Silva Marques et il est récemment décédé. Il a laissé un livre où il raconte qu'il

---

<sup>15</sup> Page 15.

était contrôleur de la région de Barreiro, où il distribuait 5 000 exemplaires du journal du parti, l'*Avante*, en 1970 par là.

La seule histoire du Parti est celle de Pacheco Pereira qui est fabuleuse jusqu'à l'avant-dernier volume (les trois premiers). Le quatrième a malheureusement tout à fait à voir avec la situation politique actuelle. Il a changé d'avis, très bien. Moi aussi, j'ai changé d'avis, mais ce n'est pas une raison pour raconter des blagues. Il traite de Cunhal quand il était en exil sans jamais citer mon nom ni notre groupe, alors que nous étions à Paris en même temps et qu'on avait des bagarres publiques, non publiques parce que Cunhal ne sortait jamais. Je ne l'ai vu que deux fois dans ma vie au Portugal ; non, trois fois... la première dans la Gulbenkian, la nuit des premières élections au Portugal après le 25 avril, il était « furax » ; la seconde, dans les jardins de la résidence de l'ambassadeur brésilien à Lisbonne, il a réussi à ne pas me saluer ; enfin, la troisième il y a été obligé parce que c'était l'*enterrement* de mon frère : il était là et je l'ai obligé à lever son cul de la chaise en lui disant qu'au moins mon frère avait des références politiques que nous n'avions plus. J'étais gentil non ? Il n'a pas prononcé un mot. J'avais fait des critiques sur la question agraire. Je n'ai jamais autant sué de ma vie, de ne pas commettre une erreur quelconque dans le *Diário de Notícias* en parlant de nos désaccords. Il n'a pas répondu, mais pour ça, j'étais déjà historien.

J'ai commencé par-là, par la question agraire. Certainement parce que mon père était agronome. Chose à laquelle je n'ai jamais songé devenir. Parce que c'est dans les *Cahiers de Circonstance*, que je suis devenu historien comme ça... Au début, j'accompagnais le groupe « marxiste-léniniste » en participant à plusieurs réunions, surtout publiques. Quand deux des membres sont mis en prison au Portugal, « Campos » et Rui d'Espiney, l'organisation s'écroule. Honnêtement, j'ai dit à Fernando Medeiros : « Ils sont en train de faire des choses pour lesquelles nous n'avons pas les bases organisationnelles ! ». Ce n'était même pas la question morale, mais nous n'avons pas des appuis pour tuer des gens. Ils ont tué un mec, qui était soi-disant un traître, ce qui en plus était assez injuste. Et de toute façon au Portugal, il n'y a pas la peine de mort, je termine toujours l'histoire comme ça ! Ce type, un *sapateiro*, pas même un ouvrier au sens technique du terme, d'Aljustrel et qui est pris dans les grèves de 1961 à 1963... *La vérité vient de '58, avec Delgado*, j'ai écrit ça l'autre jour. C'est alors que l'opposition a pris conscience d'elle-même et le gouvernement a été obligé de reconnaître – sinon publiquement, à l'extérieur – qu'il y avait bien une opposition<sup>16</sup>. Il y a le coup manqué à Beja (dans la nuit du nouvel an de 1962) duquel j'ai pris connaissance indirectement à travers quelqu'un que je connaissais très

---

<sup>16</sup> Page 16.

bien et qui habitait à Carcavelos, près d'Oeiras, avec qui je rentrais dans le train le soir. Il m'a dit : « Fais attention à la fin de l'année, il y aura des nouvelles ». J'ai demandé quoi mais il ne pouvait rien dire. C'est lui qui maintenant est marié à la mère du Premier Ministre, Manuel Pedroso Marques. Il s'est exilé, c'était un capitaine de l'armée ; c'était donc un coup militaire avec la participation de « civils » dont un a fait partie de notre groupe plus tard à Paris. Mais c'était un « agent triple » (n : il mime un pistolet) mais du bon côté, qui utilisait les arguments intellectuels, professionnels et d'autres plus convaincants qu'ils n'ont par ailleurs jamais utilisés. Ils avaient, je crois, une Kalachnikov pour 15 personnes cachée quelque part que je n'ai jamais vue... On n'entend plus parler de lui, un anarcho-belliqueux. L'autre c'était quelqu'un qui avait en réalité très peu à voir avec nous - *Alfredo Margarido* ; je crois qu'il est monté dans notre projet afin de ne pas rester totalement isolé ; il était beaucoup plus âgé que nous : il était né en '28, il avait donc 12 ans de plus que moi qui étais le plus âgé des *Cahiers*... Le vrai groupe c'est moi, c'est Fernando Medeiros, Aquiles de Oliveira et Tozé Horta Lobo, ainsi que Alberto Melo qui s'en est écarté en 1968 parce qu'il devient rocardien, très bien, on est resté amis bien qu'on ne s'est pas pratiquement plus vu ; après on a eu les renforts de deux officiers de la marine qui avaient déserté, o João Freire, qui a écrit une longue autobiographie magnifique. Il a déserté quand il était encore vaguement catholique, il a surtout évoqué des raisons morales à l'époque. Ce n'est pas mon cas du tout. L'autre c'était Jorge Valadas qui est resté à Paris et s'est liée « ultragauche », disons. Je ne l'ai plus revu : je crois qu'il considère que je me suis « vendu » à l'Université... ce qui n'est pas tout à fait faux ! Il y a encore : José Rodrigues dos Santos qui est devenu très proche du groupe d'origine et José Hipólito, plus âgé et avec une expérience très différente de la nôtre, ainsi que beaucoup de sympathisants qui participaient parfois aux discussions...

Un mouvement important : on commence à se dégager du Parti communiste. Le PC contrôlait une organisation qui s'appelait l'Union des Étudiants Portugais en France (UEPF), qui faisait partie de l'Union des Étudiants Portugais à l'Étranger. On s'engueulait et on y a mis fin. Medeiros Ferreira était à une de ces une réunions et il m'a dit beaucoup plus tard que j'avais été exécrable. Mais les principaux auteurs de la « provocation » c'était des situationnistes, dirigés par Francisco Alves, un futur archéologue sous-marin qui avait été au lycée avec mon frère (cadet). On s'est bagarré avec les « bureaucrates » : on les a appelés de léninistes et ils nous ont insultés de situationnistes<sup>17</sup>. Beaucoup plus tard, le même groupe « 'situ » nous a volé nos machines, les imprimantes Gestetner dont Jorge Valadas, un des deux officiers de la Marine – on

---

<sup>17</sup> Page 17.

a jamais eu personne de l'armée de terre... – qui ont rejoint le groupe des *Cahiers de Circons-tance*, mais nous avons récupéré les machines de force, en plein jour, en kidnappant un mec Rue Mozart dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement... J'en rigole toujours mais j'ai dû à un moment me bagarrer physiquement avec un type d'un groupe de l'extrême gauche, vraiment ! En plus de notre groupe, il y a un autre en particulier dont le leader était un Pierre Guillaume qui tenait une librairie en haut du boulevard Saint-Michel, la Vieille Taupe. C'est là que j'ai acheté un tas de numéros de « *Socialisme ou Barbarie* ». Nous sommes arrivés l'année où cette revue s'est terminée. Il y collaborait Castoriadis, qui signait alors avec plusieurs pseudos (Chaulieu, etc.), Lyotard et d'autres, comme Lefort, peut-être le plus important pour moi, qui a écrit sur la bu-reaucratie. Ce sont ces gens qui à partir d'un moment commencent à nous influencer, non pas en tant qu'historiens mais en tant que « théoriciens et activistes politiques ». Pierre Guillaume c'était un ultragauche. Il n'était pas situationniste mais il n'en était pas loin ; plus tard, il a été lié, je crois, à ces types qui ont mis en cause l'holocauste. C'est à travers lui qu'on a connu les « bordiguistes ». Ça tu ne sais pas ! (*n. : je montre que non*) Ah, finalement ! Amadeo Bordiga a été le secrétaire-général du parti communiste italien au début mais il n'a pas su gérer le fas-cisme et a laissé la place à Gramsci – qui ne l'a d'ailleurs pas très bien géré non plus – encore que Gramsci – et Lukács – ont été très importants pour moi avant même de fuir à Paris...

Moi je remettais en cause, sur le plan culturel, Gramsci. Quand les Éditions Sociales (PCF) ont commencé à traduire Gramsci et Lukács, *Histoire et conscience de classe*, on est au début des années '60, encore au Portugal. J'ai écrit sur les deux. J'ai fait des critiques sur le réalisme socialisme et l'autonomie de l'art, j'ai même inventé une phrase que j'ai attribuée à Gramsci mais en réalité c'est de moi, pour discuter du contenu et de la forme. Quand Cunhal était en isolement en prison, il a fait de la peinture et d'autres œuvres artistiques et littéraires, et pour lui c'était clair : *Ce qui compte c'est le contenu ; si la forme est bonne, tant mieux...* Alors, j'ai inventé cette phrase : « Il n'y a qu'un contenu, c'est celui de la forme », et j'ajoutais : comme dit Gramsci... mais en réalité il ne l'a jamais dit ! J'ai fait une petite entorse à la vérité, mais ce n'est pas la post-vérité ; c'était mon opinion et c'est toujours mon opinion ; comme disait mon oncle Jean Choisy : C'est mon avis et je le partage ! Si le livre est une merde, c'est une merde ce n'est pas parce que l'on y dit que les capitalistes sont méchants et que les ouvriers sont très gentils que cela change. Au moment où je me suis mis ça dans la tête, je n'ai pas arrêté de trouver des preuves de cela<sup>18</sup>. Tous les jours. On a commencé à lire, librement. J'ai lu « mon » Lénine, et je le cite : j'ai écrit un livre, *Le développement du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle* qui est

---

<sup>18</sup> Page 18.

un hommage au camarade Vladimir Ilitch, sauf que moi je n'avais pas les statistiques agraires des zemstvos russes, mais les communistes ont fini par tuer les gens qui le connaissaient cela et travaillaient là-dessus. Ça m'a révolté personnellement que Staline ait éliminé Kondratiev et tous les gens du Gosplan, et dans la foulée Alexandre Vassilievitch Chayanov, qui a écrit un livre dont je possède la photocopie de la traduction anglaise mais qu'il avait publié au milieu des années '20 en allemand. Son livre s'appelle *Théorie de l'économie paysanne* (circa 1925). C'est la théorie économique du petit propriétaire rural qui veut devenir moyen propriétaire et si possible grand propriétaire ; naturellement, 50 petits-propriétaires auront entretemps émigré, seront morts de faim, ça il ne le dit pas aussi clairement que je le dis. Il défendait les coopératives et s'opposait à la collectivisation, et c'est là que les économistes du Gosplan ont été pris en tant qu'idéologues de la NEP et des défenseurs des koulaks. Je ne sais pas comment cela s'est passé exactement. Lénine était déjà mort mais quand Staline – mais il ne savait pas lire, lui... – ou plutôt celui qui a lu pour lui les livres de Chayanov s'en est aperçu, il a dû avoir peur et les a tous envoyés en Sibérie. Kondratiev et Chayanov y sont morts en '37 !

Les premières lectures historico-sociologiques que j'ai faites et qui ont « dégénéré » en thèse de doctorat un jour sont déjà derrière mon premier livre : « *Materiais para a história da Questão Agrária* », écrit à Londres en 1971-72 mais sorti au Portugal après le 25 avril... Tu ne le connais pas ? Si, j'en ai un exemplaire ici : je t'en fais cadeau. Il a été publié en 1974 ou 1975, c'est une anthologie. Avec des textes de Salazar – et de Cunhal. Il a écrit sur *La campagne du blé* mais aussi un ouvrage sur le prix du pain en 1916 où il fait sa philosophie politique, qui est simple : le pays est corrompu et les partis sont corrompus, et cela jusqu'à la paroisse ; donc il faut tout reprendre en partant de la famille. C'est un chayanovien *of sorts*. Tiens, je t'en fais cadeau !

CA : merci beaucoup !

MVC : *La bibliothèque de l'ICS a ici les Cahiers de Circonstance, si tu as du temps à perdre. Probablement que le livre sur la question agraire de Cunhal est sorti, une première édition au Brésil, et pour discuter avec lui, j'ai été lire des choses sur le Mexique parce que c'était et c'est un pays construit sur la réforme agraire. C'est ainsi que j'ai développé l'intérêt pour cette question...* Je suis revenu à l'Université quand ma fille est née (1965). On n'avait pas d'argent donc on ne pouvait pas payer la baby-sitter pour aller au cinéma, donc j'ai décidé, évidemment il y avait des raisons plus profondes, mais j'ai décidé de retourner à l'Université et de faire quelque chose de facile le soir, en ayant le moins possible de *cours*<sup>19</sup>. J'avais un bon boulot, si j'étais resté aux Éditions Techniques je serais probablement directeur d'une branche de

---

<sup>19</sup> Page 19.

l'entreprise américaine qui l'a racheté entretemps et j'aurais un ventre comme ça mais aussi un porte-monnaie comme ça... Des livres, ce qui était écrit dedans, médecine, droit, mais on les vendait. Mon patron, Monsieur Aubertin, était très sympa, il me laissait aller aux examens. J'ai fait une licence de lettres. Il y avait encore les certificats, deux par an. Par pure coïncidence, j'ai terminé en 1968. Je lisais mieux parfois le français archaïque que les Français parce que c'était plus proche du Portugais. Mais la grande victoire de Mai 68 a été de couper l'ancien français de l'examen. On a eu Stendhal à l'examen dans une phrase d'un grand réactionnaire français...

**CA :** Barrès ?

**MVC :** Exactement, Barrès. Une phrase sur « la Chartreuse de Parme » disant que c'était mal écrit mais le meilleur roman de Stendhal. Tu connais l'histoire de ce livre ? Il a été dicté alors que Stendhal était malade et il l'a beaucoup modifié après la critique de Balzac. On a retrouvé cet exemplaire à Paris. Mais c'était mieux avant, il avait plus de fraîcheur. Tu as lu la *Chartreuse de Parme* ? (n. : je fais signe que non) Il faut le lire ! C'est l'un des deux ou trois grands romans français. Il y a un moment génial à la fin du roman où ils se disent qu'ils ne peuvent plus se voir, donc il éteint la lumière (*rires*). Stendhal était un Bonapartiste mais pas un Napoléonien. On était 40 000 à faire le certificat. Je m'en suis sorti. Je termine alors ma petite licence. J'ai toujours été tiraillé, culturellement, entre les Beaux-Arts que j'avais abandonnés, le cinéma notamment, le PCP appréciait ça parce que c'était grand public. En plus, au Portugal les films étrangers avaient un avantage par rapport à la plupart des films en Espagne, en Italie ou en France, car ils étaient doublés. Donc, la censure ne pouvait pas toucher aux dialogues et alors, entre les sous-titres et la langue parlée, il y avait beaucoup de choses qui passaient. On faisait des séances dans les ciné-clubs avec des centaines de personnes. Une fois je suis allé présenter un film de Fellini, *Il Bidone* ; on était obligé de donner la présentation à la censure, qui la validait ou pas. Cela se passait au Barreiro, j'avais entre 18 et 20 ans, donc 1958, maximum 1960. Pour y aller il fallait prendre le bateau et le dernier partait de Lisbonne à 20h ; pour rentrer, c'était seulement le lendemain matin. Il n'y avait pas encore le pont. Barreiro était absolument tenu. Le lieutenant de la Garde Républicaine m'attendait en sortant du bateau avec mon discours approuvé par la censure à la main et il m'a dit : « Vous allez lire cela, sans rien ajouter ». Il s'est posté devant moi au cinéma et il a suivi ma présentation avec le doigt<sup>20</sup>. À Lisbonne, ce n'était pas comme ça : après la présentation, on discutait les films, etc. Là pas de questions, rien. J'ai dormi au Barreiro. Ça c'était 1960 au Portugal. C'était durax. J'ai fait la

---

<sup>20</sup> Page 20.

même chose à Oeiras dans le cadre des *Pompiers* et je trouvais cela un peu « en dessous de mon niveau ». Je ne suis pas modeste – tu l’auras remarqué – et donc un jour, lors de nos réunions avec le parti, j’ai proposé de faire un « saut qualitatif », passer des *Pompiers* à un véritable ciné-club... Le parti m’a dit : non, non, on apprécie ton travail, ici ce n’est pas pour la « distinction », c’est pour attirer les gens. Et j’ai continué de faire mes présentations aux *Pompiers* d’Oeiras... Nous sommes en France, à la faveur du conflit sino-soviétique. Les Portugais ne sont pas les derniers à y entrer mais la nôtre est une des coupures les plus radicales avec les partis communistes à cause de la guerre coloniale et de l’exil. Les jeunes scissionnistes pro-Mao ont fait une petite action armée au Portugal ; ils ont été tous pris ; j’ai un ami déjà décédé qui a mis alors une bombe qui n’a pas explosé mais il est resté en prison jusqu’au 25 avril ; ainsi qu’un autre copain plus âgé qui m’avait révélé les charmes du surréalisme, ensuite il a participé à la rébellion maoïste, s’est enfui à Paris et est enfin parti en Espagne : on se voit et on correspond toujours, c’est Fernando Barros, qui doit avoir aujourd’hui près de 80 ans, ça c’est incroyable ! J’ai rencontré Bourdieu en Mai ‘68. J’avais connu entretemps une fille, j’étais marié, avec une enfant, mais à la faveur des « évènements » j’avais rencontré cette fille. Elle s’appelait Annie... Elle faisait de l’Allemand. Très gentille, elle avait mon âge. Un soir, on était fatigués d’avoir fait la révolution pendant la journée. On rentre à la Sorbonne et on voit : Pierre Bourdieu parle à 18h. J’avais lu son premier livre, *L’Amour de l’Art*, le meilleur. Il y disait que les ouvriers trouvaient normal que les musées soient chers parce que, paraît-il, il y a des choses très jolies, alors que la bourgeoisie disait que les prix étaient excessifs et comme ça le peuple ne peut pas y aller ! Ça c’est Bourdieu dans son mieux. Je rentre et il parlait de la « reproduction ». Comme je suis coquin, j’ai voulu poser une question. Monsieur – « non pas Monsieur, Pierre ! » – vous ne parlez jamais de la production. Comment commenteriez ce vers de Léo Ferré qui dit : « Merci Satan d’avoir mis *les Fleurs du Mal* au chevet de l’adolescent » ? Il n’a pas répondu à ma question. La littérature est productive chez les adolescents et pas seulement reproductive. Elle y met le malin. Le fondateur d’ICS, Adérito Sedas Nunes, n’aimait pas Bourdieu, comme moi. Donc je lui disais : « *s’il avait raison, on serait encore sur l’arbre en train de manger des bananes. Il doit bien y avoir quelqu’un qui ne s’est pas fait pas à la reproduction et qui a créé un détour, et il n’a pas été petit, depuis le bananier jusqu’à aujourd’hui* ». Tout n’a pas été couvert de roses, ça c’est vrai, le pauvre Bourdieu, il est mort jeune<sup>21</sup>. Il a piqué l’expression « société de consommation » à Baudrillard. Oui : il l’a piqué ! Moi, j’ai fait un travail de références bibliographiques et la définition qu’il donne de la société de consommation est celle de

---

<sup>21</sup> Page 21.



Baudrillard. Celui-ci est loin d'être bête. Il avait d'ailleurs une maison au Portugal et il ne l'a jamais dit à personne. Bourdieu a donc eu le culot de ne pas citer Baudrillard ; seulement une fois un article pour parler de tout autre chose. Dans son système de citations que j'ai analysé en détail, il n'y a d'éloges que pour les morts. Tous les auteurs vivants sont des citations d'appui, techniques, « Jean-Paul je ne sais pas quoi » a fait une étude sur les meubles Bobois... Pour remplir ses statistiques...

Retournons en arrière. J'étais très attiré par ces questions. J'avais eu une série de boulots mais à un moment je me suis trouvé sans travail mais il n'y avait pas de chômage à cette époque-là. Ma femme était enceinte, on avait besoin de la Sécu pour le bébé et donc j'ai travaillé chez Olivetti et j'ai vendu trois machines. Elles étaient lourdes quand il fallait les porter. Là j'ai dû avoir un moment de déprime car j'ai commencé au café à jouer à ces machines électriques. (n. : tout bas). Tu sais, ça a dû être inventé par un psychologue social, ce sont les pires... Entretemps, j'ai trouvé un emploi meilleur, mieux payé et grâce auquel on a trouvé un appartement dans un HLM dans la banlieue proche, mais de type commercial, sans intérêt pour moi. Ce sont les *Cahiers* qui m'ont permis à partir de '67 de faire le passage ou plutôt le retour à la culture que je connaissais du Portugal, j'ai commencé à faire une licence de Lettres Modernes le soir, j'avais toujours beaucoup lu et vu beaucoup de cinéma, j'avais publié dans des revues et des journaux, etc... Notre objectif avec les *Cahiers de Circonstance* était au fond de critiquer la théorie avec des données empiriques. On voulait savoir ce qui s'était passé vraiment au Portugal : comment les militaires ont pris le pouvoir et pourquoi la dictature durait depuis 40 ans ! C'était un peu trop mais on voulait mettre fin aux discours théoriques, purement idéologiques. Les *Cahiers* m'ont permis de croiser les ambitions intellectuelles avec l'engagement politique. Quand j'ai terminé la licence en '68 j'ai voulu continuer, j'ai proposé un projet à Étienne qui n'a pas dit non. C'était quelqu'un de poli et de très charmant. On l'a un peu oublié mais il a sorti un livre qui a eu beaucoup de succès : *Parlez-vous français ?* Tu connais ?

CA : oui, oui<sup>22</sup>.

MVC : Quand il faisait cours – l'assemblée passait son temps à glisser des petits mots – il y a un moment où il levait les yeux en nous regardait et il dit, je ne sais pas pourquoi « je suis là, à essayer d'expliquer quelque chose d'intéressant à des gens incapables de comprendre le grec de saint Luc ! ». J'ai dit à ce moment à Rita, une autre copine « en ce qui me concerne il a tout à fait raison » ! Le mec désespérait devant ces ignares. Mais comme c'était le professeur de

---

<sup>22</sup> Page 22.

littérature comparée je voulais comparer le surréalisme portugais et le français. Parce qu'il y avait un élément politique. Il y avait deux branches : une plus littéraire, une autre plus politisée. Il y a un poète très intéressant, qui était homosexuel et que j'ai rencontré au café et qui a écrit un poème merveilleux, Mário Cesariny. Il est artiste aussi. Il a écrit ce poème : *Discours sur la Réhabilitation du réel quotidien*. Il était chez un ami des *Cadernos*, plus âgé, il était au lit malade et il m'a dit : *j'ai écrit cela après avoir lu Critique de la vie quotidienne* d'Henri Lefebvre. C'était quelqu'un de très bien et en plus il était drôle. Il a fait un mal terrible au marxisme quand il a commencé à séparer toutes les pièces. J'ai renoncé, je n'avais pas le temps : les Cahiers, la politique, Mai 68. Le premier article tourné vers l'histoire a été à travers la question agraire. Les matériaux étaient de seconde main mais il y avait une étude d'un gauchiste parmi nos amis qui avait écrit sur la réforme agraire au Mexique ; c'était un trotskyste ; moi j'aime à dire que j'ai beaucoup de défaut mais je n'ai jamais été trotskyste. Je ne sais pas pourquoi j'ai toujours trouvé que c'était surfait. Le pauvre, ce qu'on lui a fait... mais il n'était pas rigolo non plus. Dans les *Cahiers*, quand on a décidé d'y mettre fin, à quelques exceptions, on est tous restés amis.

À la fin, avec mai 68, chacun s'est séparé, et c'est de ma faute. Moi j'ai été dans le comité des travailleurs immigrés qui avait siège à Censier. On mangeait du poulet tous les jours. Il n'y avait que ça. C'était le communisme, c'est merveilleux. C'était la rareté parce qu'il n'y avait plus d'argent et tout était fermé. Les voitures s'arrêtaient dans la rue parce qu'il n'y avait plus d'essence. Ça a duré quinze jours. C'est là que de Gaulle a été voir le général Massu qui l'a soutenu. Et le PC aussi bien sûr. Les gens ont gagné une semaine de vacances et 10% d'augmentation. C'est tout ce qu'on a gagné. Ha, et le subside de chômage. Cela reste le pays au monde où il y a le plus de vacances et à mon avis c'est un titre de mérite. Là on s'est repolitisé. On n'a jamais cru à la révolution. Le 27 mai, au stade Charléty, lorsque Mitterrand avec la bénédiction de Mendès-France et le représentant des syndicats du supérieur, qui était un grand helléniste, Jean-Pierre Vernant. Ils font le meeting où Mitterrand se propose pour précipiter des élections<sup>23</sup>. Et là Cohn-Bendit, l'appelle de récupérateur. Je ne sais pas s'il a dit « on n'est pas là pour prendre le pouvoir » mais c'est ça que j'ai entendu. Moi le 3 mai, j'étais le soir par hasard dans le Quartier Latin, tout près de la Sorbonne et là, la tentation de la révolution est revenue. Je me suis séparé.

Moi j'ai fait des contacts avec les Italiens et j'ai encore des bons contacts avec Toni Negri. Il est très intelligent, il a écrit sa biographie actuellement. Il a une compagne qui a eu le coup de

---

<sup>23</sup> Page 23.

foudre en l'interviewant en prison. Il y avait un côté réel-quotidien, un peu l'enquête ouvrière, sans que ce soit Daniel Motté. Et rapidement, avec Fernando Medeiros on a commencé à vouloir s'intéresser aux paysans. Il y avait un marxiste-léniniste prochinois – c'est l'acceptation que l'on a acceptée, dans ma chambre j'avais une photo de Mao dans la province du Hunan que j'avais découpée pour provoquer les voisins – qui s'appelait Charles Bettelheim qui avait fait une critique du système soviétique. On s'est inscrit à l'École des Hautes Études qui était rue de Varenne à cette époque. Mais c'était très emmerdant. C'est par Samir Amin qu'on a découvert Chayanov à travers une traduction qu'il avait fait faire par son Institut du Sénégal. Un de mes maîtres est Albert Silbert qui avait fait sa thèse sur le Portugal méditerranéen. Il a été dans mon jury de thèse et il m'a dit : *j'ai fait la bêtise de choisir le Portugal. Je n'ai pas choisi le Portugal, ce qui m'intéressait c'était la vaine-pâturage. Tu dois faire attention parce qu'en France personne ne s'intéresse au Portugal, mais maintenant que l'on a un gouvernement charmant, ça se trouve ça va changer. Silbert, il avait des contacts avec les historiens.* Nous sommes allés voir Bettelheim qui était complètement dominé par les « maos ». On y racontait que des histoires : la libération des femmes en Chine... Je disais à Fernando que cela n'était pas possible.

Bref je commence ma thèse en 1970-1971. On voulait faire une thèse tous les deux, à partir 1890. Salazar a écrit un livre très intéressant sur cette période de la crise de 1890 en disant que c'est vrai que le peuple aurait pu se soulever mais il a préféré vouer les gouvernants au mépris le plus profond ! Je comprends pourquoi il a pris le pouvoir ! J'ai acheté ce livre – *O Ágio do Ouro* (1918) – 20 euros à Paris, quelqu'un qui ne savait pas ce qu'il avait. C'est une sorte de thèse de licence. C'était difficile à trouver parce que cela fait partie des ouvrages qu'il a un peu cachés, contrairement à son article sur la *Crise de subsistance* où il fait l'éloge de Sidónio Pais tout en disant qu'il faut aller plus loin. Sidónio n'avait pas la tête pour ça, mais lui il avait le charisme, au sens wébérien, juste à travers le regard qu'on jetait sur lui. Mussolini était le premier à utiliser la séduction auprès des femmes<sup>24</sup>. *Dans la Bataille du Blé (Battaglia del Grano ; Campanha do Trigo em Portugal...), il se faisait photographier torse nu sur des tracteurs et les femmes devaient penser "oh ! Il est si beau". Les femmes adoraient Sidónio Pais. Il y a un facteur accidentel qui est la grippe espagnole. Il y avait toute une jeunesse pleine de militaires autour de lui, Machado Santos, qui a écrit la Constitution pour lui, une constitution américaine avec un président. Fernando Pessoa l'a appelé le "président-roi". Beaucoup des suiveurs de Sidónio ont rejoint Salazar.*

---

<sup>24</sup> Page 24.

*En fait, comme je te l'ai dit, Salazar n'avait pas de bibliothèque, personne ne l'a trouvée. A-t-il lu de la poésie ? Quoi ? Je ne sais pas ce qu'ils en ont fait, il a fait des études de droit et a fait de la politique avant d'obtenir le pouvoir. Il dit qu'il est allé au Parlement et s'est enfui dès qu'il est entré, mais c'est un mensonge car c'est le Parlement qui a été dissous. Et il a postulé à nouveau. Il était prêt à poursuivre une carrière au nom du Centre catholique. Et le Centre catholique avait une position au-delà du conflit République/Monarchie. En fait, ils voulaient qu'il rétablisse la monarchie mais le général Carmona a dit que le plus important était de défendre le régime dictatorial ! Enfin, dans ce livre (La question céréalière), il parle de la nécessaire division des terres dans l'Alentejo, mais les grands propriétaires terriens étaient très attachés à l'intégrisme lusitanien et en étaient donc des partisans tenaces. Ils sont « ennuyeux », ils écrivent en 20 pages ce que quelqu'un écrirait en 20 lignes. Il y en a un qui dit : « Celui qui n'aime pas le latifundium est quelqu'un qui n'aime pas les grandes choses ». Un argument imparable (rires). Sardinha est le maître d'œuvre de l'Intégrisme et est complètement maurrassien ; ils lisaient Valois.*

*Retournons à Bettelheim, qui était complètement prochinois et nous étions en pleine révolution culturelle. Quand on pense à ce qu'ils ont fait ! Nous nous sommes donc mis d'accord pour faire la période 1890-1926, les origines socio-économiques du fascisme portugais, avec Fernando Medeiros et moi-même. Une rétrospective de notre problème : comment est-il possible que cette maudite dictature ne s'arrête jamais et que nous devons encore endurer. Nous voulions le savoir ! Nous savions déjà que les fascistes étaient « mauvais » : c'était l'idéologie. Nous avons tous écrit : Pacheco Pereira, Carlos da Fonseca, etc. en passant en revue ce que les républicains avaient diffusé ! Les Tribunaux Sociaux sont antérieurs au 28 mai !*

*Le grand problème de la gauche portugaise, à part la Gauche Prolétarienne et certains groupes en Italie, est qu'ils étaient des copies des partis communistes mais avec un portrait de Mao. Parti, verticalité : ce que l'on savait déjà... C'est curieux : la dispute entre Marx et Bakounine continue. Le Podemos en Espagne est plutôt Bakounine<sup>25</sup>. Je pense qu'il avait raison : le Bloc de gauche est plus « marxiste », il vient du « trotskysme ». Bakounine a dit que les bons révolutionnaires sont les diplômés sans emploi. Bakounine a dit à Marx : les ouvriers ne veulent que du repos... Les rebelles sont ceux de Dostoïevski (contre Tolstoï).*

*Nous sommes allés voir le professeur Pierre Vilar. Ce n'est pas moi qui l'ai trouvé ; je ne sais pas si c'est l'école qui m'a indiqué que le professeur qui s'occupe du Portugal est le professeur de l'Espagne. Il nous a tout de suite dit qu'une thèse à deux n'était pas possible, seulement si*

---

<sup>25</sup> Page 25.

*on la fait en deux parties, chacune avec son auteur.... Fernando vivait plus ou moins de petits boulots, sa femme était infirmière. Il a écrit peu de livres et il est resté sur les questions agraires. Moi je lui ai dit que je ferai la Première Guerre mondiale. Je n'ai pas fait d'archives en France, il aurait pu y en avoir mais il y avait tellement d'ouvrages ! J'ai commencé à comprendre que c'était ce que je voulais faire. La politique devenait un peu moins importante. C'est vrai que le reflux de Mai 68, je ne l'ai pas vraiment bien pris. Ma mère m'a donné une petite aide, pas mon père. Je crois que son père avait dû lui dire quelque chose dans le même genre et il a reproduit sa conduite. J'ai demandé une bourse à la Gulbenkian, je ne l'ai pas eue. Mon père a été protester et on lui a répondu : « ça vous surprend ? ». J'ai retrouvé notre correspondance chez lui : je me suis rendu compte que c'était terrible. L'exil n'était pas si drôle que ça ! Quand j'ai lu les lettres, je me suis dit « merde alors » ! Les Français ne sont pas toujours gentils, on n'avait pas beaucoup d'argent. Du coup, on a décidé d'aller en Angleterre et là je commence à me concentrer. Moi je faisais des traductions, j'aime bien traduire même si c'est très mal payé. Vilar m'a envoyé chez Hobsbawm. Je ne l'ai pas aimé du tout, un marxiste qui raconte toujours la même histoire. J'ai été quelques fois et j'ai arrêté ; j'ai préféré les bibliothèques qui étaient fabuleuses. Mieux que les françaises car les Anglais ont toujours suivi le Portugal des yeux, *they always keep an eye, depuis le XIV<sup>e</sup> siècle au moins. Parce que le Portugal était une excellente idée pour diviser l'Espagne. Le jour où nous avons décidé d'être indépendants de l'Espagne, nous sommes devenus dépendants de l'Angleterre et ainsi de suite. Le matériel était fantastique. Je n'ai publié ce livre au Portugal - prêt en 1972 - qu'après le 25 avril [Matériaux pour l'histoire de la question agraire au Portugal, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles - Anthologie, préface et notes, 1974].**

*C'était ma vocation et j'ai eu la chance, après le 25 avril, d'être payé pour ma vocation qui est ce que tout le monde veut, en la transformant en profession. À Londres, toute la partie économique et statistique, il y avait tout là-bas. Je suis resté un peu plus d'un an : quand nous avons demandé des livres, ils les ont achetés ; à l'époque, la bibliothèque était encore au British Museum<sup>26</sup>. Et j'ai beaucoup écrit à Londres ! J'ai fait le « Développement du Capitalisme » sans l'introduction et j'avais ma thèse pratiquement prête. J'ai même demandé à un jeune Espagnol, Santos Julià – aujourd'hui un grand historien ! – de faire quelques calculs lorsque nous étions tous les deux à Oxford. Il y avait aussi Juan Pablo Fusi, qui avait fait une thèse sur le socialisme au Pays Basque et qui soutenait à l'époque le ministre de la transition en charge de l'indépendance basque ; beaucoup plus tard, Juan Pablo a été directeur de la Bibliothèque nationale de Madrid en même temps que j'étais à la BN de Lisbonne dans la deuxième moitié*

---

<sup>26</sup> Page 26.

*des années '80 ! La première année de mon séjour à St-Antony's, le petit-fils d'Ortega y Gasset, Pepe Varela, était encore là, faisant un célèbre doctorat sur « los Amigos Políticos » à propos du rotativisme libéral en Espagne... Une figure fondamentale pour mon évolution future en tant que « sociologue » était Hermínio Martins, avec qui j'ai vécu presque tous les jours pendant trois ans et avec qui je n'ai jamais perdu le contact ! L'environnement d'Oxford, avec une grande circulation de personnes de tous horizons autour de l'histoire et des sciences sociales, était non seulement très stimulant mais m'a aussi ouvert le camp anglo-américain comme alternative (ou combinaison) avec le camp francophone !*

*De par mon expérience de vie et de travail, je crois fermement à la productivité des « groupes » et des « réseaux » ! Je cite souvent Gombrich, l'historien de l'art qui a montré que la Renaissance est faite par un groupe : les gens se rencontraient, parlaient, correspondaient, participaient à des initiatives communes, bien avant la facilité des ordinateurs et des emails ! Les grands débats et les révolutions intellectuelles se font toujours en groupe, comme ce fut le cas avec Révolution et Barbarie, que nous n'avons rencontré à Paris qu'après la dissolution du groupe et qui fait maintenant l'objet de doctorats... En science, cette importance du « groupe » n'est pas différente des autres activités mentales, pour ainsi dire. En France, mon dernier emploi était dans une imprimerie : les imprimeurs ont perdu la Commune mais, en tant que syndicat, ils ont conservé une organisation incroyable : nous commencions à 8 heures du matin jusqu'à 14 heures, et puis nous étions libres ! C'était le seul endroit au monde où on m'appelait avec un diminutif, Manu. On a bu ce truc que vous buvez en France, avec de l'anis...*

**CA :** le pastis

**MVC :** *C'est ça ! De toute façon, j'ai donné la thèse à Vilar. Il m'a dit que j'étais meilleur en synthèse qu'en analyse. J'avais encore la tentation d'aller toujours plus loin dans la période que j'ai fini par couvrir dans la thèse (Le Portugal à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle..., éditée au Portugal en 1979) : d'une énorme introduction que j'ai faite, j'ai pris « Le développement du capitalisme », publié pour la première fois en 76<sup>27</sup>... Et je l'ai abandonné dans le projet de couvrir la Première Guerre mondiale parce qu'il était très différent. Fernando Pessoa a même dit que 1915 « était la guerre civile à tous les coins de rue ». Mon père, qui est né en 1908, avait 18 ans quand il y a eu le 28 mai 1926. C'était une personne cultivée et politisée ; plus tard, je lui ai même demandé : « Vous souvenez-vous de ce que vous avez pensé du 28 mai ? » ; il m'a répondu qu'il s'en souvenait parfaitement : « Ça ne pouvait pas être pire que ça ne l'était », mais en fin de compte, ça pouvait être pire ! Mais à l'époque, personne ne pouvait plus*

---

<sup>27</sup> Page 27.

*supporter la République, non seulement du point de vue social, des conflits et de l'économie. C'est ainsi que Salazar a gagné de l'espace et est devenu un dictateur dans les décennies suivantes ! J'ai cette période initiale de la Dictature militaire toute photocopiée du Public Record Office avec toute la correspondance diplomatique.*

*Quand le 25 avril a éclaté, la thèse était prête, mais les événements, surtout à l'Université, ont distrait les gars, alors j'ai été en retard dans la livraison. Je suis souvent allé en France et la Fondation Gulbenkian m'a accordé une bourse pour la dactylographier. J'ai présenté ma thèse en 1978 mais il a fallu presque un an pour organiser la soutenance. Ma vie de révolutionnaire semi-professionnel, qui n'a jamais été payée – j'ai même dû payer le journal pour le tract ! – s'est pratiquement terminée le 25 avril, plus exactement en octobre 1974, juste après le 28 septembre où, par coïncidence, j'étais absent, quand je me suis confié alors à un ami dans le cabinet d'avocat duquel se réunissait un petit groupe de « gauchistes » indépendants, ce qui fut ma dernière réunion politique : et ce fut ainsi pendant presque dix ans...*

*Un ancien collègue, à qui je dois la moitié de mon bonheur, qui travaillait déjà au GIS, m'a invité à faire une enquête ouvrière. Par la suite, c'est lui qui m'a offert la possibilité de rejoindre l'ISCTE, où nous avons créé le cours de sociologie qui a attendu des années pour être reconnu. Jusqu'à aujourd'hui, la sociologie n'est toujours pas considérée comme une compétence spécifique à enseigner dans le secondaire : elle partage avec d'autres matières, jamais seule ; c'est du pur « corporatisme » des anciennes disciplines !*

*Vous faites ... une thèse d'histoire de l'histoire ! Nous sommes pleinement dans l'histoire. Bien sûr, c'est « beau » parce que, d'une part, cela explique comment nous avons fait, d'autre part, comment l'histoire a été choisie par notre génération. Pour nous, les exilés, la « bête », la préoccupation, la question initiale était la politique : pourquoi cette m... fasciste nous conduit à nous retrouver ici, en exil ? Il fallait donc revenir aux causes<sup>28</sup> !*

***Revu par Manuel Villaverde Cabral le 13 avril 2017***

## **Entretien avec Maria Beatriz Nizza da Silva (29/05/2017)**

*J'ai découvert en 2017 le nom de l'historienne Maria Beatriz Nizza da Silva en me penchant sur la liste des boursiers de la fondation Calouste Gulbenkian. En regardant un peu les informations trouvées sur internet, je me suis dit qu'il serait intéressant de la rencontrer dans la mesure où elle était partie du Portugal. Elle semblait cependant être restée au Brésil. Au détour d'une conversation avec Miriam Halpern Pereira, elle m'a précisé que Maria Beatriz Nizza da Silva était en ce moment au Portugal. J'ai donc profité de l'un de ses séjours, pour la rencontrer. L'entretien a eu lieu chez elle, peu de temps avant qu'elle ne parte plusieurs mois à São Paulo comme elle en a l'habitude.*

**Christophe Araújo :** Dans le cadre de mon doctorat sur les historiens portugais sous la dictature, j'ai tenu à vous rencontrer pour que vous me fassiez part de votre expérience. L'objectif de ma recherche est de mieux comprendre la condition historique durant cette période. À travers votre propre parcours en grande partie à l'étranger, quelles sont les raisons de votre départ et de votre vie au Brésil ?

**Maria Beatriz Nizza da Silva :** J'ai été à l'université de Lisbonne la dernière année où elle était liée à la philosophie : la philosophie était une horreur. Les cours d'Histoire étaient intéressants mais pas totalement. Ma formation a surtout été en histoire, car je n'allais pas trop aux cours de philosophie. C'était si mauvais que cela ne valait même pas le coup. J'ai dû faire ma thèse de licence, exercice qui était encore en vigueur à cette époque. Je l'ai faite en histoire de l'art avec un historien de l'art qui habitait à Évora car si je m'étais mise sous la direction des professeurs d'histoire générale je n'aurais jamais terminé : ils en demandaient beaucoup. Il y a deux historiens avec qui j'aurais beaucoup aimé travailler, qui étaient tous les deux de bons historiens : António Henrique Oliveira Marques et Jorge Borges de Macedo. Mais faire une thèse (n. : de licence) en histoire, sérieusement pendant deux ans, moi qui venais de me marier il y a peu de temps et devais gagner de l'argent, n'était pas envisageable. Je l'ai donc faite en histoire de l'art. Et voilà<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Page 1.



Durant toute la période à l'Université, j'ai senti des limitations de perspectives et l'absence de personnes qualifiées en nombre avec qui parler et avec qui travailler. Je veux dire par là que je m'isolais à la Bibliothèque nationale et je faisais ma recherche. Oliveira Marques nous envoyait à la Torre do Tombo pour étudier la paléographie. C'était un excellent historien, je l'ai même invité au Brésil pour faire un cours à São Paulo. À ce moment-là, il n'était déjà plus médiéviste car il travaillait sur la République. Nous sommes toujours restés amis et il était un pionnier : alors qu'il venait de rentrer d'Allemagne, il avait d'autres idées que les historiens portugais. Borges de Macedo était très bon mais il n'apportait pas ce renouvellement que Oliveira Marques incarnait. De fait, il a commencé ici quelque chose : il a dit : « Nous allons programmer un séminaire ». Nous nous demandions : « Mais qu'est-ce que c'est un séminaire ? », personne ne savait ce que c'était. Nous avions cette habitude : le professeur faisait son cours, il n'y avait pas de discussion, il n'y avait rien et ensuite on faisait un examen. Oliveira Marques a introduit ces séminaires de discussion avec un thème : les effets de la Peste Noire au Portugal. Ce fut un travail de recherche collective et il y a même eu après une publication. Ce fut donc un souffle nouveau, dans ce marasme complet. Oliveira venait avec des idées neuves d'Allemagne et a donc donné une très bonne impulsion, il parlait beaucoup avec nous. Jorge Borges de Macedo était un bon historien mais il était très fermé et très difficile à contacter.

J'ai donc fait ma licence, avec tous les examens obligatoires, qui étaient très ennuyeux et très désagréables parce que nous devions travailler sur des thèmes qui n'étaient pas intéressants pour passer les examens de la Licence. J'ai commencé à travailler dans une école proche d'ici sans aucune préparation : je suis allée parler à de jeunes filles de neuf ans et je n'avais aucune idée de comment m'adresser à des jeunes filles de neuf ans. Ce fut une très mauvaise expérience parce qu'il n'y avait pas de perspectives de bourse ou de travail. Il fallait prendre les écoles qui apparaissaient. Et à l'époque de l'Estado Novo – je ne sais pas si Miriam vous a raconté cela parce qu'elle n'a pas eu cette expérience – dans cette école, on n'avait un salaire que durant la période des cours. Les vacances n'étaient donc pas payées, nous avions une prime pour les examens, mais Salazar pensait que les gens n'avaient pas besoin de gagner d'argent ni de manger pendant les vacances. J'ai trouvé cela tellement étrange que l'on ne soit pas payé pour toute l'année. Il n'y avait pas à cette époque de treizième ni de quatorzième mois. On réussissait à se faire un peu d'argent avec les corrections d'examens et il fallait faire avec cela pour les vacances. C'est ce qui m'a le plus embêté<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Page 2.

Durant mes années universitaires, je n'ai jamais eu d'activités politiques : je n'étais pas de ces personnes très politisées, j'étais surtout très tournée vers l'académie. Ce que je voulais c'était aller à la Bibliothèque nationale. Je fuyais toujours Miriam, parce qu'elle venait toujours avec des papiers à signer et des choses comme ça. Mais mon mari, bien au contraire, était très politisé à l'Université. J'ai soutenu ma thèse de licence en 1961 – je me suis mariée en 1960 – et mon mari était à l'Université au moment de la grève de 1962 et il n'a pas réussi à terminer son cursus cette année. Et il a ensuite été appelé par le service militaire pour aller en Angola. Il a décidé de trouver un moyen pour sortir d'ici. Ce fut alors la grande question : comment sortir du Portugal ? Mon mari a tenté, parce qu'il avait des oncles au Parti communiste, de prendre un bateau pour aller au Maroc depuis l'Algarve. Mais il n'y avait aucun bateau. Il a alors décidé de traverser la frontière espagnole – qui à l'époque était une vraie frontière – avec un ami, Humberto Velo, qui est déjà mort, à pied avec des contrebandiers. Ils se sont rendus à Salamanque, en prenant le train. Le passeport de mon mari était un vrai passeport mais il périmait en juillet. Il avait donc peu de temps devant lui. Ce qu'il avait de faux était le tampon de sortie du territoire car à cette époque tout était contrôlé. Ce tampon avait été falsifié un peu avant de franchir la frontière. Je leur avais conseillé de se rendre à Saint-Sébastien à la frontière française. Quand j'avais été là-bas, comme touriste, je m'étais rendue compte qu'en faisant une excursion de groupe, le guide prenait tous les passeports et les emmenait à la police française. Et donc il était plus simple que d'aller seul présenter son passeport, parce que même s'il semblait vrai, le tampon n'était pas valide.

Ils ont alors suivi mon conseil, en traversant la frontière française, en prétextant une excursion en France, et ils se sont ensuite rendus à Paris. J'étais encore en train de donner des cours à cette époque, c'était la période des examens et je suis restée dans l'attente d'un télégramme chiffré me signalant qu'il était arrivé en France. Il y avait ensuite la question de comment faire pour le rejoindre. Mais j'avais fait attention à cela, parce qu'à l'époque de Salazar, les femmes ne pouvaient pas voyager sans l'autorisation de leur mari – autorisation très formelle. J'avais donc demandé à mon mari, avant qu'il ne parte, de me remplir ce document. J'avais un seul problème : il me fallait de l'argent pour pouvoir partir. C'était le seul. Heureusement, il y avait un vieux frère de mon beau-père qui a vendu des actions et j'ai alors pu partir à Paris en empruntant de l'argent à cet oncle du PCP. Nous nous sommes retrouvés à Paris<sup>3</sup>.

Là se posait ma question fondamentale : je ne voulais pas rester à Paris parce que je savais que trouver un travail était très difficile, j'entends un bon travail et mon beau-père vivait

---

<sup>3</sup> Page 3.

au Brésil. Il était là-bas depuis 1954. Ici il avait fait de la prison et on lui avait interdit d'enseigner. Il s'appelait Adolfo Casais Monteiro. Interdit d'enseigner, emprisonné : il a donc profité d'un colloque à Salvador de Bahia – comme l'a fait Jorge de Sena – et il est resté. Il a alors réussi à donner des cours à Rio de Janeiro et ensuite dans une ville à l'intérieur de l'État de São Paulo. J'ai donc dit à mon mari que je voulais aller au Brésil et que je ne voulais surement pas rester en France : c'était la seule chose sur laquelle j'étais ferme. Et c'est là que commençaient de nouveaux problèmes parce qu'à cette époque, les passeports permettaient de se rendre dans très peu de pays, et se posait la question de comment réussir à obtenir le visa pour le Brésil. On nous a dit qu'il fallait se présenter au consulat du Portugal à Paris pour ajouter le bonus pour voyager au Brésil. Le but fut, avec mon mari déserteur et contrôlé par la PIDE – qui avait été voir mes parents et tous les gens que nous connaissions– de trouver une solution. Voilà ce que l'on a fait : j'ai découvert qu'il y avait un attaché culturel, Guilherme Castilho qui était un ami de mon beau-père, et nous avons cherché à le rencontrer pour qu'il nous présente quelqu'un – à moi surtout – du côté des passeports. Je m'y suis rendue toute seule et j'ai commencé à inventer : jamais de ma vie je n'aurais pensé que je fusse capable d'inventer autant de choses. J'ai dit que mon mari était en voyage d'affaire à Bordeaux et qu'il n'avait pas pu venir avec moi mais qu'il fallait que nous nous dépêchions d'aller au Brésil, parce que nous avons notre beau-père là-bas, et nous avons un billet déjà acheté et que donc je voulais que l'on ait le document manquant pour le Brésil. Nous y sommes retournés avec mon mari à l'heure du déjeuner, ils ont mis le bonus dans son passeport avec le tampon falsifié mais comme c'était l'heure du repas, ils n'étaient pas très attentifs. Nous avons alors réussi à embarquer dans un avion pour Milan. Mais tout cela a mis un certain temps et le passeport de mon mari était déjà périmé. Quand nous sommes arrivés à l'escale à Milan, le douanier nous a signalé que le passeport de mon mari n'était plus valable. Nous lui avons alors répondu que ce n'était pas son problème parce que nous allions au Brésil, et que pour une escale, cela ne devait pas poser de problème car nous résoudrions cela une fois arrivés au Brésil. L'Italien s'est alors convaincu et nous sommes arrivés à São Paulo.

Nous avons envoyé un télégramme à mon beau-père, chiffré, pour qu'il soit prévenu de notre arrivée. Nous savions qu'il était professeur dans une université de l'intérieur de l'État de São Paulo. Mais il y avait des vacances en juillet et il était donc à Rio de Janeiro<sup>4</sup>. Quand nous sommes arrivés nous nous demandions où est-ce qu'il était. Nous n'en avons aucune idée. Nous nous sommes rendus en bus dans la ville de Araraquara où il vivait. Nous sommes arrivés

---

<sup>4</sup> Page 4.

à l'adresse qu'il nous avait donnée mais il n'y était pas. Son voisin – cette histoire peut paraître un peu surprenante – était le propriétaire de la maison de mon beau-père : mon mari lui a dit qu'il était le fils de son locataire, mais le voisin ne nous a pas crus au début, il pensait que nous mentions. Il s'est laissé convaincre et il nous a dit de téléphoner à Rio de Janeiro. Mon beau-père nous a alors dit de retourner à São Paulo car le propriétaire ne nous laisserait pas rentrer. Nous sommes donc retournés à São Paulo pour attendre mon beau-père.

C'est ainsi que s'est terminée cette première période. Se posait alors la question : qu'allons-nous faire de notre vie maintenant ? La première chose pour mon mari était de terminer son cursus à São Paulo. Mon beau-père connaissait beaucoup de gens : il connaissait Sérgio Buarque de Holanda qui était un historien et nous sommes allés parler avec lui pour savoir comment on pouvait faire l'équivalence du diplôme. Il ne devait faire que deux ou trois cours. Tout nous a été facilité car ils étaient tous des gens de gauche et que c'était quelques mois avant le coup d'État militaire : si nous étions arrivés quelques mois après le coup d'État, tout aurait été très différent. De mon côté, j'avais déjà ma formation et il me suffisait de faire l'équivalence. Nous avons fait un peu de tout pour gagner de l'argent. Nous avions à São Paulo un appartement déjà meublé prêté par un collègue de mon beau-père et nous sommes restés là un an. Nous avons alors fait des traductions et João Paulo a pu terminer sa formation.

Ensuite, il y a eu le coup d'État militaire mais nous sommes parvenus à entrer dans l'Université. À ce moment précis, ce fut une bonne chose d'avoir eu les cours de philosophie parce que c'était le moment de l'ouverture du département de philosophie et comme je n'avais pas vraiment étudié la philosophie, j'ai dû me consacrer réellement à ce que les professeurs portugais m'avaient appris ici. Je n'en dormais pas presque. Je devais lire Descartes, Malebranche, Spinoza, Locke et Hume, que je n'avais absolument pas lus jusque-là. Mais heureusement qu'officiellement j'avais eu cette formation en philosophie car j'ai ainsi pu entrer dans ce département. Cruz Costa, qui était professeur de philosophie m'a alors dit : « Venez travailler et préparer le doctorat avec moi » ! Il était spécialisé en histoire des idées. C'était dans les années 1960 et il y avait une revue, la *General History of Ideas*, qui était publiée aux États Unis ou bien en Angleterre. Mais, comme je l'ai dit, entretemps il y a eu le coup d'État militaire. Nous sommes arrivés en juillet 1963, en 1964, nous étions à São Paulo et a commencé alors toute la persécution et les problèmes dans l'Université<sup>5</sup>. Le coup d'État fut en mars 1964. Immédiatement, Cruz Costa a eu peur et il a pris sa retraite. J'ai donc eu un autre directeur de thèse qui est tombé malade et qui a aussi décidé de prendre sa retraite et j'ai donc pris un troisième

---

<sup>5</sup> Page 5.

directeur de thèse. En 1965, João Paulo n'était pas inscrit en doctorat mais en maîtrise qui était exigée au Brésil. J'ai réussi de mon côté à avoir un poste comme assistante en 1965. J'avais donc déjà un salaire, même si nous n'étions jamais sûrs d'être payés parce qu'il y avait quelqu'un qui avait volé l'argent et que l'inflation était très forte à cette époque.

J'ai commencé mon doctorat en 1967, mais l'ambiance était très différente dans le département de philosophie, parce que les jeunes n'étaient plus très portés sur l'histoire des idées mais plutôt sur la question du structuralisme. Pour ma part, je n'étais pas très portée là-dessus. Le professeur d'université voulait que je travaille sur Kant, Hegel ou Marx ce à quoi j'ai répondu que je ne voulais pas travailler sur eux. Je ne connaissais pas l'allemand et je n'aimais aucun de ces auteurs. S'ils avaient été français, j'aurais accepté mais il a insisté. J'ai donc décidé de passer dans le département d'histoire. Heureusement, Sérgio Buarque de Holanda qui était pratiquement à la retraite mais qui donnait encore quelques cours m'a aidée dans ma démarche. J'avais besoin pour valider mon diplôme portugais au Brésil d'avoir des cours en histoire de l'Amérique et d'histoire du Brésil. J'ai donc suivi deux cours afin de revalider mon diplôme. Cela fait, j'ai pu rejoindre le département d'histoire des idées sur le XVIII<sup>e</sup> siècle français.

J'ai alors réussi à obtenir une bourse en 1969 pour me rendre à Paris. C'est à ce moment qu'il y a eu la plus grande intervention des militaires dans l'Université : beaucoup de gens ont été démis de leur fonction, y compris mon directeur de thèse. En 1968, en 1968 non mais en 1968-1969, est paru un décret des militaires qui a décidé de nettoyer l'université de São Paulo. J'étais de mon côté avec João Paulo en France, et je n'avais aucune idée de comment cela allait se passer à mon retour. Quand nous sommes rentrés, nous avions encore nos places : João Paulo en philosophie et moi en histoire. Nous avons alors commencé notre carrière. Avec l'appui du directeur de la faculté, le département d'histoire était assez varié : il y avait des gens de gauche mais aussi des gens très conservateurs, donc il y avait de nombreux conflits.

Heureusement, un historien portugais est arrivé, je ne sais pas si vous le connaissez, Barradas de Carvalho : il est arrivé avant le coup d'État militaire et est resté donner des cours d'Histoire. Cette période était très pesante car on ne savait jamais vraiment ce qui allait se passer<sup>6</sup>. Il y a eu ainsi une carte anonyme au recteur de l'université disant que j'étais de gauche et du Parti communiste, comme j'étais amie avec Barradas de Carvalho qui était du PCP et qui ne le cachait pas. Comme j'étais dans le même département, il y avait eu une dénonciation et le directeur de la faculté m'a appelé et m'a rapporté cela. Mais il m'a dit qu'il avait déjà parlé avec le recteur et dit que je n'avais aucune activité politique et que donc mon cas était résolu. Quelques années

---

<sup>6</sup> Page 6.

plus tard, quand j'avais déjà commencé le doctorat, mon directeur était de Paraíba. Il était à moitié fou mais il disait : « Je vais voir les dossiers du DOPS », ici il y avait la PIDE, là-bas le DOPS. Les fichiers étaient déjà ouverts et il a été voir mon nom et m'a dit : « Vous étiez fiché au DOPS à cause du professeur Barradas de Carvalho » et aussi d'autres personnes mais surtout à cause de lui. Pourtant, je n'ai jamais fait de politique, que ce soit au Portugal ou bien au Brésil parce que ma vocation était celle d'historienne et non de politicienne. En ce sens, j'étais très différente de mon mari et de Miriam : je n'ai donc jamais eu d'action politique dans les deux pays.

Enfin, j'ai souffert de l'Estado Novo pour plusieurs raisons : l'absence de perspectives, de lectures, de professeurs – comme ceux du régime n'étaient pas les meilleurs – m'a porté préjudice et je n'ai pas aimé cela. Alors qu'ici, quand bien même le coup d'État militaire enclenché, il y avait toujours des stimuli de toute sorte, c'était un pays ouvert et il y avait toujours le moyen de trouver une solution à la brésilienne. Tout le monde réussissait à faire les lectures qu'il voulait. Il n'y a jamais eu comme ici, l'interdiction de circuler de certains livres. Ici, il n'y avait pas grand-chose dans les librairies et il fallait aller en France pour acheter les livres que l'on voulait. Au Brésil, contrairement au Portugal, les militaires n'étaient pas très intelligents. Il y avait certaines préoccupations, ils ont chassé les plus dangereux et ensuite les choses se sont calmées. C'était un contexte très différent de l'atmosphère suffocante de l'Estado Novo au Portugal. Pour moi, c'est seulement une fois arrivée au Brésil que j'ai compris que j'étais ici sans perspective, sans notion des choses. Donc pour moi, l'exil au Brésil fut une très bonne chose. Je ne voulais surtout pas rester en France.

Quand je suis revenue en France en 1969, où j'ai travaillé à la Sorbonne avec le groupe des dix-huitémistes, ce fut une formidable expérience. J'ai travaillé à la Bibliothèque nationale de Paris sur le XVIII<sup>e</sup> siècle français mais je ne voulais pas rester pour y vivre. Je savais que la France – vous qui êtes français allez éprouver quelques difficultés à l'entendre – était un pays difficile. Imaginez : Miriam avait de l'argent et elle a fait son doctorat à Paris, Carlos, son mari, avait ses connexions en tant que journaliste et donc leur situation était bonne. Pour moi et pour João Paulo, nous n'avions pas de perspectives, même si j'aimais beaucoup la France je n'aurais pas aimé y vivre<sup>7</sup>. C'est une chose d'aller là-bas, de sympathiser, de voir tout ce qu'il y a à voir et d'acheter des livres et une autre chose que d'habiter là-bas. Habiter là-bas dans la période de 1969 : je suis arrivée en France un peu après que se calme toute cette question de Mai 1968. Je me rappelle de Frédéric Mauro qui m'avait invitée pour réaliser un séminaire à la Sorbonne en

---

<sup>7</sup> Page 7.

1969, mais nous avons dû aller à l'IHEAL parce qu'ils avaient jeté des bombes de gaz dans la Sorbonne. Malgré cela, l'ambiance était très agréable et pour moi ce fut une très bonne expérience.

Quand je suis rentrée de France, je me suis demandé : pourquoi est-ce que je vais étudier le XVIII<sup>e</sup> siècle alors qu'il y a déjà tant de gens qui ont travaillé sur cela ? J'étais encore très à cheval entre l'histoire et la philosophie et il y a eu un cours en 1965 de Foucault, un peu avant qu'il ne publie *Les Mots et les Choses*. J'étais encore dans le département de philosophie et ce fut pour moi une révélation : c'était une personne comme lui dont j'avais besoin. Les philosophes du département disaient qu'il était historien. Pour moi ce fut la rescousse parce qu'il m'a ouvert de nombreuses perspectives. Son cours a été l'une des rares choses que j'ai aimées en philosophie, quand il est resté deux mois à São Paulo. Pour moi ce fut fondamental. Ensuite j'ai continué. Quand je suis passée au département d'histoire, j'ai donné des cours de théorie de l'histoire et Foucault avait déjà publié d'autres livres comme *l'Archéologie du Savoir* et *Surveiller et Punir*. Je prenais Foucault parce que pour moi c'était le plus important même si les élèves de la USP ne voulaient que Marx. Je leur ai répondu que c'était moi la professeure et que je n'allais pas donner des cours sur Marx mais sur Foucault. Ils ont décidé de faire grève, mais j'ai continué et je leur ai dit qu'ils pouvaient faire grève à volonté mais que je n'allais pas changer de position et la grève s'est terminée. L'Université, même dans une phase difficile comme celle traversée par le Brésil de cette époque, était très Amérique latine : j'entends par là un gauchisme primaire. Il fallait que ce soit Marx. Moi je donnais des cours sur Foucault et sur des Anglais en épistémologie de l'histoire.

Mon exil fut réellement une bonne chose dans la mesure où j'ai commencé à vivre intellectuellement sérieusement. Le Brésil, en ce sens, donnait une stimulation, une ouverture, qu'il n'y avait pas au Portugal. Mon beau-père est mort en 1972, mais son aide nous a été très précieuse : nous avons connu beaucoup de personnes très intéressantes grâce à lui. Comme il était professeur de théorie de la littérature, il avait des contacts avec les poètes concrétistes, Jacobson mais aussi Borges quand il allait à São Paulo. C'était une ambiance très agréable et pas seulement dans mon domaine<sup>8</sup>. Je me rappelle d'Andrea Bonomi qui était très intéressant, il y avait beaucoup de gens qui venaient à São Paulo à cette époque. Je ne me rappelle pas d'avoir entendu un professeur étranger venir parler au Portugal. Jamais. Je ne m'en rappelle pas en tout cas. On n'invitait pas les professeurs étrangers, il y avait très peu de convivialité, il n'y avait rien. Tous ceux que j'ai connus étaient fantastiques. Il y avait beaucoup de Français parce que l'université

---

<sup>8</sup> Page 8.

de São Paulo a été créée par tout un groupe de Français, Lévi-Strauss, Monbeig et tous ces gens : mais les contacts étaient très variés parce que chaque faculté avait ses propres intérêts. Donc par rapport à mon exil, ce qui a commencé à me faire écrire, à produire, c'est le Brésil. Il m'a incité pour tout.

C'est une chose intéressante : nous avons commencé le post-doctorat en 1972 à l'université de São Paulo. J'ai alors entamé une chose folle en dirigeant une vingtaine d'élèves de maîtrise et de doctorat. Ces élèves étaient du Brésil entier parce que c'était la seule post-graduation du pays. Ce fut épuisant mais cela m'a donné une impulsion pour faire des recherches et pour lire beaucoup de choses et avoir des contacts. Je ne sais pas comment on procède en France pour la direction d'une thèse, mais moi qui n'avais pas d'expérience, j'acceptais tout ce que l'on me proposait, en faisait des erreurs : « Je veux travailler sur la révolution de 1930 dans le Goiás », « je veux travailler sur l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert », une étude sur un périodique de Londres qui s'appelait le *Correio Brasileiro*. Les thèmes étaient si variés qu'arrivé un moment j'ai dit que je n'acceptais plus que de travailler en Histoire du Brésil colonial, et rien d'autre, et si vous voulez travailler avec moi, c'est dans ce domaine. Cette phase très laborieuse s'est alors terminée pour moi.

En même temps, j'ai commencé à me concentrer et à faire de la recherche sérieusement. J'aime faire du travail d'archives, sur des manuscrits et de choses qui n'ont pas été étudiées. J'aime découvrir des choses et aujourd'hui quand je suis au Portugal, je travaille surtout dans les archives ultramarines et un peu à la Torre do Tombo. La Torre do Tombo est un peu pénible. Il y a un moment où un anglais qui était professeur à Toronto et qui travaillait sur l'Inquisition à Lisbonne, en lien avec le Portugal, m'a dit qu'il y avait des procès qui étaient fantastiques et j'ai commencé à travailler sur l'Inquisition. Il y a eu un directeur après que Miriam a été directrice des Archives de la Torre do Tombo, un zélé qui a décidé que tous les procès de l'Inquisition devaient être consultés digitalisés et ne seraient plus communiqués. Je pense que je vais beaucoup plus vite quand je vois un dossier en main propre : je passe 15 minutes alors que quand je les consulte en ligne, cela me prend une heure<sup>9</sup>. Après, ils ne voulaient plus rendre accessible les microfilms parce qu'ils étaient digitalisés. Ce directeur s'est mis à vouloir protéger le patrimoine. Un autre exemple avec les cartes de toucher, qui étaient dans les procès. Il s'agit de documents de sorcellerie et en même temps de religion qui étaient intégrés dans les procès. Sans consulter le document en lui-même, on ne peut pas se rendre compte de ce que sont ces documents.

---

<sup>9</sup> Page 9.



Je n'ai jamais travaillé en histoire du Portugal, sauf que j'ai remplacé un collègue des Açores dans cette collection sur les rois du Portugal. J'ai travaillé sur Jean V, mais je n'ai passé qu'un an et je ne voulais pas développer davantage de choses sur l'histoire du Portugal. C'est la seule chose que j'ai faite. Pourtant, je me suis bien amusée. J'ai pris des gazettes manuscrites, j'ai fini par m'y intéresser en quelque sorte. C'était un roi qui passait sa vie dans les églises, je n'ai donc pas toujours eu beaucoup de patience.

Voilà mon expérience portugaise, brésilienne mais aussi française qui a duré neuf mois. Je suis arrivé en octobre 1968 en France, en juillet j'ai voyagé en Italie. En France, j'ai assisté au séminaire de Jean-Marie Goulemot et de Michèle Duchet. J'ai beaucoup appris avec eux, notamment sur la question des voyageurs au XVIII<sup>e</sup> siècle : C'est Michèle Duchet qui m'a donné ce conseil et Goulemot était quelqu'un de très intéressant. À cette époque, on travaillait beaucoup sur les concepts : le concept de joie, tel autre concept, c'était très intéressant. Sans parler de la Bibliothèque nationale à Paris qui était fantastique. C'était encore dans le bâtiment Richelieu. Il était très difficile d'y entrer, mais je savais qu'à l'heure du déjeuner, on arrivait à trouver de la place. Il y avait deux personnes qui étaient tout le temps à la Bibliothèque Nationale : Simone de Beauvoir et Foucault. Un jour, alors que j'allais rendre toute une série de livre, je suis rentrée dans quelqu'un, c'était Simone de Beauvoir, qui a fait une tête ! Plus terrorisée que jamais. Je me suis excusée mais elle a été tellement désagréable et elle avait cette suffisance comme elle était le leader spirituel des années 1960 du *Deuxième Sexe*. Malgré tout, j'adorais travailler là-bas. J'ai aussi réussi à obtenir l'autorisation pour emprunter des livres à la bibliothèque de la Sorbonne : comme je prenais les livres que personne ne voulait, il n'y avait pas de problème.

Mais bon, j'ai déjà beaucoup parlé et posez-moi vos questions maintenant !

**CA : Si on remonte dans le temps, comment décririez-vous votre milieu social ?**

**MBNS :** De mon côté, il n'y avait pas de précédents d'intellectuels. Mes parents n'étaient pas des intellectuels. Du côté de mon mari, il y en avait. Ceci dit, j'avais des cousines qui avaient fait des études : une a fait le cours des Beaux-Arts, une autre des études en langues latines et un cousin s'est formé en ingénierie. Mais nos parents n'étaient en rien des intellectuels<sup>10</sup>. Mais comme j'ai toujours été une bonne élève, mes parents m'ont laissé faire ce que je voulais faire. Je donnais des cours particuliers pour gagner un peu d'argent : j'ai fait un cours d'été en Angleterre en 1957 à Exeter dans le Devonshire : ce fut un cours en littérature anglo-saxonne.

---

<sup>10</sup> Page 10.

Ensuite, j'ai été à Heidelberg : j'ai essayé d'apprendre l'allemand, mais mon allemand n'a jamais été bon. Mais le cours à Exeter fut fantastique : nous étions un ensemble de groupes qui se réunissaient le matin avec un *tutor*, qui nous enregistrait et ensuite il corrigeait notre prononciation. Il y avait ensuite les cours de littérature, des cours sur l'art, des conférences : ce fut une expérience que j'ai adorée.

Le premier contact que j'ai eu avec l'extérieur fut quand j'ai gagné le prix de l'Alliance Française : j'ai été au lycée Janson de Sailly à mes 18 ans. À cette époque l'Alliance Française avait un poids très important et avait toute une série de bourses et de prix. Ce fut la première fois que je suis sortie du Portugal toute seule. Mes parents voyaient que j'étais bonne élève et ils me laissaient faire ce que je voulais comme je ne leur demandais pas d'argent. Ce contact international fut fantastique durant la période de l'Université : ce fut d'abord Paris, puis Exeter et ensuite Heidelberg. Ce sont différents voyages qui m'ont permis de sortir de l'ambiance d'ici d'autant que tout ce qui était contact avec l'étranger et visites des universités étrangères était pour moi fondamental.

**CA : Où êtes-vous née et où avez-vous fait vos études ?**

**MBNS :** Je suis née à Lisbonne. Mon grand-père avait une boutique de meubles mais mon père, ce qu'il aimait, c'était les corridas et écrire des articles sur les corridas : quand j'étais petite, j'ai passé ma vie sur la place de Campo Pequeno. Mon père travaillait dans la boutique de mon grand-père mais il était ensuite toujours en train de faire des critiques dans ce journal. Ma mère travaillait dans la mode, elle faisait de très beaux vêtements et elle avait sa clientèle. Il n'y avait donc pas d'intellectuels dans ma famille.

**CA : Quel souvenir gardez-vous de vos années dans le secondaire ?**

**MBNS :** J'ai fréquenté l'établissement Filipa de Lancastre, près du Arco do Cego. C'était un collège uniquement féminin. C'était un bon établissement mais le point pénible était la Mocidade Portuguesa qui nous obligeait à faire des choses. Comme je détestais cela, la Mocidade Portuguesa donnait la possibilité de choisir et j'ai opté pour les danses folkloriques que j'ai trouvées amusantes<sup>11</sup>. J'ai dansé toutes les danses du Portugal mais je fuyais les autres choses. Une participation à la Mocidade Portuguesa était obligatoire mais j'ai pris ce que je préférais : danser. Ces commandantes du régime étaient appelées les Gardiennes qui étaient – je ne dis pas *mégères* (n. : en français) – mais elles étaient tellement moches et désagréables ! Elles

---

<sup>11</sup> Page 11.

n'avaient pas une once de sympathie. Certaines de mes collègues faisaient carrière au sein de la Mocidade mais je n'ai jamais rien fait de cela.

**CA : Pourquoi avez-vous fait le choix de suivre des études d'histoire ?**

**MBNS :** Bien, quand j'ai dû faire le choix, j'étais dans un établissement mixte, les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> années de lycée, soit le lycée João Castro. Il y avait des gens qui allaient en architecture, d'autres en droit. Donc, durant la préparation de ces deux dernières années, je ne savais pas trop ce que je voulais faire – la philosophie, je ne savais même pas ce que c'était – mais comme j'aimais l'histoire, je me suis dit que la philosophie n'allait pas être si pénible. Ça l'a été pourtant, comme l'enseignement était très mauvais mais, quoi qu'il en soit, l'histoire m'a attirée. Je ne voulais pas aller dans les facultés de langues car pour moi ce sont des instruments mais pas des finalités en soi : mes cousines ont suivi les cursus en langues romanes et en français surtout, d'autres ont été en langues germaniques.

**CA : Comment décririez-vous l'ambiance à l'Université, entre les élèves notamment ?**

**MBNS :** L'ambiance était très bonne : un de mes camarades, était la flèche de la philosophie et a suivi la carrière diplomatique et on s'entend encore très bien, on s'est retrouvé quand mon mari était président de l'Institut Camões à Pékin. Il avait encore avec lui le livre de caricatures qu'une personne faisait de chaque étudiant. D'autres, quand j'ai voulu revenir au Portugal, m'ont soutenue : ma mère était toute seule car j'étais fille unique et donc je suis revenue en 1990. J'ai convaincu ma famille de déménager ici. Cet appartement était celui de ma belle-mère. Mon mari et mon fils étaient d'accord et donc mon mari est allé donner des cours de philosophie à la faculté de lettres de Lisbonne et moi à Porto grâce à d'anciens collègues de l'université : Humberto Baquero Moreno, un médiéviste qui était à la faculté de lettres de l'université de Porto et un autre, Oliveira Ramos, qui était en train de créer une nouvelle université qui s'appelait la Portucalense. Je leur ai dit que j'étais venue pour m'occuper de ma mère mais que je voulais faire quelque chose, je ne voulais pas rester et m'occuper uniquement de ma mère<sup>12</sup>.

Ici, à la Faculté de Lettres, c'était difficile, à la Nouvelle (n : l'université nouvelle de Lisbonne), où Oliveira Marques voulait me mettre, il y a eu de telles querelles, telles que Oliveira Marques est parti du département d'histoire pour le département d'allemand. Je crois que c'était un peu à cause de moi parce qu'il voulait que je prenne les cours de Joel Serrão qui

---

<sup>12</sup> Page 12.

venait de partir à la retraite et cette personne ne voulait pas. Ce sont alors ses anciens camarades qui m'ont dit de venir à Porto. Je ne voulais pas rester sans rien faire : j'ai pris ma retraite très tôt parce que les femmes pouvaient après vingt-cinq ans d'exercice et pour les hommes – en général – c'était après trente ans. Jusqu'à la mort de ma mère en 1996, je suis restée à Porto, j'ai ensuite donné un cours dans l'université nouvelle de Lisbonne sur l'histoire du Brésil. Miriam m'a invitée pour faire quelque chose à l'ISCTE mais c'était une histoire de l'Amérique. J'ai dit que je ne voulais pas, j'y ai quand même enseigné un semestre, mais ce n'était pas vraiment mon domaine car c'était en histoire contemporaine. Ainsi, les contacts aussi bien des anciens professeurs dans le cas d'Oliveira Marques qui a insisté pour que j'intègre l'université nouvelle de Lisbonne, ou bien les anciens collègues qui m'ont fait entrer à la Portucalense, étaient tous des contacts de la Faculté de lettres. Ce retour a été très agréable pour moi.

**CA : Et ensuite, pouvez-vous me décrire l'ambiance avec les enseignants, si on oublie le cas de Oliveira Marques dont vous avez déjà parlé ?**

**MBNS :** Je me souviens que Borges de Macedo, il voulait que nous donnions un cours en histoire moderne. Je lui ai dit que je voulais travailler sur la correspondance d'Érasme. J'ai beaucoup travaillé avec la correspondance qui était publiée. Il y a un seul professeur de philosophie qui était bon qui après est passé en histoire de l'éducation : Rogério Fernandes. Il était chargé du cours sur l'éthique et il m'a demandé ce que je voulais faire comme exposé : j'ai dit que je voulais travailler sur la liberté chez Sartre.

Du travail que l'on avait à l'Université, je ne me souviens que de ces deux-là que j'avais choisi. Dans le cours d'Oliveira Marques, c'était Virgínia Rau qui donnait les cours magistraux et elle ne laissait pas le choix. Il n'a que donné le séminaire mais j'ai collaboré dans certaines de ses recherches. Mais je ne me souviens peut-être plus de tout.

**CA : Est-ce qu'il y aurait des professeurs qui auraient eu une grande importance dans votre formation qu'ils soient portugais ou bien étrangers<sup>13</sup> ?**

**MBNS :** Il y en a un que j'appréciais, Delfino Santos : il faisait les cours de pédagogie et d'histoire de l'éducation. Mais il était marginalisé dans l'aire de la philosophie. J'ai beaucoup travaillé, surtout en histoire de l'éducation. J'avoue que les auteurs étrangers que je lisais au Portugal étaient surtout les lectures que mes cousines me conseillaient en littérature, mais je n'aimais pas beaucoup : Gide et d'autres. Un peu avant d'entrer à l'Université, j'ai surtout lu

---

<sup>13</sup> Page 13.

Simone de Beauvoir et Sartre. C'était leur époque, j'ai lu tout ce que j'ai pu d'eux et ce sont les seuls auteurs dont je me rappelle. Mes cousines étaient très littéraires.

Il faut souligner que je n'avais pas beaucoup de livres parce que je n'avais pas beaucoup d'argent. Il y avait un Grec qui faisait partie de ma promotion, qui avait beaucoup d'argent parce qu'il faisait partie d'une grande entreprise, et achetait de nombreux livres comme ceux de la collection *L'Évolution de l'Humanité*. Nous n'avions pas beaucoup d'argent ou bien nous allions à la bibliothèque. Donc ce Papamichaeli – je ne me souviens plus très bien de son nom de famille – achetait ces livres et nous disait : « Lisez pour moi et vous me racontez après ». J'ai donc lu ces livres. Mais du côté des auteurs portugais, il n'y en a aucun qui m'ait influencé. En tout cas, je ne m'en rappelle pas. À cette époque, l'Université était très rivée sur la culture française : c'était la fuite vers la France.

**CA : Quand est-ce que vous avez commencé à écrire de l'histoire ?**

**MBNS :** Mon premier livre d'histoire... Comme j'avais beaucoup de contacts avec les littéraires, j'ai eu besoin de faire un certain nombre de traductions de penseurs, chez la maison d'édition Abril, qui étaient bien payées. J'ai fait de nombreuses traductions, mon mari a traduit Locke, j'ai aidé à traduire le *Léviathan* de Hobbes. Les premiers livres que j'ai écrits furent dans une collection appelés « Nos Classiques » et Jorge de Sena, qui était un collègue de mon beau-père, m'a demandé si je pouvais m'occuper de Oliveira Martins et d'Alexandre Herculano pour en faire une anthologie (n. : Maria Beatriz Nizza da Silva va chercher les livres). Haaaa, c'est celui-là le premier livre d'histoire que j'ai fait sur la première gazette de Salvador de Bahia en 1978 qui s'appelait « L'âge d'or du Brésil ». J'ai sélectionné et organisé des textes. Les premiers livres ont été ceux sur Oliveira Martins et Herculano publiés en 1964 et 1965. Je préférais Herculano. Mon premier au Portugal est issu de ma thèse sur Silvestre Pinheiro Ferreira. Mon doctorat s'est terminé en 1967. Au Brésil, j'ai publié des articles mais pas la thèse en entier<sup>14</sup>.

Je n'avais pas de contacts avec le Portugal : j'étais focalisée sur le Brésil. J'invitais les professeurs à venir au Brésil : j'ai invité António José Saraiva qui a fait un cours fantastique sur le père António Vieira, j'ai invité aussi Oliveira Marques et José Mattoso. Miriam a aussi été là-bas. Tout cela s'est passé après le 25 avril. Durant la période de l'*Estado Novo*, j'étais au Brésil, je ne venais pas comme mon mari ne pouvait pas venir. À cette période, je suis venue en 1969 quand je suis passé par Paris et je suis aussi venue après que mon fils est né en 1970, pour le

---

<sup>14</sup> Page 14.

montrer à mes parents. Mes contacts étaient sporadiques : le Brésil, la France, l'enfant. Cela faisait déjà beaucoup.

**CA : Avez-vous gardé des contacts avec des historiens portugais ?**

**MBNS :** Je n'ai eu des contacts qu'avec Miriam quand nous vivions à Paris, durant les quelques mois passés en 1969. Il y avait un vieux portugais, Novais de Teixeira qui était en France depuis un certain temps. Il aidait beaucoup les exilés politiques. Miriam ne vous a pas parlé de lui ? Il a joué un grand rôle.

**CA : Est-ce qu'il y a eu la formation d'une petite communauté de portugais émigrés au Brésil ? Et est-ce que vous avez participé à la revue *Portugal Democrático* de Joaquim Barradas de Carvalho ?**

**MBNS :** Non car il n'y avait que moi et Barradas de Carvalho. Il est retourné au Portugal après le 25 avril. Je dois vous avouer que je n'ai été qu'une seule fois à une réunion de *Portugal Democrático*, c'était assez ennuyeux et je n'avais pas trop de patience mais une fois j'y ai été. Mon beau-père... les quelques portugais qui étaient là-bas étaient très divisés : il y avait les procommunistes et d'autres beaucoup moins. Nous étions davantage avec les procommunistes. Nous allions avec João Paulo à quelques diners. Ensuite, il y a eu un groupe moins politique dont a fait partie le père de Marcelo Rebelo de Sousa qui était en exil avec ses fils : Baltasar et Pedro Rebelo de Sousa. Ils sont ensuite rentrés au Portugal.

J'étais très souvent avec Barradas de Carvalho parce qu'il était très sympathique et très ouvert. Je lui demandais parfois pourquoi il était du PCP et il me répondait que c'était une question de tradition, il y avait beaucoup de pamphlets du PCP qui circulaient dans l'Alentejo et c'était devenu quelque chose de sentimental pour lui. Il a même donné des terres au Parti Communiste, sa femme était furieuse, mais parce qu'il avait beaucoup de terres. C'était une personne formidable<sup>15</sup>. Il y a quelqu'un d'autre qui fut aussi un très bon ami : Vítor Cunha Rego. Il avait une maison d'édition qui se revendiquait du marxisme-léninisme. Bien sûr, après le coup d'État militaire, il est resté un peu dans notre appartement puis il a décidé de partir en Yougoslavie, mais il n'a pas tenu et il est parti à Rome. Il avait beaucoup d'argent de famille, il s'est marié avec une Brésilienne et après le 25 avril, il a été ambassadeur à Madrid à l'époque de Mário Soares. C'était un vrai playboy portugais, plein d'argent, qui est passé par toutes les phases d'attraper des taureaux à Campo Pequeno, jusqu'à avoir une maison d'édition marxiste-

---

<sup>15</sup> Page 15.

léniniste, puis il est ensuite devenu très religieux. Je ne sais pas pourquoi. Mais malgré tout, c'était notre grand ami au Brésil.

**CA : Comment voyiez-vous le Portugal ? Est-ce que vous aviez envie de revenir ici ?**

**MBNS :** Je vais vous dire ce que j'ai exactement dit à mon mari. Quand il est arrivé dans notre appartement à São Paulo il m'a dit : « Tu sais, il y a eu une révolution au Portugal ». Je lui ai tout de suite répondu : « Je ne vais pas rentrer au Portugal. Jamais. J'ai ma carrière ici et je ne vais pas lâcher l'Université pour aller au Portugal. Mais ce que l'on peut faire est y aller pour voir comment les choses sont mais je ne veux surtout pas y retourner ». C'était en 1974 : j'ai fait mon concours pour professeur d'université en 1983. Je ne voulais pas sacrifier ce que j'avais déjà fait car dès 1973 j'avais fait mon livre d'assise qui est nécessaire pour être professeur d'université au Brésil. Nous sommes ensuite venus en juillet 1974, mais nous nous sommes vite rendus compte que ce n'était que des assemblées du matin au soir. Mon mari s'est donc rendu à l'évidence que ce serait un retour en arrière que de venir ici : l'Université était en lambeaux, avec des gens qui n'avaient pas de formation mais qui y entraient quand même et les querelles entre les partis. Quand nous sommes venus, j'ai été terrorisée et encore plus déterminée à retourner au Brésil. Je ne suis que revenue pour des raisons personnelles, m'occuper de ma mère mais j'étais déjà à la retraite.

Mais quoiqu'il en soit, il n'y avait rien d'intéressant au Portugal. Avec ou sans coup d'État, le Brésil a toujours été meilleur : plus ouvert, plein de possibilités. Il manquait le stimulus : c'est cela qu'il manquait au Portugal. Au Brésil, malgré le coup d'État, c'était bien mieux. Mon mari voulait encore essayer. Mais moi jamais. J'ai entendu tant d'âneries quand c'était le 25 avril, je n'en pouvais plus. Les choses se sont calmées ensuite. Je venais toujours passer Noël ici avec mes parents et ensuite, nous en profitons pour visiter<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Page 16.

## Entretien avec Miriam Halpern Pereira (21/10/2015 puis 3/11 2015)

*Ayant obtenu son contact par le biais de Sérgio Campos Matos, je me suis empressé de prendre rendez-vous avec Miriam Halpern Pereira une fois installé à Lisbonne. L'entretien s'est déroulé en deux étapes dans un bureau de l'ISCTE, où elle a exercé tout au long de sa carrière dans l'enseignement supérieur depuis son retour au Portugal, en 1973.*

**Miriam Halpern Pereira :** Je suppose que vous avez déjà analysé le contexte général, la censure, les conditionnements dans l'accès aux livres dans les librairies et dans les bibliothèques. Mais aussi les limites et les conditionnements universitaires. Ma contribution portera plus sur ce qu'institutionnellement on ne pouvait pas contrôler. Heureusement, il n'y a aucun système autoritaire qui parvienne à tout contrôler. Il y avait de nombreuses façons pour fuir ce conditionnement très fort, très dense, surtout pour ma génération : je suis arrivé à l'Université au milieu des années 1950, sur la fin de la période de Guerre froide mais elle était encore très présente. Passées les années 1960, cela n'était déjà plus imaginable : il y a un changement qualitatif que j'ai vécu.

Au milieu des années 1950, quand je suis arrivée à la faculté, il y avait des moyens pour arriver aux choses qui étaient interdites, il était possible d'acheter des livres : parfois même très près des universités, il n'était pas nécessaire de beaucoup chercher, ils étaient là, à portée de main. Il fallait uniquement avoir des contacts. Par exemple, la Livraria Escolar, qui est, je crois, aujourd'hui une boutique de mode ou bien une pharmacie, était à proximité de la Faculté de Sciences, à cette époque dans la rue da *Escola Politécnica* (n. : avant le transfert dans la cité Universitaire du Campo Grande). Il suffisait de connaître Manuel de Brito, qui est devenu un grand libraire et un marchand d'art, et à cette époque il était encore employé dans la librairie. Il existait un couloir à l'intérieur qui regroupait des livres interdits, essentiellement de la littérature marxiste, objet de la plus grande vigilance. Mais pas seulement. Beaucoup des livres marxistes et autres, interdits ou non, arrivaient en version espagnole du Fonds de la Culture du Mexique, une grande maison d'édition de qualité<sup>1</sup>.

En même temps, dans le champs littéraire, il y avait une plus grande liberté. Par exemple : les romans de Jorge Amado circulaient, seulement les plus politiques ne nous parvenaient pas. Il y

---

<sup>1</sup> Page 1.



a toujours un contexte de critique sociale dans les romans de Jorge Amado. Ses livres étaient publiés dans une maison d'édition qui vient de renaître, les *Livros do Brasil*, et qui étaient en vente normalement. Il y avait aussi les romans de Gorki, à l'exception de *La mère*, étaient traduits en portugais et édités dans une maison d'édition portugaise.

Quand la Faculté a été transférée au Campo Grande, Manuel de Brito ouvrit la *Livraria III*, qui existait encore il y a peu sous le nom de *Livraria Lácio*, où il y avait une cave. C'était une véritable seconde bibliothèque. À cette époque, je ne vivais déjà plus au Portugal, car je suis parti au début des années 1960. Cette librairie a été visitée de nombreuses fois par la PIDE, mais je crois qu'elle est restée ouverte jusqu'au 25 avril.

Les bibliothèques universitaires étaient très pauvres. La bibliothèque de la Faculté de Lettres était mauvaise. Il n'y avait même pas un catalogue ou bien un fichier, ce dernier n'existant que dans la tête d'un bibliothécaire alcoolique. Elle n'était franchement pas d'une grande utilité. Mais il y avait d'autres bibliothèques, très intéressantes, notamment la bibliothèque de l'Institut français et celle de l'Institut britannique, où il y avait curieusement des ouvrages d'auteurs marxistes britanniques. Il y avait un plus grand intérêt pour les livres marxistes. J'ai cette subjective impression. Je ne vois pas d'autre explication.

### **Christophe Araújo : Peut-être parce qu'il s'agissait de bibliothèques rattachées à des centres étrangers ?**

**MHP :** Je ne sais pas mais je pense que malgré le climat de Guerre froide, il y avait comparativement à la période postérieure, un plus grand intérêt pour le marxisme en Europe. Peut-être était-ce cela. Quand je suis arrivée en France, où j'ai étudié et fait mon doctorat, je suis restée admirative de la grande ignorance des livres anglais que je connaissais, grâce aux livres de la bibliothèque de l'Institut britannique et aussi parce que je les avais achetés. Je voyageais beaucoup, et cela me donnait un certain avantage. Je me rappelle par exemple, un auteur anglais, marxiste, Paul A. Baran qui fut traduit en français au milieu des années 1960. Je le connaissais déjà. Ou bien Sweezy, je le connaissais déjà parfaitement. Il y avait de nombreux moyens, pour une personne qui voulait s'informer de réussir, malgré le dense conditionnement institutionnel existant au Portugal<sup>2</sup>.

C'était aussi le cas au niveau de l'enseignement. La première fois que j'ai entendu parler de Marx, ce fut par le biais d'un professeur du lycée D. João de Castro, qui devint un écrivain très connu, le romancier Augusto Abelaira, qui était à l'époque professeur de philosophie. Il ne

---

<sup>2</sup> Page 2.

fut même pas mon professeur de philosophie, mais ce fut quelqu'un avec qui j'ai eu une relation d'amitié au lycée, qui m'a recommandé et emprunté les *Dix Thèses* de Feuerbach. Ce fut aussi lui, ou bien peut-être Maria Lucília Estanco Louro, professeur d'histoire à la fin du lycée, dont je suis toujours restée amie, qui m'a recommandé Lucien Febvre et Marc Bloch, dont j'ai acheté quelques livres. À cette époque, je m'intéressais plus à la philosophie qu'à l'histoire. Je pense que j'ai eu de meilleurs professeurs au lycée par rapport à l'Université. J'ai appris très peu avec les professeurs de l'université de Lisbonne. Je suis arrivée à une période très mauvaise, une des pires périodes de la faculté. Je vais tout de suite vous dire avec qui j'ai appris quelque chose à l'Université.

Retournons aux premières années du lycée D. Filipa de Lencastre : j'ai eu une professeure d'Histoire : qui était la belle-sœur de Vitorino Magalhães Godinho, elle s'appelait Maria Emília Cordeiro Ferreira. Elle est devenue une pédagogue très connue après le 25 avril et elle a eu des responsabilités au ministère de l'Éducation. C'était une professeure et une personnalité remarquable. Elle a été suspendue car c'était une période engagée politiquement, pour moi c'était une personne fascinante. Par la formation morale qu'elle transmettait aux élèves et elle donnait de très bons cours. Elle nous disait de ne surtout pas lire le manuel, le manuel unique de l'époque. En conséquence, je n'ai jamais lu le Mattoso. On étudiait à l'aide du manuel de l'enseignement français, le Jules Isaac, qu'elle nous a demandé d'acheter. On étudiait avec celui-ci la partie européenne du programme et pour ce qui concernait le Portugal, uniquement les notes de cours. Elle avait une version de l'histoire complètement différente de la version officielle. Notamment sur les Découvertes qui étaient centrales durant l'*Estado Novo*. Pour moi c'était la vérité et j'avais appris une version différente de l'histoire des Découvertes. On n'étudiait pas l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle ni celle du XX<sup>e</sup> siècle. Elle accomplissait le programme et elle ne pouvait pas aller au-delà des limites du programme. Elle avait déjà été suspendue pendant deux ans, du fait de son engagement dans la campagne présidentielle de Norton de Matos. Moi, à cette époque, je ne savais rien de tout cela, ce fut seulement postérieurement que j'ai pris connaissance de tout cela<sup>3</sup>.

Quant à la faculté, avec qui j'ai appris ... (*pause*) Des noms connus avec qui je n'ai rien appris comme Virgínia Rau, absolument rien. Rien, zéro. Les seules personnes avec qui j'ai appris quelque chose sont Ferreira de Almeida et Borges de Macedo, ce dernier, alors qu'il était en train de faire sa thèse. Virgínia Rau, quand je lui ai dit que je voulais faire une thèse de licence sur le XIX<sup>e</sup> siècle, elle m'a renvoyé aller voir Borges de Macedo, car elle ne savait

---

<sup>3</sup> Page 3.

vraiment rien sur le XIX<sup>e</sup> siècle et elle ne voulait rien savoir. J'avais déjà quelques choses parce qu'il y avait déjà quelques livres publiés sur le XIX<sup>e</sup> siècle mais très peu, même les premiers livres de Joel Serrão n'étaient pas encore publiés à cette époque. Rien. Il y avait le livre d'Armando Castro, dans les éditions de la Biblioteca Cosmos, qui était un livre notable ; il a fait une recherche remarquable pour un livre de divulgation, avec toutes ses limites, et il avait une perspective qui n'était pas la mienne. C'est probablement le premier livre qui m'a intéressé pour cette période. Il n'y avait pas encore le livre de Fernando Piteira Santos. Rien de cela n'était publié. C'était réellement un désert.

J'ai été parlé avec Borges de Macedo et c'est lui qui m'a véritablement appris à faire de la recherche. Il fallait faire des fiches, à l'époque il n'y avait pas d'ordinateur. Cela était très important : durant les cours, on n'apprenait rien de cela. On ne faisait rien à part faire des travaux d'esclaves. Exemple : Virgínia Rau nous a demandé faire un travail basé sur les registres paroissiaux, qui fut un véritable travail d'esclave et qui a terminé à la poubelle car elle nous avait mal dirigés, parti d'un modèle de famille faux, cela n'a servi à rien. Cela n'était pas apprendre à faire de la recherche, c'était simplement un travail de copiste. Les bases, très concrètes et pratiques, je les ai seulement appris avec Borges de Macedo : il m'a indiqué une bibliographie et des sources du XIX<sup>e</sup> siècle qui m'ont servies pour ma thèse de doctorat. Je pense que les personnes aujourd'hui n'ont pas idée du fait qu'il n'y avait pas de base bibliographique. L'unique base que Borges de Macedo m'a conseillée, et qui peut donner une idée de comment elle était limitée, fut de constituer une fiche avec pour base Fortunato de Almeida. Qui est une histoire du Portugal, très ancienne et très conventionnelle, et les indications étaient surtout politiques, en conséquence pour l'histoire économique, qui était le domaine de recherche que j'avais choisi, il n'y avait rien. De fait, il n'y avait pas grand-chose de fait encore.

Bien sûr je ne me suis pas limitée à l'univers de Borges de Macedo, j'avais conscience que c'était un univers, limité, non seulement par ce qu'il savait, et parce qu'il était un spécialiste du XVIII<sup>e</sup> siècle qui n'avait encore rien écrit sur le XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'avait encore publié que le livre sur le Marquis de Pombal, même pas encore le livre sur le Blocus continental ou bien l'histoire de l'industrie au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui fut ultérieurement un livre important pour moi<sup>4</sup>. Mais il y avait surtout des limites, dans la mesure où il était professeur de la Faculté de Lettres. J'étais consciente politiquement de cela. J'ai eu cinq professeurs d'histoire à la fin du lycée, en sixième année – qui correspond aujourd'hui à la 10<sup>e</sup> année (n. : soit la classe de Première). Cela a été très importante dans ma formation idéologique et politique parce que chaque professeur

---

<sup>4</sup> Page 4.

avait une version de l'histoire. Je n'avais jamais vu cela, moi qui avais eu l'habitude de respecter ma professeure. Un d'eux, qui a ensuite eu une carrière diplomatique, a fini consul à Londres. Il m'a interrogé sur les Découvertes : j'ai présenté la version que j'avais apprise avec Emília Cordeiro Ferreira, soit celle de Magalhães Godinho : elle était sa belle-sœur. J'ai récité ce que je connaissais, ce que j'avais appris. Soudainement, il m'a interrompue et il m'a dit de m'asseoir. J'étais en état de choc, j'étais une bonne élève et je n'étais pas habituée à ces situations. À la fin des cours, dans le lycée D. João de Castro, nous rentrions tous en bus pour le centre de la ville. Le professeur s'est assis à côté de moi. Il m'a dit « vous savez, Madame avait totalement raison, seulement, je ne pouvais pas le reconnaître publiquement parce que ce n'est pas la version, officielle, si vous voulez, vous pouvez lire... » et il m'a ensuite donné un certain nombre de livres dont je n'avais jamais entendu parler. Duarte Leite – je ne me rappelle plus très bien- mais aussi Magalhães Godinho... J'ai compris à cette époque qu'il y avait deux vérités, c'est devenu très clair, une vérité officielle, une vérité scientifique. Et donc moi, ayant déjà une vision politique, j'ai senti que Borges de Macedo, étant professeur de la faculté, n'allait pas me proposer de lire des auteurs qui ne lui conviendraient pas.

Alors, je suis allée parler avec des économistes, de l'opposition bien sûr. Je concède que je ne me rappelle plus des noms mais c'était le groupe de la *Revista de economia*. J'ai été parler aussi à Joel Serrão, dont j'ai sûrement eu le contact par Abelaira qui était ami avec lui. Il y avait donc des chemins qui s'établissaient, des réseaux non institutionnels, informels, et qui sont importants pour cette époque. Ils sont toujours importants, mais à cette époque, peut-être étaient-ils plus importants encore. Ils créaient un espace de liberté. Même quand j'ai terminé de faire ma thèse de licence, ce fut une grande expérience de pouvoir demander à l'un des directeurs de la Banque du Portugal, le prestigieux économiste Ramos Pereira, de lire ma thèse (*n : il s'agit de la licence et non de celle de doctorat, le terme étant utilisé pour les deux en portugais*). C'est avec une grande satisfaction qu'il m'a appelée, quelques jours après, pour dire qu'il avait déjà lu mon travail. Il m'a reçu de nouveau, et m'a parlé pendant plus d'une heure, il a dit qu'il avait beaucoup aimé ma thèse, pour moi c'était quelque chose qui me rendait très heureuse et orgueilleuse<sup>5</sup>. Tant et si bien que je ne suis jamais parvenue à soutenir ma thèse, du fait de la grève de 1962. Solidaire, je ne me suis pas présentée aux examens de juin 1962, et ensuite en octobre je suis partie. Jusqu'à il y a peu, cette thèse n'était nulle part, elle n'était pas publique. J'ai tiré profit d'une grande partie de cette thèse, que j'ai développée dans ma thèse de doctorat, c'est pour cela que je n'ai pas cherché à la publier. C'est seulement il y a quelques

---

<sup>5</sup> Page 5.

années que j'ai envoyées douze exemplaires, dans certaines bibliothèques universitaires et à la Bibliothèque Nationale. Car elle a malgré tout un intérêt. Quand j'ai pris ma retraite, j'ai commencé à regarder derrière et à ranger beaucoup de papier.

Retournons à ma formation. Il est clair qu'il fallait travailler et qu'il fallait une certaine chance, c'était un hasard d'avoir connu les bonnes personnes, qui n'étaient pas dans l'Université. Ce fut un hasard heureux que d'avoir eu ces professeurs au lycée, Abelaira, avoir connu Joel Serrão, grâce à qui j'ai rencontré les économistes de la *Revue d'Économie*.

**CA : Vos origines sociales ont-elles eu un rôle important ?**

**MHP :** J'ai eu beaucoup de chance comme j'avais une certaine aisance pécuniaire, j'utilisais mon argent de poche pour acheter des livres et des disques. Il était facile de commander des livres de l'étranger dans les librairies, j'utilisais beaucoup la Librairie Sá da Costa, qui était à l'époque la meilleure. En parlant de mes origines familiales, mes parents étaient des personnes cultivées, qui lisaient beaucoup et qui avaient suivi l'enseignement secondaire. Ils ont eu une vie perturbée par la Première Guerre mondiale, mon père était médecin, mais son père est mort du fait de la grippe espagnole et comme il était le frère le plus âgé, il a dû remplacer son père. C'étaient des personnes qui lisaient beaucoup, qui avaient beaucoup de livres à la maison, les livres étaient très valorisés. J'ai deux grandes sœurs qui ont aussi eu une grande importance, car elles m'ont habitué à fréquenter les bibliothèques depuis petite, par exemple la bibliothèque américaine, qui avait une section infantile et juvénile et qui était proche de notre maison. C'était un milieu cultivé, dynamique. Un milieu d'une bourgeoisie qui lit, va au théâtre de qualité, au cinéma de qualité, qui va aux concerts, visite des musées. Donc, un milieu d'un certain niveau culturel, mais pas des intellectuels. Mon père était commerçant et ma mère ne travaillait pas, comme il était de vigueur dans ce milieu bourgeois de l'époque. Je voyageais beaucoup ce qui à l'époque était exceptionnel.

**CA : Quelle importance ont eu ces voyages ?**

**MHP :** Ils ont été très importants. J'ai toujours été dans les librairies avec mes sœurs : il n'y avait aucun contrôle de ce que j'achetais<sup>6</sup>. Je me rappelle que le premier livre marxiste - livres qui étaient les plus interdits et en conséquence les plus convoités- que j'ai acheté fut à Madrid. J'avais 14 ou 15 ans, j'ai acheté un livre de Marx en anglais, que je ne suis jamais parvenue à lire parce que c'était très compliqué. Cela dans une librairie et dans une étagère ! Bien sûr quand

---

<sup>6</sup> Page 6.

j'allais en France, c'était encore plus facile : il y avait les *Éditions Sociales* en France. Mais en Espagne, il y avait Franco ! J'ai aussi acheté un certain nombre de livres de Freud, que j'ai lus et que j'ai trouvés plus accessibles.

**CA : Pourquoi avez-vous choisi de faire de l'histoire ?**

**MHP :** Ce fut un choix déchirant. J'étais en 5<sup>ème</sup> année et je devais choisir entre les lettres et les sciences. Dans les lettres, il y avait histoire et philosophie. Je m'intéressais autant pour la biologie que pour la philosophie et l'histoire. Jusqu'au dernier moment, je ne savais pas quoi choisir. Après avoir choisi, j'étais sur le point d'aller au lycée et de modifier mon choix. Mais je n'ai pas changé et je n'ai pas regretté. À l'Université, la philosophie était tellement inintéressante que j'ai fini par me fixer sur l'histoire. Peut-être est-ce lié à mon intérêt pour les questions politiques et sociales. D'autant que la philosophie, et surtout comme elle était enseignée à l'Université était inintéressante, la métaphysique ne m'intéressait pas, ni la logique.

**CA : Et durant vos études, avez-vous eu une période de préférence ?**

**MHP :** Je crois que depuis le début je me suis surtout intéressée à l'histoire contemporaine, même si au début, je m'intéressais aussi à l'histoire antique comme à l'histoire de l'Égypte ancienne et à l'histoire de la Grèce. L'histoire médiévale, non. Peut-être à cause des professeurs. J'ai lu Marc Bloch, Lucien Febvre et d'autres. Mais j'étais surtout rivée sur l'histoire moderne et contemporaine. Très tôt, j'ai compris l'importance de m'abonner à des revues. Je ne sais plus vraiment à partir de quel moment je me suis abonnée à la revue des *Annales* (très certainement au début à travers la Librairie Sá da Costa), que j'ai maintenu un grand nombre d'années en France et quand je suis retournée à Lisbonne. J'en suis venue à offrir une bonne partie de mon ancienne collection à l'ISCTE, par faute de place et pensant que c'était utile pour les étudiants. J'étais abonné à d'autres revues comme *Past and Present*, j'achetais aussi, cela seulement en France, la *Revue d'Histoire* et d'autres, et je me suis aussi abonnée en France, *Análise Social*. J'en ai encore une grande partie, mais avec sa mise en ligne, quand j'ai perdu mon cabinet individuel à l'ISCTE, j'ai mis la partie la plus ancienne de la collection dans le couloir à disposition de qui passait par là, elle a disparu rapidement<sup>7</sup>.

**CA : Vous avez parlé de Marc Bloch, c'était un livre que les professeurs demandaient de lire ?**

---

<sup>7</sup> Page 7.

**MHP :** Marc Bloch était lu, mais il faut voir quoi : *La Société Médiévale*, livre en deux volumes, en français. J'avais déjà lu *L'Apologie pour l'Histoire*. J'étais bonne élève, j'ai beaucoup lu. Mais pas tant au niveau des notes, même si j'avais de bonnes notes avec Virginia Rau, qui ne donnait pas plus de 15. Elle répétait les livres et elle n'avait aucune interprétation personnelle, dans le cours d'Histoire médiévale européenne. La partie de l'histoire du Portugal était très mauvaise. Le cours était très basique et la bibliographie recommandée était mauvaise, il y avait bien mieux. La deuxième année de l'Université, c'était l'histoire médiévale en Histoire et en philosophie médiévale, ce fut l'année qui m'a le moins intéressée. En histoire moderne, il y avait un professeur, Ferreira de Almeida, qui était un professeur plus ouvert et qui nous indiquait une bibliographie plus actuelle. Donc je me suis rapidement davantage intéressée à l'histoire moderne. On n'étudiait pas l'histoire contemporaine. L'histoire du Portugal se terminait en 1640, on n'étudiait pas au-delà de cette date. Pour l'histoire générale, on allait jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mes connaissances bibliographiques sur l'histoire européenne étaient limitées. J'en ai seulement eu une meilleure connaissance une fois en France. Braudel était connu, mais c'était pour l'histoire moderne, les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, mais seulement les livres les plus généraux. Pas ses textes de méthodologie historique, qui étaient les plus importants. Quand je suis arrivée en France, au début j'ai trouvé que je ne connaissais rien. C'était exagéré, mais j'ai réellement eu à lire beaucoup. J'ai rempli notre petite maison avec des livres et là-bas les bibliothèques étaient là pour m'aider.

**CA : Au Portugal, avez-vous réussi à faire reconnaître votre doctorat fait en France car je sais que certains historiens ont éprouvé des difficultés ?**

**MHP :** Ce ne fut pas simple, car je ne me suis pas occupée de cela rapidement. Je suis rentrée avant le 25 avril, dans la période d'ouverture que fut le marcellisme. J'ai encore eu une année de rattachement au CNRS. Mes *patrons* (n. : en français), m'ont appuyé et m'ont aidé dans cette transition. J'ai recueilli beaucoup de matière sur l'industrie portugaise durant cette année, matériel que j'ai congelé durant plusieurs années. Je ne trouvais pas un schéma théorique qui me permette d'interpréter ce matériel. Je me suis désintéressée de l'histoire économique<sup>8</sup>. Je ne suis retournée à elle, que par invitation par Fátima Sequeira Dias qui m'a invitée à un Congrès d'histoire économique aux Açores. Ma formation s'était diversifiée. Mais tout cela était postérieur au 25 avril.

---

<sup>8</sup> Page 8.

Pour retourner à la période antérieure et à la question que vous m'avez posée. Je fus invitée par l'ancien ISCEF (actuel ISEG) par Joel Serrão, alors professeur auxiliaire, responsable de la chaire d'histoire économique, et je crois bien la première chaire créée dans le contexte autoritaire. J'ai eu quelques réunions avec lui. Je lui ai dit que je devais terminer la fin du contrat avec le CNRS. Entretemps, j'ai été contactée par l'ISCTE et j'ai préféré rester ici. Je suis entrée comme professeur auxiliaire, avec un contrat normal de cinq ans. Je n'avais pas besoin d'équivalence, je fus nommé par une commission interuniversitaire qui a nommé tous les professeurs de l'ISCTE. Quand vint le 25 avril, il y avait des choses plus intéressantes que de s'occuper de la reconnaissance du doctorat. Je n'ai pas pensé à cela. Je n'ai pensé à cela que quand on m'a proposé à l'ouverture du concours pour professeur extraordinaire, équivalent de professeur associé aujourd'hui. J'ai été voir les lois en vigueur et je me suis occupée de la reconnaissance. Il existait encore un jury national composé par Vitorino Magalhães Godinho, José-Augusto França et António Oliveira Marques. Ils ont donné un avis favorable, mais mon procès fut arrêté par ce que Cardia a suspendu la loi en vigueur de suppression des équivalences. C'était une décision illégale, parce que seul le conseil des Ministres pouvait faire une telle chose, et non un ministre seul. Tout fut bloqué pendant une dizaine d'années, mon concours aussi. Je fus promu par la voie des professeurs invités à extraordinaire puis professeur de chaire. Je ne suis pas restée bloquée mais j'ai été partiellement lésée. J'ai porté plainte contre le ministre (qui était du PS), auquel le procureur de la République, José Magalhães Godinho, qui était du PS, n'a pas donné suite. À sa suite, C'est un procureur du CDS (n. : le Centre Démocrate Social, un parti de droite) qui a été nommé et qui a immédiatement donné une réponse positive à ma plainte, son avis positif fut très rapide. Il m'a donné raison. J'avais créé une commission pour reconnaître les doctorats faits à l'étranger. Nous avons élaboré un dossier. Nous avons réussi à avoir une certaine résonance notamment à la radio et des pétitions. Ce fut un mouvement solidaire, mais je fus la seule personne à avoir porté plainte. C'est ma plainte qui a débloqué la situation, mais seulement au bout de dix ans. Terrible, n'est-ce pas ? Mais cela a valu la peine<sup>9</sup>.

**CA : Si nous retournons à votre formation, à l'Université ici ou en France, quels ont été les professeurs qui vont ont le plus influencé ?**

**MHP :** À Lisbonne, aucun. En France, de nombreux auteurs et quelques professeurs. Je me suis inscrite à l'École Pratique des Hautes Études (EPHE), rue de Varennes. Je devais m'inscrire et

---

<sup>9</sup> Page 9.



avoir un directeur. Je n'avais jamais entendu parler de l'École jusqu'à la veille de mon départ. Encore une fois, ce fut un hasard heureux, un des économistes qui m'avait connu, Ulpiano de Nascimento, fut celui qui m'a encouragé à faire un doctorat. Il m'a présenté à Magalhães Godinho qui était rentré du Portugal et celui-ci m'a conseillé deux directeurs différents : Labrousse, mais il m'a précisé qu'il avait beaucoup d'étudiants et qu'il ne serait pas très présent et Pierre Vilar, qui était spécialiste de l'Espagne et qui aurait donc pu être utile pour moi, d'autant qu'il avait moins d'élèves et serait donc plus à l'écoute. J'ai donc choisi Vilar qui ne m'avait jamais vue et que j'ai contacté par téléphone. Il m'a reçu le jour suivant et il signé le papier pour l'inscription, la veille du début de l'année scolaire. Je lui ai donné un exemplaire de ma thèse de licence, mais il a tout de suite accepté d'être mon directeur et signé le formulaire, et dans ces circonstances, il n'a pu lire qu'après mon travail. Ce fut une preuve extraordinaire de confiance, rare. J'étais très reconnaissante. Il connaissait très peu l'histoire du Portugal du XIX<sup>e</sup> siècle, personne ne la connaissait... Il était un spécialiste du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la guerre d'Espagne, ce fut très intéressant pour moi de suivre ses séminaires, ils étaient assez généraux mais toujours avec des références à l'histoire de l'Espagne et de l'Amérique latine. C'était un séminaire obligatoire. Un de ses essais publiés cette année, et qui constituait un authentique guide d'orientation pour la recherche sur le développement économique fut très important pour moi. Je me suis inscrite au séminaire de Braudel, qui donnait très peu de cours et qui avait de très nombreux collaborateurs. Mais ce fut intéressant. J'ai aussi suivi le séminaire de Labrousse, qui était déjà très vieux, mais toujours vif. De façon générale, c'est un extraordinaire plaisir, ils parlaient tous très bien, de façon brillante, un immense contraste par rapport à Lisbonne. J'ai dû rééduquer mon oreille, je m'étais habituée à être physiquement présente en cours, mais mentalement absente, sans écouter. Je me suis aussi inscrite dans des séminaires de sociologie parce que je ne savais rien de sociologie, l'anthropologie n'était pas encore très importante à ce moment. Je me rappelle que j'ai assisté à des séminaires de Bettelheim, entre autres. Une des aires où j'avais très peu de connaissances étaient les mathématiques appliquées aux sciences sociales. J'ai suivi un séminaire extrêmement intéressant de Barbut qui était un grand mathématicien et qui avait un séminaire avec cet intitulé. Ce fut un séminaire très important pour moi<sup>10</sup>.

Je ne peux pas dire que j'ai eu au long de ma vie un ou deux auteurs qui m'ont influencée : selon les domaines que j'ai étudiés, j'ai toujours été lire de la bibliographie sur chacun des thèmes, je suis capable d'identifier pour chaque domaine, pour chaque thème des auteurs qui m'ont influencé. Ils ont été nombreux et différents. Cela continue d'être de la sorte

---

<sup>10</sup> Page 10.

aujourd'hui, à chaque fois que je commence un nouveau thème, je fais des lectures générales sur le thème.

**CA : Quand vous êtes revenue de France, avez-vous été enseignante ?**

**MHP :** J'ai commencé sur la fin. Je suis rentrée en Octobre 1972 et ce fut durant l'été 1973 qu'Adérito Sedas Nunes est apparu chez moi. Un samedi, soudainement, sans prévenir. Je le connaissais vaguement, je ne pense pas qu'il faisait partie de mes relations mais c'était une personne comme ça : je ne sais même pas comment est-ce qu'il a eu mon adresse. C'était une personnalité très spéciale, marquante. Déjà à Paris, il était me venu parler pour me demander un article pour *Análise Social*. C'était une personne courageuse. Il a dû obtenir mon contact par José Carlos Ferreira de Almeida, qui étudiait alors en sociologie et de qui j'étais très proche. Mon premier article fut le premier chapitre de ma thèse, un travail de démographie du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce fut le premier à paraître au Portugal. Il est resté un classique durant très longtemps, et sa publication a été à l'initiative de Sedas Nunes. Je ne me serais jamais rappelé de contacter *Análise Social*. Il y a eu de nombreux facteurs chance dans ma carrière : j'avais peut-être aussi déjà un quelconque prestige ou au moins ils savaient que je travaillais bien, que je faisais un travail sérieux, de qualité. Il y a eu d'autres hasards heureux : comme quand Albert Silbert a envoyé une lettre à Magalhães Godinho pour dire que ma thèse de doctorat devait être publiée. Ce dernier m'a alors envoyé une lettre pour demander ma thèse pour la publier.

Mais j'ai commencé à donner des cours durant le marcellisme, les trois premiers mois furent terribles pour moi : j'étais sur le point de démissionner, pour m'en aller et abandonner l'enseignement universitaire parce qu'il y avait des tensions énormes entre les élèves et les professeurs. Je m'identifiais aux étudiants, et en conséquence c'était une situation insupportable. Ce n'était pas la confrontation personnelle avec les élèves, même si j'ai eu une prise à partie désagréable, à la limite de ce qui est acceptable, mais cela ne m'a pas beaucoup dérangée. Le problème était le contexte institutionnel : c'étaient les réunions auxquelles je devais assister. C'était une situation de conflit interne que je ne voulais pas prolonger<sup>11</sup>. Le 25 avril a représenté pour moi, comme pour beaucoup de gens en conflit interne, une libération aussi au point de vue personnel. Ce fut au final un phénomène collectif.

**CA : Avant le 25 avril, qu'avez-vous réussi à publier ?**

---

<sup>11</sup> Page 11.

**MHP :** J'ai directement réussi à traduire ma thèse de doctorat. Elle est sortie après moins de deux ans, et j'ai dû la traduire du français. C'est moi qui l'ai traduite en suivant le conseil de Magalhães Godinho, et il avait raison. Nous avons eu des désaccords sur beaucoup de choses, mais sur ce point, il fut de bon conseil. Je l'ai dactylographiée dans sa totalité. J'ai soutenu la thèse en 1969 et elle a été publiée en 1971. Une année pour la traduire et une année pour l'éditer, plus ou moins. Curieusement, moi, une auteure inconnue, j'ai publié le livre et il a eu un grand succès. Je sais qu'il était dans les vitrines des librairies, mais je n'avais pas la possibilité de venir ici, car c'était en période scolaire et mon fils ne pouvait pas manquer l'école. J'ai reçu de bonnes critiques, tout s'est très bien passé. Déjà après le 25 avril, j'étais à la Bibliothèque nationale, et un jour une lectrice est venue me voir très fâchée m'accusant de ne pas avoir déposé mon livre à la Bibliothèque nationale. Je lui ai répondu : « Les auteurs ne déposent aucun de leur livre à la Bibliothèque nationale, ce sont les typographes et les maisons d'édition et par ailleurs, mon éditeur est une personne très sérieuse qui m'a envoyé une liste de toutes les offres qu'il allait faire ». J'ai alors été vérifier et j'ai vu que mon livre n'était pas au catalogue de la Bibliothèque nationale. J'ai écrit une lettre à la directrice et une semaine après elle était dans le catalogue. Il y avait donc une certaine censure, ou une discrimination, indépendamment de l'énorme retard dans la classification des livres à la Bibliothèque nationale. Il y avait certains livres qui étaient plus rapidement insérés dans le catalogue que d'autres. Mais par rapport au mieux, il l'avait mis de côté. Il était là, mon éditeur était quelqu'un de très sérieux et à cette époque je ne sais pas si le don n'était pas de la responsabilité des éditeurs. Aujourd'hui c'est à la typographie de le faire et dans de nombreux cas ils ne le font pas. Les auteurs devraient savoir cela pour contrôler. Cela m'est déjà arrivé avec un autre livre, la typographie ne l'avait pas envoyé et il a fallu que la maison d'édition fasse réclamation.

Il pouvait exister des obstacles à la diffusion. Dans le cas de mon livre, cela n'a pas eu de réelle importance, comme c'était un livre qui venait combler une immense lacune de l'historiographie portugaise : un livre d'histoire économique du XIX<sup>e</sup> siècle, mais pas seulement parce que mes adversaires aimaient à dire que j'avais une vision economiciste, ce qui est faux, j'ai toujours parlé de la politique économique et du contexte social<sup>12</sup>. Mon livre est devenu un manuel, il a eu un énorme succès, surtout dans les universités où s'enseignait l'histoire économique, comme l'ISEG. Il a eu une diffusion si grande, qu'il a dépassé toutes les attentes que je pouvais avoir. Quand j'ai dirigé la Torre do Tombo, une fois dans une des cérémonies de signature d'accord avec des mairies, de nombreux maires venaient signer et disaient qu'ils

---

<sup>12</sup> Page 12.

avaient un grand plaisir à me rencontrer car ils avaient lu mon premier livre. C'est quelque chose qui m'a toujours surpris. Il fut lu aussi par des personnes qui n'étaient pas du domaine, parfois n'ayant même pas une formation universitaire si spéciale. C'était l'intérêt de l'époque : mon intérêt a été à la rencontre de l'intérêt du public. Aujourd'hui, le XIX<sup>e</sup> siècle est complètement oublié, il est devenu quelque chose d'archéologique. Tout le monde veut étudier le XX<sup>e</sup> siècle, ce qui est compréhensible.

**CA : Quand vous avez fait cette traduction du français au portugais, avez-vous senti qu'il y avait certains aspects qu'il était préférable de supprimer ?**

**MHP :** Non. Bien sûr, j'ai fait quelques altérations sur la forme. Le français n'était pas ma langue et j'écris mieux en portugais qu'en français. Même si j'ai de la chance d'avoir eu la relecture d'amis français, spécialistes, qui ont lu le texte en français. Il devait être raisonnable, personne ne m'a critiquée sur la forme ni sur la qualité linguistique. Je n'ai pas modifié le contenu du livre, aussi bien que je m'en rappelle, même s'il m'est difficile de me rappeler des détails. En regardant le livre aujourd'hui, je devrais retirer une partie des sources, sources qui n'ont pas été traitées. Le matériel était tellement précieux pour moi alors, que je n'ai rien réussi à supprimer. Si j'ai supprimé quelque chose, cela a dû être insignifiant.

L'éditeur ne m'a rien imposé. Il n'a rien vu, ni lu le texte avant de l'avoir traduit. Magalhães Godinho lui-même n'a pas lu la thèse avant, il a proposé la publication sur la base de la lettre de Silbert. Ce sont des relations de confiance extraordinaires, je pense qu'aujourd'hui elles sont rares. Aujourd'hui, il n'y a aucune maison d'édition qui publie sans lire. Albert Silbert était une personne très discrète et très délicate. Je sais qu'il a eu un rôle fondamental. Il a été très important et un ami profond. Je n'ai connu Silbert qu'après quelques années en France. Il a défendu sa thèse très tard à cause de la Seconde Guerre mondiale : il l'a défendue un peu après moi. Ce fut à cette époque que je l'ai connue. J'ai assisté à la soutenance de sa thèse. Peut-être que je l'ai connu au centre culturel Gulbenkian à Paris ou bien à l'Institut des Études luso-brésiliennes dirigé alors par Léon Bourdon<sup>13</sup>. Je le connaissais aussi de vue du fait des archives. Il y avait peu de personnes dans les archives et aussi peu d'archives au Portugal. Il m'avait vue aux archives du Ministère des Œuvres publiques qui était à Terreiro do Paço. Il a dû bien parler de moi à Vilar, cette dame qui ne levait jamais les yeux des papiers... fait rare à cette époque, que l'on soit femme ou homme. J'ai à peine eu plus de contact avec lui, quand il a créé un séminaire à l'École des Hautes Études, qui n'a fonctionné que deux années et qui n'a

---

<sup>13</sup> Page 13.

eu que peu d'élèves. Ce fut très intéressant : l'autre élève était Victor de Sá. C'est uniquement dans cet environnement que j'ai eu l'opportunité de parler avec des personnes sur l'histoire du Portugal. Donc ce fut un point d'appui très important : il était en train de finir sa thèse. J'ai ensuite maintenu un contact très intermittent avec Silbert car il n'était pas quelqu'un de très sociable. Il était professeur à Clermont-Ferrand et il vivait à Paris. Mais il a toujours été agréable. C'était une personne sérieuse et indépendante. Il comprenait très bien les conflits entre les professeurs ici au Portugal et il avait une position très indépendante face à ces conflits. Bien plus tard, j'ai suggéré son nom pour mon jury d'agrégation et je pense qu'il a été très important aussi à ce moment.

**CA : Retournons à votre vie à Paris. Étiez-vous en contact avec d'autres exilés ?**

**MHP :** J'avais des contacts avec les exilés portugais, c'était mon milieu. Mais nous étions peu à avoir des intérêts communs. Il y avait António José Saraiva que je fréquentais, Victor de Sá qui à l'époque était dans le séminaire d'Albert Silbert (avant je ne le connaissais pas très bien). Il y avait certaines conférences organisées je ne sais trop comment par certaines associations. Mais j'avais très peu de temps entre les cours à l'Université, le travail de recherche dans la bibliothèque nationale et ma vie personnelle. À une certaine époque j'ai vécu dans le Quartier latin, où j'avais davantage de fréquentations. J'avais des relations avec un certain nombre de personnes qui faisaient leur doctorat mais qui n'étaient pas nécessairement de la même aire, ni forcément des exilés : António Ribeiro, qui était le fils de Orlando Ribeiro et qui préparait un doctorat en géologie et qui avait été un des leaders de la grève universitaire de 1962, mais n'était pas en France pour des motifs politiques. Il y avait aussi José Carlos Ferreira de Almeida, qui a fait son premier travail sur l'émigration en France dans *Análise Social*, et qui était à Paris pour faire son doctorat. Magalhães Vilhena était lui exilé de longue date. Et d'autres amis qui étaient exilés mais qui n'étaient pas des universitaires. J'avais des amis français, qui étaient très solidaires avec nous, encore jusqu'à aujourd'hui. J'avais certains collègues d'autres pays, tout particulièrement des Catalans dans le cadre du séminaire de Pierre Vilar. Mon premier contact avec José Fontana fut par le biais d'un collègue catalan<sup>14</sup>.

**CA : Vous vous considérez, dans ce milieu, comme des exilés ou bien des émigrés ?**

**MHP :** C'est un thème qui a conduit mon fils à en arriver aux mains avec un de ses amis. Dans les années 1960, l'émigration économique a commencé à croître rapidement en France. Nous

---

<sup>14</sup> Page 14.

sommes allés vivre à Anthony, notre concierge était portugaise, une famille de l'Algarve qui était toute partie vivre en France. Comme à l'école apparaissaient des fils d'émigrés, ayant treize ans dans des classes qui n'avaient que dix ans, pour apprendre le français, j'expliquais à mon fils que passés deux mois, ils iraient dans des classes de leur âge. Je lui expliquais que nous aussi que nous étions des émigrés, qu'il ne fallait pas être prétentieux et ne pas se distinguer. Cela a abouti à une grande dispute avec un de ses amis, dont les parents lui avaient dit que nous n'étions pas des migrants économiques, non pas parce qu'ils nous connaissaient, mais surement par rapport à notre apparence, car nous devions déjà avoir la même manière de nous habiller, de nous comporter sans que nous ne nous en rendions compte. Mon fils était furieux. J'ai dû les séparer. Je pense que la motivation de départ est différente. Nous n'avions pas le statut d'exilés, nous avons un passeport portugais, mon mari avait un passeport traditionnel, nous pouvions voyager. Mon mari n'est jamais retourné au Portugal, moi oui. J'ai pris le risque de revenir au Portugal, pour moi c'était fondamental de venir travailler à la Bibliothèque nationale au Portugal. Je n'y ai pas été seulement l'été 1968, ayant préféré manifester, car il était difficile d'y résister. Je me suis dit qu'il était prudent de ne pas rentrer cette année-là, mais j'y suis retournée l'année suivante.

**CA : Comment décririez-vous votre situation financière quand vous étiez en France.**

**MHP :** C'est ainsi : J'avais une vie modeste mais je ne dois pas me plaindre. Parce que je pouvais étudier sans devoir travailler en même temps. J'ai eu une petite bourse de l'État français et une aide modeste de ma famille mais qui était stable et qui m'a permis d'étudier et de terminer mon doctorat. Ensuite, je fus chercheuse au CNRS. J'avais un bon salaire. Quand je suis allée au Portugal, à l'ISCTE, mon salaire a été réduit de moitié.

La Gulbenkian a refusé de me donner une bourse, argumentant que je ne pouvais pas rentrer au Portugal. Il y a eu certains cas qui ont fonctionné. Pourtant, j'avais des cartes de recommandation d'Oliveira Marques et d'autres personnes. On n'a pas toujours de la chance. Mais j'ai toujours ressenti une grande liberté intellectuelle, donc je ne me plains pas<sup>15</sup>.

**CA : Au niveau scientifique, avez-vous eu une quelconque relation avec le pouvoir ?**

**MHP :** Je n'avais aucune relation avec le pouvoir. Zéro. Je vivais en France, je venais ici seulement pour faire mes recherches. Je ne dépendais d'aucune institution portugaise, sauf de la PIDE qui me surveillait. Il y eut une année où elle m'a fait sentir qu'elle me surveillait. Ce fut

---

<sup>15</sup> Page 15.

une année où j'ai été faire des recherches en dehors de Lisbonne et ils ont été très préoccupés. Ils pensaient que je n'allais pas faire des recherches, ils pensaient peut-être que je cachais quelque chose d'autre. Un jour, ils ont interrompu une conversation téléphonique avec une tante à moi où je parlais de mes projets de travail. En conséquence, j'étais toujours méfiante. Ils écoutaient mes conversations téléphoniques. Après le 25 avril, j'ai vérifié dans les archives de la PIDE s'ils interceptaient ma correspondance avec mon mari, ce qui était le cas. Ils faisaient des copies et parfois ils restaient avec les originaux. Ils ont gardé l'original d'une lettre avant l'un de mes retours à Paris, où j'envoyais une liste des choses dont j'avais besoin car je rentrais un dimanche. Des couches en papier, du lait pour bébé. Je suis arrivé à Paris et il n'y avait rien ! Ils ont dû penser que c'était un message chiffré.

Le contact le plus proche que j'ai eu avec le pouvoir fut cependant celui qui m'a permis de consulter les archives de la Banque du Portugal, qui n'étaient pas publiques à cette époque. J'ai contacté un très bon ami du milieu bancaire qui m'a facilité cet accès. Ce fut important afin de pouvoir étudier les remises des émigrés.

**CA : Comment décririez-vous la situation des bibliothèques et des archives au Portugal ?**

**MHP :** Que ce soit dans le domaine de la formation scientifique, dans la facilité d'accès aux bibliothèques et aux archives, qui sont fondamentaux pour les historiens, on dépendait des relations informelles. Les institutions fonctionnaient très mal, elles étaient mauvaises, déficientes, avec des instruments de travaux inadaptés. J'ai commencé à travailler à la Bibliothèque Nationale quand j'avais 17 ou 18 ans. Les archives avaient très peu de matériaux accessibles, non pas que les documents n'existent pas. Dans les archives nationales, dans la Torre do Tombo, il n'y avait rien de très utile, il n'y avait que la première moitié des Archives des Affaires étrangères et ce n'était pas vraiment l'ensemble de la première partie mais uniquement le second quart. Je n'ai jamais utilisé les archives de la Torre do Tombo à cette époque. Il y avait les petites archives du Ministère des Travaux publics qui étaient à cette époque à Terreiro do Paço, totalement libre d'accès, où personne n'allait, de façon que j'avais le personnel pour moi toute seule<sup>16</sup>. Et il fut très rapidement possible de faire des photocopies : c'était une archive très moderne et avec un directeur très dévoué et intéressé. C'est lui qui m'a parlé des archives des Trinas, où était réellement la documentation du XIX<sup>e</sup> siècle mais qui était inaccessible. Ceci est un détail intéressant : il m'en a parlé très discrètement, on ne pouvait pas parler de cette situation. C'était une situation catastrophique, toute la documentation des ministères sur le XIX<sup>e</sup>

---

<sup>16</sup> Page 16.

siècle était au couvent des Trinas à Estrela, fermée à clé et n'était pas organisée. C'était un grand désastre occulte. Il m'a parlé en secret de comment on pouvait avoir accès, mais c'est seulement après mon doctorat que j'ai tenté d'y accéder.

Retournons à ce qu'il était possible de faire : la bibliothèque de l'Université était très mauvaise. La Bibliothèque Nationale était la principale pour moi. On arrivait là-bas, dans l'ancien bâtiment sur la place de la Bibliothèque nationale, il y avait un accès par la place : au premier étage, la salle était très sympathique, elle avait ce charme des salles austères des couvents, bien sûr sans air conditionné ni chauffage, mais j'étais jeune, cela ne me dérangeait pas. Il y avait un balcon avec un grillage de haut en bas et ensuite il y avait un guichet avec une toute petite porte où on voyait le visage d'un fonctionnaire. Les fonctionnaires étaient très dévoués. Ils savaient que les gens n'étaient pas là pour jouer. Ils faisaient le travail qu'auraient dû faire les chercheurs à savoir chercher dans le catalogue. Ils faisaient donc les recherches pour les chercheurs. Et c'était même un avantage parce qu'ils savaient davantage de choses que les chercheurs eux-mêmes quand ils débutaient leurs recherches. J'ai beaucoup appris avec les fonctionnaires. Mais arrivé à un certain point, le chercheur veut voir le catalogue. Mais le fichier en feuille de papier fin n'était même pas perforé. L'accès était de la sorte. Cette situation s'est seulement résolue avec le transfert au Campo Grande.

Autre aspect, il n'y avait pas de photocopies. On travaillait donc comme un copiste ce qui avec les statistiques était infernal, morose et il n'y avait personne pour m'aider. Ensuite, quand je suis arrivée à Paris, il y avait des microfilms dans la nouvelle Bibliothèque Nationale mais pas dans l'ancienne. La Bibliothèque Nationale a eu un directeur qui a géré le transfert pour Campo Grande, Manuel Esteves, qui a aussi été archiviste et qui a organisé les archives des Trines, processus qui a été interrompu dans les années 1930. Nous avons eu accès au catalogue dans le nouveau bâtiment, ils ont perforé le catalogue, mais cela fut très lent. Le transfert s'est fait raisonnablement bien mais beaucoup de choses sont restées perdues pendant longtemps. Ce fut le point noir du transfert<sup>17</sup>. Il y a eu un autre problème : je venais pendant les étés pour faire mes recherches, je ne pouvais venir qu'à ce moment comme mon fils était scolarisé, mais parfois j'arrivais ici et tel secteur de la bibliothèque était fermé à cause du transfert. J'étais dans la phase terminale de ma thèse de doctorat et j'ai été rattrapée par le transfert, ce qui fut compliqué.

À une époque où les moyens technologiques n'étaient pas très développés comme aujourd'hui ce qui transforme tout de façon impersonnelle et de meilleure façon, bien sûr, car on

---

<sup>17</sup> Page 17.



dépend bien moins des sympathies et antipathies des personnes, les relations informelles étaient très importantes. Dans l'une des bibliothèques où j'ai travaillé, la bibliothèque de l'Imprimerie Nationale, qui est encore aujourd'hui une bibliothèque très antipathique et qui s'est peu modernisée, j'ai découvert qu'il y avait des statistiques du commerce extérieur portugais. J'ai réussi à cette époque quelque chose d'extraordinaire pour une époque où il n'y avait pas de photocopieuses : avoir une machine à calculer. Je pouvais faire directement dans la bibliothèque les calculs. Ceci m'a beaucoup aidé, d'avoir une machine à calculer à disposition, à cette époque pour ma thèse de licence. Une autre bibliothèque où j'ai bien travaillé était celle de statistique. J'ai recopié beaucoup de choses à la main, ce qui était très compliqué comme c'était des statistiques, toujours avec la crainte de faire une erreur : c'était un travail très morose et ennuyant, mais l'émotion de la découverte compensait.

**CA : Avez-vous été parfois, dans votre travail de recherche, été confrontée à des obstructions ?**

**MHP :** À cette époque, je ne crois pas. Il y avait une certaine connivence. D'abord, parce que les chercheurs étaient peu nombreux. Les bêtes encombrantes qui apparaissaient dans les bibliothèques et dans les archives qui voulaient voir beaucoup de choses en même temps et travaillaient beaucoup étaient peu nombreuses. Bien sûr, s'il y en avait eu beaucoup, les fonctionnaires auraient été moins disposés à mettre une machine à calculer à disposition. Notez qu'à cette époque, il n'existait pas encore des calculatrices mobiles, c'étaient des machines très grandes. En France, à l'École des hautes études, on m'a aussi prêté une de ces machines pour travailler à la maison. Je ne me rappelle pas d'antipathie à cette époque. Je ne sais même pas comment était l'accès à la Torre do Tombo. Il semble qu'il n'était pas facile à cette époque reculée. Mais je n'ai pas travaillé là-bas donc je ne peux pas dire.

**CA : Avez-vous trouvé qu'il y avait un très grand écart dans l'équipement des bibliothèques quand vous êtes arrivée en France<sup>18</sup> ?**

**MHP :** En France, j'ai travaillé dans les Archives nationales, où il y avait une certaine documentation sur le Portugal et les archives fonctionnaient très bien parce que les fonctionnaires faisaient une recherche préliminaire pour les chercheurs quand on le sollicitait. À peine passées trois semaines, j'ai reçu un rapport des fonds qui m'intéressaient, ce qui était fantastique et m'a beaucoup servi. Je ne sais pas s'ils font cela encore aujourd'hui. Les archives fonctionnaient

---

<sup>18</sup> Page 18.

admirablement bien, on n'attendait pas beaucoup pour avoir les documents, il n'y avait pas au début de photocopies, je me rappelle encore de l'apparition des premières photocopies.

Il y avait beaucoup de choses sur le Portugal dans la Bibliothèque Nationale française. Des sources fantastiques qui si elles n'avaient pas existé, je n'aurais pas pu faire mon travail. Les premières photocopies qui sont apparues avaient une durabilité assez limitée. Comme celles du ministère des Travaux publics qui perdaient en lisibilité. Les catalogues : on pouvait avoir accès à tous les catalogues, on disposait d'un très bon appui, les bibliothécaires étaient assis dans la salle, visibles et toujours disposés à aider et à expliquer où étaient les choses. Il y avait de nombreux catalogues que l'on devait consulter : ils étaient par époque, ce qui était laborieux, mais ils étaient accessibles. Les conditions de travail étaient bonnes. J'étais un rat de bibliothèque depuis mes dix-sept ans. Les bibliothèques sont des lieux extraordinaires parce qu'on y trouve tout selon dont on a besoin. Il y avait beaucoup de choses qui étaient disponibles dans la salle. Le problème était qu'il y avait beaucoup de monde y compris dans celles accessibles seulement pour les docteurs et il fallait une lettre du directeur de thèse pour pouvoir obtenir la carte annuelle et gratuite. Si on arrivait après 9h30, il n'y avait déjà plus de place et il fallait donc prendre un ticket. Mais cela ne servait pas à grand-chose d'attendre. Il valait mieux revenir après le déjeuner. Les gens qui étaient en licence allaient à la bibliothèque de la Sorbonne et à Sainte-Geneviève, qui étaient toutes les deux excellentes.

Quand je suis rentrée au Portugal, c'était d'une tristesse : il n'y avait personne. Seulement après le déjeuner, quelques personnes arrivaient. Encore aujourd'hui, la salle n'est jamais pleine, mais il y a plus de personnes : ce n'est pas le désert qu'elle a été, avec une salle énorme. Les archives de la Torre do Tombo, encore aujourd'hui n'ont pas grand monde, peut-être parce que les professeurs ont de moins en moins de temps pour faire de la recherche.

En France, très tôt, il a été possible de réserver un livre d'un jour pour l'autre. Au Portugal, encore aujourd'hui, c'est un peu compliqué. La grande révolution fut la révolution informatique<sup>19</sup>. En France, on n'avait pas la sensation de dépendre d'une personne sauf pour une chose. J'avais un statut normal, pas celui d'une personne exilée comme j'avais un passeport touristique. Mais pour avoir accès aux archives nationales, il fallait une carte du consulat. Je n'ai pas été au consulat parce que j'ai eu la chance que Madame Vilar soit une archiviste des Archives Nationales et donc Pierre Vilar a été avec moi pour me présenter sa femme, se méfiant avec raison que je ne sois trop timide. C'est Madame Vilar qui a dépassé ce problème administratif.

---

<sup>19</sup> Page 19.

Mais, bien plus tard, j'avais déjà terminé mon doctorat, j'ai voulu consulter les archives du Ministère des Affaires étrangères au quai d'Orsay, et il me fallait une lettre du consulat. J'ai été à l'ambassade, je me suis dit qu'ils avaient l'obligation de me fournir cette autorisation. C'était au bout du monde, à Passy. Je ne connaissais pas cette zone. Je m'y rends. L'accès était très contrôlé, ce qui est normal. Est arrivé l'attaché culturel, très sympathique qui m'a fait attendre dans la salle pendant une heure. Il est évident qu'il a été téléphoner à Lisbonne, pour consulter les Affaires étrangères et la PIDE. Tout ce que je sais, c'est qu'au bout d'une heure, on a refusé de me donner la lettre. Ils m'ont refusé la lettre d'autorisation qui était indispensable pour avoir accès aux archives. C'est incroyable. Faisant déjà partie du CNRS, je n'allais pas y faire de l'espionnage. Cela n'allait même pas être sur le XX<sup>e</sup> siècle. J'étais furieuse. J'ai une certaine tristesse de ne pas avoir pu le consulter. Albert Silbert l'a abondamment utilisé, mais c'était pour une autre période. Ce fut d'une grande violence, inadmissible. Ils savaient très bien qui j'étais et que j'étais en France pour des raisons politiques. À cette époque, j'étais une des rares portugaises à faire des recherches sur cette époque. Manuel Villaverde et José Medeiros Ferreira ont commencé plus tard que moi.

**CA : Pouvez-vous nous donner vos méthodes de travail dans les bibliothèques et dans les archives ?**

**MHP :** Je travaillais essentiellement avec des fiches papier. C'est parfait. Encore aujourd'hui je fais des fiches parce qu'il n'y a pas de programme qui fonctionne correctement. Quand je travaillais, je faisais des fiches à entrées multiples avec l'auteur et le thème, ainsi je pouvais organiser par thème et par auteur en fonction de ce dont j'avais besoin. Normalement, c'était plus par thème. Encore aujourd'hui, je n'arrive pas à éviter les fiches papier. Elles me tiennent compagnie. Ces fiches étaient faciles d'utilisation. J'avais un fichier portable en métal que j'ai encore aujourd'hui<sup>20</sup>. Il y avait bien sûr un travail-maison qu'il était nécessaire de faire car il fallait organiser le fichier mais c'était très simple dans la mesure où l'on est une personne organisée. J'achetais des fiches de différentes tailles et j'avais un seul fichier. Dès qu'un livre me semblait intéressant, je faisais une fiche par auteur, mais je l'insérais dans le fichier unique. Comme tout était dans ce fichier, c'était plus simple. J'ai toujours eu ce fichier unique : j'ai eu de nombreuses microfilms mais j'en ai jeté beaucoup. Je pense que personne ne va s'intéresser à cela. Il y avait tout un matériel de papèterie qui m'aidait à ranger tout cela. Il fallait savoir économiser son temps. Joel Serrão avait une grande armoire avec de nombreux tiroirs mais je

---

<sup>20</sup> Page 20.

n'ai jamais fait cela, comme j'ai eu une vie nomade : en France j'ai eu trois maisons en moins de dix ans, ce qui est beaucoup, avec de nombreux livres et documents ce qui compliquait les déménagements. Chaque projet scientifique avec ses propres fiches et sa boîte.

Je n'avais pas beaucoup d'argent pour acheter des vêtements mais j'ai toujours eu tout ce dont j'avais besoin pour travailler. J'ai toujours fonctionné de la sorte. Je n'achetais que du matériel que j'achetais en France. Je dépensais aussi de certaines sommes dans les boîtes et je les apportais quand je venais au Portugal. Ici, c'était très difficile de trouver du papier de qualité pour les fiches, la production était limitée aux étudiants du lycée français.

**CA : Est-ce qu'être une femme dans le milieu scientifique portugais, extrêmement masculin, était difficile ?**

**MHP :** Le problème n'était pas d'être un homme ou une femme, mais plutôt le fait qu'il y avait très peu de gens. Il n'y avait pas une communauté scientifique. En conséquence, il n'y avait pas beaucoup de gens avec qui parler. À partir d'un certain moment, j'ai eu des collègues, mais dans les temps les plus reculés, il n'y avait personne. Même quand j'étais en France, j'ai ressenti cela mais encore plus quand je suis revenue au Portugal, où il n'y avait personne qui travaillait dans mon domaine. Ceci a donné à mon travail un caractère pionnier, mais j'ai aussi ressenti un grand isolement scientifique et intellectuel. Ce fut un avantage, mais aussi une difficulté : je n'avais personne avec qui parler. Les personnes n'imaginent pas ce que cela peut impliquer. Quand j'étais en France, je n'ai pas connu Manuel Villaverde Cabral ni José Medeiros Santos, je ne les ai connus qu'ici car ils sont plus jeunes que moi. J'étais déjà rentrée au Portugal quand ils ont fait leur thèse. J'ai peut-être connu Medeiros en France, mais que marginalement. En conséquence, la question d'être une femme, je ne l'ai pas senti comme un facteur d'exclusion et de discrimination<sup>21</sup>. Dans toutes les personnes qui ont essayé de freiner ma carrière à cette époque, il n'y a eu que deux femmes : Virgínia Rau, dans un épisode que j'ai raconté dans un autre entretien, où elle a essayé de faire barrière à ma nomination à l'ISCTE, et l'autre qui était la bibliothécaire de l'Assemblée nationale. Avec les professeurs à l'Université, je n'ai jamais senti de problème. Avec Virgínia Rau, le problème n'était pas là : le problème était que je voulais travailler sur le XIX<sup>e</sup> siècle et même au début je voulais travailler sur la République, mais elle m'a dit que la République, ce n'était pas possible, et comme elle faisait la pluie et le beau temps, étant directrice du département d'histoire, c'est elle qui décidait ce que l'on pouvait faire ou non. J'ai alors proposé le XIX<sup>e</sup> siècle et elle a accepté. Je ne me suis jamais sentie discriminée

---

<sup>21</sup> Page 21.

à cette époque parce que j'étais une femme. Mais je ne vais pas dire que je ne me suis jamais sentie discriminée dans le milieu scientifique et académique en étant une femme au Portugal. Notez que j'ai remplacé deux hommes, deux collègues à l'ISCTE, Alfredo de Sousa et Vasco Pulido Valente, qui ne s'entendaient pas avec les élèves.

**CA : Si on revient sur cet empêchement de Virgínia Rau, quelle était la principale limite qu'elle vous a posée ?**

**MHP :** De vouloir travailler sur le XIX<sup>e</sup> siècle. Comme je l'ai déjà dit, on n'étudiait pas durant les cours à l'Université. Quelques années avant que je ne commence mes études, on n'étudiait pas au-delà de 1640 mais après, la limite a été repoussée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Pourtant le XVIII<sup>e</sup> siècle était dangereux, c'était celui de la Révolution française. Le XX<sup>e</sup> siècle était quant à lui complètement interdit. Il était déjà très mal vu de vouloir étudier le XIX<sup>e</sup> siècle car c'était le siècle du libéralisme. L'*Estado Novo* a diabolisé le XIX<sup>e</sup> siècle. Comme je l'ai dit, c'est Virgínia Rau qui choisissait les thèmes des thèses de licence. C'était elle qui décidait avec qui on allait travailler, elle ne m'a même pas reçue dans son cabinet, ce fut une conversation de couloir. Elle n'avait aucune sympathie pour moi car elle savait que j'étais une opposante. C'est elle qui m'a dit d'aller travailler avec le professeur Borges de Macedo. Ce ne fut pas mon choix, je n'ai pas choisi mon directeur de thèse ni le thème. Même le thème que j'ai choisi a été décidé par Borges de Macedo. À cette époque, on ne choisissait pas son directeur ni le thème d'étude. Mais j'ai accepté, car je trouvais que c'était très intéressant. La licence à cette époque durait quatre ans et c'est ensuite que l'on faisait la thèse de licence. Il n'y a que António de Oliveira Marques qui a fait sa thèse durant ces quatre ans. C'était quelqu'un d'exceptionnel, il a commencé dès sa deuxième année et comme il était médiéviste, il a bénéficié du soutien privilégié de Virgínia Rau<sup>22</sup>.

**CA : Quelles ont été vos relations –s'il y en a eu- avec les professeurs de l'Université ?**

**MHP :** Elles étaient très variables. C'étaient des personnes qui ne m'intéressaient pas. Des situations insolites arrivaient parfois. J'ai eu une relation amicale avec une professeure, avec qui dès la première année j'ai eu une discussion scientifique avec elle, ce qui était très mal vu. J'ai osé présenter une version différente de cette enseignante sur l'Égypte Antique ! Elle a très mal réagi au début, mais ensuite nous avons eu une relation amicale. C'est curieux. Le professeur Ferreira de Almeida était une personne intéressante. Je pense que Delfim Santos avait

---

<sup>22</sup> Page 22.

quelques relations avec l'opposition mais il n'avait pas une très grande présence à l'Université et son domaine de recherche ne m'intéressait pas beaucoup – c'était l'histoire de l'éducation. À la fin de l'Université, il y a eu un jeune assistant qui était Rogério Fernandes qui était une personne intéressante et de l'opposition et de qui je suis restée amie, il donnait un cours de morale, ce qui ne m'intéressait pas du tout. Les professeurs de l'Université n'ont pas eu une grande importance pour moi. Les contacts les plus importants ont été informels et en dehors de l'Université : dans la pâtisserie Cister, située dans la *rua da Escola Politécnica*, connu comme le « Général ». C'était un lieu de rencontre des étudiants des différentes facultés et de différentes générations. C'était une meilleure université que l'Université, où on parlait de livres, de cinéma, de l'actualité. Un autre espace de sociabilité intellectuelle était l'association des étudiants de la Faculté de Lettres, qui a été fermée, comme les autres. Les associations étudiantes avaient à cette époque une importante activité culturelle, qui ont eu des conséquences sur les domaines non-officiels allant de la littérature à la philosophie. Moins pour le cinéma car ici il y avait les cinéclubs comme le Cinéclub Universitaire, le Cinéclub Imagem, très actifs et importants dans la diffusion de films en dehors des circuits commerciaux, car il n'y avait pas encore la cinémathèque. Quand l'Université est passée au Campo Grande, il n'y avait pas de café à proximité, mais il y avait des bars et des espaces de sociabilité propres aux bâtiments de l'Université. A existé à un moment une Commission pro-association très active sur le plan culturel. La sociabilité entre les étudiants était bien plus importante qu'avec les professeurs. La proximité de différentes facultés était aussi quelque chose de nouveau, on y circulait beaucoup plus facilement et cela explique pour beaucoup ce qui s'est passé dans les années suivantes, comme la grève de 1962.

**CA : Y avait-il donc une distance très grande entre les professeurs et les étudiants<sup>23</sup> ?**

**MHP :** Oui il y avait une distance, mais le principal problème était que c'était des personnes sans intérêt intellectuel et culturel. Ils n'avaient aucun intérêt. C'était une misère culturelle extraordinaire. Mes professeurs de lycée avaient un meilleur niveau, mais cela avait une explication objective parce que le triage, le filtrage politique des professeurs était bien plus fort à l'Université qu'au lycée, même si beaucoup de personnes n'ont même pas réussi à obtenir l'autorisation d'enseigner au lycée. On a parlé il y a peu de Maria Barroso qui quand elle a terminé son cursus, a travaillé sans contrat de travail au Collège moderne qui appartenait à son beau-père. J'ai connu beaucoup de personnes qui n'ont pas pu enseigner. Jorge de Macedo a lui aussi

---

<sup>23</sup> Page 23.

commencé au Collège moderne, parce qu'il n'a pas eu la possibilité d'enseigner au lycée. Il y avait un certain filtrage au lycée, mais à l'Université, il était beaucoup plus fort. En conséquence, les personnes qui arrivaient à l'Université étaient des personnes sans intérêt, sans aucun intérêt. Surtout qu'à la période où j'ai fréquenté l'Université, il y avait déjà eu trente années de filtrage, car au début il y avait encore des personnes d'un certain niveau. Ensuite, comme il n'y avait plus concurrence, il y avait de faux concours et l'accès était essentiellement par invitation, et les personnes choisies étaient de moins en moins compétentes. C'était un très grand vide. Une très grande médiocrité dominait. Le groupe de gens de mon âge que je fréquentais était bien plus intéressant que les professeurs. Durant la période marcelliste, je pense que la situation s'est améliorée un peu. Mais cela dépendait aussi beaucoup des cours, par exemple en littérature il y avait d'excellents professeurs.

#### **CA : Comment étaient les relations entre les étudiants ?**

**MHP :** Nous échangeons des références de lectures, des livres. Nous discutons et parfois même nous avons des réunions pour discuter de certains livres. Nous avons des groupes de lecture. Nous nous réunissions une fois par mois, je crois, et il y avait un programme. C'étaient des livres empruntés. Ce n'étaient pas des livres de la bibliothèque de la Faculté de Lettres, je ne sais même plus s'il était possible d'emprunter, mais ils n'avaient aucun intérêt, et cette bibliothèque, en plus d'être désorganisée n'était pas actualisée. Les livres que nous étudions n'avaient pas de lien avec le programme ni avec les cours. Nous allions au cours parce qu'il fallait bien avoir un diplôme. Il s'agissait de livres interdits, certains marxistes. Peu de personnes allaient dans les bibliothèques. On n'avait pas de travaux à la maison. Nous achetions les livres qu'il fallait – qui le pouvait ! – et on s'y intéressait. On s'empruntait des livres que parfois on perdait. Arrivé à un certain moment, pour les examens je ne me suis mis qu'à utiliser les notes de cours et c'est tout<sup>24</sup>. Et j'avais parfois de meilleurs résultats : si on lisait beaucoup, ensuite, au moment de l'examen, comme le temps était très court, on n'avait pas assez de temps et on restait à la seconde question parce que l'on avait trop développé la première question. Après, j'ai compris : cela ne servait pas à grand-chose d'écrire tant, d'autant que l'on n'était pas sûr d'être lu ! Les examens n'étaient pas des dissertations. Il y avait un nombre limité de feuilles formatées et où l'on ne pouvait pas écrire beaucoup. Les examens étaient bien sûr plus développés que dans le secondaire. Mais au lycée, il y avait des enseignants qui nous demandaient de faire des travaux. J'ai appris davantage au lycée qu'à l'Université, du point de vue

---

<sup>24</sup> Page 24.

qualitatif. En géographie humaine, ils faisaient un petit travail monographique. Je n'ai pas eu de chance car le professeur de ce cours était Orlando Ribeiro, mais il était absent, comme de nombreuses fois, et il fut remplacé par un vieux professeur du nom de Schwalbach. J'ai commencé à faire une monographie sur Barreiro, je n'ai pas voulu faire comme les autres élèves un travail sur le milieu rural, car j'ai toujours été un pur produit de la ville, et mes parents n'avaient eux aussi aucune liaison avec la campagne. Mais le professeur en question est mort et je n'ai pas pu terminer le travail.

**CA : Comment avez-vous vécu le changement entre les premières années de licence et celles de doctorat ?**

**MHP :** Ce fut une transition agréable. La recherche était compliquée, comme je l'ai expliqué. Au niveau licence, les gens étaient très isolés, il n'y avait pas beaucoup de réunions entre les étudiants qui faisaient leur thèse de licence. Chacun était dans son coin. On ne les voyait qu'au moment des examens et à la défense de leur thèse, parfois aussi durant leur préparation. Mais j'étais très enthousiasmée par mon travail. Et en dehors de l'Université, j'ai toujours eu des moments de discussions qui ont été essentiels, comme je l'ai déjà dit. Il y avait une communauté ou des communautés informelles, qui étaient des espaces de liberté et avaient des règles pour pouvoir survivre, mais cela est un autre sujet<sup>25</sup>.





# Sources

Je me limite ici au fruit des recherches menées au Portugal et en France dans le cadre de cette recherche doctorale et ne dépassant pas le 25 avril 1974, à l'exception des entretiens que j'ai réalisés, mais aussi des correspondances publiées.

## I) Archives

### 1) Journal officiel de la République portugaise (*Diário do Governo*)

Pour l'ensemble des lois, la méthode choisie est la suivante : en premier le numéro du journal officiel, la date de publication au journal officiel puis la date où la mesure a été prise (si jamais elle n'est pas du même jour que la publication) ainsi que la brève description de la mesure. À signaler que toutes ces mesures sont disponibles en ligne (Voir V)).

#### *Lois républicaines*

- I Série, n° 18, 23 janvier 1911, décret du 21 janvier 1911, ministère de l'Intérieur : suppression du culte religieux dans la chapelle de l'université de Coimbra.
- I Série, n° 65, 21 mars 1911, décret du 18 mars 1911, ministère de l'Intérieur : réorganise les services des bibliothèques et archives nationales.
- I Série, n° 68, 24 mars 1911, décret du 22 mars 1911, ministère de l'Intérieur : création de l'université de Lisbonne et de Porto et mise en place de bourses pour les étudiants portugais.
- I Série, n° 92, 21 avril 1911, décret du 20 avril 1911, ministère de la Justice : séparation de l'État et des églises.
- I Série, n° 93, 22 avril 1911, décret du 19 avril 1911, ministère de l'Intérieur : nouvelle constitution universitaire du pays.
- I Série, n° 96, 26 avril 1911, Ordre de l'armée n° 8 du 29 mars 1911, ministère de la Guerre : les dispositions datent du 16 mars 1911 et réorganisent le fonctionnement de l'armée.
- I Série, n° 109, 11 mai 1911, décret du 9 mai 1911, ministère de l'Intérieur : organisation des facultés de lettres de l'université de Coimbra et de Lisbonne.

- I Série, n° 195, 22 août 1911, décret du 19 août 1911, ministère de l'Intérieur : approuve le règlement des facultés de lettres de l'université de Coimbra et de l'université de Lisbonne.
- I Série, n° 195, 22 août 1911, Assemblée nationale constituante : promulgue la constitution de la République.
- I Série, n° 213, 12 septembre 1911, décret-loi appliquant les préconisations d'une commission, initiée le 15 février et qui statue le 23 août 1911, ministère de l'Intérieur : réforme de l'orthographe portugaise.
- I Série, n° 34, 23 février 1918, décret n° 3856 du 22 février 1918, ministère de la Justice et des Cultes : révision de la séparation de l'État et des Églises (majuscule dans le décret).
- I Série, n° 152, 9 juillet 1918, décret n° 4554 du 6 juillet 1918, secrétariat d'État de l'Instruction publique : décret approuvant la nouvelle organisation universitaire.
- I Série, n° 157, 14 juillet 1918, décret n° 4651, secrétariat d'État de l'Instruction publique : modifie l'organisation des facultés de lettres des universités de Coimbra et Lisbonne.
- I Série, n° 98, 10 mai 1919, décret n° 5770, ministère de l'Instruction publique : suppression de la faculté de lettres de Coimbra pour une faculté de lettres à Porto.
- I Série, n° 171, 27 août 1919, loi n° 861, ministère de l'Instruction publique : réglementation de la nomination des recteurs et rétablissement de la faculté de lettres de Coimbra.

### *Lois de la Dictature militaire*

- I Série, n° 143, 5 juillet 1926, décret n° 11 938, ministère de l'Intérieur : régule quelque forme de publication graphique qu'elle soit périodique ou non.
- I Série, n° 167, 1<sup>er</sup> août 1926 décret n° 12 008 du 29 juillet 1926, ministère de l'Intérieur : altère et éclaircit les dispositions du décret n° 11 839 sur les publications graphiques.
- I Série, n° 220, 2 octobre 1926, décret n° 12 426, ministère de l'Instruction publique : promulgue le statut de l'Instruction universitaire.
- I Série, n° 257, 17 novembre 1926, décret n° 12 677, ministère de l'Instruction publique : promulgue l'organisation des facultés de lettres.
- I Série, n° 100, 13 mai 1927, décret n° 13 619, ministère de l'Instruction publique : promulgue différentes dispositions concernant l'enseignement secondaire.
- I Série, n° 85, 14 avril 1928, décret n° 15 365 du 12 avril 1928, ministère de l'Instruction publique : disparition de certaines facultés des Universités portugaises.
- I Série, n° 13, 16 janvier 1929, ministère de l'Instruction publique : création du Conseil d'éducation nationale

- I Série, n° 62, 18 mars 1929, décret n° 16 623, ministère de l'Instruction publique : introduit plusieurs modifications dans le statut de l'instruction universitaire.
- I Série, n° 149, 3 juillet 1929, décret n° 17 063, ministère de l'Instruction publique : promulgue l'organisation des facultés de lettres.
- I Série, n° 46, 25 février 1930, décret n° 18 003, ministère de l'Instruction publique : introduit plusieurs modification dans la loi organique des facultés de lettres.
- I Série, n° 197, 26 aout 1930, décret n°18 779, ministère de l'Instruction publique : réorganise les services des lycées.
- I Série, n° 280, 2 décembre 1930, décret n° 19 081, ministère de l'Instruction publique : approuve les statuts de l'université technique de Lisbonne.
- I Série, n° 156, 8 juillet 1930, décret n° 18 570, ministère des Colonies : approbation de l'Acte colonial.
- I Série, n° 147, 27 juin 1931, décret n° 19 952, ministère de l'Instruction publique : remodèle les services des bibliothèques et des Archives nationales.
- I Série, n° 55, 5 mars 1932, décret n° 20 977, ministère de l'Instruction publique : crée à Lisbonne l'Académie nationale des Beaux-Arts et régule son fonctionnement.
- I Série, n° 89, 7 avril 1932, publié le 15 avril 1932, décret-loi n° 21 103, ministère de l'Instruction publique : éclaircit la latitude de l'expression « exactitude des doctrines » de l'article 13 du décret-loi n° 19 605.
- I Série, n° 42, 21 février 1933, décret n° 22 229, ministère de l'Intérieur : fixe la date du plébiscite pour valider la nouvelle Constitution de la République portugaise.
- I Série, n° 43, 22 février 1933, supplément, décret-loi n° 22 241, présidence du Ministère : publie le texte du projet de Constitution de la République portugaise.

### *Lois de l'Estado Novo*

- I Série, n° 83, 11 avril 1933, Acte de publication des résultats du plébiscite du 19 mars 1933 de la Constitution politique, constitution qui s'applique immédiatement.
- I Série, n° 83, 11 avril 1933, décret-loi n° 22 469, ministère de l'Intérieur : règlement de la censure avant parution pour les publications graphiques.
- I Série, n° 189, 10 aout 1933, règlement du 7 aout 1933, ministère de l'Instruction publique : règlement du « Prix Ricardo Malheiros », de l'Académie des sciences de Lisbonne.
- I Série n° 195, 29 aout 1933, décret-loi n° 29 992, ministère de l'Intérieur : crée la police de vigilance et de défense de l'État.

- I Série, n° 218, 25 septembre 1933, décret-loi n° 23 054, présidence du Conseil : crée auprès de la Présidence du Conseil le Secrétariat de la Propagande Nationale.
- I Série, n° 253, 6 novembre 1933, décret-loi n° 23 203, ministère de la Justice : substitue le décret n° 21 942 qui régle les délits politiques et d'infractions de caractère politique.
- I Série, n° 152, 30 juin 1934, décret-loi n° 24 124, ministère des Finances : régle les recettes et fixe les dépenses pour l'année 1934-1935.
- I Série, n° 203, 29 août 1934, décret-loi n° 24 440, ministère de l'Intérieur : régle les travaux qui restent à la charge de la Presse universitaire de Coimbra.
- I Série, n° 108, 13 mai 1935, décret-loi n° 25 317, présidence du Conseil : ordonne la retraite ou la démission des fonctionnaires ou employés qui révèlent un esprit d'opposition aux principes fondamentaux de la Constitution politique.
- I Série, n° 111, 16 mai 1935, résolution du conseil des Ministres : en application du décret du 13 mai 1935, est publiée la liste des démis par le conseil des ministres.
- I Série, n° 115, 21 mai 1935, loi n° 1901, ministère de la Justice : promulgue diverses dispositions quant aux associations secrètes (disparition de la principale loge maçonnique).
- I Série, n° 84, 11 avril 1936, loi n° 1941, ministère de l'Instruction publique : établissement des bases de l'organisation de ce ministère, qui s'appelle dorénavant le ministère de l'Éducation nationale.
- I Série, n° 94, 23 avril 1936, décret-loi n° 26 539, présidence du Conseil : crée une colonie pénale pour les prisonniers politiques et sociaux à Tarrafal, sur l'île de Santiago, dans l'archipel du Cap-Vert.
- I Série, 14 mai 1936, décret-loi n° 26 589, présidence du Conseil : fixe le numéro maximum de pages des journaux quotidiens, régle la fondation de quelque publication sujette au régime de la censure.
- I Série, n° 116, 19 mai 1936, décret-loi n° 26 611, ministère de l'Éducation nationale : approuve le règlement de la Junte nationale pour l'éducation.
- I Série, n° 117, 20 mai 1936, décret-loi n° 26 612, présidence du Conseil : considère férié le jour du 28 mai 1936, en commémoration de l'an X de la Révolution nationale.
- I Série, n° 216, 14 septembre 1936, décret-loi n° 27 003, présidence du Conseil : rend obligatoire la déclaration d'être intégré dans l'ordre social de la Constitution Politique de 1933 pour la prise de fonction des fonctionnaires.
- I Série, n° 276, 24 novembre 1936, décret-loi n° 27 279, ministère de l'Éducation nationale : établit les bases sur lesquelles doit reposer l'enseignement primaire.

- I Série, n° 177, 31 juillet 1937, décret n° 27 913, ministère de l'Éducation nationale : approuve les statuts de l'Académie portugaise d'histoire.
- I Série, n° 272, 21 novembre 1941, décret-loi n° 31 658, ministère de l'Éducation nationale : insère différentes variations relatives aux paiements des frais d'inscription du supérieur.
- I Série, n° 65, 20 mars 1942, décret-loi n° 31 932, ministère de l'Éducation nationale : insère différentes disposition quant au recrutement et à la promotion des assistants des établissements d'enseignement supérieur.
- I Série, n° 37, 23 février 1944, décret-loi n° 33 545, présidence du Conseil : concentre dans le Secrétariat national de l'information et de la culture populaire, dépendant du président du Conseil, le SPN, où seront intégrés les services de presse et ceux de la censure.
- I Série, n° 58, 19 mars 1945, décret n° 34 451, ministère de l'Éducation nationale : approuve les nouveaux statuts de l'Académie portugaise d'histoire.
- I Série, n° 81, 16 avril 1945, Ordonnance n° 10 932, ministère de l'Éducation nationale : approuve le règlement interne de l'Académie portugaise d'histoire.
- I Série, n° 233, 20 octobre 1945, décret-loi n° 35 044, ministère de la Justice : promulgue la réorganisation des tribunaux ordinaires et remplace le Tribunal militaire spécial.
- I Série, n° 234, 22 octobre 1945, Décret-loi n° 35 046, ministère de l'Intérieur et de la Justice : crée la police internationale et de l'État, révoquant le décret-loi n° 29 992.
- I Série, n° 273, 8 décembre 1945, décret-loi n° 35 222, ministère de l'Éducation nationale : approuve l'accord orthographique de 1945 entre le Portugal et le Brésil.
- I Série, n° 138, 18 juin 1947, « résolution du conseil des Ministres » : résolution du conseil des Ministres qui démet des fonctionnaires et des militaires.
- I Série, n°39, 18 février 1948, présidence du Conseil : création du Fonds national du cinéma.
- I Série, n° 117, 11 juin 1951, loi n° 2048, président de la République : introduit des altérations dans la Constitution de la République portugaise.
- I Série, n° 121, 15 juin 1951, décret-loi n° 38 300, ministère des Colonies : substitution des désignations des ministères des Colonies et respectif sous-secrétariat d'État et conseil de l'Empire colonial.
- I Série, n° 61, 17 mars 1952, décret-loi n° 38 680, ministère de l'Éducation nationale : réorganise les services de l'Institut pour la haute culture.
- I Série, n° 141, 7 juillet 1956, décret-loi n° 40 675, ministère de la Justice : crée dans le district de Bié en Angola une colonie pénale et supprime la colonie pénale du Cap-Vert.
- I Série, n° 150, 18 juillet 1956, décret-loi n° 40 690, ministère de l'Intérieur, de la Justice et de l'Éducation nationale : constitue la Fondation Calouste Gulbenkian et approuve ses statuts.

- I Série, n° 269, 12 décembre 1956, décret-loi n° 40 900, ministère de l'Éducation nationale : altère et définit le nouveau régime des associations supérieures dépendantes du ministère.
- I Série, n° 2346, 30 octobre 1957, décret n° 41 341, ministère de l'Éducation nationale : promulgue la réforme des facultés de lettres.
- I Série, n°188, 14 août 1961, décret-loi n°38 858, ministère de l'Outre-mer et de l'Éducation nationale : intègre dans l'université technique de Lisbonne l'Institut supérieur des études ultramarines, qui dépendra pédagogiquement du ministère de l'Éducation nationale.
- I Série, n° 190, 17 août 1961, décret-loi n° 43 864, ministère de l'Éducation nationale : création de la faculté de lettres de l'université de Porto.
- I Série, n° 139, 17 juin 1961, ordonnance n° 18 539, du ministère de l'Outre-mer : institue à Chão Bom, un camp de travail.
- I Série, n° 207, 6 septembre 1961, décret-loi n°43 893, du ministère de l'Outre-mer : révoque le décret-loi n° 39 666 qui promulgue le statut des Indigènes portugais des provinces de Guinée, Angola, Mozambique.
- I Série, n° 191, 21 août 1962, décret-loi n° 44 530, ministère de l'Outre-mer, cabinet ministériel : création des Études générales au Mozambique et en Angola, intégrées à l'Université portugaise.
- I Série, n° 245, 24 octobre 1962, décret-loi n° 44 644, ministère de l'Outre-mer et de l'Éducation nationale : mesures prises pour le corps enseignant des Études générales d'Angola et du Mozambique.
- I Série, n° 183, 5 août 1963, décret-loi n° 45 180, ministère de l'Outre-mer et de l'Éducation nationale : fonctionnement des Études générales d'Angola et du Mozambique.
- I Série, n° 241, 12 octobre 1968, décret n° 48 627, ministère de l'Éducation nationale : établit les plans des *bacharelatos* et licence des facultés de lettres.
- I Série, n° 269, 15 novembre 1968, décret-loi n° 48 686, présidence du Conseil : promulgue l'organisation du secrétariat d'État de l'information et du tourisme provoquant la disparition du secrétariat national de l'Information, culture populaire et tourisme.
- I Série, n° 301, 23 décembre 1968, décret-loi n° 48 790 du 13 décembre 1968, ministère de l'Outre-mer et de l'Éducation nationale : transformation des Études générales en université de Luanda et de Lourenço Marques.
- I Série, n° 275, 24 novembre 1969, décret-loi n° 49 401, ministère de l'Intérieur et de l'Outre-mer : crée au sein du ministère de l'Intérieur un service national intitulé la Direction-générale de sécurité et définit ses compétences et ses attributions – éteignant la PIDE, créée par le décret-loi n° 35 046, et crée un poste d'auditeur juridique dans le ministère de l'Intérieur.

- I Série, n° 165, 15 juillet 1971, décret-loi n° 307/71, ministère de l'Éducation nationale : approbation du statut légal de l'université catholique portugaise.
- I Série, n° 260, 5 novembre 1971, loi n° 5/71, promulgué le 28 octobre 1971, présidence de la République : promulgue les bases relatives à la loi de la presse.
- I Série, n° 188, 11 août 1973, décret-loi n° 402/73, ministère de l'Éducation nationale : création de nouvelles universités, instituts polytechniques et écoles normales supérieures.
- I Série, n° 195, 21 août 1973, décret-loi n° 418/73, ministère de l'Éducation nationale : simplifie les charges administratives des universités.

### *Lois de la nouvelle République après le 25 avril 1974*

- I Série, 1<sup>er</sup> supplément, 25 avril 1974, décret-loi n° 171/74, Junte de salvation nationale : supprime la DGS, la Légion portugaise, la Jeunesse portugaise (MP), La Jeunesse portugaise féminine (MPF), le Secrétariat pour la jeunesse, contient des dispositions relatives aux attributions de la Police judiciaire et de la Garde fiscale.
- I Série, n° 113, 14 mai 1974, décret-loi n° 203/74, Junte de salvation nationale : définit le programme du gouvernement provisoire et établit sa structure organisationnelle.
- I Série, n° 14, 17 janvier 1991, loi n° 4/91, promulgué 31 décembre 1990, l'Assemblée de la République : disparition des services de coordination de la suppression de la PIDE/DGS et de la LP.
- I Série, n° 279, 9 août 1991, décret-loi n° 279/91, promulgué le 15 juillet 1991, présidence du Conseil des ministres : transfère les archives des Professeurs Salazar et Marcelo Caetano aux ANTT et définit le régime de consultation.
- I Série A, n° 193, 23 août 1991, résolution de la République n° 26/91 prise le 4 juin 1991, ratifiée par le président de la République le 4 août 1991 : approuve par ratification l'Accord orthographique signé à Lisbonne le 16 décembre 1990.
- I Série A, n° 16, 23 janvier 1993, décret-loi n° 16/1993, présidence du Conseil des ministres : établit le régime général des archives et du patrimoine archivistique.
- I Série, n° 160, 22 août 2016, loi n° 26/2106, assemblée de la République : approuve les modalités d'accès à l'information administrative et environnemental ainsi que la réutilisation des documents administratif.



## 2) Police politique

Détenues aux archives nationales de la Torre do Tombo, l'histoire des archives de la police politique est complexe<sup>1</sup>. Leur organisation se rapproche de l'organisation des dossiers quand la police politique était en activité<sup>2</sup>. Elle sépare les dossiers des services centraux (SC) qui relèvent du siège de Lisbonne, des délégations à Coimbra et à Porto mais aussi en Angola. Au sein de ces différents échelons, il faut distinguer au sein des SC les bulletins individuels (BI), les registres généraux des prisonniers (RGP), procès-criminels (PC) ; les dossiers collectifs (CI (1)), fichiers de sujets (CI (2)) ; les dossiers SR (journaux nationaux et étrangers avec des correspondants au Portugal). Il faut enfin ajouter les dossiers individuels (PI : *processos individuais*) et ceux relevant du cabinet technique (GT : *Gabinete técnico*)<sup>3</sup>. Dans la liste qui suit, quand il n'y a pas mention d'une délégation particulière, c'est que les dossiers relèvent des SC de Lisbonne.

### *A) Historiens ayant écrit durant la période autoritaire*

#### **António Henrique de Oliveira Marques**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3045, NT : 7247.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 2179, NT : 1469.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1445/65, NT : 3458.

#### **António Borges Coelho**

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PC, N°P : 38/56, NT : 5120.
- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : SR, N°P : 19 196, NT : 3760.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 411, NT : 1409.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 3031/51, NT : 2700.

#### **António José Saraiva**

- ANTT, PIDE/DGS ; Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 12 056, NT : 4604.
- ANTT, PIDE/DGS ; Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 14 667, NT : 3683.
- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PC, N°P : 69/49, NT : 3009.

---

<sup>1</sup> Voir le repère « archives de la police politique et de la censure ».

<sup>2</sup> Afin de définir l'organisation de ce fonds d'archives, je me suis appuyé notamment sur la présentation réalisée le 26 avril 2016, par l'archiviste Paulo Tremoceiro, fonctionnaire aux ANTT, qui est téléchargeable (<http://antt.dglab.gov.pt/arquivos-da-pide-quer-saber-mais-2/>, consulté le 17 septembre 2020).

<sup>3</sup> D'autres types de documents existent mais ne les ayant pas consultés, je ne préfère pas alourdir cette présentation.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 2982, NT : 7242.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 756/47, NT : 2599-2600 (Pasta 4 : 2600).

#### **Armando Castro**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3340, NT : 7260.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 569/46, NT : 2568.

#### **Fernando Piteira Santos**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 720, NT : 7051.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 49/51, NT : 5054.

#### **Flausino Torres**

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 539, NT : 4424.
- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 15 612, NT : 3698.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : Bol, N°P : 141 631, NT : 8070.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 6449, NT : 7439.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 571, NT : 1601.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 1666/62, NT : 5486.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 821/47, NT : 2602.

#### **Jaime Cortesão**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 987/58, NT : 5225.

#### **Joaquim Barradas de Carvalho**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 344, NT : 1405.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 79, NT : 6958.

#### **Joaquim de Carvalho**

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 646, NT : 10 390.

#### **Joel Serrão (Joel Justino Baptista Serrão)**

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 38 041, NT : 4875.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : Bol, N°P : 103 099, NT : 8033.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 3600, NT : 1493.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 683/46, NT : 2578.

### **Jorge Borges de Macedo**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : Bol, N°P : 103 987, NT : 8033.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 2580, NT : 1477.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1151/47, NT : 2605.

### **José Tengarrinha**

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 32 423, NT : 3953.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3652, NT : 7287.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 1089/61, NT : 5405.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 571/71, NT : 6417.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 1326/51, NT : 2692.

### **Luís de Albuquerque**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 9676, NT : 7569.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 59/47, NT : 2589.

### **Manuel Villaverde Cabral**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : Bol, N°P : 248 225, NT : 8178.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 1784, NT : 7131, feuille 47.

### **Victor de Sá (Joaquim Vítor Baptista Gomes de Sá)**

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Coimbra, Série : PI, N°P : 10 982, NT : 4593.

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, NP° : 9095, NT : 3594.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 1149/49, NT : 5034.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 383/60, NT : 5321.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 463/46, NT : 2567.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : E/GT, N°P : 709, NT : 1446.

### **Vitorino Barbosa de Magalhães Godinho**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 507, NT : 1190.

*B) Des éditeurs contrôlés par la police politique*

**Francisco Lyon de Castro**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 164, NT : 6970.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : E-GT, N°P : 4115, NT : 1501.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : PC, N°P : 55/56, NT : 5122.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : SPS, N°P : 1705, NT : 4321.

**Bento de Jesus Caraça**

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 4164, NT : 3531.

*C) Revues scientifiques, journaux, institutions*

**Fondation Calouste Gulbenkian**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 3549, NT : 7275.

**Journal « República »**

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : PI, N°P : 5454, NT : 3549.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 382, NT : 1184.
- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 5311, NT : 7389.

**Revue *O Diabo***

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 997, NT : 1207.

**Revue *Seara Nova***

- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 2886, NT : 2370.

**Revue *Vértice***

- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 2886, NT : 2374.

**Revue *O Tempo e o Modo***

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 211, NT : 1176.

### **Société portugaise des écrivains (SPE)**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (1), N°P : 232, NT : 1179.

- ANTT, PIDE/DGS, Série : SR, N°P : 461/54, NT : 2742.

### **Grémio Literário**

- ANTT, PIDE/DGS, Série : CI (2), N°P : 7780, NT : 7509.

### **Universidade Popular Portuguesa**

- ANTT, PIDE/DGS, Délégation de Porto, Série : CI (2), N°P : 12 316, NT : 3648.

## **3) Centre de documentation 25 avril 1974**

Ce centre dispose, en outre d'une très riche documentation, des archives personnelles de deux historiens en opposition.

### **Fonds Fernando Piteira SANTOS**

*SC Actividade Pública.*

*SC Actividade Privada.*

*SSC Colaborador da Seara Nova.*

*SSC : Liga dos direitos dos homens (1958-1960).*

*SSC : Actas da Enciclopédia da vida corrente (1957-1959).*

*SSC : SPE (Sociedade Portuguesa de Escritores).*

*SSC Europa- América.*

*SSC : Frente Popular de Libertação Nacional (FPLN).*

*SSC Assuntos Pessoais (1913-1996).*

*SSC Autor literário.*

### **Fonds Flausino TORRES**

*SC1 Actividade pública.*

*SSC1 Membro da Direcção da AAC (Dir. bibliotecária).*

*SSC2 : Revisor na Imprensa da U.C.*

*SC2 Actividade privada.*

*SSC3 Professor.*

*SSC6 Recluso da PIDE.*

*SSC7 Exilado em França.*

*SSC8 Exilado em Argel.*

*SSC11 Autor Literário.*

*SSC12 Actividade privada.*

#### 4) Archives des académies et institutions de financement

##### *A) Académie portugaise d'histoire*

- Dossier n° 8 : Alfredo PIMENTA.
- Dossier n° 35 : Charles Ralph BOXER.
- Dossier n° 39 : Damião António PERES.
- Dossier n° 58 : Joaquim BENSÁUDE.
- Dossier n° 65 : Gilberto FREYRE.
- Dossier n° 104 : Manuel Lopes de ALMEIDA.
- Dossier n° 107 : Marcelo CAETANO.
- Dossier n° 111 : Mário Mendes dos Remédios de Sousa BRANDÃO.
- Dossier n° 115 : Mosés Bensabat AMZALAK.
- Dossier n° 134 : Torquato Brochado de Sousa SOARES.
- Dossier n° 140 : Virgínia Robertes RAU.
- Dossier n° 147 : Panduronga Sacarama Sinsi PISSURLENCAR.
- Dossier n° 174 : Salvador Manuel Dias dos Santos ARNAUT.
- Dossier n° 175 : Avelino de Jesus da COSTA.
- Dossier n° 188 : Jorge Borges de MACEDO.

##### *B) Académie des sciences de Lisbonne*

- Dossier de Luís Filipe Lindley CINTRA.
- Dossier de António Augusto Mendes CORREIA.
- Dossier de Damião António PERES.
- Dossier de José Maria de Queirós VELOSO.

### *C) Archives de la Fondation Calouste Gulbenkian*

- Fernando Amaro MONTEIRO : SBA 14 225, Inf. n° 291/63///n° 17/69 COOP 2610.

### *D) Archives de la JEN/IAC*

Les archives de ces institutions se trouvent aujourd'hui dans l'Institut Camões. Les documents consultés sont les suivants :

- 0390 /4 António Augusto Esteves Mendes CORREIA.
- 0512/10 António José SARAIVA.
- 1675/7 Joaquim Veríssimo SERRÃO (lectorat de portugais).
- 0841 /22 Virgínia Roberts RAU.

## 5) Archives universitaires

### *A) Archives de l'université de Coimbra*

#### **SR : Dossier des professeurs**

Carton 8 : Manuel Lopes de ALMEIDA.

Carton 14 : Salvador Dias ARNAUT.

Carton 24 : Mário Mendes dos Remédios de Sousa BRANDÃO.

Carton 46 : Avelino de Jesus da COSTA.

Carton 209 : Damião António PERES.

Carton 342 : Torquato Brochado de Sousa SOARES.

#### **SR : Actas das Congregações das Faculdades de Letras (Actes des réunions de la faculté de lettres)**

AUC-IC-1°D 3-1-76, Ano 1925-1936 vol. 2.

### *B) Archives du rectorat de l'université de Lisbonne*

António Henrique Rodrigo de Oliveira Marques (sans numéro).

Jorge Borges de Macedo I (n° 10 292).

Virgínia Roberts Rau (sans numéro).

## 6) Archives françaises

Fonds Fernand Braudel de l'Institut de France (MS 8510) :

- Joaquim Barradas de CARVALHO.
- Vitorino Magalhães GODINHO (1948-1984).
- Frédéric MAURO.
- António José, SARAIVA.
- SILBERT Albert (1948-1966).

## 7) Archives en ligne

Les archives de la Fondation Mário Soares sont disponibles à travers la plateforme « Casa Comum » qui concentre un grand nombre d'archives privées :

<http://casacomum.org/cc/arquivos>

## II) Revues scientifiques et périodiques

### 1) Revues scientifiques

- *Revista de Economia*.
- *Anais*, Académie portugaise d'histoire, de 1937 à 1974.
- *Análise Social*.
- *Anuário da Universidade de Coimbra*.
- *Anuário Universidade do Porto*.
- *Biblos*.
- *Boletim*, Académie portugaise d'histoire, de 1937 à 1974.
- *Bulletin des études portugaises*, depuis 1931 avec une interruption de fin 1932 à 1935.
- *Bulletin Hispanique*.
- *Caravelle, cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, Tome 1, 1963 publié par l'Institut d'études hispaniques, hispano-américaines et luso-brésiliennes de l'université de Toulouse.
- *Do Tempo e da História* (Premier volume de 1965), Centro de Estudos Históricos do Instituto de Alta Cultura, Anexo à Faculdade de Letras de Lisboa, revue dirigée par Virgínia Rau et qui s'arrête à sa mort (seulement cinq numéros).
- *O Tempo e o Modo*.



- PORTUGALIAE HISTORICA, *Revista de História e de Cultura portuguesas*, dirigée par Jorge Borges de Macedo e Joaquim Veríssimo Serrão (seulement deux volumes car interruption après 1974).
- *Revista Portuguesa de História*, Premier numéro paru en 1942, Coimbra.
- *Revista dos Centenários*.
- *Seara Nova*.
- *Vértice*.

Revue universitaires :

- *Anuário da Universidade de Coimbra*.
- *Anuário da Universidade do Porto*.
- *Anuário da Universidade de Lisboa*.

## 2) Journaux

- *A República*.
- *A Verdade*.
- *Avante !*
- *Diário da Manhã*.

## 3) Articles

- FIGUEIREDO, Fidelino de, « *Historiografia portuguesa do século XX* », São Paulo, Separata da Revista de História n° 20, 1954, pp. 333-349.
- GARCÍA-VILLOSLADA, Ricardo, « O Bispo D. Pedro e a organização do diocese de Braga », dans *Gregorianum*, vol. 43, n° 1, 1962, pp. 154-157.
- GUERRA, João Pedro Miller ; NUNES, Adérito Sedas, « *A crise da Universidade em Portugal : reflexões e sugestões* », dans *Análise Social*, Lisbonne, vol. VII, 1969 (n° 25-26), pp. 5-49.
- LAPA, Manuel Rodrigues, « A política do idioma e as universidades », dans *Seara Nova*, n° 341, Lisbonne, 1933, pp. 67-76.
- LOBATO, Alexandre, *Fundamentos da Presença de Portugal na Índia*, Lisbonne, separata do n° 3 de *Esmeraldo, Revista de Política e Humanismo do Comissariado Nacional da Mocidade de Portugal*, 1954.

- LOBATO, Alexandre, *Pequena história da Índia Portuguesa*, Lisbonne, Separata da Revista *Ultramar*, n° 7/8, 1962.
- MACHADO, Joaquim Pinto, « Universidade de Luanda », dans *O Médico*, n° 1012, vol. LVIII, 1971, pp. 293-297.
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, « A Universidade do Estado Novo, Memórias de um percurso universitário (1950-1964) », dans *Congresso História da Universidade 7º Centenário, Universidades(s), História, memória, perspectivas*, Coimbra, Comissão organizadora do Congresso « História da Universidade », 1991, pp. 431- 442.
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, « Portugal no Século XX, Problemas de história portuguesa, 1900-1930 », dans *Ocidente*, Lisbonne, vol. 76, 1969, pp. 256-272.
- MARQUES, António Henrique R. de Oliveira ; SARAIVA, António José ; GODINHO, Vitorino Magalhães, « A situação da Faculdade de Letras de Lisboa, alguns aspectos » dans *Ocidente*, vol. 78, 1970, pp. 209-219.
- MATTOSO, José, « Avelino de Jesus da Costa, *O Bispo D. Pedro e a organização do diocese de Braga* », dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, vol. 57, n° 1, 1962, pp. 170-173.
- MAURO, Frédéric, « L'histoire au Portugal », *Revue historique*, tome 229, 1963, pp. 433-442.
- RAU, Virgínia ; MACEDO, Jorge Borges de, « O Açúcar na ilha da Madeira, Análise de um cálculo de produção dos fins do século XV », Lisbonne, Congresso Internacional de História dos Descobrimentos, 1961, (Separata).
- RODRIGUES, José Honório, « José Sebastião da Silva Dias, *A política cultural da época de D. João III* » dans *Revista de História*, vol. XLVII, octobre-décembre, 1973, cité dans *Revista de História das Ideias*, vol. 8, 1986, Coimbra, pp. 678-679.
- SOARES, Torquato de Sousa, « Significado Nacional da Reconquista Cristã de Évora », (separata do « Boletim cultural da Junta Distrital de Évora », n° 8, 1967), Évora, Gráfica Eborense, 1969.
- SOARES, Torquato de Sousa, *Carta Aberta ao Senhor Bispo do Porto*, Coimbra, Coimbra Editora, 1973.
- SOARES, Torquato de Sousa, *Discurso, no Doutoramento solene de sua Eminência o Cardeal Eugénio Tisserant pela Faculdade de Letras de Coimbra*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1957.
- SOARES, Torquato de Sousa, *Discurso, Proferido no dia 10 de Julho de 1960 na cerimónia de imposição de insígnias doutorais ao Prof. Richard Pattee*, separata de Biblos XXXVI, Coimbra, 1961.

- SOARES, Torquato de Sousa, *Discurso, proferido no dia 26 de Março de 1944, na cerimónia da imposição das insígnias ao Dr. Albin A. Eduard BEAU*, (Separata de “Biblos”, vol. XX), Coimbra, 1945.
- SOARES, Torquato de Sousa, *Discurso, Pronunciado na sala dos Capelos no acto de Doutoramento « Honoris Causa » de Gilberto Freyre no dia 18 de Novembro de 1962*, Coimbra, Imprensa de Coimbra, 1962.
- SOARES, Torquato de Sousa, *Formação do espírito nacional Português*, (separata da Revista « Estudos » órgão do CADC), Coimbra, Coimbra Editora, 1949.
- SOARES, Torquato de Sousa, *Mais um Curso de História Económica regido pelo Prof. Charles Verlinden*, Coimbra, Coimbra Editora, 1950.
- SOARES, Torquato de Sousa, *Um Curso de História Económica*, (separata de *Biblos*, vol. XXIII), Coimbra, Coimbra Editora, 1948.

### III) Ouvrages

#### 1) Ouvrages publiés ou réédités

- AA.VV., *Congresso do Mundo Português*, Lisbonne, Comissão Executiva dos Centenários, 1940, 19 volumes.
- AA.VV., *O Século, Número extraordinário comemorativo do Duplo Centenário da Fundação e da Restauração de Portugal*, Lisbonne, Sociedade Nacional de Tipografia, 1940.
- AA.VV., *O Século, Suplemento dedicado ao Império Colonial Português e às comemorações nas Províncias Ultramarinas, dos Centenários da Fundação e da Restauração de Portugal*, Lisbonne, Sociedade Nacional de Tipografia, juin 1940.
- ALBUQUERQUE, Luís de, *Introdução à história dos Descobrimentos*, Coimbra, Atlântida, 1962.
- AMEAL, João ; CAVALHEIRO, Rodrigues, *de D. João V a D. Miguel, Erratas à História de Portugal*, Porto, Livraria Tavares Martins, 1939.
- AMEAL, João, *Bref résumé de l’histoire du Portugal*, traduit en français par Jean BAYLE, Lisbonne, SNI, 1949.
- AMEAL, João, *História de Portugal*, Lisbonne, Tavares Martins, 1940.
- *Anuário dos Escritores*, Porto, Empresa Industrial Gráfico do Pôrto, 1941 et 1942 (cet annuaire recense toutes les adresses des auteurs portugais et n’a duré que deux ans).

- ARNAUT, Salvador Dias, *A Batalha de Trancoso*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1947.
- BAIÃO, António ; CIDADE, Hernâni ; MÚRIAS, Manuel (dir.), *História da Expansão Portuguesa no Mundo*, Lisbonne, Editorial Ática, 1937-1940, 3 volumes.
- BENSÁUDE, Joaquim, *Lacunés et Surprises de l'Histoire des Découvertes Maritimes, I<sup>re</sup> partie*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 1930.
- BENSÁUDE, Joaquim, *Origine du plan des Indes, Études sur l'histoire des découvertes maritimes*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 1929.
- BRÁSIO, António, *Monumenta Missionaria Africana*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1952- (en cours mais vraisemblablement à l'arrêt), 15 volumes.
- CARVALHO, Joaquim Barradas de, *As ideias políticas e sociais de Alexandre Herculano*, Lisbonne, Tipografia Garcia e Carvalho, 1949.
- CARVALHO, Joaquim Barradas de, *Da História crónica à história-ciência*, Lisbonne, Horizonte, 1972 (3<sup>e</sup> édition en 1979).
- CARVALHO, Joaquim Barradas de, *O Obscurantismo salazarista*, Lisbonne, Seara Nova, 1974.
- CASTRO, Armando, *A Evolução económica de Portugal, dos séculos XII a XV*, Lisbonne, Portugália Editora, 1964.
- CASTRO, Armando, *Ensaio Sobre Cultura e História*, Porto, Editorial Inova, Coleção « Civilização Portuguesa », 1969.
- CASTRO, Armando, *Portugal na Europa do seu Tempo, História socio-económica medieval comparada*, Lisbonne, Seara Nova, 1970.
- COELHO, António Borges, *Portugal na Espanha árabe*, Lisbonne, Seara Nova, première édition de 1972 à 1974 (4 volumes).
- COELHO, António Borges, *Raízes da expansão portuguesa*, Lisbonne, Prelo, 1964.
- *Comemorações do V Centenário da morte do Infante Dom Henrique*, Lisbonne, Comissão Executiva do V Centenário da Morte do Infante Dom Henrique, 1961-1962, 2 volumes.
- CORREIA, António Augusto Mendes, *Raízes de Portugal, Portugal « ex-nihilo » ! Terra Independência, A Raça*, Lisbonne, Edição de « Ocidente », 1938.
- CORTESÃO, Armando, *Cartografia e cartógrafos portugueses dos séculos XV e XVI*, Lisbonne, Seara Nova, 1935, 2 volumes.
- CORTESÃO, Jaime, *Os Factores Democráticos da Formação de Portugal*, Lisbonne, Horizonte, 1978 (3<sup>e</sup> édition, la première est de 1964).
- COSTA, Avelino de Jesus da, *O Bispo D. Pedro e a Organização do Diocese de Braga*, Coimbra, Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra, Instituto de História António de Vasconcelos, 1959, deux volumes.

- CRUZ, António, *Papéis da Restauração*, Porto, Faculdade de Letras da Universidade do Porto, 1967 et 1969, 2 volumes.
- CUNHAL, Álvaro, *As Lutas de Classes em Portugal nos fins da Idade Média*, Lisbonne, Caminho, 1997 (3<sup>e</sup> édition, première en 1975 chez Estampa).
- DIAS, Augusto da Costa, *Discursos sobre a Liberdade de Imprensa*, Lisbonne, Portugália, 1966.
- DIAS, José Sebastião da Silva, *A Política Cultural da Época de D. João IV*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1969, 2 volumes.
- FERRO, António, *Prémios Literários (1934-1947)*, Lisbonne, Edições SNI, 1950.
- FERRO, António, *Salazar – O Homem e a Obra*, Lisbonne, Empresa Nacional de Publicidade, 1933.
- FERRO, António, *Salazar, le Portugal et son chef*, traduit en français par Fernando de CASTRO, Paris, Bernard Grasset, 1934, préface de Paul VALÉRY.
- FIGUEIREDO, Fidelino, *A épica portuguesa no século XVI*, Lisbonne, Edições Pátria Gaia, 1932.
- FRANÇA, José-Augusto, *A Arte em Portugal no século XIX*, Lisbonne, Bertrand, 1966.
- GARNIER, Christine, *Vacances avec Salazar*, Paris, Grasset, 1952.
- GODINHO, Vitorino Magalhães, *A historiografia portuguesa do século XX, Ensaios III, Teoria da História e Historiografia*, Lisbonne, Sá da Costa, 1971.
- GODINHO, Vitorino Magalhães, *A historiografia portuguesa do século XX, Ensaios IV, Humanismo científico e reflexão filosófica*, Lisbonne, Sá da Costa, 1971.
- GODINHO, Vitorino Magalhães, *Dúvidas e problemas à cerca de algumas teses de história da expansão*, Lisbonne, Gazeta de Filosofia, 1943.
- HELENO, Manuel, *Os Escravos em Portugal*, Lisbonne, Tipografia da Empresa do Anuário Comercial, 1933.
- LOBATO, Alexandre, *A Expansão portuguesa em Moçambique de 1498 a 1530, Livro I, Descobrimento e ocupação da Costa, 1498-1508*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, colecção « Estudos moçambicanos », 1954.
- LOBATO, Alexandre, *A Expansão portuguesa em Moçambique de 1498 a 1530, Livro III, Aspectos e problemas da vida económica, de 1505 a 1530*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, colecção « Estudos moçambicanos », 1960.
- LOBATO, Alexandre, *António de Saldanha, His times and his achievements*, traduit en anglais par M. Freire de ANDRADE, Lisbonne, Centro de Estudos Históricos Ultramarinos, 1962.
- LOBATO, Alexandre, *Aspectos de Moçambique, No antigo regime colonial*, Lisbonne, Livraria Portugal, 1953.

- LOBATO, Alexandre, *Fundação do Estado da Índia em 1505, Livro comemorativo*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar Divisão de Publicações e Biblioteca, 1955.
- LOBATO, Alexandre, *História da Fundação de Lourenço Marques*, Lisbonne, Edições da Revista « Lusitânia », colecção Estudos Moçambicanos, 1948.
- LOBATO, Alexandre, *História do Presídio de Lourenço Marques, 1782-1786, vol. 1*, Lisbonne, Estudos Moçambicanos, 1949.
- LOBATO, Alexandre, *História do Presídio de Lourenço Marques, Livro II, 1787-1799*, Lisbonne, Junta de Investigação do Ultramar, Estudos Moçambicanos, 1960.
- LOBATO, Alexandre, *Quatro Estudos e uma evocação para a história de Lourenço Marques*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar, colecção « Estudos Moçambicanos », 1961.
- LOBATO, Alexandre, *Relações luso-maratas, 1658-1737*, Lisbonne, Centro de Estudos Históricos Ultramarinos, 1965.
- LOBATO, Alexandre, *Sobre « Cultura Moçambicana », Reposição de um problema e resposta a um crítico*, Lisbonne, Estudos Moçambicanos, 1952.
- LOBATO, Alexandre, *Sociologia política da expansão e outros ensaios*, Lisbonne, Revista do Gabinete de Estudos Ultramarinos, Centro de Estudos Políticos e sociais da Junta de Investigadores do Ultramar, 1957.
- LOPES, Óscar (coord.), *Jaime Cortesão*, Lisbonne, Arcádia, colecção « a Obra e o homem », 1962.
- MACEDO, Jorge Borges de (éd.); AZEVEDO, João Lúcio d', *Elementos para a história económica de Portugal (séculos XII a XVII)*, Lisbonne, Gabinete de Investigações económicas do Instituto Superior de Ciências Económicas e Financeiras, 1967.
- MACEDO, Jorge Borges de, *A Situação económica no tempo de Pombal, alguns aspectos*, Porto, Livraria Portugália, 1951.
- MACEDO, Jorge Borges de, *Problemas de história da indústria portuguesa no século XVIII*, Lisbonne, Associação Industrial Portuguesa, Estudos de Economia Aplicada, 1963.
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, *A Sociedade Medieval Portuguesa*, Lisbonne, Livraria Sá da Costa, 1971 (1<sup>re</sup> édition en 1964).
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, *Guia do estudante de história medieval portuguesa*, Lisbonne, Edições Cosmos, 1964.
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, *História de Portugal, Desde os tempos mais remotos até ao Governo do Sr. Marcelo Caetano*, Lisbonne, Ágora, 1972.
- MONTALVOR, Luís de (dir.), *História do Regimen Republicano em Portugal*, Lisbonne, Editorial Ática, 1930.

- NUNES, Adérito Sedas ; MÓNICA, Maria Filomena (sélection et préface), *Antologia Sociológica*, Lisbonne, ICS, 2000.
- PEREIRA, Miriam Halpern, *Livre Câmbio e Desenvolvimento Económico, Portugal na segunda metade do século XIX*, Lisbonne, Cosmos, 1971.
- PERES, Damião (dir.), *História de Portugal*, Barcelos, Edição Portucalense, 1928 à 1935, 7 volumes.
- PERES, Damião, *História de Portugal, Suplemento*, Barcelos, Edição Portucalense, 1954.
- PIMENTA, Alfredo, *D. João III*, Porto, Livraria Tavares Martins, 1936.
- PIMENTA, Alfredo, *Elementos de História de Portugal*, Lisbonne, Empresa Nacional de Publicidade, 1934.
- PIMENTA, Alfredo, *Para a história da Academia Portuguesa da História, com vinte e sete documentos*, Lisbonne, Alfredo Pimenta (édition de l'auteur), 1948.
- QUENTAL, Antero de, *Causas da Decadência dos Povos Peninsulares nos três últimos Séculos : discurso pronunciado na noite de 27 de Maio de 1871 na sala do Casino Lisbonense*, Lisbonne, Tinta-de-China, 2010.
- RAMOS, Luís António de Oliveira, *O Cardeal Saraiva*, Porto, Faculdade de Letras, 1972.
- RAU, Virgínia, *A Exploração e o Comércio do Sal de Setúbal, Estudo de História económica*, Lisbonne, [s.n.], 1951.
- RAU, Virgínia, *Estudos sobre história económica e social do Antigo Regime*, Lisbonne, Presença, 1984.
- RAU, Virgínia, *Subsídios para o Estudo das Feiras Medievais Portuguesas*, Lisbonne, Bertrand, 1943.
- REGO, António da Silva, *Documentos para a História das Missões do Padroado Português do Oriente*, Lisbonne, Agência Geral das Colónias, 1947-1958, 12 volumes.
- SÁ, Victor de, *A Crise do Liberalismo e as primeiras manifestações das ideias socialistas em Portugal (1820-1852)*, Lisbonne, Seara Nova, 1969.
- SÁ, Victor de, *Regressar... para quê ?*, Lisbonne, Dom Quixote, 1970.
- SALAZAR, António de Oliveira, *Discursos e notas políticas*, vol. I, 1928-1934, vol. II, 1934-1937, vol. III, 1938-1943, vol. IV, 1943-1950, vol. V, 1951-1958, vol. VI, 1959-1966, Coimbra, Coimbra Editora, 1935 à 1967.
- SANTOS, Fernando Piteira, *Geografia e economia da Revolução de 1820*, Lisbonne, Europa-América, 1975 (2<sup>e</sup> édition).
- SARAIVA, António José, *Inquisição e Cristãos Novos*, Porto, Editorial Inova, 1969.

- SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO, *Exposição dos prémios do Secretariado Nacional da Informação, 32 anos de política do espírito, 1934-1966 : literatura, artes plásticas, música, teatro, cinema*, Lisbonne, SNI, 1966.
- SÉRGIO, António, *História de Portugal*, Tome I, *Introdução geográfica*, Lisbonne, Portugalíia, 1941.
- SÉRGIO, António, *Historia de Portugal*, traduit en espagnol de Juan MONEVA Y PUYOL, Barcelone-Buenos Aires, Editorial Labor, 1929.
- SÉRGIO, António, *Sketch of the History of Portugal*, traduit en anglais de Constantino José dos SANTOS, Lisbonne, Seara Nova, 1928.
- SERRÃO, Joaquim Veríssimo, *A historiografia portuguesa*, Lisbonne, Verbo, 1972-1974, 3 volumes.
- SERRÃO, Joaquim Veríssimo, *Amar a Universidade e servir o País*, Lisbonne, Imprensa da Universidade de Lisbonne, 1973.
- SERRÃO, Joaquim Veríssimo, *Elogio histórico de Damião Peres*, Lisbonne, Memórias da Academia das Ciências de Lisboa, 1978.
- SERRÃO, Joaquim Veríssimo, *História breve da historiografia portuguesa*, Lisbonne, Verbo, 1962.
- SERRÃO, Joel (dir.), *Dicionário de História de Portugal*, Porto, Livraria Figueirinhas, 1965-1971, 7 volumes.
- SILBERT, Albert, *Le Portugal méditerranéen à la fin de l'Ancien Régime, XVIII<sup>e</sup> – début du XIX<sup>e</sup> siècle, Contribution à l'histoire agraire comparée*, Lisbonne, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1978.
- SOARES, Mário, *As ideias políticas e sociais de Teófilo Braga*, Lisbonne, Centro bibliográfico, 1950.
- SOARES, Mário, *le Portugal bâillonné*, traduit en français par Édouard BAILBY, Paris, Calmann-Lévy, 1972,
- SOARES, Torquato de Sousa, *A tradição histórica portuguesa no pensamento político de Salazar*, Coimbra, Comunidade Distrital, 1967.
- SOARES, Torquato de Sousa, *Subsídios para o estudo da organização municipal da Cidade do Pôrto durante a Idade-Média*, Lisbonne, Livraria Civilização, 1990.
- SOARES, Torquato Sousa, *História da Administração Pública em Portugal nos séculos XII a XV*, Lisbonne, Livraria Sá da Costa, 1945-1954, 11 volumes.
- TENGARRINHA, José, *História da Imprensa periódica em Portugal*, Lisbonne, Portugalíia, 1965.



- TORRES, Flausino ; BENTO, Paulo Nuno Torres, (éd.) ; ROSAS, Fernando (préface), *Diário da Batalha de Praga, Socialismo e Humanismo*, Porto, Afrontamento, 2007.
- TORRES, Flausino, *Civilizações Primitivas*, Lisbonne, Edição Cosmos, 1943.
- TORRES, Flausino, *História contemporânea do povo português*, Lisbonne, Prelo Editora, 1974, vol. 1 (première édition en 1969), vol. 2 (première édition 1970), vol. 3 (première édition 1971).
- TORRES, Flausino, *Portugal, uma perspectiva da sua história*, Porto, Afrontamento, 1975.
- TORRES, Flausino, *Religiões Primitivas*, Lisbonne, Edição Cosmos, 1944.
- UNAMUNO Y JUGO, Miguel de, *Obras Completas : Paisajes y Ensayos*, vol. I, Madrid, Escelcier, 1966.

## 2) Correspondances publiées

- SALAZAR, António de Oliveira ; PIMENTA, Alfredo (auteurs) ; CRUZ, Manuel Braga da, (préface), *Salazar e Alfredo Pimenta, Correspondência 1931-1950*, Lisbonne, Verbo, 2008.
- NEVES, Leonor Curado (éd.), *António José Saraiva e Óscar Lopes : correspondência*, Lisbonne, Gradiva, 2004.
- MENESES, Filipe Ribeiro de (org.), *Paiva Couceiro, Diários, Correspondência, e Escritos Dispersos*, Lisbonne, Dom Quixote, 2011.
- CARVALHO, Paulo Archer de (éd.), *Cartas de Joaquim de Carvalho a Alfredo Pimenta, 1922-1936*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2016.

## IV) Entretiens

- Avec António Borges Coelho réalisé le 04/11/2015.
- Avec Miriam Halpern Pereira réalisé le 21/10/2015 et le 03/11/2015.
- Avec José Manuel Tengarrinha (décédé le 29 juin 2018) réalisé le 12/05/2016.
- Avec Manuel Villaverde Cabral, réalisé le 15/02/2017.
- Avec Joaquim Romero Magalhães (décédé le 24 décembre 2018), réalisé le 17/02/2017.
- Avec José Mattoso, réalisé le 08/03/2017.
- Avec Maria Beatriz Nizza da Silva, réalisé le 29/05/2017.

## V) Ressources en ligne

- Journal de la République en ligne (*Diário da República eletrónico*) où l'on trouve l'ensemble des lois parues : <https://dre.pt/>
- URI de la conférence de Veiga Simões du 13 septembre 1963 « o ensino superior ultramarino português » : <http://repositorium.sdum.uminho.pt/handle/1822/33500>
- décret « *Lusitanorum nobilissima gens* » de la Congrégation romaine de l'éducation catholique du 13 octobre 1967 fondant l'université catholique portugaise : [http://www.ucp.pt/site/resources/images/documentos/Lusitanorum\\_Nobilissima\\_Gens.pdf](http://www.ucp.pt/site/resources/images/documentos/Lusitanorum_Nobilissima_Gens.pdf).
- <http://silenciosememorias.blogspot.com/> (réalisé par João Esteves, il y réunit des fiches individuelles ou bien collectives avec des images d'archives nombreuses).
- <https://ephemerajpp.com/> (immense fonds d'archives privée, collectées par José Pacheco Pereira d'abord dans le local de sa bibliothèque à Marmeleira mais qui s'est maintenant étendu à Lisbonne et à Barreiro).
- <http://hemerotecadigital.cm-lisboa.pt/index.htm> (L'hémérothèque de la ville de Lisbonne met à disposition de très nombreuses ressources digitalisées et constitue une mine d'informations).

## VI) Œuvres d'art

- ARROYO RODRÍGUEZ, Eduardo, *Les Quatre Dictateurs*, huile sur toile, polyptique, 235 cm × 560 cm, 1963.
- CHALONGE, Christian de, *Le Saut (O Salto)*, Les artistes associés, 1967, 88 minutes.
- GALVÃO, Henrique (org), « *Portugal não é um país pequeno* », Penafiel, initiative de la mairie de Penafiel, 1934.
- MIRANDA, Armando, *Capas Negras*, 1947, 103 minutes (disponible sur YouTube).
- RIBEIRO António Lopes, *A Exposição do Mundo Português*, 1941, 62 minutes.
- RIBEIRO, António Lopes, *A Revolução de Maio*, 1937, 110 minutes.
- RIBEIRO, António Lopes, *Feitiço do Império*, 1940, 136 minutes.
- RIBEIRO, António Lopes, *Lisboa de Hoje e de Amanhã*, 1948, 40 minutes (disponible sur YouTube).



## Bibliographie

Dans la bibliographie, j'ai fait le choix de suivre la même règle onomastique suivie au Portugal, à savoir de ne conserver que l'*apelido*, soit le dernier nom<sup>1</sup>. Pour les noms espagnols, j'ai opté pour la norme espagnole, en mettant en majuscule les deux noms. Il est possible qu'il y ait, dans les titres en portugais, de nombreuses majuscules oubliées. Comme en anglais, leur usage est très abondant, parfois sur chaque mot. Je concède que je me suis un peu perdu entre les usages en français et en portugais, d'autant que parfois les titres des ouvrages étaient en majuscules et que je ne parvenais pas alors à savoir quelle était l'accentuation observée par les scientifiques. Je m'excuse auprès des lectrices et lecteurs portugais pour les nombreux oublis. Si ce travail vient à être publié au Portugal, je sais d'ores et déjà qu'il faudra procéder à un nouvel examen minutieux des casses. En revanche, pour la ponctuation, quelle que soit la langue, j'ai fait le choix de suivre les mêmes usages qu'en français en insérant un espace insécable avant ou après la double ponctuation, par souci d'homogénéité. J'ai appliqué la même règle pour l'ensemble du texte, à l'exception des résumés tout au début du manuscrit.

Par ailleurs, je n'ai pas intégré dans la section « articles », les chapitres ou différents articles écrits par des autrices et auteurs dans des ouvrages collectifs afin de ne pas multiplier les références à un même livre. Leurs noms sont cependant spécifiés au fur et à mesure du développement. Enfin, je n'ai pas précisé l'ensemble de la documentation consultée, notamment dans l'élaboration du tableau des historiens. Afin d'éviter une multiplication des références consultées uniquement pour un simple détail biographique – tel lieu d'étude ou grade universitaire d'une historienne ou d'un historien – je me suis contenté de mentionner ici les ouvrages mobilisés afin d'alimenter la réflexion du développement pour éviter d'ajouter encore quelques pages...

---

<sup>1</sup> L'ordre des noms n'a été fixé que durant le Dictature militaire, par le Code du Registre civil du 10 avril 1928 dont l'article 213 qui stipulait : « Le nombre de noms ne devra pas être supérieur à quatre et seront choisis entre les noms de famille des parents des personnes enregistrées, devant les derniers ou bien le dernier être ceux du père ». Il a ensuite été complété par le Code du Registre civil du 22 décembre 1932 qui a limité le nombre de noms à trois par l'article 242 et a rendu possible de nouveau l'utilisation des titres honorifiques et nobiliaires dans l'article 211, supprimés au début de la période républicaine (comme reporté dans l'article éclairant de Nuno Gonçalo MONTEIRO, « Os nomes de família em Portugal : uma breve perspectiva histórica », dans *Etnográfica*, vol. 12 (1), 2008, pp. 45-58). Jusqu'aux modifications apportées durant la période dictatoriale, les usages étaient variables, le nom du père pouvait précéder celui de la mère comme c'est le cas en Espagne. António de Oliveira Salazar est l'exemple de cette liberté : son père s'appelait António de Oliveira, et sa mère Maria do Resgate Salazar ; c'est donc celui de sa mère qui est en dernier.

## I) Dictionnaires et usuels sur le XX<sup>e</sup> siècle portugais et européen

### 1) Dictionnaires

#### A) Dictionnaires historiques

- BARRETO, António ; MÓNICA, Maria Filomena (coord.), *Dicionário de História de Portugal*, vol. 7, 8, 9 (suppléments au dictionnaire dirigé par Joel Serrão), Porto, Livraria Figueirinhas, 1999-2000.
- NORA, Pierre, *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-1992, 3 volumes.
- ROLLO, Maria Fernando (coord.) et alii, *Dicionário da I República e do Republicanismo*, Lisbonne, Edição Assembleia da República, 2013, 3 volumes.
- ROSAS, Fernando ; BRITO, José Maria Brandão de (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, 2 volumes.
- SCHNEIDER, Axel ; WOOLF, Daniel (éd.), *The Oxford History of Historical Writing, 1945 to the Present*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- SERRÃO, Joel (dir.), *Dicionário de História de Portugal*, Porto, Livraria Figueirinhas, 1971, 6 volumes (pour la 1<sup>re</sup> édition : Lisbonne, Iniciativas Editoriais, 1963-1971, 4 volumes).

#### B) Dictionnaire linguistiques, encyclopédies et synthèses statistiques

- BERGSTRÖM, Magnus ; SÉRGIO, António ; PEREIRA, António Armando Gonçalves ; LEÃO, António da Costa ; GODINHO, António Maria ; FONSECA, João de Sousa (dir.), *Grande Enciclopédia portuguesa e brasileira*, Lisbonne et Rio de Janeiro, Editorial Enciclopédia, 1935-1960, 40 volumes.
- CHORÃO, João Bigotte (dir.), *Verbo Enciclopédia luso-brasileira da Cultura, Edição Século XXI*, Lisbonne et São Paulo, Verbo, 1998-2003, 29 volumes.
- DEBBASCH, Charles ; DAUDET, Yves (dir.), *Lexique de termes politiques : États, Vie politique, Relations internationales*, Paris, Dalloz, 1978.
- *Dicionário de língua portuguesa*, Porto, Porto Editora, 2009.
- *Dicionário de português-francês*, Porto, Porto Editora, 2009 (2<sup>e</sup> édition).
- LISBOA, Eugénio ; ROCHA, Ilídio (éd.), *Dicionário Cronológico de Autores Portugueses*, Mem Martins, Europa-América, 1985-2001, 6 volumes.
- MESURE, Sylvie ; SAVIDAN, Patrick (dir.), *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, 2006.

- REY, Alain (dir.), *Dictionnaire culturel en langue française*, Paris, Le Robert, 2005, 4 volumes.
- REY, Alain (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2006, 3 volumes.
- VALÉRIO, Nuno (coord.), *Estatísticas Históricas Portuguesas*, Lisbonne, Instituto Nacional de Estatística, 2001.

## 2) Usuels et ouvrages généraux d'histoire du Portugal

- MARQUES, António Henrique de Oliveira ; SERRÃO, Joel (dir.), *Nova História de Portugal*, Lisbonne, Editorial Presença, 1985-2004, 12 volumes.
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, *Breve História de Portugal*, Lisbonne, Editorial Presença, 1994.
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, *História de Portugal*, Lisbonne, Editorial Presença, 1997-1998, 3 volumes (1<sup>re</sup> édition de 1972-1974).
- MATTOSO, José (dir.), *História de Portugal*, Lisbonne, Editorial Estampa, 2001, 8 volumes (1<sup>re</sup> édition de 1992-1994).
- MEDINA, João (dir.), *História de Portugal*, Alfragide, Ediclube, 1993, 15 volumes.
- RAMOS, Rui (coord.) ; SOUSA, Bernardo Vasconcelos e ; MONTEIRO, Nuno Gonçalo, *História de Portugal*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2009.
- REIS, António (dir.), *Portugal Contemporâneo (1820-1992)*, Lisbonne, Alfa, 1990-1993, 6 volumes.
- REIS, António do Carmo, *Nova História de Portugal*, Lisbonne, Editorial Notícias, 1999.
- SARAIVA, José Hermano (dir.), *História de Portugal*, Lisbonne, Publicações Alfa, 1983, 6 volumes.
- SARAIVA, José Hermano, *História de Portugal*, Lisbonne, Publicações Europa-América, 1993.
- SERRÃO, Joaquim Veríssimo, *História de Portugal*, Lisbonne, Editorial Verbo, 1978-2008, 17 volumes.
- TENGARRINHA, José Manuel (dir.), *História de Portugal*, São Paulo, Editora da Universidade do Sagrado Coração, 2001.

### 3) Usuels et ouvrages cadres en français et en d'autres langues

- BECKER, Howard, *Outsiders, Études de sociologie de la déviance*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean-Michel CHAPOULIE et Jean-Pierre BRIAND, Paris, Éditions Métailié, 1985.
- BIRMINGHAM, David, *Portugal : a Concise History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.
- BOTTINEAU, Yves, *Le Portugal et sa vocation maritime, Histoire et Civilisation d'une Nation*, Paris, E. de Boccard, 1977.
- BOURDON, Albert-Alain ; LÉONARD, Yves (pour l'épilogue), *Histoire du Portugal*, Paris, Chandeigne, 2012, 4<sup>e</sup> édition (1<sup>re</sup> édition : Paris, PUF, 1970).
- BOURDON, Albert-Alain, *Histoire du Portugal*, Paris, Chandeigne, 1994.
- BUTLER, Judith, *Trouble dans le genre, Le féminisme et la subversion de l'identité*, traduit de l'anglais par Cynthia KRAUS, Paris, La Découverte, 2004.
- CARBONNEL, Charles-Olivier et WALCH, Jean (dir.), *Les sciences historiques de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Larousse, 1994.
- DENIS, Ferdinand, *História de Portugal, Desde os tempos mais remotos até à actualidade, escripta segundo o plano de F. Diniz, por uma sociedade de Lettras*, Lisbonne, Typographia Franco-Portugueza, 1900 (8 volumes).
- DENIS, Ferdinand, *Portugal*, Paris, Firmin Didot Frères, 1846.
- DULONG, Delphine, *La construction du champ politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.
- ENDERS, Armelle, *Histoire de l'Afrique Lusophone*, Paris, Chandeigne, 1994.
- FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- FREUD, Sigmund, *Introduction à la psychanalyse*, traduit de l'allemand par Samuel JANKÉLÉVITCH, Paris, Éditions Payot, 1971.
- GAUDEMET, Jean, *Les institutions de l'Antiquité*, Paris, Éditions Montchrestien, 2002.
- GIEDROYC, Romuald (dit Le Prince), *Résumé de l'histoire du Portugal au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Librairie d'Aymot, 1875.
- HOBBSAWM, Eric, *L'Âge des extrêmes : le court vingtième siècle 1914-1991*, traduit de l'anglais par Pierre Emmanuel DOZAT, Paris, Complexe, 2003.
- HOBBSAWM, Eric, *Nations and Nationalism since 1780, Programme, Myth, Reality*, Cambridge, University Press, 1990.
- INGRAO, Christian, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2011.

- JACOB, Christian, *Qu'est-ce qu'un lieu de savoir*, Marseille, OpenEdition Press, 2014.
- KINGDON, John Wells, *Agendas, Alternatives and Public Policies*, New York, Harper Collins, 1984.
- LABOURDETTE, Jean-François, *Histoire du Portugal*, Paris, PUF, 1995.
- LÉONARD, Yves, *Histoire du Portugal contemporain, de 1890 à nos jours*, Paris, Chandeigne, 2016.
- LOURENÇO, Eduardo, *Mythologie de la Saudade*, traduit du portugais para Annie de FARIA, Paris, Chandeigne, 1997.
- MARCADÉ, Jacques, *Le Portugal au XX<sup>e</sup> siècle, 1910-1985*, Paris, PUF, 1988.
- MEDINA, João, *O « Presidente-Rei » Sidónio Pais*, Lisbonne, Horizonte, 2010.
- MESNARD, Philippe ; THANASSEKOS, Yannis (dir.), *La zone grise : entre accommodement et collaboration*, Paris, Kimé, 2010.
- MICELI, Sergio, *Les intellectuels et le pouvoir au Brésil (1920-1945)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1981.
- MOUNIER, Pierre, *Pierre Bourdieu, une introduction*, Paris, Pocket, 2001.
- NEVES, José (org.), *Quem Faz a História. Ensaio sobre o Portugal Contemporâneo*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2016.
- ORWELL, George *1984*, Paris, Gallimard, 2018.
- PÉGUY, Charles, *L'argent, suite*, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1913.
- PÉLISSIER, René, *Les campagnes coloniales du Portugal, 1844-1941*, Paris, Pygmalion, 2004.
- PENJON, Jacqueline ; RIVAS, Pierre, *Lisbonne : Atelier du lusitanisme français*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2005.
- PLAGNARD, Aude, *Une épopée ibérique, Alonso de Ercilla et Jerónimo Corte-Real*, Madrid, Casa de Velázquez, 2019.
- RABBE, Alphonse, *Résumé de l'histoire du Portugal, depuis les premiers temps de la monarchie jusqu'en 1823*, Paris, Lecointe et Durey, 1824.
- ROSAS, Fernando, *Lisboa Revolucionária, Roteiro dos confrontos armados no século XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2007.
- SAYAD, Abdelmalek, *La double absence, Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.
- STRAUMANN, Patrick, *Lisbonne, ville ouverte*, Paris, Chandeigne, 2018.
- SUBRAHMANYAM, Sanjay, *A Carreira e a Lenda de Vasco da Gama*, traduit de l'anglais au portugais par Pedro Miguel CATALÃO, Lisbonne, Comissão Nacional para as Comemorações dos Descobrimentos Portugueses, 1998.



- SUBRAHMANYAM, Sanjay, *Vasco de Gama, Légende et tribulations du vice-roi des Indes*, traduit de l'anglais par Myriam DENNEHY, Paris, Alma, 2012.
- THUCYDIDE, *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*, traduction, Jacqueline de ROMILLY, Paris, Belles Lettres, 1963-1991.
- VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine, *100 ans d'histoire des Portugais en France*, Neuilly-sur-Seine, Lafont, 2016.
- VALENSI, Lucette, *Fables de la mémoire. La glorieuse bataille des Trois Rois*, Paris, Seuil, 1992.

## II) Ouvrages spécialisés

### 1) Études sur les régimes autoritaires

- ACCIAIUOLI, Margarida, *Exposições do Estado Novo, 1934-1940*, Lisbonne, Horizonte, 1998.
- ARANHA, Ana ; ADEMAR, Carlos, *No limite da dor, a tortura nas prisões da PIDE*, Lisbonne, Parsifal, 2014.
- ARAÚJO, António de, *A Lei de Salazar*, Coimbra, Tenacitas, 2008.
- CARVALHO, António Breda, *Os Filhos de Salazar*, Estoril, Saida de Emergência, 2016.
- CARVALHO, Miguel, *A Última Criada de Salazar*, Lisbonne, Oficina do Livro, 2013.
- CASTANHEIRA, José Pedro ; CAEIRO, António ; VAZ, Natal, *A Queda de Salazar, o princípio do fim da Ditadura*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2018.
- CASTELO, Cláudia, « *O modo português de estar no mundo* ». *O Lusotropicalismo e a Ideologia colonial portuguesa (1933-1961)*, Porto, Afrontamento, 1999.
- CASTELO, Cláudia, *Passagens para África. O Povoamento de Angola e Moçambique com Naturais da Metrópole (1920-1974)*, Lisbonne, Edições Afrontamento, 2007.
- CRUZ, Manuel Braga da, *O Estado Novo e a Igreja Católica*, Lisbonne, Bizâncio, 1998.
- CRUZ, Manuel Braga da, *O Partido e o Estado no Salazarismo*, Lisbonne, Presença, 1988.
- CRUZ, Valdemar, *Histórias Secretas do Atentado a Salazar*, Lisbonne, Temas e Debates, 2013.
- DACOSTA, Fernando, *Máscaras de Salazar*, Alfragide, BIS, 2016.
- DARD, Olivier ; SARDINHA-DESIGNES, Ana Isabel, *Célébrer Salazar en France (1930-1974), Du philosalazarisme au salazarisme français*, Paris, Peter Lang, 2018.
- DOMINGOS, Nuno ; PEREIRA, Victor, *O Estado Novo em questão*, Lisbonne, Edições 70, 2010.

- FORLIN, Olivier, *Le fascisme, Historiographie et enjeux mémoriels*, Paris, La Découverte, 2013.
- FREIRE, Dulce ; ROVISCO, Eduarda ; FONSECA, Inês (coord.), *Contrabando na Fronteira Luso-Espanhola, Práticas, memórias e patrimónios*, Lisbonne, Edições Nelson de Matos, 2009.
- GALLAGHER, Tom, *Salazar, The Dictator Who Refused to Die*, Londres, C. Hurst & Co Publishers Ltd, 2020.
- GAUTRAT, Patrick ; LÉONARD, Yves (préface), *Pétain, Salazar, de Gaulle : affinités, ambiguïtés, illusions : les relations franco-portugaises (1940-1944)*, Paris, Chandeigne, 2019.
- GENTILE, Emilio, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2004.
- GEORGEL, Jacques, *Le Salazarisme, histoire et bilan (1926-1974)*, Paris, Éditions Cujas, 1981.
- GONÇALVES, Gonçalo Rocha ; DURÃO, Susana (org.), *Polícia e Polícias em Portugal, Perspetivas históricas*, Lisbonne, Mundo Social, 2017.
- JOÃO, Maria Isabel, *Memória e Império, comemorações em Portugal (1880-1960)*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, Fundação para a Ciência e a Tecnologia, 2002.
- LÉONARD, Yves, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996 (2<sup>e</sup> édition 2003).
- LINZ, Juan José, *Régimes totalitaires et autoritaires*, traduit de l'anglais par Mohammed-Saïd DARVICHE, William GENIEYS et Guy HERMET, Paris, Armand Colin, 2006 (édition originale états-unienne datée de 2000).
- LOFF, Manuel, *Salazarismo e Franquismo na época de Hitler*, Porto, Campos das Letras, 1996.
- LOPES, Helena Trindade ; TRINDADE, Luís ; LOUÇÃ, Francisco ; ROSAS, Fernando, (co-auteurs), *História e Memória : "Última Lição" de Fernando Rosas*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2016.
- LUCENA, Manuel de, *A evolução do sistema corporativo português*, Lisbonne, Perspectivas & Realidades, 1976, 2 volumes.
- LUCENA, Manuel de, *O Regime Salazarista e a sua Evolução*, Matosinhos, Contemporânea Editora, Câmara Municipal de Matosinhos, 1995.
- MADEIRA, João (coord.) ; FARINHA, Luís (co-auteur) ; PIMENTEL, Irene Flunser (co-autrice), *Vítimas de Salazar, Estado Novo e violência política*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2007.
- MADUREIRA, Arnaldo, *A Igreja Católica na Origem do Estado Novo*, Lisbonne, Livros Horizonte, 2006.
- MANN, Michael, *Fascistas*, traduction de l'anglais par Marcelo FELIX, Lisbonne, Edições 70, 2011 (édition originale par la Cambridge University Press em 2004).

- MATOS, Helena, *Salazar*, vol. 1 : *A Construção do Mito (1928-1933)* ; vol. 2 : *A Propaganda (1933-1938)*, Lisbonne, Temas e Debate, 2003-2004.
- MENESES, Filipe Ribeiro de, *Salazar. Uma biografia política*, traduit de l'anglais au portugais par Teresa CASAL, Lisbonne, publicações Dom Quixote, 2010.
- MINEIRO, Adélia Carvalho, *Valores e Ensino no Estado Novo, Análise dos Livros Únicos*, Lisbonne, Sílabo, 2007
- MONTEIRO, José Pedro, *Portugal e a questão do trabalho forçado, Um império sob escrutínio (1944-1962)*, Lisbonne, Edições 70, 2018.
- NOGUEIRA, Alberto Franco, *História de Portugal, II Suplemento*, Barcelos, Portucalense Editora, 1981.
- NOGUEIRA, Alberto Franco, *Salazar*, Coimbra, Atlântide, 6 volumes, 1977-1985 (1<sup>re</sup> édition).
- NUNES, João Paulo Avelãs, *O Estado Novo e o volfrâmio (1933-1947) : actividade mineira, « Grande Depressão » e Segunda Guerra Mundial*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2010.
- PEREIRA, Victor, *La Dictature de Salazar face à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- PIMENTEL, Irene Flunser, *A história da PIDE*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2007.
- PIMENTEL, Irene Flunser, *Os cinco pilares da PIDE*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2019.
- PINTO, António Costa ; MARTINHO, Francisco Carlos Palomanes (org.), *O Corporativismo em Português, Estado, Política e Sociedade no Salazarismo e no Varguismo*, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2008.
- PINTO, António Costa (éd.), *Rethinking the nature of fascism, Comparative Perspectives*, Londres, Palgrave MacMillan, 2011.
- PINTO, António Costa (org.), *A Sombra das Ditaduras, a Europa do Sul em Comparação*, Lisbonne, ICS, 2013.
- PINTO, António Costa, *O Salazarismo e o fascismo europeu, problemas de interpretação nas ciências sociais*, Lisbonne, Estampa, 1992.
- PINTO, António Costa, *Os Camisas Azuis e Salazar : Rolão Preto e o Fascismo em Portugal*, Lisbonne, Edições 70, 2015 (réédition).
- PINTO, Jaime Nogueira, *Salazar Visto pelos Seus Próprios*, Lisbonne, Bertrand Editora, 2016.
- QUINTAS, José Manuel, *Filhos de Ramires – As origens do Integralismo Lusitano*, Lisbonne, Nova Ática, 2005.
- RIBEIRO, Maria da Conceição, *A Polícia Política no Estado Novo, 1926-1945*, Lisbonne, Estampa, 1995.

- ROSAS Fernando (coord.) *et alii*, *Tribunais políticos : tribunais militares especiais e tribunais plenários durante a Ditadura e o Estado Novo*, Lisbonne, Temas e debates, 2009.
- ROSAS, Fernando, *L'Art de durer, le fascisme au Portugal*, traduction de Clara DOMINGUES, Paris, Les Éditions sociales, 2020.
- ROSAS, Fernando, *O Estado Novo nos anos trinta 1928-1938*, Lisbonne, Estampa, 1986.
- ROSAS, Fernando, *Salazar e o Poder, a Arte de Saber Durar*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2012.
- ROSAS, Fernando, *Salazar e os fascismos*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2019.
- SEABRA, Jorge ; AMARO, António Rafael ; NUNES, João Paulo Avelãs, *O CADC de Coimbra, a Democracia Cristã e os inícios do Estado Novo (1905-1934)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2000 (1<sup>re</sup> édition 1993).
- SENA, Jorge Pais de, *O Fascismo catedrático de Salazar, das Origens na I Guerra Mundial à intervenção militar na guerra civil de Espanha, 1914-1939*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2011.
- SIMPSON, Duncan, *A Igreja Católica e o Estado Novo Salazarista*, Lisbonne, Edições 70, 2014.
- SOARES, Fernando Luso, *PIDE/DGS, Um Estado dentro do Estado*, Lisbonne, Portugália Editora, 1975.
- STERNHELL, Zeev, *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983.
- TELO, António José, *Portugal e a NATO, o reencontro da tradição atlântica*, Lisbonne, Edições Cosmos, 1996.
- TÍSCAR, María José, *O Pacto Ibérico, a NATO e a Guerra Colonial*, Lisbonne, Imprensa Nacional – Casa da Moeda, 2014.
- TORGAL, Luís Reis, *Estados Novos, Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, 2 volumes.
- TORGAL, Luís Reis, *Marcello Caetano, Marcelismo e « Estado Social »*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2013.
- TRAVERSO, Enzo, *La violence nazie, une généalogie européenne*, Paris, La Fabrique, 2002.
- TRINDADE, Luís, *O Estranho Caso do Nacionalismo Português, o Salazarismo entre literatura e política*, Lisbonne, Imprensa do Instituto de Ciências Sociais, 2008.
- VARGAFTIG, Nadia, *Des empires en carton, Les expositions coloniales au Portugal et en Italie (1918-1940)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2016.
- VIEIRA, Joaquim (dir.), *Fotobiografias séculos XX, António Oliveira Salazar*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2001.

## 2) Pouvoir et savoir

- ARAÚJO, Francisco Miguel, *Faculdade(s) de Letras do Porto (1919-1974), Da (re)criação à revolução*, Porto, Centro de Investigação Transdisciplinar Cultura, Espaço e Memória, 2019.
- ARAÚJO, José Moreira de, *Biblioteca Cosmos, um projecto cultural do Prof. Bento de Jesus Caraça*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2001.
- AZEVEDO, Cândido de, *A Censura de Salazar e Marcelo Caetano, Imprensa, teatro, televisão, radiodifusão, livro*, Lisbonne, Caminho, 1999.
- AZEVEDO, Cândido de, *Mutiladas e Proibidas, Para a história da censura literária em Portugal nos tempos do Estado Novo*, Lisbonne, Caminho, 1997.
- CARVALHO, Mário Vieira de, *A Música e a luta ideológica*, Lisboa, Estampa, 1976.
- CARVALHO, Rómulo de, *História do Ensino em Portugal, Desde a Fundação da Nacionalidade até ao fim do Regime de Salazar-Caetano*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2011, 5<sup>e</sup> édition.
- CASTANHEIRA, José Pedro, *O que a Censura cortou*, Lisbonne, Expresso, 2013 (2<sup>e</sup> édition).
- CATROGA, Fernando, *O Republicanismo em Portugal. Da formação ao 5 de Outubro de 1910*, Lisbonne, Editorial Notícias, 2000.
- CLÍMACO, Cristina, *Republicanos, Anarquistas e Comunistas no exílio (1927-1936)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2017.
- COMBE, Sonia, *Une société sous surveillance. Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999.
- COMISSÃO DO LIVRO NEGRO SOBRE O REGIME FASCISTA, *Livros proibidos no regime fascista*, Mem Martins, Europa-América, 1981.
- CRUZ, Manuel Braga da, *Monárquicos e Republicanos no Estado Novo*, Lisbonne, Publicações Dom Quixote, 1986.
- FARIA, Cristina, *As Lutas Estudantis contra a Ditadura Militar (1926-1932)*, Lisbonne, Edições Colibri, 2000.
- FARIA, Miguel Figueira de ; MENDES José Amado (coord.), *Actas do colóquio internacional Industrialização em Portugal no Século xx : o caso do Barreiro*, Lisbonne, EDIUAL, 2010.
- FARINHA, Luís, *O Revirinho. Revoltas Republicanas contra a Ditadura e o Estado Novo, 1926-1940*, Lisbonne, Estampa, 1998.
- FERRO, João Pedro (org.), *A Primavera que abalou o regime. A crise académica de 1962*, Lisbonne, Presença, 1996.

- FITAS, Augusto José dos Santos ; PRÍNCIPE, João ; NUNES, Maria de Fátima ; BUSTAMENTE, Martha Cecília, (éd.), *A Junta de Educação Nacional e a Investigação Científica em Portugal no Período entre Guerras*, Lisbonne, Caleidoscópio, 2013.
- FITAS, Augusto José dos Santos ; PRÍNCIPE, João ; NUNES, Maria de Fátima ; BUSTAMENTE, Martha Cecília, (éd.), *A Atividade da Junta de Educação Nacional*, Lisbonne, Caleidoscópio, 2012.
- FONSECA, Fernando Taveira da (coord.) *et alii*, *Imprensa da Universidade de Coimbra, Uma história dentro da História*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2001.
- GARRIDO, Álvaro, *Movimento Estudantil e Crise do Estado Novo*, Coimbra, Minerva, 1996.
- GOBINEAU, Arthur de, *Les religions et les philosophes dans l'Asie centrale*, Paris, Didier et Compagnie, 1866.
- GOMES, Joaquim Cardoso, *Os Militares e a Censura, A Censura à Imprensa na Ditadura Militar e o Estado Novo (1926-1945)*, Lisbonne, Horizonte, 2006.
- *Le temps de l'exil portugais (1926-1974), France, Espagne, Afrique du Nord*, Paris, Éditions Riveneuve, 2017.
- LEAL, Ernesto Castro (coord.), *Republicanism, Socialismo, Democracia*, Lisbonne, Centro de História da Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa, 2010.
- LOPES, Quintino Manuel Junqueira, *A Europeização de Portugal entre guerras, A Junta de Educação Nacional e investigação científica em Portugal*, Casal de Cambra, Caleidoscópio, 2018.
- MADEIRA, João, *História do Partido Comunista Português, das origens ao 25 de Abril 1974 (1921-1974)*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013.
- MADEIRA, João, *Os « Engenheiros de Almas », O Partido Comunista e os intelectuais (dos anos trinta a inícios de sessenta)*, Lisbonne, Estampa, 1996.
- MARTINS, Susana, *Socialistas na Oposição ao Estado Novo, Um estudo sobre o movimento socialista português de 1926 a 1974*, Cruz Quebrada, Casa das Letras, 2005.
- MATOS, Sérgio Campos ; Ó, Jorge Ramos do, *A Universidade de Lisboa nos Séculos XIX e XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013, 2 volumes.
- MEDEIROS, Nuno, *Edição e Editores, O Mundo do Livro em Portugal 1940-1970*, Lisbonne, ICS, 2010.
- MIŁOSZ, Czesław, *La pensée captive. Essai sur les logocraties populaires*, Paris, Gallimard, 1988.
- NEVES, José, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, Cultura e História no Século XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011 (1<sup>re</sup> édition en 2008).

- NUNES, João Paulo Avelãs, *A História Económica e Social na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : O historicismo neo-metódico : ascensão e queda de um paradigma historiográfico (1911-1974)*, Lisbonne, Instituto de Inovação Educacional, 1995.
- Ó, Jorge Ramos do, *Os Anos de Ferro, O dispositivo cultural durante a « Política do Espírito », 1933-1949*, Lisbonne, Estampa, 1999.
- PAULO, Heloísa, ; JANEIRO, Helena Pinto (coord.), *Norton de Matos e as Eleições Presidenciais de 1949, 60 anos depois*, Lisbonne, Colibri/IHC-FCSH/UNL, 2010.
- PAULO, Heloísa, *Aqui também é Portugal : a colónia portuguesa do Brasil e o Salazarismo*, Coimbra, Quarteto, 2000.
- PIMENTEL, Irene Flunser, *História da Oposição à Ditadura – 1926-1974*, Porto, Figueirinhas, 2014.
- PIMENTEL, Irene Flunser, *Inimigos de Salazar*, Lisbonne, Clube do Autor, 2018.
- PINTO, Rui Pedro, *Prémios do Espírito, Um estudo sobre Prémios Literários do Secretariado de Propaganda Nacional do Estado Novo*, Lisbonne, ICS, 2008.
- RENDEIRO, Margarida, *The Literary Institution in Portugal since the Thirties : An Analysis under Special Consideration of the Publishing Market*, Berne, Peter Lang, 2010.
- ROCHA, Clara, *Revistas literárias do século XX em Portugal*, Imprensa Nacional – Casa de Moeda, 1985.
- RODRIGUES, Graça Almeida, *Breve história da censura literária em Portugal*, Amadora, Instituto de Cultura e Língua Portuguesa, 1980.
- ROLLO, Maria Fernanda ; QUEIROZ, Maria Inês ; BRANDÃO, Tiago ; SALGUEIRO, Ângela, *Ciência, Cultura e língua em Portugal no século XX, Da Junta de Educação Nacional ao Instituto Camões*, Lisbonne, Instituto Camões e Imprensa Nacional da Casa de Moeda, 2012.
- ROSA, Frederico Delgado, *Humberto Delgado : biografia do general sem medo*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2008.
- ROSA, Teresa Maria Rodrigues da Fonseca, *História da Universidade Teológica de Évora, Séculos XVI a XVIII*, Lisbonne, Instituto da Educação de Lisboa, 2013.
- ROSAS, Fernando ; ROLLO, Maria Fernanda (coord.), *História da Primeira República Portuguesa*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2011.
- ROSAS, Fernando ; SIZIFREDO, Cristina, *Estado Novo e Universidade, A perseguição aos professores*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2013.
- SALGUEIRO, Ângela ; NUNES, Maria de Fátima ; ROLLO, Maria Fernanda ; LOPES, Quintino (éd.), *Internacionalização da Ciência. Internacionalismo Científico*, Lisbonne, Caleidoscópio, 2014.

- SANTOS, Cândido dos, *Universidade do Porto : Raízes e memória da instituição*, Porto, Reitoria da Universidade, 1996.
- SANTOS, David, (coord.), “*Batalha pelo Conteúdo*” : *uma Exposição para um novo Museu*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira e Museu do Neo-Realismo, 2007.
- SANTOS, Graça dos, *Le spectacle dénaturé, le théâtre portugais sous le règne de Salazar, 1933-1968*, Paris, CNRS, 2002.
- SANTOS, Graça Dos, *Miguel Torga, le dialogue inassouvi, Essai d’analyse de son écriture dramatique*, Bruxelles, Peter Lang, 2018.
- SERRÃO, Joel, *Liberalismo, Socialismo, Republicanismo, Antologia de pensamento político português*, Lisbonne, Livros Horizonte, 1979 (1<sup>re</sup> édition en 1970).
- TAVARES, José Manuel Soares, *O Campo de Concentração do Tarrafal : a origem e o quotidiano (1936-1954)*, Lisbonne, Colibri, 2006.
- TORRAL, Luís Reis (coord.), *Ideologia, Cultura e Mentalidade no Estado Novo, Ensaio sobre a Universidade de Coimbra*, Coimbra, Faculdades de Letras, 1992.
- TORRAL, Luís Reis, *A Universidade e o Estado Novo, O caso de Coimbra 1926-1961*, Coimbra, Minerva, 1999.
- VILAÇA, Alberto, *O MUD Juvenil em Coimbra, História e estórias*, Porto, Campo das Letras, 1998.
- VILELA, António da Costa Lobo ; TORRAL, Luís Reis, *Lobo Vilela e a polémica sobre a Universidade e o ensino nos inícios do Estado Novo*, Lisbonne, Fundação Calouste Gulbenkian, 2009.

### 3) Historiographie

#### A) *Historiographie en portugais*

- Actes de colloque de l’Académie portugaise d’histoire, *A historiografia portuguesa de Herculano a 1950*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 1978.
- ARUDA, José Jobson ; TENGARRINHA, José Manuel, *Historiografia Luso-Brasileira Contemporânea*, São Paulo, EDUSC, 1999.
- DEBRITO, Carlos, *Historiografia maliciosa e crítica da miséria em Portugal*, Lisbonne, Antígona, 1983.



- GODINHO, Vitorino Magalhães, *A Expansão Quatrocentista Portuguesa*, Lisbonne, Dom Quixote, 2008.
- MARQUES, Alfredo Pinheiro, *A Historiografia dos Descobrimentos e expansão portuguesa*, Coimbra, Livraria Minerva, 1991.
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, *Antologia da historiografia portuguesa, das origens a Herculano*, Lisbonne, Publicações Europa-América, 1974.
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, *Antologia da historiografia portuguesa, de Herculano aos nossos dias*, Lisbonne, Publicações Europa-América, 1975.
- MARQUES, António Henrique de Oliveira, *Ensaio de historiografia portuguesa*, Lisbonne, Palas Editores, 1988.
- MATOS, Artur Teodoro de ; THOMAZ, Luís Filipe F. Reis (dir.), *Vinte anos de historiografia ultramarina portuguesa*, Lisbonne, Comissão Nacional para as Comemorações dos Descobrimentos portugueses, 1993.
- MATOS, Sérgio Campos ; JOÃO, Maria Isabel (org.), *Historiografia e memórias (séculos XIX-XXI)*, Lisbonne, Centro de História da FLUL, 2012.
- MATTOSO, José, *A Escrita da História*, Lisbonne, Temas e Debates, 2019.
- SANTOS, João Marinho Dos ; SILVA, José Manuel Azevedo e, *A Historiografia dos Descobrimentos, Através da correspondência entre alguns dos seus vultos*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2004.
- TORRAL, Luís Reis ; MENDES, José Maria Amado ; CATROGA, Fernando, *História da História em Portugal, séculos XIX-XX*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1996.
- TORRAL, Luís Reis, *História... que história ?*, Lisbonne, Temas e Debates, 2015.

### *B) Historiographie et épistémologie en français ou traduites*

- ARIÈS, Philippe, WINOCK, Michel (collab.), *Un historien du dimanche*, Paris, Seuil, 1980.
- BÉDARIDA, François (dir.), *L'histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995.
- BENDA, Julien, *La Trahison des Clercs*, Paris, Bernard Grasset, 1977 (1<sup>re</sup> édition en 1927).
- BERT, Jean-François, *Qu'est-ce qu'une archive de chercheur ?*, Marseille, OpenEdition Press, 2014.
- BERT, Jean-François, *Une histoire de la fiche érudite*, Villeurbanne, Presses de l'ENS-SIB, 2017.

- BIZIÈRE, Jean-Maurice ; VAYSSIÈRE, Pierre, *Histoire et historiens*, Paris, Hachette, 2012.
- BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier de l'historien*, Paris, Armand Colin, 2002 (1<sup>re</sup> édition en 1949).
- BOURDÉ, Guy ; MARTIN, Hervé, *Les écoles historiques*, Paris, Seuil, 1997.
- BOURDIEU, Pierre, *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004.
- BOURDIEU, Pierre, *Homo Academicus*, Paris, les Éditions de Minuit, 1984.
- BOUTIER, Jean ; JULIA, Dominique (dir.), *Passés recomposés, Champs et chantiers de l'Histoire*, Paris, Autrement, 1995.
- BRAUDEL, Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949.
- BURGUIÈRE, André, *L'École des Annales : une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- BURRIN, Philippe, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1995.
- CARBONNEL, Charles-Olivier et WALCH, Jean (dir.), *Les sciences historiques de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Larousse, 1994.
- CARBONNEL, Charles-Olivier, *Histoire et historiens : une mutation idéologique des historiens français, 1865-1885*, Toulouse, Privat, 1976.
- CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, *Des siècles d'immortalité : l'Académie française, 1635-....*, Paris, Fayard, 2011.
- CERTEAU, Michel de, *L'Écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975.
- CERTEAU, Michel de, *L'invention du quotidien*, vol. 1, *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.
- CHARLE, Christophe, *Homo Historicus. Réflexions sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, 2013.
- CHARLE, Christophe, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, les Éditions de Minuit, 1990.
- CHARTIER, Roger, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et incertitudes*, Paris, Albin Michel, 1998.
- CROCE, Benedetto, *Contribution à ma propre critique*, traduction de l'italien par Jules CHAIX-RUY, Paris, Nagel, 1949.
- DARD, Olivier, *Charles Maurras*, Paris, Armand Colin, 2013.
- DELACROIX, Christian ; DOSSE, François ; GARCIA, Patrick, *Les courants historiques en France, XIX<sup>e</sup> siècle, XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 2007 (1<sup>re</sup> édition : Armand Colin, 1999).
- DELACROIX, Christian ; DOSSE, François ; GARCIA, Patrick, OFFENSTADT, Nicolas, *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, 2 volumes.

- DELEUZE, Gilles ; GUATTARI, Félix, *Capitalisme et Schizophrénie 2, Mille Plateaux*, Paris, les Éditions de Minuit, 1980.
- DOSSE, François, *Gilles Deleuze et Félix Guattari. Biographie croisée*, Paris, La Découverte, 2007.
- DOSSE, François, *L'empire du sens, l'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 1995.
- DOSSE, François, *L'histoire en miettes, des Annales à la Nouvelle Histoire*, Paris, La Découverte, 2010.
- DOSSE, François, *L'histoire*, Paris, Armand Colin, 2010.
- DOSSE, François, *La Marche des idées : histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2003.
- DOSSE, François, *La saga des intellectuels*, Paris, Gallimard, 2018, 2 volumes.
- DOSSE, François, *Le pari biographique. Écrire une vie*, Paris, La Découverte, 2011 (2<sup>e</sup> édition).
- DOSSE, François, *Les hommes de l'ombre. Portraits d'éditeurs*, Paris, Éditions Perrin, 2014.
- DOSSE, François, *Michel de Certeau, le marcheur blessé*, Paris, La Découverte, 2002.
- DUMOULIN, Olivier, *Le rôle social de l'historien, De la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, 2003.
- EHRARD, Jean ; PALMADE, Guy, *L'histoire*, Paris, Armand Colin, 1965.
- FARGE, Arlette, *le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989.
- GARCIA, Patrick ; LEDUC, Jean, *L'enseignement de l'histoire en France, de l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2003.
- GOUESBIER, Yvan, « *La Maison de Sable* » : *Histoire et politique en Italie, de Benedetto Croce à Renzo de Felice*, Rome, École française de Rome, 2007.
- GRANGER, Christophe (dir.), *À quoi pensent les historiens ? Faire de l'histoire au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Autrement, 2013.
- HARTOG, François, *Régimes d'historicité, Présentisme et expérience du temps*, Paris, Le Seuil, 2003.
- JULLIARD, Jacques ; WINOCK, Michel (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 1996.
- KOSELLECK, Reinhart, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, traduit de l'allemand par Jochen HOOCK et Marie-Claire HOOCK, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1990.

- KRACAUER, Siegfried, *L'histoire, Des avant-dernières choses*, traduit de l'anglais par Claude ORSONI, Paris, Stock, 2006.
- KUHN, Thomas, *La structure des révolutions scientifiques*, traduction de l'anglais par Laure MEYER, Paris, Flammarion, 2018.
- LANGLOIS, Charles-Victor ; SEIGNOBOS, Charles, *Introduction aux études historiques*, Paris, Éditions Kimé, 1992.
- LE GOFF, Jacques ; NORA, Pierre (dir.), *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1974 (3 volumes).
- LE GOFF, Jacques, *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?*, Paris, Le Seuil, 2014.
- LE GOFF, Jacques, *Les intellectuels au Moyen Âge*, Paris, Seuil, 1957.
- LEMOINE-SCHONNE, Marion ; LEPRINCE, Matthieu (dir.), *Être un chercheur reconnu ? Jugement des pairs, regard des publics, estime des proches*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.
- MANNHEIM, Karl, *Le problème des générations*, traduit par Gérard MAUGER, Paris, Armand Colin, 2011 (2<sup>e</sup> édition).
- MARROU, Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954.
- NIEBURG, Harold L., *Political Violence. The Behavioral Process*, New York, St Martin's Press, 1969.
- NOIRIEL, Gérard, *Dire la vérité au pouvoir : les intellectuels en question*, Marseille, Agone, 2010.
- NORA, Pierre, (dir.), *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, 1987.
- OFFENSTADT, Nicolas (dir.), *Les mots de l'historiens*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2005.
- POTIN, Yann ; SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Générationnelles, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2019.
- PROCHASSON, Christophe, *Voyage d'un historien à l'intérieur de l'État*, Paris, Fayard, 2019.
- RANCIÈRE, Jacques, *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 1998.
- RASSON, Luc, *l'Écrivain et le Dictateur*, Paris, Imago, 2008.
- RIOUX, Jean-Pierre ; SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris Seuil, 1997.
- ROBIN, Corey, *La peur : histoire d'une idée politique*, Paris, Armand Colin, 2006.
- SAÏD, Edward, *Des intellectuels et du pouvoir*, traduit par Paul CHEMLA, Paris, Seuil, 1996.
- SAPIRO, Gisèle, *Les écrivains et la politique en France, De l'affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie en France*, Paris, Seuil, 2018.

- SIRINELLI, Jean-François, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1990.
- TOUCHARD, Jean (dir.), *Histoire des idées politiques*, Paris, PUF, 1959, 2 volumes.
- VEYNE, Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971.
- WAQUET, Françoise, *L'ordre matériel du savoir. Comment les savants travaillent, XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2015.
- WEBER, Max, *Le savant et le politique*, traduit par Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, Paris, La Découverte, 2003.
- WINOCK, Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997.

### C) Historiographie en langue autre que le français et le portugais

- ALTER, Peter (éd.), *Out of the Third Reich, Refugee Historians in Post-War Britain*, Londres, I.B. Tauris, 1998.
- ANDRÉS-GALLEGO, José (coord.) ; BLAZQUEZ, José María ; MITRE, Emilio ; SÁNCHEZ MARCOS, Fernando ; CUENCA TORIBIO, José Manuel, *Historia de la historiografía española*, Madrid, Encuentro, 2003.
- ASCHHEIM, Steven E., *Beyond the Border, The German-Jewish Legacy Abroad*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2007.
- BERGHAHN, Marion, *Continental Britons : German Jewish-Refugees from Nazi Germany*, New York-Oxford, Berghahn Books, 1984.
- BRUNNER, Otto ; CONZE, Werner ; KOSELLECK, Reinhart (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe : Historische Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Stuttgart, Klett-Cotta, 8 volumes, 1972-1997.
- DAUM, Andreas W. ; LEHMANN, Hartmut ; SHEEHAN, James J. (éd.), *The Second Generation, Émigrés from Nazi Germany as historians*, New York, Berghahn Books, 2016.
- JOVER ZAMORA, José María, *Historiadores españoles de nuestro siglo*, Madrid, Real Academia de la Historia, 1999.
- MARÍN GELABERT, Miquel Àngel, *Los historiadores españoles en el franquismo 1948-1975, La historia local al servicio de la patria*, Zaragoza, Institución « Fernando el Católico » CSIC, 2004.
- OTERO CARVAJAL, Luis Enrique (dir.), *La Universidad Nacionalcatólica, la Reacción anti-moderna*, Madrid, Universidad Carlos III, 2014.

- PAUL, Herman (éd.), *How to be a historian: Scholarly personae in historical studies, 1800–2000*, Manchester, Manchester University Press, 2019.
- SANTORO, Stefano ; ZAVATTI, Francesco (dir.), *Clio nei socialismi reali : Il mestiere di storico nei regimi comunisti dell'Europa orientale*, Milan, Unicopli, 2020.
- SCOTT, James C., *La Domination et les arts de la résistance. Fragments d'un discours subalterne*, Paris, traduit par Olivier RUCHET, Éditions Amsterdam, 2019.
- WHITE, Hayden, *Metahistory, the historical imagination in nineteenth-century Europe*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1973.
- ZAVATTI, Francesco, *Writing History in a Propaganda Institute, Political Power and Network Dynamics in Communist Romania*, Stockholm, Elanders, 2016.

#### 4) Biographies, hommages aux historiens

- BENTO, Paulo Torres, *Flausino Torres (1906-1974), Documentos e Fragmentos Biográficos de um Intelectual Antifascista*, Lisbonne, Edições Afrontamento, 2006.
- BRISSOS, José (org.), *Jorge Borges de MACEDO, Itinerário de uma vida pública, cultural e científica*, Lisbonne, Colibri, 1991.
- CENTRO DE DOCUMENTAÇÃO DO 25 DE ABRIL (catalogue d'exposition), *Fernando Piteira Santos : português, cidadão do século XX*, Coimbra, CD25A, 2004.
- COELHO, António Borges, *Historiador em discurso directo*, Mértola, Câmara Municipal de Mértola, 2003.
- *Elogio do Prof. Doutor Damião Peres*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 1979.
- *Elogio do Professor Doutor Jorge Borges de Macedo (1921-1996)*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 2004.
- FARINHA, António Dias (et alii), *Uma vida em História. Estudos de Homenagem a António Borges Coelho*, Lisbonne, Caminho, 2001.
- FIADEIRO, Maria Antónia, *Fernando Piteira Santos, Mestres, Amigos e Companheiros, Perfis Biográficos*, Lisbonne, Campo da Comunicação, 2010.
- FIADEIRO, Maria António, *Fernando Piteira Santos : português, cidadão do século XX*, Porto, Campo de Letras, 2003.
- FILHO, João Lopes, *António Carreira, Etnógrafo e Historiador*, Praia (Cap-Vert), Fundação João Lopes, 2015.

- GODINHO, Maria Teresa Magalhães ; JUSTINO, David (coord.), *Vitorino Magalhães Godinho, 1918-2011, Um itinerário sem ilusões nem desistência*, Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade de Lisboa, 2018.
- GODINHO, Vitorino Magalhães, *A crise da História e as suas novas directrizes*, Lisbonne, Imprensa Nacional-Casa da Moeda, 3<sup>e</sup> édition, 2013 (Première en 1947).
- GODINHO, Vitorino Magalhães, *Do Ofício e da Cidadania, Combates por uma civilização da dignidade*, Lisbonne, Edições Távola Redonda, 1989.
- GOMES, Joaquim da Silva, *Victor de Sá, Em livro aberto*, Braga, Edições Bom Jesus, 2014.
- *José de Azeredo Perdigão, Um destino raro*, (pas d'auteur mentionné), Lisbonne, Fondation Calouste Gulbenkian, 2016.
- MEDINA, João ; MATOS, Sérgio Campos ; VENTURA, António, *Estudos sobre António Sérgio*, Lisbonne, Instituto Nacional de Investigação científica, 1988.
- MÓNICA, Maria Filomena (org.), *Adérito Sedas Nunes, Antologia Sociológica*, Lisbonne, ICS, 2000.
- NEVES, Isménia, *Professor Oliveira Marques : Historiador, 1933-2007*, Lisbonne, Câmara Municipal de Lisboa, 2017.
- NEVES, José, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, cultura e história no século XX*, Lisbonne, Tinta-da-china, 2008.
- PEREIRA, Isabel ; MARQUES, Alfredo Pinheiro ; CARDOSO, Ana Paula (coord.), *Luís de Albuquerque, o Homem e a Obra*, Figueira da Foz, serviços culturais da Câmara Municipal, 1993.
- PEREIRA, José Pacheco, *Álvaro Cunhal – Uma Biografia Política*, vol. 1, « Daniel », o Jovem Revolucionário (1913-1941), vol. 2, « Duarte », o Dirigente Clandestino (1941-1949), vol. 3, o Prisioneiro (1949-1960), vol. 4, o Secretário-geral (1960-1968), Lisbonne, Temas e Debates, 1999, 2001, 2005, 2015 (dates respectives aux différents volumes).
- RÉGO, Manuela, (org.), *A. H. de Oliveira Marques, 1933-2007 : 50 anos de historiador, exposição bibliográfica*, Lisbonne, BNP, 2007.
- SANTOS, Alfredo Ribeiro dos, *Jaime Cortesão, um dos grandes de Portugal*, Porto, Fundação Engenheiro António de Almeida, 1993.
- SANTOS, David, (coord.), *António Borges Coelho, Procurar a luz para ver as sombras*, Vila Franca de Xira, Câmara Municipal de Vila Franca de Xira, Museu do Neo-Realismo, 2010.
- SARAIVA, Maria José, *Crónicas, Entrevistas, críticas e outros escritos de António José Saraiva*, Lisbonne, Quidnovi, 2004.
- SERRÃO, Joaquim Veríssimo (org. et alii), *Estudos em Homenagem a Jorge Borges de Macedo*, Lisbonne, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1992.

- SOUSA, João Tiago de, *Costa Brochado : um intelectual orgânico do Regime Salazarista*, Coimbra, Mar da Palavra, 2004.
- TRAVESSA, Elisa Neves, *Jaime Cortesão, Política, História e Cidadania*, Porto, Asa, 2004.
- VEIGAS, Ana ; LOURENÇO, Carla ; CAETANO, Carlos ; BARATA, João, *Dossiê temático-pedagógico sobre a figura e a obra de António José Saraiva (1917-1993)*, Lisbonne, ministère de l'Éducation et de la Science, Direction-générale de l'Éducation, 2014.
- VILAÇA, Alberto, *Bento de Jesus Caraça, Militante Integral do Ser Humano*, Porto, Campo das Letras, 1999.

### III) Travaux sous format universitaire

#### 1) Doctorats

- ACCORNERO, Guya, *Efervescência Estudantil. Estudantes, acção contenciosa e processo político no final do Estado Novo (1956-1974)*, sous la direction de Manuel Villaverde CABRAL, thèse soutenue à l'Institut des Sciences Sociales, 2009.
- BONHOURE Jean-François, *Les historiens à l'épreuve du temps : la production historique éditée en France des années trente au début des années cinquante*, sous la direction de Pascal ORY, soutenue à l'université Paris I, 2021.
- COUVANEIRO, João Luís Serrenho Frazão, *O Curso Superior de Letras (1861-1911), Nos primórdios das Ciências Humanas em Portugal*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, soutenue à l'université de Lisbonne, 2012.
- DA SILVA, Eurydice, *Filmer sous la contrainte : le cinéma portugais pendant l'État Nouveau de Salazar (1933-1974)*, sous la direction de Graça DOS SANTOS, thèse soutenue à l'université Paris-Nanterre, octobre 2019.
- DIAS, Luís Augusto Chaves da Costa, *O « Vértice » de uma renovação cultural, Imprensa periódica na formação do Neo-Realismo (1930-1945)*, sous la direction de Luís Manuel Reis TORRAL et d'António Pedro Couta da Rocha PITA, soutenue à l'université de Coimbra, 2011.
- GOMES, George, *António Sardinha, un penseur transnational de la contre-révolution (1913-19235)*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, soutenue à l'École pratique des hautes études, 2019.
- GONÇALVES, Cécile, *Estado Novo salazariste et « sortie de religion »*, thèse sous la direction de Marcel GAUCHET, soutenue à l'EHESS, 2015.



- LOPES, Quintino Manuel Junqueira (2018), *A Junta de Educação Nacional (1929/36), Traços de Europeização na investigação científica em Portugal*, sous la direction de Maria de Fátima NUNES, thèse soutenue à l'université de Évora, 2017.
- MARQUES, Alexandra Isabel Gomes, *O Instituto Bacteriológico Câmara Pestana : Ciência Médica e Cuidados de Saúde (1892-1930)*, sous la direction de Maria Fátima NUNES et José Pedro Sousa DIAS, soutenu à l'université d'Évora, 2017.
- MARTINS, Susana Maria Santos, *Exilados portugueses em Argel, A FPLN das origens à rutura com Humberto Delgado (1960-1965)*, thèse sous la direction de Fernando ROSAS, soutenue à l'université nouvelle de Lisbonne, 2013.
- NEVES, José, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal, Política, cultura e história no século XX*, thèse sous la direction de Carlos Coelho MAURÍCIO et de João LEAL, soutenue à l'ISCTE- Institut universitaire de Lisbonne, 2007.
- PINTO, Antónia Maria Gato, *Tarrafal : resistir como promessa, O poder de transformar uma experiência de opressão numa história de grandeza*, sous la direction de João Sedas NUNES, soutenue à l'université nouvelle de Lisbonne, 2019.
- SALGUEIRO, Ângela Sofia Garcia, *Ciência e Universidade na I República*, sous la direction de Maria Fernando Rollo, thèse soutenue à l'université nouvelle de Lisbonne, 2015.
- SANTOS, Paula Alexandra Fernandes Borges dos, *A Política religiosa do Estado Novo (1933-1974) : Estado, leis, governação e interesses religiosos*, sous la direction de Fernando ROSAS, soutenue à l'université nouvelle de Lisbonne, 2012.
- TESSADORI, Pietro, *O Homem Novo do fascismo italiano e do Estado Novo português*, sous la direction d'António Costa PINTO et de Goffredo ADINOLFI, soutenue à l'université de Lisbonne (ICS), 2014.

## 2) Masters

- ALMEIDA, Ana Sofia Fernandes de, *Intervenção contemporânea nos castelos em Portugal. Dois casos de Estudo, São Jorge e Pombal*, sous la direction de José António BANDEIRINHA et Luís Miguel CORREIA, mémoire soutenu à l'université de Coimbra, 2012.
- CUNHA, Paulo Alexandre Morgado, *As Feiras no Portugal Medieval (1125-1521) : Evolução, Organização e Articulação*, sous la direction de Luís Miguel Ribeiro de Oliveira DUARTE, mémoire soutenu à la faculté de lettres de l'université de Porto, 2019.

- DORES, Hugo Gonçalves, *A História na Faculdade de Letras de Lisboa (1911-1930)*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, mémoire soutenu à la faculté de lettres de l'université de Lisbonne, 2008.
- LARANJO, David Miguel, *A política externa portuguesa na Ditadura Militar : as relações com Espanha (1926-1930)*, sous la direction de Filomeno da Câmara de Melo Cabral, mémoire soutenu à l'ISCTE, 2008.
- MENDES, Nuno Fernando Ferreira, *Cafés históricos do Porto, Na demanda de um património ignoto*, sous la direction de Luís Alberto Esteves dos Santos CASIMIRO, mémoire soutenu à l'université de Porto, 2012.
- PAIS, Artur Luís Viegas Soares, *A Protecção social pública na velhice em Portugal : evolução histórica de 1919 a 2008*, sous la direction de Manuela ARCANJO, mémoire soutenu à l'université technique de Lisbonne, 2010.
- PINTO, Antonieta Maria da Silva, *João Ameal, o historiador do Regime*, sous la direction de Luís Reis TORRAL, mémoire soutenu à l'université de Coimbra, 1993.
- PINTO, Tiago Alexandre Palaré Barros, *O Arquivo do Centro de História da FLUL, Memória institucional e catálogo (1954-1995)*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS et António Gil MATOS, mémoire soutenu à l'université de Lisbonne, 2012.
- QUEIROZ, Guido Fabiano Pinheiro, *Os Espelhos de Barradas de Carvalho : Crônica Política e Historiografia de um exilado*, sous la direction d'Antonio Edmilson Martins RODRIGUES et de Francisco José Calazans FALCON, mémoire soutenu à l'université pontificale catholique de Rio de Janeiro, 2008.
- RÊGO, António Renato Castelo Branco da Silva, *History in Times of Fascism, Discipline and Practices of History during the Beginning of the Portuguese New State*, sous la direction de Herman PAUL, mémoire soutenu à l'université de Leiden, 2015.
- SASSEVILLE, Martin *Critique épistémologique du concept de sous-culture*, sous la direction de Jean-François CÔTÉ, mémoire soutenu à l'université du Québec à Montréal, 2007.
- SERRÃO, Vanda Maria de Bragança, *O Ensino durante o Estado Novo em Portugal : O papel do professor*, sous la direction de Miguel Maria Santos Corrêa MONTEIRO, mémoire soutenu à l'université de Lisbonne, 2019.
- SILVA, Filomena Maria Moreira da, *Mandar e Obedecer : a representação da acção disciplinadora da escola no Estado Novo*, sous la direction de Alberto Filipe de ARAÚJO, mémoire soutenu à l'université du Minho, 2005.

- SOUSA, José Manuel Guedes de, *Vitorino Magalhães Godinho, história e cidadania nos anos 40*, sous la direction de Sérgio Campos MATOS, mémoire soutenu à l'université de Lisbonne, 2012.

### 3) Autres travaux non publiés

- CUCCAROLO, Élodie ; GÉRARD, Marlène ; MONTONI, Claudio ; POLETTI, Manon, *Intégration urbaine comparée de deux campus universitaires : Cergy et Paris Ouest-Nanterre la Défense, Projet de recherche commandité par le Plan Urbanisme Construction Architecture*, sous la direction de Pierre BERNARD et Hervé VIEILLARD-BARON, université Paris-Nanterre, juin 2011.

- RAMOS, Rui, *Tristes Conquistas : A Expansão ultramarina na historiografia contemporânea (c.1840- c.1970)*, Lisbonne, dissertation pour le poste de chercheur auxiliaire à l'Institut des sciences sociales (ICS) de l'université de Lisbonne, 1997.

## IV) Articles

### 1) Articles cadres

- AA. VV., « Corrientes historiográficas en la España contemporánea » publié dans *Once ensayos sobre la Historia*, Madrid, Fundación Juan March, 1976, pp. 215-247.

- ALEXANDRE, Valentim, « Portugal e a Abolição do Tráfico de Escravos (1834-1851) », dans *Análise Social*, n° 111 (2°), 1991, pp. 293-333.

- AMALVI, Christian, « Les conceptions de l'histoire selon l'Action française de 1910 à 1940 », dans Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT, *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, pp. 61-73.

- ASH, Mitchell G., « Forced Migrations and Scientific Change After 1933. Step toward a New Approach », dans Roberto SCAZZIERI, Raffaella SIMILI (éd.), *The Migration of Ideas*, Sagamore Beach, Watson Publishing International LLC, 2008, pp. 161-178.

- ASH, Mitchell G., « Scientific Changes in Germany 1933, 1945, 1990 : Towards a Comparison », dans *Minerva*, n° 37, 1999, pp. 329-354.

- AZÉMA, Jean-Pierre, « La clef générationnelle », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 22, *Les générations*, avril-juin 1989, pp. 3-10.

- BAIÔA, Manuel, « A Primeira República Portuguesa (1910-1926) : partidos e sistema político », dans *Arbor, Ciencia, Pensamiento y Cultura*, n° 190 (766), a114, [en ligne].

- BARROS, José D'Assunção, « Historicismo ; notas sobre um paradigma », dans *Antíteses*, vol. 5, n° 9, janvier/juillet, 2012, pp. 391-419.
- BARROS, Víctor, « A escrita da história da “descoberta” de Cabo Verde. Fabulário cronográfico, história oficial ou fabricação do consentimento? », dans *Práticas da História, Journal on Theory, Historiography and Uses of the Past*, n° 5, 2017, disponible en ligne, pp. 75-113.
- BATAILLON, Marcel, « Georges Le Gentil (1875-1953) », dans *Bulletin Hispanique*, tome 56, n° 1-2, 1954. pp. 5-13.
- BECKER, Annette, « La genèse des camps de concentration : Cuba, la guerre des Boers, la grande guerre de 1896 aux années vingt », dans *Revue d'Histoire de la Shoah*, vol. 189, n° 2, 2008, pp. 101-129.
- BERSTEIN, Serge, « La France des années trente allergique au fascisme », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 2, avril 1984. pp. 83-94.
- BLAVIER, Pierre, « La notion de génération en histoire », dans *Regards croisés sur l'économie*, vol. 7, n° 1, 2010, pp. 44-46.
- BOISVERT, Georges, « La dénomination de l'Autre africain au XV<sup>e</sup> siècle dans les récits des découvertes portugaises », dans *L'Homme*, n° 153, 2000, pp. 165-172.
- BOURDIEU, Pierre, « Habitus, code et codification », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 64, septembre 1986, « De quel droit ? », pp. 40-44.
- BOURDIEU, Pierre, « Le champ scientifique », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, *La production de l'idéologie dominante*, n° 2-3, juin 1976, pp. 88-104.
- BRAGA, Paulo Drumond, « O Estado Novo e a Educação Pré-escolar. Os debates parlamentares de 1938 », dans *Cadernos de Investigação Aplicada*, 2010, n° 4, pp. 13-31.
- BRAUD, Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », dans *Cultures & Conflits*, n° 9-10, printemps-été 1993, [en ligne].
- BRAUDEL, Fernand, « Histoire et Sciences sociales : La longue durée », dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 13<sup>e</sup> année, n° 4, 1958, pp. 725-753.
- BRAUER, Markus ; CHAPPE, Bruno, « Les stéréotypes et la variabilité perçue dans les groupes : état des lieux et enjeux », dans *L'année psychologique*, 2008 vol. 108, n° 1. pp. 133-167.
- BRENNER, Anastasios, « Le positivisme logique : le cas du Cercle de Vienne », dans *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, vol. 67, n° 2, 2011, pp. 119-133.
- CAHEN, Michel, « Salazarisme, fascisme et colonialisme. Problèmes d'interprétation en sciences sociales, ou le sébastianisme de l'exception », *Portuguese Studies Review* (Trent University, Canada), vol. XV, n° 1, 2008, pp. 87-113.

- CASTELLS OLIVAN Irène, « Le libéralisme insurrectionnel espagnol (1814-1830) », dans *Annales historiques de la Révolution française*, n° 336, 2004, pp. 221-233.
- CHAMBOREDON, Hélène ; PAVIS, Fabienne ; SURDEZ, Muriel ; WILLEMEZ, Laurent, « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », dans *Genèses*, n° 16, 1994, pp. 114-132.
- CHAUBET, François, « Enjeu - Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle. Bilan provisoire et perspectives », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/1, n° 101, pp. 179-190.
- CHAVOUET, Jean-Michel ; FANOUILLET, Jean Christophe, « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », dans *INSEE Première*, n°707, avril 2000, sans pagination.
- COENEN-HUTHER, Jacques, « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », dans *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 3, 2003, pp. 531-547.
- COMBE, Sonia, « Figures de l'officier traitant à travers les archives de la Stasi », dans *Cultures & Conflits*, n° 53, 2004, pp. 99-112.
- CONSTANTINO, Susana, « Coimbra e o valor identitário da retórica do Estado Novo », dans *Dearq*, n° 21, 2017, pp. 64-76.
- CORREIA, Ana Clotilde, « O Estado Novo e a repressão da homossexualidade, 1933-1943 », dans *Ler História*, n° 70, 2017, pp. 161-181.
- CUROPOS, Fernando, « Homotexualités au Portugal : des mots sous silence », dans *Inverses*, n° 10, 2010, pp. 145-155.
- CURTO, Diogo Ramada, « A historiografia do império português na década de 1960 : formas de institucionalização e projeções », dans *História da Historiografia*, Ouro Preto, n° 10, décembre, 2012, pp. 111-123.
- CURTO, Diogo Ramada, « The Debate on Race Relations in the Portuguese Empire and Charles R. Boxer's Position », dans *e-Journal of Portuguese History*, vol. 11, n° 1, 2013, [en ligne].
- d'ALMEIDA, Fabrice, « Propagande, histoire d'un mot disgracié », dans *Mots. Les langages du politique*, n° 69, juillet 2002, pp. 137-148.
- DÉSERT, Gabriel, « Réflexions sur les progrès de l'alphabétisation dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Historical Social Research*, n°34, 1985, pp. 44-59.
- DIRKX, Paul, « Champ », dans Anthony GLINOER ; Denis SAINT-AMAND (org.), *Le lexique socius*, [en ligne], URL : <http://ressources-socius.info/index.php/lexique/21-lexique/37-champ>.
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève ; GROppo, Bruno, « Objectifs de la journée d'études "Exilés et réfugiés politiques dans la France du XX<sup>e</sup> siècle" », dans *Matériaux pour l'histoire de notre*

*temps*, n° 44 intitulé « Exilés et réfugiés politiques dans la France du XX<sup>e</sup> siècle » sous la direction de René Girault, 1996, pp. 6-8.

- DUCLERT, Vincent, « Les intellectuels, un problème pour l'histoire culturelle », dans *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, n° 31, 2003, pp. 25-39.

- EDGERTON, David, « Time, Money, and History », dans *Isis*, vol. 103, n° 2, 2012, pp. 316-327.

- FARRÉ, Albert, « Assimilados, régulos, Homens Novos, moçambicanos genuínos : a persistência da exclusão em Moçambique », dans *Anuário Antropológico*, n° 2, 2015, pp. 199-229.

- FEBVRE, Lucien, « Générations », dans *Bulletin du Centre International de Synthèse. Section de synthèse historique*, 7, juin 1929, tome XXI, n° 139-141, pp. 37-43.

- FITAS, Augusto, « Um ciclo de conferências sobre a Junta de Educação Nacional e os seus prováveis efeitos premonitórios na aplicação do decreto-lei n° 25 317 », dans *Ciência e Política no Portugal dos anos 30, o Saneamento dos Professores Universitários em 1935*, colloque du 27 novembre 2015, pp. 317-335.

- FONSECA, Jorge, « A historiografia sobre os escravos em Portugal », dans *Cultura*, vol. 33, 2014, pp. 191-218.

- FREIRE, João, « Militares e intervenção política : Correntes ideológicas e contextos de época », dans *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 86, septembre 2009, pp. 3-23.

- GARGANI, Julien, « De la convivialité entre scientifiques », dans *Revue du MAUSS*, n° 29, 2007/1, pp. 127-156.

- GARNIER, Xavier, « La littérature et son espace de vie » dans Pierre ZOBEMAN et Xavier GARNIER, *Qu'est-ce qu'un espace littéraire ?* Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 2006. pp. 17-29.

- GIRARDET, Raoul, « Du concept de génération à la notion de contemporanéité » dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 30, n° 2, avril-juin 1983, pp. 257-270.

- GUILHAUMOU, Jacques, « Autour du concept d'agentivité », dans *Rives méditerranéennes*, 2012, n° 41, pp. 25-34.

- HESPANHA, António Manuel, « Os Áustrias em Portugal. Balanço historiográfico », dans *Lusotopie*, n° 5, 1998, pp. 145-155.

- HOMEM, Armando Luís de Carvalho, « Mulheres doutoras nas universidades portuguesas (1926-1960) » dans *Faces de Eva. Estudos sobre a Mulher*, Lisbonne, n° 39, juin 2018, pp. 75-92.

- KACIREK, Susanne, « La question du meurtre du père originaire entre Freud et Jung », dans *Topique*, vol. 79, n° 2, 2002, pp. 191-205.

- KUNDRÁTOVÁ, Linda, « Os contactos da oposição portuguesa antissalazarista com a Checoslováquia entre 1933-1974. Contribuição para o estudo das relações luso-checas », téléchargeable depuis le site du Centro de documentação 25 de Abril, 2003, <http://www.cd25a.uc.pt/index.php?r=site/page&view=itempage&p=1922>.
- LE GOFF, Jacques, « Le changement dans la continuité », dans *Espaces Temps*, n° 34-35, 1986, pp. 20-22.
- LECLERCQ, Catherine ; PAGIS, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », dans *Sociétés contemporaines*, 2011, vol. 4, n° 84, pp. 5-23.
- LEJBOWICZ, Max, « Retour sur l'affaire Gougenheim », dans *Methodos*, n° 13, 2013, [en ligne].
- LEPETIT, Bernard, « L'histoire prend-elle les acteurs au sérieux ? » dans *Espaces Temps*, n° 59-61, *Le temps réfléchi. L'histoire au risque des historiens*, pp. 112-122.
- LEUWERS, Hervé, « Pratiques, réseaux et espaces de sociabilité au temps de la Révolution française », dans Jean-Clément MARTIN, *La Révolution à l'œuvre : Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, pp. 41-55.
- LORIGA, Sabine, « Le moi de l'historien », dans *História da historiografia*, Ouro Preto, n° 10, décembre 2012, pp. 260-272.
- LÜDTKE, Alf, « La domination comme pratique sociale », dans *Sociétés contemporaines*, traduit par Alexandra OESER avec la collaboration de Fabien JOBARD, n° 99-100, 2015/3, pp. 17-63.
- MARTIN, Laurent, « Penser les censures dans l'histoire », dans *Sociétés & Représentations*, vol. 21, n° 1, 2006, pp. 331-345.
- MATOS, Sérgio Campos, « Conceitos de iberismo em Portugal », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 28, 2007, pp. 169-193.
- MEDEIROS, Nuno, « A edição de livros como formulação do mundo : ideias e casos », dans *Revista Brasileira de História da Mídia*, vol. 4, n° 2, juillet-décembre 2015, pp. 31-42.
- MEDEIROS, Nuno, « Editores e Estado Novo : o lugar do Grémio Nacional dos Editores e Livradores », dans *Análise Social*, vol. XVIII, n° 4, 2008, pp. 795-815.
- MEDEIROS, Nuno, « Os mundos da edição em Portugal o Estado Novo » dans *Estudos do Século XX*, n° 9, 2009, pp. 231-249.
- MELO, Daniel, « A censura salazarista e as colónias : um exemplo de abrangência », dans *Revista de História da Sociedade e da Cultura*, n° 16, 2016, pp. 475-496.

- MELO, Daniel, « Semblanza de Portugália Editora (Lisboa, 1942–c. de 2010) », dans *Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes - Portal Editores y Editoriales Iberoamericanos (siglos XIX-XXI)*, 2018, consultable en ligne sur : <http://www.cervantesvirtual.com/obra/-portugalia-editora-lisboa-1942-c-de-2010-semblanza-928682>.
- MENDES, António de Almeida, « Le Portugal et l'Atlantique », dans *Rives méditerranéennes*, n° 53, 2016, pp. 139-157.
- MEYER, Morgan ; MOLYNEUX-HODGSON, Susan, « “Communautés épistémiques” : une notion utile pour théoriser les collectifs en sciences ? », dans *Terrains & travaux*, vol. 18, n° 1, 2011, pp. 141-154.
- MICHAUX, Gérard, “Naissance et développement des académies en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles”, dans *Mémoires de l'Académie Nationale de Metz*, Metz, Académie Nationale de Metz, 2007, pp. 73-86.
- MILHEIRO, Eva ; SANTOS, Jorge Pacheco dos, « o turismo em Portugal : que passado ? Que futuro ? », dans *Aprender*, décembre 2005, « Turismo e desenvolvimento », pp. 119-125.
- MONOD, Gabriel, « Introduction, Du progrès des études historiques en France depuis le XVI<sup>e</sup> siècle », dans *Revue historique*, n° 1, 1876, pp. 5-38.
- MONTEIRO, Nuno Gonçalo, « Os nomes de família em Portugal : uma breve perspectiva histórica », dans *Etnográfica*, vol. 12 (1), 2008, pp. 45-58.
- NOIRIEL, Gérard, « De l'histoire-mémoire aux “lois mémorielles” », dans *Revue arménienne des questions contemporaines*, n° 15, 2012, pp. 35-49.
- NOIRIEL, Gérard, « La question nationale comme objet de l'histoire sociale », dans *Genèses*, n° 4, *Le national*, sous la direction de Gérard NOIRIEL, 1991, pp. 72-94.
- NOIRIEL, Gérard, « Naissance du métier d'historien », dans *Genèses, Les voies de l'histoire*, sous la direction de Gérard NOIRIEL, n° 1, 1990, pp. 58-85.
- NUSELOVICI (NOUSS), Alexis, « Étudier l'exil », dans *Fondation Maison des Sciences de l'Homme- Position Paper*, n° 9, septembre 2013, sans pagination, [en ligne].
- PAULO, Heloisa de Jesus, « Salazar : a elaboração de uma imagem », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 16, 1996, pp. 245-275.
- PAULO, Heloísa, « O exílio português no Brasil nas décadas de cinquenta e sessenta », dans *Cadernos Ceru*, vol. 23, n° 3, pp. 33-50.
- PAYEN, Pascal, « Les historiens grecs, entre la cité et l'exil », dans *Incidenza dell'Antico*, n° 8, 2010, pp. 11-37.



- PENJON, Jacqueline, « Naissance de l'enseignement du portugais », dans *Reflexos*, « Enseigner le portugais comme langue étrangère dans le monde – Bilans, enjeux et perspectives », n° 4, [en ligne].
- PEREIRA, Miriam Halpern, « A Primeira República e o sufrágio em Portugal : o debate de 1911 em perspectiva diacrónica », dans *Historia Constitucional*, n° 15, 2014, pp. 509-527.
- PIMENTA, Fernando Tavares, « Perspectivas da historiografia colonial portuguesa (Século XX) », dans *Outros Combates pela História*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2010, pp. 143-158.
- PIMENTEL, Maria do Rosário, « Espaços com História na Lisboa dos séculos XVIII e XIX. Do Martinho ao Nicola », dans *RiCOGNIZIONI. Rivista di lingue, letteratura e culture moderne*, vol. 1, 2014 (1), pp. 253-261.
- PROST, Antoine, « Charles Seignobos revisité », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 43, juillet-septembre 1994, pp. 100-118.
- PROST, Antoine, « comment l'histoire fait-elle l'historien ? », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 65, janvier-mars 2000. pp. 3-12.
- RAMOS, Rui, « Para uma história política da cidadania em Portugal », dans *Análise Social*, n° 172, 2004, pp. 547-569.
- RENOARD, Yves, « La notion de génération en histoire », dans *Population*, n° 2, 1953, pp. 381-382.
- RODRIGUES, Luís Nuno, « A 'Solidão' na Política Externa Portuguesa no Início da Década de 60 : O Caso dos Estados Unidos » dans Fernando MARTINS (dir.), *Diplomacia & Guerra : Política externa e política de defesa em Portugal do final da monarquia ao marcelismo*, Évora, Publicações do Cidehus, 2001, [en ligne].
- ROUVINET, Pauline, « Fenêtre d'opportunité » dans *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, pp. 265-272.
- SANTOS, Maria da Graça dos, « Le théâtre portugais et la censure au XX<sup>e</sup> siècle (1926-1974), Un théâtre sous surveillance », Paris, Centre Culturel Gulbenkian, separata du volume XXXIII des Arquivos do Centro Cultural Gulbenkian, 1994, pp. 445-527.
- SANTOS, Paula Borges, « Na gênese da Constituição Política de 1933 : o ideário corporativo e a estrutura econômico-social do autoritarismo português », dans *Estudos Históricas*, Rio de Janeiro, vol. 31, n° 64, mai-aout 2018, pp. 173-196.
- SAPIRO, Gisèle, « Stratégies d'écriture et responsabilité auctoriale », dans Nicolas SCHAPIRA (éd.), *On ne peut pas tout réduire à des stratégies. Pratiques d'écriture et trajectoires sociales*. Paris, Presses Universitaires de France, 2013, pp. 163-182.

- SARDINHA-DESIGNES, Ana Isabel, « Jacques Bainville au temps de Salazar : traductions, lectures et usages », dans Olivier DARD et Michel GRUNEWALD (org.), *Jacques Bainville : profils et réceptions*, Berne, Peter Lang, 2010, pp. 209-229.
- SIRINELLI, Jean-François, « Le hasard ou la nécessité ? une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 9, janvier-mars 1986, pp. 97-108.
- SOLE, Maria Glória, « A História nos manuais escolares do ensino primário em Portugal : representações sociais e a construção de identidade(s) », dans *Historia y Memoria de la Educación*, n° 6, 2017, pp. 89-127.
- STONE, Lawrence, « Prosopography », dans *Daedalus*, vol. 100, 1971, n°1, pp.46-79.
- TEIXEIRA, Nuno Severiano, « La participation du Portugal à la Grande Guerre », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 62, 1999, pp. 5-14.
- TESNIÈRE, Valérie, « La production éditoriale en histoire », dans Valérie TESNIÈRE (éd.), *Histoire en bibliothèque*. Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, « Bibliothèques », 2009, pp. 67-99.
- TOUCHARD, Jean, « Louis BODIN, *Les intellectuels* ». Dans *Revue française de science politique*, 14<sup>e</sup> année, n° 4, 1964. pp. 781-782.
- TOURNIER, Maurice, « Les intellectuels, déjà, encore, toujours. À propos des Intellectuels des années trente et des Intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours », dans *Mots*, n° 37, décembre 1993, *Rhétoriques du journalisme politique*, sous la direction de Josette LEFÈVRE et Erik NEVEU, pp. 106-110.
- TSIEN, Tche-hao, « Les trois révolutions de la Chine : bilan de 28 ans d'édification socialiste », dans *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 8, 1977, n° 4. « L'Asie socialiste », sous la direction de Georges H. MOND, pp. 35-73.
- VÉRON, Jacques, « L'Académie Française et la circulation des élites : une approche démographique. » dans *Population*, 40<sup>e</sup> année, n° 3, 1985, pp. 455-471.
- VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine, « Les incertitudes et les contradictions d'une "bonne intégration" », dans *Cahiers de la Méditerranée*, n° 78, 2009, pp. 158-176.
- WAQUET, Françoise, « Parler. La disparition historiographique de la parole magistrale », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 135, décembre 2000, pp. 39-47.
- WHEELER, Douglas L, « In the Service of Order : The Portuguese Political Police and the British, German and Spanish Intelligence, 1932-1945 », dans *Journal of Contemporary History*, Londres, Beverly Hills et New Delhi, vol. 18, 1983, pp. 1-25.
- WINOCK, Michel, « Les intellectuels dans le siècle » dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 2, avril 1984, pp. 3-14.

- ZARKA, Yves Charles, « Hannah Arendt et l'origine du mal », dans *Cités*, vol. 67, n° 3, 2016, pp. 3-16.

## 2) Historiographies

- ALVES, Jorge Fernandes, « Das Faculdades de Letras à FLUP (1919) », dans *História. Revista da FLUP*, Porto, IV Série, vol. 9, n° 1, 2019, pp. 3-49.

- BOISSELIER, Stéphane ; SOUSA, Bernardo Vasconcelos e, « Pour un bilan de l'historiographie sur le Moyen Âge portugais au XX<sup>e</sup> siècle », dans *Cahiers de civilisation médiévale*. 49<sup>e</sup> année (n° 195), juillet-septembre 2006, La médiévistique au XX<sup>e</sup> siècle, pp. 213-256.

- BOISELLIER, Stéphane, « Un regard de médiéviste français sur l'historiographie de la formation du Portugal », dans *Revista Portuguesa de História*, numéro 42, 2011, pp. 175-195.

- BOISVERT, Georges, « Georges le Gentil et la création de l'Institut d'études portugaises et brésiliennes de la Sorbonne », actes du colloque « l'Enseignement et l'expansion de la littérature portugaise en France » du 21 et 23 novembre 1985, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1986, pp. 37-45.

- BOURDIEU, Pierre, « L'Illusion biographique », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62, 1986, pp. 69-72.

- CARVALHO, Paulo Archer de, « Ao Princípio era o verbo : o eterno retorno e os mitos da historiografia integralista », dans *Revista de História de Ideias*, Coimbra, vol. 18 (1996), pp. 231-244.

- CHARTIER, Roger, « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 37<sup>e</sup> année, n° 2, 1982, pp. 389-400.

- CURTO, Diogo Ramada, « Vitorino Magalhães Godinho e a questão da escravatura », dans *Práticas da história* », n° 8, 2019, disponible en ligne, pp. 258-272.

- FALCON, Francisco, « Historiografia Portuguesa Contemporânea. Um ensaio histórico-interpretativo », dans *Estudos Históricos*, Rio de Janeiro, n° 1, 1988, pp. 79-99.

- GROS, Guillaume, « Philippe Ariès, entre traditionalisme et mentalités. Itinéraire d'un précurseur », dans *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, vol. 90, n° 2, 2006, pp. 121-140.

- HESPANHA, António Manuel, « História e Sistema : interrogações à Historiografia Pós-Moderna », dans *Ler História*, n° 9, 1986, pp. 65-84.

- HOMEM, Armando Luís de Carvalho ; ANDRADE, Amélia Aguiar ; AMARAL, Luís Carlos, « Por onde vem o medievalismo em Portugal ? », dans *Revista de história económica e social*, vol. 22, Janeiro-Abril, 1988, pp. 115-138.

- HOMEM, Armando Luís de Carvalho, « A História que nos fez e a História que se faz : da primeira à segunda fase da Faculdade de Letras de Porto », dans *Revista de História*, Centro de História da Universidade do Porto, vol. XI, 1991, pp. 227-240.
- HOMEM, Armando Luís de Carvalho, « A Idade Média nas universidades portuguesas (1911-1987), Legislação, ensino, investigação », dans *História, Revista da Faculdade de Letras da Universidade do Porto*, vol. X, 1993, pp. 351-364.
- HOMEM, Armando Luís de Carvalho, « Revistas universitárias de História no Portugal do século XX », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 18, 1996, pp. 339-372.
- HOMEM, Armando Luís de Carvalho, « Saber positivo e teorização nos primitivos currículos da licenciatura em história (1957 e 1968) », dans *História. Revista da FLUP*, Porto, IV Série, vol. 1, 2011, pp. 23-27.
- JENKINS, Keith, « Ethical responsibility and the historian : on the possible end of a history “of a certain kind” », dans *History and Theory, Theme Issue*, n° 43, décembre 2003, pp. 43-60.
- LEMERCIER, Claire ; PICARD, Emmanuelle, « Quelle approche prosopographique ? », dans Laurent ROLLET ; Philippe NABONNAUD (dir.), *Les uns et les autres : biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2012. pp. 605-630.
- LEVI, Giovanni, « Les usages de la biographie », dans *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, 44<sup>e</sup> année, n° 6, 1989, pp. 1325-1336.
- MARCOS, Rui de Figueiredo, « Laços entre a Faculdade de Letras e a Faculdade de Direito no Século XX », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 42, 2011, pp. 131-147.
- MATOS, Sérgio Campos ; FREITAS, Joana Gaspar de, « Portugal » dans Ilaria PORCIANI ; Raphael LUTZ, *Atlas of european historiography, The making of a profession 1800-2005*, Londres, Palgrave Macmillan and European Science Foundation, 2010, pp. 122-124.
- MATOS, Sérgio Campos ; MOTA, David, “Portuguese and Spanish historiographies – proximity and distance” (em colaboração com David Mota), *The Contested Nation. Ethnicity, Class, Religion and Gender in National Histories* (éd. Stefan BERGER et Chris LORENZ), Londres, Palgrave MacMillan, 2010, pp. 339-366.
- MATOS, Sérgio Campos, « História e identidade nacional, A formação de Portugal na historiografia contemporânea », in *Lusotopie*, 2002, pp. 123-139.
- MATOS, Sérgio Campos, « O Curso Superior de Letras e a vulgarização histórica em Portugal em confronto (1858-1911) », Coimbra, Actes du Congrès « História da Universidade » au 7<sup>e</sup> centenaire de sa Fondation, 5 au 9 mars 1990, 1911, vol. 1, pp. 367-388.

- MATOS, Sérgio Campos, « sobre o Dicionário de Historiadores Portugueses – Da Academia Real das Ciências até ao final do Estado Novo (1779-1974) » dans *Ler História*, Lisbonne, n° 63, 2012, pp. 207-212.
- MENDES, José Maria Amado, « A História Económica e Social nos últimos vinte anos », dans *Revista Portuguesa de História*, tome 29, 1994, pp. 1-32.
- MENDES, José Maria Amado, « *A História na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra : investigação e ensino (1911-1926)* », Coimbra, Actes du Congrès « História da Universidade » au 7<sup>e</sup> centenaire de sa Fondation, 5 au 9 mars 1990, 1911, vol. 1, pp. 477-498.
- MENESES, Filipe Ribeiro de, « Slander, Ideological Differences, or Academic Debate ? The "Verão Quente" of 2012 and the State of Portuguese Historiography », dans *e-journal of Portuguese History*, vol. 10, n° 1, 2012, pp. 62-77, [en ligne].
- MONTEIRO, João Gouveia, « O Ensino da História Medieval Europeia na Faculdade de Letras de Coimbra (1941-2011) e no Portugal de hoje », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 42, 2011, pp. 313-345.
- MULLER, Pierre-Eugène, « de l’instruction publique à l’éducation nationale », dans *Mots*, vol. 61, n° 1, 1999, pp. 149-156.
- NUNES, João Paulo Avelãs, « O Estado, a historiografia e outras ciências/tecnologias sociais », dans *historiografias portuguesas e brasileiras no século XX. Olhares cruzados*, Coimbra, IUC, 2013, pp. 53-79.
- NUNO, Adérito Sedas, « Histórias, uma história e a História — sobre as origens das modernas Ciências Sociais em Portugal », dans *Análise Social*, vol. 100, 1988, pp. 11-55.
- OLIVEIRA, António de, « As Histórias da minha Geração : Uma Perspectiva Historiográfica », *Estudos em Homenagem a Luís António de Oliveira Ramos*, 2004, Faculdade de Letras da Universidade do Porto, pp. 83-98.
- OLIVEIRA, António de, « Seis décadas de História na Faculdade de Letras de Coimbra (1911-1970) : um esboço das suas tendências », dans *Revista Portuguesa de História*, tome XLII (2011), pp. 11-60.
- PASAMAR ALZURIA, Gonzalo, « La profesión de historiador en la España franquista », dans *Lecturas de la Historia, Nueve reflexiones sobre Historia de la Historiografía*, Zaragoza, Institución « Fernando el Católico », 2001, pp. 151-166.
- PAUL, Herman, « No historian of the name is only an historian », dans *Práticas da História*, n° 6, 2018, disponible en ligne, pp. 15-22
- PAUL, Herman, « What is a scholarly persona ? Ten theses on virtues, skills and desires », *History and Theory*, vol. 53, octobre 2014, pp. 348-371.

- PEREIRA, Miriam Halpern, « Breve reflexão acerca da historiografia portuguesa no século XX », dans *Ler História*, n° 21, 1991, pp. 5-15.
- PEREIRA, Miriam Halpern, « Dicionário de Historiadores Portugueses – Da Academia Real das Ciências até ao final do Estado Novo », dans *Ler História*, Lisbonne, n° 62, 2012, pp. 193-197.
- PEREIRA, Miriam Halpern, « Marc Bloch e a historiografia portuguesa », *Ler História*, n° 9, 1986, pp. 123-125.
- ROLDÃO, Helena, « Mundo Literário : semanário de crítica e informação literária, científica e artística (Lisboa, 1946-1948), Lisbonne, Bibliotecas municipais de Lisboa, 2014.
- ROSAS, Fernando, « Bilan sur l’historiographie des recherches sur l’État-Nouveau », dans *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n° 62 (avril-juin 1999), pp. 51-60.
- SANTOS, João Marinho Dos, « A docência e a investigação da história ultramarina na Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra (1911-1974) », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 42, 2011, pp. 347-365.
- SARDICA, José Miguel, « The Memory of the Portuguese First Republic throughout the Twentieth Century », dans *e-Journal of Portuguese History*, vol. 9, n° 1, été 2011, pp. 63-89, [en ligne].
- SCHÖTTLER, Peter, « L’érudition... et après ? Les historiens allemands avant et après 1945 », dans *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 5, année 1991, pp. 172-185.
- SEBASTIÁN, Javier Fernández, « Historia, historiografía, historicidad. Conciencia histórica y cambio conceptual », dans *Europa del sur y América latina. Perspectivas historiográficas*, Manuel Suárez CORTINA (éd.), Madrid, Biblioteca Nueva, 2014, pp. 25-64.
- SERRA, João Bonifácio, « Os estudos sobre o século XX na historiografia portuguesa do Pós-Guerra », in *Penélope*, n° 5, 1991, pp. 111-150.
- SOUSA, José Manuel Guedes de, « Diferentes concepções de história na *Vértice* durante o Estado Novo (1942-1974) », dans Sérgio Campos MATOS ; Maria Isabel JOÃO, *Historiografia e Res Publica*, Lisbonne, Centro de História da Universidade de Lisboa & Centro de Estudos das Migrações e das Relações Interculturais da Universidade Aberta, 2017, pp. 355-374.
- TORGAL, Luís Reis, « História... que história ? Algumas reflexões introdutórias à temática de história local e regional », *Revista de História das Ideias*, vol. 9, n° 2, Coimbra, Instituto de História e Teoria das Ideias, pp. 843-867.
- TRIGUERO, Rubén Pallol, « Le renouvellement du corps des professeurs d’histoire pendant le premier franquisme », traduction de Eva TOBOUL TARDIEU, dans *Vingtième Siècle. Revue d’Histoire*, n° 127, juillet-septembre 2015, pp. 101-115.

- VELOSO, Maria Teresa Nobre, « No septuagésimo aniversário da *Revista Portuguesa de História* – evocação », dans *Revista Portuguesa de História*, tome 42, 2011, pp. 389-390.
- VELOSO, Rita, « Rodrigues Lapa, Professor da Faculdade de Letras de Lisboa », dans *Actas do XII Encontro da Associação Portuguesa de Linguística*, Lisbonne, vol. II, 1997, pp. 587-604.
- VIEIRA, Carlos Eduardo, « *Intelligentsia* e intelectuais ; sentidos, conceitos e possibilidades para a história intelectual », dans *Revista Brasileira de História da Educação*, Campinas, n° 16, 2008, pp. 63-85.

### 3) Pouvoir et savoir

- *25 abril Imagens*, Lisbonne, Cinemateca Portuguesa, Abril 1984, (Entretiens avec Rui Simões, Osório Mateus, Luís Krus, José Manuel Costa, Jorge Molder, João Lopes, Manuel S. Fonseca), pp. 9-28.
- ALEXANDRE, Valentim, « Ideologia, economia e política : a questão colonial na implantação do Estado Novo », dans *Análise social*, vol. 28, n° 123-124, 1993, pp. 1117-1136.
- ARAÚJO, Christophe, « A Academia Portuguesa da História durante o Estado Novo (1937-1974), de uma recriação política a uma difícil existência como instituição autónoma », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 39, 2021, pp. 117-138.
- BAIÔA, Manuel, « a Censura como factor de formação e consolidação do Salazarismo : o caso do noticiário sobre política internacional na imprensa (1933-1935) », dans *A Formação e a Consolidação Política do Salazarismo e do Franquismo*, Lisbonne, Edições Colibri, 2012, pp. 155-193.
- CATROGA, Fernando, « O Republicanismo português (Cultura, história e política) », *História, Revista da Faculdade de Letras da Universidade do Porto*, Porto, III Série, vol. 11, 2010, pp. 95-119.
- CUNHA, Norberto Ferreira Da, « O salazarismo e a ideia da Europa », dans *O Federalismo europeu, história, política e utopia*, Lisbonne, Colibri, 2001, pp. 153-179.
- DUCLOS, Alexandre, « Lecture critique de *La pensée captive* », dans *Les cahiers psychologie politique*, n° 17, juillet 2010, [en ligne].
- GARCIA, José Luís Lima, « Propaganda no Estado Novo e os Concursos de Literatura Colonial, o concurso da Agência Geral das Colónias/Ultramar (1926-1974) », dans Luís Reis TORRAL et Heloísa PAULO (coord.), *Estados autoritários e totalitários e suas representações*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 2008, pp. 131-143.

- GARRIDO, Álvaro, « A Universidade e o Estado Novo : De “corporação orgânica” do regime a território de dissidência social », dans *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 81, juin 2008, pp. 133-153.
- GOMES, Joaquim Cardoso, « Os censores do 25 de Abril : o pessoal político da censura à imprensa », dans *Jornalismo & Jornalistas*, n° 57, janvier/juin 2014, pp. 6-34.
- GRUAS, Marc, « Traduire en portugais sous Salazar ou la contrainte du crayon bleu – l'exemple des *Parents terribles* de Jean Cocteau », dans *Reflexos*, n° 3, *Mélanges offerts au Professeur Christophe Gonzalez*, [en ligne].
- HOMEM, Armando Luís de Carvalho, « Os 25 anos da Faculdade de Letras : passado e presente » dans *História, Revista da Faculdade de Letras da Universidade do Porto*, 1987, vol. 4, pp. 293-308.
- LÉONARD, Yves, « Le Portugal et ses “sentinelles de pierre”, l'exposition du monde portugais en 1940 », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n° 62 (avril-juin 1999), pp. 27-37.
- LÉONARD, Yves, « Salazarisme et lusotropicalisme, histoire d'une appropriation », dans *Lusotopie*, 1997, pp. 211-226.
- LINZ, Juan José, « An Authoritarian Regime : The Case of Spain », dans Erik ALLARDT ; Yrjö LITTUNEN (éd.), *Cleavages, Ideologies, and Party Systems. Contributions to Comparative Political Sociology*, Helsinki, The Academic Bookstore, 1964, pp. 291-341.
- NETO, Vítor « Carneiro Pacheco e a Escola, O regresso de Deus », dans Luís Reis TORRAL ; Maria Manuela Tavares RIBEIRO ; *et alii* (coord.), *Tempo e História, Ideias e Políticas, Estudos para Fernando Catroga*, Coimbra, Almedina, 2015.
- NUNES, João Paulo Avelãs, « Historiografia e poder(es) : a Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra de 1911 e 1974 », dans *Vértice*, n° 62, septembre-octobre 1994, pp. 57-71.
- PACHECO, Cristina, « Os Integralistas no Secretariado de Propaganda Nacional », dans *CLIO – Revista do Centro de História da Universidade de Lisboa*, Lisbonne, vol. 2, 1997, pp. 137-152.
- PEREIRA, José Pacheco, « Contribuição para a história do Partido Comunista Português na Iª República (1921-1926) », dans *Análise Social*, Lisbonne, vol. XVII, n° 67-68, 1981, pp. 695-713.
- PIMENTEL, Irene Flunser, « A polícia política do Estado Novo português – PIDE/DGS, História, justiça e memória », dans *Acervo*, Rio de Janeiro, vol. 24, n° 1, pp. 139-156.
- PINTO, António Costa, « A formação do Integralismo Lusitano (1907-17) », dans *Análise Social*, vol. 18 (n° 72-73-74), 1982-1983, pp. 1409-1410.



- PINTO, António Costa, « L’Homme Nouveau salazariste. Élités et centres de socialisation politique dans l’État nouveau portugais » dans Marie-Anne MATARD-BONUCCI, Pierre MILZA (dir.), *L’homme nouveau dans l’Europe fasciste (1922-1945), entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004, pp. 109-123.
- PINTO, António Costa, « Le salazarisme et le fascisme portugais », dans *Vingtième Siècle. Revue d’histoire* n° 62 (avril-juin 1999), pp. 15-25.
- RAMOS, Rui, « O Fim da República », dans *Análise Social*, vol. XXXIV, n° 153, 2000, pp. 1059-1082.
- RIBEIRO, Cláudia Pinto, « Do texto ao contexto : Luuanda e a extinção da Sociedade Portuguesa de Escritores », dans Francisco TOPA ; Elsa PEREIRA (coord.), *De Luuanda a Luandino : Veredas*, Porto, CITCEM, 2015, pp. 43-54.
- ROSAS, Fernando, « Memória da violência e violência da memória », dans *Estado, Regimes e Revoluções ; Estudos em homenagem a Manuel de Lucena*, Lisbonne, Imprensa do Instituto de Ciências Sociais, 2012, pp. 371-386.
- ROSAS, Fernando, « O salazarismo e o homem novo : ensaio sobre o Estado Novo e a questão do totalitarismo », dans *Análise Social*, n° 157, 2001, pp. 1031-1054.
- SANTOS, Maria da Graça dos, « “Política do espírito” : o bom gosto obrigatório para embelezar a realidade », dans *Media & Jornalismo*, n° 12, 2008, pp. 59-72.
- SIMPSON, Duncan, « A Igreja Católica e o Estado Novo » dans *Locus : Revista de História*, vol. 18, n° 1, 2012, pp. 89-110.
- TORGAL, Luís Reis, « “Literatura oficial” no Estado Novo : os Prémios Literários do SPN/SNI », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 20, 1999, pp. 401-420.
- TORGAL, Luís Reis, « A Universidade em Portugal em período de transição para a democracia e para o neoliberalismo », dans *Espacio, Tiempo y Educación*, n° 2(2), 2015, pp. 155-171.
- TORGAL, Luís Reis, « Cinema e propaganda no Estado Novo, A “conversão dos descrentes” », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 18, 1996, pp. 277-337.
- TORGAL, Luís Reis, « Sobre a história do Estado Novo, Fontes, Bibliografia, Áreas de abordagem e problemas metodológicos », *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 14, 1992, pp. 529-554.
- VICENTE, António Pedro, « Franco em Portugal, o seu doutoramento *Honoris Causa* na Universidade de Coimbra – 1949 », dans *Revista de História das Ideias*, vol. 16, 1994, pp. 19-75.
- VICTORINO, José Guilherme, « Propaganda e Controlo Mediático no Primeiro Salazarismo : a Complementaridade de Actuação entre o SPN e o Aparelho Censório », dans *Media & Jornalismo* n° 23, vol. 12, n° 1 – automne/hiver, 2013, pp. 135-148.

#### 4) Les historiens portugais

- « Alexandre Marques Lobato, Curriculum », dans *Clio - Revista do Centro de História da Universidade de Lisboa*, vol. 5, 1985.
- « Entrevista com Armando Castro por António Mendonça, Carlos Bastien, Elivan Ribeiro », dans *Vértice*, juillet 1988, n° 4 de l'année, pp. 93-105.
- « Entrevista com Miriam Halpern Pereira », dans Jorge Freitas BRANCO ; Luísa Tiago de OLIVEIRA ; Carlos Oliveira SANTOS, *ISCTE, 35 anos, nascido para inovar*, Lisbonne, ISCTE, 2007, pp. 170-180.
- ALARCÃO, Jorge de, « Doutor Salvador Dias Arnaut », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 31, 1996, pp. 1-11.
- ALMEIDA, José, « Carlos Eduardo Soveral e o Brasil, prolegómenos para uma antropologia cultural da expansão portuguesa », communication du colloque *Errâncias de um imaginário, entre Brasil, Cabo Verde e Portugal*, Porto, Universidade do Porto, Faculdade de Letras, 2015, pp. 254-265.
- ALMODOVAR, António ; SILVA, Augusto Santos, « Entrevista ao Professor Armando Castro », dans *Cadernos de Ciências Sociais*, Porto, vol. 8-9, 1990, pp. 5-29.
- BASTIEN, Carlos ; CARDOSO, José Luís, « Em memória de Armando Castro (1918-1999) », dans *Ler História*, Lisbonne, n° 37, 1999, pp. 213-219.
- BASTIEN, Carlos, « A obra económica de Armando Castro », Instituto Superior de Economia e de Gestão, GHES Documento de Trabalho/Working Paper n° 19-2001, [en ligne].
- BRANDÃO, Tiago, « Migração científica no quadro do Estado Novo. O caso de Joaquim Barradas de Carvalho », dans *Seara Nova*, n° 1718, 2011, pp. 42-45.
- CATROGA, Fernando ; VELOSO, Aurélio, « António Sérgio : cartas do exílio a Joaquim de Carvalho (1927-1933) », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, n° 5 : « António Sérgio », pp. 951-1016.
- CATROGA, Fernando, « A historiologia de Sílvio Lima », dans *Estudos em homenagem a João Franciso Marques*, Porto, Faculdade de Letras da Universidade do Porto, 2001, pp. 333-348.
- COELHO, Maria Helena da Cruz, « Doutor Cónego Avelino de Jesus da Costa o Professor, o Mestre », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 25, 1990, pp. 309-317.
- CURTO, Diogo Ramada, « Vitorino Magalhães Godinho e a questão da escravatura », dans *Práticas de História*, n° 8, 2019, pp. 258-272.

- FREITAS, Duarte Manuel, « António Nogueira Gonçalves », dans *Dicionário Quem é Quem na Museologia Portuguesa*, Lisbonne, FCSH, 2019, pp. 140-142.
- FREITAS, Judite Antonieta Gonçalves de, « Perspectivas Históricas da obra de António da Silva Rego », dans *Revista da Faculdade de Ciências Humanas e Sociais*, n° 3, pp. 79-88.
- HOMEM, Armando Luís de Carvalho, « António Henrique de Oliveira Marques (1933-2007) : Historiography and Citizenship », dans *e-Journal of Portuguese History*, vol. 5, n° 2, hiver 2007, pp. 1-9, [en ligne].
- HOMEM, Armando Luís de Carvalho, « Os historiadores, esses desconhecidos », dans *Revista Portuguesa de História*, tome 29, 1994, pp. 33-53.
- LEMOS, Mário Matos e, « Caeiro da Mata em Vichy » dans *Clio : Revista do Centro de História da Universidade de Lisboa*, vol. 18/19, 2008-2009, pp. 311-364.
- MADEIRA, João, « O Sector de Coimbra, Os intelectuais e o partido », dans *História*, n° 17, février 1996, pp. 50-63.
- MAGALHÃES, Joaquim Romero, « De Victorini Magalhães Godinho Vita, Scriptis et in adversis animi fortitudine » dans *Estudos e ensaios, em homenagem a Vitorino Magalhães Godinho*, Lisbonne, Livraria Sá da Costa, 1988, pp. 1-16.
- MELO, Ana Ávila de ; CARDOSO, João Luís, « Virgínia Rau. Uma medievalista na pré-história », dans *Estudos Arqueológicos de Oeiras*, n° 21, Oeiras, Câmara Municipal, 2014, pp. 511-546.
- MENDONÇA, Manuela, « António de Vasconcelos – 1º Presidente da Academia Portuguesa da História (1937-1944) », dans *Revista Portuguesa de História*, n° 42, 2011, pp. 263-298.
- MONTEIRO, António de Castro Xavier, « No Centenário do nascimento de Alfredo Pimenta », dans *Boletim de Trabalhos Históricos*, Guimarães, vol. XXXIV, 1983, pp. 2-10.
- MOTA, Carlos Guilherme, « Joaquim Barradas de Carvalho », *Revistas avançadas*, vol. 8, n° 22, septembre/décembre, 1994, pp. 289-295.
- MOTA, Comandante Avelino Teixeira da, « A Obra da Prof. Doutora Virgínia Rau no Campo da História Marítima », Lisbonne, Centro de Estudos de Marinha, separata, 1974.
- NUNES, Henrique Barreto, « Victor de Sá : um Homem na História », dans Centro de História da Universidade do Porto (org.), separata, *Estudos de História Contemporânea portuguesa*, Lisbonne, Horizonte, 1991.
- OLIVEIRA, António de, « Jubilação Universitária do Doutor Salvador Dias Arnaut », dans *Revista Portuguesa de História*, n° XXII, 1985, pp. 201-206.
- PEREIRA, Gaspar Martins ; ALVES, Luís Alberto, « In Memoriam. Vítor de Sá (1921-2004) », *História, Revista da Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa*, vol. 5, 2004, pp. 9-11.

- PEREIRA, Miriam Halpern, « Historiadora e militante política », dans *Arquipélago História*, 2<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> XIII, 2009, pp. 11-17.
- PINTO, Antonieta Maria da Silva, « João Ameal : O homem e a ideia de história », dans *Vértice*, vol. 62, septembre-octobre 1994, pp. 47-45.
- PINTO, Antonieta Maria da Silva, « Um Ideólogo no Estado Novo : João Ameal, Historiador », dans *Revista de História das Ideias*, Coimbra, vol. 17, 1995, pp. 125-165.
- SANTOS, Maria José Azevedo, « *Liber Fidei Sanctae Bracarensis Ecclesiae*. Edición crítica por el padre Avelino de Jesus da Costa », dans *Ad Limina*, vol. 8, n<sup>o</sup> 8, Saint-Jacques de Compostelle, 2017, pp. 209-211.
- SOUSA-DIAS, José Pedro, « “Meninas prendadas” e “Fêmeas ambiciosas” : Portugal, Cajal e o papel da mulher na investigação biológica na primeira metade do século XX » dans Maria Cristina PIMENTEL ; Paulo Farmhouse ALBERTO, (éd.) ; Ana MATAFOME ; Ricardo NOBRE ; Rui Carlos FONSECA, (révision), *Vir bonus peritissimus aequae. Estudos de homenagem a Arnaldo do Espírito Santo*, Lisbonne, Centro de Estudos Clássicos, 2013, pp. 989-1008.
- SOUSA, Pio G. Alves de, « Avelino de Jesus da Costa, *in memoriam* (1908-2000), dans *Anuario de Historia de la Iglesia*, n<sup>o</sup> 12, 2003, pp. 445-447.
- SOUSA, Pio G. Alves de, « Homenagem al Prof. Avelino de Jesus da Costa » dans *Anuario de Historia de la Iglesia*, n<sup>o</sup> 4, 1995, pp. 499-501.
- TORGAL, Luís Reis, « “A bem da Nação”, Costa Brochado “político funcional” e “historiográfico” ao serviço do regime de Salazar », dans *Cultura*, vol. 22, 2006, pp. 87-113.

## V) Ressources en ligne

Les ressources en ligne ont été abondamment utilisées à l’heure de la numérisation toujours croissante de l’information et encore plus dans la mesure où la majeure partie de la rédaction a été faite pendant la période de disettes des bibliothèques du fait de la crise sanitaire qui a affecté le monde à partir de mars 2020. Pour les sites qui sont mobilisés à plusieurs reprises, notamment le *Dicionário de Historiadores Portugueses*, je ne les mentionne qu’une seule fois afin d’éviter une multiplication des références. De même, j’ai décidé de ne pas inclure les sites de journaux consultés ponctuellement, afin de ne pas allonger la liste. Les liens sont en revanche mentionnés au fur et à mesure du texte.

## 1) Dictionnaires et revues en ligne

- <http://cvc.instituto-camoes.pt/figuras/index1.html> (quelques entrées sur les « figures de la culture portugaise »)

- <http://dichp.bnportugal.pt/> (dictionnaire des historiens portugais, coordonné par Sérgio Campos Matos)

- <https://praticasdahistoria.pt/> (*Práticas da História*, revue bisannuelle)

- [https://www.brown.edu/Departments/Portuguese\\_Brazilian\\_Studies/ejph/](https://www.brown.edu/Departments/Portuguese_Brazilian_Studies/ejph/) (*E-journal of Portuguese History*, revue bisannuelle en ligne éditée par l'université de Porto et par l'université de Brown)

<http://atilf.atilf.fr/tlf.htm> (Trésor de la langue française)

<http://catalogo.bnportugal.gov.pt/ipac20/ipac.jsp?profile=> (catalogue de la BNP)

<http://porbase.bnportugal.pt/ipac20/ipac.jsp?profile=> (équivalent SUDOC portugais)

<http://webopac.sib.uc.pt/search~S17> (catalogue des bibliothèques de Coimbra)

<https://catalogue.bnf.fr/index.do> (catalogue de la BNF)

<https://crisco2.unicaen.fr/des/> (dictionnaire des synonymes)

<https://data.bnf.fr/>

<https://dictionary.cambridge.org/> (dictionnaire de l'université de Cambridge)

<https://dictionnaire-academie.fr/> (dictionnaire de l'Académie française)

<https://dle.rae.es/histori%C3%B3logo?m=form> (Dictionnaire de l'Académie royale espagnole)

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia> (Qui n'a jamais vérifié une date sur Wikipédia ? Ce serait mentir que de ne pas mentionner cette encyclopédie participative : elle permet, en variant les langues, de trouver des informations ponctuelles, bien sûr à vérifier à chaque fois. Elle conduit surtout à des références bibliographiques voire des sources très utiles).

<https://www.cairn.info/>

<https://www.deepl.com/translator> (site en ligne de traduction, très efficace)

<https://www.infopedia.pt/> (dictionnaire Porto Editora, qui contient aussi une partie encyclopédie)

<https://www.infopedia.pt/dicionarios/portugues-frances> (Dictionnaire de portugais/français)

<https://www.larousse.fr/> (dictionnaire Larousse mais aussi son encyclopédie)

<https://www.lexico.com/> (dictionnaire de l'université d'Oxford)

<https://www.lexilogos.com/latin/gaffiot.php> (dictionnaire latin français)

<https://www.persee.fr>

<https://www.universalis.fr/encyclopedie/encyclopedie/> (l'Encyclopædia Universalis)

## 2) Sites d'institutions consultés

### Sites d'institutions universitaires portugaises

Universités de Lisbonne et centres rattachés

[http://memoria.ul.pt/index.php/Faculdade\\_de\\_Letras\\_da\\_Universidade\\_de\\_Lisboa](http://memoria.ul.pt/index.php/Faculdade_de_Letras_da_Universidade_de_Lisboa)

<http://www.centrodehistoria-flul.com/>

<https://www.ics.ulisboa.pt/cronologia>

<https://www.iscte-iul.pt/conteudos/iscteiu/quem-somos/12/historia>

<https://www.ulisboa.pt/info/historia>

Université de Coimbra et centres rattachés

[http://www.uc.pt/sobrenos/historia/marcoshistoricos\\_xii\\_xvi/](http://www.uc.pt/sobrenos/historia/marcoshistoricos_xii_xvi/) (université de Coimbra)

<https://www.academica.pt/> (l'Association académique de Coimbra)

<https://www.uc.pt/bguc/BibliotecaGeral/Historia> (site de la bibliothèque générale)

[https://www.uc.pt/imprensa\\_uc/imprensa/historia](https://www.uc.pt/imprensa_uc/imprensa/historia) (Presses universitaires de Coimbra)

Université de Porto

[https://sigarra.up.pt/up/pt/web\\_base.gera\\_pagina?p\\_pagina=1024015](https://sigarra.up.pt/up/pt/web_base.gera_pagina?p_pagina=1024015)

[https://sigarra.up.pt/up/pt/web\\_base.gera\\_pagina?p\\_pagina=historia](https://sigarra.up.pt/up/pt/web_base.gera_pagina?p_pagina=historia)

Autres universités

<http://www.ua.pt/PageText.aspx?id=152>

<https://www.uminho.pt/PT/uminho/Informacao-Institucional/Paginas/Historia.aspx>

Fondation Calouste Gulbenkian

*Ce n'est pas une institution publique mais son importance est si forte pour le monde universitaire qu'elle me semble à placer ici*

<https://gulbenkian.pt/> (site du siège, situé à Lisbonne)

<https://gulbenkian.pt/paris/> (Pour la délégation en France, fondamentale)

## **Sites d'institutions publiques portugaises ou d'autres nationalités :**

[http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa%5Chtml/pdf/n/nogueira\\_alberto\\_marciano\\_gorjao\\_franco.pdf](http://app.parlamento.pt/PublicacoesOnLine/OsProcuradoresdaCamaraCorporativa%5Chtml/pdf/n/nogueira_alberto_marciano_gorjao_franco.pdf)

<http://cijvs.cm-santarem.pt/> (Centre Joaquim Veríssimo Serrão)

<http://hemerotecadigital.cm-lisboa.pt/> (Bibliothèque digitale de Lisbonne)

<http://whc.unesco.org/fr/list/1387>

<http://www.acad-ciencias.pt/> (Académie des sciences de Lisbonne)

<http://www.academie-francaise.fr/linstitution/lhistoire> (Académie française)

<http://www.bpe.pt/A-Biblioteca/Info#Sobre> (Bibliothèque publique d'Évora)

<http://www.csic.es/historia>

<http://www.gremioliterario.pt/index.php> (Grémio Literário)

<http://www.museuartecontemporanea.gov.pt/pt/museu/historia> (Musée d'art contemporain)

<https://academiaportuguesadahistoria.gov.pt/wp/> (Académie portugaise d'histoire)

<https://digitalq.arquivos.pt/> (site des ANTT)

<https://www.aatt.org/site/> (ce site est celui d'une association, l'Association des amis de la Torre do Tombo mais ses notices sont extrêmement rigoureuses)

<https://www.amap.pt/p/historia> (Archives municipales de Guimarães)

[https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpgid=ine\\_main&xpid=INE](https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpgid=ine_main&xpid=INE)

<https://www.instituto-camoes.pt/> (site de l'Institut Camões)

<https://www.pordata.pt/Home> (équivalent de l'INSEE portugais)

<https://www.rah.es/resumen-historico/> (Académie royale d'histoire espagnole)

[www.cm-lisboa.pt/publicacoes-digitais/ultimas?eID=dam\\_frontend\\_push&docID=52883](http://www.cm-lisboa.pt/publicacoes-digitais/ultimas?eID=dam_frontend_push&docID=52883)

## **VI) Œuvres d'art**

### **1) Cinéma**

Pour la distribution, le distributeur français mentionné est le plus récent. Le cas échéant, il s'agit de celui du pays s'il n'y a pas eu de distribution en France. Quant à la date, il s'agit de l'année de la première distribution et non du tournage.

- CANIJO, João, *Fantasia lusitana*, 2010, 65 minutes.
- DONNERSMARCK Florian Henckel von, *La Vie des autres*, Océan Films, 2006, 137 minutes.
- DIAS, Susana de Sousa, *48*, Kintop, 2010, 93 minutes.
- LUMIÈRE, Louis, *Arroseur arrosé*, Société Lumière, 1895, 49 secondes.
- MIRANDA, Armando de, *Capas Negras*, 1947, 103 minutes.
- MEDEIROS, Maria de, *Capitaine d'Avril*, Rezo films, 2000, 123 minutes.
- GOMES, Miguel, *Tabou*, Shellac, 2012, 118 minutes.
- SIMÕES, Rui, *Deus, Pátria, Autoridade*, 1976, 103 minutes.

## 2) Artistes

- GNR, « Portugal na CEE », single, EMI, 1981.





# Table des illustrations

|   |     |
|---|-----|
| FIGURE 1 : COUVERTURE DU JOURNAL <i>NOTÍCIAS ILUSTRADO</i> , JUILLET 1932. ....                                     | 28  |
| FIGURE 2 : PRISONNIERS POLITIQUES DURANT LA PÉRIODE 1932-1945.....  | 114 |
| FIGURE 3 : PROFESSION DES PRISONNIERS POLITIQUES SUR LA PÉRIODE 1945-1974.....                                      | 115 |
| FIGURE 4 : INTELLECTUELS EMPRISONNÉS SUR LA PÉRIODE 1945-1974.....  | 115 |
| FIGURE 5: OCCURRENCE DES TERMES DANS LA TABLE DES MATIÈRES DE CINQ OUVRAGES HISTORIOGRAPHIQUES FRANÇAIS.....        | 134 |
| FIGURE 6 : DIAGRAMME DES FORMATIONS SUIVIES PAR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA MONARCHIE .....               | 168 |
| FIGURE 7 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES FRÉQUENTÉES PAR LA GÉNÉRATION DE LA MONARCHIE .....               | 169 |
| FIGURE 8 : DIAGRAMME DES TITULAIRES OU NON D'UN DOCTORAT POUR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA MONARCHIE ...   | 171 |
| FIGURE 9 : DIAGRAMME DU NOMBRE D'HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA MONARCHIE AYANT ENSEIGNÉ DANS LE SUPÉRIEUR ..    | 171 |
| FIGURE 10 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES D'EXERCICE DE LA GÉNÉRATION DE LA MONARCHIE .....                | 172 |
| FIGURE 11 : DIAGRAMME DES FORMATIONS SUIVIES PAR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA RÉPUBLIQUE .....             | 173 |
| FIGURE 12 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES FRÉQUENTÉES PAR LA GÉNÉRATION DE LA RÉPUBLIQUE .....             | 174 |
| FIGURE 13 : DIAGRAMME DES TITULAIRES OU NON D'UN DOCTORAT POUR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA RÉPUBLIQUE..   | 175 |
| FIGURE 14 : DIAGRAMME DU NOMBRE D'HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA RÉPUBLIQUE ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR .....   | 175 |
| FIGURE 15 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES D'EXERCICE DE LA GÉNÉRATION DE LA RÉPUBLIQUE .....               | 176 |
| FIGURE 16 : DIAGRAMME DES FORMATIONS SUIVIES PAR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA TRANSITION AUTORITAIRE ..... | 178 |
| FIGURE 17 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES FRÉQUENTÉES PAR LA GÉNÉRATION DE LA TRANSITION AUTORITAIRE ..... | 179 |
| FIGURE 18 : TITULAIRES OU NON D'UN DOCTORAT POUR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA TRANSITION AUTORITAIRE ..... | 180 |
| FIGURE 19 : NOMBRE D'HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA TRANSITION AUTORITAIRE ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR .....    | 181 |
| FIGURE 20 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES D'EXERCICE DE LA GÉNÉRATION DE LA TRANSITION AUTORITAIRE.....    | 182 |
| FIGURE 21 : DIAGRAMME DES FORMATIONS SUIVIES PAR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION OLIVEIRA SALAZAR (N=61). ....      | 183 |
| FIGURE 22 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES FRÉQUENTÉES PAR LA GÉNÉRATION OLIVEIRA SALAZAR (N=58).....       | 184 |
| FIGURE 23 : DIAGRAMME DES TITULAIRES OU NON D'UN DOCTORAT POUR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION OLIVEIRA SALAZAR .   | 185 |
| FIGURE 24 : DIAGRAMME DU NOMBRE D'HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION OLIVEIRA SALAZAR ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR .....   | 185 |
| FIGURE 25 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES D'EXERCICE DE LA GÉNÉRATION OLIVEIRA SALAZAR .....               | 186 |
| FIGURE 26 : DIAGRAMME DES FORMATIONS SUIVIES PAR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA GUERRE COLONIALE .....       | 187 |
| FIGURE 27 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES FRÉQUENTÉES PAR LA GÉNÉRATION DE LA GUERRE COLONIALE .....       | 188 |
| FIGURE 28 : TITULAIRES OU NON D'UN DOCTORAT POUR LES HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA GUERRE COLONIALE.....        | 189 |
| FIGURE 29 : NOMBRE D'HISTORIENS DE LA GÉNÉRATION DE LA GUERRE COLONIALE ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR .....          | 189 |
| FIGURE 30 : DIAGRAMME DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES D'EXERCICE DE LA GÉNÉRATION DE LA GUERRE COLONIALE.....          | 190 |
| FIGURE 31 : DIAGRAMME DU LIEU DE NAISSANCE DES HISTORIENS PORTUGAIS SUR L'ENSEMBLE DE LA PÉRIODE AUTORITAIRE .....  | 192 |
| FIGURE 32 : DIAGRAMME DES DISTRICTS PORTUGAIS OU TERRITOIRES IMPÉRIAUX DE NAISSANCE DES HISTORIENS .....            | 193 |

|  |     |
|--|-----|
| FIGURE 33 : CARTE DES DISTRICTS DE NAISSANCE DES HISTORIENS NÉS AU PORTUGAL ACTUEL, EXPRIMÉ EN % .....               | 194 |
| FIGURE 34 : PART DES ÉTUDIANTS DANS LA POPULATION ÂGÉE DE 20 À 24 ANS, ENTRE 1930 ET 1970 .....                      | 197 |
| FIGURE 35 : PART DES ÉTUDIANTS ET DE LA POPULATION ÂGÉE DE 20 À 24 ANS N'ÉTUDIANT PAS, ENTRE 1930 ET 1970 .....      | 198 |
| FIGURE 36 : DIAGRAMME DE RÉPARTITION PAR GENRE DE L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTÉ HISTORIENNE .....                      | 199 |
| FIGURE 37 : DIAGRAMME DE LA RÉPARTITION PAR GENRE ET PAR GÉNÉRATION DE LA COMMUNAUTÉ HISTORIENNE.....                | 200 |
| FIGURE 38 : DIAGRAMME DES FORMATIONS INITIALES SUPÉRIEURES SUIVIES PAR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTÉ HISTORIENNE ..    | 203 |
| FIGURE 39 : PART DE LA LICENCE D'HISTOIRE PARMIS LES FORMATIONS SUIVIES AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ HISTORIENNE.....    | 204 |
| FIGURE 40 : DIAGRAMME DES LIEUX D'OBTENTION D'UNE LICENCE DE L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTÉ HISTORIENNE .....           | 205 |
| FIGURE 41 : DIAGRAMME DES LIEUX DE FORMATION DES HISTORIENS, PAR GÉNÉRATION .....                                    | 206 |
| FIGURE 42 : RÉPARTITION DES UNIVERSITÉS ET DES AUTRES INSTITUTS SUPÉRIEURS DANS LES FORMATIONS .....                 | 207 |
| FIGURE 43 : DIAGRAMME DE LA PROPORTION DE DOCTEURS SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTÉ HISTORIENNE. ....                 | 207 |
| FIGURE 44 : DIAGRAMME DE LA PROPORTION DE DOCTEURS SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTÉ, PAR GÉNÉRATION .....             | 208 |
| FIGURE 45 : RÉPARTITION DES UNIVERSITÉS D'OBTENTION DU DOCTORAT POUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTÉ HISTORIENNE ...     | 209 |
| FIGURE 46 : DIAGRAMME DES DISCIPLINES DE DOCTORAT DE L'ENSEMBLE DES DOCTEURS DE LA COMMUNAUTÉ HISTORIENNE.....       | 209 |
| FIGURE 47 : DIAGRAMME DE RÉPARTITION DES DOCTORATS D'HISTOIRE ET D'AUTRES DISCIPLINES, PAR GÉNÉRATION .....          | 210 |
| FIGURE 48 : DIAGRAMME DE LA PROPORTION D'HISTORIENS ENSEIGNANT DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC .....            | 211 |
| FIGURE 49 : DIAGRAMME DE LA PROPORTION D'HISTORIENS ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR, PAR GÉNÉRATION .....               | 212 |
| FIGURE 50 : DIAGRAMME DU DERNIER GRADE OCCUPÉ PAR LES HISTORIENS ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR.....                   | 212 |
| FIGURE 51 : DERNIERS POSTES OCCUPÉS PAR LES HISTORIENS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, PAR GÉNÉRATION .....           | 213 |
| FIGURE 52 : DIAGRAMME DES LIEUX D'EXERCICE DES HISTORIENS ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR .....                         | 214 |
| FIGURE 53 : DIAGRAMME DES LIEUX D'EXERCICE DES HISTORIENS ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR, PAR GÉNÉRATION.....          | 215 |
| FIGURE 54 : DIAGRAMME DU POSITIONNEMENT POLITIQUE DE LA COMMUNAUTÉ HISTORIENNE .....                                 | 225 |
| FIGURE 55 : DIAGRAMME DU POSITIONNEMENT POLITIQUE DES HISTORIENS, PAR GÉNÉRATION.....                                | 226 |
| FIGURE 56 : DIAGRAMME DU POSITIONNEMENT POLITIQUE DE LA GÉNÉRATION DE LA MONARCHIE .....                             | 227 |
| FIGURE 57 : DIAGRAMME DU POSITIONNEMENT POLITIQUE DE LA GÉNÉRATION DE LA RÉPUBLIQUE .....                            | 228 |
| FIGURE 58 : DIAGRAMME DU POSITIONNEMENT POLITIQUE DE LA GÉNÉRATION DE LA TRANSITION AUTORITAIRE .....                | 229 |
| FIGURE 59 : DIAGRAMME DU POSITIONNEMENT POLITIQUE DE LA GÉNÉRATION OLIVEIRA SALAZAR.....                             | 231 |
| FIGURE 60 : DIAGRAMME DU POSITIONNEMENT POLITIQUE DE LA GÉNÉRATION DE LA GUERRE COLONIALE.....                       | 232 |
| FIGURE 61 : ARTICLE DE FERNANDO PITEIRA SANTOS « BILLET DE FÉLICITATIONS SUR PAPIER DE TOURNESOL ». ....             | 238 |
| FIGURE 62 : AUTEURS AYANT REÇU LE PRIX ALEXANDRE HERCULANO DURANT LA PÉRIODE 1934-1961.....                          | 268 |
| FIGURE 63 : COUVERTURE DU SUPPLÉMENT DU JOURNAL <i>O SÉCULO</i> DÉDIÉ À L'EMPIRE COLONIAL PORTUGAIS, JUIN 1940.....  | 303 |
| FIGURE 64 : APPARTENANCE DE L'ENSEMBLE DES HISTORIENS AUX ACADÉMIES LIÉES À L'HISTOIRE .....                         | 361 |
| FIGURE 65 : GRAVURE RÉALISÉE EN 1939 PAR JAIME MARTINS BARATA .....  | 365 |
| FIGURE 66 : PLACE DES HISTORIENS ACCOMMODÉS AU SEIN DES 30 SIÈGES RÉSERVÉS AUX ACADÉMICIENS PORTUGAIS DE L'APH ...   | 381 |
| FIGURE 67 : APPARTENANCE OU NON DES HISTORIENS ACCOMMODÉS AUX DEUX ACADÉMIES LIÉES À L'HISTOIRE. ....                | 382 |
| FIGURE 68 : PROPORTION DES HISTORIENS ACCOMMODÉS APPARTENANT À UNE DES DEUX ACADÉMIES LIÉES À L'HISTOIRE.....        | 382 |
| FIGURE 69 : BUDGET ANNUEL DE L'APH DURANT LA PREMIÈRE DÉCENNIE DE SON EXISTENCE, D'APRÈS LES <i>BULLETINS</i> . .... | 393 |
| FIGURE 70 : BUDGET ANNUEL DE L'APH DURANT LA DERNIÈRE DÉCENNIE, D'APRÈS LES <i>BULLETINS</i> DE L'APH.....           | 393 |

|  |     |
|--|-----|
| FIGURE 71 : DIAGRAMME DES HISTORIENS ACCOMMODÉS AYANT ENSEIGNÉ DANS LE SUPÉRIEUR PUBLIC.....                         | 395 |
| FIGURE 72 : NOMBRE D'HISTORIENS ACCOMMODÉS AYANT ENSEIGNÉ DANS LE SUPÉRIEUR PUBLIC.....                              | 397 |
| FIGURE 73 : CURSUS HONORUM AU SEIN DE L'UNIVERSITÉ DE L'HISTORIEN ACCOMMODÉ ENTRE 1926-1941.....                     | 398 |
| FIGURE 74 : CURSUS HONORUM AU SEIN DE L'UNIVERSITÉ ENTRE 1941 ET 1974.....   | 399 |
| FIGURE 75 : TABLEAU DES CURSUS DE LICENCE D'HISTOIRE-PHILOSOPHIE/HISTOIRE D'APRÈS LES DÉCRETS RESPECTIFS .....       | 417 |
| FIGURE 76 : BOURSES OBTENUES PAR AVELINO DE JESUS DA COSTA AU COURS DE SA CARRIÈRE À L'UNIVERSITÉ DE COIMBRA .....   | 439 |
| FIGURE 77 : HISTORIENS ACCOMMODÉS AYANT APPARTENU À L'ACL DURANT LE RÉGIME AUTORITAIRE. ....                         | 447 |
| FIGURE 78 : EXTENSION PAR TYPE D'HISTOIRE DANS L' <i>HISTOIRE DU PORTUGAL</i> POUR LES SEPT PREMIERS VOLUMES. ....   | 489 |
| FIGURE 79 : EXTENSION DES PÉRIODES <i>HISTOIRE DU PORTUGAL</i> DE DAMIÃO PERES (POUR LES SEPT PREMIERS VOLUMES)..... | 489 |
| FIGURE 80 : DIAGRAMME DU POURCENTAGE DE PERSONNES DIPLÔMÉES EMPRISONNÉES ENTRE 1932 ET 1960.....                     | 564 |
| FIGURE 81 : RÉCAPITULATIF DES OUVRAGES ÉCRITS PAR DES HISTORIENS EN OPPOSITION INTERDITS .....                       | 585 |
| FIGURE 82 : PHOTOGRAPHIE DU DOSSIER DE JOAQUIM BARRADAS DE CARVALHO, LETTRE DU 14 MARS 1975.....                     | 595 |
| FIGURE 83 : COMPARATIF ENTRE LA PREMIÈRE VERSION ET CELLE PUBLIÉE D'UN TEXTE DE OLIVEIRA MARQUES. ....               | 619 |
| FIGURE 84 : PART DES HISTORIENS EN OPPOSITION ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA PÉRIODE ..... | 654 |
| FIGURE 85 : NOMBRE D'HISTORIENS EN OPPOSITION ENSEIGNANT DANS LE SUPÉRIEUR PUBLIC, PAR GÉNÉRATION. ....              | 655 |
| FIGURE 86 : LIVRES D'HISTOIRE ÉCRITS LORSQU'AUGUSTO DA COSTA DIAS ÉTAIT DIRECTEUR DE <i>PORTUGÁLIA EDITORA</i> ..... | 772 |
| FIGURE 87 : CONTRIBUTRICES ET CONTRIBUTEURS DU <i>DICTIONNAIRE D'HISTOIRE DU PORTUGAL</i> DIRIGÉ. ....               | 812 |
| FIGURE 88 : EDUARDO ARROYO RODRÍGUEZ, <i>CUATRO DICTADORES</i> , MADRID, MUSÉE REINA ARTE SOFIA, 1963. ....          | 862 |
| FIGURE 89 : « LE PORTUGAL N'EST PAS UN PETIT PAYS », CARTE PRODUITE PAR HENRIQUE GALVÃO, 1936. ....                  | 890 |
| FIGURE 90 : POPULATION DU PORTUGAL CONTINENTAL AUX DATES DES RECENSEMENTS DÉCENNAUX ENTRE 1920 ET 1970.....          | 891 |
| FIGURE 91 : TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE EN ‰ POUR LE PORTUGAL MÉTROPOLITAIN ET LA FRANCE ENTRE 1920 ET 1970. ....    | 892 |
| FIGURE 92 : TAUX D'ANALPHABÉTISME AU PORTUGAL POUR LA POPULATION AU-DESSUS DE L'ÂGE DE 7 ANS .....                   | 893 |
| FIGURE 93 : TAUX D'URBANISATION DU PORTUGAL CONTINENTAL ENTRE 1920 ET 1970.....                                      | 894 |
| FIGURE 94 : RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE DU PORTUGAL MÉTROPOLITAIN PAR SECTEUR ENTRE 1920 ET 1970.....        | 894 |
| FIGURE 95 : PLAQUE POSÉE SUR LA MAISON NATALE DE SALAZAR .....   | 905 |
| FIGURE 96 : ÉPITAPHES POSÉES EN FACE DE LA TOMBE D'ANTÓNIO DE OLIVEIRA SALAZAR .....                                 | 906 |



# Index<sup>1</sup>

## A

- Albuquerque, Luís de** . 224, 383, 550, 576, 577, 578, 642, 655, 759, 832, 954, 1058, 1094
- Almeida, Fortunato de** 142, 143, 222, 447, 832, 913, 960, 1026
- Almeida, Manuel Lopes de**...98, 312, 313, 316, 374, 380, 385, 401, 403, 407, 409, 410, 411, 413, 424, 530, 533, 535, 537, 543, 577, 702, 1061, 1062
- Ameal, João** 225, 240, 241, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 267, 274, 275, 276, 277, 279, 281, 282, 283, 289, 306, 474, 1097, 1115
- APH** 13, 143, 163, 193, 224, 228, 235, 236, 237, 259, 269, 283, 301, 302, 306, 312, 314, 316, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 434, 445, 446, 449, 459, 469, 499, 504, 523, 524, 535, 748, 798, 812, 848, 910, 911, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 925, 927, 928, 930, 932, 1122
- Arnaut, Salvador Dias** . 157, 183, 268, 315, 383, 386, 401, 402, 403, 407, 409, 422, 423, 424, 425, 428, 456, 502, 503, 504, 507, 823, 949, 962, 1062, 1113, 1114
- Azevedo, Cândido de**.. 121, 123, 124, 125, 126, 220, 565, 583, 585, 587, 588, 591, 592, 597, 616, 622, 637, 638, 639, 773, 774, 775, 869
- Azevedo, João Lúcio de** ..... 545, 779

## B

- Bataillon, Marcel** .....600, 686, 718, 878
- Beirão, Caetano** .. 229, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 267, 283, 474

- Bensaúde, Joaquim**.....170, 244, 380, 384, 421, 462, 476, 477, 478, 479, 495, 496, 782, 783, 797, 798, 799, 800, 820, 942, 1061
- BNP**.. 13, 34, 201, 202, 530, 546, 590, 601, 621, 748, 778, 783, 825, 868, 869, 870, 890, 1094, 1116
- Brandão, Mário Mendes dos Remédios de Sousa** .... 385, 401, 402, 413, 424, 456, 457, 1061, 1062
- Brásio, António** ..... 178, 380, 523, 524, 525
- Braudel, Fernand** ..34, 116, 201, 329, 330, 434, 435, 509, 510, 528, 598, 633, 674, 685, 686, 687, 691, 693, 698, 700, 721, 736, 737, 738, 746, 757, 758, 779, 785, 797, 805, 830, 944, 1063
- Brazão, Eduardo**..... 301, 302, 450
- Brochado, Idalino da Costa** 164, 225, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 262, 267, 282, 320, 446

## C

- Cabral, Manuel Villaverde** ..9, 36, 82, 334, 335, 338, 339, 610, 684, 685, 745, 746, 979, 1006, 1043, 1058, 1072, 1095
- Caetano, Marcelo** . 19, 25, 89, 95, 97, 109, 120, 123, 125, 126, 128, 220, 255, 257, 294, 302, 307, 312, 313, 314, 331, 369, 374, 377, 378, 380, 494, 516, 521, 522, 528, 565, 566, 583, 597, 616, 622, 637, 687, 738, 773, 806, 822, 832, 853, 868, 880, 883, 1055, 1061, 1069, 1084
- Carmona, Óscar** ... 19, 28, 55, 99, 367, 369, 514, 666, 787
- Carvalho, Joaquim Barradas de**... 24, 239, 240, 241, 242, 243, 282, 283, 299, 300, 327, 329, 337, 342, 343, 344, 415, 560, 569, 570, 571, 595, 612, 620, 631, 632, 657, 658, 667, 673, 683, 685, 686, 687, 688, 693, 717, 720, 721, 725, 731, 736, 738, 747, 755, 757, 759, 804, 805, 832, 838, 852, 1021, 1057, 1063, 1113, 1114, 1123

<sup>1</sup> Dans cet index sont considérés : les historiennes et les historiens portugais, les historiens en contact avec le Portugal ainsi que les institutions universitaires portugaises.

**Carvalho, Joaquim de** ... 71, 173, 174, 242, 244, 245, 246, 311, 330, 344, 345, 490, 494, 535, 550, 576, 600, 601, 655, 656, 789, 793, 829, 832, 835, 1057, 1072, 1113

**Castro, Armando** 183, 248, 299, 300, 327, 337, 338, 550, 569, 584, 593, 602, 605, 606, 612, 649, 651, 655, 667, 669, 670, 676, 677, 714, 715, 725, 726, 735, 736, 739, 741, 747, 751, 757, 759, 768, 771, 772, 777, 813, 814, 815, 816, 817, 826, 832, 838, 839, 941, 944, 1026, 1057, 1113

**Cavalheiro, António Rodrigues** ..225, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 267, 277, 278, 281, 302, 392

**Cerejeira, Manuel Gonçalves** . 74, 88, 173, 412, 413, 619, 853, 870, 875

**Cidade, Hernâni** .. 223, 245, 248, 328, 329, 340, 494, 495, 496, 497, 810, 853

**Cintra, Luís Filipe Lindley**....224, 242, 315, 361, 382, 447, 448, 449, 574, 584, 585, 655, 762, 1061

**Coelho, António Borges**....9, 24, 152, 183, 196, 247, 248, 321, 324, 325, 326, 327, 333, 334, 335, 336, 337, 339, 343, 344, 418, 419, 569, 584, 585, 588, 589, 590, 601, 602, 612, 614, 615, 623, 627, 628, 641, 645, 646, 661, 662, 667, 672, 676, 677, 732, 747, 771, 772, 797, 801, 806, 811, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 851, 935, 1056, 1072, 1093, 1094

**Coimbra, université de** . 13, 24, 25, 34, 55, 60, 61, 65, 70, 71, 74, 81, 82, 87, 88, 98, 140, 142, 143, 144, 157, 167, 169, 172, 174, 176, 180, 181, 186, 188, 190, 206, 214, 239, 244, 245, 258, 263, 274, 292, 301, 309, 311, 312, 316, 321, 322, 326, 330, 342, 357, 358, 368, 374, 385, 395, 400, 401, 402, 403, 404, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 415, 416, 420, 422, 424, 425, 426, 438, 439, 448, 451, 452, 456, 457, 463, 487, 490, 502, 504, 505, 506, 516, 529, 530, 532, 535, 536, 543, 545, 546, 547, 549, 560, 573, 576, 577, 619, 642, 656, 660, 700, 701, 752, 777, 779, 780, 813, 826, 856, 870, 882, 886, 907, 947, 962, 1049, 1050, 1062, 1095, 1096, 1097, 1117, 1123

**Correia, António Augusto Mendes** ....380, 438, 447, 448, 449, 479, 480, 482, 494, 790, 791, 1061

**Cortêsão, Armando** ..... 71, 176, 220, 229, 242, 243, 246, 264, 298, 299, 300, 384, 395, 413, 527, 577, 631, 632, 654, 682, 704, 747, 780, 781, 782, 783, 820

**Cortêsão, Jaime** .. 71, 72, 89, 92, 238, 239, 240, 242, 247, 298, 301, 337, 340, 341, 345, 464, 490, 494, 496, 497, 550, 612, 616, 668, 682, 683, 688, 723, 730, 731, 732, 739, 747, 754, 755, 757, 777, 780, 782, 783, 784, 785, 786, 791, 792, 793, 794, 796, 799, 803, 807, 808, 823, 829, 877, 900, 902, 1057, 1069, 1094, 1095

**Costa, Afonso** ..... 87, 733, 900

**Costa, Avelino de Jesus da**..179, 268, 320, 383, 389, 400, 402, 403, 410, 428, 438, 439, 440, 529, 530, 531, 1061, 1062, 1065, 1113, 1115, 1123

**Cruz, António** .....529, 532, 533, 534, 535, 550

**Cruz, Guilherme Braga da**..... 380, 385, 537

**CSL**.... 13, 59, 141, 142, 146, 168, 169, 170, 172, 174, 176, 177, 214, 486, 490, 493, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917

**Cunhal, Álvaro** ....100, 152, 321, 327, 342, 569, 570, 612, 614, 645, 646, 661, 667, 683, 747, 805, 806, 807, 808, 814, 821, 873, 937, 957, 1094

## D

**Dard, Olivier** .....1, 29, 274, 857, 861, 865, 1105

**Dias, José Sebastião da Silva** ..... 202, 325, 545, 546, 547, 549, 1065

## F

**FCG** 13, 443, 444, 458, 541, 586, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 726, 742, 832, 928

**Ferro, António**.....29, 30, 95, 96, 119, 121, 258, 263, 265, 266, 267, 268, 279, 290, 291, 301, 638, 715, 722, 787, 861, 981

**Figueiredo, Fidelino de** .....148, 239, 240, 272, 451, 668, 682, 688, 747, 777, 780, 786, 787, 788, 876

**FLUC** ..... 13, 60, 61, 62, 80, 146, 148, 177, 182, 184, 235, 315, 385, 401, 409, 410, 411, 413, 415, 416, 425, 426, 428, 438, 451, 452, 463, 465, 505, 507, 508, 515, 529, 530, 532, 536, 778, 779, 911, 916, 917, 918, 920, 921, 923, 924, 925, 926, 929, 932, 933

**FLUL**..... 13, 59, 62, 80, 141, 143, 146, 147, 172, 177, 182, 184, 202, 214, 313, 314, 315, 328, 395, 400, 402, 405, 407, 410, 414, 420, 424, 427, 443, 445, 448, 453, 454, 493, 494, 499, 510, 536, 540, 543, 545, 549, 573, 574,

581, 630, 712, 729, 737, 765, 786, 788, 795, 798, 800,  
801, 853, 864, 886, 910, 911, 912, 913, 915, 916, 917,  
919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929,  
930, 931, 932, 933, 1088, 1097  
**FLUP** ..... 13, 60, 61, 62, 80, 172, 176, 177, 180, 182, 184,  
186, 205, 208, 214, 409, 410, 415, 426, 451, 490, 532,  
533, 535, 551, 569, 730, 796, 911, 916, 917, 918, 919,  
921, 924, 925, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 1106,  
1107  
**Fortes, Agostinho José** .....228, 418, 793  
**França, José-Augusto**..239, 248, 327, 333, 334, 337, 338,  
342, 667, 683, 726, 762, 832, 954, 968, 1031

## G

**Galvão, Henrique**.....194, 300, 372, 787, 889, 890, 1123  
**Godinho, Vitorino Magalhães**..... 79, 157, 187, 201, 223,  
224, 236, 237, 239, 240, 246, 247, 248, 249, 283, 321,  
322, 325, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 338, 340, 343,  
406, 407, 427, 433, 434, 477, 496, 534, 541, 544, 573,  
574, 575, 598, 633, 635, 646, 655, 656, 657, 658, 674,  
683, 684, 685, 687, 688, 689, 691, 692, 700, 701, 703,  
728, 731, 732, 733, 736, 737, 738, 742, 747, 756, 757,  
758, 759, 762, 764, 765, 766, 768, 779, 784, 795, 796,  
797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 809, 814, 819,  
820, 822, 829, 832, 837, 838, 938, 948, 960, 1025,  
1031, 1063, 1094, 1098, 1106, 1113, 1114  
**Guerra, João Pedro Miller** .....403, 404, 761  
**Gusmão, Artur Nobre de** .....410, 443, 444, 757

## H

**Heleno, Manuel** ..380, 405, 406, 407, 408, 482, 483, 484,  
485, 510, 542, 543, 573, 574, 719, 757, 795  
**Herculano, Alexandre**.130, 239, 240, 263, 266, 267, 268,  
274, 283, 291, 450, 469, 473, 474, 475, 480, 486, 490,  
491, 492, 502, 530, 531, 536, 541, 730, 731, 741, 771,  
786, 804, 805, 807, 823, 833, 876, 877, 878, 890, 939,  
940, 941, 945, 964, 973, 1020, 1067, 1122  
**Homem, Armando Luís de Carvalho** ..145, 199, 409, 416,  
418, 419, 420, 427, 453, 505, 506, 705

## I

**IAC**. 13, 222, 410, 424, 434, 437, 438, 439, 440, 441, 442,  
443, 444, 452, 453, 455, 457, 458, 507, 509, 512, 536,  
547, 551, 585, 628, 629, 736, 765, 846, 848, 910, 929,  
930, 1062

## J

**JEN** 13, 435, 437, 438, 441, 444, 457, 458, 846, 848, 1062

## L

**Lapa, Manuel Rodrigues**.....147, 230, 328, 329, 338, 340,  
342, 414, 573, 655, 657

**Leite, Duarte** .87, 170, 228, 239, 240, 245, 282, 796, 799,  
803, 1027

**Léonard, Yves**.....22, 30, 88, 99, 271, 293, 301, 372, 494,  
500, 865, 879, 885

**Lisbonne, université de** 1, 13, 34, 59, 66, 80, 97, 141,  
144, 152, 162, 172, 174, 177, 180, 182, 184, 186, 188,  
190, 206, 214, 283, 307, 312, 313, 314, 316, 322, 323,  
325, 326, 331, 338, 340, 359, 372, 375, 395, 400, 401,  
403, 405, 407, 408, 410, 412, 415, 418, 426, 440, 442,  
443, 447, 448, 453, 456, 457, 482, 490, 492, 509, 510,  
536, 537, 540, 541, 542, 543, 545, 549, 573, 579, 632,  
656, 658, 663, 685, 701, 712, 719, 741, 773, 795, 797,  
806, 828, 838, 857, 877, 907, 963, 1007, 1025, 1049,  
1050, 1062, 1095, 1096, 1097, 1098

**Lobato, Alexandre** .....161, 193, 246, 247, 294, 295, 296,  
297, 298, 300, 308, 309, 310, 514, 515, 516, 517, 518,  
519, 520

**Lopes, David**.....170, 444, 490, 493, 495, 799, 818

**Lopes, Óscar**..34, 183, 184, 200, 239, 240, 248, 287, 327,  
334, 338, 342, 550, 569, 582, 584, 585, 591, 602, 604,  
605, 608, 612, 621, 622, 628, 639, 661, 667, 672, 673,  
675, 685, 686, 690, 692, 693, 694, 704, 705, 706, 707,  
713, 731, 735, 739, 740, 741, 757, 759, 774, 803, 813,  
1072

## M

**Macedo, Jorge Borges de** ...220, 231, 235, 248, 307, 314,  
315, 316, 317, 325, 338, 384, 395, 400, 401, 402, 405,



406, 408, 410, 434, 449, 453, 454, 455, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 547, 576, 578, 579, 580, 581, 630, 654, 658, 661, 739, 757, 759, 765, 769, 810, 832, 838, 852, 949, 1007, 1008, 1058, 1061, 1062, 1064, 1093, 1094

**Magalhães, Joaquim Romero** 9, 157, 179, 189, 201, 235, 316, 322, 324, 325, 326, 340, 342, 419, 423, 424, 433, 487, 575, 656, 657, 660, 661, 673, 674, 683, 704, 726, 727, 746, 779, 783, 788, 789, 795, 805, 947, 1072

**Marques, António Henrique de Oliveira** 31, 77, 202, 325, 331, 332, 340, 407, 410, 415, 418, 419, 425, 427, 549, 573, 574, 597, 598, 609, 610, 618, 619, 620, 655, 658, 659, 684, 685, 690, 691, 692, 701, 705, 712, 728, 729, 733, 734, 747, 762, 763, 772, 773, 822, 823, 824, 826, 853, 877, 896, 898, 1056, 1114

**Martins, Joaquim Pedro de Oliveira** ...272, 276, 480, 829

**Mata, José Caeira da** ....97, 236, 237, 248, 368, 369, 370, 371, 373, 386, 387, 413

**Matos, Luís de** ..... 187, 952

**Matos, Sérgio Campos**.... 1, 8, 31, 32, 36, 71, 74, 87, 141, 142, 143, 146, 148, 161, 165, 169, 176, 177, 178, 179, 201, 222, 223, 230, 242, 243, 257, 258, 263, 272, 290, 292, 295, 298, 307, 312, 313, 315, 316, 320, 321, 329, 330, 333, 338, 340, 359, 360, 368, 369, 372, 388, 390, 395, 401, 406, 407, 412, 418, 426, 427, 433, 434, 442, 443, 445, 449, 450, 451, 452, 453, 466, 467, 470, 474, 476, 477, 482, 483, 487, 490, 493, 496, 500, 505, 506, 508, 509, 515, 527, 530, 533, 540, 546, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 585, 592, 615, 628, 635, 656, 657, 661, 662, 673, 674, 676, 683, 687, 688, 701, 702, 703, 704, 719, 730, 737, 741, 746, 748, 752, 754, 757, 758, 760, 766, 770, 777, 779, 780, 783, 785, 787, 788, 792, 797, 805, 806, 822, 826, 831, 853, 855, 857, 864, 877, 886, 947, 1023, 1095, 1097, 1098, 1109, 1116

**Mattoso, José** ..... 9, 306

**Mauro, Frédéric**..433, 434, 435, 442, 509, 510, 688, 738, 879, 952, 1013, 1063

**Merêa, Manuel Paulo**..380, 412, 447, 505, 507, 535, 829

**Montalvor, Luís de**..... 193, 220, 222, 223, 229, 395, 494, 749, 792, 793, 838, 918

**Monteiro, Armindo** ..... 264, 497

**Monteiro, Fernando Amaro** 36, 193, 443, 444, 718, 1062

**Múrias, Manuel** ..223, 248, 257, 259, 289, 301, 302, 364, 368, 380, 390, 467, 474, 494, 495, 496, 497, 810

## N

**Nunes, Adérito Sedas** ..... 760, 761, 999, 1033, 1094

**Nunes, João Paulo Avelãs**...9, 92, 99, 310, 358, 392, 400, 411, 413, 453, 463, 465, 528, 546, 756, 778, 779, 874

## O

**Oliveira, José Lopes de** 230, 584, 585, 592, 661, 668, 793

## P

**Pacheco, António Carneiro**..... 363, 367

**Perdigão, José de Azeredo** 537, 716, 718, 719, 832, 1094

**Pereira, Miriam Halpern**...9, 52, 154, 161, 164, 190, 196, 235, 316, 321, 322, 323, 325, 326, 419, 454, 461, 468, 490, 499, 500, 567, 572, 581, 598, 599, 601, 630, 632, 633, 635, 656, 659, 660, 663, 664, 679, 680, 684, 687, 690, 696, 697, 698, 703, 704, 712, 729, 747, 756, 757, 759, 761, 764, 779, 804, 837, 838, 839, 886, 1007, 1023, 1072, 1113

**Peres, Damião**.....143, 158, 167, 248, 283, 304, 306, 373, 380, 384, 392, 401, 407, 413, 422, 424, 426, 449, 451, 464, 479, 480, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 496, 497, 530, 533, 805, 810, 818, 829, 838, 853, 1071, 1093, 1123

**Pimenta, Alfredo** .....34, 37, 92, 123, 124, 244, 245, 246, 255, 259, 261, 262, 263, 268, 270, 274, 281, 283, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 304, 306, 363, 368, 378, 379, 380, 383, 384, 396, 397, 403, 432, 433, 467, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 478, 495, 583, 789, 791, 800, 801, 820, 835, 1061, 1070, 1072, 1114

**Pimentel, Irene Flunser** .....108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 220, 566, 852, 887

**Pinto, António Costa**..... 1, 7, 21, 23, 24, 93, 96, 97, 152, 467, 857, 880, 965, 981, 1096

**Porto, université de** ..13, 34, 60, 61, 62, 65, 66, 162, 170, 172, 182, 188, 190, 205, 208, 395, 415, 438, 487, 528, 532, 549, 573, 713, 720, 730, 796, 1018, 1054, 1096, 1097, 1116

**Proença, Raul**..... 89, 682, 754

## R

**Ramos, Gustavo Cordeiro**..... 448, 653  
**Ramos, Luís António de Oliveira** 190, 242, 283, 453, 549,  
550, 551, 729, 1108  
**Rau, Virgínia** 177, 199, 247, 248, 307, 325, 362, 380, 390,  
405, 406, 409, 410, 418, 434, 440, 441, 442, 452, 453,  
455, 457, 466, 505, 509, 510, 512, 513, 531, 535, 540,  
541, 542, 543, 579, 630, 730, 741, 765, 795, 818, 822,  
823, 853, 949, 960, 961, 963, 964, 972, 1019, 1025,  
1026, 1030, 1043, 1044, 1063, 1114  
**Remédios, Joaquim Mendes dos** .....380, 411, 835  
**Rosas, Fernando** 23, 24, 29, 32, 58, 63, 70, 72, 74, 75, 77,  
78, 79, 80, 81, 82, 86, 87, 88, 92, 94, 95, 99, 100, 106,  
111, 116, 118, 157, 197, 251, 253, 263, 295, 437, 569,  
611, 683, 714, 729, 758, 761, 813, 851, 863, 865, 876,  
877, 880, 882, 883, 887, 892, 894, 895, 896, 898, 899,  
900, 902, 1081, 1096

## S

**Sá, Victor de** 125, 193, 327, 338, 342, 343, 344, 443, 444,  
550, 569, 571, 572, 584, 585, 586, 608, 612, 617, 618,  
643, 661, 667, 670, 671, 683, 687, 698, 699, 700, 701,  
702, 703, 707, 718, 724, 747, 752, 759, 771, 772, 831,  
832, 833, 834, 835, 838, 897, 1036, 1058, 1094, 1114  
**Salazar, Abel** .....209, 456, 573, 655, 768  
**Salazar, António de Oliveira**..... 19, 20, 25, 29, 30, 34, 37,  
56, 69, 70, 72, 88, 92, 93, 95, 97, 98, 119, 123, 124,  
128, 150, 167, 182, 187, 223, 229, 245, 255, 256, 257,  
259, 261, 262, 263, 264, 270, 271, 272, 273, 274, 277,  
279, 280, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 295, 298,  
299, 301, 302, 310, 311, 312, 313, 330, 331, 341, 342,  
358, 364, 367, 369, 374, 378, 380, 391, 396, 412, 413,  
415, 421, 432, 433, 436, 463, 469, 514, 522, 524, 576,  
583, 619, 638, 643, 665, 666, 720, 722, 756, 787, 789,  
800, 801, 853, 861, 862, 863, 864, 865, 868, 873, 875,  
879, 886, 889, 898, 903, 904, 905, 906, 1075, 1123  
**Santos, Fernando Piteira** .....34, 101, 235, 238, 239, 327,  
338, 339, 340, 343, 344, 345, 346, 550, 569, 584, 585,  
611, 612, 617, 621, 623, 624, 634, 639, 643, 644, 645,  
667, 674, 675, 684, 685, 695, 706, 723, 728, 729, 732,  
739, 747, 755, 759, 762, 763, 769, 774, 777, 803, 828,

829, 830, 831, 832, 838, 902, 1026, 1057, 1060, 1093,  
1122

**Saraiva, António José** ...34, 100, 200, 222, 240, 248, 287,  
334, 337, 339, 342, 427, 550, 568, 573, 582, 584, 585,  
591, 592, 599, 600, 602, 603, 604, 605, 608, 609, 616,  
621, 622, 628, 629, 630, 635, 636, 639, 640, 643, 644,  
655, 656, 661, 662, 667, 668, 672, 673, 674, 675, 683,  
684, 685, 686, 689, 690, 692, 693, 694, 699, 703, 704,  
705, 706, 707, 718, 719, 731, 733, 734, 735, 736, 737,  
738, 739, 740, 741, 751, 753, 754, 756, 757, 759, 762,  
774, 775, 776, 822, 832, 1020, 1036, 1056, 1062,  
1072, 1094, 1095  
**Saraiva, José Hermano** .....163, 635, 636, 718, 719, 870  
**Sena, Jorge de**...667, 683, 688, 691, 756, 762, 770, 1010,  
1020  
**Sérgio, António** ..... 90, 92, 193, 239, 247, 272, 274, 288,  
337, 340, 345, 470, 472, 478, 495, 496, 550, 584, 585,  
588, 590, 593, 612, 634, 644, 645, 668, 682, 730, 731,  
734, 739, 747, 754, 763, 769, 777, 779, 780, 788, 789,  
790, 791, 792, 796, 799, 803, 808, 819, 821, 832, 838,  
900, 902, 1094, 1113  
**Serrão, Joaquim Veríssimo**...36, 268, 306, 307, 310, 314,  
316, 380, 384, 404, 405, 408, 449, 454, 455, 487, 529,  
536, 537, 538, 539, 540, 541, 574, 688, 832, 876, 877,  
928, 962, 1062, 1064, 1118  
**Serrão, Joel** ..... 77, 87, 235, 248, 320, 321, 333, 334, 337,  
338, 343, 434, 523, 550, 569, 570, 571, 599, 605, 607,  
608, 613, 642, 656, 657, 661, 663, 713, 726, 729, 731,  
734, 735, 736, 737, 754, 756, 757, 759, 761, 762, 765,  
766, 771, 772, 803, 807, 810, 811, 812, 826, 829, 832,  
835, 936, 944, 954, 960, 968, 1018, 1026, 1027, 1028,  
1031, 1042, 1057, 1076  
**Silbert, Albert**.....434, 435, 550, 687, 688, 698, 764, 837,  
838, 879, 952, 1002, 1033, 1035, 1036, 1042  
**Silva, José Gentil da** .....434, 657, 667, 683, 691, 746, 757  
**Silva, Maria Beatriz Nizza da** ..9, 190, 321, 322, 323, 325,  
326, 630, 718, 1007, 1020, 1072  
**Simões, Alberto da Veiga** ..... 496, 803  
**Soares, Mário**.. 24, 34, 101, 125, 126, 183, 202, 323, 325,  
327, 338, 339, 340, 342, 343, 344, 456, 569, 575, 582,  
584, 585, 612, 618, 620, 646, 647, 657, 661, 663, 667,

684, 730, 738, 747, 751, 759, 762, 763, 767, 769, 802,  
804, 806, 811, 812, 902, 1021, 1063

**Soares, Torquato de Sousa.** 292, 293, 294, 304, 310, 316,  
380, 389, 412, 416, 423, 452, 457, 504, 505, 506, 507,  
508, 530, 531, 952

## T

**Tengarrinha, José ...** 9, 154, 155, 196, 241, 247, 323, 324,  
325, 326, 327, 333, 334, 337, 338, 342, 344, 550, 569,  
604, 606, 607, 612, 622, 623, 628, 651, 661, 662, 663,  
669, 675, 676, 714, 717, 726, 747, 755, 764, 765, 771,  
772, 832, 834, 835, 836, 838, 851, 944, 954, 967,  
1058

**Tomás, Américo** ..... 283, 292, 870

**Torgal, Luís Reis ..** 9, 19, 23, 24, 36, 37, 55, 58, 60, 62, 70,  
71, 72, 75, 80, 81, 82, 94, 96, 98, 123, 129, 130, 141,  
143, 145, 164, 189, 234, 255, 259, 260, 262, 264, 266,

267, 270, 274, 282, 290, 305, 310, 311, 321, 325, 360,  
364, 368, 371, 395, 446, 462, 467, 469, 489, 490, 493,  
494, 506, 541, 546, 547, 549, 655, 746, 750, 786, 793,  
794, 852, 864, 877, 886, 887, 977, 1097, 1110, 1111

**Torres, Flausino ....** 34, 100, 161, 230, 327, 339, 341, 569,  
582, 584, 585, 587, 609, 612, 613, 633, 634, 641, 661,  
662, 664, 665, 666, 668, 671, 684, 685, 688, 689, 704,  
723, 724, 725, 729, 740, 741, 747, 759, 768, 769, 772,  
826, 827, 828, 832, 853, 1057, 1060, 1093

## V

**Vasconcelos, José Leite de ..** 228, 268, 291, 380, 447, 482,  
483, 835

**Veiga, Augusto Botelho da Costa** ..... 380, 389

**Veloso, José Maria de Queirós ..** 142, 302, 372, 380, 388,  
389, 420, 421, 447, 835, 1061

## Table des matières

|  |            |
|--|------------|
| <b>Remerciements</b> .....   | <b>7</b>   |
| <b>Avis aux lectrices et lecteurs</b> .....  | <b>11</b>  |
| <b>Liste des abréviations et glossaire</b> .....   | <b>13</b>  |
| <b>Abréviations</b> .....  | <b>13</b>  |
| <b>Glossaire</b> .....   | <b>15</b>  |
| <b>Introduction générale</b> .....   | <b>17</b>  |
| 1) Salazarisme, fascisme, autoritarisme, dictature ? Trouver les bons mots .....   | <b>18</b>  |
| 2) Faire l'histoire des historiennes et des historiens portugais. Une histoire des intellectuels en régime autoritaire .....   | <b>31</b>  |
| 3) Savoir et pouvoir durant la dictature portugaise. Une histoire tourmentée de la communauté historienne.....                 | <b>43</b>  |
| <b>PREMIÈRE PARTIE            LA SAISIE DU CHAMP DU SAVOIR PAR LE POUVOIR</b> .....  | <b>49</b>  |
| <b>Présentation de la première partie</b> .....  | <b>51</b>  |
| <b>Chapitre 1 Le pouvoir et le champ du savoir : une prise de contrôle sûre et pérenne</b> .....                               | <b>55</b>  |
| <b>I) Pouvoir et Université : l'histoire d'une relation devenue dangereuse</b> .....   | <b>57</b>  |
| 1) Le paysage universitaire : structuration et restructuration de l'Université portugaise (1911-1974).....                     | <b>57</b>  |
| 2) Du flou initial aux coups de semonce : la prise de contrôle des universités par le pouvoir dictatorial (1926-1974) .....    | <b>66</b>  |
| <b>II) De l'intellectuel dans la cité aux universitaires dans le rang. Vers un cantonnement du savoir par le pouvoir</b> ..... | <b>84</b>  |
| 1) L'intellectuel dans la cité (1910-1934).....  | <b>86</b>  |
| 2) Dans les clous du régime ou dans la semi-clandestinité ? Une redéfinition de la place de l'intellectuel (1932-1974).....    | <b>93</b>  |
| <b>III) Une chronologie coercitive. Se donner les moyens de surveiller et punir le champ du savoir</b> .....                   | <b>103</b> |

|  |            |
|--|------------|
| 1) Surveiller les personnes : la police politique de l'Estado Novo (1933-1974).....  | 107        |
| 2) Surveiller les dires : la censure de la pensée discordante (1926-1974).....   | 116        |
| <b>Chapitre 2 Pouvoir autoritaire et historiens : à la recherche de la fragile communauté ...</b>                          | <b>129</b> |
| <b>I) Un pouvoir autoritaire qui redéfinit les attributs de l'historien.....</b>   | <b>133</b> |
| 1) De l'amateur au professeur : la naissance du métier d'historien au Portugal (fin xix <sup>e</sup> siècle-1935).....     | 135        |
| 2) Un supplément de pouvoir : la redéfinition de l'historien par le régime autoritaire (1935-1974).....                    | 149        |
| <b>II) Chercher l'unité de la communauté historique. Proposition de prosopographie d'un groupe social en création.....</b> | <b>160</b> |
| 1) Un siècle de parcours historiens au fil du temps autoritaire : des effets de génération ?.....                          | 165        |
| 2) Des critères de convergence : penser la communauté historique durant le régime autoritaire.....                         | 191        |
| <b>III) Un pouvoir autoritaire qui divise les historiens : une impossible communauté historique ?.....</b>                 | <b>216</b> |
| 1) Une lecture politique de la communauté historique : des historiens accommodés face à des historiens en opposition.....  | 218        |
| 2) Une division effective du groupe historien ?.....   | 233        |
| <b>Chapitre 3 À l'heure des choix : l'historien face au pouvoir.....</b>   | <b>251</b> |
| <b>I) L'historien au service du pouvoir. Faire le choix de coopérer pleinement avec le régime autoritaire.....</b>         | <b>255</b> |
| 1) Un dialogue fructueux : des historiens partisans du régime et un savoir couronné par le pouvoir. ....                   | 257        |
| 2) Parler la même langue que le pouvoir. Les historiens organiques et l'écriture de l'histoire comme arme politique.....   | 269        |
| <b>II) Faire avec. Le choix de l'acceptation et de l'accommodement.....</b>  | <b>285</b> |
| 1) Une coopération assumée : les formes de l'engagement des historiens accommodés.....                                     | 287        |
| 2) <i>Noli me tangere</i> ? Essayer de trouver la bonne distance avec le pouvoir autoritaire.....                          | 304        |

|   |            |
|---|------------|
| <b>III) S'opposer : le choix de la difficulté ? Formes de la résistance au pouvoir autoritaire ..</b>           | <b>318</b> |
| 1) L'historien-citoyen dans la mécanique autoritaire. Une résistance de basse intensité ? .....                 | 320        |
| 2) L'entrée en résistance politique : le citoyen-historien.....   | 332        |
| <b>Conclusion de la première partie.....</b>  | <b>349</b> |
| <b>DEUXIÈME PARTIE       ÊTRE UN HISTORIEN ACCOMMODÉ.....</b>   | <b>351</b> |
| <b>Présentation de la deuxième partie.....</b>  | <b>353</b> |
| <b>Chapitre 4 Le pouvoir et « ses » historiens.....</b>   | <b>357</b> |
| <b>I) Clio couronnée en Lusitanie. Une académie d'histoire créée par le pouvoir .....</b>                       | <b>360</b> |
| 1) D'une antenne du pouvoir à la liberté conditionnelle : heurs et malheurs de l'APH (1936-1974)<br>.....       | 362        |
| 2) Les académiciens au travail. Incarner la fonction et faire vivre l'APH .....                                 | 377        |
| <b>II) Profession : professeur. L'Université portugaise comme épicode de la pratique<br/>historienne.....</b>   | <b>395</b> |
| 1) Faire carrière sous l'œil du pouvoir.....  | 398        |
| 2) Enseigner dans le Portugal autoritaire : entre accommodements empiriques et contraintes<br>manifestes .....  | 414        |
| <b>III) De l'idée au livre sur l'étagère. Chercher et publier dans le Portugal autoritaire.....</b>             | <b>430</b> |
| 1) Des aiguillons à la recherche du passé. Les soutiens à la pratique historique .....                          | 432        |
| 2) Le savoir hors les murs ? Diffuser la recherche des historiens accommodés.....                               | 445        |
| <b>Chapitre 5 Une histoire en vase clos ? Écrits d'historiens accommodés .....</b>                              | <b>461</b> |
| <b>I) La nation dans le cœur : la production historiographique de 1926 à 1940.....</b>                          | <b>466</b> |
| 1) Repenser la nation : des (ré)visions de l'histoire du Portugal .....   | 468        |
| 2) Chanter collectivement la nation et l'Empire .....   | 486        |
| <b>II) Une histoire politique de la nation ? Le temps des historiens de profession (1940 à 1960)<br/>.....</b>  | <b>499</b> |
| 1) Une « histoire immobile » de la nation ? La lente évolution de l'écriture des historiens<br>accommodés ..... | 501        |

|  |            |
|--|------------|
| 2) Approfondir les connaissances de l'Empire pour le défendre .....  | 513        |
| <b>III) Le changement dans la continuité ou la continuité dans le changement ? Le tournant de la période 1960-1974 .....</b> | <b>527</b> |
| 1) On ne change pas une écriture qui gagne ? La poursuite d'une histoire érudite .....                                       | 528        |
| 2) L'envie de voir plus loin : des ruptures dans l'écriture de l'histoire .....  | 539        |
| <b>Conclusion de la deuxième partie .....</b>  | <b>555</b> |
| <b>TROISIÈME PARTIE      ÊTRE UN HISTORIEN EN OPPOSITION .....</b>   | <b>557</b> |
| <b>Présentation de la troisième partie .....</b>   | <b>559</b> |
| <b>Chapitre 6 Le pouvoir et « ces » historiens.....</b>  | <b>563</b> |
| <b>I) Filtrer l'accès : un pouvoir autoritaire sur ses gardes face aux historiens en opposition</b>                          | <b>566</b> |
| 1) Bloquer les carrières historiennes : la police politique à l'œuvre.....   | 568        |
| 2) Interdire des livres d'histoire : la police du verbe en action .....  | 581        |
| <b>II) L'efficacité de l'entrave autoritaire : une activité historique au ralenti et consciente des limites.....</b>         | <b>595</b> |
| 1) Travailler sous surveillance : une routine historique contrariée .....  | 597        |
| 2) Les conséquences du contrôle : une histoire au goût amer .....  | 611        |
| <b>III) Trouver et exploiter les failles du système : formes de résistances à la vigilance autoritaire .....</b>             | <b>626</b> |
| 1) Ruser pour contourner le contrôle du pouvoir .....  | 627        |
| 2) Quand les armes se retournent : La subversion par l'écrit.....  | 637        |
| <b>Chapitre 7 Être historien, par tous les moyens.....</b>   | <b>649</b> |
| <b>I) Rester : les multiples métiers des historiens en opposition .....</b>  | <b>651</b> |
| 1) Enseigner coûte que coûte .....   | 654        |
| 2) Quand les portes de l'enseignement se ferment : historien recherche profession.....                                       | 667        |
| <b>II) Partir : Les historiens en opposition et les chemins de l'exil .....</b>  | <b>679</b> |
| 1) Partir pour faire souche ? Parcours historiens à l'étranger.....  | 682        |

|   |            |
|---|------------|
| 2) Retours d'expérience : regarder le Portugal avec des yeux étrangers.....   | 696        |
| <b>III) Faire groupe dans l'adversité : sociabilités d'historiens en opposition .....</b>                           | <b>710</b> |
| 1) Investir les espaces restants : les lieux de respiration des historiens en opposition .....                      | 711        |
| 2) Établir et maintenir une sociabilité pour faire groupe(s) .....  | 727        |
| <b>Chapitre 8 Un passé dans le présent. Écrits d'historiens en opposition, contre vents et marées.....</b>          | <b>745</b> |
| <b>I) Où écrire ? Des espaces littéraires étriqués (1926-1974).....</b>   | <b>748</b> |
| 1) Un élargissement des possibles ? Résistances, succès et échecs des publications périodes (1926-1974).....        | 750        |
| 2) Publier à tout prix. Les éditeurs et les historiens en opposition face au régime autoritaire ..                  | 764        |
| <b>II) Une écriture sous influence ? Une historiographie en plein bouleversement (1926-1960) .....</b>              | <b>777</b> |
| 1) Nation et histoire de 1926 à 1940. Une histoire alignée sur la production des historiens accommodés ? .....      | 780        |
| 2) Ouvrir de nouveaux horizons (1940-1960) .....  | 795        |
| <b>III) Les présents de l'histoire. L'écriture engagée des historiens en opposition (1960 à 1974) .....</b>         | <b>810</b> |
| 1) L'histoire contre l'histoire. Critiquer et proposer des lectures historiographiques alternatives .....           | 813        |
| 2) Comblir les blancs de l'histoire du Portugal. Les historiens en opposition à la recherche des temps oubliés..... | 825        |
| <b>Conclusion de la troisième partie .....</b>  | <b>843</b> |
| <b>Conclusion générale.....</b>   | <b>845</b> |
| 1. Un pouvoir qui saisit le savoir ? Le régime autoritaire et les scientifiques portugais.....                      | 845        |
| 2. Le savoir face au pouvoir. La communauté historique à l'épreuve du temps autoritaire ....                        | 847        |
| 3. Rhizomes.....  | 850        |
| <b>ANNEXES.....</b>   | <b>859</b> |
| <b>REPÈRES.....</b>   | <b>861</b> |



|  |     |
|--|-----|
| <i>António de Oliveira Salazar : portraits d'un dictateur</i> .....                  | 861 |
| <i>Archives de la police politique et de la censure</i> .....                        | 865 |
| 1) Une courte histoire des archives de la PVDE/PIDE/DGS .....                        | 866 |
| 2) Règles de consultation .....  | 868 |
| 3) Les archives de la censure.....   | 869 |
| <i>Bibliothèques</i> .....   | 870 |
| 1) La Bibliothèque nationale.....  | 870 |
| 2) Bibliothèques portugaises majeures.....   | 870 |
| <i>Communisme</i> .....  | 871 |
| 1) 1910-1940 : un mouvement politique peu répandu .....                              | 871 |
| 2) 1940-1974 : un parti structurant l'opposition à la dictature .....                | 872 |
| <i>Droites républicaines</i> .....   | 873 |
| <i>État autoritaire et Église</i> .....  | 875 |
| <i>Historiographies croisées</i> .....   | 876 |
| 1) Histoire de l'historiographie portugaise.....                                     | 876 |
| 2) Histoire de l'historiographie française sur le Portugal.....                      | 877 |
| <i>L'idéologie du régime autoritaire : corporatisme, nationalisme et passé</i> ..... | 879 |
| <i>Parti unique</i> .....  | 883 |
| <i>Polémiques historiographiques de l'après 25 avril 1974</i> .....                  | 884 |
| 1) Sanjay Subrahmanyam et Vasco de Gama .....  | 884 |
| 2) L'été chaud de 2012 .....   | 885 |
| 3) « Musée Salazar » et place de la PIDE dans la société .....                       | 886 |
| <i>Portugal : quelles frontières ?</i> .....   | 887 |
| <i>Portugal : une puissance pauvre</i> .....   | 890 |
| <i>Républicanisme</i> .....  | 895 |
| <i>République (1910-1926)</i> .....  | 897 |

|  |             |
|--|-------------|
| <b>Revivalho .....</b>   | <b>899</b>  |
| <b>Socialisme.....</b>   | <b>901</b>  |
| 1) 1910-1945 : Un mouvement constamment marginal .....                                   | 901         |
| 2)1945-1974 : des recompositions multiples.....  | 902         |
| <b>La tombe d'António de Oliveira Salazar : une mémoire pétrifiée .....</b>              | <b>903</b>  |
| <b>L'Université portugaise avant la République .....</b>                                 | <b>906</b>  |
| <b>Tableau des historiennes et historiens.....</b>                                       | <b>909</b>  |
| <b>Génération de la Monarchie (historiens nés entre 1846 et 1869) .....</b>              | <b>910</b>  |
| <b>Génération de la République (historiens nés entre 1870 et 1892) .....</b>             | <b>914</b>  |
| <b>Génération de la transition autoritaire (historiens nés entre 1893 et 1909) .....</b> | <b>919</b>  |
| <b>Génération Oliveira Salazar (historiens nés entre 1910 et 1929).....</b>              | <b>924</b>  |
| <b>Génération de la guerre coloniale (historiens nés entre 1930 et 1944).....</b>        | <b>931</b>  |
| <b>Entretien avec António Borges Coelho (4/11/2015).....</b>                             | <b>935</b>  |
| <b>Entretien avec Joaquim Romero Magalhães (17/02/2017).....</b>                         | <b>947</b>  |
| <b>Entretien avec José Mattoso (08/03/2017).....</b>                                     | <b>957</b>  |
| <b>Entretien avec José Tengarrinha (12/05/2016).....</b>                                 | <b>967</b>  |
| <b>Entretien avec Manuel Villaverde Cabral (15/02/2017) .....</b>                        | <b>979</b>  |
| <b>Entretien avec Maria Beatriz Nizza da Silva (29/05/2017).....</b>                     | <b>1007</b> |
| <b>Entretien avec Miriam Halpern Pereira (21/10/2015 puis 3/11 2015) .....</b>           | <b>1023</b> |
| <b>Sources .....</b>   | <b>1049</b> |
| <b>I) Archives .....</b>   | <b>1049</b> |
| 1) Journal officiel de la République portugaise ( <i>Diário do Governo</i> ) .....       | 1049        |
| Lois républicaines .....   | 1049        |
| Lois de la Dictature militaire .....   | 1050        |
| Lois de l'Estado Novo .....  | 1051        |
| Lois de la nouvelle République après le 25 avril 1974 .....                              | 1055        |
| 2) Police politique .....  | 1056        |

|  |                    |
|--|--------------------|
| A) Historiens ayant écrit durant la période autoritaire.....                                     | 1056               |
| B) Des éditeurs contrôlés par la police politique .....  | 1059               |
| C) Revues scientifiques, journaux, institutions .....  | 1059               |
| <b>3) Centre de documentation 25 avril 1974.....</b>   | <b>1060</b>        |
| <b>4) Archives des académies et institutions de financement.....</b>                             | <b>1061</b>        |
| A) Académie portugaise d’histoire .....  | 1061               |
| B) Académie des sciences de Lisbonne.....  | 1061               |
| C) Archives de la Fondation Calouste Gulbenkian .....  | 1062               |
| D) Archives de la JEN/IAC.....   | 1062               |
| <b>5) Archives universitaires .....</b>  | <b>1062</b>        |
| A) Archives de l’université de Coimbra.....  | 1062               |
| B) Archives du rectorat de l’université de Lisbonne .....  | 1062               |
| <b>6) Archives françaises.....</b>   | <b>1063</b>        |
| <b>7) Archives en ligne .....</b>  | <b>1063</b>        |
| <b><i>II) Revues scientifiques et périodiques.....</i></b>                                       | <b><i>1063</i></b> |
| <b>1) Revues scientifiques.....</b>  | <b>1063</b>        |
| <b>2) Journaux .....</b>   | <b>1064</b>        |
| <b>3) Articles.....</b>  | <b>1064</b>        |
| <b><i>III) Ouvrages .....</i></b>  | <b><i>1066</i></b> |
| <b>1) Ouvrages publiés ou réédités .....</b>   | <b>1066</b>        |
| <b>2) Correspondances publiées.....</b>  | <b>1072</b>        |
| <b><i>IV) Entretiens .....</i></b>   | <b><i>1072</i></b> |
| <b><i>V) Ressources en ligne.....</i></b>  | <b><i>1073</i></b> |
| <b><i>VI) Œuvres d’art.....</i></b>  | <b><i>1073</i></b> |
| <b><i>Bibliographie .....</i></b>  | <b><i>1075</i></b> |
| <b><i>I) Dictionnaires et usuels sur le xx<sup>e</sup> siècle portugais et européen.....</i></b> | <b><i>1076</i></b> |
| <b>1) Dictionnaires .....</b>  | <b>1076</b>        |
| A) Dictionnaires historiques.....  | 1076               |
| B) Dictionnaire linguistiques, encyclopédies et synthèses statistiques .....                     | 1076               |

|  |             |
|--|-------------|
| 2) Usuels et ouvrages généraux d'histoire du Portugal .....              | 1077        |
| 3) Usuels et ouvrages cadres en français et en d'autres langues .....    | 1078        |
| <b>II) Ouvrages spécialisés .....</b>                                    | <b>1080</b> |
| 1) Études sur les régimes autoritaires .....                             | 1080        |
| 2) Pouvoir et savoir .....   | 1084        |
| 3) Historiographie .....   | 1087        |
| A) Historiographie en portugais .....                                    | 1087        |
| B) Historiographie et épistémologie en français ou traduites .....       | 1088        |
| C) Historiographie en langue autre que le français et le portugais ..... | 1092        |
| 4) Biographies, hommages aux historiens.....                             | 1093        |
| <b>III) Travaux sous format universitaire.....</b>                       | <b>1095</b> |
| 1) Doctorats .....   | 1095        |
| 2) Masters .....   | 1096        |
| 3) Autres travaux non publiés.....                                       | 1098        |
| <b>IV) Articles .....</b>  | <b>1098</b> |
| 1) Articles cadres .....   | 1098        |
| 2) Historiographies .....  | 1106        |
| 3) Pouvoir et savoir .....   | 1110        |
| 4) Les historiens portugais.....   | 1113        |
| <b>V) Ressources en ligne.....</b>                                       | <b>1115</b> |
| 1) Dictionnaires et revues en ligne.....                                 | 1116        |
| 2) Sites d'institutions consultés .....                                  | 1117        |
| <b>VI) Œuvres d'art.....</b>   | <b>1118</b> |
| 1) Cinéma .....  | 1118        |
| 2) Artistes.....   | 1119        |
| <b>Table des illustrations .....</b>                                     | <b>1121</b> |
| <b>Index.....</b>  | <b>1125</b> |

